

519.695

PASICRISIE

ou

RECUEIL GÉNÉRAL

de

LA JURISPRUDENCE

des

COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,

DEPUIS LA CRÉATION DE LA COUR DE CASSATION, JUSQU'A CE JOUR.

CONTIENANT

TOUS LES ARRÊTS PUBLIÉS DANS LES RECUEILS

DE SIREY, DE HALLOUX, DE TARTY ET FOURNIER, DANS LE JOURNAL DU PALAIS, LE BULLETIN DE CASSATION, LE JOURNAL DES AVOUÉS, DES NOTAIRES, ETC.,

AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE,

PRÉSENTANT SUR CHAQUE QUESTION, UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE, AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

PAR L.-M. DEVILLENEUVE,

AVOUE DIRECTEUR DE BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, CONTINUATEUR DEPUIS 1851 DU RECUEIL-SIREY,

ET PAR A. CABETTE,

AVOUCAT AUX CONSEILS DU ROI ET À LA COUR DE CASSATION DE FRANCE.

COMPLÉTÉ POUR LA BELGIQUE

PAR LA REPRODUCTION DES COLLECTIONS BELGES DE SPREUT ET WYRS, DE SANPOURCES-LAFORTS, DE LA JURISPRUDENCE EN DIX^{es} ANNÉES, DES RECUEILS DES COURS DE BRUXELLES, DE LIÈGE ET DE NAMUR, ET DES TRÈS-GRANDS NUMÉROS D'ARRÊTS INSÉRÉS;

SUIVI DE TABLES, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE,

PRÉSENTANT TOUTES LES AVANTAGES DES COLLECTIONS ALPHABÉTIQUES.

Bruxelles,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

ADOLPHE WANLEN ET C^{ie}.

PARTIE DE JURISPRUDENCE. — N. TABLE. GÉNÉRAL.

1843

504

PASICRISIE.

DEUXIÈME SÉRIE.

PARTIE DE FRANCE.

COURS D'APPEL.

VOLUME SEPTIÈME.

JUILLET 1821. — MAI 1824.

LA PASICRISIE CONTIENT :

PREMIERE SERIE. Jurisprudence des Cours de France (y compris les Cours de Bruxelles et de Liège), depuis la création de la Cour de cassation en 1791 jusqu'à 1814.

DEUXIEME SERIE. Jurisprudence des Cours de France et de Belgique de 1814 à 1840, divisée en deux parties, contenant : l'une la Jurisprudence des Cours de France, l'autre la Jurisprudence des Cours de Belgique.

TROISIEME SERIE. Abonnement annuel à partir de 1841.

PASICRISIE

OU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

LA JURISPRUDENCE

DES

COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF;

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,

DEPUIS L'ORIGINE DE LA COUR DE CASSATION, JUSQU'A CE JOUR.

COMPRENANT :

LES ARRÊTÉS NOTABLES PUBLIÉS DANS LES RECUEILS

DE SIRAT, DE DALLOZ, DE TARTÉ ET FOURNIER; DANS LE JOURNAL DU PALAIS, LE BULLETIN DE CASSATION, LE JOURNAL DES AVOUÉS, CELUI DES NOTAIRES, ETC.,

AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE,

PRÉSENTANT SUR CHAQUE QUESTION UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE,

AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

PAR L.-M. DEVILLENEUVE,

ANCIEN DIRECTEUR DU BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, CONTINUATEUR DEPUIS 1831 DU RECUEIL SIRAT, AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS, MEMBRE DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ET PAR A. CABBET.

AVOCAT AUX CONSEILS DU ROI ET A LA COUR DE CASSATION EN FRANCE

COMPLÉTÉ POUR LA BELGIQUE

PAR LA DROITE DES COLLECTIONS BELGES DE SPRETT ET WYDS, DE SARPOUCHER-LAPORTE, DE LA JURISPRUDENCE DE SIMP AÏCER, DES RECUEILS DES COURS DE LA HAYE, DE LIÈGE ET DE GAND, ET D'OS TRÈS-GRAND ROMAN D'ADRIEN IMBERT.

SUIVI DE TABLES, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE.

PRÉSENTANT TOUTES LES AVANTAGES DES COLLECTIONS ALPHABÉTIQUES.

Bruxelles,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

ADOLPHE WANLEN ET C^{ie}.

PARTIE DE JURISPRUDENCE. — N. VANLIERE, GÉNÉRAL.

RECUEIL GÉNÉRAL DE JURISPRUDENCE.

II^e PARTIE.

JURISPRUDENCE DES COURS ROYALES ET DU CONSEIL D'ÉTAT.

(2 JUILL. 1821.)

1821.

(2 JUILL. 1821.)

PARTAGE. — NULLITÉ. — EXÉCUTION. — PRESCRIPTION.

La nullité d'un acte de partage sous seing privé résultant de ce que l'un des originaux n'a pas été signé de tous les copartageans, est couverte par l'exécution que le partage a reçue, alors surtout qu'il s'est écoulé plus de dix ans depuis sa consommation. (Cod. civ., 1325 et 1301.)

(Leclerc des Madais — C. Lecain). — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en ce qui concerne la validité du partage du 14 germ. an 11 de la succession de Catherine Lecain, que l'original représenté par l'intimée, qui figurait en première instance, comme défenderesse en action de comptes, est signé de toutes les parties contractantes; qu'il y est déclaré avoir été fait quintuple, ce qui satisfait à l'art. 1325 du Code civ.; que si l'original produit par l'appelant, demandeur originaire, ne se trouve pas signé par tous les copartageans, et si, sous ce rapport, la validité du partage pouvait souffrir quelque difficulté, elle se trouverait couverte par l'exécution qu'il a reçue et par le laps de plus de dix ans; — Que l'exécution résulte, entre autres circonstances, du fait de la cessation du paiement de la rente de 100 liv., qu'avant le partage il devait à la succession, cessation qui a eu lieu constamment depuis 1803, époque du partage, Leclerc n'ayant point allégué avoir continué de payer la rente: que cette exécution suffirait seule pour en effacer l'irrégularité, aux termes de l'article cité du Code civil, et qu'on peut y joindre la fin de non-recevoir proposée, résultant de l'art. 1304 du même Code, portant que « l'action en nullité contre toute convention non soumise à une prescription particulière ne dure que dix ans; » — Déclare l'appelant sans griefs contre le jugement du 13 juin 1820, etc.

Du 2 juill. 1821. — Cour roy. de Rennes. — 3^e ch. — PL., MM. Coatpont et Gaillard.

(1) Les tuteurs ayant en général qualité pour recevoir les remboursements de toutes créances mobilières appartenant à leurs pupilles (Cod. civ., 456; Duranton, t. 3, p. 550), la conséquence évidente est que ce droit appartient *a fortiori* au père et à la mère, tuteurs légaux de leurs enfans. C'est d'après le même principe qu'il a été jugé par la même

VII. — II^e PARTIE.

TUTELLE. — CAUTION. — PERE. — TUTEUR LÉGAL.

Le conseil de famille ne peut imposer au père, tuteur légal de ses enfans, l'obligation de donner caution, ou de faire emploi pour sûreté des capitaux appartenant aux mineurs, qu'il reçoit en sa qualité de tuteur, même dans le cas où le père serait insolvable. (Cod. civ., 450.) (1)

(M... — C. F...)

Le sieur M..., tuteur légal de ses enfans mineurs, voulait vendre des bois de construction appartenant à ses enfans. Convocation du conseil de famille pour être autorisé à vendre degré à gré.

Sur la proposition du subrogé tuteur, le conseil de famille a été d'avis que la vente fût faite par un commissaire priseur, et que les sommes qui proviendraient de la vente restassent dans ses mains, jusqu'à ce que le tuteur eût trouvé un emploi sûr de ces sommes. Il a même étendu cette disposition aux autres capitaux, dont le recouvrement devait s'effectuer pour le compte des mineurs; il s'est fondé sur l'état d'insolvabilité du tuteur.

Le sieur M... a réclamé contre cette délibération. Il a prétendu que le conseil de famille avait excédé ses pouvoirs, en mettant des entraves à une administration que la loi met toute entière sous la responsabilité du tuteur; partant il a conclu à l'annulation de la délibération.

Le 19 fév. 1821, jugement du tribunal civil de Toulouse, qui homologue la délibération, par le motif que la mesure indiquée par le conseil de famille n'enlevait aucun droit au tuteur; qu'elle conciliait au contraire ses droits et ses devoirs, en offrant la garantie que les capitaux appartenant à ses enfans ne seraient point divertis.

Appel de la part du sieur M...

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'insolvabilité du tuteur, qui ne fut dans aucun temps un motif

Cour, le 26 août 1818, que les débiteurs d'un enfant mineur ne sont pas fondés à exiger caution ou emploi, bien que le père à qui doit se faire le paiement, soit en état d'insolvabilité. — V. aussi senl. dans le même sens, Cass. 30 juin 1807. — Quant au tuteur d'aufl, voy. Cass. 20 juill. 1842.

légitime d'exclusion de la tutelle, même dative, peut encore moins justifier des mesures qui ne seraient pas d'ailleurs autorisées par la loi; — Qu'autre est le devoir du tuteur de placer les capitaux appartenant aux mineurs, même de capitaliser et de placer l'excédent de leurs revenus, devoir dont l'inaccomplissement prolongé pourrait signaler cette incapacité ou cette inidélité, qui sont autant de motifs de destitution de la tutelle; et autre est le droit que, dans l'espèce, le conseil de famille a voulu s'arroger, d'exiger de surveiller cet emploi, d'en faire la condition sine qua non de recouvrements et de perceptions exclusivement attribués au tuteur; — Que si, dans l'ancien droit, l'obligation de l'emploi et du remploi était telle, que le débiteur des deniers appartenant au mineur, pouvait se refuser à les payer tant que le tuteur n'en fournissait pas un emploi, il n'en est pas de même sous l'empire du Code civ.; et qu'à cet égard la jurisprudence est fixée par plusieurs arrêts de Cours souveraines; notamment par un arrêt de la Cour du 26 août 1818 et un arrêt de la Cour de cassation, du 30 juin 1817; — Qu'il doit en être de même du conseil de famille, dont les attributions ne s'étendent pas jusqu'à s'ingérer, à tout propos, dans l'administration des biens des mineurs, administration exclusivement confiée au tuteur par l'art. 450 du Code civ.; — Qu'à la vérité, il est des actes d'administration, tels que l'exercice d'un droit immobilier, la demande en partage d'une succession, les transactions, les ventes de meubles, ou leur conservation en nature, qui exigent l'autorisation préalable du conseil de famille; mais que la prévoyance du législateur, sur ces divers cas, prouve qu'il n'a pas voulu s'étendre à d'autres, et que les tribunaux ne doivent pas ajouter arbitrairement à la loi; — Qu'on invoque mal à propos, à l'appui du système des intimés, les art. 469 et 470 du Code civ., puisque l'un déclare bien le tuteur comptable, mais quand la tutelle finit; puisque l'autre organise bien une sorte de surveillance, mais seulement à l'égard de la tutelle dative; — Qu'il résulte au contraire, de l'art. 452, où, en prenant des précautions pour la vente des meubles, le législateur n'en prend aucune pour le sûreté du prix de ces meubles; et de l'art. 455, où on laisse au tuteur le choix de placer sur autrui, ou sur lui-même l'excédent des revenus des mineurs; que le législateur n'a pas voulu établir des règles coercitives touchant l'emploi des fonds appartenant aux mineurs; — Que, s'il pouvait en résulter de graves inconvénients, des inconvénients non moins graves seraient attachés aussi au système contraire; qu'ainsi, et les délibérations du 2 juill. 1820, et la décision des premiers juges, sont évidemment contraires à la loi; — Quelles la contrariaient sous un autre rapport, puisque, dans l'espèce, le sieur M... a l'usufruit légal des biens de ses enfans mineurs, dont aucun n'est parvenu à l'âge de 18 ans; or, d'après l'art. 587 du Code civ., l'usufruitier a le droit de se servir de l'argent compris dans l'usufruit; il n'est obligé que de le représenter à la fin de l'usufruit; et, d'après l'art. 701, l'usufruitier légal est dispensé de donner caution: on ne peut donc le soumettre à un emploi qui le priverait de ce libre usage autorisé par l'art. 587, et qui ne serait qu'un mode de cautionnement, etc.; — Par ces motifs, etc.

Du 2 juill. 1821. — Cour roy. de Toulon. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Fayol.

(1) F. conf., Liège, 19 juin 1812; mais voy. au sens contraire, Cass. 21 fév. 1826.

(2) C'est la décision qui semblerait prévaloir en ju-

APPEL. — DOMICILE.

L'omission du domicile de l'intimé dans un exploit d'appel n'entraîne pas nullité lorsque cette omission se trouve réparée par d'autres énonciations. (Cod. proc., 61 et 436.) (1)

(Sarrager — C. Bédou. — ARRÊT.)

LA COUR; — Considérant, sur la nullité proposée contre l'acte d'appel, que si le domicile de Jean Hélonie fils a été omis dans la copie qui lui a été signifiée, c'est évidemment une erreur du copiste, puis que ce domicile se trouve indiqué dans l'original; qu'il résulte d'ailleurs des autres énonciations de l'acte que l'huissier s'est transporté à son domicile et lui a laissé copie de l'acte d'appel; que dès lors cette omission n'est pas suffisante pour entraîner la nullité de l'acte d'appel et qu'il doit être maintenu; — Sans avoir égard à la nullité proposée contre l'appel, etc.

Du 2 juill. 1821. — Cour roy. de Limoges.

AJOURNEMENT. — DISTANCE. — DELAI.

C'est la distance du domicile de la partie assignée, et non la distance du lieu où est donné l'exploit d'assignation, qui doit déterminer les délais de l'assignation.

En d'autres termes, le délai de l'assignation doit être augmenté, si la distance du domicile du défendeur donne lieu à augmentation, bien que l'assignation ait été notifiée à personne, dans un rayon de 3 myriamètres. (Cod. proc., 72 et 1033.)

L'exploit portant assignation à huitaine franche, n'indique pas, même implicitement, le délai à raison de la distance. Il doit être déclaré nul, si le défendeur, étant domicilié à plus de 3 myriamètres, a droit à un délai de distance. (Cod. proc., 72 et 1033.) (2)

(Joyeux — L. Desiran. — ARRÊT.)

LA COUR; — Considérant que le délai qu'il doit être donné pour comparaitre à une partie assignée, est celui à raison de la distance de son domicile au lieu où siège le tribunal devant lequel elle doit comparaitre; — Considérant que, malgré que l'assignation en garantie donnée à l'intimé, le 12 juin 1818, a été remise à sa personne, trouvée à la Perrotine, commune de Saint Pierre, lie d'Oleron, dans un rayon de moins de 3 myriamètres de la ville de Marçay, siège du tribunal devant lequel il était assigné, il n'a pas moins dû lui être donné les délais à raison de la distance de son domicile reconnu être à Saint-Denis-du-Péré, département de la Vendée, à plus de 8 myriamètres de Marçay; — Considérant que, d'après cela, il devait être donné à l'intimé, aux termes des art. 72 et 1033, non-seulement le délai de huitaine, mais encore l'augmentation d'un jour par chaque 3 myriamètres de distance;

Considérant qu'aux termes de l'art. 61 du Code de proc. civ., n° 4, l'exploit d'ajournement doit contenir, à peine de nullité, l'indication du délai pour comparaitre; que cette indication doit être celle du délai auquel a droit la partie assignée; que ce délai, dans la circonstance particulière, se composant non-seulement de la huitaine, suivant l'art. 72, mais encore des jours d'augmentation à raison de la distance, suivant l'art. 1033, les appelans n'ont pas rempli le vœu de la loi en donnant assignation à comparaitre à huitaine franche, puisqu'ils ont donné un délai plus court que celui auquel avait droit la partie assignée, et qu'ils l'ont induite en erreur sur le délai dans lequel elle pouvait préparer sa demande et comparaitre,

jurisprudence. V. à cet égard, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour des 27 oct. 1812.

— Met l'appellation au néant; — Ordonne, etc. Du 3 juil. 1821. — Cour roy. de Poitiers. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Bernard, p. p. — Pl. MM. Boncenne et Bréhard.

INSTITUTION CONTRACTUELLE. — IRREVOCABILITÉ. — CÉLÉBRATION.

Du 3 juil. 1821 (aff. Forceville). — Cour roy. de Paris. — V. cet arrêt *supra*, à la date du 11 juil. 1821.

CONNEXITÉ. — ÉVASION.

Celui qui est inculpé à la fois d'un fait qualifié crime et d'un délit d'évasion, ne peut pas être renvoyé pour le tout devant la Cour d'assises; les deux faits ne sont pas connexes et par suite chacun d'eux doit être soumis à la juridiction respectivement compétente (1).

(Louis Simonet.) — ARRÊT.

LA COUR. — Considérant que le procès-verbal dressé le 23 mai dernier.... (la Cour établit ici qu'il y a des présomptions suffisantes du crime de vol, avec diverses circonstances); — Considérant que d'un autre procès-verbal dressé le 25 du même mois, par l'adjoind de la ville de Longwy, des déclarations des témoins et des aveux du prévenu, il résulte des présomptions plus que suffisantes, que dans la nuit précédente ledit Simonet s'est évadé de la maison de sûreté de Longwy, avec un militaire, par suite d'une ouverture pratiquée dans le mur de la chambre dans laquelle ils avaient été déposés momentanément, jusqu'à leur translation dans la maison d'arrêt de Brier; Considérant que ce second fait ne constitue qu'un simple délit, aux termes de l'art. 245 du Code pén., que ce délit est étranger au vol imputé à Simonet et n'offre de connexité qu'à l'égard du militaire, son complice dans les moyens employés pour parvenir à leur évasion; — Considérant que de la combinaison des art. 230 et 365 du Code d'inst. crim., il résulte évidemment que les Cours d'assises ne peuvent être saisies, que de faits qui, par suite de l'instruction, ont un caractère de criminalité; que si dans certains cas elles prononcent des peines correctionnelles, ou même de simple police, c'est uniquement lorsque les circonstances aggravantes énoncées dans l'acte d'accusation ne sont pas prouvées par les débats; — Considérant qu'on ne peut tirer aucune induction de l'art. 518 du même Code, pour attribuer aux Cours d'assises le jugement de fait d'évasion avec bris ou violence, parce que cet article ne concerne que les individus condamnés, évadés et repris dont l'identité doit être reconnue par les juges qui ont prononcé la condamnation, lesquels doivent de plus appliquer la peine encourue, non pour le délit d'évasion, mais pour le cas d'infraction au ban, lorsqu'il s'agit de déportation ou de bannissement; — Considérant qu'on peut encore moins s'arrêter aux termes dans lesquels est conçu l'art. 245 du Code pén., pour renvoyer Louis Simonet par-devant la Cour d'assises, à raison du fait d'évasion à lui imputé, car ce Code ne règle

et ne peut régler la compétence; d'où il suit que c'est à juste droit que le tribunal de Brier s'est réservé le jugement du délit dont il s'agit: — Ayant aucunement égard au réquisitoire du procureur général du roi, — Déclare qu'il y a lieu à accusation, etc.

Du 3 juil. 1821. — Cour roy. de Metz. — Ch. d'occ. — Prés., M. de Juivécourt.

FAILLITE. — COMPTE COURANT.

Du 3 juil. 1821 (aff. Ricard). — Cour roy. de Rouen. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 16 nov. 1820. (aff. Delcourt.)

LEGS. — CADUCITÉ.

Le droit de profiter de la caducité des legs est attaché à la charge de les acquitter.

Ainsi, lorsque le testateur a légué à des collatéraux une portion déterminée de ses biens, à la charge par eux de payer perpétuellement une rente à la fabrique d'une paroisse, s'il arrive que le legs de cette rente devienne caduc à défaut d'autorisation du gouvernement, ce sont les légataires qui avaient été chargés de la payer qui profitent de la caducité, à l'exclusion d'autres héritiers collatéraux auxquels le testateur avait également légué une partie de ses biens (2).

(Debrechard—C. Deschamps.) — ARRÊT.

LA COUR. — Considérant que le sieur Debrechard a ordonné dans son testament qu'après le paiement des 750 fr. de rente dont il était alors débiteur envers la demoiselle Perreau, cette même rente fût estimée et perpétuellement payée à l'église d'Achun ou à une sage-femme, qu'il n'a pas nommée; — Qu'en légant aux sieurs Deschamps ses terres d'Achun et de Bussy, il a imposé à eux seuls l'obligation de servir cette rente; — Que ce legs est devenu caduc à défaut d'autorisation du gouvernement; — Considérant que dans notre législation actuelle, comme dans l'ancienne, c'est une maxime certaine que le droit de profiter de la caducité des legs est attaché à la charge de les acquitter; que ce principe est proclamé par tous les jurisconsultes qui ont écrit depuis la promulgation du Code; qu'ils fondent cette règle sur la nature des choses, parce qu'il est naturel que ceux qui doivent supporter les charges en retirent aussi les avantages éventuels; et sur la volonté du testateur, qui, ayant imposé une charge à son légataire, entend qu'il profite, si, par un événement quelconque, cette charge vient à cesser; que ce n'est point ici un droit d'accroissement, mais une charge de moins que le légataire a à supporter; d'où il suit, dit-on de ces jurisconsultes modernes, que tous les héritiers ou légataires, à quelque titre que ce soit, profitent de la caducité d'un legs dans la même proportion qu'ils auraient contribué à l'acquitter; — Considérant surabondamment qu'outre le principe de droit, qui dispense les légataires des terres d'Achun et de Bussy du paiement de la rente, ils ont en leur faveur un

(1) Toutefois la Cour de cassation, par arrêt du 10 oct. 1815, a rejeté le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'assises de la Seine, qui avait condamné l'accusé sous un crime de faux, et en même temps sur une tentative d'évasion commise pendant l'instruction du procès; et contrairement à l'arrêt ci-dessus, la Cour de cassation a décidé que la tentative d'évasion faite par un détenu est un délit connexe au crime qui motivait la détention, et doit cette tentative avoir pour objet d'assurer l'impunité. V. l'arrêt à sa date. — Mais on peut douter que l'arrêt ci-dessus, quoiqu'il eût été

casé si on l'avait déféré à la Cour suprême; car cette Cour a jugé plus tard que l'art. 226 du Code d'inst. crim., qui porte que la Cour d'assises statuera par un seul et même arrêt, sur les délits connexes, pose une règle de procédure dont l'observation n'emporte pas nullité. V. Cass. 28 déc. 1816.

(2) V. anal. en ce sens, Cass. 2 brum. an 8, et la note; 20 juil. 1809; 11 avril 1838; Turin, 23 août 1808 — V. aussi Pothier, des Donat., t. 1, ch. 6, sect. 5, § 1^{er}; Grenier, des Donat., t. 1, n° 349; Toullier, t. 5, n° 679; Proudhon, de l'Usufr., t. 2, n° 599.

moyen qui seul conduirait au même résultat, l'intention du testateur; cette intention qu'il faut surtout consulter dans l'explication des clauses de son testament : — Qu'ici la volonté du sieur Debrechard n'est point équivoque; que, ne laissant que des héritiers collatéraux éloignés, c'est sur ceux nommés ses légataires des terres d'Achun et de Bussy qu'il avait particulièrement placé son affection; — Qu'indépendamment de ce qu'il leur a donné une portion plus forte dans sa succession, il a marqué d'une manière plus particulière la préférence qu'il leur accordait, en exigeant qu'ils portassent son nom et qu'ils le transmissent à leurs descendants : — Que, quant aux appelans, s'étant borné à leur laisser sa terre de Pouilly, ce serait aller évidemment contre son intention de les faire profiter d'une chance qui leur était essentiellement étrangère, et d'augmenter ainsi leur portion en faisant décroître le legs fait à ceux de ses parens qu'il avait particulièrement voulu favoriser. — A mis l'appellation au néant, etc.

Du 4 juillet 1821. — Cour roy. de Bourges. — Pres. M. Delaméthière. — Concl. M. Pascaud, av. gén. — Pl., MM. Achet, Davigneau et Mayet-Généry.

DOT MOBILIÈRE. — ALIÉNABILITÉ. — REMPLACEMENT.

La femme mariée, depuis le Code civil, qui a obtenu, sa séparation de biens, peut exiger de son mari le paiement de sa dot mobilière, sans être tenue de donner caution ou remplacement. (Cod. civ., 1449, 1503.) (1)

(De Guernon — C. de Guernon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que sous l'empire du Code civil, les époux ont la plus grande latitude pour régler les conventions de leur mariage et y faire les stipulations qui leur conviennent le mieux; que la loi ne stipule pour eux qu'à défaut de stipulations expresses de leur part; qu'ainsi, sous le régime du Code civil, les immeubles dotaux sont inaliénables à moins d'une stipulation contraire (art. 1534, 1547); — Que d'un autre côté, les meubles et deniers dotaux sont aliénables s'il n'y a stipulation contraire (art. 1549, 1550, 1555); — Que si le législateur avait voulu frapper la dot mobilière comme les immeubles d'inaliénabilité, il n'aurait pas affecté dans la section 2 du chap. 3 qui traite de l'inaliénabilité du fonds dotal, de ne parler que de l'immeuble ou fonds dotal, et que l'on ne peut penser que ce soit par omission que le législateur n'a point dit que la dot mobilière était inaliénable; — Que la nature des choses ne permettait pas de proscrire l'aliénation des meubles sans obliger le mari qui les reçoit, à donner caution ou remplacement, que cependant la loi ne l'y oblige pas, à moins d'une convention contraire contenue au contrat de mariage, même lorsque le mari n'a aucuns immeubles sur lesquels la femme puisse avoir une hypothèque légale; — Que l'administration accordée au mari par l'art. 1549, comprend comme un droit de cette administration, celui de recevoir le remboursement des capitaux appartenant à la femme, et que dès lors quand cette administration passe à la femme par sa séparation civile, elle y passe telle qu'elle appartient au mari, avec tous les droits qui y sont attachés, et qu'il répugne du penser que le législateur ait voulu que le mari, simple administrateur, pût recevoir les capitaux

de sa femme sans caution ni remplacement, et que la femme séparée, qui réunit l'administration à la propriété, ne pût avoir le même droit; — Que si la dot mobilière était inaliénable comme la dot immobilière, le législateur, qui par l'art. 1547 permet de stipuler dans le contrat de mariage que la dot immobilière sera aliénable, n'aurait pas manqué de faire la même disposition pour la dot mobilière, et que le silence de la loi prouve que l'aliénation des meubles dotaux était de droit, et que pour empêcher cette aliénation, il faudrait une stipulation expresse dans le contrat de mariage; — Qu'a tort on invoque la jurisprudence de quelques pays de droit écrit, 1° parce que cette jurisprudence ne résulte point des lois romaines qui ne proscrivaient que l'aliénation de l'immeuble dotal, et que les parties en contractant mariage sous l'empire du Code civil, n'ont voulu s'assujettir qu'aux prohibitions expressément contenues dans ce Code; 2° parce que cette jurisprudence était fondée sur ce que la dot mobilière de la femme était, soit en totalité, soit en partie, suivant les différents pays, la propriété du mari; si elle décédait sans enfans; d'où il résultait que la femme civilement séparée n'ayant que l'administration d'une dot qui pouvait appartenir à son mari, devait lui conserver cette propriété; — Qu'en Normandie, où le régime dotal était très sévère, la femme séparée de biens pouvait recevoir et aliéner les meubles quelque considérable qu'en fût la valeur (art. 126 pt.), et que si elle ne pouvait recevoir les deniers à elle données en dot par ses ascendans ou par ses frères, c'est que les deniers étaient déclarés immeubles par l'art. 511 de la Coutume de Normandie; — Que si la femme qui s'est constituée en dot tous ses biens présents et à venir, ne pouvait après sa séparation revendiquer les meubles sans donner caution ou remplacement, elle se trouverait dans la position la plus malheureuse; en effet, une caution serait impossible à trouver par une femme qui ne pourrait pas même disposer du moindre meuble; d'un autre côté, pour fournir un remplacement, il faudrait faire vendre ces meubles et payer les deniers en provenant, en sorte que la femme, son mari, ses enfans, se trouveraient dénués de linge, de lits, de tous les meubles les plus indispensables; — Que l'on n'est pas fondé à dire que le juge pourrait dans ce cas autoriser la femme à recevoir les meubles meublans, et ordonner que les capitaux seraient remplacés; en effet, cette distinction relativement à l'inaliénabilité de la dot mobilière entre les meubles meublans et les deniers et capitaux, n'existe nulle part dans la loi, et serait purement arbitraire, et le juge ne pourrait permettre l'aliénation des uns comme des autres, que dans le cas prévu pour l'aliénation de l'immeuble dotal; — Confirme, etc.

Du 4 juillet 1821. — Cour roy. de Caen. — Aud. sol. — Prés., M. Lemoquet. — Concl., M. de Prefeln, av. gén. — Pl., MM. Chrétien et Thommes fils.

SAISIE ARRÊT. — IMMEUBLE DOTAL. — VENTE.

Lorsqu'il a été stipulé par contrat de mariage que le mari aurait la faculté de vendre les biens dotaux de sa femme, à la charge de faire assigner du prix, si ces biens sont vendus, les créanciers du mari ne peuvent saisir-arreter le prix entre les mains des acquereurs.

(1) La question a fait gravement difficulté, mais elle paraît décidée aujourd'hui par la jurisprudence sous le sens de l'arrêt ci-dessus. P. Cass. 23 dec. 1839; Montpellier, 26 nov. 1806; Toulouse, 5 juin

1815; Grenoble, 29 mars 1816, les notes et les renvois qui y sont faits aux auteurs et à la jurisprudence.

(Thomnet—C. Boite).—ARRÊT.

LA COUR. — Considérant que bien que Thomnet eût par son consentement de mariage avec Louise Maudeux, la faculté de vendre les biens de celle-ci, ce n'était qu'à la charge de faire assigner au prix, que par conséquent ce prix ne pouvait être saisi par les créanciers de Thomnet; — Considérant encore que Louise Maudeux a été séparée de biens d'avec son mari, et que pour ce motif les créanciers de ce dernier n'avaient et ne pouvaient avoir aucun droit au prix des biens de Louise Maudeux; — Considérant enfin que le 20 juin 1821 Boite déclara qu'il ne pouvait payer ce qu'il devait sur le prix des biens de Louise Maudeux, qu'en présence de celle-ci; qu'il suit de tout ce qui vient d'être dit, non-seulement que les saisies arrêtées du prix de la vente des biens de Louise Maudeux, faites entre les mains de Boite, doivent être annulées dans l'intérêt de ladite Maudeux, mais encore que les saisissans doivent être condamnés aux dépens envers toutes les parties, sans ceux qui, soit en première instance, soit en appel, ont été faits à raison des défauts, et qu'il est juste de faire tomber sur les parties qui y ont donné lieu; — Met l'appellation et ce dont est appelé au néant, etc.

Du 4 juill. 1821.—Cour roy. de Limoges.

DATE CERTAINE.—ACTE SOUS SEING PRIVÉ. *La certitude de la date d'un acte sous seing privé peut être établie par le créancier contre les tiers par des moyens autres que ceux qui sont énoncés dans l'art. 1328. Cod. civ. t.* (Spickert et autres — C. Haman et Doyen.)

Par acte sous seing privé, date du 24 mars 1818, les sieurs Spickert, Léonard et autres, propriétaires du bois de Brouck, en vendirent la coupe de 1818 au sieur Nicolas Haman, moyennant une somme de 4,550 fr., payable au 1^{er} nov. de la même année. — Avant l'échéance de ce terme, les vendeurs concurent des inquiétudes sur la solvabilité de leur acheteur, et, des le 26 oct. 1818, ils le firent citer en conciliation sur une demande qu'ils se proposaient de former contre lui à fin de caution. Cette citation n'eut pas de suite. Mais le 9 déc. suivant, les sieurs Spickert et consorts appelèrent de nouveau le sieur Haman devant le juge de paix, à raison de l'action en paiement qu'ils voulaient diriger contre lui. Les parties ne s'étant pas conciliées, cette action fut intentée, et un jugement du 23 mars 1819 a condamné le sieur Haman à payer à ses vendeurs le prix porté dans la convention du 24 mars 1818.

Cependant, par actes authentiques des 10 sept. et 19 oct. 1818, le sieur Haman avait vendu tous ses immeubles à un sieur Doyen, et celui-ci les avait revendus aux sieurs Brettnacher et Weinseitz, gendres du sieur Haman.

Les sieurs Spickert et consorts demandèrent la nullité de ces ventes, par le motif qu'elles étaient simulées, et qu'elles avaient été faites en fraude de leurs droits.

Les sieurs Doyen, Brettnacher et Weinseitz soutinrent que les ventes étaient sérieuses et légitimes, mais que, d'ailleurs, les sieurs Spickert étaient non recevables à en demander la nullité, en ce que l'action révocatoire n'appartenait qu'au créancier dont le titre était antérieur à l'acte consenti par le débiteur; que celui dont la

créance n'était née que depuis, ne pouvait pas prétendre que cet acte avait été fait en fraude de ses droits; que l'acte de vente sous seing privé, en vertu duquel les demandeurs agissaient, n'avaient pas acquis de date certaine par l'un des moyens énoncés dans l'art. 1328 du Code civil, avant le 10 sept. 1818, date de l'aliénation soussignée par le sieur Haman en faveur du sieur Doyen; qu'en droit, la date d'un acte privé ne pouvait être déterminée par des circonstances prises hors des termes de l'art. 1328; que, d'ailleurs, et en fait, il n'y aurait aucune possibilité d'établir que l'acte produit par les sieurs Spickert et consorts existait avant le 10 sept. 1818.

Le 21 mars 1820, jugement du tribunal de Metz, qui rejette l'action en nullité, en se fondant principalement sur ce qu'il n'était pas prouvé d'une manière légale, que la créance des sieurs Spickert et consorts existait au 10 sept. 1818, date de la vente consentie par Haman au profit de Doyen.—Appel.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu que, dans tous les temps, les lois ont accordé aux créanciers une action pour attaquer les actes faits par leurs débiteurs en fraude de leurs droits; qu'aux termes de l'art. 1167 du Code civil, elle appartient à tous les créanciers indistinctement, et quels que soient d'ailleurs les titres ou les documents justificatifs de la créance, pourvu qu'elle remonte à une époque antérieure à l'acte attaqué; — Attendu qu'il n'est pas possible d'avoir des doutes ni sur la réalité de la créance des parties de Parant, ni sur la cause et l'époque qui lui ont donné l'existence; en effet, le jugement du 23 mars 1819, acquiescé et passé en force de chose jugée, la constate et la reporte au 24 mars 1818, pour les causes y énoncées; Nicolas Hamon l'avait déjà reconnue avant, tant par les réponses qu'il a faites au bureau de conciliation, le 14 déc. 1818, que par les exceptions qu'il a proposées contre la demande que les parties de Parant avaient formée contre lui le 26 oct. précédent; enfin, Brettnacher et Weinseitz eux-mêmes en ont depuis fait l'aveu le plus formel par l'acte de leurs conclusions motivées, d'où sort la double conséquence que la demande est recevable, et qu'il est inutile de s'occuper de la valeur et du mérite de l'écrit du 24 mars 1818, pareil que, du moment que la créance et la date sont reconnues et certaines, l'écrit devient indifférent dans la cause; — Attendu... (motif relatif à la simulation de la vente); — Par ces motifs, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir des parties de Charpentier et de Crousse contre la demande des parties de Parant, a mis l'appellation et ce dont est appelé au néant; émendant... etc.

Du 4 juill. 1821.—Cour roy. de Metz.— Prés., M. Gérard d'Hannonoelles.

CONTRAINTE PAR CORPS. — ARBITRES.—
COMPTE DE TUTELLE.

Dans les matières où la contrainte par corps est autorisée par la loi, notamment lorsqu'il s'agit de reliquat de compte de tutelle (Cod. proc. 126), les arbitres volontaires et amiables compositeurs peuvent l'appliquer, comme les tribunaux.—La décision des arbitres est un véritable jugement, dans le sens de l'art. 2067, Cod. civ. (2).

(1) La jurisprudence s'est fixée au sens contraire. V. Cass. 27 mai 1823, et les autorités citées à la note. V. aussi la note qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour d'appel de Paris du 11 janv. 1810.

(2) La jurisprudence est fixée dans ce sens. V.

Cass. 5 nov. 1811, et nos observations; Paris, 20 mars 1812, Cass. 1^{re} juill. 1823; V. encore la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Rennes du 24 août 1816, et les autorités en sens divers qui y sont indiquées. Adde, dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Coin-Delisle, *Contrainte par corps*, sur l'art. 2067 du Code civ., n° 7.

(Despériés — C. Vielle.)

25 octobre 1817, compromis entre la dame Despériés et le sieur Vielle, son ci-devant tuteur, par lequel les parties, voulant terminer leurs différends au sujet du compte tutélaire, se soumettent à la décision d'arbitres, amiables compositeurs.

25 juillet 1818, sentence des arbitres, qui condamne le sieur Vielle à payer à la dame Despériés un reliquat de 36,420 fr. — Il faut remarquer que les arbitres décident que leur sentence pourra être exécutée contre le sieur Vielle, même par corps, aux termes de l'art. 126 du Code de proc., portant que la contrainte par corps peut être prononcée pour reliquat de compte de tutelle.

Opposition à l'ordonnance d'exécution, de la part du sieur Vielle. Il demande la nullité du jugement arbitral, pour excès de pouvoir de la part des arbitres, en ce que la contrainte par corps ne peut être prononcée par des arbitres volontaires et amiables compositeurs, puisqu'aux termes de l'art. 2063 du Code civ., elle ne peut s'exercer qu'en vertu d'un jugement.

12 juillet 1820, jugement du tribunal civil de Dax, qui accueille ce moyen de nullité. Ce jugement est ainsi conçu : — « Attendu qu'il résulte des termes du compromis que les arbitres n'ont pas reçu le pouvoir de prononcer la contrainte par corps ; — Attendu qu'ils n'auraient pas même pu le recevoir de la volonté des parties, d'après les dispositions de l'art. 2063 du Code civil et celles des art. 2 et 6 de la loi du 15 germinal an 6 (4 avril 1798) ; que, d'ailleurs, l'art. 1008 du Code de proc. civil ne permet de compromettre que sur les droits dont on a la libre disposition, et que personne n'a celui de disposer de sa liberté ; que, de plus, celle-ci est d'ordre public, et que l'art. 6 du Code civil ne permet pas de déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public ; que les parties, en donnant à des arbitres de leur choix le pouvoir de prononcer la contrainte par corps, donneraient ainsi un acquiescement irrévocable au préjudice de la liberté individuelle, si elles renonçaient en même temps à pouvoir appeler de la sentence arbitrale, et que la Cour royale de Montpellier a jugé, le 19 juin 1807, qu'il ne peut y avoir d'acquiescement irrévocable au préjudice de la liberté individuelle ; — Attendu que, si la Cour de cassation a consacré par plusieurs arrêts que des arbitres forcés pour société avaient le droit de prononcer la contrainte par corps, elle a constamment distingué ceux-ci des arbitres volontaires, et a reconnu que les premiers, tenant leurs pouvoirs de la loi, étaient de véritables juges, revêtus, par cette raison, d'une puissance publique ; tandis que les autres ne recevant leur pouvoir que de la volonté des parties, n'avaient pas ce caractère ; qu'elle a encore jugé, le 16 juillet 1817 et le 6 avril 1818, que l'action en nullité établie par l'article 1028 du Code de proc. civ. doit, par exception, être exercée au cas d'arbitrage forcé pour société, comme au cas d'arbitrage volontaire, soit que, par le compromis, les arbitres aient été constitués amiables compositeurs, jugeant sans règles de droit et de forme, et sans appel ni cassation, soit que les associés aient admis dans le compromis des tiers étrangers à la société ; — Attendu que l'art. 1^{er} de la loi précitée du 4 avril 1798 dispose que la contrainte ne doit être prononcée qu'en vertu d'une loi formelle, et qu'aucune loi ne dispose, en termes exprès, que la contrainte par corps aura lieu pour reliquat de compte de tutelle, ni pour dommages-inté-

rêts en matière civile ; que, loin de là, l'art. 126 du Code de proc. civ. répète en termes exprès, qu'elle ne sera prononcée que dans les cas prévus par la loi ; il ajoute à cette disposition, ces mots : « Il est néanmoins laissé à la prudence des juges de la prononcer pour reliquat de compte de tutelle... » Il avertit assez qu'il introduit une exception à la règle générale, et qu'il ne l'établit qu'en faveur des juges et des seuls juges qui constituent un tribunal civil, ou une Cour royale ; qu'elle n'est pas même établie comme un droit, mais seulement comme une faculté, et pour les cas seulement où les juges, à la prudence desquels la loi s'en rapporte, le croiront nécessaire ; qu'il est évident que la loi n'a pas eu en vue des arbitres volontaires, tels qu'ils sont en matière civile, à la prudence desquels elle n'a rien laissé ni dû laisser ; — Attendu que l'art. 780 du Code de proc. civ., en déterminant que la contrainte par corps ne pourra être mise à exécution qu'un jour après la signification, avec commandement, du jugement qui la prononcera, et que la signification contiendra élection de domicile dans la commune où siège le tribunal qui a rendu ce jugement, démontre assez qu'en matière civile, aux tribunaux seuls appartient le pouvoir de prononcer la contrainte par corps, puisqu'on ne peut pas considérer des arbitres volontaires comme formant un tribunal, et moins encore un tribunal dont le siège est établi dans une commune ; que, d'ailleurs, cette élection de domicile serait souvent impossible, parce que les arbitres pourraient être domiciliés dans plusieurs communes ; qu'il suit de ces considérations que les parties n'auraient pas pu donner valablement aux arbitres le pouvoir de prononcer la contrainte par corps, quand elles en auraient eu la volonté ; que même, dans ce cas, les arbitres, en la prononçant, auraient excédé leur pouvoir, et qu'ils l'ont bien plus excédé, en la prononçant hors des termes du compromis ; — Le tribunal reçoit l'opposition faite par Vielle à l'ordonnance d'exécution rendue au bas de la sentence arbitrale ; remet les parties au même et semblable état où elles étaient auparavant. »

Appel de la dame Despériés. — Dans son intérêt on a dit : — Les art. 2063 du Code civ. et 126 du Code de proc. civ. portent, il est vrai, que la contrainte par corps ne peut être prononcée que dans les cas expressément prévus par la loi ; mais le dernier de ces articles ajoute : Il est néanmoins laissé à la prudence des juges de la prononcer, 1^o... 2^o pour reliquat de compte de tutelle. Les parties se trouvent donc dans un des cas d'exception prévu par la loi, le tribunal a donc pu prononcer la contrainte par corps. — En vain objecte-t-on qu'aux termes de l'art. 2063 du Code civ., la contrainte par corps ne peut être prononcée que par un jugement, et qu'une décision arbitrale n'est pas un jugement. Ce qui prouve que les décisions arbitrales sont des jugements, c'est que les art. 1016, 1020, 1021, 1023 et 1025 du Code de proc. civ., ne les qualifient pas autrement. D'ailleurs les arbitres ne sont-ils pas de véritables juges ? Ils ont le pouvoir juridictionnel, qui consiste, suivant le langage des jurisconsultes, dans la faculté de connaître et de juger, in *notione et iudicio* ; et s'ils n'ont pas la plénitude de l'autorité judiciaire, ils ressemblent en cela aux juges d'exception qui n'en sont pas moins de véritables juges. (V. M. Henion de Pansoy, *Traité de l'autorité judiciaire*, chapitre 3 et suiv.) — On objecte encore que les parties n'ont pu attribuer juridiction à des arbitres pour prononcer la contrainte par corps, aux termes des

art. 2063 du Code civ., et 1003 du Code de proc. civ. — On répond que les parties n'ont pas compromis, dans l'espèce, sur la contrainte par corps; que l'objet véritable du compromis était la fixation du reliquat du compte de tutelle; que la contrainte n'était qu'un accessoire, qu'un mode d'exécution, applicable par les arbitres en vertu de la disposition de la loi (art. 126 du Code de proc. civ.), et non par l'effet de la volonté des parties. (V. Jousse, *Traité de la jurisprudence des présidiaux*, et M. Ponce, *Traité des jugemens*, n° 294.) Qu'ainsi l'art. 1003 du Code de proc. est ici sans application. — Enfin le tribunal de Dax distingue entre les arbitres volontaires et les arbitres forcés, et il refuse aux premiers le pouvoir qu'il accorde aux seconds, de prononcer la contrainte par corps. — Dans l'ancienne jurisprudence, où cette distinction était connue, elle ne produisait aucune différence relativement à la contrainte par corps. (V. *Repertoire de Jurisprudence*, v° Arbitrage, § 5.) Il doit en être de même, et à plus forte raison, sous la législation nouvelle, qui ne distingue pas entre les arbitres volontaires et forcés, et qui leur confère les mêmes pouvoirs. (V. Carré, *Questions de procédure civile*, n° 4567.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en fait, que les parties plaident devant le tribunal civil de l'arrondissement de Dax, sur la reddition de compte tutelaire dû par la partie de Branthomme (le sieur Vieille) à celle de Petit (la dame Despériès); — Que, par le compromis du 25 oct. 1817, elles soumettent leurs contestations à l'arbitrage de deux juriconsultes auxquels elles donnent pouvoir de les juger comme amiables compositeurs et en dernier ressort; — Attendu, en droit, que toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition art. 1003 du Code de proc.; que les arbitres volontaires sont de véritables juges, dont les décisions qualifiées jugemens par la loi en ont le caractère et les effets;

Que la faculté qui leur est conférée de prononcer comme amiables compositeurs, ne les dépouille pas de leur caractère de juges, qu'elle leur donne au contraire le pouvoir extraordinaire de ne pas conformer leurs décisions aux règles du droit art. 1019; — Attendu que l'arbitrage dont il s'agit dans la cause, porte sur la reddition d'un compte tutelaire; — Que l'art. 126 du Code de proc. laisse à la prudence des juges de prononcer la contrainte par corps pour reliquat de compte de tutelle, curatelle, etc.; — Qu'en fixant à la somme de 36,420 fr. 50 cent. le reliquat de compte de tutelle, y compris les dégradations, et en condamnant la partie de Branthomme au paiement de cette somme, par toutes voies et par corps, les arbitres n'excéderont pas leur pouvoir; que conséquemment ce moyen d'opposition à l'ordonnance d'exécution doit être rejeté; — Attendu que la partie de Petit avait demandé 24,000 fr. de dommages-intérêts payables par toutes voies et par corps; qu'en accordant à ce titre 3,122 fr. 10 cent., à cause de dégradations, les arbitres ne prononcèrent pas sur une chose non demandée; que conséquemment le second moyen d'opposition manque dans le fait; — Par ces motifs, etc.

Du 4 juill. 1821. — Cour roy. de Pau.

(1) La jurisprudence est constante sur ce point. V. Cass. 8 mai 1810. la note et les autorités citées. — *Idem*, Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure*, sur l'art. 268, quest. 1057.

(2) V. en ce sens, Cass. 6 avril 1824; 29 juill. 1826; Paris, 8 juin 1819; Agen, 28 janv. 1829;

COMMERCANT. — PRÉT. — COMPÉTENCE. — Du 4 juill. 1821 (aff. Quignon). — Cour roy. de Douai. — V. cet arrêt *infra*, à la date du 11 juill.

SÉPARATION DE CORPS. — TÉMOINS.

Les parents, au degré prohibé par l'art. 283, Cod. proc. civ., et les domestiques des époux, peuvent être entendus comme témoins dans les causes de séparation de corps, comme dans les causes de divorce. (C. proc. civ., 283; Cod. civ., 251.) (1)

(Jaud... — C Jaud...)

Du 5 juill. 1821. — Cour roy. d'Amiens. — Aud. solenn.

GARANTIE. — APPEL.

Du 5 juill. 1821 (aff. Daplomb). — Cour roy. de Bourges. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de cass. du 11 fév. 1819 (aff. Sellier).

SAISIE IMMOBILIÈRE. — NULLITÉ. — DIVISIBILITÉ.

Lorsque dans un procès-verbal de saisie immobilière certains objets sont fausement désignés, la saisie n'est point nulle pour le tout; elle est nulle seulement quant aux objets fausement désignés. (Cod. proc. civ., 675.) (2)

(Mandeville. C. Rolland.) — ARRÊT

LA COUR; — Attendu, en fait, qu'il est justifié que certains des articles du procès-verbal de saisie qui ont été désignés dans cet acte comme champs ou vignes l'ont été fausement; — Attendu, dès lors, que le procès-verbal de saisie contient à cet égard une violation formelle de l'art. 675 du Code de proc. civ., en ce qu'il dénature certains articles en les désignant contrairement à ce qu'ils sont réellement; — Attendu, néanmoins, que cette nullité ne saurait vicier la saisie tout entière, mais seulement les articles auxquels elle se rapporte, le créancier hypothécaire ayant un droit réel sur chacun des immeubles appartenant à son débiteur, droit qu'il lui est libre d'exercer sur tel ou tel de ses immeubles sans qu'il soit forcé de l'exercer sur la généralité; principe conforme, non-seulement à l'opinion de divers auteurs, mais encore à la jurisprudence de la Cour, établie par plusieurs arrêts, notamment par celui du 3 mars 1819; — Par ces motifs, démet la partie de M^r Paris de son appel, et ordonne que ce dont est appel sortira de son plein et entier effet.

Du 6 juill. 1821. — Cour roy. de Montpellier. — Pl., M^r Paris et Albenet.

FRUITS. — BONNE FOI. — HÉRITIER.

Celui qui possède les biens d'une succession, en vertu d'un testament nul, dont il ignore la nullité, fait les fruits siens jusqu'au jour de la demande en nullité. Il est possesseur de bonne foi, dans le sens de l'art. 350 du Code civil. — On ne peut assimiler l'héritier de bonne foi, jouissant en vertu d'un testament, au co-héritier de bonne foi qui jouit seul et sans titre particulier d'une succession dévolue à plusieurs; à ce dernier seulement serait applicable la maxime : fructus augent hereditatem. (Cod. civ., 350 et 358.) (3)

(Baladie C. Baladie.)

Depuis le 15 janv. 1793, Bernard Baladie jouis-

Poitiers, 19 mars 1822; Rouen, 27 juin 1822; Toulouse, 5 mars 1825. — Mais voy. en sens contraire, Toulouse, 19 août 1814; 10 mai et 20 juin 1822; Bordeaux, 25 fév. 1826.

(3) La Cour de Lyon a jugé dans le même sens, le 29 nov. 1826, qu'en doit considérer comme pos-

sait, comme héritier général et universel, des biens composant la succession de son père, en vertu du testament de celui-ci.

En 1819, ses sœurs soutiennent que le testament était nul; elles demandèrent le partage de la succession par égales portions, avec la restitution des fruits que leur frère avait perçus depuis le décès de leur auteur commun. — Bernard Baladie reconnut la nullité du testament qui lui conférait la qualité d'héritier général et universel; mais il prétendit qu'ayant joui de bonne foi il ne pouvait être tenu à la restitution des fruits qu'a compter du jour de la demande en justice.

Si mai 1820, jugement du tribunal civil de Villefranche qui condamne Bernard Baladie, à la restitution des fruits perçus depuis le décès de son père, en lui laissant, toutefois, la faculté de relever le montant des sommes qu'il justifierait avoir employées à améliorer les biens de la succession. — Les motifs de ce jugement sont ainsi conçus : — « Attendu, quant à la restitution des fruits, que d'après la loi 20, § 3, ff. de petitione hereditatis, et l'art. 2, cod. tit., tous les fruits perçus font partie de l'héritage, *fructus omnes augent hereditatem, vice autem adiam hereditatem, vice post autem, accesserint*; que, partant de ce principe, tous les auteurs, et Rousseau de Lacombe, v° Fruits, et Lehrou, des Successions, n° 15 et 17, et Pothier, sur la Propriété, et le profond Donat, et, enfin, Toullier, sur l'art. 349, professent la doctrine, que le cohéritier, même de bonne foi (ce qui nécessairement lui suppose un titre au moins apparent) est obligé de rendre les fruits depuis le jour de l'ouverture de la succession, et que tel était l'usage reçu en France, à la différence du tiers possesseur de bonne foi, que rien n'oblige à penser qu'il aura des consorts pouvant venir avec lui à partager, et qui, par ce motif, n'est tenu des fruits que depuis le jour de la demande; que cette doctrine est confirmée par deux arrêts du parlement de Toulouse, l'un du 25 août 1747, rapporté par Serres, page 303; et l'autre de 1748, rapporté dans le recueil judiciaire dudit parlement. — Qu'en vain on a voulu alléguer d'une jurisprudence contraire; qu'on n'a nullement justifié ce changement de jurisprudence; que les principes étant toujours les mêmes, on n'a néanmoins nullement fait connaître, ni les motifs de ce changement, ni les espèces des arrêts intervenus, et dont rien n'atteste l'existence réelle; qu'ainsi le tribunal ne peut y avoir aucun égard; — Considérant, toutefois, qu'il est de la justice du tribunal, vu la bonne foi de Bernard Baladie (quoique basée sur un titre nul), de modérer cette restitution, ainsi que le conseille Donat, page 208, n° 9, in fine; que cette modération est fondée sur la loi 25, ff. de petitione hereditatis, invoquée dans son § 6 par Bernard Baladie lui-même, et qui, dans ce paragraphe, veut que l'héritier possesseur de bonne foi ne soit tenu que jusqu'à concurrence de ce dont il est devenu plus riche, *in id duntaxat te-*

neatur in quo locupletior factus est; principe confirmé encore par la loi 40, § 1, ff. cod. tit.; qu'ainsi se trouvent conciliés les droits de Bernard Baladie qui, n'étant tenu de rendre ce qui lui reste aujourd'hui provenant de ses fruits, ne sera point acablé par une restitution ruineuse des droits des autres cohéritiers; que, par là, l'équité la plus parfaite régnera entre tous les enfants, système qu'aucune jurisprudence, même celle invoquée par ledit Bernard Baladie, ne peut réprover, si elle est fondée sur la loi et les auteurs, et la justice; — Considérant, néanmoins, que le tribunal ne pouvant, d'hors et d'ici, fixer l'étendue des profits faits par Bernard Baladie au moyen des fruits, il doit alors le condamner à la restitution des fruits depuis le jour du décès, en lui laissant aussi le choix de faire compte à chacune de ses sœurs des profits qu'il peut avoir faits à raison de crédits fruits par lui perçus, et qu'il aura fait servir à améliorer ou à acquiescir, etc. »

Appel de la part de Bernard Baladie.

AARRET.

LA COUR: — Attendu que la maxime *fructus augent hereditatem* ne s'applique qu'an cas où no individu jouit en seul et sans titre particulier d'une succession dévolue à plusieurs; que cette maxime ne s'applique nullement à celui qui jouit en vertu d'un titre qui lui confère la qualité d'héritier général et universel; que, quant à ce dernier, et bien que le titre soit nul, si, d'ailleurs, le possesseur est de bonne foi, et qu'il ignore la nullité de son titre, il fait les fruits siens, tant que cette bonne foi et cette ignorance subsistent; que telle est la jurisprudence constante du parlement de Toulouse; que l'art. 550 du Code civil la consacre formellement, et qu'il ne distingue point entre le testament ou tous autres titres; — Attendu que, dans l'espèce, la bonne foi de Bernard Baladie n'est pas douteuse; qu'il était en pupillarité quand son père décéda; que, devenu majeur, il continua à joindre sa foi qu'il était héritier de son père; qu'il traita en cette qualité avec ses sœurs, et que ses sœurs lui reconnurent cette même qualité; qu'il paraît même que Bernard Baladie n'a jamais lu le testament de son père, etc.; — D'après ces motifs, réformant le jugement du 31 mai 1820, demeurant l'offre du sieur Bernard Baladie de restituer les fruits perçus sur les biens paternels, mais seulement à compter du 19 sept. 1819, jour de l'introduction de l'instance, relaxe le sieur Baladie de plus amples demandes, etc.

Du 6 juill. 1821. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. de Faydel.

DONATION DEGUISEE.—NULLITÉ.—

RAPPORT.

La donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux est valable jusqu'à concurrence de la quotité disponible (1) et caduque faite avec dispense de rapport (2).

V deux arrêts de la Cour de cassation du 7 juin 1837. V. aussi Limoges, 27 déc. 1833, Paris, 3 juill. 1834. — V. encore dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Dijon, 7 janv. 1817, et la note.

(1) Cela est maintenant constant en jurisprudence. V. la note qui accompagne un jugement de la Cass. du 6 plu. an 11.

(2) C'est là une des questions les plus controversées. Nous avons donné sous un arrêt de Colmar, du 10 déc. 1813, et sous un arrêt de Cass. du 12 août 1817 deux dissertations de MM. Massé et Pont, nos collaborateurs, dans lesquelles les deux systèmes sont exposés. Nous y renvoyons la lecture.

seigneur de bonne foi, et par suite comme ayant fait les fruits siens, le légataire qui a possédé en vertu d'un testament notaire, signé seulement de trois témoins, dans un lieu qui ne devait pas être réputé campagne dans le sens de l'art. 971 du Code civ. Cette Cour a considéré que dans ce cas, la nullité dont était atteint le testament, par suite du défaut de signature du quatrième témoin, n'était pas un vice qui dût nécessairement être réputé avoir été connu du légataire lors de sa prise de possession des biens légués. — La doctrine de l'arrêt ci-dessus a aussi été consacrée de la manière la plus expresse par la jurisprudence, en faveur de l'héritier apparent qui a perçu les fruits de bonne foi.

(Barbier—C. Brochier).—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant qu'il résulte des différentes présomptions au procès que les actes de 1793 et 1814, qualifiés ventes, ne sont que des libéralités déguisées faites par Barbier père en faveur de Jean Barbier, son fils, et de la femme Brochier, sa fille ;—Considérant que, sans avoir égard aux différentes époques où les actes ont été passés, dès lors que le vendeur, ou plutôt le donateur, est décédé sous l'empire du Code civil, la valeur des immeubles compris dans ces actes doit être imputée sur la quotité disponible, et le surplus rapporté à la masse, mais toujours de préférence à aucune disposition testamentaire postérieure ;—Par ces motifs, — Met l'appellation et ce dont est appel au néant ;—Et par nouveau jugement, évoquant le principal et y situant définitivement, — Ordonne que les immeubles compris dans les actes de 1793 et 1814 seront prélevés, par préciput et hors part, par Jean Barbier et les mariés Brochier, en commençant d'abord par les immeubles compris dans les actes de 1793, et successivement, s'il y a lieu, par l'immeuble dont est l'acte de 1814, mais toujours avant aucune disposition testamentaire, etc.

Du 6 juillet 1821. — Cour roy. de Grenoble.—

CONCILIATION.—APPEL.—DISPENSE.

La tentative de conciliation étant prescrite dans un intérêt d'ordre public, le moyen résultant de ce qu'elle n'a pas eu lieu, peut être proposé pour la première fois en appel (1).

La dispense du préliminaire de conciliation accordée par la loi pour les demandes formées contre plus de deux parties, n'est pas applicable au cas où l'instance est engagée contre deux femmes et leurs maris, si ceux-ci ne sont en cause que pour autoriser leurs femmes. (Poy—L. Blanchard et Taboué.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant qu'aux termes de droit, aucune demande en justice ne peut être reçue, que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation, et que ce moyen de la loi n'a pas été employé dans la cause ;—Qu'en vain on oppose le silence gardé en première instance à cet égard ; que la tentative de conciliation n'est pas seulement dans l'intérêt des parties, mais encore dans celui de la société, pour prévenir, s'il est possible, cette multitude de procès qui est un sujet de ruine ; qu'ainsi, ce moyen appartenant à l'ordre public, il peut être proposé pour la première fois sur l'appel, et que les tribunaux pourraient même le suppléer d'office.

Qu'à la vérité, la loi dispense du préliminaire de conciliation les demandes formées contre plus de deux parties, mais qu'il les deux femmes seules sont propriétaires du fonds grevé de la rente réclamée ; que les maris ne sont en cause que pour les autoriser ; qu'ainsi, n'y ayant en effet que deux parties intéressées, la dispense n'est point applicable. — Déclare Poy non recevable dans sa demande, etc.

Du 9 juillet 1821. — Cour roy. de Bourges.

(1) La jurisprudence de la Cour de cassation est contraire. V. Cass. 13 therm. an 8 et la note ; Nîmes, 10 fév. 1811, et le résumé de la jurisprudence qui s'y trouve joint ; mais la question est controversée entre les auteurs. V. Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 248.—Junge, *supra*, Toulouse, 8 juill. 1820.

(2) Jugé néanmoins qu'antérieurement au Code civil, et d'après les usages de la ville de Montauban, les filets en brique formant saillie, étaient une marque de mitoyenneté du mur séparatif de deux hé-

MITOYENNETÉ. — PRÉSUMPTION.

La présomption de mitoyenneté d'un mur séparatif de deux héritages, ne résulte pas, (avant comme depuis le Code civil), de ces circonstances, que du côté du voisin qui prétend à la mitoyenneté, il a existé un escalier attaché à ce mur ; qu'il existe dans ce même mur une ligne de pierres de taille saillantes, dites harpes ou pierres d'attente (2) ; enfin qu'il y existe aussi un cordon horizontal de pierres en saillie : un tel cordon de pierres dans le corps du mur ne peut être assimilé aux filets ou larmiers dont porte l'art. 654, Cod. civ., lesquels formeraient d'ailleurs une preuve de propriété.

Des bitumens liés et accolés à un mur d'un côté seulement, tandis qu'il n'en a jamais existé de l'autre, établissent une présomption de propriété exclusive de ce mur, pour celui qui a fait faire ces constructions (3).

(Septlivres — C. Bonnelin.) — ARRÊT.

LA COUR :—Considérant qu'il incombe à l'appelant de prouver la mitoyenneté par lui réclamée du mur en litige ;—Considérant que les signes de mitoyenneté par lui allégués et invoqués, consistent 1° en ce qu'il a existé un escalier attaché à ce mur du côté du terrain appartenant audit appellant ; 2° en ce qu'il existe dans ledit mur une ligne verticale de pierres de taille saillantes du même côté, et terminées sous la dénomination de harpes ou pierres d'attente. 3° enfin, sur ce qu'il a été établi au milieu de ce mur un cordon ou filet sortant horizontalement de quelques pouces, et faisant saillie sur le terrain du même appellant ;—Considérant, quant aux deux premiers de ces prétendus indices, qu'ils ne peuvent être regardés comme établissant une présomption de mitoyenneté, puisque les lois, tant antérieures que modernes, ne les ont jamais réputés tels, ce qui résulte implicitement des art. 653 et 654 du Code civ., qui ont confirmé les dispositions antérieures observées, et en vigueur à cet égard, et n'ont pas fait mention de ces espèces de marques ou signes, comme pouvant faire présumer la mitoyenneté ;

Considérant, quant au cordon de pierres en saillie existant dans le mur en question, et dont l'appelant veut se prévaloir, que ce cordon ne peut être assimilé aux filets ou larmiers désignés dans l'art. 654 précité, et qui font présumer non seulement la mitoyenneté du mur, mais même la propriété en faveur de celui du côté duquel sont établis ces larmiers ou filets ; que ce cordon n'avait pas été destiné à l'égout du mur, ainsi que le sont les filets dont parle ledit art. 654, et qui, étant inclinés, servent à l'écoulement des eaux ; que ce cordon, construit horizontalement, ne l'a été originairement que pour faciliter et fortifier l'exhaussement du mur, et rendre son surhaussement plus solide ;—Considérant, d'autre part, que la présomption de propriété du mur en question, en faveur de l'intimé et de la non-mitoyenneté de ce mur, résulte encore de ce que ledit

mur, et que cette présomption n'était pas détruite par la circonstance que ce mur soutenait une terrasse appartenant à l'un des propriétaires. V. Cass. 18 juill. 1837.

(3) V. dans ce sens, Pau, 18 août 1834 (Volumo 1834). — V. aussi Duranton, t. 5, n° 303 ; Zachariae, l. 2, § 239, note 2 ; Carou, *Act. poss.*, n° 95.—Toullier, tom. 3, n° 187 ; Pardessus, *des Servit.*, n° 159 ; Delvincourt, t. 1, p. 552, soutenant, conformément à l'opinion de Pothier (*Société*, n° 202), que le mur doit être réputé mitoyen jusqu'à la hauteur prescrite pour la clôture des héritages.

lotimé ou ses aîeux ont seuls construit depuis longtemps, de leur côté, des bâtimens ou magasins dont ce mur fait partie, tandis que l'appent ou creux aux droits desquel il est, n'ont jamais eu de bâtimens liés et accolés à ce mur, jusqu'à l'époque de la contestation actuelle; — Par ces motifs, dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 9 juill. 1821. — Cour roy. de Rennes, —

LIBÉRALITÉ. — REMISE DE DETTE.

Du 9 juill. 1821 (aff. Ardant). — Cour roy. de Limoges. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 2 avril 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

MINISTÈRE PUBLIC. — GARANTIE DES MAT.

D'OR ET D'ARG. — ACTION.

Du 9 juill. 1821 (aff. Jaquetot). — Cour roy. de Metz. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 28 mai 1821 (aff. Greff).

ABSENT MILITAIRE. — MINEUR. — TUTELLE.

Un militaire absent, en état de minorité, n'est pas valablement mis en cause dans une procédure, par le représentant à l'absence qui lui est donné en vertu de la loi du 11 vent. an 2. Il est indispensable qu'il lui soit en outre nommé un tuteur et un subrogé tuteur.

(Beaulieu — C. N...) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que, pour la régularité de la procédure, Claude Beaulieu, mineur, devait être pourvu d'un tuteur et d'un subrogé tuteur, et qu'on s'est contenté de lui faire nommer un représentant pour son absence; que cette dernière formalité était bien prescrite par la loi du 11 vent. an 2, lorsque, comme dans l'espèce, il s'agissait d'un militaire sous les drapeaux; mais qu'elle n'était qu'une précaution de plus en faveur des militaires, et ne dispensait pas de lui donner un tuteur et un subrogé tuteur; — Déclare nulle toute la procédure suivie contre les appelans, ainsi que l'adjudication au profit de l'intimé, etc.

Du 10 juillet 1821. — Cour roy. de Bourges. —

COMPTE DE TUTELLE. — PRESCRIPTION. —

MINEUR.

La prescription de dix ans, établie par l'art. 475, Cod. civ. contre toute action du mineur, relative aux faits de la tutelle, ne s'applique pas à l'action en redressement des erreurs ou omissions du compte tutélaire. (Cod. civ., 475.) (1).

(Roderer — C. Roderer.)

En 1806, Pierre Roderer, ex-tuteur de Thiébaud Roderer, devenu majeur, lui rend son compte de tutelle.

Plus de dix ans s'étaient, à compter de la majorité de Thiébaud Roderer.

En cet état de choses, Thiébaud Roderer forme contre son ex-tuteur une demande en redressement du compte tutélaire, dans lequel il soutient qu'il y a des erreurs et des omissions.

Pierre Roderer oppose la prescription de dix ans, établie par l'art. 475 du Code civ.; il soutient que cette prescription s'appliquait, suivant les termes formels de l'article, à toute action relative aux faits de la tutelle, peut être opposée à l'action qui tend à anéantir le compte de tutelle déjà apuré, qui rend par conséquent un nouveau compte nécessaire, et oblige à s'occuper de nouveau des faits de la tutelle.

Jugement du tribunal de première instance, qui déclare l'action en redressement de compte non recevable.

Appel de la part de Thiébaud Roderer. Il soutient que la prescription dont parle l'art. 475 ne peut être proposée que dans le cas où il s'agit d'une action intentée par le mineur contre son tuteur, à raison de la gestion de la tutelle; que, dans l'espèce, le mineur ne critique pas les opérations faites pendant la tutelle; qu'il demande le redressement des erreurs et des omissions qui se trouvent dans le compte tutélaire; que c'est évidemment une action autre que celle dont il est question dans l'art. 475; qu'ainsi la prescription de dix ans ne peut être opposée.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'il faut distinguer les actions auxquelles donnent lieu les faits de gestion et d'administration qui sont, à proprement parler, les faits de la tutelle dont parle l'art. 475, et celles qui naissent des actes qui interviennent entre l'ex-tuteur et le pupille devenu majeur, lorsque déjà la tutelle a pris fin. Sans doute la prescription de l'art. 475 est applicable aux premières; mais il est impossible de l'étendre aux autres, parce que celles-ci ne dérivent plus des faits de la tutelle, mais sont des suites et des conséquences d'actes faits en dehors de la tutelle, et qui n'ont reçu d'existence qu'après l'extinction de la tutelle; d'où il suit que, lors même qu'il faudrait admettre que l'action en reddition de compte est sujette à la prescription de dix ans, à compter de la majorité du pupille, on ne pourrait cependant pas l'opposer à celle en redressement de compte, parce que la première prend sa source dans l'administration du tuteur, tandis que l'autre naît des vices du compte qui est nécessairement postérieur à cette administration; — Attendu d'ailleurs que Pierre Roderer a lui-même reconnu que son compte de 1806 était irrégulier et incomplet, puisque, par les exploits des 22 juill. 1808 et 25 mai 1809, il a formé demande contre les appelans, aux fins de les faire condamner à recevoir le compte de la partie de son administration qu'il y avait omise; — Attendu que cette demande, qui rentre dans celle sur laquelle il s'agit de prononcer, et l'instance qui s'est engagée entre les parties au tribunal, et sur laquelle, d'après leurs propres aveux, il n'est pas encore intervenu de décision, auraient interrompu la prescription, si elle était applicable; d'où sort la conséquence que la demande, ainsi restreinte, de Thiébaud Roderer est également recevable, et qu'il est inutile d'examiner le mérite du dernier chef de ses conclusions subsidiaires. — Par ces motifs, et vu l'art. 528 du Code de proc., a mis l'appellation et ce dont est appel au néant; émettant, admet Thiébaud Roderer à coter les erreurs et omissions du compte de 1806.

Du 10 juill. 1821. — Cour royale de Metz. —

DOT. — COMMUNAUTÉ. — INALIÉNABILITÉ.

Lorsqu'en se mariant sous le régime de la communauté, la femme a stipulé qu'elle n'y ferait entrer qu'une somme déterminée, et que l'excédant, comme tous biens qui pourront lui échoir, seront sa dot ou seront augmentation de dot; lorsque, en outre, une clause du contrat ne permet au mari d'aliéner, avec le consentement de sa femme, que certains immeubles; il ne résulte pas de ces deux stipulations que les autres immeubles de la femme

(1) V. en ce sens, Toullier, t. 2, n° 1277; Chabot, Quest. transi., n° Compte de tutelle, n° 91, qui enseignent que la prescription de trente ans est

seule applicable dans ce cas. — F. toutefois en sens contraire, Vazille, de la Prescription, t. 2, n° 578.

aient été soumis au régime dotal, et partant, qu'elle n'ait pu les aliéner, avec le consentement de son mari ou l'autorisation de la justice, après sa séparation de biens (1).

(Montgard — C. Doré.)

LA COUR; — Considérant que les époux Doré ont stipulé, par leur contrat de mariage en date du 26 sept. 1804, qu'ils se marieraient sous le régime de la communauté; — Que cette stipulation générale pouvait être modifiée par des conventions spéciales, ce qui résulte des art. 1587, 1593, 1497 et 1527 du Code civ.; — Que, conformément à l'art. 1392 du même Code, il ne suffit pas que tel ou tel bien soit constitué en dot ou en augmentation de dot, pour soumettre ledit bien au régime dotal; qu'il faut, au contraire, que le contrat de mariage contienne une déclaration expresse à cet égard, c'est-à-dire que les futurs époux déclarent se marier sous le régime dotal et que, qui résulte encore de l'art. 1535, qui porte que « les immeubles constitués en dot ne sont pas insaisissables, quand même il serait stipulé dans le contrat de mariage que les époux se marient sans communauté; » — Que, dans l'espèce de la cause, les époux Doré ont stipulé formellement se marier sous le régime de la communauté, laquelle serait réglée suivant les conditions dont ils convenaient par leur traité de mariage, c'est donc à ces conditions qu'il faut avoir recours pour savoir en quoi ils ont entendu déroger au régime de la communauté ou le modifier; — Que la dame Doré a déclaré mettre dans la communauté seulement une somme de 5,000 fr. et que l'excédent de cette somme, de même que tout ce qui pourrait lui échoir par succession ou donation serait sa dot ou ferait augmentation de dot; — Qu'aucun des articles du contrat de mariage ne prononce l'inaliénabilité des immeubles qui pourraient advenir à la dame Doré; — Que l'art. 9 dudit contrat est bien limitatif du droit que pourrait exercer le sieur Doré sur les immeubles que sa femme recueillerait d'une manière quelconque, mais qu'il n'est pas prohibitif ni exclusif de celui que la dame Doré pourrait exercer si elle venait à recouvrer la libre administration de sa fortune; — Que, par jugement du 26 mai 1812, la dame Doré a fait prononcer sa séparation de biens; qu'en moyen de cette séparation le communauté a été dissoute, la dame Doré a repris la libre administration de ses biens et a recouvré la faculté d'aliéner ses immeubles avec le consente-

ment de son mari ou l'autorisation de justice, aux termes de l'art. 1419 du Code civ.; — Que c'est dans cet état, de choses que la dame Doré a aliéné, du consentement de son mari, par acte authentique du 27 oct. 1820, la ferme dont il s'agit; — Que dans le contrat de vente, il est énoncé qu'elle est mariée sous le régime de la communauté et qu'elle est séparée de biens; — Que le sieur Montgard n'a pas exigé que la dame Doré serait tenue de lui donner un remplacement du prix de son acquisition; — Que celle-ci avait capacité pour aliéner son immeuble, et que les conventions légalement formées doivent être exécutées de bonne foi; — Confirme, etc.

Du 16 juill. 1821. — Cour roy. de Rennes. 1^{er} ch. — Prés., M. Caré. — Concl. M. Boulenger, av. gén. — Pl., MM. David fils et Chéron.

PÉREMPTION. — COMMUNICATION DE PIÈCES.
La péremption d'instance ne court pas au profit de la partie à qui il a été donné communication de certaines pièces, tant qu'elle ne les a pas rendus (2).

(Timanne — C. Lavertu.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est reconnu entre les parties que le 25 dec. 1816, et sur la demande des héritiers Lavertu il leur a été fait par l'avoué de Timanne et Dupont, une communication de pièces qui n'ont été rendues par l'avoué des héritiers Lavertu à l'avoué de Timanne et Dupont, que le 8 sept. 1820; — Qu'il y a toujours eu continuation de procédure entre les parties, tant que l'avoué des héritiers Lavertu a été réintégré dans des pièces qui lui avaient été communiquées; qu'ainsi le délai de péremption n'a pu courir pendant ce temps; — Reformant, — Déclare la demande en péremption non recevable, etc.

Du 10 juill. 1821. — Cour roy. de Rouen.

ACTE DE COMMERCE. — PAÏEMENT VERBAL. — IMPUTENCE.

L'action relative à un prêt verbal d'argent fait à un négociant, est de la compétence des tribunaux de commerce. (Cod. comm., 638.) (3)

(Quignon — C. Sauvage.) — ARRÊT.

Le sieur Quignon assigne le sieur Sauvage devant le tribunal de commerce, en paiement de 2,425 fr. qu'il lui avait prêtés sans en exiger de billets. — Déclinatoire. Le 27 juill. 1820, jugement qui prononce l'incompétence. — Appel.

termine, et qu'il décide que cette constitution n'existait pas dans l'espèce; sous ce rapport, la décision se concilie avec la doctrine admise par les auteurs et la jurisprudence.

(2) On peut citer, comme exemples, un arrêt de la Cour de cassation du 7 mars 1820 qui décide que la péremption d'instance ne court pas au profit de la partie qui, dans un procès instruit par écrit, refuse sa production des mains du juge rapporteur, avant que ce juge ait fait son rapport, et que s'il y a eu discontinuation des poursuites, elle en est réputée la cause et est par ce motif non recevable à s'en prévaloir; et aussi un arrêt de la Cour de Rouen du 5 juill. 1824, qui pose en principe que lorsque la péremption a lieu par le fait et la négligence des deux parties, les juges peuvent se dispenser de la prononcer. — Toutefois, voy les observations critiques qui accompagnent le premier de ces arrêts, et les autorités qui y sont rappelées.

(3) La jurisprudence paraît se prononcer dans ce sens. V. Bourges, 29 mai 1821; Rennes, 2 juillet 1838; et comme anal. Cass. 6 juill. 1836. F. néanmoins, en sens contraire, Bourges, 21 janv. 1812; Poitiers, 22 mai 1829.

(1) Il est généralement admis en principe, que les époux, en contractant mariage, peuvent aller, aux avantages de la communauté les garanties du régime dotal. On admet également, malgré les termes explicites de l'art. 1392 du Code civil, comme on l'admettait dans les principes du droit romain, que la constitution des biens en dot, ne doit pas nécessairement être faite par une stipulation expresse et formelle, mais qu'elle peut résulter de stipulations équivalentes (V. Salvat. 1^{er} Dot, p. 377; Duperrier, Max. du droit français; Merlin, Quest., 1^{re} Dot, § 2; Benoit, de la Dot, t. 1, n. 4; Duranton, t. 15, n^{os} 398, 399; Tessier, de la Dot, tom. 1, p. 10 et suiv.) et cela a été plusieurs fois jugé avant comme depuis la publication du Code civil (F. Cass. 7 Bor. en 11; 22 liv. 1827; Paris, 1^{er} août 1825. M. les arrêts, et les auteurs que nous venons de citer, constatent la nécessité qu'il y a d'employer des expressions précises et stampées d'quivoque. L'arrêt ci-dessus ne semble pas, il est vrai, admettre la possibilité d'une constitution de dot autrement que par une stipulation expresse; mais en définitive, c'est par l'appréciation des clauses du contrat de mariage qu'il se dé-

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte évidemment de l'esprit de l'art. 638 du Code de comm., que tout engagement pris par un négociant doit être présumé avoir eu lieu à raison de son commerce, à moins que le contraire ne soit établi; — Que c'est dans ce sens que l'expression de billets, insérée dans ledit art. 638, doit être entendue; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, renvoie les parties devant le tribunal de commerce de Calais, etc.

Du 11 juill. 1821. — Cour roy. de Douai. — Prés., M. Ducrez. — Pl., M. Leroy.

SERMENT. — ACQUIESCEMENT.

La partie en l'absence de laquelle un serment déferé d'office a été prêté, ou qui, ayant comparu, a gardé le silence, n'est pas recevable à interjeter appel du jugement intervenu par suite, lorsque le jugement qui ordonnait le serment lui a été signifié avec assignation à l'effet d'assister à sa prestation (1).

(Delpuech — C. Muret.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, lorsque le jugement ayant déferé d'office le serment à l'une des parties du procès, l'autre partie le laisse prêter sans faire de protestations ni de réserves, son silence équivaut à un acquiescement, et la rend non recevable à attaquer par la voie de l'appel un jugement qui a ainsi reçu son exécution; — Qu'on ne pouvait admettre la distinction du cas où le serment aurait été prêté en présence de la partie contre laquelle il serait déferé, de celui où il aurait été prêté en son absence, après avoir été dûment appelée; — Qu'il est toujours prêté par défaut, dans le premier cas, faute de défendre, et dans le second, faute de se présenter, et qu'il en résulte dans ces deux hypothèses un droit définitivement acquis à la partie qui a ainsi exécuté le jugement; — Attendu que le serment fut déferé à Muret sur le fait de son entière libération envers Delpuech par jugement contradictoirement rendu entre eux par le tribunal de commerce d'Aubency le 19 nov. 1819; — Que ce jugement fut légalement notifié à Delpuech par exploit du 1^{er} du mois de juin suivant, avec assignation pour le 26 dudit mois, à l'effet d'assister à la prestation du serment référé, lequel fut en effet prêté par Muret le jour indiqué, en l'absence de Delpuech, qui ne se présenta pas, quoique régulièrement sommé; — Attendu que l'appel de ce dernier n'est qu'à la date du 3^e août de ladite année, deux mois et quatre jours après le serment prêté; — Declare ledit appel irrecevable, etc.

Du 11 juill. 1821. — Cour roy. de Nîmes.

SERVITUDE. — PASSAGE. — COMMUNE. — PREUVE.

Le passage pris momentanément par les habitants d'une commune, à raison de la dégradation des chemins publics ou vicinaux, sur des chemins établis sur des propriétés particulières, et servant à l'usage exclusif des propriétaires, n'est pas attributif de prescription par voie de possession.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'admettre la preuve, soit de la possession, soit des travaux que les habitants de la commune prétendraient avoir fait pour l'entretien de ces chemins.

(1) V. en ce sens, Paris, 24 août 1816. Mais voy. la note sur cet arrêt. V. au surplus, sur la question et ses analogues, nos observations sur un arrêt de la Cour de cassation du 21 therm. an 8, et sur un

(Bonfis — C. Habitans de Saint-Beauzire.) —

ARRÊT.

LA COUR; — Par ses premiers motifs, l'arrêt reconnaît, d'après les titres et les rapports des experts, que le chemin qui donnait lieu au procès avait été établi uniquement pour l'usage et exploitation du domaine de la Bogue; — Considérant que le droit de propriété du terrain formant le chemin contentieux, étant une fois établi en faveur de la partie de Bernet-Rollande et de ses prédécesseurs, ce droit n'a pu recevoir d'atteinte par les passages que les parties d'Allemand auraient pu prendre plus ou moins fréquemment sur ce même chemin; — Considérant qu'à la vérité les parties d'Allemand ont prétendu et articulé que le chemin tendant de Saint-Beauzire à Riun, par Pallébot et Menérol, était dégradé de manière à être impraticable sur plusieurs points, au moins dans la distance de Saint-Beauzire à Pallébot, et que cette circonstance les met dans la nécessité de pratiquer un autre chemin, et, par expès, celui dont il est question dans l'instance; — Mais considérant à cet égard que, dans tous les temps, il a été de principe confirmé par la jurisprudence qu'un passage n'a pu être attributif de droit de possession et de prescription qu'autant qu'il y avait impossibilité absolue, par l'effet de l'absence de tout chemin, de passer pour aller d'un lieu à un autre, ailleurs que par le chemin qui serait réclamé à titre de passage; — parce que l'usage concourant avec la nécessité, faisait imposer un droit; que cela résulte même des art. 682 et 685 du Code civ.; — Que toute idée de droit de servitude disparaît avec la nécessité absolue, et que le passage n'est alors considéré que comme une tolérance; que cette tolérance se présume de droit des que, d'une part, la propriété du chemin en question est établie en faveur de la partie de Bernet ou de ses prédécesseurs, et que, d'autre part, il existe un vrai chemin tendant de Saint-Beauzire à Riun, par Pallébot et Menérol, et qu'il devient constant que c'est seulement parce que les parties d'Allemand ont négligé de réparer les parties de ce chemin qu'elles ont laissé dégrader, qu'elles réclament le passage par le chemin litigieux; — Considérant que s'il a toujours été de jurisprudence que des passages pris momentanément sur des héritages limitrophes, à l'occasion des dégradations des chemins publics ou vicinaux n'ont jamais été attributifs de prescription par voie de possession, quelques fréquents qu'aient été ces passages, et dans quelque intervalle de temps qu'ils aient été pris, il doit en être de même des passages qui ont lieu à l'occasion des mêmes dégradations, sur des terrains qui n'ont jamais été chemins publics, et où il n'existe que des chemins sur des propriétés particulières, et à l'usage exclusif des propriétaires, parce que les motifs en sont les mêmes; qu'ainsi, en droit, il a passé en maxime que cessant la nécessité, cesse aussi la servitude; — Que, de tout ce qui vient d'être dit, il résulte la conséquence que les premiers juges auraient dû se décider par le rapport des experts, lequel est concluant; — Qu'il n'y avait pas lieu d'ordonner la preuve offerte par les parties d'Allemand, même quoiqu'elles aient articulé qu'elles avaient réparé le chemin dont il s'agit, lorsqu'il arrivait des dégradations, et ce par des corrées établies entre eux-mêmes ou autrement; — Que le fait de réparation, fût-il

arrêté de la Cour royale de Montpellier du 14 nov. 1832. — *Junge*, Cass. 8 juin 1819, arrêt conforme à la décision ci-dessus, la note et les autorités qui y sont indiquées.

proposé, ne saurait atténuer le droit de propriété sur ce chemin, établi en faveur de la partie de Bernet, soit parce que ces réparations, qui ont pu d'ailleurs être de peu de conséquence, ont pu être clandestines, soit parce que ces réparations ont pu être une suite de la tolérance de la partie de Bernet ou de ses prédécesseurs, comme l'a été le passage même dont ces réparations n'auraient été qu'un accessoire, soit enfin parce qu'il est reconnu que la partie de Bernet a elle-même fait réparer, et à ses frais, le chemin dont il s'agit, en faisant poser sur les fossés ou ruisseaux qui le traversaient pour son usage, des pavés de Volvic, vulgairement appelés balmes, après en avoir retiré et s'être retenus les poutres ou pièces de bois qui y étaient auparavant : tous lesquels faits sont des actes d'une propriété particulière et exclusive ; en sorte qu'il ne reste aux parties d'Allemand qu'à se pourvoir par les voies admises par les règlements, auprès de l'autorité administrative, à l'effet de parvenir aux réparations à faire au chemin tendant de Saint-Beauzire à Paltebot, s'il n'y a rien de pratiqué en hiver ; — Par tous ces motifs, — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement interlocutoire dont est appelé ; — Émettant, sans s'arrêter à la preuve offerte par les parties d'Allemand, et usant de la faculté par elle accordée par l'art. 475 du Code de proc. ; statuait sur le principal : — Garde et maintient la partie de Bernet aux droits de propriété et possession exclusive du chemin litigieux ; — Fait défense aux parties d'Allemand de la troubler audit droit de propriété et possession, et en conséquence de passer et repasser par le chemin dit chemin, sauf à elles à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront auprès de l'autorité administrative, à l'effet de procéder aux réparations qui pourraient être à faire sur le chemin tendant de Saint-Beauzire à Paltebot ; — Ordonne néanmoins, du consentement de la partie de Bernet, par elle donnée à l'audience, que les parties d'Allemand pourront passer et repasser par le chemin dont il s'agit dans l'instance, même avec chars et bœufs, jusqu'au 1^{er} janv. prochain, pendant lequel temps les parties d'Allemand seront tenues de faire procéder audit réparations ; — S'ajoute, et faute de ce faire, — Ordonne le maintien et exécution des défenses de passer et repasser, ainsi qu'il est dit ci-dessus, etc.

Du 11 juill. 1821. — Cour roy. de Riom. — 1^{re} ch. — Pré. M. Grenier, p. p. — Concl. M. Archon-Despérances, av. gén. — Pl. MM. Bernet-Rolland et Allemand.

1^{re} APPROBATION D'ÉCRITURE. — LABOUREUR. — FEMME.

2^{de} AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — SÉPARATION DE BIENS. — OBLIGATION.

La femme d'un laboureur est, par cela seul, réputée laboureuse, quant à l'application de l'art. 1526, Cod. civ., qui n'exige pas des laboureurs qu'ils approuvent les billets signés d'eux, sans être écrits par eux (1).

Les obligations souscrites par la femme séparée de biens, sans autorisation, sont valables en ce sens que le créancier peut en poursuivre

(1) La Cour de cassation a jugé, au contraire, nombre de fois, que l'exception à la nécessité d'un bon et approuvé établie en faveur de certains individus ne s'étend pas aux femmes de ces individus. V. 12 janv. 1814 ; 6 mai 1816 ; 22 juill. 1824. Elle avait même d'abord étendu cette règle en l'appliquant à la femme qui prenait notablement part au commerce de son mari. V. 1^{er} mai 1820. Mais la Cour de cassation est revenue sur cette extension,

la paiement sur le mobilier de la femme (2).

(Tartière — C. Amigon.)

Elisabeth Raynaud-Besson, mariée à Gérard Tartière, sous l'empire de la coutume d'Auvergne, avait obtenu sa séparation de biens par jugement du 15 germ. an 6. — Plus tard, et le 26 oct. 1819, la femme Tartière souscrivit sur papier libre, au profit de Jean Amigon, un billet ou promesse ainsi conçu :

« Moi, Elisabeth Raynaud-Besson-Tartière, reconnais avoir reçu, avant ces présentes, la somme de 1050 fr., des mains et deniers de Jean-Amigon, habitant de la Pruneyre, qu'il m'a prêtée, et je promets la lui payer à sa volonté et requête, et lui en passer un billet sur papier timbré, quand bon lui semblera ; de plus, je reconnais lui devoir la somme de 50 fr. pour les revenus échus. — Fait ce 27 oct. 1819. »

Ce billet, qui était écrit par une main étrangère, contenait au bas un bon ou approuvé écrit par la femme Tartière, en ces termes : « Bon pour ce que dessus, signé Raynaud-Besson, » sans y comprendre en toutes lettres la somme portée au corps du billet.

Jean Amigon poursuivait le paiement du montant de ce billet. Le 17 janv. 1820, il obtint un jugement par défaut, qui condamna la femme Tartière au paiement dudit billet.

Les époux Tartière formèrent opposition à ce jugement, ils demandèrent la nullité du billet, 1^{re} en ce qu'il ne portait pas un bon ou approuvé en toutes lettres, selon le vœu de l'art. 1526 du Code civil ; — 2^{de} En ce que le billet avait été souscrit par une femme mariée, sans l'autorisation ni le concours de son mari dans l'acte, au mépris de l'art. 217 du même Code.

Le 11 nov. 1820, jugement contradictoire du tribunal civil d'Issoire, qui déboute les mariés Tartière de leur opposition, et les condamne de nouveau à payer à Jean Amigon la somme de 1100 fr. pour les causes énoncées au billet souscrit par ladite Raynaud-Besson, à prendre sur le mobilier, et jusqu'à concurrence d'icelui : — « Attendu que l'art. 1526 du Code civil, qui exige que le billet ou la promesse sous seing privé, par lequel une seule personne s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, soit écrit en entier de la main de celui qui l'a souscrit, ou au moins soit revêtu d'un bon ou approuvé portant la somme ou la quantité de la chose, fait exception dans le cas où l'acte émane du laboureur ; — Attendu que l'art. 1449 porte : « La femme séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, en reprend la libre administration ; elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner ; elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari, ou sans être autorisée en justice, à son refus ; » — Attendu que le présent jugement ne pouvant être exécuté que sur le mobilier de la femme, ne contrarie point l'art. 217 du Code civil, dont la disposition n'est relative qu'aux immeubles. — Appel de la part des mariés Tartière.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs exprimés au jugement dont est appelé ; — Met l'appel au

et par arrêt du 9 déc. 1839, elle a jugé que la femme d'un cultivateur est, comme son mari, dispensée de faire précéder sa signature d'un bon et approuvé, lorsqu'elle s'occupe elle-même d'économie agricole.

(2) V. conf., Cass. 16 mars 1813 ; 29 déc. 1817 ; 18 mai 1819 ; Colmar, 8 août 1820, et les notes. V. cependant, en sens contraire, Paris, 7 août 1810.

néant; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 12 juill. 1821. — Cour roy. de Riom. — Pres., M. Vernet. — Concl., M. Jusséraud, av. gén. — Pl., MM. Saurat et Legay.

HUISSIER. — SALAIRES. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Du 14 juill. 1821 (aff. *Huissiers* d'Amiens.) — Foy, l'arrêt de la Cour de cassation du 5 juin 1822, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

COUR DES PAIRS. — CONTUMACE. — PEINES. *Lorsqu, dans une affaire soumise à la Cour des Pairs, il se trouve des accusés présents et des accusés contumaces, il doit être procédé par un seul arrêt au jugement des uns et des autres, si la contumace est régulièrement instruite.*

L'arrestation d'un accusé contumax pendant le cours du procès, ne doit pas faire suspendre le jugement des autres accusés, sauf à statuer ultérieurement sur son sort.

Lorsque, dans le concours de deux opinions sur la peine à appliquer, l'opinion la plus sévère n'a pas réuni les cinq huitièmes des voix, la Cour des Pairs applique la peine la moins sévère (1).

(Conspiration du 19 août 1820.) — ARRÊT.

LA COUR DES PAIRS; — Vu l'arrêt du 21 fév. dernier; — Ensemble l'acte d'accusation dressé en conséquence; — En ce qui touche les accusés présents; — Qui les témoins en leurs dépositions; — Qui le procureur général en ses réquisitions par lui déposées sur le bureau de la Cour; — Qui pareillement les défenseurs des accusés en leurs plaidoiries, et les accusés en leurs moyens de défense; — En ce qui touche les accusés absents: — Vu l'ordonnance en date du 7 avril dernier, ayant pour objet la représentation desdits accusés, ensemble les procès-verbaux constatant la publication et l'affiche de ladite ordonnance; — Vu pareillement l'instruction relative auxdits accusés; — Qui le procureur général en ses réquisitions, lesquelles ont été par lui déposées sur le bureau; — Après en avoir délibéré;

Statuant sur la contumace: — Attendu que l'instruction est conforme à la loi, mais que l'accusé Maziau a été arrêté le 22 du mois dernier à Visele près Lons-le-Saunoy dans le royaume des Pays-Bas, et écroué le 4 de ce mois dans la maison d'arrêt de Sainte-Pélagie, servant de maison de justice près la Cour; — Dit qu'il n'y a lieu à statuer quant à présent à l'égard dudit Maziau; — Declare la contumace régulièrement instruite contre Noël Nantil, Gaspard Ladvoeat, Joseph-Philippe-Etienne Rey et Antoine-Nicolas Lamy; — Et statuant tant à l'égard desdits contumaces qu'à l'égard des accusés présents; — En ce qui concerne Noël Nantil, Gaspard Ladvoeat et Joseph-Philippe-Etienne Rey: Attendu qu'il résulte des pièces et de l'instruction écrite qu'ils sont convaincus d'avoir adhéré et participé à un complot dont le but était de détruire et de changer l'ordre de succession au trône et d'exciter les citoyens et habitants à s'armer contre l'autorité royale;

En ce qui concerne Gauthier de Laverderie; — Attendu qu'il est convaincu d'avoir fait une proposition non agréée de former un complot

tendant au même but; — Attendu aussi que la majorité numérique des membres de la Cour qui a voté contre lui l'application des peines portées en l'art. 90 du Code pén., et ce, dans la conviction où elle est qu'il n'appartient pas à la Cour d'appliquer des peines qui ne sont pas celles prononcées par la loi contre le fait incriminé, ne formant pas la majorité des cinq huitièmes, adoptée jusqu'à ce jour dans les jugements rendus par la Cour, l'obligation de choisir entre deux opinions dont aucune n'a pu obtenir la majorité requise, entraîne la nécessité d'adopter l'opinion la moins sévère, et que cette opinion est que, d'après les circonstances atténuantes résultant de l'instruction et des débats, il y a lieu d'appliquer seulement à Laverderie, aux termes de l'art. 389 du Code d'inst. crim., les peines portées par l'art. 105 du Code pén.;

En ce qui concerne Trogoff, Delamotte, Robert, Gaillard et Loritz: — Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que, s'il n'est pas suffisamment prouvé qu'ils se soient rendus coupables de l'un des crimes prévus par les arts. 87 et 90 du Code pén., ils sont convaincus d'avoir eu connaissance de complots formés ou de crimes projetés contre la sûreté intérieure de l'Etat, autres toutefois que le crime de lèse-majesté, de n'en avoir pas fait la déclaration et de n'avoir pas révélé au gouvernement ou aux autorités administratives, ou de police judiciaire, les circonstances qui en sont venues à leur connaissance dans les vingt-quatre heures qui ont suivi ladite connaissance;

En ce qui concerne Lamy: — Attendu que des pièces et de l'instruction ne résulte pas contre lui preuve suffisante de culpabilité; — En ce qui concerne Deperris, Charpenay, Eynard, Dequevauxvillers, Brédart, Delacombe, Berard, Sauset, Mallent, Dumoulin, Monchy, Caron, Varlet, Lecoutre, Fesneau, Modewick, Hutteau, Desbordes, Godot-Paquet, Brue, Pegulu, Remy et Thevenin: — Attendu qu'il n'y a pas preuves suffisantes qu'ils soient coupables, soit d'avoir adhéré ou participé à un complot dont le but était de détruire ou de changer le gouvernement, ou l'ordre de succession au trône, ou d'exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité royale, soit d'avoir fait de telles propositions non agréées de former un complot tendant au même but, soit d'avoir eu connaissance d'un complot formé ou d'un crime projeté contre la sûreté de l'Etat, et de n'avoir pas révélé les circonstances qui en seraient venues à leur connaissance; — Declare lesdits Lamy, Deperris, Charpenay, Eynard, Dequevauxvillers, Brédart, Delacombe, Berard, Sauset, Mallent, Dumoulin, Monchy, Caron, Varlet, Lecoutre, Fesneau, Modewick, Hutteau, Desbordes, Godot-Paquet, Brue, Pegulu, Remy et Thevenin, acquittés de l'accusation portée contre eux; — Ordonne que Deperris, Charpenay, Eynard, Dequevauxvillers, Delacombe, Berard, Sauset, Mallent, Dumoulin, Monchy, Caron, Varlet, Lecoutre, Fesneau, Modewick, Hutteau, Desbordes, Godot-Paquet, Brue, Pegulu, Remy et Thevenin, seront mis sur-le-champ en liberté, s'ils ne sont détenus pour autre cause;

Declare Nantil, Ladvoeat et Rey, coupables du crime prévu par l'art. 87 du Code pén.; — Et faisant application dudit article, lequel est ainsi conçu: « Condamne Nantil, Ladvoeat et Rey, à la peine de mort; — Declare Laverderie coupable

(1) V. à la date des 26 août et 28 décembre 1820, 21 fév. et 24 nov. 1821 (aff. *Maziau*), les différentes décisions dont la même affaire a été

l'objet de la part de la Cour des Pairs. V. aussi sur les questions ci-dessus posées, Cauchy, *Précéd. de la Cour des Pairs*, p. 439, 522 et 578.

ble du crime prévu par l'art. 90 du Code pén. ; — Et lui faisant, par les motifs ci-dessus énoncés, application des peines portées en l'art. 105 dudit Code, lequel est ainsi conçu... — Le condamne en cinq ans d'emprisonnement et 2,000 fr. d'amende ; — Déclare Trugnot, Delamotte, Robert, Gaillard et Loritz, coupables du délit prévu par les art. 103 et 105 du Code pén. ; — Et faisant application desdits articles, lesquels sont ainsi conçus... — Condamne Trugnot et Delamotte, chacun en cinq ans d'emprisonnement et 2,000 fr. d'amende, Robert et Gaillard, chacun en cinq ans d'emprisonnement et 500 fr. d'amende, et Loritz en deux ans d'emprisonnement et 500 fr. d'amende ; — Condamne lesdits Nantil, Ladvocat, Rey, Laverderie, Trugnot, Delamotte, Robert, Gaillard et Loritz, solidairement aux frais du procès, desquels frais la liquidation sera faite conformément à la loi, tant pour la portion qui doit être supportée par les condamnés, que pour celle qui doit demeurer à la charge de l'Etat ; — Ordonne que Delamotte, Desbordes, Godot-Paquet, Brue, Pegulu et Remy, tous arrêtés sur le territoire du royaume des Pays-Bas et dont l'extradition n'a été ordonnée qu'à raison du crime pour lequel ils ont été poursuivis devant la Cour, seront transportés et remis, s'ils le demandent, sur le territoire du royaume des Pays-Bas, savoir : Delamotte à l'expiration de sa peine, et les autres, au moment de leur mise en liberté ; — Ordonne que le présent arrêt prononcé en audience publique, en présence des accusés non contumaces et de leurs défenseurs, sera exécuté à la diligence du procureur général, imprimé, publié et affiché partout où besoin sera.

Du 16 juil. 1821. — Cour des pairs — Prés., M. le chancelier Dambray. — Concl., M. Peyronnet.

1^{er} CONSEIL D'ÉTAT. — POURVOI. — DÉLAI. SIGNIFICATION.

2^e ÉMIGRÉ. RESTITUTION. — INTERPRÉTATION. 1^{re} Les délais du pourvoi au conseil d'Etat contre les arrêts des conseils de préfecture ne courent qu'autant que ces arrêts ont été signifiés à la partie condamnée par la partie au profit de laquelle ils ont été rendus (1).

2^e Un conseil de préfecture est compétent pour interpréter l'arrêt d'une administration centrale qui a réintégré un émigré dans la propriété de ses biens (2); mais il doit se borner à déclarer quels biens sont compris dans cet arrêt, et il excède ses pouvoirs s'il statue sur l'étendue de la propriété, d'après d'anciens aveux ou dénominations. A cet égard, les tribunaux sont seuls compétents. (3) (Comm. de Goderville — C. Guyot de Talleville.)

Du 18 juil. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. —

(1) Règle constante. V. ordonn. du 28 juil. 1820 (aff. hosp. de Bouzeville), et la note.

(2) V. sur ce point, ordonn. des 29 déc. 1819, 19 mars et 6 déc. 1820 (aff. de la Fouguyon), et les notes.

(3) Ce dernier principe a été consacré par la jurisprudence en matière d'adjudication de biens nationaux. V. ordonn. du 20 janv. 1819, et la note.

(4) Par arrondissements du 23 juin 1819 (aff. Picot), le conseil d'Etat avait déjà jugé que l'obligation de se pourvoir contre un arrêt interlocutoire ne court qu'à partir de l'arrêt définitif; en q. i semblait admettre que le pourvoi pouvait indifféremment être formé avant ou après, question qui est comme on sait, très controversée en matière civile. (V. Colmar, 6 mai 1809; Trèves, 1^{er} août 1810, et nos observations.) — Voici du reste comment s'exprime sur la

1^{er} CONSEIL D'ÉTAT. — INTERLOCUTOIRE.

2^e CONSEIL DE PRÉFECTURE. — EXPERTISE.

1^{re} Le pourvoi au conseil d'Etat contre les arrêts interlocutoires des conseils de préfecture, n'est recevable qu'après l'arrêt définitif (4).

2^e Un conseil de préfecture qui, avant faire droit, a ordonné une expertise, n'est pas tenu de se conformer à l'avis des experts (5).

(Bourdon.)

Il s'agissait d'une indemnité réclamée par le sieur Bourdon à raison de grès extraits dans son bois, pour l'entretien de la route de Paris à Beauvais. — Par un premier arrêt, le conseil de préfecture ordonna une expertise, à l'effet de constater la quantité de grès enlevée et d'estimer l'indemnité due. Par un deuxième arrêt, considérant que cette expertise était incomplète, il en ordonna une nouvelle par de nouveaux experts, lesquels se bornèrent à estimer l'indemnité, sans s'occuper du nombre des pavés ni de leur valeur. — Pourvoi du sieur Bourdon contre ce dernier arrêt, pour excès de pouvoirs, attendu que les conseils de préfecture ne peuvent rapporter leurs arrêts contradictoires ;

Lavis, etc. ; — Considérant que les deux arrêts précités sont des jugements interlocutoires ; que lesdits arrêts ne font pas le conseil de préfecture qui, dans la décision à intervenir, peut puiser les bases de ladite décision, en tout ou en partie, soit dans le premier, soit dans le deuxième procès-verbal d'expertise, et qu'il, dans aucun cas, n'est tenu de se conformer à l'avis des experts ; — Considérant que l'exposant n'est pas privé du droit qu'il a de faire valoir ses moyens, lorsqu'il sera définitivement statué, par le conseil de préfecture, sur la fixation de l'indemnité, et qu'ainsi il n'est pas recevable dans son pourvoi ;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Bourdon est rejetée.

Du 18 juil. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat

VOIRIE. — ROUTE DÉPARTEMENTALE. — DÉMOLITION. — AMENDE. — RÉCIDIVE.

Les lois et règlements qui défendent de reconstruire, réparer ou exhausser, sans autorisation préalable de l'administration, les bâtiments situés sur les grandes routes, s'appliquent aux bâtiments situés sur une route départementale (6).

La démolition de travaux faits sans autorisation à une maison située sur une route, peut n'être pas ordonnée, s'il est constant qu'elle ne sont pas de nature à consolider la fondation de la maison. Mais la contravention n'en doit pas moins être punie de l'amende (7).

Une amende encourue pour contravention aux lois et règlements de la grande voirie, ne peut

difficulté M. Serrigny, Compét. et proc. administr., n. 9:9. — « Les arrêts simplement préparatoires des conseils de préfecture, dit cet auteur, ne sont pas susceptibles de recours au conseil d'Etat. Il en est autrement des arrêts interlocutoires qui préjugent le fond. On peut se pourvoir dans les trois mois de leur signification ; mais il n'y a pas nécessité de le faire dans ce délai, et l'appel est recevable dans les trois mois de la signification de l'arrêt définitif. »

(5) Le conseil d'Etat ne fait en ceci qu'appliquer à la juridiction administrative le principe posé en matière civile par l'art. 323 du Code de proc.

(6) V. conf., ordonn. du 1^{er} sept. 1819 (aff. Dejoux).

(7) V. dans le même sens, ordonn. des 6 mars 1816 (aff. Viardot); 17 juin 1818 (aff. Fumery); 14 juil. 1831; 23 juil. 1838, et la note.

être modérée, lorsque le contrevenant est en état de récidive.

(Gondard.)

Le 2 oct. 1820, arrêté du conseil de préfecture du département de la Haute Loire qui condamne le sieur Gondard à la démolition et à l'amende pour des travaux d'exhaussement faits sans autorisation à une maison située sur une route départementale.

Le sieur Gondard s'est pourvu devant le conseil d'Etat contre cet arrêté pour fausse application de l'arrêté du conseil du 27 fév. 1765, dont la pénalité, a-t-il prétendu, se trouvait abrogée par les lois des 19-22 juill. 1791 (art. 18); 28 sept.-6 oct. 1791 (tit. 2, art. 40); 29 flor. an 10, et déc. réglementaire du 31 juill. 1810. Le sieur Gondard alléguait, en outre, que loin de consolider la façade de sa maison, les constructions d'exhaussement qu'il avait faites en diminuaient la solidité.

LOUIS, etc.;—Vu l'arrêté du conseil du 27 fév. 1765; Considérant qu'aux termes de l'arrêté du conseil ci-dessus visé, les bâtimens situés sur les grandes routes ne peuvent être reconstruits, réparés ni exhaussés, sans l'autorisation préalable de l'administration; — Considérant qu'il résulte de la lettre de notre directeur général des ponts et chaussées, que les travaux faits par l'exposant ne sont pas de nature à consolider la façade de sa maison; que, dès lors, la démolition des travaux n'est pas indispensable; mais que la contravention doit être punie d'une amende; — Considérant, en ce qui concerne la demande en remise de l'amende, que le réclamant est en récidive et a construit malgré les avertissemens et défenses du maire et de l'ingénieur; que, dès lors, il n'y a pas eu lieu de modérer l'amende justement prononcée contre lui;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Haute-Loire, du 2 oct. 1820, est modifié en ce qu'il ordonne la démolition des ouvrages exécutés, sans autorisation, par le sieur Gondard, et la confiscation des matériaux; il est confirmé dans les autres dispositions.

Du 18 juill. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Brière. — *Pl.*, M. Garnier.

CHEMIN PUBLIC. — ACTION POSSESSOIRE.

Lorsque par arrêté du préfet, le public a été maintenu provisoirement en possession d'un passage contesté, jusqu'à décision des tribunaux sur la question de propriété, le juge de paix doit s'abstenir de prononcer sur le possessoire, et renvoyer les parties à se pourvoir devant l'autorité administrative contre l'arrêté du préfet (1).

(Périerinck — C. comm. de Marquillès.)

Le 24 juill. 1820, un arrêté du préfet du départe-

tement du Nord, rendu sur la demande du maire de la commune de Marquillès, enjoignit au sieur Périerinck de supprimer la porte qu'il avait placée dans un passage ou de la tenir constamment ouverte au public, jusqu'à la décision définitive des tribunaux sur la question de propriété, et autorisa le maire à la faire enlever par le garde champêtre, en cas de refus, ce qui fut exécuté.

Le sieur Périerinck ayant par suite cité la commune de Marquillès devant le juge de paix pour la faire condamner à rétablir la porte, il intervint un jugement conforme à sa demande.

Conflit motivé sur ce que la possession provisoire, aux termes de la jurisprudence du conseil d'Etat, appartient à la commune jusqu'à la solution de la question de propriété.

Devant le conseil d'Etat, le sieur Périerinck reconnaît le principe à l'égard des rues et des chemins; mais il nie qu'il soit applicable à l'espèce, attendu que le passage prétendu ne serait qu'une servitude, s'il existait.

LOUIS, etc.; — Vu le rapport de notre garde des sceaux, au sujet du conflit élevé par le préfet du département du Nord, le 3 nov. 1820, à l'occasion d'un jugement du juge de paix du canton de la Bassée, du 12 août précédent, qui autorise le sieur Périerinck à rétablir une porte que l'autorité administrative avait fait enlever, comme interceptant un passage considéré comme public;

Considérant que, par décision du 24 juill. 1820, le préfet avait maintenu le public en possession du passage contesté, jusqu'à décision des tribunaux sur la question de propriété; — Que, dans cet état de choses, le juge de paix devait s'abstenir de prononcer sur le possessoire, et renvoyer les parties à se pourvoir contre la décision du préfet, devant l'autorité administrative supérieure, si elles s'y croyaient fondées;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris, le 3 nov. 1820, par le préfet du département du Nord, est confirmé; — Le jugement du juge de paix sera considéré comme non avenu.

Du 18 juill. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Jauffret. — *Pl.*, M. Guichard père.

COMMUNAUX. — PARTAGE. — PROPRIÉTÉ. — COMPÉTENCE

C'est aux tribunaux et non à l'autorité administrative qu'il appartient de juger les contestations qui s'élèvent entre une commune ou une section de commune et des particuliers relativement à un partage de bruyères, auxquelles ces derniers prétendent avoir un droit exclusif en vertu de titres anciens et de la possession immémoriale (2).

(Commune de Poyanne et section du Courneau — C. Dubroca et autres.)

Du 18 juill. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat.

(1) La jurisprudence paraît incliner dans ce sens que lorsqu'un passage ou chemin public vient à être contesté aux habitants d'une commune, l'autorité administrative a le droit de conserver à ceux-ci la jouissance provisoire jusqu'à décision des tribunaux sur la question de propriété. V. décrets et ordonn. des 24 mars 1809 (aff. Proustau); 11 avril 1810 (aff. Dupuis); 19 mai et 18 août 1811 (aff. Mithet et aff. Robin); 13 janv. 1813 (aff. de Beau, Fleury); 16 fév. 1825 (aff. Presson), etc.; voy. aussi Delalieu, *Expropriation pour util. publ.* tom. 1^{er}, n^{os} 170 et 171; Garnier, *Action possessoire*, n^o 273; Prondhou, *Démoire pu. l'ic.* 1. 2. u. 564. V. néanmoins la note qui accompagne le décret précité du 11 avr. 1810 (aff. Dupuis); et Serrigny, *Compét. et proc. administr.* 1. 2. n. 694 et 724.

(2) Par deux ordonnances, en date du même

jour (aff. Barrier et Serratta et aff. Figue), le conseil d'Etat a jugé dans le même sens que c'était également aux tribunaux et non aux conseils de préfecture à statuer : 1^o sur les droits de propriété et de pacage réclamés contre une commune par des habitants, en vertu de titres anciens et de conventions privées; 2^o sur la propriété d'un terrain revendiqué par une commune, et que le détenteur prétend lui appartenir. — C'est, en effet, un principe constant que toute question de propriété intéressant les communes doit être soumise à la juridiction ordinaire. V. décrets et ordonn. des 23 fév. et 13 mai 1801; aff. Fouat et aff. habit. du Bourg; 17 avril 1812 (aff. comm. de Candelat); 25 fév. 1815 (aff. comm. de Replonge); 23 juiv. 1820 (aff. ville de Riom), et les notes.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — PARTAGE D'OPINIONS. — PLAIDOIRIES.

Lorsque par suite d'un partage d'opinions, une Cour royale a appelé de nouveaux conseillers pour vider le partage, l'arrêt qui intervient est par défaut, et non contradictoire, si l'une des parties n'a pas recommencé sa plaidoirie ou repris ses conclusions devant les conseillers départiteurs. (Code proc., 149.) (1)

(De Brancas—C. D.)—ARRÊT.

LA COUR;—En ce qui touche la fin de non-recevoir proposée par les héritiers D... contre l'opposition formée par le marquis de Brancas à l'arrêt de la Cour du 7 juin dernier:—Considérant que cet arrêt ne saurait être regardé comme contradictoire: qu'en effet, s'il est vrai que la cause ait été plaidée par toutes les parties devant les membres de la Cour qui, par l'arrêt du 3 mai précédent, ont déclaré être partagés d'opinion, il n'y a point eu, ni le 7 juin, ni dans les audiences précédentes, de plaidoiries commencées ni de conclusions prises pour le marquis de Brancas devant les conseillers qui ont été appelés pour vider le partage; que, par conséquent, l'arrêt du 7 juin n'a pu être rendu contre le marquis de Brancas que par défaut et que la Cour ne peut se dispenser de recevoir l'opposition qui a été formée dans la huitaine;—Sans s'arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir proposée, etc.

Du 19 juill. 1821.—Cour roy. d'Amiens.—Ch. civ.—Prés., M. de Maleville, p. p.

DÉPENS.—EXÉCUTOIRE.—OPPOSITION.

L'opposition formée à un exécutoire de dépens est nulle et non avenue, si elle n'est pas suivie d'une citation dans les trois jours. (Décr. du 16 fév. 1807, art. 6.)

(Gabillaud—C. Gazonneau.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'aux termes du décr. du 16 fév. 1807 l'opposition à un exécutoire doit être formée dans les trois jours de la signification à avoué avec citation;—Que, dans l'espèce, il n'y a eu ni citation ni sommation; qu'ainsi l'opposition restant seule, la procédure est irrégulière;—Considérant que l'opposition a trait à des actes de voyage pris par Cruchot, l'un le 2 juill. 1819, dans une affaire contre Darnaud; l'autre le 10 du même mois, dans un autre procès contre Gabillaud, et qu'elle est motivée sur ce que Cruchot au lieu de faire deux voyages n'en a fait qu'un seul, et est resté à Bourges dans l'intervalle; mais que ce fait est dénié, et le fait contraire articulé;—Que dans le doute que pourrait faire naître la différence des faits allégués, la Cour reconnaît la possibilité de deux voyages établis par la distance des deux actes, et l'embarras de prouver après plus d'une année, les jours que Cruchot a pu rester à Bourges, lorsque de l'aveu de Gabillaud aucun acte public n'y constate sa présence dans le temps intermédiaire de ces deux actes.—Déclare l'opposition irrégulière; ordonne que l'exécutoire décerné au profit de Cruchot sortira sous plein et entier effet, etc.

Du 19 juill. 1821.—Cour roy. de Bourges.

(1) F. dans le même sens, Cass. 15 juill. 1839; Chauveau sur Carré, Lois de la proc., t. 2, p. 4.

(2a3.) La première de ces décisions est constante en jurisprudence.—Quant à la seconde question, elle n'a pas été résolue dans l'espèce; il paraîtrait seulement résulter des termes de l'arrêt que l'opposition au jugement cesserait d'être recevable dès l'instant qu'il y aurait eu procès-verbal de carence, abstraction faite du point de savoir si cet acte a été connu

VII.—II^e PARTIE.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — EXÉCUTION. —

PROCES-VERBAL DE CARENCE.—OPPOSITION. Est-il vrai qu'un procès-verbal de carence soit réputé exécution d'un jugement par défaut, faute de comparoir, tout aussi bien, quand il s'agit de servir au défendeur la faculté d'opposition, dans le sens de l'art. 158, Cod. proc. civ., que lorsqu'il s'agit de préserver le défendeur d'une débâcle, dans le sens de l'art. 156, Cod. proc., prononçant la péremption à défaut d'exécution dans les six mois?

Résolu qu'un procès-verbal de carence est réputé exécution suffisante pour faire courir les délais d'opposition (2).

Est-il vrai que l'opposition à un jugement par défaut faute de comparoir, cesse d'être recevable à l'instant où il y a un procès-verbal de carence?—Est-il vrai que le défendeur (nouveau) n'ait pas huitaine à dater du jour où, par le procès-verbal de carence, il y a une présomption légale que le jugement par défaut lui a été connu? (Cod. proc. civ., 159.)

—Non rés. (3).

(Peyrichoux—C. Dupré.)

27 août 1819, jugement par défaut, faute de constituer avoué, contre les mariés Peyrichoux, qui accorde, sur la demande du sieur Dupré, malintervenue pure et simple des inscriptions prises à leur profit sur le moulin de la Peycherie, en ordonne la radiation, et condamne les défendeurs aux dépens.—Après signification par huissier commis et commandement, en parlant aux personnes, le sieur Dupré veut faire exécuter le jugement, dans le chef qui condamne ses adversaires aux dépens. L'huissier chargé de la saisie se transporte à leur domicile le 20 janv. 1820, et constate n'y avoir trouvé que les meubles dont la saisie était prohibée par la loi; en conséquence il dresse procès-verbal de carence.

Le 25 janv. 1821, opposition par les héritiers Peyrichoux au jugement du 27 août 1819.—Le sieur Dupré soutient que l'opposition est non-recevable, aux termes de l'art. 158 du Code de proc., portant: «s'il (le jugement) a été rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué, l'opposition sera recevable jusqu'à l'exécution du jugement;» puisque, dans l'espèce, à défaut de toute autre exécution possible, le procès-verbal de carence doit en tenir lieu.

30 sept. 1820, jugement contradictoire du tribunal de 1^{re} instance de Bellac, qui déclare l'opposition des époux Peyrichoux non recevable, et ordonne que le jugement par défaut du 27 août 1819 sera exécuté selon sa forme et teneur.—Appel.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'il est de jurisprudence que le procès-verbal de carence est un des moyens d'exécution d'un jugement par défaut; que la Cour de cassation l'a ainsi jugé, par arrêt du 25 avril 1816, relativement à l'exécution dans les six mois de l'opposition: que Pigeau, dans son Comment. sur la Proc. civ. t. 1, p. 470; Lorrel, t. 1, p. 321, et Carré, t. 1, p. 312, pensent que ce procès-verbal de carence est un moyen d'exécution suffisant lorsqu'il ne dépend pas du créancier de faire davantage;—Considérant que si le pro-

on non du défaillant. Mais la jurisprudence est contraire: elle n'admet que le procès-verbal de carence est un acte suffisant d'exécution rendant l'opposition au jugement non recevable, qu'autant que ce procès-verbal a été connu de la partie condamnée par défaut. F. à cet égard, Cass. 23 avr. 1816, et les renvois qui y sont faits aux auteurs et à la jurisprudence; F. aussi notre Table déc. 1831-1840, 1^{re} Jug. par défaut, n. 70 et suiv.

cès-verbal de carence forme l'exécution du jugement, il doit produire le même effet que les autres moyens d'exécution indiqués dans l'art. 139, parce que les dispositions de cet article sont démonstratives et non limitatives ou exclusives d'autres moyens; — Considérant que, d'après l'art. 158, l'opposition n'est recevable que jusqu'à l'exécution du jugement, et que, par conséquent, elle n'a plus été recevable après le procès-verbal de carence, puisqu'il opérât l'exécution; — Considérant que la partie condamnée ne peut pas plus se plaindre de rigueur, dans ce cas, que ne le pourrait la partie qui aurait été condamnée par défaut, ayant un avoué constitué, et qui n'aurait pas formé opposition dans la huitaine de la signification à cet avoué; car la loi a pris les plus grandes précautions en faveur de la partie défaillante qui n'a pas d'avoué; le jugement lui est signifié par un huissier commis, et dans l'espèce il l'a été par un huissier audient du tribunal de Bressay, qui a remis la copie à la femme de Léonard Peyrichoux; que le commandement qui a suivi a été fait au domicile de Léonard Peyrichoux, dont la copie a encore été remise à son épouse, et qu'il en a été de même pour le procès-verbal de carence; qu'ainsi, en fait, tout atteste que les époux Peyrichoux avaient connaissance du jugement par défaut, et qu'ils auraient pu y former opposition, avant l'exécution opérée par le procès-verbal de carence; — Considérant que si le moyen d'opposition leur a été interdit, après l'exécution, la voie de l'appel était ouverte, car le délai d'appel ne commence à courir, que lorsque l'opposition n'est plus recevable, art. 445; — Considérant que ces diverses dispositions de la loi se combinent parfaitement, et se prêtent un mutuel secours; qu'il fallait donner au créancier le moyen d'exécuter son jugement, surtout lorsque, comme dans l'espèce, il n'y en a aucun autre; mais que, si l'opposition devient non recevable, après l'exécution, par le procès-verbal de carence, le délai d'appel commence à courir et la partie condamnée a encore trois mois pour se pourvoir; — Considérant que n'y ayant appel que du jugement qui a déclaré l'opposition non recevable, la Cour n'a pas à s'occuper des questions du fond, jugées par le jugement par défaut dont il n'a pas été fait appel; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges, met l'appel au néant avec amende et dépens.

Du 20 juill. 1821. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. Grivel. — Concl., M. Talandier, substit. — Pl., MM. Dumont et Lécœur.

RENTE. — PRESCRIPTION. — PAPIERS DOMESTIQUES.

En Dauphiné, et d'après la jurisprudence du parlement de cette province, la prescription d'une rente peut être interrompue par la mention du paiement des arrérages, trouvée après la mort du créancier sur ses registres particuliers, lorsqu'il est notoirement reconnu pour homme de probité (1).

(Sieyes. — C. Julien.)

LA COUR; — Considérant qu'il résulte du titre de raison de défaut Plande-Sieyes aîné, créancier de la rente dont il s'agit, des annotations non suspectes portant les paiements qui lui auraient été faits de cette rente depuis l'année

1782 jusqu'à 1790, par Julien, procureur à Die, auteur des intimés; — Considérant que, conformément à l'opinion de Dunod et à la jurisprudence du ci-devant parlement de Dauphiné, applicables à l'espèce, des annotations de paiement d'une rente faites dans le livre de raison du créancier empêchant la prescription, lorsque, comme au cas présent il consiste de la dette, que le créancier était homme de probité, et qu'on ne se sert de son livre de raison qu'après sa mort, arrivée avant la prescription prétendue acquise; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Et, par nouveau jugement, condamne, etc.

Du 20 juill. 1821. — Cour roy. de Grenoble.

DOT. — TROUSSEAU. — INTÉRÊTS.

Le trousseau, à la différence de la dot dont les intérêts courent de plein droit d'après l'art. 1548, Cod. civ., demeure dans la catégorie des créances ordinaires pour lesquelles les intérêts ne courent qu'à compter du jour de la demande.

(Onalé et Pradat—C. Mayoux et aut.)—ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche le chef de contestation relatif à l'époque à laquelle les intérêts de la somme revenant pour trousseau à Marguerite Pradat, femme Mayoux, ont dû prendre cours; — Attendu que la dot et le trousseau ne sont point de même nature et n'ont pas le même objet; que les intérêts de la dot sont les seuls que l'art. 1548 du Cod. civ. fasse courir de droit, à moins qu'il n'y ait une stipulation contraire, en sorte que le trousseau demeure dans la catégorie des créances ordinaires pour lesquelles les intérêts ne courent qu'à compter du jour de la demande, lorsqu'il n'y a pas de stipulations particulières; — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, quant au chef qui adjuge auxdits époux Pradat et Mayoux les intérêts de la somme revenant pour trousseau à ladite Marguerite Pradat, à compter des échéances portées par le contrat de mariage desdits époux Pradat et Mayoux du 26 fruct. an 4; — Emendant, quant à ce, restreint le cours desdits intérêts, à compter seulement de la demande, etc.

Du 20 juill. 1821. — Cour roy. de Riom. — 1^{re} ch. — Prés., M. Grenier, p. p. — Concl., M. Archon-Despérourès. — Pl., MM. Tailhand et Godemel.

ENREGISTREMENT. — BILLET A ORDRE.

Du 20 juill. 1821 (aff. Enregistrement). — Cour sup. de Bruxelles. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de cassation du 7 nov. 1820 (aff. Clarenc).

ACTES RESPECTUEUX. — PARLANT A. — FORME.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que les actes respectueux soient notifiés au père et à la mère, parlant à leurs personnes; l'obligation d'enoncer leurs réponses dans le procès-verbal ne doit s'entendre que du cas où le notaire trouve le père et la mère dans leur domicile (2).

Est valable l'acte respectueux par lequel l'enfant au lieu de demander le conseil de ses père et mère, demande leur consentement (3).

et c'est aussi ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de cassation du 11 mai 1812.

(2) V. conf., Toulouse, 27 juin 1821, et les arrêts cités à la note.

(3) C'est aussi ce qui a été jugé par la même Cour dans l'arrêt cité à la note précédente du 27

(1) Les auteurs enseignent au contraire que le créancier ne peut invoquer ses livres pour prouver que les arrérages d'une rente lui ont été payés par le débiteur qui invoque la prescription. V. Trop- long. Prescription, L. 2, n° 621; Follin, des Rentes foncières, p. 440; Vassilla, Prescriptions, n° 215;

(Mercier—C. Mercier.)

Du 21 juill. 1821. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. — Prés., M. Monssinat. — Concl., M. Viala.

SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION. — SOLIDARITÉ.

Le créancier envers lequel un membre d'une société en participation a contracté des dettes dans l'intérêt de la société peut, en se mettant aux droits de son débiteur, agir solidairement contre les coassociés de celui-ci. (Cod. civ., 1166.) (1)

(Picard et autres — C. Weil.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est avoué par Picard qu'il y avait société entre le baron de Plessen, Levaillant et lui pour la fourniture des chevaux de cavalerie qui s'est terminée à Saint-Avoid au mois de mars dernier; — Attendu (encore bien que les parties ne se soient pas expliquées sur les règlements de cette société) qu'il demeurait néanmoins pour constant que Levaillant, comme marchand de chevaux, a été le préposé de la société à Saint-Avoid pour recevoir et livrer les chevaux que l'on devait fournir; — Attendu que le séjour de Levaillant à Saint-Avoid, pendant plus de trois mois, l'a obligé à des dépenses soit pour sa nourriture, celle des chevaux qu'il recevait et celle des individus qui les amenaient, soit pour des frais de bureau, d'un commis et d'un écuyer; — Attendu que la dépense de 632 fr. 75 c. que Levaillant a faite chez Jacob Weil, aubergiste, depuis le 3 déc. 1820 jusqu'au 22 fév. suivant; celle de 81 fr. 80 c. pour le compte d'un secrétaire, depuis le 11 mai 1820 jusqu'au 3 janv., et celle de 15 fr. pour un écuyer, sont des dettes contractées dans l'intérêt commun de la société, et qui ont obligé cette société, ainsi que le baron de Plessen l'a reconnu lui-même; Attendu que Levaillant, en sa qualité de préposé ou de mandataire de la société pour l'objet dont s'agit, aurait eu une action solidaire contre ses mandants, pour le remboursement des 632 fr. 75 c. de dépenses pour le compte de tous les associés (art. 2002 du Code civ.); — Attendu que Jacob Weil, son créancier, a la même action que celle qui appartenait à son débiteur (art. 1166 du Code civ.); d'où il suit que c'est en se conformant à la loi que les premiers juges ont condamné Picard, le baron de Plessen et Levaillant, solidairement, au paiement des 632 fr. 75 c. envers Jacob Weil; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 21 juill. 1821. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Colchen. — Pl., MM. Crousse et Oulif.

ORDRE. — APPEL. — DOMICILE REU.

En matière d'ordre, la signification d'un acte d'appel à un créancier inscrit, est valablement faite au domicile élu dans l'inscription. (Cod. civ., 111 et 2156; Cod. proc., 59, 456 et 763.) (2)

(Du Saillant — C. Fortune et Chausson.)

Du 21 juill. 1821. — Cour roy. de Limoges. —

join 1821. V. cet arrêt à sa date, et les autorités qui y sont rappelées. *Add.*, dans le sens de la décision ci-dessus, Pazzani, *Traité des empêchements du mariage*, n° 361. « Si l'enfant, dit cet auteur, au lieu de demander le conseil de ses père et mère avait demandé leur consentement, l'acte serait, sans contredit, valable, et nous nous sommes étonnés qu'il y ait eu des personnes assez insensées pour mettre en doute une chose si évidente; et la bonté de l'esprit humain, cette question a été plus d'une fois agitée. »

(1) V. sur le point de savoir s'il y a solidarité

DONATION ENTRE ÉPOUX. — RÉVOCABILITÉ.

Sous la loi du 17 niv. an 2, les donations entre époux faites pendant le mariage et ayant pour objet de transmettre au survivant les biens que le prémourant laisserait à son décès, étaient une donation à cause de mort qui pouvait être ultérieurement révoquée par un testament de l'un des donateurs (3).

(Morisse — C. Leclerc et Quesney.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'en Normandie il n'y avait pas de communauté entre gens mariés, et que toutes cessions et donations étaient prohibées entre eux; — Que si la loi du 17 niv. an 2 les a relevés de cette prohibition, elle n'a pas réglé le mode qui serait observé dans les donations mutuelles; — Qu'il faut distinguer entre les donations entre-vifs et celles à cause de mort; — Que les premières sont irrévocables, parce que, à l'instant même de la donation, le donateur se dessaisit de la propriété de l'objet donné, tandis que, dans les secondes, l'effet en est suspendu jusqu'à la mort de l'un des époux; qu'il est incertain, jusqu'à cet événement, lequel des deux sera donateur ou donataire, et même quels seront les objets dont le survivant aura la propriété, possession et jouissance; que, dans cette hypothèse, ces donations ne sont pas irrévocables; — Considérant que les époux Aubert se sont mariés sous l'empire de la coutume de Normandie; que leur contrat de mariage était sous scing-privé; que ce n'a été que douze ans après leur mariage (9 mess. an 4) que ce contrat a été reconnu par acte authentique, et qu'usant de la faculté qui leur était accordée par la loi du 17 niv. an 2, ils se sont donnés réciproquement par le même acte, et au profit du survivant, tous les meubles et immeubles qu'ils laisseraient à leur décès; — Que la qualification de don mutuel ne change pas la nature ni le caractère de cette donation, qui était une donation à cause de mort; — Que le sieur Aubert, par son testament du 22 juill. 1809, a donné à sa femme l'usufruit de ses meubles et immeubles, et aux parents de celle-ci la propriété desdits biens; qu'il suit de cette disposition testamentaire que le sieur Aubert a révoqué la donation qu'il avait faite, le 9 messidor an 4; — Réformant, dit que les immeubles de J.-L. Aubert sont la propriété de J.-B. Morisse et des enfants de F. Morisse, aux termes du testament du 22 juill. 1809, etc.

Du 23 juill. 1821. — Cour roy. de Rouen. — 1^{re} ch. — Prés., M. Carrel. — Concl., M. Boulenger, av. gén. — Pl., MM. Thil et Decorde.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — MAÎTRE.

Le maître n'est responsable des dommages causés par son domestique que dans la cas où l'acte préjudiciable est le résultat et la conséquence de l'ordre ou de l'emploi donné au domestique. — Ainsi, il n'est pas responsable des vols de fait dont le domestique s'est rendu coupable (4).

entre associés en participation, Cass. 9 janv. 1821, et la note.

(2) V. conf., Cass. 23 avril 1818, et la note.

(3) Jugé au contraire que les donations entre époux, faites sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, étaient irrévocables. V. Cass. 1^{er} juin 1814; 10 juin 1818; 29 janv. 1835. V. aussi Merlin, *Quart.*, v° *Révocation de donation*, § 4.

(4) Cela a été plusieurs fois jugé. V. Cass. 17 sept. 1806; 9 juill. 1807; 11 juin 1808; 25 nov. 1813; 13 janv. 1814; 18 juill. 1820, et les notes.

(Monfranc et autres — C. Nauroy.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte de l'instruction et des dépositions des témoins, que le 10 avr. dernier Antoine Demange a provoqué et frappé à coups de poings et de fonce Louis Nauroy, fermier du bac à Novéant-sur-Moselle, sous le prétexte que ce dernier lui aurait pris 1 fr. de trop pour passer ses voitures; qu'il est également justifié qu'il a frappé Vidmann, qui était accouru pour secourir Nauroy; — Attendu que cette querelle qu'Antoine Demange a suscitée à Nauroy et les voies de fait qui en ont été la suite sont complètement étrangères aux fonctions auxquelles la dame Monfranc avait employé ses domestiques chargés de conduire ses voitures; que l'art. 1384 du Code civ. ne rend les maîtres responsables que du dommage causé par leurs domestiques dans les fonctions auxquelles ils les emploient; — Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que les premiers juges auraient condamné la dame Monfranc aux frais, solidairement avec le prévenu, comme civilement responsable; — Emendant, etc.

Du 23 juill. 1821. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Prés., M. Colchen. — Pl., M. Bauquel.

APPEL. — COPIE. — REMISE. — MENTION.

Un exploit d'appel d'oit, à peine de nullité, indiquer la personne à laquelle l'huissier a remis la copie (1).

(Boisson — C. Peigne et Duché.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 456 du Code de proc. soumet les exploits d'appel aux mêmes formalités que les exploits d'ajournement; — Attendu que l'art. 61 du même Code veut qu'il soit fait mention, dans tout exploit d'ajournement, de la personne à laquelle la copie aura été laissée, sous peine de nullité; — Attendu que cette disposition de la loi est positive et absolue; — Attendu, en fait, que l'exploit contenant l'appel interjeté par les parties de Garron contre Peigne et Duché, parties de Marie, le 23 juin 1811, n'indique pas la personne à laquelle la copie dudit exploit a été laissée, si elle l'a été à Peigne ou à Duché; qu'ainsi le vœu de la loi n'a pas été rappelé, et qu'il résulte de ce défaut de mention contre l'appel dont il s'agit, une nullité textuellement prononcée par la loi: — Par ces motifs, déclare l'appel interjeté par les parties de Garron, nul et irrégulier, etc.

Du 23 juill. 1821. — Cour roy. de Riom. — 1^{re} ch. — Prés., M. Thévenin. — Concl., M. Voysin de Gartempe, av. gén. — Pl., MM. Garron et Marie.

ÉMIGRÉS. — DETTES.

Du 23 juill. 1821 (n^{os} Héritiers de Castries). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 30 juill. 1822, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

AJOURNEMENT. — DESIGNATION DE L'OBJET LITIGIEUX.

Un exploit d'ajournement en matière réelle, n'est pas nul par cela seul qu'il n'énonce pas la nature des héritages, leur situation et leurs tenans et aboutissans, s'il indique qu'en tête se trouve signifié un acte dans lequel ces énonciations se trouvent. (Cod. proc., 84.) (2)

(Glatigny — C. Dubois et Turc.)

Du 24 juill. 1821. — Cour roy. de Metz.

(1) F. dans le même sens, Grenoble, 28 déc. 1820.

(2) F. dans ce sens Cass. 6 déc. 1837; Toulouse, 9 fév. 1828; Carré à son annotateur Chabreau,

PATERNITÉ. — RAPT OU ENLÈVEMENT. — SEDUCTION.

L'enlèvement qui autorise, dans le cas prévu par l'art. 340 du Code civil, la recherche de la paternité, n'est pas seulement l'enlèvement avec violence; il suffit qu'il y ait eu séduction de la part du ravisseur, à l'insu des parents de la fille séduite (3).

Dans le même cas, il n'est pas nécessaire, pour que la paternité puisse être déclarée, que l'époque de l'enlèvement coïncide avec celle de la conception; il suffit qu'à l'époque présumée de la conception, la fille séduite et son ravisseur n'aient pas cessé d'être dans les mêmes rapports ou ils se trouvaient au moment de l'enlèvement. (Cod. civ., 340.) (4)

(De Monteleger — C. Raphaël Camacho.)
Au mois de juill. 1812, lorsque les armées françaises occupaient le territoire de l'Espagne, M. de Monteleger, colonel d'un régiment de dragons, fit la connaissance, à Cordoue, de la demoiselle Raphaël Camacho, fille du sieur Camacho, notaire public en cette ville.

Une correspondance secrète s'établit entre M. de Monteleger et la demoiselle Camacho, à l'insu de ses parents. La demoiselle Camacho, alors âgée de moins de 16 ans, et sur les instances répétées de M. de Monteleger, ne tarda pas à abandonner le domicile de ses père et mère; elle quitta leur maison le 22 août 1812, et vint demeurer pendant plusieurs jours dans l'habitation même que M. de Monteleger occupait à Cordoue; là, les sieur et dam. Camacho père et mère tentèrent vainement de revoir leur fille, en s'adressant au commandant militaire de la ville, dont ils ne purent obtenir aucune assistance. — Bientôt après, la demoiselle Camacho suivit en France M. de Monteleger: le 14 nov. 1813, elle accoucha à Paris d'un enfant mâle nommé Adolphe-Auguste.

M. de Monteleger, absent alors et à l'armée d'Allemagne où il avait été obligé de se rendre, n'avait pas cessé d'entretenir la demoiselle Camacho de sa passion dans une correspondance très suivie. Plusieurs de ses lettres sont relatives à la nouvelle qui lui était parvenue de la naissance d'Adolphe-Auguste, et attestent qu'il s'en reconnaissait le père, et qu'il pourvoyait lui-même aux besoins de la mère et de l'enfant.

Cependant les soins de M. de Monteleger se ralentirent; il tenta d'abord de persuader à la demoiselle Camacho qu'un mariage que sa famille lui avait fait contracter ne lui laissait plus aucun espoir de devenir son époux. Plus tard, M. de Monteleger parut lui-même consentir à contracter une union légitime avec la demoiselle Camacho. Enfin, en 1820, une nouvelle rupture survint, et la demoiselle Camacho forma contre M. de Monteleger une demande de pension alimentaire, qui fut bientôt suivie d'une action en reconnaissance du mineur Adolphe-Auguste et en dommages-intérêts au profit de sa mère.

Cette action de la demoiselle Camacho était fondée sur la disposition de l'art. 340 du Code civil ainsi conçu: « La recherche de la paternité est interdite. Dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de l'enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant. »

12 août 1820, jugement du tribunal civil de

Lois de la proc., quest. 331; Pigeau, t. 1^{er}, p. 122; Thomier Desmazures, t. 1^{er}, n. 89.

(3) F. sur les différents caractères du rapt, la note sur Cass. 25 oct. 1821.

(4) F. en ce sens, Cass. 14 nov. 1811, et la note.

Paris, par lequel : — « En ce qui touche la demande relative à l'état du mineur Adolphe-Auguste : — Attendu que la demoiselle Raphaëla Camacho, sa mère, mineure de 16 ans, a été détournée de la maison paternelle par les instigations et sollicitations du sieur de Monteleger. le 22 août 1812; qu'elle a été conduite en France par lui, et qu'elle y est demeurée en sa puissance jusqu'en déc. 1813; que, dans cet intervalle, elle est devenue enceinte et a mis au monde Adolphe-Auguste; — Attendu que l'art. 340 du Code civil, en se servant du terme générique d'enlèvement, comprend tous les cas où une fille serait soustraite à l'autorité paternelle, sans le consentement des parents, et ne peut être restreint au rapt de violence; — Attendu que l'enlèvement prévu par cet article dure jusqu'au jour où la personne enlevée est rendue à la société, et que la demoiselle Camacho n'a point cessé d'être sous la dépendance et soumise à l'influence de la passion du sieur de Monteleger avant le mois de déc. 1813; qu'en conséquence, la conception d'Adolphe-Auguste se rapporte à l'enlèvement de la mère; qu'il résulte des faits de la cause, que le sieur de Monteleger a connu la grossesse de la demoiselle Raphaëla Camacho, et qu'il lui a fait donner tous les soins qu'il lui étaient nécessaires pendant cette grossesse; que même depuis, il a, en diverses circonstances, reconnu qu'Adolphe-Auguste était son fils, et qu'il lui a donné des soins en cette qualité; — Que de tous ces faits il résulte que le sieur de Monteleger peut être également déclaré père de l'enfant, et, en cette qualité, tenu de l'élever conformément à son état et à sa fortune. — En ce qui touche la demoiselle Camacho: Attendu que, dans la position où elle se trouve, éloignée de son pays et de sa famille, elle ne peut déraisonnablement exister qu'en retournant dans le sein de sa famille; et que le sieur de Monteleger doit lui fournir les moyens nécessaires pour son retour en Espagne; — Le tribunal déclare Adolphe-Auguste fils naturel de M. de Monteleger; ordonne que ce dernier sera tenu de le mettre dans une pension où son éducation, et d'en justifier dans le mois à M. le procureur du roi, lequel se fera rendre compte tous les six mois de l'état de l'enfant; autorise la demoiselle Camacho à voir ledit mineur dans sa pension et sans pouvoir l'en faire sortir, sous quelque prétexte que ce soit; et en déclarant par la demoiselle Camacho, dans la quinzaine de la signification du présent jugement, que son intention est de retourner en Espagne, condamne Monteleger à payer à la demoiselle Camacho la somme de 2,000 fr. pour faciliter son retour chez ses parents, laquelle somme sera payable, moitié dans la huitaine de la déclaration que ladite demoiselle Camacho aura faite de son intention de retourner en Espagne, et l'autre moitié à son arrivée à Bayonne. »

Appel par le sieur de Monteleger devant la Cour royale de Paris.

Dans une consultation délibérée en sa faveur par MM. Grappe, Delacroix, Frainville et Bonnet, ou disant en substance : La recherche de la paternité est interdite (art. 340 du Code civil.) Ce principe, fondé sur la crainte du scandale, et plus encore sur l'incertitude d'un fait physiquement impossible à constater, et dont la preuve morale, tirée, dans le mariage, de la vertu présumée de la mère, ne saurait plus trouver de base quand il s'agit d'une conjonction illicite; ce principe, disons-nous, est une des règles les plus impérieuses de notre législation nouvelle. Il n'est soumis qu'à une seule exception. Mais pour la bien connaître, il importe d'en bien peser les termes, et de fixer

avec soin les conditions qui seules peuvent la faire admettre. Or, deux conditions sont d'abord exigées par cet art. 340 du Code civil, pour autoriser la recherche de la paternité : Il faut 1^o qu'il y ait eu enlèvement. — Il faut 2^o que l'époque de cet enlèvement se rapporte à celle de la conception. Mais ces deux conditions suffisantes pour que l'action soit recevable, n'en établissent pas encore le fondement. Le ravisseur pourra être déclaré père, dit la loi; il pourra donc ne pas l'être. Ainsi une troisième condition est nécessaire pour que la paternité soit déclarée : il faut que le juge soit convaincu de sa réalité. — Ces principes posés, il reste à examiner, dans le fait, s'il y a eu enlèvement de la demoiselle Camacho par le général Monteleger; si la conception du mineur Adolphe-Auguste coïncide avec l'époque du prétendu enlèvement; enfin si la paternité de M. de Monteleger est suffisamment établie.

La loi ayant établi, pour le cas d'enlèvement, une exception au principe qui prohibe la recherche de la paternité, il est nécessaire, d'abord, de se fixer sur ce qu'elle a dû entendre par enlèvement. — L'enlèvement, suivant l'Académie, est l'action par laquelle une personne est enlevée malgré elle; et par enlever, suivant la même autorité, l'on entend emmener par force. Tel est aussi le sens du mot latin *raper*, dont nous avons fait *rapt* et *ravisseur*. *Raptus in personas codit quæ per vim abducuntur, aut quibus per vim stuprum inferitur.* (Pothier, Pandect. tit. de verb. signif., n^o 187.) — Ce n'est qu'abusivement que l'ancienne jurisprudence avait consacré l'expression de *rapt de séduction*. — « On distingue, dit le Répertoire, deux sortes de rapt : l'un se fait par violence et malgré la personne ravie, et celui-là est le rapt proprement dit. » Cette première considération dispose déjà à croire que l'enlèvement dont il s'agit dans le Code civil, n'est et ne peut être que le rapt de violence. C'est dans ce sens, au surplus, que la loi a été entendue par l'orateur du tribunal, qui, comparant les effets de l'enlèvement aux effets du mariage, s'exprime ainsi : Il n'y a pas de cohabitation publique, mais il y a cohabitation forcée. La violence de l'un, l'oppression de l'autre, suppléant au consentement authentique et mutuel. (Discours du tribun Duvignier, au corps législatif, sur la loi relative à la paternité et à la filiation.) Lorsque les auteurs du C. civil, ont parlé de l'enlèvement, lorsqu'ils ont attaché à ce fait la présomption de paternité, il est bien évident qu'ils n'avaient en vue que le seul enlèvement connu dans notre législation criminelle, et qu'elle punissait comme un attentat. Or, le Code pén. de 1791, sous lequel nous vivions à l'époque de la publication du Code civil, ne parlait que du rapt de violence; il était muet sur le rapt de séduction. Alors ne voit-on pas que ce dernier rapt n'est point entré dans la pensée des rédacteurs du Code civil, et que, loin de vouloir déroger à la sévérité de la règle générale en faveur de la femme séduite, ils ont voulu mettre les femmes en garde contre la séduction, par les suites funestes que cette séduction pourrait entraîner pour elles et pour l'enfant dont elles deviendraient mères.

Et qu'importe que la séduction dont on accuse M. de Monteleger ait eu lieu sous l'empire du Code pén. de 1810, qui punit le rapt de séduction ? Il s'agit ici, non de la peine prononcée par le Code, mais de l'interprétation d'un article du Code civil, et de sens attaché par cet article au mot enlèvement.

Mais pour écarter entièrement l'application de l'art. 340 au rapt de séduction, il faut combiner

entre elles les dispositions mêmes de cet article. En effet, comme on l'a déjà dit, la condition nécessaire pour que l'enlèvement autorise la recherche de la paternité, c'est la coïncidence de l'époque de la conception avec celle de l'enlèvement. Cette coïncidence peut être facile à établir, lorsque l'enlèvement aura été l'effet de la violence. C'est là un fait matériel dont l'époque peut être précisée, et dont la durée, qui ne peut se prolonger, trouve naturellement sa limite dans le temps où la victime aura été tenue en charte privée. Il est presque impossible, en effet, que, si la conception a eu lieu durant ce court intervalle, elle ne soit pas des œuvres du ravisseur; mais qui pourrait fixer de même les bornes de l'empire exercé par la séduction? qui pourrait en assigner le terme et la durée? On prendra, si l'on veut, pour point de départ le moment où la fille aura quitté la maison paternelle pour suivre son séducteur. Mais comment établir l'époque où la séduction aura cessé? Faudra-t-il donc que, pendant toute sa vie, l'homme qu'une fille aura consenti à suivre, soit exposé à être déclaré le père de tous les enfans qu'elle pourra mettre au jour? et si l'on considère en outre, qu'en l'absence de toute violence, la femme ne perdra pas un instant la liberté de ses actions; qu'elle pourra toujours, et dès le principe, communiquer avec d'autres hommes, alors on se convaincra qu'admettre dans ce cas, les demandes en déclaration de paternité, ce n'est plus modifier, c'est détruire de fond en comble le principe par lequel cette recherche est sévèrement prohibée.

L'exception consacrée par l'art. 340 est donc absolument étrangère au rapt de séduction. Ce n'est pas cependant que M. de Monteleger dû redouter l'application des principes relatifs à ce genre de crime. Pour qu'il y ait rapt proprement dit, il faut que, par artifice, par promesse, ou autrement, on ait déterminé la personne à se laisser enlever (V. le *Recueil*, au mot Rapt); ou, pour employer les termes du Code pénal qui nous régit, il faut que, par fraude, on ait enlevé ou fait enlever des mineurs; qu'on les ait entraînés, détournés ou déplacés; qu'enqu'on aura, par fraude ou violence, etc., » dit l'art. 354 du Code pén. de 1810. Attardons-nous à ce mot fraude; certes, il ne peut s'appliquer à celui qui n'aura présenté à l'objet de ses recherches que l'attrait du plaisir. La fraude suppose une tromperie: cette fraude existera, par exemple, lorsque, pour déterminer une fille à ses vœux, le séducteur lui aura fait une promesse de mariage, ou fait espérer un établissement avantageux. On verra encore cette fraude lorsque, sous le prétexte d'une démarche innocente, on sera parvenu à l'engager dans une démarche criminelle. Mais rien de semblable ne se retrouve dans la correspondance de M. de Monteleger, seule base sur laquelle on a prétendu établir la séduction de la demoiselle Raphaëla Camacho. Dans l'ivresse de son aveugle passion, il l'entretenait de ses desirs, il lui indiquait même les moyens de les satisfaire, il la rassure sur les dangers qu'elle pourra courir; mais tout se borne là. Dans l'enquête même que ses parents ont fait faire en Espagne, plus de sept ans après le prétendu enlèvement, les témoins espagnols, tous entendus en l'absence de M. de Monteleger, qui n'a pu les récuser ni les interpellés, déposent par oui-dire, que M. de Monteleger, à force de séduction, aurait entraîné Raphaëla; mais aucun ne dépose d'un fait constitutif de cette séduction. L'un d'eux même, dont le témoignage pourrait inspirer le plus de confiance, le curé de la paroisse, dit seulement qu'il se persuade, et qu'il est incliné à croire, attendu

son jeune âge..., que M. de Monteleger l'aura séduite. Ce n'est pas par des témoignages aussi vagues que l'on établit un crime qui pourrait appeler sur son auteur les peines les plus graves, et cependant si le crime n'existe pas, la recherche de la paternité ne peut être admise.

La fraude, dira-t-on, peut s'établir par des présomptions, par des indices dont l'existence est abandonnée à la sagesse des magistrats. Cela est vrai; mais si l'un sort une fois de la rigueur des règles relatives à la preuve par titres et par témoins, pour entrer dans le domaine de l'arbitrage du juge, alors M. de Monteleger peut invoquer à son appui tout ce qui peut faire impression sur l'esprit des magistrats et déterminer leur conviction; c'est alors qu'il peut, à son tour, sans craindre qu'on accuse ses preuves d'irrégularité, s'appuyer de certificats émanés de personnes distinguées par leur dignité, par le rang qu'elles occupent, et par l'honneur attaché à leur profession. Ici on rappelle en faveur de l'appelant les attestations délivrées par plusieurs officiers supérieurs de l'armée d'Espagne, desquelles il résultait, que le sieur Camacho et ses filles ne jouissaient pas à Cordoue d'une bonne réputation, même avant l'arrivée de M. de Monteleger, que la demoiselle Raphaëla Camacho y avait eu déjà plusieurs liaisons suspectes; que le jour même où on prétendait qu'avait eu lieu l'enlèvement, M. de Monteleger était éloigné de quinze lieues d'Espagne pour cause de son service, et que la demoiselle Raphaëla avait volontairement quitté à cette époque la maison de son père pour se rendre dans celle de M. de Monteleger, qui ne s'y trouvait pas encore de retour; qu'enfin la demoiselle Raphaëla, en se rendant en France, n'avait pas toujours été accompagnée de M. de Monteleger; qu'elle avait suivi seule, ou accompagnée d'autres officiers, les bagages de l'armée, etc.

La conséquence de ces faits pour la demoiselle Camacho, continuait-on pour l'appelant, c'est qu'il ne lui est plus permis de se présenter comme une fille innocente et vertueuse, opposant longtemps les principes d'une éducation sévère aux manœuvres combinées d'une longue séduction; c'est qu'en un mot elle ne peut prétendre avoir été enlevée ni séduite.

Établir que la demoiselle Camacho n'a pas été enlevée, c'est saper en sa base l'action en déclaration de paternité. On croit l'avoir fait; mais on va admettre pour un instant que la fuite de Raphaëla, hors de la maison paternelle, eussent eu un enlèvement. — Admettons (ce qui est bien difficile à croire, et ce qui n'est attesté que par le père de Raphaëla) que les parents de celle-ci ont fait auprès de M. de Monteleger et auprès des autorités françaises de vaines démarches pour la recouvrer; admettons enfin qu'elle ait été tenue en charte privée, cachée à ses parents depuis le 22 août, jour de son départ de la maison paternelle, jusqu'à l'évacuation de Cordoue, qui eut lieu douze jours après; peut-on placer à cette époque la conception de l'enfant né en France, quinze mois après, en novembre 1813? Il le faudrait pourtant, pour prouver la coïncidence exigée par l'art. 340. Instinctivement vient-on dire que l'enlèvement dure toujours tant que la fille n'est point rentrée sous le toit paternel. Interpréter ainsi la loi, c'est évidemment s'écarter de sa lettre et de son esprit. Établir après un long espace de temps une paternité, par suite d'un prétendu rapt de séduction, c'est supposer à la loi la même confiance dans la vertu d'une fille qui s'est laissée séduire, que dans celle d'une femme mise à l'abri du soupçon par une union légitime. Reconnaissons donc que la fuite de Raphaëla n'est point un

enlèvement, que ce prétendu enlèvement ne coïncide point avec l'époque de la conception de son enfant, et concluons que l'action en déclaration de paternité était non recevable.

Pour les Intimés on répondait : — En fait, l'enlèvement est prouvé avec des circonstances propres à le faire considérer à la fois comme rapt de violence et rapt de séduction. — Le rapt de violence est évident. Le père et la mère ont vainement réclamé leur fille de M. de Monteleghier, qui, abusant de la force militaire et de l'absence de toute autorité civile, a emmené avec lui la demoiselle Camacho contre la volonté de ses parents. Cette dernière n'a pas eu la liberté de communiquer avec son père, ni avec sa mère, dès l'instant qu'elle a été au pouvoir de M. de Monteleghier. — Sous ce point de vue, la violence a été exercée en même temps contre le père et la mère, et contre la fille. — Le consentement de la fille à se confier au ravisseur et à la suivre, n'empêche pas que la violence n'existe à l'égard de cette fille, dans un temps intermédiaire, où, voulant communiquer avec ses parents, le ravisseur s'y oppose en la tenant en charte privée. — Il n'empêche jamais, surtout, que la violence ne s'attache à l'enlèvement, et ne lui imprime le caractère du rapt de violence à l'égard des parents de la fille mineure, puisque celle-ci est sous leur autorité, qu'elle ne peut s'en affranchir, ni disposer d'elle sans consentement. — Disons que dans l'espèce de la cause, la fraude a précédé la violence à l'égard des parents. — C'est par fraude que M. de Monteleghier est parvenu à entretenir des liaisons avec la demoiselle Camacho, et ensuite à la détourner du domicile de son père; c'est en introduisant dans ce domicile respectable des complices de sa passion, ou en corrompant les personnes qui y avaient accès; c'est en fournissant à la demoiselle Camacho des moyens de déguisement. — Quant au rapt de séduction, tout le démontre. Le langage du séducteur dans ses lettres brûlantes, les fausses démarches dans lesquelles il entraîne la jeune personne, les perfides conseils dont il l'entoure, enfin la promesse de mariage. — Les preuves ne sont point équivoques, toutes émanant de la correspondance même de M. de Monteleghier, qui confirme dans tous les points l'enquête de Cordoue.

Venons aux conséquences du droit : — Avoir prouvé le rapt de violence, c'est avoir justifié l'application de l'art. 340 du Code civil, de l'aveu même de l'adversaire, dont le sentiment ne diffère du nôtre qu'en ce qu'il prétend restreindre les conséquences de cet article au seul cas de rapt de violence. — Il est aussi facile d'établir que l'art. 340 s'applique également au rapt de fraude, ou au rapt de séduction. — A moins que l'adversaire ne justifie lui-même que, dans le langage du droit, comme dans ses principes, l'enlèvement suppose toujours la violence, et qu'il n'y ait point de ravisseur là où il n'y a point abus de la force physique. Cette doctrine serait insoutenable. — Prouvons donc nous-mêmes que le mot enlèvement employé dans l'art. 340 du Code civil, terme générique, selon l'expression des premiers juges, désigne tous les cas où une fille mineure est soustraite à l'autorité paternelle, et que celui-ci est toujours ravisseur, qui même sans violence, emmène avec lui la jeune fille séduite. — Notre interprète sera l'auteur même de l'art. 340, rédacteur à la fois du Code civil et du Code pénal. — Sans nous occuper des peines prononcées dans les art. 354, 355 et 356 de ce dernier Code, contre tout ravisseur coupable de fraude ou de violence, nous ferons remarquer que les termes d'enlèvement et de ravisseur sont employés dans ces articles, dans le cas de la simple fraude ou de

la séduction, comme dans celui de la violence. Ainsi, par exemple, dans l'art. 356, le consentement de la fille mineure n'exclut pas l'enlèvement; celui qu'elle suit volontairement est toujours le ravisseur. — L'autorité de la loi elle-même vaut bien sans doute, dans une pareille matière, celle de l'Académie, quelque respectable que soit cette dernière; il y a plus, nous les invoquons également l'une et l'autre. — Suivant nos académiciens, l'enlèvement est l'action de celui qui emmène une personne malgré elle, on qui emporte une chose malgré le propriétaire ou le maître. — Or, dans nos principes d'ordre social, l'enfant mineur a pour maîtres, pour directeurs, ses parents. Il ne dépend pas d'un tiers de le soustraire à cette autorité. Ce que le tiers fait pour cela est précisément ce qui constitue l'enlèvement dans le sens le plus grammatical. — Faut-il à ces deux autorités importantes, joindre celle des anciens législateurs, des jurisconsultes? Nous le pouvons. Jamais terme ne fut moins équivoque que celui d'enlèvement, dans l'ancien comme dans le nouveau droit.

Qu'un lise Denisart au mot Rapt, on y verra que ce mot, qui n'est certainement pas moins énergique que celui d'enlèvement, s'applique à la séduction comme à la violence; on y verra que toutes les lois anciennes, toutes les ordonnances royales sur le rapt, confondaient le ravisseur avec le séducteur, sous la même dénomination de ravisseur, et infligeaient les mêmes peines à l'un comme à l'autre. Ces lois et ces ordonnances avaient pour objet, comme le fait observer Denisart, d'affirmer l'autorité des pères sur leurs enfants, et d'assurer l'honneur et la liberté des mariages. — Ferrières, dans son Dictionnaire de pratique, rappelle les mêmes principes, et fait observer très judicieusement que le rapt de séduction est plus dangereux que le rapt de violence, et qu'il a dû fixer particulièrement l'attention des législateurs.

En effet, la violence est plus difficile à exercer. La défense de la personne qui en est l'objet, le secours qu'elle peut recevoir, trompent quelquefois les efforts du ravisseur. Au lieu que la séduction a pour complice celle que sa passion aveugle, et la conduit par degrés dans le précipice, sans que personne puisse la secourir.

En dernière analyse, le sens du mot enlèvement était fixé dans le langage ordinaire du droit; dans sa véritable acception qui le rend propre au rapt de séduction, comme à celui de violence; il n'avait besoin d'aucune explication. — Au contraire, dans le sens restrictif que lui prête l'adversaire, il était indispensable que le législateur indiquât et exprimât la restriction. — Nous ferons une remarque simple à l'objection tirée de ce que le Code pénal de 1791, qui regissait la France à l'époque de la promulgation du Code civil, ne punissait que le rapt de violence. Ce Code n'a pas changé le sens des mots; et certes, en voulant punir le rapt de violence seulement, il ne s'est pas servi du terme d'enlèvement ou de rapt isolément. Il a eu bien soin d'y ajouter le terme restrictif de violence. Voilà ce qui expliquait sa pensée. — Mais ce qui explique aussi bien celle des rédacteurs du Code civil, c'est l'expression générique qu'ils ont employée; ce qui l'explique jusqu'à la dernière évidence, c'est leur propre ouvrage, la nouvelle loi pénale, conçue dans le même esprit. — D'ailleurs, il est facile d'apercevoir que nos derniers législateurs avaient vu une lacune dans le Code de 1791, et que, dès l'époque de la promulgation du Code civil, ils se proposaient de la remplir, ce qu'ils ont réalisé dans le nouveau Code des délits et des peines. —

Enfin, une loi civile n'a point une relation intime avec une loi pénale, et rien n'aurait empêché que la séduction fût assimilée à la violence pour la présomption de paternité, et qu'elle en fût distinguée quant à la qualification du crime et à la peine. La présomption de paternité est la même dans l'un comme dans l'autre cas. Elle se fonde sur le fait qui met la personne enlevée par violence ou séduction au pouvoir du ravisseur. Ainsi, de tout ce qui précède, il faut conclure que, sous quelque rapport que l'on veuille envisager l'enlèvement de la demoiselle Camacho, soit sous celui de la violence, soit sous celui de la fraude ou de la séduction, il y a également lieu à malintention l'application de l'art. 340 du Code civ. et toutes ses conséquences.

L'adversaire prétend écarter la coïncidence entre la conception de l'enfant et l'enlèvement de la mère, par la considération que la conception ne se rapporterait point à la date précise de l'enlèvement, fixée au 22 août 1812. — La réponse en fait est que depuis le 22 août 1812 jusqu'à son accouchement, la demoiselle Camacho n'a cessé d'être dans la dépendance absolue de M. de Monteleger, qui, l'ayant confiée après le départ de Cordoue à l'officier commandant le convoi des bagages de l'armée, veillant sans cesse sur elle, et la voyant tous les jours, l'ayant même sauvée personnellement d'un grand danger à Vittoria, comme il le rappelle lui-même dans sa huitième lettre produite au procès, l'a menée à Paris et la confie aux soins de sa propre sœur, pendant les derniers mois de sa grossesse et jusqu'à son accouchement. — En droit : que le législateur n'a pu tracer de règle invariable; qu'en disposant que le ravisseur pourra être, et non sera déclaré père de l'enfant, il a laissé à la conscience et aux lumières du magistrat d'apprécier pour le fait de la paternité les suites et les conséquences de l'enlèvement. S'il n'eût eu en vue que la date abusive de l'enlèvement, sans considérer sa durée, il n'eût pas abandonné la question de paternité à une appréciation judiciaire, puisque la coïncidence parfaite de la date de la conception avec celle de l'enlèvement aurait ôté toute incertitude sur l'auteur de la conception.

Dans tous les cas, la reconnaissance privée contenue dans les lettres de M. de Monteleger élimine toutes les hypothèses créées dans sa défense, et répond à des doutes injurieux.

M. Quéquet, av. gén., a conclu au rejet de la demande en reconnaissance de paternité, et à l'admission de celle en dommages-intérêts envers la demoiselle Camacho.

ARRÊT.

LA COUR : — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Met l'appellation au néant ; ordonne que le jugement dont appel sortira son plein effet, etc.

(1) Cela est constant en jurisprudence. V. Cass. 22 juill. 1807 ; 5 déc. 1816 ; Rennes, 15 nov. 1806, et notes et les autorités citées. *Adda*, Coin-Delisle, sur l'art. 1096, n° 10.

(2) Le contraire a été jugé par la Cour de cassation le 16 juill. 1817. V. l'arrêt à sa date et la note qui l'accompagne. Mais il faut remarquer que cet arrêt est rendu particulièrement en vue des biens meubles présents qui étaient compris dans la donation ; et, à ce point de vue, il paraît difficile de ne pas admettre la nécessité de l'état estimatif ; car, ainsi que le dit M. Guilbon, *des Donat.*, n° 1025, quand l'époux donateur n'aura pas usé de la faculté de révocation, et que le mobilier existant se sera accru du mobilier acquis depuis, comment l'époux donataire reconnaîtrait-il et désignerait-il le mobilier donné, sans un état contemporain de l'acte ? — Mais lors-

Du 28 juill. 1821. — Cour roy. de Paris.

DONATION ENTRE ÉPOUX. — FORME. — ÉTAT ESTIMATIF.

La donation entre époux pendant le mariage peut être faite sous la forme de donations entre-vifs, quoiqu'elle ait le caractère d'un don à cause de mort, en ce qu'elle n'aurait pour objet que les biens dont le donataire se trouverait en possession à son décès. (Cod., civ., 1096.) (1)

La donation entre époux des biens dont le donataire serait en possession au jour de son décès, ne doit pas, quoiqu'elle soit faite sous la forme de la donation entre-vifs, être accompagnée, comme ces donations, d'un état estimatif des objets mobiliers donnés. (Cod., civ., 948.) (2)

(Tremel — C. Carré.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que le contrat du 11 fév. 1818, encore qu'il ait le vrai caractère de don à cause de mort, en ce sens que l'épouse donatrice n'a donné que les biens dont elle se trouverait en possession à son décès, n'était cependant assujéti par aucun texte du Code civ. aux formes des testaments, qu'au contraire il résulte de l'art. 1096 qu'on a pu lui donner la forme de don entre-vifs ; que, par conséquent, il n'est pas nul sous ce rapport ;

Considérant que comme don entre-vifs on ne peut néanmoins lui appliquer l'art. 948 qui exige pour la validité du don d'effets mobiliers, qu'à l'acte soit annexé un état estimatif de ces effets, le don n'ayant pas pour objet un mobilier présent et déterminé, mais seulement l'espérance d'un mobilier futur : espérance incertaine, qui par sa nature même n'était pas susceptible d'estimation ; — Déclare l'appelant sans griefs, etc.

Du 28 juill. 1821. — Cour roy. de Rennes. — 5^e ch. — PL, MM. Gillart et Coatpout.

ADOPTION. — ÉTRANGER.

Du 28 juill. 1821 (aff. Dupied). — Cour roy. de Colmar. — Voy. l'arrêt de la Cour de cass. du 5 août 1823, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

1^{er} et 2^e AVOCAT. — HONORAIRES. — ACTION. — PRESCRIPTION.

3^e AVOCAT. — PRESCRIPTION.

4^e AVOCAT. — HONORAIRES. — TARIF.

1^{er} Les avocats ont action contre leurs clients, pour paiement de leurs honoraires. (Décret du 14 déc. 1810, art. 43 et 45.) (3)

2^e L'action des avocats en paiement de leurs honoraires n'est pas sujette à la prescription de deux ans établie par l'art. 2273, Cod. civ. : leur action dure trente ans. (Cod. civ., 2273.) (4)

que, comme dans l'espèce ci-dessus, la donation morte uniquement sur les effets mobiliers que l'époux donateur laissera à son décès, la même solution se paraît plus admissible. La nature même des choses s'oppose à la confection de l'état estimatif, puisqu'on ignore à l'époque du contrat les meubles qui existent au moment où il sera exécuté. Aussi la solution ci-dessus qui, ainsi qu'on la voit, se concilie avec l'arrêt cité de la Cour de cassation, est-elle généralement suivie par les auteurs V. Duranton, t. 8, n° 411 ; Dalloz, *Rec. alph.*, v° *Disp. entre-vifs et test.*, ch. 11, sect. 2, n° 29 ; Poujol, *des Don.*, sur l'art. 948, n° 9 ; Coin-Delisle, *loc. cit.*, n° 13 ; et elle a été adoptée par la Cour de Riom, le 5 déc. 1825, et par celle de Paris le 29 août 1834.

(3 et 4) V. sur ces décisions, et dans le même sens, les observations qui accompagnent un arrêt

3^e La prescription de deux ans établie par l'art. 2273 n'est point opposable à l'avoué qui réclame le remboursement des honoraires de l'avocat par lui payés. (Cod. civ., 2273.) (1)
 4^e L'avocat peut réclamer pour ses honoraires une somme supérieure à celle fixée par le tarif du 16 février 1807, sauf réduction par le conseil de discipline. — La fixation du tarif n'est relative qu'à la taze des dépens qui sont à la charge de la partie qui succombe (2).

(Accarias — C. Bosq.)

Plusieurs procès intéressant le sieur Antoine Bosq avaient été jugés à la Cour de Grenoble : — Le premier en 1816, sur la plaidoirie de M^e Caliste Accarias, avocat ; — Les autres sur la plaidoirie de M^e Sappey. — M^e Ferdinand Accarias, avoué en la Cour de Grenoble, avait occupé pour le sieur Bosq, dans ces différentes instances. Il avait, après la fin des procès, payé aux deux avocats leurs honoraires. — En 1820, M^e Ferdinand Accarias assigne le sieur Bosq devant la Cour royale de Grenoble en paiement, 1^o des honoraires des avocats qu'il avait acquittés à sa décharge ; 2^o des droits et honoraires à lui dus personnellement. — Le sieur Bosq résiste à cette demande. Il soutient, 1^o que les honoraires relatifs au procès jugé en 1816 sont prescrits aux termes de l'art. 2273 ; 2^o que les avocats n'ayant point d'action contre leurs clients, et paiement de leurs honoraires, l'avoué qui les a payés, et qui par conséquent n'agit que comme subrogé à leurs droits, ne peut exercer d'action en justice ; 3^o qu'enfin, en supposant que l'action en paiement des honoraires fût recevable, il y avait lieu à réduction, et que les avocats ne pouvaient réclamer pour honoraires une somme supérieure à celle qu'elle leur était allouée par le tarif.

Le sieur Ferdinand Accarias répond : la prescription de deux ans établie par l'art. 2273 du Code civ., ne concerne que les avoués ; on ne peut l'appliquer aux avocats réclamant leurs honoraires, parce que la prescription est en général une mesure odieuse qu'on doit plutôt restreindre qu'étendre. — En second lieu, les avocats ont action contre leurs clients pour le paiement de leurs honoraires. En effet il n'est point contraire aux principes généraux du droit de stipuler un salaire ou des honoraires, dans le contrat de mandat ; or, le porte en vertu duquel un avocat se charge de la défense de son client n'est autre chose qu'un mandat : les lois 7, ff. et 1^o du Code mand., accordent, même dans ce cas, une action extraordinaire, *extraordinaria petitio*. On trouve une décision hypothétique pour l'espèce actuelle dans la loi *Præses*, § 1^o *in suis honorariis*, ff. de *extraord. cognit.* : il est dit, que si les honoraires de l'avocat n'ont pas été réglés d'avance par une convention expresse, le magistrat les déterminera *pro ejus facultatibus, pro modo litis et pro fori consuetudine*. — Les anciennes ordonnances de nos rois ne contiennent aucun texte précis à cet égard ; mais toutes celles qui s'y rattachent supposent le droit qu'ont les avocats de de-

mander leurs honoraires en justice. — Beaumanoir, dans ses coutumes de Beauvoisis, chap. 5, dit que de son temps on ne faisait aucune difficulté de regarder comme valables les pactes que faisaient les avocats pour régler leurs honoraires. — Brillon, au mot *avocats* n^o 28, cite trois arrêts du parlement de Paris qui ont adjugé à des avocats des honoraires qu'ils réclamaient en justice. — Brodeau en rapporte deux autres du même parlement, l'un de 1612, l'autre de 1629, qui ont jugé de la même manière.

Enfin, on se rappelle celui qui, en 1786, condamna le dur d'Aiguillon à payer au fameux Linguet la somme de 25,000 fr. pour ses honoraires. Il est vrai que l'ordre des avocats du parlement de Paris regardait cette jurisprudence comme contraire à sa dignité, et que tout avocat qui demandait ses honoraires en justice encourait, *ipso facto*, la radiation du tableau ; mais le parlement ne statuait pas moins sur sa demande. — La jurisprudence du parlement de Grenoble, qui, dans la cause, pouvait être invoquée plus particulièrement, y est absolument conforme. — Le statut delphinal de 1339, à l'article *de salariis advocatorum*, contient à cet égard une disposition formelle : *stabitur arbitrio judicis secundum laborem et facti qualitatem, ac advocati facundiam*. — Une foule d'arrêts ont été rendus en ce sens par le parlement de Grenoble ; on peut les consulter dans le *Commentaire* de Chorier sur Guy-Pape, pag. 102. — On y voit même que, par arrêts des 27 avril 1643, 10 mai 1644, 7 sept. 1666, 11 juin 1668, il a été jugé que les avocats ne sont point soumis, comme les procureurs, à la prescription de deux ans introduite par le règlement de 1560, et que leur action en paiement de leurs honoraires dure trente ans. — Si maintenant on passe à la législation nouvelle, on y trouve cette théorie reproduite de la manière la moins équivoque. — L'art. 43 du décret du 14 déc. 1810 autorise les avocats à se taxer, et les clients à se pourvoir au conseil de discipline, si la taxe excède les bornes d'une juste modération : l'une et l'autre de ces facultés entraîne nécessairement la conséquence que l'avocat a le droit de former une demande. — Tous les doutes, au reste, sont levés par l'art. 45, qui dispose que les condamnations prononcées par les tribunaux à la suite d'une réclamation dirigée contre une décision du conseil de discipline, seront sujettes à l'appel, et néanmoins seront exécutées provisoirement. Cet article autorise donc évidemment les avocats à poursuivre contre leurs clients le paiement des sommes qui leur auraient été adjugées par les tribunaux, soit que la décision ait été confirmée ou qu'elle ait été modifiée ; car quelle autre exécution provisoire pourrait-on en concevoir ?

Ainsi, d'une part, les avocats ont une action contre leurs clients pour leurs honoraires, et de l'autre cette action n'est point prescrite par deux ans comme celle des avoués ; d'où il suit que l'action de l'avoué, qui dans l'espèce réclame les sommes qu'il a payées aux avocats, est recevable et bien fondée.

de la Cour de cassation du 16 prair. an 12, et les autorités qui y sont rapportées. — *Adde*, Caen, 30 déc. 1810, et la note.

(1) Cela suppose le droit pour l'avoué de réclamer les honoraires qu'il a payés à l'avocat. Et ce droit, lorsqu'il a été plusieurs fois contesté, a été en effet toujours consacré par la jurisprudence. V. Rouen, 17 mai 1828 ; Pau, 7 juin 1824 ; Limoges, 18 août 1829 ; Bourges, 26 avril 1830 ; Toulouse, 11 mai 1831, et 20 mars 1833 ; Caen, 30 déc. 1810.

— Quant à la durée de l'action, la jurisprudence a également décidé, conformément à l'arrêt ci-dessus, qu'elle n'était pas celle de deux ans qu'ont les avoués pour leurs propres honoraires, mais bien celle de trente ans qu'on accorde généralement aux avocats. — V. l'arrêt cité de la Cour de Pau du 7 juin 1828 ; Rouen, 24 mai 1838. V. aussi Chauveau, *Commentaire du tarif*, t. 1, p. 170, n^o 29.

(2) V. dans le même sens, Limoges, 10 août 1829 ; Bourges, 26 avril 1830.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que la prescription introduite par l'art. 2273 du Code civ. ne concerne que les avoués, et nullement les avocats;—Considérant que les avocats sont incontestablement en droit de réclamer le paiement de leurs honoraires, soit qu'il s'agisse d'écrits ou consultations, soit qu'il s'agisse de plaidoiries;—Considérant que la fixation faite par l'art. 80 du tarif des frais et d'expens, renfermé dans le décret du 16 fév. 1807, pour la plaidoirie de l'avocat, n'a pour objet que la répétition qui compète à la partie qui a gagné son procès contre celle qui a été condamnée;—Considérant que l'avoué qui a payé les honoraires de l'avocat dont il a employé le ministère est en droit de répéter contre sa partie ce qu'il a déboursé à sa charge, et que son action dure aussi longtemps que celle de l'avocat dont il est devenu le cessionnaire;—Considérant qu'aux termes de l'art. 43 du décret du 14 déc. 1810, s'il survient des difficultés au sujet des honoraires des avocats, c'est le conseil de discipline de l'ordre qui doit d'abord les juger, sauf le recours de sa décision au tribunal ou à la Cour qui a connu du procès;—Considérant que, dans l'espèce, le sieur Bosq, contestant les sommes portées aux quittances de MM^{rs} Sappey et Accarias, avocats qui ont plaidé pour lui, il y a lieu de renvoyer les parties devant le conseil de discipline, pour y faire statuer;—Considérant que, suivant l'art. 151 du tarif, les avoués sont tenus de représenter les registres servant à inscrire les paiements qui leur sont faits par leurs clients toutes les fois qu'ils en sont requis;—Sans s'arrêter à l'exception de prescription proposée par Antoine Bosq, en ce qui concerne les honoraires de l'avocat qui a plaidé pour lui dans le procès jugé le 16 janv. 1816, de laquelle elle se déboute; et, avant dire droit définitivement sur la demande d'Accarias, ci-devant avoué, ordonne 1^o que les parties se retirent devant le conseil de discipline de l'ordre des avocats à Grenoble, à l'effet de faire statuer sur la réclamation dudit Accarias, en ce qui concerne les honoraires de MM^{rs} Accarias et Sappey, avocats, qui ont plaidé pour le sieur Bosq devant la Cour; 2^o que ledit Accarias représentera à Bosq dans le quinzaine le registre qui a servi à inscrire les paiements à lui faits par les parties, soit chez M^r Bernsd, son avoué, soit au greffe de la Cour, au choix dudit Bosq, pour la décision du conseil de discipline rapportée, être pourvu ce qu'il appartiendra.

Du 30 juill. 1821.—Cour roy. de Grenoble.—1^{re} ch.—Prés., M. Paganon.

AVANCEMENT D'HOIRIE.—QUOTITÉ DISPONIBLE. RÉSERVE.—CUMUL.

L'enfant, donataire d'un objet excédant la quotité disponible, peut, outre la quotité disponible, retenir cet excédant jusqu'à concurrence de sa part de la réserve légale, bien qu'il renonce à la qualité d'héritier. (Cod. civ., 921, 823 et 845.) (1)

(Dunot—C. Delamarre.)

Sous l'empire du Code civil, l'contrat de mariage de la dame Dunot avec le sieur Delamarre, contenant une donation faite par la dame Dunot mère, à sa fille. — Décès de la dame Dunot, mère. Elle laissait pour héritiers le sieur Dunot, son fils, et la demoiselle Delamarre, sa petite-fille (la demoiselle Dunot, femme Delamarre était prédécédée).

La demoiselle Delamarre déclare renoncer à la succession de son aïeule, pour s'en tenir à la donation faite à sa mère. — Le sieur Dunot a cité la donataire en retranchement de la donation, comme excédant la quotité disponible. — Il soutient qu'aux termes de l'art. 845 du Code civ., l'héritier renonçant n'a aucun droit à la réserve, et qu'il ne peut retenir son don que jusqu'à concurrence de la quotité disponible. — La demoiselle Delamarre a répondu qu'elle pouvait retenir sur les biens donnés, et la portion disponible et sa part dans la réserve légale.

9 mars 1820. Jugement du tribunal civil de la Seine, qui accueille les prétentions de la donataire: — « Considérant que la déclaration par laquelle la demoiselle Delamarre s'est renoncée à la succession de son aïeule, pour s'en tenir à la donation est indivisible; — Que conséquemment Dunot ne peut étendre cette renonciation pour en profiter, et refuser la condition qui y est apposée; qu'en détachant la condition de la renonciation que la demoiselle Delamarre n'a faite que dans son intérêt, elle lui deviendrait préjudiciable, puisqu'elle n'aurait plus droit qu'au tiers de la succession, tandis que, si elle n'eût pas renoncé, elle aurait eu la moitié; — Que la succession de la dame Joanny ne se composant que des objets compris dans la donation, il ne peut plus y avoir d'autre difficulté que de savoir ce que l'héritier qui a renoncé conservera sur les biens qui lui ont été donnés; — Considérant qu'aujourd'hui l'on peut douter si notre législation nouvelle a réformé l'ancienne, par laquelle il était permis à l'héritier, même en renonçant, de réclamer sa légitime; mais qu'il ne peut y avoir la même difficulté quand, au lieu d'intenter une action, le renonçant ne fait qu'invoquer une exception à l'effet de conserver ce qu'il possède; que si, dans le premier cas, il ne peut agir que comme héritier, il n'en est pas de même dans le second, où il ne demande à retenir que ce qu'un acte lui a transmis; — Que, lorsque l'héritier venant à succession trouve sa réserve entamée par des donations entre-vifs, il n'a que le droit d'agir en retranchement de ces donations, jusqu'à concurrence de ce qui lui est nécessaire pour faire ou compléter sa réserve; qu'il ne peut invoquer la renonciation pour profiter par accroissement de la réserve de son cosuccessible, puisque, d'une part, la loi ne lui donne une action en réduction que jusqu'à concurrence de la réserve; et que de l'autre, en opposant la renonciation à son cohéritier, il rencontre la condition sous laquelle elle a été faite, et qu'il ne peut pas diviser à sa volonté; — Que le donataire, pour conserver, n'a besoin que de son titre, et que l'action de l'héritier légitimaire ne peut embrasser la réserve de son cohéritier, ni aller jusqu'à déposséder le renonçant d'un droit qui lui est personnel, et dont il est saisi par avance; — Le tribunal ordonne qu'après la réunion réelle et effective de tous les biens qui doivent composer la succession de la dame Joanny, il sera fait calcul du montant de portion légitimaire réservée au sieur Dunot, laquelle portion sera du tiers qui lui sera délivré, et les deux autres tiers adjugés à la demoiselle Delamarre. »

Appel du sieur Dunot.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la sect. 2 du tit. 2, liv. 8 du Code civ., qui règle la réduction des donations, est seule applicable à l'espèce, et qu'aux termes de l'art. 921, l'action en réduction

(1) Sur cette grave question qui a divisé les auteurs et la jurisprudence, voy. les observations qui

accompagnent l'arrêt en sens contraire de la Cour de cassation du 18 fév. 1818 (aff. Laroque de Mons).

des dispositions entre-vifs n'appartiennent qu'à ceux au profit desquels la loi fait la réserve; qu'il en résulte qu'elle ne peut être exercée par le demandeur en réduction que jusqu'à concurrence de sa part dans la réserve à laquelle il n'a droit qu'en qualité d'enfant du donateur; que la renonciation de l'enfant donataire à la succession de son père, n'étant relative qu'aux biens existant au jour du décès, ne peut, conformément à l'art. 934, lui faire perdre le bénéfice de la saisie résultant de la donation, et notamment sa part de la réserve qui lui appartient aussi en qualité d'enfant du donateur. — Met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 31 juill. 1821. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. — Pres., M. Séguier, p. p. — Concl., M. Querquet, av. gén. — Pl., MM. Coffinières et Charrier.

APPEL INCIDENT. — APPEL PRINCIPAL. — DESISTEMENT. — SIGNIFICATION. — PRIORITÉ.

Le desistement d'un appel principal n'a pas pour effet d'anéantir l'appel incident, lorsque ce desistement est irrégulier, en ce qu'il n'aurait pas été signifié par acte d'avoué à avoué, mais à la partie elle-même, par acte extrajudiciaire (1).

Lorsqu'un desistement d'appel et un appel incident ont été signifiés le même jour sans indication d'heure, tellement qu'on ne peut être lequel des deux actes a précédé l'autre, la présomption de priorité est pour l'appel incident, si il n'y a pas lieu de déclarer cet appel antérieur par le desistement (2).

(Tournié — C. N...)

Sur un appel porté par Tournié devant la Cour de Montpellier, l'intimé appelle incidemment. — Le même jour, desistement par Tournié. — L'intimé prétend qu'on ne doit pas avoir égard au desistement, 1^o comme n'ayant pas été signifié à avoué; 2^o comme tardif.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu sur la fin de non-recevoir proposée par Tournié contre l'appel incident, que si l'art. 402 du Code de proc. n'est que facultatif sur la forme dans laquelle le desistement peut être fait, la disposition du même article qui prescrit la signification d'avoué à avoué n'est pas seulement facultative, n'y ayant pas d'autre moyen légal d'instruire cet avoué du desistement, pour qu'il suspende les poursuites du procès, qui seraient valables jusqu'à cette signification, et jusqu'alors à la charge de la partie qui se serait désistée; — Attendu d'ailleurs que ce n'est que le 9 juillet, sans indication de l'heure, qu'a été signifié le desistement du sieur Tournié, de sorte qu'on ne peut pas dire que la signification du desistement ait précédé la signification

de l'appel incident qui a eu lieu le même jour, seul cas dans lequel cet appel incident aurait été non recevable; — Rejette la fin de non-recevoir, etc.

Du 31 juillet 1821. — Cour roy. de Montpellier.

1^{re} AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — INCOMPÉTENCE. — APPEL.

2^o AUTORISATION DE COMMUNE. — COMPÉTENCE.

1^o L'incompétence de l'autorité judiciaire pour prononcer sur des matières qui sont du ressort de l'autorité administrative, peut être proposée en appel, quoique l'exception n'ait été soulevée en première instance ni par la partie, ni par le juge (3).

2^o L'autorisation de plaider devant les tribunaux, donnée à une commune, n'est point attributive de juridiction sur l'objet de la contestation.

(Ledoux — C. commune de Brye.) — **ARRÊT.**

LA COUR; — Considérant que l'incompétence de l'autorité judiciaire peut être opposée en cause d'appel par le sieur Ledoux, quoiqu'elle n'ait pas été proposée par les juges, parce qu'elle est d'ordre public, et qu'elle pourrait même être supplée par la Cour;

Considérant que l'arrêt du conseil de préfecture du département de la Somme, en date du 17 septembre 1818, qui a autorisé la commune de Brye à plaider devant les tribunaux, ne saurait non plus avoir été la Cour et lui attribuer une juridiction qui ne lui appartient pas; — Considérant qu'aux termes des lois et décrets relatifs à la matière, c'est à l'administration seule qu'il appartient d'interpréter les actes qui émanent d'elle; — Que, dans l'espèce, il s'agit de savoir si une ligne ou langue de terrain fait partie de l'indivision consentie au nom du gouvernement par le préfet de la Somme, le 5 nov. 1813; — Que la solution de cette question nécessite, par conséquent, l'interprétation d'un acte administratif; — Et que, d'ailleurs elle ne peut dépendre des enquêtes et preuves des faits ordonnés par les premiers juges; — Recourt la commune de Brye appelante du jugement rendu par le tribunal civil de Péronne, le 30 décembre 1820; — Et statuant sur ledit appel, — Déclare que la demande de la commune de Brye a été incompétemment portée devant les tribunaux; — En conséquence, — Déclare aussi nul et de nul effet le jugement dont est appel, comme ayant été incompétemment rendu; — Renvoie la cause et les parties devant l'autorité compétente, etc.

Du 1^{er} août 1821. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. civ. — Pres., M. de Malerville, p. p. — Concl., M. Bouillet, av. gén.

desistement d'appel principal puisse faire obstacle à un appel incident, il faut que ce desistement ait été signifié à avoué, et qu'il ne suive pas qu'il ait été signifié à partie.

(2) C'est l'application rigoureuse de la règle maintenant admise en jurisprudence, que le desistement n'anéantit un appel incident que tout autant que ce desistement a précédé l'appel incident. V. à cet égard, l'arrêt ci-dessus de Liège, 26 juill. 1821, la note qui l'accompagne et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence.

(3) Application du principe, que les nullités ou incompétences d'ordre public ne se conviennent pas par l'acquiescement des parties (Cod. proc., 170). Sic, Carré et son annotateur Chauveau, *Lois de la proc.*, observ. prélim. sur l'art. 170, à la note.

(1) Cet arrêt a été considéré généralement comme décidant seulement que les frais faits depuis le desistement doivent rester à la charge du desistant lorsque la signification a été faite à la partie et non à l'avoué. En lisant attentivement les motifs de l'arrêt, il nous a paru que la question de frais n'avait été touchée qu'accessoirement par la Cour royale, et seulement comme une raison de plus de décider que le desistement qui n'était pas signifié à l'avoué, n'avait aucune force efficace lorsqu'on l'opposait comme fin de non-recevoir à un appel incident qui avait été régulièrement interjeté par l'intimé. C'est, au surplus, dans ce sens que l'arrêt est indiqué par M. Chauveau dans ses notes sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1453; et l'on peut citer, comme conforme, un arrêt de la Cour royale de Paris, du 3 juin 1825, qui décide que pour qu'un

RETRAIT SUCCESSORAL. — FEMME COMMUNE. — LÉGATAIRE UNIVERSEL.

Le retrait successoral ne peut être exercé contre l'époux commun en biens, cessionnaire des droits d'un de ses copartageans dans la communauté. (Cod. civ., 1476 et 841.) (1)

Le légataire universel en usufruit est successible dans le sens de l'art. 841 du Code civil, et, comme tel, il n'est pas soumis à l'exercice du retrait successoral. (Cod. civ., 841.) (2)
(Savoie — C. Savoie.)

En 1813, décès du sieur Barthélemy Savoie. — Il laisse un testament par lequel il lègue à Catherine Morlet, son épouse, l'usufruit de tous ses biens meubles et immeubles, et la nue propriété à ses héritiers naturels. — Il est à remarquer que les époux Savoie étaient mariés sous le régime de la communauté. — L'indivision de la succession et de la communauté dura longtemps après la mort du sieur Savoie. — Dans cet intervalle, la veuve Savoie acheta de divers héritiers de son mari les huit quinzièmes de leurs droits successifs. — Lors du partage de la communauté et de la succession, la demoiselle Savoie, héritière pour un quarante-cinquième du sieur Barthélemy Savoie, son oncle, a demandé à être subrogée aux diverses cessions faites à la veuve, en lui remboursant le prix de ces cessions, aux termes de l'art. 841 du Code civil. — La veuve Savoie répondit qu'en qualité de commune en biens et de légataire universelle en usufruit, elle avait le droit d'intervenir, et au partage de la communauté et au partage de la succession, d'autant plus que toute la succession du sieur Savoie n'était composée que de sa part dans la communauté; qu'ainsi l'art. 841 ne pouvait être invoqué contre elle.

24 août 1820, jugement du tribunal civil de Troyes, qui rejette la demande en retrait formée par la demoiselle Savoie : — « Attendu que les dispositions des lois romaines consacrées par l'art. 841 du Code civil, ne pouvaient être entendues dans un sens tellement rigoureux que la qualité d'héritier proprement dit fut impérativement exigée pour repousser l'action en subrogation; qu'elles n'ont en évidence pour objet que d'écarter des partages les personnes étrangères à la succession, qui viendraient sans droit ni qualité s'immiscer dans les affaires de famille; mais qu'elles ne peuvent s'appliquer à celui qui se présente à un partage, à l'aide d'une qualité indépendante de son acte de cession; — Que, dans le cas particulier, la veuve Savoie, inrqu'elle avait traité avec partie des héritiers de son mari, réunissait à la qualité de copropriétaire des immeubles communs celle de légataire universelle en usufruit, ce qui lui donnait un droit sur chaque portion de la fortune mobilière et immobilière de son mari; que même l'art. 612 l'assujettissait à une portion contributive dans le paiement des dettes, et que sous ce double rapport, elle était incontestablement autorisée à prendre connaissance entière de la masse active et passive de l'hérédité. »

Appel par la demoiselle Savoie.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, 1^o qu'il est mis en avant, et non contesté, que Barthélemy Savoie était né sans fortune, ayant tout dû à son industrie, sa succession se trouve composée uniquement de la moitié à lui revenant dans la

communauté d'entre lui et son épouse, en sorte que sa succession et sa portion dans la communauté sont une seule et même chose; que, par l'art. 1476 du Code civil, le partage de la communauté, pour ce qui concerne ses formes, la licitation des immeubles, quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte et les soultes, est soumis à toutes les règles qui sont établies au titre des successions pour les partages entre cohéritiers; qu'ainsi, la loi ouvre aux communiens la même voie qu'aux consociables, pour sortir de l'indivision, celle d'acquiescer les parts de leurs copartageans, sans être sujets au retrait; que la feue dame Savoie, née Morlet, était commune, ayant droit de son chef au partage de la communauté, et a pu conséquemment, aux termes précis de la loi, user de ce droit, sans que le retrait puisse être exercé sur elle; — Attendu, 2^o qu'en supposant que Barthélemy Savoie eût laissé quelques propres qui ne feraient point partie de la communauté, et appartenraient uniquement à sa succession, la dame Savoie, légataire en usufruit de la totalité des biens de son mari, était successible, et à ce titre, dûment autorisée, suivant la loi, à acquiescer des portions dans la succession de son mari, sans être exposée au retrait; qu'elle était successible; car, être successible c'est être appelé à la succession; il y a deux manières d'y être appelé, la vocation de l'homme et celle de la loi: l'une est aussi respectable que l'autre, et la vocation de l'homme prévaut même sur celle de la loi, qui n'est elle-même que la vocation présumée de l'homme; qu'en vain oppose-t-on que le légataire en usufruit, son lot étant fait par le testateur, n'a rien à démêler avec l'héritier réduit à la nue propriété; qu'on aperçoit, au contraire, qu'il peut naître entre eux de nombreuses difficultés, 1^o quant à l'actif ou à l'exercice des droits d'usufruit, qui s'appliquent individuellement au même objet que la nue propriété, donne lieu, malgré la division des droits, de la part du propriétaire, à une surveillance, à une sollicitude légitime, et, s'il est processif, à des tracasseries continuelles; 2^o quant au passif, ou aux dettes et charges, qui sont communes entre le propriétaire et l'usufruitier et peuvent devenir une autre source abondante de querelles; qu'en un mot, loin qu'en ce cas la possibilité de faire cesser l'indivis ou le mélange d'intérêts par l'acquisition des parts des cointéressés, puisse être refusée, fût de motifs, il n'y en a peut-être aucun où elle soit plus désirable et plus nécessaire; qu'enfin il s'agit d'exécuter la loi strictement à la lettre, sans y rien ajouter, mais aussi sans y rien retrancher; que le légataire universel en usufruit est, dans toute la force du mot, un successible; qu'il faut donc lui en accorder tous les droits; — Attendu, 3^o que la fille Savoie, retenant, par faveur de la fortune, et n'ayant qu'un quarante-cinquième dans la succession, ne fait visiblement que prêter son nom à un de ses parens non successible, Jean-Marie Savoie, à la poursuite et diligence duquel le procès se poursuivait à Troyes; qui, maintenant présent à Paris, se montre ouvertement comme solliciteur à côté de la fille Savoie, qui de son aveu a fourni de ses deniers les 40,000 fr. et plus pour faire les offres réelles, et qui, acquiesçant pour son propre compte de sept quinzièmes de la succession, retenant sous le nom de sa cousine de sept autres

(1) V. dans le même sens, Paris, 25 juill. 1821; Nîmes, 30 mars 1830; Cass., 21 avril 1830; *Junge*, *des Successions*, sur l'art. 841, p. 335. — Mais voy. en sens contraire, Caen, 17 fév. 1813;

Riom, 23 avril 1818; Dijon, 8 juill. 1826; Pau, 10 juin 1830. — V. encore sur ce point, Angers, 13 avril 1820.

(2) V. aual. en ce sens, Metz, 17 mai 1820.

quinièmes, tout étranger qu'il est, finirait par être investi de la presque totalité : en sorte que le seul fruit de ce retrait, entrépris, comme on voudrait le faire croire, dans des vues d'intérêt légitime et dans un esprit de soumission à la loi, serait de la violer de la manière la plus prononcée, en relevant à la veuve Barthélemy Savoie la moitié de l'hôirie à laquelle elle a, par suite des volontés du testateur, un droit incontestable, pour la livrer toute entière à un homme qui, sous quelque prétexte que ce puisse être, n'a aucune espèce de droit : — Faisant droit sur l'appel interjeté par la fille Savoie, du jugement rendu par le tribunal civil de Troyes, le 24 août 1820, — Met l'appellation au néant; — Ordonne, etc.

Du 2 août 1821. — Cour roy. de Paris. — 2^e cb. — *Prés.* M. Agier. — *Pl.* M. M. Blanchot, Tripiet et Parquin, av.

ENFANT NATUREL. — RACONNAISSANCE.

Du 2 août 1821 (aff. *Bedin*). — Cour roy. d'Amiens. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

COMPTE DE TUTELLE. — TRANSACTION.

L'art. 472 du Code civil, qui déclare nul tout traité intervenu entre le mineur devenu majeur et le tuteur avant la reddition du compte de tutelle, ne s'applique pas seulement aux transactions relatives à ce compte, mais encore à toute espèce de contrats, spécialement au traité intervenu entre le mineur devenu majeur et son père tuteur, sur leurs droits respectifs dans la communauté (1).

En semblable traité, lorsqu'il n'a pas été précédé du compte de tutelle, est nul, nonobstant toute ratification de la part du fils.

Dupré — C. Dupré.)

Le contraire avait été jugé le 19 mars 1821 par le tribunal civil de la Seine. Voici les termes du jugement :

« En ce qui touche la nullité de l'acte du 19 fév. 1808 et des actes de ratification qui l'ont suivi, tous passés devant notaire et dûment enregistrés : — Attendu que le Code civil, en traçant les règles suivant lesquelles il doit être procédé aux liquidations et partage des successions où les mineurs se trouvent intéressés, n'a pas défendu d'y procéder sans formalités, mais seulement à nos entre les deux actes cette différence essentielle, que l'acte où les formalités ont été observées, oblige les mineurs comme les majeurs, tandis que l'autre ne devient obligatoire pour les mineurs que par la ratification qu'ils en font expressément ou tacitement après leur majorité; — Attendu que provisionnel de sa nature, à l'égard du mineur Dupré, le partage du 19 fév. 1808 est devenu définitif, tant par la ratification expresse et authentique qu'il en passa postérieurement à sa majorité, le 31 déc. 1809, que par l'exécution qu'il lui a donnée; — Que vainement, pour échapper à l'effet de ces ratification et exécution, Dupré fils invoque les dispositions des art. 467, 47 et 3045 du Code civil, qui disposent que les transactions faites au nom des mineurs, pour être valables, doivent être environnées de certaines formalités particulières, et que tous traités et transactions qui peuvent intervenir entre le tuteur et le mineur devenus majeurs seront nuls,

s'ils n'ont été précédés d'un compte de tutelle détaillé, et de la remise des pièces justificatives; — Qu'en effet pour que ces articles fussent applicables à l'acte du 19 fév. 1808, et empêchassent l'effet des ratifications qui l'ont suivi, il faudrait qu'il renfermât, d'une manière expresse ou du moins implicite, soit une transaction sur les droits du mineur, soit un traité sur le compte de tutelle que son père devait lui rendre; — Qu'il est impossible d'y voir une transaction, puisque, aux termes de l'art. 3044 du Code civil, la transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent celle qui est prête à naître; — Qu'à l'époque du partage du 19 fév. 1808, il n'existait entre Dupré père et ses enfants aucun sujet de contestation; et que si cet acte contient abandon d'un droit quelconque, c'est seulement de la part de Dupré père; — Que ce partage ne peut pas non plus être considéré comme renfermant un traité ou une transaction sur revenus devant entrer dans le compte de tutelle; que si par cet acte il a été dit que sur les 87,444 fr. dus par Dupré père à son fils, et formant la portion héréditaire de ce dernier, la somme de 37,265 fr. se serait exigible qu'au décès du père, et ne produirait aucun intérêt jusqu'à cette époque, cette disposition, motivée sur les abandons faits par Dupré père à ses enfants, ne peut être envisagée comme une transaction sur le compte de tutelle, mais tout au plus comme une donation d'usufruit faite par le père à son fils; et qui, nulle dans son origine, est devenue valable par la ratification que Dupré fils en a faite depuis sa majorité, la disposition prohibitive de l'art. 307 du Code recevant exception en faveur des ascendans. »

Appel par le sieur Dupré fils.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 472 du Code civil, conforme aux principes éternels et à toutes les lois antérieures, porte que « tout traité qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives; » que la disposition est générale, tout traité, et non relative uniquement aux actes concernant la tutelle, et que le motif évident de la disposition est également général et applicable à tous contrats, savoir l'incapacité du mineur devenu majeur, qui, jusqu'à la reddition du compte, est sans connaissance de ses affaires, et hors d'état d'en traiter, surtout vis-à-vis d'un homme qui les connaît parfaitement; qu'il est d'ailleurs sensible que tout traité intervenu entre le tuteur et son pupille devenu majeur retient nécessairement au compte de tutelle et aux différents articles soit de recette, soit de dépense, dont il serait composé; que, dans le fait, Dupré père n'avait rendu aucun compte à son fils avant la liquidation du 19 fév. 1808 et l'acte de ratification du 31 déc. 1809; que celui qu'il a rendu depuis est irrégulier; qu'il en convient lui-même et offre d'en rendre un autre, — Met l'appellation et le jugement du tribunal civil de la Seine dont est appel au néant; — Emendant, — Décharge Dupré fils des condamnations contre lui prononcées; — Au principal, — Déclare nul et de nul effet l'acte du 19 fév. 1808, ensemble tous les actes de ratification qui l'ont suivi; — Ordonne que, sans s'y arrêter, il sera procédé à nouveau

(1) La jurisprudence, et surtout celle de la Cour de cassation, tend à admettre une distinction dans l'application de l'art. 472 du Code civil, entre les traités généraux qui tendraient à dispenser le tuteur d'un compte de tutelle, et ceux qui ne s'ap-

pliqueraient qu'à un objet particulier du compte de tutelle. V. sur ce point, l'arrêt de la Cour de cass. du 22 mai 1822, et les observations qui l'accompagnent.

compte, liquidation et partage, dans les formes et d'après les règles prescrites par la loi. comme aussi que ledit Dupré père sera tenu, suivant ses offres de rendre son compte de tutelle, ainsi que de droit; dépens néanmoins compensés entre les parties, attendu leur qualité, etc.

Du 2 août 1821. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Persil et Berryer fils.

RECOMMANDATION. — ÉLARGISSEMENT. — ALIMENS.

Le débiteur incarcéré qui a été mis en liberté, faute par le créancier et les recommandans d'avoir fourni des alimens, peut être incarcéré de nouveau par un recommandant, sans que celui-ci soit tenu de consigner six mois d'alimens d'avance et de rembourser les frais de l'élargissement. (L. du 15 germ. an 6, art. 15; Cod. proc., 804.) (1)

(Berangère — C. Cas.)

Du 3 août 1821. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés., M. Bouquerot de Voligny. — Concl., M. Torchon. 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Achez et Mayet Génetyr.

FAUX INCIDENT. — CHOSE JUGÉE.

On n'est pas non recevable à attaquer un acte par la voie de faux incident civil, par cela seul que cet acte a été précédemment l'objet d'une accusation de faux principal, dont le le prévenu a été déchargé par un arrêt d'acquiescement (2).

(Barquet — C. N.) — ARRÊT.

LA COUR:—En ce qui touche l'exception de la chose jugée, puisée par Barquet dans l'ordonnance émanée du président de la Cour d'assises de la Somme, le 27 oct. 1820, qui l'a acquitté de l'accusation de faux portée contre lui, et dans la déclaration du jury qui a servi de base à cette ordonnance. — Considérant que, dans l'état actuel de la procédure criminelle, le jury, en prononçant sur la culpabilité ou la non-culpabilité d'un accusé, n'a point à s'expliquer sur le corps du delit; qu'à la vérité, lorsqu'il déclare un accusé coupable du crime de faux, sa déclaration emporte nécessairement la démonstration de la fausseté de la pièce arguée de faux; mais que la déclaration de non-culpabilité ne peut établir comme vérité judiciaire la sincérité d'une telle pièce, puisque le jury, appelé à résoudre une question complexe, peut avoir absous l'accusé par la considération seule que celui-ci n'est point

l'auteur du faux, ou qu'il n'a pas sciemment fait usage de la pièce fautive;—Que, par conséquent, une ordonnance d'acquiescement ou saurait préjudicier ultérieurement à l'exercice d'aucune action ni exception civile, ni empêcher les parties intéressées d'employer les moyens qui peuvent en démontrer la fausseté. — Met l'appellation et le jugement au néant; — Emendant... etc.

Du 3 août 1821. — Cour roy. d'Amiens.

SUCCESSION. — COMPÉTENCE. — DÉCLINATOIRE — DÉCHÉANCE.

Lorsqu'une contestation relative à une succession a été portée devant un tribunal autre que celui de l'ouverture de la succession, l'incompétence n'est pas absolue et à raison de la matière; elle est seulement relative (3).

En conséquence, l'incompétence peut être couverte; et elle l'est par le consentement de la partie à plaider au fond après le rejet du declinatoire par elle proposé. Cette partie ne peut plus dès lors appeler du jugement de compétence, encore même qu'elle ait fait des réserves à cet égard (4).

(Couturier — C. Couturier.) — ARRÊT.

LA COUR:—Attendu sur l'appel du jugement rendu le 1^{er} mars 1821, par le tribunal de Thionville, et qui a rejeté le declinatoire proposé par Couturier de Bouzonville, qu'il est certain que l'incompétence qu'on faisait résulter de l'art. 59, § 6 du Code de proc., n'était point matérielle et absolue, mais purement relative, ainsi que la Cour l'a jugé en cas semblable par arrêt du 29 août 1818; que la juridiction du tribunal de Thionville a donc pu être prorogée; qu'elle l'a été en effet par le consentement de Couturier de Bouzonville, à plaider au fond à l'audience du 11 avril; que les réserves par lui faites d'appeler du jugement de compétence du 1^{er} mars, ne lui donnent aucun droit de revenir par appel contre le jugement; que Couturier aurait dû faire défaut lors du jugement du 11 avril, pour pouvoir plus tard appeler du premier jugement, pour cause d'incompétence; que la Cour au surplus a déjà établi par plusieurs arrêts, qu'en matière d'incompétence rationne persone, la juridiction d'un tribunal se trouve fixée dès que l'on a plaidé au fond, et que celles que soient les réserves qu'on ait faites d'appeler du jugement sur le declinatoire; de tout quoi il résulte que Couturier n'est point recevable à appeler du jugement du 1^{er} mars, qui a acquis l'autorité de la chose jugée; que la Cour ne peut donc entrer dans l'examen de ce jugement,

dans tout autre cas; elle peut donc être convertie dans ce cas, comme lorsqu'il s'agit de l'incompétence à raison du domicile du défendeur, par le consentement des parties. C'est aussi ce qui a été jugé par la Cour de Florence, le 9 mai 1810. V. encore en ce sens, Thomine-Desmazures, t. 1, p. 322, et Chauveau sur Carré, Lois de la proc. civ., t. 2, quest. 724 bis.

(4) Cela ne nous semble pas douteux lorsqu'il n'y a pas eu de réserves; V. en ce sens, Bruxelles, 23 mai 1807, ou même lorsqu'il n'y a que des réserves générales. Mais si la partie a fait des réserves expresses, comme cela paraît avoir eu lieu dans l'espèce ci-dessus, il semblerait que le droit d'appeler devrait être conservé à la partie. Peut-on lui faire grief, dit M. Chauveau sur Carré, loc. cit., quest. 736, de ce qu'elle a obéi à l'injonction du tribunal? Faut-il qu'elle consente à subir un jugement par défaut dont les conséquences pourraient être éventuellement fort nuisibles pour elle! Il nous semble qu'elle ne mérite aucun reproche du moment que des réserves ont fait connaître ses intentions.

(1) V. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt dans la même sens du tribunal d'appel de Toulouse du 26 vent. an 11.

(2) V. dans un sens contraire, Cass. 4 mars 1817, et 21 mai 1819. Mais voy. les notes qui accompagnent ces arrêts.

(3) La Cour de Bruxelles a jugé le contraire par arrêt du 25 mars 1808, mais dans un cas où il s'agissait d'une demande à fin d'acceptation ou répudiation de la succession, et où par conséquent la circonstance que les actes d'addition ou de répudiation devaient être faits au greffe du tribunal de l'ouverture de la succession, pouvait justifier la décision. L'arrêt ci-dessus s'applique dans un cas plus général, et la doctrine qu'il consacre ne peut qu'être approuvée. En effet, il n'y a pas dans le cas de succession, attribution plus rigoureuse de juridiction que dans le cas où le tribunal est désigné par le domicile du défendeur: l'art. 59, Cod. proc. ne fait pas de différence entre les diverses hypothèses qu'il énumère. On ne doit donc pas voir, dans le cas de succession, une incompétence plus radicale que

ni en apprécier le bien ou le mal jugé : — Attendu, sur l'appel du jugement du 11 avril..., etc. : — Sans s'arrêter à l'appel du jugement de compétence du 1^{er} mars 1821, qu'elle déclare non-recevable, etc.

Du 4 août 1821. — Cour roy. de Metz. — Ch. coll. — Prés., M. Colchen. — Pl., MM. Charpentier et Crousse.

COMMUNAUTÉ CONJUGALE. — LINGE. — HARDES.

De ce que le mari, dans le régime de la communauté, a le droit de disposer de tout le mobilier sans le concours de sa femme, il ne s'ensuit pas qu'il puisse disposer du linge et de ces hardes indispensables pour l'usage de celle-ci.

(Bernard - C. Barrière.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'on ne peut opposer à Jeanne Bernard, comme fin de non-recevoir l'arrêt de la chambre des mises en accusation qui a relaxé les époux Barrière des poursuites criminelles dirigées contre eux, à raison de la soustraction d'effets dont ladite Bernard se plaint, parce que les décisions qui interviennent en matière criminelle par la poursuite du ministère public, dans l'intérêt de la vindicte publique, ne peuvent établir une fin de non-recevoir contre les poursuites des particuliers intéressés qui sont toujours admis à faire valoir leurs droits par la voie civile ; — Attendu que n'existant pas de contrat entre Jeanne Bernard et Moreau, son époux, elle se trouve mariée sous le régime de la communauté légale, établi par le Code civil ; — Attendu que, bien que sous le régime de la communauté légale, tout le mobilier des deux époux tombe dans la communauté et que le mari ait la faculté de vendre et d'aliéner les biens dépendant de la communauté, sans le concours de sa femme, cependant il résulte de l'art. 1492 du même Code, que la femme conserve toujours la propriété du linge et des hardes indispensables pour son usage ; qu'il s'en suit que le mari ne saurait disposer de ces derniers objets sans le consentement de sa femme ; — Attendu qu'en l'absence d'un contrat de mariage, Jeanne Bernard demande à être admise à prouver qu'à son mariage avec Moreau elle a apporté du linge et des hardes à son usage, dont le détail est indiqué dans sa requête du 8 déc. 1820, et qu'elle demande encore d'être admise à prouver que, sans son consentement, Moreau, son époux, a soustrait, pour les mettre entre les mains des époux Barrière, les effets détaillés dans la susdite requête, de manière à ne pas lui laisser le linge et les hardes nécessaires à son usage ; Attendu que ces faits sont pertinents, et que s'agissant d'un apport de mobilier et de soustraction d'icelui, la preuve testimoniale est admissible ; — Met l'appel et ce dont est appel au néant ; — Emendant, réformant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, sans s'arrêter aux fins de non-recevoir opposées par les parties de M^{re} Talabot, dont elles sont et demeurent déboutées, avant dire droit, — Admet Jeanne Bernard, femme Moreau, à prouver, sous le détail de deux mois, à compter de ce jour, par-devant le juge de paix du canton nord de Limoges, qu'elle a apporté en mariage les effets dont le détail est indiqué dans sa requête, que la totalité de ces

effets a été soustraite par Moreau, son époux, sans son consentement, et par lui mise entre les mains des époux Barrière, de façon qu'elle n'a pas conservé le linge et les habits nécessaires à son usage. La preuve contraire réservée aux époux Barrière, dépens aussi réservés, etc.

Du 6 août 1821. — Cour roy. de Limoges. —

TIERCE OPPOSITION. — VENDEUR. — ÉVICTION.

Le vendeur n'est pas recevable à former tierce opposition au jugement qui deponne l'acquéreur, et auquel ce dernier a acquiescé, sauf à lui à opposer cet acquiescement à l'acquéreur sur la demande en garantie que celui-ci pourrait former. (Cod. civ., 1640.) (1)

(Duboisroux - C. Richard.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que si, en général, une partie peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, lors auquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont pas été appelés, il n'en peut être de même d'un garant pour cause d'éviction, lorsque le jugement a été rendu contre son acquéreur, et qu'il a été acquiescé par ce dernier, parce que, dans ce cas, le jugement ne porte aucun préjudice au garant, qui peut alors opposer au demandeur en garantie la disposition de l'art. 1640 du Code civil ; — Considérant que, dans l'espèce, Pierre le Lonern s'est laissé condamner par le jugement du 27 août 1818, sans appeler ses vendeurs, et a exécuté ce jugement ; — Que ces mêmes vendeurs n'avaient aucun intérêt à attaquer ledit jugement par la voie de la tierce opposition, puisque si le Lonern s'est bien défendu et n'a négocié aucun des moyens que ses vendeurs eussent pu administrer eux-mêmes ; si enfin le jugement du 27 août 1818 a été bien rendu, la garantie était de droit, et pouvait être directement réclamée contre lesdits vendeurs ; que si, au contraire, l'acquéreur le Lonern s'est mal défendu, n'a pas fourni tous les moyens que ses vendeurs auraient pu faire valoir, ainsi qu'ils le prétendent, et qu'il paraîtrait résulter du jugement dont est appel, c'est la faute du dit acquéreur, qui doit s'imputer de n'avoir pas appelé ses garans en temps utile, et de ne les avoir pas mis à lieu de défendre avec lui à l'action en éviction, lorsqu'elle lui a été intentée ; que, conséquemment, Richard et Guillon étaient sans intérêts et qualifiés pour former tierce opposition au jugement du 27 août 1818 ; — Par ces motifs, — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 6 août 1821. — Cour roy. de Rennes.

1^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — EXÉCUTION. — PROCÈS-VERBAL DE CARENCE. — DÉBITEUR. — SOLIDAIRE.

2^o EMPRISONNEMENT. — EXÉCUTION PROVISOIRE.

1^o *Un jugement par défaut est réputé exécuté, et n'est plus susceptible de péremption, lorsque, dans les six mois de son obtention, si a été suivi d'un procès-verbal de carence notifié à la femme du débiteur qui l'a signé, et a déclaré n'avoir pas d'argent pour payer. (2).*

Lorsqu'un jugement par défaut a été rendu contre plusieurs débiteurs solidaires, l'exécution dans les six mois à l'égard de l'un d'eux, empêche la péremption à l'égard des autres (3).

(1) V. dans ce sens, Cass. 5 mars 1810 ; 2 mai 1811 ; 14 juin 1815 ; 20 juill. 1816 ; 19 août 1818 ; 11 mars 1834 ; 26 mars 1838. — V. aussi dans ce volume, Douai, 5 juin 1820.

(2) V. sur ce point, la note qui accompagne un

arrêt de la Cour de cassation du 23 avril 1816, et les autorités qui y sont rappelées. Adde, dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 27 mai 1840.

(3) La question est controversée. V. dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 7 déc. 1825 ; Meun-

2° Un tribunal qui déclare un emprisonnement nul, ne peut ordonner l'exécution provisoire et sans caution de son jugement (1).

(Gautaut—C. Bonnefont.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que du procès-verbal du 27 oct. 1814 résulte un acte d'exécution du jugement du 13 mai précédent, et que cet acte a dû être nécessairement connu de Jean-Baptiste Bonnefont, partie de Tantillon, puisque ce procès-verbal a été notifié à l'épouse dudit Bonnefont, à laquelle l'huissier, assisté de ses témoins, avait parlé; — Que celle-ci répondit que son mari était absent, et qu'elle n'avait point d'argent; qu'ensuite, le sieur Bonnefont père s'opposa à toute saisie-exécution, sur le fondement qu'il était propriétaire de tout ce qui était dans la maison, et qu'il somma l'huissier de se retirer, lequel se vit obligé de rédiger son acte en forme de procès-verbal de carence;

Attendu que du procès-verbal du 31 oct. 1814, dressé contre Léger Montgauze, condamné, solidairement avec Jean-Baptiste Bonnefont, au paiement de la créance dont il s'agit, il résulte parcellément une exécution du même jugement du 13 mai 1814, laquelle a été nécessairement connue dudit Léger Montgauze, puisque ce procès-verbal lui a été notifié après avoir parlé à lui-même, et que ce fut lui-même qui fit une réponse insérée dans ledit procès-verbal, portant qu'il ne demanderait pas mieux que de pouvoir payer, mais qu'il n'avait point d'argent; que le même procès-verbal constate ensuite que l'huissier voulant procéder par saisie-exécution, la bru dudit Montgauze s'y opposa, en disant que tout ce qui était dans la maison lui appartenait; qu'elle somma l'huissier de se retirer, lequel fut ainsi réduit à rédiger son procès-verbal de refus et de carence; — Attendu que suivant les principes concernant la solidarité, le dernier procès-verbal qui rappelle avec le titre le nom de la partie de Tantillon, comme codébiteur conjoint et solidaire, deviendrait commun à Jean-Baptiste Bonnefont, en ladite qualité de codébiteur solidaire, serait réputé connu de lui, et aurait le même effet à son égard que s'il avait été rédigé contre lui-même; — Attendu que d'après tout ce qui vient d'être dit, il y a eu des actes desquels il résulte nécessairement aux termes de l'art. 159 du Code de procéd., que la partie de Tantillon a connu l'exécution du jugement; que cette connaissance a eu lieu avant l'expiration des six mois, à compter de la date du jugement du 13 mai 1814, et que, dès lors, ce jugement quoique par défaut, n'est point tombé en péremption;

Considérant, d'ailleurs, qu'en droit, et d'après une jurisprudence certaine, le procès-verbal de carence qui a eu lieu dans les six mois de la date du jugement, en empêche la péremption;

Et attendu que par le jugement dont est appel les premiers juges ont ordonné que ledit Jean-Baptiste Bonnefont serait sur-le-champ mis en

liberté, ce qui a été effectué; en sorte que dans cette position, n'y ayant point de détention, il ne peut y avoir lieu à statuer sur la mise en liberté; mais que cette disposition n'est pas moins contraire aux art. 135 et 136 du Code de proc., qui déterminent les cas dans lesquels les premiers juges peuvent ordonner l'exécution provisoire de leur jugement, et dans lesquels ne se trouve point celui dont il s'agit; en sorte qu'une pareille disposition qui est irréparable, peut souvent causer à la partie lésée un préjudice considérable, et que, d'ailleurs, elle devient attentatoire à l'autorité du juge supérieur: — Par tous ces motifs, dit mal jugé: — Déclare que la partie de Tantillon avait été bien et valablement emprisonnée; — Ordonne que l'exécution du jugement du 13 mai 1814 pourra être continuée de toutes les voies de droit, etc.

Du 6 août 1821. — Cour roy. de Riom. — 1^{re} ch. — Prés., M. Grenier, p. p. — Pl., MM. Allmand et Tantillon.

1° ENFANT ADULTÉRIN. — RECONNAISSANCE. — DONATEUR.

2° CONCUBINAGE. — DONATION. — ADULTÉRINIÈRE.

1° Toute reconnaissance d'enfant naturel faite par un individu marié est radicalement nulle, aux termes de l'art. 335, Cod. civ., et ne peut être opposée à cet enfant, ni lui préjudicier. En conséquence, on ne peut réduire à une simple pension alimentaire les libéralités qui lui ont été faites par l'homme marié qui s'est déclaré son père, sous prétexte que ces libéralités ont été faites à un enfant adultérin (2).

La qualité d'enfant, donnée dans l'acte par le donateur au donataire, doit simplement être réputée non écrite, et la donation recevoir son effet, lorsque d'ailleurs l'identité du donataire ne peut pas être révoquée en doute.

2° On ne peut attaquer comme étant nulles les donations qu'on dit faites à une concubine, lorsque ce concubinage ne pourrait exister et être déclaré sans remonter à sa corrélation avec une paternité adultérine (3).

(Héritiers Terrasse — C. époux Loubaresse.)

Jacques Terrasse, jeune homme âgé de 25 ans, avait été marié, en 1794, avec Marie Hobenleche. Cette union a été constamment stérile. — Jeanne Thuire était entrée en qualité de domestique dans la maison des mariés Terrasse. — Dans le cours de son habitation dans la maison de Jacques Terrasse, la fille Thuire est accouchée de plusieurs enfants. — Deux de ces enfants furent présentés par une tierce personne à l'officier de l'état civil comme enfants naturels de Jeanne Thuire, sans désignation du père. — Les actes de naissance des autres enfants furent dressés sur la déclaration de Jacques Terrasse, qui se présenta devant l'officier de l'état civil, se déclara le père de ces

pellier, 20 août 1810; Toulouse, 22 août 1826, et 8 déc. 1830; Paris, 22 mars 1827, et 14 août 1828; Pau, 16 août 1837 (Volome 1837). V. aussi dans ce sens, Carré, n° 615; Thomine-Desmazures, t. 1, n° 187; Favard, Répert., v° Jugement, sect. 1^{re}, § 3, n° 15; Delvincourt, tom. 2, p. 713 note; Reynaud, de la Péremption, n° 158. — En sens contraire, Limoges, 14 février 1822; Paris, 1^{er} mars 1826; 8 mai 1837; 3 mars 1838; Nîmes, 28 nov. 1826; 24 janvier 1829; Toulouse, 7 avril 1840. — V. aussi Merlio, Répert., v° Péremption, sect. 2, § 1^{er}, n° 12; Troplong, de la Prescription, n° 630. — V. en outre, Vaenille, cod., t. 1, n° 238; Bonenne, t. 3, p. 64-72.

(1) V. en ce sens, Carré, n° 2739. — En sens contraire, voy. Demiau, p. 486; Thomine-Desmazures, t. 2, n° 910.

(2) C'est là un point maintenant constant en jurisprudence. V. Cass, 28 juin 1815, et les renvois qui y sont faits aux arrêts.

(3) Conséquence du principe également constant en jurisprudence, que dans l'état actuel de la législation, le concubinage, même adultérin, ne rend pas les concubins incapables de faire des dons ou legs. V. à cet égard, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 13 août 1816.

enfants, et indiqua, comme leur mère, Jeanne Thuaire.

Après plusieurs dispositions successivement faites, soit en faveur de Jeanne Thuaire, soit en faveur des enfans de cette dernière, Jacques Terrasse a disposé, par testament du 16 nov. 1816 de l'universalité de ses biens en faveur de Jacques-Louis, Antoinette, Claudine, Marie, Antoine et autre Antoine Terrasse, ses six enfans (ce sont les termes du testament), et a légué à Jeanne Thuaire un logement et la jouissance de de son mobilier pendant sa vie. Il est décodé peu de temps après avoir fait ces dispositions. — Après son décès, Jeanne Thuaire s'est mariée avec Guillaume Loubaresse.

Les parens collatéraux ont attaqué les dispositions contenues dans les divers testamens de Jacques Terrasse comme contenant des libéralités au profit de personnes déclarées par le Code incapables de recevoir. — Ils ont soutenu, à l'égard de Jeanne Thuaire, que sa qualité de concubine du testateur la rendait incapable de recevoir aucune libéralité; ils ont opposé aux héritiers institués leur qualité d'enfans adultérins, comme devant restreindre les droits de ces enfans dans la succession du père adultérin à une simple pension alimentaire.

Le 28 juin 1820, jugement contradictoire du tribunal d'Ambert, ainsi conçu :

« Attendu que la loi (Code civil, art. 335), prohibe formellement toute reconnaissance d'enfans provenus d'un commerce adultérin; qu'ainsi, la reconnaissance faite par Jacques Terrasse de plusieurs des enfans de Jeanne Thuaire, soit dans les actes de naissance, soit dans ceux de dernière volonté, comme étant nés de lui et de Jeanne Thuaire, doit rester sans effet, et ne peut, par conséquent, nuire ni préjudicier à ces enfans, parce qu'elle est absolument interdite par la loi; — Qu'il suit de la disposition générale des art. 340 et 342 du Code civil, que la recherche ne peut pas plus avoir lieu contre les enfans qu'à leur profit; — Attendu que ces principes sont consacrés par la jurisprudence des arrêts de la Cour de cassation; — Attendu que la reconnaissance de Jacques Terrasse écartée, il ne reste plus aux enfans dont il s'agit que la qualité d'enfans naturels de Jeanne Thuaire, libres à leur naissance de tout engagement; — Attendu qu'à son décès, Jacques Terrasse n'avait ni descendans, ni héritiers à réserve; qu'ainsi, il a pu disposer valablement de la totalité de ses biens, soit en faveur desdits enfans, soit en faveur de Jeanne Thuaire; — Par ces motifs, le tribunal déboute les héritiers Terrasse de leur demande, et les condamne aux dépens. »

Appel de la part des héritiers Terrasse.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui concerne toutes les demandes formées devant les premiers juges par les parties de Tailhand contre les parties de Goyon et de Bayle; par les motifs énoncés dans le jugement dont est appel, lesquels sont adoptés par la Cour; — En ce qui touche le nouveau moyen proposé subsidiairement par les parties de Tailhand dans leurs conclusions écrites, et développé dans la plaidoirie, lequel moyen elles font résulter de ce que les dispositions testamentaires, faites par défunt Jacques Terrasse, seraient viciées comme étant l'effet de l'erreur et d'une fausse cause; — Considérant qu'on ne peut imputer à une erreur de personnes les dispositions faites par Jacques Terrasse, puisque ceux qui sont les objets de ces dispositions y sont exactement dénommés et désignés, et que leur identité avec les parties de Goyon ne peut

faire la matière d'un doute, et n'est pas même contestée; — Que, quant à l'erreur qu'on voudrait faire porter sur les qualités relatives à la naissance, il est impossible d'assurer que la qualité d'enfant du disposant, que celui-ci a donnée à ceux au profit desquels il a disposé, ait été l'unique cause, la cause impulsive et finale des dispositions; — Que cette qualité d'enfant, donnée par Jacques Terrasse à raison de sa position, étant engagée dans les liens du mariage, doit être regardée comme n'ayant point été écrite, comme non avenue, ainsi que la reconnaissance dont cette qualité était une suite, et que les dispositions ne doivent pas moins subsister; en sorte que ce moyen subsidiaire rentre dans les moyens opposés par les parties de Tailhand, lesquels ont été rejetés avec fondement par les premiers juges.

En ce qui regarde les conclusions prises encore, et développées à l'audience par les parties de Tailhand contre Jeanne Thuaire, partie de Bayle, sur le fondement qu'elle devait être considérée comme ayant été la concubine de Jacques Terrasse, et que cette qualité vicierait les dispositions qui lui ont été particulièrement faites, — Considérant que ce concubinage ne pourrait exister et être déclaré sans remonter à sa corrélation avec une paternité adultérine que la loi défend de rappeler, et qu'elle couvre d'un voile qu'elle ne permet point de soulever; — Qu'il ne peut rester entre la partie de Bayle et celle de Goyon d'autre corrélation que celle de mère naturelle et d'enfans naturels, abstraction faite de tout commerce adultérin et de toute paternité, en telle sorte que ces moyens et conclusions rentrent encore dans les moyens opposés par les parties de Tailhand devant les premiers juges, que ceux-ci ont dû rejeter en se fondant sur la disposition impérative de la loi; — Considérant d'ailleurs qu'en supposant que ce moyen, tiré du concubinage, peut vicier les dispositions productives faites par Jacques Terrasse à Jeanne Thuaire, le résultat de la nullité ne pourrait tourner qu'au profit des parties de Goyon, puisque leur qualité de légataire des héritiers universels du défunt Jacques Terrasse a déjà été maintenue, et que le même Jacques Terrasse, dans quelques-uns de ses testamens, et notamment dans le dernier du 16 nov. a exprimé la volonté qu'à tout événement les parties de Goyon fussent préférées à ses héritiers du sang, — Dit bien jugé, etc.

Du 6 août 1821. — Cour roy. de Riom. — Aud. sol. — Prés., M. Grenier, p. p. — Concil., M. Archon-Despérouses, av. gén. — Pl., MM. Tailhand, Bayle et Goyon.

FAUX. — CARACTÈRE. — ÉCRITURE PUBLIQUE. — ÉTRANGER.

L'étranger qui, pour se marier en France, fait fabriquer son prétendu extrait de naissance, les publications de son mariage et une lettre d'envoi de ces deux actes, le tout sous un nom supposé, comme étant celui d'un officier public de son pays, ne commet pas un crime de faux en écriture authentique et publique, en ce qu'il n'y a pas supposition de personne ayant en France un caractère public, si d'ailleurs, il n'y a pas eu de sa part démarche faite pour donner la forme légale aux pièces dont il s'agit, et, en outre, lorsqu'il n'est pas constant que le nom emprunté dans ces pièces, soit celui de l'officier public du lieu d'où elles sont censées provenir.

Mais ce fait ayant pour objet de tromper des tiers, notamment la personne avec laquelle le

mariage doit être célébré et sa famille, doit du moins être compris dans la classe des faux en écriture privée. (Cod. pén., 162, 150 et 151.) (1)

(Gaspard.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que de la procédure, notamment des aveux faits par le prévenu, il résulte que pour surprendre la crédulité du maire d'Hargnies, et épouser la fille de Brichet, ledit prévenu aurait fait fabriquer, sous les dates des 8 fév. et 23 mars dernier, 1^o son prétendu extrait de naissance; 2^o les publications de son mariage; 3^o une lettre d'envoi de ces deux actes, le tout délivré et adressé sous le nom supposé d'un sieur Jacob, maire de Saint-Séverin (commune du royaume des Pays-Bas); que ces pièces, de l'aveu du prévenu, auraient été par lui produites à la mairie d'Hargnies, sachant qu'elles étaient fausses;—Considérant que si, d'après les termes et l'esprit de l'art. 147 du Code pén., la fabrication et l'usage des pièces sus-énoncées ne constituent pas le crime de faux ou écriture authentique et publique, soit parce qu'il n'y aurait eu ni supposition de personne ayant en France un caractère public, ni démarche faite pour donner aux pièces dont il s'agit, la forme légale, soit parce qu'il n'est pas justifié même que le nom emprunté dans les pièces arguées de faux, soit celui du maire de la commune étrangère de Saint-Séverin, ces pièces au moins doivent être comprises dans la disposition générale de l'art. 162 du Code pén., comme ayant été fabriquées et produites, à l'effet de tromper des tiers, notamment Brichet et sa fille, envers lesquels il devait résulter lésion ou préjudice de la part du prévenu, fait qui constitue un crime aux termes dudit art. 162, combiné avec les art. 150 et 151 du Code pén.;—Déclare qu'il y a lieu à accusation contre Jean-Jacques Gaspard, prévenu d'avoir, pour surprendre la crédulité du maire d'Hargnies et épouser la fille de Brichet, fait fabriquer, etc., ce qui constitue un crime prévu et puni par les art. 162, 150 et 151 du Code pénal, etc.

Du 7 août 1821. — Cour roy. de Metz. — Ch. d'acc.—Prés., M. de Juhécourt.

USURE.—PREUVE TESTIMONIALE.—PRESCRIPTION.

La preuve testimoniale est admissible pour constater le délit d'habitude d'usure (2).

Le délit d'habitude d'usure n'est pas prescrit en faveur de l'accusé, lorsqu'aux faits qui remontent à plus de trois ans, il s'en rattache de plus récents (3).

(V. Michel.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que la preuve testimoniale est admissible pour constater le délit d'habitude d'usure;—Attendu que la prescription établie par les art. 637 et 638 du Code d'inst. crim., ne pourrait être opposée qu'autant qu'il ne serait pas justifié de prêts usuraires ni de

perception d'intérêts usuraires pendant les trois années antérieures aux poursuites;—Attendu qu'il est prouvé par l'instruction et les dépositions des témoins que la veuve Michel n'a cessé de toucher pour les prêts nombreux qu'elle a faits depuis 1808 jusqu'en 1820, des intérêts de 6, 7, 8, 9, 10 et 15 p. 0/0, ce qui constitue le délit d'habitude d'usure, etc.

Du 7 août 1821.—Cour roy. de Metz.—Ch. corr.—Prés., M. Colchen.—Concl., M. Pyrot, av. gén.—Pl., M. Charpentier.

PRESCRIPTION.—INTERRUPTION.—SAISIE RÉELLE.—BAIL JUDICIAIRE.

La prescription ne court pas contre une partie pendant la durée d'une saisie réelle et du bail judiciaire de ses biens.

(Tournadre.—C. Sirmond.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que la justice conserve, pour les parties intéressées, leurs droits sur les biens qui sont sous sa main; qu'ils ne prescrivent pas pendant le cours d'une saisie réelle et d'un bail judiciaire; qu'ainsi, la prescription n'a pu prendre cours qu'à compter de la radiation de cette saisie qui a eu lieu en 1787;—Attendu que, depuis cette époque, les droits des parties de Bayle ont été garantis de la prescription par des diligences successives;—Attendu, en outre, qu'il est établi par le carnet du fermier judiciaire, que non-seulement la sentence par défaut de 1705 a été pleinement exécutée par les débiteurs de la rente foncière dont il s'agit, et que le fermier judiciaire des biens saisis dans lesquels était comprise cette rente, en a perçu le montant jusque et compris 1787;—Considérant, enfin, que cette prescription supplée à la signification du jugement de 1705, qui n'est pas rapportée;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 7 août 1821.—Cour roy. de Riom.—2^e ch.—Prés., M. Veray.—Concl., M. Jussierand, av. gén.—Pl., MM. Allemand et Bayle.

TRIBUNAL DE COMMERCE.—SOCIÉTÉ.—COMPTE.—COMPÉTENCE.

Un tribunal de commerce n'est pas compétent pour statuer sur les difficultés relatives à un compte rendu à des associés par un tiers.

(Amiel.—C. Kersieux.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'il ne s'agit point dans cette affaire de contestations entre associés pour raison de société, mais du compte rendu par un tiers, tant à la société Amiel et compagnie, qu'à l'un des associés personnellement, non comme sociétaire, mais comme individu; d'où il résulte clairement que l'art. 51 du Code de comm., n'est point applicable;—Déclare les appels sans griefs, etc.

Du 8 août 1821.—Cour roy. de Rennes.—3^e ch.—Pl., MM. Bernard, Gaillard et Coatpout.

constance, les nombreuses décisions qui consacrent en principe qu'il y a faux en écriture publique par l'emploi d'un acte public, d'une signature idéale. *V. Cass.* 9 juin 1818 et les arrêts cités à la note.

(2) Il a même été jugé que les stipulations d'intérêts usuraires qui constituent le délit d'habitude d'usure sont soumises à la preuve testimoniale, quoiqu'elles se rattachent à des contrats civils, et que les clauses portées dans ces contrats puissent se trouver en contradiction avec le résultat de cette preuve. *V. Cass.* 2 déc. 1813, et la note.

(3) *V.* en ce sens, *Cass.* 4 août 1820, et Metz, 26 mars 1821.

TESTAMENT. — TÉMOINS.

Les dispositions de la loi du 25 vent. an 11, sur la forme des actes notariés, s'appliquent aux testaments. — En conséquence, un testament public est nul, encore qu'il soit fait en conformité du Code civil, s'il ne contient pas l'indication de la demeure des témoins. (Cod. civ., 980.) 1)

(Héritiers Niveau.)

19 avril 1819, testament par acte public du sieur J.-B. Niveau. — Les héritiers Niveau attaquent le testament, en ce qu'il ne contient pas l'association de la demeure des témoins, conformément à l'art. 12 de la loi du 25 vent. an 2. — Les héritiers institués répondent que le Code civil contient un système complet sur les formalités des testaments; qu'il a, par conséquent, abrogé implicitement toutes les lois antérieures relatives au même objet; qu'ainsi on ne peut invoquer la loi du 25 vent. an 2. — 16 février 1821, jugement du tribunal civil de Guéret, qui rejette la demande en nullité. — Appel des héritiers légitimes.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la loi du 25 vent. an 11, sur l'organisation du notariat, règle d'une manière générale quelle doit être la forme des actes notariés; — Que dès lors les dispositions de cette loi s'appliquent à toutes les actes reçus par des notaires, sauf ceux pour lesquels il a été dérogé à cette loi générale par une loi spéciale; — Attendu que le Code civil, en traçant des règles générales sur la forme des testaments, prescrit (art. 974) le nombre des témoins qui doivent assister à ces actes lorsqu'ils sont reçus par des notaires; (art. 975) l'obligation ou sont tous les témoins, ou du moins deux d'entre eux, dans certains cas, de signer l'acte; (art. 975) l'incapacité pour plusieurs personnes d'être témoins testamentaires; et enfin (art. 980) quelles sont les qualités que doivent avoir les personnes capables d'être témoins dans les testaments; qu'il résulte qu'en fait de testaments reçus par des notaires, c'est le Code civil qui est la loi de la matière relativement au nombre des témoins, à leur signature, à leur capacité ou incapacité; — Mais attendu que le Code est muet sur la nécessité d'énoncer le lieu de la résidence des notaires qui reçoivent le testament; le nom des témoins de cet acte; sa date et le lieu où il est fait; que cependant toutes ces formes sont substantielles et ne sauraient être omises sans vicié l'acte dans son essence; qu'il faut donc sur ces points revenir à la loi du 25 vent. an 11; — Attendu que cette loi règle non-seulement toutes ces formalités par l'art. 12, mais que ce même article exige également que l'énonciation de la demeure des témoins soit insérée dans l'acte reçu, et ce sous la peine portée par l'article 68, c'est-à-dire sous peine de nullité; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la peine de nullité, pour l'omission de l'énonciation de la demeure des témoins, s'applique aux testaments comme aux actes ordinaires; — Attendu que l'on conçoit d'autant mieux l'intention de la loi à cet égard qu'aux termes de l'art. 880 du Code civil, les témoins testamentaires doivent être sujets du roi, et que l'énonciation de leur demeure est un des moyens qui peuvent faire connaître s'ils ont cette qualité; — Attendu, en fait, que dans le testament de sieur J.-B. Niveau, reçu le 19 avril 1819, par Potier, notaire, la demeure des témoins n'est point énoncée; que, par conséquent, ce testament doit

être déclaré nul..... — Par ces motifs, etc.

Du 8 août 1821. — Cour roy. de Limoges. — *Frs.*, M. de Gaujal, p. p. *Concl.*, M. Guilibert, av. gen. — *Pl.*, MM. Leyraud et Dumont.

PARTAGE D'ASCENDANT. — ACCEPTATION.

Les partages anticipés faits par les ascendans entre leurs descendans, sous la forme de donations entre-vifs, ne sont valables qu'autant qu'ils sont acceptés par tous les cohéritiers appelés au partage. Le refus d'accepter de la part de l'un d'eux entraîne la nullité de l'acte.

(Bouiges — C. Heygonie.)

Le 21 fév. 1808, contrat de mariage du sieur Heygonie et de la demoiselle Marie-Jeanne Bouiges. — La dame Vialle, veuve Bouiges, mère de la future, lui constitue en avancement d'hoirie une somme de 8,000 fr.; 3,000 fr. sont quittancés par l'acte, et le surplus est stipulé payable en différents termes, dont le dernier devait échoir le 8 juin 1815. Il est stipulé que les futurs se marieront sous le régime dotal. — Aucun paiement n'a eu lieu aux diverses échéances fixées par ce contrat.

Par procès-verbal du 13 déc. 1819, certains immeubles appartenant à la dame Vialle, veuve Bouiges, ont été saisis réellement à la requête des époux Heygonie, pour parvenir au paiement des sommes qui auraient été données en avancement d'hoirie à la dame Heygonie. Cette saisie a été dénoncée le 7 janv. 1820, et la procédure en expropriation a été suivie jusqu'à la quatrième publication du cahier des charges.

Le 15 avr. 1820, les enfans Bouiges se sont rendus tiers opposans aux poursuites, en s'étant d'un acte fait sous la date du 9 avr. 1820, par lequel la dame Vialle, usant de la faculté attribuée par l'art. 1075 du Code civil, avait fait, par donation entre-vifs, l'abandon et le partage de tous ses biens présents entre la dame Heygonie et tous ses autres enfans.

Les époux Heygonie ont répondu que cet acte n'était pas valable, parce qu'il manquait d'une condition essentielle exigée pour les donations entre vifs, par les art. 932 et 1076 du Code, puisqu'il n'avait pas été accepté par la dame Heygonie, l'un des enfans prétendus donataires.

Le 20 déc. 1820, jugement du tribunal civil de Mauriac qui annule l'acte et ordonne que les poursuites seront continuées. — Attendu que les art. 1075 et 1076 du Code civil, n'autorisent les actes de partage faits par les père et mère et autres ascendans entre leurs enfans et descendans, sous la forme de donation entre-vifs, que sous la condition de l'accomplissement des formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre-vifs; — Attendu que, d'après l'art. 932 du Code civil, une condition indispensable pour la validité de ces sortes de donations, c'est qu'elles soient acceptées par les donataires; — Attendu que de la combinaison de ces trois articles il résulte que les partages anticipés faits par les ascendans entre leurs descendans, sous la forme de donations entre-vifs, ne sont valables qu'autant qu'ils sont acceptés par les cohéritiers appelés au partage, qui sont, en ce cas, de véritables donataires; — Attendu que cette formalité manque essentiellement au partage dont s'agit, les tiers opposans, puisque les époux Heygonie qui n'ont accepté par aucun acte ce partage, refusent formellement de l'accepter par leurs conclusions prises à cette audience.

Appel par les enfans Bouiges.

(1) F. conf., Cass. 1^{re} oct. 1810, la note et les autorités qui y sont rappelés. — *Add.*, dans le même

sens, Coin-Delisle, *Comment. des donat. et test.*, sur l'art. 974, n° 26.

ARRÊT.

LA COUR : — Déterminée par les motifs exprimés au jugement dont est appel, — Dit bien jugé, etc.

Du 11 août 1821. — Cour roy. de Riom. — Prés., M. Verry. — Concl., M. Jusserand, av. gén. — Pl., MM. Garron et Allemaud.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — COMMANDEMENT. — EXÉCUTION. — OPPOSITION.

Un jugement par défaut n'est pas réputé exécuté par une signification faite avec commandement, alors même qu'au bas de cette signification le défaillant aurait manifesté l'intention de former opposition ou d'appeler (1).

(Geillard — C. Dulac.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que pour faire disparaître un abus, ou plutôt un délit, que l'huissier prévaricateur commettrait en manquant de donner à la personne assignée copie de son exploit, le législateur a, dans l'art. 156 du Code de proc. civ. imposé deux obligations à celui qui veut se prévaloir d'un jugement par défaut qu'il a obtenu contre une partie qui n'a pas d'avoué constitué : la première de faire signifier le jugement par défaut par un huissier commis à cet effet, soit par le tribunal, soit par le juge du domicile du défaillant que le tribunal aura désigné ; la seconde, de poursuivre, dans les six mois de son obtention, l'exécution de ce jugement ; — Considérant que la législation, pour prévenir toute incertitude sur le nombre et le caractère des actes qu'on devait considérer comme une exécution du jugement par défaut, a déterminé ces actes avec précision dans l'art. 159 du Code de procédure ; — Que l'énumération des actes d'exécution dans cet article est limitative, et non pas seulement énonciative, c'est-à-dire qu'on ne doit attribuer le caractère indiqué dans l'art. 156 qu'aux faits portés par l'art. 159, et qu'étendre plus loin cet effet serait méconnaître l'esprit et violer la lettre de la loi ; — Qu'il résulte de la discussion qui a eu lieu au conseil d'Etat, rapportée par Locré (*Esprit du Code de procédure*, p. 329 et suiv.), que le mot *Exécution* a, dans l'art. 156, le même sens que dans l'art. 159 du Code de proc. ; — Qu'enfin la Cour de cassation s'est exprimée en ces termes dans l'un des considérands de son arrêt du 10 nov. 1817 (2) : « Le jugement par défaut qui n'a pas été, dans les six mois, exécuté dans le sens et suivant les formes prescrites par les articles 156 et 159 du Code de proc., doit être considéré comme périmé et non avencé ; » — Considérant qu'en fait le jugement par défaut qu'a obtenu le sieur Gaillard devant le tribunal de commerce de Limoges le 19 août 1819, non-seulement n'a pas été, à l'égard du sieur Dulac, défaillant, exécuté suivant le vœu de l'art. 159, mais encore qu'il n'a pas été, dans les six mois de son obtention, suivi d'aucun acte d'exécution quelconque ; car il ne résulte pas plus un commencement d'exécution, même dans la langage ordinaire, de l'acte de signification de ce jugement qui a été adressé par le sieur Gaillard au sieur Dulac, le 23 sept. 1819, qu'on ne peut en induire des expressions de « commandement d'obéir et satisfaire au jugement » que l'huissier a consignés dans son acte de signification ; puisque le jugement par défaut n'étant, d'après l'art. 435 du Code de proc.,

exécutoire qu'un jour après la signification, il ne peut être fait, par l'acte même qui contient cette signification, aucune espèce d'exécution ; — Considérant qu'à la vérité le sieur Dulac a connu, dans les six mois de sa date, le jugement par défaut rendu contre lui, puisque, au bas de la signification qui lui a été adressée le 23 sept. 1819, il a déclaré protester de faire opposition à ce jugement, et même d'en interjeter appel ; mais il ne faut pas confondre la connaissance du jugement par défaut avec la connaissance de l'exécution : pour qu'il y ait exécution dans le sens de l'art. 159, il faut nécessairement que les actes auxquels on veut faire résulter cette exécution aient été connus de la partie défaillante. Or, il n'y a eu, dans les six mois qui ont suivi le jugement du 19 août 1819, aucune espèce d'exécution. Il est dès lors impossible que la connaissance de cette exécution soit parvenue au défaillant, puisqu'on ne peut connaître ce qui n'a pas existé. La connaissance que la sieur Dulac a eue du jugement n'a pu suppléer à l'exécution que la loi exige ; cette connaissance n'était pas suffisante pour déterminer à attaquer par l'opposition un titre que la partie intéressée paraissait abandonner : il devait attendre, pour résister, que l'attaque commençât ; elle n'a point commencé ; il est donc impossible que ce jugement soit réputé exécuté, alors qu'il n'existe aucun acte d'exécution. Le législateur, d'ailleurs, a voulu, dans l'art. 156, infliger une peine à celui qui a obtenu un jugement par défaut, et qui ne l'a pas ramené à exécution dans les six mois de son obtention. La péremption est aussi fondée sur ce motif que celui qui laisse dormir, et sans en faire aucun usage pendant six mois, le jugement par défaut qui a été rendu en sa faveur doit être présumé avoir renoncé à s'en prévaloir, avec d'autant plus de raison que ce jugement a été rendu sans discussion, sans nulle défense de la partie défaillante ; — Considérant, enfin, que le jugement du 19 août 1819 étant périmé, pour n'avoir pas été ramené à exécution dans les six mois de son obtention, le commandement que le sieur Gaillard a adressé au sieur Dulac, après l'expiration de ce délai, et le 8 août 1820, doit être annulé ; — Met l'appel au néant, etc.

Du 11 août 1821. — Cour roy. de Limoges.

CONCLUSIONS. — DEMANDES RECONVENTIONNELLES.

Lorsqu'un défendeur oppose par des conclusions formelles, une demande reconventionnelle à la demande principale, les juges doivent prononcer formellement sur cette exception, et non se borner à en donner acte.

(Lemur — C. Lorre.)

Du 13 août 1821. — Cour roy. de Rennes.

DOT. — SÉPARATION DE CORPS. — RESTITUTION. — EMPLOI. — INTÉRÊTS

La séparation de corps, bien qu'elle enlève au mari l'administration et la jouissance des biens dotaux, lui laisse cependant le droit de veiller à la conservation de la dot. Ainsi, le mari qui rembourse la dot, en exécution du jugement qui a prononcé la séparation de corps, peut exiger que la femme fasse emploi des deniers en acquisition d'immeubles (3).

Toutefois, le mari a le droit de préférer à un

(1) P. sur ce point, et en général, sur les actes qui constituent l'exécution d'un jugement par défaut, nos observations sur l'arrêt de la Cour de Trèves, du 10 août 1819.

(2) V. à cette date.

(3) Cela se rattache à la grave question de savoir si la femme séparée de corps ou de biens seulement, peut exiger la restitution de sa dot mobilière sans faire emploi ou donner caution pour sûreté du capital. La décision ci-dessus qui se prononce pour la négative

emploi nouveau celui qui a été fait en exécution du contrat de mariage, en laissant à la femme les propriétés et jouissance du domaine acquis avec les deniers dotaux, dans la proportion des sommes pour lesquelles la femme a contribué au paiement.

Les intérêts des deniers dotaux sont dus à compter du jour de la demande en séparation de corps et en restitution de la dot formée par la femme, et le mari ne peut s'en affranchir par un compte de fruits de l'immeuble au paiement duquel ont été employés les deniers dotaux.

(Ducayla—C. Ducayla.)

La comtesse Ducayla a demandé, en déc. 1817, sa séparation de corps d'avec son mari. — Le 26 mai 1818, un jugement du tribunal civil de la Seine a ordonné cette séparation, et renvoyé les parties, pour la liquidation de leurs droits respectifs, à se pourvoir conformément à la loi. — En conséquence de ce renvoi, la dame Ducayla, par exploit du 29 juin 1820, a fait assigner son mari, pour se voir condamner à lui rendre et restituer la somme de 300,000 fr., montant de la dot à elle constituée par son contrat de mariage.

Le 12 mai 1821, nouveau jugement du tribunal de la Seine, qui condamne le comte Ducayla à rendre et restituer à sa femme la somme de 300,000 fr. par elle apportée en dot, suivant leur contrat de mariage, avec les intérêts, à compter du 26 déc. 1817, jour de la demande en séparation de corps. — Les premiers juges ont considéré que, par jugement du 26 mai 1818, confirmé par arrêt du 15 juin 1820, la comtesse Ducayla avait été séparée de corps d'avec son mari; que la séparation de corps emporte toujours la séparation de biens, et que, d'ailleurs, dans l'espèce, la séparation de biens était stipulée entre les parties, par l'acte contenant les conditions civiles de leur mariage; qu'ainsi, et sous tous les rapports, il y avait lieu à la restitution de la dot.

Appel de la part du comte Ducayla.

ARRÊT.

LA COUR; — Faisant droit sur l'appel interjeté par Ducayla de la sentence rendue par le tribunal civil de première instance du département de la Seine, le 12 mai dernier, — Considérant que la séparation de corps emporte toujours la séparation de biens, à pour effet nécessaire la restitution de la dot; — Que la puissance ôlée au mari pour l'administration et la jouissance subsiste cependant pour la conservation et l'emploi du fonds dotal, dans l'intérêt des enfans et de la femme elle-même; — Considérant, à l'égard des intérêts de la dot, que la clause formant l'art. 21 du contrat de mariage des parties n'est pas applicable au cas de séparation; — Que le mari ne peut tirer bénéfice des faits qui, de sa part, ont produit la séparation; — Que tous jugemens, quant aux condamnations pécuniaires, prennent exécution à compter du jour des demandes; — Que les droits de la femme étant réduits à une créance sur son mari, celui-ci ne peut se libérer par un compte de fruits; — Que la quotité de l'intérêt est réglée par la loi générale; — Considérant que l'emploi fait en exécution du contrat

de mariage des parties pouvant continuer à subsister dans l'intérêt commun, le mari a la faculté de le préférer à un emploi nouveau, en laissant à la femme les propriétés et jouissance du domaine acquis avec les deniers dotaux et dans la proportion des sommes fournies respectivement pour en acquitter le prix; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que la charge d'un nouvel emploi de la dot n'a point été imposée; — Emendant quant à ce, et faisant droit au principal, — Ordonne que la femme Ducayla, parlie de Gairal, sera tenue de faire emploi en acquisition d'immeubles, de la somme de 300,000 fr., montant de sa dot; et ce, en présence et du consentement de la partie d'Hennequin, et, à défaut dudit consentement, après autorisation de justice; si mieux n'aime Ducayla, parlie d'Hennequin, faire au profit de sa femme déclaration de propriété de la terre de Brinon-les-Allemands, jusqu'à concurrence des deux tiers, pour par elle en jouir en fonds et fruits, dans lequel délaissement seront compris les deux tiers du produit des coupes faites par anticipation depuis la demande en séparation; ce que ledit Ducayla, parlie d'Hennequin, sera tenu d'opter dans les six mois, à compter de ce jour, sinon déchu de l'option; — Ordonne que la sentence au résidu sortira son plein et entier effet, quant au capital, sauf l'option ci-dessus, et dès à présent, quant aux intérêts échus depuis la demande, sous la déduction des provisions acquittées ou sommes avancées; — Ordonne, etc.

Du 14 août 1821. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. — Prés., M. Séguier, p. p. — Concl., M. Quéquet, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Hennequin et Gairal.

1^{er} CONSEIL D'ÉTAT.—INTERVENTION.

2^e CHEMIN VICINAL.—DIRECTION.—PROPRIÉTÉ.

—COMPÉTENCE.

3^e COMMUNAUX.—USURPATION.—COMPÉTENCE.

1^o Le propriétaire de fonds qu'une commune revendique contre le fermier, comme usurpés à son préjudice, est recevable à intervenir dans la contestation pendante à ce sujet, devant le conseil d'Etat (1).

2^o Un préfet est compétent pour déterminer la direction et la largeur d'un chemin vicinal, sauf le recours devant le ministre de l'intérieur sur les questions de vicinalité, et devant les tribunaux sur les questions de propriété (2).

3^o La compétence des conseils de préfecture, en matière d'usurpation de biens communaux, ne s'applique qu'à des usurpations de terrain, dont la qualité communale n'est pas contestée. Les tribunaux sont seuls compétens, lorsque la propriété des biens prétendus usurpés est revendiquée d'après des titres anciens et une possession immémoriale (3).

(Brulé—C. commune d'Arry-la-Ville.)

Le sieur Brulé, fermier du duc de Bourbon, était poursuivi par la commune d'Arry-la-Ville, comme ayant usurpé un chemin vicinal et une pâture communale.

Lotus, etc.; — Vu l'avis du conseil d'Etat, du

(2) C'est ce que le conseil d'Etat a encore jugé par ordonn. du même jour (aff. *Belgrand de Truchy*). La règle est du reste constante. V. ordonn. des 18 janv. 1815 (aff. *Noël*), et 24 mars 1819 (aff. *Rémont*), et les notes.

(3) Ainsi décidé encore par ordonnance du même jour (aff. *Dubreuille de Souvailles*). V. au surplus, conf., l'ordonn. du 1^{er} sept. 1819 (aff. *Tomisier*), et la note.

est conforme à plusieurs arrêts de Cours royales; mais la jurisprudence de la Cour de cassation est contraire. V. à cet égard, les arrêts divers qui sont indiqués sous un arrêt conforme à la décision ci-dessus de la Cour de Montpellier du 22 juin 1819.

(1) V. sur le principe de l'admissibilité de l'intervention devant le conseil d'Etat, la note qui accompagne l'ordonn. du 22 fév. 1821 (aff. *Dubour-nal*).

18 juin 1808, sur la compétence en matière d'usurpation des biens communaux :

Considérant, sur l'intervention, que notre cousin le duc de Bourbon, se déclarant bailleur des terrains affermés verbalement au sieur Brulé, a qualité pour intervenir dans la contestation pendante devant nous ;

Considérant que c'est au préfet à déterminer la direction et la largeur des chemins vicinaux, sans pouvoir devant notre ministre de l'intérieur, sur les questions de vicinalité, et devant les tribunaux, sur les questions de propriété desdits chemins ;

Considérant que la compétence des conseils de préfecture, en matière de biens communaux, ne s'applique qu'à des usurpations de terrain dont la qualité communale n'est pas contestée ; que, dans l'espèce, notre cousin le duc de Bourbon prétend que le terrain en litige et le chemin lui appartiennent, en vertu de titres anciens et de la possession immémoriale ; que, dès lors, il s'élève entre les parties une question de propriété dont les tribunaux seuls peuvent connaître ;

Art. 1^{er}. L'intervention de notre cousin le duc de Bourbon est admise. — 2. L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Oise, du 20 janv. 1820, est annulé pour cause d'incompétence. — 3. Les parties sont renvoyées devant les tribunaux ordinaires, sur les questions de propriété de la terre et du chemin, et devant le préfet, sur la question de vicinalité dudit chemin, et, par suite, sur la fixation de sa direction et de ses dimensions.

Du 15 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Vildé et Isambert.

INVENTION. — MARCHÉ ADMINISTRATIF. — RÉLATION. — INDEMNITÉ.

Le marché passé entre l'administration et un particulier pour l'achat d'un procédé secret, à la condition que ce procédé serait reconnu avoir les avantages annoncés, peut être résilié sans aucune indemnité, lorsqu'il est constaté par des essais que le procédé ne produit pas tous les avantages annoncés, et qu'il est d'ailleurs sujet à de graves inconvénients. Vainement l'inventeur prétendrait-il que la publicité donnée à son secret, par l'administration, l'empêche désormais de l'exploiter (1).

(Dorion — C. Ministre de la marine.)

En 1815, le sieur Dorion vend à l'administration de la Martinique un procédé secret qu'il prétendait avoir découvert pour clarifier promptement et complètement le vérou et le dépouiller de toutes les parties nuisibles à la cristallisation du sucre.

Une clause du traité passé à ce sujet disposait que des expériences devaient constater les avantages annoncés. — Des procès-verbaux ayant constaté que le résultat de ces expériences n'était pas satisfaisant, le conseil colonial déclara l'inventeur déchu de toute prétention au prix stipulé.

Pourvoi du sieur Dorion, qui soutient, contrairement aux procès-verbaux, que son procédé a été unanimement reconnu bon, et qui se prétend d'ailleurs fondé à réclamer, dans tous les cas, une indemnité, par suite de l'impossibilité où l'administration l'aurait mis d'exploiter son secret en le rendant public.

Lois, etc. ; — Considérant qu'aux termes du marché passé avec le sieur Dorion, par l'administration supérieure de la Martinique, le 10 mars

1815, cette administration s'est engagée, pour la colonie, à payer, dans le courant de l'année, audit sieur Dorion, pour prix de son secret relatif à la fabrication du sucre, une somme de 120,000 fr., à la condition que ce procédé serait reconnu avoir les avantages annoncés, d'après des expériences faites par des commissaires nommés à cet effet, et suivies par eux dans tous les points de la fabrication, et jusqu'à la livraison du sucre terré au commerce ; — Considérant qu'il résulte des procès-verbaux d'expertise faits par suite du traité, que le procédé du sieur Dorion ne produit pas tous les avantages qu'il avait annoncés ; Qu'il résulte, d'ailleurs, de l'information récemment ordonnée par le gouverneur et administrateur de la Martinique, en tête Donzelot, que ce procédé, dont l'usage avait d'abord été adopté, à titre d'essai, a été depuis totalement abandonné, non-seulement comme inutile, mais encore comme sujet à de graves inconvénients ;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Dorion est rejetée, et la décision de notre ministre de la marine, du 18 mars 1817, est confirmée.

Du 15 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Sirey.

AVANCEMENT D'HOIRIE. — QUOTITÉ DISPONIBLE. — RÉSERVE. — CUMUL.

L'enfant donataire par avancement d'hoirie d'un objet excédant la quotité disponible peut, outre la quotité disponible, réclamer sa part dans la réserve légale, bien qu'il renonce à la qualité d'héritier. (Cod. civ., 843 et 845.) 2)

(Rives — C. Rives.)

Du mariage du sieur Rives avec la dame Samba naquirent quatre enfans, trois filles et un garçon. Le père en mariant ses filles donna à chacune d'elles une certaine somme d'argent en avancement d'hoirie. En 1811 le sieur Rives fils contracta mariage. Son père lui donna à titre de préciput le quart de ses biens. — Après le décès de leurs père et mère, les demoiselles Rives répudièrent la succession paternelle pour s'en tenir aux donations qui leur avaient été faites dans leurs contrats de mariage respectifs. L'une d'elles, la dame Ennel, demanda bientôt après à son frère, seul héritier de leur auteur commun, le paiement d'une somme de 20,000 francs, qui lui était encore due en vertu de son contrat de mariage. — Le sieur Rives s'y refusa, et demanda de son chef le partage de la succession paternelle ; il prétendit que ses sœurs ne pouvaient retenir sur les dons qui leur avaient été faits que le montant de la quote disponible, et qu'elles étaient tenues de rapporter le surplus à la masse de la succession sans pouvoir y prendre part. — 21 juin 1820, jugement du tribunal civil de Metz, qui déclare que la dame Ennel et ses sœurs retiendront sur leur don non-seulement la quotité disponible, mais encore leur part dans la réserve légale : —

Attendu que des dispositions des art. 815, 920 et suiv. du Code civ., il résulte que la loi a voulu respecter les droits des donataires tant en garantissant ceux des héritiers ; qu'en autorisant, d'un côté, l'héritier qui renonce à la succession à retenir le don entre-vifs jusqu'à concurrence de la quotité disponible, elle a, de l'autre, présenté aux héritiers non renonçans un moyen pour corriger l'abus des donations par la voie de la réduction ; que cette action leur étant donnée pour assurer leur part dans la réserve, n'est, par suite, ouverte à l'héritier qu'autant qu'il ne trouve pas dans la

(1) V. comme anal, dans le même sens, ordonn. du 26 fév. 1815 (aff. Audibert).

(2) V. sur cette grave question qui a divisé la

jurisprudence et les auteurs, les observations qui accompagnent l'arrêt en sens contraire de la Cour de cassation du 18 fév. 1815 (aff. Laroque de Mons),

succession cette part que la loi a voulu seulement lui garantir; que ce n'est qu'ainsi que l'art. 845 se trouve en harmonie avec les dispositions contenues en la section 2 du titre des donations, et qu'il doit être entendu en ce sens, que l'héritier qui renonce peut retenir le don qui lui a été fait jusqu'à concurrence de sa part dans la réserve, et subsidiairement jusqu'à épuisement de la quotité disponible; ou, en d'autres termes, sans nuire aux droits des héritiers à réserve; que tout autre système aurait l'inconcevable conséquence d'empêcher la renonciation utile de tous les donataires, s'il y en avait plusieurs; tandis que l'art. 845 ne fait aucune limitation, et laisse, par conséquent, à chacun le droit de retenir le don qui lui a été fait, sans la voie du retranchement, au cas où l'héritier ne trouverait pas sa part dans la réserve.

Appel de ce jugement de la part du sieur Rives. Il a soutenu que ses sœurs, ayant renoncé à la succession, elles devaient être considérées comme des étrangers, et qu'elles ne pouvaient, par conséquent, retenir les donations que le père commun leur avaient faites, que jusqu'à concurrence de la quotité disponible.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la répudiation de la succession paternelle faite par les parties d'Astre et de Mallafosse (les demoiselles Rives), pour s'en tenir aux donations faites par leur père en leur faveur, ne peut priver la partie de Caries (Jacques Rives) de son droit à la réserve légale dans ladite succession; que cette réserve doit être complétée par la réduction des dernières donations à due concurrence; — Attendu que ce n'est que par la connaissance exacte des forces de l'hérédité paternelle que l'on peut déterminer quelle est la réserve légale, et si les donations faites par le père aux parties d'Astre et de Mallafosse sont dans le cas d'être réduites; et enfin, si Jacques Rives, partie de Caries, est réellement débiteur des sommes pour le paiement desquelles il est poursuivi; — Par ces motifs, met les appellations et ce dont est appel au néant; émettant, ordonne qu'il sera procédé à la composition et évaluation de l'entier patrimoine de Bernard Rives père, à l'effet de vérifier si, par les donations faites à ses filles, il a ébréché la réserve légale de Jacques Rives, et s'il y a lieu d'opérer la réduction sur les donations, et jusqu'à quelle concurrence, pour compléter ladite réserve légale, etc.

Du 17 août 1821. — Cour roy. de Toulouse. —

TESTAMENT OLOGRAPHE. — PREUVE TESTIMONIALE.

L'existence d'un testament olographe peut-elle être établie par témoins, quoiqu'il n'y ait point de commencement de preuve par écrit (1).

(Sudour — L. Nogues.)

Le 8 mars 1821, jugement du tribunal de la Seine ainsi conçu : « En ce qui concerne la fin de non-recevoir, tirée du manque de commence-

ment de preuve par écrit : — Attendu que la preuve littérale n'est exigée que pour le cas où les parties ont pu la demander et que l'exception prononcée par l'art. 1348 du Code civ., s'applique au cas particulier de la cause;

« En ce qui concerne celle résultant du motif fait après le décès du général Nogues, entre ses frères et sa veuve, cette dernière stipulant comme héritière de son mari, — Attendu qu'il n'est pas justifié que, lors de ce traité, les sieurs Nogues aient eu connaissance du second testament fait par leur frère ni des faits par lesquels il est allégué qu'il aurait été soustrait; que, dès lors, tout consentement de leur part, reposant sur une erreur substantielle, n'a pu devenir obligatoire;

« En ce qui concerne la pertinence des faits, — Attendu que de leur preuve il résulterait, d'un côté, que le général Nogues a fait un second testament révocatoire de celui fait en faveur de son épouse, aujourd'hui dame Sudour; de l'autre, que ce second testament aurait frauduleusement été enlevé et aurait disparu par le fait de la dame Sudour; qu'ainsi, celui représenté ne pouvait être regardé comme acte de la dernière volonté de son mari;

« En conséquence, donne acte au sieur Nogues des faits par lui signifiés et articulés, savoir, 1^o, etc. (Ces faits sont au nombre de vingt-quatre; voici les plus frappants : lorsque le général fut forcé de garder le lit, quelques personnes de confiance se trouvant réunies dans sa chambre, il les pria de lui apporter un portefeuille qui se trouvait sur une table, et il lui fut à l'instant remis : une d'elles ayant fermé, sur son invitation, les portes de la chambre, il leur annonça que le portefeuille contenait un testament olographe; en même il tira dudit portefeuille une pièce qu'il leur présenta à lire; elles reconnurent, après en avoir pris lecture, qu'elle renfermait un testament olographe, dans lequel le sieur Nogues (demandeur) et Gabriel Nogues, son frère, étaient institués ses héritiers, et que ce testament était daté, signé et écrit en entier de la main du général. Immédiatement après, le général remit cette pièce dans son portefeuille, qu'il déposa près le chevet de son lit. Quelque temps avant son décès, son épouse se plaignit de ce qu'il avait dés hérité; elle l'engagea à lui confier ce portefeuille, l'assurant qu'elle en aurait soin; mais il s'y refusa; elle engagea certaine personne à l'enlever, etc.); — Et attendu que lesdits faits sont pertinents et admissibles, le tribunal autorise le sieur Nogues à en faire la preuve, tant par titres que par témoins, devant le tribunal civil de Tarbes, qui commettra l'un de ses juges à cet effet, et auquel le présent jugement vaudra commission rogatoire, sauf à la dame Sudour à faire la preuve contraire, etc. »

Appel par la dame Sudour.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les faits, lors même qu'ils seraient prouvés, n'établissent pas l'existence d'un testament olographe, à l'instant

(1) La négative est certaine, V. les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 22 dec. 1814. — Mais la preuve testimoniale est admissible à l'effet d'établir si les ratures qui accompagnent un testament sont ou non l'œuvre du testateur; V. Cass. 27 février 1837 (Vol. 1837. 1. 62); ou bien encore pour établir l'existence d'un testament supprimé ou retenu par le fait des adversaires; V. Cass. 24 juin 1828; 16 nov. 1836 (Vol. 1836. 1. 900). — Or, dans l'espèce ci-dessus, l'on soutenait précisément que le testament dont il s'agissait de prouver l'existence, avait été fraudu-

lement enlevé et avait disparu, par le fait de l'adversaire; d'était donc le cas d'admettre la preuve testimoniale; et c'est par ce motif qu'elle avait été admise par le tribunal de première instance. Mais les juges d'appel appréciant différemment les faits allégués par le demandeur, ont pensé qu'ils présentaient des circonstances et des contradictions qui les rendaient invraisemblables; on voit que la décision est en fait, et qu'en droit, on ne peut la considérer comme contraire aux arrêts ci-dessus indiqués.

du décès;—Que, d'ailleurs, les faits présentent des circonstances et des contradictions qui les rendent invraisemblables;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 17 août 1821. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch.—Prés., M. Séguier, p. p.—Concl., M. Quéquet, 1^{er} av. gén.—Pl., MM. Hennequin et Parquin.

SÉPARATION DE CORPS. — PEINE INFAMANTE.—RECONCILIATION.

La condamnation à une peine infamante est une cause de séparation de corps qui subsiste même après que le condamné a subi sa peine, tant qu'il n'a pas fait prononcer sa réhabilitation (1).

L'exception de réconciliation introduite par l'art. 272, Cod. civ., ne peut être opposée, dans ce cas, à l'autre époux.

(Vivier.—C. Vivier.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 232, 261 et 306 du Code civ.; 6 et 7 du Code pen., et 610, 620 et suivans du Code d'inst. crim., relatifs à la réhabilitation des condamnés; — Considérant que de la combinaison des divers articles des Codes civ., pénal et d'instruction criminelle ci-dessus cités, il résulte que tant que l'individu condamné à une peine infamante, et qui a subi sa peine, n'a pas fait prononcer sa réhabilitation, il reste sous la flétrissure de l'infamie, et que si cet individu est marié, l'autre époux peut toujours faire prononcer la séparation de corps; — Considérant que l'exception de réconciliation introduite par l'art. 272 du Code civ., ne peut point s'appliquer à la demande en séparation de corps qui repose sur une condamnation emportant peine infamante, tant que l'infamie subsiste; — Considérant que Pierre Vivier a été condamné à la peine des travaux forcés à temps, par arrêt de la Cour de justice criminelle, du 16 vent. an 13; — Considérant que Pierre Vivier n'a nullement entrepris depuis sa sortie des bagnes de Toulon de se faire réhabiliter; que d'ailleurs, dans ce moment, il ne serait pas admissible à la réhabilitation, dès qu'il ne s'est pas encore écoulé cinq années depuis l'expiration de sa peine (art. 619 du Code d'inst. crim.); — Considérant, au surplus, que les faits dont Vivier demande à rapporter preuves à l'appui de son exception de réconciliation, ne seraient ni pertinens, ni concluans; que plusieurs seraient même exclusifs de toute réconciliation, et que, d'ailleurs, une partie de ces mêmes faits n'avaient pas été articulés en première instance; — Confirme le jugement dont est appel, etc.

Du 17 août 1821. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch.—Prés., M. Pagnon.—Pl., MM. Crépeu et Félix Réal.

(1) V. en ce sens, Durant, t. 2, n^o 572, 573; Massol, de la Sép. de corps, p. 68, n^o 4. — Mais la condamnation de l'un des époux, pour un fait qualifié crime, à une simple peine correctionnelle, par suite de l'admission de circonstances atténuantes, ne serait pas, pour l'autre époux, une cause de séparation de corps, le droit de demander la séparation étant attaché par la loi, non à la qualification du fait et à la peine que ce fait pourrait entraîner, mais à la peine effectivement prononcée. Sic, Paris, 16 juill. 1839 (Vol. 1840, 2. 107). — Pareillement on décide en général qu'une condamnation à une peine infamante, antérieure à la célébration du mariage, ne pourrait, quoique ignorée du conjoint, être une cause de séparation de corps. V. Proudhon, t. 1, p. 291; Toullier, t. 2, n^o 673; Favard, Répert., v^o Séparation entre époux, sect. 2, § 1^{er}, n^o 5;

DÉPENS.—MATIÈRE SOMMAIRE.—TAXE.

Les frais d'une instance peuvent être taxés comme en matière ordinaire, quoiqu'il la cause paraisse avoir été jugée comme matière sommaire (2).

(Longière.—C. Hyvornal.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, quoique la cause paraisse avoir été jugée comme affaire sommaire, néanmoins il est constant que le titre a été contesté, qu'il a donné lieu à de longs débats et à des déboursés de procédure considérables et indispensables, et qu'ainsi les frais ont dû être taxés comme en matière ordinaire; — Déboute de l'opposition formée l'exécutoire des dépens, etc.

Du 17 août 1821. — Cour roy. de Lyon. — 2^e ch.

APPEL. — DATE DU JUGEMENT.

Un acte d'appel est valable quoiqu'il donne une fausse date au jugement attaqué, si un seul jugement ayant été rendu entre les parties, toute équivoque est impossible (3).

(Banquet.—C. Lauvray.)—ARRÊT.

LA COUR; — Sur la fin de non-recevoir: — Attendu qu'il n'y a eu d'autre jugement rendu entre les parties que celui du 24 mai 1820: que dès lors l'erreur de date commise dans l'acte d'appel n'est d'aucune importance; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir opposée et l'appel, etc.

Du 17 août 1821. — Cour roy. de Metz.

APPEL COMME D'ABUS.—EXCORPORATION.—INTERDIT.

Du 17 août 1821 (aff. Hamel). — Ordonn. en cons. d'Etat. — V. cette décision, *infra*, à la date du 29 août.

FAILLITE.—REVENDEICATION.—NOVATION.—MARCHANDISES.

Les arrangements pris entre le vendeur et l'acheteur de marchandises et qui n'ont eu pour objet que de fixer le terme du paiement, ne constituent pas une novation et n'empêchent pas dès lors que le vendeur ne puisse revendiquer les marchandises en cas de faillite de l'acheteur.

Des planches expédiées à flot sur une rivière et qui sont arrivées au lieu de leur destination, ne peuvent être considérées comme entrées dans les magasins du failli et, comme ne pouvant plus, par suite, faire l'objet d'une revendication, si elles sont encore à flot au moment de la faillite, et n'ont éprouvé ni changement ni altération (4).

(Willaume.—C. syndics Barthelemy.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en fait, que Willaume a vendu, le 28 nov. 1820, à Louis Barthelemy, des planches et des madriers pour la somme de 2,076 fr.; — Attendu que les arrange-

Zacharie, t. 3, § 491, note 16. — *Contrà*, Durant, t. 2, n^o 562; Massol, *loc. cit.*, p. 53, n^o 5. — Mais la condamnation antérieure pourrait-elle être une cause de nullité du mariage? Voy. sur ce point la note qui accompagne l'arrêt de Colmar du 6 déc. 1811.

(2) C'est ce qui a été jugé encore par la même Cour, le 16 mars 1824. — V. en outre la note qui accompagne un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 25 mai 1808, et nos observations sur un arrêt de la Cour royale de Limoges du 9 fév. 1815.

(3) V. *conf.* Grenoble, 13 frim. an 11; Rennes, 17 mars 1809; Paris, 28 août 1813; Limoges, 12 août 1818 (1^{re} *supra*, 1^{re} part., p. 243); Beaunon, 29 janv. 1820.

(4) V. anal. en ce sens, Bruxelles, 25 avril 1810, et la note.

meus pris, dès le lendemain, entre les parties et dont elles conviennent, n'ont eu pour objet que le mode de paiement du prix de cette vente et la fixation au 15 mai et à la fin d'avril 1821, des deux termes accordés pour ce paiement; — Attendu que ces nouvelles conventions, qui ne sont qu'une suite du marché de la veille, n'ont pu opérer aucune espèce de novation, puisque aucune des conditions imposées par l'art. 1271 du Code civ., pour qu'il y ait novation, n'a été remplie, et qu'il s'agit toujours, entre les parties, de la même dette, du même débiteur et du même créancier;

Attendu que les planches dont est question flottaient encore sur la Moselle, au moment de la revendication; qu'elles ne sont point entrées dans les magasins de Louis Barthélémy, tombé en faillite; qu'elles n'ont subi, ni nature ou quantité, ni changement, ni altération, et qu'elles sont reconnues être identiquement les mêmes que celles livrées par Guillaume, le 28 nov. dernier; — Attendu, en droit, que l'art. 576 du Code de comm. autorise, en cas de faillite, la revendication des marchandises vendues et livrées, et dont le prix n'a pas été payé; que cet article ne fait aucune distinction entre les ventes au comptant et celles faites à terme; qu'il y a donc lieu à son application, dans l'un et l'autre cas, d'autant plus que le Code civ., art. 2102, § 4, contient, en termes exprès, une règle générale, à cet égard, et que l'on ne trouve nulle part d'exception à faire pour les matières commerciales; — Attendu que les conditions imposées, pour la revendication, par les art. 577 et 580 du Code de comm. existent, dans l'espèce; que c'est donc le cas de faire droit à la demande de l'appelant; — Emendant, ordonne, au profit de Guillaume, la restitution des marchandises par lui vendues à Barthélémy, le 28 nov. dernier et dont le prix n'a pas été payé, à la charge par lui de rendre l'actif du failli indemne de toutes avances pour ces mêmes marchandises; — Donne acte aux syndics du consentement de Guillaume à remettre au failli toutes espèces de titres qu'il pourrait avoir et qui constateraient sa créance de 2,076 fr., prix des planches dont il s'agit, etc.

Du 18 août 1821. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Hombert de Pomecourt. — Pl., MM. Parant et Dommanget.

ÉMIGRÉ. — DETTES.

L'émigré rentré, par élimination, radiation ou amnistie, dans l'exercice de ses droits personnels, est tenu de ses obligations personnelles, quand même il ne rentrerait dans la possession d'aucuns biens, et sans qu'il puisse opposer la déchéance prononcée au profit de l'État contre ses créanciers (1).

(Marconnay.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que le fait de l'émigration du sieur Marconnay, postérieur à l'époque où il a consenti le billet dont il s'agit, et celui prouvé qu'il serait de non remise d'aucune partie de ses biens, par suite de la loi du 5 déc. 1814, ne peuvent anéantir son obligation personnelle et le dégager de ses engagements contractés avant l'émigration; — Que, par suite de l'arrêté du 28 vend. an 9, qui a ordonné l'élimination de plusieurs classes d'émigrés des listes qui en avaient été dressées, et du sénatus-consulte du 6 flor. an 10, qui a accordé, sous quelques exceptions, amnistie pour fait d'émigration, les émigrés éli-

minés, rayés et amnistiés, ont rentré dans tous leurs droits personnels auxquels il n'avait pas été porté atteinte par des décisions définitives; ils ont recouvré la puissance maritale, la puissance paternelle qu'ils avaient avant leur émigration et qu'ils pouvaient encore exercer; ils ont pris leur place dans la famille pour exercer leurs droits de successibilité, comme s'ils n'en eussent jamais été séparés; qu'en recouvrant leurs droits personnels, ils se sont trouvés tenus de toutes leurs obligations personnelles; — Considérant que la pouvoir qui les a éliminés ou rayés des listes où ils avaient été inscrits, qui leur a accordé amnistie pour fait d'émigration, ayant de sa libre volonté adopté ces différentes mesures à la fois justes et politiques, et pouvant s'y refuser, a pu y mettre telles modifications qu'il a cru convenables, qu'en ne dégageant pas les émigrés de leurs obligations personnelles, il les a entièrement laissés à leur charge; que le gouvernement, loin de les en dégager, a consacré en faveur de leurs créanciers le droit d'en exiger contre eux l'acquittement, 1° en accordant par la loi du 16 vent. an 9, et après l'expiration des délais fixés par les lois du 10 brum., 16 pluv., et 17 germ. an 7, pour prendre des inscriptions au bureau des hypothèques, une nouvelle prorogation pour remplir cette formalité, en faveur seulement des créanciers hypothécaires d'individus inscrits sur la liste des émigrés, dont les biens auraient été séquestrés et qui n'auraient été rayés qu'après le 11 brum. an 7; 2° en accordant, par arrêté du 3 flor. an 11, aux créanciers des émigrés, au cas même de liquidation poursuivie et non consommée de leurs créances, la faculté de retirer leurs titres des dépôts du gouvernement où ils avaient été placés, et de poursuivre leurs débiteurs émigrés; 3° par un décret du 30 therm. an 11, qui décide que la confusion d'action énoncée en l'art. 17 du sénatus-consulte du 6 flor. an 10, n'a lieu qu'en faveur du gouvernement, et ne peut être opposée par les débiteurs émigrés à leurs créanciers émigrés du moment où la mainmise nationale a cessé; 4° par un arrêté du 2^e complément, an 12, qui, en cassant une décision du préfet du département de l'Indre du 10 flor. an 12, qui avait déclaré inadmissible la demande faite par un créancier d'émigré de ses titres de créance pour poursuivre son débiteur, décide que le créancier d'un émigré, qui a fait liquider sa créance, mais qui n'a pu obtenir son inscription, peut reveir contre l'émigré; — Considérant que ce principe, que l'émigré rentré, par élimination, radiation ou amnistie, dans l'exercice de ses droits personnels, est tenu de ses obligations personnelles, est au surplus consacré par un grand nombre d'arrêts de la Cour de cassation notamment par celui du 15 nov. 1808, qui a cassé l'arrêt de la Cour de Poitiers, qui avait renvoyé le sieur Babinet de la demande contre lui formée en paiement d'une rente foncière assise sur un domaine qui lui avait appartenu, et vendu par le gouvernement à raison de son émigration, et par un autre arrêt de la Cour de cassation du 17 mai 1809, qui a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de faire des émigrés, dont les biens avaient été vendus par la république, était tenu personnellement d'acquitter un legs qu'il ne devait que comme une charge de ces biens, et même envers un émigré amnistié, sans pouvoir appeler la confusion; — Considérant que l'ordonnance du roi du 21 août 1814 n'a ajouté au sénatus-consulte du 6 flor. an 10 qu'en abolissant toutes les inscriptions d'émigrés maintenues par les dispositions de ce sénatus-consulte, et qu'elle a accordé l'exercice de droits politiques et la jouissance des droits civils à ceux dont elle abolissait l'inscription, sans préjudicier au

(1) Le principe a été souvent appliqué par la jurisprudence. F. Cass. 15 vent. an 13; 15 nov. 1808; 17 mai 1809, et les notes.

droit des tiers : — Considérant que la loi du 5 déc. 1814, qui a eu pour objet la remise aux émigrés de leurs biens non vendus et de déterminer le mode et les cas de remise de ceux réservés momentanément par la même loi, n'a pas placé hors du droit commun, pour les obligations qu'ils avaient contractées avant leur émigration, ceux qui avaient été frappés par les lois de confiscation, qu'en interdisant par l'art. 14, pendant un temps limité, toutes actions aux créanciers des émigrés sur les biens remis à ces derniers par la même loi, et en ne permettant, pendant ce sursis, à ces créanciers que des actes conservatoires de leurs créances, sur les mêmes biens, cette loi a consacré de nouveau le principe reconnu par la législation antérieure et par la jurisprudence des arrêts, que les émigrés étaient tenus de leurs obligations personnelles : car elle n'a pas suspendu l'action contre la personne, mais sur les biens qu'elle remette, et elle n'aurait pas prononcé un sursis pour une partie de l'action, si l'action en général n'eût pas été de droit, et si le créancier eût cessé de l'être vis-à-vis de l'émigré : — Met l'appel au néant, etc.

Du 18 août 1821. — Cour roy. de Poitiers.

APPEL CORRECTIONNEL. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — AMENDE. — TÉMOIN.

En matière correctionnelle, l'appel d'un jugement par défaut ne peut être déclaré non recevable par cela seul qu'il a été interjeté avant l'expiration des délais de l'opposition (1).

L'art. 80. Cod. inst. crim., qui permet au juge d'instruction de prononcer, sans appel, une amende qui peut s'élever jusqu'à 100 fr. contre un témoin défaillant, n'est pas applicable, en ce qui concerne le droit d'appel, au cas où l'amende est prononcée contre le témoin défaillant devant le tribunal de police correctionnelle : l'art. 457 ne se réfère à l'art. 80 qu'en ce qui concerne la quotité de l'amende. (Morbain.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, sur la première fin de non-recevoir opposée contre l'appel par le ministère public et tirée de ce que la prévenue étant encore dans les délais pour former opposition au jugement par défaut rendu contre elle, le 21 juil. dernier, elle en aurait interjeté appel avant d'avoir épuisé cette première voie qui lui était tracée par la loi ; qu'il résulte des dispositions des art. 187 et 203 combinés du Code d'inst. crim., que la voie de l'opposition est purement facultative, et qu'une partie condamnée par défaut, en matière correctionnelle, est recevable à appeler quoiqu'elle n'ait pas pris la voie de l'opposition (arrêt de Cassation des 19 vent. an 11 et 3 sept. 1808, rapportés par Carnot, sur l'art. 203 du Code d'inst. crim.), que l'art. 187 n'interdit pas en effet la voie d'appel avant d'avoir pris celle de l'opposition, et que l'art. 203 permet la voie d'appel dans les dix jours au plus tard après la signification du jugement par défaut, sans exiger qu'auparavant la voie de l'opposition ait été suivie ; qu'enfin, si une partie condamnée par défaut était non recevable à appeler pendant les délais de l'opposition, elle n'aurait plus pour former son appel les dix jours accordés par l'art. 203, mais seulement cinq, ce qui est évidemment contraire au texte de cet article.

Attendu, sur la deuxième fin de non-recevoir, que le ministère public fait résulter de ce qu'il

ne peut jamais y avoir lieu à appel des jugements prononçant une amende contre un témoin défaillant ; qu'il est, en effet, constant que l'art. 80 du Code d'inst. crim., permet au juge d'instruction de prononcer sans appel, une amende qui peut s'élever jusqu'à 100 fr. contre un témoin défaillant ; mais que la même disposition ne se retrouve pas dans l'art. 157, qui ne se réfère à l'art. 80 que pour la quotité de l'amende, et nullement pour le mode avec lequel elle sera prononcée, savoir si se sera avec ou sans appel : d'où il suit que les tribunaux ne pouvant créer une distinction qui n'est pas dans l'art. 157, c'est le cas de rentrer dans les dispositions générales de l'art. 199, qui veut que tout jugement rendu en matière correctionnelle, puisse être attaqué par la voie d'appel ; — Attendu, au fond, que la femme Morbain a comparu à l'audience du tribunal, pen d'instans après l'heure indiquée par sa citation, qu'elle y a fait sa déclaration comme témoin, qu'il paraît certain qu'elle s'était rendue au tribunal à l'heure indiquée, et que si elle n'a point été présente au moment de l'appel des témoins, c'est parce qu'elle était d'abord présentée en une autre salle que celle de l'audience ; — Par ces motifs, etc.

Du 20 août 1821. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Prés., M. Perrin, f. c. — Concl., M. Julien, 1^{er} av. gén. — Pl., M. Vivien.

PÉREMPTION. — INDIVISIBILITÉ.

La demande en péremption est indivisible ; en conséquence, elle doit, à peine de nullité, être formée à la requête de toutes les parties et contre toutes celles qui ont figuré dans l'instance (2).

(Riberoles—C. Boyer.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la demande en péremption est indivisible ; — Attendu, dès lors, qu'elle doit être formée à la requête de toutes les parties, et contre toutes les parties qui ont figuré dans l'instance principale ou leurs ayants droit ; — Attendu que la partie d'Allemand ne justifie pas des cessions qu'elle prétend lui avoir été faites par quatre de ses frères et sœurs ; — Attendu, d'ailleurs, que trois autres frères et sœurs dudit Riberoles avaient également intérêt à la contestation principale, et que la demande en péremption dont il s'agit n'a pas été formée de leur part ; — Attendu, en outre, que Gervaise Batisse est héritière en partie de Jean Boyer qui figurait dans l'instance principale ; — Attendu, dès lors, que la demande en péremption aurait dû être formée contre elle ; — Attendu, enfin, que Michel Neynot n'est que coauteur des enfans mineurs issus du premier mariage de ladite Gervaise Batisse qui est elle-même tutrice de leursdits enfans ; — Attendu, dès lors, que ladite demande en péremption aurait dû être également formée contre elle en sa qualité de tutrice ; — Déclare nulle et de nul effet la demande en péremption, etc.

Du 20 août 1821. — Cour roy. de Riom.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — PRÉSUMPTIONS.

Du 20 août 1821 (aff. Hamon.) — Cour roy. d'Angers. — V. cet arrêt joint à celui rendu par la même Cour, le 25 mai 1822, dans la même affaire.

(1) V. conf., Cass. 19 vent. an 11, et nos observations ; 17 mars 1808 ; 19 avril et 31 mai 1833.

(2) Le principe de l'indivisibilité est admis par

les auteurs, et consacré par la jurisprudence. V. à cet égard, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 8 juin 1813.

TÉMOIN EN MATIÈRE CIVILE.— SOURD-MUET.

Le sourd-muet de naissance peut être admis à déposer comme témoin, en matière civile, lorsque les formalités voulues par le Code de procédure civile ne sont pas impraticables ; — Son témoignage doit être recueilli avec les précautions prescrites en matière criminelle par l'art. 333, Cod. inst. crim. (Cod. proc., 268 et 283.) (1)

(Delorme—C. Aillaud.)

Un arrêt de la Cour de Nîmes, du 22 fév. 1821, admettait le sieur Delorme à faire la preuve de certains faits qui y sont énoncés. Au nombre des témoins produits devant le juge-commissaire chargé de faire l'enquête figurait un sieur Aubert, sourd-muet de naissance. Il lui fut demandé, par écrit, quel était son âge. Il répondit aussi par écrit, d'une manière satisfaisante ; mais lorsque le juge commissaire lui demanda, toujours par écrit, s'il était parent, allié ou au service des parties, le témoin Aubert hésita, de sorte qu'on put croire qu'il ne comprenait pas la question qui lui était faite. Le sieur Aillaud, contre lequel l'enquête était faite, s'opposa alors à ce qu'on passât outre à l'audition du témoin.

Le juge-commissaire, ayant renvoyé les parties devant la Cour de Nîmes, le sieur Delorme a soutenu que la loi ne s'opposait point à ce que les sourd-muets fussent admis en témoignage, il y avait lieu d'ordonner qu'Aubert serait entendu ; que si le Code de proc. civ. n'indiquait pas la forme dans laquelle sa déposition devait être reçue, ce n'était pas un motif suffisant de l'écarter, et qu'il fallait, en pareille occurrence, conformément à l'usage et à l'opinion des auteurs, appliquer par analogie les dispositions de l'art. 333 du Code d'inst. crim., c'est-à-dire, l'entendre par l'interprète.

On a répondu pour le sieur Aillaud qu'il ne pouvait exister aucun moyen légal de faire entendre un sourd-muet comme témoin en matière civile, parce qu'il était impossible d'accomplir à son égard les formalités prescrites, à peine de nullité, par les arts. 270, 271 et 272 du Code de proc., notamment celle qui est relative à la lecture de sa déposition, pour savoir s'il a des changements ou des additions à y faire ; qu'on ne pouvait se prévaloir par analogie de l'art. 333 du Code d'inst. crim., qui était invoqué, parce qu'il n'y avait pas le même motif, puisé dans l'intérêt de la société, celui de confondre le coupable ou de justifier l'innocent ; motif qui faisait admettre en matière criminelle les témoignages de parents et alliés, qui étaient rejetés en matière civile.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'il n'y a d'incapables de déposer en justice que ceux à qui une loi exprime en ôte les pouvoirs ; — Attendu que les arts. 268 et 283 du Code de proc. civ. déterminent quels sont les témoins qui ne peuvent être assignés, qui sont reprochables, et que dans ce

nombre ne se trouvent point compris les sourd-muets de naissance ; — Attendu, néanmoins, que ce qui est impossible n'ayant pas besoin d'être prohibé, s'il était, en effet, impossible à un sourd-muet de déposer, c'est-à-dire, de rendre témoignage d'un fait qui serait à sa connaissance, et de remplir en prêtant ce témoignage les formalités voulues par la loi, ce sourd-muet ne saurait être admis comme témoin ; — Attendu que le sourd-muet de naissance étant reçu en témoignage dans la procédure criminelle, qu'il sache écrire ou non, au moyen des précautions prescrites, il s'ensuit qu'il ne lui est pas impossible de déposer et d'être entendu en témoin, ces précautions observées ; — Attendu que lesdites précautions en matière criminelle et les formalités voulues en matière civile, pour l'audition des témoins, ne sont pas impossibles à observer dans l'espèce de la cause ; que, du moins, cette impossibilité n'est pas constante encore ; — Attendu que si le témoin sourd-muet ne sait ou ne peut lire ni écrire, entendre et se faire entendre en lisant ou en écrivant, mais qu'il le puisse par les signes qui lui seront faits ou qu'il fera ; un interprète, qui pourra lui être donné, en offrir, les moyens ; mais qu'aussi, dans ce cas, cet interprète ne devra être pris que parmi d'autres personnes que celles qui seraient parentes ou alliées des parties aux devoirs prohibés par la loi ; — Ordonne que le sourd-muet de naissance (Aubert) sera admis en témoignage dans la cause, etc.

Du 21 août 1821 — Cour roy. de Nîmes. — Ch. civ. — Prés., M. Thourel. — Concl., M. Gouet. subst. — Pl., MM. Boyer et Monnier-Taillades.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — APPEL. — ACQUIESCEMENT.

L'appel d'un jugement interlocutoire doit, à peine de déchéance, être interjeté dans les trois mois de la signification, suivant la règle générale. (Cod. proc. civ., 451.) (2)

L'appel d'un jugement interlocutoire n'est pas recevable, de la part de celui qui en a provoqué l'exécution et qui l'a lui-même exécuté sans réserves. (Cod. proc. civ., 451.) (3)

(Poitevin—C. Hospices d'Angers.)—ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que l'art. 451 du Code de proc. civ. a maintenu, dans le premier paragraphe, la prohibition qui était portée par la législation intermédiaire qui avait précédé ce Code et qui défendait d'interjeter appel des jugements préparatoires avant le jugement définitif ; — Que par le second paragraphe du même article, cette prohibition a été levée, à l'égard des jugements interlocutoires ; que l'expression pourra, employée dans cet article, exprime la faculté d'interjeter appel des jugements interlocutoires, qui était refusée par la loi antérieure, et fait rentrer dans la règle générale les appels de ces jugements, comme de tous ceux dont il est permis d'appeler ;

Considérant qu'on ne trouve dans le Code de

qui aurait la plus d'habitude avec lui ; cet interprète prêterait serment, et le juge serait écrire la déclaration qu'il transmettrait. (F. Bourguignon, pag. 275.) — V. dans le même sens, Pigeau, Comment., t. 1, p. 526 ; Thomine-Dumas, t. 1, p. 472 ; Favard de Langlade, Répert., v^o Enquête, t. 2, p. 368, n^o 13 ; Chauveau sur Carré, loc. cit.

(2 et 3) F. en sens contraire, Tréves, 1^{er} août 1810, et nos observations. — V. aussi sur ces questions controversées, le résumé de la jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour de Colmar du 6 mai 1809.

(1) D'après Duparc-Poullain, t. 9, p. 381 et 382, le témoin sourd qui ne sait pas écrire ne pourrait être admis à déposer, et il en devrait être de même du témoin sourd qui ne saurait pas lire. « Nous pensons, dit Carré, *Lods de la procédure civile*, sur l'art. 271, quest. 1067, que cette opinion de Duparc ne devrait pas être suivie aujourd'hui ; qu'on devrait se gouverner par analogie, d'après la disposition de l'art. 333 du Code d'inst. crim., l'institution des sourd-muets ayant fourni des moyens de communication avec cette classe inférieure. — Ainsi le juge-commissaire nommerait d'office au témoin un interprète qui serait la personne

proc. aucune autre expression qui puisse établir une exception à l'égard de ces sortes de jugemens, aucune disposition qui donne des règles spéciales à l'appel des jugemens interlocutoires; — Qu'il s'en suit que quant à l'appel qu'on peut en interjeter, ils sont rentrés dans le droit commun à tous les jugemens;

Considérant que lorsqu'une partie a la faculté d'appeler d'un jugement, et qu'elle n'en use pas, elle lui laisse acquiescir l'autorité d'un jugement irrévocable; que le dome Politevin, au lieu d'appeler du jugement interlocutoire du 18 fév. 1819, en a provoqué l'exécution, l'a exécuté elle-même, l'a regardé comme favorable à sa défense, et n'en a fait appel que lorsque, condamnée au fond par jugement définitif, elle a craint qu'on ne lui opposât les dispositions de ce jugement interlocutoire; mais qu'après un acquiescement formel et positif, après l'exécution entière qu'elle lui a donnée, elle est non recevable à l'attaquer; — Par ces motifs, etc.

Du 21 août 1821. — Cour roy. d'Angers.

PRESCRIPTION. — HYPOTHÈQUE. — TIERS DÉTENTEUR. — BONNE FOI.

La simple existence, au moment de la vente, d'une inscription sur les biens vendus, ne constitue pas l'acquéreur en état de mauvaise foi, de manière qu'il ne puisse prescrire, par dix ou vingt ans, l'hypothèque inscrite. — A cet égard, d'ailleurs, aucune distinction n'est à faire entre le cas où l'inscription aurait été requise sur le vendeur lui-même, et celui où elle aurait été prise sur un précédent propriétaire. (Cod. civ., 2180 et 2265.) (1)

(Moulin la Prairie—C. Denizet.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que l'art. 2180 du Code civil, dispose que la prescription de l'hypothèque est acquise au tiers détenteur par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit, et ajoute que dans le cas où la prescription suppose un titre, elle ne commence à courir que du jour où il a été transcrit sur le registre du conservateur; — Que l'art. 2265 veut que la propriété ne puisse se prescrire, soit par dix ans dans un cas, soit par vingt ans dans l'autre, qu'au profit de celui qui a acquis de bonne foi et par juste titre; — Enfin, que l'art. 2268 dispose que la bonne foi est toujours présumée, et que c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver; — Que la preuve de mauvaise foi peut être faite, soit par titre, soit par témoins, soit enfin par des présomptions, pourvu qu'elles soient graves, précises et concordantes; — Que l'appelant prétend que la prescription de son hypothèque ne peut être opposée par l'intimé, parce que sa posses-

sion n'était point accompagnée de la bonne foi; et, pour le prouver, il n'emploie aucun autre moyen que celui résultant de ce qu'au moment de l'acquisition faite par l'intimé, il existait une inscription qu'il a connue ou dû connaître, par cela seul qu'elle était consignée dans un registre public qu'il lui était loisible de consulter; — Que l'appelant a avoué cependant que si cette inscription avait été requise sur un précédent propriétaire entre que le vendeur, l'intimé pourrait bien n'être pas considéré comme de mauvaise foi, et que la prescription aurait pu s'acquiescir à son profit; mais que l'inscription dont il s'agit ayant été requise sur le vendeur même de l'appelant, celui-ci ne peut se couvrir du manteau de la bonne foi; qu'à ce moyen, toute la question du procès se réduit à ce point : l'existence d'une inscription requise sur celui qui vend l'héritage qui y est affecté fournit-elle une présomption suffisante, non-seulement pour détruire la présomption de bonne foi que la loi elle-même a établie en faveur de l'acquéreur, mais encore pour prouver sa mauvaise foi? — Attendu que, s'il en était ainsi, la prescription de l'hypothèque établie par l'art. 2180 ne serait qu'une vaine illusion et une disposition même absurde qu'il faudrait rayer du Code civil; en effet, quelles sont les hypothèques que cet article rend susceptibles d'être anéanties par la prescription? Ce ne sont pas sans doute les hypothèques non inscrites avant le contrat d'acquisition ou avant sa transcription; car, abstraction faite des dispositions du Code de proc., qui a introduit, postérieurement à la promulgation du Code civil, la faculté de s'inscrire dans le quinzaine de la transcription, le Code civil veut que le tiers détenteur ne puisse, dans aucun cas, être inquiété pour des créances non inscrites au moment de la transcription, et au moment du contrat de vente qui était par lui-même translatif de propriété, l'acquéreur, en ce cas, n'avait donc pas besoin d'invoquer la prescription d'une semblable hypothèque, puisque, par cela seul qu'elle n'était pas inscrite, elle ne pouvait atteindre l'héritage qu'il avait acquis et qui passait dans sa main, libre de toutes créances hypothécaires; d'où suit que la prescription introduite par l'art. 2180, et que le tiers détenteur peut invoquer, n'est évidemment applicable qu'aux hypothèques inscrites avant la vente, si, pour user de cette prescription, il faut que l'acquisition ait été faite de bonne foi, et si enfin il était vrai que la seule existence de l'inscription dût faire présumer la mauvaise foi, il s'ensuivrait nécessairement qu'en aucun cas la prescription ne pourrait être invoquée par le tiers détenteur, et conséquemment que la disposition de l'art. 2180 serait une absur-

(1) L'arrêt ci-dessus ne parle que de la simple existence de l'inscription, et il en coïncide que ce fait ne suffit pas pour constituer le tiers détenteur en état de mauvaise foi. C'est aussi dans ce sens que s'est prononcée la Cour de Riom, par arrêt du 19 avril 1837 (Volume 1837). La Cour royale de Bourges est allée encore plus loin en décidant par un arrêt du 31 déc. 1830 (Volume 1830), que la connaissance qu'aurait l'acquéreur, au moment de la vente, de l'existence de l'inscription, ne suffirait pas pour le constituer en état de mauvaise foi. C'est également ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de Bordeaux du 15 janv. 1835 (Volume 1835). — Quant aux auteurs, leurs opinions varient également. D'après M. Troplong, *Hypoth.*, t. 4, n° 879, le tiers détenteur n'est de bonne foi que s'il a la croyance que le bien par lui acquis est franc de toute charge hypothécaire, et cette opinion repose assez dans la doctrine de l'arrêt précité de la Cour

de Bourges, du 31 déc. 1830, qui, tout en décidant que la connaissance de l'inscription ne constitue pas la mauvaise foi, a déclaré néanmoins qu'il en serait autrement de la connaissance de l'hypothèque elle-même. *Id.* encore en ce sens un autre arrêt de Bourges du 17 avril 1839 (Volume 1839). — Mais, suivant MM. Grenier, tom. 2, n° 516; Delvincourt, tom. 3, p. 615, notes; Persil, *Régime hypothécaire*, sur l'art. 2180, n° 32, l'acquéreur n'est de mauvaise foi qu'autant qu'il est déclaré dans le contrat que la vente est faite à la charge des hypothèques. — *Id.* aussi M. Duranton, tom. 20, n° 315, qui pense que la bonne foi n'est pas nécessaire pour la prescription des hypothèques par dix et vingt ans; opinion contraire du reste à celle généralement suivie. *Id.* à cet égard et sur les difficultés qui viennent d'être indiquées, notre *Jurisp. du XIX^e siècle* (Table décenn., 1831-1840), v° *Prescription*, n° 285 et suiv.

dité échappée au législateur, ou, comme nous l'avons dit, une vaine illusion, puisqu'il aurait donné d'une main ce qu'il aurait retiré de l'autre, en établissant une prescription qu'il serait impossible de faire valoir; — Que, si l'on ne peut pas faire une pareille supposition, on doit en conclure que la prescription de l'hypothèque établie par l'article ci-dessus cité, ne peut être empêchée, sous prétexte que cette hypothèque était inscrite au moment du contrat, puisque c'est à une hypothèque de cette espèce que la prescription dont il s'agit est applicable; d'où il faut tirer pour dernière conséquence que l'existence de l'inscription, au moment du contrat, ne peut pas faire preuve de mauvaise foi de manière à empêcher la prescription de courir; — Que c'est en vain que l'appelant voudrait établir une distinction entre les inscriptions requises sur les précédents propriétaires et celles requises sur le vendeur lui-même; cette distinction n'existe point dans la loi, et il n'est point permis aux magistrats de faire des distinctions que la loi elle-même n'a pas faites, et en admettant un pareil système, ce serait violer évidemment l'art. 2180, applicable à toutes hypothèques inscrites antérieurement au contrat; — Qu'aucune disposition de la loi n'exige qu'un acquéreur soit tenu, avant d'acheter, de consulter les registres du conservateur; il est sans doute prudent qu'il le fasse, et s'il ne le fait pas, c'est une imprudence de sa part, dont il doit supporter les risques; mais entre l'imprudence et la mauvaise foi, la différence est si grande, qu'on ne peut, sans blesser la raison, les assimiler; — Que, quand même l'acquéreur aurait pris cette précaution, elle ne le mettrait pas encore hors d'inquiétude, à moins qu'il ne passât son contrat dans le bureau même du conservateur des hypothèques, attendu que, dans le petit intervalle qui doit nécessairement exister entre le moment où il est allé consulter les registres et celui où le contrat se passe, il serait possible qu'il fût requis une inscription qui absorberait ou même surpasserait la valeur de l'acquéreur; la loi n'a donc pas dû imposer une pareille obligation à l'acquéreur, puisqu'il s'y soumettrait sans fruit, et cette obligation serait absurde depuis la promulgation du Code de procédure, qui autorise l'inscription des hypothèques dans la quinzaine de la transcription du contrat; — Que la prescription ne commençant à courir que du jour de la transcription, il s'ensuit que le créancier a besoin de renouveler son inscription avant que la prescription soit acquise; il lui est donc loisible, en faisant ce renouvellement, de s'assurer lui-même si, postérieurement à l'inscription qu'il renouvelle, il ne s'est pas opérée une mutation de propriété qui ait été transcrite; auquel cas il peut employer les moyens que la loi lui offre pour interrompre une prescription qui ne peut pas être encore acquise; s'il ne le fait pas, il commet à son tour une imprudence dont il ne doit imputer les conséquences qu'à lui-même; — Que si les inscriptions prises postérieurement à la vente n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi, ainsi que cela est disposé par le dernier alinéa du n° 4, art. 2180, on ne voit pas pourquoi les inscriptions qui auraient été prises avant la vente empêcheraient la prescription de commencer; —

Enfin, que le but principal du législateur, dans le nouveau système hypothécaire, a été de faciliter les mutations de propriété et de donner aux acquéreurs toutes les garanties possibles, en se bornant à offrir aux créanciers les moyens de conserver néanmoins leurs hypothèques; que c'est pour atteindre ce but qu'il a établi la prescription de l'hypothèque par les mêmes moyens que celle de la propriété, et que ce serait s'écarter de l'esprit de la loi d'admettre le système de l'appelant; — Confirme, etc.

Du 22 août 1821. — Cour roy. de Caen. — Aud. sol. — Prés., M. Lemenue, p. p. — Concl., M. Lecerf, subst. — Pl., MM. Georges et Delisle.

BAIL A FERME. — PRIVILEGE. — DATE CERTAINE.

Le privilège du propriétaire pour le paiement de ses fermages échus, s'exerce sur tout ce qui garnit la ferme et sur les fruits, qu'il existe ou non un bail ayant date certaine (1).

(Martin.—C. Herrier.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 2102 du Code civ.; — Considérant que de cet article sagement entendu, il résulte que le propriétaire a privilège pour tout ce qui est échu, sur tout ce qui garnit la ferme et sur les fruits, soit qu'il y ait ou non un bail ayant date certaine; — Considérant en fait que le fermier Barbe a joui deux années de la ferme du sieur Martin, à raison de 3,000 fr. de fermage par an, lesquelles étaient échues lors de la Saint-Michel 1818, et que le premier juge ne l'a colloqué que pour une année; — Réformant, colloque Martin en privilège de la somme de 3,000 fr. pour l'année de fermage échue à la Saint-Michel 1817, etc.

Du 22 août 1821. — Cour roy. de Rouen. — 1^{re} ch. — Prés., M. Asselin de Villequier, p. p. — Concl. conf., M. Boullenger, av. gén. — Pl., MM. Thil et de Malherbe.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — INTENTION.

Du 22 août 1821 (aff. Delahaye). — Cour roy. de Rennes. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 23 mai 1822, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

LIVRES DE COMMERCE. — PREUVE. — CESSATION. — SERMENT.

Des livres de commerce qui n'ont été ni visés ni paraphés conformément à la loi, ne peuvent être admis, entre négocians, pour faire preuve d'une cession verbale d'une quote-part d'intérêts dans une société de commerce, ni même pour autoriser le juge à déferer le serment au cessionnaire prétendu qui les produit (2).

(Demolière.—C. Mercier.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en fait, que le sieur Mercier, armateur, maintient que le sieur Demolière, appellant, lui céda verbalement, au mois de mars 1793, la moitié de l'intérêt d'un quart que ce dernier avait dans la propriété et l'armement du navire l'*Hydre* ou le *Tyrannicide*; — Considérant que, pour prouver cette cession verbale, le sieur Mercier, aux fins d'arrêt de la Cour en date du 30 juill. 1821, a représenté ses livres de commerce, dans lesquels, à la date du 20 niv. an 3, il a passé écriture, tant à son livre-

ces livres, ne s'applique qu'à ceux qui sont régulièrement tenus, c'est-à-dire dans lesquels ont été observées les formalités exigées par les lois. Il ne doit même pas être admis à représenter des livres irréguliers, pour en tirer des inductions favorables à ses prétentions, ou contraires à celles de son adversaire.... »

(1) Question controversée; F. Cass. 28 juillet 1824; Bordeaux, 17 déc. 1839, et les notes qui accompagnent ces deux arrêts.

(2) « Tout ce qui est relatif au degré de preuve du Toulhier, tom. 8, n. 387, que les livres de commerce peuvent former en faveur du propriétaire de

journal qu'à son grand-livre, de cette cession; — Considérant, en droit, que si, aux termes de l'art. 12 du Code de comm., conforme au ce point au droit ancien, les livres de commerce régulièrement tenus peuvent être admis par le juge, pour faire preuve entre commerçans, pour faits de commerce, le législateur a exigé, pour la régularité de la tenue de ces livres, qu'ils aient été paraphés et visés, un^e fois par an, et qu'ils aient été tenus par ordre de date, sans blanc, lacune, ni transport; qu'à défaut de ce, l'art. 13, même Code, décide que les livres de commerce pour lesquels les formalités ci-dessus prescrites n'auront point été observées, ne pourront être représentés, ni faire foi en justice, au profit de ceux qui les auraient tenus; — Considérant, en fait, que les livres du sieur Mercier ne sont ni visés ni paraphés, conformément à la loi, et conséquemment ne peuvent faire foi en justice de leur teneur, ni avoir autorisé les premiers juges à lui déférer d'office le serment; — Considérant que la Cour ne peut s'arrêter aux certificats respectivement servis; — Par ces motifs, faisant définitivement droit sur l'appel du sieur Demolière, dit qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel; décharge le sieur Demolière des condamnations prononcées contre lui, etc.

Du 23 août 1821. — Cour roy. de Rennes. — 1^{re} ch. — Pl., MM. Bernard et Morel.

DOUANES. — PRIVILEGE. — CAUTION.

Du 23 août 1821 (aff. *syndic de Frontat*). — Cour roy. de Paris. — 1^{re} fariet de la Cour de cassation rendu le 12 décembre 1822, sur le pourvoi formé dans cette affaire.

ARBITRES. — HONORAIRES.

Les arbitres nommés en matière commerciale, à l'effet d'entendre les parties, vérifier leurs comptes, etc. (Cod. proc., 429), ont droit à des honoraires pour les travaux dont ils ont été chargés (1).

(Espelet et Masson — C. Fleury, etc.) — ARRÊT. LA COUR; — Attendu que les sieurs Espelet et Masson ont été nommés arbitres, en vertu de l'art. 429 du Code de proc., à l'effet d'écouter les parties, vérifier leurs comptes, les concilier, si faire se peut, et, à défaut, donner leur avis au tribunal, qui statuera définitivement; — Attendu que, quoiqu'on ne trouve dans la loi aucun article qui attribue salaire aux arbitres, on n'y en trouve non plus aucun qui le leur refuse; que, des lors, c'est le cas de s'attacher à ce qui est le plus juste et le plus conforme à l'équité, qui veut que celui-là soit payé et défrayé qui travaille pour autrui; que, d'autre part, on doit, dans le silence de la loi, suivre l'usage reçu, parce qu'il est le plus sûr interprète de la loi; *Consuetudo est melior legum interpretis*; et comme les arbitres ont jusqu'ici toujours été taxés et payés sans réclamation, c'est le cas d'attribuer salaire aux sieurs Espelet et Masson; — Que s'il en était autrement, on ne trouverait plus personne qui

voulût abandonner, souvent pour longtemps, ses affaires personnelles, pour accepter de périlleuses missions, ordinairement longues, pénibles et épineuses; que, d'autre part, la loi ne donnant aucun moyen coercitif, il s'ensuivrait les inconvéniens les plus graves, dont les moindres seraient de n'obtenir que des opérations vicieuses et incapables d'éclairer la justice, parce qu'elles seroient l'ouvrage du dépit, ou d'entraver, par des refus, des prétextes ou des longueurs affectées, des affaires commerciales, qui, par leur nature, doivent marcher sommairement et rapidement, ou, enfin, de forcer les parties à des consignations ruineuses, qui seroient hors de la taxe modérée du juge, et hors de toute répétition contre la partie condamnée; sans qu'on puisse dire que les fonctions des Juges étant gratuites, celles des arbitres par eux nommés doivent l'être aussi; car il n'y a entre eux aucune similitude, les uns étant revêtus d'un titre honorable, qui leur donne un rang flatteur, tandis que les autres ne sont que de simples délégués, soumis à la critique et à la taxe des premiers, qui pourront leur envoyer tout ce qu'il y aurait de pénible, pour ne conserver que ce qu'il y aurait d'agréable et d'honorifique; — Que, dans l'espèce surtout, les arbitres et les experts se trouvent classés dans le même art. 429 du Code de proc., et que si on les a placés dans des alinéas différens, cela n'a pu être qu'à raison de la nature de leur travail, lequel est toujours qualifié rapport, qui doit être remis par les uns et par les autres au greffe, d'après l'art. 431 du même Code; — Que, dès lors, on ne peut les considérer que comme des arbitres-experts, ou rapporteurs experts; — Que, dans l'espèce, enfin, les parties l'ont elles-mêmes entendu ainsi, puisqu'on lit, dans le jugement du 3 juillet 1819, que le sieur Fleury-Verd lui-même a nommé le sieur Masson pour son arbitre-expert; que le défenseur du sieur Bouchorat s'en remît à la sagesse du tribunal pour la nomination de l'arbitre-expert de son cocontractant; d'où il suit que, dans l'espèce, les parties n'ont en effet nommé ou voulu nommer que des experts ou arbitres experts, puisqu'elles les ont qualifiés ainsi; — Ensuivant, accorde taxe aux arbitres nommés, et les renvoie, à cet effet, devant le tribunal de commerce, etc.

Du 24 août 1821. — Cour roy. de Montpellier. — Pl., MM. Belèze et Cofinrières.

1^{re} et 2^{de} DOT. — RÉTENTION (DROIT DE). — COMPTE DE TUTELLE. — ACQUÊTS. — RENONCIATION.

3^e SAISIE IMMOBILIÈRE. — TIERS DÉTENTEUR. DÉLAI.

1^{re} Sous l'empire des lois romaines, les enfans ayant atteint leur majorité, ne pouvaient retenir la dot de leur mère tutrice, jusqu'à ce qu'elle leur eût rendu son compte de tutelle. Il en était de même sous l'empire de la jurisprudence du parlement de Bordeaux (2).

2^{de} La femme peut exercer ses reprises dotales

ment, du tarif, l. 2, p. 509, n. 36. — Mais l'opinion contraire a été censurée par la Cour de cass. les 17 nov. 1830, et 26 avr. 1842; par celle de Montpellier, le 30 juin 1827, et par celle de Lyon le 2 août 1831. V. en ce sens, Merlin, *Répert.*, v^o *Arbitrage*, n. 30; Carré, *Lois de la proc.*, n. 3331; Mongalvy, l. 2, n. 464; Vatinissat, *Encyclopédie de Sabre et Cartier*, v^o *Arbitrage*, n. 275.

(2) Sur cette question, résolue dans le même sens par le Cour de cassation, le 29 août 1820, sur le premier pourvoi qui avait été formé dans la même affaire, l'organe du ministère public, a présenté

(1) Il s'agit, dans l'espèce, des arbitres rapporteurs nommés en vertu de l'art. 429 du Code de proc. Et il est d'une pratique journalière, conformément à la décision de l'arrêt ci-dessus, que le tribunal de commerce taxe lui-même les honoraires auxquels ces arbitres ont droit pour chaque rapport qu'ils lui adressent. — Mais quant aux arbitres forcément nommés en matière de société commerciale, c'est une question des plus controversées que celle de savoir s'ils ont droit à des honoraires. V. pour l'affirmative, Rennes, 20 juillet 1812; Bordeaux, 25 nov. 1838; Paris, 3 janv. 1842; Chouveau, *Com-*

sur les biens personnels du mari, avant d'avoir renoncé à la société d'acquêts, lorsqu'il est démontré que cette société a été totalement épuisée par le mari.

décret la Cour royale de Limoges où la cause avait été renvoyée, des observations qu'il eût paru utile de reproduire ici : — « Plusieurs textes du Digeste et du Code, a dit, M. l'avocat général, faisant mention d'un droit de rétention, ce droit a fixé l'attention des auteurs les plus élementaires. L'un d'eux (Helfeld, *jurisprudentia forensis*, § 1251), l'a défini : *Jus alterius rem ob debitum tamdiu destinandi donec satisfactio fuerit prestita*. Il l'a classé ensuite en légal et conventionnel; considéré comme légal, le droit de rétention résulte des dispositions générales ou spéciales.

« Ainsi, la compensation qui consiste à garder ce qu'on doit à un autre, en même temps que celui-ci garde ce qu'il nous doit, repose sur un principe général de rétention : *Compensatio fit per retentionem tunc quod debemus*, dit le même auteur, § 1251, définition qui s'accorde d'ailleurs avec celle qu'on trouve dans la loi 1 ff. de *compensat. lib.* — Hors les cas de compensation, la rétention légale ne saurait plus résulter que des textes d'exception : car elle déroge au principe, que nul ne peut se payer de ses mains ou se faire justice à soi-même. On le trouve spécialement consacré par la loi 13, ff. de *usufructu*, qui autorise le propriétaire à retenir le fonds jusqu'à ce que l'usufruitier ait donné caution; par les LL. 14 et 21, ff. *Commun. divid. do*, qui permettent à l'administrateur d'un objet commun à plusieurs personnes, de le retenir pour se payer des réparations ou dépenses nécessaires qu'il peut y avoir faites. — Enfin, considéré comme conventionnel, le droit de rétention consiste uniquement dans le gage ou le nantissement, qu'il faut bien distinguer de l'hypothèque, quoique le mot *pignus* serve souvent à les désigner indifféremment dans les lois romaines.

« Ces principes posés, il s'agit d'examiner si le droit auquel prétendent des mineurs de retenir la dot de leur mère, jusqu'à ce qu'elle ait rendu compte de sa gestion intestine, peut s'induire de quelque disposition spéciale de ces lois, ou d'un assoulement effectué comme il doit l'être, enfin d'une compensation présumable. — La loi unique au Code *sumo ob chirographariam pecuniam* (dit le bon de Gageac) autorise tout créancier nanti d'un gage, à le retenir même pour des créances auxquelles il n'aurait point été affecté; d'où la conséquence que des mineurs, objets d'une prédilection particulière de la loi, nantis de la dot de leur mère, présumée leur débitrice, puisqu'elle est comptable envers eux, ont nécessairement la faculté de garder cette dot jusqu'à la reddition du compte qui leur est dû.

« Quelque apparence d'équité qu'il y ait dans ce raisonnement, il pèche par la base, et par une fautive application de la loi *sumo ob chirographariam*. Cette loi étend en effet le droit de gage : elle soumet le gage constitué pour une créance aux créances postérieures contractées par le même débiteur envers le même créancier, sans affectation spéciale du gage; elle contient en un mot la disposition retracée dans l'art. 2082, Cod. civ. Mais quel rapport y a-t-il entre un gage et une dot? L'un fut livré au possesseur pour sûreté d'une obligation souscrite; la dot au contraire, fut remise au mari à titre de mise du fonds dans la société conjugale; elle fut entourée de privilège pour sa conservation dans le mariage, et pour sa restitution après que le mariage serait dissous; et si l'on peut la considérer comme le gage du mari pour contraindre la femme à remplir les devoirs que la loi lui impose, il n'est

3^e Quand la saisie immobilière est faite sur la tête d'un tiers détenteur, c'est du communément fait au tiers détenteur, et non du commandement fait au débiteur originaire, que

pas permis de la réputer telle au profit des enfans à qui la loi naturelle prohibe essentiellement de se payer de leurs mains, de ce dont les parens pourraient leur être redevables.

« La loi *pro officio*, 20 au Code de *administr. tut.*, permet aux mineurs de revendiquer les biens de leurs tuteurs *tanquam pignoris titulo*, si les tuteurs leur sont redevables par suite de leur administration, si tuteurs *debitores* existant. On est depuis longtemps fixé sur ces mots : *tanquam pignoris titulo*, qu'on retrouve dans la plupart des lois relatives à la responsabilité des tuteurs. Leur signification attestée par la tradition, et qui s'est introduite toute entière dans le droit français, n'est autre que l'hypothèque tacite, aujourd'hui transférée en hypothèque légale : or, il n'est pas nécessaire de rappeler l'énorme distance qu'il y a entre l'hypothèque et le gage. Et si l'on admettait que, pour l'effet de l'hypothèque tacite (qui s'étendait sur les meubles), les mineurs pussent retenir la dot, par cela seul qu'ils auraient la faculté de revendiquer et prouver ainsi une sorte de saisie-arrest sur eux-mêmes, il faudrait toujours, avant de leur reconnaître cette faculté, que la condition si tuteurs *debitores* existant, imposée par la loi fut vérifiée. Or, que signifient ces mots, si ce n'est qu'il s'agit d'abord d'apurer la dette des tuteurs, de connaître s'ils sont reliquataires envers les mineurs; ce qui ne peut résulter que d'une reddition préalable du compte de telle? Ainsi point de rétention possible de la part des mineurs, avant le compte ou la fixation d'un reliquat par le juge, faite de la part des tuteurs de vouloir compléter, fixation qui devrait être prononcée contradictoirement avec le tuteur, et qui ne saurait l'être avec son seulcessionnaire en cause dans le procès. — On n'a point invoqué d'autres textes pour établir le prétention des mineurs Gageac, et vainement nous en avons cherché qui pussent lui servir d'appui.

« Il y a plus : le titre entier du Code de *rei uxoris actione*, fut consacré à rappeler les divers cas où la femme était exposée, suivant les lois antérieures, à ce que la dot lui fut retenue, et à prescrire ces rétentions pour l'avenir. Or, ce titre ne fait aucune mention de la rétention de la dot pour défaut de reddition du compte auquel la femme était soumise, en qualité de tutrice de ses enfans. D'où il faut, de plus en plus, conclure que cette espèce de rétention n'existe jamais dans la législation romaine. — Cependant un des plus graves jurisconsultes, le président Faber (1), soutient un système contraire : il qualifie de vulgaire et d'évidemment erroné celui qui lui combattait et qui jusqu'alors paraissait n'avoir point eu d'adversaire; son autorité exerçait, comme elle exerce encore, une grande influence : il eut des contradicteurs mais il entraîna néanmoins un grand nombre d'opiniens. — Lapeyrière, l. D. n° 124; Ferrière, *Traité des tutelles*, p. 579, s'attachèrent à son avis comme à une règle certaine. Tillet, *opistilat* de Lapeyrière, rapporte pourtant un arrêt rendu par le parlement de Bordeaux, dans un sens différent : mais les auteurs des *Conférences* (ouvrage qui, quoique inédit, est d'un grand poids dans le ressort de Bordeaux) insistent longuement pour établir que l'opinion de Faber est en opposition avec l'usage et la pratique constante du barreau bordelais. Du reste aucune autre preuve de cet usage n'est rapportée.

(1) Liv. 5, tit. 7 déff. 46, et tit. 8, déff. 4, liv. tit. 2, 7 déff. 12, p. 142, 548 et 551.

courant les trois mois dans lesquels la saisie doit avoir lieu. (Cod. proc., 673.) (1)
(Turpin—C. Du-Reclus de Gageac.) — ARRÊT.
LA COUR; — Attendu que l'arrêt de la Cour de cassation, en date du 29 août 1820, en cassant celui qui avait été rendu par la Cour de Bordeaux, le 16 juill. 1818, a remis les parties dans l'état où elles étaient immédiatement avant ce dernier arrêt; — Attendu que l'opposition d'Amédée de Gageac, envers l'arrêt rendu con-

tre lui par défaut, le 13 août 1817, par la Cour royale de Bordeaux, est réintégrée dans la forme et faite en temps utile; — Attendu au fond que les lois romaines, tout en accordant aux mineurs une hypothèque tacite sur les biens de leur tuteur, ne les autorisaient pas à réclamer jusqu'à l'apparement du compte de tutelle, ceux dits biens dont ils étaient en possession; — Attendu que la jurisprudence du parlement de Bordeaux n'avait nullement changé ce résultat

On a fouillé vainement dans les registres du parlement, dans les recueils manuscrits; on n'a pas pu trouver une sentence, un arrêt qui décidât bien nettement la question dans ce sens. Un seul arrêt cité dans les notes de M. Delort, ancien juriconsulte de Brives, semblerait venir à l'appui, la note qui le rapporte est ainsi conçue : En l'année 1729, la Cour donna 400 lie. de prison à la veuve du sieur Chapot d'Essel, quoique comptable envers son fils. Voilà tout. L'espèce n'est pas autrement conçue. Quatre autres arrêts ont été invoqués par le baron de Gageac. Ils établissent que le père perd le droit de retenir les biens du mari, qui lui était attribué par la coutume de Bordeaux et l'usage général de ce parlement, jusqu'au remboursement de sa dot, aussitôt qu'elle accepta la tutelle de ses enfants; mais de ce que la mère aurait perdu ce droit de rétention, il ne s'ensuivrait pas qu'elle fût privée de la faculté d'exercer ses reprises dotales, et que les enfants eussent à leur tour un droit de rétention sur la dot jusqu'à reddition du compte de tutelle.

Le baron de Gageac est donc réduit à présenter à l'appui d'un système contraire de sa nature au droit commun, 1^o l'arrêt rapporté par M. Delort, combattu par l'arrêt rapporté par l'apostillateur de Lapeyrière; 2^o l'opinion de Faber et des juriconsultes qui l'ont suivie. Or, Faber, non-seulement a trouvé plus d'un contradicteur, mais s'est singulièrement rapproché d'une rétraction dans un passage de son ouvrage qui, sans doute, avait échappé à l'attention de ceux qui l'avaient pris pour guide. Voici sa dernière opinion, liv. 7, tit. 22, défin. 12, p. 903 : « La sentence que vous avez obtenue par collusion contre le pupille, et en vertu de laquelle vous auriez été mis en possession, ne pourra pas empêcher le pupille de se faire réintégrer en obtenant une sentence contraire. Il en sera de même si, sans collusion de la part du tuteur, il a négligé d'appeler (de la sentence obtenue par vous) par ignorance du fait et de droit, car il n'est pas nouveau que quelqu'un l'ait dépouillé injustement par un jugement, et il ne l'est pas non plus que l'autorité décretales en faveur des personnes spolées, vienne à leurs secours contre le possesseur de bonne foi : cependant la sentence rendue contre le tuteur, ne sera pas considérée comme le fruit d'une collusion de sa part, par cela seul qu'il aura négligé de proposer une exception qui fait une des subtilités d'un droit douteux (quod fuit de apicibus juris dubit) : par exemple, si l'a laissé condamner le pupille à restituer la dot de sa mère, qu'il aurait pu retenir par défaut de reddition du compte de tutelle : il vous faudra chercher d'autres raisons de collusions pour accuser le tuteur, etc. n.—Sententia pro te lata contra pupillum per collusionem tutoris, facere non potest, quin si ex ea in executionem iudicati possessor factus sis, redintegrando sit pupillo sua possessio; dummodo rescissa sit sententia per contrarium sententiam ex appellatione dictam. Idemque est si nulli tutoris collusionem interveniente, tutor, cum appellare deberet, non appellaverit, per juris aut facti ignorantiam; nam nec notum est ut per iudicium quia spolietur, eum factum iudicis sit factum partis; nec rursum ut auxilium canonis pontificis, quo avertitur spolia-

tis, detur contra bonos fidei possessorum. Non tamen videbitur sententia ob id tolum per tutoris collusionem reddita, quod tutor exceptionem omiserit, quod fuit de apicibus juris dubit, ut putari possit si condemnari pupillum ad restitutionem dotis maternae, quam potuerat ob non redditam rationem tutelle retinere, nisi proponas tutoris personam aliunde suspectam, etc. »

Il est probable que si cette dernière opinion de Faber eût été présentée à la Cour de Bordeaux, elle n'aurait pas été cet auteur à l'appui des motifs de l'arrêt qui a été cassé. Dans tous les cas, il est impossible de considérer comme une jurisprudence propre à tenir lieu de la loi, l'avis des juriconsultes bordelais, fondé sur l'opinion mobile de Faber, et attestant un usage, une pratique qu'on ne voit pas sanctionnée par une suite d'arrêts semblables.

Du reste, la dot de la dame Gageac ne pourrait être retenue par ses enfants, qu'autant qu'en vertu de conventions expresses, elle serait dans leurs mains à titre de nantissement. Ils pourraient la retenir encore à titre de compensation, s'ils prouvaient que leur mère s'est payée de ses propres mains, soit par les actions qu'elle aurait faites, soit par les jouissances qu'elle aurait perçues. Or, cette preuve n'exigerait rien moins que le compte de tutelle lui-même; et, si partant des points de faits établis dans la cause, on voulait chercher cette compensation, on trouverait encore qu'elle n'est pas probable; c'est-à-dire, qu'en fruits liquidés tous les ans d'après le revenu présumé des biens dont a joui la tutrice, auxquels on ajouterait les 3,500 fr., montant des fonds qu'elle a aliénés (toutes dépenses présumées étant prélevées), elle n'aurait été payée que d'une faible partie de sa dot, à l'époque où le sieur Turpin, son cessionnaire, fit notifier son transport au baron de Gageac devenu majeur, notification qui, aux termes de l'art. 1295 du Code civ., arrête le cours de la compensation au préjudice du tiers cessionnaire; mais ce serait, au surplus, trop risquer que de s'abandonner à un semblable calcul. La compensation ne peut avoir lieu que de liquide à liquide. En matière de compte de tutelle, il n'y a de liquide qu'un reliquat clair et net. Or, jusqu'à ce que les enfants de Gageac aient fait faire ce reliquat, ils ne sauraient prétendre avoir éteint, par la compensation, l'obligation de payer à leur mère, le montant de sa dot liquidée par son contrat de mariage et les quittances qui l'ont suivie.

Tel est le résumé de l'opinion du ministère public sur cette question importante qui, d'après l'arrêt de la Cour de cassation du 27 août 1820, devrait au surplus se résoudre dans la même sens sous l'empire du Code civil.—V. aussi sur le droit de rétention en général, nos observations, 14 mai 1839, Amiens, 31 déc. 1839, et Douai, 14 déc. 1840 et notre Table déc., 1831 1310, v^o Tiers détenteur, n^o 9 et suiv.

(1) V. dans le même sens, Liège, 28 nov. 1817; Carré, Lois de la proc. civ., et son annotateur Chauveau, t. 5, quest. 2218. F. aussi sur la question, Cass. 9 mars 1836 et nos observations; 14 mai 1839, Amiens, 31 déc. 1839, et Douai, 14 déc. 1840 et notre Table déc., 1831 1310, v^o Tiers détenteur, n^o 9 et suiv.

des lois romaines, car 1^o le recueil des conférences des arrêts de ce parlement, outre qu'il n'a aucune authenticité dans l'état où il a été produit, ne cite aucun arrêt rendu dans une espèce identique avec celle qui occupe la Cour; 2^o la Cour royale de Bordeaux qui seule avait qualité pour attester la jurisprudence du parlement qui avait siégé dans la même ville, garde le silence sur cette jurisprudence prétendue. En effet la Cour royale de Bordeaux n'a fondé son arrêt que sur la doctrine du président Faber (liv. 5, tit. 7, défin. 46, et tit. 8, défin. 4) et sur la décision de Lapeyrière (lettre D, v^o Dot, n^o 124, § 2); mais comme l'opinion de Faber a été combattue par des jurisconsultes d'un mérite distingué et que lui-même après avoir dit (liv. 5, tit. 8, défin. 4): « *Placet posse dotem à filio ejus re hodie retineri, in id usque tempus quo tutela aut cura fit ratio reddita* », range (liv. 7, tit. 21, défin. 12) cette opinion parmi les subtilités d'un droit douteux et incertain; — Que d'autre part l'opinion de Lapeyrière, dans sa décision ci-dessus indiquée, n'a d'autre base que la doctrine de Faber (tit. 7 et 8 liv. 5), et que loin que cette décision de Lapeyrière fit loi au parlement de Bordeaux, son annotateur Tillet rapporte un arrêt absolument contraire et rendu contre cette décision; il suit de là que ni Faber ni Lapeyrière ne sauraient faire autorité en cette matière et qu'au surplus le parlement de Bordeaux, loin de juger conformément à l'opinion de ces auteurs, avait décidé d'une manière opposée; — Attendu que vainement on dirait que la dame de Gagenc avait de réclamer sa dot ou partie d'elle sur les biens substitués à son fils devait renoncer aux acquêts de la communauté qui avait existé entre elle et son époux, puisqu'il est constant en fait et non contesté, qu'il ne se trouve dans la succession de feu François-Joseph Durieux de Gagenc ni biens libres ni acquêts; — Attendu que tout aussi vainement on opposerait à Turpin, en sa qualité de cessionnaire de Gagenc, que celle-ci a été nantie par l'arrêt de la Cour royale de Bordeaux, en date du 18 juill. 1810, de la terre de Lespinasse jusqu'au remboursement effectif de ses droits dotaux, puisqu'il faut d'abord que, sur les revenus de cette terre, elle perçoive le revenu de la dot avant de la rembourser, du capital, et qu'en second lieu, antérieurement à cet arrêt, et dès le 12 janv. 1810, Turpin avait fait signifier à Amédée de Gagenc, devenu majeur, le transport de la somme de 24,200 fr. qui lui avait été fait par sa mère à prendre sur ses droits dotaux;

Attendu enfin que c'est avec tout aussi peu de fondement qu'Amédée de Gagenc soutient que

la saisie immobilière du domaine de Gagenc faite à son préjudice est nulle, aux termes de l'art. 674 du Code de proc., vu qu'il s'est écoulé plus de trois mois entre le commandement fait le 7 sept. 1814, en exécution de l'art. 2163 du Code civ., au débiteur originaire, c'est-à-dire au curateur de la succession vacante, et la saisie immobilière faite au préjudice de lui, Gagenc, le 19 mai 1815; il faut distinguer en effet le commandement prescrit par l'art. 2163 du Code civ., du commandement prescrit par l'art. 673 du Code de proc.; le premier de ces commandements, qui a lieu dans le cas où un immeuble hypothéqué a passé entre les mains d'un tiers détenteur, est adressé au débiteur originaire; tandis qu'une sommation de payer la dette exigible, ou de délaisser l'héritage hypothéqué, est adressée au tiers détenteur; le second, qui a pour objet une saisie immobilière et qui entraîne nullité de la saisie si elle n'est pas faite dans les trois mois suivans, ne peut être adressé qu'au propriétaire de l'immeuble; il ne saurait donc être, dans le cas où il s'agit, adressé au débiteur originaire qui est dépouillé de l'immeuble, mais doit l'être au tiers détenteur qui le possède; c'est donc à Amédée de Gagenc que devait, dans l'espèce, être adressé le commandement qui devait être suivi de la saisie dans les trois mois; c'est à lui qu'il a été adressé en effet, le 30 mars 1815, et il a été suivi de la saisie du domaine de Gagenc, le 19 mai; d'où il résulte que l'infirmité saisie a eu lieu dans les trois mois voulus par la loi; — Attendu qu'Amédée de Gagenc, etc., etc. — Par ces motifs, statuant sur le renvoi que lui a fait la Cour de cassation par son arrêt du 29 août 1820, disant droit à l'opposition formée par Amédée de Gagenc envers l'arrêt rendu par défaut le 13 août 1817 par la Cour de Bordeaux, — Reçoit l'adite opposition dans la forme; — Au fond, eu déboute ledit de Gagenc, etc.

Du 24 août 1821. — Cour roy. de Limoges, — Prés., M. de Gaujal. — Concl., M. Guillebert.

ABSENT MILITAIRE. — SUCCESSION. — COUTUME.

L'art. 136, Cod. civ., suivant lequel les héritiers présens sont autorisés à recueillir les successions à l'exclusion de ceux dont l'existence n'est pas reconnue, s'applique même au cas où ces derniers sont militaires, depuis les lois du 21 déc. 1814 et du 13 janv. 1817 — En conséquence, lorsqu'il s'ouvre une succession à laquelle un militaire absent est appelé, si son existence n'est pas reconnue, il n'y a pas lieu à nommer un curateur dans son intérêt (1).

attribués. — Ainsi, Merlin, critique l'arrêt ci-dessus en tant qu'il décide, que la loi du 11 vent. an 2 a dû cesser après le rétablissement de la paix générale, doctrine qui avait encore été expressément consacrée par la Cour de Nancy le 26 janv. 1820. Mais cette doctrine a été ensuite abandonnée par la jurisprudence qui a enfin reconnu, conformément à l'opinion de Merlin, que les mesures conservatoires prescrites par la loi du 11 vent. an 2 doivent avoir lieu, et que les fonctions des curateurs nommés doivent durer, non pas jusqu'à telle ou telle époque après le rétablissement de la paix générale, mais jusqu'à ce que les héritiers présomptifs des militaires absents aient fait déclarer légalement l'absence conformément aux dispositions de la loi de 1817. V. Poiniers, 5 juill. 1826; Bourges, 20 nov. 1826; Orléans, 12 août 1829; Limoges, 15 nov. 1829; Cass. 23 août 1837.

(1) « Que cet arrêt, dit Merlin, *Répert.*, v^o Absent, sur l'art. 136, n. 5, est dit ainsi prononcé en considérant que la loi du 11 vent. an 2 avait pour objet de conserver les droits des militaires absents dont l'existence était reconnue, mais non pas de les déclarer accessibles lorsque leur existence serait contestée, ou la concevait, et l'on ne pourrait qu'y applaudir. — Mais qu'il ait motivé sa disposition sur la prétendue abrogation de cette loi par l'effet de celles des 21 déc. 1814 et 13 fév. 1817, c'est ce qui est inexplicable. La première de ces lois n'a en pour objet que de remplacer les militaires absents dans la droit commun, relativement aux biens qu'ils possédaient avant leur dispersion; et la seconde, loin d'abroger la loi du 11 vent. an 2, n'a fait que faciliter aux parties intéressées le moyen de faire cesser plus tôt, par l'obtention d'un jugement de déclaration d'absence, les effets qu'une mauvaise jurisprudence lui avait précédemment

(Vilain.)

5 novembre 1820, décès du sieur Vilain. Il avait deux enfans, mais ces deux enfans étaient partis pour l'armée depuis vingt ans, et n'avaient pas donné de leurs nouvelles depuis la paix générale. — L'existence de ces militaires n'étant pas reconnue, des héritiers collatéraux se sont présentés pour recueillir la succession du sieur Vilain. — Il leur a été opposé qu'ils ne pourraient prétendre à la succession qu'en justifiant du décès des héritiers absens, ou du moins en faisant constater l'absence et en demandant l'envoi en possession; mais que, provisoirement, il devait être nommé un curateur à l'absence, conformément à la loi du 11 ventôse an 2. — Les héritiers Vilain ont répliqué en soutenant que les militaires absens avaient été remplacés sous le droit commun par la nouvelle législation, et notamment par les lois des 21 décembre 1815 et 13 janv. 1817; et que dès lors et aux termes de l'art. 156 du Code civil l'existence des deux enfans Vilain n'étant pas reconnue, eux seuls, demandeurs, avaient le droit de recueillir la succession.

5 février 1821, Jugement du tribunal d'Arcis-sur-Aube, qui statue en ces termes : — Attendu que la loi du 11 ventôse a été créée en faveur des militaires une exception dont le bénéfice, en matière de succession, est de les faire réputer vivans pour leur donner le droit de recueillir les biens qui peuvent leur advenir durant leur absence : — Attendu que le Code civil n'a statué que par disposition générale, et n'a pas fait cesser le bénéfice de la loi du 11 ventôse, ainsi qu'il a été plusieurs fois jugé; — Attendu que, bien qu'il soit évident que les exceptions tutélaires de la loi du 11 ventôse an 2 et autres analogues aient eu pour cause l'état de guerre qui a cessé depuis le traité de novembre 1815 on ne peut néanmoins tenir pour abrogées celles de ses dispositions législatives à l'égard desquelles aucune dérogation textuelle n'a été faite; — Attendu que dans cet état de choses il y a lieu d'examiner si la loi du 13 janvier 1817 a changé la position favorable dans laquelle les militaires se trouvaient placés, soit par suite des formalités conservatoires établies dans leur intérêt, soit par suite des droits réels qui leur étaient affectés par exception au droit commun; — Attendu que l'examen de la loi du 13 janvier demontre qu'elle a eu seulement pour but de donner aux intéressés les moyens de liquider le plus promptement les droits qu'ils pouvaient avoir de « communauté avec les militaires absens », en leur accordant la faculté de requérir leur déclaration d'absence ou la constatation de leur décès, mais qu'il s'agit de la que

jusqu'à leur déclaration d'absence, les militaires sont toujours réputés vivans et protégés par la loi du 11 ventôse; qu'ainsi il n'existe pas pour eux d'état provisoire de présomption d'absence qui les prive du bénéfice des dispositions anciennes avant que, par la déclaration d'absence, on les ait fait rentrer dans la classe des autres citoyens soumis à l'art. 156 du Code civil. — Par tous ces motifs, dit qu'il sera nommé un curateur aux enfans Vilain, absens pour service militaire; lequel veillera à leurs intérêts, suivant l'esprit et les dispositions de la loi du 11 ventôse an 2, sauf aux héritiers collatéraux à faire cesser la tutelle par la constatation du décès ou la déclaration d'absence. — Appel par les héritiers.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par les lois des 21 décembre 1815 et 13 janvier 1817, les militaires absens dont on n'avait point de nouvelles ont été remplacés dans la classe des citoyens ordinaires, et que dès lors les articles 155 et 156 du Code civil leur sont applicables; — Faisant droit sur l'appel, met l'appellation et le jugement dont est appel au néant; — Au principal, dit qu'il n'y a pas lieu à nommer un curateur; — Ordonne que, sur la représentation de l'expédition du présent arrêt, en vertu duquel, le juge de paix sera tenu de procéder à la levée des scellés par lui apposés au domicile de feu Vilain, etc.

Du 27 août 1821. — Cour roy. de Paris.

BAIL A FERME. — PRIVILEGE. — AVANCES.

Le propriétaire qui a fait des avances, en nature, soit en argent, à son fermier, pour le service de l'exploitation, a un privilège pour ces avances, même pour celles faites pendant la durée du bail (1).

(Rouillon G. Poldevin.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les meubles et les bestiaux qui garnissent un domaine baillé à ferme ou à colonne partiaire, sont, avec les produits du domaine, affectés par privilège pour sûreté des droits du propriétaire contre le colon, à raison et pour tout le cours de la jouissance de celui-ci; — Attendu que les avances faites par le propriétaire à son colon ou fermier, pour lui donner les moyens d'opérer son exploitation, sont, pour ce propriétaire, une créance privilégiée, dont, comme telle, il peut poursuivre le paiement; — Que les sommes dues pour les semences et pour frais de récolte de l'année le sont, par privilège, à tous ceux qui les auraient fournies, à plus forte raison au propriétaire; — Que les sommes fournies par le propriétaire à son colon, soit en valeur de grains, soit en argent pour en acquérir ou pour se procurer d'autres comesti-

(1) A l'égard des avances que le propriétaire fait au bailleur pour le mettre en état de se livrer à l'exploitation, quelques auteurs, en examinant la question de savoir si ces avances étaient garanties par le privilège, ont distingué entre celles qui seraient constatées par l'acte de bail, et celles qui ne seraient établies que par un titre ultérieur. D'après ces auteurs, le privilège s'étendrait incontestablement aux premières; mais il ne protégerait pas les secondes, et le titre qui les constaterait devrait être assimilé à un contrat de prêt ordinaire. V. en ce sens, Grenier, des *Hypoth.*, t. 2, n. 309; Delvincourt, t. 3, p. 273; Dalloz, *Rec. alph.*, v° *Hypoth.*, p. 85, n. 13. — L'arrêt ci-dessus est contraire à cette distinction que l'on avait proposée dans l'ancienne jurisprudence, mais que l'usage, selon ce que dit Pothier, n'avait pas admise. Il faut distinguer, dit en effet cet auteur, du *Louage*, n° 254: si ces avances ont été faites par le bail même, l'obligation de

rendre ces avances faisant partie des obligations du bail lui-même, il n'est pas douteux que le seigneur de métairie doit être préféré... Il y a plus de difficulté si les avances n'ont été faites que depuis le bail; car la créance de ces avances nait d'un contrat de prêt séparé et distingué du bail, et qui n'en fait point partie; néanmoins il paraît que l'usage à étendu à cette créance les droits des seigneurs des métairies, surtout lorsque ces avances ont été faites en grains ou autres espèces, et qu'en ne peut douter qu'elles ont été faites pour faire valoir la métairie; car le seigneur de métairie ayant été obligé de faire cette avance pour faire valoir sa métairie, il y a même raison que pour le bail. — C'est aussi la doctrine adoptée par M. Troplong, des *Priv.*, art. *Hypoth.*, t. 1, n° 154. V. aussi dans le même sens, Duranton, t. 19, n. 97, où cet auteur revient sur l'opinion contraire qu'il avait émise ant. 17, n° 177, déterminé, dit-il, par les motifs de l'arrêt ci-dessus.

bles, sont des frais de récolte, lorsqu'il est évident que le propriétaire ne les a fournies que pour donner à son colon des moyens d'exploitation sans lesquels il n'aurait pu opérer la culture; — Que la loi n'a pas pu énumérer tous les objets dont la répétition, avec privilage, peut être faite par le propriétaire contre son colon; — Qu'ils sont compris sous le terme général de frais de récolte, et que c'est au juge à décider si les objets réclamés ont été fournis en vue de la culture et pour le procurer; que les colons n'auraient pas le moyen de cultiver, s'ils n'avaient pas celui de se nourrir, et que le propriétaire qui fournit des grains à son colon dénué de subsistance, ne les lui donne que pour l'aider à travailler, et ne les lui aurait pas donnés s'il n'eût pas été dans sa ferme; — Qu'il paraît que le tribunal ne s'est pas livré à ces considérations, et que, faute de les percevoir, il est tombé dans une erreur qui lui a fait soustraire du compte de Rouillon et des sommes qu'il pouvait réclamer avec privilage, plusieurs de celles dont il se portait créancier :... Evident, etc.

Du 27 août 1821. — Cour roy. d'Angers. — Pl., MM. Lepage et Deleurye.

APPEL CORRECTIONNEL. — COPRÉVENU. — MINISTÈRE PUBLIC. PARTIE CIVILE. — FINS DE NON-RECEVOIR.

En matière correctionnelle, l'appel formé par un prévenu, sans aucun pouvoir de la part de ses coprévenus, ne peut profiter à ces derniers. (Cod. inst. crim., 203.) (1)

Les fins de non-recevoir opposées par le ministère public à l'appel interjeté par un prévenu, ne sont pas couvertes par la citation donnée à celui-ci par la partie civile.

(Boivin.) — ARRÊT.

LA COUR: — Sur la fin de non-recevoir proposée par M. l'avocat général Pyrot, tendant à ce qu'Antoine Boivin, l'un des coprévenus, soit déclaré non recevable dans l'appel interjeté en son nom le 2 août courant, par Philippe Ambroise et Pierre Vaillant, coprévenus et appelans; — Attendu qu'il résulte des articles combinés 202, 203 et 204 du Code d'inst. crim., que la faculté d'appeler attribuée aux parties désignées en l'art. 202 précité, est un droit personnel qui ne peut être exercé que par la partie elle-même ou par un fondé de pouvoir spécial; — Attendu que l'art. 204 dudit Code, en exigeant que la requête contenant les moyens d'appel soit signée de l'appelant ou d'un fondé de pouvoir spécial, dont le pouvoir doit être annexé à la requête, démontre clairement et explicitement que par l'art. 202 le législateur a voulu que la déclaration d'appel prescrite par cet article fût soumise aux mêmes formalités, c'est-à-dire que cette déclaration d'appel fût signée par l'appelant ou par un fondé de pouvoir spécial, dont le pouvoir doit être joint à la requête; — Que c'est dans ce sens que la Cour de cassation a interprété ces articles par son arrêt du 12 sept. 1812; — Que l'on peut avec d'autant plus de fondement argumenter de l'art. 204 pour en tirer la conséquence ci-dessus établie, que cette même Cour de cassation a décidé, par

son arrêt du 12 mars 1812 (2), que la requête d'appel déposée au greffe, dans le délai, pouvait suppléer la déclaration d'appel; — Attendu qu'il est constant, en fait, qu'Antoine Boivin n'a donné aucune procuration à ses coprévenus Philippe Ambroise et Pierre Vaillant, pour interjeter appel en son nom, du jugement rendu contre lui le 27 juillet dernier, par le tribunal de Thionville, jugent en matière correctionnelle, et que ce pouvoir n'est point justifié ni produit; qu'ainsi Boivin ne peut se prévaloir d'aucune manière de la déclaration d'appel faite au greffe dudit tribunal, en son nom et non signée de lui, le 2 août courant, par ses coprévenus Philippe et Pierre Vaillant;

Attendu que l'assignation donnée par Jean-Pierre Jouville, intimé, audit Antoine Boivin, à l'effet de comparaitre pardevant la Cour pour voir statuer sur l'appel émis par ces derniers au nom dudit Boivin, ne peut couvrir la fin de non-recevoir proposée par le ministère public, 1° parce que cette citation étrangère à celui-ci n'a pu préjudicier à ses droits; 2° par la raison que l'assignation de Boivin n'a eu d'autre objet que de saisir la Cour de la connaissance des faits imputés aux appelans, et du jugement soumis à sa censure, et qu'à la Cour seule appartient le droit d'appréier le mérite de l'appel interjeté au nom de Boivin par ses coprévenus; — Par ces motifs, Déclare Antoine Boivin non recevable dans l'appel du jugement rendu contre lui.

Du 27 août 1821. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Prés., M. Humbert de Pomereourt. — Concl., M. Pyrot, av. gén. — Pl., M. Vivier.

SÉPARATION DE CORPS. — ENFANS.

Les juges qui, en prononçant une séparation de corps, confient la garde des enfans à celui des deux époux qui a obtenu la séparation, peuvent prescrire que les enfans seront par intervalles remis à l'autre époux (3).

(Debrettes — C. Debrettes.)

Du 27 août 1821. — Cour roy. de Limoges.

VENTE. — RÉSOLUTION. — SAISIE IMMOBILIÈRE.

La résolution de la vente d'un immeuble pour défaut de paiement du prix, peut être demandée même après une vente par voie de saisie immobilière poursuivie sur l'acquéreur, encore que le vendeur primitif ait été lui-même partie dans la poursuite en expropriation (4).

(Rose — C. Leroux.)

Du 28 août 1821. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch.

FAUX INCIDENT. — DÉLAI. — DÉCHÉANCE. — DISTANCE.

Le délai de huitaine accordé par l'art. 216, Cod. de proc., à l'effet de déclarer si l'on entend se servir ou non d'une pièce arguée de faux, n'est point prescrit à peine de déchéance (5).

Y a-t-il lieu à augmenter ce délai à raison des distances? — Rés. aff. imp.

(1) P. conf. Cass. 15 mai, 27 août, et 12 sept. 1812, et les notes; 16 mars 1815.

(2) V. le premier de ces deux arrêts à sa date; quant au second, il est seulement cité par Carnot, dans son *Comment. du Code d'inst. crim.*, sur les art. 204 et 207, même Code. V. du reste, conf. à cette décision, Cass. 19 juin 1806, et la note.

(3) P. sur la pouvoir discrétionnaire des juges en cette matière, Cass. 24 mai 1821, et la note.

(4) Aujourd'hui, et d'après les nouveaux art. 692 et 717 du Cod. de procéd. (L. 2 juin 1812), le vendeur non payé est tenu de former sa demande en résolution avant l'adjudication, à peine de déchéance.

(5) P. conf., Rouen, 24 août 1816, et la note, ainsi que les nombreux arrêts dans le même sens auxquels elle renvoie. *Add.*, Cass. 31 janv. 1842, 4.

(Michoud—C. Jaladon.)—ARRÊT.

LA COUR ; — Vu, en ce qui concerne la première question, les art. 215, 216 et 217 du Code de proc., au titre du *Faux incident*, et considérant que le délai de huitaine, prescrit par l'art. 216 précité, n'est point absolu ou fatal, et n'emporte point une forclusion tranchée, mais est un simple délai comminatoire, auquel nulle peine de déchéance n'est attachée; d'où il suit que le rejet de la pièce arguée de faux n'est pas encouru de plein droit, à défaut, par celui qui en a fait la production, d'avoir déclaré, dans la huitaine de la sommation, qu'il voulait s'en servir; et qu'il est par conséquent dans le domaine des juges d'apprécier les circonstances dans lesquelles les parties se sont trouvées, et de donner à la déclaration qui n'a été faite qu'après le délai de huitaine, la même efficacité que si elle avait été faite dans ce délai; — Considérant qu'il ne s'agit pas en effet d'une déclaration qui puisse être faite par l'avoué sans le concours ou l'intervention de la partie, mais d'une déclaration qui doit être faite et signée par la partie elle-même, ou par un fondé de pouvoir; d'une déclaration qui ne peut être faite que lorsque la partie a été instruite par son avoué de l'intention de la partie adverse de s'inscrire en faux contre la pièce produite, et de la sommation par laquelle elle a manifesté cette intention: ce qui ne peut pas toujours s'effectuer dans un court intervalle de temps, mais exige au contraire quelquefois plus de huit ou quinze jours comme dans le cas où la partie réside à vingt, trente ou quarante lieues de la ville où le procès est pendant et encore dans le cas de maladie, absence, etc.; — Considérant, que le sieur Michoud, qui réside à plus de dix-huit lieues de Grenoble, ayant, le 15 mars c'est-à-dire dix jours après la sommation de Jaladon, déclaré qu'il voulait se servir de l'acte du 12 mai 1816, cette déclaration ne permet pas de s'arrêter à la demande de Jaladon, tendant au rejet dudit acte, surtout d'après la circonstance que, par suite de la même déclaration, Jaladon a formé une inscription de faux quatre jours après, c'est-à-dire le 19 mars; — Rejette les conclusions de Jean Jaladon, tendant au rejet de l'acte du 12 mai 1816, et celles tendant à faire admettre subsidiairement l'inscription de faux par lui formée contre ledit acte, etc.

Du 28 août 1821. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. Pagnon. — Pl., MM. Corbet et Molle.

TUTEUR.—PROCÈS.—RESPONSABILITÉ.

Un tuteur n'est pas sujet à destitution pour avoir soutenu au nom des mineurs un procès mal fondé; seulement les frais de ce procès peuvent ne pas être alloués dans le compte de tutelle. (Cod. civ., 444.) (1)

(Michel Seine—C. George.)—ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les causes qui peuvent rendre les tuteurs destituables ne sont qu'un nombre de trois, savoir l'inconduite notoire, l'incapacité et l'infidélité; — Attendu qu'aucune de ces causes de destitution n'existe contre Michel Seine; qu'il a seulement été allégué contre lui, dans la délibération du conseil de famille en date du 14 mars 1821, qu'il avait agi imprudemment dans la gestion de sa tutelle, en soutenant, dans

l'intérêt des mineurs, un procès dans lequel il avait succombé; — Attendu que la seule imprudence ne saurait être une cause de destitution; qu'elle peut, il est vrai, donner lieu à une restitution de la part du tuteur; mais que c'est en s'occupant du compte tutelaire que ce point doit être discuté et réglé; — Que, par conséquent, dans l'état actuel, il n'y a pas lieu de prononcer la destitution de Michel Seine, mais seulement de réserver aux mineurs leurs droits contre lui, à l'occasion du procès qui a soutenu contre les créanciers de Jeanne Gorge, lesquels droits seront débattus lors de la reddition du compte de tutelle, etc.

Du 28 août 1821. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Guillebert, av. gén. — Pl., MM. Dumont et Jonhaud.

1^{re} INSCRIPTION HYPOTHECAIRE. — EXIGIBILITÉ.

2^{re} CRÉANCIER HYPOTHECAIRE.—COLLOCATON. INTÉRÊTS.

1^{re} La mention expresse de l'exigibilité n'est pas nécessaire pour la validité de l'inscription hypothécaire; il suffit d'une mention équivalente. — Ainsi, il y a mention suffisante de l'époque de l'exigibilité, lorsqu'il est dit que l'inscription est prise pour la conservation des droits dotaux d'une femme. (Cod. civ., 2118.) (2)

2^{re} Tout créancier hypothécaire, colloqué sur le prix d'un immeuble, doit l'être au même rang, pour tous les intérêts échus depuis la clôture de l'ordre, lorsque le paiement a été différé par une cause indépendante de son fait ou de sa volonté: ce n'est pas le cas d'appliquer l'art. 2151, Cod. civ., qui veut que le créancier hypothécaire soit colloqué au rang du capital pour trois années d'intérêts seulement.

Spécialement: Les créanciers hypothécaires colloqués sur le prix resté entre les mains de l'adjudicataire, pour assurer le service d'une rente viagère, ont droit, au décès du rentier, de prendre sur ce capital, non-seulement le montant de leurs collocations, mais aussi, et au même rang, les intérêts échus depuis le jour de la clôture de l'ordre, jusqu'au jour du décès du rentier; — Peu importe que par l'effet de l'accumulation des intérêts, le prix se trouve absorbé par les premiers colloqués au préjudice des créanciers postérieurs. (Cod. civ., 2151; Cod. proc., 757.) (3)

(Maille—C. Luc.)—ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui touche la priorité d'hypothèque que les héritiers Maille, appelans, prétendent s'attribuer sur la veuve Verd ou sur le sieur Luc, son cessionnaire; — Attendu que la première inscription de la veuve Verd, qui, prise le 24 germ. an 13, a été renouvelée le 3 mal 1813, prime celle des héritiers Maille, et qu'il n'y a point lieu de la réputer nulle, sous prétexte que la mention de l'époque de l'exigibilité de la créance inscrite y aurait été omise, car c'est là une mention qui, sans être formellement exprimée, peut l'être par équivalence, et toutes les énonciations qui furent portées dans la première inscription de la veuve Verd, indiquaient évidemment la créance comme consistant en des droits

(1) L'arrêt ci-dessus se borne à réserver aux mineurs leurs droits contre le tuteur, à l'occasion des frais du procès mal à propos soutenu. D'autres arrêts sont allés plus loin, en jugeant que le tuteur devait, dans ce cas, être personnellement condamné par le jugement même, à supporter ces frais. V. Cass, 17 avril 1827; Turin, 25 juin 1810.

(2) V. conf., Cass. 23 juill. 1812, et le résumé de doctrine et de jurisprudence qui l'accompagne cet arrêt.

(3) V. conf., Cass. 14 nov. 1827.

delaux qui par leur nature s'étaient trouvés exigibles depuis l'année révoquée qui avait suivi la mort du mari prédécédé; — Attendu, dès lors, qu'il devient inutile d'examiner s'il y eut ou non une nouvelle novation consentie par la veuve Verd, lorsqu'en mariant sa fille, elle parut, d'après les stipulations du contrat de mariage du 19 avril 1807, accepter sa fille et son gendre pour débiteurs, au lieu de demeurersimple créancière de la succession de son mari: car ce serait là une novation d'un genre tout à fait spécial qui, suivant l'art. 879 du Code civil, aurait en unique-ment pour effet de rendre la veuve Verd inadmissible à user du bénéfice de la séparation des patrimoines, séparation qu'elle n'a aucun besoin de demander, puisqu'elle a une première inscription valable qui, renouvelée en temps utile, lui suffit pour assurer à l'égard des appels la priorité de son hypothèque;

En ce qui touche la distribution du capital de 22,000 fr. qui, suivant l'état de collocation qu'a admis le jugement dont est appel, doit rester entre les mains de l'acquéreur jusqu'au décès du sieur Eschenmayer, pour faire face au service de la rente viagère de 1100 fr. due à ce dernier; — Attendu que la distribution de ce capital donne lieu de décider si les créanciers colloqués sur icelui devront, après la mort du rentier, et ainsi que l'ont ordonné les premiers juges, prendre sur ledit capital, et suivant l'ordre des collocations, non-seulement le montant d'icelles pour toutes les sommes qui ont été recouvrées pour être actuellement dues tant en capital qu'intérêts, mais aussi les intérêts qu'aura produits jusqu'au jour du décès du rentier le montant de leurs collocations respectives, ou bien si, comme le prétendent les appels, chaque créancier colloqué sur ledit capital de 22,000 fr. n'aura alors à prendre à son rang que le principal du montant de sa collocation, sans que les intérêts courus pendant la vie du rentier puissent y être joints; — Attendu, sur ce point de difficulté, que le principe fondamental qui fut toujours la première base du régime hypothécaire, soit sous l'ancienne législation, soit sous celle du Code civil, c'est celui qui prescrit de suivre le rang des hypothèques existant sur l'immeuble dont le prix est à distribuer, en sorte qu'aucun créancier ne puisse rien retirer dans la distribution qu'après l'entier paiement de tout ce qui est dû aux créanciers qui ont des hypothèques antérieures à la sienne; — Attendu que, quand une créance hypothécaire existe en un capital productif d'intérêts, les intérêts échus ou à échoir constituent un accessoire de la créance; qu'il semble, dès lors, essentiellement juste que le créancier soit colloqué au même rang pour toutes les intérêts légitimement dus comme pour le capital qui les a produits, et que jamais sous l'ancien droit il ne s'éleva de doute à cet égard; — Attendu cependant que l'art. 2151 du Code civil, conforme en cela à l'art. 29 de la loi du 11 brum. an 7, porte que « tout créancier inscrit pour un capital produisant des intérêts ou des arrérages, a droit d'être colloqué pour deux années seulement et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour le capital, sans préjudice, est-il dit, des inscriptions particulières à prendre, portant hypothèque à compter de leurs dates pour les arrérages, autres que ceux conservés par la première inscription: » d'où on peut conclure que, d'après l'établissement du nouveau régime hypothécaire, il n'y a jamais lieu de colloquer un créancier au rang d'hypothèque de son capital pour plus de trois annuités d'intérêts, y compris l'année courante, mais que les articles précités ne sont nullement susceptibles

de s'appliquer à l'espèce du procès, et qu'en les combinant surtout avec d'autres lois qui vont être rappelées, on les voit se concilier parfaitement avec le principe fondamental ci-dessus posé; — Attendu en fait que la restriction qu'ils ont établie ne se réfère évidemment qu'aux intérêts échus avant l'adjudication de l'immeuble hypothéqué, ou avant la dénonciation de la vente volontaire que le débiteur aurait faite, et qu'il est sensible que cette restriction n'a rien d'injuste: car chaque créancier hypothécaire, sachant qu'il n'aura droit de se faire colloquer au rang d'hypothèque de son capital que pour trois années d'intérêts arrérages, y compris l'année courante, doit agir, dès qu'il y a une année échue, pour exproprier son débiteur; il peut ainsi faire consommer l'expropriation avant que les trois années pour lesquelles la loi donne aux intérêts de sa créance le même rang qu'au capital, soient révolues; et que s'il ne fait pas de diligence, s'il perd son rang par l'effet de son inaction, pour une partie des intérêts qui lui sont dus, il ne doit l'imputer qu'à sa propre négligence; — Attendu qu'il en est tout autrement à l'égard des intérêts qui ont couru depuis l'adjudication ou depuis la dénonciation de la vente volontaire qui a eu lieu, que, quant à ceux-ci, si le paiement effectif du capital pour lequel un créancier hypothécaire a droit d'être colloqué en rang utile, se trouve plus ou moins différé, soit par l'effet des contestations suivantes dans l'ordre, soit par toutes autres causes qu'il n'a pas été en son pouvoir d'empêcher, il n'y aurait point de justice à lui refuser pour tous les intérêts courus depuis l'adjudication ou depuis la dénonciation de la vente volontaire, le même rang d'hypothèque que pour son capital: car l'expropriation du débiteur une fois consommée, le créancier qui a pris inscription et produit dans l'ordre, n'a plus qu'à en attendre l'événement; de sorte qu'il n'y a, dès lors, à lui imputer aucun défaut de diligence qui puisse l'exposer à perdre son rang d'hypothèque pour des intérêts légitimement dus, et que tous, sans distinction, forment bien un accessoire de sa créance;

Attendu qu'effectivement il résulte des art. 757, 769 et 771 du Code de proc., combinés entre eux, que tous les intérêts courus pendant la procédure d'ordre doivent être alloués à chaque créancier hypothécaire, au rang d'hypothèque de son capital, en sus des trois annuités d'intérêts qui se sont trouvées échues avant l'adjudication et conservés à ce rang par l'inscription; d'où il résulte que la restriction établie par les art. 29 de la loi du 11 brum. an 7, et 2151 du Code civil, demeure ainsi clairement déterminée, c'est-à-dire qu'elle s'est référée uniquement aux trois années d'intérêts échus et arrérages avant l'expropriation du débiteur; mais qu'elle ne concerne pas du tout les intérêts à échoir postérieurement, et que telle est au surplus la jurisprudence de la Cour de cassation; — Attendu enfin qu'une telle interprétation des lois précitées doit naturellement s'étendre non-seulement aux intérêts qui ont pu échoir pendant la procédure d'ordre, mais indistinctement à tous les intérêts dus depuis l'expropriation du débiteur sur chaque capital colloqué, dont le paiement se trouve différé par une cause quelconque qui a été indépendante du fait et de la volonté du créancier: qu'ici il s'agit de capitaux qui ne pourront être payés suivant l'ordre de leurs collocations qu'après le décès du rentier, pendant la vie duquel les 22,000 fr. à distribuer doivent rester affectés au service de la rente viagère qui lui est due: que de ce retard inévitable résultera un cours d'intérêts pour chaque créancier jusqu'au paiement effectif de sa créance, et

qu'en un mot ce sont des intérêts à échoir pour lesquels doit être conservé à chacun le rang d'hypothèque de sa créance principale, parce que c'est là une conséquence nécessaire du principe fondamental qui a toujours régi la matière des hypothèques, principe auquel les nouvelles lois susmentionnées n'ont porté aucune atteinte : — Par ces motifs. — Met l'appellation au néant : — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 28 août 1821. — Cour roy. de Lyon. — 2^e ch. — Prés., M. Nugue. — Pl., MM. Duplan et Journel.

1^{er} AJOURNEMENT. — DÉLAI. — DISTANCE.

2^e CONCILIATION. — EXCEPTION. — DÉFENSES AU FOND.

1^{er} N'est pas nulle l'assignation à comparaître dans un délai qui n'embrasse pas l'augmentation à raison des distances (3).

2^e L'exception résultant du défaut de citation en conciliation est couverte par des défenses au fond (2).

(Sabatou — C. Sabatou.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il ne peut être appliqué de peine de nullité à un acte de procédure, qu'autant que la nullité se trouve formellement prononcée par la loi contre cet acte ; — Attendu que, si l'art. 61 du Code de proc. prononce formellement la nullité d'un ajournement qui ne contient pas l'indication du délai pour comparaître, quand un ajournement indique le délai ordinaire, il a été satisfait à la loi, et cet ajournement ne peut être déclaré nul, parce qu'il n'annoncerait pas l'augmentation du délai accordé par l'art. 1033, d'un jour par chaque trois myriamètres de distance ; vu d'ailleurs, que cet article qui prescrit cette augmentation de délai, ne la prescrit pas à peine de nullité, et que dans l'art. 61, la peine de nullité n'est attachée qu'au défaut d'indication du délai, et non pas cumulativement au défaut d'indication de cette augmentation ; — Attendu qu'il n'a été rien fait en vertu de cet ajournement qu'après le délai ordinaire, et après l'augmentation du délai, même longtemps après cette double expiration, et après la présentation du cité, d'où il résulte qu'il ne lui a point été fait griefs en manière quelconque ;

Attendu que le défaut d'essai préalable de conciliation n'est plus, comme il était autrefois, l'omission d'une formalité commandée constitutionnellement : ce qui faisait juger alors qu'elle était d'ordre public, tandis qu'il est reconnu aujourd'hui qu'elle n'est plus de cet ordre, qu'elle n'est introduite qu'en faveur des parties ; qu'en conséquence elles peuvent y renoncer, et qu'elles y renouvent eu effet, lorsqu'elles plaident au fond sans en exciper, comme l'intimé l'a fait. — Met l'appellation et ce dont est appel au néant ; etc.

Du 28 août 1821. — Cour roy. de Nîmes. — 1^{re} ch. — Prés., M. Thourct. — Pl., MM. Monnier Taillades et Goisand Labaume.

APPEL. — DOMICILE ÉLU. — SIGNIFICATION. Est nul l'acte d'appel notifié au domicile élu dans la signification du jugement du première instance (3).

(1) V. dans des sens opposés, deux arrêts de la même Cour en date des 13 mars et 19 août 1819, et la note sur la première de ces deux décisions.

(2) La jurisprudence s'est prononcée en ce sens. Toutefois, la question est fort controversée. V. au surplus, la note qui accompagne un arrêt dans la même sens, de la Cour royale de Bourges, du 9 juill. 1821, et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence.

(Ouin — C. Sarron.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'appel d'un jugement engage un nouveau contrat judiciaire et introduit une nouvelle instance ; que l'art. 456 du Code de proc., veut, à peine de nullité, que l'acte d'appel soit signifié à personne ou domicile ; que le domicile s'entend du domicile réel et non du domicile élu ; que l'acte d'appel n'a pas été signifié au sieur Sarron, mais seulement au domicile par lui élu dans l'exploit de signification du jugement du 1^{er} déc. 1820 ; que cet exploit ne contient point le commandement de payer prescrit par l'art. 583 du Code de proc. qui doit précéder la saisie, seul cas où l'art. 584 permet au débiteur de faire au domicile élu par le commandement, toute signification, même d'appel. — Déclare nul l'appel, etc.

Du 28 août 1821. — Cour roy. de Rennes. — 2^e ch. — Pl., MM. Bernard et Richeiot.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — CONSCRIPTION.

Lorsqu'entre un conscrit et son remplaçant, il a été convenu que le contrat de remplacement serait résolu en tout ou partie, dans le cas où le remplaçant serait rappelé pour le compte du remplaçant, cette stipulation ne doit s'entendre que d'un rappel, suivi de service effectif, et non d'une simple désignation suivie de dispense ou de réforme (4).

(Bernauer — C. Messner.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que, d'après le contrat du 18 fév. 1809, Messner père s'est engagé à payer 3,000 fr. pour son fils ; que s'il a été convenu que dans le cas où le remplaçant serait appelé, et le remplaçant tenu de marcher pour lui, le premier ne pourrait rien prétendre au delà de ce qu'il aurait déjà reçu ; d'un autre côté, il est établi, 1^{er} que Bernauer fils, dirigé le 15 mars 1809 sur le dépôt général des conscrits de l'extrême, y est arrivé le 3 avril suivant, et a servi au moins jusqu'en 1812 ; 2^e que le 31 oct. 1809, il a été appelé, mais que Messner fils n'a pas été tenu de marcher ; que, réformé le 10 nov. de la même année, il n'a pas quitté au moment ses foyers ; que la dernière des deux conditions, dont le concours était exigé, n'a donc pas été accomplie ; qu'ainsi la totalité de 3,000 fr. avec les intérêts est acquise à Bernauer ; — Par ces motifs, émettant sur l'appel, déboute Messner de l'apposition aux poursuites... ; ordonne qu'elles seront continuées jusqu'à parfait paiement des 3,000 fr. avec les intérêts... ; sauf à déduire ce qu'il sera justifié avoir été payé à compte, etc.

Du 29 août 1821. — Cour roy. de Colmar. — Pl., MM. Raspielet et Aubry.

ORDRE. CONTRÉDIT. — FORCLUSION.

La forclusion prononcée par l'art. 756. Cod. proc., contre les créanciers qui n'ont pas contesté, dans le mois de la sommation, l'état de collocation provisoire à eux dénoncé, est définitive et absolue. Elle peut, comme la prescription, être proposée en tout état de cause, même en appel, à moins qu'il ne résulte des circonstances qu'on y a renoncé (5).

(3) V. conf., Limoges, 11 août 1819, et la note.

(4) Cela est constant en jurisprudence. V. Cass. 11 mars 1818 ; Aix, 6 juill. 1813 ; Bourges, 10 juill. 1820.

(5) V. conf., Limoges, 5 juin 1823 ; Grenoble, 18 août 1824, et 9 janv. 1827 ; Nîmes, 12 août 1829 et 18 juin 1832 (Volume 1832). — Jugé même que la forclusion frappe le créancier qui n'a pas contredit dans la mois de la sommation, bien qu'il

(Leroy—C. de Gerissay et Badin-Bourdon.)

Par suite d'une saisie immobilière faite à la requête de la dame veuve de Gerissay, les biens du sieur Harriot ont été judiciairement vendus. Un ordre est ouvert. L'état provisoire de collocation est établi. Le sieur N..., créancier poursuivant, le dénonce aux créanciers qui avaient produit, conformément à l'art. 755 du Code de proc., avec sommation d'en prendre communication, et de le contredire, s'il y avait lieu, dans le délai d'un mois.

Le sieur Leroy, l'un d'eux, a contredit en temps utile. La dame Gerissay et le sieur Badin-Bourdon, représentés par le même avoué, n'ont présenté leurs moyens de contestation que plus de trois mois après la sommation de l'état provisoire. Le magistrat commis a renvoyé les contestations à l'audience, après avoir arrêté l'ordre pour les créanciers antérieurs, et prononcé la forclusion contre tous les créanciers qui n'avaient pas produit.

À l'audience, l'avoué du sieur Leroy a communiqué au ministère public et présenté au tribunal une note manuscrite, conformément à l'art. 411 du Code de proc., par laquelle il a conclu, contre la dame de Gerissay et le sieur Badin-Bourdon, à la forclusion, attendu qu'ils n'avaient contesté qu'après l'expiration du mois, et qu'aux termes de l'art. 756 du Code de proc. : « Faute par les créanciers produisant de prendre communication des mains du commissaire dans ledit délai, ils demeurent forclos sans nouvelle sommation, ni jugement, etc. »

La dame de Gerissay et le sieur Badin-Bourdon opposent à la déchéance invoquée contre eux, une fin de non recevoir prise de ce que la déchéance n'a pas été proposée devant le juge-commissaire, et que devant le tribunal elle ne l'a été qu'après le rapport, par une note, et au moment où le jugement allait être prononcé.

Jugement du tribunal de Gien, qui sans avoir égard à la forclusion réclamée par le sieur Leroy, accueille les prétentions de la dame de Gerissay et du sieur Badin-Bourdon; leur donne, dans la rectification qu'il fait de l'état provisoire, un rang de collocation antérieur au premier.

Appel par le sieur Leroy.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en droit, qu'aux termes de l'art. 755 du Code de proc., le poursuivant d'ordre doit dénoncer, par acte d'avoué à avoué, aux créanciers produisant et à la partie saisie, la confection de l'état de collocation provisoire, avec sommation d'en prendre communication et de contredire, s'il y échet, sur le procès-verbal du juge-commissaire dans le délai d'un mois, et que l'art. 756 dispose formellement que, faute par les créanciers produisant de prendre communication dans ledit délai, ils demeurent forclos sans nouvelle sommation, ni jugement;

Considérant qu'il résulte de ces dernières expressions que cette échéance est de droit, et peut être prononcée d'office par les tribunaux, même quand elle ne serait pas proposée par les parties, et qu'à plus forte raison elle doit l'être, même lorsque les parties l'invoquent seulement

quand la cause est prête à recevoir sa décision en première instance, ou sur l'appel;

Considérant que, dans l'espèce, les dires de la dame de Gerissay et du sieur Badin-Bourdon ont eu lieu après l'expiration du délai d'un mois depuis la sommation vouée par l'art. 755;

Considérant qu'on ne saurait opposer à cette déchéance une fin de non recevoir résultant de ce que la partie de Paillet (le sieur Leroy) ne l'aurait invoquée qu'en cause d'appel ou sous forme de note en première instance; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; en ce que les premiers juges n'ont pas prononcé la forclusion à l'égard de la dame de Gerissay et le sieur Badin-Bourdon; émendant quant à ce, et faisant droit au principal, ordonne que la dame de Gerissay et le sieur Badin-Bourdon seront et demeureront forclos; en conséquence, que leur contredit sera réputé non avenu, que l'état de collocation provisoire sera et demeurera définitif à leur égard, etc.

Du 29 août 1821. — Cour roy. d'Orléans. — Pres., M. Duguennet de Champvallins, cons. — Concl., M. Roussau, av. gen. — Pl., MM. Paillet et Gaudry.

ABUS (APPEL COMME D'). — INTERDIT. — EXCORPORATION. — EXALT. — REVOCATION.

Il n'y a pas abus de la part d'un évêque qui après avoir donné à un ecclésiastique, alors dépendant de sa juridiction, des lettres d'excorporation, par suite desquelles cet ecclésiastique a été incorporé à un autre diocèse, lui interdit ultérieurement et par ce motif d'exercer aucune de ses fonctions dans toutes les églises, paroisses, annexes ou chapelles relevant de son autorité. — Il en est ainsi, alors même que l'évêque du diocèse dans lequel l'ecclésiastique a été incorporé, aurait donné à celui-ci un exeat pour rentrer dans son diocèse natal, si cet exeat a été révoqué. (L. du 18 germ. an 10, art. 34.) (1)

(Hamel—C. Evêque de Coutances.)

Le sieur Hamel, né dans le diocèse de Coutances, avait reçu de son évêque, les ordres mineurs et le sous-diaconat. — Peu de temps après, il avait été appelé dans le département de l'Eure, pour l'instruction d'enfants qui travaillaient dans un grand établissement industriel, et par suite de lettres d'excorporation à lui délivrées par l'évêque de Coutances, à la date du 13 mars 1807, l'évêque d'Evreux l'avait ordonné diacre et prêtre. — Plus tard, le sieur Hamel désira rentrer, par des raisons de santé, dans le diocèse de Coutances, où il avait sa famille et ses propriétés; il sollicita à cet effet et obtint de l'évêque d'Evreux, un exeat, portant: « Permission de passer dans le diocèse de Coutances, et du consentement de l'évêque de ce diocèse, d'y célébrer et d'y exercer les fonctions du sacerdoce, s'il est trouvé digne et capable. »

Malgré cet exeat, le sieur Hamel ne put obtenir de l'évêque de Coutances la permission de dire la messe dans ce diocèse, et dans une lettre, en date du 29 nov. 1817, on voit que le prélat se fonde sur ce que l'incorporation du sieur Hamel au diocèse d'Evreux lui donne le droit

astreint, sous peine de forclusion, à fournir le contredit dans le mois de la sommation.

(1) F. à la date du 7 avril 1819, une précédente ordonnance rendue dans la même affaire. Sur le pouvoir des évêques en matière de discipline ecclésiastique, et sur les règles de compétence d'après lesquelles on jugeait aujourd'hui les appels comme d'abus, voy. les observations qui accompagnent l'ordonn. du 24 mars 1819 (aff. Duhamon).

est pris communication des productions: F. cassation, 10 déc. 1834 (Volume 1834). — F. encore dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Cass. 12 déc. 1814.

F. aussi Bioche et Gougel, *Diet. de procédure*, v° Ordre, n° 257 et suiv. — Mais voy. en sens contraire, un arrêt de la Cour de Grenoble, du 23 juill. 1819, qui décide que tout créancier est admis à contredire l'état provisoire de collocation jusqu'à la clôture définitive de l'ordre, et qu'il n'est pas

de faire ce refus. Sur ces enfreintes et le 19 mai 1818, l'évêque d'Evreux révoqua l'exeat qu'il avait d'abord accordé.

C'est dans cet état de choses que le sieur Hamel a déféré au gouvernement, comme constituant un abus, la conduite tenue par l'évêque de Coutances à son égard.

LOUIS, etc. ; — Considérant qu'il résulte de la lettre de l'évêque d'Evreux, du 2 mai 1808, produite par le sieur Hamel, qu'il a été ordonné prêtre par ledit évêque, en vertu des lettres d'incorporation accordées par l'évêque de Coutances, le 13 mars 1807, et ci-dessus visés ; — Qu'il a demandé et obtenu de l'évêque d'Evreux, le 1^{er} mars 1810, un exeat révoqué à volonté, et portant permission de passer dans le diocèse de Coutances ; que cet exeat a été révoqué par l'évêque d'Evreux, le 19 mai 1818 ; — Que, dès lors, le sieur Hamel s'est retrouvé, comme il l'est encore, dans un état d'incorporation au diocèse d'Evreux ; — Que, par conséquent, l'évêque de Coutances avait le droit, aux termes de l'art. 34 de la loi du 18 germ. an 10, d'interdire au sieur Hamel les fonctions de son ministère dans ledit diocèse ;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Hamel est rejetée.

Du 29 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Huart-Duparc.

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES. — TROISIÈME CLASSE. — RÉCLAMATIONS. — CONSEIL DE PRÉFECTURE. — COMPÉTENCE.

Les conseils de préfecture sont compétents pour statuer sur toutes les réclamations qui sont formées contre les dérisions des sous-préfets relatives aux demandes en formation de manufactures ou d'ateliers compris dans la troisième classe, sans aucune distinction entre les réclamations des fabricans qui sollicitent l'autorisation contre le refus de cette autorisation, et les réclamations des tiers, malgré l'opposition desquels elle a pu être accordée. (Décr. du 15 oct. 1810, art. 8.) (1)

(Ministre de l'intérieur — C. Nausé.)

LOUIS, etc. ; — Considérant, sur la compétence, que les buileries sont rangées dans la troisième classe ; — Qu'aux termes de l'art. 3 de l'ordonn. de 1815, les permissions nécessaires pour les établissements de troisième classe, doivent être délivrées par les sous-préfets, après avoir pris l'avis des maires et de la police locale, conformément aux art. 2 et 3 du décr. de 1810 ; — Que, d'après l'art. 8 dudit décr., s'il s'élève des réclamations contre la décision prise sur une demande en formation de manufactures ou d'ateliers compris dans la troisième classe, elles seront jugées en conseil de préfecture ; — Que ledit art. 8 ne fait aucune distinction entre les réclamations des requérans et celles des opposans ; — Qu'ainsi, le conseil de préfecture du département du Haut-Rhin était compétent pour connaître de la réclamation faite, par le sieur Nausé, contre la décision prise par le sous-préfet d'Altkirch ;

Considérant, au fond, que l'instruction première de l'affaire n'a été ni assez détaillée, ni assez éclairée pour que nous puissions, quant à

présent, statuer, en connaissance de cause, sur le mérite des oppositions à l'établissement projeté ;

Art. 1^{er}. Il est sursis à statuer sur l'arrêté du conseil de préfecture du département du Haut-Rhin, du 23 mai 1820. — 2. Avant de faire droit, il sera procédé par les soins de notre ministre de l'intérieur, à une enquête de commodo et incommodo, sur l'établissement dont il s'agit, pour, sur le vu de ladite enquête, être par nous statué ce qu'il appartiendra.

Du 29 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

USINE. — AUTORISATION. — RÉVOCATION. — COMPÉTENCE.

La révocation de l'autorisation accordée pour l'établissement d'une usine ne peut être prononcée que par une ordonnance royale dans les cas prévus par les lois ou par l'acte d'autorisation et après l'accomplissement des formalités prescrites pour l'autorisation (2). Ainsi, un préfet excède ses pouvoirs en interdisant indéfiniment une usine autorisée et en ordonnant le rétablissement de l'ancien état des lieux. — Il doit se borner à donner son avis sur les plaintes dont l'usine a pu être l'objet. (Martin — C. Selves.)

LOUIS, etc. ; — Considérant que l'arrêté du préfet de Seine-et-Marne, en date du 9 avril 1821, portant interdiction et mise en chômage pour toujours, de l'usine du sieur Martin, est une véritable violation de l'autorisation qui avait été donnée à ce propriétaire, le 10 nov. 1812 ; — Considérant que la révocation d'une autorisation d'usine ne peut être prononcée que par nous, dans les cas prévus par les lois ou par l'acte d'autorisation, et après avoir observé les formalités prescrites pour lesdites autorisations ; — Que, dès lors, le préfet aurait dû se borner à donner son avis sur les plaintes portées contre l'usine du sieur Martin ; — Qu'ainsi, il a excédé ses pouvoirs en interdisant ladite usine, par son arrêté, du 9 avril 1821, et mettant ledit arrêté à exécution par ceux des 30 mai et 17 juill. suivans, qui ordonnent diverses démolitions d'ouvrages et le rétablissement de l'ancien état des lieux ;

Art. 1^{er}. Les arrêtés du préfet du département de Seine-et-Marne, des 9 avril, 30 mai et 17 juill. 1821, sont annulés pour excès de pouvoir.

Du 29 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Cochlin.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — DÉFAUT. — OPPOSITION. — POURVOI.

Les arrêtés par défaut des conseils de préfecture peuvent être attaqués par la voie de l'opposition jusqu'à l'exécution (3).

En conséquence, le pourvoi au conseil d'Etat contre ces arrêtés n'est pas recevable (4).

(Chambaud — C. Frenilly.)

Du 29 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Parent, Marie et Raoul.

COMMUNAUX. — ADJUDICATION. — FERMIERS. — COMPÉTENCE.

C'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de

résoudre, le décret du 13 janv. 1813 (aff. Simon), et la note.

(3) Principe constant ; F. ord. 28 déc. 1815 (aff. habit. de Saint-Chaps), et la note ; 16 juill. 1817 (aff. Granger).

(4) F. dans ce sens, ordonn. du 25 fév. 1818 (aff. Cuel), et la note. V. aussi 24 mars 1824 (aff. Banrel).

(1) Le texte de l'art. 8 du décret du 15 oct. 1810, semble en effet ne devoir laisser aucun doute sur ce point. V. au surplus, Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, n° 802.

(2) Cette ordonnance, rendue par défaut, a été confirmée sur l'opposition, par une ordonnance en date du 31 oct. 1821. V. du reste, sur la question

juger les contestations qui peuvent s'élever entre les adjudicataires des biens communaux vendus par la caisse d'amortissement, et des tiers, notamment les fermiers de ces mêmes biens (1).

(Anbertin — C. Nicolas.)

Il s'agissait de savoir si le sieur Anbertin, adjudicataire des biens de la commune de Roreuilles, était autorisé par la loi du 15 frimaire an 2 à demander la résiliation du bail emphytéotique du sieur Nicolas. Ce dernier prétendait que la loi n'était applicable qu'aux baux ordinaires et que la clause du cahier des charges qui en réservait l'application ne lui avait pas donné un effet plus étendu. Le conseil de préfecture prononça dans ce sens. — Pourvoi du sieur Anbertin.

LOUIS, etc.; — Considérant qu'aux termes des décrets intervenus sur les biens vendus par la caisse d'amortissement, et notamment du décret du 17 janvier 1814, inséré au Bulletin des lois, les adjudications desdits biens doivent être régies, à l'égard des tiers, par les règles du droit commun; — Considérant que, dans l'espèce, les fermiers sont des tiers à l'égard de l'administration vendresse et de l'adjudicataire, et qu'ainsi l'art. 12 n'a pu préjudicier à leurs droits, lesquels, en cas de contestation, doivent être régies, d'après leurs baux, par les tribunaux ordinaires;

Art 1^{er}. L'art. 12 du procès-verbal d'adjudication sus-mentionné ne fait pas obstacle à ce que les questions relatives aux baux ordinaires ou emphytéotiques des biens vendus par ledit acte, soient portées devant les tribunaux; — 2. L'arrêt du conseil de préfecture du département de la Moselle, du 17 juillet 1820, est annulé, en ce qu'il a statué sur lesdites questions.

Du 29 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat.

COMMUNAUX. — ADJUDICATION. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

Le conseil de préfecture saisi de la question de savoir si un terrain en litige a été ou non compris dans une adjudication de biens communaux, ne doit pas résoudre cette question par la contenance assignée à l'objet vendu; il doit se borner à déclarer les limites portées aux procès-verbaux d'expertise et de vente, et renvoyer les parties pour le bornage devant les tribunaux (2).

(Durand — C. comm. de Vomecourt.)

LOUIS, etc.; — Considérant que, suivant le sieur Durand, le terrain en litige serait partie de son adjudication, et que, suivant la commune de Vomecourt, ce même terrain serait la limite, au midi, de la portion du Pâtis de Landrigny, qui est désignée dans le procès-verbal d'expertise du 29 septembre 1814, par la dénomination de deuxième livraison du neuvième lot, et par les limites et dimensions qui s'y trouvent déterminées; — Considérant que le conseil de préfecture du département des Vosges, au lieu de se fonder sur la contenance aurait dû se borner à déclarer lesdites limites et dimensions, et ren-

voyer, pour les questions de bornage, les parties devant les tribunaux ordinaires;

Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture du département des Vosges, du 4 décembre 1819, est annulé; — Le sieur Durand est déclaré adjudicataire de la deuxième livraison du neuvième lot, composée du Pâtis de Landrigny en nature de champ, ayant pour limites, d'un côté, le chemin qui conduit au moulin de Landrigny, et, de l'autre, la rivière Madon, par cent quarante-deux mètres quatre-vingt-seize centimètres de long, sur onze mètres quarante centimètres de large, vers le midi, et se terminant en pointe, à l'autre bout; — 2. Les parties sont renvoyées devant les tribunaux sur les questions de bornage, d'après la déclaration ci-dessus.

Du 29 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. de Villefosse. — Pl., MM. Loiseau et Leroy-Neufville.

1^{re} et 2^e ROUTE DÉPARTEMENTALE. — ALIGNEMENT. — CONTRAVENTION. — COMPÉTENCE.

3^e VOIRIE. — AMENDE. — BONNE FOI.

1^{er} Un maire est incompétent pour donner un alignement sur une route départementale. — Par suite, celui qui construit sur un alignement donné seulement par ce fonctionnaire, commet une contravention.

2^e Le conseil de préfecture compétent pour réprimer cette contravention, doit ordonner la démolition des ouvrages irrégulièrement autorisés (3).

3^e Mais il peut ne prononcer contre le contrevenant ni l'amende ni la confiscation des matériaux, eu égard à sa bonne foi (4).

(Enjalbert.)

LOUIS, etc.; — Considérant, sur la compétence, que le maire de la Rochechalaix était incompétent pour donner au sieur Enjalbert l'alignement des constructions à faire sur une route départementale; que ledit sieur Enjalbert a contrevenu aux réglemens en faisant lesdites constructions sans avoir obtenu de l'autorité compétente l'alignement dont il avait besoin, et que le conseil de préfecture était compétent pour réprimer cette contravention;

Considérant, au fond, qu'en ordonnant la démolition, le conseil de préfecture a fait une juste application des lois de la matière, et qu'en en prononçant ni l'amende, ni la confiscation des matériaux, il a eu égard à la bonne foi du requérant;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Enjalbert est rejetée, et l'arrêt du conseil de préfecture du département de la Dordogne, du 24 août 1821, sera exécuté suivant sa forme et teneur.

Du 29 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. Tarbé. — Pl., M. Petit de Gatines.

ROULAGE (POLICE DE). — PROCÈS-VERBAUX. — TIMBRE. — ENREGISTREMENT.

Les procès-verbaux de contraventions à la police du roulage ne sont assujettis ni au timbre, ni à l'enregistrement (5).

(1) Principe constant. V. ordonn. du 29 déc. 1819 (aff. Tardé et aff. Chaboud Latour), et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence.

(2) C'est en qui a été jugé encore par trois ordonn. en date du même jour (aff. Mignot, aff. Morin et aff. Cack). La règle est du reste certaine, et de nombreuses décisions ont établi qu'en matière d'interprétation de ventes nationales, les conseils de préfecture ne doivent ni s'arrêter à la contenance indiquée aux procès-verbaux (P. ordonn. des 7

avril 1819, aff. Mahuet, et 20 juin 1821, aff. Fourmay, et les notes), ni s'immiscer dans le bornage des propriétés vendues: P. 17 nov. et 29 déc. 1819 (aff. Dancourt et aff. comm. de Martigues), 11 février 1820 (aff. Jacquart).

(3 et 4) V. dans le même sens, ordonn. du 1^{er} sept. 1819 (aff. Dejouis).

(5) Ainsi jugé encore par ordonn. des 30 déc. 1822 (aff. Min. des finances), 18 janv. 1826 (aff. Vieu).

(Ministre de l'intérieur.)

LOUIS, etc. : — Vu les lois des 19 déc. 1790 et 22 frim. an 7 ; — Vu l'art. 38 du décret du 23 juin 1806, qui porte que les procès-verbaux en matière de police de roulage seront portés devant le maire de la commune, pour être par lui jugés sommairement, sans frais et sans formalités ; — Vu le décret du 18 août 1810, qui n'astreint les préposés aux ponts à bascule qu'à l'affirmation de leurs procès-verbaux ; — Vu l'art. 77 de la loi du 28 avr. 1816, qui maintient les dispositions des lois, décrets et ordonnances auxquels il n'est pas dérogé par ladite loi :

Considérant que la disposition de la loi du 19 déc. 1790, sur laquelle se fonde le conseil de préfecture, a été abrogée par les lois et décrets postérieurs, et notamment par le décret du 23 juin 1806, qui n'a pas assujéti au droit de timbre et enregistrement les procès-verbaux relatifs à l'exécution des lois des 29 flor. an 10 et 7 vent. an 12 ;

Considérant qu'il résulte des documents transmis par notre directeur général des domaines et de l'enregistrement, que c'est ainsi que ce décret a été entendu et exécuté ;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Seine-inférieure, du 2 juill. 1819, est annulé.

Du 29 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. Tarbé.

TRAVAUX PUBLICS. — COMMUNE. — COMPÉTENCE.

Les contestations relatives aux travaux exécutés pour la compte d'une commune, spécialement, pour la construction d'une salle de spectacle, sont de la compétence des tribunaux ordinaires et non des conseils de préfecture (1).

(Ville de Poitiers. — C. Mathé.)

Il s'agissait de la construction d'une salle de spectacle que la ville de Poitiers avait été autorisée à faire en 1817, sur les plans et devis dressés par son architecte, et d'après les dimensions données par le conseil des bâtiments civils. — Des contestations s'étant élevées avec l'entrepreneur, au sujet de travaux que celui-ci prétendait avoir exécutés en sus de son marché, le conseil de préfecture de la Vienne, saisi de l'affaire, ordonna une expertise.

C'est contre l'arrêté de ce conseil que la ville de Poitiers, qui prétendait avoir traité à forfait avec l'entrepreneur, s'est pourvue devant le conseil d'Etat.

LOUIS, etc. : — Considérant que dans l'espèce, il ne s'agit pas de travaux publics, mais d'un marché d'ouvrage entre une commune et un entrepreneur ;

Considérant que les contestations auxquelles ledit marché peut donner lieu ne peuvent être jugées que par les tribunaux ordinaires et d'après les règles du droit commun ;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Vienne, du 22 déc. 1820, est annulé pour cause d'incompétence. — 2 Les parties sont renvoyées devant les tribunaux ordinaires.

Du 29 août 1821. — Ordonn. en emp. d'Etat. — Rapp. M. Tarbé. — Pl., MM. Odilon-Barrot et Roublier.

(1) F. sur cette question très controversée, l'ordonn. du 6 nov. 1817 (aff. maire de Gray), et nos observations. F. aussi dans ce volume, ordonn. du 12 mai 1819 (aff. Duchemin).

(2) F. sur ce point, les observations qui accom-

FABRIQUES. — EGLISE SUPPRIMÉE. — BIENS.

Les biens et rentes des fabriques des anciennes églises collégiales, appartiennent aux fabriques des églises auxquelles elles sont réunies, alors mêmes que ces biens seraient situés dans des communes étrangères. (Décr. du 15 vent. an 13 et 13 juill. 1806.) (2)

(Fabrique de Rouvroy. — C. Fabrique du Lens.)

LOUIS, etc. : — Considérant que le décret du 15 vent. an 13 porte, à la vérité, que les biens et rentes provenant des fabriques des anciennes collégiales appartiendront aux fabriques des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles sont situés les biens et payables les rentes ; mais qu'il a été statué, par celui du 31 juill. 1806, que les biens des fabriques des églises supprimées appartiendraient aux fabriques des églises auxquelles elles sont réunies, quand même les biens seraient situés dans des communes étrangères ; — Considérant, dans l'espèce, que la collégiale est une église supprimée et que tout le service religieux est actuellement réuni dans l'église paroissiale.

Art. 1^{er}. La requête des administrateurs de la fabrique de l'église succursale de Rouvroy est rejetée. L'arrêté du conseil de préfecture du département du Pas-de-Calais, du 29 mai 1817, sera exécuté suivant sa forme et teneur.

Du 29 août 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. Jauffret. — Pl., MM. Darrieux et Parent-Réal.

MISE EN JUGEMENT. — AUTORISATION. — INFORMATION JUDICIAIRE.

L'art. 75 de la constitution du 22 frim. an 8, ne fait point obstacle à ce que les magistrats informant et recueillent tous renseignements sur les délits commis par les agents du gouvernement, dans l'exercice de leurs fonctions, jusqu'au moment où il y aura lieu de citer le fonctionnaire inculqué (3).

En conséquence, le conseil d'Etat refuse d'autoriser la mise en jugement d'un fonctionnaire, demandée par un particulier pour insertion dans les journaux d'un écrit prétendu diffamatoire, mais au sujet duquel il n'y a eu jusqu'alors ni plainte ni information juridique (4).

(Barbier-Dufay. — C. Anglés.)

LOUIS, etc. : — Vu la requête à nous présentée par le colonel Barbier-Dufay, tendant à ce qu'il nous plaise lui accorder l'autorisation nécessaire pour mettre en jugement le comte Anglés, préfet de police à Paris, comme ayant ordonné l'insertion, dans les journaux, d'une note que le requérant prétend diffamatoire et calomnieuse à son égard ;

Vu les numéros 214 et 211 des journaux intitulés : le Constitutionnel et le Courrier, produits par le requérant ; — Vu l'art. 3 du décr. du 9 août 1806, portant que l'art. 75 de la loi du 22 frim. an 8 ne fait point obstacle à ce que les magistrats chargés de la poursuite des délits, informant et recueillent tous les renseignements relatifs aux délits commis par nos agents, dans l'exercice de leurs fonctions, jusqu'au moment où il y aura lieu de citer le fonctionnaire inculqué ;

Considérant qu'il n'y a, dans l'espèce, ni plainte, ni information juridiques, et que, dès lors, il n'y a pas lieu de statuer.

Ordonn. du 8 juill. 1818 (aff. fabrique de Saint-Patrice).

(3 et 4) F. dans le même sens, Cass. 24 juin 1819 et la note ; ordonn. du 12 mai 1820 (aff. Laurent).

Art. 1^{er}. La requête du sieur Barbier-Dufay est rejetée.

Du 29 août 1821.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. Maillard.

CESSION DE BIENS.—BONNE FOI.—PREUVE.
Le bénéfice de cession peut être refusé à un débiteur, par cela seul qu'il est de mauvaise foi, encore qu'il ne soit pas compris dans l'énumération de l'art. 905, Cod. proc. (Cod. civ., 1268.) (1)

(Ferrière — C. Lacroix et Lamarque.)

5 nov. 1814, le sieur Georges Ferrière, négociant à Bordeaux, fait faillite. — 6 nov. 1814, concordat entre le failli et ses créanciers. — En 1818 les sieurs Lacroix et Lamarque, déclarés créanciers du sieur Ferrière, le poursuivaient par voie de contrainte par corps. — Alors le sieur Georges Ferrière demande à être admis au bénéfice de cession de biens.

Les sieurs Lacroix et Lamarque répondent que le sieur Georges Ferrière n'est pas recevable dans sa demande, attendu que le débiteur malheureux et de bonne foi peut seul invoquer le bénéfice de cession; que le sieur Georges Ferrière n'établit point son malheur et sa bonne foi; que, bien au contraire, il existe des preuves de fraude et de mauvaise foi contre lui. — Surabondamment, les sieurs Lacroix et Lamarque indiquent comme preuves de la mauvaise foi l'irrégularité des livres du sieur Ferrière, l'annonce par lui faite à l'époque de son établissement, d'une commandite considérable indiquée d'ailleurs par la raison commerciale Georges Ferrière et compagnie, bien que dans la réalité il n'eût point d'associé, etc. — Pour le sieur Ferrière, on répond : L'art. 1270 établit que la cession ne peut être refusée par les créanciers que dans les cas exceptés par la loi : ces cas exceptés sont énumérés dans les art. 905 du Code de procédure civile, et 575 du Code de commerce; — Le sieur Ferrière ne se trouve dans aucun de ces cas; ainsi on ne peut lui refuser le bénéfice de cession. — En outre, on soutient qu'il doit être présumé de bonne foi, jusqu'à preuve contraire, d'après la maxime que le doi et la fraude ne se présument pas; qu'enfin, dans le fait, on ne pouvait lui reprocher ni dol ni fraude.

9 mars 1821, jugement du tribunal de première instance de Bordeaux, qui admet le sieur Georges Ferrière à la cession de biens, par les motifs suivants : — Attendu que l'art. 1270 du Code civ. porte que les créanciers ne peuvent pas refuser la cession judiciaire, si ce n'est dans les cas exceptés par la loi; que ces cas sont désignés par l'art. 905 du Code de proc. civ. et par l'art. 575 du Code de comm.; — Attendu que les sieurs Lacroix et Lamarque n'ont nullement prouvé que le sieur Georges Ferrière se trouve dans aucun des cas énoncés auxdits articles, qu'il n'est pas possible de considérer comme une fraude la raison de commerce de Georges Ferrière et compagnie, prise par le demandeur, par cela seul qu'il reconnaît n'avoir pas eu d'associé commanditaire; qu'il a dépendu des sieurs Lacroix et Lamarque de vérifier ce fait avant de traiter avec le sieur Georges Ferrière; qu'au reste celui-ci remplit et au delà les obligations qu'il avait contractées envers le sieur Lacroix et Lamarque pour l'armement et mise dehors de leur navire la *Zéna*; qu'on ne peut non plus trouver une preuve de fraude dans quelques irrégularités reprochées au sieur Georges Ferrière dans la tenue

de ses livres et écritures; qu'il pourrait tout au plus résulter de ces irrégularités une prévention de banqueroute simple, cas qui n'est point du nombre de ceux exceptés par les articles 905 du Code de proc. civile et 575 du Code de comm.; que d'ailleurs ces mêmes livres et écritures ont déjà été vérifiés par le tribunal de commerce de cette ville; qu'il n'y a trouvé aucune preuve de banqueroute simple, et enfin que tous les créanciers du sieur Georges Ferrière, à l'exception des sieurs Lacroix et Lamarque, ont reconnu n'avoir aucun reproche à faire à la délicatesse et à la probité du sieur Georges Ferrière, etc. »

Appel de la part des sieurs Lacroix et Lamarque.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant dans le droit, que le bénéfice de cession ne peut être accordé qu'aux débiteurs malheureux et de bonne foi (art. 1268 du Code civ.); que ceux qui ne sont compris dans aucune des exceptions déterminées par l'art. 905 du Code de proc., sont néanmoins tenus de déposer au greffe, conformément à l'art. 898, leur bilan, leurs livres, s'ils en ont, et leurs titres actifs, non-seulement pour faire connaître leur véritable situation, mais encore pour qu'on puisse s'assurer qu'ils ne se sont pas rendus indignes du bénéfice qu'ils réclament et qu'ainsi hors les cas d'exclusion littéralement prévus par la loi, il y a encore lieu d'examiner s'il y a malheur et bonne foi; — En fait, que les livres de Georges Ferrière ont été irrégulièrement tenus; qu'ils n'offrent pas les garanties exigées par les art. 8, 9, 10 et 11 du Code de comm., et qu'on n'y trouve pas même les détails nécessaires pour suivre ses opérations; — Qu'il avait annoncé dans sa circulaire au commerce une société en commandite dont on ne trouve aucune trace, et des capitaux dont l'existence n'est rien moins que constatée; qu'il a fait dans sa caisse des prélèvements considérables en numéraire qu'il a remplacés par des créances douteuses; que, depuis la faillite, il a payé à divers créanciers des sommes considérables, en sus du dividende qu'il leur avait promis; que notamment le syndic a été payé à raison de 60 pour cent, ce qui suppose des parties licites et des compositions en fraude des créanciers, dont le résultat a été de mettre Georges Ferrière dans l'impossibilité de payer même le dividende à certains créanciers, tels que la maison Lacroix et Lamarque, en sorte que tout ne peut pas être attribué au malheur, quoique Georges Ferrière ait éprouvé de grands revers; et qu'on ne trouve pas dans sa conduite la bonne foi qui est une condition essentielle du bénéfice de cession; — Par ces motifs, etc.

Du 30 août 1821. — Cour roy. de Bordeaux. — Prés., M. Delpit. — Cons., M. de Bouquier fils.

1^{er} APPEL.—JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.

2^o COMMIS MARCHAND.—FAILLITE.—COMPÉTENCE.—SALAIRE.—COMPTRE (REDIGIT. DE).

1^o Lorsque deux décisions sont contenues dans la même jugement, l'une contradictoire sur la compétence, l'autre par défaut sur le fond, il n'est pas besoin d'employer deux voies différentes, celle d'appel et celle d'opposition pour attaquer ce jugement. L'appel, seul moyen de recours contre la première, doit être également admis quant à la seconde, encore même qu'on soit dans les délais de l'opposition (2).

(2) Quid, s'il n'y avait qu'une seule disposition par défaut? Cela rentrerait dans la question fort

(1) *V. conf.*, Riom, 23 nov. 1809; Aix, 30 déc. 1817.

2° Le tribunal de commerce est compétent pour statuer sur l'action formée par les syndics d'une faillite et ayant pour objet de forcer un commis au rapport de sommes par lui puisées dans la caisse au moment de la faillite, sous prétexte d'arrérages d'appointemens.

Le commis marchand comptable ne peut se faire payer de ses appointemens avant d'avoir rendu compte.

(Syndics Bouleux—C. Dumont.)—ARRÊT.

LA COUR; — Sur la fin de non-recevoir, — Attendu qu'on ne voit pas comment il serait besoin d'employer deux voies différentes contre deux décisions contenues dans un même jugement, l'une contradictoire sur la compétence, et l'autre par défaut sur le fond; l'appel étant le seul moyen de recours contre la première, doit sans doute, et par une conséquence nécessaire, être également admis quant à la seconde, avec d'autant plus de raison que la voie d'opposition qui serait prise à l'égard de celle-ci, produirait une fin de non-recevoir contre l'appel interjeté de l'autre; la fin de non-recevoir proposée ne peut donc être accueillie;

Sur le déclinatoire, — Attendu que l'action formée par les syndics ayant pour objet de forcer le commis d'un failli au rapport des sommes par lui puisées dans la caisse au moment de la faillite, sous prétexte d'arrérages d'appointemens, est incontestablement du nombre de celles dont l'art. 634, n° 1^{er}, attribue la connaissance au tribunal de commerce; car il est évident qu'elle est relative au fait du commerce et aux rapports existant à raison de ce même commerce entre le failli et son commis; — Au fond, attendu...; — Attendu, d'un autre côté, que Dumont étant comptable, est par cela seul réputé débiteur jusqu'à l'apurement de son compte; ainsi, pas de doute qu'il ne doive préalablement rapporter les sommes qu'il a touchées au moment de sa faillite; — Attendu qu'il est impossible d'admettre la traite du 17 février comme imputable sur ces sommes; les écritures y résistent, et cette traite est d'ailleurs absolument étrangère à Dumont; sous tous les rapports, c'est donc le cas de confirmer le jugement dont est appel; — En conséquence, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir, — A mis l'appellation au néant, etc.

Du 30 août 1821. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannoncelles, p. p. — Concl., M. Pylot, av. gén. — Pl., MM. Crousse et Parant.

DROITS SUCCESSIFS.—LÉSION.—RESCISION. Le cohéritier qui a cédé ses droits successifs à un autre cohéritier ne peut pas, lorsque plus de dix ans se sont écoulés depuis l'acte de partage, en demander la rescision pour cause de dol

et de fraude, en alléguant qu'il n'a découvert le dol et la fraude que depuis moins de dix ans, s'il ne vient avec la preuve d'ores et déjà faite du dol et de la fraude qu'il prétend avoir été pratiqués et de la découverte qu'il en a faite depuis moins de dix ans (1).

(Vincent—C. Grillet.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'action en nullité ou en rescision d'un acte contenant cession de droits successifs faite par un cohéritier à son cohéritier, et aux périls et risques de l'acquéreur, peut bien, en règle générale, être reçue lorsqu'elle est fondée sur le dol et la fraude, aux termes de l'art. 889 du Code civil; mais il faut pour cela que cette action soit intentée dans les dix années, à compter du jour où l'acte a été passé, à moins que le dol et la fraude n'aient été découverts postérieurement; dans ce cas, les dix années ne courent qu'à compter du jour de la découverte du dol et de la fraude; — Attendu que l'acquéreur dont on attaque l'acte, a en sa faveur un titre authentique, et à l'abri de toute atteinte, lorsque les dix années se sont écoulées; qu'il est dispensé de toute espèce de preuves pour corroborer ce titre authentique, auquel toute foi doit être ajoutée, soit à raison de son authenticité, soit à raison du laps de temps qui n'a été écoulé pendant lequel il a été respecté; que si le vendeur vient après ce temps alléguer le dol et la fraude, pour pouvoir être relevé de la déchéance prononcée contre lui, il doit venir avec la preuve du dol et de la fraude qu'il prétend avoir été pratiqués, et de la découverte de ce dol et de cette fraude depuis moins de dix ans. S'il suffisait d'alléguer le dol et la fraude pour pouvoir attaquer, même après dix ans, un acte public, l'art. 1304 du Code civil, deviendrait sans objet, et les actions rescisoires ou en nullité pourraient être intentées pendant trente années, tandis que le législateur a voulu qu'après ce temps toute action fût dénie à celui qui se plaint du dol et de la fraude, s'il ne justifie pas qu'il a été dans l'impossibilité d'agir par l'ignorance ou il était de ce dol et de cette fraude, et qu'il n'a pu les découvrir que depuis moins de dix années; la femme Vincent est cessionnaire, par elle ou par la dame Thezeur, plus de dix-neuf ans avant l'introduction de l'instance; elle a un acte public en sa faveur, qui mérite toute foi en justice, et que la prescription de dix années a mis à l'abri d'être querellé; son adversaire, tout en demandant la nullité pour dol et fraude, ne prouve en aucune manière l'existence de ce dol et de cette fraude, encore moins qu'il l'a découverte depuis moins de dix ans; la preuve à laquelle il demande d'être admis ne tend qu'à vouloir tenter d'établir un fait qui devrait l'être d'ores et déjà; c'est donc moi à propos que le tribunal de première instance

controverse de savoir si, de ce qu'un jugement par défaut est exécutoire par provision, il s'ensuit qu'il soit permis d'en interjeter appel pendant les délais de l'opposition. V. sur cette question la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 17 juin 1816, et les autorités en sens divers qui y sont rappelées. — V. au surplus, sur la décision ci-dessus, dans le même sens, Nancy, 10 janv. 1812, — V. cependant, Cass. 1^{re} div. au 8. Junge, Nîmes, 3 vent. an 13, et la note.

(1) On comprend difficilement comment le demandeur pourrait valoir armé de la preuve d'ores et déjà faite du dol qu'il prétend avoir découvert et de l'époque de cette découverte, puisque son adversaire pourra toujours contester cette preuve, et soutenir qu'elle ne prouve pas les faits allégués. Tout ce qu'on peut exiger du demandeur sur ce

dernier point, c'est qu'il fixe d'une manière précise l'époque de sa découverte, sauf au défendeur à contredire les preuves par lesquelles le demandeur prétend justifier cette fixation, et à établir que ces preuves ne sont pas concluantes. D'un autre côté, ce serait aller trop loin, selon nous, dans le sens opposé à l'arrêt ci-dessus, que de dire avec M. Chardon, *Traité du dol et de la fraude*, t. 1, n° 53, que celui qui se plaint du dol ou de la fraude pratiquée à son égard, doit en être cru sur sa déclaration quant à la fixation de l'époque de la découverte, à moins que le défendeur n'entreprenne de justifier qu'elle remonte à plus de dix ans; ce serait mettre à la charge du défendeur une preuve presque toujours impossible, et effrayer en quelque sorte la prescription de dix ans, que l'art. 1034, Cod. civ. a établie à son profit.

a accueilli les concessions subsidiaires prises par la dame Grillet;—D'après ces motifs, etc.

Du 30 août 1821. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. — Pres., M. de Faydel. — Concl., M. de Bastoulh, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Gineste et Romiguières.

PENSIONS ET TRAITEMENS. — TITRES (NÉFACT DE). — GRATIFICATION. — DECISION MINISTÉRIELLE. — POURVOI.

La décision ministérielle qui rejette une demande en indemnité formée par la veuve d'un ancien fonctionnaire, n'est pas susceptible d'un pourvoi au conseil d'Etat par la voie contentieuse, lorsque cette demande n'est fondée sur aucune loi, ou règlement, ou décision antérieure, mais seulement sur des considérations d'équité (1).

Il en est de même d'une demande en gratification (2).

(Veuve Deshayes de Montigny.)

LOUIS, etc.;—Considérant, sur la demande en indemnité, que la réclamation contre la décision de notre ministre, n'étant fondée sur aucune loi ou règlement, ou sur une décision antérieure, mais seulement sur des considérations d'équité, ne peut être l'objet d'un recours par la voie contentieuse;

Considérant, sur la demande en gratification, que nous avons décidé, par notre ordonnance du 4 mars 1819, que cette demande ne pouvait être introduite par la voie contentieuse;

Art. 1^{er}. La demande de la dame veuve Montigny, est rejetée.

Du 5 sept. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. —

1^{re} USINE. — CHOMAGE. — COMPÉTENCE.

2^e et 3^e VOIRIE. — AMENDE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — COMPÉTENCE.

1^{er} Un préfet excède ses pouvoirs lorsqu'il ordonne le chômage d'une usine, non comme mesure d'ordre public, mais seulement comme peine administrative (3).

2^e En matière de grande voirie, c'est au conseil de préfecture seul, et non au préfet, à prononcer les amendes qui peuvent être infligées.

3^e C'est aux tribunaux seuls à statuer sur les dédommagements qui peuvent être dus envers des particuliers par suite des contraventions (4).

(Lebrun et consorts.)

LOUIS, etc.;—Vu la requête à nous présentée au nom des sieurs F. Lebrun et consorts, propriétaires des moulins sur l'Escaut, dans la commune de Trill-Saint-Léger, arrondissement de Douai, ladite requête tendant à ce qu'il nous plaise annuler, comme incomplètement pris, deux arrêtés du préfet du département du Nord, en date des 8 nov. 1820 et 28 avr. 1821, qui leur appliquent des peines administratives pour contravention aux réglemens de la navigation de l'Escaut;—Vu les deux arrêtés attaqués, par lesquels le préfet du département du Nord, sur le vu des procès-verbaux qui constatent, que, par suite de manœuvres illégales des meneurs, un bateau a éprouvé des avaries considérables, applique des peines administratives aux meneurs, et renvoie le propriétaire des bateaux devant les tri-

bunaux pour obtenir les dommages auxquels il peut avoir droit;—Vu les lois des 29 flor. an 10 et 19 vent. an 13;—Vu les décrets des 16 déc. 1811 et 10 avr. 1812;

Considérant, que le préfet du département du Nord n'a pas prononcé le chômage des moulins des réclamans par mesure d'ordre public, mais seulement comme peine administrative;

Considérant qu'aux termes des lois et décrets ci-dessus visés, c'est au conseil de préfecture seul à prononcer les amendes qui peuvent être infligées en matière de grande voirie et qu'ainsi le préfet a excédé ses pouvoirs sur ce chef;

Art. 1^{er}. Les arrêtés du préfet du département du Nord, des 8 nov. 1820 et 28 avr. 1821, sont annulés sur le chef qui prononce, contre les réclamans, la peine administrative d'un chômage pendant huitaine;—Ils sont confirmés dans le chef qui renvoie le propriétaire du bateau endommagé devant les tribunaux pour obtenir les dédommemens auxquels il pourra avoir droit.

Du 5 sept. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Guichard père.

DOMAINES ENGAGÉS. — FORÊTS. — FUTAIES. — SOUMISSION. — INDIVISIBILITÉ.

A défaut du rôle de la contribution foncière de 1793, l'évaluation d'une forêt soumissionnée par l'engagiste, doit être faite, non d'après le rôle des contributions d'un autre exercice, mais d'après l'estimation d'experts. (L. du 14 vent. an 7, art. 19; Inst. du 6 flor. an 4.)

L'engagiste soumissionnaire d'une forêt composée de futaies et de taillis, doit payer la totalité de la valeur des futaies et non pas seulement le quart pour devenir propriétaire incommutable. (L. du 14 vent. an 7, art. 14.) (5)

Il ne peut d'ailleurs diviser la soumission et renoncer aux futaies pour s'en tenir aux taillis: il ne peut que la retirer, sauf à se pourvoir en liquidation de ses finances d'engagement.

(Buon—C. Domaines.)

LOUIS, etc.;—Vu les édits de 1566 et 1669;—Vu l'instruction du 6 flor. an 4;—Vu la loi du 14 vent. an 7;—Vu l'avis du conseil d'Etat, du 12 flor. an 13;—Vu la loi du 28 avr. 1816:

1^{re} En ce qui concerne le mode d'estimation, —Considérant que l'art. 19 de la loi du 14 vent. an 7 se réfère, pour les cas non prévus, au § 3 de la loi en forme d'instruction du 6 flor. an 4;—Que cette instruction n'autorisait pas le préfet à prendre pour base, à défaut du rôle de la contribution foncière de 1793, celui de 1815, mais lui prescrivait, à défaut de rôle pour les futaies, et de baux pour les taillis, de prendre pour base l'estimation des experts;

2^e En ce qui concerne la fixation du prix des futaies, —Considérant qu'aux termes de l'art. 5, tit. 22 de l'ordonn. de 1669, les engagistes des forêts composées de futaies et de taillis, ne pouvaient disposer des futaies lorsqu'elles étaient réservées au profit de l'Etat, et que le prix devait en être payé au receveur des domaines et bois;—Que l'avis du conseil d'Etat, approuvé le 12 flor. an 13, en se fondant sur cette disposition de l'ordonnance de 1669, a décidé que, dans l'évaluation des forêts composées de futaies et de taillis,

(1) F. dans le même sens, à la date du 4 mars 1819, une précédente ordonnance sur la même réclamation. F. aussi ordonn. du 17 juin 1820 (aff. V. Thiebaut).

(2) F. conf., l'ordonn. ci-dessus indiquée du 4 mars 1819.

(3) F. sur ce point, et comme anal. dans le même sens, ordonn. du 29 août 1821 (aff. Martin).

(4) F. sur le principe de cette division de compétence, les observations qui accompagnent une ordonn. du 14 mai 1817 (aff. Granier).

(5) F. dans ce sens, ordonn. des 25 mai 1832, aff. Polignac; 4 avril 1837 (aff. Champy).

les futaies seraient comprises pour la totalité de leur valeur ; — Que c'est ainsi que la loi du 14 vent. an 7 a été, depuis cette époque, entendue et exécutée ; — Que, dès lors, le sieur Buon n'est pas fondé à demander la réduction au quart du prix des futaies ;

Considérant, sur la demande en division de sa soumission, que cette demande n'est fondée sur aucune disposition des lois et règlements ;

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet du département de la Mayenne, du 22 oct. 1818, et la décision confirmative de notre ministre des finances du 9 sept. 1819, sont annulés dans celles de leurs dispositions, qui prennent pour base de l'évaluation des bois soumissionnés par le sieur Buon, au lieu de l'estimation des experts, la contribution foncière de ces bois en 1815 ; — Les demandes du sieur Buon, tendantes à réduire au quart la valeur estimative des futaies, ou à diviser sa soumission, sont rejetées ; sauf à lui, s'il le croit convenable, à retirer sa soumission et à se pourvoir en liquidation de sa finance d'engagement.

Du 5 sept. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., MM. Huot et Huart Dupare.

MINES. — EXPLOITATION A CIEL OUVERT. — CONCESSION. — TAXE.

Les mines à ciel ouvert ne sont ni sujettes à concession, ni passibles de la taxe établie par la loi du 21 avril 1810 (1).

(Caron.)

LOUIS, etc. ; — Vu la loi du 21 avr. 1810 ;

Considérant qu'il résulte des faits exprimés en la lettre de notre ministre des finances, du 14 août 1821, que le sieur Caron exploite des mines à ciel ouvert ; que ces mines ne sont pas sujettes à concession ; et que, d'après la loi du 21 avril 1810, elles ne sont pas passibles de la taxe, ce qui a été reconnu et déclaré par une circulaire de notre directeur général des mines ;

Art. 1^{er}. Les arrêtés du conseil de préfecture du département du Jura, en date des 12 avril 1819 et 28 avril 1820, sont annulés. — 2. Le sieur Caron sera remboursé de toute la redevance qu'il aura payée sur les mines qu'il exploite à ciel ouvert.

Du 5 sept. 1821 — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Darrieux.

PÊAGE. — SUPPRESSION. — INDEMNITÉ. — COMPÉTENCE.

C'est au tribunal seul et non à la justice administrative qu'il appartient de statuer sur le point de savoir s'il est dû une indemnité à un particulier à raison de la suppression d'un péage qui lui appartenait sur un cours d'eau, et à quelle somme cette indemnité doit être fixée (2).

(Collet-Duprasion — C. Ministre de l'intérieur.)
LOUIS, etc. ; — Vu les lois des 28 mars 1790 et 25 août 1792 ; celle du 30 flor. an 10, et l'arrêté d'exécution du 8 prair. an 11 ;

Considérant que le sieur Collet-Duprasion a été déclaré propriétaire du pertuis de Rivotte, par le décret du 8 mars 1811 ; que ce point n'est pas contesté, et que, dès lors, la question à décider, dans l'espèce, se réduit à savoir si la suppression du péage, prononcée par la loi du 30 flor. an 10, et l'arrêté du gouvernement, du 8 prair. an 11, lui donne droit à une indemnité ; — Considérant

que cette loi et ce décret, en prononçant la suppression du péage, se réfèrent en même temps aux lois des 28 mars 1790 et 25 août 1792 pour le cas où le péage est supprimé, avec ou sans indemnité, et que l'application de ces lois est du ressort des tribunaux ordinaires ;

Art. 1^{er}. La décision du ministre de l'intérieur, du 8 juin 1813, est annulée. Le sieur Collet-Duprasion est renvoyé devant les tribunaux, pour y faire statuer sur la question d'indemnité.

Du 5 sept. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Jarre.

DISCIPLINE. — OFFICIER MINISTÉRIEL.

Des peines de discipline ne peuvent être prononcées contre un officier ministériel, pour fautes commises et découvertes à l'audience, que par la chambre judiciaire devant laquelle elles ont été commises. — Ultérieurement, il ne peut être prononcé aucune peine, à raison de ces mêmes fautes, par les chambres réunies, en la chambre du conseil. (Décr. du 30 mars 1818, art. 103.)

(N... avoué.)

14 août 1821, le sieur N... avoué, plaident pour l'éditeur du journal le *Caducée*, devant le tribunal correctionnel de Marseille. — Il paraît que dans la plaidoirie le sieur N... fit interrompt par le président, qui le rappela au ton de la décence et le la modération. — L'affaire fut jugée le 16 du même mois, et le jugement ne renferme contre N... ni conclusions, ni réserves de la part du ministère public, qui puissent faire présumer que le magistrat qui en remplissait les fonctions, ait eu la pensée que, dans le cours des plaidoiries, ce défenseur se soit rendu coupable ni d'aucun délit de discipline, ni même d'aucun propos irrévérentiel.

Néanmoins, sur le réquisitoire du procureur du roi, le tribunal civil de Marseille, toutes les chambres assemblées, et par délibération en date de 20 août, prononça contre N... une suspension de l'exercice de ses fonctions d'avoué, pendant cinq mois, pour des propos et des expressions outrageantes pour la justice et les magistrats, dont il se serait rendu coupable dans le cours de sa plaidoirie du 14 dudit mois.

Appel de la part du sieur N... — Il soutient que la chambre du conseil, sections réunies, était incompétente pour statuer sur le délit qui lui était imputé, et que la chambre devant laquelle il avait eu l'honneur de plaider, avait seule le droit de le punir s'il était en faute, conformément à l'art. 103 du décret du 30 mars 1808, portant : « Dans les Cours et dans les tribunaux de première instance, chaque chambre connaît des fautes de discipline qui auraient été commises ou découvertes à son audience. — Les mesures de discipline à prendre sur les plaintes des particuliers, ou sur les réquisitoires du ministère public, pour cause de faits qui ne seraient point passés, ou qui n'auraient pas été découverts à l'audience, seront arrêtées en assemblée générale, à la chambre du conseil, après avoir appelé l'individu inculpé. — Ces mesures ne seront point sujettes à l'appel ni au recours en cassation, sauf le cas où la suspension serait l'effet d'une condamnation prononcée en jugement. »

M. Brest, substitut, portant la parole pour et au nom du procureur-général, a conclu à la réformation de la délibération dont est appel,

(1) V. sur ce point, la circulaire du directeur général des mines au date du 30 juin 1819, rapportée dans le 3^e Vol. des *circulaires du ministère de l'intérieur*, p. 477.

(2) V. dans ce sens, Proudhon, du *Domaine public*, t. 3, n^{os} 916 et suiv. V. aussi l'arrêt de la Cour de Cass. du 23 fév. 1825, rendu par suite de la solution ci-dessus.

émendant à ce que, par mesure de discipline, N. fût publiquement censuré, séance tenante, pour les faits à lui imputés.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 103 du décr. du 30 mars 1808, établit textuellement une distinction formelle et précise entre les fautes de discipline qui sont commises et découvertes à l'audience, et les faits qui se seraient passés, ou qui n'auraient pas été découverts à l'audience, et qu'il attribue la connaissance et répression des premières aux chambres, à l'audience desquelles lesdites fautes de discipline auraient été commises ou découvertes, et la connaissance et répression des faits non commis et découverts à l'audience aux assemblées générales dans la chambre du conseil des tribunaux et Cours; — Considérant que les raisons de cette distinction sont sensibles, soit, parce qu'il importe à la dignité des tribunaux et Cours de justice, que les fautes de discipline et autres délits commis à leur audience soient réprimés sur-le-champ, soit parce que cette forme de procéder offre en même temps plus de facilité à la juste appréciation des fautes et délits et en même temps plus de garantie à ceux qui en sont inculpés, puisque c'est au moment même qu'on est plus à portée de peser la gravité réelle des faits ou des paroles qu'il s'agit de réprimer, et que l'individu à qui on les reproche peut aussi avec plus d'avantage ou les expliquer, ou les atténuer, ou s'excuser enfin sur les intentions et sur la chaleur d'une plaidoirie non écrite qui peut l'avoir emporté plus loin qu'il ne voulait aller: — Considérant que tous ces avantages disparaissent quand l'audience est une fois terminée, surtout quand il n'a été dressé aucun procès-verbal, ni même tenu aucune note des faits ou des paroles répréhensibles, et qu'on peut dire que le délit lui-même a disparu avec les paroles fugitives dont il ne reste dès lors aucune trace, aucun souvenir: — Considérant que dans l'espèce actuelle, il a été allégué par le défenseur de N..., sans contradiction de la part du ministère public, qu'il avait été interrompu par le président du tribunal correctionnel de Marseille, devant lequel il plaiderait, et rappelé par lui au ton de modération et de décence, dont il ne devait pas s'écarter, ce qui semblerait annoncer que le tribunal a jugé cette mesure suffisamment satisfaisante, puisqu'il s'en est contenté, ce qui dès lors aurait rendu toute nouvelle punition illégale, puisqu'il n'y avait point d'appel ou de réserve de la part du ministère public, puisqu'il est encore douteux que cette décision instantanée pût être sujette à l'appel: — Considérant que, d'après tous ces motifs, il paraît contraire à la loi et à la distinction si remarquable qu'elle a établie, que plusieurs jours après, le procureur du roi près le tribunal de Marseille ait porté, par son réquisitoire, à l'assemblée des sections de ce tribunal, cette affaire qui paraissait terminée, ou passée sous silence; qu'il était difficile, pour ne pas dire impossible, qu'elle y pût être instruite aussi complètement qu'elle l'aurait été à l'audience du tribunal correctionnel; qu'il est évident que N... ne pouvait avoir les mêmes moyens de défense, sans que la justice eût acquis plus de garantie de la répression de la faute qu'on lui reprochait, puisqu'elle ne pouvait plus exister que dans le souvenir des membres du tribunal qui avaient composé la section correctionnelle devant laquelle il avait plaidé, et qu'il est absolument impossible que la majorité des autres membres lui ait rendu l'indulgence dont le tribunal correctionnel avait cru pouvoir user à son égard, d'a-

près les circonstances plus ou moins atténuantes dont il avait été seul témoin; — Par ces motifs, concède acte à N... de l'appel par lui interjeté, par requête présentée le 5 sept. courant, envers la délibération prise par le tribunal civil de Marseille, sections assemblées, le 20 août dernier, et ayant tel égard que raison audit appel. — Déclare l'acte de délibération nul et de nul effet, comme incompétamment pris.

Du 8 sept. 1821. — Cour roy. d'Aix. — Prés., M. d'Eymar-de-Moniméylan. — Concl., M. Bret, subst. — Pl., M. Tassy, avoué.

CONTUMACE. — DÉCRETS. — COUR D'ASSISES. — RÉTRACTATION.

Du 12 (13) sept. 1821 (aff. Pillot). — Cour d'assises de la Seine. — V. cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 25 oct. 1821, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — EXPROPRIATION FORCÉE. — HÉRITIERS BÉNÉFICIAIRES.

Du 20 sept. 1821 (aff. duc de Bourbon). — Cour royale de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 4 déc. 1822, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

EMPRISONNEMENT. — PROCÈS-VERBAL. — HUISSIER. — RESPONSABILITÉ.

C'est seulement du moment où l'huissier a obtenu l'ordonnance du juge de paix pour arrêter un débiteur dans une maison, que l'arrestation peut être faite et que le procès-verbal peut être dressé. — Par suite, il y a lieu d'annuler le procès-verbal et d'ordonner la mise en liberté du débiteur incarcéré, même après un an de détention, lorsque l'huissier, après avoir mentionné les noms et prénoms du juge de paix de l'assister dans l'arrestation du débiteur et l'ordonnance par laquelle ce magistrat déclare qu'il accordera cette assistance le lendemain, interromp sur lequel ce procès-verbal et le reprend le lendemain pour constater l'arrestation et les diverses opérations qu'il a faites en présence du juge, mais néglige de répéter les diverses formalités qui avaient été constatées dans la première partie du procès-verbal.

L'huissier, responsable des nullités qu'il commet dans les actes de son ministère, peut néanmoins être renvoyé de la demande en dommages-intérêts formée contre lui par son client, si les circonstances le rendent excusable.

(Reynard — C. Fauque et Picard.) — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche la demande en nullité d'emprisonnement: — Considérant qu'aux termes de l'art. 781 du Code de proc., il ne peut être (à l'égard du débiteur qui est dans sa maison ou dans une maison tierce quelconque) usé du droit d'emprisonnement, qu'autant que le juge de paix requies l'a ainsi ordonné, lequel, audit cas, doit se transporter lui-même dans la maison avec l'officier ministériel; — Considérant que les termes de cette loi sont négatifs, prohibitifs, pour le temps antérieur à l'ordonnance ou autorisation du juge de paix; que l'officier ministériel ne peut pas par conséquent, verbaliser, à l'effet de commencer un procès-verbal d'emprisonnement; que tous les antécédents dont, au cas présent, l'officier ministériel a usé par son acte du 21 août, ne peuvent valoir que comme réquisition au juge de paix; que, dès lors, il devenait nécessaire, dans le seul et vrai procès-verbal d'emprisonnement du lendemain 22 août, de reprendre ou

observer toutes les formalités prescrites par l'article 783 du Code pénal; que l'huissier ne l'ayant point fait, la peine de nullité, prononcée par l'article 794 du Code, est applicable à l'emprisonnement dont il s'agit ;

En ce qui touche la garantie exercée contre l'huissier Picard : — Considérant que si les procédures et acte annulés doivent, aux termes de l'art. 1031 dudit Code, rester, dans tous les cas, à la charge de l'officier ministériel, il est laissé à la sagesse des Cours et tribunaux de déterminer s'il y a lieu ou non à le condamner à des dommages-intérêts ; — Considérant qu'au cas présent il n'y a lieu à inculper l'intention de l'huissier, et qu'il s'est, au surplus, par le renvoi du juge de paix au lendemain, trouvé place dans une circonstance extraordinaire qui a pu l'induire en erreur ; — Par ces motifs, — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement de première instance, en ce que l'emprisonnement a été déclaré régulier ; — Emendant, quant à ce, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Declare nul et de nul effet l'acte ou procès-verbal d'emprisonnement dont il s'agit, ainsi que l'acte d'écrou qui a suivi ; — Ordonne que Pierre Reynard, sur le vu du présent arrêt, sera mis en liberté ; — Et condamne Claude-Benoît Fauque, partie de Chirol, pour tous dommages-intérêts, aux dépens faits et exposés par ledit Reynard, tant en première instance qu'en cause d'appel ; — Faisant droit sur la demande en garantie et dommages-intérêts formée par Fauque, partie de Chirol, contre l'huissier Picard, partie de Tailband ; — Met, sur cette demande, lesdites parties hors de Cour, et compense entre elles les dépens tant de première instance que de cause d'appel ; — Ordonne, enfin, que les frais du procès-verbal d'emprisonnement et de l'acte d'écrou qui sont annulés, resteront à la charge de l'huissier, partie de Tailband, etc.

Du 21 sept. 1821. — Cour roy. de Riom. — Ch. vac. — Prés. M. Deval de Goymont. — Concl., M. Jusserand, av. gén. — Pl., MM. Allemand, Chirol et Tailband.

FAUX.—CARACTÈRE.—BREVET.

Celui qui remplit un imprimé du répertoire de ses nom et prénoms et y souscrit lui-même des signatures de fonctionnaires connus pour être membres de la commission d'instruction publique, se rend coupable non du crime de faux en écriture publique, mais du délit prévu et puni par l'art. 161, Cod. pén.

(Charamand.)—ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'au nombre des papiers saisis sur Charamand, il s'est trouvé un imprimé de répertoire, qu'il conviendrait avoir lui-même rempli de ses nom et prénoms, souscrit aussi lui-même des signatures de fonctionnaires connus pour être membres de la commission d'instruction publique ; — Considérant que si la fabrication du brevet susmentionné ne constitue pas, à proprement parler et dans le sens de l'art. 147, un faux en écriture authentique et publique, parce que l'usage qu'en pouvait faire le prévenu n'aurait pas eu pour résultat de s'approprier tout ou partie de la fortune d'autrui, ou de porter directement préjudice au trésor public ou à des tiers ; cette fabrication, tout au moins, a eu nécessairement pour objet, de la part de Charamand, en la qualité qu'il prend, de se faire un certificat à l'aide duquel il pût appeler la bienveillance des particuliers, se procurer du crédit et des secours, surprendre même une place, de la crédulité ; qu'ainsi le fait imputé au prévenu rentre naturellement dans ceux prévus et réprimés par la disposition générale de

l'art. 161 du Code pén. : — Statuant sur le réquisitoire du procureur général, sans s'arrêter à l'opposition du procureur du roi, au jugement de compétence rendu le 31 du mois dernier par la chambre du conseil du tribunal de Metz, — Confirme ledit jugement dans la partie qui renvoie François-Isidore Charamand devant le tribunal correctionnel, pour y être jugé du délit à lui imputé et prévu par l'art. 161 du Code pén., etc.

Du 2 oct. 1821. — Cour roy. de Metz. — Ch. d'acc. — Prés., M. Juvécourt.

MONT-DE-PIÉTÉ.—COMMISSIONNAIRES. — PRÊT SUR GAGE.

Les commissionnaires au mont-de-piété sont passibles des peines portées par les ordonnances de police contre les prêteurs sur gages, dans le cas où ils ne se sont pas assurés, conformément aux règlements, que les objets offerts en nantissement appartiennent aux prêteurs.

(Laborey et autres.)

Les dames Laborey, Decrenice et Cauchol-Lallemand, commissionnaires au mont-de-piété, à Paris, étaient traduits devant le tribunal correctionnel, pour contravention aux art. 47 et 48 du décr. du 8 therm. an 13, relatifs à l'organisation du mont-de-piété.

Ces articles sont ainsi conçus : • Art. 47. Nul ne sera admis à déposer des nantissements pour lui valoir prêt à la caisse du mont-de-piété, s'il n'est connu et domicilié, ou assisté d'un répondant connu et domicilié. — Art. 48. Tout déposant sera tenu de signer l'acte de dépôt de l'effet apporté pour nantissement. Si le déposant est illettré, l'acte de dépôt sera signé par son répondant. Seront exceptés de la formalité prescrite par le présent article, les actes de dépôt d'effets estimés au-dessous de 24 fr. »

Le ministère public a requis contre les prévenues l'application des art. 1^{er}, ordonn. de police du 8 nov. 1780, et 2 et 3 du décr. du 14 therm. an 13.

L'art. 1^{er}, ordonn. de 1780, porte : • Faisons très expresses inhibitions et défenses à tous marchands et artisans de cette ville, d'acheter aucunes hardes, meubles, linges, livres, bijoux et autre chose, des enfans de famille ou des domestiques, sans un consentement exprès et par écrit de leurs pères, mères ou tuteurs, et de leurs maîtres ou maîtresses : leur faisons semblables défenses d'en acheter d'aucunes personnes dont le nom et la demeure ne leur seront pas connus..., à peine de 400 liv. d'amende... » — Et les art. 2 et 3 du décret du 14 therm. an 13, sont ainsi conçus : • Art. 2. Il leur est également défendu (aux marchands et négocians) d'acheter des marchandises ou autres objets quelconques qui leur seront offerts par des individus auxquels le loi n'accorde pas le droit de disposer, ou qui vivent sous la dépendance d'un tiers, à moins que ces individus ne justifient du consentement du mari, si c'est une femme, du père ou du tuteur, si c'est un mineur, ou du maître, si c'est un domestique. — Art. 3. Les prêteurs sur nantissement seront tenus, avant de consommer le prêt, de s'assurer que la propriété des marchandises ou autres objets offerts en nantissement, réside dans la personne de l'emprunteur ; Il leur est enjoint de se conformer à cet égard, aux règlements qui leur sont applicables, et aux dispositions précédentes. »

Les dames Laborey, Decrenice et Cauchol-Lallemand ont prétendu qu'en fait elles avaient rempli les formalités voulues par les décrets et ordonnances précités. — En droit, elles ont soutenu qu'en leur qualité de commissionnaires a-

mont-de-piété, elles n'opéraient pas pour leur compte personnel, mais bien pour celui de l'administration générale dont elles n'étaient que les agents, les employés; que dès lors elles ne pouvaient être assimilées ni aux prêteurs sur gages qui profitent du bénéfice des mises ou nantissements, ni aux marchands et autres particuliers qui achètent des effets pour les revendre. Sous ce double rapport, les prévenues demandaient à être renvoyées de l'action publique.

La chambre du conseil du tribunal de première instance de la Seine, où l'affaire avait été portée, renvoya les femmes Laborey et Decrenice : — « Attendu qu'elles avaient satisfait aux formalités prescrites; — Mais, attendu que la dame Cauchois Lallemand avait reçu d'une personne qui ne lui était pas connue, et sans prendre les informations exigées, divers engagements; que ce fait constituait de sa part une contravention prévue par les art. 3 du décret du 14 therm. an 13, et 1^{er} du 8 nov. 1780, la chambre a renvoyé la dame Cauchois devant le tribunal de police correctionnelle ».

Opposition, tant par le ministère public que par la dame Cauchois. — L'office est portée devant la chambre d'accusation.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que rien n'établit

(1) Le tribunal de police correctionnelle de la Seine qui s'est trouvé par suite « ainsi de la connaissance de l'affaire, a rendu, le 31 oct. 1821, le jugement suivant : « Attendu en fait que les femmes Laborey, Decrenice et Cauchois ne se sont conformées à aucun des décrets et réglemens qui les concernent, en recevant les diverses nantissements dont il s'agit...; — Attendu au droit que les commissionnaires au mont-de-piété ont été constamment assujettis aux réglemens de police; — Qu'en effet, si l'on se reporte aux lettres-patentes du 9 déc. 1777, qui ont institué le mont-de-piété, l'art. 17 autorise le lieutenant général de police et les administrateurs à faire, de concert, tels réglemens qu'il appartiendrait concernant l'entrée et la sortie des gages ou nantissements, la sûreté, la conservation d'eux, la tenue des registres, etc.; — Qu'en exécution de cette disposition, un règlement de police du 6 sept. 1779, fait par le lieutenant général de police et les administrateurs du mont-de-piété, a joint (art. 23) aux commissionnaires de ne se charger d'aucunes opérations au mont-de-piété que pour des personnes connues ou domiciliées, ou assistées d'un garant continu et domicilié, sous peine d'être garans et responsables de tous événemens résultant de leur commission, règlement qui a nécessairement rendu les commissionnaires au mont-de-piété passibles des peines de police déterminées par les lois générales; — Qu'enfin, il est constant que lesdits commissionnaires sont obligés de représenter leurs registres aux officiers de police, à toute réquisition; que cette obligation a été formellement imposée aux commissionnaires de Bordeaux par un décret du 30 juin 1816; — Qu'il est évident que toutes ces dispositions placent les commissionnaires au mont-de-piété dans une position toute différente de celle où se trouve l'administration générale; — Que, dès lors, c'est le cas de leur appliquer l'ordonnance de police du 14 therm. an 13, qui enjoit aux prêteurs sur nantissements de s'assurer que la propriété des marchandises et autres objets offerts en nantissement réside dans la personne de l'emprunteur, et leur enjoint de se conformer, à cet égard, aux réglemens qui leur sont applicables — Le tribunal, vu l'art. 13 ordonnance de police du 14 therm. an 13, et faisant aux prévenues l'application des peines de police prononcées par l'art. 466 du Code pén., condamne

VII. — 1^{er} PARTIE.

au procès que les femmes Decrenice et Laborey aient plus satisfait que la femme Cauchois-Lallemand aux réglemens de police concernant les maisons de prêt sur gages; — Annule l'ordonnance susénoncée en ce qui concerne ces deux femmes; — Les renvoie, ainsi que la femme Cauchois-Lallemand, en police correctionnelle, comme suffisamment prévenues d'être contrevenues aux dispositions des art. 1^{er} de l'ordonn. de 1780, et 3 de l'ordonn. de police du 2 août 1780 (14 therm. an 13), etc. (1).

Du 5 oct. 1821. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Cholet, prés d'âge.

VOL. — PRÊT. — VENTE.

Du 9 oct. 1821 (aff. Clausse.) — Cour roy. de Metz. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 22 janv. 1821 (aff. Thénald, 1^{re} quest.).

BAIL A LOYER. — CONGÉ. — DÉLAI.

A Paris, un appartement loué 4,000 fr. par an, peut être assimilé à un corps de logis ou à une maison, en ce qui touche les délais pour donner congé. Ce délai est de six mois. (Cod. civ., 1736.) (2)

(Pantin — C. Fumelle.)

Un appartement d'une maison du sieur Pantin,

les femmes Laborey, Decrenice et Cauchois à 15 fr. d'amende chacune, etc.»

(2) L'usage de l'ancien Châtelet de Paris, invoqué dans l'espèce par le locataire, d'après lequel la congé devait être donné six mois d'avance, pour un appartement au dessus de 1000 fr., est attesté dans l'ancien Répertoire de Guyot, v^o *Congé*; mais M. Ruelin, dans son *Nouveau manuel des propriétaires et des locataires*, n^{os} 178, 179 et 180, en reconnaissant qu'avant 1713, l'usage pratiqué au Châtelet voulait que la congé pour un appartement au dessus de 1000 fr. fut donné six mois d'avance, ajoute que depuis cette époque, même au Châtelet, cet usage avait été modifié, et qu'aujourd'hui pour les locations dont la valeur est de 400 fr. et au dessus, à quelque somme que ce soit, il faut trois mois d'intervalle pleins. — V. Delvincourt, sur l'art. 1736 du Code civ. — V. aussi un arrêt de la Cour royale de Paris du 28 juill. 1813, rapporté avec l'arrêt de rejet du 23 fév. 1814, qui constate que l'usage de donner la congé six mois d'avance pour les appartemens dont le prix excède 1000 fr. n'est plus suivi; et c'est encore ce qui a été jugé par un autre arrêt de la Cour royale de Paris du 20 juill. 1825, qui décide qu'à Paris le délai du congé de plusieurs chambres séparées, louées dans une même maison, est de trois mois et non de six, à quelque somme que monte le loyer. V. encore dans le même sens, Duvergier, du *Louage*, t. 2, n^o 39; Troplong, *loc. cit.*, t. 2, n^o 407. — En présence de ces autorités, la décision de l'arrêt ci-dessus serait inévitables sans cette circonstance indiquée par M. Duvergier, *loc. cit.*, à la note, qu'il est arrivé dans l'espèce une promesse de bail pour plusieurs années, en sorte que le bailleur qui donnait congé à son locataire manquait à son engagement dont sans doute, à défaut d'enregistrement, le titre n'était pas produit en justice. « Il ne faut donc pas, ainsi que le dit le même auteur, voir dans l'arrêt du 12 oct. 1821 une modification apportée à l'usage, mais un de ces arrêts dans lesquels les magistrats s'attachent aux faits, et cédant à des considérations plus ou moins puissantes, se permettent de transiger avec le principe, et déterminés par les meilleures intentions du monde, jettent de mauvais précédents dans la jurisprudence. »

siluée à Paris, était louée à la dame de Fumelle. — Le prix était de 4,000 fr. — 28 juin, le sieur Pantin donne congé à la dame de Fumelle pour sortir le 1^{er} oct. suivant.

La dame Fumelle demande la nullité de ce congé; elle soutient qu'il a été donné à un délai trop court; que d'après l'usage consacré autrefois par le Châtelet de Paris, le délai était, 1^o de six semaines pour les appartemens de 400 liv.; 2^o de trois mois pour ceux de 400 à 1000 liv.; 3^o de six mois pour une maison entière, un corps de logis entier, une boutique sur la rue et un appartement de 1000 liv. et au-dessus; elle a fait remarquer que ce dernier délai, relativement aux appartemens, était tellement sage, que tous les auteurs qui ont écrit, dans nos temps modernes, ont considéré la nécessité de s'y conformer comme étant encore obligatoire; qu'un surplus, en respectant l'innovation qui a été introduite, et de laquelle il résulte qu'on n'observe plus qu'un délai de trois mois pour les appartemens de 400 fr. et au-dessus, il fallait bien se garder de lui donner une extension contraire à l'équité; qu'un appartement loué 4,000 fr. avait plus d'importance que beaucoup de maisons, de boutiques ou de corps de logis entiers; que le délai maintenu pour ceux-ci devait l'être pour celui-là; et, qu'en cette matière, les tribunaux avaient pour le restreindre ou l'étendre, suivant les circonstances, un pouvoir discrétionnaire.

31 août 1821, jugement qui annule le congé; attendu que le congé d'un appartement loué 4,000 fr., doit être assimilé à celui d'un corps de bâtiment entier, et doit être donné à six mois.

Appel par le sieur Pantin. — Il invoque l'usage constant, d'après lequel le congé pour les appartemens de 400 fr. et au-dessus, à quelque somme que s'élève le prix, peut être donné à trois mois seulement.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, — A mis et met l'appellation au néant; — Ordonne, etc.

Du 12 oct. 1821. — Cour roy. de Paris. — Pl., MM. Guérault et Confans.

RENTES NATIONALES. — TRANSFERT. — PROPRIÉTÉ. — COMPÉTENCE.

C'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de statuer sur les contestations relatives à la propriété d'une rente nationale transférée par la règle des domaines (1).

(Albar — C. domaines et hospices d'Alby.)

Lois, etc. — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, de réclamations faites par un tiers, relativement à la propriété de plusieurs rentes transférées par le domaine; qu'aux termes de l'avis du conseil d'Etat du 14 mars 1808, et de notre ordonnance du 6 mars 1816, les contestations de cette nature sont du ressort des tribunaux; qu'ainsi, d'une part, le conseil de préfecture a excédé ses pouvoirs en statuant par les art. 1 et 2 de son dispositif, sur la propriété des rentes transférées, par le domaine, au sieur Mercadier et aux hospices d'Alby, et revendiquées par le sieur Albar, et, de l'autre, que le tribunal de Gaillac n'aurait pas dû se dessaisir de la contestation portée devant lui;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département du Tarn, du 13 juill. 1819, est an-

nullé, au chef dudit arrêté qui statue sur la propriété de deux rentes en blé, réclamées par le sieur Albar et transférées par le domaine au sieur Mercadier et aux hospices d'Alby. Il est confirmé dans le surplus de ses dispositions. — Le jugement du tribunal de première instance de Gaillac, du 7 déc. 1808, est considéré comme non avenu. — Le cas et les parties sont renvoyées devant les tribunaux.

Du 24 oct. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. de Cormenin. — Pl., MM. Dufour d'Astafort, Coste et Huzar-Dupare.

TRAVAUX PUBLICS. — DOMMAGES. — COMPÉTENCE.

C'est aux conseils de préfecture, en vertu de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, qu'il appartient de statuer sur la demande en indemnité formée par des particuliers, à raison de dommages causés à leurs propriétés par les travaux d'une route. — Ici ne s'appliquent pas les lois relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique (2).

(Thomas.)

Lois, etc. — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, d'un mur renversé par l'effet de remblais exécutés sur une grande route;

Considérant que l'administration ne demande pas le terrain dont il s'agit; qu'elle ne s'oppose pas à la reconstruction dudit mur; qu'elle ne refuse pas au sieur Thomas l'indemnité qui pouvait lui être due pour les dommages qu'elle aurait éprouvés;

Considérant qu'il n'y a pas lieu, par conséquent, à l'application de la loi du 8 mars 1810, sur les expropriations pour cause d'utilité publique, mais à l'application de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, sur les dommages causés à des particuliers, par suite de travaux exécutés pour la confection des routes, et qu'aux termes dudit article, les réglemens des indemnités auxquelles lesdits dommages peuvent donner droit, appartiennent aux conseils de préfecture;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département du Tarn, le 21 juill. 1821, est confirmé. — 2. Le jugement rendu le 17 mai 1821, par le tribunal de première instance de Gaillac, est considéré comme non avenu.

Du 24 oct. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

CHEMIN VICINAL. — CONTRAVENTION. — PROPRIÉTÉ. — SERVITUDE. — COMPÉTENCE.

Tant qu'un chemin n'a pas été légalement déclaré vicinal, le conseil de préfecture est incompétent pour réprimer les entreprises dont ce chemin peut être l'objet de la part des particuliers (3).

S'il s'élève des questions de propriété ou de servitude, les tribunaux sont seuls compétens pour en connaître (4).

(Boullanger — C. commune de Saint-Valéry.)

Le sieur Boullanger avait ouvert un fossé et planté une haie pour intercepter le chemin d'Arroucel à Anmale. Sur la plainte de la commune de Saint-Valéry, il fut condamné par arrêté du conseil de préfecture du département de l'Oise, à combler le fossé et à supprimer la haie. — Pourvoi.

Lois, etc. — Considérant que le préfet se

(1) V. dans le même sens, décret du 24 juin 1808 (aff. de Porentruy); ordonn. du 7 août 1816 (aff. Cheffontaine), et les notes.

(2) V. à cet égard, les ordonn. des 23 juin 1819 (aff. Lecousin); 1^{er} sept. même année (aff. Deschamps), et les notes.

(3 et 4) Ces deux solutions sont consacrées par une nombreuse jurisprudence. V. ordonn. des 14 juill. et 1^{er} sept. 1819 (aff. Fromont et aff. Pigougnay), et les notes.

bonne à déclarer dans sa lettre ci-dessus visée, qu'il n'existe aucun état des chemins vicinaux de la commune de Saint-Valery; qu'ainsi l'art. 6 de la loi du 8 vent. an 13 n'a point été exécuté à l'égard de cette commune;

Considérant que le sieur Bonlanger prétend que le terrain sur lequel passe ledit chemin est sa propriété, et que la commune n'a acquis sur ledit terrain qu'une servitude discontinue; que l'examen de ces questions est du ressort des tribunaux ordinaires;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Oise, du 7 mai 1819, est annulé; — 2. La commune se retirera devant le préfet du département de l'Oise, pour faire reconnaître ou déclarer la vicinalité du chemin d'Ardoncel à Aumale, s'il s'y croit fondée. — 3. Les parties sont renvoyées devant les tribunaux sur les questions de propriété et de servitude élevées par le sieur Bonlanger.

Du 24 oct. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., MM. Mathias et Loinon.

MISE EN JUGEMENT. — GARDE FORESTIER. — OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE.

L'autorisation du conseil d'Etat n'est pas nécessaire pour la mise en jugement d'un garde forestier qui, dans les faits à lui reprochés, a agi comme officier de police judiciaire (1).

(Wattilliaux.)

LOUIS, etc. — Considérant qu'il résulte, tant de l'acte d'accusation que de la lettre du garde général Wattilliaux, ci-dessus visée, qu'il a fait écrouer les individus ci-dessus nommés, comme vagabonds et geus sans aveu, ce qu'il n'aurait pu faire que comme officier de police judiciaire; et que, dès lors, la question de savoir s'il y a lieu de poursuivre le sieur Wattilliaux doit être décidée par les tribunaux, sans qu'il y ait besoin d'autorisation;

Art. 1^{er}. Il n'y a pas lieu à statuer sur la demande en autorisation de poursuivre le garde général Wattilliaux, à raison du fait qui lui est imputé.

Du 24 oct. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière.

DOMAINES NATIONAUX. — INTERPRÉTATION. — EAU (COURS D'). — COMPÉTENCE.

C'est aux tribunaux ordinaires et non à l'autorité administrative qu'il appartient de juger une contestation relative à des constructions faites le long du biez d'un moulin vendu nationalement, lorsque l'acte d'adjudication ne contient aucune disposition spéciale sur la jouissance du biez (2).

(Armfield.)

LOUIS, etc. — Vu les lois de janv. et août 1790, et celle des 29 floréal an 10 et 14 floréal an 11; — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, de constructions faites le long du biez d'un moulin établi sur une rivière qui n'est ni navigable ni flottable, et que la demoiselle Armfield fonde sa réclamation sur l'acte de vente administrative dudit moulin, qui a été passé le 13 avr. 1791; — Qu'aux termes dudit acte, le moulin dont il s'agit a été vendu aux auteurs de la demoiselle Arm-

field avec ses dépendances; mais que cet acte n'est point une disposition spéciale sur la jouissance du biez; — Que dès lors les anticipations dont se plaint la demoiselle Armfield ne peuvent être jugées que par les règles du droit commun, dont l'application appartient aux tribunaux;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département d'Indre-et-Loire, en date du 28 fév. 1820, est annulé.

Du 31 oct. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Mallard. — Pl., M. Leroy-Neufville.

USINE. — AUTORISATION. — RÉVOCATION. — COMPÉTENCE.

Du 31 oct. 1821 (aff. Seices). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonn. du 21 août précédent, rendue par défaut dans la même affaire.

EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. — SUBSTITUTION. — ÉTRANGER.

Le testateur peut confier à l'exécuteur testamentaire qu'il nomme, de même qu'à un mandataire ordinaire, la faculté de se substituer une autre personne (3).

Les fonctions d'exécuteur testamentaire n'étant pas des fonctions publiques, peuvent être remplies en France par un étranger (4).

(Stœckel — C. Verneil.)

Jacques Stœckel né à Wasselonne, en Alsace, est décédé dans la colonie de Surinam en septembre 1808. Il avait fait, à la date des 11 septembre 1801 et 8 déc. 1807, un testament par lequel il avait nommé pour exécuteur testamentaire de ses biens situés en France, le sieur Abraham Verneil, négociant à Amsterdam, avec la clause qu'en cas de décès de ce dernier, il serait remplacé dans lesdites fonctions par le tuteur de ses enfants, et avec faculté pour l'exécuteur testamentaire d'en substituer un autre à sa place. — Quant aux biens situés dans le pays étranger où résidait alors le testateur, il a nommé pour exécutrice testamentaire, et tutrice de ses enfants mineurs, Jeune — Christine — Marguerite Hirsch, sa veuve.

Il paraît que le sieur Verneil, nommé exécuteur testamentaire des biens de France, étant lui-même décédé quelques années après le testateur, sa veuve devint exécutrice testamentaire de Stœckel pour ces mêmes biens. — Mais, en vertu du pouvoir de substituer, porté au testament, elle substitua Nicolas Verneil, son fils, aux pouvoirs qui avaient été conférés à cet égard par le testateur.

Le sieur Verneil fils a, en cette qualité, dirigé des poursuites contre les époux David Stœckel, débiteurs de la succession d'une somme de 1,525 fr. 81 cent.

Ces derniers ont formé opposition à ces poursuites, par le motif que le sieur Verneil n'avait pas qualité pour faire le recouvrement des sommes dues à la succession de Jacques Stœckel.

Mais par jugement du 22 janv. 1820, le tribunal civil de Strasbourg : — « Considérant, en point de fait, qu'il est prouvé par les pièces produites, que suivant le testament en forme fait par feu le sieur Jacques Stœckel, dans les formes

(1) F. dans la même sens, ordonn. des 8 janv. 1817 (aff. de Chaselles), et la note; 22 janv. 1820 (aff. Lecorde); 22 fév. 1821 (aff. Faubonne); 20 nov. 1822 (aff. Larbanne).

(2) Cette solution rentre dans une jurisprudence constante. F. ordonn. 20 janv. et 17 nov. 1815; 9 juil. 1820; 13 mars 1821, etc.

(3) Sie. Granier, des Donations, n° 329; Toullier, t. 5, n° 596; Coin Delisle, Comment. analyt., sur l'art. 1024 du Code civil.

(4) C'est aussi ce qu'enseignent Pothier, des Donat. test., ch. 5, sect. 1^{re}, art. 1^{er}. — F. encore dans la même sens, Favard de Langlade, Répert., v° Exécuteur testam., n° 3.

usitées dans la colonie de Surinam, en date des 11 sept. 1807 et 8 déc. 1807, dûment enregistré à Amsterdam le 7 avril 1813, le sieur Jacques Stœckel, en son vivant conseiller à la justice de police criminelle de ladite colonie, a fait, entre autres dispositions, à chacune de ses sœurs, Marie-Salomé et Marie-Catherine Stœckel, domiciliées à Wasselonne, un legs de 10,000 florins; qu'il a institué pour exécutrice testamentaire, administratrice de ses biens, et tutrice de ses enfants mineurs et bériliers (à l'exception des biens situés dans sa patrie), sa veuve Jeanne-Christine-Marguerite Hirsch; et que quant aux biens situés dans sa patrie, il a nommé pour les mêmes fonctions feu le sieur Abraham Vernel, négociant à Amsterdam, avec la clause qu'en cas de décès du sieur Vernel, il serait remplacé dans lesdites fonctions par ceux qui seront ses exécuteurs testamentaires et tuteurs de ses enfants:— Que le sieur Stœckel étant décédé dans le courant de sept. 1809, l'administration des biens par lui laissés dans sa patrie était dévolue audit sieur Abraham Vernel; et qu'après le décès de ce dernier, arrivé en oct. 1817, ces mêmes fonctions, au contenu de ladite disposition, furent dévolues à la veuve Suzanne-Marie Godefrol, qui était son exécutrice testamentaire et tutrice de ses enfants; qu'il est également établi par les pièces, qui sont dûment légalisées, que cette dernière s'est substituée dans lesdites fonctions, le défendeur en opposition, son fils, ainsi qu'elle en avait la faculté au contenu du susdit acte de dernière volonté; et que, sous ce rapport, la qualité du défendeur en opposition est clairement établie:—Que, par le susdit testament, le testateur Jacques Stœckel a donné au sieur Abraham Vernel, et à ceux qui le remplaceraient, la tutelle et l'administration de ses biens dans sa patrie; que cette partie du testament a eu son exécution jusqu'à présent, en ce que les exécuteurs testamentaires ont déjà payé tout ou partie des legs, et qu'il serait étrange de vouloir les empêcher de réaliser les biens pour couvrir le paiement desdits legs; qu'il paraît d'ailleurs que cette administration se fait du consentement de la veuve et des enfants de feu le sieur Jacques Stœckel, qui seuls auraient qualité de s'opposer à la continuation de cette gestion; et que, sous ce rapport, l'opposition des demandeurs, qui ne sont ni bériliers ni légataires du défunt, est irrecevable; — Par ces motifs, déclare les demandeurs en opposition sans qualité, et non recevables en l'opposition qu'ils ont formée au commandement à eux fait le 23 juill. 1818, en exécution du contrat notarié du 5 fruct. an 6; ordonne que les poursuites seront continuées, nonobstant toute ultérieure opposition, et nonobstant appel, et condamne les demandeurs en opposition aux dépens.

Appel des époux David Stœckel.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche le défaut de qualité opposé à l'intimé: — Considérant, d'une part, que par son testament non contesté Jacques Stœckel a nommé exécuteur testamentaire, pour les biens délaissés en France, la personne d'Abraham Vernel (d'Amsterdam), et à son défaut le tuteur de ses enfants, avec faculté à l'un et aux autres de substituer où besoin serait; que cette clause a reçu son exécution par la nomination de Vernel fils;

(1) Ainsi jugé nombre de fois. F. Metz, 5 janv. 1813, et les arrêts cités à la note.

(2) La jurisprudence semble fixée en ce sens. F. Bruxelles, 15 juil. 1807, et la note; Lyon, 29 mai 1816 et 25 août 1828; Grenoble, 5 juill. 1828;

Considérant, d'autre part, que les fonctions d'exécuteur testamentaire ne comprennent autre chose qu'un mandat, qui ne reçoit son commencement d'exécution que par le décès du testateur; que ces fonctions ne sont pas publiques, et peuvent, par conséquent, être remplies par toutes personnes; — Par ces motifs, sans s'arrêter aux exceptions des appelans, lesquelles sont déclarées mal fondées; adoptant, au fond, les motifs qui ont déterminé les premiers juges, — Met l'appellation au néant; ordonne, etc.

Du 8 nov. 1821. — Cour roy. de Colmar. — Prés., M. Marquair. — Concl., M. Coste, av. gén. — Pl., MM. Saudher et Baumin.

APPEL. — DATE DU JUGEMENT.

Un acte d'appel dans lequel le jugement attaqué est indiqué sous une fausse date, est néanmoins valable, si d'ailleurs ce jugement est désigné de manière à ce qu'on ne puisse douter que l'appel est dirigé contre lui. (Cod. proc., 443.) (1).

(Demaillay.—L. Acloque d'Ifocquincourt.)—ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche la question de savoir si l'appel interjeté par Demailly doit être déclaré nul ou non recevable parce qu'il attribue au jugement dont est appel la date du 21 mars, au lieu de celle du 25 mars 1821: — Considérant que, malgré cette erreur de date, l'acte d'appel désigne suffisamment le jugement attaqué, soit par l'énonciation de la date de son enregistrement et celle de sa signification, soit parce que le jugement est le seul qui ait été rendu entre les parties par le tribunal civil de première instance d'Amiens; — Declare l'appel recevable, etc.

Du 9 novembre 1821. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. civ. — Prés., M. Malleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} avoc. gén.

CONSTITUTION D'AVOUÉ. — APPEL. — ÉLECTION DE DOMICILE.

Est nul l'acte d'appel qui ne contient pas expressément de constitution d'avoué. — L'élection de domicile faite chez un avoué ne supplée pas le défaut de constitution. (Cod. proc. civ., 456.) (2).

(de Rouzaud — C. Expert.)

Le sieur de Rouzaud et consorts interjetèrent appel d'un jugement rendu au profit de la demoiselle Expert. L'acte d'appel portait que les appelans élaient domicile en leurs maisons d'habitation, et encore dans la ville d'Amiens, chez M. Bourguet, avoué près ladite Cour royale; mais cet acte ne contenait aucune mention relative à l'avoué chargé d'occuper pour les appelans. — Les intimés ont assigné les appelans pour voir annuler leur acte d'appel, par le motif qu'il ne contenait pas de constitution d'avoué.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'aux termes de l'art. 456 du Code de procédure civile tout acte d'appel doit contenir assignation, et par conséquent remplir les formalités prescrites pour la validité des assignations; — Considérant que l'art. 61 du même Code veut que les exploits d'ajournement ou assignation contiennent, à peine de nullité, la constitution de l'avoué qui occupera pour le demandeur; — Que cet article porte bien que l'élection de domicile sera de droit chez l'avoué constitué, mais qu'il ne dit

Poitiers, 31 déc. 1840 (Volume 1840). — Il existe cependant des décisions contraires. F. Colmar, 24 mars 1810; Metz, 7 juill. 1814, et c'est dans ce dernier sens que se prononce Chsureau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 302 bis.

pas que réciproquement l'élection de domicile chez un avoué dénommé dans l'exploit emportera de droit la constitution ou le mandat de cet avoué; — Que cette conséquence est d'autant plus inadmissible que le même article autorise le demandeur à faire élection de domicile ailleurs que chez l'avoué constitué; — Considérant que, dans l'espèce, les exploits d'appel du 23 mars dernier ne contiennent pas constitution d'avoué qui doive occuper pour les appelants; — Qu'on n'y trouve que la simple élection de domicile chez l'un des avoués en la Cour y dénommée; — Déclare nul et de nul effet les exploits d'appel du 23 mars dernier, etc.

Du 10 nov. 1821. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Malleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Foutenay, 1^{er} av. gén.

TÉMOIN EN MATIÈRE CRIMINELLE. — PARTIE CIVILE. — PARENTE.

La partie civile ne peut être entendue comme témoin. (Cod. inst. crim., 158 et 322.) (1)

Mais rien ne s'oppose à ce qu'on entende en cette qualité le frère de la partie civile (2).

(Blondin — C. N.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu, sur la question de savoir si Jean-Nicolas Blondin, partie civile, peut être entendu comme témoin dans la cause: que les dispositions des articles 156 et 322, combinées, du Code d'instr. crim., ne sont pas limitatives, mais seulement déclaratives; que, d'ailleurs, il est de principe généralement reconnu qu'on peut être témoin dans sa propre cause; qu'alors c'est le cas de ne point recevoir la déposition de Jean-Nicolas Blondin;

Attendu, en ce qui est relatif à la déposition de Joseph Blondin, frère de la partie civile, qu'aucun des articles ci-dessus rappelés ne prohibe son audition; qu'il y a lieu, par conséquent, de l'entendre comme témoin; — Par ces motifs, a donné acte aux parties de leurs déclarations; — Faisant droit sur l'incident, ordonne que Jean-Nicolas Blondin ne sera point entendu comme témoin, et qu'il sera passé outre à la déposition de Joseph Blondin, etc.

Du 12 nov. 1821. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannoucelles, p. p. — Concl., M. Pyrot, av. gén. — Pl., MM. Dommanget et Biot.

HUISSIER. — RESPONSABILITÉ. — PRÉPOSÉ. L'huissier chargé d'une saisie n'est pas responsable envers le saisi, des faits de l'huissier qu'il s'est substitué, encore qu'il soit constant que l'huissier substitué n'a agi que par ordre, pour compte et sous la direction de son confrère. — On ne peut, même en ce cas, considérer l'huissier substitué comme le préposé de l'huissier substituant dans le sens de l'art. 1384, Cod. civ. (3)

(Crozier — C. Jubé.)

Nous avons rapporté un arrêt de la Cour de cassation, du 17 avril 1821, rendu entre les parties, et qui a cassé un arrêt de la Cour royale de Paris, du 2 janvier 1819. — Les questions de droit soumises à la Cour royale,

étaient de savoir, 1^o Si l'huissier saisissant est responsable des dilapidations commises par le gardien des meubles saisis? 2^o Si l'huissier chargé d'une saisie, est responsable, envers le saisi, des faits de l'huissier qu'il s'est substitué, ou, en d'autres termes, si la responsabilité établie par l'art. 1384, Cod. civ., contre le préposé pour les faits du préposé, est applicable à l'huissier substituant, à l'égard du substitué? — L'arrêt de Paris décharge l'huissier de toute responsabilité sous les deux rapports; mais il a été cassé pour défaut de motifs sur l'une des questions, et la Cour suprême a renvoyé la cause à la Cour roy. d'Orléans. — Devant cette Cour, les mêmes questions ont été reproduites.

ARRÊT.

LA COUR: — Considérant, en droit, qu'un huissier chargé d'une saisie peut, de l'aveu du créancier poursuivant, se substituer valablement un de ses confrères; — Considérant, en fait, qu'il résulte des éléments de la cause qu'il n'y a pas eu de désaveu de la part du créancier poursuivant contre une pareille substitution, qui d'ailleurs, a été complétée par la remise faite par Grozier à Gosset des pièces d'après lesquelles la saisie devait être assise; — Considérant que, lorsqu'un huissier charge un autre huissier d'actes déterminés de son ministère, ces deux huissiers, égaux en droits et en attributions, ne peuvent être considérés, au respect l'un de l'autre, soit comme maîtres ou commettants, soit comme préposés ou domestiques, et que dès lors il n'y a aucune application à faire à l'espèce des dispositions de l'art. 1384 du Code civ.; — Considérant qu'il ne résulte pas des faits de la cause que Grozier ait participé personnellement aux faits de prévarication, de négligence ou d'imprudence commis chez les sieur et dame Jubé, et que conséquemment il n'y a pas non plus lieu d'appliquer à l'espèce l'art. 1383 du même Code; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 14 nov. 1821. — Cour roy. d'Orléans. — Concl., M. Deschamps, av. gén.

1^o CONSEIL D'ÉTAT. — DÉFAUT. — COMMUNE. 2^o ACQUISITION. — DÉPENS.

1^o L'ordonnance rendue en conseil d'Etat contre une commune, sur le pourvoi de son adversaire et sur les renseignements donnés du ministre de la justice par le préfet, est par défaut si d'ailleurs aucune communication n'a été faite à l'avocat, que la commune avait constitué (4).

2^o Le paiement par la commune des frais auxquels elle a été condamnée par la même décision, ne peut d'ailleurs être considéré comme un acquiescement, et n'empêche pas l'opposition (5).

(Commune des Estarts — C. Julien.)

Du 14 nov. 1821. — Ordonn. en conseil d'Etat. — Rap., M. Jauffret. — Pl., MM. Reboul et Gérardin.

1821. V. aussi la note et les arrêts qui y sont rappelés.

(4) V. comme aul, dans la même sens, l'ord. du 8 sept. 1819 (aff. comm. de Gonis), et la note.

(5) V. sur la question de savoir si en général le paiement des dépens emporte acquiescement, et rend la partie non recevable à former opposition, Cass. 6 prair. an 2; 19 therm. an 7; 22 flor. an 9; Turin, 15 juill. 1809; Montpellier, 6 février 1810.

(1) V. conf., Cass. 6 niv. et 1^{er} germ. an 8, et nos observations; 6 nov. 1831 et 10 fév. 1835. — V. cependant en sens contraire, Bastia, 14 mai 1838.

(2) Conf., Cass. 5 oct. 1833; 9 juill. 1836; 27 mai 1837.

(3) V. en ce sens, le premier arrêt rendu dans la même affaire par la Cour royale de Paris, et rapporté avec celui de la Cour de cassation du 17 avril

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — HÉRITIERS. — PRESCRIPTION. — POURSUITES. — COMPÉTENCE.

Lorsque la question de savoir si les héritiers d'un contribuable sont débiteurs des contributions mises à la charge de leur auteur, est subordonnée à la décision des tribunaux sur des questions d'hérédité, de validité de poursuites ou de prescription, le conseil de préfecture saisi par le percepteur doit surseoir à prononcer, jusqu'après le jugement des tribunaux sur ces questions (1); sauf au comptable à saisir-arreter les revenus des biens, objet de l'impôt.

(Héraud — C. Passac.)

Les sieur et dame Héraud, qui avaient reconnu, en 1816, à la succession du sieur Chas, père de la dame Héraud, occupant, comme locataires, une maison dépendant de cette succession. — Pour-mis en paiement des contributions arriérées de cette maison pour 1808 et années suivantes jusqu'à 1812, ils demandèrent devant le tribunal de Nîmes la nullité de la saisie-exécution pratiquée, par le motif qu'ils avaient renoncé à la succession, et que, d'ailleurs, la prescription triennale était encourue. Le tribunal se déclara incompétent.

Le conseil de préfecture appelé à statuer condamna les sieur et dame Héraud à payer les contributions réclamées et renvoya aux tribunaux la question de validité de la saisie: — Attendu 1^o que la prescription n'était pas encourue; 2^o que les sieur et dame Héraud paraissent détenteurs de meubles et effets dépendant de la succession Chas ayant perdu le bénéfice de leur renonciation; 3^o et que, d'ailleurs, en leur qualité de locataires de la maison, ils étaient tenus des contributions arriérées comme de celles courantes.

Pourvoi devant le conseil d'Etat contre l'arrêt du conseil de préfecture, pour incompétence et excès de pouvoir.

LOUIS, etc. — Considérant que la question de savoir si les contributions en litige sont dues par les sieur et dame Héraud est subordonnée à la décision des tribunaux sur les questions d'hérédité et de validité de saisie ou de prescription; que le conseil de préfecture devait surseoir à sa décision, jusqu'après le jugement des tribunaux sur ces questions, sauf au percepteur à faire arrêter sur les loyers et à en suivre l'effet devant qui de droit:

Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture du département du Gard, du 20 nov. 1820, est annulé.

Du 14 nov. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., M. Odilon-Barrot.

EAU (COURS D'). — RÉGLEMENTS ANCIENS. — DÉVERSEMENT. — AUTORISATION. — COMPÉTENCE.

Les conseils de préfecture sont incompétents pour statuer sur une contravention à l'ancien règlement des eaux d'un étang, et pour autoriser un particulier à établir un nouveau déversoir sur ces eaux. — C'est aux tribunaux

ordinaires à faire, entre les parties contendantes, l'application des anciens règlements. — Et l'autorisation d'établir un nouveau déversoir ne peut être donnée que par le préfet d'après les règles déterminées par les lois de la matière (2).

(Casanova — C. Lébéprie-Perdon.)

LOUIS, etc. — Considérant que le conseil de préfecture était également incompétent, soit pour réprimer les contraventions qui pourraient avoir été faites à l'ancien règlement ou à l'ancien état des eaux, ce qui n'appartient qu'aux tribunaux ordinaires, soit pour ordonner l'établissement d'un nouveau déversoir, ce qui ne pouvait être prescrit, s'il y avait lieu, que par le préfet, dans les formes et suivant les règles déterminées par les lois de la matière;

Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture du département des Landes, du 1^{er} sept. 1819, est annulé pour cause d'incompétence.

Du 14 nov. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., MM. Guichard et Noyelles.

THÉÂTRE. — BAIL. — RÉMÉLIATION. — PRIVILEGE. — FAILLITE. — COMPÉTENCE.

Toutes les discussions qui peuvent s'élever sur l'exécution du bail d'une salle de spectacle, ou sur l'interprétation de ses clauses, et même, le cas échéant, sur sa résiliation, doivent être jugées administrativement, alors surtout que cela a été stipulé par le cahier des charges. (Décr. du 8 juin 1806.) (3)

La faillite d'un directeur de spectacle entraîne nécessairement le retrait du privilège qui lui était concédé, et par suite la résiliation du bail de la salle. — Les créanciers ne sont pas fondés en droit à continuer l'exploitation pour leur compte.

Le retrait du privilège par le ministre de l'intérieur et la résiliation du bail de la salle, ne donnent lieu d'ailleurs dans ces cas à aucune indemnité.

(Fargeot — C. ville de Bordeaux.)

En 1821, faillite du sieur Fargeot, adjudicataire de l'entreprise des grands et petits théâtres de Bordeaux. Par suite, l'administration municipale déclare le bail de cette entreprise résilié, et traite à nouveau avec un sieur Bajolais. — Le sieur Fargeot et ses créanciers offrent alors de reprendre la direction des théâtres aux mêmes conditions. — Refus de la ville. — L'affaire est portée devant le conseil de préfecture.

Ce conseil rejette la demande du sieur Fargeot et de ses créanciers et se déclare d'ailleurs incompétent pour statuer sur les dommages-intérêts respectivement réclamés par les créanciers. — Pourvoi devant le conseil d'Etat.

LOUIS, etc. — Vu le décret du 8 juin 1806: — Considérant qu'aux termes de l'art. 45 du cahier des charges, toutes les discussions qui peuvent s'élever sur l'exécution du bail ou sur l'interprétation de quelques-unes de ses clauses, et même, le cas échéant, sur la résiliation, doivent être jugées administrativement;

éduire ordinaire. V. au surplus dans le même sens, les observations qui accompagnent l'ordonn. du 16 juill. 1817 (aff. Ruffé David).

(2) V. dans le même sens, décr. et ordon. des 23 avril 1807 (aff. Diego Dittmer); 12 janv. 1808 (aff. Bour); 13 oct. et 26 nov. 1809 (aff. Rouzeau Mouffrand et aff. Gispoulen); 23 juil. et 11 août 1819 (aff. Picot et aff. de Sable), et les notes.

(3) V. cependant une ord. du 23 juin 1819 (aff. Despaignot), et les renvois de la note.

(1) Il résulte de cette solution que si les conseils de préfecture sont compétents pour décider que le recouvrement de l'impôt est justement poursuivi, d'après les règles spéciales de la matière, ils doivent s'abstenir de prononcer sur les obligations qui, so dehors de l'inscription au rôle, incombent à cet égard aux particuliers par application des seules règles du droit commun. De même aussi ils sont incompétents pour statuer sur la validité des poursuites qui sont exercées en vertu des règles de la pro-

Considérant qu'il résulte de toutes les clauses dudit bail que la salle de spectacle, avec tout le mobilier qui en dépend, n'a été louée au sieur Fargeot que dans le but et comme moyen de diriger et soutenir le spectacle, et que sa qualité de locataire est, pour toutes les dispositions de son traité, liée et subordonnée à sa qualité de directeur; — Que l'état de faillite du sieur Fargeot, et sa propre déclaration l'ont mis hors d'état de continuer la direction du spectacle; — Que, dans l'espèce, le cas de faillite ne pouvait être régi par les règles du droit civil, mais par le décret du 8 mai 1806, qui interdit aux faillites la direction des théâtres; — Qu'aux termes de ce décret, le sieur Fargeot ne pouvait continuer son entreprise ni la transmettre à ses ayans cause; — Que notre ministre de l'intérieur a statué dans les bornes de sa compétence et a fait une juste application du cahier des charges et du décret du 8 juin 1806, en retirant au sieur Fargeot son privilège de directeur et en approuvant sa résiliation du bail qui était la conséquence de cette mesure; que le conseil de préfecture s'est borné à décider qu'il n'y avait eu lieu de délibérer sur cette résiliation et à se déclarer incompétent sur les questions de dommages et intérêts; et que, sous ce double rapport, il est inattaquable; — Considérant, sur la demande de dommages et intérêts, que la résiliation ne donne aucun droit à des dommages et intérêts au sieur Fargeot; et que s'il se croit fondé à en réclamer pour d'autres causes que la résiliation, cette question est du ressort des tribunaux;

Art. 1^{er}. Les requêtes des sieurs Fargeot et Borda sont rejetées.

Du 14 nov. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Collin.

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES. — AUTORISATION (REFUS D'). — CONSEIL DE PRÉFECTURE.

Les conseils de préfecture sont incompétents pour prononcer sur le refus fait par un préfet, d'autoriser un établissement incommode ou insalubre de deuxième classe. (Décr. du 15 oct. 1810; Ord. du 14 janv. 1815.) (1)

(Ministre de l'intérieur — C. Hermon.)
Lous, etc.; — Vu le rapport à nous présenté, le 26 mai 1821, par notre ministre de l'intérieur; — Vu le décret du 15 oct. 1810, et notre ordonn. du 14 janv. 1815;

Considérant que l'établissement dont il s'agit est compris dans la deuxième classe des manufactures ou ateliers répandant une odeur incommode ou insalubre, lesquels ne peuvent, aux termes des décrets et ordonnances ci-dessus visés, être formés qu'avec l'autorisation du préfet, sauf le recours en conseil d'Etat; — Que le préfet du département de la Manche avait refusé l'autorisation demandée; qu'ainsi, le conseil de préfec-

ture de la Manche, par son arrêté du 15 mai 1820, a excédé ses pouvoirs en statuant sur ce refus;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Manche, du 15 mai 1820, est annulé.

Du 14 nov. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard.

COMPTABLES PUBLICS. — COMPTES. — RÉVISION. — COMPÉTENCE.

Du 14 nov. 1821 (aff. Jegun-Laroche). — V. *infra*, la note sur l'ordonn. du 28 nov. (aff. Imbert).

AVOÜÉ. — HONORAIRES. — RÉPÉTITION
L'avoué qui a payé à l'avocat des honoraires au delà du tarif, ne peut les répéter contre le client, s'il ne justifie pas d'un mandat spécial de celui-ci à l'effet de payer à l'avocat la somme qui lui a été remise (2).

(Lefant — C. Beauvais et Leteu.) — ARRÊT.
LA COUR: — Considérant que la première partie de la demande est justifiée; mais qu'il n'en est pas de même de la deuxième, et que Lefant n'établit pas qu'il ait reçu de ses clients un mandat spécial à l'effet de payer à leur avocat une somme de 150 fr. pour honoraires de ses plaidoiries, outre les honoraires taxés; — Donne défaut contre les sieurs de Beauvais et Leteu audit nom; — Et, pour le profit, les condamne à payer à Lefant la somme de 63 fr. 51 cent., montant de l'exécutoire de dépens faits par Lefant, avoué en la Cour, dans l'affaire des L'Hospital, ainsi qu'il est porté audit exécutoire décerné contre ce dernier, à la requête desdits de Beauvais, etc., avec intérêts à compter du jour de la demande; — Déboute Lefant du surplus de sa demande, etc.

Du 17 nov. 1821. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Maleville, p. p. — Concl., Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

1^{er} DÉLIT FORESTIER. — PRESCRIPTION.

2^o PRESCRIPTION. — MATIÈRE CRIMINELLE. — EXCEPTION D'OFFICE.

1^o *Lorsqu'un délit forestier a été suivi d'une action intentée par le ministère public, la prescription se régit par les dispositions générales du Code d'inst. crim. (art. 637 et 638).* — Ainsi, dans ce cas, la prescription n'est acquise que par une interruption de poursuites pendant trois années (3).

2^o *En matière criminelle, l'exception de la prescription doit être suppléée d'office par les tribunaux (4).*

(Forêts — C. Jordon.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que la loi du 29 sept. 1791, rendue sur l'organisation de l'administration forestière, ne parle que des délais dans les-

(1) Ce point n'est pas douteux en présence du texte de l'art. 7 du décret du 15 oct. 1810. V. du reste dans ce sens, Cormeille, *Droit adm.*, v^o *Ateliers insalubres*, § 4; Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, n^o 858. Mais il en est autrement à l'égard des établissements de 3^e classe qui sont régis par l'art. 8 du même décret. V. ordonn. du 29 août 1821 (aff. Naud).

(2) Mais il est certain que l'avoué peut répéter contre son client les honoraires qu'il a payés à l'avocat, et qui lui étaient dus d'après le tarif. V. Bours, 17 mai 1828; Pou, 7 juin 1828; Limoges, 10 août 1829; Bourges, 26 avril 1830; Toulouse, 11 mai 1831, 20 mars 1833; Montpellier, 12 mars 1832; Caen, 30 déc. 1840.

(3) V. dans le même sens, Cass. 6 fév. et 8 mai 1830; Meugni, de l'*Action publ.*, t. 2, n. 358.

(4) La jurisprudence et les auteurs sont unanimes sur ce point. V. Cass. 26 fév. 1807; 28 janv., 12 août et 7 oct. 1808; 20 mai 1824; 5 juin 1830; 1^{er} juil. 1837 (Volume 1837); Merlin, *Répert.*, v^o *Délit forestier*, § 13, et *Prescription*, p. 487; Legraverend, *Législ. crim.*, t. 1^{er}, p. 85; Berriat, *Droit crim.*, p. 74; Mangin, *Action publ.*, t. 2, n^o 257; Duranton, t. 21, n^o 110; Vazeille, *Prescript.*, t. 1^{er}, n^o 337; Troplong, *cod.*, t. 1^{er}, n^o 94; Durerg, *Manuel du juge d'instruction*, t. 1^{er}, n^o 60; Chassau, *Délits de la parole et de la presse*, t. 2, p. 87.

quels les actions en réparations de délits seront intentées, mais qu'elle est muette sur la durée de ces actions lorsqu'il y a eu des premières poursuites : d'où il suit qu'il faut se reporter pour ce dernier cas aux dispositions de la loi générale ; — Considérant que de la combinaison des art. 637 et 638 du Code d'inst. crim., il suit évidemment que l'action publique résultant d'un délit se prescrit par la cessation des poursuites pendant trois années à compter du dernier acte ; — Considérant que le jugement qui a renvoyé Jordan de la poursuite exercée contre lui par l'administration forestière est du 16 oct. 1818; qu'à partir de cette époque ou du lendemain, jour où l'inspecteur forestier a formé appel dudit jugement, jusqu'au 25 oct. 1821, date de la citation donnée à Jordan pour comparaitre devant la Cour, plus de trois ans se sont écoulés sans poursuites de la part de l'administration forestière; que, dès lors, la prescription est acquise à Jordan du délit constaté contre lui;

Considérant que bien qu'il n'invoque pas ce moyen, puisqu'il fait défaut, la Cour n'en a pas moins le devoir de le suppléer d'office, ainsi que la jurisprudence l'a établi, notamment un arrêt du 26 fév. 1807 rendu par la Cour de cassation en matière de délit forestier ; — Par ces motifs, sans qu'il soit besoin d'examiner le rapport du 29 août 1818. — Donne défaut contre Georges Jordan, non comparant ni personne pour lui ; — Et néanmoins, déclare éteinte et prescrit l'action de l'administration forestière contre Jordan, intentée par suite du rapport susmentionné, etc.

Du 17 nov. 1821. — Cour roy. de Metz. — Pres. M. de Juivécourt. — Concl. M. Julien, 1^{er} av. gén.

1^o TESTAMENT. — PREUVE TESTIMONIALE.

2^o SUBSTITUTION FIDUCIARISSE. — SUBSTITUTION COMPENDIEUSE. — NULLITÉ.

3^o COMMUNAUTÉ. — CONTINUATION.

1^o *Lorsqu'à défaut de la représentation d'un testament, l'on veut faire suppléer au rapport de l'acte par la preuve testimoniale, il faut que les présomptions, avec lesquelles on commence de preuves qui rendraient cette preuve admissible, portent non-seulement sur l'existence du testament, mais encore sur sa validité tant au fond qu'en la forme.*

Et dans tous les cas, la preuve testimoniale ne serait admissible qu'autant qu'on offrirait d'abord de prouver que c'est par le fait ou à l'instigation de l'une des parties intéressées que le testament dont il s'agit de prouver l'existence et la validité, aurait été supprimé (1).

2^o *Est nulle comme contenant une substitution, soit fidéicommissaire, soit compendieuse, la disposition par laquelle un testateur, après*

avoir institué un de ses enfants pour son héritier universel, ajoute : qu'à défaut dudit institué, soit par mort avant son établissement, soit par mort sans enfants, il lui substitue son autre fils en ladite institution (2).

3^o *Sous la coutume du Bourbonnais, la continuation de communauté qui, à défaut de partage ou d'acte équipollent, avait lieu entre l'époux survivant et les enfants, n'était pas interrompue à l'égard de la fille mariée à laquelle une constitution de dot avait été faite. Le mariage de la fille, même avec constitution dotale, n'équipollait pas à partage.*

(Reconnaît — C. Epoux Buisson.)

Le tribunal civil de Cassat avait par jugement du 26 janv. 1820, résolu ces questions, les premières dans le même sens, la dernière en sens contraire. Voici les termes du jugement : — En ce qui touche le prétendu testament d'Honorée Gardel : — Attendu que ce testament n'est point prodit et que Pierre Recongat, convient qu'il ne peut établir l'existence actuelle de cet acte, ni en minute, ni en expédition ; — Attendu que quoique la prétention de Pierre Recongat soit concordante avec la relation faite sur les registres de l'enregistrement, au bureau de Crozet, d'un testament d'Honorée Gardel, reçu le 11 sept. 1779 par le notaire Musset, et contenant la même disposition, néanmoins il ne peut en résulter la certitude légale d'existence et de la vérité de ce testament, puisqu'aux termes de l'art. 1336 du Code civ., la transcription d'un acte sur les registres publics ne peut suppléer au rapport dudit acte ; qu'elle ne peut même servir de commencement de preuve par écrit ; — Attendu que la loi, en disposant que l'aveu judiciaire fait pleine foi contre celui qui l'a fait, veut aussi qu'il ne puisse être divisé contre lui ; — Attendu que, par leur citation du 14 fév. 1818, les mariés Buisson ont bien énoncé que Honorée Gardel avait fait un testament devant Musset, notaire, le 11 sept. 1779, par lequel elle avait légué l'usufruit de tous ses biens à son mari, à la charge de les transmettre à son fils Pierre Recongat qui, dans ce cas, était obligé de donner les dots à ses sœurs, etc. ; que, par leur réponse au bureau de paix et leurs écrits signifiés, les mariés Buisson sont convenus qu'une expédition d'un testament d'Honorée Gardel avait été remise aux arbitres chargés de régler leurs droits dans les successions de ladite Honorée Gardel et de Claude Recongat ; mais que ces énonciations et reconnaissances sont insuffisantes pour justifier les prétentions de Pierre Recongat ; qu'en effet, d'une part, le legs d'usufruit des biens à Claude Recongat, à la charge de les transmettre à Pierre Recongat, ne constituerait pas au profit de ce dernier une institution expresse et directe, comme la loi l'exige pour qu'elle

pendieuse. Tellement que l'effet de la compendieuse, en définitive, était de se résoudre à l'un des deux genres de substitution qu'elle embrassait, c'est-à-dire qu'elle valait comme vulgaire, si le son de vulgaire se rencontrait, et comme fidéicommissaire, si le son de celle-ci se présentait. *Primo non habens*, dit Peregrinus (*id est*, non capiens) *capies substitutus ex vulgari*; *autem habens*, et *ex post agnitionem legalium*, locus erit *fidéicommissarius* (art. 34, n. 6); et c'est d'ailleurs ce qu'enseignent tous les auteurs. » — D'après ces explications, la jurisprudence a admis la validité de la substitution ou sa nullité suivant qu'elle devait se réaliser dans l'un ou dans l'autre cas. V. pour le premier, Cass. 11 juin 1817, et pour le second, Cass. 27 avril 1819. — V. aussi les notes sur ces arrêts, et Rolland de Villargues, loc. cit., n^{os} 239 et 240.

(1) P. conf., Cass. 24 juin 1828; 16 nov. 1836 (Volume 1836). — V. aussi sur la question générale du savoir si l'existence d'un testament peut être établie par témoins, Cass. 22 déc. 1814, et nos observations; Paris, 17 août 1821, et la note.

(2) L'arrêt ci-dessus applique la prohibition prononcée par l'art. 896 du Code civ., à la substitution compendieuse, c'est-à-dire à celle qui avait été ainsi nommée parce qu'elle était conçue dans des termes qui renfermaient en même temps la substitution vulgaire et la substitution fidéicommissaire. « C'est dans ce sens, en effet, dit M. Rolland de Villargues, des Substitutions prohibées, n^o 228, que je meai compendieuse se trouve employé dans la loi 8, 1^{re}, de impub. et al. subit. : d'où vraisemblablement les docteurs ont tiré le nom de substitution com-

soit valable : que, d'autre part, les mariés Buisson n'ont pas reconnu que la disposition fût valable, que le testament fût régulier et sincère, que l'expédition produite fût elle-même sincère et régulière, ni qu'elle contint la preuve de la validité du testament ; qu'ils se sont, au contraire, expressément réservés, par la citation susdite, d'attaquer tous actes illégaux ;

« Attendu que l'acte émané d'une partie ne peut faire contre elle un commencement de preuve par écrit, que lorsque cet acte rend vraisemblable le fait allégué ; — Attendu que les aveux des mariés Buisson ne rendent point vraisemblable que l'expédition du testament remise aux arbitres était régulière et telle que la loi l'exige, pour faire la même foi que la minute ; 2° qu'elle contenait la preuve que le testament avait été fait avec la solennité et revêtu des formalités prescrites pour sa validité ; 3° qu'elle contenait une institution d'héritier universel expresse et régulière en faveur de Pierre Recognat ; qu'ainsi, ces aveux ne peuvent former un commencement de preuve par écrit qui autorise à admettre la preuve par témoins, offerte par Pierre Recognat ; — Attendu que le Code civ., en disposant par les art. 1354, 1355 et 1356, que lorsque le titre original n'existe plus, la copie, dans certains actes, fait la même foi que l'original, et que dans d'autres cas, elle peut servir de commencement de preuve par écrit, à nécessairement entendu que, dans tous les cas, ces copies existaient et seraient représentées ; qu'autrement en admettant à prouver par témoins qu'une expédition qui n'existe plus était revêtue des formalités voulues par la loi, pour faire la même foi que la minute ; qu'elle contenait la preuve de la régularité de l'acte et de la validité des dispositions, ce serait investir les témoins du droit de transformer des actes qui pouvaient être frauduleux ou irréguliers et nuis, en actes sincères, réguliers et valables, à créer ou à constater des conventions ou dispositions qui, aux termes de l'art. 1341 du Code civ., ne peuvent l'être que par écrit ; qu'ainsi, la preuve offerte ne peut être admise, etc.

« En ce qui touche le testament de Claude Recognat du 30 mars 1783 : — Attendu que Claude Recognat étant décédé en l'année 1812, sous l'empire du Code civil, ses dispositions testamentaires doivent être soumises aux règles prescrites par le même Code ; — Attendu que l'art. 896 du Code civ., déclare nulle, même à l'égard de l'héritier institué, toute disposition par laquelle ledit héritier est chargé de conserver et de rendre à un tiers ; — Attendu que, par son testament du 30 mars 1783, Claude Recognat a nommé et institué pour son héritier universel Pierre Recognat, son fils, auquel (ce sont les termes de l'acte) il veut tous ses sursdits biens revenir et appartenir, dès l'instant de son décès, et au défaut dudit Pierre Recognat, soit par mort avant son établissement, soit par mort sans enfants, ledit testateur lui substitue Benoît Recognat, son autre fils, etc. ; que, par cette disposition, le testateur impose évidemment à Pierre Recognat la charge de conserver et de rendre, puisque, d'une part, il l'appelle seul à recueillir, dès l'instant de son décès ; que, d'une autre part, il ne substitue Benoît que dans le cas où Pierre décéderait sans être marié ou sans enfants, et que rien n'annonce, dans la disposition du testateur, qu'il ait entendu prévoir le cas où Pierre Recognat décéderait avant lui ; qu'ainsi, cette disposition ne pouvant être assimilée à celles permises par l'art. 896 du Code civ., et étant une véritable substitution prohibée par l'art. 896, elle est nulle, même à l'égard de Pierre Recognat, premier institué, etc.

« En ce qui touche le partage de la communauté conjugale d'entre Claude Recognat et Honorée Gardel : — Attendu que ladite communauté ayant été formée sous la coutume du Bourbonnais, ses effets doivent être réglés par les dispositions de cette coutume ; — Attendu que, suivant l'art. 270 de cette coutume, la communauté des biens ne se continue et conserve entre le conjoint survivant et les enfants et héritiers du conjoint prédécédé, que lorsque le survivant n'a fait aucun inventaire, partage, division ou convention équivalente à partage ; — Attendu que, d'après une jurisprudence constante, le mariage de la fille hors de la maison paternelle, avec constitution de dot par le conjoint survivant, quelque modique qu'elle fût, était considéré comme convention équivalente à partage, et interrompait de la communauté ; — Attendu, en fait, que Claude Recognat a marié, le 10 déc. 1790, Claude Recognat, sa fille, hors de sa maison, et qu'il lui a constitué en dot un mobilier ; qu'ainsi la communauté continuée, à défaut d'inventaire, depuis le décès d'Honorée Gardel, a été interrompue, à l'égard de ladite Claudine Recognat, à l'époque de son mariage, etc. »

Appel principal de la part de Pierre Recognat, sur les deux premiers chefs du jugement. — Appel incident de la part des mariés Buisson du dernier chef.

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui touche la disposition du jugement dont est appel, par lequel l'offre faite par la partie de Chirol, de prouver par témoins qu'il a existé un testament fait par Honorée Gardel, femme de Claude Recognat, sous la date du 11 sept. 1779, dont la minute et l'expédition ont disparu, et de prouver aussi par témoins le contenu et la validité de ce testament : — Attendu les motifs énoncés dans ledit jugement, et y ajoutant que la partie de Chirol, soit en cause principale, soit en cause d'appel, n'a jamais offert de prouver que ce fût par le fait des parties de Saurat, ou de quelqu'un qui y eût été sollicité par elles, que le testament eût été supprimé en minute et en expédition ; que ce ne serait que dans le cas où cette preuve eût été articulée, qu'il aurait été question de savoir si elle pouvait être admise ; que ce qui aurait pu la faire admettre, c'eût été que cette suppression provenant du fait ou de l'instigation des parties de Saurat, il en serait résulté que le testament non-seulement aurait existé, mais qu'en outre il aurait renfermé les dispositions articulées de la part des parties de Chirol, et que, de plus, ledit testament était régulier, parce qu'alors les parties de Saurat ayant été les seules qui eussent eu intérêt à la suppression, il faudrait présumer que le testament contenait les dispositions alléguées par la partie de Chirol, et qu'il était revêtu de toutes les formes ; y ajoutant encore qu'il serait possible d'imputer la suppression de la minute et de l'expédition du testament dont il s'agit, autant à la partie de Chirol qu'aux parties de Saurat, parce que la partie de Chirol aurait pu y avoir également intérêt ; que cela serait arrivé si la partie de Chirol ne se fût aperçue d'une irrégularité du testament qui l'eût rendu nul, qu'après la citation donnée par les parties de Saurat, le 14 fév. 1818, dans laquelle elles paraissent avouer l'existence, la contenu et la validité du testament, d'après ce qu'en avait allégué la partie de Chirol, ou même sur l'expédition par elle présentée, d'un testament fait par Honorée Gardel ; qu'alors, la partie de Chirol aurait pu se croire intéressée à la suppression du testament pour en couvrir l'irrégularité ; qu'elle aurait pu penser que les dires con-

tens dans la citation des parties de Saurat du 14 février 1818, et dans le procès-verbal dressé par le juge de paix du canton de Donjon, le 18 du même mois, aurait suppléé au défaut du rapport du testament; que néanmoins, ainsi que l'ont décidé les premiers juges, les parties de Saurat étaient toujours recevables, en droit, contre requ'auraient pu penser les parties de Chirol, à demander la représentation, soit de l'expédition pour la confronter avec la minute, soit de cette minute, à l'effet de vérifier si le testament était ou non régulier dans toutes ses parties; que lesdites parties de Saurat y devenaient encore plus recevables, d'après leur réserve expresse contenue dans leur seconde citation du 24 octobre 1818, d'attaquer tous ces actes illégaux, laquelle réserve portait plus particulièrement sur le testament d'Honoré Gardel que sur celui de Claude Recognat, contre lequel lesdites parties de Saurat opposaient, par la même citation, une nullité précise et déterminée, ce qui rendait inutile la réserve relativement à ce dernier testament;

En ce qui regarde la disposition du jugement dont est appel, par laquelle la partie de Chirol a été déchu de la disposition principale faite à son profit par Claude Recognat, son père, par le testament de celui-ci du 30 mars 1783, par la raison que ce testament contenait une substitution fidéicommissaire en faveur de Benoit Recognat, son autre fils : — Attendu que s'il est dans l'ordre, ainsi que cela est reçu en jurisprudence, qu'on ne doit annuler une disposition principale contenue dans un testament, par la raison qu'il renferme une substitution, qu'autant que cette substitution est une substitution fidéicommissaire, il devient indispensable pour obéir à la loi, de prononcer cette nullité, s'il est avéré que le testament contient une substitution de cette nature; — Et, à cet égard, considérant qu'il est d'abord dit dans le testament de Claude Recognat, qu'il institue pour son héritier universel en tous ses biens, Pierre Recognat, son fils, auquel il veut tous ses biens reviennent et appartenir, dès l'indant de son décès, aux charges héréditaires; — Qu'il résulte de ces expressions que Claude Recognat disposait, dans la pensée, qu'à l'époque de son décès, Pierre Recognat vivrait et serait investi de ses biens, en vertu de la disposition qu'il venait de faire; — Considérant qu'il était toujours dans la même pensée, lorsqu'il est dit de suite dans le même testament, qu'au défaut dudit Pierre Recognat, soit par mort avant son établissement, soit par mort sans enfants, ledit testateur lui substitue Benoit Recognat, son autre fils, lequel il institue pour son héritier universel en dits biens, en tant que de besoin et auxdits cas : — Que de toutes ces expressions il résulte forcément la conséquence que Claude Recognat a prévu le cas où Pierre Recognat mourrait après lui, et où il mourrait sans enfants, et que, dans ce cas, il a voulu que Benoit Recognat, son autre fils, qui vivait alors près de lui, recueillît toute sa succession, ce qui ne pouvait se faire que par l'effet d'une substitution fidéicommissaire; — Que cette intention doit se présumer, soit parce que, dans la règle générale, tout testateur entend disposer sur ce qui doit se faire après sa mort, soit parce que, dans l'espèce, le testateur n'a pas disposé pour le cas seul où Pierre Recognat mourrait sans enfants avant lui, ce qu'il aurait cependant dit, si sa prévoyance se fût bornée là, soit parce que, sous l'ancienne législation sous laquelle a été passé le testament dont il s'agit, du 30 mars 1783, il était de principe, d'après tous les auteurs, qui se suivaient, à cet égard, sur les lois romaines, que lorsqu'il s'agissait de

substitution, la clause de décès sans enfants se rapportait toujours à la mort de l'héritier grevé de substitution, arrivée après le décès de l'auteur de la disposition, à moins que le contraire ne fût dit dans la disposition même; — Considérant que les mêmes idées se puisent dans la clause par laquelle se termine la disposition dont il s'agit, qui porte que, « néanmoins dans le cas où ledit Pierre Recognat aurait eu ou plusieurs enfants, vout et entend, ledit testateur, que la présente substitution et institution en faveur dudit Benoit Recognat, soit et demeure nulle, de nul effet et comme non avenue »; — Que, dans cette clause plus ample et explicative de la précédente, le testateur n'énonce pas pins que dans celle-ci l'idée du décès de Pierre Recognat, arrivé du vivant de son père, sans qu'il eût laissé des enfants; qu'on doit en induire que le testateur a toujours eu en vue le cas où le décès de Pierre Recognat serait arrivé après la mort de lui testateur, et sans que ledit Pierre Recognat laissât des enfants; — Considérant qu'on doit peser la force des mots dont s'est servi le testateur; qu'il a dit qu'au défaut de Pierre Recognat, soit par mort avant son établissement, soit par mort sans enfants; que de là il résulte que le testateur a attaché le cas de la mort de Pierre Recognat à un fait qui pouvait arriver après comme avant son décès; qu'il est, en effet, incontestable que l'établissement de Pierre Recognat, c'est-à-dire, son mariage, ainsi que ce mot a toujours été entendu, pouvait arriver après le décès de Claude Recognat comme avant ce même décès, cet événement étant absolument indépendant de sa volonté; que, dès lors, Claude Recognat n'a pas entendu parler au moins uniquement du cas où Pierre Recognat décéderait sans enfants avant lui; — Que tout ce qu'on pourrait dire, ce serait que la substitution dont il s'agit, était ce qu'on appelle, en droit, une substitution compendieuse, mais qu'aussi il est constant que cette substitution en comprenait deux à la fois, savoir, la substitution directe ou vulgaire et la substitution fidéicommissaire; elle contenait deux cas que les anciens auteurs rendent ainsi d'après les lois romaines *nemp additæ* et *non additæ hereditatis*; ils en donnent ainsi l'exemple, *quandocumque harres meus decesserit substituto Sempronio*; ils disent qu'alors il y a trait de temps, *quia tractum temporis habet*; — Qu'on ne peut encore omettre sous silence les expressions du testament, qu'au défaut de Pierre Recognat, le testateur lui substitue Benoit Recognat, son fils, lequel il institue pour son héritier universel en dits biens, en tant que de besoin et auxdits cas, ainsi que les mots *substitution et institution* qui viennent ensuite; — Que l'emploi de ces expressions annonce l'intention de substituer de toutes les manières possibles Benoit Recognat à Pierre, la première idée est même celle de substituer; — Que, sous la législation ancienne sous laquelle le testament dont il s'agit a été fait, le mot *substitution* emportait essentiellement l'idée d'une substitution fidéicommissaire, ainsi que l'atteste Thévenot-Dessalles, auteur si versé dans cette matière (*Traité des Substitutions*, chap. 11, n° 219, et chap. 23); — Que la même idée se puise encore dans l'art. 898 du Code civ., où il est dit que ce qu'on entend ordinairement par substitution vulgaire ou directe et qui y est défini, ne sera pas regardé comme une substitution.

— Considérant que c'est en vain qu'on objecte que Claude Recognat a fait ses dispositions sous la cout. du Bourbonnais, où la substitution fidéicommissaire était prohibée, et que l'on ne doit pas supposer qu'il eût voulu faire une disposition en contravention à la coutume sous laquelle il

testait : d'un côté, il paraît que les biens immenses de Claude Recognat étaient situés, ainsi qu'on l'a dit, dans la province du Forez, limitrophe du Bourbonnais, laquelle province était régie par le droit écrit; la substitution fideicommissaire y était admise, et, dès lors, quelque part que Claude Recognat eût testé, il pouvait faire une substitution fideicommissaire, à raison de ces biens. La coutume du lieu où l'acte était passé n'influaît que sur la forme de la disposition, d'après la règle *locus regis actum*; quant à la possibilité de la substitution, elle tenait au statut réel; aussi, ce qui prouve que Claude Recognat entendait disposer suivant les principes du droit écrit, c'est qu'il faisait une disposition universelle de tous ses biens, sauf la légitime des autres enfants, tandis que la coutume du Bourbonnais, comme celle d'Auvergne, permettait seulement de disposer d'un quart par testament, encore la disposition devait-elle être faite en prélimier, lorsqu'elle concernait des héritiers en ligne directe. De plus, on voit dans des mémoires qui devaient être présentés à des arbitres, que les parties entendaient que le partage devait se faire suivant la loi romaine. D'un autre côté, quand les biens de Claude Recognat auraient été situés sur le territoire de la coutume du Bourbonnais, rien n'empêcherait d'annuler la disposition dont il s'agit, si elle renferme une disposition fideicommissaire; les commentateurs de la coutume du Bourbonnais et ceux de la coutume d'Auvergne, qui prohibaient aussi la substitution fideicommissaire, présentent une foule d'exemples de la substitution de cette nature, faites sous l'empire de ces coutumes, et qui, quoiqu'on eût voulu les désigner sous des tournures affectées, ont été déclarées nulles, parce qu'elles avaient le caractère de la substitution fideicommissaire; — Considérant qu'une disposition ne doit pas renfermer précisément la condition de conserver et de rendre, pour qu'il y ait une substitution fideicommissaire; qu'il a toujours été de principe qu'il suffisait pour cela que la disposition renfermât substantiellement une substitution fideicommissaire, et qu'elle ne peut s'entendre et s'exécuter autrement; — Que de tout ce qui est dit ci-dessus, il résulte qu'il est impossible de ne pas voir dans le testament de Claude Recognat une substitution fideicommissaire en faveur de Benoît Recognat, qui annule la disposition principale faite à Pierre, d'après l'art. 896, du Code civ.; qu'il est sans difficulté que la propriété eût été flottante et incertaine sur la tête de Pierre Recognat, même après le décès de son père. Jusqu'à l'événement qui aurait décidé du sort du fideicommissaire; que ce n'est pas le cas d'appliquer l'art. 898, même Code; que ce dernier article ne fait exception à l'art. 896 que pour la substitution purement vulgaire qui, même aux termes de cet article, ne serait pas une substitution proprement dite, mais que ce même article n'a entendu ni pu entendre que la substitution fideicommissaire qui résulterait positivement de la disposition n'emporterait point, par cela seul qu'elle serait jointe à la substitution vulgaire, la nullité de la disposition principale; qu'autrement ce serait établir une contradiction entre les art. 896 et 898; — Considérant qu'il devient inutile de s'arrêter à la demande subsidiaire en nullité du testament dont il s'agit, formée par les parties de Sauret, et qui est fondée sur ce que ce testament étant du 30 mars 1783, et contenant une disposition universelle, aurait dû être renouvelée suivant les lois qui ont suivi, antérieures au Code civil; que la raison en est que ces lois intermédiaires ont été si près par le Code civil, et que c'est d'après ce

Code qu'il doit être statué sur les dispositions de ce testament dès que Claude Recognat est décédé sous l'empire de ce Code. — Et attendu, de plus, les autres motifs énoncés dans le jugement dont est appel qui sont adoptés par la Cour;

En ce qui concerne la disposition du jugement dont est appel, qui déclare la communauté d'entre Claude Recognat et ses enfants, avoir été interrompue à l'égard de Claudine Recognat, à compter du jour de son mariage, le 29 frim. an 8: — Attendu qu'il est indubitable que le défaut d'inventaire de la part de Claude Recognat, au décès d'Honorée Gardel, son épouse, de la communauté qui avait existé entre eux, a donné lieu à la continuation de cette communauté entre ledit Claude Recognat et ses enfants, d'après l'art. 270 de la coutume du Bourbonnais; — Que, d'après le même article, cette communauté ainsi continuée n'aurait pu cesser à l'égard de Claudine Recognat que par un partage fait avec elle de cette communauté, ou par une convention équipollente à partage; — Attendu que si anciennement il s'était élevée la question de savoir si le mariage d'une des filles avec constitution d'une dot était ou non un acte équipollent à partage, la négative a depuis longtemps été admise, et avec raison, par des jugemens rendus en la sénatusconsulte de Moulins, où cette jurisprudence s'était fixée, et notamment par un arrêt du parlement de Paris du 3 mai 1759, rapporté dans les notes imprimées de Ducher, sur cette coutume, à l'art. 270; — Attendu, d'ailleurs, que Claudine Recognat, femme Buisson, l'une des parties de Sauret, est dans une position bien plus favorable, puisqu'il ne lui fut pas même constitué une dot qu'on dût supposer avoir dû remplir sa portion dans la communauté de son père; qu'elle se constituait seulement, en présence de celui-ci, tous ses biens à elle échus par le décès de sa mère, et sa part et portion dans la succession à échoir de son père, lequel, en avançant d'acquiescer de ces deux successions, lui délivra un mince trousseau; — Attendu que ce titre d'avancement d'hoirie est exclusif de toute renonciation de la part de Claudine Recognat, et suppose un partage à venir auquel devait être rapporté le mobilier qu'elle recevait; — Attendu qu, dès lors, il devient inutile de statuer sur la demande subsidiairement formée en la Cour par la femme Buisson, à ce que, dans le cas où la communauté serait déclarée interrompue à son égard par l'effet de son mariage, la même interruption fut prononcée également à l'égard de Pierre Recognat, partie de Chirol, aussi par suite de son mariage; — Par tous ces motifs, en ce qui touche la disposition du jugement dont est appel, par laquelle la preuve offerte par la partie de Chirol (Pierre Recognat) relativement à l'existence, au contenu et à la validité du testament d'Honorée Gardel, a été déclarée inadmissible, et la disposition du même jugement, par laquelle la disposition principale faite par Claude Recognat, par son testament à la partie de Chirol, a été déclarée nulle à raison de la substitution fideicommissaire contenue dans leur testament; — Dit qu'il a été bien jugé par le jugement dont est appel; — En ce qui concerne la disposition dudit jugement, qui porte que la communauté qui avait été continuée entre Claude Recognat et ses enfants avait cessé par l'effet du mariage de Claudine Recognat, femme Buisson; faisant droit sur l'appel incident interjeté par les parties de Sauret, et sans qu'il soit besoin de s'arrêter à la demande subsidiaire par elle formée en cause d'appel, — Dit qu'il a été mal jugé, quant à ce bien appelé; — Emendant, etc.

Du 17 novembre 1821. — Cont. roy. de Riom, — 1^{re} ch. — Prés., M. Grenier, p. p. — Concl., M. Voyer de Gartempe, av. gén. — Pl., MM. Chirol et Sauret.

AVOUÉ. — FRAIS. — PRESCRIPTION. — REGISTRES. — TIMBRE.

L'action des procureurs pour le remboursement de leurs frais et leurs salaires, dans le ressort de l'ancien parlement de Toulouse, n'était soumise qu'à la prescription de trente ans (1).

La prescription de deux et de cinq ans établie par l'art. 2273, Cod. civ., contre l'action des avoués, est fondée sur une présomption légale de paiement qui exclut toute présomption contraire, sauf à déférer serment à celui qui oppose cette prescription sur le point de savoir s'il a réellement payé les frais réclamés.

Les registres d'un avoué peuvent être opposés en justice, encore qu'ils ne soient pas sur papier timbré, surtout lorsqu'ils sont reliés, écrits de suite, et visés par un juge du tribunal.

(Benquez—C. M^e Dartiguenave.)

M^e Dartiguenave, avoué, a formé contre le sieur Benquez une demande en paiement de 1,527 fr., pour frais et honoraires relatifs à différents procès, dans lesquels il avait occupé pour lui, et dont les uns étaient antérieurs, les autres postérieurs au Code civ., et parmi ces derniers, les uns terminés depuis plus de deux ans, les autres discontinués depuis plus de cinq.

Benquez s'est prévalu de la prescription : à l'égard des instances postérieures du Code, il a invoqué les dispositions des art. 2273, 2275, 1350 et 1352; quant à celles qui avaient été jugées avant sa promulgation, il a opposé la prescription de court délai établie par l'ordonn. de 1512; il a soutenu que cette ordonnance (conforme à l'esprit de celles de 1449, 1507, 1535, 1540, 1549, et au règlement du parlement de Paris du 28 mars 1692 ayant été enregistrée au parlement de Toulouse, ainsi que l'attestent Mainard (liv. 4, chap. 87) et Fromental (v^o Prescription), avait eu force de loi dans ce parlement, et n'avait pu être modifiée par la jurisprudence. — Mais M^e Dartiguenave répondait, d'une part, que la présomption de paiement introduite par l'art. 2273 devait céder aux présomptions contraires qui abondaient dans la cause; d'autre part, que l'ordonn. de 1512 n'était pas observée dans le parlement de Toulouse; qu'en outre qu'elle y eût été enregistrée, elle n'y avait jamais eu l'autorité de loi; que cela était attesté, soit par les auteurs qui viennent d'être cités, soit par un arrêt que rapporte Catelan, liv. 7, chap. 25 (V. Merlin, Répertoire, v^o Prescription, sect. 2, § 5), et qu'enfin il n'était pas exact de soutenir que les parlements qui participaient au pouvoir législatif n'avaient pu modifier par leurs arrêts l'exécution d'une ordonnance, puisqu'ils pouvaient même en refuser l'enregistrement.

Jugement du tribunal de Tarbes du 4 février 1820, ainsi conçu : — « Attendu, à l'égard de la question relative à l'application de l'art. 2273 du Code, qu'il n'y aurait pas à hésiter sur l'application de cet article, si les circonstances qui environnent la cause ne commandaient de décider autrement; que c'est un point de doctrine et une vérité incontestable, en droit, que les prescriptions de cinq ans et au-dessous, si on excepte celle relative aux arrérages de rente, se fondent

toutes sur la présomption de paiement; que cela s'induit de la faculté accordée aux défendeurs à la prescription, de déférer à celui qui l'oppose, le serment sur la vérité du paiement; que dès lors, et si tout concourt à écarter cette présomption, il ne saurait y avoir lieu d'appliquer la prescription; — Qu'il résulte des circonstances de la cause.... (elles sont énumérées dans le jugement), que non-seulement la présomption de ce paiement n'existe pas, mais encore que Benquez ne pourrait affirmer qu'il a payé, sans se mettre en contradiction avec des vérités établies par les actes du procès; que de là il suit que le serment ne peut lui être déferé et que la prescription doit être rejetée, moyennant le serment de M^e Dartiguenave, que la somme qu'il réclame lui est légitimement due. »

Appel. — L'appelant soulevé devant la Cour, une nouvelle question que l'arrêt ci-après fait suffisamment connaître.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 151 du tarif ne détermine pas le mode d'après lequel les avoués doivent tenir leurs registres; qu'il ne dit pas qu'ils seront sur papier timbré; d'où il suit que ceux présentés par M^e Dartiguenave ne sauraient être rejetés parce qu'ils ne sont pas sur papier timbré, vu, surtout, qu'ils sont reliés, écrits d'une suite, et visés par un des juges du tribunal civil de Tarbes; dès lors, c'est le cas de les maintenir;

Attendu que, dans le ressort du ci-devant parlement de Toulouse, les avoués avaient trente ans pour réclamer leurs salaires, et que, dès lors, c'est le cas de repousser la fin de non-recevoir proposée par Benquez, et prise d'une prescription moindre; — Attendu que l'art. 1355 du Code civ., n'abandonne aux lumières et à la prudence des magistrats que les présomptions qui ne sont point établies par la loi, et qu'ils ne doivent les admettre que lorsqu'elles sont graves, précises et concordantes, et dans le cas seulement où la loi admet la preuve testimoniale; — Attendu que la prescription établie par l'art. 2273 du même Code, contre les avoués, est fondée sur une présomption légale; que, dès lors, il ne saurait être permis de substituer à la volonté du législateur des présomptions dérivées de certains faits, pour en tirer une conséquence différente de celle établie par la loi, ce qui s'infère de la manière la plus positive des dispositions de l'art. 2275, qui assujettit seulement la partie qui oppose cette prescription à jurer qu'elle a payé les salaires qui lui sont demandés; dès lors, c'est le cas de réformer le jugement dont est appel, et de relaxer Benquez des demandes contre lui dirigées, relativement au montant des états, 1, 3, etc., à la charge d'affirmer, sous la religion du serment, qu'il en a fait raison à M^e Dartiguenave; — Par ces motifs, confirme la disposition du jugement relative au rejet de la prescription de deux ans pour les droits réclamés par Dartiguenave, et qui concernent les procès antérieurs au Code; — Réformant en jugement dans la disposition qui condamne Benquez au paiement des droits relatifs à des poursuites sur des procès non jugés depuis plus de deux ans, le relaxe de toutes demandes à cet égard, etc.

Du 19 nov. 1821. — Cour roy. de Pau. — Prés., M. Desgaur. — Concl., M. de Lussy, av. gén.

ARBITRAGE. — JUGEMENT. — DÉPÔT.

Le défaut du dépôt d'une sentence arbitrale au

observations en note d'un arrêt de Cass. du 16 prair. an 12.

(1) V. conf., Nîmes, 28 avril 1813, et la note. — V. aussi sur la prescription en cette matière nos

greffe dans les trois jours, n'entraîne pas nullité de la sentence (1).

Lorsque l'arbitre de l'une des parties a remis aux deux autres arbitres un mémoire en faveur de cette partie et en sa présence, en déclarant qu'il ne se mêlera plus de l'affaire, et que ses coarbitres pourront décider sans lui, ceux-ci sont suffisamment autorisés à juger en son absence.

(N...—C. N...)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, 1^o 2^o que le défaut de dépôt dans les trois jours n'opère aucune nullité, soit d'après l'art. 61 du Code de comm., soit même d'après l'art. 1030 du Code de proc.; 3^o enfin, que le défaut de concours de l'arbitre nommé par Donzel audit jugement, n'a rien de relevant dans l'espèce: en effet, cet arbitre, après avoir remis, le 10 décembre, aux deux autres, un mémoire rédigé en faveur de Donzel, aurait déclaré en présence de celui-ci, et indubitablement de concert avec lui, qu'il ne se mêlerait plus de l'affaire, et qu'ils pouvaient la décider sans lui; il est donc évident que Donzel lui-même a consenti qu'il en fût ainsi, et conséquemment les deux arbitres de qui le jugement est émané, étaient suffisamment autorisés en l'absence de l'autre; — Sans s'arrêter à l'opposition, non plus qu'à la demande subsidiaire en nullité, — Ordonne l'exécution de l'arrêt par défaut, etc.

Du 20 nov. 1821. — *Conr. roy. de Metz.*

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — ORDONNANCE DU JUGE.

L'opposition à un jugement rendu par défaut contre avoué, est nulle, si elle est formée autrement que par requête revêtue de l'ordonnance du juge (2).

(Eynard—C. Parrel). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 160 du Code de proc., l'opposition à un jugement par défaut doit être formée par requête, lorsqu'il y a avoué en cause; Attendu que cette requête doit être présentée au juge, et répondre d'un acte, et soit signifiée à la partie intéressée; — Attendu que cette formalité n'a pas été remplie, et qu'il ne peut pas exister de requête sans ordonnance du juge; qu'ainsi l'opposition, ou la prétendue opposition formée par la partie de Tailhand, est nulle; — Met le jugement dont est appel au néant; — Emendant, déclare l'opposition nulle et non recevable, etc.

Du 20 nov. 1821. — *Conr. roy. de Riom.* — 2^e ch. — Prés., M. Vernet. — Concl., M. Archon-Despérailles, av. gén. — Pl., MM. Allemand et Tailhand.

DATE CERTAINE. — DONATAIRE. — ENDOSSEMENT. — AYANT CAUSE.

Le donataire n'est pas payant cause du donateur dans le sens de l'art. 1322, Cod. civ. — Ainsi, on ne peut opposer au donataire des biens meubles présents et à venir, un endossement apposé par le donateur sur des obliga-

tions sous signature privée, endossement au moyen duquel le donateur aurait transporté à la personne qui y serait indiquée, la créance constatée par ces obligations (3).

(Lagarde—C. Faydel et Marconicé). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la dame de Faydel est donataire des biens meubles et immeubles présents et à venir du sieur Marconicé, par l'acte du 17 février; qu'ayant opté pour les biens présents et à venir, elle a un droit personnel, tiré de l'acte de donation, pour requérir tous les actes qui peuvent avoir été faits par le donateur à son préjudice; qu'ainsi la dame Faydel est un véritable tiers à l'égard du sieur Marconicé; — Attendu que le prétendu endossement n'est mis que sur des obligations simples qui n'en sont pas susceptibles; qu'un acte régulier de cession devrait avoir une date authentique avant la donation; que non-seulement on n'a rien établi qui puisse justifier que le prétendu transport fût antérieur à la donation, mais qu'encore toutes les circonstances de la cause tendent à établir que ce n'est que pour diminuer l'émolument de la donation que ledit Marconicé a fait le transport des obligations, surtout lorsqu'on voit que la demoiselle Lagarde n'a dénaté les effets que dans le mois d'oct. 1817; que ledit Marconicé avait fait plusieurs actes autres d'aliénation qui ont été déjà annulés par la Cour, et qu'à cette époque il avait existé un procès entre Marconicé et sa donatrice, et que ledit Marconicé avait été condamné envers elle à des dommages-intérêts; que la demoiselle Lagarde a même convenu qu'elle n'avait pas fait les fonds, mais que c'était un dou du sieur Marconicé; qu'elle n'a pas même affirmé qu'il n'y eût pas antériorité et précisé l'époque à laquelle les effets furent remis; — Que, dans cet état, le tribunal a pu appliquer à l'endossement dont s'agit les dispositions de l'art. 1328, et déclarer que ledits billets font partie de la donation faite à la dame de Faydel... — Met l'appel au néant; ordonne, etc.

Du 22 nov. 1821. — *Conr. roy. d'Agén.* — 1^{re} ch.

— Prés., M. Bergogé. — Concl., M. Lébé, av. gén. — Pl., MM. Dayrie, Burgère, Capuran et Labie.

COUR DES PAIRS. — PEINES. — MODÉRATION. La Cour des pairs, tout en reconnaissant un accusé coupable d'un crime prévu par le Code pénal, a le pouvoir de modérer les peines portées par ce Code.

Lorsque la majorité numérique des suffrages qui se prononcent pour la peine la plus sévère, ne s'élève pas jusqu'aux cinq huitièmes, la Cour des pairs adopte l'opinion la moins sévère et applique la peine la moins rigoureuse (4).

(Conspiration de 1820—*aff. Mazzini*). — ARRÊT.

LA COUR DES PAIRS; — Vu l'arrêt du 21 fevr. dernier, ensemble l'acte d'accusation dressé en conséquence contre Antoine Mazan et autres; — Vu pareillement l'arrêt du 16 juill. der-

trier, Cass. 30 janv. 1827; 21 juill. 1830; Bordeaux, 19 nov. 1836. — F. aussi Toullier, t. 10, add.

(4) F. Parrel du 16 juill. 1821 rendu par la Cour des Pairs sur la même accusation de conspiration, et par lequel la Cour, en jugeant les accusés alors présents et ceux régulièrement constitués en état de contumace, avait décidé qu'il serait procédé séparément contre l'accusé qui a été l'objet de l'arrêt ci-dessus, et qui, d'abord contumax, avait été arrêté au moment où la Cour allait statuer sur le sort de ses coaccusés.

(1) F. conf., Turin, 1^{er} mai 1812; Paris, 22 mai 1813; Bourges, 15 juill. 1817, et les autres. F. aussi notre *Jurisp. du XIX^e siècle* (Tabl. decc.), 1831-1840, v^o Arbitrage, n^o 43 et 50.

(2) F. sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt de la même Cour du 3 mai 1816.

(3) La question est controversée. F. dans le sens de la décision ci-dessus, Nîmes, 11 fév. 1822; Nancy, 14 fév. 1828; Angers, 20 fév. 1829; Bordeaux, 30 mars 1829; Grenoble, 9 mai 1833. — F. aussi Poitiers, des *Obligations*, n^o 743; Coulon, *Quest. de dr.*, t. 2, p. 457. — Mais voy. en sens con-

nier; — Ou les témoins en leurs dépositions; — Ou le procureur général en ses dires et réquisitions, lesquelles réquisitions par lui déposées sur le bureau de la Cour, sont ainsi conçues; — Ou pareillement l'accusé en ses moyens de défense et ses défenseurs en leurs plaidoiries; — Attendu qu'Antoine Maziau est convaincu d'avoir fait une proposition non agréée de complot, dont le but était de détruire ou changer le gouvernement ou l'ordre de succession au trône, et d'exciter les citoyens et habitants à s'armer contre l'autorité royale; — Le déclare coupable du crime prévu par l'art. 90 du Code pénal, lequel est ainsi conçu: « S'il n'y a pas eu de complot arrêté, mais une proposition faite et non agréée d'en former un pour arriver au crime mentionné dans l'art. 86, celui qui aura fait une telle proposition, sera puni de la réclusion. L'auteur de toute proposition non agréée, tendant à l'un des crimes énoncés dans l'art. 87, sera puni du bannissement »; — Et néanmoins attendu que la majorité des membres de la Cour qui a voté contre lui l'application des peines portées en l'art. 90 du Code pén., et ce, dans la conviction où elle est, qu'il n'appartient pas à la Cour d'appliquer des peines qui ne sont pas celles prononcées par la loi contre le fait incriminé, ne forment pas la majorité des cinq huitièmes, adoptée jusqu'à ce jour dans les jugemens rendus par la Cour, l'obligation de choisir entre deux opinions dont aucune n'a pu obtenir la majorité requise, entraîne la nécessité d'adopter l'opinion la moins sévère, et que cette opinion est qu'il y a lieu d'appliquer seulement audit Maziau la peine de l'emprisonnement; — Le condamne à cinq années d'emprisonnement; — Le condamne pareillement aux dépens, dont la liquidation pour la portion qui doit être à sa charge, sera faite conformément à la loi; — Ordonne que le présent arrêt, prononcé en audience publique, en présence du condamné et de ses défenseurs, sera exécuté à la diligence du procureur général, imprimé, publié et affiché partout où besoin sera, etc.

Du 24 nov. 1821. — Cour des pairs. — Prés. M. le chancelier Dalmbray. — Cons. : M. de Peyronnel, av. gén. — Pl., MM. Odilon Barrot et Berville.

MISE EN JUGEMENT. — GARDE FORESTIER. — OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE.

Du 24 nov. 1821 (aff. Watilhoue). — Ordonn. en cons. d'Etat. — V. *supra*, à la date du 24 oct. 1821.

COPROPRIÉTÉ. — ETAGE. — CONSTRUCTION.

Le propriétaire du troisième étage d'une maison n'a pas la faculté d'élever un quatrième étage, lorsque cet exhaussement pourrait produire une surcharge et par conséquent porter préjudice aux copropriétaires de la maison (1).

(Labbe — C. Piraud.) — ARRÊT.

LA COUR: Considérant qu'il est de principe consacré de nouveau par l'art. 1839 du Code civ., qu'un communisme ne peut faire aucun changement, aucune innovation à la chose commune, sans le consentement de l'autre communisme; qu'il est constant que la demoiselle Labbe (pro-

priétaire du troisième étage) a innové la chose commune en perçant le toit de la maison dont il s'agit, en exhaussant le mur de refend, en élevant une nouvelle cheminée, et en apportant un changement à la partie supérieure de l'escalier; que ces innovations ne seraient pas les seules dont les mariés Piraud (propriétaires des étages inférieurs) auraient à se plaindre si les projets de la demoiselle Labbe s'accomplissaient, dès que cette dernière a manifesté la prétention de faire exhausser les autres murs de ladite maison et une partie du toit pour se procurer un quatrième étage; qu'il résulte du rapport d'expert que toutes ces innovations seraient nuisibles ou préjudiciables aux mariés Piraud; qu'elles seraient même dangereuses, notamment à cause de l'état des murs de la maison, etc.

Du 27 nov. 1821. — Cour roy. de Grenoble.

FONDS DE COMMERCE. — VENTE.

Celui qui vend à un tiers son fonds de boutique ou de magasin, ses agrès et ustensiles, et qui recommande ce tiers à ses correspondans comme son successeur, s'interdit par cela même d'exercer à l'avenir un commerce du même genre, dans le même lieu, encore qu'il n'y ait pas eu de sa part renonciation expresse.

(Mercier — C. Michel.)

Le 2 août 1821, jugement du tribunal de première instance de Vouziers, qui statue en ces termes: « Considérant qu'il est constant entre les parties, que, le 19 nov. 1819, Michel et sa femme ont vendu à Mercier la totalité des marchandises composant leur commerce de quincaillerie, détaillées dans un inventaire estimatif amiablement fait entre les parties, ensemble leurs cheval, voiture, caisses, toiles et autres objets en dépendant, pour en jouir à compter dudit jour, et moyennant la somme de 6,189 fr. en principal, dont 4,225 fr. ont été payés, partie.... etc.; — Considérant que Michel a vendu publiquement son mobilier devant notaire, en janv. 1820, et qu'il a fait annoncer et afficher, aussi publiquement, la vente de sa maison et jardin; — Considérant que, suivant une lettre du 22 mars 1819, écrite tant par Mercier que par Michel au sieur Hazenclewer, négociant en Allemagne, il est constaté que Michel s'était retiré du commerce, et que Mercier était son successeur; que cette lettre, dont la dernière page est écrite et signée par Michel, contient une demande assez considérable de marchandises et que ce dernier déclare que Mercier mérite la confiance de ce négociant, et qu'en le servant bien, ils feront des affaires ensemble; — Considérant que les faits et conventions ci-dessus exprimés ont été formellement avoués et reconnus par Michel en personne, à l'exception cependant des faits consignés dans la lettre susdite, qui ont été niés par Michel, avant la représentation de cette lettre; — Considérant qu'à un moment où cette lettre fut mise sous les yeux de Michel, il est convenu et a déclaré avoir, en effet, écrit et signé la quatrième et dernière page de cette lettre; — Considérant que de tous ces faits il résulte évidemment que Michel et sa femme ont renoncé à former un nouveau débit ou à remonter un commerce de

(1) La Cour de Grenoble qui a rendu l'arrêt ci-dessus, s'est prononcée encore dans le même sens par deux nouveaux arrêts des 12 août 1828 et 15 juil. 1832 (Volume 1832). — Il est à remarquer que ces trois arrêts, tout en refusant au propriétaire supérieur le droit de faire construire un nouvel étage lorsque ce fait devrait causer une surcharge

dommageable à la propriété commune, adopte néanmoins le principe que la construction pourrait être faite s'il n'en devait résulter aucun préjudice pour les copropriétaires. C'est aussi ce qui a été jugé par la Cour royale de Paris, le 17 mars 1838 et par celle de Nîmes le 4 fév. 1840. F. ces arrêts et les notes qui les accompagnent.

quincaillerie, dans la ville de Vouziers, dont la population n'est que d'environ deux mille âmes ; — Considérant qu'en supposant que la renonciation n'ait point été expressément stipulée, il est de principe enseigné par Pothier (*Traité des Obligations*, n° 91 et 95), que l'on doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, que l'usage est d'une grande autorité sur ce point, qu'on sous-entend dans un contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles ne soient pas exprimées ; — Considérant que les conventions doivent s'exécuter de bonne foi, et qu'il est des conditions qui n'ont pas besoin d'être expliquées, parce que l'équité, la raison, l'usage, suppléent au silence des parties, et que l'on ne peut tolérer que l'un des contractans se soit ménagé la faculté de priver l'autre de tous les avantages que celui-ci doit naturellement attendre du marché ; — Considérant que ces principes se trouvent consacrés par les art. 1134, 1135, 1156 et 1160 du Code civil ; — Considérant que Michel et sa femme, en vendant ainsi leur fonds de boutique, sans réserve, leurs cheval, voiture, caisses, toiles et tout ce qui en faisait partie, ont nécessairement entendu cesser tout commerce et avoir pour successeur Mercier, qui a été leur gendre, et qu'il serait souverainement injuste que Michel et sa femme pussent remonter un fonds de boutique à côté de Mercier, qui serait exposé à des pertes considérables et dont le commerce deviendrait nécessairement nul ; — Considérant que Michel et sa femme, depuis plusieurs mois, ont établi et remonté le commerce de quincaillerie, dans la maison où se trouvait celui qui ils avaient cédé à Mercier ; que, par ce fait, ils ont contrevenu aux conventions bien entendues, faites entre eux et ledit Mercier ; qu'ainsi la demande de Mercier tendant à la cessation de ce commerce et à fins de dommages est bien fondée ; — Considérant, d'après ce qui précède, qu'il est inutile d'examiner la demande subsidiaire tendant à résilier les conventions et à remettre les parties dans l'état où elles étaient primitivement, tant parce que les choses ne sont plus entières qu'à cause des difficultés que cette résiliation entraînerait ; — Le tribunal fait défense à Michel et à sa femme de continuer le commerce de quincaillerie dans la ville de Vouziers, les condamne à 200 fr. de dommages-intérêts et aux dépens, etc. »

Appel par les époux Michel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — A confirmé le jugement, etc.

Du 27 nov. 1821. — Cour roy. de Metz. — Sect. civ. — Prés. M. Gérard d'Hannoucelles, p. p. — Pl., MM. Crousse et Doumaigat.

SURENCHÈRE. — CAUTION. — CAUTION SUPPLÉMENTAIRE.

La caution que tout surenchérisseur doit fournir, d'après les art. 2185, Cod. civ., et 832 et suivans, Cod. proc., doit, à peine de nullité, être offerte et dénommée dans l'acte de réquisition de mise aux enchères (1).

Le surenchérisseur ne peut adjoindre ou substi-

tuer une caution nouvelle à celle qu'il a désignée dans l'acte de réquisition de mise aux enchères, et cela hors des délais fixés par la loi pour surencherir (2).

(Jonin—C. Rumland.)—ARRÊT

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 2185 du Code civ., 832, 518 et suivans du Code de proc. civ., que la cautionnement matière de surenchère doit être à peine de nullité, offerte et dénommée dans l'acte de réquisition de mise aux enchères, et que la réception de cette caution est soumise aux mêmes justifications et formalités que celles des autres cautions ; qu'à cette première caution, ainsi offerte et dénommée, on ne peut valablement substituer ou adjoindre une autre, hors des délais fixés par la loi pour l'exercice de la faculté de surencherir ; — Que, dans l'espèce, Delabourerie ayant été offert par Rumland pour caution de la surenchère faite par ce dernier, le quarantième jour du délai, c'est dudit Delabourerie seul qu'il a pu être question de discuter la solvabilité ; que la présentation de Dumont faite par ledit Rumland, hors du délai légal, comme caution supplétive et subsidiaire, est irrégulière et nulle ; — Que non-seulement les formalités prescrites par la loi n'ont pas été remplies, pour la réception dudit Delabourerie comme caution de la surenchère de Rumland, mais que les titres produits depuis et jusqu'à ce jour par Delabourerie n'établissent pas sa solvabilité ; — Faisant droit sur l'appel interjeté par Junin, — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, — Emendant, etc.

Du 27 nov. 1821. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch. — Prés. M. Agier. — Concl. M. Jaubert, av. gén.

VENTE — ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — PROJET.

— EXÉCUTION. — SURETÉ NOUVELLE.

Lorsque dans un acte de vente sous seing privé il a été dit que l'acte ne serait qu'un simple projet tant qu'il ne serait pas revêtu de la forme authentique, la vente n'en doit pas moins être considérée comme parfaite et consommée, s'il y a eu exécution immédiate.

Le projet à exécuter ne peut, dans ce cas, s'entendre que de la formalité extrinsèque de l'acte et nullement de la vente elle-même, que dès lors il n'est plus au pouvoir d'aucune des parties d'annuler, en refusant de lui faire donner l'authenticité (3).

Le vendeur ne peut exiger de l'acquéreur des suretés autres que celles qu'il a demandées lors de la vente, alors surtout qu'il ne peut alléguer aucun changement qui ait altéré la fortune de ce dernier.

(Martin—C. M....)

La clause de l'acte de vente ou bail à rente sous seing privé, du 20 fev. 1811, qui donnait lieu au procès, était ainsi conçue : « Incessamment, et à la première réquisition verbale de l'une des parties, il sera passé acte par-devant notaire de ce bail à rente, et, jusqu'àudit acte public, le bail ne sera considéré que comme un projet de convention de bail, et ne sera, malgré toutes les jouissances contraires, censé parfait de la part de M.... ; au moyen de quoi le sieur Martin n'étant pas, jus-

qu'un délai déterminé, n'est pas résolu de plein droit ou inefficace à l'expiration de ce délai ; et, en conséquence, que le vendeur ne peut, sans avoir fait prononcer la résolution du contrat en justice, disposer de l'objet vendu en faveur d'un tiers acquéreur, sous peine de dommages-intérêts envers le premier acquéreur. F. Colmar, 13 janv. 1813. — V. toutefois, au sens contraire, Toulouse, 19 août 1806.

(1) V. conf., Cass. 4 janv. 1809, et les autorités nombreuses indiquées à la note.

(2) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 2153. — V. au sens contraire, Persil, *Comment.* sur la loi du 2 juin 1841, p. 370, n. 450.

(3) Il a été jugé pareillement qu'une vente faite sous la condition qu'il en serait passé acte public dans

qu'à ce, propriétaire incommutable des objets arrentés, il ne pourra, en aucune manière, les aliéner, affecter et hypothéquer au profit de qui que ce soit; et l'aliénation qu'il en ferait serait nulle comme celle de la chose d'autrui. »

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après l'art. 1582 du Code civ., la vente peut être faite par acte sous signatures privées, aussi bien que par acte authentique; — Que, suivant l'art. 1583, elle est parfaite entre les parties, et la propriété acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé; — Que l'acte sous seing privé du 20 fév. 1811 contient convention précise et formelle sur la chose et le prix; que le plus il y a eu délivrance et tradition réelle de la chose; — Qu'en vain on prétend que cet acte, parce qu'il dit, n'est qu'un simple projet jusqu'à ce qu'il soit converti en acte authentique: qu'en effet, ce mot *projet* et toutes les protestations dont il est accompagné sont trop inconciliables avec la nature de la vente actuelle, vente consommée et exécutée depuis dix ans, pour qu'il ne soit pas évident pour tout le monde que, s'il reste un projet à exécuter, cela ne peut s'entendre, puisque tout est consommé quant à la vente, que de la formalité extrinsèque de l'acte, formalité sans laquelle il lui manque la force exécutoire; — Considérant que la clause de passer contrat, qui lie également les deux parties, est tellement obligatoire, qu'elle ne laisse ni à l'une ni à l'autre, le faculté de s'en jouer; que Martin a satisfait autant qu'il était en lui à cette obligation par la sommation qu'il a faite à son vendeur, le 5 mars 1819, de se trouver chez un notaire à l'effet d'y passer contrat; que, dès lors, la stipulation portant que, jusqu'à l'acte authentique, la vente ne sera considérée que comme un simple projet, tombe d'elle-même, parce que l'accomplissement de la condition ne pouvait pas dépendre de la volonté d'une seule des parties, et qu'elle est réputée accomplie suivant l'art. 1178 du Code civ., quand c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement; — Considérant que le vendeur a limité lui-même dans l'acte dont il s'agit la garantie qu'il voulait, aux privilèges et hypothèques qu'il a stipulés, et qu'il ne lui est pas libre d'empirer la condition de son acquéreur, surtout quand il ne rapporte pas la preuve que celui-ci soit tombé en état de faillite ni de déconfiture, depuis la vente dont il s'agit, ni même auparavant; — Declare, etc.

(1) Dès qu'il par ordonn. du 14 nov. 1821 (aff. *Jegou Laroche*), il avait été jugé, dans un sens analogue, que les tribunaux sont incompétents pour prononcer sur la demande en révision de comptes formée par un receveur particulier contre un receveur général. — Ces deux solutions reposent sur ce double principe, que les demandes en révision de compte doivent être portées, comme le règlement du compte lui-même, devant le ministre des finances, et que le jugement de toute contestation entre comptables publics, est étranger à la compétence des tribunaux. V. sur le premier point, l'ordonnance du 19 mars 1820 (aff. *Georget*); sur le second, l'ord. du 24 mars 1820 (aff. *Puyot*), et nos observations.

(2) La jurisprudence et la doctrine se sont prononcées dans le même sens. V. la note sur un arrêt de Nîmes du 17 août 1807. — Il en est de même de plusieurs autres arrêts en sens contraire. V. outre celui de Nîmes, qui vient d'être cité, un arrêt du Bruxelles du 5 juil. 1810.

(3) Le droit du débiteur ne se bornerait pas dans ce cas à demander la nullité de l'emprisonnement;

Du 28 nov. 1821. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Bouquerot de Voligny. — Concl., M. Pascaud, av. gén. — Pl., MM. Mayet-Genétry et Devaux.

COMPTABLES PUBLICS. — COMPTES. — RÉVISION. — COMPÉTENCE.

C'est au ministre des finances, et non aux tribunaux, qu'il appartient de statuer sur une demande en révision de comptes formée par un receveur contre un receveur particulier (1).

(Imbert — C. Saint-Paul.)

Du 28 nov. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., M. Jousselin.

ORDRE. — APPEL. — GRIEF.

Un acte d'appel d'un jugement d'ordre n'est pas nul par cela seul qu'il ne contient pas l'énonciation des griefs. (Cod. proc., 763.) (2)

(Billaudel — C. veuve Briancourt.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la déduction des griefs dans l'acte d'appel n'est point prescrite, à peine de nullité, par l'art. 763 du Code de proc.; — Sans arrêter à la fin de non-recevoir, etc.

Du 29 nov. 1821. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Honnoucelles, p. p. — Concl., M. Pyrot, av. gén. — Pl., MM. Oulif et Parant.

EMPRISONNEMENT. — RÉFÈRE. — NULLITÉ.

Le débiteur menacé, avant la clôture du procès-verbal de son arrestation, a demandé qu'il en fût rejeté au président du tribunal, peut demander la nullité de son emprisonnement, lorsque l'huissier a refusé de le conduire devant le magistrat (3).

(Figeol-Fleury — C. Yr et comp.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'en assujettissant le débiteur à la peine rigoureuse de la contrainte par corps, le législateur a voulu lui ménager tous les moyens qu'il pourrait avoir pour conserver sa liberté; qu'il a ordonné (art. 788 du Code de proc. civ.) que si le débiteur requerrait qu'il en fût référé, il fût aussitôt conduit devant le président du tribunal de première instance du lieu où l'arrestation aurait été faite, lequel statuerait en état de référé; — Que dans le cas où sa réclamation serait rejetée, il lui a donné le droit de demander la nullité de son emprisonnement; — Considérant qu'il est constant au procès que Figeol-Fleury a demandé, avant la clôture du procès-verbal de son arrestation, qu'il en fût référé au président du tribunal, et qu'en refusant de le conduire devant ce magis-

tr il pourrait encore réclamer des dommages-intérêts contre l'huissier qui aurait refusé de le conduire en référé (voy. Delaporte, t. 2, p. 360 et 361; Carré, *Lois de la proc.*, quest. 2677; Coin-Delisle, sur l'art. 2069, Code civ., n° 52; il y a plus, l'huissier peut, d'après la loi du 17 avril 1822, art. 22, être condamné à une amende de 1000 francs. — M. Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. 2, n° 1518, va même jusqu'à dire que l'huissier qui se refuserait à conduire le débiteur devant le juge des référés, ou ne ferait point mention de la réquisition du débiteur, se rendrait coupable de faux. Mais, comme le fait remarquer Carré, *loc. cit.*, au mot, cette opinion est inadmissible en présence des art. 146 et 147 du Code pén., qui n'attachent le caractère de faux qu'à un acte positif du fonctionnaire qui dénature la substance d'un acte, en écrivant autre chose que ce qu'il doit, en constatant comme vrais ou comme avoués des faits qui ne le seraient pas, ou ajoutant ou altérant des clauses. Or, l'omission dont il s'agit ici, laquelle préjudiciable qu'on puisse la supposer, ne rentre dans aucune de ces catégories.

tral, on a usé, à son égard, d'une rigueur que la loi condamne : — Considérant que la Cour doit aux principes de déclarer irrégulier et nul l'emprisonnement du sieur Flageol-Fleury ; — A mis l'appellation et le jugement au néant, — Emeuand, etc.

Du 30 nov. 1821. — Cour roy. de Bourges.

APPEL.—DOMICILE.

Du 30 nov. 1821 (aff. Boileau—C. Houy). — Cour roy. d'Amiens. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 9 mars 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DÉSISTEMENT.—RÉSERVE.

Un désistement n'est valable et n'a effet qu'autant qu'il est pur et simple (1).

(Roudon—C. Charles).—ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'un désistement ne désintéresse celui à qui il est offert que quand il est pur et simple, et qu'il contient renonciation entière et complète à la prétention mal à propos élevée ; — Que, dans celui qu'il a fait signifier à Roudon, Charles se désistait seulement du commandement qu'il lui avait fait faire, et qu'il contenait au surplus toutes réserves, en sorte que le lendemain il rût pu recommencer l'action ; que Roudon a été fondé à prendre toutes les précautions que la loi lui indiquait pour assurer sa tranquillité ; — Met l'appel au néant, etc.

Du 1^{er} déc. 1821. — Cour roy. de Bourges.

BOISSONS.—DÉSISTANT.—PENSION.

Du 1^{er} déc. 1821 (aff. Clergé). — Cour royale d'Orléans. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 23 mai 1822, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

APPEL.—COPIE.—PARAPHENNAUX.

L'appel d'un jugement relatif aux biens paraphennaux d'une femme doit, à peine de nullité, être signifié par deux copies séparées au mari et à la femme. (Cod. civ., 1576.) (2)

(Chese—C. Barthoumyras et Bastie).

Du 2 déc. 1821. — Cour royale de Limoges.

RENTE VIAGÈRE.—DÉLAI.—JOUR.

Du 3 déc. 1821 (aff. Neuville). — Cour royale de Rouen. — V. cet arrêt infra, à la date du 15 déc. 1821.

LICITATION.—PARTAGE.

Du 3 déc. 1821 (aff. Turquis). — Cour royale de Nîmes. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 10 mai 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — SIGNATURE.

La mention faite par le notaire, que le testateur n'a pu signer, de re interpellé, n'équivaut pas à la mention expresse exigée par l'art. 973, Cod. civ., que le testateur a déclaré ne pouvoir signer. (Cod. civ., 973.) (3)

(Sarrazin—C. Sarrazin.)

8 août 1810, testament public par lequel la dame Mary, femme Sarrazin, lègue à son mari l'usufruit de ses biens, et à son fils aîné le quart en propriété, à titre de précept. Le testament se termine par ces mots : « La testatrice n'a pu

signer à cause de sa maladie, de ce interpellée. »

— Les frères pûnés du sieur Sarrazin, légataire du quart, ont demandé la nullité du testament. Ils ont dit qu'aux termes de l'art. 973 du Code civil, le testament devait contenir la mention expresse que le testateur a déclaré ne pouvoir signer ; qu'on voyait bien dans le testament de la dame Mary qu'elle avait été interpellée de répondre si elle pouvait signer, mais qu'on n'y voyait pas qu'elle eût répondu ; que l'interpellation ne supposait pas nécessairement la réponse ou déclaration ; que les art. 973 et 1001 exigeaient, à peine de nullité, la mention expresse de cette réponse ; que ces expressions indiquaient assez que des termes d'où la réponse pourrait s'induire ne suffiraient pas ; que dès lors le défaut de mention expresse de la déclaration de la testatrice devait faire prononcer la nullité du testament, conformément à l'art. 1001. — Si l'on décidait qu'un testament, qui ne mentionne pas expressément la déclaration du testateur, est valide, on détruirait une des formalités les plus essentielles que le législateur ait établies pour prévenir la fraude. En effet, rien ne constaterait que le testateur a vécu jusqu'au moment où le testament a été terminé, si, alors que le testateur n'aurait pas signé, on pouvait se dispenser de mentionner qu'il a déclaré ne le pouvoir.

23 mars 1820, jugement du tribunal d'Ussel qui annule le testament.—Appel.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'art. 973 du Code civil, relatif aux testaments reçus par des notaires, exige que tout testateur qui sait ou peut signer, signe son testament, et que, lorsqu'il ne sait ou ne peut signer, il en fasse la déclaration, déclaration dont il doit être fait, dans l'acte, une mention expresse, ainsi que de la cause qui empêche le testateur de signer ; — Attendu qu'il résulte de ces dispositions que c'est le testateur lui-même qui doit déclarer l'impossibilité où il est de signer, et que le notaire qui reçoit le testament n'a qualité que pour mentionner cette déclaration, et empêcher le testateur de signer ; — Attendu que le testament dont il s'agit au procès porte seulement : « La testatrice n'a pu signer à cause de sa maladie, de ce faire interpellée ; » qu'on voit bien dans cet énoncé que la testatrice n'a point signé l'acte, comme aussi la cause qui l'en a empêchée ; mais qu'on n'y trouve point, de la part de la testatrice elle-même, la déclaration qu'elle était dans l'impossibilité de signer ; que par conséquent l'énoncé de cette impossibilité a été non son propre fait, comme le veut la loi, mais celui du notaire qui a reçu le testament, et qui n'avait point qualité pour faire cette déclaration ; — Attendu enfin que rien ne saurait suppléer une déclaration qui doit émaner du testateur lui-même ; — Attendu, sous un autre rapport, qu'il faut, pour qu'un testament vaille, que le testateur ait vécu jusqu'à ce que le testament ait été parfait, et que le législateur a voulu que le testament porte avec lui la preuve de l'existence du testateur jusqu'au moment où l'acte a été terminé, puisqu'il a ordonné, relativement aux testaments reçus par des notaires, 1^o que le testament serait dit en entier par le testateur ; 2^o qu'après que le notaire l'aurait écrit sous cette dictée, ledit testament serait signé du testateur, ou que celui-ci déclarerait lui-

(1) V. dans ce sens, Turio, 8 juill. 1807, et la note ; Rennes, 16 fév. 1820.

(2) *Ibid.*, Limoges, 10 déc. 1821.

(3) V. conf., Limoges, 17 juin 1808 ; Caen, 11 VII —II^e PARTIE.

déc. 1822 ; Cass. 15 avril 1835 (Volume 1835). V. encore dans le même sens, Cass. 11 juiv. an 7, la note, et les autorités citées.— *Add.*, dans le sens de la solution ci-dessus, Coin-Delisle, *Comment. des donat. et test.*, sur l'art. 973, n^o 6.

même qu'il était impossible de signer; qu'il suit en effet de là que le testateur doit donner par lui-même la preuve de son existence jusqu'à la parfaite confection du testament, et qu'il doit manifester son existence à la fin de l'acte, ou en le signant, ou en déclarant qu'il ne peut signer; — Et attendu que dans l'espèce la testatrice n'a ni signé, ni déclaré qu'elle ne pouvait signer; que, par conséquent, elle n'a point donné la preuve de son existence exigée par la loi; — Met l'appel au néant, etc.

Du 4 déc. 1821. — Cour roy. de Limoges.

DIFFAMATION.—LETTRES.

La diffamation commise au préjudice d'une personne, par lettres adressées à un tiers et sans publicité, est passible des peines de simple police. (L. du 17 mai 1819, art. 20; Cod. pén., 471.) (1)

(Hiré—C. Wintzel.)

Du 4 déc. 1821.—Cour roy. de Colmar.

SAISIE IMMOBILIÈRE.—ADJUDICATION DÉFINITIVE.—NULLITÉ.—SUBROGATION.

Lorsque l'adjudication définitive intervenue sur une saisie a été annulée, les créanciers (autres que le poursuivant) ne peuvent recommencer une nouvelle saisie. Ils peuvent seulement demander à être subrogés aux droits du poursuivant, et requérir la fixation d'un jour pour une nouvelle adjudication (2).

(Georges—C. Barberet.)

Du 5 déc. 1821.—Cour roy. de Colmar.

CHANGEUR DE MONNAIE.—EFFET RÉGOCIABLE.—VOL.—REVENDEUR.

Le changeur de monnaies qui a escompté sur un endossement faux, un billet à ordre de la banque d'Angleterre, dit bank post bill, peut être tenu de la restitution du billet ou de sa valeur, envers le propriétaire auquel ce billet a été soustrait, et qui le revendique, alors surtout que le changeur, par défaut de tenue de registres, s'est mis hors d'état de justifier de la personne de son édictant. (Cod. civ., 1362, 1363 et 2219; Cod. comm., 8; Décret des 19-21-27 mai 1791, tit. 3, chap. 9, art. 1 et 5.) (3)

(Joseph—C. Barker.)

An mois de déc. 1819, un billet à ordre de la banque d'Angleterre, dit bank post bill, de la somme de 75 liv. sterl. est envoyé de Manchester à la dame Barker, à Paris. — Ce billet fut soustrait à la poste. — Ulérieurement, la dame B... parvient à découvrir que le bank post bill de 75 livres sterl. avait été négocié à l'aide d'un faux endossement passé en son nom à un inconnu du nom de Mery; qu'un moyen de cet endossement le billet avait circulé dans différentes maisons de commerce, tant en France qu'en Angleterre, et qu'enfin il était rentré à la banque, où il avait été payé sur l'acquit de la maison Whitmore Ago et comp., de Londres. — La dame B..., remontant par ce premier indice aux divers individus par les mains desquels ce billet avait passé, arrive aux

sieurs Fonid et Oppenheim, banquiers à Paris, qui, par la lettre du 13 mai, déclarent avoir acheté le bank post bill dont il s'agit d'un sieur J..., changeur de monnaie au Palais-Royal. — La dame B... s'adresse au sieur J..., lequel déclare ne pouvoir donner aucun renseignement sur l'individu nommé Mery, dont il paraissait que lui, J., aurait reçu le billet au moyen d'un endossement en blanc. Le sieur J..., auquel on demande la représentation des registres, soutient qu'il n'est pas obligé d'en tenir de ces sortes d'opérations, et qu'il n'est pas suffisamment constaté, au surplus, que le bank post bill qui lui est représenté lui ait été réellement négocié, ni qu'il l'ait revendu au sieur Fonid. — Par suite d'une plainte rendue devant le commissaire de police par la dame B..., pour raison du vol et du faux commis à son préjudice, le sieur J... est mandé devant M. le juge d'instruction. Il y est interrogé et confronté avec le sieur Fonid.

Le 30 août 1820, intervient une ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance de la Seine, qui statue en ces termes sur la plainte de la dame B... : « Vu les pièces du procès et l'instruction faite contre un inconnu inculpé de faux, et J... inculpé de complicité dudit faux; ensemble les conclusions du substitut de M. le procureur du roi, tendant à ce qu'il n'y ait lieu à suivre, quant à présent, sauf à la plaignante à se pourvoir à fins civiles; — Qui le rapport de M. le juge d'instruction, duquel il résulte qu'un ordre faux, supposé passé par la dame B..., Anglaise, de présent à Paris, à un sieur Mery, a été supposé sur un billet de la banque d'Angleterre dit bank post bill, de la somme de 75 liv. st., et qu'au moyen de ce faux ledit billet adressé de Manchester à la dame B..., et d'abord soustrait frauduleusement de la lettre qui le contenait, a été ensuite escompté au préjudice de ladite dame; — Attendu que s'il est établi au vu des J..., changeur au Palais-Royal, a acheté ce billet du prétendu Mery, il est constant qu'il n'est point l'auteur du faux, et il n'est pas suffisamment prouvé qu'il ait acheté ou vendu ensuite ledit billet avec connaissance du faux qui y existait. — Mais attendu que par les articles 1^{er} et 5 du décret du 19 mai 1791, chap. 9, tit. 3, les changeurs, distingués des marchands d'or et d'argent, sont tenus d'avoir un registre double, sur lequel ils doivent porter les articles de leur recette et les noms des propriétaires des espèces ou matières; que ledit J... n'a point de registres, et n'a pas fait l'insertion prescrite par la loi; que cette infraction, à laquelle aucune peine n'est infligée, paraît devoir donner lieu à une action en dommages-intérêts; — Por ces motifs, déclare n'y avoir lieu à poursuivre quant à présent par la voie extraordinaire; — Revoque la plaignante à se pourvoir à fins civiles, etc. »

La dame B. assigne en conséquence le sieur J. devant le tribunal civil de la Seine, pour se voir condamner à restituer la valeur du bank post bill, qu'il paraît avoir acheté d'un individu dont il ne peut justifier l'existence. — Cette action de la

(1) V. sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cassation du 20 juin 1817.

(2) Cela est évident : l'annulation du jugement d'adjudication ne faisant pas tomber la procédure antérieure, cette procédure subsiste et ne pourrait être recommencée sans grand préjudice pour la saisi et la masse des créanciers.

(3) Cela est conforme à ce qu'enseignait Bourjon dans l'ancien droit, l. 1, p. 145, n° 2 : « L'ef-

fet mobilier furtif peut être revendiqué même dans les mains de l'acquéreur de bonne foi, pourvu que la furtivité soit constatée. » V. aussi dans ce sens, Rouen, 14 janv. 1820; Paris, 13 janv. 1824; Trop- long, de la Prescription, t. 2, n° 1068. — Mais il y a plus de difficulté lorsqu'il s'agit d'une chose escomptée; on soutient qu'alors la partie lésée doit subir la peine de son imprudence. V. Cass. 20 mai 1835; Paris, 21 nov. 1835; Rouen, 10 mars 1836. V. aussi Conleau, Quest. de droit, t. 3, p. 64; Curasson, Comp. des juges de paix, l. 1, p. 209.

dame B. a été soutenue sous un double rapport : 1^o comme action en dommages-intérêts résultant du préjudice éprouvé par la demanderesse, par l'effet de la négligence du sieur J. à tenir des registres, ce à quoi il était obligé, comme commerçant, par l'art. 8 du Code de comm., et plus particulièrement comme changeur par le décret du 19 mai 1791 ; 2^o comme action en revendication fondée sur le second paragraphe de l'art. 2279 du Code civ., portant : « Celui qui a perdu, ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient. »

7 fév. 1821, jugement du tribunal civil de la Seine, par lequel :

« Attendu qu'un billet de la banque d'Angleterre de 75 liv. sterl., faisant, en francs, la somme 1875 fr. ou environ, sous la date du 25 déc. dernier, n^o 4230, ordre du sieur Stucks, passé à l'ordre de Charles-Mawson, et par ce dernier à l'ordre de la dame B., avait été adressé à cette dernière, place Vendôme, n^o 22 ; que ce billet, ayant été soustrait, a été passé à l'ordre d'un sieur Mery, a été négocié par le sieur J., à l'aide de la fausse signature B., et qu'il s'en est approprié le montant ; — Attendu d'ailleurs qu'il ne justifie pas de l'existence du sieur Mery ; qu'il est établi que J. ne tient pas registre de ses opérations, et qu'ainsi il n'a pas satisfait à la loi qui exige l'insertion de chacune de ses négociations, et notamment de celle dont il s'agit audit registre ; condamne le sieur J. à payer à la dame veuve B. la somme de 1875 fr. représentant 75 liv. sterl., avec intérêts à six pour cent, suivant la loi, etc. »

Appel par le sieur J. devant la Cour royale de Paris. — Les premiers juges, disaient pour l'appelant, ont regardé comme un fait constant l'achat et la vente du billet de banque dont il s'agit par le sieur J., encore bien que la signature de ce dernier n'ait paru en aucune manière sur le corps du billet, ni dans toute cette prétendue négociation. Rien ne prouve donc que le *bank post bill*, représenté par la dame B., ait réellement été escompté par le sieur J., et que celui-ci l'ait revendu au sieur Fould ; il est d'ailleurs possible que le sieur Fould ait acheté du sieur J., vers l'époque de la soustraction, un billet de 75 liv. sterl., autre cependant que celui dont la dame B. réclame le montant. Sous ce rapport l'action en revendication, intentée contre le sieur J. et accueillie par les premiers juges, n'était donc fondée que sur une supposition vague et dénuée des preuves d'identité que la loi exige de celui qui prétend qu'une chose lui a été volée, pour l'autoriser à revendiquer une chose pareille entre les mains d'un tiers. — Mais, continuait-on pour l'appelant, en supposant même ce fait de la négociation du billet prouvé au procès, ce n'était pas encore le cas de rendre le sieur J. responsable envers la dame B., à titre de dommages-intérêts, du vol de ce même billet et de la fausseté de la signature, au moyen de laquelle il aurait pu être négocié au sieur J. — D'abord l'ordonnance de la chambre du conseil du 30 août 1820, rendue sur la plainte de la dame B., a déclaré que si le sieur J. avait négocié le *bank post bill* dont il s'agit, il l'avait fait de bonne foi, sans avoir connaissance de la soustraction de ce billet et du faux qui y existait.

En second lieu, le défaut de tenue de registre, sur lequel les premiers juges ont motivé leur condamnation, n'était pas dans l'espèce une circonstance décisive, telle qu'elle dût faire peser sur le sieur J. la responsabilité d'un fait frauduleux au

quel il était entièrement étranger. Aux termes des art. 1 et 5, tit. 3, chap. 9 du décret du 19 mai 1791, les changeurs de monnaies sont à la vérité, tenus d'avoir un double registre, sur lequel ils doivent porter tous les articles de leur recette et les noms des propriétaires d'especes et matières ; ils y portent également les bordereaux des envois qu'ils font aux directeurs des monnaies ; à la fin de chaque année, ils envoient l'un de ces registres à la commission des monnaies, etc. Or, on voit que toutes ces formalités, imposées par un décret purement relatif à l'organisation des monnaies et à la surveillance et vérification du travail de la fabrication des especes d'or et d'argent, ne sont prescrites aux changeurs que dans leurs rapports avec l'administration des monnaies seulement, et qu'elles ne pourraient être invoquées que dans l'intérêt seul de cette même administration. En un mot, l'obligation imposée aux changeurs de garder sur leurs registres les noms des propriétaires des especes et matières ne pouvait s'appliquer en aucune manière au change ou aux négociations journalières qu'ils font à chaque instant, avec des particuliers, de billets de banque français ou étrangers, et dont le nombre est si considérable qu'il serait difficile de suffire à leur enregistrement. — Enfin, disait-on pour l'appelant, alors même que dans l'espèce le sieur J. aurait fait l'enregistrement auquel on le soutient obligé, la dame B. n'en eût pas été plus à portée de découvrir le véritable auteur de la soustraction dont elle se plaint, il est indubitable en effet, que l'individu, qui se serait présenté sous le nom vrai ou supposé de Mery, n'aurait pas manqué de fournir une fausse déclaration de sa qualité, de sa demeure ou de tous autres renseignements qui lui eussent été demandés. Le sieur J. n'eût pu transmettre au moyen de ses registres que ces mêmes renseignements tels qu'il les aurait reçus, et il est très certain qu'alors la dame B. n'en eût pas été plus avancée qu'elle ne l'est maintenant pour découvrir l'individu qu'elle cherche et dont le nom lui est connu, comme il l'aurait été au sieur J. lui-même, par le seul endossement qui existe au dos du billet. Ce n'est donc pas par le fait du sieur J. que la dame B. se trouve privée de recours contre le véritable auteur de la soustraction qui a eu lieu à son préjudice ; le sieur J. ne pouvait donc être condamné envers elle à aucune espèce de dommages-intérêts ni de restitution.

Pour la dame B. intimée, on répondait : — Le fait de la négociation du billet à ordre, *bank post bill* dont il s'agit, par le sieur J., est prouvé au procès d'une manière irréfutable. Ce fait résulte, 1^o de la déclaration du sieur Fould d'avoir acheté de J. le billet de banque soustrait à la dame B. ; 2^o de l'ordonnance de la chambre du conseil, rendue après une instruction préalable sur la plainte de la dame B., dans laquelle il a été constaté en fait que J. avait bien réellement acheté et revendu le billet dont il s'agit ; mais toutefois sans qu'il parût avoir en connaissance de la soustraction et du faux au moyen desquels on s'en était approprié le montant. — Ce fait de la négociation du billet une fois établi au procès, il en résulte que J. comme détenteur d'un objet volé, ou de la valeur de cet objet, dont il ne peut justifier l'origine entre ses mains, est nécessairement tenu envers le propriétaire qui se représente, de l'action en revendication autorisée par l'art. 2279 du Code civ. — A cet égard on citait pour exemple d'une application semblable de l'art. 2279 un arrêt de la Cour royale de Rouen du 14 janvier 1820. (V. à cette date.) — Mais, ajoutait-on pour l'intimée, ce qui dans l'espèce aggrave singulièrement la responsabilité du sieur

J. comme changeur ou comme commerçant, c'est que le sieur J. ne représente aucuns registres, et qu'il paraît n'avoir voulu prendre dans la négociation du billet dont il s'agit aucune des précautions dont la loi lui faisait un devoir. — Comme changeur de monnaies, le sieur J. était tenu d'avoir un double registre et d'y mentionner avec les noms des propriétaires des espèces ou matières, l'achat et la vente de toutes les valeurs négociables qui passent journellement entre ses mains: il est évident, d'ailleurs, que les dispositions du décret du 19 mai 1791, à cet égard, ne concernent pas seulement les changeurs dans leurs rapports avec l'administration des monnaies; mais qu'elles sont rendues aussi, comme beaucoup d'autres dispositions du même décret, dans l'intérêt général du commerce et dans celui des particuliers, qu'elles peuvent par conséquent être invoquées par ceux-ci. — Comme commerçant, et abstraction faite des dispositions spéciales du décret du 19 mai 1791, le sieur J. n'en était pas moins soumis à l'obligation de tenir des registres et d'y mentionner la négociation dont il s'agit. L'art. 8 du Code de commerce s'explique à cet égard dans des termes qui ne laissent la possibilité d'aucune équivoque. « Tout commerçant, y est-il dit, est tenu d'avoir un livre-journal qui présente jour par jour ses dettes actives et passives, les opérations de son commerce, ses négociations, acceptations ou endossements d'effets, et généralement tout ce qu'il reçoit et paie à quelque titre que ce soit. »

Par ces dispositions, ainsi que par celles du décret du 19 mai, le législateur a eu pour but de donner au commerce la plus grande garantie possible contre la fraude ou la mauvaise foi, dans la circulation rapide et journalière de toute espèce de valeurs négociables. Aucune peine n'est à la vérité explicitement attachée à l'observation des règles et formalités que prescrit la loi en cette matière; mais le commerçant, quel qu'il soit, qui se dispense de tenir des livres réguliers, offrant le tableau fidèle de ses opérations journalières, prend sur lui la responsabilité de toutes les négociations frauduleuses dans lesquelles il peut se trouver mêlé: au lieu de la bonne foi qui est ordinairement présumée avoir dirigé ses opérations, une présomption toute contraire s'élève contre lui; on peut lui reprocher comme une faute grave que la loi assimile au dol, sa négligence dans la tenue régulière de ses registres; on est fondé à croire que, sans cette même négligence, la fraude dont se plaignent des tiers n'aurait pu s'accomplir ou même qu'elle ne s'est pas opérée sans sa participation; on est en droit par conséquent, de lui demander la réparation du dommage occasionné par son propre fait ou seulement par sa propre négligence. — C'est donc vainement que le sieur J. allègue tout à la fois sa bonne foi dans la négociation dont il s'agit et l'insuffisance ou l'insécurité des renseignements qu'il aurait pu prendre sur la personne de laquelle il a acheté le *bank post bill* soustrait à la dame B... La dame B. à laquelle il ne peut représenter

des livres de commerce régulièrement tenus, n'est nullement obligée de l'en croire sur une simple allégation; et lorsqu'il prétend avoir été trompé lui-même par le prétendu porteur du billet, elle peut penser, jusqu'à preuve contraire, que ce porteur n'est qu'un être imaginaire que le sieur J. a mis en avant pour couvrir son propre dol. Tant que le sieur J. ne prouve pas, par la représentation de ses registres, qu'il a fait tout ce qui dépendait de lui, tout ce que la loi lui ordonnait pour prévenir tout soupçon de fraude de sa part: en un mot, tant qu'il ne justifie pas de l'existence de son cédant, il est à croire que le sieur J. n'est pas absolument étranger à la fraude commise au préjudice de la dame B., et conséquemment celle-ci est fondée à lui demander la restitution d'une valeur dont il a évidemment profité, au détriment du véritable propriétaire.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation et ce dont est appel au néant; ordonne que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 6 déc. 1821. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Pl., MM. Berville et Lemolne Devilleueneuve.

TESTAMENT — RÉVOCAION. — ACTE NUL. *Un testament par acte public, nul comme testament, ne peut avoir effet comme révocation notariée d'un testament antérieur, lorsque, dans les deux testaments, le testateur a institué le même héritier. — En ce cas, le second testament n'emporte pas révocation, en ce qu'il n'y a pas changement de volonté de la part du testateur. (Cod. civ., 1035) (1)*

(Pondeville — C. Graviil.)

19 therm. an 8, testament de François Graviil, par lequel, après avoir fait plusieurs legs particuliers, il lègue à Jean Graviil, son petit-neveu, tout ce dont la loi lui permet de disposer. — 24 brumaire an 13, second testament authentique de François Graviil, dans lequel il fait quel-ques changements à ses dispositions relatives aux legs particuliers, et il institue Joseph Graviil, son neveu, son légataire universel, à la charge par lui de transmettre son entière hérédité à Jean-François Graviil, son fils, institué héritier par le premier testament. Il déclare en outre, dans une dernière clause, qu'il entend révoquer et annuler toutes les précédentes dispositions qu'il pourrait avoir faites, voulant que ce dernier testament soit seul exécuté. — François Graviil est décédé sous l'empire du Code civil, ne laissant pour héritiers légitimes que des neveux, savoir: Joseph Graviil et les mineurs Pondeville, enfants de sa sœur.

Peu de temps après, décès de Joseph Graviil. — Ultérieurement, en 1816, demande en partage des biens de la succession de François Graviil, formée par les mineurs Pondeville. Jean-François Graviil produit le premier testament de son grand-oncle, qui l'institue légataire de la quotité disponible; il demande en conséquence que l'entière succession de François Graviil lui

(1) L'arrêt ci-dessus consacre dans ses motifs la doctrine que la nullité des dispositions contenues dans un testament, lorsqu'elle résulte d'un vice intrinsèque, par exemple de l'existence d'une substitution prohibée (ce dont il s'agissait dans l'espèce), et non d'un vice de forme, ne s'étend point aux legs pors et simples renfermés dans le même testament, soit à la clause portant révocation des testaments antérieurs. Cette doctrine qui paraît aujourd'hui incontestable, car elle repose sur la jurisprudence et sur l'opinion des auteurs (V. Bouen,

21 août 1812, et la note), est amené à cette conséquence, que la clause révocatoire contenue au second testament devait subsister et faire tomber le premier; mais la Cour de Nîmes a considéré que, dans l'espèce, le second testament contenant institution au profit de la même personne que le premier, il s'ensuivait qu'il n'y avait pas eu de changement de volonté quant à l'institution, et que dès lors la clause prétendue révocatoire, n'avait réellement pas ce caractère. — V. encore dans ce sens, Bourges, 16 janv. 1815.

soit attribuée, aux termes de l'art. 916 du Code civil, sous l'empire duquel est mort le testateur, et qui lui laissait la faculté de disposer de tous ses biens en faveur de son neveu, puisqu'il ne laissait pas d'héritiers en ligne directe.

Les mineurs Poudevigne ont produit le second testament de leur oncle. Ils ont prétendu que ce testament devait être déclaré nul quant à l'institution d'héritier, puisqu'il renfermait une substitution prohibée, mais qu'il devait être maintenu et recevoir son exécution quant à la clause révocatoire du premier testament. Ils concluaient, en conséquence, à ce que l'institution contenue dans le second testament étant déclarée nulle pour cause de substitution, et l'institution contenue dans le premier testament demeurant révoquée, il fût procédé au partage légal des biens de la succession.

François Gravil répondait que la nullité justement reprochée à l'institution contenue dans le second testament devait nécessairement entraîner celle du testament tout entier; qu'il serait bizarre et incohérent de le maintenir dans une de ses parties, lorsqu'il serait annulé dans l'autre; que ce serait blesser ce principe du droit, fondé sur la raison, qu'un acte nul ne peut produire aucun effet : *Quod nullum est nullum producit effectum*. Qu'au surplus, la clause révocatoire devait toujours être déclarée sans effet à son égard, puisqu'il était institué héritier dans le second testament comme dans le premier, et que, dès lors, il n'y avait pas eu changement de volonté à son égard de la part du testateur, et que ce n'est qu'un changement de volonté que l'art. 1033 attribue l'effet de révoquer un testament antérieur. Telle est l'opinion de M. Toullier, tom. 5, n° 634.

25 juin 1819, jugement du tribunal civil de Mende, qui déclare nul le second testament, à cause de la substitution qu'il renferme; déclare aussi sans effet la clause révocatoire y apposée; décide qu'aux termes de la disposition contenue dans le premier testament, et qui institue Jean-François Gravil héritier de la totalité disponible, celui-ci est héritier universel de son oncle; déboute en conséquence les enfants Poudevigne de leur demande en partage. — Les motifs de ce jugement portent en substance : — Que le testament du 24 brumaire de l'an 13 est nul, aux termes de l'art. 896 du Code civil, comme contenant une substitution prohibée; que le vice de nullité dont il est infecté dans cette partie doit s'étendre à toutes les dispositions qu'il renferme, et, par conséquent, à la clause révocatoire, qui doit rester sans effet, tout au moins en ce qui concerne Jean-François Gravil; qu'elle n'eût pu en produire contre celui-ci qu'autant qu'il serait prouvé par le reste du testament que François Gravil avait changé de volonté à son égard; qu'au lieu du changement de volonté exigé en pareil cas, il est constant, au contraire, qu'il n'a pas cessé de manifester celle de transmettre son hérité à son petit-neveu; que l'on doit croire qu'il a révoqué ses premières dispositions que dans la confiance où il était que les secondes seraient exécutées; c'est pourquoi, lorsque celles-ci sont annulées, les autres doivent être maintenues; qu'en matière de testament il faut essentiellement rechercher la volonté du testateur, et qu'il y aurait trop d'injustice à priver Jean-François Gravil de l'hérédité d'un oncle qui avait déclaré si solennellement, et à différentes reprises, sa volonté de l'avoir pour son héritier; que si la loi, sous l'empire de laquelle le testament a été fait, limitait la faculté de disposer, le Code civil, qui était en vigueur lorsque le testateur mourut, n'y

mettait pas de bornes, et n'en laissant ni ascendants ni descendants; que c'est d'après ce Code que la totalité disponible doit être réglée dans ce cas où François Gravil a institué Jean-François pour son héritier, « en tout ce dont la loi lui permettait de disposer »; d'où il résulte que celui-ci doit recueillir l'entière succession, à l'exclusion de ceux qui y eussent été appelés à défaut de dispositions de la part du défunt.

Appel de la part des enfants Poudevigne.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les premiers Juges ont érré, en pensant que la nullité de l'entier testament était une conséquence de l'application de l'art. 896 du Code civil, lequel atteignait seulement et annulait la disposition entachée de fideicommiss, et non le testament en lui-même; — Attendu que la clause révocatoire insérée dans le testament du 24 brum. est valable en la forme, en ce qu'elle est revêtue de toutes les formalités testamentaires prescrites par la loi; — Attendu que, par un premier testament du 19 therm. an 8, François Gravil nomma son héritier universel Jean-François Gravil, son petit-neveu et filleul, pour en jouir après le décès de la femme du testateur, à laquelle l'usufruit de tous ses biens était légué; que, par son second testament du 24 brumaire an 13, ledit François Gravil, après avoir assuré à sa femme, sa vie durant, la jouissance de tous ses biens meubles et immeubles, a institué son légataire universel Joseph Gravil, son neveu, à la charge par lui de transmettre son entière hérédité à Jean-François Gravil, son fils le même qui avait été institué dans le premier testament, dès qu'il aurait atteint sa majorité; que dans ce second testament a été ajoutée la clause révocatoire; — Attendu que, aux termes des art. 1033 et 1036 du Code civil, tout acte révocatoire d'un testament doit contenir déclaration de changement de volonté du testateur; que le second testament de François Gravil, au lieu de présenter un changement de volonté à l'égard de son petit-neveu Jean-François Gravil, est, au contraire, une confirmation de la volonté manifestée dans le premier testament d'assurer audit Jean-François Gravil l'hérédité du testateur; qu'en effet le second testament ne renferme qu'une légère modification à la première institution, puisque le même individu a été appelé à recueillir, à l'âge de sa majorité, l'hérédité qui devait lui être conservée et rendue par son père institué au premier degré, et par fideicommiss, pendant l'intervalle seulement de la mort du testateur à la majorité du substitué; qu'il est dès lors évident que le testateur a persisté dans l'intention de gratifier Jean-François Gravil, intention qu'il faut respecter et faire exécuter, nonobstant la clause révocatoire qui n'a pu être apposée par le testateur que conditionnellement, et pour le cas seulement où le second testament ne serait pas resté sans effet; ce qui a eu lieu contre l'intention du testateur, à raison de la substitution prohibée qui s'y trouve; — A mis et met l'appellation au néant; ordonne, etc.

Du 7 décembre 1821. — Cour roy. de Nîmes.

PÉREMPTION. — JUGEMENT DÉFINITIF. — — EAU (COURS N°). — PROVISION.

Un jugement rendu dans le cours d'une instance, et qui prononce définitivement sur un point en litige, n'est pas atteint par la péremption de l'instance principale (1).

(1) Le principe général est sujet à controverse. N. anal. en sens contraire, Toulouse, 12 déc. 1821, et la note.

Ainsi, la péremption d'une instance relative à la construction d'une digue sur un cours d'eau, n'entraîne pas la péremption du jugement qui, avant faire droit, a ordonné, à titre de provision, à l'une des parties, de rétablir les choses dans leur état primitif, sauf à statuer ultérieurement sur les frais de reconstruction.

(Arriver — C. Veuve Favre.)

Du 7 déc. 1821. — Cour roy. de Lyon.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — JONCTION. — OPPOSITION.

Le jugement qui statue sur le profit d'un défaut-joint, n'est pas susceptible d'opposition, et cela à l'égard de toutes parties, même à l'égard de celles qui, ayant déjà comparu lors du jugement de jonction, ont fait défaut pour la première fois, lors du second jugement. (Cod. proc. civ., 453.) (1)

(Houllin — C. Ferras et Langevin.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la disposition de l'art. 153 du Code de proc. est conçue en termes généraux ; — Que cet article prévoit le cas de deux ou plusieurs parties assignées, dont l'une fait défaut et l'autre comparait ; que, dans ce cas, après le jugement de défaut et joint, il est statué par un seul jugement qui n'est pas susceptible d'opposition ; — Que l'art. 153, quant à l'opposition, ne distingue point entre la partie qui a fait défaut et celle qui a comparu ; qu'ainsi, celle-ci ne peut pas plus que celle-là former opposition.

un jugement rendu après un jugement de défaut et joint ; — Que c'est même particulièrement contre la partie qui a d'abord comparu, que s'applique la dernière disposition de l'art. 153, puisque, d'après le principe général, rappelé par l'art. 165, opposition sur opposition ne vaut, la partie qui a fait défaut deux fois de suite est non recevable à former une opposition, et qu'ainsi cette dernière disposition eût été inutile, par rapport à la partie originairement défaillante ;

— Attendu d'autre part, que ce serait aller contre le vœu manifeste de l'art. 153 que d'admettre l'opposition de plusieurs parties qui la feraient prononcer contre deux parties, ce qui entraînerait des frais et des lenteurs que le législateur a voulu prévenir ; — Attendu enfin que les art. 157 et 165 ne s'appliquent qu'aux cas les plus ordinaires, ils ne sont relatifs qu'aux défauts prononcés entre deux parties (le demandeur et le défendeur) ; mais que l'art. 153 se rapporte aux défauts et joints, lorsqu'il existe plusieurs parties assignées, ce qui se rencontre dans l'espèce ; — Infirme, etc.

Du 8 décembre 1821. — Cour roy. de Rouen.

APPEL. — COPIE. — BIENS PARAPHERNAUX.

L'appel d'un jugement relatif aux biens paraphernaux d'une femme, doit, à peine de nullité, être signifié par deux copies séparées au mari et à la femme (2).

(Térier — C. Gorce.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'il doit être signifié au mari de copies d'exploit qu'il y a de parties en cause ayant des intérêts différens ; — Attendu que les biens pour lesquels la dame Gorce, né Térier

est en cause, sont des biens paraphernaux ; — Attendu qu'il suit de là qu'elle et son mari avaient, relativement à ces biens, des intérêts différens ; que, par conséquent, il devait être signifié des copies d'exploit et au mari et à la femme ; — Attendu néanmoins que l'exploit déclaratif d'appel de la part de Térier, en date du 2 oct. 1820, n'a été signifié qu'à la dame Gorce, née Térier, et point à son époux ; — Déclare l'appel nul, etc.

Du 10 déc. 1821. — Cour roy. de Limoges.

DÉLAISSEMENT MARITIME. — ASSURANCE. — INCENDIE. — PREUVE.

Il ne suffit pas que le capitaine d'un navire incendié ait constaté l'incendie des marchandises assurées, pour qu'il y ait lieu à délaissement de la part des assurés ; il faut que la cause de l'incendie soit exprimée dans le rapport du capitaine. — Si le procès-verbal ne constate pas la cause de l'incendie, c'est aux assurés à prouver que le feu a été le résultat d'un cas fortuit, et qu'il n'y a eu ni faute ni négligence de la part du capitaine. (Cod. comm., 269, 350.) (3)

(Didier — C. Assureurs du navire la Providence.) La dame veuve Didier et fils, et le sieur Cohen, négociants de Marseille, avaient fait assurer les marchandises chargées pour leur compte sur le navire portugais la Providence, capitaine Macédo.

Le 2 juill. 1816, et durant le voyage, le feu s'est manifesté à bord du navire, qui a été entièrement consumé.

Le 10 juillet suivant, le capitaine Macédo fait sa déclaration devant un juge du tribunal de commerce de Toulon, en ces termes : « Je naviguais sans aucun événement remarquable, avec des vents variables, sans avoir fait aucune relâche, le 2 juillet à une heure du matin (environ à trente milles des parages de Marseille (grand vent de nord-ouest et grosse mer). Je faisais mon quart accompagné du contre-maître, avec lequel je venais de boire de l'eau-de-vie que je lui avais envoyé prendre à la cambuse, quand un marin qui se trouvait sur la proue vint me prévenir qu'il sortait de la fumée du bâtiment, et que le feu était à bord. Je fis ouvrir les écoutilles, jeter de l'eau dans la cale qui était embrasée ; je feu avais son foyer au centre du bâtiment, mais voyant que tous mes efforts étaient superflus, qu'il n'y avait plus d'espérance, la flamme prenant le navire de l'avant à l'arrière, je dus songer à mon salut, ainsi qu'à celui de l'équipage ; je me jetai avec quatre marins dans le canot, les six autres s'emparèrent de la chaloupe, et, luttant contre le vent et la houle, après deux nuits et un jour, la chaloupe aborda au Cap-Sébat, le caot dans la rade de Brusc. » — Interrogé sur les causes de l'incendie, le capitaine répond les ignorer, dit qu'il ne peut même les concevoir. « Une heure après que nous fûmes dans les embarcations, dit-il, nous vîmes les flammes monter jusqu'au milieu des mâts, ce qui nous laissa sans espoir. »

En cet état de choses, la dame Didier et le sieur Cohen, assurés, ont notifié aux assureurs le délaissement, et réclamé le paiement de leurs marchandises.

absolument la même doctrine, et par les motifs sur lesquels est fondée la décision que nous rapportons ici. — V. cependant en sens contraires, même Cour, 5 fév. 1817. — Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt et les autorités qui y sont indiquées.

(3) V. sur ce point, la discussion qui a précédé l'arrêt ci-dessus, et les autorités nombreuses qui y sont citées et discutées.

(1) La jurisprudence paraît se fixer en ce sens. V. Rennes, 29 mai 1812 ; Riom, 21 juill. 1812, et les autorités en sens divers citées sous ces arrêts. Aider, dans le sens de la décision ci-dessus, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., t. 2, add. à la question 632.

(2) Un précédent arrêt émané encore de la Cour royale de Limoges, le 2 déc. 1821, avait consacré

Les assureurs ont répondu qu'en règle générale, les assureurs ne sont pas tenus des accidens survenus par la faute du capitaine ou de l'équipage, à moins qu'une clause expresse ne mette à leur charge la baraterie de patron (Cod. comm., art. 353) ; que c'est aux assurés à prouver que le sinistre n'a pas été causé par la fraude ou la faute du capitaine, que faute par eux de faire cette preuve, la présomption légale est contre le capitaine ; — Que, dans l'espèce, il est certain que le feu a détruit les marchandises assurées ; mais que loin de justifier que le feu a pris sans la faute du capitaine, ni celui-ci, ni les assurés n'indiquent la cause de l'incendie ; que, dès lors, il doit être considéré comme baraterie de patron ; qu'en conséquence, il n'y a pas lieu au délaissement.

15 nov. 1820, jugement du tribunal de commerce de Marseille, qui déclare qu'il n'y a pas lieu au délaissement, rejette la demande des assurés tendant au paiement de la valeur des marchandises assurées, et condamne les assurés à payer aux assureurs la prime stipulée par la police d'assurance.

Appel de la part des assurés. — Dans leur intérêt, on a dit : — En général, l'assuré n'est tenu de prouver que l'événement qui a produit le sinistre ; on ne peut exiger qu'il prouve la cause de l'événement. — Celui qui a fait assurer (dit le règlement d'Anvers, art. 1^{er}), est tenu de vérifier la perte par certificats, attestations, etc. — Le *Guidon de la mer*, chap. 3, art. 2, et chap. 7, art. 8, dit aussi : « L'assuré doit fournir attestation valable de la perte ou de la prise, contenant le lieu et l'heure. » — Le Code de commerce, art. 374, soumet l'assuré à signifier les notes justificatives de la perte ; mais il ne l'oblige point à justifier la cause de l'événement qui a produit la perte. — *Sufficit ensium probasse : quod si quis dicit culpam nauta casum evenisse, ille ipse quod hoc dicit probare debet.* Vinnius, ad leg. 3, § miratur, ff. *Naut. eausp.* — Jusqu'à preuve contraire, la présomption légale protège le capitaine et son équipage : *culpa verò, cum sit delictum et facti qui eum allegat probare tenetur. Est enim pro nauta præsumptio, quod fuerit peritus et diligens.* — Tous les auteurs sont unanimes sur ce point : Gimprecht de *legit. prob. ensium fortuiti*, § 7 ; Berthock et Cernow, *Promp. juris, v. Causa fortuitus*. — Valin et Emerigon tiennent le même langage : « Celui qui allègue la baraterie doit en rapporter la preuve d'une manière concluante. Dans le doute on ne la présume pas » (Emerigon, t. 1, p. 372). — « Si la partie adverse du maître, dit Valin, sur l'art. 9, tit. du capitaine, soutient que le cas fortuit est arrivé par sa faute, c'est à elle alors à le prouver ; parce que c'est une exception qui la rend demanderesse en cette partie. » — Avant ces auteurs, le *Guidon de la mer* avait dit aussi, ch. 8, art. 7 : « La charge des preuves tombe sur l'assureur, lequel n'est recevable en ses exceptions, sans les prouver. » Ainsi, les événemens de la navigation sont de droit présumés fatals ; il suffit à l'assuré de prouver l'événement, pour qu'il y ait présomption légale de fatalité ; la bonne foi et la vigilance du capitaine et de l'équipage, sont toujours présumées ; enfin, c'est à l'assureur qui excipe du dol, de l'impéritie ou de la négligence à en fournir la preuve : *reus excipiendo fit actor.* — Faut-il, pour un cas particulier celui de l'incendie, que les rôles soient chargés, que la présomption soit intervertie, que tous les principes du contrat d'assurances subissent une transmutation complète ? Cette prétention est également repoussée, et par la loi et par le contrat qui est aussi la loi des parties. L'art. 26 du titre des assurances de 1681 et

l'art. 350 du Code de comm. placent expressément le feu au rang des fortunes de mer. Ce cas n'est pas moins fatal que les autres. — Le législateur l'a mis absolument sur la même ligne, sans exiger d'autres conditions, ni d'autres preuves. — S'il en était autrement, au lieu de mettre à la charge des assureurs la responsabilité du feu d'une manière générale, qui embrasse tous les cas et exclut toute distinction, la loi eût établi des règles spéciales ; elle eût dit que les assureurs ne répondraient du feu, que lorsque l'assuré aurait prouvé qu'il provient d'une cause indépendante du fait des hommes du bord. — Mais le législateur n'a rien dit de pareil ; il a réuni le feu aux autres fortunes de mer, pour les soumettre toutes à une seule et même règle, et attacher à toutes indistinctement la même présomption de fatalité, et s'il n'est pas permis de distinguer où la loi ne le fait pas, encore moins peut-il être permis d'ajouter à ses dispositions d'autres dispositions contraires.

Les assureurs reponnent ces principes, en disant que le feu peut avoir deux causes, le cas fortuit et la faute du capitaine ; que lorsque l'incendie n'est pas causé par le feu du ciel ou celui de l'ennemi, il ne peut avoir pour cause que la faute ou la négligence du capitaine ou de l'équipage. — Mais le naufrage, répondent les assurés, l'échouement, l'abandon, la prise, tous les cas enfin, peuvent de même procéder de deux causes, et la loi ne distingue pas. — Exiger du capitaine l'indication des causes qui ont produit l'événement, c'est exiger plus que la loi ne veut ; le capitaine Macedo ignorait d'ailleurs cette cause, et à l'impossible nul n'est tenu. — Peut-on avec quelque fondement, dans le système des assureurs, assimiler l'événement du feu au jet, au changement forcé de route, de voyage ou de vaisseau ? Il existe au contraire, entre ces deux cas et le nôtre des différences radicales ; le jet, le changement forcé ne peuvent exister qu'avec le concours du fait de l'homme. Le capitaine alors ne peut refuser de faire connaître les motifs de sa détermination. Ces motifs doivent donc être consignés dans un procès-verbal inscrit sur le livre de bord. Il y a pour ces cas une question particulière dans la loi (art. 412 et 224 du Code de comm.). — Alors le capitaine est en faute, s'il n'expose pas la cause du jet ou du changement, parce qu'il ne peut les ignorer. Au contraire, dans le cas d'incendie, de naufrage, d'abordage, etc., les causes peuvent lui en être inconnues. Il n'est donc pas tenu d'en rendre compte. — Suivant les assureurs, il ne doit exister que deux causes fortuites de l'incendie : le feu du ciel et celui de l'ennemi ; si le capitaine ne peut assigner au feu ni l'une ni l'autre de ces causes, le feu cesse d'être de droit présumé fatal, il est au contraire présumé de droit procéder de sa faute. — C'est une erreur ; le feu peut avoir une multitude de causes qu'on ne peut déterminer d'une manière précise, et sur cette observation de la nature est précisément basée la présomption légale de la fatalité. — Les assureurs invoquent l'opinion de Targa, qui a cru pouvoir appliquer au contrat d'assurance, une présomption établie par la loi romaine en matière de location de maison, et qui n'a pas vu l'immense différence qui existait entre un navire soumis à l'action continuelle des éléments, et une maison formée de matériaux solides, entre le locataire d'une maison d'habitation et le chargier d'un navire marchand. — En un mot, cet auteur décide que bien que le cas d'incendie soit fatal comme tous les autres, on l'attribuait à quelque faute, quand il ne constatait pas de son origine. — Mais cette erreur de Targa n'a pas été partagée par tous les auteurs

de sa nation; et si Azuni s'est borné à le copier, l'adasseroni, n° 6, lit. 8, 5^e partie, a professé une doctrine directement contraire. Les assurés citent eux-mêmes Emerigon et justifient que l'opinion de cet auteur est conforme à leur système. Enfin, à la prétendue opinion contraire de MM. Pardessus et Loaré, les assurés opposent aux assureurs une consultation délibérée à Paris et signée de MM. Pardessus, Loaré, Confans et Tripiet, qui promet aux assurés le triomphe de leur système. — A tout événement les assurés demandent garantie contre le capitaine.

M. Bret, substitut du procureur général, a conclu en faveur des assureurs et il a reproduit leur système, en ces termes : « Ce sont les dangers et fortune de mer, et non ceux du terre que le contrat d'assurance prévoit et règle : *periculum navigationis*. Voilà l'élément de la cause. — Pendant la navigation, le navire a-t-il éprouvé des pertes plus ou moins considérables ? Il y a lieu à règlement d'avaries entre l'assuré et l'assureur, d'après les bases fixées par la loi. La perte est-elle totale ? Il n'y a plus de calcul à faire, les assureurs doivent payer toutes les valeurs portées dans le contrat, si cette perte provient de fortune de mer ou des dangers de la navigation. Et l'art. 27 de l'ordonnance, renouvelé par l'art. 538 du Code de comm., est conforme à la loi romaine, *Cod. de Naut. fan. Qui insupit in se periculum navigationis, suscipit periculum fortuna*, non culpa. — Mais pour pouvoir apprécier cette faute possible, ce fait personnel du capitaine ou des marins, il faut que l'assureur soit mis à portée de les connaître. Lui dites-vous que le feu a incendié le navire ! Que lui avez-vous appris par rapport à la distinction ci-dessus ? Est-ce un cas de force majeure, la foudre ou le feu d'un combat d'où vous voulez lui parler ? Ou bien une faute, une négligence de l'équipage qui a produit l'incendie ? — Le feu, sans distinction, est-il toujours cas fatal à la charge des assureurs ? Le feu n'est pas proprement une cause : les termes de la contestation qui nous occupent, c'est un effet. Voilà le navire qui brûle : et le navire détruit ne sont qu'une seule et même chose. L'origine, la cause en est ou dans la force majeure, ou dans la faute plus ou moins grave. — Faut-il donc rien distinguer dans cet événement terrible ? Puisque c'est en la main de Dieu, ou celle de l'homme qui a frappé, que je sache au moins par qui je suis victime; si je n'ai qu'à baisser une tête désolée, à qui la plainte n'est pas permise; ou si l'on m'est réservé de voir l'auteur du mal et de lui en demander compte ! — Oui, n'en dépeins aux doctes esprits qui se sont laissés entraîner par la généralité de la maxime *ubi lex non distinguit,...* puisqu'il y a ici deux causes possibles et légales à un même effet, nous devons les reconnaître et les distinguer. La raison nous l'apprend avant tout : suivons la nature des choses, les bonnes lois ne l'ont jamais blessée. — L'assureur est tenu des périls et fortunes de mer. Or, si le feu a pris au navire par cas fortuit, qu'on le dise à l'intéressé, autrement, comme sur terre, dans une maison habitée, ce n'est plus la loi maritime et spéciale, c'est le droit commun qu'il faut invoquer, c'est la présomption légale : *Plerumque incendia culpa fund habitantium* (art. 1735 du Code civ.) ; avec d'autant plus de raison, que le feu, plus que tout autre événement, peut avoir pour cause plutôt une faute qu'un cas fortuit, *Incendium sine culpa fieri non potest*. — Vid. Emerigon, t. 1, p. 433; Merlin, *Repert.*, v° *Police d'assurances*; Boucher, *Institution au droit maritime*; Azuni, *Dizionario della giurispr. merc.*, v° *Fuoco*, § 2; Baldasseroni, t. 2, p. 39. — Mais pour pouvoir ap-

pliquer l'une ou l'autre de ces deux règles, il faut que le fait soit expliqué par le capitaine. L'assuré est autorisé à lui demander compte par suite de la loi du mandat, et la loi étant commune entre l'assureur et l'assuré, celui-ci ayant le droit de vérifier si le capitaine a été négligent ou malheureux, l'assureur a le même droit, précisément parce qu'il ne répond pas de la baraterie du patron. — Il y a donc nécessité de ne pas prendre le mot à la lettre, et de distinguer la cause du feu; cette distinction étant dans l'esprit et les termes généraux de la loi, soit pour pouvoir vérifier si il y a eu baraterie, ce qui est un cas réservé, soit pour faire la preuve contraire du consulat, autorisée par l'art. 247 du Code de comm., soit encore pour satisfaire à l'art. 230 du même Code, qui ne décharge en entier le capitaine et les siens que par la preuve même de la force majeure. — Lorsqu'il y a perte du navire en mer, ou l'équipage a péri, ou il y a eu le bonheur de se sauver. — Dans le premier cas, la présomption légale est qu'il n'y a ni faute ni fraude à imputer au capitaine dans un événement dont il a été la victime. Dans le second, celui-ci doit faire son consulat, y énoncer le lieu, le temps de son départ, la route qu'il a tenue, les hasards de la navigation, les désordres arrivés dans le navire, et toutes les circonstances remarquables de son voyage. Tel est le vœu de l'art. 342 du Code de comm., d'accord avec l'ordonnance de la marine. — Lors donc qu'il y a eu naufrage et perte entière, la cause doit en être précisée. Si on l'attribue au feu, le capitaine doit déclarer si c'est le feu du ciel ou le feu de l'ennemi; car il ne peut méconnaître le fracas de la foudre ni les alarmes d'un combat; il doit même distinguer ces deux cas de force majeure, son obligation étant d'énoncer les hasards qu'il a courus, les désordres arrivés au navire, et toutes les circonstances remarquables du voyage; ce n'est qu'ainsi qu'il peut être déchargé de toute responsabilité (art. 230 du Code de comm.) F. Valin, art. 9, lit. du cap., t. 1, p. 373; Stymann, *Jurispr. marit.*, cap. 15, n. 345; Emerigon, t. 1, p. 573. — Dès que la nécessité du consulat ne peut être méconnue, il faut reconnaître aussi qu'il doit être circonstancié, et motivé d'une manière raisonnable et légale; s'il n'est pas motivé, tout rentre dans la faute du capitaine, à qui il était libre de dire ce qu'il voulait, et qui par son fait, a placé l'assureur dans cette position désespérée de ne pouvoir point faire la preuve contraire, que lui réserve cependant l'art. 247. — Dès lors la grande objection des assurés tombe en absurdité autant qu'en injustice. Ils renvoient les assureurs à la preuve contraire: mais sur quoi les assureurs peuvent-ils prouver qu'un coup de foudre n'a pas été entendu du rivage, qu'un pirate ne s'est pas approché de nuit et n'a pas fait feu sur le navire, qu'un boulet de canon n'est pas parti de tel et tel fort ? Et quand les assureurs auront fait consigner ces faits, qu'auront-ils prouvé ? Vous pourrez leur dire encore : ce n'est pas de ce feu qu'on a entendu parler. Il ne pourrait donc jamais être fait de preuve contraire. — Donc votre consulat n'en est pas un. Car, en même temps qu'il paraît avoir satisfait à la loi, il la paralyse, il détruit les droits respectifs. Par là il anéantit la convention. Ce résultat se lie à tous les principes généraux et aux dispositions particulières sur lesquelles nous raisonnons. En un mot, preuve contraire suppose une preuve première, une preuve antécédente. — Ainsi démentent sans application une foule de principes présentés par les assurés, ainsi il devient inutile de s'arrêter longtemps pour approfondir le véritable sens de l'opinion

d'Emerigon, l. 4, p. 453, qui, parlant du naufrage ou tout à fait, et du naufrage auquel le capitaine a survécu, veut que dans ce dernier cas le capitaine indique lui-même la cause et l'origine du feu qui aurait incendié son navire. — Tel est le droit rigoureux qui appartient à cette cause et qui doit ainsi entraîner la solution d'une question importante ou votre arrêt aura le rare avantage d'apporter le premier préjugé spécial. — Ici le ministère public discute les présomptions résultant des faits de la cause, et termine ainsi : — Y eût-il doute encore, il existe une règle générale d'interprétation, que notre ministère nous fait un devoir de rappeler ici. — M. Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. 2, p. 436, dit : « Lorsqu'il y a lieu à interprétation des clauses douteuses, cette interprétation dans le contrat à la grosse doit être faite contre celui qui court les risques, en faveur du propriétaire. L'application du même principe au contrat d'assurance conduit à une conséquence en apparence opposée. L'interprétation se fait en faveur de celui qui court les risques contre celui à qui appartiennent les objets exposés, en faveur de l'assureur contre l'assuré. Dans ce contrat, c'est l'assureur qui est l'obligé, le débiteur; l'assuré est créancier du droit de demander réparation de toutes les pertes et dommages qu'il éprouvera. — Cette règle, inutile à rappeler, donne plus de force au système des assureurs, que nous croyons celui de la justice et de la vérité. »

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant, 1^o que le contrat d'assurance est synallagmatique et produit des obligations réciproques ; — Que, dès lors, si l'assureur s'oblige envers l'assuré de le garantir et indemniser des fortunes de mer, prenant ainsi le péril sur soi et se chargeant de l'événement, il doit trouver les garanties les plus étendues et les plus positives, pour connaître si cet événement ne serait pas le résultat de la fraude ou de quelque faute ; — Que c'est dans ce but, que tout capitaine est tenu d'exposer dans son rapport, toutes les circonstances remarquables de son voyage, des hasards qu'il a courus, les désordres arrivés dans le navire (Code de comm., art. 242) ; — Que cette obligation lui est prescrite non-seulement dans l'intérêt de la navigation, mais par rapport encore à sa responsabilité, puisque cette responsabilité, qui s'applique même aux fautes légères, ne cesse que par la preuve d'obstacles de force majeure (Code de comm., art. 221 et 230) ; — Que la conséquence d'une telle obligation est d'exposer aussi les faits qui, dans son opinion, ont produit ou pu produire l'événement de force majeure, puisque la preuve des faits contraires est réservée aux parties (Code de comm., art. 247) ; — Que ces détails doivent avoir lieu, surtout lorsque le sinistre est l'événement du feu, puisque le feu qui incendie sur mer un navire peut provenir ou du ciel, ou de l'ennemi, ou d'une faute intérieure, ou du vice propre de la chose, et que dans ces alternatives, l'incertitude doit être d'autant plus éclairée ; — Qu'aussi Emerigon, dont la doctrine sur les assurances est d'un si grand poids, n'a-t-il décidé, tom. 1^{er}, pag. 433, « que si les gens ou parties des gens du navire brûlé se savent, ils doivent faire leur consolat et exposer la cause de l'incendie, » et cette expression *exposer*, ne présente pas seulement l'idée d'annoncer un événement, mais bien d'articuler des faits ou des probabilités, et dès qu'il n'est pas d'effet sans cause, on peut toujours assigner à celle-ci la réalité, ou au moins chercher à l'établir par des calculs, des inductions ou des conjectures ; — Qu'en effet, il serait trop dange-

reux d'admettre qu'un capitaine de navire aurait rempli son devoir et couvert sa responsabilité, en disant seulement que le feu a consumé son navire sans exposer aucunes circonstances, ni aucunes causes probables de l'origine de cet événement ; car, se créant à lui-même son titre de libération, il faut au moins que le capitaine indique l'événement de manière que l'existence du cas fortuit soit assez claire pour que la justice puisse le reconnaître : — Considérant, 2^o que le rapport du capitaine Macedo, vérifié par les gens de son équipage, constate seulement l'incendie du navire et du chargement ; qu'interrogé sur les causes, il a répondu les ignorer, qu'il ne peut même les concevoir, puisque la cale était fermée dans toutes ses parties, les écoutes bien fermées et couvertes de prélatz ; que cette ignorance absolue de la cause du feu n'étant ni dans les principes, ni dans la nature des choses, offre déjà un préjugé défavorable ; — Que Macedo n'ayant pu alléguer le feu du ciel, ni celui d'un ennemi, ni la faute d'un passager, puisqu'il n'en avait pas, n'ayant non plus signalé aucun fait extraordinaire, ni dans sa traversée, ni dans le moment de l'incendie, et les matières de son chargement n'étant pas susceptibles de s'embraser par leur pression, il ne reste que la vraisemblance de sa propre faute ou imprudence pour n'avoir pas surveillé dans son navire les accidents dont l'usage du feu est si susceptible ; — Il n'a pas même exprimé que le soir après le coucher de l'équipage, il avait fait sa ronde pour exercer la surveillance du père de famille ; — C'est par un marin couché vers la proue que le feu a été découvert, tandis qu'il se trouvait avec son contre-maître sur le tillac, il ne s'en était pas aperçu ; — Tantôt il a fait l'aven d'avoir envoyé prendre, pendant cette nuit, par le contre-maître de l'équipage à la bombe, et ensuite, dans un rapport particulier au consul de sa nation, il a retranché cette circonstance ; — Ce n'est point en disant que le feu lui a paru avoir son foyer à fond de cale au centre du bâtiment, malgré que les écoutes fussent bien fermées et couvertes de prélatz, que le capitaine a fait une déclaration satisfaisante, puisque dans la circonstance il s'agit d'apprécier la cause primitive de l'incendie et non le lieu où le foyer s'est établi ; — Que dans cet état du consulat, on ne peut le trouver suffisant aux yeux de la loi, ni à ceux de la raison, et qu'il ne peut dès lors former titre pour les assurés ; — Considérant, 3^o qu'en absence de toutes les circonstances dont on puisse induire une véritable fortune de mer, les assureurs ne sont pas responsables de l'incendie des facultés assurées, n'ayant point pris à leur charge la baraterie du patron, puisque cette clause n'existe pas dans leurs polices d'assurance ; — Que si l'art. 350 du Code de comm., par une locution générale, met le feu au nombre des risques, cet article n'a entendu parler que du feu qui serait arrivé par fortune de mer, ainsi que cela est indiqué par les doctrines de Locré et Pardessus, et non du feu qui aurait été occasionné par la faute ou l'imprudence des marins ; — Qu'ainsi le feu est un accident fatal ou ne l'est pas, selon la cause de son origine, et les circonstances exposées dans le rapport du capitaine ; — Considérant encore qu'en consultant la législation sur les risques du contrat à la grosse, qui sont les mêmes que ceux du contrat d'assurance, on voit par l'art. 324 du Code de commerce, qu'il ne suffit pas que les effets sur lesquels le prêt à la grosse a eu lieu soient entièrement perdus, pour devoir le prêteur, mais il faut aussi que la perte soit arrivée par cas fortuit ; — Ce cas fortuit doit être prouvé par celui qui allègue,

ou le rapport du capitaine doit fournir des détails ou des circonstances, qui puissent opérer la certitude, ou la conviction qu'aucune faute personnelle n'a amené l'événement; le délaissement fait par les assurés, d'après le rapport seul du capitaine Macedo, n'est donc pas fondé, et le jugement du 7 sept., qui les a déboutés de leur demande en paiement des sommes assurées, doit être confirmé;—Considérant, 4^e qu'eu moyen de ce, Oppermann, Mandrot et compagnie, n'ont rien à réclamer;—Considérant, 5^e que l'adjudication des primes que les assureurs ont obtenues, par le jugement du 15 oct., est légitime;—Considérant, 6^e que la dénégation du capitaine Macedo d'avoir relâché à Malaga, tandis qu'il en est convenu ensuite, et sa réticence sur toutes les causes auxquelles on puisse attribuer cet incendie, ont dû inspirer aux assureurs des imputations de fraude dont ils avaient fait un moyen en première instance, et que les expressions par eux employées n'ayant pas excédé les bornes d'une légitime défense, les réparations civiles que Macedo a demandées ont dû être rejetées;—Considérant, à l'égard de la garantie contre ledit Macedo, demandée subsidiairement devant la Cour par veuve Didier et fils et par Joseph Raphaël Coheu, que cette demande n'ayant pas été formée en première instance, est non recevable en l'état;—Met les diverses appellations au néant, ordonne que ce dont est appel tiendra et sortira son plein et entier effet, etc.

Du 10 déc. 1821. — Cour roy. d'Aliz.

1^o SÉPARATION DE CORPS. — PUISSANCE PATERNELLE. — ENFANS.

2^o CONSEIL DE FAMILLE. — MOTIFS

1^{er} Dans le cas de séparation de corps, il est laissé au pouvoir discrétionnaire des juges de décider auquel des deux époux les enfans doivent être confiés. — Ils peuvent être tous confiés à la mère, sans qu'en cela il y ait atteinte à la puissance paternelle. (Cod. civ., 302, 373 (1).)

2^e L'insertion des motifs n'est pas nécessaire à peine de nullité, dans l'avis du conseil de famille qui, dans le cas de séparation de corps, attribue à la mère, à l'exclusion du père, la garde des enfans. — On ne peut appliquer dans ce cas l'art. 447, qui veut que toute délibération du conseil de famille prononçant l'exclusion ou la destitution d'un tuteur, soit motivée. (Cod. civ., 302, 447.) (2)

(Ducayla — C. Ducayla.)

En 1812, mariage du sieur Ducayla avec la demoiselle Talon. — Deux enfans sont issus de cette union, Valentine, née en 1806, et Hugolin, né en 1812. — Un jugement du tribunal civil de Paris, du 6 mai 1818, confirmé par arrêt du 15 juin 1820, accueillit la demande en séparation de corps, formée par la dame Ducayla contre son mari, pour excès et injures graves. — Et quant au chef relatif à la remise des deux enfans, le tribunal, avant faire droit, ordonna la convocation du conseil de famille, à l'effet de donner son avis.

En exécution de ce jugement, le conseil de famille s'assembla, et la majorité fut d'avis de confier à la dame Ducayla, exclusivement, la garde de ses enfans et le soin de leur éducation.

(1) Une jurisprudence invariable a consacré le principe que le plus grand intérêt des enfans est la seule règle à suivre, en cette matière, par les tribunaux. *J. Cass.* 28 juin 1815; 24 mai 1821; 23 juin 1841; Montpellier, 1^{er} prair. an 13; Riom, 19 juin 1807; Bruxelles, 28 mars 1810; Caen, 4 août 1810; Rennes, 31 juill. 1811; Montpellier, 4

—Le père même de M. Ducayla fut du nombre de ceux qui émettent cet avis. — Il faut remarquer d'ailleurs que la délibération ne fait point mention des motifs de l'avis de plusieurs membres.

Le sieur Ducayla a demandé, par ce motif, la nullité de la délibération, par application de l'art. 447 du Code civil, qui prévoit un cas analogue; cet article porte : « Toute délibération du conseil de famille qui prononcera l'exclusion ou la destitution du tuteur, sera motivée, etc. »

22 mai 1821, jugement qui, sans avoir égard au moyen de nullité proposé, homologue la délibération du conseil de famille; en conséquence, ordonne que la dame Ducayla conservera la garde et l'éducation de ses enfans mineurs; ordonne néanmoins que, lorsque Hugolin Ducayla aura accompli sa onzième année, il sera placé dans un des collèges royaux de Paris, pour y achever ses études; et ordonne que les premier et quinze de chaque mois, la dame Ducayla sera tenue de faire conduire les deux enfans chez leur père. — Voici les motifs du jugement : — « Eu ce qui touche le moyen de nullité qu'oppose le comte Ducayla à la délibération du conseil de famille, lequel est pris de ce que la plupart des membres du conseil de famille n'auraient pas donné des motifs de leur avis, conformément aux dispositions de l'art. 447 du Code civil : — Attendu que la disposition de l'art. 447, qui exige que la délibération du conseil de famille soit motivée, est spéciale à la délibération qui prononcerait l'exclusion ou la destitution du tuteur; que cette formalité n'est pas d'ailleurs prescrite à peine de nullité; — Que, dans l'espèce, la délibération avait un tout autre objet; qu'il s'agissait d'avoir l'avis de la famille, sur le point contesté entre les deux époux de la garde de leurs enfans; que la préférence accordée à la mère sur le père pour la garde et l'éducation des enfans communs n'entraîne pas l'exclusion ou la destitution de la tutelle, et laisse subsister la puissance paternelle avec tous ses droits; — En ce qui touche le fond, attendu que la séparation de corps entraîne, comme le divorce l'entraîne, la nécessité d'enlever à l'un ou l'autre des époux la garde des enfans; que, vivant désormais éloignés l'un de l'autre, ils ne peuvent plus concourir à vequer tous deux aux mêmes soins et aux mêmes devoirs; que la justice, forcée de prononcer entre le père et la mère qui ont des droits égaux, n'a point à exclure, mais à opter, et que la préférence, pour être équitable, doit avoir pour base l'intérêt des enfans; qu'elle doit aussi prendre en considération les reproches dont est susceptible l'un des époux, et l'irréprochabilité de l'autre; qu'ainsi, sous ce second rapport, et sans oublier le premier, la loi, en l'art. 302 du Code, disposait que les enfans seraient confiés à l'époux qui aurait obtenu le divorce, à moins que le tribunal, sur la demande de la famille ou du ministère public d'ordonner, pour le plus grand avantage des enfans, que tous ou quelques-uns d'eux seraient confiés aux soins de l'autre époux, soit d'une tierce personne; que bien que cette disposition soit comprise au titre du Divorce, qui est aujourd'hui abrogé, le même principe paraît devoir s'appliquer au cas de la séparation de corps; que, dans

év. 1835, et les notes sur ces divers arrêts. — *Adde*, dans le sens de la solution ci-dessus, Marcadé, *Éléments du droit civil français*, sur l'art. 311, n^o 3 (tom. 2, p. 354).

(2) *J. anal.* dans le même sens, *Cass.* 17 nov. 1818.

l'espèce, le jugement du tribunal, du 6 mai 1818, ayant subordonné la décision ultérieure sur la garde des enfans au résultat d'une délibération d'un conseil de famille à provoquer à cet effet, il s'agit maintenant, non d'appliquer l'art. 302, mais d'apprécier le vœu de cette délibération, les droits du père ou de la mère à une préférence, et de rechercher surtout le véritable intérêt des deux enfans ; — Considérant que sur six membres du conseil de famille, quatre, au nombre desquels il faut compter la voix du propre père du comte Ducayla, ont été d'avis de confier à la mère, sa bru, exclusivement, la garde de ses enfans ; qu'un cinquième membre n'a modifié cette opinion que dans le seul point que, lorsque Hugolin Ducayla aurait atteint l'âge de dix ans, il réserverait de prendre une détermination ultérieure, selon les circonstances ; qu'enfin le sixième (M. le marquis de S...) a seul exprimé le vœu d'accorder au père, dès à présent, la garde et l'éducation de son fils ; — Que les parens, membres du conseil de famille, ont suffisamment exprimé et donné à entendre les motifs de leur avis ; — Qu'il est constant et souverainement jugé par l'arrêt du 15 juin 1820, que la comtesse Ducayla a obtenu la séparation de corps d'avec son mari, pour cause d'actes de violence et d'injures graves ; qu'il est aussi reconnu que la dame Ducayla est également irréprochable, au double titre d'épouse et de mère ; — Attendu, sous le rapport du plus grand intérêt des enfans, que le sexe et l'âge de Valentine Ducayla, parvenue à sa quatorzième année, lui rendent très précieux les soins de sa mère ; qu'Hugolin, qui n'est que dans sa neuvième année, et qui, dans l'avis du conseil de famille, est annoncé comme étant d'une complexion faible et délicate, paraît avoir besoin des soins maternels, surtout pendant encore deux ou trois ans ; — Attendu néanmoins que la garde des enfans attribuée à l'un des époux ne doit pas priver l'autre de surveiller leur entretien et leur éducation ; qu'il convient d'accorder autant que possible la rigoureuse nécessité de séparer les enfans du père, avec toutes les mesures propres à entretenir l'amour réciproque du père et des enfans, et à conserver les égards respectueux que ceux-ci lui doivent ; qu'il faut prévoir l'époque où il conviendrait de confier à l'institution publique l'éducation d'Hugolin, destinée par sa naissance et sa fortune à tenir un rang élevé dans la société. »

Appel par M. Ducayla.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant, en droit, que dans les contestations qui peuvent s'élever entre les époux séparés de corps, sur la garde et l'éducation des enfans, l'intérêt de ceux-ci est la règle souveraine de décision ; — Considérant, en fait, que l'avis presque unanime des parens convoqués par suite de la séparation a été que l'intérêt des enfans Ducayla était d'être confiés à leur mère ;

(1 et 2) Quelques auteurs anciens avaient pensé que, même dans le cas où l'héritier n'avait pas recours au bénéfice d'inventaire, il était indispensable de faire dresser un inventaire régulier de la succession pour former les demandes en réduction des donations, et arriver à compléter ou à réclamer sa réserve, et qu'ainsi, lorsque l'héritier s'était mis en possession de la succession, le défunt d'inventaire élevait contre lui une fin de non-recevoir à la demande qu'il formait de sa légitime. V. Brodeau sur Lottet, lett. I, somm. 7 ; Duplessis, des Test., ch. 1^{re}, sect. 3. — V. aussi Delvincourt, t. 2, p. 34, notes. — D'autres auteurs étaient d'un avis contraire. V. Ricard, part. 3, n° 994 et suiv. — Mais, sous l'empire du Code civil, on a admis assez générale-

ment que cet avis, ordonné par voie d'instruction, n'est point susceptible de l'application de l'art. 447 du Code ; qu'en surplus, les mesures réglées par la justice pour la garde et l'éducation des enfans ne peuvent porter aucune atteinte aux droits attribués au père par les dispositions du Code relatives à la puissance paternelle ; — A mis et met l'appellation et la sentence dont est appelé au néant ; en ordonnant, faisant droit au principal, et prononçant par jugement nouveau ; donne acte aux parties de la déclaration faite par celle d'Hennequin, de ce qu'elle consent que la partie de Gairal reste chargée de la garde de Valentine leur fille ; sans s'arrêter à la nullité demandée par la partie d'Hennequin de la délibération de parens, et ayant, au contraire égard à ladite délibération, ordonne que la partie de Gairal conserve la garde et l'administration des personnes de leurs deux enfans mineurs ; ordonne néanmoins que, lorsque Hugolin Ducayla aura commencé sa dixième année, il sera placé par sa mère dans l'un des collèges royaux de Paris, dont, jusqu'à l'âge de seize ans révolus, il ne pourra sortir et être remis à sa mère qu'en cas de maladie et pendant le temps des vacances scolaires ; ordonne pareillement que le père pourra voir son fils au collège toutes les fois qu'il le jugera convenable ; comme aussi que la partie de Gairal sera tenue de faire conduire Valentine Ducayla chez son père, toutes les fois qu'elle en aura été par lui requise ; condamne la partie d'Hennequin à payer celle de Gairal, pour sa portion contributive dans les dépenses d'entretien et d'éducation des enfans, une somme de deux mille francs par année, et ce par quartier et d'avance, à compter du jour de la demande en séparation ; ordonne, etc.

Du 11 décembre 1821. — Cour roy. de Paris.

RÉSERVE. — HÉRITIER. — INVENTAIRE.

L'héritier ne doit pas être privé du droit de demander la réduction des donations pour obtenir sa réserve, par cela seul qu'il n'a pas fait procéder à un inventaire (1).

Il en est ainsi surtout, lorsque dès le jour même du décès de son auteur, cet héritier a fait apposer les scelles et décrire les effets restés en évidence et non susceptibles de recevoir le scelle (2).

(Laurendeau et Delorme — C. Girault.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que la question de savoir si l'héritier doit être privé de sa légitime, à défaut par lui d'avoir fait procéder à un inventaire, a été quelque temps controversée ; — Qu'à l'appui de leur opinion, les auteurs qui soutenaient l'affirmative citaient un arrêt du parlement de Paris, rendu en 1598 ; — Que leurs adversaires opposaient un autre arrêt du même parlement d'une date plus récente, de 1671, qui a jugé que le défaut d'inventaire n'empêchait pas la distrac-

tion que le défunt d'inventaire ne peut ouvrir à l'héritier que dans le cas où il s'y joint quelque présomption de fraude. Or, cette fraude ne pouvait exister dans l'espèce ci-dessus, où il était démontré que l'héritier n'avait pas pris possession de la succession, et n'avait pu par conséquent en distraire aucun objet. On décide de même lorsqu'il est établi que l'héritier n'a rien trouvé dans la succession, ou qu'il n'y a trouvé que des immeubles. V. Cass. 14 avril 1829 ; Paris, 11 fév. 1825. — V. aussi Poithier, des Test., ch. 4, art. 2, § 5 ; Merlin, Répert., v° Légitime, sect. 5, § 5 ; Grenier, des Don., n° 591 ; Toullier, t. 5, n° 166 ; Coin-Delisle, des Donat., sur l'art. 921, n° 5.

tion de la légitime ; — Que si la Cour était appelée à prononcer sur le point de droit, elle aurait à prendre en grande considération le motif sur lequel Ricard, qui a traité la question, dit avoir fondé son avis, que la privation de la légitime est une peine ; qu'aucune loi ne la prononçant, il n'est pas permis aux tribunaux de la suppléer dans une matière aussi favorable où il s'agit d'une portion due aux enfans, et qui a son fondement dans la loi de nature ; — Considérant, au surplus, que la Cour n'a point à connaître des opinions diverses ; — Que les auteurs qui voulaient priver l'héritier de sa légitime raisonnaient dans l'hypothèse où cet héritier s'était emparé de la succession sans faire inventaire ; — Que cette doctrine, fût-elle avouée, serait ici sans application, parce que la dame Girault ne s'est point mise en possession de la succession de son mari ; — Qu'il est constant au procès que, dès le jour même du décès de celui-ci, elle a fait apposer les scellés sur les fermetures, et fait décrire les effets restés en évidence et non susceptibles de recevoir le scellé ; — Que le jugement de Montmorillon du 11 therm. an 10, ayant fait mainlevée de l'opposition fermée par les sieurs et dames Laurendeau et Delorme, l'autorisait à faire procéder à la levée ; qu'elle n'a pas voulu user de cette faculté ; qu'en définitive, les scellés sont restés et n'ont été levés que le 21 vent. an 11, à la requête des sieurs et dames Laurendeau et Delorme, la dame veuve Girault absente ; — Que, si elle n'a pas fait procéder à un inventaire, elle a pris, pour éloigner d'elle l'idée de spoliation, une précaution plus efficace que ne l'eût été l'inventaire qui, lui laissant plus de temps, lui eût aussi fourni plus de moyens pour exécuter ses dessein, si elle en eût eu de criminels ; — Considérant enfin qu'il résulte de ces faits que, si jamais il devenait nécessaire de constater les forces de la succession du sieur Girault, sa veuve en aurait préparé les moyens ; qu'elle aurait donné une force nouvelle à ceux qu'indique la loi, le droit de débattre l'état à fournir, le serment in litem à esiger, la commune renommée à consulter, etc. — A mis et met l'appellation au néant ; ordonne, etc.

Du 11 déc. 1821. — Cour roy. de Bourges.

ENQUÊTE. — CONTRE-ENQUÊTE. — DÉLAI. — LIEU.

Est radicalement nulle la contre-enquête qui n'a été commencée qu'après la signification de l'enquête ; et cela encore même que les juges qui ont ordonné l'enquête et la contre-enquête auraient déclaré qu'il avait été dans leur intention que celle-ci ne fût commencée qu'après la signification de celle-là. Le point de départ pour commencer la contre-enquête n'a pu être ainsi fixé, sans une violation manifeste de l'art. 256, d'après lequel la preuve contraire doit être commencée dans le délai fixé pour l'enquête.

(1) En ce qui concerne la solidarité de la dette alimentaire consacrée par l'arrêt ci-dessus, voy. les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour impériale de Colmar du 23 fév. 1813, et le résumé de doctrine et de jurisprudence qui y est joint. — Pour ce qui est relatif au concours des petits-enfans avec les enfans au paiement de la dette alimentaire, la solution ci-dessus s'écarterait, d'après Toullier, t. 2, n° 613, des principes de l'ancienne jurisprudence sous laquelle, dit cet auteur, « les petits enfans dont les père et mère étaient morts, n'étaient tenus de contribuer pour rien à nourrir leurs sieul ou bisieul, tant qu'il y avait des descendans d'un degré plus proche ; la représentation n'avait pas

Une contre-enquête faite ailleurs que sur le lieu contentieux, est nulle lorsqu'il avait été ordonné qu'elle serait faite sur ce lieu.

(Margouiller — C. Pagnoud.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que la contre-enquête de Pagnoud, faite en défaut contre Margouiller, l'a été plusieurs mois après l'expiration du délai préfixé par le jugement interlocutoire, et même après la signification de l'enquête de Margouiller ; d'où il suit que, dans le sens des art. 256, 257 et 278 du Code de proc., cette contre-enquête est radicalement nulle ; et qu'elle doit être rejetée du procès, sans qu'elle puisse être recommencée, dès que la nullité procède du fait de la partie (art. 293 du Code de proc.) ; — Considérant qu'on ne peut nullement s'arrêter au motif exprimé par les premiers juges dans le jugement dont est appel, qu'il fût dans leur intention, lors du jugement interlocutoire, d'accorder à Pagnoud, pour la confection de sa contre-enquête, un délai d'un mois, qui ne devait courir que du jour de la signification de l'enquête de Margouiller, dès qu'indépendamment le jugement interlocutoire ne renferme aucune disposition qui puisse faire présumer une pareille intention, c'est que s'aurait été par une violation manifeste des art. 256 et 278 du Code de proc., que les premiers juges auraient admis que ce délai pour la contre-enquête ne devait courir qu'après la signification de l'enquête, l'art. 256 disposant en effet que la preuve contraire, c'est-à-dire la contre-enquête, doit être commencée dans le délai préfixé pour l'enquête, quelle que soit la partie qui ait fait signifier le jugement interlocutoire ; et l'art. 278 disposant que l'enquête sera respectivement parachevée dans la huitaine de l'audition des premiers témoins, le tout à peine de nullité ;

Considérant d'ailleurs que la contre-enquête de Pagnoud n'a pas été faite sur le local contentieux, et au doigt et à l'œil, comme le prescrivait le jugement interlocutoire, mais dans la chambre du conseil du tribunal civil de Vienne, sur la réquisition formelle de Pagnoud, consignée dans sa requête du 19 oct. 1813, circonstance qui seule suffirait pour faire prononcer l'annulation de cette contre-enquête ; — Déclare nulle et de nul effet la contre-enquête de Pagnoud, et comme telle la rejette du procès, etc.

Du 11 déc. 1821. — Cour roy. de Grenoble.

1° ALIMENS. — AIEUL. — SOLIDARITÉ.

2° APPEL INCIDENT. — SOLIDARITÉ.

1° Lorsqu'un aïeul a des enfans et des petits-enfans issus d'un enfant décédé, l'obligation de fournir des alimens à l'aïeul est imposée aux petits-enfans solidairement avec les enfans, alors même que ceux-ci auraient le moyen de fournir seuls les alimens. (Cod. civ., 205.) (1)

2° L'appel incident peut être dirigé non-seule-

lien à cet égard. — Toutefois Pothier était d'un avis contraire : « L'obligation, dit cet auteur, *Traité du mariage*, n° 393, en laquelle sont les enfans de donner des alimens à leurs père et mère, s'étend à leurs sieul, bisieul et autres parens de la ligne directe et ascendante, mais subsidiairement, c'est-à-dire au cas que les personnes par lesquelles l'enfant en descend ou ne vivent plus, en ne soient pas en état d'y subvenir. » — C'est à ce dernier avis, qui est aussi le nôtre, que se range M. Duranton, t. 2, n° 393. Mais, lorsque comme dans l'espèce ci-dessus, il y a des enfans au premier degré et des petits-enfans d'un enfant prédécédé, alors il admet avec l'arrêt ci-dessus la solidarité (n° 394). — En résumé

ment contre l'appelant principal, mais en outre contre tous ses consorts solidaires : l'appel principal, profitant à tous les consorts solidaires, autorise contre eux l'appel incident. (Cod. civ., 443.) (1)

(Veuve Cailliet—C. Sueur et Coulombel.)

La dame veuve Cailliet a formé, devant le tribunal d'Abbeville, tant contre le sieur et dame Coulombel, ses gendre et fille, que contre les demoiselles Sueur, ses petits-enfants, issus d'une autre fille décédée, une demande en pension alimentaire. — Ces dernières ont prétendu que les petits-enfants ne devaient être appelés à contribuer aux aliments de leur aïeul qu'autant qu'il n'y avait point d'enfants immédiats, ou que ceux-ci étaient hors d'état de leur en fournir.

La dame Cailliet répondait : — Que, par le mot *enfants*, le législateur désignait tous les descendants indistinctement; Que l'art. 205, imposant aux enfants l'obligation de fournir des aliments à leurs père et mère et autres ascendants, prouve que les petits-enfants sont soumis à cette obligation.

27 août 1821, jugement du tribunal civil d'Abbeville, qui, sans avoir égard aux exceptions proposées par les demoiselles Sueur, les condamne solidairement avec le sieur et dame Coulombel, à payer à la dame veuve Cailliet une pension alimentaire et compense les dépens entre toutes les parties. — Ce jugement est signifié par la dame Cailliet, avec commandement de l'exécuter, sans aucune réserve.

Appel de la part des sieur et dame Coulombel — Appel incident, de la part de la dame Cailliet, dirigé tant contre les époux Coulombel, que contre les demoiselles Sueur.

Les demoiselles Sueur répondent que l'appel incident de la dame Cailliet peut être dirigé seulement contre les époux Coulombel, appelants principaux; mais que la dame Cailliet n'a pu appeler incidemment contre elles, puisqu'elles-mêmes n'ont pas interjeté appel principal; que, d'ailleurs, elle ne peut appeler principalement, puisqu'elle leur a signifié le jugement, avec commandement de l'exécuter et sans aucune réserve.

ARRÊT.

LA COUR : — En ce qui touche la fin de non-recevoir tirée de la prétention que les petits-enfants ne doivent des aliments à leurs aïeul et aïeule qu'autant que ceux-ci n'ont point d'enfants qui soient en état de leur en fournir : — Considérant que non-seulement cette prétention n'est fondée sur aucune loi, mais qu'elle est contraire au sens et à l'esprit de l'art. 205 du Code civ., qui a imposé aux enfants l'obligation de fournir des aliments à leurs père et mère et autres ascendants, disposition qui, étant générale et sans limitation, suppose, pour le cas échéant d'aliments à fournir, le concours de tous les enfants, même des petits-enfants à défaut de leurs père et mère, morts ou hors d'état de contribuer au secours demandé;

En ce qui touche la fin de non-recevoir opposée par les demoiselles Sueur contre l'appel incident de la veuve Cailliet : — Considérant que le jugement dont est appel ayant condamné solidairement le sieur et dame Coulombel et les demoiselles Sueur, l'appel interjeté par Coulombel et sa femme étant de droit utile aux demoiselles Sueur, la veuve Cailliet a pu, nonobstant tous

actes de poursuites dirigés contre les demoiselles Sueur, se rendre incidemment appelante, même former un appel principal à l'encontre d'un appel principal qui pouvait lui préjudicier :

Par ces motifs, statuant sur les appels interjetés par les parties, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir opposée contre la demande principale, non plus qu'à celle opposée contre l'appel incident, desquelles fins de non-recevoir les opposants sont déboutés, — Confirme, etc.

Du 11 déc. 1821. — Cour roy. d'Amiens.

EXÉCUTION PROVISOIRE. — DÉPENS.

Les tribunaux de commerce peuvent ordonner l'exécution provisoire de leurs jugements pour les dépens. — L'art. 137, Cod. proc., qui contient une disposition contraire, ne concerne que les tribunaux civils. (Cod. proc., 137 et 439; Cod. comm., 643.) (2)

(Delahalle et Lemolne—C. Julienne.)

Jugement du tribunal de Rouen, ainsi conçu : — « Attendu que les offres faites par les sieurs Delahalle et Lemolne résultaient de jugements rendus par le tribunal de commerce, qui en avait ordonné l'exécution provisoire : — Que ces offres ne contenaient pas, outre le capital, une somme pour les dépens ; — Attendu que la disposition de l'art. 137 du Code de proc., relative aux dépens dans les exécutions provisoires des jugements en matière civile, ne s'applique pas aux exécutions provisoires des tribunaux de commerce; qu'en effet, il est à remarquer que l'art. 135 du Code, qui a accordé aux juges d'ordonner l'exécution provisoire de leurs jugements, a été répétée, art. 439, dans le titre qui est relatif à la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce; mais que cependant le législateur n'a pas répété l'exception qu'il a faite, dans l'art. 137, pour les dépens ; — Que cette procédure est d'une nature spéciale; que par conséquent elle est exclusive des dispositions du droit commun; qu'enfin il n'y a pas d'autres articles du Code qui soient applicables à cette procédure que les arts. 141 et 146, aux termes exprès de l'art. 433. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR : — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme, etc.

Du 11 déc. 1821. — Cour roy. de Rouen.

DOUBLE ÉCRIT. — ACTE AUTHENTIQUE. —

ACTE NUL. — SIGNATURE.

Un acte authentique, nul pour défaut de forme, peut valoir comme acte sous seing privé, s'il est signé des parties, encore qu'il n'ait pas été fait en double (3).

A cet égard, il faut entendre, par signature des parties, la signature des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du contrat dont l'acte a été l'objet. Le défaut de la signature des personnes qui n'y ont figuré qu'accessoirement n'est pas une cause de nullité.

(Kléber—C. Hoffbauer.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'acte rédigé en notariat de M. Mulotte, le 20 déc. 1820, contient les conditions prescrites par l'art. 1583 du Code civil pour opérer une vente parfaite, et pour transférer la propriété à l'acheteur à l'égard du

il faut donc dire que l'obligation des aliments n'est que subsidiaire des fils aux petits-fils dans la même ligne; mais qu'elle est solidaire dans des lignes différentes, lorsque des petits-fils d'une de ces lignes sont appelés à représenter ou suppléer leur père mort ou dans l'indigence.

(1) V. en ce sens, Carré et son annotateur Chenuveau, *Lois de la proc.*, sur l'art. 443, quest. 1576.

(2) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, sur l'art. 439, la note.

(3) V. dans le même sens, Bruxelles, 17 juin 1812, et la note. — V. aussi Paris, 12 avril 1813,

vendeur, puisqu'on y voit une convention faite entre eux de la chose et du prix; cet acte eût obtenu le caractère de l'acte authentique s'il avait été revêtu de la signature du notaire, étant signé par toutes les parties y dénommées, à l'exception de la femme du vendeur qui a déclaré ne savoir signer; — Qu'aux termes de l'art. 1318 du même Code, l'acte qui n'est point authentique, par un défaut de forme, vaut comme écriture privée s'il a été signé des parties; — Qu'en pareil cas on ne peut exiger que l'acte authentique dégénéré, quant à ses effets, en acte privé, soit rédigé en double, quoiqu'il reuferme des obligations synallagmatiques, puisqu'il ne se fait qu'une minute des actes notariés; — Que si l'art. 1318 exige que l'acte qui n'est point authentique, par défaut de forme, soit signé des parties pour valoir comme écriture privée, cela ne peut s'entendre que des parties contractantes, et non de celles qui n'y ont signé qu'accessoirement, et dont l'absence n'a pas d'influence directe sur la validité du contrat; — Que telle a été l'accession de la femme Hoffbauer le vendeur, qui n'est désignée comme corendresse, que par forme de fidéjussion, n'ayant aucun droit de propriété à l'objet vendu, dont son mari, seul propriétaire, pouvait disposer à son gré, sans le consentement de sa femme; d'où il suit qu'il est indifférent à la validité de la vente dont il s'agit qu'elle porte ou non la signature de cette femme, et que la seule conséquence qui en résulte, est qu'elle est dégagée de son cautionnement; mais il n'est pas moins vrai que la vente doit subsister entre le vendeur et l'acheteur, d'autant plus que cette vente a déjà reçu son exécution par le paiement d'une partie du prix convenu: ce qui rend non acceptables les offres faites par le vendeur de restituer la portion du prix qu'il a reçu, dans la vue d'opérer la résiliation du contrat; — Par ces motifs, émettant, condamne les conjoints Hoffbauer à déguerpir et évacuer la maison vendue à Kießer par acte du 20 déc. 1820, etc.

Du 12 déc. 1821. — Cour roy. de Colmar. — Pres.. M. Marquair. — Pl., MM. Sandherr et Chauvour aîné.

PÉREMPTION D'INSTANCE. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION

L'opposition à un jugement par défaut ne forme point une nouvelle instance. — Ainsi, la péremption d'instance acquise par la discontinuation de poursuites, embrasse non-seulement la procédure sur l'opposition, mais encore celle qui l'a précédée (1).

(Dupuy et Richard — C. N...) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en décidant que l'opposition envers un jugement par défaut ne forme qu'une seule et même instance avec l'ajournement primitif et avec toute la procédure qui l'a précédée, le jugement attaqué a fait une juste application de l'art. 15 de l'ordonnance de 1563, suivant lequel cette opposition n'est effectivement qu'un accessoire et une dépendance de l'instance dans laquelle est intervenu le jugement par défaut;

Attendu que, pour échapper à l'application de cette règle, les appelants ont valablement soutenu que l'opposition étant non recevable, comme faite tardivement, elle n'avait pu anéantir le jugement par défaut, lequel ayant acquis l'autorité

de la chose jugée, devait faire maintenir la procédure antérieure, et la mettre à l'abri de la péremption; que cette exception des appelants rentre, en effet, dans la défense qu'ils auraient pu invoquer en répondant à l'opposition du jugement par défaut; mais que le tribunal de commerce, taxativement appelé à juger la question relative à la péremption, n'a pas dû juger de l'intérêt d'une exception sur laquelle il n'aurait pu statuer que dans le cas où les actes de l'instance n'auraient pas été anéantis par la péremption; — Par ces motifs, a démis et démet lesdits Dupuy et Richard de leur appel, etc.

Du 12 déc. 1821. — Cour roy. de Toulouse.

RENTE VIAGÈRE. — DÉLAI. — JOUR.

Un contrat de rente viagère constitué le 24 mai, ne peut produire aucun effet si celui sur la tête duquel la rente a été constituée est décédé le 13 juin suivant, de la maladie dont il était atteint au jour du contrat; le jour à quo ne doit pas être compris dans le délai de vingt jours fixé par l'art. 1975, Cod. civ. — Les vingt jours dont parle l'art. 1975, Cod. civ., doivent être complets.

(Neuville — C. Leblond.)

24 mai 1820, vente consentie par le sieur Aubert au sieur Leblond, de deux maisons situées à Rouen, moyennant une rente viagère de 800 fr., constituée sur sa tête, — 13 juin suivant (c'est-à-dire le vingtième jour depuis, et non compris le 24 mai), décès du sieur Aubert.

Les sieur et dame de Neuville, héritiers du sieur Aubert demandant la nullité du contrat de rente viagère consenti le 24 mai, attendu que le sieur Aubert était atteint, au jour du contrat, de la maladie dont il est mort, dans les vingt jours de la date du contrat. — Ils se fondent sur les art. 1974 et 1975 du Code civ., et demandent à prouver le fait de la maladie au jour du contrat. — Pour le sieur Leblond, on répond que l'art. 1975 du Code civ. ne déclare sans effet le contrat de rente viagère que lorsque celui sur la tête duquel est constituée la rente est décédé dans les vingt jours de la date du contrat; que le jour de la date doit être compris dans les vingt jours; qu'en calculant de cette manière, le sieur Aubert est décédé le vingt-unième jour, et que, dès lors, l'art. 1975 est sans application dans l'espèce.

22 mai 1822, jugement du tribunal de première instance de Rouen, qui déclare les héritiers Aubert non recevables à faire la preuve de la maladie, par le motif qu'Aubert n'était pas décédé dans les vingt jours de la date du contrat. — Appel par les sieur et dame de Neuville.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 1975 du Code civ. exige que celui qui crée une rente viagère sur sa tête survive au délai de vingt jours de la date du contrat; — Que si le jour de la date était compris dans les vingt jours, il n'y aurait pas vingt jours complets;

Quo dans l'espèce particulière, le contrat a été passé le 24 mai 1820; que le sieur Aubert est décédé le 13 juin suivant, d'où il suit qu'il est décédé dans les vingt jours, le terme à quo ne devant pas y être compris; — Considérant qu'aux termes de l'article précité il faut prouver que le vendeur était atteint, lors du contrat, de la maladie dont il est décédé; — Que les deux premiers

(1) F. conf., Cass, 23 oct. 1810; 27 avril 1825. — V. encore dans le même sens, outre les autorités indiquées sous l'arrêt du 23 oct. 1810, Favard de Langlade, Répertoire, v° Péremption, p. 292, n° 3,

Dallou, Rec. alph., cod. v°, p. 203, et Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 1422. — Toutefois, voy. aussi supra, Lyon, 7 déc. 1821.

faits articulés par le sieur Jerol de Neuville peuvent être pris en considération pour conduire à cette preuve ; que les quatre derniers faits présentés par Leblond peuvent être également pris en considération pour faire preuve contraire ; — Considérant que le surplus des faits des parties est trop vague ; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant ; et ayant fait droit sur l'action en nullité du contrat du 24 mai 1820, admet les époux Neuville à prouver que Aubert était malade avant le 24 mai 1820, et à l'époque du 24 mai, en réservant à Leblond la preuve contraire, etc.

Du 13 décembre 1821. — Cour roy. de Rouen.

DERNIER RESSORT. — FAUX INCIDENT.

En jugement qui statue sur une inscription de faux incident, n'est pas susceptible d'appel, lorsque l'objet de la demande principale n'excède pas 1000 fr. (L. du 24 août 1790.) (1)

(Le Maître — C. Le Maître.) — ARRÊT.

LA COUR ; — La cause offrant la question de savoir si Jacques Le Maître est recevable dans son appel : — Considérant, 1° que l'objet de la demande originale est une somme de 480 fr., stipulée pour soude dans les lots ; — 2° que c'est l'objet de la demande qui détermine la compétence des tribunaux, et non les moyens que les parties font valoir pour faire réussir cette demande ou pour s'en défendre ; — 3° qu'il suit de là qu'il n'importe que, dans le cours de l'instance principale, les lots aient été argués de faux, parce que ce genre de défense n'est qu'un moyen qui ne change point l'objet de la demande ni la nature de l'affaire ; que si la généralité de ce principe pouvait faire quelque difficulté, il n'y en aurait point dans le cas particulier où Jean-Jacques Le Maître n'a contesté les lots que sous le rapport de la somme de 480 fr., dont il s'agit, et non dans leurs autres effets, ce qu'il n'aurait pu faire qu'en appelant au procès les autres copartageants qui n'ont pas été appelés ; d'où il résulte que le jugement entre eux ne peut avoir l'effet de la chose jugée qu'entre les parties qui y ont figuré, et pour l'objet contesté entre elles ; — Par ces motifs, déclare l'appel non recevable, etc.

Le 14 déc. 1821. — Cour roy. de Caen.

RENTE QUÉRABLE. — PAIEMENT (DÉFAUT DE). — REMBOURSEMENT.

Le débiteur d'une rente constituée quérable, qui a été mis en demeure de payer les arrérages échus de plusieurs années, peut n'être pas contraint au remboursement du capital, avant l'expiration d'un délai moral pour y satisfaire. (Code civ., 1912.) (2)

(Chepilly — C. Chazeron.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'aux termes de l'art. 1912 du Code civ., le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat, s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années ; — Mais qu'il est reconnu en droit, et qu'il est décidé par des arrêts de la Cour de cassation, que dans le cas où la rente constituée est quérable, la cessation de son paiement pen-

dant deux années n'autorise pas de plein droit le créancier à en exiger le rachat ; que le débiteur doit être pour cela constitué en demeure, c'est-à-dire recevoir sommation de se libérer dans un délai quelconque, lequel passé il sera contraint au rachat ; — Considérant que, dans l'espèce, etc. ; — Que, dès lors, il n'y avait plus lieu à l'application de l'art. 1912 du Code civ., et que c'est avec raison que les premiers juges ont accueilli l'opposition de la marquise de Chazeron aux poursuites commencées le 29 janv. 1820 par de Chepilly et sa femme, afin d'obtenir le remboursement du capital de la rente ; — Confirme, etc.

Du 15 déc. 1821. — Cour roy. d'Amiens.

APPEL INCIDENT. — APPEL PRINCIPAL.

— DÉSISTEMENT.

Le désistement de l'appel principal n'ôte pas à l'intimé la faculté d'interjeter appel incident (3) ; mais, en cas d'appel incident par l'intimé après le désistement, l'appelant principal rentre dans le droit de donner suite à son appel, nonobstant son désistement. (Cod. proc. civ., 443.)

(Lachèvre — C. Lefebvre.)

Les sieurs Lefebvre et consorts font signifier au sieur Lachèvre un jugement rendu par le tribunal civil d'Amiens, du 22 avril 1817. — 8 juill. 1817, appel de ce jugement, en temps utile, de la part du sieur Lachèvre. — 18 du même mois, constitution d'avoué par les intimés, sous la réserve de se porter incidemment appelants.

16 déc. 1817, acte d'avoué à avoue, par lequel le sieur Lachèvre déclare se désister purement et simplement de l'appel par lui interjeté le 8 juill. précédent, en offrant de payer les frais légitimement faits sur celui et ceux de cause principale.

Le 28 juill. 1821, les intimés font signifier une requête, dans laquelle, après avoir énuméré leurs griefs contre deux dispositions du jugement dont ils demandent l'infirmité, ils concluent à ce qu'il leur soit donné acte du désistement du sieur Lachèvre, et de l'acceptation qu'ils en font en tant que de besoin ; et à ce qu'il plaise à la Cour les recevoir incidemment appelants dudit jugement ; — Le sieur Lachèvre répond que, par l'effet de son désistement, l'instance d'appel était éteinte ; que le désistement d'un appel n'a pas besoin, pour avoir effet, d'être accepté, comme le désistement d'une action devant les premiers juges ; que cela a été ainsi jugé par arrêt de la Cour de cassation, du 28 déc. 1819 ; que, d'ailleurs, ce désistement a été formellement accepté par la requête du 28 juin 1821 ; que les sieurs Lefebvre ne pourraient se prévaloir de ce que leur acceptation emportait en même temps appel incident, parce qu'il ne dépendait pas d'eux de faire qu'un acte, destiné à former le contrat judiciaire, ne le formât pas, d'après la règle : *protestatio actui contraria nulla est*. — Qu'ainsi, l'appel principal étant éteint, il ne pouvait y avoir lieu de former un appel incident, parce qu'évidemment un appel incident ne peut être formé, quand il n'existe pas d'appel principal ; — Que, dans tous les cas, cet appel incident ne pouvait être admis, sans qu'il fût relevé lui-

(1) F. enf., Toulouse, 13 avril 1825 ; Montpellier, 20 nov. 1828. — F. aussi Chauveau sur Carré, Lois de la proc., sur l'art. 217, quest. 382.

(2) Sic, Bourges, 7 déc. 1836 ; Ais, 10 déc. 1836 ; Caen, 10 mars 1839. — C'est d'ailleurs un principe admis par la jurisprudence, que le défaut du paiement des arrérages d'une rente quérable, pendant deux ans, n'autorise pas de plein droit la résolution du contrat, et qu'il faut à cet égard une mise en demeure. F. sur l'application de ce prin-

cipe, Cass. 14 juin 1814 ; 12 mai 1819 ; 28 juin 1836 ; Turin, 27 avril 1812 ; Ais, 22 avril 1813 ; Riom, 17 juin 1816, et les notes. — Mais il en est autrement au cas de rente portable. F. Cass. 8 avril, 10 nov. et 16 déc. 1818 ; 25 nov. 1839.

(3) Sur cette question, dont la solution est susceptible de quelques distinctions. F. Rennes, 19 janv. 1814 ; Liège, 26 juill. 1821, et les notes. Adde, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., sur l'art. 1402, add. à la quest. 1453.

même du désistement de son appel principal.
ARRÊT.

LA COUR : — En ce qui touche l'appel incident de Lefebvre et autres, et sur la question de savoir s'il est recevable : — Attendu que l'art. 443 du Code de proc. civ., après avoir posé en règle générale que le délai de l'appel serait de trois mois, ajoute que l'intimé pourra néanmoins interjeter appel en tout état de cause ; — Que Lefebvre et autres, par cette disposition de la loi, se sont trouvés investis du droit d'introduire un appel incident à toutes les époques de l'instance ouverte en la Cour par Lachèvre ; — Qu'à la vérité Lachèvre, cinq mois après que le jugement du 22 avr. 1817 lui avait été signifié, s'est désisté de son appel, et prétend qu'au moyen de ce désistement, l'appel principal ayant cessé d'exister, Lefebvre et autres n'ont pas eu le droit d'interjeter un appel incident ; — Que, si ce système était admissible, l'appelant principal pourrait toujours ravir à l'intimé, qui aurait laissé passer les trois mois sans appel, la faculté que lui a accordée la loi d'appeler incidemment, en donnant, sur la fin du dernier jour des trois mois, un désistement d'appel, ce qui serait désirable ; — Mais qu'il n'en est point ainsi ; — Que le droit que la loi attribue aux intimés est sans exception, ni condition ; — Qu'une fois acquis, il est à l'abri des atteintes de l'appelant principal ; en sorte que Lefebvre et autres ont pu l'exercer après comme avant le désistement ; — En ce qui touche la question de savoir si l'appel incident de Lefebvre et autres du jugement du 22 avr. 1817 relève Lachèvre de son désistement d'appel principal du même jugement : — Attendu que le désistement de Lachèvre n'est fondé que sur la supposition que Lefebvre et autres acquiescèrent audit jugement ; — Que Lefebvre et autres n'y ont point acquiescé ; — Qu'ils en ont, au contraire, appelé le 28 juin dernier ; — Que la condition tacite, opposée par Lachèvre à son désistement, disparaissant, le désistement disparaît, et l'appel de Lefebvre et autres fait rentrer Lachèvre dans son droit de poursuivre l'instance sur l'appel qu'il avait précédemment

émis ; — Au fond... ; — Sans avoir égard aux fins de non-recevoir élevées par Lefebvre et autres contre l'appel principal interjeté par Lachèvre, par exploit du 8 juill. 1817, du jugement du tribunal civil d'Amiens du 22 avr. précédent, aux chefs qu'il prétend lui faire griefs, lui donne acte de ce qu'il révoque le désistement par lui signifié par acte d'avoué à avoué, du 16 déc. 1817 ; déclare lesdites fins de non-recevoir mal fondées, et reçoit ledit Lachèvre appelant audit jugement ; sans pareillement avoir égard aux fins de non-recevoir proposées par ledit Lachèvre contre l'appel incident interjeté par Lefebvre et autres, par leur requête du 28 juin dernier, du jugement dudit jour, 22 avr. 1817, aux chefs qu'ils prétendent leur faire griefs, lesquelles fins de non-recevoir sont déclarées mal fondées, reçoit également lesdits Lefebvre et autres appelants audit jugement, etc.

Du 15 déc. 1821. — Cour roy. d'Amiens.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RENOUVELLEMENT. — ADJUDICATAIRE.

Le créancier hypothécaire qui s'est rendu acquéreur de l'immeuble affecté à son hypothèque, est désormais dispensé de renouveler son inscription. — En un tel cas, l'inscription a produit son effet, et ne peut plus tomber en péremption pour défaut de renouvellement dans les dix ans (1).

(Blanc — C. Clavel)

Le 21 janv. 1801, le sieur Clavel prit inscription sur les biens de la dame Carron, veuve Ruelle, en vertu d'une hypothèque consentie en sa faveur, pour une somme de 1300 fr. Le sieur Clavel primait tous autres créanciers. — En 1810, le sieur Ruelle, héritier de la dame Ruelle, vend au sieur Clavel une partie des immeubles hypothéqués, moyennant le prix de 1300 fr. L'acquéreur créancier fit transcrire son contrat et le fit notifier aux créanciers inscrits. — Bientôt après, et le 21 janv. 1811, la dixième année, à compter de la date de l'inscription de Clavel, s'accomplissait sans qu'il y eût renouvellement de sa part.

Plus tard, les biens du sieur Ruelle ayant été

(1) La Cour de Grenoble a consacré la même doctrine par un nouvel arrêt en date du 25 mai 1822. « Mais », disait M. Sirey, en rapportant ces décisions, il y a cette différence remarquable entre les deux arrêts, que, dans l'espèce sur laquelle a été rendu celui de 1822, le créancier hypothécaire acquéreur de l'immeuble hypothéqué, n'avait point fait transcrire son contrat, et ne l'avait point notifié aux créanciers inscrits, ou du moins n'avait pas rempli les formalités pour purger les hypothèques légales, avant l'expiration des dix ans ; tandis que, dans la seconde espèce (l'arrêt ci-dessus), la transcription et la notification avaient eu lieu avant l'accomplissement des dix années. Bien que les motifs du second arrêt ne disent pas que cette circonstance ait influé sur sa décision, néanmoins on ne doit pas perdre de vue que cet arrêt a décidé dans une hypothèse d'autant plus favorable au créancier acquéreur, qu'on peut soutenir avec avantage que la transcription et la notification arrêtent le cours des inscriptions, fixent irrévocablement le rang de tous les créanciers, et dispensent du renouvellement, non-seulement le créancier acquéreur, mais même tout autre créancier ; telle est au moins la doctrine consacrée par un arrêt de la Cour royale de Paris, en date du 29 août 1815 (V. l'arrêt à sa date, et les observations qui l'accompagnent). — Il faut remarquer aussi que, dans les deux espèces, les créanciers qui opposaient la prescription de dix ans étaient porteurs d'inscriptions prises antérieurement à l'expiration des dix ans, à compter de la

date de l'inscription attaquée ; qu'ainsi ils n'avaient pas contracté et ne s'étaient pas inscrits sur la fin de la prétendue péremption. C'était là un motif de plus pour déclarer la prescription non opposable ; et l'on doit reconnaître que le défaut de renouvellement serait opposé, avec beaucoup plus d'avantage, par des créanciers qui se seraient inscrits après l'expiration des dix années, à compter de la date de l'inscription du créancier acquéreur ; qui par conséquent auraient agi dans la confiance que son inscription était éteinte ; et qui d'ailleurs n'auraient pas été instruits de la vente, faite par le créancier acquéreur d'avoir transcrit et notifié son contrat. — Ces considérations qui repassent principalement sur l'idée que la transcription et la notification fixent irrévocablement le rang des créanciers inscrits, trouvent en effet appui dans la jurisprudence. V. la note sur l'arrêt de la Cour de Paris du 16 janvier 1810 (Volume 1810). — On peut citer encore dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 7 janv. 1829 et Grenoble, 8 avr. 1829, en observant toutefois que ces arrêts sont rendus au cas de vente sur expropriation forcée, auquel cas il n'y avait pas lieu pour le créancier acquéreur de remplir les formalités de la purge. — Mais voy. en sens contraire, c'est-à-dire dans le sens de la péremption de l'inscription, Cass. 5 fév. et 1^{re} mai 1826 ; 14 juin et 20 déc. 1831 ; Caen, 30 janv. 1826 ; Bourges, 28 mai 1827 ; Grenoble, 10 mars 1832. Junge, Persil, Rép. hyp., sur l'art. 2154, n° 8, et Troplong, Hypoth., 1, 3, n° 726 bis.

vendus sur expropriation forcée, un ordre s'est ouvert. Les créanciers ont obtenu que le prix des aliénations faites antérieurement par leur débiteur, et notamment celui de la vente consentie au sieur Clavel en 1810, fût distribué conjointement avec celui de l'adjudication. Le sieur Clavel a produit à l'ordre et a demandé à être colloqué au premier rang.

Cette prétention a été contestée par les autres créanciers, attendu qu'au moment de l'ouverture de l'ordre, l'inscription du sieur Clavel était périmée, par l'échéance des dix années à partir de sa date.

Ordonnance du juge-commissaire qui renvoie les parties devant le tribunal de première instance.

16 juill. 1819, jugement du tribunal de Grenoble qui, attendu que la créance du sieur Clavel a été éteinte par la compensation qui s'est opérée entre les parties; que dès lors, tout renouvellement d'inscription devenait inutile, maintient le sieur Clavel au premier rang sur l'immeuble à lui vendu, etc.

Appel de la part du sieur Blanc, l'un des créanciers. — Il soutient que la circonstance que le sieur Clavel a acheté l'immeuble sur lequel portait son inscription, n'a pu le dispenser de la renouveler, avant l'expiration des dix ans. En effet, on ne peut dire qu'obliger le créancier, qui a acheté l'immeuble affecté à son hypothèque, à renouveler son inscription, c'est l'obliger à s'inscrire contre lui-même; car il faut distinguer dans le sieur Clavel deux qualités différentes, celle d'acquéreur et celle de créancier : s'il voulait user des prérogatives attachées à l'une et à l'autre, il devait remplir les obligations qui lui étaient imposées sous l'un et l'autre rapport; ainsi, comme créancier, s'il voulait maintenir son rang d'inscription, il devait la renouveler dans le délai fixé par l'art. 2154 du Code civil.

L'appelant a rappelé les dispositions de l'édit de 1771, aux termes duquel, lorsque l'acquéreur ne formait pas opposition, en sa qualité de créancier, aux lettres de ratification, obtenues en son propre nom comme acquéreur, il était déchu de son inscription. Cette jurisprudence était constante, et est attestée par Sainte-Foix, *Traité sur l'Édit de 1771*, pag. 35. Il faisait remarquer, au surplus, que le conservateur des hypothèques n'ayant pas, dans l'état délivré, fait mention de l'inscription du sieur Clavel, à raison de la compensation, les créanciers inscrits avaient été induits en erreur et n'avaient pu surenchérir.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que, pour contester à Clavel l'allocation de sa créance, allocation demandée par exception à l'attaque des créanciers, ceux-ci ne se sont fondés que sur ce que l'inscription par lui prise n'avait pas été renouvelée dans les dix ans; — Considérant que la disposition de l'art. 2154 du Code civil, qui prescrit le renouvellement des inscriptions après ce terme, ne s'applique qu'au cas où la position du créancier n'a point changé, et où il n'est survenu aucun événement qui l'ait dispensé de renouveler; qu'en l'espèce, Clavel, avant l'expiration des dix années, à partir de son inscription prise en 1801, avait acheté, par acte du 10 mars (transcrit à la forme de la loi), divers immeubles dont il avait compensé le prix avec sa créance; — Considérant que l'art. 2177 décidait qu'en cas d'éviction les ser-

vitudes et droits réels qu'avait l'acquéreur, avant sa possession, renaissent, il s'ensuit évidemment 1^o que ce même article renferme le principe que le créancier, devenu acquéreur, n'a pas besoin de renouveler son inscription tant qu'il jouit de l'immeuble qui a servi au paiement de sa créance, tant qu'il est assis sur son gage; le pensée du législateur ayant été que tout renouvellement d'inscription, toutes poursuites seraient été inutiles, puisqu'ils ne pouvaient avoir pour objet que des créances éteintes par compensation; 2^o que, par une conséquence de l'action exercée par les autres contre cet acquéreur, ce dernier se trouve replacé au même état où il était à l'époque de son acquisition, c'est-à-dire, que son hypothèque renaît, que son inscription reprend toute son efficacité, et que le temps intermédiaire ne peut point lui être opposé, quel que soit l'intervalle qui s'est écoulé depuis l'inscription; — Considérant, d'ailleurs, que ce défaut de renouvellement de l'inscription de Clavel n'a pu nuire, ni porter préjudice aux autres créanciers, puisque leur position n'a pas cessé d'être ce qu'elle était; qu'il est indifférent, par rapport à la question, de décider que, lors des notifications et déclarations faites par Clavel, conformément aux art. 2183 et 2184 du Code civil, il n'ait pas rappelé l'inscription par lui prise en 1801; que, d'ailleurs, le procès-verbal de notification exprime que son prix de vente avait été compensé avec sa créance, et qu'il se réservait de demander, en tout état de cause, la séparation des patrimoines; ce qui s'entendait de faire valoir sa créance avec tous les avantages et privilèges qui s'y rattachaient, et dans quelque position qu'il se trouvât placé, en sa qualité de tiers détenteur, et qu'enfin, ayant en même temps donné copie de son contrat d'acquisition, Clavel administrait incontestablement la preuve légale de la compensation qu'il alléguait; d'où résulte la conséquence, que les créanciers de Ruelle ne pouvaient pas être induits à penser qu'une surenchère leur était inutile; — Considérant, d'ailleurs, que, d'après le consentement donné par Clavel, il sera facultatif au sieur Blanc de surenchérir, conformément à l'art. 2185 du Code civil; — Par ces motifs, a mis l'appellation au néant, etc.

Dn 17 déc. 1821. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch.

RATIFICATION. — NULLITÉ. — SIGNATURE (DÉFAUT DE).

Dans les contrats consensuels, toute nullité qui n'est pas d'ordre public, bien que substantielle ou provenant d'un vice de forme, peut être réparée par la ratification ou l'exécution volontaire des parties (1).

Spécialement : la nullité provenant, dans un acte d'échange, du défaut de signature de l'une des parties contractantes, est couverte par l'exécution volontaire. (C. civ., 1338.) (2)

(Faure et consorts — C. Daure.)

29 fruct. an 10, acte public par lequel Elisabeth Cayrey, assistée et du consentement du sieur Daure son mari, échange certains biens immeubles provenant de la succession de sa mère pour d'autres immeubles appartenant à Antoine Cayrey son père. — Ce contrat ne fut point revêtu de la signature d'Elisabeth Cayrey, ni de celle d'un des témoins instrumentaires. — Cependant les parties exécutèrent leurs conventions et se mettent res-

(1 et 2) V. dans ce sens, Cass. 19 déc. 1820; Amiens, 24 prair. an 13. — Mais voy. en sens contraire, Rouen, 25 mars 1807; Bourges, 29 avril 1823; Besançon, 13 mars 1827; Toulouse, 15 janv.

V. M. — II^e PARTIE.

1826; Douai, 7 janv. 1836. — V. aussi notre *Jurisp. du XIX^e siècle* (Table décenn. 1831-1840), 1^{re} Ratification, n^o 1 et suiv.

prétivement en possession de leur nouvelle propriété. Cayrey père s'était engagé dans l'acte d'échange du 29 fruct. an 10, à payer les légitimes des pûnés d'Elisabeth Cayrey, dont celle-ci était chargée comme héritière de sa mère : cette obligation est exactement remplie. — Ulérieurement, Cayrey père revend une partie des biens qu'il avait reçus en échange. — Plus de dix ans s'étaient écoulés depuis les ventes faites par Cayrey père, lorsqu'Elisabeth Cayrey, conjointement avec son mari, assigne les sieurs Faure et consorts, tiers détenteurs des immeubles échangés devant le tribunal de Londres, pour voir déclarer nul l'acte d'échange du 29 fruct. an 10, pour défaut de signature des parties et des témoins instrumentaires, et par suite ordonner que les tiers détenteurs seraient tenus d'abandonner les immeubles. Les acquéreurs ont répondu que l'exécution volontaire de l'acte d'échange emportait, de la part des parties qui l'avaient exécuté, la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pourrait opposer contre cet acte, aux termes de l'art. 1338 du Code civil.

24 mai 1813, jugement du tribunal civil de Londres qui accueille la demande en nullité d'Elisabeth Cayrey.

Appel de la part des acquéreurs.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la nullité de l'acte d'échange du 29 fruct. an 10, résultant de ce que cet acte n'a été signé que par un des témoins instrumentaires, n'étant pas fondée sur des motifs d'ordre public, les parties, dans l'intérêt desquelles elle est admise, pouvaient y renoncer; que cette renonciation doit nécessairement être présumée, si les parties ont volontairement exécuté ce contrat; que telle est la disposition formelle de l'art. 1338 du Code civ. : — Que néanmoins on a prétendu que cet article ne s'applique que lorsque la nullité provient du défaut de capacité ou du consentement et non du vice de forme; que, dans ce dernier cas, l'acte n'existant pas aux yeux de la loi, ne peut être ratifié; — Que cette distinction est contraire au texte de la loi; que ce texte ne présente aucune ambiguïté; qu'il dispose d'une manière générale et absolue; qu'il n'est donc pas permis de l'interpréter et de créer une distinction qu'il n'a pas faite; — Que cette distinction est également contraire à l'esprit de la loi; qu'en effet, d'après la disposition formelle de l'art. 1338 du Code civ., les vices de forme d'une donation sont convertis par l'exécution volontaire des héritiers du donateur, bien que, dans ce cas, il s'agisse d'un contrat pour la perfection duquel des solennités sont requises; à plus forte raison le législateur a voulu que l'exécution volontaire couvrit des nullités de forme quand il s'agit de contrats qui existent indépendamment de toute formalité, par le seul consentement des parties; — Que cette distinction blesserait aussi la raison, puisque les actes nuls, par défaut de consentement, ne méritent pas plus de faveur que ceux qui le sont par un défaut de forme, et que la loi ne reconnaît pas plus l'existence des uns que des autres; — Qu'enfin d'après la maxime, les voies de nullité n'ont pas lieu en France, les actes où se trouvent des vices de forme ne sont pas nuls de plein droit; la loi veut qu'ils produisent des effets jusqu'à ce qu'ils soient attaqués; ainsi ces actes, bien que susceptibles d'être annulés, existent réellement, et conséquemment peuvent être

ratifiés, or, dans l'espèce, il est constant en fait que les parties de Dejeron (les intimés), immédiatement après la passation de l'acte dont il s'agit, prirent possession des biens qui leur furent données en échange; qu'elles en ont joui près de dix ans avant l'introduction de l'instance, et que, pendant le même espace de temps, elles ont souffert que leur père jouît et disposât des biens qu'elles lui avaient cédés en retour de ceux qu'elles avaient reçus; qu'il est donc certain que ces parties ont exécuté volontairement le contrat dont il s'agit, et conséquemment qu'elles l'ont ratifié; — Attendu d'ailleurs, que le contrat d'échange est du nombre des contrats qui reçoivent leur existence de la seule volonté des parties; que l'écriture n'est pas de leur essence, et n'est nécessaire que pour les constater; qu'ainsi, quand même l'acte dont il s'agit serait frappé de nullité, le contrat d'échange ne devrait pas moins conserver toute sa force, si la preuve légitime de son existence était rapportée; — Que la règle qui veut qu'il soit passé acte de toutes choses excédant la valeur de 150 fr., reçoit une exception, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit; — Que dans ce cas, la preuve peut être complétée par des présomptions que la loi abandonne à la prudence des magistrats : — Or, dans l'espèce, les énonciations que présente le contrat de mariage du 15 flor. an 11, dans lequel figure l'épouse du sieur Faure, partie de Dejeron, rendent vraisemblable l'échange contesté; et il résulte des circonstances de la cause des présomptions graves, précises et concordantes, qui ne permettent pas de douter que cet échange n'ait été convenu et consommé; — D'où il suit que les parties de Dejeron sont non recevables dans leur demande en délaissement des biens par elle échangés, et que conséquemment il y a lieu à réformer la décision des premiers juges, et débouter lesdites parties des conclusions par elles prises; — Par ces motifs, déclare les intimés non recevables dans leur demande, etc.

Du 17 déc. 1821. — Cour roy. de Pau. — Prés., M. de Charrière.

CHASSE. — PORT D'ARMES. — PRESCRIPTION.

L'action pour la poursuite des délits de chasse sans permis de port d'armes, ne se prescrit que par trois ans, et non pas seulement par un mois. — Ce délit est entièrement distinct des autres délits de chasse prévus par la loi du 30 avril 1790 (1).

(Sainte-Croix.)

Du 17 déc. 1821. — Cour roy. de Metz.

SUBSTITUTION PROHIBÉE. — RETOUR.

Est nulle comme contenant une substitution prohibée, la disposition testamentaire portant que les biens légués passeront aux enfants de l'héritier institué, et qu'à défaut de descendants de cet héritier, les biens reviendront à l'héritière naturelle du testateur. (Cod. civ., 896.) (2)

(Alamachère — C. Duris.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que Charles Denys, par son testament en date du 15 déc. 1818, reçu Vidard, notaire, institue Jean Alamachère pour son héritier général et universel, dans tous les biens et droits qui lui appartiendront au jour de son

(1) La Cour de cassation s'est prononcée en sens contraire. V. arrêts des 1^{er} oct. 1813, et la note; 10 avril 1819.

(2) La question est fort controversée. V. Cass.

3 juin 1823; 22 janv. 1839, et les notes qui accompagnent ces deux arrêts. V. aussi note Jur. du XIX^e siècle (Table décim., 1831-1840), v^o Substitution, n^o 32 et suiv.

décès; qu'il venait, en conséquence, qu'il jouisse desdits biens sa vie durant, qu'il veut aussi, au cas que ledit Alamarche ait des enfans, que les biens passent à ces enfans et à leur postérité, et les mêmes biens faisant l'objet de l'institution retournent aux héritiers présomptifs de lui testateur;—Attendu que cette obligation de conserver et de transmettre ainsi ses biens, constitue un véritable fideicommissum ou substitution fideicommissaire prohibée par l'art. 886 du Code civ.; qu'il s'ensuit que le testament susdit est nul et ne peut produire aucun effet; — Met l'appel au néant; ordonne, etc.

Du 18 déc. 1821. — Cour roy. de Limoges. — Ch. civ.—Prés., M. de Gaujal, p. p.—Pl., MM. Larivière et Dulac.

ACCEPTATION DE SUCCESSION.—RENONCIATION.—CRÉANCIER.—MANDAT.

La renonciation à une succession est réputée faite au préjudice des créanciers du renonciant, dans le sens de l'art. 788, Cod. civ., par cela seul qu'à l'époque de la renonciation, le débiteur ne payant pas, était soumis à des poursuites.—Il y a lieu, en ce cas, d'autoriser le créancier à accepter, du chef de son débiteur, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'insolvabilité du débiteur, par la discussion de ses biens. (Cod. civ., 788.) (1)

Le mandat de poursuivre, par toutes voies de droit, le remboursement d'une créance, est, de la part du mandant, une autorisation suffisante pour accepter, du chef du débiteur, la succession à laquelle ce débiteur a renoncé. (Cod. civ., 788 et 1988.)

(Nettement—C. Bellanger.)

Le 31 mars 1813, le sieur Nettement donne procuration à M. Quenisset de toucher des sieur et dame Lebeuf la somme de 25,000 fr. et accessoires qu'ils lui doivent; et, à défaut de paiement, de faire toutes poursuites, obtenir tous jugemens, etc., et généralement faire tout ce qui sera nécessaire et convenable pour parvenir au remboursement de la créance. — En vertu de cette procuration, le sieur Quenisset a dirigé des poursuites contre les mariés Lebeuf.

Durant ces poursuites, la succession du sieur Bellanger s'ouvre; la dame Lebeuf y est appelée en concurrence avec d'autres héritiers.—Renonciation de la dame Lebeuf à la succession Bellanger.

Le sieur Quenisset, agissant toujours comme mandataire du sieur Nettement, demande à la justice l'autorisation d'accepter la succession Bellanger, du chef de la dame Lebeuf, aux termes de l'art. 788 du Code civ., ainsi conçu : « Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent se faire autoriser en justice à accepter la succession du chef de leur débiteur, en son lieu et place. »

1^{er} avr. 1818, jugement qui accorde l'autorisation d'accepter.—30 mars 1819, acceptation.

Les héritiers Bellanger ont attaqué cette acceptation.—Ils ont soutenu que l'autorisation

d'accepter ne doit être accordée, aux termes de l'art. 788, que lorsque la renonciation du débiteur est faite pour nuire à son créancier, et qu'elle lui nuit réellement; c'est-à-dire, lorsque les biens personnels du débiteur étant suffisants pour l'acquittement de la dette, la renonciation enlève au créancier les moyens d'obtenir son paiement; qu'ainsi, et seulement alors, on peut dire que le débiteur a renoncé au préjudice du créancier. — Qu'en supposant, au surplus, que, dans l'espèce, le sieur Nettement eût le droit d'accepter la succession répudiée, l'acceptation faite par M. Quenisset, son mandataire, était nulle, en ce que l'acceptation d'une succession était considérée, à raison des conséquences possibles, comme un acte de propriété et d'aliénation qui ne pouvait être fait qu'en vertu d'un mandat exprès, aux termes de l'art. 1988 du Code civ.

6 déc. 1819, jugement par défaut du tribunal de Clamecy, qui déclare nulle l'acceptation de la succession Bellanger, faite par le sieur Quenisset, du chef de la dame Lebeuf, attendu que cette acceptation a été faite sans pouvoir valable à cet effet, et qu'en outre, Nettement ou son mandataire n'ont pas prouvé que la renonciation de la dame Lebeuf fut frauduleuse.

Appel de la part du sieur Nettement. — Dans son intérêt on a dit : l'art. 788 du Code déclare positivement que, dans le cas où des créanciers acceptent une succession du chef de leur débiteur, la renonciation n'est emulée qu'en leur foyer, et jusqu'à concurrence seulement de leurs créances; qu'elle ne l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé. En acceptant cette succession, les créanciers ne font, à proprement parler, qu'un acte conservatoire, ayant pour but unique d'assurer le paiement de leurs créances; qu'ils ne deviennent point héritiers à la place de leur débiteur (V. Chabot, sur l'art. 788, n° 7). Ils ne sont tenus ni des dettes, ni des charges de la succession par leur acceptation; ils ne font donc pas acte d'aliénation. Dès lors, il n'y a point de nécessité qu'un mandataire acceptant pour eux ait un pouvoir expresse; et le droit d'accepter, dans ce cas, est compris dans un pouvoir aussi général que celui qu'avait donné Nettement, puisque l'acceptation n'est qu'un moyen de remplir le but du mandat.

Sur la question de savoir si les créanciers doivent prouver la fraude de la renonciation faite par leur débiteur, on faisait remarquer que l'art. 788 ne leur impose nullement l'obligation de faire juger la fraude : C'est, disait-on, le partage et la liquidation de la succession qui démontreront si la renonciation est frauduleuse. La dame Lebeuf ne paie pas Nettement : donc, à son égard, elle n'est point solvable. Pourquoi discuterait-il les biens de sa débitrice, quand il trouve un autre moyen d'assurer le recouvrement de sa créance? D'ailleurs, n'est-il pas de principe qu'un créancier peut employer simultanément tous les moyens que la loi lui donne de se faire payer. Pour prouver l'insolvabilité de la dame Lebeuf, on argumentait ainsi de ce qu'il existait contre elle une poursuite en expropriation forcée.—

inapplicable l'art. 788 du Code civ. Il semble donc juste de décider, contrairement à l'arrêt ci-dessus, que les créanciers doivent avant tout constater l'insolvabilité du débiteur, en discutant préalablement ses biens. C'est aussi ce qu'enseignent Toullier, loc. cit. et Delvincourt, t. 2, p. 318. V. cependant en sens contraire, Chardon, du Dol et de la fraude, t. 2, n° 265, et de Coullans, Esprit de la jurispr., sur l'art. 788, n° 2.

(1) On a dit généralement que l'insolvabilité du débiteur est la première condition pour que sa renonciation à une succession puisse être révoquée. V. Potier, des Successions, ch. 3, sect. 3, § 2 et 3; Toullier, t. 4, n° 348. — Mais l'insolvabilité ne résulte pas nécessairement de l'insolabilité du débiteur à payer ses créanciers; malgré cette inexactitude, le débiteur peut être solvable, et dès lors sa renonciation à la succession ne serait pas faite au préjudice des droits des créanciers, ce qui rendrait

D'un autre côté, ajoutait-on, de quel se plaignent les héritiers Bellanger? L'acceptation faite par le sieur Nettement ne peut leur porter aucun préjudice, puisqu'il n'a d'autres droits à exercer que ceux de la dame Lebeuf, sur lesquels ils n'avaient naturellement rien à prétendre.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que par arrêt du 18 déc. 1820, les mariés Lebeuf ont été condamnés à payer à Nettement la somme de 25,000 fr., ensemble les intérêts de plusieurs années;—Qu'en vain on oppose une cession aux mariés Lebeuf par un sieur Lefèvre, banquier à Paris, d'une somme de 30,000 fr. sur Nettement, et la compensation qui s'est opérée;—Que les mariés Lebeuf ne sont pas en cause; que le procès est entre Nettement et les héritiers Bellanger, et qu'on ne peut pas exclure du droit d'aucun;—Considérant que la dame Lebeuf était l'une des héritières du sieur Bellanger et qu'elle a renoncé à sa succession; qu'aux termes du droit, les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits peuvent se faire autoriser en justice à accepter la succession du chef de leur débiteur, en son lieu et place; que, dans l'espèce, la dame Lebeuf doit et ne paie pas le capital de 25,000 fr. et les intérêts;—Que, d'un autre côté, divers actes produits attestent que ses biens sont en expropriation, et que le préjudice que cette renonciation peut faire à ses créanciers est évident;—Considérant que l'adition d'hérédité pouvant exposer l'héritier à payer plus qu'il ne recevra, il faut sans doute une procuration expresse; mais que l'acceptation par un créancier, au lieu et place du débiteur qui renonce, ne l'oblige pas à payer les dettes au delà de ce qui lui reviendrait;—Qu'en vain, on oppose le cas d'un créancier qui s'emparerait de tout sans formalités, puisqu'alors on le poursuivrait, non comme héritier, mais comme voleur;—Que, dans l'espèce, la procuration en vertu de laquelle le mandataire a accepté, au nom de la femme Lebeuf, est générale et a pour objet de poursuivre les débiteurs et de faire rentrer les créances par tous les moyens que la justice autorise; qu'il ne s'agit ici que de toucher ce qui aurait pu revenir à la dame Lebeuf, si elle n'eût pas renoncé, et qu'on tel pouvoir est suffisant pour cela;—A mis le jugement dont est appel au néant; émendant, ordonne que les opérations du partage et liquidation de la succession Bellanger continueront d'avoir lieu avec l'appelant, dans les qualités par lui prises, pour exercer ses droits sur la part afférente à la dame Lebeuf;—Déclare le présent arrêt commun avec les héritiers Bellanger; etc.

Du 19 déc. 1821. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Sallé.—Concl., M. Pascaud, av. gén. — Pl., MM. Mater et Frayton.

1^{er} et 2^e INSTITUTION CONTRACTUELLE. —PRÉJUDICES.—CADUCITÉ.—CLAUDE D'ASSOCIATION.

3^e TESTAMENT.—RÉVOCATION.—ACTE NUL. 1^{re} INSTITUTION CONTRACTUELLE faite par un autre

(1) V. sur ce point, le résumé de doctrine et du jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 13 janv. 1818. — M. Colin-Delisle qui examine aussi la question dans son *Commentaire des donat. et test.*, pense qu'elle ne peut être résolue en thèse générale. « Quelque soit la clause d'association, dit cet auteur, sur l'art. 1082, n° 59, sa présence sous la forme d'une condition ou d'une charge imposée à l'institution, rien n'empêche que le juge ne pénétre l'intention des parties et n'adjuge le tout au donataire principal, s'il reconnaît que l'in-

stitution ascendante, est caduque en cas de pré-décès de l'institué, sans postérité issue du mariage en faveur duquel l'institution avait été faite. — Les enfants de l'institué nés d'un second mariage, ne peuvent profiter de l'institution. (Cod. civ., 1082.)

2^e L'institution contractuelle faite avec clause d'association des frères et sœurs de l'époux institué, est nulle quant aux frères et sœurs. — Et la nullité profite aux héritiers de l'instituant, et non à l'époux institué. (Cod. civ., 1082, 896.) (1)

3^e La disposition universelle renfermée dans un testament, est révoquée par une institution contractuelle faite postérieurement au profit d'autres personnes, lors même que cette institution est nulle. (Cod. civ., 1037.) (2)

(Moissy — C. Cutard.)

28 janv. 1779, contrat de mariage de Jean Cutard, par lequel Anne Ageorges l'institue pour son héritier dans tous les biens qu'elle délaisserait. — Peu de temps après, l'épouse de Jean Cutard est décédée sans laisser aucun enfant de leur union. Jean Cutard a contracté un nouveau mariage, et est décédée lui-même quelques années après, laissant plusieurs enfants de ce second mariage. — Anne Ageorges, institutrice, a survécu à Jean Cutard. — 17 mai 1807, testament par lequel cette dernière lègue à François Cutard, l'un des enfants de Jean, tous les biens qu'elle laissera à son décès, à la charge de payer un an après à François, Germain, Louis et Marie Moissy, neveux et nièces de la testatrice, la somme de 300 fr. chacun. — 15 sept. 1812, contrat de mariage de Jean-Baptiste Cutard, autre enfant de Jean, par lequel Anne Ageorges l'institue pour son héritier, dans tous les biens qu'elle laissera à son décès, à la charge par lui d'associer par portions égales dans lesdits biens, François, Jean, Germain et Jeanne Cutard, ses frères et sœur. De plus, elle donne par préciput à François Cutard, qui avait été institué par le testament de 1807, la somme de 800 fr., et à Jeanne Cutard la somme de 600 fr. — Anne Ageorges, auteur de toutes ces dispositions, est décédée en 1815. Jean-Baptiste Cutard, dernier héritier contractuel, s'est mis en possession de tous les biens de la succession.

Les enfants Moissy, neveux de l'institutrice et ses héritiers naturels, ont assigné Jean-Baptiste Cutard devant le tribunal de la Châtre, en délaissement des biens dont il s'agit. — Jean-Baptiste Cutard a opposé son contrat de mariage du 13 sept. 1812, qui l'instituait héritier, conjointement avec ses frères et sœurs, qu'il avait été chargé d'associer à l'institution. — Les derniers furent mis en cause.

Les héritiers naturels ont prétendu que la clause d'association que renfermait cette institution était nulle; qu'elle contenait une institution prohibée; qu'ainsi, cette nullité devait avoir pour résultat de faire rentrer tous les biens dans la succession.

Leur demande a été de lui tout donner, et que la charge, nulle en elle-même, n'eût été qu'une condition dont la défaillance devait profiter à l'institué; au contraire, s'il reconnaît que par erreur de droit ou par l'insuffisance de la rédaction, en fait, sous une forme conditionnelle, fait une véritable disposition, le juge ne permettra pas que l'institué profite de ce que l'instituant n'aura pas voulu lui donner... »

(2) V. anal. dans le même sens, Limoges, 9 mai 1809; Cass. 16 nov. 1812,

Les frères Cutard ont soutenu : 1° — Que la clause d'association, valable dans l'ancienne jurisprudence, n'était pas révoquée par la législation actuelle; qu'en tous cas la nullité devait tourner au profit de l'institué, qui, dans l'espèce, est Jean-Baptiste Cutard; — 2° Qu'en supposant que cette institution ne dût être pour eux d'aucun effet, ils pouvaient invoquer celle faite le 28 janv. 1779, en faveur de Jean Cutard leur père, bien que celui-ci fût décédé avant l'instituante, et qu'ils ne fussent nés que d'un mariage postérieur à celui qui avait été l'occasion de l'institution; — 3° Qu'en supposant enfin qu'aucune des deux institutions précédentes ne pût produire d'effet, ils pouvaient se prévaloir du legs universel fait dans le testament du 17 mai 1807, en faveur de François Cutard; que du moins, si l'on prétendait que le contrat de mariage postérieur, du 13 sept. 1812, a révoqué ce legs, il devait valoir jusqu'à concurrence du sixième des biens, seule portion pour laquelle François Cutard avait été institué dans le contrat de mariage dont il s'agit.

Et août 1818, jugement du tribunal de la Châtre, par lequel, sans s'arrêter au contrat de mariage de Jean Cutard, du 28 janv. 1779, ni à l'institution contractuelle stipulée à son profit, laquelle est devenue caduque par le décès de Jean Cutard, arrivé avant celui d'Anne Ageorges, et sans laisser d'enfants de ce mariage; et statuant sur les conclusions des héritiers naturels, en ce qui concerne les institutions d'héritiers faites par Anne Ageorges, par le testament du 17 mai 1807, le contrat de mariage du 13 sept. 1812, déclare le testament susdité révoqué et de nul effet; maintient l'institution d'héritier faite en faveur de Jean-Baptiste Cutard, par le contrat de mariage précité, pour lui profiter jusqu'à concurrence de la sixième portion à lui attribuée par ce contrat de mariage des biens que Anne Ageorges a laissés au jour de son décès, prélèvement fait des 1400 fr. de préciput stipulés; donne acte aux frères Moissy de leur consentement à ce qu'il prenne cette sixième portion; déclare, au surplus, les dispositions faites dans ce même contrat par Anne Ageorges en faveur de Jean, François, Germain, Anne et Jeanne Cutard, de nul effet, comme prohibées par l'art. 896 et 1082 du Code civ.

Appel de la part des frères et sœurs Cutard.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'une institution contractuelle est annulée par le décès de l'institué avant celui de l'instituant; qu'à la vérité, cette règle cesse dans le cas d'enfants, parce que l'institution en faveur du mariage est réputée par la loi faite à leur profit; mais que ces enfants sont ceux nés du mariage qui a donné lieu à l'institution, non de ceux nés d'un mariage postérieur, l'instituant étant présumé n'avoir considéré que le mariage auquel il concourt, et les fruits qui pourraient en résulter; — Que cette règle ne peut recevoir d'exception qu'an cas où il s'agirait d'une institution faite par un père à ses fils, parce que ses petits-fils, de quelque mère qu'ils soient nés, sont toujours l'objet de son affection; — Que dans l'espèce, Jean Cutard, premier du nom, institué (en 1779), est mort avant Anne Ageorges, instituante, et n'a point laissé d'enfants du mariage en faveur duquel l'institution fut faite, mais seulement d'un mariage postérieur, qui sont les appelans; — Considérant qu'une institution contractuelle ne peut avoir lieu que par

contrat de mariage en faveur des époux et leurs enfans, et que dans l'acte du 13 sept. 1812, Jean Cutard, second du nom, était le seul des six enfans qui se mariait alors; — Que cette institution le charge bien d'appeler au partage ses cinq frères et sœurs, tous les six étant associés par égale portion; mais que cette disposition à l'égard des cinq autres ne pouvait avoir lieu que par une institution particulière à chacun d'eux; qu'ainsi, elle est nulle en la forme; — Qu'à la vérité Jean Cutard, second du nom, ne pourrait lui opposer ce vice, parce que le partage était une condition, une charge de son institution; mais qu'ici ceux qui réclament sont les héritiers du sang auxquels rien n'interdit la critique des irrégularités de cette disposition; — Considérant qu'il en est de même des prélèvements ayant partage, stipulés en faveur de François et Anne Cutard, puisque, d'une part, la forme des dispositions est irrégulière à leur égard, et que de l'autre n'ayant pas droit au partage, il ne peut y avoir lieu à prélèvement à leur profit; — Considérant que l'institution au profit de Jean Cutard, second du nom, ayant été faite par son contrat de mariage de 1812, la disposition est valable à son égard; mais que l'instituante ayant appelé les six enfans à un partage par égales portions, celle de l'époux institué se réduisait nécessairement à un sixième; — Considérant que l'accroissement a lieu quand le legs fait à l'un des intimés devient caduc; mais qu'il ne peut jamais s'opérer quand les dispositions n'ont pas été faites dans une forme légale; que, dans l'espèce, celle en faveur des cinq enfans autres que l'époux est nulle, comme contraire à la loi, et dès lors réputée non écrite; — Considérant qu'aux termes de droit, les testaments sont révoqués par un testament postérieur ou par un acte devant notaire, portant déclaration de changement de volonté; — Que, dans l'espèce, le testament de 1807 disposait de toute la fortune d'Anne Ageorges en faveur de François Cutard, l'un des six enfans, et que l'institution contractuelle du 13 sept. 1812 est aussi de toute la fortune de l'instituante au profit de Jean Cutard, second du nom; qu'ainsi il y a révocation tacite de son testament; — Qu'en vain on oppose que François Cutard étant appelé par cette institution au sixième de la fortune de l'instituante, cette institution n'a annulé le testament de 1807 que pour les cinq autres sixièmes; qu'ainsi le legs y contenu doit valoir pour cette portion; — Qu'un testament et une institution contractuelle de la même fortune, et au profit de personnes différentes, attestent un changement de volonté; qu'ainsi ces deux actes ne peuvent exister simultanément; que le premier ayant été révoqué, il ne reste plus à François Cutard d'autre titre que la disposition portée en l'acte de 1812, laquelle est nulle de droit; — A mis l'appellation au néant; ordonne, etc.

Du 19 déc. 1821. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Sallé, p. p. — Concl., M. Paccaud, av. gén. — Pl., MM. Mayet-Généty et Mater.

INTÉRÊT CONVENTIONNEL.—RETENUE.—EFFET RÉTROACTIF.

Les intérêts des capitaux exigibles depuis la loi du 3 sept. 1807, ne sont pas sujets à retenue, encore que le titre de la créance soit antérieur. (L. du 3 sept. 1807, art. 2.) (1)

(Bailly—C. Bonnevau.)

Du 19 déc. 1821. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. Paganon.

(1) V. dans le même sens, Cass. 13 mai 1817; 22 mars 1820, et les notes. — Il en est autrement pour

les rentes anciennement constituées. V. Cass. 25 fév. 1818.

1^o CONCILIATION.—DEMANDE MIXTE.—SAISIE-ARRÊT.**2^o BILLETS AU PORTEUR.—VALIDITÉ.**

1^o Le préliminaire de conciliation n'est pas nécessaire pour intenter une demande tendant à la fois au paiement d'un billet et à la validité d'une saisie-arrêt pratiquée à fin de sursis du paiement. (Cod. proc., 48 et 566.)

2^o Les billets au porteur ne sont pas prohibés par la nouvelle législation (1).

(Boisieux — C. Saint-Yon.)

Jugement du tribunal civil d'Aorillac, qui prononce en ces termes : « Attendu que, d'après l'art. 566 du Code de proc., il n'est, en aucun cas, nécessaire de faire précéder la demande en validité par une citation en conciliation; que lorsque la saisie n'a pas été faite en vertu d'un acte exécutoire, la demande en condamnation et en validité est un préliminaire nécessaire et indispensable, pour pouvoir parvenir à faire faire la déclaration au tiers saisi; — Attendu qu'une saisie-arrêt n'est qu'un acte conservatoire, qui pouvait avoir lieu avant de faire constater le refus du paiement au domicile du sieur de Boisieux fils, du montant du billet; — Attendu que ce refus est suffisamment constaté par la dénonciation de la saisie qui fut faite au sieur de Boisieux, le 17 juill. 1819, avec assignation en condamnation et en validité, puisque celui-ci, bien loin d'offrir de faire le paiement en venant le prendre chez lui, refuse encore de s'acquitter; »

« Attendu que si les nouveaux Codes n'ont pas parlé de billets au porteur, et ne les ont pas rangés dans la classe des effets de commerce, ils ne les ont pas non plus prohibés; que l'usage s'en est constamment maintenu comme auparavant; qu'on les a regardés comme valables, et dus à la personne qui les représentait, sans qu'ils fussent revêtus d'aucun ordre, transfert ou cession, et condamnés les souscripteurs à en payer le montant; — Attendu que les billets au porteur n'étant pas placés au nombre des effets de commerce, ou ne doit pas exiger, pour leur validité toutes les conditions voulues pour la validité des billets à ordre et des lettres de change; — Attendu, d'ailleurs, que le sieur de Boisieux fils ne désavoue pas d'avoir souscrit la promesse dont il s'agit; — Le tribunal, etc. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Sans qu'il soit besoin de s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée contre l'appel, et par les motifs exprimés au jugement dont est appel; — Dit bien jugé, etc.

Du 19 déc. 1821. — Cour roy. de Riom. — 1^{re} ch. — Prés., M. Thévenin. — Concl., M. Archon-Despérans, av. gén. — Pl., MM. de Vissac et Allemaud.

CONFLIT.—COLONIES.—ACTION POSSESSOIRE.—ENQUÊTE.

Les gouverneurs des colonies peuvent élever le conflit. — Rés. Impl. (2).

Il n'y a pas lieu d'élever le conflit sur le jugement qui, au sujet d'une action possessoire, se borne à ordonner une enquête, et ne préjuge ni ainsi, ni la compétence, ni le fond.

(Picou — C. Grassier.)

Les héritiers Picou se prétendant propriétaires d'un terrain situé à la Guadeloupe et cédé au sieur Grassier par acte administratif, attaquèrent le concessionnaire au possessoire. — Saisi par

appel, le conseil supérieur de la colonie admit les héritiers Picou à faire preuve, par voie d'enquête, de la possession annale.

Le gouverneur éleve alors le conflit, sur le motif que la contestation tendait à mettre en question l'acte de concession;

Lors, etc.; — Considérant, dans l'espèce, que le conseil supérieur de la Guadeloupe s'est borné à prononcer sur une action possessoire, et que son jugement ne préjuge ni la compétence, ni le fond, qu'ainsi le conflit est mal élevé. — Art. 1^{er}. L'arrêt de conflit pris par le gouverneur et administrateur de la Guadeloupe, le 31 août 1819, est annulé.

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

CONFLIT.—CONFLIT NÉGATIF.—RENOU.

De ce que sur le renvoi d'une cause devant l'autorité administrative pour faire interpréter un acte administratif, cette autorité déclare que la contestation ne peut être décidée que d'après les règles du droit commun dont l'application appartient aux tribunaux, il ne s'ensuit pas qu'il y ait conflit négatif. Le conflit n'existerait qu'autant qu'après cette déclaration, l'autorité judiciaire, saisie de nouveau, aurait refusé de statuer (3).

(Jausaud — C. Antoine.)

Lors, etc.; — Considérant, dans l'espèce, que la Cour de cassation a, par son arrêt du 27 germ. an 12, renvoyé les parties devant l'autorité administrative, à l'effet de faire déclarer si, d'après l'acte d'adjudication du 8 mess. an 4, le sieur Jausaud, propriétaire, était obligé d'entretenir, non-seulement le premier bail qui expirait le 5 flor. an 6, mais encore le second, qui ne devait commencer à courir qu'après l'expiration du premier; — Considérant que cet arrêt a été exécuté par les parties, lesquelles se sont retirées devant le conseil de préfecture du département des Vosges pour obtenir la déclaration demandée;

— Que le conseil de préfecture a, par son arrêt du 28 frimaire an 14, statué sur le fond de la question et condamné le sieur Jausaud à entretenir les deux baux dont il s'agit; — Considérant que sur le pourvoi dudit sieur Jausaud contre cet arrêt, ayant reconnu qu'il n'existait, dans l'acte d'adjudication du 8 mess., qu'une clause générale sur l'entretien des baux, sans aucune clause spéciale qui y eût dérogé, nous avons déclaré par notre ordonnance du 4 avril 1816, que la question renvoyée par la Cour de cassation à l'autorité administrative, ne pouvait être décidée, dans l'espèce, par les actes administratifs, mais par les règles du droit commun, dont l'application appartient aux tribunaux; — Considérant qu'il n'est produit aucun acte duquel il résulte que les tribunaux, aient, postérieurement à notre dite ordonnance, refusé de statuer dans l'état présent de la cause; et que, d'un autre côté, le sieur Jausaud n'a présenté aucune requête par la voie contentieuse, qu'ainsi il n'existe pas réellement de conflit négatif.

Art. 1^{er}. Il n'y a lieu à statuer sur le prétendu conflit négatif mentionné dans le rapport ci-dessus énoncé.

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

(1) V. sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cass., du 17 août 1812. V. aussi notre *Table décenn.*, 1831-1840, v^o *Billet au porteur*, n^o 1 et suiv.

(2) Sic, Cormenin, *Droit admin.*, v^o *Conflits*, § 2.

(3) Sic, 17 juill. 1822 (aff. *Courtois*); F. aussi Cormenin, *Droit admin.*, v^o *Conflits*, § 6.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — EGALITÉ PROPORTIONNELLE.

En matière de contribution foncière, le rappel à l'égalité proportionnelle peut avoir lieu, non-seulement en abaissant la cote du réclamant, dans le rapport déterminé par les cotes de comparaison qu'il a indiquées, mais aussi en élevant ces cotes, si elles sont trop faibles, dans le rapport également déterminé par lui.

(Raguillet et autres.)

Les sieurs Raguillet et consorts avaient sollicité une réduction de leurs cotes de contribution foncière, qu'ils prétendaient trop élevée par comparaison avec celle du sieur Jousserandot. — Le conseil de préfecture, au lieu d'accueillir la demande en réduction, suréleva la cote que les réclamans avaient prise pour terme de comparaison. — Pourvoi par les sieurs Raguillet et consorts.

LOUIS, etc. : — Vu les art. 3 et 6 de l'arrêté du gouvernement du 24 flor. an 8, portant : « Que si les répartiteurs ne conviennent point de la surtaxe, deux experts seront nommés, l'un par le sous-préfet, l'autre par le réclamant, à l'effet de réviser les cotes indiquées pour comparaison. — Vu la lettre du conseiller de préfecture, remplaçant le préfet, en date du 7 fév. 1821, portant que l'erreur commise au profit du sieur Jousserandot a été rectifiée sur le rôle de 1819, conformément à l'arrêté du conseil de préfecture ;

Considérant que le rappel à l'égalité proportionnelle, en matière de contribution foncière, peut avoir lieu soit en abaissant les cotes des réclamans dans le rapport déterminé par la cote de comparaison, soit en élevant ladite cote de comparaison quand elle est trop faible, dans le rapport déterminé par les réclamans ; — Considérant, dans l'espèce, que le conseil de préfecture a fait une juste application du second moyen, en déclarant que la cote de la maison Jousserandot, indiquée pour terme de comparaison, avait été fixée à une époque où cette maison, nouvellement construite et occupée en partie seulement, ne produisait pas tout le revenu impossible qu'elle produisait actuellement ; que ladite cote était évidemment trop faible, et qu'elle devait être portée de 600 à 715 fr. pour rétablir l'égalité proportionnelle entre elle et les cotes des réclamans ; — Qu'il résulte de la lettre du conseiller de préfecture ci-dessus visée que l'augmentation déterminée par le conseil de préfecture a été faite sur le rôle de 1819, et que l'arrêté du 24 fév. 1821 accorde aux requérans la décharge à laquelle ils avaient droit pour 1818 ; — Que, dès lors, ils ne seraient fondés à réclamer contre ledit arrêté que dans le cas où ils soutiendraient que la cote du sieur Jousserandot, ainsi augmentée, n'est pas encore assez élevée ; que, dans ce cas, l'arrêté précité réserve leurs droits à l'expertise contradictoire ; et que, par tous ces motifs, les requérans ne sont fondés, sous aucun rapport, à attaquer le susdit arrêté ;

Art. 1^{er}. Les requêtes du sieur Raguillet et consorts sont rejetées.

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. Jauffret. — Pl. M. Darrieux.

CONSEIL D'ÉTAT. — COMMUNE. — POURVOIS.

— MINISTRE. — TIERCE OPPOSITION. — DÉPENS. Le ministre de l'intérieur n'a pas qualité pour former un pourvoi devant le conseil d'Etat dans l'intérêt particulier d'une commune (1). En conséquence, la commune est recevable à former tierce opposition à l'ordonnance qui a pu intervenir sur le pourvoi du ministre, mais par suite du même principe, elle ne peut, malgré ce pourvoi, être relevée de la déchéance qu'elle a encourue pour ne s'être pas pourvue elle-même dans les délais du règlement (2).

Ainsi, elle doit seulement être relevée de la condamnation aux dépens prononcée contre elle par l'ordonnance rendue sur le pourvoi du ministre.

(Commune de Molay. — C. Bruet et Canet.)

LOUIS, etc. : — Considérant que le ministre de l'intérieur n'avait pas qualité pour représenter la commune de Molay dans l'instance qui a donné lieu à notre ordonnance du 24 mars 1819 ; qu'ainsi la commune n'aurait pas dû être condamnée aux dépens de ladite instance, que, par conséquent, la tierce opposition à notre ordonnance du 24 mars 1819 est recevable dans la forme ;

Et faisant droit sur ladite opposition : — Considérant que les arrêtés du conseil de préfecture du département du Jura, des 30 sept. 1814 et 19 mai 1818 ont été régulièrement signifiés à la commune de Molay, en la personne de son maire, les 13 oct. 1814 et 3 juin 1818 et que les délais utiles du pourvoi étant expirés, lesdits arrêtés ont acquis l'autorité de la chose jugée ; qu'ainsi la commune n'est pas recevable à les attaquer ;

Art. 1^{er}. La commune de Molay est reçue dans sa tierce opposition à notre ordonnance du 24 mars 1819 ; — La disposition de ladite ordonnance qui condamne la commune aux dépens est rapportée. — 2. Le pourvoi de la commune de Molay contre les arrêtés du conseil de préfecture du département du Jura, des 30 sept. 1814 et 19 mai 1818 est rejeté.

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. de Cormenin. — Pl. MM. Reboul et Buchot.

FOURNISSEUR. — GARDE MAGASIN. — RESPONSABILITÉ.

Le garde-magasin commissionné par le gouvernement, ne peut, comme responsable de ses préposés, contester les récépissés de fournitures délivrés par ceux-ci en son nom, encore que dans ces récépissés se trouve cette réserve sans vérification des quantités (3).

De Saint-Martin — C. Ministre de la guerre.)

LOUIS, etc. : — Considérant que le sieur Saint-Martin exerçait les fonctions de garde-magasin des vivres-pain à Paris, dans le mois de mars 1814 ; qu'en cette qualité, il avait sous ses ordres tous les préposés et employés de tous les magasins affectés à ce service, dans lesquels, à ladite époque, on déposait du pain et des sacs arrivant de l'armée à Paris ; que le comptable était tenu d'en faire constater les quantités qui entraient dans lesdits magasins ; qu'il était seul responsable de

exercice, eueout la déchéance du même que si elle avait négligé tout recours.

(3) F. anal, dans le même sens, sur la responsabilité des fournisseurs ou gardes-magasins commissionnés par le gouvernement, à l'égard des agents ou préposés subalternes qu'ils emploient, ordonn. des 20 fév. 1815 (aff. Aubert) ; 14 juill. 1819 (aff. Lefeu).

(1) F. dans le même sens, ordonn. des 8 sept. 1819 (aff. comm. de Goussier) ; 14 nov. 1821 (aff. commune des Esbarts), et les notes.

(2) Le conseil d'Etat a jugé plusieurs fois, dans un sens analogue, et notamment par ordonn. des 27 août 1817 (aff. Bosteller) ; 17 juin 1818 (aff. Huot), et 21 déc. même année (aff. Martel), que la partie qui se trompe sur la mode de recours qu'elle

sa gestion, et que par conséquent le sieur de Saint-Martin ne peut contester aucun des récépissés donnés en son nom pour tous les versements effectués dans ses magasins ;

Considérant qu'indépendamment de la réserve exprimée dans lesdits récépissés, par les mois *sauf la vérification des quantités*, le sieur de Saint-Martin était tenu, d'après les règlements militaires, de faire procéder à ladite vérification, ou de faire constater l'impossibilité de cette opération par des procès-verbaux en règle; qu'en admettant même qu'il n'y eût pas de commissaire des guerres attaché au service de Paris, les règlements ont déterminé le mode suivant lequel lesdits procès-verbaux doivent être suppléés; que le sieur de Saint-Martin ne produit aucune desdites pièces, et que, par conséquent, il n'est pas recevable dans sa réclamation ;

Art. 1^{er}. Les requêtes du sieur de Saint-Martin sont rejetées.

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Villefosse. — Pl., M. Loiseau.

1^o CONSEIL DE PRÉFECTURE. — ARRÊTÉ PAR DÉFAUT. — AUTANT CAUSE.

2^o DOMAINES NATIONAUX. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

1^o Les arrêtés des conseils de préfecture doivent être considérés comme rendus par défaut à l'égard des parties qui n'ont pas produit de défenses; ils sont en conséquence susceptibles d'opposition de la part de ces parties. — Peu importe qu'il y ait eu défense de la part de l'ayant cause qui a comparu.

2^o La question de savoir si un terrain litigieux fait ou non partie d'une vente nationale, est du ressort exclusif des tribunaux, lorsqu'elle ne peut être résolue par les actes administratifs, mais seulement par les règles du droit commun (1).

(Aurenque — C. Ginoux.)

Le sieur Aurenque, adjudicataire d'un bien national, avait été mis en cause dans une instance qui s'agissait devant le conseil de préfecture entre le sieur Dufour, sous-acquéreur, et le sieur Ginoux. Il ne comparut pas. La décision du conseil de préfecture ayant été favorable au sieur Ginoux, il y forma opposition; mais il fut déclaré non recevable par le motif qu'il avait été appelé à se défendre, et que d'ailleurs il avait été représenté par le sieur Dufour, son ayant cause. — Pourvoi.

Lors, etc. — Considérant, sur la fin de non-recevoir, que le sieur Aurenque n'a pas produit ses moyens de défense devant le conseil de préfecture, et conséquemment que l'arrêt du 24 avril 1819 doit être considéré, à son égard, comme ayant été pris par défaut ;

Considérant au fond que, par l'acte d'adjudication, il a été vendu au sieur Aurenque l'ancien presbytère de Saint-Sixte, confrontant, du midi, au chemin public, et du levant, du couchant et du nord aux maison et terre du sieur Ginoux ; — Que ledit sieur Ginoux ne conteste point et

reconnait même la servitude du passage sur le terrain litigieux, mais que le sieur Aurenque soutient que ce terrain lui appartient comme une dépendance du presbytère : — Que cette question ne peut être résolue par les actes administratifs, mais par les règles du droit commun, dont l'application appartient aux tribunaux ;

Art. 1^{er}. Le sieur Aurenque est déclaré propriétaire de l'ancien presbytère de Saint-Sixte, confrontant, d'un côté au chemin public, et des trois autres au sieur Ginoux ; — 2^o Les arrêtés du conseil de préfecture du département de Lot-et-Garonne, en date des 24 avril et 13 août 1819, sont annulés pour cause d'incompétence, et les parties sont renvoyées devant les tribunaux pour y faire statuer sur la question de bornage.

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Jauffret. — Pl., MM. Huart-Dupare et Nicod.

PÉAGE. — BAIL. — DÉCISION MINISTÉRIELLE. — EXÉCUTION.

Lorsque le bail du péage d'un pont a été passé par un préfet, sauf l'approbation du ministre de l'intérieur, et que le ministre ne donne cette approbation que sous la réserve d'une modification au cahier des charges, les adjudicataires peuvent demander la résiliation du contrat, sur la notification à eux faite de cette décision, mais seulement tant qu'il n'y a pas eu acquiescement de leur part. — S'ils exécutent la décision du ministre, en percevant les droits de péage, ils ne sont plus recevables à demander la résiliation (2).

(Liébaud — C. Ministre de l'intérieur.)

Lors, etc. — Considérant que l'adjudication du péage des ponts de Meulan a été passée, sauf l'approbation de notre ministre de l'intérieur ; — Considérant que cette adjudication a été l'objet de deux lettres ministérielles, la première en date du 31 mai 1819, portant rectification des clauses pénales inscrites dans le cahier des charges ; la deuxième, en date du 31 juillet 1819, portant insertion audit cahier des charges d'une clause additionnelle relative à l'exemption des charretiers et employés à la remonte des bateaux ; — Que ces deux décisions ont été notifiées simultanément aux soumissionnaires, en ce que le cahier des charges, modifié en conséquence desdites décisions, n'a été délivré que le 15 sept. 1819 aux sieurs Liébaud, Guyart et Désert, lesquels n'avaient reçu antérieurement aucune autre notification ; — Que les soumissionnaires avaient, sans doute, le droit de refuser leur adhésion au cahier des charges ainsi modifiés, mais qu'au lieu de demander la réalisation de ladite adjudication, ils l'ont exécutée en percevant les droits de péage, en conformité d'icelle : — Que, dès lors, le conseil de préfecture a fait une juste application des clauses et conditions de ladite adjudication, en exemptant du droit de péage, conformément à la clause additionnelle insérée par notre ministre de l'intérieur, les charretiers et employés à la remonte des bateaux ;

(1) Principe constant. V. ordonn. des 20 Janv., 17 nov. 1819 (aff. Damécourt), et la note; 29 déc. même année (aff. comm. de Martigues); 11 fév. 1820 (aff. Jacquart).

(2) Cette solution, quant au fond, ne paraît susceptible d'aucune observation; mais elle présente ceci de remarquable, que nonobstant le principe admis par la jurisprudence, qui attribue compétence aux tribunaux pour juger les difficultés relatives à

l'exécution de baux administratifs, elle reconnaît au contraire implicitement, dans l'espèce, la compétence de l'administration. — « La raison de cette compétence, dit à cet égard M. Sarrigny, Compét. et proc. adm., n° 551, se tire à l'égard des contestations entre l'administration et le fermier du péage, de ce qu'il s'agit d'un objet qui rentre dans la grande voirie, matière sur laquelle le conseil de préfecture a toute juridiction, en vertu de l'art. 4, § 6, de la loi du 28 pluv. an 8. »

Art. 1^{er}. La requête des sieurs Liébaud, Guyart et Désert est rejetée.

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Villemain. — Pl., M. Isambert.

COMMUNE. — DETTE. — PAIEMENT. — ARRÊTÉ PRÉFECTORAL. — RECOURS.

C'est devant le ministre de l'intérieur et non devant le conseil d'Etat que doit être porté le pourvoi formé par un particulier contre l'arrêté du préfet qui déclare n'y avoir lieu à faire droit sur la demande en paiement d'une somme qu'il prétend lui être due par une commune (1).

(Morin — C. ville de Chartres.)

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat.

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBL. — PASSAGE. — CONSTRUCTIONS NOUVELLES.

Le propriétaire qui est en possession non contestée d'un droit de passage pour les voitures dans une impasse, peut s'opposer au déplacement d'une fontaine publique qui aurait pour effet de le priver de l'exercice de ce droit, tant que ce déplacement n'a pas été autorisé, soit par les règlements généraux d'alignement soit dans les formes voulues par les lois relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

(Gouin — C. Ministre de l'intérieur.)

Le sieur Gouin est propriétaire d'une maison à Tours, au fond de l'impasse Saint-Hilaire. Une fontaine est élevée à l'entrée de l'impasse, mais de manière à laisser un passage suffisant pour les voitures. En 1820, cette fontaine fut placée au milieu de l'entrée de l'impasse, en vertu d'un arrêté du préfet, et, par suite, les voitures ne purent plus passer.

Reclamations du sieur Gouin. Le préfet et le ministre de l'intérieur rejettent ses réclamations par le motif : 1^{er} Que, d'après le rapport de l'expert-voier, il n'existe point de passage pour les voitures avant le renversement de l'une des bornes qui garantissent la fontaine ; 2^o qu'il entrerait dans le projet de restauration de rétablir cette borne, et 3^o que ce projet et la dépense relative à son exécution, ayant été approuvés par une ordonnance royale, il ne leur appartenait d'y rien changer.

Pourvoi du sieur Gouin fondé sur ce qu'aux termes 1^{er} de l'art. 543 du Code civ., 2^o de l'art. 10 de la charte de 1814, et de l'art. 1^{er} de la loi du 8 mars 1810, il ne pouvait être dépouillé de sa propriété sans indemnité.

Louis, etc. — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, d'un droit de passage pour les voitures dans l'impasse Saint-Hilaire, réclamé par le sieur Gouin, pour le service de sa maison, située au fond de ladite impasse, et qu'il n'est pas contesté que le sieur Gouin était, de fait, en possession dudit passage, pour voitures, avant la reconstruction de la fontaine Saint-Hilaire, sur un nouvel emplacement ; — Considérant que sur le plan général de la ville de Tours, homologué par notre ordonnance du 17 juill. 1820, il n'existe pas de désignation qui indique le déplacement ou l'état

nouveau de la fontaine Saint-Hilaire, ni aucune disposition de bornes ou barrières tendant à interdire la voie charretière dans ladite impasse ; — Considérant que notre ordonnance du 18 oct. 1819, en approuvant le budget de la ville de Tours, a fait les fonds nécessaires pour l'achèvement de travaux aux sources Saint-Avertin, et restauration de celles de la ville, mais n'a homologué aucun plan ni ordonné aucune disposition particulière pour la reconstruction de la fontaine Saint-Hilaire dans son nouvel emplacement ; — Vu la loi du 8 mars 1810.

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet du département d'Indre-et-Loire, du 3 oct. 1820, et la décision de notre ministre de l'intérieur, du 24 mars 1821, sont annulés ; — 2. La fontaine Saint-Hilaire sera rétablie dans son ancien emplacement et suivant ses anciennes dimensions, à moins que la commune ne fasse déclarer, s'il y a lieu, dans les trois mois et dans les formes voulues par la loi, l'utilité du nouveau projet, et sauf, dans ce cas, le droit du sieur Gouin de faire régler l'indemnité qui pourrait lui être due, conformément à la loi du 8 mars 1810.

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Villemain. — Pl., M. Rochele.

EAU (COURS D'). — CONVENTIONS PRIVÉES. — RÉGLEMENT. — COMPÉTENCE.

C'est aux tribunaux seuls qu'il appartient, soit de faire l'interprétation d'une convention privée par laquelle des particuliers se sont respectivement interdits le droit de modifier des ouvrages établis pour l'usage d'un cours d'eau, soit de prononcer sur l'opposition formée aux jugemens ou arrêts rendus à ce sujet par les tiers qui prétendraient que l'exécution de la convention lèse leurs droits de propriété (2). Si dans l'intérêt commun des habitants ou des propriétaires riverains, il y a lieu de faire un règlement d'administration publique, les mêmes jugemens et arrêts ne font pas obstacle à l'action administrative (3).

(De Combredet — C. Rouffet, commune de Saint-Sulpice-des-Champs et autres.)

Louis, etc. — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, de prononcer sur l'interprétation d'un acte de partage, du 16 sept. 1814, entre le sieur de Combredet et ses cohéritiers, par lequel actes parties se seraient respectivement interdits le droit de changer la direction de la raze qui fait l'objet du litige ; — Considérant que l'application de ce titre privé est de la compétence de l'autorité judiciaire ; — Considérant que la commune de Saint-Sulpice-des-Champs n'était pas partie dans la cause, et que si l'exécution des jugemens et arrêts précités portait atteinte à ses droits de propriété elle pouvait y former opposition ;

Considérant que si, dans l'intérêt commun, des habitants ou des propriétaires riverains, il y avait lieu de faire un règlement d'administration publique, sur un meilleur mode d'écoulement des eaux, ledits jugement et arrêt ne feraient pas obstacle à l'action administrative ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit, pris par le préfet

particuliers, ou sur des droits acquis à des tiers. V. dans ce sens, décrets et ordonnances des 12 et 17 janvier 1812 (aff. Lerangot, et aff. Royer) ; 23 mai 1813 (aff. Bertrand) ; 18 mars 1816, et 26 juill. 1820 (aff. Ternaux) ; 10 janv. 1821 (aff. Arrièreur) ; 21 mai 1823 (aff. Vannote), etc. V. aussi Cass. 28 mai 1807.

(1) F. conf., ordonn. du 15 mars 1815 (aff. Parez), et la note.

(2) et (3) Ces solutions consacrent de nouveau le principe constamment appliqué par le conseil d'Etat, que l'autorité administrative, compétente pour faire des réglemens sur l'usage des eaux, cesse de l'être lorsqu'il s'agit de prononcer sur l'interprétation des conventions intervenues à cet égard entre

du département de la Creuse, le 23 juin 1821, est annulé.

Du 19 déc. 1821. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé. — *Pl.*, M. Loisean.

BAIL A COLONAGE. — **TACITE RÉCONDUCTION.** — Le bail verbal à colonage partiaire, d'un domaine dans le département de la Haute-Vienne, cesse de plein droit à l'expiration d'une année, sans que le propriétaire et le colon partiaire soient obligés de signifier congé par écrit. (Cod. civ., 1774 et 1779.) (1)

(Desubès — G. Moranges.) — ARRÊT.

LA COUR. — Attendu que le bail des héritages ruraux, bien que fait sans écrit, cesse de plein droit à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, d'après la culture en usage dans le pays : — Attendu que l'usage du haut Limousin, et de l'arrondissement de Rochechouart en particulier, est de faire les baux à colonage pour un an ; — Attendu, dès lors, que le bail à colonage consenti à Pierre Morange, le 1^{er} nov. 1820, a cessé de plein droit le 1^{er} nov. 1821, et sans qu'il fût besoin de la part de Desubès du Châtenet de signifier un congé ; — Attendu que Pierre Morange ne peut prétendre qu'il y a eu en sa faveur tacite réconduction, puisqu'à l'expiration de son bail un nouveau colon s'est présenté de la part de Desubès du Châtenet ; — Attendu que, néanmoins il paraît équitable de donner quinzaine à Pierre Morange, pour se procurer un lieu où il puisse se retirer, sans néanmoins que ce délai puisse occasionner aucune consommation de fourrage, ni aucun dommage quelconque, au préjudice de Desubès du Châtenet ; qu'il y a lieu d'ordonner l'évaluation du cheptel par lui fourni à Pierre Morange, dans les trois jours de la signification de l'arrêt ; — Ordonne que Morange videra les lieux, et qu'à défaut de le faire dans la quinzaine de la signification du présent arrêt, Desubès du Châtenet sera autorisé à l'expulser, sauf les droits que ledit Morange peut avoir sur les récoltes par lui emmenées ; — Ordonne que trois jours après la signification du présent arrêt il sera procédé à l'estimation du cheptel par trois experts convenus par les parties, dans le délai de la loi, sinon par le sieur Morange, etc.

Du 20 déc. 1821. — Cour roy. de Limoges. — *Prés.*, M. de Goujal, p. p. — *Pl.*, M. Dumont.

ASSUR. MARITIME. — **VOYAGE.** — **RUPTURE.** — La faculté accordée au capitaine, par la police, de faire toutes escales, ne l'autorise pas à terminer le voyage dans un port qui ne lui est pas désigné (2).

(Magon de la Vieuville — C. Blaise.) — ARRÊT.

LA COUR. — Considérant que les polices d'assurances qui font loi des parties, déterminaient le voyage du brick le *Jean-Bart* à l'île Bourbon ; que ces polices, le bornement, la déclaration à la douane, les instructions données au capitaine de ce navire, et généralement toutes les pièces de bord, imposaient à ce capitaine l'obligation de se rendre à l'île Bourbon pour y faire son chargement ; que le maintien des assureurs, qu'il avait été entendu entre eux et les assurés, que le navire eût fait son déchargement à l'île de France ou Maurice, est démenti par toutes les pièces légales, les seules qu'on puisse invoquer ;

— Considérant qu'aux termes de l'art. 351 du Code de commerce, il y a rupture de voyage toutes les fois que le navire ne se rend pas à sa destination ; que la faculté accordée par les polices au capitaine, de faire toutes escales, ne peut jamais l'autoriser à terminer le voyage dans un port qui ne lui est pas désigné ; que, cependant, le capitaine du *Jean-Bart* s'est volontairement rendu à l'île Maurice, plus éloignée que l'île Bourbon, et y a fait le déchargement ; qu'à supposer qu'il fût nécessaire de s'élever à la hauteur de l'île Maurice, pour redescendre à Bourbon, rien ne pouvait l'autoriser à terminer son voyage à la première de ses lies : que si, dans l'absence des rapports et procès-verbaux dans les formes prescrites par les art. 234, 242, 243, 244, 245 et 247 du Code de commerce, on pouvait croire qu'une fortune de mer eût causé quelques avaries au *Jean-Bart*, et eût mis le capitaine dans la nécessité de faire relâche à l'île Maurice, il était du devoir de ce capitaine, après s'être réparé, de reprendre la mer et de se rendre à l'île Bourbon lieu de sa destination ; — Considérant que le registre-journal, tenu conformément à l'art. 224 du Code, apprend que le capitaine du *Jean-Bart* aperçut l'île de France le 1^{er} avril ; que le 2 du même mois, son consignataire vint à bord ; qu'il lui fit part de ses ordres d'aller à Bourbon, et que ce consignataire lui donna l'ordre, pour le mieux des intérêts de l'armement, d'entrer dans le Port-Louis, à quel on s'est occupé de suite ; — Que si, d'après ce rapport, on ne peut induire que le capitaine eût abandonné le 1^{er} avril le dessein de se rendre à Bourbon, il en résulte du moins que, dès le 11, il n'en avait plus l'intention, puisqu'il entra dans le port nord-ouest, et que, dès le 5, on commença à mettre la cargaison à terre, et qu'ainsi il est évident que le voyage a été rompu, sinon le 1^{er} du moins le 2 avril 1815. — Par ces motifs, déclare l'appelant sans griefs dans son appel, etc.

Du 20 déc. 1821. — Cour roy. de Rennes. — 1^{re} ch. — *Pl.*, MM. Morel et Lesbaupin.

ARBRES. — **SERVITUDE.** — **DISTANCE.** — **USAGE.** — **PRESCRIPTION.**

Dans le ressort du parlement de Paris, et notamment dans la province de Picardie, la tolérance des propriétaires voisins qui laissent croître des arbres à haute tige, à une distance de moins de cinq pieds de leurs fonds, ne constitue pas un usage constant et reconnu dans le sens de l'art. 671, Cod. civ. — L'usage constant et légal était de laisser une distance de cinq pieds entre la ligne séparative des héritages et les arbres à haute tige.

Sous l'empire de la coutume de Ponthieu, les servitudes, même continues et apparentes, ne s'acquerraient point par prescription ; notamment, on ne pouvait acquérir, par prescription, le droit de conserver des arbres à haute tige, plantés hors de la distance fixée par l'usage. (Cod. civ., 693.) (3)

Lorsque des arbres à haute tige, placés hors de la distance légale, ont, dans l'origine, fait partie d'une haie vive, le propriétaire qui, pour conserver ses arbres, invoque la prescription (quand elle est autorisée par la loi),

(1) La tacite réconduction n'est pas admise non Cass. 17 déc. 1838. V. Aix, 28 déc. 1819, et la note, plus en matière de bail emphytéotique, et à domaine congéable. V. Colmar, 16 août 1820 ; Rennes, 1^{er} fév. 1821, et les notes.

(2) V. anal. en ce sens, Bordeaux, 3 fév. 1829,

(3) Il en était autrement sous l'empire du droit romain, et particulièrement dans l'ancien pays du Gex. On y pouvait acquérir, par prescription trentenaire, le droit de conserver des arbres à haute tige, au-delà de la distance légale. V. Cass. 27 déc. 1820.

ne peut compter sa possession depuis le temps de la plantation de la haie; mais seulement depuis l'époque où les arbres, en s'élevant au-dessus de la haie, sont devenus arbres à haute tige. (Cod. civ., 2228.)

(Landrieux — C. Guerville.)

Le sieur Guerville assigne le sieur Landrieux devant le tribunal d'Abbeville, pour le faire condamner à arracher des pommiers qui se trouvaient plantés à moins de cinq pieds de distance de sa propriété.

18 mai 1821, Jugement qui accueille sa demande. — Appel du sieur Landrieux. Il a soutenu que ses pommiers étaient à la distance fixée par le Code civ.; que, d'ailleurs, il avait prescrit le droit de les avoir à la distance à laquelle ils étaient plantés; et, subsidiairement, il demandait à être admis à prouver que l'usage, dans le province de Picardie, et notamment dans la commune de Canchy, était de planter les arbres à haute tige à cette distance.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche l'appel interjeté par Landrieux, du Jugement rendu par le tribunal d'Abbeville, du 18 mai 1821, et les conclusions principales par lui prises: — Attendu que, soit que l'on considère les arbres qui font l'objet du procès comme ayant été plantés antérieurement à la publication du Code civ., soit qu'on les considère comme l'ayant été depuis, c'est toujours aux lois anciennes, aux réglemens particuliers, aux usages constants et reconnus, qu'il faut recourir pour déterminer à quelle distance des héritages voisins doivent être plantés les arbres à haute tige; — Attendu que cette distance était fixée à cinq pieds par les lois romaines, qui formaient le droit commun dans presque tout le ressort du parlement de Paris, et notamment dans toute l'étendue de l'ancienne province de Picardie, dans laquelle était située la commune de Canchy; — Attendu que lesdites lois, de même que le Code civ., donnent au voisin le droit d'arrêter que les arbres plantés à une moindre distance, soient arrachés, et qu'il est reconnu, dans la cause, que les pommiers litigieux sont plantés à moins de cinq pieds de la ligne séparative des héritages des parties; — Attendu que, sous l'empire de la coutume de Pontbieu, dans le ressort de laquelle était située ladite commune de Canchy, la prescription, en matière de servitude, n'avait lieu qu'en faveur du possesseur du fonds grevé à l'effet de se libérer, et qu'elle ne pouvait jamais suppléer au défaut de titre pour acquérir une servitude; — Attendu, d'ailleurs, que l'époque à laquelle aurait commencé la possession invoquée par Landrieux à l'effet de prescrire, ne saurait être celle de la plantation des arbres litigieux, parce qu'alors lesdits arbres faisant, par leur nature, partie intégrante de la haie, Guerville ou ses auteurs n'auraient pu en demander l'entièrement; que cette possession ne saurait remonter au delà de l'époque à laquelle l'état des arbres a changé, soit par leur élévation au-dessus de ladite haie, soit par les greffes qui y ont été apposées, et qu'il ne s'est pas écoulé vingt ans depuis cette

époque: d'où il suit que la prescription invoquée par Landrieux n'est point établie;

En ce qui touche les conclusions subsidiaires prises en la Cour par Landrieux: — Attendu que la commune de Canchy était soumise, comme toutes les autres communes de la même province, à la disposition des lois romaines, qui y formaient le droit commun en cette matière, disposition à laquelle il n'était dérogé ni par la coutume de Pontbieu, ni par aucune autre coutume particulière de ladite province; — Que l'usage contraire, que Landrieux prétend exister à Canchy, et dont il offre la preuve, ne saurait être un autre usage que celui qu'on retrouve dans les communes environnantes et dans la plupart de celles de la même province, c'est-à-dire l'habitude, dans un grand nombre d'héritages, de laisser croître des arbres dans les haies, en deçà de la distance voulue par la loi, habitude entretenue par la consécration ou la négligence des propriétaires voisins, qui, tout au plus, pourrait servir, aujourd'hui, à établir la prescription après le laps de trente ans, dans les pays où des servitudes pouvaient s'acquiescer de cette manière, mais qui n'a jamais été ni ne saurait être regardé comme un usage constant et reconnu, tel que celui auquel le Code civ. accorde force de loi, parce qu'il l'avait aussi sous l'ancienne jurisprudence, et qui pût déroger à cette jurisprudence; — Attendu encore que Landrieux semble avoir lui-même reconnu que tel était et est encore cet usage, en n'offrant la preuve qu'en la Cour et en consentant même en première instance, à l'entèvement des autres arbres plantés dans le même alignement que les pommiers qui font l'objet de la contestation; — Sans s'arrêter à avoir égard aux conclusions principales que subsidiaires prises par Landrieux, met l'appellation au néant; — Condamne Landrieux en tous les dépens des causes principale et d'appel.

Du 21 déc. 1821. — Cour roy. d'Amiens.—Ch. civ. — Prés., M. de Malleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

MINEUR.—VENTE.—FORMES.

La vente des biens d'un mineur ne doit pas nécessairement être faite en justice — Un tribunal peut, suivant les circonstances, ordonner que cette vente soit faite, soit devant un juge commis, soit devant un notaire (1).

(Hoffmann et autres — C. Sommervogel.)

Du 21 déc. 1821. — Cour roy. de Colmar. — Prés., M. Marquair. — Concl., M. Coste, av. gén. — Pl., M^{rs} Raspielet et Antonin.

1^o GAINS NUPTIAUX ET DE SURVIE. — QUOTITÉ DISPONIBLE. — RÉDUCTION.

2^o RÉSERVE. — ASCENDANT. — CONTRAT DE MARIAGE.

1^o La réciprocité des gains de survie ne leur ôte pas leur caractère de donation gratuite. — Ainsi, les gains de survie réciproques stipulés par les époux dans leur contrat de mariage sont réductibles à la portion disponible sur la demande des héritiers à réserve. (Cod. civ., 1091.) (2).

(1) Jurisprudence constante. F. Rouen, 3 prair. an 12; Turin, 27 fruct. an 13; Trévies, 11 fév. 1811; Paris, 25 juin 1825.

(2) V. dans le même sens, Cass. 21 flor. an 10; 24 mai 1808; Bruxelles, 21 juill. 1810. Il en était autrement, du moins d'après quelques auteurs, avant l'ordonn. du 1731. Ricard, notamment, *Don. mortel*, ch. 1^{re}, n^{os} 5 et suiv., pensait que la réciprocité de la donation en détruisait le caractère puz-

ment gratuit, et la faisait dégénérer en acte à titre onéreux, qui dès lors n'était plus sujet à rachat. — Mais la doctrine contraire adoptée par l'arrêt ci-dessus, doctrine consacrée par l'ordonn. de 1731, ne pourrait plus faire difficulté en présence des art. 920, 1092 et 1093 du Code civil. V. au surplus sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt précité de la Cour de cassation, du 21 flor. an 10, et les autorités qui y sont indiquées.

2° Les père et mère qui sont intervenus dans la contrat de mariage de leur enfant mineur, 1° comme lui constituant une dot, 2° comme l'assistant dans la donation qu'il fait de la dot à son conjoint, peuvent, au cas de prédécès de leur enfant, réclamer leur réserve légale sur la donation faite au conjoint. — L'intervention des père et mère au contrat de mariage n'a pu leur enlever leur droit à la réserve. (Cod. civ., 915 et 914.)

(Armengaud — C. Pons.)

Le contrat de mariage du sieur Pons et de la demoiselle Armengaud porte : que le sieur Armengaud père constitue à sa fille une dot de 20,000 fr.; que 10,000 fr. ont été comptés au moment du contrat; que le restant de la dot sera payé trois ans après le mariage. — Par autre clause du contrat de mariage il est stipulé qu'en cas de prédécès de la future, le sieur Pons gagne à titre de gain de survie, la somme de 20,000 fr. montant de la dot constituée. Il est à remarquer que les père et mère de la demoiselle Armengaud assistent leur fille mineure dans le contrat de mariage. — De son côté, le sieur Pons donne à titre d'augment à sa future épouse une somme de 10,000 fr., pour le cas où il décéderait le premier.

La dame Pons est décédée sans enfants, à la survivance de ses père et mère et du sieur Pons son mari. Celui-ci a demandé le paiement de la somme de 10,000 fr., formant la moitié de la dot et payable à terme.

Le sieur Armengaud a formé opposition au commandement. Il a soutenu que la donation faite par la dame Pons, sa fille, à son mari, dans son contrat de mariage, était réductible à la jouissance de la somme de 10,000 fr., et que la nue propriété de cette somme de 10,000 fr. lui était due à titre de réserve légale ainsi qu'à la dame Armengaud son épouse, conformément aux art. 1094 et 915 du Code civil.

10 août 1821, jugement du tribunal civil de Toulouse qui autorise la continuation des poursuites. Les motifs de ce jugement sont ainsi conçus : — Attendu qu'il est établi par le contrat de mariage du sieur Pons et de la demoiselle Armengaud, et par l'art. 5, qui règle les gains de survie, qu'en cas de prédécès de la future, le sieur Pons gagne, à titre de gain de survie, la somme de 20,000 fr., montant de la dot constituée, et dont la future épouse, du consentement de ses père et mère, lui a fait donation au titre de gain de survie; qu'il résulte du même contrat, que si le sieur Pons décède le premier la demoiselle Armengaud reprendra sa dot en argent et les objets mobiliers aussi constitués, et que le sieur Pons lui fait donation, à titre d'augment, de la somme de 10,000 fr.; — Que ces dispositions réciproques et aléatoires sont les conditions du mariage, un traité qui, dans tous les cas prévus, doit recevoir sa pleine et entière exécution; que ces dispositions mutuelles constituent de part et d'autre une aliénation définitive irrévocable dont l'effet est seulement subordonné à l'événement de la condition, ce qui peut être rangé dans la classe des dispositions à titre gratuit; — Que la stipulation des gains de survie, lorsqu'elle est réciproque, se caractérise par une donation, une libéralité quelconque; c'est une convention dont le contrat de mariage est susceptible, et que, dans l'espèce, la demoiselle Armengaud, quoique mineure, a pu stipuler conformément à l'art. 1398 du Code civil; — Attendu, par conséquent, que le sieur Pons ne réclame pas l'effet d'une libéralité, qui lui aurait été faite, mais l'exécution d'une convention parfaite, et le paiement d'une dette

contractée valablement à son égard, et devenue exigible par l'événement de la condition, par le prédécès de la demoiselle Armengaud; qu'ainsi, ce n'est pas le cas de s'occuper des principes relatifs aux réserves des ascendants; principes incertaines, mais inapplicables à la cause, les réserves ne pouvant être exercées que sur ce dont il a été disposé à titre gratuit. »

Appel du sieur Armengaud. — Dans son intérêt on a dit : pour se soustraire à l'application de l'art. 915, qui régit la matière, les juges de première instance ont allégué que les gains de survie ne sont pas des donations proprement dites; qu'on doit les considérer comme des contrats aléatoires renfermant des aliénations définitives et irrévocables; et que dès lors, les principes relatifs à la réserve des ascendants ne leur sont pas applicables. Un pareil système eût été fondé sous l'empire de l'ancienne législation, mais il est inadmissible aux termes des dispositions du Code civil. En effet, l'art. 1091 de ce Code dispose que les donations entre époux pourront avoir lieu sous les modifications qui seront déterminées par les articles suivants; et les art. 1092 et 1093 ajoutent que les donations à titre réciproque, faites par contrat de mariage, sont soumises à toutes les règles des donations ordinaires : les gains de survie sont donc régis par les dispositions de l'art. 915, et ils ne peuvent être faits au préjudice de la réserve attribuée aux ascendants par cet article. Si la faveur du mariage a fait introduire dans l'art. 1094 une exception à l'art. 915, et a fait restreindre la réserve des ascendants à la nue propriété de ce que leur assigne l'art. 915, c'est la une exception qui confirme la règle pour tous les autres cas. — L'opposition du sieur Armengaud au commandement du sieur Pons, au paiement des 10,000 fr. formant la moitié de la dot, était donc fondée; le sieur Armengaud ayant le droit de retenir, aux termes de l'art. 1094, la nue propriété de ces 10,000 fr.

On répondait pour le sieur Pons, qu'avant de consulter le droit, il fallait consulter les faits; que le sieur Armengaud avait donné par contrat de mariage 20,000 fr. à sa fille; que celle-ci avait disposé de cette somme en faveur de son mari, dans le même acte et en présence de son père et de son consentement; que, dès lors, c'était moins la fille qui donnait que le père qui donnait à sa fille et au futur époux; que la donation en faveur du sieur Pons était moins une donation entre époux qu'une convention faite avec le sieur Armengaud lui-même; que celui-ci avait stipulé dans son intérêt aussi bien que dans celui de sa fille; car si le sieur Pons venait à prédécéder, l'épouse gagnait la somme de 10,000 fr., que, dès lors, les art. 915 et 1094 n'étaient pas applicables à l'espèce. — D'ailleurs, ajoutait-on, le sieur Armengaud ne succède pas, en vertu de l'art. 915, mais bien en vertu de l'art. 747, d'après lequel les ascendants succèdent à l'exclusion de tous autres aux choses par eux données à leurs enfants devenus sans postérité. — Ce droit de retour étant établi en faveur du sieur Armengaud, il était libre d'y renoncer : dans le contrat de mariage il a renoncé tacitement à user de ce droit, en souffrant que la donation fût effectuée, en donnant son consentement à cette libéralité. — Objectera-t-on qu'on ne peut renoncer à une succession future? Le droit de retour, attribué à l'ascendant par l'art. 747, ne peut être considéré comme une véritable succession. En effet, une succession est toujours quelque chose d'incertain et d'indéterminé : le droit de retour, au contraire, est toujours établi d'une manière positive. La

loi n'a voulu empêcher la renonciation à une succession future, qu'afin de prévenir les fraudes et les surprises qu'on pourrait pratiquer. Mais, lorsqu'il s'agit d'une somme donnée, l'ascendant connaît toute l'étendue de ses droits : et, s'il y renonce, il n'y a pas pins de motif d'annuler sa renonciation qu'il n'y en aurait d'annuler une donation de son patrimoine; car ici l'analogie est parfaite, l'ascendant ne disposant pas d'un patrimoine étranger, mais du sien propre.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le contrat de mariage dont il s'agit a été passé le 25 déc. 1817, et est, conséquemment, régi par les dispositions du Code civ.; — Que, dès lors, les premiers juges ont erré en droit, quand ils ont basé leur décision sur le faux principe, que la stipulation de gain de survie, lorsqu'elle est réciproque, ne caractérise pas une donation, une libéralité quelconque; — Que, sans examiner jusqu'à quel point cela est vrai dans l'ancien droit, et notamment d'après la coutume de Toulouse, il suffit de considérer que le Code civil n'admet pas une telle distinction; — Qu'en effet, les art. 1091, 1092 et 1093 rangent dans la classe des donations, les avantages que les époux peuvent se faire par contrat de mariage, bien que ces avantages soient réciproques et faits sous la condition de survie du donataire; qu'ils soumettent notamment ces avantages aux modifications exprimées en l'art. 1094, et que cet article ne permet pas aux époux de donner, même par contrat de mariage, pour le cas où ils ne laisseraient point d'enfants, ni descendants, au delà de la propriété de tout ce dont ils pourraient disposer en faveur d'un étranger, et de l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice des héritiers; — Que ce système de réduction s'applique au gain de survie, comme à tout autre avantage contractuel, sans qu'on puisse objecter que le donataire privé d'une partie du don n'avait donné lui-même qu'en considération de ce qu'il était appelé à recevoir; qu'il la loi est commune; que l'une et l'autre des deux donations réciproques est susceptible de réduction, si chacun des deux donateurs a disposé au delà de la quotité disponible; que, s'il en était autrement, on priverait tous les héritiers, même les enfants, de leur réserve légale, en opposant aux donations mutuelles, contractuelles et réciproques, que se feraient les époux, une condition de survie; — Qu'il résulte donc de l'art. 1094, en le combinant avec les dispositions de l'art. 915 du Code civ., que si l'époux donateur, quelle que soit l'époque, quel que soit le caractère de la donation, meurt sans enfants, ni descendants, et à la survivance de ses père et mère, la loi réserve en faveur de ces derniers la nue propriété de la moitié des entiers biens de leur enfant;

Qu'il en résulte encore qu'aux termes des art. 920 et 921 du même Code, les ascendants survivants peuvent, dans l'espèce donnée, et pour retrouver la portion réservée en leur faveur, demander la réduction des dispositions, soit entre-vifs, soit à cause de mort, faite par celui dont ils sont héritiers de droit; — Que l'assistance des père et mère au contrat de mariage, le consentement par eux donné à leur enfant mineur, ne sauraient les priver des droits que leur confèrent les art. 915, 920, 921 et 1094 du Code civil; que, suivant les art. 1095 et 1098 du même Code, cette assistance, ce consentement n'ont d'autre effet que d'assimiler l'époux mineur à l'époux majeur, d'imprimer à la donation la même force qu'elle aurait si elle avait été consentie par un majeur; et qu'ainsi que le majeur ne pouvait dépasser les

limites posées par l'art. 1094, ainsi l'époux mineur est obligé de les respecter, même dans l'intérêt de ses père et mère, quoiqu'il procède avec leur assistance et leur consentement; — Qu'attribuer à cette assistance, et ce consentement un autre résultat, un résultat tel que les droits éventuels des père et mère pourraient en souffrir, serait refroidir en eux l'empressement qu'ils doivent mettre à diriger, à faciliter l'établissement de leurs enfants; — Qu'en outre, si cette assistance et ce consentement pouvaient tendre à priver un jour les père et mère des droits encore non ouverts, il en résulterait une violation formelle des art. 891 et 1150 du Code civil, qui ne permettent pas de renoncer à la succession d'un homme vivant, ni d'aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession; — Qu'ainsi, la somme de 20,000 fr. donnée à fen dame Pons, née Armengaud, formant tout ce qu'elle a possédé durant sa vie, et tout ce qui aurait composé sa succession, si elle n'en eût pas disposé entre-vifs, et à titre gratuit, ses père et mère, qui lui ont survécu, sont fondés à demander que la donation de cette somme de 20,000 fr. soit retranchée à concurrence de la moitié, sans préjudice du droit d'usufruit acquis au sieur Pons sur cette moitié, d'après l'art. 384; — Et qu'il importe peu que cette somme de 20,000 fr. ait été donnée par le sieur Armengaud père; qu'il y a deux donations bien distinctes dans le contrat de mariage du 25 décembre 1817, celle d'Armengaud père et celle de la demoiselle Armengaud à son futur époux; que le sieur Armengaud, lié par la première donation, ne l'est en aucune manière par la deuxième; que malgré cette seconde donation, il a conservé ses droits, non le droit de retour, autorisé par l'art. 951 du Code civil, et que le sieur Armengaud n'a point stipulé; non le droit réservé aux ascendants par l'art. 747 du même Code, et qui consiste à reprendre les objets donnés, s'ils se trouvent en nature dans la succession du descendant, puisqu'il ne s'agit pas ici d'une succession *ab intestat*, mais le droit à la réserve légale, droit qui s'exerce de la part de l'ascendant également sur ce qu'il a donné, et sur les autres biens du descendant, puisqu'à cet égard la loi ne fait aucune distinction; — Que, dès lors, le sieur Pons n'ayant que l'usufruit de la somme de 10,000 fr., encore due par le sieur Armengaud, est tenu, à cet égard, des obligations de l'usufruitier, dont la principale consiste à donner des sûretés pour la conservation de la chose soumise à l'usufruit; mais que, sans l'assujettir rigoureusement au bail de caution, il convient de lui laisser l'option entre les divers moyens proposés par le sieur Armengaud lui-même; — Par ces motifs, etc.

Du 21 déc. 1821. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Cambon. — Concl., M. Bastouilh, av. gén. — Pl., MM. Romiguières et Amilhau.

DOMAINE DE L'ÉTAT. — DETTE DE PRINCE — AVEUEMENT.

Du 22 déc. 1821 (aff. Peysson de Bacot). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 26 avril 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

PRÊTRE DÉPORTÉ. — DÉVOLUTION DE BIENS.

Du 24 déc. 1821 (aff. Deshayes). — Cour roy. de Rouen. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 17 déc. 1823, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

**1^o SAISIE-ARRÊT. — INTERVENTION. — NUL-
LITE.****2^o DÈPENS. — INTERVENTION.**

1^o *Lorsqu'un créancier veut avoir part à une somme déjà frappée de saisie-arrêt par un autre créancier, il ne suffit pas qu'il intervienne par voie d'opposition dans l'instance en validité sur la saisie; il doit former lui-même une saisie-arrêt dans la forme indiquée par les art. 557 et suiv., Cod. proc. (1).*

2^o *Celui qui, sur une intervention, a déclaré s'en référer à justice, a demandé par cela seul qu'il fût fait droit sur cette intervention, et doit, par cela seul, être condamné aux dépens si elle est déclarée irrégulière.*

(Leborgne de Pompilio — C. de Kérigonan et autres) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que s'il est du principe que l'on puisse saisir une créance en partie liquide, jusqu'à la quotité liquidée, les appelans n'en sont pas moins sans griefs, puisqu'ils sont intervenus sur saisie-arrêt ou opposition, ce qui est la seule voie indiquée par la loi au créancier qui veut obtenir le paiement qui lui est dû sur des fonds appartenant à son débiteur, et qui se trouve aux mains de personnes tierces; que lorsque plusieurs créanciers prétendent concurremment exercer un pareil droit, chacun d'eux doit former une saisie-arrêt aux mains du dépositaire des valeurs appartenant au débiteur commun; que telle est la règle tracée par les art. 357 et suivans du Code de proc.; que cela résulte notamment de l'art. 575, qui prévoit les cas où plusieurs saisies-arrêts coexisteraient simultanément aux mains du même individu;

Considérant que Louche des Alleux, en déclarant, tant en première instance qu'en appel, s'en référer à justice, a, par cela même, formé une demande tendant à ce qu'il soit fait droit sur le mérite d'une intervention requise à son préjudice; d'où il suit que les appelans ont dû être condamnés aux frais d'une procédure qu'ils avaient illégalement intentée; Declare les appelans sans griefs, etc.

Du 26 déc. 1831. — Cour roy. de Rennes. — 3^e ch. — Pl., MM. Miorcet de Kerdauet, Rébillard et Bernard.

**SURENCHÈRE. — DÉLAI. — HYPOTHÈQUE LÉ-
GALE. — MINEUR.**

Les créanciers à hypothèque légale non inscrits doivent, à peine de déchéance, exercer la surenchère dans le délai de deux mois, à compter de l'exposition du contrat dans l'auditoire du tribunal. — Ils ne sont pas assimilés aux créanciers inscrits, en ce qui touche les délais pour surenchérir. (Cod. civ., 2194.) (2)

Les déchéances, en matière de surenchère sur ventes volontaires, sont applicables aux mineurs. — Ce n'est pas le cas d'appliquer l'article 2252, portant que la prescription ne court pas contre les mineurs. (Cod. civ., 2252.) (3)

(Brun — C. Favler.)

15 nov. 1812, vente par le sieur de Romans d'une pièce de terre au sieur Favler. — Il faut remarquer que l'immeuble était grevé de l'hypothèque légale des mineurs Brun, dont le sieur Romans avait été tuteur.

(1) F. même Cour, 29 janv. 1817, et nos observations sur cet arrêt.

(2) F. Anal. dans le même sens, Metz, 14 juin 1837, et la note. — Mais V. au sans contraire, trois arrêts de Caen, des 26 août 1811; 9 août 1815 et avril 1826. Nous reviendrons sur la question ne

Le 30 juill. 1819, le contrat de vente est transcrit, déposé au greffe, et les notifications prescrites par l'art. 2194 du Code civil, pour purger les hypothèques légales, sont faites. — Dans le délai de deux mois, à compter des notifications, le sieur Cros, nouveau tuteur des mineurs Brun, prend inscription sur l'immeuble vendu.

Le 29 oct. 1819, et après l'expiration de deux mois, à compter de l'exposition du contrat dans l'auditoire du tribunal, le sieur Favler provoque un ordre pour la distribution du prix porté dans son contrat.

Le 19 nov., le sieur Cros fait sommation au sieur Favler de solder l'extrait de son titre, de la transcription de ce titre et le tableau prescrit par l'art. 2183. — Un mois s'écoule sans notification de la part du sieur Favler, alors, et le 24 déc., le sieur Cros fait commandement au sieur Romans, débiteur originaire, de payer le montant des sommes dues aux mineurs Brun, et sommation au sieur Favler, tiers acquéreur, de payer lui-même intégralement la créance des mineurs Brun ou de laisser l'immeuble, avec déclaration qu'à défaut de paiement par lui ou par le sieur Romans, et après le délai d'un mois, il serait procédé à la vente de l'immeuble, conformément aux dispositions des art. 2167, 2168 et 2169 du Code civil.

Le sieur Favler forme opposition à cette sommation : il soutient que, d'après les art. 2193, 2194 et 2195 du Code civil, les inscriptions, pour conserver les hypothèques légales, doivent être prises dans le délai de deux mois; qu'après ce délai, le tiers acquéreur n'est pas tenu des hypothèques non inscrites, et qu'à l'égard de celles qui l'ont été, sa seule obligation est de les payer suivant leur rang; qu'ainsi, après l'expiration du délai de deux mois, à compter de l'exposition du contrat dans l'auditoire du tribunal, faite pour purger les hypothèques légales, les créanciers, porteurs de ces hypothèques, n'ont plus la faculté d'exercer la surenchère; ni par suite de contraindre le tiers acquéreur de payer ou de délaisser, ni enfin de faire vendre sur lui l'immeuble, aux termes des art. 2167 et 2168; qu'en un mot, les créanciers à l'hypothèque légale, qui veulent user de la faculté accordée à tous les créanciers hypothécaires en général d'exercer la surenchère, doivent le faire dans le délai de deux mois, à partir du dépôt et de l'exposition prescrits par l'art. 2194; que, faute par eux d'avoir fait leurs diligences dans le délai fixé, le tiers acquéreur n'est plus exposé à la surenchère de leur part, et qu'il ne peut être obligé qu'au paiement du prix porté dans son contrat.

Le sieur Cros répond pour les mineurs Brun : que les formalités prescrites par les art. 2193 et 2194 du Code civil, n'ont pour but que de faire connaître la mutation aux créanciers à hypothèque légale non inscrits, afin qu'en prenant inscription ils puissent venir à la distribution du prix avec les autres créanciers inscrits, et jouir absolument des mêmes droits que ceux-ci; que, dès lors, une fois l'hypothèque légale inscrite, le créancier, porteur de cette hypothèque, se trouve saisi du droit de provoquer, comme tout autre créancier inscrit, les notifications prescrites par l'art. 2183, et par suite de surenchérir pendant tout le temps durant lequel les autres créanciers

rapportant ce dernier arrêt. — A des, Orléans, 17 juill. 1829.

(3) F. dans le même sens, Terrible, *Répert.*, v^o Transcription, p. 116; Grenier, tom. 2, p. 360; Troplong, t. 4, n^o 982. — Mais voy. en sens contraire, Pigeau, t. 2, p. 442, n^o 7.

juinent de cette faculté; que toute autre interprétation est inadmissible; car aucun texte de loi ne dit que le délai accordé à tout créancier inscrit, pour surenchérir, soit restreint dans un délai plus court, précisément pour les créanciers à hypothèque légale, que le législateur favorise d'une manière spéciale; qu'ainsi, il faut reconnaître que le délai de deux mois, fixé par l'art. 2194, n'est prescrit que pour prendre inscription, et qu'à compter du jour où cette inscription est prise, les créanciers à hypothèque légale ont un délai illimité, comme tous autres, pour exiger les notifications, surenchérir, etc., tant que le tiers acquéreur n'a pas lui-même fait les actes nécessaires pour mettre en demeure les créanciers.

Le août 1820, jugement du tribunal de Valence, qui déclare les mineurs Brun non recevables dans leurs poursuites : — Attendu que le mode indiqué par l'art. 2194 du Code civil, pour purger les hypothèques légales non inscrites, a pour effet de suspendre, pendant deux mois seulement, en faveur d'une certaine classe de créanciers, la clause résolutoire, dont l'exercice appartient à tout créancier inscrit, au moyen de la surenchère du dixième du prix, et qu'à l'expiration de ce délai le contrat devient parfait, et le prix stipulé définitivement fixé, puisque le prix peut à l'insu du tiers payé aux créanciers qui sont placés en ordre utile : — Attendu que, dès lors, on ne peut étendre au-delà de ce fait, la faculté de surenchérir, qui complète, sans aucun doute, aux créanciers ayant une hypothèque légale inscrite; mais qu'il faut la restreindre dans les limites que la loi a posées; — Qu'en interprétant les dispositions de la loi d'une manière différente on aurait de véritables antinomies, que le législateur a eu certainement l'intention d'éviter. Ce serait ainsi que l'acquéreur, étant déclaré libéré par l'art. 2185, alors qu'il a payé son prix après l'expiration du délai indiqué par l'art. 2194, serait néanmoins encore exposé aux chances d'une surenchère, et, par conséquent, à voir son contrat résolu ou son prix augmenté, si, d'après l'extension qu'on veut donner aux art. 2183, 2184 et 2185, les créanciers ayant une hypothèque légale inscrite, pouvaient provoquer la notification prescrite par ces articles, et faire ainsi courir, pour la surenchère, un nouveau délai de quarante jours; ainsi, l'art. 775 du Code de proc. civile, qui permet de faire procéder à l'ouverture de l'ordre trente jours après l'expiration du délai porté dans l'art. 2194, serait également en contradiction avec l'interprétation donnée à l'art. 2185, puisque la procédure commencée sur la foi d'une disposition de la loi, pourrait devenir frustratoire; — Attendu que si le Code civil ne contient aucune disposition réglementaire pour l'espèce de surenchère dont il s'agit, on trouve néanmoins un motif suffisant dans l'art. 833 du Code de proc. civ. pour décider que les notifications prescrites par les art. 2183 et 2184 sont suppléées par des formalités que le législateur a jugées équivalentes; de même que les créanciers hypothécaires non inscrits à l'époque de la vente, seront exceptés des notifications prescrites, par la raison que le fait qu'ils ont pris inscription depuis la transcription donne la certitude qu'ils ont eu connaissance du contrat, et qu'ils ont pu, en conséquence, former une surenchère; de même les créanciers dont s'occupe l'art. 2194 sont suffisamment avertis par les formalités que prescrit cet article, et doivent aussi former leur surenchère pendant ce délai, dont l'expiration rend la vente parfaite; — Attendu que la déchéance qui résulte de l'expiration de ce délai n'est point une prescription de la nature de celles dont s'oc-

cupent les art. 2219 et suivants, mais une règle de procédure dont aucune incapacité personnelle ne peut suspendre l'effet, puisque les lois de la procédure ne reçoivent d'exception pour aucun ordre de personnes, et que les déchéances qu'elles prononcent ne sont jamais comminatoires.

Appel des mineurs Brun.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appel au néant; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 27 déc. 1821. — Cour roy. de Grenoble. — Pl., MM. Gautier et Flachaire.

ENQUÊTE.—EXPERTISE.—TRANSPORT DU JUGE.

Un tribunal peut ordonner d'office que l'un de ses membres se transportera sur les lieux contentieux, pour presider à une opération d'expertise, et procéder en même temps à une enquête.

(Maintenay—C. N...)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les juges peuvent ordonner toutes les mesures nécessaires pour éclaircir leur conscience; — Que la solution de la question de propriété dont il s'agit exige évidemment des vérifications préalables; que, sous ce rapport, l'expertise et l'enquête ordonnées par le jugement interlocutoire dont est appel sont utiles, puisqu'elles ont pour objet de constater des faits qui se rapportent à la question de propriété; — Qu'il est également utile que l'enquête se fasse sur les lieux, pour mettre les témoins à portée de reconnaître et d'expliquer les particularités locales qu'il s'agit de constater; — Qu'enfin, aucune disposition législative ne s'oppose à ce que les juges ordonnent, en pareille circonstance, que l'un d'eux se transportera sur les lieux pour y recevoir l'enquête et presider à l'opération des experts; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 29 déc. 1821.—Cour roy. d'Amiens.

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — HÉRITIER.

— CAUTION. — COMPTE. — DÉCHÉANCE.

Le retard d'un héritier à fournir caution et à rendre son compte, n'entraîne pas déchéance de sa qualité d'héritier bénéficiaire à lui reconnue par jugement. (Cod. civ., 803 et 807; Cod. proc., 530 et 992.) (1)

(Tavernier—C. Chautard.)—ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche la qualité d'héritier bénéficiaire dont Barthélemy Tavernier a été déchu par le jugement du 31 août 1810 : — Attendu que cette qualité a été reconnue et continuée par le jugement contradictoire du 30 mars 1813; — Attendu que les demandes et sommations faites postérieurement à ce jugement, par les parties de Godemet, et qui avaient pour objet de contraindre Barthélemy Tavernier, 1° à donner caution; 2° à faire vendre le mobilier de la succession; 3° à rendre son compte d'administration, n'ont pu produire la déchéance du bénéfice d'inventaire; — Que les lois ne prononcent d'autre peine contre l'héritier bénéficiaire en retard de donner caution, que celle de la déposition du mobilier que les créanciers peuvent faire vendre, si bon leur semble; — Que le défaut de reddition de compte ne donne pas lieu non plus à la déchéance; qu'il en résulte seulement la faculté au créancier de poursuivre l'héritier sur ses biens

(1) V. dans le même sens, Paris, 12 mars 1812, et la note.

personnels, ce qui est purement relatif au créancier poursuivant, tandis que la déchéance produirait un effet général qui profiterait à tous les autres créanciers ; — Attendu que les parties de Godelmeil n'ont pas mis Barthélemy Tavernier en demeure de rendre son compte ; qu'après l'avoir assigné à cette fin, par exploit du 10 mai 1813, elles auraient dû, conformément à la disposition de l'art. 530 du Code de proc., faire nommer un commissaire et déterminer un délai ; — Dit qu'il a été mal jugé, en ce que Barthélemy Tavernier, l'une des parties de Garrou, a été déchu du bénéfice d'inventaire ; — Emendant, — Ordonne que dans le délai d'un mois, à compter de la signification du présent arrêt à personne ou domicile, ledit Barthélemy Tavernier rendra compte de son administration, etc.

Du 30 déc. 1821. — Cour roy. de Riom.

ACTE RESPECTUEUX. — TÉMOINS. — LIBERTÉ.

N'est pas nul un acte respectueux, par cela seul que les témoins qui ont assisté le notaire n'ont pas signé sur la copie, laissée aux père et mère. (Cod. civ., 154.) (1)

Les actes respectueux adressés à ses père et mère, par une fille qui a déserté la maison paternelle et s'est retirée dans la maison de celui qu'elle veut épouser, ne doivent pas être réputés l'effet d'une volonté libre. — En conséquence, les tribunaux peuvent ordonner que cette fille sera tenue de se rendre dans une maison qui lui sera désignée par ses père et mère, et d'y rester un certain temps, pour y recevoir leurs conseils. (Cod. civ., 151.) (2)

(L. — G. L.)

En déc. 1820, la demoiselle L..., âgée de 22 ans 3 mois, disparut de la maison paternelle. — Elle se réfugia dans la maison du sieur Jacques M... — Le 30 du même mois, elle notifia aux sieur et dame L..., ses père et mère, un acte respectueux, où elle leur manifesta l'intention de contracter mariage avec ledit Jacques M... — La signification de cet acte fut faite par un notaire et deux témoins ; mais ceux-ci ne signèrent que l'original ; le notaire seul signa les copies. — Les sieur et dame L... répondirent que l'état de dépendance où se trouvait leur fille (elle habitait la maison du sieur Jacques M...) faisant présumer que sa démarche n'était pas le résultat de sa volonté libre, elle devait préalablement rentrer sous le toit paternel, après quoi ils prendraient le parti le plus convenable.

1^{er} fév. 1822, signification d'un 2^e acte respectueux par la demoiselle L... à ses père et mère. — Même réponse de la part de ceux-ci ; ils ajoutèrent que ce mariage ne leur convenait point.

5 mars suivant, 3^e acte. — Même réponse. — Les copies de ces deux derniers actes ne sont pas

plus que celles du premier, signées par les témoins.

Le 18 avril 1822, le sieur et la dame L... font signifier à leur fille un acte où ils déclarent s'opposer, par des motifs à eux connus, au mariage qu'elle pourrait être dans l'intention de contracter, ou que l'on pourrait lui faire contracter avec le sieur Jacques M... — Une copie de cette opposition est signifiée à M. le maire de Montpellier avec inhibition de célébrer le mariage. — Marie L... forme opposition à cet acte, et assigne ses père et mère à bref délai devant le tribunal civil de Montpellier.

10 mars 1821, jugement qui, sans avoir égard à l'opposition des sieur et dame L..., ordonne qu'il sera passé outre à la célébration du mariage.

Appel par les sieur et dame L... Ils concluent devant la Cour à l'annulation des actes respectueux, soit pour contravention à l'art. 154 du Cod. civ., en ce que les copies n'avaient pas été signées par les témoins, soit parce qu'ils devaient être considérés comme le fruit de l'obésion exercée sur leur fille, et à ce qu'il soit ordonné qu'avant de pouvoir demander conseil à ses père et mère par des actes respectueux, Marie L..., leur fille, sera tenue de quitter le domicile du sieur Jacques M..., et de s'en choisir un autre où ses père et mère puissent librement la voir et lui donner leurs conseils.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les originaux des actes, par lesquels la demoiselle Marie L... a demandé conseil à ses père et mère sur le projet de mariage avec M..., sont signés du notaire et des témoins qui en ont fait la notification ; qu'à la vérité les copies de ces mêmes actes ne portent que la signature du notaire, mais qu'on ne peut induire des termes de l'art. 154 du Cod. civ., que le défaut de celles des témoins sur ces copies constitue une nullité : d'où il suit que le premier moyen présenté par les mariés L... à l'appel de leur appel ne peut point être pris en considération ;

Mais attendu qu'il est constant, en fait, que, depuis qu'elle a quitté la maison paternelle, Marie L... n'a cessé d'habiter dans le domicile du sieur M..., et qu'outre que, par là, elle a insulté l'autorité, elle a choqué les bonnes mœurs, et elle a renoué à toute liberté par l'ascendant qu'elle a laissé prendre sur sa volonté au dit M... ; — Attendu que les actes faits sans liberté ne peuvent être valables, qu'ils doivent être considérés comme non avenus ; — Attendu qu'il est conforme à la décence que Marie L... quitte le domicile où elle est retenue, pour se retirer dans celui que ses père et mère lui indiqueront, et où ils auront la liberté de la voir et de lui donner leurs conseils ; — Par ces motifs, etc.

Du 31 déc. 1821. — Cour roy. de Montpellier. — PL., MM. Rodier et Charamaule.

(1) Sie, Toulouse, 7 juin 1820. — Mais voy. en sens contraire, Paris, 12 fév. 1811. — La Cour de Bordeaux a jugé, le 12 fruct. an 13, qu'il faut, à peine de nullité, que la copie fasse mention de la signature des témoins. V. l'arrêt à sa date.

(2) Merlin qui cite cet arrêt dans ses *Quest.*, v^o Acte respectueux, § 13, question 14, dit : « qu'il n'aurait pas échappé à la cassation s'il eût été dénoncé à la Cour suprême. » En effet, le Cour de cassation avait, sur la question ci-dessus, émis, par

arrêt du 21 mars 1809, une doctrine absolument contraire à celle qui résulte de la décision ici reproduite, en jugeant que les tribunaux ne peuvent ordonner que la fille qui s'est retirée dans la maison de celui qu'elle veut épouser, chez une parente, pour ensuite émettre son vœu en présence de son père. — V. l'arrêt à sa date, et les autorités en sens divers qui sont rappelées au note. *Add.*, anal. dans ce dernier sens, Bruxelles, 18 juil. 1808.

1822.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — RAPPORT
A SUCCESSION.

Du 2 janv. 1822 (aff. Drivon). — Cour roy. de Grenoble. — V. cet arrêt à la date du 2 fév., même année.

MINEUR. — VENTE. — LÉSION — PREUVE.

C'est à la partie contre laquelle un mineur devenu majeur demande l'annulation de la vente de ses biens, à justifier que cette vente a été faite régulièrement, et que le prix en a été utilement employé pour le mineur.

(Brunel — C. Ledien.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après les principes du droit, c'est à la partie contre laquelle un mineur devenu majeur demande l'annulation de la vente de ses biens, à justifier que cette vente a été faite régulièrement et que le prix en a été utilement employé pour le mineur; — Que les jugemens dont il s'agit ayant ordonné qu'avant faire droit sur la demande principale, Brunel serait tenu de produire le compte de sa tutrice ou de mettre en cause celle-ci pour qu'elle rendit compte de sa gestion, et notamment de l'emploi du prix des biens vendus, sont contraires à ces principes; — Que, par conséquent, lesdits jugemens doivent être infirmés, d'autant qu'aucun fin de non-recevoir n'est proposée contre l'appel; — Met l'appellation et les deux jugemens dont il s'agit au néant, etc.

Du 3 janv. 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Maleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

CONSTITUTION D'AVOUE. — APPEL. — NULLITÉ.

L'acte d'appel doit, comme tout exploit d'ajournement, contenir constitution d'avoue à peine de nullité (1).

(Montandon — C. Picbon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les formes exigées pour les ajournemens, sont communes aux actes d'appel; — Attendu que celui du sieur Montandon ne contenant pas de constitution d'avoue, aux termes de l'art. 61, Cod. procéd., doit être déclaré nul; — Déclare l'appel nul, etc.

Du 3 janv. 1822. — Cour roy. de Limoges. — 3^e ch. — Prés., M. Rochon de Valette. — Concl., M. Thoumou, subst. — Pl., M. Bonnet.

NOVATION — BILLETS A ORDRE.

L'acceptation, par un créancier porteur d'un titre authentique en vertu duquel il a pris inscription, de billets à ordre souscrits par son débiteur, n'opère pas novation, encore que les billets aient été négociés, lorsque le créancier n'a donné ni quitte-à-libérer libératoire ni mainlevée de son inscription, et qu'il est resté en possession du titre primitif. (Cod. civ., 1273.) (2)

(Larribie et autres — C. Sellier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu la loi 1^{re}, ff. de Novat. et de legat., portant « qu'il n'y a novation que

quum ex precedenti causâ, ita nova constituitur obligatio, ut prior dirimatur; » — Que la loi suivante ajoute : *Novatio ita demum fit, si hoc agatur ut fiat novatio; ceterum si non hoc agatur, duæ erunt obligationes*; — Que ces principes se trouvent dans l'art. 1273 du Code civ., d'après lequel la novation ne se présume point et la volonté de l'opérer doit résulter clairement de l'acte; — Que même, suivant l'art. 1275, la délégation par laquelle un débiteur donne à son créancier un autre débiteur, qui s'oblige envers ce créancier, n'opère point de novation, lorsque le créancier n'a pas expressément déclaré qu'il déchargeait son débiteur ayant fait la délégation; — Qu'un titre de créance authentique et légitime ne peut être détruit, modifié ou restreint que par un acte libératoire et formel; — Que la novation, qui est le changement d'une dette ancienne en une dette nouvelle, et dont l'effet est d'éteindre l'obligation première, ne peut être établie par des présomptions ou des inductions; — En fait, que Sellier est porteur d'un titre authentique par lequel les époux Gallais se sont, le 5 juin 1811, reconnus débiteurs envers lui d'une somme de 40,000 fr., pour laquelle il a pris inscription le 10 du même mois; — Que les effets de commerce souscrits par Gallais, au mois de juin 1817, n'ont point anéanti le titre de 1811; qu'ils doivent être considérés comme ayant été faits moins pour éteindre la dette, pro soluto, que pour en faciliter le paiement, pro solvendo, d'autant plus que Sellier n'a point donné de quittance libératoire ni mainlevée de son inscription; qu'à son contraire, il est resté saisi du titre primitif auquel il a adjoint celui du 21 mars 1819; — Que la négociation faite par Sellier, jusqu'à concurrence d'une somme de 16,000 fr., des billets de Gallais et des billets de Lepreux-Forcinai, pour la même somme, est insignifiante dans la cause, dès que ni Gallais, signataire à l'acte du 5 juin 1811, ni Lepreux-Forcinai, signataire à celui du 22 mars 1819, ne se sont libérés de ladite somme de 16,000 fr., montant desdits billets; — Attendu d'ailleurs que cette négociation entre Sellier et Lepreux-Forcinai est une simple opération de commerce, étrangère à Gallais, qui n'a point été libéré de son obligation première et hypothécaire; que, si Sellier a touché sur sa créance une somme de 13,000 fr., cette somme a été déduite de celle de 48,471 fr. 50 cent. dont il était créancier, tant pour le capital que pour les intérêts, puisqu'il n'a été colloqué que pour 35,000 fr. par le jugement appelé; — Confirme, etc.

Du 3 janv. 1822. — Cour roy. de Rouen. — Prés., M. Arout. — Concl., M. Havas, subst.

HUISSIER. — BOURSE COMMUNE. — TRANSPORT
(FRAIS DE...)

L'indemnité accordée aux huissiers pour frais de voyage, ne peut être considérée comme un émolument susceptible d'être versé, pour les deux cinquièmes, à la bourse commune établie par la décret du 14 juin 1813 (3).

(1) Jurisprud. constante, V. Cass. 4 sept. 1809; 5 janv. 1815; Turin, 14 juin 1807; Colmar, 26 janv. 1816; Amiens, 10 nov. 1821; Lyon, 25 août 1828.

(2) V. sur ce point controversé, la note et le résumé de jurisprudence qui accompagne l'arrêt de la Cour de Colmar du 12 nov. 1815.

VII. — 1^{re} PARTIE.

(3) La question ne nous semble plus devoir s'élever en présence de l'ordonnance du 26 juin 1822, qui, en restreignant la quotité à verser à la bourse commune, déclare (art. 2 et suiv.) que ce versement ne doit être fait que pour les originaux des exploits et procès-verbaux portés sur expédition. — 1. au sur-

(Houdaille — C. Prevost et autres.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'indemnité accordée aux huissiers par la loi, à raison de leur déplacement, pour la signification des actes qu'ils font hors du lieu de leur résidence, ne peut être considérée comme un emolument, mais n'est, au contraire, qu'une indemnité que la loi leur accorde pour les frais que leur déplacement leur occasionne; d'où il suit que cette indemnité n'est pas susceptible d'être versée, pour les deux cinquièmes à la bourse commune des huissiers, établie par le décret de juin 1813, art. 92; — Déclare Houdaille et autres, non recevable en ses demandes, etc.

Du 4 janv. 1822. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. Prés., M. Dupaty. — Concl., M. de Vergès, cons. aud., f. f. av. gén. — PL, M. M. Colluier et Gautier-Biauzat.

DÉPENS. — SIGNIFICATION. — DOMICILE RÉEL.

L'arrêt rendu sur un incident d'ordre doit pour être exécuté, quant aux dépens, être signifié au domicile réel de la partie condamnée; il ne suffit pas de la signification faite à cette partie, au domicile élu par elle, dans son inscription.

(De Berthier — C. Darquinvilliers.)

Le 16 mars 1821, arrêt de la Cour de Bourges, rendu au profit des sieurs de Berthier, sur un incident d'ordre, qui condamne aux dépens les sieur et dame Darquinvilliers.

Cet arrêt est d'abord signifié aux sieur et dame Darquinvilliers, aux domiciles élus dans leurs inscriptions, à Nevers; postérieurement, il est signifié à leur domicile réel à Paris. Le 26 juin, commandement à la requête des sieurs de Berthier par lequel ils réclament le coût des deux significations. Les sieur et dame Darquinvilliers prétendent que la seconde signification de l'arrêt étant frustratoire, ils ne peuvent en devoir le prix.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'élection de domicile n'est faite que pour un objet déterminé; qu'aucune signification étrangère à cet objet ne peut y être valablement adressée; que celle faite par les sieur et dame Darquinvilliers ne l'était que pour la saisie immobilière qui se poursuivait alors; que ce n'a pu être qu'un domicile élu qu'on dut être portées toutes les significations relatives à cette saisie et celle de l'arrêt qui l'a terminée; mais que les sieurs de Berthier, ayant obtenu des condamnations personnelles contre eux, et se trouvant obligés d'employer les voies judiciaires pour être payés, n'ont pu leur faire commandement qu'à leur domicile réel, et que ce commandement devait être précédé de la signification de l'arrêt en vertu duquel ils agissaient contre eux; d'où résulte que cette signification indispensable est régulière; — Ordonne la continuation des poursuites, etc.

Du 4 janv. 1822. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés., M. Delaméthérie. — PL, M. Mater et Mayet Génètry.

DÉPOT. — CARACTÈRE. — EFFETS PUBLICS.

— DÉPRÉCIATION.

On doit considérer comme dépôt volontaire la remise d'effets sur le trésor, faite à un indi-

vidu pour les remettre au propriétaire, soit en nature, soit convertis en argent ou en marchandises...; surtout si par une lettre particulière, le propriétaire des effets a écrit au dépositaire de ne se dessaisir de la somme déposée qu'entre ses mains ou entre celles de son fondé de pouvoir (1).

En conséquence, la dépréciation qui peuvent éprouver les effets, doit être supportée par le propriétaire et non par le dépositaire. — Celui-ci n'est tenu qu'à remettre les effets. (Cod. civ., 1829, 1832 et 1833.) (2)

(Power. — C. Fenelk.)

Du 5 janv. 1822. — Cour roy. de Cayenne.

FOLLE ENCHÈRE. — PAIEMENT DU PRIX (DÉFAUT DE).

Faute par l'adjudicataire de payer aux créanciers inscrits le montant de leurs bordereaux de collocation, la vente sur folle enchère peut être provoquée contre lui. — La voie de folle enchère n'est pas restreinte au cas où l'adjudicataire est en défaut de remplir les conditions imposées pour obtenir la délivrance du jugement d'adjudication. (Cod. proc. civ., 731.) (3)

(Bregault — C. Berchou.) ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après l'art. 715 du Code de procéd., « le jugement d'adjudication ne peut être délivré à l'adjudicataire qu'en rapportant par lui, au greffier, quittance des frais ordinaires de poursuites, et la preuve qu'il a satisfait aux conditions de l'enchère, qui doivent être exécutées avant ladite délivrance; qu'à défaut par lui de faire lesdites justifications dans les vingt jours de l'adjudication, il y sera contraint par la voie de folle enchère. » — Que cette dernière disposition est parfaitement d'accord avec l'art. 737, dans lequel le législateur a posé le principe général de la folle enchère, en déclarant que, « faute par l'adjudicataire d'exécuter les clauses d'adjudication, le bien sera vendu à la folle enchère; » — Que l'art. 736 qui porte que « le poursuivant sur folle enchère se fera délivrer par le greffier, un certificat constatant que l'adjudicataire n'a point justifié de l'acquit des conditions exigibles de l'adjudication, » ne restreint point la généralité de l'article précédent; qu'il se réfère à l'art. 715, qui ouvre contre l'adjudicataire la voie de folle enchère sur le simple certificat du greffier, attestant que dans les vingt jours il n'a pas justifié avoir exécuté les conditions exigibles de l'adjudication;

Que c'est seulement pour la folle enchère, basée sur le fait de cette infraction, que le certificat du greffier est nécessaire, parce que ce greffier, à qui la loi défend de délivrer le jugement d'adjudication avant que l'adjudicataire lui ait justifié de la quittance des conditions, peut seul savoir si elles ont été ou non exécutées; — Mais que lorsqu'il s'agit de l'exécution des clauses de l'adjudication (parmi lesquelles on placera sans doute en première ligne le paiement du prix), la loi, qui veut que le bien soit vendu à la folle enchère, ne parle plus du certificat du greffier, ce que réellement elle n'eût pu faire, puisque le greffier n'étant plus rien après la délivrance du jugement d'adjudication, ne peut attester aucun des faits postérieurs, qui tous lui sont parfaitement étrangers; — Confirme, etc.

(1 et 2) F. à la date du 4 janv. 1825, l'arrêt de la Cour de cassation rendu dans la même affaire.

(3) F. sur ce point, les arrêts en sens divers, qui sont rappelés sous une décision conforme de la Cour d'Amiens du 12 avril 1821.

plus, dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Bioche et Goujet, *Diction. de procéd.*, v^o *Huissier*, n^o 241; Chauveau, *Comment. sur le tarif*, t. 1. n^o 23. — F. toutefois en sens contraire, Grenoble, 19 avril 1815.

Du 5 janv. 1822. — Cour roy. de Bourges. — *Fres. M. Delametherie. — Pl., MM. Delasalle et Moler.*

AVANTAGES ENTRE ÉPOUX. — CONVOL. — MALVERSATION.

Les malversations et l'inconduite d'une veuve après l'annulation de son mariage, lui font perdre tout droit aux libéralités dont son mari l'avait gratifiée par testament, sous la condition de rester en état de viduité (1).

(Vialas — C. Calmettes.)

Le sieur François Vialas contracta mariage en 1778 avec Marguerite Calmettes. — Quatre enfants naquirent de cette union; mais leur père ne survécut pas longtemps à leur naissance; il décéda en 1789. — Dans le testament qu'il fit quelques jours avant sa mort, il donna à son épouse la jouissance de son héritage, sous la condition expresse qu'elle vivrait viduellement.

Marguerite Calmettes se consola bientôt de la perte de son époux. Elle résolut de quitter la maison maritale; et pour donner à cette désertion tout l'effet dont sa conduite allait être suivie, elle se présenta devant le juge de paix de Saint-Jeury, pour y déclarer qu'elle était enceinte; cette déclaration fut constatée par un procès-verbal du 14 août 1793. Dans ce même temps, elle provoqua la nomination d'un nouveau tuteur, que le conseil de famille donna à ses enfants, par délibération du 22 fév. 1793. Ce préliminaire rempli, elle vint rendre son compte de tutelle; le nouveau tuteur fut cité devant le tribunal; là, Marguerite Calmettes demanda le paiement de sa dot et de son augment, et l'exécution du testament de son époux.

Plusieurs incidents retardèrent longtemps la décision de cette cause. L'instance fut reprise en 1818. Les enfants Vialas prétendirent que la malversation de leur mère, et l'état de concubinage dans lequel elle avait continuellement vécu depuis le décès de son époux (et dont ils offraient la preuve) l'avaient rendue indigne des libéralités dont son mari l'avait gratifiée.

Un jugement du 7 mars 1821, rendu par le tribunal d'Alby, accueillit ces moyens: — « Considérant que, par son testament du 9 sept. 1789, retenu par Remouneau, notaire, le sieur François Vialas légua la jouissance de son entière héritage à Marguerite Calmettes, son épouse, la dispensant de rendre compte de cette jouissance, à la charge néanmoins par ladite Calmettes de vivre viduellement; — Considérant que les conditions de ne point se remarier ne furent réputées non écrites que par les art. 1^{er} de la loi du 5 brum. et 12 de la loi du 17 niv. an 2; que ce ne fut que par leur effet rétroactif que ces deux lois atteignirent la disposition de François Vialas, puisque ce dernier était décédé depuis le mois de sept. 1789; — Considérant que l'effet rétroactif des lois des 5 brum. et 17 niv. an 2 ayant été rapporté par les lois des 9 fruct. an 3 et 3 vend. an 4, les lois des 5 brum. et 17 niv. deviennent inapplicables à un acte antérieur à leur promulgation; que c'est ainsi que la Cour de cassation l'a décidé par un arrêt du 20 janv. 1806, rendu dans la cause du sieur Vathaire, héritier Luciot, contre la dame Mesange, veuve Luciot (V. cet arrêt à sa date); — Considérant que, d'après la nouvelle 22, chap. 43 et 44, les conditions de ne pas se remarier étaient admises en France avant les

lois des 5 brum. et 17 niv. an 2; que cela résulte encore de la jurisprudence des arrêts attestée par Maynard, liv. 8, chap. 83; d'Olive, liv. 3, chap. 17, et Lapeyrière, v^o Noces;

« Considérant que, d'après la nouvelle 39 et la loi 7. C., de Revoe. donat., la malversation équivalait à un second mariage: *Ne amplius*, dit la loi, *luxuria exstitit habet*; que telle était l'opinion des auteurs, comme on le voit par Furgole, *Traité des Testam.*, t. 2, p. 301; — Considérant qu'il résulte des actes de la cause que Marguerite Calmettes fit une déclaration de grossesse devant le juge de paix du canton de Saint-Jeury, le 14 août 1793; qu'il résulte encore de ces mêmes actes qu'elle a eu plusieurs enfants de son commerce avec le sieur Jourde, de Colomiers, et qu'elle ne conteste point que sa malversation, qui remonte à l'année 1792, dure encore;

« Considérant que, par l'infraction de la condition apposée au legs à elle fait par son mari, Marguerite Calmettes a perdu tous les avantages résultant de ce legs; que, dès lors, d'après la nouvelle 22, elle doit être condamnée à rendre les fruits par elle perçus sur les biens de François Vialas, depuis le décès de ce dernier jusqu'au jour où elle a quitté la maison maritale; que c'est ainsi qu'elle l'a reconnu elle-même, puisque, par exploit du 2 frim. an 11, de Guillot, huissier, elle fit assigner ses enfants devant un tribunal de famille, conformément à la loi du 24 août 1790, pour lui voir rendre compte de la gestion et administration qu'elle avait faite des biens dépendant de l'héritage de son mari; — Considérant, quant à l'augment stipulé par Marguerite Calmettes dans son contrat de mariage avec ledit Vialas, sous la date du 1^{er} fév. 1778, retenu par Remouneau, notaire, que cet avantage lui étant acquis, soit en vertu de la coutume du pays de l'Albigeois, sous l'empire de laquelle elle a contracté, soit en vertu de la stipulation qui en fut faite dans le susdit acte, l'infraction de la condition de viduité n'a pu l'en priver, cette condition n'étant apposée qu'en legs de jouissance contenu en sa faveur dans le testament de François Vialas et non au droit d'augment stipulé dans leur contrat de mariage; que, suivant l'ancienne jurisprudence, la femme ne perdait cet avantage dans le cas de convol après l'année de deuil, qu'autant qu'elle convolait sans faire pourvoir ses enfants de tuteur, circonstance qui ne se rencontre point dans cette espèce, puisque, dès le 22 fév. 1792, la veuve Vialas fit procéder à cette nomination; que la malversation seule, postérieure à l'année de deuil, n'est pas suffisante non plus pour lui faire perdre cet avantage, ainsi que cela résulte de la dernière jurisprudence du parlement de Toulouse, attestée par Serres *Inst.*, liv. 3, tit. 3, et Furgole, *Traité des Testam.*, t. 1^{er}, ch. 6, etc. » — En conséquence, le tribunal déclare caduc le legs de jouissance fait par François Vialas en faveur de Marguerite Calmettes, son épouse; la condamne à rendre à ses enfants le compte de tutelle, et ordonne en même temps qu'il sera suris au paiement de la dot et de l'augment jusqu'après l'apurement de ce compte.

Appel par la veuve Vialas.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, sur la première question, qu'avant d'y statuer, il faut régler préalablement si elle doit être décidée d'après les dispositions de la loi du 5 sept. 1791, ou par la

(1) Cette solution dépend comme on le voit, du point de savoir si la condition de viduité, apposée à une libéralité, peut, dans l'état actuel de notre législation, être considérée comme valable

et obligatoire. V. à cet égard nos observations sur la jurisprudence du tribunal de cassation du 22 niv. an 9. — V. aussi, *supra*, Cass. 18 juill. 1822.

législation antérieure à la révolution ; — 2^o Que le testateur étant décédé le 17 sept. 1789, par conséquent avant l'émission et publication de la loi du 5 sept. 1791, et ladite loi n'ayant point pour objet, d'après l'interprétation que lui donne la jurisprudence de la Cour de cassation, les clauses prohibitives de seconds mariages, et, dans tous les cas, celle loi ne pouvant avoir et n'ayant pas réellement d'effet rétroactif, comme cela fut expressément déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale dans la séance du 29 du même mois, c'est le cas de décider que la question posée doit être jugée d'après les principes antérieurs à la susdite loi, et à toute autre partie de la législation intermédiaire ; — 3^o Que, devant décider cette question d'après les anciens principes, il est nécessaire, pour en faire une juste application, de distinguer le cas où le mari n'a pas imposé la condition de viduité à la femme qui malverse de celui où il l'a imposée ; — 4^o Que, dans le cas où le mari n'avait pas imposé la condition de viduité à sa femme, si néanmoins celle-ci se remariait dans l'an du deuil, le législateur romain lui infligeait diverses peines, et particulièrement celle d'être privée des libéralités testamentaires de son mari : *His etiam amittendis que prior maritus ei supremâ voluntate reliquerit* (L. 4, C., de Secund. nupt.) ; qu'il en était de même (et quoique le mari n'eût imposé aucune condition à sa femme), lorsque, pendant l'année de deuil, la femme malversait : car le législateur n'a point voulu que la femme qui se livrait à la débauche fût placée dans une catégorie plus avantageuse que celle qui, dans ce temps de deuil, formait des nœuds légitimes : *Ne amplius habeant castitate luxuria* (nov. 39, chap. 2) ; — 5^o Que si la disposition prévoyait des lois romaines (toujours pour le cas où il n'existait pas la prohibition de la part du mari) s'arrêtaient à ce point, c'est-à-dire, qu'elle ne s'occupait du convol, ou de la malversation de la femme, que lorsque l'un ou l'autre avait lieu pendant l'année de deuil ; cependant le parlement de Toulouse (comme l'atteste le Recueil de ses arrêts, t. 2, p. 367, année 1725) jugea longtemps (malgré le silence de la loi et l'absence de toute condition de la part du mari, que, dans certains cas, la femme qui malversait après l'an du deuil, devait être punie des mêmes peines que si elle avait malversé dans l'année même ; mais que cette jurisprudence, qui s'affaiblissait insensiblement, étant fondée sur l'arbitraire, ne doit pas même servir d'argument pour la solution de la question posée, quoique, dans l'espèce de la cause, il s'agisse d'une malversation opérée après l'année de deuil ; — 6^o Que, dans l'autre cas principal, c'est à dire celui où le mari à lui-même impose l'état de viduité à sa femme, comme condition de ses libéralités envers elle, on est d'accord, d'après la nouvelle 22, chap. 44, que quelle que fût l'époque à laquelle la femme eût convolé à de secondes noces, soit avant, soit après l'année de deuil, elle perdait les libéralités conditionnelles reçues de son mari ; elle violait, en effet alors, une autre espèce de loi, celle du testateur : *dicat testator, et erit lex* ; or, pour savoir (et c'est le point de la cause) si la malversation, n'importe l'époque, peut être, comme le convol, une infraction à cette loi du testateur, il faut en rechercher l'esprit, il faut en faire l'interprétation, comme de toutes les clauses, en recherchant bien moins la lettre de la disposition, que l'intention de son auteur : *non verba tenere, sed mentem*. — 7^o Que le mari, en imposant la condition de viduité à sa femme, a en nécessairement l'intention de s'assurer, ou cumulativement ou séparément, 1^o que sa femme lui

garderait la foi conjugale ; 2^o que ses enfans posséderaient un jour intégralement la fortune de leur mère ; 3^o que sa femme donnerait ses soins exclusifs à la tutelle et à la surveillance des enfans issus de leur union ; — 8^o Que, dans l'espèce de la cause, la femme Calmettes (ainsi qu'on en est convenu) ayant passé près de trente années dans un état de concubinage, dont cinq enfans sont le fruit illégitime, il est évident qu'elle a violé la foi exigée par son mari ; qu'elle a diminué par la naissance des enfans naturels, les droits que ses enfans légitimes avaient à sa fortune, et qu'elle s'est rendue incapable et indigne d'administrer une tutelle dont elle se démit le 22 août 1793 ; — 8^o bis. Que la femme Calmettes s'étant ainsi livrée à une malversation qui, par la force des conséquences et l'évidence de l'intention, se trouve virtuellement sous-entendue dans la prohibition du convol, doit être déclarée déchue du legs conditionnel d'usufruit qui lui avait fait son mari ; — 9^o Que, pour se soustraire à cette conséquence, la femme Calmettes invoque injustement la profonde dissertation de Furgole (chap. 6, sect. 2, n^o 75, *Traité des testaments*) dans une espèce où il s'agissait également de malversation d'une femme à laquelle son mari avait imposé la condition de viduité : car, en premier lieu, l'espèce citée par Furgole diffère principalement de celle de la femme Calmettes, en ce que l'hérédité léguée à la femme dont parle Furgole avait été substituée au cas de convol seulement, et non autrement ; ce qui fait dire à l'auteur, dans le cours de la discussion, « que si le testateur s'était expliqué moins directement, il y aurait peut-être lieu de douter que la condition de viduité, si elle avait été appliquée à l'intention, ne pût être étendue au cas de malversation » ; en second lieu, l'arrêt qui intervint ne fut point déterminé par les principes de la dissertation, mais seulement par l'acquéiescence de la substitution ; en troisième lieu enfin, Furgole donne bien moins dans cette partie de son traité son opinion comme auteur, qu'il ne présente l'analyse d'une défense où se trouve réuni tout ce qui peut être dit de contraire aux principes qui furent sanctionnés ; mais, pour connaître la véritable opinion de l'auteur, on doit consulter son même traité (chap. 7, sect. 5, n^o 38), où il établit que, quoique les conditions doivent en général être accomplies *in formâ specificâ*, cependant on peut les accomplir, comme aussi les enfreindre, par des équipollens qui aboutissent au même objet, suivant les vues du testateur ; il cite pour excuse la malversation de la femme, n'importe l'époque, qui doit être assimilée à un convol, lorsque la viduité a été imposée à la femme par son mari, comme condition des libéralités dont il lui rend l'objet. — Ain-i, la femme Calmettes a non-seulement contre elle la clause du testament de son mari, mais encore la doctrine des auteurs qu'elle invoque à l'appui de sa défense ; — 10^o Attendu, sur la seconde question, que le legs d'usufruit des biens de son mari se trouvant ainsi révoqué par l'inexécution de la condition apposée, un doute qu'aux termes de la nouvelle 22, chap. 44, la femme Calmettes ne soit tenue à la restitution des fruits : *Reddit quod datum est, et quos accepit in medio fructus* ; d'où suit qu'elle doit rendre compte des fruits à ses enfans, depuis le décès de leur père, c'est à-dire depuis le 17 sept. 1789, jusqu'à l'époque où elle quitta la maison maritale, et que les premiers juges ont sagement agi, en ordonnant la jonction à l'instance actuelle de celle en reddition de compte précédemment engagée le 2 frim. an 2 ; — 11^o Attendu, sur la troisième question, que la femme Calmettes devait rendre

compte à ses enfans de l'hérédité paternelle, tant en capitaux, objets mobiliers, qu'en fruits perçus, et devant être probablement reliquataire, il serait imprudent d'ordonner, quant à présent, en faveur de ladite Calmettes, le remboursement de la dot et de son augment; mais la Cour doit, au contraire, maintenir le suris ordonné par le jugement du 1^{er} juiv. an 13; — Par ces motifs et ceux des premiers juges, — A démis et démet la partie de Druille (la femme Calmettes) de son opposition envers l'arrêt du 27 août 1821, etc.

Du 7 janv. 1822 — Cour roy. de Toulouse. — 2^e ch. — Prés., M. de Cambon. — Concl. M. de Bastoulh, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Gineste et Romiguières.

SAISIE IMMOBILIÈRE.—TITRE.—COMMANDEMENT.—NULLITÉ.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le commandement à fin de saisie immobilière contienne copie de la procuration, en vertu de laquelle a été consentie l'obligation dont l'exécution est poursuivie.—La procuration ne fait pas partie du titre, dans le sens de l'art. 673, Cod. proc. civ. (1).

(Lock.—C. Berqueret).—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que c'est à un sieur Thomas, fondé de pouvoir, que le sieur Lock remitt les 30,000 fr. qu'il prête au sieur et dame Bequeret en 1809, et qui devaient lui être remboursés dans quatre ans; — Que le notaire qui reçut l'obligation énoncée que la procuration représentée par le sieur Thomas avait été passée devant Bouquerot, notaire à Clunecy, le 2 sept. 1808; qu'elle avait été enregistrée au même lieu le 7; que l'original légalisé par un juge du tribunal de Clunecy demeurait annexé à la minute de l'obligation; — Qu'au bas de l'expédition de cette obligation dont copie a été signifiée aux sieur et dame Bequeret, le notaire a énoncé de nouveau à qu'il appert de la procuration qu'elle est spéciale à l'effet d'emprunter jusqu'à concurrence de 50,000 fr., et de consentir toutes affectations hypothécaires; — Que cette énonciation, qui reforme la substance entière de la procuration, rappelle suffisamment aux parties saisies ce qu'elles firent en 1808; qu'une copie littérale ne leur eût rien dit de plus; — Qu'en vain les sieur et dame Bequeret objectent que la procuration annexée à la minute de l'obligation en est devenue partie intégrante, en telle sorte qu'en notifiant l'obligation sans la procuration, on n'a donné qu'une copie imparfaite et tronquée, ce qui est une contravention à l'art. 673 du Code de proc., qui veut qu'en tête du commandement précédant la saisie immobilière, il soit donné copie entière du titre en vertu duquel elle est faite; — Considérant que la procuration a été sans doute une partie essentielle de l'obligation, puisque c'est elle qui a donné au procureur fondé, le droit de recevoir la somme prêtée aux constituans, mais qu'il ne s'agit pas de la que l'obligation légalement consentie par un fondé de pouvoir n'était pas un titre entier, si on n'y joint la copie de la procuration; — Que

l'annexe de la procuration à la minute de l'acte a pour objet d'assurer les droits du constituant, du procureur constitué et des tiers qui traitent sur la fin de cette procuration, afin qu'à quelque époque que ce soit, tous puissent s'assurer s'il leur intention est complètement remplie; — Considérant enfin qu'aucun loi n'a fait un devoir aux notaires, de délivrer expédition de la procuration avec celle de l'acte consenti par le fondé de pouvoir, et qu'aux termes de l'art. 1030 du Code de proc., aucun acte de procédure ne peut être déclaré nul, si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi; — Met le jugement dont est appel au néant, et déclare les poursuites de Lock régulières et valables, etc.

Du 14 janv. 1822. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delametherie. — Concl., M. Tixer de Ligny, av. gén. — Pl., MM. Mator et Desgile.

DON MANUEL.—TRADITION.—TIERS.—MANDAT.

Le don d'effets mobiliers est valable par la seule tradition faite à un tiers pour le remettre au donataire, des que celui-ci a manifesté l'intention de profiter du don (2). — En conséquence, le donataire peut agir comme mandant, contre le tiers auquel le donateur a remis l'objet du don pour le lui transmettre, et lui demander compte de l'usage qu'il a fait de son mandat.

(Edeline.—C. Edeline).—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, 1^o qu'une donation opérée par une tradition manuelle n'est assujettie à aucune autre formalité; — 2^o Qu'il y a tradition manuelle lorsque le donateur remet lui-même son don aux mains du donataire ou en celles d'un tiers chargé de le lui remettre, parce qu'en ce dernier cas, le tiers qui se charge du don pour le transmettre, se constitue, par ce fait même, le mandataire de celui auquel le don est adressé; que celui-ci, manifestant la volonté de profiter du don, ratifie le mandat, jusqu'alors fictif et imparfait, en vertu duquel le tiers avait reçu le don pour lui; que dès lors la donation est irrévocable et consommée; — 3^o Qu'il ne peut être douteux qu'en ce cas, le donateur n'ait, comme tout autre mandant, action contre son mandataire pour lui faire rendre compte de l'usage qui a été fait de son mandat; — 4^o Qu'il suit de ces principes que, s'il est vrai que la veuve Edeline ait remis une somme quelconque à Charles Edeline pour en remettre une partie aux intimes, ceux-ci ont action contre lui pour le forcer à leur en tenir compte; — Confirme, etc.

Du 12 janv. 1822. — Cour roy. de Caen. — 2^e ch. — Prés., M. Lefollet. — Pl., M. de Saint-Pair.

DOT.—INALIÉNABILITÉ.—MÉFAIT.

Du 12 janv. 1822 (aff. Asselin). — Cour roy. de Rouen. — F. cet arrêt avec celui de rejet du 18 mai 1821, rendu sur le pourvoi qui a été formé dans cette affaire.

lors ne peuvent pas exister sans le concours de deux volontés, soit plutôt parce que si le tiers si le donataire n'aurait la possession, le tiers n'étant qu'un mandataire par les mains duquel le donateur conditionne de passer jusqu'à l'accomplissement du mandat. Sic, Coin-Delisle, Comment. analyt. des donat. et test., sur l'art. 933, n^o 21. — F. à cet égard nos observations en note d'un arrêt de la Cour de cassation du 12 déc. 1815, en fin. — F. aussi Paris, 1^{er} mars 1826; Bordeaux, 5 fév. 1827.

(1) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., sur l'art. 673 (nouveau), quest. 2201. F. aussi comment. analogie, Meç., 12 fév. 1817, et la note.

(2) Mais la remise d'un effet mobilier aux mains d'un tiers, pour être transmis à la personne que le donateur veut gratifier, ne pourrait seule opérer la donation manuelle, soit parce qu'il n'y aurait pas acceptation du donataire, et que, pour être dispensés de l'acceptation solennelle, les donations manuelles n'en sont pas moins des contrats, et dès

RENTE FONCIÈRE.—SOLIDARITÉ.—DIVISION.
L'abolition de la solidarité entre les codébiteurs d'une rente foncière, prononcée par la loi du 20 août 1793 (art. 1^{er}, tit. 2), a un effet sur l'hypothèque générale consentie pour sûreté de la rente; en sorte que chaque débiteur n'est demeuré soumis à l'hypothèque du créancier que sur la portion des biens par lui possédés, et pour sa part contributive seulement de la rente, sans être désormais exposé à l'action hypothécaire de la part du créancier, à défaut de paiement de la portion de ses codébiteurs.

(Sahatier -- C. de la Falge.) — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche la condamnation solidaire prononcée par le susdit jugement, et que les parties d'Allemand ont prétendu devoir être maintenue, sinon par voie de solidarité, mais hypothécairement pour la totalité de la rente dont il s'agit : — Attendu que la solidarité des rentes et redevances foncières a été abolie par l'art. 1^{er}, tit. 2 de la loi du 20 août 1792; que dès cet instant chacun des débiteurs solidaires a été libre de servir sa portion, sans pouvoir être contraint à payer celle de ses codébiteurs, et qu'aux termes de l'art. 2 de la même loi, chaque codébiteur d'une rente ou redevance foncière a pu racheter divisément sa portion, sans être tenu, sous prétexte de la solidarité, de rembourser au-delà de sa part de ladite rente ou redevance; — Qu'il résulte évidemment des dispositions de cette loi, que depuis sa promulgation chaque débiteur d'une rente foncière n'a plus été débiteur que de sa part de ladite rente; — Que s'il a été affranchi de sa solidarité, il a par suite été affranchi de l'hypothèque générale qui jusqu'alors avait porté, pour toute la rente, sur sa portion comme sur le surplus des fonds qui y étaient assujettis; — Que la division de la solidarité a nécessairement opéré la division de l'hypothèque, en telle sorte qu'il n'est demeuré non plus soumis à l'hypothèque du créancier que sur la portion des biens par lui possédés, et pour sa part contributive seulement de ladite rente, sans être désormais exposé à aucun droit, à aucune action hypothécaire de la part du créancier à défaut de paiement de la portion de ses codébiteurs; — Qu'en vain on voudrait se prévaloir des dispositions du Code civil qui a rétabli les anciens principes relatifs à l'indivisibilité des dettes hypothécaires; — Que si le Code a abrogé la loi de 1792, ce n'a été que pour l'avenir, mais que cette loi n'a pas cessé de régir les actes qui ont été frappés par ses dispositions, et que les droits qu'elle a éteints n'ont repris ni une nouvelle existence ni leur ancien effet par l'intervention du Code civil, qui n'a pu faire revivre ce que la loi de 1792 avait anéanti; — Attendu, au surplus, que la division de la rente dont il s'agit a été faite entre les codébiteurs par l'acte constitutif de ladite rente, et qui remplit le vœu des art. 3 et 4 de la loi précitée; — Qu'ainsi, aucune condamnation solidaire ni hypothécaire pour le tout ne pouvait et ne devait être prononcée dans l'espèce contre la partie de Cerniet, et qu'il y a nécessité dès lors de réformer le jugement dont est appel en ce point; — Emendant, — Ordonne, etc.

Du 14 janv. 1822. — Cour roy. de Riom. — 4^{re}

ch. — Prés., M. Thévenin. — Concl., M. Pagès, proc. gén. — Pl., MM. Bernet-Rollande et Allemand.

QUOTITÉ DISPONIBLE.—MINEUR.—ÉPOUX.
L'époux mineur ne peut donner à son époux, par testament, que la moitié des biens dont il pourrait disposer s'il était majeur. Dans ce cas, c'est l'art. 904, Cod. civ., et non l'art. 1094 qui règle la quotité disponible (1).

(Laut.)

27 juill. 1818. — Décès de Suzanne Duthell, à l'âge de 19 ans, ne laissant ni ascendants ni descendants, et après avoir institué son mari, le sieur Jean Claux, son légataire universel. — Les héritiers collatéraux de Suzanne Duthell ont demandé le partage de sa succession; Ils ont soutenu que Suzanne Duthell, étant mineure à l'époque où elle avait fait son testament et au moment de sa mort, elle n'avait pu donner que la moitié de ses biens, conformément à l'art. 904 du Code civil, et que l'autre moitié devait leur être attribuée en fonds et en fruits.

De son côté, Jean Claux a soutenu qu'aux termes de l'art. 1094 du Code civil, qui règle la quotité disponible entre époux, Il avait droit à la moitié des biens de la succession de sa femme en toute propriété, et à l'usufruit de l'autre moitié.

7 fév. 1821, jugement qui accueille ces conclusions, adjuge au sieur Claux la moitié en propriété pleine, et la moitié en usufruit des biens de sa femme, et déclare en conséquence qu'il n'y a pas lieu à ordonner, quant à présent, le partage réclamé.

Appel des héritiers collatéraux.

M. l'avocat général Guilibert a soutenu que l'art. 1094 ne s'appliquait qu'à l'époux majeur; que Suzanne Duthell ne pouvait disposer de ses biens que conformément à l'art. 904; que, par conséquent, Jean Claux n'avait droit qu'à la moitié de l'hérédité de sa femme. Il a conclu, par ces motifs, à l'infirmité du jugement dont était appel. Mais, a dit ce magistrat, puisque les premiers juges pensaient que l'art. 1094 est applicable à l'époux mineur; puisque cet art. ne restreint la liberté qu'au cas où l'époux qui dispose laisse des héritiers à réserve; puisque Suzanne Duthell n'a laissé ni descendants ni ascendants, mais seulement des héritiers collatéraux, pour être conséquens, les premiers juges, dans leur système, auraient dû attribuer à Jean Claux toute l'hérédité de sa femme.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après l'art. 904 du Code civil, le mineur parvenu à l'âge de seize ans ne peut disposer que par testament, et jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer; — Attendu que la loi n'établit à cet égard aucune distinction entre les mineurs, qu'ils soient mariés ou non; que par conséquent les juges ne sauraient en établir; que cet article doit donc s'appliquer indistinctement à tous les mineurs parvenus à l'âge de seize ans; — Attendu que, vainement on dirait que l'art. 904 du Code civ. est modifié par le chap. 9 du tit. 2 du liv. 3 de ce Code, et notamment par l'art. 1094, qui permet aux époux de se faire, soit par contrat de mariage, soit pen-

(1) C'est en ce sens que la jurisprudence n'est constamment prononcée. V. Paris, 11 déc. 1812; Bordeaux, 24 avril 1834 (Volume 1834). — F. aussi un arrêt de la Cour royale de Toulouse du 27 nov. 1841 (Volume) 1841, qui, sans résoudre précisément la question, la suppose résolue dans le sens de la décision ci-dessus. V. encore dans le même

sens, Grenier, *Testam. et donat.* tom. 2, n° 461; Duranton tom. 8, n° 187; Vazeille, sur l'art. 904, n° 2; Pujol, *ibid.*, n° 7; Colin-Delisle, *ibid.*, n° 7. — Ajoutons que la solution devrait être la même, bien que l'époux testateur fût créé: après avoir attribué sa majorité, F. à cet égard, Cass. 30 août 1820, et nos observations.

dant le mariage, divers avantages subordonnés à l'existence, ou d'enfants provenus du mariage, ou d'héritiers en faveur de qui la loi fait une réserve : cette modification ne saurait être admise, puisque : 1^o cet art. 1094 n'est point corrélatif avec l'art. 904 ; 2^o l'art. 1094 ne s'applique qu'aux époux majeurs ; s'il s'y était agi des époux mineurs, le législateur qui, par là même, aurait fait exception à l'art. 904 et étendu les droits des mineurs, n'aurait point manqué de le dire, lui qui, dans l'article suivant (1095), énonce expressément qu'il s'occupe des époux mineurs ; 3^o l'art. 1095 est le seul dans le chap. 9 susdit, qui se rapporte à la capacité des mineurs de disposer, et il est corrélatif, non point avec l'art. 904, qui ne parle que du droit de tester des mineurs parvenus à l'âge de seize ans, mais avec l'art. 903, qui parle des mineurs âgés de moins de seize ans, lesquels ne peuvent disposer que de la manière exprimée audit art. 1095 ; — C'est au surplus, dans la combinaison de ces quatre art. 903, 904, 1094 et 1095 du Code civ., qu'on trouve toute la pensée du législateur au sujet de la capacité des époux, soit majeurs, soit mineurs, relativement à leurs dispositions ; — On y voit que la femme, qui à quinze ans révolus, peut contracter mariage, ou l'homme qui à cet âge, peut obtenir dispense pour le contracter, ne peuvent alors disposer (art. 903) que par donation simple ou par donation réciproque, faite par contrat de mariage et avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de leur mariage (art. 1095) : auquel cas la loi leur permet de donner tout ce que l'époux majeur peut donner à son conjoint ; — Que en consentement et cette assistance sont indispensables à tout mineur, qui veut, par contrat de mariage, faire une donation simple ou réciproque à son conjoint (art. 1095) ; — Qu'à l'âge de seize ans, les époux peuvent tester, mais que leur capacité de disposer ne peut (sans le droit de donner par contrat de mariage, dérivant pour eux de l'art. 1095), être exercée que par testament, et jusqu'à concurrence seulement de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer (art. 904) ; — Enfin que les époux majeurs peuvent, soit par contrat de mariage, soit par testament, se donner, s'ils ont des enfants, un quart de leurs biens en propriété et un quart en usufruit, s'ils n'ont point d'enfants ou descendants, tout ce dont ils pourraient disposer en faveur d'un étranger, et en outre l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice de l'héritier (art. 1094) ; — Que de cet ensemble il résulte évidemment que le législateur a voulu protéger, soit par la surveillance dont il les a entourés au moment de leur contrat de mariage, soit par la limite assignée à la quotité de biens dont ils peuvent disposer, les époux mineurs contre l'expérience de leur âge et la séduction dont ils pourraient facilement être victimes ; — Et attendu que, tel étant l'objet incontestable des précautions et des restrictions imposées par le législateur aux époux mineurs, prétendre que ce même législateur a, par l'art. 1094 du Code civ., attribué dès l'âge de seize ans aux époux mineurs (dont cet article ne parle pas, autant de droit qu'aux époux majeurs, ce serait inconciliablement également le texte de la loi et son esprit ; — Attendu enfin que de ce qui précède dérive la conséquence que Suzanne Dubell, femme Claux, qui a testé et est décédée

en minorité, n'a pu donner à Jean Claux, son époux, que la moitié de sa succession ; — Met l'appel et ce dont est appel au néant ; émendant, réformant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, réduit la disposition universelle dont s'agit, faite par le testament du 8 juill. 1818, à la moitié en pleine propriété de la succession de la testatrice, etc.

Du 15 janv. 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Ganjal, p. p. — Concl., M. Guilibert, av. gén. — Pl. MM. Dulac et Dumont.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.—REQUÊTE.

L'opposition d'un jugement par défaut rendu contre une partie qui n'a pas constitué avoué peut être formée directement par requête signifiée avec constitution d'avoué ; il n'est pas nécessaire qu'elle soit précédée d'une opposition extrajudiciaire. (Cod. proc., 162.) (1)
(Garreau—C. Martin.)

Du 15 janv. 1822. — Cour roy. de Poitiers.

1^o DONATION ENTRE-VIFS. — CARACTÈRE. 2^o CESSIION. — DONATAIRE. — GARANTIE.

1^o *La donation d'une somme d'argent à prendre sur les biens du donateur après son décès, constitue, non pas une donation entre-vifs, mais bien une donation à cause de mort (2). — En conséquence, le cessionnaire de l'époux décédé de cette donation ne pourrait se considérer comme saisi par le transport qui lui en serait fait et par la signification de ce transport au donateur.*

2^o *Le donataire qui cède les droits résultants d'une donation à lui faite, doit garantir l'existence de la créance au moment de la cession, alors même qu'il a stipulé la non-garantie (3).*

(Achard—C. Biscarat). — ARRÊT.

LA COUR : Attendu que la femme Achard, née Bulson, n'était pas saisie irrévocablement du don de la somme de 3,000 fr. dont elle et son mari firent la cession à Jean Biscarat le 4 fév. 1813 ; que ce don qui n'était qu'éventuel, pour et en faveur de la femme Achard, pouvait devenir illusoire pour cette dernière, comme il l'est en effet devenu par son décès sans s'en rendre compte ; que ce don n'avait pas une existence réelle et telle que la femme Achard eût la propriété de la somme de 3,000 fr. qui en était l'objet, telle aussi que le cessionnaire pût s'en dire saisi par l'effet du transport qui lui en était fait, et de sa signification au sieur Andrembrun ; — Que ce dernier pouvant disposer de tous ses biens, aurait pu par cette disposition, rendre vain et sans objet, le don qu'il avait fait à la femme Achard ; d'où il suit que la chose cédée n'avait pas, au temps du transport, une existence certaine et assurée ; — Et attendu que tout cédant est garant de l'existence et de la vérité de l'objet qu'il a cédé au moment de la cession qui en est faite, aux termes des art. 1628 et 1693 du Code civ., même au cas de stipulation de non-garantie, et que cette obligation du cédant est de l'essence de toute cession ou subrogation ; — Met les appels principal et incident des parties au néant ; — Ordonne, etc.

Du 15 janv. 1822. — Cour roy. de Riom. — 1^{re} ch. — Prés., M. Thévenin. — Concl., M. Archaud-Desperouses, 1^{er} av. gen. — Pl., MM. Chalua et Bernet-Rollande.

(1) F. sur ce point, Nîmes, 13 juin 1810, et la note.

(2) V. Cass. 24 déc. 1822 ; 6 août 1827 et les notes.

(3) V. sur la garantie des cessions de créance, Paris, 27 août 1816 ; Cass. 3 juill. 1827 et les divers autres arrêts indiqués dans nos Tables trienn. et décenn., v^o Cession, § 3.

PRESCRIPTION.—FRUITS.—BONNE FOI.

La disposition de l'art. 2277, d'après laquelle les loyers se prescrivent par cinq ans, n'est pas applicable à celui qui a joui indûment avec connaissance de cause, de la chose d'autrui. Il y a lieu dans ce cas, d'appliquer l'art. 549 d'après lequel le possesseur qui n'est pas de bonne foi est tenu de rendre les produits avec la chose, au propriétaire qui la revendique (1).

(Boisse — L. commune de Treigueux.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la halle et la salle d'audience du juge de paix n'ont jamais été données à loyer depuis que la partie de Mousnier a cessé d'en jouir, qu'on ne saurait donc appliquer à leur produit l'art. 2277 du Code civil, qui porte que « les arrérages des loyers se prescrivent par cinq ans ; » — Attendu au contraire que la commune ne possédait pas la halle et la salle d'audience de bonne foi, puisqu'elle ne possédait pas en vertu d'un titre translatif de propriété dont elle ignorait les vices ; qu'il résulte au contraire des renseignements existant dans ses archives, qu'elle avait reconnu que la propriété de ces objets appartenait à la partie de Mousnier ; qu'il y a par conséquent lieu de faire l'application de l'art. 549, qui porte : « Quand le possesseur n'est pas de bonne foi, il est tenu de rendre les produits avec la chose au propriétaire qui la revendique ; » qu'il suit de là que l'entier produit de la halle et de la salle d'audience, durant le temps de l'indue jouissance de la commune, est dû à la partie de Mousnier, sur le coût des réparations qui ont été nécessitées par l'état des lieux ; — En attendant, réformant quant à ce, — Condamne le maire de Treigueux, en la qualité qu'il agit, au paiement envers le sieur Boisse du produit de la halle et de la salle d'audience de la justice de paix de Treigueux, depuis l'année 1791, sans interruption, etc.

Du 16 janv. 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Tixer, cons. aud. f. f. d'av. gén. — Pl., MM. Mousnier et Dulac.

AVOUÉ.—REMISE DE PIÈCES.

Du 16 janv. 1822 (aff. Dubon.) — Cour roy. d'Amiens. — V. cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation, du 30 avril 1823, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

ACTE ADMINISTRATIF.—INTERPRÉTATION.—EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE.

Lorsque le règlement de l'indemnité réclamée de l'Etat par un particulier, devant les tribunaux, a raison de la dépossession d'un établissement de charité par lui fondé, exige l'interprétation préalable de l'acte de dépossession, et d'autres actes administratifs, les tribunaux ne peuvent, avant que cette interprétation ait eu lieu, statuer sur la demande en indemnité (2).

(Duchaylla — C. hospices de Paris.)

Les sieurs Gloux et Duchaylla avaient fondé,

en l'an 9, à Chaillot, un établissement destiné à recevoir les vieillards, moyennant une indemnité que ceux-ci devaient verser à leur entrée. Suivant les statuts, les fondateurs s'étaient obligés à entretenir les vieillards pendant leur vie, à gérer et placer les fonds de l'établissement, et ne s'étaient réservées qu'une retenue de 5 p. 100 et un traitement comme directeurs. L'établissement se remplissait bientôt de pensionnaires ; mais les fondateurs ne satisfirent pas à leurs obligations. En 1807, le gouvernement, s'appuyant sur cette inexécution, qui compromettait l'existence de deux cent onze vieillards, et sur le décret réglementaire du 17 janvier 1806, qui l'autorisait à régulariser et à surveiller les établissements de charité dirigés par des sociétés libres, ordonna que les sieurs Gloux et Duchaylla cesseraient leur gestion, qu'ils rendraient compte à des commissaires nommés par le ministre de l'intérieur, et que leur gestion serait confiée à l'administration des hospices de Paris — Un autre décret, du 21 février 1808, régla le mode d'après lequel les comptes seraient rendus, et ordonna que le reliquat à la charge des sieurs Gloux et Duchaylla serait compensé avec la valeur, 1^{re} de l'immeuble où se trouvait l'établissement, et 2^{de} du mobilier.

— Enfin, le 8 février 1815, intervint une ordonnance royale par laquelle la liste civile et les hospices, qui avaient fait des avances considérables pour soutenir l'établissement, furent autorisées à poursuivre le sieur Duchaylla devant les tribunaux, en restitution des sommes qu'il avait reçues des vieillards admis. Postérieurement, le sieur Duchaylla a cru devoir actionner le préfet, comme représentant l'Etat, en paiement d'une somme de 882,883 fr. 34 c., pour la valeur des immeubles et meubles dépendant de l'établissement ; il avait même obtenu un jugement par défaut, lorsque le préfet a élevé le conflit.

Louis, etc., — Considérant que, par ses conclusions prises devant le tribunal de première instance de la Seine, le sieur Duchaylla prétend qu'il a été dépossédé, en exécution du décret du 10 novembre 1807, de l'établissement de Sainte-Périne de Chaillot, et réclame en conséquence une indemnité, tant pour la valeur de cet immeuble que pour celle des meubles et loyers et autres pertes par lui faites ; — Considérant que ces diverses prétentions donnent lieu à l'interprétation préalable du décret du 10 nov. 1807, et de notre ordonn. du 8 février 1815, et que cette interprétation est du ressort de l'autorité administrative ;

Art. 1^{er}. « L'arrêté de conflit pris par le préfet de la Seine, le 31 juillet 1818, est confirmé. Le jugement rendu par défaut, le 8 janvier 1818, par le tribunal de première instance de la Seine, est considéré comme non avenu. — 2^e L'instance sera suivie, devant nous, en notre conseil d'Etat, tant par le sieur Duchaylla, que par le préfet de la Seine, dans l'intérêt de l'établissement de Sainte-Périne de Chaillot, des hospices de Paris et de l'ancienne liste civile.

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.

(1) Sur l'origine, la nature et l'objet de la prescription de cinq ans applicable aux loyers des maisons, voy. Troplong, de la Prescription, t. 2, n° 1005.

(2) Cette décision n'est qu'une application évidente du principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, pose par les lois des 16-24 août 1790, et 16 fructidor an 3. Mais l'affaire présentait cette circonstance remarquable, d'un particulier dépossédé sans autre formalité qu'un décret impérial, non-seulement de l'administration d'un établissement qu'il avait créé (ce qu'autorisait

le décret réglementaire du 17 janv. 1806), mais en outre de l'immeuble dans lequel il avait organisé cet établissement, et d'un matériel considérable, sous la seule réserve d'un compte de clef à maître, à faire avec l'administration ! L'intérêt de l'humanité et de la morale publique légitimait jusqu'à un certain point, il faut le reconnaître, l'intervention du gouvernement dans cette affaire ; mais rien ne saurait, ce nous semble, justifier la violence qui l'a accompagnée, et cet oubli de toutes les formes légales.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — ARRÊTÉ PAR DÉFAUT. — OPPOSITION.

Une partie n'est plus recevable à former opposition à l'arrêté par défaut d'un conseil de préfecture qui lui a été signifié, et qui a reçu exécution depuis plus de trois mois (1).

(Bèveré. C. Ville de Paris.)

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Coste.

1^o CONFLIT. — CHOSE JUGÉE. — ÉMIGRÉS. — COMPTE.**2^o ÉMIGRÉ. — HÉRÉDITÉ. — COMPÉTENCE.**

1^o Le conflit ne peut être élevé sur un jugement qui ordonne un compte entre l'Etat et les représentants d'un émigré, lorsque ce jugement n'a fait que reproduire les dispositions d'un jugement antérieur, passé en force de chose jugée (2).

2^o Les tribunaux sont compétents pour statuer sur les questions d'hérédité élevées entre l'Etat et les émigrés, sauf à s'abstenir de toucher aux actes administratifs qui ont pu intervenir dans la contestation (3).

(Serventeau — C. Préfet de la Vendée).

LOUIS, etc., — Considérant que le jugement du 13 fructidor an 7, rendu contradictoirement avec le domaine et acquiescé par lui, l'a condamné à payer, au fils naturel du sieur Serventeau, une pension viagère, pour lui tenir lieu de sa portion d'hérédité dans la succession immobilière dudit sieur Serventeau : — Qu'un second jugement, du 7 floréal an 13, également acquiescé par le domaine, a recorde au sieur Serventeau fils une provision alimentaire sur les revenus des biens de la succession de son père : — Qu'en exécution de ce jugement, un troisième jugement, du 14 mars 1807, a ordonné que les héritiers du sieur Serventeau fourniraient un état, appuyé des charges de la succession dont il s'agit, à l'effet de régler la quotité de la pension viagère due au sieur Serventeau fils : — Considérant que ce troisième jugement, du 14 mars 1807, est passé aujourd'hui en force de chose jugée, et que les jugements des 24 décembre 1817 et 28 avril 1818, sur lesquels le conflit est élevé, n'ont fait que reproduire ses dispositions : — Considérant qu'il n'a point été élevé de conflit contre les jugements des 13 fructidor an 7, 7 floréal an 13 et 14 mars 1807, qui, d'ailleurs, ont été compétemment rendus, puisqu'ils se sont bornés à prononcer sur des questions d'hérédité, sans toucher aux actes administratifs intervenus dans la contestation ; qu'il

suit de là que le conflit a été mal et tardivement élevé ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département de la Vendée, le 27 avril 1819, est annulé.

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — ARRÊTÉS. — NOMBRE DE JUGES.

Est nul l'arrêté du conseil de préfecture qui n'est signé que par deux conseillers. (Arrêté du 19 fruct. an 9.) (4)

(Commune de Cauxpère — C. Joret.)

LOUIS, etc., — Considérant que l'arrêté du conseil de préfecture, n'étant signé que de deux membres seulement, a été pris en contravention à l'arrêté du gouvernement, du 19 fructidor an 9, qui exige la présence de trois membres au moins ;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département du Gers, du 22 mars 1820, est considéré comme nul et non avenu, et les parties sont renvoyées devant le même conseil de préfecture, pour y être statué conformément à la loi.

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., M. Lavaux.

1^o CONSEIL DE PRÉFECTURE. — MOTIFS.**2^o PAIEMENT. — COMMISSAIRES-PRISEURS.**

1^o L'arrêté d'un conseil de préfecture est suffisamment motivé, lorsqu'il se réfère à l'avis du sous-préfet, dans lequel se trouve rappelée, à l'appui de l'opinion adoptée, la législation existante (5).

2^o Les commissaires-priseurs des départements, comme les commissaires-priseurs de Paris, soumis à la patente. (L. des 1^{er} brum. an 8. 27 vent. an 9. 28 avril et 25 mars 1817 ; Ordonn. du 26 juin 1816 ; Avis du cons. d'Etat du 4 div. an 12.)

(Boivin.)

LOUIS, etc., — Vu les lois des 1^{er} brumaire an 8, 27 ventose an 9, 28 avril et 25 mars 1817 ; — Vu parillement notre ordonnance du 26 juin 1816 ; — Considérant, quant à la forme, que l'arrêté du conseil de préfecture dont il s'agit est suffisamment motivé, puisqu'il se réfère à l'avis du sous-préfet, lequel cite, à l'appui de son opinion, la législation existante ;

Considérant, au fond, que l'avis du conseil d'Etat, du 3 nivose an 12, approuvé le 4 du même mois, a formellement décidé qu'il n'y avait pas lieu d'affranchir du droit de patente les commis-

(1) Cela est évident lorsque l'exécution est de nature à emporter acquiescement. Mais, dit à cet égard, M. Serrigny, *Compétence et procédures administratives*, tom. 2, n^o 930 : « Il faut distinguer, entre l'exécution volontaire ou forcée. La première, supposant la volonté d'acquiescer à l'arrêté rendu, emporte renonciation aux voies d'opposition et d'appel ; car on consent non-seulement par une déclaration expresse de volonté, mais aussi par des faits qui manifestent clairement cette volonté. La seconde, ne suffit pas seule pour induire la renonciation à l'appel : elle forme bien la voie d'opposition, mais elle fait naître le point de départ du recours au conseil d'Etat ; et il faut joindre à cette exécution forcée le silence de la partie condamnée pendant trois mois, pour former la présomption légale d'acquiescement à l'arrêté par défaut (*Arg. des art. 158, 159 et 443 du Code de proc.*). »

(2) P. sur ce point, l'ordonnance du 4 août 1819 (*aff. Audran*), et nos observations.

(3) Principe constant. P. Cormenin, *Droit administratif*, 5^e éd., n^o 5 Emigré, § 8.

(4) V. conf., décret du 22 janv. 1808 (*aff. Trugnier*) ; ordonn. du 22 fév. 1821 (*aff. Laigne*). — Toutefois, voy. aussi ordonn. du 16 fév. 1825 (*aff. Fidaud*), de laquelle il résulte qu'il suffirait que l'arrêté fût signé par le préfet comme président, MM. Cormenin, *Droit adm.*, 5^e éd., v^o *Conseil de préfecture*, § 2, et Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, tom. 2, n^o 917, ont adopté cette dernière décision.

(5) On décide dans un sens analogue en matière civile, que les arrêts des Cours royales sont suffisamment motivés lorsqu'ils se réfèrent aux jugements de première instance. V. Cass. 18 oct. 1814, et la note. V. du reste, sur la nécessité pour les conseils de préfecture de motiver leurs arrêtés, ordonnance des 12 fév. 1818 (*aff. Fouquet*), et la note ; 18 juill. 1824 (*aff. Delaunoy*) ; 21 déc. 1837 (*aff. Couton*).

saïres-priseurs de département de la Seine; — Considérant que des commissaires-priseurs ont été établis dans les départements, en vertu de la loi du 26 juin suivant, qui les assimile aux commissaires-priseurs établis à Paris par la loi du 27 nivôse an 9, et que dès lors, la décision précitée leur est applicable;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Boivin est rejetée, et l'arrêté du conseil de préfecture du département de la Charente, du 17 avril 1810, est confirmé.

Du 16 janv. 1822 — Ordon. en cons. d'état. — Rapp., M. de Crouseilles. — Pl., M. Petit de Gatines.

DIGUES. — AUTORISATION. — DÉMOLITION. — Sursis.

Aucune digue à la mer ne peut être construite, même par les particuliers sur leurs propriétés, sans que la nécessité en ait été préalablement constatée par le gouvernement. (L. du 16 sept. 1807, art. 33.)

Par suite, le conseil de préfecture est compétent pour ordonner la démolition d'une digue construite par un particulier sur son terrain, sans autorisation (1).

Toutefois, la démolition peut être provisoirement restreinte aux seuls points susceptibles de gêner la navigation.

(Desamps C. Pons-et-chausées.)

Lois, etc. — Vu la loi du 29 flor. an 10, sur les contraventions en matière de grande voirie, et la loi du 16 sept. 1806, sur les dessèchemens. — Considérant, sur la compétence, qu'aux termes de l'art. 33 de la loi du 16 sept. 1807, la nécessité de toutes les constructions de digues à la mer doit être constatée par le gouvernement, et que le conseil de préfecture, en ordonnant la démolition d'une digue construite sans autorisation, n'a pas excédé les bornes de sa compétence;

Considérant, au fond, que, dans l'état actuel de la cause, la propriété du terrain indiqué n'est pas contestée au sieur Descamps; mais qu'il est reconnu par le propriétaire que la digue a été construite par lui, sans en avoir obtenu l'autori-

sation préalable, et qu'ainsi le conseil de préfecture a fait une juste application des lois de la matière;

Considérant sur le sursis, qu'il résulte des pièces produites que, dans l'intérêt de la navigation, il est urgent de rétablir l'ancien état des lieux dans la largeur de la passe navigable; mais que les mêmes motifs ne semblent pas exister à l'égard du surplus de la digue;

Art. 1^{er}. Les arrêtés du conseil de préfecture du département de la Somme, des 21 juil. et 23 déc. 1819, sont confirmés. Néanmoins, il est sursis à la suppression de la portion de digue non comprise dans la largeur de la crique de Haul, jusqu'à ce qu'il ait été statué, par l'administration, sur la totalité de l'entreprise projetée par le sieur Descamps.

Du 16 janv. 1822. — Ordon. en cons. d'El. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Girardin.

RIVIERES NAVIGABLES. — CHANVRE (DÉPÔT DE).

Les dépôts de chanvre faits par un particulier dans une rivière navigable, ne constituent pas une contravention de grande voirie, de la compétence des conseils de préfecture, mais un délit de pêche, de la compétence des tribunaux. (Ordonn. de 1609, lit. 27, art. 42.) (2) (Bonnerue et consorts.)

Lois, etc. — Vu l'arrêté de conflit pris le 15 nov. 1821, par le préfet du département de Saône-et-Loire, dans une contestation existante, devant le tribunal de police correctionnelle de Mâcon, entre l'administration des eaux et forêts, d'une part, et les sieurs Bonnerue et consorts, d'autre part, au sujet du dépôt de plusieurs paquets de chanvre fait par eux dans la rivière de Saône; — Vu les procès-verbaux dressés, à cette occasion, par des agents de l'administration forestière; — Vu le jugement du 6 oct. 1821, qui rejette le déclinatorio proposé par les sieurs Bonnerue et consorts; — Vu le jugement du 20 oct. 1821, qui condamne les sieurs Bonnerue et consorts à l'amende de 6 fr. et aux frais, conformément à l'art. 42, tit. 7 de l'ordonnance de 1609;

Considérant qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce,

navigation, et puni de 500 livres d'amende; il était défendu dans les cours d'eau en général, comme cause de mortalité du poisson, par un grand nombre d'arrêts du conseil, qui le réputaient délit de pêche (arrêtés des 4 avril et 27 juin 1702, 14 déc. 1719, 6 août 1735, 28 déc. 1756). — Conformément à ces anciens arrêtés, l'art. 30 du projet de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, contenait une défense expresse de faire rouir le lin dans les eaux courantes; mais cet article a été rejeté par la Chambre des Pairs, n'a point passé dans la loi, et l'on en a induit généralement que les dispositions que nous venons de rappeler se trouveraient ainsi implicitement abrogées. Il en résulte que la décision que nous recueillons ici n'aurait plus aujourd'hui aucun point d'appui légal, tandis qu'un contraire l'arrêt du 24 juin 1777, qui considérait le rouissage seulement comme un obstacle à la navigation, n'ayant été abrogé ni explicitement ni implicitement par aucune loi, subsiste dans toute sa force. Par suite, il faut admettre que les dépôts de chanvre dans les rivières navigables ou flottables, ou peuvent plus être considérés aujourd'hui que comme des contraventions de grande voirie de la compétence des conseils de préfecture. V. au surplus sur ce point et dans le même sens, Garnier, *Régime des eaux*, tom. 2, p. 189; Daviel, *Cours d'eau*, tom. 1, n° 320; Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 2, n° 645.

(1) La compétence du conseil de préfecture est ici doublement motivée, d'abord parce qu'il s'agit de choses dépendant du domaine public dont le conseil de préfecture est en quelque sorte le gardien, et ensuite parce que la contravention à la prohibition posée par la loi de 1807, peut être considérée comme un délit de grande voirie. La solution ci-dessus pourrait en outre s'appuyer sur le décret du 10 janv. 1812, aux termes duquel les conseils de préfecture sont compétents pour connaître des contestations relatives aux travaux maritimes. V. à cet égard, Proudhon, *Domaine public*, t. 3, n° 819; Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 2, n° 643.

(2) C'est là un point sur lequel la jurisprudence du conseil d'Etat a varié, suivant les différentes espèces sur lesquelles il a été appelé à se prononcer, et selon que les faits lui ont paru soit seulement nuisibles à la pêche, soit plus particulièrement de nature à porter obstacle à la navigation. V. dans le sens de la solution ci-dessus, ordonn. du 11 janv. 1826 (aff. Girardin); en sens contraire, ordonn. des 4 fév. et 4 nov. 1824 (aff. Bruard, et aff. Faucher). Cette divergence qui semblerait accruser une absence de principes, s'explique du reste sous le double point de vue sous lequel les dépôts de chanvre dans les rivières et cours d'eau ont été longtemps envisagés par notre législation. Le rouissage dans les rivières navigables était prohibé par l'arrêt du conseil du 24 juin 1777, art. 4, comme étant un obstacle à la

d'un délit de grande voirie, constaté par un agent de la navigation, dans l'un des cas prévus par la loi du 29 flor. an 10 ; mais d'un délit de pêche, constaté par un agent de l'administration des eaux et forêts, prévu par l'art. 42, tit. 27 de l'ordonnance de 1669, et qui est de la compétence des tribunaux ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département de Saône-et-Loire, le 15 nov. 1821, est annulé.

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

Nota. Du même jour, décision identique (aff. Roger.)

DOMAINES NATIONAUX. — IDENTITÉ. — COMPÉTENCE.

Un conseil de préfecture n'est pas compétent pour statuer sur la question de savoir si des bois et landes revendiqués comme faisant partie d'une vente nationale, sont ou non les mêmes que ceux compris dans les procès-verbaux d'estimation d'adjudication ; c'est là une question d'identité qui ne peut être résolue que par l'application des titres anciens ou par des enquêtes et autres moyens de droit civil. Le conseil de préfecture doit dès lors se borner à reconnaître le fait de la vente constant, et renvoyer, quant à l'identité, les parties devant les tribunaux (1).

(Laberge. — Savignac.)

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Guibout.

DOMAINE DE L'ÉTAT. — VENTE. — DÉCHÉANCE.

La déchéance prononcée par la loi du 15 flor. an 10 et par l'ordonn. royale du 7 oct. 1814 contre l'adjudicataire de biens de l'Etat, en retard de payer son prix, n'est établie qu'en faveur de l'Etat, et ne préjudicie pas à son droit de maintenir les clauses de l'adjudication s'il le juge convenable.

Il en est ainsi, alors surtout que cette faculté a été réservée à l'Etat par une clause du contrat de vente.

(Tébaud — C. Domaines.)

Louis, etc. — Vu les lois des 15 et 16 flor. an 10, qui déterminent un nouveau mode pour la vente des biens ruraux appartenant à l'Etat, et notre ordonnance du 7 oct. 1814 : — Considérant que la déchéance prononcée par les lois de la matière est une garantie donnée à l'Etat contre l'adjudicataire insolvable, et ne préjudicie pas à son droit de maintenir, à l'égard de l'adjudicataire solvable, les clauses de l'adjudication, et de poursuivre le paiement du prix ; — Considérant que la disposition en vertu de laquelle la déchéance est prononcée de plein droit, a pour effet de dispenser l'administration de toute procédure ; qu'elle ajoute encore à sa garantie et ne peut lui être opposée ;

Considérant, d'ailleurs, que ces règles ont été l'objet d'une clause spéciale au cahier des charges ; que cette clause y a été régulièrement insérée

récavant la vente ; qu'elle se trouve dans le procès-verbal d'adjudication ; qu'ainsi le sieur Tébaud n'est, sans aucun rapport, fondé à prétendre qu'il n'en a pas eu connaissance ;

Art. 1^{er}. Les requêtes du sieur Tébaud sont rejetées.

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. Rapp., M. Jauffret. — Pl., MM. Huot et Husit-Duparc.

COMMUNAUX. — PARTAGE. — COMPÉTENCE. Toute contestation à laquelle peut donner lieu un partage de biens communaux consommé avant la loi du 10 juin 1793, en vertu d'arrêtés de l'ancien conseil, est de la compétence des conseils de préfecture. Le préfet ne peut, en aucun cas, statuer à cet égard. (L. du 9 vent. an 12, art. 6 ; décr. du 4^e jour complémentaire, an 13, art. 1^{er}.) (2)

(Demarque.)

Louis, etc. — Vu l'art. 6 de la loi du 9 vent. an 12, sur les partages des biens communaux, effectués en vertu de la loi du 10 juin 1793, ledit article portant : « que toute contestation relative à l'occupation desdits biens, doit être jugée par les conseils de préfecture : — Vu aussi l'art. 1^{er} du décret du 4^e jour complémentaire an 13, inséré au Bulletin des Lois, qui rend cette disposition applicable aux contestations auxquelles peuvent donner lieu les partages de biens communaux, opérés avant la loi du 10 juin 1793, en vertu d'arrêtés du conseil : — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une contestation de cette nature, et conséquemment que c'était au conseil de préfecture à prononcer :

Art. 1^{er}. L'arrêté pris par le préfet du département du Pas-de-Calais, le 17 janv. 1820, est annulé pour cause d'incompétence. La cause et les parties sont renvoyées devant le conseil de préfecture dudit département.

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Jauffret. — Pl., M. Guichard fils.

CHEMIN VICINAL. — MATÉRIEL (PAIEMENT DE). — COMPÉTENCE.

Les contestations relatives au paiement des matériaux employés à la réparation d'un chemin vicinal, ne sont pas de la compétence de la juridiction administrative (3).

(Hogre — C. Delaney.)

Louis, etc. — Vu les lois des 28 pluv. an 8 et 9 vent. an 13 : — Considérant qu'il ne s'agit, dans l'espèce, que du paiement des matériaux employés à la réparation d'un chemin vicinal, et que les contestations auxquelles peuvent donner lieu ces sortes d'affaires ne sont, par aucune loi, attribuées à l'autorité administrative ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit du préfet du département de l'Oise, en date du 13 oct. 1821, est annulé.

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.

TRAVAUX PUBLICS. — DÉPARTEMENT. — COMPÉTENCE. — SOLIDARITÉ.

L'entrepreneur de travaux a la charge d'un

(1) Principe constant. V. dans la même sens, ordonn. du 20 janv. 1819 (aff. Saucet), et la note.

(2) Cela ne fait pas difficulté. Mais il importe de remarquer que la solution n'est applicable qu'au cas où il s'agit de contestation entre un copartageant, ou un prétendant droit au partage, et la commune elle-même. Dans le cas où il s'agit d'une contestation entre copartageants au sujet d'usurpations commises par l'un au préjudice d'un autre, les tribunaux seraient seuls compétents : c'est ce qui résulte d'où avis du conseil d'Etat du 18 juin 1809.

V. au surplus dans ce sens, Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, tom. 2, n° 879. V. aussi comme anal. dans le sens de la solution ci-dessus, ordonn. du 1^{er} fev. 1816 (aff. Guinier).

(3) V. dans la même sens, ordonn. des 28 juill. 1820 (aff. Bastier), et 31 juill. 1822 (aff. Puygole). — V. toutefois la note qui accompagne la première de ces deux décisions.

département, est justiciable du conseil de préfecture à raison de l'exécution de son marché, surtout lorsque par une des clauses de ce marché, il s'est soumis à être jugé administrativement (1).

Il n'est pas recevable à attaquer les arrêtés du conseil de préfecture qui ont reçu exécution de la part de son associé solidaire.

Les tribunaux sont seuls compétents pour statuer sur le recours que deux entrepreneurs peuvent avoir respectivement à exercer l'un contre l'autre, à raison de l'association ou de la solidarité qui a existé entre eux pour l'exécution de travaux publics (2).

(Martin.)

LOUIS, etc. — Considérant, sur la compétence, qu'il s'agit d'une dépense départementale, et que d'ailleurs, aux termes de l'art. 18 des clauses et conditions générales, le sieur Martin jeune s'est soumis à être jugé administrativement;

Considérant que, le 18 août 1812, les sieurs Martin frères se sont rendus adjudicataires solidaires de la construction de l'aile gauche de l'hôtel de préfecture de Caen; — Considérant que, par leurs soumissions des 9 et 16 août 1817, les frères Martin, en consentant à continuer les travaux qui leur avaient été précédemment adjugés, se sont référés aux conditions mentionnées en l'acte d'adjudication, et qu'ils n'ont fait aucunes réserves relativement à leur solidarité dans l'entreprise; — Considérant que les arrêtés etatés ont reçu leur exécution de la part du sieur Martin aîné, associé solidaire qui a terminé ses travaux et en a reçu le prix; — Considérant que l'administration n'élève à cet égard aucune réclamation, et qu'elle est maintenant sans intérêt dans la contestation;

Considérant que si, à raison de leur acte d'association ou de la solidarité entre eux, les frères Martin croient devoir exercer respectivement des recours l'un contre l'autre, ces débats d'intérêt privé sont du ressort des tribunaux ordinaires et que les arrêtés du conseil de préfecture ne préjugent rien à cet égard;

Art. 1^{er}. Les requêtes du sieur Martin jeune sont rejetées. — 2. Les arrêtés du conseil de préfecture du département du Calvados, des 21 et 28 août 1819, sont confirmés.

Du 16 janv. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl. M. Jarre.

BAIL. — TACITE RÉCONDUCTION. — CONGÉ.

La loi n'indiquant pas l'époque à laquelle le congé doit être signifié pour empêcher la tacite réconduction de s'opérer, il suffit qu'il l'ait été avant l'expiration du terme fixé par le bail pour sa durée et avant que les terres aient été ensimencées. — Les travaux que le fermier effectue pendant la dernière année de son bail, pour disposer les terres à recevoir les semences, ne forment pas obstacle à

ce que le congé signifié avant la semaille n'ait pour effet d'empêcher la tacite réconduction. (Coul. civ., 1738.) (3)

(Carbunier — C. Bucher.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 1737, 1738 et 1739 du Code civil; — Considérant que la loi n'indiquant pas l'époque à laquelle le congé doit être signifié pour empêcher la tacite réconduction de s'opérer, il suffit qu'il l'ait été avant l'expiration du terme fixé par le bail pour sa durée et avant que les terres aient été ensimencées pour la récolte à faire après le bail expiré; que les travaux faits par le fermier dans la dernière année de son bail pour disposer les terres à recevoir les semences, n'opèrent point la tacite réconduction et ne font point obstacle à ce que le congé signifié par le propriétaire avant la semaille ait l'effet qu'il doit avoir d'après les dispositions de l'art. 1739; — Considérant qu'il est constant et reconnu au fait, etc., — Que l'existence du bail verbal, dont la preuve n'est pas été admissible, quand bien même elle eût été offerte, n'aurait pu détruire l'effet dont l'effet ne pouvait être détruit que par une convention écrite, ne pouvait s'induire ni des travaux faits par Boucher pour la culture des terres, ni de l'offre faite par la veuve Carbunier, de la somme de 5,000 fr. pour les frais de culture; que ces faits prouvaient seulement que la veuve Carbunier, qui était dans l'intention de vendre son domaine et qui l'a eu effet vendu pour, par les acquéreurs, entrer en jouissance en 1821, n'avait pas voulu que les terres restassent incultes jusqu'à la vente, et avait chargé Boucher de les cultiver en lui payant le prix de ses cultures; — Infirme, etc.

Du 17 janv. 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Maleville, p. p.

COMPROMIS. — JUGEMENT DE PAIX.

Un procès-verbal de conciliation fait foi entre les parties du compromis qu'il enonce avoir été consenti par elles, encore que le juge de paix, auteur du procès-verbal, soit nommé arbitre par le compromis. (Cod. proc. civ., 54.) (4)

(Lissot. — C. Plausa.)

Le sieur Plausa prétendait avoir un droit de passage par la basse-cour du sieur Lissot; celui-ci contestait cette prétention. — Les parties se présentèrent volontairement devant le juge de paix de Goncelin, afin qu'il prononçât sur leur différend. — Procès-verbal de conciliation dressé par le juge de paix, et constatant que les parties ont consenti à ce que leur contestation fût jugée par un sieur Pagnon et par le juge de paix en qualité d'amiables compositeurs, sans que la décision pût être attaquée par la voie de l'appel.

17 août 1818, jugement des arbitres qui déboute le sieur Plausa de sa demande. — Opposition de la part du sieur Plausa, fondée sur la nullité du compromis. Il prétend que le compromis est nul,

ordonn. des 2 sept. 1820 (aff. ville de Dunkerque), et la note; 16 décembre 1830 (aff. Souche); 9, 29 mars et 12 avril 1832. V. aussi conf., Cass. 11 mars 1839, et notre Table décenn., 1831-1840, 1^{re} Compétence, n. 7.

(2) V. dans ce sens, Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 1, n. 610.

(3) V. à cet égard, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Rouen du 1^{er} mai 1811, et les autorités qui y sont indiquées. — Adde, Troplong, *du Louage*, t. 2, n. 455.

(4) V. dans le même sens, Cass. 11 fév. 1824; Toulouse, 4 janv. 1817; Bordeaux, 5 fév. et 13 juill. 1830.

(1) La compétence des conseils de préfecture pour juger les contestations relatives aux travaux qui intéressent les départements, est un point sur lequel la jurisprudence du conseil d'Etat, celle de la Cour de cassation et la doctrine des auteurs, sont entièrement d'accord. V. Cass. 27 août 1830 (Volume 1830); Tarbé de Vauxclairs *Dictionnaire des travaux publics*, 1^{er} Traité public; Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 1, n. 562. — Mais la clause de soumission à la justice administrative, sur laquelle est en outre fondée la solution ci-dessus, est de nulle valeur, car on ne peut déroger à l'ordre des juridictions, et ce principe a été consacré par le conseil d'Etat dans diverses affaires. V.

en ce que le juge de paix étant nommé arbitre, n'avait pas pu procéder en qualité de juge de paix, dans la confection du procès-verbal de conciliation; que dès lors ce procès-verbal n'avait aucun caractère légal; qu'ainsi rien ne constatait le consentement des parties à soumettre leur différend aux arbitres désignés.

12 juill. 1819, jugement du tribunal civil de Grenoble qui accueille l'opposition du sieur Piaussa, et annule le compromis et le jugement qui en avait été la suite. — Appel de la part du sieur Lissot.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'aux termes de l'art. 54 du Code de proc. civ., les conventions insérées dans les procès-verbaux de conciliation dressés par les juges de paix ont force d'obligation privée entre les parties qui ont comparu; — Considérant que la circonstance, que ces conventions auraient eu pour objet de désigner le juge de paix lui-même pour l'un des arbitres investis par les parties du droit de terminer leur contestation, ne peut changer la nature de ces conventions, et diminuer la foi due au mode qui a servi à les constater, dès lors qu'il n'existe aucune disposition précise qui interdise aux juges de paix d'être désignés arbitres par les parties qui comparaissent devant eux; — Considérant que dans l'espèce la partie qui attaque le compromis passé devant le juge de paix aurait volontairement paru devant les arbitres, communiqué les titres, ainsi qu'il résulte du jugement arbitral; que le fait d'ailleurs n'a pas été dénié, d'où résulterait une ratification de compromis dont il s'agit, en supposant qu'il n'eût pas été régulier dans son principe; — Ordonne, etc.

Du 17 janv. 1822. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Pl., MM. Réa et Chavaud.

DOT. — INALIÉNABILITÉ. — HÉRITIERS.

Les biens dotaux ne sont pas, même après la décès de la femme, soumis à l'action des créanciers porteurs d'obligations contractées par elle durant le mariage. — Les héritiers peuvent, à cet égard, invoquer l'inaliénabilité de la dot (1).

(Dagnet — C. Fischer.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la disposition de la coutume du Normandie, relative à l'inaliénabilité de la dot, formait un statut réel, dont l'objet était de régler primitivement le mode de transmission des biens dotaux situés dans son ressort, et encore bien que la femme eût transféré ailleurs son domicile; — Qu'ainsi, lors même que la femme en se mariant sous une coutume différente était devenue capable de s'obliger, de cautionner et de s'engager personnellement, les obligations qu'elle contractait ne pouvaient néanmoins recevoir aucune exécution sur les biens dotaux situés en Normandie; — Attendu, d'une autre part, que le statut de l'inaliénabilité était établi, non-seulement dans l'intérêt des femmes elles-mêmes, mais encore dans celui de leurs enfans et de leurs héritiers, tellement que lesdits enfans ou héritiers, tout aussi bien que la femme,

avaient le recours subsidiaire contre les acquéreurs des biens dotaux; — Que ce principe formellement consacré par plusieurs dispositions de la coutume du Normandie, et notamment par les art. 537 et 538 n'a jamais été contesté, et ne l'est pas même dans la cause actuelle; — Attendu que, d'après ces principes, peu importe que la femme Dagnet, née et domiciliée en Normandie, à l'époque de son mariage, se soit soumise par le contrat qui a réglé les conventions matrimoniales à la coutume de Paris, et ait établi son domicile dans cette ville, puisque, comme on vient de le voir, si elle a acquis par là la faculté de cautionner ou de s'obliger pour son mari, ses obligations ne peuvent avoir d'effet relativement à ses biens dotaux; — Qu'il n'importe également que lesdits biens se trouvent dans les mains du mineur Dagnet, et non plus dans celles de sa mère, puisqu'ils n'étaient pas moins inaliénables, à l'égard des enfans et héritiers de la dame Dagnet qu'à l'égard de cette femme elle-même. — D'où il suit que, sous aucun rapport, les obligations et subrogations consenties par la femme Dagnet, en faveur de Fischer, ne peuvent produire d'effet, quant aux biens dotaux aliénés pendant le mariage, au profit des sieurs Bazin et Gilbert qui avaient conservé le prix dans leurs mains; — Le tribunal fait mainlevée et ordonne la radiation en tant que de besoin, de toutes les inscriptions qui auraient pu être prises, soit par Fischer et sa femme, soit par leurs héritiers, par suite desdites subrogations; — Déclare nulles et de nul effet les subrogations consenties par les mineurs Dagnet, au profit de Fischer et sa femme, etc.

Du 18 janv. 1822. — Trib. de 1^{re} inst. de Paris. — 4^e chambre.

FAILLITE. — SYNDICS. — VÉRIFICATION DE CRÉANCES.

Les syndics définitifs ont le droit de contester et de vérifier de nouveau les créances admises au passif de la faillite par les syndics provisoires (2).

(V^e Dujardin — C. syndics Chapetias.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte des combinaisons des art. 479 et 528 du Code de comm., que chaque créancier d'un failli, et à plus forte raison les syndics définitifs, ont le droit de contester et de vérifier de nouveau les créances admises au passif de la faillite; qu'en effet l'art. 479 porte que « toute personne qui se présenterait comme créancière à l'assemblée de ceux-ci, et dont le titre serait postérieurement reconnu supposé de concert entre elles et le failli, encourra les peines portées contre les complices de banqueroute frauduleuse, » sans indiquer l'époque où cette reconnaissance peut avoir lieu; — Quo l'art. 501 autorise les créanciers vérifiés par les syndics provisoires à contredire les vérifications faites ou à faire; et qu'ensuite l'art. 528 donne aux syndics définitifs le droit de vérifier le bilan; qu'ainsi les juges dont est appelé ont mal à propos admis la fin de non-recevoir proposée par la veuve Dujardin Duclos; — Mais attendu que les

(1) La question est des plus controversée. V. la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Riom du 2 fév. 1810, rendu dans le sens de la décision ci-dessus. — V. aussi au sens contraire, Paris, 13 mars 1821, et les autorités en sens divers qui y sont indiquées.

(2) Sic, Pardessus, Cours de droit comm., t. 4, n° 1253. « Vainement, dit cet auteur, le créancier dans les (les syndics définitifs) contesterait les droits, opposerait comme fin de non-recevoir, qu'il

a été vérifié et qu'il a fait son affirmation, il n'y a qu'un jugement passé en force de chose jugée qui ferait obstacle à cette nouvelle vérification. C'est aux syndics à prouver l'erreur ou le dol par lesquels ils prétendraient qu'a été causée l'injuste admission, tandis que, lors de la vérification des créanciers par les syndics provisoires, c'est au créancier à prouver les droits qu'il réclame » V. encore dans ce sens, Boulay-Paty, Faillites et banqueroutes, t. 1, n° 320.

actes et engagements contractés par le failli dans les dix jours qui précèdent l'ouverture de la faillite ou postérieurement à celle-ci, ne doivent être annulés, d'après l'art. 445 du même Code, que lorsqu'il est prouvé qu'ils sont le résultat de la fraude de la part des autres contractants; qu'aucune des circonstances de la cause n'offre de preuve, ni même d'indice de fraude, relativement à la créance dont il s'agit dans l'acte du 2 juill. 1810; qu'il paraît même que cette créance était le résultat d'un compte fait entre les parties en mars précédent, longtemps avant l'ouverture de la faillite; — Ordonne que la disposition de ce jugement qui admet le créancier dont s'agit au passif de la faillite Chapetias, ainsi que celle relative à la condamnation des dépens, sortira à effet et sera exécutée selon sa forme et teneur, etc.

Du 19 janv. 1822. — Cour roy. de Limoges. — 3^e ch. — Prés., M. Rochon-Valette. — Concl., M. Thomas, subst. — Pl., M. Duclac et Barny.

1^o SUBSTITUTION PROHIBÉE. — RETOUR.

2^o RETOUR CONVENTIONNEL. — SUBROGATION.

1^o Le retour de la dot stipulé anciennement en Normandie, conformément à la jurisprudence locale, par contrat de mariage, au profit du donateur et de ses héritiers, n'est pas une substitution *fidei commissaire*, abolie par la loi du 14 nov. 1792 — En conséquence, les héritiers du donateur peuvent, même depuis cette loi, réclamer l'exécution du retour ainsi stipulé (1).

2^o Lorsque dans une donation d'une somme d'argent, contenant stipulation de retour, il est dit que la somme sera remplacée en immeubles, et que le donateur sera appelé au remplacement, les immeubles acquis sous subrogés à la somme donnée, en le sorte que ces immeubles sont seuls soumis au droit de retour. (Cod. civ., 952.)

(De Flavigny — C. Lecarpentier et consorts.)

Par le contrat de mariage de Anne Lecarpentier, avec le sieur Robert Nicolas Signol, passé à Rouen, le 3 janvier 1763, le sieur Pierre Lecarpentier, oncle de la future, lui fit donation entre-vifs d'une somme de 34,600 fr., pour lui tenir lieu de dot, aux conditions : — 1^o Que cette somme serait remplacée en fonds de terre, dans la distance au plus de douze lieues de Rouen; — 2^o Que la même somme ou le fonds acquis en remplacement seraient réversibles au profit dudit sieur Lecarpentier, donateur, ou de ses héritiers ou ayans cause, au préjudice de tous héritiers collatéraux de ladite dame Signol, dans le cas où elle viendrait à décéder sans postérité, et même au préjudice de tous héritiers collatéraux des enfants ou descendants de ladite dame Signol, dans le cas où, par le décès du dernier desdits enfants ou autres descendants, il y aurait lieu à la réversion; — 3^o Que le sieur Lecarpentier, donateur, serait appelé pour être présent au remplacement et à la clause de l'objet servant de remplacement.

Effectivement, le remplacement de la dot en immeubles eut lieu, par un contrat du 3 juin même année, auquel intervint le donateur. — Celui-ci est décédé ainsi que les deux époux, qui n'ont laissé qu'une fille, laquelle est elle-même morte sans postérité en 1808.

Le sieur Lecarpentier et les sieur et dame Tieffray de Rougemont, héritiers paternels du donateur, ont réclamé, à titre de retour et hors part, la délivrance de l'immeuble acquis en remplacement de la somme donnée.

Les demoiselles de Flavigny, héritières collatérales de la demoiselle Signol, ont prétendu, 1^o que la stipulation de ce retour formait une substitution abolie par la loi du 14 nov. 1792; 2^o qu'à tout événement, le sieur Lecarpentier et les sieur et dame de Rougemont n'avaient le droit de réclamer que la somme donnée, et non l'immeuble acquis en remplacement.

2 mars 1821, jugement qui rejette ces deux moyens, et adjuge aux demandeurs leurs conclusions.

Appel de la part des demoiselles de Flavigny.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la première question, celle de savoir s'il y a substitution dans la disposition du contrat de mariage dont il s'agit : — Attendu que, d'après l'ancienne jurisprudence normande, sous l'empire de laquelle a été fait le contrat du 3 juin 1763, le donateur pouvait stipuler que les biens par lui donnés retourneraient dans ses mains ou passeraient dans celles de ses héritiers si le donataire ou ses enfants venaient à décéder sans postérité; qu'il a même été jugé par quatre arrêts des 15 nov. 1633, 8 juillet 1698, 15 mai 1730, 24 mars 1769, rapportés par l'annotateur de Basnage, sous les art. 241 et 434 de la coutume de Normandie, que les biens donnés à charge de retour étaient affranchis des dettes du donataire; — Attendu que suivant Ricard, « la réversion d'une donation se faisant en vertu d'une condition expresse, qui est dans le contrat, est fondée sur une cause aussi ancienne que la donation qui la rend conditionnelle, et qui fait que, le cas prévu arrivant, le droit qui en résulte en faveur du donateur, prend un effet retroactif du jour du contrat; » — Attendu que cette convention forme la loi respective des parties : que sans cette stipulation, Pierre Lecarpentier n'eût point donné, et que les représentants de la dame Signol ne peuvent s'opposer à l'exécution d'une condition qu'elle a acceptée; — Que si le droit de retour peut, sous certains rapports, être assimilé à une substitution, on ne peut en conclure que l'abolition de celle-ci s'étend à celui-là; — Qu'en effet, l'art. 74 de la loi du 17 nivose an 2, postérieurement aux lois des 25 oct. et 14 nov. 1792 abolitives des substitutions, avait par ces expressions, avec stipulation de retour, maintenu le retour conventionnel; — Que cet article n'est qu'indicatif et nullement limitatif aux ascendants dont les libéralités en faveur de leurs descendants sont les plus fréquentes, ce qui a plus particulièrement fixé l'attention du législateur; mais ce qui n'exclut point le retour conventionnel au profit des autres donateurs ou de leurs héritiers; — Que par l'art. 5 du décret du 23 vent. an 2, le législateur a conservé, à l'égard des donations postérieures au 5 brum. précédent, le retour légal, et tous ses effets dans les pays et pour les cas où ce droit avait lieu; — Que cet art. 5 a été rédigé pour expliquer l'art. 74 de la loi du 17 nivose, qui ne conservant que le retour conventionnel, laissait douter si le retour légal avait encore lieu à l'égard des donations, antérieures; — Qu'ainsi, il résulte de ces deux lois de l'an 2, que le retour tant légal que conventionnel était maintenu avec tous ses effets dans les pays, et pour les cas où ce droit avait lieu, c'est à-dire tant en faveur du donateur que de ses héritiers, ce qui avait lieu en Normandie; — Que l'art. 951 du Code civil dispose formellement que le donateur pourra stipuler le droit de retour des objets donnés, soit pour le cas de prédécès du donateur, soit pour le cas du prédécès du donataire et de ses descendants; Qu'on ne peut donc prétendre que l'acte du 3

(1) F. conf., Cass. 11 frim. an 14; 17 janv. 1809; 23 août 1832. — V. aussi Coicé-Deleuse, Comm. anal. des donat. et test., sur l'art 951, n^o 27.

juin 1763 contient une substitution fidéicommissaire, par le motif qu'il y est stipulé que la réversion aura lieu au préjudice de tous héritiers collatéraux des enfans et autres descendans de la donataire, puisque le Code civil, prohibitif des substitutions dans son art. 896, permet au donateur par l'art. 951, de stipuler le droit de retour des objets donnés, même pour le cas du prédécès du donataire et de ses descendans; — Qu'à la vérité, l'art. 951 ajoute que ce droit ne pourra être stipulé qu'au profit du donateur seul; — Mais attendu que si le droit de retour, sous l'empire du Code qui le permet, ne peut être assimilé à une véritable substitution, lorsque le donateur exerce lui-même ce droit, il ne peut plus être considéré comme une substitution, lorsque, conformément à l'ancienne jurisprudence qui l'autorisait, et au contrat qui en contient la stipulation formelle, il est exercé par les héritiers du donateur qui ne représentent que la même personne; — Attendu enfin, que ces principes sont consacrés par deux arrêts de la Cour de cassation, des 11 frim. an 14 et 17 janvier 1809; — Que la même Cour, par arrêt du 8 fév. 1814 a décidé que le droit de retour, lorsque la donation est ancienne ne doit point, dans les pays où le retour légal avait le même effet que le retour conventionnel, être considéré comme un droit successif, et régi par les dispositions du Code civil, quoiqu'il soit ouvert sous l'empire de ce Code;

Sur la deuxième question, celle de savoir si les héritiers du donateur ont l'option de se faire délivrer, à titre de retour, l'immeuble servant de remplacement de la somme donnée; — Attendu que si par la deuxième condition apposée dans le premier contrat du 3 juin 1763, il est stipulé que la somme de 34,000 fr. ou les fonds qui en seront le remplacement, réverteront au profit du donateur ou de ses heirs, dans les cas prévus par ledit acte, cette seconde condition est interprétée par la première, qui porte que les 34,000 fr. seront remplacés en fonds de terre; par la troisième, qui impose l'obligation d'appeler le donateur au remplacement de ladite somme, pour veiller à la sûreté d'icelui, conserver ses intérêts en cas de clause, accepter un nouveau remplacement, et même de se ravisser des 34,000 fr. jusqu'à ce qu'il soit effectué; enfin, par la dernière clause du premier contrat du 3 juin, par laquelle les époux Signol s'obligent de déclarer, dans le contrat d'acquisition, que les deniers qui seront par eux payés proviennent dudit Lecarpentier, à cause de la donation, afin que les héritages qui seront acquis tiennent lieu de remplacement spécial de ladite somme de 34,000 fr., et soient privilégiés affectés à la garantie de l'exécution de toutes les conditions de la donation (conditions dans lesquelles se trouve renfermée celle du remplacement, en faveur du donateur et de ses héritiers); — Attendu que par le remplacement effectué par les donataires et accepté par le donateur, il s'est opéré une véritable subrogation de choses; — Que l'immeuble acquis a pris la place de la somme de 34,000 francs, donnée d'après la maxime : *subrogatum sapit noturam subrogati*; — Que le second acte du même jour 3 juin 1763, est terminé par ces mots : « Ce fait en la présence et du consentement de Pierre Lecarpentier (donateur), lequel a agréé et consenti ledit remplacement; » — Que dès lors ce remplacement, agréé et consenti, tant par le donateur que par le donataire, est devenu irrévocable et que la terre de Critot, payée avec les deniers donnés

à la charge de remplacement, reste seule l'objet de la donation ainsi et de la même manière que si Lecarpentier eût acquis lui-même cette terre, et l'eût ensuite donnée à la dame Signol, conformément aux dispositions de l'art. 1553 du Code civil, si la condition de l'emploi a été stipulée dans le contrat; — Attendu que le remplacement étant une fois consommé et accepté par toutes les parties, le donateur n'aurait pu, dans le cas de réversion prévue, exiger une somme de 34,000 fr., au lieu des fonds acquis avec cette somme, et que les héritiers de la donataire, ne peuvent, au lieu de rendre ces fonds, restituer la somme de 34,000 fr., sans violer la loi du contrat; — Qu'on ne peut rien induire de la stipulation, que cette somme tiendrait nature de dot, nom, côté et ligne de la dame Signol; — Qu'on ne peut également rien induire de cette autre stipulation, que la somme de 34,000 fr. ou les fonds qui en seront le remplacement, réverteront au donateur, ou à ses héritiers; — Que la disjonction ou, insérée dans cette dernière clause, est conditionnelle; que le donateur a prévu deux cas, le premier où la somme ne serait pas remplacée, le second où le remplacement aurait été effectué; — Que dans le 1^{er} cas, celui de non-remplacement, ou de clause, la somme donnée devait retourner au donateur ou à ses héritiers; — Que dans le second cas, celui de remplacement, l'immeuble acquis substitué à la somme donnée, devenait l'objet du retour, ce qui est d'ailleurs établi par le soin qu'a pris le donateur, dans son intérêt et dans celui de ses héritiers, de stipuler que l'immeuble acquis en remplacement serait dans la distance au plus de 12 lieues de la ville de Rouen; — Attendu enfin qu'en résultant du remplacement accepté par la dame Signol, l'immeuble acquis est devenu dot, et a pris la place de la somme de 34,000 fr.; que par suite, on eût pu lui compter cette somme pour lui ravir l'immeuble acquis en remplacement; que dès lors, il serait étrange que cet immeuble, accepté en remplacement par le donateur, lui fût contesté, ou fût ravi à ses héritiers par les héritiers de la donataire qui le conserveraient, en lui substituant une somme de 34,000 fr. qui s'est évanouie, lors dudit remplacement; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 19 janv. 1822. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Pres., M. Aroux. — Concl., M. Hayas, subst. — Pl., MM. Thol et Malherbe.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — EXÉCUTION. — COMMANDEMENT. — OPPOSITION.

La commandement fait en vertu d'un jugement par défaut, n'est pas un acte d'exécution dans le sens de l'art. 159, Cod. proc., et ne peut dès lors rendre l'opposition non recevable (1).
(Lafage — C. Lacaze.) — ARRÊT.

LA COUR; Attendu que le simple commandement fait à une partie, en vertu d'un jugement de défaut, n'est qu'un acte de procédure émanant de l'huissier et tenant sa force du caractère de cet officier ministériel; qu'il est étranger à la partie à qui il est adressé; qu'ainsi il ne comporte aucun fait de la nature de ceux qui sont énumérés dans l'art. 159 du Code de proc., comme constatant l'exécution du jugement de défaut; d'où il suit que le jugement entrepris n'ayant pas été exécuté, l'opposition en était recevable aux termes de l'art. 158, etc.

Du 23 janv. 1822. — Cour roy. d'Agen. — Ch. corr. — Prés., M. Lafontaine. — Concl., M. Labat, subst.

(1) V. à cet égard, et en général sur les actes qui constituent ou non l'exécution des jugemens par

défaut, nos observations en note de l'arrêt de la Cour de Trèves du 10 août 1810.

PÉREMPTION. — APPEL DE CAUSE. — INTERRUPTION.

Un appel de cause à l'audience constitue un acte de poursuite, interruptif de la péremption. (Cod. proc. civ., 397 et 399.) (1).

(Desplazes — C. Vincendon.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'il est établi que la cause au principal fut appelée à l'audience de la seconde chambre du 27 mai 1819 ; — Considérant que cet appel fut interruptif de la prescription ; — Considérant qu'il ne s'est pas écoulé depuis lors trois années ; — Dit n'y avoir lieu à la demande en péremption, etc.

Du 24 janv. 1822. — Cour roy. de Grenoble. — Ch. réun. — Prés., M. Paganon, — Concl., M. Marion, av. gén. — Pl., M. Gautier et Corréard.

LÉGITIMITÉ. — CHOSE JUGÉE. — TIÈRE OPOSITION.**2^e ÉMIGRÉ. — DROITS DE FAMILLE. — ACQUISITION.**

1^{er} Les enfants nés d'un mariage légitime ont des droits de famille propres et personnels, qu'il ne faut pas confondre avec ceux qui peuvent leur appartenir dans la succession de leurs auteurs.

Ainsi, la légitimité reconnue par un jugement au profit d'un enfant naturel, contre son père, peut être ramené en question par le fils légitime. Celui-ci est recevable à se pourvoir par tierce opposition contre ce jugement. (Cod. proc., 474.) (2).

2^o L'acquisition donnée par l'Etat, comme représentant d'un émigré, au jugement qui a reconnu un tiers pour frère légitime de l'émigré, et lui a attribué une partie de la succession du père commun, ne peut être opposé à l'émigré, qui attaque la légitimité de son frère. — L'Etat qui représentait l'émigré quant aux droits héréditaires, ne le représentait pas quant aux droits de famille. (Cod. civ., 1351.) (3).

(Pageze de Saint-Lieux.)

Nous avons indiqué les faits de cette cause en rappelant l'arrêt de la Cour de cassation, du 9 mai 1821, qui a cassé l'arrêt de Toulouse, et renvoyé la partie devant la Cour royale de Montpellier. En recueillant ici l'arrêt de cette dernière Cour, nous ne reviendrons pas sur les faits ; mais il nous a paru utile de reproduire les conclusions prises sur ces questions importantes par M. Ricard, avocat général :

« La première question qui se présente, a dit ce magistrat, est de savoir si Louis-Philippe de Saint-Lieux, fils et héritier du marquis de Saint-Lieux, était recevable, en cette qualité, à former tierce opposition au jugement du 5 thermidor an 3. — Il aura eu ce droit s'il est vrai qu'il n'a pas été représenté par son père, et il n'aura pas été représenté s'il avait des droits de famille indépendants de son père, et distincts de ses droits héréditaires. L'existence de ces droits de famille

nous dispensera même de chercher si le comte de Saint-Lieux était donataire ou héritier pur et simple, parce que, même dans ce dernier cas, il n'aurait pas perdu l'exercice de ces droits de famille, sur lesquels il n'avait pas été prononcé à cet égard.

« Avant de nous déterminer sur ce point, élevons-nous à de plus hautes considérations, et recherchons quels sont les droits et les devoirs des pères et des enfants légitimes. — Le mariage constitue les familles ; ceux qui naissent du mariage en reçoivent une qualité qu'ils ne tiennent que de la loi. Le père, qui ne peut avoir d'enfants légitimes que par le mariage, ne peut donner que par le mariage, des frères légitimes aux enfants qu'il a déjà eus. Une reconnaissance qu'il ferait d'un enfant naturel, auquel il voudrait conférer la qualité de légitime, ne pourrait point être opposée à ses enfants véritablement légitimes, parce qu'il n'est pas le maître d'ôter ni de donner la légitimité. L'art. 239 du Code civil permettait à tous ceux qui y ont intérêt de contester la reconnaissance qu'un père ferait d'un enfant naturel, le permet à l'enfant légitime, et le lui permet, à bien plus forte raison encore, si la reconnaissance avait pour objet de conférer à un enfant naturel la qualité d'enfant légitime.

« Mais si la volonté du père, quelque forte, quelque libre qu'elle soit, ne peut point, à cet égard, lier les enfants légitimes, les jugemens qui seront intervenus entre le père et l'enfant, déclaré pareux légitime, ne le pourront pas davantage. — Et en effet, si les enfans, comme fils, comme héritiers de leur père, devaient respecter les jugemens rendus contre lui, ils devraient aussi respecter les reconnaissances ou les transactions qu'il aurait passées : comme fils, comme héritiers, ils seraient tout aussi bien obligés par un acte qui renfermerait l'expression libre de la volonté de leur père, qu'ils le seraient par un jugement. Un jugement n'a pas plus de force entre les parties qu'une convention ; et si les enfans étaient représentés par leur père dans un jugement sur les questions d'état, ils le seraient aussi dans tous les actes souscrits en cette matière par leur père : d'où l'on voit que, puisque l'on ne peut pas soutenir qu'une reconnaissance ou une transaction peut lier l'enfant légitime, un jugement ne le peut pas davantage ; et que l'enfant ne pouvant pas être réputé partie dans les conventions que le père peut avoir souscrites sur ce point, il ne peut pas davantage être réputé partie dans le jugement qui a prononcé sur une question de cette nature.

— On dirait vainement que les jugemens offrent des garanties que les conventions n'offrent pas, et que l'intervention des magistrats et du ministère public suffit pour établir que les droits des parties ont été pleinement discutés et défendus. — S'il en était ainsi, il faudrait effacer de nos lois la tierce opposition, car il n'est pas de jugement où les magistrats et le ministère public n'interviennent. Il suffit que nous ayons des droits sur lesquels la partie condamnée ne pouvait point nous

(1) F. sur ce point et ses analogues, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 19 juin 1822, et les autorités en sens divers qui y sont rappelées.

(2) F. conf., Cass. 9 mai 1821, arrêt qui prononce le renvoi sur lequel est intervenu l'arrêt ci-dessus. F. aussi la note qui accompagne cet arrêt et les autorités qui y sont indiquées.

(3) C'est là une exception à cette règle admise par la jurisprudence la plus constante, que l'émigré ne peut, après son amnistie, attaquer les jugemens rendus contre l'Etat, auxquels ce dernier a acquies-

cé. F. Cass. 22 vent. et 10 flor. an 13; 25 juin et 29 déc. 1808; 19 fév. 1811; 14 juin 1815; 4 et 26 avril 1826; 16 juin 1835 (Volume 1835). — Quelques favorables que soient les droits en faveur desquels l'arrêt ci-dessus a fait une exception, on ne peut se dissimuler que la loi n'ayant établi aucune distinction en conférant à l'Etat le soin de représenter les émigrés devant les tribunaux, la décision de cet arrêt n'est pas à l'abri de la critique. C'est en ce sens que nous nous sommes prononcés sous l'arrêt déjà cité de la Cour de cassation du 22 vent. an 13.

lier, pour qu'il nous soit permis d'attaquer le jugement qu'on nous oppose.

« Nos lois nous offrent plusieurs exemples de jugemens rendus en cette matière, qui ne lient point ceux dont les pères y ont été parties. L'art. 54 du Code civ. veut que toutes les fois qu'un tribunal connaît des actes de l'état civil, les parties intéressées puissent se pourvoir contre ce jugement. Ainsi, entre un père et son enfant naturel, il sera rendu un jugement sur quelque acte de l'état civil, et il résultera de ce jugement que cet enfant est légitime; les autres enfans légitimes pourront, en vertu de l'art. 54, se pourvoir contre ce jugement, parce qu'ils sont bien certainement compris dans ces expressions, *les parties intéressées*.

« L'art. 100 veut que le jugement de rectification d'un acte de l'état civil ne puisse, dans aucun temps, être opposé aux parties qui ne l'auraient point requis, ou qui n'y auraient point été appelées. Ainsi, un jugement sera rendu entre un père et son enfant naturel, et ce jugement ordonnera que la qualification d'enfant naturel fera place dans les registres à celle d'enfant légitime: quel acquiescement que le père ait donné à ce jugement, quelque laps de temps qui se soit écoulé, les enfans légitimes, qui sont bien des parties intéressées, ne seront point liés par ce jugement. — Et que deviendraient en effet, les familles, s'il pouvait dépendre d'un père, soit par une convention, soit par un acquiescement à un jugement, de donner à ses enfans nés du mariage, des frères nés d'un commerce illicite? l'ordre que le mariage établit dans la société, les relations de parenté qu'il fait naître, seraient troublés et corrompus. — Ainsi, les jugemens rendus contre le père sur les questions de ce genre n'acquiescent point l'autorité de la chose jugée contre le fils.

« Mais, dit-on, s'il en est ainsi, un enfant pourra être légitime, à l'égard de son père, et illégitime à l'égard des autres parens de celui-ci; et cependant il est de principe que la légitimité est indivisible...

« Cette contradiction existera de même, lorsqu'on jugera de rectification des registres de l'état civil, rendu contre un père, et devenu souverain contre lui, sera réformé sur les réclamations du fils, auquel la loi donne le droit d'attaquer ce jugement. Cette contradiction existe encore dans tous les cas où un fait est déclaré vrai contre une partie, et reconnu faux dans l'intérêt d'une autre. La vérité cependant est indivisible comme la légitimité; mais les jugemens ne sont que dans l'intérêt de ceux qui les obtiennent. La chose jugée est la vérité. Mais qu'est-ce que la chose jugée? c'est, nous dit la loi, ce qui a été prononcé entre les mêmes parties, en la même qualité, sur la même cause et sur la même chose. (Code civ., art. 1351.)

« On signale encore un grave inconvénient attaché à la distinction entre les droits héréditaires et les droits de famille, lorsqu'on du qu'en l'admettant, on lui-e éternellement en suspens l'état des citoyens, puisque, après plusieurs générations, on pourra contester encore la légitimité de celui qui l'aura obtenue par des jugemens, par des actes multipliés, par la possession la plus constante et la plus uniforme. — Cet inconvénient serait grave, sans doute; mais voyons jusqu'où il pourrait aller. — Pour être admis à exercer une action, il faut que le droit de l'exercer existe; pour former tierce opposition à un jugement, il faut que, lorsqu'il a été rendu, on ait un droit contraire à celui qu'il a consacré. Ainsi, les enfans nés dans le mariage, à l'époque où le jugement qui déclare un autre enfant légitime a été rendu, avaient

alors intérêt à ce que cet enfant ne fût pas déclaré légitime; que si le mariage subsistait alors, mais que la naissance des enfans fût postérieure au jugement, le droit des enfans naissant du mariage, remonte à l'époque où il a été célébré; que si le mariage, au contraire, est postérieur au jugement, l'intérêt des enfans, quoique nés après que ce jugement a été rendu, n'en est pas moins de n'avoir pour frères que des enfans nés comme eux, d'un mariage légitime; et cet intérêt leur donne le droit d'attaquer tous les actes qui leur en donneraient d'étrangers à la famille: d'où il suit que le droit de former tierce opposition se renfermerait dans la première génération de celui contre lequel le jugement aurait été rendu; et que si cette première génération avait acquiescé à ce jugement, la seconde ne pourrait plus l'attaquer, parce que les légitimes, les vrais contradicteurs, ceux de l'intérêt actuel desquels il s'agit, n'auraient point élevé de réclamation. — C'est ce qui fut jugé par le parlement de Paris, le 4 fév. 1689, dans l'espèce suivante. Un chevalier de Malte s'était marié, et avait eu un enfant qui portait le nom et les armes de son père: après la mort du chevalier, ses parens contestèrent à l'enfant le droit de prendre le nom et les armes de son père. Une sentence avait rejeté leurs prétentions; cette sentence avait été confirmée par arrêt, et tous les parens du Chevalier y avaient acquiescé. Cependant l'un d'eux, nommé tuteur des enfans d'un frère du chevalier, voulut en leur nom, contester l'état de l'enfant du chevalier; mais on lui opposa l'arrêt précédemment rendu avec le père du mineur, et sa demande fut rejetée, en sorte qu'il fut ainsi souverainement jugé que les enfans de celui qui, ayant intérêt à contester l'état, avait été repoussé par un arrêt, ne pouvaient pas le contester de nouveau, parce qu'en effet ils avaient été représentés par celui qui avait le même intérêt qu'eux, et duquel ils tenaient leurs droits, quoiqu'il ne s'agit que du nom et des armes.

« Mais on ajoute: on ne peut former tierce opposition qu'au jugement auquel on aurait dû être appelé, ou dans lequel on aurait pu intervenir: or tous les droits de la famille étant exercés par le père, les enfans seraient repoussés d'une instance dans laquelle le père serait partie. — Il se pourrait, en effet, que les enfans ne pussent pas intervenir dans une instance semblable, mais non pas parce que le père les y représenterait; mais parce que, tant qu'il est vivant, ils ne peuvent élever contre lui une prétention injurieuse, quand on ne leur demande rien, et que leurs droits, à cet égard imprescriptibles, pourront être exercés après la mort du père, motif qui répond au moyen que l'on pourrait prendre contre le comte de Saint-Lieux, en disant qu'étant frappé de mort civile en l'an 3, il ne pouvait pas être appelé. Il a survécu à son père, il a été affranchi de la mort civile, et c'est alors qu'il a exercé l'action qui lui était garantie par sa qualité de fils légitime. — Il nous paraît donc que le comte de Saint-Lieux, alors même qu'il serait héritier pur et simple de son père, trouverait dans sa qualité de fils légitime du marquis de Saint-Lieux, étroit le surtout avant le jugement de l'an 3, le droit de former tierce opposition à ce jugement, et que cette opposition est recevable.

« Mais, et c'est ici la seconde question du procès, le comte de Saint-Lieux doit-il être considéré comme ayant acquiescé au jugement de l'an 3, par l'exécution que le gouvernement, qui le représentait, a donnée à ce jugement? — Il est certain que le droit de successibilité dé-

rive de la légitimité, et que si un individu est admis à recueillir la portion due à l'enfant légitime, la délivrance qui lui en est faite emporte reconnaissance de sa légitimité. — Deux objets également importants sont, en effet, réglés par la loi civile : l'ordre de parenté et l'ordre de la transmission des biens ; l'un dépend de l'autre, l'un est la conséquence nécessaire de l'autre ; on ne peut jouir du premier sans avoir droit au second ; on ne peut avoir droit au second sans être en jouissance du premier ; — Il s'en suit de là, que lorsqu'une succession vient à s'ouvrir, celui qui, du consentement des parens légitimes, y prend part en qualité de parens légitimes ne peut plus être recherché par eux sur cette qualité ; et pourquoi ? parce que dans eux se trouvent réunis, et les droits personnels, et les droits héréditaires ; parce qu'ils se trouvent liés les uns et les autres par des actes qui sont également obligatoires pour tous. C'est là ce qui a été jugé par la Cour de cassation, le 13 avril 1820, dans l'affaire Lecamus. Dans l'espèce de cet arrêt, la fille Lecamus avait été reconnue fille légitime par les parens de sa mère, et en cette qualité, elle avait été admise dans une succession ; une autre succession devant se partager encore entre les mêmes parens de la mère, ils voulurent écarter la fille ; mais l'avaient déjà reconnue et acceptée pour leur parenté légitime, et ne pouvaient plus la repousser.

• Ainsi, si le comte de Saint-Lieux a partagé les biens de son père avec le sieur Pageze, et lui a, en vertu du jugement de l'an 3, départi la portion à laquelle la qualité de fils légitime lui donnait droit, il aura acquiescé à ce jugement, et son fils, partie au procès, sera irrecevable dans sa tierce opposition.

• Mais ce n'est pas le comte de Saint-Lieux qui a partagé avec le sieur Pageze, c'est le gouvernement, saisi, par la confiscation, des biens qui lui appartenaient. — Il est vrai que la loi en vertu de laquelle le comte de Saint-Lieux est rentré dans sa patrie lui a imposé l'obligation de respecter tout ce qu'a fait le gouvernement, et de tenir pour fait par lui-même tout ce qui a été fait par l'autorité administrative. — Mais le gouvernement n'exerce pas les droits de l'émigré que dans ce qui avait rapport aux biens, il ne se mêlait en rien de ce qui concernait la famille ; ainsi, tandis que, maître absolu des biens, il en disposait comme de sa chose ; qu'il représentait l'émigré pour vendre ses immeubles, pour payer ses créances, il n'intervenait, ni dans les conseils de famille, ou étaient discutés les intérêts des enfans de l'émigré, ni dans les instances en divorce que pouvaient intenter leurs femmes. Une réclamation d'état d'enfant légitime de l'émigré était-elle formée, le gouvernement n'y était point appelé : nous en avons l'exemple dans la cause. Seulement, quand la réclamation était jugée et admise, il expédiait à l'enfant la portion que sa qualité lui donnait : preuve certaine que les droits civils de l'émigré n'étaient alors exercés, ni par le gouvernement, ni par aucun autre intermédiaire ; en sorte qu'à son retour l'émigré les a trouvés tout entiers. — Il faut donc reconnaître que le gouvernement, exerçant seulement les droits de l'émigré sur les biens, n'a pas pu le représenter, quant aux droits de famille. Ce sera à l'autorité administrative à juger si le comte de Saint-Lieux est lié, quant aux biens, par le partage qu'elle a fait avec le sieur Pageze ; mais, comme il ne s'agit devant vous que de ses droits personnels de famille, nous pensons qu'on ne peut pas tirer une fin de non-recevoir contre lui des acquiescemens donnés par le gouvernement au jugement de l'an 3.

« Quant à l'objection prise du défaut d'intérêt actuel, elle ne paraît pas fondée. Le comte de Saint-Lieux a le plus grand intérêt à ne pas reconnaître pour son oncle, celui qu'il soutient ne l'être pas. La parenté est un bien, une propriété plus précieuse encore que les autres. On est toujours intéressé à repousser celui qui se dit notre parent, alors même qu'en cette qualité il ne nous demande rien. — Il nous semble donc que la tierce opposition formée par le comte de Saint-Lieux au jugement de l'an 3, est recevable. Doit-elle être déclarée bien fondée ? Voilà ce qui reste à examiner. Elle sera bien fondée si il est établi qu'il n'a jamais pu exister de mariage entre le marquis de Saint-Lieux et la demoiselle Dufresne ; car c'est un principe de droit incontestable que le mariage seul peut donner des enfans légitimes. — Si dans l'ancienne jurisprudence, on trouvait quelques exemples d'enfans déclarés légitimes, sans qu'il apparût du mariage de leurs père et mère, ce n'était qu'à raison des présomptions puissantes qui s'élevaient en faveur du mariage, dont la bonne foi des parties et la possession d'état des enfans démontraient suffisamment l'existence. — Dans l'espèce, il est impossible d'admettre qu'il ait jamais existé un mariage entre le sieur de Saint-Lieux et la demoiselle Dufresne : le procès fournit, au contraire, une preuve incontestable qu'aucune union légitime n'a jamais existé entre ces deux individus, puisqu'on sait qu'en 1782, et durant la vie du marquis de Saint-Lieux, Marguerite Dufresne avait contracté mariage, et que cette union dissipait tous les nuages, et faisait évanouir toutes les difficultés. »

Par ces motifs, M. l'avocat général conclut à ce que la tierce opposition formée par le comte de Saint-Lieux contre le jugement de l'an 3, fût admise et déclarée fondée.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu, sur l'exception prise de la chose jugée, que ce n'est point comme héritier de son aïeul que le comte de Saint-Lieux agit contre le sieur Pageze, pour le faire déclarer fils naturel et non légitime du marquis de Saint-Lieux, son aïeul ; qu'en formant cette action, il exerce des droits personnels, des droits de famille, résultant du mariage du marquis de Saint-Lieux, aïeul, avec la demoiselle de Levis, et de la naissance de son père Louis-Pierre-Charles-Philippe-Marie de Pageze, marquis de Saint-Lieux, fruit de cette union légitime ; que ni le demandeur, ni son père, n'ont été parties ouïes, ni apprises dans le jugement du tribunal de Lavaur, du 5 therm. an 3 ; qu'ils n'ont donc pas été représentés lors de ce jugement dans leur intérêt propre et personnel ; qu'on doit donc considérer ce jugement comme étranger audit comte de Saint-Lieux, et non susceptible de lui être opposé ; et que, par conséquent, et à plus forte raison, sa tierce opposition envers ce jugement doit être reçue, lorsqu'il exerce tout à la fois ses droits de famille, et ceux qui lui assurent la donation faite à son père le 14 août 1787 ;

Attendu d'ailleurs, qu'aucun acquiescement à ce jugement n'a été, ni pu être donné par l'Etat, pendant l'émigration dudit marquis de Saint-Lieux fils, parce que l'Etat ne la représentait pas, et ne pouvait nullement le représenter dans ses droits de famille ; qu'ainsi, le jugement du district de Lavaur, et rien de ce qui s'en est suivi, ne peut mettre obstacle à l'action exercée par le comte de Saint-Lieux ;

Attendu, sur l'appel au fond, que c'est avec raison que le tribunal de Gaillac a fait l'application du principe qu'il ne peut exister de légitimité, sans un mariage célébré entre le père et la

mère; que si, dans certains cas, l'acte de naissance, joint à la bonne foi des père et mère, et à la possession d'état du fils, ont pu le faire déclarer légitime, ces exceptions rares ne font que confirmer le principe général, et qu'elles ne peuvent recevoir leur application au cas actuel, où l'acte de naissance est le seul titre que l'appelant puisse invoquer, lorsqu'on lui oppose le contrat de fiançailles de sa mère avec le sieur Linon, du 8 janv. 1782, époque à laquelle le marquis de Saint-Lieux, seul, était encore vivant, et où les liens d'un premier mariage, s'il eût existé, ne pouvaient pas être rompus; et lors, enfin, que les arrêts du parlement de Toulouse, dont il cherche à se prévaloir, n'ont pour objet que des allégués, ou un établissement, qu'il ne demandait qu'à titre de fils naturel, qu'il ne pouvait pas demander comme fils légitime, puisqu'il exerçait cette action conjointement avec sa mère, alors mariée au sieur Linon, qu'ainsi, rien ne peut défendre la légitimité contestée à l'appelant, et faire maintenir son état civil; — Sans s'arrêter à l'exception de la chose jugée, et recevant, en tant que de besoin, l'intime tiers opposant envers le jugement du tribunal de Lavaur, du 5 therm. an 3, déclare le susdit jugement étranger et non opposable, dans aucun cas, au comte de Saint-Lieux; et, sans avoir égard à l'appel du sieur Pagès envers le jugement du tribunal de Gaillac, du 20 août 1818, ordonne que ce dont a été appelé sortira effet, etc.

Du 24 janv. 1822. — Cour roy. de Montpellier.
— *Pl.*, MM. Reeb et Grenier.

JET A LA MER. — CONTRIBUTION. — CABOTAGE. — CAPITAINE.

L'art. 421, Cod. comm., qui refuse au propriétaire d'effets chargés sur le tillac jetés à la mer, l'action en contribution contre les autres chargeurs, n'admet aucune exception, même au cas de voyage de petit cabotage (1).

Mais alors, si le connaissement portait une clause prohibitive de charger sur le tillac, ou, ce qui revient au même, la clause expresse que les marchandises seraient chargées sous le franc tillac, le propriétaire a son recours contre le capitaine. A ce cas ne s'applique pas le second paragraphe de l'art. 229, Cod. comm., qui, après avoir posé en principe que le capitaine répond de tout le dommage qui peut arriver aux marchandises chargées sur le tillac, sans le consentement par écrit

du chargeur, déclare que cette disposition n'est pas applicable au petit cabotage (2).

(LITON — C. VINET.) — ARRÊT.

LA COUR; — 1^o En ce qui concerne la contribution au jet des futailles faisant partie du chargement de la barque des *Bons Ménagers*: — Considérant qu'il est reconnu que ces futailles étaient chargées sur le tillac de la barque, et que l'art. 421 du Code de commerce décide, en ce cas, sans aucune modification, que les effets ainsi chargés et jetés ne sont point admis à la contribution; qu'il n'y a point à raisonner contre une disposition aussi précise, qui ne permet aucune distinction, lorsqu'elle ne se trouve pas dans le texte;

2^o En ce qui concerne le recours exercé par les appelants contre l'armateur, comme responsable des faits du capitaine: — Considérant que ce recours est expressément réservé par le même art. 421; qu'il est fondé sur les termes précis du connaissement qui fait foi entre les parties (art. 283 du même Code); qu'il y a été stipulé en termes expresse que les pièces de vin qui y sont désignées seraient chargées sous le franc tillac du navire, ce qui est bien l'équivalent d'une prohibition expresse de les charger sur le tillac; qu'à la vérité, l'art. 229, après avoir déclaré le capitaine responsable des dommages qui peuvent arriver aux marchandises chargées sur le tillac, fait une exception en faveur du petit cabotage; mais que cette exception ne peut être appliquée que dans les cas où le connaissement ne renferme pas une disposition prohibitive, c'est-à-dire que le capitaine en petit cabotage peut, sans encourir aucune responsabilité, charger sur le tillac lorsqu'il n'est pas lié par une disposition prohibitive; qu'ici la prohibition est expresse dans le connaissement; qu'on ne peut regarder cette clause comme de pur style, sous le prétexte qu'elle se trouve imprimée dans le connaissement; que les clauses imprimées lient les contractants dans les connaissements comme dans les polices d'assurance, à moins de radiation de ce qui est imprimé, etc.

Du 24 janv. 1822. — Cour roy. de Rennes. — 2^e ch. — Prés., M. de Laporte. — *Pl.* MM. Coatpont et Morel.

LEGS. — CRÉANCIER. — RÉDUCTION.

Un legs fait à un créancier, à la charge par lui de renoncer à sa créance, doit s'entendre en ce sens, que l'objet légué est affecté d'abord

(1-2) La Cour royale de Bordeaux a jugé, au contraire, par arrêt du 21 nov. 1827, que l'art. 421 du Code de comm. doit être combiné avec l'exception portée par l'art. 224 du même Code; qu'ainsi, au cas de voyage de petit cabotage, si des marchandises chargées sur le tillac, sans le consentement du chargeur ou propriétaire, ont été jetées à la mer pour le salut commun, le propriétaire de ces marchandises à l'action en contribution contre les autres chargeurs. C'est aussi dans ce sens que se prononce Boulay-Paty, *Cours de droit comm. marit.*, tom. 4, p. 566 et suiv. « D'après l'art. 229, dit cet auteur, le capitaine n'est point responsable des événements arrivés aux marchandises chargées sur le tillac, dans la navigation au petit cabotage: cependant cette responsabilité ne pèserait-elle pas en principe sur lui, si l'on disait que l'art. 421 doit s'entendre sans aucune modification? Cet article raisonne dans la thèse générale établie par l'art. 229; l'exception pour le cabotage est nécessairement sous entendue, parce que vous ne pouvez pas à la fois être non responsable, et cependant responsable de dommages arrivés aux marchandises

chargées sur le tillac; car le jet et les suites du jet sont bien des dommages occasionnés à la marchandise: ce serait une véritable antinomie entre les deux articles, et il est impossible de la supposer. En effet, le jet et les suites du jet sont certes des pertes et dommages arrivés à ces marchandises chargées sur le tillac du navire; or, par l'art. 229, le capitaine n'est point responsable de semblables pertes et dommages: donc la disposition de l'art. 421 ne saurait s'appliquer à ce cas d'exception. Il est vrai que cette exception ne se trouve pas textuellement établie dans ce dernier article; mais le principe n'avait-il pas été fixé antérieurement? Par conséquent, l'art. 421 n'a pu disposer que dans le sens de cette première disposition dont il n'est que la conséquence, ... et, dans ce cas, les marchandises jetées doivent être l'objet d'une indemnité par contribution, ... » V. encore dans ce sens, Loëre, sur l'art. 421 du Code de comm. — Telle était également d'après Valin, art. 12 et 13, tit. du Jet la jurisprudence admise sous l'empire de l'ordonn. de la marine. — V. cependant en sens contraire, Emerigon, t. 1, p. 610.

au paiement de la créance, et que le surplus est donné à titre gratuit. Ainsi, il n'y a lieu à réduction qu'autant que le surplus de l'objet légué sur la créance, excède la quotité disponible (Cod. civ., 920.)

(Ribaut—C. Ribaut.)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que la disposition du jugement du 21 fév. dernier, conforme sous ce rapport, au testament du père des intimés, et suivant laquelle leur oncle a été admis à réclamer l'exécution des immeubles à lui légués, n'est point contestée; que dès lors, le sieur Ribaut oncle doit profiter de l'entier legs, sauf si la libéralité qu'il renferme excède le quart de la succession; que le don gratuit fait par le testateur à son frère ne se compose que de l'excédant de la valeur des deux métairies sur les 34,000 fr. qui eût été auparavant dos au légataire; que le testament n'a pas effectivement donné à ce dernier, la part de la valeur de ces immeubles correspondant à cette dernière somme; qu'il suit de là que les deux métairies dont il s'agit, ne devaient être ébréchées que tout autant qu'elles dépasseraient la quote disponible, distraction préalablement faite sur leur valeur de la somme de 34,000 fr. etc.; —Par ces motifs, sans avoir égard à la demande en rejet proposée par les intimés, disant au contraire droit sur l'appel du sieur Ribaut oncle, envers le jugement du 21 février dernier, et le réformant, quant à ce, a ordonné et ordonne que les experts chargés de procéder à l'exécution des jugements des 13 mai 1819 et 21 février dernier, ne retrancheront les deux métairies léguées qu'à concurrence de ce que leur valeur, distraction préalablement faite sur icelles de la somme de 34,000 fr., pourrait excéder la quotité disponible c'est-à-dire le quart de la succession de feu Joseph-François de Ribaut; en telle sorte que cette réduction, le cas y échéant, ne frappe que sur la portion desdites métairies que le testateur se trouve avoir réellement et gratuitement donnée à son frère, au-dessus de 34,000 fr., dont ce dernier se trouvait son créancier avant le testament.

Du 26 janv. 1822. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. de Cambon. — Concl., M. de Bastoulb, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Decamps et Guillard.

TUTEUR. — INTERÊTS. — MINEUR.

Le mineur ne peut prétendre aux intérêts des sommes touchées par son tuteur, lorsque, tous comptes faits entre eux, le tuteur se trouve créancier du mineur. (Cod. civ., 455, 456.)

(Bozon—C. Paricault.)—ARRÊT.

LA COUR :—Sur la demande des intérêts des sommes accordées aux époux Bozon, depuis l'époque du décès de François Vaillant :—Considérant que les art. 455 et 456 du Code civil, en accordant aux mineurs la répétition des intérêts de toutes les sommes touchées par leur tuteur, n'ont pas raisonnablement pu vouloir que, lorsqu'il existe un reliquat en sa faveur, pour avances ju-

gées nécessaires et allouées par la justice, le tuteur ne puisse recevoir l'intérêt de ce reliquat, et qu'il soit néanmoins tenu envers son mineur des intérêts de toutes les sommes que celui-ci pourrait lui réclamer, en telle sorte qu'étant créancier envers son tuteur d'une somme peu considérable, il doit obtenir des intérêts de cette somme, pendant que, d'un autre côté, étant débiteur envers son tuteur de sommes plus considérables, celui-ci ne pût en obtenir les intérêts que du jour de la sommation de payer, faite après l'apurement du compte tutéaire, et après la fixation de son reliquat; que ce serait supposer une injustice dans la loi, ce qui ne peut pas être; qu'ainsi il faut entendre le sens des art. 455 et 456, de manière à ce que les intérêts ne soient accordés aux mineurs que lorsque tout compte fait, ils sont créanciers; qu'au contraire, dans l'espèce, étant débiteur du tuteur on ne peut accorder au mineur l'intérêt de sommes dont il serait reconnu créancier; ces créances doivent seulement être accordées en déduction du reliquat dont il a été déclaré débiteur envers son tuteur :—Procédant au jugement définitif du compte qui doit être fait entre les parties, — Déclare les héritiers Paricault créanciers des époux Bozon, etc.

Du 25 janv. 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gauljal, p. p. — Concl., M. Guilli- bert, av. gén.

1^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — HUISSIER COMMIS.

2^o APPEL. — GARANT.

3^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — PÉREMPTION. — SOLIDARITÉ.

1^o La partie qui a reconnu dans l'acte d'opposition par elle formé à un jugement par défaut, que ce jugement lui a été signifié, est ensuite non recevable à se plaindre de ce qu'un huissier n'avait pas été commis pour la signification du jugement (1).

2^o Le garant peut appeler directement contre le demandeur principal, alors même que le garanti, d'abord originaire, a négligé d'interjeter appel en temps utile (2).

3^o L'appel d'un jugement par défaut interjeté par un des condamnés solidaires, empêche la péremption du jugement à l'égard des autres condamnés solidaires (3).

(Forgues—C. Mathien.)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que si la loi a voulu que la signification des jugements par défaut fût faite par un huissier commis par le tribunal, c'est afin que les significations fussent fidèlement remises; mais lorsqu'il est établi par le propre aveu de l'individu condamné par le jugement par défaut, que la copie du jugement lui a été signifiée, le vœu de la loi est évidemment rempli, et par conséquent la partie condamnée ne peut se faire un moyen de l'omission de la désignation d'un huissier; or, Forgues ayant reconnu, dans l'acte d'opposition qu'il fit au jugement du 20 août 1813, que ce ju-

(1) V. en ce sens, Cass. 7 déc. 1813; Angers, 19 juill. 1832 (Volume 1832). — F. cependant, Cass. 22 brum. an 13; Rouen, 11 déc. 1817. — Il est à remarquer que sur cette question, Carré et Boucenne ont émis des opinions contraires. V. Carré, *Lois de la proc.*, quest. 614 et 711; Boucenne, t. 3, p. 52, et p. 295. — Mais le plus grand nombre des auteurs se prononce dans le sens opposé à la décision ci-dessus. V. Pigeau, *Comm.*, t. 1, p. 393, n^o 3; Boitard, t. 2, p. 48; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 739 bis, § 7.

(2) La jurisprudence s'est prononcée dans ce sens. V. Cass. 31 août 1818; 10 mars 1829; 11 mai

et 2 juin 1830; Rennes, 2 juin 1808; Douai, 28 avril 1815, et nos observations sur ce dernier arrêt, ainsi que les autorités qui y sont indiquées; Metz, 27 fév. 1822; Toulouse, 16 nov. 1825; Poitiers, 7 déc. 1830; Orléans, 30 sept. 1832; Agen, 5 janv. 1834.

(3) Cette solution touche à la question de savoir si l'exécution du jugement par défaut contre l'un des débiteurs solidaires, ou l'acquiescement de sa part empêche la péremption à l'égard des autres. Sur cette question des plus controversées en doctrine et en jurisprudence, voy. le résumé qui accompagne un arrêt conforme à la décision ci-dessus de la Cour de Montpellier du 20 août 1810.

gement lui avait été signifié, il s'ensuit qu'il est non recevable à se plaindre de ce qu'un huissier n'avait pas été commis pour la signification de ce jugement :

Attendu, en ce qui touche l'appel du jugement du 20 août 1813, et sur la fin de non-recevoir prise de ce que Froger n'aurait pas appelé de ce jugement, qu'à la vérité Froger n'avait pas appelé, mais qu'il est certain que Mathieu, qui a fait signifier son appel dans le délai voulu par la loi, est le garant de Froger, et que cette garantie étant accessoire à une action hypothécaire est formelle : or, comme il est de principe, ainsi que l'a consacré l'art. 182 du Code de proc., qu'en matière de garantie formelle, le garant peut toujours prendre le fait et cause du garanti, il s'ensuit que le défaut d'appel de la part du garanti ne peut être opposé ni nuire au garant, et dès lors la fin de non-recevoir ne saurait être accueillie :

Attendu, sur le moyen pris de la péremption du jugement dont s'agit faute d'exécution dans les six mois de son obtention, qu'il est certain que Mathieu, qui avait été condamné solidairement avec Forgues, s'était pourvu par la voie de l'appel contre ce jugement : il est de l'essence d'une obligation solidaire, encore bien que plusieurs débiteurs en soient tenus, qu'elle repose en entier sur chacun d'eux, de cette sorte que les moyens employés par l'un des coobligés pour l'annuler, ou pour en suspendre les effets, profitent à tous les intéressés : or, puisque l'appel de Mathieu était suspensif pour l'entière condamnation, il s'ensuit que Suzanne Forgues ne pouvait agir contre Forgues pour le forcer au paiement de cette condamnation ; et, puisqu'elle ne pouvait agir, la péremption qui est une espèce de prescription, n'a pu courir : que d'ailleurs Forgues l'a reconnu, puisqu'il s'est pourvu par la voie de l'opposition contre le jugement : d'où il suit que ce moyen doit être rejeté : — Par ces motifs, etc.

Du 25 janv. 1822. — Cour roy. de Toulouse.

INTÉRÊTS MORATOIRES. — PRESCRIPTION.

Du 25 janv. 1822 (aff. *La Tour d'Auvergne*). — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 17 nov. 1823, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — NULLITÉ. — DIVER- SITÉ.

Lorsque dans un procès-verbal de saisie immobilière, certains objets sont désignés d'une manière incomplète, la saisie n'est point nulle pour le tout : elle est nulle seulement quant aux objets mal désignés, lorsque d'ailleurs la division n'est point préjudiciable au saisi. (Cod. proc. civ., 675.) (1)

(Cousu — C. Dartarac.)

Le sieur Dartarac avait fait saisir immobilièrement les biens des sieurs Couso père et fils ses débiteurs. — Ceux-ci ont demandé la nullité du procès-verbal de saisie, sur le motif qu'il ne désignait pas les confrontations de certains articles. — Le sieur Dartarac a consenti à ce que les articles faussement désignés fussent rayés de la

saisie, mais il a soutenu qu'elle devait être déclarée valide pour le surplus.

5 nov. 1821, jugement du tribunal civil d'Auch, qui, considérant que l'irrégularité d'un procès-verbal de saisie immobilière sur certains articles, ne doit point entraîner la nullité de ladite saisie dans la partie qui embrasse d'autres articles, et qu'irrégulière, maintient la saisie quant à cette partie. — Appel de la part du sieur Couso.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que les inexactitudes qui pourraient s'être glissées, soit dans les confrontations données dans la saisie, soit dans la désignation des colons, relativement aux ténements attaqués, n'affectent pas l'acte de saisie ; qu'ils touchent exclusivement certains objets qui y sont compris ; qu'ainsi, en soustrayant ces ténements de la saisie, elle se trouve régulière pour ce qui reste ; — Attendu que l'appelant n'a pu alléguer aucun préjudice de cette soustraction ; qu'il lui est au contraire avantageux de conserver des ténements entiers qui ont une exploitation séparée des immeubles maintenus dans la saisie ; — Met l'appellation au néant ; Ordonne, etc.

Du 26 janv. 1822. Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Lafontaine. — Concl., M. Labat, subst.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — TIERS. — COMPARUTION.

Un jugement qui ordonne que des tiers seront entendus à l'audience sur l'objet de la contestation, n'est pas simplement préparatoire : il doit être réputé interlocutoire, dans le sens de l'art. 451, Cod. proc. civ., en ce que l'audition des tiers est nécessairement ordonnée par les juges pour puiser dans leurs déclarations des motifs de détermination. — Peu importe que le jugement soit rendu avant faire droit et sans rien préjuger, et sans l'avoir, à la déclaration des tiers, que tel égard que de raison. (Cod. proc. civ., 452.) (2)

(Brégeaux — C. Ledoux.)

La dame veuve Brégeaux, au nom et comme tutrice de ses enfants mineurs, actionna le sieur Ledoux, en paiement d'une somme de 3,000 fr. ; elle prétendait que le sieur Ledoux avait retenu cette somme sur cette de 6,000 fr. qu'elle lui avait cédée pour être remise, à Paris, au sieur Brégeaux.

23 août 1821, jugement du tribunal civil de Lyon, qui, sans rien préjuger, ordonne que la dame veuve Brégeaux et le sieur Ledoux seront tenus de comparaitre en personne à l'audience des... et qu'à la requête de la partie la plus diligente, le sieur Brégeaux l'ainé, Victoire Brégeaux, sa sœur, et le sieur Duval, subrogé tuteur des mineurs Brégeaux, seront assignés à comparaître sur les faits de la cause et répondre aux interpellations qui leur seront faites, sauf pourtant, à n'avoir à leur déclaration que tel égard que de raison, dépens réservés.

Appel de la part de la dame Brégeaux.

Le sieur Ledoux opposait à cet appel une fin de non-recevoir tirée de ce que, selon lui, ce jugement n'était que préparatoire.

(2) D'après la jurisprudence et l'opinion des auteurs, c'est là une question qui ne peut être résolue en thèse générale, et dont la solution doit être subordonnée aux circonstances particulières de chaque espèce. V. à cet égard, la note qui accompagne un arrêt conforme à la décision ci-dessus de la Cour de cassation du 1^{er} juin 1823, et les autorités qui y sont indiquées.

(1) La loi du 2 juin 1821 sur les ventes judiciaires, renferme une disposition en ce sens : « La nullité, porte le nouvel art. 715, Code proc., prononcée par défaut de désignation de l'un ou de plusieurs des immeubles compris dans la saisie, n'entraînera pas nécessairement la nullité de la poursuite en ce qui touche les autres immeubles. » — La jurisprudence antérieure inclinait du reste dans le même sens. V. à cet égard, Cass. 6 avril 1824, et la note.

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui touche la fin de non-recevoir opposée par lesdoux contre l'appel interjeté par la veuve Brégeaux, es-noms qu'elle procède, du jugement rendu entre eux par le tribunal de première instance de Laon, le 23 août dernier, et résultant de ce que, selon l'intime, ce jugement n'est que préparatoire et qu'il ne peut être attaqué, par la voie de l'appel, avant le jugement définitif : — Considérant que ce jugement n'a pas été rendu seulement pour l'instruction de la cause, et pour mettre le procès en état de recevoir le jugement définitif, ce qui a trait uniquement à la procédure, et non au fond de la contestation, et ne fait regarder que comme préparatoire tout jugement qui se renferme ainsi dans les termes de l'art. 451 du Code de proc. civ.; mais que ce jugement a, malgré la résistance de l'appellante, ordonné une mesure dont le résultat peut avoir de l'influence sur la décision du fond du litige, puis que les premiers juges, en ordonnant que Brégeaux aîné, Victor Brégeaux et Duval, personnes tierces étrangères à ce litige, seraient entendues sur les faits de la cause, et répondraient aux interpellations qui leur seraient faites, ont eu l'intention de chercher des éclaircissements dans leurs déclarations, et celle d'y puiser, si elles leur paraissaient sincères et concluantes, des motifs de fixer leur détermination; que, s'ils n'eussent pas eu cette double intention, ils auraient ordonné inutilement l'audition de ces tierces personnes, et auraient occasionné aux parties des frais frustratoires, ce qu'on ne peut supposer avoir été voulu par eux; que l'influence possible desdites déclarations forme un préjugé sur le fond de la cause; — Considérant encore que la disposition, dont est appel, qui a ordonné l'audition des tiers sus-nommés sur les faits contestés entre les parties, a ainsi admis une preuve testimoniale de ce fait; que, sous ce double rapport, ce jugement est interlocutoire quant à sa susdite disposition, aux termes de l'art. 453 du Code de proc.; d'où il suit que la veuve Brégeaux a pu en appeler, avant le jugement définitif, et que la fin de non-recevoir opposée par l'intimé contre son appel doit être rejetée; — Sans avoir égard, etc., ordonne aux parties de plaider au fond, etc.

Du 26 janv. 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. civ. — Prés., M. de Maesville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, av. gen.

1^o APPEL INCIDENT. — INTIMÉ.

2^o DEMANDE NOUVELLE. — MOYEN NOUVEAU. — SURENCHÈRE.

3^o SURENCHÈRE. — RÉMÈRE.

1^o L'intime accessoire à la faculté d'interjeter un appel incident, de même que l'intime principal, alors même que l'appel incident de l'intime accessoire se trouve dirigé contre l'intime principal.

En d'autres termes : Lorsque deux parties, ayant un intérêt commun, ont surcubé en première instance, s'il arrive que l'une d'elles laisse passer le délai de l'appel, et que l'autre interjette appel, la deuxième partie succombante soit appelée en déclaration de jugement commun, l'appel principal de l'une peut autoriser l'autre à émettre un appel incident (1).

2^o Celui qui a demandé, en première instance, la nullité d'une surenchère sur aliénation volontaire, pour insuffisance de la caution, peut demander, en cause d'appel, que la suren-

chère soit déclarée non admissible, à raison de la nature de la vente; ce n'est pas former une demande nouvelle, c'est proposer un moyen nouveau. (Cod. proc., 464.) (2)

3^o La surenchère du dixième est permise sur une vente à ramer, comme sur une vente pure et simple. (Cod. civ. 2185.)

(Delagrangé et Mathé — C. Cotton.)

20 nov. 1819, vente d'un immeuble, à pacte de rémère par les époux Delagrangé-Joncière à Leonard Mathé. — Le sieur Cotton, créancier inscrit, fait sommation à l'acquéreur de lui notifier son contrat, aux termes de l'art. 2183 du Code civil. — Sur la notification faite en exécution de cette sommation, le sieur Cotton fait déclaration de surenchère. — Les époux Delagrangé-Joncière, vendeurs, et le sieur Mathé, acquéreur, demandent la nullité de la surenchère, par le motif que la caution fournie était insuffisante. — 19 déc. 1820, jugement du tribunal de Clamery, qui décide que les biens offerts par la caution présentent une garantie suffisante, et par conséquent admet la surenchère formée par le sieur Cotton. — Appel de la part des époux Delagrangé-Joncière vendeurs, du chef du jugement qui admet la surenchère. — Sur cet appel, le sieur Cotton assigne le sieur Mathé, acquéreur, ou quoi que ce soit, sa veuve, pour voir déclarer commun l'arrêt à intervenir. — En cet état de choses, la veuve Mathé interjette appel incident, par requête d'avoué à avoué, du chef du jugement qui déclare valable la surenchère.

Les époux Delagrangé et la dame Mathé soumettent conjointement, 1^o que la surenchère est nulle pour insuffisance de la caution; 2^o que la surenchère n'était pas recevable, attendu qu'il s'agissait dans l'espèce d'une vente à rémère; qu'en effet, dans une vente de cette espèce, l'acquéreur n'étant pas propriétaire incommutable, la surenchère ne peut être permise; car il serait impossible de procéder à la revente, polique, dans le cas où le vendeur exercerait le rémère, la revente resterait nécessairement sans effet.

Le sieur Cotton soutient, 1^o que l'appel incident interjeté par la dame Mathé par acte d'avoué à avoué est non recevable, attendu que l'intime, sur l'appel principal, est seul recevable à interjeter incidemment appel, ou en d'autres termes, que l'appel incident ne peut être dirigé que contre l'appelant principal; que, dans l'espèce, la dame Mathé n'était point intimée sur l'appel principal, puisqu'elle contraignait l'appel principal porté précédemment sur le chef que la dame Mathé a attaqué elle-même par l'appel incident, et qu'enfin l'appel de la dame Mathé, bien loin d'être dirigé contre l'appelant principal, l'a été contre l'intime; 2^o que la demande, tendante à ce que la surenchère soit déclarée non recevable, par le motif que la vente a été faite à pacte de rémère, est une demande nouvelle qui ne pouvait être formée pour la première fois en cause d'appel, aux termes de l'art. 464 du Code de proc. civ.; 3^o qu'en fond, les créanciers inscrits peuvent surenchérir, bien que la vente soit faite à pacte de rémère, et avant le laps de temps fixé pour que l'exercice du rémère, soit écoulé.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, 1^o que le sieur Mathé a été partie en première instance, qu'il y a conclu à la nullité de la surenchère, que sa prétention ayant été rejetée, il a été condamné aux dépens; — Que les époux Delagrangé appelants, ont assigné Mathé pour voir déclarer commun

(1) V. anal. en ce sens, Amiens, 11 déc. 1821.

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 25 juin

1817; 21 janv. 1822, Rouen, 13 juill. 1813; Toulouse, 22 mars 1821, etc.

avec lui l'arrêt a intervenir; — Que Mathé étant décédé, Collon a usé de sa venue en reprise d'instance; qu'étant ainsi traduite en la Cour, elle a sans doute le droit d'interjeter appel du jugement; que l'intimé peut interjeter appel en tout état de cause; que lorsqu'il y a plusieurs parties en instance, la loi ne distingue pas par qui l'appel principal a été formé; que la seule qualité d'intimé suffit pour autoriser l'appel incident;

Considérant, 2^e que les époux Delagrangé ont demandé en première instance la nullité de la surenchère: qu'en concluant en la Cour à ce qu'il soit dit que la surenchère ne peut être admise contre une vente à faculté de rachat, c'est toujours la nullité qui en est demandée; que la loi qui refuse le droit de présenter sur l'appel une demande nouvelle, n'enlève pas la faculté d'appuyer la demande originaire sur des moyens nouveaux;

Considérant, 3^e que la surenchère est admise en cas d'aliénation volontaire; que la loi ne distinguant pas si cette aliénation est faite purement et simplement, ou avec faculté de rachat, les tribunaux ne peuvent faire aucune distinction; qu'en supposant que la vente à faculté de rachat pût nuire aux créanciers, parce que l'objet vendu ne serait pas porté à sa véritable valeur, leurs droits sont suffisamment assurés, soit par la surenchère qu'ils peuvent faire, soit par la faculté que la loi leur accorde d'attaquer les actes faits par le débiteur en fraude de leurs droits; — Rejette la fin de non-recevoir proposée contre l'appel incident, et celle tendante à faire rejeter le moyen nouveau proposé en la Cour; déclare que la surenchère est admissible contre une vente à faculté de rachat; mais déclare nulle celle dont il s'agit, etc.

Du 26 janv. 1822. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés., M. Delaméthière. — Pl., MM. Deseglise, Mater et Mayet.

TESTAMENT MYSTIQUE. — Scription.

Lorsque l'acte de suscription d'un testament mystique énoncé que le testament est écrit par le testateur, et qu'il se trouve que le testament est écrit en partie par un tiers, le testament peut être déclaré nul... si, dans l'esprit des juges, il y a doute sur l'identité du testament produit, avec le testament que le testateur a voulu déposer. (Ordonn. de 1735, art. 9; Cod. civ. 976.) (1)

(Ajacques et Combet — C. Rimbouurg.)

5 août 1793, testament mystique de Jeanne-Marie Rimbouurg, femme Puy, par lequel, entre autres dispositions, elle institue héritiers, Jean-Philibert et Jean-Baptiste Rimbouurg, ses neveux. — Dans l'acte de suscription en date du 6 août, il est

dit que « Jeanne-Marie Rimbouurg, femme Puy, a représenté la présente feuille, dans laquelle elle a déclaré qu'était son testament mystique, écrit de sa main, sur une demi-feuille. » — Il faut remarquer que, contrairement à cette énonciation, le testament était écrit, en partie de la main de la testatrice, en partie d'une main étrangère. Ce fait n'a jamais été contesté: il était même prouvé par cette déclaration de la testatrice, mise à la fin de son testament: « celui-ci seul, écrit portée de ma main, renfermant mes dernières volontés. »

15 nov. 1801, décès de Jeanne-Marie Rimbouurg. — 3 juin 1821, les enfans Ajacques et les enfans Combet, héritiers chacun pour un tiers, ont assigné en partage Jean-Philibert et Jean-Baptiste Rimbouurg, héritiers aussi d'un tiers. — Ceux-ci ont alors excipé du testament mystique.

Les sieurs Ajacques et Combet ont opposé la nullité du testament, fondée sur ce que l'acte de suscription énonçait un testament écrit de la main de la testatrice, tandis que le testament était réellement écrit en partie de sa main, et en partie d'une main étrangère.

10 fév. 1821, jugement du tribunal civil de Lyon, qui déclare le testament valable.

Appel. — Dans l'intérêt des appelans, on a dit: — L'art. 9 de l'ordonnance de 1735, dont l'art. 976 du Code civ. n'est que la copie littérale, exige que le testateur déclare dans l'acte de suscription, par qui le testament a été écrit; et l'art. 47, comme l'art. 1004 du Code, attache à l'inobservation de cette formalité la peine de nullité: « Le testateur déclarera que le contenu audit papier est son testament, écrit et signé de lui, ou écrit par un autre et signé de lui. » — Il faut donc exprimer positivement par qui le testament a été écrit. Il faut énoncer qu'il l'a été par le testateur ou par un autre; et par conséquent, s'il a été écrit, en partie par le testateur, en partie par une main étrangère. — La loi a voulu, par là, s'assurer de l'identité du testament, elle a voulu prévenir, au une méprise du testateur, qui ayant fait plusieurs projets de testament, remettrait l'un pour l'autre, ou une infidélité du dépositaire qui pourrait le changer. Si donc cette mention substantielle est omise dans l'acte de suscription, ou, ce qui est encore bien plus grave, si elle est fautive, l'acte de suscription est nul et sa nullité entraîne celle du testament. — Aussi les meilleurs auteurs semblent se prononcer pour la nullité. F. Furgole (*Traité des testaments*, t. 1^{er}, p. 18), et Grenier (t. 1^{er}, p. 478, n° 264). — Mais on objecte que les nullités sont de droit étroit; que le législateur n'a prévu que deux cas, celui où le testament est écrit par le testateur, et celui où il l'a fait écrire par un autre; mais s'il l'a été par deux mains différentes, c'est un troisième cas que

(1) « Dans ces sortes de cas, dit M. Merlin, y^o Testament, sect. 2, § 3, art. 3, n° 14, la justice n'a point de règle fixe, parce que la loi ne lui en prescrit aucune. La question de savoir ce qu'a voulu dire le testateur est une question de volonté sur laquelle la loi n'a point de prise, et qui dépend toute des circonstances. Sans doute, si les circonstances élèvent dans l'esprit du juge, des doutes graves sur l'identité du testament présenté par le testateur au notaire et aux témoins, avec le testament qu'il a réellement voulu présenter, il ne doit pas hésiter à déclarer nulles les dispositions, qui, par cela seul qu'elles ne portent pas évidemment le cachet de la volonté du testateur, ne peuvent pas faire naître la loi des successions ad intestat; mais si toutes les circonstances se réunissent pour établir cette identité, pour la faire, pour ainsi dire, toucher au doigt et à l'œil, le juge ne doit pas hésiter à maintenir le

testament. » F. encore dans le sens de ces observations, Coin-Debise, *Comm. anal. des donat. et testam.*, sur l'art. 976, n° 32. — La décision ci-dessus a fait résulter la doute sur l'identité du testament présenté avec celui que le testateur a voulu déposer, de cette seule circonstance que l'acte était commencé et fini de la main de la testatrice, et que le milieu était écrit d'une main étrangère, bien que la testatrice eût déclaré l'acte écrit de sa main. Les principes exposés par Merlin impliquent moins de rigueur; cependant, comme le fait remarquer Coin-Debise, loc. cit., la décision ci-dessus, quoique trop rigoureuse, aurait certainement résisté à l'épreuve du pourvoi. Elle n'était en effet qu'une simple appréciation qui rentrait dans le pouvoir souverain des juges du fond. F. une appréciation en sens contraire, dans un arrêt de la Cour de Toulouse, du 2 août 1810.

la loi n'a pas prévu et pour lequel on ne peut pas créer de nullité. — Cette objection n'a rien de solide : l'hypothèse actuelle ne forme point un troisième cas, elle est comprise dans les deux premiers qui se trouvent ici réunis. Ne vult-on pas que dès que la loi veut à peine de nullité, que l'on mentionne par quelle main le testament a été écrit, elle veut par conséquent, et à plus forte raison, que s'il a été écrit par deux mains, on le mentionne aussi ? N'y a-t-il pas en effet même motifs de décider ? Le principe général une fois posé, ne doit-il pas s'appliquer ensuite à tous les autres cas ? — Au surplus, si le testament eût été écrit par une seule personne, et qu'un eût omis de mentionner dans l'acte par qui il avait été écrit, la nullité ne serait pas douteuse. Eh bien ! lorsque le testament est l'ouvrage de deux mains, et que l'on n'en mentionne qu'une, la fausseté ou l'inexactitude de cette mention n'est-elle pas plus grave qu'une simple omission, qui au moins, laisserait dans le doute ? ne doit-elle pas opérer la même nullité ?

Pour l'ultime on répondait, que la nullité du testament ne pouvait être prononcée que dans le cas où cette peine était expressément établie par la loi ; qu'ainsi si l'acte de suscription énonçait que le testament avait été écrit par le testateur, et qu'il le fût par un étranger, il y aurait nullité, et *vice versa* ; mais que dans l'espèce, quelle que fût l'analogie avec les cas prévus par la loi, on ne pouvait appliquer, par extension, la nullité ; — Que dans tous les cas, la nullité ne devait être prononcée qu'autant que la contradiction entre le fait et l'énonciation de l'acte de suscription pouvait laisser du doute sur l'identité du testament.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'ordonn. de 1735, qui régit la matière, porte, art. 9 : — « Lorsque le testateur vendra faire un testament mystique ou secret, il sera tenu de signer ses dispositions, soit qu'il les ait fait écrire par un autre, et sera le papier qui contiendra lesdites dispositions, ensemble celui qui servira d'enveloppe, s'il y en a une, clos et scellé, avec les précautions en tel cas requises et accoutumées ; le testateur présentera ledit papier, ainsi clos et scellé, à sept témoins au moins, y compris le notaire ou le tabellion, ou le fera clure et sceller en leur présence, et il déclarera que le contenu en icelui est son testament écrit et signé de lui, ou écrit par un autre et signé de lui ; — Attendu que par cette dernière disposition, le législateur, en prescrivant au testateur de déclarer par quelle main le testament qu'il dépose au notaire a été écrit, a voulu que cette déclaration fût exacte, afin qu'on ne pût pas douter que le testament ainsi présenté est bien celui qu'il a eu l'intention de déposer, et qu'on ne pût pas lui en substituer un autre ; — Attendu que l'art. 47 de la même ordonnance s'exprime en ces termes : « Toutes les dispositions qui concernent la date et la forme du testament... seront exécutées, à peine de nullité ; » — Attendu que l'acte de suscription, dressé le 6 août 1793, par Guillaume Omelle, notaire public, constate que Jeanne-Marie Rimbourg, femme de Jacques Puy lui a présenté une feuille de papier dans laquelle elle a déclaré que c'était son testament mystique, écrit de sa main ; — Attendu que, de l'inspection de la minute rapportée, il est évident à l'œil que les premières lignes de ce testament sont écrites en entier de la main de Jeanne Marie Rimbourg,

et qu'elle a aussi écrit vers la fin d'icelui, quatre signes et trois mots, dont deux moitiés de lignes sont effacées, tandis qu'entre ces deux écritures, il existe un assez grand nombre de lignes écrites d'une autre main ; — Attendu que, de cette vérification, il suit que la déclaration insérée à l'acte de suscription, n'est point conforme à la vérité ; que l'on peut croire que ce n'est pas la loi le testament que Jeanne-Marie Rimbourg a voulu déposer, et qu'en cela, il y a contravention à ce qui est prescrit par l'ordonnance ; qu'il est constant que le législateur, en exigeant du testateur qui dépose son testament mystique, de déclarer qu'il est écrit par lui, en qu'il l'a fait écrire par une main étrangère, a implicitement compris dans ces deux cas, ainsi expliqués et réunis, le cas particulier où le testament serait écrit partie par le testateur, et partie par une autre main, a voulu qu'il en fût fait mention, et que c'est une erreur de prétendre que c'est la troisième cas que l'ordonnance n'a pas prévu : d'où il suit que la formalité ordonnée n'ayant pas été observée, le testament est frappé de la nullité que l'ordonnance prononce : — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 26 janv. 1822. — Cour roy. de Lyon. — 2^e ch. — Prés., M. Dubois. — Concl., M. Verne de Bachelard, cons. aud. — Pl., MM. Favre et Vernay-Girardet.

SÉPARATION DE CORPS. — MOYENS NOUVEAUX. — CHOSE JUGÉE.

Lorsqu'après jugement qui rejette une demande en séparation de corps, il survient de nouvelles causes, on peut invoquer à l'appui d'une demande nouvelle, outre les faits nouveaux, tous les faits antérieurs à la première demande, et non-seulement ceux qui n'avaient pas été articulés, mais même ceux qui avaient été rejetés comme n'étant pas assez graves, à raison de leur isolement. (Cod. civ., 273.) (1)

(T... — C. T...)

Ainsi jugé : — « Attendu, en droit, que le moyen tire de la force de la chose jugée, ne présente pas le caractère voulu par la loi, puisque la nouvelle demande ne repose pas sur la même cause que celle jugée le 29 mai 1819. »

Du 28 janv. 1822. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Siguier, p. p. — Concl., M. Froidefond Deslignes, cons. aud. f. f. d'av. gén. — Pl., MM. Hennequin et Guillemin.

GARDE CHAMPÊTRE. — PROCÈS-VERBAL. — BOIS COMMUNAL.

Un garde champêtre n'a pas qualité pour dresser procès-verbal d'un délit forestier, commis dans un bois appartenant à une commune ou à un établissement public. En conséquence le procès-verbal du garde champêtre ne pourrait servir de base à une condamnation (2). (Joseph Boul-C. Forêts.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que des lois spéciales ont chargé l'administration forestière de la surveillance des bois appartenant aux communes et aux établissements publics ; que ces officiers ont seuls qualité pour constater les délits qui se commettent dans ces bois, comme dans ceux appartenant à l'Etat ; que l'art. 16 du Code d'inst. crim., en chargeant les gardes champêtres, chacun dans le territoire pour lequel ils sont assermentés, de rechercher les délits et contraventions de police qui ont porté atteinte aux

(1) Sic., Cass. 28 juin 1815.

(2) V. en ce sens, Cass. 11 oct. 1827, et 9 mai

1828. — Mais voy. en sens contraire, Metz, 29 mai 1819.

propriétés rurales, ne leur a pas donné la concurrence avec les gardes de l'administration, quant aux délits qui peuvent se commettre dans les bois soumis à leur surveillance, et dont la poursuite leur appartient exclusivement, pour suite qui ne pourrait même être exercée par elle sur des rapports dressés par des gardes qui n'ont aucune garantie à offrir à l'administration forestière à laquelle ils sont étrangers; — Attendu que la poursuite dirigée contre Joseph Boni est la suite d'un rapport du garde champêtre de Guémour, lequel ne peut servir de base à une condamnation; — Déclare sans effet le rapport du garde champêtre, du 9 août de la même année; — En conséquence, renvoie ledit Joseph Boni de la poursuite dirigée contre lui en vertu dudit rapport, etc.

Du 28 Janv. 1822. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Prés., M. de Juivécourt. — Concl., M. Julien, 1^{er} av. gén.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — DÉLAI. — DÉCHÉANCE.

Celui qui a été admis, par jugement, à une vérification d'écriture ne peut, faute de faire les diligences nécessaires, être déclaré déchu du bénéfice de ce jugement, et par suite débouté de sa demande ou de son exception, lorsque les juges n'ont pas fixé de délai pour la vérification : c'est seulement le cas de déterminer ce délai, sauf à prononcer ultérieurement (1).

(Villier — C. Villier). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la loi ne jugeant du 27 août 1817 n'ayant déterminé le délai dans lequel on devait faire procéder à la preuve en vérification d'écriture dont il s'agit; — Attendu qu'aucun jugement subséquent n'étant intervenu pour constituer à cet égard l'appelant en retard, l'on ne peut, de la part des intimés, faire déclarer celui-ci déchu du bénéfice du jugement du 27 août 1817; — Attendu, néanmoins, qu'il importe de ne point laisser en problème la question de propriété dont il s'agit, et d'éterniser ainsi une contestation; qu'il est nécessaire au contraire d'aviser aux moyens propres à la faire incessamment cesser, en prononçant définitivement sur icelle; — Avant faire droit...; — Ordonne que dans le mois la partie de Vivien devra procéder à la preuve mise à sa charge par le jugement du 27 août 1817, pour, etc.

Du 29 Janv. 1822. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannoncelles, p. p.

SAISIE-ARRÊT. — NULLITÉ. — APPEL.

La nullité du titre en vertu duquel une saisie-arrêt a été opérée, peut être opposée pour la première fois en appel (2).

(Moreau — C. Serres.)

Du 30 Janv. 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gaujal, p. p.

1^{re} INCOMPÉTENCE. JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — EXECUTION.

2^{re} DOMAINES NATIONAUX. — LIMITE. — COMPÉTENCE.

1^{re} L'exécution d'un jugement interlocutoire par

la partie contre laquelle il a été rendu n'empêche pas cette partie d'invoquer ultérieurement l'incompétence matérielle du tribunal. 2^o C'est aux tribunaux civils et non à l'autorité administrative qu'il appartient de statuer entre adjudicataires de biens nationaux qui sont en procès, non sur les termes de leur adjudication, mais à l'occasion d'un empiètement prétendu commis par l'un sur le terrain de l'autre (3).

(Lemaigre — C. Guyonnet). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur la première question, qu'aux termes de l'art. 170 du Code de proc., l'incompétence ratione materis peut être proposée en tout état de cause, et que conséquemment, ni le jugement interlocutoire du 17 mai 1820, ni l'exécution de ce même jugement ne pouvaient empêcher le sieur Guyonnet de proposer, lors du jugement du 6 déc., cette exception d'incompétence;

Attendu, sur la deuxième question, que la compétence de l'autorité administrative, sur le contentieux des domaines vendus nationalement, est limitée aux questions susceptibles d'être décidées par la simple interprétation des actes administratifs qui ont préparé et effectué l'adjudication, mais que toutes les fois qu'il s'élève relativement aux domaines nationaux, des contestations dont la solution doit dépendre d'actes ou de règles dont l'appréciation ou l'application appartient aux tribunaux ordinaires, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de les résoudre, et que cette ligne de démarcation entre la compétence de l'autorité judiciaire et de l'autorité administrative est invariablement tracée par la jurisprudence du conseil d'Etat, notamment par les décrets des 19-30 juin et 10 août 1813, rapportés au Bulletin des Lois (n^{os} 509, 510 et 516 du second semestre de 1813); — Attendu que dans le procès actuel il n'est nullement question d'interpréter les actes administratifs qui ont préparé ou consommé l'adjudication des immeubles acquis nationalement par les deux parties, puisque les parties ne contestent pas sur le sens et la valeur des termes employés dans les procès-verbaux de leurs adjudications respectives, mais qu'il s'agit uniquement d'apprécier si l'un des adjudicataires a commis un empiètement sur le terrain de l'autre, et qu'une pareille contestation rentre évidemment dans la compétence de l'autorité judiciaire; — Attendu, sur la troisième question...

Sans avoir égard à la fin de non-recevoir opposée par la partie de Dulac, à l'exception d'incompétence admise en faveur de Gory par les premiers juges; — Met l'appel et ce dont est appel au néant; — Emendant, etc.

Du 30 Janv. 1822. Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gaujal, p. p. — Pl., MM. Dulac et Géry.

CONCORDAT. — CRÉANCIER.

Le créancier qui n'a été ni porté au bilan, ni appelé au concordat, conservé la plénitude de ses droits et actions contre son débiteur, et n'est point lié par le concordat (4). En conséquence est bonne et valable la saisie-arrêt qu'il a formée entre les mains des syndics

(1) V. en ce sens, Colmar, 9 mai 1818; Bordeaux, 25 juin 1830.

(2) C'est ce que la même Cour a encore jugé par arrêt du 11 juill. 1822. V. dans le même sens, Chanteau sur Carré, Lois de la proc., quest. 1674.

(3) V. à cet égard, les décrets des 19-30 juin et 10 août 1813 (aff. Lepetitier, Pinterville Cernon et Senly).

(4) Il en serait autrement sous la nouvelle loi des faillites, d'après laquelle (art. 516) le concordat qui intervient entre les créanciers, une fois qu'il est homologué, devient obligatoire pour tous les créanciers portés ou non au bilan, vérifiés ou non vérifiés. — Toutefois, voy. dans le sens de la décision ci-dessus, Caus. 17 Janv. 1826; 24 août 1836; Poitiers, 14 Janv. 1831.

sur des sommes qui, d'après le concordat, devaient appartenir au failli.

Hazard — C. Pilboud. — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'il résulte du rapport de l'arbitre nommé par jugement du 24 avril 1818 que Pilboud était antérieurement à sa faillite, débiteur envers Hazard d'une somme de 1,918 fr., et que d'ailleurs cette créance n'est pas méconnue par Pilboud ; — Considérant que Hazard, n'ayant été ni porté au bilan de Pilboud, ni appelé au concordat du 7 déc. 1818, a conservé la pénalité de ses droits et actions contre son débiteur ; — Considérant que, sur l'opposition formée par ledit Hazard le 24 août 1819, sur Pilboud, entre les mains de Debladis et Tonnelier, commissaires de ses créanciers, Debladis a déclaré avoir une somme de 1,062 fr. 34 c. provenant d'une répartition faite entre ses créanciers et Pilboud ; — Met les appellations et les jugemens dont est appel au néant ; — Enjoint, décharge Hazard des condamnations contre lui prononcées ; — Au principal, sans s'arrêter aux demandes de Pilboud et des commissaires de ses créanciers, dont ils sont débattus, condamne Pilboud, même par corps, à payer à Hazard la somme de 1,918 fr., montant de sa créance, avec les intérêts du jour de la demande ; — Déclare bonne et valable l'opposition du 21 août 1819 ; — Ordonne qu'à payer audit Hazard la somme de 1,062 fr. 34 c., en réduction ou jusqu'à concurrence de sa créance, en principal et intérêts, Debladis et Tonnelier, s'en-nous qu'ils procèdent, seront, comme tiers saisis, contraints par toutes voies de droit, etc.

Du 2 fév. 1822. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Prés., M. Dupaty. — Concl., M. Dupeyrat, cons. aud., ff. d'av. gén. — Pl., MM. Colmet et Dubois.

RAPPORT A SUCCESSION. — REMPLACEMENT MILITAIRE.

La somme payée par un père pour le remplacement de son fils au service militaire, n'est pas sujette à rapport, lorsque cette somme est sujette relativement à la fortune du père. (Cod. civ., 843.) (1)

(Drivon — C. Héritiers Drivon.)

Cette somme, dans l'espèce, n'était que de 300 fr. ou même de 100 fr. L'enfant remplacé était légataire de la totalité disponible et pacif de la succession, d'après un rapport d'experts, s'élevait à 37,482 fr.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant à l'égard du rapport de 300 fr. montant du prix de remplacement de Drivon fils, qu'il résulte des pièces du procès que le père Drivon n'a réellement déboursé pour son fils que la somme de 100 fr., au moyen d'une indemnité qu'il reçut par suite de la formation d'une masse commune entre consorts, et que cette somme de 100 fr. est trop modique pour qu'on doive soumettre le fils Drivon à la rap-

ter ; — A mis l'appellation et ce dont est appelé quant à ce au néant, etc.

Du 2 fév. 1822. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Prés., M. Chevez. — Concl., M. Berlioz. — Pl., M. Martel.

LETTRE DE CHANGE — PROVISION.

Le porteur d'une lettre de change n'a ni droit de propriété, ni même privilège exclusif sur la provision fournie à l'accepteur. — Ainsi, en cas de faillite de l'accepteur, le porteur de la lettre de change ne peut être payé, sur la provision, par préférence ; il doit être assimilé aux autres créanciers du failli. (Cud., comm., 424.) (2)

(Rothschild et Goldschmidt — C. Martin-Puech.)
Les sieurs Stanfort et Blunt, négociants, à Londres, demandant un crédit de 30,000 liv. sterling aux sieurs Martin-Puech, de Paris. Ceux-ci autorisent les sieurs Stanfort et Blunt à faire traite sur eux, à trois mois de date, pour la somme de 10,000 liv. sterling, et sur le sieur Vidal fils, de Marseille, pour somme de 20,000 liv. sterling, à la charge par les tireurs d'expédier aux sieurs Martin-Puech, à Marseille, des marchandises faisant partie de plusieurs chargemens de navires, pour, lesdites marchandises, être remises aux sieurs Salavy père et fils, de Marseille, qui en remettraient le montant aux sieurs Martin-Puech, et tiendraient compte du surplus à la maison de Londres ; en outre, le sieur Vidal fils était autorisé à faire traite sur les sieurs Stanfort et Blunt, quinze jours avant l'échéance des traites faites sur lui.

Une partie des marchandises convenues sont expédiées de Malte à Marseille. Les sieurs Salavy père et fils, les reçoivent en consignation, pour le compte des sieurs Martin-Puech, et s'occupent d'en opérer la vente. — D'un autre côté, une grande quantité de lettres de change sont tirées, les unes par les sieurs Stanfort et Blunt, sur les sieurs Martin-Puech et sur le sieur Vidal ; les autres par le sieur Vidal, sur les sieurs Stanfort et Blunt.

En cet état de choses, survient la faillite du sieur Martin-Puech, le 31 décembre 1818. — Peu de temps après, les sieurs Stanfort et Blunt suspendent aussi leurs paiements. — Par suite, l'envoi des marchandises des sieurs Stanfort et Blunt de Malte à Marseille, est suspendu. Les lettres de change respectivement tirées et acceptées sont protestées faute de paiement.

Les sieurs Rothschild frères, de Paris, et Goldschmidt, de Londres, porteurs des traites tirées par les sieurs Stanfort et Blunt sur les sieurs Martin-Puech, ont formé alors une saisie-arrest entre les mains des sieurs Salavy père et fils, de Marseille, sur toutes les marchandises qu'ils avaient en consignation, pour le compte de Martin-Puech, et sur les valeurs provenant des ventes déjà faites. Ils ont ensuite assigné les

(1) La solution de cette question, ainsi que de celle de savoir si les frais de remplacement peuvent être répétés par le père contre son fils, ou s'ils ne doivent pas au contraire être considérés comme une dépense extraordinaire pour l'éducation ou l'établissement faite en avance de l'adulte, dépendent toujours, ainsi que cela résulte de l'arrêt ci-dessus, de l'état, de la qualité et de la fortune des parties. F. à cet égard, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Caen du 5 janv. 1811, et les arrêts en sens divers cités à la note, idem. Grenoble, 12 fév. et 25 juin 1816 ; Dijon, 23 janv. 1817.

(2) Dans le dernier état de la jurisprudence, il est admis que la provision en matière de lettre de

change, soit qu'elle existe entre les mains du tiré au moment de la souscription de la lettre, soit qu'elle existe, elle ne soit arrivée aux mains du tiré, quoiqu'elle n'existe qu'après la faillite du tireur, est acquise au porteur de la lettre de change et reste sa propriété, bien que la faillite du tireur soit survenue avant l'échéance de la lettre de change. F. Cass. 28 juin 1825, 22 nov. 1830, 15 fév. 1832, 3 fév. et 7 déc. 1835. F. cependant un arrêt de la Cour de Toulouse, du 17 avril 1821, qui n'admet l'affectation irrévocable de la provision au paiement de l'effet, qu'autant qu'il y a eu acceptation par le tiré. Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt et les autorités en sens divers qui y sont citées.

sieurs Stanfort et Blunt, et les syndics de la faillite *Marin-Puech* devant le tribunal de commerce de Paris, pour voir ordonner que les traites dont ils étaient porteurs seraient acquittées, par privilège spécial, sur les marchandises consignées à Marseille, attendu que ces marchandises étant la provision faite aux traites, elles devenaient la propriété des tiers porteurs.

Les sieurs *Martin-Puech*, remplacés à la tête de leurs affaires par suite d'un concordat, ont soutenu, tant dans leur intérêt que dans l'intérêt de la masse de leurs créanciers, que la prétention des demandeurs n'était pas fondée. — On a prétendu dans leur intérêt que les marchandises arrivées en consignation aux sieurs *Salavy*, père et fils, étaient la provision aux traites acceptées par la maison *Puech* et comp.; qu'elles étaient par conséquent, la propriété de cette maison, qui n'avait fourni ses acceptations que sur cette garantie; que les sieurs *Rothschild* et les autres porteurs de traites qui provenaient directement ou indirectement du crédit de 30,000 liv. sterl. ouvert à la maison *Stanfort* et *Blunt*, de Londres, n'avaient aucun droit aux affectations consenties aux sieurs *Martin-Puech* et compagnie, ni aucun privilège exclusif, au préjudice de la masse des créanciers de ces derniers, dont ils devaient partager le sort commun. Ils ont conclu en conséquence à ce que la somme de 273,847 fr., provenant des ventes déjà faites par *Salavy*, et les autres deniers à recevoir du produit des marchandises non encore vendues, fussent remis à la masse des créanciers, nonobstant les oppositions des sieurs *Rothschild* et consorts.

13 déc. 1820, jugement du tribunal de commerce de Paris, qui accueille ce moyen de défense; ce jugement est ainsi conçu : « Le tribunal, statuant à l'égard des sieurs *Goldschmidt* et comp., et *Rothschild* frères, tiers porteurs de traites de *Stanfort* et *Blunt*, de Londres, sur *Martin-Puech* et comp. de Paris : — Attendu que la lettre de change ne donne que des droits personnels; — Que ces droits sont déterminés d'une manière positive par les art. 140 et 141 du Code de comm., contre tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change, ou ceux qui ont donné un aval de garantie, — Attendu que dans aucun cas, la provision ou les valeurs destinées à faire la provision des traites ne peuvent devenir la propriété des tiers porteurs, puisque aucune disposition de nos Codes civil et de comm. ne donne à ces derniers un semblable privilège; — Que la jurisprudence des Cours supérieures n'est pas plus favorable à la prétention des tiers porteurs, et que les arrêts qu'ils ont cités à l'appui de leur système ne sont nullement identiques ou analogues à l'espèce, etc.

« A l'égard des sieurs *Martin-Puech* et compagnie, et de leurs commissaires intervenans dans la cause : — Attendu que les marchandises réunies et réalisées par *Salavy* père et fils, de Marseille, leur ont été adressées de Malte, d'après les ordres et suivant les conventions primitives de *Stanfort* et *Blunt*, pour servir de provision au crédit de 30,000 liv. sterling, qui leur avait été ouvert par *Martin-Puech* et compagnie, de Paris; — Attendu que *Salavy* père et fils et compagnie

ont été mis en possession de la marchandise dont il s'agit comme commissionnaires mandataires de *Martin-Puech* et compagnie; qu'ils avaient été indiqués à *Stanfort* et *Blunt*, et reconnus par eux en cette qualité, dès le principe de l'opération; — Attendu que les sieurs *Martin-Puech* et compagnie ayant été mis en possession des marchandises dont il s'agit par l'intermédiaire de *Salavy*, père et fils et compagnie, ces marchandises sont entrées en leurs mains comme provision au crédit de 30,000 liv. sterling, donné à *Stanfort* et *Blunt*; — Que, dès lors, elles n'auraient pu être réclamées ou saisies par ceux-ci qu'à titre de revendication, en se conformant à toutes les dispositions du tit. 3 du Code de comm., notamment en résultant indemne l'actif du failli, ce qu'ils n'ont pas fait et n'ont pas demandé à faire; — Attendu que les porteurs des traites de *Stanfort* et *Blunt* sur *Martin-Puech* et compagnie n'ont pu, d'après les principes ci-dessus établis, agir en vertu de leurs titres, au nom des tireurs, puisque les traites dont ils sont porteurs ne leur donnent pas un privilège spécial, et que lors même que la maison de Londres eût revendiqué utilement ces marchandises, le produit serait dans la masse au profit de tous ses créanciers, sans distinction, et qu'à l'exception de plus forte les prétentions de *Goldschmidt* et de tous les tiers porteurs de traites; — Par ces motifs, déclare *Goldschmidt* et *Rothschild* frères, purement et simplement non recevables dans leurs demandes; ordonne que les marchandises adressées de Malte à *Salavy*, père et fils, ou leur produit, seront partagés par moitié entre *Martin-Puech* et compagnie et *Vidal* fils; fait mainlevée des oppositions de *Rothschild* et de tous autres, etc. »

Appel de la part des sieurs *Rothschild* et consorts.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Met l'appel au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 4 fév. 1822. — Cour roy. de Paris, — 2^e ch. — Prés., M. Agier. — Concl., M. Jambert, av. gén. — Pl., MM. Blanchet, Berryer père, Gauthier, Dupin jeune et Tripiet.

HYPOTHÈQUE — HÉRITIER.

Le titre hypothécaire contre le défunt, d'après la jurisprudence du parlement de Paris, ne conférerait pas de plein droit et par l'effet seul de l'attribution d'hérédité, d'hypothèque sur les biens de l'héritier; l'hypothèque contre l'héritier ne prend son origine que dans le jugement de condamnation prononcé contre lui, ou dans le titre reconnaissant qu'il aurait passé devant notaire.

Il en est de même lorsque la succession n'est ouverte sous l'empire du Code civil, nonobstant la disposition de l'art. 877, qui tout en déclarant que le titre exécutoire contre le défunt serait pareillement exécutoire contre l'héritier personnellement, ne peut être entendu en ce sens que le titre hypothécaire contre le défunt doit être aussi de plein droit hypothécaire contre l'héritier (1).

(1) Delvincourt, t. 2, p. 164, émet, sur ce point, une doctrine contraire, en se fondant sur la maxime, que l'héritier est la continuation de la personne du défunt, et il combat la doctrine de Ricard, qui, dit-il, pourrait avoir raison dans l'ancien droit qui obligeait à rendre exécutoires contre l'héritier, les titres qu'on avait contre le défunt, mais dont le système serait inadmissible aujourd'hui, parce que la loi

actuelle ayant déclaré ces titres exécutoires de plein droit contre l'héritier, les créanciers se trouvent placés, vis-à-vis de lui, dans la même position qu'ils étaient à l'égard du défunt. M. Dalloz, *Reu. alph.*, v. *Success.*, ch. 6, sect. 2, art. 1^{er}, n° 6, semble se ranger à cet avis. — Cette doctrine est nuisiblement erronée, et les motifs de l'arrêt ci-dessus en offrent une réfutation péremptoire, quo l'on

(Do Voiecléry — C. Lespinasse et autres.)

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le contrat de mariage des époux de Voiecléry, arrêté devant notaire le 21 juin 1780, a été passé sous l'empire de la coutume de Paris, dans le ressort de laquelle lesdits époux ont eu constamment leur domicile; — Considérant que le mari est décédé à Versailles le 13 oct. 1813, c'est-à-dire sous le régime du Code civil, laissant pour héritiers la demoiselle Chesnel, sa sœur, et le sieur Joubin, son neveu, qui ont accepté la succession purement et simplement; — Considérant que la veuve de Voiecléry, pour assurer le recouvrement de ses droits, a requis inscription les 9 oct. 1815 et 15 juillet 1816, en vertu de son contrat de mariage, non-seulement sur les biens de la succession de son mari, mais encore sur les biens personnels présents et à venir des héritiers de ce dernier; — Considérant que ce n'est que le 24 mars 1818 qu'elle a pris inscription sur lesdits héritiers, en vertu de jugemens de liquidation obtenus contre eux les 8 fév. 1817 et 11 fév. 1818, et qu'antérieurement à l'époque de ces jugemens, les créanciers personnels de Joubin, l'un de ces mêmes héritiers, avaient pris soin d'inscrire leurs titres de créances; — Considérant que, les biens personnels de Joubin ayant été expropriés et un état d'ordre tenu, la veuve de Voiecléry s'est présentée à la distribution du prix, et qu'elle a prétendu être colloquée à la date de ses inscriptions des 9 oct. 1815 et 15 juillet 1816, c'est-à-dire par préférence aux créanciers personnels de Joubin; mais qu'elle n'a obtenu devant le premier juge qu'un rang postérieur à ceux-ci, et qu'elle n'a été placée sur l'état qu'à la date de sa inscription du 24 mars 1818; — Considérant qu'il résulte de l'opinion de tous les auteurs, ainsi que de la jurisprudence adoptée par le parlement de Paris, 1^o que, dans le ressort de ce parlement, et antérieurement au Code civil, le titre hypothécaire contre le défunt ne conférait point par lui-même d'hypothèque sur les biens de l'héritier; n'ayant jamais été ceux du défunt, il n'avait jamais été possible au défunt de les engager; 2^o que l'adition d'hérédité pure et simple n'obligeait point hypothécairement l'héritier à payer, sur ses biens personnels, la dette du défunt; 3^o que l'hypothèque contre l'héritier ne prenait son origine que dans le jugement de condamnation prononcé contre lui, ou dans le titre réognitif qu'il aurait passé devant notaire, de telle sorte que, s'il s'était borné à reconnaître la dette hypothécaire du défunt par un acte sous seing privé, il n'aurait pas encore été d'hypothèque sur ses biens personnels; — L'insistant que l'ouverture de la succession de Voiecléry a eu lieu sous l'empire du Code, et qu'à la vérité, l'art. 877 porte « que les titres exécutoires contre le défunt sont pareillement exécutoires contre

l'héritier personnellement; » mais que ce n'est pas dire pour cela que les titres hypothécaires contre le défunt seront aussi hypothécaires de plein droit contre l'héritier;

Considérant que, si cet article rappelle une disposition de l'ancien droit normand, et s'il n'est que la répétition de l'art. 129 de nos statuts, il ne faut pas en conclure qu'on doive lui attribuer toutes les conséquences qu'il aurait produites d'après les anciens principes; qu'autrefois, en effet, selon le droit commun de la France, tout titre authentique, par cela seul qu'il était authentique, emportait hypothèque; et qu'en Normandie, le titre authentique exécutoire contre le défunt étant de plein droit contre l'héritier, on avait conclu qu'il était également hypothécaire contre cet héritier; — Mais considérant qu'il n'en est pas ainsi sous l'empire du droit nouveau; que l'hypothèque n'est plus une conséquence de l'authenticité, et qu'il faut, pour la créer, une constitution expresse et spéciale; d'où il suit que le contrat de mariage de la veuve de Voiecléry sera bien exécutoire contre l'héritier comme acte authentique, mais qu'il ne le sera point comme acte hypothécaire; — Considérant que l'adition d'hérédité pure et simple, sous l'empire du Code, n'engendre pas non plus, par elle seule, d'hypothèque contre l'héritier; qu'à la vérité, elle peut bien être assimilée à un contrat; mais qu'à ce titre elle ne saurait emporter de plein droit hypothèque par exception à tous autres contrats et au préjudice de l'art. 2129, qui détermine les conditions nécessaires à la constitution de l'hypothèque conventionnelle; — Considérant qu'un arrêt rendu par la Cour de cassation, le 3 dée. 1816, vient encore appuyer cette doctrine; — Considérant que, d'après l'art. 879, le droit de séparation des patrimoines ne peut plus être exercé lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur, et que d'après les auteurs comme d'après les lois romaines, il suffit pour opérer cette novation, de l'acceptation de l'hypothèque donnée par l'héritier sur ses biens personnels; — Considérant que, si une telle acceptation fait perdre au créancier le droit de séparation des patrimoines, c'est donc à dire que cette hypothèque n'existait pas de plein droit contre l'héritier; car, si elle eût existé, le créancier en l'acceptant n'aurait rien changé à l'état des choses: il n'aurait pas innové; — Considérant enfin que la veuve de Voiecléry se prévautrait encore inutilement de l'hypothèque légale que la jurisprudence accorde à partir de la promulgation du Code, aux femmes mariées, même sans contrat authentique, puisque l'art. 2121, qui, à raison de la nature de l'hypothèque qu'il établit, ne doit pas être étendu au delà de ses limites, porte (31^{re}): « Tous les droits et créances auxquels l'hy-

pothèque est due, ont le même rang; » — Considérant encore dans un arrêt conforme de la Cour de cassation, du 3 décembre 1816. — P. aussi dans le sens de ces arrêts, Delaportie, Pand. françoise, tom. 3, p. 381; Duranton, tom. 7, n^o 461; Vazeille, sur l'art. 877, n^o 3. « La maxime invoquée par M. Delvincourt, du ce dernier auteur, n'est pas d'une vérité absolue; elle a, dans l'expression, comme toutes les maximes, une généralité qui se restreint dans la pratique. On sait bien que l'héritier ne peut pas représenter parfaitement le défunt. Il succède à ses obligations parce qu'il succède à ses droits, et l'on a, contre lui, sur les biens de la succession, les mêmes moyens d'exécution qu'on avait contre le défunt; mais on n'a pas, sur la personne de l'héritier, les mêmes moyens qu'on avait sur la personne du défunt; l'un ne peut pas

toujours faire ce que l'autre avait promis, et le contraignant par corps ne s'étend pas de celui-ci à celui-là. Le régime des hypothèques est établi de telle manière que l'hypothèque générale, progressive sur les biens qu'acquiert le débiteur immédiat, est arriérée à sa mort; la loi ne l'étend pas sur l'héritier. L'art. 887 ne fait dériver de l'acceptation de l'héritier qu'une obligation personnelle pour l'héritier, dont les biens propres sont le gage, sans doute, selon l'art. 887; mais ce gage n'est pas l'hypothèque, et, pour la produire, il faut, ou la consentement formel du propriétaire, dans un acte authentique, ou une condamnation judiciaire prononcée contre lui. » — V. encore Troplong, des Hypoth., t. 2, n^o 390.

thèque légale est attribuée, sont ceux des femmes mariées sur les biens de leur mari; à or, les biens de l'héritier n'ont jamais été ceux du mari; donc cette hypothèque ne frappe pas les biens de l'héritier: — Considérant qu'un système contraire entraînerait les plus graves inconvénients, et porterait une atteinte formelle au principe de la publicité, première base du régime hypothécaire actuel, puisqu'il en résulterait qu'une hypothèque légale, et par cela même dispensée d'inscription, pourrait, par l'effet d'hérédités successives, s'étendre à l'infini sur les biens de personnes qui ne seraient ostensiblement dans aucun des cas qui donnent lieu aux hypothèques légales; — Considérant que de tout ce qui précède il résulte, en ce qui touche les biens personnels de Joubin, que la veuve de Vieoiercy n'a point d'hypothèques d'aucune espèce par son contrat de mariage, point d'hypothèque engendrée par l'adoption d'hérédité sous l'empire du Code, point d'hypothèque légale qui résulte de la promulgation de ce Code, enfin point d'hypothèque judiciaire, puisqu'il n'existe pas de jugement pour servir d'appui aux inscriptions dont la veuve de Vieoiercy réclame l'effet; qu'ainsi elle doit succomber dans tous les moyens; — Confirme, etc.

Du 4 fév. 1822. — Cour roy. de Caen, — 2^e ch. Prés., M. Leuennet, p. p. — Concl., M. Rousselin, av. gén. — Pl., MM. Simon et Bonnesur.

DOT. — ACTION. — PAIEMENT.

Le mari seul a qualité pour exercer les actions dotales; ainsi seraient nulles les poursuites exercées par la femme, même autorisée du mari, contre les débiteurs de deniers dotaux. (Cod. civ., 1549.) (1)

(Fredon — C. Brzon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en fait, que la somme dont le paiement fait l'objet de la saisie, d'ant s'agit au procès, est dotale à Marie Dugé, épouse Fredon; que, cependant la saisie a été faite à sa

requête, et que son mari n'a paru dans l'acte de saisie que pour autoriser sa femme; — Attendu, en droit, que, d'après la disposition de l'art. 1549 du Code civil, le mari seul a le droit de poursuivre les débiteurs et détenteurs des biens dotaux et de recevoir le remboursement des capitaux; que ce droit lui est exclusivement personnel et doit être exercé directement par lui; qu'ainsi, une semblable poursuite, faite au nom de la femme, lors même qu'elle serait assistée de son mari, est irrégulière; — Met l'appel, au néant, ordonne, etc.

Du 4 fév. 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Guillebert, av. gén. — Pl., MM. Fournier et Giry.

1^o DOT. — ESTIMATION.

2^o COMPTE DE TUTELLE. — MINEUR. — TRAITÉ.

3^o CAUTIONNEMENT. — COMPTE DE TUTELLE. — NULITÉ.

1^o Avant le Code civil, l'estimation de l'immeuble dotal faite dans le contrat de mariage, n'en transmettait pas la propriété au mari, s'il résultait des circonstances de la cause que cette estimation n'avait été faite que pour servir à la fixation des droits de contrainte, et non pas pour rendre le mari propriétaire de l'immeuble (2).

2^o La renouciation faite par un enfant mineur dans son contrat de mariage, à la reddition du compte de tutelle que lui doit son père, en considération de la constitution de dot qui lui est faite, et la reconnaissance faite par le mineur, dans ce contrat, que son père était devenu propriétaire de la dot immobilière de sa femme, par l'estimation qui lui avait été donnée dans le contrat de mariage, sont nulles, alors même que le mineur a procédé avec l'autorisation et l'assistance de son père tuteur et de son grand-père. C'est le cas d'appliquer l'art. 472, Cod. civ., qui annule tout

contrôle, il devint nécessaire de fixer un prix à la chose dotale, pour régler la perception du droit, et alors il y avait souvent des contestations pour savoir si l'estimation avait pour objet le contrôle, ou le transport de la propriété.... L'arrêt ci-dessus est un exemple des contestations de cette nature, qui ont été soulevées sur d'anciens contrats de mariage. La jurisprudence moderne en fournit encore de nombreux. V. notamment un arrêt de la Cour de cassation du 3 janv. 1831 (Volume 1831), qui décide qu'antérieurement au Code civil, et dans le ressort du parlement de Toulouse, l'estimation des biens fonds donnés en dot à la future, valait vente au profit du mari, s'il n'y avait convention expresse contraire.... à moins qu'il ne résultât du contrat que l'estimation avait été faite seulement pour la fixation des droits de contrôle; — Qu'en tout cas l'arrêt qui le décidait ainsi, en se fondant tout à la fois sur l'ancienne législation combinée avec la jurisprudence, et sur l'interprétation du contrat, ne pouvait, à cet égard, donner ouverture à cassation. — On peut voir encore un arrêt de la Cour royale de Toulouse du 11 juin 1830 (Volume 1830), qui décide en principe que l'estimation, dans un contrat de mariage, des biens constitués en dot, suffisait, dans les pays de droit écrit, pour en transférer la propriété au mari, etc... Quoi qu'il en soit, ces difficultés ne peuvent plus se présenter aujourd'hui. Comme le dit encore M. de Malville, loc. cit.: « Les art. 1551 et 1552 d'ailleurs, avec raison les meubles des immeubles, à moins de déclaration formelle, les premiers sont censés vendus, mais non les seconds; et cette distinction est très avantageuse à la femme. »

(1) La question a été jugée en sens divers. V. la note sur l'arrêt de Toulouse du 1^{er} pluv. an 10.

(2) C'est là un point qui avait donné lieu à de grandes controverses. Nous les avons indiquées en rapportant un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} mars 1809, qui, reprenant d'après les principes du droit romain, a jugé que l'estimation des immeubles donnés en paiement d'une dot constituée en argent, valait vente au mari, à moins de convention expresse que les biens ainsi constitués seraient rendus en nature. V. cet arrêt à sa date et les observations qui l'accompagnent. — D'après l'arrêt ci-dessus, la difficulté, ainsi qu'on le voit, n'était plus de savoir si, en principe, l'estimation valait ou non vente en faveur du mari; mais de savoir si cette estimation avait eu pour objet de transférer la propriété ou seulement de servir à la fixation du droit de contrôle: et cette difficulté n'a pas donné lieu à un moindre débat que la précédente. M. de Malville, dans son *Analyse de la législation du Code civ.*, sur les art. 1551 et 1552 a dit: « La règle générale étoit que dès que la chose donnée en dot étoit mise à prix par le contrat de mariage, elle étoit censée vendue au mari, au péril duquel elle passait, et qui ne devoit plus que le somme. *Estimata facit emptorem*. L. 10, ff. de jure dotum. *Mortuus summo velut pater debitor efficitur*. L. 5, C. cod. *Et in se periculum ad herum receptum*. L. 10, cod. V. Lapeyrière, lettre D, n° 126, et Laroche, liv. 6, tit. 41, art. 10. Cette jurisprudence étoit bonne tout qu'il n'y avoit pas d'enregistrement, et que le prix donné à la chose dotale, ne pouvoit avoir d'autre objet que d'en transporter la propriété au mari; mais depuis l'établissement du

traité fait par un mineur avec son tuteur, lorsque ce dernier n'a pas rendu compte
 3^o le cautionnement donné pour faire ratifier en temps utile la traite intervenu entre le tuteur et le mineur avant toute reddition du compte de tutelle, est nul comme le traite lui-même. (Cod. civ., 2102.) (1)

(Vigouroux — C. Samazeuilh. — ARRÊT.)

LA COUR; — Attendu, sur la première question, que s'il est vrai qu'aux termes du droit romain et de l'ancien droit français, l'estimation du fonds constitué en dot en transportait la propriété au mari, il est vrai aussi que la création des droits du contrôle avait fait modifier ces principes, et qu'ils ne recevaient d'application, que lorsqu'il apparaissait que l'estimation du fonds dotal avait été faite pour en transporter la propriété au mari, et non pour servir à la création des droits de contrôle; — Attendu, en fait, que les premiers juges ont erré quand ils ont cru que la constitution faite par Marguerite Malbec, en 1792, n'était passible d'aucun droit proportionnel, puisqu'un contraire, la loi des 5 et 19 déc. 1790 la soumettait à un droit proportionnel de 10 s. par 100 liv., lequel a été perçu; — Attendu qu'il est manifeste que ce fut la perception de ce droit qu'on eut en vue, quand on évalua à 7,000 fr. les biens et droits constitués par Marguerite Malbec; qu'on ne pouvait pas supposer l'intention à l'on de vendre, et à l'autre d'acquiescer des biens et droits qui étaient encore indivis, et dont on ne connaissait parfaitement ni la consistance, ni la situation; qu'ainsi il ne fut inséré au contrat aucune clause de reconnaissance et de remploi, ce qu'on n'aurait pas manqué de faire si tous les biens et droits de Marguerite Malbec avaient été convertis en une créance de 7,000 fr.; — Qu'au surplus, le sieur Vigouroux lui-même reconnut formellement qu'il n'avait pas acquis la propriété des biens paternels et maternels de son épouse, lorsque, après le décès de cette dernière, il figura dans le partage des successions de ses beau-père et belle-mère, non en son nom propre, et comme seul propriétaire, mais comme père, et légitime administrateur des biens de ses enfants;

Attendu, sur la deuxième question, qu'il faut distinguer dans le contrat de mariage de 1812, les conventions inhérentes à ce contrat, celles faites en contemplation du mariage entre les futurs époux, et en leur faveur, d'avec les conventions faites entre Marie Vigouroux et son père, et qui auraient pu également être faites hors dudit contrat de mariage, sans qu'il eût rien manqué à celui-ci; — Que ces conventions qui eurent pour objet 1^o la reconnaissance de la part de Marie Vigouroux, que son père était propriétaire des biens et droits constitués par sa mère; 2^o la renonciation de la part de Marie Vigouroux au compte de tutelle et de gestion que son père lui devait, constituent un traité qui fut radicalement nul dès l'origine; — Qu'il le serait lors même que Marie Vigouroux aurait été émancipée par le mariage, ou en pleine majorité, puisque l'art. 472 du Code civ., annule tout traité intervenu entre le mineur devenu majeur et son ancien tuteur, avant que celui-ci ait régulièrement rendu son compte; — Que la nullité de ce traité devrait plus absolue et plus radicale si on considère que Marie Vigouroux, encore mineure, ne pouvait procéder qu'avec l'assistance et le consentement

de son père, aurait cependant traité avec lui, ce qui rendrait celui-ci auctor in rem sua, et ce qui n'offrirait plus le concours des deux volontés et des deux capacités nécessaires pour la formation d'un contrat synallagmatique; — Qu'on ne peut pas dire que la présence du grand-père paternel effaçait ce qu'avait d'irrégulier le double rôle joué par le père; qu'en effet, le père étant plein de vie, l'assistance du grand-père, dont le consentement n'était pas nécessaire pour la validité du mariage, ne remplissait pas le vœu des art. 1035 et 1398, Cod. civ.; qu'on ne peut pas même considérer le grand-père paternel à l'égard d'un subrogé tuteur, puisque, d'un côté, la présence d'un subrogé tuteur n'aurait pu valider les actes faits par le mineur, et que d'autre part, le grand-père paternel ne pouvait point remplir des fonctions dévolues par la loi à un parent de la branche maternelle; — Attendu, dès lors, que la nullité du traité dont il s'agit replaçait les parties au même état où elles étaient auparavant, le sieur Vigouroux doit délaisser des biens qui ne lui appartiennent point, et rendre de leur gestion et administration un compte dont rien ne saurait l'affranchir;

Attendu, sur la troisième question, que d'après l'art. 2012 du Code civil, le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable; d'où il suit que la non-validité du traité dont l'exécution avait été garantie par divers membres de la famille Samazeuilh, entraîne la nullité du cautionnement; — Qu'à la vérité, le sieur Vigouroux argumente de la partie 2^e, art. 2012, qui excepte de la disposition principale le cas où l'obligation cautionnée n'est annulée que par une exception purement personnelle à l'obligé, mais que cette exception ne saurait être appliquée à l'espèce; que le sieur Vigouroux suppose que la minorité seule de sa fille opère la nullité de la convention; que cette supposition est inexacte, puisque, ainsi qu'on l'a prouvé, le traité, eût-il été souscrit par deux majeurs, n'en serait pas moins nul, aux termes de l'art. 472 du Code civil; — Qu'en outre, l'exception posée par l'art. 2012 suppose le cas où la nullité relative de l'obligation civile n'en laisse pas moins subsister une obligation naturelle, dont le cautionnement doit toujours garantir l'exécution; mais que, dans l'espèce, le défaut des deux volontés et des deux capacités nécessaires pour former un contrat innuit qu'il n'y a pas de contrat, et que, par là, il n'y a pas plus d'obligation naturelle que d'obligation civile; — Qu'enfin, tout se réduit, dans le traité, et de la part de la mineure, à une erreur de fait, relativement à la teneur du contrat de mariage de 1792, et à une renonciation aux comptes qui lui étaient dus; qu'on ne voit pas la res obligations naturelles que l'art. 2012 a voulu qu'on pût cautionner, et qu'on ne voit pas, surtout, quel genre de garantie le sieur Vigouroux pouvait exercer, quand il ne s'agit pour lui que de délaisser des biens qui ne lui ont jamais appartenu, et dont il n'a pas payé le prix, ou de rendre un compte dont il ne pouvait pas légitimement et gratuitement s'approprier le reliquat; — Par ces motifs, réformant, etc.; — A déclaré et déclare que la valeur donnée aux droits et biens constitués par la dame Marguerite Malbec, dans son contrat de mariage du 3 mai 1792, ne transporte point au sieur Vigouroux, son mari, la propriété desdits

(1) V. dans ce sens, Cass. 14 déc. 1818; Paris, 14 août 1812, et les notes, arrêts qui décident que l'art. 472 du Code civ. qui annule tout traité fait par un mineur avec son tuteur, lorsque ce dernier n'a pas encore rendu compte, s'applique même au

cas d'un traité par contrat de mariage, bien que le mineur ait été assisté dans le contrat des personnes dont le consentement lui était nécessaire pour se marier.

hiens et droits, lesquels continuèrent d'appartenir à ladite dame, et sont devenus par son décès, la propriété des deux enfans qu'elle a laissés; — Déclare de nul effet, et comme non avenue, le traité conclu entre le sieur Vigoureux et la dame Samazeuilh sa fille, dans le contrat de mariage de cette dernière, en date du 14 janv. 1812, ledit traité consistant dans les déclarations, reconnaissances et renonciations faites par ladite dame en faveur de son père; — Condamne, en conséquence, etc.

Du 5 fév. 1822. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. — Prés., M. d'Aideguier. — Concl., M. de Bastoulh, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Barrué, Romiguier et Decamps.

SAISIE-GAGERIE. — COLON PARTIAIRE.

Le colon partiaire est un véritable fermier contre lequel, par suite, le propriétaire peut user de la saisie-gagerie pour obtenir la portion de fruits qui lui est due par le colon partiaire comme prix de la jouissance.

Brest. — C. Aoult. — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le colon partiaire est un véritable fermier; que la portion de fruits qu'il doit au propriétaire est le fermage qui constitue le prix de sa jouissance; que, lorsqu'il n'acquiesce pas ce fermage, le propriétaire peut suivre contre lui les voies que la loi trace à tout propriétaire non payé de ses fermages; que parmi ces voies est celle de la saisie-gagerie sur les effets et fruits existant sur la propriété affermée; qu'ainsi, sous ce rapport, la procédure de l'appelant a été mal à propos annulée par les premiers juges; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, déclare bonne et valable la saisie-gagerie des 13-14 août dernier, etc.

Du 6 fév. 1822. — Cour roy. d'Al. — 2^e ch. — Prés., M. Cappeau. — Pl., MM. Perrin et Vallet.

LETTRE DE CHANGE. — PROVISION. — FAILLITE.

Du 6 fév. 1822 (aff. Leray — C. Orinel). — Cour roy. de Rennes. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 28 juin 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

PRISE MARITIME — LIQUIDATION. — PIÈCES DE BORD — NEUTRE. — BATIMENT DE L'ÉTAT.

La disposition du règlement du 26 juillet 1818, d'après laquelle la liquidation des captures faites sur des neutres, doit être faite sur les pièces de bord, n'est pas susceptible d'exception à raison de ce que la capture aurait été faite par un bâtiment de l'Etat.

Les captures ne peuvent prétendre que les pièces de bord ont été retenues par les capteurs, lorsqu'il n'a été fait inventaire de ces pièces en leur présence, et qu'ils n'ont fait dans le procès-verbal de cet inventaire, aucune protestation relative aux pièces, ni à l'état de la boîte dans laquelle elles étaient renfermées.

(Mac-Pherson, Security et autres.)

Le navire américain l'Océan, capturé en 1810 par la frégate française la Bellone, et déclaré de bonne prise par la commission de l'île-de-France où il avait été conduit, fut vendu avec sa cargaison, au profit de l'Etat. — Mais, sur l'appel des

capturés, le conseil des prises reforma la décision de la commission de l'île-de-France et ordonna la restitution du navire et de la cargaison, ou de la valeur éstimative. Il devint alors nécessaire de procéder à une liquidation. — Une décision du ministre rejeta plusieurs articles de la demande, sur le motif qu'ils n'étaient pas justifiés par les pièces de bord.

Pourvol de la part des capturés qui soutiennent que les capteurs n'avaient pas rempli, relativement aux pièces de bord, les formalités qui leur étaient prescrites par les règlements des 24 juin 1778 (art. 7), 27 sept. 1778 (art. 5), 4 août 1781 (art. 3), 30 sept. 1781 (art. 1^{er}), qui leur enjoignaient « de réunir tous les papiers de bord, de les mettre dans un sac, en présence du capitaine capturé, de cacheter ce sac du double cachet des capteurs et des captures, et enfin de remettre ces papiers de bord, ainsi cachetés, à l'autorité du port, chargée du contentieux des prises; » que si ces pièces n'existaient plus, c'était par le fait des capteurs qui s'en étaient emparés, et qui seuls pouvaient être tenus de les produire; que ne le faisant pas, ceux réclamans ils étaient fondés à représenter des pièces hors de bord, pourvu qu'elles fussent authentiques.

LOUIS, etc.; — Vu le règlement du 26 juill. 1778, concernant la navigation des bâtimens neutres en temps de guerre; — Considérant que le règlement du 26 juill. 1778 a déterminé le mode de liquider les captures faites sur les bâtimens neutres, et qu'aux termes de l'art. 11, la liquidation ne peut être faite que sur les pièces de bord; — Considérant qu'aucun autre règlement n'a établi d'exception à l'égard des neutres qui auraient été capturés par les bâtimens de l'Etat; — Considérant que la liquidation du navire l'Océan a été faite sur les pièces de bord décrites au procès-verbal d'inventaire du 18 avril 1810; — Considérant que dans les réserves faites par le capitaine Mac-Pherson, sur le procès-verbal d'inventaire, il n'en est aucune qui soit relative aux pièces de bord ni à l'état de la boîte dans laquelle lesdites pièces étaient renfermées;

Art. 1^{er} La requête des sieurs Mac-Pherson et consorts est rejetée.

Du 6 fév. 1822. — Ordon. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Taubé. — Pl., M. Duclos.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — PÉREMPTION. — TIERS.

Lorsqu'un jugement par défaut, rendu sans que comparait, est resté six mois sans exécution, il est tellement non avenue et comme non existant, que l'exécution volontaire ou l'acquiescement de la partie condamnée, ne peut lui rendre le caractère de jugement, et lui attribuer l'effet de la chose jugée... surtout relativement aux tiers qui ont intérêt à empêcher de la péremption. (Cod. proc. civ., 157; Cod. civ., 1350.) (1)

Billet et Desfosses — C. Nicolas. — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 156 du Code de procédure exige que le jugement rendu par défaut contre une partie qui n'a pas constitué avoué, soit exécuté dans les six mois de son obtention, sinon qu'il soit réputé non avenue; que l'art. 159 du Code de procédure ne reconnaît d'autre exécution que lorsque le condamné a été emprisonné ou recommandé, ou que la saisie d'un ou de plusieurs de ses immeubles lui a été

(1) V. conf., Cass. 6 avril 1810 (Volume 1810), et le résumé de doctrine et de jurisprudence placé sous cet arrêt. — Add. dans le même sens, Metz, 26 mai 1819. — V. néanmoins, l'observation

qui accompagne un arrêt de la Cour royale de Limoges du 21 janv. 1816. — V. encore en sens contraire de l'arrêt ci-dessus, Caen, 25 avril 1811. — Mais voy. la note sur cet arrêt.

notifiée, ou que les frais ont été payés, ou enfin lorsqu'il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante; — Considérant que Billet et Desfosses, qui ne peuvent produire aucuns de ces actes qui aient eu lieu dans les six mois de l'obtention des jugemens par défaut, présentent pour en leur lieu, l'acquiescement qu'ils disent leur avoir été donné par la partie défaillante dans le délai de la loi; — Qu'ils soutiennent que, dès le 16 déc. 1816, Nicolas exécuta les jugemens, qu'il leur donna quelque acompte, les pria de lui accorder un délai, ce à quoi ils consentirent, et que le même jour 16 déc., il souscrivit, à leur profit, pour les sommes dont il restait débiteur, des billets à nu an de date; — Qu'ils ajoutent que, ces billets ayant été, faute de paiement, protestés à leur échéance, Nicolas déclara, le 25 déc. 1817, et signa sur la grosse des jugemens de 1816, qu'il les reconnaissait, qu'il y acquiescalt, qu'il en consentait l'exécution, mais seulement pour les sommes réduites, et qui, à quelques frais près, sont les mêmes que celles exprimées dans les billets; — Que de ces différens faits, il résulterait nécessairement, suivant eux, que l'exécution des jugemens a été connue de la partie défaillante, ce qui, aux termes de l'article cité, suffit pour empêcher la péremption; — Considérant que les billets qui paraissent souscrits par Nicolas, le 16 déc. 1816, n'ont pour des tiers, de date certaine que du jour de l'enregistrement du protêt qui en a été fait, et que l'enregistrement n'est que du 17 déc. 1817; que son acquiescement aux jugemens est du 26 du même mois de déc., et qu'il n'a même été soumis à la formalité de l'enregistrement que le 22 juillet 1818; — Qu'à celle de ces époques la plus rapprochée de 1816, le délai fixé par la loi pour leur exécution étant expiré depuis longtemps, ils étaient réputés non avants; — Qu'en vain Billet et Desfosses prétendent qu'au moins les jugemens ont dû reprendre leur force à compter du jour de l'enregistrement du protêt des billets, puisqu'on ne peut plus douter qu'à cette époque la partie défaillante n'ait nécessairement eu connaissance de leur exécution; — Attendu que, la loi répétant non avens, c'est-à-dire non existant, le jugement rendu par défaut contre une partie qui n'avait pas d'avoué, s'il n'est exécuté dans les six mois de son obtention, il n'est plus de moyen légalement possible de lui faire produire aucun effet après ce délai; — Qu'on ne peut être touché

de l'objection sur laquelle on insiste: que le seul motif du législateur a été d'empêcher qu'un débiteur ne devint la victime d'une procédure clandestine, que la précaution prise étant dans l'intérêt du débiteur seul, on ne peut s'opposer à ce qu'il renonce à un droit introduit en sa faveur; — Attendu que la partie condamnée peut sans doute ne pas profiter de l'aneantissement d'un jugement obtenu contre elle, qu'elle peut payer, s'obliger de nouveau ou sous signature privée, ou par acte notarié, mais qu'elle n'a pas le pouvoir, d'accord avec son créancier, de faire un jugement; — Que, dans le sens de la loi, et d'après son texte précis, il n'y en a point eu contre Nicolas; que l'existence de ceux rendus par défaut était subordonnée à leur exécution dans les six mois; que cette condition essentielle n'ayant pas été remplie, les jugemens n'ont jamais existé; — Ordonne que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet, tous les droits de Billet et Desfosses réservés contre Nicolas.

Du 7 fév. 1822. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delaméthérie. — Pl., MM. Maier et Delassalle.

EXPLOIT.—**NOM (MENTION DU.)**—**PARLANT A.** Est valable l'exploit qui mentionne le nom de la personne à qui l'huissier a parlé, encore bien qu'il ne dise pas que copie lui en ait été remise. (Cod. proc., 61 et 456.) (1)

(Sibert—t. Sibert.)

Le sieur Sibert fils fait signifier un acte d'appel à la veuve Sibert, mais l'huissier ne fait pas mention qu'il lui a remis la copie; il dit seulement avoir parlé à la veuve Sibert, intimée. — Cette dernière a demandé la nullité de l'appel en se fondant sur les art. 61 et 456 du Code de procéd.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le vœu des art. 61 et 456 du Code de proc., ayant été suffisamment rempli dans l'exploit d'appel dont il s'agit, c'est le cas de rejeter la fin de non-recevoir; — Rejette ladite fin de non-recevoir, etc.

Du 7 fév. 1822. — Cour roy. de Grenoble.

SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION. — **SOLIDARITÉ.** — **ACTIF.** — **DIVISION.**

Tous les associés en participation sont solidaires tenus des dettes de la société envers les tiers. (2)

En cas de faillite de l'un des associés en parti-

qui a reçu la copie, sans indiquer que l'huissier lui a parlé, la nullité ne devrait pas être prononcée, le premier de ces deux motifs contenant virtuellement la seconde: c'est ce qui a été jugé par la Cour royale de Grenoble, le 11 août 1820.

(2) Dans l'espèce, les engagements étaient pris par tous les associés. Mais la question a été sérieusement controversée dans le cas où l'engagement avait été contracté par l'un des associés en son nom personnel. Plusieurs arrêts ont jugé que, même dans ce cas, tous les associés sont obligés solidairement, pourvu toutefois que l'engagement ait été contracté dans l'intérêt de la société. L. Cass. 26 mars 1817; Bordeaux, 31 août 1821. Mais la Cour de cassation n'a pas persisté dans cette jurisprudence; et, par deux arrêts, l'un du 9 janv. 1821; l'autre du 8 janv. 1840, elle a jugé que les associés en participation ne sont pas solidaires pour les engagements contractés par l'un d'eux, en son nom personnel, même lorsque l'engagement a été souscrit dans l'intérêt de la société. C'est aussi dans ce sens que s'est prononcée la Cour royale de Bruxelles, le 12 janv. 1823 (V. supra à cette date), et celle

(1) Cette décision est critiquée, et avec raison selon nous, par M. Chauveau dans ses annotations sur Carré, Lois de la proc. civ., t. 1, quest. 318 ter. « Quoique cet arrêt puisse se justifier en quelque sorte, dit cet auteur, en disant qu'il n'était pas douteux que la partie ne fut prévenue, puisque l'exploit constatant qu'elle avait reçu l'avertissement sans intermédiaire, et de la bouche même de l'huissier. — Cependant, il nous paraît que, d'après l'esprit de la loi, ce n'est pas dans un avertissement oral que consiste la signification de l'exploit; la remise de la copie en est une partie essentielle, afin que, demeurant entre les mains de l'assigné, elle puisse former son titre, et lui servir à proposer les nullités dont ce titre pourrait être vicié. Or, la remise de la copie étant indispensable, la mention de cette remise l'est aussi; car l'exploit doit fournir la preuve de l'accomplissement de toutes les formalités. Nous pensons donc que l'exploit rédigé comme il l'était dans l'espèce serait nul. » — V. en effet, dans le sens de ces observations, Cass. 3 novembre 1818. — Remarquons toutefois que dans l'hypothèse inverse, celle où l'exploit nommerait la personne

cipation, il y a lieu de distinguer ses affaires particulières de celle de la société, afin que l'actif de la société soit appliqué aux dettes sociales, préférablement à celle de l'associé failli (1).

(Huariet Delcroix — C. Sturel et syndics Richard-Jacques.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les premiers juges ont bien jugé, et de l'aveu même de toutes les parties, en décidant, 1° qu'il y a eu société en participation pour l'entreprise des fortifications de la place de Metz, entre Sturel et les frères Richard-Jacques ; 2° que les associés sont solidaires envers les tiers créanciers de la société ; 3° que cette société n'est point faillie, mais seulement dissoute par la faillite des frères Richard-Jacques ; 4° que les affaires et la masse de cette société doivent rester séparées de celles de la faillite ; enfin en ordonnant qu'il serait procédé de suite à la liquidation de ladite société ; — Attendu qu'en prescrivant cette liquidation, les n'ont rien disposé touchant les objets qui doivent composer l'actif de la société : n la vérité, ils déclarent dans leurs motifs, que le fonds en matériaux que la société a dû avoir et d'avance, pour commencer son service, lui constituait un actif positif ; mais ils n'ont cependant établi aucun préjugé ni sur le montant réel de ce fonds, ni sur les difficultés nées et à naître, à cet égard, lesquelles conséquemment restent entières et à juger, lors de la liquidation, ainsi que les parties l'ont d'ailleurs reconnu ; — Attendu que l'ordonnance de paiement de 25,000 fr., remise avec acquit à Huariet et Delcroix, bailleurs de fonds, antérieurement à la faillite et conformément aux actes intervenus entre eux et les associés, est évidemment un objet appartenant à la société, et dès lors, entièrement étranger à la faillite ; d'où il suit que la demande des syndics en revendication ou rapport de cette ordonnance, a été justement écartée ; — Attendu enfin, que les syndics ont dû être condamnés aux frais ; — Confirme le jugement et condamne les syndics aux dépens, etc.

Du 7 fév. 1822. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannocelles, p. p. — Pl., MM. Charpentier, Crousse et Parant.

COMPTE DE TUTELLE. — INTÉRÊTS. — GÉRANT. — MANDATAIRE.

Celui qui a géré la tutelle au nom du tuteur, ne peut être considéré comme mandataire à l'égard des mineurs, et dès lors ne peut se prévaloir contre eux de l'art. 2001, Cod. civ., d'après lequel l'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées. — Il est soumis aux mêmes conditions que le tuteur, et comme celui-ci, il ne pourrait exiger l'in-

térêt de ses avances, aux termes de l'art. 474, qu'à dater de la sommation de payer, qui aura suivi la clôture du compte définitif rendu par le tuteur après la cessation de ses fonctions, et non pas seulement du compte rendu pendant la tutelle et qui présenterait simplement un état de situation.

(N... — N...) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que Jean Daniel ne peut être considéré comme mandataire, à l'égard des mineurs du deuxième lit, dans la gestion de leur tutelle ; il n'a pu l'exercer qu'au lieu et place de leur mère et intrinseque naturelle, et dès lors sous les mêmes conditions ; les appels, ses héritiers, n'ont donc point à se prévaloir de la disposition de l'art. 2001 du Code civ. ; — Attendu que c'est plutôt celle de l'art. 474 qui leur est applicable ; et encore il est à observer que le compte de 1791 n'ayant constitué vis-à-vis desdits mineurs, qu'un aperçu de compte et de simples états de situation, ces reliquats n'étaient point susceptibles d'intérêts vu que ce même art. 474 qui contient toute la législation sur ce point, et qui est conforme à l'ancienne jurisprudence, n'est véritablement relatif qu'à ceux des comptes définitifs de tutelle ; — Attendu qu'ainsi sous tous rapports, il y a lieu de rejeter la prétention des appels et avec d'autant plus de raison que dans la dépense générale dudit compte, leur auteur a obtenu une indemnité suffisante de ses peines ; — En conséquence, a mis l'appellation au néant, etc.

Du 8 fév. 1822. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannocelles, p. p. — Pl., MM. Charpentier et Crousse.

ENQUÊTE. — PROCÈS-VERBAL. — NOMS DES TÉMOINS. — DÉLÉGATION.

Du 8 fév. 1822 (aff. Lavisse.) — Cour roy. d'Amiens. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 27 mai 1823, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

SUBROGATION. — ACQUERER. — RÉMÈRE.

Du 9 fév. 1822 (aff. Vinchon.) — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 12 fév. 1821, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DONATION. — DONATAIRE. — AYANT CAUSE. — QUITTANCE. — DATE CERTAINE.

Le donataire n'est pas l'ayant cause du donateur, dans le sens de l'art. 1322, Cod. civ. — Ainsi, le débiteur d'une créance donnée ne peut opposer au donataire une quittance, sous seing privé, du donateur, datée d'une époque antérieure à la donation, mais enregistrée postérieurement. (Cod. civ., 1322.) (2)

(Puechegur — C. Pellet.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'intime Pellet ne sa

de Paris, le 22 nov. 1834. Telle est du reste l'opinion générale des auteurs, tant anciens que modernes. V. l'indication qui en est faite sous les arrêts précités de la Cour de cassation du 26 mars 1817, et du 8 janv. 1810. — V. aussi dans ce sens, nos observations sous un arrêt de Cass. du 28 germ. an 12.

(1) V. sur la distinction des dettes sociales et des dettes personnelles des associés, Cass. 13 mars 1823 et 18 mars 1824.

(2) La question est fort controversée, V. dans le sens de la décision ci-dessus, Angers, 22 nov. 1821 ; Nancy, 14 fév. 1828 ; Angers, 20 fév. 1829 ; Bordeaux, 30 mars 1829 ; Grenoble, 9 mai 1833. V. aussi Pothier, des Oblig., n° 743 ; Caulon, Quest. de droit, t. 2, p. 457. — Mais voy. en sens contraire, VII. — 1^{re} PARTIE.

Cass. 30 janv. 1826 ; 21 juill. 1830 ; Bordeaux, 19 nov. 1836. — Adde, sur le sens des mots Ayant cause et Tiers, dans les art. 1323 et 1325, Cod. civ., la dissertation de Toulhier, dans son t. 10, additions. — V. encore sur la question analogue et également controversée de savoir si le cessionnaire est l'ayant cause du cédant, tellement qu'on puisse opposer au premier l'acte sous seing privé émanant du second, et qui constate la libération du débiteur cédé, alors que cet acte n'a acquis date certaine que depuis la notification du transport, un arrêt en sens contraire de la décision ci-dessus, de la Cour de Bordeaux, du 26 juin 1840, ainsi que nos observations sur cet arrêt. — Jange, Cass. 23 août 1841 ; Colmar, 28 juill. 1819, et les notes sur ces arrêts où se trouve indiquée l'opinion des auteurs.

prétend libéré de la créance de la dame Canonge qu'en vertu d'un acte privé, enregistré postérieurement à la donation que la dame Canonge avait faite de la même créance, et par acte authentique, à la demoiselle Puechegur; qu'on ne peut considérer comme ayant causé, dans le sens de l'art. 1322 du Code civil, le donataire d'une créance qui en poursuit le paiement envers le débiteur porteur d'une quittance sous seing privé, non enregistrée avant la donation; que quoique le droit du donataire émane originairement du donateur signataire de la quittance, il n'est pas moins vrai que le même donataire est un tiers à l'égard du débiteur, et même à l'égard du donateur, en ce qui concerne l'empêchement de celui-ci d'attenter directement, ni indirectement, à l'irrévocabilité de la donation; d'où il suit, que dans ce cas, il y a lieu à l'application de l'art. 1328 du Code civil; qu'on ne peut trouver la novation dans les actes où le créancier n'est point intervenu; que la connaissance que le père de la demoiselle Puechegur, créancière, a eue de la vente faite à Pelet, et de la délégation faite à celui-ci de payer les dettes de la succession vendue, ne saurait nuire à ladite créancière; que, par conséquent, la notification de la donation a été valablement faite en la personne de l'héritier, qui était toujours le débiteur principal, à défaut de novation; — Attendu, en outre, que le titre du 28 mars 1816, portant, de la part de la veuve Sanveplane, renonciation à l'usufruit des biens de la succession de son mari en faveur dudit Pelet, est une pure allégation non justifiée; et que, cet acte fût-il régulièrement produit, il est constant qu'il n'aurait point de date certaine antérieure à la donation et à la notification dont il s'agit, au moyen de quoi il ne pourrait non plus être opposé à la demoiselle Puechegur; — Attendu qu'il n'a été allégué contre l'acte de donation des présomptions de fraude, ni graves, ni précises, ni concordantes; que tout prouve au contraire sa sincérité, et que la preuve ordonnée par les premiers juges est tout au moins frustratoire; — A mis l'appellation et le jugement dont est appel au néant; — Et mandant, et évoquant le principal, condamne, etc.

Do 11 fév. 1822. — Cour roy. de Nîmes. — 4^e ch. — Prés., M. Colonna d'Istria. — Concl., M. Gouland-Labaune, av. gén. — Pl., MM. Boyer et Esperandieu.

SAISIE-ARRÊT. — DÉCLARATION AFFIRMATIVE. — MISE EN DÉLIBÉRE.

Le tiers saisi ne peut plus, lorsque l'affaire a été mise en délibère, faire sa déclaration affirmative pour éviter d'être condamné comme débiteur pur et simple des causes de la saisie (1).

(1) Cette décision ne saurait être suivie : il est au contraire de jurisprudence qu'il n'y a pas de terme fatal pour faire la déclaration affirmative, et que tant qu'il n'est pas intervenu de jugement définitif, le tiers saisi est admis à faire cette déclaration ou à la régulariser par la production de pièces justificatives. V. Cass. 28 décembre 1813; Turin, 27 fév. 1808; Paris, 30 août 1810; Bordeaux, 16 juin 1814; Colmar et Lyon, 8 janv., et 19 juin 1830 (Volume 1830); Douai, 5 mars 1835 (Volume 1835). — V. aussi dans ce sens, Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1976; Roger, *Troisième de la saisie arrêt*, n° 557 — Toutefois le roy. en sens contraire, Paris, 16 mai 1810, arrêt d'après lequel le tiers saisi condamné par un jugement du première instance comme débiteur pur et simple, pour n'avoir pas joint à sa déclaration, les pièces justificatives,

(Domaines — C. Thevenet). — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'une saisie-arrêt a été faite à la requête de l'administration des domaines, entre les mains de Thevenet, avec assignation pour faire sa déclaration; qu'il n'en a fait aucune; qu'aux termes de droit, le tiers saisi doit être en ce cas déclaré débiteur pur et simple des causes de la saisie; — Qu'à la vérité, en la Cour, et le 9 de mois. Thevenet a fait sa déclaration; mais que, dès le 7, le rapport de l'affaire avait été fait, le ministère public entendu, et la cause mise en délibéré; qu'en cet état, aucune instruction n'est permise, et qu'une déclaration tardive est comme si elle n'existait pas; que Thevenet peut d'autant moins s'en plaindre, que devant les premiers juges et devant la Cour, il y a eu des délais infinis; — Ordonne que le jugement sortira son plein et entier effet, etc.

Du 12 fév. 1822. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Salle, p. p. — Concl., M. Pascand, av. gén.

INTÉRÊTS. — PRESCRIPTION.

Du 12 fév. 1822 (aff. Courtois). — Cour roy. de Metz. — V. cet arrêt infra, à la date du 15 février.

PUISSANCE PATERNELLE. — ENFANT NATUREL. — TUTELLE. — USUFRUIT LÉGAL.

Les droits dérivant de la puissance paternelle ne sont pas dévolus, de plein droit, au père naturel sur ses enfants reconnus — Ainsi le père naturel n'a pas droit, comme le père légitime, à la garde de ses enfants, à l'administration et à l'usufruit de leurs biens personnels. Les tribunaux peuvent, pour l'avantage des mineurs, confier la garde des enfants et l'administration des biens à la mère. (Cod. civ., 383, 384, 389.) (2)

(Lalanne. — C. Quehélat.)
En 1812, Bernarde Ermet et le sieur Lalanne ont reconnu, devant l'officier civil de Tarbes, pour leur fille naturelle, un enfant auquel ils ont donné le prénom de Catherine. — Dans la suite, Bernarde Ermet a épousé le sieur Quehélat. Les deux époux étoient au service d'un lord irlandais qui, par son testament, laissa une fortune considérable à Catherine Lalanne. — Il fallut pourvoir à l'administration des biens de la mineure.

Le 26 sept. 1820, une délibération du conseil de famille composé de voisins et d'amis, nomma le sieur Quehélat, époux de Bernarde Ermet, tuteur de Catherine Lalanne.

Le sieur Lalanne a attaqué cette délibération devant le tribunal civil de Tarbes. Il a soutenu qu'il était le tuteur et l'administrateur légal de la personne et des biens de sa fille naturelle, et il

ne peut offrir, sur l'appel, le dépôt et la communication de ces pièces.

(2) C'est là un point sur lequel les auteurs et la jurisprudence sont d'accord. V. Agon, 16 frim. an 14, nos observations et les autorités nombreuses qui y sont indiquées; Amiens, 12 août 1837 (Vol. 1838, 2, 157). — Mais la question gravement controversée, en cette matière, est celle de savoir si les père et mère ont de plein droit la tutelle légale de leurs enfants naturels. La négative a été soutenue par M. Rolland de Villargues dans une dissertation qui a été insérée au *Recueil de M. Sirey*, tom. 13, 2, 19, et que nous avons reproduite en partie sous un arrêt conforme de la Cour de Paris du 9 août 1811. V. cet arrêt à sa date. Mais voy. au sens contraire, Toulouse, 1^{er} sept. 1803, et les autorités diverses qui sont indiquées à la note.

a demandé en conséquence, que le tribunal lui accordât l'administration et la jouissance des biens de sa fille, et qu'il lui ordonnât qu'elle lui fût remise, et que la garde lui en fût confiée.

5 juin 1820, jugement qui déboute le sieur Lalanne de ses prétentions. Ce jugement est ainsi conçu : — « Attendu qu'il ne résulte d'aucune disposition de nos lois qu'il y ait lieu de nommer un tuteur à un enfant mineur, soit légitime, soit naturel, dont les père et mère existent et jouissent des droits civils ; — Attendu que les dispositions du Code civil n'assimilent les père et mère naturels aux légitimes, que quant au consentement au mariage et aux actes respectueux, prescrits par les art. 148 et suivants du Code civ., dont les dispositions sont déclarées, par l'art. 158, applicables aux enfants naturels légalement reconnus, et encore quant aux droits de correction énumérés dans les art. 376, 377, 378 et 379, qui sont aussi déclarés, par l'art. 385, communs au père et mère desdits enfants ; qu'il y a même cette différence, quant aux droits de correction, que la mère naturelle étant mise sur la même ligne que le père, paraîtrait ainsi plus favorablement traitée que la mère légitime, si l'on ne considérait que tous ces droits sont uniquement établis dans le seul intérêt des enfants ; qu'on ne trouve dans le Code civil aucune disposition relative à la puissance paternelle des père et mère naturels sur leurs enfants légalement reconnus, ni à la jouissance et à l'administration de leurs biens ; que les dispositions des art. 385 et 389, relatifs à cette jouissance et à cette administration, sont inapplicables, par leur contenance même, aux père et mère naturels, puisqu'il portent : *Le père durant le mariage et après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère, etc.* ; qu'il n'y a point les mêmes motifs, pour accorder au père naturel, la même prééminence qui est accordée au mari durant le mariage, comme le chef de la famille ; que, dans ce dernier cas, la femme elle-même est dans une dépendance nécessaire à l'égard du mari ;

« Qu'ainsi, la cause présente bien moins à examiner si la tutelle d'un enfant naturel est légale ou dative, qu'à décidera qui du père ou de la mère naturels sera confiée la garde Catherine Lalanne et l'administration de ses biens ; — Qu'à cet égard, soit qu'on consulte les principes du Cod. civ., soit qu'on interroge les monuments de la jurisprudence, une règle unique paraît devoir être le guide des tribunaux : c'est celle du plus grand avantage de l'enfant ; — Que cette règle a été tellement dominante dans la pensée du législateur, qu'en réglant les effets du divorce (qui alors était admis), il ne conserve point de plein droit, au père légitime la garde de ses enfants ; qu'il confère au contraire, à cet égard, un pouvoir discrétionnaire aux tribunaux qui, pour le plus grand avantage des enfants, peuvent ordonner qu'ils soient confiés même aux soins d'une tierce personne ; — Que, relativement à l'enfant, les père et mère naturels peuvent être assimilés à des époux divorcés ; que, dès que les père et mère vivent séparés, si l'on raisonne dans le droit naturel, la mère a une sorte de possession inhérente à sa qualité, et offre une garantie de tendresse et de dévouement qui semble devoir lui assurer une préférence ; que si l'on raisonne

dans le droit civil, d'où le père tire plus particulièrement son droit, la loi, ainsi qu'il a été observé, le subordonne entièrement aux intérêts de l'enfant ; — Attendu qu'il est notoire que Catherine Lalanne a reçu de Bernard Ermet, la nourriture, l'entretien et les soins affectueux d'une bonne mère ; que Lalanne, au contraire, si on excepte l'acte de reconnaissance de sa fille, ne paraît s'être jamais occupé d'elle ; qu'il ne lui a rien fourni pour son entretien, ni donné aucune autre marque d'affection paternelle, et l'avait, en quelque sorte, abandonnée ; que c'est seulement lorsque Catherine a acquis quelque fortune par la libéralité d'un bienfaiteur, qu'il l'a rappelée à son souvenir, et qu'il a cru pouvoir se procurer l'administration et la jouissance de ses biens, en invoquant les droits de la puissance paternelle ; — Que, pour bien apprécier l'intérêt de l'enfant, il convient également de considérer la situation de ses père et mère ; que la dame Ermet a hérité d'une fortune considérable, qui doit tendre à l'élever dans la société, et avec elle sa fille, dans le cas où elle lui sera confiée ; que si on la confie, au contraire, à son père naturel, on la placera dans une situation diamétralement opposée, par conséquent, beaucoup moins avantageuse, et peut-être même nuisible ; que, dans ces circonstances, il est du plus grand intérêt pour Catherine Lalanne d'être confiée aux soins de Bernard Ermet, sa mère, etc. ; Par ces motifs, le tribunal annule la délibération du conseil de famille qui avait confié au sieur Queheillat la qualité de tuteur de Catherine Lalanne, et confie la garde de sa personne, et l'administration de ses biens, à Bernard Ermet, conjointement avec le sieur Queheillat, conservant au sieur Lalanne le droit de surveiller la conduite de l'éducation de sa fille. »

Appel de la part du sieur Lalanne.

ARRÊT.

LA COUR : — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation au néant, ordonne, etc. Du 13 fév. 1822. — Cour roy. de Pau. — Prés., M. de Charritte. — Concl. M. Batbie, cons.-aud. — Pl., MM. Catalogne fils et Perrin.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — EXÉCUTION. — PÉREMPTION. — SOLIDARITÉ.

Un commandement, même fait par l'acte de la personne du débiteur et l'inscription prise sur ses biens, ne sont pas des actes d'exécution, dans le sens de l'art. 156. Cod. proc. ; ils n'empêchent pas la péremption d'un jugement par défaut (1).

L'exécution d'un jugement par défaut, contre un codébiteur solidaire, est sans effet à l'égard des autres codébiteurs, en ce qui touche la péremption de six mois établie par l'art. 156 Cod. proc. — La péremption est acquise à leur profit, après six mois, nonobstant l'exécution faite dans les six mois contre leur codébiteur (2).

(Pauthon - C. Werlé et Bracard.)

Le sieur Arragon avait souscrit une lettre de change au profit du sieur Pauthon ; celui-ci l'avait passée à l'ordre du sieur Lambezat. — A l'échéance, Lambezat fit protester la lettre de change, faute de paiement, et assigna devant le tribunal de commerce de Limoges, Pauthon et Arragon.

(1) F. en ce sens, Cass. 10 nov. 1817 ; Trèves, 10 août 1810, et nos observations ; Paris, 14 janv. 1815 ; Riom, 9 juin 1820 ; Agen, 23 janv. 1822, et les notes. V. cependant, Paris, 31 déc. 1811 ; Riom, 12 fév. 1825.

(2) La question est fort controversée. V. le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne deux arrêts en sens contraires de la Cour de Montpellier du 20 août 1810, et de la Cour de Riom du 6 août 1821. — *Addé*, un arrêt de la Cour de Poitiers, du 19 juin 1821.

L'endosseur Pauthé comparut; le tireur Arragon, fit défaut. — 15 nov. 1817, jugement du tribunal de commerce qui condamne solidairement Pauthé et Arragon.

6 et 8 déc. 1817, signification à la requête de Lambezat du jugement de condamnation : 1^{re} au tireur, et 2^{de} à l'endosseur. — Deux jours après Lambezat fait signifier à Arragon, tireur, un commandement de payer, par rapport à sa personne. Il dirige également des poursuites contre Pauthé endosseur. Celui-ci fait signifier de son côté à Arragon un commandement de payer. — 18 mars 1818, inscription prise à la requête du sieur Lambezat sur les biens d'Arragon, tireur. — 10 mai 1818, Pauthé, endosseur, paie le montant de la lettre de change avec les intérêts et les frais, et reçoit une quittance sous seing-privé. Tels sont les actes d'exécution qui eurent lieu dans les six mois de l'obtention du jugement par défaut, du 15 nov. 1817. — Décès d'Arragon. — Sa succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire. Ses biens sont vendus.

Un ordre s'ouvre entre ses créanciers. Pauthé, comme subrogé aux droits, et notamment à l'inscription prise par Lambezat, le 18 mars 1818, est colloqué au second rang. Les sieurs Werlé et Bracad, autres créanciers inscrits, ont contesté cette collocation, sur le motif que le jugement en vertu duquel était prise l'inscription n'ayant point été exécuté contre Arragon dans les six mois de son obtention, était prime aux termes de l'art. 156 du Code de proc. civ.

9 juin 1821, jugement du tribunal civil de Limoges qui déclare périmé, respectivement à Arragon, ledit jugement du 15 nov. 1817, pour défaut d'exécution dans les six mois; et rejette par suite le sieur Pauthé de l'ordre. — Les motifs de ce jugement sont ainsi conçus : « Considérant que le jugement du tribunal de commerce de Limoges, du 15 nov. 1817, fut rendu contradictoirement avec le sieur Pauthé endosseur, et par défaut, contre Jean Arragon, tireur de la lettre de change; que, dès lors, ce jugement n'était pas sujet à la péremption à l'égard de Pauthé, tandis qu'au contraire il devait être exécuté dans les six mois de sa date, contre Arragon, sous peine d'être réputé non avenu; — Considérant que ce jugement peut bien avoir été exécuté par le sieur Pauthé, mais que lors même que cette exécution volontaire, qui n'a aucune date certaine, aurait eu lieu dans les six mois qui suivirent le jugement dont il s'agit, elle n'aurait pas interrompu la péremption à l'égard du sieur Arragon, contre lequel ledit jugement était par défaut; — Considérant que la solidarité qui existe entre l'endosseur et le tireur ne dispense pas celui qui a obtenu la condamnation solidaire de la ramener à exécution dans les six mois, contre chacun des défaillants en particulier, s'il veut lui conserver son effet à l'égard de tous; qu'en vain, pour se dispenser de cette exécution, on invoque l'art. 1206 du Code civil, qui porte : « Que les poursuites dirigées contre un débiteur solidaire interrompent la prescription à l'égard de tous; » cet article n'étant pas applicable à la péremption; — Considérant, en effet, que la prescription est un moyen d'acquiescer et de se libérer par un certain laps de temps; tandis que l'extinction d'une procédure et du jugement qui en a été la suite ne

fait acquiescer aucun droit et ne libère d'aucune obligation; que la péremption est seulement une peine infligée au créancier négligent, et un moyen de prévenir la fraude, qui ne produit d'autre effet que de remettre les parties au même et semblable état qu'elles étaient avant le jugement; — Considérant qu'il faut bien distinguer la solidarité qui dérive de l'engagement d'avec l'action à l'exercice de laquelle il donne lieu; que la solidarité de l'engagement est indivisible et subsiste contre tous les coobligés, indépendamment de toutes poursuites judiciaires; mais qu'il n'en est pas de même de l'action qui, dès l'origine, peut être restreinte à un ou plusieurs débiteurs solidaires, et qui s'y trouve restreinte par le fait, lorsque l'action est vicieuse ou éteinte par la péremption, à l'égard d'un ou de plusieurs codébiteurs; — Considérant que l'admission du principe contraire entraînerait les abus les plus graves, puisque dans ce cas le débiteur solidaire serait privé d'opposer les exceptions qui lui sont personnelles, aussi bien que celles qui résultent de la nature de l'obligation, faculté qui lui est accordée par l'art. 1208 du Code civil; qu'ainsi il pourrait être condamné définitivement sans avoir été appelé à se défendre, ce qui serait même contraire au droit positif et au droit naturel; qu'ainsi tout se réunit pour démontrer qu'un jugement obtenu contre plusieurs débiteurs solidaires ne conserve sa force et ne peut produire d'effet que contre celui ou ceux envers lesquels il a été exécuté dans les six mois de son obtention; — Considérant que ce principe est surtout applicable au cas d'un jugement contradictoire avec un des débiteurs solidaires, et par défaut contre les autres; — Qu'ainsi, dans l'espèce, le jugement du 15 nov. 1817, obtenu par défaut contre le sieur Arragon, non exécuté envers lui dans les six mois, doit être réputé non avenu à son égard, malgré que ce jugement ait eu dans le principe toute sa force contre le sieur Pauthé. »

Appel de la part du sieur Pauthé. — Il a soutenu que le jugement du 15 nov. avait eu une exécution suffisante pour prévenir la péremption; qu'il suffisait d'ailleurs que le jugement eût été exécuté par l'un des codébiteurs solidaires, pour qu'il ne pût tomber en péremption à l'égard de l'autre.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 14 fév. 1822. — Cour roy. de Limoges. — Pres., M. Rochon-de Valette. — Pl., M. M. Gery et Joseph Talandier.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — USUFRUIT. — DONATION ENTRE ÉPOUX.

Le legs fait par un époux à son conjoint en secondes noces, de l'usufruit de tous ses biens, pour autant que la loi lui permet de disposer en sa faveur, n'embrasse que l'usufruit de la quotité disponible. — Une telle disposition ne dit pas que le légataire ait droit à un usufruit qui soit l'équivalent de la quotité disponible (en toute propriété) qui pouvait être donnée à l'époux légataire (Cod. civ., 1094 et 1098) (1).

(1) V. conf., Bourges, 12 mars 1839 (Volume 1839); Angers, 8 juill. 1840 (Volume 1840). V. encore dans ce sens, Levasseur, Portion disponible, n° 87; Proudhon, de l'Usufruit, t. 1, n° 345; Colin-Delelle, Comment. analyt. des donat. et test., sur l'art. 1094, n° 8. « On invoquerait en vain,

dû ce dernier auteur, l'art. 917 du Code civil (article invoqué par la demandeur dans l'espèce ci-dessus), parce que cet article a été écrit pour le cas de la portion disponible ordinaire, laquelle est fixée par la loi en tout-propriété seulement; au contraire, dans le cas de l'art. 1094, la loi a

(Blondin — C. Watré.)

15 avril 1815, testament de demoiselle d'Hier, veuve en premières nocces du sieur Dérérable, et alors épouse du sieur Blondin, qui contient, entre autres, la disposition suivante : « Je donne et lègue audit Blondin, mon mari, l'usufruit et jouissance des biens tant mobiliers qu'immobiliers que je délaisserai pour autant que la loi me permettra de disposer en sa faveur, soit que je laisse enfans ou non, etc. »

Décès de la testatrice laissant cinq enfans, savoir : trois issus de son premier mariage avec le sieur Dérérable, et deux qu'elle avait eus de son second mariage avec le sieur Blondin. Le sieur Blondin réclame, en vertu de la disposition du testament qui le gratifie, l'usufruit du tiers des biens qu'avait laissés sa femme, attendu que l'intention de la testatrice a été de le gratifier de toute la quotité d'usufruit dont il lui était permis de disposer ; que dans l'espèce, et vu le nombre des enfans, la testatrice aurait pu donner en pleine propriété un sixième (part de l'enfant moins prenant), ce qui équivaut à un tiers en usufruit d'après l'art. 1094 du Code civil, qui assimile une moitié en usufruit à un quart en propriété.

Le sieur Watré, tuteur des mineurs Dérérable, répond que la disposition du testament n'est point équivoque ; qu'elle attribue au sieur Blondin l'usufruit de la portion de biens dont la loi permettait à la testatrice de disposer ; que cette portion était un sixième, vu le nombre des enfans ; que c'était donc l'usufruit du sixième que pouvait réclamer le légataire.

10 août 1821, jugement du tribunal civil d'Abbeville qui décide que le legs fait au profit du sieur Blondin, ne consiste que dans l'usufruit du sixième des biens délaisés par sa femme.

Appel de la part du sieur Blondin. L'appelant disait : En matière d'interprétation de testament, il faut surtout s'attacher à découvrir la volonté du testateur et en étendre plutôt qu'en restreindre les effets. *In testamentis plenius voluntates testantium interpretantur.* L. 12. ff. de Reg. jur. Dans l'espèce, il est bien évident que la testatrice a eu l'intention de donner à mon legs d'usufruit toute l'étendue que permettait la loi. Pour mesurer cette étendue il faut examiner ce qui pouvait m'être attribué en propriété. D'après l'art. 1098, je pouvais obtenir un sixième de la pleine propriété des biens de mon épouse. L'usufruit équivaut à cette quotité de propriété est du double de cette même quotité. Cela résulte expressément de l'art. 1094 du même Code. On doit donc m'attribuer l'usufruit du tiers des biens de la testatrice. On n'a que cette alternative, ou celle de me laisser prendre le sixième en pleine propriété de ces mêmes biens. Telle est la disposition de l'art. 917 du Code civil.

Pour l'intimé on répondait : Que le légataire n'avait pas entendu favoriser les secondes

noces, puisque la disposition de l'art. 1098 du Code civil n'est destinée qu'à restreindre les libéralités entre conjoints en secondes nocces : d'où il suit qu'il n'y avait pas lieu d'étendre, par voie d'interprétation, le legs fait au sieur Blondin ; — Que d'ailleurs il ne s'agissait, dans l'espèce, que d'un legs d'usufruit qui ne devait s'étendre que sur la portion des biens de la testatrice dont elle pouvait disposer au profit du sieur Blondin.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Met l'appellation au néant, etc. Du 15 fév. 1822. — Cour roy. d'Amiens. — ch. civ. — Prés., M. Dubourg. — Concl., M. Biquignon de Foutenay. 1^{er} av. gén.

INTÉRÊTS.—PRIX DE VENTE.—PRESCRIPTION. Les intérêts du prix d'une vente d'immeuble ne sont pas soumis à la prescription de cinq ans, (Cod. civ., 2277.) (1)

(Courtois — C. Gaultchet.)

La dame Gaultchet était débitrice envers le sieur Courtois d'une somme de 549 fr. 45 cent., faisant partie du prix d'une vente d'immeuble. — Il paraît que les intérêts de cette somme furent exactement payés jusqu'au 6 germinal an 9.

11 fév. 1820, le sieur Courtois fait commandement à la dame Gaultchet de lui payer les intérêts échus depuis le 6 germ. an 9. — Celle-ci offre de payer les intérêts des cinq dernières années ; elle soutient que les intérêts des années antérieures sont prescrits, aux termes du l'art. 2277 du Code civil.

Le sieur Courtois répond que la prescription de cinq ans, établie par l'art. 2277, n'est pas applicable aux intérêts du prix de vente d'un immeuble, attendu que cet article ne parle que des intérêts des sommes prêtées et des choses payables par année, et enfin, attendu que les intérêts du prix de l'immeuble ne sont que la représentation des fruits qu'il produit, et que perçoit l'acquéreur.

Jugement du tribunal de Sedan, qui condamne la dame Gaultchet à payer les intérêts échus depuis l'an 9, attendu que l'art. 2277 n'est pas applicable à l'espèce.

Appel de la part de la dame Gaultchet.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1652 du Code civil, l'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital, lorsque la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus ; qu'il suit de cette disposition que le capital et les intérêts dus au vendeur de l'immeuble ne forment qu'un seul et même prix, pour raison duquel il exerce ses droits sans restriction tant à l'égard des créanciers de l'acquéreur que contre ce dernier ; qu'il peut demander la résolution de la vente, à défaut de paiement du prix convenu ; que, dans

l'état en usufruit la portion dont chaque époux pouvait disposer : si l'époux donateur n'a donné que l'usufruit, mais de manière à excéder celui que la loi lui permettait de donner, il aura délégué plus en usufruit qu'en loi positive ne lui permettait, sans exprimer qu'il voulait donner autre chose.... La réduction doit donc s'opérer suivant la nature de la libéralité.... » — La doctrine contraire a cependant été consacrée par la Cour royale de Poitiers le 20 mars 1823. V. aussi dans ce dernier sens, Coulin, *Quest. de droit*, t. 2, p. 554, dial. 91. — Toutefois, lorsque le legs fait à l'époux est de la quotité disponible sans aucune désignation, les auteurs sont d'accord que les héritiers

n'ont pas le droit de réduire ce legs au simple usufruit. V. Delvincourt, t. 2, p. 219 et 220 ; Toellier, t. 3, n° 867 ; Grenier, t. 2, n° 450 (3^e éd.) ; Duranton, t. 9, n° 790 ; Vazeille, sur l'art. 1091, n° 11.

(1) La question est fort controversée ; mais la jurisprudence de la Cour de cassation paraît aujourd'hui fixée dans le sens contraire à la décision ci-dessus. V. le résumé qui accompagne un arrêt de la Cour royale de Paris du 31 janv. 1818. — V. encore sur la question analogie et aussi très gravement controversée, de savoir si les intérêts moratoires sont ou non soumis à la prescription de cinq ans, nos observations en note d'un arrêt de la Cour royale de Bordeaux du 13 mars 1820.

cette circonstance, l'acquéreur doit la restitution des fruits, au moins jusqu'à due concurrence des intérêts réduits, parce que, d'une part, cet acquéreur est considéré comme ayant possédé de mauvaise foi, de l'autre, parce que le vendeur qui n'est pas payé est plutôt propriétaire que créancier; qu'il en doit être de même à l'égard de l'acquéreur poursuivi en paiement de ce capital productif de sa nature des intérêts, lesquels ne sont pour le vendeur que la représentation des fruits de son immeuble; — Attendu que de l'article précité et des conséquences qui en découlent, l'on doit conclure que le législateur n'a pas entendu déroger à une disposition spéciale à la vente, par le dernier paragraphe de l'article 2177; que cet article, d'ailleurs, n'est relatif qu'aux intérêts des sommes prêtées, et généralement à tout ce qui est payable par année, expression qui ne peut s'entendre d'une matière réglée par des dispositions antérieures, et lorsque surtout, comme dans l'espèce, le vendeur ou les acquéreurs ont fixé l'époque à laquelle ils entendaient recevoir le prix de la vente; — Attendu, au surplus, que la libération du débiteur à l'aide de la prescription doit se renfermer dans les termes de la loi; qu'en cette matière tout est de rigueur; qu'on ne peut conséquemment raisonner par analogie pour étendre la prescription d'un cas pressé à un autre qui ne l'a point été; — Par ces motifs, met l'appel au néant, etc.

Du 15 fev. 1822.—Cour roy. de Metz.—Prés., M. de Juvécourt.—Pl., M. J. Crousse et Charpentier.

BAIL. — CESSION. — FOND DE COMMERCE. — VENTE.

La clause qui défend au locataire de céder son bail n'est pas rigoureusement obligatoire, dans le cas où c'est le vendeur d'un fonds de commerce qui a loué les lieux où ce fonds est établi. — L'acquéreur ayant la faculté de céder le fonds de commerce, a nécessairement la faculté de céder en même temps le bail. (Cod. civ., 1717.) (1)

(La dame Hue—C. Chafotte.)

17 nov. 1818, acte sous seing privé par lequel les sieur et dame Chafotte vendent aux sieur et dame Hue, un fonds de commerce de boulangerie. Une partie du prix de la vente est payée comptant. Les acheteurs souscrivent pour le restant, des billets à ordre. Il est stipulé dans l'acte qu'à défaut de paiement des billets, les vendeurs auront le droit de se faire reintégrer dans leurs fonds de commerce, et que les acquéreurs ne pourront le vendre ni le céder jusqu'à parfaite libération.

12 déc. 1818, acte devant notaire, par lequel les sieur et dame Chafotte, louent aux sieur et dame Hue, les lieux où était établie la boulangerie, sous la condition que les locataires ne pourront trans-

porter leur droit au bail, ni sous-louer partie des lieux sans le consentement exprès et par écrit des bailleurs.

Les sieur et dame Hue ne paient pas les billets à ordre, à leurs échéances.

Cependant le sieur Hue meurt, laissant une fille mineure. Un de ses créanciers fait pratiquer une saisie-régulation à son domicile : et le fonds de commerce allait être vendu. En cet état de choses, les sieur et dame Chafotte ont demandé, devant le tribunal civil de la Seine, 1^o la résolution de la vente par eux consentie aux sieur et dame Hue, faute de paiement du prix; 2^o la résiliation du bail, attendu que la vente du fonds de boulangerie allant avoir lieu, les locataires ne pourraient remplir la condition d'où dépendait leur bail, et qui consistait à ne céder, ni en tout ni en partie.

4 août 1821, jugement ainsi conçu : « Le tribunal, attendu que l'acte sous seing-privé fait double entre les sieur et dame Chafotte, d'une part, et les sieur et dame Hue, d'autre part, en date de Paris du 17 nov. 1818, ne contient pas en clause formelle de la résolution de plein droit, en cas de non-paiement; mais que, par une stipulation expresse, la faculté de vendre le fonds de commerce dont il s'agit, est interdite à Hue et à sa femme jusqu'après le paiement intégral de leur prix; — ordonne que, dans les trois jours du présent jugement, tout ce qui peut rester dû par le sieur Hue aux sieur et dame Chafotte, en principal, intérêts et frais liquidés, sera versé entre leurs mains; sinon, et faute de se faire dans ledit délai, et lequel passe, en vertu du présent jugement, et sans qu'il en soit besoin d'autre, ordonne que l'acte dudit jour, 17 nov. 1818, sera résilié; remet les parties au même et semblable état où elles étaient auparavant, sans offres que faisaient les sieur et dame Chafotte de restituer les sommes reçues pour partie du prix; résilie le bail qui a été passé devant Lherbette, qui en a gardé minute, et son collègue, notaires à Paris, le 12 déc. 1818, à compter du 1^{er} oct. 1821, etc. »

Appel de la part de la veuve Hue en son nom et comme tutrice de son enfant mineur. — Elle soutient que le tribunal avait pu ordonner la résolution de la vente au cas de non paiement du prix; mais que ce paiement une fois effectué, la convention devait être maintenue, et que l'acheteur ou ses ayants droit avaient le droit de disposer du fonds, et même de céder le bail des lieux où il était établi, nonobstant la clause portée dans le bail, attendu que le fonds de commerce et l'occupation des lieux étaient deux choses tellement indivisibles, que l'une devenait inutile sans l'autre, et qu'il était impossible de croire que l'acquéreur eût voulu acheter le fonds, sans avoir le droit de le céder, ce qui aurait lieu cependant, si la clause prohibitive de la cession du bail était appliquée d'une manière rigoureuse. En conséquence la

(1) « Il me semble, dit M. Duvergier, en citant l'arrêt ci-dessus, du Louage, t. 1, n° 365, que la Cour royale de Paris s'est écartée de la sévérité dont la loi lui a imposé un devoir impérieux, en autorisant la cession d'un bail, malgré la clause prohibitive. La Cour a pensé que l'acheteur du fonds ayant incontestablement le droit de le revendre, il avait aussi celui de céder le bail, puisque la commerce ne pouvait s'arrêter que dans les lieux loués. Ainsi, elle a fait prévaloir une induction sur une stipulation expresse; elle a créé un droit que la convention avait prosaïquement; elle a supposé qu'il n'était pas possible d'exploiter un fonds de commerce, ailleurs que dans les lieux où il avait été précédemment exploité. Sans doute l'achalandage se conserve plus aisément, lorsqu'il n'y a pas de changement de domi-

cile; mais il n'est pas exact de dire qu'il y a impossibilité absolue de faire valoir le fonds dans un nouveau local : ainsi la faculté de céder le bail n'est pas iniquement liée à la faculté de vendre le fonds. D'ailleurs le fait-elle, on ne devrait pas moins obéir à la défense expresse de céder le bail, fût-il en induire la prohibition de vendre le fonds? — Quelque rigoureuse que soit cette conclusion, elle nous paraît seule en harmonie avec le texte de la loi qui, s'écarter du tempérament admis par l'ancienne jurisprudence en cette matière, a dit expressément que la clause prohibitive de sous-louer ou de céder le bail serait toujours de rigueur (art. 1717). V. sur la manière dont cet article doit être entendu, Cass. 12 mai 1817, et les notes.

dama Hun concluait à ce que, moyennant l'offre faite par un sieur Mourault de Villeneuve, son créancier, de désintéresser le sieur et dame Chafotte, pour ce qui leur restait dû sur le prix du fonds, elle fut autorisée à vendre le fonds et à céder le bail des lieux.

Le sieur Chafotte a soutenu au contraire, que la Cour ne pouvait, en ordonnant la vente du fonds de boulangerie, autoriser en même temps la cession du bail, sans violer la stipulation formelle qui y était insérée, et contrevenir aux dispositions expresses de l'art. 1134 du Code civil qui porte, « que les conventions légalement formées, tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites; qu'elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise. » — Que dans l'espèce, les tribunaux pouvaient d'autant moins écarter la convention des parties, que non-seulement, elle n'était contraire à aucune loi, mais qu'au contraire elle était formellement autorisée par l'art. 1717 du Code civil, portant que la faculté de céder son bail ou de sous-louer, peut être interdite au locataire, et que lorsque le bail contient cette clause prohibitive, elle est toujours de rigueur. — En vain opposait-on que le bail est inséparable du fonds de commerce, et que dès qu'on peut vendre celui-ci, on a aussi le droit de céder le bail. Cette objection qui tend, dans l'espèce, à rendre sans effet une convention expresse et que la loi autorise, est fondée sur cette idée, qu'en règle générale, la vente d'un fonds de commerce est inséparable du bail des lieux, tandis que la nature des choses et de nombreux exemples, prouvent au contraire, qu'il est possible de séparer ces deux choses.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche l'appel principal: Attendu que la vente du fonds de commerce est indivisible du bail, et que le droit de céder le fonds de commerce entraîne nécessairement celui de céder le bail; — Met l'appel au néant, etc.

Du 16 fév. 1822. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. Prés., M. Dupaty. — Pl., MM. Lamy, Colmet et Canber.

CONSEIL D'ÉTAT. — REQUÊTE CIVILE. — PIÈCES DÉCISIVES.

La requête civile n'est pas admissible devant le conseil d'Etat, lorsque la partie ne représente pas la pièce qu'elle prétend avoir été retenue par son adversaire, et que d'ailleurs cette pièce n'est pas décisive. (1)

(Chollet — C. ministre des finances.)

Une ordonnance du conseil d'Etat du 30 mai 1821, avait décidé qu'une lettre adressée, le 18 flor. an 6, à une administration centrale, relativement à la libération du sieur Chollet, acquéreur de domaines nationaux, n'était qu'une simple instruction et ne constituait pas un titre suffisant de libération pour cet acquéreur.

Le sieur Chollet voulait établir que cette lettre était une véritable décision et pensait y parvenir à l'aide d'une pétition qu'il avait adressée au ministre antérieurement à cette lettre. Suivant lui, sa pétition constituait une demande et la lettre ministérielle un jugement. Il prouvait l'existence de sa pétition par un bulletin d'enregistrement qui lui avait été délivré au ministère

des finances, et disait que sa rétention par le ministre était une ouverture à la requête civile et une nécessité pour le conseil d'Etat de rapporter son arrêt.

LOUIS, etc.; — Considérant qu'au nombre des pièces produites alors par le sieur Chollet, se trouvait le bulletin d'enregistrement dans les bureaux du ministre des finances, duquel le requérant prétend faire résulter l'existence de la pétition qu'il indiquait, et qu'il indique encore comme pièce décisive retenue par l'administration des domaines;

Considérant que cette pétition, que le requérant prétend avoir présentée au ministre des finances, n'est pas produite, et que, quand même elle le serait, elle ne pourrait être considérée comme une pièce décisive dans l'affaire; qu'ainsi le recours fondé sur l'existence de cette pièce ne peut être admis;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Chollet, est rejetée.

Du 20 fév. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Béguin.

EAU (COURS D'). — RÈGLEMENT. — COMPÉTENCE. — Les contestations entra partielles, sur l'application d'un règlement administratif non contesté, sont de la compétence des tribunaux (2).

(Mouton et May — C. Descocqs.)

Par un arrêté réglementaire du 25 nov. 1807, le préfet du Calvados avait fixé la largeur de la rivière de Calume et autorisé les riverains à faire les redressements indiqués au plan annexé à cet arrêté. — Le sieur Descocqs, propriétaire d'un herbager sur la rive gauche, fit des travaux dans les limites de ce règlement. — Les sieurs Mouton et May, propriétaires de la rive opposée, prétendant que ces travaux leur étaient nuisibles introduisirent un instance au possessoire devant le juge de paix. — Confliit.

LOUIS, etc.; — Vu le rapport à nous présenté par notre garde des sceaux, concernant un arrêté de conflit pris par le préfet du département du Calvados, le 28 janv. 1820, dans deux contestations pendantes, l'une, entre le sieur Mouton, propriétaire en la commune de Sainte-Mélanie, et le sieur Descocqs, propriétaire en la commune de Surville, et l'autre, entre le sieur May, propriétaire d'un moulin situé sur la rivière de Calume et ledit sieur Descocqs;

Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, de contestations d'intérêt privé, entre des particuliers, sur l'application d'un règlement administratif relatif au cours d'une rivière non navigable ni flottable; — Que ce règlement n'est pas attaqué et que le juge de paix du canton de Blauy a déclaré le prendre pour base de ses jugements ci-dessus visés; qu'ainsi, aux termes de l'article 645 du Code civ. et du décret du 12 avril 1812, inséré au Bulletin des Lois (3), lesdites contestations sont du ressort des tribunaux ordinaires;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département du Calvados, le 28 janv. 1820, est annulé; les parties sont renvoyées devant les tribunaux ordinaires;

Du 20 fév. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Villefosse.

(1) Une ordonnance du 2 fév. 1821 (aff. Meynard) semble admettre toutefois qu'en cas d'impossibilité de représenter la pièce servant de base à la requête civile, il suffirait d'en prouver l'existence. V. cette décision au *supra*.

(2) V. conf., ordonn. des 11 juin 1817 (aff. Prunier); 23 juin et 11 août 1819 (aff. Picot, et aff.

de Sablé), et les notes qui accompagnent ces diverses décisions. V. aussi décrets des 23 avril 1807 (aff. Diego Dittner); 12 avril 1812 (aff. Royre); 14 nov. 1811 (aff. Cosmeau); Cass. 22 dec. 1824, et la note; David, *des Cours d'eau*, t. 1, n° 199.

(3) (Aff. Royre). — V. cette décision au *supra*.

ARBRES.—ROUTES.—PROPRIÉTÉ.—DOMAINES NATIONAUX.

Les arbres plantés sur un terrain riverain d'une grande route, appartiennent au propriétaire de ce terrain, sauf à lui à se conformer, dans l'exercice de ses droits, aux réglemens de grande voirie sur les plantations des routes (1). Peu importe que le terrain sur lequel sont plantés les arbres, soit d'origine nationale, si les procès-verbaux d'expertise et de vente ne contiennent à cet égard aucune réserve.

(Champ—C. Domaines.)

Il s'agissait, dans l'espèce, d'arbres plantés sur le bord d'une grande route et qu'on reprochait au sieur Champ, d'avoir émondés sans autorisation.

Le conseil de préfecture, envisageant la question sous le rapport de l'origine du terrain sur lequel ces arbres étaient plantés, et qui provenait d'une vente nationale, déclara que ces arbres n'avaient pas été compris dans la vente.—Pourvoi du sieur Champ.

LOUIS, etc.; Vu le décret du 16 déc. 1811, contenant règlement sur la construction, la réparation et l'entretien des routes et sur leurs plantations; — Considérant que la propriété du terrain sur lequel sont plantés les arbres en litige n'est pas contestée au sieur Champ, qui en jouit depuis le 4 sept. 1802 (17 franc. au 10);—Considérant que les procès-verbaux d'expertise et de vente dudit terrain ne contiennent aucune réserve des arbres qui y sont plantés;—Considérant que l'administration générale des domaines a déclaré n'avoir aucun moyen de défendre l'arrêté attaqué, et qu'elle demande à demeurer étrangère au pourvoi :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de Seine-et-Marne, du 25 sept. 1818, est annulé, et le sieur Champ est déclaré propriétaire des arbres en litige, sauf à lui à se conformer, dans l'exercice de ses droits, aux réglemens de grande voirie sur les plantations des routes.

Du 20 fév. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Guibont.

ARBRES.—ROUTES.—PLANTATIONS.—MISE EN DEMEURE.

Les propriétaires riverains d'une route royale ne peuvent se refuser à payer les frais des plantations faites d'office par l'administration le long de cette route, sous prétexte qu'ils n'ont pas suffisamment été mis en demeure de faire les plantations par eux-mêmes, lorsque l'administration n'y a procédé d'office qu'après des adjudications publiques annoncées par des affiches dans le département, que des piquets ont été plantés et des trous ouverts sur leurs propriétés trois mois avant la plantation, sans aucune protestation ni réclamation de leur part. (L. du 9 vent. an 13, art. 1^{er} et 4; Décr. du 26 déc. 1811.) (2)

(Malafosse.)

Du 20 fév. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., M. Daménil de Merville.

VOIRIE (GRANDE). — PROLONGEMENT. — CONTRAVENTIONS. — COMPÉTENCE.

C'est au conseil de préfecture, et non au tribunal de police, qu'il appartient de statuer sur la contravention résultant d'une excavation pratiquée dans une rue qui sert de prolongement à une route royale, surtout lorsque cette excavation a été faite par l'entrepreneur des travaux de la ville, d'après les ordres de l'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées (3).

(Palazzi.)

LOUIS, etc.; Vu l'arrêté de conflit pris par le préfet du département de la Corse, le 18 août 1821, à l'occasion d'un jugement du juge de paix d'Ajaccio, du 13 dudit mois d'août, lequel condamne le sieur Palazzi, préposé de l'entrepreneur des fontaines de la ville d'Ajaccio, à une amende de 3 fr. et aux frais, pour excavations qu'il aurait faites sur la route d'Ajaccio à Bastia, ainsi qu'à combler ces excavations; — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, de travaux exécutés par le sieur Palazzi, d'après les ordres de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, sur la route royale d'Ajaccio à Bastia, et qu'aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 29 flor. an 10, cette contestation est du ressort du conseil de préfecture; qu'ainsi le conflit est bien élevé;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département de la Corse, le 18 août 1821, est retiré. — 2. Le jugement rendu par le juge de paix d'Ajaccio, le 13 août 1821, est considéré comme non avenue.

Du 20 fév. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

CHEMIN PUBLIC. — USURPATION. — COMPÉTENCE.

Les préfets sont, sous tous les rapports, incompétens pour statuer sur l'usurpation d'un chemin public par un particulier. — C'est au conseil de préfecture à prononcer à cet égard, et à ordonner la destruction des ouvrages nouvelles, si le chemin a été déclaré vicinal. Si la déclaration de vicinalité n'a pas eu lieu, l'autorité judiciaire est seule compétente (4).

(Dervaux Panlès.)

LOUIS, etc.; Vu la loi du 9 vent. an 13, relative aux chemins vicinaux, et le décret du 17 janv. 1814, concernant la vente des biens de la caisse d'amortissement; — Considérant que, si le chemin dont il s'agit était vicinal, comme l'annonce le préfet du département du Nord, il aurait dû le déclarer, en le portant sur l'état des chemins vicinaux, et que c'était ensuite au conseil de préfecture qu'il appartenait de prononcer, s'il y avait lieu, la destruction de l'ouvrage nouveau; — Que si, au contraire, le chemin n'était pas déclaré vicinal, cette destruction ne pouvait être prononcée que par l'autorité judiciaire; qu'ainsi dans les deux cas, le préfet a excédé les bornes de sa compétence;

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet du département du Nord et la décision approbative dudit arrêté sont annulés pour cause d'incompétence.

Du 20 fév. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Villefosse. — Pl., M. Mathias.

(1) V. sur la propriété des arbres bordant les grandes routes, la loi du 12 mai 1825.

(2) V. sur l'application du décret du 16 déc. 1811, et sur l'obligation pour les propriétaires riverains des routes, de faire les plantations ordonnées par l'administration, Foucart, *Droit admin.*, tom. 2, p. 138.

(3) V. sur ce point, l'ordonn. du 31 juill. 1822 (aff. Meunard, et la note). — V. aussi Cass. 8 et 25 avril 1823.

(4) Ce sont là des points constants en jurisprudence. — V. ordonn. des 14 juill. et 1^{er} sept. 1819 (aff. Fromont, et aff. Piquigny), et les notes.

BOIS. — DÉFRICHEMENT. — CONTENTIEUX.

Les actes par lesquels le gouvernement, usant de la faculté qui lui a été accordée par la loi du 9 flor. an 11, refuse d'autoriser le défrichement des bois des particuliers, sont des mesures d'ordre public qui, sous aucun rapport, ne sont susceptibles d'être attaquées par la voie contentieuse (1).

(Havex — C. Ministère des finances.)

LOUIS, etc. : — Vu la loi du 9 flor. an 11 ; — Considérant que les actes par lesquels le gouvernement exerce cette faculté sont des mesures d'ordre public qui, sous aucun rapport, ne sont susceptibles d'être attaquées par la voie contentieuse, sans préjudice du recours au roi par toute autre voie, si les parties s'y croient fondées ;

Art. 1^{er}. Les requêtes des sieur et dame Havex sont rejetées.

Du 20 fév. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Villemain. — Pl., M. Petit de Gatines.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — SAISIE. —**REVENDEUR. — COMPÉTENCE.**

La revendication, par un tiers, d'objets saisis sur un contribuable à la requête d'un percepteur, est une question de propriété de la compétence de l'autorité judiciaire (2).

La disposition de la loi du 12 nov. 1808 qui veut que la demande en revendication ne soit portée devant les tribunaux qu'après avoir été soumise à l'autorité administrative, prescrit seulement une formalité préalable qui ne change pas l'ordre des juridictions, et dont l'absence ne pourrait donner lieu qu'à une action en nullité de procédure (3).

(Tripiet — C. Peyronnet.)

LOUIS, etc. : — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une revendication, faite par un tiers, d'effets saisis par un percepteur sur un contribuable ; que cette question de propriété est de la compétence de l'autorité judiciaire ; que si l'art. 4 de la loi du 12 nov. 1808 ordonne que les demandes formées sur une saisie faite pour paiement de contributions ne pourront être portées devant les tribunaux qu'après avoir été soumises par une des parties intéressées à l'autorité administrative, aux termes de la loi du 3 nov. 1790, cette disposition, qui ne change pas l'ordre des juridictions, prescrit seulement une formalité préalable au jugement, et ne peut donner lieu qu'à une action pour l'annulation de la procédure ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département de l'Ain, le 19 déc. 1821, est annulé.

Du 20 fév. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormeille.

BAIL A FERME. — PAILLES. — ACQUEREUR. — INDEMNITÉ.

Le propriétaire n'a droit contre son fermier à

aucune indemnité pour la diminution que les pailles de la dernière récolte ont éprouvée par suite du dessèchement des terres, et de ce que le fermier les a chargées pendant les trois dernières années de sa jouissance, lorsque d'ailleurs les fonds ont été bien fumés et sont en bon état.

Celui auquel une terre labourable a été vendue pour entrer en jouissance par les jachères de telle année, ne peut réclamer la récolte du blé qui a été enssemencée par le vendeur ou par le fermier en cette même année ; il peut seulement prétendre à des dommages-intérêts équivalant au prix de la récolte de blé qu'il aurait dû faire l'année suivante, et dont il sera privé.

(V. Ménard — C. Pinel.)

Le contraire avait été jugé par le tribunal de première instance d'Étampes, dont le jugement, sous la date du 3 juillet 1821 était ainsi conçu : « Attendu que le bail sous seing privé et enregistré, fait à la veuve Ménard, le 17 mars 1808, pour neuf années qui ont commencé aux guérets de 1812, est expiré à la levée des guérets de 1820 ; — Qu'il est constant dans la cause, que la veuve Ménard a cultivé et récolté en blé, en 1819, les pièces de terre vendues au docteur Pinel par contrat du 21 mars 1815 ; que l'année suivante, 1820, elle a récolté des pois sur l'une des deux pièces de terre, et qu'en cette présente année, lesdites deux pièces de terre sont encore enssemencées en blé, contrairement à la loi des parties, au Code civil et à l'usage ; — Qu'ainsi, la veuve Ménard a surchargé et dessolé les terres, qu'elle les a fatiguées indûment et sans droit, au préjudice de Pinel, qui devait entrer en jouissance des deux pièces de terre par la levée des jachères de la présente année ; que la contravention commise par la veuve Ménard aux clauses de son bail, a nécessité la demande en garantie du docteur Pinel contre la dame de Vertellinac. — Par ces motifs, le tribunal, faisant droit au principal et sur les interventions et demandes des parties, condamne la veuve Ménard à abandonner et délaisser, dès à présent, au docteur Pinel, la jouissance des deux pièces de terre en question, en l'état de culture où elles se trouvent, lui fait défense de se transporter à l'avenir sur lesdites, sous telles peines de droit ; la condamne, pour tous dommages-intérêts envers le docteur Pinel, à la perte des labours, façons et semences par elle indûment faits sur lesdites deux pièces de terre ; la condamne aux dépens envers toutes les parties. »

Appel par la veuve Ménard, qui intime tant le docteur Pinel acquéreur, que la dame de Vertellinac, vendeuse.

En appel, la dame de Vertellinac tout en adhérent aux conclusions du docteur Pinel, en prit personnellement contre l'appelante à fin d'indemnité, à raison du tort que lui avait causé le mode de culture suivi par la veuve Ménard.

(1) C'est ce que le conseil d'Etat a encore décidé par ordonnance, en date du même jour (aff. Perrault), et par ordonnance du 23 juillet 1823 (aff. Bouillé). Cette solution serait encore applicable sous l'empire du Code forestier, qui n'a fait que reproduire (art. 219), les dispositions de la loi du 9 flor. an 11. Il est même à remarquer que la Chambre des Députés a, dans la discussion de cet article, rejeté un amendement qui tendait à attribuer au conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, le droit de statuer sur l'opposition de l'administration forestière aux défrichements, ce qui établissait que la Chambre s'implicitement adopté le principe posé

par la solution ci-dessus. V. dans ce sens, Serrigny, *Compétences et procédure admin.*, tom. 1, n° 58.

(2) V. conf., décret et ordonnance des 16 sept. 1806 (aff. Poleyry) ; 9 avril 1817 (aff. Berrier) ; 20 janv. 1819 (aff. Dubourg), et les notes.

(3) V. dans le même sens, outre les décisions indiquées par la note précédente, décret et ordonnance des 29 août 1809 (aff. Buquet) ; 20 oct. 1816 (aff. de Combreuil) ; 18 mars 1818 (aff. Enzenauer), et les notes. Aux autorités rappelées, *add.*, Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 2, n° 526.

20 août 1821, arrêt interlocutoire qui ordonne, que les pièces de terre seront visitées par experts, et dit que la récolte du blé qui était alors parvenu à sa maturité, serait faite par la veuve Ménard à la charge de donner caution de la valeur du prit. — En conséquence, la dame Ménard déposa 2,500 fr. entre les mains du receveur particulier d'Etampes et fit la récolte.

Depuis, les experts ont fait leur rapport par lequel, tout en constatant que ces terres étaient bien fumées et en bon état, ils allouent une somme de 200 fr. pour indemnité, à raison de la diminution des pailles qu'elles avaient produit après avoir été fatiguées par une récolte en grains et une indemnité de 190 fr. au docteur Pinet qui, après la récolte du blé de 1821, ne pouvait recueillir que des maïs au lieu de blés, en 1822. — C'est en cet état que la cause est revenue à l'Audience.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la veuve Ménard n'a porté aucun préjudice au propriétaire par son mode de culture, relativement aux ensuillages...; et qu'à l'égard de l'indemnité due à Pinet, elle est uniquement, mais totalement de la valeur de la récolte en blé qu'il avait droit de faire en la présente année 1822, et dont il se trouve privé; qu'il ne peut être question de la récolte de l'année dernière sur laquelle le nouvel acquéreur n'a aucun droit; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, etc.

Du 21 fév. 1822. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Parquin, Lamy et Berryer.

LETTRE DE CHANGE. — FEMME. — COMPÉTENCE. — CONTRAINTE PAR CORPS.

La femme qui souscrit une lettre de change, est justiciable des tribunaux de commerce, quoiqu'elle n'ait pas de commerce, si elle n'est pas marchande publique; toutefois, il n'y a pas lieu à prononcer contre elle la contrainte par corps. (Cod. comm., 632.) (1)

(De Villesèque — C. David)

En 1819, la dame de Villesèque souscrivit une lettre de change de la somme de 1,000 fr., payable à son ordre. — Elle la transmit, par la voie de l'endossement, au sieur David. — Cette lettre de change fut protestée à son échéance.

Assignation à la dame de Villesèque, en paiement du billet, devant le tribunal de commerce. — La dame de Villesèque, ou son ayant cause, a déclaré la juridiction du tribunal de commerce d'Aries et a demandé à être renvoyée devant les juges civils, sur le motif que n'étant pas marchande publique, la lettre de change ne pouvait valoir que comme simple promesse.

Jugement qui rejette le déclatoire. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les tribunaux de commerce connaissent, entre toutes personnes, des contestations relatives aux actes de commerce; que la loi réputé acte de commerce les lettres de change, quelles que soient les personnes qui les signent et les endossent; d'où il suit que, quels

soient les signataires ou les endosseurs d'une lettre de change, les tribunaux de commerce sont saisis des contestations qui en naissent; — Attendu qu'il n'est qu'un cas où ils soient obligés de renvoyer ces contestations aux tribunaux civils, c'est lorsque les lettres de change ne sont réputées, par leur essence, que simples promesses, aux termes de l'art. 112: c'est-à-dire, quand elles contiennent supposition de nom, de qualité, de domicile ou de lieu; — Attendu, en fait, qu'il n'est pas prouvé qu'il y ait eu aucune de ces suppositions dans la lettre dont il s'agit; — Attendu que, quoique la signature des femmes ou filles non marchandes publiques sur lettres de change, ne vaille que comme simple promesse, la lettre qui en est revêtue ne cesse pas d'être lettre de change, et, par conséquent, soumise à la juridiction commerciale; tout ce qu'opère le seau du signataire est l'exemption de la contrainte par corps et de la solidarité, puisque l'art. 113 du Code, qui s'occupe de ces lettres, n'en prononce pas la nullité, comme l'art. 114 pour celles souscrites par des mineurs non négociants; il ne dit même pas que la lettre de change ne sera réputée que simple promesse, comme au cas de l'art. 112; mais seulement et taxativement, que la signature des femmes et des filles ne vaudra que comme simple promesse, à laquelle la loi n'accorde pas le bénéfice de l'art. 636; — Met l'appellation au néant; ordonne, etc.

Du 22 fév. 1822. — Cour roy. d'Aix. — 2^e ch. — Prés., M. Cappa. — Pl., MM. Creps et Perrin.

LÉGITIMITÉ. — POSSESSION D'ÉTAT. — ABSENCE. — EFFET RETROACTIF.

Sous l'ancienne jurisprudence, comme sous le Code civil, la légitimité des enfants, à défaut de production de l'acte de célébration de mariage des père et mère décédés, ne pouvait être établie que par la double possession d'état des père et mère comme époux, et des enfants comme légitimes. (Cod. civ., 197.) (2)

L'art. 197, Cod. civ., qui dispense les enfants de représenter l'acte de célébration de mariage de leurs père et mère dans le cas où ils sont décédés, est-il applicable au cas d'absence des père et mère? — Non rés. (3)

La nature des preuves à fournir par l'enfant pour établir sa légitimité, doit-elle être réglée par la législation existante au moment de la naissance et des autres faits influant sur la légitimité, ou par la législation en vigueur au moment où la demande est formée? (Cod. civ., 2.) — Non rés.

(Anfrye — C. — Tillard.)

5 mess. an 4, naissance d'un enfant qui est inscrit sur les registres de l'état civil, comme fille de Jean-Nicolas-Lambert Anfrye et de Marie-Elisabeth Weiss, son épouse, mariés à Paris le 2 mess. an 3. — 18 mess. an 6, naissance d'un autre enfant qui est également inscrit, en présence du sieur Anfrye lui-même, comme fille du sieur Anfrye et de Marie-Elisabeth Weiss, mariés à la commune de Paris, le 2 mess. an 3. — Il paraît qu'en effet, antérieurement à la naissance de ces

(1) La jurisprudence est fort divergente sur ce point. V. notamment Paris, 1^{er} oct. 1806; Toulouse, 19 mai 1820; Cass. 26 juin 1819, et les autorités en sens divers qui y sont indiquées. Adde, Orillard, Compét. comm., p. 341.

(2) Cette décision étend les exigences de l'ancienne législation d'après laquelle, selon les meilleurs auteurs, la possession d'état d'enfant légitime dispensait l'enfant, lorsque ses père et mère étaient décédés, de prouver leur mariage. V. à cet égard

Cass. 18 vent. an 11, et les autorités qui y sont indiquées. Juge, un arrêt de Paris du 1^{er} fév. 1816, conforme à la solution ci-dessus.

(3) Cette question qui n'a pas été résolue dans l'espèce ci-dessus, a été décidée négativement par la Cour royale de Toulouse le 24 juin 1820; mais dans un cas où l'enfant avait déclaré avoir en quel lieu avait été célébré le mariage de ses père et mère. V. l'arrêt à sa date.

enfants, le sieur Anfrye et la demoiselle Weiss vivaient comme époux, et que, dans deux voyages faits à Bayeux, résidence de la famille du sieur Anfrye, la demoiselle Weiss avait été considérée et traitée comme son épouse légitime.

21 vend. an 9, décès du sieur Anfrye. — Dans l'acte de décès il est qualifié d'époux de la demoiselle Weiss. — 25 du même mois, la tutelle des enfants est déferée par le conseil de famille à la demoiselle Weiss. — On procède à l'inventaire; et il importe de remarquer que dans cet acte, la mère tutrice n'est nommée qu'une seule fois veuve Anfrye, et qu'elle est toujours dénommée et qu'elle signe elle-même, Elisabeth Weiss. — 16 niv. an 9, la demoiselle Elisabeth Weiss se dresse de la tutelle, qui est déferée le 21 au sieur Tillard-des-Acres, oncle par alliance des mineurs Anfrye. — Durant 19 années, le sieur Tillard-des-Acres administre les biens de ses nièces; en 1819, reddition de compte de la tutelle et contestation sur ce compte, de la part des demoiselles Anfrye. — Dans cet intervalle, la demoiselle Weiss avait disparu sans qu'on eût connaissance du lieu de sa résidence.

En cet état de choses, la dame Tillard-des-Acres, sœur du sieur Anfrye et se prétendant unique héritière de son frère, attendu que le sieur Anfrye n'a jamais été marié avec la demoiselle Weiss, et qu'ainsi les deux filles nées de son commerce avec la demoiselle Weiss sont illégitimes, accepte, sous bénéfice d'inventaire, la succession de son frère. — 19 oct 1819, assignation aux sieur et dame Tillard, à la requête des demoiselles Anfrye, pour voir déclarer nulle l'acceptation faite par la dame Tillard de la succession de leur père. — Les époux Tillard répondent qu'il n'y a jamais eu de mariage entre le sieur Anfrye et la demoiselle Weiss; ils font sommation aux demoiselles Anfrye de déclarer si leur mère existe encore, ou de représenter son acte de décès; et ils concluent en conséquence à ce que les demoiselles Anfrye soient déclarées illégitimes, attendu qu'elles ne représentent pas l'acte de célébration du mariage de leurs père et mère, et qu'en outre il y a preuve que jamais le sieur Anfrye n'a été marié à la demoiselle Weiss, puisqu'il existe un acte de mariage constatant que la demoiselle Weiss était mariée en 1785 avec un sieur Adès, et que la preuve de la dissolution de ce premier mariage n'était point rapportée.

En cet état de choses, les demoiselles Anfrye ont demandé qu'il leur fût accordé un sursis pour faire déclarer l'absence de leur mère. — 30 déc. 1820, jugement qui accorde le sursis demandé: « Attendu que les époux Tillard ne prouvent pas qu'à l'époque de la naissance des demanderes, le premier mariage de la demoiselle Weiss avec le sieur Adès ne fut pas dissous; qu'aux termes de l'art. 197, Code civ., l'enfant, dont la légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par son acte de naissance, est dispensé de rapporter l'acte de mariage de ses père et mère, lorsqu'ils sont tous deux décédés, et qu'en cas d'absence, il y a même raison de décider. » — L'absence est déclarée; en conséquence les demoiselles Anfrye demandent que leurs conclusions leur soient adjugées, attendu que les enfants dont les père et mère sont décédés, sont dispensés de représenter l'acte de célébration; que le jugement du 30 déc. 1820 a jugé qu'en cas d'absence il y avait même raison de décider qu'en

cas de décès, et qu'enfin l'absence était régulièrement constatée.

Sur ce, appel de la part des sieur et dame Tillard du jugement du 30 déc. 1820. — Ils soutiennent que le jugement a mal à propos accueilli la preuve de l'absence, et décidé qu'en cas d'absence il y avait même raison de décider qu'en cas de décès. — Qu'en surplus, en admettant que l'absence des père et mère pût, comme leur décès, dispenser leurs enfants de représenter l'acte de célébration, ce ne serait toujours qu'autant que les père et mère auraient vécu publiquement comme mari et femme, et que les enfants auraient la possession d'état d'enfants légitimes; que dans l'espèce, il résultait des faits de la cause, que les père et mère n'avaient jamais eu la possession d'état d'époux légitimes, ni les enfants celle d'enfants légitimes.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que suivant la jurisprudence ancienne consacrée par le Code, la légitimité des enfants, à défaut de production de l'acte de célébration du mariage des père et mère, ne peut être établie que par la double possession d'état des père et mère comme époux, et des enfants comme légitimes; qu'il résulte des faits de la cause et d'actes authentiques produits, que Gabriel-Jean-Nicolas-Lambert Anfrye et Marie-Elisabeth Weiss n'ont point eu la première de ces deux possessions. — A mis et met les appellations et ce dont est appel au néant; émettant, évoquant le principal et y faisant droit, conformément à l'art. 473 du Code de procédure, ayant égard aux demandes des parties de Berville, sans s'arrêter à celles des parties d'Hennequin, dont elles sont déboutées, fait défense à Jenny et à Marie-Elisabeth Anfrye, de se dire et qualifier filles légitimes de Gabriel-Jean-Nicolas-Lambert Anfrye et de Marie-Elisabeth Weiss; — Ordonne que leurs actes de naissance, inscrits sur les registres de l'état civil de Paris, sous les dates des 6 mess. an 4 et 19 mess. an 6, seront réformés; ordonne pareillement que l'acte de décès d'Anfrye sera réformé, en ce qu'il porte la qualité d'époux de Marie-Elisabeth Weiss; qu'en conséquence le présent arrêt sera transcrit sur lesdits registres, et que mention en sera faite en marge des actes réformés; à quoi faire seront tous les dépositaires contraints; quoi faisant, déchargés; les droits des parties d'Hennequin, dans la succession de leur père naturel, réservés; etc.

Du 23 fév. 1822. — Cour roy de Paris. — Aud. sol. — Prés., M. Séguier, p. p. — Concl., M. Quequet, av. gén. — Pl., MM. Berville et Hennequin.

HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE.—CONDAMNATION.

Du 25 fév. 1822 (aff. Lépicier). — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 29 avril 1823, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

LETTRE DE CHANGE.—PAIEMENT.—RÉPÉTITION.—FAUX.

Le tiré ou l'intervenant, qui a payé une lettre de change ultérieurement reconnue fautive, peut en répéter le montant contre le porteur. — *Iris applique l'art. 1377, Code civ., d'après lequel celui qui acquitte une dette dont par erreur il se croyait débiteur, a droit de répétition contre le créancier (1).*

(1) V. conf., Paris, 5 fév. 1824; Bordeaux, 22 avril 1825. — Jugé même que celui qui s'est tenu, à aucun titre, du paiement d'une lettre de change, et qui cependant acquitte le montant, sans se por-

ter intervenser pour l'un des obligés, est fondé à exercer contre le porteur qu'il a remboursé, la répétition de ce qu'il a payé par erreur. V. Cass. 3 janv. 1812. — Mais il en serait autrement, si le

(Varillat—C. Bodin.)

En 1821, les sieurs Huart et Delcroix, négociants à Metz tirèrent un mandat de 108 fr. sur les sieurs Bodin frères, banquiers à Lyon, ordre Joseph Pury. Il est à remarquer qu'ils en donnèrent avis au sieur Bodin. — Joseph Pury passa le mandat à l'ordre d'un sieur Castelli italien, et celui-ci le négocia aux sieurs Varillat et comp. de Louviers, en paiement de marchandises. — Avant ce dernier endossement, le mandat fut falsifié et transformé en une lettre de change de 5,000 fr.

Cette lettre de change, négociée aux sieurs Ternaux et compagnie, de Paris, et ensuite aux sieurs Papin et compagnie, de Lynn, fut présentée, à son échéance, aux sieurs Bodin frères, qui l'acquiescèrent sans difficulté. — Les sieurs Huart et Delcroix, sur l'avis qu'ils reçurent de ce paiement, répondirent sans retard, qu'ils n'avaient point fourni la lettre de change de 5,000 fr. mais bien un mandat de 108 fr. dont ils tiendraient compte.

Les sieurs Bodin frères assignèrent en remboursement, soit les sieurs Huart et Delcroix, soit les sieurs Papin et compagnie, et par le résultat des garanties successives, les sieurs Ternaux et Varillat furent mis en cause devant le tribunal de commerce de Lyon; Castelli a constamment fait défaut.

Devant le tribunal, la pièce a été reconnue fautive par toutes les parties; le porteur et les endosseurs se sont bornés à soutenir que le paiement de la lettre de change par les sieurs Bodin frères, élevait contre ces derniers une fin de non-recevoir insurmontable; que tout était consommé. La contestation était principalement engagée entre les sieurs Bodin frères demandeurs, et les sieurs Varillat et compagnie, qui ne pouvant pas représenter leur cédant, étaient menacés de supporter la perte.

Jugement du tribunal de commerce de Lyon ainsi conçu : « Considérant qu'Huart et Delcroix ont déclaré qu'ils n'ont fourni sur Bodin frères, qu'un mandat de 108 fr., et que dans le cas où l'en voudrait soutenir qu'ils ont tiré une lettre de change de 5,000 fr., ils entendent s'inscrire en faux incident; — Considérant que les parties ont déclaré que ce n'était pas à elles à faire reconnaître le titre dont s'agit; que le paiement fait par Bodin à tout consommé, et que ces derniers sont non recevables dans leur demande; — Considérant que Bodin frères exercent une action en répétition contre Papin et compagnie; — Considérant que tout endosseur en mettant en circulation un effet, en garantit la validité, et que ce n'est que par cette voie que l'on peut arriver à l'auteur du faux; — Considérant que la lettre de change dont il s'agit, est évidemment falsifiée dans l'énonciation de la somme et dans l'avis; — Considérant que Castelli fait défaut; — Le tribunal condamne Papin et compagnie, et par suite, Ternaux, Varillat et Castelli, à rembourser le montant de la lettre de change à Bodin frères, avec amende et dépens. »

Appel de la part des sieurs Varillat.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'effet négocié a été remis à Varillat et compagnie par Castelli, étranger et sans domicile en France; qu'ils ont imprudemment suivi sa foi sans le connaître, sans examiner d'assez près l'effet qui présente des caractères matériels de faux; que s'il a circulé en France

ce, c'est par la confiance qu'inspirait leur maison qui l'avait endossé, et successivement celle que méritaient les endosseurs postérieurs; que c'est par suite de cette même confiance, que Bodin frères, sur qui il était tiré, l'ont acquitté indépendamment de celle qu'ils avaient en la maison Huart et Delcroix; — Attendu que si, par imprudence, ils ont été trompés par Castelli, ils doivent seuls supporter la perte qu'ils ont occasionnée, dans le cas où ils seraient sans recours utile contre lui; qu'en ne peut en imputer à Bodin frères aucune qui soit préjudiciable à Varillat et compagnie, puisque s'ils eussent refusé d'acquiescer l'effet qui leur fut présenté pour 5,000 fr., Papin aurait eu sa garantie contre Ternaux, et celui-ci contre eux; — Attendu qu'il en doit être de même dans le cas du paiement par eux fait, si Huart et Delcroix ne peuvent être obligés à leur rembourser la somme payée, puisque l'effet n'a de valeur à leur égard, que pour 108 fr., pourrait-il valoir plus contre Bodin frères, qui n'avaient acquitté l'effet que parce qu'ils croyaient qu'Huart et Delcroix avaient reçu 5,000 fr., et qu'ils seraient remboursés de cette somme qu'ils payaient à leur acquit? Du moment qu'elle se trouve réduite à 108 francs, il y a erreur de fait qui les autorise à répéter la somme non due contre celui qui l'a reçue, sauf le recours de celui-ci contre le dernier endosseur, et successivement en remontant des derniers aux premiers, et que ces principes, qui régissent le droit civil, doivent s'appliquer en matière de commerce; — Attendu, enfin, qu'il en est d'un effet de commerce falsifié, comme d'une monnaie fautive, qui doit être reprise par celui de qui on justifie la tenir; or, s'il était prouvé que Varillat et compagnie eussent donné à Ternaux 5,000 fr. en espèces fausses, et celui-ci à Papin, et ce dernier à Bodin frères, d'après l'identité bien constatée, Varillat et compagnie ne devraient-ils pas reprendre la monnaie fautive qu'ils auraient fait passer d'une main dans l'autre? Quoique l'identité soit plus difficile à établir dans ce cas, le principe qui s'y appliquerait reçoit la même application dans la circonstance où l'émission de la pièce fautive se constate par les différents endossements, et remonte jusqu'à Varillat et compagnie; c'est donc à eux d'en faire le remboursement, et à rechercher ensuite l'inconnu qui leur a remis, ou la monnaie fautive, ou la pièce fautive; — Confirme le jugement dont est appel.

Du 26 fév. 1822. — Cour roy. de Lyon. — Prés., M. Nuger. — Concl., M. de Bachelard, cens. aud. — Pl., MM. Journal et Meneus.

TESTAMENT NUNCUPATIF. — LECTURE. — CLAUSE ADDITIONNELLE.

Était nul, dans l'ancienne jurisprudence, le testament nuncupatif écrit contenant des dispositions additionnelles, sans qu'il fût fait mention que ces dispositions eussent été lues au testateur en présence des témoins (1).

(Tarade — C. Tarade.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que, sous l'ancienne législation, il fallait, en fait de testament nuncupatif écrit, qu'il fût donné lecture au testateur, en présence des témoins, du testament entier, et ce, sous peine de nullité du testament; — Attendu que le testament dont il s'agit au procès, et qui est en date du 30 nov. 1788, fournit la preuve matérielle qu'il n'a pas été lu en son entier au testateur, en présence des témoins; il est

payeur était tenu, à un titre quelconque, du paiement de la lettre de change; car quelle qu'eût été son erreur, il ne pourrait prétendre qu'il a payé ce qu'il n'était pas obligé à payer. Sic, Cass. 7 mars 1815; 22 mai 1833.

(1) F. l'application du même principe dans les arrêts de la Cour de Cass. des 19 av. et 13 sept. 1809; 4 nov. 1811; 12 nov. 1816.

dit. Il est vrai, à la troisième page, que le testateur a signé ledit testament après que la lecture lui en a été faite en présence de six témoins ; mais plus bas on voit que le testateur, au lieu d'apposer sa signature en entier, n'a pu que commencer de le faire, en se bornant aux lettres initiales de ses prénoms et de son nom, c'est-à-dire aux lettres J.-B. T., qui même sont très-mal formées, et après lesquelles il n'a pu achever sa signature. On voit aussi qu'après cette tentative inutile, le notaire a repris la plume pour constater que le testateur ne pouvait signer, et qu'il a appelé un témoin de plus ; il y est dit qu'alors le testateur ayant réfléchi sur les dispositions de son testament, y a fait des dispositions additionnelles, lesquelles sont écrites à la suite du constat de cette impuissance de signer ; mais rien ne prouve qu'il ait été fait lecture au testateur, en présence des témoins de ces dispositions additionnelles, et il est impossible d'entendre la mention de la lecture, qui a eu lieu avant le moment où le testateur a essayé de signer, et où par conséquent le testament a été interrompu à cet effet, à la lecture qui aurait dû avoir lieu après l'addition des dispositions postérieures à cet essai infructueux ; de tout quoi il résulte que le prescrit de la loi n'a pas été rempli, et que par conséquent le testament dont s'agit, doit être déclaré nul, et les biens du testateur également partagés entre tous les ayants droits ; — Attendu que les parties de M^{rs} Lezeau et Monsier, ayant consenti à ce que le partage se fit en six portions égales, et que les jouissances auxquelles chacun des cohéritiers a droit, ne commencent à courir que du jour où chacun est sorti de la maison commune, il y a lieu de donner acte à la partie de M^{rs} Dumont de ce consentement ; — Met l'appel du jugement du 21 août 1820, au chef qui a prononcé la nullité du testament de Jean-Baptiste Tarade, du 31 nov. 1788, au néant ; ordonne, etc.

Du 26 fév. — 1822 — Cour roy. de Linoges.
— Prés., M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Guillibert, av. gén. — Pl., MM. Dumont et Legrand.

EXPLOIT. — COPIES SÉPARÉES. — PARLANT A.
Est nul l'exploit d'ajournement signifié à deux frères qui habitent ensemble, lorsqu'il n'est pas établi par l'exploit que copie en a été laissée à chacun d'eux (1).

L'exploit signifié à deux frères en parlant à leur mère, est nul, s'il n'est pas dit que la mère habitait avec eux (2).

(Fancher — C. Coquel.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'art. 456 du Code de proc., li résulte qu'un exploit d'appel doit contenir les formalités prescrites par la loi, pour les ajournements, et que d'après l'art. 61 du même Code, l'exploit doit contenir la preuve que copie en a été laissée au défendeur, avec mention de la personne à qui cette copie sera laissée ; — Attendu qu'il se lire forcément de cet article l'induction que s'il y a plusieurs défendeurs ou parties intéressées, il doit être établi qu'une copie a été laissée à chacune d'elles ; — Attendu qu'il y avait deux intimés, et qu'il n'est point

établi, et pas même dit dans l'exploit d'appel des parties de Garron, que copie dudit appel ait été laissée à chacun des intimés ; qu'il paraîtrait même que l'huissier n'aurait laissé qu'une copie pour eux deux, en parlant à Catherine Augerant, leur mère, pour tous deux ; — Attendu qu'il n'est pas dit dans l'exploit que Catherine Augerant habitait avec les intimés, et dans la même maison ; en sorte qu'il n'y a pas de garantie que la seule copie qui aurait été laissée (laquelle serait d'ailleurs insuffisante) ait été remise aux intimés, ou même à l'un d'eux ; — Déclare l'appel nul, etc.

Du 26 fév. 1822. — Cour roy. de Riom. — Prés., M. Grenier, p. p. — Concl., M. Archon-Despérours, p. av. gén. — Pl., MM. Garron et Marie.

ORDRE. — SUCCESSION. — COMPÉTENCE.

Lorsque l'ordre pour la distribution du prix des immeubles d'une succession, donne lieu à un conflit entre le tribunal de l'ouverture de la succession et le tribunal de la situation des biens, le tribunal de l'ouverture peut être préféré, alors que la vente n'en a eu lieu avant lui, qu'il a été le premier saisi, et que plusieurs créanciers y ont déjà fait leurs productions. (Cod. proc., 159 et 750.) (3).

(Chobert — C. les hospices de Conches.)

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 59 et 751 du Code de proc. civ. ; — Considérant que, dans l'espèce de la cause, il ne s'agit pas d'expropriation forcée, mais de licitation de biens d'une succession bénéficiaire ; — Considérant que la vente de l'immeuble dont le prix est mis en distribution, a eu lieu devant le tribunal de l'arrondissement de Rouen, le 7 nov. 1820 ; — Que l'ordre ouvert devant le tribunal de Rouen, sur le prix de cette vente, l'a été le 1^{er} sept. 1821 ; que les intimés en ont été informés par la sommation à eux faite le 3 nov. 1821, de produire à l'ordre ouvert à Rouen ; — Que c'est donc à tort qu'ils ont, postérieurement à cette sommation, fait ouvrir devant le tribunal de Bernay un autre ordre sur le même prix, attendu que plusieurs créanciers ont déjà produit à l'ordre ouvert devant le tribunal civil de Rouen ; — Ordonne que les parties procéderont devant le tribunal de première instance de Rouen.

Du 27 fév. 1822. — Cour roy. de Rouen. — 4^{me} ch. — Prés., M. Asselin de Villequier. — Concl., M. Boullenger, av. gén. — Pl., MM. Picart et Decorde.

1^o EXPLOIT. — DOMICILE.

2^o APPEL. — GARANT. — ACQUIESCEMENT.

1^o Lorsque dans un exploit, il y a omission de la désignation du domicile de la partie à laquelle il est notifié, mais que l'huissier déclare que n'ayant trouvé personne à ce domicile, il a laissé la copie au maire, et y a une énonciation suffisante du domicile (4).

2^o Le garant condamné en première instance peut, malgré l'acquiescement ou le silence du défendeur, appeler du jugement contre le demandeur principal (5).

(1) V. conf., Cass. 14 août 1813 ; 15 fév. 1815 ; 14 mars 1821, les notes et les autorités citées. — V. néanmoins, Bruxelles, 6 oct. 1815 ; Bourges, 21 juill. 1817.

(2) V. sur ce point, et en général sur la formalité du parant, Cass. 24 vent. an 11 ; 18 niv. an 12 ; 7 août 1809 ; 23 janv. 1810, et les notes. V. aussi Agen, 17 déc. 1814. Bruxelles, 3 fév. 1820.

(3) V. conf., Cass. 21 juill. 1821, et la note ; V.

aussi les nombreuses autorités indiquées dans notre *Table décenn.*, 1831-1810, v^o *Ordre*, n. 14.

(4) V. au ce sens, Chazeau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 1, quest. 308. et Liège, 12 juin 1812. — V. néanmoins, Cass. 21 fév. 1826.

(5) La jurisprudence s'est prononcée en ce sens, P. Cass. 21 août 1810 ; 10 mars 1820 ; 11 mai et 2 juin 1820 ; Rennes, 2 juin 1808 ; Douai, 28 avril 1815 ; Toulouse, 25 janv. 1822 et 16 nov. 1825 ;

(Purnot — C. Robert.)

Les demoiselles Remoissonnet, assignées par le sieur Robert devant le tribunal civil de Metz, appelaient le sieur Purnot en garantie. La demande principale et celle en garantie furent également accueillies.

Les demoiselles Remoissonnet n'appelaient point du jugement, le sieur Purnot seul appela. Dans cet acte d'appel, il était dit que la copie était signifiée au sieur Antoine Robert, demeurant à..., et, après ces mots, à la suite desquels il avait omis de désigner le lieu. L'huissier ajoutait que, n'ayant trouvé personne à domicile, et aucun des voisins n'ayant voulu se charger de la copie, il l'avait remise à M. le maire de la ville de Metz.

Deux fins de non-recevoir ont été proposées par le sieur Robert contre cet appel — Il prétendait 1° que l'exploit d'appel était nul comme ne contenant pas l'énonciation de son domicile; 2° que l'appel était sans objet vis-à-vis de lui, et par conséquent non recevable, puisque les demoiselles Remoissonnet, seules condamnées envers lui, n'avaient pas appelées.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'exploit d'appel contient une énonciation suffisante de la demeure d'Antoine Robert, et des démarches faites par l'huissier pour remettre la copie, soit à lui, soit à un voisin; — Attendu que le garant ne doit point souffrir du fait du garant; que celui-ci, condamné au principal, mais ayant obtenu son recours, acquiescé, peu importe au garant; nonobstant cet acquiescement, il a incontestablement le droit d'appeler du tout, et notamment d'attaquer la disposition principale dont sa condamnation n'a été que la conséquence; — Sans s'arrêter au moyen de nullité non plus qu'à la fin de non-recevoir, etc.

Du 27 fév. 1822. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannocelles, p. p. — Pl., MM. Charpentier, Oulif et Doumangel.

REQUÊTE CIVILE. — TRIBUNAUX ÉTRANGERS. La requête civile fondée sur des moyens de faux peut être admise par des tribunaux français, bien que les moyens de faux ne soient constatés que par des tribunaux étrangers dont les jugemens ou arrêts n'ont pas même été revus en France (1).

(N.... — t. Gozzano.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les pièces qui ont servi de base et de fondement à la décision de la Cour sont le connaissance, les factures et le constat justificatifs du chargement et du si-

nistre; que depuis cette décision ces pièces ont été déclarées fausses, puisque tel est le résultat nécessaire de l'arrêt de la Cour de Naples, qui a déclaré le chargement simulé et le fauxage volontaire par suite d'un concert frauduleux entre le chargeur et le capitaine; — Que par là la Cour n'entend nullement porter atteinte au grand principe du droit public qui refuse aux jugemens rendus à l'étranger, toute force d'exécution en France; que l'arrêt de la Cour de Naples n'est point ici considéré par la Cour, comme décision judiciaire obligatoire pour des tribunaux français, mais seulement comme acte déclaratif d'un fait duquel résulte nécessairement la fausseté des pièces dont il s'agit; qu'ainsi se trouve rempli le vœu de l'art. 480 du Code de proc., § 9, d'après lequel les pièces qui ont déterminé l'arrêt attaqué doivent avoir été déclarées fausses, sans que la loi ait prescrit ni limité les formes possibles de la déclaration; — Qu'en effet, il serait éminemment contraire à l'intérêt du commerce, dont les relations s'étendent nécessairement à l'étranger, qu'on dût s'interdire de prendre les preuves déclaratives de la fausseté de semblables pièces dans les actes ou titres qui les contiennent, par cela seul que ces actes ou titres seraient émanés d'un juge étranger, etc.

Du 27 fév. 1822. — Cour roy. d'Aix.

HYPOTHÈQUE. — PURGE. — TERME. — REMBOURSEMENT.

Le créancier hypothécaire dont les sûretés sont diminuées par la vente de portion de l'immeuble affecté à sa créance, peut, alors même que la créance n'est pas exigible, en exiger le remboursement du vendeur, si le tiers acquéreur a rempli les formalités nécessaires à la purge (2).

Il n'importe que depuis la demande en remboursement, l'acquéreur ait revendu la chose à son vendeur, en déclarant se désister de la notification par lui faite pour arriver à la purge, et que les vendeurs consentent à ce que l'immeuble qu'ils avaient aliéné reste grevé de l'hypothèque du créancier.

(Ribot C. Lemaire.)

Par contrat du 16 juill. 1817, les sieur et dame Ribot ont vendu aux mariés Lemaire, moyennant une rente perpétuelle de 532 fr., la métairie de la Huguette, et d'autres immeubles, au nombre desquels se trouvait un porche en muraille, situé au bourg de Courcité. Ce contrat a été transcrit, et une inscription d'office a été prise au profit des vendeurs.

Le 27 janv. 1819, les époux Lemaire ont reven-

— V. aussi sur l'effet que les jugemens étrangers doivent avoir en France comme actes probatoires, les observations qui accompagnent un arrêt rendu en audience solennelle par la Cour royale de Paris, le 16 janv. 1836; F. en outre Cass. 29 août 1826; Douai, 5 mai 1836.

(2) Cela est sans difficulté, lorsque, comme dans l'espèce ci-dessus, le tiers acquéreur s'est mis en demeure de purger, car alors les sûretés des créanciers sont effectivement diminuées. Mais quid, lorsque le tiers acquéreur n'a pas encore songé à la purge? En d'autres termes, le créancier peut-il exiger le remboursement des instant même de la vente. La question est grave et fort controversée, et la jurisprudence est en désaccord avec l'opinion des auteurs. F. sur ce point, le note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 9 janv. 1810; F. aussi les autorités indiquées dans notre Table décenn., 1831-1840, 1^o Terme, n. 7.

Poitiers, 7 déc. 1820; Orléans 30 sept. 1832 (Volume 1832); Agen, 5 janv. 1833 (Volume 1832). — Toutefois, M. Chauveau sur Carré, Lois de la proc., tom. 4, quest. 1581 garde, n° 1, s'élève contre cette jurisprudence, et décide que le garant ne peut appeler contre le demandeur principal parce qu'il n'a subi vis-à-vis de lui aucune condamnation, la litige à l'égard du garant n'existant que contre le garant, et que ses intérêts sont suffisamment à l'abri, au moyen du recours qui lui est toujours ouvert contre le garant son véritable adversaire. M. Chauveau cite, à l'appui de cette doctrine, un arrêt de la Cour de Poitiers du 22 déc. 1829.

(1) La Cour royale d'Aix, de qui émane l'arrêt ci-dessus, s'est plus tard abandonnée cette jurisprudence en jugeant que la déclaration d'un faux, telle qu'elle puisse servir de fondement à une requête civile, ne saurait résulter d'un jugement rendu par un tribunal étranger, tant que ce jugement n'a pas été déclaré exécutoire en France. F. 8 fév. 1835.

du au sieur Mille, pour une somme de 260 fr., le porche qu'ils avaient acquis en 1807. — Le sieur Mille a fait transcrire, et a notifié aux créanciers inscrits.

Alors les époux Ribot, vendeurs originaux, ont demandé le remboursement de la rente perpétuelle constituée à leur profit par le contrat du 16 juil. 1807. Ils ont invoqué les art. 1188, 1244 et 2184 du Code civ.

Postérieurement à cette demande, Mille rétro-cède aux époux Lemaire l'immeuble qu'ils lui avaient vendu, et se désiste de sa notification aux créanciers. En même temps, les époux Lemaire offrent au sieur et dame Ribot, de ne conserver cet immeuble qu'à la charge de l'hypothèque originaire, et même de leur laisser touchées 260 fr., prix de la revente qui en avait été faite, sans qu'il cessât d'être soumis à l'hypothèque.

Les mariés Ribot persistent néanmoins dans leur action en remboursement.

30 mai 1820, jugement qui les déclare non recevables et mal fondés : — « Attendu qu'un moyen du desistement donné par Mille de l'acquisition et des offres faites par les époux Lemaire, la rente de 532 fr. continue d'être placée sous la garantie première du contrat du 16 juil. 1807, que les dispositions des art. 1188, 1244 et 2184 ne sont pas applicables; que l'art. 1912 ne l'est pas davantage, parce que la rente est foncière, et que l'amortissement n'en a pas été réclamé pour non-paiement des arrérages pendant deux ans. Appel de la part des époux Ribot.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que le débiteur dont la dette n'est pas exigible ne peut plus profiter de cet avantage quand il a diminué les sûretés données à son créancier (art. 1188 du Code civ.). — Que les fonds vendus par Lemaire à Mille, par acte du 27 janv. 1819, faisaient partie de ceux sur lesquels Ribot avait un privilège résultant de la vente des mêmes fonds qu'il avait consentie le 16 juil. 1807; — Que Mille, acquéreur, avait usé de la faculté que lui donnait le Code civil de purger l'hypothèque dont le fonds qu'il avait acquis était grevé; — Que, par la seule formalité qu'il avait exécutée, le fonds qu'il avait acquis était devenu libre dans ses mains, à la charge par lui d'en payer le prix; — Que, dans cet état de choses, il est évident que les sûretés données à Ribot étaient diminuées; — Que la revente faite par Mille à Lemaire n'a pas pu faire revivre une hypothèque et un privilège qui s'étaient éteints; — Que Ribot ne peut pas, contre son gré, acquérir de nouveau une hypothèque sur ces mêmes fonds, et que cette hypothèque nouvelle n'équivaldrait pas à celle qui était antérieure; — Que les offres qui lui sont faites par Lemaire sont de nulle valeur, à défaut d'acceptation; — Que les renonciations faites par Mille aux actes par lesquels il avait purgé l'hypothèque, ne peuvent pas empêcher que ces actes n'aient produit leur effet; — Que, quelles que soient les considérations que Lemaire voudrait invoquer en sa faveur, sa cause reste soumise aux principes généraux qui régissent la matière; — Met l'appelation, etc.; — Condamne Lemaire à lui payer le capital de la rente stipulée par le contrat du 16 juil. 1807, avec les arrérages échus, etc.

Du 28 fév. 1822. — Cour roy. d'Angers. — Pl., M. M. Dubois et Chedvergne.

1^{re} CHASSE — PRESCRIPTION. — PEINE.

2^o PRESCRIPTION. — MATIÈRE CRIMINELLE.

1^{er} C'est par le décret du 30 avril 1790, et non par l'ordonnance de 1669, que sont régis les délits de chasse commis dans les forêts de l'Etat, tant à l'égard du délit dans lequel ces délits doivent être poursuivis, qu'à l'égard de la peine qu'ils entraînent (1).

2^o En matière criminelle, les juges doivent suppléer d'office l'exception de prescription (2).

(Grenouillet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur la première question, que toute action pour délit de chasse est prescrite par le laps d'un mois, à compter du jour où le délit a été commis (art. 12 du décret du 30 avril 1790); — Que le procès-verbal constatant le fait de chasse reproché au sieur Proitade-Grenouillet est du 24 juin 1821; — Que l'action de l'administration n'étant que du 3 sept. suivant, a été formée plus de deux mois après; — Qu'en vain l'administration objecte que le décret de 1790 n'est point applicable à l'espèce; qu'il n'a pour objet que les délits commis dans les bois des particuliers; que c'est à l'ordonnance de 1669 qu'il faut recourir pour fixer la peine à infliger au délit commis dans les forêts royales; — Considérant que rien n'appuie la restriction que l'administration donne ici à la loi de 1790; que son titre seule prouve sa généralité, décret concernant la chasse; que ses dispositions sont effectivement générales; que le législateur règle ce qui doit être observé pour la chasse; qu'il détermine les peines à infliger à telle ou telle infraction, la responsabilité des pères et mères, la manière de constater les délits; qu'enfin, c'est après avoir réglé tous ces objets qu'il fixe le délai dans lequel le délit de chasse peut être poursuivi; — Considérant que c'est particulièrement à ce décret que le roi, dans son ordonnance du 20 août 1814, renvoie l'administration forestière : « Les conservateurs et inspecteurs forestiers (porte l'art. 8) veilleront à ce que les lois et les réglemens sur la police des chasses, et notamment le décret du 30 avril 1790, soient ponctuellement exécutés; ceux qui chasseront sans permission seront poursuivis conformément aux dispositions de ce décret; » — Considérant, relativement à l'instance dont est possible le délinquant dans une forêt royale, que la Cour de cassation a décidé le 26 janv. 1816 (V. à cette date, que, par la loi de 1790, l'amende applicable au délit de chasse est fixée à 20 fr., et l'indemnité à 10 fr.; — Qu'à la vérité l'arrêt cité ne dit pas si le délit dont il s'agissait alors avait été commis dans un bois royal; mais que ce fait résulte nécessairement de ce que l'appel était formé à la requête de l'administration forestière, et qu'il est de principe qu'elle est sans qualité pour poursuivre les délits commis dans les bois des particuliers, à moins qu'il ne s'agisse de la violation de quelque réglemeut dont l'exécution lui est confiée; — Considérant au surplus que, dans l'espèce actuelle, l'action prescrite n'étant plus recevable, la Cour ne peut examiner si le sieur Grenouillet s'est réellement rendu coupable d'un délit;

Considérant, sur la deuxième question, que la prescription en matière criminelle est aussi favorable qu'elle est généralement odieuse en matière civile; que toutes les dispositions de loi introduites en faveur des prévenus doivent être entendues dans le sens le plus large; que non-seulement les sieurs Grenouillet sont recevables à op-

(1) V. en ce sens, Cass. 30 et 31 mai 1822, et les autorités qui y sont citées.

(2) La jurisprudence et les auteurs sont unan-

mes sur ce point. V. l'ass. 26 fév. 1807; 26 janv., 12 août et 7 oct. 1808; Metz, 17 nov. 1821, et les autorités qui y sont indiquées.

poser le moyen résultant de la prescription de l'action, quoiqu'ils ne l'aient pas employé en première instance; mais que les juges, qui toujours doivent consulter l'intention du législateur, auraient dû le suppléer d'office; — Vu l'art. 12, L. 30 avril 1790, qui déclare prescrite l'action de l'administration forestière; — A mis le jugement dont est appel au néant; — Emendant, décharge les sieur Grenouillet des condamnations prononcées contre eux, etc.

Du 25 fév. 1822. — Cour roy. de Bourges. — Ch. civ. — Prés., M. Delaméthérie. — Concl., M. Deligny, subst. — Pl., M. Mater.

VENTE.—CRÉANCIER.—CONDITION.

Est licite et valable, comme vente conditionnelle, la clause portant qu'à défaut de paiement d'une obligation dans un délai fixé, le créancier sera propriétaire de l'immeuble affecté par hypothèque au paiement de sa créance. (On ne peut appliquer, dans ce cas, les art. 2078 et 2088, Cod. civ., qui défendent toute stipulation adorsant le créancier à s'approprier l'objet mobilier donné à gage ou l'immeuble donné à anticthèse (1).)

(Dufour-Ramond — L. Dufour-Lauriole.)

2 mai 1820 transaction notariale, par laquelle le sieur Dufour-Ramond se reconnaît débiteur envers le sieur Dufour-Lauriole d'une somme de 4,870 fr.; l'acte porte : « Pour sûreté et exécution de ses promesses, le débiteur affecte et hypothèque ses immeubles, avec faculté que si, dans le délai d'une année, il ne remplit pas entièrement son engagement, il abandonne au Dufour-Lauriole la propriété réelle de tous et chacun desdits immeubles, pour en jouir et user comme de sa propre chose, en représentation de sa créance en capital et intérêts. »

2 mai 1821, époque fixée pour le paiement, le sieur Dufour-Ramond demande la nullité de la transaction. Il offre en même temps à son créancier le remboursement des 4,870 fr. — Celui-ci fait sommation de payer le montant de la créance, sinon de se trouver, le 5 du même mois, sur les immeubles hypothéqués, afin d'être présent à la prise de possession.

Opposition à ce commandement, de la part du sieur Dufour-Ramond, avec offre de paiement de la somme capitale et des intérêts.

Devant le juge de paix, le sieur Dufour-Lauriole a consenti à renoncer au bénéfice de la transaction, si le débiteur voulait se libérer de suite. Mais la conciliation ne put avoir lieu.

Le 29 mai, prise de possession des immeubles hypothéqués, effectuée par le ministère d'un huissier.

11 juillet 1821. Jugement du tribunal civil de Saint-Gaudens, ainsi conçu : — « Considérant que la clause d'abandon de la propriété des immeubles hypothéqués, exprimée dans la transaction au cas de non-paiement, ne doit point être considérée comme simple assurance hypothécaire, mais comme un véritable bail en paiement, qui doit d'autant plus recevoir son exécution, qu'il n'a rien de contraire aux lois, et que les parties étaient bien d'accord sur la chose et sur le prix; — Considérant que la prétention, que les immeubles énoncés dans la transaction, sont d'une valeur bien plus forte que les sommes y exprimées, n'est qu'une pure allegation; et qu'à cet égard, Dufour-Ramond n'a d'autre action que celle en lésion, en conformité de l'art. 1674 du

Code civil; — Considérant qu'il est juste cependant d'accorder à Dufour-Ramond, un délai moral qui le mette à même de payer la somme due, et de conserver sa propriété; — Le tribunal déclare le sieur Dufour-Lauriole propriétaire des biens hypothéqués; et néanmoins accorde au sieur Dufour-Ramond la faculté de se libérer dans trois mois. »

Appel de la part du sieur Dufour-Ramond.

Pour l'appelant, on a soutenu que les premiers juges avaient considéré l'abandon stipulé dans l'acte du 2 mai 1820, tantôt comme un véritable bail en paiement, tantôt comme contenant une vente; mais qu'en consultant l'acte, il était évident qu'il ne pouvait être envisagé sous aucun de ces deux rapports; que l'intention des parties avait été, l'une de payer, l'autre de recevoir les 4,870 fr. dans l'année, et qu'il était évident que Dufour-Ramond n'avait pas voulu faire une donation en paiement des immeubles hypothéqués, puisqu'il les avait affectés seulement pour la sûreté de sa dette. — Cet acte ne peut être considéré non plus comme une vente; la preuve en est dans le jugement attaqué lui-même. En effet, si c'était une vente, elle aurait été parfaite, dès que les parties auraient été d'accord sur la chose et le prix; elle serait consommée par l'événement de la condition; l'adversaire serait propriétaire pur et simple, et Dufour-Ramond ne pourrait pas conserver les biens, comme le jugement lui en laisse la faculté, en payant la somme due. Cette disposition n'est donc qu'un contrat à gage, avec une clause prescrite par les lois. — On a cité notamment un arrêt du parlement de Paris, du 19 mars 1552, rendu dans l'espèce suivante : « Un gentilhomme emprunte cinq cents écus à un marchand, qu'il promet lui rendre dans un an, et à cette fin, lui hypothèque un fief. Il accorde que l'an passé sans faire ledit paiement, dès à présent, comme alors, ledit fief serait vendu au marchand. L'an se passe sans payer; le marchand se veut saisir du fief, et porte complainte; il est maintenu. Le gentilhomme appelle au parlement de Paris; il démontre que la vente dont s'agit est réprouvée par les lois, qu'il ne peut être tenu que de payer ce qu'il doit. La Cour déclare la vente nulle, et ordonne que si, dans deux mois, l'appelant n'a pas satisfait à la somme, deux passés, la terre sera vendue audit marchand à tel prix que les estimateurs à ce experts estimeront. » (V. les arrêts notables de Papon, liv. 3, tit. d'hypothèque, § 3, art. 2. Despeysses, tome 1^{er}, pag. 260, édition de Toulouse, de 1778; Ferrière, dans ses remarques sur le droit français, v^o Gage, 2^e part., pag. 253.)

Ainsi, n'ajoutait-on pour l'appelant, si l'équité et la justice veulent que le débiteur soit tenu de payer sa dette, elles ne peuvent vouloir que le créancier obtienne plus qu'il ne lui est dû; elles doivent protéger le premier contre le malheur de sa position, dont l'autre a pu abuser, en lui imposant d'onéreuses et d'injustes conditions.

ANNEXE.

LA COUR; — Attendu que la loi permet tout ce qu'elle ne défend pas; — Que la loi de renouveler ou de consacrer la prohibition prononcée par les lois romaines contre la stipulation que les créanciers seront propriétaires du gage, si le débiteur ne paie pas dans un délai déterminé, le Code civil n'a défendu cette clause que dans les contrats d'anticthèse, c'est-à-dire dans ceux où le débiteur remet et délivre le fonds au créancier, pour qu'il en perçoive les fruits jusqu'à sa

(1) V. conf., Toulouse, 16 mars 1812; Montpellier, 6 mars 1840. — Mais voy. en sens contraire,

Paris, 28 mess. an 11, et nos observations; Montpellier, 17 août 1840, loc. cit.

libération;—Que ce serait faire une fausse application de l'article 2088 que de l'étendre à un cas différent de celui qu'il a prévu;—Attendu, en fait, que l'acte du 2 mai 1820 ne renferme pas un bail à antichrèse, puisque les immeubles ne furent pas remis à Dufour-Lauriole; qu'on n'y voit qu'une vente conditionnelle contre laquelle le sieur Dufour-Ramond ne pourrait exercer que l'action pour cause de lésion; — Dément le sieur Dufour-Ramond de son appel, etc.

Du 1^{er} mars 1822. — Cour roy. de Toulouse. — Prés., M. d'Agayvives. — Concl. M. Moyrier, cons. aud. — Pl., M. M. Féral et Decamps.

COMMERCANT. — PAIEMENT. — DOMICILE. — FACTURE.

Du 1^{er} mars 1822. (Aff. Achard.) — Cour roy. Riom. — F. la note sur l'arrêt de la Cour de Poitiers, du 30 mars 1820.

COMPTE DE TUTELLE. — TUTEUR DE FAIT. — DONATION.

L'incapacité établie par l'art. 907, Code civil, contre le tuteur, pour recevoir des dons de son pupille, avant l'apurement du compte de tutelle, s'applique à toute personne qui a géré de fait les biens du pupille; notamment, au second mari d'une femme, qui a géré les biens des enfans issus du premier mariage de la femme, sans que la femme eût été maintenue dans la tutelle, avant le divorce. (Cod. civ., 907.) (1)

(Biergeon — C. Dumazet.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu en fait, que Pierre Devaise étant décédé le 1^{er} août 1793, Françoise Gareton, son épouse, devint par ce décès, tutrice légale de ses enfans mineurs, Sylvaine Devoise et Léonard Devoise, celui-ci né le 15 fév. 1786; que le 24 pluv. au 4 ladite Gareton ayant fait faire un inventaire des meubles et effets des susdits mineurs, Pierre Biergeon y figura, eu se qualifiant de cotuteur, et se chargea du montant dudit inventaire; que ledit Biergeon étant devenu le lendemain, 25 pluviose, l'époux de Françoise Gareton ex-rça, de concert avec elle, la tutelle desdits mineurs; que ladite Gareton étant décédée avant la majorité de Léonard Devoise, ledit Pierre Biergeon se perpétua dans ladite tutelle, jusqu'à la majorité des mineurs, qu'il n'a jamais rendu aucun compte à Léonard Devoise, et que cependant celui-ci l'insultait son héritier par son testament en date du 4 oct. 1808, qui fut suivi de son départ pour l'armée, et de son absence depuis 1809; — Attendu, en droit, que la tutelle dudit Léonard Devoise s'étant ouverte sous l'empire de l'ancienne législation, c'est l'ancienne législation qui a fixé la qualité des parties et leur condition respective; — Attendu que l'ancienne législation frappait de nullité, non-seulement toute disposition testamentaire faite en faveur d'un tuteur, dont le compte n'était pas apuré, mais encore toute disposition de ce genre en faveur d'un administrateur comptable des biens d'un mineur, qui n'avait pas encore rendu son compte; — Attendu que, de là, il suit que le testament fait par Léonard Devoise, en faveur de Pierre Biergeon, ne peut produire aucun effet. — Attendu encore que, sous l'empire du Code civil, le résultat serait le même: Françoise Gareton, mère de Léonard

Devoise, devait en effet, lorsqu'elle vould épouser Pierre Biergeon, convoquer, avant son mariage, en se conformant à l'art. 395 de ce Code, le conseil de famille, pour lui faire décider si la tutelle de ses enfans mineurs lui serait conservée, et dans le cas de l'affirmative, son second mari devenait nécessairement son cotuteur, aux termes de l'art. 396. Elle ne fit point cette convocation, et dès lors elle perdit de plein droit la tutelle, d'après l'art. 395; mais en la perdant de droit, elle la conserva réelles-ni de fait, bien qu'indûment, étai de choses admises aussi par cet article, et par cela seul, son mari aurait été solidairement responsable des suites de cette tutelle; mais non-seulement le mari fut alors cotuteur de fait, durant l'intervalle qui s'est écoulé de la mort de Françoise Gareton à la majorité de Léonard Devoise: il a aussi indûment conservé, et sur sa seule tête, la tutelle dudit Léonard. Or, suivant l'art. 907 du Code civil, le mineur devenu majeur ne peut disposer au profit de celui qui a été son tuteur, qu'après que le compte définitif a été préalablement rendu et apuré; et Pierre Biergeon peut-il prétendre, avec quelque fondement, qu'il s'est pas dans le cas d'exclusion prononcée par la loi? Si, en se conformant au Code civil, sa femme eût été nommée tutrice, il devenait cotuteur; et dès lors il était exclu, dans le cas où il se trouve, de la succession de Léonard Devoise; car l'exclusion embrasse nécessairement le cotuteur comme le tuteur, la cotutelle étant indivisible de la tutelle. Sa femme et lui ont enfreint la loi qui leur imposait l'obligation de donner un tuteur légal au mineur. Lui attribuer à lui, gérant de cette tutelle indûment conservée, un avantage que le tuteur légal n'aurait pas eu, ce serait admettre que l'infraction à la loi peut tourner à l'avantage de celui qui se la permet, conséquence repoussée par la raison et les principes de la justice, et dont le vice met en évidence celui de la prétention de Biergeon; — Attendu de plus, que le motif pour lequel le législateur a voulu que le mineur, devenu majeur, ne pût disposer en faveur de son tuteur, avant que le compte définitif fût rendu et apuré, c'est que, jusqu'alors, il est dans la dépendance de ce tuteur, qui encore possesseur de toute sa fortune, peut user envers lui de moyens de captation, d'influence et même de contrainte; or, ces moyens étant les mêmes pour celui qui a été tuteur indu, que pour celui qui a été tuteur légal, la raison d'exclusion doit être la même pour l'un et pour l'autre; — D'où il faut conclure que, quand même la cause devrait être jugée par les dispositions du Code civil, le testament de Léonard Devoise ne pourrait non plus produire aucun effet; — Met l'appel au néant; Ordonne, etc.

Du 4 mars 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. deGaujail, p. p. — Pl., MM. Dumoutet Dubraule.

FAUX INCIDENT. — DÉCHÉANCE.

Le demandeur en inscription de faux qui n'a pas fait signifier ses moyens, dans le délai de huit jours, par l'art. 229, Cod. proc., n'est pas de droit frappé de déchéance. — Seulement la déchéance peut être prononcée suivant les circonstances (Cod. proc., 229.) (2).

jugement, il n'y a pas de déchéance à prononcer; secondement, que dans le cas même où elle n'aurait pas été signifiée au moment où il s'agit de statuer, le tribunal pourrait proroger en délai, si le demandeur demandait de son retard, une excuse suffisante : le délai s'est donc que comminatoire. C'est ainsi que les commentateurs de l'ordonn. de 1667,

(1) V. conf., Metz, 18 janv. 1821, la note, et les autorités en sens divers qui y sont indiquées.

(2) Cela résulte clairement de ces expressions « il y a échec dont se sort l'art. 229 du Code de proc. » Il suit de là, dit Carré, Loix de la proc., etc., sur l'art. 229, à la note, premièrement, que si la requête a été signifiée après le délai, mais avant la VII. — 1^{re} PARTIE.

(Vier—C. Crémieux.)

Le sieur Vier forme l'inscription de faux incident contre une pièce produite dans un procès pendant entre lui et le sieur Crémieux. — La procédure en inscription de faux est introduite; la pièce est déposée au greffe; il est dressé procès-verbal, suivant le vœu des art. 225 et suiv. du Code de proc. civ. — A compter du jour où est dressé le procès-verbal, plus de huit jours s'écoulent sans que le sieur Vier, demandeur, fasse signifier ses moyens de faux, comme il est prescrit par l'art. 229.

Le sieur Crémieux, défendeur, assigne le sieur Vier, pour voir prononcer la déchéance de son inscription, attendu qu'aux termes de l'art. 229 du Code de proc., le demandeur est tenu de signifier au défendeur ses moyens de faux, dans les huit jours qui suivent le procès-verbal, et que le défendeur peut faire prononcer après ce délai la déchéance, pour défaut de signification.

Vier répond que la déchéance n'est pas de droit, que seulement les juges ont la faculté de la prononcer suivant les circonstances; que cela résulte de la rédaction de l'art. 229, qui dit expressément que la déchéance sera prononcée s'il y échet. Sur-le-champ Vier a fait signifier ses moyens de faux.

12 nov. 1821, jugement qui déclare le sieur Vier déchu de son inscription de faux incident. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que l'art. 229 du Code de proc., laisse la faculté aux juges de prononcer ou non la déchéance de l'inscription de faux contre le demandeur qui n'a pas fourni ses moyens de faux dans le délai qui y est porté, selon qu'il y échet, d'après les circonstances qui peuvent les déterminer;—Attendu que le retard mis, dans ce cas, par le demandeur, à la signification régulière de ses moyens de faux, n'est évidemment que le fait de son avoué, qui croyait avoir satisfait au vœu de la loi en se référant, par une réponse formelle à la sommation qui lui avait été faite de fournir ses moyens de faux, à une requête antérieure, dans laquelle il avait inséré des énonciations suffisantes; que cette erreur était sans doute bien suffisante pour autoriser les juges à user de la faculté que la loi leur accordait de donner à la partie le moyen de la réparer, et ne pas prononcer contre elle, une déchéance accompagnée de la peine rigoureuse de l'amende encourue dans ce cas, comme dans celui où le faux n'existerait pas, tandis que rien ne peut encore le prouver; que les moyens de faux ayant d'ailleurs été signifiés avant le jugement même qui prononçait cette déchéance, on ne saurait supposer au demandeur la volonté de

se soustraire à l'obligation qui lui était imposée de les donner, ni d'éluder le jugement qui doit intervenir sur son inscription de faux, et que le défendeur qui en avait connaissance aurait pu, dès ce moment, utiliser le délai qui lui est accordé;—A mis et met l'appellation au néant; et, par nouveau jugement, sans avoir égard à la demande en déchéance formée par Crémieux, ordonne qu'il sera tenu de répondre aux moyens de faux qui lui ont été signifiés.

Du 4 mars 1822.—Cour roy. de Nîmes.—Pl., M.M. Monnier, Taillade et Crémieux.

INSTITUTION CONTRACTUELLE. — ENFANS.—IRREVOCABILITÉ

L'institution contractuelle faite sans aucune réserve de la part de l'instituant, a pour effet de saisir non-seulement l'institué, mais encore les enfans à naître du mariage en faveur duquel l'institution a été faite, en sorte que, en cas de décès de l'institué, ceux-ci recueillent le bénéfice de l'institution par égales portions, comme s'ils avaient été nommément institués (1).

En conséquence est nulle la donation entre-vifs, faite postérieurement par l'instituant à l'institué, en ce sens que celui-ci ne peut s'en prévaloir, pour distribuer inégalement entre ses enfans, les biens compris dans l'institution (2).

(Bernard Grenoué — C. Bernard.)

En 1779, François Bernard, par le contrat de mariage d'Antoine, son fils, l'institue son héritier, à la charge de payer une légitime à chacun des autres enfans de l'instituant.

Le 8 pluv. an 13, François Bernard fait donation entre-vifs à son héritier institué des huit quatorzièmes de tous les immeubles qu'il possède dans la commune de Chalais. Le donateur se réserve l'usufruit pendant sa vie.—Le 2 flor. an 13, transcription de cette donation.

Le 13 août 1807, contrat de mariage de François Bernard, fils d'Antoine et deuxième du nom. Le père du futur lui donne, à titre de préciput, le quart de son héritage, et lui assure une part d'enfant dans les autres trois quarts.

Antoine Bernard, héritier institué et donataire de son père, décède au mois de sept. 1816; il laisse quatre enfans.

Le 28 juin 1820, décès de François Bernard, instituant et donateur; il laisse sept enfans.

Un jugement du 28 juil. suivant ordonne le partage de la succession.

Plus tard, trois des enfans de feu Antoine Bernard demandent contre François, leur frère, la subdivision par quart, des biens compris dans la succession d'Antoine Bernard, leur père.

avaient décidé la question sur l'art. 27, et qu'un des jurisconsultes qui ont écrit sur le Code l'ont résolue. » — Il en est de même du délai de huit jours accordé par l'art. 216 à l'effet de déclarer si l'on entend se servir de la pièce arguée de faux. V. Cass. 8 août 1837; 14 août 1838; Rouen, 5 déc. 1820, V. aussi Pigeau, Proc., tom. 1, pag. 340, et Comm., t. 1, p. 424; Thoinne Desmasure, t. 1, p. 339; Boncenne, Théorie de la proc., t. 4, p. 60-71; Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 873.—Toutefois, voy. en sens contraire sur ce point, Carré, Lois de la proc., quest. 873; Merlin, Quest., v^o Inscript. de faux, et Répert., end. corr., § 7, n^o 3.

(1) V. encore dans le même sens, deux autres arrêts de la Cour roy. de Rouen, des 2 janv. 1821 et 21 août 1822.—Du reste, il est aujourd'hui de principe certain, que dans les institutions contrac-

tuelles autorisées par l'art. 1082, Cod. civ., se trouve toujours sous-entendue une substitution vulgaire au profit des enfans de l'institué, lesquels, au cas de décès de leur père, sont appelés à recueillir le bénéfice de l'institution, non pas par droit de représentation, mais par un droit qui leur est propre eux-mêmes. V. Taulier, t. 5, n^o 840; Duranton, n. 674 et suiv.; Coin-Delisle, Comment. des donat., sur l'art. 1082, n. 27, et les auteurs qu'il cite.

(2) V. en ce sens, Cass. 23 fév. 1818, la note et les autorités qui y sont indiquées. V. aussi nos observations sur un arrêt de la Cour d'appel de Besançon du 19 frim. an 11.—Mais pour le cas où l'instituant s'est réservé une somme fixe, un objet déterminé, ou une quote de biens, voy. Cass. 23 mai 1821, et la note.

François Bernard, deuxième du nom, consent au partage; mais il entend prélever, outre sa portion héréditaire, le quart des biens formant la succession qui embrasse les huit quatorzièmes des biens de François Bernard, premier du nom, aux termes de la donation du 8 pluv. an 13.

Les cohéritiers combattent sa prétention; ils soutiennent que François, premier, après avoir institué Antoine, son fils, pour héritier universel, en 1779, n'a pu subseqüemment, sans excéder la quotité disponible, lui attribuer par donation entre-vifs, les huit quatorzièmes des biens, sous une loi qui limitait au quart, la quotité disponible;

Que la donation de l'an 13 n'a été imaginée que pour enlever, au cas arrivé du prédécès de l'institué, à ses descendants, le droit de recueillir par égalité le bénéfice de l'institution, ce qui est contraire aux dispositions des art. 16, 17, 26 et 40, lit. 14 de la cout. d'Auvergne, et des art. 913, 914, 1048, 1051, 1078, 1082 et 1083 du Code civil.

Un jugement contradictoire, après avoir ordonné le partage des biens de la succession d'Antoine Bernard, et le prélèvement sur ces biens du quart en préciput, en faveur de François Bernard, décide que la succession d'Antoine Bernard comprend les huit quatorzièmes que François Bernard, premier, lui donna en l'an 13.

Appel de la part des cohéritiers de François, deuxième.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que, de droit commun, et dans les principes de la cout. d'Auvergne, qui régit les parties, l'institution d'héritier avait l'effet de saisir non-seulement l'héritier institué, mais encore les enfans à naître du mariage, en faveur duquel l'institution était faite, de sorte que par le prédécès de l'institué, tous ses enfans étaient appelés à recueillir, par égalité, le bénéfice de l'institution, de la même manière que s'ils avaient eux-mêmes été institués nommément, par le contrat de mariage de leur père, lorsqu'il n'y avait eu, de la part de l'instituant, ni réserve, ni disposition contraire;—Attendu que François Bernard, auel commun des parties, avait institué Antoine Bernard, son fils, son héritier universel par le contrat de mariage de ce dernier du 10 janv. 1779:—Attendu qu'Antoine Bernard étant décédé plusieurs années avant François Bernard, son père, les enfans d'Antoine ont été appelés à venir, jure suo, à la succession de leur aïeul;—Attendu que d'après l'institution universelle, faite par François Bernard, en faveur d'Antoine, son fils, et qui devait profiter, par part égale, à tous les enfans de l'institué dans le cas où il prédécéderait l'instituant, celui-ci n'a pu, par aucune disposition ultérieure à l'institution par lui faite au profit d'Antoine, priver les enfans de ce dernier du droit de participer, par égalité, au bénéfice de ladite institution:—Attendu, d'ailleurs, qu'il résulte évidemment des faits particuliers de la cause que la donation qui a eu lieu le 8 pluv. an 13, en prévoyant l'événement arrivé de la mort d'Antoine Bernard avant celle de François, son instituant, a eu pour objet principal de faciliter la disposition du quart faite en faveur de François, second du nom, par acte de Godemel, le 13 août 1807, et de détruire par là, entre les enfans d'Antoine, l'égalité qui leur était assurée par l'institution faite en faveur de leur père, au cas de son pré-

décès, mais qu'il ne dépendait ni de François Bernard, ni d'Antoine son héritier institué de leur ravir cet avantage, ou d'en empêcher les effets à leur préjudice, par aucunes dispositions à titre gratuit;—Met l'appellation et le jugement dont est appel au néant, en ce qu'il a autorisé François Bernard, second du nom, à prélever, lors du partage ordonné par ledit jugement, le quart des biens compris en la donation du 8 pluv. an 13;—Emendant, sans s'arrêter à ladite donation qui est déclarée comme non avenue, etc.

Du 4 mars 1822.—Cour roy. de Riom.—1^{re} ch. —Prés., M. Thevenin.—Concl., M. Archon-Despérouses, 1^{er} av. gén.—Pl., MM. Allemand et Godemel.

HYPOTHEQUE LÉGALE.—BIENS PARAPHÉNAUX.—INSCRIPTION.

Du 4 mars 1822. (aff. héritiers Faut).—Cour roy. de Riom.—V. cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 6 janv. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

AUTORISATION DE COMMUNE.—RESPONSABILITÉ.

Du 5 mars 1822 (aff. comm. Montagnac).—Cour roy. de Toulouse.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 28 janv. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.—APPEL.—ACQUIESCEMENT.

L'appel d'un jugement interlocutoire n'est pas recevable de la part de celui qui l'a exécuté sans réserves. (Cod. proc., 451.) (1)

{Devaux—C. Bidaut).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu qu'il est de principe et de jurisprudence établie qu'on ne peut interjeter appel d'un jugement interlocutoire qu'on a exécuté sans faire de réserves; que Bidaut a exécuté sans réserves le jugement interlocutoire du 31 mars; que dès lors, il n'est pas recevable à interjeter appel:—Déclare l'appel du jugement interlocutoire du 31 mars 1813 non recevable, etc.

Du 6 mars 1822.—Cour roy. de Limoges.—Prés., M. de Gaujal, p. p.—Pl., MM. Fournier et Lésaud.

INTERVENTION.—FAUX INCIDENT.—NOTAIRE.

Un notaire peut être reçu à intervenir dans une instance en faux incident, dirigée contre un acte qu'il a reçu, alors surtout que le faux qu'on prétend avoir été commis devrait nécessairement lui être imputé (Cod. proc., 239, 466 et 474.) (2)

{Bolesou.—C. Thoulouse).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que les moyens de faux qui ont été signifiés de la part de Thoulouse à Metzge, dans l'instance pendante entre eux devant la Cour, il a été mis en fait, par Thoulouse, qu'il ne fut pas présent à l'acte du 6 janv. 1816, reçu par Bolesou, notaire, duquel Metzge se prévaut contre lui, et dans lequel ledit Thoulouse stipule en personne; d'où il résulterait incontestablement que le faux que ce dernier prétend avoir été commis ne saurait être attribué qu'au notaire qui a reçu l'acte;—Attendu que ce notaire éprouve déjà un préjudice notable par le seul effet de l'inscription faite contre lui du ses

(1) V. conf., Angers, 21 août 1821; mais voy. en sens contraire, Troyes, 1^{er} août 1810, et nos observations.

(2) V. dans ce sens, l'arrêt de la même Cour, du

11 juill. 1827. Junge, Paris, 29 juin 1826.—V. du reste, à la date du 31 janv. 1825, l'arrêt rendu au fond par la Cour de cassation dans l'affaire ci-dessus.

actes : inscription propre à faire élever des soupçons injurieux à son caractère d'homme public, et qu'il n'est pas douteux que ce motif doit déterminer à admettre son intervention, puisqu'il suffirait, le cas échéant, à le faire recevoir à former tierce opposition ; — Attendu qu'indépendamment de cette raison morale, seule capable de justifier sa demande, il est encore intéressé à prendre une part active à l'incident élevé par Thoulon, sous le rapport des dommages-intérêts dont il pourrait être passible envers les parties qui figurent dans l'acte argué de faux, selon l'événement dont pourrait être suivie la procédure qui sera tenue à cet égard ; — Reçoit le sieur Boisson, notaire, partie intervenante dans l'instance sur la demande en faux incident qui s'instruit devant elle entre Thoulon et Metz ; — Ordonne, etc.

Du 6 mars 1822. — Cour roy. de Nîmes. — Prés., M. Thourret. — Concl., M. Gonet. — Pl., MM. Crivelli et Baragnon.

1^o et 2^o SUBSTITUTION PROHIBÉE. — INSTITUTION D'HÉRITIÈRE. — LEGS. — NULLITÉ.

3^o LEGS. — THÈMES DE PRIÈRE.

1^o Lorsqu'un testateur a dit : Paul N... (mon unique héritier présomptif) jouira de ma succession pendant sa vie, le reconnaissant seul héritier ; et après son décès, je reconnais pour mes parents et mes héritiers Pierre et Jean et leurs représentants, il y a la une substitution fideicommissaire prohibée, l'héritier légitime Paul, étant véritablement institué et formant le premier degré de la substitution. (Cod. civ., 896.) (1)

2^o La nullité de l'institution grevée de substitution, n'emporte point nullité d'un legs particulier mis à la charge de l'institué ; le legs doit être acquitté par celui qui recueille la succession, au défaut de l'institué. (Cod. civ., 896.) (2)

3^o Est valable le legs fait en termes de prière, lorsque d'ailleurs la volonté du testateur de disposer est constante. — Res. impl. (3) (Hunaut et consorts — C. les héritiers Gauguain.)

Le 11 juin 1816, Marthe Gauguain a fait un testament olographe dans lequel, après quelques legs pieux, elle s'exprime ainsi : D'après ça rempli, Louise Gauguain, ma sœur, jouira de ma succession pendant sa vie, la reconnaissant seule héritière ; et, d'après son décès, je reconnais pour mes parents et mes héritiers, messieurs Hunaut, Vallet, Danquelli et leurs représentants. — Puis, la testatrice prie les sieurs Hunaut et consorts de faire passer, dans l'an de son décès, de concert avec sa sœur, 4,000 fr. aux sieurs Lesayeux, ses parents, dans le cas où ceux-ci n'auraient pas droit à sa succession ni à celle de sa sœur.

30 janv. 1818, décès de la testatrice. — Louise, sa sœur et son unique héritière légitime, prend possession de la succession ; mais elle décède elle-même le 13 mai 1820. C'est alors qu'on découvre le testament. — Les sieurs Hunaut et consorts assignent les héritiers de Louise Gauguain devant le tribunal de Bouge, en délivrance des legs faits à

leur profit. — Les héritiers Lesayeux interviennent et réclament le legs de 4,000 fr.

Les héritiers de Louise Gauguain soutiennent que le testament renferme une substitution prohibée, dont la nullité doit entraîner celle de tous legs. Ils prétendent d'ailleurs que le legs fait aux sieurs Lesayeux est nul pour avoir été fait en simples termes de prière.

12 juin 1821, jugement du tribunal civil de Bouge, qui déclare la disposition faite au profit des sieurs Hunaut nulle, comme renfermant une substitution prohibée par l'art. 896 du Code civ. Quant au legs fait aux sieurs Lesayeux, il est déclaré valable, par le motif que, bien qu'il présente des irrégularités dans sa rédaction, il manifeste d'une manière précise les volontés de la testatrice : ce qui suffit aux termes de l'art. 967 du même Code.

Les sieurs Hunaut et consorts ont interjeté appel de ce jugement. — De leur côté, les héritiers de Louise Gauguain se sont portés incidemment appelants.

Pour les appels principaux on a prétendu que la disposition qui avait été faite à leur profit par Marthe Gauguain ne renfermait pas une substitution prohibée, en ce que, d'une part, Louise Gauguain, prétendue grevée, n'était appelée à recueillir qu'un simple usufruit, et ne pouvait être considérée comme véritablement instituée ; et d'autre part, en ce que les dispositions mises à la charge d'un héritier *ab intestat* ne doivent pas le faire regarder comme réellement institué, ni dès lors comme grevé de substitution. — Pour être convaincu que, dans l'espèce, la testatrice n'a fait qu'un legs d'usufruit au profit de Louise Gauguain, sa sœur, il suffit de s'arrêter aux termes de la disposition. En effet, la testatrice commence par dire : ma sœur jouira de ma succession pendant sa vie. Certes, le mot *jouir* exclut déjà toute idée qu'elle ait voulu faire une institution véritable ; mais ce qui complète la démonstration, c'est que la légataire ne doit *jouir* que pendant sa vie : caractère auquel on ne peut se dispenser de reconnaître un simple usufruit. — Vainement chercherait-on à se prévaloir de ces autres expressions, la reconnaissant *seule héritière*, pour en conclure que Louise Gauguain a été véritablement instituée héritière. Ce membre de phrase doit s'interpréter par celui qui le précède. La testatrice a employé l'expression *héritière* comme synonyme de *légataire*, et parce que, dans le fait, Louise Gauguain devait *jouir* de toute la succession : c'est une expression qui n'est pas exacte en droit, mais qui n'a rien d'extraordinaire dans la bouche d'une femme, et en général, des gens du monde. — Si donc Louise Gauguain n'a été qu'usufruitière des biens de Marthe, sa sœur, elle ne peut être considérée comme véritablement instituée, ni dès lors comme grevée de substitution. — Cela posé, et venant au second point de vue, sous lequel ils présentaient la question, les sieurs Hunaut et consorts ont prétendu que de cela seul que l'héritière *ab intestat* se trouvait par le fait chargée de conserver et de rendre les biens dont il s'agit, pour qu'ils les recueillis-

(1) Sur cette question, les autorités citées dans l'article ci-dessus.

(2) C'est là un point constant en doctrine et en jurisprudence. V. Cass. 3 août 1814 ; Agen, 13 déc. 1811 ; Rouen, 24 août 1812, et les notes. — V. aussi Toullier, t. 5, n° 14 ; Duranton, t. 8, n° 91 ; Roland de Villargues, de Substitut., n. 319 ; Vazeille, des Donat., et test., sur l'art. 896, n° 12 et 13 ; Poujo, des Donat., sur l'art. 896, n. 33 ; Coin-Delisle, Comment. des donat., sur l'art. 896, C. civ., n° 43.

(3) En effet, il n'y a point de termes sacramentels, point de formes verbales absolument prescrites pour la validité d'un legs ; il suffit que la volonté de donner résulte des termes du testament et de leur combinaison. Sic, Coin-Delisle, Commentaire anal. des donat. et test., sur l'art. 967, n° 3 et 4. — C'est par suite de cette doctrine qu'une substitution prohibée, imposée au légataire sous la forme de la prière, peut être déclarée nulle lorsque l'intention de substituer est évidente. V. Cass. 3 août 1808.

sont à son décès, il n'en résulterait pas qu'elle doit être regardée comme réellement instituée. — Pour établir cette proposition, les appelans invoquaient l'autorité de MM. Delvincourt et Roland de Villargues. Voici notamment comment s'exprime ce dernier auteur, dans son *Traité des substitutions prohibées*, n° 127 et 128, 2^e édit. — « On peut être chargé de rendre sans être véritablement institué ou légataire : c'est ce que décide de la manière la plus formelle la loi 63, ff. de *hereditibus instituendis*, et c'est ce qu'enseignent tous les interprètes et tous les auteurs. Nous nous bornerons à citer Thévenot, pag. 37, n. 92. — Et d'abord, nous appliquerons le principe qui vient d'être posé au cas où le testateur aurait chargé ses héritiers *ab intestat* de rendre ses biens à un tiers. Ces héritiers ne doivent pas, pour cela, être réputés institués. — Sans doute, dans le droit romain, on pouvait grever son héritier *ab intestat* de fidéicommiss : c'est ce qui résulte d'une foule de textes bien connus. L. 92, § 2, ff. de *legat. l.*; Inst., de *fidéicommiss. hereditariis*, etc. — Ce n'est pas tout : toute disposition, même universelle, pourvu qu'elle fût conçue en forme codicillaire, valait comme fidéicommiss, à la charge des héritiers *ab intestat*; encore bien qu'elle ne fût pas conçue en termes obliques, c'est-à-dire, qu'il n'y eût ni prière ni charge de rendre (§ 4, de *Codicillis*, aux Inst.). — Mais quel était le motif de ces décisions? Le défunt était censé avoir laissé volontairement sa succession à ses héritiers *ab intestat*, qui étaient censés recevoir de sa main ce qu'il ne leur était pas, *dum eis non admittitur* (L. 4, § 6, ff. de *leg. l.*), ou, comme le dit la loi 8, § 1, ff. de *jure codicill.* : *Creditor paternifamilias sponte sua his (aux successeurs ab intestat) relinquere legitimam hereditatem*. — Or, cette prétendue institution n'était qu'une fiction imaginée pour faire valoir le testament qui ne pouvait subsister sans l'institution d'héritier, laquelle, dans les principes du droit romain, était la base de tout le testament : *Caput atque fundamentum totius testamenti*. — C'est la remarque de Ricard (p. 1, ch. 7, n. 355 et 367). « Quant à ce que les lois 3 et 8, ff. de *jure cod.* (dit-il) attribuent en quelque façon les successions *ab intestat*, aux volontés des défunts, elles ne parlent que par fiction, dans un cas singulier et pour faire subsister les fidéicommiss *ab intestat* et les codicilles sans testament, contre les anciennes règles de la jurisprudence romaine, en feignant que le défunt qui fait un codicille sans avoir fait un testament, institue tacitement son héritier *ab intestat*, en laissant les dispositions contenues dans le codicille à prendre de sa main. » — Et d'ailleurs, bien que le fidéicommiss, à la charge de l'héritier *ab intestat*, doit être délivré par lui, cette délivrance, qui était également nécessaire dans les legs, n'avait pour objet que la possession : ce qui est hors de doute, surtout dans le dernier état du droit romain, et d'après la loi 1^{re}, C. *communia de legat. et fideic.*, qui supprime la formalité de la tradition pour les legs comme pour les fidéicommiss, et donna aux légataires et fidéicommissaires l'action *in rem*, qui, aux termes des lois, suppose la propriété. — Aussi Thévenot (n° 65) dit-il que « ces fidéicommiss ne sont que de vrais legs puisque ce sont des libéralités laissées par le défunt et qui doivent être fournies par l'héritier. » — Et le Code civil confirme évidemment cette doctrine par l'art. 896 portant que « toute disposition par laquelle le donateur, l'héritier institué ou le légataire, sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle, même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire. » L'héritier

ab intestat est-il mis ici au nombre de ceux qui peuvent être chargés de rendre, ou autrement, grevés de substitutions? Non; et c'est aussi la remarque qu'a faite M. Delvincourt. *Cours de Code civil*, tome 1^{er}, pag. 826. — Il est donc constant, concluaient les sieurs Hunaut et consorts, que de cela seul qu'un héritier *ab intestat* se trouve chargé de rendre les biens à un tiers, il ne peut pas être considéré comme réellement institué, comme grevé; et comme, dans l'espèce, Louise Gaignan n'avait, outre son legs d'usufruit, que cette seule qualité d'héritière *ab intestat*, il en résulte qu'elle ne peut être considérée comme grevée de substitution. Par suite, c'est à tort que les premiers juges ont annulé la disposition faite au profit des appelans comme renfermant une substitution prohibée.

Les héritiers de Louise Gaignan, après avoir répondu à ces observations, disaient, quant au legs fait aux sieurs Lesayeux, qu'il était nul, 1^o parce qu'il était fait en termes précaires, et que ces termes n'étaient point obligatoires; 2^o parce qu'il était contenu dans un testament entaché de substitution, il devait participer à la nullité de la disposition principale; 3^o parce qu'il devait être arqué en partie par les légataires qui, ne recueillant rien, ne pouvaient rien payer.

M. Allain-Targé, conseiller auditeur, remplissant les fonctions du ministère public, a posé que les termes : « Ma sœur jouira de ma succession pendant sa vie, la reconnaissant seule héritière, etc », renfermaient une véritable institution d'héritier; que, dès lors, la disposition faite au profit des sieurs Hunaut et consorts était une véritable substitution prohibée.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que Marthe Gaignan n'a point borné sa libéralité envers Louise Gaignan, sa sœur, à un simple legs d'usufruit, puisqu'elle lui laisse sa succession en la reconnaissant sa seule héritière; que ces expressions équivalent à celles par lesquelles elle l'aurait nommée son héritière unique et universelle; que cette expression *seule héritière* se refuse à ce qu'on puisse dire qu'elle reconnaissait concurremment avec elle, d'autres héritiers; que cette signification toute naturelle des mots *seule héritière* n'est point contredite par ceux employés dans la même phrase, *elle jouira pendant sa vie*, car c'est jouir d'une succession que de la recueillir à titre d'héritier; — Que ce qui démontre que Louise Gaignan n'était pas simplement légataire de l'usufruit, et que d'autres héritiers n'étaient pas nommés concurremment avec elle et immédiatement après le décès de la testatrice, c'est qu'elle ajoute : « Après le décès de ma sœur, je reconnais pour mes parens et héritiers, etc. » d'où il suit qu'elle n'a transféré de droit à ses héritiers qu'après la mort de cette sœur, et il implique contradiction que ses héritiers ne le fissent que par le décès de Louise, s'ils l'avaient été dès le décès de Marthe; — Que Marthe n'a point établi dans son testament de distinction entre l'usufruit et la nue propriété de sa succession; que cette succession entière a passé à Louise seule; qu'elle a rempli le premier degré d'institution; que d'autres ne pouvaient être nommés héritiers que dans un degré second et subéquent; que ne reconnaissant ses parens pour héritiers qu'après le décès de sa sœur, elle a prévu que sa sœur pouvait survivre à quelques-uns d'entre eux; et que, pour suivre l'intention qu'elle manifestait, elle a appelé leurs représentans, ce qui décèle le désir d'établir plus d'un degré de succession; — Qu'il y a dans le testament de Marthe Gaignan, deux institutions : l'une au premier degré en faveur de

Louise, l'autre au deuxième en faveur de ses parents; que la sœur nommée senie héritière n'aurait pu disposer de l'hérédité pendant sa vie; qu'elle était par conséquent chargée de conserver et de rendre à ceux reconnus héritiers après son décès, ce que la testatrice voulait leur transmettre; qu'à ces caractères on doit reconnaître les substitutions prohibées par l'art. 896 du Code civ.

Considérant, sur l'appel incident, que le legs fait aux sœurs Lesayoux ne participe pas à la nullité prononcée par la loi sur l'institution d'héritier; que, dans notre nouvelle législation, la volonté du testateur doit être exécutée si elle est clairement exprimée et manifestée dans un acte en due forme; — Que quand l'héritier institué est déchu de ce titre, la charge qui lui était imposée passe à l'héritier appelé par la loi; — Que quel que soit le motif qui a déterminé le testateur, quand il reposerait sur un fait faux, si le testateur n'a pas établi une condition résolutoire, le legs qu'il a ordonné doit être exécuté et acquiescé sur l'émolument de la succession... — Sans s'arrêter à l'appel principal, et faisant droit sur l'appel incident, met lesdits appels au néant; — Confirme le jugement.

Du 7 mars 1822. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Chalup, p. p. — Concl., M. Allain-Torgé, cons. audit. — Pl., MM. Jevrier, Dubois et Leroux.

AUTORISATION DE COMMUNE. — APPEL.
L'autorisation donnée à une commune de plaider devant tous tribunaux et Cours compétens n'emporte pas autorisation d'interjeter appel, si elle succombe en première instance : une nouvelle autorisation est nécessaire (1).
(Commune de Valat. — C. Brière et Saint-Phal.)

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que l'appel est une instance nouvelle, et que la jurisprudence a établi la nécessité d'une nouvelle autorisation pour la commune qui est en procès; — Qu'en vain on

oppose les termes de l'autorisation donnée avant l'action, qui sont : « pour plaider devant les tribunaux et Cours », puisque cette extension ne peut prévaloir sur les règles en cette matière; qu'on peut supposer d'ailleurs que l'addition du mot Cours s'applique au cas où la commune, ayant réussi en première instance, serait exposée à un appel; mais qu'il c'est la commune elle-même qui est appelante; que l'administration en l'autorisant pour procéder devant les premiers juges, n'avait pu voir ni les pièces, ni les moyens contraires; que la lecture du jugement lui offre les lumières qui lui manquaient, et peut ainsi ou l'affermir dans sa première opinion, ou lui faire reconnaître l'erreur; — Ordonne, avant faire droit, que le maire de Saint-Benin d'Azy sera tenu de se faire autoriser à procéder en appel, etc.

Du 7 mars 1822. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Sallé. — Concl., M. Pasceud, av. gén. — Pl., MM. Déséglise, Moler et Thibot-Varenne.

PROCÈS-VERBAL. — OCTROI. — ÉCRITURE.
En matière d'octroi, un procès-verbal écrit par un autre que celui qui l'a rédigé et signé, est régulier, lors surtout qu'il a été écrit par un employé ayant lui-même qualité pour dresser un procès-verbal (2).

(Nicolas — C. octroi d'Uzès.) — **ARRÊT.**

LA COUR : — Considérant que, quelle que l'ordonnance du roi du 9 déc. 1814, art. 75, porte que « les procès-verbaux des employés aux octrois seront rédigés par lesdits employés; néanmoins le mot rédigés n'étant pas synonyme du mot écrire, il s'ensuit qu'un procès-verbal peut être écrit de la main de tout autre que de celui qui le rédige et qui le signe; que, dans l'espèce, ce motif acquiert encore plus de force, le procès-verbal dont il s'agit ayant été écrit par un employé qui avait lui-même qualité pour dresser un procès-verbal, et ayant été rédigé par celui

(1) Il assistait sur ce point la plus grande incertitude avant la loi du 18 juill. 1837; la jurisprudence semblait bien admettre en principe, la nécessité d'une autorisation pour interjeter appel; mais on jugeait, contrairement à la décision ci-dessus, que cette autorisation pouvait être implicite, et résulter des termes plus ou moins étendus de l'autorisation donnée en première instance; on décidait aussi que l'autorisation nouvelle, nécessaire pour plaider sur l'appel du jugement qui avait condamné la commune, n'était pas indispensable pour plaider sur l'appel du jugement qui lui avait été favorable. V. sur ces divers points, Cass. 12 juill. 1806; 2 mars 1815, et les notes. — Toutes ces incertitudes ont cessé par l'effet de la loi municipale du 18 juill. 1837, dont l'art. 49 pose en principe, que la commune autorisée à interjeter une action en justice, ne peut, après qu'il est intervenu un jugement, se pourvoir devant un autre degré de juridiction, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation du conseil de préfecture.

(2) Le métier forestier, l'art. 165 du Code forestier, prévoit le cas où, par suite d'un empêchement quelconque, le garde ne pourrait écrire lui-même son procès-verbal, l'autorise à la faire écrire par un autre, pourvu toutefois qu'il y appose sa signature; et comme l'article ne désigne pas la classe de personnes à laquelle le garde forestier remplacé d'écrire doit s'adresser, la jurisprudence a admis qu'il peut choisir pour cela qui bon lui semble, ce qui est contraire à la jurisprudence antérieure au Code, d'après laquelle les gardes forestiers étaient obligés de s'adresser, soit au greffier de la justice de paix, soit aux commissai-

res de police, soit enfin aux maires ou leurs adjoints (V. sur ce point, Cass. 28 juill. 1821; 29 mai 1824, et les notes). — Quoi qu'il en soit, toujours est-il que cette faculté laissée aux gardes forestiers de faire écrire leurs procès-verbaux, est une dérogation en principe général posé par le Code forestier lui-même (art. 165) d'après lequel les gardes doivent écrire eux-mêmes leurs procès-verbaux; aussi est-ce en considération de cette dérogation que l'article précité prescrit certaines formalités qui doivent tenir lieu des garanties que l'écriture du garde fournirait de l'exactitude de sa déclaration. — Or, cette dérogation peut-elle être étendue en matière d'octroi? Nous ne le pensons nullement. L'ordonn. du 9 déc. 1814, qui est la loi de la matière, a posé, par l'art. 75, le principe de l'écriture du procès-verbal par le préposé qui le dresse; et, dans aucune de ses dispositions, elle n'a dérogé à ce principe, soit d'une manière formelle, soit implicitement, en établissant des formalités analogues à celles que prescrit l'art. 165 du Code forestier pour suppléer aux garanties que fournirait l'écriture du légat. On doit donc conclure qu'en matière d'octroi, le préposé qui dresse le procès-verbal doit l'écrire lui-même. L'arrêt ci-dessus qui décide le contraire est exclusivement fondé sur une prétendue distinction entre le mot écrire et le mot rédiger dont se sert l'ord. du 1814; mais les principes généraux sur les procès-verbaux ne se prêtent pas à cette équivoque, et aiment à décider que, dans le procès de la loi, le mot rédiger comprend à la fois l'opération matérielle de l'écriture, et l'œuvre de la rédaction.

qui le signa; — Considérant que les préjugés opposés par l'appelant ne reçoivent aucune application à la cause, puisqu'ils sont intervenus sur des procès-verbaux dressés par des gardes forestiers soumis à des lois spéciales; — Par ces motifs et ceux énoncés au jugement dont est appel; — A démis Nicolas de son appel, etc.

Du 7 mars 1822. — Cour roy. de Nîmes. — Pres., M. Thourret. — Concl., M. Laporte, cons. aud. — Pl., MM. Goirand-Labaune et Boyer.

INTERDIT. — ACTION. — MAINLEVÉE.

L'interdit peut provoquer de son chef, et sans l'assistance de son tuteur, la mainlevée de son interdiction; — surtout lorsqu'il a pour tuteur et subrogé tuteur des parents successibles, intéressés à ce qu'il ne reprenne pas l'administration de ses biens. (Cod. civ., 509.) (1)

(Aud. C. Badin et Ginot.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur la fin de non-recevoir proposée par les intimés, tirée de ce que l'interdit ne pouvait procéder en justice, et qu'ainsi il n'a pu introduire l'action en mainlevée de l'interdiction prononcée contre lui; que sa combinaison des art. 512, Cod. civ., et 899, Code de proc. civ., il résulte évidemment que, lorsqu'il y a cessation des causes de l'interdiction, il y a lieu à en demander la mainlevée, et qu'il serait absurde et barbare d'interdire aux malheureux, les moyens de réclamer ce droit; — Considérant que ce serait d'ailleurs plus dangereux dans le procès actuel, que l'interdit a pour tuteur et subrogé tuteur les deux maris de ses sœurs qui, étant ses successibles, sont intéressés à empêcher qu'il reprenne l'administration et la disposition de ses biens; — Qu'ainsi, loin de l'écarter par cette fin de non-recevoir, la justice doit lui tendre une main secourable, sauf à voir si, comme on le dit, les causes de son interdiction ont cessé; — Considérant que de ce qui vient d'être dit, il résulte que la fin de non-recevoir est mal fondée, et qu'il y a lieu à faire droit sur l'appel du jugement qui, se bornant à l'admettre, n'a pas prononcé sur le fond du procès, qui, si cette exception eût été rejetée, était sur le point de recevoir une décision définitive; — Par ces motifs, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir opposée par les intimés, — Emendant, — Declare Audy recevable dans son appel; et, statuant sur le fond, etc.

Du 8 mars 1822. — Cour roy. de Bordeaux. — 1^{re} ch. — Pres., M. de Conteneuil, p. p. — Concl., M. Dégranges-Bonnet, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Evrillac et Boyer.

SÉQUESTRE. — POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE — RÉSCISION. — CHOSE LITIGIEUSE. — COHÉRI- TIERS. — CRÉANCIERS. — ANTICHRÈSE.

Le séquestre judiciaire d'un immeuble peut être ordonné, toutes les fois que les juges la trouvent convenable, pour la conservation des droits des parties; (Art. 1961, Code civ., n'est pas limitatif, en ce sens que le séquestre ne puisse être ordonné que dans le cas qu'il prévoit (2).

La séquestre judiciaire d'un immeuble peut être ordonné sur la demande du vendeur qui a obtenu la rescision pour cause de lésion, bien que l'acquéreur ait opté pour la main-

tien de la vente, en consentant à fournir le supplément du juste prix. Tant que l'acquéreur n'a pas offert réellement le supplément, le vendeur a sur la chose un droit qui l'autorise à demander le séquestre. (Cod. civ., 1961.) (3)

Le séquestre judiciaire d'un immeuble peut être ordonné sur la demande du vendeur qui attaque la vente pour dol et fraude. En ce cas, la propriété est litigieuse, dont la sens de l'art. 1961, Cod. civ.

Le cohéritier qui a cédé sa part dans un immeuble de la succession à son cohéritier, peut néanmoins demander la mise en séquestre de l'immeuble, en ce que, par le résultat de la liquidation de la succession, il peut avoir des reprises à exercer contre son cohéritier, et sur l'immeuble cédé. (Cod. civ., 1961.)

Le séquestre judiciaire d'un immeuble peut être ordonné sur la demande des créanciers inscrits, surtout lorsque l'immeuble se trouve entre les mains d'un tiers, à titre d'antichrèse. En ce cas, les créanciers ont droit de réclamer le séquestre, soit pour la conservation de leur gage, soit pour que les revenus soient perçus dans leur intérêt. (Cod. civ., 1962.)

(Bruneau — C. Berthier, Gaville et Brossard.) 29 vent. an 3, le sieur Babaud de Villemenant vend au sieur Diego Dittner le domaine de Beaumont Leferrère. — Il importe de remarquer que le sieur Babaud de Villemenant, vendeur, se prétendait propriétaire des différentes parties de l'immeuble, par des titres différents, savoir: 1^{er} d'un quart, comme héritier de Babaud La Chaussade, son père; 2^o d'un autre quart, comme cessionnaire des droits successifs de sa sœur, la dame Berthier-Buy, dans la succession du père commun (L'acte de cession était en date du 5 germ. an 3); 3^o d'un huitième acquis, par acte du 14 niv. an 3, du sieur Goujon de Gaville, autre héritier de Babaud La Chaussade, père; 4^o de trois huitièmes acquis par contrat administratif du département de la Nièvre, le 11 therm. an 4, par suite de l'émigration de la dame Brossard, également héritière du sieur Babaud La Chaussade.

La terre de Beaumont était grevée d'hypothèques tant au profit des créanciers de Babaud La Chaussade père, qu'au profit des créanciers de Babaud Villemenant. Un ordre s'ouvre pour la distribution du prix; à la même époque le sieur Diego Dittner, acquéreur, tombe en déconfiture.

Cependant, le 19 janv. 1807, Diego Dittner se reconnaît débiteur d'un sieur Carnien. Il affecte la terre de Beaumont par hypothèque au paiement de cette dette; il donne même la terre à antichrèse au sieur Carnien. — Plus tard, décès du sieur Diego Dittner: un sieur Bruneau est nommé curateur à la succession vacante.

En cet état de choses, la terre de Beaumont devient l'objet de diverses discussions entre le sieur Bruneau, d'une part, et les propriétaires originaires de qui le sieur Babaud de Villemenant tenait ses droits: les créanciers du sieur Babaud de la Chaussade, père, et ceux du sieur Babaud de Villemenant, tous inscrits sur cette terre, d'autre part.

Tous les prétendants droit à la terre demandaient que jusqu'à la fin du litige elle fut con-

(1) V. en ce sens, Cass. 12 fév. 1816, et les observations qui l'accompagnent est arrêt.

(2) V. en ce sens, Cass. 28 avil 1813; 10 mars 1814; Paris. 12 vend. an 12, et les notes.

(3) C'est une conséquence du principe admis par tous les auteurs (V. Toullier, t. 7, n° 551; Duver-

gier, de la Vente, tom. 2, n. 114) que l'action en rescision a pour objet direct et nécessaire l'annulation de la vente, et non d'obtenir le supplément du prix; sauf à l'acheteur, pour se dégager, de payer ce supplément du prix.

liée à un séquestre judiciaire, et volé sur quels motifs particuliers chacun d'eux se fonda pour obtenir cette mesure conservatoire.

1° La dame Berthier-Bizy, qui, comme on l'a vu, avait cédé ses droits successifs à son frère Babaud de Villemanant, avait demandé la rescision de cette cession pour cause de lésion, et un arrêt de la Cour royale de Paris du 13 janv. 1821 déclara la cession rescindée, en laissant toutefois au sieur Babaud de Villemanant ou à ses ayans droit, la faculté de payer le supplément du juste prix. Le sieur Bruneau et les créanciers de Babaud Villemanant déclarèrent qu'ils consentaient à fournir le supplément du juste prix. — En cet état de choses, la dame Berthier, ou quoique soit, ses héritiers concluaient formellement à ce que la terre de Beaumont fût mise en séquestre, par le motif que cette terre faisait partie de la succession encore indivise du sieur Babaud de la Chaussade, succession à laquelle la dame Berthier avait droit comme héritière bénéficiaire; que le sieur Babaud de Villemanant n'avait pu seul aliéner cette terre sans le concours de ses cohéritiers; que valablement on opposerait à la dame Berthier la cession par elle faite de ses droits successifs, puis que cette cession avait été rescindée pour cause de lésion; que dès lors la terre de Beaumont était indivise; que jusqu'à ce que les droits de chacun fussent déterminés, il importait que la chose commune fût conservée dans l'intérêt de tous; que la mesure la plus propre à atteindre ce but était la nomination d'un séquestre, aux termes des art. 1956, 1961 du Code civil, et que le sieur Diégo Dittner, ou plutôt le sieur Bruneau, curateur à la succession vacante, n'ayant point payé le prix de la terre, ne pouvait s'opposer à cette mesure conservatoire.

2° Le sieur de Gasville attaqua, pour cause de fraude et de dol, la vente du huitième de la terre de Beaumont, par lui consentie à Babaud de Villemanant, le 14 nivôse an 13, et il demandait que, pendant la durée du litige, la terre fût mise en séquestre.

3° Les sieurs de Brossard, héritiers de Babaud de la Chaussade, pour les trois huitièmes de la terre de Beaumont, vendus administrativement à Babaud de Villemanant, soutenaient que tout en respectant cette vente, ils n'en conservaient pas moins des droits dans la succession indivise de Babaud de la Chaussade; que par suite, ils pourraient avoir à exercer ces droits sur cette terre; en conséquence, ils concluaient à ce qu'elle fut cédée, jusqu'au partage, à un séquestre.

4° Enfin, les créanciers de Babaud de Villemanant et de Babaud de la Chaussade également inscrits sur la terre de Beaumont, et étant point payés sur le prix de l'immeuble, et d'ailleurs voyant que les revenus étaient perçus par le détenteur en vertu du contrat d'antichrèse, demandaient également le séquestre.

26 mars 1821. Jugement du tribunal de Coëne, qui ordonne le séquestre de la terre de Beaumont.

Appel de la part du sieur Bruneau, curateur à la succession vacante de Diégo-Dittner. — Dans son intérêt on dit : — D'après l'art. 1961 du Code civil, pour pouvoir ordonner le séquestre d'un immeuble, il faut qu'il y ait litige sur la propriété ou la possession de cet immeuble; cette conséquence est justifiée par la saine raison. Le séquestre ôte la jouissance de l'immeuble; on ne peut séparer la jouissance de la propriété ou de la possession reconnue; ce serait une atteinte portée à l'une ou à l'autre; il faut donc une incertitude, ou un doute raisonnable sur la propriété ou la possession, pour que la jouissance dans l'intérêt même des parties, soit confiée à un

tiers qui en devienne comptable selon l'événement du procès. — Pour aucun motif le séquestre de la terre de Beaumont ne peut être ordonné.

— 1° Il ne peut être demandé par M. de Gasville. En effet, l'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme, entre les parties contractantes, leurs héritiers ou ayans cause (art. 1319 du Code civ.). — L'acte du 14 niv. an 3, en forme authentique, fait pleine foi que M. de Gasville a cédé la propriété, pour un huitième, de la terre de Beaumont. L'exécution d'un acte authentique ne peut être suspendue que dans le cas d'une inscription de faux (art. 1319, 2^e alinéa), ou lorsque la propriété est litigieuse (art. 1581). Une action rescisoire ne rend pas la propriété litigieuse, car il n'y a pas pour cela, selon l'art. 1700 qui définit la chose litigieuse, contestation sur le fond du droit de propriété. L'action rescisoire ne tend pas directement ni infailliblement à la propriété, mais seulement à faire reconnaître que le prix stipulé dans l'acte est insuffisant. La propriété n'est pas une conséquence nécessaire de l'action rescisoire, puisqu'il y a toujours faculté pour l'acquéreur de conserver la propriété en suppliant au juste prix. Il serait étrange qu'un vendeur de droits immobiliers qui en a reçu le prix, qui jouit provisoirement de ce prix pôt, sur la simple alléguation de l'insuffisance du prix, paralyser les effets d'un acte librement consenti, et priver provisoirement l'acquéreur de la jouissance réelle par un séquestre.

2° MM. de Berthier ne sont pas mieux fondés à demander le séquestre de la terre de Beaumont. Il n'y a point à leur égard de litige relativement à la propriété de cette terre. Dans l'action rescisoire pour cause de lésion, l'acquéreur ayant droit de suppléer le juste prix, le demandeur, même après la lésion reconnue, n'a qu'un droit conditionnel à la propriété pour le cas où l'acquéreur ne voudrait pas suppléer le juste prix. Ce droit conditionnel étant certain, ne pouvant pas être contesté, ne l'étant pas, le fond du droit n'est pas contesté; il n'y a plus de chose litigieuse. Un droit conditionnel ne peut être confondu avec un droit litigieux; l'un est clair, évident, avoué par toutes les parties; l'autre est dénié par l'une et soutenu par l'autre. L'arrêt du 13 janv. 1821, qui a rescindé la vente faite par madame de Berthier à M. Babaud de Villemanant, a reconnu le droit de Diégo Dittner de conserver la terre de Beaumont en suppléant le juste prix. L'option a été faite, et par suite de cette option, la succession de Diégo Dittner est définitivement propriétaire de la terre de Beaumont. Si cette succession ne paie pas le supplément, MM. de Berthier auront deux voies pour l'y contraindre: 1^{re} la résolution de la vente; 2^e la poursuite en expropriation. L'option a converti le droit des demandeurs en une simple créance privilégiée. Cette option est irrévocable de la part des optans, qui ne sont plus les maîtres de renoncer à la propriété pour se dispenser de payer. A l'égard de MM. de Berthier, la terre de Beaumont n'est donc pas litigieuse; il n'y a donc pas lieu d'ordonner le séquestre qu'ils réclament.

3° Le séquestre peut-il être ordonné dans l'intérêt des créanciers qui ont des inscriptions privilégiées ou hypothécaires sur la terre de Beaumont? Non, évidemment. Entre eux et la succession Diégo Dittner, point de contestation relativement à la propriété de cette terre; d'un point de litige, ils ne peuvent en contester la propriété à cette succession. Si elle en est propriétaire, elle a le droit d'en disposer de la manière la plus absolue (art. 544 du Code civ.). La loi seule pourrait porter atteinte à ce principe. Or, nulle part le législateur n'autorise un créancier à un

demande le séquestre d'un immeuble sur lequel il a une hypothèque.

Le résultat du séquestre est de déposséder; la possession est le droit le plus important qui résulte de la propriété; en priver le propriétaire, c'est donc porter atteinte au droit que lui accorde l'art. 544: cela ne peut pas être. L'acte de procédure, art. 688, a autorisé le séquestre d'un immeuble dans un cas, celui de saisie; cette exception exorbitante du droit commun ne peut être étendue. Le législateur en la créant, a suffisamment fait sentir qu'il excluait tous les autres cas. Les créanciers sont d'ailleurs d'autant moins fondés à demander le séquestre d'un immeuble, qu'ils peuvent le poursuivre dans toutes les mains où il passe, pour le faire vendre et se faire payer sur le prix qui en provient.

4^e Enfin, M. de Brossard ne peut également, de leur côté, demander un séquestre, puis qu'à leur égard il ne peut y avoir de contestation sur la propriété de la terre de Beaumont. Tout ce qui pouvait appartenir et qui appartenait réellement à leur mère dans cette terre, a été vendu par l'administration du département de la Nièvre, le 11 therm. an 4. Cette vente est respectée par eux; elle leur a donc enlevé tous les droits qu'ils pouvaient avoir sur la terre de Beaumont, et pour la conservation desquels il serait injuste de demander un séquestre, et d'enlever ainsi la possession à ceux qui sont réellement propriétaires.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'en principe général, les tribunaux ont le droit d'ordonner une mesure préparatoire, une mesure conservatrice, lorsque l'intérêt des parties l'exige; qu'à l'égard du séquestre, l'ordonnance de 1687 leur laissait une latitude illimitée; que les auteurs les plus recommandables ont établi que sa disposition est encore suivie dans le droit nouveau; que, comme on le disait à la Cour de cassation: « Le pouvoir accordé aux juges d'ordonner le séquestre provisoire des objets litigieux, est indéfini et confié à la discrétion et à la sagesse des tribunaux; qu'en vain, excipant de l'art. 1961 du Code civ., on prétend que le séquestre doit être réservé pour les circonstances dans lesquelles la propriété ou la possession serait litigieuse entre deux ou plusieurs personnes; — Considérant que cet article n'est pas restrictif, qu'il cite une espèce dans laquelle on peut ordonner le séquestre, mais qu'il ne contient pas défense de l'ordonner dans quelques autres; — Que l'art. 1319, également invoqué par le sieur Bruneau à l'occasion du respect dû aux actes, ne limite pas plus que l'art. 1961 le droit des tribunaux; — Que sans doute la propriété doit être religieusement respectée dans toutes les mains où elle se trouve; que l'acquéreur notamment doit jouir avec tranquillité de l'objet qu'il a légalement acquis et qu'il a payé; mais que si la vente est entachée de quelques vices, si la valeur n'en a pas été fournie, si le vendeur a juste sujet de craindre qu'elle ne lui soit pas payée, si enfin quelque circonstance fait sentir le besoin de conserver le gage, alors le principe d'équité, le premier de tous, celui pour qui tous les autres ont été faits, exige que la justice prenne les mesures les plus sages, afin que les intérêts de chaque partie soient ménagés, et que celle qui en définitive sera jugée avoir droit à la chose, la retrouve dans son entier;

Considérant que les premiers juges ont sagement ordonné le séquestre; que toutes les circonstances de la cause rendaient cette mesure conservatrice indispensable; — Qu'elle était requise par les sieurs Berthier représentant la dame leur

mère, par le vicomte de Gasville et le sieur de Brossard, tous héritiers du sieur Bahaud de La Charrière; par les créanciers du sieur Bahaud de Villemenant; qu'il eût suffi qu'un seul eût droit de demander que l'administration de la terre de Beaumont fût mise dans des mains désintéressées pour obtenir le séquestre; qu'il tous étaient fondés à le requérir.

1^o Quant aux sieurs Berthier, considérant que, par arrêt du 13 janv. 1821, la Cour royale de Paris a rescindé et déclaré nul le traité du 5 germ. an 3, comme contenant, au préjudice de la dame Berthier, une lésion de cinq douzièmes, et renvoyé les parties au même et semblable état où elles étaient avant ledit traité; — Que parce que la Cour a ajouté, « si aucuns n'alignent les représentants Villemenant suppléer le juste prix, » le curateur à la succession Diego Dittuer, aux droits du sieur de Villemenant, soutient qu'ayant signifié aux sieurs Berthier qu'il optait pour fournir ce supplément, ils n'ont plus rien à prétendre à la propriété; qu'ils sont simplement créanciers du montant de ce supplément; — Considérant que l'action en rescision a pour objet d'obtenir la chose aliénée, et non le supplément du prix; que c'est par ce motif qu'en prononçant la rescision, la justice remet les parties au même et semblable état où elles étaient avant l'acte; d'où il suit que le copropropriétaire ou le vendeur restitué est, dès le moment même, propriétaire de l'objet réclamé, comme il l'était avant le traité contre lequel il est revenu; que cela est si vrai, qu'il n'aurait pas le droit d'abandonner cet objet pour exiger le supplément, le fond étant la seule chose dans l'obligation, le supplément n'étant que dans la faculté du paiement, *in facultate solutionis*, comme s'expriment les jurisconsultes; — Que le sieur Bruneau confond deux choses essentiellement distinctes, l'option qu'il a faite avec l'offre de payer le supplément et le paiement effectif de ce supplément; — Que lorsque l'art. 891 du Code civil accorde au défendeur à la demande en rescision, la faculté d'en arrêter le cours, il lui impose l'obligation d'offrir et de fournir le supplément; que c'est également à la charge de payer le supplément que l'art. 1681 l'autorise à retenir la chose, lorsque l'action en rescision est admise; que le paiement réel peut seul faire rentrer dans la main l'objet qu'on a fait sortir le jugement qui a admis la rescision; — Que, dans l'espèce, le supplément n'étant pas payé, les sieurs Berthier sont propriétaires des portions de la terre de Beaumont, venues par la dame leur mère, comme elle l'était elle-même avant le traité du 5 germ. an 3; qu'à ce titre ils ont incontestablement le droit d'en demander le séquestre, pour que leur copropriétaire ne jouisse pas exclusivement à eux; — Considérant qu'en raisonnant même dans le système erroné du sieur Bruneau, en alignant que les sieurs Berthier ne fussent que créanciers du supplément, la juste inquiétude qu'ils avaient pour le paiement, inquiétude que peut raisonnablement faire naître une succession vacante, qu'on doit croire évidemment insolvable, puisque les héritiers directs n'ont pas osé l'accepter, même sous bénéfice d'inventaire, suffirait seule encore pour les autoriser à solliciter une mesure qui assure leur gage.

2^o Quant au vicomte de Gasville, considérant qu'il a, que aussi la vente d'une portion de la terre de Beaumont, par lui consentie au sieur Bahaud de Villemenant, le 11 niv. an 3; mais qu'il ne borne pas ses griefs à la simple lésion; qu'il y joint le reproche plus grave de dol et de fraude; — Que si sa demande est accueillie, il sera aussi copropriétaire de la terre de Beau-

mont, comme il l'était avant la vente, et que si le contrat était annulé sous le rapport du dol, les représentants Villenmant n'auraient pas même la faculté de suppléer le juste prix, parce que la mauvaise foi de l'acquéreur le prive de cet avantage. — Que quoique ses droits ne soient qu'éventuels, la propriété de la terre de Beaumont n'en est pas moins litigieuse relativement à lui, et qu'il est fondé à demander un séquestre pour sa conservation ;

3^e Quant aux sieurs Brossard, considérant qu'ils reconnaissent et respectent la vente qui fut faite par l'administration, à Nevers, le 11 therm., an 4, à cause de l'émigration de la dame leur mère, des trois huitièmes qui leur auraient appartenu dans la terre de Beaumont ; mais que cette vente doit être bornée aux objets qu'elle renferme ; qu'elle ne leur enlève pas la qualité d'héritiers du sieur Babaud de la Chaussade ; que la terre de Beaumont ne faisant qu'une partie des immeubles trouvés dans sa succession, on ne saura que par l'événement de la liquidation si elle est trois huitièmes dans la terre de Beaumont suffisant pour leur portion afférente ; que, s'ils sont insuffisants, le supplément peut leur être attribué sur cette même terre, ce qui en rend incertaine et toujours litigieuse la propriété dans la succession Diego Dittner.

4^e Quant aux créanciers Villenmant, considérant que leur âge principal renoue sur la terre de Beaumont, sur les fruits qu'elle produit ; qu'à raison de l'autorité consentie par le sieur Diego Dittner, tous ces fruits doivent tourner au profit des créanciers de sa propre succession : qu'ils ont le plus grand intérêt à ce que cet état de choses ne se perpétue pas plus longtemps, à ce que la terre soit placée dans la main d'un administrateur étranger, et que son produit, après les dépenses nécessaires, soit réservé pour eux dont la justice aura définitivement reconnu les droits ; — Qu'ainsi, dans l'intérêt de toutes les parties, la nomination d'un séquestre est une mesure que les premiers juges ne pouvaient refuser ; — Confirmer, etc.

Du 8 mars 1822. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. *Prés.* M. Delaméthérie. — *Concl.* M. Tixier-Deigny, subst. — *Pl.* MM. Mayel-Genétry, Mater et Thiol-Varene.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — ADJUDICATION. — SURENS. — DETTE MODIQUE. — NULLITÉ.

Lorsque le débiteur contre lequel est poursuivie une saisie immobilière, se présente au jour fixé pour l'adjudication définitive, et allègue alors pour la première fois, avec offre de preuve, qu'il a payé la presque totalité de sa dette, le tribunal doit surseoir à l'adjudication pour vérifier l'allégation, alors surtout que la somme est moindre de 150 fr., et que le débiteur peut opposer à la créance des moyens de nullité péremptoire (1).

Est nulle la saisie immobilière poursuivie pour le recouvrement d'une créance de 1 fr. 15 c. (Hamm—C. Bauer.) — ARRÊT.

LA COUR : Considérant que l'appelant en invoquant, devant la justice, au jour fixé pour l'adjudication définitive, non des moyens de nullité, qui d'après les art. 753 et 755 du Code proc. auraient été non recevables, mais des plus péremptores de toutes les exceptions, un paiement à peu près intégral du capital et des frais de condamnation en vertu desquelles l'expropriation se poursuivait, il y avait nécessité de vérifier et de constater, ainsi qu'il le demandait, si ces paiements

avaient eu lieu, et si, comme il le prétendait, il ne devait plus tant sur le capital que sur les frais portés au jugement par défaut, rendu par le juge de paix du canton de Marmoutier, le 31 juillet 1806, que 1 fr. 15 c. ; la preuve testimoniale pouvait et devait être admise : — Que ce moyen qui était invoqué juridiquement devant les premiers juges, l'est aussi devant la Cour chargée d'examiner et de décider si le jugement dont appel est juridique ; que le mérite et la validité de l'adjudication qui s'est faite le même jour, sont essentiellement subordonnés à la vérification préalable du point de savoir, si la créance en vertu de laquelle l'expropriation se poursuivait, n'était pas éteinte, ou s'il pouvait être permis d'exproprier en vertu de ce qui était réellement dû : — Que les premiers juges ont erré en précisant au principal et en consignait dans leurs motifs, qu'en supposant que le demandeur pût justifier les paiements par lui articulés, encore redevait-il, sur le principal et les dépens seulement, une somme de 1 fr. 15 c., non compris les intérêts du principal ; que dès lors il n'y avait pas lieu de s'arrêter à ses conclusions : — Que d'abord il était évident que bien que le demandeur Hamm ait en le tort grave de garder le silence le plus absolu pendant tout le cours des actes et les délais de l'expropriation, et de ne se présenter à justice qu'au moment même fixé pour l'adjudication définitive, cependant un examen plus sérieux du titre même qu'on lui opposait aurait pu facilement indiquer et justifier que Hamm avait pour lui, au moins toute l'apparence de la bonne foi, puisque, d'une part, ce titre était un billet sans marque, et comme tel, nul d'après la loi, que d'autre part le débiteur contre lequel il n'existait qu'une condamnation par défaut, aurait pu invoquer à temps utile le décret du 17 mars 1808 ; que n'ayant pas fait usage du moyen de nullité ni de l'exception résultant de ce décret, la bonne foi évidente avec laquelle il avait reconnu sa dette, devait faire présumer celle avec laquelle il alléguait les paiements qu'il prétendait avoir faits, et était un motif de plus pour l'admettre à prouver ces paiements ;

Qu'ensuite, et indépendamment de ce, il y a erreur dans la supposition que l'on puisse exproprier un débiteur qui ne devait que 1 fr. 15 c. de principal et dépens ; qu'à cet égard la loi doit être sagement entendue et appliquée ; qu'elle indique au créancier deux moyens d'obtenir son paiement, la saisie mobilière et celle immobilière ; que le premier moyen est prompt et d'ordinaire efface quant aux propriétés rurales, en saisissant le moment de la maturité des récoltes ; qu'il n'entraîne que des frais modiques en comparaison de ceux énormes de la saisie immobilière ; qu'en un mot, c'est celui que commande l'intérêt du créancier sagement entendu, lorsque le créancier n'a pour lui que son paiement, et lorsque l'intérêt personnel des officiers ministériels n'est pas en jeu d'une manière gravement préjudiciable ; lorsqu'enfin cet intérêt sordide ne les porte pas, comme dans l'espèce, à faire pour 4 à 500 fr. de frais d'expropriation, non compris la perspective de ceux d'ordre, pour procurer au créancier le paiement de la somme la plus modique, qu'il aurait si facilement et si promptement obtenu par une saisie mobilière ; ou même, si l'on suppose que les créances inscrites soient encore dues, sans espoir fondé de la procurer, et par cela même dans le seul et unique but d'émouliner, qu'il n'est ni du devoir ni de la dignité de la justice de sanctionner et de valider de pareilles opérations si évidemment contraires au véritable esprit de la loi, laquelle n'au-

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 10 janv. 1838.

torise et ne prescrit la saisie immobilière, que dans le véritable intérêt du créancier, que comme moyen extrême qui suppose que tous les autres moyens ont été épuisés, ou qu'au moins le créancier a un intérêt plausible et raisonnable à employer cette voie, et non dans l'intérêt unique des officiers ministériels, abusant de la confiance et de l'insapience des parties, pour consumer et absorber en frais, et prouver à vil prix au poursuivant l'habitation et les propriétés d'un malheureux bûcheron, qui croit de bonne foi avoir fait des paiements suffisants pour éteindre sa dette exécutoire; — Que dès que c'est à tort que les premiers juges n'ont pas vérifié si les paiements allégués avaient eu lieu, il s'ensuit que c'est pareillement à tort qu'il a été, le même jour, passé outre à l'adjudication, laquelle au moyen de ce, doit être annulée, ainsi que tous les frais y relatifs comme faits indûment et frustratoirement sans intérêt véritable pour le créancier, et ce, avec d'autant plus de raison, que notamment l'art. 4 des clauses de l'enchère présentait, quant aux frais, une latitude en quelque sorte indéfinie, et par cela même exorbitante de ce qui est prescrit par la loi; que l'effet nécessaire d'une pareille clause était d'éloigner les enchérisseurs, et d'amener une vileté de prix non moins préjudiciable à la partie saisie que l'énormité inutile des frais d'expropriation; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir opposée contre l'appel, laquelle est déclarée mal fondée; — Prononçant sur ledit appel, sans s'arrêter aux conclusions subsidiaires de l'appelant, lesquelles sont déclarées sans objet, — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, sans s'arrêter au jugement d'adjudication rendu par le tribunal de Saverne le 13 juillet dernier, lequel est déclaré nul et de nul effet, ainsi que tous les frais faits pour parvenir à ladite adjudication comme faits frustratoirement, et devant, comme tels, racter à la charge du poursuivant, etc.

Du 8 mars 1822. Cour roy. de Colmar. — Pl., MM. Antonin et Chanfleure.

EXÉCUTION. — JUGEMENT. — ÉTRANGER. — TRIBUNAL DE COMMERCE.

Les tribunaux français appelés à déclarer exécutoires les jugements rendus en pays étranger, ne doivent pas se borner à délivrer une simple formule d'exequatur. — Ils doivent examiner l'affaire au fond (1).

C'est devant le tribunal du commerce que doit être portée la demande, afin de faire ordonner l'exécution, en France, d'un jugement rendu, en matière commerciale, par un tribunal étranger (2).

(Dame Aymard — C. Colomer.)

Par jugement du 25 juin 1819, le corregidor de Madrid avait condamné les héritiers du sieur Colomer, au paiement d'une somme de 36,000 réaux de veillon, montant de deux effets souscrits par leur auteur, au profit des sieurs Mira et compagnie, négociants à Alicante. — Le conseil suprême de Castille avait confirmé cette sentence par arrêt du 26 août suivant.

Le 19 août 1820, la dame Colomer, femme Aymard, l'un de ces héritiers, qui avait payé seule le montant des condamnations, cita le sieur François Colomer, son cohéritier, devant le tribunal civil de Prades, pour voir déclarer exécutoire

res contre lui les décisions émanées des tribunaux espagnols. — Le sieur Colomer demanda son renvoi devant le tribunal de commerce, attendu qu'il s'agissait d'une affaire commerciale. — Ce renvoi fut prononcé par jugement du 14 mai 1821.

Appel de la part de la dame Colomer, femme Aymard. — S'il est vrai, disait-elle, que les jugements des tribunaux étrangers ne peuvent être exécutés en France qu'après avoir été déclarés exécutoires par les tribunaux français, la demande relative à cet objet doit être portée devant les tribunaux civils et non devant les tribunaux de commerce, puisque ces derniers ne peuvent, aux termes des art. 442 et 513 du Code de proc. civ., connaître de l'exécution des jugements.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les jugements rendus en pays étranger contre des Français ne peuvent recevoir d'exécution en France, qu'après qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français; — Considérant que des lois nouvelles sur la matière, conformes en cela à l'art. 121 de l'ord. de 1829, il résulte que les tribunaux français appelés à déclarer exécutoires les jugements rendus en pays étranger, ne doivent pas se borner à délivrer une simple formule d'exequatur, mais doivent examiner le fond de l'affaire sur laquelle les tribunaux étrangers ont prononcé; — Considérant que de cette obligation d'examiner le fond de la contestation, dérive la conséquence nécessaire que l'action à intenter pour faire déclarer exécutoire un jugement étranger, doit être portée devant celui des tribunaux français qui est compétent pour connaître des matières qui font l'objet de cette contestation; — Considérant que, pour donner attribution exclusive aux tribunaux civils, à l'effet de déclarer exécutoires les décisions de justices étrangères, il aurait fallu que le législateur eût soumis spécialement et exclusivement ces matières à la juridiction de ces tribunaux, ce qui ne se trouve point dans la loi; — Considérant que l'art. 2123 du Code civil, en renvoyant purement et simplement à un tribunal français, n'a pu entendre parler que d'un tribunal français dans les limites de sa compétence; — Considérant, en fait, qu'il s'agit dans l'espèce, du paiement de lettres de change, matière commerciale; que c'est donc devant un tribunal de commerce français, que la demande aurait dû être portée, pour voir déclarer exécutoires les arrêts rendus par les tribunaux espagnols dont il s'agit au procès; — Par ces motifs, sans s'arrêter à l'appel relevé par la dame Aymard, contre le jugement du tribunal de première instance de Prades, ce date du 14 mai 1821, dont elle l'a démise et demat; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 8 mars 1822. — Cour roy. de Montpellier. — Pl., MM. Collinier et Parès.

DIFFAMATION. — PUBLICITÉ. — CARACTÈRES.
La confidence de faits diffamatoires faite à une seule personne, n'a pas le caractère de publicité nécessaire pour constituer le délit de diffamation, encore qu'elle ait été faite dans un lieu public, si aucune autre personne n'a pu l'entendre. (L. du 17 mai 1819, art. 1^{er} et 13.) (3)

nier lieu par M. Félix dans la *Revue étrangère*, n^o de nov. et déc. 1812, p. 885, 908 et suiv.

(2) F. conf., Colmar, 13 janv. 1815, et la note.

(3) V. comme anal. dans le même sens, Cass. 23 juil. 1813, et la note.

(1) Telle est la jurisprudence dominante. V. Cass. 18 pluv. an 12; 19 avril 1819 et les observations qui accompagnent ces arrêts. — *Junge*, Colmar, 13 janv. 1815; Bordeaux, 10 fév. 1824. — Mais, cette jurisprudence a été attaquée en der-

Les propos tenus par un particulier dans sa maison, encore qu'ils aient été entendus du dehors, n'ont point non plus le caractère de publicité qui constitue le délit de diffamation.

(Galpy — C. Ondet.)

Du 8 mars 1822 — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delandtherie. — Concl., M. Deligny. — Pl., MM. Mayet Gœnery et Thiot-Varenne.

MARIAGE. — NULLITÉ. — MINISTÈRE PUBLIC. — APPEL.

Le ministère public ne peut intervenir par voie d'action principale, pour faire maintenir un mariage. — En conséquence le procureur général n'a pas le droit d'interjeter appel d'un jugement qui a prononcé l'annulation d'un mariage, pour défaut de célébration dans la maison commune. (L. du 16-21 août 1790, tit. 8, art. 2; L. du 20 avril 1810, art. 46.) (1)

(Laberie — C. Procureur général.) — ANNÉE.

LA COUR: — Attendu qu'en interjetant appel de son chef et d'office, du jugement rendu par le tribunal civil de Cahors, le procureur général en la Cour roy. d'Agen a agi par voie d'action, tandis que l'art. 2 du titre 8 de la loi des 16 et 21 août 1790, veut qu'en matière civile, il n'agisse que par voie de réquisition; Qu'à la vérité, le Code civil a modifié cette règle générale, en accordant, dans certains cas, au ministère public la voie d'action principale; mais qu'il doit se conformer dans ces cas, tels qu'ils ont été spécifiés par la loi, ainsi que le dispose formellement l'art. 46 de la loi du 20 avril 1810; — Qu'ainsi, aux termes du Code civil, le ministère public peut agir d'office et par voie principale, en nullité des mariages vicés par le défaut de l'âge requis pour se marier, par un degré de parenté prohibé du mariage, par l'existence d'un mariage antérieur et encore subsistant contracté par l'un des époux, et, enfin, par le défaut de publicité du mariage; mais que là se bornent en cette matière, les attributions du ministère public, quant à la faculté d'agir principalement; — Que de là que le ministère public a reçu le pouvoir de provoquer dans lesdits cas la nullité des mariages, on ne peut pas conclure que le même pouvoir lui ait été implicitement accordé pour en demander par voie principale le maintien; que la faculté de faire maintenir est toute différente de celle de faire annuler; que cette dernière ayant seule été accordée au ministère public, on ne pourrait, en procédant par voie d'analogie, reconnaître en lui la première, sans étendre arbitrairement des dispositions spéciales qui dérogent au droit commun; — Qu'il serait sans doute utile à l'ordre public, qu'il n'est pas moins intéressé au maintien des mariages légitimement contractés qu'à l'annulation de ceux dans lesquels les lois ont été violées, que le ministère public eût un égal pouvoir pour les deux cas; qu'il n'aurait de cette double faculté une nouvelle garantie pour la durée des unions légitimes que des époux, dégoûtés l'un de l'autre, peuvent être tentés de rompre, en substituant d'un commun accord, l'action en nullité à celle en divorce, qui a si heureusement disparu de notre législation; mais qu'il n'est pas donné aux magistrats d'étendre les dispositions des lois, sous prétexte de les rendre plus concordantes et plus salutaires, et qu'ils doivent se borner à les appliquer telles qu'elles existent et suivant la jurispru-

dence établie; — Qu'en fait, et devant le tribunal civil de Cahors, le ministère public a rendu hommage aux principes qui viennent d'être développés en agissant comme partie jointe, et par voie de réquisition seulement; que dès lors, le procureur du roi n'a eu le droit de se pourvoir et ne s'est pas pourvu en effet, contre le jugement intervenu, ce qui a acquis audit jugement, conformément à d'ailleurs aux conclusions des parties privées, toute l'autorité de la chose irrévocablement jugée, et qu'il n'a pas été au pouvoir du procureur général en la Cour royale d'Agen, d'attaquer tardivement, comme partie principale, un jugement dans lequel son substitut au tribunal civil de Cahors n'avait figuré que comme partie jointe, et que de tout ce dessus il suit que le procureur général en la Cour royale d'Agen n'est pas recevable dans son appel d'un jugement qui a annulé un mariage au lieu de le maintenir, dans lequel le ministère public n'a dû figurer et n'a figuré, en effet, que par voie de réquisition, et qui a acquis l'autorité de la chose jugée; — Attendu que l'appel étant jugé non recevable, il n'y a pas lieu d'examiner s'il est bien ou mal fondé; — Attendu, sur la troisième question, que quoique le ministère public succombe, ce n'est nullement le cas de le condamner aux dépens, dont il n'est jamais passible; — Par ces motifs, — Déclare l'appel du procureur général non recevable, etc.

Du 11 mars 1822. — Cour roy. de Toulouse. — Prés., M. d'Aldeguier. — Concl., M. de Bastoulh, 1^{er} av. gén. — Pl., M. Remiguières.

ARMÉE. — OFFICIERS. — GRADES MILITAIRES. — CONTENTIEUX. — AVOCAT AUX CONSEILS. — AMENDE.

Les réclamations relatives à la concession de grades et emplois militaires, ne sont sous aucun rapport susceptibles d'être introduites devant le conseil d'Etat par la voie contentieuse (2).

L'avocat au conseil qui signe une requête de cette nature est passible d'amende.

(De Couso — C. ministre de la guerre.)

En 1815, le sieur de Couso se démit de son grade de colonel d'état-major, pour suivre le duc d'Angoulême. En 1817, il demanda à être réintégré dans son grade, et mis en activité de service ou promu au grade de maréchal de camp. Sa demande fut repoussée par le ministre de la guerre.

Peuveli devant le conseil d'Etat pour violation des ordonnances des 1^{er} août 1815, 6 mai, 20 mai 1818, et autres relatives à l'avancement militaire.

Lors, etc.; — Considérant que les réclamations du sieur de Couso ont pour cause ou pour objet la concession de grades et emplois militaires, et ne sont susceptibles, sous aucun rapport, d'être introduites par la voie contentieuse;

Art. 1^{er}. La requête du sieur de Couso est rejetée: — 2. M. Dejean, avocat du sieur de Couso, est condamné à 10 fr. d'amende.

Du 13 mars 1822. — Ordonn. en cens. d'Etat. — Rapp., M. Villemain. — Pl., M. Dejean.

1^o COMPTABLE PUBLIC. — ARMÉE. — MAJOR GÉNÉRAL. — CONTRAINTE.

2^o PRISES MARITIMES. BATIMENS DE L'ÉTAT. — LIQUIDATION. — ARMÉE DE TERRE.

3^o Un major-général d'armée, retenu par de deniers publics, peut être poursuivi administrativement par voie de contrainte (3).

(1) V. Cass., 5 mars 1821, et la note.

(2) V. dans ce sens, ordonn. des 2 janv. et 11 déc. 1836 (aff. Chaumet et de Saint-Hubert).

(3) Cela résulte évidemment de l'art. 1^{er} de l'arrêté du 18 vent. an 8, dont les dispositions générales autorisent le ministre des finances à décerner

2^e La législation sur les prises maritimes régit les bâtimens de l'Etat (1).

Toutefois le général en chef d'une armée combinée de terre et de mer, est suffisamment autorisé, par la nature même de ses fonctions, à employer dans l'intérêt général de l'armée, les fonds provenant d'une prise faite par les bâtimens de l'Etat.

Le montant de la prise constitue alors une créance à la charge du ministère de la guerre, qui reste chargé d'en faire la liquidation entre les parties intéressées, d'après les décisions du conseil des prises.

(Sémélé — C. duc de Bellune et autres.)

Lors du siège de Cadix, en 1810, un bâtiment de l'Etat, qui concourait à l'investissement de la place, par ordre du général en chef duc de Bellune, fit deux prises, dont le produit fut versé dans la caisse de l'armée et employé à ses besoins. Le conseil des prises déclara ces prises valables, et les adjugea à l'équipage du bâtiment capteur, sous la déduction du tiers au profit de la caisse des invalides.

En 1817, le ministre de la marine réclama le remboursement du montant de la prise, et l'agent judiciaire du trésor déclara une contrainte contre le général Sémélé, qui l'avait reçue, en qualité de major-général de l'armée de siège.

Le général s'est pourvu au conseil d'Etat, et a dit que les fournisseurs et les comptables étaient soumis passibles de contrainte; qu'un major-général d'armée n'ayant aucune autorité par lui-même, n'agissant jamais qu'en nom du général en chef, et, ne signant que comme son agent, ne pouvait être atteint par aucune responsabilité. Au fond, le réclameur justifiait, à l'aide de deux lettres du duc de Bellune, que le produit de la prise avait été employé conformément à ses ordres.

Le duc est intervenu, et a déclaré qu'en le chargeant du siège de Cadix, le gouvernement l'avait autorisé à faire tout ce qui était nécessaire, et que depuis, par son silence, il avait approuvé tout ce qui avait été fait; que les bâtimens de l'Etat avaient agi par les ordres du général en chef; que le résultat de leurs opérations appartenait à l'armée et non à la marine, et que les contestations élevées devaient être jugées par les principes du droit de la guerre, et non par ceux du droit maritime. En fait, le duc ajoutait que les fonds dont il s'agissait avaient été employés en gratification, indemnités et dépenses secrètes.

Le ministre de la guerre, intervenu aussi, appuyait les considérations de droit du maréchal, et, néanmoins, demandait à demeurer étranger au débat, attendu que des allocations spéciales sont faites au général en chef, pour les gratifications, indemnités et dépenses secrètes.

L'agent judiciaire du trésor, le capitaine du vaisseau capteur et le trésorier des invalides de la marine, ont aussi pris part à la contestation.

Louis, etc. — Vu les lois des 12 vend., 13 frim. et 18 vent. an 8, sur les poursuites à exercer contre les rétentionnaires de deniers publics; — Considérant dans la forme, que conformément aux lois ci-dessus visées, la contrainte a été régulièrement décernée contre le général Sémélé, qui avait donné quittance des fonds provenant des dites prises;

Considérant, en fond, qu'il résulte de la lettre du maréchal duc de Bellune, en date du 12 mars 1818, et de celles du ministre de la guerre, des 5 mai 1818 et 13 déc. 1821, que lesdits fonds ont été employés, par les ordres du général en chef du premier corps d'armée, pour le service de l'armée; et que dès lors, cette dépense constitue une créance à la charge du ministère de la guerre;

Considérant, sur l'exception présentée par le ministère de la guerre, et tirée de ce que la prise aurait été faite en vertu d'une lettre de marque délivrée par le commandant en chef de l'armée, que la législation sur les prises régit même les prises faites par les vaisseaux de l'Etat, et que le conseil des prises en a fait une juste application;

Art. 1^{er}. La contrainte décernée, le 17 fév. 1818, par l'agent judiciaire de notre trésor royal contre le général Sémélé, est annulée; — 2. La caisse des invalides de la marine, et autres parties intéressées, sont renvoyés devant notre ministre de la guerre, pour y faire liquider les sommes à elles dues par ce département, en exécution des arrêtés du conseil des prises, ci-dessus visés, et de la présente ordonnance.

Du 13 mars 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Ropp, M. Maillard — Pl. M. M. Joffroy, Chauveau-Lagarde, Delagrangé et Moitiaux.

1^o et 2^o MARAIS. — DESSEICHEMENT. — PROPRIÉTÉ — LIMITES. — OPPOSITIONS. — COMPTÉTENCE.

3^o CONFLIT. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

1^o Les tribunaux sont seuls compétents pour statuer sur les contestations relatives à la propriété de marais à dessécher, ainsi que sur celles qui peuvent s'élever au sujet de la limite des terrains réservés et exemptés du dessèchement (2).

2^o Mais c'est à l'autorité administrative seule à connaître des oppositions formées à l'opération du dessèchement, d'après les règles tracées par la loi du 16 sept. 1807, et sans que les travaux puissent être interrompus (3).

3^o Il n'y a pas lieu à élever le conflit, tant qu'il n'existe aucun acte de l'autorité judiciaire, duquel il résulte que cette autorité veuille s'attribuer la connaissance d'une question dont la solution appartiendrait à l'autorité administrative (4).

(Communes de Montoir, Saint-Joachim et autres C. — marais de Donges.)

Louis, etc. — Vu les lettres patentes de François, duc de Bretagne, du 8 août 1461; les arrêtés du conseil des 4 janv. 1779 et 13 janv. 1784, et nos ordonnances des 2 juillet 1817, et 25 novemb. 1819 concernant le dessèchement des marais de Donges; — En ce qui concerne les marais desséchés: — Considérant qu'aux termes de l'art. 2 de notre ordonnance du 2 juillet 1817, les contestations de propriété entre les concessionnaires et les communs ou particuliers prétendant à des droits de propriété sur des terrains faisant partie de-dits marais, sont renvoyés devant les tribunaux; — Considérant que, d'après l'art. 3 de notre ordonnance, les actes d'opposition au dessèche-

des contraintes contre tous « comptables, fournisseurs, commissionnaires et agens quelconques en débet. »

(1) V. anal. dans le même sens, ordonn. du 16 janv. 1822 (aff. . .).

(2) V. comme anal. dans le même sens, ordonn. des 11 juin 1817 (aff. Noyrac); 4 mars 1819 (aff. Martin), et les notes.

(3) V. la note qui précède.

(4) V. dans le même sens, ordonn. du 19 déc. 1821 (aff. Picou). C'est le du reste un point qui ne peut plus aujourd'hui faire difficulté en présence des nouvelles formalités prescrites pour les conflits par l'art. 6 de l'ordonn. royale du 1^{er} juin 1828.

1^{er} APPEL INCIDENT. — CONCLUSIONS AU FOND.**2^e EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBLIQUE. — VOIE PUBLIQUE. — EXHAUSSEMENT.**

1^{er} L'intima peut relever appel incident après avoir conclu au fond (1).

2^e La diminution de la valeur d'une propriété, en ce que la propriétaire est prié par l'Etat ou par une commune de la jouissance d'une partie de sa maison qui se trouve enfoncée d'une certaine hauteur par suite de l'exhaussement d'une rue, constitue l'expropriation pour cause d'utilité publique, et donne lieu par conséquent à une indemnité (2).

(Des-Champs-Necis — C. Commune de Nantes.)
ARRÊT.

LA COUR; — Considérant 1^{er} qu'il a été proposé une fin de non-recevoir contre l'appel incident qui, lui-même, a pour objet de faire déclarer non recevable la demande en indemnité; double fin de non-recevoir sur laquelle l'ordre légal exige qu'il soit préalablement statué; — Considérant qu'il est dans l'esprit de l'art. 443 du Code de proc., que l'appel incident de la part de l'intimé puisse être relevé en tout état de cause, et que le texte l'autorise ainsi même que le jugement aurait été signifié sans protestation; que si l'extinction du jugement n'opère en ce cas aucune fin de non-recevoir, encore moins peut-on l'inférer de conclusions prises en appel, ces conclusions pouvant être modifiées par des conclusions nouvelles (art. 35, règlement 30 mars 1808);

Considérant, 2^e qu'il a été donné pour constant en fait, dans le jugement dont est appel, fait non contredit par la commune de Nantes, que les remblais ordonnés par l'administration des ponts et chaussées ne s'étendaient que jusqu'à l'angle des rues Félix et Richelbourg, et n'atteignaient pas par conséquent la maison de l'appelante, située à l'angle nord des mêmes rues; que les travaux qui ont enfoncé cette maison (expression du tribunal de Nantes), sont du seul fait de la mairie; d'où il résulte évidemment que c'est contre elle seule qu'a dû être dirigée l'action en indemnité, sauf tout au plus la recours de la mairie contre l'administration des ponts et chaussées; — Considérant, 3^e que tout sacrifice de la propriété pour cause d'intérêt public exige une indemnité préalable (art. 10, charte constitutionnelle, qui déclare (art. 9), toutes les propriétés inviolables); — Que c'est pour la conservation de ces propriétés que les hommes se sont réunis en société sous quelque forme de gouvernement que ce soit; qu'on ne peut inférer des termes de l'art. 545 du Code civ., qu'une expropriation ou intégrale ou partielle, soit nécessaire pour donner ouverture à l'action en indemnité; que le même Code (art. 544) définit la propriété le droit de jouir; d'où résulte que la jouissance est une portion intégrante de la propriété, ce qui conduit à la conséquence nécessaire et irrésistible que la jouissance ne saurait souffrir une altération notable sans que la propriété soit altérée dans la même proportion; — Qu'il est bien inutile de s'égarer dans la théorie des servitudes légales, pour rechercher s'il est des cas où le préjudice causé à la propriété ne donne lieu à aucun dédommagement; que le sacrifice de la propriété de l'appelante n'est que trop réel,

puisque son jugement de Nantes a résilié le bail de sa maison, par le motif qu'elle ne peut être exploitée comme suberge; que dès lors il y a eu atteinte incontestable au droit de propriété; que par cela seul qu'il est reconnu que la question, si la diminution de la valeur peut donner lieu à une indemnité, est toute neuve et ne s'est jamais présentée devant les tribunaux, la seule équité, première règle de toutes les lois, suffit pour conduire à une solution affirmative; qu'il n'est pas besoin de loi là où commande l'équité naturelle; mais qu'il, loin qu'il y ait absence de loi, l'obligation d'indemnité est gravée en traits ineffaçables dans la loi fondamentale du royaume; — Considérant, 4^e qu'il n'est pas possible, en l'état, de déterminer la quotité du dédommagement dû à l'appelante; qu'elle même a, dans ses conclusions, reconnu la nécessité d'une expertise; que le procès-verbal du 7 nov. 1816 n'étant pas contradictoire avec la commune de Nantes, ne peut servir de règle; qu'il est nécessaire d'ailleurs qu'il soit fait comparaison de la valeur locative qu'avait la maison et les dépendances de la propriété de l'appelante, avant les remblais dont il s'agit, avec la valeur locative actuelle; que c'est de ce tableau comparatif que peut sortir la valeur réelle de l'événement ou du dommage souffert; — Rejette la fin de non-recevoir, etc.

Du 14 mars 1822. — Cour roy. de Rennes. — 2^e ch. — Prés., M. Jourdain. — Pl., MM. Leroux et Morel.

RENONCIATION A SUCCESSION. — RETRACTION.

Après renonciation à la succession de la part de tous les héritiers du premier degré, celui qui fait un acte de reprise au greffe, un jour avant les autres, exclut ceux-ci irrévocablement. (Cod. civ., 790.) (3)

(Bonnesli — C. Larroque.) — **ARRÊT.**

LA COUR; — Attendu qu'il était de principe, dans l'ancien droit, comme l'attestent Dumat et Furgole, que lorsqu'une succession était vacante par le fait de la répudiation des héritiers appelés à la recueillir, et de la non-acceptation des successions en degré inférieur, celui des héritiers répudiants qui reprenait le premier cette succession, la reprenait tout entière, et excluait tous ceux qui se présentaient après lui pour la reprendre; — Que l'art. 790 du Code civ., a consacré les mêmes principes; qu'ainsi, les premiers juges n'ont fait que se conformer à l'ancienne et à la nouvelle législation, en retenant à la déclaration du 27 juin 1818, l'effet et la force qu'ils ont exclusivement accordés à la déclaration de reprise d'hérédité, faite le 26 juin 1818 par la dame Marthe Basset, épouse Larroque; — A démis Marie-Aune Basset, épouse Bonnesli, de son appel, etc.

Du 14 mars 1822. — Cour roy. de Toulouse.

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — EXPROPRIATION FORCÉE.

Le créancier d'une succession bénéficiaire peut poursuivre l'expropriation des biens de son débiteur déclaré, encore que les héritiers en aient eux-mêmes provoqué la vente par licitation, et quoiqu'on ne puisse leur reprocher

secrè dans un autre arrêt de la Cour de cass. du 30 avril 1835. — Mais la jurisprudence du conseil d'Etat est contraire. V. l'ordonn. du 24 fév. 1842 et celles qui y sont citées au n^o 3.

(3) V. Toullier, t. 4, n^o 346; Chabot, des Successions, art. 790, n^o 1; Yazeille, ibid., n^o 3, et suiv.

(1) C'est un point qui fait difficulté que celui de savoir si l'intime qui a conclu à la confirmation du jugement, peut encore former un appel incident, alors du moins qu'il n'a fait aucune réserve à cet égard. V. l'ass. 29 janv. 1810 et 30 déc. 1824; Besançon, 26 nov. 1810, et les notes.

(2) V. en ce sens, Cass. 16 janv. 1826; Lyon, 1^{er} mars 1835. — Le principe se trouve aussi con-

aucune négligence dans leurs poursuites.

(Cod. civ., 224-4) (1)

(De Pronieroy - C. Choppin.) - ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'un créancier peut poursuivre l'expropriation des biens immeubles de son débiteur ; — Que ce principe posé dans l'art. 2204 du Cod. civ. est général ; que l'exécution d'un titre, qui était exécutoire contre le débiteur décédé, ne peut dépendre de la qualité que son héritier jugera à propos d'adopter ; qu'il peut bien prendre toutes les précautions qu'il jugera nécessaires pour ne pas engager ses propres biens au paiement de la dette ; mais qu'il ne peut soustraire à la poursuite du créancier ceux que le défunt avait affectés à son hypothèque ; — Considérant qu'il en est de même de la demande en partage provoquée par les héritiers de la dame de Pronieroy ; que le sieur Choppin peut toujours agir, puisqu'il est créancier de tous, et que les biens à partager entre eux, lui ont été engagés pour sûreté de sa créance ; qu'il en faudrait dire autant, lors même qu'il s'agirait d'une licitation au lieu d'un partage ; — Qu'en vain on opposerait qu'en ce cas le créancier serait sans intérêt, parce que la vente par licitation, moins onéreuse pour le débiteur qu'il faut aussi considérer, atteindrait également le but qu'il se propose, celui de recouvrer ce qui lui est dû, puisqu'il en toucherait le prix ; Considérant que, supposant la vente par licitation entre mineurs, malgré toutes les formalités qu'elle exige, moins dispendieuse que l'expropriation (avantage dont ne profiteraient pas les appelants dans le moment actuel où le sieur Choppin touche au moment de l'adjudication définitive), ce ne serait pas un motif suffisant pour forcer le créancier à attendre l'effet de la licitation, parce qu'elle peut être entravée par une foule d'intrigues ; qu'elle entraîne des lenteurs qu'il n'aurait pas la faculté d'abréger, et qu'il lui importe de conserver avec tout son avantage l'action qu'il tient de la loi ; — Met l'appel au néant, ordonne, etc.

DU 15 mars 1822. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delaméthérie. — Concl., M. Tisserde-Ligny, subst. — Pl., MM. Thiot-Varenne et Majet-Gencirry.

APPEL.—SUBROGÉ TUTEUR AD HOC.

Le subrogé tuteur qui plaide contre un mineur, s'il obtient jugement et s'il veut faire courir utilement le délai de l'appel, est tenu de faire nommer un subrogé tuteur ad hoc, afin qu'il y ait possibilité de signifier valablement au tuteur et au subrogé tuteur, conformément à l'art. 444, Cod. proc. civ. (2).

(Anthouard - C. Anthouard.)

Joseph Anthouard, subrogé tuteur de son neveu Adolphe Anthouard, obtint contre la mère de ce dernier, tutrice légale de son fils, divers jugemens d'adjudication et de collocation d'ordre qu'il lui fit signifier.

Il y eut appel de tous ces jugemens, de la part de la mère tutrice ; mais plus de trois mois après la signification.

De là, Joseph Anthouard prétendit tirer une fin de non-recevoir contre l'appel ; — Mais, lui lui

fut répondu, que la signification qui avait été faite seulement à la mère tutrice, n'avait pu faire courir les délais ; que cette signification aurait dû être faite en outre au subrogé tuteur du mineur, selon le vœu de l'art. 444 du Code de proc. ; et que, dans l'espèce, Joseph Anthouard étant lui-même ce subrogé tuteur, on aurait dû en faire nommer un ad hoc, pour recevoir la signification des jugemens et décider, dans l'intérêt du mineur, s'il y avait lieu d'en interjeter appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que si, d'après les dispositions du Code civ., le tuteur est le défenseur unique et légitime des intérêts du mineur, et que le subrogé tuteur ne puisse agir que dans le cas où les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux du tuteur, il a été apporté une modification à ce principe général dans le Code de procédure civile, qui a exigé impérativement le concours de tous les deux, lorsqu'il s'est agi de faire courir les délais de l'appel à l'égard du mineur émancipé ; — Que dans ce cas le législateur, tout en voulant ne pas sacrifier au mineur, par des délais trop longs, l'intérêt des tiers qui avaient des droits à réclamer ou à défendre contre lui, a exigé néanmoins une double sûreté, pour que le délai de trois mois pût courir utilement contre lui comme contre le majeur, et a voulu que le jugement fût signifié non seulement au tuteur, mais encore au subrogé tuteur, lequel il a rendu responsable, comme le tuteur lui-même, de toute négligence, quand il ne prendrait pas les mesures prescrites par les lois, pour savoir si l'appel doit être interjeté, et pour ne pas l'avoir interjeté le cas échéant ; — Que le législateur ayant apposé cette condition, pour faire courir le délai de l'appel, ce principe ne peut souffrir aucune exception ou restriction dans aucun cas ; et que dans l'espèce, le subrogé tuteur, Joseph Anthouard, ayant des intérêts opposés à ceux du mineur, s'il voulait faire courir utilement le délai de trois mois, aurait dû requérir la nomination d'un autre subrogé tuteur ad hoc, à l'effet de lui faire signifier les jugemens dont il s'agit ; que ne l'ayant pas fait, et le vœu de la loi n'ayant pas été rempli, les appels de la veuve Anthouard sont recevables ; — Sans s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées, ordonne que les parties continueront de contester sur les appels dont il s'agit.

DU 15 mars 1822. — Cour roy. de Grenoble.

FAILLITE.—REVENDEMENT. — MARCHANDISES EN ROUTE.

DU 15 mars 1822 (aff. Joyaux). — Cour roy. de Rouen. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de cassation du 6 nov. 1823 (aff. Aymard).

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE — ÉVALUATION. — COMPTE (RÉDIGITION DE).

L'inscription prise sur les biens d'un mandataire, en vertu d'un jugement qui le condamne à rendre compte, ne peut être annulée pour défaut d'évaluation de la créance pour laquelle elle est prise. (Cod. civ., 2148.) (3)

entraîna à l'arrêt ci-dessus est fortement soutenu par Tarrille, *Repert. de jurispr.*, v° *Inscrip. hyp.*, § 5 ; Grenier, *des Hypoth.*, t. 1, n° 201 ; Baur, *Princ. et hyp.*, t. 3, n° 442. — M. Siray, en rapportant cet arrêt, le faisait suivre d'observations conformes à l'opinion de ces auteurs, et dans lesquelles il cherchoit à établir que ce même arrêt n'était point en opposition avec leur doctrine, en ce que, dans l'espèce, c'était le débiteur qui demandait la nullité de l'in-

(1) V. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 4 déc. 1822, et les autorités qui y sont indiquées.

(2) Il en est de même dans le cas où c'est le tuteur qui plaide contre le mineur ; alors il doit être nommé un tuteur ad hoc. V. Angers, 2 août 1822 ; Toulouse, 4 fév. 1823 ; Colmar, 15 janv. 1831 ; Orléans, 27 nov. 1833 ; Cass. 1^{re} avril 1833.

(3) La question est très controversée. La doctrine

(Gouillet d'Oilly — C. — créanciers Richebourg et de Walbonne.)

Le 28 avril 1770, les créanciers des sieur et dame de Richebourg forment un contrat d'union, et nomment M^r Gouillet, notaire à Paris, notaire séquestre. — Deux jugemens du tribunal civil de la Seine, des 7 therm. an 9 et 28 niv. au 11, condamnent M^r Gouillet à rendre compte de sa mission, comme séquestre de l'union, tant aux syndics des créanciers des sieur et dame de Richebourg, qu'à la dame de Walbonne, fille de ees derniers. — Le sieur Gouillet decede le 4 mars 1815. — 14 oct. 1816, les syndics des créanciers des sieur et dame de Richebourg prennent une inscription au bureau des hypothèques de Vouziers, contre la succession dudit sieur Gouillet, « pour sûreté, est-il dit dans l'inscription, d'une créance indéterminée, pour reliquat du compte que ledit sieur Gouillet a été condamné à rendre comme notaire et séquestre des créanciers unis desdits sieur et dame de Richebourg, aux syndics et directeurs des droits desdits créanciers, par les jugemens sus-dates, lequel compte il devait d'ailleurs suivant l'acte d'union. » — Le même jour, la dame de Walbonne, fille des sieur et dame de Richebourg, forme au même bureau, une inscription absolument dans les mêmes termes.

Le sieur Gouillet d'Oilly, seul héritier du sieur Gouillet, son père, demande, devant le tribunal civil de la Seine, la nullité de ces deux inscriptions, comme ne contenant point, ainsi que le prescrit l'art. 2148 du C. de civ., l'évaluation des droits éventuels, conditionnels et indéterminés devant résulter du compte à rendre. — 30 juill. 1818, jugement du tribunal de première instance, qui annule les inscriptions : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 2148 du Code civ., le créancier qui prend inscription, soit en exécution d'un acte, soit en exécution d'un jugement, ne peut la prendre d'une manière indéterminée, mais est obligé d'évaluer le capital pour les droits conditionnels, éventuels ou indéterminés : — Attendu qu'il y a d'exception à cette règle que celle comprise en l'art. 2153 pour les hypothèques purement légales de l'état, des communes, des mineurs et autres de cette espèce ; — Attendu que l'insinuation du montant de la créance est une des parties qui constituent l'essence de l'inscription, et que l'omission de cette formalité en entraîne nécessairement la nullité. »

Appel de la part des créanciers de Richebourg, et de la dame de Walbonne.

ARRÊT.

LA COUR, — En ce qui touche l'inscription prise à la requête de la dame Walbonne — Considérant qu', dans l'espèce, la forme de l'inscription pour une créance indéterminée sur un comptable, est réglée par les art. 2148 et 2153 du Code civ., lesquels n'exigent point d'évaluation

quant aux objets indéterminés ; — A mis et met l'appellation et ce dont est appelé néant ; (mettant, décharge, etc.)

Du 18 mars 1822. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} chamb. — Pres., M. Seguier, p. p. — Concl., M. Quequet, av. gén. — Pi., MM. Dupin et Lavaux.

POSTE AUX LETTRES. — PRÉPOSÉS DES DOUANES. — PROCES-VERBAL.

Les procès-verbaux des préposés des douanes constatant des contraventions aux lois sur le transport des lettres, ne font pas foi jusqu'à inscription de faux ; mais seulement jusqu'à preuve contraire.

Les préposés des douanes qui rédigent un procès-verbal constatant un transport illicite de lettres, ne sont pas tenus de suivre à cet égard les formalités prescrites par la loi du 9 flor. an 7, qui est spéciale à la matière des douanes. (Arrêté du 27 prair. an 9, art. 3.) (1)

(Kremer.)

Du 18 mars 1822. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Pres., M. de Juvécourt. — Concl., M. Julien, 1^{er} av. gén.

1^{re} COMPROMIS. — MINEUR. — NULLITÉ.

2^{re} ARBITRES. — RÉVOCATION.

1^{er} Les personnes capables de s'engager ne peuvent se prévaloir de la nullité d'un compromis passé avec des mineurs et des absents pour lesquels on s'est porté fort (2).

2^o Une sentence arbitrale est valable, bien qu'elle ait été rendue après la révocation du pouvoir des arbitres, si les causes de la révocation existoient et étoient connues lors du compromis. (Cod. proc., 1014.)

(Mazeron-Lamothe — C. Lussaudat.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la citation donnée par le sieur Mazeron-Lamothe, le 3 déc. 1818, et sur laquelle a été passé le compromis du 7 déc. suivant, avait été notifiée à Claude Lussaudat père, en son nom propre et privé, et encore comme tuteur de Jeanne Lussaudat, sa fille, alors mineure ; — Attendu que le compromis dudit jour 7 déc. 1818 a été souscrit dans les mêmes qualités, et que toutes les parties qui y ont concouru, ayant le même intérêt que Jeanne Lussaudat, se sont portées fort pour elle, ainsi que pour Marie-Rosalie et François-Louis Lussaudat absents ; — Qu'il a été exécuté par le sieur Mazeron-Lamothe, soit par ses comparutions et dires devant le juge arbitre nommé, soit par les deux prorogations successives qui ont été faites dudit compromis, les 1^{er} et 28 mars 1818, soit enfin en exécutant, de sa part, le premier jugement du 3 avril de la même année, qui avait ordonné une preuve entre les parties ;

maillinaire. sa vertu d'un jugement qui le condamne à rendre compte. C'est aussi en ce sens que l'arrêt a été entendu par tous les auteurs ; et enfin il faut ajouter que la doctrine consacrer par cet arrêt est celle qui a fini par prévaloir en jurisprudence contre l'opinion des auteurs ci-dessus cités. V. notamment, Cass. 4 août 1825 ; Rouen, 19 fév. 1828 ; Limoges, 5 déc. 1839, et nos observations. V. aussi dans ce sens, Tropiege, des Hyp., t. 2, n^o 684 ; Duranton, t. 20, n^o 117.

(1) V. dans le même sens, Cass. 18 juin 1849 ; Mangin, Traité des procès-verbaux, n. 13.

(2) Point constant de jurisprudence. V. Cass. 31 niv. an 9, et la note ; Peitiers, 23 juill. 1819 ; Rennes, 6 juill. 1820.

scription, circonstance toute particulière qui restreint la portée de l'arrêt, et ne permettait pas d'en conclure que la validité de l'inscription, quoique dénuée d'évaluation, put être également prononcée à l'égard du créancier. V. au surplus ces observations dans le t. 22 du Recueil de M. Sirey, 2^e part., p. 361. Quant à nous, il nous paraît évident par les termes de l'arrêt que la Cour royale de Paris a jugé, et cela sans distinguer entre le cas où c'est le débiteur qui demande la nullité de l'inscription de celui-ci où c'est le créancier, qu'en principe l'obligation imposée au créancier qui prend inscription pour sûreté d'une créance indéterminée d'évaluer le montant de la créance n'est pas applicable au cas d'hypothèque prise sur les biens d'un

Attendu que les motifs de la révocation du juge arbitre, que le sieur Mazeron a fait signifier, le 17 mai 1819, n'étaient nullement fondés, puis-que les causes sur lesquelles reposait la révocation du sieur Mazeron-Lamothe existaient à l'époque du compromis : que, dès lors, le sieur Mazeron était présumé y avoir renoncé ; — Attendu, d'ailleurs, que ces causes n'existaient que dans l'int. rêt des parties avec lesquelles le sieur Mazeron-Lamothe, majeur, et possédant de la plénitude de ses droits, avait volontairement compromis ; qu'il avait pleinement pourvu à ses sûretés pour l'avenir, en acceptant le cautionnement solidaire de ceux avec lesquels il contractait et qui s'étaient portés fort, tant pour Jeanne que pour Marie-Rosalie et François-Louis Lamothe ; — Attendu, enfin, que par l'acte extrajudiciaire du 11 oct. 1819, ces trois derniers ont formellement approuvé tout ce qui avait été fait en leur nom ; que s'appropriant par là l'engagement qui avait été contracté pour eux par leurs cocontractants, et tous s'étant ensuite réunis pour y donner un acquiescement absolu, le sieur Mazeron-Lamothe s'est trouvé sans prétexte et hors de tout intérêt, soit pour querreller le compromis et les prorogations qui en ont été faites, soit pour attaquer le jugement arbitral du 5 juin 1819 ; — Par tous ces motifs, sans s'arrêter aux moyens qui ont été proposés en la forme par le sieur Mazeron-Lamothe, non plus qu'à ses conclusions et demande en nullité du jugement dont est appelé, qui demeurent rejetées ; — Déclare ledit jugement et les procédures qui l'ont précédé ou suivi, régulières et valides, etc.

Du 18 mars 1822. — Cour roy. de Riom. — *Pres.*, M. Thevenin. — *Concl.*, M. Arclion-Desprousses, av. gén. — *Pl.*, MM. Bernet, Rollande et Godemer.

DÉLAISSEMENT. — INNANIGABILITÉ. — VISITE DU NAVIRE.

Du 18 mars 1822 aff. N. — Tribunal de Marseille. — V. la note sur l'arrêt de la Cour de cassation du 25 mars 1806 aff. John Elery).

EXPERTS. — RAPPORT. — SIGNATURE. — MOTIFS.

La signature des trois experts n'est pas absolument nécessaire pour la validité du rapport ; il peut suffire qu'il soit fait par deux d'entre eux, lorsqu'il est d'ailleurs constant que les trois ont coopéré à l'opération. (Cod. proc., 317.) (1)

Il n'est pas non plus nécessaire, à peine de nullité, que les motifs des deux avis des experts soient précédemment énoncés et détaillés ; il suffit que les magistrats puissent induire ces motifs, de la comparaison des avis. (Cod. proc., 318.)

(De Brechard — C. Delcamp.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant, sur la première question, qu'à la vérité la loi ordonne que tous les experts signent leur rapport, et que dans l'espèce, l'un d'eux est mort avant de signer ; mais que, d'une part, la loi ne prononce pas la nullité, et que cette peine ne peut être suppléée ; qu'un autre côté, la signature de deux experts atteste la comparaison du troisième au travail et la vérité

du résultat ; qu'il d'ailleurs, la présence du sieur de Chazotte est écrite dans tout le rapport ; que les lieux ont été visités par tous ; que les parties ont discuté devant tous, certains points relatifs à leurs intérêts, et qu'enfin, tous les trois ont eu assigné dans le procès-verbal le nombre des vacations qui, payées par chacun d'eux ; qu'ainsi il ne peut y avoir aucun doute sur les opérations des trois experts ; — Que dans des cas analogues tels qu'arbitrages, la signature de deux suffit quoique le troisième refuse de signer ; que la loi oblige tous les juges qui ont concouru à un jugement rendu en matière criminelle à le signer, mais que si la signature de l'un d'eux manque, celle des autres suffit pour la validité des jugements ; qu'enfin la Cour de cassation a étendu cette règle aux expertises, et décide que la signature de deux experts suffit pour la validité de l'opération ;

Considérant, sur la seconde question, que, dans le fait, sur certains objets, les experts ont donné les motifs de la différence de leurs évaluations et non sur le plus grand nombre ; mais que ces motifs, sans être exprimés, résultent des bases qui ont été prises, l'un distinguant dans une quantité d'arbres ceux qu'il juge mauvais et pouvant seulement servir à mettre en corde, les deux autres les estimant comme propres à faire des bois de charpente et autres ouvrages ; — Que l'énonciation des motifs des experts sur la dissidence de leurs opinions, a pour objet d'éclairer les tribunaux sur le jugement qu'ils doivent en porter ; mais qu'il n'est résulté du procès-verbal même, qu'ainsi le but de la loi est également atteint ; — Rejette les moyens de nullité, etc.

Du 19 mars 1822. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — *Pres.*, M. Sallé. — *Concl.*, M. Pascaud, av. gén. — *Pl.*, MM. Arbet et Mayet-Génery.

1^{re} SAISIE IMMOBILIÈRE. — NULLITÉ. — DIVISIBILITÉ.

2^{de} LEGALISATION. — NULLITÉ. — SAISIE IMMOBILIÈRE.

1^{re} Une saisie immobilière vicieuse de nullité pour désignation incomplète de certains objets, peut être maintenue en ce qui touche les objets suffisamment désignés, et n'être annulée que relativement à ceux mal désignés. — La validité ou l'efficacité d'une saisie immobilière n'est pas indivisible. (Cod. proc., 675.) (2)

2^{de} La legalisation d'un acte n'est pas constitutive de sa légitimité. — Ainsi, la saisie immobilière faite en vertu d'un acte non legalisé, au cas où la legalisation est exigée par la loi, n'est pas nulle à raison du défaut de legalisation (3).

(Suzet — C. Cadet.)

Acte notarié passé à Paris, contenant constitution de rente, de la part du sieur Cadet, au profit de la dame de Haussay. — A défaut de paiement des arrérages, la dame de Haussay voulut faire procéder à la saisie immobilière des immeubles du sieur Cadet ; à cet effet, elle rédigea sa créance au sieur Siger, — Celui-ci muni d'un certificat de vie de sa cédante, donna par un notaire de Reims, Et saisir immobilièrement le sieur Cadet, en vertu de l'acte de constitution de rente passé à Paris. Il est à remarquer que la saisie immobilière fut poursuivie devant le tribunal de Châteauneuf.

(1) F. conf., Cass. 21 nov. 1820, et les autorités en sens divers indiquées en note. F. aussi Agen, 30 juill. 1821.

(2) Sur cette question, tranchée dans le sens de l'arrêt ci-dessus par le nouvel art. 715 du Code de proc., voy. Cass. 6 janv. 1824 ; Agen, 26 janv. 1822, et les notes.

(3) F. en ce sens. Cass. 10 juill. 1817, Merlin, *Report.*, v^o Legalisation, n^o 2, et Toullier, t. 8, n^o 29. — F. cependant un arrêt en sens contraire de la Cour de Colmar du 26 mars 1808. Mais voy. la note sur cet arrêt.

Le sieur Cadet en a demandé la nullité. Il s'est fondé principalement sur le défaut de légalisation des actes, en vertu desquels on avait procédé à la saisie immobilière.

L'article 2213 du Code civil, a-t-il dit, veut, à peine de nullité de la saisie immobilière, que l'acte, en vertu duquel on l'a fait, soit authentique et exécutoire; de plus, l'art. 28 de la loi du 25 vent. an 11, veut expressément qu'un acte, pour pouvoir être exécuté, soit légalisé, lorsqu'on s'en sert hors le ressort de la Cour dans laquelle il est passé. Si donc cette légalisation n'a pas été faite, l'acte n'est pas exécutoire, et par conséquent la saisie immobilière est nulle. — Le sieur Cadet a présenté un second moyen de nullité, résultant de ce que le jardin du domaine saisi n'avait pas été désigné et confronté comme le veut la loi. Il soutenait que la saisie immobilière était un acte indivisible, et que la nullité d'une partie operait la nullité de tout; que d'ailleurs, en admettant la divisibilité de la saisie, la division ne pouvait être opérée que lorsque la vente des diverses parties faite séparément ne nuisait pas à l'intérêt du saisi; que, dans l'espèce, la division lui serait préjudiciable et diminuerait la valeur de l'immeuble saisi, puisqu'elle distrairait de l'adjudication le jardin même du domaine; qu'ainsi il y avait lieu de rejeter la division demandée.

Le sieur Sitger saisissant, reconnaissait la nullité relative au jardin; mais il soutenait qu'elle ne devait pas faire annuler toute la saisie. Quant au défaut de légalisation des actes, le sieur Sitger répondait: On ne peut annuler une procédure qu'en vertu d'un texte formel de la loi qui en prononce la nullité; quoique l'art. 28 de la loi du 25 vent. an 11 prescrive la formalité de la légalisation, il ne s'ensuit pas que l'observation de cette formalité entraîne avec elle une nullité; il faudrait que l'art. 28 de la même loi eût compris l'article 28 dans la nomenclature des articles prescrits à peine de nullité; il ne l'a pas fait, et c'est une forte raison de décider que la nullité ne peut être prononcée. — L'art. 2213 n'est point opposable, parce que la législation ne rend point un acte exécutoire. Un acte est authentique, lorsqu'il a été passé par des officiers publics, et il est exécutoire, lorsqu'il est revêtu de cette formule: « Louis, par la grâce de Dieu, etc., nos Mandons et ordonnons, etc., etc.

L'ancienne jurisprudence était unanime sur ce point de procédure, et Denisart, dans son Répertoire, traite de formalité inutile, la formalité de la légalisation, dans certains cas, comme dans celui-ci: « parce que, dit-il, rien ne peut assurer davantage aux magistrats l'authenticité et la vérité de la signature du légalisateur, que de celle de l'officier public qui l'a fait ».

30 juin 1821, jugement du tribunal de Châtelleraux, qui accueille les deux moyens de nullité présentés par le saisi, et déclare nulle la saisie immobilière.

Appel de la part du sieur Sitger.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que si la saisie immobilière du jardin, art. 2, § 2, est annulée, ainsi que l'a reconnu le poursuivant, et que l'a

jugé le tribunal de première instance, ce n'est qu'une nullité relative audit article 2, qui ne peut pas entraîner la nullité de tous les autres immeubles saisis;

Considérant que la légalisation d'un acte n'est point constitutive de sa légalité; que cette formalité n'a été prescrite, à peine de nullité, par aucune loi, et que les juges ne peuvent suppléer cette peine;—Considérant que cette légalisation n'est point exigée non plus pour les certificats d'existence; que l'art. 1183 du Code civil exige seulement que le propriétaire justifie de son existence pour en demander les arrérages, et que cette justification a été faite par la production des certificats de vie;—Met l'appel et ce dont est appel au néant, etc.

Du 19 mars 1822. — Cour roy. de Poitiers. — 1^{re} ch. — Prés. M. de Bernard, p. p. — Concl. M. Vincent-Molinier, 1^{er} av. gen. — Pl., MM. Bigne et Boncenne.

1^{er} TITRE.—ANCIENNETÉ.—FORMALITÉS

2^o MAIN-MORTE.—ALIÉNATION.

1^o Des titres anciens, remontant à plus de deux siècles, peuvent avoir effet, bien que l'observation des formalités requises pour leur validité ne soit pas prouvée; et qui a été fait anciennement est présumé fait régulièrement (1).

2^o Dans l'ancienne jurisprudence, les aliénations de biens appartenant aux gens de main-morte, notamment à des religieux, étaient valables, quoique les formalités prescrites pour ces aliénations n'eussent pas été observées, lorsque leur objet était de peu d'importance, et qu'ils avaient été profitables aux vendeurs (2).

(Baucheron—C. Rochoux.)

En 1587, acte devant notaire, par lequel les religieux de Cîteaux cèdent au sieur Dubourg une manée de terre, avec droit de pacage dans le bois Gros, et reçoivent en échange la décharge d'une rente qu'ils devaient, et la constitution d'une nouvelle rente à leur profit. — Les religieux stipulent comme certains, pourvus et bien conseillés; mais il n'apparaît pas, dans l'acte, que les formes voulues pour les aliénations des biens des gens d'Eglise aient été remplies. — En 1820, le sieur Baucheron, aux droits du sieur Dubourg, demande, contre les sieurs Rochoux et consorts, propriétaires du bois Gros, l'exercice du droit de pacage concédé par le titre de 1587.

Ceux-ci ont soutenu que cet acte était nul, comme n'ayant pas été fait avec les formalités prescrites.

Le sieur Baucheron a répondu que dans les titres anciens on présumait toujours que les formes avaient été suivies. Il ajoutait qu'au reste le défaut de certaines formes n'annulait pas les aliénations faites par les gens de main-morte, quand elles étaient de peu de valeur, et quand il apparaissait, comme dans l'espèce, qu'elles avaient été faites à leur avantage.

27 août 1821, jugement du tribunal civil de la Châtre, qui, sans avoir égard à la demande en nullité, ordonne que le sieur Baucheron fera

8 de la contenance de Paris, n^{os} 75 et 79); présomption néanmoins toujours soumise à la jurisprudence du juge: *in summa jure ex omnibus circumstantiis debet arbitrari* (ibid., n^o 80).... » V. encore dans ce sens, le nouveau Denisart, t. 1, p. 191.

(2) V. en ce sens, Cass. 12 août 1812 (aff. Morfeuillet), et les autorités qui sont indiquées à la note. Addé, Cass. 27 août 1832.

(1) L'ancienneté, suivant les jurisconsultes les plus célèbres de tous les temps, dit l'auteur, t. 8, n^o 163, opère deux effets remarquables par rapport aux actes. Le premier est que les solemnités requises ont été gardées, quoique le fait n'apparaît pas. Ce qui a été fait anciennement est présumé avoir été fait solennellement: *in antiquis omnia presumuntur sollemniter acta* (Dumoulin, sur l'art.

preuve de la possession qu'il articule avoir de son droit de pacage.

Appel par les deux parties. — Le sieur Blancheron, au chef qui, maintenant la validité de son titre, ordonne une preuve qui n'était offerte que subsidiairement.

Quant aux sieurs Rochoux et consorts, ils interjetent appel, au chef qui rejette leur demande en nullité de l'acte de 1587.

A l'appui de leur appel, ces derniers ont dit : — D'après toutes les ordonnances anciennes et plusieurs arrêts qui les appliquent, les biens de l'église, et surtout les bois de gens de mainmorte, ont été perpétuellement considérés comme faisant partie du domaine public, et, par ce motif, soumis, pour leur aliénation, à des formalités et autorisation préalables. Si des concessions de pacage ont été accordées quelquefois pour ces sortes de biens, ce n'était qu'après information préalable des grands maîtres des eaux et forêts sur la possibilité ou l'impossibilité de les accorder sans dommage sur les bois, sur la quantité de bestiaux qu'ils pouvaient comporter pour le pacage, et après confirmation définitive par le roi. On ne peut pas présumer que ces formalités spéciales, et par là même plus strictement recommandées, aient été observées, quand il n'en est fait nulle mention. L'attention des parties et des notaires devait toujours se porter sur la mention de leur accomplissement, quand elles avaient été observées, puisque sans elles l'acte n'était pas régulier, et n'avait aucune valeur. Il faudrait donc au moins dans l'acte, une énonciation de l'observation de ces formalités, au défaut du rapport des actes eux-mêmes spécialement destinés à constater cette observation. Décider autrement serait s'exposer à valider une foule d'actes nuls à leur origine. — La concession du droit de pacage est donc nulle ; et cette conclusion doit d'autant plus être accueillie par la Cour, qu'elle ne peut voir dans cette concession un objet de peu de valeur, et un acte utile aux religieux qui sont dits l'avoir consentie.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que la concession remontant à plus de deux siècles avant l'action, les actes constatant l'observation des formalités pour l'aliénation des biens de gens de mainmorte, ont pu se perdre, et que l'usage, dans ce cas, est de présumer que tout a été fait régulièrement ;

Qu'au surplus, l'ancienne jurisprudence admettait la validité de telles aliénations sans formalités, quand il s'agissait d'objets peu importants, et que l'église y trouvait de l'utilité ; — Que dans l'espèce, c'est un échange d'objets de la plus mince valeur, et par lequel l'échangeur, redant une terre en friche et des masures abandonnées, était déchargé d'une rente due en grains, et obtenait en sus une redevance portant profit des lots et ventes ; — Confirme, etc.

4 Du 20 mars 1822. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Salé. — Pl., MM. Mayet-Génétry et Mater.

MITOYENNETÉ. — CLOTURE. — CAMPAGNE. A la campagne, le voisin qui veut se clore doit le faire sur son propre terrain, si son voisin ne consent pas à faire un mur mitoyen ; si l'un est pas comme dans les villes et faubourgs, où chacun peut contraindre son voisin à contribuer à la construction de la clôture faisant séparation de leurs héritages. (Cod. civ., 663.) (1)

(Gratierolle — C. — Lacroix.)

LA COUR : — Attendu que le droit qu'a chacun de contraindre son voisin à contribuer à la construction de la clôture faisant séparation de leurs maisons, n'existe que dans les villes et faubourgs, d'après l'art. 663 du Code civ. ; qu'il n'en est pas de même à la campagne, où le propriétaire qui veut se clore doit le faire sur son propre terrain, si son voisin ne consent point à faire un mur mitoyen ; — Attendu que la maison dont il s'agit au procès est située à la campagne ; — Attendu qu'il s'ensuit que Lacroix ne peut pas contraindre son voisin à construire à frais communs avec lui un mur mitoyen, et que, par conséquent, il est non-recevable dans sa demande ; — Met l'appel et ce dont est appel au néant, etc.

Du 20 mars 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. Gaujal, p. p. — Pl., MM. Lezeaud et Berny.

TIERS DÉTENTEUR. — COMMANDEMENT. — PÉREMPTION.

L'art. 674, Cod. proc., qui déclare périmé le commandement fait au débiteur menacé de saisie, si la saisie n'a pas lieu effectivement dans les trois mois, est inapplicable au commandement prescrit comme préalable aux poursuites d'expropriation contre le tiers détenteur (2).

(Ferrat et Odoyer — C. V^e Borel.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, en ce qui concerne la demande en nullité, en la forme, de la sommation signifiée aux appelants comme tiers détenteurs des biens ayant appartenu au sieur Palejay père, que cette demande a été uniquement soulevée devant la Cour, sur le motif pris de la péremption du commandement signifié au débiteur originaire pour défaut de poursuites dans les trois mois à dater dudit commandement ; que la péremption du commandement portée par l'art. 674 du Code de proc., met bien le créancier dans l'obligation de faire signifier un nouveau commandement avant de procéder à la saisie immobilière, mais ne saurait entraîner la nullité de la sommation faite au tiers détenteur ; qu'en effet cette sommation, régulièrement faite au tiers détenteur, au moment où le commandement signifié au débiteur originaire était dans toute sa force, n'a pu être anéantie par la péremption du commandement ; — Attendu qu'aucune disposition de la loi n'a étendu à la sommation qui concerne le tiers détenteur la règle tracée par l'art. 674, qui concerne le commandement ; que, ces deux actes étant différents dans leur forme et dans leurs effets, on ne saurait étendre à l'un les dispositions qui régissent l'autre ; que même l'art. 2176 du Code civ., a sou-

(1) C'est d'ailleurs une question très controversée que celle de savoir si les propriétaires, dans les villes et faubourgs, n'ont point, comme ceux des campagnes, la faculté de se soustraire aux frais de construction du mur mitoyen, en renonçant à la mitoyenneté. V. à cet égard, Cass. 29 déc. 1819, et la note. F. aussi pour ce qu'il faut entendre par ville à campagne, dans le sens de l'art. 663 du Code civil, Rennes, 9 mars 1820.

(2) Question controversée, sur laquelle nous nous sommes expliqués en rapportant un arrêt de la Cour de cassation du 9 mars 1836, rendu dans le sens de la décision ci-dessus. — *Adde*, Paris, 28 déc. 1819, et la note ; Cass. 23 mars 1841, et Limoges, 5 mars 1842. Mais voy. en sens contraire, Cass. 14 mai 1839. Amiens, 31 déc. 1839, et 14 déc. 1840.

mis le tiers possesseur à la restitution des fruits, à compter de la sommation qui lui a été faite, à moins que les poursuites n'aient cessé pendant trois ans, auquel cas il faudrait une sommation nouvelle, ce qui indique bien clairement que la première sommation régulièrement faite ne périmait pas, du moins pendant ces trois années. — A mis et met l'appellation au néant, ordonne, etc.

Du 20 mars 1822. — Cour roy. de Nîmes. — Prés., M. Thourrel. — Concl., M. Enjalric, av. gén. — Pl., MM. Crivelli et Viger.

1^o CONCUBINAGE. — DONATION. — SUGGESTION ET CAPTATION.

2^o ABROGATION DES LOIS. — CODE CIVIL.

1^o Sous le Code civil, le concubinage ne produit pas une incapacité de recevoir, et ne constitue pas une preuve de suggestion et de captation d'après laquelle on puisse prononcer la nullité d'un testament. (Cod. civ., 902.) (1)

2^o Sont abrogées les dispositions des lois anciennes relatives à des matières sur lesquelles le Code civil contient un système complet, par cela seul que ces dispositions ne sont pas reproduites dans la Code. (Cod. civ., 1.) (2)

(Lacédè — C. Lacroix.)

En 1808, le sieur Lacédè et Madeleine Lacroix achetèrent un bâtiment situé sur la rivière de la Douze, et y formèrent, à frais communs, un établissement de bains publics. — 13 déc. 1815, ils passèrent par-devant notaire un acte de société, pour éviter toute discussion au sujet de leur première société verbale. — 28 janv. 1818, le sieur Lacédè fit son testament par lequel il légua à Madeleine Lacroix sa part de propriété dans l'établissement des bains, à la charge par elle de payer certains legs. — Décès du testateur.

Lacédè fils cite Madeleine Lacroix devant le tribunal civil de Mont-de-Marsan, pour voir déclarer nuls les actes du 23 nov. 1808, 13 déc. 1815, et le testament du 28 janv. 1818, pour cause de dol, de captation et de suggestion, comme aussi pour cause d'incapacité et d'indignité de Madeleine Lacroix, résultant du concubinage dans lequel elle vivait avec le testateur.

Madame Lacroix a soutenu qu'alors même qu'il serait démontré qu'elle ait été la concubine du sieur Lacédè, on ne pourrait de cette preuve faire résulter contre elle une incapacité de recevoir les dons qui lui avaient été faits; que le texte et l'esprit des lois nouvelles, la jurisprudence et l'opinion des commentateurs s'accordaient pour reconnaître et consacrer la capacité des concubinaires.

22 mars 1819. Jugement qui, sans avoir égard aux demandeurs en nullité des différents actes, formée par le sieur Lacédè fils, maintient Madeleine Lacroix dans la propriété et possession des biens meubles et immeubles qui lui étaient advenus en vertu du testament et de l'acte du société. — Appel du sieur Lacédè fils.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 7 de la loi

du 30 vent. an 12, sur la réunion de diverses lois composant le Code civil, déclare qu'à compter du jour où ces lois sont exécutoires, les lois romaines, les ordonnances, les coutumes générales ou locales, les statuts, règlements, cessent d'avoir force de loi générale ou particulière, dans les matières qui sont l'objet des lois composant le Code civil; — Attendu que le Code civil contient un système complet de législation sur les donations et les testaments; qu'ainsi, les anciennes lois, coutumes et ordonnances sur cette matière sont abrogées par ce Code;

Que cette abrogation a notamment frappé l'incapacité de donner et de recevoir prononcée contre les concubinaires par l'ordonnance de 1629, puisque le Code civil, titre des *Donations et Testaments*, contient un chapitre spécial sur la capacité de donner et de recevoir; et qu'après avoir déclaré (art. 902) que toutes personnes peuvent donner et recevoir, soit par donation entre-vifs, soit par testament, excepté celles que la loi en déclare incapables, le législateur, énumérant ces incapacités, n'y a point compris celle résultant autrefois du concubinage entre le donateur et la donataire; d'où la conséquence que cette incapacité a été rejetée par les auteurs du Code civil; — Que cette conséquence est d'autant plus juste, que, dans le projet du Code civil, titre de la capacité de donner et de recevoir, on avait compris une disposition absolument semblable à celle prononcée par l'art. 132 de l'ordonnance de 1629 contre les concubinaires; mais que cette disposition fut écartée lors de la discussion des divers titres du Code et de sa rédaction définitive, comme pouvant amener, par les circonstances auxquelles elle donnait naissance, des inconvénients encore plus graves que ceux qu'elle avait pour objet de prévenir; — Que l'on ne peut soutenir que cette incapacité se trouve établie dans les art. 6, 900, 1131 et 1133 du Code civil, puisque ces articles ne contiennent que des maximes générales de droit qui ne sauraient être appliquées à la cause, l'art. 902 portant expressément que toutes personnes peuvent disposer et recevoir par donation et testament, *excepté celles que la loi en déclare incapables*; — Que cette décision, fondée sur le principe constant en droit, que les incapacités ne se présumont point et ne peuvent être prononcées que sur le texte formel des lois, est d'ailleurs adoptée par les meilleurs commentateurs du Code civil, tels que Merlin, Chabot (de l'Allier), Grenier, etc.; et que dès lors le legs fait par Raymond Lacédè en faveur de Madeleine Lacroix ne peut être annulé, sous prétexte que celle-ci aurait été sa concubine; — Qu'il n'y a pas non plus lieu d'examiner, sur le même fondement, si l'acte d'acquisition du 23 nov. 1808 et celui de société du 13 déc. 1815 ne sont point des libéralités déguisées sous la forme de contrats onéreux, pour avantagez un incapable; — Que dès lors les preuves offertes par le sieur Lacédè fils, partie de M^e Peit, afin d'établir les habitudes qui auraient existé entre Raymond Lacédè et Madeleine Lacroix, sont non recevables; — Attendu que des moyens de sugges-

(1) La jurisprudence sur cette question qui a été des plus controversées, tant dans le droit ancien que dans le droit nouveau, est aujourd'hui fixée en ce sens, que l'incapacité de recevoir des concubinaires, n'est pas plus dans l'esprit de la loi nouvelle qu'elle ne se trouve dans son texte; mais que cependant, si le concubinage ne peut par lui-même constituer la preuve de la suggestion ou captation, il peut du moins dans certains cas, concourir à établir des présomptions graves d'un défaut

de liberté capable d'entraîner la nullité de la libéralité, si la suggestion ou captation se trouvait de leur empreinte de dol ou de fraude. V. à cet égard, observations sur un arrêt de la Cour de cassation du 13 août 1816, et les autorités nombreuses qui y sont rappelées. *Add.* Coin-Delisle, *Comm. anal. des donations et testaments*, p. 118, 2^e col.

(2) V. en ce sens, Cass. 19 fév. 1813; 9 janv. 1818, *P.* aussi Nîmes, 21 fév. 1821. — *P.* cependant, Cass. 5 fév. 1816.

tion et de captation ne doivent être admis contre une disposition testamentaire que lorsque les faits allégués sont tels, que, s'ils étaient établis, il serait démontré que la disposition testamentaire n'est point l'effet de sa volonté, et qu'il est évident que, dans la cause, d'après l'exposé même de Lachêde fils, son père, quoique dominé par une passion aveugle, ne lit que sa propre volonté dans ses dispositions en faveur de Madeleine Lachêde, et que d'ailleurs admettre des faits de suggestion et de captation tels que ceux proposés par Lachêde fils, et qui dérivent du concubinage allégué, cesserait indirectement introduire dans notre législation une incapacité que les auteurs du Code civil ont voulu en exclure; qu'ainsi, ce moyen doit encore être rejeté; — Par ces motifs, remet Lachêde fils de son appel et confirme le jugement attaqué.

Du 20 mars 1822. — Cour roy. de Pau. — Prés., M. de Figarol, p. p. — Concl., M. de Lassy, 1^{er} av. gén., — Pl., MM. Perrin jeune et Blandin.

USURE. — VENTE. — SIMULATION.

Les juges peuvent déclarer, d'après les présomptions et les faits de la cause, qu'un contrat de vente est simulé et n'a pour but que de couvrir des faits d'usure (1).

(Labourier — C. Deval.)

Du 20 mars 1822. — Cour roy. de Riom. — 1^{re} ch. — Prés., M. Thévenin, — Pl., MM. Godinot et Chirot.

COMMUNAUX. — PARTAGE. — CONSEIL D'ÉTAT. — TIÈRE OPPOSITION.

Les détenteurs de biens communaux qui n'ont pas été entendus lors de la décision du con-

seil d'Etat qui a annulé le partage de ces biens, sont recevables à former tierce opposition à l'ordonnance d'annulation.

Un partage de biens communaux est susceptible d'être annulé, lorsqu'il n'est pas consenti par écrit; mais si les détenteurs ont défriché, planté et clos les terrains dont ils jouissent, et ont été maintenus en possession par arrêté du conseil de préfecture, ils peuvent être admis au bénéfice de la loi du 9 vent, art. 12, en remplissant les conditions prescrites par cette loi (2).

(Girardet et autres — C. — Commune de Marigny.)

Du 21 mars 1822. — Ordonn. en cons. d'état.

— Rapp., M. de Cornet, — Pl., M. Buchot.

1^{re} FAILLITE. — BAILLIEUR.

2^e FAILLITE. — USINE. — CHOSES FONGIABLES.

1^{re} Le bailleur auquel des loyers sont dus, est en dehors de la faillite de son locataire; en conséquence, il n'est pas tenu de se présenter à cette faillite, et il peut au contraire actionner les syndics devant le tribunal civil (3).

2^e Si l'on a vu du doute sur la possibilité de louer les choses fongibles, ce ne peut être qu'à l'égard de celles qui seraient loncées isolément. Mais à l'égard de celles qui sont un accessoire de l'objet principal du bail, et qui sont indispensables à son exploitation, telles que les ustensiles et marchandises d'une usine, elles peuvent être louées (4).

Et dans ce cas, le propriétaire a droit de reprendre, comme locataire, les matières premières qu'il avait livrées au preneur avec l'usine louée (5).

(1) La jurisprudence est fixée dans ce sens, V. la note sur l'arrêt de Besançon du 24 mars, an 9; V. aussi Cass. 28 juin 1821.

(2) V. conf., ordonn. du 20 oct. 1819 (aff. Plançon), et la note.

(3) Sic. Paris 18 juill. 1828. — V. sur la question, notre *Table décennale*, 1831-1849, *re Faillites*, nos 302 et suiv., 520 et suiv.

(4) et (5) Le principe que les choses fongibles ne peuvent être louées, bien qu'elles soient susceptibles d'être vendues, est admis d'une manière à peu près générale par les auteurs, et cela se conçoit facilement. Comment, en effet, le locataire pourrait-il user de ces choses sans les consommer, c'est-à-dire sans en user comme fait un propriétaire? et s'il les consomme, comment pourrait-il les conserver et les rendre précisément au maître, suivant la loi du contrat de louage? S. c. Troplong, du *Louage*, tom. 1, n^o 83, V. dans le même sens, Dumat, *Lois civiles*, liv. 1^{re}, tit. 4, sect. 1^{re}, n^o 4; Polhier, du *Louage*, n^o 11. V. aussi Duvergier, du *Louage*, t. 1, n^o 81. « M. Rolland de Villargues, seul, dit ce dernier auteur, pense que de même que l'usufruit peut s'établir sur des choses qui ne sont nécessairement consommées par l'usage, de même ces choses sont susceptibles d'être louées. Il dit que la vérité le preneur en deviendrait propriétaire, et ne restituerait pas à la fin du bail identiquement celles qu'il a reçues; mais que comme l'usufruitier, à la fin de son usage, il en rendra la même quantité, de pareille qualité et valeur. — Je ne crois pas, continue M. Duvergier, que la fiction qui a été admise pour l'usufruit puisse être étendue au louage, d'abord parce que c'est une fiction, et, en outre, parce que la loi ne nomme pas louage, le contrat par lequel une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, et le charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité; elle l'appelle *prêt de consommation*, dans même

qu'une redevance périodique est stipulée (Code civ. 1832 et 1905) » — Ainsi donc, on peut dire qu'en principe les choses fongibles prises isolément ne sont pas susceptibles d'être louées. Mais, comme le font remarquer les auteurs, et notamment M. Troplong, loc. cit., la force du droit d'accession fait nécessairement comprendre dans le nombre des parties de l'objet l'une, les choses fongibles que le propriétaire y a attachées pour son exploitation. Ainsi les pailles et engrais placés dans la ferme pour l'amélioration des terres (art. 521), font partie intégrante des objets dont le fermier profite, à charge cependant d'en représenter à sa sortie une égale quantité (art. 1778). « Ici, dit M. Troplong, la destination du père de famille et l'accession opèrent indirectement ce qui ne pourrait se faire directement et principalement. C'est ce qui arrive souvent dans le droit. Une loi romaine : L. 13, ff. *que res pignori*, a dit des personnes : *sapè quod quis ex eis pignori non habet hoc per extraneum petere potest*. On peut en dire autant des choses. »

Ces principes sont-ils applicables au cas où, comme dans l'espèce ci-dessus, il s'agit de la location d'une usine et des objets qui servent à son exploitation? Pourrait-on dire alors que les minerais, bois, charbons, matières premières, etc., sont un accessoire nécessaire de l'usine, et, par suite, que ces objets sont loués et que le propriétaire peut les reprendre à l'expiration du bail? L'arrêt ci-dessus se prononce pour l'affirmative. Mais cette solution n'a pas lésée que d'être critiquée par MM. Troplong et Duvergier, *ubi sup.*, et nous pouvons que d'en avoir raison. « Il est évident, dit ce dernier auteur, que lorsque les ustensiles indispensables à l'exploitation de l'industrie qui s'exerce dans les lieux loués, ont été détruits par un usage prolongé, ou remplacés par d'autres, ceux-ci sont la représentation des premiers, et comme tels appartenant au propriétaire, à la fin du bail. On en

(Syndics Lemerrier — C. Vauquelin.)

Le tribunal civil de la Seine, par jugement du 21 décembre 1821, avait ainsi décidé les questions ci-dessus posées, par les motifs suivans : — « Attendu que le propriétaire bailleur a un droit de gage et de mainmise sur tous les objets mobiliers qui garnissent les lieux par lui loués, et qu'à raison de l'exercice immédiat de ce privilège exclusif, il est essentiellement hors de la portée du preneur, et par conséquent étranger aux opérations de la faillite, et non justiciable du tribunal de commerce qui doit en connaître ; — Attendu que les syndics Lemerrier se refusent à la remise des marchandises existant dans les lieux loués, jusqu'à concurrence de la somme de 62,224 fr. sur le fondement que ces marchandises sont des choses fongibles, qui peuvent être de même qualité et valeur que celles placées dans les lieux en 1812, mais qui ne sont point identiquement les mêmes ; que ces choses fongibles n'ont point été louées et ne pouvaient l'être par Vauquelin et les héritiers Fourcroy avec les immeubles à Lemerrier, preneur ; mais qu'elles ont été nécessaires à l'objet d'une vente ajoutée au bail, vente dont le prix est un cliquet, créance non privilégiée, et à raison de laquelle Vauquelin et les héritiers Fourcroy doivent venir à contribution avec les autres créanciers commerçans, dont les marchandises existent maintenant sur le gage, comme le leur. — Attendu que, par l'acte des 30 juin et 2 juill. 1812, Vauquelin et les héritiers Fourcroy ont loué à Lemerrier, dans un seul contexte et comme formant un tout indivisible, les terrains et constructions qui existaient dessus, les caves, chaudières, tuyaux, vases de terre et autres matières, ustensiles, marchandises et généralement tous les objets mobiliers qui se trouvaient sur ledit terrain et dans lesdites constructions appartenant auxdits Vauquelin et héritiers Fourcroy, le tout situé à Paris, rue du Columbiér, n° 13 ; — Attendu que la ventilation que les parties ont faite, pour déterminer dans quelle proportion distincte le loage des immeubles et celui des objets mobiliers étaient les éléments du prix total et annuel de ce bail uni qui, n'empêche pas que ce prix unique soit une somme totale de 7,000 fr., payable en deux termes égaux, sans distinction de la partie applicable aux immeubles et de celle applicable aux objets mobiliers ; — Attendu qu'il a été expressément stipulé par ledit bail, qu'à la fin de sa jouissance le preneur remettrait au bailleur, non-seulement les lieux en bon état, mais encore une valeur en ustensiles, matières, marchandises et effets mobiliers pareille à celle qui se trouvait actuellement dans les lieux, et que les parties ont déclaré être de 62,224 fr., quoique l'état n'en fût pas encore dressé par détail, le preneur déclarant être content de ce simple énoncé, parce

qu'il connaissait parfaitement lesdits objets, et sans que la présente évaluation pût donner au preneur, la propriété desdits objets ; qu'ainsi, et dans le bail, l'acte des 30 juin et 2 juill. 1812 renferme, de la part de Vauquelin et des héritiers Fourcroy, au profit de Lemerrier, une location véritable, non-seulement des immeubles et des ustensiles, mais encore des marchandises et autres objets mobiliers existant dans la manufacture, encore que ce fût des choses fongibles ; — Attendu que la location des choses fongibles n'est interdite par aucune loi ; que les termes généraux des art. 581 et 1713 du Code civil, qui déclarent que tous les biens meubles et immeubles sont susceptibles d'usufruit et de location, comprennent nécessairement les choses fongibles ; que, d'ailleurs, s'il pouvait y avoir quelque doute sur ce point, ce ne serait pas à l'égard de la location des choses fongibles comme accessoirs à celle d'un immeuble, et notamment d'une usine qu'elles sont destinées à alimenter, et dont, sans elles, les travaux et l'activité seraient interrompus d'une manière funeste à l'établissement ;

— Attendu que l'art. 2102 du Code civ., accorde un privilège sur les choses qui garnissent les lieux loués, non seulement pour les loyers, mais encore pour toutes qui concernent l'exécution du bail ; qu'ainsi, ce privilège s'étend à la valeur des bestiaux et objets mobiliers mis par le propriétaire à la disposition du fermier pour l'exploitation de la ferme, et même aux simples avances pécuniaires qu'il lui a faites par le bail ; d'où il résulte qu'en supposant que l'acte des 30 juin et 2 juill. 1812, dont le texte résiste à cette supposition, renfermât non un bail, mais un prêt de consommation à l'égard des marchandises et autres choses fongibles, ce prêt étant un accessoire du bail des immeubles et stipule dans le même acte, les bailleurs auraient, pour l'exécution de la partie du bail qui y est relative, un privilège exclusif sur les marchandises actuellement existant dans les lieux loués ; — Sans s'arrêter à l'exception d'incompétence proposée par les syndics Lemerrier dont ils sont déboutés ; — Ordonne que, dans la suite de la signification du présent jugement, les syndics Lemerrier et le sieur Queneville, gérant nommé, remettront à Vauquelin et héritiers Fourcroy les lieux loués en bon état de réparations locatives, avec les ustensiles, marchandises et objets mobiliers qui les garnissent, jusqu'à concurrence d'une valeur de 62,224 francs, d'après la prise qui en a été faite aux termes du bail des 30 juin et 2 juill. 1812. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui concerne la compétence : — Attendu que la demande a fin de remise de l'immeuble et autres objets loués par le bail de 1812 était exclusivement de la compétence du tribu-

peut dire autant des objets mobiliers, matières ou denrées qui sont essentiellement destinées au service du fonds, à la mise en activité de la manufacture ou de l'usine. Cette destination leur imprime le caractère d'immeubles art. 524 ; c'est en cette qualité que le preneur les a reçus ; c'est en cette qualité que le bailleur a droit de les reprendre. Quant aux approvisionnements de matières premières, et aux produits fabriqués qui se trouvent dans l'établissement au commencement du bail, ils ne paraissent être nécessairement plus en dehors du contrat de loage, surtout lorsqu'ils ont une valeur importante. Pour valoir d'obstacle qui était de leur nature même, on ne peut arguer de leur destination. Les matières premières servent, il est vrai, être employées dans l'établissement ; mais

il ne faut pas confondre les choses qui servent à mettre l'usine en mouvement, avec celles sur lesquelles s'exerce l'action des machines et les procédés industriels ; que les premières soient considérées comme accessoires de l'immeuble loué, et comme étant louées avec lui, ou le conçoit ; tandis que non s'il s'agit aux secondes leur caractère propre, leur nature de choses fongibles. Les marchandises déjà fabriquées et destinées à être vendues sont aussi, et à plus forte raison, parfaitement distinctes de la manufacture ou de l'usine qui les a produites. Le bailleur qui les laisse dans son établissement les vend au preneur ; il ne peut les lui louer. » — V. encore dans ce sens, Duranton, t. 17, n° 21.

nal civil, et que celle en paiement des loyers n'est qu'un accessoire, qui devait d'autant moins être distrait de l'action principale, que leur quotité est constante et n'a jamais fait le sujet d'une difficulté entre les parties. — En ce qui touche le fond : — Attendu que s'il peut y avoir du doute sur la possibilité de louer les choses fongibles, ce ne pourrait être, comme l'ont dit avec raison les premiers juges, qu'à l'égard des choses fongibles louées isolément, mais non à l'égard de celles qui seraient louées comme accessoires avec un immeuble, et notamment une usine qu'elles sont destinées à alimenter, et dont, sans elles, les travaux deviendraient impraticables ou seraient interrompus d'une manière funeste à l'établissement ; que c'est ce qui se pratique généralement, non-seulement à l'égard des forges qui se louent avec une prise composée des ustensiles, attirails, chevaux, minerais, fonte, charbons ou bois destinés à être convertis en charbon, mais à l'égard des terres qui, dans beaucoup de départements, vu le peu d'aisance des cultivateurs, ne peuvent être louées qu'en fournissant à ceux qui se chargent de les exploiter, ustensils, bêtes aratoires, semences, troupeau, souvent même des avances en argent, et partout les pailles et les fumiers qu'ils sont obligés de rendre en fin de bail ; qu'établir le système contraire serait ruiner l'agriculture même, aussi bien que les manufactures et le commerce ; — Met l'appellation au néant ; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 21 mars 1822.—Cour roy. de Paris.—2^e ch.
— Prés., M. Agier. — Pl. MM. Persil et Gauthier.

1^o TESTAMENT OLOGRAPHE. — DATE.

2^o LÉGATAIRE. — DESIGNATION.

3^o SUBSTITUTION. — USUFRUIT. — PROPRIÉTÉ.

4^o LEGS. — ACCROISSEMENT.

1^o Est valable le testament olographe qui contient plusieurs dispositions successives écrites et signées séparément, encore que la date n'ait été mise qu'au commencement et à la fin du testament (1).

2^o Lorsqu'il ne peut y avoir d'incertitude sur l'identité du légataire, il importe peu qu'il ne soit désigné, dans le testament, que par son nom de famille ou même par un surnom (2).

3^o La disposition par laquelle un testateur lègue l'usufruit de certains biens à une personne, et la pleine propriété, après le décès de celle-ci, à ses enfants, ne constitue pas une substitution prohibée (3).

4^o Lorsqu'un testateur a ordonné le partage de son mobilier entre plusieurs personnes, chacune d'elles est investie d'une portion déterminée, en sorte que le prédéces de l'une n'en donne pas lieu au droit d'accroissement en faveur des autres (4).

(1) En effet, dit M. Coin-Delisle, *Comm. anal. des donat. et test.*, sur l'art. 970, n^o 36, s'il est certain, d'un côté, que les dispositions dans la forme olographe n'acquiescent force testimoniale que par la date et la signature, et par conséquent que les dispositions signées qui ne se rapportent à aucune date exprimée dans le testament n'ont pas encore la force de dernière volonté, il n'est pas moins certain que le testateur aurait pu écrire en plusieurs années cette suite de dispositions, et leur imprimer plus tard le caractère de testament, en les datant et les signant le jour où sa volonté aura été définitivement arrêtée. Les signatures qu'il aura apposées à chacune de ces dispositions sont donc seulement

Signifié — G. Ballemond, v. — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les différentes dispositions faites par la veuve Chonnet de Bollemont, quoique signées séparément, ne forment qu'un seul testament d'un même contenu, ayant pour date le 9 avril 1813 ; que ces signatures particulières non dotées ne sont qu'une précaution exubérante qui ne peut nuire à l'ensemble de ce testament, daté dans la partie supérieure et dans la partie finale du 9 avril 1813 et que de plus la signature finale fait mention du lieu où il a été fait (Sedan) ; — Que cette signature se réfère à tout ce qui précède et est comprise entre les deux dates ; — Que tout concourt à prouver que c'est un véritable testament qu'a fait et voulu faire ladite veuve Chonnet, lorsqu'on considère la suscription de l'enveloppe cachetée sous laquelle il a été placé : *mon testament*, les expressions qui se rencontrent dans cet écrit : *mon mobilier sera partagé... telles sont mes dernières volontés... dispositions relatives à ses funérailles... révoation de tout testament antérieur ; aucun caractère de donation entre-vifs* ;

Attendu en ce qui concerne la première disposition relative à Bollemont aîné, son beau-frère, qu'elle a pu, par amitié, suivant qu'elle l'avait pratiqué jusque là, le qualifier de frère, et qu'il n'y a aucune incertitude sur la personne qu'elle a voulu désigner ;

Attendu que cette disposition ne renferme point de substitution prohibée par l'art. 896 du Code ; que si, dans la première partie, elle lui donne sa ferme de Semeuse, de suite ce don est modifié, révoqué même, si on le veut, par la clause subséquente, et converti en l'usufruit viager de cette même ferme de Semeuse et de celle détentée par Blanchezorg, et après son décès la toute propriété à ses enfants ; que si le dit Bollemont eût survécu à la testatrice il n'eût pu réclamer que l'usufruit des deux fermes, ses enfants étant investis de la nue propriété, qui n'eût néanmoins été parfaite qu'au décès dudit Bollemont, la toute propriété, pour se servir des expressions de la testatrice, ayant lieu par la consolidation de la jouissance à la propriété : *Usufruits pars dominii*. Ainsi point de vocation successive ni d'obligation de conserver et de rendre : on ne doit voir dans cette disposition que celle permise et autorisée par l'art. 899 du Code ;

Attendu, sur la quatrième disposition, concernant Marie-Anne Bollemont, connue dans la famille sous le nom de *Minette*, décédée depuis l'instance, qu'il n'y a aucune incertitude que le legs fait à son *savoir Minette*, s'applique à ladite Marie-Anne Bollemont ; que l'usufruit, etc. ;

Attendu, sur la sixième disposition, relative au mobilier, que la testatrice avait ordonné le partage de son mobilier avant la vocation de ceux qu'elle appelait à le recueillir, au nombre de cinq, les a investis de chacun un cinquième, étant de principe en cette matière que la diction dis-

superflues, et ne peuvent vicier les dispositions qu'elles accompagnent : *utile per inutile non viciatur*. — V. anal. on ce sens, Cass. 7 mars 1808 ; 6 mai 1812, et les notes.

(2) V. en ce sens, Riom, 4 déc. 1807. — Bien plus un legs peut être déclaré valable, quoique le nom du légataire ne soit pas exprimé dans le testament, si d'ailleurs il y est désigné d'une manière suffisante : Cass. 23 déc. 1828 ; Paris, 27 août 1811.

(3) V. en ce sens, Paris, 24 mai 1821, et les arrêts cités à la note.

(4) V. sur ce point, Cass. 19 oct. 1808, les arrêts et les autorités qui y sont indiquées.

tributive ôte la force au nom collectif : d'où il suit qu'après chacun des trois légataires survivants doit se contenter de la portion qui lui a été destinée, et ne peut prétendre aux portions des deux légataires prédécédés, par droit d'accroissement, lesquelles doivent demeurer et appartenir aux héritiers de la testatrice, et que les art. 1044 et 1045 du Code sont sans application ; — A mis l'appelation et ce dont est appel au néant ; ordonne, etc.

Du 21 mars 1822. — Cour roy. de Metz. — Aud. sol. — Prés., M. Gérard d'Hannocelles, p. p. — Pl., MM. Crousse et Charpentier.

SOLIDARITÉ. — REMISE DE DETTE.

Le créancier qui a fait remise de la dette à l'un des débiteurs solidaires, même avec déclaration expresse qu'il entendait réserver tous ses droits contre eux, ne peut repéter sa créance que déduction faite de la part de celui qui a obtenu la remise. (Cud. civ., 1285.) (1)

(Daigremont — C. Péliss du Feugray.)
Du 21 mars 1822. — Cour roy. de Rouen. — Aud. sol. — Prés., M. Larrel. — Pl., MM. Tibi et Grainville.

PRIVILÈGE. — VENDEUR. — INTÉRÊTS.

Du 21 mars 1822 (aff. Thomassin). — Cour roy. de Montpellier. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} mai 1817 (aff. Lambilly.)

TESTAMENT MYSTIQUE. — SCAU.

Du 21 mars 1822. — Cour roy. de Bordeaux (aff. Ychon). — P. cet arrêt avec celui de rejet du 23 juin 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DERNIER RESSORT. — RELIQUAT.

La demande en paiement d'une somme moindre de 1000 fr., doit être jugée au dernier ressort par le tribunal de première instance, bien que la somme réclamée soit le reliquat d'un prix de vente excédant 1000 fr. (Cod. proc., 433.) (2)

(Barras — C. Bligny Paris.)

Du 22 mars 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Maleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

AVAL. — CAUTIONNEMENT. — ACTE SEPARÉ. — PRESCRIPTION.

L'aval d'une lettre ou billet de change peut être donné par un acte séparé (3).

En conséquence, on peut considérer comme un aval commercial la garantie de lettres ou billets de change donnée par acte séparé,

pour des effets à tirer, bien que cette garantie ait été consentie par un non commerçant, et même sans indication de la date, du montant et de l'échéance des effets (4). — Et par suite, l'action résultant d'un tel aval est soumise aux mêmes exceptions et prescriptions que celle résultant des billets ou lettres de change. (Cod. comm., 142 et 149; Ordonn. de 1673, art. 21, lit. 5.) (5)

(Les héritiers Orliac — C. Lasbaysses.)

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'édit de 1673 ne prescrit aucune forme particulière pour les avals de lettres ou billets de change ; que si, dans le principe, on les écrivait sur les effets de commerce même, les auteurs attestent qu'on avait depuis longtemps adopté l'usage de les contracter sur des écrits séparés ; — Attendu que, même dans ce dernier état de chose, l'aval n'était considéré que comme un cautionnement pour assurer le paiement des lettres ou billets de commerce ; — Attendu que tout cautionnement participe de la nature même de la dette principale dont il forme l'accessoire ; — Attendu qu'il suffit pour la validité du cautionnement, connu sous le nom d'aval, qu'il exprime l'obligation de garantir le paiement des lettres ou billets de change, sans que la loi, l'usage, les auteurs ou la jurisprudence aient imperieusement exigé que ces cautionnements exprimassent, en termes formels, la date, le montant et l'échéance desdits effets de commerce, pourvu que ces trois circonstances résultent de la contenance même de l'aval et des expressions qui y sont contenues ; — Attendu que ces conditions se trouvent virtuellement réunies dans l'écrit sous seing privé du 10 mai 1806, par lequel le sieur Lasbaysses promet et s'oblige de relever et garantir le sieur Orliac de toutes les demandes en recours qui pourraient être dirigées contre lui, de la part des porteurs ou emloseurs de plusieurs lettres ou billets de change de diverses sommes, tirées par le sieur Sicre, en faveur dudit sieur Orliac, et endossées par ce dernier, le tout à concurrence de la somme de 24,000 francs ; — Attendu que cet écrit se réfère exclusivement à des objets commerciaux, tandis qu'il est étranger à toute obligation civile ; d'où il suit que c'est un véritable aval, c'est-à-dire un cautionnement commercial et non point un cautionnement civil ; — Attendu que le donateur d'aval étant assujéti aux mêmes obligations et jouissant des mêmes exceptions que les emloseurs de lettres ou billets de change, le sieur Orliac aurait dû conséquemment à l'art. 13 de l'édit de 1673, poursuivre sa garantie contre le sieur Lasbaysses, dans la quinzaine des poursuîtes qui auraient été faites contre lui par les porteurs desdits effets, comme il exerça effectivement sa garantie, dans le mois

des lettres. — F. en ce sens, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 24 juin 1816, et les autorités qui y sont citées.

(1 et 5) F. aval, dans le sens de la première partie de cette proposition Cass. 9 flor. an 10 ; 24 juin 1816 ; Bourges, 23 août 1823 et 9 avril 1824 ; Grenoble, 24 janv. 1829 et les notes sur ces divers arrêts. Contr. Paris, 13 déc. 1813. — Sur la deuxième partie de la proposition, touchant le point de savoir si le donateur d'aval peut exiger comme les emloseurs du défaut de prêt et de poursuite dans les délais prescrits pour les effets de commerce, voy. indépendamment de quelques-uns des arrêts précités, Cass. 26 janv. 1818 et 30 mars 1819. F. encore Cass. 14 therm. an 9, et la note qui l'accompagne cet arrêt.

(1) F. dans le même sens, l'arrêt de la Cour de cassation du 30 nov. 1819, rendu dans le même affaire, et sur le renvoi duquel est intervenue la solution ci-dessus.

(2) F. conf., Cass. 20 brum. an 14 ; 15 mars 1813 ; 27 janv. 1821 ; 29 dec. 1810, et les notes.

(3) « Il est reconnu, dit Merlin, *Quest.*, 4^{re} Aval, qu'il n'est pas une idée entièrement viciée, que l'on ne peut dire triviale, que les avals ne se donnent plus sur les lettres de change auxquelles ils servent de cautionnement, mais par des actes séparés. — L'usage n'est plus, dit Savary dans son *Parfait négociant*, 14^e parer, de mettre l'aval au bas de la signature de celui qui tire une lettre de change, parce que les cambistes ont trouvé qu'il nuisait à la négociation

de juin 1806, à raison de la lettre de change dont le sieur Prevost était porteur; que le sieur Lasbayses a d'autant plus le droit d'invoquer l'exécution des lettres de change qu'il s'est rendu garant du sieur Orléas, endosseur lui-même.

Attendu d'ailleurs qu'aux termes de l'art. 21 du même édit de 1673, les lettres ou billets de change étaient rigoureusement acquittés après cinq ans de cessation de demande ou de poursuites, à compter du lendemain de l'échéance ou du protêt ou de l'ordonnance rendue en conséquence; — Attendu qu'au lieu de se conformer à ces deux textes de l'édit, le sieur Orléas ou ses héritiers ont gardé le silence pendant quatorze années consécutives, à raison des 22 190 fr. de lettres de change qu'ils réclament aujourd'hui; d'où il suit que la double fin de non-recevoir, que le sieur Lasbayses invoque, se trouve lieu fondée; — Par ces motifs, valant le renvoi au conseil, sans avoir égard aux conclusions des enfants et héritiers du sieur Orléas, met l'appel au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 22 23 mars 1822. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. civ. — Pres. M. de Cambon. — Consil. M. de Bastoulh, 1^{er} av. gén. — Pl., M. M. Becane et Deamps.

1^{re} MARQUE. — PROPRIÉTÉ. — CONTREFAÇON.

2^e CONTREFAÇON — ÉTRANGER PAYS. — PROPRIÉTÉ.

1^o *Les bas qui assurent aux fabricants la propriété de leur marque, ne peuvent être invoqués que lorsqu'il s'agit d'une marque adoptée comme distinctive et caractéristique de leur fabrique.* — Ainsi, le fabricant français qui apposerait la marque d'une fabrique étrangère sur ses marchandises pour en augmenter le débit dans l'étranger, n'acquiescerait point la propriété exclusive de cette marque, par le dépôt qu'il en ferait au greffe du tribunal de commerce et du conseil des prud'hommes (L. du 22 germ. an 11, art. 18.)

2^o *Celui qui contrefait un ouvrage en pays étranger, sûr de l'impunité en ce que la loi locale ne punit pas la contrefaçon, doit-il être considéré comme propriétaire de l'ouvrage contrefait, tellement qu'on tienne sa mise de nouveau contrefaire l'ouvrage, en France, au préjudice du premier contrefacteur? Non, rés.*

(Benoit, Mèrat et Desfrances — 1^{er}. Benoit, Lepanier et Troty de la Touche.)

Les sieurs Benoit, Mèrat et Desfrances, avaient établi à Orléans une fabrique de bonnets de laine, semblables à ceux qui se fabriquent à Tunis et à Alger, pour l'usage des Turcs et des Arabes. — Pour accorder, dans les villes de Levant, leur marchandise de fabrique française, ils y apposèrent l'estampille et la marque de fabricants de Tunis. — Il importait, toutefois, de prévenir la concurrence des fabricants français du même genre. Les négociants d'Orléans eurent atteindre ce but et acquiescer le droit de se servir exclusivement de la marque qu'ils avaient les premiers l'imitée, en en faisant le dépôt au greffe du tribunal de commerce et au secrétariat du conseil des prud'hommes d'Orléans, conformément aux dispositions de la loi du 22 germinal an 11, et de l'ordonnance du roi du 8 août 1816.

Ultérieurement, en 1817, les sieurs Benoit, Lepanier et Troty de la Touche, ont établi à Paris une fabrique de bonnetterie semblable à celle d'Orléans; ils se sont servis des mêmes marques étrangères.

Les sieurs Benoit, Mèrat et Desfrances, ayant

fait acheter des bonnets de la fabrique des sieurs Lepanier et compagnie, ont fait constater, par un juge de paix d'Orléans, l'arrivée en l'état des rayons contenant les marchandises. Un procès-verbal a été dressé. Par suite, et en vertu d'une commission rogatoire adressée à l'un des juges de paix de Paris, les scelles ont été apposés à la fabrique des sieurs Lepanier et compagnie.

Devant le tribunal civil de la Seine, saisi à la suite d'un règlement de juges, les négociants d'Orléans ont conclu à ce que les marchandises fabriquées par les sieurs Lepanier et compagnie fussent déclarées contrefaites: Attendu qu'elles portaient l'estampille et la marque de leur fabrique; à ce qu'on en prononçât la confiscation, et que le tribunal fit défense aux sieurs Lepanier et compagnie, de se servir des mêmes marques à l'avenir; comme aussi les condamner au paiement d'une somme de 10,000 fr., à titre de dommages intérêts, etc., etc.

Les sieurs Lepanier et compagnie ont répondu que les sieurs Benoit, Mèrat et Desfrances n'avaient pas acquis le droit exclusif de se servir des marques des fabriques de Tunis et d'Alger, par le dépôt qu'ils en avaient fait au greffe du tribunal de commerce d'Orléans; que la loi du 22 germinal an 12, et l'ordonnance du roi du 8 août 1816, ne pouvaient être invoquées lorsqu'il s'agissait de marchandises destinées pour l'étranger, et empreintes à ce dessin, de marques étrangères.

15 décembre 1821. Jugement qui déboute les sieurs Benoit, Mèrat et Desfrances de leur demande, déclare nulles les oppositions de scelles qui ont eu lieu à leur requête, et les condamne en 1,200 fr. de dommages-intérêts. — Les motifs de ce jugement sont ainsi conçus: — « Attendu qu'il est reconnu par toutes les parties, que les produits des fabricants français de bonnets à l'usage des Orientaux ne peuvent avoir cours dans le Levant, s'ils sont revêtus de signes qui rappellent leur véritable origine, et si, au contraire, ils ne portent pas l'estampille et la marque de quelque fabricant de Tunis:

« Que cette nécessité pour le commerce français, d'imiter les marchandises tunisiennes et d'appliquer à ses produits les marques des fabricants étrangers, oblige en même temps à choisir les marques et les marques de ceux de ces manufacturiers qui sont les plus estimés des Orientaux; — Qu'accorder à un fabricant français le droit exclusif de s'approprier la marque, soit de l'une, soit de plusieurs de ces fabriques étrangères, serait faire une chose préjudiciable à tous et à l'intérêt général du commerce; — Que ce système conduirait à ce résultat, que le fabricant qui le premier aurait, en exécution de la loi de germ. an 11, fait le dépôt de la majorité ou de la généralité des marques employées dans une ville étrangère, en déclarant qu'il entend les adopter, pourrait ainsi interdire à tous autres la possibilité d'exercer leur industrie sur la même partie, et d'acquiescer le monopole d'une tranche entière de fabrication; — Qu'en effet, en rentrant dans l'espèce, il est constant que la maison Benoit, Mèrat et Desfrances avait adopté et déposé les marques de onze fabricants de Tunis; — Qu'il n'est pas de l'esprit de la loi de germ. an 11, et des autres décrets et ordonnances rendus sur la matière, de favoriser un pareil système d'exclusion; — Que si elles ont eu pour but et pour objet de garantir à chaque manufacturier, la marque qu'il aurait choisie et d'en lui retirer la contrefaçon, il n'est évidemment qu'une chose que des marques particulières, personnelles à chaque fabricant, caractéristiques et distinctives de sa fabrication; — Que

dans l'espèce, l'intérêt de Troty de la Touche n'était pas de contre-faire les marques et la fabrication de la maison Benoist, Mèrat et Desfrances; mais d'imiter, comme eux, la marque et la fabrication des fabricans de Tinnis: — Que les deux marques employées par Troty de la Touche, qui porte les noms d'Aldala et Mystapha Aïbas, et qui font partie des onze adoptées par Benoist, Mèrat et Desfrances, ne l'ont pas été comme marques distinctives et caractéristiques de la fabrique de ces derniers; mais seulement qu'elles étaient les marques de manufactures connues et renommées dans le Levant, fort en crédit chez les Orientaux, et qu'elles favorisaient ainsi d'autant mieux la vente de produits de fabrique française; — Attendu que les saisies opérées et les sceaux apposés à la requête de Benoist, Mèrat et Desfrances, sur les marchandises et dans l'établissement de Troty de la Touche, ont entravé son commerce, lui ont causé un préjudice dont il est juste qu'il soit indemnisé.... »

Appel des sieurs Benoist, Mèrat et Desfrances.

ARRÊT.

LA COUR: — Statuant sur l'appel interjeté par Benoist, Mèrat et Desfrances, de la sentence rendue par le tribunal civil de la Seine, le 15 dec. 1821; — Considérant que la loi de l'an 11 et l'ordonn. de 1816, astreignant des fabriciens français à une marque particulière déposée à l'avance, ont pour but principal d'empêcher l'introduction des marchandises étrangères; que ces dispositions ne sont point applicables aux marchandises françaises destinées spécialement pour la consommation extérieure, et se couvrant, dans cette vue, de marques étrangères, indépendantes de celles personnelles aux fabriciens français; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges, etc.

Du 26 mars 1822. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. — Prés., M. Séguier, p. p. — Pl., MM. Hennequin et Gauthier.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — FRAUDE. —

OPPOSITION.

La déchéance du droit d'opposition, résultant de ce que le jugement par défaut a été exécuté, dans le sens de l'art. 159, Cod. proc., ne peut être proposée par celui qui a obtenu le jugement par défaut et qui l'a exécuté frauduleusement, en profitant de l'absence du défendeur. En ce cas, la fraude relève de la déchéance (1).

(Beauchet — C. Beauchet.)

Décès des sieur et dame Beauchet et de la demoiselle Beauchet leur fille. — Les ayans droit à ces trois successions étaient le sieur Beauchet, gendre et mari des décedés, et la demoiselle Beauchet, leur fille et sœur. Celle-ci était absente, et il parait qu'on ignorait le lieu de sa résidence. Le sieur Beauchet provoque le partage des successions; et il importe de remarquer, qu'attendu

l'absence de la demoiselle Beauchet, il demande qu'il soit nommé un notaire pour la représenter, conformément à l'art. 113 du Code civ. — D'ailleurs, il fait toutes réserves d'exercer plus tard contre elle, tous ses droits et actions.

Ultérieurement, le sieur Beauchet exerce contre la demoiselle Beauchet, une action en paiement d'une somme à lui due; et l'assigne devant le tribunal de commerce; et le 22 sept. 1820, il obtient un jugement par défaut qui la condamne par corps au paiement de la somme réclamée. — En exécution de ce jugement, le sieur Beauchet fait saisir les immeubles de la demoiselle Beauchet, et il lui fait notifier cette saisie. — Ces différens actes et significations sont faits au parquet du procureur du roi, et affichés suivant le vœu de l'art. 69, n° 8, du Code de procédure.

Les choses restent dans cet état jusqu'au moment où la demoiselle Beauchet reparait. — Alors le sieur Beauchet extrait contre elle, la contrainte par corps prononcée par le jugement du 22 sept. 1820.

Opposition de la part de la demoiselle Beauchet.

Le sieur Beauchet soutient que l'opposition est non recevable, attendu que le jugement a été exécuté conformément à l'art. 159 du Code de proc. civ., par la notification de la saisie des immeubles de la demoiselle Beauchet.

5 mars 1822, jugement qui déclare l'opposition non recevable.

Appel de la part de la demoiselle Beauchet.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, pour établir la péremption opposée par elle, la demoiselle Beauchet n'entend pas seulement se prévaloir de l'argument tiré de l'art. 159 du Code de proc.; que de tous les actes qui lui sont opposés, autre que celui constatant son emprisonnement, il n'y en a aucun duquel il puisse résulter nécessairement qu'elle a eu connaissance de l'exécution du jugement par défaut du 22 sept. 1820, mais qu'elle a posé et mis en fait que le jugement avait été obtenu par dol et par fraude; — Que pour prouver ce dol et cette fraude, elle a appelé l'attention de la Cour, 1^{re} sur une déclaration faite par l'intimé pour parvenir au partage de la succession des père et mère de ladite appelante et de sa sœur, femme dudit intimé; 2^e sur la conduite que ledit intimé a tenue pour faire rendre et pour faire exécuter à son préjudice, le jugement par défaut en question; — Attendu que par cette déclaration qui se trouve en l'acte de partage de ladite succession, acte passé par-devant notaire et dûment enregistré, l'intimé ayant reconnu que l'appelante était alors absente depuis environ quatre années, sans avoir donné de ses nouvelles; ayant également reconnu qu'il y avait nécessité qu'elle fût représentée pour la conservation de ses droits; et s'étant à cet effet constitué et porté fort pour elle, il s'en est suivi que, devenu volontairement le *negotiorum gestor* de ladite appelante, il ne pouvait, nonobstant ses

(1) Le dol et la fraude font exception à toutes les règles. C'est ce qui fait dire à M. Chauveau, sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 2, quest. 664 ter, que « cet arrêt a fait aux jugemens par défaut, une saine application des principes généraux en matière de dol et de fraude. Le dol et la fraude, ajoute cet auteur, frappent de nullité les actes judiciaires comme les actes extrajudiciaires; la ruse est le récollaire de la violence. Nous avons déjà décidé qu'un jugement par défaut est suffisamment exécuté lorsqu'une partie a voulu empêcher l'exécution par la force (V. en effet dans ce sens, Montpellier, 26 août 1810; F. aussi la note sur un arrêt de Trèves du 10 nov.

1810); nous pensons que du dol et de la fraude, résulte nécessairement une exception aux dispositions de l'art. 159 du Code de proc. civ. » — F. toutefois, un arrêt de la Cour de cassation du 7 dec. 1836 (Volume 1836), qui décide qu'un procès-verbal de carence dressé au domicile de la partie condamnée, sur la déclaration d'un portier, que cette partie n'y demeure plus, peut, malgré la fausseté de cette déclaration, n'être pas considéré comme une exécution suffisante du jugement, dans le sens de l'art. 159 du Code de proc., exécution qui rendrait l'opposition non recevable.

réserve faites à la suite de cet engagement, diriger une action contre ladite appelante aussi longtemps que son absence se prolongerait, sans faire prendre dans l'intérêt de cette partie, les mêmes précautions qu'il avait jugé nécessaires lors du partage de la succession dont il a été parlé plus haut, c'est-à-dire sans la faire aussi dûment représenter; — Attendu que non-seulement ce n'est pas ainsi que l'intimé a procédé, mais qu'il résulte au contraire que l'action qu'il a intentée contre l'appelante, par-devant un tribunal de commerce, quoique rien ne constât alors, pas plus qu'aujourd'hui, que l'objet de la demande la rendait justiciable de ce tribunal, l'a été avec la presque certitude qu'elle ne pourrait avoir connaissance ni de la demande, ni du jugement, ni de l'exécution; — Attendu que ce n'est en effet que longtemps après tous les actes qui lui sont opposés, que l'appelante a reparu; qu' aussitôt son apparition, la contrainte par corps a été exercée contre elle, quoique l'intimé fût en possession de la part qui lui revenait dans les successions au partage desquelles il l'avait représentée, et lorsqu'elle s'était mise en mesure de lui en demander compte; — Attendu que le tout s'étant ainsi passé, à la caractéristique le plus évident de dol et de fraude, ce qui rend inutile l'examen des autres moyens; — Statuant sur l'appel du jugement du 5 mars 1822, met l'appellation et ledit jugement au néant, etc.

Du 26 mars 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Manchy. — Concl., M. de Lagrené, av. gén.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TERNINS. — CAPACITÉ PUTATIVE. — DICTÉE. — INSCRIPTION DE FAUX.

Il suffit que les témoins d'un testament authentique aient une capacité putative, notamment en ce qui touche la qualité de Français (1).

Spécialement : Est valable le testament dans lequel a figuré comme témoin, un individu né dans un pays étranger, réuni depuis à la France, qui habite le royaume depuis un grand nombre d'années, et y exerce des fonctions municipales, bien que cet individu n'ayant pas fait la déclaration prescrite par la loi du 14 oct. 1814, ne possède réellement pas la qualité de Français.

La preuve des faits de captation et de suggestion qui tendent à établir que le testateur n'a point fait la dictée mentionnée par le testament, n'est admissible que par la voie d'inscription de faux.

(Gadel C. Bertrand.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 3, de la constitution du 22 frim. an 8, un étranger devenant citoyen français lorsque après avoir atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, et avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y avait résidé pendant dix années consécutives; — Attendu que cette loi ne pouvait s'appliquer aux habitants des pays qui ont été pendant quelques années réunis à la France, lesquels, sans aucune déclaration de leur part, devenaient Français par le fait même de cette réunion; qu'il a fallu, par rapport à eux, une législation particulière, laquelle a été régie par la loi du 14 oct. 1814; — Attendu qu'entre autres dispositions, cette dernière loi statue que ceux d'édits habitants qui, en vertu de la réunion de leur pays, se sont établis sur le territoire actuel de la France, et y ont résidé sans interruption depuis dix années et de-

puis l'âge de vingt et un ans, sont censés avoir fait la déclaration prescrite par l'art. 3, de l'acte du 22 frim. an 8, à charge par eux de déclarer, dans le délai de trois mois, qu'ils persistent dans la volonté de se fixer en France, qu'ils obtiendront à cet effet du roi, des lettres de déclarations de naturalité, et pourront jouir dès ce moment des droits de citoyens français; — Attendu que Pierre Duchosal, qui a figuré comme témoin au testament de Jean-François Gadel du 20 avril 1821, est né en Savoie; qu'il est vrai que, depuis plus de vingt-sept ans, il réside en France; que même il exerce depuis longtemps à Jarny, les fonctions de membre du conseil de la commune; mais que ne s'étant pas conformé aux dispositions précitées de la loi du 14 oct. 1814, n'ayant pas fait la déclaration qu'il persistait dans la volonté de se fixer en France, et n'ayant pas obtenu des lettres de déclaration de naturalité, il ne peut être considéré comme sujet du roi, qualité déterminée nécessaire par l'art. 980 du Code civ., pour être présent comme témoin à un testament, ce qui entraînerait la nullité de celui dont s'agit, aux termes de l'art. 1001 du même Code; — Attendu néanmoins que Pierre Duchosal est en France depuis bien des années; qu'avant d'habiter Jarny, il avait résidé dans deux communes du département de la Moselle, dans l'une desquelles il avait pris plusieurs fois, des patentes de marchand roulant; que c'est en 1807 qu'il est allé se fixer à Jarny, où il a constamment demeuré depuis; qu'il s'y est marié, y a établi un commerce, y a acheté une maison et des biens ruraux, qu'il y a été nommé membre du conseil municipal, il est vrai, dans le temps où la Savoie était encore réunie à la France, mais qu'il a continué depuis qu'elle en a été séparée, et qu'il les exerce encore présentement; — Que la réunion de toutes ces circonstances a induit les habitants de Jarny en erreur; qu'ils ont considéré Pierre Duchosal comme citoyen français et sujet du roi; que cette erreur a été partagée par l'autorité supérieure administrative, qui l'a maintenu dans ses fonctions, et que c'est par suite de cette même erreur, que Jean-François Gadel l'a fait appeler pour être présent comme témoin à la rédaction de ses dernières volontés; que cette erreur étant fondée sur une foule de circonstances qui lui donnaient la couleur de la vérité, et ne portant d'ailleurs que sur une des formalités exigées pour la validité des testaments, c'est le cas d'appliquer la maxime communis error facit jus; — Attendu que les appelants, pour échapper aux conséquences de cette erreur commune, offrent de prouver que Duchosal avant de signer le testament, a déclaré au contraire qu'il était étranger, mais que cette déclaration dont il n'a été fait aucune mention en première instance, et qui a seulement été mise en avant, en cause d'appel, n'est nullement vraisemblable, puisque Duchosal, revêtu d'une place qui le mettait dans le cas de remplir des fonctions publiques, notamment celles d'officier de l'état civil, en cas d'absence du maire et de l'adjoint, se croyait lui-même citoyen français, sujet du roi; que d'ailleurs il est possible que le notaire, quoique sachant que Duchosal était né en Savoie, ait partagé l'erreur publique et cru qu'il avait rempli toutes les formalités prescrites pour devenir sujet du roi.

« Attendu que les autres faits posés par les appelants ne prouveraient pas, comme ils le disent, la suggestion et la captation, mais que Jean-François Gadel était, lors de la confection de son testament, privé de l'usage de ses facultés physiques et intellectuelles; d'où résulterait la conséquence que ce testament n'a pas été dicté par lui, et qu'il est l'ouvrage seul du notaire et des témoins;

(1) V. conf., Cass. 28 février 1821, et la note; 15 janv. 1830; 22 juill. 1831; Limoges, 7 déc. 1809.

que dès lors, ce n'était pas sur le moyen de la séduction et de la captation qu'ils devaient fonder leur demande en nullité du testament, que c'était par la voie de l'us qu'ils devaient l'attaquer mais qu'ils reconnaissent qu'il leur est impossible d'en prouver la fausseté; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 28 mars 1822. — Cour roy. de Metz. — And. sol. — Prés., M. Colchen. — Concl., M. Pyrot, av. gén. — Pl., MM. Vivien, Crousse et Charpentier.

CONSEIL DE FAMILLE. — COMPOSITION.
L'observation de la disposition de l'art. 407. Cod. civ., indicative des parents qui doivent être appelés pour la composition des conseils de famille, n'entraîne pas nécessairement nullité; la loi laisse à sa sagesse et à la prudence des juges le soin d'apprécier les circonstances particulières qui peuvent excuser l'irrégularité commise (1).

(Maze — C. Mignani.)

Du 28 mars 1822. — Cour roy. de Rennes. — Prés., M. Jourdain. — Pl., MM. Miore de Kerdannet et Coatpont.

PÉREMPTION. — MISE AU RÔLE. — INTERRUPTION.

La mise au rôle d'une cause constitue un acte de poursuite, dans le sens de l'art. 399, Cod. proc., et cet acte a pour effet d'interrompre la péremption (2).

(Barzin — C. Launès.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en point de fait que le 7 nov. 1818, il fut rendu un arrêt de re, prise d'instance sur la poursuite des parties d'Dejournon; que le 3 fév. 1820, ces parties firent inscrire la cause au rôle sous le n° 4554, après avoir préalablement payé le droit d'inscription dû au greffe, et que la demande en péremption, formée par la partie de B. raben, eût lieu par requête du 14 janv. 1823, moins de trois ans après la mise au rôle; — Considérant, en point de droit, que l'art. 397 du Code de procéd. civile, porte : « Toute instance, encore qu'il n'y ait pas eu constitution d'avoué, sera éteinte par discontinuation de poursuites pendant trois ans; » (Qu'ainsi, il faut d'abord examiner s'il y a eu discontinuation de poursuites pendant trois ans, de la part des parties de Dejournon; — Or, à cet égard, l'inscription au rôle fut faite à la réquisition desdites parties, dans les quinze mois après la reprise d'instance; que cette inscription au rôle était un acte nécessaire, indispensable, prescrit, soit par le décret contenant règlement pour l'administration de la justice, du 30 mars 1808, soit par le décret sur la taxe des frais de justice, du 16 fév. 1807; que cette inscription par laquelle les parties de De-

journon ont manifesté l'intention de vouloir être jugées, constitue un acte de poursuite qui, d'après le susdit art. 397, s'est opposé au cours de la péremption durant le délai de trois ans; — Considérant que l'inscription au rôle constitue également l'acte valable mentionné dans l'art. 399, pour couvrir la péremption de l'instance, puisque cette inscription est par elle-même, un acte dont la validité n'est point contestée, et que ce serait ajouter à la loi, que de prescrire une signification à cet égard; que la péremption reposant sur la présomption de l'abandon de l'instance, cette présomption cesse de subsister contre celui qui n'est tenu de requérir l'inscription d'une cause au rôle, qu'autant qu'il veut être jugé; — Que d'ailleurs la péremption n'étant que la prescription de l'instance, elle doit être restreinte au lieu de recevoir de l'extinction; et que, s'il pouvait y avoir quelque difficulté dans l'application des dispositions de la loi, elle doit être interprétée en faveur de celui qui résiste à la péremption; qu'ainsi, la péremption proposée doit être rejetée.

Du 28 mars 1822. — Cour roy. de Pau. — Prés., M. de Fignoul, p. p. — Concl., M. Baubie, cons. aud. — Pl., MM. Dejernon et Biraben.

APPEL INCIDENT. — APPEL PRINCIPAL. — DIVISIBILITÉ.

L'appel incident est recevable en tout état de cause, même contre les chefs du jugement autres que ceux sur lesquels il y a appel principal. (Cod. proc., 443.) (3)

(Lematte — C. d'Hervilly.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 443 du Code de procéd. qui donne à l'intimé, le droit d'appeler, en tout état de cause, du jugement dont il existe un appel principal, est conçu en termes généraux qui embrassent le jugement entier et ne bornent pas le droit de l'intimé à attaquer de son côté, et seulement les chefs sur lesquels frappe l'appel principal; qu'en conséquence, encore que la dame Lematte n'ait appelé que de la disposition du jugement susdaté qui a mis à sa charge une portion des dépens, le vicomte d'Hervilly a pu, en vertu de l'art. du Code de procédure ci-dessus cité, appeler incidemment de tous les chefs dudit jugement qui lui font grief.

Du 29 mars 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Malleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

1^{re} FOLLE ENCHÈRE. — HYPOTHÈQUES.

2^o CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES. — DÉPENS.

1^o Au cas d'annulation d'une adjudication, pour cause de folle enchère, les hypothèques consenties par le fol enchérisseur sont anéanties de plein droit. 4); alors même que le sur-

voy, en sens contraire, Toulouse, 5 fév. 1811, et les notes sur ces différents arrêts.

(3) Après quelques hésitations, la doctrine et la jurisprudence sont aujourd'hui fixées dans ce sens. V. Cass. 13 janv. 1824, nos observations sur cet arrêt, et les autorités y indiquées.

(4) C'est ce que la Cour roy. de Paris avait déjà jugé par un arrêt du 5 juin 1806 (V. cet arrêt et la note). Cette jurisprudence est fondée sur ce principe que l'adjudicataire n'est propriétaire que sous la condition de payer son prix, et qu'à défaut d'exécution de cette condition, son contrat se trouve résolu ab initio. V. Pothier, Proc. civ., part. 4, ch. 2, art. 11 § 6; Merlin, v^o Folle enchère; Troplong, Hypoth., t. 3, n. 721. — Mais il en est autrement des baux passés par le fol enchérisseur.

(1) La jurisprudence se prononce dans ce sens. V. Cass. 30 avr. 1834; 3 avr. 1838; Riom, 25 nov. 1821; Grenoble, 4 juin 1836; Colmar, 11 juill. 1836; Paris, 13 oct. même année; Douai, 1^{er} août 1836. — V. aussi Toullier, t. 2, n^{os} 1111 et 1119. — Toutefois, voy. en sens contraire, Lyon, 15 fév. 1812; Colmar, 27 avr. 1813; Angers, 29 mars 1821; Rouen, 7 avr. 1827; Toulouse, 5 juin 1829; Montpellier, 12 mars 1830; Zachariae, Droit civ. français, t. 1, § 33, note 6; Magnin, des Minorités, t. 1, n. 347.

(2) Cette doctrine est généralement admise par les auteurs. Mais la jurisprudence présente de nombreuses variations. V. conf. à la décision ci-dessus, Cass. 14 août 1837; Metz, 13 nov. 1811; Rennes, 2 mars 1818; Riom, 7 juin 1824. — Mais

enchérisseur aurait payé le prix de son acquisition, partie avec ses propres deniers, partie avec une somme empruntée, et que la poursuite de folle enchère aurait été conduite à fin, par le bailleur de fonds, comme anbruge aux droits du vendeur qui l'aurait emmené.

- 2° Le conservateur des hypothèques qui, ayant compris dans son état les inscriptions des hypothèques consenties par le fol enchérisseur, conteste la demande en rectification formée contre lui, est passible des dépens de cette contestation.

(Jeunesse — C. Dumaine.)

Un immeuble situé dans l'arrondissement de Sceaux, et indivis entre les sieurs Usquin et Lelieu, fut vendu par licitation devant le tribunal civil de la Seine, et adjugé au sieur Fayard moyennant 25,000 fr., outre les charges. — L'adjudicataire n'ayant pas exécuté les clauses de son adjudication, le sieur Usquin, poursuivant provoqua la vente de l'immeuble à folle enchère. — Le jour de cette vente était fixé, lorsque le sieur Fayard emprunta 12,000 fr. du sieur Jeunesse, et 9,500 fr. du sieur Desrosière, pour l'aider à acquitter le prix de son acquisition et les charges accessoires. Ces emprunts furent faits pour un an, et les prêteurs furent subrogés dans tous les droits des vendeurs, et notamment dans la poursuite de folle enchère, pour le cas où les sommes prêtées ne seraient pas remboursées à l'époque convenue. En conséquence, on fit remettre l'adjudication définitive à douze mois. — A l'expiration de ce délai, le sieur Fayard ne paya point ses bailleurs de fonds, et le sieur Jeunesse, l'un d'eux, poursuivit la vente.

Jugement du 16 nov. 1820, par lequel le sieur Coignet se rendit adjudicataire pour le prix principal de 24,150 fr. — L'enchérisseur fit transcrire ce jugement, et sur cette transcription, le sieur Dumaine, conservateur des hypothèques de Sceaux, lui délivra un état de trente-trois inscriptions. — Le sieur Coignet fit opposition au sieur Jeunesse de lui en rapporter mainlevée. — En examinant l'état, le sieur Jeunesse remarqua que sur les trente-trois inscriptions, vingt-huit étaient prises contre le sieur Fayard, lui enchérisseur en vertu soit de jugemens, soit de conventions, et qu'il n'y en avait que cinq qui frappassent les précédents propriétaires. — Il forma contre le conservateur une demande tendant à ce qu'il fût tenu de décharger son état, des inscriptions relatives au sieur Fayard; — Attendu que l'adjudicataire dépossédé par la folle enchère, est censé n'avoir jamais eu la propriété de l'immeuble et que par une conséquence nécessaire, les hypothèques qu'il a consenties, ou qu'en a obtenues contre lui, ne peuvent pas frapper cet immeuble.

Le sieur Dumaine conteste, et soutient que, si le principe invoqué par le demandeur est vrai en général, il doit souffrir exception dans l'espèce particulière; que le sieur Fayard ne peut pas être considéré comme n'ayant jamais eu aucun droit de propriété sur le bien vendu à sa folle enchère, parce qu'il a payé une portion du prix de son adjudication avec ses propres deniers, que la poursuite de folle enchère n'a pas été conduite à fin par le vendeur lui-même, mais par un bailleur de fonds, subrogé dans cette poursuite; que dans l'intervalle de la première adjudication à la seconde, la propriété n'a pu reposer ni sur la tête du vendeur, qui avait reçu son prix, ni sur la tête des prêteurs, qui n'ont eu que de simples créan-

ciers, et qu'ainsi elle a nécessairement résidé dans la main du fol enchérisseur.

Le 4 janv. 1821, jugement du tribunal civil de la Seine, qui rejette cette dernière thèse dans les termes suivans : « Attendu que Jeunesse, cessionnaire d'Usquin de tous ses droits, tant dans la propriété que dans la créance et poursuite de folle enchère, était en son lieu et place et a pu poursuivre le folle enchère dont s'agit, laque le était déjà commencée; que le jugement d'adjudication fait à Coignet au mois d'oct. 1820 a résolu et fait disparaître entièrement le jugement d'adjudication rendu au profit de Fayard, au mois de sept. 1815, de sorte qu'il est vrai de dire que ce fol enchérisseur n'a jamais été propriétaire du terrain qui lui avait été adjugé, et que ce terrain est passé à Coignet comme acquêteur immédiat d'Usquin et Lelieu, vendeurs, et libre de toutes charges et hypothèques du chef de Fayard; que si, dans certaines circonstances, les baux faits par le fol enchérisseur dans le temps intermédiaire entre son adjudication et celle sur folle enchère, ont été maintenus, c'est que le fol enchérisseur a été considéré comme administrateur provisoire du bien follement enchéri, sans que par là il ait été reconnu comme ayant été véritablement propriétaire; que le conservateur des hypothèques n'a dû dès lors comprendre dans l'état des inscriptions existant lors de la transcription, que celles émanant de la charge d'Usquin et Lelieu, ou des précédents vendeurs, et non celles prises du chef de Fayard, qui n'a jamais été propriétaire; qu'il devait, sur la demande de Jeunesse, cessionnaire d'Usquin, décharger la transcription de ces dernières inscriptions, sans contester cette demande.

« Le tribunal ordonne que dans la huitaine du présent jugement, Dumaine, en sa qualité, sera tenu de décharger l'état délivré le 16 sept. 1820, de toutes les inscriptions prises contre ledit Fayard, et le condamne aux dépens, dans lesquels entrera le coût de l'état des inscriptions en ce qui concerne celles prises sur ledit Fayard. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR. — Faisant droit sur l'appel de Dumaine, du jugement rendu par le tribunal civil de Paris, le 14 janv. dernier, adoptant les motifs des premiers juges; — A mis et met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet. — Condamne l'appelant en l'augmentation des dépens de son appel, etc.

Du 29 mars 1822. Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Pres., M. Dupaty. — Pl., MM. Legoux et Leruy.

1^o APPROBATION D'ÉCRITURE. — BILLET FEMME.

2^o FEMME. — CAUTION.

1^o Le billet souscrit conjointement par la femme et par le mari, est nul à l'égard de la femme, s'il ne contient pas l'approbation de la somme souscrite en toutes lettres, de la main de la femme, encore que la femme doive n'être considérée que comme caution du mari (1).

2^o La présomption de cautionnement, établie à l'égard des femmes qui s'engagent avec leurs maris, par l'art. 1431, Cod. civ., étant un bénéfice créé en leur faveur, ne peut leur être opposé.

(Dufresne — C. Doyon.) — ARRÊT.

LA COUR. — Considérant que l'art. 1431 du Code civil exige que la promesse s'ait seule prise,

F. Cass. 11 avril 1821; 16 janv. 1822; Chauveau sur Carré, quest. 2432 septies.

(1) F. dans ce sens, Cass. 8 août 1819; 6 mai 1816, et nos observations.

par laquelle une partie s'engage envers l'autre, à lui payer une somme, soit écrite en tant et de la main de celui qui l'a soussignée, ou du moins qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un *bon ou approuvé*, portant en toutes lettres la somme; que par conséquent, tout écrit qui ne satisfait pas à l'une de ces conditions est un contrat imparfait qui ne peut pas obliger celui qui l'a signé; ce qui a lieu, dans l'espèce, à l'égard de la dame Dufresne qui n'a écrit de sa main, ni approuvé la promesse du 4 juin 1817: que cette règle doit avoir lieu vis-à-vis de chacun des signataires, puisque la loi n'en fait pas de distinction, et qu'elle doit protéger chacun d'eux individuellement; — Considérant que la femme Dufresne ne peut être placée dans aucune des exceptions mentionnées dans ledit article, et particulièrement dans celle qui concerne les marchands, puis-que, quoiqu'elle soit marchande de condition, en ce sens qu'elle est femme d'un marchand, rien n'établit qu'elle soit marchande de fait, et encore moins marchande publique;

Considérant que les deux signataires de la promesse ont contracté dans les mêmes termes; qu'un d'eux ne s'est obligé d'une manière différente de l'autre, que par conséquent, on ne peut pas plus considérer la femme Dufresne comme caution que Dufresne, son mari, qui est l'autre signataire; de sorte que, lors même qu'en droit, on devrait distinguer la caution de celui qui s'est obligé principalement, et considérer que l'article n'est pas applicable à la caution, le fait positif fait cesser la question de droit; — Considérant, d'ailleurs, que la présomption de cautionnement, introduite, par l'art. 1431 du Code civ., étant un bénéfice créé en faveur des femmes, ne peut leur être opposée; — Met la dame Dufresne hors de cour, sur la demande des sieurs Boyon, en paiement de la promesse de 1,250 fr. du 4 juin 1817, etc.

Du 20 mars 1822. — Cour roy. de Grenoble.

SÉPARATION DE CORPS. — TÉMOINS. — PRÉSENT. — RÉCUSATION.

Le président du tribunal de première instance ne peut être appelé comme témoin dans l'enquête qui précède la séparation de corps, pour y déposer sur des aveux que l'un des époux aurait faits devant lui, lors de la comparution prescrite par l'art. 878, Code proc. (1) En conséquence, il n'y a pas lieu d'avoir égard à la récusation que l'une des parties dirigait contre ce magistrat, jugé sur la demande en séparation de corps, ou se fondant sur ce qu'elle se propose de l'assigner comme témoin de l'enquête.

(Portebois — C. M.) — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche le moyen de récusation, fonde sur ce qu'Auguste Portebois est dans l'obligation de faire entendre M..., comme témoin, dans l'instance en séparation de corps, ouverte par son épouse; — Considérant que la conférence qui a lieu entre les époux devant le président du tribunal de première instance, en exécution des dispositions du Code de proc. est d'une nature absolument secrète; que d'après l'art. 878, il ne doit point être rédigé procès-verbal des dires respectifs des époux; que le magistrat chargé de faire ses efforts pour les concilier, n'est point autorisé à donner acte des aveux et concessions faits par l'un d'eux; que cette com-

munication ne saurait être assimilée à celle qui a lieu au bureau de paix, et qui doit précéder l'introduction des instances ordinaires; que la constatation ou la révélation des aveux confidentiels qu'a fait l'épouse d'Auguste Portebois devant le président du tribunal civil, agit contre le but que s'est proposé la loi lorsqu'elle a ordonné la comparution des deux époux; d'où il suit que ce mari-trait ne saurait être appelé en témoignage, pour déposer sur de pareils aveux; que par conséquent l'assignation qu'Auguste Portebois se proposait de lui faire signifier à cet effet, ne peut servir de fondement à sa récusation;

En ce qui touche les autres causes de récusation qu'Auguste Portebois annonce avoir fait connaître à M... par la voie épistolaire; — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges; — Met l'appellation au néant; — Ordonne, etc.

Du 30 mars 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés. M. de Maleville, p. p. — Rapp. M. Lesgerant d'Hudecourt. — Concl. M. Bouillet, substit.

DOT. — REMPLI.

Le mari qui, sur termes du contrat de mariage, a contracté l'obligation de faire remplir des deniers dotaux avant de les retirer, en achat d'immeubles, ne peut suppléer à cette condition par la dation d'une hypothèque. (Coul. civ. 1353.)

(Louskié — C. Géronthe.)

Du 1^{er} avril 1822. — Cour roy. de Limoges. — 1^{re} ch. — Prés. M. de Gaulle, p. p. — Concl. M. Guilibert, av. gén. — Pl. MM. Legrand et Jonhaud.

AVOCAT. — COUR ROYALE. — RÉSIDENCE. — TABLEAU.

Un avocat n'a pas droit à être maintenu sur le tableau des avocats d'une Cour royale, s'il cesse d'avoir sa résidence et un cabinet convenable dans la ville même où siège cette Cour, encore qu'il ait son domicile près d'un tribunal ressortissant à la Cour. (Deer. du 11 déc. 1810, art. 10.) (2)

M^r N... — C. conseil de discipline des avocats d'Aix.)

M^r N..., inscrit depuis 1811 sur le tableau des avocats de la Cour royale d'Aix, avait cessé, en 1813, de résider dans cette ville. — Habitait Marseille, et ne venait au chef lieu de la Cour, que lorsque ses affaires l'y appelaient, ou qu'il avait quelque cause à y plaider. Il n'y avait d'ailleurs, conservé ni logement ni cabinet. — Le conseil de discipline de l'ordre prit la décision suivante, qui fut insérée au bas du tableau de 1810: « A l'avenir, pour être inscrit au tableau, on sera tenu de justifier que l'on a dans la ville d'Aix, un domicile et un établissement tel que l'exige l'exercice de la profession d'avocat, à moins que le domicile ne soit notoirement connu. » — M^r N... ne s'étant point conformé à cet avis, son nom ne fut plus compris dans le tableau de 1821. Il fit élire devant la Cour royale les membres du conseil de discipline, pour voir prononcer sa réintégration. — La loi, disait M^r N..., n'exige pas de l'avocat que le conseil de discipline veut exiger de moi. Le décret du 14 déc. 1810, qui règle la forme du tableau et détermine les qualités nécessaires pour obtenir l'inscription sur ce tableau, n'im-

(1) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, quest. 1114 ter.

(2) Cette décision est sans doute d'application sous l'empire de l'ordonn. du 20 nov. 1822, qui

laisse dans toute leur force les considérations sur lesquelles s'est fondée la Cour royale d'Aix. — V. dans ce sens, Bouché et Goujet, *Diction. de proc.*, v^o Avocat, n. 36.

pose par aucune disposition, l'obligation de la résidence dans le lieu où siège le tribunal devant lequel les avocats veulent être admis à plaider : ce décret n'exige pas davantage un cabinet plus ou moins décoré, un mobilier plus ou moins considérable. L'art. 11 déclare au contraire que les avocats inscrits au tableau dans une Cour royale, seront admis à plaider dans toutes les Cours et tribunaux du ressort. La loi suppose donc qu'une résidence habituelle, constante et de tous les moments n'est pas nécessaire dans le chef-lieu, pour y conserver les droits que l'esprit de retour seul y maintient. — Le domicile d'un individu ne se perd que par l'intention de quitter son ancienne habitation : la résidence ailleurs ne suffit pas. — M^r N... ajoutait que les circonstances et ses fréquents voyages à Aix indiquaient assez qu'il voulait conserver son domicile dans cette ville. Il déclarait formellement que telle était son intention.

M. le procureur général de la Boule, conformément à l'usage et à d'anciens arrêts, défendait, au nom de l'ordre des avocats, la délibération du conseil de discipline, dont les membres étaient d'ailleurs présents à l'audience. — Il a d'abord exprimé l'opinion que la décision prise à l'égard de M^r N... ne pouvait être déferée à la Cour par exploit signifié. — Il citait à cet égard un arrêt du mois de mai 1780, rendu par le parlement de Paris, et rapporté dans la *Gazette des Trib.*, t. 11, p. 75, duquel il résulte qu'on ne peut faire assigner le collège des avocats, et qu'on doit se pourvoir par requête au procureur général, qui, lui-même, demande à la Cour une audience, à laquelle il appelle les anciens du barreau. — Le procureur général a ensuite soutenu que les circonstances autorisaient la radiation de M^r N... — Il existe, a-t-il dit, un arrêt du parlement de Paris, du 5 mai 1751, portant que nul ne pourra être inscrit sur le tableau, s'il n'exerce la profession d'avocat et s'il n'a un domicile constant et connu à Paris. (Fournel, *Histoire des avocats*, t. 2, p. 488.) — Le décret du 14 déc. 1810, lui-même, consacre ce principe, puisqu'il y est dit qu'on a voulu y retracer les règles de cette discipline salutaire dont les avocats se montrèrent si jaloux dans les beaux jours du barreau. — Si la résidence dans le chef-lieu, comme prétend M^r N..., n'était pas nécessaire pour être inscrit sur le tableau des avocats de la Cour, on saurait par sa base ce décret qui a voulu circonscrrire chaque collège d'avocats, dans le rayon judiciaire de la loi. — Un tableau particulier à chaque tribunal d'arrondissement deviendrait inutile; le tableau de la Cour comprendrait tous les avocats des trois départements qui voudraient acquiescer le droit de plaider dans tout le ressort. Le décret de 1810 a donc expressément imposé à l'avocat inscrit sur le tableau, l'obligation de résider dans le lieu où il a obtenu son inscription. Comment concilier en effet, avec une opinion contraire, le droit de surveillance accordé au conseil de discipline, et l'intention du législateur de lier encore à la magistrature l'ordre des avocats, en lui restituant ses anciennes règles qui lui méritèrent son ancienne splendeur ?

ARRÊT.

LA COUR :— Considérant que M^r N... demande d'être compris sur le tableau de l'ordre des avocats, sur le motif que, quoique établi à Marseille, il conserve l'esprit de retour, et que la loi n'impose l'obligation de la résidence qu'aux magistrats et non aux avocats; — Considérant qu'il résulte,

au contraire, bien expressément des diverses dispositions du décret du 14 déc. 1810, que les avocats établis près les tribunaux inférieurs n'ont pas le droit d'être compris sur le tableau des avocats de la Cour; que ce décret prescrit la formation d'autant de tableaux qu'il y a de tribunaux : d'où il suit que chacun de ces tableaux doit comprendre le nom de ceux des avocats qui résident dans le siège de chacun de ces tribunaux, et qu'il est impossible d'admettre que le tableau des avocats de la Cour doive suffire à lui seul, et puisse comprendre tous les avocats du ressort : — Qu'il est bien vrai que le décret précité donne le droit aux avocats inscrits au tableau de la Cour de plaider devant les tribunaux de son ressort; mais qu'il refuse aux avocats de ces tribunaux de plaider devant la Cour sans permission spéciale, et qu'ainsi, en considérant la Cour comme le centre des tribunaux de son ressort, l'avocat peut aller du centre à la circonférence, mais non de la circonférence au centre; — Considérant que les avocats qui veulent être inscrits au tableau de l'ordre des avocats de la Cour, doivent résider devant elle, puisqu'ils peuvent être nommés membres du conseil de discipline, ou du bureau de consultation gratuite, nommés d'office à la défense des prévenus, ou appelés à donner des consultations pour des communs, des mineurs, et en matière de requête civile; qu'ils sont de plus soumis à la surveillance du conseil de discipline, et que rien de tout cela n'est possible, s'ils ne résident point; qu'ainsi la faculté qu'ont les avocats de la Cour de plaider devant les tribunaux du ressort, ne peut les autoriser à résider habituellement et à transférer leur cabinet dans le siège de l'un de ces tribunaux; — Que si l'on considère encore la dignité de cette profession, il est impossible d'admettre qu'un avocat puisse habituellement parcourir les grands chemins, pour se rendre d'un tribunal à l'autre; — Considérant qu'en fait, il est constant et reconnu par M^r N..., lui-même, que depuis plus de trois ans il a transféré à Marseille son cabinet, et qu'il a fait de cette ville le lieu de son principal établissement; qu'il ne peut, dès lors, être compris au tableau des avocats de la Cour, qu'autant qu'il aura préalablement dans Aix un logement et un cabinet convenables à sa profession, et qu'il aura de nouveau, et assez longtemps, fixé sa résidence en cette ville, pour qu'il ne puisse plus être considéré comme un avocat de Marseille; — Par ces motifs, maintient le tableau des avocats exerçant près la Cour, pour l'année judiciaire 1821, tel qu'il a été dressé, sauf et réserve audit M^r N... toutes ses droits, pour être reporté sur le tableau qui sera formé à la prochaine rentrée de la Cour : condamne l'appelant à l'amende sans dépens.

Du 2 avril 1822. — Cour roy. d'Aix. — Aud. solen. — Prés., M. d'Alphérat de Buzan. — Concl., M. de la Boule, proc. gén. — Pl., M^r N... pour lui-même.

ACTE RESPECTUEUX. — PROCURATION. — IRREVERENCE.

Une seule procuration suffit pour signifier les trois actes respectueux : il n'est pas nécessaire qu'ils soient renouvelés pour chaque acte. — Vainement on dirait que, donner une seule procuration, c'est manifester d'avance, l'intention de n'avoir aucun égard aux conseils de l'ascendant auquel l'acte respectueux est adressé. (Cod. civ., 151.) (1)

(1) F. conf., Cass. 24 fév. 1827. — F. cependant, en sens contraire, Bruxelles, 3 avril 1823. M^r Merlin, *Quest.*, 1^{re} Actes respectueux, § 3, quest.

19, critique cette dernière décision. F. l'arrêt à sa date, et la note qui l'accompagne.

(Poignavant.)—ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'on ne peut voir dans la procuration donnée pour faire les trois actes respectueux, qu'une précaution pour éviter les frais de procuration multipliés, et non la preuve d'un dessein formé de mépriser les conseils qui pourraient être donnés par les père et mère de la requérante, lors du premier ou du second de ces actes; qu'en effet la demoiselle Poignavant, quoiqu'ayant constitué un porteur de pouvoirs, était néanmoins la requérante de ces actes respectueux; qu'elle a dû suivre et surveiller l'exécution donnée à son mandat, et qu'on doit présumer que rien ne devait se faire que conformément à sa volonté, comme il devait lui être rendu compte de tous les résultats de sa procuration, et que par conséquent, elle aurait pu arrêter toutes poursuites si elle avait cru devoir obtempérer aux conseils de ses parents; — Confirme, etc.

Du 11 avril 1822. — Cour roy. de Caen. — 2^e ch. Prés., M. Lefollet. — Concl., M. Delaville, cons. aud.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — APPEL.

L'appel d'un jugement, qui déclare reprise contre des héritiers l'instance en saisie immobilière, formée contre leur auteur, doit, à peine de déchéance, être interjeté dans le délai de quinzaine, à compter de la signification à avoué. — Ce délai de quinzaine s'applique à l'appel de tout jugement rendu sur un incident quelconque, en matière de saisie immobilière, même autre que ceux dont il est question dans les art. 723, 730 et 734, Cod. proc. civ. (1)

(Boiray — C. Martin.)

Poursuite en saisie immobilière dirigée par le sieur de Boiray contre Madeleine Brochard, veuve Martin. — Décès de la veuve Martin, partie saisie. — Assignation donnée par le sieur de Boiray aux héritiers Martin, en reprise d'instance.

19 fév. 1821, jugement du tribunal civil de Cosne, rendu sans opposition de la part des héritiers Martin, qui tiennent l'instance pour reprise et fixe le jour de l'adjudication préparatoire. — 19 mars 1821, signification de ce jugement, faite à l'avoué des héritiers Martin. — 6 juin suivant, appel du jugement de la part du sieur Pierre Martin, l'un des héritiers.

Le sieur de Boiray, saisissant, soutient que l'appel est non recevable, en ce qu'il a été interjeté après le délai de quinzaine, à compter de la signification à avoué, contrairement aux art. 723, 730 et 734 du Code de proc. civ., desquels il résulte que l'appel de tout jugement rendu sur incident, en matière de saisie immobilière, doit être interjeté, à peine de déchéance, dans le délai de quinzaine, à compter de la signification à avoué.

Pierre Martin répond : — Que l'art. 723 est relatif à l'appel d'un jugement qui a statué sur la demande à fin de subrogation dans la poursuite formée par un créancier, pour cause de négligence de la part du poursuivant; — Que l'art. 730 s'applique uniquement au jugement qui a prononcé sur une demande en distraction; — Et que l'art. 735 ne concerne que le jugement qui a statué sur les nullités proposées contre le jugement préparatoire à l'adjudication préparatoire; — Que, dans l'espèce, le jugement attaqué n'avait prononcé qu'une simple reprise d'instan-

ce; que son effet tendait à imprimer aux enfants Martin la qualité d'héritiers de leur mère, et que, ne pouvant être régi par les articles précités du Code de procédure, il était soumis au principe général de l'art. 443 qui fixe à trois mois le délai pour interjeter appel d'un jugement.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que l'appel d'un jugement, qui statue sur des nullités d'une procédure antérieure à l'adjudication préparatoire, n'est pas reçu, s'il n'est interjeté dans la quinzaine de la signification à avoué; que le jugement du 19 fév. a été signifié à avoué le 16 mars, à domicile le 22, et que l'appel n'a été interjeté que le 16 juin; qu'en vain le sieur Martin objecte que ce principe d'exception ne peut être invoqué, parce qu'il ne s'applique qu'à un jugement qui a statué sur des nullités de procédure et qu'il n'était pas question de nullités, lorsque celui du 19 fév. a été rendu; qu'il faut ici suivre la règle générale qui accorde trois mois, pour déférer à l'autorité supérieure le jugement dont on a à se plaindre; — Considérant que le jugement du 19 fév. tient l'instance pour reprise avec le sieur Martin, en qualité d'héritier, en partie, de la dame sa mère, et que de son consentement il indique un jour pour l'adjudication préparatoire; — Quela question sur cette qualité d'héritier n'était point une demande principale pour laquelle il eût fallu tenter la voie de conciliation; qu'elle se présentait incidemment dans la poursuite d'une saisie immobilière; — Que le législateur a voulu que toute contestation incidente à cette poursuite fût jugée sommairement dans les Cours et dans les tribunaux (art. 718 du Code de proc. civ.); — Qu'il a établi pour la saisie réelle des règles particulières, une procédure plus active; que toute l'économie de la loi a pour objet d'accélérer la marche du créancier en le débarrassant des obstacles que multiplie le débiteur, toujours intéressé à se maintenir en jouissance; — Considérant que si le sieur Martin eût eu des nullités à faire valoir, c'eût été au moment du jugement du 19 fév. qu'il les eût proposées; que s'il n'en a pas été question alors, ça est parce qu'il n'a rien trouvé à redire à la procédure; mais que le jugement réglant l'incident avait indiqué le jour de l'adjudication préparatoire, du consentement du sieur Martin; que si le système de ce dernier était admis, il pourrait arriver que l'adjudication définitive qui aurait lieu six semaines après l'adjudication préparatoire, serait prononcée, lorsque la partie saisie serait encore dans le délai pour interjeter appel du premier jugement, résultat bizarre qui démontre l'impossibilité de mêler des principes étrangers à ceux créés pour l'ensemble de la saisie immobilière, depuis le commandement qui doit la précéder jusqu'à l'adjudication définitive qui la termine; — Déclare l'appel non recevable.

Du 12 avril 1822. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés., M. Delametherie. — PL., MM. Matter et Delaisaie.

1^o et 2^o ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. — REPRÉSENTATION.3^o et 4^o ABSENT. — FRUIT. — CAUTION.

1^o La reconnaissance d'un enfant naturel peut résulter, suffisamment, de la qualification à lui donnée, par une simple procuration en la forme authentique (2).

2^o La représentation établie au profit des en-

fants par un acte antérieur, mais non par un acte spécial. V. en ce sens, Bruxelles, 17 juin 1807; Riom, 29 juill. 1809; Bastin, 17 août 1829.

13

(1) F. anal. en sens contraire, Amiens, 17 déc. 1812, et la note.

(2) L'art. 331 exige que la reconnaissance soit V. — II^e PARTIE.

fans des frères du défunt, ne peut être étendu au delà des cas prévus par l'art. 742, Cod. civ. — Ainsi, l'enfant naturel, en concours avec des neveux du défunt, recueilli trois quarts, en ce qu'il ne concourt ni avec des ascendans, ni avec des descendans, ni avec des frères ou sœurs. (Cod. civ., 757.) (1)

3° Le droit aux fruits des biens de l'absent, établi par l'art. 427, Cod. civ., au profit des héritiers qui ont été envoyés en possession provisoire, ne leur est acquis que vis-à-vis de l'absent; il ne leur est pas acquis vis-à-vis d'un héritier, tel même qu'un enfant naturel, préférable pour la possession provisoire. (Cod. civ., 549.) (2)

4° La caution, ou l'obligation de fournir caution, imposée aux héritiers présomptifs d'un absent, qui obtiennent l'envoi en possession provisoire, est imposée même à un enfant naturel. — La règle s'étend généralement à toute personne envoyée en possession des biens de l'absent. (Cod. civ., 120.)

(Héritiers David — C. André David.)

Les neveux du sieur Michel David, ses héritiers présomptifs, poursuivent et obtiennent une déclaration d'absence de leur oncle. Ils sont envoyés en possession des biens. — Peu de temps après, un sieur André David se présente comme enfant naturel, légalement reconnu de Michel David. — Il produit comme preuve légale de la paternité, une procuration notariée à lui donnée par Michel David, à la date du 10 vent. an 11, dans laquelle il est dit : « Lequel (Michel David) par ces présentes, fait et constitue pour son procureur général et universel André David, son fils naturel. » — En cette qualité d'enfant naturel légalement reconnu, il demande les trois quarts des biens de la succession, avec restitution de tous les fruits perçus par les envoyés en possession, et sans être tenu de donner caution.

Ceux-ci repoussant la prétention d'André David, en se fondant d'abord sur ce qu'il ne justifiait pas d'une reconnaissance de paternité authentique, conformément à l'art. 334 du Code civ.; ils soutenaient que la qualification de fils naturel qui se trouvait dans la procuration notariée, ne pouvait faire foi, puisqu'elle n'avait pas un rapport direct à l'objet de l'acte, et qu'aux termes de l'art. 1320 du Code civ., l'acte, soit authentique, soit sous seing privé, ne fait foi entre les parties de ce qui y est exprimé en termes énonciatifs, qu'autant que l'énonciation a un rapport direct à la disposition, les énonciations étrangères à la disposition ne pouvant servir que d'un commencement de preuve; — Que d'ailleurs, en supposant qu'André David pût être considéré comme légalement reconnu, il n'avait pas droit aux trois quarts des biens, mais à la moitié seulement, aux termes de l'art. 757 du Code civ., qui réduit à cette portion les droits d'un enfant naturel, en concours avec des frères et sœurs du défunt; ceux-ci étant, dans l'espèce, représentés par leurs enfans, aux termes de l'art. 742 du Code civ. — Enfin, les héritiers présomptifs se fondaient sur l'art. 127 du Code civ., pour soutenir que, dans tous les cas, on ne pouvait le condamner à restituer que le cinquième des fruits perçus. — Ils ont conclu aussi à ce que, dans le cas où André David serait envoyé en possession, il fût assujéti au bail de caution, conformément à l'art. 120 du Code civil.

7 mai 1821, jugement ainsi conçu : — Attendu

que n'étant, ni ne pouvant être contesté, que la reconnaissance d'un enfant naturel ne soit valable par acte authentique, si elle n'a pas eu lieu dans son acte de naissance; que n'étant, ni ne pouvant non plus être contesté, que l'acte sur lequel André David base sa demande, n'ait tout le caractère d'un acte authentique, exigé par la loi en l'absence de l'acte de naissance, il ne s'agit plus aujourd'hui que de savoir si cet acte contient une reconnaissance suffisante, de la part de Michel David, envers André David; — Attendu que la forme de cette reconnaissance n'a été prescrite ni indiquée par l'art. 334 du Code civ., ni par aucune autre disposition législative; qu'il suit de là qu'elle peut résulter de diverses expressions, et qu'elle peut, en outre, être faite, soit dans un acte spécial, et uniquement consacré à cette déclaration paternelle, soit dans tout acte, ou d'autres objets auraient été pris en considération; qu'ainsi le législateur s'en est entièrement rapporté à la sagesse des tribunaux pour l'appréciation des termes employés aux fins de cette reconnaissance, et des circonstances dans lesquelles cette reconnaissance a eu lieu; — Attendu que s'il n'est pas dit en toutes lettres, dans l'acte du 10 vent. an 11, que Michel David a déclaré reconnaître André David pour son fils naturel, il n'en est pas moins certain que Michel David y donne à André David, de la manière la plus formelle, la qualité de son fils naturel; car ces mots : « lequel, par ces présentes, fait et constitue pour son procureur général et spécial le citoyen André David, son fils naturel, » sont l'équivalent de ceux-ci, lequel est mon fils naturel;

« Attendu que l'on ne saurait regarder cette qualification comme oiseuse, comme fugitive, et à peu près indifférente, puisque, en le qualifiant ainsi, Michel David lui donne en même temps une confiance illimitée, lui abandonnant en quelque sorte tous ses biens de France, et la préférant à un neveu propre, et son héritier présomptif; tandis, néanmoins, que ce neveu, que cet héritier n'avait pas démerité de son oncle, et n'avait jamais perdu sa confiance; qu'il est encore une autre circonstance bien applicable dans l'espèce : l'lieu Saint-Domingue, qu'habitait Michel David, et d'où il envoya l'acte de l'an 11, était alors en proie à toutes les horreurs de la guerre civile; il devait craindre pour ses jours, et cette crainte était d'autant plus fondée, que, depuis l'envoi de cette pièce, il n'a plus donné de ses nouvelles; cette crainte a bien pu lui donner le désir et la volonté d'assurer l'état de son fils, en lui assurant des droits sur les biens qu'il possédait en France; ce qu'il effectua, on ne peut en douter, par l'acte de l'an 11;

« En ce qui touche les droits d'André David dans les biens de son père : — Attendu que l'enfant naturel n'est point héritier, que le droit qu'il exerce sur les biens de ses auteurs ne lui est acquis qu'à titre de succession irrégulière; que l'on doit donc, pour déterminer ce droit, se renfermer uniquement dans les dispositions que prescrit le Code civ., au chapitre des Successions irrégulières; que recourir aux principes généraux de la représentation, ce serait amalgamer, contre l'intention du législateur, qu'il a évidemment manifestée dans l'économie et la distribution du titre des Successions, ce serait amalgamer ce qu'il a séparé avec le plus grand soin; ce serait confondre deux législations, qui ne doivent avoir

(1) C'est la doctrine qui a prévalu. V. nos observations sur un arrêt en sens contraire de la Cour de cassation, du 6 avril 1813.

(2) V. en ce sens, Lyon, 30 août 1820. — Mais voy. en sens contraire, Rouen, 7 déc. 1840, et nos observations.

rien de commun que dans les cas expressément prévus par la loi ; ainsi, par exemple, quoique le titre des Successions contienne un chapitre consacré spécialement aux rapports entre cohéritiers, le législateur n'a pas voulu que ces dispositions générales fussent considérées comme applicables à l'enfant naturel ; et, dans cet objet, pour l'astreindre aussi au rapport, il en a fait une disposition expresse au chapitre unique des Successions irrégulières, art. 760 : — Attendu, d'ailleurs, qu'il a toujours été de principe que la représentation n'étant qu'une fiction de droit, et par conséquent, une dérogation, une exception aux règles générales, elle ne pouvait s'étendre d'un cas à un autre, et ne devait être admise que par une disposition de la loi ; qu'au surplus, rien ne s'oppose, dans l'espèce, à ce que la représentation rejetée, en ce qui concerne les intérêts de l'enfant naturel, n'ait lieu entre les cohéritiers, si le cas y échoit, pour la subdivision de ce qu'ils obtiendront dans les biens de Michel David ; de tout quoi, il suit que ledit Michel David n'ayant, ni ascendant, ni descendant, ni frère, ni sœur, son fils naturel, André David, a droit aux trois quarts de ses biens ;

• En ce qui touche la restitution des fruits réclamés par André David : — Attendu que les héritiers présomptifs peuvent invoquer en leur faveur, vis-à-vis dudit André David, comme ils auraient pu le faire, vis-à-vis de Michel David, le bénéfice de l'art. 127 du Code civ., et qu'ils ne sont passibles que de la restitution du cinquième des fruits perçus dans cet intervalle sur les trois quarts des biens de Michel David, restant à son fils André ; que quant aux fruits perçus par les héritiers présomptifs depuis la demande dudit André, ils sont tenus de la restitution desdits fruits, à compter de cette demande, aux termes de l'art. 1014 du Code civ., et sans qu'ils puissent invoquer aussi, dans le second cas, la disposition de l'art. 127 précité, ainsi qu'il résulte d'un arrêt de la Cour de cassation, rendu en 1820.

• En ce qui touche la caution réclamée par André David : — Attendu que, quoi qu'il soit vrai de dire qu'André David ne doit dans ce moment, que la délivrance provisoire des trois quarts des biens de Michel David, il n'en est pas moins certain qu'en sa qualité de fils naturel reconnu de Michel David, il a des droits acquis et incontestables aux biens de son père ; quelque événement qu'il arrive, il ne pourra être dépouillé de ses droits, tandis, au contraire, que les héritiers présomptifs, envoyés en possession provisoire, peuvent ne pas être les véritables héritiers à l'époque du décès ; tandis, encore, que les légataires et autres peuvent être privés dans la suite de tous avantages, par le changement de volonté du défunt ; qu'ainsi les motifs qui militent pour obliger ceux-ci à fournir caution sont sans application à l'enfant naturel reconnu. »

Appel de la part des héritiers présomptifs. — Ils ont soutenu que la reconnaissance de la paternité résultant de la procuration de l'an 11, et dont se prévalait André David, n'était point valable, aux termes des art. 334 et 339 du C. civ., en ce que la loi veut que la reconnaissance ait lieu par acte public, et non dans un acte public, et que l'émancipation d'enfant naturel qui se trouvait renfermée dans la procuration, était étrangère à la disposition de cet acte. — Quant à la quotité des droits de l'enfant naturel, les héritiers pré-

somptifs ont prétendu qu'ils devaient être restreints, aux termes de l'art. 757, à la moitié des biens, puisque l'enfant naturel se trouvait en concours avec les neveux de son père, la représentation devant être admise dans la succession irrégulière, comme dans les successions régulières. — Ils ont conclu aussi au bail de caution.

André David a interjeté incidemment appel du jugement de première instance, en ce que le tribunal n'avait ordonné la restitution à son profit, que du cinquième seulement des revenus de sa portion successible, bien qu'il eût droit à la totalité ; — Attendu que l'art. 127 ne concerne que l'absent qui se représente, et forme une demande en restitution de fruits contre celui qui, pendant son absence, a été envoyé en possession de ses biens. Il soutenait d'ailleurs que l'on ne pouvait l'assujettir au bail de caution ; qu'au surplus, et en supposant qu'il pût être contraint à donner caution, les héritiers envoyés en possession étaient sans qualité pour l'exiger.

M. Lébé, avocat général, a pensé que les héritiers présomptifs envoyés en possession, étaient sans qualité pour exiger la caution de l'enfant naturel de l'absent ; mais il a conclu, au nom de l'absent, et dans son intérêt, à ce que la caution fût fournie.

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui touche l'appel, relativement à la reconnaissance d'André David, et à l'étendue de ses droits dans les biens de Michel David, adopte les motifs des premiers juges : — En ce qui touche l'appel, relativement à ce que le tribunal a refusé d'assujettir André David au bail de caution : — Attendu que les appelants sont les héritiers légitimes de Michel David ; que, dans ce cas, ils avaient qualité pour demander l'exécution de la loi dans l'intérêt de l'absent, qui, dans certains cas, pouvait devenir le leur, et, par suite le bail de caution ; qu'ainsi il n'y a pas lieu de s'occuper de la demande qu'a faite de son chef, M. l'avocat général ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 120 du Code civil, toute personne envoyée en possession provisoire des biens d'un absent ne peut y être envoyée qu'à la charge de donner caution ;

Attendu sur l'appel incident, que les appelants étant déchu de leur possession provisoire, ils ont dû nécessairement rendre les fruits depuis leur possession à celui qui leur est préféré dans ladite possession, sauf à celui-ci, en ce qui le concerne, à en faire raison à l'absent, si jamais il y a lieu : — Par ces motifs, ordonne que les trois quarts des biens de Michel David seront dévolus à son fils naturel André David, avec la totalité des fruits produits par cette portion, et perçus par les envoyés en possession, à la charge par André David de donner caution.

Du 16 avril 1822. — Cour roy. d'Agén. — Prés., M. Bergognié. — Conf., M. Lébé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Chaudurdy et Daradat.

1^{re} VENTE.—CHOSE COMMUNE.—RÉSOLUTION.

2^o ÉCHANGE.—RÉSOLUTION.

1^o La vente de la chose commune, par un des propriétaires indivis, est nulle, comme l'est celle de la chose d'autrui (Cod. civ., 1599) (1) : l'acquéreur a droit de demander la résolution de la vente pour la totalité des biens vendus. (Cod. civ., 1636.) (2)

(1 et 2) La Cour d'appel de Turin a jugé, le 18 mars 1808, que la vente subsiste pour la part appartenant en commun au vendeur, sauf au copropriétaire à revendiquer la portion qui peut lui rap-

venir, et de provoquer à cet effet le partage. V. aussi comme anal. dans le même sens, Cass. 10 mars 1818, et 3 août 1819. Junge, dans ce dernier sens, Duvrier, de la Vente, t. 1, n. 224. Toutefois, cet au-

2^e L'art. 1599, Cod. civ., qui déclare nulle la vente de la chose d'autrui, s'applique à l'échange, encore que l'échange soit entièrement consommé par la livraison respective et la prise de possession de tous les biens échangés. (Cod. civ., 1599, 1704 et 1705.) (1)

(Pascault — C. Boutin.)

3 mars 1816, échange entre Pascault et Boutin, de plusieurs immeubles. — Les parties se mettent respectivement en possession des biens échangés. — 30 sept. suivant, vente par Boutin à Pascault, de quelques pièces de terre. — Postérieurement, Pascault apprend que les biens compris, soit dans l'échange, soit dans la vente, n'appartenaient pas en totalité à Boutin; qu'ils étaient indivis entre lui et trois enfants issus de son premier mariage. — Par ce motif, et dans la crainte d'éviction, Pascault forme une demande en nullité de la vente et de l'échange. — Il paraît que depuis la demande, deux des enfants Boutin, devenus majeurs, manifestèrent l'intention de ratifier les deux actes; restait encore un enfant mineur qui ne pouvait ratifier. Mais cette circonstance de ratification n'arrêta pas l'instruction de la cause.

Le tribunal de première instance rejeta la demande en nullité.

Appel par Pascault. — Il soutient que, d'après les dispositions de l'art. 1599 du Code civil, portant que la vente de la chose d'autrui est nulle, l'acte du 30 sept., contenant vente d'immeubles indivis entre Boutin, vendeur, et ses enfants, devait être annulé, en ce que c'était là une vente de la chose d'autrui. — Que par suite, et aux termes du l'art. 1636, la vente devait être résolue en totalité; — Que l'échange devait également être annulé, selon la disposition de l'art. 1707, qui décide que les règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent au contrat d'échange; — Qu'en surplus la ratification offerte était tardive, et d'ailleurs inefficace, n'étant pas entière.

Boutin répond que la vente de la chose commune par un des propriétaires indivis, n'est point nulle comme l'est la vente de la chose d'autrui. — Qu'il doit en être décidé ainsi, surtout lorsque, comme dans l'espèce, il y a presque certitude que toutes les intéressées ratifieront l'aliénation; — Qu'en ce qui concerne particulièrement l'échange, il est bien vrai que, généralement, les règles relatives à la vente sont communes à l'échange, mais qu'il y a exception à ce principe général, par l'art. 1704, dont la texture prouve que ce n'est que dans le cas où l'échange n'est pas entièrement consommé par la livraison respective des biens échangés, que l'une des parties peut en demander la nullité; et que dans l'espèce y ayant eu prise de possession, la demande de l'appelant n'est pas recevable.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que par acte d'échange fait sous signatures privées, en date du 3 mars 1816, enregistré le 7 déc. 1820, et par la vente verbale du 30 déc. de ladite année 1816, Boutin a aliéné au profit de Pascault, le moulin

de Chez-Alouet, et différents petits morceaux de domaines situés en environs dudit moulin, et en comme seul et unique propriétaire desdits immeubles; — Considérant qu'il est justifié que lesdits immeubles sont, pour la presque totalité, acquis de la première communauté de Boutin, qu'ainsi la moitié en appartenait aux trois enfants mineurs dudit Boutin, issus de son premier mariage avec Geneviève Rousseau; — Considérant qu'il résulte des faits et circonstances du procès que Pascault ignorait que les mineurs Boutin fussent fondés pour moitié dans les immeubles par lui acquis et reçus en échange; — Considérant qu'aux termes de l'art. 1599 du Code civil, la vente de la chose d'autrui est nulle; d'où il suit que Pascault a été fondé à demander la nullité des échanges et vente dont il s'agit, en ce qui touche la portion appartenant aux enfants mineurs du premier mariage de Boutin, dans les immeubles aliénés par ce dernier, et par suite, la résolution desdits échange et vente pour le tout; — Considérant que ce n'est que depuis la demande introduite, et seulement sur l'opposition à un jugement par défaut, que Boutin a offert la ratification de deux de ses enfants devenus majeurs; — Considérant qu'il existe encore un mineur en bas âge fondé pour un sixième dans lesdits acquis; — Considérant qu'en remettant les parties au même et semblable état où elles étaient avant lesdits échange et vente, il convient d'ordonner que lesdites parties se feront respectivement raison de ce que chacune peut avoir payé, fait ou délivré par suite de ces échanges et vente; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Enendant, etc.; — Déclare nuls et résout l'échange du 3 mars 1816 et la vente verbale du 30 sept. suivant; remet les parties au même et semblable état où elles étaient avant lesdits échange et vente, etc.

Du 16 avril 1822. — Cour roy. de Poitiers. —

2^e ch. — Prés., M. Lelong. — Concl., M. Foucher, av. gén. — Pl., MM. Calmell et Bréhard.

1^{er} 2^o LEGS. — LÉGATAIRE. — INSCRIPTION. — PRÉFÉRENCE.

3^o APPEL. — MINEUR. — TUTEUR.

1^{er} Le légataire qui a pris inscription sur les biens de la succession, dans les six mois de l'ouverture, aux termes de l'art. 2111, doit être colloqué sur le prix, par privilège et préférence aux autres légataires non inscrits. — L'inscription prescrite par l'art. 2111 conserve le privilège des légataires, non-seulement à l'égard des créanciers de l'héritier, mais même à l'égard des autres légataires. (Cod. civ., 878 et 2111.) (2)

2^o La clause par laquelle le testateur affecte spécialement un immeuble, au paiement d'un legs, n'équivaut pas à la déclaration expresse que le legs doit être acquitté par préférence. (Cod. civ., 927.)

3^o L'appel d'un jugement rendu contre des mineurs, ainsi qualifiés dans le jugement, peut

leur reconnaître, conformément à l'arrêt ci-dessus, que l'acquéreur peut faire prévaloir la nullité pour le tout, si la partie en les parties dont il se trouve privé, est de telle conséquence pour lui, qu'il n'ait point acheté sans ces parties dont l'éviction le dépossède.

(1) La Cour de cassation a également consacré cette doctrine par arrêt du 16 janv. 1810. V. cet arrêt à sa date, la note qui l'accompagne, et les autorités qui y sont indiquées. — V. encore nos observations sur un arrêt de la Cour de cassation du 11 déc. 1815.

(2) Au contraire, suivant M. Troplong, *Pris. 2 hypoth.*, n. 432 ter, les légataires ont une hypothèque légale sur les biens de la succession pour le paiement du legs. Mais l'inscription de cette hypothèque n'accorde au légataire, une préférence que sur les créanciers personnels de l'héritier, ou sur les tiers détenteurs, elle ne détermine nullement le rang des légataires entre eux. C'est aussi en ce sens que s'est prononcée la Cour royale de Paris, F. 12 mars 1806; 14 nov. 1835, et les notes sur ce dernier arrêt.

être valablement signifié au tuteur qui a représenté les mineurs en première instance, nonobstant la majorité survenue depuis le jugement, et avant la signification. (Cod. 444 et 456.) (1)

(Desnoyer, Lavonte et Lardet.)

9 septembre 1812, décès du sieur Lardet. — Par son testament, il institue Aimé Lardet son frère, son héritier universel, et fait plusieurs legs, dans les termes suivants : — Je donne et lègue à Jeanne Lavonte, ma filleule, la somme de 20,000 fr., savoir : 15,000 fr., à elle payables six mois après son mariage ou majorité, et les autres 5,000 fr. demeureront affectés hypothéqués sur la maison que je possède à Lyon, place des Célestins... Je donne et lègue à la veuve Lavonte une somme de 4,000 fr., et de plus une rente viagère de 600 fr., payable de six mois en six mois... Je donne et lègue à Emilie-Louise Lardet, ma nièce et filleule, la somme de 8,000 fr. ; à Louis Lardet, mon neveu, une somme de 3,000 fr., etc. »

8 février 1813, la veuve Lavonte, agissant en son nom personnel et comme tutrice de sa fille Jeanne Lavonte, prend inscription sur les immeubles de la succession Lardet, pour sûreté des legs à elles faits — Vente des biens hypothéqués. — Un ordre s'ouvre.

Jeanne Lavonte, devenue femme Desnoyers, demande à être colloquée par préférence à tous autres légataires. Elle soutient que cette préférence résulte de la clause du testament par laquelle le testateur affecte d'une manière spéciale au paiement de son legs, sa maison, place des Célestins.

Cette prétention est repoussée par les autres légataires, la dame Lavonte et le sieur Aimé Lardet, tuteur de ses enfants mineurs, Emilie-Louise et Louis Lardet. Ils répondent que la clause dont il s'agit, n'établit point expressément la préférence dont se prévaut la dame Desnoyers. (Code civ., art. 927.)

En outre, la dame Desnoyers et sa mère, la veuve Lavonte, demandent à être colloquées l'une et l'autre par préférence aux mineurs Lardet, attendu qu'elles ont pris inscription dans les six mois, conformément à l'art. 2111, Code civ.; qu'ainsi elles ont conservé le privilège que la loi accorde aux légataires et créanciers du défunt, sur les biens de la succession; que les mineurs Lardet, faute d'avoir pris les mêmes précautions dans le même délai, ne peuvent réclamer le même privilège et n'ont qu'une action personnelle contre l'héritier.

Le sieur Lardet répond que le privilège dont il est question dans l'art. 2111, n'est que le droit attribué aux créanciers et légataires du défunt d'être payés par préférence aux créanciers de l'héritier : que l'inscription prise dans les six mois du décès n'est utile que pour la conservation de ce privilège, mais que les légataires du défunt ne peuvent établir entre eux, des droits de préférence, par des inscriptions prises dans les six mois, à compter de l'ouverture de la succession; qu'en un mot, tous les legs, à moins de préférence établie expressément par le testateur, doivent être payés concurremment sur les biens de la succession, sans que le légataire inscrit puisse primer le légataire non inscrit.

Jugement du tribunal de première instance de Lyon, qui rejette les demandes des dames Desnoyers et Lavonte, par les motifs suivants : — « At-

tendu, en ce qui concerne la priorité d'hypothèque demandée par la dame Desnoyers, sur la créance de la veuve Lavonte et des enfants Lardet, admis dans le tableau d'ordre à concourir avec eux au marc le franc, comme légataires de Jean Lardet, que la disposition qu'elle invoque ne renferme aucune clause de préférence pour l'acquiescement de son legs; que l'affectation spéciale de la maison des Célestins, pour la sûreté de ce legs, n'ajoute rien à son égard aux droits que le testament et la loi ont accordés à tous les légataires; qu'elle ne saurait être assimilée à la déclaration expresse exigée par l'art. 927 du Code civ. de la part du testateur ; — Sur le 2^e chef de contestation, le tribunal a considéré que les art. 878 et 2111 du Code civ., accordaient un privilège aux créanciers du défunt contre ceux des héritiers, mais que ces derniers avaient seuls qualité pour en contester l'effet; que le privilège n'existait point entre les créanciers du défunt; que les légataires avaient des droits égaux dérivant du même titre; que, créanciers du défunt, ils ne pouvaient perdre cette qualité par la négligence ou le retard de leurs inscriptions. »

Appel de la part de la dame Desnoyers et de la veuve Lavonte.

ARRÊT.

LA COUR : — En ce qui concerne la fin de non-recevoir que les enfants Lardet opposent contre l'appel des mariés Desnoyers et Lavonte, laquelle ils font résulter de ce que l'exploit d'appel aurait été signifié à Aimé Lardet, tuteur de ses enfants, tandis que les enfants Lardet sont majeurs : — Attendu que, dans les qualités du jugement dont est appel, dans les faits qui y sont cotés et dans les motifs, les enfants Lardet y sont qualifiés enfants mineurs; que, dès lors, on ne peut imputer à tort, aux mariés Desnoyers et Lavonte, appels, d'avoir fait signifier leur appel à Aimé Lardet, père et tuteur naturel de ses enfants.

En ce qui concerne les enfants Lardet : — Attendu que si d'après l'art. 878 du Code civ., les créanciers et légataires peuvent demander, dans tous les cas, la séparation du patrimoine du défunt, et qu'à cet égard l'action puisse être exercée tant que les immeubles sont dans les mains de l'héritier, il ne faut pas confondre ce droit avec les formalités prescrites pour la conservation du privilège que la loi leur accorde sur les biens de la personne décédée ; — Que si l'art. 2111 du même Code conserve aux créanciers et légataires qui demandent la séparation de patrimoine du défunt, leur privilège sur les immeubles de la succession, toutefois ce n'est que par les inscriptions qu'ils ont faites sur chacun d'eux dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession; qu'en admettant que les créanciers et légataires qui n'ont pas pris d'inscription dans les six mois, peuvent nonobstant exercer l'action en séparation de patrimoine, l'on ne doit pas en conclure que leur privilège soit conservé pour les créances ou legs, parce qu'autre chose est la demande en séparation de patrimoine et le privilège sur le patrimoine; que pour tenter celle-ci, la loi n'a point fixé de terme, et a disposé qu'elle peut l'être tant que les immeubles sont dans les mains de l'héritier, et sous l'exception dont elle parle, tandis que, pour conserver celui-ci, elle a voulu que les créanciers et légataires prissent inscription dans les six mois de l'ouverture de la succession : — Attendu qu'il est constant que la dame veuve Lavonte, tant en son nom que comme tu-

(1) V. en ce sens, Paris, 15 nov. 1828. Le contraire a été cependant jugé par la Cour de Nîmes le 15 mai 1812. V. l'arrêt à sa date, et les autorités en

sans divers, qui sont rappelées à la note. — Add., Rennes, 25 mai 1819, et la note.

trice de la dame Desnoyers sa fille, a rempli dans les six mois les formalités prescrites; que dès lors elle a conservé son privilège: — Qu'il n'en est pas de même des enfans Lardet, qui n'ont pris et pour lesquels il n'a pas été pris d'inscription dans le terme préfixé, sur les biens de leur débiteur: — Que, dans cet état, si conformément à l'art. 2143, ils n'ont pas cessé d'être créanciers hypothécaires, ils ont néanmoins perdu leur privilège; — Qu'ils ne peuvent point prétendre que, leurs créances procédant du même titre que celui des dames Lavont et Desnoyers, ils doivent jouir des mêmes avantages, parce que chaque legs étant distinct et séparé, l'inscription prise par la dame Lavont, pour ce qui lui est personnel et particulier, et à sa fille, ne peut leur profiter; et qu'ayant été négligens, ils ont ce tort à se reprocher;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, déboute les enfans Lardet de leur fin de non-recevoir et de la nullité de l'appel par eux proposé: dit qu'il a été mal jugé par la sentence en ce qu'elle a admis les enfans Lardet en concurrence avec la veuve Lavont et sa fille, les déboute de leur privilège, et ordonne la collocation par privilège et préférence de la veuve Lavont et de sa fille.

Du 17 avril 1822. — Cour roy. de Lyon. — Prés., M. Dufort. — Pl., MM. Journal et Duplan.

EXPERTS. — RÉCUSATION. — DÉLAI.

La disposition de l'art. 309, Cod. proc., d'après laquelle la partie doit récusar les experts nommés d'office par le tribunal, dans les trois jours de la nomination, doit être entendue en ce sens que le délai court non à partir de la prononciation du jugement qui a nommé les experts, mais à dater du jour où cette nomination est devenue définitive, d'après l'art. 305, même Code, c'est-à-dire, lorsqu'il s'est écoulé trois jours depuis la signification du

jugement, sans que les parties aient elles-mêmes nommé d'autres experts que ceux désignés par le tribunal (1).

(Gineston — C. — Carrière.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après l'art. 308, Code proc., les récusations ne peuvent avoir lieu que contre les experts nommés d'office; — Attendu que les dispositions de l'art. 308, même Code, portent que « si les experts ne sont pas convenus par les parties, le jugement doit ordonner qu'elles seront tenues d'en nommer dans les trois jours de la signification, sinon qu'il sera procédé à l'opération par les experts qui seront nommés d'office par le même jugement; » qu'il suit de cet article que les parties avant le droit, et devant même être constituées en demeure pour convenir d'experts dans les trois jours de la signification du jugement, ce n'est qu'à défaut de cette nomination de la part des parties elles-mêmes, que les experts nommés d'office acquièrent le pouvoir et la capacité de procéder, c'est-à-dire que la nomination définitive des experts nommés d'office, n'a lieu et n'acquiesce de force qu'après le délai de trois jours de la signification du jugement, pendant lequel les parties ont la faculté de convenir d'experts; — Attendu que l'art. 309, disposant que la partie qui aura des moyens de récusation à proposer, sera tenue de le faire dans les trois jours de la nomination, cette disposition ne peut s'entendre que du jour où la nomination définitive a lieu : donner à la loi une autre interprétation, ce serait en rendre l'exécution impossible, étant difficile qu'on puisse connaître, dans les trois jours de la prononciation du jugement, la nomination des experts : c'est en combinant les deux art. 305 et 309, qu'on parvient à lever toutes les difficultés que pourrait présenter l'art. 309, en l'isolant de l'art. 305; — Attendu, dans le fait, que la signification de l'arrêt portant nomination d'experts d'office n'a été faite à la partie que le

(1) Cela est controversé entre les auteurs. D'après Coaré, *Lois de la proc.*, quest. 1175, si le jugement est contradictoire, on doit, au se gouvernant par analogie, selon ce que prescrit l'art. 383, décider que la récusation doit avoir lieu dans les trois jours, à compter du jugement ou de la nomination des experts, quel que soit d'ailleurs l'éloignement du domicile de la partie. En effet, dit cet auteur, pour que la partie pût avoir connaissance de la nomination d'office des experts, il faudrait que le jugement lui fût notifié à domicile; or, la loi ne la dit pas; la signification a avoué suffir : le délai est donc tel si le jugement est contradictoire. C'est ce qui a été jugé par la Cour royale de Rennes le 17 juin 1816 (V. l'arrêt à sa date et la note), et c'est en ce sens que se prononce l'arrêt de Langlade, v° *Experts*, p. 703, § 3, et M. Italoz, *Rec. alph.* v° *Experts*, p. 664, n. 5. — Au contraire, d'après M. Thomine Desmazures, t. 1, p. 513 et 514, pour que la nomination fasse courir le délai des trois jours fixé par l'art. 309, il faut que le jugement qui la contient soit connu, que l'exécution n'en soit pas suspendue par quelque cause, qu'enfin il soit définitif. De là l'auteur conclut : 1° que si le jugement est par défaut, le délai au court que de l'expiration du délai pour faire opposition, ou du débouté de cette opposition (V. en ce sens, la note sur l'arrêt précité de la Cour de Rennes du 17 juin 1816. *Junge*, *Boncompagni*, t. 4, p. 472); 2° que si le jugement est contradictoire, mais sujet à l'appel, le délai est suspendu pendant la première huitaine qui suit la prononciation, huitaine pendant laquelle le jugement ne peut être exécuté, et du plus, jusqu'au débouté de l'appel, s'il est interjeté; 3° enfin, qu'alors même que le jugement est contradictoire et sans appel, ce

n'est pas encore du jour de la prononciation qui court le délai pour proposer des récusations contre les experts nommés d'office, à défaut de désignation amiable, parce que cette nomination d'office n'est que conditionnelle, pour le cas où les parties ne s'accorderaient pas dans les trois jours de la signification, et qu'ainsi tant que la signification n'a pas eu lieu, ou que trois jours ne se sont pas écoulés depuis, il n'y a pas eu quelque sorte de nomination; d'où il suit que c'est seulement à partir de l'expiration de ces trois jours, que la désignation conditionnelle du tribunal devient une nomination véritable et par conséquent que c'est seulement à dater de cette nomination que doit courir le délai de l'art. 309. — Ainsi qu'on le voit, l'arrêt ci-dessus confirme pleinement cette doctrine de M. Thomine Desmazures; et on la retrouve encore consacrée d'une manière tout aussi expresse dans un arrêt de la Cour royale d'Aix du 9 décembre 1834 (Volume 1834). C'est aussi dans ce sens que se prononce M. Chauveau dans ses annotations sur Coaré, voy. loc. cit. « Quelle que soit la valeur, dit cet auteur, de l'argument que l'on puise dans l'intention où aurait été le législateur d'abréger les délais autant que possible, il ne nous semble pas convenable de sacrifier à cet avantage, les intérêts des parties, qui pourraient être compromis par une si grande précipitation; surtout, si démontrant dans un lieu éloigné du siège du tribunal, la nomination des experts ne parvenait à leur connaissance, qu'après que le délai de les récusar aurait cessé pour elles. — M. Pigeau, frappé de cet inconvénient, enseigne même, *Commentaire*, t. 1, p. 562, qu'il faut augmenter le délai d'un jour par trois myriamètres de distance... » V. sur ce point, Demiau-Crouzillac, p. 223.

14 sept 1821, et que, le 17 du même mois, elle a proposé sa récusation : d'où il suit qu'elle est dans le délai ; — Attendu que la récusation proposée contre l'expert Reyneis, serait fondée en droit, puisqu'il serait allié au degré prohibé par la loi ; mais que le fait de la parenté étant dénué, et la preuve en étant offerte, cette preuve est admissible, d'après les dispositions de l'art. 283 du Code de proc. ; — Sans avoir égard aux fins de non-recevoir proposées ; — Ordonne que la partie de Cazergues prouvera par actes, dans le délai d'un mois, que ledit Reyneis est allié des sieurs Carrié frères au degré de cousin issu de germain, pour ladite preuve faite et rapportée, être statue ce que de droit, etc.

Du 17 avril 1822. — Cour roy. de Montpellier.
— P^r, MM. Rech et Cazergues.

DÉPOT. — PREUVE TESTIMONIALE. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

Du 17 avril 1822 (aff. Delarue). — Cour roy. d'Amiens. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Metz du 31 janv. 1821 (aff. Zay, 2^e quest.)

1^o CONFLIT NÉGATIF. — INCOMPÉTENCE.

2^o ROULAGE (POLICE DU). — CONTRAVENTION. — COMPÉTENCE.

1^o Il n'y a conflit négatif de juridiction entre l'autorité judiciaire et l'autorité administrative, qu'autant que ces deux autorités se sont respectivement déclarées incompetentes. — Ainsi, un préfet ne peut, sur la déclaration d'incompétence d'un tribunal correctionnel et le renvoi devant la juridiction administrative, prononcer par ce tribunal, élever le conflit négatif, lorsque d'ailleurs il n'y a pas également refus du conseil de préfecture du connaître de l'affaire (1).

2^o Hors les cas spécifiés par le deuxième paragraphe de l'art. 114 du décr. du 16 déc. 1811, qui énumère les délits commis sur les routes et dont la connaissance est dévolue aux tribunaux, toutes les contraventions aux réglemens sur la police du roulage sont de la compétence des conseils de préfecture (2).

(Préfet de l'Oise.)

Divers entrepreneurs de messageries du département de l'Oise, avaient été cités devant le tribunal de police, pour contravention résultant de ce que les impériales de leurs voitures portaient une charge plus forte et plus élevée que celle fixée par l'ordonnance réglementaire du 4 fév. 1820.

Le 10 oct. 1821, jugement par lequel le tribunal se déclare incompetent, attendu, suivant lui, que les contraventions aux dispositions du décr. du 22 août 1808, et de l'ordonn. de 1820 (l'art.

1^{er} excepté), rentraient dans les attributions de l'autorité administrative.

Le 29 du même mois, arrêté du préfet qui statuait, comme par voie de conflit négatif, renvoyait la cause aux tribunaux, par le motif que la loi du 29 flor. an 10 et le décr. du 23 juin 1806 n'étaient relatifs qu'au poids des voitures, à la longueur des essieux, à la largeur des bandes et aux plaques ; que la contravention dont il s'agissait, tombait dans les prévisions de l'ordonnance de 1820 ; que cette ordonnance n'en avait pas attribué la connaissance au conseil de préfecture et que, par conséquent, elle rentrait dans la compétence des tribunaux et sous l'application de l'art. 475, paragraphe 4 du Code pén.

LOUIS, etc. ; — Vu le jugement du tribunal civil de première instance saisi à Senlis, département de l'Oise, du 10 oct. 1821, portant renvoi devant l'autorité administrative de plusieurs procès-verbaux dressés, contre divers entrepreneurs de voitures publiques, pour cause de contravention à la police du roulage ; — Vu l'arrêt du préfet du département de l'Oise, du 29 oct. 1821, par lequel il élève le conflit négatif ; — Vu la loi du 29 flor. an 10, et les décr. des 23 juin 1806, 28 août 1808 et 16 déc. 1811 ; — Vu nos ordonn. des 4 fév. 1820 et 22 nov. de la même année ;

Considérant que, dans l'espèce, le conflit négatif n'aurait pu résulter que du refus qui aurait été fait par l'autorité administrative compétente de prendre connaissance de la cause qui lui a été renvoyée par le tribunal civil de Senlis, et que le préfet n'était pas compétent pour élever d'avance ce conflit ;

Considérant que, hors les cas spécifiés dans le deuxième paragraphe de l'art. 114 du décr. du 16 déc. 1811, toutes les contraventions aux réglemens sur la police des routes, sont réservées aux conseils de préfecture, pour y être jugées sans délai ;

Art. 1^{er}. — L'arrêt de conflit négatif pris, par le préfet du département de l'Oise, le 29 oct. 1821, est annulé, etc.

Du 17 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

1^o COUR DES COMPTES. — CONSEIL D'ETAT.

2^o DÉBITS DE L'ETAT. — DÉCHÉANCE. — COMPTABLES.

1^o Les arrêts de la Cour des comptes ne peuvent être attaqués devant le conseil d'Etat, que pour violation des formes et de la loi (3).

2^o Les lois qui prononcent la déchéance de toutes créances à la charge de l'Etat, antérieures à l'an 9, s'appliquent aux créances des comptables publics sur le trésor à raison des avances par eux faites, à ce point que les comptables ne peuvent établir de compensation entre ces créances et leurs propres débits (4).

simple police. V. au surplus sur ce point, les observations qui accompagnent l'ordonn. du 20 mai 1821 (aff. Delonnoy), et les diverses autres décisions dans le même sens auxquelles elles renvoient.

(3) F. conf., ordonn. des 16 avril 1821 (aff. Moreau) ; 31 juill. 1822 (aff. Despeignes). V. aussi comme anal, dans le même sens, l'ordonn. du 19 mars 1820 (aff. Georget), et la note.

(4) Cette solution directement en opposition avec le principe posé par l'art. 1290 du Code civil, d'après lequel la compensation s'opère de plein droit par le seul effet de la loi, est un exemple frappant de la rigueur avec laquelle sont appliqués les lois de déchéance relatives aux créances sur l'Etat. V. comme anal, dans le même sens, ordonn. du 6 sept. 1820 (aff. de la Joubertie), et la note.

(1) V. dans ce sens, ordonn. des 19 déc. 1821 (aff. Jousseau) ; 17 juill. 1822 (aff. Courtois) ; Cassin, Droit admin., v^o Conflits, § 6.

(2) V. dans ce sens, ordonnances du 4 mars 1819 (aff. Préfet de Seine-et-Marne). Mais nous devons rappeler ici que les contraventions de la nature de celle dont il s'agit dans l'espèce ci-dessus, et qui sont relatives au poids des voitures ou au mode de leur chargement, peuvent aujourd'hui, d'après la loi du 28 juin 1820, et la nouvelle rédaction de l'art. 435 du Code pén., être l'objet d'une double poursuite : l'une devant le conseil de préfecture, comme délit de grande voirie ; l'autre devant le tribunal de police, comme tenant à la sûreté des voyageurs, et rentrant ainsi dans les contraventions dont la connaissance appartient aux tribunaux de

(Bricon—C. Trésor public.)

Le 27 avril 1815, arrêté de la Cour des comptes, qui, statuant sur la gestion du sieur Bricon, payeur général pendant les années 6, 7 et 8, le reconnaît en avance de 12,028 fr. 33 c.; mais comme cette avance se trouvait antérieure à l'an 9, le même arrêté déclara qu'elle était rayée conformément au décret du 25 fév. 1808. — Postérieurement, le sieur Bricon fut obligé de payer un billet de 2,000 l., qu'il avait souscrit au profit du trésor pendant sa gestion, et que le trésor avait négocié. Il lui sembla injuste de payer ce qu'il devait à l'Etat, et de ne pas recevoir ce qui lui était dû; en conséquence, une réclamation fut par lui adressée au ministre des finances, qui la rejeta.

Pourvoi devant le conseil d'Etat contre les décisions du ministre et contre l'arrêt de la Cour des comptes.

Lors, etc.; — Vu la loi du 16 sept. 1807, sur l'organisation de la Cour des comptes; — Vu le décret du 1^{er} avril 1808; — Vu les lois de finances des 15 janv. 1810, 20 mars 1813 et 25 mars 1817; — Vu l'arrêt de la Cour des comptes dont l'annulation ou la réformation est demandée;

Considérant, sur les conclusions de la requête relatives à l'annulation de l'arrêt de la Cour des comptes, que cet arrêt ne pourrait être cassé, en notre conseil d'Etat, que pour violation de formes ou de la loi, et que le requérant ne se fonde pas sur ce motif pour en demander l'annulation;

Considérant, en ce qui concerne le paiement de la somme de 12,028 fr., que cette créance remontant à des exercices antérieurs à l'an 9, est frappée de déchéance par les lois des finances, des 15 janv. 1810, 25 mars 1817 et autres lois subséquentes; d'où il résulte également que la compensation demandée par le requérant n'est pas admissible;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Bricon est rejetée.

Du 17 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. Maillard. — Pl., M. Loiseau.

DÉCISION MINISTÉRIELLE. — CONSEIL D'ÉTAT. — DÉLAI.

Une partie n'est pas recevable à se pourvoir au conseil d'Etat contre une lettre ministérielle, qui, sans contenir de décision nouvelle, se réfère à une précédente décision notifiée à cette partie, et à l'égard de laquelle les délais du pourvoi sont expirés (1).

(Laporte-Belvala — C. Ministre de la justice.)

Du 17 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Odilon Barrot.

1^{er} CONSEIL D'ÉTAT. — DÉLAI. — NOTIFICATION ADMINISTRATIVE.

2^e MINES. — INDEMNITÉ. — COMPÉTENCE. — EFFET RÉTROACTIF.

1^o La notification administrative de l'arrêt d'un conseil de préfecture, ne fait pas courir, entre particuliers, le délai du pourvoi au conseil d'Etat contre ce même arrêt: le délai ne court qu'à partir d'une signification par huissier (2).

2^o Sous l'empire de la loi du 12 juill. 1791, les conseils de préfecture étaient incompétents pour statuer sur les demandes en indemnité concernant les mines; à cet égard, les tri-

bunaux étaient seuls compétents. — Mais la loi du 21 mars 1810, en attribuant aux conseils de préfecture toutes les questions d'indemnité à payer par les propriétaires de mines à raison de recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession, leur a donné pouvoir pour statuer même sur les demandes en indemnité antérieures à cette loi et formées sous la loi de 1791. (L. du 12 juill. 1791, art. 27; L. du 21 mars 1810, art. 7 et 51.) (3)

(Boizet — C. Compagnie des mines de Deulise.)

Le sieur Boizet, ancien extracteur de la mine, demandait une indemnité de 31,074 fr. 65 c. pour la valeur des puits, ustensiles et travaux lui appartenant et servant à l'exploitation. Le conseil de préfecture rejeta sa réclamation en 1809.

Pourvoi par le sieur Boizet qui demandait son renvoi aux tribunaux, conformément à la loi de 1791; subsidiairement, il concluait à la condamnation. La compagnie lui opposait la tardiveté de son pourvoi, et soutenait la compétence à l'aide de la loi de 1810.

Lors, etc.; — Vu la loi relative aux mines, du 12 juill. 1791, portant, art. 27, que les demandes en règlement d'indemnités seront portées devant les tribunaux, et la loi du 21 avril 1810, qui rapporte cette disposition; — Considérant sur la première fin de non-recevoir, que les significations administratives n'ont pu être dirigées dans l'intérêt des concessionnaires qui avaient obtenu la décision attaquée; que c'était à eux à mettre le sieur Boizet en demeure, par une signification régulière.....

Considérant sur la compétence, qu'à la date de l'arrêt attaqué, la loi du 12 juill. 1791, qui réglait alors la matière, avait investi les tribunaux du droit de prononcer sur les demandes en règlement d'indemnité pour le fait des mines; qu'ainsi le conseil de préfecture avait excédé les bornes de sa compétence en statuant, le 4 janv. 1809, sur l'objet de la contestation; — Considérant que, par les art. 7 et 51 de la loi du 21 avril 1810, les concessionnaires de mines ont été déclarés propriétaires de ces mines sans distinction, soit qu'elles leur eussent été concédées avant la publication de cette loi, soit qu'elles leur aient été concédées depuis; que, par l'art. 46 de la même loi, toutes les questions d'indemnité à payer par les propriétaires des mines, à raison de recherches ou travaux antérieurs à l'acte de concession, sont réservées, sans exception, à la connaissance des conseils de préfecture, et qu'en l'état de la cause, la présente contestation doit être jugée d'après la loi actuellement en vigueur;

Art. 1^{er}. L'arrêt attaqué du conseil de préfecture de la Nièvre est annulé, comme ayant été incompétamment pris à l'époque du 4 janv. 1809; Art. 2. Les parties sont renvoyées devant ledit conseil de préfecture.

Du 17 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

PRISES MARITIMES. — COMMISSIONS COLONIALES. — PIRATES.

Les jugemens rendus par les commissions des prises, établies dans les colonies, ne sont que provisoires et doivent, pour avoir effet, être confirmés par le conseil d'Etat. — Rés. impl. (4)

(1) V. conf., ordonnances des 20 janv. 1819 (aff. Genty); 23 fév., 23 août et 6 déc. 1820 (aff. Seignan de Sire, aff. Lucet, et aff. Durand). V. aussi la note sur l'ordonnance précitée du 23 août 1820 (aff. Lucet).

(2) Point constant de jurisprudence administra-

tive. V. ordonn. des 18 mars 1816 (aff. Ponts-et-Chaussées), et la note; 28 juill. 1820 (aff. Hospices de Bouzeville).

(3) La même solution ressort implicitement d'une ordonn. du 23 août 1820 (aff. Vitalis Lurat).

(4) Du même jour, décisions identiques (aff. du

Sont de bonne prise tous vaisseaux commandés par des pirates, forbans et autres gens courant la mer, sans commission d'aucun prince ou Etat souverain. (Ordonn. de 1681, art. 4; arrêté du 2 prair. an 11, art. 51.)
(Ministre de la marine. — C. Brick Saint-François.)

Le conseil d'Etat avait été saisi par le ministre de la marine, qui, pensant que le jugement colonial était provisoire, crut devoir lui en demander la confirmation.

Louis, etc.; — Vu le jugement rendu, le 2 déc. 1820, par la commission des prises séant à la Martinique, Fort-Royal, relativement à la prise du brick le *Saint-François*, capturé, le 16 oct. 1820, par le brick de notre marine royale, le *Rasileur*, commandé par le sieur Arnoux, capitaine de frégate, et conduit au Fort-Royal de la Martinique, le 27 du même mois, sous le commandement du sieur Lefevre, élève de la marine; ledit jugement portant : « 1° que la prise est valide et légale; 2° qu'attendu qu'il résulte des pièces trouvées à bord, que le propriétaire primitif du brick le *Saint-François* est un sujet du roi d'Espagne, notre allié, et qu'aux termes des ordonnances, le propriétaire a l'an et jour pour faire sa réclamation, il sera sursis, hors le cas de déprissement ou de détérioration, à la vente de la prise et cargaison jusqu'à l'expiration dudit délai et jour, sans préjudice des frais de reconquête; que sept hommes, provenant de l'équipage du navire le *Wilson*, seront mis à la disposition du lieutenant-général gouverneur, et que cinq hommes, provenant des navires le *San-Yago* et le *Saint-François*, auront la liberté de se rendre chez eux; » — Vu les art. 12, 20 et 21 de l'arrêté du 5 germ. an 8, portant création du conseil des prises; — Vu les art. 83 et 119 de l'arrêté du 2 prair. an 11, contenant règlement sur les armemens en course, et notre ordonnance du 23 août 1815, etc.; — Vu le rapport de notre ministre de la marine et des colonies;

Considérant que l'art. 4 de l'ordonnance du mois d'août 1681 et l'art. 51, ch. 1^{er}, tit. 2 de

brigantin le *Paloma*, et aff. du Corsaire al *Valiente Guicurreu*. — Cette jurisprudence a pour point d'appui l'usage adopté par le ministre de la marine sous la restauration, de soumettre au conseil d'Etat toutes les décisions rendues en matière de prises par les commissions coloniales; mais cette révision n'est point exigée par la législation indistinctement et dans tous les cas; le règlement du 2 prair. an 11, dispose en effet en ces termes, art. 117 : « Les jugemens rendus dans les colonies sur les prises, seront sujets à l'appel devant le conseil des prises, séant à Paris, et néanmoins seront susceptibles d'exécution provisoire, à la charge par celle des parties qui aura requis l'exécution de donner caution, et en outre de demeurer responsable des dommages et intérêts. » Et art. 118 : « Si dans la quinzaine qui suivra les jugemens, il n'est point intervenu de réclamation de la part de l'une ou de l'autre des parties, ils deviendront définitifs, et audit cas, il n'y aura lieu à aucun cautionnement. » — Il ressort évidemment de ces dispositions que les commissions coloniales constituent, en matière de prises, une véritable juridiction, rendant des jugemens, sujets seulement à appel comme tous les jugemens de première instance, mais devenant définitifs, à défaut d'appel, et susceptibles même de l'exécution provisoire. — « Néanmoins, dit à cet égard M. Serrigny, *Compét. et proc. admin.*, t. 2, p. 149, on peut justifier la jurisprudence, en disant que le ministre ayant été partie dans les espèces soumises au conseil d'Etat, il y a toujours

l'arrêté du gouvernement du 22 mai 1803, déclarant bonnes prises tous vaisseaux commandés par des pirates, forbans et autres gens courant la mer sans commission d'aucun prince ou Etat souverain;

Considérant qu'il résulte des pièces de la procédure et de l'instruction de l'affaire, que l'équipage du brick le *Saint-François*, n'avait aucun titre légal pour faire la course; — Considérant que, sous tous les rapports, il a été fait, dans le jugement, une juste application de l'ordonnance et de l'arrêté précités;

Art. 4^{er}. Le jugement de la commission des prises de la Martinique, du 2 déc. 1820, est confirmé.

Du 17 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — AUTORISATION DE PLAISER. — HOSPICES. — FABRIQUES. — CONSEIL DE PRÉFECTURE.

Une fabrique et un bureau de bienfaisance qui sont autorisés à intenter une action judiciaire contre un hospice établi dans un autre département que le leur, doivent préalablement soumettre leur demande au conseil de préfecture dans le ressort duquel se trouve l'hospice, afin que ce dernier établissement soit également autorisé, s'il y a lieu, à ester en justice (1).

Le conseil de préfecture saisi de cette demande, commet un excès de pouvoir s'il la rejette, en s'imposant ainsi dans le fond du procès, au lieu de se borner à accorder ou à refuser à l'établissement mis en cause l'autorisation de plaider (2).

(Fabrique de Saint-Didier et bureau de bienfaisance de Saint-Péray — C. Hospice de Valence.)

Louis, etc.; — Considérant que la fabrique de Saint-Didier et le bureau de bienfaisance de Saint-Péray avaient été valablement autorisés par arrêté du conseil de préfecture du département de l'Ardèche, à poursuivre devant les tri-

réclamation de l'une des parties pour obtenir une décision définitive, ce qui suffisait, aux termes de l'art. 12 de l'arrêté réglementaire du 6 germ. an 8, pour saisir le conseil des prises. D'ailleurs, ajoute le même auteur, si cet usage n'a pas pour appui le texte littéral des réglemens, il offre plus de garantie à l'Etat et aux intéressés, à raison des hautes lumières et de la position élevée des membres du conseil.

(1) Il ressort de cette solution : 1° Que les établissemens publics eux-mêmes sont assujettis à suivre pour les actions qu'ils peuvent avoir à intenter les uns contre les autres, les mêmes formalités que les particuliers (V. à cet égard, et pour le droit actuel, les art. 51 et suiv. de la loi du 18 juill. 1837); 2° que les conseils de préfecture ne peuvent, hors du ressort de leur département, exercer aucune espèce de juridiction. « Mais, disent MM. Durien et Roche, *Répert. des établissemens de bienfaisance*, 1^{er} Procès, n° 13, à l'occasion de la décision ci-dessus, si l'établissement demandeur et l'établissement défendeur ressortissaient au même conseil de préfecture, la solution serait différente; un seul arrêté suffirait, parce que le conseil, étant appelé à statuer sur l'autorisation nécessaire à celui qui veut actionner, examinerait nécessairement dans l'intérêt du défendeur s'il y a convenance pour lui à défendre ou à acquiescer. »

(2) V. dans ce sens, ordonnance du 8 janv. 1817 (aff. *Reverseau*).

bunaux contre l'hospice de Valence, l'exécution du testament de Pierre Leboutet; mais que préalablement ils ont dû soumettre leur demande au conseil de préfecture du département de la Drôme, pour qu'il autorisât, s'il y avait lieu, l'hospice de Valence à ester en jugement; qu'ils se sont en effet soumis à cette formalité;

Considérant que si le conseil de préfecture du département de la Drôme eût trouvé la demande de la fabrique de Saint-Didier et du bureau de bienfaisance de Saint-Péray injuste ou mal fondée, il aurait dû se borner à autoriser l'hospice de Valence à ester en jugement; mais qu'il a excédé les bornes de sa compétence en statuant sur le fond du procès, et en rejetant ladite demande;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Drôme en date du 21 juill. 1820 est annulé; — 2. Les parties sont renvoyées devant les tribunaux. L'hospice de Valence est autorisé à défendre à la demande de la fabrique de Saint-Didier et du bureau de bienfaisance de Saint-Péray.

Du 17 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— Rapp., M. Brière. — Pl., M. Sirey.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — ARRÊTE PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — POURVOI.

L'arrêté d'un conseil de préfecture rendu contre une commune, est réputé par défaut, encore que le maire et les habitants aient assisté et contredit à une expertise préalable ordonnée par le préfet, s'ils n'ont pas été entendus devant le conseil (1).

Si le conseil de préfecture, considérant son arrêté comme contradictoire, a refusé de recevoir l'opposition, il y a seulement lieu à pourvoi contre le deuxième arrêté rendu à ce sujet, et les parties doivent être renvoyées devant le conseil pour procéder sur l'opposition (2).

(Commune de Chassev-les-Scey — C. Jobelin.)

Lois, etc.; — Considérant qu'il résulte des termes mêmes de l'arrêté du 26 août 1817, que la commune n'avait pas été entendue; que cet arrêté avait été pris par défaut; que par conséquent, le conseil de préfecture ne pouvait s'y référer, dans son arrêté du 9 mars 1818, comme à un arrêté contradictoire, mais devait au contraire, recevoir l'opposition de la commune et y statuer;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Haute-Saône, du 9 mars 1818, est annulé. — 2. Les parties sont renvoyées devant le même conseil de préfecture, pour y être statué sur l'opposition de la commune de Chassev-les-Scey.

Du 17 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.

(1) La question de savoir quand l'arrêté d'un conseil de préfecture est ou non par défaut, dépend le plus souvent d'une appréciation de faits à l'égard de laquelle il est difficile d'asseoir quelques principes, les formes de procéder devant le conseil de préfecture n'étant réglées par aucune loi. « Comme il n'y a aucune forme prescrite au défendeur pour produire ses moyens, dit à cet égard M. Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 2, n. 922, il suffit qu'il en ait présenté, d'une manière quelconque, pour faire réputer l'arrêté contradictoire. »

(2) V. conf., ordonn. du 24 mars 1819 (aff. *Bliny Fortis*).

(3) Le contrevenant se prévalait, dans l'espèce, d'une ordonnance royale qui avait dispensé les incendiés de Bercy, pour la reconstruction de leurs maisons, d'observer la distance fixée par les règle-

— Rapp., M. Brière. — Pl., MM. Marie et Joffroy.

VOIRIE. — MUR D'ENCEINTE DE PARIS.

Le propriétaire qui construit à moins de cinquante toises de distance du mur d'enceinte de Paris, doit être condamné à la démolition et à l'amende, sans pouvoir se prévaloir de la faveur accordée par ordonnance royale à des incendiés. Ces ordonnances ne doivent être considérées que comme spéciales, et n'ont point eu pour effet d'abroger l'ordonnance du bureau des finances du 16 janv. 1789, non plus que le décret du 11 janv. 1808 (3).

(Marilly — C. Préfet de la Seine.)

Du 17 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— Rapp., M. Mallard. — Pl., M. Isambert.

TRAVAUX PUBLICS. — COMMUNE. — ÉGLISE.
C'est aux tribunaux, et non à la juridiction administrative, à statuer sur les contestations relatives à l'exécution d'un marché de travaux passé par une commune pour la reconstruction d'une église catholique et la réparation d'un temple protestant (4).

(Commune d'Anglès — C. Vialité.)

Lois, etc.; — Vu le procès-verbal de l'adjudication passée audit sieur Vialité, le 11 fév. 1810, par le maire de la commune d'Anglès, pour la reconstruction de l'église du culte catholique, les réparations à faire au clocher et la reconstruction d'un temple à l'usage du culte protestant;

Considérant que, dans l'espèce, il ne s'agit pas de travaux publics, mais d'une adjudication d'ouvrages entre une commune et un particulier; — Considérant que les contestations auxquelles le dit contrat peut donner lieu, ne peuvent être jugées que par les tribunaux ordinaires et d'après les règles du droit commun;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département du Tarn, du 29 juill. 1820, est annulé pour cause d'incompétence.

Du 17 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Odilou Barrot et Duprat.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — ARRÊTÉS. — NOMBRE DE CONSEILLERS.

Du 17 avril 1822 (aff. *Lafagerdye*). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonnance du 16 janv. 1822 (aff. *Commune de Cauvène*).

ORDRE. — DERNIER RESORT. — SOUS-ORDRE.
En matière d'ordre, les jugements des tribunaux civils ne sont en dernier ressort, qu'autant que la masse des créances réunies ne dépasse pas 4000 fr. (5)

meus ci-dessus indiqués. Cette défense était d'autant plus mal fondée qu'il était dit dans l'ordonnance « que les mesures d'exceptions motivées par cet événement (l'incendie de Bercy), ne pouvaient tirer à conséquence, ni servir à légitimer le refus d'obéir aux dispositions du décret de 1808. » — V. au surplus, aol. dans le même sens, l'ordonn. du 6 mars 1816 (aff. *Hervé*), et la note.

(4) V. sur la question très controversée de savoir si en général les contestations relatives aux travaux exécutés pour le compte des communes, sont de la compétence des tribunaux ou de celle de l'autorité administrative, la note qui accompagne l'ordonn. du 6 nov. 1817 (aff. *mairie de Gray*); V. aussi Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 1, n. 572.

(5) V. dans ce sens, Limoges, 5 juil. 1817, et les arrêts auxquels la note renvoie.

La demande de collocation en sous-ordre d'une somme inférieure à 1000 francs, est, comme la demande en collocation principale, susceptible d'appel, lorsque la créance sur laquelle porte cette demande, se trouve supérieure au taux du dernier ressort.

(Lemoine — C. Pierron.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'en matière d'ordre et de collocation, les intérêts des créanciers sont nécessairement corrélatifs ; il n'y a donc lieu au dernier ressort que lorsque la masse des créances réunies n'excède pas la somme de 1,000 fr., et il est impossible d'admettre l'espèce de divisibilité du jugement prétendue par les intimés ; — Attendu que leur prétention a encore bien moins d'apparence à l'égard d'une collocation en sous-ordre ; on ne peut en effet la séparer de la collocation principale ; elle y est tellement liée que si, comme dans l'espèce, il peut y avoir lieu à l'appel pour celle-ci, il est incontestable que le jugement ne peut être en dernier ressort pour l'autre ; il y a plus, c'est que si le créancier non colloqué, ou mal colloqué, n'appelait pas, le créancier en sous-ordre aurait le droit de se mettre à sa place, et d'appeler lui-même, car tout créancier peut exercer les droits et les actions de son débiteur. Ainsi, sous tous rapports, la fin de non-recevoir est mal fondée ; — A mis l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 18 avril 1822. — Cour roy. de Metz. — Ch. civile.

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — SAISIE-ARRÊT.

Les créanciers d'une succession bénéficiaire peuvent personnellement exercer des saisies-arrêts entre les mains des débiteurs de la succession. — On ne peut dire que ce soit là entraver l'administration de l'héritier, lorsque d'ailleurs les sommes saisies ne sont point nécessaires à cette administration et qu'il n'y a point de créanciers opposants. (Cod. civ., 803 ; Cod. proc. civ., 557.) (1)

(Barry — C. Marcillac.)

Le sieur Lentillac Beui, est mort dans l'émigration. — Sa succession a été acceptée sous bénéfice d'inventaire par la dame Combert de Marcillac, sa nièce. — La loi du 5 déc. 1814 ayant ordonné, en faveur des émigrés, leurs héritiers ou ayants cause, la remise de ceux de leurs biens qui n'avaient pas été vendus, trois prairies conquises sur le sieur de Marcillac furent restituées à madame de Marcillac son héritière. — Ces prairies étaient en ferme, et les arrérages qui en étaient dus, furent liquidés à 1423 fr. 21 cent. — Un arrêté du ministre des finances autorisa le directeur des domaines de la Corrèze à verser cette somme dans les mains de la dame de Marcillac. — Le 26 mars 1819, la dame Barry, créancière de la succession Lentillac pour une somme de 3,150 fr., forme saisie-arrêt sur cette somme, dans les mains du directeur des domaines de Tulle. — Elle assigne la dame de Marcillac en sa qualité d'héritière au bénéfice d'inventaire du sieur de Lentillac, devant le tribunal civil de Sarlat, pour voir valider la saisie-arrêt.

21 août 1819, jugement qui annule la saisie-arrêt par les motifs que la dame de Marcillac n'étant héritière que sous bénéfice d'inventaire, du sieur de Lentillac Beui, elle avait la gestion des biens de la succession, même dans l'intérêt des créanciers, à la charge de rendre compte et de fournir cau-

tion si lesdits créanciers l'exigent ; que les saisies-arrêt faites sur un pareil héritier entravent sa gestion sans utilité pour les créanciers. — Appel par la dame Barry.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'art. 557 du Code de proc. accorde à tout créancier la faculté de saisir-arrêter, entre les mains d'un tiers, les sommes et les effets mobiliers appartenant à son débiteur, et que l'héritière sous bénéfice d'inventaire n'a pas (sauf l'avantage de ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de l'hérédité) plus de droits ou de privilège que l'héritier pur et simple ; — Qu'à la vérité, l'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession (art. 803 du Code civ.) ; mais dans l'objet indiqué par l'art. 808, de payer les créanciers à mesure qu'ils se présentent, lorsqu'il n'y a pas d'opposition et qu'il serait au moins extraordinaire que l'héritier qui ne pourrait refuser la somme dont il s'agit au créancier qui se présenterait pour la recevoir, pût empêcher ce même créancier de la saisir dans les mains d'un tiers et d'en obtenir la mainlevée ; — Que la dame de Marcillac ne justifie pas que la somme arrêtée soit nécessaire pour pourvoir aux frais de l'administration de l'hérédité ; qu'il n'a point été fait d'opposition entre ses mains ; qu'il n'est pas prouvé que la somme arrêtée soit particulièrement affectée à une classe de créanciers hypothécaires ou privilégiés, et que d'ailleurs on ne peut exciper des droits d'un tiers ; infirme le jugement dont est appel, et déclare la saisie arrêt valable, etc.

Du 19 avril 1822. — Cour roy. de Bordeaux. — Prés.. M. Delpit. — Pl., MM. Palomères et Limoges.

BORNAGE. — ARPENTAGE. — TITRES (REPRÉSENTATION DES.)

La demande en bornage, lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une demande en revendication de terrains prétendus usurpés ou détenus à tort par des tiers, doit être uniquement jugée d'après la possession des parties, et ne peut donner lieu à arpentage et à la représentation des titres, qu'autant qu'il y aurait incertitude sur l'état actuel de cette possession (2).

(Bouillard — C. Danglouse.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'il n'est point ici question d'une demande formée par un propriétaire pour être rempli de la contenance portée en son titre et qu'il dirigerait, soit contre celui qu'il prétendrait avoir usurpé une partie de sa propriété, soit contre les propriétaires limitrophes ; — Attendu qu'il s'agit seulement d'une demande en bornage, aux termes de l'art. 646 du Code civ. ; — Attendu que le bornage ainsi demandé ne peut être ordonné que conformément à la possession des parties, et qu'il ne doit y avoir lieu à arpentage et représentation des titres, que dans le cas où il y aurait incertitude sur l'état actuel de cette possession ; — Attendu que, dans l'espèce, il n'y a nulle incertitude à cet égard : il résulte, en effet, des jugemens rendus en 1809 et 1815, en la justice de paix, et acquiescés par les parties, que la ligne sur laquelle les appelants ont ouvert un nouveau fossé, c'est-à-dire la ligne qui va du point F à l'extrémité de l'ancien fossé A, est véritablement la limite de la possession des parties, puisque les unes et les autres ont été condamnées pour des entreprises qu'elles avaient respective-

(1) La question est controversée. V. à cet égard, la réponse de Doucens et de jurisprudence qui accompagne un arrêt conforme à la décision ci-dessus, rendu par la Cour de cass. le 8 déc. 1815.

(2) Sic, Carasson, *Compét. des juges de paix*, Appendice sur la *Bornage*, n° 43.

ment commises au delà de cette ligne; il n'y avait donc aucune difficulté pour établir le bornage, et c'est mal à propos que les intimés ont insisté pour obtenir un arpentage et une représentation de titres que l'état de la cause et le titre de leur demande ne comportent nullement; — A mis l'appellation et ce dont appel au néant, etc.

Du 19 avril 1822. — Cour roy. de Metz. — Ch. civ. — Pl., MM. Parant et Dommandel.

1° CONCUBINAGE. — DONS.

2° TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOINS. — 1° Les dons entre concubins ne sont pas prohibés par le Code civil (1).

2° La différence entre les noms des individus indiqués comme témoins dans le corps d'un testament, et la signature de ces mêmes témoins, entraîne nullité du testament.

(Râteau — C. B...)

Le 3 sept. 1820, testament par lequel Etienne Râteau légua à Marie-Anne B..., avec laquelle il avait vécu en concubinage depuis plus de vingt ans, la totalité de ses biens. Les témoins désignés dans ce testament étaient Jean Tremblé, Polycarpe-Fiacre, Pierre Guérinnet et Pierre Locaton. Les signatures apposées au bas du testament étaient ainsi conçues : « Jean Tremblé, Fiacre Péricat. » — Après le décès de Râteau, ses héritiers attaquèrent ce testament; 1° comme fait au profit d'une concubine; 2° comme nul en ce qu'il n'y avait pas similitude entre le nom de Polycarpe-Fiacre, désigné dans l'acte, et celui de Fiacre Péricat, apposé à la suite du testament.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que, d'après l'art. 902 du Code civil, toute personne peut donner et recevoir, sauf celles que la loi a déclarées incapables de recevoir; — Que l'on ne peut point appliquer les lois antérieures au Code civ., puis-que celle du 30 vent. an 12 a formellement abrogé toutes lois, statuts et coutumes contraires au Code civil;

Considérant que l'art. 12 de la loi du 25 vent. an 11, veut que le notaire fasse mention du nom des témoins; que dans le testament dont s'agit, un des signataires, Fiacre Péricat, n'est point désigné par son nom de famille Péricat; qu'ainsi la nullité dudit testament est prononcée par l'art. 68 de ladite loi de vent.; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Déclare nul et de nul effet le testament du 3 sept. 1820 fait par Etienne Râteau au profit de la partie de M. Bréchar, etc.

Du 19 avril 1822. — Cour roy. de Poitiers. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Bernard, p. p. — Pl., MM. Pervinquier et Bréchar.

VOITURIER. — COMPÉTENCE. — RESPONSABILITÉ.

Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître des contestations relatives à un transport effectué par un individu moyennant salaire, encore que cet individu ne se charge des transports pour autrui, qu'accidentellement et accessoirement à une autre profession.

Le voiturier qui n'est pas dans l'usage d'inscrire les effets à lui confiés, est responsable de la perte d'un effet confié à son domestique pour en effectuer le transport, lors même que cet effet a été remis, suivant l'usage, à son inau (2).

(Lasserre — C. Lagardère.)

Du 8 déc. 1821, jugement du tribunal de commerce de Paris, ainsi conçu : — « Considérant que l'art. 631, Code de commerce, porte : « Les tribunaux de commerce connaîtront... 2° entre toutes personnes des contestations relatives aux actes de commerce; » que l'art. 632 répète acte de commerce, entre autres, toute entreprise de manufactures, de commission, de transport par terre et par eau; — Que ces expressions toute entreprise de transport par terre et par eau désignent une spéculation et un trafic de la part de l'entrepreneur, qui fait de cela, sa profession habituelle, et qui par là, se voue au service du public, moyennant un bénéfice convenu ou fixé par l'usage; dans une pareille entreprise l'entrepreneur est obligé directement envers les remettants ou les destinataires, selon la nature des conventions faites par eux-ci, et il est aussi tenu, conformément à l'art. 96 du Code comm., de tenir registre, et d'y inscrire la déclaration de la nature et de la qualité des marchandises, et s'il en est requis, de leur valeur; — Que Lasserre ne prétend point que Lagardère ait une entreprise de la nature de celle qui vient d'être indiquée, et qui seule peut être réputée acte de commerce, dès qu'il s'agit seulement et offre de prouver que ledit Lagardère est dans l'usage d'entreprendre et d'opérer des transports d'Orthez à Pau, et ailleurs, pour le compte de lui Lasserre et autres, tous connus pour être véritablement entrepreneurs de transports; — Que ce procédé, de la part de Lagardère, doit être considéré, non comme une entreprise de transport, mais comme une simple location des animaux et charrettes faite aux entrepreneurs de transports, pour leur faciliter les moyens d'opérer les transports dont ils se chargent publiquement; — Qu'en agissant de la manière indiquée, Lagardère a fait d'autant moins acte de commerce, qu'il est reconnu qu'il est propriétaire de biens ruraux; que les charrettes, bestiaux et domestiques, par lui employés aux transports, sont les mêmes que ceux qu'il tient sur ses biens ruraux, et qui servent aussi à leur exploitation; — Que d'ailleurs, Lagardère maintient que lesdits bestiaux, charrettes et domestiques ont, pour leur destination principale, l'exploitation de ces mêmes biens, et que ce n'est que lorsqu'il n'en a pas besoin pour sa culture, qu'il les occupe pour effectuer des transports, ce qui n'a point été dénié par Lasserre; — Qu'enfin, dans les transports que Lagardère fait faire, tout se réduit, de sa part, à envoyer ses bestiaux, charrettes et domestiques vers ceux qui font profession d'entreprendre des transports; qu'il ne tient aucun registre, ce qui ne peut constituer l'acte de commerce prévu par l'art. 632, qui seul pourrait attribuer juridiction au tribunal pour décider la contestation dont il s'agit, etc. » — Appel.

ARRÊT

LA COUR : — Attendu que, par l'art. 631 du Code comm., les tribunaux de commerce doivent connaître 1° de toutes les contestations relatives aux engagements entre négocians, marchands ou banquiers; 2° entre toutes personnes, des contestations relatives aux actes de commerce; — Que par l'art. 632, la loi répète acte de commerce toute entreprise de manufactures, de commission, de transport par terre et par eau; — Qu'il a été avoué et convenu à l'audience, par la partie de Petit (l'intimé), qu'elle était dans l'a-

(1) F. sur ce point, la dissertation qui accompagne l'arrêt de la Cour de cassation du 13 août 1816,

(2) V. sur ce point, Cass. 29 mars 1814, et la note.

sage, lorsque son bétail, destiné principalement au travail de ses terres, n'était pas employé à ce travail, d'entreprendre et d'opérer des transports d'Orthez à Pau et ailleurs, dans le but d'en percevoir un salaire quelconque; — Que cet usage et cette habitude caractérisent l'entreprise de transport dont parle l'art. 632 précité; — Que les premiers juges ont mal interprété la loi, en ne considérant cette entreprise de nature commerciale, que lorsqu'elle est effectuée par un entrepreneur qui en fait sa profession habituelle, qu'il, par lui, se voue au service public, et qui s'oblige directement envers les remettans ou les destinataires, et qui tient les registres prescrits par l'art. 98 du Code de commerce; — Que c'est ajouter à cette loi, et méconnaître son esprit, que d'exiger de pareilles circonstances, qui constituent le véritable commissionnaire, justiciable de plein droit des tribunaux consulaires, pour toutes contestations relatives à son négoce; tandis que, d'après le susdit art. 631, toute personne est justiciable des mêmes tribunaux, pour une contestation relative à des actes de commerce; — Qu'ainsi une contestation qui dérive d'un acte de commerce opéré par tout particulier, doit être dévolue aux tribunaux de commerce; — Que ladite partie de Petit faisait des actes de commerce, en opérant habituellement des transports d'Orthez à Pau et ailleurs, et que la contestation dont s'agit, étant relative à un de ces actes, il s'ensuit que les premiers juges étaient compétens pour en connaître; — Attendu au fond, qu'il est constaté en fait, que la partie de Picot (l'appelant) remit à Orthez, le 12 sept. 1820, au domestique de celle de Petit, une caisse contenant des ornemens d'église, pour en effectuer le transport à Pau, et que cette caisse ne fut point remise à sa destination, ayant été perdue en route; — Que d'après les art. 103 du Code de commerce et 1782 et 1783 du Code civ., les voituriers sont responsables de tous dommages et de la perte des objets à transporter; — Que d'après l'art. 1933, déclare applicable au voiturier par l'art. 1782, et d'après l'art. 1384 du Code civil, les voituriers et tous commettans sont civilement responsables du dommage causé par leurs domestiques ou leurs préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés; — Que ladite partie de Picot ayant préposé son domestique à opérer pour elle, et dans son intérêt, le transport des marchandises parmi lesquelles se trouvait la caisse dont s'agit, elle doit être déclarée civilement responsable de sa perte; — Que vainement cette partie a prétendu qu'elle ne pouvait répondre d'un effet précieux et de valeur, qui avait été remis à son domestique sans son consentement; que dans tous les transports, elle était instruite au préalable, de la nature des marchandises à transporter, et que dans cette circonstance, ce domestique avait été préposé par elle à effectuer un transport de piatra; — Que les circonstances de la cause et les usages locaux suffisent au contraire, pour établir que cette partie avait une pleine confiance dans son domestique; qu'elle s'en rapportait entièrement à lui, et qu'il est vraisemblable, et même impossible, qu'elle ne fût instruite d'avance des marchandises qui devaient être livrées par le commissionnaire-chargeur; qu'ainsi, toutes preuves tendant à établir cette confiance et cet usage offertes par la partie de Picot sont inutiles, et ne serviraient qu'à multiplier des frais frustratoires; — Attendant que cette manière de décider ne contrarie

nullement les préjugés invoqués de la Cour de cassation, qui ont déclaré non responsables les administrations des messageries, des effets remis à leurs préposés, mais non inscrits sur leurs registres, parce que ces administrations sont soumises à des réglemens particuliers, d'après lesquels elles n'offrent une garantie aux voyageurs, que dans le cas où leurs effets ont été déclarés et inscrits; que dans la cause, c'est un particulier qui ne tient, ni livres, ni registres, et qui par conséquent, n'étant soumis qu'aux règles ordinaires, doit répondre du fait de son domestique, parce qu'il présente seul une responsabilité sans laquelle les effets à transporter n'auraient pas, sans doute, été remis à celui qu'il délègue comme revêtu de sa confiance; d'où il suit que la partie de Petit doit être condamnée à relever celle de Picot des condamnations contre elle prononcées; — Par ces motifs, sans s'arrêter au déclinatoire proposé, — A condamné par toutes voies, et par corps, l'intimé à relever l'appelant des condamnations prononcées contre lui, etc.

Du 20 avril 1822. — Cour roy. de Pau. — Prés., M. de Figarol, p. p. — Pl., MM. Laborde et Blandin.

OBLIGATION NATURELLE. — EMIGRÉ.

Du 20 avril 1822 (aff. de Latour d'Auvergne). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 4 août 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

CONFLIT. — SCISSIS.

Le conflit élevé par un prisel emporté suris à toutes pourvues judiciaires, même à l'exécution de l'arrêt définitif d'une Cour royale, jusqu'à ce que le conseil d'Etat ait statué. (Arrêté du 13 brum. an 10, art. 3.) (1)
(Palmerin — C. Trésor public.)

Du 20 avril 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

ABSENT. — DÉCÈS. — MARIAGE.

L'absent peut, selon les circonstances, être réputé mort à l'égard de sa femme, remariée sans opposition. (Cod. civ., 139.) (2)
(Thomas — C. Ratier.)

En 1806, la demoiselle Maupou et le sieur Alexis Thomas contractent mariage. — Ils se font donation mutuelle, au survivant de la propriété de tous leurs meubles, et de l'usufruit de tous leurs immeubles. Au mois d'août 1812, Alexis Thomas part pour l'armée. — Le 1^{er} juin 1818, un jugement déclare son absence, sur la demande de sa femme. — Le 15 du même mois, cette dernière renonce à la communauté; dans l'acte elle prend la qualité de veuve. — Le 25, toujours en se qualifiant veuve, elle somme son beau-père et le sieur Thomas Augineu, son beau-frère, d'être présens à l'inventaire de la succession de son mari; cet inventaire a lieu le 29. — Le même jour, il est procédé à la liquidation des droits de la demoiselle Maupou, entre elle, d'une part, et son beau-père, seul intéressé pour sa réserve légale, d'autre part. Par cette liquidation, ce dernier cède à la demoiselle Maupou, se disant toujours veuve, la presque totalité d'une obligation de 9,000 fr. consentie le 4 déc. 1814, par les époux Thomas Augineu, frère et belle-sœur de l'absent, au profit de la demoiselle Maupou, stipulant tant pour elle que pour son mari, qui lui avait laissé une procuration générale avant son départ. Quelque temps après, la demoiselle Maupou passe à de secondes

(1) *V.* dans ce sens, ordonn. du 23 fév. 1820 (aff. Ternaux), et la note; *V.* aussi ordonn. du 5 août 1823.

(2) *V.* aussi, en ce sens, Cass. 12 août 1828; 21 juin 1831; 18 avril 1838.

noces avec un sieur Ratier. Alors elle fait commandement aux époux Thomas Augineau, d'avoir à lui payer les intérêts de l'obligation de 9,000 f. — Ceux-ci s'y refusent, et se fondent sur ce que rien ne prouve qu'Alexis Thomas soit décédé, et sur ce que la liquidation aurait dû être faite avec le sieur Thomas Augineau, son héritier présomptif.

Une instance ayant été introduite, les époux Ratier ont soutenu qu'en principe, et d'après l'art. 1240 du Code civ., le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé; que dans l'espèce, la dame Ratier est bien légalement en possession de la créance à elle cédée comme donataire de son mari; que si la mort de son mari n'est pas constatée par un acte de décès, les circonstances existantes n'en doivent pas moins faire réputer ce fait certain; qu'en effet, la dame Ratier jouissait publiquement de la qualité de veuve, qu'elle s'est même mariée au vu et su des époux Thomas Augineau, sans opposition de leur part (art. 147, 184 du Code civil); ce qui les rend aujourd'hui non recevables à contester la vérité du décès que, par là, ils ont suffisamment reconnu. — A l'appui de ces moyens, on citait Pothier, *Traité des Obligations*, n° 503, et M. Toullier, t. 7, n° 28.

28 janv. 1820, jugement du tribunal de Châteauroux, qui déboute les époux Thomas Augineau, de leur opposition.

Appel. — Les appelants ont soutenu que, pour pouvoir exercer des droits au nom d'un absent, il fallait de deux choses, l'une, on que le décès de l'absent fût légalement constaté, ou que le prétendant droit, ait été envoyé en possession provisoire des biens de cet absent. — Or, ont-ils dit, il n'y a point eu dans l'espèce, d'envoi en possession, et aucun acte ne prouve d'ailleurs, qu'Alexis Thomas soit décédé. Sur ce dernier point, la dame Ratier invoque en vain, comme preuve, la qualification de veuve par elle prise dans plusieurs actes; car, en droit, nul ne peut se faire un titre à lui-même. Quant à son second mariage, nous n'avions point le droit de l'empêcher (art. 174 du Code civil); il ne peut donc nous être opposé.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, dans le cas de simple déclaration d'absence, la femme ne peut faire liquider ses droits que contre l'héritier envoyé en possession provisoire, ou contre le curateur à l'absence; mais qu'ici, Alexis Thomas est réputé mort; — Qu'à la vérité on ne trouve que le seul jugement qui le déclare absent, et non la preuve de la mort; mais que sa femme est remariée à Ratier; que ce second mariage n'a pu avoir lieu que par la dissolution du premier; qu'il a été fait publiquement; qu'il est consigné dans des registres authentiques; qu'elle jouit de son état de femme Ratier au vu et du su de tout le monde, même des appelants et du père encore vivant de son premier mari; que ces actes, cette possession d'état font ici la loi des parties, et ne permettent plus de considérer ce dernier comme simplement absent, mais comme décédé; — Qu'en cas de décès, ce n'est plus le cas d'envoi en possession provisoire; que l'héritier est saisi à l'instant même de la succession; que dans l'espèce, le père d'Alexis Thomas était son seul héritier; que c'est avec lui que les droits de la femme ont été liquidés; qu'ainsi, ils l'ont été régulièrement; — Ordonne que le

jugement dont est appel, sortira son plein et entier effet, etc.

Du 23 avril 1822. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Sallé, p. p. — Concl., M. Pascal, av. gén. — Pl., MM. Mayet et Chiron.

ÉTRANGER. — SÉPARATION DE CORPS. — COMPÉTENCE.

Du 23 avril 1822 (aff. Zaffiroff). — Cour roy. de Paris. — V. les arrêts de la Cour de cassation des 27 nov. 1822 et 30 juin 1823, rendus sur le double pourvoi formé dans cette affaire.

1^{er} ORDRE. — APPEL. — DOMICILE ÉLU. — COHÉRITIERS.2^e PRIVILEGE. — COLLOCATION. — MEUBLES. — IMMEUBLES.

1^o Lorsque des cohéritiers n'ont pris qu'une inscription collective, pour la conservation d'une créance hypothécaire provenant de leur auteur, et qu'ils ont fait une seule et même élection de domicile dans cette inscription, l'appel du jugement d'ordre leur est valablement signifié par une seule copie au domicile élu. (Cod. proc. civ., 458.) (1)

2^o Les créanciers privilégiés sur les meubles et sur les immeubles, aux termes de l'art. 2101, Cod. civ., ne peuvent se faire colloquer sur le prix des immeubles, qu'après avoir discuté le mobilier, et pour ce qui leur reste dû après cette discussion. — Toutefois, s'ils se présentent à l'ordre ouvert pour la distribution du prix des immeubles, sans avoir discuté le mobilier, ils ne doivent pas être rejetés de la collocation; il y a lieu à les colloquer éventuellement pour le montant de leurs créances, à la charge par eux de discuter le mobilier dans un délai fixé, et pour leur collocation être réduite à ce qui leur restera dû, après la discussion du mobilier. (Cod. civ., 2105.) (2)

(Auquin et Marion — C. de Flavigny.) — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche la nullité opposée par les héritiers de Flavigny, contre l'appel, ladite nullité tirée de ce que, dudit appel, il n'a été laissé au domicile élu qu'une copie pour les héritiers de Flavigny, quoiqu'ils fussent cinq cohéritiers: — Attendu que l'inscription prise par les héritiers de Flavigny, l'a été sous la qualité collective d'héritiers représentant leur auteur, et c'est à ce titre qu'ils n'ont dû être et qu'ils n'ont été qu'un domicile; — Qu'ainsi on ne doit les considérer que comme un créancier énoncé; — Attendu que les héritiers de Flavigny l'ont eux-mêmes reconnu, en soumettant chacun des créanciers de produire à l'ordre par une seule copie signifiée et laissée dans chaque domicile élu, abstraction faite du nombre d'individus qui pourraient avoir un intérêt commun à faire valoir une même inscription; — Attendu que le législateur, en réglant spécialement la procédure en matière d'expropriation forcée, a eu particulièrement en vue, en traçant la marche, d'empêcher qu'il fût fait des actes inutiles et frustratoires; — Que dans l'espèce, c'est être faire des actes inutiles et frustratoires, de laisser au domicile élu pour les héritiers de Flavigny, autant de copies qu'il y avait de cohéritiers représentés dans ce domicile, puisque n'intervenant et ne pouvant figurer à l'ordre, que comme un être collectif, créancier hypothécaire, en vertu d'une

(1) V. anal. en sens contraire, l'arrêt de la Cour royale de Grasse du 28 juin 1822, et ceux qui y sont indiqués à la note.

(2) V. en ce sens, Bruxelles, 21 août 1810; Agen, 28 août 1834. V. aussi Troplong, *des Priv. et hyp.*, t. 1, n° 251.

inscription, ils devaient être aussi certainement avertis, par une seule copie, comme de fait ils l'ont été, de l'appel dont il s'agit;

Au fond, en ce qui touche le jugement dont est appel, du 2 nov. 1821 : Attendu que la créance, dont les appelans demandent la collation, a pour cause des frais que les veuve et héritiers Desvieux ont été autorisés à employer en frais de bénéfice d'inventaire, et dont les appelans, en leur qualité d'avoué, ont obtenu la distraction, chacun en ce qui le concerne; que les frais de bénéfice d'inventaire rentrant nécessairement dans la qualification de frais de justice, il suit qu'aux termes des art. 2101 et 2102 du Code civ., ils jouissent d'un privilège qui s'étend tant sur les meubles que sur les immeubles;

Attendu que si ce privilège, aux termes de l'art. 2105, n'est à exercer sur les immeubles, qu'à défaut de mobilier, pour qu'il puisse, le cas échéant, avoir son effet sur les immeubles, il est indispensable, ou que l'ordre soit suspendu entre les créanciers hypothécaires, jusqu'à ce que les créanciers privilégiés aient discuté le mobilier, ou bien si les créanciers hypothécaires veulent aller en avant, sans attendre l'issue de la discussion du mobilier, et sans avoir constitué en demeure les créanciers privilégiés, que les créanciers privilégiés soient éventuellement colloqués pour le montant de leurs créances; — Considérant que, dans l'espèce, bien qu'il soit contesté par les appelans, que le mobilier de la succession de *cujus* puisse couvrir le montant de leur créance, ils n'en sont pas moins tenus de se faire payer, dans le sens de l'art. 2105, d'abord sur le mobilier, pour autant qu'il pourra fournir, sauf à se présenter pour être payés du restant, sur le prix des immeubles; — Considérant qu'en cet état, il ne peut dépendre des créanciers hypothécaires de faire aucun acte qui puisse porter préjudice aux créanciers privilégiés, non plus que des créanciers privilégiés de paralyser, par leur négligence, des droits acquis aux créanciers hypothécaires; que dans l'espèce, c'est aux créanciers privilégiés à faire diligence pour parvenir à la réalisation de leur privilège, d'abord sur les meubles et au besoin sur les immeubles; que quant aux créanciers hypothécaires, s'il est hors de doute que de leur chef ils ne peuvent apporter aucune restriction au privilège éventuel qui leur prime, il est aussi de toute justice qu'à leur égard il n'y ait sur le prix des immeubles qu'une portion égale aux créances privilégiées qui y reste éventuellement affectée et qu'ils puissent se faire colloquer sur le surplus; — Par ces motifs, sans s'arrêter aux conclusions principales des appelans et des intimés, met l'appellation et ce dont est appel au néant, émendant, décharge les appelans des condamnations contre eux prononcées par ledit jugement, etc.

De 24 avril 1822. — Cour roy. d'Amiens. — *Pres.*, M. de Mouchy. — *Concl.*, M. de Lagrèze.

DOUBLE ÉCRIT. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — DÉPÔT.

La nullité d'un acte sous seing privé, prise de

ce que l'acte n'a pas été fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, n'est pas couverte par le dépôt de l'acte dans les mains d'un tiers... (1) surtout lorsque l'usage que doit en faire le dépositaire, n'est pas déterminé. (Cod. civ., 1325.)

(Potier — C. Lasquier) — ARRÊT.

LA COUR. — Considérant qu'un a vuement prétendu distinguer dans la cause, la validité ou la nullité d'une convention, de la validité ou nullité de l'acte qui l'exprime; qu'il est vrai que les conventions se forment par le consentement des parties et sont en général obligatoires pour elles, indépendamment des précautions qu'elles ont prises ou négligées pour en assurer l'exécution; mais que lorsque, comme dans le cas présenté, les parties ont rédigé leurs conventions par écrit, on présume avec raison qu'elles ont entendu faire dépendre leur validité, de celle de l'acte par lequel, elles les ont constatées; que cette volonté présumée est elle-même une partie essentielle de la convention, et un complément nécessaire, sans lequel la convention, formée sous la condition de son accomplissement, s'évanouit et cesse d'exister; qu'il résulte de ce principe que, pour juger de la validité des lots dont il s'agit, il faut examiner uniquement si l'acte qui les contient est valable; — Que quatre parties figuraient dans cet acte, et qu'un seul original en a été rédigé; or l'art. 1325, du Code civ., déclare non valable tout acte sous seing privé, contenant des conventions synallagmatiques, s'il n'a été rédigé en autant d'originaux qu'il y a de parties intéressées, et on ne peut reconnaître qu'un acte de partage ne contienne le genre de conventions énoncées dans cet article; — Qu'en vain, les intimés prétendent que les parties, en déposant cet original entre les mains du nommé Martin, l'ont soustrait à la disposition de l'art. 1325, ou ont équivalentement rempli les conditions exigées par cet article, parce que rien ne détermine quelle espèce de pouvoir les parties ont entendu donner à ce dépositaire, en lui confiant cet acte; qu'on a lieu de présumer par la mention y contenue, qu'il est fait quadruple, et par le dépôt d'une autre feuille de papier signée d'avance et en blanc, par les parties, qu'elles n'ont voulu donner d'autre mission à ce dépositaire, que de rédiger le nombre d'originaux nécessaires pour que chacun eût le sien, afin de satisfaire au vœu de l'art. 1325; or, en ce cas l'acte serait non valable, non-seulement parce que la loi le déclare tel, mais encore parce qu'il ne serait pas revêtu des formes dont les parties voulaient faire dépendre la validité de leurs conventions; — Au surplus, sans puiser des motifs surabondants dans les circonstances particulières de la cause, considérant que quelque pouvoir que les parties aient entendu donner au dépositaire, dans quelque dessein qu'elles lui aient fait ce dépôt, elles n'ont pu lui conférer un pouvoir qu'elles n'avaient pas elles-mêmes, celui de valider l'acte dont il s'agit, autrement qu'en lui donnant les formes, sans lesquelles la loi le déclare non valable, parce que tant que ces formes, impérieusement prescrites, n'ont pas été accomplies, l'acte porte

té, on a jugé qu'il est sans effet à l'égard de l'autre, et qu'il ne couvre pas la nullité à son égard. *V. Bordeaux, 13 mars 1829; à moins, disent Toulhier, t. 8, n. 325, et Rolland de Villargues, Répert. du not., v. Double écrit, n. 51, que le déposant n'ait fait notifier le dépôt aux autres parties.* — *V. encore un arrêt de la Cour de Bourges du 27 janv. 1823, qui décide que la nullité est couverte à l'égard de la partie qui a effectué le dépôt dans l'étude d'un notaire.*

(1) On décide généralement la contraire, surtout lorsque le dépôt est fait dans l'étude d'un notaire, du consentement de toutes les parties. *V. Paris, 27 janv. 1806, Cass. 25 fév. 1825 (Volume 1836).* — La Cour royale de Grenoble a même étendu cette décision au cas où le dépôt était fait, non pas dans l'étude d'un notaire, mais, comme dans l'espèce ci-dessus, entre les mains d'un tiers. *V. l'arrêt du 2 août 1839 (Volume 1839).* — Lorsque le dépôt n'est l'ouvrage que de l'une des par-

son vice en quelque main qu'il soit placé;—Vainement encore on prétend que le dépositaire est, en ce cas, le mandataire des parties, et que dans cette fiction, il y a lieu de dire que chacune d'elles possède par son mandataire l'original unique déposé aux mains de son mandataire, on répond que la loi n'a pas voulu faire dépendre de pareilles fictions le sort des conventions synallagmatiques; qu'elle a voulu que leur exécution fût assurée par une garantie plus réelle; qu'en ce cas il n'y a en réalité qu'un seul original aux mains du dépositaire, qui ne peut le multiplier de manière à donner à chaque partie un lien qui lie les autres; que s'il le remet à l'une d'elles, il met les autres à la discrétion de celle-ci, et que, s'il le remet à toutes ensemble, il les replace dans la même position où elles étaient avant le dépôt;—On objecte que chaque partie peut obtenir une garantie par le dépôt qui peut être fait de l'acte dans un dépôt public; mais il s'agit d'apprécier la valeur de l'acte, d'après ce qui s'est fait, et non d'après ce qui pouvait se faire; en surplus, s'il est vrai, ce qui est incontestable, que la rédaction des conventions synallagmatiques sous seing-privé, en tant d'originaux qu'il y a de parties, soit une condition essentielle à leur validité, il s'ensuit qu'il n'y a pas de convention achevée, tant que cette condition n'est pas remplie; or, comme le complément de la convention ne peut s'opérer que par la volonté des parties, il s'ensuit encore que, ni le dépositaire, ni l'endorité même de la justice, ne peuvent suppléer à cette volonté, en faisant ou en ordonnant le dépôt de l'acte, dans le vue de compléter ce que les parties ont laissé imparfait;....—Infirme, etc.

Du 24 avril 1822.—Cour roy. de Caen.—And. sol.—Prés., M. Lefollet.—Concl., M. Pigeon-du-Saint-Pair, av. gén.

PAIR DE FRANCE.—DETTES CIVILES.—CONTRAINT PAR CORPS.

Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre la personne d'un pair, pour dettes purement civiles.—La chambre des pairs entend par dettes civiles toutes dettes, même commerciales, qui ne portent pas l'empreinte du dol et de la fraude (1).

(Sol et Bégny.)

Du 25 avril 1822.—Chambre des Pairs.

(1) V. pour la discussion sur laquelle est intervenue la solution ci-dessus, le *Moniteur universel* du 10 mai 1822.—V. aussi comme analogue, Paris, 19 juin 1826.

(2) V. dans ce sens, Roger, *Saisie-arrest*, n. 213:—En sens contraire, Pigeau, *Comment.*, t. 2, p. 153.

(3) V. en ce sens, Cass. 7 prair. an 13; Rennes, 11 août 1820.—C'est aussi l'opinion de Merlin, *Repert.*, v° *Déclinat.*, § 1^{er}, n. 3; de Pigeau, t. 1, p. 114, 3^e édit., et de Boncenne, t. 3, p. 117 et 295. D'après ces auteurs, toutes conclusions qui tendent à faire intervenir une partie de plus dans l'instance, emportent évidemment reconnaissance de la juridiction.—Carré, *Lois de la proc.*, quest. 719, qui cite deux arrêts rendus dans le même sens, par la Cour de Rennes, les 26 janv. 1809 et 8 janv. 1812, pense néanmoins, et avec raison, que la proposition ne doit pas être admise d'une manière absolue. « Demander à mettre en cause un tiers, dit cet auteur, pour que les conclusions du demandeur soient discutées avec lui, ne prendre des conclusions qui tendent à cette fin, c'est évidemment s'occuper du fond, c'est abandonner le défendeur, puisque c'est conclure sur le fond..... Mais nous voyons plus de difficulté à admettre la renonciation à l'exception de déclinatoire, d'un

NOTAIRE.—INSCRIPTION DE FAUX.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.

L'inscription de faux formée contre un acte notarié (un testament) ne peut être le fondement d'une demande en dommages-intérêts contre le notaire, tant que le faux n'a pas été jugé.

(Dolín.—C. Gasse.)

Du 25 avril 1822.—Cour roy. d'Angers.—Pl., MM. Janvier et Descurie.

CESSION.—SAISIE-ARRÊT.—SIGNIFICATION.—CONCURRENCE.

Lorsqu'une créance transportée à un tiers, se trouve en même temps frappée d'une saisie-arrest par un créancier du cédant, et que les significations du transport et de la saisie-arrest ont été faites le même jour, sans indication d'heure, la somme saisie-arrestée doit être distribuée par contribution entre le cessionnaire et le saisissant. (Cod. civ., 1990.) (2)

(Horing.—C. Desbrosses et Bertaud.)—ARRÊT. LA COUR;—En ce qui touche la saisine: Considérant que ni le signification du transport de Bertaud, ni la saisie-arrest d'Horing, n'étant datées de l'heure, il y a eu l'elles concurrences de date;—Ordonne que les sommes saisies seront distribuées par contribution, etc.

Du 26 avril 1822.—Cour roy. de Paris.—1^{re} ch.—Prés., M. Séguier.—Concl., M. Quéquet, av. gén.—Pl., MM. Devesvres, Penil et Lebolleux.

USUFRUIT LÉGAL.—BIENS AFFERMÉS.

Du 26 avril 1822 (aff. Piot).—Cour roy. de Lyon.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 7 mars 1825, rendu sur le pourvoi dans cette affaire.

INCOMPÉTENCE.—DÉFENSE AU FOND.—GARANTIE (DEMANDER EN).

La partie assignée devant un tribunal, qui y constitue avoué et appelle un tiers en garantie, n'est plus recevable à proposer ultérieurement l'exception d'incompétence rationne personne. (Cod. proc. civ., 169 et 173.) (3)

(Finiels.—C. Idzac.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que dans le cas où l'action intentée par le sieur Finiels serait purement

demande en garantie formée dans le délai prescrit par l'art. 175. Nous nous croyons fondés dans l'opinion qu'une telle demande ne couvre point le défendeur.... Ce qui nous paraît mettre hors de doute que la simple assignation du garant ne peut donner lieu à des fins de non-recevoir, c'est que, d'une part, le garant ne prétend alors autre chose, si ce n'est que ce n'est pas à lui à défendre, et que, par conséquent, ce sera au garant à opposer le défendeur, si bon lui semble; de l'autre, qu'on ne peut priver ce dernier de cette défense, et que, prenant le fait et la cause du garant, on ne voit pas pourquoi il ne pourrait l'opposer lui-même au demandeur originaire. « C'est aussi dans le sens de cette distinction que s'est prononcé M. Chauveau, l'annotateur de Carré. » Après avoir attaqué son garant, dit-il, quest. 739 bis, § 13, sect. 1^{re}, n. 3, le défendeur veut lui la cause avec le demandeur; s'il notifie l'appel en cause du garant purement et simplement, nul doute qu'on puisse lui opposer, lorsque plus tard il présentera un moyen de nullité ou une exception d'incompétence, qu'il a déjà notifié un acte de défense. Si, au contraire, il commence par proposer son moyen de nullité, en enonçant à la fin de son exploit qu'il a appelé en cause son garant, pour qu'il ait à soutenir, concurremment avec lui, la cause du garant, il se met en cause lui-même, et l'exception d'incompétence rationne personne lui est opposable.

personnelle, et où il aurait dû en conséquence citer le sieur Idrac devant le tribunal civil de Lombez, dont il est justiciable. Il s'élèverait contre ce dernier, une fin de non recevoir insurmontable. prise de l'art. 169 du Code de proc. civ. ; — Qu'en effet le sieur Idrac, au lieu de proposer l'exception d'incompétence avant toutes autres exceptions et défenses, comme l'art. 169 le prescrit, a cité le sieur Regniès en garantie devant le tribunal de Muret, sans même se réserver la faculté de décliner sa juridiction, et qu'il a de plus fait notifier cette citation au sieur Finiels, avec un a venir pur et simple ; qu'en se réduisant à cette exception, Idrac s'est soumis à la juridiction du tribunal de Muret, qu'il n'a commencé à décliner qu'après un défaut joint, poursuivi et obtenu à sa requête : d'où il suit qu'il s'est privé lui-même, et par son propre fait, du droit de proposer désormais l'exception de l'incompétence dudit tribunal. — Qu'il importe peu que la garantie demandée par Idrac contre Regniès soit simple ou formelle ; qu'il paraît que la différence qu'on voudrait mettre entre ces deux espèces de garanties, est plus spéculative que solide, et que la première comme la seconde, constitue une de ces exceptions ou défenses dont la proposition emporte l'acquiescement à la juridiction du tribunal devant lequel elle est faite, et s'oppose à ce que l'on puisse décliner postérieurement cette même juridiction ; que s'il fallait néanmoins admettre cette distinction, et faire résulter de la décision en garantie formelle seulement, la perte du droit de proposer ensuite le déclinaire, on trouverait encore ce genre de garantie dans l'espèce ; — Qu'en effet Regniès qui avait vendu à Idrac, la coupe de bois qui a donné lieu à l'instance, devait à ce dernier une garantie formelle, et qu'Idrac l'a reconnue lui-même en citant Regniès devant le tribunal de Muret, à l'effet d'y faire sommation de cause pour lui, c'est-à-dire de défendre comme garant formel à l'action intentée par le sieur Finiels ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; que néanmoins les frais exposés en première instance se rattachant au fond de la cause, qui demeure indéci, il convient de la réserver, pour y être statué lors du jugement définitif ; — Par ces motifs, disant droit sur l'appel, réformant le jugement rendu par le tribunal civil de Muret, démet le sieur Idrac du déclinaire par lui proposé, etc.

Du 29 avril 1822. — Cour roy. de Toulouse. — 2^e ch. civ. — Prés., M. d'Aldeguier. — Concl., M. Chairet-Durieu, av. gén. — Pl., M. Amilhau, Becane et Romiguères fils.

LETTRE DE CHANGE. — DONNEUR D'ORDRE. Celui par ordre et pour compte de qui est tirée une lettre de change, n'est pas obligé directement envers le porteur. — Le porteur n'a d'action contre le donneur d'ordre, que comme subrogé aux droits du tireur (1).

(Martin d'André — C. — Garagnon.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que les sieurs Martin d'André et fils ont intenté leur action comme dérivant du contrat de change ; — Considérant que la loi a déterminé la forme de la lettre de change, et a de même désigné ceux qui doivent nécessairement concourir à la formation de ce contrat ; — Que l'art. 111 du Code de commerce

autorise le tireur à faire mention, dans la lettre de change, que c'est par ordre et pour le compte d'un tiers qu'elle est tirée, mais que cet article ne lui impose pas l'obligation d'indiquer, de quelque manière que ce soit, le donneur d'ordre ; — Qu'aux termes de l'article 115 du même Code, modifié par l'art. 1^{er} de la loi du 19 mars 1817, la provision doit être faite, soit par le tireur, soit par celui pour le compte de qui la lettre de change est tirée, et que les art. 111 et 115 n'assujettissent point le donneur d'ordre, à souscrire de sa signature la lettre de change ; qu'en conséquence le tireur, quoique pour compte d'autrui, ne cesse pas d'être obligé personnellement envers les endosseurs et le porteur seulement ; — Que cet article 115 reçoit aussi son effet contre le donneur d'ordre, en ce que celui-ci se trouve obligé envers le tireur et le tiré, n'ayant agi qu'en vertu du mandat qui leur avait été adressé ; — Considérant que si le législateur eût voulu que le donneur d'ordre fût garant solidaire du paiement de la lettre de change comme le tireur, il s'en serait formellement expliqué, soit dans l'art. 115 du Code de commerce, soit dans l'art. 1^{er} de la loi du 19 mars 1817 ; qu'au contraire, s'étant borné à dire que la provision devait être faite par l'un ou par l'autre, et ayant personnellement obligé le tireur pour le compte d'autrui, la conséquence toute naturelle qui sort des termes formels de la loi, c'est que le donneur d'ordre n'est point garant solidaire, et ne peut être poursuivi sous cette qualité par le porteur, et qu'il n'a point concouru physiquement, ni matériellement au contrat de change ; — Que les art. 118 et 142 du même Code prêtent une nouvelle force à la conséquence tirée des art. 111 et 115 ; — Qu'en effet, il résulte des termes précis de ces articles 118, 140 et 142, que ceux-là seuls qui ont signé sur une lettre de change, sont garans solidaires du paiement envers le porteur, parce que ce sont les signatures dont une lettre de change est revêtue qui peuvent inspirer de la confiance à celui à qui elle est offerte, ou à la lui faire refuser si, suivant lui, ces signatures lui laissent quelques doutes et quelques incertitudes ; — Qu'on ne peut avoir égard à l'allégation du porteur d'une lettre de change ; que l'énoncé par ordre et pour compte, lui a donné la plus grande sécurité sur le paiement à l'échéance, puisque, comme dans l'espèce, les sieurs Martin d'André et fils ignoraient qu'ils désignaient les simples lettres initiales J. G. et compagnie de Marseille, et que ce n'a été que lors du protêt, faute de paiement, qu'ils ont appris que cette maison était le donneur d'ordre des lettres de change dont ils étaient porteurs, et lesquelles n'avaient été ni acceptées ni protestées faute d'acceptation ; — Que Basilio Xénis, tireur de lettres de change dont est question, était à la vérité le mandataire de la maison de Marseille, mais qu'il ne faut pas confondre le contrat du mandat avec le contrat de change ; — Qu'en signant purement et simplement ces lettres de change, il a agi comme commissionnaire, c'est-à-dire en son propre nom et pour le compte de son commettant ; qu'au contraire, s'il eût signé lesdites lettres, en qualité de mandataire, il l'aurait exprimé, en déclarant que c'était pour et au nom de la maison Joseph Garagnon et compagnie de Marseille qu'il signait ; — Que les sieurs Martin d'André et fils ont si bien

remment avec lui, ses moyens exceptionnels comme ses moyens au fond, il lui devra plus tard déclarer non recevable. — V. encore Desmazes Crouzilhac, p. 146 ; Thomine Desmazures, t. 1, p. 319.

VII. — 2^e PARTIE.

(1) Ainsi jugé sur le renvoi prononcé par un arrêt conforme de la Cour de cassation du 19 déc. 1821. — V. cet arrêt à sa date, la note et les autorités qui y sont indiquées ; F. aussi Cass. 1^{er} déc. 1824.

reconnu la différence qui existait entre un contrat de change et un contrat de mandat, et que les lettres de change dont ils étaient porteurs, ne formaient que le contrat de la première espèce, qu'ils ont intenté leur action dérivant de contrat, et non celle à laquelle le contrat de mandat aurait pu donner lieu. — Que peu importe que le Code de commerce soit une loi exceptionnelle aux principes généraux qui régissent les contrats et obligations conventionnelles en général; de même qu'il y a des règles particulières pour certains contrats, de même il y a des règles particulières aux transactions commerciales, lesquelles règles sont établies par les lois relatives au commerce; — Que c'est donc au Code de commerce qu'il faut se reporter, pour s'assurer si un donneur d'ordre est assimilé, et est ou n'est pas identique avec le tireur; qu'aucun article de ce Code ne l'a prononcé, et que conséquemment ce serait ajouter à la loi que de décider que celui qui ordonne de tirer est obligé comme le tireur lui-même; — Qu'enfin les sieurs Martin d'André et fils n'ont point d'action directe dérivant du contrat de change, contre la maison Joseph Garagnon et compagnie, de Marseille, en sa qualité de donneur d'ordre, sauf auxdits sieurs Martin d'André et fils à intenter contre cette maison l'action du mandat, comme subrogés à Bazilio Xénis, tireur, et dans ce cas, ils auront à subir toutes les exceptions que le donneur d'ordre pourrait opposer à son mandataire; — A mis et met l'appellation au néant, ordonnant que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 1^{er} mai 1822. — Cour roy. de Rouen. — Aud. sol. — Prés., M. Carel. — Concl. M. Boullanger, av. gén. — Pl., MM. de Malherbes et Thil.

NOIRS (TRAITE DES). — POURVOI. — COMPÉTENCE.

La Cour de cassation est seule compétente pour connaître du pourvoi formé contre les arrêts correctionnels rendus en matière de traite des noirs, par la commission spéciale de la Guyane (1).

(Bidon.)

Du 1^{er} mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Villemain. — Pl., M. Cochin.

1^{er} BULL. OFFIC. DE LA COUR DE CASS. — DIRECTION.

2^o CONCESSION ADMINISTRATIVE. — CONSEIL D'ÉTAT. — TIERSÉ OPPOSITION.

1^{re} Les fonctions de directeur spécial du Bulletin officiel de la Cour de cassation, ne peuvent être conférées que par le garde des sceaux et sont révocables à sa volonté.

Les exemplaires du Bulletin qui sont remis au directeur nouvellement nommé, ne lui sont remis que dans l'intérêt de l'administration même du Bulletin. — En conséquence, lorsque le directeur vient à être changé, il n'a droit à aucune indemnité à raison du retrait

des mêmes exemplaires. (Ordonn. roy. du 26 mars 1817.)

Mais il doit lui être tenu compte des exemplaires qu'il a fait imprimer ou réimprimer à ses frais, et qu'il doit remettre à l'administration.

2^o Le traité passé entre le titulaire d'un privilège exclusif concédé par l'administration (spécialement, la direction du Bulletin officiel de la Cour de cassation) et un tiers, ne donne pas à ce dernier le droit de former tierce opposition aux décisions prises à l'égard du concessionnaire.

(Legraverend et Sirey.)

M. Legraverend nommé par le garde des sceaux, en 1817, directeur du Bulletin officiel de la Cour de cassation, fut révoqué, en 1821, par le même ministre, en exécution d'une ordonnance royale du 16 fév. — L'arrêté de révocation portait entre autres dispositions : 1^o que le sieur Legraverend ferait immédiatement la remise à son successeur de tout le matériel dépendant de l'administration du Bulletin, de quelque nature qu'il fût; 2^o qu'il ne recevrait aucune indemnité pour les exemplaires du Bulletin, qui lui avaient été livrés gratuitement à son entrée en fonctions, et dont il n'avait pas disposé, et 3^o qu'à l'égard des exemplaires imprimés ou réimprimés à ses frais, dont il n'avait pas disposé, il lui serait tenu compte desdits frais suivant les tarifs arrêtés à l'imprimerie royale.

Sur le pourvoi de M. Legraverend, contre cette décision, est intervenu M. Sirey, qui se fondant sur une cession que M. Legraverend lui avait faite du Bulletin, peu après sa nomination, a formé tierce opposition tout à la fois, à l'ordonnance royale et à la décision ministérielle, disant qu'à son égard elle devait être considérée comme non avenue.

Louis, etc. — Vu la loi du 1^{er} décembre 1790; — Vu les arrêtés du gouvernement, des 28 vendémiaire an 5 et demième jour complémentaire an 6; — Considérant que les fonctions de directeur spécial du Bulletin officiel de la Cour de cassation ne peuvent être confiées que par notre garde des sceaux, et sont révocables à sa volonté; — Considérant qu'aux termes mêmes de l'ordonnance du 26 mars 1817, les exemplaires dudit Bulletin, pour plusieurs années antérieures à 1817, n'ont été remis au directeur spécial dudit Bulletin, à titre gratuit, que dans l'intérêt de l'administration de ce Bulletin, pour en faciliter l'émission et la circulation; — Considérant, quant aux exemplaires imprimés ou réimprimés depuis l'année 1817, dont le sieur Legraverend n'a pas disposé et qui doivent être remis à l'administration du Bulletin, que lesdits exemplaires ont été imprimés aux frais du sieur Legraverend; que dès lors il est juste de lui rembourser le montant des avances auxquelles peut avoir donné lieu l'impression ou la réimpression desdits exemplaires; — Considérant sur la requête en tierce opposition formée par le sieur Alexis Sirey que le traité fait entre lui et le sieur Legraverend, le

(1) Les commissions coloniales exercent, en général, une double juridiction qui ressortit tantôt au conseil d'Etat, pour les matières qui touchent à l'administration et à l'égard desquelles elles remplissent des fonctions analogues à celles des conseils de préfecture; et tantôt à la Cour de cassation, pour les matières civiles, correctionnelles et criminelles, à l'égard desquelles elles statuent par voie d'appel sur les jugements de première instance. — En matière de traite des noirs, la compétence de la Cour de cassation est régie aujourd'hui

par la disposition suivante reproduite par diverses ordonnances réglementaires. A le conseil privé, disent ces ordonnances, prononce, sur recours en cassation, sur l'appel des jugements rendus par le tribunal de première instance, relativement aux contraventions aux lois sur la traite des noirs, sur le commerce étranger et sur le régime des douanes. » (Ordonn. des 21 août 1825, art. 162; 9 fév. 1827, art. 178; 27 août 1828, art. 167). — F. sur ce point, Serrigny, Compét. et proc. admin., t. 2, n^o 1225 et suiv.

26 mars 1817, est étranger à l'administration et que dès lors la tierce opposition du sieur Sirey est non recevable ;

Art. 1^{er}. Les requêtes du sieur Legerverend sont rejetées. Néanmoins il lui sera tenu compte des frais et avances, de toute nature, qu'il a faits depuis 1817, pour l'impression et la réimpression des exemplaires du *Bulletin de la Cour de cassation* dont il n'a pas disposé et dont il a effectué la remise au directeur actuel du *Bulletin* ; — Art. 2. La requête en tierce opposition du sieur Sirey est rejetée.

Du 1^{er} mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. *Rapp.*, M. de Crouseilles. — Pl., M. Sirey.

1^{er} CONSEIL D'ÉTAT — QUESTIONS POLITIQUES. 2^e BANNISSEMENT. — FAMILLE NAPOLEON. — ARRÈGES DE RENTES.

4^o Le conseil d'Etat n'est pas compétent pour statuer sur une réclamation qui soulève une question politique, dont la décision appartient exclusivement au gouvernement (1).

5^o Les membres de la famille Napoléon sont-ils aptes à réclamer les arrérages des rentes sur l'Etat à eux concédées à titre gratuit, qui, à l'époque de la loi par laquelle ils ont été privés de tous droits civils en France, étaient échus et non perçus ? (L. du 12 janv. 1816, art. 4.) — Rés. nég. par la décision attaquée. (Laffitte.)

M. Laffitte, cessionnaire de la princesse Borghèse, réclamait les arrérages d'une rente de 670,000 fr. concédée par Napoléon à cette princesse, à titre de dotations, arrérages qui s'élevaient à la somme de 1,480,102 fr.

Cette réclamation fut rejetée par une décision, adoptée en conseil des ministres, et ainsi conçue :

« La disposition de la loi politique, du 12 janv. 1816, qui porte que les membres de la famille Bonaparte ne pourront jouir en France, d'aucun droit civil, y posséder aucun bien, titre, pension à eux accordés à titre gratuit, est générale ; elle ne distingue pas les fonds des dotations gratuites de leurs fruits non perçus, et elle doit dès lors, recevoir son exécution pour tous les biens et pensions, à titre gratuit, que les membres de la famille Bonaparte pourraient avoir à réclamer contre l'Etat. »

Pourvoi devant le conseil d'Etat, fondé sur ce que la loi du 12 janv. 1816 n'a disposé que pour l'avenir, que si elle a retiré les fonds des dotations gratuites et fait cesser la jouissance des titulaires, elle n'a rien statué à l'égard des fruits échus et non perçus, et, par conséquent, les a laissés sous l'influence des règles du droit commun.

Lotis, etc. ; — Vu les requêtes à nous présentées au nom de la maison de banque J. Laffitte et compagnie, établie à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 11, et concluant à ce qu'il nous plaise annuler une décision rendue le 10 oct. 1821, par notre ministre des finances, sur un avis préalable de nos ministres, réquis au conseil, et ordonner que la maison Laffitte, se disant cessionnaire d'arrérages échus et non perçus de rentes perpétuelles, inscrites au trésor sous le nom de la dame Marie-Pauline, princesse Borghèse, lesquels forment une somme de 1,480,102 fr. 32 c., recevra

le paiement de ladite somme en valeurs de droil, sous toutes réserves et protestations contre le trésor, à raison du retard que le paiement aura éprouvé ; — Vu la décision attaquée, ensemble l'avis émis, le 5 oct. 1821, par notre conseil des ministres, sur ladite réclamation, et une lettre de notre ministre des finances à la maison Laffitte, en date du 4 du même mois ; — Vu les extraits certifiés conformes de trois inscriptions, un grand livre de la dette publique, sous les n° 52, 71, 27 et 714, lesquels portent que la dame Marie-Pauline, princesse Borghèse, est inscrite pour trois rentes, dont les arrérages composent un total de 683,000 fr. de rentes ; — Vu un acte passé, le 9 juil. 1816, devant M^{rs} Antoine-Joseph Edon et son collègue, notaires à Paris, par lequel la dame Marie-Pauline Bonaparte, épouse du prince Camille Borghèse, a cédé et transporté, à la maison de banque établie à Paris, sous la raison Perreux, Laffitte et compagnie, le montant des arrérages dus par le gouvernement français à la princesse Borghèse, pour raison desdites inscriptions, et échus jusqu'à et compris le 15 janv. 1816, ensemble les pièces annexes audit acte ;

Vu un mémoire adressé, le 26 sept. 1821, à notre ministre des finances par la maison Laffitte, tendant à obtenir le paiement des arrérages desdites rentes, par une somme de 1,480,102 fr. 32 cent., avec les intérêts depuis le 21 sept. 1820, ou même depuis le 4 juil. 1816 ; — Vu l'art. 4 de la loi du 12 janv. 1816 ;

Considérant que la maison Laffitte se prétend cessionnaire de la dame Marie-Pauline Bonaparte, princesse Borghèse, et demande, à ce titre, le paiement d'arrérages de rentes accordées à ladite princesse, à titre gratuit, lesquels étaient échus et non perçus à l'époque de la promulgation de ladite loi du 12 janv. 1816 ; — Considérant que la réclamation du sieur Laffitte tient à une question politique, dont la décision appartient exclusivement au gouvernement ;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Laffitte est rejetée. Du 1^{er} mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Villefosse. — Pl., M. Champion-Villeneuve.

1^o BAIL EMPHYTEUTIQUE. — ACTION DOMANIALE. — COMPÉTENCE.

2^o DOMAINE DE L'ÉTAT. — DÉCISION MINISTÉRIELLE. — CONSEIL D'ÉTAT.

1^o Les contestations relatives au paiement des loyers ou redevances de baux emphyteutiques existant au profit de l'Etat, sont de la compétence exclusive des tribunaux (2).

2^o Les décisions préfectorales ou ministérielles rendues en cette matière, ne doivent être regardées que comme des instructions données aux préposés des domaines dans l'intérêt de l'Etat, et ne s'opposent pas à ce que les particuliers qui s'en prétendent lésés portent leurs réclamations devant les tribunaux. En conséquence, le pourvoi formé au conseil d'Etat contre ces décisions, n'est pas recevable (3).

(Genty — C. Domaines.)

Lotis, etc. ; — Considérant que les questions qui s'élèvent sur le paiement des loyers ou rede-

vements des 3 mai 1810 (aff. Magrelli) ; 1^{er} janv. 1813 (aff. Fréhauf), et les notes.

(3) P. dans ce sens, décrets et ordonn. des 17 janv. 1814 (aff. Sisber) ; 21 août 1816 (aff. Nogues) ; 10 sept. 1817 (aff. Robert) ; 17 juin et 24 déc. 1818 (aff. Pertuisier et aff. Bridame) ; 19 mars 1820 (aff. Pihan) ; 11 fév. 1829 (aff. Chastigny Lantz) ; 19 juil. 1837 ; 6 fév. 1839 ; 24 juin 1840.

(1) V. dans ce sens, ordonn. des 17 juin 1820 (aff. Lecasani) ; 23 juil. 1823 (aff. Murat) ; 22 nov. 1826 (aff. Ambon) ; 6 déc. 1836 (aff. O'Leu) ; 5 déc. 1838 (aff. duchesse de Saint-Leu) ; Serrigny, Comp. et proc. adm., t. 1, n. 34. — V. toutefois, ordonn. du 5 déc. 1833 (aff. Perrat).

(2) V. dans le même sens, Cass. 9 pluv. an 12 ;

vances de banz emphytéotiques, sont du ressort des tribunaux;—Considérant, dans l'espèce, que les prétendues décisions du préfet et du ministre des finances ne peuvent être regardées que comme des autorisations données aux préposés des domaines, dans l'intérêt de l'état de suivre, devant les tribunaux, l'effet de la contrainte dont il s'agit; et que, par conséquent, elles ne font pas obstacle à ce que le sieur Genty forme opposition à ladite contrainte devant les tribunaux, s'il s'y croit fondé; — Art. 1^{er}. La requête du sieur Genty est rejetée.

Du 1^{er} mai 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. de Cormenin.—*Pl.*, M. Petit de Galles.

NOMS. — CONCESSION. — OPPOSITION.

L'opposition à une ordonnance qui a autorisé un particulier à ajouter un nouveau nom au sien, n'est plus recevable lorsque le concessionnaire est en possession depuis longues années, surtout si la prétention de l'opposant n'est justifiée ni par son acte de naissance ni par aucun autre titre.

(Durand de Villeplaine — C. Boscardy de Villeplaine.)

LOUIS, etc.; — Vu l'art. 7 de la loi du 11 germ. an 11; — Considérant qu'il est prouvé, notamment par l'ordonnance du 5 août 1784, que depuis un grand nombre d'années, le sieur Boscardy est en possession du nom de Villeplaine; — Considérant qu'il résulte de l'acte de naissance du sieur Durand, et des documents fournis, que le sieur Durand est sans qualité et sans droit pour s'opposer à notre ordonnance du 11 févr. 1820; — Art. 1^{er}. La requête du sieur Durand est rejetée.

Du 1^{er} mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Peyrounet fils. — *Pl.* MM. Huart Duparc et Collin.

CHEMIN VICINAL. — RECONNAISSANCE. — DÉCLARATION. — COMPÉTENCE.

Les conseils de préfecture sont incompétents soit pour reconnaître et ordonner le rétablissement d'un ancien chemin vicinal, soit pour déclarer l'utilité communale d'un nouveau chemin destiné à remplacer l'ancien; c'est au préfet seul qu'il appartient de statuer à cet égard (1).

(Commune de Balazé — C. Chateaux.)

LOUIS, etc.; — Considérant qu'aux termes de la loi du 9 vent. an 13, le préfet était seul compétent pour faire reconnaître et rétablir l'ancien chemin vicinal; et qu'en statuant sur ces deux points, le conseil de préfecture a excédé les bornes de sa compétence; — Que s'il y a motif de remplacer ledit chemin par un chemin passant sur le terrain dit de la Coifferie, c'est encore au préfet qu'il appartient de déclarer l'utilité communale, sauf l'indemnité préalable s'il y a lieu; — Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture du

département d'Ille-et-Vilaine, du 19 mai 1820, est annulé comme incompétemment pris.

Du 1^{er} mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Villemain. — *Pl.* MM. Sirey et Girardin.

AGENT ADMINISTRATIF. — SALAIRES. — COMPÉTENCE.

Il n'appartient qu'à l'autorité administrative, de fixer et de liquider les salaires administratifs réclamés par un agent de l'administration (2).

(Reinquin.)

Le sieur Reinquin, préposé par ordre du préfet du département de la Seine, à la garde d'une maison située avenue d'Antio, n° 17, réclamait devant les tribunaux, une somme de 243 fr. 30 c., pour frais de garde. — Conflit.

LOUIS, etc.; — Vu l'arrêt du 2 germ. an 5; — Considérant qu'il s'agit de la liquidation de salaires administratifs réclamés par un agent de l'administration, et qu'aux termes de l'arrêt ci-dessus visé, c'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient de fixer et de liquider les salaires;

Art. 1^{er}. L'arrêt du 16 janv. 1822, pris par le préfet du département de la Seine, est confirmé, et l'exploit ci-dessus visé sera considéré comme non avenu.

Du 1^{er} mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Peyrounet fils.

COMMUNE. — AFFOUAGE. — BOIS PARTICULIER. — COMPÉTENCE.

Un préfet ne peut, dans le but d'assurer l'exercice d'un droit d'affouage appartenant à une commune sur une forêt particulière, dépouiller le propriétaire de l'administration et de la jouissance de cette forêt.

Les tribunaux seuls sont compétents pour statuer sur la contestation relative au paiement d'une rente réclamée d'une commune par un particulier à raison du droit d'affouage exercé dans ses bois par une commune.

(Paran — C. commune de Langogne.)

LOUIS, etc.; — Considérant, dans l'espèce, que le préfet du département de la Lozère, en privant le sieur Paran, par ses arrêtés des 6 juil. et 18 sept. 1812, et 26 janv. 1813, de l'administration et de la jouissance d'une forêt qui lui appartient, a excédé ses pouvoirs;

Considérant que la contestation élevée entre le sieur Paran et la commune de Langogne, sur le recouvrement d'une rente qu'il soutient lui être due, à raison d'un droit d'affouage réclamé par ladite commune est du ressort des tribunaux; — Et que le conseil de préfecture en décidant, par son arrêt du 27 janv. 1812, que le sieur Paran ne pouvait poursuivre le recouvrement de ladite rente, a excédé les bornes de sa compétence;

Art. 1^{er}. Les arrêtés du préfet du département de la Lozère, des 6 juil. 1812, et du 26

conduit à considérer la solution ci-dessus comme établissant à l'égard des agents employés dans l'intérêt des communes, la règle adoptée à l'égard des agents du gouvernement. Sous ce point de vue, la décision serait, il nous semble, susceptible d'être contestée en présence de la jurisprudence du conseil qui tend à ne considérer les communes que comme des êtres moraux, soumis pour leurs intérêts privés aux mêmes règles que les particuliers, notamment en matière de travaux publics. V. l'ordonn. du 17 avril 1822 (aff. Comm. d'Angles), et le renvoi de la note.

(1) Principe constant : voy. l'ordonn. du 18 janv. 1815 (aff. Noët), et la résumé de jurisprudence qui accompagne cette décision.

(2) La règle n'est pas douteuse, lorsqu'il s'agit d'un agent du gouvernement. V. l'ordonn. des 8 sept. 1819 (aff. Reuël), et la note; 10 juil. 1822 (aff. Reimond). — Mais il est à remarquer qu'il s'agissait dans l'espèce d'un agent préposé à la garde d'une maison à Paris, par la préfet de la Seine qui remplit, comme on le sait, une grande partie des fonctions municipales. On pourrait donc penser qu'il s'agissait d'un intérêt communal, et par suite, être

fév. 1813, et l'arrêté du conseil de préfecture dudit département, en date du 27 janv. 1818, sont annulés pour excès de pouvoir et pour cause d'incompétence.

Du 1^{er} mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. de Cormenin. — Pl., MM. Buchot et Chauveau-Lagarde.

DOMAINES NATIONAUX. — LIMITES. — CONFINS. — FRUITS (RESTITUTION DE). — COMPÉTENCE.

L'objet donné pour confins à un domaine national, n'est pas compris dans la vente (1).

C'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de statuer sur la restitution de fruits dus par un acquéreur qui a joui d'un immeuble non compris dans son adjudication (2).

(Tixier—C. fabrique de Basville.)

Du 1^{er} mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. de Cormenin. — Pl., MM. Guichard père et Guénj.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — RAPPORT.

Du 2 mai 1822. — Cour roy. d'Agen (aff. Casagnes). — F. cet arrêt avec celui de cassation du 8 déc. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — APPEL.

Après un jugement contradictoire qui confirme un jugement par défaut, en déboutant de l'opposition, l'appel interjeté par l'opposant

(1) Ainsi jugé par nombre de décrets en ordonnances. F. 20 juin 1821 (aff. Tournay et Mersy).

(2) F., dans ce sens, ordonn. des 20 nov. 1813 (aff. Calais); 27 mai 1816 (aff. Richardot), et les notes.

(3) La Cour de cassation a plusieurs fois jugé qu'on ne pouvait se pourvoir contre un jugement par défaut, lorsque le jugement contradictoire qui l'a confirmé était passé en force de chose jugée. F. Cass. 21 avril 1807 et 24 nov. 1823. — A la vérité, elle a aussi jugé le 25 juin 1811, qu'après un jugement contradictoire qui déboute de l'opposition formée à un jugement par défaut, l'appel du jugement par défaut est recevable, bien qu'on n'ait pas appelé du jugement contradictoire de déboute d'opposition; mais cette décision peut se concilier avec les précédentes, si l'on fait attention que dans l'espèce des deux premiers arrêts, comme dans l'espèce ci-dessus, il s'agissait d'en déboute d'opposition par confirmation du jugement de défaut sur le fond; tandis que dans l'espèce de l'arrêt de 1811, il s'agissait d'un déboute d'opposition par fin de non-recevoir prise d'un défaut de forme, ce qui laissait le jugement du fond tout entier dans le jugement par défaut. — Quoi qu'il en soit de cette distinction, que nous croyons fondée, il est des arrêts qui, sans en tenir compte, ont jugé en sens contraire de l'arrêt ci-dessus, qu'on peut appeler d'un jugement par défaut tout en laissant subsister le jugement contradictoire qui a déboute de l'opposition qu'on y avait formée. F. Bourges, 3 août 1811; Poitiers, 4 mai 1826. Nous avons dit, en rapportant le premier de ces arrêts, que la doctrine qu'il consacre, nous semblerait très onéreuse de critiquer. Tel est aussi l'avis de M. Chevreau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1645. « En règle générale, dit cet auteur, il ne suffirait point de se pourvoir par appel contre le jugement de défaut, sans attaquer en même temps le jugement contradictoire qui a déboute de l'opposition. On dirait vainement que le jugement de défaut prononce seul des condamnations, que le jugement contradictoire ne fait qu'ordonner l'exécution de l'autre, qu'il en est le

n'est pas recevable, s'il ne porte que sur le jugement de défaut, et non sur celui qui a déboute de l'opposition (3).

(V. Machet—C. N....) — ARRÊT.

LA COUR;— Attendu que la veuve Machet n'a par exploit du 27 déc. dernier, interjeté appel que du jugement rendu par défaut contre elle le 21 août dernier, et non de celui contradictoire du 20 nov. suivant qui l'a déboute de l'opposition par elle formée au premier de ces jugements; — Attendu que le délai que la loi accordait pour interjeté appel du jugement du 20 nov. est expiré; que ce jugement est donc passé en force de chose jugée; — Attendu que si la Cour, en statuant sur le fond de la contestation, venait à infirmer le jugement du 21 août, il en résulterait que son arrêt serait en opposition avec le jugement du 20 nov., contre lequel il n'y a plus de possibilité de se pourvoir par appel; que ce lui-ci confirmant le jugement du 21 août, l'arrêt au contraire l'infirmerait, ce qui ne peut avoir lieu; — Par ces motifs, déclare la veuve Machet non recevable dans son appel, etc.

Du 6 mai 1822. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Colchen. — R., MM. Dommange et Crousse.

AVOUÉ. — CONSULTATION (DROIT DE). — SAISIE IMMOBILIÈRE.

En matière de saisie mobilière, l'avoué du pour-suisant n'est pas fondé à réclamer le droit de conseil que le tarif lui accorde dans les matières ordinaires (4).

suite, la conséquence, et qu'il s'y réfère dans toutes ses parties; que le jugement de défaut venant à être réformé celui qui a rejeté l'opposition n'a plus de base, et se trouve virtuellement réformé à son tour. Nous répondons que, lorsqu'une opposition régulière est formée au jugement de défaut, celui-ci est à l'instant même frappé d'impuissance, qu'il perd l'autorité et la force de jugement, qu'il devient un simple acte de procédure; que le procès est jugé de nouveau, et que le second jugement étant le seul qui ait statué au connaissance de cause, après avoir ouï les conclusions des parties, c'est le seul qui ait quelque valeur; c'est en lui seul que se trouve la véritable décision de la contestation, en sorte qu'attaquer le premier, sans attaquer le second, c'est s'en prendre à un acte sans portée, et respecter celui qui fait un véritable grief. — Ces principes, que consacre l'arrêt ci-dessus, résultent encore d'un arrêt de Bruxelles du 22 avril 1826. — F. aussi Rouen, 27 mai 1834.

(4) Telle est la doctrine de Sudraud-Desaies, *Man. du jug. tar.*, n. 918, d'après lequel les saisies immobilières ne doivent jamais donner lieu aux droits de consultation, puisqu'elles ne peuvent pas être considérées comme des instances régulières. C'est aussi ce qu'enseigne M. le prés. Carré, *Traité des matières civiles*, p. 249, n. 440. « Aux termes de l'art. 68 du tarif, dit cet auteur, pour qu'il y ait lieu à consultation, il faut qu'il y ait une demande principale formée, ou bien encore une intervention, une tierce opposition, ou une requête civile. Or, suivant M. Pigeau, tom. 1, p. 47, la demande est l'exercice d'une action qu'on prétend avoir; la poursuite de saisie immobilière n'en arien de ce caractère; elle ne peut être formée qu'en vertu d'un titre exécutoire, c'est-à-dire en vertu d'un droit déjà reconnu. Aussi la procédure tracée par le Code, et qui n'est qu'une voie d'exécution, est-elle placée au liv. 5 du Code de proc. civ., dont la rubrique est: de l'exécution des jugements. » L'auteur invoque à l'appui de sa doctrine, l'arrêt ci-dessus, et l'opinion des rédacteurs du tarif de Paris, qui par leur silence semblent avoir reconnu qu'en effet le

(Lavenard — C. Langlinay.)

LA COUR; — Vu l'état des frais faits par Lavenard dans la poursuite en expropriation; — Considérant que le premier article de cet acte se trouve être de 7 fr. 50 c. pour droit de conseil à l'avoué; qu'en outre bien que les droits accordés aux avoués, sur la poursuite de saisie immobilière, soient compris dans le chap. 2 du tarif des frais et dépens, du 16 fév. 1807, intitulé *Matières ordinaires*, § 10 de ce chapitre, il est évident que le législateur a eu soin de déterminer tous les cas qui se rencontrent dans ces poursuites, et d'attribuer aux avoués un droit particulier à chacun de ces cas; que ce droit diffère absolument de celui attribué aux actes en matières ordinaires, qui peuvent être assimilés à ceux qui se rencontrent dans la poursuite de saisie immobilière; d'où il suit que le tarif n'attribuant point de droit de conseil, dans cette poursuite, le président du tribunal civil d'Argentan ne pouvait allouer les 7 fr. 50 c. employés pour cet objet dans l'état dont il s'agit: — Réduits le mémoire de frais à... etc.

Du 7 mai 1822. — Cour roy. de Caen.

NOTAIRE. — MINUTES.

Le notaire obligé de rendre un compte en justice, qui joint à ses pièces justificatives, pour être remis au juge-commissaire, la minute d'un acte par lui reçu, est passible des peines de discipline portées contre les notaires qui se dessaisissent de leurs minutes, hors des cas déterminés par la loi. (L. du 25 vend. an 11, art. 22.) (1)

droit de consultation n'est pas dû en matière de saisie immobilière. Nous passons que c'est là en effet la véritable pensée des auteurs du tarif. V. encore dans ce sens la Comm. des Tarifs de M. Fons, sur l'art. 68, § 10, p. 132. — Toutefois, cette opinion est vivement combattue par M. Chauveau, *Comment. du tarif*, t. 2, p. 163, n. 7, qui critique avec force l'arrêt que nous rapportons ici. « Pourqu岸, dit cet auteur, refuserait-on d'accorder le droit de consultation dans les saisies immobilières? Nous n'en voyons pas le motif, puisque ces affaires présentent un aussi haut degré d'importance que toutes celles qui se discutent journellement devant les tribunaux..... Paut-on dire qu'une saisie immobilière n'est pas une demande principale? Non, certainement: car, s'il n'y avait pas demande, il n'y aurait pas constitution d'avoué; l'expropriation forcée est, au contraire, bien sérieuse, puisqu'elle tend à dépouiller un individu de sa propriété; c'est donc la demande la plus importante qui puisse être portée devant les tribunaux; et si le législateur ne l'eût pas pensée ainsi, il n'eût pas fait dominer, par l'art. 68, les dix paragraphes qui le suivent. — Mais, a dit la Cour de Caen, il est évident que le législateur dans le § 10 du ch. 2, a eu soin de déterminer tous les cas qui peuvent se rencontrer dans les poursuites de saisies immobilières, et de déterminer un droit particulier à chacun de ces cas, et que ce droit diffère absolument de celui attribué aux actes en matière ordinaire: d'où cette Cour a tiré la conséquence que le droit de consultation n'étant pas désigné dans le § 10, il ne pouvait être alloué. — Nous répondrons que si le législateur avait voulu déterminer d'une manière limitative, dans le § 10 de la saisie immobilière, les droits accordés pour ces poursuites, il l'eût déclaré aussi formellement qu'il le fait pour les *matières sommaires*, et il eût pensé qu'il était indispensable, pour éviter les erreurs, de poser une exception dans le § d'un titre qui commençait par une règle générale; et d'ailleurs il résulterait donc

(L. J. — ARRÊT.)

LA COUR; — Attendu que, de l'aveu même de L..., il a eu l'imprudence, contrairement à l'art. 22 de la loi organique du notariat, de se dessaisir de la minute de l'acte de vente dont il s'agit, pour être remise au juge-commissaire; que cette infraction, quoique en elle il n'ait eu sans doute d'autre but que d'éviter les frais, est néanmoins répréhensible; — Par ces motifs, — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant et statuant par jugement nouveau, — Fait injonction au notaire L... d'être plus circonspect à l'avenir et le condamne aux dépens.

Du 7 mai 1822. Cour roy. de Metz. — Prés., M. d'Hannoverles, p. p. — Concl., M. Julien, 1^{er} av. gén. — Pl., M. Parant.

1^o CONSEIL DE PRÉFECTURE. — ARRÊTÉ CONTRAINDICTOIRE. REFORMATION.2^o et 3^o COMMUNAUX. — VENTE. — LIMITES. — BORNAGE.

1^o Les conseils de préfecture ne peuvent réformer leurs arrêts contradictoires (2).

2^o La vente faite par la caisse d'amortissement d'un bien communal à elle cédé en 1813, tel que ce bien lui a été cédé par la commune, comprend tous les terrains qui se trouvent dans les limites indiquées par le procès-verbal de prise de possession du domaine.

3^o S'il y a lieu de procéder au bornage des terrains, les tribunaux sont seuls compétents (3).

(Beard — C. commune de Cressie-Rochefort.)

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'État. —

de l'opinion de la Cour de Caen, qu'en matière de saisie immobilière, si l'avoué avait fait des frais de correspondance, ces déboursés qui, même en matière sommaire il pourrait exiger de son client, ces frais ne lui seraient pas restitués, parce qu'il ne trouverait le droit de les demander dans aucun article du § 10..... » M. Chauveau répond ensuite en motif donné par M. Sarraden Desauls, d'après lequel la demande en saisie immobilière ne peut être considérée comme une instance régulière. « Qu'importe, dit M. Chauveau? Il suffit que ce soit une demande principale, dans laquelle il y ait constitution d'avoué, pour que le droit de conseil puisse être perçu. — S'il était besoin d'appuyer notre opinion de considérations morales, que de raisons ne trouverions nous pas, pour accorder aux avoués le droit de consultation... Aucune affaire n'exige de leur part plus d'attention, plus de soins que l'instance en saisie immobilière: avant de l'instanter, ils ont à examiner les titres de leurs clients pour savoir s'ils ne seront point contestés, et ils doivent même s'assurer du mérite de leurs inscriptions. Lorsque le commandement a été fait, ils doivent être en continuelles attentions, veiller à toutes les phases de la procédure; et trop souvent ils sont victimes de l'impéritie ou de la négligence de leurs clients; pourquoi donc leur refuser un droit de 7 fr. 50 c., qu'on leur accorde pour une contestation d'un bien moindre importance?... »

(1) V. Dans ce sens, Bolland de Villargues, *Répert. du not.*, v^o Minutes, n. 98.

(2) Ce point est consacré en jurisprudence administrative, comme en jurisprudence civile. V. décrets n^{os} ordonn. des 7 fév. 1808 (aff. Murignac); 21 juin 1813 (aff. Urban); 3 dec. 1817 (aff. Hardy); 12 août 1818 (aff. Lafabre Lamotte); 24 mars 1820 (aff. Chabaud Latour), et les notes; Serrigny, *Comp. l. et proc. adm.*, t. 2, n. 931.

(3) V. conf., ordonn. du 24 mars 1820 (aff. Chabaud Latour), et la note.

Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Guichard et Leroy-Neuvillette.

CONFISCATION. — ÉTRANGER. — DÉCRET IMPÉRIAL. — POURVOI.

Un décret de confiscation, rendu de propre mouvement, contre un étranger, n'est pas susceptible d'être attaqué par la voie contentieuse devant le conseil d'Etat (1).

(Benito.)

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Cochin.

CHEMIN DE HALAGE. — RIVIÈRE FLOT-TABLE.

Un chemin de halage, établi sur une rivière flottable, est une dépendance du domaine public, comme si la rivière était navigable.

— En conséquence, toute contravention au règlement de halage, est de la compétence des conseils de préfecture, lorsqu'elle est de nature à porter atteinte à l'intérêt public. (Cod. civ., 538, 650; Arrêts du 12-28 niv. an 5; L. du 29 flor. an 10.) (2)

(Comte.)

Le sieur Comte, propriétaire d'un clos, dans la commune de Grippont, et sur les bords de la Moselle, où cette rivière est flottable, avait fait construire un mur qui put intercepter le marche-pied de la rivière. — Il fut en conséquence cité devant le conseil de préfecture comme prévenu de contravention aux réglemens de la grande voirie.

Le 27 fév. 1819, arrêté par lequel le conseil de préfecture se déclare incompétent, sur le fondement du décret impérial du 19 avril 1812, portant que relativement aux rivières non navigables, toute contravention doit être réprimée par les tribunaux, que les conseils de préfecture ne sont compétens qu'en ce qui touche l'obligation du enrage, imposée par la loi du 14 flor. an 11.

Pourvoi, par le préfet, qui se fonde sur ce qu'une rivière flottable est assimilée à une rivière navigable, en ce sens que l'une et l'autre sont soumises aux réglemens de grande voirie dont la contravention doit être réprimée par les conseils de préfecture.

Louis, etc. — Vu l'ordonnance du mois d'août 1669, les art. 538 et 650 du Code civ., l'arrêté du 13 niv. an 5, les lois des 28 plu. an 8 et 29 flor. an 10, et les décrets des 10 et 12 avril 1812;

Considérant que, par le décret du 10 avril 1812, les dispositions du décret du 16 déc. 1811.

(1) Le pourvoi portait contre la disposition d'un décret du 16 sept. 1811, qui avait prononcé la confiscation d'un troupeau de mérinos introduit sans doute au fraude des droits de douane, par le sient Benito, Espagnol, pour le réunir aux bergeries du gouvernement. Le texte de l'ordonnance ci-dessus, dont les motifs qu'énoncent seulement la solution ici posée ne fait du rien connaître les motifs du décret la confiscation; au besoin, on retrouvera ce texte dans l'ancienne collection de M. Sirey, Tom. 25.2. 209.

(2) V. dans ce sens, David, des Cours d'eau, t. 1, n. 442; Serrigny, Compét. si proc. adm., t. 2, n. 692; Cormenin, Droit adm., 5^e éd., v^o Cours d'eau, § 14, ad notat. — En sens contraire, voy. Proudhon, Domaines public. tom. 3, n^o 816 et suiv. — V. de reste, sur la distinction à faire entre les contraventions qui touchent à l'ordre public, et celles qui ne blessent que des intérêts privés, distinction qui ressort également de la solution ci-

qui renvoient au conseil de préfecture le jugement des contraventions de grande voirie, ont été rendues applicables aux canaux et rivières navigables, sans préjudice de tous les autres moyens de surveillance ordonnés par les décrets et lois; — Considérant que la servitude des chemins de halage et marche-pieds, le long des rivières navigables et flottables, est établie par l'ordonnance de 1669 et par le Code civ.; que dès lors, les contraventions à ladite servitude, sur les rivières navigables et flottables, sont de leur nature, matière de voirie, et doivent être réprimées d'après les mêmes règles; — Considérant que le conseil de préfecture a mal à propos fondé son incompétence sur un décret du 12 avril 1812 (3), qui a été rendu en matière d'intérêt privé, relativement au droit de pêche, et que, dans l'espèce, il s'agit d'une question d'ordre public;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Meurthe, du 19 février, est annulé. — 2. Il sera donné suite, devant ledit conseil de préfecture, au procès-verbal de contravention dressé, le 30 juin 1818, contre le sieur Comte.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

TRESOR PUBLIC. — TRAITE. — ENDOSSEMENT IRRÉGULIER. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont seuls compétens pour statuer sur la validité de l'endossement d'une traite tirée sur le trésor public, par un payeur général, sous la réserve toutefois, des droits du trésor de constater par d'autres moyens, l'admission de la traite en liquidation, devant la juridiction administrative (4).

(Laffitte.)

Louis, etc. — Considérant que la décision attaquée se fonde sur ce que l'endossement de la traite n'est pas régulier, attendu qu'il ne remplit pas les conditions prescrites par l'art. 137 du Code de commerce; — Considérant qu'il s'agit, dans ces termes, de statuer sur la validité de l'endossement, d'après les dispositions du droit commun, et que cette question préalable ne peut être jugée que par les tribunaux; — Considérant que ladite traite est tirée, par le payeur général de l'armée, sur le caissier général du trésor;

Art. 1^{er}. Il est sursis à statuer sur le pourvoi du sieur Laffitte, contre la décision du ministre de la guerre du 4 mai 1821; — 2. Le sieur Laffitte est renvoyé devant les tribunaux pour y faire, au préalable, prononcer, contradictoirement avec

Jessou, l'ordonn. du 23 janv. 1823 (aff. Guéline), et la note.

(3) V. à cette date l'aff. Royra.

(4) Du même jour, décisions identiques (aff. Bouchérol et compagnie, aff. Schwartz et Munster et aff. Testat). Ces solutions ne sont qu'une application du principe consacré par nombre d'autres décisions dans des espèces diverses, d'après lequel toute contestation intéressant l'Etat, et qui doit être jugée par application des règles du droit commun, est de la compétence exclusive des tribunaux. V. à cet égard, ord. des 20 mars 1820 (aff. Ogier); 14 nov. 1821 (aff. Héraud), et les notes; Cormenin, Droit adm., 5^e éd., v^o Dette de l'Etat, § 7. — L'ne ordonn. du 18 sept. 1833 (aff. Charrey), a également jugé dans un sens analogue, que c'est aux tribunaux à connaître de la question de savoir si le paiement effectué par le trésor, entre les mains d'un créancier de l'Etat, nonobstant l'opposition formée par un tiers, est ou non valable.

l'agent judiciaire du trésor, sur la validité de l'endossement dont il s'agit, tous autres moyens du trésor réservés.

Du 8 mai 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. de Cormenin.—*Pl.*, M. Delagrèze

COMMUNE. — BAUX. — FÉODALITÉ. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont seuls compétents pour statuer sur les contestations relatives à l'exécution d'un bail à ferme, passé par une commune (1).

C'est également aux tribunaux qu'il appartient de prononcer, au sujet de redevances réclamées par une commune, sur l'application de la loi du 4 août 1789, relative à la suppression des droits féodaux (2).

(Gluck et consorts.)

Il s'agissait, dans l'espèce, de la validité de poursuites exercées par le receveur municipal d'Altkirch, contre différents fermiers de cette commune, lesquels prétendaient faire admettre en compte de leurs fermages, une somme que, suivant eux, ils avaient inducement payée au receveur, pour un droit fiscal appelé *Obungeld*, qui était, disaient-ils, du nombre de ceux supprimés comme féodaux par la loi du 4 août 1789.

Louis, etc.;—Considérant que la demande adressée au conseil de préfecture du Haut-Rhin, par les sieurs Gluck, Winckler et Hoener, en tant pour objet de soumettre au conseil de préfecture plusieurs questions relatives à l'exécution du bail à ferme du 5 déc. 1790, et à l'application de la loi du 4 août 1789, et que l'examen de ces questions est de la compétence des tribunaux ordinaires;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département du Haut-Rhin, du 20 juill. 1820, est annulé pour cause d'incompétence;—Art. 2. Les sieurs Gluck, Winckler et Hoener sont renvoyés à se pourvoir, s'ils s'y croient fondés, par-devant les tribunaux ordinaires.

Du 8 mai 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. de Crouseilles.—*Pl.*, M. Reboul.

COMMUNAUX. — VENTE — REVENDICATION. — COMPÉTENCE.

Les contestations relatives à la vente des biens communaux, effectuées par la caisse d'amortissement en vertu de la loi du 21 mars 1813, sont régies, à l'égard des tiers, par les règles du droit commun, c'est aux tribunaux que doit s'adresser le tiers qui revendique, à titre de propriétaire, un terrain compris par erreur, dans une vente de cette nature (3).

(Bohan-Soubise—C. Gosse.)

Du 8 mai 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—

(1) F. dans ce sens, ordonn. du 20 nov. 1815 (aff. Richou), et la note, ainsi que les autorités auxquelles elle renvoie.

(2) F. conf., ordonnance du 18 avril 1816 (aff. Meyer).

(3) Principalement, F. ordonn. du 29 déc. 1819 (aff. Tarte), et la note.

(4) C'est ce qu'ont pareillement jugé deux autres ordonn. des 28 dec. 1825 (aff. Comm. de Marzillargues) et 16 mai 1827 (aff. Adam).—La raison en est que les ventes de biens communaux dont la caisse d'amortissement a été saisie en 1813, sont assimilées aux ventes des biens nationaux, et sont comme elles, insaisissables. On peut d'ailleurs ajouter que la cession des biens communaux en avant transporté *ipso facto* la propriété au domaine de l'Etat qui les a vendus, et que dès lors

Rapp., M. de Cormenin.—*Pl.*, M. Odilon Barrot.

1^o COMMUNAUX. — VENTE PAR LA CAISSE D'AMORTISSEMENT. — ACTION EN NULLITÉ.

2^o ACTION DOMANIALE. CONSEIL DE PRÉFECTURE. — COMPÉTENCE.

1^o La commune dont les biens ont été vendus par la caisse d'amortissement, en exécution de la loi du 20 mars 1813, est sans qualité pour demander l'annulation de la vente, même sous prétexte qu'elle aurait été vicieuse par des manœuvres frauduleuses (4).

2^o Les conseils de préfecture doivent se borner à émettre un simple avis sur les actions qui intéressent le domaine. Ils sont sans qualité et sans pouvoir pour autoriser les préfets à suivre ces actions devant les tribunaux (5).

(Pauvert et Magnat.—C. comm. de Pierrecourt.) Louis, etc.;—Considérant, dans l'espèce, que la commune de Pierrecourt était sans qualité pour demander l'annulation de la vente dont il s'agit, et que le conseil de préfecture aurait dû rejeter ladite demande, au lieu de l'autoriser à la suivre devant les tribunaux;

Considérant en ce qui touche l'autorisation donnée par le conseil de préfecture au préfet:—Qu'aux termes de la loi du 5 nov. 1790, les conseils de préfecture doivent se borner à émettre un simple avis sur les actions qui intéressent le domaine; mais qu'ils sont sans qualité et sans pouvoir pour autoriser les préfets à suivre lesdites actions, lorsqu'il y a lieu, devant les tribunaux;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Haute-Saône, du 8 mai 1820, est annulé;—Art. 2. L'adjudication passée aux sieurs Pauvert et Magnat, le 3 déc. 1813, sortira son plein et entier effet.

Du 8 mai 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. de Cormenin.—*Pl.*, MM. Joffroi et Lousseau.

COMMUNAUX. — VENTE. — SECONDES HERBES. Une commune ne peut réclamer les secondes herbes d'un bien communal vendu par la

caisse d'amortissement, si l'acte de vente ne contient pas à cet égard, une réserve en sa faveur (6).

(Fagedet—C. commune de Maurens.)

Du 8 mai 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. Brière.—*Pl.*, M. Lassus.

DOMAINES NATIONAUX. — SERVITUDE. — COMPÉTENCE.

Le conseil de préfecture, saisi de la question de savoir si un domaine national est ou

le domaine aurait seul qualité pour agir. F. dans ce sens, *Cormenin, Droit adm.*, 5^e éd., v^o Communes, § 12.

(5) F. dans ce sens, Cass. 22 flor. an 10; 9 avril 1834 (Volume 1834); Feneart, *Droit adm.*, t. 2, n. 24; *Cormenin, Droit adm.*, 5^e éd., v^o Domaines de l'Etat, § 5; Serrigny, *Compt. et proc. admin.*, t. 2, n. 769. Un avis du conseil d'Etat, en date du 28 août 1823, a même posé en principe que les préfets n'ont pas besoin, pour exercer une action intéressant l'Etat, de prendre l'avis du conseil de préfecture, et qu'ils doivent se conformer, pour l'exercice de ces actions, aux instructions qu'ils reçoivent du gouvernement. F. encore dans ce sens, Bordaues, 26 nov. 1828.

(6) Sic, ordonn. du 31 mars 1819 (aff. *hab. de Vernay sur-Meuse*).

non privé d'un droit de dépaissance, et si quelques terrains revendiqués contre l'adjudicataire, ont ou non fait partie de la vente, ne doit pas se déclarer absolument incompetent, bien qu'il s'agisse de servitude. Il doit examiner le litige d'après les actes administratifs qui ont préparé ou consommé la vente, et statuer, dans les termes de ces actes, sur les difficultés qui divisent les parties (1).

(Laura — C. comm. de Courrensan.)

LOUIS, etc. — Considérant qu'il s'agissait, dans l'espèce de savoir si, d'après les actes administratifs qui ont préparé ou effectué la vente, le terrain acquis par le sieur Laura était assujéti à un droit de dépaissance en faveur de la commune de Courrensan, ou s'il en était affranchi; si quelques portions de terre revendiquées par ladite commune, comme usurpées sur elle par le sieur Laura, ont été comprises ou non dans l'adjudication passée à celui-ci, le 16 juin 1813; — Considérant que la loi du 28 pluvi. an 8 charge les conseils de préfecture de statuer, en premier degré, sur tout le contentieux des domaines nationaux; — Considérant que le conseil en préfecture, au lieu de prononcer, dans l'espèce, son incompetence abusive, aurait dû donner une déclaration préalable sur les deux points en litige, d'après les actes administratifs qui ont préparé et consommé la vente;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du Gers, du 24 nov. 1821, est annulé; — Art. 2. Les parties sont renvoyées devant ledit conseil de préfecture pour y faire statuer sur les difficultés qui les divisent, dans les termes des actes administratifs qui ont préparé et consommé la vente dont il s'agit.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Lassis.

DOMAINES NATIONAUX. — SERVITUDE. — CONFIN. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

Lorsqu'un domaine national a été vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, sans aucune réserve ni distinction, la contestation sur l'existence, l'étendue et le mode d'une servitude, est de la compétence des tribunaux (2). De même, lorsqu'il n'existe pas de difficultés sur l'exactitude des confins assignés par l'acte de vente au domaine vendu, et que dès lors, il ne s'agit pas d'interpréter, mais uniquement d'appliquer le contrat, les tribunaux sont encore seuls compétents (3).

(Picot — C. Marsaux.)

LOUIS, etc. — Considérant, relativement à la servitude de passage réclamée par le sieur Marsaux, sur le bien national dont il s'agit, que ledit bien a été vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, sans aucune réserve ni distinction à cet égard; que, par conséquent, c'est aux tribunaux qu'il appartient de prononcer, dans l'espèce, sur l'existence, l'étendue et le mode de la servitude réclamée;

Considérant, relativement à la revendication de propriété faite par le sieur Marsaux sur une portion du terrain vendu, que d'après les mémoires des parties, il n'existe pas de difficultés entre elles, sur l'exactitude des confins assignés audit terrain; — Que dès lors, il ne s'agit plus d'interpréter, mais seulement d'appliquer le contrat de vente ci-dessus visé, et que cette application appartient aux tribunaux;

Art. 1^{er}. L'arrêt de la Cour d'appel d'Amiens, du 16 pluviôse an 13, est considéré comme non avenu. — 2. Les parties sont renvoyées devant les tribunaux.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Odilon Barrot et Darvieux.

BAU (COURS D'). — RÈGLEMENT NOUVEAU. —

RÈGLEMENTS ANCIENS. — COMPÉTENCE.

L'autorité administrative est compétente pour statuer sur les contestations relatives à un cours d'eau, lorsqu'il s'agit de faire un règlement nouveau entre les parties; mais lorsqu'il s'agit de statuer sur l'exécution des anciens règlements, les tribunaux sont seuls compétents (4).

(Pigelet et autres.)

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Naylies.

1^o PRIVILÈGE. — BOULANGER. — FACTEUR.

2^o BOULANGER. — FACTEUR. — FONDS SUPPRIMÉ. — INDEMNITÉ.

1^o Les facteurs à la halle aux blés de Paris, n'ont pas de privilège, à raison des fournitures par eux faites à un boulanger dont le fonds est supprimé, sur l'indemnité payée pour la suppression de cet établissement, par le corps des boulangers (Décr. du 27 fév. 1811.) (5).

2^o Le préfet de police ne peut pas, en accordant une indemnité au titulaire d'un fonds de boulangerie supprimé, faire payer sur cette indemnité, la créance due à un facteur de la halle, par l'acquéreur du fonds qui s'est trouvé provisoirement substitué au titulaire. (Chéron — C. Tronc.)

En 1817, vente par le sieur Tronc au sieur Murnie, d'un fonds de boulangerie à Paris, qu'il tenait lui-même du sieur Hardy, sous le nom duquel il était encore. En vertu des pouvoirs que lui donnait le décret du 27 février 1811, le préfet de police refusa d'approuver la vente, supprima l'établissement, et ordonna que le corps des boulangers paierait une indemnité de 7,000 fr. au sieur Hardy, titulaire.

En attendant l'approbation préfectorale, le sieur Murnie avait géré la boulangerie, et des farines lui avaient été fournies par le sieur Chéron, facteur à la halle. Ce dernier n'étant pas payé, s'adressa au préfet de police, et demanda à être payé par préférence sur l'allocation de 7,000 fr., représentation du fonds supprimé; le préfet de police ordonna qu'il en fut ainsi.

Arrêt de la Cour de cassation du 9 juill. 1806 (aff. Boile).

(4) V. dans ce sens, décrets en ordonn. des 12 et 17 juov. 1812 (aff. Lernogot); 22 mai 1815 (aff. Bertrand), et la note; 10 janv. et 30 mai 1821 (aff. Arriveur et aff. Jay Lagay); voy. aussi Cass. 28 mai 1807; 4 juil. 1834; 2 juil. 1839; 30 janv. 1840; Fourart, Droit adm., t. 2, p. 269.

(5) V. sur l'établissement des facteurs de la halle au blé de Paris, le Dictionnaire de police, de MM. Elouin, Tribuchet et Labat, v^o Boulangerie.

(1) V. sur le principe de la division de compétence en cette matière, ordonn. du 20 juov. 1819 (aff. Souzet et autres), et la note. — V. aussi l'ordonn. ci-après.

(2) V. dans ce sens, décret et ordonn. des 6 fév. 1810 (aff. Rougemont); 30 juil. 1813 (aff. Pinteville-Lernon), et nos Tables triennales si decenn. v^o Domaines nationaux. V. aussi ordonn. des 24 juil. 1819 (aff. Gerdrat); 17 août 1825 (aff. Picard), et les notes.

(3) V. sur ce point, la note qui accompagne l'ar-

Le sieur Trone, vendeur intermédiaire, auquel l'indemnité appartenait, réclama contre cette disposition.

Arrêté du ministre de l'intérieur, qui réforme l'ordonnance du préfet de police par le motif que les privilèges sont établis par des lois positives, et non par des raisons de convenance, et que le décret du 27 fév. 1811, relatif au commerce de la boulangerie de Paris, n'accorde privilège aux facteurs que sur les quinze sacs déposés pour garantie, à la réserve.

Pourvoi du sieur Chéron au conseil d'Etat contre la décision ministérielle. — Le sieur Chéron expose qu'il ne réclame pas un privilège, mais le bénéfice d'une condition imposée par le préfet de police au sieur Trone, en lui allouant une indemnité de 7,000 fr ; que ce magistrat qui, aux termes de l'arrêté consulaire du 19 vend an 10, pouvait supprimer le fonds de boulangerie sans indemnité, pouvait aussi, en accordant une indemnité, mettre telle ou telle condition à la délivrance de cette indemnité, par exemple, le paiement des fournitures du sieur Chéron.

Louis, etc. — Considérant que le décret du 27 fév. 1811, qui accorde aux facteurs de la balle, un privilège sur les quinze sacs déposés à la réserve, par chacun des boulangers, dans notre bonne ville de Paris, ne leur en attribue pas sur l'indemnité payée par le corps des boulangers, pour les établissements supprimés ;

Considérant, d'ailleurs, que l'indemnité pour la suppression de l'établissement de boulangerie, rue du Four-Saint-Honoré, étant accordée au sieur Hardy, le préfet de police ne pouvait faire payer, sur cette indemnité, une créance due au sieur Chéron par le sieur Muralin, et qu'il a été, à cet égard, bien prononcé par notre ministre de l'intérieur ;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Chéron est rejetée.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., MM. Leconteur et Lamberg.

1^o CONSEIL D'ÉTAT. — ORDONNANCE ROYALE. — POUVOIR.

2^o DOMAINES NATIONAUX. — PAYS RÉUNIS. — GARANTIE.

1^o Une ordonnance du roi, rendus sur le rapport d'un ministre, dans une matière contentieuse, sans les formalités prescrites par le règlement du 22 juill. 1806, pour les affaires de cette nature, est susceptible d'être attaquée devant le conseil d'Etat, par la voie contentieuse (1).

2^o Le gouvernement français ne peut être garanti envers des acquéreurs de biens vendus nationalement, et situés en pays étranger, que des troubles et évictions provenant de son propre fait, ou qu'il eût été en son pouvoir d'empêcher.

(Petit. — C. ministre des finances.)

Le 23 pluv. an 6, les Etats romains se constituent en république. — Le 15 fév. 1798, les Français entrent dans Rome et frappent une contribution de guerre de trois millions de piastres.

(1) F. conf., ordonn. du 7 août 1816 (aff. Corbienne); Cormenin, *Droit adm.*, 4^e éd., *Fonctions du conseil d'Etat*, § 18. V. aussi l'ouvrage de M. Sirey, intitulé : *du Conseil d'Etat selon la Charte*, p. 284. — Adde, ordonn. du 29 janv. 1823 (aff. de Fernon).

(2) V. en sens contraire, ordonn. des 21 mars 1821 (aff. du Grignon Desbureaux); 11 mai 1826 (aff. Lehericy, Volume 1838). — M. Serrigny,

— L'Etat romain se libère de cette contribution, savoir : en payant un tiers en argent, un tiers en traites et un tiers en biens immeubles. — Le 30 fruct. an 6, les agents de la république romaine cèdent au gouvernement français les biens de la messe Vascoville, moyennant 130,678 fr. — Le 5 vend. an 7, l'agent de la république vend au sieur Petit, Français, les mêmes biens au prix de cession. — Cette vente notariée stipule en faveur de l'acquéreur la plus formelle garantie.

Cependant, le 24 oct. 1801, le pape, rentré dans ses Etats, dépose le sieur Petit par un écrit.

Le sieur Petit, repoussé dans ses réclamations auprès de l'autorité papale, s'adresse au gouvernement français. — En l'an 12, un rapport est fait en sa faveur par les ministres des finances et de la guerre. — Mais ce rapport était resté sans résultats lorsque survint la restauration.

Nouvelles réclamations du sieur Petit auprès des ministres. — Le 14 mai 1817, une ordonnance royale, rendue sur le rapport du ministre des finances, déclare que le gouvernement français ne pouvait être tenu que des évictions provenant de son fait, et qu'il eût été en son pouvoir d'empêcher.

Louis, etc. — Considérant, dans l'espèce, que la matière est contentieuse ; — Considérant que l'ordonnance du 4 mai 1817 n'a été rendue que sur la demande formée par le sieur Petit, devant notre ministre des finances, et sur son rapport ; — Que cette ordonnance n'a pas été précédée des formes prescrites par le règlement du 22 juillet 1806, pour l'instruction et le jugement des affaires contentieuses ; — Qu'ainsi, la pourvoi du sieur Petit est recevable dans la forme ;

Considérant que le gouvernement français ne peut être garant, envers des acquéreurs, que des troubles et évictions provenant de son propre fait, et qu'il eût été en son pouvoir d'empêcher ; Que les mesures prises par les puissances étrangères, dans leurs Etats, ne pouvant donner lieu à aucune action contraire ;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Petit est rejetée.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Sirey.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — DÉGRÈVEMENT. — TIÈRCE OPPOSITION.

Les contribuables surchargés par suite des arrêtés du conseil de préfecture qui ont accordé un dégrèvement à un autre contribuable, ont qualité pour former tierce opposition à ces arrêtés (2).

(Falgas, Gasien et autres. — C. Bruyères de Chabreux.)

Louis, etc. ; — Vu la loi du 2 mess. an 7, et l'arrêté du gouvernement du 24 flor. an 8, sur les demandes en décharges et réductions de la contribution foncière ; — Considérant que les sieurs Falgas et consorts avaient intérêt et qualité pour se rendre tiers opposants aux arrêtés du conseil de préfecture de l'Aude, des 13 novembre 1817 et 19 fév. 1818 ; — Considérant que leur tierce opposition n'aurait pu être rejetée que par des fins de non-recevoir, jugées valables ;

Compét. et proc. adm., t. 1, p. 520, se prononce également dans un sens opposé à la solution ci-dessus, et ne reconnaît qu'à la commune, collectivement, le droit de réclamer par l'intermédiaire de ses organes légaux, contre le dégrèvement accordé à un contribuable, son tanquieliste cas où un habitant voudrait à cet égard exercer les droits de la commune, en vertu de l'art. 49 de la loi du 18 juill. 1837.

et qu'il n'en est pas fait mention dans l'arrêté attaqué du 27 nov. 1819, qui a déclaré les réclamations non recevables. — Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aude, du 27 nov. 1819, est annulé. — 2. Les sieurs Falgas et consorts sont renvoyés devant le même conseil de préfecture, pour faire valoir leur tierce opposition, et, s'il y a lieu, leurs moyens en fond.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Torbé. — Pl., MM. Odilon Barrot et Coste.)

COMMUNE. — CASERNEMENT. — TRAVAUX. — PAIEMENT. — COMPÉTENCE.

Le conseil de préfecture est seul compétent pour statuer sur le point de savoir si des travaux fournitures et approvisionnements faits pour des casernes, exécutés ultérieurement à une commune et à un arrondissement, en vertu d'un décret, sont à la charge de cette commune et de l'arrondissement, ou à celle de l'Etat; ainsi que pour faire la répartition de la dépense entre les administrés.

Les travaux exécutés antérieurement à l'acte de cession des casernes, ne sont à la charge de la commune et de l'arrondissement cessionnaire, qu'autant que le décret de cession les en aurait expressément chargés.

Dans tous les cas, la commune ne pourrait être contrainte au paiement des travaux et fournitures antérieurs à la cession, qu'autant que l'estimation en aurait été faite contradictoirement avec elle ou ses délégués, et qu'elle aurait été mise en possession des matériaux et du mobilier laissés en approvisionnement.

C'est à l'entrepreneur à mettre à cet égard la commune en demeure, et à provoquer son envoi en possession.

(Commune de Saint-Jean-d'Angély — C. Masson.)
Louis, etc. 1. — Sur la compétence : Considérant qu'il s'agit de l'exécution d'un décret portant cession de casernes à la ville et à l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély; du règlement des sommes dues pour travaux fournitures et approvisionnements, à un entrepreneur de travaux publics, et de la répartition de ces sommes entre les administrés : que tous ces divers rapports, le conseil de préfecture était compétent pour connaître de la contestation : — Considérant, au fond, que les travaux exécutés antérieurement à l'acte de cession n'ont pas été mis à la charge des cessionnaires, et que pour cette portion de la créance, l'entrepreneur n'avait aucun recours à exercer contre la commune et l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély;

Considérant qu'il n'est établi ni par les pièces respectivement produites, ni par l'arrêté attaqué que l'estimation des sommes demandées à la ville de Saint-Jean-d'Angély ait été faite contradictoirement avec la commune ou ses délégués, ni que cette commune ait été mise en possession des matériaux et mobilier laissés en approvisionnement;

Considérant que c'est au sieur Masson jeune à mettre la commune en demeure de procéder à l'estimation contradictoire des matériaux et du mobilier, en ce qui peut la concerner, et de provoquer son envoi en possession de tout ou partie desdits matériaux et mobilier, pour ensuite être

statué par le conseil de préfecture ce qu'il appartiendra.

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Charente-Inférieure, du 20 juin 1820, est annulé en ce qu'il met à la charge de la commune de Saint-Jean-d'Angély une portion du prix des travaux exécutés antérieurement à l'acte de cession, et en ce qu'il l'a condamnée à payer le prix, non contradictoirement établi, d'une portion de matériel et mobilier sans avoir acquis la preuve que la commune ait pris possession desdits objets. — 2. Les droits du sieur Masson, contre ceux qui auraient indûment disposé desdits matériaux et mobilier, sont réservés.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Torbé. — Pl., MM. Mathias et Gizardin.

ALIGNEMENT. — ROUTE DÉPARTEMENTALE. — RÉPARATIONS. — DÉMOLITION. — AMENDE.

Le propriétaire qui, sans autorisation, répare un mur de sa maison en retour sur une route départementale, est passible de la démolition des ouvrages, de la confiscation des matériaux et de 300 fr. d'amende. (Arrêt du cons., du 27 fév. 1765.) (1)

Mais la peine de démolition ne doit être appliquée qu'aux ouvrages faits en contravention, et non à la partie entière de maison à laquelle ils se rattachent (2).

Le contrevenant peut même être dispensé complètement de la démolition, s'il résulte des renseignements transmis qu'elle n'est pas nécessaire, et l'amende portée contre lui peut être modérée (3).

(Rion.)

La maison du sieur Rion était en saillie de trois mètres sur la route. Le sieur Rion avait réparé successivement la toiture et au mur qui se trouvait en retour sur la route, mais qui ne faisait point façade.

Arrêté du conseil de préfecture qui ordonne d'abattre toutes les parties de la maison qui étaient en saillie.

Pourvoi : le sieur Rion soutient que l'autorisation administrative n'est nécessaire que pour les travaux à exécuter aux façades. — Le directeur général des ponts-et-chaussées répond que la défense faite par l'arrêt du conseil de 1765 est générale et que la réparation d'un mur en saillie sur la voie publique, quoiqu'en retour, est comprise dans cette défense.

Louis, etc. 1. — Considérant que, nonobstant les avertissements à lui donnés, le sieur Jacques Rion a fait faire, sans en avoir demandé l'autorisation, divers travaux de réparation à la maison qui lui appartient dans la commune de Saint-Renan, au point de jonction des deux routes départementales, numéros 5 et 6, et qu'à raison de cette contravention, il pouvait, aux termes de l'arrêt du conseil du 27 fév. 1765, être condamné à la démolition des ouvrages, à la confiscation des matériaux et à 300 fr. d'amende;

Considérant que le conseil de préfecture, en prononçant la démolition entière de la partie de la maison qui est en saillie sur la voie publique, a dépassé les limites de la peine à appliquer;

Considérant qu'il résulte des renseignements transmis par notre directeur général des ponts-

(1) F. anal. dans le même sens, ordonn. du 8 nov. 1838 (aff. Gressier).

(2) Conf., ordonn. des 20 nov. 1816 (aff. Doumiers); 4 juill. 1827 (aff. Hébert); 26 oct. 1828 (aff. Lyon Moise).

(3) F. dans ce sens, ordonn. des 6 mars 1816 (aff. Piardin); 17 juin 1818 (aff. Pomeroy), et ci-après l'ordonn. du même jour (aff. Mortier).

et-chaussées et des circonstances de l'affaire, qu'il n'est pas même nécessaire d'ordonner la démolition des ouvrages ;

Considérant néanmoins que le fait de la contravention doit être réprimé, et qu'il y a lieu de modérer l'amende proportionnellement au délit ;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Finistère, du 16 mai 1821, est annulé. L'amende encourue par le sieur Jacques Riou est modérée à 200 fr.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Garnier.

ALIGNEMENT. — ROUTE. — RECONSTRUCTION. — DÉMOLITION.

Un bâtiment en ruine, situé à quatre mètres d'une route ne peut être reconstruit sans autorisation, à peine de démolition et de 300 f. d'amende. (Arrêt du cons. du 27 fév. 1765.)

Toutefois, le conseil de préfecture peut, suivant les circonstances, dispenser de la démolition (1).

(Mortier.)

LOUIS, etc. ; — Vu la loi du 28 flor. an 10 et le décret du 16 déc. 1814 ; — Considérant que le certificat du maire et de plusieurs habitants de Wordmout se borne à attester qu'il existait depuis trente ans, dans l'emplacement indiqué, une écurie dont le sieur Mortier s'est rendu acquéreur ; qu'il résulte des renseignements transmis par l'administration, que cet édifice, tombé en ruine, a été reconstruit sans autorisation préalable, et que même, à l'époque de la plainte, l'édifice en pièces extérieures n'était pas encore appliqué sur cette reconstruction ; — Considérant qu'indépendamment de l'amende, le sieur Mortier aurait pu être condamné à la démolition, et qu'ainsi le conseil de préfecture, en appliquant les réglemens de grande voirie, a usé de toute la modération que permettaient les circonstances de la cause ; — Art. 1^{er}. La requête du sieur François-Jacques Mortier est rejetée.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Dejean.

ALIGNEMENT. — CHEMIN VICINAL. — PROPRIÉTÉ. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — AUTORITÉ JUDICIAIRE.

Lorsqu'un maire, d'accord avec le préfet, a compris dans l'alignement d'un chemin vicinal, une portion de terrain qui est la propriété du voisin, cet acte administratif n'empêche pas que la question de propriété ne soit jugée par l'autorité judiciaire. Mais le tribunal ne doit pas aller au delà : il ne doit pas ordonner que l'alignement administratif restera sans effet, et que le propriétaire pourra faire une clôture en reprenant son terrain (2).

(Rontier — C. comm. du Pont-de-l'Arche.)

LOUIS, etc. ; — Vu l'extrait de l'état des chemins vicinaux de la commune du Pont-de-l'Arche, du 1^{er} mai 1810, approuvé par le sous-préfet de Louviers, le 7 mars 1812, et arrêté par le préfet de l'Eure, le 23 juin 1813, etc. ; — Vu la loi du 9 vent. an 13 ;

Considérant que l'autorité administrative est seule compétente pour donner un alignement sur un chemin vicinal, et que dans l'espèce, l'alignement qui fait l'objet du litige avait été

administrativement donné, avant le jugement du tribunal de Louviers, du 21 mars 1821 ; — Considérant que la fixation de cet alignement ne faisait pas obstacle à ce que la question de propriété fût portée devant les tribunaux ; — Considérant que le tribunal de Louviers aurait dû se borner à reconnaître si, par suite de l'alignement donné par l'administration, les demoiselles Rontier devaient abandonner une partie de leurs propriétés, et, dans ce cas, quelle était la superficie et la valeur de la portion de terrain cédée à la voie publique ; qu'ainsi il a excédé ses attributions en déterminant les alignemens à suivre par les demoiselles Rontier ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit élevé par le préfet du département de l'Eure, du 9 juill. 1821, est approuvé en ce qui concerne la fixation de l'alignement, et sans préjudice de la question de propriété, qui demeure soumise aux tribunaux.

— 2. Le jugement du tribunal de Louviers, du 21 mars 1821, est regardé comme non avenue, dans les dispositions qui déterminent les alignemens à suivre par les demoiselles Rontier.

Du 8 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Garnier et Petit-Desgranges.

SAISIE-ARRÊT. — COMPENSATION. — DÉPENS.

Le débiteur entre les mains duquel une saisie-arrêt a été faite par un tiers, ne peut opposer la compensation de la somme dont il se prétend lui-même créancier, alors que sa créance n'était, au moment de la saisie, ni liquide, ni exigible. — 3)

Le tiers saisi qui a succombé dans une contestation par lui soutenue sur sa déclaration affirmative, doit, quoique condamné aux dépens de cette contestation, être autorisé à retenir, sur ce qu'il doit, les frais de la déclaration affirmative.

(Gadiffert — C. Heurtault.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant en droit que le débiteur entre les mains duquel une saisie-arrêt a été faite par un tiers, ne peut opposer la compensation de la somme dont il est lui-même créancier, que tout autant que sa créance était liquide et exigible antérieurement à la saisie-arrêt ; — Qu'en effet il est de principe que la compensation n'a lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet des choses ou des sommes liquides et exigibles ; — Considérant, en fait, qu'à l'époque du 20 juill. 1820, jour de la saisie-arrêt faite par Heurtault entre les mains de Gadiffert et de sa femme, ceux-ci n'avaient point de créance liquide et exigible sur les conjoints Minelle, débiteurs saisis ; — Que la somme de 1200 fr. qu'ils avaient payée en exécution du bail du 20 juin 1819, à compte de la valeur des moulins, tournans, travaux, et autres ustensiles du moulin à eux affermé, et pour garantie de l'emprunt de ces ustensiles, ne constituait point à leur profit une créance qui eût les caractères ci-dessus exprimés ; — Qu'ils n'ont eu droit au remboursement de cette somme, qu'après la fin du bail dont la résiliation a été convenue le 30 août 1820, et après l'estimation des moulins, tournans et ustensiles du moulin ; — Que cette créance n'a pu être liquidée qu'à la suite de ladite estimation ; qu'elle a même pu être diminuée ou anéantie par la détérioration des objets dont les 1200 fr. payés

(1) V. *supra*, l'ord. du même jour (aff. Riou).

(2) V. dans le même sens, décret et ord. des 3 janv. 1813 (aff. Comm. de Maumont), la note et les autorités auxquelles elle renvoie ; 18 janv. 1815 (aff. Nord) ; 3 juin 1818 (aff. Delteff).

(3) Il en serait autrement dans le cas où la saisie ne serait effectuée qu'après la compensation opérée. V. Cass. 14 août 1809, la note et les autorités qui y sont indiquées.

étaient le gage; — Que dès lors les premiers juges ont avec raison décidé que cette créance n'avait pu éteindre par compensation, la dette qui avait donné lieu à la saisie-arrest du 20 juill. 1830; — Considérant néanmoins que c'est mal à propos que les premiers juges ont mis tous les frais de la contestation faits devant eux à la charge de Gadiffert et de sa femme; qu'il est évident que ceux-ci ne doivent point supporter ceux de leur déclaration affirmative; — Met l'appellation annéant, en ce qu'il a condamné Gadiffert et sa femme en tous les dépens faits en première instance; — Emendant, quant à ce; — Autorise lesdits Gadiffert et sa femme à retenir sur la somme par eux due à Minelle et à sa femme, les frais de la déclaration affirmative qu'a nécessitée la saisie-arrest faite entre leurs mains; — Ordonne qu'au résidu, le jugement dont est appel sortira son effet, sauf les droits de tous créanciers en cas de contribution, etc.

Du 10 mai 1832. — Conroy, d'Amiens. — Prés., M. Malleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

APPEL INCIDENT. — APPEL PRINCIPAL. — DIVISIBILITÉ.

L'appel incident est recevable en tout état de cause, même contre les chefs du jugement autres que ceux sur lesquels il y a appel principal. (Cod. proc., 443.) (1)

(Marcion — C. la veuve et les héritiers Guillot.) ARRÊT.

LA COUR; — Sur la question de savoir si cet appel est non recevable comme frappant sur des dispositions dudit jugement autres que celles dont Marcion a interjeté son appel principal: — Considérant que l'art. 443 du Code de proc., autorise l'intimé, sans distinction, ni restriction aucune, à appeler incidemment en tout état de cause du jugement dont un appel principal a été interjeté par sa partie adverse, encore qu'il ait signifié le jugement sans protestation; que conséquemment la fin de non-recevoir opposée par Marcion doit être écartée; — Sur la question....: — Statuant sur l'appel incident des veuve et héritiers Guillot, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir y opposée par Marcion, etc.

Du 10 mai 1832. — Cour roy. d'Amiens.

MITOYENNETÉ. — VUE. — PRESCRIPTION. — TITRE.

Lorsque le propriétaire d'un mur joignant immédiatement le fonds voisin, a acquis par prescription un droit de vue, le voisin ne peut exécuter, sur son fonds, des travaux qui diminuent le jour, même en offrant d'acquiescer la mitoyenneté du mur. (Cod. civ., 661.) (2)

(Fernelle — C. Balan.)

Anne Fernelle possède une cour qui est bornée d'un côté par le mur de la maison du sieur Pierre Balan. Par transaction passée en 1749, il fut convenu entre les auteurs d'Anne Fernelle et de Pierre Balan, « qu'il serait permis au sieur Balan et à ses successeurs, de placer des échafauds sur la cour des sieurs Fernelle, pour rétablir le mur de la maison Balan, lorsqu'il viendrait à s'écrouler, ou qu'il aurait besoin, ou le toit, d'être réparé. » — Il faut remarquer, d'ailleurs, qu'en des côtés de la cour formant angle droit avec le mur de la maison Balan, était entièrement ou-

vert, et c'est par là que le sieur Balan avait le passage pour arriver dans la cour des sieurs Fernelle. — En 1819, Anne Fernelle a fait construire un mur sur le côté de la cour par lequel Balan exerçait le droit de passage: ce mur, qui par conséquent formait un angle droit avec le mur de la maison Balan, joignait immédiatement cette maison, et le passage était réservé à l'autre extrémité du mur nouvellement bâti.

Balan a demandé la suppression du mur bâti par Anne Fernelle; attendu, 1^o que ce mur obscurcissait le jour que recevait sa maison par une petite fenêtre pratiquée dans son propre mur, et ayant vue sur la cour d'Anne Fernelle; 2^o que le mur changeait le lieu du passage et le rendait plus difficile, puisqu'avant la construction du mur, on pouvait passer sur tous les points du côté de la cour, tandis que depuis, le passage ne pouvait être exercé qu'à l'extrémité du mur la plus éloignée de la maison Balan; qu'en cela on avait méconnu la disposition de l'art. 701 du Code civil, portant: « Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude, ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à la rendre plus incommode. »

Alors, Anne Fernelle a offert d'acquiescer la mitoyenneté du mur de Balan, dans lequel était pratiquée la fenêtre, et pour la réparation duquel le passage était accordé dans la cour. D'ailleurs, elle soutenait que la construction du mur ne rendait pas le passage plus incommode; qu'en effet, le mur n'avait que 6 pieds 5 pouces de longueur; que dès lors il n'y avait aucun inconvénient à passer par l'extrémité la plus éloignée, car le chemin n'était allongé que de quelques pas; qu'au surplus, le sieur Balan ne pouvait conserver sa fenêtre, aux termes des articles 677 et 678 du Code civil, qui déterminent le mode d'ouvertures praticables dans un mur joignant immédiatement le fonds voisin, et la distance qui doit exister entre le fonds voisin et le mur, pour qu'on puisse y pratiquer les vues droites ou fenêtres d'aspect.

Jugement du tribunal de la Réole, qui rejette l'offre faite par Anne Fernelle, d'acquiescer la mitoyenneté du mur de Balan et qui ordonne la démolition du mur bâti par Anne Fernelle. — Les motifs sont ainsi conçus: — « Considérant que la transaction de 1749 fait la loi des parties; qu'Anne Fernelle ne pouvait, au mépris des dispositions de cette transaction, construire un mur tel qu'il est décrit dans le procès-verbal du juge de paix, puisqu'il est reconnu que ce mur nuit à Balan et l'empêche d'exercer la servitude telle qu'elle est exprimée dans le titre ci-dessus rappelé; qu'Anne Fernelle reconnaît elle-même, dans ses défenses, que la servitude est plus difficile à exercer qu'avant qu'elle eût fait édifier son mur; que dès lors, elle est contrevenante à la disposition portée par l'art. 701 du Code civil; — Que, d'un autre côté, ce mur construit par Anne Fernelle nuit à Balan, soit pour réparer son mur, soit pour la vue droite qu'il a du côté du midi; — Considérant que l'offre de rendre mitoyenne la partie du mur de Balan, ne peut être accueillie, parce que cette demande n'est pas précisée, ni qu'elle n'indique pas l'édifice ou bâtiment qu'elle veut faire construire; qu'en supposant qu'elle fût fondée, Anne Fernelle ne pouvait rien entreprendre ni appuyer au mur de Balan, avant que les parties eussent fait régler ou juger si l'une ou l'autre d'elles n'était pas lésée dans leurs droits respec-

(1) La question qui a été controversée est aujourd'hui résolue en ce sens, en doctrine et en jurisprudence, V. Cass. 13 janv. 1834, et les observations qui accompagnent cet arrêt.

(2) V. en sens contraire, Cass. 10 janv. 1810, la note et les arrêts en sens divers qui y sont indiqués.

lifs; qu'il a été mis en fait et non contesté que la fenêtre du Balan, la seule qui éclaire la chambre, existe de temps immémorial; que, dès lors, les art. 677 et 678 du Code civil sont sans application; que Balan ayant un droit acquis par la prescription, Anne Ferneille n'a pu changer l'état des lieux et priver Balan d'exercer la servitude établie par son titre, et le priver d'une vue droite, en voulant construire un mur dans cette partie.»

Appel de la part d'Anne Ferneille.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs du jugement dont est appel, ordonne qu'il sera exécuté suivant sa forme et teneur.

Du 10 mai 1822. — Cour roy. de Bordeaux. — 2^e ch. — Pres., M. Desèze. — Pl., MM. Cazamajor et de Sagel, av.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — DESIGNATION INCOMPLETE. — DIVISIBILITÉ. — NULLITÉ.

Un procès-verbal de saisie immobilière dans lequel certains articles sont désignés d'une manière incomplète, ou qui, à l'égard de certains articles, ne contient pas l'extrait de la matrice du rôle de contribution foncière, doit être annulé pour le tout, il ne peut être maintenu quant aux articles à l'égard desquels la saisie est régulière, et annulé seulement quant aux autres. (Cod. proc., 675.) (1)

(Rauques — C. Médard.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en exigeant la mention dans les procès-verbaux de saisie immobilière, de l'extrait de la matrice de rôle de contribution foncière pour tous les articles saisis, la loi a voulu mettre les parties intéressées à même de connaître le revenu net desdits articles; que bien que l'huissier saisissant ait joint à son procès-verbal un extrait de la matrice de rôle partiellement conforme à celui qui lui fut délivré par le maire d'Alby, il n'en est pas moins vrai qu'il n'a pas rempli les conditions imposées par l'art. 675 du Code de proc. civile, puisque l'extrait par lui présenté ne comprenait point le revenu net des propriétés bâties, lequel était porté sur un rôle particulier, dont il aurait dû réclamer l'extrait de M. le maire; qu'il a par cette omission, laissé les parties intéressées et le public dans l'ignorance de ce point essentiel, et qu'il y a donc contravention à l'art. 675, dont les dispositions doivent être suivies, à peine de nullité, d'après l'art. 717; qu'ainsi, c'est avec raison que les premiers juges ont prononcé cette nullité; — Attendu que la diversité de jurisprudence sur le point de savoir si une saisie peut être annulée en partie, ne peut avoir pris naissance que par l'effet de circonstances particulières: que dans l'espèce, il paraîtrait certain qu'il ne serait jamais convenable de scinder la saisie faite sur le domaine de Gallien; que d'un autre côté, la saisie portait sur des pièces de terre situées dans la commune de Lescure, et qu'il était facile de séparer des objets saisis dans la commune d'Alby; mais qu'abstrac-

tion faite de ces considérations, il est certain que les premiers juges, en maintenant la saisie sur quelques articles, tandis qu'ils l'ont annulée sur les autres, ont adopté une manière de procéder qui n'est ni prescrite ni autorisée par aucun des art. du Code de proc. civ., et que la Cour ne saurait sanctionner; — Par ces motifs, annule en totalité la saisie, ensemble tout l'ensuivi, et ce, par contravention à l'art. 675 du Code de procédure civile, etc.

Du 10 mai 1822. — Cour roy. de Toulouse. — Prés., M. de Cambon. — Concl., M. de Bastoulh, 1^{er} av. gen. — Pl., MM. Romiguères et Feral.

1^{re} SAISIE IMMOBILIÈRE. — DERNIER RESSORT.

2^e DERNIER RESSORT. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

1^{re} La demande en nullité d'une saisie immobilière, doit être jugée en dernier ressort, par le tribunal de première instance, lorsque la créance, cause de la saisie, n'excède pas mille francs, encore que la nullité soit fondée sur ce que le saisi n'est pas débiteur du saisisant (Cod. proc., 443.) (2)

2^e Une demande reconventionnelle, en dommages-intérêts, en change point la compétence, en ce qui touche le dernier ressort, lorsque les dommages-intérêts n'ont pas leur fondement sur un fait antérieur à la demande, et qu'au contraire ils naissent de l'action elle-même, et par conséquent, sont accessoires à la demande principale. (Cod. proc. civ., 443.) (3)

(Guérin — C. Cros.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la compétence des tribunaux de première instance, pour le premier et le dernier ressort, se détermine par la valeur de l'objet principal de la demande; — Que le sieur Guérin se prétendait créancier de Cros, soit en son nom personnel, soit comme commissionnaire d'un sieur Chenu, lui a fait commandement, le 24 nov. dernier, de lui payer 279 fr. 41 c., et qu'à défaut par Cros d'avoir satisfait à ce commandement, Guérin a fait saisir réellement plusieurs de ses immeubles; — Que Cros a formé opposition à cette saisie; que prétendant avoir payé les sommes dont il avait été personnellement débiteur envers le sieur Guérin, et que la caution qu'on lui opposait était nulle, il a conclu en 6,000 fr. de dommages-intérêts; — Considérant que la demande principale dont les premiers juges ont été saisis, et sur laquelle ils ont prononcé, n'était toujours que de 279 fr. 41 c.; qu'ainsi leur décision est souveraine, cette somme n'atteignant pas à beaucoup près celle jusqu'à laquelle la loi a voulu qu'ils jugeassent en dernier ressort;

Qu'en vain Cros objecte, 1^{re} qu'ils avaient aussi à statuer sur une demande de 4,600 fr. qu'il réclame pour dommages-intérêts; 2^e qu'il s'agit ici d'un incident sur une saisie réelle, et que les incidents de cette nature peuvent être portés dans les Cours par appel; — Considérant, sur la

(1) La jurisprudence a beaucoup varié sur cette question, aujourd'hui tranchée, en sens opposé à la décision ci-dessus, par le nouvel art. 716 du Cod. proc. — V. deux arrêts identiques rendus par la même Cour, les 19 août 1814 et 26 juin 1822. — Mais voy. en sens contraire, Cass. 6 avril 1824; 29 juill. 1825; Paris, 3 juin 1812; Montpellier, 6 juill. 1821; Agen, 26 janv. 1822; Poitiers, 49 mars 1822; Brouen, 27 juin 1822; Toulouse, 5 mars 1825.

(2) V. en ce sens, Bordeaux, 29 janv. 1829 et 8 juin 1830. — F. aussi Bruxelles, 11 déc. 1806. —

Mais voy. en sens contraire, Cass. 22 mai 1803; Rennes, 27 juill. 1827; Nancy, 5 fév. 1828; Toulouse, 20 mai 1828; Grenoble, 12 août 1828; Nancy, 9 juill. 1829.

(3) C'est un point de jurisprudence constant. V. Cass. 30 juin et 12 oct. 1807; 11 mai 1813; 3 août 1820; 22 fév. 1821; 19 avril 1820; 5 avril 1836, et 26 mai 1836. Et ce principe se trouve formellement consacré par l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux de première instance, et par l'art. 7 de la loi du 26 mai 1838.

première objection, que les dommages-intérêts dus avant l'action sont les seuls qui peuvent être calculés pour régler la compétence du dernier ressort ; que ceux qui naissent de l'action elle-même, qui, conséquemment sont éventuels, ne sont qu'accessoirs à la demande principale, et n'ajoutent rien à la valeur intrinsèque, pour le fait de la compétence ; — Considérant, sur la seconde, que la décision du premier tribunal qui a statué sur un incident, en matière de saisie immobilière, est réellement susceptible d'appel, lorsqu'il s'agit d'un point relatif à la procédure ; mais qu'il le sieur Guerin ne propose pas d'incident sur lequel le premier tribunal ait eu à statuer, qu'il réclame l'exécution d'une loi d'ordre public, à laquelle la procédure, indiquée par la saisie immobilière, n'a pas dérogé ; celle qui ne permet pas aux tribunaux supérieurs de son naître d'une décision du juge inférieur, si la demande principale, portée devant lui, n'excède pas mille francs ; — Declare l'appel non recevable, etc.

Du 11 mai 1822. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delaméthérie. — Pl., MM. Mayet-Genétry et Frayton.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — PLACARD. — MAU-CHÉS.

L'affiche du placard dans un marché, outre que celui le plus prochain du domicile du saisi, n'entraîne pas nullité de la saisie, lorsque ce marché, bien que plus éloigné, a par son importance, donné plus de publicité à l'affaire. (Cod. proc., 684.) (1)

(Rusier — C. Souadot.) — AUBRY.

LA COUR. — Considérant qu'il n'y a pas de marché à Charost, où le saisi est domicilié ; qu'en ce cas, pour remplir le vœu de l'art. 684, un extrait, tel qu'il le prescrit, doit être affiché aux deux marchés les plus voisins ; que le marché le plus voisin de Charost est celui d'Issoudun ; que l'extrait y a été affiché ; — Que Reuilly, où il n'a pas été mis, est un peu plus près de Charost que Mehun où il l'a été placé ; mais que ceci a été fait dans l'intérêt de la partie saisie ; qu'en effet, Reuilly est un fort petit bourg ; que Mehun, au contraire, est une ancienne ville de Berry où se fait un commerce considérable de blé, de vin, de laine, de chanvre, de papier (Dictionnaire géographique, par Girault, édition de 1816) ; — Que le marché de Reuilly, s'il est bien certain qu'il y en ait un à qui on puisse raisonnablement donner ce nom, n'est rien ; que, comme on voit, voulant donner de la publicité à l'affiche, c'était là et non à Reuilly qu'il fallait l'apposer ; — Qu'une affiche a été apposée à Bourges, et qu'il est notoire que c'est à Issoudun et à Bourges que les habitants de Charost portent toutes leurs denrées, et prennent leurs provisions, qu'ainsi, le vœu de la loi a été complètement rempli ; — Confirme, etc.

(1) V. dans ce sens, Cass. 29 nov. 1816 ; Toulouse, 15 avril 1826 ; Bordeaux, 1^{re} août 1834. Mais voy. en sens contraire, Rouen, 27 sept. 1814 ; Cass. 8 mai 1836.

(2) En principe, l'usufruitier n'a pas droit aux arbres de haute futaie (Code civ. 592), et, d'après tous les auteurs, toutes les fois qu'il n'est pas constaté que soit le testateur, soit les précédents propriétaires du fonds, avaient établi un aménagement périodique et régulier de coupes sur leurs futaies, pour les replacer, par des acts de destination, dans le classe des fruits, elles consacrent entièrement leur qualité de bois de réserve, et doivent rester avec le sol dont elles font partie. Sic, Proudhon,

Du 11 mai 1822. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés., M. Delaméthérie. — Pl., MM. Thiot-Varenne et Frayton.

USUFRUIT. — ÉTENDUE. — FUTAIE. — DÉCHÉANCE.

Le legs d'un usufruit fait de la manière la plus générale, même avec la disposition que le légataire pourra jouir comme propriétaire, ne dispense pas le légataire des conditions qui tiennent à l'essence même de l'usufruit. — Ainsi, il ne peut abattre des arbres de haute futaie, epars sur les biens dont l'usufruit a été légué (3).

La défense faite par le testateur à ses héritiers, de contester l'exécution du testament constitutif d'un usufruit, sous peine de voir la propriété se consolider sur la tête de l'usufruitier, ne peut être opposée à la demande légitime formée contre l'usufruitier qui dépasse, dans sa jouissance, les limites de l'usufruit (4).

(V. Sigongne — C. héritiers Sigongne.)

Le 6 mars 1815, testament d'un sieur Sigongne, conçu en ces termes : « Je donne à Catherine Laure Thinaut, mon épouse, en propriété, tous mes meubles et effets mobiliers. Je lui donne en usufruit la totalité des biens immeubles que je posséderai à mon décès. — Pour l'exécution de la présente donation, je veux que, dans huit jours de la communication ou signification du présent au greffe de la justice de paix, mes héritiers en consentent l'entièrement amiable, sans frais, et sans que ma dite épouse puisse être tenue ni à inventaire, ni à caution, ni à procès-verbal de visite, voulant que les biens par moi donnés soient repris, à la cessation de l'usufruit, dans l'état où ils se trouveront, et qu'elle puisse en jouir comme propriétaire, sans pouvoir être inquiétée, ni ses héritiers, après son décès. Dans le cas de la moindre contestation, ou de retard dans l'exécution du présent, je révoque la donation en usufruit, et je donne, dans ce cas, en propriété et usufruit tout ce que la loi existant lors de mon décès me permettra de donner. » — Le 14 oct. 1815, acte d'acquiescement des héritiers du sieur Sigongne, devant le notaire de Montoreau.

En 1820, la veuve Sigongne, usufruitière, a fait abattre et a vendu plusieurs pieds de chène-futaie complantés sur les biens dont elle avait la jouissance.

Les héritiers de son mari l'ont assignée devant le tribunal de Chamon, pour voir prononcer la déchéance de son droit d'usufruit, et être condamnée à leur payer 3,000 fr. pour la valeur des arbres abattus, et 2,000 de dommages et intérêts.

La veuve Sigongne a soutenu les héritiers de son mari mal fondés dans leur demande ; et y voyant une contestation défendue par le testament, elle a demandé que les héritiers de son

de l'usufruit, l. 3, n. 1194 ; Duranton ; tom. 4 ; n. 360. L'arrêt ci-dessus n'est que l'application de ce principe, qui était aussi consacré par la loi romaine (Frag. tit. ff. de Usufr., lib. 7, tit. 1^{er}), et par l'ordonn. des eaux et forêts (tit. 22, art. 6). — On s'est également demandé, à l'inverse, le propriétaire avait le droit de couper les arbres de haute futaie, pendant la durée de l'usufruit ; et si l'usufruitier, bien qu'il n'eût pas le droit de les abattre, n'a pas du moins celui de s'opposer à ce qu'il soit pris par le propriétaire de l'utilité ou de l'agrement qu'il en retire?... V. sur cette question, Poitiers, 2 avril 1848, et la note sur cet arrêt.

mari fussent privés de leur nue-propriété, laquelle serait, conformément au vœu du testateur, réunie à son usufruit.

Le 3 août 1821, jugement du tribunal de Chilon, qui rejette cette prétention, et condamne la veuve Sigongne à rembourser la valeur des arbres abattus aux héritiers de son mari, à la charge par ceux-ci de lui en payer les intérêts à 5 p. 100, pendant la durée de l'usufruit : « Considérant que le testateur, en léguant un usufruit, n'a pu avoir l'intention de dispenser ses légataires des conditions qui tiennent, non à la nature, mais à l'essence de l'usufruit : — Que s'il en était autrement, la légataire pourrait détruire les bâtimens sujets à l'usufruit, ce qui rendrait impossible la remise des objets légués aux héritiers du mari, après le décès de la veuve usufruitière; Que la peine prononcée par le testateur contre ses héritiers, en cas de contestation de leur part, n'avait pour objet, dans la pensée du testateur, que de leur interdire les contestations relatives à la validité du testament, et que, si cette clause s'étendait à toute contestation, elle serait une interdiction prohibée par les art. 6 et 900 du Code civ. : — Qu'il dépendait de la veuve Sigongne de faire prononcer, à son gré, la déchéance des héritiers de son mari, en provoquant, d'une part, leur opposition par ses abus de jouissance, et en profitant, d'autre part, de leur opposition pour les faire déclarer déchus de leurs droits. »

Appel par la veuve Sigongne.

ARRÊT.

LA COUR : — A adopté les motifs des premiers juges, a mis l'appellation au néant, avec amende et dépens, etc.

Du 11 mai 1822. — Cour roy. d'Orléans. — Chancel. M. Deschamps, av. gén. — Pl., MM. Moreau et Villean.

DOMAINES NATIONAUX. — CONFINE. — FRUITS. — COMPÉTENCE.

Du 11 mai 1822 (aff. *Tixier*). — Ordonn. en cours. d'Etat. — F. cette décision *supra*, à la date du 1^{er} mai.

INTÉRÊTS. — MATIÈRE COMMERCIALE. — SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION.

Du 15 mai 1822 (aff. *Dufour*). — Cour roy. de Poitiers. — V. cet arrêt à la date du 15 mai 1821.

DERNIER RESSORT. — DEMANDE ALTERNATIVE. — REDDITION DE COMPTE.

Une demande alternative formée contre un héritier bénéficiaire, en paiement d'une somme inférieure à 1000 fr. ou en reddition de compte, est essentiellement sujette à l'appel (1).

(N... — C. N...)

Du 17 mai 1822. — Cour roy. d'Orléans.

(1) Cette solution recueillie par M. Colas de la Nona, dans sa *Jurisp. de la Cour roy. d'Orléans*, repose sur le principe que les demandes en reddition de compte sont, dans tous les cas, sujettes à appel. V. dans ce sens, Cass. 17 brum. et 8 germ. an 11; Bourges, 3 janv. 1814, et 28 mai 1824.

(2) V. dans ce sens, Toullier, t. 3, p. 352; Praudhon, de l'Usufruit, n. 1840; Marbois, Répert., v^o Dégrevement, § 1^{er}, o. 2, in fine; Duranton, t. 4, n. 143 et 151. — En sens contraire, Grenier, Hypoth., t. 2, n. 331; Follis et Henrion, des Rentes foncières, n. 122, qui pensent que le débiteur

RENTES FONCIÈRES. — ABANDON. — EFFET RÉTROACTIF.

Les anciens débiteurs de rentes foncières ont conservé, nonobstant la survenance du Code civil, et en vertu du principe de la non-rétroactivité des lois, la faculté d'abandonner (par voie de déguerpissement) aux propriétaires de ces rentes, les héritages affectés à leur service. (Cod. civ., 2.) (2)

(Leloup de la Bièze — C. Giequel). — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que le contrat notarié de bail à rente foncière, en date du 30 mars 1780, au rapport de Jalabert et Bain, notaires royaux à Nantes, ne contient aucune clause prohibitive du déguerpissement que les anciens principes et la jurisprudence de Bretagne donnaient au preneur la faculté de faire au propriétaire de la rente foncière, pour en être déchargé à l'avenir; que les lois nouvelles, en déclarant rachetables les rentes foncières et perpétuelles, n'ont point interdit le déguerpissement; que si le législateur avait voulu proscrire ce mode de libération, qui était de l'essence du bail à rente, il s'en serait formellement expliqué; qu'ainsi le principe de la non-rétroactivité a conservé aux anciens débiteurs de rentes foncières, la faculté d'abandonner aux propriétaires, les héritages assujettis au service de ces rentes; — Par ces motifs : — Dit, etc.

Du 20 mai 1822. — Cour roy. de Rennes. — Prés. M. Cottard. — Pl., MM. Morel et Ménille.

SURENCHÈRE. — COPROPRIÉTAIRE.

Le copropriétaire d'un immeuble indivis, qui a concouru à une adjudication faite en justice, ne peut, quoiqu'il crèancier de l'un de ses coveaux, être admis à faire une surenchère. — En sa qualité de vendeur, il doit garantir à l'acquéreur de tous troubles, et ne peut, par conséquent, en sa qualité de créancier, faire une surenchère qui tendrait à l'éviction de l'acquéreur (3).

(Laurent — C. Dubois.)

Le sieur Dubois étant devenu acquéreur d'un tiers de la succession encore indivise d'une dame Watelet, le partage en fut provoqué par le sieur Delahoche, l'un des cohéritiers. Cette succession comprenait, entre autres immeubles, les molins dits de Corbie, qui furent déclarés impartageables. — En conséquence, la licitation en fut ordonnée par jugement. L'adjudication en fut faite au sieur Laurent, en présence et avec le concours du sieur Dubois. Celui-ci qui était créancier hypothécairement inscrit du sieur Delahoche, son coveau, fit une surenchère. Le sieur Laurent la contesta. — Mais, le 4 janv. 1822, il intervint un jugement qui déclara la surenchère bonne et valable, par les motifs suivants : — Attendu qu'aux termes de l'art. 2185 du Code civil, tout créancier inscrit sur l'immeuble peut, dans les quarante jours de la notification du contrat, se porter surenchérisseur, pour faire élever son gage à sa juste

rentier ne peut aujourd'hui que faire le délaissement, comme tout tiers détenteur ordinaire.

(3) Il résulte de cet arrêt, que la surenchère est une cause d'éviction qui donne lieu à la garantie du droit de la part de l'acquéreur contre son vendeur, en qui est un point controversé en doctrine et en jurisprudence, bien que la décision ci-dessus semble prévaloir. V. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour de Metz, du 31 mars 1821, et les autorités qui y sont rappelées. — Adda, dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Chuvpau sur Carré, Lois de la procéd., tom. 5, quest. 7590 quinquies.

valeur; — Que l'adjudication du 27 mars 1821 a eu lieu sur la poursuite à fin de partage ou l'aitation exercée par le sieur Delahoché contre ses cohéritiers, et en présence du sieur Dubois, comme cessionnaire de partie des droits de l'un de ses cohéritiers; que Dubois était bien à considérer alors comme copropriétaire, et par suite comme vendeur; — Mais que le sieur Dubois était en outre créancier hypothécaire de cet immeuble et inscrit sur l'immeuble adjugé; — Que le droit qu'il avait d'autre part, à la copropriété de cet immeuble ne lui était rien des droits de créancier, ces deux qualités de copropriétaire et de créancier de l'un des ayants droits n'étant ni incompatibles, ni inconciliables, et surtout quant à la surenchère; — Qu'en effet, les vendeurs ainsi que les créanciers ont intérêt, lors de la vente d'un immeuble, à ce qu'il soit porté à la plus haute valeur possible; — Qu'à la vérité, si l'adjudicataire, au cas de surenchère, avait contre les vendeurs un droit de recours pour le supplément du prix, il est évident que le vendeur qui, à titre de créancier, exerceait la surenchère, le ferait frustratoirement et sans intérêt, puisqu'il aurait à rendre, à titre de garantie, à l'adjudicataire, ce que celui-ci aurait à lui payer en sus du premier prix, par l'effet de la surenchère; — Mais qu'il n'en est pas, quant à la garantie, de même en matière de vente par adjudication à la barre du tribunal, et en matière de vente par contrat; — Que dans le cas de vente par contrat, chacune des parties veut, consent, s'oblige librement, directement, vis-à-vis de l'autre, notamment en ce qui concerne la fixation du prix de la chose; qu'alors la convention fait la loi des parties, et que, conformément aux art. 1626 et 2191 du Code, le vendeur est tenu de droit et sans clause spéciale de livrer l'immeuble à l'acquéreur pour le prix convenu, et de le garantir de tout empêchement; — Qu'au contraire, dans le cas de l'adjudication à la barre du tribunal, il n'y a pas, quant au prix, convention, consentement volontaire, obligation directe, personnelle et libre; que le prix est fixé à la chaleur des enchères publiques, et par l'autorité de la justice, suivant des règles prescrites par la loi; que la loi par l'organe du magistrat n'adjuge l'immeuble au dernier enchérisseur, que provisoirement, que conditionnellement, à la charge d'une surenchère, que l'adjudicataire lui-même doit provoquer par la notification à tous les créanciers; que ce n'est qu'après cette épreuve de la surenchère que le prix est réellement et définitivement fixé, et que l'adjudicataire peut se regarder comme propriétaire; que, dans la situation où il se trouve placé par la première adjudication, il ne peut ni équitablement, ni légalement prétendre à la garantie pour le cas de la surenchère; — Qu'ainsi l'art. 2191 du Code ne dispose que pour la surenchère portée sur un contrat de vente ou de donation; — Que ces principes, qui sont de droit commun, ne pourraient être écartés que par des clauses contraires de garantie, portées au cahier des charges; mais que rien de semblable ne se rencontre dans l'espèce, et que loin de là, l'adjudicataire y trouvait l'avertissement qu'il était soumis à la chance de la surenchère par cette clause qui lui imposait l'obligation de notifier le jugement d'adjudication, aux créanciers inscrits, pour les mettre à même d'user de leurs droits. a Appel de la part du sieur Laurent.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est constant que, par contrat du 4 mars 1817, les époux Grevin ont cédé et transporté au sieur Dubois le tiers à eux appartenant et indivis dans divers objets, tant mobiliers qu'immobiliers, dépendant de la succession de la mère de la dame Grevin, pour en disposer en toute propriété; — Qu'en vertu de cette cession, le sieur Dubois a formé une demande en partage des immeubles de ladite succession; — Qu'il a paru dans tous les actes qui ont suivi, et notamment en l'acte d'adjudication définitive des moulins de Corbie faite en faveur du sieur Laurent le 27 mars 1821, contre l'un des copropriétaires et vendeurs desdits moulins; — Qu'en cette qualité, obligé envers l'acquéreur à le garantir de tous troubles et évictions, il n'a pu, ainsi qu'il l'a fait par acte du 6 sept. 1821, former une surenchère en qualité de créancier hypothécaire du sieur Delahoché-Delemoy, et des mineurs Herbel, parce que, s'il est vrai qu'il ait pu cumuler en sa personne deux qualités qui n'ont rien d'incompatible en soi, il n'en faut pas moins reconnaître qu'il n'a pu les faire valoir et les exercer de manière à détruire en une qualité ce qu'il avait fait en l'autre; — Et que si les actions qui en dérivent ne peuvent coexister, l'exercice de l'une est un obstacle à l'exercice de l'autre; d'où il suit que Dubois ayant participé à l'acte d'adjudication qui fonde et garantit la propriété du sieur Laurent, il n'a pu agir ensuite à l'effet de la lui enlever par une surenchère, pas même pour une portion quelconque de l'objet vendu, parce que le droit du sieur Dubois étant indivis et non déterminé, s'étendait sur le tout et l'obligeait par conséquent à se garantir pour le tout; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Déclare la surenchère de Dubois sur le prix des moulins de Corbie inadmissible, et ledit Dubois non recevable en sa demande en validité de sa mise aux enchères, etc.

Du 21 mai 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Moench. — Concl., M. Lagrenée, av. géu.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — PÈRE ADMINISTRATEUR.

Le mineur n'a point d'hypothèque légale pour sûreté de ses biens personnels, dont le père a l'administration pendant la mariage. — Le père administrateur ne peut être assimilé au tuteur. (Cod. civ., 389 et 2136.) (1)

(La demoiselle Bourderge.) — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui concerne le legs fait par le sieur Gabore à la demoiselle Bourderge, sa petite-fille, par son testament du 10 mai 1807, et sur la question de savoir si elle avait hypothèque légale, et sans inscription, sur les biens du sieur Bourderge, son père, administrateur des biens personnels de sa fille; — Attendu que l'hypothèque légale et tacite est un droit rigoureux et exorbitant; que, portant atteinte à la publicité, et à la spécialité, base du système hypothécaire, il ne peut être étendu et doit être renfermé dans les limites que la loi a posées; — Attendu que l'article 389 du Code civil a expressément limité la qualité du père, en disant que durant le mariage il est administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs, et en le rendant comptable de cette administration, tandis que, par l'art. 390, après la dissolution du mariage, arrivée par la mort de l'un des époux, la loi a voulu que la tutelle commençât, appartenant

(1) La question a donné lieu à la plus vive controverse. Toutefois, la doctrine de l'arrêt ci-dessus est celle qui a été la plus généralement adoptée.

F. à cet égard, nos observations sous un arrêt conforme de la Cour de cassation du 3 déc. 1821.

au survivant des père et mère; — Qu'en distinguant bien l'administration du père, de la tutelle, la loi n'est abandonnée tout entière, pour l'intérêt de l'enfant, à la tendresse et à la surveillance respective des auteurs de ses jours; — Mais qu'il n'en a pas été de même après la dissolution du mariage et lorsque le père est devenu tuteur; qu'elle a pris toutes précautions pour conserver les droits acquis au mineur et obligé le père à convoquer un conseil de famille, pour la nomination d'un subrogé tuteur, qui devient le surveillant du tuteur; — Que cette différence a été sentie et appréciée par le législateur, et c'est ce qui fut exposé par l'orateur du gouvernement, lors de la présentation de cette loi au tribunal; il disait : « Tout mineur n'est pas nécessairement en tutelle : celui dont les père et mère sont vivans, trouve en eux des protecteurs naturels, et s'il a quelques biens personnels, l'administration en appartient à son père. — M. Locré, qui rapporte les observations du tribunal sur l'art. 389, termine par dire que si, pendant que le mariage existe, la loi n'admettait aucune différence entre le père et le tuteur proprement dit, il faudrait que le père fût, par rapport aux biens personnels de ses enfans, assujéti devant le mariage à toutes les conditions et charges que la loi impose au tuteur; il faudrait que le père fût sous la surveillance d'un subrogé tuteur, sous la dépendance d'un conseil de famille, ce qui répugne à tous les principes constamment reçus; — Le père, administrateur des personnes et biens de son mineur, ne peut donc être assimilé à un tuteur : celui-ci contracte les obligations que lui impose la loi, et celui-là n'en contracte que de naturelles et de pure affection pour son enfant; — Attendu que le Code civil est un ensemble de règles, qui déterminent les rapports et les droits des citoyens les uns envers les autres; que toutes les parties en ont été mises en harmonie entre elles, et que ce serait faire injure au législateur que de penser que, lorsqu'il a organisé le système hypothécaire, il avait perdu de vue le titre 10 de la minorité et de la tutelle, puisqu'on voit au titre des privilèges et hypothèques, que, par l'art. 2121, il a déterminé que les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée, sont entre autres ceux des mineurs et interdits, sur les biens de leurs tuteurs; et que par l'article 2135, il a déclaré que l'hypothèque légale existait indépendamment de toute inscription au profit des mineurs et interdits, sur les immeubles appartenant à leurs tuteurs, à raison de leur gestion, du jour de l'acceptation de la tutelle; — Que le législateur, en parlant de la gestion du tuteur, savait que le père administrateur avait aussi la gestion des biens de son fils mineur, et que si, dans le cas de la simple administration, il a affranchi le père de l'hypothèque légale, indépendante de l'inscription, c'est en raison de la faveur que méritait le père, durant le mariage, pour faire respecter la puissance paternelle, et à cause des nombreux inconvéniens qui seraient résultés contre lui-même, soit dans sa propre famille, soit à l'égard des tiers, vis-à-vis desquels il se trouverait dans l'incapacité de contracter à raison des entraves qu'une administration grevée d'une hypothèque légale y apporterait; — Attendu enfin qu'on ne peut voir dans le Code, aucune disposition qui assujétisse le père administrateur, durant le mariage, à l'hypothèque légale de son enfant mineur : d'où il suit que la de-

moiselle Bourderge, n'ayant pas d'hypothèque inscrite, ne peut en avoir une légale, indépendante d'inscription; — Dit qu'il a été mal jugé au jugement dont est appel, émettant et réformant, dit que la demoiselle Bourderge ne pourra être colloquée qu'à la date de l'inscription hypothécaire par elle requise, etc.

Du 23 mai 1822. — Cour roy. de Riom.

MARIAGE. — AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.

Du 22 (ou 23) mai 1822. — Cour roy. de Bourges (aff. Jourdan). — V. cet arrêt joint à celui de rejet du 31 août 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

TESTAMENT. — RÉVOCACTION. — ACTE NUL. Un testament par acte public, nul comme testament notarié d'un testament antérieur, survenu lorsque, dans les deux testaments, le testateur a institué le même héritier. (C. civ., 1035.) (1)

(Boderreau — C. V. Boderreau.)
1^{er} sept. 1799, testament olographe du sieur Jean Boderreau, en faveur de son épouse. — 15 juin 1812, nouveau testament par acte authentique, encore plus favorable à la dame Boderreau. Le testateur déclare révoquer tous testaments antérieurs, voulant que celui-ci soit exécuté seul, en sa forme et teneur. — 11 oct. 1817, et 3 fév. 1820, autres testaments dans lesquels il fait différens legs particuliers. Dans ces deux actes, il déclare n'entendre aucunement déroger à son testament de 1812. — 11 meurt à la fin de 1820. — La dame Boderreau demande l'exécution du testament de 1812.

Les héritiers Boderreau soutiennent qu'il est nul, parce que la sieur Basse, l'un des témoins qui y ont comparu, est Suisse d'origine, et n'a pas été naturalisé. Ils prétendent, du reste, que quoique nul comme testament, il est valable comme acte notarié, et a pu révoquer le testament de 1799.

La veuve Boderreau répond que le sieur Basse est Suisse, il est vrai, mais qu'il est établi au Mans depuis plus de vingtans, qu'il paie patente, qu'il est de la garde nationale. Elle invoque un arrêt de cassation du 28 fév. 1821, qui décide que l'erreur commise sur la patrie du témoin, empêche le testament d'être déclaré nul. En second lieu et subsidiairement, elle demande l'exécution du testament de 1799, soutenant que si celui de 1812 est nul, comme testament, il ne doit pas valoir comme révocation notariée d'un testament antérieur.

Jugement du tribunal du Mans, qui fait droit à ses conclusions, et ordonne l'exécution du testament de 1799.

Appel de la part des héritiers Boderreau.

ARRÊT.

LA COUR. — Considérant que la cause doit être réglée par la Code civil; que cette loi donne aux testateurs, deux moyens de révoquer leurs testaments; que l'art. 1035 leur indique un testament postérieur et un acte retenu par des notaires; — Qu'un acte postérieur qui n'est pas revêtu des formes voulues par la loi, pour les testaments, ne peut être qualifié testament, et produire les effets que la loi attribue aux actes de cette nature; — Que la loi n'a pas attribué aux testaments qui seraient annulés pour défaut de formes, la faculté de révoquer le testament antérieur, lorsqu'ils contiendraient cette révocation exprimée; que ce

(1) F. conf., Cass. 20 fév. 1821. — La jurisprudence est à peu près constante en ce sens. F. Cass.

11 fév. an 11, et nos observations. V. aussi Cois. Delisle, sur l'art. 1035 du Code civ., n. 8.

n'est pas une omission involontaire du législateur; que cette question fut agitée au conseil d'Etat, et qu'après discussion, elle ne fut pas suivie d'une proposition de loi; — Que la justice ne pouvait admettre des révocations écrites dans un testament seul, sans ajouter ses dispositions de la loi telle qu'elle a été promulguée; — Que la révocation écrite dans l'acte de 1812 paraît entièrement subordonnée aux nouvelles dispositions testamentaires qu'il contient; — Que cette révocation n'annonce pas un changement de volonté, puisque l'épouse du testateur est toujours la personne à laquelle se rapporte sa libéralité; — Mais l'appel au néant, ordonne que ce dont est appel sortira effet.

Du 24 mai 1822. — Cour roy. d'Angers. — Pl., M. Dubois.

PREScription. — TRANSPORT. — NOTIFICATION.

La signification du transport d'une créance faite par le cessionnaire au débiteur, interrompue, à l'égard de ce dernier, la prescription qui avait commencée à courir contre le créancier originaire. — Et cette signification équivalait au moins à une saisie notifiée qui a également pour effet d'interrompre la prescription (1).

(Alzac — C. Claux.)

Le 18 mai 1820, jugement du tribunal de Mouriès, qui statua en ces termes : « Attendu que les sentences établissant la créance de Girifol contre Guinet Alzac, ont été rendues et signifiées en 1745 et 1746; que depuis cette époque jusqu'au 19 août 1789, époque de la signification du transport, il n'est écoulé que vingt-trois ans; — Attendu que cette signification, faite avec défense de payer à autrui qu'aux sieur et demoiselle Claux, équivalait au moins à une saisie notifiée, et constituait le débiteur de mauvaise foi, de manière à ne pouvoir ignorer que les créanciers n'ont point entendu lui faire remise de leur créance; — Attendu qu'il est reconnu qu'une saisie notifiée au débiteur, interrompue la prescription, et que ce principe est attesté par les auteurs accrédités, tels que Dunod, Chabrol, d'Argentré, Soave; — Attendu que cette question est encore plus clairement développée par Merlin (*Repertoire de jurisprudence*), v° *Interruption de prescription*, où il décide textuellement qu'elle est interrompue par la notification d'un transport; qu'enfin, s'il pouvait naître quelques doutes

sur cette question, ils seraient anéantis par les art. 2225 et 2244 du Code civil; — Le tribunal rejette le moyen de nullité et ordonne la continuation des poursuites. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Déterminée par les motifs exprimés au jugement dont est appel; — Dit bien juge, etc.

Du 24 mai 1822. — Cour roy. de Riom. — 1^{re} ch. — Prés., M. Grenier, p. p. — Concl. M. Archen Desperroues, 1^{er} av. gen. — Pl., MM. Vazeille et Godemeil.

1^{re} VIABILITÉ. — PRÉSCRIPTION. — ACTE DE NAISSANCE. — PREUVE PAR TÉMOINS.

2^{de} ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — ADJOINT. — ACTE DE NAISSANCE. — DÉCLARATION.

1^{er} Lorsqu'il est constant qu'un enfant est ad vivant, il y a par cela même présomption de viabilité, si l'enfant paraît ne s'être, et si d'ailleurs rien, dans sa conformation, n'annonce qu'il ne puisse pas conserver la vie. (Cod. civ., 57; Décr. du 4 juillet 1816.) (2)

Le fait de naissance d'un enfant en vie, quoique consigné dans un acte de naissance, reste incertain de sa nature s'il n'a été présenté à l'officier de l'état civil qu'un enfant sans vie. Lors donc qu'il y a doute sur le fait de naissance en vie, c'est le cas de la preuve par témoins. (Cod. civ., 46 et 725.) (3)

2^o Un adjoint est compétent pour dresser les actes de l'état civil, en l'absence ou en cas d'empêchement du maire, sans qu'il soit besoin d'une délégation expresse donnée à l'adjoint. (Cod. civ., 34.) (4)

Un acte de naissance n'est pas nul, par cela seul qu'il a été dressé sur une déclaration tardive, et sans que l'enfant ait été représenté à l'officier de l'état civil. (Cod. civ., 55.) (5)

(Hamon — C. les héritiers Guernier.)

5 oct. 1818, décès de la dame Hamon, en état de grossesse. — Aussitôt après sa mort, on extrait de son sein, par l'opération césarienne, un enfant mâle. — Le même jour, deux témoins vont déclarer à l'officier de l'état civil, la mort de la dame Hamon; elle est inhumée le lendemain, et le certificat du curé atteste qu'il a inhumé en même temps, un enfant du sexe masculin, nouveau-né.

10 oct. suivant, le sieur Hamon, assisté de quatre témoins, se présente devant l'officier de l'état civil, qui dresse acte de la déclaration sui-

(1) F. dans le même sens, Vazeille, des *Prescriptions*, t. 1^{er}, n. 206; Dalloz, v° *Prescription*, p. 258, n. 9; — En sens contraire, Paris, 19 avril 1831; Nîmes, 6 mars 1832; Merlin, *Repet.*, v° *Interruption de prescription*, n. 9; Troplong, des *Prescriptions*, t. 2, n. 571 et 572; cet auteur excepte le cas où la créance cédée se trouve déjà frappée de saisie-arrest.

(2) F. sur les conditions de la viabilité, les observations qui accompagnent un arrêt conforme de la Cour de Limoges du 12 janv. 1812.

(3) Il a été jugé toutefois que lorsqu'il a été dressé acte de la naissance d'un enfant sans annoncer qu'il soit mort-né, cet acte de naissance fait foi que l'enfant est en vie, tellement que le contraire ne peut résulter d'aucune preuve testimoniale, ni même de l'acte de décès qui est dressé le même jour, et qui énonce que l'enfant est mort en naissant. V. Paris, 13 flor. an 12. Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt et dans laquelle est consignée la décision, relative à la preuve testimoniale, avec celle de l'arrêt que nous rapportons ici.

(4) V. en ce sens, Desclaux, *Encyclopédie de*

droit, v° *Acte de l'état civil*, n. 13. A H résulte de l'art. 16, dit cet auteur, que les adjoints sont officiers de l'état civil au même titre que les maires; ils n'ont donc pas besoin de délégation. C'est seulement relativement à leurs fonctions administratives, que les maires ne peuvent être, sans délégation spéciale, remplacés par leurs adjoints (art. 5 du décret de 4 juil. 1806). C'est par erreur, et en confondant ces deux ordres différents de fonctions, que le ministre de l'intérieur a émis une opinion contraire le 30 juil. 1807. Un avis du conseil d'Etat du 8 mars 1808, non inséré au *Bulletin des lois*, qui décide qu'à Paris les adjoints doivent rédiger les actes de l'état civil, concurremment avec les maires, contient aussi la même erreur, car le conseil d'Etat a fondé sa décision sur le nombre des actes à recevoir dans la capitale, tandis qu'il fallait reconnaître une égale compétence en cette matière aux maires et aux adjoints.

(5) D'après un arrêt de la Cour royale de Paris, du 9 août 1812, l'acte ne ferait pas foi dans ce cas. F. cet arrêt à sa date; mais voy. la note qui l'accompagne, et les autorités citées.

vante; « que, le 5 oct., sur les quatre heures du matin, il est né du mariage de Michel Hamon avec T. Guesnerie un enfant mâle, qui a vécu quinze minutes; que sa naissance a eu lieu par suite de l'opération césarienne, faite à la dame Hamon, aussitôt après sa mort, en présence des témoins susdésignés. » — Il importe de remarquer que l'acte est dressé par l'adjoint, procédant, est-il dit, dans l'acte, en l'absence du maire.

1^{er} avril 1819, les frères et sœurs de la dame Hamon demandent à Michel Hamon le partage de la communauté, qui a existé entre lui et sa femme.

Michel Hamon répond que l'enfant né de son mariage a succédé à la dame Hamon, et que lui-même est héritier de son fils pour partie. — Pour établir le fait de la naissance, il représente l'acte dressé le 10 oct. 1818.

Les frères et sœurs de la dame Hamon répondent que cet acte est nul, 1^{er} en ce qu'il a été dressé par l'adjoint sans délégation expresse du maire, c'est-à-dire, par un officier public incompétent; 2^o en ce que l'enfant n'a pas été présenté à l'officier de l'état civil, ainsi que l'exige l'art. 55 du Code civ.; 3^o en ce que la déclaration de la naissance n'a pas été faite dans le délai de trois jours, fixé par le même art. 55, et qu'aux termes d'un avis du conseil d'Etat du mois de brum. an 11, il est défendu à l'officier de l'état civil de recevoir de déclaration tardive, sans un jugement préalable qui l'y autorise; 4^o en ce que l'officier civil ne s'est point transporté auprès de l'enfant décédé, ainsi qu'il est prescrit dans l'art. 77 du Code civ.; 5^o enfin, en ce que le décret du 4 juill. 1806 porte, « que lorsqu'on présente à l'officier de l'état civil le cadavre d'un enfant, dont la naissance n'aura pas été enregistrée, cet officier ne devra pas dire dans l'acte, que cet enfant est décédé, mais seulement qu'il lui a été présenté sans vie, et qu'il devra recevoir les dépositions des témoins sur les noms et domicile des père et mère, sans rien préjuger sur la question de savoir si l'enfant a eu vie ou non. » De ces diverses irrégularités, les frères et sœurs de la dame Hamon concluent que l'acte est nul, et qu'ainsi rien ne constate la naissance d'un enfant, provenant du mariage des époux Hamon.

21 août 1820, jugement du tribunal de Laval, qui rejette les moyens de nullité proposés contre l'acte, et qui, admettant comme certaines toutes les énonciations qu'il renferme, ordonne aux parties de plaider au fond.

Appel de la part des frères et sœurs de la dame Hamon. — Les moyens respectifs des parties sont reproduits et discutés dans les conclusions de M. Allain-Targé, conseiller auditeur, remplissant les fonctions du ministère public.

« Messieurs, a dit ce magistrat, des principes particuliers et exorbitants du droit commun, régissent la cause qui vous occupe; nous devons donc les poser en peu de mots, afin de résoudre ensuite, avec plus d'assurance, les difficultés qu'elle présente.

« Tous les législateurs ont regardé comme très important que l'état des hommes reposât sur des bases inébranlables, et tous ont voulu, pour atteindre ce but, que les trois grandes époques qui sont la source des droits attachés à cet état, la naissance, le mariage et le décès, fussent constatées le plus sûrement possible.

« A Rome, le père de famille était chargé de veiller à la conservation de l'état de ses enfants.

« En France, des registres furent établis à cet effet, et leur tenue fut soumise à des formalités plus ou moins nombreuses, selon les temps, afin

de leur donner un plus grand caractère d'authenticité.

« Mais bien évidemment, les précautions prises auraient tourné contre le but qu'on se proposait, si le défaut de quelques-unes d'elles eût pu rendre nuls les divers actes, et par là mettre en péril l'état des citoyens. La loi s'est donc relâchée de sa sévérité ordinaire pour les formes qu'elle prescrit. Ainsi, pour qu'elles fussent respectées, elle a permis d'amender l'officier public qui s'en écarterait par négligence ou par ignorance, mais jamais elle n'a prononcé la nullité de l'acte irrégulier.

« Ces principes étaient ceux des lois romaines et de nos anciennes ordonnances, et notre Code les a consacrés.

« En effet, il établit des registres et trace les règles communes à tous, et celles particulières à chacun d'eux : cette marche est celle que le législateur a coutume de suivre en toutes matières; mais ce qui n'est pas ordinaire, il prescrit aux procureurs du roi une surveillance et une inspection annuelle de ces registres; ce magistrat doit dresser procès-verbal des irrégularités qu'il rencontre, et requérir contre les officiers publics, les peines contre eux prononcées. Nullo part dans ce titre, les actes imparfaits ne sont annulés ni explicitement, ni implicitement : loin de là, et cela seul prouverait que cette matière est régie par des règles d'exception, le législateur indique un mode de les rectifier, s'il en est besoin. Ce n'est donc point ici le cas d'appliquer ces anciens brocards de droit : *forma dat esset rei : ex forma non servata resultat nullitas actus*.

« M. Tronchet, qui proclama le premier ces principes au conseil d'Etat, ajoutait pourtant « que ce sera toujours par les circonstances qu'on devra juger des actes de l'état civil. » On sait en effet, qu'il pourrait manquer à ces actes quelques-uns des éléments qui les constituent essentiellement, et qu'alors les tribunaux se verraient forcés de les annuler.

« Voyons, à l'aide de ces vérités, si les vices reprochés à l'acte du 10 oct. sont suffisants pour en faire prononcer la nullité.

« 1^o Les héritiers Guesnerie prétendent d'abord que l'adjoint qui l'a reçu était incompétent, parce qu'il n'avait pas été spécialement délégué par le maire.

« Il est bien vrai qu'une instruction ministérielle enjoint aux adjoints de ne pas recevoir d'actes de l'état civil sans une délégation expresse du maire. Mais d'abord cette instruction n'est pas une loi, et ne pourrait servir, par conséquent, à faire prononcer une nullité; puis, ne peut-on pas dire que les mots en l'absence du maire, qui se trouvent dans l'acte, équivalent à une délégation de celui-ci? L'adjoint n'est-il pas naturellement le remplaçant du maire, quand ce dernier se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions? Ce défaut de délégation expresse ne nous semble donc point suffisant pour ôter à l'adjoint la capacité de recevoir l'acte en question.

« 2^o C'est avec raison que l'on a pu insister sur le reproche fait aux témoins d'être domestiques de l'intimité; car, sans rappeler que des quatre, deux seulement avaient cette qualité, n'est-il pas évident que les domestiques n'avaient été appelés par leur maître que pour attester le fait de l'opération césarienne, le temps pendant lequel l'enfant a vécu, les circonstances de sa vie, enfin tout ce que leur présence lors de l'accouchement avait pu leur faire connaître? Les domestiques ne sont-ils pas d'ailleurs témoins nécessaires dans ces sortes d'affaires? Enfin les art. 37 et 56 du Code civil, qui déterminent les qua-

lités que doivent avoir les témoins des actes de l'état civil, ont-ils quelques termes d'où l'on puisse infirmer que ces individus soient incapables d'être appelés comme tels ?

« 3° Michel Hamon, dit-on en troisième lieu, n'a pas présenté son enfant à l'officier de l'état civil.

« Assurément, cette présentation est une précaution très sage; l'officier qui voit l'enfant dont il inscrit la naissance, est bien plus sûr de cette naissance; elle évite de grands abus très bien signalés au répertoire (V. Déclaration de naissance), par exemple celui de faire inscrire comme nouveau-né un enfant de deux ou trois ans; mais ce qui constitue un acte de naissance, c'est la déclaration des témoins, la signature de l'officier public, l'observation des formalités qui tiennent à la substance de l'acte, et sans lesquelles il ne peut subsister. Or, peut-on bien dire que la présentation soit une formalité de cette nature, et qu'on doive la considérer comme une condition *sine qua non*, de la validité de l'acte ? Non assurément, puisqu'il peut arriver qu'elle soit impossible à remplir, par exemple dans le cas de mort de l'enfant, et puisque, surtout, elle peut être illusoire; car, qui empêche de présenter à l'officier public un enfant appartenant à d'autres père et mère que ceux à qui on l'attribue ?

« Aussi on alla, au conseil d'Etat, jusqu'à prétendre qu'elle était inutile; et si elle fut conservée, ce fut plutôt comme une précaution bonne à prendre, comme une formalité essentielle à l'acte. De même la Cour de Bruxelles (le 4 juill. 1811; V. cet arrêt à sa date) écartera ce moyen de nullité qui lui parut si peu fondé, qu'elle ne donna pas même dans son arrêt les motifs de sa décision.

« 4° On insiste, et l'on dit : si la présentation de l'enfant n'est pas nécessaire à peine de nullité, au moins la déclaration de la naissance devait-elle être faite dans les trois jours, ainsi que le veut la loi; et si elle n'avait pas été faite dans ce délai, au moins ne pouvait-on, aux termes d'un avis du conseil d'Etat, du 12 brumaire an 11, l'inscrire qu'en vertu d'un jugement rendu contradictoirement, et le ministère public entendu ? C'était le seul moyen de faire disparaître les soupçons qui résultent de ce que le décès de l'enfant n'a pas été déclaré en même temps que celui de la mère....

« Quoi qu'il en soit de ces soupçons, nous répondons, en droit, à la première partie de l'objection, qu'un acte de naissance peut être rédigé valablement après les trois jours accordés par l'art. 33 du Code civil; qu'en cherchant dans quel esprit a été établi ce délai, on voit que rien n'engage à décider qu'il devait être fatal.

« L'ordonnance de 1667, la déclaration de 1736 ne fixaient aucun délai pour les déclarations de naissance : la loi du 20 sept. 1792 n'en fixait pas non plus, seulement elle punissait de deux mois de prison le père et l'accoucheur présents à la naissance qui ne la déclaraient pas. Mais on reconnut bientôt qu'il était impossible d'indiger cette peine, parce qu'il n'y avait pas de délai pour l'exécution de la disposition nouvelle. Jamais ceux à qui elle était imposée ne pouvaient être réputés en retard de l'accomplir. Une loi additionnelle du 19 déc. 1792 fixa donc le délai à trois jours depuis l'accouchement. Voilà le vrai, le seul motif de cette fixation.

« Si plus tard, le Code supprima la peine de la prison et conserva le délai dont est question, ce fut évidemment non pour que l'on ne pût prononcer une peine qui n'existait plus, mais pour que les naissances fussent constatées le plus promptement possible. Rien dans tout cela n'indique que l'on doive regarder comme nul l'acte

inscrit après les trois jours. Il eût été, en effet, trop rigoureux de refuser, par ce seul motif, à un enfant l'acte qui constate sa filiation, et de le forcer à recourir à des preuves suppletives, souvent difficiles à acquérir. La sollicitude du législateur lui eût été évidemment préjudiciable.

« Sans doute il pourra arriver que le défaut de déclaration dans le délai fixé nuise soit à l'enfant, soit aux tiers intéressés, si l'on décidait, par exemple, comme l'a fait la Cour de Paris, le 9 août 1813 (aff. Astorphaus) qu'un acte de naissance reçu hors le délai, ne fait foi de cette naissance que depuis l'époque de sa date, et est admissible pour prouver une naissance antérieure, parce que la preuve de l'âge, de la naissance ne peut être faite par témoins; mais jamais l'acte ne sera nul pour le fait seul d'avoir été rédigé hors des délais.

« Quant à l'avis de brum. an 11, qui défend à l'officier de l'état civil de recevoir les déclarations, tardives sans un jugement préalable, la première observation à faire, c'est qu'il est antérieur au Code civil, et que ce Code ne l'ayant pas rappelé, il y a lieu de croire que le législateur n'a pas voulu en consacrer le principe; mais fût-il applicable, ce serait une disposition législative sur les actes de l'état civil, et susceptible par conséquent d'être régie par les règles générales que nous avons exposées : donc, si les déclarations tardives ont été reçues sans jugement préalable, elles pourraient bien ne pas produire les effets qu'elles produiraient, si cette formalité eût été remplie, mais elle ne seront pas nulles pour cela; ce sera ici plus qu'ailleurs le cas de dire : *multa prohibentur in jure, quæ si facta fuerint, obtinent firmitatem*. Et l'on doit d'autant mieux le décider ainsi, que, quoiqu'il vaille dire, une déclaration faite une minute après l'expiration des délais soit réellement tardive, cependant il est évident que l'avis précité a eu pour objet de prévenir des déclarations bien plus tardives, et qui auraient pour résultat de faire entrer dans les familles des enfants âgés de plusieurs années, ce qui ne se rencontrait pas dans la cause.

« Lors de l'affaire qui donne lieu à l'arrêt du 9 août 1813, ci-dessus cité, on opposait aussi cet avis de brumaire an 11, à un enfant dont la naissance, arrivée en 1802, n'avait été déclarée qu'en 1807; mais c'était, comme nous l'avons dit, non point pour faire annuler cette déclaration, mais seulement pour empêcher que la date de la naissance ne remontât au delà de celle de la déclaration.

« Nous pensons donc que cet avis ne peut faire invalider l'acte du 10 octobre.

« 5° La discussion à laquelle nous venons de nous livrer nous dispense de nous arrêter longtemps au dernier reproche fait à cet acte. Il est fondé sur ce que l'officier de l'état civil ne s'est pas transporté auprès du cadavre de l'enfant, comme le prescrit l'art. 77 du Code civil. Sans observer que dans l'espèce la chose était impossible, puisque l'enfant était inhumé depuis cinq jours, c'est avec beaucoup de raison que l'on a dit que ce transport est exigé non point pour la rédaction de l'acte, mais bien pour le fait de l'inscription. C'est une précaution de police bonne à prendre pour empêcher les enterrements précipités, mais qui est loin d'être fidèlement exécutée.

« 6° Nous arrivons, Messieurs, au décret du 4 juill. 1808 : il porte que : « lorsqu'on présente à l'officier de l'état civil, le cadavre d'un enfant dont la naissance n'aura pas été enregistrée, cet officier ne devra pas dire dans l'acte que cet enfant est décédé, mais seulement qu'il lui a été présenté sans vie, et qu'il devra recevoir les dé-

positions des témoins sur les nom, domicile des père et mère, sans rien préjuger sur la question de savoir si l'enfant a eu vie ou non.

« On sent toute la sagesse de cette disposition. Elle est bien évidemment applicable à notre espèce; nous sommes bien dans le cas omis par le Code, que le législateur a voulu prévoir. Les appelans ont raison de dire que l'officier de l'état civil ne pouvait recevoir les déclarations qui lui étaient faites sur la vie de l'enfant; en la faisant, il a procédé à une espèce d'enquête à futur que le décret a voulu éviter; mais ont-ils le droit d'en conclure que l'acte qu'il a reçu est nul? Nous ne le pensons pas; en effet, il ne faut annuler que ce que le législateur a voulu proscrire; or, il a interdit de recevoir les déclarations que l'on pourrait faire sur la vie, sur la viabilité attribuées au cadavre représenté. Ces déclarations toutes seules doivent donc être considérées comme non avenues, puisqu'aidé par elles, l'intime se ferait un titre à lui-même; mais reste toujours suffisamment constaté ce fait, que l'officier public avait le droit d'inscrire qu'un enfant a été extrait du sein de la femme Hamon, qu'un enfant est né du mariage du sieur Hamon. L'acte doit donc être conservé dans cette partie.

« Maintenant si le sieur Hamon veut recueillir les droits que pourrait lui transmettre la naissance bien établie de son fils, comme il ne suffit pas de naître pour succéder, et qu'il faut encore naître vivant, il aura à prouver que son fils est né vivant.

« Une dernière question se présente. L'art. 725 du Code civil exige que pour succéder, on naisse viable; sera-ce au sieur Hamon à prouver le fait de la viabilité?

« Le Code a consacré l'ancienne maxime du droit français, *le mort saisit le vif*: ainsi dès que l'enfant est vivant il est saisi; la preuve qu'il était vivant au moment du décès est donc le fondement de son action: cette preuve faite, il est censé né viable; en effet, le défaut de viabilité est une incapacité, et les incapacités ne se présument pas (art. 302 et 1123). C'est à celui qui l'allègue d'en fournir la preuve. Les tiers intéressés qui répondent à la preuve de la vie, en opposant la non-viabilité, doivent donc prouver leur exception. *Reus excoipiendo fit actor*. Il est facile de voir, en lisant avec attention l'art. 725, qu'il ne contraire nullement ces principes: il ne dit pas que pour succéder, il faut exister et être viable; il dit seulement que l'enfant qui n'est pas né viable est incapable de succéder. Or, nous le répétons, les incapacités ne se présument pas, il faut les prouver.

« Tel est l'opinion de M. Chabot sur l'art. 725, et de M. Toullier, t. 4, n° 97 et 101. Si l'enfant a été inhumé, dit-il, sans que les hommes de l'art aient constaté les progrès de son organisation, et si l'on n'est plus à même de réparer cet omission de l'exhumant, le moyen de prouver que l'enfant né vivant n'était pas né viable, manquant absolument, la présomption de viabilité conserve donc sa force.

« On trouve dans Siray, tom. 13, 2, 261, un arrêt de la Cour de Limoges qui a consacré ces principes (4).

« En conséquence, nous concluons à ce que l'acte du 10 oct. 1818 soit considéré, d'après le décret de 1808, comme constatant le fait de la naissance de l'enfant du sieur Hamon, sauf à celui-ci à prouver que cet enfant était né vivant, la preuve contraire, ainsi que celle de la non-viabilité, réservée aux appelans. »

(V) V. cet arrêt, à la date du 12 janv. 1812, dans notre Vol. 1. 2. 232.

Le 30 août 1821, est intervenu un arrêt interlocutoire ainsi conçu : — « Considérant que, dans le cas d'absence ou empêchement du maire, l'adjoint peut remplir les fonctions qui sont dévolues au maire, et par conséquent le suppléer dans la rédaction des actes de l'état civil;

« Que l'adjoint du maire de la commune de Mont-sur, en signant sur les registres de l'état civil, la déclaration qu'il a reçue le 10 oct. 1818, n'est contrevenu à aucune loi; qu'il n'a fait que rapporter cette déclaration telle qu'il l'avait reçue; qu'il n'a vérifié ni pu vérifier sa sincérité, et n'a point attesté personnellement les faits qui lui étaient déclarés; qu'on ne peut arguer de nullité l'acte rédigé par cet officier, et que les lois n'en prononcent pas pour des cas semblables;

« Considérant que les actes de l'état civil régulièrement rédigés ont reçu de la loi le caractère le plus authentique; que l'acte entier doit leur être attribué dans les jugemens; mais que c'est quand les officiers de l'état civil ont vérifié par eux-mêmes, dans les formes voulues par la loi, les faits qu'ils sont chargés de constater; qu'ils ont vu et connu la personne dont ils établissent l'état; qu'ils ont vérifié les faits qu'ils rapportent, et qu'enfin, ils transmettent dans les actes qu'ils rédigent les connaissances qu'ils ont acquises, que dans la cause il y aurait seulement une déclaration reçue par l'officier de l'état civil qu'il a consignée sur ses registres, mais que cet officier n'a vérifié ni pu vérifier les faits qui lui étaient déclarés;

« Considérant que de fortes et graves présomptions font croire que du mariage de M. Hamon avec T. Guesnerie, il est né un enfant; que de l'état de cet enfant à l'époque de sa naissance résulte le droit des parties; que c'est cet état qu'il faut reconnaître et vérifier; que la preuve testimoniale peut être admise pour suppléer à la preuve qui devrait résulter d'un acte qui aurait été rédigé suivant le vœu de la loi; que les circonstances rares et extraordinaires relevées dans la cause rendent cette preuve admissible;

« Faisant droit sur l'appel, émendant sans s'arrêter en moyen de nullité proposé par les appelans contre l'acte du 10 oct. 1818, permet à Hamon de prouver par témoins dans le délai... que l'enfant qui est né de son mariage le 5 oct. 1818, est né vivant et en état de viabilité. La preuve contraire réservée aux appelans. »

En vertu de cet arrêt, il a été procédé à une enquête, d'après laquelle a été rendu l'arrêt suivant :

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il résulte de l'enquête, que du mariage du sieur Hamon avec T. Guesnerie, il est né un enfant; que cet enfant était vivant au moment de sa naissance, qu'on a senti son cœur palpitier, qu'on lui a vu ouvrir la bouche, et que, quelques minutes après sa naissance, on a distingué le moment de sa mort; — Que cet enfant étant né vivant, il y a d'abord une présomption qu'il était en état de viabilité; que cette présomption se fortifie par l'espace de temps qui s'est écoulé depuis le mariage de ses père et mère, jusqu'au moment de sa naissance, et par la conformation de son corps, sur lequel on a distingué des ongles et des cheveux bien formés; qu'en n'a allégué aucun vice corporel qui pût donner à penser qu'il n'aurait pu conserver la vie; — Vidant l'interlocutoire, relaxe le sieur Hamon des conclusions prises par les héritiers Guesnerie, etc.

Du 25 mai 1822. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Chalup, p. p. — Conse., M. Ailhaud-Targé, cons. aud. — Pl., MM. Chodaveygue et Bellanger.

INSCRIPTION HYPOTHECAIRE. — RENOUVELLEMENT. — ACQUÉREUR. — CONFUSION.

La disposition de l'art. 2177, Cod. civ., portant qu'au cas d'éviction de l'acquéreur d'un immeuble, sur la poursuite des créanciers inscrits, les droits réels qu'avait l'acquéreur avant l'acquisition, rattachés à son profit, s'appliquent-ils aux hypothèques que l'acquéreur avait sur l'immeuble, sans qu'on puisse lui opposer le défaut de renouvellement de l'inscription dans les dix ans? — Arg. aff. Le créancier hypothécaire qui s'est rendu adjudicataire sur appropriation de l'immeuble affecté à son hypothèque, est désormais dispensé de renouveler son inscription. — En un tel cas, l'inscription a produit son effet, et ne peut plus tomber en péremption, pour défaut de renouvellement dans les dix ans (1).

(Serpinet — C. Alex.)

Le sieur Deloras avait une hypothèque sur les biens du sieur Serpinet, pour la somme de 12,000 fr. Les mêmes biens étaient affectés à l'hypothèque légale de la dame Serpinet, mais elle ne venait qu'en second rang. — En 1809, vente consentie, par le sieur Serpinet au sieur Alex, de quelques biens pour le prix de 9,000 fr. L'acquéreur paie cette somme au sieur Deloras, premier inscrit, et se trouve ainsi subrogé à son hypothèque. — Il est à remarquer qu'il ne purge pas l'hypothèque légale de la femme, avant d'effectuer ce paiement. — En cet état de choses, dix années s'écoulent à compter de la date de l'inscription du sieur Deloras, à laquelle se trouvait subrogé le sieur Alex.

Ultimeurement, le sieur Alex voulut purger l'hypothèque de la dame Serpinet, qui pesait sur les biens par lui acquis. La dame Serpinet s'inscrivit sur-la-champ. Assignée en radiation de cette inscription, elle a soutenu que l'inscription à laquelle le sieur Alex avait été subrogé, n'ayant pas été renouvelée dans les dix ans, elle devait être colloquée au premier rang à raison de son hypothèque légale.

Dans son intérêt on disait : que le sieur Alex étant subrogé à l'hypothèque du sieur Deloras, s'il participait à ses droits, il devait aussi être soumis aux mêmes obligations; et que, puisque Deloras aurait été tenu de renouveler son inscription, la même obligation était imposée à son représentant. Pour s'affranchir de ce renouvellement, le sieur Alex dira-t-il que l'hypothèque à laquelle il est subrogé, est éteinte par la confusion qui s'est opérée, en sa personne, par la réunion des qualités de créancier hypothécaire, et de propriétaire de l'immeuble hypothéqué; qu'ainsi il n'y avait lieu à aucune formalité pour la conservation d'un droit qui était éteint. Cette objection ne serait que spécieuse; en effet, l'hypothèque ne pourrait s'éteindre qu'autant que l'acquéreur n'aurait pas besoin d'en faire usage; mais il n'en est point ainsi; l'acquéreur d'un fonds hypothéqué à plusieurs débiteurs n'est-il pas sans cesse exposé à l'action des créanciers, qui toujours ont le droit de poursuivre? La continuité de ce péril entraîne l'existence continue de son hypothèque, puisqu'il ne peut s'en passer; on ne peut donc pas argumenter de la non existence de l'hypothèque. — Vainement encore on objecterait qu'aux termes de l'art. 2195, lorsque l'acquéreur a rempli les formalités pour purger les hypothèques légales, si le prix est absorbé par des inscriptions antérieures à celle de la femme, celle-ci doit être rayée. L'article n'est point applicable

à l'espèce; car, au moment où Alex a agi pour purger l'hypothèque légale, l'inscription de Deloras avait plus de dix ans de date, et dès lors n'existait plus. Soutenir qu'elle était en vigueur pour primer l'hypothèque légale, c'est décider la question par la question. Alex devait donc, avant de payer, purger l'hypothèque légale; à défaut de cette formalité, il devait renouveler son inscription, s'il ne voulait pas encourir de déchéance. On ne peut objecter que l'acquéreur serait ainsi obligé de s'inscrire sur lui-même. L'acquéreur n'inscrirait sur lui-même, qu'autant qu'il serait son propre créancier; mais dans l'espèce, subrogé à un créancier de son vendeur, il est lui-même créancier de son vendeur, rien ne s'oppose à ce qu'il s'inscrive contre celui-ci; il ne remplit point en cela deux rôles opposés.

Jugement qui déboute la dame Serpinet de sa demande. Les motifs portent : — « Attendu que, suivant l'art. 2193 du Code civ., lorsque l'acquéreur a voulu purger les hypothèques légales de la femme, si elle a pris inscription, et qu'il existe des créanciers antérieurs, les inscriptions du chef de la femme doivent être radiées, sauf à elle à les exercer sur les autres biens de son mari; qu'Alex, ayant payé son prix de vente entre les mains du sieur Deloras, n'a pas été tenu de renouveler l'inscription à laquelle il a été subrogé, l'hypothèque étant éteinte de plein droit par le fait de la confusion, du moment où l'acquéreur est devenu en même temps débiteur et créancier, et qu'il suffit qu'à l'instant où Alex a payé son prix de vente, Deloras fût premier créancier hypothécaire sur les biens vendus. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs exprimés par les premiers juges; considérant, d'ailleurs, que l'art. 2177 du Code civil, disposant qu'en cas d'éviction les droits réels qu'avait l'acquéreur avant sa possession, renaissent, si l'en suit nécessairement qu'Alex, acquéreur, qui, en 1811 et 1813, a payé son prix de vente au sieur Deloras, créancier valablement inscrit, qui primait la dame Serpinet, a le droit d'exciper dans tous les temps des hypothèques et inscriptions de Deloras, qu'il avait éteintes par ce paiement, et qui reprennent toute leur vigueur et leur efficacité, dès que la dame Serpinet, qui était créancière en sous-ordre à Deloras, a manifesté l'intention de conserver une hypothèque sur les biens acquis par lui; — Met l'appellation émise par la dame Serpinet au néant; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet.

Du 25 mai 1822. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Prés., M. Chenevas. — Pl., MM. Perrin et Quignon.

LE JUGEMENT DE DÉFAUT. — PROFIT-JOINT.

Lorsque de deux parties assignées, l'une comparait et l'autre fait défaut, il y a lieu d'annuler le jugement qui est rendu ultérieurement sur la fond, s'il n'y a eu au préalable un jugement de jonction contre la partie défaillante. (Cod. proc., 153) (2)

(Baradeu — C. Viravaud.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 153 du Code de proc. est impératif dans ses dispositions, et qu'il ordonne que dans le cas où il y aurait plusieurs parties assignées, si l'une d'elles ou plusieurs n'ont pas comparu, il sera prononcé un jugement de jonction contre les défaillantes, et qu'il sera statué sur le profit du défaut par jugement ultérieur; — Considérant que cette dis-

(1) V. conf., Grenoble, 17 déc. 1821, la note et les autorités au sens divers qui y sont rapportées.

(2) F. en ce sens, Cass. 15 janv. 1821, et la note.

position de la loi a pour objet de statuer sur la demande entre toutes les parties, et d'éviter une contrariété dans les dispositions qui pourraient sortir de jugemens divers;—Met le jugement dont est appel au néant; émettant, déclare celui du 30 avril 1819 nul;—Ordonne qu'il demeurera sans effet, etc.

Du 25 mai 1822. — Cour roy. de Riom. — Prés., M. de Varny. — Cons. M. Voysin de Gartempe av. gén. — Pl., MM. Bernal-Rollande et Tailhand.

MARIAGE.—AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.

Du 28 mai 1822 (aff. Jourdan). — Cour roy. de Bourges. — V. *supra*, à la date du 22, la note de renvoi dont cet arrêt a été l'objet.

CONFLIT. — PRÉFET DE POLICE.

Le préfet de police, à Paris, n'a pas le droit d'élever le conflit. (Arrêté des 12 mess. an 8, et 13 brum. an 10; Ord. du 12 déc. 1821.) (1) (Lebel.)

Du 29 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Villemain.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — ARRÊTÉ CONTRADICTOIRE. — EXPERTISE.

L'arrêté d'un conseil de préfecture rendu après une expertise, doit être réputé contradictoire, lorsque les experts ont été nommés contrairement entre les parties (2).—En conséquence, un tel arrêté n'est pas susceptible d'apposition, et ne peut être attaqué devant le conseil d'Etat que dans les trois mois de sa signification.

(Conlon — C. fabrique de la Brugnière.)

Le sieur Conlon attaquait deux arrêts des 15 mai et 31 août 1818, et se plaignait de ce que le conseil de préfecture avait refusé d'accueillir l'apposition formée par lui, à celui du 15 mai.

Lotis, etc.; — Considérant qu'il est établi par l'arrêté du 31 août 1818, qu'il a été nommé contradictoirement, des experts par le maire et par le sieur Conlon; que le fait n'est pas dénié par le réclamant; que dès lors, l'instance a été jugée contradictoirement avec lui, par l'arrêté du 15 mai précédent;

Considérant que l'arrêté du 15 mai 1818 a été régulièrement signifié au sieur Conlon, le 2 août suivant, et que son pourvoi, ne datant que du 12 nov., n'a pas été formé dans le délai fixé par l'art. 11 du règlement;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 29 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., MM. Duprat et Durrieux.

1^{er} CONSEIL D'ÉTAT. — POURVOI.—ARRÊTÉ PRÉPARATOIRE.

2^{es} EXPERTS. — CONSEIL DE PRÉFECTURE. — NOMINATION.

1^{er} Les arrêts préparatoires des conseils de préfecture, peuvent n'être attaqués devant le conseil d'Etat qu'en même temps que la décision définitive (3).

2^{es} Les conseils de préfecture qui ordonnent une expertise, ne doivent nommer d'office les ex-

perts, qu'à défaut par les parties de s'entendre sur leur nomination (4).

(Vidanges de Trébon — C. Achardy.)

Du 29 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Huart Duparc et Odilon-Barrot.

MARais. — COTISATIONS. — DÉGRÈVEMENT.

Toute demande en dégrèvement de cotisation, par un membre d'association de travaux de dessèchement, doit être soumise au conseil de préfecture. — Il n'est pas vrai que l'ancien règlement général des cotisations doive rester en vigueur jusqu'à un nouveau règlement général, opéré par le gouvernement lui-même. (L.L. des 24 flor. an 11, art. 2; 16 sept. 1807, art. 26.)

Lorsque par l'effet du temps, les anciens travaux d'une association de travaux de dessèchement, sont devenus moins utiles aux propriétés d'un membre de l'association, à ce point que, pour la conservation de sa propriété, il soit obligé de faire lui-même des travaux défensifs, cette circonstance donne droit à un dégrèvement en sa faveur.

(Association des eaux de Trébon. — C. de Gabriel.)

Louis, etc.; — Vu le recueil des décrets et règlements sur le régime des associations territoriales d'Aries, Tarascon et Notre-Dame-de-la-Mer; — Vu l'arrêt du parlement de la Provence qui homologue la délibération prise par l'association des vidanges, pour le formation d'un nouveau cadastre, du 22 oct. 1780; — Vu la loi du 4 flor. an 11, sur le curage des canaux et rivières non navigables et l'entretien de leurs digues; — Vu la décret spécial du 4 prairial an 13, contenant organisation pour toutes les associations territoriales des communes d'Aries et de Notre-Dame-de-la-Mer, portant, art. 44: « Toutes contestations relatives à l'exécution des délibérations, ou recouvrement des rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection des travaux, seront portées devant le conseil de préfecture, sauf le recours au gouvernement, en conformité de l'article 4 de la loi du 16 floréal an 11; »

Sur la compétence: — Considérant que par l'art. 44 du décret d'organisation du 4 prair. an 13, il est dit que les réclamations des individus imposés seront portées devant le conseil de préfecture, sauf le recours au gouvernement; que cette énonciation générale n'admet pas d'exception, et qu'ainsi le conseil de préfecture était compétent pour statuer sur ladite demande en réduction de cotisation, présentée par le sieur de Gabriel;

Au fond: Considérant que le conseil de préfecture a pris toutes les précautions convenables pour s'éclairer; que du rapport des experts il résulte qu'il y a lieu d'accueillir le dégrèvement du sieur de Gabriel, et que la rectification, proposée par les experts et adoptée par le conseil de préfecture, est suffisamment motivée; — Sans s'arrêter aux fins de non-recevoir et aux reproches d'incompétence;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 29 mai 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

(3) V. dans ce sens, ordonn. des 21 fév. 1814 (aff. comm. d'Aurillac); 23 juin 1819 (aff. Picot), et les notes; 2 fév. 1825 (aff. Perdry).

(4) V. dans ce sens, ordonn. du 17 nov. 1819 (aff. Hardy), et la note.

(1) Une ordonnance du 18 déc. 1822 a depuis accordé au préfet de police le droit d'élever le conflit dans les affaires qui, par leur nature, sont placées dans ses attributions.

(2) P. toutefois, ordonn. des 17 avril 1822 (aff. comm. de l'Issey les-Scy), et la note; 27 nov. 1824 (aff. Balourde).

COLONIES. — FONCTIONNAIRES. — NOMINATIONS. — TRAITEMENS.

La promotion à des fonctions provisoires, faite par le gouverneur d'une colonie, ne donne au nouveau titulaire aucun droit au traitement de la place qu'il remplit par interim, si sa nomination n'a pas été confirmée par le gouvernement de la métropole. (Arrêté du 30 vendém. an 11.) (1)

Un certificat du greffier en chef de la Cour des comptes, constatant que des poimens ont été faits au fonctionnaire provisoire, ne peut être considéré comme établissant une confirmation de la part du gouvernement. (Minuty—C. Ministre de la Marine.)

Du 29 mai 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. de Peyronnet.—Pl., M. Dejean.

PRISES MARITIMES. — PARTAGE. — MARIN. — FAUX NOM.

Le marin embarqué sous un faux nom sur un corsaire, étant assimilé au déserteur repris et embarqué avant le départ du bâtiment (décret 2 frim. an 11, art. 13), a droit à moitié de part dans les prises auxquelles il a concouru, s'il n'a pas d'ailleurs quitté le bâtiment, soit pendant le voyage, soit dans une relâche.

(Hamme—C.—Ministre de la Marine.)

LOUIS, etc.—Vu le règlement du 2 prairial an 11, et l'instruction du 16 janvier 1801;—Considérant 1° que le sieur Hamme, déserteur du corps des pontonniers, s'est embarqué sous le nom de Liebert Dieudonné, sur le corsaire la *Réciprocité*;—Considérant 2° que l'article 13 du décret du 2 frimaire an 11, assimile aux déserteurs les marins qui s'embarqueront sous un faux nom, mais que le même article applique des peines pécuniaires différentes aux déserteurs qui, ayant été repris avant le départ des corsaires, y ont été de nouveau embarqués et ont concouru aux prises faites par le bâtiment dont ils faisaient partie, et aux déserteurs qui ont quitté leur bâtiment, soit pendant le voyage, soit dans une relâche; qu'il prive ces derniers de la totalité de leurs parts de prises, tandis que les premiers ne sont privés que de la moitié des parts de prises, auxquelles ils ont droit; que le marin Hamme, embarqué sous un faux nom, sur le corsaire la *Réciprocité*, a concouru aux prises faites par le corsaire, et n'a pas quitté le bâtiment soit pendant le voyage, soit dans une relâche; qu'ainsi c'est la moitié et non la totalité de sa part de prise qu'il doit perdre, comme ayant pris un faux nom, et étant à cet égard assimilé à un déserteur.

Art. 1er. La décision de notre ministre de la marine et des colonies est annulée en ce qu'elle refuse au sieur Hamme, la totalité de la part de prises à laquelle il a droit comme marin embarqué sur le corsaire la *Réciprocité*;—2. Le sieur Hamme est renvoyé devant notre dit ministre pour faire liquider ce qui lui revient pour la moitié de cette part de prise.

Du 29 mai 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. Maillard.—Pl., M. Dufour-d'Astafort.

(1) Sic, ordonn. du 18 déc. 1822 (aff. *Desmonts*).

(2) V. en ce sens, 3 fév. et 23 juin 1819 (aff. *com. de Saucray*, et aff. *Revet*). F. toutefois, ordonn. du 23 juin 1819 (aff. *de Chambray*), et nos observations.

(3) L'arrêt ci-dessus a été défilé à la Cour de cassation, qui a rejeté le pourvoi par arrêt du 18 nov. 1821; mais cet arrêt fondé sur un acquiescement qui avait eu lieu, dans l'espèce, ne juge

ÉMIGRÉ. — COMMUNES. — RÉINTÉGRATION.

L'arrêté par lequel un directoire de département a réintégré les habitants d'une commune dans des propriétés détenues par un émigré, ne peut pas être regardé comme un arrangement fait par le gouvernement avec des tiers pendant l'absence de cet émigré. — Un pareil arrêté est nul comme incomplètement rendu, les tribunaux ayant seuls le pouvoir de juger les questions de propriété élevées entre les communes et l'Etat représentées émigrés (2).

(D'Entraigues—C.—Commune de la Violette et autres.)

Du 29 mai 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. de Cormenin.—Pl., MM. Coste et Odilon Barrot.

DÉCISION MINISTÉRIELLE. — POURVOI.

Du 29 mai 1822 (aff. *Trebutte*).—Ordonn. en cons. d'Etat.—Même décision que par l'ordonn. du 17 avril 1822 (aff. *Laporte Belviola*).

SURENCHÈRE. — DÉNONCIATION. — ACTE D'AVOUE À AVOUE.

La dénonciation de la surenchère sur expropriation forcée peut être faite en la forme ordinaire des exploits, bien que l'art. 711, Cod. proc., disant qu'elle sera faite par un simple acte contenant avenir à la prochaine audience; il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que cette dénonciation soit faite par un huissier audiencier (3).

(Allemand—C.—Meynier et autres.)

Le 12 juin 1821, jugement du tribunal de Nantes, qui résout la question ci-dessus en ces termes: — «Considérant que l'art. 711 du Code de proc., all. 2°, n'énonce point de dispositions pénales et que, d'après l'art. 1030, même Code, il n'appartient pas aux magistrats de déclarer nul aucun exploit ou acte de procédure, dont la nullité n'est pas formellement prononcée par la loi;—Considérant que le décret du 14 juin 1813 ne renferme que des dispositions réglementaires entre les huissiers ordinaires; que les huissiers en général ont le même caractère, les mêmes attributions, et ont le droit d'exploiter concurremment dans toute l'étendue de leur arrondissement;

Considérant que la notification de surenchère a été faite dans la forme des exploits ordinaires, et non dans celle des notifications que sont autorisés à faire les huissiers audienciers pour les actes d'avoué à avoué;

Considérant enfin que le mode adopté dans la forme de signification dont il s'agit, a rempli le but de la loi en donnant une connaissance parfaite aux adjudicataires primitifs de la déclaration de surenchère, et du jour fixé pour son admission;—Par ces motifs, le tribunal, etc.—Appel.

ARRÊT.

LA COUR:—Adoptant les motifs des premiers juges;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 30 mai 1822.—Cour roy. de Lyon.—2° ch. Pres., M. Acher.—Pl., MM. Menoux et Allard.

pas, la question dont nous nous occupons ici.—C'est à tort, du reste, que dans la 3° éd. du *Journal du Palais*, on lui fait juger une question toute autre, celle de savoir si la notification de la surenchère peut être valablement faite par un huissier autre qu'un huissier commis sur laquelle la jurisprudence a longtemps varié, mais tranchée aujourd'hui dans le sens de la négative, par le nouvel art. 888, Cod. proc.

AVOCATS.—DÉLIBÉRATIONS.— ÉLECTIONS.—

OPPOSITION.—INSCRIPTION AU TABLEAU.
Les délibérations prises ou les élections faites par l'ordre entier des avocats, sont-elles susceptibles d'être reformées par la Cour royale, sur le recours du procureur général?—Non rés. (1)

L'arrêt d'une Cour royale qui annule une délibération prise par l'ordre des avocats, n'est pas une décision judiciaire susceptible d'opposition, lorsque les avocats n'ont été ni entendus ni appelés.—Il doit être considéré comme un règlement d'administration ou de police, contre lequel il n'y a de recours possible que devant l'autorité supérieure (2).

Les avocats ne doivent être inscrits au tableau qu'à la date du jour où leur stage est terminé.—On ne peut faire remonter l'inscription à la date de la demande d'admission au stage. (Ord., du 30 déc. 1822, art. 13; Décr. du 14 déc. 1810, art. 12.) (3)

(Les avocats de Bourges — C. le procureur général.)

En 1819, des difficultés s'élevèrent entre M. le procureur général près la Cour royale de Bourges et l'ordre des avocats près la même Cour royale.

M. le procureur général soutenait, 1° que les licenciés en droit, non-seulement ne devaient être inscrits sur le tableau, qu'à l'expiration de leur stage, mais encore ne devaient avoir rang et date que de la même époque; 2° que les avocats, quittant leurs fonctions d'avoué, ne devaient avoir rang sur le tableau des avocats, qu'à la date de la cessation de leurs fonctions d'avoué.

Dans le système de M. le procureur général, certains avocats se trouvaient inscrits à une date telle, qu'ils ne faisaient pas partie des deux tiers plus anciens, parmi lesquels devait être choisis les candidats pour le conseil de discipline, aux termes du décret du 14 décembre 1810. Ces mêmes avocats se seraient, au contraire, trouvés dans les deux tiers plus anciens, en adoptant l'opinion émise par le barreau.

15 juin 1819, décision de M. le garde des sceaux, qui confirme l'interprétation donnée au règlement de 1810, par le procureur général.

A la fin de l'année judiciaire de 1819, l'ordre des avocats est convoqué à l'effet de choisir les candidats pour le conseil de discipline.

L'ordre persiste dans sa manière de voir sur l'inscription au tableau, à la date du commencement du stage; et par suite, il choisit pour candidats des avocats qui, en suivant l'opinion de M. le procureur général, ne se trouvaient pas dans les deux tiers plus anciens.

M. le procureur général n'a point, sur cette présélection de candidats, fait choix du conseil de discipline, aux termes de l'art. 19 du décret du 14 déc. 1810, et il s'est pourvu, devant la Cour royale, pour faire reformer la délibération prise par l'ordre des avocats. Il a conclu à ce que, dans le tableau à faire en 1820, et à l'avenir, les avocats stagiaires ne soient inscrits au tableau que du jour où ils auraient achevé leur stage, et les avoués que du jour de la cessation de leurs fonctions.—Il importe de remarquer que les avocats ne furent point appelés à défendre la validité de leur délibération.

10 nov. 1819, arrêt de la Cour royale, qui accueille les conclusions de M. le procureur général.

Ultérieurement, deux décisions de M. le garde des sceaux, en date des 30 déc. 1819 et 6 mars 1820, ont investi le tribunal de première instance de Bourges, des fonctions de conseil de discipline de l'ordre des avocats, et l'ont chargé de l'exécution de l'arrêt de la Cour, en ce qui touche la formation du tableau.—En exécution de ces décisions, un tableau est dressé par le tribunal de première instance.

Les avocats présentèrent alors un mémoire à M. le garde des sceaux, qui se basait sur ce qu'il existait un arrêt de la Cour, les renvoyant à se pourvoir par les voies de droit.

Dans cet état de choses, les avocats ont formé opposition à l'arrêt du 10 nov. 1819. Au nombre des questions qu'ils ont examinées dans le mémoire présenté à l'appui de leur opposition, sont celles de savoir : 1° Si leur opposition est recevable? 2° A quelle date les avocats qui ont fait leur stage doivent être inscrits au tableau? 3° A quelle date les avoués quittant leurs fonctions pour la profession d'avocat, doivent être inscrits?

Ils ont dit, en substance : 1° Nul ne peut être privé du droit de se défendre, nul ne peut être condamné sans avoir été mis à même d'être entendu dans ses moyens justificatifs. Si celui qui, après avoir été appelé, a laissé prendre un jugement par défaut contre lui, peut se faire relever de la condamnation dont il a été frappé, par la voie de l'opposition, à plus forte raison, le partie qui n'a été ni appelée ni entendue, qui e, par conséquent, été mise dans l'impossibilité absolue de se défendre, doit-elle avoir le droit de former opposition au jugement ou à l'arrêt rendu inopinément contre elle? Tel est le cas dans lequel se trouve placé l'ordre des avocats du barreau de Bourges. L'examen des dispositions du décret de 1810, prouve même qu'on ne peut porter atteinte aux droits d'un avocat, sans qu'il soit entendu.

2° La loi veut bien que l'avocat ne soit porté sur le tableau qu'après qu'il a terminé son stage; mais elle ne veut pas qu'il perde pour cela trois années d'ancienneté: elle ne dit nullement qu'il n'aura date et rang que du jour de son inscription sur le tableau après ces trois années de stage; il faut donc dire que l'avocat ne peut être inscrit sur le tableau qu'après son temps d'épreuve; mais qu'alors il y prend date du jour où il a été admis au stage, pourvu cependant qu'il n'ait pas interrompu ce stage. — Les art. 16, 22 et 23 du règlement de 1810 donnent le nom d'avocats aux stagiaires. Or, si on est avocat pendant ce stage, comment serait-il possible de faire mentir le tableau, au point de ne lui faire donner la qualité d'avocat ou licencié qu'à la fin de son stage, c'est-à-dire, trois ans après que cette qualité lui est réellement acquise aux termes de la loi. — L'art. 485 du Code de proc. civile demande une consultation de trois avocats, exerçant depuis dix ans au moins, pour se pourvoir par requête civile. Or, l'avocat stagiaire exerce. Il faut donc que le tableau indique le commencement de l'exercice pour que les plaideurs sachent à quels avocats ils doivent s'adresser. Et si le tableau traînait, à chaque avocat, trois années d'exercice, on lui ferait perdre un droit que lui donne la loi pendant cet espace de trois années. Il ne suffirait pas alors de dix ans pour signer une consultation judiciaire, il en faudrait treize. — Avant la suppression des avocats, qui eut lieu en 1790, on

(1) F. Cass. 23 juin 1828; Grenoble, 17 juill. 1823 et 10 déc. 1835; Bourges, 12 mars 1824; Agen, 17 mai 1837.

(2) F. au ce sens. Paris, 20 avril 1830.

(3) Ainsi jugé non par l'arrêt rapporté ci-dessus,

mais par celui du 10 nov. 1819, qui est ratifié dans les faits. Du reste, l'usage contraire est su-vi sans aucune difficulté au barreau de la Cour royale de Paris.—F. sur ce point, Molloy, *Argues sur la profession d'avocat*, p. 211 et 255 ad notes.

donnait, sur les tableaux, aux licenciés, la date de leur admission à la profession d'avocat et non pas celle de l'expiration de leur stage (*Nouv. Denis*, § 3, n° 3.) Tel était l'ancien usage du barreau de Paris; tel est celui qu'il suit depuis le règlement de 1810.

3^e Les fonctions d'avoué sont incompatibles avec celles d'avocat (art. 18, régl.). Il paraît donc incontestable que l'avoué qui devient avocat ne peut avoir rang sur le tableau du jour où il peut cesser cette incompatibilité, en se démettant de sa charge d'avoué.

Le ministère public a pris les conclusions suivantes : — « Sur la première question, attendu qu'on peut soutenir en principe général, que les décisions souveraines, en matière de discipline, et sur des questions d'ordre public, ne sont point sujettes à l'action en opposition, soit parce que ces sortes de décisions étant rendues en assemblée générale des Cours, chambres du conseil, mille partis n'a le droit de pénétrer dans cette assemblée, et ne peut ni le d'oit, par conséquent, y être appelé; soit encore parce que, dans l'espèce, les moyens de défense de l'ordre des avocats ont été entendus, connus et représentés par le ministère public lui-même; — Que néanmoins, l'ordre des avocats étant digne d'égards spéciaux, dans tout ce qui touche à ses droits et à ses prérogatives, le requérant ne prétend pas s'opposer formellement, sans toutefois tirer à conséquence, à ce que les plus amples moyens, développés dans des mémoires et requêtes imprimés, ne soient examinés, et qu'il préfère s'en remettre à droit sur cette question;

« Sur la dernière question, attendu que les dispositions du règlement du 14 déc. 1810 sont obligatoires pour l'ordre des avocats, en ce qu'elles ont pour but de déterminer sa véritable organisation, et qu'elles forment sa loi organique;

« Que ce règlement attache des droits et des prérogatives à l'ancienneté : droits et prérogatives qu'il importe de faire respecter, dans l'intérêt de l'ordre public; — Que les Cours et les tribunaux, de même que le ministère public, peuvent d'autant moins tolérer les atteintes portées à ces droits et à ces prérogatives, que d'une part, la loi fait dépendre de l'ancienneté, la faculté, la nécessité même d'appeler, dans certains cas, les avocats à suppléer les juges absents, et même de les appeler à voter les partages; que de l'autre, le ministère public près les Cours ne peut choisir les membres du conseil de discipline, que parmi les deux tiers plus anciens; — Que l'art. 12 de ce règlement, qui renferme le principe applicable à la question, n'accorde à l'avocat le droit d'être inscrit au tableau, qu'après la prestation de serment, et après trois années de stage près une Cour ou un tribunal; — Que le terme de stage ne peut être prouvé que par la fréquentation assidue aux audiences; que la durée d'un stage peut être de cinq et de dix années, à dater de la prestation de serment, et même plus longue encore, si la fréquentation a été interrompue et reprise à diverses époques; qu'en faisant remonter l'inscription au tableau à l'époque de la prestation de serment comme stagiaire, on bouleverserait les rangs tels que la loi a voulu les établir; — Que d'ailleurs les expressions de la loi sont claires et précises; que l'art. 12, en disant que pour être inscrit au tableau, il faudra avoir fait trois ans de stage, statue bien positivement que le terme du stage, précédé de la prestation de serment, produit le droit de l'inscription au tableau, et que le droit qui prend naissance dans ce moment ne peut pas revendiquer un effet rétroactif que la loi n'accorde point et

auquel sa loi ne résiste évidemment; — Que des usages contraires qui ont été invoqués, ne peuvent être d'aucune influence contre le texte d'un règlement dont la date récente ne permet pas d'invoquer la désuétude ou la non-observation;

« Sur la troisième question, attendu que les auteurs et signataires du mémoire imprimé le 25 nov. 1820, reconnaissent aujourd'hui que l'avoué licencié ne doit être inscrit au tableau, qu'à compter du jour où il a cessé ses fonctions; qu'ainsi il n'y a plus lieu à s'écarter de cette question, jugée par l'arrêt du 10 nov. 1819; — Que le principe qu'on est forcé de reconnaître, en ce qui touche l'avoué licencié, concorde avec celui qui a été développé sur la question précédente, en ce que la durée du ministère de l'avoué licencié tient lieu du stage exigé de l'avocat; — Par ces motifs, nous requérons que, sans avoir égard à la demande en renvoi en audience publique, non plus qu'au moyen d'incompétence proposé, il nous soit donné acte, par la Cour, de ce que nous nous en remettons à droit, et sans tirer à conséquence sur la question de savoir si les arrêts de discipline, des 10 nov. 1819 et 8 nov. 1820, sont susceptibles d'être attaqués par le voie de l'opposition, et dans le cas où la Cour estimerait que les oppositions formées aux susdits arrêts par les avocats, sont recevables, etc.; en ce cas, déclare lesdites oppositions mal fondées, ordonner que vos arrêts seront exécutés selon leur forme et teneur, maintenir et confirmer tous les actes qui en ont été la suite, notamment la délibération du tribunal civil de Bourges, faisant fonctions de conseil de discipline, contenant le tableau rectifié de l'ordre des avocats, sous la date du 18 mai 1820, sans et réserve à nous ultérieurement, s'il y a lieu, la formation d'un conseil de discipline dans le sein de l'ordre des avocats. »

AJOUT.

LA COUR; — Ce fait, les gens du roi retirés, et la discussion ayant été ouverte, un membre a dit qu'il ne faut pas confondre les décisions particulières avec celles rendues en matière d'ordre public; que dans certains cas, les premières peuvent être attaquées par opposition; mais qu'à l'égard des secondes, l'autorité supérieure seule peut se plaindre et réformer; — Un second observe que l'arrêt du 10 nov. 1819 a été approuvé par le chef de la justice, qu'il devient en quelque sorte, son ouvrage; qu'ainsi, quand même l'opposition serait recevable, il serait impossible que la Cour annulât la décision du ministre; — Plusieurs autres ayant été successivement entendus, la matière mise en délibération; — Attendu que les règlements ou arrêts des Cours, en matière d'ordre public, ne peuvent être soumis qu'à l'autorité supérieure; qu'ainsi la Cour ne peut ni ne doit entrer dans aucun des moyens proposés à l'appel de l'opposition; — Déclare les oppositions formées, les 11 déc. 1820 et 3 fév. 1821, par les avocats, aux arrêts des 10 nov. 1819 et 8 nov. 1820, non recevables, etc.

Du 30 mai 1822. — Cour roy. de Bourges. — Ch. du cons. — Prés., M. Salé, p. p.

RENTE CONSTITUÉE. — REMBOURSEMENT.

La déchéance de paiement, pendant deux années, des arrérages d'une rente constituée, n'autorise pas le créancier à demander le remboursement du capital, lorsque la cessation du paiement ne peut être attribuée à la négligence ou à la mauvaise volonté du débiteur, notamment lorsque le débiteur ignorait qu'il était celui des représentants du cocon-

cier qui avait droit aux arrérages de la rente. (Cod. civ., 1912.) (1)

(Moïse Jacob—C. N.)—**ARRÊT.**

LA COUR :—Considérant que pour faire une juste application de l'art. 1912 du Code civ., il faut distinguer entre le retard de paiement qui procède de la minorité, de l'impuissance ou de la méchanceté du débiteur, de celui qui peut être occasionné en tout ou en partie par des difficultés que le créancier lui-même a lui-même; dans le fait particulier, la rente dont il s'agit fut par le contrat de création stipulée payable au domicile de M^r Boursin, notaire à Falaise, et sans doute cette stipulation qui, vu l'éloignement du domicile du créancier, paraît avoir été faite dans l'intérêt du débiteur, ne doit pas aggraver son sort; il doit donc trouver les mêmes facilités de payer et de se libérer dans ce lieu convenu, que si c'était le véritable domicile du créancier; or, un débiteur peut à chaque instant, sans formalités et sans frais, se présenter au domicile de son créancier avec son argent, et s'y procurer une quittance; Moïse Jacob n'a pas joui de cette facilité et il en a été privé par le fait même du créancier; pour l'en faire jouir, il eût fallu que le créancier, n'habitant pas la maison indiquée, y laissât une quittance ou un mandat à un habitant de cette maison, pour libérer valablement le débiteur, parce que celui-ci ne peut être tenu de payer qu'à cette condition; il est constant que pour le paiement de quelques arrérages antérieurs à ceux qui font l'objet du procès, Moïse Jacob s'était présenté plusieurs fois avec son argent, au domicile de M^r Boursin, sans trouver à qui il pût payer, et que par cette considération décisive, les intimés renoncèrent aux fins d'une action qui avait pour objet, comme celle-ci, d'obtenir le remboursement du capital. Moïse Jacob a mis en fait par écrit, qu'il en avait agi de même et avec le même résultat, pour le paiement des arrérages postérieurs et qui sont l'objet du procès actuel, et ce fait n'a pas été méconnu; il est d'ailleurs constant qu'il n'a été ni déposé de quittance, ni constitué de mandataire au domicile élu : d'où il suit que le débiteur de la rente s'y serait présenté inutilement, il n'a pas dû faire cette démarche dans la certitude où il était qu'elle serait sans succès; la libération du débiteur étant une suite nécessaire du paiement, il ne peut pas être obligé d'offrir, lorsqu'il n'y a pas de moyens de libération; il est vrai que Moïse Jacob pouvait obtenir cette libération en faisant des offres réelles et en consignait; mais il ne faut pas confondre la faculté qu'un débiteur ou de se libérer de cette manière, et l'obligation d'en user; le débiteur qui veut se libérer malgré le refus de son créancier, peut le faire par les moyens qu'indique l'art. 1258 du Code civ.; mais celui qui ne se fait pas un besoin de sa libération, qui, toujours prêt à payer, n'a besoin que de se soustraire au reproche de négligence ou d'impuissance, n'est pas obligé de recourir à ces moyens extraordinaires; la mauvaise volonté et la négligence ont leurs caractères qu'il est facile de distinguer; on n'est pas morosité pour ne pas accélérer le paiement de sa dette, par des moyens inusités; on le devient quand on néglige de le faire par les moyens communs et ordinaires; le but de l'art. 1912 n'a pas été d'embarrasser les relations du débiteur et du créancier par

des formalités dispendieuses et surabondantes, mais de subvenir utilement au créancier, ou punissant le débiteur morosité; si les tribunaux n'ont pas le droit de dispenser de la peine de la morosité qui a été prolongée durant deux années, il est dans leurs attributions de reconnaître en fait, quand le retard de paiement procède de la morosité ou de la position des parties dans des circonstances extraordinaires; or, Moïse Jacob a offert et exhibé ce qu'il devait, dans les vingt-quatre heures de la diligence par laquelle on lui indiqua où il pouvait payer et obtenir sa libération; c'est une vaine argumentation et une rigueur extrême que de prétendre qu'il devait payer à l'instant même, parce que les lois doivent s'entendre dans un sens raisonnable; mille obstacles qu'il est facile d'imaginer peuvent s'opposer à la précision qu'on exige, et si le défaut de paiement à l'instant même suffit pour faire supporter au débiteur les frais de la diligence, il ne suffit pas pour constituer la morosité que le législateur a voulu préciser par l'art. 1912;—Que c'est encore une vaine objection que celle résultant de ce que les offres ont été faites au domicile élu par le commandement, et non à celui indiqué par le contrat, parce que le débiteur n'a fait que se conformer à l'art. 584 du Code de proc., qui permet de faire des offres réelles au domicile élu par le commandement; s'il est vrai que lorsque la dette est portable en un lieu désigné, le créancier peut exiger qu'elle y soit portée nonobstant l'exception de domicile dans le commandement, il n'en est pas moins vrai que l'offre réelle faite au domicile élu, met le débiteur à couvert du reproche de négligence, mais il y aurait d'autant moins lieu à faire, à cet égard, quelques reproches au débiteur, que le domicile élu par le commandement et celui du notaire chez lequel la rente doit être payée, sont dans l'enceinte de la même ville;—**Infirme, etc.**

Du 1^{er} juin 1822.—Cour roy. de Caen. :

USUFRUIT.—REPARATIONS D'ENTRETIEN.

Du 1^{er} juin 1822 (aff. *Lautour*).—**Cour roy. d'Amiens.**—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 27 juin 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

APPEL EN MAT. CORRECTIONNELLE.—

MINISTÈRE PUBLIC.—APPEL À MINIMA.

Lorsque le ministère public a seul interjeté appel d'un jugement de condamnation rendu en matière correctionnelle, il faut distinguer entre l'appel indéfini et l'appel à minima; ce n'est que dans le cas d'appel indéfini que les juges peuvent décharger le prévenu de toute peine; dans le cas d'appel à minima, ils ne peuvent que maintenir la peine appliquée ou l'augmenter (2).

(Habitants d'Oley.)—**ARRÊT.**

LA COUR :—Attendu qu'il faut distinguer l'appel indéfini du ministère public, de celui proprement dit à minima; que celui-ci n'a pour objet que l'application déjà faite par les premiers juges, d'une disposition pénale, mais dans la latitude laissée par le législateur, et proportionnée aux circonstances du délit, sans qu'il puisse y avoir lieu de donner au pourvoi une autre qualification que celle retenue dans le jugement

(1) V. en ce sens, Cass. 31 août 1818; 19 avril 1831; 5 déc. 1833; Cass., 13 avril 1824, et 17 janv. 1825.

(2) La jurisprudence paraît aujourd'hui fixée en sens contraire. V. nos observations sur l'arrêt de cassation du 9 mars an 8. — *Addé*, Cass. 6 sept.

1811; Merlin, *Quest.*, v^o *Appel*, § 5, p. 273; Boizard, *Léons*, p. 355 et suiv.; La Sellier, *act. pub.* et *proc.*, t. 2, n^o 436.—Du reste, la Cour de Metz, de laquelle émane l'arrêt ci-dessus, avait elle-même adopté le système contraire dans un précédent arrêt du 6 juin 1821. V. cet arrêt à sa date.

attaqué; que peut-être alors le silence de la partie condamnée est une preuve tout à la fois qu'elle se reconnaît coupable, et qu'il eût été fait à son délit une juste application de la disposition pénale; que, sur un appel de cette nature, on peut dire que cette partie ne peut soutenir que le bien jugé; — Attendu qu'il ne peut être ainsi lorsque l'appel est indéfini, qu'il eût pour objet de qualifier le fait qui a donné lieu à la poursuite, autrement qu'il ne l'a été par les premiers juges, lorsqu'il s'agit de compétence ou de tout autre moyen de nullité; que, sur l'appel qui donnerait à juger de pareilles questions, la partie condamnée est nécessairement relevée de son silence, parce que le tribunal d'appel, saisi légalement, doit examiner dans leur ensemble les faits qui ont motivé l'action publique, sans pouvoir être lié par l'appréhension qu'à pu en faire le juge inférieur; autrement le juge supérieur se verrait quelquefois dans le cas de consacrer une injustice, ce qui évidemment n'est pas dans l'esprit de la loi: — Par ces motifs, etc.

Du 3 juin 1822. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr.

HYPOTHEQUE LEGALE. — RENONCIATION.

La femme qui, en s'obligeant solidairement avec son mari, affecte conjointement avec lui des biens grevés de son hypothèque légale, renonce par cela même, en faveur de celui envers lequel elle s'est obligée à exercer sur ces mêmes biens les droits résultant de cette hypothèque légale, et ne peut plus, des lors, subroger de nouveaux créanciers à ces mêmes droits (1).

(Lepinois.—C. Boucher.)— ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il n'y a aucune difficulté à raison du prix de la partie des immeubles provenant de la vente faite par Boucher aux époux Quinart, le 24 juin 1801, le privilège de Boucher vendeur étant reconnu par toutes les parties: — Quant aux prix des autres immeubles provenant de Jean-Baptiste Quinart: — Attendu que par acte du 28 juin 1801, les époux Quinart, débiteurs solidaires de Boucher à cause de la susdite vente, lui ont spécialement affecté et hypothéqué ces mêmes immeubles en garantie de paiement de son créance; — Qu'en constituant cette hypothèque spéciale, la femme Quinart a nécessairement et incontestablement renoncé en faveur de Boucher à l'exercice des droits à elle résultant de son contrat de mariage et de son hypothèque légale sur lesdits immeubles; que, des lors, elle n'a pu céder depuis ces mêmes effets à de nouveaux créanciers, ni les subroger au préjudice de Boucher, dans des droits dont elle ne saurait plus se prévaloir contre lui; que par con-

séquent, il faut reconnaître que la cession et subrogation générale par elle consentie le 6 juin 1818, au profit de Lepinois, ne peut pas être opposée à Boucher; — Met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appelé sorte effet, etc.

Du 4 juin 1822. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannochelles. — Pl., MM. Charpentier, Dommanget, Crousse et Parant.

BOISSONS. — MAÎTRE D'HOTEL. — EXERCICE.

Du 4 juin 1822 (eff. Mortel). — Cour roy. d'Alx. — V. à la date du 9 déc. 1826, l'arrêt des sections réunies de la Cour de cassation, rendu dans le même affaire.

DOT. — ALIÉNABILITÉ. — DOT MOBILIÈRE. — SÉPARATION. — REMPLI.

La femme séparée de biens peut toucher sa dot mobilière, sans être tenue de faire emploi ou de donner caution, lorsque le jugement de séparation ne l'y assujettit pas (2).

(Juge.—C. Vivier.)

Du 5 juin 1822. — Cour roy. de Riom. — Prés., M. Thévenin. — Concl., M. Archon Desprésoues, 1^{er} av. gén.— Pl., MM. Vazelle et de Vissac.

PÉREMPTION. — LETTRES MISSIVES.

Des lettres missives ne peuvent être considérées comme des actes valables, de nature à couvrir la péremption, à moins qu'elles ne renferment une renonciation formelle au droit de la demander. (Cod. proc., 308.) (3)

(N...—C. N...)— ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que des lettres missives susceptibles en général d'interrompre la péremption ne peuvent pas être considérées comme des actes valables, de nature à couvrir la péremption, à moins qu'elles ne renferment une renonciation formelle à l'exercice de ce droit, ce qui ne se rencontre pas dans la cause actuelle; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 6 juin 1822. — Cour roy. de Grenoble.

1^o ACTE DE COMMERCE. — CONSTRUCTIONS (ENTREPRISE DE). — COMPÉTENCE.

2^o COMPÉTENCE COMMERCIALE. — CONSTRUCTION. — ARQUEMÈNTE.

3^o EVOCATION. — INCOMPÉTENCE.

1^o Ne peuvent être considérées comme actes de commerce, les entreprises de constructions autres que les constructions maritimes. — En conséquence, les contestations qui s'élèvent à leur sujet doivent être soumises aux tribunaux civils (4).

2^o L'incompétence du tribunal de commerce ré-

du 23 déc. 1819. — V. au surplus, le résumé de jurisprudence qui accompagne l'arrêt de la Cour de Montpellier, du 22 juin 1819.

(3) La jurisprudence est assez divergente sur ce point, et cependant on ne saurait dire que les arrêts soient absolument contraires en droit, parce que la solution dépend à peu près exclusivement de l'appréciation du fait. V. au surplus, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Florence du 28 juin 1812, rendu en sens contraire de la décision ci-dessus.

(4) La question est controversée. V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Bruxelles, 5 oct. 1818; 22 mai 1819; Rouen, 14 mai 1825; Pontiers, 21 déc. 1837 (Voluma 1837). — Mais voy. en sens contraire, Turin, 17 janv. 1807; 26 fév. 1814; Caen, 27 mai 1818; Toulouse, 15 juill. 1825; Limoges, 21 nov. 1835 (Voluma 1835). — Il faut remarquer toutefois, que la plupart de ces derniers arrêts

(1) Cela est consacré par un grand nombre d'arrêts, et ne semble pas pouvoir faire difficulté, lors qu'il s'agit, comme dans l'espèce ci-dessus, de créanciers postérieurs à la renonciation faite par la femme. F. Cass. 15 juin 1825; 4 nov. 1833 (Voluma 1839); Lyon, 22 juill. 1819; Nancy, 22 mai 1826; Orléans, 26 juill. 1826; Bourges, 4 mars 1831 (Voluma 1831). — V. aussi, dans ce sens, Persil, Reg. App., art. 2121, n^o 20 et 2144, n^o 9, et Quest., t. 1, p. 250, tom. 2, p. 2; Troplong, des Hyp., t. 2, n^o 605; Duranton, tom. 12, n^o 143, et t. 19, n^o 273; Zachariae, tom. 2, § 288, note 8. — V. cependant Grenier, des Hyp., t. 1, n^o 254, et Proudhon, de l'Usufruit, t. 4, n^o 2322 et suiv. — Mais quid, dans le cas où il s'agit de créanciers antérieurs? F. Paris, 15 janv. 1813; 15 mai 1816; 12 déc. 1817, et les notes.

(2) Ce point est aujourd'hui regardé comme constant, surtout depuis l'arrêt de la Cour de cassation

sultant de ce que ce tribunal a statué sur des difficultés nées d'une entreprise de construction qui, n'étant pas maritime, ne peut être considérée comme acte de commerce, peut être proposée en appel, et n'est même pas couverte par l'exécution volontaire d'un jugement préparatoire qui aurait été rendu dans l'instance (1).

- 3^e La Cour royale qui annule un jugement incompétamment rendu, ne peut évoquer le fond en ce que ce jugement étant censé n'avoir jamais existé, le premier degré de juridiction ne se trouve pas rempli (2).

(Werner — C. Lejeune.)

LA COUR; — Considérant, quant à la fin de non-recevoir qu'oppose Lejeune à l'appel principal d'incompétence émis par Werner, qu'elle ne résulte pas de l'exécution volontaire par celui-ci, du jugement préparatoire du 28 sept. 1821, puisqu'il s'agit d'une incompétence rationnelle matière, qui ne peut être couverte, étant d'ordre public, et non établie dans l'intérêt des parties;

Quant à l'appel principal même, que, d'après l'art. 433 du Code de comm., les entreprises de constructions maritimes sont seules réputées commerciales, ce qui place dans une autre catégorie, les entreprises concernant les édifices; en effet, le premier, principal, le sol sur lequel on construit, le second, les constructions sur ce sol et les fournitures faites par l'entrepreneur n'en sont que l'accessoire; — Que l'appel d'incompétence est donc fondé; — Mais qu'il n'y a pas lieu d'évoquer le fond: car, d'une part, la Cour n'ayant le droit de décider que, comme les premiers juges ont pu ou dû le faire, un jugement incompétamment rendu, est censé n'avoir jamais eu le jour, les deux degrés de juridiction devant être maintenus; d'autre part, la cause n'est pas disposée à recevoir une décision définitive, surtout puisqu'il n'existe plus d'expertise d'après le succès de l'appel d'incompétence; — Que celui-ci étant accueilli, ce n'est pas le cas de s'occuper de l'appel incident émis par Lejeune, et qui ne porte que sur le fond; — Par ces motifs, sans s'arrêter, 1^{er} à l'appel incident de Lejeune, lequel est devenu sans objet; 2^o à la fin de non-recevoir qu'il dirige contre l'appel principal d'incompétence interjeté par Werner; — Dit qu'il a été mal et inutilement procédé et jugé; — En conséquence, etc.

Do 8 juin 1822. — Cour roy. de Colmar. — 3^e ch. — Pres. M. André. — Pl., MM. Raspieler et Commerson.

admettent en principe que les entreprises de travaux publics, à l'exception des constructions maritimes, ne sont pas par elles-mêmes des actes de commerce, et qu'ils ne se sont prononcés pour la juridiction commerciale que parce que l'entrepreneur avait fourni une partie des matériaux, et se trouvait ainsi placé dans le cas de celui qui achète pour revendre, et qui constitue l'acte de commerce.

(1) V. dans ce sens, Cass. 22 juin 1812; 11 mai 1813, et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence.

(2) Question controversée. V. les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cassation du 26 vend. an 8. — V. aussi dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 29 août 1826. — Mais voy. en sens contraire, Cass. 3 janv. 1827.

(3) La jurisprudence s'est prononcée en sens contraire. V. Cass. 23 juill. 1823; 28 janv. 1826; Di-

ENQUÊTE. — ASSIGNATION. — COPIES SUPPLÉMENTAIRES.

En matière d'enquête, il n'est pas nécessaire que l'assignation donnée à la partie au domicile de l'avoué, soit faite en autant de copies qu'il y a de parties représentées par cet avoué (3).

En conséquence, il n'y a pas lieu d'annuler l'assignation, lorsqu'une seule copie a été donnée, dans laquelle toutes les parties intéressées ont été nominativement désignées, alors surtout qu'après une première protestation de l'avoué toutes ces parties ont comparu, sans réitérer cette protestation, soit pour interpellier les témoins, soit pour proposer des reproches contre l'un ou plusieurs d'entre eux.

(Allezard — C. Roublille et autres.)

LA COUR; — Considérant que l'art. 261 du Code de proc., a évidemment eu pour objet d'éviter des frais frustratoires et dispendieux qu'occasionnerait le transport d'un officier ministériel à une distance éloignée, en disposant qu'en matière d'enquête la partie ou les parties intéressées seront assignées au domicile de leur avoué; — Considérant que la loi ne dit pas qu'il sera donné autant de copies qu'il y a de parties en cause, et prononce encore moins la nullité de l'assignation, lorsqu'il n'en a été donné qu'une seule au domicile de l'avoué; — Considérant que les trois parties de Doniol ont été nominativement assignées à son domicile, en n'y laissant qu'une copie de l'exploit; qu'il fut le mandataire légal de ses trois clients; qu'il dut les prévenir, et les prévenir réellement de l'assignation qu'il avait reçue; — Considérant que ses trois clients ont le même intérêt dans la cause, et qu' aussitôt après l'ouverture du procès-verbal d'enquête, qui commença par une protestation faite par Doniol de se pourvoir au nom de ses clients, ils comparurent à ce même procès-verbal sans réitérer cette protestation, et assistèrent à l'enquête directe, soit pour faire les interpellations aux témoins appelés, soit pour proposer des reproches contre l'un ou plusieurs d'entre eux; — Sans s'arrêter ni avoir égard à la demande en nullité de l'enquête directe sur laquelle les parties sont mises hors de Cour, et statuant au fond; — Dit, etc.

Du 8 juin 1822. — Cour roy. de Riom. — 2^e ch.

INTÉRÊTS. — PRIX DE VENTE. — PRESCRIPTION.

Du 8 juin 1822. — Cour roy. de Grenoble. — N. 6 juin 1822.

Jen. 14 mars 1818; Rouen, 6 mars 1820. — *Junge*, Limoges, 8 fév. 1823 (aff. *Lehman*); Bordeaux, 18 décembre 1827 (aff. *Jen*). — Telle est aussi l'opinion des auteurs. Puisque l'assignation doit être donnée à partie, dit M. Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure*, t. 2, quest. 1018 ter, puisqu'elle doit être dans la forme des exploits, il s'ensuit nécessairement qu'il faut autant de copies qu'il y a de personnes assignées. Si on n'en laissait qu'une, ce ne seraient point les parties qui seraient citées assignées, mais l'avoué seulement. Et comment ferait celui-ci pour remettre à chacun de ses clients la copie qui doit lui faire connaître les noms des témoins, et l'avertir de jour où il doit se rendre? — V. dans le même sens, Merlin, *Quasi*, 5^e Enquête, § 2, et *Rép.*, v^o Domicile élu, § 3, n^o 3 bis; *Favard, Répert.*, tom. 3, p. 335; *Boncenne*, t. 4, p. 274.

DÉLAI. — PAIEMENT. — ACTE AUTHENTIQUE. Les juges peuvent accorder au débiteur terme pour le paiement, et surseoir aux poursuites, par application de l'art. 1244, Cod. civ., même dans le cas où le créancier est porteur d'un titre authentique et exécutoire (1).

(Monbein-Mollé — C. Lafaurie.) — **ARRÊT.**
LA COUR : — Attendu que l'art. 1244 du Code civil permet aux juges, en considération de la situation du débiteur, et en usant de ce droit avec une grande réserve, d'accorder des délais modérés, et de surseoir à l'exécution de ces poursuites, toutes choses demeurant en l'état; — Que cet article est conçu en termes généraux, et conséquemment, s'applique au cas où l'obligation résulte d'actes notariés; — Que valablement on objecte que ces actes recevant leur vertu exécutive de la seule disposition de la loi, il n'est pas au pouvoir des juges d'en suspendre les effets; que cette conséquence ne serait exacte qu'autant que la loi, en donnant aux actes notariés leur vertu exécutive, n'aurait pas confié aux juges le pouvoir d'en suspendre l'exécution; or, comme il s'agit précisément de savoir si cette faculté leur a été accordée, il s'ensuit que l'objection est absolument sans force, puisqu'elle se réduit à mettre en principe ce qui est en question; — Que sans doute, l'art. 1245 du Code de proc. veut que l'exécution provisoire des jugemens soit ordonnée lorsqu'il y a un titre authentique ou promesse reconnue; mais cette règle générale ayant nécessairement laissé subsister les nombreuses exceptions établies par la loi, notamment par les art. 1319 et 2242 du Code civil, ou par l'art. 478 du Code de proc., on ne peut pas inférer de cette règle, une dérogation à la disposition exceptionnelle de l'art. 1241 précité; — Que l'art. 122 du Code de proc., qui se borne à dire que lorsque les juges accordent des délais pour l'exécution de leurs jugemens, ils doivent le faire par le jugement même qui prononce sur les contestations, ne prévoit évidemment que les cas où les juges accordent des délais pour l'exécution de leurs jugemens, et n'a eu pour objet que de diminuer le nombre des décrets judiciaires, en exigeant qu'il fut prononcé en même temps sur les demandes en sursis et sur le fond des contestations; et dès lors, ce serait étendre cette disposition au-delà de son objet et du cas qu'elle a prévu, que d'en induire une restriction relativement aux actes exécutoires dont cet article ne s'est nullement occupé; — Que, d'ailleurs, cette restriction serait contraire au texte même de l'art. 1244, dont la disposition finale permet aux tribunaux de surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en l'état; ce qui suppose nécessairement la préexistence d'actes exécutoires; — Qu'enfin si des motifs d'humanité qui, sous l'empire de l'ancienne législation, avaient fait admettre l'usage des lettres de répit contre les actes notariés, ont fait accorder aux juges, par la nouvelle législation, la faculté de venir en secours des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés par des actes sous seing privé, il est certain que les mêmes motifs existent, et qu'ils peuvent même être bien plus pressans lorsque les débiteurs sont obligés par des actes exécutoires; qu'ainsi la distinction qu'on veut établir serait non-seulement contraire au texte de la loi, mais encore aux intentions bienfaisantes du législateur;

Or, comme indépendamment de la considé-

ration résultant de la nature de sa dette, qui a pour cause des acquisitions d'immeubles situés à Saint-Domingue, que le sieur Lafaurie avait payés en partie, et dont il a été dépossédé par suite d'événemens politiques, il est certain que les circonstances relevées dans son intérêt, prouvent que sa position est extrêmement favorable; d'où il suit qu'il y a lieu de lui accorder un sursis, pour le paiement de la créance dont il s'agit; — Attendu néanmoins, que la loi en confiant aux juges, sous la garantie de leur responsabilité morale, le droit d'accorder des délais, les avertis qu'ils ne doivent user de ce droit, qu'avec une grande réserve; que le tribunal parait avoir dépassé la limite que la sagesse de la loi a tracée; que dès lors, il est convenable de réduire ce délai, et de le fixer à une année, sauf, toutefois, pour la somme de 4,000 fr., pour le paiement de laquelle un délai de cinq mois paraît suffisant; — Par ces motifs, infirmant la décision du tribunal, et suris aux poursuites pendant une année, sauf pour une somme de 4,000 fr., pour le paiement de laquelle un délai de cinq mois a été seulement accordé.

Du 12 juin 1822. — Cour roy. de Pau. — Prés., M. de Figarol, p. p. — App., M. Basile de Lagrèze. — Concl., M. Dufray, av. gén. — Pl., M. M. Perrin Jeune et Capdeville, de Saint-Sever.

NON BIS IN IDEM. — ABSOLUTION. — ACTION CIVILE.

Du 12 juin 1822 (Aff. Botulla). — Cour roy. de Rennes. — F. Cass. 15 mai 1823, dans la même affaire.

COMPTE DE TUTELLE. — RENDITION. — CONTRAINTE PAR CORPS.

Lorsqu'après un jugement qui ordonne à un tuteur de rendre son compte, il intervient un nouveau jugement qui, faute par le tuteur d'avoir rendu son compte, le condamne à payer une somme aux mineurs, ce jugement ne peut prononcer la contrainte par corps pour le paiement de cette somme; la contrainte par corps ne doit être prononcée contre le tuteur que pour l'objet du compte à rendre (2).

(Gontieugre — C. Ganiavet.) — **ARRÊT.**

LA COUR : — Attendu que l'appelant a été condamné à rendre compte aux mineurs Lugin, dont il avait été le tuteur, par jugement du 28 mai 1821, qui lui fut signifié le 16 juill. suivant; que le délai qui lui fut accordé fut seulement de six semaines; que faute par lui d'avoir satisfait à ce jugement, un second du 5 sept. suivant le condamna à payer à ces mineurs une provision de 300 fr.; qu'il ne remplit pas plus l'obligation que sa qualité de tuteur et le premier de ses jugemens lui imposaient; que c'est dès lors, avec raison que le jugement dont est appel, en lui ordonnant, pour la troisième fois, de rendre compte, l'a condamné par application de l'art. 534 du Code de proc., à payer aux mineurs Lugin une somme de 1,000 fr.; — Attendu néanmoins, que les juges dont est appel ont mal à propos ordonné qu'il serait contraint par corps, au paiement de cette somme; — Que le § 2 de l'article ci-dessus cité porte que le tuteur sera contraint au paiement, dans ce cas, par saisie et vente de ses biens, et n'autorise à prononcer la contrainte par corps

tuteur qui a cessé ses fonctions peut être condamné par corps, au paiement des capitaux mobiliers dont il se reconnaît lui-même redevable, bien que le compte de tutelle n'ait pas encore été rendu.

(1) Question controversée. F. la note résumée sur l'arrêt de la Cour de Metz du 21 juin 1821.

(2) F. en ce sens, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., t. 4, quest. 1568 bis et 1809. — Mais il a été jugé par la Cour de Cass., le 31 août 1826, que le

que relativement à la reddition du compte seulement; qu'il y a lieu dès lors, à réformer le jugement dont est appel à cet égard; — Dit qu'il a été mal jugé; — Emendant, etc.

Du 13 juin 1822. — Cour roy. de Limoges. — 3^e ch. — Prés., M. Rochon de Volette. — Pl., MM. Etienne, Larivière et Lezeaud.

1^{er} HÉRITIÉRIER APPARENT. — VENTE.

2^e ACQUÉSEMENT — SIGNIFICATION À AVOUÉ. 3^e EXPLOIT. — PARLANT A.

1^o La vente des biens de la succession, faite par l'héritier apparent, est nulle même à l'égard du tiers de bonne foi; surtout lorsque la vendeur était de mauvaise foi (1).

2^o La signification du jugement à l'avoué ne constitue pas un acquiescement qui rende l'appel non recevable (2).

3^o Est valable la signification qui sans mentionner le nom de la personne qui l'a reçue, indique sa qualité et les rapports qui existent entre elle et la personne assignée, comme s'il y est dit que la copie a été laissée à une femme qui a refusé de dire son nom, mais qui a déclaré être au service de l'assigné (3).

(Chauloux — C. Emery et autres.) — ANNÉE.

LA COUR; — Considérant, quant aux fins de non-recevoir, 1^{re} que si par expédition de palais, il y a eu signification d'avoué à avoué du jugement dont est appel, cet acte ne présente point, de la part de la partie, un acquiescement ni une exécution du jugement;

2^e Si le délaisse de l'assignation sur l'appel ne désigne point les noms de la personne à qui l'exploit est remis, il suffit qu'il soit fait mention, dans l'acte, qu'il a été donné à une personne qui s'est déclarée être domestique de la partie assignée;

Considérant, quant au fond, que Blaise Croiset, appelé pour une moitié seulement à la succession de François Croiset son frère, a vendu la totalité, se disant seul et unique héritier; qu'il savait qu'un fils de sa sœur était parti comme militaire, et qu'aux termes des lois, les militaires ne sont jamais présumés ni morts ni absents, ni en état d'abstention, quant aux successions à eux dévolues; que des renseignements étaient faciles à obtenir du ministre de la guerre sur le sort de ce neveu, et que cependant, il n'en a pris aucun; qu'il s'est hâté de vendre tous les biens de la succession de son frère, dans les trois mois de la mort de sa veuve usufructière de ces biens, sans partage préalable, et avant tout règlement des dettes de François Croiset et de celles personnelles à Elisabeth Perrenon, ce qui ne permet pas de douter du sa mauvaise foi; —

Considérant que la bonne foi présumable des trois acquéreurs ne peut leur profiter, ni préjudicier à Chauloux, que dans les bornes du texte rigoureux de la loi; — Qu'aux termes des principes généraux de tous temps admis, Chauloux a été saisi pour sa moitié de la succession de François Croiset, dès le moment de la mort de celui-ci, suivant cette maxime : *le mort saisit le vif*,

et cette autre : *Herres sustinet personam defuncti*; que la renonciation ne pouvant se présumer, il était propriétaire des biens de cette succession pour sa part, et ne pouvait cesser de l'être que par une renonciation expresse; que son acceptation remontant de droit au jour de l'ouverture du ladite succession, était venue encore confirmer la saisine légale; et que d'après cela, la vente de la part héréditaire de Chauloux, faite par Blaise Croiset, est évidemment la vente de la chose d'autrui; — Qu'aux termes des lois anciennes et nouvelles, la vente de la chose d'autrui est nulle, et que si les tiers acquéreurs de bonne foi peuvent en être générale couvrir cette nullité par la prescription de dix et vingt ans, il ne s'est pas écoulé ce temps depuis la vente jusqu'à l'action de Chauloux, la loi du 6 brum. an 5, ayant protégé ce dernier, à cet égard, au moins jusqu'au 12 mai 1806, époque de son entrée aux Invalides; — Considérant d'ailleurs qu'en ne regardant Chauloux que comme propriétaire sans condition jusqu'à son acceptation, Blaise Croiset ne pouvait se prétendre saisi de la part offrente à celui-ci, et se regarder propriétaire que d'une manière résoluble et sous la condition de la remettre en cas de réclamation; et que d'après la maxime *Nemo plus juris ad alium transferre potest quam ipse habet*, il n'a pas pu en transmettre la propriété pure et simple à des tiers, s'il ne se trouve dans la loi une exception formelle à cette règle générale pour les cas de vente faite par les héritiers apparents; — Considérant que toutes les lois connues jusqu'à ce jour ne font qu'une classe de tous les acquéreurs de bonne foi et s'accordent à tous, d'autre faculté que celle de prescrire par dix et vingt ans, de gagner les fruits perçus jusqu'à la demande, et de demander des dommages-intérêts suivant les cas, mais nullement celle de devenir propriétaires purs et simples dès le moment de la vente; — Considérant que les lois romaines 13, § 4 et 9, ff. de Hered. petit., 7 C., de Petit. hered., et 3, § 2 et 3, C., Communia de Legatis, loin d'établir une exception à ces principes, en faveur du tiers qui a acquis de l'héritier apparent, accordent expressément contre ce tiers, jusqu'à la prescription acquise, l'action en nullité ou en revendication; — Quo les textes de l'ancien droit français n'offrent pas de disposition plus favorable aux tiers acquéreurs en ce cas, et que si outre plusieurs arrêts relatifs à des actes nécessaires et d'administration, il s'en rencontre deux qui, contre l'avis de Le Brun, paraissent valider des ventes volontaires faites par l'héritier apparent, ces arrêts isolés, rendus dans des espèces peu connues, ne peuvent faire jurisprudence et prévaloir sur les principes généraux; — Considérant que le Cod. civ., dont les auteurs n'ont point en cela annoncé vouloir apporter aucun changement aux anciens principes, n'admet aucune exception en faveur du tiers qui a acquis des héritiers apparents, ce qui prouve que le législateur moderne n'a pas pensé que les principes énoncés par les deux arrêts ci-dessus énon-

(1) La question, comme on voit, est des plus controversées. Les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 3 août 1815, et un arrêt de la Cour royale d'Orléans du 27 mai 1826. V. aussi dans le sens de la décision ci-dessus, un article de M. Rigaud, inséré dans la Revue étrangère, numéro de déc. 1842, p. 1014, et la note.

(2) V. conf., Tarin, 20 mai 1809; Limoges, 23 juin 1819, les notes et les autorités indiquées.

(3) Le principe est constant. P. Cass. 25 brum. an 10; 24 vent. an 11; 20 juin 1808; 7 août 1809;

Besançon, 12 fév. 1810, et la note; Bruxelles, 12 juill. 1810. — La Cour de cassation a même jugé qu'un exploit laissé au parlant à des domestiques, sous désignation plus particulière, c'est-à-dire sans indiquer ni ex domestiques sont ceux de l'assigné, n'est pas nul pour insuffisance de désignation. V. Cass. 14 déc. 1815; 26 nov. 1816. Mais voy. sur ce point assez délicat, la note qui accompagne un arrêt au sens contraire de la Cour d'Agen du 17 fév. 1814. V. aussi sur la formalité du parlant d... Cass. 24 vent. an 11, et la note.

sont prévus sur les règles générales du droit ; — Considérant que le tiers qui a acquis des héritiers apparents n'est pas dans une position plus favorable que tous les tiers acquéreurs de bonne foi, puisque, s'il n'a pu vérifier que son vendeur fût ou non légitime et unique héritier de la chose vendue, il a dû prévoir au moins à ses risques et périls qu'il pouvait exister un héritier inconnu jusqu'alors, comme il pouvait être présenté un testament non encore découvert jusque-là, par cela seul que le vendeur n'a pu lui justifier son droit d'héritier exclusif; tandis que celui qui acquiert sur la foi d'un ou plusieurs actes successifs de propriété en bonne forme, justifiés de plusieurs années de possession, a dû se croire plus sûrement et plus irrévocablement encore propriétaire, les vendeurs ne pouvant offrir d'ordinaire de preuve et de garanties plus fortes que celles-là : or, il serait étrange que l'héritier vendeur assurât au tiers acquéreur de bonne foi d'autant plus de droit qu'il lui donne moins de certitude sur le titre d'héritier exclusif sous lequel il contracte : — Considérant que l'inconvénient de laisser quelques doutes dans l'esprit de certains acquéreurs sur la qualité d'un petit nombre d'héritiers apparents, et de jeter un peu de défaveur sur la vente de biens de quelque succession, est bien moins contraire à l'intérêt général et à l'ordre public, que ne le serait l'atteinte portée aux droits des propriétaires sans leur fait, et la faculté offerte à tous héritiers de mauvaise foi, de dépouiller les héritiers légitimes en les devançant de quelques instans, pour vendre à des tiers dunt il serait presque toujours impossible de prouver la mauvaise foi, les biens des successions ouvertes, soit pour le soustraire à toutes les recherches de l'héritier saisi ; — Emendant, etc. ; — Déclare les actes consentis par Blaise Croiset et autres, et les arrière-ventes, en ce qui touche ledit Chausou, nuls et de nul effet ; — Ordonne en conséquence que rapport serait fait par les tiers détenteurs de la totalité des biens acquis d'Etienne Croiset, Geneviève Perrault, Blaise Croiset et autres, pour du tout être fait partage en quatre lots dont nul sera attribué et délivré à Chausou, etc. ; — Ordonne qu'il sera également par les détenteurs fait rapport des jouissances, savoir : quant au coreuteur à la succession vacante, depuis son indue occupation ; et quant aux acquéreurs, depuis l'action dirigée contre eux, etc.

• Du 13 juin 1822. — Cour roy. de Poitiers. — 2^e ch.

EXÉCUTION. — COMPÉTENCE. — DIVISIBILITÉ.

Lorsqu'un jugement est infirmé en partie et confirmé sur d'autres chefs, l'exécution de l'arrêt, même dans les chefs confirmés, appartient au juge d'appel ; surtout lorsque les chefs infirmatifs ont été volontairement exécutés. (Cod. proc. civ., 473.) (1)

(Dufresne — G. Houy.)

Le sieur Dufresne était fermier d'un moulin appartenant au sieur Houy. — Des contestations s'élevèrent à la fin du bail, entre le preneur et le bailleur. — Le sieur Dufresne demandait que le sieur Houy fût condamné à lui payer 1^{re} une somme de 39,778 fr. 20 c., pour prix d'ouvrages faits au moulin ; 2^e 1,320 fr., pour prix de divers ustensiles. — Il concluait en outre, à ce que le sieur Houy fût condamné à tous les dépens. — 5 juill. et 7 sept. 1820, jugemens du tribunal de Soissons, qui, 1^{er} condamnant le sieur Houy à payer

au sieur Dufresne la somme de 39,778 fr. 20 c., 2^e refusant au sieur Dufresne les 1,320 fr. par lui réclamés pour prix d'ustensiles ; 3^e compensant les dépens. — Appel de la part du sieur Dufresne. — 7 fev. 1821, arrêt de la Cour d'Amiens, qui confirme la décision des premiers juges, quant au premier chef, relatif aux 39,778 fr., et qui l'infirmé sur les deux autres ; en conséquence, condamne le sieur Houy à payer au sieur Dufresne 1,320 fr. pour prix des ustensiles, et à tous les dépens.

Le sieur Houy exécute volontairement les deux derniers chefs de l'arrêt, infirmatif des jugemens de première instance, en payant au sieur Dufresne une somme de 2,320 fr. qu'il déclare imputer, savoir : 1,320 fr. sur le prix des ustensiles, et 1,000 fr. sur les dépens. — Le chef qui, en confirmant la décision des premiers juges, avait condamné le sieur Houy à payer une somme de 39,778 fr., restait seul inexécuté. — Commandement par Dufresne à Houy, de payer cette somme de 39,778 fr. — Opposition de la part de Houy, fondée sur ce qu'il a des répétitions à former contre Dufresne. — Le sieur Houy assigne le sieur Dufresne en référé devant M. le président du tribunal de Soissons, pour voir statuer sur son opposition et ordonner la discontinuation des poursuites.

Dufresne soutient qu'il s'agit de l'exécution d'un arrêt infirmatif que le tribunal de Soissons, auquel émane le jugement infirmé, ne peut connaître de cette exécution, aux termes de l'art. 472 du Code de proc. civile.

Renvoi à l'audience en état de référé.

6 fev. 1822, jugement du tribunal de Soissons, ainsi conçu : — « Considérant en fait, qu'il s'agit de statuer sur l'opposition du 14 janv. dernier à un commandement en date du 13 du même mois, fait à la requête de Dufresne à Houy, et sur le renvoi en état de référé prononcé par ordonnance sur référé du président du tribunal, en date du 13 dudit mois, et par suite, sur les offres réelles faites par Houy à Dufresne, par exploit du 26 avril 1821 ;

« Que, dans les dernières offres, il a été libre au sieur Houy, comme débiteur, et en conformité de l'art. 1153 du Code civ., de faire l'imputation de la somme qu'il offrait, sur celle des condamnations qu'il désirait d'abord acquitter ; — Que le sieur Houy ayant offert une somme de 1,000 fr. imputable, sauf à parfaire, sur tous les dépens auxquels il a été condamné par arrêt de la Cour d'Amiens, plus une somme de 1,320 fr., pour les ustensiles qu'il a été condamné à reprendre par ledit arrêt, moyennant ladite somme, le surplus des offres faites par ledit sieur Houy ne porte plus que sur les condamnations prononcées par jugemens du tribunal de Soissons, des 5 juill. et 7 sept. 1820, confirmés en ces parties par l'arrêt de la Cour d'Amiens ; — Qu'il ne s'agit plus, par conséquent, que de l'exécution de la partie confirmative dudit arrêt, le surplus des autres dispositions de cet arrêt ayant été exécuté ; — Considérant en droit, qu'aux termes de l'art. 472 du Code de proc. civ., l'exécution des jugemens confirmés appartient aux tribunaux qui les ont rendus ; — Que les dispositions nouvelles de l'arrêt de la Cour d'Amiens ont été exécutées ; que ne s'agissant plus actuellement que des dispositions confirmées, on ne doit plus voir dans les jugemens de Soissons, des 5 juill. et 7 sept. 1822, que des jugemens confirmés, et dans l'arrêt d'Amiens, qu'un arrêt confirmatif ; — Par ces motifs, le tri-

(1) La question est controversée. *V.* la résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un

VII. — II^e PARTIE.

arrêt conforme à la décision ci-dessus, de la Cour de Rennes du 7 oct. 1815.

banai faisant droit à l'exception d'incapacité proposée par Dufresne, l'y déclare non recevable, et ordonne, que pour faire droit sur l'opposition de Houy ou commandement du 12 janv., les parties en viendront au premier jour d'audience, et condamne le sieur Dufresne aux dépens de l'incident.

Appel de la part du sieur Dufresne.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges: — Confirme, etc.

Du 15 juin 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. civ. — Prés., M. de Molléville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

AJOURNEMENT. — APPEL. — DÉLAI. — DISTANCE.

Est nul l'acte d'appel contenant assignation à comparaître devant la Cour, dans un délai qui n'embrasse pas le délai des distances (1).

(Martel — C. Gay.)

Du 15 juin 1822. — Cour roy. d'Amiens. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Molléville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

1^{er} CONCUBINAGE. — LEGS.

2^o TESTAMENT. — SUGGESTION. — CONCUBINAGE.

1^o Le concubinage ne rend pas incapable de legs (2).

2^o Sous le Code civil, le concubinage ne constitue pas une preuve de suggestion et de captation d'après laquelle on puisse prononcer la nullité d'un testament (3).

(Dunand — C. — Truchet.)

Pierre Truchet et Catherine Muller vivaient dans la plus grande intimité.

La veille de sa mort, Truchet institua la dame Dunand sa légataire universelle.

Les héritiers du sieur Truchet ont demandé l'annulation du testament, 1^o pour cause d'incapacité de la légataire et à cause de concubinage; 2^o pour suggestion et captation exercée envers le testateur.

19 fév. 1821, jugement du tribunal civil de Grenoble, qui admet la preuve du concubinage et de la captation. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il résulte évidemment des discussions qui eurent lieu au conseil d'Etat, sur le projet du Code civil, et des discours des orateurs du gouvernement, lorsqu'il fut présenté au Corps législatif, que pour éviter des inquisitions quelquefois injustes, mais toujours scandaleuses, et dans l'intérêt même des mœurs, le concubinage ne devait point figurer parmi les causes d'incapacité ou d'indignité, de

donner ou de recevoir par donation ou par testament, et que ces incapacités, qui d'abord y avaient été insérées, furent retranchées du projet du Code, et qu'elles n'existent point dans le Code lui-même: d'où il suit que la preuve du concubinage qui aurait existé entre Pierre Truchet et la femme Dunand, n'est pas admissible;

Considérant que si en droit, il est tenu pour certain que sous l'empire du Code civil, les dispositions testamentaires peuvent être querrelées, sur le motif qu'elles ont été le fruit de la suggestion et de la captation, les mêmes considérations qui ont fait prohiber la preuve du concubinage, sous le rapport de l'incapacité ou de l'indignité, militent également pour ne pas la permettre comme moyen de suggestion et de captation; — Rejette définitivement la preuve des faits tendant à établir le concubinage entre Pierre Truchet et la femme Dunand.

Du 15 juin 1822. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. civ. — Prés., M. Cheuveaz. — Pl., MM. Motte et Fluchaire.

TESTAMENT OLOGRAPHE. — DÉMENCE. — CAPTATION. — DATE CERTAINE.

Du 17 juin 1822 (Aff. de Villers). — Cour roy. de Paris. — V. cet arrêt avec celui de rejet du 29 avril 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DONATION ENTRE VIFS. — TRANSCRIPTION. — FAILLITE. — CRÉANCIER CHIROGRAPHAIRE.

La transcription d'une donation n'est nécessaire que pour son efficacité: elle n'infirme rien ni sur l'existence ni sur la validité de la donation. — C'est pourquoi une donation ne peut être déclarée nulle, aux termes des art. 443 et 444. Cod. comm., par cela seul qu'elle a été transcrite dans les dix jours qui précèdent l'ouverture de la faillite. (Cod. comm., 443 et 444.) (4)

La défaut de transcription d'une donation ne peut être opposé au donataire par les créanciers chirographaires du donateur. (Cod. civ., 941.) (5)

(Dossat — C. Charvet et Durand fils.)

20 fév. 1807, contrat de mariage de la demoiselle Pont avec le sieur Dossat. Le sieur Pont fait donation à sa fille, d'un appartement au deuxième étage de sa maison. — Ce n'est que le 22 juillet 1813, que le sieur Dossat fait transcrire la donation. Le sieur Pont fait faillite quelque temps après, et l'ouverture en est fixée au 26 juill. 1813, c'est-à-dire quatre jours après la transcription de la donation.

L'arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1811 (aff. Rougier).

(5) La Cour de cassation n'est récemment prononcée au sens contraire. V. son arrêt, en date du 2 avril 1841, dans notre Vol. de 1841. 1. 393. — C'est aussi dans ce dernier sens que se prononcent la plupart des auteurs. V. notamment Delvincourt, t. 2, p. 268; Grenier, des Donat., t. 1, n^o 167 et 168 bis; Poujol, des Donat., t. 1, p. 589, et Duranton, tom. 8, u. 517. — Toutefois, le système de l'arrêt ci-dessus est indirectement appuyé par Toulhier, t. 5, n^o 330 et suiv., qui soutient que la transcription exigée par l'art. 939, n^o 1, n'est pour lui que la purge des hypothèques: d'où la conséquence que la formalité n'aurait d'intérêt que pour les créanciers hypothécaires, qui dès lors pourraient seuls en opposer l'omission. V. au surplus sur ce point, les observations indiquées dans la note précédente et jointes à l'arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1811.

(1) V. dans ce sens, Bourges, 15 mars 1811. V. aussi les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de Trévès du 28 oct. 1812.

(2 et 3) Ces deux points sont aujourd'hui censurés par l'opinion générale des auteurs aussi bien que par la jurisprudence. Remarquons, toutefois, sur le second, que si le concubinage ne constitue pas par lui-même la preuve de la suggestion, il peut dans certains cas, être considéré comme concourant à établir des présomptions graves de suggestion et de captation. V. au surplus, sur ces deux points, nos observations jointes à un arrêt de la Cour de cassation du 13 août 1810. — V. aussi *supra*, Pau, 20 mars 1822, arrêt conforme à la décision ci-dessus, et le Rois.

(4) Sic. Colu-Doliste, Comm. analyt. des donat. et test., sur l'art. 941, n^o 11. — Quant à la nécessité de la transcription en matière de donation, et à ses effets, voy. les observations qui accompagnent

Le sieur Pont n'avait que des créanciers chirographaires; mais parmi eux il y en avait deux dont les créances avaient une date certaine, antérieure à la transcription.

Demande en nullité de la part des syndics : 1° parce qu'elle n'avait été transcrite que dans les dix jours qui avaient précédé l'ouverture de la faillite, ce qui donnait lieu à l'application des art. 443 et 444 du Code de comm.; 2° parce qu'elle devait être considérée comme non avenue à l'égard des créanciers dont les titres quelque postérieurs à la donation elle-même, avaient acquis date certaine avant la transcription, et qui pouvaient opposer le défaut de transcription, aux termes de l'art. 941 du Code civil.

12 juill. 1821, jugement du tribunal de Grenoble qui rejette ces prétentions.

Appel de la part des syndics.

AFFAIRE.

LA COUR; — Considérant, sur la première question, qu'il est indifférent que la donation faite à la dame Dossat par son père, n'ait été transcrite au bureau des hypothèques, que dans les dix jours qui ont précédé la faillite du sieur Pont, dès que cette donation est antérieure de deux ans à la faillite; que la transcription n'est point une formalité substantielle de la donation mais seulement une formalité extrinsèque à l'acte; que la loi ne prescrit aucun délai pour y procéder; et qu'enfin la loi dispose que la donation entre-vifs acceptée est parfaite par le seul consentement des parties, et que la propriété des objets donnés est transférée au donataire, sans qu'il soit besoin d'autre condition; qu'ainsi, nulle application à faire, dans la cause, des art. 443 et 444 du Code de comm., qui supposent des hypothèques, droits réels créés par le failli dans les dix jours de la faillite, des aliénations faites par lui dans le même délai et qui n'ont absolument aucun rapport avec le cas où se trouve la dame Dossat;

Considérant, sur la deuxième question, que s'il est disposé par l'article 939 du Code civil, que la donation de biens susceptibles d'hypothèques devra être transcrite, et par l'article 941, que le défaut de transcription pourra être opposé par toutes personnes ayant intérêt, ces dispositions doivent être entendues en ce sens, que tant que la donation n'est pas transcrite, les biens donnés peuvent être frappés d'hypothèques, ou d'autres droits réels au préjudice du donateur, et non pas que tout créancier, même chirographaire, puisse attaquer la donation, et agir sur les biens donnés, comme s'ils étaient le gage de sa créance; — Considérant que l'article 941 n'est, en effet, que le corollaire de l'article 939, et que puisque, par ce dernier article, le législateur n'avait en vue que les biens susceptibles d'hypothèques, il est évident que par une juste conséquence, il n'a pu donner, par l'article 941, qu'aux créanciers porteurs d'hypothèques, le droit d'opposer le défaut de transcription; — Considérant qu'admettre que ces mots, toutes personnes ayant intérêt, appellent les créanciers chirographaires, comme les hypothécaires, à excepter de ce défaut de transcription, ce serait introduire un droit exorbitant, celui de faire produire à de simples billets ou promesses, l'effet d'un acte authentique renfermant stipulation d'hypothèque; ce serait assimiler le créancier qui n'a voulu d'autre sûreté que la promesse du débiteur à celui qui n'a voulu prêter qu'avec affectation hypothécaire; ce serait même placer le créancier chirographaire dans une position beaucoup plus avantageuse que celle où il se serait trouvé s'il n'avait point existé de donation, puisque, dans ce

cas, il n'aurait eu en son pouvoir qu'une simple action personnelle; — Considérant que ce qui prouve toujours mieux qu'il n'a pas été dans la pensée du législateur de comprendre dans la disposition de l'article 941 d'autres créanciers que les hypothécaires, ce sont les dispositions des chapitres du Code sur l'effet des privilèges et hypothèques contre les tiers détenteurs, et sur le mode de purger les privilèges et hypothèques; que l'on voit, en effet, dans le premier de ces chapitres, que les créanciers hypothécaires et privilégiés peuvent seuls poursuivre les tiers détenteurs, et, dans le second, que le donataire (assimilé par l'article 2184 à l'acquéreur) qui veut purger les hypothèques ne doit diriger les formalités qui lui sont imposées, que contre les mêmes créanciers privilégiés et hypothécaires; nulle mention, en effet, dans ces deux chapitres des créanciers chirographaires antérieurs à la transcription; nulle mention de nature à faire présumer un droit nouveau accordé à ces créanciers à défaut de transcription; dès lors, nulle induction à tirer, dans l'intérêt des créanciers chirographaires, de ces mots, par toutes personnes ayant intérêt, de l'art. 941; — Considérant qu'on ne peut rien induire non plus de ce que, sous l'ordonnance de 1731, le défaut d'insinuation pouvait être opposé par les acquéreurs, donataires, légataires et créanciers de toute espèce, parce que l'insinuation était une formalité substantielle de la donation, qui n'était point parfaite sans cette formalité; qu'à défaut d'insinuation dans le délai fixé, la loi prononçant la nullité de la disposition, c'était par une conséquence de cette nullité, que quiconque avait, postérieurement à la donation, contracté avec le donateur, était admis à exercer tous les droits acquis, parce que la donation, à proprement parler, n'existait plus; qu'il n'en est point ainsi de la transcription, pour laquelle le Code ne détermine aucun délai et qui n'est point une formalité substantielle, puisque, d'après l'article 938, la donation d'immobilier acceptée est parfaite, et que le donataire, dès cet instant, est propriétaire des objets donnés; que la transcription n'est qu'une simple formalité créée en vue du régime hypothécaire, dont l'observation n'entraîne aucune nullité; — Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les créanciers chirographaires du sieur Pont, dont les titres sont tous postérieurs à la donation faite à la dame Dossat, qui n'ont obtenu aucun jugement, aucune hypothèque contre le sieur Pont et qui ne se présentent qu'avec de simples billets ou promesses, ne peuvent tirer aucun avantage du défaut de transcription de cette donation à l'époque où ces mêmes billets et promesses ont pris naissance, dès que de semblables titres ne peuvent seuls être le fondement d'une action hypothécaire, ou d'une poursuite en expropriation forcée, mais seulement d'une action personnelle contre le débiteur obligé;

Considérant, sur la deuxième question, qu'il est indifférent que la donation faite à la dame Dossat, par son père, n'ait été transcrite au bureau des hypothèques que dans les dix jours qui ont précédé la faillite du sieur Pont, dès que cette donation est antérieure de plus de deux années à la faillite, que la transcription n'est point une formalité substantielle de la donation, mais seulement une formalité extrinsèque à l'acte de donation, que la loi ne prescrit aucun délai pour la transcription, que le défaut de transcription n'entraîne aucune nullité, et qu'enfin la loi dispose que la donation entre-vifs acceptée est parfaite par le seul consentement des parties, et que la propriété des objets donnés est transférée au

donataire, sans qu'il soit besoin d'autre tradition; qu'ainsi nulle application à faire dans la cause des art. 443 et 444 du Code de comm., qui supposent des hypothèques, des droits réels créés par le failli dans les dix jours de la faillite, des aliénations, des donations faites par le failli dans le même délai, et qui n'ont absolument aucun rapport avec le cas où se trouve la dame Dossat.

Par ces motifs, confirme le jugement du tribunal de Grenoble, etc.

Du 17 juin 1822. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. Paganon, — Pl., MM. Gahbour, Duchesne et Dupéron.

SERMENT. — JURS.

Lorsque le serment est déféré d'office à un Israélite, son adversaire peut exiger que ce serment soit prêté more judaico. (1).

(Weyl — C. Picard.)

Du 17 juin 1822. — Cour roy. de Colmar. — Prés., M. André, — Pl., MM. Maranda et Hirm jenne.

HUISSIER COMMIS. — CONTRAINTE PAR CORPS. — GREFFIER. — SIGNATURE.

L'ordonnance du président qui commet un huissier pour signifier un jugement prononçant la contrainte par corps, doit, à peine de nullité, être signée par le greffier. (Cod. proc., 780 et 1040.) (2)

(Roumengo — C. Lebé.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après l'art. 1040 du Code de proc. civ., tous actes et procès-verbaux du ministère du juge seront faits au lieu où siège le tribunal; le juge y sera assisté du greffier, qui gardera les minutes et délivrera les expéditions; en cas d'urgence, le juge pourra répondre en sa demeure, les requêtes qui lui seront présentées, le tout sans l'exécution des dispositions portées au titre des référés; — Attendu que, dans les dispositions de cet article, sont compris non-seulement les jugements, mais encore les ordonnances et tous actes qui émanent soit du tribunal réuni, soit de l'un des membres agissant isolément dans l'un des cas prévus par la loi; que le greffier doit contresigner tous ces actes, et y apposer le sceau du tribunal pour y garantir la signature du président; que c'est un enregistrement judiciaire sans lequel l'authenticité n'est pas imprimée à ces actes qui ne sauraient faire foi en justice jusqu'à inscription de faux, sans l'observation de cette formalité; qu'il n'y a d'exception que pour les cas d'urgence, et que l'emprisonnement d'un débiteur ne saurait être rangé dans le cas d'urgence; — Attendu en fait, que l'ordonnance du président du tribunal de Monsac ne porte que la signature du président, sans celle du greffier; que dès lors il y a eu contravention à l'art. 1040 précité, et que cette nullité de l'ordonnance entraîne celle de tous les actes qui l'ont suivie... — Par ces motifs, etc.

Du 17 juin 1822. — Cour roy. de Toulouse.

4^e ENDOSEMENT. — LETTRE DE CHANGE. — ÉCHÉANCE.

2^e COMPENSATION. — LETTRE DE CHANGE. — ÉCHÉANCE.

1^{re} Un effet de commerce est transmissible par la voie de l'endossement, même après l'échéance (3).

(1) F. sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cassation du 12 juill. 1810.

(2) F. danses sens Toulouse, 13 janv. 1823, et 1^{re} sept. 1824. — F. toutefois, pour le cas d'urgence,

2^o Le souscripteur d'une lettre de change n'est pas recevable à opposer au tiers porteur, la compensation qui se serait opérée entre lui et le tiers porteur, postérieurement à l'assignation donnée par ce dernier à fin de paiement.

(Restaut — C. Legras.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'une lettre de change, d'après les termes dans lesquels elle est conçue, comme d'après la généralité des termes de la loi, peut se transmettre par la voie de l'ordre, après comme avant son échéance; que seulement alors elle perd le privilège qu'elle avait avant l'échéance, de n'être point susceptible de compensation; qu'à la vérité, dans l'espèce, la compensation est opposée, mais inutilement, le débiteur n'étant devenu créancier que postérieurement à l'assignation à lui donnée, qui précédée de la signification des traites, valait saisine au profit du tiers porteur; — Met l'appellation et ce doit être appel au néant, — Emendant, etc.

Du 18 juin 1822. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Lamy et Lavan.

1^{re} SOCIÉTÉ. — DISSOLUTION. — MÉINTÉLIGENCE. — PÉLVE.

2^e SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — MÉINTÉLIGENCE. — DISSOLUTION.

1^o La dissolution d'une société peut être demandée avant l'expiration du terme fixé pour sa durée, à raison de méintelligences graves survenues entre les associés, et pour injures proférées par un associé envers son coassocié.

Dans ce cas, l'associé qui demande la dissolution pour cause de méintelligences, n'est pas tenu de prouver qu'elle provient du fait des autres associés.

2^o Ces règles sont applicables aux sociétés en commandite comme à toute autre société.

(Bethfort — C. Bethfort et Damage.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 1871 du Code civil, permet aux tribunaux de prononcer, dans certains cas, la dissolution de la société, avant son terme; que les exemples que renferme ce texte de la loi sont démonstratifs et non limitatifs; que le législateur s'en est rapporté à la prudence et à la sagesse des magistrats, sur l'application du principe qui s'y trouve établi, et qu'il suffit qu'il existe de justes motifs de dissolution;

— Considérant que, de tous temps, la méintelligence entre associés, ou les injures de l'un envers l'autre ont été regardées comme des causes suffisantes de dissolution, avant terme; que les magistrats ont à examiner si la méintelligence a pris un caractère de gravité tel qu'il n'y ait plus d'espoir de retour, et à apprécier si cette méintelligence ou ces injures ont été poussées au point d'être devenues un de ces justes motifs dont parle l'art. 1871; — Considérant que cet article indique notamment, comme juste motif, le défaut d'accomplissement des obligations d'un associé. Or, l'obligation la plus essentielle d'un associé, comme son premier devoir, est d'être sociable et de vivre en bonne intelligence avec ses coassociés. Il suffit, en pareil cas, que la méintelligence soit constatée. Fût-il possible de l'imputer à tous les associés, elle n'en serait pas moins une juste cause de dissolution, et les associés seraient alors censés s'être déliés réciproquement; que si le défendeur à la dissolution prétend que c'est malicieusement que le demandeur a fait naître la mé-

Riom, 3 août 1837, et Thomine-Desmazures, t. 2, n. 901.

(3) F. conf., Cass. 28 nov. 1821, et le résumé de jurisprudence qui accompagne cette décision.

s'intelligence, pour ensuite s'en faire un titre, c'est-à-dire la prouver : *res excoipiendo fit actor*;

Considérant que ces principes, applicables entre associés gérans, peuvent l'être, selon les circonstances, entre ceux-ci et un commanditaire; et à cet égard, considérant que le commanditaire est un véritable associé; que telle est la qualité que lui donne constamment le Code de commerce; que si l'on remonte à l'étymologie du mot *commanditaire*, l'on trouve, d'après les anciens principes, que c'est celui qui commande les gérans pour l'emploi de ses fonds, qui sous ce rapport, est leur mandant et le véritable maître de la société; qu'à la vérité, d'après l'art. 27 du Code de comm., le commanditaire ne peut faire aucun acte de gestion; mais que, d'après l'art. 28 du même Code, la seule peine de cette infraction est d'être tenu solidairement de toutes les dettes sociales; que d'ailleurs, l'art. 27 ne doit s'entendre que des actes extérieurs et à l'égard des tiers; mais que, dans l'intérieur de la société, les droits du commanditaire ne sont pas moins importants que ceux de l'associé gérant; — Que le commanditaire a toujours eu le droit de conseil à l'égard des gérans, celui d'assister aux assemblées, aux délibérations sociales, celui encore d'approuver d'avances les opérations; qu'il peut en suivre l'exécution, en prendre à chaque instant connaissance pour en surveiller la bonté, examiner si elles sont conformes au pacte social, et si en un mot, ses fonds sont administrés en bon père de famille, pour, en cas contraire, arrêter des imprudences graves ou les malversations des gérans; si l'on le doit encore de vérifier les écritures pour savoir si les comptes qu'on lui présente sont exacts; et si le résultat de la discussion au conseil d'Etat, lors de la rédaction de cet art. 27, que ce fut dans cet esprit que le législateur le conçut; — Considérant que ces divers droits, dont l'exercice est de tous les instans, sont perdus pour le commanditaire, lorsque la méintelligence ou les mauvais procédés lui ferment l'entrée des comptes des gérans; — Qu'enfin, le commanditaire n'ayant droit qu'à des conseils pour la gestion, c'est-à-dire à une simple force morale, la bonne intelligence est encore plus indispensable dans une société de cette espèce, et il est impossible, lorsqu'elle n'existe pas, d'imposer au commanditaire l'obligation d'abandonner ses fonds sans aucune surveillance possible de sa part; — Considérant encore que cela doit, surtout être ainsi lorsque la commandite est importante, et que le commanditaire, par sa mise de fonds, est la partie la plus essentielle de la société; que d'ailleurs, en établissant le principe de la dissolution avant le terme, l'art. 1871 n'a point fait d'exception à l'égard de l'associé commanditaire; — Considérant qu'indépendamment de ces considérations, on doit, la lettre et l'esprit du contrat de société dont il s'agit prouvent que ce contrat ne fut souscrit, de la part de la veuve Bethfort, que sous la condition qu'elle jouirait pleinement de tous ses droits, et que les gérans opéreraient sous ses yeux, et en quelque sorte sous sa direction. Et en effet, il s'agit ici de la constitution de l'immense commerce de feu Jean-Louis Bethfort, dont sa veuve avait la clé, et qui n'était pas connu de ses neveux; 2° le commanditaire devait fournir 300,000 fr. sur un capital de 375,000 fr., et il est impossible de présumer qu'elle n'ait pas entendu en suivre constamment l'emploi; 3° l'art. 17 du pacte social porte expressément « qu'en cas de mort de la veuve Bethfort,

ses héritiers auront la faculté de prendre connaissance des affaires et d'avoir un représentant à Marseille, pour suivre les opérations du gérant ou des gérans : » ce qui prouve qu'elle s'était formellement réservé à elle-même ce qu'elle avait stipulé pour ses héritiers; 4° enfin, l'exécution des contrats en est la meilleure interprétation, et il est convenu, entre les parties, que le comptoir de la société avait d'abord été établi dans la maison de la veuve Bethfort, sous ses yeux, et qu'il y était demeuré, ainsi que les livres de commerce pendant six mois, et jusqu'à ce que la méintelligence qui éclata entre elle et ses neveux, eût porté ceux-ci à les transférer dans leur propre maison; — Considérant qu'en fait il est impossible de ne pas reconnaître que cette méintelligence existe; qu'elle a acquis le caractère de gravité requis par l'art. 1871 du Code civ.; qu'elle a même été poussée si loin, qu'aucun rapprochement ne peut être espéré. Elle existait avec ce degré de gravité au mois d'oct. 1821, époque de la demande en dissolution; elle n'a fait que s'accroître depuis; qu'à cet égard, les motifs des premiers juges sont suffisamment établis, et qu'ils sont au cas d'être adoptés par la Cour; — Confirme le jugement arbitral du 25 avril 1822, etc.

Du 18 juin 1822. — Cour roy. d'Alx. — Prés., M. d'Arlaut de Lauris. — Pl., MM. Perrin et Tassy.

OFFICE. — DÉMISSION. — FONCTIONNAIRE. — CAUSE ILLICITE.

La convention qu'un fonctionnaire se démettra de sa place et que l'autre partie lui paiera une somme déterminée, du jour où elle aura été nommée à cette place, doit avoir son effet. — Il n'y a dans ce contrat ni cause illicite, ni vente d'une chose placée hors du commerce (Cod. civ., 1131, 1128). (1)

(Maillard — C. Quevrain.) — ARRET.

LA COUR; — Considérant qu'il est établi par les pièces du procès, que Quevrain s'est engagé à payer à la veuve Maillard une pension annuelle et viagère de 350 fr., à condition que Maillard fils se démettrait de ses fonctions de percepteur de différentes communes; et qu'il a été en même temps stipulé que cette pension ne serait payée que tout autant que Quevrain serait nommé à sa place; — Considérant que Maillard a exécuté la convention; que Quevrain a obtenu les différentes perceptions dont il s'agit, et a même, pendant quelque temps, payé les termes échus de la pension convenue; — Considérant qu'aucune loi, ni principe de droit ne peut dispenser Quevrain de continuer à remplir ses engagements; — Que la convention faite entre les parties n'a point été la vente d'une place, ayant pour objet des choses qui ne sont point dans le commerce; mais un contrat par lequel Maillard, pour procurer à sa mère, des moyens de subsistance, s'est engagé à donner une démission qu'il était libre de ne pas donner; — Que cette démission étant pure et simple, n'a nullement engagé le choix du souverain, auquel appartenait la nomination des percepteurs; — Que par conséquent, la convention dont il s'agit ne contient rien d'illécite, et n'a pas même besoin d'être justifiée par les considérations qu'on dictée l'art. 91 de la loi du 28 avril 1816; — A mis et met l'appellation et le jugement dont est appel au néant, etc.

Du 18 juin 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Maleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} sv. géu.

(1) La question est controversée. V. le résumé de doctrines et de jurisprudences qui accompagnent un

arrêt en sens contraire, de la Cour de Paris du 23 avril 1814.

FOLLE-ENCHÈRE.—CONTRAINTE PAR CORPS.**—FEMME.**

La femme adjudicataire contre laquelle est exercée la folle enchère, n'est pas tenue par corps, de la différence de son prix avec celui de la vente. (Cod. proc., 744; Cod. civ., 2066.) (1)

(Boulet—C. Durand.)

26 juin 1819, jugement d'adjudication, au profit de la demoiselle Boulet, d'un immeuble dépendant de la succession bénéficiaire de Benoit Durand.

Le prix de l'adjudication n'ayant point été payé, les bérilliers Durand ont demandé qu'à défaut par la demoiselle Boulet d'effectuer ce paiement, la propriété qui lui avait été adjugée fût vendue à sa folle enchère; ils ont demandé en outre qu'en conformité de l'art. 744 du Code de proc. civ., elle fût tenue par corps de la différence de son prix à celui de la vente.

De son côté, la demoiselle Boulet a conclu à son renvoi d'instance et subsidiairement à ce qu'elle fût déchargée de la contrainte par corps.

30 mars 1822, jugement ainsi conçu: — « Attendu, en ce qui touche la contrainte personnelle, que les femmes n'ont été affranchies de la contrainte par corps, que dans les cas déterminés par les art. 2059 et suivans du Code civ., à l'exception toutefois du stellionat: — Attendu que si la jurisprudence a étendu cet affranchissement au cas prévu par l'art. 126 du Code de proc., c'est qu'il suffit de se fixer avec attention sur la rédaction de cet article, pour se convaincre que le cas qu'il détermine, n'a été dans la pensée du législateur, qu'une addition qu'il a voulu faire aux cas précédemment fixés par le Code civ., et que dès lors les mêmes exceptions, en faveur des femmes ont dû et doivent lui être appliquées: — Attendu qu'il en est autrement de l'art. 744 du Code de proc., en vertu duquel la contrainte par corps est requise contre la fille Boulet: — Que cet article dispose pour un cas absolument spécial; qu'on le trouve en effet placé sous la rubrique et au titre particulier des saisies immobilières dont l'ensemble forme un corps de droit particulier sur cette matière; que les règles établies par cette législation toute spéciale, peuvent d'autant moins être modifiées par des exceptions tirées du Code civ., que le Code lui-même, suivant son art. 2217, s'est lui-même dessaisi de tout ce qui est relatif à la matière des expropriations, pour en investir exclusivement le Code de proc. auquel il s'en réfère: — Attendu d'ailleurs, que les cas de contrainte par corps déterminés par le Code civ. et même par l'art. 126 du Code de procédure, ne se rapportent presque tous qu'à des hypothèses d'un intérêt individuel ou de contrat volontaire, dans lesquels les parties intéressées à la contrainte par corps, ont été libres de traiter ou de ne pas traiter avec des femmes, tandis qu'au contraire, l'art. 744 se rapporte à un cas d'intérêt essentiellement public et de contrat absolument involontaire, puisque, s'agissant d'adjudication judiciaire, il n'a été libre

à aucune des parties intéressées, d'éloigner des enchères les femmes, que la loi y admet; d'où il suit que n'y ayant, sous aucun rapport, aucune analogie entre des espèces qui diffèrent aussi essentiellement par leur nature, il ne peut y avoir lieu à l'application des mêmes règles: — Attendu, enfin, que la contrainte par corps, prononcée par l'art. 744 dont il s'agit, est évidemment une peine que le législateur a voulu infliger à l'enchérisseur téméraire qui, soit pour lui, soit le plus souvent pour le compte de la partie saisie, dont il secondait les efforts contre ses créanciers, se permettrait de se rendre adjudicataire sans aucune garantie de solvabilité; d'absorber ainsi en frais nouveaux de folle enchère, le gage commun des créanciers, et de se jouer enfin tout à la fois et de la justice devant laquelle il contracte, et de la foi comme de l'intérêt publics, auxquels son engagement se lie d'une manière aussi essentielle; — Attendu qu'il n'est pas possible d'expliquer comment les femmes qui se rendraient ainsi coupables pourraient être exceptées de la peine que la loi prononce, sans aucune exception, contre tout fol enchérisseur quelconque:

« Par ces motifs, le tribunal dit et prononce.... que la demoiselle Boulet est condamnée par toutes les voies de droit, même par corps, à payer la différence qui pourra exister entre le prix de son adjudication et celui de la vente sur folle enchère. — Appel.

M. Vincent de Saint-Bonnet, substitut de M. le procureur général, a conclu à la confirmation du jugement.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'au titre du Code civil, sur la contrainte par corps, se trouvent les art. 2059, 2060, 2061 et 2062 qui déterminent divers cas dans lesquels la contrainte par corps devrait ou pourrait être exercée en matière civile, et l'un desquels cas était le stellionat, suivant l'art. 2059; — Attendu qu'au même titre il fut disposé ensuite, par l'art. 2064, que, même dans les divers cas énoncés aux articles précédens, la contrainte par corps ne pourrait être prononcée contre les mineurs, et qu'il fut disposé aussi par l'article 2068, qu'elle ne pourrait l'être, soit contre les septuagénaires, soit contre les femmes et les filles, que dans le seul cas de stellionat: d'où il suit que le principe général posé par le Code civil consiste évidemment, d'une part, à interdire l'exercice de la contrainte par corps, contre les mineurs en matière civile, pour tous les cas, sans distinction et d'autre part, à ne l'admettre contre les septuagénaires, comme contre les femmes et les filles, que pour un cas unique, qui était celui de stellionat: — Attendu que le Code de proc. ayant été ultérieurement promulgué dut nécessairement se concilier avec toutes les dispositions du Code civil, auxquelles il ne dérogeait pas; qu'à la vérité il déterminait, soit par l'art. 126, soit par les art. 194, 213, 320, 534, 744 et 839, plusieurs cas particuliers où la contrainte par corps pouvait être prononcée en matière civile, autres que ceux qui avaient déjà

(1) Il a été également jugé, qu'encre bien que la femme non commune puisse, sans l'autorisation de son mari, être constituée gardienne des meubles saisis sur ce dernier, elle n'est pas contraignable par corps en cette qualité. V. Paris, 21 prair. an 13. — V. aussi Paris, 14 août 1829. — Pareillement il a été plusieurs fois jugé que la contrainte par corps qu'il est permis aux juges de prononcer dans certains cas déterminés par l'art. 126 du Code de proc. civ., ne peut cependant être prononcée contre les femmes. V. Cass. 20 mai 1818, et les arrêts indi-

qués à la note. Ces diverses décisions et celle que nous recueillons ici, sont la conséquence du principe que la contrainte par corps ne peut être prononcée, en matière civile, contre la femme, hors le cas de stellionat (Cod. civ., 2066). — V. au surplus en ce sens, Favard, *Repert.*, tom. 3, p. 156, n° 8; Thomine Desmarures, t. 4, p. 249; Carré et son annotateur Chauveau, *Lois de la procéd.*, quest. 531; Coin-Delisle, *Comment. analyt. de la contr.* par corps, sur l'art. 2066 du Code civ., n° 12.

été prévus par le Code civil; mais qu'en cela le Code de procédure ne fit qu'augmenter, quant aux matières civiles, le nombre des cas où cette contrainte pourrait avoir lieu, et qu'il ne statua rien quant aux personnes qui en étaient passibles; qu'ainsi, il n'en résulte aucune dérogation à ce principe antérieur qui avait limité au seul cas de stellionat, l'exercice de la contrainte par corps en matière civile, soit contre les septuagénaires, soit contre les femmes et les filles, principe admis en faveur des uns par considération pour leur vieillesse, et en faveur des autres par égard pour la faiblesse et l'expérience de leur sexe;—Attendu dès lors qu'il en est du cas spécial porté dans l'art. 744, lequel déclare le fol enchérisseur tenu par corps de la différence de son prix avec le prix de la vente sur folle enchère comme de tous les autres cas particuliers pour lesquels la contrainte par corps a été autorisée par ce même Code, l'est-à-dire que pour tous indistinctement, le Code de procédure n'ayant disposé que quant à la matière, mais nullement quant aux personnes, il n'a pu avoir pour effet, dans aucun, de rendre passibles de la contrainte par corps, ni les septuagénaires, ni les femmes et les filles, puisque la règle limitative qui les concerne personnellement, telle que le Code civil l'a établie, en borne l'existence à leur égard au seul cas de stellionat;

Attendu qu'il n'y a pas lieu d'excepter de cette règle, le cas spécial de la folle enchère, sous prétexte qu'on n'est jamais libre d'éloigner des enchères les personnes du sexe, et qu'ainsi ce n'est pas volontairement qu'on les a pour adjudicataires, car assurément rien n'est moins libre, moins volontaire que le dépôt nécessaire, l'un des cas où l'exercice de la contrainte par corps se trouve autorisé expressément, même par l'art. 2060 du Code civil, et pour lequel cependant, suivant ce même Code, les femmes et les filles n'en sont nullement tenues; d'où il suit que, dans le cas de folle enchère dont il s'agit au procès, peu importe qu'il y ait ou non nécessité de contracter judiciairement avec le dernier enchérisseur, au lieu de pouvoir le choisir volontairement, et que ce n'est pas là un motif qui, dans ce cas particulier, puisse permettre d'éluder, à l'égard de la demoiselle Boulet, la règle dont il a été parlé ci-dessus;—Attendu, au surplus, que telle est bien sur cette matière la jurisprudence de la Cour de cassation, suivant deux arrêts, l'un du 6 oct. 1813, et l'autre du 20 mai 1818, lesquels ont décidé tous deux que, pour certains cas où la contrainte par corps se trouve autorisée par le Code de procédure, elle n'est nullement susceptible d'atteindre les femmes et les filles, le stellionat étant l'unique cas, pour lequel le Code civil les en aurait déclarées passibles; qu'à la vérité, les espèces de ces deux arrêts n'étaient pas les mêmes que celles du procès, mais que celle-ci y est tout à fait analogue, et que les mêmes motifs doivent y être appliqués;—Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel au néant.

Du 20 juin 1822.—Cour roy. de Lyon.—2^e ch.—Pres., M. Dubot.—Concl. M. Vincent de Saint-Bonnet, subst.—Pl., MM. Saurét et Journel.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — NULLITÉ. — DESIGNATION INCOMPLÈTE.

Un procès-verbal de saisie immobilière dans lequel certains articles sont désignés d'une manière incomplète, ou qui, à l'égard de certains articles, ne contient pas l'extrait de la matrice du rôle de contribution foncière, doit être annulé pour le tout; il ne peut être maintenu quant aux articles à l'égard desquels la saisie est régulière, et annulé seulement quant aux autres. (Cod. proc., 675.) (1)
(Devizy — C. Delfau.) — ARRÊT.

Du 20 juin 1822. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. civ. — Pres., M. de Combou. — Concl. M. de Bastonib, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Descamps et Féral.

BILLET À ORDRE. — VALEUR FOURNIE. — COMMERCE. — COMPÉTENCE.

Le billet à ordre qui n'enonce pas la valeur fournie est une simple promesse, et ne rend pas le particulier, non commerçant, qui l'a souscrit, justiciable des tribunaux de commerce, encore qu'il soit endossé par des négociants. (Cod. comm., 188, 636 et 637.) (2)
(Pécucbet — C. N...) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les tribunaux de commerce sont des tribunaux d'exception qui doivent se renfermer dans les limites qui leur sont fixées; que d'après les dispositions de l'art. 188 du Code de comm., un billet ne peut avoir le caractère et l'effet d'un billet à ordre, lorsqu'il n'enonce pas la valeur fournie, et que dans l'espèce, le billet souscrit par Pécucbet n'enonce point une valeur;—Attendu que, lorsqu'un billet, quoique portant les mots à ordre, est incomplet, parce qu'il ne contient pas tout ce qu'exige l'art. 188, il n'est plus qu'un billet simple emportant une action civile ordinaire, étrangère aux tribunaux de commerce; que dès lors, ces tribunaux sont incompétents, ratione materiae, e raison de la nature de l'obligation;—Vu d'ailleurs ce qui résulte de l'arrêt de la Cour de cassation du 6 août 1814;—Infirme, etc.

Du 20 juin 1822.—Cour roy. de Rouen.

RENTE VIAGÈRE. — DÉCRS. — RÉSOLUTION.

Lorsqu'une rente viagère est constituée sur la tête de plusieurs personnes avec la condition qu'elle serait payée en totalité au dernier survivant, la mort de l'un d'eux, dans les vingt jours de l'acte de constitution, n'opère pas la résolution du contrat de rente (3).

(Dollemanne — C. Carron.) — ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que l'art. 1972 du Code civ., permet de constituer une rente viagère sur plusieurs têtes, sans nulle restriction ni modification;—Considérant que la rente viagère stipulée dans l'acte du 5 avril 1809 l'a été sur trois têtes, savoir celle de l'abbé Cheynel et celle des époux de Mareste, avec la condition que la rente serait payée en totalité au dernier survivant;—Considérant que s'il est disposé par l'art. 1973 du Code civ. que le contrat ne produirait aucun effet, si la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat, une pareille disposition ne peut recevoir aucune application lorsque la rente est

(1) F. deux arrêts identiques rendus par la même Cour, les 19 août 1814 et 10 mai 1822.—La question est aujourd'hui tranchée par le nouvel art. 715 du Code de proc. F. notes sur Cass. 6 avril 1824, et sur l'arrêt d'Agen du 26 janv. 1822.

(2) F. conf., Cass. 6 août 1811, et la note; Colmar, 23 mars 1814; Riom, 6 mai 1817.

(3) F. conf., Cass. 22 fév. 1820. F. aussi la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Paris du 9 fév. 1807.

constituée sur trois têtes, et qu'elle doit être servie en totalité à celle des trois personnes qui surviva aux deux autres; — Considérant que dans le cas prévu par l'art. 1875 il a été dans la pensée du législateur qu'il n'existait point de chance aléatoire, mais qu'il ne pouvait en être de même lorsque la rente portait sur plusieurs têtes, sans division ni diminution; — Considérant qu'il est, dès lors, indifférent que l'abbé Cheynel soit décédé dans les vingt jours de la date de l'acte du 5 avril 1809, dès que les mariés Mareste qui, après le décès de l'abbé Cheynel, devaient percevoir la rente en totalité, ont survécu pendant plus de deux années audit sieur Cheynel, et que par conséquent la chance aléatoire exigée par la loi, a continué d'exister après la mort de l'abbé Cheynel; — Considérant qu'en effet, malgré le décès de l'abbé Cheynel, le général Dailemagne n'en resta pas moins soumis à servir la totalité de la rente pendant la vie des mariés Mareste, c'est-à-dire pendant un temps indéterminé; il n'en resta pas moins sous l'empire de la chance aléatoire, résultant de l'incertitude de la durée de l'existence des mariés Mareste; enfin, le contrat de constitution de rente ne cessa pas d'être ce qu'il était, comme aléatoire; — Ordonne que le jugement du tribunal de Belley du 23 juin 1817 sortira son plein et entier effet, etc.

Du 21 juin 1822. — Cour roy. de Grenoble. — Prés., M. Paganon.

BAIL.—SOUS-LOCATION.

En prohibition de sous-louer et d'arrière-bailler emporta prohibition de sous-louer, même pour partie. (Cod. civ., 1717.) (1)

(Mimerel—C. Muot.)

Bail d'une maison, consenti par le sieur Mimerel aux époux Muot. On y remarque la clause suivante : « Les preneurs ne pourront sous-louer ni arrière-bailler, sans l'express consentement du bailleur, » Les époux Muot reçoivent dans la maison louée, le sieur Josse. — Ils prétendent que c'est comme ami.

Le sieur Mimerel soutient au contraire que c'est en qualité de sous-locataire. En conséquence, il assigne les époux Muot, pour se voir condamner à expulser le sieur Josse.

Pour les époux Muot on répond qu'en fait, ils n'ont pas sous-loué; qu'en droit, ils ont pu sous-louer en partie, attendu que la clause de leur bail, portant prohibition de sous-louer en général, ne doit s'entendre que d'une prohibition de sous-louer en totalité.

1^{er} mars 1822, jugement qui admet le sieur Mimerel à prouver que le sieur Josse est, à titre de sous-locataire, chez le sieur et dame Muot.

Appel de la part des époux Muot. — Ils soutiennent qu'ayant le droit de sous-louer en partie, les lieux qu'ils tenaient à loyer, il était inutile d'admettre en preuve, le fait qu'ils auraient usé de ce droit; — Que l'interdiction qui leur avait été faite de sous-louer ou arrière-bailler était pure et simple, et ne portait point que ce fût en totalité ou en partie; — Que cette prohibition étant une exception au droit commun, et les exceptions devant être restreintes, il résultait, ou qu'elle devait rester sans effet au préjudice du preneur, ou qu'elle devait être restreinte à la totalité des objets loués (1802 et 1802 du Code civil); — Que telle était la jurisprudence des arrêts et la doctrine des auteurs sous l'ancienne

législation; V. arrêt de 1603, cité par Rousseau de Lacombe, v^o bail; autres du 17 mars 1728, rapportés par Denisart, v^o bail, n^o 14; Merlin, Répertoire de jurisprudence, v^o sous-location; Pothier, Contrat de louage, n^o 183; Rousseau de Lacombe, v^o bail; Denisart, ibid.; — Qu'il y avait même raison de décider, sous le Code civil, qu'il résultait de l'art. 1717 que la prohibition de sous-louer pouvait être faite pour le tout ou pour partie; que quand elle avait été faite purement et simplement, elle ne devait donc s'appliquer qu'à la totalité; — Que la considération de la personne du preneur étant entrée pour beaucoup dans les motifs du bailleur quand il avait loué, la condition du bail et les garanties de bonne conduite et de repos sur lesquelles il avait compté ne sont pas changées quand le preneur reste toujours dans les lieux par lui loués; — Qu'ainsi un arrêt de la Cour d'Angers, du 27 mars 1817 avait, sous le Code civil, décidé conformément à l'ancienne jurisprudence qu'on ne pouvait prétendre que les deux clauses réunies d'interdiction de sous-louer et d'arrière-bailler, emportaient prohibition de sous-louer, soit en totalité, soit en partie; qu'arrière-bailler était synonyme de céder le bail, et que la cession d'un bail emportait une autre idée que celle de sous-louer.

On répondait, pour le sieur Mimerel, que le système des intimés était contraire à la doctrine que les rédacteurs du Code ont voulu établir;

— Qu'il résulte de la discussion de ce Code, que c'est pour faire cesser l'incertitude de l'ancienne jurisprudence sur ce point, que la disposition de l'art. 1717 du Code civil a été écrite; — Qu'en effet, cet article porte que la clause d'interdiction de sous-louer ou de céder le bail est toujours de rigueur. — Il faut conclure de là que, lorsqu'elle existe, elle doit être interprétée dans un sens étendu; qu'on ne peut prétendre qu'elle ne comprend pas la prohibition de sous-louer en partie; qu'au contraire on doit décider qu'elle ne reçoit aucune restriction, à moins que cette restriction ne se trouve formellement établie par les termes du bail; que d'ailleurs, on devrait encore juger ainsi, d'après la maxime : *in eo ubi plus est, quod minus est, esse intelligitur*; — Que l'arrêt de la Cour d'Angers n'est point contraire à ces principes; que, dans l'espèce où il est intervenu, le bail contenait défense de céder le bail et non celle de sous-louer, et que le principal locataire avait sous-loué une partie des lieux qu'il tenait à loyer.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la défense faite au preneur de sous-louer et de céder son bail ne lui laisse pas la faculté de sous-louer en partie puisque la partie est comprise dans le tout; — A mis et met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 22 juin 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. civ. — Prés., M. de Mailleville, p. p.

SAISIE — EXÉCUTION. — PROCÈS-VERBAL. — MAÎTRE.

Lorsque le débiteur contre lequel est faite une saisie-exécution ne se trouve pas à son domicile, c'est au maître et non aux serviteurs du saisi, qui seraient présents à son domicile, que doit être remise la copie du procès-verbal de saisie. (Cod. proc., 601.) (2)

(1) F. sur ce point, les observations qui accompagnent un arrêt au sens contraire, de la Cour royale d'Angers du 27 mars 1817, et les autorités qui y sont indiquées.

(2) D'après M. Pigeau, art. 5, n^o 16, ch. de la Saisie-exécution, il faut distinguer deux cas d'absence du saisi : 1^o absence avec portier fermés, auquel cas

(Milie — C. Dupont.)

Le sieur Milie avait fait procéder à une saisie-exécution des meubles du sieur Dupont. Celui-ci n'était point alors dans son domicile ; mais l'huissier y avait trouvé un de ses serviteurs. Cependant l'huissier, se fondant sur l'alinéa 2^e, art. 601 du Code de proc., avait remis au maître, la copie de son procès-verbal de saisie.

Informé de ces poursuites, le sieur Dupont fit des offres réelles comprenant tout ce qu'il pouvait devoir, à l'exception du coût du procès-verbal de saisie. Il demanda la validité de ses offres, et conclut à la nullité de la saisie, en ce que, conformément aux art. 586 et 68 du Code de proc., la copie du procès-verbal eût dû être remise, non au maître, mais au serviteur qui se trouvait à son domicile.

31 janv. 1822, jugement du tribunal civil d'Amiens, qui, — A l'égard de la saisie-exécution, quant à la forme : — Attendu que l'huissier ne trouvait pas le débiteur à son domicile, s'est conformé strictement au vœu de l'art. 601 du Code de proc., en remettant au maître la copie de son procès-verbal, et que si l'art. 586 soumet cet acte aux formalités générales des exploits, il y est fait évidemment exception par cette disposition spéciale de l'art. 601 pour ce qui concerne la délivrance de la copie ; — A l'égard des offres faites par le sieur Dupont : — Attendu qu'elles sont insuffisantes en ce qu'elles ne comprennent rien pour le coût de la saisie-exécution, et de ce qui s'en est suivi ; — Sans avoir égard aux moyens de nullité contre la saisie-exécution, non plus qu'aux offres réelles de Dupont, qui sont déclarées nulles comme insuffisantes, ordonne que la saisie-exécution dont il s'agit, tiendra. »

Appel de la part du sieur Dupont.

ARRÊT.

LA COUR : — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme, etc.

Du 24 juin 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés. M. de Mouchy. — Cons. M. Boulet, subst.

NOTAIRE. — RESPONSABILITÉ. — PRIX D'ADJUDICATION.

Le notaire chargé de faire une adjudication d'immeubles et d'en toucher le prix, avec une allocation de tant pour cent à titre d'honoraires, devient responsable du recouvrement lorsqu'il a négligé de faire les poursuites nécessaires (1).

(Langlois — C. Thibault.)

Les époux Thibault, obligés de vendre leurs immeubles pour payer leurs dettes, s'adressèrent à M. Langlois, notaire, qu'ils chargèrent de procéder à une adjudication publique. Ils lui donnèrent, par le cahier des charges, pouvoir de toucher le prix de la vente ; et il fut convenu qu'il lui serait alloué 10 cent. par fr. pour honoraires.

Il faut donner la copie au maître ou au magistrat, conformément à l'art. 601 du Code de procédure ; 2^e absence avec avertissement de parties, cas dans lequel il faut donner la copie à un parent ou serviteur, conformément à l'art. 601. — M. Thomine Desmazures, t. 2, p. 119, se prononce ainsi dans le sens de cette distinction. — Mémoires de M. Berriat-Saint-Prix, p. 532, note 29, si dans le second cas, la remise de la copie au parent ou serviteur présent peut avoir de l'utilité, elle ne dispense pas toutefois de la remise au maître, parce que la loi n'a fait aucune distinction, et qu'elle décide expressément qu'en cas d'absence, copie sera remise au maître ou adjoint, etc. Telle est aussi la doctrine de M. Dalloz, t. 11, p. 603, n° 14 ; de Carré, Lois de

La vente eut lieu les 7 et 8 therm. an 9. Madame Langlois reçut la presque totalité des prix d'adjudications, à l'exception de deux sommes de 254 fr. 43 c., et de 129 fr. 50 c., qui restèrent dues. — Il paraît qu'il ne fut aucune poursuite à cet égard, quoiqu'il eût les grosses en sa possession. — Plus tard, M. Langlois, ayant présenté son compte, ne comprit point dans les recettes, les deux sommes dont il s'agit.

Les époux Thibault ont soutenu que M. Langlois devait leur rendre compte de ces sommes ; qu'il avait été leur mandataire ; — Qu'il devait donc s'assurer si tous les adjudicataires s'étaient libérés, etc.

Un jugement du tribunal civil de Rhetel admit cette prétention.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'appelant qui recevait 10 cent. par fr. pour honoraires, devait s'assurer si tous les adjudicataires des immeubles vendus par son ministère, le 7 therm. an 9, s'étaient acquittés, soit entre ses mains, soit en celles des créanciers des époux Thibault, pour mettre à même ces derniers, qui avaient vendu une partie de leurs biens, pour payer leurs dettes, de poursuivre les retardataires, en vertu de la grosse de cette vente, qui est toujours restée entre ses mains ; qu'il aurait dû alors la leur remettre ou poursuivre en leurs noms, ce qu'il n'a pas fait ; que dès lors il doit, ainsi que l'ont pensé les premiers juges, rendre compte de l'intégralité de cette vente, en forçant sa recette de la somme de 354 fr. 43 c., qu'il dit être encore due par huit des adjudicataires, sauf son recours contre ceux-ci ; — Que les mêmes motifs doivent faire confirmer la décision du tribunal de Rhetel, qui a pensé que Langlois devait compte de la somme de 129 fr. 50 c., montant du prix des emphyteuses perçues sur les propriétés des intimés, et vendues par son ministère le 8 therm. an 9, payable le 1^{er} vend. suivant ; — Par ces motifs ; — Met l'appel au néant, etc.

Du 24 juin 1822. — Cour roy. de Metz.

APPEL. — DÉPENS.

Le jugement qui ne prononce qu'une condamnation aux dépens, est, comme tout autre jugement, susceptible d'appel (2).

(Clin Grouzelie — C. Godet.)

Du 25 juin 1822. — Cour roy. d'Amiens.

ORDRE. — APPEL. — DÉLAI.

La maxime que nul ne se force lui-même, s'applique en matière d'ordre comme en matière ordinaire. — Ainsi, le délai de dix jours pour interjeter appel, court seulement à dater du jour de la signification du jugement faite par l'avoué de l'intimé à celui de l'appelant, si non de celle qui serait faite par l'avoué de l'appelant à celui de l'intimé (3).

la proc., quest. 2060, et de son annotateur M. Chauveau. — Cependant, ajoute ce dernier auteur, lorsqu'il y a remise avertie faite strictement que dans les termes de l'art. 601, et qu'aucun dommage n'en fut résulté, nous ne croyons pas qu'on doive prononcer la nullité ; l'art. 601 ne nous paraît pas aussi rigoureux que l'art. 68 qu'il remplace. »

(1) F. en ce sens, Toullouze, 35 juill. 1823 ; Cass. 9 août 1816. — F. aussi Cass. 19 août 1836.

(2) F. dans le même sens, Cass. 8 août 1806 et 12 avril 1820 ; Bard-aux, 16 août 1820.

(3) La Cour de cassation a jugé le contraire par arrêt du 19 nov. 1821. F. aussi dans ce sens, arrêt de la Cour de Grenoble du 4 fév. 1832.

(Hospices d'Hyères — C. Renard.) — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui concerne Renard, également appeint, ayant eu pour avoué à Doullens Vast, qui a fait faire à sa requête la signification en question: — Attendu que d'après l'art. 763 du Code de proc., l'appel d'un jugement en matière d'ordre doit être interjeté dans les dix jours de sa signification à avoué; que pour faire courir ce délai de dix jours, il faut donc qu'il y ait eu signification à l'avoué de celui auquel on entend l'opposer; — Attendu dans l'espèce, que le jugement dont est appel n'a été signifié à l'avoué dudit Renard par l'hospice d'Hyères que le 31 oct. 1821, et que l'appel a été interjeté le 8 nov. suivant, conséquemment dans les dix jours; — Que pour que le délai de dix jours ait couru à partir de la signification faite le 18 oct. à la requête de l'avoué de l'appelant, sous toutes les réserves de droit, même d'interjeter appel, aux avoués des créanciers contre lesquels l'edit appelant aurait obtenu des condamnations, il faudrait qu'il y eût dans la loi nouvelle disposition d'autant plus expresse à cet égard, que ce serait une dérogation au droit commun; — Attendu que cette disposition ne s'y trouve pas: qu'il suffit pour s'en convaincre, de rapprocher les art. 443 et 763 du Code de proc.; qu'alors on voit que les seules modifications qu'en matière d'ordre l'art. 763 fait subir à l'art. 443, sont qu'en ce cas le délai de trois mois est restreint à dix jours, et que ce délai de dix jours court à partir de la signification à avoué, tandis que celui de trois mois, en matière ordinaire, ne court que du jour de la signification à personne ou domicile; — Attendu que de ces restrictions il est impossible de conclure qu'en cette matière, le législateur ait aussi entendu que la maxime commune que l'on ne saurait pas soi-même ne serait point applicable, parce que, s'il eût voulu que cela fût, il l'aurait dit, et qu'en ce cas son silence est au contraire la confirmation de la règle générale; — Sans arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir proposée par les intimés contre l'appel du jugement du tribunal civil de Doullens, du 18 mai 1821, laquelle est déclarée inadmissible, etc.

Du 25 juin 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Mouchy. — Concl., M. de Lagrèze, av. gén.

1^{re} INSTITUTION CONTRACTUELLE.—LOI DE L'EPOQUE.

2^{re} TESTAMENT.—INSTITUTION UNIVERSELLE.—LOI DE L'EPOQUE.

3^{re} PRECIPUT.—LEGS UNIVERSEL.

1^{re} C'est la loi en vigueur à l'époque du contrat, qui régit la validité d'un acte d'institution contractuelle; ainsi, est nulle l'institution

faite sous la loi du 17 niv. an 2, bien que l'instituant soit mort depuis le Code civil (1).

2^{re} C'est la loi en vigueur au décès du testateur, qui régit, quant au fond, le sort et l'effet réel des dispositions testamentaires; ainsi, une institution universelle faite dans un testament, sous l'empire d'une loi qui la déclarait nulle (loi du 4 germ. an 8), est valable, si le testateur est mort depuis le Code civil (2).

3^{re} Une institution universelle faite au profit d'un cohéritier, peut suppléer dans un testament la clause expresse du préciput ou hors part (3).

(Péissier—C. Vigier.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que toute institution contractuelle doit être régie par la loi existante au jour du contrat, à quelque époque et sous quelque législation que soit survenu le décès de l'instituant, parce que l'institution contractuelle, conférant immédiatement à l'institué, un droit irrévocable sur la succession de l'instituant, constitue, dès le moment même de l'institution, un contrat parfait, auquel on ne pourrait appliquer la disposition d'une législation postérieure, sans lui donner un effet rétroactif; que ce principe a déjà reçu la sanction de la Cour, par un arrêt du 19 août 1818, confirmé par arrêt de la Cour de cassation, en date du 1^{er} juin 1820, tous deux rapportés par Sirey, tom. 21, première partie, p. 30 (4); que l'institution contractuelle, à titre universel, en faveur de l'épouse Péissier, a été faite le 12 plu. an 5, sous l'empire des lois des 17 niv. et 22 vent. an 2, qui prohibaient toutes les dispositions universelles, et que conséquemment il y a lieu d'en prononcer la nullité, quoique l'instituant ne soit décédé que postérieurement à la promulgation du Code civil;

Attendu que pour régler les effets d'un testament, il importe de distinguer trois choses: la forme de l'acte, la capacité de tester et le fond même de la disposition; que relativement à la forme extérieure et purement probante, c'est un principe constant que le testament doit être revêtu des formalités prescrites par la loi en vigueur au jour de sa confection; que relativement à la capacité de tester, il y a généralement deux époques à considérer, celle de la confection du testament, et celle du décès du testateur; que relativement enfin au fond de la disposition, comme pendant toute la vie du testateur, il n'est qu'un simple projet, révoqué à chaque instant, qui ne se réalise et ne se confirme qu'au moment de son décès (par la raison que le testateur, n'ayant point manifesté d'intention contraire, est censé lui avoir imprimé alors le sceau de sa dernière, et que n'ayant point révoqué sa première disposition, il est présumé ne l'avoir faite réellement qu'au moment qui précède immédiatement

(1) V. conf., Cass. 1^{er} juin 1820. — V. aussi sur ce point, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne deux arrêts de la Cour de cassation des 11 niv. an 9 et 19 therm. an 12.

(2) V. en ce sens, Cass. 28 germ. an 11; 20 juill. 1809. C'est aussi ce qu'enseignent les auteurs, V. Chabot, Quest. transit., 1^{re} Testament, §§ 4 et 5; Grenier, Donat. et test., l. 2, p. 150. V. encore Furgule, des Test., t. 4, p. 486. — La même doctrine s'induit également des arrêts qui ont déclaré réductibles à la quotité disponible fixée par le Code civil, des institutions faites sous l'empire d'une législation qui les aurait imposées subséquentes en entier, V. Cass. 18 janv. 1808; 23 oct. 1809. V. encore Bruxelles, 25 niv. an 12 et 23 avril 1807; Agen, 9 plu. an 13 et 30 avril 1806; Troves, 10 fév. 1806. — Il résulte, toutefois, d'un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} juin 1820, qu'une disposition univer-

selle n'est valable qu'autant que les lois du moment de sa confection ne l'ont pas frappée de nullité. Mais il s'agissait, dans l'espèce jugée, d'une institution contractuelle, de clauses synallagmatiques, d'un véritable contrat en fin, et non point d'une disposition de dernière volonté. — Add., aux autorités qui viennent d'être citées, Riom, 6 mai 1840 et nos observations. Quant à la quotité disponible, voy. Riom, 2 janv. 1819, et sur Cass. 21 août 1825.

(3) V. en ce sens, Cass. 25 août 1812; Turin, 24 mars 1806. — V. aussi Grenier, Donat. et test., l. 2, p. 137 et suiv. — V. encore, des observations sur un arrêt de la Cour de cassation du 20 fév. 1817, les circonstances principales desquelles on peut induire la dispense de rapport.

(4) V. ces arrêts dans le vol. 6, 1^{re} part., p. 212 de cette collection.

tement son décès), le sort de cette disposition doit être réglé par la loi en vigueur, lors du décès, qu'elle que fût celle en vigueur, lors de la confection du testament; — Attendu qu'en faisant l'application de ces règles à l'institution universelle testamentaire, du 16 frim. an 11, il ne peut y avoir aucune difficulté sur la validité du testament, en ce qui concerne la forme de l'acte et la répartition du testateur; qu'en ce qui touche la disposition, elle était prohibée à la vérité, par les lois des 17 niv., 22 vent. an 2 et 4 germ. an 8, sous l'empire desquelles elle a été faite; mais que cette prohibition a été levée par le Code civil, sous l'empire duquel est décédé le testateur; qu'en effet, l'art. 1002 de ce Code autorise les dispositions testamentaires à titre universel, sauf réduction à la quotité disponible; que dans l'espèce, le testateur ayant laissé trois enfants, cette quotité est du quart des biens, aux termes de l'art. 913 du Code civil; et que l'institution universelle du 16 frim. an 11, en faveur de l'épouse Pélissier, devant être régie par la loi actuelle, se trouve conséquemment réductible au quart;

Attendu que bien qu'il soit établi par l'article 919 du Code civil, que le legs d'une quotité disponible est sujet à rapport, lorsqu'il n'a pas été fait à titre de préciput et hors part, les termes de la loi ne sont point sacramentels, et que le légataire, en l'absence de ces termes, n'en doit pas moins être dispensé du rapport, toutes les fois qu'il résulte nécessairement, soit du contexte du testament, soit de la nature de la disposition, que le testateur a eu la volonté formelle de faire au légataire, une libéralité non sujette à rapport; que, dans l'espèce, il s'agit d'une institution testamentaire, à titre universel, qui embrasse dans sa généralité tous les biens de l'instituant, et que l'existence d'une pareille disposition renferme une dispense de rapport aussi expresse que si le testateur se fût servi littéralement des termes de la loi, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt de la Cour de cassation, en date du 25 août 1812, rapporté par Sirey, tom. 12, première partie, p. 386 (1); que conséquemment l'épouse Pélissier ne doit point être assujétie à rapporter le quart, pour être admise au partage de la succession d'Antoine Faure, son père; — Attendu que c'est avec raison que les premiers juges ont refusé d'allouer en reprise, aux appellans les quittances des 1^{er} therm. an 12, 16 therm. an 13, et 24 juin 1806, parce qu'il est suffisamment justifié que ces quittances ont pour objet des sommes payées par Pélissier et Marie Faure, épouse Gorse, à compte sur la constitution finale de celle-ci qui depuis lui a cédé ses droits successifs; — Attendu qu'il y a lieu d'allouer à Pélissier la reprise d'un mobilier de la valeur de 200 fr., qu'il justifie, par son contrat de mariage, avoir apporté dans la maison de son beau-père; — Attendu qu'il y a pareillement lieu d'allouer à Pélissier la reprise des contributions de l'an 11, dont le paiement est justifié avoir été fait de ses deniers; — Met l'appel et ce dont est appel au néant, émettant, faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, déclare la disposition testamentaire à titre

universel, du 16 frim. an 11, valable, réductible néanmoins au quart disponible, et non sujette à rapport; — Ordonne que le partage de la succession d'Antoine Faure sera fait sur cette base; autorise en faveur de Pélissier, le prélèvement du mobilier par lui apporté, ou d'une somme équivalente, si le mobilier n'existe plus en nature; alloue aussi à Pélissier la reprise des impositions de l'an 11, etc.

Du 26 juin 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Guilbert, av. gén. — Pl., MM. Rochon de Valette fils et Allegre.

ÉLECTIONS POLITIQUES. — USURPATION. — FONCTIONS PUBLIQUES.

L'exercice du droit électoral par celui qui n'est pas électeur ne constitue ni crime ni délit. — On ne peut voir dans ce fait, ni un délit relatif à l'exercice des droits civiques (Cod. pén., 109 et suiv.) ni l'usurpation de fonctions publiques. (Cod. pén., 253.) (2)
(Guimier.)

Le sieur Duclos, mort en 1822, laissant pour légataire universel le sieur Guimier, son neveu, — Les élections pour l'arrondissement de Beauvais ont lieu quelques jours après la mort du sieur Duclos. — Le sieur Guimier reçoit la carte d'électeur destinée à son oncle, il se rend au collège électoral et vote.

M. le procureur du roi poursuit le sieur Guimier comme coupable du délit prévu par l'art. 258 du Code pén., ainsi conçu : « Quelconque sans titre, se sera inscrit dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, sans préjudice de la peine de faux, si l'acte porte le caractère de ce crime. »

6 juin 1822, jugement du tribunal correctionnel de Beauvais qui renvoie le sieur Guimier de la plainte, par les motifs suivans : — « Attendu qu'il résulte de l'instruction que le sieur Pierre-Hubert Guimier, légataire universel de tous les biens ayant appartenu au sieur Duclos, son oncle, décédé depuis cinq jours, se serait présenté au collège électoral de Beauvais, à la séance du 10 mai dernier, se serait approché du bureau et aurait fait acte d'électeur, en déposant son vote aux mains du président; — Attendu que dans l'instruction rien ne détruit d'une manière suffisante l'allégation que le sieur Guimier apporte pour excuse à sa démarche, qui pourrait bien avoir été le fruit de l'erreur ou de l'ignorance; — Attendu que, fût-il établi que le sieur Guimier connaissait son incapacité à prendre part à l'élection qui se faisait, l'art. 258 du Code pén., invoqué contre lui, ne pouvait recevoir d'application, car il ne se serait pas immiscé dans une fonction publique, civile ou militaire, il n'en aurait pas fait un acte, mais il aurait d'une part, excédé un droit qui ne lui appartenait pas, et d'autre part, négligé l'exercice d'un droit personnel qui lui aurait appartenu, s'il avait, au désir de la loi, justifié en temps opportun, du montant de ses contributions; — Attendu enfin,

répressive, tous ceux qui ajoutent des billets à la masse. Or, cette disposition doit s'appliquer à tous les billets illégalement ajoutés à la masse des billets des électeurs. Il y a donc addition d'un billet, dans le sens de la loi, lorsqu'un faux électeur vient déposer son vote; et si cette addition est le résultat, non d'une erreur, mais de la fraude, si l'individu qui a voté connaissait son incapacité politique, il nous semble que l'article peut lui être appliqué. »

(1) V. cet arrêt dans notre vol. 4.

(2) Les auteurs de la *Théorie du Code pén.*, MM. Chauveau et Hélie, t. 3, p. 80, ont énoncé la doctrine de l'arrêt ci-dessus, en ce qu'il a décidé que les articles 109 et suivans étaient inapplicables à l'exercice du droit électoral par une personne qui n'a pas la qualité d'électeur. « Nous ne partageons pas cet avis, disent ces auteurs. L'article 111 comprend, dans sa disposition

que le fait reproché au sieur Guimier n'est caractérisé, ni dans le chap. 2, tit. 3 tit. 1^{er}, où il est traité des crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civils, ni par aucune autre disposition du Code pén.

Sur l'appel de la part de M. le procureur-général, M. Bonnet, substitut, a dit que le garde des sceaux ayant été consulté sur cette affaire, avait répondu que l'art. 238 du Code pén. était applicable à l'espèce, en telle sorte que sans entrer dans d'autres développements sur le mérite de l'appel, il ne pouvait qu'y insister.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que le Code pénal, dans son chapitre particulier, comprennent les art. 409 et 413, a prévu les crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civils;—Attendu qu'en un de ces articles ne comprend de peine contre le fait imputé à Pierre-Hubert Guimier, et que l'art. 238 du même Code, invoqué par le ministère public, étant relatif à l'usurpation de titres ou fonctions, n'est pas applicable à l'espèce où il s'agit de l'exercice d'un droit;—Donne défaut au procureur général du roi contre Pierre-Hubert Guimier, non comparant, ni personne pour lui, et pour le profit, met l'appellation au néant;—Ordonne que le jugement doué est appel sortira effet, sans dépens.

Du 26 juin 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. correct. — Prés., M. de Mouchy. — Concl., M. Bouillet, subst.

DERNIER RESSORT. — DEMANDE RÉDUITE.
Le principe d'après lequel le dernier ressort est déterminé par la valeur de la demande, doit être entendu, en ce sens que si le demandeur réduit sa demande dans le cours de l'instance, c'est d'après la valeur de la demande ainsi réduite, et non d'après la fixation de l'exploit introductif d'instance, que doit être déterminé le dernier ressort (1).

(Bureau — C. Chatelet.)

Du 26 juin 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. Gaujal, p. p. — Pl., MM. Dumout et Lereoud.

CONTRAINTE PAR CORPS. — MARI.

Le mari, non commerçant, n'est point tenu par corps des obligations commerciales contractées par sa femme, marchande publique et commune en biens. (Cod. civ., 220; Cod. comm., 5.) (2)

(De PÉRIEUX — C. Doguin et compagnie.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la contrainte par

corps ne peut être appliquée qu'en vertu d'une loi formelle; — Attendu que l'art. 220 du Code civ. et l'art. 5 du Code de comm., en disposant que la femme, marchande publique, oblige son mari pour le fait de son négoce, s'il y a communauté entre eux, ne soumet pas le mari à la contrainte par corps; — D'où il suit que le mari ne peut être soumis à la contrainte par corps, qui ne peut être prononcée que contre celui qui fait nommément le commerce; — Adoptant pour le surplus les motifs des premiers juges; — Décharge Théodore de Pyron de la contrainte par corps, prononcée; et ordonne que, dans le surplus, le jugement dont est appel, sera exécuté suivant sa forme et teneur.

Du 26 juin 1822. — Cour roy. de Lyon. — 4^e ch. — Prés., M. Thénod. — Concl., M. Justin Rieussec, av. gén. — Pl., MM. Meun et Rivolin.

RAIL ADMINISTRATIF. — PÊCHE.

— COMPÉTENCE.

Toutes les contestations relatives à l'interprétation des baux de pêche sont de la compétence des tribunaux; les conseils de préfecture excèdent leurs pouvoirs en déterminant les effets et l'étendue de ces sortes d'adjudications (3).

(Questel et Lenoble — C. Poulain.)

Du 26 juin 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Villenau.

APPROVISIONNEMENT DE PARIS —

FLOTAGE DES BOIS. — COMPÉTENCE.

C'est à l'autorité administrative qu'il appartient de connaître des contestations qui touchent à l'étendue et à l'existence des ports concédés au dépôt des bois flottés destinés à l'approvisionnement de Paris (4).

Mais lorsqu'une question ne s'élève à cet égard, c'est devant les tribunaux que doivent être portées les demandes en dommages-intérêts dirigées contre les floteurs, et à raison des voies de fait à eux reprochées, et de dépôts de bois faits par eux, sans autorisation, sur des propriétés particulières (5).

(Salle — C. Seve et Joachim.)

LOUIS, etc. — Considérant qu'il n'existe devant le tribunal qu'une action en dommages-intérêts, à raison des voies de fait, reprochées par le sieur Sellé, au commerce de bois, laquelle action est du ressort des tribunaux ordinaires; — Considérant que la question relative à l'étendue et à l'existence du port de la Forêt est de la compétence administrative; mais que cette exception

(1) C'est là une règle certaine. F. Cass. 17 fruct. an 12, et les nombreuses décisions dans le même sens auxquelles la note renvoie.

(2) L'ancienne jurisprudence admettait la doctrine contraire. 1. Pothier, *Paix du mari*, n° 22; Renousson, *Communauté*, part. 1^{re}, ch. 7, n° 44, où il rapporte les anciens arrêts sur la question; Bonjon, *Droit commun*, t. 2, p. 70^{re}. — Fournel, note 1, sur l'art. 5, tit. 2 de la loi du 5 germ. an 6, reconnaît que cette loi ne prononce pas textuellement la contrainte contre le mari, mais il l'en fait résulter en considérant le mari comme l'associé de la femme. « La jurisprudence moderne, dit Coin-Delisle, *Communauté*, contr. par corps, appendice, sur l'art. 21 de la loi du 17 avril 1834, n° 4, est contraire, et le mari obligé par le fait de la femme (Code civ., 220), ne l'est pas par corps. » V. aussi dans ce sens, Paris, 7 août 1832. — F. encore Toalhier, t. 2, n° 639, et t. 12, n° 245; Duranton, t. 2, n° 482; Vazeille, du *Mariage*, tom. 2, n° 358; Zacharie, t. 3, § 510, note 3. — V. toutefois, Lebre, sur l'art. 220; Delvincourt, t. 1, p. 343.

(3) V. conf., ordonn. du 1^{er} juin 1815 (aff. Lobbe) et la note; id., 16 juill. 1817 (aff. Prequer). — F. du reste, et en général, sur la compétence des tribunaux pour connaître de toute contestation relative à l'exécution des baux administratifs, les résumés de jurisprudence qui accompagnent un arrêt de Cass. du 22 pluv. an 13, et une ordonn. du 16 août 1820 (aff. Leclerc).

(4-5) Ces solutions sont en harmonie avec le principe qui, tout en attribuant à la juridiction administrative les contestations auxquelles l'intérêt public peut toucher par quelque point, laisse les parties à leurs juges ordinaires, du moment qu'il ne s'agit plus que de leurs intérêts privés. V. dans le sens de la solution ci-dessus, Cass. 18 nov. 1823; ordonn. des 27 mai 1816 (aff. Neuchâtes); 21 juin 1826 (aff. Affix); Proudhon, *Domaine public*, n° 1219. Toutefois, quelques ordonnances semblent se prononcer pour la compétence absolue de l'administration en cette matière: F. ordonn. des 9 juill. 1820 (aff. Deuoux); 4 fév. 1824 (aff. D'Arthes).

n'ayant pas été mise en question devant le tribunal, l'administration est étrangère ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de confid. élevé le 17 sept. 1821 par le préfet du département de la Nièvre, est annulé.

Du 26 juin 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Terbé.

NOMS. — ADDITION. — OPPOSITION.

Le cousin d'une femme dont le mari a été autorisé à ajouter le nom de famille au sien, n'est pas recevable à former opposition à l'ordonnance d'autorisation, lorsque le père de la femme ne réclame pas, si que son oncle a donné un consentement formel au changement de nom.

(Halligon — C. Trois-Oeufs et Helligon.)
Louis, etc. : — Considérant que le nom de Halligon est celui de la femme du sieur Trois-Oeufs ; que le sieur Joseph Halligon, opposant, n'est qu'un cousin de la dame Trois-Oeufs ; que le père de ladite dame a formé point d'opposition à l'addition du nom susmentionné, et que son oncle, le sieur Halligon-Labrousse, déclare et donne un consentement formel, que dès lors l'opposition du sieur Joseph Halligon n'est point recevable ;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Joseph Halligon est rejetée.

Du 26 juin 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Villeneuve. — Pl., MM. Couturier et Collin.

TIERCE OPPOSITION. — CREANCIER. —

FRAUDE.

Bien qu'un créancier soit, en général, l'ayant cause de son débiteur, il est néanmoins recevable à former tierce opposition aux jugemens rendus contre celui-ci, en fraude et au préjudice de ses droits (1).

(Deseglise — C. Gendre) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'aux termes de l'art. 474 du Code de proc., une partie peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont pas été appelés ; que, dans l'espèce, le jugement du 10 mai 1813 déclare acquies de communauté une maison sur laquelle l'appelant avait hypothèque, comme propre de la veuve Gendre, sa débitrice ; qu'ainsi il lui préjudicie et qu'il n'y a pas été appelé ; — Qu'en vain on oppose qu'étant au droit de la veuve Gendre, il a été représenté par elle ; que ce moyen n'est jamais admissible dans le cas de fraude, puisque alors, loin de défendre ses droits, on se serait uni pour le trahir ; et qu'il la veuve Gendre ayant produit, devant les premiers juges, et longtemps avant le jugement du 10 mai, les actes qui établissent invinciblement que cette maison lui était propre, son silence, lors de ce jugement, atteste une fraude concertée entre elle et ses enfans pour leur faire passer cette propriété au préjudice de ses créanciers personnels ; — Que ce concert frauduleux résulte encore de ce que le jugement étant par défaut, elle n'y a pas formé opposition, ni n'en a interjeté appel, ainsi d'en faire résulter contre ses créanciers l'autorité de la chose jugée ; — Que la fraude ainsi établie, le

créancier ne vient pas en nom de la veuve Gendre, mais en son nom personnel, attaquer le jugement qui lui préjudicie, et que la tierce opposition était la seule voie qui lui fût ouverte ; — Considérant..., etc. (la Cour examine la question de savoir si le maison dont il s'agit est propre à la veuve Gendre) ; — Sans avoir égard aux fins de non-recevoir et moyens de nullité allégués ; — A mis le jugement dont est appel au néant ; — Emendant ; — Reçut la tierce opposition, etc.

Du 27 juin 1822. — Cour roy. de Bourges. — Pres., M. Salic. — Concl., M. Pascaud, av. gén. — Pl., MM. Dégéline et Frevaton.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — APPEL. — DOMICILE.

— NULLITÉ. — DIVISIBILITÉ.

L'appel d'un jugement qui statue sur des nullités proposées contre une saisie immobilière, peut être signifié valablement au domicile de l'avoué de l'intimé, ou au domicile élu : il n'est pas nécessaire que la signification soit faite à personne, ou domicile réel. (Cod. proc. civ., 436, 673 et 734.) (2)

Un procès-verbal de saisie vicié de nullité, pour désignation fautive ou insuffisante de certains objets, doit être maintenu quant aux objets suffisamment désignés, en sorte qu'il résulte un préjudice, pour le saisi, de la distraction des objets mal désignés. (Cod. proc. civ., 675 et 717.) (3)

(Leroux — C. Feugueur.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Sur la nullité de l'appel : — Attendu que suivant l'art. 61 du Code de proc., l'exploit d'ajournement doit contenir constitution d'avoué chez lequel l'élection de domicile du demandeur est de droit, et que Feugueur avait fait élection de domicile chez son avoué ; — Attendu que d'après l'art. 673 du Code de proc., le créancier poursuivant une saisie immobilière doit élire domicile dans le lieu ou siège le tribunal qui doit connaître de la saisie, s'il ne demeure pas dans ce lieu ; — Que cette élection spéciale de domicile est évidemment ordonnée pour que les contestations incidentes aux saisies immobilières soient instruites et jugées sommairement, ainsi que le prescrit l'art. 718, et afin de remplacer dans ces contestations et dans tout le cours des instances et relatives, les significations à personne ou domicile du poursuivant ; — Attendu que l'art. 734 n'accorde qu'un délai de quinze jours de la signification à avoué, pour interjeter appel du jugement qui a statué sur les nullités opposées contre la saisie, appel qui doit être notifié au greffier et visé par lui ; — Que cette disposition particulière, tant pour le délai que pour la forme de l'appel, prouve qu'en cette matière, on ne peut invoquer la règle générale, et que les appels et intimations peuvent être signifiés au domicile de l'avoué ou au domicile élu ; — Que la nécessité d'interjeter appel dans la quinzaine de la signification du jugement à avoué, ne pourrait se concilier que bien difficilement avec l'obligation de signifier appel au domicile réel qui peut être éloigné et avec lequel les communications peuvent être lentes et difficiles ; — Que le vœu du législateur conforme à celui plus expressément manifesté dans l'art. 584, pour les

(1) La jurisprudence a consacré nombre de fois ce principe. 1. Toulouse, 21 avril 1819, et la note.

(2) Cette question a été pas encore nettement résolue par la jurisprudence. Toulouse, la dernière de l'arrêt ci-dessus est celle qui est la plus généralement suivie. V. à cet égard, Cass. 23 mai 1815 ; Trèves, 7 avril 1819, et les notes qui accompagnent

ces arrêts. — V. aussi la note placée sous un arrêt de la Cour d'Angers du 20 janv. 1809.

(3) C'est en ce sens que la jurisprudence semblait se fixer avant la nouvelle rédaction de l'art. 715 du Code de proc., qui a formellement consacré le principe sur lequel repose la solution ci-dessus. V. Cass. 6 avril 1824, et la note.

saisies-exécutions, résulte de la combinaison des art. 718, 720, 727, 730, 733, 734, 735 et 763. — Que d'après la jurisprudence maintenant établie, l'appel d'un jugement rendu sur une instance d'ordre, peut être notifié au domicile élu, et que l'art. 763 n'impose pas l'obligation de le signifier à personne ou domicile, quoique cet article augmente le délai en raison des distances; — Qu'il doit à plus forte raison, en être de même pour la notification d'un jugement qui a statué sur des moyens de nullité proposés contre une saisie immobilière, l'art. 734 ne prenant les distances en aucune considération; — Que dans l'un ou l'autre cas, les délais pour appeler ne sont pas les mêmes que ceux fixés par l'art. 443, et que les art. 734 et 763 ne portent pas, comme l'art. 456, que l'acte d'appel sera signifié à personne ou domicile à peine de nullité; — Que, d'après la règle générale établie par l'art. 413, le délai pour interjeter appel des jugements contradictoires ne court que du jour de la signification à personne ou domicile, tandis qu'aux termes de l'art. 734 qui abrège les délais, l'appel doit être signifié dans la quinzaine de la signification du jugement à avoué; — Que lorsque le délai pour appeler est de trois mois, et que le jugement pour faire courir le délai doit être signifié à personne ou domicile, il est naturel que l'appel soit également notifié à personne ou domicile: mais que lorsque le délai pour appeler n'est que de quinzaine, et qu'il suffit que le jugement soit signifié à avoué, il est, par suite, naturel que l'appel puisse être également signifié à avoué ou au domicile élu, à raison de la brièveté du délai accordé pour appeler. — Que dans ce cas, la signification et l'appel du jugement sont corrélatifs, et que si la première peut être faite à l'avoué du saisi, le second peut être signifié à l'avoué du poursuivant: qu'il doit en être surtout ainsi lorsqu'on considère que l'art. 734, pas plus que l'art. 584 concernant les saisies-exécutions, n'augmente le court délai fixé pour l'appel, ainsi qu'il est augmenté par les art. 730 et 765 pour les appels des jugements rendus ou sur des demandes en distraction ou dans des instances d'ordre; — Qu'il suit de ces motifs et des principes consacrés par la Cour de cassation, dans ses arrêts des 8 août 1809, 25 mai 1813, 23 avril 1818 et 16 mars 1820, que l'appel du jugement qui, en matière de saisie immobilière, a statué sur des moyens de nullité, peut, comme dans le cas prévu par l'art. 765, être notifié, soit au domicile de l'avoué, soit au domicile élu; — Attendu d'ailleurs, que Leroux a réitéré surabondamment et avant que le jugement lui soit signifié par Feugueur, son appel au domicile de ce dernier, par exploit du 24 de ce mois.

Sur la nullité du procès-verbal de saisie, quant au premier, vingtième et trente-sixième articles: — Attendu que par le contrat du 21 mars 1810, Feugueur a hypothéqué tous les objets énoncés dans ledit procès-verbal, et que d'après l'art. 2114 du Code civ., l'hypothèque subsiste en entier sur le tout et sur chaque portion des immeubles affectés; — Que, dès lors, les époux Decouste, en vertu de leur titre hypothécaire pouvaient se saisir immobilièrement qu'une portion des immeubles hypothéqués par leur débiteur: — Que la nullité de la saisie, quant à trois articles sur cinquante-un énoncés dans le procès-verbal de l'huissier, ne produirait d'autre effet que celui de faire distraire ces trois objets de la vente, comme ils en auraient été naturellement distraits, si la saisie n'avait compris que les

quarante-huit autres articles à l'égard desquels aucune nullité n'est proposée: — Qu'en vain, Feugueur oppose-t-il qu'il sera préjudicié, si les trois objets ne sont pas réunis aux quarante-huit, pour le tout être vendu conjointement, puisque le même préjudice, s'il est réel, eût existé pour lui, si les époux Decouste, comme ils en avaient le droit, n'eussent fait saisir qu'une portion des immeubles hypothéqués, mais que Feugueur peut faire cesser ce préjudice en demandant que la totalité des biens saisis soit vendue par un seul et même acte d'adjudication.....: — Sans avoir égard aux nullités et fins de non-recevoir dans lesquelles Feugueur est déclaré mal fondé..., décharge Leroux des condamnations contre lui prononcées....., déclare valable pour les quarante-huit articles non critiqués les procès-verbaux de saisie immobilière des 17 et 18 déc. 1819, etc.

Du 27 juin 1822. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Prés., M. Aroux. — Concl., M. Havas, subst. — Pl., MM. Thil et David père.

EXPLOIT. — DOMICILE ÉLU. — COPIES. — COHÉRITIERS.

Les exploits signifiés à domicile élu doivent, comme ceux signifiés à domicile réel, être adressés à chacune des parties par copie séparée, encore que l'exploit soit adressé à des cohéritiers procédant ensemble, et ayant élu même domicile. (Cod. proc., 68, 456 et 584.) (1)
(Roy — C. — Novat.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que d'après l'art. 456 du Code de proc. civ., l'acte d'appel doit être signifié à personne ou domicile, sous peine de nullité, et qu'il doit être laissé autant de copies qu'il y a de personnes intéressées, puisque sans copie, il n'y a pas de signification valable; — Attendu que bien que l'art. 584 du même Code permette la notification de l'appel au domicile élu par le commandement à fin de saisie, il ne déroge pas aux dispositions de l'art. 456; qu'il n'introduit de différence qu'en ce qu'il autorise la signification de l'appel à un domicile élu: d'où il suit que toutes les dispositions prescrites par l'art. 456 ne doivent pas moins être observées, sous peine de nullité: — Attendu que les consorts Novat n'ont signifié qu'une copie de leur appel aux cohéritiers Roy, au domicile par eux élu chez Delaunay, leur avoué, dans leur commandement préalable à la saisie immobilière; qu'une pareille signification est infectée de nullité; qu'il sera toujours vrai de dire, en effet, lorsqu'il n'aura été donné qu'une seule copie pour tous, que ceux auxquels une copie n'aura pas été laissée, n'auront pas une connaissance légale de l'acte signifié; qu'une seule copie, laissée pour tous, ne pouvant s'appliquer individuellement à l'un plutôt qu'à l'autre, ne peut être utile pour aucun d'eux; que l'unité de domicile des personnes auxquelles la signification doit être faite, ne change rien à la chose, puisque dans cette espèce, comme dans celle d'un domicile séparé, chacune d'elles ne peut avoir une connaissance légale de l'acte signifié que par la copie qui lui en a été remise personnellement: — Attendu d'ailleurs, que les cohéritiers Roy ont tous des domiciles séparés, et que la copie d'appel, signifiée au domicile élu, remise à l'un d'eux seulement, laisserait les autres dans l'ignorance de ce même appel: — Par ces motifs, déclare nul l'acte d'appel dont il s'agit, etc.

Du 28 juin 1822. — Cour roy. de Grenoble.

(1) La Cour de Colmar avait déjà rendu, le 28 avril 1822, un arrêt identique (aff. Stierlé). V. dans

le même sens, Cass. 11 août 1813; 15 fév. 1815; 14 mars 1821; Grenoble, 10 juin 1817, et les notes.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.—PROFIT-JOINT.

Du 28 juill. 1822 (aff. de Villaine.) — Cour roy. de Riom. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 13 nov. 1823, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

VENTE.—CHOSE D'AUTRUI.—GARANTIE.—PORTE-FORT.

Le vendeur de la chose d'autrui est tenu à la garantie envers l'acquéreur, lorsqu'il a déclaré expressément se porter fort pour le propriétaire. — Peu importe, en ce cas, que l'acquéreur ait su que la chose appartenait à autrui. (Cod. civ., 1599.) (1)

(Marchandon — C. Vergniaud.)

24 nov. 1811, acte de vente par-devant notaire, par lequel le sieur Marchandon vend divers héritages à Pierre Vergniaud. Celui-ci décède sans avoir acquitté entièrement le prix de son acquisition; il laisse pour héritiers deux fils, l'un majeur, l'autre mineur; le mineur est placé sous la tutelle de Jeanne Vialant sa mère. Sylvain Vergniaud, son oncle paternel, est nommé subrogé tuteur. — Bientôt un commandement de payer le reste du prix de la vente, est fait à la requête du sieur Marchandon, vendeur. — Le 24 sept. 1814, un traité est passé entre Jeanne Vincent, tutrice, Léonard Vergniaud, fils majeur, Sylvain Vergniaud, son oncle, subrogé tuteur du mineur, et le sieur Marchandon par lequel Léonard Vergniaud et Sylvain Vergniaud, agissant tant en leur nom personnel que comme se portant forts pour leur frère et neveu mineur, consentent à la résolution de la vente du 24 nov. 1811, retrocedent au sieur Marchandon, les objets compris dans cette vente, et lui abandonnent, à titre d'indemnité, la portion du prix qui avait été payée.

Le mineur parvenu à sa majorité, refuse de ratifier l'acte de résolution. — Il assigne le sieur Marchandon en partage des héritages qui avaient fait l'objet de la vente, pour que la moitié lui en soit restituée. — Le sieur Marchandon appelle en garantie Léonard et Sylvain Vergniaud, comme s'étant portés forts pour le mineur et ayant promis sa ratification.

29 janv. 1821, jugement du tribunal de Guéret qui déclare nul, à l'égard du mineur, le traité du 24 sept. 1814, condamne le sieur Marchandon à lui remettre la moitié des héritages qui en faisaient l'objet, et rejette la demande en garantie formée contre Léonard et Sylvain Vergniaud, par le motif : « qu'en traitant sur la moitié appartenant au mineur dans les immeubles, Léonard et Sylvain Vergniaud avaient aliéné la chose d'autrui; qu'une telle stipulation était nulle aux termes de l'art. 1599, et ne pouvait donner lieu à des dommages-intérêts en faveur

du sieur Marchandon, parce qu'il n'avait point ignoré que la chose fût à autrui. »

Appel du sieur Marchandon.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu en droit, qu'aux termes de l'art. 1599 du Code civ., il est permis de se porter fort pour un tiers, sauf indemnité contre celui qui s'est porté fort, si le tiers refuse de tenir l'engagement; que cette règle, conçue en termes généraux, s'applique également à tous les contrats, et qu'elle ne reçoit aucune exception, pour le cas particulier du contrat de vente, par la disposition de l'art. 1599 du Code civ., qui, n'étant relatif qu'aux simples ventes faites par un tiers, de la chose d'autrui, sans se porter fort pour le propriétaire, n'est nullement applicable au cas où le vendeur s'oblige à faire ratifier la vente par le propriétaire de la chose vendue; — Attendu, en fait, que lors de la retrocession des héritages de las Rinas, consentie par acte du 24 sept. 1814, Léonard et Sylvain Vergniaud se portèrent forts envers Marchandon pour autre Léonard Vergniaud, mineur, propriétaire pour moitié des héritages vendus; que plus tard le mineur, devenu majeur, a demandé et obtenu contre Marchandon, la nullité de la retrocession pour la moitié à lui appartenant dans les biens retrocedés, et qu'ainsi Léonard et Sylvain Vergniaud, qui s'étaient obligés à rapporter sa ratification, sont tenus envers Marchandon de la garantir des suites de cette annulation; — Attendu, relativement aux dommages-intérêts, que le préjudice essuyé par Marchandon est infiniment modique; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, condamne Sylvain et Léonard Vergniaud à garantir et relever indemne le sieur Marchandon de toutes les condamnations prononcées contre lui par le jugement dont est appel, ainsi qu'au remboursement de la moitié des frais et loyaux-coutis du contrat de retrocession, et pour tous dommages-intérêts, condamne les intimés en tous les dépens de première instance et d'appel, etc.

Du 1^{er} juill. 1822. — Cour roy. de Limoges. — Pres., M. de Gaujal, p. p. — Pl., MM. Dumont et Jouhaud.

EXPLOIT.—DATE.

Du 2 juill. 1822 (aff. Chrétien). — Cour roy. d'Amiens. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Montpellier du 28 juill. 1812 (aff. Joffre).

PARTAGE.—LÉSION.—RESCISION.

L'aliénation faite par un cohéritier de tout ou partie de son lot, postérieurement au partage, le rend non recevable à intenter contre ce partage l'action en rescision pour cause de lésion. (Cod. civ., 892.) (2)

(1) V. en ce sens, Cass., 1^{er} mai 1815. — F. aussi Paris, 6 juill. 1816, et notamment les observations qui accompagnent cet arrêt. F. encore dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Doremont, tom. 16, n° 180; Troplong, de la Vente, tom. 1, n° 234 et suiv.; Delvincourt, t. 3, p. 132 et 133, notes; Toullier, t. 6, n° 134 et suiv.; Duvergier, de la Vente, t. 1, n° 222.

(2) La question est fort controversée. V. dans le sens de la décision ci-dessus, Cass., 16 fév. 1830; Poitiers, 10 juill. 1830; Grenoble, 17 juill. 1831. — F. encore dans ce sens, Chabot, des Success., sur l'art. 892; Delvincourt, t. 2, p. 367; Malpel, des Success., p. 316; Solon, Théorie des nullités. Cette doctrine a été au surplus encore appliquée par la Cour royale d'Agen, au cas où il s'agissait d'un partage d'ascen-

dant; arrêt du 6 juin 1833. — Mais voy. en sens contraire de la décision qui nous rapportons ici, Nîmes, 19 nov. an 13; Paris, 6 avril 1807; Bourges, 25 avril 1826; Toulouse, 24 nov. 1822; Agen, 21 janv. 1836; Bordeaux, 26 juill. 1838; Nîmes, 22 mars 1839. — Par un arrêt du 24 juill. 1833, la Cour de cassation, a aussi consacré cette doctrine, mais dans un cas où il n'était pas établi qu'au moment de l'aliénation, le copartageant eût connaissance de la lésion. — F. enfin, dans le sens des derniers arrêts qui viennent d'être cités, Merlin, Rep., v° Léson, § 4 et 6; Toullier, t. 4, n° 582; Delaporte, Pand. franc., t. 3, p. 404; Duranton, t. 7, n° 289; Vassille, des Successions, etc., sur l'art. 892, n° 1; Coulon, Quest. de droit, t. 3, p. 215, dial. 117.

(Curtyl—C. V. Curtyl.)

4 mars 1817, Henry Curtyl, assisté de son conseil judiciaire, fait avec son frère un traité qui règle leurs droits respectifs dans la succession de leur père.

29 sept. 1818, Henry Curtyl, toujours assisté de son conseil judiciaire, vend une maison qui lui avait été assignée par le traité du 4 mars, et qui composait toute sa portion héréditaire — En 1810, il attaque le traité pour cause de lésion.

15 fév. 1821, jugement du tribunal de Vienne, qui le déclare non recevable et mal fondé dans sa demande.

Appel — Henry Curtyl a soutenu qu'on ne pouvait opposer avec succès à sa prétention l'art. 892 du Code civil. Il a invoqué en sa faveur un arrêt de la Cour de cassation, du 27 oct. 1814, et un arrêt de la Cour royale de Paris, du 6 avril 1807, qui ont décidé que l'art. 892 ne s'appliquait qu'au cas particulier de dol ou de violence, et ne prononçait de lui de non-recevoir pour l'action en rescision, que contre le cohéritier qui avait allégué après avoir découvert la fraude ou après que la violence avait cessé.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que Henry Curtyl est non recevable à intenter en rescision pour cause de lésion, contre l'acte du 4 mars 1817, pour avoir allégué, avec l'assistance de son conseil judiciaire, plusieurs années après cet acte, la maison qui lui avait été assignée dans son lot ;

Considérant que si, après la découverte du dol ou la cessation de la violence, le cohéritier qui allégué son lot en totalité ou en partie, est non recevable, suivant les dispositions de l'art. 892 du Code civil, à intenter l'action en rescision, c'est parce qu'il est présumé avoir renoncé volontairement à cette action, dans un temps où il en connaissait le vice, ou qu'il était en pleine liberté d'agir ; — Considérant que quoique le législateur, ne se soit occupé, dans l'art. 892, que des cas les plus graves, la même règle doit s'appliquer néanmoins au cas beaucoup moins favorable, du cohéritier qui, sans avoir à se plaindre ni de dol, ni de violence, allégué son lot en totalité ou en partie ; et comme il y a même raison de décider, il doit être pareillement déclaré non recevable à intenter l'action en rescision pour cause de lésion, parce qu'en effet rien n'empêche un cohéritier de vendre s'il a été lésé dans le partage, avant de faire aucune aliénation ; et s'il a allégué son lot en totalité ou en partie, il doit être présumé avoir reconnu que la lésion n'existait pas, ou avoir renoncé à cette action ; — Confirme, etc.

Du 3 juill. 1822. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Prés. M. Chenevaz. — Pl., MM. Mallevin et Fluchaire.

CANTONNEMENT. — USAGE. — QUOTITÉ.

La portion qui doit être attribuée à une commune usagers dans les bois ou marais ou elle obtient un cantonnement, n'est pas nécessairement

rement du tiers ; elle doit être proportionnée à ses besoins, combinés avec l'importance du bois ou marais (1).

(N...—C. N...)

Du 3 juill. 1822. — Cour roy. d'Amiens.

PRIVILEGE. — COHÉRITIERS. — PARTAGE — JOUISSANCES.

Le privilège accordé aux cohéritiers par l'art. 2103, n° 3, C. civ., pour la garantie des partages et des soultes ou retours de lot, a lieu aussi pour les jouissances que l'un d'eux a perçues sur la part des autres, et cela même sans distinction entre les jouissances postérieures à la date des hypothèques acquises par des tiers, et les jouissances antérieures (2).

(Vidal—C. Ducros.)—ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que les fruits perçus par un cohéritier au préjudice de ses cohéritiers font nécessairement partie de l'hérédité commune, d'après la maxime *fructus augent hereditatem*, et que le rapport en est dû par celui qui les a touchés, à la masse des biens sujets à partage ; — Qu'il est de même du mobilier dépendant de la succession à diviser de la part de celui qui se l'est approprié et l'a dissipé ; — Attendu qu'il n'y a aucune différence à faire par rapport aux fruits, entre ceux perçus avant l'hypothèque que la femme de Jean Vidal a acquise sur les biens de Jean Vidal, et ceux que ce dernier a recueillis postérieurement ; — Que le privilège des parties de Bernet est le même pour les uns comme pour les autres ; qu'il prend sa source dans la nécessité où a été Jean Vidal de les rapporter tous au partage de l'hérédité commune, à quelque époque que le partage en ait été fait ; — Et attendu que soit par la décision arbitrale du 4 juill. 1814, soit par le jugement qui l'a homologué, du 6 août 1818, qui a été confirmé par l'arrêt de la Cour du 13 mai 1820, la partie de Foulboux a été déclarée débitrice des sommes dont la collocation a été faite au profit des parties de Bernet par le jugement dont est appél ; — Attendu que ces créances résultent de l'obligation de rapporter, dont la partie de Foulboux était tenue, soit le prix des ventes qu'elle avait faites de partie des immeubles dépendant des successions indivises, soit les jouissances qu'elle avait perçues de la totalité des mêmes immeubles, soit enfin la valeur du mobilier de dites successions dont elle avait disposé ; — Attendu que la condamnation au rapport des sommes auxquelles ces objets avaient été régies par la décision arbitrale du 4 juill. 1814, constituait essentiellement, en faveur des cohéritiers de Jean Vidal, une souste ou un retour de lot qui leur donnait un privilège incontestable sur les immeubles qui ont été vendus sur ledit Jean Vidal, provenant des hérédités communes ; — Attendu enfin que les parties de Bernet ont pris pour raison de ces mêmes créances, une inscription contre Jean Vidal, dans les soixante jours qui ont suivi le jugement du 6 août 1818, qui a homologué la décision arbitrale du 4 juill. 1814 et qui

(1) P. enf., Cass. 22 mai 1827 et 7 août 1833 — Amiens, 25 mars 1824 ; Calmar, 13 juill. 1821 ; Poitiers, 25 nov. 1839 ; Merlin, *Rép.*, v° Usage (Drou d'), sect. 2, § 6. n. 5 ; Proudhon, *Droits d'usage*, p. 664 ; Cursson sur Proudhon, n. 684.

(2) Il a été jugé plus tard, dans le même sens, par la Cour de Riom, de qui émane l'arrêt ci-dessus, que le cohéritier à qui est due une restitution de fruits par son cohéritier pour jouissance de l'entière succession, a, sur la portion de biens revenant à celui-ci, un privilège lui donnant droit d'être payé par préférence à tous autres créanciers de son débi-

teur. P. arrêt du 14 évr. 1828 ; et le pourvoi formé contre cet arrêt a été rejeté par la Cour de cassation le 11 août 1830 (Volume 1830). — Mais d'autres arrêts ont jugé au contraire que le privilège accordé par l'art. 2103 ne s'étend pas à la restitution des fruits. P. Toulouse, 9 juin 1824 ; Aix, 12 juill. 1826. — M. Grenier, *des Hypoth.*, tom. 1, n° 159, se prononce dans ce dernier sens. — Au contraire, M. Troplong, *Ibid.*, t. 1, n° 239, 4°, adopte la doctrine consacrée par l'arrêt que nous rapportons ici.

seul a fixé la date du partage d'entre les cohéritiers : d'où il suit qu'il y a privilège acquis et pleinement conservé en faveur des parties de Bernet;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 3 juill. 1822.—Cour roy. de Riom.—Prés., M. Thévenin.—Concl., M. Archon-Despéroux, av. gén.—Pl., MM. Foulhoux et Bernet-Rolande.

CONFLIT.—TRIBUNAUX.—CONSEIL D'ÉTAT.—ANNULATION DE JUGEMENT.

Les tribunaux ne peuvent élever le conflit d'attributions contre les arrêtés administratifs : le conflit d'attributions ne peut être élevé que par les préfets (1).

Néanmoins, l'annulation du jugement par lequel un tribunal a élevé le conflit, ne peut être poursuivie que devant les tribunaux supérieurs dans l'ordre judiciaire, et à la requête soit des parties, soit du procureur général.—Elle ne peut être demandée par forme de pourvoi devant le conseil d'Etat (2).

Lorsque d'ailleurs un préfet se croit compétent pour statuer sur une contestation déjà jugée par un tribunal, il ne peut prendre une décision opposée au jugement rendu; il doit se borner à élever le conflit.

(Chalette-C. Deismare et consorts.)

Lois, etc.—Vu l'arrêté du 13 brum. an 10;—Considérant qu'aux termes de l'arrêté du 13 brum. an 10, le conflit ne peut être élevé que par les préfets, et que dans l'espèce, le préfet du département de la Manche ne l'a point élevé; que si le tribunal de Saint-Lô, par son jugement du 16 janv. 1821, a déclaré élever le conflit contre le susdit arrêté du préfet, ce jugement ne peut être annulé que par les tribunaux supérieurs, à la requête soit des parties, soit de notre procureur général;

Considérant néanmoins que le tribunal de Saint-Lô, par jugement du 27 déc. 1819, avait statué sur les demandes des créanciers du sieur Chalette et validé la saisie-arrest faite par eux, entre les mains du sieur Gervaise, directeur des contributions directes, sur les fonds appartenant au sieur Chalette; que dès lors, le préfet, s'il se croyait compétent pour statuer sur la destination de tout ou partie de ces fonds, devait élever le conflit d'attributions, et qu'il a excédé ses pouvoirs, lorsque, par son arrêté du 7 fév. 1820, il a ordonné que partie des fonds dont il s'agit, serait payée à des géomètres du cadastre employés par le sieur Chalette;

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet du département de la Manche, du 7 fév. 1820 est annulé pour excès de pouvoir, sauf audit préfet à élever le conflit, s'il s'y croit fondé, et aux parties ou à

(1) Il semble, dit à cet égard M. Serrigny, *Compt. et proc. adm.*, t. 1, n° 166, que du moment que l'administration peut revendiquer les affaires administratives pendantes devant les tribunaux, la séparation des pouvoirs judiciaires et administratifs devrait conduire à donner la même droit à l'autorité judiciaire sur les affaires de sa juridiction portées devant les corps administratifs. On doit néanmoins adopter le négatif sur cette question : d'abord, parce que nulle disposition de loi ne donne un pareil pouvoir à l'autorité judiciaire; en second lieu, ce droit répugne à la nature du pouvoir judiciaire, qui n'est pas actif de sa nature, et qui doit se borner à statuer sur les contestations dont il est saisi. Or, nous avons dit que l'exercice du conflit était une action de revendication intéressant l'Etat, qui dès lors ne peut être intentée que par le représentant des pouvoirs du gouvernement. Ajoutons que

VII.—1^{re} PARTIE.

notre procureur général à se pourvoir, s'il y a lieu, par les voies de droit, contre le jugement du tribunal de Saint-Lô, en date du 16 janv. 1821.
Du 3 juill. 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. de Crouseilles.

1^o CONSEIL D'ÉTAT.—TIÈRE OPPOSITION.—CESSIONNAIRES.

2^o COMMUNES.—DETTES.

1^o Les cessionnaires partiels d'une créance, sont recevables à former tierce opposition à un décret rendu en conseil d'Etat, entre le créancier primitif et le débiteur, postérieurement à la signification du transport de la partie de créances à eux cédées. On ne peut dire, dans ce cas, qu'ils ont été représentés par leur auteur.

2^o Toutes les dettes des communes antérieures à la loi du 24 août 1793, sont devenues dettes nationales, et ne peuvent en conséquence être réclamées que contre l'Etat (3).

(Barbe et consorts.—C. Comm. de Gemenos.)

Lois, etc.;—Considérant dans la forme, que la signification du transport d'une portion de créances prétendues par le sieur Mourgues, contre la commune de Gemenos, ayant été faite régulièrement à ladite commune, les 8 vent., 22 germ., 8 prair. an 9 et 16 mess. an 13, par les requérans cessionnaires dudit sieur Mourgues, aux termes des actes ci-dessus visés, lesdits requérans n'ont pu être représentés valablement par leur codant, en ce qui concerne lesdites créances transportées et dûment signifiées dans l'instance terminée par le décr. du 3 mai 1810 : d'où il suit que leur tierce opposition audit décret est recevable;

Considérant au fond, que la dette de la commune de Gemenos remonte au 18 déc. 1786;—Considérant qu'aux termes des art. 82 et 85 de la loi du 24 août 1793, toutes les dettes des communes antérieures à la promulgation de ladite loi sont devenues dettes nationales;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 3 juill. 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. de Cormenin.

CONFLIT.—RÈGLEMENT DE JUGES.—COMPÉTENCE.

Lorsqu'un fait a été diversement qualifié par la chambre du conseil qui, le considérant comme délit, a renvoyé l'auteur devant le tribunal de police correctionnelle, et par ce tribunal qui le considérant le fait comme un crime, s'est déclaré incompétent, il appartient à la Cour royale de statuer sur ce conflit par voie de règlement de juges (4).

le pouvoir judiciaire était irresponsable, il y eût des inconvénients à lui donner le droit d'élever les conflits positifs »—V. dans le même sens, Cormenin, *Droit adm.*, 5^e éd., v° Conflit, § 14.

(2) C'est, en effet, un point constant de droit administratif, que le conseil d'Etat ne peut, hors le cas d'un conflit régulièrement élevé, annuler ou même révoquer de l'autorité judiciaire. V. avis du conseil d'Etat du 12 nov. 1811 (*aff. Lemayer de la Villeneuve*), et nos observations; ordonn. des 10 sept. 1817 (*aff. de Siron*), et le note; 20 juin 1821 (*aff. Moisan*).

(3) Y. conf., ordonn. du 10 janv. 1821 (*aff. Firon*), et la note.

(4) Jugé au contraire que, dans ce cas, la réglementation de juges appartient à la Cour de cassation. V. Cass. 13 et 19 mars, 7 nov. 1812; 19 août 1813, et les notes.

(Gillet fils.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que par ordonnance, la chambre du conseil du tribunal de Charleville, en renvoyant François Gillet fils, à la police correctionnelle, pour y être jugé sur le fait d'homicide volontaire dont il est inculpé, s'est dessaisie du droit de prononcer sur la présomption de culpabilité du crime pour lequel il était traduit devant elle:—Attendu que la chambre de police correctionnelle du même tribunal, en déclarant son incompétence pour statuer sur un fait qui doit entraîner peine afflictive et infamante, laisse la procédure en suspens et interromp le cours de la justice:—Attendu que l'on doit conclure de l'art. 346 du Code d'Inst. crim., qu'il y a lieu à règlement de Juges par la Cour, en matière criminelle, lorsque deux tribunaux de son ressort, par décisions opposées, laissent une procédure sans Juges, et interrompent le cours de la justice:—Que l'art. 326 du même Code confirme cette opinion en statuant qu'il y aura lieu à règlement de Juges par la Cour de cassation, lorsque ces Cours, tribunaux et Juges d'instruction, ne ressortissent point les uns des autres, seront saisis, etc.: Ici, la chambre du conseil du tribunal de Charleville est en opposition avec la chambre de police correctionnelle du même tribunal, par suite de laquelle la procédure se trouve sans Juges et le cours de la justice interrompu, les décisions de l'une et de l'autre sont soumises à l'autorité de la Cour dont elles ressortissent: il est du devoir de la Cour de prononcer par voie de règlement des Juges:—Attendu que, d'après l'instruction, le prévenu aurait violemment porté un coup à Victor Taque, dont celui-ci est décédé quelques jours après l'avoir reçu; ce fait constitue un crime qui rend l'auteur passible de peines afflictives et infamantes:—Faisant droit aux réquisitions du procureur général, sans s'arrêter à l'ordonnance de la chambre de Charleville du 4 juin dernier, qu'elle déclare nulle et comme non avenue:—Ordonne que le prévenu et les pièces de la procédure seront renvoyés par-devant le Juge d'instruction du tribunal de Sedan, etc.

Du 5 juill. 1822.—Cour roy. de Metz.—ch. d'ac.—Prés., M. Pyrol.—Concl., M. Perriu d'Angny, av. gén.

HYPOTHÈQUE.—PRESCRIPTION.—TIERS ACQUÉREUR.

La prescription d'action personnelle n'est pas interrompue par des poursuites en déclaration d'hypothèque, dirigées contre le tiers acquéreur des biens hypothéqués à la dette.—En ce cas, et si pendant la durée de ces poursuites, la dette personnelle est prescrite, l'acquéreur peut opposer cette prescription, pour faire tomber l'action dirigée contre lui (1).

(Noche et consorts.—C. Valin.)—ARRÊT.

LA COUR:—En ce qui touche les parties de Crousse:—Attendu que depuis les derniers actes intervenus en 1773, sur l'instance en déclaration d'hypothèque introduite en 1772, jusqu'à la reprise de cette instance en 1819, il s'est écoulé quarante-six ans que, dans cet intervalle, il ait été exercé aucune autre poursuite contre les parties de Crousse, qui dès lors ont incontestablement acquis la prescription dont elles excitent: que les intimés se prévalent inutilement de l'interruption opérée par cette instance de 1772, et dont lesdites parties de Crousse n'ont pas

fait déclarer la péremption; car, pour que ce moyen eût de l'importance, il faudrait, ce qui n'est pas, qu'elles eussent besoin de faire remonter le point du départ de leur prescription au delà de cette époque;

A l'égard des parties de Dommanget:—Attendu qu'à la vérité elles n'ont point acquis une semblable prescription, puisqu'il ne s'est pas écoulé un temps suffisant à prescrire entre les dernières procédures faites au parlement de Paris en 1787, et celles reprises en la Cour royale en 1816:—Mais attendu que depuis l'époque de 1769, il n'a été fait de la part des intimés aucune interpellation, aucun acte conservatoire vis-à-vis de Vatin père ou de sa succession, de sorte qu'il faut reconnaître que son obligation s'est éteinte par la prescription; que par suite de cette prescription de la dette principale, l'hypothèque qui n'en était que l'accessoire a nécessairement cessé d'exister:—Attendu que les tiers poursuivis par un créancier ont nécessairement le droit de lui opposer toutes les exceptions appartenant au débiteur:—Attendu qu'un créancier ne peut même agir contre des tiers qu'en vertu de droits dans lesquels il peut les subroger, ce qui ne saurait avoir lieu lorsque ces droits sont prescrits; qu'il résulte de là que les parties de Dommanget sont aussi fondées dans le moyen de prescription qu'elles proposent; que ce moyen profite également à celles de Crousse:—Attendu, au surplus, que la cause a été par le fait des appels, surchargée de frais frustratoires qu'il ne serait pas juste de faire supporter aux intimés:—A mis et met l'appellation au néant:—Au principal, déclare l'action des intimés prescrite, etc.

Du 5 juill. 1822.—Cour roy. de Metz.—Prés., M. Gérard d'Hannoucelles.—Pl., MM. Crousse, Dommanget et Charpentier.

FLOTAGE.—RÈGLEMENTS.—EFFET OBLIGATOIRE.

Les réglemens par lesquels une société de marchands de bois intéressés au flottage d'une rivière, fixent la rétribution due pour le flottage, sont obligatoires pour tous les floteurs qui se servent des agrès fournis et réparés par la société, et qui profitent des dépenses journalières par elle faites pour entretenir la rivière en état de flottage, encore que les réglemens aient été arrêtés sans leur participation. (1. du 16 sept. 1807.)

(Feuillet.—C.—Marchands de bois de l'Yonne.)

Du 5 juillet 1822.—Cour roy. de Bourges.—2^e ch.—Prés., M. Delaméthière.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.—JONCTION.—INTERVENTION.—OPPOSITION.

Le jugement qui statue sur le profit d'un défaut-joint, est insusceptible d'opposition à l'égard de toutes les parties en cause, même à l'égard de celles qui, ayant comparu lors du premier jugement, font défaut pour la première fois lors du second jugement....., même à l'égard des parties qui n'étaient pas dans l'instance lors du jugement de jonction, et qui sont intervenues dans l'intervalle des deux jugemens (surtout si les intervenans sont des créanciers ou des syndics d'une faillite, qui aient été originellement représentés dans l'instance par les agens de la faillite). (Cod. proc., 153.) (2)

(1) V. en ce sens, Riom, 11 mess. an 11; nos observations et les autorités qui y sont indiquées. *Idem*, Grenoble, 21 fév. 1816, et la note.

(2) La jurisprudence paraît maintenant fixée en ce sens. V. Cass, 13 nov. 1823; Liège, 29 mai 1812; Riom, 21 juill. 1812; Rouen, 8 dec. 1821,

Le jugement qui statue sur le profit d'un défaut joint, n'est pas susceptible d'opposition, encore que, dans l'intervalle du jugement de jonction au jugement définitif, il soit intervenu un jugement interlocutoire, lequel n'ait été contradictoire avec toutes les parties. (Cod. proc., 153.)

(V. Delours et consorts.—C. Delours.)

13 novembre 1821, jugement du tribunal de commerce de Montpellier qui déclare Jean-Jacques Delours, mort en état de faillite et fixe l'époque de l'ouverture de cette faillite.

Appel de ce jugement par la dame veuve Gabriel Delours, créancière du sieur Delours, mais dont les droits hypothécaires ne remontaient qu'à une époque postérieure à celle fixée par le tribunal de Montpellier, pour l'ouverture de la faillite. — La dame Delours intime sur cet appel les créanciers qui avaient provoqué le jugement, la veuve Jean-Jacques Delours et les agents provisoires de la faillite. Elle soutient contre eux tous que le sieur Delours n'a pu être constitué en faillite, attendu qu'il n'était pas commerçant.

21 décembre 1821, arrêt qui, attendu la comparaison de quelques-uns des intimés, et la non-comparution des autres, prononce défaut profit-joint. — Résignation des défaillants, et peu après intervention dans la cause du syndic définitif de la faillite nommé en remplacement des agents provisoires. — D'autres créanciers, les sieurs Cibiel interviennent à leur tour, et dans cet état contradictoire entre toutes les parties, arrêt du 16 juin 1822, qui ordonne une enquête sur le point de savoir si le sieur Delours avait fait le commerce. — 25 juin 1822, arrêt par défaut contre tous les intimés faute de plaider, lequel en conséquence de l'enquête qui avait eu lieu et réformant le jugement de 1^{re} instance, décide que le sieur Delours n'a jamais été négociant et qu'ainsi il n'a pu être déclaré en état de faillite.

Opposition à cet arrêt de la part de toutes les parties intéressées.

La dame Delours soutient l'opposition non recevable : elle se fonde sur l'arrêt du 21 déc. 1821, qui, en conformité de l'art. 153 du Code de proc. civ., avait prononcé un premier défaut profit-joint contre tous les intimés, sans distinction des comparans et des non-comparans. — Par suite elle invoque la règle consacrée par l'art. 165 du même Code, portant qu'opposition sur opposition ne vaut.

ARRÊT.

LA COUR :— Attendu que d'après l'art. 153 du Code de proc. civ., si, de deux ou de plusieurs parties, l'une comparait et l'autre fait défaut, le profit du défaut est joint; que c'est sur le tout ainsi joint, qu'il est statué par un seul jugement, qui n'est pas susceptible d'opposition; — Attendu que l'art. 153 ne distingue pas entre la partie qui a comparu et celle qui a fait défaut; qu'il est général, et qu'on ne saurait établir des distinctions là où le législateur n'a pas cru devoir en consacrer, que l'on peut même ajouter que c'est contre la partie qui a d'abord comparu, que doit s'appliquer la disposition de l'art. 153, puisque, d'après le principe général rappelé par l'art. 165, opposition sur opposition ne vaut, et qu'ainsi cette dernière disposition eût été inutile par rap-

port à la partie originairement défaillante; — Attendu que si le système des opposans était accueilli, outre que ce serait lésser aux parties la faculté de faire rendre une seule de jugemens par défaut, en refusant successivement de se présenter, et de traîner ainsi la cause en longueur, en même temps qu'on multiplierait les frais, il arriverait que dans les mêmes causes, il pourrait intervenir des décisions contraires, ce qui présenterait des inconvéniens graves que le législateur a voulu éviter; — Attendu que les exceptions opposées par les syndics de la faillite prétendue, et les sieurs Cibiel, créanciers, prises de ce qu'ils ne seraient intervenus qu'après l'arrêt de jonction, ne sauraient être accueillies; — En ce qui touche les syndics, parce qu'ils étaient parties dans l'arrêt par les agents de la faillite, les fonctions des uns et des autres se confondant et étant les mêmes, de représenter les créanciers; — En ce qui touche les sieurs Cibiel, parties intervenantes, parce qu'ils étaient représentés par les agents et par les syndics, et que d'ailleurs ils ont dû prendre la cause dans l'état où ils l'ont trouvée, tout comme s'ils y avaient figuré dès le commencement; — Attendu que l'arrêt interlocutoire n'a point statué définitivement; que tout était resté en suspens jusqu'à l'arrêt définitif; que ce n'est que par ce dernier arrêt que l'appel a été définitivement évacué; — Attendu en point de fait, que toutes les formalités prescrites par l'art. 153 du Code de proc. civ. ont été remplies; — Déclare les parties de Charamalle, Anduze et Cofimères, non recevables dans leur opposition; — Ordonne, etc.

Du 6 juillet 1822. — Cour roy. de Montpellier.

HYPOTHÈQUE LEGALE. — PURGE. — SÉCÉSSION BÉNÉFICIAIRE.

Au cas d'aliénation volontaire, l'hypothèque légale de la femme est éteinte et rendue sans effet, tant par rapport au prix que par rapport à l'immeuble, par l'accomplissement des formalités voulues par l'art. 2193 et suiv., Cod. civ., pour la purge des hypothèques légales.

En d'autres termes : La femme qui, sans prendre inscription pour la conservation de son hypothèque, a laissé l'acquéreur du bien de son mari purger les hypothèques légales dont ces biens étaient grevés, n'a d'autre droit sur le prix des biens vendus que celui d'un simple créancier chirographaire. Il serait contraire à la nature des choses qu'une hypothèque fût tout à la fois éteinte sur l'immeuble, et vivante sur le prix (Cod. civ., 2125, 2180, 2194 et 2195). — En un tel cas, la femme n'a aucun droit de préférence à exercer sur le prix vis-à-vis des tiers, simples créanciers ou délégués du mari. (Cod. civ., 1689 et 1690.) (1)

La œuvre d'un défunt, dont la succession est en état de biens d'inventaire, est tenue de prendre inscription pour conserver son hypothèque légale; sans cela, l'hypothèque légale est purgée par l'adjudication de l'immeuble grevé. — L'art. 2146, Cod. civ., portant que les inscriptions prises sur une succession bénéficiaire sont sans effet, signifie que de telles inscriptions sont sans effet pour obtenir hypothèque; il ne signifie pas qu'elles

les notes et les autorités qui y sont indiquées. — V. cependant au sens contraire, Toulouse, 26 avril 1820; Lyon, 25 janv. 1821.

(1) Sur cette question, l'un des plus controversés du régime hypothécaire, voy. les observations

qui accompagnent un arrêt conforme de la Cour de cassation du 4 mai 1827. — V. aussi le résumé de doctrine et de jurisprudence placé sous les arrêts des Cours royales de Montpellier et d'Amiens des 14 août 1839 et 2 janv. 1840.

soient sans effet pour conserver hypothèque.
(Rey et autres — C. dame M....) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que si ou admettait que la disposition de l'art. 2195 du Code civ. n'a été introduite que dans l'intérêt de l'acquéreur seul, et que la femme n'en conserve pas moins dans tous les cas la faculté de se présenter dans l'ordre, en qualité de créancière hypothécaire, ce serait supposer en effet que le législateur aurait voulu tout à la fois priver la femme de son hypothèque, à défaut d'inscription, et la lui conserver sans qu'elle se fût inscrite ; mais qu'il est évident qu'en assujettissant la femme à s'inscrire, dans le cas où l'acquéreur veut purger les hypothèques, il l'a voulu soumettre à la disposition de l'art. 2160 portant que « les hypothèques s'éteignent par l'accomplissement des formalités prescrites aux tiers détenteurs pour les purger ; » il est évident en effet qu'à défaut d'inscription il l'a privée du droit d'intervenir dans l'ordre ; ainsi l'art. 775 du Code de proc. dispose-t-il que l'ordre ne pourra être provoqué qu'après l'expiration du délai accordé à la femme par l'art. 2194 du Code civil, c'est-à-dire lorsqu'il sera devenu certain qu'elle a conservé ou perdu son hypothèque ; — Considérant qu'il devait d'autant mieux entrer dans la pensée du législateur de la soumettre à l'inscription, ou à la perte de son hypothèque, à ce défaut, qu'il ne pouvait manquer de prévoir que l'acquéreur pourrait vouloir purger ; il devait sentir alors que, dans le cas où la femme ne serait pas inscrite, l'ignorance de la qualité de ses créances pourrait induire les créanciers à ne pas surenchérir, et ce-là par le motif que ne la trouvant pas dans le tableau des inscriptions qui leur serait signifié, ils pourraient, ne calculant que sur les autres créances, croire le prix de la vente suffisant pour les payer ; il était bien plus raisonnable au contraire de forcer la femme à s'inscrire, sous peine de déchéance, parce qu'alors, et au moyen de ce, toutes les chances étant connues, les créanciers agissent en pleine connaissance de cause ;

Considérant que la dame M.... ne peut pas mieux s'écarter de l'art. 2146, parce que cet article doit être entendu en ce sens que tout créancier d'une succession, qui avant l'acceptation bénéficiaire, n'aurait point pris d'inscription, ne peut pas, depuis le décès du débiteur, devenir créancier hypothécaire, le sort de tous les créanciers étant depuis cet instant irrévocablement fixé ; qu'il n'en est plus de même lorsqu'au décès du débiteur le créancier se trouve inscrit ou dispensé par la loi de s'inscrire, l'inscription qu'il s'agit de prendre n'a pour objet que de conserver une hypothèque existante, et non d'en acquiescer une nouvelle ; — Considérant, d'ailleurs, que dans tous les cas, il faudrait admettre que les art. 2194 et 2195 ont introduit une dérogation à cet art. 2146, pour le cas où l'acquéreur veut purger ; que l'acquéreur ne pouvant être privé de cette faculté, il est évident que l'art. 2146 serait inapplicable à la nouvelle position de la femme qui se trouverait forcée de s'inscrire ; — Par ces motifs, met l'appellation au néant ; — Et par nouveau jugement, déclare la dame M.... déchue de sa qualité de créancière hypothécaire ; — Révoque, en conséquence, la collocation faite en sa faveur dans l'ordre des créanciers de son mari, etc.

Du 8 juillet 1822. — Cour roy. de Grenoble,

(1) La jurisprudence est prononcée dans ce sens. F. Cass. 27 janv. 1819, et la note.

(2) F. dans le même sens, ardeau, du 26 mars 1824 (aff. Gay).

1^{er} ch. — Prés., M. Paganon. — Pl. MM. Molle et Fluchaire.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — NULLITÉ. — SUBROGATION.

Lorsqu'une saisie immobilière est annulée par le motif que le poursuivant l'a fait sans titre, les créanciers inscrits ne sont pas recevables à demander à être subrogés dans la poursuite. (Cod. proc., 722.)

(Gaudissart — C. Benvrier et Dhalbert.) ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la subrogation à la poursuite de saisie immobilière autorisée par l'art. 722 du Code de procéd., en cas de collusion, fraude ou négligence de la part du poursuivant ne peut être admise que pour une procédure dont la validité n'est pas attaquée, tandis qu'en l'espèce, la saisie immobilière poursuivie contre Benvrier, par un créancier qui n'avait pas de titre, tombe et se trouve anéantie, en sorte qu'on ne peut subroger à une poursuite qui n'existe plus ; — Reçoit pour la femme Gaudissart intervenant à la contestation ; — Et sans s'arrêter à son intervention, le déboute de ses conclusions et demandes contre Benvrier et sa femme, etc.

Du 9 juill. 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Concl. conf. M. de Lagrene, av. gén.

SÉPARATION DE CORPS. — HABITATION.

Les art. 268 et 269, Cod. civ., qui, en matière de divorce, autorisent la femme à se retirer dans la maison qui lui sera indiquée par le juge, et qui déclarent non recevable la femme demanderesse, si elle ne justifie pas de sa résidence dans la maison indiquée, ne sont pas applicables à la séparation de corps. (Cod. civ., 268, 269, 301 ; Cod. proc., 875 et 5.) (1)

(De Brémend — C. Barthes.)

Du 10 juillet 1822. — Cour roy. de Toulouse. — Prés., M. Monssiat. — Concl., M. Chailret-Durieu, av. gén. — Pl., M. Romiguières.

1^{er} FOURNISSEUR. — AGENT DU GOUVERNEMENT. — COMPÉTENCE.

2^o CONFLIT. — RÈGLEMENT DE JUGES.

1^{er} C'est au ministre de la guerre seul qu'appartient de décider la question de savoir si des fournisseurs des armées ont agi en qualité d'agents du gouvernement, ou pour leur propre compte et en leur nom privé. — Ni les tribunaux, ni les préfets ne sont à cet égard compétents pour statuer (2).

2^o Les décisions par lesquelles une Cour royale et un préfet se déclarent respectivement incompétents pour connaître d'une question dont la solution appartient à un ministre, ne constituent pas un conflit négatif, donnant lieu à règlement de juges par le conseil d'Etat (3). (Belmond — C. Blanchis et autres.)

LOUIS, etc. ; — Considérant qu'il s'agissait, dans l'espèce, de savoir si les sieurs Consalus, Blanchis et Gaubert ont contracté avec le sieur Belmond, en qualité d'agents du gouvernement, et pour son compte ou en leur nom privé, et dans leur intérêt personnel ; — Que dans cet état, la Cour d'appel de Montpellier a eu raison de se déclarer incompétente ; — Que le préfet a en également raison de se déclarer incompétent, attendu qu'il s'agissait d'un service aux armées, et que dès lors c'était à notre ministre de la guerre

(3) F. dans ce sens, l'ordonnance indiquée par la note qui précède. F. aussi ordonn. du 26 juill. 1826 (aff. de Witzthum) ; Comenlu, Droit adm., 6^e éd.,

1^{er} Conflit négatif, § 2.

à décider préalablement si les sieurs Blanchis et Consorts étaient ou non agens du gouvernement, et s'ils ont contracté en ladite qualité; — Qu'ainsi il n'existe pas, dans l'espèce, de conflit négatif; que seulement le sieur Belmond ne s'est point adressé à celles des autorités administratives qui devaient connaître de sa demande;

Art 1^{er}. La requête du sieur Belmond est rejetée.

Du 10 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Coste et Odilon Barrot.

BOIS DOMANIAUX. — ADJUDICATION. —

PROCÈS-VERBAL.

Le procès-verbal d'adjudication de bois de l'Etat, fait foi jusqu'à inscription de faux; aucune preuve n'est admise contre et outre son contenu (1)

(Arnaud Senart.)

Du 10 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., M. Champion-Villeneuve.

MARCHÉ ADMINISTRATIF. — ADJUDICATION. — DÉSISTEMENT. — ENCHÈRES.

Lorsque l'adjudicataire d'une fourniture adjugée aux ushers publiques, se désiste de l'adjudication, l'enchérisseur dont il avait couvert l'enchère, n'est pas fondé à prétendre que ce désistement a fait revivre son enchère et que l'adjudication lui appartient. — Il est en conséquence non recevable à réclamer contre la concession de la même fourniture faite à un tiers, par l'autorité administrative (2).

(Lefebvre et Martineau — C. Ministre de la guerre.)

Il s'agissait de l'entreprise générale du service de l'hôtel des Invalides. — Après une adjudication restée sans résultats, par suite du désistement de l'adjudicataire, le ministre concéda l'entreprise au sieur Chanal et compagnie. Les sieurs Lefebvre et Martineau qui avaient été les avant-derniers enchérisseurs prétendirent que le désistement de l'adjudicataire avait fait revivre leurs enchères et que l'adjudication leur appartenait.

Befus de la part du ministre d'accueillir cette prétention. — Pourvoi.

Louis, etc.; — Considérant qu'il n'existe aucun marché entre le ministre de la guerre et les sieurs Lefebvre et Martineau, et que par conséquent, ils ne sont pas recevables à attaquer, par la voie du comité du contentieux, l'opération par laquelle notre ministre de la guerre a adjugé aux sieurs Chanal et compagnie l'entreprise générale du service de l'hôtel royal des Invalides;

Article 1^{er}. La requête est rejetée.
Du 10 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Scribe.

EAU (COURS D'). — ROUTE. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — COMPÉTENCE.

Un préfet est compétent pour accorder à un particulier, l'autorisation de construire un aqueduc sous une route royale (3)

Mais si l'intérêt public est étranger à la suppression ou à la conservation de cet aqueduc, et qu'un autre particulier prétende qu'il lui est préjudiciable, ou porte atteinte à ses droits, cette contestation, toute d'intérêt privé, est de la compétence exclusive des tribunaux, sans que l'arrêté du préfet fasse obstacle à ce qu'ils en soient saisis (4).

(Bouhours — C. Margerie.)

Louis, etc.; — Considérant que l'autorité administrative était compétente pour accorder l'autorisation demandée par le sieur Bouhours de construire, à ses frais et dans son intérêt privé, un aqueduc sous la route royale de Paris à Brest; — Considérant qu'il résulte des pièces que ledit aqueduc n'est pas nécessaire à la route et qu'il ne lui porte aucun préjudice, d'où il suit que sa suppression ou sa conservation sont de nul intérêt pour l'administration; — Considérant que le sieur Margerie ayant prétendu qu'au moyen dudit aqueduc le sieur Bouhours lui enlèverait les eaux dont il jouissait de temps immémorial, cette contestation, sur l'usage et la jouissance des eaux dans un intérêt privé totalement étranger à l'administration, est du ressort des tribunaux; — Considérant que les arrêtés du préfet ne font pas obstacle à ce que la question relative à la jouissance des eaux, soit portée devant les tribunaux ordinaires, sauf à statuer ensuite administrativement sur le sort de l'aqueduc en litige;

Art. 1^{er}. Les parties sont renvoyées devant les tribunaux ordinaires sur la question relative à l'usage des eaux; — 2^o Il est sursis à statuer, sur le sort de l'aqueduc, jusqu'à décision des tribunaux sur la jouissance des eaux.

Du 10 juillet 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

DEMANDE NOUVELLE. — TITRE. — NULLITÉ.

Du 11 juill. 1822 (aff. Dumas). — Cour roy. de Limoges. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 30 janv. 1822 (aff. Moreau).

1^o EXPROPRIATION FORCÉE. — COMMUNAUTÉ.

2^o TITRE. — REVENDICATION.

1^o L'expropriation des immeubles compris dans une communauté dissoute par la mort de la femme, et restés indivis entre le père survivant et les enfants, ne peut être poursuivie contre le père seul, même pour ce qui concerne sa part.

La saisie d'immeubles indivis est nulle, s'il n'a préalablement été procédé au partage exigé par l'art. 2205, C. od. civ. (5).

Le tiers dont les biens ont été compris à tort

— Ces dispositions, spéciales aux ventes de bois, et contraires au principe consacré par l'art. 707 du Code de proc., n'ont même pas été conservées dans le Code forestier. V. du reste, sur leur application avant le Code, Cass. 6 août 1817.

(3 et 4) V. dans le même sens, sur ces divers points, ordonn. des 27 mai 1816 (aff. Chassat); 23 avril 1815 (aff. Aubry); 24 mars 1819 (aff. de Brion).

(5) V. sur cette question controversée, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne l'arrêt de la Cour de Montpellier du 25 janv. 1818.

(1) Ce point ne peut faire le moindre doute aujourd'hui, en présence de l'art. 38 du Code forestier, qui accorde, en termes formels, au procès-verbal d'adjudication, l'exécution parée.

(2) Le réclamant s'appuyait dans l'espèce, des dispositions de l'art. 26, tit. 15 de l'ordonn. de 1669, relatives à la vente des bois domaniaux, et portant qu'en cas de désistement ou de déchéance de l'adjudicataire, la vente retournerait au précédent enchérisseur, et successivement de l'un à l'autre à l'effet de quoi les précédents acquéreurs seraient graduellement et successivement subrogés.

dans une saisie immobilière, est toujours recevable à réclamer sa propriété.

2. Un tuteur n'a pas besoin d'être autorisé par le conseil de famille, pour revendiquer les biens de son pupille compris à tort dans une saisie immobilière faite sur un tiers.

(Gravy.—C. Talley.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que lorsque la communauté se dissout par la mort de l'un des époux, c'est d'une manière entière et absolue, sans exception ni distinction, soit que la femme survive ou que ce soit le mari;—Attendu que le mari survivant n'a plus sur la communauté ainsi dissoute que des droits égaux à ceux des héritiers de l'épouse prédécédée, de telle sorte qu'il ne peut seul, et sans leur concours, en aliéner ou engager les biens, ou autrement en disposer, exercer les actions qui en dépendent, demander ou défendre, si ce n'est jusqu'à concurrence seulement de la part qu'il a à prétendre;—Il suit de là que la condamnation et l'hypothèque obtenues, et l'inscription prise en conséquence par l'intimé sur Gravy, n'ont frappé que lui seul et ses biens, et nullement les héritiers de sa femme, ni leurs parts indivises dans les immeubles de la communauté;—Et dès lors la saisie immobilière de la maison indivise dont il s'agit, et la poursuite en expropriation forcée de cet immeuble, faite et dirigée contre le même Gravy seul, outre qu'elles sont de toute nullité à l'égard des parts desdits héritiers non débiteurs hypothécaires et non poursuivis, sont encore nulles et irrégulières, en ce qu'elles touchent la part de Gravy lui-même, comme faites en contravention à la disposition spéciale de l'art. 2205 du Code;

Attendu, au surplus, que les fins de non-recevoir opposées sont dénuées de fondement; si est incontestable, d'une part, que les tiers dont les biens sont mal à propos compris dans une saisie immobilière, sont toujours à temps pour réclamer, et d'autre part, que pour proposer une réclamation de ce genre, qui n'est qu'un acte conservatoire, il n'est nullement nécessaire que le tuteur soit autorisé par le conseil de famille;—Par ces motifs a mis l'appellation et ce dont est appel au néant;—Emendant, etc.

Du 13 juill. 1822.—Cour roy. de Metz.

ADOPTION.—ENFANT NATUREL.

Est valable l'adoption d'un enfant naturel reconnu, faite avant le Code (1).

(Goudot.—C. Gentil.)

Du 13 juill. 1822.—Cour roy. de Paris.—Aud. sol.—Pres., M. Séguier, p. p.—Concl., M. Colas, av. gén.—Pl., MM. Parquin et Rigolot.

EXPLOIT.—NULLITÉ.

Du 13 juill. 1822 (aff. de Saint-Marsault).—Cour roy. de Limoges.—V. l'arrêt de la Cour de cass. du 11 mai 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

TESTAMENT OLOGRAPHE.—SIGNATURE.—ÉVÈQUE.—DÉPÔT.

Du 13 juill. 1822 (aff. Serdobin).—Cour roy. de Pau.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du

23 mars 1824, rendu sur le pourvoi formé dans la même affaire.

LETTRE DE CHANGE.—DONNEUR D'ORDRE.—FAILLITE.

Du 13 juill. 1822 (aff. Syndics Despres).—Cour roy. de Paris.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} déc. 1824 rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

FAILLITE.—SYNDICS.—ADMINISTRATION.

Du 13 juill. 1822 (aff. Segond).—Cour roy. d'Aix.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 28 janv. 1824, rendu dans cette affaire.

TIERS DÉTENTEUR.—EXPROPRIATION.—COMMANDEMENT.—PEREMPTION.

Est nulle l'expropriation poursuivie contre le tiers détenteur, plus de trois mois après le commandement fait au débiteur originaire. La sommation de payer ou délaisser ne peut remplacer cet acte, lorsqu'il est périmé (2).

(Cubernal-Montpeut.—C. Brocat.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que toute saisie immobilière doit être précédée d'un commandement: que, dans l'espèce, celui qui fut fait au débiteur originaire est périmé, aux termes de l'art. 674 du Code de proc.; que c'est mal à propos qu'on voudrait donner à la sommation faite au tiers détenteur, le caractère d'un commandement que lui refusent sa nature et la disposition de la loi:—Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges, par ces motifs, a confirmé leur jugement, etc.

Du 16 juill. 1822.—Cour roy. de Pau.—1^{re} ch.

INCENDIE.—PROPRIÉTÉ ASSURÉE.

Il y a crime d'incendie, dans le sens de l'art. 434, Cod. pén., dans le fait de mettre le feu à sa propre maison assurée, pour toucher le prix de l'estimation que les assureurs se sont engagés de payer au cas de sinistre (3).

(Magnier.)

Le 2 juill. 1822, la chambre du conseil du tribunal de Neuchâtel a rendu une ordonnance qui met les époux Magnier en prévention pour avoir de complicité, méchamment, incendié un bâtiment qui faisait partie de leur propriété située dans la commune de Compigny. Voici quels ont été les motifs de cette ordonnance:—Attendu que le droit qu'a tout propriétaire d'user et d'abuser de sa chose, ne s'étend point jusqu'à faire ce qui est réprouvé par la raison et contraire à l'intérêt public en général; que d'ailleurs, le bâtiment dont il s'agit était assuré, qu'en y mettant le feu, c'était nuire à autrui; que ce bâtiment n'était éloigné que de quatre-vingt à cent mètres de plusieurs habitations auxquelles les flammes auraient pu communiquer;—Attendu que l'art. 434 du Code pénal ne contient ni exception ni distinction. a—Appel.

ARRÊT.

LA COUR:—Adoptant les motifs de l'ordonnance du tribunal de Neuchâtel, renvoie les époux Magnier devant la Cour d'essais.

Du 16 juill. 1822.—Cour roy. de Rouen.

(1) V. conf., Cass. 24 nov. 1806; 24 juill. 1811; Toulouse, 4 mars 1817, et le note sur ce dernier arrêt. V. également les observations qui accompagnent un arrêt de Paris du 15 germ. an 12.

(2) La Cour de cassation s'est prononcée diversément sur cette question. V. dans le sens de la solution ci-dessus, Cass. 9 mars 1835; en sens contraire, voy. Cass. 14 mai 1829. V. du reste, nos observations sur le premier de ces arrêts.

(3) V. conf., Cass. 11 nov., 16 déc. 1825.—Mais la Cour de cassation est revenue sur cette jurisprudence par un arrêt du 19 mars 1831.—V. dans ce dernier sens, Colmar, 20 oct. 1831. Remarquons, toutefois, que ces décisions sont antérieures aux modifications apportées à l'art. 434 du Code pén., par la loi du 28 avril 1832.—V. sur le sens du nouvel article, M. Duvivier, dans sa Collect. des lois, t. 32, p. 146 et suiv.

1^{re} TUTELLE. — DÉCHÉANCE. — ACTE CONSERVATOIRE.2^o INTÉRÊTS. — PRESCRIPTION. — PRIX DE VENTE.

1^{re} La déchéance de droit ne produit pas les mêmes effets que la déchéance, qui s'est réalisée par le fait. — Ainsi, lorsqu'une mère, déchue de droit de la tutelle, par l'effet du conseil sans autorisation, a néanmoins continué à gérer la tutelle, les actes qu'elle a faits dans l'intérêt des mineurs, notamment un commandement interruptif de prescription, ne sont pas sans effet. — En ce cas, on ne peut dire que la mère soit sans qualité. (Cod. civ., 335 et 224.) (1)

2^o Les intérêts du prix d'une vente d'immeuble sont soumis à la prescription de cinq ans. (Cod. civ., 2277.) (2)

(Vialle et autres — C. Espinasse.)

17 sept. 1767, Julien Vignac cède tous les droits immobiliers qu'il a prétendre dans la succession de sa mère, à Antoine Vialle son beau-frère.

29 avril 1777, Julien Vignac se marie avec Catherine Goumy; la cession précédente est ratifiée dans leur contrat de mariage. Antoine Vialle qui y intervient, promet de payer 900 fr., restant du prix de la cession, à des termes dont le dernier doit échoir le 6 janv. 1782. — En l'an 8, Julien Vignac mourut, et laissa deux enfans mineurs. — Catherine Goumy, sa veuve, se remaria sans s'être fait maintenir dans la tutelle de ses enfans. — En 1810, elle adressa aux représentans d'Antoine Vialle un commandement à fin de paiement des 900 fr. restans dus. Ce commandement n'eut pas de suite.

En 1820, Jean Vignac, l'un des deux enfans de Julien, cède ses droits paternels à Jean Espinasse son oncle, lequel, en 1821, fit faire commandement aux représentans d'Antoine Vialle de lui payer la moitié des 900 fr. restant du prix de la cession de 1767, avec intérêts depuis l'échéance des termes stipulés en 1777. — Opposition à ce commandement.

10 août 1821, jugement du tribunal d'Ussel, qui condamne les représentans d'Antoine Vialle à payer la somme principale et la totalité des intérêts réclamés. — Appel des héritiers d'Antoine Vialle. Ils ont soutenu que la créance était prescrite, que la mère remariée et non maintenue dans la tutelle, n'avait pas eu qualité pour faire faire le commandement de 1810; qu'ainsi ce commandement n'avait pas pu interrompre la prescription, et que, dans tous les cas, le commandement fut-il valable, les premiers juges auraient bien pu accorder les intérêts de la créance échus avant la publication du Code civil, mais que depuis ils n'auraient dû accorder que cinq ans; plus, autres cinq ans conservés par le commandement, attendu que l'art. 2277 déclare les intérêts et arrérages prescriptibles par cinq ans.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les intérêts dus par les appelans doivent être payés annuellement, et que depuis la promulgation du Code civil, ces intérêts ont été sujets à la prescription de cinq ans établie par l'art. 2277 du Code civ.; d'où il suit qu'il y a lieu de reformer la disposition du

jugement dont est appel, qui sans distraction de ce dont les enfans Vialle ont été libérés par ladite prescription, les a condamnés à payer à Espinasse les intérêts de la moitié de la constitution de Julien Vignac depuis les échéances des termes stipulés dans son contrat de mariage; — Attendu que les premiers juges ont eu raison de ne pas s'arrêter aux moyens par lesquels les appelans prétendaient s'affranchir du paiement de la constitution de Julien Vignac; que ces moyens tirés principalement du laps de temps qui s'est écoulé depuis le 29 avril 1777, date de son contrat de mariage, sont repoussés par le minorité des enfans dudit Vignac, décédé le 25 fruct. an 8, et par le commandement qui fut fait le 10 nov. 1810, à la requête de Catherine Goumy, sa veuve, en qualité de tutrice et administratrice des biens de ses enfans mineurs; que les appelans ont vainement objecté qu'à l'époque où eut lieu ce commandement, ladite Goumy avait, par la disposition de l'art. 335 du Code civ., perdu la tutelle en se remariant sans avoir convoqué le conseil de famille; qu'étant dit à la fin de cet article qu'à défaut de ladite convocation, la mère et son nouveau mari seront solidairement responsables des suites de la tutelle qu'elle aurait indûment conservée, il en résulte que la loi reconnoît une tutelle de fait qui, à défaut d'un autre tuteur, subsiste après la cessation de la tutelle de droit; et qu'ainsi ladite Goumy, qui eût été responsable de la perte de la créance due à ses enfans mineurs, avait qualité suffisante pour faire un acte conservatoire de leurs droits, avec d'autant plus de raison que la prescription admise en faveur du débiteur qui a pu se croire libéré d'une dette dont il n'a pas été formé contre lui de demande au temps utile, n'a point lieu, lorsqu'une interpellation a été faite au débiteur, ou qu'il existe quelque acte auquel on puisse induire qu'il a eu connaissance de la dette; — Met l'appellation et le jugement dont est appel au néant, en ce que les appelans ont été condamnés au paiement des intérêts de la somme par eux due pour la constitution de Julien Vignac, depuis l'échéance des termes stipulés dans son contrat de mariage, sans déduction de ceux dits intérêts qui se trouvent prescrits; émendant, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, restreint la condamnation prononcée contre les parties de Gillier, pour intérêts, à ceux qui ont eu cours avant la publication du Code civil, à ceux des cinq années qui ont suivi ladite publication, et d'autres cinq années échues après le commandement du 10 nov. 1810, enfin, à ceux qui ont eu et auraient eu cours depuis le commandement du 22 sept. 1821, jusqu'au paiement effectif du montant de la somme due par lesdites parties de Gillier à celle de Bouteillou pour la constitution de Julien Vignac; — Ordonne que pour le surplus, etc.

Du 17 juillet 1822. — Cour roy. de Limoges. — Pres., M. Girellet de Beauregard. — Concl., M. Guilhaud, av. gen. — Pl., MM. Gery et Gillier.

(1) F. en ce sens, Turin, 25 juin 1810; mais voy. nos observations sur cet arrêt, F. aussi dans le sens de la décision ci-dessus, Colmar, 25 juill. 1817. V. toutefois, Nîmes, 19 prair. an 12.

(2) La question est des plus controversées. Toutefois, la solution ci-dessus est celle qui semblerait prévaloir. F. Cass., 7 fév. 1826; 9 juin 1829; 1. juill. 1830; Metz, 29 mai 1818; Colmar, 26 juin 1820 et 17 nov. 1830; Grenoble, 6 juin 1829; Nant., 20 juill.

1825; Toulouse, 14 fév. 1826; Nîmes, 23 janv. 1827; Douai, 7 juill. 1834. — Mais voy. en sens contraire, Paris, 31 janv. 1818, et le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne cet arrêt. Adde, Metz, 15 fév. 1822. Sur la question enlignée et aussi fort controversée, de savoir, si les intérêts moratoires sont ou non soumis à la prescription de cinq ans, voy. les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour royale de Bordeaux, du 13 mars 1820.

LEGS SECRET. — CLAUSE PROHIBITIVE. —**PREUVE TESTIMONIALE. — NULLITÉ.**

Celui qui se prétend l'objet d'un legs secret, est recevable à prouver que le legs lui est destiné, et à demander la délivrance contre le légataire chargé de remettre le legs, nonobstant la clause du testament qui prohibe aux héritiers et à tous autres, toute réclamation à ce sujet, voulant qu'en cas de réclamation, le legs tourne au profit du légataire chargé de la disposition secrète (1). — Cette clause ayant pour but de prévenir toute demande en annulation du legs, de la part des héritiers, ne peut nuire à celui, en faveur de qui est fait le legs, et qui en réclame l'exécution.

La destination d'un legs secret peut être prouvée par témoins, surtout lorsqu'on rapproche au légataire chargé de transmettre le legs, de le remettre frauduleusement. — Ce n'est pas là admettre la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes; ce n'est pas là, non plus, reconnaître la validité d'un testament verbal. (Cod. civ., 1341.)

La nullité d'un legs secret résultant de l'incapacité de celui à qui il est destiné, ne peut être proposée par le légataire (non successible du testateur) chargé de transmettre le legs.

(L'abbé L... — C. Rose Hantmout.)

Testament du vicomte de T..., ainsi conçu : — « Je lègue et laisse à Dominique Roger, mon ami, greffier du tribunal du district de Vic, la somme de vingt mille francs, payable dans dix ans à compter du jour de mon décès; et en attendant le paiement de cette somme, l'intérêt en sera exigible à compter du jour de mon décès, exempt de toute retenue; voulant que ledit sieur Roger fasse l'emploi du montant du présent legs tel que je le lui ai indiqué, et qu'il n'en soit comptable à personne; prohibant par expresse à mes héritiers, et à tous autres, toute réclamation à ce sujet; et audit cas de réclamation, je veux et entends que ledit legs tourne au profit dudit Roger, comme étant à lui fait personnellement; et au cas que ce dernier vint à décéder avant l'ouverture dudit legs, je veux qu'il soit réversible sur la tête du sieur abbé L..., euré de M..., aux clauses et conditions exprimées pour ce qui concerne ledit Roger, ayant fait audit L..., mon oncle, la même communication d'emploi que celle que j'ai faite audit Roger. »

Juillet 1793. Décès du vicomte de T... — A cette époque, le sieur Roger était déjà décédé et le sieur abbé L... était en émigration.

La veuve du vicomte de T... soupçonnant que l'objet du legs de 20,000 fr., pouvait bien être une fille nommée Désirée, que son mari avait fait élever secrètement chez le sieur Roger de Vic, assura et fit payer à cette fille une pension égale aux intérêts du legs dont elle avait été gratifiée.

En 1806, L'abbé L..., rentré en France, forma contre la dame veuve de T..., tutrice de ses enfants mineurs, une demande en paiement du legs et des intérêts échus depuis le décès du testateur.

La dame de T... offrit d'acquiescer le legs, mais elle exigea que le sieur abbé L... lui précomptât les intérêts déjà payés à Désirée. — L'abbé L... accepte cette condition et reçoit le capital du legs. — Cependant l'abbé L..., possesseur de cette somme, la gardait par devers lui.

La demoiselle Désirée, sachant qu'elle était la

filie adultérine du vicomte de T..., dans la conviction que le legs de 20,000 fr. avait été fait en sa faveur, forma contre l'abbé L... une demande en paiement de cette somme.

L'abbé L... opposa à cette demande une fin de non-recevoir, qu'il faisait résulter de la disposition du testament, par laquelle le vicomte de T... prohibait à ses héritiers et à tous autres toute réclamation, au sujet du legs de 20,000 fr.

Désirée demanda que l'abbé L... soit interrogé sur faits et articles.

Jugement qui ordonne l'audition catégorique de l'abbé L... — Dans son interrogatoire, le sieur L... déclara : « que Désirée était étrangère au legs des 20,000 fr. : que l'emploi dont l'abbé chargé le vicomte de T... était plusieurs emplois secrets; que le capital de 20,000 francs ne lui appartenait pas, qu'il était destiné à tout autre qu'à lui; mais qu'il s'était vu obligé de dire la personne indiquée. » — La fille Désirée persista à soutenir que les 20,000 fr. lui étaient personnellement destinés; que la preuve de ce fait résultait de la correspondance du vicomte de T..., des solus qu'elle avait reçus de sa veuve, et surtout de la transaction souscrite par l'abbé L... et par laquelle il avait tenu compte à madame de T..., des sommes payées à Désirée.

Désirée offrit subsidiairement de faire la preuve que l'abbé L... avait confié lui-même à plusieurs personnes qu'elle avait des droits sur le legs de 20,000 fr.

Jugement qui, rejetant la fin de non-recevoir opposée par l'abbé L..., admet les preuves subsidiaires de Désirée. — Appel de la part du sieur L... — L'abbé L... ayant dit, et ayant été reconnu d'ailleurs, qu'une moitié du legs était destinée à un autre enfant du vicomte de T..., la Cour royale de Pau, après avoir entendu les plaidoiries, alla prononcer son arrêt, lorsque les parties firent sur le procès, une transaction par laquelle il fut payé à Désirée la moitié du legs de 20,000 fr. — Le 24 juillet 1811, arrêt de la Cour royale de Pau, qui, par suite de la transaction, relaxe l'abbé L..., des demandes formées contre lui par Désirée. Huit ans après ce traité, une autre fille, nommée Rose Hantmout, se présente; elle prétend être née en 1793 du vicomte de T... et de la même mère que Désirée. Elle rapporte plusieurs faits qui tendent à prouver la vérité de son allégation; elle soutient que la moitié du legs de 20,000 francs restée entre les mains de l'abbé L..., lui est destinée; et elle l'assigne devant le tribunal civil de Pau, demandant qu'il soit interrogé sur faits et articles. Elle soutient ensuite qu'il existe d'hors et déjà des preuves suffisantes que la moitié du legs dont il s'agit; lui appartient elle offre subsidiairement de prouver par témoins qu'il lui était destiné, et que le sieur abbé L... avait déclaré à plusieurs personnes que l'entier legs devait être partagé entre elle et Désirée.

Le sieur L... oppose le même moyen que celui invoqué dans l'affaire de Désirée; c'est-à-dire, la fin de non-recevoir résultant de la disposition du testament du vicomte de T..., prohibitive de toute réclamation, de la part des héritiers et de tous autres, au sujet du legs dont il s'agit; Il soutient, en outre, que Rose Hantmout est non recevable à réclamer le legs fait par le sieur vicomte de T..., d'après les art. 335 et 342 du Code civ. qui disposent : le 1^{er} que la reconnaissance d'un enfant naturel ne peut avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce la-

(1) C'est là un point qui ne laisse pas que de faire difficulté. V. les observations qui accompa-

gnent un arrêt dans la même sens du la Cour d Paris, du 27 août 1811

cestueux et adultérin, et le 2^e qu'un enfant ne peut être jamais admis à la recherche soit de la paternité, soit de la maternité dans le cas où, suivant l'art. 335, la reconnaissance n'est pas admise, puisque le principal fondement de la demande de Rose Hautmont est basé sur la preuve d'une prétendue filiation; — Que d'ailleurs, quant à la preuve testimoniale offerte par Rose Hautmont, elle est inadmissible aux termes de l'art. 1341 du Code civ. qui porte en substance, qu'il n'est point permis de recevoir aucune preuve par témoins, contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors, ou depuis les actes; — Qu'enfin, soit aux termes de l'art. 1^{er} de l'ordonn. de 1735, qui déclare sans effet les dispositions testamentaires qui ne seraient faites que verbalement, soit aux termes du Code civ. qui assujettit à des formes spéciales et notamment à l'écriture tous les testaments, Rose Hautmont est non recevable à prouver par présomptions ou par témoins la destination du legs.

26 juillet 1821, jugement du tribunal civil de Pau, qui rejette les fins de non-recevoir et de non-valoir opposées par l'abbé L....., et avant faire droit, ordonne à Rose Hautmont de faire les preuves par elle offertes.

Voici quels ont été les motifs de ce jugement: — 1^o Attendu que la fin de non-recevoir que la partie de Hatoulet (l'abbé L.....) puise dans les termes mêmes de la disposition contenue au testament du sieur de T..... pour s'approprier personnellement le legs dont il s'agit, à raison de la réclamation de la partie de Cuyalaa (Rose Hautmont), doit être rejetée, parce qu'outre la défaveur que ce moyen présente dans la bouche du sieur abbé L..... dont feu sieur de T..... suivit la foi pour l'exécution de ses volontés, c'est le cas d'appliquer à la clause dont il s'agit cette maxime de droit, tirée de la loi 16, au Code eum virum, etc., de fideicommissis, que dans les testaments ou autres actes à cause de mort, on doit s'attacher à la volonté et à l'intention du testateur plutôt qu'aux paroles: *in fideicommissis, voluntas magis quam verba pierumque intuenda est*; or, il est clair que la défense que fit le sieur de T..... à ses héritiers et à tous autres, de rechercher quelle était la destination du legs, n'est pour objet que de mieux en assurer l'exécution; que ce serait aller trop ouvertement contre la volonté du testateur, que d'abuser de ces mots *et à tous autres*, au point de vouloir les opposer à celui-là même qu'il voulait gratifier; qu'il y a donc lieu de rejeter au premier moyen; — Qu'il doit en être de même de celui qu'elle fonde sur les dispositions des art. 335 et 342 du Code civ.: le premier cas de ces articles porte seulement que la reconnaissance d'un enfant naturel ne peut avoir lieu au profit des enfants d'un commerce incestueux ou adultérin; or, dont il ne s'agit, en aucune manière, dans l'espèce intentée par la partie de Cuyalaa; le second dispose qu'un enfant ne doit jamais être admis à la recherche de la paternité, dans le cas où, suivant l'art. 335, la reconnaissance n'est pas admise; que l'action intentée par cette partie a seulement pour objet la restitution d'une somme dont celle de Hatoulet reconnaît être dépositaire, et que ladite partie de Cuyalaa prétend lui appartenir; que c'est là l'objet principal et unique de sa demande; que les preuves offertes y rapportent directement: les faits articulés ne tendent point à établir une filiation qui, fait-elle parfaitement prouver, ne pourrait seule faire obtenir gain de cause à la réclamante; que d'ailleurs, ce moyen opposé par la partie de Hatoulet, aurait pour objet de repousser la demande de la partie de

Cuyalaa, pour cause d'indignité, sur quoi elle est elle-même non recevable par défaut de qualité, ainsi que cela fut jugé en faveur de Désirée, épouse Baratchar, à qui ladite partie de Hatoulet avait opposé la même fin de non-valoir;

« 2^o Attendu que la partie de Cuyalaa ne rapportant point actuellement des preuves suffisantes que la moitié du legs dont il s'agit lui appartient, elle ne saurait obtenir d'hors et déjà la condamnation qu'elle réclame; elle ne peut, pour le même motif, obtenir actuellement une provision sur lesdites sommes;

« 3^o Attendu que c'est mal interpréter la disposition de l'art. 1311 du Code civil, qui défend de recevoir des preuves par témoins contre et outre le contenu aux actes, que de vouloir en faire l'application à la clause du testament du sieur de T....., qui défend toute recherche sur la destination du legs: cet article est renouvelé par l'art. 9, tit. 20, de l'ordonn. de 1667, et de l'art. 54 de l'ordonn. de Moulins; mais qu'il ne faut pas perdre de vue l'objet que se proposa le législateur à chacune de ces époques; — Qu'il voulut qu'on établit d'une toute autre manière que par la preuve testimoniale l'existence de toute obligation excédant 100 ou 150 fr.; — Que la loi a prescrit, par conséquent, qu'il en fût passé acte devant notaire; et c'est principalement pour la quotité de la somme, qu'elle défend de recevoir aucune preuve contre et outre le contenu aux actes; — Que bien loin d'ailleurs, d'aller contre la volonté du testateur, contre et outre ce qu'il exprime dans l'acte, malgré la défense relative à la destination de sa libéralité, il est trop évident qu'il n'eut en vue que les héritiers légitimes qui, seuls, auraient pu querreller la validité du fideicommissis: et on repèrera que cette défense ne peut se rapporter à la personne même qu'il voulait avantager; qu'acquiescer cet autre moyen de la partie de Hatoulet serait contrarier d'une manière bien plus formelle le véritable contenu en l'acte d'après l'intention du testateur, à interpréter toujours d'après la maxime ci-dessus rappelée; — Qu'il ne s'agit pas non plus, au cas actuel, d'établir l'existence d'une obligation excédant 150 fr., à quoi s'opposent les articles précités: les faits articulés n'ont pas cet objet, l'obligation elle-même étant avouée et reconnue, qu'elle résulte, d'ailleurs, du testament, et qu'il n'y a aujourd'hui de difficulté et de contestation que sur la moitié du legs dont il s'agit, emploi que la partie de Hatoulet reconnaît n'avoir pas encore fait, malgré le nombre d'années depuis lesquelles elle a recueilli le fideicommissis; que c'est à la destination dudit legs que se rapportent soit la demande, soit les preuves offertes; et c'est sous ce point de vue qu'il faut examiner si elles sont admissibles;

« Qu'en telle matière, les circonstances de chaque cause sont d'un grand poids, et doivent être soigneusement appréciées par le juge; — Qu'il est constant en fait, qu'en l'année 1808 la nommée Désirée Baratchar attaqua la partie de Hatoulet en délivrance du legs total de 20,000 fr., porté dans le testament du sieur T..... décédé depuis l'année 1793, qu'elle prétendit lui être destiné en totalité; — Que le sieur abbé L..... nia formellement dans l'instance, et dans son interrogatoire, que ladite Désirée eût un droit quelconque sur ledit legs, dont les héritiers du sieur de T..... lui avaient déjà fait le paiement; qu'il expliqua que l'emploi de ladite somme était différents emplois secrets, qu'il avait promis au testateur de ne point divulguer; qu'il lui avait été impossible de satisfaire auxdits emplois, en ayant été empêché par la nommée Désirée; et il ajouta qu'il ne pré-

tendait rien sur la somme, et qu'il en ferait l'emploi selon la volonté du testateur. — Qu'un jugement du tribunal, du 18 août 1809, ayant, nonobstant ces exceptions, admis la dame Baratchar à la preuve de certains faits tendant à établir la destination du legs, le sieur abbé L... lui compta plus tard une somme de 9,000 fr. : — Que, ces faits posés, la justice paraît être en droit de suspecter de plus en plus la bonne foi de la partie de Hatoulet, si elle reporte ses regards sur les réponses antérieures du sieur abbé L... dans l'interrogatoire dont il a été parlé, que Désirée Baratchar n'avait aucun droit aux 20,000 fr. légués, et que s'il n'avait pas fait des emplois par lui prétendus, il en avait été empêché par elle-même; que le sieur abbé L... est loin d'avoir répondu d'une manière satisfaisante à de semblables contradictions, qui ne doivent pas être étrangères pour le rejet on l'admission des preuves, si examinant sa conduite antérieure, on ne voit pas en lui plus de fidélité, ni d'empressement à exécuter le mandat verbal que lui donna son ami; — Qu'il aurait déjà en 1809, selon sa réponse, accompli la volonté du testateur, sans la demande indiscreète de la dame Baratchar, interrogé, néanmoins douze ans après, le 12 mars 1820, s'il a fait le paiement du résidu du legs, il répond qu'il doit rendre encore une grande partie de la somme; il ne dit rien des intérêts qu'il paraît avoir tournés à son profit; il ne prétend point en avoir fait le paiement à qui que ce soit, pas plus que du principal, que la volonté du testateur n'est donc pas encore remplie, puisqu'un seul emploi n'est pas encore fait, quoique, d'après le sieur abbé L..., la somme léguée eût pour objet plusieurs emplois divers; — Qu'il résulte de toutes ces circonstances et autres faits contenus dans les interrogatoires, et autres pièces du procès, que la partie de Hatoulet paraît avoir été infidèle à remplir son mandat; qu'elle paraît n'avoir nullement exécuté les intentions, ni la volonté de feu sieur de T...; intention qui devait cependant être d'autant plus sacrée pour elle, qu'elle fut entièrement confiée à sa bonne foi et à son honneur; qu'elle est donc en présomption de fraude, et qu'il résulte assez clairement de ce qui précède que l'exécuteur testamentaire semble vouloir tourner à son profit le résidu de la somme léguée, comme il fit précédemment tous ses efforts pour priver la dame Baratchar, d'une somme que l'événement prouve lui être légitimement due;

« Attendu qu'il est de principe que personne ne peut tirer avantage de son dol : *dolus nemini patrocinari debet*, leg. 1, ff. de dolo malo; que ces présomptions de fraude demeurant, il faut examiner, en point de droit, si les preuves offertes ne peuvent pas être admises sous ce rapport; — Qu'il ne saurait y avoir le plus léger doute à cet égard, parce que toujours la prohibition des preuves vocales disparaît lorsqu'on allègue le dol et la fraude, et que des présomptions suffisantes paraissent l'établir; — Attendu que la preuve testimoniale est également admissible chaque fois qu'elle ne tend qu'à établir un fait, et l'art. 1341 du Code civil ne peut non plus recevoir son application à ce cas particulier; qu'il s'agit dans l'espèce de la cause, de la preuve d'un fait, et même d'un fait de fraude peu ordinaire; — Que les preuves offertes n'ont pour objet que d'établir la destination du legs, et de faire connaître la personne qui peut être appelée à le partager; — Que la partie de Cuyalaa prétend être l'objet de la destination; que les faits articulés ne tendent pas directement à se créer un titre, comme l'a prétendu la partie de Hatoulet, en excitant de l'article du Code précité; que le titre en soi, et l'existence de la créance, résultent du

testament seul du sieur de T...; que la dette est reconnue par le sieur abbé L..., et qu'il a été payé du montant du legs; qu'il n'y a de contestation que sur la véritable personne appelée à recueillir le résidu, qui est encore en ses mains, on en cède les débiteurs que lui déléguèrent les héritiers légitimes du sieur de T...;

« Attendu que, lorsqu'une fois l'article cité serait plus directement applicable à l'espèce, on trouverait dans des dispositions ultérieures du Code une exception favorable à la partie de Cuyalaa; — Que l'art. 1347 porte en effet, que la règle tracée dans l'art. 1341 reçoit une exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qu'il a contractée envers lui, et qu'il y a lieu d'en faire l'application à la cause; — Attendu que l'art. 1^{er} de l'ordonnance de 1735 ne peut, au contraire, recevoir ici son application; — Que cet article frappe de nullité toutes les dispositions testamentaires qui ne seraient faites que verbalement, et qu'il défend d'en admettre la preuve par témoins; — Que cette disposition eût pour objet d'abolir l'usage des fidéicommissaires tacites, c'est-à-dire, verbalement faits et sans écrit; et quoique avant cette ordonnance, on trouve quelques arrêts qui ont validé des legs confis, pour leur emploi, à la bonne foi d'un tiers, comme au cas présent, ce serait une question assez délicate que celle de savoir si, depuis ladite ordonnance, et depuis le Code civil, on pourrait les valider; mais ce n'est pas la question à juger; que la validité du legs dont il s'agit n'est pas contestée, puisque les héritiers légitimes, qui seuls eussent pu le querre, ne l'ont point attaqué, et l'ont, au contraire exécuté par le paiement au mains de l'exécuteur testamentaire; à celui-ci serait absolument sans qualité pour élever de son chef la question de la validité de la disposition; — Que la prohibition contenue dans ledit article, d'admettre la preuve par témoins d'une disposition testamentaire verbale, n'est pas plus appréciable et ne rentre pas davantage dans l'espèce de la cause, demeurant la validité du legs; que les faits articulés par la partie de Cuyalaa se considèrent et se présentent sous un autre rapport, et ont pour objet de prouver seulement, non la disposition verbale en soi, ce que l'ordonnance prohibe; mais que la multitude du legs dont il s'agit lui appartient, qu'elle lui est destinée, que le sieur abbé L... en a fait lui-même l'aveu à quelques personnes; preuve bien différente de celle dont parle l'ordonnance, et admissible pour les raisons données ci-dessus.

Appel de la part de l'abbé L...

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les premiers juges ont fait à la cause une juste application des lois et des principes qui la régissent, en rejetant les fins de non-recevoir et de non-valeur opposées à la partie de Tonnet (l'intimé), et en admettant les preuves vocales par elles offertes; et que par les motifs exprimés audit jugement, que la Cour adopte, il y a lieu d'en prononcer la confirmation, etc.

Du 17 juillet 1822. — Conf. roy. de Pau.

CONSEIL D'ETAT. — POUVOIR. — SIGNIFICATION A AVOCÉ.

La signification d'un arrêt du conseil de préfecture à l'avoué de la partie, ne fait pas courir les délais du pourvoi devant le conseil d'Etat, encore bien que l'avoué ait occupé pour cette partie dans l'instance (1).

(1) Cette solution, généralement admise pour la signification de l'appel en matière civile, paraît in-

(Friedel — C. Weyl.)

Du 17 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— Rapp. M. Brière. — Pl., MM. Rorhelle et Lecouturier.

ÉMIGRÉS. — REMBOURSEMENT. — EFFETS. — COMPÉTENCE

C'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient de statuer sur la validité et les effets d'un versement opéré dans une caisse publique pour remboursement d'une errance due à un émigré (1).

(De Faudas — C. de Pierrepont et de Kergorlay.)
Du 17 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— Rapp. M. Maillard. — Pl., MM. Champou Villeneuve et Girardin.

CONFLIT. — CONFLIT NÉGATIF. — RENVOI.

Du 17 juill. 1822. (aff. Courtois). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonnance du 19 déc. 1821 (aff. Jausnaud).

DONATION PAR CONTRAT DE MARIAGE.

— MOBILIER. — ÉTAT ESTIMATIF. — HÉRITATION.

La donation d'effets mobiliers, même par contrat de mariage, donation dont l'exécution est différée par une clause du contrat, est nulle si elle n'est pas accompagnée d'un état estimatif annexé au contrat, ou tout au moins si cet état n'est pas fait par le contrat même (2). — Il ne suffirait pas à cet égard, pour remplir le vœu de la loi, d'une estimation collective des meubles et immeubles compris dans le don.

Le droit d'habitation accordé aux époux, dans le contrat de mariage et stipulé comme dot de l'un d'eux, est nécessairement éteint à la mort de celui-ci.

(Boisvau — C. Pasquier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant....., 3^e que tout acte de donation d'effets mobiliers n'est valable (c'est l'expression littérale de l'art. 948 du Code civ.) que pour les effets dont un état estimatif signé, etc., aura été annexé à la minute de la donation; que si cet état peut être fait par le contrat même, ce qui est déjà une modification qui s'éloigne du texte précis de la loi, du moins ne peut-on dire que la loi autorise des équivalents; la validité du contrat est tellement attachée à l'existence d'un état estimatif, qu'il n'est valable que pour les effets mentionnés dans cet état; qu'il n'est pas vrai que les contrats de mariage soient affranchis de cette formalité, l'art. 1047 les soumettant expressément aux règles générales des dons entre-vifs; qu'on ne peut aussi faire exception pour les dons entre-vifs dont l'exécution est différée par quelque clause que ce soit, cette exception n'étant pas dans la loi, qui n'en admet aucune; qu'enfin, l'estimation collective de meubles et d'immeubles compris dans la seconde partie de l'art. 3 du contrat de mariage dont il s'agit, ne saurait remplir le vœu de la loi, qui exige un état estimatif des meubles, état qui suppose un artèlement; — Considérant 3^e..... que le don d'un logement ne peut jamais s'en-

tendre de la pleine propriété d'un immeuble, ce mot excluant même toute idée de propriété, il ne peut s'entendre que du droit d'habitation nécessairement borné à la durée de la vie (art. 617 et 625 du Code civ.); — Considérant que ce logement n'a été donné qu'au mari par ses père et mère; que le mot dot, employé au commencement de la clause, avertit de faire attention à la personne au profit de qui le dot a été constitué; que cette personne est le seul fils des donateurs; d'où il résulte que le droit d'habitation, accordé à lui seul, est nécessairement éteint à sa mort, etc.

Du 18 juill. 1822. — Cour roy. de Rennes. — 2^e ch. — Prés., M. Jourdain. — Pl., MM. Morel et Pertusset.

DÉPENS. — EXÉCUTOIRE. — OPPOSITION.

L'opposition formée à un exécutoire de dépens est nulle et non avenue, si elle n'est formée dans les trois jours de la signification de l'exécutoire. (Décr. du 16 fév. 1807, art. 6.) (3)

(Cousinier — C. Gontondier.)

Le 14 juill. 1821, jugement du tribunal de Cusset qui, attendu qu'aux termes de l'art. 8 du décret du 16 fév. 1807, l'opposition à une taxe doit être formée dans les trois jours de la signification de l'exécutoire, et que dans l'espèce, il est constant que l'opposition n'a eu lieu que postérieurement à ce délai; — Déclare la veuve Cousinier et consorts non recevables et mal fondés dans leur opposition; déclare leurs offres insuffisantes, etc. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Par les motifs exprimés au jugement dont est appel; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 18 juill. 1822. — Cour roy. de Riom. — Prés., M. Vernet. — Concl., M. Vovain de Gartempe fils, av. gén. — Pl., MM. Allemand et Marie.

ORDRE. — APPEL. — DÉLAI.

L'appel de tout jugement rendu incidemment à une instance d'ordre, doit être interjeté dans les dix jours de la signification à avoué, encore qu'il ne statue ni sur des difficultés touchant à la procédure d'ordre, ni sur les contredits des créanciers. (C. proc., 763.) (4)

(Deimel — C. Lantour et autres.) — ARRÊT.

LA COUR; — Eu ce qui touche la question de savoir si l'appel interjeté par Delucl est recevable: — Considérant que, par une exception formelle aux règles ordinaires, l'art. 763 du Code de proc., restreint les délais de l'appel en matière d'ordre, et n'accorde que dix jours à compter de la signification du jugement à avoué; que cette disposition étant générale, pour ces matières, s'applique à tout jugement qui prononce, soit sur l'ordre, soit sur une question incidente à l'ordre; — Considérant que dans l'espèce, les jugements des 31 juill. et 21 août 1821, dont est appel, ont intervenus à l'occasion d'un incident élevé dans l'ordre; — Qu'en effet, cet incident a pris naissance en 1818, sur l'ordre et la distribution du prix du domaine de Long-Pré; qu'il a été renvoyé à l'audience et jugé sur le rapport du

contestable à l'égard de la notification des arrêtés des conseils de préfecture, pour l'obtention desquels les avoués n'ont pas, comme devant les tribunaux, un caractère légal comme représentants des parties.

(1) De même jour, décision identique (aff. de la Chapelle). V. dans la même sens, ordonn. du 14 août 1822 (aff. de Saint-Leu). V. aussi Cass. 25 mai 1807; ordonn. du 31 mars 1819 (aff. de Fassy), et les notes.

(2) V. en ce sens, Cass. 16 juill. 1817. V. aussi Toullier, t. 5, n° 917; Vazeille, sur l'art. 918, n° 1 et 9. V. toutefois, en sens contraire, Duranton, t. 8, n° 410. C'est aussi dans ce dernier sens que s'est prononcée la Cour royale de Riom, le 1^{er} déc. 1818, mais dans une espèce régie par l'ordonn. de 1731.

(3) V. conf., Cass. 28 mars 1810, et la note.

(4) V. dans la même sens, Cass. 1^{er} avril 1816; Lyon, 2 janv. 1811; Metz, 7 janv. 1814.

Juge-commissaire, le 15 déc. de ladite année; que le jugement du 10 mai 1820, l'arrêt du 23 fév. 1821 et les deux jugemens dont est appel sont une suite et une continuation de cet incident: — Considérant qu'à la vérité, le jugement du 10 mai 1820 et l'arrêt du 23 fév. 1821, en ordonnant que la somme de 9,461 fr. 83 c., serait conservée dans la caisse des consignations, jusqu'à la confection des réparations à faire et dont les experts avaient estimé la dépense à cette somme, ont disposé que le juge-commissaire procéderait de suite à la distribution du surplus du prix déposé par le général Lantour dans ladite caisse; — Mais qu'il ne résulte pas de cette décision que l'ordre ait été, dès lors terminé, et que les contestations actuelles soient des instances principales étrangères à l'ordre; — Qu'au contraire le jugement et l'arrêt précités ont formellement décidé que la portion de la somme de 9,461 fr. 83 c., qui resterait après les paiements de celles des réparations qui sont à la charge des créanciers Jarry, serait elle-même définitivement distribuée à ceux de ces créanciers qui viendraient en ordre utile; — Que dès lors, les opérations de l'ordre dépendant en partie du montant des réparations, et par conséquent, des contestations actuelles; qu'elles sont suspendues par des contestations, et qu'il est même constant qu'aucune distribution n'a encore eu lieu; — Considérant aussi que, pour l'application des dispositions de l'art. 763 du Code de proc., il n'est pas nécessaire que les jugemens dont est appel aient été rendus sur le rapport du juge-commissaire; qu'il suffit que les contestations sur lesquelles ils sont intervenus, aient pour objet l'ordre, ou soient des incidens à l'ordre, quelle qu'ait été, d'ailleurs, la procédure suivie par les premiers juges; — Que de là il suit que l'appel de ces jugemens aurait dû être interjeté dans les dix jours de leur signification à avoué; que ne l'ayant pas été dans ce délai, il n'est pas recevable; et que cette fin de non-recevoir ne permet pas d'examiner le mérite des jugemens attaqués; — Statuant sur l'appel interjeté, le déclare non recevable, etc.

Du 19 juill. 1822. — Cour roy. d'Amiens.

SURENCHÈRE. — DIXIÈME. — CONTRIBUTIONS.
La charge imposée à un acquéreur, de payer les impôts échus avant le jour de la vente, ne doit pas être réputée faire partie du prix, et le créancier surenchérisseur n'est pas dès lors tenu de comprendre le dixième de cette charge, dans la montant de la surenchère. (Cod. civ., 2185.) (1)

(Joviau — C. de Romon.)

Du 19 juill. 1822. — Cour roy. de Bourges.

EXPLOIT. — NULLITÉ. — DESIGNATIONS.
La nullité d'un exploit résultant du défaut d'indication du domicile de la personne à la requête de laquelle il est fait, n'est pas atténuée par cela seul que ce domicile est indiqué dans une pièce dont il est donné copie en tête de l'exploit. (Cod. proc., 61.) (2)

(Morreau — C. Briffaut.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que tout exploit doit, à peine de nullité, indiquer le domicile de celui à la requête de qui il est fait; que l'assignation donnée par Briffaut n'énonce pas sa demeure; — Que le moyen présenté par le sieur Briffaut

pour écarter cette nullité, moyen qu'il fait résulter de ce qu'en tête de l'assignation il a fait donner copie de la dénonciation du protêt qui lui avait été faite, et dans laquelle son domicile est indiqué, ne peut être d'aucun poids, parce que cette indication n'est pas de lui; que si elle n'était pas exacte, et que sans autre renseignement, Morreau lui eût fait signifier un acte à ce domicile, Briffaut en eût demandé la nullité, sans que Morreau ait pu rien lui opposer de raisonnable; — Déclare nulle l'assignation donnée par Briffaut à Morreau le 10 mai 1821, etc.

Du 19 juill. 1822. — Cour roy. de Bourges. — 3^e ch. — Prés., M. Delaméthérie. — Pl., MM. Thiol-Vareane et Fravalon.

ORDRE. — CONTRADICT. — FORCLUMON.
Le créancier produisant qui laisse écouler, sans contredire le règlement provisoire, le délai d'un mois fixé par l'art. 755. Code de proc., est forcé de plein droit, et n'est plus recevable à contredire, bien que l'ordre ne soit pas définitivement clos (3).

(Poitenaud — C. Bernard.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il a été procédé à la collocation provisoire dont il s'agit le 29 juin 1815; que cette collocation a été dénoncée aux créanciers produisant, et notamment aux intimés, le 1^{er} juill. suivant; que ce n'est que plus de six ans après, et le 9 juill. 1821, que les intimés ont contredit au procès-verbal d'ordre, la collocation de l'appelante; et que d'après l'art. 753 du Code de proc., tous contredits de la part des créanciers produisant doivent être faits au procès-verbal dans le mois, à compter de la notification à avoué des collocations admises par ce procès-verbal, et que l'art. 756 du même Code, les déclare forcés après ce délai, sans nouvelle estimation ni jugement; — Attendu que cette forclusion est expresse et formelle, que l'ordre soit clos ou ne le soit point; qu'à la vérité, l'art. 757 admet les créanciers qui n'ont pas produit, à faire leurs productions jusqu'à la clôture de l'ordre; mais que si l'on peut supposer qu'ils sont par là même également admis à contredire, ce ne peut être que parce qu'aucune notification ne leur ayant été faite, le délai déterminé par l'art. 755 n'a pas couru contre eux; que cet art. 757 n'était pas dès lors applicable à la cause, dès qu'il s'agissait de créanciers produisant, auxquels la notification prescrite par l'art. 755 avait été faite, et qui avaient été ainsi mis en demeure; — Met l'appellation et le jugement dont est appel au néant, etc.

Du 19 juill. 1822. — Cour roy. de Limoges. — 3^e ch. — Prés., M. Rochou de Voletie. — Concl., M. Thomas, subst. — Pl., MM. Jouhand et Dumont.

ADJUDICATAIRE. — BAIL. — RÉSOLUTION.

L'adjudicataire d'un immeuble par suite de surenchère, sur contrat volontaire, a le droit de provoquer la résiliation d'un bail collusif qui l'empêche de jouir du bien qui lui a été adjugé, et dont, aux termes du contrat, il devait entrer incontinent en jouissance. Il importe peu que le bail ait eu date certaine antérieurement à la vente sur laquelle est intervenue la surenchère (4).

(1) F. en sens contraire, Cass. 14 janv. 1826, et la note. F. aussi Troplong, *Priv. et hypoth.*, t. 4, n° 936.

(2) F. en sens contraire Cass. 25 therm. an 12, et les autorités indiquées en note. — F. aussi Cass. 7 nov. 1821.

(3) La jurisprudence est fixée dans ce sens. F. Cass. 12 déc. 1814; 19 déc. 1831; Caen, 9 oct. 1815, et les notes.

(4) F. en ce sens, Liège, 8 nov. 1812.

(Leroux — C. héritiers Cordelet.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que quand l'adjudication est faite sur une expropriation forcée, le nom du fermier doit être indiqué dans le procès-verbal de saisie (art. 675 du Code de proc.) ; que dans ce cas, l'adjudicataire ne peut pas ignorer si les biens ont été affermés ou s'ils sont exploités par le propriétaire ; — Considérant que, quand la saisine est poursuivie sur une aliénation volontaire, l'art. 638 déclare que le contrat de vente doit tenir lieu de minute d'enchère, et par conséquent de cahier des charges ; — Considérant que dans la cause, le contrat de vente du 18 mai 1819 contenait la stipulation expresse que l'acquéreur entrerait incontinent en possession de la chose vendue ; — Que l'adjudicataire qui n'avait aucune connaissance du bail à ferme, avait juste motif de croire que dès l'adjudication, il disposerait à son gré des objets adjugés ; que cette considération a pu déterminer son enchère, et que, quel qu'en soit le prix, il ne peut éprouver de restriction dans les droits qui lui ont été transmis ; que si l'adjudicataire, suivant l'art. 731, n'a pas plus de droits que ceux qu'avait le saisi, c'est quant à la propriété ; car, quant au bail à ferme, si la date n'en est pas certaine, encore que le saisi ne pût le faire annuler, l'adjudicataire le pourra, suivant l'art. 691 ; — Que, si le bail est simulé, il est dans le même cas. La nullité, qui peut en être prononcée, faisant disparaître l'acte lui-même, en détruit la date ; — Que celui à qui on oppose un acte peut exiger qu'il est frauduleux et simulé ; qu'ainsi il y a lieu d'examiner les moyens invoqués contre le bail du 10 avril 1819 ; — Considérant que le propriétaire Troté était exposé à des poursuites judiciaires quand il a consenti ledit bail ; qu'il lui a donné une durée insolite, celle de dix-huit ans ; que peu de temps après il a reçu une obligation de rente en grains, payable aussi pendant dix-huit ans, le même terme qui était assigné au bail à ferme ; qu'à cette obligation d'une rente temporaire on ne peut attribuer d'autre cause qu'une augmentation du prix du bail ; — Que presque aussitôt Troté a vendu à celui qui était bailleur les objets affermés, sans faire mention du bail ; — Que le prix de vente était au dessous de la valeur des objets vendus, puisqu'ils ont été surenchérés, et que l'adjudication en a été faite ; — Que du cumul de ces actes et de ces circonstances il résulte que le bail n'était pas sérieux, qu'il avait été imaginé dans l'intérêt de Troté, pour soustraire à ses créanciers une partie de son revenu et pendant longues années ; — Que ce préjudice, qui ne portait dans l'origine que sur les créanciers, tournerait au détriment de l'adjudicataire s'il était maintenu ; — Met au néant l'appel et ce dont est appelé ; — Emendant ; — Déclare le bail à ferme du 10 avril 1819 nul et de nul effet ; — En conséquence, etc.

Du 20 juill. 1822. — Cour roy. d'Angers. — Pl. MM. Dubois et Delcurie.

MITOYENNETÉ. — SERVITUDE. — JOURS. — DESTINATION CONVENTIONNELLE. — RÉPARATIONS.

Le propriétaire d'une maison qui a sur la partie inférieure du mur séparatif de la maison voisine, un droit de mitoyenneté, ne peut, sous prétexte qu'il veut élever sa maison, réclamer la mitoyenneté de la partie supérieure dans laquelle le voisin possède des fenêtres d'aspect, depuis plus de trente ans, alors d'ailleurs qu'il est reconnu par les juges, que l'état des lieux est le résultat de conventions passées entre les précédents propriétaires.

Les frais de réparation d'un mur mitoyen ne sont à la charge commune des deux propriétaires voisins, qu'autant que les réparations sont nécessaires des deux côtés du mur, ou dans sa totalité.

(Bouloud — C. Cattier.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'il résulte de l'état descriptif des maisons Cattier et Bouloud, que le mur qui sépare actuellement ces deux maisons, n'avait été construit anciennement que dans l'intérêt unique de celle de Cattier, puisque l'on y remarque que les retraites qui existent sont toutes du côté de cette maison, et que dans ce même mur il existait plusieurs fenêtres ; ce qui donne lieu de présumer qu'anciennement il y avait eu convention entre les propriétaires de la maison Cattier et les auteurs de Bouloud de rendre mitoyenne la portion de mur contre laquelle ces derniers voulaient appuyer et construire leur maison, et d'y boucher les jours et fenêtres existant dans cette partie ; — Considérant que la position des jours et fenêtres actuellement existant, et leur ancienneté non contestée par Bouloud, font présumer que la concession faite par les auteurs de Cattier à ceux de Bouloud ne fut que limitée à ne pouvoir élever leur maison qu'à une hauteur déterminée ; — Considérant d'ailleurs, qu'il est de jurisprudence constante en Dauphiné, pays de droit écrit, que l'existence depuis plus de trente ans, de jours ou de vues droites établis en faveur de celui qui les a pris le droit de les conserver, sans que celui qui les a soufferts puisse faire anciens travaux qui puissent nuire à l'exercice de ce droit ; — Considérant que les jours et fenêtres existant actuellement dans la maison Cattier depuis plus de trente ans, et tels qu'ils sont décrits dans le rapport des experts, ne peuvent être considérés comme des jours de coutume, puisqu'ils ne sont ni à la hauteur prescrite, ni treillisés, ni à verre dormant ; qu'ils ont au contraire, tous les signes qui caractérisent des jours ou vues droites ; — Qu'ainsi, sous tous ces rapports, Bouloud est sans droit pour réclamer la mitoyenneté supérieurement à celle qui existe, et boucher les fenêtres dont il s'agit ;

Considérant, relativement à la demande de Bouloud, tendant à obliger Cattier à contribuer pour moitié à la réparation du mur mitoyen, que les experts ayant reconnu que la partie du mur mitoyen existant depuis le rez-de-chaussée jusqu'au premier étage était en mauvais état du côté de la maison Bouloud, sans l'être du côté de Cattier, il est juste que Bouloud fasse seul, et à ses frais, les réparations reconnues nécessaires dans cette partie par les experts ; mais qu'il n'en est pas de même dans le surplus du mur mitoyen ; qu'étant justifié, d'une part, que Bouloud a été forcé par la volée de démolir le mur de face de sa maison, et de désangler ainsi la maison Cattier, et, d'autre part, étant reconnu par les experts que, dans la maison Cattier comme dans celle de Bouloud, il existe des cheminées qui ont porté atteinte à la solidité du mur mitoyen, il est juste d'ordonner que les réparations ou reconstructions à faire dans cette partie le seront à frais communs ; — Confirme le jugement dont est appel ; — Ordonne, etc.

Du 20 juillet 1822. — Cour roy. de Grenoble.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — DOUBLE POURSUITE. — JOINTION. — APPEL. — SIGNIFICATION.

L'appel d'un jugement qui réunit deux saisies immobilières n'est pas valablement signifié au domicile de l'avoué de la partie saisie. Il doit être signifié à domicile réel. (Cod. proc., 456.)

(Mainponte) — C. Sarrasin. — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'acte d'appel de Sarrasin a été donné au domicile de l'avoué de la veuve Laroche, tandis qu'il devait l'être à son domicile réel ; — Que dès lors, cet acte est irrégulier et nul ; — Declare l'appel irrégulier, etc.

Du 20 juillet 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés. M. Rochon de Valette. — Pl., MM. Dumont et Gery.

1° DOT MOBILIÈRE. — ALIÉNATION.

2° DEUIL. — SAISIE MOBILIÈRE.

1° Les sommes dotales sont saisissables, surtout après la dissolution du mariage, par les créanciers de la femme, pour dépens prononcés contre elle dans un procès relatif à ses biens paraphernaux, soutenu du consentement du mari. — On ne peut opposer aux créanciers l'inaliénabilité de la dot. (Cod. civ., 1554.) (1)

2° La somme accordée à la femme veuve, pour annuité à habiter de deuil, est saisissable par les créanciers de la femme, en ce qu'elle est accordée à la veuve pour honorer la mémoire du mari. — On ne peut détourner cette somme de la destination indiquée par la loi. (Cod. civ., 1570; Cod. proc. civ., 581.)

(V. Martin — C. Falgayrac et Daens.)

En 1815, la dame Delcroc, épouse Martin, autorisée de son mari, intenta contre le sieur Falgayrac et la demoiselle Daens, un procès relatif à ses biens paraphernaux. Elle succomba tant devant le tribunal de première instance que devant la Cour royale de Toulouse, et fut condamnée à tous les dépens.

Le sieur Martin étant décédé, sa veuve pour-suivit contre ses deux filles, les dames Fontaillie et Cayla, le paiement de ses reprises dotales. — Arrêt qui fixe ces reprises à une somme de 12,100 fr.; et qui condamne les dames Fontaillie et Cayla à payer annuellement à leur mère, jusqu'à parfait acquittement de sa dot, une somme de 1,800 fr., à titre de pension alimentaire et d'intérêts de la dot, et à lui payer en outre une somme de 2,000 fr. pour l'année de deuil.

Cependant le sieur Falgayrac et la demoiselle Daens, créanciers de la dame Delcroc, pour les condamnations aux dépens prononcées contre elle, l'ont saisi-arrêté entre les mains des dames Fontaillie et Cayla, nées Martin, les sommes dont elles étaient débitrices envers leur mère.

Les dames Fontaillie et Cayla déclarent qu'elles doivent à leur mère une partie des sommes dotales, quelques arrérages de la pension, enfin, une partie de la somme pour année de deuil.

La veuve Martin citée devant le tribunal civil de Gaillac, pour voir prononcer la validité de la saisie, en demande la nullité par le motif qu'elle portait sur des sommes insaisissables, en ce que les unes étaient des reprises dotales, et les autres provenaient d'une pension alimentaire.

4 juin 1821, jugement du tribunal de Gaillac qui la déboute de ses conclusions et maintient la saisie-arrêt pour le tout.

Appel de la veuve Martin.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que les saisies sont valables dans la forme et faites en vertu de titres qui les autorisaient ; — Attendu que la dame

Delcroc, veuve Martin, ayant une cause raisonnable de soutenir du consentement de son mari, le procès qui a entraîné la condamnation aux dépens, cause de la saisie, les créanciers du montant de ces condamnations ont pu, après la dissolution du mariage, saisir les sommes dotales ;

Attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 1481, 1570 du Code civil, et 581 du Code de proc. civ., que la somme accordée pour annuité à habiter de deuil, étant donnée à la veuve pour honorer la mémoire de son époux, est de sa nature insaisissable ; — Attendu que les pensions alimentaires, aux termes du même art. 581 du Code de proc. civ., sont également insaisissables ; — Attendu que dans les 1800 fr. de revenu, adjugés à la dame Delcroc, veuve Martin, par arrêt de la Cour, se trouvent compris les intérêts de la somme capitale de 12,000 fr., formant le montant de ses reprises dotales, et que cette somme capitale, non plus que les intérêts d'icelle, ont participé pas au privilège accordé, par l'art. 581, aux sommes adjugées pour aliments ; — Par ces motifs, annule les saisies-arrêts faites par les parties de Deuille, en tant qu'elles portent sur les sommes dues pour annuité et habits de deuil, et celles adjugées à titre d'aliments; la maintient en tant qu'elles frappent sur le capital et les intérêts des sommes dues, pour reprises dotales, à la dame Delcroc, veuve Martin, etc.

Du 20 juill. 1822. — Cour roy. de Toulouse. — 2^e ch. — Prés., M. d'Alquières. — Concl., M. d'Ollivier, cons. aud. — Pl., MM. Romignières et Feral.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — RAPPORT.

Lorsqu'un testateur est en même temps légataire par préciput, d'un objet déterminé ou de la quotité disponible, on doit comprendre dans la masse des biens, pour calculer la quotité disponible, les biens précédemment donnés entre-vifs aux autres cohéritiers. — En ce cas, on ne peut opposer à l'héritier légataire, l'art. 857, Cod. civ., portant que le rapport n'est pas dû au légataire. (Cod. civ., 843.) (2)

(Gabarroche — C. Gabarroche.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que pour juger le procès actuel, il faut se fixer premièrement sur l'objet des demandes des parties; secondement, sur la nature des actes consentis par le père de famille en faveur de ses enfants et sur l'exécution qu'ils doivent avoir; troisièmement, enfin, sur les moyens à ordonner pour que les volontés du père de famille soient exécutées conformément à la loi; — Considérant que l'objet du procès est le partage à faire entre les frères et les sœurs, de la succession de leur père commun ; — Que si on a voulu restreindre ce partage aux biens que le père possédait à sa mort, il n'en est pas moins vrai qu'il s'agit du partage de la succession en entier ; — Considérant qu'Antoine Gabarroche père abandonna, par acte du 9 frim. an 14, à tous ses enfants, une partie de ses biens sous la réserve d'une pension viagère ; — Que cet acte, dans sa rédaction, est qualifié de donation entre-vifs et à jamais irrévocable ; — Que par le même acte, il donne à sa fille, Marie Gabarroche, par préciput, et hors part, un chat ; qu'après ces disposi-

(1) V. sur cette question délicate et ses analogues, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt conforme à la Cour de Nîmes du 20 brum. an 13.

(2) Sur cette grave question qui a divisé et divise encore les auteurs, voy. nos observations sous

l'arrêt Saint-Arroumès (Cass. 5 juill. 1826), qui a fixé la jurisprudence de la Cour de cassation dans le sens de la décision ci-dessus. — V. encore dans le même sens, Bruxelles, 12 juin 1810, et le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne cet arrêt.

tion, en présence du père, mais sans participation, les enfans partageront entre eux, par le même acte, les biens que leur père avait abandonnés;—Que par le contrat de mariage de Marie Gabarroche, du 9 avril 1810, son père lui fit une seconde donation, par préciput et hors part, contenant le bien qui lui restait en possession et son mobilier;— Considérant qu'à présent qu'il s'agit du partage de la succession du père commun des parties, toutes les donations par lui faites à ses enfans, sont sujettes à rapport, que ce ne sera qu'après avoir fait la consistance de cette hérédité, que l'on pourra voir si les donations faites par préciput et hors part à Marie Gabarroche, excèdent la portion que le père avait disponible;—Qu'alors, si les objets à elle donnés par préciput excèdent le quart des biens de son père, elle sera tenue de rapporter à la masse, l'excédant; si le préciput à elle donné est inférieur au quart des biens, elle sera tenue de se contenter pour préciput, des objets à elle nominativement donnés;— Considérant que, pour procéder au partage à faire, les parties devront se conformer aux dispositions du Code civil, au chap. 4 du *Partage et des Rapports*, depuis l'art. 822 jusque et compris l'art. 844;— Considérant que c'est mal à propos que le tribunal de première instance a déclaré n'y avoir lieu de prononcer sur un partage demandé, et qu'il devait ordonner, en en fixant les bases;— Que vainement on dirait que leur demande en partage se bornait au partage égal des biens que le père avait à sa mort;— Qu'il s'agissait de savoir si la donation par préciput que le père avait faite de ces biens, à Marie Gabarroche, sa fille, était réductible ou devait être maintenue en entier;— Par ces motifs, faisant droit de l'appel que Daniel Gabarroche et Anne Gabarroche, épouse autorisée de Gabriel Nicolas, ont interjeté du jugement rendu par le tribunal de première instance de Beye, le 28 avril 1820, émettant et réformant, ordonne qu'il sera procédé à la consistance de la succession d'Antoine Gabarroche, père commun, laquelle se compose de ce qu'il avait donné ou abandonné à ses enfans, et de ce dont il était encore en possession à sa mort, et dont il a fait donation en faveur de Marie Gabarroche sa fille; qu'à cet effet, tous ses enfans rapporteront fidèlement à la masse à partager tout ce que leur père leur a donné, déclare que le préciput et donation hors part, attribué par le père à Marie Gabarroche sa fille, ne peut excéder le quart de ses biens y compris lesdits rapports, mais qu'il peut être moindre que ce quart, en conséquence, ordonne, etc.

Du 22 juill. 1822.—Cour roy. de Bordeaux.—1^{er} ch.—Prés., M. de Marbotin de Conteneuil p. p.—Pl., M. Bousquet et Cazemajor.

ORDRE.—FORCLOSURE.—PARTIE SAISIE.

La forclusion prononcée par l'art. 756, Cod. proc., contre les créanciers qui n'ont pas contredit à l'ordre dans le délai fixé par l'art. 755, ne s'étend pas à la partie saisie (1).

(1) Solution conforme à la doctrine la plus généralement admise. V. Metz, 22 mars 1817; Grenoble, 11 fév. 1818; Nîmes, 6 juill. 1840, et les notes.—Mais voy. en sens contraire, Rennes, 11 janv. 1813; Paris, 26 avril 1813, et 2 déc. 1836.

(2) C'est par application de même principe qu'il a été jugé par la Cour suprême de Bruxelles, le 25 mai 1818, qu'un accusé ne peut, sans des motifs graves et proposés d'avance, appeler comme témoin le juge que la loi lui assigne. V. l'arrêt à sa date.

(3) D'après les auteurs, le délai de la prescrip-

(Honnais—C. Solfray).—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant qu'il résulte des dispositions des art. 755 et 756 du Code de proc., que le délai de produire et de contester en matière d'ordre, n'est prescrit qu'à l'égard des créanciers du débiteur, et non à l'égard du débiteur lui-même, puisque le législateur n'a prononcé la forclusion qu'à l'égard des créanciers nominativement, tandis que, lorsqu'il s'agit de distribution par contribution, le législateur a prononcé cette même forclusion contre les créanciers et la partie saisie, ainsi qu'il résulte des dispositions de l'art. 664 même Code;—Dit à tort la fin de non-recevoir;—Ordonne que les parties plaident au principal, etc.

Du 22 juill. 1822.—Cour roy. de Caen.

TÉMOINS EN MATIÈRE CRIM.—JURÉS.

L'accusé ne peut avoir la faculté illimitée, et au-delà du nombre des récusations péremptoires que la loi autorise, d'appeler en témoignage les jurés après la formation de la liste (2).

(Guinaud et autres).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu qu'en général, reconnaître aux accusés la faculté illimitée et au-delà du nombre des récusations péremptoires que la loi autorise, d'appeler en témoignage les jurés après la formation de la liste, serait abolir le jury pour tout accusé intéressé à rendre son jugement impossible;—Qu'en cas particulier, les accusés ont voulu faire sortir quatorze membres de la liste des jurés; que cet expédient de citer les jurés en témoignage, n'a été imaginé que pour paralyser le jury, puisqu'en admettant le principe et ses conséquences, il y aurait lieu de non juger perpétuelle, tant que des accusés s'auraient point de juges et de jurés de leur choix;—Que ce moyen est illégal et destructif de l'institution du jury;—Sans s'arrêter à l'incident, qu'elle déclare mal fondé, ni aux réquisitions du procureur général, tendant à ce que les jurés soit interpellés s'ils ont des faits à leur connaissance concernant les accusés;—Ordonne qu'il sera passé outre au tirage des jurés, etc.

Du 22 juill. 1822.—Cour d'assises du Haut-Rhin (Colmar).—Prés., M. Millet de Chever, p. p.—Concl., M. Desclaux, proc. gén.—Pl., M. Antonin et Barthe.

FOLLE-ENCHÈRE.—CAUTION.—REQUÊTE CIVILE.

Du 23 juill. 1822 (aff. Luthereau-Besuregard).—Cour roy. de Bourges.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 8 août 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

OUTRAGE.—PRESCRIPTION.—AFFICHES.

A défaut d'une disposition spéciale dans la loi du 25 mars 1822, le délit d'outrage fait publiquement à un fonctionnaire public, à raison de ses fonctions, ne se prescrit que par le délai ordinaire de la prescription en matière de délits, c'est-à-dire, par trois ans (3).

tion n'est dans ce cas, que de six mois, par application de l'art. 29 de la loi du 26 mai 1819. La loi du 25 mars 1822 s'est bien modifiée dans quelques-unes de ses dispositions; celle du 26 mai 1819; mais, ainsi que la dit M. Mangin, de l'Action publique, t. 2, n° 10, « cette loi se réfère à l'autre et à celle du 17 mai 1819, pour se former avec elle, qu'un seul corps de législation. » C'est aussi ce qui a été reconnu par la Cour de cassation qui sur les conclusions de M. Mangin lui-même, a décidé le 16 avril 1829, que l'outrage fait publiquement à un ministre du culte, à raison de sa qualité, est sou-

Les tribunaux de police correctionnelle ne sont pas autorisés à prononcer à titre de peine, en matière d'outrages envers les fonctionnaires publics, l'affiche de leurs jugemens aux frais des prévenus (1).

(Sabouret — C. Mathieu.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les faits à raison desquels Labouret est poursuivi ont été articulés dans la plainte, ainsi que la loi le veut; — Attendu que ce n'est point en qualité de maire que Sabouret s'est permis les imputations qui lui sont reprochées; — Attendu que les faits dont il s'agit, ne sont pas prescrits, puisqu'ils ne remontent pas à plus de trois années, terme ordinaire des prescriptions pour délits, à défaut d'une disposition qui ne se trouve pas dans celle du 25 mars 1822; — Attendu au fond qu'il est justifié par l'instruction, que Sabouret a traité publiquement, depuis moins de trois années, le sieur Mathieu, juge de paix à Audun-le-Bonand, de juge partial, qui ne provoquait le jugement favorable qu'au profit des personnes qu'il affectionnait....., ce qui constitue des faits punissables, d'après l'art. 6, L. du 25 mars 1822;

Attendu qu'il est dû des dommages-intérêts au sieur Mathieu; — Attendu qu'il n'y a pas lieu à l'affiche de l'arrêt, puisque la loi précitée ne prescrit pas ce genre de condamnation, repoussée aussi par l'art. 36 du Code pén.; — V. l'art. 6, L. du 25 mars 1822; — Sans s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées par le prévenu, — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que les premiers juges auraient ordonné l'affiche de leur jugement; — Emendant, quant à ce, etc.

Du 24 juill. 1822. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Prés., M. Pyrot. — Concl., M. Tbliron, subst. — Pl., MM. Belot et Charpentier.

APPEL CORRECTIONNEL. — DÉLAI. — JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Le délai de l'appel des jugemens par défaut, en matière correctionnelle, court du jour de la signification du jugement par défaut, et non pas seulement du jour où l'opposition n'est plus recevable. (Cod. Inst. crim., 203.) (2)

(Gobillard — C. Lacour.)

Du 25 juill. 1822. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delaméthérie. — Concl., M. Corblu, subst. — Pl., MM. Mater et Delaisaie.

COMMUNAUTÉ. — RENONCIATION. — RÉALISATION.

La femme qui a renoncé à la communauté n'a

mis à la prescription de six mois établie par l'art. 206 du Code de procédure, et non à celle déterminée par le Code d'Inst. crim., — V. encore dans ce sens, Rautier, t. 2, n° 859; Chassan, t. 2, p. 90; de Grattier, t. 1, n° 5 à 6. Ce dernier auteur enseigne cependant que la règle n'est applicable qu'aux délits, et que quant aux contraventions, le délai de la prescription est d'un an; et c'est ce qui a été jugé par la Cour de cassation le 18 août 1838.

(1) Jugé cependant que cette mesure peut être ordonnée, sinon à titre de peine, du moins comme accessoire des réparations civiles dues au plaignant. V. Cass. 23 mars 1811; 22 oct. 1812; 25 mars 1813; 26 mars 1819, et les notes. — V. cependant, Cass. 12 niv. an 8, et la note.

(2) V. conf., Cass. 22 janv. 1825; Paris, 27 mai 1829.

(3) C'est là, d'après l'arrêt ci-dessus, une conséquence du principe consacré plusieurs fois en jurisprudence et adopté par la généralité des auteurs, que la clause de réalisation, c'est-à-dire celle par

laquelle les futurs époux excluent de la communauté, en se la réservant propres, tout ou partie de leur mobilier présent ou futur, n'a pas pour effet de conserver aux époux la propriété de leur mobilier en specie, et que ce mobilier se tombe pas moins dans la communauté avec le droit en faveur du mari, de l'aliéner sans le concours de la femme. V. Paris, 21 janv. 18 avril et 11 mai 1837 (Volume 1837). — V. aussi Pothier, de la Comm., n° 325; Delvincourt, t. 3, p. 41 et 390, notes; Delaport, Pand. franç. art. 1500 et 1503; Merlin, Répert., v° Réalisation, § 1^{er}, n° 4; Baitur, n° 153; Bellot des Minières, t. 2, p. 101; Rolland de Villargues, Répert., v° Réalisation. — Mais la doctrine contraire est vivement soutenue par Toullier, t. 13, n° 326, et elle a été consacrée par la Cour de cassation par un arrêt du 2 juill. 1840, rapporté dans notre Vol. de 1840. — V. cet arrêt et la note qui l'accompagne. V. aussi Duranton, t. 14, n° 318, et t. 16, n° 21 et 24.

(Durand — C. syndics Durand.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que dans leur contrat de mariage, reçu par Gerantes, notaire, le 26 déc. 1808, Antoinette Durand et Jean-Claude Durand se sont constitués tous leurs biens et droits présents et à venir, pour en jouir ensemble, et les régir en communauté, les propres d'un chacun distraits et prélevés; que, dans ce même contrat, l'épouse se constituait son trousseau, évalué à 4,000 fr., et que le 28 du même mois, par acte reçu par le même notaire, Jean-Claude Durand reconnut avoir reçu de Louis Durand, son beau-père, la somme de 30,000 fr., constituée par celui-ci à sa fille, en avancement et à compte de ses droits légitimes paternels; — Attendu qu'après la faillite de son mari, Antoinette Durand a renoncé à la communauté des biens stipulée entre eux; qu'ainsi ces différents actes ayant été passés sous l'empire du Code civil, c'est par les dispositions de ce Code, que se régissent, soit les droits que le contrat de mariage peut donner à Antoinette Durand sur les biens de la communauté, soit les effets de sa renonciation; — Attendu que, suivant l'art. 1492 du Code civil, la femme qui renonce, perd toute espèce de droits sur les biens de la communauté, et même sur le mobilier qui y est entré de son chef; que suivant l'art. 1493, la femme renonçante a le droit de reprendre: 1° les immeubles à elle appartenant, lorsqu'ils existent encore en nature; 2° le prix de ces immeubles aliénés, dont le remploi n'a pas été fait; 3° toutes les indemnités qui lui seront dues par la communauté; — Attendu que de la combinaison de ces deux articles, il résulte qu'à l'exception de ces immeubles qu'elle reprend en nature, lorsqu'ils existent, la femme renonçante, perdant toute espèce de droit sur les biens de la communauté, devient et ne peut être créancière de son mari pour toutes les reprises que la loi lui accorde, et qu'elle a à exercer contre lui; — Attendu que lors même qu'il serait possible d'induire de ces simples expressions du contrat de mariage, « les propres d'un chacun distraits et prélevés », qu'elles auraient opéré une réalisation des deniers dotaux d'Antoinette Durand,

laquelle les futurs époux excluent de la communauté, en se la réservant propres, tout ou partie de leur mobilier présent ou futur, n'a pas pour effet de conserver aux époux la propriété de leur mobilier en specie, et que ce mobilier se tombe pas moins dans la communauté avec le droit en faveur du mari, de l'aliéner sans le concours de la femme. V. Paris, 21 janv. 18 avril et 11 mai 1837 (Volume 1837). — V. aussi Pothier, de la Comm., n° 325; Delvincourt, t. 3, p. 41 et 390, notes; Delaport, Pand. franç. art. 1500 et 1503; Merlin, Répert., v° Réalisation, § 1^{er}, n° 4; Baitur, n° 153; Bellot des Minières, t. 2, p. 101; Rolland de Villargues, Répert., v° Réalisation. — Mais la doctrine contraire est vivement soutenue par Toullier, t. 13, n° 326, et elle a été consacrée par la Cour de cassation par un arrêt du 2 juill. 1840, rapporté dans notre Vol. de 1840. — V. cet arrêt et la note qui l'accompagne. V. aussi Duranton, t. 14, n° 318, et t. 16, n° 21 et 24.

et les auraient rendus propres mobiliers, cette circonstance ne changerait pas sa qualité de créancière, par le motif que le mari ayant la libre disposition des deniers dotaux, ne les recevant même que pour en disposer, la réalisation stipulée en faveur de la femme, ne la rend pas créancière *in specie*, mais seulement de la valeur de ses propres fictifs; — Attendu que, quoique l'art. 1499 déclare que la femme, renonçante est déchargée de toutes contributions aux dettes de la communauté, tant à l'égard du mari, qu'à l'égard des créanciers, cette disposition uniquement relative aux intérêts respectifs des époux, ne saurait porter atteinte aux droits des créanciers, lorsqu'ils se trouvent en concours avec la femme; et, des lors, sa créance ne peut être préférable à la leur, qu'autant qu'elle serait privilégiée; — Attendu, soit qu'on consulte le droit ancien, soit qu'on s'attache au droit nouveau, qu'il est de doctrine certaine que la femme ne jouit d'aucun privilège pour la répétition de cette nature de créance, et que toutes les fois qu'il s'agit d'une distribution mobilière, elle vient à contribution avec les autres créanciers du mari; — Attendu que cette vérité de principe résulte essentiellement de l'art. 551 du Code de comm., applicable à Antoinette Durand, dont le mari a pris la qualité de négociant dans leur contrat de mariage, et à qui cette qualité a été spécialement attribuée par le jugement dont est appelé, lequel paraît avoir reconnu pour constant en fait, que Jean-Claude Durand avait, après son mariage, continué le commerce qu'il avait alors, et qu'il n'a depuis cessé de l'exercer, soit particulièrement, soit en société; — Attendu que du texte de cet article et de la discussion dont il fut l'objet au conseil d'Etat, il suit d'une part, qu'en accordant à la femme du failli une hypothèque pour les effets mobiliers et les deniers qu'elle justifiera, par actes authentiques, avoir apportés en dot, la loi a considéré la répétition de ces effets mobiliers et de ces deniers comme constituant une simple créance; d'autre part, qu'en limitant l'hypothèque aux immeubles qui appartiennent au mari à l'époque du mariage, la loi n'a entendu donner à la femme aucun privilège sur l'aval mobilier du failli; — Par ces motifs; — Confirme le jugement dont est appel, etc.

Du 25 juill. 1822. — Cour roy. de Lyon. — Prés., M. Combes de Montroil. — Conc., M. Monnier, av. gén. — Pl., MM. Leclerc et Vincent.

INTERROGAT. SUR FAITS ET ARTICLES. — Opposition.

La voie d'opposition n'est pas ouverte contre un jugement sur requête qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles (1).

(Dufliche — C. Fiévé.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le Code de procédure civile n'autorise la voie de l'opposition que contre les jugements par défaut, c'est-à-dire

contre les jugements rendus contre une partie appelée et qui ne se défend pas; — Considérant qu'un jugement qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles ne peut être rangé dans cette catégorie; — Qu'en effet, aux termes du même Code, les parties peuvent, en toute matière et en tout état de cause, demander cet interrogatoire; — Que la décision du tribunal qui l'accorde est rendue à l'audience sur simple requête; — Que, loin de permettre à la partie qu'il s'agit d'interroger, de contester, avant son interrogatoire, la pertinence et l'admissibilité des faits, l'art. 79 du tarif annexé au Code, défend de lui signifier la requête tendant à l'interrogatoire, avant le jugement qui l'ordonne; — Considérant qu'il résulte de ces dispositions et de toutes celles qui sont contenues au tit. 15, liv. 2 du Code de proc., que cette loi a établi un mode spécial de procéder en cette matière; qu'il a voulu que ce mode fût simple, rapide, et ne retardât en aucune manière le jugement définitif; que si la loi eût entendu autoriser la voie de l'opposition, comme l'autorisait l'ordonn. de 1667, elle l'aurait formellement exprimé, et n'aurait pas surtout fixé un délai aussi court que celui de vingt-quatre heures entre la signification de la requête et du jugement qui permet l'interrogatoire lui-même; — Considérant, d'ailleurs, que la partie assignée, pour être interrogée, ne peut pas se plaindre qu'on la prive du moyen de se défendre; mais que c'est devant le juge-commissaire qu'elle doit s'expliquer; qu'elle peut faire, devant le magistrat, tels dires, réponses et observations qu'elle juge à propos sur chacun des faits et articles compris dans l'interrogatoire; qu'elle peut refuser de répondre, si les faits ne lui paraissent pas pertinents, et que ses dires, observations, réponses ou refus de répondre consignés dans le procès-verbal du juge-commissaire sont ensuite appréciés par le tribunal; — Met l'appellation au néant; — Ordonne, etc.

Du 26 juill. 1822. — Cour roy. d'Amiens.

1° AVAL. — PROTÊT. — FORME.

2° LETTRE DE CHANGE. — PRESCRIPTION. — INTERDICTION.

1° L'aval n'est soumis à aucune forme particulière (2); Ainsi, les mots pour caution mis au bas d'une lettre de change sans modification ni réserve, constituent un véritable aval et celui qui l'a donné ne peut prétendre qu'il n'a entendu contracter qu'un engagement civil.

2° Les donneurs d'aval, cautions du tireur, ne peuvent, comme pourrait le faire l'endosseur, exciper du défaut de protêt en temps utile (3).

3° La prescription de cinq ans établie par l'art. 189, Cod. comm., n'est pas suspendue par l'interdiction prononcée avant l'expiration de cinq ans contre le porteur de la lettre de change (4).

(3) V. conf., Cass. 26 janv. 1818, et les autorités rappelées dans la note. — *Idem*, Cass. 30 mars 1819; V. aussi les observations qui accompagnent le jugement du tribunal de cassation du 9 flor. an 10.

(4) Il a été jugé dans la même sens, que la prescription de cinq ans, en matière de lettres de change court contre les mineurs comme contre les majeurs. Sic, Paris, 23 avril 1836. V. aussi Peibier, *Contr. de ch.*, n° 208; Jonse et Bernier, sur l'art. 22 de l'ordonn. de 1673; Merlin, *Répert.*, v° Société, § 3; Locré, sur l'art. 189, Code de comm., p. 561; Pardessus, *Lettres de ch.*, n. 331, et *Droit comm.*, n° 210 et 1090; Vazeille, de la Prescription, n. 268; Troplong, *ibid.*, n. 1038.

(1) C'est là une question controversée. V. les observations qui accompagnent un arrêt en sens contraire de la Cour de Paris, du 28 mai 1808, et les autorités en sens divers qui y sont indiquées. *Adde*, dans le sens de la décision ci-dessus, Boucenne, t. 4, p. 538; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1241, et *Comm. du tarif*, tom. 1, p. 319, n° 8.

(2) Telle est la doctrine de tous les auteurs tant anciens que modernes. doctrine que la jurisprudence nouvelle a consacrée. V. Cass. 30 mars 1819; Colmar, 22 nov. 1811; Toulouse, 23 mars 1822; Bourges, 23 août et 9 avril 1824; Grenoble, 21 janv. 1829, et les notes.

VII. — 1^{re} PARTIE.

(Brunel—C. Laget.)—ARRÊT.

LA COUR;—Sur la question tendant à savoir si Brunel père, partie de Tailband, doit être considéré comme une simple caution, ayant contracté selon les principes du droit commun :—Considérant qu'une lettre de change, étant de sa nature un engagement commercial et pouvant être cautionnée par une tierce personne, celui qui, à côté de la signature du tireur, fournit et signe au pied de la lettre de change elle-même une garantie ou cautionnement, bien qu'il n'ait employé le mot aval, mot technique usité dans le commerce, il n'a exprimé la garantie que par le mot générique *cautionnement*, est censé être un donneur d'aval, non obligé en contrat de change, se soumettant aux règles particulières à cette espèce de contrat; qu'il ne pourrait s'y soustraire qu'autant qu'il aurait, ainsi que lui en donnait le droit l'art. 142 du Code de comm., modifié son cautionnement par une déclaration y exprimée, qu'il n'entendait prendre qu'un engagement purement civil, le laissant dans le droit commun;—Que donner une autre entente aux mots pour caution apposés avec signature, au pied d'une lettre de change, serait s'éloigner de cet esprit de bonne foi, d'exécution prompte, de marche simple et dégagée des formalités multipliées du droit civil, qui anime le législateur, et que commandent en général les affaires commerciales;—Que la loi publique serait évidemment trompée, si le mot unique *cautionnement* qu'on lirait sans modification ou réserve, au pied d'une lettre de change, n'était point le synonyme du mot aval, et ne conférait pas au porteur les mêmes droits que l'aval, aval qui, dans les usages commerciaux, se fournit même par la simple signature en blanc de la caution à côté de celle des tireurs ou endosseurs;—Qu'enfin, et au cas particulier, tout conduit à faire considérer Brunel père, partie de Tailband, comme donneur d'un véritable aval;

Considérant que tout donneur d'aval s'identifie avec celui qu'il cautionne, et prend sur son compte l'engagement du débiteur auquel il s'ad joint solidairement;—Que ses obligations comme ses exceptions, sont les mêmes que celles du tireur, s'il a cautionné un tireur; les mêmes que celles d'un accepteur ou d'un endosseur s'il a, par son aval, cautionné l'un ou l'autre de ces derniers;—Que c'est ainsi et distributivement que doivent s'entendre les expressions de l'art. 142 du Code de comm.;—Que le législateur (art. 168 dudit Code), qui prononce la déchéance de toute action du porteur qui, faute de paiement à l'échéance, n'a point assigné son garant dans la quinzaine, ne la prononce nominativement que contre les endosseurs, et statue, au contraire par l'art. 117, que le tireur demeure obligé et responsable pendant cinq ans, à moins qu'il ne prouve que le tiré avait provision de lui;—Qu'il suit de là que le donneur d'aval, coobligé solidaire et identique du tireur, ne peut exciper de même, de cette déchéance qu'autant qu'il aurait fait faire par le tireur ou fait lui-même, à l'échéance, provision entre les mains du tiré;—Qu'ici Brunel père ne justifie ni n'offre de jus-

tifier de telle provision :—Par ces motifs, —Rejette le moyen pris de la déchéance portée par l'art. 168 dudit Code;

En ce qui touche la prescription de cinq ans, qu'on prétend avoir été suspendue par la circonstance de l'interdiction du créancier ou porteur, Cormier :—Considérant, d'une part, que si le Code de commerce ne contient point, comme l'ordonne de 1873, une disposition textuelle pour déclarer que cette prescription court contre toutes personnes, et que ni les mineurs absents et autres pareils n'en sont exempts, l'esprit du Code de commerce est le même que celui de l'ancienne ordonnance, et se manifeste dans son art. 189 par les expressions du législateur qui, par ces mots, toutes actions relatives aux lettres de change se prescrivent par cinq ans, fait assez comprendre qu'il interdit l'action à tous en général; qu'il ne veut point d'exceptions; qu'il s'est décidé à poser une règle absolue, après avoir balancé l'exemption au faveur due à certaines personnes, en matière de prescription, avec l'intérêt général du commerce qui s'oppose à des recherches de longue durée, pour des effets destinés à faire fonctions de monnaie;—Considérant, d'autre part, que si cette prescription a paru devoir être établie pour le bien général en matière de commerce, elle n'est fondée cependant que sur une présomption légale du paiement de la lettre de change, et doit être soutenue par l'affirmation des prétendus débiteurs qu'ils ne sont plus redevables, si cette affirmation est requise, comme elle l'était au cas présent;—Par ces motifs, et sans s'arrêter aux moyens pris de ce que la lettre de change porterait au dos la mention de trois prorogations de délai, prorogations dans lesquelles la Cour ne saurait voir une novation;—Met l'appellation au néant; ordonne, etc.

Du 26 juillet 1822.—Cour roy. de Riom.—3^e ch. Prés., M. Deval de Guymont.—Concl., M. Jussierand, av. gén.—Pl., MM. Tailband et Morie.

1^o ENFANT NATUREL.—ENFANT ADULTÉRIN.—RECONNAISSANCE.

2^o LEGS.—MEUBLES.—ARGENT.—CRÉANCES.

1^o La reconnaissance d'un enfant naturel faite par son père ne peut être combattue par d'autres actes, et même par une déclaration ultérieure du père, qui donneraient à cet enfant une maternité adultérine (1).

2^o Le legs des meubles de toute espèce, linge et denrées, etc., et généralement de tout ce qui se trouvera dans la maison du testateur, à l'exception seulement des titres de famille et de créances, comprend l'argent comptant (2).

Le legs des meubles, effets, linge et bijoux, ne comprend ni l'argent comptant, ni les dettes actives (3).

(Darnaudat — C. Darnaudat.)

Le général Darnaudat eut deux enfants naturels, Chéri et Henri; il les reconnut tous deux. L'acte de naissance de Henri, du 20 flor. an 8, porte qu'il est fils de Marie Boissin et de père inconnu.

Le 25 plov. an 9, le général déclara devant un

acte de la maternité n'est pas permise contre l'enfant adultérin de la part des héritiers qui voudraient l'écarter de la succession. Ce principe avait été déjà admis par la Cour d'Amiens, même au faveur d'un enfant simplement naturel. Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt rapporté avec celui du 12 juin 1823.

(2 et 3) V. sur ces deux points, Agen, 20 déc. 1823, et les notes.

(1) Cette décision rentre dans le principe aujourd'hui consacré par une longue suite d'arrêts uniformes, que la reconnaissance d'un enfant adultérin, radicalement nulle, ne peut avoir d'effet ni pour ni contre lui. P. à cet égard, la résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne les arrêts de la Cour de cassation des 28 juin 1815 et 1^{er} avril 1818; F. aussi Cass. 11 nov. 1819.—L'arrêt ci-dessus énonce aussi dans ses motifs, que la recher-

sejoind du maître qu'il reconnaissait Henri comme né de lui et de Marie Boisbin. Peu de jours avant la naissance de Henri, la dame Marie-Clotilde Bouheben divorça avec le sieur L..., son mari; le général la reçut chez lui avec le jeune Henri, et depuis cette époque elle ne le quitta plus.

Le général Darnaudat mourut en 1807 à Bagnères. Son père ayant fait faire inventaire de sa succession, la dame Bouheben y représenta sa fille Clotilde Bouheben, agissant comme tutrice de Henri Darnaudat, son fils mineur, né hors mariage, de ladite dame Bouheben et de sieur Darnaudat.

En 1816, décès du sieur Darnaudat, père du général. Par son testament, il institue son héritier le chevalier Darnaudat, son second fils, habitant à la Martinique, et ajoute : « Quant au mobilier qui se trouvera dans la maison de la Trinité, meubles de toute espèce, linges, dentelles, glaces et tableaux, argenterie, bibelots, etc., et généralement tout ce qui se trouvera dans la maison, le testateur les lègue au sieur Chéri Darnaudat (2^e fils du général Darnaudat), les titres de famille et de créance seulement exceptés pour l'héritier. » Apprenant la mort de son père, le chevalier Darnaudat partit de la Martinique pour la France, mais il périt dans un naufrage. Par son testament, illégal à son épouse la jouissance de tous ses biens, et la propriété de ses meubles, effets, linges, bijoux, à Chéri Darnaudat, deux tiers de la nue propriété de ses biens et l'autre tiers à Henri, fils de mon frère, et de Clotilde Bouheben, épouse divorcée du sieur L...

La dame Clotilde Bouheben introduisit une action en partage, au nom et comme tutrice de Henri Darnaudat, son fils mineur, contre Chéri et la veuve Darnaudat. L'exploit porte que « Henri Darnaudat, fils de la dame requérante divorcée et de feu le général Darnaudat, naquit à Paris, le 29 flor. an 8; on le dit dans l'acte de naissance, fils de père inconnu, et l'écrivain parisien défigura le nom de la mère en l'appelant Marie Boisbin. »

La veuve du chevalier Darnaudat forma aussi une action pour ses reprises, contre Chéri Darnaudat et la dame Clotilde Bouheben, se prétendant, comme légataire des meubles, propriétaire des titres de créance et de l'argent comptant; elle soutenait enfin, contre Chéri, que le legs à lui fait par Darnaudat père ne lui transmettait pas l'argent comptant.

Ces diverses demandes furent jointes par un jugement préparatoire; mais dans ces entre-faites, Henri Darnaudat repart, le 18 oct. 1820, le juge de paix de Bagnères de lui faire nommer un tuteur. — Le tuteur nommé intervint dans l'instance, demanda le partage de la succession du général Darnaudat, la mise hors de cause de la dame Clotilde Bouheben, comme n'étant pas mère de Henri, mais bien Marie Boisbin. Ayant atteint sa majorité, Henri adhéra à ses conclusions; ensuite par acte du 7 juil. 1821, la dame Clotilde Bouheben déclare que, voulant rendre hommage à la vérité et se mettre à l'abri de toute condamnation, elle protestait que mal à propos et uniquement pour remplir une dernière recommandation du général Darnaudat, qui voulait donner un protecteur à son fils naturel, elle avait pris dans le cours de l'instance, le titre de mère et tutrice légitime dudit sieur Henri Darnaudat, qui ne lui a jamais appartenu, puisqu'elle ne lui a point donné le jour.

Enfin, Chéri Darnaudat prétendit que l'acte de naissance de Henri était nul, puisqu'il était en-

fant adultérin; qu'en conséquence, il ne pouvait être admis au partage. Il réclama l'argent comptant comme compris dans son legs.

Le tribunal d'Ortèze rendit sur ces contestations le 9 août 1821, un jugement dont voici les motifs : « Considérant que quand il serait possible de supposer que Marie Boisbin est autre que Marie-Clotilde Bouheben, Henri aurait toujours à prouver son identité avec l'enfant auquel se rapportent les actes de naissance et de reconnaissance dont il s'agit; qu'il avait, au contraire, la possession d'état de fils de la dame Marie-Clotilde Bouheben, ce qui est en outre établi par les pièces formales au procès par lui-même et par Clotilde Bouheben; qu'en conséquence, il devait être déclaré, comme adultérin, de la succession du général Darnaudat;

« Considérant que les meubles employés ne comprennent ni l'argent comptant, ni les dettes actives art. 553 du Code civ., et que les expressions effets, linges, bijoux, ne peuvent changer la signification du mot meubles employé seul;

« Considérant que la clause par laquelle le testateur lègue le mobilier qui se trouvera dans la maison de la Trinité, meubles de toutes espèces, etc., généralement tout ce qui se trouvera dans la maison, exceptant seulement les titres de famille, prouve évidemment l'intention du testateur de léguer l'argent comptant;

« Le tribunal, par ces motifs, déclare Henri Darnaudat non recevable et mal fondé dans toutes les conclusions par lui prises au sujet de la succession du général Darnaudat; décide que le legs fait à la dame veuve Darnaudat ne comprend point l'argent comptant, ni les titres de créance; décide, au contraire, que Chéri avait droit à l'argent comptant trouvé au domicile du sieur Darnaudat père. — Appel.

ARRETS.

LA COUR. — Considérant, en fait, sur l'appel interjeté par la partie de Touzet (Henri Darnaudat), envers la disposition du jugement qui lui fait grief, que par acte authentique du 25 plu. an 9, le général Darnaudat reconnut pour être issu de ses œuvres et de celles de Marie Boisbin, un enfant du sexe masculin, désigné sous le nom de Henri, dans son acte de naissance du 9 flor. an 8; — Considérant, en droit, qu'aux termes de l'art. 334 du Code civ., un pareil acte suffit pour établir la filiation de l'enfant naturel, et lui assurer son état; qu'il est également certain qu'il ne dépend pas du père d'annuler, par une déclaration subséquente, l'effet d'un acte formel de reconnaissance; que, démentant ces principes, il importe fort peu que, dans son testament, le général ait énoncé, d'une manière fugitive, que Marie-Clotilde Bouheben, épouse divorcée du sieur L..., était la mère dudit enfant; que cette énonciation ne peut produire aucun effet, et que l'acte du 25 plu. conserve toute la force et l'efficacité que la loi lui donne; — Considérant que l'art. 335 du Code civ., porte expressément : « La reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants adultérins; » que l'art. 342 ajoute que, dans ce cas, l'enfant ne sera jamais admis à la recherche, soit de la paternité, soit de la maternité; que ces deux articles sagement entendus, ne permettent pas plus d'opposer à l'enfant la reconnaissance qui tend à lui donner l'état d'enfant adultérin, ni de rechercher contre lui une paternité adultérine, qu'ils n'admettent l'enfant lui-même à exiger, dans son intérêt, de cette reconnaissance, et à rechercher cette paternité; que c'est dans ce sens que se sont expliqués les arrêts de la Cour de cassation rendus sur la matière, et notamment celui du 11

nov. 1819; — Que l'objet de ces arrêts, proclamé par le législateur et la jurisprudence de la Cour suprême, a été d'empêcher, par respect pour les mœurs et l'honnêteté publique, toutes les confessions volontaires d'adultère, et de prévenir on d'étouffer les débats scandaleux auxquels pourraient donner lieu de semblables réclamations; — Qu'en supposant donc que l'acte de naissance désigné, comme mère de Henri, Marie-Clotilde Beuhében, ce qu'on ne saurait raisonnablement présumer, n'y ayant aucune analogie entre ce nom et celui de Bolablu; en supposant encore que les démarches judiciaires faites par la dame Bouheben, dans l'intérêt de Henri, et que le titre de mère et de tuteur qu'elle a pris puissent équivaloir à une reconnaissance positive de la part de ladite dame, tous ces actes frappés d'une nullité absolue par la loi, seraient réputés non existant, non avenus; et, alors, que reste-t-il? l'acte légal de reconnaissance fait par le père, qui était libre; que dès lors, Henri conserve la qualité de fils naturel du général Darnaudat, et, comme tel, il a un droit incontestable de recueillir, dans sa succession, la portion que la loi lui attribue; — Considérant que Henri se présente avec un acte qui constate qu'il est fils naturel du général Darnaudat, et que cet acte est à l'abri de toute atteinte; que, pendant la vie du général, l'enfant dont s'agit était auprès de lui; qu'il s'y trouvait aussi au jour de son décès; que, dans son testament, le chevalier Darnaudat a reconnu ledit Henri comme fils de son frère, et lui a légué, en cette qualité, le tiers de ses biens; que, dans les faits et qualités du jugement attaqué, Henri a été qualifié, sans opposition, de Henri Darnaudat; qu'il n'a pas même été allégué que le général ait eu deux enfants du nom de Henri, nés à Paris le même jour 29 flor. an 8; qu'aucun autre enfant né ce jour-là ne vient disputer à la part de Touzet son nom et son titre; que de tout ce qui précède il s'ensuit que ladite part de Touzet est évidemment l'enfant né ledit jour, reconnu par son père le 25 pluvi. suivant, et qu'ainsi son identité est parfaitement justifiée; d'où la conséquence que le chef du jugement par elle attaqué doit être réformé, et qu'elle doit être déclarée recevable et bien fondée dans ses réclamations;

Considérant que les dispositions dudit jugement dont a été appelé la part de Dejournon (la dame veuve Darnaudat), sont conformes aux règles du droit, et qu'il y a lieu de les confirmer, en admettant les motifs exprimés par les premiers juges; — Par ces motifs, — Réforme ledit jugement en ce qu'il déclare la part de Touzet (Henri Darnaudat) non recevable et mal fondée dans sa demande en partage des biens de la succession du général Darnaudat son père, etc.

Du 27 juill. 1822. — Cour roy. de Pau.

FOLLE ENCHÈRE.—CAUTION.

Du 27 juill. 1822 (off. Lauthersau-Bours-gard).—Cour roy. de Bourges. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 3 août 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

(1) V. conf., Bruxelles, 29 mars 1820; Douai, 27 mai 1835. Mais voy. Lyon, 23 déc. 1831. V. aussi Bordeaux, 12 fructidor an 13; Montpellier, 31 décembre 1821; Toulouse, 7 juil. 1830, arrêts desquels il résulte que si les témoins et les parties ne doivent pas signer sur la copie laissée au père ou mère, il faut au moins qu'ils signent sur l'original. F. cependant, Paris, 12 février 1811.

(2) F. en ce sens, Cass. 23 déc. 1807; Toulouse, 27 juin et 21 juil. 1821; Amiens, 8 avril 1825, et ses notes.

1^{er} ACTE RESPECTUEUX. — SIGNATURE. —

CONSEIL. — RENOUVELLEMENT.

2^o MARIAGE. — OPPOSITION. — APPEL. — DÉLAI.

1^o Les actes respectueux ne doivent pas, à peine de nullité, être revêtus de la signature des parties (1).

Est valable l'acte respectueux par lequel l'enfant demande le consentement de son père au lieu de lui demander son conseil (2).

Il n'est pas nécessaire que les renouvellements d'actes respectueux soient rédigés séparément et en termes distincts, ainsi il n'y a point nullité par cela seul que le second acte respectueux signifié à l'assendant, n'est que la copie du premier (3).

2^o En matière d'opposition au mariage, il n'y a pas exception au principe d'après lequel celui qui a obtenu un jugement, peut en poursuivre l'exécution, sans être tenu d'attendre l'expiration du délai d'appel (4).

(Desolitoient.—C. sa fille.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que dans la notification faite par un notaire, d'un acte respectueux, ordonné par l'art. 151 du Code civ., le notaire ne remplit que les fonctions d'un officier ministériel spécialement désigné par la loi, au lieu et place d'un huissier que le législateur semble avoir voulu écarter pour donner plus de solennité et moins de défaveur à l'acte révérentiel; — Que cette dérogation formelle au droit commun est une exception à la loi du 23 vent. an 11; — Qu'ainsi la signature des parties exigée par l'art. 14 de cette loi n'est point nécessaire dans cet acte, avec d'autant plus de raison que c'est en présence du père et sur sa réponse que le procès-verbal est rédigé par le notaire, et communément en l'absence de la personne qui fait donner l'acte, et qui n'est pas tenue d'y assister;

Que quelque l'article précité porte que « l'enfant demandera l'avis et le conseil de ses père et mère, » ces termes ne sont pas tellement de l'essence de l'acte qu'ils ne puissent être remplacés par celui de consentement, puisque le législateur a employé ce mot dans les articles suivants;

Que la loi, en ordonnant le renouvellement et la notification de l'acte respectueux, dans la temps et aux époques qu'elle a fixés, n'a pas prescrit que ces actes seraient rédigés séparément, en termes distincts et en autant d'originaux; que les trois notifications exigées ne sont que le renouvellement de l'acte constatant le nouvel avertissement donné au père, de la soumission respectueuse de l'enfant et de sa persévérance dans son projet; que le terme renouvelé suppose que copie du même acte peut être représentée;

Que, s'il est de principe que l'appel d'un jugement de première instance en suspend l'exécution, il est certain que jusqu'à l'appel émis, la partie qui a obtenu le jugement peut en poursuivre l'exécution sans être tenu d'attendre l'expiration des trois mois accordés par la loi. A cette règle générale, le législateur n'a apporté aucune exception en faveur des opposants à ma-

(3) La Cour de Rennes s'est prononcée en sens contraire par un arrêt du 9 oct. 1818. Il a, du reste, été jugé qu'une seule procuration suffit pour signifier les trois actes respectueux, et qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit renouvelée pour chaque acte. F. Caen, 11 avril 1822 et 24 fév. 1827. Mais voyez Bruxelles, 3 avril 1823; Rouen, 19 mars 1828.

(4) Par application du même principe, il a été jugé que le pourvoi en cassation ne crée matière, comme en toute autre, n'est pas suspensif. Paris, 19 sept. 1815; Lyon, 13 fév. 1828.

riage : d'où il suit que si le demandeur est déboute de son opposition, le défendeur peut poursuivre l'exécution du jugement, s'il est justifié d'ailleurs qu'il n'y a ni appel ni opposition à l'exécution, parce qu'alors l'opposant anrait à s'imputer de n'avoir pas usé du moyen qui lui était offert par la loi : si le délai d'appel en ce cas est, comme en tout autre, de trois mois, l'intimé est autorisé, pour abréger les délais, à poursuivre et faire juger l'appel dans les dix jours, suivant l'art. 178 du Code civ., ce qui remplit le vœu de la loi sur la célérité et l'expédition du jugement en cette matière ; — Par ces motifs, etc.

Du 30 juill. 1822. — Cour roy. de Besançon.

RENTE FÉODALE. — ABOLITION. — TITRE RECOGNITIF. — OBLIGATION NATURELLE. — RÉPÉTITION.

Lorsque le débiteur d'une rente féodale a, postérieurement à l'abolition du régime féodal, constitué une rente de même valeur, en rappelant l'acte originaire, bien que ce nouveau titre qualifie la rente foncière, néanmoins, il doit être considéré comme simplement reconnaissant, et par conséquent, est vicie de féodalité, de même que le titre originaire (1).

Le débiteur d'une rente féodale constituée pour concession de fonds est resté lié envers le créancier par une obligation naturelle, depuis les lois abolitives du régime féodal ; ainsi, le débiteur ne pourrait répéter les arriérés qu'il aurait payés volontairement. (Cod. civ. 1235.) (2)

(De Serrant — C. Royer.)

Du 31 juill. 1822. — Cour roy. d'Angers.

ABUS (APPEL COMME D') — PROCÉDURE. — CONSEIL D'ÉTAT. — BANCS D'ÉGLISE. — FONDATIONS PIÉUSSES. — RÉDUCTION.

Le particulier qui se plaint d'un abus commis à son préjudice par l'évêque de son diocèse, dans un acte de sa juridiction, doit porter sa réclamation non devant le comité du conseil d'Etat, mais devant le ministre chargé du département des cultes, pour, sur son rapport, l'affaire être suivie et définitivement terminée dans la forme administra-

tive, ou renvoyée devant l'autorité compétente pour en connaître. (Première et deuxième espèce.) (3)

Y a-t-il abus dans le fait de l'évêque qui rapporte l'ordonnance par laquelle il avait autorisé un particulier, moyennant certaines conditions, à établir un banc et un autel dans une église ? (Première espèce.) — Non rés. (4)

Parcèlement, y a-t-il abus dans le fait de l'évêque qui réduit le nombre de messes auxquelles un particulier prétend avoir droit, en vertu d'un ancien contrat de constitution de rente ? (Deuxième espèce.) — Non rés. (5)

1^{re} ESPÈCE. — (De Laubrière.)

Le sieur de Laubrière s'était engagé, par traité avec la fabrique de Beanne, de faire les réparations nécessaires à l'église, sous la condition qu'il lui serait concédé un emplacement, à l'effet d'y établir un banc pour sa famille et pour lui, avec un autel en forme d'oratoire. Après avoir approuvé cet arrangement et lorsque toutes les réparations étaient exécutées, l'évêque d'Angers retira son approbation, prescrivit la restitution de la chapelle, sauf au sieur de Laubrière à se faire rembourser de ses réparations. — Pourvoi.

Louis, etc. ; — Vu les art. 6 et 8 du tit. 1^{er} de la loi du 18 germ. an 10 ; — Considérant que, d'après l'art. 8 de la loi du 18 germ. an 10, le requérant doit adresser un mémoire détaillé et signé à notre ministre de l'intérieur, à l'effet par ce dernier de prendre tous les renseignements convenables, et, sur son rapport, l'affaire être suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, suivant l'exigence des cas, aux autorités compétentes ; — Considérant que ce préalable n'a pas été rempli ;

Art. 1^{er}. Le sieur de Laubrière est renvoyé à se pourvoir devant notre ministre de l'intérieur, conformément à l'art. 8 du tit. 1^{er} de la loi du 18 germ. an 10.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Peyronnet.

2^e ESPÈCE. — (De Roqueleure.)

Dans cette espèce, il y a eu comme dans la précédente, rejet du pourvoi formé au conseil d'Etat, sur le motif que la réclamation devait être portée devant le ministre chargé du département des cultes pour, sur son rapport, être sta-

(1) F. en ce sens, Cass. 19 niv. an 12 ; 25 oct. 1808, et nos observations ; 14 juill. 1814 ; 25 avril 1820. Y. cependant, Cass. 28 janv. 1840, et les arrêts qui y sont indiqués.

(2) F. sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt cité à la note précédente du 25 oct. 1808, et les autorités qui y sont rappelées. F. aussi dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Cass. 26 juill. 1823.

(3) F. conf., ordonn. des 21 mars et 7 avril 1819 (aff. Dideron et aff. Hamel), ainsi que les observations qui accompagnent la première de ces décisions.

(4) Sans contredit, il appartient au curé, et par suite à l'évêque, son supérieur, de régler le placement des bancs dans l'église. (F. les art. 30, 68 et suiv. du décret du 29 déc. 1809 ; Carré, *Comm. des paroisses*, n° 283 ; Vuillefroy, *Adm. du culte catholique*, v° *Eglises*, p. 314 et suiv.) ; mais les concessions de bancs par voie de bail ou par toute autre convention, qui regardent la fabrique de l'église, sont en certains cas, l'approbation des autorités supérieures, constituent de véritables contrats pour l'exécution desquels les parties ont droit de s'adresser aux tribunaux. (F. l'ouvrage précité de M. Vuillefroy, p. 316) ; nous pensons donc que l'évêque ne pourrait sans excès de pouvoir et par conséquent sans abus, prononcer sur une contesta-

tion de cette nature ; seulement dans ce cas, et ainsi que la décide l'ordonnance ci-dessus, le recours na devrait pas être porté au comité du contentieux du conseil d'Etat, mais bien au ministre et chargé du département des cultes, sur le rapport duquel l'affaire serait renvoyée à l'autorité compétente. — F. encore à cet égard, décret du 29 avril 1809 (aff. Turry), et la note.

(5) Il est de jurisprudence que les fondations anciennes de services religieux ont été éteintes par la dévolution des biens ecclésiastiques à l'Etat, et qu'elles n'ont pas été revivifiées par la concession ultérieurement faite aux fabriques, des églises et autres biens non vendus. F. Cass. 11 flor. an 9, et la note ; Vuillefroy, *Adm. du culte cathol.*, v° *Fondation*, p. 396, et les diverses décisions ministérielles qu'il cite. Un décret du 23 fruct. an 13, dit ce dernier auteur s'agit de ce qui concerne l'acquisition des services religieux ; mais cet acte oblige la fabrique sans conférer aucun droit aux débiteurs (Décis. minist. du 1^{er} avr. 1807). D'où on est fondé à conclure que le règlement de ces services et leur réduction s'il y a lieu, rentrent entièrement dans la juridiction ecclésiastique de l'évêque ; et c'est ainsi ce qui peut s'induire plus directement encore de l'art. 29 du décret du 30 déc. 1809.

toé en la forme administrative. — Au fond, il s'agissait de la réduction d'une ancienne fondation de messes, constituée au moyen d'une rente en argent, que le fondateur ou ses représentans se refusaient à payer à raison de la non-exécution des services religieux.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Peyrounet.

CONFLIT. — AUTORITÉ ADM. ET JUDIC.

Il n'y a pas conflit négatif, donnant lieu à règlement de juges par le conseil d'Etat, par cela seul que sur le renvoi fait aux tribunaux, par l'autorité administrative, d'une contestation relative à un chemin, comme ne touchant qu'à une question de servitude du ressort de l'autorité judiciaire, les tribunaux, déniant l'existence de la servitude, déclarent qu'il n'appartient qu'à l'autorité administrative de prononcer sur l'existence du chemin (1).

(Rocheron et Courtillier — C. Gaiet.)

Lois, etc. ; — Considérant que la question élevée entre les sieurs Rocheron et Courtillier, d'une part, et le sieur Gaiet, d'autre part, consistait à savoir si les sieurs Rocheron et Courtillier avaient le droit de passer sur le terrain du sieur Gaiet pour l'exploitation de leur champ ; — Que, par notre ordonnance du 13 juin 1821, nous avons déclaré que cette question de servitude était du ressort des tribunaux ; — Qu'en exécution de notre susdite ordonnance, la Cour royale d'Orléans a été saisie par les parties, de l'examen de ladite question ; — Que, par arrêt contradictoire du 26 mars 1822, elle l'a décidée en faveur du sieur Gaiet, et dans un intérêt purement privé ; — Qu'il n'existe donc pas, dans l'espèce, de conflit négatif, et qu'ainsi le pourvoi des sieurs Rocheron et Courtillier est sans objet.

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Cormenin. — *Pl.*, M. Sirey.

DOMAINES NATIONAUX. — INTÉRÊTS.

Tous les prix de vente de domaines nationaux produisent des intérêts jusqu'au paiement ou jusqu'à la dépossession, lors même que l'objet vendu ne produirait pas de fruits. (Décr. du 30 août 1792.)

(Saint-Remy Carrette — C. domaines.)

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Brière. — *Pl.*, MM. Cochis et Huart-Duparc.

DOMAINES NATIONAUX. — ACTION POSSESSOIRE.

Une action possessoire entre deux acquéreurs de domaines nationaux, est de la compétence de l'autorité judiciaire ; en conséquence, un tribunal ne sort pas des limites de sa juridiction, en admettant un des deux acquéreurs à prouver par témoins la possession annale de droits par lui réclames sur la fonde voisine (2).

(1) On peut induire, par analogie, des motifs d'une ordonnance du 19 déc. 1821 (aff. Jousnaud), voy. à cette date, que pour qu'il y eût dans les circonstances de l'espèce ci-dessus, conflit négatif, il faudrait qu'après le jugement des tribunaux, l'autorité administrative, saisie de nouveau, eût refusé de statuer. V. du reste, dans l'ouvrage de M. Cormenin, *Droit adm.*, 5^e éd., n^o Conflit négatif, § 2, divers exemples d'espèces différentes où la même question peut se présenter. V. aussi à la date du 13 juin 1821, la première décision rendue dans l'affaire ci-dessus.

(Bronet de Calvaria — C. Clary.)

Lois, etc. ; — Considérant qu'il ne s'agissait, dans l'espèce, que d'une demande en possession, et que le tribunal de première instance de Nantes n'a pas excédé sa compétence lorsque, statuant sur l'appel d'un jugement de la justice de paix d'Algrèville, il a ordonné que les sieur et dame Clary prouveraient, par témoins, la possession annale des droits d'usage par eux réclames ; — Considérant que, dans cet état de cause, il n'y avait pas lieu d'élever le conflit ;

Art. 1^{er}. L'arrêt de conflit pris par le préfet du département de la Loire-Inférieure, le 23 mai 1820, est annulé.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.

DOUANES. — NEUTRES.

Une expédition française, autorisée par la ministre de la marine à naviguer sous pavillon neutre, est soumise à tous les droits de douanes imposés aux navires neutres.

(Carle — C. ministre de la marine.)

En l'an 12, le sieur Carle fut autorisé par le ministre de la marine, à prendre pavillon neutre pour transporter une cargaison de Marseille à la Martinique ; arrivé à Saint-Pierre il paya les droits de douane imposés aux neutres. — De retour en France, après avoir été capturé par les Anglois, il demanda la restitution des droits payés, faisant valoir qu'en réalité l'expédition était française ainsi que le ministre de la marine l'avait lui-même reconnu, et que le paiement des droits par lui fait ne pouvait être considéré que comme provisoire. Le 22 nov. 1821, une décision du ministre des finances rejeta sa demande, attendu qu'elle n'était fondée sur aucun texte de loi. — Pourvoi.

Lois, etc. ; — Considérant que l'expédition dont il s'agit ayant été faite sous pavillon neutre a dû être soumise, quant aux droits de douane, au mode de paiement de tous les droits de douane imposés aux navires neutres ; que le paiement desdits droits a été fait à la Martinique, sans qu'il soit justifié d'aucune réclamation ou réserve, et que dès lors il ne peut y avoir lieu à la restitution desdits droits ; — Art. 1^{er}. La requête du sieur Carle est rejetée.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Crousseilles. — *Pl.*, M. Odilon Barrot.

COUR DES COMPTES. — COMPTES. — RÉVISION. — MINISTRE DES FINANCES.

Les arrêts rendus par la Cour des comptes sur la comptabilité d'un agent du trésor, ne peuvent, au cas d'erreurs ou omissions, être révisés que par la Cour elle-même, dans les formes prescrites par l'art. 14 de la loi du 16 sept. 1807. (3)

Ainsi, lorsque les articles contestés d'un compte d'un clerc à maître, rendu par un receveur général à son successeur, sont entrés dans les éléments du compte final de ce rece-

(2) C'est un point de jurisprudence constant. V. Cass. 28 août 1810 : décret 24 mars 1806 ; ordonn. 10 août 1818 (aff. Auréat), et les autorités indiquées en note ; 13 nov. 1822 (aff. Colomb 26 juill. 1826 (aff. Desorcié).

(3) V. dans ce sens, ordonn. du 1^{er} mars 1820 (aff. Georget), et la note. V. aussi ordonn. des 1^{er} mars et 20 nov. 1815 (aff. Chalopin et aff. Quignon) ; 18 avril 1821 (aff. Moreau) ; 17 avril 1822 (aff. Bricon).

neur, jugé par arrêt définitif de la Cour des comptes, le ministre des finances ne peut, sous prétexte d'erreur, prendre une décision contraire à l'arrêt de la Cour. — Vainement prétendrait-il que cette décision n'est que préliminaire, et que les intérêts sont libres d'y acquiescer ou de l'attaquer.

(Héritiers d'Espaignet — C. agent judiciaire du trésor.)

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Odilon Barrot.

PENSIONS ET TRAITEMENS. — INSCRIPTION AU TRÉSOR.

Le refus du ministre des finances d'inscrire sur les registres du trésor royal une pension liquidée par ordonnance royale, ne peut être l'objet d'un pourvoi devant le conseil d'Etat par la voie contentieuse.

(Arnault — C. ministre de finances.)

Louis, etc. ; — Considérant qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, de statuer sur des difficultés relatives à la liquidation d'une pension ; mais du refus fait par notre ministre des finances d'inscrire sur les registres du trésor royal une pension déjà liquidée par notre ordonnance du 19 avril 1820, sur le rapport de notre ministre de l'intérieur, et que le refus ne peut pas être l'objet d'un pourvoi par la voie contentieuse ; — Art. 1^{er}. La requête du sieur Arnault est rejetée.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Haet.

COMMUNE. — VENTE. — AUTORISATION. — TIERS OPPOSITION. — SURSIS.

L'ordonnance qui autorise une commune à vendre des biens considérés comme communaux, est susceptible de tiers opposition de la part du particulier qui se prétend propriétaire de ces mêmes biens (1).

En pareil cas, il doit être sursis à l'exécution de l'ordonnance d'autorisation, et le tiers opposant doit être renvoyé à se pourvoir devant les tribunaux, dans un délai fixé, pour y faire juger la question de propriété.

(De Campigny — C. commune de Surville.)

Le 19 juill. 1820, ordonnance qui autorise la commune de Surville à vendre divers terrains, aux enchères et par lots. — Tiers opposition de la part du marquis de Campigny se prétendant propriétaire des mêmes biens.

Louis, etc. ; — Considérant que notre ordonnance du 19 juill. 1820, autorise la vente de deux terrains appelés la Laude et les Mielles de Surville,

dont le marquis de Campigny revendique la propriété, et que cette question doit être jugée par les tribunaux ;

Art. 1^{er}. Il est sursis provisoirement à l'exécution de notre ordonnance du 19 juill. 1820. — 2. Le sieur Banquet de Surville, marquis de Campigny, est renvoyé à se pourvoir devant les tribunaux dans le délai de deux mois, à partir de la signification de la présente ordonnance, pour y faire juger ses droits à la propriété des terrains en litige.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., MM. Nicod et Molluier-Montplaque.

VOIRIE. — ROUTES. — CONTRAVENTIONS. — COMPÉTENCE.

C'est aux conseils de préfecture et non aux tribunaux de police qu'il appartient de connaître de la contravention résultant du dépôt de matériaux dans une rue formant le prolongement d'une grande route, par l'ouvrier d'un entrepreneur de travaux publics. (L. 29 flor. an 10.) (2)

(Messard.)

Louis, etc. ; — Considérant qu'il résulte de la lettre du directeur général de l'administration des ponts-et-chaussées, que la grande rue de Mansie, sur laquelle la contravention dont il s'agit aurait été commise, fait partie d'une route royale ; que la loi du 29 flor. an 10 a réservé la connaissance de contravention ou matière de grande voirie à l'autorité administrative ; qu'ainsi le tribunal de simple police de Mansie était incompétent pour statuer ;

Art. 1^{er}. L'arrêt de conflit pris, le 4 déc. 1821, par le préfet de la Charente, est confirmé.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Peyronnet Bis.

CHEMIN VICINAL. — RÉPARATIONS. — COMPÉTENCE.

Les contestations relatives à la réparation des chemins vicinaux, sont de la compétence des tribunaux ordinaires (3).

(Pugol — C. Maurelle-Timbor et Lafou.)

Louis, etc. ; — Considérant qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, les conseils de préfecture sont compétents pour statuer sur les réclamations qui pourraient s'élever, par suite de travaux publics, et en matière de grande voirie ; — Mais que les difficultés relatives aux contestations occasionnées par des réparations faites sur des chemins communaux, ne sont pas comprises dans l'exception portée par la loi ; — Que ces réparations ne peuvent être considérées

(1) Cette solution est contraire à la doctrine des auteurs et à la jurisprudence du conseil d'Etat lui-même, qui, dans un grand nombre de cas, a consacré, au contraire, tant à l'égard des communes qu'à l'égard des établissements publics soumis aux mêmes règles, le principe que les autorisations de vendre, d'affirmer, de transiger, etc., accordées aux communes en aux établissements publics, ne sont que des actes de tutelle administrative qui ne leur font aucun obstacle à l'exercice des droits des tiers, et ne sont pas par suite susceptibles de recours par la voie contentieuse. V. à cet égard, ordonnance de 5 août 1820 (aff. Mignot) ; voy. aussi ordonn. des 24 nov. 1825 (aff. Gelly) ; 6 sept. 1826 (comm. de Biéme) ; Cormenin, Droit adm., 2^e éd., v^o Communes, § 30 ; Darré et Roche, Répert. des établissements de bienfaisance, v^o Alienation, n. 9. L'ordonnance, disent ces derniers

auteurs, est un acte de tutelle d'autorisation administrative, dont l'objet est d'habiter l'établissement à faire un acte de droit civil, mais qui n'enlève pas à cet acte son caractère, et par conséquent ne saurait influer sur la juridiction. Admettre l'apposition des tiers contre l'autorisation serait décider qu'ils peuvent intervenir dans une affaire d'intérieur, et transporter devant l'autorité administrative une question de propriété qui est du ressort des tribunaux.

(2) V. dans ce sens, ordonn. des 11 déc. 1816 (aff. Serrey) ; 20 fév. 1822 (aff. Palazzi) ; 17 nov. 1824 (aff. Viguer) ; 3 août 1825 (aff. Coste).

(3) V. conf., ordonn. du 26 juill. 1820 (aff. Bastier) ; mais voy. la note qui accompagne cette décision. — V. aussi, ordonn. du 16 janv. 1822 (aff. Hongra).

comme des travaux publics et ne dépendent pas de la grande voirie;—Que les sieurs Maurette-Timbor et Lafon étaient uniquement chargés de la reconstruction d'un chemin vicinal;—Que, par conséquent, ils sont justiciables des tribunaux ordinaires;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département de l'Ariège, le 20 avril 1822, est considéré comme non avenu.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Peyronnet fils.

GARDE NATIONALE. — MOBILISATION. —

FRAIS DE TRANSPORT.

Les frais de transport d'un bataillon de garde nationale voyageant en poste pour un service de guerre, sont à la charge du département de la guerre (1).

(Demoutzey—C. ministre de la guerre.)

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé.—*Pl.*, M. Garnier.

ÉTABLISS. DANG. OU INSALUBRES. — AU-

TORISATION. — POUVOIR (DÉFAUT DE). —

TRANSLATION PROVISOIRE. — PRÉFET.

La particularité qui ne s'est pas pourvu contre la décision par laquelle le conseil de préfecture, sur les oppositions de tiers intéressés s'est prononcé contre la demande par lui faite de transférer un établissement dangereux ou insalubre de première classe dans un autre emplacement, n'est pas recevable à se pourvoir ultérieurement contre la nouvelle décision par laquelle le préfet a également refusé de donner suite à sa demande (2).

Un préfet est compétent pour statuer sur la demande en translation provisoire d'un établissement insalubre de première classe, sauf recours au ministre de l'intérieur. — Sa décision ne peut en conséquence être attaquée devant le conseil d'Etat, avant d'avoir été déférée au ministre de l'intérieur (3).

(Robert.)

Le sieur Robert avait demandé l'autorisation de transférer, d'une rue dans une autre, la chandellerie avec fonderie de suif à feu nu qu'il possédait à Metz. Après avoir échoué successivement devant le conseil de préfecture, le 9 janvier 1821, et devant le préfet, le 5 fév. 1822, il restreignit sa demande à une translation provisoire, qui lui fut également refusée.

Louis, etc.;—Vu le décret du 15 oct. 1810, et notre ordonnance du 14 janv. 1815;—Considérant qu'il résulte des pièces que l'établissement du sieur Robert, sur lequel il a été statué par les

arrêtés dont est appel, est une chandellerie avec fonderie de suif à feu nu;—Que les établissements de cette nature sont, par notre ordonnance du 14 janv. 1815, placés dans les établissements de première classe; que s'il y a des oppositions auxdits établissements, les conseils de préfecture doivent décider, sauf recours en notre conseil d'Etat; que s'il n'y a pas d'opposition, la permission doit être accordée, s'il y a lieu, sur l'avis du préfet et le rapport de notre ministre de l'intérieur;—Que dans l'espèce, les oppositions à l'établissement du sieur Robert ont été jugées par le conseil de préfecture, sans appel de sa part;—Que, quant à la translation provisoire ultérieurement demandée par le sieur Robert, le préfet était compétent pour en connaître, sauf recours devant notre ministre de l'intérieur; que dès lors c'est devant notredit ministre que le sieur Robert doit se pourvoir, s'il s'y croit fondé, contre les arrêtés des 5 et 6 fév. 1822.—Art. 1^{er}. La requête du sieur Robert est rejetée.

Du 31 juill. 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Villemin.

1^{re} ÉTABLISS. DANG. OU INSALUBRES. —

AUTORISATION.—OPPOSITION.

2^{de} CONSEIL D'ÉTAT.—DÉSISTEMENT.—DÉPENS.

1^{re} L'opposition formée à une ordonnance qui a autorisé la création d'un établissement dangereux ou insalubre, par des tiers qui se plaignent de n'avoir pas été entendus lors de l'enquête, n'est pas recevable lorsque les moyens d'opposition produits sont les mêmes que ceux précédemment invoqués par d'autres opposants, et sur lesquels il a été statué contradictoirement.

Un établissement dangereux ou insalubre est susceptible d'être autorisé, nonobstant opposition, lorsqu'il peut être imposé à son existence des conditions et des mesures de précaution présentant une garantie suffisante (4).

2^{de} La partie intervenue dans une instance pendante devant le conseil d'Etat, et qui, avant décision, se désiste de son intervention, n'est pas passible des frais postérieurs à son désistement.

(Regnaud et autres—C. Bertillon.)

Le sieur Bertillon avait demandé l'autorisation d'établir une distillerie de liqueurs, dans sa maison rue Saint-Bon, n° 19, à Paris.

Comme cette maison se trouvait enclavée dans celle du sieur Regnaud, marchand épicer, le commissaire de police, chargé de l'enquête, se borna à recueillir les observations de ce dernier,

avis à émettre, avis qui n'a aucun caractère juridique, et qui s'est pas dès lors susceptible d'un pourvoi contentieux. V. du reste, en ce sens, une ordonnance du 22 juill. 1825 (aff. Bertillon). V. aussi sur la distinction ci-dessus rappelée, la note et le résumé de jurisprudence qui accompagnent une autre ordonnance du 19 mars 1817 (aff. Ronde).

(3) C'est un principe constant que les arrêtés des préfets ne peuvent être déférés directement au conseil d'Etat, si ce n'est pour excès de pouvoir ou incompétence. V. à cet égard, ordonn. des 17 juill. 1816 (aff. hospice de Bourges), et la note; 12 déc. 1834; 2 janv. 1838; Proudhon, *Décrets publie*, t. 1^{er}, s° 160; Cormeille, *Droit adm.*, t. 1^{er}, p. 176, n° 6; Fossat, *Droit adm.*, t. 3, s° 391.

(4) C'est là une règle fréquemment appliquée par le conseil d'Etat. V. décret et ordonn. des 7 fév. 1813 (aff. Langlet); 3 juin 1818 (aff. Goy); 31 mars et 14 juill. 1819 (aff. Rondel et aff. Delesolte).

(1) V. dans le même sens, ordonnance du 19 mars 1820 (aff. ville de Paris).

(2) Cette solution semble partir de ce principe, que les conseils de préfecture seraient compétents pour statuer, par voie de décision, sur les demandes en autorisation concernant la création ou la translation d'établissements insalubres, lorsqu'il y a opposition du part des tiers. C'est effectivement dans ce sens que s'est longtemps prononcé le conseil d'Etat, et, dans cette hypothèse, il est incontestable que le défaut de pourvoi contre la décision du conseil de préfecture, rendrait inadmissible le pourvoi formé contre toute décision ultérieure. Mais nous rappellerons ici que, d'après la distinction faite depuis par le conseil d'Etat, entre les oppositions formées avant l'autorisation, et celles qui ne se présentent qu'après, les conseils de préfecture n'ont, à l'égard des oppositions antérieures à l'autorisation, et par conséquent à l'égard de la demande en autorisation elle-même, qu'un simple

qui invoqua tous les dangers d'incendie pouvant résulter du voisinage des deux établissemens. L'autorisation fut délivrée.

Pourvoi du sieur Regnaud contre l'arrêté du conseil de préfecture intervenu sur son opposition. — Intervention d'autres voisins qui excipèrent de ce qu'ils n'avaient pas été entendus dans l'enquête.

Lois, etc. — Considérant que toutes les formalités prescrites par le décret du 15 oct. 1810, et par notre ordonnance du 14 janv. 1813, pour obtenir l'autorisation demandée par le sieur Bertillon, ont été observées; — Considérant que ceux des intervenans qui se plaignent de n'avoir pas été entendus lors de l'enquête de commodo et incommodo, ne produisent pas d'autres moyens d'opposition que ceux du sieur Regnaud, sur lesquels il a été statué contradictoirement; — Considérant qu'il résulte des avis du commissaire de police, de l'architecte voyer et du conseil de salubrité, que l'établissement projeté par le sieur Bertillon peut être autorisé en l'assujettissant à certaines conditions; — Considérant qu'en autorisant ledit établissement, les mesures de précaution prescrites par les arrêtés du conseil de préfecture et du préfet de police du département de la Seine donnent une garantie suffisante;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Regnaud et la requête du sieur d'Hallu du Fresnes et autres intervenans sont rejetées. — 2. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Seine, du 20 juill. 1821, et l'arrêté du préfet de police, du 30 juill. même année, sont confirmés. — 3. Le sieur Regnaud et les sieurs d'Hallu et consors sont condamnés aux dépens; néanmoins ceux des intervenans qui se sont désistés ne contribueront pas aux frais postérieurs à leur désistement.

Du 31 juill. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Dejean et Collin.

APPEL.—MINEUR.—TUTEUR AD HOC.—SIGNIFICATION.

Lorsqu'un jugement est rendu au profit du tuteur contre son mineur, il ne suffit pas, pour faire courir les délais de l'appel contre le mineur, qu'il y ait une signification faite au subrogé tuteur qui assistait le mineur dans l'instance. — Le jugement doit en outre être signifié à un tuteur nommé ad hoc. (Cod. proc. civ., 444.) (1)

(Gueffier—C. Lusseau.)

28 germ. an 7, testament par lequel Jacques Gueffier lègue à René Chauveau, son épouse, l'usufruit de tous ses biens; il meurt le 9 brum. an 14, laissant un enfant mineur. — Sa veuve, remariée à Jacques Lusseau, conserve la tutelle, d'après délibération du conseil de famille qui lui donne son second mari pour co-tuteur solidaire. Précédemment François Gaschet avait été nommé subrogé tuteur du mineur.

14 déc. 1807, Lusseau, exerçant les droits de sa femme, assigne Gaschet, subrogé tuteur, en entérinement du testament de l'an 7. Celui-ci consent à l'homologation pure et simple qui est prononcée par le tribunal de Saumur, le 20 fév. 1808, bien que la disposition en faveur de la femme excède la quotité fixée par l'art. 1094 du Code civil. — 10 mai 1808, signification de ce jugement seulement au subrogé tuteur.

En 1822, la demoiselle Gueffier, seul enfant existant du premier mariage, devenue majeure, interjette appel du jugement de 1808. Sa mère et

son beau-père lui opposent une fin de non-recevoir, prise de ce que le délai de trois mois, à dater de la signification, est expiré depuis longtemps.

La demoiselle Gueffier répond que le délai de l'appel n'a pu courir contre elle, attendu qu'il n'y a pas eu de signification faite, tant au tuteur qu'au subrogé tuteur, comme l'exige l'art. 444 du Code de proc. civ., qui, sur ce point, déroge aux art. 420 et 450 du Code civ., suivant lesquels, en cas d'empêchement du tuteur, le subrogé tuteur a qualité pour agir, seul, dans l'intérêt du mineur.

Les intimés répondent que l'art. 444 du Code de proc. civ. dispose évidemment pour le cas où un tiers plaide contre le mineur; alors la signification au tuteur et au subrogé tuteur étant possible, la loi a exigé cette double garantie, en faveur du mineur, à la différence de la loi de 1790, article 14, qui ne prescrivait point de signification au subrogé tuteur; mais quand le tuteur est en procès avec son pupille, comme il serait frustratoire qu'il se signifiât à lui-même, le jugement qu'il obtient, la double signification n'est plus possible; on rentre dans le droit commun en matière de tutelle, d'après lequel le subrogé tuteur remplace le tuteur (art. 420 du Code civ.). — La loi ne dit point de nommer un tuteur ad hoc, dans le cas qui nous occupe; or, on ne peut exiger un acte de procédure qu'elle ne prescrit pas, surtout pour en induire une nullité. On ne peut d'autant moins que quand elle a voulu que l'on fit nommer des tuteurs spéciaux, elle a pris soin de s'en expliquer, par exemple: quand un père désavoue un enfant, quand le tuteur est absent, etc. — On veut, ajoutent-ils, qu'il soit nommé un tuteur spécial, pour recevoir la signification de l'acte d'appel; mais à quoi servira cette nomination dans les affaires non susceptibles d'appel? Elle aura donc lieu dans des cas, sans être nécessaire dans les autres; il n'a pu entrer dans l'esprit du législateur, d'exiger une manière de procéder aussi peu uniforme. En vain dit-on que les mineurs pourraient souffrir du système contraire à celui-ci: ce n'est pas là une raison suffisante pour ajouter à la loi: en procédure, tout est de droit strict.

AUJOURD'HUI.

LA COUR. — Considérant que l'art. 444 du Code de proc., postérieur au Code civil, exige impérativement que, pour faire courir le délai de l'appel d'un jugement contre un mineur, la signification en soit faite, non-seulement au tuteur, mais encore au subrogé tuteur; — Qu'il répugne que cette disposition que l'oracle du gouvernement appelle la double garantie en faveur du mineur, et à laquelle on ne saurait se soustraire toutes les fois que les intérêts du mineur sont en opposition avec une personne étrangère, puissent cesser lorsque le tuteur devient la partie adverse de son pupille; — Que sans doute alors il n'y aurait pas lieu de faire la signification au tuteur, parce que ce serait un acte frustratoire; mais que dès l'instant que la subrogé tuteur se trouve seul chargé de la défense du mineur, il ne saurait se dispenser de faire remplacer celui dont la qualité doit s'exercer en concours avec la sienne; — Qu'il y a donc nécessité de recourir au principe que toutes les fois que le mineur n'a qu'un tuteur ou un subrogé tuteur, il faut lui en nommer un ad hoc; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir, déclare comme non avenue la signification du jugement dont est appel, ordonne que les parties plaideront au fond.

Du 2 août 1822. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Farey. — Pl., MM. Deleurié et Lepage.

(1) V. dans la même sens, Grenoble, 15 mars 1822, et la note; Toulouse, 4 fév. 1825; Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 1530 ter.

LIBERTÉ PROVISOIRE.—CHAMBRE DU CONSEIL.—CHOSE JUGÉE.—APPEL.

Du 2 août 1822 (aff. *Méissant*).—Cour roy. de Rouen. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 9 sept. 1822 (aff. *Picard*).

DEMANDE NOUVELLE.—TÉMOINS.—REPROCHES.

On ne peut proposer, en appel, des reproches contre les témoins d'une enquête, s'il n'a été pris des conclusions formelles à cet égard en première instance, et cela alors même que ces reproches auraient été proposés lors de l'enquête, et rappelés dans les écritures signifiées devant les premiers juges (1).

(Boizot—C. Martin.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant qu'à la vérité, les reproches ont été proposés dans le procès-verbal même d'enquête, et depuis, répétés dans les écritures signifiées devant les premiers juges, le 12 juill. 1820; mais que ce dernier acte ne contient pas même de conclusions à fin de rejeter leurs dépositions; — Que les juges, à l'audience, ne peuvent rechercher ce qui a été dit dans l'instruction; qu'ils n'ont qu'à statuer sur les conclusions prises par les parties, et qu'à l'audience du 14 juill., non-seulement l'appelant n'a pas conclu à l'admission des reproches, mais n'a pas même dit un mot des faits sur lesquels ils reposaient; qu'ainsi il est censé les avoir abandonnés; — Qu'on trouve bien ces mêmes reproches rappelés dans l'acte d'appel et dans les écritures du 6 mai dernier, mais toutes conclusions précises à cet égard; que la loi permet sans doute, sur l'appel, l'emploi des moyens nouveaux, mais non une demande nouvelle; que la question sur les reproches forme une instance séparée du fond; qu'ainsi ce n'est pas en cause d'appel qu'on peut les proposer pour la première fois, et encore moins surtout lorsqu'on y a renoncé; — Déclare l'appelant non recevable à proposer des reproches contre le premier, deuxième et dixième témoins, etc.

Du 5 août 1822.—Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch.—Prés. M. Sallé, p. p.—Concl. M. Pascaud, av. gén.—Pl., MM. Deséglises et Mayet.

DÉPÔT—ACTION CORRECTIONNELLE.—PREUVE PAR TÉMOINS.

La règle d'après laquelle la violation d'un dépôt ne peut ni être la matière d'une action correctionnelle, ni être constatée par témoins, qu'autant que le dépôt primitif est lui-même constaté par écrit, n'a lieu que de particulier à particulier non commerciaux.—Mais s'il s'agit d'un dépôt commercial, tellement que le dépôt puisse être prouvé par témoins; alors l'action correctionnelle est recevable, encore bien que le dépôt ne soit pas prouvé par écrit (2).

(Colson—C. Cécile.)—ARRÊT.

LA COUR:—En ce qui concerne la fin de non-recevoir opposée au ministère public, et l'incompétence du tribunal correctionnel, deux exceptions qui se confondent et sur lesquelles est fondé l'appel du jugement du 29 avril: — Attendu que

le fait qui a donné lieu contre Colson, à la poursuite dirigée par le procureur du roi de Charleville, serait d'avoir détourné, au préjudice du propriétaire, des grains que lui Colson n'aurait reçus qu'à la charge, et moyennant salaire, de les transporter d'un lieu dans un autre, ce qui constitue un délit, aux termes du Code pénal; — Attendu que si le dépôt en matière civile, ne peut être constaté que par écrit, lorsque sa valeur excède 150 fr.; que si par suite et pour ne pas rendre inefficace les dispositions du Code à cet égard, la voie correctionnelle n'est point ouverte en général contre la violation d'un dépôt, dans la cas où cette violation constituerait d'ailleurs un délit, il n'en peut être ainsi en matière commerciale, et lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, de livraison de négociant à négociant; qu'un surplus la preuve de la remise de grains à Colson, résulte de ses propres écrits, de son aveu même et enfin de la transaction qui est intervenue entre lui et Cécile; qu'ainsi, sous aucun rapport, l'appel du jugement du 29 avril n'est fondé; — Au fond, attendu que les commissionnaires, volontiers, bateliers et autres mandataires de cette nature, ne peuvent disposer des marchandises et autres objets qui leur sont confiés, que du consentement des propriétaires et de la manière par eux indiquée, sauf et dans les cas prévus par la loi, à en faire ordonner la vente par justice; que toute disposition différente de la part des mandataires, doit être considérée comme un abus de confiance, de la nature de celui prévu par l'art. 408 du Code pénal, à moins qu'il ne soit justifié que le disposant ait agi dans l'intérêt du propriétaire et pour son plus grand avantage; — Attendu, en fait, qu'il est constant que Colson s'est chargé de transporter 361 sacs de grains...; — Attendu que par toutes les circonstances de la cause, il est de toute évidence que le prévenu n'a voulu soustraire la marchandise dont il n'était que le dépositaire, que pour se l'approprier et pour se couvrir d'une créance prétendue contre Collignon, alors en état de faillite; d'où il suit qu'il s'est rendu coupable de l'abus de confiance qualifié par l'art. 408 du Code pénal, dont les premiers juges ont fait une juste application; — Par ces motifs, sans arrêter l'appel, — Rejette, etc.

Du 5 août 1822.—Cour roy. de Metz. — Sect. corr.—Prés. M. de Juvicourt. — Pl., M. Dommanget.

EXPLOIT.—PARLANT A.

Du 6 août 1822 (aff. *N...*).—Cour roy. de Grenoble. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 17 août 1822 (aff. *Dupin de Valence*).

ENQUÊTE.—JUGE DE PAIX.—DÉLÉGATION.

Le juge de paix délégué par une Cour pour procéder à une enquête, doit agir, non comme juge de paix, mais comme commissaire de la Cour.—Ainsi, il doit à peine de nullité, suivre les formalités prescrites pour les enquêtes faites devant les tribunaux ordinaires (3).

(1) V. en ce sens, Bruxelles, 14 oct. 1820, la note qui accompagne cet arrêt et les autorités ou sens divers qui y sont rappelés.

(2) C'est la conséquence du principe admis au jurisprudence que la preuve testimoniale est admissible au matière de commerce, même hors des cas prévus par l'art. 1341 du Code civ. V. Cass, 1^{re} niv. an 9, et nos observations; 1^{re} août 1810; 11 nov. 1813; 15 et 24 mars 1825; 14 fév. et 15 mai

1827.—Toutefois, la décision ci-dessus ne devrait pas être suivie, s'il s'agissait d'un dépôt qui, quoiqu'il soit entre négociants, ne serait pas cependant une opération commerciale. Sie, Bourges, 17 août 1822.

(3) La Cour de Limoges, de qui émane la décision ci-dessus, s'est encore prononcée dans le même sens par arrêt du 4 juill. 1827, ainsi que la Cour de cassation par arrêt du 22 juill. 1828, et celle d'Or-

(Barrière — C. Bernard.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que par son arrêt en date du 6 mai 1822 la Cour a ordonné une enquête, et commis, à l'effet d'y procéder, le juge de paix du canton du nord de Limoges ; — Attendu que ledit commissaire n'a agi ni pu agir en sa qualité de juge de paix ; mais qu'étant délégué par la Cour, exerçant le pouvoir de la Cour elle-même, et procédant en vertu de cette délégation, à une enquête dont tous incidens, s'il s'en élevait, devaient être portés devant la Cour, il en résulte qu'il devait suivre, dans cette enquête, les formalités auxquelles eût été astreint un membre même de la Cour, c'est-à-dire les formalités prescrites par le tit. 12, liv. 2, 1^{re} part. du Code de proc. ; — Attendu que la Cour de cassation a jugé, en effet, par son arrêt en date du 17 déc. 1811, que les dispositions de l'art. 361 du Code de proc., qui fait partie de ce titre, étaient obligatoires pour les enquêtes faites par un juge de paix délégué par la Cour royale ; et qu'il n'est pas possible d'admettre, d'une part, que les parties pour qui se fait l'enquête soient astreintes à suivre les dispositions contenues au titre susdit, et d'autre part, que le juge de paix qui procède à l'enquête doive suivre les dispositions du tit. 7, liv. 1^{er}, 1^{re} part. du même Code ; — Attendu d'ailleurs, que le juge de paix du canton du nord de Limoges, commis par la Cour, n'a pas suivi dans son enquête, les formalités voulues par la loi pour les enquêtes faites par les juges de paix, mais qu'il a admis les avoués des parties à les assister, ce qui prouve qu'il a agi, non en qualité de juge de paix, mais en qualité de commissaire de la Cour, investi de son pouvoir, et procédant avec les formalités prescrites pour les enquêtes faites par les membres de la Cour eux-mêmes : — Dit, etc.

Du 6 août 1822. — Cour roy. de Limoges. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Gajail, p. p. — Pl., MM. Talabot et Girardin.

ACTE DE COMMERCE. — MANUFACTURIER.

— ACHAT.

Du 6 août 1822 (aff. *Gardet*). — Cour roy. de Rouen. — V. la note sur l'arrêt de la Cour d'Amiens du 17 mars 1823 (aff. *Biscourts*).

EMPRISONNEMENT. — POUVOIR SPÉCIAL. — ÉTRANGER. — ARRÊSTATION PROVISOIRE.

L'huissier qui procède à l'emprisonnement provisoire d'un étranger doit, à peine de nullité, comme pour l'emprisonnement d'un citoyen français, être porteur du pouvoir spécial du supérieur incarcérateur. (Cod. proc., 556.) (1)

(Torwers — C. Delpeches.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'aux termes de l'art. 556 du Code de proc., l'huissier qui procède à un emprisonnement doit être muni du pouvoir spécial de son requérant, que la loi ne distingue pas entre l'emprisonnement provisoire et l'em-

prisonnement définitif par suite de condamnation, entre l'emprisonnement d'un citoyen français et celui d'un étranger : que l'arrestation provisoire faite en exécution de l'ordonnance du juge, d'un étranger, en vertu de l'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807, est un véritable emprisonnement comme le serait celui affecté conformément à l'art. 1^{er} même loi, par suite d'un jugement de condamnation rendu au profit d'un Français contre un étranger non domicilié en France, lequel emporte de plein droit la contrainte par corps ; — Qu'ainsi les dispositions de l'art. 556 du Code de proc., sont applicables à l'arrestation provisoire d'un étranger comme à l'emprisonnement d'un citoyen français, parce que le but de la loi est le même dans les deux cas ; qu'il importe, en effet, au débiteur emprisonné d'avoir sa garantie, s'il y a lieu, contre son créancier, sans que celui-ci puisse, par un désaveu tardif, se soustraire aux dommages-intérêts qu'entraîne un emprisonnement illégal ; que le pouvoir spécial dont l'huissier doit être porteur, est un des éléments préalables à l'emprisonnement et une condition nécessaire à sa validité ; que si la Cour de cassation a reconnu par son arrêt du 6 janv. 1813 (V. cet arrêt à sa date et le renvoi), que le pouvoir spécial à donner à l'huissier est aussi essentiel pour la validité de la procédure en expropriation, que le titre en vertu duquel la saisie immobilière est poursuivie, et que la notification de la saisie, faite après coup, de la part du saisissant, ne peut produire plus d'effet que n'en produirait l'exécution donnée au titre depuis qu'il aurait été procédé à la saisie, il doit à plus forte raison, en être de même du pouvoir spécial requis par la loi et dont doit être muni un huissier chargé de procéder à un emprisonnement, c'est-à-dire de priver un citoyen, soit français, soit étranger, de sa liberté ; — Attendu en fait, que le pouvoir spécial que devait avoir l'huissier qui a procédé à l'arrestation de Torwers, n'a été représenté ni en première instance, ni devant la Cour, et que l'huissier chargé de la procédure ne l'a point exhibé : d'où l'on doit conclure que ce pouvoir spécial n'a jamais existé, qu'ainsi la recommandation de Torwers est nulle ; — Déclare nuls et de nul effet les procès-verbaux d'emprisonnement et d'écrou de Torwers, etc.

Du 10 août 1822. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Prés., M. Aroux. — Pl., M. Chéron.

BARATERIE. — ARRIMAGE.

Du 10 août 1822 (aff. *Lahens*). — Cour roy. de Bordeaux. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 7 juill. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DÉLAISSEMENT MARITIME. — ASSUREUR.

— CHARGEUR. — ARABON. — PRIME.

Le délaissement fait par l'assuré aux assureurs du navire et du fret assuré, n'empêche pas que l'assuré ne puisse encore faire au

lées par arrêt du 17 août 1839 (Vol. 1840. 2. 11). Déjà, et antérieurement, la Cour suprême avait préjugé la principe en déclarant le 17 décembre 1811, que, même pour une enquête faite devant un juge de paix commis, l'art. 261 du Code de proc., devait être observé en ce sens, que l'assignation pour y être présent, doit être donnée au domicile de l'avoué, et non à celui de la partie. — Telle est aussi la doctrine adoptée par la plupart des auteurs, *F. Demiau-Croisille*, p. 296 ; *Thomine Desmazures*, *Comm. du Code de proc.*, n° 33 ; *Auger*, *Encyclopédie des juges de paix*, v° *Enquête*, sect. 2, n. 4 ; *Favard*, *Nouv. Rép.*, *cod. com.*, sect. 2, § 3,

Dalloz, t. 6, p. 445, n. 11 ; *Boncenna*, t. 4, p. 234 ; *Choquet* sur *Carré*, *Lois de la proc.*, quest. 985, à la note. Tous ces auteurs se fondent sur ce que le délit de l'enquête en juge de paix ne change pas le nature de l'affaire, et qu'ainsi il ne doit pas être permis de le dépouiller des garanties dont la loi a voulu entourer son instruction.

(1) Mais il n'est pas tenu, à peine de nullité, d'exhiber ce pouvoir. *F. Lyon*, 4 sept. 1810, et la note. V. du reste, sur les formes de l'arrestation provisoire des étrangers, *Cass.* 28 sept. 1809, et nos observations.

chargeur sur le navire l'abandon de ce navire et du fret, en conformité de l'art. 316, Cod. comm. (1).

Le chargeur, dans ce cas, a, contre les assureurs, un recours pour se faire payer des créances qui lui sont dues par privilège sur le navire; et les assureurs ne peuvent s'en affranchir qu'en faisant eux-mêmes l'abandon (2).

L'armateur qui abandonne le navire et le fret pour se libérer envers le chargeur dont la marchandise a été vendue par le capitaine, n'est pas tenu d'y comprendre le prix de l'assurance (3).

(Lecoq — C. Tirevert.)

Le sieur Tirevert, armateur à Nantes, fit le 4 janv. 1818, le délaissement de son navire la *Josephine*, et du fret à ses assureurs, qui s'étaient chargés de toutes espèces de risques, même de la baraterie de patron, et qui acceptèrent ce délaissement. — Le 4 août 1820, le sieur Lecoq, pour suivre par le sieur Lecoq, l'un des marchands chargeurs sur son navire, en paiement de la valeur d'une caisse de ferblanterie qui avait été vendue par le capitaine, fit abandon à celui-ci de ce même navire la *Josephine* et du fret pour mettre à convert sa responsabilité, conformément à l'art. 316 du Code de comm., et, par conséquent, le renvoya à se pourvoir vers le navire, qui était, par le délaissement du 4 janv. 1818, passé avec toutes ses charges dans la propriété des assureurs.

Le sieur Lecoq prétendit que l'abandon aux chargeurs ne pouvait pas avoir lieu après le délaissement aux assureurs, puisqu'un navire ne saurait être délaissé deux fois; que d'ailleurs, le sieur Tirevert devait non-seulement faire l'abandon du navire et du fret, mais qu'il devait encore faire abandon du montant de l'assurance; d'où il concluait que le sieur Tirevert étant responsable des faits de son capitaine, devait être con-

damné à lui payer la valeur de sa caisse de ferblanterie.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'abandon ou le délaissement accepté par les assureurs les rend, soit à gain, soit à perte, propriétaires de l'objet assuré (art. 385 du Code de comm.); qu'au contraire, l'abandon autorisé par l'art. 216 du même Code, du navire et du fret, n'en transfère pas la propriété aux chargeurs à fret: il ne les rend que créanciers, ayant droit de se pourvoir à l'effet d'être indemnisés par le navire de tout ce qui peut leur être dû, sans pouvoir jamais faire de bénéfice sur l'abandon; — Considérant que les assureurs, en acceptant le délaissement du navire la *Josephine*, en sont devenus propriétaires sous la condition d'acquitter les charges dont il était grevé, et de répondre des faits du capitaine dont ils ont garanti la baraterie, sauf à faire eux-mêmes abandon, s'ils voulaient se dégager de toute responsabilité; — Considérant que le capitaine était responsable de la caisse de ferblanterie chargée sur son navire par le sieur Lecoq (art. 232 du Code); que tous les documents de la cause annoncent que ce capitaine est contrevenu à toutes les obligations que le loi lui imposait, et que c'est pour se soustraire à la responsabilité des faits de ce capitaine que le sieur Tirevert, propriétaire, a fait l'abandon du navire et du fret; — Considérant qu'on n'est pas en droit de prétendre que cet abandon devait comprendre le prix de l'assurance que Tirevert avait en la précaution de commettre sur son navire, parce que cette assurance est la prix de la prime qu'il a payée, et que ce prix ne peut être affecté à la garantie des obligations contractées par le capitaine, auxquelles la loi n'affecte expressément que le navire et le fret: — Par ces motifs, déboute, etc.

Du 12 août 1822. — Cour roy. de Rennes.

(1 et 2) La difficulté, sur ce point, consistait à bien distinguer la nature et les effets du délaissement fait à l'assureur et autorisé par les art. 363, 372 et 385 du Code de comm., et la nature et les effets de l'abandon fait au chargeur, dont il est question dans l'art. 216 du même Code. La différence qui existe entre le délaissement et l'abandon a été soigneusement indiquée par M. Boulay-Paty, *Droit comm. marit.*, t. 1, p. 293. « Par le délaissement, dit cet auteur, la propriété des objets assurés est cédée aux assureurs, qui s'en partagent le produit, au marc le franc des sommes qu'ils ont assurées, soit que par le fait il y ait perte ou bénéfice. — L'art. 216 n'attache point un pareil effet à l'abandon qu'il autorise; c'est une simple déclaration du propriétaire du navire, de na prétendre rien à cette propriété; c'est un simple renvoi du chargeur à l'effet qu'il se pourvoit pour se faire payer contre les choses seulement, et non contre le propriétaire, dont l'obligation, suivant l'expression d'Emerigon, est plus réelle que personnelle. — Mais à la différence de l'assureur, le chargeur n'est pas rendu propriétaire du navire. Il ne peut que se faire payer sur le navire, jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, sans pouvoir jamais faire de bénéfice de l'abandon. Il y a, en un mot, entre l'assureur et le chargeur, la différence qu'il y a entre le propriétaire et le créancier privilégié ou hypothécaire. L'abandon n'est qu'une renonciation à la propriété de la chose, pour n'être pas tenu des dettes qui la grevent, et non pour en transmettre la propriété à d'autres. C'est un abandon du même genre que celui de l'héritier qui renonce à la succession pour

n'être pas tenu d'en payer les charges (Code civ., 784 à 802), abandon qui ne rend pas les créanciers propriétaires; du même genre que celui du tiers détenteur, acquéreur d'un immeuble hypothéqué, qui peut délaissé cet immeuble pour n'être pas tenu de répondre aux créanciers hypothécaires (art. 2168); du même genre enfin que celui du débiteur qui fait cession (art. 1269). — Le délaissement fait aux assureurs est bien différent. C'est un véritable transport de la chose dont ils doivent payer le prix, transport qui les rend propriétaires de cette chose, qui les soumet à toutes les charges qui résultent de cette propriété, s'ils ne préfèrent l'abandonner à leur tour... » — Au moyen de cette différence, en comprend très bien que l'assuré, après avoir fait le délaissement de son navire et du fret aux assureurs qui l'ont accepté, puisse encore faire aux chargeurs de la marchandise l'abandon du même navire et du fret; car, puisque les assureurs deviennent, par le délaissement, propriétaires, à comme tels chargés des dettes qui grevent la chose et lui sont inhérentes il est clair que lorsqu'ultérieurement les chargeurs de la marchandise s'adressent à l'ancien propriétaire, il doit pouvoir leur faire l'abandon et les renvoyer à se pourvoir contre ceux entre les mains desquels la chose se trouve actuellement. Telle est aussi l'opinion adoptée par Boulay-Paty, *loc. cit.*, et tom. 4, p. 340 et suiv., où il rapporte l'arrêt ci-dessus, et enfin dans ses observations sur Emerigon, t. 3, p. 234 et 491.

(3) V. en ce sens, Valin, sur l'art. 4, tit. 7, des *Acquis*; et Boulay-Paty, *Droit comm. marit.*, t. 1, p. 297.

PÉTITOIRE. — PREUVE.

Celui qui sur une instance correctionnelle, dans laquelle il a excipé d'un droit de propriété, est renvoyé à se pourvoir à fins civiles, et qui prend la voie du pétitoire, au lieu de se pourvoir au possessoire par voie de complainte, est tenu de faire preuve tant par titres que par témoins de la propriété qu'il allégué (1).

(Bouvet — C. commune de Grandvaux.)

Le sieur Benoit, fermier du sieur Bouvet, est assigné en police correctionnelle, par l'administration forestière, pour avoir coupé dans les forêts des communes de Grandvaux, des arbres marqués du marteau de Bouvet. Ce dernier, prenant fait et cause de son fermier, se prétend propriétaire des arbres. — Renvoi à fins civiles. — Bouvet, au lieu de se pourvoir au possessoire, porte la cause devant le tribunal civil, et soutient que c'est aux communes à faire la preuve de tout droit de propriété.

Jugement qui rejette ces conclusions. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR, — Considérant que Bouvet pour suivi correctionnellement, a excipé de la propriété; qu'alors il a été renvoyé à se pourvoir à fins civiles; que dans cet état, au lieu de se pourvoir en complainte et au possessoire devant le juge de paix, seul juge compétent pour juger les questions de cette nature, il s'est pourvu par devant le tribunal civil; qu'en prenant cette voie, il s'est pourvu par la même au pétitoire, et a, par conséquent, pris sur lui la charge de la preuve; que dès lors, il doit être considéré comme demandeur; — Confirme, etc.

Du 14 août 1822. — Cour roy. de Besançon.

HOSPICES. — BIENS CONCÉDÉS. — HYPOTHÈQUES.

Les biens des émigrés concédés aux hospices, leur ont été transmis tels que l'état les possédait, c'est-à-dire francs et quittes de toutes charges et hypothèques. — Ainsi, le tiers auxquels ces biens avaient été autrefois affectés pour sûreté d'une créance, est sans action contre l'hospice concessionnaire (2).

Peu importe qu'entre la concession provisoire faite à l'établissement charitable, et la loi du 7 sept. 1807, qui a rendu toutes les concessions de cette nature définitives, un acte du gouvernement ait ordonné la vente de l'immeuble et le paiement de la créance sur le prix, si cet acte, rendu sans que les hospices aient été entendus, n'a d'ailleurs reçu aucune exécution.

(Tesseraux — C. Hospices de Paris.)

Louis, etc., — Considérant qu'antérieurement au 8 mai 1806, un décret du premier complémentaire au 13 avait disposé du bien national dont il s'agit, au profit des hospices de Paris; — Considérant que le décret de 1806 n'a point été rendu avec lesdits hospices et n'a jamais d'ailleurs reçu d'exécution; — Considérant que la loi du 7 sept. 1807 a rendu définitive l'affectation faite aux hospices de la maison dont il s'agit; — Con-

sidérant que ledit bien a été transmis aux hospices tel que l'Etat le possédait, c'est-à-dire franc et quitte de toutes charges et hypothèques; que, par conséquent, la réclamation de la veuve Tesseraux, en paiement de sa créance contre les hospices, ne saurait être admise;

Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 14 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Lavauz et Cochin.

CONSEIL D'ETAT. — INTERPRÉTATION. — QUALITÉ (DÉFACTO DE.)

Celui qui n'a pas été partie dans une instance n'est pas recevable à demander l'interprétation d'une décision contentieuse intervenue en conseil d'Etat sur cette instance (3).

(Peschery.)

Louis, etc., — Considérant qu'il résulte des actes produits par le sieur Alexandre Peschery, et de son propre aveu consigné dans ses requêtes des 6 et 24 juin 1822, qu'il n'a point figuré dans les débats administratifs et judiciaires qui ont eu lieu jusqu'à ce jour, sur la succession dont il s'agit; et qu'ainsi ledit sieur Peschery est, en l'état, sans droit et sans qualité pour réclamer l'interprétation du décret du 19 août 1813;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 14 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Dumessil de Merville.

BOIS COMMUNAUX. — ADMINISTRATION. — ORDONNANCE ROYALE. — CONTENTIEUX.

Les bois des communes sont soumis au même régime que les bois de l'Etat; l'administration, la garde et la surveillance en sont confiées aux mêmes agents. (Arrêté du gouvernement du 19 vent. an 10.) (4)

Une commune n'est pas recevable à attaquer devant le conseil d'Etat, par la voie contentieuse, l'ordonnance royale qui a réglé le mode d'exploitation de ses bois. (5)

(Commune de Bresse — C. Forêts.)

La commune de Bresse avait demandé à être autorisée à prendre chaque année, dans ses bois, 1,000 pieds d'arbres en jardinant. — Contrairement à cette demande, et sur la proposition du préfet, adoptée par l'administration des forêts, une ordonnance royale du 13 fév. 1821, prescrivait une coupe réglée de 18 hectares par année.

Pourvoi de la commune devant le conseil d'Etat, sur le motif que l'ordonnance avait été rendue sans qu'elle eût été appelée à contredire la proposition du préfet contraire à sa demande.

Louis, etc., — Considérant qu'aux termes de l'arrêté du gouvernement, du 19 vent. an 10, les bois appartenant aux communes sont soumis au même régime que les bois nationaux, et que l'administration, la garde et la surveillance en sont confiées aux mêmes agents;

Considérant que notre ordonnance du 13 fév. 1821, rendue sur la délibération du conseil municipal de la commune de la Bresse, se borne à

(1) F. conf., l'arrêt de la même Cour, du 2 août 1827.

(2) F. dans ce sens, Duron et Rocha, *Repert. des étab. de bienfaisance*, v° Biens, n. 23. La même décision a été rendue à l'égard de biens confisqués, concédés gratuitement aux parents des émigrés, sur qui ils avaient été saisis. F. ordonn. du 6 déc. 1820 (off. Lemarchand des Mines). Mais voy. également la note qui accompagne cette décision.

(3) F. conf., ordonn. du 13 juin 1821 (off. Dupare).

(4) Ce point est formellement consacré aujourd'hui par l'art. 1^{er} du Code forestier.

(5) L'art. 90 du Code forestier ne s'applique pas aujourd'hui aux communes, et cet article n'admet qu'un seul cas où les propositions de l'administration forestière peuvent donner lieu à recours devant le conseil d'Etat, c'est celui où il s'agit de la conversion en bois et de l'aménagement de terrains en pâturage.

prescrire un mode d'exploitation des bols de la dite commune; que par conséquent, il s'agit ici d'un acte de simple administration, dont les dispositions ne peuvent être réformées, à il y a lieu, par la voie contentieuse; — Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 14 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. *Rapp.*, M. de Cormenin. — *Pl.*, M. Cochin.

EAU (COURS D'). — CONTRAVENTION. — PROPRIÉTÉ. — RÈGLEMENT. — COMPÉTENCE.

En matière de cours d'eau non navigables, les contraventions aux réglemens de police sont de la compétence des tribunaux de simple police ou de police correctionnelle; et les questions de propriété appartenant aux tribunaux civils. (Première et deuxième espèces.) (1)

Ainsi, un conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur l'opposition formée à l'arrêt pris pour un maire; touchant un petit cours d'eau. (Première espèce.) (2)

De même, si n'appartient pas au préfet, mais aux tribunaux, la statue par voie de répression sur les contraventions aux réglemens de police concernant un cours d'eau non navigable. (Deuxième espèce.) (3)

Les préfets sont compétens pour statuer sur les améliorations à apporter à un cours d'eau non navigable. (Première espèce.) (4)

Les préfets peuvent également, sous l'approbation du ministre de l'intérieur, prendre les mesures nécessaires pour prévenir les inondations. (Deuxième espèce.) (5)

Mais ils ne peuvent ordonner les mesures qui sont de nature à faire l'objet d'un règlement d'administration publique. (Deuxième espèce.) (6)

1^{re} ESPÈCE. (Jolly — C. Commune de Montargis.)
Le sieur Jolly, propriétaire d'un jardin bordant la rivière de Puiseaux à Montargis, avait élevé sur le rivage une terrasse destinée à protéger sa propriété contre les envahissemens des

eaux. — Arrêté du maire qui enjoit au sieur Jolly de démolir cette construction.

Opposition et instance devant le conseil de préfecture qui, par arrêté définitif du 30 juin 1820, ordonne également la destruction des travaux.

Dans l'intervalle, et le 15 juin 1820, le préfet avait pris un arrêté réglementaire pour l'alignement et le redressement de la rivière.

Pourvoi devant le conseil d'Etat par le sieur Jolly tant contre l'arrêt du conseil de préfecture que contre l'arrêt du préfet, pour cause d'incompétence.

LOUIS, etc.; — Vu l'avis du conseil d'Etat, du 24 vent. an 11, transcrit dans un décret du 12 av. 1812, inséré au *Bulletin des lois*; — Sur la compétence, considérant que la rivière de Puiseaux n'est ni navigable ni flottable; que les contraventions aux réglemens de police, sur les rivières non navigables et autres petits cours d'eau, doivent, d'après les dispositions du Code civil et les lois existantes, être portées, suivant leur nature, devant les tribunaux de police municipale ou correctionnelle, et les contestations qui intéressent les propriétaires devant les tribunaux civils; qu'ainsi le conseil de préfecture n'était pas compétent pour connaître de la contestation; — Considérant que le préfet était compétent pour statuer sur les améliorations à apporter au cours de la rivière de Puiseaux, et que les arrêtés pris par les préfets, dans les limites de leur compétence, doivent être préalablement déferés au ministre que la matière concerne;

Art. 1^{er}. Les arrêtés du conseil de préfecture du département du Loiret, du 23 oct. 1819, et du 30 juin 1820, sont annulés pour cause d'incompétence; — 2. Le pourvoi contre l'arrêt du préfet du département du Loiret du 15 juin 1820, est rejeté, sauf au sieur Jolly à déférer ledit arrêté à notre ministre de l'intérieur, s'il y a lieu.

Du 14 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé. — *Pl.*, M. Marchand-Dubreuil.

(1) et 2) *V. conf.*, ordonn. des 24 dec. 1823 (aff. Boisacau); 6 sept. 1826 (aff. Dammonville); 13 juill. 1828 (aff. Denis); 29 juill. 1829 (aff. Tondou Poullain). *V. aussi* décr. 23 avril 1807 (aff. Diego Dittner); ordonn. du 11 août 1819 (aff. de Sablé), et les notes.

(3) *V. conf.*, ordonn. du 2 août 1826 (aff. Jacob).

(4, 5 et 6) Le droit de l'administration de prendre, en matière de cours d'eau, toutes les mesures que l'intérêt public peut rendre nécessaires, est un point incontestable, et par suite, il est non moins certain que les préfets peuvent arrêter d'urgence, sans l'approbation du ministre de l'intérieur, les dispositions qu'exige le même intérêt. *V. décr.* et ordonn. des 17 janv. 1812 (aff. Lérangot); 6 mars 1816 (aff. Briand); 26 fev. 1817 (aff. Mordret); 3 juin 1818 (aff. Gussier); *voy. aussi* la note sur le jugement du tribunal de cassation du 23 brum. an 9. — Mais il n'est pas aussi facile de déterminer la limite que les solutions ci-dessus indiquent comme devant exister entre certaines dispositions réglementaires qui seraient de la compétence des préfets, et celles qui doivent être l'objet d'un règlement d'administration publique. « *Ex général*, dit M. Garnier, en parlant des préfets (*Régime des eaux*, t. 4, n. 1142), ils n'ont que des propositions à faire, et leurs arrêtés ne deviennent définitifs que par l'approbation du pouvoir supérieur... Cependant, ces fonctionnaires étant autorisés, toutes les fois qu'il y a urgence, à faire exécuter leurs arrêtés sans attendre cette approbation, pourraient ériger l'application de la règle quand ils le vou-

draient, parce qu'ils pourraient toujours prétendre que cette urgence existe. Un arrêt du conseil du 6 mars 1835 (aff. *Desvieux de Mesmay* - Volume de 1835), a jugé que le préfet avait pu régler provisoirement le batardeau des eaux d'une usine, de manière à faire cesser des dommages jusqu'à ce que le régime des eaux eût été définitivement fixé par un règlement d'administration publique, rendu par le roi en son conseil d'Etat. L'abus est donc possible; à dire vrai, il serait assez difficile de l'empêcher, la loi paraissant admettre que les affaires administratives requièrent célérité, en établissant que le recours contre ses décisions n'est pas suspensif. » *V. observations* dans le sens de la distinction faite par les décisions ci-dessus, David, *des cours d'eau*, t. 1^{er}, n. 263; Cormouin, *Droit administr.* (5^e édit.), v^o Cours d'eau, §§ 26 et 27. Des divers exemples dont ces auteurs donnent l'énumération, il nous paraît résulter, qu'en tous cas, le pouvoir des préfets serait restreint à ce qui est uniquement de police, et que toutes les dispositions qui, hors des cas de police et d'urgence, peuvent influer d'une manière permanente sur les droits, les obligations et les intérêts des riverains, doivent être l'objet d'un règlement d'administration publique. C'est aussi, du reste, ce qui ressort des ordonnances ci-dessus, où il s'agit de dispositions arrêtées par le préfet pour réglementer le usage d'un cours d'eau et déterminer les charges des intéressés. *V. encore* dans ce sens, ordonn. du 2 juin 1819 (aff. *Bressard*), et nos observations.

2. ESPÈCE. — (De Widranges — C. commune de Blonde-Fontaine.)

Les eaux qui alimentaient le moulin du sieur Widranges étaient depuis longtemps l'objet de vives contestations, lorsqu'en 1821 elles envahirent la commune de Blonde-Fontaine, couvrirent la route et occasionnèrent dans le pays de très graves dommages; deux enfans périrent et de nombreux troupeaux avec eux.

Le préfet, informé de ces désastres, qu'on imputait en grande partie, aux ouvrages exécutés par le sieur Widranges, dans l'intérêt de son usine, prit un arrêté en seize articles dont voici la substance. — Dans les trois premiers, le préfet, sans avoir égard aux titres du sieur Widranges, qu'il analyse et discute, lui ordonne de démolir, dans les dix jours, un batardeau construit depuis le 28 avril 1821, à peine de se voir poursuivi devant les tribunaux. — Dans les art. 4, 5, 6, 7, 8 et 9, le préfet ordonne que le ruisseau-torrent dit de la Bise, soit rendu à son lit naturel; que les eaux des ruisseaux au confluent de la Jacquenelle, soient dirigées dans le Manche, comme avant les entreprises du sieur Widranges. Il prohibe la construction de tous déchargeoirs, déversoirs, ponts, aqueducs, etc., destinés, soit à suspendre momentanément, soit à changer d'une manière permanente, le cours naturel des eaux pour les dériver en totalité ou en partie dans les biefs du moulin de Blonde-Fontaine. Il ordonne de poursuivre les contrevenans, et réserve au propriétaire du moulin, la faculté de proposer ultérieurement au moyen de faire servir les eaux de la Jacquenelle, à l'usage de son moulin. Puis, l'arrêté porte injonction au sieur Widranges de tenir le bief de son moulin constamment fermé, et prescrit l'exécution de quelques travaux sur la route départementale endommagée. — Dans une dernière série de dispositions, le préfet ordonne le curage et le creusement du ruisseau de Bise, et se fonde sur d'anciens réglemens, pour déterminer les charges de chacun des Intéressés. Il veut qu'aucune plantation ne puisse être faite le long du ruisseau, sans qu'an préalable elle ait été autorisée par le maire comme en matière de petite voirie, et que le maire ne la permette qu'autant qu'elle laissera une largeur franche de cinq mètres aux rives du ruisseau; enfin, il invite le conseil municipal à lui présenter un projet de règlement de voirie, à l'effet d'empêcher que les eaux n'enlèvent ou ne déplacent les bois, chars, fumiers, etc., qui se trouvent dans la rue de la Saule. — Pouvait le sieur Widranges contre cet arrêté, pour excès de pouvoirs.

Louis, etc. — Considérant sur la compétence, que ce n'était pas au préfet, mais aux tribunaux ordinaires à statuer, par voie de répression, contre les contraventions aux réglemens de police des cours d'eau de la commune de Blonde-Fontaine, lesquels cours d'eau ne sont ni navigables ni flottables; — Considérant qu'ant mesures de répression prononcées par le préfet, le sieur de Widranges oppose une possession immémoriale et d'anciens titres de propriété qui sont contestés par l'administration, et sur lesquels il ne pouvait être statué que par les tribunaux ordinaires;

Considérant que le préfet était compétent pour prendre les dispositions administratives contenues dans les art. 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de son arrêté, sauf l'approbation de l'administration supérieure;

(1) V. conf., ordonn. du 17 juill. 1823 (aff. de Foulcaud).

(2) V. conf., ordonn. des 23 déc. 1815 (aff. Besnard); 4 mars 1819 (aff. Martin); 2 sept. 1829

Considérant que les articles suivans dudit arrêté sont de nature à faire l'objet d'un règlement d'administration publique, qui devra être précédé des formalités prescrites en cette matière, et que relativement à cette partie de son arrêté, le préfet a excédé ses pouvoirs;

Art. 1^{er}. Les art. 1, 2 et 3 de l'arrêté du préfet de la Haute-Saône, du 10 oct. 1821, et les art. 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 du même arrêté, sont annulés pour cause d'incompétence et excès de pouvoirs. — 2. Le sieur de Widranges est renvoyé à se pourvoir devant notre ministre de l'Intérieur, s'il s'y croit fondé, contre les dispositions administratives contenues dans les art. 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

Du 14 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Joffroy.

ÉMIGRÉ. — REMBOURSEMENT. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

C'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient de statuer sur la validité et les effets d'un remboursement de rentes, soit à l'Etat comme représentant un émigré, en vertu d'un acte administratif (1).

(De Saint-Leu — C. Hénrault de Lamerville.)
Du 14 août 1822. Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Champion-Villeneuve.

MARAI. — COMPÉTENCE. — DÉGRADATIONS. La conservation des travaux de dessèchement étant commis à l'administration publique, toutes les entreprises qui peuvent y porter atteinte, doivent être poursuivies et réprimées par l'autorité administrative (2).

Les entreprises qui, en empêchant l'écoulement des eaux, détruisent l'effet des travaux de dessèchement, doivent être supprimées aux frais de leurs auteurs.

(Pinard — C. Lavier et autres.)

Le sieur et la demoiselle Pinard avaient exécuté divers ouvrages pour augmenter leur cours d'eau et favoriser le jeu de leur usine. — Le conseil de préfecture ordonna la suppression de ces ouvrages. — Pouvait.

Louis, etc. Considérant, sur la compétence, qu'il s'agissait dans l'espèce, de savoir si les entreprises du sieur Pinard avaient porté atteinte aux travaux opérés pour le dessèchement des terrains dont il s'agit; qu'aux termes de l'art. 27 de la loi du 16 sept. 1807, la conservation des travaux de dessèchement est commise à l'administration publique; que toutes réparations et dommages doivent être poursuivis par voie administrative; que dès lors le conseil de préfecture du département de la Charente était compétent pour statuer sur l'entreprise du sieur Pinard; — Considérant au fond, qu'il résulte du rapport des ingénieurs que ces entreprises, en empêchant l'écoulement des eaux, ont détruit l'effet des travaux du dessèchement.

Art. 1^{er}. Les requêtes... sont rejetées.
Du 14 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Crouseilles. — Pl., M. Coffin.

BOULANGERS. — TAXE DU PAIN. — RÉGLEMENS. — COMPÉTENCE.

Les réglemens pour la taxe du pain sont des actes d'administration et de police, qui ne

(aff. de Boredon). — La raison de décider est que les contrevenans en cette matière sont considérés comme des contrevenans de grande voirie. V. Serriog, Compét. et proc. adm., t. 2, n. 902.

sont pas susceptibles d'être attaqués devant le conseil d'Etat par la voie contentieuse (1).
(Boulangers de Montpellier.)

LOUIS, etc. — Vu la lettre du maire de Montpellier, du 2 mai 1822, portant notification au syndic de la boulangerie, de l'approbation donnée par le préfet du département de l'Hérault et le ministre de l'intérieur, au tarif qui fixe la taxe des trois qualités de pain en usage dans la ville de Montpellier;

Considérant que les réglemens pour la taxe du pain sont des actes d'administration et de police qui ne peuvent être attaqués devant nous par la voie contentieuse;

Art. 1^{er}. La requête des sieurs Boudier et autres, tous boulangers dans la ville de Montpellier, est rejetée.

Du 14 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Raoul.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — CARACTÈRES. — APPEL.

Est définitif, et non pas seulement interlocutoire, le jugement qui ordonne de rendre compte, en fournissant à l'appel, dans un délai fixé, des pièces justificatives, ou à payer une somme déterminée, dépens réservés jusqu'à l'option; alors même que ce jugement énoncerait qu'il est rendu: avant autrement faire droit, sans nuire, ni préjudicier aux demandes, fins et conclusions des parties, défenses soulevées.

En conséquence, l'appel d'un tel jugement doit être interjeté dans les délais ordinaires de l'appel, et non pas seulement en même temps que l'appel du jugement rendu depuis sur le compte fourni (2).

(Gambier — C. Terrieu.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant, sur l'appel du jugement rendu par le tribunal de première instance de Rennes le 1^{er} avril 1817, que nonobstant ces expressions: Avant autrement faire droit, sans nuire ni préjudicier aux demandes, fins et conclusions des parties, défenses soulevées, qui précèdent le dispositif de ce jugement, il n'en a pas moins le caractère d'un jugement définitif dans toutes les dispositions qu'il renferme, soit dans celle qui dispense la veuve et les héritiers Jollivet de rendre le compte qui leur était demandé par Gambier, soit dans celle qui ordonne à celui-ci de communiquer et fournir à l'appel de son compte les pièces sur lesquelles il est établi et qui lui enjoint d'en faire la communication dans le délai d'un mois; soit dans celle qui le condamne à payer aux demandeurs, avec intérêts, en argent ou acquits valables, la somme de 21,352 fr. 70 c., faute à lui de communiquer dans le délai prescrit, soit enfin dans celle qui le déboute de sa demande de renvoi devant des experts ou arbitres; car la cause était en état d'être jugée; les parties avaient pris respectivement des conclusions définitives sur tous ces points, et l'on ne peut voir ni dans les qualités du jugement, ni dans ses motifs, que les questions qui étaient à décider dussent être subordonnées

à aucun avant faire droit; ainsi les termes dans lesquels en est conçu le prononcé, lui imprimant le caractère de jugement définitif; — Considérant que l'option laissée au défendeur, de communiquer les pièces à l'appel de son compte, auquel cas les dépens sont réservés, ne peut être un motif de décider qu'en cette partie le jugement ne serait que préparatoire ou interlocutoire, parce que les conclusions du demandeur tendaient à le faire condamner définitivement à produire les pièces justificatives de son compte, et parce qu'il n'y a pas de compte sans communication de pièces justificatives au soutien: qu'en consommant l'option, Gambier n'a pu changer la nature du jugement qui le condamnait, seulement, il a usé d'une faculté qui lui était réservée, pour se soustraire, s'il lui était possible, à l'effet de condamnations prononcées contre lui; — Considérant que ce jugement a été signifié à partie le 28 avril 1817, et que l'appel n'en a été relevé que le 2 nov. 1819: — Déclare ledit appel non recevable pour n'avoir pas été interjeté dans le délai de la loi, etc.

Du 16 août 1822. — Cour roy. de Rennes. — Prés., M. Jourdain.

ARBITRAGE. — ORDONNANCE D'EXÉQUATUR. — OPPOSITION. — EFFET SUSPENSIF.

L'opposition à l'ordonnance d'exequatur d'un jugement arbitral, a un effet suspensif de l'exécution. (Cod. proc., 1035.) (3)

(Barat — C. Irie.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que si aux termes de l'art. 1020, l'acte émané des arbitres n'acquiert de force et d'autorité et ne peut être mis à exécution qu'après avoir été revêtu de l'ordonnance d'exequatur, dès l'instant que cette ordonnance est attaquée par la voie de l'opposition, l'exécution de l'acte est nécessairement suspendue, et n'est plus, ainsi que l'on dit très-clairement l'art. 1028, un jugement, mais bien un acte purement qualifié jugement; — Qu'il en est de cette ordonnance ainsi que d'un jugement de défaut, dont l'opposition suspend nécessairement l'exécution; — Ordonne, etc.

Du 16 août 1822. — Cour roy. de Tonionse.

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — CRÉANCIERS.

Les créanciers d'une succession bénéficiaire peuvent poursuivre l'expropriation forcée des biens de la succession, encore que des poursuites pour parvenir à la vente, soient déjà commencées par l'héritier bénéficiaire, et qu'il n'y ait ni négligence, ni malversation à lui reprocher. (C. civ., 803 et 804.) (4)

(Daubanés — C. Danbanés.)

Les enfans que le sieur Daubanés avait eus de deux mariages, ayant accepté sa succession sous bénéfice d'inventaire, avaient obtenu un jugement qui ordonnait la vente des biens par adjudication volontaire. L'adjudication préparatoire allait avoir lieu, quand Antoinette Daubanés, sœur enfant du premier lit, forma une action en partage. Les enfans du second lit repudièrent alors

(1) C'est en effet un principe constant que les ordonnances ou arrêts réglementaires qui prescrivent des mesures d'administration publique ou de police, ne sont pas soumis en recours dans la forme contentieuse. — V. Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 1, n. 25. V. aussi ordonn. du 22 déc. 1824 aff. *Holague*.

(2) V. sur la question controversée de savoir si l'appel d'un jugement interlocutoire peut être interjeté en même temps que l'appel du jugement dé-

finif, lorsque les délais sont expirés, les observations qui accompagnent les arrêts de la Cour de Colmar du 5 mai 1809, et de la Cour de Trèves, du 1^{er} août 1810.

(3) V. conf., Bruxelles, 4 mai 1809; Rome, 5 oct. 1810; Paris, 9 nov. 1812. — En sens contraire, voy. Paris, 14 sept. 1808.

(4) Conf., Bourges, 15 mars 1822. — V. sur ce point, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 4 déc. 1822.

la succession, et se bornent à réclamer la dot de leur mère, montant à une somme de 5,200 fr.

Pour obtenir le paiement des sommes dues à ce titre, ils ont poursuivi par la voie de saisie immobilière, la vente des biens de la succession de leur père, sur la tête d'Antoinette Daubanés, qui avait conservé la qualité d'héritière bénéficiaire.

Avant l'adjudication préparatoire, Antoinette Daubanés a demandé la nullité de la saisie immobilière, sur le motif que l'héritier bénéficiaire ne pouvait être poursuivi par voie d'expropriation forcée; qu'à lui seul appartenait le droit de faire vendre les biens de la succession, sauf aux créanciers à se faire subroger dans la poursuite, en cas de négligence ou de malversation de sa part.

Jugement du tribunal civil de Moissac, qui rejette ce moyen de nullité.

Appel de la part d'Antoinette Daubanés. On a dit, dans son intérêt, qu'il fallait voir deux qualités distinctes dans la personne de l'héritier bénéficiaire, celle d'administrateur qui lui appartient dans l'intérêt commun des créanciers, et qu'il ne peut perdre, et celle d'héritier, qui dépend du résultat de la liquidation, puisque s'il ne reste rien, il sera vrai de dire qu'il n'a jamais été héritier; qu'il résultait des art. 803 du Code civ., 132 et 933 du Code de proc. civ., que le législateur n'avait considéré l'héritier bénéficiaire que comme un administrateur, relativement aux créanciers; que telle était aussi l'opinion des commentateurs. (V. Lehmann, *Traité des successions*, liv. 3, ch. 4, p. 445; Pothier, *Coutume d'Orléans*, l. 3, art. 2, § 2, n° 40; Répertoire, v° *bénéfice d'inventaire*, n° 3; Malleville, *Analyse raisonnée du Code civ.*, tome 2, p. 281; Un *Avis du conseil d'Etat* du 13 nov. 1807.)

S'il est donc incontestable que l'héritier bénéficiaire n'est qu'un administrateur; que sa qualité d'héritier est subordonnée au cas où les créanciers n'absorberaient pas les biens de la succession; que la propriété des biens ne repose pas sur sa tête, on doit en conclure qu'on ne peut diriger contre lui une expropriation forcée. On a ajouté, qu'il y avait analogie entre un héritier bénéficiaire chargé d'administrer la succession et d'en rendre compte, et les syndics définitifs d'une faillite, auxquels les mêmes obligations sont imposées; que puisqu'aux termes de l'art. 532 du Code de comm., les syndics définitifs avaient seuls qualité pour poursuivre la vente des immeubles du failli, il devait en être de même des immeubles d'une succession bénéficiaire, et on devait décider que l'héritier seul, pouvait faire procéder à la vente, sans aux créanciers à se faire subroger aux poursuites au cas où elles seraient interrompues; qu'enfin aux termes de l'art. 2146 du Code civ., l'inscription prise par un créancier depuis l'ouverture d'une succession bénéficiaire, ne doit produire aucun effet; d'où il faut conclure que les créanciers hypothécaires doivent, comme les autres, se reposer sur les soins de l'héritier bénéficiaire, et attendre l'accomplissement des mesures tracées par les art. 806 et suivants du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'il est reçu, en droit, et déclaré par la Cour de cassation, que l'héritier bénéficiaire n'est pas seulement administrateur des biens de la succession, qu'il en est tellement propriétaire, que la qualité et les droits d'héritier ne cessent point de résider sur sa tête, par l'abandon que la loi lui permet d'en faire pour l'affranchir du paiement des dettes;—Que dès lors, en vertu de l'art. 877 du Code civ., les créan-

ciers sont autorisés à exercer contre lui les mêmes droits qu'ils avaient contre le défunt, et à user des voies indiquées par les art. 2204 et 2213 du même Code;—Que c'est une erreur de croire que l'art. 806, qui dispose que l'héritier ne pourra vendre les immeubles de la succession que dans les formes prescrites par le Code de proc., eût voulu lui attribuer exclusivement le droit de les vendre, et priver les créanciers des droits que l'hypothèque leur conférait, et de tous ceux que le Code civil leur attribuait: cet article n'a voulu que donner une garantie de plus, aux créanciers, par les précautions et la publicité qu'il exige, et conserver à l'héritier bénéficiaire, une qualité qu'il perdrait, s'il n'observait pas ces formalités, puisque l'art. 988 du Code de proc. le déclare, dans ce cas, héritier pur et simple;—Que l'argument pris de l'art. 2146 ne saurait également affranchir l'héritier bénéficiaire des poursuites en expropriation. Quoique cet article mette sur la même ligne les créanciers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire et ceux d'un failli, au sujet des inscriptions prises par les uns et par les autres, aux époques qu'il précise, ce n'est pas une raison pour assimiler l'héritier bénéficiaire au failli. Le failli est dépossédé de ses biens par le seul fait de la faillite; l'héritier bénéficiaire est, au contraire, investi, s'il ne l'était déjà, de ceux de la succession dès l'instant qu'il a pris cette qualité. Le failli et les créanciers sont cumulativement représentés par des syndics, des administrateurs; l'héritier bénéficiaire ne représente point les créanciers et n'est représenté par personne: il n'est pas administrateur; il est reconnu héritier du moment qu'il a accepté; héritier bénéficiaire, s'il observe les règles qui lui sont tracées par le Code de proc.; héritier pur et simple, s'il les enfreint. — D'un autre côté, ces mots: il en est de même entre les créanciers d'une succession, prouvent clairement que le législateur n'a eu en vue que les créanciers de cette succession, et de veiller exclusivement à leurs intérêts;—L'héritier bénéficiaire ne peut donc, sous aucun rapport, se prévaloir des dispositions de l'art. 2146;—Attendu que le jugement qui permettait à l'héritier bénéficiaire de vendre les immeubles ne pouvait, surtout dès que les autres formalités n'avaient pas été remplies, l'affranchir des poursuites des créanciers; qu'aucun loi ne les autorisait à se faire subroger à la demande de l'héritier, et à y donner suite; que c'est, sans doute, par analogie que l'on a cherché à induire cette subrogation de l'art. 722 du Code de proc.; mais il ne s'applique qu'aux ventes par expropriation, et celle réclamée par l'héritier aurait été purement volontaire;—Attendu que le motif pris de ce que les biens auraient été vendus à un taux plus élevé, s'ils l'eussent été sur les lieux, ne peut être d'aucune considération; que l'héritier est d'autant moins fondé à l'invoquer, qu'il a renoncé à cet avantage, en laissant écouler un temps considérable depuis sa demande, et avant que l'expropriation eût été commencée;—Par ces motifs, démet Antoinette Daubanés de son appel.

Du 17 août 1822.—Cour roy. de Toulouse.—3^e ch.—Prés., M. Debasque, cons.—Concl., M. Cavallé, av. gén.—Pl., MM. Barrué et Nègre.

DÉPÔT.—EFFET DE COMMERCE.—PREUVE.

Le dépôt d'un effet de commerce, fait par un négociant, dans les mains d'un autre négociant, peut n'être pas une opération commerciale; et dans ce cas, s'il s'agit de plus de 150 fr., le déposant ne peut être admis à prouver le dépôt par témoins, ni exiger la représentation des livres du dépositaire.

(Cod. civ., 1933; Cod. comm., 15 et 109.) (1)
(Regnaudin — C. Belle.)

Le 22 déc. 1821, le sieur Belle souscrit, à l'ordre du sieur Taillandier, un billet excédant la somme de 150 fr. — Au 21 mai 1822, jour de l'échéance, ce billet se trouvait entre les mains du sieur Regnaudin, en vertu d'un endossement souscrit par le sieur Taillandier. — Il est protesté à la requête du sieur Regnaudin.

Le sieur Belle ayant été assigné devant le tribunal de commerce de Clamecy, il soutient que le billet n'appartient pas au sieur Regnaudin, et il demande à prouver par témoins qu'il l'avait souscrit pour donner un a-compte au sieur Taillandier sur des voitures de bois; mais que comme ce billet ne devait être payé que dans un cas convenu entre eux, il avait été donné en dépôt, par Belle et Taillandier, au sieur Regnaudin qui s'en était établi le porteur. Mais le sieur Belle n'ayant pas d'acte écrit prouvant le dépôt par lui allégué, il a demandé que le sieur Taillandier, qui était négociant, fût tenu de rapporter ses livres.

21 juin 1822, jugement du tribunal de commerce de Nevers, qui accueille ces conclusions.

Appel par le sieur Regnaudin. — On a dit dans son intérêt, qu'il n'était pas négociant, qu'il n'avait point de livres; que fût-il négociant, cette qualité ne justifierait pas le jugement de première instance, puisque la prétention du sieur Belle tendrait à établir l'existence d'un dépôt volontaire, lequel aux termes de l'art. 1923 du Code civ., ne pourrait être prouvé que par écrit, quelle que fût la qualité du dépositaire; et au fond, que le billet avait été réellement passé à son ordre, par Taillandier.

Pour le sieur Belle, on répondait : — Le dépôt dont il s'agit dans la cause n'est pas un dépôt ordinaire, mais bien un dépôt commercial, fait par deux négociants, entre les mains d'un autre négociant. Le billet déposé est lui-même un acte de commerce, et c'est devant le tribunal de commerce que le paiement en a été demandé par le sieur Regnaudin. Tout est donc soumis aux lois commerciales, et les parties et l'acte, à l'occasion duquel le procès est né. L'art. 1923 du Code civil, est donc tout à fait inapplicable, et conformément aux principes en matière de commerce, qui veulent que la bonne foi soit le guide et le seul juge de tous les actes et opérations entre négociants, les premiers juges ont dû admettre les preuves offertes par le sieur Belle. La résistance du sieur Regnaudin à rapporter ses registres vient encore attester la sagesse de leur décision. En vain, il soutient qu'il n'est pas négociant; il a fait plusieurs actes de commerce, notamment sur les bois qu'il a achetés et fait conduire à Paris. S'il fait tant d'efforts pour que la qualité de négociant ne lui soit pas attribuée, c'est qu'il sent bien qu'alors le dépôt a dû être porté sur ses registres pour constater la propriété du billet déposé, et que c'est de sa part un véritable acte soumis aux preuves admises en matière de commerce.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que tous les efforts du sieur Belle, en première instance comme en la Cour, ont eu pour objet de persuader à la justice que le billet dont il s'agit, a été placé dans les mains du sieur Regnaudin à titre de dépôt, et qu'il en abuse; — Que dans une telle question, la qualité du dépositaire n'est nullement à consi-

dérer; que si le sieur Regnaudin est négociant, ce n'est point à ce titre qu'on s'est adressé à lui; que le dépôt n'a été fait en ses mains que parce que les deux parties l'ont cru homme de bien et qu'elles ont eu une égale confiance en lui; que n'y ayant la aucun fait de commerce, aucun négocié, on doit écarter de la discussion toutes les lois commerciales, toutes les lois d'exception, parce que, tout à fait étrangères à l'espèce qu'il s'agit de décider, elles ne peuvent recevoir aucune application; que les règles ordinaires sont les seules qu'il faille consulter; — Attendu que le premier tribunal, en ordonnant que le sieur Regnaudin rapporterait ses registres, a prescrit une mesure irrégulière et inutile, et qu'en admettant la preuve des faits allégués contre lui, il a ouvertement violé une disposition textuelle de la loi; — Attendu quant à la première mesure, l'apport des registres, d'abord, que le sieur Regnaudin soutient n'être pas négociant, et déclare ne point tenir de livres; qu'il convient seulement avoir fait un acte qu'on pourrait peut-être considérer comme acte de commerce, celui d'avoir reçu en paiement d'un de ses débiteurs, du bois destiné à l'approvisionnement de Paris; de l'y avoir fait conduire pour son compte et de l'y avoir vendu; que voulait-on voir la un négocié, il ne pourrait, aux termes de l'art. 1^{er} du Code de comm., placer le sieur Regnaudin dans la classe des négociants; — Attendu que le sieur Belle n'a ni prouvé, ni légalement offert de prouver la fausseté de cette double allégation de son adversaire; d'où il suit que la qualité du sieur Regnaudin est au moins incertaine; — Attendu, en second lieu, que fût-il réellement le commerce, l'acte pour lequel il est recherché aujourd'hui étant étranger au négocié, on ne pourrait exiger qu'il présentât ses registres, parce que ce serait, dans une matière ordinaire, le forcer à produire contre lui; ce serait contraindre la partie défenderesse à fournir au demandeur une preuve qu'il n'est pas lui-même en état d'admettre, lorsqu'elle n'a rien à faire, et qu'elle doit être renvoyée, si la demande dirigée contre elle n'est pas justifiée. *Actore non probante, qui convenit, et si nihil ipse præstat, obtinebit*; — Attendu d'ailleurs que cette mesure irrégulière devait être rejetée avec d'autant plus de raison qu'on n'en pouvait attendre aucun effet, par le motif simple que si le sieur Regnaudin a reçu le billet à titre de dépôt, il n'a pu ni dû en faire mention sur ses livres uniquement destinés à inscrire des opérations de commerce; — Attendu, quant à la seconde disposition du jugement, la facilité accordée à Belle, de faire une preuve testimoniale, que le principe général la défend en matière ordinaire, pour toutes choses excédant 150 fr., qu'un texte particulier, l'art. 1923 du Code civ., l'interdit notamment pour le dépôt volontaire dont il est uniquement question ici; qu'ainsi sous quelque rapport qu'on considère le jugement attaqué, il ne peut se soutenir; — Met le jugement dont est appel au néant; — Emendant, condamne le sieur Belle, et par corps, à payer à Regnaudin la somme dont il s'agit.

Du 17 août 1822. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés., M. Delaméthérie. — Concl. M. Legoube, av. gén. — Pl., MM. Mater et Mayet-Geotry.

(1) Il en serait autrement s'il s'agissait d'un dépôt commercial, il y aurait lieu d'appliquer dans ce cas, le principe admis en jurisprudence, que la preuve testimoniale est admissible en matière de

commerce, même hors des cas prévus par l'art. 1341 du Code civ. V. Cass. 1^{re} div. 20 9, et nos observations. V. aussi *supra*, Metz, 5 août 1822, et la note.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION. — TRAVAUX (ENTREPRISE UE). — AJOURNEMENT.

Dont être considérée comme société commerciale, la société en participation formée pour la construction d'un bâtiment destiné à un établissement public, spécialement, pour la construction d'une maison centrale de détention (1)

Une telle société n'est pas censée avoir d'assiette ou établissement, et par suite l'art. 59, Cod. proc., portant qu'en matière de société les ajournements doivent être donnés devant le tribunal du lieu de son établissement, ne lui est pas applicable.

(Bouvier — C. Maurin.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'il s'agit de la cause, d'une société en participation ayant un objet déterminé, la construction d'un bâtiment pour un établissement public ; — Que cette société se rattache tout à la fois aux dispositions des art. 47, 48, 51 et suiv. du Code de comm., et au tit. 2, liv. 4 dudit Code, relatif à la compétence des tribunaux de commerce ; — Que cette sorte de société n'est pas censée avoir d'assiette ou établissement, et que l'art. 59 du Code de proc. lui est inapplicable ; — Considérant qu'en principe général, et hors les cas d'exception prévus par la loi, tout défendeur, en matière commerciale comme en matière ordinaire, doit être assigné devant le tribunal de son domicile ; — Que cela est textuellement prononcé en matière commerciale, par l'art. 429 du Code de proc. ; — Par ces motifs, dit qu'il a été compétemment jugé, etc.

Du 17 août 1822. — Cour roy. de Riom. — Pres., M. Derval de Gynmont. — Cons., M. Jusserand, av. gen. — Pl., MM. Godenail et de Vissac.

EXPLOIT. — PARLANT A. — HUISSIER. — RESPONSABILITÉ.

Est nulle toute signification dont le parlant a été rempli au crayon. — Et l'huissier instrumentaire est garant de cette nullité (2).

(Compagnie Dupin de Valène — C. Feure et Pognient.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que la copie de l'acte d'appel émis par la compagnie Dupin de Valène, ne renfermant la mention de la personne à qui il a été remis que par une énonciation tracée au crayon, ne présente ainsi aucune espèce de fiabilité, caractère que la raison et la loi exigent pour sa validité ; — Considérant qu'en retranchant cette énonciation fugitive de la copie d'exploit dont il s'agit, elle constate bien encore qu'elle aurait été laissée au sieur Faure en son domicile, mais non qu'elle aurait été laissée à lui-même ou à tout autre, ce que l'art. 61 du Code de proc., exige sous peine de nullité ; — Considérant qu'aux termes de l'art. 1631, même Code, les actes nuls ou frustratoires sont à la charge des officiers ministériels qui les ont faits, et que, sous ce rapport, la garantie exercée contre l'huissier ne peut être contestée ; mais qui il ne peut échoir, d'après la nature de la contestation, qui n'a pour objet qu'un déclinatoire, d'adjuger

aucuns dommages-intérêts ; — Par ces motifs, — Déclare nul l'acte d'appel du 18 mai 1822 ; — Et faisant droit à la demande en garantie exercée par la compagnie Dupin de Valène, — Condamne l'huissier Pognient à payer tous les frais et dépens de l'instance en garantie et de l'instance principale, etc.

Du 17 août 1822. — Cour roy. de Grenoble. — Pres., M. Chenevaz. — Pl., M. Longchamp.

CAUTION SOLIDAIRE. — SUBROGATION.

La caution solidaire, comme la caution simple, est déchargée lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier, ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution. En d'autres termes : L'art. 2037, Cod. civ., est applicable à la caution solidaire, comme à la caution simple. (Cod. civ., 2037.) (3)

(Espinasse — C. Bellot.)

23 avril 1819, le sieur Roy se reconnaît débiteur du sieur Espinasse, d'une somme de 10,526 fr., payable à diverses époques. Pour sûreté du paiement, le sieur Roy affecta et hypothéqua divers immeubles. Le créancier prit inscription en vertu de son contrat : à l'échéance le débiteur ne paya pas. Le sieur Espinasse accorda de nouveaux délais ; mais le contrat porte que c'est sous la réserve expresse de tous les droits du créancier, actions, privilèges et hypothèques, résultant soit du contrat d'obligation ci-dessus énoncé, soit de l'inscription prise en vertu de ce contrat, afin de les exercer et faire valoir, à défaut de paiement sur son portie, ainsi que le sieur Espinasse aurait pu le faire avant la présente prorogation de délai, le tout sans novation ni dérogation. Il importe de remarquer que le sieur Jean Bellot intervint au contrat, et déclara se rendre caution et répondant solidaire du sieur Roy envers le sieur Espinasse.

Quelque temps après, en l'absence et sans la participation du sieur Bellot, le sieur Espinasse, par contrat public, consentit à la radiation de l'inscription hypothécaire prise en vertu de l'acte du 23 avril 1819 ; l'inscription fut en effet rayée le 6 nov. 1820.

1^{er} février, le sieur Bellot assigne le sieur Espinasse, et il demande à être déchargé du cautionnement par lui consenti, attendu en droit, qu'aux termes de l'art. 2037, la caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution, et qu'en fait le sieur Espinasse, en consentant à la radiation de l'inscription par lui prise sur les biens du débiteur principal, s'est mis dans l'impossibilité de subroger la caution à son hypothèque.

2 juin 1821, jugement du tribunal de première instance de Bordeaux, qui déclare le sieur Bellot déchargé du cautionnement par lui contracté.

Appel de la part du sieur Espinasse.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu en fait, que par le contrat du 21 mars 1820, par lequel, le sieur Es-

(1) Jugé néanmoins par un arrêt de la Cour de Paris du 14 déc. 1830, qu'une société formée pour la construction d'un marché, n'était pas une société commerciale.

(2) C'est ce que la même Cour avait déjà décidé par un arrêt du 6 du même mois, V. encore Colmar, 25 avril 1827, et la note.

(3) La question est controversée. — Toutefois, la doctrine consacrée par l'arrêt ci-dessus, est celle qui paraît prévaloir. V. Cass., 17 août 1836 ; 29

mai 1838 ; 14 juin 1841 ; Pau, 3 janv. 1824 ; Caen, 18 mars 1828. — V. encore dans ce sens, Pothier, des Obligations, n. 557 ; Merlin, Quest., v^o Solidarité, § 5 ; Duranton, t. 18, n. 382 ; Rolland de Villargues, Répert. du not., v^o Cautionnement, n. 155 ; Coolon, Quest. de droit, tom. 2, p. 39. — Mais voy. en sens contraire, Rouen, 7 mars 1819 ; Limoges, 21 mars 1835 ; Caen, 30 mars 1833 (arrêt rapporté avec celui de rejet ; Agre, 10 juill. 1837.

plasse avait accordé au sieur Roy, une prorogation de délai pour le paiement de sa dette, sous le cautionnement solidaire du sieur Bellot, il s'était expressément réservé l'effet des inscriptions par lui prises, le 25 avril 1819, sur certains immeubles appartenant à son débiteur ; — Qu'il est naturel de penser que c'est par suite de cette réserve et par la certitude qu'elle offrait au sieur Bellot, d'en recueillir l'effet, le cas échéant, qu'il consentait à cautionner le sieur Roy ; — Attendu qu'au lieu de veiller au maintien des inscriptions qu'il s'était si formellement réservées, le sieur Espinasse en a accordé mainlevée pure et simple au sieur Roy, et que par là il a porté un préjudice au sieur Bellot, en le mettant dans l'impossibilité de le subroger aux droits et hypothèques qu'il avait sur ledit sieur Roy ; — Attendu en droit, que celui qui cause un dommage à autrui est tenu de le réparer ; — Attendu d'ailleurs, qu'aux termes de l'art. 2037 du Code civil, la caution est déchargée lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opposer en faveur de la caution ; — Par ces motifs, met l'appel au néant.

Du 19 août 1823. — Cour roy. de Bordeaux. — Pl., MM. Bouillet et Barennes.

1^o HYPOTHÈQUE.—CERTIFICAT.—OMISSION.

2^o CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES. — RESPONSABILITÉ.—ORDRE.—DOMMAGE.

1^o L'immeuble à l'égard duquel le conservateur a omis dans son certificat, une ou plusieurs des charges inscrites, n'en est pas affranchi dans les mains du nouveau possesseur, lorsque le certificat a été délivré antérieurement à la transcription de la vente (1).

2^o Le conservateur des hypothèques est responsable du préjudice qui peut résulter de l'omission par lui commise dans un certificat qu'il a délivré, et cela aussi bien lorsque le certificat a été délivré avant la transcription du titre que lorsqu'il n'a été délivré qu'après (2).

Toutefois la garantie que le conservateur doit dans ce cas, est suspendue jusqu'à ce qu'il soit établi par un ordre définitif dans lequel le conservateur lui-même doit être admis à contredire que les créanciers postérieurs à celui qui a été omis, n'auraient rien à prétendre sur le prix de la vente, et que l'acquéreur ne peut, par aucun moyen, se procurer la restitution des sommes qu'il a indûment payées (3).

(Chauvin—C. Girard.)

(Girard—C. Perrard.)—ARRÊT.

LA COUR :—En ce qui concerne Chauvin et Girard : qu'aux termes de l'art. 2198 du Code civil, l'immeuble, à l'égard duquel le conservateur aurait omis, dans son certificat, une ou plusieurs des charges inscrites, n'en est affranchi,

dans les mains du nouveau possesseur, qu'autant que le certificat a été requis postérieurement à la transcription de son titre ; — Que dans l'espèce, le certificat délivré par le conservateur des hypothèques de l'arrondissement de Grenoble, à Antoine Chauvin, l'a été antérieurement à la transcription de la vente passée à Chauvin par François Vette, et non postérieurement ; qu'ainsi les immeubles acquis par Chauvin, de Vette, n'ont point été purgés par le certificat de l'hypothèque de la créance de Girard, quoique l'inscription prise par ce dernier, sur lesdits immeubles n'ait pas été comprise dans le dit certificat ; — Que l'acte du 2 mai 1821, intervenu entre Chauvin, Vette et quelques-uns des créanciers de ce dernier, ne peut point être opposé à Girard, dès que celui-ci n'a point paru à cet acte et n'a donné aucune espèce d'approbation aux stipulations qu'il renferme ; — Qu'en effet, nul arrangement, nulle distribution du prix de la vente passée à Chauvin ne pouvaient valablement intervenir, sans le concours de Girard et des autres créanciers de Vette ; — Qu'il résulte de ce qui précède, 1^o que l'hypothèque de Girard, sur les immeubles acquis par Chauvin de Vette, est restée intacte, malgré le certificat et l'acte invoqués par Chauvin ; 2^o que la sommation hypothécaire faite à Chauvin, de la part de Girard créancier inscrit, est bien intervenue, à défaut par Chauvin d'avoir rempli les formalités prescrites par le Code civil, pour purger les hypothèques ; 3^o que le tribunal de première instance a bien jugé, en permettant à Girard, la continuation de ses exécutions.

Considérant, en ce qui concerne les sieurs Chauvin et Perrard, qu'aux termes de l'art. 2197 du Code civil, les conservateurs des hypothèques sont responsables des préjudices qui peuvent résulter des omissions qu'ils peuvent faire, soit sur leurs registres, soit dans les certificats qu'ils délivrent ; — Que l'art. 2197 précité ne fait aucune distinction entre les certificats qui sont délivrés antérieurement à la transcription des contrats d'acquisition et ceux qui sont délivrés postérieurement ; — Que l'art. 2198 n'a pour objet que de régler le sort de l'hypothèque du créancier dont l'inscription est omise dans le certificat du conservateur, et non point de modifier ou de régler les effets de l'art. 2197, qui renferme le principe général, que les conservateurs doivent réparer tous les préjudices qui peuvent résulter des erreurs ou des omissions qu'ils commettent, à quelque époque que ce soit ; — Que le certificat délivré à Chauvin par Perrard ne fait pas mention de l'inscription prise par Girard contre Vette, sur les immeubles acquis par Chauvin ; — Que, s'il est vrai que c'est sur la foi de ce certificat que Chauvin a fait des paiements à des créanciers de Vette inscrits postérieurement à Girard, on ne doit pas néanmoins en conclure que Perrard doive, par ce seul motif, dès à présent, rembourser à Chauvin les sommes par lui payées à

leur sur ce point ne pouvant se manifester que par la transcription, il ne fallait lui accorder la bénéfice de l'affranchissement d'une inscription omise qu'autant qu'il aurait transmis son contrat avant de requérir la certification ou l'état des inscriptions.

(2) Sic, Troplong, des Priv. et hypoth., tom. 4, n^o 1006.

(1) Il résulte en effet, des termes de l'art. 2198, Cod. civil., que l'immeuble n'est affranchi des charges omises dans le certificat, que lorsque ce certificat a été requis depuis la transcription. Il est permis de supposer, dit M. Tardieu, Répert., 2^e Transcription, p. 136, pour expliquer la différence entre le cas où le certificat est requis avant la transcription et celui où il est requis après, il est permis de présumer que le législateur a voulu balancer l'intérêt du créancier dont l'inscription a été omise avec celui de l'acquéreur ; qu'il a considéré que cette omission ne devait nuire au créancier, qu'autant que l'acquéreur voudrait user de la faculté de purger toutes les hypothèques ; et que la volonté de l'acqué-

(3) C'est en ce sens qu'il a été jugé par la Cour de Bordeaux, le 24 juin 1813, que lorsque la responsabilité d'un conservateur est engagée, elle est limitée aux sommes pour lesquelles, sans sa faute, le créancier aurait été utilement colloqué. V. l'arrêt à sa date et les autorités citées à la note.

ces créanciers postérieurs; — Qu'en effet, Perrard ne pourrait être tenu à un remboursement quelconque qu'autant qu'il serait établi par un ordre définitif, précédé d'examen ou de contredit (même de la part de Perrard), que les créanciers postérieurs à Girard n'auraient rien à prétendre sur le prix de la vente passée à Chauvin, prix qui peut être augmenté par des enchères; qu'autant encore que Chauvin en pourrait, par aucun moyen quelconque, se procurer la restitution des sommes qu'il aurait indûment payées; d'où il suit que Chauvin ne pouvait pas, à l'occasion de son opposition à la sommation hypothécaire de Girard, exercer une action en garantie contre Perrard, mais qu'il devait attendre le résultat de l'ordre à intervenir, avant de former aucune réclamation contre le conservateur; — Confirme, etc.

Du 21 août 1822. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. Anglès, p. p. — Concl., M. Merion fils, cons. aud. — Pl., MM. Mazaret et Fincheire.

ACQUIESCENCEMENT. — SIGNIFICATION. — DÉCHÉANCE.

La signification d'un jugement avec injonction d'y satisfaire, constitue un acquiescement qui s'oppose d'une manière absolue à ce que la partie de laquelle il émane, interjette appel principal du jugement (1).

L'appelant ne peut dans ce cas, être relevé de la déchéance résultant de son acquiescement par la défense au fond qu'il a présentée l'intime avant d'exposer de la nullité.

(Dufour — C. Gravier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la signification d'un jugement faite par une partie à une autre, aux fins qu'elle n'en ignore et qu'elle ait à s'y conformer, emporte nécessairement de sa part un acquiescement dont elle ne peut être relevée que par l'appel que cette autre partie interjetterait de ce jugement; que par une signification ainsi faite, elle se prive du droit d'appeler principalement dudit jugement; qu'elle conserve seulement la faculté de former un appel incident à l'encontre de celle qui aurait fait un appel principal, sans qu'elle puisse user de cette faculté contre les autres parties auxquelles pareille signification aurait été faite, et qui n'auraient pas appelé principalement elles-mêmes; — Attendu que Dufour fit signifier le jugement dont il s'agit, aux mariés Aymard et à Gravier, par exploit du 8 déc. 1821, avec sommation de s'y conformer, et que Gravier n'en a point appelé; que l'appel qui en a été relevé par Dufour ne peut donc être considéré de sa part, à l'égard de Gravier, que comme un appel principal qu'il s'était interdit de former, en provoquant lui-même l'exécution dudit jugement dont il a appelé ensuite;

Attendu qu'il a été mel à propos soutenu, dans l'intérêt de Dufour, que Gravier avait couvert le moyen pris de l'irrecevabilité de l'appel, par la défense qu'il avait tenue au fond dans la requête par lui signifiée au procès; que l'art. 173 du Code de proc., invoqué par Dufour, était lui sans application; qu'il n'y a, aux termes de cet article, que les nullités d'exploits ou d'actes de procédure qui soient couvertes, si elles ne sont proposées avant toutes défenses ou exceptions autres que les exceptions d'incapacité; mais qu'il n'en est point ainsi des fins de non-recevoir péremptoires qui naissent de l'extinction de l'action ou de toute autre cause emportant déchéance du

droit d'appeler, que l'on peut opposer en tout état de cause; — Declare irrecevable l'appel émis par Dufour du jugement du tribunal de Privas, en date du 30 août 1821, etc.

Du 21 août 1822. — Cour roy. de Nîmes. — Prés., M. Thourat. — Pl., MM. Viger et Crivelli.

FRUITS. — COHÉRITIERS. — DROIT RÉEL.

Les cohéritiers à qui est due une restitution de fruits, par leur cohéritier qui a joui de l'entière succession, n'ont pas seulement une action personnelle contre ce cohéritier, ils ont aussi un droit réel sur les biens héréditaires. En conséquence, ils peuvent exiger des biens héréditaires jusqu'à due concurrence, par préférence aux créanciers personnels du leur cohéritier. (Cod. civ., 825.) (2)

(Lafont — C. Fonclher.)

17 juill. 1788, sentence qui condamnait le sieur Antoine Bouzignac, comme détenteur des biens d'une succession commune, au paiement d'un supplément de légitime par lui dû à plusieurs de ses cohéritiers; ceux-ci ne mirent point cette sentence à exécution. — Ulérieurement, le sieur Antoine Bouzignac étant décédé, ses biens immeubles furent saisis à la requête du sieur Fonclher, son créancier. — Le sieur Lafont, représentant, à divers titres, tous les cohéritiers du sieur Bouzignac, demanda le sursis aux poursuites, et la nomination d'experts, pour procéder à la composition du patrimoine des cohéritiers légitimes qu'il représentait. — 2 mars 1819, jugement du tribunal civil d'Albi, qui surseoit à l'adjudication définitive; ordonne que le sieur Lafont reprenne l'instance sur laquelle était intervenue la sentence de 1788, et qu'il formera sa demande en supplément de légitime. En exécution de ce jugement, le sieur Fonclher, poursuivant la saisie immobilière, est appelé dans la cause.

2 mars, second jugement qui nomme des experts, pour procéder à l'estimation des biens et à la composition des patrimoines. — Rapport des experts, qui porte, qu'il revient au sieur Lafont, 1^{er} en sa qualité d'héritier une somme de 460 fr., pour supplément de légitime, et une somme de 1,000 fr., pour restitution des fruits; 2^o en sa qualité de cessionnaire de sa tante, une somme de 1,065 fr., pour supplément de légitime et une somme de 882 fr., pour restitution des fruits. — Le sieur Lafont a demandé au tribunal l'homologation de ce rapport; il a conclu à ce qu'il fût ordonné que les experts seraient tenus de lui délivrer des biens fonds, non-seulement pour les suppléments de légitime qui devaient lui revenir, mais encore pour le montant de la restitution des fruits.

Le sieur Fonclher consent à ce que les suppléments de légitimes soient délivrés au demandeur en fonds héréditaires; mais il s'oppose à ce que les experts délivrent des immeubles héréditaires, en représentation des fruits; il soutient que le supplément étant de la même nature que la légitime, il devait par cette raison, être expédié en biens fonds; mais que les fruits ne pouvaient être prélevés en nature, parce qu'ils n'étaient que la représentation des intérêts de la légitime, et que cette restitution pourrait tout au plus, être utilisée dans l'ordre qui serait ouvert plus tard; que d'ailleurs cette restitution pouvait d'autant moins être faite en fonds héréditaires, que le sieur Lafont, ou ses auteurs, avaient à se reprocher d'a-

(1) V. conf., Cass. 27 juill. 1820, et la note ainsi que les divers arrêts dans la même sens à laquelle elle renvoie.

(2) V. identique, Toulouse, 10 mars 1821, et les arrêts en sens divers indiqués à la note.

voir, par leur négligence, laissé cumuler les fruits.

Le 22 août 1821, jugement qui homologue le rapport des experts, et déclare qu'il n'y a pas lieu d'ordonner en faveur de sieur Lafont, l'expédition d'immeubles pour le montant de la restitution des fruits qui lui étaient dus par la famille Bouzignac, lui réservant toutefois le droit de venir, lors de la distribution du prix de la vente des immeubles de cette famille, réclamer le montant de cette restitution, tel qu'il avait été fixé par le rapport des experts.

Appel de ce jugement de la part du sieur Lafont.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la restitution des fruits, ordonnée par l'art. 856 du Code civ., ne donne pas seulement lieu à une action personnelle; mais qu'elle établit des droits réels sur les immeubles de la succession en faveur du cohéritier à qui elle est due : — Que telle est la disposition formelle des lois romaines : *fructus omnes augent hereditatem, sive post editam, sive ante editam hereditatem*, L. 20, § 3, ff. de hered. pet.; et plus particulièrement des lois 9 et 17, Code fam. creas.; — Que d'après le Code civil, il en est de même si l'on sait attentivement l'ordre des divers articles qui le composent; — Qu'en effet, le principe que les fruits sont dus, à compter du jour de l'ouverture de la succession étant reconnu, le législateur s'est occupé des partages et de leur forme; — Que suivant l'art. 828, après que les meubles ont été vendus, s'il y a lieu, le juge commissaire renvoie les parties devant un notaire, pour procéder devant cet officier aux comptes que les copartageans peuvent se devoir; — Que, d'après l'art. 829, chaque cohéritier fait rapport des dons qui lui ont été faits et des sommes dont il est débiteur; et qu'à suite de ce rapport, les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une portion égale sur la masse de la succession; — Que ces prélèvements opérés, on procède sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageans (art. 830 et 831); — Que de ces articles ainsi rapprochés, il résulte bien évidemment que si le règlement des parties devant le notaire doit précéder le rapport, soit des dons, soit des sommes dues, et les prélèvements que le cohéritier qui réclame est en droit d'opérer, c'est à fin d'égaliser les lots, et de mettre celui à qui il est dû à même de répéter utilement les objets du rapport à la masse, par conséquent les fruits, lorsque la restitution est prononcée, lesquels augmentent l'hérédité, et doivent être payés en immeubles, si le cohéritier qui les a obtenus le demande; — Que vainement on objecterait, que pour ces créances la loi n'accorde au cohéritier, ni hypothèque, ni privilège; il existe une raison plus puissante de decider en sa faveur, c'est que les créanciers ne peuvent avoir des droits plus étendus que leurs débiteurs, et que ceux-ci ne peuvent et ne doivent consentir des engagements que sur leurs biens, comme l'enseigne la loi unique au Code si communis res pignori data sit laquelle considère comme non avenue la convention qui, à l'insu de l'un des cohéritiers, pour-

rait préjudicier à ses droits sur l'hérédité commune; — Par ces motifs, ordonne qu'il sera expédié à la partie de B. Gasc (né Lafont) les biens immeubles pour la remplir, tout du supplément de légitime qu'il lui compete du chef de Marie-Anne Bouzignac, sa mère, ainsi que de celui de dame Bouzignac, épouse Clary, dont il est cessionnaire, que de la restitution des fruits d'iceux, et ce, jusqu'à due concurrence de l'extinction qui en a été faite, etc.

Du 22 août 1822. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. de Cambron. — Conse., M. de Bastoulh, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Gasc et Romiguières.

FAILLITE.—CONCORDAT.—SYNDIC.—COMPTES (REND. DE).—COMPÉTENCE.

C'est devant le tribunal de son domicile, et non devant le tribunal de commerce qui a homologué le concordat, que doit être assigné en reddition de compte, le syndic nommé par les créanciers pour l'exécution de ce concordat (1).

(Guillemin et Talon — C. Lefebvre-Martineau.)

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le tribunal de commerce est une juridiction d'exception; qu'il ne peut connaître que des matières qui lui sont spécialement attribuées; qu'en cas de faillite il est dessaisi lorsque les créanciers se sont unis et qu'il a homologué le concordat; que l'individu à qui ils ont confié le soin de faire exécuter ce concordat est, sous ce rapport, étranger au commerce; que l'action dirigée contre lui, pour lui faire rendre compte de sa gestion, est purement personnelle; qu'elle ne donne pas lieu à la contrainte par corps; que lors de la reddition du compte, il peut s'élever des difficultés, ou sur la régularité d'une vente d'immeubles, ou sur tout autre objet, pour la décision desquels le tribunal de commerce serait incompétent; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 24 août 1822. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delaméthière. — Conse., M. Legoube, av. gén. — Pl., MM. Maier et Mayet-Génetry.

SÉPARATION DE CORPS.—RÉCONCILIATION.

La surveillance d'un enfant pendant une instance en séparation de corps opère la réconciliation et rend le demandeur non recevable à continuer sa poursuite (2).

(Laurent — C. Laurent.)—ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'il résulte d'un acte civil de la commune de Provins, du 26 déc. 1821, qu'il est né un fils en légitime mariage à Laurent et à sa femme; — Que cette naissance a eu lieu postérieurement à la radiation des enquêtes sur lesquelles la femme a voulu établir sa demande en séparation de corps; — Que la surveillance de cet enfant a opéré nécessairement une réconciliation entre les époux par suite de leur cohabitation; — Qu'ainsi, la femme Laurent ne peut plus être recevable dans sa demande en séparation de corps, et qu'il est même inutile dès lors d'examiner les faits qui peuvent

(1) V. conf., Caen, 7 août 1819.

(2) V. sur ce point et ses analogues, les observations qui accompagnent un arrêt en sens contraire de la Cour de Nîmes du 25 fév. 1806, et l'autorité qui y sont rappelées. — La solution des questions paraît incontestable, lorsque c'est l'enfant qui est demanderesse en séparation de corps; mais il en serait autrement, si la demande était formée par

le mari; la présomption résultant de la règle *in pater est*, ne pourrait sans doute lui être opposée comme preuve de réconciliation, et bien qu'il ne soit pas impossible que l'action en divorce de paternité, par elle-même, n'ait pas moins appréciateurs souverains des circonstances constitutives de la réconciliation alléguée.

résulter des enquêtes;—Ordonne que l'arrêt par défaut du 18 juill. sera exécuté, etc.

Du 23 août 1822. — Cour roy. de Grenoble. — Prés., M. Chenevas.

DÉLAISSEMENT MARITIME. — FAÏT

ACQUIS.

Du 23 août 1822 (aff. *Blaisin*). — Cour roy. de Rennes. — V. cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 14 dec. 1825, rendu sur le pourvoi formé dans la même affaire.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — OPPOSITION. — AVOUÉ. — DÉSAVU.

Lorsqu'il est devant un tribunal de commerce, un avoué se présente sans mandat, pour y reconnaître la dette d'une partie, le jugement de condamnation qui intervient contre cette partie, est par défaut et susceptible d'opposition, encore qu'il soit qualifié contradictoire. — Ce n'est le cas ni d'en interjeter appel, ni d'intenter une action en désaveu contre l'avoué, comme si le jugement sût été rendu par le tribunal civil. (Cod. proc. civ., 352; Cod. comm., 627.) (1)

(Boucher-Toutain — C. Desroches.)

Le sieur Boucher-Toutain avait été assigné, par le sieur Desroche, devant le tribunal civil de Rhetel, jugeant commercialement, pour se voir condamner au paiement d'un billet à ordre.

Sur cette assignation, se présente M. Landragin, avoué, qui reconnaît la dette pour le défendeur. En conséquence et le 15 mai 1818, intervient jugement qualifié contradictoire, qui condamne le sieur Boucher-Toutain à payer le montant du billet.

Sur la signification de ce jugement au sieur Boucher, il y forme opposition; il fait observer qu'il n'a point comparu personnellement devant le tribunal de Rhetel; que M. Landragin, avoué, qui s'est présenté pour lui, et y a reconnu la dette, n'avait aucun mandat à cet effet; que, d'ailleurs, le sieur Landragin n'avait exhibé, lors de sa comparution, aucun pouvoir au greffier, ainsi que le prescrit l'art. 627 du Code de comm.: que le jugement, intervenu en cet état, était donc rendu par défaut et susceptible d'opposition.

Le sieur Desroche répond que l'opposition n'est pas recevable, 1° Parce que la seule voie légale, pour faire tomber un jugement fondé sur un aveu qui aurait été fait sans pouvoir, est celle du désaveu telle qu'elle est réglée par les art. 353 et suivans du Code de proc. civ.; — 2° Parce qu'en supposant que le désaveu ne fût pas nécessaire dans l'espèce, le jugement intervenu étant qualifié de contradictoire, il ne pouvait être attaqué que par la voie de l'appel.

Jugement du tribunal de Rhetel, qui déclare l'opposition du sieur Boucher-Toutain non rece-

vable, en se fondant sur le motif que le jugement rendu le 15 mai 1818 était contradictoire.

Appel. — Peu importe, a-t-on dit pour l'appelant, que le jugement du 15 mai 1818 ait été qualifié contradictoire, ce n'est pas aux mots, mais à la réalité des choses qu'il faut s'attacher. Or, dans l'espèce, il est constant que le sieur Boucher-Toutain n'a pas comparu, que le sieur Landragin, qui s'est présenté pour lui, n'avait aucun pouvoir à cet effet, qu'il n'en a exhibé aucun devant le tribunal. Le sieur Boucher n'a donc été représenté par personne; il a donc été condamné par défaut; son opposition était donc recevable. — Quant au désaveu, il est évident que ce n'était pas le cas d'inventer une pareille action. Cette procédure extraordinaire n'est introduite, par le Code de procédure, que contre les actes qui émanent du ministère légal d'un officier ministériel. C'est un hommage, une garantie, que la loi a attaché à l'importance de leurs fonctions; mais dans l'espèce, ce n'est pas en qualité d'avoué ou d'officier ministériel que le sieur Landragin s'est présenté devant le tribunal de commerce, pour y reconnaître la dette, puisque devant ce tribunal le ministère des avoués est interdit. C'est donc comme simple particulier que le sieur Landragin s'est présenté; mais comme simple particulier, sans mandat; dès lors toute action en désaveu devenait inutile contre lui; la prétendue comparution et l'aveu qui en avait été la suite tombaient donc d'eux-mêmes, aussitôt que le tribunal se trouvait en état de reconnaître la vérité du fait, que le sieur Boucher-Toutain n'avait pas été valablement représenté, et que conséquemment, la condamnation, intervenue contre lui, avait été prononcée par défaut.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, devant les tribunaux de commerce, les parties sont tenues de comparaître en personne, et en cas d'empêchement, par un fondé de pouvoir spécial, sans ministère d'avoués (art. 414 et 421 du Code de proc.); ce n'est donc pas comme tel que M. Landragin a pu figurer à l'audience qui a précédé le jugement susdit du 15 mai 1818; — Considérant que la demande en désaveu contre un avoué doit toujours être soumise au tribunal devant lequel la procédure désavouée a été instruite, et que si le désaveu est déclaré valable, les dispositions du jugement qui y ont donné lieu demeurent annulées et comme non avenues (art. 356 et 360 dudit Code); qu'il doit en être de même, par parité de raison, lorsqu'on dénie d'avoir donné des pouvoirs à un prétendu mandataire ordinaire qui a fait des offres ou concessions sur lesquelles une condamnation a été prononcée, puisque si le fait contraire n'est pas prouvé, si l'existence du mandat n'est pas justifiée, il ne reste plus de partie condamnée en cause, ou en tous cas, le jugement ne peut plus être considéré que comme

(1) Cette doctrine vient à l'appui de la doctrine suivante laquelle ne voyant dans l'agréé ni le fondé de pouvoir ni le représentant une partie devant un tribunal de commerce, qu'un simple mandataire *ad negotia*, on décide que la partie n'est obligée par les actes de ce mandataire qu'autant qu'elle rentrent dans les termes stricts du mandat qu'elle a donné, et que dès lors, pour les actes qui dépassent ce mandat, il suffit à la partie de ne pas les avouer pour qu'elle puisse continuer d'agir comme s'ils n'avaient pas eu lieu. On peut citer, à l'appui de cette doctrine, qui est admise par Pigeau, *Comment.*, t. 1, p. 709, plusieurs arrêts qui l'ont consacré. V. notamment Bruxelles, 7 déc. 1812; Lyon, 9 janv. 1822 (Volums 1832). — Mais la doctrine contraire semble

prévaloir. On considère plus généralement l'agréé ou le fondé de pouvoir devant un tribunal de commerce, comme un mandataire *ad lites*, à l'instar des avoués, et l'on en conclut que la partie est engagée par les actes de ce mandataire, tant qu'elle n'exerce pas contre lui l'action en désaveu, en établissant qu'il a excédé les bornes de son mandat. V. en ce sens, Rouen, 1^{er} mars 1811; Paris, 7 fév. 1824; Nîmes, 22 juin 1824; Toulouse, 21 avril 1841. — F. aussi Favard de Langlade, *Rep.*, v^o *Désaveu*, § 1^{er}, n. 2; Thomine Desmaisons, t. 1, n. 402; Carré et son annotateur Chauveau, *Lois de proc.*, n. 1296; Chauveau, *Comment. du tarif*, introd., p. 141, n. 8; Bioche et Goujet, *Dist. de proc.*, v^o *Désaveu*, n^{os} 42 et 43.

rendu par défaut contre un défaillant, et par conséquent, susceptible d'être attaqué par la voie de l'opposition : les premiers juges ont donc mal à propos refusé d'admettre celle formée par l'appelant en jugement du 5 mai 1818;— Considérant que les parties sont, à tons égards, contrairement en fait; que l'appelant soutient positivement n'avoir jamais donné de pouvoir à M^r Landragin pour le représenter en première instance et pour reconnaître la légitimité de la créance dont il s'agit : la comparaison de celui-ci, ainsi que des autres parties, devient donc nécessaire, afin de tirer de leur propre bouche des éclaircissemens sur les différens points de la contestation;— Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 23 août 1822.—Cour roy. de Metz. — *Prés.*, M. Gérard-d'Hannoncelles.—*Pl.*, MM. Crousse et Parant.

SOCIÉTÉ. — PREUVE.

Du 23 août 1822 (*off. Pertin*). — Cour roy. de Toulouse. — *Y. l'arrêt de la Cour de cassation*, du 12 déc. 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — ÉPOUX.

Lorsqu'un époux a disposé en même temps en faveur de son conjoint et en faveur d'un enfant, il n'y a lieu à réduction qu'autant que la disposition excède la quotité disponible la plus étendue. — Si donc le testateur a laissé plus de trois enfans, la quotité disponible doit être calculée d'après l'art. 1094 et non d'après l'art. 913, Cod. civ. (1)

(Champeil — C. Champeil.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu en fait, que par son testament du 25 germinal an 15, Jean Champeil a légué, 1^o à Antoine Champeil son fils, par préciput, le quart de la succession; 2^o à Antoinette Lafond, son épouse, le moitié en usufruit de ladite succession; qu'il s'agit de déterminer l'exécution et l'effet de ces dispositions, relativement au partage provoqué entre les enfans dudit Jean Champeil; — Attendu que d'après les dispositions de l'art. 913 du Code civ., les libéralités du donateur qui a trois ou un plus grand nombre d'enfans, soit en faveur de l'un de ses enfans, soit en faveur d'un étranger, ne peuvent excéder le quart des biens du disposant; que, cependant, l'art. 1094 donne à l'un des époux la faculté de disposer, en faveur de l'autre époux, de la moitié de ses biens en usufruit, et même d'un quart en propriété, et de l'autre quart en usufruit; que d'un côté, l'esprit de la loi, relativement à la fixation de la réserve attribuée aux légitimaires, ne permettant pas de penser que le législateur ait voulu que ces deux dispositions eussent respectivement leur entier effet, lorsqu'elles viendraient à concourir, et d'un autre côté, n'ayant point fixé quel serait,

dans le cas de ce concours, l'effet de ces deux dispositions, relativement à la quotité disponible, il convient, en conciliant les intentions du donateur et l'intérêt du légitimaire, de prendre pour base de cette fixation, le taux le plus élevé des deux quotités disponibles; que le disposant pouvant par une seule et même disposition réduire les légitimaires à la réserve la moins élevée qui leur est attribuée dans ce cas, ces légitimaires n'éprouvent aucun préjudice en supportant cette même réduction par suite de deux dispositions cumulées, au lieu de la souffrir par le résultat d'une seule; — Attendu dans l'espèce, que Jean Champeil, qui a disposé en faveur de son fils du quart préciputaire, et de la moitié en usufruit en faveur de son épouse, pouvait, d'après l'art. 1094, disposer en faveur de ladite épouse d'un quart en usufruit, et de l'autre quart en propriété, et réduire ainsi ses enfans légitimaires au partage de la moitié du sa succession en pleine propriété, et d'un quart grevé d'usufruit; qu'au lieu, en adoptant un mode de partage qui les place dans cette dernière hypothèse, on ne viole eucuns de leurs droits, et on donne à la disposition du donateur tout l'effet qu'elle peut avoir; — Attendu qu'Antoine Champeil consent à ce que la moitié de l'usufruit de sa mère porte d'abord sur son quart préciputaire; qu'ainsi, en lui attribuant ce quart, en accordant à la veuve Champeil la moitié de la succession en usufruit, et en faisant porter la moitié de cet usufruit sur le quart préciputaire, et en prenant l'autre moitié sur les trois autres quarts dévolus par égales portions aux sept enfans du donateur, on exécute les dispositions du testament sans nuire aux droits des légitimaires; que c'est dès lors, d'après cette base que le partage doit être ordonné; — Met les appels et ce dont est appel au néant; émettant, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, ordonne que les legs faits par feu Jean Champeil seront réduits, d'après l'art. 1094 du Code civil; qu'en conséquence, les biens, tant meubles qu'immeubles, laissés par ledit Champeil, seront divisés en quatre lots, pour l'un d'eux être attribué en propriété à Antoine Champeil l'usufruit de ce lot, et de l'un des quatre autres, être attribué audit Champeil et à sa mère, pour en jouir cumulativement, suivant leurs conventions, la nue propriété de ce second lot être attribuée, ainsi que la propriété des deux autres, le tout par égales portions, aux sept enfans dudit feu Champeil; — Ordonne, etc.

Du 24 août 1822. — Cour roy. de Limoges. — *Ch. civ.*—*Prés.*, M. de Gaujal, p. p.—*Concl.*, M. Tizier, av. gén.—*Pl.*, MM. Dulac, Gillier, Mousnier.

SAISIE-EXÉCUTION. — OBJETS INSAISISSABLES. — COUCHER. — BIBLIOTHÈQUE. — DESTINATION.

Le lit insaisissable est le coucher ordinaire du saisi, c'est-à-dire, la lit de la maison où il

de l'époux, et celui où c'est en contraire l'oufnot qui est gratifié la premier. Dans ce dernier cas, c'est encore la quotité de l'art. 1094, qui doit servir de règle. *V. Toulouse*, 20 juin 1809. Dans le second, au contraire, c'est l'art. 913, et toutefois la quotité fixée par cet article a été épuisée au profit du Pâpoux. *V. Cass.* 21 juill. 1813; 7 janv. 1824; 21 mars 1837; 24 juill. 1839; Agen, 30 août 1831; Aix, 18 avril 1836; Besançon, 7 fév. 1840. Mais voy. sur cette distinction, nos observations jointes à l'arrêt précité de la Cour de cassation du 7 janv. 1824.— *V. aussi* en sens contraire, Lyon, 10 fév. 1836.

(1) Cette décision est assez généralement admise lorsqu, comme dans l'espèce ci-dessus, les deux libéralités sont simultanément faites dans un seul et même acte. La jurisprudence et les auteurs se sont prononcés dans le sens de l'arrêt que nous rapportons. *V. Turin*, 15 avril 1810; Agen, 27 août 1810; Toulouse, t. 5, n^o 870 et suiv.; Delvoutour, tom. 2, p. 931, n. 4; Grenier, des Donations, t. 2, n. 594; Proudhon, de l'Usufruit, t. 1, n. 360; Duranton, t. 9, n^o 794; Vazeille, des Donations, sur l'art. 1091, n. 7—Mais lorsque les libéralités ont été faites par des actes successifs, ou distinguée entre le cas où il y a antériorité en faveur

fait sa résidence habituelle, et non celui de son domicile légal quand il ne l'occupe pas. Lorsqu'on enlève une bibliothèque, il est indispensable de désigner les principaux ouvrages qui la composent, mais non le titre de tous les livres quand ils ont peu de valeur. — La loi n'attache pas la nullité au défaut de désignation des livres saisis, quoique cette irrégularité soit une faute dont le résultat puisse selon les circonstances, retomber sur l'officier ministériel qui a dirigé les poursuites. (Cod. proc., 593.)

(Lefolr — C. Guérét.)

Du 24 août 1822. — Cour roy. d'Orléans.

PREScription. — AcqUÉRER.

Le tiers acquéreur, chargé par son contrat de payer des rentes hypothéquées sur l'immeuble acquis, n'est pas recevable à invoquer contre le créancier à qui il a notifié son contrat, la prescription de dix ans, l'obligation qu'il a contractée ne pouvant s'éteindre que par la prescription trentenaire. (Cod. civ., 2262 et 2265.) (1)

(Domaines — C. Steiner.) — ARRÊT.

LA COUR; — Quant à la prescription invoquée, par le motif que l'intimé aurait purgé son bien par la transcription; que le domaine n'ayant point fait inscrire dans la quinzaine après cette transcription, n'ayant réclaté qu'après dix ans, la prescription serait acquiescée contre elle: — Attendu que l'intimé ne peut pas être placé dans le cas de celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre, et qu'en ces termes de l'art. 2262, toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par dix ans, sans qu'il soit besoin de rapporter un titre; que le titre de l'intimé stipule qu'il doit payer les rentes dont le bien sera grevé; que s'étant obligé de payer cette rente, il a pu purger son bien de toute autre créance hypothécaire, mais non de la rente, contrairement à son titre: qu'il n'a donc pas le juste titre et la bonne foi à l'aide desquels on peut prescrire au bout de dix ans. — Par ces motifs, etc.

Du 24 août 1822. — Cour roy. de Grenoble. — Prés., M. Marquair. — Concl., M. Coste, av. g.

MANDAT. — VENTE. — PAIEMENT DU PRIX. — RATIFICATION. — CASSATION.

Du 24 août 1822 (aff. Lebihan). — Cour roy. de Rennes. — V. cet arrêt avec celui de rejet du 18 nov. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

PARTAGE D'ASCENDANT. — DETTES.

Du 24 août 1822 (aff. Mitantier). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 19 fév. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DOT. — DOT MOBILIER. — ALIÉNATION.

Du 21 août 1822 (aff. Boulard). — Cour roy. de Caen. — V. l'arrêt de la Cour de cassation, du 10 janv. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

LETTRE DE CHANGE. — PROVISION. — FAILLITE.

Lorsque la valeur destinée à former la provision d'une lettre de change consiste en marchandises expédiées par le tireur, avant l'échéance, mais qui ne sont parvenues au tiré

que postérieurement, le porteur n'est pas au cas de faillite du tireur, propriétaire de cette provision, encore que la faillite soit postérieure au profit fait faute d'acceptation et de paiement. (Cod. comm., 116.) (2)

(Syndes Torrentz et comp. — C. Brès.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte des faits du procès qu'au moment où Torrentz et compagnie, de Marseille, fournirent sur Sopena, à Cadix, à l'ordre de Brès, ils avaient expédié au premier des marchandises dont le produit réalisé devait servir à l'acquiescement de ces traites; mais qu'il est certain qu'à l'époque où les lettres de change avaient été présentées pour l'acceptation, et plus tard pour le paiement, ces marchandises n'étaient point en mains de Sopena, qui a laissé protester ces traites retournées ensuite avec compte de retour à Marseille, et remboursées par Brès qui, lui-même, avait actionné en remboursement Torrentz et compagnie, au moment où ceux-ci suspendaient leurs paiements; — Que si plus tard, les marchandises sont arrivées à Cadix, ce n'a été qu'après l'échéance desdites lettres, et après l'action en remboursement intentée à Marseille contre Torrentz et compagnie; qu'ainsi, on peut dire que, pendant tout le temps de la durée des lettres de change, ni à leur échéance, aucune provision ne garnissait les mains du tiré; — Attendu que faillit-il, relativement au tireur, et par suite, sous le rapport des avantages qui pourraient en résulter pour Brès, envisager la provision comme faite, dès le moment de la sortie des mains de Torrentz et compagnie, des marchandises destinées à la former, il n'en serait pas moins établi que, quoique l'expédition des marchandises eût été effectuée à Sopena, à Cadix, au moment où Torrentz et compagnie fournirent sur lui, à l'ordre de Brès, la livraison des traites, ce dernier n'a point enlevé à Torrentz et compagnie, et la propriété et la disposition pleines et entières des marchandises qu'ils destinaient à former la provision; que ceux-ci ne prenant, vis-à-vis de Brès, d'autres obligations que de faire acquiescer leurs dispositions, à leur échéance, ont pu changer la destination de ces mêmes marchandises à toutes leurs volontés; — Que pour la somme que donnait Brès en contre-valeur des traites, il savait absolument la foi du tireur seul jusqu'au moment où le défaut d'acceptation du tiré serait constaté, époque à laquelle s'ouvrait pour lui, un droit de demander toujours à ce même tireur caution ou remboursement, et qu'en supposant qu'au lieu de marchandises en route pour servir de provision, Torrentz eût de l'argent dans la caisse de Sopena lorsqu'il négociait ses dispositions à Brès, on ne pourrait jamais considérer ces traites comme un titre donnant droit à ce dernier, de s'opposer à ce que Torrentz et compagnie, immédiatement après les avoir tirées, disposassent de leur argent, parce que l'obligation qu'ils prenaient, d'après leurs traites, avait terme et ne consistait qu'à faire, soit au moyen d'une provision ou d'un crédit qu'on leur accorderait, accepter ou payer, à l'échéance, à Cadix, ces mêmes dispositions qu'ils négociaient à Brès; — Que, s'il est une fois prouvé que ce droit de propriété et de libre exercice demeure incontestablement au tireur, il devient impossible d'admettre le privilège, l'un étant exclusif de l'autre; car il n'y a ni ne peut y avoir pour le tiers privilège ou hypothèque sur une chose ou sur un immeuble dont le propriétaire peut, sans que ce

(1) V. comme anal. dans le même sens, Limoges, 19 janv. 1824; Paris, 28 janv. 1826, et les notes.

(2) V. dans le même sens, l'arrêt du 21 mai

Cour du 12 juin 1823; Paris, 17 avril 1821. Mais voy. aussi la note qui accompagne cette dernière décision.

tiers ait le droit de s'y opposer, user et même jusqu'au point d'en faire disparaître la valeur entière, à toutes ses volontés ; — Attendu enfin qu'en fait de lettres de change, la provision ne peut appartenir qu'au tireur, soit à celui pour le compte duquel il tirerait, ou au tiré ; au premier, tant que la traite n'est point acceptée ou payée ; à l'autre, dès que l'un de ces événements a eu lieu, et qu'un droit de privilège sur cette même provision, tant qu'elle ne garnit pas encore les mains du tiré, ne compterait jamais qu'à ce dernier, lorsque sur l'avis de l'expédition, remise de facture, lettre de voiture ou connaissance, il aurait accepté ou payé les lettres de change ; — Attendu que, si on lui enlève le droit qu'il peut puiser dans les lettres de change dont il est porteur, Brès reste sans titre pour réclamer privilège sur les marchandises expédées ; qu'en vain il justifie, par une note de négociation, qu'il rapporte de Torrentz et compagnie, qu'à cette occasion la facture desdites marchandises expédées à Sopena lui fut donnée : que fâit-il regarder cette note de négociation comme délivrée à sa date, quoiqu'elle n'en ait point de certaine, et qu'elle ait pu être fournie à Brès pour le besoin de sa défense, cette copie d'une facture faite au nom de Sopena et à lui adressée en lui annonçant l'expédition des marchandises dont elle se composait, ne prouverait jamais entre les mains de Brès, qui ne s'en prévaut pas comme un transfert de propriété, puisqu'elle n'est nullement faite en son nom, et qu'il ne dit ni ne peut dire avoir acheté, ni reçu en gage dans ses magasins, ces marchandises ; que la précaution prise par lui pour se convaincre que la provision, qui assurait le paiement des traites qu'il prenait, était faite, ne suppléerait jamais à un acte de nantissement authentique ou privé, mais dûment enregistré : auquel seul la loi confère la faculté de donner privilège ; — Emendant, sans s'arrêter à la demande en privilège du sieur Brès sur les marchandises arrivées à Cadix entre les mains de Sopena, postérieurement à l'échéance des traites dont il s'agit, dont le déboute ; — Met sur icelles les syndics provisoires de la faillite de Bonaventure Torrentz hors de Cour et de procès, sauf les droits dudit sieur Brès dans la faillite dudit Torrentz, etc.

Du 25 août 1822. — Cour roy. d'Als. — Prés., M. Coppon. — Concl. contr., M. Arens, subst. — Pl., MM. Perrin et Tassy.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

Est interlocutoire le jugement qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles. En conséquence, l'appel qui en est interjeté, entraîne suris au jugement du fond. (Cod. proc., 434 et 437.) (1)
(Sollebon — C. Guisard.)

Du 26 août 1822. — Cour roy. de Lyon. — Prés., M. Thiénot. — Pl., MM. Verdun, Duplan et Favre.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — COMPÉTENCE.

Du 27 août 1822 (aff. Blanchard). — Cour roy. de Bordeaux. — V. la note sur l'arrêt de la Cour de Montpellier du 27 mai 1820.

(1) V. dans le même sens, Bruxelles, 24 juin 1806, et la note.

(2) Question fort controversée. V. dans le sens de

AVOUE.—RESPONSABILITÉ.—DÉPENS.

Du 27 août 1822 (aff. Millart). — V. cet arrêt avec celui de cassation du 13 juill. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DOT. — INALIÉNABILITÉ.

Les biens dotaux ne sont pas, même après la dissolution de la femme, soumis à l'action des créanciers porteurs d'obligations contractées par elle durant le mariage. — Les héritiers peuvent, dans ce cas, invoquer l'inaliénabilité de la dot (2).

(Joppen.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — En ce qui touche l'exception tirée de chose jugée par le jugement du tribunal civil de Versailles, le 30 août 1809, et l'arrêt de la Cour royale de Paris du 26 août 1820 : — Attendu que par ces jugement et arrêt, il a été jugé que durant le mariage, la dot mobilière était inaliénable comme la dot immobilière ; que la question à juger maintenant est celle de savoir si le caractère d'inaliénabilité dont la dot est frappée durant le mariage, subsiste encore quand le mariage est dissous par le décès de la femme ; qu'ainsi il n'existe pas contre les parties, le concours de circonstances qui, aux termes de l'art. 1384 du Code civ., constitue l'autorité de la chose jugée.

Au fond : — Attendu que les sieur et dame de Youyae étaient domiciliés en Auvergne ; que, par leur contrat de mariage, passé devant Basfond, notaire au Puy, le 31 janv. 1786, il a été stipulé que la dot apportée par ladite dame était constituée tant en faveur du mariage que des enfants qui en pourraient provenir, et qu'au surplus les biens et personne des époux seraient réglés suivant les usages du parlement de Toulouse, dérogeant à cet effet à toutes lois et usages à ce contraires ; — Attendu que le régime dotal consacré par le droit romain, reconnu dans la coutume d'Auvergne par l'art. 3 du chap. 14, a pour objet l'inaliénabilité et la conservation de la dot dans l'intérêt de la femme et de la famille ; que ce serait méconnaître le caractère de l'inaliénabilité de la dot, et le but du législateur que d'autoriser après le décès de la femme, les poursuites des créanciers, puisque la famille se trouverait privée de la ressource que la loi a voulu lui ménager ; et qu'enfin la prohibition d'aliéner se réduirait à la suspension de toutes poursuites jusqu'au décès de la femme ; qu'il suit évidemment de là que l'engagement que la femme a contracté depuis la promulgation du Code civ., ne peut produire d'effet que sur les biens paraphernaux, et non sur ceux que la femme s'était constitués en dot ; Ordonne que ledit Brès paiera et videra ses mains en celles de la dame Joppen, etc.

Du 27 août 1822. — Trib. de Paris. — 1^{re} ch.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOINS.

— CAPACITÉ PUTATIVE. — DICTÉE. — INSCRIPTION DE FAUX.

Du 28 août 1822 (aff. Gaudel). — Cour roy. de Metz. — V. cet arrêt à la date du 28 mars 1822.

ACTE ADMINISTRATIF. — QUESTION PRÉJUDICIELLE. — TRIBUNAUX. — RENVOI.

Lorsqu'un acte administratif, une délibération, une délibération administrative qui auraient réglé leurs droits, les tribunaux doivent surseoir à statuer et

la décision ci-dessus, Riom, 2 fév. 1810, et la note. — Mais voy. en sens contraire, Paris, 13 mars 1811, a note et les autorités au sens divers qui y sont rappelées.

renvoyer devant l'autorité administrative pour faire apprécier la valeur et les effets des décisions invoquées (1).

(Gazette de France.)

Louis, etc. — Vu le rapport à nous présenté, le 9 nov. 1820, par notre garde des sceaux, sur le conflit élevé, le 26 juill. 1820, par le préfet du département de la Seine, au sujet de la contestation entre les anciens propriétaires de la *Gazette de France*, contestation sur laquelle sont intervenus un jugement du tribunal de première instance dudit département, en date du 4 août 1819, et un arrêt de la Cour royale de Paris, du 18 mai 1820; — Vu l'arrangement pour la *Gazette de France*, par le ministre de la police générale, le 23 fruct. an 43; — Vu l'arrêté du même ministre, en date du 3 avril 1807, lequel, sur le vu d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 8 déc. 1806, qui s'était déclarée incompétente et avait renvoyé les parties devant l'administration, a confirmé sa première décision;

Considérant que la décision du ministre de la police générale, en date du 23 fruct. an 43, avait réuni plusieurs journaux à la *Gazette de France* et avait fixé la proportion dans laquelle les bénéfices de cette exploitation seraient partagés entre tous les ayants droit dénommés dans cette décision; qu'un arrêté du même ministre, en date du 5 avril 1807, a rappelé et confirmé cette décision; que les décisions administratives ci-dessus visées ont été opposées dans l'instance sur laquelle sont intervenus l'arrêt et le jugement précités; qu'ainsi il y a lieu d'apprécier la valeur et les effets desdites décisions; que cette appréciation ne peut être faite que par l'autorité administrative; qu'ainsi le tribunal de première instance de la Seine et la Cour royale de Paris ont excédé leurs pouvoirs en prononçant leurs jugement et arrêt avant que l'administration ait statué sur cette question;

Art. 1^{er}. L'arrêt de conflit du préfet de la Seine, en date du 26 juill. 1820, est confirmé; — 2. Le jugement du tribunal de première instance de la Seine, en date du 4 août 1819, et l'arrêt de la Cour royale de Paris, du 18 mai 1820, sont considérés comme non avenus. — Les parties sont renvoyées devant nous, en notre conseil d'Etat, pour y faire statuer sur les actes du ministre de la police générale ci-dessus visés.

Du 28 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard.

EAU (COURS D') — LAVOIRS. — PROHIBITION. — COMPÉTENCE.

L'autorité administrative, chargée de la police des eaux, est compétente pour prohiber par un règlement, les lavoirs ou ponts flottans construits sans autorisation, et qui sont de nature à porter atteinte au libre cours des eaux. — Ainsi l'arrêté réglementaire, pris à ce sujet par un préfet, sur la réclamation d'un ou de plusieurs particuliers, n'exécute

pas les limites de ses pouvoirs. — On ne peut dire que ce soit là statuer sur un différend d'intérêt privé (2).

(Delamortière et consorts. — C. Duhamin et Leroy.)

Du 28 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

DOMAINES NATIONAUX. — ADJUDICATION. — LIMITES. — COMPÉTENCE.

Du 28 août 1822 (aff. Blanchard). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonn. du 20 nov. 1815 (aff. Watré).

NOTAIRE. — RÉSIDENCE. — POUVOIR.

La décision par laquelle le garde des sceaux enjoint à un notaire de se fixer dans le lieu indiqué pour sa résidence, n'est pas susceptible d'un pourvoi devant le conseil d'Etat. (L. du 25 vent. an 11, art. 4.) (3)

(Coron.)

Le sieur Coron, nommé notaire à la résidence de Caluire (Rhône), avait eu pouvoir d'établir sa résidence au hameau de Saint-Clair, qui dépendait de ce bourg. — Sur les plaintes de ses confrères, une décision du garde des sceaux, lui enjoignant de s'établir au bourg de Caluire.

Pourvoi devant le conseil d'Etat. — On disait pour le sieur Coron, que l'ordonnance qui l'avait nommé notaire à la résidence de Caluire, n'avait pas limité sa résidence au chef-lieu de la commune; qu'il pouvait donc s'établir sur tel ou tel point du territoire faisant partie du même bourg, de même qu'un notaire nommé dans une grande ville pouvait indifféremment s'établir dans tel quartier de cette ville qu'il juge convenable.

Louis, etc. — Vu la loi du 25 vent. an 11, contenant l'organisation du notariat; — Considérant qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 25 vent. an 11, c'est au gouvernement qu'il appartient de fixer le lieu de la résidence de chaque notaire, et qu'aux termes du même article, notre garde des sceaux doit prononcer sur les contraventions à cet égard; que dès lors, il n'y avait pas lieu de porter la réclamation devant nous, en notre conseil d'Etat; — Art. 1^{er}. La requête .. est rejetée.

Du 28 août 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., M. Cochlin.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — SIGNIFICATION.

En matière correctionnelle, le prévenu condamné par défaut, qui forme opposition, n'est pas tenu de signifier cette opposition à la partie civile, lorsque le jugement ne lui a été notifié qu'à la requête du ministère public. Il suffit, pour la validité de l'opposition, qu'elle soit signifiée au procureur du roi. L'opposition à un jugement par défaut de police correctionnelle, doit, à peine de nullité, être signifiée à personnes ou domiciles, et non pas seulement par acte d'avoué à avoué.

(1) Point constant de jurisprudence. V. Cass. 9 juill. 1806; 4 fév. et 7 sept. 1812; 25 mars 1825; 31 janv., 23 nov. et 19 déc. 1826; 30 avril 1829; ordonn. du 17 juill. 1818 (aff. Joussetin). V. du reste, à cet égard, la note qui accompagne l'arrêt précité de la Cour de cassation du 9 juill. 1806. Aux autorités qu'elle indique, nous ajoutons Serrigny, Compét. et proc. adm., t. 1, n. 37. — V. également pour l'appréciation du même principe en matière correctionnelle, une ordonn. du 9 mai 1827 (aff. Dupont de Bérard).

(2) V. dans le même sens, décret du 19 mars 1808 (aff. Bonasfor), et la note.

(3) Cette solution est rapportée par M. Rolland de Villargues, qui paraît en adopter le principe. Répert. du notariat, v^o Résidence, n. 11. — La raison en est que c'est là un acte de pure administration et de discipline qui n'a rien de contentieux. — C'est par application du même principe qu'il a été jugé que le recours au conseil d'Etat n'était pas ou plus admissible contre l'acte du gouvernement qui destitue un officier ministériel par mesure disciplinaire. Sic, ordonn. des 20 déc. 1833 (aff. Fourault); 26 juill. 1837 (aff. Horticot). V. aussi M. Serrigny, Compét. et procédure admin., t. 1, n^{os} 25 et suiv.

bien que le jugement ait été notifié en cette forme.

(Boulet et autres.—C. Deribéré.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu, sur la première question, que les prévenus étaient soumis à deux actions, à celle de la partie civile pour les dommages et intérêts qu'elle réclamait, et à celle de la partie publique pour la peine qui suit le délit; que ces deux actions pouvaient s'exercer séparément; que le jugement du 29 nov. 1821 ne leur ayant été légalement signifié que par le procureur du roi, ce n'est qu'à lui qu'ils ont dû notifier l'opposition; que l'art. 187 du Code d'Inst. crim., qui exige la notification de l'opposition, tant au ministère public qu'à la partie civile, parce qu'il suppose que l'exécution du jugement est poursuivie par les deux parties intéressées, ne prononce pas la nullité de l'opposition notifiée seulement à l'une d'elles, et que les tribunaux ne peuvent suppléer une nullité;

Attendu, sur la deuxième question, qu'en matière correctionnelle le prévenu doit toujours être entendu en personne; que la loi ne place aucun intermédiaire entre lui et la partie qui l'accuse; que toute notification doit lui être faite à lui-même ou à son domicile; que dans ces matières les ministères d'avoué n'étant pas obligés, on ne peut communiquer avec le prévenu par cette voie étrangère et indirecte;—Considérant que, pour valider l'opposition formée par le sieur Deribéré par requête d'avoué à avoué, les premiers juges se sont fait un moyen de ce que les prévenus avaient signifié à son avoué le jugement du 31 janv. 1822;—Mais attendu d'abord que pour la notification d'un jugement à la partie civile qui a obtenu des dommages et intérêts, il n'y a pas le même motif que pour la signification à un prévenu contre lequel on a obtenu une condamnation qu'il s'agit d'exécuter; en second lieu, que l'exemple d'une partie qui aurait fait une mauvaise procédure ne pourrait autoriser un tribunal à valider une procédure vicieuse de la part de son adversaire;—Met le jugement dont est appel au néant; émettant, etc.

Du 29 août 1822.—Cour roy. de Bourges.—Prés., M. Delaméthérie.—Concl., M. Curbin, subst.—Pl., M. Fravaton.

HYPOTHEQUE LÉGALE. — FEMME. — RENONCIATION. — OBLIGATION SOLIDAIRE.

La femme qui s'oblige solidairement avec son mari et affecte conjointement avec lui, à l'obligation communs, des biens grevés de son hypothèque légale, est censée renoncer par cela même à cette hypothèque en faveur de celui avec qui elle contracte. — En conséquence, est nulle et sans effet la subrogation qu'elle consent ultérieurement en faveur d'un autre créancier (1).

(Bobié—C. V. Chaise.)

Du 29 août 1822.—Cour roy. de Paris.—Prés., M. Agier.—Concl., M. Jumbert, av. gén.—Pl., MM. Blanchet, Confians et Colmet d'Angé.

(1) V. sur ce point, l'arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1825, rendu dans la même affaire.

(2) V. sur cette question, la note qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour d'appel de Trèves, du 14 mars 1810.

(3) Il en est ainsi dans le cas où l'intervention a lieu pour soutenir le demandeur; il est bien évident alors qu'il serait inutile de demander la péremption contre l'intervenant seul, qui en ce cas n'a d'autre intérêt dans la cause que celui du demandeur

COMPÉTENCE. — LIEU DE PAIEMENT. — EFFETS DE COMMERCE.

Lorsque dans une vente de marchandises, il est dit qu'elles seront payées en billets de l'acheteur, remis au domicile du vendeur, au fur et à mesure des livraisons, et payables au domicile de l'acheteur, à des termes fixes, le lieu du paiement, dans le sens de l'art. 420, Cod. proc., est le domicile de l'acheteur où les billets doivent être payés, et non le domicile du vendeur où les billets doivent être remis. (Cod. proc., 420 et 423.) (2)

(Letourneau—C. Chanvin.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que le marché a été fait à Angers, que fut-il incertain où le paiement devait avoir lieu, ce serait d'après l'art. 1247 du Code civil, au domicile du débiteur à Angers; que ce doute n'existe pas dans la cause; qu'à la vérité les bois, objet de la convention, étaient livrables à Tours; qu'en fait et à mesure de leur livraison, les acheteurs devaient faire remise aux vendeurs de billets à ordre sur eux, et que les billets à raison de leur nature étaient transmissibles par négociation; mais qu'il faut considérer que par les circonstances particulières du traité, lesdits billets n'étaient que des promesses de paiement qui ne se consumaient en définitive que par la numération en espèces desdits billets, dans l'espace déterminé jusqu'à la Fête-Dieu 1823;—Sans avoir égard au déclaratoire, ordonne que les parties plaideront au fond.

Du 30 août 1822.—Cour roy. d'Angers.—Prés., M. de Farcy.—Pl., MM. Lepais et Chevergue.

PÉREMPTION. — INTERVENTION.

Une demande en intervention ne peut tomber en péremption tant qu'elle subiste la demande principale à laquelle elle se rattache (3).

(Syndics Laurent — C. Delonche et autres.)

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'une demande en intervention ne peut avoir lieu qu'autant qu'il existe une demande principale; que l'intervention devient partie intégrante de cette demande; qu'elle ne peut périr par péremption qu'avec elle; que, dans l'espèce, la demande principale subsistant, l'intervention conserve toute sa force;—Maintient les syndics Laurent dans leur intervention, etc.

Du 30 août 1822.—Cour roy. de Bourges.—2^e ch.—Prés., M. Delaméthérie.—Concl., M. Legoube, subst.—Pl., MM. Deseglise, Mayet-Génetry et Mator.

1^o SUCCESSION VACANTE. — CRÉATEUR.

2^o SUCCESSION. — DESHÉRENCE. — HÉRITIERS CONNUS.

1^o La nomination du créateur d'une succession vacante peut être poursuivie par un créancier, sans qu'il soit nécessaire de mettre en cause les héritiers du second degré, lorsque les héritiers les premiers appelés ont renoncé. (Cod. civ., 813.) (4)

2^o Il n'y a pas lieu au droit de déshérence au

qu'il soutient.—Mais il en serait autrement si l'intervenant était demandeur principal, par exemple, s'il intervenait dans son propre intérêt pour demander la chose litigieuse entre ces parties. Sic, Figeau, Comment., t. 1, p. 678; Reynaud, de la Péremption, n. 96.

(4) La question a été résolue en ce sens sous l'ancien droit comme sous la nouvelle; V. à cet égard, la note qui accompagne un arrêt conforme de la Cour d'appel d'Aix du 17 déc. 1807.

profit de l'Etat, après la renonciation des héritiers premiers appelés, lorsqu'il existe notoirement des héritiers d'un degré subséquent, encore qu'ils ne se présentent pas pour recueillir la succession. — Surtout lorsqu'il se trouve des mineurs parmi ces héritiers. (Cod. civ., 768.) (1)

(Domaines.—C. Delaunay.)

En 1818, Louis XVIII. Monsieur et la duchesse d'Angoulême, héritiers légitimes de Marie-Adélaïde de France, ont renoncé à la succession de leur tante et grande-tante. — La succession s'est trouvée ainsi dévolue au degré subséquent. Mais les nouveaux héritiers, qui étaient le duc d'Angoulême et les enfans mineurs du duc de Berry, n'ont pas réclamé : ils n'ont cependant pas renoncé. — Un créancier de la succession a demandé alors devant le tribunal civil de la Seine, que la succession fût déclarée vacante, et qu'on nommât un curateur.

4 août 1818, jugement qui accueille ces conclusions, et qui nomme le sieur Delaunay curateur.

L'administration des domaines a demandé à être envoyée en possession et jouissance de la succession de madame Marie-Adélaïde de France, à titre de deshérence. (Cod. civ., art. 767 et 768.)

27 juill. 1822, jugement qui déclare qu'il n'y a pas lieu à statuer quant à présent. Les motifs de ce jugement portent en substance : — Vu les art. 767, 768, 769, 811 et 812 du Code civil ; — Attendu que, par l'effet de la renonciation de S. M. et de celle de LL. AA. RR. Monsieur, frère du roi et madame la duchesse d'Angoulême, la succession de S. A. R. madame Marie-Adélaïde de France est dévolue au degré subséquent, par conséquent à S. A. R. monseigneur le duc d'Angoulême et aux enfans mineurs de S. A. R. le duc de Berry, lesquels n'ont pas renoncé ; qu'ainsi, l'Etat, ne se trouvant pas dans le cas prévu par l'art. 767 du Code civil, n'a aucun droit actuel de réclamer par ordre de deshérence la succession de madame Marie-Adélaïde ; — Attendu qu'en exécution des art. 811 et 812, il a été, par jugement du 4 août 1818, nommé un curateur à ladite succession ; qu'il ne peut y avoir aucun motif légitime de révoquer aujourd'hui cette nomination ; que d'ailleurs, une telle révocation ne pourrait être prononcée que contradictoirement avec le curateur qui est saisi de l'administration, et a même déjà fait procéder à un inventaire. ... »

Appel de la part de l'administration des domaines. On a soutenu dans son intérêt, 1^o que la nomination du curateur, faite par le jugement du 4 août 1818, était nulle, faute d'avoir appelé dans l'instance les héritiers du degré subséquent appelés par la loi, au défaut des héritiers renonçans du premier degré ; 2^o que la régie devait être envoyée en possession des biens de la succession, attendu que cette succession tombait en deshérence, puisqu'il ne se présentait personne pour la recueillir.

ARRÊT.

LA COUR : — En ce qui touche la tierce opposition de la régie des domaines à la sentence du 4 août 1818, portant nomination de Delaunay, curateur à la succession de Madame Adé-

laïde de France ; — Considérant que la loi n'ordonne point d'appeler à cette nomination aucun des héritiers ni autres pouvant prétendre à la succession ;

En ce qui touche l'appel de la sentence du 4 janv. 1822, qui rejette la demande de la régie des domaines, à fin d'envoi en possession de la succession à titre de deshérence ; — Considérant que suivant l'art. 770 du Code civil, l'envoi en possession au profit de successeurs irréguliers n'étant admissible qu'après les publications et affiches, pour connaître s'il existe des héritiers du sang, il résulte de cette disposition que lorsqu'il existe notoirement des héritiers appelés qui n'ont point épuisé leurs droits, il ne peut y avoir lieu à l'envoi en possession à leur préjudice ; — Considérant que les renonciations des héritiers du premier degré à la succession dont il s'agit, défont la même succession aux héritiers des degrés subséquens, que parmi ces derniers se trouvent les enfans de S. A. R. le duc de Berry, mineurs, lesquels ne peuvent être présumés avoir renoncé à la succession, qui par la force de la loi est bénéficiaire à leur égard, et ne peut par conséquent être en aucun cas onéreuse pour eux ; sans s'arrêter à la tierce opposition à la sentence du 4 août 1818, dans laquelle la partie de Bonnet (la régie) est déclarée non recevable ; — Faisant droit sur l'appel, a mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 31 août 1822. — Cour roy. de Paris. — 4^o ch. — Prés. M. Séguier, p. p. — Pl. MM. Bonnet et Hennequin.

1^o CONFLIT. — ARRÊT. — CASSATION.

2^o ÉMIGRÉ. — INSCRIPTION. — RADIAN. — COMPETENCE.

1^o Le conflit peut être élevé tant qu'il reste encore un moyen de faire réformer les jugemens ou arrêts intervenus. Ainsi, il peut être élevé après un arrêt de Cour royale, tant que les délais du pourvoi en cassation ne sont pas expirés (2).

2^o L'inscription sur la liste des émigrés et la radiation de cette liste sont des actes administratifs dont il n'appartient qu'à l'administration de déterminer le sens et la valeur (3).

(Palmerin — C. trésor.)

LORIS, etc. — Vu l'arrêté du gouvernement, du 13 brum. an 10, et notre ordonn. du 12 déc. 1821, sur les conflits d'attributions ;

Considérant, sur le fin de non-recevoir, que le conflit peut être élevé tant qu'il reste encore un moyen de faire réformer les jugemens ou arrêts intervenus ; que dans l'espèce, l'arrêt de la Cour royale ayant été rendu le 22 mars 1822, le conflit a été élevé le 6 avril suivant, et, par conséquent, avant l'expiration des délais du pourvoi en cassation ; qu'ainsi ledit conflit a été élevé en temps utile, pour faire cesser toutes procédures judiciaires jusqu'à ce qu'il y eût été statué par nous en notre conseil ;

Considérant sur le conflit, qu'une des principales questions qui aient été agitées par les parties ; tant devant le tribunal de première instance que devant la Cour royale de Paris, était celle de savoir si l'inscription du nom Marquet, faite

(1) Sic, Vazeille, des Successions, qui cite l'arrêt ci-dessus et en approuve la doctrine. V. aussi Delvincourt, t. 2, p. 108.

(2) V. conf., ordonnance du 20 juin 1821 (aff. Louislet) ; V. aussi nos observations sur l'ordonn. du 4 août 1819 (aff. Audran). — On voit que d'après

l'art. 4 de l'ordonn. réglementaire du 1^{er} juin 1821, il ne peut plus être élevé de conflit après des jugemens rendus en dernier ressort ou acquiescés, ni après des arrêts définitifs.

(3) V. conf., Cass. 4 août 1824, et les divers arrêts indiqués par la note.

en 1792 sur la liste des émigrés, comprenait ou non le sieur Maurice-Alexandre Marquet, et si, en cas d'inscription, le sieur Maurice-Alexandre Marquet avait été rayé de ladite liste, et à quelle époque; que d'après toutes les lois de la matière, l'inscription sur la liste des émigrés et la radiation de cette liste sont des actes administratifs; qu'ainsi c'est à l'administration seule qu'il appartient de déterminer le sens et la valeur de ces actes; que par conséquent, le tribunal de première instance et la Cour royale de Paris, en statuant sur ladite question, ont excédé les bornes de leur compétence, et qu'en cet état la contestation d'attributions a été valablement élevée par le préfet de la Seine.

Art. 1^{er}. L'arrêté de couffit, pris par le préfet du département de la Seine, le 6 avril 1822, est confirmé. Le jugement rendu par le tribunal de première instance de la Seine, le 31 août 1821, et les arrêts rendus par la Cour royale de Paris, les 22 mars et 16 avril 1822, entre la dame Palmérini, l'agent judiciaire du trésor royal et autres, seront considérés comme non avenus dans les dispositions par lesquelles lesdits jugement et arrêt ont statué sur l'existence et la valeur des inscriptions et radiation du nom Marquet sur la liste des émigrés.—2. Les parties sont renvoyées devant l'autorité administrative, à l'effet d'y faire décider contradictoirement si le sieur Maurice-Alexandre Marquet a été ou non inscrit sur la liste des émigrés, et si, en cas d'inscription, il a été rayé de ladite liste, et à quelle époque.

Du 4 sept. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.—

COMPTABLES.—RECEVEUR GÉNÉRAL.—INTERIM.—INDEMNITÉ.—CONTINUÉ.

Aucun règlement n'attribuant une indemnité déterminée au particulier qui remplit par interim les fonctions de receveur général dans un département, il appartient uniquement au ministre des finances de fixer cette indemnité, nonobstant toutes conventions intervenues à ce sujet entre le fonctionnaire interimaire et le titulaire.

Les décisions prises à ce sujet par le ministre des finances, ne sont pas susceptibles d'être déférées au conseil d'Etat par la voie contentieuse.

(Delepuech.—C. Bricogne.)

Du 4 sept. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.

VOIRIE.—ANTICIPATIONS.—COMPÉTENCE.

Les conseils de préfecture sont incompétents pour connaître des anticipations sur la voie publique, dans les rues ou places qui ne font point partie des routes royales ou départementales (1).

(Commune de Lucé.—C. Nollet.)

LOUIS, etc. :—Vu l'ordonnance de l'intendant de la généralité de Tours, du 2 nov. 1781, qui prescrit l'exécution du plan d'alignement approuvé pour les rues et places de la ville de Lucé;—Vu les lois du 29 flor. an 10, et 9 vent. an 13;—Vu le décret du 25 mars 1807 sur un couffit élevé par le préfet de la Haute-Saône, et notre ordonn. du

30 juill. 1817, sur un arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aube;

Considérant, sur la compétence, que la loi du 29 flor. an 10 ne renvoie au jugement du conseil de préfecture que les contraventions en matière de grande voirie, et que la loi du 9 vent. an 13 ne concerne que les chemins vicinaux;—Considérant que les anticipations sur la voie publique, dans les rues ou places qui ne font point partie des routes royales ou départementales, appartiennent à la petite voirie ou voirie urbaine; que dans ces derniers cas, les alignements doivent être donnés par l'autorité municipale, sauf recours au préfet, et les infractions poursuivies devant les tribunaux ordinaires; qu'ainsi, la contravention du sieur Nollet n'était point de la compétence du conseil de préfecture;

Art. 1^{er}. Les arrêts du conseil de préfecture du département de la Sarthe, des 13 avril et 18 août 1821, sont annulés pour cause d'incompétence, sauf au maire de Lucé à diriger de nouvelles poursuites contre le sieur Firmin Nollet, ainsi qu'il appartiendra.

Du 4 sept. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.

RESPONSABILITÉ CIVILE.—PÈRE.—

ENFANS MAJEURS

Le père est civilement responsable des faits de ses enfans majeurs travaillant pour son compte, sous ses ordres et sous sa surveillance. Ils sont réputés ses préposés. (Cod. civ., 1384.)

(Cabal.—C. Combes.)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que le champ d'où est tombée la pierre qui a donné la mort à Marie Combes appartient à J.-P. Cabal père; que ses enfans, la cultivant pour son compte, par ses ordres et sous sa surveillance, doivent, ainsi que les domestiques, être condamnés comme ses préposés; qu'ainsi, et quoique Mathieu Cabal soit majeur, J.-P. Cabal, son père, est civilement responsable du dommage causé à Antoine Combes, dans les fonctions auxquelles le maître du champ employait son dit fils; que cette doctrine résulte clairement de l'art. 1384 du Code civ., et que le jugement attaqué, dans lequel elle est consacrée et appliquée, est sous ce rapport, à l'abri de la critique;—Confirme, etc.

Du 7 sept. 1822. — Cour roy. de Toulouse.—

Prés., M. d'Aldeguier. — Concl., M. Charlet-Durieu, av. gén. — Pl., MM. Deloume et Tournemille.

LIBERTÉ PROVISOIRE.—CHOSE JUGÉE.

Le prévenu auquel la chambre du conseil a refusé sa liberté provisoire sous caution, par le motif que le fait à lui imputé était susceptible d'entraîner une peine afflictive et infamante, peut, lorsqu'un arrêt de la chambre d'accusation a donné au fait un caractère de délit, présenter de nouveau sa demande en liberté provisoire au tribunal de police correctionnelle, et par appel, s'il y a refus, à la Cour royale, chambre des appels de police correctionnelle (2).

(1) V. conf., ordonn. des 30 juill. 1817 (aff. Aumennier); 23 janv. et 11 fev. 1820 (aff. Conard et aff. Caron).

(2) La question directement résolue par l'arrêt ci-dessus ne paraît pas susceptible de difficulté sérieuse. Il est certain que le refus opposé à la demande à fin de mise en liberté provisoire, par la chambre du conseil, refus motivé sur ce que le fait imputé à l'accusé serait un crime, ne peut faire obstacle à ce que la même demande soit renouve-

lée, lorsque le fait dépourvu de son caractère de crime a été ramené aux simples proportions d'un délit, par la chambre d'accusation. Si l'objet de la demande est le même de la part du prévenu, la cause qui l'a fait rejeter une première fois n'existe plus : on ne saurait donc lui opposer la chose jugée. Sous ce rapport, l'arrêt ne peut qu'être approuvé.

Mais indépendamment de cette décision, il résulte encore de l'arrêt, au moins implicitement,

(Picard.)

Le sieur Picard avait encouru plusieurs condamnations pour refus du service de la garde nationale. Des gendarmes l'arrêtaient au sortir du spectacle, pour le contraindre à l'exécution des condamnations prononcées contre lui. Il fit résistance. Plusieurs jeunes gens s'attroupèrent. De là, une scène tumultueuse qui présentait les caractères d'une rébellion. — Une procédure fut instruite à raison de ces nouveaux faits. Picard, détenu préventivement, demanda sa mise en liberté provisoire sous caution. Elle lui fut refusée sur le motif qu'il y avait prévention contre lui d'avoir été le chef d'un complot de rébellion contre les agents de la force publique, exécuté par plus de vingt personnes, et qu'il pouvait encourir des peines afflictives ou infamantes. — Sans opposition à l'ordonnance de la chambre du conseil, qui donnait aux faits la qualification de crime, la Cour royale, chambre des mises en accusation, n'y vit qu'une simple rébellion de sa part et le renvoya en police correctionnelle.

Devant le tribunal correctionnel, Picard demanda derechef sa mise en liberté provisoire sous caution. Elle lui fut de nouveau refusée. — Appel.

ANNÉE.

LA COUR; — Attendu que le caractère du délit a été fixé par la chambre d'accusation, de telle sorte que ce délit n'est susceptible que de peines correctionnelles; — Attendu que le cautionnement à fournir par le prévenu sera une garantie suffisante de sa représentation, et que sa mise en liberté ne sera désormais d'aucun danger pour l'ordre public; — Vu l'art. 114 du Code d'inst. crim.; — Faisant droit sur l'appel, met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Corrigeant et réformant, ordonne que ledit Picard sera provisoirement mis en liberté, à la charge, etc.

Du 9 sept. 1822. — Cour roy. de Rouen. — *Prés.*, M. Euda. — *Concl.*, M. Bergasse, av. gén. — *Pl.*, M. Daviel fils.

DÉCISION MINISTÉRIELLE. — DOMAINE DE L'ÉTAT. — PÉUVOL.

La décision par laquelle le ministre des finances déclare qu'un soléahagiste de l'Etat doit, en vertu de la loi d'échange, raser et repeupler des bois à ses frais, sous peine de voir provoquer l'annulation de l'échange, n'est pas susceptible de recourir devant le conseil d'Etat; cette décision n'étant qu'un simple refus de donner décharge des obligations imposées à l'échangiste, et ne faisant nul obstacle à ce que la contestation soit portée devant les tribunaux à qui elle appartient (1).

(Rambourg — C. ministre des finances.)

Louis, etc.; — Vu les requêtes à nous présentées au nom du sieur Rambourg, et tendantes à l'annulation d'une décision de notre ministre des fi-

nances du 9 mai 1821, portant qu'en vertu d'une loi d'échange de terrains du 13 flor. an 11, le sieur Rambourg doit couper 30 hectares, 62 ares, 75 centiares de bois, et repeupler complètement, à ses frais, une étendue de 80 hectares de terrain.

Considérant que l'arrêté de notre ministre des finances, du 9 mai 1821, ne doit être regardé que comme un simple refus de donner décharge des opérations et travaux dont l'obligation a été imposée au sieur Rambourg par la loi d'échange du 13 flor. an 11; que le sieur Rambourg soutient qu'une partie des conditions de ladite loi a été entièrement accomplie, et que l'autre partie est inexécutable; — Considérant qu'il résulte des propres termes de l'arrêté de notre ministre des finances, qu'à défaut par le sieur Rambourg, de réceper et repeupler les terrains échangés dont il s'agit, l'annulation de l'échange sera provoquée; — Considérant que les contestations qui peuvent s'élever entre les parties tant sur l'exécution des diverses conditions d'échange que sur la résiliation du contrat, sont du ressort des tribunaux;

Art. 1^{er}. La décision de notre ministre des finances ne fait pas obstacle à ce que l'administration des forêts et le sieur Rambourg fassent statuer par les tribunaux sur la contestation qui les divise.

Du 6 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Cormenin.

MISE EN JUGEMENT. — MAIRE. — MANDAT. Il n'est pas besoin d'autorisation pour poursuivre un maire devant les tribunaux, relativement à la négociation d'une créance à laquelle il a concouru, en qualité de mandataire délégué, non par la commune, mais par un certain nombre d'habitants (2).
(Habitants d'Orbey — C. Didier.)

Louis, etc.; — Vu la loi du 22 frim. an 8, les décrets des 11 juin et 9 août 1806; — Considérant que c'est en qualité de mandataire délégué, non par la commune d'Orbey, mais par un certain nombre de particuliers, que le sieur Didier, maire de cette commune, a concouru à la négociation de la créance dont il s'agit; que dès lors, l'autorisation demandée n'est point nécessaire pour le poursuivre devant les tribunaux, en raison de l'exécution de la procuration à lui donnée; — Art. 1^{er}. Il n'y a lieu de statuer sur l'autorisation demandée par les sieurs Didier-Jean, Galimain et Laurent, de poursuivre, devant les tribunaux, le sieur Didier, maire de la commune d'Orbey, département du Haut-Rhin.

Du 6 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Crouseilles.

ÉPAVES. — COLONIES. — NÈGRES. — COMPÉTENCE.

C'est aux tribunaux, et non à la juridiction administrative qu'il appartient de statuer sur la contestation relative à un nègre saisi

Cass. 4 avril 1840. V. cependant au sens contraire, Colmar, 16 déc. 1814.

(1) La principe de cette solution est constant. V. pour son application dans des espèces diverses, les nombreuses décisions indiquées sous l'ordonn. dans le même sens du 17 nov. 1819 (aff. comm. de Sauveterre); 1^{er} mai 1822 (aff. Genty), et la note.

(2) Il est, en effet, de principe que la nécessité de l'autorisation ne s'applique pas aux faits commis par les maires et autres agents de l'administration, hors de l'exercice de leurs fonctions, et tel était évidemment celui dont il s'agissait dans l'espèce actuelle. V. dans ce sens, Cormenin, *Droit adm.*, 5^e éd., n^o Mise en jugement, § 7.

que le tribunal correctionnel peut statuer sur une demande en liberté provisoire, puisque c'est ce tribunal qui avait prononcé dans l'espèce, et que le jugement intervenu est susceptible d'appel, puisque la Cour royale n'a pu statuer que par suite d'un appel. Ces deux décisions, quoiqu'elles soient plus susceptibles de controverse, et qu'en effet elles aient été controversées dans les premiers temps de la promulgation des Codes pénal et d'instruction criminelle, paraissent cependant résolues aujourd'hui en doctrine et en jurisprudence, conformément à l'arrêt que nous rapportons ici. V. à cet égard Cass. 24 août 1811; Paris, 13 fév. 1816; et les autorités qui y sont citées; Adde,

commencés dans une colonie française, soit qu'il y ait été introduit depuis l'abolition de la traite des noirs, soit qu'il fût parvenu des esclaves antérieurs à l'abolition (1).

(Ministre de la marine.)

Lotus, etc., — Vu l'ordonnance coloniale du 22 janv. 1821, pour la contribution directe de 1821, et de laquelle le commandant et gouverneur de la Guyane française, prétend faire résulter la compétence administrative; — Vu la loi du 16 avril 1818, portant abolition de la traite des noirs; — Considérant que soit que le neutre, objet de la contestation, ait été importé dans la Guyane depuis l'abolition de la traite des noirs, soit qu'il fût parvenu des esclaves antérieurs à ladite abolition, il s'agit de juger une question qui est du ressort des tribunaux ordinaires;

Art. 1^{er}. L'arrêt de conflit pris par le commandant et gouverneur de la Guyane française, est annulé. — L'affaire est renvoyée aux tribunaux ordinaires.

Du 6 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard.

1^o MARIAGE. — PUBLICITÉ. — DONATION. — AUTORISATION DE FEMME MARÉE.

2^o DONATION. — TRANSCRIPTION. — LÉGATAIRE UNIVERSEL.

1^o Un mariage, bien que tenu constamment secret, doit conserver toute sa force, quant à ses effets civils entre les époux (2).

Mais il en est autrement à l'égard des tiers qui ont ignoré l'existence de ce mariage. — Ainsi et spécialement, on ne peut que déclarer de nullité la donation faite par la femme à ces tiers, sous prétexte que la donatrice n'était pas munie de l'autorisation maritale; ici s'applique la maxime *error communis facit jus*. (Cod. civ., 165 et 217.) (3)

2^o Le défaut de transcription d'une donation ne peut être opposé par le légataire universel du donateur (1).

(Vieillescazes — C. Decros.)

Par acte du 25 nov. 1815, donation contractée de tous ses biens avait été faite par Catherine Buffet, veuve Vertus, au profit du sieur Decros. — Après le décès de la donatrice, le sieur Vieillescazes, par elle institué légataire universel, prétendit que la donation ci-dessus était

nuile, en ce que la donatrice, bien qu'elle fût alors engagée dans les liens d'un second mariage, avait fait cette donation sans y être autorisée par son mari. Pour établir l'existence du second mariage, qui jusque là, avait été tenu secret, le demandeur produisit un extrait des registres de l'état civil, constatant qu'à la date du 12 mars 1813, un mariage avait été contracté entre Catherine Buffet et un sieur Jean Pagès.

Le sieur Decros soutint que le mariage dont il s'agit, ayant été constamment tenu secret, ne pouvait être opposé aux tiers qui avaient contracté dans l'ignorance du mariage. Il arguait à cet égard de la règle *error communis facit jus*; il faisait remarquer que l'âge des époux, Catherine Buffet ayant 81 ans et Jean Pagès 24 ans, avait rendu l'erreur d'autant plus invincible; il s'était aussi de ce que les époux n'avaient jamais cohabité ensemble. — Jugement du tribunal de Figeac qui accueille cette défense, et rejette en conséquence la demande en nullité de la donation. — Appel par Vieillescazes. — Il soutient que d'après la règle *nemo debet esse ignarus conditionis ejus cum quo contrahit*, l'intimé ne pouvait invoquer l'erreur prétendue dans laquelle il dit avoir été sur le mariage de Catherine Buffet. — Il oppose qu'en surplus la donation serait sans effet pour défaut de transcription.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'acte de mariage, rédigé le 12 mars 1813, entre Catherine Buffet et Jean Pagès, par Vieillescazes, officier de l'état civil de la commune d'Espadoulhan, n'a point été attaqué par l'inscription de faux; il doit conserver toute sa force, quant aux effets civils qu'il devait produire entre les époux; — Attendu, néanmoins, que les effets de cet acte ne peuvent s'étendre et être opposés à des tiers qui ont pu et dû ignorer le contrat qui avait existé entre les mariés Buffet et Pagès; — Attendu qu'à l'époque de la donation consentie par Catherine Buffet à Decros, Pagès qui résidait dans la même commune, n'habitait point la maison et qu'il n'admettait pas les biens de Catherine Buffet; que celle-ci n'était connue dans le village que sous le nom de Catherine Buffet, veuve Vertus; que c'était ainsi qu'elle avait été qualifiée dans plusieurs actes publics, et notamment dans son testament du 28 avril 1814, et dans la procuration

(1) Sous le point de vue des lois prohibitives de la traite des noirs, cette question de compétence ne saurait être aujourd'hui douteuse, en présence des dispositions de la loi du 4 mars 1831 (V. l. 1831).

— Quant à la question de savoir si les tribunaux ordinaires sont également compétents pour prononcer sur un droit d'épave réclâmé par le domaine, nous rappellerons ici qu'un avis du comité des finances, en date des 1^{er} déc. 1820-5 janv. 1821, a d'abord décidé que, quel que soit le fond du droit, c'était aux tribunaux à décider la contestation. Plus tard, et sur le point de savoir, au fond, si les épaves doivent être attribuées au fief, ou à l'inventeur, une décision du ministre des finances, du 3 août 1825, s'est prononcée en faveur de l'inventeur, contrairement à la proposition du directeur des domaines, qui se fondait sur l'art. 717 du Code civil, estimant qu'en l'absence des dispositions spéciales auxquelles cet article renvoie, il y avait lieu de se reporter aux anciens règlements, et notamment à la jurisprudence du parlement de Paris, qui attribuait les épaves aux seigneurs justiciers, aujourd'hui représentés par l'Etat. — Considérant, porte la décision du ministre, qu'en l'absence de dispositions spéciales sur le matière, l'on ne peut se déterminer que par des consi-

dérations morales; — Qu'il importe de laisser à l'inventeur l'espoir de profiter un jour de l'objet qu'il a trouvé, puisque cet espoir peut le décider à en faire le dépôt, et que cette mesure, par la publicité qu'elle occasionne, est les délais qu'elle entraîne, a pour but de mieux assurer les droits du propriétaire; — Considérant, d'ailleurs, qu'il est du principe qu'en fait de meubles la possession vaut titre; — Décide, etc. — V. du reste sur ce point, les autorités citées dans notre *Table décenn.*, v^o *Epaves*, n. 1.

(2) V. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 15 pluv. an 13.

(3) Cela est généralement enseigné par les auteurs. V. Pothier, *Puissance maritale*, n. 28; Delvincourt, t. 1, p. 334; Toullier, tsm. 2, n. 623; Duranton, t. 2, n. 464. — V. aussi dans ce sens, Cass. 30 août 1808. Mais voy. Paris, 9 therm. an 12, et la note.

(4) V. en ce sens, Cass., 27 janv. 1813; Nîmes, 1^{er} déc. 1826. — Et en général, sur la question de savoir si le défaut de transcription d'une donation peut être opposé par le donateur, se voyez au ayant cause, l'arrêt de la Cour de cassation du 17 avril 1811, ainsi que les observations qui l'accompagnent.

du 15 janv. 1816; que ces circonstances justifient suffisamment cette ignorance vraisemblable, cette erreur commune que les jurisconsultes déclarent faire la loi des parties, dans laquelle Deeros et son épouse ont dû se trouver, lorsque Catherine Buffet fit en leur faveur donation de tous biens, le 25 nov. 1815, en contemplation de leur futur mariage; qu'il est évident que Deeros ne pouvait demander que Catherine Buffet fut autorisée par Jean Pagès, puisque rien ne lui avait appris, qu'il ne pouvait pas même soupçonner que sa bienfaitrice plus qu'octogénaire se trouvait engagée dans les liens du mariage avec Jean Pagès, âgé seulement de 24 ans; — Attendu que Catherine Buffet était irrecevable à demander la nullité de la donation du 25 nov. 1815, sous le prétexte de défaut de transcription, puisque tout se trouve consommé entre le donateur et le donataire par l'effet du contrat; que Vieillescazes, représentant aujourd'hui Catherine Buffet, dont il est héritier, doit être repoussé par les mêmes raisons que celles qui étaient opposées à ladite Buffet; — Attendu que le tribunal, avant de statuer sur la rescision du bail à colonage, consenti par Catherine Buffet à Vieillescazes, a dû, ainsi qu'il l'a fait, ordonner une vérification par experts, pour savoir si les faits articulés par Deeros devaient faire prononcer le résiliement de ce bail; — Attendu, en ce qui touche la demande de Pagès, qu'il doit s'imputer à lui-même d'avoir tenu secret son mariage avec Catherine Buffet, et qu'ainsi il est sans qualité pour revendiquer des droits qui se trouvent anéantis par la donation du 25 nov. 1815, qui a absorbé l'universalité des biens de son épouse, Catherine Buffet; — Met l'appel au néant, etc.

Du 8 nov. 1822. — Cour roy. d'Agen. — Pl., MM. Baradat et Gladi.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.—SIGNIFICATION.—EXÉCUTION.—COMMANDEMENT.—CONTRAINTE PAR CORPS.

Lorsqu'un jugement par défaut, même entraînant contrainte par corps, a été signifié avec commandement, il peut, après que la partie condamnée y a formé opposition, être mise à exécution sur la seule signification du déboute d'opposition et sans nouveau commandement (1).

(Audiffret.—C. Laperrière.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que tout l'effet qu'on peut attribuer à l'opposition envers un jugement de défaut, c'est de suspendre la force exécutoire de ce jugement; que lorsque le jugement de défaut est confirmé, le jugement qui intervient ne fait qu'ordonner l'exécution du premier, selon sa forme et teneur; que c'est ce qui résulte des principes, de la jurisprudence et d'une pratique constante et journalière;—Considérant que dès lors, c'est le jugement de défaut, confirmé sur l'opposition, qu'il s'agit toujours d'exécuter, et que c'est ce jugement seul, lorsqu'il a prononcé la contrainte par corps, qui doit être signifié avec commandement préalable par un huissier commis, au vu de l'art. 780 du Code de proc.;—Considérant que dans l'espèce, ce vu a été rempli, puisque le jugement de défaut du 2 avril prononçant la contrainte par corps a été signifié le 14, avec commandement préalable par l'huissier commis;—Considérant que si, sur l'opposition formée par Audiffret, un jugement contradictoire, confirmatif du premier, est intervenu le

22 mai, les procédures commencées en vertu de celui du 2 avril et suspendues par l'opposition, n'en ont pas moins dû reprendre leur cours, après que cette opposition a été rejetée;—Considérant que tout ce dont Laperrière et compagnie pouvaient être tenus, à l'égard de ce second jugement, c'était d'en donner à Audiffret une connaissance légale, en le lui faisant signifier en la forme ordinaire; que c'est d'ailleurs, ce qui a été fait préalablement à la capture d'Audiffret; qu'ainsi, et sous ce premier rapport, l'emprisonnement dont il s'agit est légal et régulier;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 9 nov. 1822. — Cour roy. d'Aix. — Prés., M. d'Arianat Lauris. — Pl., MM. Carie et Cresp.

IMPRIMEUR.—DÉPÔT.—REIMPRESSION.—ACTION PUBLIQUE.

Du 11 nov. 1822 (aff. *Eloi Jullien*). — Cour roy. de Montpellier. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 12 déc. 1822, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

EXPERTS.—RECUSATION.

Les experts ne peuvent être recusés que pour les motifs à raison desquels les témoins pourraient être reprochés. — Ainsi, la circonstance que l'une des parties est en instance avec l'un des experts, n'est point une cause de récusation de cet expert. (Cod. proc. 310.)

(Préfet du Bas-Rhin.—C. Gœpp.)—ARRÊT.
LA COUR:—Attendu qu'aux termes de l'art. 310 du Code de proc., les experts ne peuvent être recusés que par les motifs pour lesquels les témoins peuvent être reprochés, et qui sont tracés par les dispositions de l'art. 283 du même Code;—Que les moyens de récusation proposés par le demandeur ne sont pas ceux prescrits par la loi, relativement aux experts;—Par ces motifs, etc.

Du 12 nov. 1822. — Cour roy. de Colmar. — Prés., M. de Chevers, p. p.—Concl., M. Rossée, av. gén.—Pl., MM. Hiru jeune et Hiru aîné.

DETTE DE L'ÉTAT.—COMPENSATION.—COMPÉTENCE.

Lorsque le ministre des finances a réglé une compensation entre l'Etat et un particulier, les tribunaux ne peuvent ni rejeter avant qu'il ait été statué par le conseil d'Etat sur la validité et les effets de la décision ministérielle (2).

(Trésor public.—C. Bonomet.)

LOUIS, etc.:—Vu la décision de notre ministre des finances, du 1^{er} avril 1818, qui, après avoir réduit, par compensation, la créance du trésor sur le sieur Bonomet, à la somme de 20,225 fr. 10 c., autorise l'agent judiciaire à former, contre le sieur Bonomet fils, la demande en reddition de compte du bénéfice d'inventaire de la succession de son père;—Vu le jugement du 2 fév. 1822, par lequel le tribunal de première instance du département de la Seine, sans avoir égard à la compensation prononcée par la décision du ministre des finances du 1^{er} avril 1818, condamne l'agent judiciaire du trésor à verser, à la caisse des consignations, la somme de 25,985 fr. par lui retirée de la même caisse, avec les intérêts de ladite somme, à compter du 25 janv. 1808, jusqu'au jour dudit versement;

Considérant que le ministre des finances avait, par décision du 1^{er} avril 1818, réglé la com-

(1) V. conf., Rouen, 9 janv. 1826.

(2) V. dans le même sens, Cass. 17 therm. an 7,

pensation dont est question;—Qu'il s'agissait par conséquent, de statuer préalablement sur la validité et les effets de cette décision;—Que ladite décision ne pouvait être, s'il y avait lieu, annulée que par nous en notre conseil d'Etat;—Qu'ainsi le tribunal de la Seine aurait dû s'abstenir d'en connaître;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit, pris par le préfet du département de la Seine, le 22 juin 1822, est confirmé;—Le jugement rendu par le tribunal civil dudit département, le 2 fév. précédent, est considéré comme non avenu dans le chef qui statue sur la compensation.

Du 13 nov. 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. de Cormenin.

DETTE PUBLIQUE.—LIQUIDATION.—AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.—AUTORITÉ JUDICIAIRE.

Les arrêtés du conseil général de liquidation de la dette publique sont au nombre des actes de l'autorité administrative dont la connaissance est interdite à l'autorité judiciaire par la loi du 3 fruct. an 3 (7).

(Lecosté.)

Du 13 nov. 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. de Cormenin.

DOMAINES ENGAGÉS.—SAUMISSIION.—EXCEPTIONS.—COMPÉTENCE.

En matière de domaines engagés, le préfet statue dans le cercle de ses attributions, lorsqu'il se borne à recevoir la soumission du concessionnaire. — Mais si excède ses pouvoirs, si, en interprétant un précédent arrêté, il préjuge les droits respectifs du concessionnaire et des sous-concessionnaires, ou s'il prononce sur l'étendue et les effets des exceptions réservées par la loi du 14 vent. an 7, et qui, aux termes de l'art. 27 de la même loi, ne peuvent être appréciées que par les tribunaux (3).

(Continuer et autres.—C. héritiers de Buffevent.)
Du 13 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. de Cormenin.—*Pl.*, M. Nicod.

DOMAINES NATIONAUX.—ACTION POSSESSOIRE.—COMPÉTENCE.—CONFLIT.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une action possessoire entre deux acquéreurs de domaines nationaux (3).

Le conflit élevé à cet égard par le préfet, est sans objet lorsqu'il n'est élevé qu'après la sentence du juge de paix, et lorsque d'ailleurs le conseil de préfecture a été régulièrement saisi du pétitoire par les parties.

(Columb.—C. Gallien.)

Louis, etc.;—Considérant, dans l'espèce, que le jugement du juge de paix du canton de Saint-Pierre-le-Moûtiers, du 22 août 1809, n'a été rendu que sur la possession; que sous ce premier rapport, il n'y avait lieu d'élever le conflit;

(1) V. conf. Cormenin, *Droit adm.*, v^o *Dette de l'Etat*, § 8.

(2) V. conf. ordonn. du 6 déc. 1820 (aff. *voussé Geyot*), et la note.

(3) V. conf. ordonn. du 31 juill. 1822 (aff. *Brunet de Calceira*), et les diverses décisions dans la même sens indiquées au note.

(4) Les deux solutions qui ressortent de la décision ci-dessus sont incontestables. V. quant à l'incompétence des conseils de préfecture pour prononcer sur les actions domaniales, décret et ordonn. du 27 déc. 1812 (aff. *Guillebat*), et la note; 11 déc. 1813 (aff. *Roulier*); 9 avril 1817 (aff. *Pentier*);

que d'ailleurs le conseil de préfecture avait été, sur la demande des parties elles-mêmes, saisi régulièrement de la connaissance du fond du droit, et que ledit conseil avait même pu, à ce sujet, un arrêté préparatoire le 1^{er} mai 1812; que, dans l'état actuel, il n'existait réellement de contestation que devant l'administration; que, par conséquent, l'arrêté du préfet est encore sans objet;

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet de la Nièvre du 27 juin 1822 est annulé, et les parties continueront de procéder sur le fond du droit devant le conseil de préfecture.

Du 13 nov. 1822.—Ordonn. en cons. d'Etat.

DOMAINES NATIONAUX.—INTERPRÉTATION.—COMPÉTENCE.

Du 13 nov. 1822 (aff. *Renaud*).—Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonnance du 3 juin 1820 (aff. *Jamet*) 2^e quest.

ACTION DOMANIALE.—INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.—EMIGRÉ.—CONSEIL DE PRÉFECTURE.—COMPÉTENCE.

L'arrêté par lequel un conseil de préfecture refuse la mainlevée d'une inscription hypothécaire, réclamée par le débiteur d'un émigré représenté par l'Etat, doit être regardé, non comme un jugement, mais comme un simple avis donné au domaine pour refuser la mainlevée. Cet arrêté, ne faisant pas des lors obstacle à ce que la demande en radiation soit portée devant les tribunaux, seule compétens pour en connaître, n'est pas susceptible de recours devant le conseil d'Etat (4).

(De Piré.)

Louis, etc.;—Considérant que l'arrêté du conseil de préfecture ne peut être regardé comme un jugement, mais comme un avis donné au domaine pour refuser, dans l'intérêt de l'Etat, la mainlevée de l'inscription dont il s'agit; qu'ainsi ledit arrêté ne fait point obstacle à ce que la demande en radiation de ladite inscription soit portée, contrairement avec quel droit, devant les tribunaux, auxquels seuls il appartient d'en connaître;—Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 13 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.

MISE EN JUGEMENT.—MAIRE.—OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE.

Il n'est pas besoin d'autorisation pour la mise en jugement d'un maire inculpé d'arrestation arbitraire et d'abus d'autorité, pour avoir, en qualité d'officier de police judiciaire, fait arrêter et conduire devant les tribunaux une femme comme prévenue de vagabondage (5).

(Breslins.)

Du 13 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. Villemain.

18 nov. 1818 (aff. *Millard de Marigny*); 28 fév. 1820 (aff. *Turnier*).—Et quant à la compétence des tribunaux pour statuer sur la radiation des inscriptions hypothécaires qui lésent le trésor, voy. ordonn. des 13 fév. et 1^{er} mai 1816 (aff. *Boucher* et aff. *Johard*); 9 sept. 1818 (aff. *Bordeaux*).

(5) Ainsi décidé encore par ordonn. du 20 nov. 1822 (aff. *Larabande*). C'est là, du reste, un point constant de jurisprudence administrative. V. ordonnance du 5 janv. 1817 (aff. *de Chazelle*), et la note; 23 janv. 1820 (aff. *Lecorde*); 22 fév. et 24 nov. 1821 (aff. *Fauvonnais* et aff. *Fatilleux*).

DOMAINES NATIONAUX. — DÉCOMPTÉ. — HÉRITIER. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont seuls compétents pour statuer sur la question de savoir si un particulier pourrait en paiement d'un décompte, comme étant aux droits de l'acquéreur d'un domaine national, a, ou non, la qualité d'héritier ou d'ayant cause de cet acquéreur, la décision sur le décompte demeurant d'ailleurs réservée à l'autorité administrative (1).

(Rouen — C. Domaines.)

Du 13 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Jarre et Huart-Duparc.

SUCCESSION. — DESHERÉCE. — CRÉANCIER. — COMPÉTENCE.

C'est devant les tribunaux qui doit être portée l'action intentée contre l'Etat par le créancier d'une succession en dés hérence, à l'effet de la faire reconnaître la validité de son titre contre cette succession (2).

(Pillet — C. préfet de la Seine.)

Louis, etc. : — Considérant que la succession du sieur Tiver a été dévolue à l'Etat, à titre de dés hérence; que l'opposition de la dame Pillet avait pour unique objet de faire reconnaître la validité de son titre contre ledit sieur Tiver, représenté par l'Etat et non de faire statuer sur la créance que ledit sieur Tiver pouvait avoir à réclamer contre l'Etat; — Considérant que cette dernière réclamation ne peut être jugée que par l'autorité administrative, mais que l'action de la dame Pillet, dans les limites sus énoncées, est du ressort des tribunaux; — Art. 1^{er}. L'arrêt de confirmation pris par le préfet du département de la Seine, le 25 juill. 1822, est annulé.

Du 13 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

COMMUNAUX. — USURPATIONS. — SOUMISSION. — DÉCHÉANCE.

Des usurpateurs de biens communaux ne sont plus admissibles à faire la soumission des biens qu'ils ont usurpés et à profiter du bénéfice de l'ordonnance du 23 juin 1819, lorsque cette soumission, au lieu d'être un acte spontané et volontaire de leur part, n'est que la suite et l'exécution forcée d'un jugement contradictoire qui les a condamnés à restituer les biens usurpés (3).

(Peyrie et consorts — C. comm. de Pians.)

Du 13 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Jacquemin et Odilon-Barrot.

FOURNITURES. — COMPAGNIE. — COMPENSATION. — SOCIÉTÉ. — PAIEMENT.

Le ministre de la guerre ne peut pas opposer en compensation à la compagnie chargée d'une fourniture, les répétitions qu'il pourrait exercer contre le chef de cette compagnie personnellement; il peut seulement constituer ce dernier en débat, et transmettre

(1) Principe constant. V. la note qui accompagne le décret du 30 juin 1813 (aff. Piotville-Cormenin). — V. aussi supra, l'ordonn. du 16 janv. 1822 (aff. Serreventau).

(2) V. dans la même espèce, l'ordonn. du 21 mai 1817 (aff. Régie des domaines).

(3) Il faut induire de cette solution, que lorsque les choses sont entières, une commune ne peut re-

tre son compte au ministre des finances pour faire exercer une retenue égale à son débit sur les fonds lui restant dans les ordonnances délivrées.

Le sous traitant qui représente les bons relatifs au service d'une place, ayant droit, aux termes du décret du 12 dec. 1806, d'être payé directement du montant des fournitures par lui faites, l'entrepreneur principal ne peut comprendre ces fournitures dans son compte.

(Compagnie Delté.)

Du 13 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Crouseilles.

APPEL. — SIGNIFICATION. — DOMICILE ÉLU.

Un acte d'appel n'est pas valablement signifié au domicile élu dans la signification du jugement, lorsque ce dernier acte ne contient pas commandement tendant à l'exécution (4).

(Ferret-Lagrange — C. Lapomardé.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'acte d'appel doit, aux termes de l'art. 446 du Code de proc., être signifié au domicile, à peine de nullité; — Considérant que l'appel ne peut être valablement signifié, dans le cas de l'art. 584, même Code, au domicile élu par l'exploit de signification de jugement, qu'autant que cette signification contient un commandement préparatoire à l'exécution; — Considérant que l'exploit du 12 mars 1822, enregistré le 16, par lequel le domicile a été élu pour le sieur Ferret-Lagrange en la maison de M^{re} Botton, avoué à Marennes, ne contient qu'une signification pure et simple du jugement sans aucun commandement; que l'élection de domicile est même faite sans aucune déclaration; que ce domicile élu fut substitué au domicile réel, à l'effet d'y recevoir actes et significations; d'où il suit que l'appel signifié à ce domicile élu par les époux Lapomardé est irrégulier et nul; — Déclare nul l'appel interjeté par les époux Lapomardé, etc.

Du 14 nov. 1822. — Cour roy. de Poitiers. — Concl. conf., M. Allard-Saint-Ange, substit.

PÉREMPTION. — INDIVISIBILITÉ.

La demande en péremption d'instance est indivisible; en conséquence, elle est inadmissible, lorsque plusieurs parties étant en cause, elle n'a été intentée qu'à l'égard de quelques-unes d'entre elles (5).

(Dubuisson — C. Boland.)

Du 15 nov. 1822. — Cour roy. de Poitiers.

1^{re} HYPOTHEQUE LÉGALE. — PRESCRIPTION.

— TIERS DÉTENTEUR. — INTERRUPTION.

2^{de} SAIRIE IMMOBILIÈRE. — OPPOSITION. — MOYEN DU FOND.

1^{re} La prescription court contre la femme mariée, après la dissolution du mariage, à raison de son hypothèque légale, quoiqu'elle soit dispensée d'inscription contre tout autre créancier hypothécaire. — Ainsi, la femme mariée qui, dans les dix ans de la

fusor aux détenteurs qui ont présenté une soumission régulière, la bénéficie de l'ordonn. du 23 juin 1819. C'est également la conséquence qu'en l'ère M. de Cormenin. Quest. de droit admin. (4^e édit.), 1^{re} Communes, § 26, ad notes.

(4) V. dans le même sens, Cass. 25 vend. an 12; 28 oct. 1811, et les notes; Carré, n. 2010; Berriat, p. 527.

(5) V. conf., Cass. 8 juin 1813, et la note.

mort de son mari, n'a pas formé une action interruptive contre le tiers détenteur des immeubles de ce dernier, lorsque ce tiers détenteur habitait le ressort de la Cour royale, avait juste titre et bonne foi, et de plus avait fait transcrire son contrat du vivant du mari, est déchu de tout droit de suite contre ce tiers détenteur. (Cod. civ., 2180 et 2265.) (1)

La sommation de purger faite au tiers détenteur n'équivaut pas à la sommation de payer ou de délaisser sous parie l'art. 2169, Cod. civ., et ne peut être considérée comme un acte interruptif de la prescription (2).

Le commandement de payer fait au curateur à la succession vacante du mari, étant étranger au tiers détenteur, n'est pas non plus un acte d'interruption.

Le commandement fait à l'acquéreur lui-même et la saisie immobilière pratiquée contre lui, n'ont pas pour effet d'interrompre la prescription des hypothèques légitimes, si le créancier hypothécaire s'en est désisté.

2° Le décret du 2 fév. 1811, qui n'admet pas la voie d'opposition en matière de saisie immobilière, est inapplicable au cas où l'opposition est fondée sur des moyens de fond. L'opposition ne doit être rejetée qu'autant qu'elle repose sur des moyens de forme (3).

(Roussel—C. Benoit, Gosse et autres.)—ANALYSE.

LA COUR :—Attendu en fait, que le contrat de vente fait par Roussel à Martin, père de la dame Benoit, le 11 sept. 1804, a été transcrit; que Roussel vendeur, est décédé le 16 sept. 1811; que depuis cette époque jusqu'au 17 oct. 1821, les époux Benoit, représentant Martin, ont joui des immeubles que leur auteur avait acquis de bonne foi, et sur juste titre; que les réclamants habitent dans le ressort de la Cour d'appel, dans l'étendue de laquelle lesdits immeubles sont situés, et que la possession des époux Benoit n'a point été interrompue par l'un des moyens prescrits par la loi;—Attendu, en droit, que les nouvelles lois sur le régime hypothécaire ne portent aucune abrogation des lois antérieures relatives à l'extinction des hypothèques;—Que l'art. 56 de la loi du 11 brum. an 7, ne dérogeait qu'aux anciennes lois constitutives d'hypothèques, et à celles qui concernent le mode de les consolider et de les purger;—Que l'art. 202 de la loi du 9 mess. an 3, disposait même textuellement que les hypothèques s'éteignaient par la prescription; et l'art. 228 de la même loi, que les lois et statuts concernant les prescriptions seraient exécutés;—Que le Code civil n'a modifié l'ancienne législation à cet égard, qu'en fixant le point de départ de la prescription du tiers détenteur, à compter seulement du jour de la transcription de son contrat;—Que de même que, sous l'empire de l'édit de 1771, les oppositions au sceau n'avaient pas la vertu d'interrompre le cours de la prescription du tiers acquéreur qui ne purgeait pas, s'il n'était pas inquiété par une demande en déclaration d'hypothèque, de même aussi, sous l'empire du Code civil, la simple inscription n'a pu interrompre,

au préjudice du tiers acquéreur, le cours de la prescription;—Que cette maxime est même consacrée par l'art. 2180;—Que quoiqu'en l'inscription dure dix ans, et que l'hypothèque légale existe sans inscription au delà de ce terme, ni l'une ni l'autre ne peuvent avoir l'effet de proroger l'hypothèque au delà de l'époque qui leur est assignée par la loi;—Attendu qu'en matière de prescription, l'hypothèque légale dispense d'inscription ne peut pas produire plus d'effet que l'hypothèque ordinaire suivie d'inscription;—Que l'hypothèque est un droit réel conféré sur un immeuble pour sûreté du paiement d'une créance; qu'elle est considérée comme l'accessoire de cette créance, et qu'elle cesse lorsque la dette s'éteint par l'un des moyens déterminés par la loi;—Que l'inscription n'est que le complément de l'hypothèque, et que la femme ou le créancier, par leurs hypothèques, de quelque nature qu'elles soient, n'ont que le droit de s'adresser, pour être remplis de leurs créances, sur les immeubles soit de leur débiteur, soit du tiers détenteur qui n'a pas purgé; mais que ce droit s'éteint nonobstant les inscriptions prises par le créancier, lorsqu'il a laissé écouler, à l'égard du tiers acquéreur, et sans interpellation judiciaire, le délai de dix ou vingt ans, fixé par la loi pour opérer la prescription, et qu'il doit en être de même quant à l'hypothèque légale de la femme mariée, en faveur de laquelle la loi n'a pas fait d'exception;—Qu'il ne faut pas confondre le mode de purger les hypothèques, avec leur extinction par la prescription;—Qu'en suivant les formalités nécessaires pour purger, le tiers acquéreur s'affranchit des hypothèques, mais en payant jusqu'à concurrence du prix de son contrat;—Qu'au contraire, par l'extinction résultant de la prescription, il repose entièrement le créancier, sans faire aucun paiement;—Qu'en un mot, pour purger, il faut remplir certaines formalités; mais que pour prescrire, il ne faut que laisser écouler le temps déterminé par la loi;—Qu'ainsi les dispositions législatives qui régissent ces deux objets distincts ne peuvent être confondues;—Que des motifs ci-dessus il résulte que, lorsqu'un délai de plus de dix ans, d'après les dispositions des art. 2180 et 2265 du Code civil, s'est écoulé, soit depuis la transcription, soit, dans l'espèce, depuis la mort du vendeur, jusqu'à la demande formée par le créancier, la prescription est acquise, et le tiers détenteur ne peut plus être inquiété;

Attendu que la sommation faite à Benoit par les héritiers Roussel, le 23 fév. 1821, de notifier son contrat d'acquisition, en exécution des jugement et arrêt des 5 août 1818 et 25 avril 1820, ne peut être assimilée aux actes interruptifs de la prescription, dont parlent les art. 2244 et 2245 du Code civil, ni à la sommation de payer ou de délaisser, prescrite par l'art. 2169;

Que le commandement du 23 août 1821 a été fait au curateur à la succession vacante de Roussel père, et qu'il est étranger aux époux Benoit, auxquels on ne peut l'opposer;

Qu'on ne peut pas davantage leur opposer les sommation, notification et saisie des 27 août, 9, 10 et 11 oct. suiv., puisque les héritiers Roussel

(1) Sie, Tropieuz, des Priv. et Hypoth., t. 4, n° 885.—V. aussi Dalloz, Rec. alph., v° Hypoth., p. 425, n° 28; et Merlin, Répert., v° Inscrit. hyp., § 3, n. 2.

(2) Mais la sommation de payer ou de délaisser, elle-même, pour qu'elle puisse être considérée comme interruptif de la prescription, ne doit pas être tombée en péremption par défaut de poursui-

tes pendant trois années. V. à cet égard, nos observations sur un arrêt de la Cour royale de Toulouse du 22 mars 1821 et les autorités qui y sont rappelées. V. aussi Boigues, 19 juill. 1841.

(3) V. conf., Bruxelles, 3 janv. 1813, et la note. V. aussi pour le droit actuel depuis la loi nouvelle du 2 juil. 1811, un arrêt de Rouen du 4 juil. 1842 et nos observations.

s'en sont désistés, et que ces actes ne peuvent produire d'effet et constituer le tiers détenteur en mauvaise foi, pas plus qu'une citation en conciliation, non suivie d'une assignation en justice, donnée dans les délais de la loi...

Sur l'appel du jugement du 23 mars : — Attendu que la voie de l'opposition contre les jugemens rendus par défaut, est autorisée par les art. 157 et 158 du Code de proc., et qu'elle n'est interdite en matière de saisie immobilière que relativement aux jugemens par défaut, rendus sur des demandes en nullité de procédure, ce qui résulte du décr. du 2 fév. 1811 ; qu'il ne faut pas confondre les jugemens par défaut en matière de saisie immobilière avec les jugemens rendus en matière d'ordre, qui sont réputés contradictoires et contre lesquels l'opposition est non recevable ; — Attendu que la demande formée contre Gosse ne se rattachait point à des vices de forme ou à des demandes en nullité de procédure ; qu'elle était une demande en garantie dans le cas où le moyen de prescription invoqué par les époux Benoit serait accueilli ; qu'ainsi l'opposition au jugement du 16 février était recevable, et que le jugement du 23 mars suivant est mal rendu : — Donne acte aux époux Benoit de ce qu'ils s'en rapportent sur l'opposition formée par Gosse et joints au jugement du 16 fév. dernier ; — Accorde pareillement acte à Gosse et joints, de ce que sur l'appel des héritiers Roussel contre les époux Benoit ils s'en rapportent ; — Et statuant sur les appels et oppositions précédemment joints, en ce qui concerne l'appel des héritiers Roussel contre les époux Benoit, — Met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet ; — Condamne les héritiers Roussel en l'amende de 10 fr. ; — Sur l'appel de Gosse et joints contre lesdits héritiers Roussel, met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 16 nov. 1822. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Pres., M. Aroux. — Concl., M. Bergasse, av. gén. — Pl., M. Tbil et Chéron.

1^o MOTIFS DE JUGEMENT. — JUGEMENT PAR DÉFAUT.

2^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — VÉRIFICATION.

3^o SAISIE IMMOBILIÈRE. — LÉGALISATION. — ADJOINT. — EXTRAIT. — CAHIER DES CHARGES.

1^o Un jugement qui, statuant par défaut contre le saisi, rejette ses moyens de nullité, considérant que les nullités sont mal fondées, et que le saisi, en ne comparaisant pas, est censé y avoir renoncé, ne peut être annulé par défaut de motifs, en ce que les juges, n'ayant rien à vérifier, n'étaient pas obligés d'indiquer de motifs sur le fond. (Cod. proc. civ., 141.)

2^o L'art. 150, Cod. proc., qui exige la vérification de la demande, avant de l'adjuger, est applicable seulement au cas où c'est le défendeur qui fait défaut, en sorte que lorsque c'est le demandeur qui fait défaut, le défendeur doit être renvoyé de la demande sans qu'il soit nécessaire de faire aucune vérification (1).

3^o La signature de l'imprimeur, placée au bas de l'extrait d'une saisie immobilière insérée dans le journal de département, est valablement légalisée par l'adjoint ou l'empêchement du maire. La délégation ou l'empêche-

ment du maire sont présumés de droit. (Cod. proc. civ., 683) (2)

L'insertion de l'extrait d'une saisie immobilière au tableau de l'auditoire du tribunal, doit être constatée, à peine de nullité de la saisie, par un procès-verbal. — Un certificat du greffier délivré depuis l'instance engagée, et une mention de l'insertion mise aussi par le greffier au bas du procès-verbal de la saisie, ne constateraient pas légalement l'insertion. (Cod. proc. civ., 681.)

La dépôt au greffe du cahier des charges, n'est pas suffisamment constaté par un acte énonçant que l'avoué du poursuivant a produit au greffe le cahier des charges. (Cod. proc., 697.)

(Cautani—C. G.)—ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui touche le moyen de nullité proposé par le saisi contre le jugement dont est appel : — Considérant que celui-ci ne se présentait pas pour soutenir sa demande, les juges n'ont eu rien à vérifier, et ont suffisamment motivé le rejet de ladite demande, en déclarant que les nullités n'étaient pas fondées, et que le demandeur, en ne comparaisant pas, le reconnaissait lui-même implicitement ;

Considérant, sur lesdites nullités reproduites en cause d'appel : — Que la signature de l'adjoint de la mairie d'Alaccio, pour légalisation de celle de l'imprimeur du journal de ladite ville, contenant l'extrait de la saisie, est dite donnée pour le maire ; — Que l'art. 683 du Code de proc. civ., en prescrivant cette légalisation par le maire, ne s'oppose pas à ce qu'elle soit valablement faite par l'adjoint agissant pour ce dernier, et en faisant, en ce, les fonctions, la délégation ou le cas d'empêchement du maire devant alors être sous-entendus ;

Mais considérant que l'insertion de l'extrait de la saisie dans un tableau de l'auditoire du tribunal et dans les trois jours de l'enregistrement, est prescrite par l'art. 682, et l'est par l'art. 717, à peine de nullité ; — Qu'il n'apparaît pas légalement, dans l'espèce, que cette formalité ait été remplie dans le délai déterminé ; — Que valablement, dit-on pour le poursuivant, que la loi ne fait pas en ce cas, une obligation au saisissant de constater l'insertion par un procès-verbal ; il suffit, pour la nécessité de la preuve de l'accomplissement de cette formalité essentielle quant à la publicité, que la loi l'ait commandée à peine de nullité ; — Considérant que le certificat, délivré depuis l'instance engagée, par le greffier, et attestant que l'insertion a effectivement lieu, outre qu'il n'atteste pas même qu'elle ait été faite dans les délais voulus, ne peut pas être considéré, dans l'état, comme un acte authentique et de la nature de ceux qui peuvent, en pareil cas, remplir le vœu de la loi ; — Qu'il en est de même de la mention inscrite par le même greffier, au bas du procès-verbal de saisie, que l'extrait de la saisie a été remis et affiché conformément au prescrit de l'art. 682 ;

Considérant que l'art. 697 exige que le cahier des charges soit déposé au greffe quinze jours au moins avant la première publication, formalité prescrite aussi à peine de nullité par l'art. 717 ; — Que, pour en justifier, le saisissant représente un acte énonçant qu'il a produit au greffe le cahier des charges ; mais un acte de produit n'est pas un acte de dépôt : le cahier des charges doit

(1) Ce principe est consacré par la jurisprudence et admis par tous les auteurs. V. Cass. 18 avril 1820, la note et les autorités nombreuses qui y sont rappelées.

(2) V. dans la même sens, Cass. 25 fév. 1818 ; Besançon, 18 juill. 1811.

rester pour minute au greffe, et y devenir le jugement même d'adjudication, suivant l'art. 714: d'où il suit qu'il est inutile d'examiner si cet acte de production, non signé de l'avoué, qui y est dit l'avoir fait, et non enregistré dans les délais de la loi, peut, d'ailleurs, mériter la confiance de la justice; — Sans s'arrêter aux moyens de nullité proposés par le saisissant contre le jugement dont est appelé contre l'insertion de la saisie au journal du département; mais, statuant sur ceux invoqués en vertu des art. 682 et 697 du Code de proc. civ.; — Déboute Cantel de son opposition, etc.

Du 16 nov. 1822. — Cour roy. de Corse. — Prés., M. Daliguy. — Concl., M. Tamlet, av. gén. — Pl., MM. Vidau et Milente.

MARIAGE. — DONATION. — TRANSCRIPTION.

Du 18 nov. 1822 (aff. Vieillecasquez). — Cour roy. d'Agen. — V. cet arrêt au 8 nov. même année.

ACTION DOMANIALE. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — CONSEIL DE PRÉFECTURE.

Du 18 nov. 1822 (aff. de Piré). — Ordonn. en cons. d'Etat. — V. cette décision *supra*, à la date du 13 nov.

TIERS DÉTENTEUR. — SOMMATION. — PÉREMPTION. — DÉLAI.

La sommation prescrite par l'art. 2169, *Cod. civ.*, n'est pas atteinte par la péremption de trois mois, lorsque cette sommation a été faite à une époque où le commandement au débiteur originaire n'était pas lui-même tombé en péremption, c'est-à-dire lorsqu'il s'est écoulé moins de trois mois entre le commandement et la sommation, bien que plus de trois mois se soient écoulés entre la sommation et la saisie (1).

(D.... C. B....) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu en ce qui concerne la demande en nullité en la forme de la sommation signifiée aux appels, comme tiers détenteurs des biens ayant appartenu au sieur Palejoy, que cette demande a été uniquement soutenue devant la Cour, sur les motifs pris de la péremption du commandement signifié au débiteur originaire, pour défaut de poursuite dans les trois mois à dater dudit commandement; que la péremption du commandement portée par l'art. 674 du Code de proc., met bien le créancier dans l'obligation de faire signifier un nouveau commandement avant de procéder à la saisie immobilière, mais ne saurait entraîner la nullité de la sommation faite au tiers détenteur; qu'en effet, cette sommation régulière faite au tiers détenteur au moment où le commandement signifié au débiteur originaire était dans toute sa force, n'a pu être anéantie par la péremption du commandement, attendu qu'aucune disposition de la loi n'a étendu à la sommation qui concurre le tiers détenteur, la règle tracée par l'art. 674, qui con-

cerne le commandement; que ces deux actes étant différents dans leurs formes et dans leurs effets, on ne saurait étendre à l'un les dispositions qui régissent l'autre; que même l'art. 2176 du Code civil, a soumis le tiers possesseur à la restitution des fruits, à compter de la sommation qui lui a été faite, à moins que les poursuites n'aient cessé pendant trois ans, auquel cas il faudrait une sommation nouvelle, ce qui indique bien clairement que la première sommation, régulièrement faite, ne se perime pas, du moins pendant ces trois années; — Confirme, etc.

Du 20 nov. 1822. — Cour roy. de Nîmes.

AUTORISATION DE COMMUNE. — CONSEIL D'ÉTAT (POURVOI AU). — MAIRE. — DÉPENS.

Le maire qui a figuré seulement comme habitant intervenant dans une instance intéressant sa commune, n'a pas qualité pour se pourvoir au conseil d'Etat dans l'intérêt de celle-ci, sans l'autorisation du conseil municipal. Il doit en conséquence être condamné personnellement aux dépens (2).

(Fourton — C. Delabonrey.)

Du 20 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., MM. Loiseau et Guénay.

EAU (COURS D'). — RIVIÈRES FLOTTABLES. — CUBAGE. — COMPÉTENCE.

Un préfet est compétent, à l'égard des rivières seulement flottables et non navigables, de même qu'à l'égard des canaux et simples cours d'eau, pour prescrire le curage de la rivière, et en répartir la dépense entre les riverains, au moyen de rôles rendus par lui exécutoires, sauf au cas de contestations, recourir au conseil de préfecture et par suite au conseil d'Etat (3).

(Duvivier et autres.)

LOUIS, etc.; — Considérant que la rivière d'Anjon est flottable, mais non navigable; qu'aux termes de la loi du 14 flor. an 11, l'administration doit pourvoir au curage des capots et rivières non navigables; que les rôles de répartition des dépenses doivent être dressés sous la surveillance du préfet, et rendus exécutoires par lui; que les contestations relatives au recouvrement des rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection des travaux doivent être portées au conseil de préfecture, sauf la recourir au gouvernement, qui décidera en conseil d'Etat;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit élevé, le 12 oct. 1821, par le préfet de la Haute-Marne, est approuvé.

Du 20 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Guichard.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX. — POUDRERIE. — OPPOSITION.

Les poudreries établies par le gouvernement ne sont pas du nombre des établissements dont la création ou le transfèrement peuvent être

public, et que dès lors, les dépenses d'entretien et de curage semblent devoir être mises à la charge de l'Etat. V. dans ce sens David, *Cours d'ouv.* t. 1^{er}, n. 273. — Néanmoins, M. Proudhon, *Domaines public.* n. 861 et suiv., n'hésite pas à se prononcer dans le sens de la solution ci-dessus. Il se fonde sur ce que la loi du 30 flor. an 10, à laquelle on peut ajouter celle du 11 frim. an 7 (art. 2) ne met à la charge de l'Etat que l'entretien des rivières navigables, tandis que la loi du 14 flor. an 11, met à la charge des riverains le curage des cours d'eau non navigables.

(1) V. sur ce point et ses analogues, les observations qui précèdent un arrêt de la Cour de cassation du 9 mars 1836. — V. aussi la note qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour roy. de Limoges du 24 août 1821, et les autorités qui y sont indiquées. — *Adde*, Bourges, 19 juil. 1841.

(2) Il est d'ailleurs de principe que le conseil municipal doit être appelé à délibérer sur toutes les actions intéressant la commune. V. l'art. 19 de la loi du 18 juil. 1837, n. 10.

(3) La difficulté naît de ce que les rivières, même seulement flottables, font partie du domaine

l'objet d'opposition par la voie contentieuse devant le conseil d'Etat (1).

(Dejalbre et consort.)

Du 20 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.

ROULAGE. — PLAQUE (BÉNAÏT DE). — COMPÉTENCE.

C'est à l'autorité administrative et non aux tribunaux qu'il appartient de connaître de la contravention résultant du défaut de la plaque prescrite par l'art. 34 du décret du 23 juin 1806 (2).

(Contrevenants de Châteauroux.)

Louis, etc. : — Vu les procès-verbaux dressés, les 15, 18, 20, 27 et 30 avril, 2 et 13 mai 1820, par le préposé du pont à bascule de Châteauroux, département de l'Indre, contre divers individus dont les voitures ont été rencontrées sur les routes royales, n° 23 et 171, sans être munis, conformément à l'art. 34 du décret du 23 juin 1806, d'une plaque indicative des noms, prénoms et domiciles des propriétaires ; — Vu l'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Indre, du 16 août 1820, qui s'est déclaré incompétent pour prononcer sur les contraventions ; — Vu les jugements du tribunal de première instance saisi à Châteauroux, chambre correctionnelle, par lesquels jugemens ce tribunal s'est également déclaré incompétent pour prononcer sur ladite contravention ; — Vu le décret du 23 juin 1806, concernant le poids des voitures et la police du roulage ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 38 du décret du 23 juin 1806, toutes les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution dudit décret, et notamment sur le poids des voitures, sur l'amende et sa quotité, seront portées devant le maire de la commune, et par lui jugées sommairement et sans frais ; que ces décisions seront exécutées provisoirement sans le recours au conseil de préfecture, comme pour les matières de voirie, selon la loi du 9 flor. an 10 ; — Considérant qu'il résulte de ces dispositions que la répression des contraventions dont il s'agit, aurait dû être jugée administrativement, et qu'ainsi, le tribunal de Châteauroux, s'est avec raison déclaré incompétent pour en connaître ;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Indre du 16 août 1820, est annulé ; — 2. Le préfet du département de l'Indre continuera les poursuites commencées contre les contrevenants, en observant les formes prescrites par l'art. 38 du décret du 23 juin 1806.

Du 20 nov. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé.

COMMUNAUX. — VENTE. — SECONDES HERBES.

Du 20 nov. 1822 (aff. Commune de Sauvigney). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même déci-

(1) La création ou le transfèrement des poudres doivent en effet dans ce cas être considérés comme des dispositions qui intéressant la sûreté ou la défense du territoire. V. dans ce sens ardon. 19 mars 1823 (aff. Segond); Macarel, *Atel. inst.*, p. 113. — Les fabriques particulières de poudre ou de matières fulminantes, ont du reste été rangées dans la première classe par l'ordonnance réglementaire du 25 juin 1823.

(2) Une ordonnance du 5 nov. 1823 (aff. Pierre), a jugé cette question en sens contraire. Mais la jurisprudence du conseil d'Etat comme celle de la Cour de cassation s'est depuis fixée dans le sens de la solution ci-dessus. P. ord. des 22 janv. 1823 (aff. Ministre de l'intérieur; 17 mars 1825 (aff.

siou que par l'ordonnance du 8 mai 1822 (aff. Fagedet).

MISE EN JUGEMENT. — MAIRE. — OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE.

Du 20 nov. 1822 (aff. Larbaniès). — Même décision que par l'ordonnance du 13 nov. 1822 (aff. Brébins.)

JURÉ. — IVERRES.

Lorsqu'un juré ne peut, par l'état d'ivresse où il s'est volontairement mis, occuper sa place parmi les jurés, ni en contracter, ni en remplir les obligations, il y a lieu de lui appliquer l'amende de 500 fr., prononcée contre le juré qui ne se rend pas à son poste, à renvoyer l'affaire à une autre session, et à le condamner aux frais du renvoi, sans préjudice des dommages-intérêts de l'accusé. (Cod. inst. crim., 396, 398, 355 et 406.) (3)

(Varin.)

Le 22 nov. 1822, le sieur Delaunay est traduit devant la Cour d'assises de Rouen.

Au nombre des douze jurés se trouvait le sieur Pierre-Juste Varin, cultivateur.

Avant l'ouverture des débats, il a été constaté que le sieur Varin ne pouvait occuper sa place au banc du jury, contracter, ni remplir les obligations de juré, à cause de l'état d'ivresse dans lequel il s'était volontairement mis.

Dans ces circonstances, la Cour d'assises a rendu l'arrêt suivant :

ARRÊT.

LA COUR ; — Vu les art. 406, 396, 398 et 355 du Code d'inst. crim., dont lecture a été donnée à haute voix, par le président ; — Après en avoir délibéré et opté à voix basses, condamne Pierre-Juste Varin, cultivateur et propriétaire domicilié en la commune de Criquiers, canton d'Aunale, arrondissement de Neufchâtel, à l'amende de 500 fr., pour n'avoir pu, par l'état d'ivresse dans lequel il s'est volontairement mis, ni occuper sa place au banc des jurés, ni en contracter et remplir les obligations ; renvoie l'affaire de Jean-Louis Delaunay à la session prochaine, condamne ledit Varin à tous les frais occasionnés par ce renvoi ; donne acte à Delaunay de sa demande en dommages-intérêts contre ledit Varin.

Du 22 nov. 1822. — Cour d'assises de Rouen.

TÉMOINS EN MATIÈRE CIVILE. — REPROCHES. — NOTIFICATION.

Un fonctionnaire public, spécialement un percepteur, qui a délivré, en ce qui concerne le procès, un extrait des registres dont il est dépositaire, n'est pas reprochable comme ayant donné un certificat sur le point en litige (4).

Foinier ; 4 mai 1826 (aff. Falcon), etc. ; Cass. 16 mars 1827 ; 15 fév. 1828. V. également Cormenion, *Droit admin.* (4^e édit.), n° Voirie, § 5. n. 4. Serrigny, *Compét. et proc. admin.*, t. 2, n. 677. « Cette contravention, dit ce dernier auteur, est de la compétence du conseil de préfecture, car bien qu'elle ne détériore pas la route, elle pourrait assumer l'imposition à ceux qui la dégradent. L'obligation dont il s'agit est donc une mesure de grande voirie. »

(3) V. à cet égard nos observations sous ce arrêt aol. en sens contraire, de la Cour de cassation, du 14 pluv. an 8 (aff. Griedard).

(4) Sic. Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 110.

Le fermier de l'une des parties en cause n'est pas non plus reprochable comme témoin (1). On ne peut se refuser à l'audition d'un témoin sous prétexte qu'un de ses prénoms a été omis dans la notification prescrite par l'art. 251, Cod. proc. (2).

(D'Hervilly — L. Lematie.) — ARRÊT.

LA COUR : — En ce qui touche le reproche proposé par la veuve Lematie contre Moutet, Delavenno et Lematie, fondé sur ce qu'ils ont donné au comte d'Hervilly, avant leurs dépositions, des certificats sur des faits relatifs au procès : — Considérant que si l'art. 253 du Code de proc. permet de reprocher les témoins qui ont donné des certificats sur les faits relatifs au procès, le législateur n'entend parler que de faits particuliers non constatés par les registres publics; que dans l'espèce, les certificats délivrés par les témoins susnommés ne sont que des extraits de la matrice du rôle, qui peuvent être demandés par tous contribuables; qu'ils les ont délivrés en qualité de fonctionnaires publics, c'est-à-dire comme percepteurs et répartiteurs de la commune; qu'ils ne pouvaient les refuser, et que, par conséquent, ces certificats ne sauraient donner lieu à aucun reproche : — En ce qui touche le reproche proposé contre Pothier, Moutet, Delavenno et Lematie, fondé sur ce qu'il sont les fermiers du comte d'Hervilly : — Considérant que la loi n'admet point ce fait au nombre de ceux qui peuvent motiver le reproche d'un témoin : — En ce qui touche le reproche particulier proposé contre Lematie et résultant de ce que l'un de ses prénoms n'a pas été notifié à la veuve Lematie : — Considérant que l'art. 261 du Code de proc., n'exige pas expressément dans la notification les prénoms des témoins; qu'il suffit que ceux-ci y soient suffisamment désignés par leurs noms, professions et demeures, ce qui a lieu dans l'espèce : — Sans s'arrêter ni avoir égard à ces reproches dans lesquels la veuve Lematie est déclarée mal fondée : — Ordonne, etc.

Du 22 nov. 1822. — Cour roy. d'Amiens.

PREUVE PAR ÉCRIT (COMM. DE). — INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

Un interrogatoire sur faits et articles peut servir de commencement de preuve par écrit. (Cod. civ., 1347 et 1354.) (3)

(Robigny — C. Guidet.)

Du 23 nov. 1822. — Cour roy. d'Amiens.

COMMUNAUX. — TERRES VAINES ET VAGUES. — PROPRIÉTAIRE. — ECCLESIASTIQUES. — POSSESSION.

Du 23 nov. 1822 (aff. Comm. de Vaux-sous-Corbis). — Cour roy. d'Amiens — F. l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} juin 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DERNIER RESSORT. — DÉPENS. — ACQUISITION.

Le jugement qui prononce sur une valeur indéterminée, peut être frappé d'appel sur le seul chef relatif aux dépens, encore qu'ils

s'élèvent à moins de 1000 fr., et qu'il y ait acquiescement sur le fond (4).

(Ponbeau — C. Ponbeau.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que la fin de non-recevoir est prise de ce que, l'exécution du jugement étant consentie au principal, l'appel n'a eu lieu que pour les frais taxés à 226 fr.; — Mais que le procès avait pour objet la propriété de divers héritages d'une valeur indéterminée, et que, les dépens n'en étant que l'accessoire, le jugement n'a pu être en dernier ressort sur aucun des points litigieux, etc.

Du 25 nov. 1822. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Sallé. — Pl., MM. Deseglise et Fravaton.

HUISSIER. — EXPLOIT. — INTÉRÊT PERSONNEL.

Un huissier ne peut instrumenter dans son intérêt personnel. (Cod. proc., 66.) (5)

Il ne peut notamment signifier un exploit d'appel dans une instance en revendication intentée contre un tiers à qui il n'a rendu, avec promesse de garantie, l'immeuble objet de la contestation.

Mais l'acte d'appel signifié par lui en pareil cas, est valable à l'égard de l'appelant, copropriétaire de l'immeuble, qui ne tient pas ses droits de l'huissier, mais seulement s'est rendu acquiescent en même temps que lui et dans les mêmes termes.

(Chatenet et Courtois — C. Vignaud.)

La veuve Vignaud avait vendu sans formalités judiciaires, au sieur Chatenet et à l'huissier Dupuis, des immeubles appartenant à ses enfants mineurs. — Ultérieurement Dupuis avait aliéné au sieur Jean Courtois la portion par lui acquise. — Les enfants Vignaud, devenus majeurs formèrent contre le sieur Chatenet et les héritiers Courtois, une action en revendication de ces biens. — Les héritiers Courtois appelèrent Dupuis en garantie.

Par jugement du 19 juill. 1821, le tribunal de Civrai, statuant sur la demande principale, ordonna la remise des immeubles aux enfants Vignaud. — Chatenet et les héritiers Courtois, ayant interjeté appel de ce jugement, firent signifier l'acte d'appel par l'huissier Dupuis.

Les enfants Vignaud ont demandé la nullité de cet acte, attendu qu'un huissier ne pouvait instrumenter dans une cause qui l'intéressait personnellement. Ils ont invoqué à l'appui de ce système, la défense faite aux huissiers, par l'art. 66 du Code de proc., d'exploiter pour ses parents et alliés. — Si l'on a craint, ont-ils dit, qu'en pareil cas l'huissier n'offrit pas des garanties suffisantes, à plus forte raison doit-on le craindre, lorsque cet officier ministériel est lui-même personnellement intéressé.

Les appelants ont opposé l'art. 1030 du Code de proc., aux termes duquel aucun exploit ne peut être déclaré nul, si la nullité n'en est formellement prononcée par la loi. — Ils ont en outre, objecté que Dupuis était sans intérêts puisque le jugement n'avait pas statué sur la demande en garantie.

(1) V. encore sur ce point et dans la même sens, Chauveau sur Carré, *ubi supra*, quest. 1115.

(2) V. dans un sens contraire, Rennes, 21 janv. 1812; mais voy. la note qui accompagne cette décision.

(3) V. conf., Cass. 15 juin 1824, et la note.

(4) Conf., Bordeaux, 14 août 1829. — Toutefois, voy. comme anal. en sens contraire, Cass. 28 nov. 1826. V. aussi sur ce point, Chauveau sur Carré, *Lus de la proc.*, quest. 356 quater.

(5) V. conf., Pau, 7 juill. 1813, et la note. — V. aussi Merlin, *Repert.*, v^o Huissier, § 1^{er}, n. 15; Carré, *Lois de la proc.*, note sur l'art. 66, et quest. 2401; Favard de Langlade, *Repert.*, v^o Ajournerment, § 5, n. 1; Bioche et Gouin, *Dictionn. de proc.*, v^o Huissier, n. 109. — Il a même été jugé que l'huissier ne peut instrumenter pour la personne dont il est mandataire général et spécial, Cass. 24 nov. 1817, et la note.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'il est justifié au procès que l'huissier Dupuis, par lequel a été notifié l'acte d'appel dont il s'agit, a un intérêt personnel dans la contestation, puisque ayant, dans le principe, acquis comme les appelans des biens des intimés, vendus sans formalités de justice, il a par la suite, et avec promesse de toute garantie, transmis les objets par lui acquis à Courtois, père de l'un des appelans, et que celui-ci, attaqué en déstât par les intimés, a exercé son recours en garantie contre ledit Dupuis, et dénoncé son recours aux intimés; que ledit Dupuis a, d'après cela, son intérêt identifié à celui de Courtois, dont il est le garant; et qu'en exploitant pour celui-ci relativement à l'objet du procès qui donne lieu à la garantie contre lui, c'est comme s'il exploitait pour lui-même; — Considérant qu'art. 66 du Code de proc. prohibe, à peine de nullité, à l'huissier d'instrumenter pour ses parens et alliés à certains degrés indiqués; qu'à plus forte raison, il ne peut instrumenter pour lui-même ou dans son intérêt personnel; — Considérant que si l'huissier Dupuis se trouve avoir un intérêt identifié à celui de Courtois, il n'y a rien de commun entre ces intérêts et ceux des appelans, avec lesquels il ne se trouve point en même position qu'avec ledit Courtois; d'après quoi il ne peut y avoir nullité de l'appel dont il s'agit qu'en ce qui concerne Courtois; — Déclare l'exploit d'appel nul en ce qui concerne Courtois seulement; — Rejette l'exception de nullité en ce qui concerne les autres appelans, etc.

Du 26 nov. 1822. — Cour roy. de Poitiers. — Prés., M. de Bernard, p. p. — Concil., M. Labady, av. gén. — Pl., MM. Bigen et Brechard.

ENQUÊTE. — TÉMOINS. — DÉLAI.

Il n'est pas nécessaire que la notification à la partie, du nom et de la demeure des témoins soit faite trois jours avant l'audition. — Les trois jours fixés par l'art. 261, Cod. proc. civ., ne sont prescrits que pour l'assignation de la partie (1).

(Bouquet — C. Gaulier.)

Du 28 nov. 1822. — Cour roy. de Poitiers. — Prés., M. Barbault de Lamotte. — Pl., MM. Boncenne et Foucher.

ENDOSSEMENT. — ÉCHÉANCE.

Une lettre de change peut être valablement transmise par voie d'endossement après son échéance, et cet endossement conserve tous les effets d'un endos commercial. (Cod. comm., 136.) (2)

(Mercadier — C. Bardon.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'art. 136 du Code de comm., porte que « la propriété des lettres de change se transmet par l'endossement, » que cet article ne distingue pas le cas où l'endossement est postérieur à l'échéance de celui où il a une date antérieure; qu'en effet, l'échéance ne change pas plus l'effet de l'endossement que la nature de la lettre de change; que prétendre que l'endossement fait à cette époque n'opère plus qu'un transport civil, serait supposer que la loi reconnaît deux espèces d'endossement, l'un commercial, et l'autre purement civil, ce qui n'est

écrit dans aucune des dispositions du Code, et ne résulte d'aucun de ces articles; — Attendu que, dans l'espèce, quand bien même l'endossement postérieur à l'échéance ne constituerait qu'un transport civil, la déclaration qu'invoquent les sieurs Bardon frères pourrait être opposée au sieur Mercadier, puisqu'elle n'a acquis une date certaine qu'un an après la signification au tireur, du protêt et du défaut d'acceptation; — Attendu que, quand bien même cette déclaration ne serait pas le résultat d'un plan concerté entre Raufaste-Jaume, père et fils, et les frères Bardon, ce que l'on pourrait induire des faits de la cause, elle ne pourrait pas opérer la libération de ces derniers; mais qu'il en résulterait seulement que, par suite de certaines affaires et obligations communes, lesdits Raufaste étaient détenteurs et dépositaires de la lettre de change dont s'agit, et que Mercadier l'avait reçue d'eux de bonne foi, et sans avoir connaissance de la déclaration susdite, laquelle, au surplus, lui était absolument étrangère; lesdits Bardon sont tenus d'acquiescer le montant de la lettre de change, qu'ils doivent s'imputer d'avoir laissée entre les mains desdits Raufaste, si, contre toute apparence, ils étaient libérés à cet égard; — Sans s'arrêter aux conclusions, tant principales que subsidiaires, des parties de Castels (Bardon frères); — Les démet de leur appel, etc.

Du 29 nov. 1822. — Cour roy. de Toulouse. — Prés., M. d'Aldeguier. — Concil., M. Cavalie, av. gén. — Pl., MM. Amilhau et Férat.

PÉREMPTION. — INTERRUPTION. — FIN DE NON-RECEVOIR. — INDIVISIBILITÉ.

Des propositions d'arrangement à l'amiable, faites par une partie à son adversaire et justifiées par écrit, ont pour effet d'interrompre la péremption (3).

Les fins de non-recevoir contre une demande en péremption d'instances sont indivisibles, si elles sont acquises à l'un des défendeurs, elles profitent à tous (4).

(Chol et Savole — C. D.)

Du 29 nov. 1822. — Cour roy. de Lyon.

TRIBUNAL DE COMMERCE. — FEMME. — CAUTIONNEMENT. — COMPÉTENCE.

Le tribunal de commerce, saisi d'une demande intentée contre une femme, en exécution d'un cautionnement par elle souscrit pour son mari, est incompétent pour statuer sur la validité de ce cautionnement; si elle est contestée par la femme, le tribunal civil est à cet égard seul compétent (5).

(Flageol — C. Sedille.)

Du 30 nov. 1822. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delaméthérie. — Pl., M. Mater.

NOVATION. — DETTE COMMERCIALE. — COMPÉTENCE.

Du 30 nov. 1822 (aff. Cardon). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 21 fév. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

(1) La jurisprudence n'est fixée en sens contraire. V. le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne l'arrêt de la Cour de Turin du 25 juin 1810.

(2) V. conf., Cass. 28 nov. 1821, et les nombreux arrêts indiqués à la note. V. aussi, Bruxelles, 14 janv. 1822.

(3) V. conf., Florence, 28 juin 1812, et la note, ainsi que les autorités auxquelles elle renvoie.

(4) V. conf., Cass. 6 juin 1813; Metz, 26 avril 1820, et les notes.

(5) V. dans le même sens, Riom, 22 nov. 1806; Nîmes, 12 mars 1826.

VENTE DE MARCHANDISES. — RÉCEPTION.

— DIMINUTION DE PRIX.

Le refus par l'acheteur de recevoir la marchandise à l'époque convenue pour la livraison, par le motif que cette marchandise ne serait pas conforme aux échantillons, n'opère pas la résolution de la vente, si l'époque n'a pas été expressément stipulée dans le contrat, comme condition résolutoire.

L'acheteur peut encore, après son refus, obliger le vendeur à lui livrer de la marchandise conforme aux échantillons, ou à souffrir une diminution de prix sur celle qu'il a offerte et qui serait inférieure à celle des échantillons.

(Orcel — C. Peschier) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'en matière de vente de marchandises et objets mobiliers, la non-livraison ou la non-réception de l'objet vendu, à l'époque convenue pour la livraison, n'opère de plein droit, la résolution du marché qu'autant que ladite époque a été expressément stipulée dans le contrat comme condition résolutoire; qu'à défaut, elle ne peut donner lieu qu'à une simple mise en demeure, conformément à l'art. 1181 du Code civ.; — Considérant que rien de semblable n'avait été convenu dans le marché dont il s'agit, et qu'il résulte des circonstances de la cause que si la dame Orcel, appelante, ne reçoit pas la marchandise au déchargement, ce fut parce qu'elle ne la trouva pas conforme aux échantillons, ce qui, loin de rendre non recevable sa réclamation ultérieure en justice, en est, au contraire, la justification; — Considérant qu'étant convenu en fait, que la marchandise offerte par le sieur Peschier, intimé, est d'une qualité inférieure aux échantillons par lui remis à l'appelante et d'après lesquels le prix avait été déterminé, l'appelante a le droit de la refuser, et qu'en donnant l'option au sieur Peschier d'en livrer d'une qualité égale aux échantillons ou de souffrir une réduction sur le prix, dans le cas où il ne livrerait que celle qu'il a déjà offerte, elle ne fait rien que de conforme aux principes du contrat de vente, d'après lesquels le vendeur doit livrer la marchandise de la qualité qu'il a promise; — Considérant que, dans le cas où le sieur Peschier refuserait de livrer, il doit à l'appelante une juste indemnité; — Emendant, condamne le sieur Peschier à livrer à la dame Orcel, la quantité de neuf mille quatre cents à neuf mille huit cents kilogrammes d'acquisitions, conformément aux échantillons remis, si mieux n'aime livrer la même quantité d'acquisitions du chargement du navire le *Saint Raphaël*, sauf dans ce dernier cas, réduction sur le prix pour la qualité inférieure; — Et faute par le sieur Peschier de faire l'une ou l'autre de ces livraisons, le condamne à payer à la dame Orcel 400 fr. pour dommages-intérêts, ainsi fixés d'office, etc.

Du 2 déc. 1822. — Cour roy. d'Aix. — Prés., M. Fabry. — Pl., MM. Percin et Tass.

MISE EN JUGEMENT. — CONSEILLERS MUNICIPAUX.

Du 2 déc. 1822 (aff. Cons. mun. de Casagnotes). — Ordonn. en cons. d'Etat. — V. cette décision ci-après, à la date du 4 déc.

(1) C'est ce qui est enseigné par les auteurs. V. Pothier, de la Vente; Merlin, Rép., v. Faculté de rachat, n. 5; Duvergier, de la Vente, tom. 2, n. 62. Et cela résulte comme conséquence de ce principe, maintenant admis en jurisprudence (V. Cass. 18 mai 1813, et la note), que la propriété véritable et celle est transmise par la vente faite à pacte

RÈMÉRÉ. — DONATION. — POSSESSION.

Lorsque l'acquéreur d'un immeuble à pacte de rachat a donné, par un acte entre-vifs qui a reçu les formalités de l'insinuation, cet immeuble à un tiers, en s'en réservant l'usufruit, le vendeur ne peut, s'il exerce la faculté de rachat, diriger son action contre l'acquéreur seulement, bien que celui-ci soit en possession à titre d'usufruitier; il doit aussi appeler le tiers auquel l'immeuble a été donné (1).

(Verchelle — C. de Roquetaillade). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en point de droit, la vente à pacte de rachat transmet la propriété à l'acquéreur; qu'elle ne diffère de la vente pure et simple qu'en ce qu'elle est résoluble par l'exercice du réméré; que cela est si vrai, que la prorogation du terme du rachat, après son expiration, constituerait un véritable acte d'aliénation, sujet au droit proportionnel (décision du grand juge et du ministre des finances du 19 nov. 1809); que cela résulte encore d'une décision du ministre des finances du 13 frim., d'après laquelle, lorsqu'un acquéreur à pacte de rachat meurt avant l'expiration du terme fixé pour le réméré, les héritiers de cet acquéreur doivent le droit de mutation par décès, à raison de l'immeuble sujet à rachat, encore que le retrait soit exercé par le vendeur avant la déclaration qui a dû être fournie des biens de la succession de l'acquéreur; qu'il suit de là que la pleine propriété réside sur la tête de l'acquéreur; que par conséquent, il peut la transmettre à un tiers; que dans ce cas, on ne pourrait admettre, sans méconnaître le droit de propriété, que le rachat peut être exercé valablement avec le premier acquéreur, sans le concours du propriétaire actuel, et que c'est avec juste raison que Pothier et l'auteur du Répertoire de jurisprudence ont enoncé en principe que, quand l'usufruit d'un immeuble vendu à pacte de rachat était séparé de la propriété, il fallait que le rachat fût exercé à la fois contre le propriétaire et contre l'usufruitier; — Attendu, en point de fait, que par la donation du 18 nov. 1769, l'abbé de Laperonne transmet au sieur Julien de Roquetaillade tous les droits qu'il avait à la propriété du domaine de Malperie; que le sieur Verchelle, vendeur eut connaissance de cette donation par l'acte notarié que le sieur Alibert, créancier du sieur de Roquetaillade, exerçant les droits de son débiteur, lui fit signifier le 15 avril 1776, pour lui inhéber d'exercer le rachat entre les mains de l'abbé de Laperonne; que c'est vainement que la partie de Trintignan prétend que cet acte n'était pas rapporté, il ne saurait être d'aucune influence; les circonstances de la cause se réunissent au contraire, pour attester son existence; que la cession de l'engagement d'un acte contenant déclaration et protestation, à la date du 15 avril 1776, prouvée par le certificat du receveur de l'enregistrement de Saint-Afrique, rapproché des énonciations contenues dans les actes du procès soutenu par Alibert contre les sœurs de feu le sieur Julien de Roquetaillade, ne permettent pas de douter qu'il n'ait été réellement signifié; que d'ailleurs, ladite partie de Trintignan a eu une connaissance légale de la donation par l'insinuation qui en fut faite dans trois bureaux différents; qu'en droit, la for-

du rachat. Or, puisque l'acquéreur à pacte de rachat est réellement propriétaire, il transmet réellement la propriété à celui à qui il vend ou donne l'immeuble par lui acqui, et dès lors, celui-ci étant aux droits de l'acquéreur primitif, il a sensu rigoureux que le réméré ne peut s'exercer en son absence.

malité de l'insinuation, introduite pour prévenir les fraudes et garantir les intérêts des tiers, l'avait été aussi pour fixer d'une manière irrévocable les droits du donataire, et les mettre à l'abri des atteintes que le donateur aurait pu vouloir y porter; que d'après cela, elle devait avoir l'effet nécessaire de donner à l'acte une publicité légale telle que nul ne pût prétendre l'avoir ignorée, pour faire maintenir les conventions par lui faites avec le donateur au préjudice du donataire; que par conséquent, elle eût suffi, indépendamment des autres circonstances de la cause, pour rendre ladite partie de Trintignan inexcusable d'avoir racheté le domaine de Roque-tailhada, sans avoir appelé le feu sieur de Roquetaillada, donataire de ce domaine; — Que l'on ne saurait s'arrêter au moyen pris de ce que la donation par l'exercice du rachat pouvant se convertir en une somme d'argent dont le sieur de Laperonne avait l'usufruit, et dont par suite, il pouvait disposer à son gré, il devenait indisponible de la faire notifier au demandeur, parce que la vérité est que la donation était d'un immeuble, et que, sous ce rapport, la translation de propriété était suffisamment connue dudit vendeur, soit par l'insinuation, soit encore par le susdit acte postérieur du 15 avril 1776, et que l'on pourrait considérer comme tenant lieu de notification, ayant été faite par un créancier du donataire, qui avait fait saisir tous les biens de ce dernier, et y avait compris ledit domaine de Malperé; — Attendu, néanmoins, que si la partie de Trintignan a exercé irrégulièrement le rachat, elle a néanmoins suffisamment manifesté son intention de rentrer dans sa propriété; qu'ainsi la demande en délaissement formée par les parties de Durand ne saurait être accueillie; mais que, reconnaissant que le rachat a été mal exercé, il y a lieu de condamner ladite partie de Trintignan à payer le prix de la rente de 1788 arriérées parties de Durand; — Attendu, quant à la fixation de ce prix, qu'il doit être par l'acte même de vente, qui l'a fixé à 5,000 fr., parce que si, au lieu d'exercer le rachat avec l'abbé de Laperonne, le sieur Vernhettes l'eût exercé avec Julien de Roquetaillada, celui-ci eût été obligé d'y consentir, moyennant le remboursement de 5,000 fr.; que les héritiers ne peuvent pas demander que ce prix soit porté à 6,410 fr., se fondant sur un acte qu'ils prétendent devoir être considéré comme non avenu; — Par ces motifs, sans s'arrêter à l'appel incident des parties de Durand dont il les a démis et démet; disant quant à ce droit sur l'appel principal, — A réduit et fixé le prix du rachat à la somme de 5,000 fr., et aux frais et loyaux-coûts; — Ordonne l'exécution du jugement dont est appel à concurrence de cette somme, etc.

Du 3 déc. 1822. — Cour roy. de Montpellier.
— Pl., MM. Trintignan et Durand.

DEPOT. — RESTITUTION. — HÉRITIÉR.

Lorsqu'un dépôt a été fait entre les mains d'une personne, pour être remis à un tiers, et que le déposant vient à mourir, avant que la remise ait été effectuée, cette remise ne cesse pas pour cela de devoir être faite à la personne indiquée, nonobstant la réclamation des héritiers du déposant, si d'ailleurs le dépôt est le résultat d'une convention synallagmatique, telle que le déposant lui-même

n'eût pas été libre de le retirer à son gré (1).
(Molinier — C. Simon.) — Annér.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1924 du Code civ. le dépositaire d'un dépôt au-dessus de 150 fr., non prouvé par écrit, en est cru sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en fait l'objet, soit pour le fait de la restitution; — Que par les déclarations de M^{re} Grellon, dépositaire, contenues dans les actes du procès, et faites verbalement à la Cour, il résulte 1^o que les billets et lettres de change réclamés par les héritiers Simon, ont été déposés entre ses mains par feu Simon, avec le concours de Pierre Molinier, en sa qualité de père et tuteur de Marie Molinier; — 2^o Que le dépôt a été fait à la charge par le dépositaire de remettre les effets déposés, soit à ladite Molinier, soit audit Simon, selon que certaines conditions, arrêtées entre les parties, se réalisaient ou non; — 3^o Que le dépositaire a pris envers les deux parties l'engagement de donner audit dépôt la destination convenue; — 4^o Enfin, que les conditions se sont accomplies en faveur de la mineure Molinier; — Que les déclarations du dépositaire se rattachant au fait même du dépôt, foi pleine et entière doit être accordée auxdites déclarations, d'après lesquelles il est impossible de ne pas regarder le dépôt dont il s'agit comme fait conjointement par Simon et par Molinier, autant dans l'intérêt de l'un que dans celui de l'autre; — Qu'il suit de là que le dépôt, quoique consistant en des objets originellement appartenant à Simon, n'était plus à la libre disposition de ce dernier, parce que les billets avaient été par lui endossés, et parce que le dépôt avait été fait aussi dans l'intérêt d'un tiers, lequel avait un égal droit éventuel aux choses déposées, ensuite de la convention qui, n'ayant rien d'illicite ni d'illegal, doit être exécutée; — Qu'à moins de l'accomplissement, en sa faveur, de la condition, Simon n'aurait pu réclamer la restitution du dépôt sans le consentement de Molinier, qui était intervenu au contrat, et au profit duquel le dépositaire s'était aussi expressément engagé; — Qu'il n'aurait pu d'autant moins après, que, par le résultat des événements prévus lors du contrat, la remise du dépôt devait être faite à Marie Molinier; — Que les droits des héritiers de feu Simon ne peuvent être plus étendus que ceux de leur auteur; — Qu'enfin les art. 1930 et 1944 du Code civil sont sans application dans l'espèce actuelle, vu qu'ils supposent le dépôt fait seulement dans l'intérêt du déposant, et sans aucun engagement particulier par lui contracté envers des tiers; — Par ces motifs, faisant droit à l'appel, — Ordonne que M^{re} Grellon, lors du premier commandement qui lui en sera fait, remettra audit Molinier les billets, lettres de change et numéraire détaillés dans la déclaration qu'il fit en réponse à l'acte du 24 oct. 1821.

Du 3 déc. 1822. — Cour roy. de Nîmes. — Prés., M. Colonna d'Istria. — Concl., M. de Serin, f. f. d'av. gén. — Pl., MM. Viger et Mascaron.

NOTAIRE. — HONORAIRES. — TAXE.

La partie qui a réglé amiablement les honoraires d'un notaire est non recevable à réclamer la taxe. — La taxe ne peut être requise qu'à défaut de règlement amiable. (L. du 25 vent. an 11, art. 51.) (2)

(1) F. sur ce point et comme analogue, Cass. 22 nov. 1819, ainsi que les autorités analysées dans la cour de l'article.

(2) V. dans le même sens, Cass. 17 mars et 27 mai 1829; Paris, 21 avril 1808, 15 avril 1809, les notes et les autorités qui y sont indiquées.

(Perrot—C. Ragon.)

M^r Ragon, notaire, à Pontoise, avait été chargé de divers recouvrements pour le compte du sieur Perrot. — 6 mars 1820, le sieur Ragon présente un état des honoraires; le sieur Perrot lui alloue et approuve l'état. — La gestion du notaire continue. Des contestations s'élèvent entre le mandant et le mandataire.

En cet état, le sieur Ragon signifie au sieur Perrot un compte général, dans lequel il évalue ses honoraires pour tout le temps de la gestion; et il porte comme article, désormais à l'abri de toute contestation, le règlement fait à l'amiable, le 6 mars 1820, pour les honoraires antérieurs à cette époque.

Le sieur Perrot soutient, au contraire, que nonobstant le compte arrêté par lui, le 6 mars 1820, il a droit de demander que les honoraires pour la gestion antérieure à cette époque soient soumis à la taxe. Il se fonde sur ce que le droit qu'ont les parties de faire taxer les frais et honoraires des officiers ministériels tient à l'ordre public; et, qu'ainsi, un règlement amiable n'ôte pas à la partie le droit de requérir la taxe.

28 mars 1822, jugement du tribunal civil de Pontoise, ainsi conçu : « Attendu que les honoraires ont été volontairement et à l'amiable fixés par les parties dans le compte de 1820, et que la loi du 25 vent., concernant l'organisation du notariat, n'autorise la taxe en justice des honoraires des notaires, que dans le cas où ils n'auraient été fixés à l'amiable entre eux et les parties, déclare réguliers les comptes présentés par M^r Ragon, les 6 mars et 2 juill., et les enérine. »

Appel de la part du sieur Perrot. — Il soutient que la taxe est la seule voie légale de faire fixer les honoraires des notaires; qu'à la vérité, les parties peuvent, si elles le jugent convenable, les régler amiablement; mais qu'un règlement semblable n'est pas obligatoire, eu ce sens qu'elles ne puissent plus recourir à la voie de la taxe, établie par la loi, non-seulement dans l'intérêt des clients, mais aussi dans l'intérêt de l'ordre public, qui se trouverait compromis, si des officiers que la loi investit d'une grande confiance, et dont la moralité doit être à l'abri de tout soupçon, pouvaient exiger des honoraires exorbitants et se faire un titre contre leurs clients, des règlements surpris à leur bonne foi; que d'ailleurs, un notaire est toujours sans intérêt à s'opposer à la taxe, puisqu'il est sûr d'obtenir par cette voie, la juste indemnité de ses travaux.

ANUËT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers, met l'appellation au néant, et condamne le sieur Perrot aux dépens.

Du 4 déc. 1822. — Cour roy. de Paris — 2^e ch. — Prés., M. Agier. — Concl., M. Jaubert, av. gén.

RÈMÈRE.—TUTEUR.

La faculté de rémère donne lieu à une action purement mobilière, qui peut être exercée par le tuteur, sans autorisation du conseil de famille (1).

(Chabautier—C. Clermont.)

Du 4 déc. 1822. — Cour roy. de Riom.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — PÉREMPTION.

L'acte sous seing privé, par lequel un débiteur

acquiesce dans les six mois à un jugement par défaut rendu contre lui, mais qui n'a acquis de date certaine qu'après l'expiration des six mois, rend non recevable l'action en péremption de la part du tiers, dont les droits sont postérieurs à l'époque où l'acquiescement a acquis date certaine (2).

(Thiollière—C. créanciers Rigollo.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les enclenchures prises sur l'appel, par les frères Thiollière embrassaient trois créances dont il est énoncé : la première, celle des nommés Tardy père et fils; la seconde celle d'Antoine Revier, et la troisième celle de Trabuco; — Attendu, en ce qui concerne la première, qu'il est constant, eu fait, que le 22 juin 1813, les père et fils Tardy ont obtenu par défaut un jugement de condamnation contre Rigollo, jugement qui n'a été suivi dans les six mois, que d'un commandement en expropriation forcée, mais en vertu duquel, et avant l'expiration de ce délai, ils ont pris inscription hypothécaire sur les biens de leur débiteur, et que ce dernier, par acte authentique du 22 mars 1817, a reconnu l'existence dudit jugement et a donné son acquiescement; — Attendu que le commandement en expropriation forcée n'a pu empêcher la péremption du jugement; qu'il est plutôt une acte préalable d'exécution qu'une exécution même, et que la circonstance que, dans cet exploit, l'huissier a déclaré parler à la personne du débiteur, n'est point une preuve suffisante que celui-ci a reconnu l'existence du jugement; — Attendu que la jurisprudence, en interprétant les art. 136 et 158 du Code de proc., a généralement admis qu'un acte d'acquiescement, donné par le débiteur après l'expiration des six mois, avait l'effet de maintenir le jugement par défaut et d'en empêcher la péremption, mais que cette règle ne peut avoir son application que dans le cas où des tiers n'auraient point admis de droits certains avant l'acquiescement; — Attendu qu'il est prouvé qu'aucun des créanciers qui ont opposé la péremption n'avait obtenu de jugement de condamnation au 22 mars 1817, jour de l'acquiescement donné par Rigollo au père et fils Tardy, ni de titre authentique qui constatât leurs droits à cette même époque; — Attendu qu'il en résulte que la créance des frères Thiollière, représentant les père et fils Tardy, ne peut être contestée, et qu'ils doivent être maintenus dans la collocation ouverte à leur profit dans le tableau d'ordre; — Attendu, en ce qui touche la deuxième créance...; — Attendu, relativement à la troisième créance provenant de Trabuco, que le jugement du 6 mai 1814, quoique prononcé par défaut contre Rigollo, n'a été suivi, dans les six mois de sa date, d'aucun acte d'exécution, mais que, par une déclaration qui a eu une date certaine le 14 déc. 1816, Rigollo a acquiescé audit jugement; — Attendu que, par cette déclaration, bien qu'elle n'ait été faite qu'après le délai de six mois, le jugement a été maintenu dans tous ses effets, et que les tiers intéressés ne pourraient lui opposer le défaut d'exécution qu'autant qu'ils auraient acquis des droits certains avant ledit acquiescement; — Attendu qu'il a été reconnu entre les parties, et qu'il est établi par l'examen des pièces, qu'aucun créancier contredisant ne se trouvait dans cette position et n'a-

doctrina et de jurisprudences qui accompagnent un arrêt en sens contraire de la Cour de cass. du 6 avr. 1840. V. aussi Cass., 26 avr. 1814 et la note.

(1) F. sur ce point, l'arrêt de la Cour de cassation du 5 déc. 1826, rendu sur la pourvoi formé dans la même affaire.

(2) La question est controversée. V. le résumé de

valet de droits acquis au 14 déc. 1816;—Prononce que le jugement du 21 juin 1821 est mis à néant; Émettant, — Que les collocations des sieurs Thiollière seront maintenues, etc.

Du 4 déc. 1822.—Cœur roy. de Lyon.—2^e ch. —Prés., M. de Montivill.—Pl., M. Verdun et Menu.

BAC.—SUPPRESSION.—DOMAINE DE L'ÉTAT.—MISE EN POSSESSION.

Le ministre des finances est compétent pour autoriser la régie des domaines à prendre possession d'un bac et des objets servant à son exploitation, après estimation de leur valeur.

— Vainement le possesseur alléguerait-il avoir acquis à titre onéreux. (L. du 25 août 1792, art. 6.) (1)

(Hospice de Bourg-Saint-Andéol — C. Contributions indirectes.)

Le 21 nov. 1821, décision du ministre des finances qui autorise les agents du domaine à prendre possession d'un bac sur le Rhône, dont l'hospice de Bourg-Saint-Andéol était en jouissance.

La commission administrative s'est pourvu contre cette décision, en alléguant que l'hospice avait acquis le bac dont il s'agissait en 1688, à titre onéreux, de la ville de Bourg-Saint-Andéol, laquelle le tenait des anciens seigneurs du Viviers, concessionnaires primitifs. — Elle soutenait que les lois de 1792 et de l'an 7 ne s'appliquent pas aux bacs acquis à titres onéreux et perpétuels.

Louis, etc.;—Considérant que l'art. 9 de la loi du 25 août 1792 a supprimé les droits exclusifs de bacs sur les fleuves et rivières; que la loi du 6 frim. an 7 a déclaré d'une manière absolue que les passages publics, sur les rivières et canaux, ne peuvent appartenir à des particuliers, et doivent être régis par les agents du domaine; qu'aux termes de l'art. 6 de ladite loi, les preposés de la régie doivent prendre possession des objets servant à l'exploitation de ces passages, après estimation de la valeur desdits objets, que dès lors, notre ministre des finances, par sa décision du 21 nov. 1821, où sont réservés les droits de l'hospice à l'estimation précitée, a statué complètement et fait une juste application de la loi; — Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 4 déc. 1822.—Ordonn. en cens. d'Etat. — Rapp., M. Villemain. — Pl., MM. Guichard et Cochin.

HOSPICES.—BAIL.—EAUX THERMALES.—COMPÉTENCE.

Les contestations élevées entre un hospice et

son fermier, relativement à l'exécution d'un bail d'eaux thermales appartenant à l'établissement charitable, sont de la compétence des tribunaux (2).

(Hospice de Bagnères—C. Marthe.)

L'hospice de Bagnères réclama contre un arrêté du conseil de préfecture qui avait accordé au sieur Marthe, adjudicataire du bail d'un bain d'eaux thermales appartenant à l'hospice, le dégrèvement qu'il demandait.

Louis, etc.;—Considérant qu'il ne s'agit, dans l'espèce, que de questions relatives à l'exécution prétendue d'un bail, lesquelles ne peuvent être résolues que par les règles du droit commun, dont l'application appartient aux tribunaux ordinaires;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du 6 nov. 1821, est annulé. — 2. Les parties sont renvoyées à se pourvoir devant les tribunaux ordinaires, si elles s'y croient fondées.

Du 4 déc. 1822.—Ordonn. en cens. d'Etat. — Rapp., M. Villemain.—Pl., M. Darrieux.

PRISES MARITIMES.—TRIBUNAL DE COMMERCE.—COMPÉTENCE.

Le tribunal de commerce est compétent pour prononcer entre le capteur d'une prise et l'administration de la marine, sur un paiement de parts de prises, que le capteur prétend avoir fait, et dont l'administration conteste la validité (3).

(Boulen—C. Ministre de la marine.)

Le sieur Boulen était poursuivi en restitution de la somme de 5,959 f. 8 c., due pour parts de prise à l'équipage du corsaire le *Neptune*. — Il prétendait s'en être libéré, et par ce motif demandait l'annulation de la contrainte. — Le ministre concluait au renvoi devant les tribunaux de commerce.

Louis, etc.;—Vu l'art. 106 du règlement du 2 prair. an 11;—Vu l'art. 191 du Code de comm.; Considérant qu'il s'agit dans l'espèce, de poursuites exercées contre le sieur Boulen, aux fins de paiement de parts de prise qu'il prétend avoir effectuées, et dont l'administration conteste la validité, comme ayant été fait en violation de l'art. 106 du règlement du 2 prair. an 11; que le jugement de cette contestation appartient aux tribunaux de commerce;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Boulen est rejetée. — 2. Les parties sont renvoyées à se pourvoir devant les tribunaux ordinaires.

Du 4 déc. 1822.—Ordonn. en cens. d'Etat. — Rapp., M. Mallard.—Pl., M. Duclos.

(1) V. sur l'attribution exclusive des droits de bac au domaine de l'Etat, décret du 29 sept. 1810 (aff. Augros). V. aussi les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 24 fév. 1837.

(2) La compétence des tribunaux pour prononcer à l'égard des hospices, de même qu'à l'égard des communes, sur les difficultés relatives à l'exécution des baux, est un point constant en doctrine et en jurisprudence. V. ordonn. des 20 nov. 1815 (aff. Richon), et la note; 11 fév. 1820 (aff. Souhait); V. aussi le Répertoire des établissements de bienfaisances de MM. Durieu et Roche, v^o Baux, n. 22. Dans l'espèce ci-dessus, néanmoins, quelques doutes pouvaient naître de ce qu'il s'agissait d'un bail d'eaux thermales, et de ce qu'aux termes de l'arrêté du 3 flor. an 8, les difficultés relatives à l'exécution des baux étaient affirmées par l'Etat sont attribuées au conseil de préfecture. Mais il est reconnu

que cet arrêté ne dispose que pour les établissements appartenant à l'Etat. V. à cet égard, MM. Durieu et Roche, ubi supra, v^o Eaux thermales, n. 11.— Toutefois, cette circonstance nous paraît expliquer la réserve avec laquelle l'ordonnance ci-dessus se prononce sur la question de compétence qu'elle se tranche en faveur des tribunaux qu'en ce qu'il s'agissait, porte le texte, de questions de nature à être résolues d'après les règles du droit commun, tandis que les décisions que nous avons indiquées plus haut sont beaucoup plus explicites.

(3) Cette solution repose sur le principe qu'en matière de prises maritimes, l'administration n'a à statuer que sur les contestations qui touchent à des intérêts politiques. V. sur ce point, ordonn. des 18 avril et 7 août 1816 (aff. Eggs et aff. la Corsaire la Supérieure); 14 juill. 1819 (aff. Asétrino), et les notes.

MISE EN JUGEMENT. — CONSEILLER MUNICIPAL.

L'autorisation du gouvernement n'est pas nécessaire pour la mise en jugement des membres des conseils municipaux, à raison des faits relatifs à leurs fonctions (1).

(Conseil municipal de Cassagnolles.)
Lors, etc. : — Vu la lettre de notre procureur général près la Cour royale de Montpellier, qui, en transmettant à notre garde des sceaux une délibération du conseil municipal de la commune de Cassagnolles, département de l'Hérault, du 13 sept. dernier, laquelle aurait été dénoncée par le préfet de ce département comme attentatoire à l'ordre public et injurieuse pour divers fonctionnaires publics, demande l'autorisation de poursuivre l'adjoint au maire de Cassagnolles, et les membres du conseil municipal, signataires de ladite délibération; — Vu l'art. 75 de la loi du 22 frim. an 8; — Les décrets des 11 juin 9 août 1809;

Considérant que les membres des conseils municipaux ne sont point agés du gouvernement, et que, des lors, ils peuvent être poursuivis sans autorisation préalable;

Art. 1^{er}. Il n'y a lieu de statuer sur la demande d'autorisation, afin de poursuivre les membres du conseil municipal de Cassagnolles, signataires de la délibération du 13 sept. dernier. — 2. Notre procureur général, près la Cour royale de Montpellier, est autorisé à poursuivre l'adjoint au maire de Cassagnolles, à raison des faits contenus dans son rapport au conseil municipal de Cassagnolles et dans la délibération qui s'en est suivie le 13 sept. dernier.

Du 4 déc. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT. — RÉCEPTION. — DOL.

L'art. 105, Cod. comm., aux termes duquel la réception des marchandises et le paiement du prix de la voiture, éteignent toute action contre le voiturier, reçoit exception lorsqu'il y a eu dol et fraude de la part de ce dernier (2).

(1) La jurisprudence et les auteurs sont d'accord sur ce point. *V. ordonn. des 29 janv. 1823 (aff. Whif); 21 mai 1823 (aff. Martin)*, Cass. 20 mai 1822 et 6 mai 1826; Cormenin, *Droit adm.*, 4^e éd., v^o *Mises en jugement*, § 7; Chevalier, *Jurisp. adm.*, t. 2, p. 207; Henrion de Pansey, *du Pouvoir municipal*, ch. 11 et 12.

(2) *V. conf.*, Cass. 6 avril 1824. Toutefois, voy. Cass. 29 mai 1826.

(3) *V. dans le même sens*, Montpellier, 22 juin 1819, et 24 mai 1823. Néanmoins, la jurisprudence incline vers la doctrine contraire. *V. à cet égard*, le résumé qui accompagne la première de ces deux décisions.

(4) M. Rolland de Villargues, *Rep. du notari.*, v^o *Commencement de preuve par écrit*, n. 13, tout en émettant l'opinion que la signature d'un individu comme témoin instrumentaire, ne doit pas en général servir de commencement de preuve par écrit contre lui, approuve néanmoins comme formant une exception admissible, la solution ci-dessus. — *V. aussi dans le même sens*, Toullier, t. 3, n. 133.

(5) Cet arrêt est critiqué par Mangin, *de l'Act. publ.*, tom. 1, n. 192, dans cette double proposition qui en résulte : 1^{re} Que l'action publique contre les faux commis sur les actes de célébration de mariage ne peut être intentée qu'après que les tribunaux civils ont prononcé sur l'état des époux; 2^o que par cela seul que l'état d'un enfant peut être compromis par une poursuite en faux contre l'acte de célébration

(Radler — C. Chaigne.)

Du 5 déc. 1822. — Cour sup. de Liège

DOT. — INALIÉNABILITÉ. — DOT MÔLIÈRE. — SÉPARATION. — EMPLOI.

Le paiement de la dot mobilière, fait à une femme mariée sous le régime dotal, et séparée de biens, est nul, s'il n'en a pas été fait immédiatement emploi utile, alors même que le paiement n'aurait été effectué que d'après un procès-verbal d'ordre ne portant point condition de faire emploi (3).

(Peyreferry — C. Chabos.)

Du 6 déc. 1822. — Cour roy. d'Aix.

PREUVE PAR ÉCRIT (COMMERC.) — TÉMOIN INSTRUMENTAIRE.

La signature apposée à un acte de vente, passé devant notaire, en qualité de témoin instrumentaire, par l'ancien possesseur du bien vendu, peut servir contre lui de commencement de preuve par écrit pour établir qu'il avait lui-même antérieurement cédé ce fonds par voie d'échange au vendeur. (C. civ., 1347.) (4)

(Michandel — C. Delpech et Magut.)

Du 7 déc. 1822. — Cour roy. d'Agén.

DÉLAISSEMENT MARITIME. — REASSURANCE. — DÉLAI.

Du 7 déc. 1822 (aff. Comp. d'ass. génér. — C. Boulet). — Cour roy. de Rouen. — *V. cet arrêt avec celui de rejet du 1^{er} juin 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.*

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — FILIATION. — ÉPOUX. — FAUX.

Lorsqu'une plainte criminelle dirigée contre un officier de l'état civil, en ce qu'il aurait rédigé un faux acte de mariage, tend tout à la fois à faire déclarer non mariés les prétendus époux, et à faire priver de son état d'enfant légitime, un enfant né du prétendu mariage, il doit être sursis sur l'action criminelle jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les questions d'état (5).

de mariage de ses père et mère, on doit surseoir à cette poursuite jusqu'à un jugement définitif de l'état du cet enfant. Sur la première proposition, M. Mangin établit que bien loin d'ôter aux tribunaux criminels le droit de connaître des questions qui concernent l'état des époux, la Code civil et le Code pénal les ont investis du droit, non-seulement de prononcer directement sur les délits qui s'y rattachent, mais encore de déclarer l'existence, la validité des mariages, et de donner à leurs jugements la force et les effets de l'acte de célébration lui-même. *V. aussi dans ce sens*, Merlin, *Rep.*, v^o *Bigamie*, n. 2. *V. en outre*, Cass. 8 mai 1828. — Sur la seconde proposition, M. Mangin dit : « En déclarant que la preuve acquise par la voie criminelle de la célébration légale d'un mariage assure tous ses effets à l'égard des enfants issus de ce mariage, en ouvrant l'action criminelle à tous ceux qui ont intérêt à faire déclarer le mariage valable, et conséquemment aux enfants qui en sont nés, les art. 198 et 199 du Code civ. décident formellement que l'existence d'enfants sur lesquels peuvent rejaillir les conséquences de la décision que doit rendre le juge criminel, n'influe aucunement sur la compétence... L'erreur consacrée par l'arrêt paraît encore plus évidente, si l'on se reporte aux motifs des art. 326 et 327 du Code civil : leur but est d'empêcher des étrangers de s'introduire dans une famille, à l'aide d'une preuve testimoniale que les tribunaux criminels seraient forcés d'admettre, l'ar-

(Thérèse Bouzon et minist. publ. — C. Guy et Deroux.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il existe dans les registres de l'état civil de la commune de Lens-Lestang un acte à la date du 20 mars 1819, prétendu rédigé par le sieur Guy, maire de ladite commune de Lens-Lestang, exerçant les fonctions d'officier de l'état civil, exprimant que mariage était intervenu entre Louis-François Deroux et Thérèse Bouzon, et portant diverses signatures, notamment celle dudit Deroux et du maire Guy ; — Attendu qu'il existe dans les mêmes registres un acte à la date du 7 juill. 1822, prétendu rédigé par le sieur Guy, en sa qualité d'officier de l'état civil, exprimant qu'un enfant du sexe masculin serait né, le 6 juill., de François Deroux et de Thérèse Bouzon, son épouse ; — Attendu que l'acte civil de mariage susénoncé à la date du 20 mars 1819, a été argué de faux par Thérèse Bouzon, sur le motif qu'elle n'aurait point paru devant le sieur Guy, officier de l'état civil, pour contracter mariage avec Louis-François Deroux, et que d'ailleurs, ledit acte aurait été rédigé en l'absence de cet officier de l'état civil, lequel aurait ensuite signé sans l'assistance des parties ; — Attendu que la plainte en faux de Thérèse Bouzon, contre l'acte civil du 20 mars 1819, emporte en même temps une attaque contre l'état de l'enfant présenté à l'officier de l'état civil de la commune de Lens-Lestang, et inscrit sur les registres de cette commune, comme né de François Deroux et de Thérèse Bouzon son épouse, et ce, en ce sens que cette plainte tend à faire approuver l'acte d'enfant légitime que donne à l'enfant dont est accouchée la Bouzon, l'acte civil de mariage et l'acte de naissance précités ; — Attendu qu'en effet la plainte de la fille Bouzon repose sur le fait qu'il n'aurait point existé de mariage entre elle et François Deroux, et que par conséquent l'enfant dont elle est accouchée ne serait pas le fruit d'une union légitime, mais un enfant naturel ou illégitime ; — Attendu, d'ailleurs, qu'en soutenant qu'elle n'est point mariée, Thérèse Bouzon réclame contre l'état de femme que lui donne l'acte civil de mariage du 20 mars 1819, pour n'avoir que celui de fille, et aussi contre l'état de mari que donne le même acte à Deroux ; et qu'ainsi elle réclame encore, sous ce rapport, plusieurs suppressions d'état ; — Attendu qu'il est disposé par l'art. 326 du Code civil, que les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état, et par l'art. 327 que l'action criminelle contre un délit de suppression d'état, ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état ; — Attendu que ces principes ont été consacrés par divers arrêts de la Cour de cassation ; — Attendu qu'il doit être sursis à toutes nouvelles poursuites sur la plainte en faux de Thérèse Bouzon, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par les tribunaux civils, sur les questions d'état naissant de la plainte de la Bouzon ; — Par ces motifs, — Ordonne qu'il sera sursis à toutes poursuites criminelles, etc.

qu'on contraindre les tribunaux civils seraient obligés de la repenser. On voit que dans l'espèce qui était à juger, il ne s'agissait point de la matière sur laquelle ces articles ont été disposés.

(1) Cette question a été présentée comme résolue affirmativement par l'arrêt auquel elle se rattache, et, en effet, la Cour a admis la disposition testamentaire dont il s'agissait comme concourant à établir un commencement de preuve par écrit. Mais cet arrêt perd beaucoup de son autorité sur la question en ce qu'il existait en outre au procès d'autres

Du 9 déc. 1822. — Cour roy. de Grenoble. — Ch. d'acc. — Prés., M. Paganon. — Concl., M. Faure fils, av. gén.

PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENC. DE). — TESTAMENT. — LEGS. — CONCLUSE.

La disposition par laquelle un testateur lègue une somme déterminée à une personne, en paiement d'une dette qu'il aurait contractée envers elle, peut-elle, au cas où elle devient sans effet, comme disposition testamentaire, par suite du décès du légataire, être invoquée par les héritiers de celui-ci, comme formant commencement de preuve par écrit, à l'effet d'établir l'existence de la dette? (1) (Clamouse de Corsac — C. de Barreul.)

Du 9 déc. 1822. — Cour roy. de Nîmes.

PRIVILÈGE. — CONTRE-MAÎTRE.

Le contre-maitre ou chef ouvrier employé dans une mine, a droit au privilège accordé par l'art. 2101, Cod. civ., aux gens de service, pour leurs salaires de l'année échue et ceux de l'année courante (2).

(Dournay — C. Walter Rambourg et Gony. — ARRÊT.)

LA COUR ; — Considérant, quant au privilège réclamé par Walter, qu'il est justifié que ledit Walter n'a rempli que de simples fonctions de contre-maitre ou de chef ouvrier ; que, des lors, il peut, à juste titre invoquer le privilège que l'art. 2101 du Code civ., accorde aux gens de service quant à leurs salaires pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année ;... — Met l'appellation au néant, etc.

Du 10 déc. 1822. — Cour roy. de Colmar. — Prés., M. Millet de Chevers. — Concl., M. Gramer, subst. — Pl., MM. Baumlin, Gallet et Antoine Chaulfour.

SURENCHÈRE. — FRAIS. — PRIX.

Le surenchérisseur n'est pas obligé de comprendre, dans le dixième en sus du prix de la vente, les frais de transcription et de notification aux créanciers inscrits, lesquels frais qui ne sont pas des charges de la vente, bien que l'acquéreur se soit obligé par son contrat d'acquisition à supporter ces frais (3).

Il n'est pas nécessaire que la caution offerte au cas de surenchère, soit susceptible de contrainte par corps. En cette matière la caution est une caution légale, et non une caution judiciaire.

(Landrieu — C. Marquis.)

Du 10 déc. 1822. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. Dubourg. — Concl., M. Cailloué, f. d' av. gén.

DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION. — FORCLUSION.

En matière de distribution par contribution, les créanciers non produisant dans le délai d'un mois fixé par l'art. 660, Cod. proc., ne sont pas forclous, par la seule expiration de

documents, et des lettres, d'après lesquels la Cour s'est également et même en première ligne déterminée.

(2) Cet arrêt est rapporté avec beaucoup plus d'étendue dans un autre recueil, qui lui fait juger des questions sans intérêt, on qu'il ne juge pas en effet, — V. du reste, dans le sens de la solution ci-dessus, Metz, 14 mai 1820; Troplong, Prév. et App., tom. 1, n. 142. V. aussi les observations qui accompagnent un arrêt de Paris du 1^{er} août 1834.

(3) V. conf., Cass. 26 fév. 1822, et la note.

ce délai.—Ils peuvent utilement produire jusqu'au règlement provisoire. (Cod. proc., 660 et 663.) (1)

(Domaines.—C. Cochez et consorts.)

Le sieur Cochez avait formé une saisie-arrêt entre les mains du sieur Sapinaud, au préjudice du sieur N... — Plusieurs autres oppositions avaient déjà été faites entre les mains du sieur Sapinaud, par des créanciers du sieur N..., et notamment par la direction de l'enregistrement et des domaines.—On procède à la distribution par contribution des sommes saisies-arrêtées.

14 mai 1821, ordonnance qui autorise le sieur Cochez à sommer les créanciers opposants de produire.—5 avril, sommation aux créanciers, de la part du sieur Cochez.—La direction des domaines n'a produit, qu'après l'expiration du délai d'un mois, fixé par l'art. 660 du Code de proc. civ.; mais sa production a eu lieu avant la clôture du procès-verbal et la confection du règlement provisoire.

4 mars 1822, règlement provisoire, qui déclare la direction des domaines forclos, et l'exclut de la distribution, sur le motif qu'elle a produit après le délai d'un mois, à compter de la sommation, et par application de l'art. 660 du Code de proc.

La direction des domaines a demandé, devant le tribunal de la Seine, la réformation du règlement provisoire. Elle a soutenu que la disposition de l'art. 660 du Code de proc. civ., qui impose aux créanciers opposants, et à peine de forclusion, l'obligation de reproduire, dans le délai d'un mois, ne doit pas s'entendre en ce sens que, par cela seul qu'un mois s'est écoulé, sans production de la part d'un créancier, ce créancier soit nécessairement forclos; qu'au contraire, il faut entendre que le délai d'un mois est accordé à tout créancier pour faire sa production; qu'après ce délai, le juge-commissaire peut clore le procès-verbal, et prononcer la forclusion contre le créancier non produisant; mais que si la clôture du procès-verbal, et le règlement provisoire n'ont pas suivi immédiatement l'expiration du mois, et si, avant cette clôture, le créancier retardataire a fait la production, il ne doit pas être forclos.

18 mai 1822, jugement qui rejette ces moyens et qui maintient le règlement provisoire, par les motifs suivants : « Attendu qu'aux termes de l'art. 660 du Code de proc. civ., les créanciers doivent produire leurs titres, dans le mois de la sommation qui leur est faite, à peine de forclusion; que de cette disposition résulte, pour tous les créanciers sommés, l'obligation de produire dans le délai d'un mois, du jour de la sommation, sans égard au temps plus ou moins long qui peut s'écouler depuis l'expiration de ce délai jusqu'à la confection du règlement provisoire; que la Direction des Domaines a été régulièrement sommée de produire, et qu'elle ne peut imputer qu'à elle seule la déchéance qu'elle a encourue. »

Appel de la part de la direction des domaines.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 660 et 663 du Code de proc. civ., qu'un créancier n'est forclus de produire, en contribution, après l'expiration du mois, que

lorsque le commissaire a clos son procès-verbal et arrêté le règlement provisoire;—Faisant droit sur l'appel;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant;—Emendant, ordonne que la direction de l'enregistrement et des domaines sera colloquée dans la contribution Sapinaud, par privilège et préférence, et dans les termes de sa production, etc.

Du 11 déc. 1822.—Cour roy. de Paris.—2^e ch.—Prés., M. Agier,—Concl., M. Jaubert, av. gén.—Pl., M. Bonnetflis.

PRIVILÈGE.—FONDS DE COMMERCE.

Le vendeur d'un fonds de commerce n'a pas, au cas de faillite de l'acheteur, privilège pour le paiement du prix de la vente (2).

Par suite, il n'est pas non plus recevable à demander la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix.

(Mucine.—C. syndics Prudhon.)

Du 11 déc. 1822.—Cour roy. de Paris

SAISIE-ARRÊT.—CONSIGNATION.—SAISIE-EXÉCUTION.

Lorsqu'une somme réclamée par un créancier se trouve frappée, entre les mains du débiteur, d'une saisie-arrêt, le créancier ne peut, en se fondant sur son titre exécutoire, contraindre son débiteur, au moyen d'une saisie exécution, à consigner le montant de sa dette à la caisse des dépôts et consignations, tant qu'il n'a pas été statué sur la validité de l'opposition au paiement et sur la quotité de la somme qui devra être consignée (3). §

(Cazabonne.—C. Jacomet).—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu en fait, qu'il existe des cessions de la part de Bourdette et son épouse, en faveur d'autres personnes que le sieur Jacomet, et des saisies-arrêtées faites es mains du sieur Cazabonne, dont celui-ci excipe, comme ayant déjà eu lieu et lui ayant été significées antérieurement à l'acte de transport consenti au sieur Jacomet par lesdits Bourdette conjoints, et comme excédant d'ailleurs de beaucoup, le montant des condamnations prononcées en faveur de ce dernier, contre le sieur Cazabonne, sur lesquelles ont été faites lesdites cessions et saisies-arrêtées; que le sieur Cazabonne ne peut sans doute se rendre lui-même le juge du mérite du titre du sieur Jacomet et de ses effets, mais que, néanmoins, paraissant certain en fait que le total des sommes qui ont été l'objet des cessions et saisies-arrêtées antérieures surpassent déjà le montant desdites condamnations, et le sieur Jacomet, qui ne peut avoir plus de droits qu'il n'en restait à ces ordons, n'ayant établi jusqu'à présent ni le privilège ou préférence par lui prétendus de sa créance, ni le consentement de tous les intéressés à la distribution par contribution des sommes dues par le tiers saisi dont parle l'art. 656 du Code de proc., on doit conclure qu'il n'avait point de titre certain et efficace pour se livrer individuellement, dans ces circonstances, à des exécutions contre le sieur Cazabonne;—Attendu que cette voie de rigueur doit d'ailleurs

aux exécutions dirigées contre lui, sous prétexte qu'il existe entre ses mains des saisies-arrêtées, et qu'il ne peut arrêter les poursuites qu'eo consignation. V. Cass. 26 mai 1807; 19 mars 1837; Bruxelles, 9 août 1809; Rogee, de la Saisie-arrêt, n. 430. Mais voy. aussi Cass. 19 therm. an 12.—Ici les circonstances particulières de l'espèce paraissent avoir conduit à une décision contraire.

(1) V. l'arrêt ou sens contraire de la Cour d'appel de Paris, du 1^{er} juin 1807, et les arrêts ou sens divers qui sont indiqués à la note.

(2) La jurisprudence s'est fixée en sens contraire. V. Paris, 8 fév. et 1^{er} déc. 1834, Cass. 2 janv. 1838.

(3) La jurisprudence a assez généralement établi que le débiteur poursuivi par son créancier eo verso d'un titre exécutoire, ne peut se soustraire

être strictement restreinte aux seuls cas où elle est autorisée par la loi ; — Attendu que le sieur Jacomet n'a point fait procéder à la saisie dont il s'agit, au préjudice du sieur Cazabonne, pour parvenir au paiement actuel de sa créance, non encore discutée avec les autres cessionnaires, ou saisi faisant ; mais pour contraindre uniquement le saisi à la mesure de la consignation légale des sommes par lui dues aux Bourdette mariés ; — Attendu qu'il s'est fondé à cet effet sur l'ordonnance du roi du 3 juill. 1810 ; mais que l'art. 8 de cette ordonnance porte simplement que les versements des sommes énoncées au n° 8, art. 2, seront faits dans la huitaine, à compter de l'expiration du mois accordé par l'art. 656 du Code de proc., aux créanciers, pour procéder à une distribution amiable, et que ce mois comportera, pour les sommes saisies et arrêtées, du jour de la signification au tiers saisi du jugement qui fixe ce qu'il doit rapporter ; — Attendu qu'il n'existe, dans l'espèce de la cause, aucun jugement semblable à partir duquel ce délai ait pu courir utilement, et qu'alors le commandement et la saisie du sieur Jacomet, à l'effet du la consignation, sont évidemment prématurés, illégaux et nuis ; cette mesure devenant même sans objet utile et effectif jusqu'à ce que le droit de toutes parties soit fixé, ou par leur convention amiable, ou par le juge ; et le tiers saisi offrant d'ailleurs une responsabilité plus que suffisante pour qu'il n'y eût pas à craindre que leurs intérêts pussent être compromis, faute de consignation actuelle ; qu'il résulte bien sans doute de l'art. 4, sect. 1^{re}, ordonnance royale précitée, qu'il ne peut être ouvert aucune contribution de deniers à verser dans la caisse des consignations, qu'après que ce versement aura eu déjà lieu ; mais que cette disposition doit se combiner avec celle postérieure de l'art. 8, sect. 2^e, d'après laquelle le tiers saisi ne pouvait encore être contraint, au cas présent, surtout par voie d'exécution rigoureuse, à la consignation dont il s'agit, mal à propos et injustement ordonnée par le jugement dont est appelé, etc.

Du 11 déc. 1822. — Cour roy. de Pau.

ENQUÊTE. — PROCÈS-VERBAL.

Du 11 déc. 1822 (aff. N...). — Cour roy. d'Orléans. — V. *infra*, la note sur l'arrêt de la Cour de Poitiers, du 31 déc. 1822.

TESTAMENT. — SIGNATURE.

Du 11 déc. 1822 (aff. Lanon). — Cour roy. de Caen. — V. cet arrêt joint à celui de Cassation, du 25 avril 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

COMMUNAUTÉ. — NORMANDIE. — LOI DE L'ÉPOQUE.

La communauté entre époux a pu être stipulée dans un contrat de mariage passé en Normandie, sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, et avant le Code civil (1).

(1) L'art. 61 de la loi du 17 niv. an 2 prononçait l'abolition de toutes lois contraires, usages et statuts relatifs à la transmission des biens par succession ou donation, et l'art. 64 établissait l'égalité des partages entre enfants. Il paraît qu'on pensa, en Normandie, que cette loi consacrait un retour au droit commun pour tous les cas de transmission, et en en conclut que le régime de communauté pouvait être stipulé dans les contrats de mariage, comme devant donner lieu à un partage égal, après le décès de l'un des époux, des biens acquis pendant leur union. Par suite, la communauté fut stipulée

VII. — II^e PARTIE.

En conséquence, l'aliénation par la femme, conjointement avec son mari, de ses immeubles ornés d'un dû être déclarée valable.

(Alix — C. Rouland). — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que les époux Alix ont contracté mariage postérieurement à la publication de la loi du 17 niv. an 2 ; que depuis cette loi, et avant la promulgation du Code civ., la communauté de biens a été stipulée en Normandie dans un grand nombre de contrats de mariage, et que c'est par suite de l'erreur commune, que les conventions de communauté rédigées entre les époux normands pendant cet intervalle, ont été validées d'après la maxime : *error communis facit jus* ; qu'ainsi le contrat de mariage, signé à Rouen le 5 fruct. an 8 par les époux Alix, ne peut être annulé comme contenant une stipulation de communauté ; — Attendu qu'avant le Code civ., les contrats de mariage pouvaient, en Normandie, être rédigés sous seing privé, et qu'ils faisaient foi, surtout quand les époux étaient majeurs ; que ces contrats étaient signés par des personnes dignes de confiance, et qu'ils ne contenaient que des dispositions conformes à la loi ; — Que dans l'espèce, ces circonstances se rencontrent, puisque notamment les stipulations de communauté étaient considérées en l'an 8 comme autorisées dans les contrats de mariage, et qu'il ne faut pas aller puiser, quant à la forme des contrats faits en Normandie, les principes adoptés sous l'empire d'une autre coutume ; que d'ailleurs, la dame Alix, agissant en son seul et privé nom, ne peut pas opposer au acte dont elle s'est fait elle-même un titre lors de l'aliénation : *Deceptis non decipientibus jura subveniunt* ; — Que la loi du 17 niv. n'a rien réglé, quant à la forme des contrats de mariage, et qu'elle a laissé subsister jusqu'à la promulgation du Code civ. les usages admis dans chaque province ; — Qu'il ne s'agit point dans la cause, d'un droit d'hypothèque ou de préférence entre la dame Alix et les créanciers de son mari, mais de la validité d'un acte qu'elle a elle-même signé, et sur la foi duquel un acquéreur a contracté ; — Attendu que l'édit des Secondeuses noces de 1560 n'a pas prohibé la stipulation de communauté entre époux, et qu'en admettant la séparation de biens prononcée le 28 germ. an 11, comme étant encore subsistante à l'époque de l'aliénation du 11 mess. an 13, la dame Alix avait pu, aux termes de l'art. 1449 du Code civ., conforme à l'art. 223 de la coutume de Paris, et aux principes suivis dans les pays de communauté, aliéner, comme elle l'a fait avec l'autorisation de son mari, ses biens immeubles ; — Attendu que le prix de la ferme de Saint-Pierre appartenait à la dame Alix et par elle vendue à Rouland, conjointement avec Alix, son mari, a été employé à payer les dettes contractées par la femme avant son mariage, et lorsqu'elle jouissait de la plénitude de tous ses droits et actions ; — Que la dame Alix a été appelée lors de la convention qui a été faite entre les divers créanciers, et qu'alors elle n'a

dans un grand nombre de contrats de mariage, ainsi que l'atteste l'arrêt ci-dessus ; et la jurisprudence, sans admettre la conclusion qu'on avait tirée de la loi du 17 niv. an 2, se fonde dans cette conviction qu'il y avait au *error communis*, et par suite, elle valide ces sortes de stipulation en vertu de la maxime *error communis facit jus*. L'arrêt ci-dessus se trouve dans cette catégorie. V. dans la même sens, un arrêt de la même Cour du 10 mess. an 13, et un arrêt de la Cour de cassation du 29 fév. 1832, qui rejette le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour roy. de Caen qui avait consacré la même doctrine.

élevé aucune contestation sur la légitimité et le montant de leurs créances;—Attendu enfin que les faits et pièces opposés à Rouland lui sont étrangers et qu'ils sont antérieurs à son acquisition;—Met l'appellation au néant avec amendes et dépens, etc.

Du 12 déc. 1822.—Cour roy. de Rouen.—2^e ch.—Prés., M. Aroux.—Pl., MM. Pavie et Fercoq

ALIMENS.—TRANSACTION.—RENONCIATION.—On peut transiger sur une pension alimentaire due dans le cas de l'art. 301, Cod. civ., et même y renoncer entièrement (1).

Seulement la renonciation ne saurait être absolue, et faire obstacle à une demande ultérieure d'alimens s'il y a évidemment besoin d'un, côté et facultés suffisantes de l'autre.

(N... — C. N...), — ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'une pension alimentaire constituée dans le cas de l'art. 301 du Code civ., est incontestablement susceptible d'être modifiée par une transaction, et même que l'époux qui l'a obtenue peut aussi bien y renoncer que l'autre la révoquer ou la faire révoquer; ainsi la transaction intervenue entre les parties, le 30 mai 1821, ne peut point être déclarée nulle, lorsque d'ailleurs il n'est pas justifié qu'elle ait été l'effet du surprise ou de la fraude;—Mais attendu, et l'appelant en convient lui-même, qu'une renonciation à des alimens ne peut jamais être absolue ni faire obstacle à une demande ultérieure pour en obtenir, s'il y a évidemment besoin d'un côté et facultés suffisantes de l'autre;—Attendu qu'on ne peut douter de l'état d'indigence de l'intimée;—Attendu, à l'égard de l'appelant, qu'à la vérité les produits de sa profession paraissent être fort diminués, mais néanmoins qu'il résulte de diverses circonstances de la cause qu'il ne serait pas sans avoir d'autres ressources qui doivent le mettre à même de venir au

secours de l'intimée, du moins jusqu'à concurrence d'une faible somme;—A mis l'appellation tant principale qu'incidente et ce dont est appel au néant;—Emendant, statuant par jugement nouveau, ayant aucunement égard à la demande:—Condanne la partie de Parant à payer à celle du Virien, à titre de pension alimentaire et d'avance, la somme de 15 fr. par mois à partir du jour de la demande, etc.

Du 13 déc. 1822.—Cour roy. de Metz.—Prés., M. Gérard d'Hannoncelles.—Pl., MM. Vivien et Parant.

AVANCEMENT D'HOIRIE.—QUOTITÉ DISPONIBLE.—RÉSERVE.—CUMUL.

L'enfant donataire d'un objet excédant la quotité disponible, et qui renonce à la succession, ne peut, outre la quotité disponible, retenir cet excédant jusqu'à concurrence de sa part dans la réserve légale. (Cod. civ., 845.) (2)

(Viala — C. Vaur.)

Du 16 déc. 1822.—Cour roy. de Montpellier.—Concl., M. de Ricard, av. gén.

1^{re} SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE.—VENTE.
2^e QUALITÉ.—HÉRITIER.—CHOSE JUGÉE.

1^{re} La vente faite par l'héritier bénéficiaire, des immeubles de la succession, sans formalité de justice, n'est point nulle; ce n'est là qu'une renonciation à la qualité d'héritier bénéficiaire, et le plein exercice d'un droit de l'héritier pur et simple. (Cod. civ., 803 et 806; Cod. proc. civ., 988 et 989.) (3)

2^e Les décisions rendues contre une personne en une qualité (celle par exemple, d'héritier bénéficiaire) ne l'empêchent ni de renoncer à cette qualité, ni d'exercer tous les droits résultant d'une qualité nouvelle (celle, par exemple, d'héritier pur et simple. (Cod. civ., 1351.)

(1) V. en ce sens, Cass. 22 fév. 1831. — V. cependant, Toulouse, 9 janv. 1816, et la note.

(2) V. sur cette grave question, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de Cass. du 18 fév. 1818.

(3) Chabot, dans son *Comm. des success.*, sur l'art. 803, Cod. civ., rend très bien compte de cette difficulté et de la solution qu'elle doit recevoir. « Les mots de l'art. 805, dit cet auteur: *il ne peut vendre*, avaient fait naître la question de savoir si la vente qu'un héritier bénéficiaire avait consentie des meubles de la succession, sans avoir rempli les formalités prescrites, était valable, à l'égard des tiers acquéreurs, et si les créanciers et légataires n'avaient pas le droit d'en faire prononcer la nullité. Mais la question se trouve décidée par l'art. 989 du Code de proc. civ. qui porte: que la vente sera faite dans les formes prescrites, à peine, contre l'héritier bénéficiaire, d'être réputé héritier pur et simple. Et en effet, puisque l'héritier bénéficiaire, en vendant les meubles de la succession, sans les formalités prescrites, a encouru la peine d'être réputé héritier pur et simple, ce ne peut être que parce qu'en vendant, de sa propre autorité, en disposant comme maître, il a fait réellement un acte d'héritier pur et simple; or, si par cette vente, il a fait un acte d'héritier pur et simple, nécessairement la vente est valable, car l'héritier pur et simple a le droit de vendre, ainsi qu'il lui plaît, et sans remplir aucune formalité, non-seulement les meubles, mais encore les immeubles de la succession. Dirait-on que les créanciers et les légataires peuvent renoncer au droit que leur donne la loi, de faire déclarer héritier pur et simple l'héritier bénéficiaire qui a vendu sans formalités, et qu'en lui laissant la qualité d'hé-

ritier bénéficiaire, ils sont autorisés à provoquer la nullité de la vente qu'il a illégalement faite en cette qualité? Mais quoiqu'ils n'aient pas de leur droit, il n'en reste pas moins certain que l'héritier bénéficiaire a fait un acte d'héritier pur et simple, en vendant sans formalités, et qu'ainsi la vente est valable, comme si elle avait été faite par un héritier pur et simple qui n'aurait pas fait précédemment la déclaration de ne vouloir être qu'héritier bénéficiaire.—L'héritier bénéficiaire peut, quand il lui plaît, renoncer au bénéfice d'inventaire, qui n'a été introduit qu'en sa faveur; et, lorsqu'il y renonce, en faisant un acte d'héritier pur et simple, cet acte profite à toutes les personnes qui peuvent y avoir intérêt. Les créanciers et les légataires ne peuvent, par leur fait et pour leurs intérêts personnels, détruire les droits réellement acquis à des acquéreurs qui ont été de bonne foi, et qui savaient qu'on achetait sans formalités, ils se bornent à un héritier pur et simple. Aussi l'art. 989 du Code de proc. civ. ne dit pas que les ventes faites sans les formalités qu'il prescrit, seront nulles, il ne prononce à cet égard, d'autre peine que celle de faire réputer héritier pur et simple, l'héritier bénéficiaire qui a vendu sans les formalités prescrites, et les créanciers ou légataires ne peuvent substituer à cette peine, celle de la nullité contre les tiers acquéreurs. S'ils voulaient prévenir les ventes que l'héritier bénéficiaire pourrait faire à leur préjudice, il faudrait qu'ils fissent saisir les meubles, et qu'ils en provoquassent eux-mêmes la vente... Ces termes de l'art. 806, Cod. civ., ajoutés plus bas M. Chabot (V. sur l'art. 806, n. 2), à l'héritier bénéficiaire, ne peut vendre les immeubles, avaient fait naître la même question que ces autres termes de l'art. 805: il ne peut vendre les meubles.

(Vertillac et Mousset—C. Lanfrey.)

10 mars 1817, jugement qui, statuant sur la demande de M. de Vertillac et de la princesse de Revel, héritiers bénéficiaires de M. de Labrousse de Vertillac, leur père, leur accorda la préférence dans les poursuites à faire pour la vente des biens dépendans de la succession, à la charge par eux de mettre les poursuites à fin, dans le délai de onze mois. Le jugement statuait ainsi, qu'après ce délai, le sieur Lanfrey, créancier inscrit sur les biens de M. de Labrousse de Vertillac, serait subrogé aux poursuivans.

23 déc. 1819, arrêt de la Cour royale de Paris qui sur la demande du sieur Lanfrey, le subroge aux poursuivans.—Ulérieurement, la dame de Revel renonce à la succession. Un nouveau délai est accordé à M. de Vertillac; mais ce délai s'étant écoulé sans que la vente des biens de la succession fût effectuée, le sieur Lanfrey a demandé de nouveau à être subrogé aux poursuivans.

7 juin 1821, arrêt de la Cour royale de Paris, qui accueille sa demande. — Il est à remarquer que ce dernier arrêt a été rendu en état de référé, contre le sieur de Vertillac, agissant non plus comme héritier bénéficiaire, mais bien comme héritier pur et simple.

21 juillet suivant, acte notarié, par lequel M. de Vertillac vend sans formalités au sieur Mousset le bois de Saint-Même, dépendant de la succession, moyennant la somme de 345,000 fr. Le vendeur déclare dans l'acte être propriétaire des bois, comme seul héritier de son père, par l'effet de la renouciation de sa sœur.

Le sieur Lanfrey a demandé la nullité de cet acte de vente, par le motif que les arrêts des 23 déc. 1819 et 7 juin 1821 étaient au sien de Vertillac le droit de vendre les biens, et il a conclu à ce qu'il fût procédé à l'adjudication des biens, conformément aux arrêts des 23 déc. 1819 et 7 juin 1821, qui le subrogeaient aux poursuivans.

3 juill. 1822, jugement du tribunal civil de la Seine, qui accueille la demande du sieur Lanfrey. Ce jugement est ainsi conçu : — « Attendu qu'il est souverainement jugé que les biens dont il s'agit seront vendus aux enchères, sur la poursuite de Lanfrey, dans laquelle il a été subrogé; que cela a été jugé, 1^o par arrêt du 23 déc. 1819, rendu entre Lanfrey, d'une part, de Vertillac et sa sœur, d'autre part, tous deux cohéritiers de leur père; 2^o par l'arrêt du 7 juin 1821, rendu entre Lanfrey et de Vertillac, prenant, après la renouciation de sa sœur, la qualité de seul héritier bénéficiaire de son père; 3^o enfin, par l'arrêt du 20 décembre dernier, rendu encore entre Lanfrey et ledit de Vertillac, se prétendant être seul héritier pur et simple; qu'ainsi, cela est jugé contre de Vertillac dans toutes les qualités qu'il lui a pu d'adopter, qualités d'ailleurs bien indifférentes à l'égard de Lanfrey, qui ne pouvait ni les admettre, ni les critiquer, attendu que les arrêts susdits avaient dessaisi M. de Vertillac de la fa-

culté de vendre les biens dans il s'agit; que, dès lors, il a fait ce qui était défendu par justice; que la violation des décisions judiciaires rendues contre et avec lui, constitue suffisamment, de la part de Vertillac, un acte fait en fraude des droits de Lanfrey, dont ce dernier peut demander l'annulation. — Appel de la part du sieur de Vertillac.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que les jugemens et arrêts rendus contre de Vertillac et sa sœur, en qualité d'héritiers bénéficiaires de leur père, n'ont pu dépouiller lesdits héritiers, soit du droit de renoncer à la succession, soit de la faculté de se porter héritiers purs et simples;—Considérant que l'arrêt du 30 déc. 1821 n'a été rendu qu'en état de référé et sans préjudice des droits des parties au principal;—Considérant que l'héritier bénéficiaire, tant qu'il n'est pas dépossédé par l'adjudication préparatoire, peut suivant l'article 988 du Code de proc. civ., abdiquer le bénéfice d'inventaire;—Considérant que le remboursement des frais faits par Lanfrey, pour arriver à la vente, est une question d'ordre étranger au procès actuel;—Met les appellations et ce dont est appel au néant; émendant, décharge les appelans des condamnations contre eux prononcées, au principal, déboute Lanfrey de ses demandes, etc.

Du 17 déc. 1822.—Cour roy. de Paris.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — SUBROGATIONS SUCCESSIVES.

Entre plusieurs créanciers d'une femme, tous porteurs de subrogation à son hypothèque légale, il ne doit pas y avoir concours comme pour distribution de créance mobilière.—Il y a préférence au profit du premier subrogé, surtout s'il a fait inscrire sa subrogation au temps utile (1).

(Labouverie — C. Créanciers Desbrulles.) —

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que les stipulations souscrites par Marie Lapièrre (femme Desbrulles) au profit de la veuve Labouverie, dans le contrat du 5 therm. an 8, n'ont rien que de licite;—Que, par cette stipulation, ladite Lapièrre a évidemment consenti que la veuve Labouverie fût payée sur le prix de la moitié de l'ardoiserie de Rimongne, et ce comme créancière hypothécaire et de préférence à elle-même;—Qu'elle n'a pas pu depuis, contracter avec d'autres créanciers, au préjudice des droits dès lors acquis à la veuve Labouverie;—Que les droits et l'hypothèque de celle-ci ont dûment été conservés, et que, dans cet état, elle doit être payée, sur le prix à distribuer, à la date de son inscription et avant tous autres;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant;—Emendant, ordonne que l'appelante sera colloquée en premier ordre, immédiatement après les créanciers privilégiés, etc.

Du 17 déc. 1822. — Cour roy. de Metz.

La question a été décidée par l'art. 988 du Code de proc. civ., de même qu'elle l'a été, pour la vente des meubles, par l'art. 989. — L'art. 988 dispose également, et même en termes plus positifs encore, que l'héritier bénéficiaire sera réputé héritier pur et simple, s'il a vendu des immeubles sans se conformer aux règles prescrites. Il faut donc appliquer ici, pour la validité de la vente des immeubles, en faveur des tiers acquéreurs, tout ce qui a été dit pour la validité de la vente des meubles. Les raisons de décider sont absolument les mêmes. — Telle est aussi la doctrine généralement admise. V. Toullier, t. 4, n. 373; Delvincourt, t. 2, p. 96; Duranton, tom. 7, n. 28; Malpel, des Successions,

n^{os} 233, 238; Vazeille, *op. cit.*, sur l'art. 806, n. 1; Carré, *Lois de la proc.*, quest. 3225; Bihard, *Bénéfice d'inventaire*, n. 127. — V. aussi Paris, 20 frim. an 14, et la note. Mais, suivant un arrêt de la Cour de cassation du 26 jent. 1818, la question de savoir si l'héritier bénéficiaire devient héritier pur et simple par l'aliénation sans formalités, doit se décider uniquement par la loi de la situation des biens vendus, sans avoir égard à la loi de l'ouverture de la succession. V. Cass. 27 dec. 1820, et la note.

(1) Cela est maintenant assez constant en jurisprudence. V. Paris, 15 mai 1816 et 12 dec. 1817; Metz, 13 juill. 1820; Angers, 19 juin 1823, et les notes.

COMPÉTENCE. — VENTE DE MARCHANDISES.

Du 18 déc. 1822 (aff. *Sevenne*). — Cour roy. d'Agén. — V. cet arrêt avec celui de rejet du 5 mai 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — OPPOSITION.

L'opposition à un jugement du tribunal de commerce rendu par défaut, contre une partie qui, après avoir opposé un déclinatoire, refuse de plaider sur le fond, n'est recevable que pendant huitaine à partir de la signification (1).

(Commun — C. Vlet.)

LA COUR ; — Attendu que d'après l'art. 436 du Code de procéd., tit. 25, concernant la procédure devant les tribunaux de commerce, l'opposition à un jugement n'est plus recevable après la huitaine de la signification ; — Attendu que l'art. 643 du Code de comm., ne fait aucune exception à cette règle posée, qu'en faveur des jugemens dont il est question aux art. 436 et 458 du Code de procéd., qui sont les jugemens par défaut faute de comparaitre ; — Attendu que le jugement dont il est ici question n'est pas un jugement de cette dernière espèce, mais bien un jugement faute de plaider, partant que l'opposition n'en était plus recevable après la huitaine du jour de la signification ; — Considérant que celle formée au jugement dont est ici question, rendu le 18 oct. 1810 et signifié à domicile le 5 nov. suivant, n'a eu lieu que le 22 juillet dernier, et par conséquent bien au delà du délai prescrit par la loi ; — Infirme, etc.

Du 18 déc. 1822. — Cour roy. d'Amiens.

ALIMENS. — TRANSACTION. — LEGS.

On ne peut transiger sur un don d'alimens. Ainsi, est nul l'acte par lequel un donataire renonce au don d'alimens qui lui a été fait, moyennant une somme d'argent représentant du capital de sa pension alimentaire. (Cod. civ., 2045 ; Cod. proc. civ., 581.) (2)

(Barjcton-Durfort — C. Barjcton.)

Le 22 juill. 1814, le sieur Barjcton Montaise a fait, par acte entre-vifs, donation à la demoiselle Barjcton, sa sœur, de tous ses biens, meubles et immeubles, sous réserve d'usufruit, et à la charge de fournir annuellement, dans sa maison, au sieur Auguste Barjcton, son neveu, à titre de pension viagère et alimentaire, le logement, la nourriture et l'entretien conformément à son état. Après le décès du donateur, et le 5 janvier 1815, le sieur Auguste Barjcton a transigé avec sa tante sur la pension alimentaire qu'elle était tenue de lui fournir : il a consenti à l'en tenir quitte, moyennant un capital de 6,000 fr. une fois payé, et qu'il a reçu comptant.

En 1822, est arrivé le décès de la demoiselle Barjcton, qui a laissé pour seul et unique héritier un autre neveu, le sieur Barjcton-Durfort. — Auguste Barjcton a formé alors contre ce dernier, une demande en nullité de la transaction du 5 janv. 1815, offrant de compenser la somme de 6,000 fr. qu'il avait reçue avec cinq annuités de sa pension alimentaire.

22 juill. 1822, jugement du tribunal civil d'U-

zés, qui, en accueillant cette demande, prononce en conséquence la nullité de l'acte du 5 janv. 1815, condamne le sieur Barjcton-Durfort en sa qualité d'héritier de la demoiselle Barjcton, au service de la pension alimentaire, ainsi qu'au paiement des arrérages échus, sauf aux parties à se régler comme elles l'aviseront, relativement à l'imputation des 6,000 fr. déjà payés, etc. ; et enfin ordonne l'exécution provisoire de son jugement.

Le sieur Barjcton-Durfort a interjeté appel devant la Cour royale de Nîmes. Là, il a soutenu qu'aucune loi existante ne défendait de transiger sur les dons ou legs d'alimens ; que le Code civil, soit au titre des transactions, ne contenait aucune prohibition à cet égard ; que le tribunal d'Uzés, pour prononcer la nullité de l'acte du 5 janv. 1815, avait donc créé ou supposé une disposition législative qui n'existait nulle part, et que sous ce rapport son jugement devait être réformé. — L'appelant reconnaissait que sous l'ancienne jurisprudence il était, à la vérité, défendu de transiger sur un legs d'alimens ; mais cette défense, ajoutait-il, ne regardait que les dispositions testamentaires ; elle n'existait pas pour les pensions alimentaires, qui, comme dans l'espèce, étaient constituées par acte entre-vifs, et il citait la loi 8, § 2, ff. de Transactionibus, d'où était tirée cette distinction, et qui, après avoir dit qu'il n'était permis de transiger sur les alimens qu'avec l'autorité de justice ou du préteur, lorsqu'ils étaient donnés par testament, ajoutait : *Plani de alimentis, quæ non mortis causa donata sunt, licebit et sine prætoris auctoritate transigi*. Enfin, l'appelant invoquait l'autorité de M. Merlin dans son *Répertoire de Jurisprudence*, v° *Alimens*, § 8, où, après avoir exposé les anciens principes et la distinction que l'on admettait sur la prohibition de transiger entre les alimens dus par contrat ou acte entre-vifs et ceux donnés par testament, il ajoute : « Le Code civil n'ayant pas renouvelé la défense de transiger sur les legs d'alimens, cette défense est par cela seul abrogée ; » et il cite la loi du 30 vent. an 12, art. 7, qui abroge toutes les anciennes lois, notamment les lois romaines, dans les matières que sont l'objet des diverses lois dont se compose le Code civil.

Pour le sieur Auguste Barjcton, intimé, on répondait : l'intention du donateur a été évidemment, dans l'espèce, que la pension alimentaire, dont il gratifiait son neveu, ne pût jamais être aliénée. Il a voulu lui assurer des moyens d'existence qui ne pussent jamais lui manquer, et le prémunir contre sa propre prodigalité. Il a exprimé cette intention non-seulement, en ne lui faisant d'autre don que celui d'une pension alimentaire, mais encore en voulant expressément que cette pension lui fût payée en nature. L'acte du 5 janv. 1815 est donc une aliénation tout à fait contraire au vœu du donateur. — Quant aux principes invoqués par l'appelant, ils ne peuvent prévaloir contre cette intention clairement manifestée. Mais ces principes eux-mêmes sont susceptibles de contradiction : car s'il est vrai que la loi 8, ff. de Transact., contienne la distinction que l'on a fait valoir entre les dispositions alimentaires par testament et les disposi-

qua les pensions alimentaires soient insaisissables, et qu'il soit défendu de compromettre sur les dons et legs d'alimens, néanmoins, une pension alimentaire peut être cédée volontairement par celui à qui elle est due. — V. enfin sur la question, *Duvergier, de la Vente*, t. 1, n. 214.

(1) V. sur le principe de cette solution, Cass. 13 nov. 1822, et nos observations. V. aussi Cass. 5 mai 1824, et la note.

(2) V. les autorités citées dans l'article ci-dessus. — *Addé*, *Coffinières*, *Encyclop. du droit*, v° *Alimens*, n. 32. — V. cependant un arrêt de la Cour de cassation du 31 mai 1826 qui décide que, bien

tions entre-vifs, il faut dire aussi que cette distinction ne se retrouve plus dans la loi 8 au Code, sur le même titre, et qui interdit la faculté de transiger sur les aliments sans aucune exception. *De alimentis præteritis*, dit la loi, *si questio deferatur, transigi potest: de futura autem sine prætoris, seu præside interposita transactione, nulla auctoritate jura censetur*. Et tel était, en effet, le sens dans lequel la loi était appliquée par les tribunaux; ils n'admettaient, en aucun cas, les transactions sur aliments, ainsi que l'attestent, contre l'autorité de l'auteur du *Répertoire*, nombre d'arrêts rapportés par Papon, liv. 18, tit. 1^{er}, n° 20; par Boniface, tom. 1^{er}, liv. 2, tit. 31, chap. 19; et par Catelein, liv. 1^{er}, chap. 37; au *Journal du Palais* de Toulouse, tom. 3, arrêt 226. — Au surplus, ajoutait-on pour l'infinité, nombre de dispositions des Codes civil et de procédure ne permettaient pas de donner qu'il n'ait été dans l'esprit de la législation nouvelle, d'interdire toute transaction sur aliments de quelque manière que le don ou le legs en aient été faits. L'art. 1128 du Code civil dit qu'il n'y a que les choses qui sont dans le commerce, qui puissent être l'objet des conventions: or, la faculté de se faire loger, vêtir, nourrir, n'est pas dans le commerce. L'art. 1293 du même Code ne permet pas que la compensation ait lieu dans le cas d'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables. Enfin, l'art. 2045 porte que pour transiger il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction. Dans le Code de procédure, l'art. 581 déclare expressément les pensions alimentaires insaisissables; et l'art. 1004 défend de compromettre sur les dons et legs d'aliments. De toutes ces dispositions, il faut nécessairement conclure qu'aujourd'hui, bien plus encore qu'autrefois, il est défendu de transiger sur des dons et legs d'aliments, quelle que soit leur nature.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'intention bien manifestée du donateur était que les aliments qu'il chargeait la demoiselle Barjeton-Massarques de fournir au sieur Auguste Barjeton fussent perçus en nature: — Que ladite demoiselle Barjeton n'a pu s'affranchir de l'obligation de les fournir de cette manière, sans manquer à la volonté du donateur; — Attendu que la loi 8, au Code de Transactionibus, prohibe toute transaction sur les aliments sans l'autorisation du prêteur; — Que, si la loi 8, ff., restreint cette prohibition aux aliments laissés par disposition de dernière volonté, on n'en peut rien conclure en faveur de l'acte attaqué, parce que le don d'aliments dont s'agit au procès, bien que renfermé dans une donation entre-vifs, était cependant révoquable au gré du disposant, avait trait à sa

mort, et était par conséquent, une véritable disposition à cause de mort; — Attendu que le Code civil n'a abrogé les lois antérieures que dans les matières qu'il a réglées; — Que le Code civil n'a rien réglé spécialement à l'égard des transactions sur les aliments: — Qu'on peut, au contraire, induire des articles 1128, 1293 et 2045 du Code civil et des art. 581 et 1004 au Code de proc. civ., que le nouveau droit n'a rien changé à l'ancien sur cette matière; — Par ces motifs, dit bien jugé, mal et sans grief appelé; — Ordonne, en conséquence, que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Dn 18 déc. 1822. — Cour roy. de Nîmes. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Cassalguoles. — Pl., MM. Moynier - Taillades et Baragon.

HOSPICES. — ÉMIGRÉS. — RESTITUTION.

Encore que les biens concédés définitivement aux hospices par la loi du 7 sept. 1807 soient exceptés de la restitution à faire aux émigrés, en vertu de la loi du 3 déc. 1814, toutefois, s'ils excèdent la valeur des anciennes dotations des établissements qui en ont été mis en possession, l'excédant doit être restitué, et cet excédant doit, au cas de contestation, être fixé par une expertise. (L. du 3 déc. 1814, art. 8: Ord. du 11 juin 1816, art. 3.) (1)

(Dnc d'Havré — C. Hospices de Metz.)
Louis, etc.; — Vu l'art. 8 de la loi du 3 déc. 1814 et les différentes dispositions de notre ordonnance du 11 juin 1816; — Considérant que les propriétés réclamées par le duc d'Havré ont été définitivement concédées aux hospices de Metz par la loi du 7 sept. 1807; que, par conséquent, elles doivent, aux termes de la loi du 3 déc. 1814, être exceptées de la restitution prescrite par ladite loi; — Considérant néanmoins que, dans le cas où les biens donnés en remplacement aux hospices de Metz excéderaient, pour la valeur, les propriétés dont les hospices étaient précédemment en possession, l'excédant devrait être restitué au duc d'Havré, conformément au § 3 de l'art. 8 de la loi du 3 déc. 1814, et de l'art. 3 de notre ordonnance du 11 juin 1816; que, dans l'espèce, il est allégué, d'une part, et contesté de l'autre, que les hospices de Metz ont reçu plus qu'il ne leur avait été enlevé; que, dans ce cas, il est indispensable de recourir à une expertise contradictoire, en exécution des art. 8, 10 et 17 de notre ordonnance du 11 juin 1816;

Art. 1^{er}. Notre cousin le duc d'Havré est reçu opposant à notre ordonnance du 25 mars 1820; — 2. Les parties sont renvoyées à se pourvoir pour l'évaluation, tant des biens dont l'hospice était précédemment en possession que de ceux donnés en remplacement, conformément aux dispositions de notre ordonnance du 11

(1) C'est ce que le conseil d'Etat avait déjà jugé par ordonn. des 21 oct. 1818 (aff. Hospices de Limoges); 19 mai 1820 (aff. Hospices de Laon); 15 août 1821 (aff. Hospices des Andelys). Cette jurisprudence, bien que conforme aux dispositions de l'ordonnance royale du 11 juin 1816, rendue pour l'exécution de la loi du 3 déc. 1814, a été néanmoins critiquée et avec raison, comme ayant consacré, sous des formes juridiques, l'abus de pouvoir et l'illégalité que l'on a reprochées à l'ordonnance même sur laquelle elle s'est appuyée. D'après l'art. 8 de la loi du 3 déc. 1814, les concessions définitivement faites aux établissements charitables, en remplacement de leurs anciennes dotations dont l'Etat s'était également emparé, devaient rester inviolables. Les biens concédés provisoirement pouvaient seuls être réclamés par les émigrés, dans le cas où ces

établissements auraient reçu un accroissement de dotation d'égale valeur. L'ordonnance du 11 juin 1816, sans tenir compte de cette disposition, prescrivit de restituer l'excédant de dotation, dans quelque forme que la concession ait été faite. Nous nous obligeons toutefois de plus longs développements sur ce point, dont l'intérêt historique est en quelque sorte purement historique, la loi du 27 avril 1825 ayant rendu sans objet, et ayant même implicitement abrogé (art. 17 et 24), l'ordonn. du 11 juin 1816. V. du reste, Cormenin, *Droit administr.*, v^o Hospices et Emigrés; Durieu et Roche, *Repert. des établissements de bienfaisance*, v^o Biens, n^o 44 et suiv.; Duvergier, *Recueil de lois*, notes sur la loi du 3 déc. 1814. V. aussi un arrêt de la Cour de Rouen du 11 juin 1832, rapporté avec l'arrêt du rejet du 18 avr. 1833.

join 1816; — 3. Il sera sursis à l'exécution de notre ordonnance du 25 mars 1820, jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur les prétentions respectives des parties.

Du 18 déc. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Peyronnet. — Pl., MM. Grandin et Marie.

1^{er} RÈGLEMENT MUNICIPAL. — PRIVILÈGE EXCLUSIF. — HALLE.

2^o BAIL ADMINISTRATIF. — RÉSILIATION. — INDEMNITÉ. — COMPÉTENCE.

1^{er} S'il est au pouvoir d'un maire d'interdire, par mesure de salubrité et de police, la vente du poisson salé dans la ville, ailleurs qu'à la halle (1), ce magistrat commet un abus de pouvoir en accordant, au moyen d'un bail, à un particulier, le privilège exclusif de la vente du poisson dans la halle. — Rés. seulement par le ministre de l'intérieur.

2^o Lorsqu'un bail passé par un maire se trouve annulé de fait par suite de la réforme que prononce l'autorité supérieure d'un arrêté de police auquel ce bail se rattachait, il n'appartient qu'à l'autorité administrative de prononcer sur les effets de cette annulation, et sur les indemnités réclamées par le fermier (2). (Laroque — C. Ville de Montauban.)

Le 30 nov. 1818, une ordonnance de police du maire de Montauban, interdit la vente du poisson salé dans tout autre lieu qu'à la halle. — Le 28 déc. 1818, bail de l'exploitation exclusive de la halle au sieur Laroque. — Résistance des marchands de poisson. — Réclamation du sieur Laroque, qui sur ce motif refuse le paiement des fermages. — En vertu d'une clause du bail, le conseil de préfecture est saisi de la contestation élevée entre la ville de Montauban qui demande la condamnation des loyers, et le sieur Laroque, qui demande la résiliation de son bail et une indemnité de 1,000 fr. — 24 mars 1821, arrêté du conseil de préfecture qui, « Considérant que le bail à ferme n'est que la suite et l'exécution d'une ordonnance de police concernant la salubrité, ordonnance rendue par le maire dans le cercle de ses fonctions exprimées par les lois des 24 août 1790 et 24 juill. 1791, et qu'il ne lui appartient pas d'examiner si cette ordonnance est ou n'est pas juste ou régulière, et qu'il suffit que le bail repose sur cette ordonnance pour qu'il doive en maintenir l'exécution, » condamne le sieur Laroque à payer le fermage.

20 join 1821, pourvoi du sieur Laroque. — Il soutient que les privilèges ont été abolis et ne peuvent être rétablis; que l'ordonnance de police

étant nulle, le bail manquait de base et devait être annulé.

Le maire répond que l'intérêt de la salubrité autorisait l'administration municipale à réglementer la vente des denrées, à la circonscrire et même à la prohiber suivant l'exigence des cas; que l'ordonnance de police avait disposé dans cette mesure et sous l'empire de cet intérêt, et qu'elle était parfaitement légale.

Pendant l'instance, le ministre a annulé cette ordonnance par décision du 24 janv. 1820, et dès lors, le débat n'a plus porté que sur le bail.

Louis, etc.; — Considérant qu'il ne s'agit pas seulement, dans l'espèce, de la location d'une halle; mais que le maire, après avoir établi, par une ordonnance de police, au profit de la ville, le droit exclusif de vendre de la morue salée et trempée, dans un bail subséquent, concède le privilège de ce droit au sieur Laroque; — Considérant que ladite ordonnance ayant été annulée par décision du ministre de l'intérieur, du 24 janv. 1820, le bail passé en exécution de cette ordonnance n'a plus d'effet; — Considérant que, dès lors, il n'appartient qu'à l'autorité administrative de prononcer sur les effets de l'annulation desdits actes:

Art. 1^{er}. Le bail consenti au sieur Laroque, le 28 déc. 1818, est annulé; — 2. Le sieur Laroque est renvoyé devant le conseil de préfecture de Tarn-et-Garonne, pour y faire statuer sur les indemnités qu'il réclame, par suite de l'annulation dudit bail.

Du 18 déc. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

COLONIES. — FONCTIONNAIRES. — TRAITEMENTS.

Du 18 déc. 1822 (aff. Desmont). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonn. du 29 mai 1822 (aff. Minuty).

FAILLITE. — THÉÂTRE (DIRECTEUR DE.) — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Un directeur de théâtre, soumis à un régime administratif particulier ne peut pas être compris dans la classe des commerçants ordinaires qui peuvent être déclarés en état de faillite, d'après les dispositions de l'art. 437, Cod. de comm. (3).

Dans tous les cas, on ne doit pas constituer en état de faillite un commerçant qui éprouve seulement des embarras momentanés, et ce principe doit s'appliquer plus particulièrement à un directeur de théâtre dont l'administration est soumise à des chances indépendantes des calculs les plus sages (4).

Juré de sa jouissance. F. dans notre volume de 1849 deux arrêts dans l'espèce desquels l'autorité judiciaire a été, sans difficulté, saisie de la question d'indemnité à propos de la résiliation d'un bail administratif, par l'effet d'un acte administratif ultérieur.

(3 et 4) Ces solutions, contraires en principe à la jurisprudence pratique concernant les administrations théâtrales, pouvaient se trouver justifiées dans l'espèce, en ce que la faillite du directeur n'était provoquée que par les artistes attachés au théâtre, artistes dont les engagements portaient que leurs appointements cesseraient de courir dans le cas d'interdiction par ordre de l'autorité, ou de force majeure quelconque, et en ce que la cessation de paiement n'avait été déterminée que par un arrêté du préfet, qui avait interdit au directeur de s'immiscer en quoi que ce soit dans l'administration du théâtre, pendant un délai déterminé.

(1) V. dans le sens de l'affirmative, Cass. 26 janv. 1821 (aff. Ollier).

(2) Cette solution ne nous semble pas en harmonie avec la jurisprudence qui attribue aux tribunaux la connaissance de toutes les difficultés relatives à l'exécution des baux administratifs en général, et spécialement des baux de halles passés par les communes. V. Cass. 2 janv. 1817, et la note; F. aussi Cass. 2 déc. 1806; ordonnance du 9 juill. 1820 (aff. Vandeweyer), et nos observations. Sans doute, c'est à l'administration seule à prononcer sur les effets d'un acte administratif, qui annule un autre acte administratif antérieur; mais on déclarerait, dans l'espèce, que cette annulation entraînait l'annulation du bail, la justice administrative avait, il nous semble, épuisé sa juridiction, et c'était dès lors devant les tribunaux et non devant le conseil de préfecture qu'elle devait renvoyer les parties pour faire régler l'indemnité à laquelle pouvait prétendre le fermier déposé.

Toutefois, les artistes qui, par suite du défaut de paiement de leurs appointements, ont provoqué la faillite du directeur, ne sont pas pour cela passibles de dommages-intérêts. La condamnation aux dépens est la seule peine qui devra leur être appliquée.

(Léger — C. Nongis et autres.)

Du 19 déc 1822. — Cour roy. de Rennes.

DERNIER RESSORT. — SAISIE MOBILIÈRE.

En matière de saisie mobilière, ce n'est point par la valeur des objets saisis que doit se déterminer le premier ou le dernier ressort, mais bien par le montant de la demande pour laquelle on poursuit la saisie. (L. du 24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (1)

(Strade — C. Masnières.)

Du 19 déc. 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. Grellet de Beaulieu.

USUFRUIT. — DONATION ENTRE ÉPOUX. — CAUTION. — RÉSERVE LEGALE.

L'époux auquel son conjoint fait donation de l'usufruit de la portion de biens réservés aux ascendants du donateur (Cod. civ., 1094), peut être dispensé par celui-ci de fournir caution pour assurer la restitution des biens soumis à l'usufruit. — L'art. 601 qui autorise, en général, une telle dispense de caution, est applicable dans ce cas (2).

(Falquet — C. Chauveau.)

La dame Falquet avait fait à son mari une donation de tous les biens dont l'art. 1094 du Code civ. lui laisserait la libre disposition à son décès, avec dispense de caution pour la portion que la survivance de ses père et mère ne lui permettrait de donner qu'en usufruit. La donatrice décéda avant sa mère, la dame Chauveau; celle-ci mourut bientôt après. — Ses héritiers demandèrent alors à exercer ses droits lui appartenant dans les successions de la dame Falquet. Ces droits furent liquidés à une somme déterminée, pour laquelle les héritiers, se fondant sur ce quelle provenait d'une réserve légale, exigèrent que, sans égard à la dispense de caution portée dans l'acte de donation, le sieur Falquet fournît caution, où, à défaut de caution, consentit à ce que la somme dont il s'agit fut placée, conformément à l'art. 602 du Code civil.

Le sieur Falquet, usufruitier, soutient au contraire que la dispense de donner caution portée dans son acte, est aussi valable relativement à l'usufruit de la réserve laissée aux héritiers légitimes, qu'elle le serait à l'égard de tout autre usufruit; il demande en conséquence à joindre de la somme sur laquelle s'exerce son usufruit, sans être assujéti à donner la caution exigée.

Dans le cours de la procédure, le sieur Falquet, sans se départir de ses prétentions, offrit cependant à ses parties adverses de placer la somme en question en rente sur l'Etat. Le sieur Tramontini et ses cohéritiers s'en tenant à la rigueur de leurs conclusions, rejetèrent ces offres.

Sur ces difficultés, le tribunal de première instance d'Orléans a, le 1^{er} avril 1822, statué ainsi qu'il suit : — « Considérant qu'aux termes de la clause portée en la donation mutuelle contenue au contrat de mariage du sieur Falquet, le donataire survivant a été affranchi de tout cautionnement comme de tout emploi, et qu'il résulte de l'art. 601 du Code civ., que cette dispense doit avoir son effet, lorsqu'elle est exprimée par l'acte constitutif; — Considérant que, dans l'espèce, le sieur Falquet a offert de colloquer ladite somme en rente sur l'Etat, dont les inscriptions seraient prises au nom des héritiers Chauveau; — Donne acte audit sieur Falquet de ses offres, et en conséquence, l'autorise à placer ladite somme, etc., et condamne les sieur et dame Tramontini aux dépens. »

Appel. — Le système de chacune des parties, sur la question importante que la cause présentait à juger, se trouve clairement résumé dans les conclusions de M. l'avocat général. — On a soutenu pour les appelants, a dit ce magistrat, que décharger l'usufruitier d'une condition qui assure l'intégrité de la restitution des choses réservées, c'est porter atteinte à l'intégrité de la réserve; c'est, de la part du donateur, éluder la loi de la réserve, par conséquent excéder ses droits et faire une disposition de nul effet. — D'un autre côté, on répond pour le sieur Falquet, que la loi ne limite en aucune manière, et, textuellement, pour aucun cas, le droit qu'elle accorde à tous ceux qui constituent un usufruit, de le concéder avec dispense de caution, et qu'il ne peut être au pouvoir des tribunaux de restreindre cette faculté. — De là naît une première remarque, c'est que l'exception réclamée dans l'espèce ne résulte que de la nature des choses et non d'une disposition formelle de la loi... La question est donc de savoir si la réserve exclut la dispense de caution. — D'abord, la dispense de caution décharge-t-elle l'usufruitier d'une condition essentielle à son titre? en change-t-elle la nature? L'obligation de fournir caution n'est point essentielle à l'usufruit, puisqu'on peut y déroger; la dispense de cette condition peut rendre l'exercice de l'usufruit plus facile, mais elle ne le change point dans sa substance, qui n'est toujours qu'une jouissance, *salvum rerum substantiam*; par conséquent le domaine de propriété, dont l'usufruit est démembré, n'en est point réellement altéré.

cautionnement à exiger de l'époux donataire na doit pas être de la totalité de l'usufruit. Le donateur avait le droit de l'en dispenser pour tout ce dont il pouvait disposer en propriété. Quand il y a des enfans et que le survivant est donataire de la moitié en usufruit, les enfans n'ont droit au cautionnement que pour la moitié du don; quand il n'y a qu'un ascendant et que la femme a l'usufruit de la totalité des biens, l'ascendant peut exiger une caution pour son quart; mais la femme opposera valablement sa dispense pour les trois autres quarts, aux collatéraux que la donateur pouvait priver même de la nue propriété; peut-être même devrait-on rejeter la demande comme injurieuse et sans intérêt, quand il y aurait une partie suffisante des biens de telle nature qu'ils ne pussent être aliénés ni dévolus par le fait de l'usufruitier, comme seraient des rentes sur l'Etat. »

(1) V. en ce sens Cass. 21 avril 1830; Limoges, 25 janv. 1828; Bordeaux, 25 janv. 1839; Bourges, 20 mai 1810; Angers, 14 août 1840. V. aussi notre *Table décenn.*, v° *Dernier ressort*, n. 34 et suiv.

(2) La question est controvertée. V. dans le sens de la solution ci-dessus, Rouen, 13 juin 1840. V. aussi Delaporte, *Pand. franç.* t. 4, p. 584, et Massé, *Parf. not.* t. 1, p. 199, n. 2, 6^e édit. — Mais voy. en sens contraire, Nancy, 21 mai 1825; Douai, 20 mars 1833, et 18 mars 1842; Paris, 9 oct. 1846; Rouen, 21 fév. 1842. — V. encore, Proudhon, de l'*Usufr.*, n. 824 et suiv.; Duranton, t. 3, n. 61; Favard de Langlade, v° *Usufruit*. C'est aussi en ce dernier sens que nous nous sommes prononcés en rapportant l'arrêt cité de la Cour de Rouen du 13 juin 1840. M. Coin Delisle, *Comment. anat.* sur l'art. 1094, n. 12, en range également à cet avis. « Mais, ajoute-t-il, remarquons que le

« Cela posé, voyons maintenant la nature et les effets de la réserve légale. — C'est une portion de l'hérédité que la loi frappe d'indisponibilité. Elle en assure l'intégrité à l'héritier qui y a droit; il en est approprié dès la mort du défunt, de la même manière que tous les autres héritiers; mais la faveur de la loi n'a pas été plus loin; elle vous a ménagé une part dans l'hérédité, l'hérédité ouverte, vos droits acquis, la loi se retire et vous abandonne au droit commun, que vos droits héréditaires se réalisent ou non, qu'ils vous soient ou non enlevés postérieurement, la loi ne s'en occupe plus; c'est un droit qu'elle s'est bornée à vous conserver, et non une réalité qu'elle a entendu vous garantir. Son interposition n'a lieu qu'entre le donateur et vous, elle ne se continue pas entre vous et ses autres avants droit. — En un mot, la faveur de la loi cesse pour faire place au droit commun qui régit à l'avenir cette portion de l'hérédité comme toutes les autres.

« Maintenant que les deux dispositions qui nous occupent sont ainsi analysées, voyons si elles peuvent concourir ou si elles s'excluent. — Nous avons vu d'un côté, que la dispense de donner caution ne portait point d'atteinte essentielle au domaine de propriété. Nous venons de voir, de l'autre, que l'essence de la réserve légale n'emportait que la conservation de l'émolument héréditaire à l'époque de l'ouverture de la succession. Dans l'espèce, cet emolument est une nue propriété qui est entière, malgré la dispense de caution, l'héritier légitimaire en est saisi sans obstacle aussitôt le décès de son auteur. Donc la réserve légale peut concourir dans ce qu'elle a d'essentiel avec la dispense de donner caution. — Nous disons en ce qu'elle a d'essentiel, et non en ce qu'elles peuvent avoir d'utile ou de plus utile, comme nous l'avons déjà fait pressentir. Si le législateur eût fait de ce degré d'utilité une condition essentielle de la réserve, s'il eût étendu sa faveur jusqu'à assurer à l'héritier légitimaire, non pas seulement un droit, mais la réalisation du droit, la garantie effective de ce droit, il en serait tout différemment, les deux dispositions ne pourraient plus concourir, l'une assurant l'exercice réel d'un droit, et l'autre en levant la sûreté qui garantit cette réalité.

« Mais, dit-on, l'usufruitier devenant insolvable, l'intention de la loi est trompée. La réponse est qu'il faut distinguer entre le droit et l'abus de ce droit, en permettant au donateur, de disposer même de l'usufruit des biens réservés; en lui faisant constituer ce droit d'usufruit avec dispense de caution, le législateur n'a pas en intention d'autoriser la spoliation des héritages légitimaux. On ne peut pas dire non plus que le donateur ait en cette intention, puisque, pour être dispensé de donner caution, l'usufruitier n'en a pas plus de droits sur les objets donnés que s'il était assujéti à cette caution. Si, dans le fait, il abuse de son droit, cet abus ne peut pas être également imputé au donateur, qui n'a donné qu'un droit, et qui, par cela même, a pros crit l'abus. A la vérité, il a retranché la précaution qui pourrait prévenir l'abus; mais dans le langage des lois ce n'est pas l'autoriser; tous ceux qui ont la nue propriété d'objets grevés d'usufruits sans caution, ont les mêmes abus à craindre. Combien y a-t-il de droits ains privés de garantie, mais qui n'en sont pas moins des droits? Le droit de nue propriété pourra déprimer par l'insolvabilité de l'usufruitier; mais cela sera un ac-

cident comme il en arrive tous les jours, et qu'à moins de disposition expresse, la loi ne peut être supposée avoir voulu prévoir et prévenir. — A ces raisons de droit, il convient d'ajouter deux considérations: la première est que la publication du titre de l'usufruit est postérieure à celle de la loi qui établit la réserve, de sorte que, suivant la maxime *posteriora derogant prioribus*, il faudrait plutôt supposer qu'il a dérogé par les dispositions sur l'usufruit, au droit de la réserve légale, que se servir de celui-ci, pour restreindre une disposition plus récente. La deuxième est que la réserve qui, dans l'espèce de l'art. 1094, ne peut jamais profiter qu'à des ascendans, semble être par sa nature, plutôt un hommage accordé au titre des ascendans qu'un droit destiné, dans la pensée du législateur, à être réalisé à leur profit. Or, une disposition dont l'effet doit être si rarement recueilli pour ceux en faveur de qui elle est faite, doit-elle prévaloir sur une faculté que le droit accorde généralement à tous ceux qui peuvent disposer de leurs biens à titre d'usufruit? »

— ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Met l'appel au néant; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 19 déc. 1822. — Cour roy. d'Orléans. — Conf., M. Deschamps, av. gén. — Pl., MM. Boudry et Léger.

HYPOTHEQUE LÉGALE. — SUBROGATION.
Du 20 déc. 1822 (aff. Aubé). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

CRÉANCIER HYPOTHECAIRE. — VENTE. — FRAUDE. — SURENCHÈRE.

Lorsqu'une vente d'immeubles est faite à vil prix, en fraude du droit des créanciers, les créanciers inscrits peuvent la rendre sans effet par le double moyen de la surenchère et de l'action en nullité. — Ainsi, les créanciers inscrits qui ont laissé passer les délais de la surenchère, sans surenchérir, sont néanmoins recevables à attaquer, pour cas de dol et de fraude, la vente consentie à vil prix par leur débiteur (1), quand même ils auraient provoqué l'ouverture de l'ordre.

(Berggras — C. de Gardempe.)

En 1813, le sieur Martin de la Bastide vend au sieur Lalande, le domaine de la Cuillère, moyennant la somme de 28,000 fr. — 31 mars 1818, acte devant notaire, par lequel le sieur Lalande revend le même domaine aux sieurs Berggras et consorts, pour la somme de 24,000 fr. — 11 avril 1818, transcription et notification du contrat aux créanciers inscrits de la part des sieurs Berggras. — Le délai fixé pour surenchérir expira, et l'ordre s'ouvrit sur la poursuite du sieur de Gardempe, créancier du sieur Lalande. — Plus tard le même sieur de Gardempe attaque l'acte de vente consenti par Lalande à Berggras et consorts. Il soutient que cet acte de vente contient dol et fraude, au préjudice des créanciers du sieur Lalande; que le prix réel était de 28,000 fr., quoiqu'on n'eût porté dans le contrat ce prix qu'à 24,000 fr.; que les acquéreurs avaient consenti au sieur Lalande une obligation ou billet de 4,000 fr., dont il avait été donné quittance par-devant Petit, notaire à

(1) V. conf. Cass. 17 août 1829; Montpellier, 14 déc. 1827; Bourges, 24 janv. 1828. — Jugé de même dans le cas où le créancier avait lui-même formé une

surenchère et l'avait ensuite abandonnée: Cass. 11 janv. 1815, et la note.

Versillac. Le sieur de Gardempe demande à être admis à prouver, tant par titres que par témoins, le dol et la fraude pratiqués par Lalande.

Jugement du tribunal civil de Guéret, qui admet le sieur de Gardempe à cette preuve, et ordonne qu'il rapportera préalablement la quittance de 4,000 fr. dont il excipait, et à cet effet, il lui est accordé ordonnance de compulsoire dans les minutes du notaire Petit.

Appel de la part des acquéreurs Bergeras. — A l'appui de leur appel, ils ont invoqué les art. 2186 du Code civil, et 835 du Code de proc. civ. — Dans l'espèce particulière, ont-ils dit, la preuve, que le sieur de Gardempe a été autorisé à faire, ne devait pas être admise. Lors de cette offre de preuve, le prix du bien vendu se trouvait définitivement fixé. La loi ouvrait aux créanciers une voie qu'ils n'ont pas prise et qu'ils ne peuvent plus prendre. Ils pouvaient se rendre surenchérisseurs : ils ne l'ont pas fait; le délai pour la surenchère est passé. La preuve testimoniale qui tendrait à donner à l'immeuble vendu un autre prix que celui que lui assignent le contrat et la loi, ne peut donc être admise. — Vainement on allègue que la preuve du dol et de fraude doit être admise dans tous les cas. Cela ne fait aucun doute; mais il est également certain que lorsque la loi a déterminé les voies et les délais, pour exercer l'action propre à prévenir les effets de la fraude, ces voies sont les seules praticables et ces délais doivent être observés. Or, la faculté de surenchérir attribuée à tout créancier inscrit n'est que le moyen légal pour empêcher l'effet d'un accord frauduleux entre le vendeur et l'acheteur; les créanciers doivent donc exercer la surenchère dans le délai prescrit, et faute de le faire, ils sont déchus de l'exercice de leur droit.

M. F. Talandier, premier substitut du procureur général, a conclu à la confirmation du jugement. « Le dol et la fraude, a-t-il dit, peuvent renverser l'acte authentique. Pour établir le dol et la fraude, on peut s'étayer de la preuve testimoniale. Dans la cause, il existe des présomptions assez graves, pour que le sieur de Gardempe ait été admis à ce genre de preuve (art. 1353 du Code civil). — En vain l'on s'élève des art. 2186 du Code civil, 835 du Code de proc. civ. — Dans ces articles, le législateur suppose que tout s'est passé régulièrement; qu'il n'a eu dans le contrat de vente ni dol, ni fraude, ni aucune machination perverse et préjudiciable aux créanciers. Le législateur suppose que le prix porté au contrat est le prix légitime. Sous ce rapport, et si les créanciers n'ont pas usé de la faculté de surenchérir qui leur est accordée par l'art. 2185 du Code civil, le prix porté au contrat est en effet définitivement fixé. Mais s'il y a eu dol et fraude, simulation du prix, le créancier au préjudice duquel elle a été pratiquée doit être admis à le prouver. L'exception de dol et de fraude s'applique à toutes les règles, et l'on doit être admis à l'établir puisque le législateur, dans les articles ci-dessus cités, n'en a pas interdit l'exercice. »

ARRÊT.

LA COUR: — Sur la première question : — Attendu que l'art. 2186 du Code civil et les autres dispositions de la loi sur la faculté de surenchérir, supposent le cas ordinaire où le prix stipulé

au contrat est sincère, et non celui où il serait frauduleusement simulé au préjudice d'un tiers; que, dans ce dernier cas, qui forme une exception à la présomption naturelle de la bonne foi, le créancier dont les droits sont blessés, a droit d'alléguer et de prouver la simulation frauduleuse pratiquée à son préjudice, conformément à l'art. 1167 du Code civil, quoiqu'il n'ait pas usé de la faculté de surenchérir dans le délai prescrit; que pour qu'il en fût autrement, il faudrait que la loi s'en fût expliquée, et que ne l'ayant pas fait, le créancier, que rien n'oblige à surenchérir, et qui peut avoir de bonnes raisons pour ne pas le faire, ne peut pas être privé du droit de démasquer la fraude et d'obtenir son paiement sur le véritable prix de l'immeuble qui formait le gage de sa créance;

Sur la deuxième question : — Attendu que toute fin de non-recevoir tendant à priver d'un droit légal, doit être elle-même fondée sur la loi, et que la loi ne décide pas que le créancier qui a introduit l'ordre sera forcé du droit d'attaquer le contrat d'aliénation, quoiqu'il déconvoire, après l'ouverture de l'ordre, que ce contrat renferme une fraude à son préjudice; que, dans l'espèce, on ne peut pas dire que le créancier qui a ouvert l'ordre, a par cela même reconnu la sincérité du prix; qu'on peut dire seulement qu'il croyait de bonne foi à cette sincérité, car on ne peut pas supposer que ce créancier, qui pouvait être rempli de sa créance sur le véritable prix s'il eût été connu, eût voulu approuver la simulation frauduleuse d'un prix moindre, qui lui enlevait toute espérance de paiement;

Sur la troisième question : Attendu que, quoique dans l'état actuel des choses, les indices de fraude ne soient pas à beaucoup près concluants, les faits articulés par Gardempe sont graves et précis, et qu'il y a lieu de confirmer le jugement qui en permet la preuve; — Sans s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées par les parties d'Allègre, met l'appel au néant, etc.

Du 21 déc. 1822. — Cour roy. de Limoges. — 3^e ch. — Prés., M. Grellet de Beauregard. — Pl., MM. Allègre et Barny.

JEU (DETTE DE.) — PREUVE TESTIMONIALE. — PAIEMENT.

La preuve testimoniale est admissible, pour établir qu'une obligation contractée pour prêt antérieur, a réellement pour cause une dette de jeu. (Cod. civ., 1963.) (1)

Est nulle l'obligation souscrite pour dette de jeu. — On ne peut dire que l'obligation consentie ait opéré paiement de la dette, dans le sens de l'art. 1967, Cod. civ., et que le perdant ne puisse répéter ce qu'il a volontairement payé. (Cod. civ., 1967.) (2)

(Pernety — C. Sadan.)

En 1819, acte devant notaire par lequel le sieur Sadan se reconnaît débiteur du sieur Pernety d'une somme de 4,200 fr.; l'obligation est causée pour prêt d'argent précédemment fait.

Le sieur Pernety fait commandement à son débiteur de payer. — Opposition de la part de celui-ci, fondée sur ce que l'obligation a pour véritable cause, une dette de jeu. Il demande à faire preuve de ce fait.

(1) C'est là un point constant en jurisprudence. V. Cass, 29 déc. 1814 et 30 nov. 1826; Grenoble, 6 déc. 1823; Limoges, 8 janv. 1821; Montpellier, 4 juill. 1823. — V. aussi sur ce point, et en général sur les dettes de jeu d'après le Code civil, nos observations en note d'un arrêt de la Cour d'appel d'Angers du 22 fév. 1809.

(2) V. sur ce point l'arrêt cité à la note précédente de la Cour d'appel d'Angers du 22 fév. 1809, et nos observations. V. aussi Toullier, t. 6, n. 382; Maleville, sur l'art. 1965; Locre, *Législ. civ.*, t. 13, p. 174; Duranton, t. 13, n. 107; Zacharie, t. 3, § 356.

Le sieur Pernety soutient, qu'aux termes de l'art. 1341 du Code civ., la preuve testimoniale ne peut être admise contre et outre le contenu aux actes.

Jugement qui, attendu que l'art. 1965 du Code civ. dispose qu'il n'y a pas d'action pour dettes de jeu; que, sous l'empire des anciennes ordonnances et la jurisprudence constamment suivie alors, il était toujours permis de prouver qu'une créance, à quelque somme qu'elle pût monter, avait pour cause une dette contractée au jeu; que ces principes, loin d'avoir été abrogés par le Code civil, sont, au contraire, parfaitement conformes à ses dispositions; attendu que l'intérêt de la société et le repos des familles exigent qu'on admette ces sortes de preuves, déclare qu'il y a lieu de recevoir la preuve par témoins du fait allégué par le sieur Sadan, débiteur.

Appel de la part du sieur Pernety.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que la règle générale tracée dans l'art. 1341 reçoit plusieurs exceptions; qu'une de ces exceptions est relative aux dettes de jeu, ainsi qu'il résulte de l'art. 1965;—Attendu que si les termes du Code civil ne sont pas précis sur cette exception, comme sur celles relatives aux objets de commerce, le silence ou l'obscurité de la loi nouvelle doit s'expliquer par les lois anciennes;—Attendu qu'il résulte de l'art. 10 de la déclaration du 1^{er} mars 1781, que tous contrats, obligations, ventes, et tous autres actes sont annulés, quand ils ont le jeu pour cause; que s'il en était autrement, l'art. 1965 serait à peu près sans application, puisque, presque toujours, les joueurs déguisent par des actes licites, la cause illicite de l'obligation:—Attendu qu'il résulte des faits de la cause des présomptions graves que la dette, ou du moins partie d'elle, provient d'une perte essuée au jeu;—Attendu que c'est une véritable subtilité que de dire que, par la remise faite par Sadan à Pernety de son obligation, il a véritablement payé la dette qu'il avait contractée, et qu'ainsi il est dans les cas prévus par l'art. 1967, et n'a plus le droit de répéter ce qu'il a déjà payé; qu'en effet, une obligation peut être substituée à un paiement, mais qu'elle n'est en réalité qu'une promesse de paiement, un paiement fictif et non réel;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 21 déc. 1822.—Cour roy. de Lyon.—Prés., M. de Bastard, p. p.—Pl., MM. Sauzet et Marais.

1^{er} REMPLACEMENT MILITAIRE. — DÉCISION. — RÉSOLUTION.

2^e DERNIER RESSORT. — RELIQUAT.

1^{re} La désertion du remplaçant ne donne lieu à la résolution du contrat de remplace-

(1) La jurisprudence a été longtemps flottante sur cette question. Mais la doctrine contraire, c'est-à-dire celle d'après laquelle la seule fait de désertion autorise le remplacé à demander la résolution du contrat de remplacement, que le remplacé ait été ou non inquisé, a fini par l'emporter. V. Cass. 10 août 1818, et nos observations sur cet arrêt, ainsi que les autorités qui y sont rappelées. V. aussi la note sur un arrêt du Bordeaux du 12 fév. 1819. — Toutefois, cette doctrine est combattue par M. Troplong, du Louage, t. 3, §. 831, qui pense que les stipulations du remplacement étant soumises aux mêmes règles que les autres contrats civils, il en faut conclure que le remplacé qui a recueilli tout le fruit du contrat de remplacement, ne peut ensuite le méconnaître. « C'est vers cette opinion, ajoute M. Troplong, que la jurisprudence paraît incliner,

ment, qu'autant que le remplacé se trouve rattaché par suite de la désertion (1).

2^e Un tribunal de première instance ne peut statuer en dernier ressort sur une demande en résiliation d'une obligation excédant 1,000 fr., bien qu'il ne reste dû sur cette obligation qu'un reliquat moindre que 1,000 fr.; et que dans le fait, le véritable intérêt de la cause n'exécute pas 1,000 fr. (2).

(Jaquereau—C. Loré.)

Décembre 1820, acte notarié par lequel le sieur Jacquereau s'engage à remplacer, au service militaire, le sieur Urbain Loré. — Il est stipulé que le sieur Loré père paiera au sieur Jacquereau, à différentes époques, le somme de 1300 francs, mais dont le sieur Jacquereau ne pourra exiger le complet paiement qu'après avoir justifié d'une année de service au corps; que ladite somme de 1300 fr. ne sera point payée si le remplaçant vient à désertir, soit en rejoignant ou en se rendant à son régiment, soit durant le temps qu'en répond son remplaçant, et que ce dernier, en raison de ce, vienne à partir lui-même, ou soit recherché; a'ors, dans tous ces cas, il demeurera passible, envers ledit sieur Loré fils, de tous dépens, dommages-intérêts, et lui remettra les sommes qu'il aura reçues de lui, et lui remboursera le coût du présent.

Depuis, un sieur Lerbat-L'ereux, cessionnaire du sieur Jacquereau, pour une somme de 800 fr., fit commandement, le 26 juin 1822, au sieur Loré père, de payer cette somme, avec les intérêts échus depuis le 19 mars, lors dernier.

Opposition à ce commandement, de la part du sieur Loré, avec assignation devant le tribunal civil de Chalon, aux fins de nullité du traité dudit jour, 17 oct. 1820, et de restitution de la somme de 150 fr., payée sur ce traité, sur le motif que le sieur Jacquereau, après avoir été admis au régiment, le 19 mars 1821, comme remplaçant du sieur Urbain Loré, avait déserté le 1^{er} avril suivant; qu'il avait été arrêté au Mans, et condamné à deux ans de prison, pour vol, par arrêt de la Cour d'assises du département de la Sarthe, du 6 juin même année.

1^{er} août 1822, jugement du tribunal de Chalon, qui sur le motif que, par le traité dont il s'agit, le sieur Jacquereau s'est obligé de remplacer le sieur Urbain Loré, au service militaire, de manière que ce dernier ne soit pas tenu de partir, ou recherché; que le sieur Jacquereau a été reçu en remplacement et admis au quatrième régiment des chasseurs à cheval de l'Ariège, le 19 avril 1821; que son arrestation pour vol, a procuré audit sieur Loré son entière et absolue libération, ainsi qu'il résulte du certificat du conseil d'administration dudit régiment, du 20 mai

ainsi que cela résulte d'un arrêt de la chambre civile du 14 fév. 1835; elle est la plus équitable et la plus conforme aux principes généraux sur les obligations. — Nous venons de dire, au contraire, que la jurisprudence inclinait dans le sens opposé à la décision de M. Troplong, et à cet égard, nous renvoyons aux arrêts que nous avons indiqués sous celui du 10 août 1818 déjà cité. Quant à celui de 1838 qu'indique M. Troplong, il se trouve rapporté dans le Vol. de 1838. t. 249. Le lecteur pourra se convaincre qu'il s'agit d'une autre question que celle dont il s'agit ici.

(2) F. en ce sens, Bosaçon, 31 mars 1827. — Mais voy. en sens contraire, Cass. 15 mars 1813; 29 déc. 1830; Metz, 27 janv. 1821, et les autorités qui y sont indiquées.

1822, que la conduite de Jacquereau, toute respectable qu'elle est, ne peut être, pour le sieur Loré, un motif de se décharger de ses obligations; qu'il ne peut demander de Jacquereau, autre chose qu'une libération définitive, et qu'il a obtenu cette libération par le fait de Jacquereau;—Déboute, etc.

Appel de ce jugement devant la Cour royale d'Orléans.

Une fin de non-recevoir a été présentée contre cet appel, résultant de ce que les premiers juges n'avaient pas statué au delà de mille francs.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que dans l'état de la cause et d'après les divers chefs des conclusions des parties, les premiers juges se sont trouvés saisis d'une demande en résolution d'un contrat montant en principal à 1300 fr., somme qui excède la limite du dernier ressort, d'où il résulte qu'ils n'ont pu juger et qu'ils n'ont jugé, en effet, qu'à la charge de l'appel; — Sans avoir égard à la fin de non-recevoir, ordonne que les parties plaideront au fond;

Et sur le fond, considérant que le § 4 de l'art. 18 de la loi du 10 mars 1818, sur le recrutement de l'armée, dispose que les spéculations particulières qui ont lieu entre les contractants, à raison du remplacement pour le service militaire, sont soumises aux mêmes règles et formalités que tout autre contrat civil; — Considérant que l'objet et l'unique intérêt du traité intervenu entre Loré père et Jacquereau était de soustraire le fils Urbain Loré au service militaire, auquel il se trouvait appelé; — Considérant que l'une des conditions résolutives établies par l'art. 5 de ce traité, n'est attachée au fait de la désertion du remplaçant qu'autant que cette désertion deviendrait la cause du rappel du remplacé; — Considérant que, dans la cause à juger, cette seconde circonstance de la condition résolutoire a manqué, puisque, nonobstant la désertion de Jacquereau, Urbain Loré fils n'a été ni inquiété ni recherché, et que postérieurement à cette désertion, il a reçu sa libération définitive, en conformité des dispositions de l'art. 15 de la loi précitée, du 10 mars 1818, ainsi qu'il est constaté par le certificat à lui délivré le 30 mars 1822 par le conseil d'administration du régiment de chasseurs à cheval de l'Arrière; — Adoptant au surplus les autres motifs des premiers juges: — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 21 déc. 1822. — Cour roy. d'Orléans. — Prés., M. Arthuys de Charnizay. — Concl., M. Deschamps, av. gén.—Pl., M. Vilnot et Moreau.

HYPOTHÈQUE LÉGALE.—BIENS PARAPHÉRENAUX.

La femme n'a point d'hypothèque légale, existant indépendamment de toute inscription, sur les biens de son mari, à raison de ses créances paraphérenales (1).

(Loirette.)

Un ordre est ouvert pour la distribution du prix des immeubles du sieur Loirette, vendus judiciairement. — Au nombre des créanciers, se présente la dame Loirette, qui demande à être colloquée sur les biens de son mari, à raison de ses créances paraphérenales, en vertu de l'hypothèque légale, existant à son profit, indépendamment de toute inscription, conformément à l'art. 2135 du Code civil.

Les créanciers soutiennent que la dame Loirette n'a pas d'hypothèque légale dispensée de l'inscription à raison des reprises paraphérenales qu'elle a à exercer sur les biens de son mari.

Jugement du tribunal de Milhan, qui rejette la demande en collocation formée par la dame Loirette, à raison de ses créances paraphérenales, et qui la colloque après tous les créanciers inscrits.

Appel de la part de la dame Loirette.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, quant au surplus des réclamations de la dame Loirette, qu'elles n'ont pour objet que des créances paraphérenales sur son mari, à raison desquelles elle n'a pris aucune inscription; — Attendu que, se fixant sur l'esprit de la législation nouvelle, touchant le régime hypothécaire, il est impossible d'admettre que la femme soit dispensée d'inscription, pour la conservation de ses créances paraphérenales sur son mari; qu'en effet, il résulte jusqu'à l'évidence, des discussions du Code civil au conseil d'Etat, que le système des hypothèques occultes fut pros crit, et que le conseil d'Etat admit en principe, que désormais toute hypothèque serait essentiellement publique; que cette publicité serait procurée au moyen de l'inscription des créances hypothécaires dans les registres toujours ouverts aux intéressés; — Attendu que, si ces principes furent modifiés en faveur des mineurs et des femmes, le principal motif de ces modifications fut que la femme et le mariage étant des faits notoire de leur nature, les créances des femmes et des mineurs étaient publiques par cela même, ce qui devait les dispenser de tout autre moyen de publication; — Qu'ainsi, les membres du conseil d'Etat qui réclamaient ces modifications, et notamment MM. Cambacérès et Tronchet, conséquents avec eux-mêmes, ne parlèrent que de la dot, qui, déjà l'on avait décrété, ne pouvait être établie que par un acte public, antérieur même à la célébration du mariage, de laquelle elle emprunte une publicité nouvelle; — Attendu que les modifications, ainsi restreintes, se coordonnent parfaitement avec les motifs qui les firent admettre; — Qu'en se fixant sur la teneur des art. 1394, 1395, 1396, 1397 et 1543 du Code civil, toutes dispositions sagement et fortement combinées pour assurer la publicité et l'inséparabilité des conventions matrimoniales, et prévenir l'abus des privilèges que le législateur se proposait, dès lors, d'attacher à ces conventions, l'on est d'autant plus convaincu que ces dispositions premières durent déterminer et justifier l'admission ultérieure de ces privilèges; — Attendu que l'hypothèque sans inscription, pour les paraphérenales, bouleverserait de fond en comble un système si bien combiné, puisqu'il en devrait résulter que les stipulations clandestines, consignées dans un acte obscur sous le sceau du secret, furivement enregistré, à des distances éloignées du domicile des parties, constituerait subitement, pour la femme, des créances paraphérenales qui viendraient absorber la fortune du mari, et arracher à ses créanciers le gage qu'il leur aurait promis; inconvénient d'autant plus majeur que l'instabilité des créances paraphérenales, toujours livrées aux combinaisons de la femme et du mari, laisserait les créanciers dans l'impuissance absolue d'échapper aux pièges qui leur seraient tendus; — Attendu que le résultat de ce système, contraire au but de toute législation hypothécaire, serait de mettre les tiers dans l'impossibilité de traiter sûrement avec les maris, et par une conséquence ultérieure, dictée par la prudence, de placer les

(1) La doctrine contraire a prévalu. V. Cass. 11 juin 1822; voy. aussi Aix, 19 août 1813; Riom, 19 août 1817, et 5 fév. 1821, et les notes.

maris eux-mêmes dans l'espèce d'interdit légal qui, écartant leurs biens du commerce, et paralysant tous les moyens, n'en pourrait tarder d'entraîner la ruine de beaucoup de familles, sans qu'on pût dire avec les partisans de l'hypothèque légale des paraphernaux, que les maris conserveraient les moyens de sortir de cet état d'indigence, en faisant obligier conjointement leurs femmes, ou en les faisant renoncer à leurs hypothèques, car le même motif que l'on invoque, pour faire admettre l'hypothèque des paraphernaux sans inscription, motif puisé dans le despotisme que le mari exerce, dit-on, sur l'esprit de sa femme, devrait, à peine d'inconséquence, faire annuler des obligations et des renonciations que la femme pourrait, avec bien plus de raison, soutenir n'avoir pas librement consenties ; — Attendu qu'accorder aux paraphernaux l'hypothèque sans inscription, ainsi qu'à la dot même, ce serait évidemment confondre les biens dotaux et les biens paraphernaux, et accorder aux paraphernaux, spécialement, un privilège exorbitant que le législateur a senti la nécessité de refuser à la dot elle-même ; — Qu'en effet, tandis que les reprises dotaux ne peuvent être établies, ni augmentées après la célébration du mariage, l'on verrait des reprises, entaillées des mêmes privilèges, s'établir sous le nom de paraphernaux, et frapper à l'improviste, après le mariage, sans qu'il apparût même de leur existence ; ce qui serait évidemment un moyen indirect d'augmenter et de constituer des dots sous un autre nom, contrairement aux dispositions de l'art. 1543 du Code civil ;

Attendu, au surplus, qu'on voudrait même funder l'hypothèque sans inscription, pour les paraphernaux, sur l'empire que le mari exerce sur l'esprit de sa femme et sur le besoin de prévenir les discussions qui pourraient résulter de la nécessité de l'inscription, puisque, d'une part, l'abus de l'ascendant marital et l'inertie de la femme ne peuvent être facilement supposés, lorsque la femme, s'étant réservée des paraphernaux, a, par cela même, déclaré qu'elle se reconnaissait assez d'énergie et d'indépendance pour les soumettre aux envahissements du mari ; — Et que, d'autre part, le législateur n'a point hésité à la soumettre pour la conservation de ses revenus, dont le mari se serait emparé, à les revendiquer par un acte formel d'opposition dirigé contre le mari lui-même ; — Attendu que si le législateur n'a pas craint d'imposer à la femme une telle obligation, on ne saurait concevoir qu'il eût voulu l'affranchir de la nécessité de prendre une simple inscription hypothécaire, mesure bien moins hostile contre le mari, qu'il peut même ignorer, et qui, du moins, ne blesse pas son autorité d'une manière aussi sensible ; — Attendu que, s'il était permis de s'ériger en législateur, des considérations d'un ordre plus relevé porteraient à refuser les privilèges de la dot aux paraphernaux, qui, le plus souvent, ne sont pour la femme que des moyens d'indépendance et d'insubordination contre l'autorité maritale, qu'il importe aux bonnes mœurs de fortifier plutôt que d'affaiblir ; — Attendu, en se fixant sur les dispositions textuelles du Code civil, que si de l'art. 2121 on peut conclure que la femme a une hypothèque légale sur les biens de son mari, pour tous ses droits et créances sans distinctions, on ne peut en conclure cependant que cette hypothèque soit dispensée d'inscription, pas plus que celles que ce même article établit en faveur de l'Etat, des communes et des établissements publics ; — Attendu, au contraire, que l'art. 2134 établit, comme un principe général, que l'hypothèque, même légale n'a

de rang que du jour de l'inscription, sauf les exceptions portées dans l'art. 2135 ; — Attendu que ce dernier article ne fait exception à la nécessité de l'inscription par rapport aux femmes, que pour raison de leur dot et conventions matrimoniales, et que les derniers mots, *conventions matrimoniales*, ne peuvent s'entendre que des conventions portées en contrat même de mariage, et qui constituent la femme créancière, à quelque titre que ce soit, de son mari ; — Attendu que l'on ne saurait appliquer aux paraphernaux, sous le régime dotal, la disposition de cet article, qui accorde à la femme une hypothèque pour remploi de ses propres aliénés, à compter du jour de la vente ; — Que cette erreur est repoussée par l'économie même de cet article, qui, d'abord établit le principe de l'hypothèque légale au profit des femmes, pour raison de leur dot et conventions matrimoniales, sans distinction de régime, et qui, ensuite, suivant le développement de ce principe, par rapport au régime dotal et au régime de la communauté, dispose d'abord, évidemment, en ce qui touche le régime dotal, que la femme n'a hypothèque pour les sommes dotales provenues de successions et donations postérieures au mariage, qu'à compter de l'époque des donations ou de l'ouverture des successions ; et ensuite, et évidemment en ce qui touche le régime de la communauté, qu'elle n'a hypothèque pour l'indemnité des dettes contractées avec son mari, et pour le remploi de ses propres aliénés, que du jour de l'obligation ou de la vente ; dispositions qui se réfèrent clairement aux art. 1431, 1433, 1450 et 1493 du Code civil, relatifs au régime de la communauté ; — Attendu que les créances paraphernales sont essentiellement distinctes de la dot et des conventions matrimoniales ; qu'en effet, la dot et les conventions matrimoniales sont, de leur nature, comme publiques, immuables, livrées à la suprématie du mari, tandis que les paraphernaux peuvent être incouus, résulter d'actes privés, variés sans cesse, et restent toujours dans la dépendance exclusive de la femme ; que, dès lors, la dispense d'inscription, établie par l'art. 2135 du Code civil, taxativement pour la dot et pour les conventions matrimoniales, ne peut être étendue aux paraphernaux ; — Attendu qu'on chercherait en vain dans les art. 2140, 2193 et 2195 du Code civil, en abusant du mot *reprise*, inséré dans cet article, des motifs d'étendre aux paraphernaux le privilège attaché à la dot et aux conventions matrimoniales, parce qu'en premier lieu, cet article purement énonciatif des droits déjà concédés à la femme, devrait, au besoin, s'interpréter par les dispositions antérieures, constitutives de ces droits, plutôt que de leur servir de commentaires ; en second lieu, parce que les articles eux-mêmes, dans leur valeur grammaticale, ne présentent pas d'autre sens que l'art. 2135, l'adjectif *matrimonial* se référant clairement, selon le régime de la syntaxe, aux deux substantifs *reprises* et *conventions* qui le précèdent, sans que le législateur ait dû s'astreindre à répéter cet adjectif, tout à la fois, et après le mot *reprises*, et après le mot *conventions*, ce qui eût été un vice de locution intolérable ; — Attendu que si l'art. 2135 avait besoin, malgré sa précision et sa clarté, d'un commentaire quelconque, l'art. 551 du Code de comm. en offrirait des moyens d'interprétation bien plus sûrs ; qu'en effet, cet article opposant des restrictions, pour le cas prévu, à l'hypothèque légale de la femme, à raison de sa dot, et se taisant sur l'hypothèque qu'on voudrait étendre aux paraphernaux, il s'ensuit évidemment que le législateur n'a pas supposé l'existence de cette hypo-

thèque prétendus, qu'il eût certainement senti la nécessité de restreindre aussi, et à plus forte raison encore, s'il est vrai qu'elle existât :—Attendu qu'en se fixant sur la jurisprudence, si l'on trouve, d'une part, pour l'hypothèque sans inscription des paraphernaux, l'imposante autorité de la Cour de cassation, l'on voit, d'autre part, toutes les Cours royales, sans exception, se réunir, pour établir le contraire, et notamment les Cours d'Aix, de Grenoble, de Toulouse et de Montpellier, même celle de Riom, qui, désertant le système qu'elle avait d'abord adopté par un arrêt du 30 fév. 1819, n'a point hésité à décider, par un dernier arrêt du 4 mars 1822, rendu sous la présidence de M. le baron Grenier, que la femme ne saurait être affranchie de la formalité de l'inscription pour la conservation des créances paraphernales ;—Attendu, enfin, qu'en appréciant les motifs mêmes donnés par la Cour de cassation, dans son arrêt du 11 juin 1822, on ne peut se défendre de reconnaître l'erreur qui lui serait échappée, lorsqu'elle a supposé que l'art. 2135, tout comme l'art. 2124, porte, sans restrictions, que les femmes ont une hypothèque indépendante de toute inscription sur les biens de leurs maris, tandis que, bien loin de disposer sans restriction et d'une manière indéfinie, comme l'art. 2121, l'art. 2135, au contraire, en disposant que l'hypothèque existe, indépendamment de toute inscription au profil des femmes, ajoute, pour raison de leurs dot et conventions matrimoniales, expressions essentiellement restrictives et limitatives de la disposition ;—Attendu qu'il résulte de tout ce que dessus que la dame Loirette a été justement repoussée de l'ordre pour ses créances paraphernales, à raison desquelles elle n'avait pris aucune inscription sur les biens de son mari ;—Par ces motifs, ordonne quant à ce, l'exécution du jugement du tribunal de première instance, etc.

Du 22 déc. 1822. — Cour roy. de Montpellier.
— Pl., MM. Charamaule et Durand.

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. —

DOL. — VEUVE.

Du 23 déc. 1822 (aff. Allard). — Cour roy. de Grenoble. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DONATION A CAUSE DE MORT. — RÉSERVE.

— DONATION ÉVENTUELLE.

Lorsque par contrat de mariage passé sous l'empire de l'ordonnance de 1731, un père a donné entre-vifs à l'un de ses enfans la moitié de ses biens, et que relativement à l'autre moitié, il a déclaré se la réserver pour en disposer ; s'il ajoute qu'en cas de non-disposition cette deuxième moitié sera consolidée à la première, il ne faut pas voir dans la deuxième disposition une simple donation à cause de mort qui reste sans effet au cas de prédécès. Il faut entendre que cet ensemble de dispositions est une seule et même donation universelle, dont l'effet n'est susceptible de diminution qu'au cas d'exercice de la faculté réservée ; tellement que, s'il n'y a pas de disposition ultérieure, le droit universel conféré par la donation, aura été, dès le jour de la donation, non-seulement irrévocable, mais encore transmissible aux enfans du donataire. (Ordonn. de 1731, art. 18 ; Cod. civ., 1086.)

(Rognin — C. Mayousse.)

26 avril 1779, contrat de mariage d'Elisabeth Rognin, avec Mayousse. On y lit la disposition

suivante : — « Et comme le présent mariage est très agréable audit Rognin père, en contemplation d'iceul, il donne à ladite Elisabeth Rognin sa fille et, pour elle, audit Mayousse, son futur époux, par donation entre-vifs et à cause de noces, la moitié de tous et chacun de ses biens meubles, immeubles, droits, noms, raisons, actions et prétentions, pour en jouir le jour de la célébration du présent, à la charge de payer et acquitter les dettes, charges, légaux et autres qui pourraient se trouver dus sur lesdits biens donnés ; se réservant, ledit Rognin père, l'autre moitié de tous ses biens pour en jouir et user à sa volonté, et dans le cas auquel il viendrait à décéder sans en avoir disposé en tout ou en partie, ledit Rognin entend que la susdite réserve soit consolidée à la présente. »

Elisabeth Rognin meurt avant son père. — Le 24 fév. 1806, celui-ci fait un testament en faveur de ses petits-fils, enfans de la donataire décédée. — En 1807, mort de Rognin père. Louise Rognin, son autre fille, fait assigner les enfans Mayousse, ses neveux, en nullité du testament, pour vice de forme.

Les enfans Mayousse offrent à leur tante sa réserve légale dans la succession, et soutiennent que dans le cas où le testament serait nul, il n'en doit pas moins être déclarés possesseurs du reste de la fortune de leur grand père, parce que la clause de consolidation, insérée dans la donation du 26 avril 1779, doit recevoir son exécution.

11 mars 1819, jugement du tribunal de Grenoble qui annule le testament et ordonne l'exécution de la clause de consolidation.

Appel. — L'appelante a prétendu qu'il y avait deux dispositions distinctes dans la clause dont il s'agit : une donation entre-vifs et une donation à cause de mort. — La première de ces dispositions, disait-elle, est irrévocable ; mais la deuxième qui a pour objet la moitié réservée, n'est qu'une disposition éventuelle, une disposition à cause de mort ; or, cette disposition est devenue caduque par le décès de la donataire avant le donateur. Il est même impossible d'assimiler cette disposition à une institution contractuelle, car ce dernier genre de libéralité, est irrévocable, et Rognin père s'était réservé expressément la moitié de tous ses biens pour en jouir et user à volonté.

ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que les contrats de mariage sont susceptibles de recevoir toute espèce de stipulations ;—Considérant qu'il résulte des expressions renfermées dans le contrat de mariage d'Elisabeth Rognin, que son père, donateur, lui a fait une donation universelle de ses biens, puisqu'il a stipulé qu'en cas de non-disposition, la moitié des biens, dont il s'est réservé de disposer, serait consolidée à la donation ;—Considérant qu'aux termes de l'art. 18 de l'ordonnance de 1731 et de l'art. 1086 du Code civ., toute donation universelle, faite dans un contrat de mariage, renferme le caractère d'irrévocabilité, et devient par conséquent transmissible aux enfans du donataire, d'où la conséquence que le prédécès d'Elisabeth Rognin n'a pas rendu caduque la donation à elle faite par son père, dans son contrat de mariage ;—Par ces motifs, confirme le jugement dont est appel, etc.

Du 24 déc. 1822. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. Anglès. — Concl., M. Marion, av. gén. — Pl., MM. Corbel et Mazerat.

BILLET AU PORTEUR. — PERTE. — RÈGLEMENT.

Les effets au porteur, sur l'Etat, sont, au cas de perte ou de vol, susceptibles d'être reven-

diqués par la véritable propriétaire. (Cod. civ., 2279.) (1)

(Vandermarq—C. Thierry.)

Une reconnaissance de liquidation sur l'Etat, montant à 5,000 fr., et appartenant au sieur Thierry, lui fut soustraite frauduleusement par un nommé Apesme, qui la remit à un sieur Demouchy, agent d'affaires, pour la faire négocier. — Cet agent d'affaires chargée de la négociation le sieur Vandermarq, agent de change. — La négociation avait eu lieu, mais le titre n'était pas encore délivré à l'acquéreur, lorsque le sieur Thierry forma contre le sieur Vandermarq une action en revendication. — Ce dernier prétendit que la revendication n'était pas admissible à l'égard des billets ou effets au porteur, caractère qui appartient aux reconnaissances de liquidation; qu'il est dans la nature de tels effets, que la possession soit une preuve absolue de propriété à l'égard des tiers; qu'ils doivent être assimilés à une véritable monnaie, en ce sens que la simple remise manuelle en opère la transmission légale; que si l'on admettait l'action en revendication des effets dont il s'agit, ce serait en rendre la négociation pour ainsi dire impossible, à raison de la difficulté où l'on serait de s'assurer que le possesseur est le véritable propriétaire. — A tout événement, le défendeur appela le sieur Demouchy en garantie.

13 mars 1822, jugement du tribunal de commerce de la Seine, ainsi conçu : — « Statuant sur la demande principale, attendu qu'aux termes de l'art. 2273 du Code civ., tout propriétaire d'un effet mobilier, perdu ou volé, a le droit de le suivre et revendiquer pendant un intervalle de trois années; — Attendu que la reconnaissance de liquidation dont il s'agit n'est pas monnaie de l'Etat, et que sa transmission bien qu'exempte de toute formalité donne lieu à une vente ou négociation qui l'assimile à toute autre marchandise ou objet mobilier; — Attendu que la qualité d'effet au porteur ne pourrait être utilement alléguée par les défendeurs que dans le cas où la transmission aurait rendu au moins incertaines l'individualité et l'identité de la pièce, et qu'ici l'identité de cette reconnaissance est prouvée au procès et reconnue par toutes les parties; — Attendu que si tout effet au porteur appartient légalement à celui qui le possède, il y a certainement exception légale à ce droit de possession, et ce, lorsque l'effet a été volé ou lorsque ayant été perdu il est dans les mains de celui qui l'a trouvé; — Attendu que la soustraction frauduleuse de cette reconnaissance est reconnue et avouée par les parties; —

(1) Cette décision vient à l'appui de la règle souvent consacrée par la jurisprudence, et admise par les auteurs, que la principe en fait de meubles possession vaut titre, ne s'applique qu'aux meubles corporels, et non aux meubles incorporels, tels que titres de créances, rentes, créances d'indemnité, connaissements, &c. F. en ce sens, Cass. 2 niv. an 12, et la note; Cass. 4 mai 1836, et les observations qui suivent cet arrêt; 11 mars 1839; 14 août 1840; Poitiers, 27 nov. 1833; Bruxelles, 4 juin 1833. V. Chardon, du *Droit* et de la *Fraude*, t. 1, n. 13; Vanille, des *Prescriptions*, t. 2, n. 620; Troplong, *ibid.*, t. 2, n. 1065. — V. toutefois, un arrêt en sens contraire de la Cour royale de Paris, qui décide que celui qui a acquis de bonne foi des rentes, est, par le seul fait de la possession, à l'abri de toute action en revendication de la part du véritable propriétaire; 14 juin 1834.

(2) F. dans ce sens, Metz, 3 mars 1826; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1007.

(3) Mais la nullité ne saurait être opposée par la

Attendu.... (Ici le tribunal statue sur la demande en garantie.)

« Le tribunal, ordonne que la reconnaissance de liquidation de 5,000 fr., qui fait l'objet du procès, sera remise par le sieur Vandermarq au sieur Thierry, et faite par le sieur Vandermarq de ce faire, le condamne à payer au sieur Thierry, la somme de 5,000 fr.... Condamne Demouchy à garantir le sieur Vandermarq. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 26 déc. 1822. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Agier. — Concl., M. Jaubert, av. gén. — Pl., MM. Molnot, Boileux et Berville.

ENQUÊTE. — DÉLAI.

Lorsqu'à raison de la distance des lieux, le tribunal accorde pour la confection d'une enquête, un délai plus long que celui de huitaine, ce délai court, non de la prononciation du jugement, mais seulement de la signification à avoué. (Cod. proc., 257 et 258.) (2)

(Darfenille—C. Carnis.)

Du 27 déc. 1822. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gajjal, p. p. — Pl., MM. Larivière et Lezand.

DOUBLE ÉCRIT. — COMPROMIS.

Un compromis est une convention synallagmatique qui, pour être valable, doit être fait double entre les parties (3).

(Guernale — C. Dubadon et autres.)

Du 27 déc. 1822. — Cour roy. de Rennes. — Prés., M. Costard. — Pl., MM. Morel et Costant.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — MINEUR. — CON-

VOL. — FRAIS. — SÉPARATION DE BIENS. La mineur a une hypothèque légale sur les biens du second mari de sa mère, dans le cas où celle-ci a perdu la tutelle à défaut de convocation du conseil de famille, lors de son second mariage (4).

La femme séparée de biens a hypothèque légale pour les frais par elle faits sur sa demande en séparation. (Cod. civ., 2121, 2135.) (5)

(Gaillard—C. Hoche.) — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche l'appel interjeté par François-Hubert Gaillard du jugement rendu au tribunal civil de Meaux, le 3 juin 1822, qui accorde aux mineurs Hoche, pour reliquat

partie qui a exécuté la promesse. F. Cass. 15 fév. 1814, et la note.

(4) C'est la doctrine qui semble prévaloir. V. Poltier, 28 déc. 1824; Nîmes, 30 nov. 1831; Colmar, 26 nov. 1833. — V. aussi Perail, *Rép. hyp.*, art. 2131; Grenier, *Hyp.*, t. 1, n. 280; Favard de Langlade, *Rép.*, v° *Hypoth.*, sect. 2, § 1^{er}, n. 8; Troplong, *Hypoth.*, t. 2, n. 426. — V. cependant en sens contraire, Delvincourt, t. 1, p. 475, et t. 2, p. 428; Duranton, t. 3, n. 426, et t. 19, n. 342; Zacharie, t. 2, § 121, note 4.

(5) Si le privilège de la dot, dit M. Troplong, t. 2, n. 418 ter, ne s'étendait pas aux frais faits pour la mettre au sûreté, les précautions prises par le législateur seraient facilement éludées. V. dans le même sens, Boniface, t. 2, liv. 4, tit. 3; Benoît, de la *Dot*, t. 2, n. 24. Cette doctrine a été aussi consacrée par plusieurs arrêts. F. notamment Riom, 5 fév. 1821; Cass., 25 nov. 1824; Douai 1^{er} avril 1826. — V. cependant en sens contraire, Rouen, 12 mars 1817.

de leur compte de tutelle, hypothèque légale sur les biens de François-Charles Gaillard, leur beau-père, comme étant solidairement responsable, avec leur mère, de la tutelle, aux termes de l'art. 385 du Code civ.;—Adoptant les motifs des premiers juges ainsi conçus :—Attendu que la condition des mineurs ne peut pas être moins favorable, dans le cas où la mère tutrice remariée n'a pas convoqué le conseil de famille et indûment conservé la tutelle, que, dans le cas où le conseil de famille dûment convoqué l'y aurait maintenue; que l'art. 395 du Code civ. rend le mari solidairement responsable de la gestion postérieure au mariage; que la responsabilité solidaire est prononcée par les deux articles; qu'elle paraît même plus étendue dans le premier que dans le second cas; qu'en effet, cette responsabilité est encourue par le nouveau mari, gérant volontairement une tutelle indûment conservée, à cause de l'immission induite dans les biens pupillaires, qui fait le caractère principal de sa gestion;

En ce qui touche l'appel de Marie-Aune-Victoire Gratiot, femme séparée, quant aux biens, dudit François-Charles Gaillard dudit jugement :—Attendu, en ce qui concerne la disposition qui rejette la collocation par elle demandée à l'hypothèque de son contrat de mariage, des frais de la demande en séparation, qu'il est justifié par son contrat de mariage, qu'il contient une constitution de dot à son profit; que la demande en séparation de biens a eu pour objet la conservation de cette dot, et qu'il est de principe que les frais légitimement faits pour la conservation d'une créance privilégiée jouissent du même privilège que la créance dont ils sont l'accessoire nécessaire;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant;—Ordonne que la dame Gaillard sera colloquée dans l'ordre dont il s'agit, pour le montant des frais de la demande en séparation de biens, d'après la taxe qui en sera faite, et ce, à la date de l'hypothèque du contrat de mariage; le jugement, quant aux deux autres chefs, dont la femme Gaillard est appelante, par les motifs y exprimés, sortant son plein et entier effet, etc.

Du 28 déc. 1822.—Cour roy. de Paris.—3^e ch.—Prés., M. Dupuy.—Pl., MM. Persil, Gaudry et Chail-Ést-Auge.

ADJUDICATION DÉFINITIVE. — REMISE. — NULLITÉ.

Lorsque l'adjudication définitive n'a pas eu lieu au jour indiqué lors de l'adjudication préparatoire et annoncée par des placards et affiches, elle doit être annulée s'il en résulte un préjudice notoire pour le saisi, sans que le retard puisse lui être imputé. (Cod. proc., 703 et suiv.) (1)

(1) Il ne serait autrement si aucun préjudice ne devait en résulter pour le saisi, et si c'était lui-même qui eût soulevé l'incident par suite duquel la remise aurait été prononcée. V. Cass. 28 vent. an 13, et la note. V. aussi Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 2379 bis.

(2) V. conf., Nîmes, 16 juin 1835 (Volume 1835); Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pén.*, t. 1^{er}, p. 241.—Selon M. Coin-Dehale, *Comment. anal.*, sur l'art. 912, n. 5, le contraire s'induit de cette expression de l'art. 29 du Code pénal, que le condamné est, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale. « Ces termes sont généraux, dit M. Coin-Dehale, et s'ils sont généraux, ils comprennent la défense de faire aucun des actes que la loi permet à ses sujets; ils comprennent la défense de faire un testament comme celle de faire une do-

(Barbuzange—C. Negrat.)

Du 28 déc. 1822.—Cour roy. de Limoges.—3^e ch.—Prés., MM. Gillier et Jouhaud.

CONDAMNÉ.—TESTAMENT.

Le condamné à une peine afflictive et infamante, à temps (quoique en état d'interdiction légale pendant la durée de la peine), conserve la faculté de tester. (Cod. civ., 902; Cod. pén., 29, 30 et 31.) (2)

(Biard—C. les héritiers Lothon.)

La fille Lothon, condamnée à la peine de la réclusion, fait pendant qu'elle subissait sa peine, un testament en faveur du sieur Biard, concierge de la prison.—Il paraît qu'elle est décédée avant l'expiration de sa peine.

Les héritiers légitimes de la fille Lothon ont demandé la nullité du testament, vu l'incapacité de la testatrice, pendant la durée de sa peine, incapacité résultant de ce qu'elle était dans un état d'interdiction légale. (Code civil, art. 902; Code pén., art. 29.)

Jugement du tribunal de Louviers, qui annule le testament.

Appel de la part de l'héritier institué.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que le Code pén. de 1791, outre qu'il plaçait le condamné à la peine de la réclusion, dans un état d'interdiction légale, disposait qu'il ne pouvait exercer par lui-même aucun droit civil;—Que cette dernière disposition ne se retrouve point dans le Code pénal de 1810, qui dispose seulement que ledit condamné sera tenu dans un état d'interdiction légale;—Que les causes d'incapacité ne peuvent être étendues; qu'aux termes de l'art. 902 du Code civil, toutes personnes, excepté celles que la loi en déclare incapables, peuvent disposer par testament;—Que l'art. 29 du Code pénal de 1810 constitue le condamné à temps dans un état d'interdiction, dont les effets se rapportent seulement à l'administration des biens, et nullement à la faculté que la loi naturelle lui accorde, et que la loi civile ne lui interdit pas de disposer de ses biens par testament;—Faisant droit sur l'appel, infirme et ordonne que le testament de la fille Lothon sera exécuté selon sa forme et teneur, sauf les réserves légales, s'il y a lieu.

Du 28 déc. 1822.—Cour roy. de Rouen.—Prés., M. Aroux.—Concl., M. Bergasse, av. gén.—Pl., MM. Thil et Chéron.

1^{er} JOURNAUX.—COMPTE-RENDU.—COMPÉTENCE.

2^o CASSATION.—REVOI.—COMPÉTENCE.

1^o Les jugemens rendus par les tribunaux contre des journalistes, pour infidélité et mauvaiss foi dans le compte rendu de leurs débats, sont souverains et irrévocables.—Ils ne

naient. Il y a plus, la loi pénale de 1791 avait dit que les condamnés, pendant leur peine, ne pouvaient exercer aucun droit civil, et ajoutait qu'ils étaient, pendant ce temps, en état d'interdiction légale; c'était définir cette espèce d'interdiction et la nommer ensuite. Le Code de 1810 est venu; il a reproduit la dénomination et supprimé la définition; il l'a donc sans entendue : non est novum ut priores leges ad posteriores trahatur, L. 26, ff. de leg. — Or, comme l'art. 902 du Code civil a été écrit dans un temps où le Code pénal de 1791 était en pleine vigueur; que par conséquent, jusqu'en 1810, les condamnés aux peines temporaires afflictives et infamantes ne pouvaient tester, le Code pén. de 1810, en reproduisant le système de l'interdiction légale, n'a pu vouloir en restreindre les effets... V. encore dans ce sens, Duranton, t. 8, n. 181.

peuvent être attaqués par la voie d'appel ni par la voie de cassation, soit en ce que les tribunaux doivent être assimilés aux chambres parlementaires, dans l'exercice de la juridiction extraordinaire contre les journalistes, soit en ce qu'il n'y a pas de moyen possible pour fournir aux juges d'appel ou de renvoi après cassation, les éléments nécessaires pour apprécier le délit. (L. du 25 mars 1822, art. 16.) (1)

- 2° Le renvoi fait par la Cour de cassation après cassation, ne lie pas le tribunal auquel est fait le renvoi : ce tribunal peut examiner sa compétence et se déclarer incompétent. (Cod. inst. crim., 427.)

(Legracieux, Guise et Cassano.)

Nous avons rapporté dans ce volume, 1^{re} part., l'arrêt de la Cour de cassation du 7 déc. 1822, dans l'affaire des journaux le Constitutionnel, le Courrier français et le Pilote, qui a cassé les trois arrêts de la Cour d'assises de Paris, des 12, 13 et 26 sept. 1822, et renvoyé la cause devant la Cour d'assises d'Amiens.

Par suite de ce renvoi, le 21 déc. 1822, assignation donnée, par le procureur général, aux sieurs Legracieux, Guise et Cassano, éditeurs responsables des journaux le Constitutionnel, le Courrier français et le Pilote, à comparaître, le 30 déc. 1822, devant la Cour d'assises de la Somme, session extraordinaire. — Cette assignation est ainsi conçue : — « Attendu que par l'arrêt de cassation susénoncé, lesdits Legracieux et autres ont été renvoyés devant la Cour d'assises de la Somme, pour qu'il y soit statué sur la plainte du procureur de Paris, du 7 sept., contenant imputation d'avoir rendu compte des séances de la Cour d'assises de Paris, dans l'affaire de la conspiration de la Rochelle, non-seulement avec infidélité, mais encore avec une insigne mauvaise foi ; — Mais qu'il résulte des dispositions de la loi du 25 mars 1822, que la Cour d'assises de la Somme n'est pas compétente ; — Voir dire que ladite Cour est incompétente et qu'il n'y a lieu à statuer au fond, sur le renvoi à elle fait par la Cour de cassation. »

Les sieurs Legracieux, Guise et Cassano ont fait défaut.

A l'audience du 30 déc. 1822, M. le procureur général a pris les conclusions suivantes : — « Attendu que la loi du 25 mars dernier, est exceptionnelle et hors du droit commun ; — Qu'elle établit en faveur des chambres, Cours et tribunaux, un pouvoir spécial pour statuer sur l'infidélité et la mauvaise foi des comptes rendus par les journaux et écrits périodiques, des séances des unes et des audiences des autres ; — Que ce pouvoir spécial est discrettement consacré par le § 2 de l'art. 16 de cette loi, ainsi conçu : *Les dispositions du même article 7, relatives au compte rendu des audiences des Cours et tribunaux, seront appliquées directement par les Cours et tribunaux qui auront tenu ces audiences* ; — Que le législateur n'a dû ajouter le *conformément à l'article précédent*, parce que l'art. 15 ne parle que des chambres et non encore des Cours et tribunaux ; — Que la loi, s'expliquant en termes généraux et absolus, embrasse toutes les juridictions quelles qu'elles soient ; — Que l'expression *directement* se rattache à ces expressions précé-

dentes ; — Les chambres appliqueront elles-mêmes... Qu'il y a à cet égard similitude de pouvoir entre celui des Cours et tribunaux et celui des chambres, et que, de cela même que les décisions, en cette matière, ne sont soumises à aucun recours, les Cours et tribunaux en sont également affranchi ; — Que la similitude des deux pouvoirs émane du même principe ; car, ainsi que la chambre des pairs ne pourrait prononcer sur des comptes infidèles et de mauvaise foi, rendus des discussions de la chambre des députés, et *vice versa*, de même une Cour ou un tribunal, autre que celui où celui qui aurait composé le siège d'audience, ne pourraient être remplacés par une autre Cour ou un autre tribunal ; — Qu'il faudrait, si la loi était muette sur ce point, interpréter son silence par les plus simples lumières de la raison ; — Que la similitude des deux pouvoirs spéciaux étant une fois reconnue, l'irrévocabilité absolue des décisions intervenues, en exécution des art. 16, § 2 et 7 de la loi du 25 mars dernier, devient incontestable ;

« Attendu que, dans la cause présente, l'incompétence de la Cour, fondée sur la loi du 25 mars dernier, se tire encore de l'impossibilité où elle serait de statuer ; — Que cette impossibilité ne céderait point au mode alternatif d'un procès-verbal des séances rédigé avant ou après la clôture ; — Que d'abord la Cour régulatrice a reconnu elle-même que ce mode n'était prescrit par aucune disposition légale, son inobservation ne saurait donner lieu à un pourvoi admissible ; — Qu'en second lieu il serait impraticable ; — En troisième lieu insuffisant. — *Impraticable*. — 1° On ne peut concevoir qu'une Cour d'assises tienne, de ses séances, un procès-verbal énumérant mot par mot, tout ce qui aura été dit par le président, le ministère public, l'accusé, les témoins, les jurés, les défenseurs, seul moyen de lever toutes les équivoques de la défense. Que si on ne s'attache qu'aux circonstances principales de la défense, il se trouvera que le compte infidèle et de mauvaise foi frappera sur d'autres circonstances des débats ; — 2° Si le procès-verbal est rédigé postérieurement aux comptes rendus dans les journaux ou écrits périodiques, il deviendra impossible aux magistrats de préciser le jour, le moment, l'heure où seront tenus les débats dont un compte infidèle aura été rendu public ; quels termes précis il faudrait substituer aux passages incriminés : ils n'auront que des souvenirs intimes, et c'est précisément à ses souvenirs que le législateur a entendu les livrer, s'en rapportant au témoignage de leur conscience. — *Insuffisant*. — En effet, si la décision de la Cour ou du tribunal, qui a statué, n'était pas irrévocable, une autre Cour saisie par un renvoi de celle de cassation, pourra ne point trouver, dans le procès-verbal, une preuve suffisante des infidélités et de la mauvaise foi reprochées, uniquement parce qu'elle n'aura point cette conviction consciencieuse qu'elle eût acquise par sa présence aux débats ; — Elle aura bien moins la conviction, en ce qui touche la mauvaise foi, qui est une de ces choses purement intellectuelles qu'il est impossible de constater dans un procès-verbal ; — Attendu que l'art. 11 du Code de proc. crim., et les art. 304, 305 et suivants du Code d'inst. crim., ne sont relatifs qu'aux délits commis à l'audience ; —

(1) « Dans notre pensée, disait M. Sirey en rapportant l'arrêt ci-dessus, la Cour d'Amiens s'est trouvée dans l'impossibilité de juger. — Si elle n'avait fait que constater cette impossibilité, et renvoyer la cause par ce motif, son arrêt serait au-dessous de la critique. — Mais elle ne renvoie pas à

cause de cette circonstance ; elle renvoie en établissant des principes contraires à ceux de la Cour de cassation. — Cet arrêt pourra bien être cassé dans l'intérêt de la loi. — En effet, la Cour de cassation s'est prononcée au sens contraire par arrêt du 6 mars 1823. V. à cette date.

Qu'ils n'ont par conséquent aucun moyen de contact avec une loi qui n'embrasse que des comptes rendus des audiences hors de l'enceinte des Cours et tribunaux;—Attendu qu'en l'absence d'un procès-verbal, il ne resterait que la preuve par témoins; mais qu'alors, outre la nécessité consacrée par la loi, et la discussion aux chambres, de rendre irrévocables les décisions sur la matière, il est remarquable que la magistrature se trouverait compromise, si l'on soumettait aux résultats des enquêtes, des décisions rendues par une Cour ou un tribunal, basées sur des points de faits attestés par l'une ou l'autre, comme passés en sa présence;—Qu'une pareille procédure mettrait en jeu les passions d'un parti, attirerait devant la justice, des témoins qui se parjurent, s'ils affirmaient, ou ne prouveraient rien en se tenant dans les limites d'un témoignage purement négatif;—Attendu que l'on ne remédierait point à cet inconvénient, en appelant comme témoins les juges et les jurés : les juges, parce qu'ils sont reussables pour avoir attesté l'infidélité et la mauvaise foi des comptes rendus et appliqué la loi pénale; les jurés, parce qu'étant l'objet d'une critique amère, ils pourraient se récuser ou être récusés;—Que d'un autre côté, la ressource de leur témoignage ne peut se rencontrer que dans le cas où il s'agit de débats devant une Cour d'assises;—Attendu que toute l'économie de la loi se résume dans ces deux points capitaux, savoir :—1° Que la décision soit portée par les mêmes juges que ceux qui ont siégé aux audiences dont il a été rendu compte, et qu'en ce cas elle soit irrévocable;—2° Que le législateur a laissé aux magistrats le soin de puiser leur conviction dans leurs souvenirs consciencieux;—De tout quoi il résulte que la Cour est frappée de deux incompétences, l'une légale, l'autre morale, qui la mettent dans l'impossibilité de statuer;—Nous concluons à ce que la Cour se déclare incompétente.

ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 7, et 16 de la loi du 25 mars dernier;—Considérant que toute l'économie de la loi du 25 mars dernier se résume dans ces deux points capitaux, savoir :—1° Que le jugement sur l'infidélité ou la mauvaise foi des journaux soit porté par les mêmes juges que ceux qui ont siégé aux audiences dont il a été rendu compte, et qu'en ce cas leurs arrêts soient irrévocables et souverains, tels que ceux qui pourraient rendre les Chambres en pareille matière;—2° Que le législateur a laissé aux magistrats seuls qui ont tenu ces audiences, le soin de puiser leur conviction dans leurs souvenirs et leurs consciences; et que de là il résulte que la Cour est arrêtée par deux moyens d'incompétence, l'un légal et l'autre moral, qui la mettent dans l'impossibilité de statuer;—Faisant droit sur le réquisitoire du procureur général, se déclare incompétente.

Du 30 déc. 1822.—Cour d'assises d'Amiens.—Pres., M. Ailhaud, conseiller à la Cour roy.—Concl., M. Morgau de Bethune, proc. gén.

ARBITRAGE FORCÉ.—DÉLAI.—PROROGATION.

Du 30 déc. 1822 (aff. Héry).—Cour roy. de Lyon.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 2 août 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

(1) F. conf., ordonn. du 30 mai 1821 (aff. Vidanes de Tarascou). C'est là du reste au point constant de jurisprudence administrative, que le délai du pourvoi devant le conseil d'Etat, ne court au profit des particuliers que par une notification aux VII.—1^{re} PARTIE.

1^{er} CONSEIL D'ÉTAT.—POURVOI.—DÉLAI.—NOTIFICATION ADMINISTRATIVE.2^o MAIRE.—MALVERSATIONS.—COMPÉTENCE. 3^o AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.—AUTORITÉ JUDICIAIRE.—ENQUÊTES.

1^o L'envoi officiel fait à une commune d'un arrêté du conseil de préfecture intervenu entre elle et un particulier, ne fait pas courir contre elle, le délai du pourvoi au conseil d'Etat. Ce délai ne peut courir que par notification de la partie adverse (1).

2^o Un préfet n'est pas compétent pour prononcer sur des imputations de malversation et de divertissement de deniers publics, dirigées contre un ancien maire.

3^o Les enquêtes et rapports faits administrativement, dans une instance de nature à être portée devant les tribunaux, spécialement sur des faits de malversation imputés à un ancien maire, ne doivent pas être annulés par cela seul que l'autorité administrative se déclare incompétente. Ils doivent demeurer comme reussis, sans faire obstacle à ce que l'autorité judiciaire, si elle est ultérieurement saisie, ordonne toutes les instructions et informations qu'elle jugerait nécessaires.

(Commune de Genès—C. Meyville.)

Des imputations de malversation et de divertissement de deniers publics s'étaient élevées contre le sieur Meyville, ancien maire de la commune de Genès, à l'occasion d'un arriéré de contributions. — Le conseil demanda une enquête, ce qui fut accordé par le préfet. — Néanmoins ce fonctionnaire, en arrêtant le budget de la commune, ordonna par application du décret du 30 germ. an 11, que l'arriéré serait payé sur les revenus de l'année, et qu'une somme de 911 fr. serait répartie entre les principaux habitants, pour faire face aux dépenses de l'année. — Le conseil municipal résista, et répondit que l'arriéré, provenant de la mauvaise administration du sieur Meyville, devait demeurer à sa charge. — Le 11 d. 1816, un deuxième arrêté prescrivit, en effet, à ce dernier de verser les 911 fr., et de rendre ses comptes par-devant un commissaire. — Le sieur Meyville obéit à cette injonction.

Le 1^{er} août 1818, troisième arrêté du préfet qui décida, en conseil de préfecture, 1^o que les comptes des percepteurs des années 1811 et suivantes, reconnus réguliers, tant par le conseil municipal que par les commissaires, lui seraient représentés pour être revêtus de son approbation; 2^o que le sieur Meyville était déchargé de toutes les imputations de malversation, sans préjudice à ceux qui pourraient prouver qu'il en avait fait quelque chose qui avait tourné à son profit, et de se pourvoir contre lui dans les formes voulues par les lois; 3^o que la délibération du conseil municipal de Genès était illégale, et 4^o que la somme de 911 fr. et les frais payés par la famille du sieur Meyville lui seraient remboursés avant le 1^{er} juin 1819.

Sur la notification officielle de cette décision, le directeur général de l'administration communale forma, dans l'intérêt de la commune, un pourvoi qui fut rejeté, par ordonnance du 8 sept. 1819, sur le motif que la commune seule avait qualité pour le former (V. à cette date).

Les 29 mars et 15 juill. 1820, nouveau pour-

voisier, V. à cet égard, le résumé qui accompagne une ordonn. du 18 mars 1816 (aff. Ponts et chaussées). V. aussi arrêdu, du 26 juill. 1820 (aff. Asceppe de Bouvillier), et la note.

vol de la commune. — Le sieur Meyville oppose que fin de non-recevoir tirée de sa tardiveté et divers autres moyens.

LOUIS, etc. : — Considérant, sur la fin de non-recevoir invoquée par le sieur Meyville que, quel que soit le caractère de l'arrêté dont il s'agit, l'envoi qui en a été fait officiellement à la commune n'équivaut pas à la notification de la partie adverse, qui peut, seule, mettre en demeuré et faire courir les délais ;

An fond... en ce qui touche la demande de la commune de Gonès, en annulation dudit arrêté du 1^{er} août 1818, relativement aux malversations et divertissement de deniers par elle imputés au sieur Meyville, en ce que, par ledit arrêté, le sieur Meyville est déchargé de toutes les imputations dirigées contre lui ; — Considérant qu'au lieu de se borner à déclarer l'incompétence de l'administration, pour procéder juridiquement contre ledit sieur Meyville et pour prononcer contre lui des condamnations qu'il ne pourraient avoir lieu que sur une instruction judiciaire, et avec notre autorisation donnée en conseil d'Etat, le préfet, en conseil de préfecture, a prononcé que le sieur Meyville était déchargé de toutes les imputations dirigées contre lui, et qu'en cela il était incompétent ;

En ce qui touche l'enquête et les rapports qui ont été ordonnés et qui ont eu lieu administrativement sur les faits imputés au sieur Meyville ; — Considérant qu'ils doivent, sans rien préjuger, subsister comme renseignements, et qu'ils ne font point obstacle à ce que l'autorité judiciaire, si elle était saisie de cette affaire, ordonnât toute instruction et information qu'elle croirait nécessaires ;

Art. 1^{er}. La requête de la commune de Gonès est rejetée, en ce qui touche la disposition de l'arrêté pris par le préfet des Basses-Pyrénées, en conseil de préfecture, le 1^{er} août 1818. — 2. Ledit arrêté est annulé : 1^o en ce qu'il prononce sur les imputations de malversation et de divertissement de deniers publics dirigées contre le sieur Meyville, et, malgre, dont il le décharge ; 2^o en ce qu'il annule la délibération du conseil municipal de la commune de Gonès, du 15 avril 1816, et l'enquête qui en a été la suite ; 3^o en ce qu'il ordonne que la somme de 911 fr. 19 c. et celle de 36 fr., pour frais, seront remboursées à la famille Meyville. — 3^o L'enquête administrative, qui a été faite sur les imputations dirigées par le conseil municipal de Gonès, contre le sieur Meyville, ainsi que les rapports, avis et délibérations auxquels ces imputations ont pu donner lieu, demeurent comme renseignements, sans faire obstacle à toute instruction et information qui pourraient être judiciairement ordonnées, et les poursuites de la commune, contre le sieur Meyville, étaient portées devant les tribunaux.

Du 30 déc. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Brière.

DOMAINES NATIONAUX. — CONSIGNATION. — INTÉRÊTS. — LIQUIDATION.

En admettant qu'au cas d'annulation des soumissions de domaines nationaux, les sommes consignées dont la restitution est ordonnée, doivent produire des intérêts, ces intérêts ne pourraient courir qu'à partir de la liquidation. (L. du 6 flor. an 4.)

(Vaisson—C. Ministre des finances.)

LOUIS, etc. : — Considérant que la loi du 6 flor. an 4 ne fait pas courir, de plein droit, l'intérêt des sommes consignées, dont la restitution est ordonnée par suite de l'annulation des soumis-

sions; que d'ailleurs, lesdits intérêts ne pourraient être alloués qu'à partir de la liquidation, qui dans l'espèce, n'est pas encore consommée ;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.
Du 30 déc. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Cormenin—*Pl.*, M. Roger.

BREVET D'INVENTION. — PROLONGATION (ART. 28). — CONTENTIEUX.

La décision par laquelle le ministre refuse à un particulier la prolongation de la durée d'un brevet d'invention est un acte de simple administration qui n'est pas susceptible d'être attaqué devant le conseil d'Etat par la voie contentieuse.

(Prélat.)

Le refus du ministre était fondé sur ce que les motifs allégués par le sieur Prélat, ne présentaient pas assez d'importance pour lui faire obtenir la prolongation demandée.

LOUIS, etc. : — Considérant que la décision par laquelle notre ministre de l'intérieur a refusé la prolongation de la durée d'un brevet d'invention, accordé au sieur Prélat, est un acte de simple administration, lequel n'est point susceptible d'être attaqué devant nous, en notre conseil d'Etat, par la voie contentieuse ;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.
Du 30 déc. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Crouseilles. — *Pl.*, M. Rochelle.

CONSEIL D'ETAT. — REQUÊTE CIVILE. —

PIÈCES FAUSSES. — PIÈCES DÉCISIVES.

Une ordonnance en conseil d'Etat, ne peut être réputée avoir été rendue sur pièces fausses, dans le sens de l'art. 22 du règlement du 22 juill. 1806, par cela seul que le pouvoir sur lequel elle est intervenue, a été formé au nom d'une personne décédée, au lieu de l'être au nom de son héritier, alors surtout que cette différence de noms n'a eu aucune influence sur la décision.

De même, on ne peut considérer comme pièces décisives, donnant lieu à révision, dans le cas où elles ont été retenues par l'un des parties, des certificats qui, bien qu'attestant des faits restés ignorés lors de l'ordonnance, n'en présentent aucun qui eût pu être de nature à influencer sur la décision.

Ainsi, dans l'un et l'autre cas, la requête en révision est inadmissible (1).

La partie qui ne produit aucune pièce décisive et qui n'annonce qu'aucune soit retenue par son adversaire, n'est pas recevable à prouver les faits articulés à l'appui de sa demande en révision.

(Cossais le Brave—C. Bacry.)

LOUIS, etc. : — Vu l'art. 22 du règlement du 22 juill. 1806 ; — Considérant que par cet article, le recours en révision ne peut être introduit que dans deux cas : 1^o si l'ordonnance a été rendue sur pièces fausses ; 2^o si la partie a été condamnée faute de représenter une pièce décisive, retenue par son adversaire ;

Sur le premier moyen de révision, qui consiste en ce que le pouvoir aurait été introduit, en 1815, au nom de David Cohen Bacry, alors décédé, et qu'ainsi notre ordonnance du 17 juill. 1816 aurait été rendue sur pièces fausses : — Considérant que les requérants n'ont point opposé cette excep-

(1) V. dans ce sens, ordonn. du 2 fév. 1821 (aff. hab. de Bischoffshausen), et la note. *Add.*, Sarrigny, *Comp. et proc. adm.*, t. 1, n. 346.

tion lors du jugement de l'instance; que, si le pourvoi a été formé au nom de David Cohen Bacri, au lieu de Jacob Cohen Bacri, son neveu et héritier, cette différence de prénoms ne peut constituer un faux; qu'au surplus ce moyen de révision ne serait valable qu'autant que le jugement aurait été fondé sur la pièce arguée de faux l'article du règlement ci-dessus visé en devant s'entendre que des pièces fausses qui auraient déterminé la décision; mais que, dans l'espèce, notre ordonnance de 1816 est tout à fait étrangère à l'existence de David Cohen Bacri, et qu'elle n'en prononce pas même le nom, puis-que cette statue seulement que la prise du Giuseppe sera remise aux propriétaires.

Sur le deuxième moyen de révision, par lequel les requérants présentent comme pièce décisive retenue par leurs adversaires, le certificat qui porte que Cohen Bacri a été forcé de rendre au consul anglais, le prix du navire, restitué par l'effet de notre ordonnance de 1816: — Considérant que cette pièce n'est pas décisive, et n'aurait été d'aucune influence sur le jugement, puisque par notre dite ordonnance de 1816, nous avons seulement jugé que le navire le *Giuseppe* était au nombre des dix bâtimens qui, par une convention conclue entre le gouvernement français et la régence d'Alger, devaient être exceptés de l'action des décrets de Berlin et de Milan, et qu'ainsi le nom et la qualité du propriétaire de ce bâtiment n'ont pas dû être pris en considération;

Considérant, sur la demande de faire preuve de la non-identité du bâtiment capturé par les requérants, avec celui sur lequel notre ordonnance du 17 juill. 1816 a statué, que cette demande ne peut être admise, en vertu de l'art. 32 du règlement, puisque les requérants ne produisent, à cet égard, aucune pièce décisive; qu'ils n'annoncent pas qu'elle soit retenue par leur adversaire, mais demandent seulement d'être admis à faire la preuve de ce fait.

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 30 déc. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Maillard. — *Pl.*, MM. Béguin et Delagrangé.

ROULAGE. — PROCÈS-VERBAUX. — TIMBRE.

Les procès-verbaux de contravention à la police du roulage, ne sont assujettis ni au timbre, ni à l'enregistrement. (Decr. du 22 juin 1806, art. 38.) (1)

(Ministre des finances — C. contrevenans de l'Oise.)

Louis, etc. — Vu le pourvoi élevé par notre ministre des finances contre deux arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Oise, en date des 26 nov. et 14 déc. 1821, qui annulent, pour défaut de forme, 132 procès-verbaux dressés par le sieur Consin, préposé au pont à bascule établi à Senlis, pour contravention à la police des routes, et ordonnent la restitution des amendes consignées par les contrevenans, ledit pourvoi, tendant à l'annulation desdits arrêtés; vu lesdits arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Oise; vu les lois des 19 déc. 1790, et 22 frim. an 7 (12 déc. 1798); vu l'art. 38 du décret du 23 juin 1806, qui porte que les procès-verbaux, en matière de police de roulage, seront portés devant le maire de la commune, pour être par lui jugés

sommairement, sans frais et sans formalités; vu le décret du 18 août 1810, qui n'a restreint les préposés aux ponts à bascule qu'à l'affirmation de leurs procès-verbaux; vu l'art. 77 de la loi du 28 avril 1816, qui maintient les dispositions des lois, décrets et ordonnances auxquels il n'est pas dérogé par ladite loi; vu notre ordonnance du 20 août 1821, rendue en pareille matière (V. à cette date.)

Considérant que la disposition de la loi du 19 déc. 1790 a été abrogée par les lois et décrets postérieurs, et notamment par le décret du 23 juin 1806, qui n'a pas assujéti au droit de timbre et enregistrement les procès-verbaux relatifs à l'exécution des lois des 29 flor. an 10 (19 mai 1802) et 7 vent. an 12 (27 fév. 1804); — Considérant qu'il résulte des documents transmis par notre ministre des finances, que c'est ainsi que ce décret a été entendu et exécuté par l'administration générale des domaines et de l'enregistrement;

Art. 1^{er}. Les arrêtés sont annulés.

Du 30 déc. 1822. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé.

COMPTABILITÉ PUBL. — COMPTABILITÉ MILITAIRE. — QUARTIER-MAÎTRE. — AVANCES.

Du 30 déc. 1822 (aff. Marchais). — Ordonn. en cons. d'Etat. — V. la note sur l'ordonn. du 26 fév. 1823 (aff. Desarrola).

ENQUÊTE. — FORMALITÉS. — MENTION.

Est valable l'enquête, lorsqu'il résulte du procès-verbal que les formalités prescrites par les articles indiqués dans l'art. 275, l'éd. proc., ont été observées, encore que ce procès-verbal ne contienne pas la mention formelle que ces formalités ont été remplies (2)

(Damont — C. Groleau.)

LA COUR. — Attendu que si le Code de procédure dispose, dans son art. 275, que les procès-verbaux d'enquête doivent, à peine de nullité, faire mention de l'observation des formalités prescrites par les art. 261, 262, 269, 270, 271, 272, 278 et 274, il ne détermine pas de quelle manière ces formalités doivent être mentionnées; — Qu'ainsi, lorsque la preuve de l'observation de tout ce que chacun des articles ci-dessus exige, se trouve dans un procès-verbal d'enquête, ce procès-verbal contient les formes requises pour sa validité, sans qu'il soit nécessaire d'y mentionner, en termes exprès, que les formalités prescrites par les articles indiqués en l'art. 275, ont été observées; — Attendu, dans l'espèce, que le procès-verbal d'enquête, argué de nullité, contient dans son préambule et sa clôture, et à chaque déposition de témoin des énonciations qui prouvent l'observation des formalités prescrites par les art. 261, 262, 269, 270, 271, 272, 273 et 274 du Code de proc.; — Que d'après ce qui précède, le vœu de la loi a été rempli pour sa validité; — Met l'appel au néant, etc.

Du 31 déc. 1822. — Cour roy. de Poitiers. — Prés., M. de Bernard, p. p. — *Pl.*, MM. Boucenne et Brechard.

DOT. — VENTE. — ÉCHANGE.

La faculté de vendre l'immeuble dotal à charge de rachat, accordée par la femme au mari dans leur contrat de mariage, comprend celle d'échanger (3).

Grenoble, 27 août 1820. — V. aussi Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure civile*, t. 2, quest. 103, V. cependant Boncenne t. 4, p. 303 ci suiv.

(3) V. conf., Cass. 25 avril 1831. — *Confid.*, Toulouse, 7 fév. 1832. — Mais la faculté d'alléuer

(1) V. conf., ordonn. du 29 août 1821 (aff. min. de l'intérieur); 16 janv. 1826 (aff. Fieu).

(2) Le contraire a été jugé par la Cour d'Orléans, du 11 décembre 1822, mais voy. dans la sans de la solution ci-dessus, Cass. 27 août 1827;

(Darbon — C. V. Miegreville.)

LA COUR; — Attendu que le contrat de mariage confère au mari la faculté de vendre les immeubles dotaux; — Que l'échange se confond en tout avec la vente; — Que les mêmes droits et les mêmes obligations résultent de l'un et de l'autre; — Que s'il y a quelque différence entre ces deux contrats, cette différence tourne à l'avantage de l'échange, qui a des chances plus favorables que la vente; — Attendu que, si l'action rescindatoire, pour cause de lésion, n'est pas recevable

emporte-t-elle celle d'hypothéquer. V. Cass. 22 juil. 1836, et les observations qui suivent cet arrêt;

lorsqu'il s'agit d'échange, cette différence, qui semble devoir empêcher de confondre ces deux actes, ne doit être l'objet d'aucune considération, puisque les parties, s'étant remariées avant le Code, n'ont pu prévoir cet avantage de l'un sur l'autre, et qu'ainsi, en permettant de vendre, la femme a donné toute latitude pour échanger, etc.; — Par ces motifs, etc.

Do 31 déc. 1832. — Cour roy. de Toulouse. — Prés., M. de Faydel. — Concl., M. Chairel Duriou, av. gén. — Pl., MM. Lacroux et Barrau.

16 août 1837; 29 mai 1839, Lyon, 10 juil. 1837; Poitiers, 17 juil. 1838.

(2 JANV. 1833.)

1823.

(2 JANV. 1833.)

MARIAGE. — PAYS ÉTRANGERS.

Le mariage contracté en pays étranger par des Français, est nul s'il n'a pas été précédé de publications en France (1).

Il en est ainsi surtout à l'égard des individus qui, habitant sur la frontière, quittent un moment leur domicile, pour aller invoquer une législation étrangère, dans le but évident de se soustraire aux conditions imposées par la loi française.

(Wittmer—C. Koppenbœffer.)— ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que d'après l'art. 196 du Code civ., les époux ne sont respectivement non recevables à demander la nullité de leur mariage que lorsque, avec la possession d'état, l'époux défendeur représente un acte de célébration de son mariage devant l'officier de l'état civil; — Que, dans l'espèce, il n'apparaît d'aucun acte de célébration de son mariage devant l'officier de l'état civil, mais seulement d'une copie sans authenticité et sans légalisation, d'un curé, desservant ou chapelain catholique d'Altona, qui ne mentionne que le nom des parties qui doivent avoir contracté mariage devant lui et le nom des témoins, mais sans indication de l'âge des contractants, de leur lieu de naissance, domicile, ni du consentement des pères ou tuteurs; — Qu'il résulte des faits de la cause, que l'appelant Wittmer était domicilié à Strasbourg et résidant à Hambourg; qu'il était employé dans une administration française; que la fille de Koppenbœffer habitait l'auberge tenue dans cette dernière ville par son père, et que c'est de là que l'un et l'autre se sont rendus, le 30 mars 1813, à Altona, pour y contracter l'union dont la nullité est poursuivie; — Considérant que la législation a réglé tout ce qui tient aux formes comme à l'essence de l'union des époux, et que cette union solennelle, que la loi romaine appelle *juris divini et humani communicatio*, repose spécialement sous son égide; que c'est elle qui règle, d'une part, l'âge et toutes les conditions requises pour contracter, et qui exige de l'autre, la publicité et la célébration du mariage devant l'officier civil du domicile de l'une des parties; — Qu'une jurisprudence constante et uniforme affecte de nullité, les mariages mêmes qui seraient contractés publiquement, mais devant un officier de l'état civil qui, n'étant celui d'aucune des parties, n'aurait aucun caractère pour procéder à leur union; — Qu'il

n'échet point d'examiner dans la cause si l'absence ou le vice des publications prescrites par l'art. 63 du Code civ., et qui sont le fait de l'officier de l'état civil qui en demeure responsable, peut invalider un mariage, célébré d'ailleurs publiquement en France, devant l'officier de l'état civil compétent, puisque l'art. 470 du même Code, faisant suite aux trois articles qui régissent ces publications pour les mariages contractés en France, en fait une condition de rigueur pour les mariages contractés en pays étrangers, entre Français, et entre Français et étrangers, en déclarant leur mariage valable s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications voulues par l'art. 63; d'où on doit tirer la conséquence que, dans l'absence de ces publications, le mariage n'est pas valable; — Que la nécessité absolue de ces publications, dans le cas des mariages contractés à l'étranger, résulte encore de ce que sans cette précaution l'état des familles pourrait être continuellement compromis, et la bonne foi des individus surprise, au moyen de précédents mariages contractés au dehors, sans solennités ni publicité; — Que non seulement le mariage contracté en pays étranger n'est valable, par l'art. 770, qu'à la charge de ces publications, mais que ce même article met encore pour dernière condition à cette validité, l'obligation de ne pas contrevenir aux dispositions contenues dans les art. 144, jusqu'à 164 inclusivement, et ce sont ces articles qui exigent notamment le consentement des pères, mères ou tuteurs, jusqu'à un âge fixé; ce sont ces articles qui déterminent la capacité des contractants et régissent toute la substance des contrats; l'art. 470 en prescrit l'exécution, et ils sont obligatoires pour les Français contractants en pays étrangers, comme pour ceux qui contractent mariage en France; — Considérant qu'en outre, les parties en cause ne peuvent même se ranger dans la catégorie des Français mariés à l'étranger, la loi ne pouvant considérer comme tels que ceux que des affaires, des voyages, ou une résidence temporaire et justifiée, éloignent ainsi de leur patrie, et nullement des Français habitant la frontière de l'Etat, qui, voulant éluder les lois, dans leurs plus sages dispositions, vont, à quelques pas de leur domicile, invoquer une législation étrangère et sans garantie; — Qu'en interprétant autrement l'art. 170, les premiers juges ont fait une fautive application de cet

(1) La jurisprudence de la Cour de cassation est basée sur ce sens. V. Cass. 6 mars 1837, et les ob-

servations qui précèdent cet arrêt. — Adde, Montpellier, 15 janv. 1839; Rennes, 6 juil. 1840.

article, susceptible d'ouvrir la porte à tous les abus; qu'ils ont en outre admis qu'il n'était pas constant que les publications exigées par l'art. 63 n'avaient pas été faites à Hambourg, fait qui a été depuis attesté par le magistrat de cette ville, dans une forme légale :—Par ces motifs, — Met l'appellation et ce dont est appel au néant :—Emendant, — Défend pour l'avenir à l'intimée Françoise Koppenhoffer de se qualifier d'épouse légitime de l'appelant et de porter son nom ; — Autorise l'appelant, sur la seule production du présent arrêt, de le faire rayer de tous les actes et documents où ladite intimée se permettrait de le prendre ; à quel faire les dépositaires desdits actes pourrout être contraints, etc.

Du 2 janv. 1823. — Cour roy. de Colmar. — aud. sol. — Prés. M. Millet de Chevers, p. p. — Concl. M. Cramer, subst. — Pl. M. Raspleier.

CAUTION. — SUBROGATION.

Le fait du créancier, qui rend impossible la subrogation de la caution à ses droits et privilèges contre le débiteur principal, ne libère pas toujours la caution pour le tout. — La caution n'est déchargée que jusqu'à concurrence du préjudice à elle causé par l'impossibilité de la subrogation. (Cod. civ., 2037.) (1)
(Bouteille — C. Rouvellac.)

Le sieur Rouvellac de Cussac affirme un domaine au sieur Barthe. Le sieur Bouteille intervient dans l'acte comme caution du fermier. — Bientôt le sieur Barthe cesse de payer le prix de la location. Une saisie-gagerie est pratiquée à son domicile à la requête du sieur Rouvellac. Mais une transaction est passée entre le propriétaire et le fermier : il est convenu, dans cet acte qui maintient la caution, que le bail demeure résilié, et que Barthe sera tenu de payer dans un délai fixé le montant des arriérages. — Il est à remarquer que le sieur Bouteille, caution, demeura étranger à cette transaction.

Cependant le sieur Barthe, n'ayant pas rempli les engagements qu'il avait contractés, est assigné devant le tribunal pour se voir condamner au paiement des arriérages. Le sieur Bouteille est cité aux mêmes fins comme caution du fermier.

17 août 1818, jugement qui accueille les conclusions du sieur Rouvellac.

Appel de la part du sieur Bouteille, caution, du chef qui le condamne en cette qualité. Il soutient qu'il y a en novation entre le sieur Rouvellac et le sieur Barthe; que celui-ci a cessé d'être débiteur en qualité de fermier, qu'ainsi la caution est libérée aux termes de l'art. 1281 du Code civ.; que, d'ailleurs, par l'effet de la transaction souscrite par le créancier, il y a impossibilité pour lui de subroger la caution aux privilèges auxquels il a volontairement renoncé, ce qui entraîne l'extinction de ce cautionnement, aux termes de l'art. 2037 du Code civ.

Pour le sieur Rouvellac, on répondait que l'art. 2037 ne pouvait être entendu dans un sens absolu, qu'il doit être interprété en ce sens que le créancier qui fait l'abandon d'un droit, n'est pas exclu de sa demande contre la caution pour le total, mais seulement pour la part, c'est-à-dire pour la somme pour laquelle la caution

aurait en recours contre le débiteur, si le créancier ne s'était pas mis hors d'état de lui céder son droit contre lui.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, qu'il est constant, en fait, que le sieur Rouvellac de Cussac, non-seulement a donné mainlevée de la saisie-gagerie jetée le 19 mars 1817, à sa requête, sur les meubles et effets de son fermier, qui garnissaient le domaine de Lacroix, mais qu'il a permis aussi qu'une partie de ses meubles fût enlevée par le sieur Barthe; que par ces mêmes conventions dont Bouteille n'a point eu connaissance, le sieur Rouvellac et son fermier ont avancé le résiliement du bail à ferme; qu'en outre, ce dernier a renoncé à demander, sous quelque prétexte que ce soit, des indemnités au sieur de Cussac; que dès lors, il faut reconnaître que le sieur de Cussac a renoncé, par son fait, au privilège que les art. 2102 du Code civ., et 819 du Code de proc. civ., accordent au propriétaire du domaine affermé, sur les meubles qui le garnissent; que par conséquent, la subrogation aux droits du sieur de Cussac, tels qu'ils étaient constitués par le bail à ferme, n'est plus possible en faveur de Bouteille; que dans ce cas, l'art. 2037 du Code civ. décide que la caution est déchargée; — Attendu aussi qu'il résulte de la combinaison de ce même art. 2037 avec l'art. 2024, que le cautionnement est seulement susceptible de restriction jusqu'à concurrence du préjudice qui a été porté à la caution, par l'abandon que le créancier a fait de ses droits, et auxquels, par conséquent, il ne peut plus subroger ladite caution; — Attendu que si Bouteille est tenu, en sa qualité de caution, au paiement des condamnations obtenues contre Barthe à l'occasion du bail à ferme, il doit pouvoir exercer contre le sieur Rouvellac le droit de Barthe lui-même pour les indemnités qui pourraient être dues à ce dernier, et s'aider de tous les moyens que Barthe pourrait invoquer pour diminuer l'effet des condamnations prononcées contre lui; — Attendu, en ce qui concerne l'amende et les dépens, que la demande de Bouteille, tendant à ce qu'il soit déchargé du cautionnement, est loin d'être accueillie, et que la restriction qu'il obtient de son cautionnement, suffisante pour faire ordonner la restitution de l'amende, reste cependant subordonnée à la vérification qu'il faut faire de la valeur des objets abandonnés par le sieur de Cussac à son fermier, et des indemnités que celui-ci pourrait avoir à réclamer; que, par conséquent, Bouteille succombant sur une partie de ses demandes, et le surplus ne pouvant être définitivement apprécié, c'est le cas d'user de la liberté accordée par l'article 132 du Code de procédure civile : — Par ces motifs, vidant le renvoi au conseil, sans avoir égard à la fin de non-recevoir proposée contre la demande de Bouteille, en décharge de son cautionnement; disant quant à ce, droit sur l'appel du sieur Bouteille envers le jugement du 17 août 1818, ordonne que sur les condamnations prononcées contre lui par ledit jugement, et par celui du 5 mai 1817, Rouvellac précomptera audit Bouteille la valeur des objets qu'il a détenus en exécution des conventions du 11 avril 1817, ainsi

(1) Telle est la doctrine enseignée par Pothier des Obligations, n. 357. « Lorsque », dit cet auteur, « c'est l'action que le créancier avait contre l'un des fidéjusseurs que le créancier s'est mis hors d'état de pouvoir céder aux autres fidéjusseurs, en le déchargeant ou en laissant dorénavant congé de sa demande contre lui, on doit décider qu'il doit être, par exceptionem cedendorum actionum, exclu de sa de-

mande contre les autres fidéjusseurs, non pour le total, mais pour la part pour laquelle ils auraient eu recours contre le fidéjusseur déchargé, si le créancier ne s'était pas mis hors d'état de leur céder son action contre lui... » V. encore dans le même sens, Rolland de Villargues, Rép. du mot., v. Cautionnement, n. 164; Zachariæ, Cours de droit civil, t. 3, § 429, note 6.

que la valeur des objets mobiliers qu'il a laissés emporter à Barthe, d'après les mêmes conventions, sur l'état qui en sera donné par ledit Rouvella, sauf les imputations de droit dudit Rouvella; ordonne qu'il sera tenu compte à Boutellie de la valeur des indemnités qu'il justifierait être dues à Barthe, à raison du bail à ferme, sauf à Rouvella les exceptions contraires; renvoie les parties devant le tribunal d'Aix pour le règlement de comptes.

Du 2 janv. 1823. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. Hocquert, p. p. — Concl., M. de Bastoulh, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Deloume et Jenni.

RENTE VIAGÈRE. — SAISIE

Une rente viagère peut être saisie, aussi bien qu'une rente perpétuelle, à moins qu'elle n'ait été constituée à titre insaisissable. — L'aineement on prétendrait que les arrérages seuls de la rente sont saisissables. (Cod. civ., 1981; Cod. proc., 636 et suiv.) (1)

(Choseul-Meuse — C. Walckiers.)

Le sieur Champy est acquéreur de la terre de Ville. — Le prix consiste en une rente viagère de 9,000 fr., constituée au profit du sieur Choseul-Meuse, vendeur. — Un sieur Walckiers, créancier du sieur Choseul-Meuse, forme d'abord saisie-arrêt entre les mains du sieur Champy, pour les arrérages de la rente viagère; ensuite, il saisit la rente même, en la forme prescrite par les art. 636 et suiv. du Code de proc. civ.

Le sieur Choseul-Meuse demande la nullité de la saisie de la rente, en se fondant sur ce qu'une rente viagère n'ayant point de capital, n'est et ne peut être saisissable; que les arrérages seuls peuvent être atteints par voie de saisie-arrêt; qu'il résulte des termes mêmes des art. 636 et suiv., que les rentes dont il régit le saisie sont les rentes constituées en perpétuel, qui ont un capital, puisqu'il est nécessaire que le capital soit énoncé dans l'exploit de saisie (Code de proc., art. 637.); que l'art. 1981 du Code civ., portant que la rente viagère ne peut être stipulée insaisissable que lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit, ne doit pas autoriser à penser que la rente viagère constituée à titre onéreux est nécessairement saisissable en elle-même; qu'il faut entendre que lorsque la rente est constituée à titre onéreux, les arrérages sont saisissables.

Pour le sieur Walckiers, on répond que la loi a autorisé en général la saisie des rentes constituées sur les particuliers, sans distinguer entre les rentes viagères et les rentes perpétuelles; que cette dénomination de rente constituée s'applique aux unes aussi bien qu'aux autres, puisque l'art. 1910 du Code civ. dit : « Cette rente peut être consti-

tuée de deux manières, en perpétuel ou en viager; que les dispositions des art. 636 et suiv. du Code de proc., sont parfaitement applicables à la saisie d'une rente viagère, bien que cette rente n'ait pas de capital; qu'on peut considérer comme représentant ce capital, le droit de percevoir la rente, qui est parfaitement distinct des arrérages, de même qu'un droit d'usufruit est distinct des fruits produits par l'objet auquel s'applique le droit; qu'enfin on convient, à la rigueur, se conformer au vœu de l'art. 637 du Code de proc., qui exige l'énonciation dans l'exploit de saisie du capital de la rente, en énonçant la somme ou l'objet dont la rente est le prix.

17 sept. 1822, jugement du tribunal de première instance de Paris qui a attendu qu'aux termes de l'art. 1981 du Code civ., toute rente viagère est saisissable, « à moins qu'elle n'ait été constituée à titre gratuit, déboute la partie saisie de sa demande et ordonne qu'il sera passé outre. » — Appel de la part du sieur Choseul-Meuse.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation au néant.

Du 2 janv. 1823. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Colmet-d'Aage et Frémy.

PARTAGE. — LICITATION. — PRIVILÈGE. — INDIVISIBILITÉ. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — MÈRE. — RESPONSABILITÉ.

Le privilège accordé par la loi, aux copartageants sur les biens licites, pour le prix de la licitation, est indivisible et grève tous les immeubles licités pour la totalité de ce prix (2). L'inscription à prendre dans l'intérêt des mineurs pour la conservation de ce privilège, doit être requise par leur mère, tutrice légale, encore qu'il ait été nommé à ces mineurs des tuteurs spéciaux, pour procéder à un partage dans lequel la mère avait un intérêt personnel et opposé à celui de ses enfants: la nomination de ce tuteur ne décharge pas la mère des obligations de la tutelle, et en conséquence elle est responsable des droits que les mineurs ont perdus, faute par elle d'avoir requis l'inscription.

(Fontaine — C. Créanciers Fontaine.) — ARRÊT

LA COUR; — Considérant, en fait, qu'il est constant qu'abstraction faite de ses droits comme copartageante, la veuve Fontaine, en lieu d'être créancière de ses enfants, était leur débitrice lors de la licitation de 1812; et qu'elle a reçu la maison de Versailles, ou retenu le prix de cette maison, dont elle s'est rendue adjudicataire, non par confusion ou à titre de prélèvement de

(1) V. conf., Coen, 21 juin 1814, et le note. — *Aide*, dans le sens de la décision ci-dessus, Solvay, *Usufruit*, t. 1, p. 65, art. 57.

(2) La raison de douter est qu'il semble résulter des termes dans lesquels est conçu l'art. 2109 du Code civ., et de la désignation qui y est faite entre les soultes ou retraits de lots, et le prix de la licitation, que le privilège n'est général sur tous les immeubles de la succession, que dans le cas du partage proprement dit, tandis qu'il n'est que spécial sur le bien licité, qui ne répond que de son prix dans le cas de licitation. On peut soutenir que cette interprétation est confirmée par l'art. 2103, § 3, disposition qui, en accordant un privilège aux cohéritiers sur les immeubles de la succession, ne parle que des partages; et justifier ensuite la différence qui devrait exister entre les deux cas, par cette raison, qu'en matière de partage, la soulte ne

peut pas affecter un immeuble de la succession plutôt qu'un autre, tunc les lots s'en trouvent également grevés. Tandis que, dans une licitation, chaque immeuble ayant son prix à part, il est possible de déterminer le somme qu'il représente. — Mais ces considérations qui étaient invoquées dans l'espèce par les intimés, ne pouvaient pas prévaloir. Il est de principe en effet, que tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers doit être assimilé au partage, et en produire les effets; la licitation doit donc être rangée dans cette catégorie, et dès lors les règles qui régissent le partage proprement dit, sont communes à la licitation. Les art. 2103 et 2109 d'ailleurs sagement entendus, ne sauraient justifier la distinction dont il vient d'être parlé, et en contraire ils s'expliquent assez clairement pour qu'on doive considérer les deux cas comme placés sur le même ligne.

créances, mais à titre de partage, comme porte l'acte de liquidation du 21 avril 1815, notoriété et enregistré. — Considérant, en droit, que le privilège que la loi accordait aux mineurs copartageants pour sûreté du prix de la liquidation était indivisible, et grevait tous les immeubles licites entre la veuve Fontaine et ses enfans, par conséquent la maison de Versailles comme celle de Paris. — Que ce privilège devait être conservé par une inscription prise dans les soixante jours de l'adjudication. — Que l'obligation de requérir cette inscription dans l'intérêt des mineurs Fontaine était imposée, non à des tuteurs spéciaux dont le mandat ne contenait rien de relatif aux inscriptions, mais à leur mère, comme tutrice naturelle et légale, et encore par une clause expresse de l'adjudication qui lui avait été faite; que la veuve Fontaine, ayant négligé de remplir cette formalité, était devenue responsable du privilège et de la créance que, par sa négligence, elle avait fait perdre à ses enfans mineurs; et que pour l'indemnité qui leur est due, ils sont en droit d'exercer leur hypothèque légale sur la maison de Versailles comme sur les autres biens de leur tutrice. — A mis et met les appiations et le jugement du 20 février 1822 au néant; — Emendant, etc.

Du 4 janv. 1823. — Cour roy. de Paris, — 2^e ch. — *Prés.*, M. Dupaty. — *Concl.*, M. Colom, av. gén. — *Pl.*, MM. Persil et Parquin.

GREFFIER. — COMMIS ASSERMÉNTÉ. — RÉVOCATION

Le greffier en chef d'une Cour royale a le droit de révoquer ses commis assermentés, s'il ne les juge plus dignes de sa confiance. Ce droit résulte implicitement de ce qu'il est responsable, aux termes de l'art. 59 du décret du 6 juill. 1810, des contraventions, délits ou crimes dont ses commis se rendraient coupables dans l'exercice de leurs fonctions. — La Cour royale n'a point à apprécier dans ce cas, les motifs de la révocation; mais il lui appartient d'examiner si elle doit agréer le nouveau commis présenté par le greffier en chef (1).

(N... — C. N...)

Du 4 janv. 1823. — Cour roy. d'Orléans.

ACTE DE COMMERCE. — FOURNITURES. — COMPÉTENCE.

Un marchand de chevaux n'est pas justiciable

(1) Cet arrêt est ainsi rapporté par M. Colas de La Noue, dans sa jurisprudence de la Cour roy. d'Orléans. — Les greffiers des Cours royales et des tribunaux de première instance doivent présenter et faire admettre au serment un nombre de commis greffiers égal à celui des chambres de la Cour ou du tribunal. Ces commis sont aptes à remplir toutes les fonctions du greffier, sauf quelques obligations personnelles imposées à celui-ci, et ils reçoivent un traitement de l'Etat, décerné des 6 juill. 1810, art. 55; 18 août 1810, art. 24; 30 juav. 1817, art. 6, 7, 12 et 16. — Le caractère public attribué aux commis assermentés a fait douer qu'il appartient au greffier de les révoquer à sa volonté, d'autant plus que les décrets organiques de 1810, art. 55 et 26 donnant aux Cours et tribunaux le droit d'ordonner que ces commis cesseraient leurs fonctions. Mais les greffiers étant chargés de présenter les commis assermentés, et restant responsables de leurs actes, on a dû se conclure qu'il leur faut permis de les révoquer quand ils le jugeaient nécessaire. V. Carré, *Lois de l'organisation judiciaire*, quest. 145; Bio-

des tribunaux de commerce à raison des dépenses faites dans une auberge pour la nourriture de ses chevaux et des gens chargés de les conduire (2).

(N... — C. N...) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si l'on doit ranger les aubergistes dans la classe des marchands et commerçans, relativement aux achats qu'ils font des denrées nécessaires à leur état, ainsi que pour la vente qu'ils peuvent faire de ces marchandises, en gros, et par parties plus considérables que ne le fait présumer une consommation partielle, et que, par cette raison, ils sont soumis à la juridiction du tribunal de commerce; il en est autrement lorsqu'ils réclament le paiement des fournitures et distributions journalières qu'ils ont faites à des voyageurs, de comestibles pour les hommes, et de fourrages pour les animaux qu'ils ont reçus, logés et nourris, rangés, dans ce dernier cas, sous l'application du § 2, art. 2271 du Code civ.; leurs actions alors se prescrivent par six mois d'interruption de fournitures, et doivent être décidées par les tribunaux ordinaires; — Attendu, dans l'espèce, que Becker, aubergiste, réclame le paiement de fournitures journalières et de détail que Mathias Gréte aurait consommées chez lui partiellement, tant pour la nourriture de ses chevaux que pour celle des gens qui les conduisaient et les soignaient; que ces fournitures ont été faites depuis le 2 février 1812 jusqu'au 1^{er} juin 1813; qu'il s'est passé un laps de temps suffisant pour prescrire l'action de Becker, conformément à l'art. 2271 du Code civ.; que la présomption de libération, qui naît de la prescription, sera assurée par l'affirmation que lui défère l'intimé; — Par ces motifs, — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, statuant sur la déclinatoire, — Dit qu'il a été incompétemment jugé par le tribunal de commerce; — Evéquiant et y faisant droit, — Renvoie la partie de Crousse de la demande formée contre elle, etc.

Du 4 janv. 1823. — Cour roy. de Metz. — Ch. correct. — *Prés.*, M. Pyrol. — *Concl.*, M. Delapierre, com. aud. — *Pl.*, MM. Crousse, Oulif et Charpentier.

1^{re} ASSURANCE. — CRÉANCIER.

2^{re} DELAISSEMENT MARITIME. — ASSURANCE. — COMMISSIONNAIRE.

3^{re} CHOSE JUGÉE. — ACTION CIVILE. — ACTION CRIMINELLE.

1^{re} Le créancier peut-il faire assurer, dans son

cha et Goujet, *Dictionn. de proc.*, v^o *Discipline*, n. 74, et *Graffier*, n. 70. Ces auteurs citent, dans ce sens, une décision du ministre de la justice du 22 mars 1838. Néanmoins, ce droit des greffiers se trouve modifié en fait par celui qui appartient aux Cours et tribunaux d'admettre ou de repousser la commis qui leur est présenté en remplacement du commis révoqué. La ministère public est en outre chargé de veiller à ce que les greffiers en fassent usage de ce droit qu'en cas d'absolue nécessité. — M. Victor Fouché, dans sa 2^e édition du Carré, loc. cit., exprime le vœu que la position des commis greffiers assermentés soit garantie par la loi. Il se est ainsi pour les commis greffiers de la Cour de cassation, qui ne peuvent être révoqués par le greffier en chef qu'avec l'agrément de la Cour; ordonn. du 15 juav. 1826, art. 76.

(2) V. au cas sans date, 9 juill. 1813; Limoges, 2 mars 1857. — Mais voy. au sens contraire, Lyon, 16 janv. 1838, et aul. dans ce dernier sens, Limoges, 21 fév. et 13 juin 1838.

Intérêt personnel, des marchandises appartenant à son débiteur ? Une telle assurance est-elle obligatoire pour les parties ? (Cod. comm., 332.) — Non rés. (1)

2° Des assureurs peuvent être admis à prouver que celui au nom de qui est faite l'assurance, n'est pas propriétaire des objets assurés ; et ils peuvent opposer à la demande en délaissement formée par l'assuré en nom, toutes les exceptions proposées contre le propriétaire. (Cod. comm., 332.)

3° La déclaration pure et simple de non-culpabilité rendue par la justice criminelle ordinaire, au profit d'un accusé, établit qu'il n'y a de sa part, ni crime, ni délit, ni contravention. (Cod. inst. crim., 361.) — Mais elle ne dit point qu'il y ait absence de perpétration du fait et d'imputabilité ou de responsabilité civile. — Ainsi, l'assureur assigné en solidité du délaissement par l'assuré, peut être admis à prouver que l'assuré a retiré du navire les objets assurés, nonobstant un arrêt de Cour d'assises, qui déclare l'assuré non coupable d'avoir soustrait frauduleusement du navire les objets assurés. On ne peut dire qu'il y ait chose jugée par la Cour d'assises sur le fait d'entèvement des objets assurés. (Cod. civ., 1351.) (2)

(Fuzier—C. les compagnies royales et d'assurances générales.)

Le 30 mars 1822, Fuzier frères, de Marseille, font assurer, pour compte de qui il appartiendra, sous telle dénomination de pour compte que portent les connaissements, par les compagnies royales et d'assurances générales, 40,000 fr., sur facultés, en or ou en argent monnayé, chargé ou à charger, par Jean Fuzier, de Tunis, sur un ou plusieurs bâtimens de sortie d'un ou plusieurs ports de Tunis, jusqu'à Marseille, du 10 mars jusqu'au 10 juin. — Par une clause spéciale de la police, la haraterie de patron fut mise aux risques des assureurs. — Il importe de remarquer, 1° que les frères Fuzier firent faire l'assurance dont s'agit, par suite des ordres qu'ils avaient reçus de Fuzier, de Tunis, dans une lettre du 12 mars ainsi conçue : « Faites septante mille francs d'assurances in quo vis, sur groups à charger, ici ou à la côte, pour moi. C'est une opération de M. Abram Vita Costa, qui veut vous les envoyer. Il dit qu'il a trois mille marabouts in quo vis, francs de ristourne, chargés sur un ou plusieurs bâtimens français : cette somme me paraît exagérée. Je pense qu'elle pourra aussi servir pour moi, si j'y trouve de l'avantage, pour le compte à demi, etc. » — 2° Que les marchandises assurées furent chargées sur le navire *L'Annette et Louise*, capitaine Bouffier ; — 3° Que les connaissements furent faits au nom de Fuzier, de Tunis, en ajoutant pour compte de qui il appartiendra ; — 4° Qu'enfin, Fuzier, de Tunis, avait fourni à Vita Costa pour 45,000 fr. de traites, en considération du chargement fait par ledit Vita Costa, sur le navire *L'Annette et Louise*, adressé à Fuzier frères, de Marseille.

Le sieur G..., capitaine en second du navire *L'Annette et Louise*, s'est rendu coupable de haraterie, 1° en ce qu'il a chargé des marchandises

sans valeur, au lieu des marchandises assurées ; 2° qu'il a soustrait les marchandises chargées et les a remplacées par des objets sans valeur, dans l'intention de faire périr le navire en mer ; et 3° qu'il a tâché d'effacer son projet, en pratiquant des trous à la cale du navire.

Le sieur Vita Costa, propriétaire des marchandises assurées, fut poursuivi comme complice, et traduit devant la Cour d'assises, comme accusé 1° d'avoir, de concert avec un ou plusieurs individus, tenté de soustraire frauduleusement, au préjudice des assureurs, la plus grande partie de la valeur donnée à la cargaison de la goëlette *L'Annette et Louise*, dans les divers contrats d'assurance, laquelle tentative, manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites et indépendantes de la volonté de ses auteurs ; 2° de complicité de la soustraction frauduleuse commise par le capitaine en second, ou par un ou plusieurs individus, de complicité avec le capitaine en second, d'une partie de la cargaison du navire *L'Annette et Louise*, consistant en groups d'or et d'argent, au préjudice de la maison Fuzierfrères, qui en était consignataire, à Marseille, pour avoir, avec connaissance, aidé et assisté l'auteur ou les auteurs de la susdite soustraction frauduleuse, dans les faits qui ont préparé, facilité et consommé ladite soustraction.

Entre temps, et aussitôt que les sieurs Fuzier frères, de Marseille, eurent connaissance de la haraterie pratiquée, ils firent le délaissement aux assureurs, des marchandises assurées, et les assignèrent devant le tribunal de commerce de Marseille, pour voir déclarer le délaissement valable, et être condamnés à payer la somme de 40,000 fr. assurée.

Les compagnies d'assurances ont répondu que l'assurance avait été faite pour le compte de Vita Costa ; que d'ailleurs, elle ne pouvait l'être pour le compte d'un autre, puisqu'il était propriétaire des marchandises assurées ; que les sieurs Fuzier, de Marseille ou de Tunis, ne pouvaient donc invoquer des droits différens et indépendans de ceux de Vita Costa ; que celui-ci ayant, par dol et fraude, soustrait les marchandises assurées, et ces marchandises n'ayant point par suite, été exposées au danger de la navigation, le contrat d'assurance était nul, aux termes des articles 37 et 38, tit. 6, ordonnance de 1681, 348 et 357 du Code de comm. : qu'ainsi il ne pouvait y avoir lieu au délaissement.

Pour Fuzier frères, de Marseille, représentant Fuzier de Tunis, on répondait : qu'ils étaient les vrais assurés, puisque l'assurance et les connaissements avaient été faits en leur nom ; que, d'ailleurs, ils étaient créanciers de Vita Costa, puisqu'ils lui avaient fourni en anticipation des traites pour la valeur des marchandises ; et qu'à ce titre, ils avaient fait faire l'assurance, plus dans leur intérêt personnel que dans l'intérêt du sieur Vita Costa ; qu'ainsi les faits du sieur Vita Costa, et les exceptions qui en résultaient contre lui, ne pouvaient leur être opposés ; qu'au surplus, il n'était pas vrai en fait, que le sieur Vita Costa eût soustrait frauduleusement des marchandises chargées pour son compte, à

(1) V. sur cette question, les conclusions données par la miutité publique dans cette affaire, et qui sont reproduites dans l'article ci-dessus. V. aussi les autorités qui y sont rappelées. — Adde, dans le sens de la négative, Bouley-Paty, t. 1, p. 123 ; Dalloz, t. 2, p. 85 ; Boudouquet, n. 34 ; E. Percil, des Assurances, n. 119. V. en sens contr., Girin et Jolliat, Assurances terrestres, n. 97.

(2) Le principe a reçu de fréquentes applications en jurisprudence. V. Cass. 19 mars 1817 ; 25 juin 1822, et la note ; Toulouse, 20 nov. et 13 déc. 1824. V. aussi notre Table décenn., 1831-1840, v° Chose jugée, n° 135 et suiv.

bord de l'*Annette et Louise*; qu'en supposant donc que Fuzier de Tunis, ne fût qu'un simple cause ou le mandataire de Vita Costa, il avait droit, comme Vita Costa l'avait lui-même, de réclamer l'exécution du contrat d'assurance.

Jugement du tribunal de commerce de Marseille, qui sursoit à prononcer sur les conclusions prises par les frères Fuzier, en paiement de la somme assurée, et sur les exceptions contraires des compagnies, jusqu'à ce qu'il ait été statué par les tribunaux compétents, sur l'action criminelle dirigée contre Abram Vita Costa, pour complicité de qui l'assurance a été faite.

Appel de la part de Fuzier, frères, en ce que leurs droits étant indépendants de ceux de Vita Costa, l'issue des poursuites criminelles dirigées contre lui était sans influence sur la décision à intervenir. En cet état de choses, a été rendu l'arrêt de la Cour d'assises, qui a déclaré Vita Costa coupable d'avoir tenté de soustraire une partie de la cargaison de l'*Annette et Louise*, et non coupable de soustraction effectuée.

Les frères Fuzier se sont opposés à cette décision, et ont soutenu qu'en considérant l'assurance comme faite pour Vita Costa, le fait dont il était convaincu ne violait point le contrat, même à son égard.

Dans l'intérêt des compagnies d'assurance, on a soutenu, que la circonstance que Vita Costa n'avait pas été déclaré coupable de la soustraction frauduleuse d'une partie de la cargaison, au préjudice de la maison Fuzier, frères, n'empêchait pas de reproduire la question devant les tribunaux civils, surtout lorsque cette question se présentait comme défense à l'action principale. En outre, on a soutenu et l'on a cherché à prouver, en fait, que Vita Costa avait repris les groupements du navire, après qu'ils y avaient été chargés par Jean Fuzier. C'est dans cet état que la cause s'est présentée à la Cour royale d'Aix.

M. Brest, substitut de M. le procureur général à la Cour royale d'Aix, portait la parole dans la cause, a regardé comme la question la plus intéressante du procès, celle de savoir si les sieurs Fuzier, en qualité de créanciers du sieur Vita Costa, avaient pu faire assurer, dans leur intérêt, les marchandises assurées.

« La quatrième question de la cause, a-t-il dit, sur ce point, est la plus délicate, et doit fixer toute l'attention des jurisconsultes et des magistrats. Sa discussion est la seule qui doive être rappelée pour éclaircir un point de droit controversé, qu'il serait si important de fixer pour le bien de la science, et l'intérêt du commerce maritime. Elle doit être posée d'une manière générale, en ces termes : — Tout autre que le propriétaire, ou son commissionnaire, pour lui, peut-il faire assurer des marchandises exposées aux risques de la navigation ? Le créancier ordinaire le peut-il en son nom personnel, et pour sûreté des avances qu'il aurait fournies sur la valeur des marchandises ?

« Cette question rentre dans les dispositions de l'art. 332 du Code de comm., lequel veut, au § 6, que le contrat d'assurance exprime la qualité de propriétaire ou de commissionnaire de celui qui fait assurer. Mais on doit naturellement se demander, par suite de ce principe, si celui qui n'est ni le propriétaire de la chose, ni le commissionnaire du propriétaire, et qui ne peut pas exprimer l'une ou l'autre de ces qualités, peut avoir jamais le même droit ? — M. Pardessus l'accorde au créancier du propriétaire. Son opinion est ainsi conçue, tom. 2, pag. 358 et 361, 4^e édition de son Cours, et n° 803 de la 2^e édition. — En droit rigoureux, il n'y a que le pro-

priétaire d'une chose qui ait le droit de la faire assurer. Néanmoins, par suite des principes du droit civil, qui permettent à des créanciers de conserver des droits que leur débiteur abandonne ou néglige de conserver, ou créancier privilégié, ou non, sur corps d'un navire en mer, ou sur des marchandises, pourrait les faire assurer ; il est présumé mandataire du propriétaire, mais par cela même, il n'acquiert point un droit exclusif à la somme que l'assureur sera obligé de payer en cas de perte des choses assurées. Le prix profitera à la masse entière des créanciers du débiteur. — Il suit de là qu'un créancier, même non privilégié, quand son débiteur, propriétaire de la marchandise exposée aux risques de la navigation, est négligent, peut de lui-même, en son nom particulier, faire faire l'assurance, sauf le concours des autres créanciers, pour en partager le bénéfice. — On a cru pouvoir appliquer à cette matière une règle du droit civil, tandis que le Code de commerce est seul à consulter ici, et que dans le cas où il ne s'explique pas suffisamment, son véritable commentaire est dans l'ordonn. de 1681 et la déclaration du 17 août 1779. C'est en rapprochant ces dispositions législatives, qu'on parviendra à la solution des questions d'assurance, bien différentes des questions ordinaires du droit civil.

« La difficulté posée doit être appréciée d'après ces principes et sous divers points de vue. — Lorsque le contrat d'assurance maritime est formé, il n'est proprement qu'une promesse qui tire sa perfection et son accomplissement du résultat de la navigation. Dans le voyage sur mer, il peut survenir, entre autres, deux événements remarquables, ou l'heureuse arrivée du navire et de sa cargaison, ou la perte et sinistre majeur. Dans le premier cas, il y a lieu au paiement de la prime ; dans le second, on doit l'outre part, payer l'assurance. — Mais le paiement de la prime est privilégié sur la chose assurée, par induction de l'art. 191 du Code de comm., selon Emerigon, *Traité des Assurances*, tom. 2, pag. 572 ; Potliet, n° 162, et Estrangin, pag. 165 et 278. — Cette prime, fixée par le contrat, selon le temps et les risques apparemment ou probables, est une charge imposée à la propriété ; c'est une diminution du fonds ; une aliénation réelle de partie de la chose. Or, il n'y a que le propriétaire qui puisse ainsi se déposséder. Qui non potest dare non potest conferre. — Le résultat du fait isolé du créancier, si il y a une heureuse arrivée, ne pourrait amener la perfection du contrat. Il n'aurait pas qualité pour faire compter à l'assureur une prime sur la chose d'autrui. Il ne pourrait lui en remettre une partie, par suite du privilège ; et l'assureur ne saurait se prévaloir d'un titre qui n'émanerait que d'un tiers, étranger à la chose même. Son fait serait de nature à être repoussé et contredit par le propriétaire, qui, dans ses calculs de commerce, aurait pu vouloir gagner lui-même cette prime, plus ou moins considérable, suivant les risques présumés, et qui aurait pu céder à plusieurs, des droits indéfinis sur son chargement, à titre de reconnaissance, de prêt à la grosse ou autrement ; alors encore il pourrait être repoussé par d'autres créanciers légitimes, dont il aurait voulu diminuer le gage commun. Et si plusieurs d'entre eux avaient fait faire plusieurs assurances sur la même marchandise, faudrait-il payer plusieurs primes et tout dévorer ? On voit par là que cette action, qui peut apporter divers préjudices graves, même dans le cas d'heureuse arrivée, ne peut être le droit personnel du simple créancier. — Quand il arrive perte presque entière ou sinistre majeur, l'assureur doit

payer le montant des marchandises assurées; mais avant qu'on puisse exiger de lui ce paiement, l'art. 363 du Code de commerce veut que les actes justificatifs, du chargement et de la perte, lui soient préalablement signifiés. L'ordonnance de la marine, de 1681, art. 57, et la déclaration du 17 août 1779, art. 4, prescrivaient aussi cette justification. Le Code exige impérieusement encore, comme l'ordonnance, que l'on ait fait d'avance l'acte de délaissement dont parle l'art. 369. La demande des actes justificatifs du chargement et de la perte ne peut s'adresser qu'au propriétaire. C'est lui qui doit bien connaître, et mieux vérifier que tout autre, sa spéculation, ses résultats et la perte qu'il peut avoir éprouvée. L'obligation qui lui est imposée de signifier ces actes, comme préliminaire indispensable, ne désigne que lui, ne peut s'adresser au simple créancier, que la loi n'a pas eu en vue. Mais l'acte de délaissement, également exigé, est bien d'une autre importance.

« Dans le cas de malheurs qui dépassent le règlement d'avaries, le délaissement est de l'essence du contrat d'assurance. — Il en est la condition substantielle. Par ses effets, le montant des assurances devenant exigible, et l'assurance étant le remplacement de la chose qui a péri, s'il a suragné quelques débris, ils doivent être laissés à l'assureur, sans quoi on retiendrait en ses mains la chose et le prix, ce qui détruirait toute idée de contrat. — Le délaissement produit cet effet légal de transmettre aussitôt la chose à celui de qui on exige le prix. Delà, la nécessité de cet acte. Emerigon, qui avait dit, tom. 2, p. 584 et 588 de son *Traité des Assurances*, qu'au propriétaire seul appartient le droit de faire assurer, et que les ouvriers et fournisseurs, quelque privilégiés, ne le peuvent faire, consacre, dans le même volume 2, à la discussion de l'acte de délaissement, un chapitre entier qu'il a intitulé : des Effets et de la nécessité du Délaissement. Pothier, t. 115, du *Contrat d'Assurance*, dit : « Les assureurs contractent deux obligations; la première, de payer à l'assuré la somme portée par la police en cas de perte presque totale, à la charge, par l'assuré, de leur faire l'abandon de ce qui peut rester des choses assurées. » — Cet abandon ou délaissement a lieu malgré la clause *franc d'avaries* : il doit être fait dans les six mois. Estrangin répète qu'il est indispensable, et il ajoute, pag. 482 de son Commentaire, que s'il y avait convention contraire, elle serait nulle, par le motif que tout acte qui tend à faire trouver à l'assuré du bénéfice dans le sinistre, serait incompatible avec le caractère du contrat, et serait un acte nul. — Par le délaissement, l'assuré subroge les assureurs en son lieu et place. Il quitte et délaisse, en leur faveur, ses droits, noms, raisons et actions, de la propriété qu'il a en la marchandise chargée. Cet acte peut transmettre des actions contre des tiers, selon le *Guidon de la mer*, chap. 7, art. 1. 3 et 60, et Valin, art. 51, pag. 123 et 123. — Ces principes se deduisent de l'art. 69 de l'ordonnance, et de la règle *res pro derelicto habita occupantis statim fit*. L. 38, § 1, ff. de No. r. act., et l. 1, § 1, pro derelicto). — Les art. 372 et 385 du Code de comm. établissent que le délaissement des objets assurés ne peut être ni partiel, ni conditionnel, et qu'une fois accepté, ces objets appartiennent irrévocablement à l'assureur. — Il est donc décidé que c'est là un véritable transport, une aliénation réelle, laquelle ne peut être que le fait du propriétaire, ou de son mandataire pour lui.

« S'il n'en était pas ainsi, que serait, en effet, ce délaissement? Que transmettrait-il utilement

de la part du créancier agissant individuellement? Comment la justice pourrait-elle le juger valide et forcé, et ordonner en même temps le paiement de l'assurance? Le titre du créancier ne lui donne pas le jus in re. Il ne peut point prendre la chose de son débiteur pour la donner à d'autres, à son lusu et contre son gré. L'assureur ne peut être investi, selon la maxime; *nemo potest unacipere qui fisco existimant rem pro derelicto habitam esse*, (L. 6, ff. pro derelicto). D'ailleurs, son prétendu titre de créancier par simples lettres de change, peut lui être contesté avant de devenir exécutoire. Il ne lui appartient pas d'en être juge d'avance, de lui donner un effet utile de son autorité privée. Si, par suite de l'assurance, il reçoit ainsi un paiement quelconque, hors la présence de la justice, qui retirera la première obligation, quelle quittance voudra-t-il concéder? Il a pu se faire deux titres à lui-même; l'un par sa créance primitive, l'autre par l'assurance même, dont il peut abuser par la négociation. Il peut avoir deux fois le prix de la même chose, à l'insu de son débiteur et des autres créanciers, et à leur plus grand préjudice. Il ne peut pas dépendre de lui de changer sa créance en un mandat tacite, dans des faits aléatoires qui lui sont étrangers, et qui ont pu être autrement calculés. — Le propriétaire n'ayant point donné le consentement à ce sujet, et n'ayant pris aucune mesure dans son intérêt, il ne peut exister de présomption quelconque résultant du titre en faveur du mandat. La ratification même qu'il pourrait obtenir postérieurement du propriétaire, n'aurait pas l'effet de valider son action antérieure, puisque la loi générale prohibe d'une manière absolue l'aliénation de la chose d'autrui. — En matière civile, la conservation de l'hypothèque de son débiteur, pour laquelle on peut faire inscription, d'après l'art. 1166 du Code civ., et l'art. 778 du Code de proc., ne peut jamais conduire à l'aliénation de la part du créancier exerçant les droits de son débiteur. Ce droit, qui lui est ainsi attribué, n'est jamais et ne peut constituer, sous aucun rapport, qu'un acte simplement conservatoire. Voilà pourquoi il est permis, par une exception d'équité et d'intérêt commun, qui ne blesse personne. — Il y a à remarquer sur ce point, que le créancier peut exercer les droits de son débiteur, quand ce sont des droits réels déjà acquis, parce qu'il peut y avoir présomption de fraude à son égard, d'après les lois 6 et 20, ff. *quasi in fraud. credit*, mais que le créancier ne le peut pas, quand il ne s'agit que d'un droit desimpte faculté, d'un acte volontaire de son débiteur, acte subordonné à des calculs divers. Alors la présomption d'abandon en fraude des créanciers cesse tout aussi bien que leur droit d'intervention. — Telle est la règle et la distinction à faire au civil, qu'Emerigon étend même à la matière des faillites, et que repousse l'opinion de M. Pardessus, (V. de Larombe, v° *Créancier*, n° 8; Lebrun, des Successions, liv. 2, ch. 2, n° 42; Renouss, des propres; Boocher d'Argis, Gaina nupt., etc.)

« Mais, en général, dans les principes du commerce maritime, le droit de faire assurer, entraînant la nécessité de faire le délaissement dans les cas prévus, est d'une nature toute différente. Le délaissement, alors indispensable, est une aliénation qui ne peut être le fait propre du créancier. S'il a fait faire de lui-même une assurance sur la chose d'un autre, et s'il veut, après l'événement, s'appliquer le pour compte, *jure proprio*, ou en demander l'exécution à son profit, comme ayant été faite en son nom, il ne pourra l'obtenir, d'après la rigueur des principes spéciaux de la matière, quand même il serait de bonne foi. Mais

une pareille action cache le plus souvent des combinaisons illicites. L'admettre en point de droit, serait un moyen indirect de faire triompher l'injustice, et de soumettre les assureurs aux caprices et à la discrétion de tiers avec lesquels ils n'auraient pas traité. — Lorsque le contrat d'assurance est formé, et que, par le dol et la fraude du propriétaire, la marchandise n'a pas été exposée aux périls de la navigation, le contrat est frappé de nullité, par les dispositions des art. 37 et 38, tit. 6 de l'ordonnance de 1681, et des art. 348 et 357 du Code de comm. C'est précisément ce qui s'est vérifié lors de l'arrêt de la Cour d'assises d'Aix, du 28 nov. 1822, contre Vita Costa, propriétaire des groups assurés, qui les avait simulés et enlevés avant le départ de Tunis; mais si, dans de semblables cas, on voulait appliquer ensuite au créancier le *pour compte du qui lui appartiendra*, afin de donner force à une assurance nulle des son principe, ce serait là une violation de la loi, que rien ne peut faire tolérer : *quod initio vitiosum est, non potest convalescere*, etc. — Il est donc vrai de dire que le créancier, par son titre, ne peut point faire assurer la chose de son débiteur. Ce droit, dans le commerce maritime, comme celui de faire le délaissement, n'appartient qu'au propriétaire. Lesdits droits s'expliquent l'un par l'autre et rentrent dans le principe de l'art. 332 du Code de comm., qui désigne que deux personnes qui doivent figurer en présence de l'assureur, dans le contrat d'assurance qu'ils stipulent avec lui : le propriétaire et le commissionnaire du propriétaire. »

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que les groups d'or et d'argent chargés par Jean Fuzier, à Tunis, le 1^{er} avril, *pour compte du qui lui appartiendra*, sur le navire l'*Annetta et Louisa*, et expédiés à la consignation de Fuzier frères, à Marseille, étaient évidemment la propriété d'Abram Vita Costa, lequel avait chargé ledit Jean Fuzier de cette expédition :

Que cette évidence résulte, savoir : avant le chargement, de la lettre de Jean Fuzier à Fuzier frères, du 12 mars, dans laquelle il leur marque que c'est une opération dudit Costa qui veut leur envoyer lesdites valeurs; du chargement même, par le cachet de Costa, ou de son frère, apposé sur le connaissement, et après le chargement, et même après le départ du navire, du compte de ladite expédition, que Jean Fuzier a réglé, le 15 avril, avec ledit Costa, et dans lequel il est dit que ladite expédition a été faite d'ordre et pour compte dudit Costa; — Que Fuzier frères, sont d'autant moins fondés à contester ce fait de propriété, qu'ils ont reconnu aussi, par leurs dépositions dans la procédure criminelle, et par leurs réponses aux protêts de non-acceptation des traites tirés sur eux, que la propriété de ces groups n'appartenait pas à Jean Fuzier;

Considérant qu'il résulte pareillement de la lettre de Jean Fuzier à Fuzier frères, du 12 mars, que l'ordre contenu dans cette lettre, de faire assurer ladite expédition, n'a été donné qu'au nom et pour compte dudit Costa; — Que non-seulement c'est le sens direct de la lettre, mais de plus, c'est le résultat du droit que l'assurance se rapporte à la propriété, puisqu'au propriétaire seul appartient de se faire assurer, par lui-même ou par un commissionnaire; — Que d'ailleurs Costa a constamment soutenu, dans ses réponses, qu'il avait donné l'ordre à Jean Fuzier, de lui faire assurer cette expédition; et les réponses de Costa sont, sur ce point, en parfaite harmonie avec ladite lettre de Jean Fuzier. — Que d'ail-

leurs encore, à cette époque du 12 mars, Jean Fuzier n'était pas créancier de Costa, puisque ses avances à Costa, sur cette expédition, n'ont été commencées que postérieurement, et rien ne prouve qu'elles eussent été promises antérieurement : — D'où il résulte que Jean Fuzier n'aurait eu aucun intérêt alors à prescrire l'assurance pour lui-même, lors même qu'il en aurait eu le droit; ce qui est d'autant moins nécessaire de discuter ici, qu'on ne trouve dans cette lettre, aucune expression qui puisse faire présumer qu'il commandait cette assurance, non pour Costa, mais pour lui-même; de même, postérieurement à cette lettre, après l'assurance effectuée, le chargement opéré, et nonobstant que Jean Fuzier eût signé alors des traites au credit de Costa, pour une somme de 45,000 fr. environ, aucunes pièces, aucuns faits, n'ont été allégués d'où l'on pût faire présumer que Costa eût disposé de la police d'assurance en faveur de Jean Fuzier, ou de Fuzier frères; — Considérant que Jean Fuzier, en commandant ladite assurance, et Fuzier frères, en la faisant couvrir à Marseille, n'ont donc ainsi agi que comme commissionnaires dudit Costa, et comme tels ils ne forment avec lui, dans tous les actes antérieurs et postérieurs qu'une seule et même personne; — Que ce principe, spécialement applicable au contrat d'assurance, est d'autant plus nécessaire que s'il n'existait pas, la mauvaise foi du commettant pourrait être favorisée impunément, puisque l'action qui pourrait être intentée pour lui, par son commissionnaire, ne cesserait pas de lui profiter, tandis que le fait de l'un étant applicable au fait de l'autre, et vice-versa, ce danger n'eût point à craindre; — Que ce principe, attesté par Emerigon, t. 1^{er}, p. 140, et t. 2, p. 149, a même lieu contre le porteur de la police d'assurance, à l'époque du dénouement du risque, ce porteur étant ainsi l'image de l'assuré dans toutes les exceptions qui concernent la police; — Que Fuzier frères, ont tenté d'échapper ce principe, en voulant se placer dans la position d'un assuré qui, étant porteur de la police et du connaissement, est présumé propriétaire, à l'égard de ses assureurs, de la chose mise en risque; — Mais cette présomption de propriété n'est pas applicable à l'assuré, qui a fait connaître antérieurement, par l'ordre en vertu duquel il a agi, qu'il n'était que le commissionnaire du véritable propriétaire, tant lors du chargement qu'en le faisant assurer; aussi, Emerigon observe-t-il, t. 1^{er}, p. 157, qu'après que le commissionnaire a nommé son commettant, il n'acquiert rien pour lui-même;

Considérant que malgré que Costa, déclaré coupable par le jury, d'une baratarie ayant en pour objet de faire sombrer le navire, eût été déclaré non coupable de complicité sur la soustraction de ces groups, chargés de son ordre, par Jean Fuzier, à la consignation de Fuzier frères, la décharge criminelle de Costa, quant à ce fait, n'interdit pas de reproduire civilement cette imputation, lors surtout qu'elle n'est opposée que par exception à la demande formée par Fuzier frères, qui ne sont en cela que la personne de Costa lui-même; — Que Costa a pu être déclaré non coupable de ce fait, considéré criminellement, sans qu'il en résulte que civilement, cette soustraction n'ait pas été commise par lui, puisque si le jury, par exemple, ne l'avait pas déclaré coupable de ce fait, dans la pensée que ces groups étant sa propriété, il avait pu les retirer du navire, il restait toujours à examiner, civilement, si l'enlèvement de ces groups n'a pas opéré la rupture de l'assurance, puisque l'objet du risque assuré n'était plus alors sur le navire pen-

dant le voyage; — Considérant, à cet égard, qu'il résulte de plusieurs preuves, et du concours de toutes les circonstances, 1^o que Costa avait repris ces groupes du navire avant que le navire eût commencé son voyage, puisque le capitaine Bouffier a reconnu, dans la malle particulière de Costa, sur un autre navire, les parties d'or ouvré qui avaient concouru à former ces groupes à Tunis, chez Jean Fuzier; 2^o des valeurs qui appartenaient à d'autres, sur le navire l'*Annette* et *la Louise*, et qui leur ont manqué, ont été trouvées aussi dans la malle de Costa, sur l'autre navire; 3^o on a trouvé aussi, dans ladite malle, des effets, bijoux et diamans que Costa avait enlevés du navire qui devait périr: et à qui persuaderait-on que quand Costa allait faire sombrer le navire, pour couvrir ses fausses expéditions, il eût laissé sur ce navire, ces groupes réels qui étaient encore sa propriété;

Considérant que ce n'est pas tel un cas de baraterie de patron, dont les assureurs ont garanti le risque; — C'est le fait ou la fraude de Costa lui-même, propriétaire et assuré, de ces groupes chargés de son ordre et pour son compte, qui les a repris et soustraits du navire; de Costa, dont les commissionnaires sont autant non recevables que lui, puisqu'ils sont son image, à demander l'indemnité aux assureurs d'une valeur qui n'a pas été mise en risque, ni perdue, dès que Costa l'a reprise; — Que non-seulement un pacte de responsabilité n'a pas été stipulé dans la police, mais que, de plus, une pareille stipulation eût été illicite; — Considérant qu'en dernier résultat, Costa ayant rompu l'exécution de l'assurance par son propre fait, la police doit être annulée, et qu'aucunes exceptions tirées de ce que Jean Fuzier a fait des avances à Costa, postérieurement à la police, ne peuvent être admises au préjudice des assureurs, dans un contrat subordonné au fait personnel de l'assuré, et dont ses créanciers les plus privilégiés sont toujours l'image et la personne envers les assureurs; — Met l'appellation et le dont est appelé au néant; émettant, sans s'arrêter à la demande en abandon desdits frères Fuzier, et faisant droit à la demande desdites compagnies, en nullité de la police d'assurance dont il s'agit, déclare ladite police nulle et de nul effet, et au moyen de ce, met lesdites compagnies, sur les demandes des frères Fuzier, hors de Cour et de procès.

Du 7 janv. 1823. — Cour roy. d'Aix — Concl., M. Bret, subst. — Pl., MM. Tassy et Chaussaud.

(1) Cette décision semble, au premier abord, trouver appui dans le texte et dans l'esprit de la loi. En effet, l'art. 270 du Code civ. ne confie expressément qu'à la femme le droit de faire apposer les scellés; disposition qui aurait pour but d'empêcher que, pendant l'instance en séparation de corps, le mari, maître de la communauté, ne fût tenté d'en détourner les effets, et même de les spolier entièrement. D'une autre part, l'art. 268 permettant à la femme de quitter le domicile commun, faculté dont elle use ordinairement, cette circonstance rend encore le détournement plus facile, ce qui était un nouveau motif pour autoriser la femme à faire apposer les scellés. Or, les mêmes dangers ne semblent pas habituellement menacer le mari; et cela explique l'absence gardée par l'art. 270 du Code civ. — Malgré ces considérations, il nous paraît plus juste d'appliquer au mari comme à la femme la disposition de l'art. 270, d'abord, parce qu'il y a parité de raison, la femme pouvant, comme le mari, détourner les effets de la communauté, soit en quittant furtivement le domicile conjugal, soit en les tenant dans une maison que le mari n'habite pas, et en second lieu, parce qu'il semble difficile

SÉPARATION DE CORPS. — SCÉLLES.

Dans le cas d'une demande en séparation de corps, le mari demandeur n'a pas, comme la femme, aux termes de l'art. 270, Cod. civ., le droit de faire apposer les scellés sur les effets communs et d'en faire dresser l'inventaire (1).

(Durandau — C. sa femme.)

Le sieur Durandau, après avoir quitté le domicile conjugal depuis près de 7 ans, forma contre sa femme une demande en séparation de corps. Il fit ensuite apposer les scellés dans la maison habitée par elle, et qu'il appela le domicile conjugal.

Pourvoi en référé de la part de celle-ci, pour faire ordonner la levée des scellés sans description.

28 déc. 1822, ordonnance du président du tribunal de la Seine. En voici les motifs :

« Attendu qu'il résulte des explications qui ont eu lieu de la part des parties, lorsqu'elles ont comparu devant nous pour se concilier sur la demande en séparation de corps provoquée par Durandau contre sa femme, que depuis plus de sept ans le mari et la femme ont vécu séparément l'un de l'autre; que la femme a exercé un commerce séparé, sans aucune réclamation de la part de son mari, et que l'apposition des scellés, faite à la requête du mari sans aucune autorisation de justice, a pour effet d'empêcher la femme Durandau de continuer son commerce et de lui enlever tout moyen d'existence; ordonnons la levée des scellés sans description. »

Appel par le sieur Durandau.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'art. 270 du Code civ., n'autorise que la femme seule, en cas de demande en séparation de corps, à faire apposer les scellés sur les effets communs; — Adoptant au surplus les motifs du premier juge, — Met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appelé sortira son plein et entier effet, etc.

Du 9 janv. 1823. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch. — Prés. M. Agier. — Pl., MM. Force et Roussiat.

TESTAMENT — IVRESSE. — PRÉVUE TESTIMONIALE.

L'état d'ivresse opère incapacité actuelle de tester. (Cod. civ., 901.) (2)
Est admissible la preuve testimoniale de l'ivresse du testateur.... alors même que le

de dénier au mari le droit de faire des actes conservatoires sur les effets qui lui appartiennent, F. dans ce dernier sens, Augers, 16 juill. 1817, F. aussi Massol, de la Sépar. de corps, p. 170.

(2) Cette décision qui se justifie par le texte de l'art. 901, d'après lequel pour faire une donation entre-vifs ou un testament, il faut être sain d'esprit, est admise par tous les auteurs. « Etro sens d'esprit, dit M. Coin-Delisle, Comment. analyt. des donat., sur l'art. 901, n. 3, est une expression étendue et générale qui exclut non-seulement l'état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur susceptible de faire prononcer l'interdiction, mais l'état accidentel qui trouble passagèrement la raison. Ainsi, on ne peut faire un testament ou une donation pendant le délire que cause une maladie, cependant un ivresse qui irait à la privation de la raison. Si les monuments de la jurisprudence ont frappé de nullité les actes et obligations de la vie civile, lorsque celui qui contractait était dans l'ivresse, à plus forte raison doit-on reconnaître que l'ivresse d'un testateur devient un vice radical dans un acte dont l'objet est de dépouiller les héritiers légitimes. » F. dans le même sens,

testament est authentique : à cet égard, et de ce que le notaire a dit, dans le testament, qu'il lui avait été dicté par le testateur, on ne peut conclure que l'état du testateur a été certifié par le notaire, comme un fait de sa compétence, et que cette clause notariée ne puisse être impuée que par inscription de faux. (Cod. civ., 1341.) (1)

(Héritiers Ruel — C. Durel.)

22 fév. 1822, testament par-devant notaire, dans lequel le sieur Ruel lègue au époux Durel le mobilier qu'il possédait au jour de son décès. — 18 mars suivent, décès du sieur Ruel. — Les époux Durel signifient aux héritiers Ruel le testament, et leur demandent délivrance du mobilier légué.

Les héritiers Ruel soutinrent que le testament qu'ils dépossédaient de la fortune mobilière de leur parent, n'était point émané de sa libre et saine volonté; mais qu'au contraire cet acte lui avait été surpris dans un moment où, plongé par le légataire dans l'ivresse la plus complète, il avait perdu tout à fait l'usage de sa raison : ils demandèrent à établir tant par titres que par témoins, l'existence des faits suivants : — 1^{er} Que le 22 fév. 1822, jour où fut reçu le prétendu testament de Louis Ruel, ce dernier était, vers les onze heures du soir et avant le testament, dans un état d'ivresse tel qu'il n'avait plus l'usage de ses facultés intellectuelles; 2^o qu'il avait été enivré par la femme Durel qui lui versait de l'eau-de-vie à pleins verres, en l'engageant à ne pas se gêner et à boire à son aise; 3^o que le 22 février, Louis Ruel n'avait aucune cause provenant de sa maladie qui pût l'empêcher de signer; 4^o que le lendemain 23, il avait apposé sa signature à un bon qu'il donnait à prendre sur un nommé Chauveau, son débiteur; 5^o qu'il avait signé le 1^{er} mars, dix huit jours avant son décès.

Les époux Durel répondirent que les faits articulés n'étaient pas vrais, et que d'ailleurs, la preuve n'en était point admissible.

13 juill. 1822, jugement du tribunal de Valognes, qui rejette la preuve offerte par les héritiers Ruel, en se fondant sur le motif que la dictée du testament faite par le sieur Ruel justifie qu'il n'était pas ivre au point de ne pouvoir tester, puisque le testament ne contenait rien que de raisonnable; qu'admettra la preuve de l'état d'ivresse de Ruel, pour en conclure qu'il n'était pas en état de tester, ce serait admettre la preuve qu'il ne l'a pas dicté; ce serait admettre une preuve contre la prohibition de la loi. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la loi a réglé d'une manière invariable les formalités substantielles qui constituent chaque espèce de testament : qu'il n'est point dans les attributions légales d'un notaire qui recueille l'expression des volontés dernières d'un testateur, de constater jusqu'à quel degré ce testateur pouvait jouir de sa raison ou de ses facultés intellectuelles; — Que la loi ne point voulu s'en rapporter à cet égard au discernement de l'officier instrumental ni des témoins qu'il est obligé d'appeler; — Que l'opinion qu'il émet que le testateur lui a paru sain d'esprit, n'est qu'une opinion purement morale, indépendante de la forme substantielle de

l'acte dont il est le rédacteur; que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de recourir à l'inscription de faux pour prouver l'erreur dans laquelle le notaire et les témoins ont pu être induits sur ce point important; — Que toutes les fois que l'ivresse est portée à un degré capable d'altérer les facultés intellectuelles d'un homme, il devient par cela même incapable de manifester sa volonté réelle; — Que si, comme on n'en peut douter, les monumens de la jurisprudence ont frappé de nullité les actes et obligations de la vie civile, lorsque celui qui contractait était dans l'ivresse, à bien plus forte raison on doit reconnaître que l'ivresse d'un testateur devient un vice radical dans un testament dont l'objet est de déposséder les héritiers du sang pour transmettre des biens à des légataires; — Que si, du nombre des faits articulés par les héritiers Ruel, il en est quelques-uns qui, pris isolément, pourraient ne pas paraître suffisamment circonstanciés, il en est d'autres qui sont enracinés, et dont la preuve établirait que Louis Ruel était incapable de tester lorsque le notaire a recueilli son testament; — Que d'ailleurs, les faits se présentent un appel naturel, et que c'est leur ensemble qu'il faut prendre en considération; — Que ces faits acquièrent encore une nouvelle force de certaines circonstances qui ont accompagné la rédaction du testament, notamment l'heure à laquelle il a été rédigé; — Qu'il s'agit de la que le premier juge s'est trompé en repoussant la preuve des faits articulés contre ce testament; — Par ces motifs, infirme le jugement dont est appel, et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, appointe les héritiers Louis Ruel à la preuve des faits par eux articulés, etc.

Du 9 janv. 1823. — Cour roy. de Caen. — 2^e ch. — Prés., M. Lefebvre — Concl., M. Rousselle, av. gén. — Pl., MM. Valot et Thominie fils.

1^{er} COMMIS VOYAGEUR. — COMPÉTENCE.

2^e COMPÉTENCE. — VENTE DE MARCHANDISES. — LIVRAISON.

1^o La demande en règlement de compte, formée par une maison de commerce contre son commis-voyageur, peut être portée devant le tribunal de commerce du domicile de la maison de commerce... lorsqu'il est reconnu, par le commis-voyageur lui-même, que le compte doit être réglé au domicile de son commettant, et d'après l'inspection de ses livres. (Cod. proc., 59.)

2^o Lorsqu'un négociant, sur une demande qui lui est faite par lettre, vend et expédie des marchandises, les marchandises sont réputées vendues et livrées au domicile du vendeur, dans le sens de l'art. 420, Cod. proc., en sorte que le vendeur peut assigner en paiement du prix, devant le tribunal de son domicile (2). (Bonnet — C. Muret.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte des faits de la cause, 1^o que le sieur Bonnet jeune, négociant, demeurant à Limoges, a été employé, par la maison Muret-Debort, de Châteauroux, en qualité de commis-voyageur, aux appointemens convenus entre eux; qu'il a vendu pour elle diverses marchandises sur les échantillons qu'elle lui avait remis; qu'il a reçu sur les ventes des

Fargole, des Test., ch. 4, sect. 2, n^{os} 208 et 210; Grenier, des Donat., n. 102; Toullier, t. 6, n. 112; Duranton, t. 8, n. 153. — V. aussi Raveux, 10 août 1812, et la note.

(1) La jurisprudence s'est toujours prononcée dans ce sens sur ce dernier point, avant comme

depuis la Code civil. F. Cass, 22 niv. an 9; 22 nov. 1810; 18 juin 1816; 27 fév. 1821; Besançon, 2 fruct. an 8, et les notes.

(2) C'est dans ce sens que se prononcent les auteurs et la jurisprudence. F. Metz, 6 fév. 1820 et les arrêts cités à la note.

sommes dont il lui a dû compte ; 2° que pour le commerce que faisait sa femme à Limoges, il a lui-même pris des marchandises chez le sieur Muret-Dehort ; — Attendu qu'après avoir vérifié sa situation avec le sieur Bonnet, le sieur Muret-Dehort a tiré sur lui, le 15 sept. 1822, la lettre de change qui donne lieu au procès, et que la tireur avait passée au sieur Muret aîné, son frère ; que le sieur Bonnet ayant refusé d'accepter et d'acquiescer cette lettre, Muret aîné l'a fait protester, et a fait assigner son frère au tribunal de Châteauroux, pour lui en payer le montant ; que le sieur Dehort a appelé en garantie le sieur Bonnet qui, sans vouloir entrer dans la discussion du fond, s'est borné à soutenir le tribunal de Châteauroux incompétent ;

Attendu que, comme l'ont observé les premiers juges, les marchandises fournies par le sieur Muret-Dehort au sieur Bonnet, ayant été, d'après l'examen de ses livres, vendues et livrées à Châteauroux, Bonnet a pu être traduit au tribunal siégeant en cette ville, d'après l'art. 430 du Code de proc. civ. ;

Attendu que lors même qu'il ne serait pas vrai que les marchandises eussent été vendues et livrées à Châteauroux, comme le prétend le sieur Bonnet, le second motif sur lequel les premiers juges ont fondé leur compétence, est plus décisif encore, parce qu'il n'est pas susceptible de critique ; qu'en effet, la lettre de change, pour laquelle Bonnet est traduit en justice, a pour objet, non-seulement les marchandises qu'il a achetées chez le sieur Muret-Dehort, mais surtout le produit de celles qu'il a vendues pour lui, en qualité de son commis-voyageur et dont il a reçu le prix ; que sous ce dernier rapport, ce n'a pu être qu'un tribunal de commerce de Châteauroux qu'il a dû être traduit, parce que c'est dans son ressort que demeure le sieur Muret ; que c'est à Châteauroux que le sieur Bonnet a traité ; que c'est là où sont ses livres de commerce ; que c'est là seulement que les comptes peuvent être rendus et vérifiés ; que le sieur Bonnet a reconnu cette vérité de la manière la plus positive, soit dans sa réponse au protêt de la lettre de change, le 4 fév. 1822, lorsqu'il prétendit que M. Muret ne lui avait pas remis de compte détaillé sur les ventes qu'il a faites pour lui, pendant qu'il a été porteur de ses cartes à la commission ; que lui Bonnet, répondant, demande vérification des livres dudit sieur Muret, pour compiler les envois faits, provenant des ventes faites par lui répondant, et qu'au-delà de cette vérification faite, lui Bonnet se libérera, s'il y a lieu ; mais il prétend, au contraire, que ledit sieur Muret est son débiteur, soit dans sa correspondance, dans laquelle il annonce, tantôt qu'il commencera sa tournée de Bretagne par Tours, ce qui le fera passer par Châteauroux, où il terminera définitivement avec le sieur Muret ; tantôt qu'il se rendra à Châteauroux, à une époque qu'il déterminera ; qu'il y rendra définitivement ses comptes avec le sieur Muret, et qu'il espère que jusqu'à il suspendra toute disposition sur lui ; — Confirme, etc.

Du 10 janv. 1823. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delaméthière. — R., MM. Mayet Gémery et Mater.

(1) C'est ce qui a été jugé plusieurs fois, non-seulement pour des baux, mais encore pour des actes d'aliénation. *F. Cass.* 7 mars 1827 ; 13 mai 1829 ; Paris, 13 août 1831 ; Lyon, 9 juil. 1833. — *F. cependant* Bordeaux, 27 juin 1828. Aujourd'hui, d'après l'art. 448 de la loi nouvelle sur les faillites, « tous paiements faits par le débiteur pour des

FAILLITE. — BAIL. — BONNE FOI.

Les baux consentis par la faillite, postérieurement au jour auquel l'ouverture de la faillite a été reportée, mais antérieurement au jugement déclaratif de la faillite, c'est-à-dire à une époque où le failli avait encore, de fait, l'administration de ses biens, sont valables à l'égard des preneurs, si ces preneurs sont de bonne foi (1).

(Cuinat-Chardon — C. Arnoux.) — ARRÊT.

LA COUR. — Attendu que l'art. 442 du Code de comm. dispose à la vérité que le failli, à compter du jour de la faillite, est dessaisi de plein droit, de l'administration de tous ses biens, mais qu'il n'annule pas les actes de cette administration qui (le cas de fraude toujours excepté), ayant eu lieu avant que la faillite ait été déclarée, et le jour de son ouverture, se trouveraient cependant d'une date antérieure à celle qui dans la suite, aurait été donnée à l'ouverture de la faillite ; — Attendu qu'une telle disposition n'existe pas : qu'elle ne peut pas exister, parce qu'elle jetterait le commerce et la société entière dans les embarras inextricables ; que tous ceux qui traitent en ce moment et depuis long-temps avec un négociant jouissent de la plénitude de son état, offrant aux yeux de tous une apparence solvabilité, et surtout une réputation sans tache, pourraient se trouver, eux et les leurs, surpris, ruinés par la nullité et l'anéantissement des opérations faites avec lui de bonne foi, si, réduit par quelques circonstances imprévues à ne pouvoir faire honneur à ses engagements, il était déclaré en faillite, et que l'ouverture en fût fixée à une époque antérieure de plusieurs mois, de plusieurs années à leurs relations avec lui ; — Attendu que la loi n'annule les actes faits, même dans les dix jours qui précèdent l'ouverture de la faillite, que lorsqu'il s'agit d'actes translatifs de propriétés immobilières à titre gratuit ; que les autres actes du même genre, à titre onéreux, sont seulement susceptibles d'être annulés sur la demande des créanciers, s'ils paraissent aux juges porter des caractères de fraude (art. 444 du Code de comm.) ; — Attendu qu'un bail n'est point un acte translatif de propriété immobilière ; que celui dont il s'agit n'est pas nul, par cela seul qu'il a été fait à une époque postérieure à celle à laquelle a été fixée l'ouverture de la faillite par un arrêt rendu plus de dix-huit mois après le bail, lors duquel il n'était nullement question de la faillite Moreau ; — Attendu que ce bail, s'il est susceptible de critique, ne peut être attaqué que pour simulation, fraude, ou pour toute autre cause qui en altérerait l'essence ; — Que sous ces différents rapports, l'arrêt du 12 juil. ne préjuge rien et ne fournit aucuns moyens à celui qui voudrait l'attaquer ; qu'ainsi, il ne préjudicie point aux droits du sieur Arnoux ; — Déclare Arnoux non recevable dans sa tierce opposition ; — Ordonne que l'arrêt du 12 juil. sortira son plein et entier effet, etc.

Du 10 janv. 1823. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Sallé. — Pl., MM. Devaux et Fravatou.

AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — SERVITUDE.

Du 10 janv. 1823 (aff. Perault). — Cour roy. de

ses échues, et tous actes à titre onéreux par lui passés après la cessation de ses paiements, si avant le jugement déclaratif de faillite, pourrout être annulés si, de la part de ceux qui ont reçu du débiteur ou qui ont traité avec lui, ils ont eu lieu avec connaissance de la cessation de ses paiements. »

Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 28 mars 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

LIBERTÉ PROVISOIRE. — CONDAMNÉ. — COMPÉTENCE.

La demande en liberté provisoire sous caution est recevable même après un arrêt portant condamnation à un emprisonnement correctionnel (1).

La Cour qui a rendu l'arrêt de condamnation est encore compétente pour statuer sur une telle demande. (Cod. inst. crim., 114, 118, 373 et 421.) (2)

(Engelmann et Thierry.)

Un arrêt de la Cour royale de Paris avait condamné les sieurs Engelmann et Thierry, à trois jours d'emprisonnement, à 10 fr. d'amende et aux dépens, par application de l'art. 12 de la loi du 25 mars 1822, pour avoir mis en vente des dessins lithographiques, sans l'autorisation préalable du gouvernement.

Les sieurs Engelmann et Thierry se sont pourvus en cassation. Or, l'art. 421 du Code d'inst. crim. porte que « les condamnés, même en matière correctionnelle ou de police, à une peine emportant privation de la liberté, ne seront pas admis à se pourvoir en cassation, lorsqu'ils ne seront pas actuellement en état, ou lorsqu'ils n'auront pas été mis en liberté sous caution, » et le même article ajoute que « l'acte de leur écrou ou de leur mise en liberté sous caution, sera annexé à l'acte de recours en cassation. » Pour satisfaire à ces dispositions, sans cependant se constituer en état de détention, les sieurs Engelmann et Thierry ont présenté requête à la Cour royale de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, la même qui avait rendu l'arrêt de condamnation, afin d'obtenir leur liberté provisoire sous caution. Ils ont exposé qu'il n'y avait eu dans le cours de l'instruction ni mandat d'arrêt, ni mandat de dépôt décerné contre eux; que la peine d'emprisonnement d'une très courte durée qui avait été prononcée, était l'objet principal de la condamnation, et que s'ils étaient obligés de se constituer d'avance en état de détention pour qu'il pût être statué sur leur pourvoi, il arriverait, au cas où le résultat de ce pourvoi leur serait favorable, qu'ils auraient subi la peine à laquelle ils auraient été injustement condamnés, et qu'ainsi la seule voie de recours qui leur était ouverte pour faire réformer une condamnation injuste, serait par le fait sans aucun avantage pour eux. — D'un autre côté, les sieurs Engelmann et Thierry soutenaient que bien que la Cour, en rendant son arrêt, se fût dessaisie du fond du procès, elle n'en était pas moins compétente pour statuer sur leur demande, attendu qu'il ne s'agissait uniquement dans cette demande que de l'exécution de ce même arrêt.

M. le procureur général a néanmoins conclu au rejet de la requête, sur ce fondement, que ces demandes en liberté provisoire ne pouvaient être admises que durant l'instruction des affaires

et par les juges qui en étaient chargés; que dans l'espèce, non-seulement l'instruction était terminée, mais encore que la Cour était dessaisie et avait épuisé sa juridiction; qu'ainsi elle ne pouvait plus s'occuper d'une demande qui n'aurait pu être formée qu'incidemment à une instance encore pendante.

ARRÊT.

LA COUR;—Après en avoir délibéré dans la chambre du conseil;—Vu la requête et les conclusions du ministère public;—Vu les art. 114, 118, 373 et 421 du Code d'inst. crim., et la demande mise en délibération;—En ce qui touche la compétence:—Considérant que la Cour saisi du procès par l'acte d'appel ayant rendu un arrêt définitif dont l'exécution est suspendue par l'effet du pourvoi, la demande en liberté provisoire, incidente à l'exécution de cet arrêt, doit être portée devant elle.

En ce qui touche le fond:—Considérant qu'un condamné à une peine correctionnelle ou de simple police, emportant privation de la liberté, n'ayant été constitué, ni en état de mandat de dépôt ni en état de mandat d'arrêt, n'a en aucun motif de saisir le tribunal ou la Cour de sa demande en liberté provisoire sous caution, pendant l'instruction du procès et avant le jugement ou l'arrêt définitif;—Considérant que des termes généraux de l'art. 421, il résulte que ce condamné a le droit de former la demande en liberté provisoire sous caution, et que la loi ne l'a point privé d'une faculté qu'elle n'a pas refusée à des individus prévenus de faits plus graves;—Considérant que l'exercice d'une action ne naît qu'au moment où l'on a intérêt de la former, et que la demande en liberté provisoire peut être présentée en tout état de cause;—Que, dans l'espèce, il y a lieu d'admettre l'adite demande;—Faisant droit sur l'acte, ordonne que Geoffroi Engelmann et Pierre Thierry seront mis provisoirement en liberté, sous leur propre caution, jusqu'à la décision de la Cour de cassation sur leur pourvoi contre l'arrêt de la Cour; fixe à la somme de 500 fr., pour chacun, le cautionnement à fournir par eux.

Du 11 janv. 1823. — Cour roy. de Paris. — Ch. des appels de police corr. — Prés., M. Desèze. — Rapp., M. Montmerqué.

1^o BREF DÉLAI. — ORDONNANCE DU JUGE. — APPEL.

2^o EMPRISONNEMENT. — ASSIGNATION. — DOMICILE ÉLU. — DÉLAI DE DISTANCE. — ORDONNANCE. — GREFFIER. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

1^o L'ordonnance du président qui permet d'assigner à bref délai, peut être attaqué devant le tribunal et successivement devant la Cour d'appel (3).

2^o L'élection du domicile qui doit être faite par le créancier dans l'acte d'écrou, dispense d'ajouter aux délais des assignations données à ce domicile, un délai à raison des distances (4).

L'ordonnance qui commet un huissier pour

(1 et 2) V. au ce sens, Cass. 27 mars 1830. C'est aussi l'opinion généralement admise par les auteurs. V. Carnot, sur l'art. 416 du Code d'inst. crim., observ. addit., t. 3, p. 161, n. 10; Legraverend, t. 1, ch. 3, p. 347; Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.*, sur l'art. 421, n. 5.

(3) La question divise les auteurs et la jurisprudence. V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Rome, 2 mai 1811; Bourges, 20 déc. 1831 (aff. Chauvin); Douai, 18 sept. 1840 (Volome 1840). — V. aussi Favard, *Rép.*, v^o *Ajournement*, § 4, n. 3; Daloz, *op.*

t. 1, p. 88.—Mais voy. en sens contraire, Colmar, 17 avril 1817; 8 déc. 1827; Toulouse, 13 juill. 1837; Paris, 6 juill. 1830; Douai, 31 oct. 1835 (Volome 1836). — V. aussi Carré, *Lois de la proc. civ.*, et son annotateur Chauveau, quest. 378; Bioche et Goujet, *Dict.*, v^o *Ajournement*, n^o 62. V. en outre nos observations sous l'arrêt cité de Douai du 18 sept. 1840.

(4) V. Cass. 20 mars 1810, la note et les autorités qui y sont rappelées.

l'exécution de la contrainte par corps, doit à peine de nullité, être signée par le greffier du tribunal (1).

Le débiteur incarcéré ne peut, en cas de nullité de l'emprisonnement, réclamer des dommages-intérêts s'il est réellement débiteur (2).
(Manau—C. Bassan.)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que l'autorisation donnée aux présidents de permettre l'assignation à bref délai, dans les cas qui requièrent célérité, n'est point impérative, mais purement facultative; que le refus d'accorder cette permission ne constituerait pas un déni de justice, et que ces sortes d'ordonnances laissent la faculté de se pourvoir, pour les faire réformer, devant le tribunal civil qui forme le premier degré de juridiction; — Attendu que Bassan pouvait demander devant les premiers juges l'annulation de la citation à bref délai et celle de l'ordonnance qui l'avait permise; que les premiers juges ayant rejeté sa demande, il est inuisible à ladite partie de la représenter devant la Cour et de former sur ce grief un appel incident;

Attendu que l'élection de domicile faite d'express commandement de la loi en matière d'emprisonnement, dispense d'ajouter aux délais des assignations données à ce domicile aucun délai pour la distance du domicile élu au domicile réel;

Attendu, sur l'appel principal, qu'il n'a pas été justifié de l'accomplissement des formalités voulues pour les actes du ministère du Juge dans l'ordonnance qui a commis l'huissier chargé de l'arrestation, ni de l'existence du cas d'exception où elles pourraient être pas exigées;

Attendu que Manau, débiteur effectif, ne doit pas obtenir de dommages; — Par ces motifs, sans s'arrêter à la demande en rejet de l'appel incident relevé par Bassan, en démet celui-ci; — Et disant droit sur l'appel principal, annule l'emprisonnement de Manau; ordonne qu'il sera mis en liberté, et son écon baré par tout geôlier le détenant, et ce, sur la notification du présent; — Declare n'y avoir lieu de lui accorder des dommages, etc.

Du 13 janv. 1823.—Cour roy. de Toulouse.—

1^{re} ch.

1^o LEGS.—OEUVRES PIÈS.—ACTION.

2^o EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE.—REFUS.

1^o La disposition par laquelle un testateur déclare qu'il veut qu'une partie de ses biens soit vendue pour le prix en être employé en prières pour le repos de son âme et de celle de son épouse, a pour celle-ci un intérêt moral qui lui donne qualité pour en réclamer l'exécution.

2^o Lorsqu'un exécuteur testamentaire refuse d'accepter la mission à laquelle l'a appelé le testateur, les héritiers de celui-ci se trouvent nécessairement investis de ses droits et obligations, et ne peuvent, contre leur gré, être remplacés par un curateur nommé en justice.
(Josse—C. Josse.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que du moment où le cré de la Croix-Avranchin avait formellement déclaré, sur la sommation à lui faite le 26 mai 1821, que ses occupations et son âge ne lui permettaient pas d'accepter les fonctions d'exécuteur testamentaire à lui attribuées par le testa-

ment de Jean Josse, du 30 janv. 1817, les héritiers naturels dudit Josse se trouvaient légalement saisis des droits, charges et obligations résultant de ses dispositions testamentaires; que, sous ce rapport, la veuve dudit Jean Josse avait action contre lesdits héritiers pour l'exécution de ses mêmes dispositions, s'il demeure constant qu'elle ait intérêt de réclamer cette même exécution;

Considérant, en effet, qu'après avoir disposé en faveur de son épouse, de la propriété de tous ses meubles, effets et objets mobiliers, morts et vifs, même de ses immeubles par destination de la loi, ainsi que de l'usufruit et jouissance de tous ses autres biens immeubles, Jean Josse déclare par son testament du 30 janv. 1817 vouloir que ses biens immeubles, autres que ceux par destination légués à son épouse, fussent vendus, à la charge de soufrire la jouissance de cette dernière de la manière que son exécuteur testamentaire le jugerait à propos, et qu'il voulait également que les deniers provenant de cette vente fussent employés ainsi et comme son exécuteur testamentaire le voudrait, à faire prier Dieu tant pour le repos de son âme, de ses parents vivants et trépassés, que de celle de son épouse et de ses père et mère; que, dès lors, il est évident que la veuve Josse a un intérêt moral à l'exécution des dernières dispositions de son mari, et suffisant pour la réclamer auprès des héritiers de celui-ci;

Considérant cependant que l'exécution du testament de Jean Josse appartenant à ses héritiers, le tribunal d'Avranches ne devait pas, comme il l'a fait, déclarer ceux-ci dessaisis, considérer la succession de Jean Josse comme vacante et y nommer un curateur pour cette exécution... — Infirme le jugement dont est appel; — Declare la veuve Josse recevable et fondée...; — Ordonne que, dans le délai de six mois, les héritiers Josse seront tenus de faire procéder publiquement à la vente des immeubles; — Ordonne également que les deniers qui proviendront de cette même vente, seront par lesdits héritiers Josse employés à faire effectuer les prières dont l'exécuteur testamentaire désigné par Jean Josse était chargé, etc.

Du 13 janv. 1823. — Cour roy. de Caen. — Pres., M. Regnée. — Concl., M. Ch. de Préfeln, av. gén. — Pl., M. Delisle et Binard.

SURENCHÈRE. — JOUR FÉRIÉ.

Une déclaration de surenchère peut être valablement faite un dimanche. (Cod. proc. civ., G3, 710 et 1037.) (3)

(Barnard — C. de Hérnin et autres.) — ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que toute nullité doit être prononcée par la loi, et que ce moyen doit être plus restreint qu'étendu; — Qu'on ne peut assimiler la disposition des art. 73 et 1037 du Code de proc. civ. au fait particulier de la cause; qu'il ne s'agit pas d'une assignation, d'une signification, ou d'un acte quelconque d'exécution, mais seulement de l'accomplissement d'une formalité qu'un surenchérisseur doit remplir dans le délai de l'art. 710 du Code précité; — Que l'art. 30 du décret du 20 mars 1808, en fixant les jours où les greffes des tribunaux sont ouverts, n'a pas défendu aux greffiers de recevoir des déclarations dans les jours de fête légale; que d'ailleurs, si

(1) P. en ce sens, Toulouse, 17 juin 1822, et la note.

(2) Sic, Florence, 12 août 1809; Caen, 15 janv. 1823; Rennes, 28 déc. 1814; Pardons, Droit comm., n. 1522. — *Contra*, Montpellier, 19 juin

1807; Nîmes, 22 mars 1812; Nancy, 23 juil. 1813; Carré, *Lois de la proc.*, n. 2726; Gouin-Delisle, *Comment. anal.* sur l'art. 2069, n. 91.

(3) F. Rouen, 14 janv. 1816, et la note qui accompagne cet arrêt.

l'on pouvait tirer des expressions de cet article que lesdits greffiers doivent tenir leurs greffes fermes lesdits jours de fête, ce règlement, non plus qu'aucune loi, ne porte à peine de nullité, d'où il suit que les premiers juges ont ajouté à la disposition dudit article, ce qui est une contravention à l'art. 1030 du Code de proc. civ. ; — Sans avoir égard à la nullité proposée contre la aurenchère, la déclare bonne et valable, etc....

Du 14 janv. 1823. — Cour roy. de Rouen.

HYPOTHÈQUE LÉGALE.—INTERDICTION.

Du 14 janv. 1823 (off. Figuié).—Cour roy. de Montpellier. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 27 avril 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

1° FAUX INCIDENT. — FAUX PRINCIPAL. — CHOSE JUGÉE. — NON BIS IN IDEM.

2° TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOINS INSTRUMENTAIRES. — FAUX.

3° NOTAIRE. — RESPONSABILITÉ.—TESTAMENT AUTHENTIQUE.

1° La voie de faux incident civil est ouverte, même après épuisement de la voie de faux principal, si la décision intervenue sur le faux principal n'a statué que sur la culpabilité de la personne, sans vérifier, c'est-à-dire, sans statuer sur la vérité ou la fausseté de la pièce arguée de faux (1).

Spécialement : Lorsque sur une accusation de faux principal, dirigée contre le notaire rédacteur d'un testament, le jury a déclaré que l'accusé n'était pas coupable d'avoir frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances de ce testament, ce testament peut encore ultérieurement être attaqué par la voie de faux incident civil, (Cod. proc. civ., 214.) (2)

2° Lorsqu'un testament authentique est argué de faux, en ce qu'il atteste qu'il a été dicté par le testateur et écrit par le notaire en sa présence et en celle des témoins, la déclaration des témoins instrumentaires portant que le testament fut apporté tout écrit par le notaire, peut, suivant les circonstances, être prise en considération pour constater la fausseté (3).

3° Lorsque l'observation des formalités voulues à peine de nullité dans un testament authentique, n'a eu lieu au su et dans l'intérêt de l'héritier institué, celui-ci, après que le testament a été annulé, n'a pas de recours contre le notaire rédacteur, pour la répétition du montant de la succession léguée : il y a lieu seulement à condamner le notaire aux frais du procès (4).

(Lévêque — C. Noyer et héritiers Després.)

10 fév. 1816, testament par-devant notaire, dans lequel le donateur Lévêque, veuve Després, institue la dame Vigneron, veuve Lévêque, sa concubine, sa légataire universelle. — Après le décès de la veuve Després, ses héritiers légitimes ont attaqué son testament du 10 fév.; ils ont soutenu qu'il n'avait point été dicté par la testatrice; qu'il n'avait point été écrit en sa présence, ni en celle

des témoins, et que la testatrice n'avait point été interpellée de signer.

La veuve Lévêque, légataire universelle, a opposé le texte du testament qui renfermait la déclaration expresse que les formalités exigées avaient été remplies.

Alors les héritiers légitimes se sont inscrits en faux contre le testament.

Jugement qui admet l'inscription de faux et ordonne, sur la demande de la légataire, la mise en cause du notaire Noyer, qui avait reçu le testament. Les héritiers, pour faire la preuve des faits par eux articulés, ont fait entendre des témoins, parmi lesquels figuraient les quatre témoins instrumentaires du testament. Mais les poursuites devant le tribunal civil furent interrompues par les poursuites en faux principal dirigées, par le ministère public, contre le notaire.

Devant le Cour d'assises, la question fut ainsi posée au jury : « Noyer est-il coupable d'avoir, dans un testament par lui reçu le 10 fév. 1816... frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances de ce testament, notamment en y attestant faussement que la testatrice, veuve Després, lui a dicté ce testament, en présence des témoins y dénommés, et qu'il l'a écrit tel qu'il lui a été dicté au domicile de la testatrice ? » — La réponse du jury fut : « Non, l'accusé n'est pas coupable. » Ainsi Noyer fut acquitté.

La légataire reprit l'instance devant le tribunal civil, pour faire ordonner l'exécution du testament. Les héritiers reproduisirent leurs moyens de faux incident.

La légataire, après avoir cherché à écarter les dépositions de différents témoins, et notamment celles des quatre témoins instrumentaires, demandait l'exécution du testament de la veuve Després, et elle concluait subsidiairement à ce que le notaire la garantît du préjudice qui pourrait résulter pour elle de l'annulation du testament.

Noyer, en se portant tiers opposant contre le jugement qui avait admis l'inscription de faux et ordonné sa mise en cause, demanda à être mis hors de procès.

Les héritiers légitimes de la veuve Després persistèrent à conclure à la nullité du testament, et à ce qu'à leur suite, la légataire fût tenue, sous une contrainte de 10,000 fr., à leur rendre compte de la succession dont elle s'était emparée.

23 nov. 1818, jugement définitif qui, après avoir statué sur les reproches formés contre les témoins, et avoir rejeté notamment ceux qui étaient proposés contre les témoins instrumentaires, sauf à n'avoir que tel égard que de raison à leurs dépositions, déclara nul et de nul effet le testament de Madeleine Lévêque, veuve Després, reçu par le notaire Noyer, le 10 fév. 1816, etc. Le tribunal faisant droit sur la demande en garantie formée contre le notaire, sans avoir égard à ladite demande, en ce qui concernait le report de la valeur de la succession, dit néanmoins à bonne cause cette demande tant à l'égard de la répétition des frais auxquels la veuve Lévêque était condamnée, que relativement aux frais provenant du chef de ladite veuve et à ses faux frais, lesquels sont mis à la charge du notaire pour tenir lieu de dommages-intérêts.

(1 et 2) C'est une doctrine généralement suivie : voy. Cass. 24 nov. 1824, et la note. V. aussi les notes qui accompagnent deux arrêts de nos contraires de la Cour de cassation des 4 mars 1817 et 21 avril 1819. — Adde, Chauveau sur Carré, Loix de proc., t. 2, quest. 942.

(3) V. en ce sens, Cass. 23 nov. 1812; 12 août 1831; 12 mars 1834, et nos observations sur ce VII.—II^e PARTIE.

dernier arrêt; Rennes, 18 avril 1816; Nancy, 24 juill. 1833; Pau, 23 déc. 1836. P. néanmoins, Cass. 17 déc. 1818; Douai, 9 déc. 1828; Colmar, 21 nov. 1829. — Mais voy. la note qui accompagne l'arrêt précité du 17 déc. 1818.

(4) V. décisions analogues, Lyon, 18 janv. 1832; Douai, 2 janv. 1837.

Appel de la part de la légataire et de la part du notaire. — La veuve Lévêque s'est principalement attachée à soutenir qu'il y avait chose jugée tant sur l'inscription que sur l'accusation de faux, tant sur la vérité de la pièce que sur l'innocence de son auteur; que par conséquent, il y avait fin de non-recevoir insurmontable contre toutes poursuites sur le faux incident, dès que le notaire avait été acquitté par la justice criminelle. — Après l'arrêt de la Cour d'assises, on n'avait plus, disait-elle, à examiner le mérite de l'inscription de faux, la fausseté ou la vérité du testament. Ce point était irrévocablement jugé. — La prétendue nullité du testament repose sur ce qu'il n'aurait point été dicté par la testatrice, et sur ce qu'il n'aurait point été écrit en sa présence. Mais ces moyens de nullité ne sont que la conséquence de la fausseté du testament. Or, la Cour d'assises a décidé qu'il n'était pas faux, puisqu'elle a absous le notaire. Le testament ne pouvait être nul et faux sans que le notaire fût coupable; le vice de l'un faisait le crime de l'autre; le testament ne peut pas être nul, si le notaire n'est pas un faussaire. — Une simple réflexion aurait dû arrêter le premier juge; il aurait dû voir que l'inscription de faux dont il avait d'abord été saisi avait été couverte en accusation de faux principal; qu'alors l'affaire de faux tout entière, tant principal qu'incident, avait été renvoyée devant la Cour d'assises; que la compétence seule avait changé, parce que l'accusation criminelle avait remplacé l'inscription civile, mais que c'était toujours le même acte, les mêmes faits et le même procès à juger. — Le crime de faux peut être poursuivi de deux manières, mais il n'est permis ni de les cumuler, ni de les faire succéder l'une à l'autre. Elles n'ont l'une et l'autre qu'un seul but, c'est la fausseté ou la vérité de la pièce. La condamnation ou l'absolution du prévenu consacre donc très clairement la fausseté ou la vérité de l'acte. Ainsi, le tribunal, après le renvoi de la question de faux devant la Cour d'assises, ne restait plus saisi que de la question principale sur l'exécution du testament, suspendue et subordonnée à la décision sur le faux. — Si le testament eût été déclaré faux et le notaire condamné aux travaux forcés, certes, la légataire n'aurait pu reprendre la procédure du faux incident, et soutenir encore que son testament était vrai. Pourquoi l'héritier serait-il plus favorisé, lorsque le testament a été déclaré vrai et le notaire acquitté? — Dira-t-on que la Cour d'assises a seulement déclaré qu'il n'était pas constant que le notaire fût coupable? Mais comment la justice criminelle aurait-elle prononcé sur le crime, sans prononcer sur l'acte qui le constituait? Il faut le reconnaître, la vérité du testament et l'innocence du notaire étaient indivisibles. — Vouloir mettre en question si l'autorité des arrêts des Cours d'assises agit sur les tribunaux civils, ce serait douter des principes du droit et de la raison. Il est évident qu'en matière criminelle, chaque membre de la société est représenté par la ministère public qui agit au nom de tous.

L'ancienne jurisprudence était constante sur ce point; la nouvelle l'est également. Deux exemples fameux peuvent être cités : le premier est relatif au procès de la dame Douhaut; le second à celui des frères Michel contre Regnier. — Merlin, qui donna des conclusions dans la première affaire, se balança pas alors à professer cette opinion; et M. le procureur général Mourre, qui fut entendu lors de la seconde, adopta sans difficulté le même sentiment. — M. Carré, dans ses Questions, t. 2, p. 462, pose la question et décide formellement que le tribunal civil est dans

l'obligation de rejeter la pièce du procès, si la Cour d'assises la déclare fautive, ou de l'admettre si elle la déclare valable. — Enfin, si le testament dont il s'agit est nul, c'est parce qu'il est faux; s'il est faux que deviendra l'arrêt qui l'absout? Il faut donc recommencer son procès, car le crime ne peut pas rester impuni. Mais une pareille théorie ne blesserait-elle pas la raison et la justice? — Dira-t-on que la légataire, après la décision de la Cour d'assises, a conclu elle-même sur le faux incident, sans opposer l'exception résultant de cet arrêt, et qu'elle y a renoncé? Mais cette exception tient à l'ordre public et à l'autorité des juridictions : le tribunal aurait pu la suppléer d'office, elle peut donc encore être proposée maintenant. — En conséquence, la veuve Lévêque concluait à la validité du testament, et prenait des conclusions subsidiaires en garantie contre le notaire pour être indemnisée, non-seulement des frais et faux frais occasionnés, mais encore de toute la perte qu'elle éprouverait par l'anéantissement du testament.

Le notaire, de son côté, pour soutenir son appel, a employé les mêmes moyens que la veuve Lévêque sur l'exception de chose jugée. — Il a de plus discuté la question de savoir si les témoins qui avaient figuré au testament, avaient pu être entendus pour déclarer des faits contraires à ceux par eux attestés dans cet acte. — Comment, a-t-il dit, serait-il permis d'ajouter foi à la déclaration de parjurs témoins? *Nemo eorum, turpitudinem suam allegans*. Quelle garantie a-t-on que des témoins déposent la vérité, quand ils viennent déposer qu'ils ont attesté le faux? Que deviendrait la foi due aux actes, s'il était permis de les anéantir par les déclarations de ceux-là précisément qui auraient été appelés pour leur donner un plus grand caractère de vérité? Si le reproche proposé ne se trouve pas textuellement écrit dans la loi, n'existe-t-il pas dans la nature même des choses? — La jurisprudence ancienne et la jurisprudence moderne sont conformes à cet égard. Surtout la jurisprudence actuelle ne peut laisser aucun doute sur ce point. On peut consulter un arrêt de la Cour royale de Paris du 5 juin 1817; un arrêt de la Cour de Riom du 17 mars 1819; enfin, un arrêt de la Cour de cassation elle-même, du 17 déc. 1818, qui a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris, du 5 juin 1817.

Enfin, le sieur Noyer a prétendu que, quand même le testament viendrait à être annulé, il ne devrait être tenu à aucune espèce de garantie envers la légataire. — Le principe d'action de la veuve Lévêque repose, a-t-il dit, sur cette remarque : si le testament est nul, c'est qu'il est faux. Mais dans quelle circonstance le prétendu faux aurait-il été commis? Dans l'intérêt de qui? On n'a pas perdu de vue que ce serait chez la veuve Lévêque et dans l'intérêt seul de celle-ci que toutes les menaces auraient été pratiquées et le travail préparé; si donc il y a eu faux, ce qui ne peut plus être remis en question, ce faux n'aurait été commis qu'à la sollicitation de la veuve Lévêque, et pour son avantage personnel. Elle ne pourrait donc se plaindre du peu de succès des manœuvres dont elle aurait été complice. — Le notaire ne peut donc être rendu garant de la perte des objets légués, ni des frais faits à l'occasion de l'exécution du testament, et le jugement qui l'a rendu passible de tous les frais faits à l'occasion de l'exécution du testament, doit être réformé.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur la première question, que par arrêt de la Cour d'assises du

département de l'Orne, le notaire Noyer a été acquitté de l'accusation portée contre lui, de s'être rendu coupable d'avoir, dans le testament du 10 fév. 1816, frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances de ce testament, notamment en y attestant faussement que la testatrice lui a dicté ce testament en présence des témoins y dénommés, et qu'il l'a écrit tel qu'il lui, a été dicté au domicile de la testatrice. — Mais qu'il ne résulte pas de cet arrêt et de la réponse du jury que toutes les énonciations portées au testament soient vraies, puisque, quand bien même elles seraient fausses, l'accusé devait être acquitté s'il n'avait pas agi frauduleusement et dans des intentions criminelles; car la question intentionnelle, supprimée dans le Code criminel actuel, se trouve toujours implicitement comprise dans le mot coupable et dans l'expression *frauduleusement*, employés dans la question; — Que l'arrêt de la Cour d'assises n'ayant décidé rien autre chose, sinon qu'il n'y avait pas crime de la part du notaire, c'était au tribunal révisai de l'action en inscription de faux et en nullité du testament, à examiner si, abstraction faite de toute fraude ou intentions criminelles, et de tout crime de la part du notaire, il n'y a pas quelques énonciations fausses dans le testament; et si ce testament a été fait avec toutes les solennités et les formalités prescrites par la loi; qu'ainsi, la fin de non-recevoir que l'on veut faire sortir de l'arrêt de la Cour d'assises contre l'inscription de faux incident, ne peut être accueillie;

Considérant, sur la seconde question, que si des témoins d'un testament doivent inspirer peu de confiance, lorsqu'ils viennent convenir que des faits contenus dans un testament qu'ils ont signé ne sont pas vrais, puisqu'en ce cas ils devraient refuser de signer, et que leurs dépositions se trouvent en contradiction avec l'attestation résultant de leurs signatures, néanmoins leurs dépositions peuvent être prises en considération, si l'on aperçoit que ces signatures ont été données par l'effet de l'ignorance, de la simplicité, et parce que ces témoins n'ont pas senti toute l'importance et les conséquences des signatures qu'ils donnaient, et lorsque, d'autre part, la vérité de leurs dépositions se trouve confirmée par les dépositions d'autres témoins et par les faits et circonstances du procès; — Qu'il résulte de la déposition du premier témoin du renquête des Intimes, que le notaire Noyer vint, le 10 fév. vers midi chez la veuve Després, tenant à sa main un papier écrit; qu'il demanda à la veuve si elle était toujours dans l'intention de donner tout son bien à sa cousine Lévêque; qu'elle lui, en présence des quatre témoins, ce papier qui était le testament, et que les témoins le signèrent; —

Que les dépositions des quatre témoins instrumentaires sont toutes uniformes et conformes à la déposition du premier témoin, et que tous attestent que ce testament fut apporté tout écrit, et qu'il n'a point été dicté par la veuve; que seulement il a été lu en leur présence; — Que des quatre témoins instrumentaires qui ont signé l'acte, deux ne savent pas lire, et que trois n'ont pu reconnaître le testament que par la signature qu'ils y ont apposée; — Que ces témoins simples et non lettrés ont pu penser que les expressions insérées par le notaire dans le testament, qu'il avait été dicté par la testatrice et par lui écrit en sa présence et en celle des témoins, n'étaient que de style et qu'ils s'en sont rapportés au notaire; que ces témoins jouissent d'une réputation de probité au-dessus du soupçon, et qu'appelés à rendre hommage à la vérité, sous la religion du serment, la crainte qu'on avait cherché à leur

inspirer de s'être compromis en signant le testament, n'a pas fait taire leur conscience;...

Considérant, sur la troisième question, que tout ce qu'a fait le notaire Noyer l'a été dans l'intérêt de la veuve Lévêque; que c'est elle qui en devait profiter; qu'il paraît que c'est chez elle que le testament a été écrit, et qu'elle n'est point étrangère à l'observation des formalités du testament; que si le notaire, plus instruit qu'elle, a de plus grands torts, elle ne peut exiger de lui qu'il lui paie la valeur d'une succession à laquelle elle n'a jamais eu un droit réel, et que le premier tribunal a bien jugé en ne lui accordant, contre le notaire, que son recours des frais auxquels elle a été condamnée, ainsi que de ses dépens personnels; — Confirmer.

Du 15 janv. 1823. — Cour roy. de Caen. — 2^e ch. — Prés., M. Lefollet. — Rapp. M. Sauvage. — Concl., M. Marcel Rousselin, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Simon père et Bayeux fils.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — BIENS PARAPHÉRNAUX.

La femme a, pour remploi de ses biens paraphénaux, comme pour ses autres reprises, hypothèque légale sur les biens de son mari, indépendamment de toute inscription (Cod. civ., 2135.) (1)

(La Dame Miesseus.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en ce qui touche l'appel interjeté par la dame Miesseus, et sur la question qui consiste à savoir si la femme a, sur les biens de son mari, qui a reçu le prix de ses paraphénaux aliénés, une hypothèque légale, indépendante de toute inscription, pour la restitution de ce prix; — Que l'art. 2121 du Code civil accorde à la femme, sur les biens de son mari, une hypothèque légale pour ses droits et créances; — Que cet article dispose d'une manière absolue et sans distinction; et conséquemment, il attribue à la femme mariée une hypothèque légale pour ses créances paraphénales, comme pour ses autres droits et créances; — Que l'art. 2135 du même Code, déclare que l'hypothèque légale des femmes mariées existe, indépendamment de toute inscription; — Que cet article, toutefois, fait des distinctions relatives aux divers droits et créances des femmes mariées; — Qu'ainsi, la difficulté se réduit à savoir si ces distinctions ont en pour objet de limiter à certaines créances la dispense d'inscription, et d'excepter de cette faveur les créances paraphénales; — Que, si l'on consulte le texte de l'art. 2135, on voit qu'il met au nombre des hypothèques dispensées d'inscription celles qu'ont les femmes mariées pour l'indemnité des dettes qu'elles ont contractées avec leur mari, et pour le remploi de leurs propres aliénés; — Or, cet article n'ayant pas distingué le régime sous lequel la femme est mariée, ni l'espèce de biens d'où peuvent dériver ses créances, il en résulte que, dans tous les cas, la femme a une hypothèque dispensée d'inscription pour l'indemnité des dettes qu'elle a contractées avec son mari; — Que le mot remploi, qui signifie, ainsi que l'enseigne l'auteur du nouveau Répertoire, non-seulement le remploi qui a lieu réellement, en remplaçant un immeuble par un autre, mais encore celui qui a lieu fictivement, en payant la valeur, a été employé dans cet article dans son acception générale, n'étant pas, d'ailleurs, possible de supposer que la loi ait entendu restreindre l'hy-

(1) C'est la doctrine qui a prévalu. V. Ais, 19 août 1813; Rouen, 5 fév. 1821; Cass. 11 juin 1822, et les arrêts qui y sont indiqués.

pothèque d'inscription au remploi réel, et la refuser ainsi, même à la femme commune en biens, pour le remboursement du prix de ses biens personnels aliénés : — Qu'enfin, cet article, en se servant du mot *propres*, qui signifie les biens dont on a la propriété, à l'exclusion de tout autre, a entendu parler de tous les biens personnels de la femme mariée : en effet, la loi ne s'étant nullement servie de ce mot, en traçant les règles relatives au régime de la communauté, on ne peut dire qu'il soit consacré, dans le langage de la loi, à exprimer exclusivement les biens personnels de la femme commune ; et l'on est surtout convaincu que, dans l'article dont il s'agit, il a été employé dans son acception générale, si l'on considère que l'art. 551 du Code de comm., en renouvelant cette disposition, a substitué aux mots *ses propres* les mots *ses biens*, quoique ce dernier ait été conçu dans un sens de restriction contre la femme du débiteur failli ;

Que dès lors, il est certain que les expressions dont l'art. 2135 s'est servi, s'appliquent aux créances paraphernales de la femme mariée sous le régime dotal, comme aux créances de la femme mariée sous le régime de la communauté ; — Que d'ailleurs, cet article doit s'interpréter par les autres dispositions corrélatives de la loi ; — Qu'il résulte de l'art. 2136, que les maris sont tenus de requérir l'inscription de toutes les hypothèques dont leurs biens sont grevés en faveur de leurs femmes, et, par conséquent, des hypothèques dérivant de leurs paraphernaux ; et des art. 2193, et 2194 et suivants, qu'un mode particulier est établi pour purger les hypothèques attribuées aux femmes sur les biens de leurs maris, non-seulement pour leur dot et conventions matrimoniales, mais encore pour leurs autres reprises ; ce qui embrasse absolument les créances des femmes, de quelque nature qu'elles soient ; — Or, la loi n'a pu imposer aux maris l'obligation de faire inscrire les hypothèques résultant des biens paraphernaux, que parce que les femmes en étaient dispensées ; et si, en traçant un mode particulier et plus rigoureux, pour purger les hypothèques dispensées de toute inscription, elle a compris dans ses dispositions les hypothèques résultant des créances paraphernales, l'on doit en conclure aussi, que le législateur a regardé ces hypothèques comme étant au nombre de celles qui existent, indépendamment de toute inscription ; — Qu'enfin, si la rédaction du texte de la loi pouvait présenter quelque ambiguïté, l'on devrait rechercher quelle a été l'intention du législateur, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes ; — Qu'il résulte des discours prononcés par les orateurs qui exposèrent les motifs de la loi, des observations du tribunal et des discussions qui eurent lieu au conseil d'Etat, lors de l'adoption de cet article, que l'objet du législateur, en faisant des distinctions relativement aux divers droits et créances des femmes, fut, non de limiter à quelques-uns la dispense d'inscription, mais uniquement de fixer, selon la diversité de leur nature, l'époque à laquelle l'hypothèque qui leur était attribuée prendrait naissance ; — Que cette intention se manifeste surtout par les motifs qui déterminèrent la loi ; — Que ces motifs furent, en effet, la considération de la dépendance morale de la femme, et le désir de ne pas la mettre en opposition d'intérêt et de volonté avec son mari, ce qui l'exposerait

au danger de compromettre sa fortune ou la paix domestique ; — Que ces motifs existent, soit qu'il s'agisse des biens paraphernaux de la femme, soit qu'il s'agisse de ses autres biens ; — Que le législateur l'a reconnu, en accordant à la femme, par l'art. 2131, une hypothèque légale pour ses créances paraphernales, et en la dispensant, par l'art. 2256, de faire, même contre des tiers, des actes interruptifs de la prescription, dans tous les cas où ces actes pourraient réfléchir contre son mari ; — Or, il impliquerait que les mêmes motifs existant, la disposition de la loi ne fût pas la même ; que le législateur eût en même temps reconnu l'impuissance et l'incapacité de la femme pour agir contre son mari, et qu'après lui avoir accordé la faveur d'une hypothèque légale pour ses paraphernaux, il l'eût rendue le plus souvent illusoire par la nécessité de l'inscription : — D'où il suit que, soit qu'on considère isolément le sens littéral de l'art. 2135 du Code civ., soit qu'on le considère dans ses rapports avec les autres articles du même Code, soit enfin, qu'on en recherche l'esprit dans les discours des rédacteurs de la loi et dans les motifs qui l'ont déterminé, il est évident que la dispense d'inscription, accordée à la femme par l'art. 2135, s'applique aux hypothèques, dérivant de ses biens paraphernaux, comme à celles qui dérivent de ses autres biens, ainsi que la Cour de cassation l'a décidé par son arrêt du 11 janv. 1823. — Par ces motifs, etc.

Du 15 janv. 1823. — Cour roy. de Pan. — Prés., M. de Figarol, p. p. — Concl., M. de Lacaze, subst.

EMPRISONNEMENT. — NULLITÉ. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Du 15 janv. 1823 (aff. *Masnal*). — Cour roy. de Caen. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Toulouse du 13 janv. 1823 (aff. *Manau*, 4^e quest.).

HYPOTHEQUE LÉGALE. — FEMME ÉTRANGÈRE.

Du 15 janv. 1823 (aff. *Coulon*). — Cour roy. de Montpellier. — V. cet arrêt avec celui de rejet du 6 janv. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

1^o TÉMOINS EN MATIÈRE CIVILE. — COMMUNE. — HABITANS.

2^o ENQUÊTE. — ASSIGNATION.

1^o Les habitants et propriétaires d'une commune sont reprochables comme témoins dans une enquête intéressant la commune. (Cod. proc., 283.) (1)

2^o L'assignation donnée à la personne même de l'avoué, ne peut, en matière d'enquête, remplacer l'assignation à la partie, au domicile de son avoué, exigée par l'art. 261, Cod. proc. (2).

(De Breux Brézé — C. Comm. de Nneil.)

Du 16 janv. 1823. — Cour roy. d'Angers. — Pl., MM. Delenrie et Duboy.

INTERDICTION. — ACTES NULS.

L'art. 503, Code civ., d'après lequel les actes faits par l'interdit antérieurement à l'interdiction peuvent être annulés en cas de démençes notoire, s'applique même au cas où il s'agitrait d'actes antérieurs à une pré-

(1) La question a été jugée diversement ; il paraît ressortir de la jurisprudence que les habitants sont ou non reprochables, selon qu'ils ont ou n'ont pas un intérêt direct et individuel dans la contesta-

tation. V. Cass, 17 mai 1827 ; 2 déc. 1835 ; 16 nov. 1841 ; Liège, 22 oct. 1817, et les notes.

(2) V. dans ce sens, Turin, 24 août 1810, et la note ; Bruxelles, 11 mars 1813.

mière poursuite d'interdiction rejetée, et qui n'aurait donné lieu qu'à la nomination d'un conseil judiciaire.

(Fourcroyal. — C. Bedos.)

DU 16 JANV. 1823. — Cour roy. de Montpellier.

1^o MINEUR. — COMMERÇANT. — BILLET A ORDRE. — ENDOSSEMENT.

2^o et 3^o REQUÊTE CIVILE. — MINEUR. — DÉFENSE (DÉFAUT DE). — DÉLAI.

1^o Le mineur émancipé et autorisé à faire le commerce, qui a endossé un billet valeur reçue comptant et pour fait de son commerce, peut opposer à celui à qui il a transmis l'effet par cet endossement, qu'il n'est pas commerçant, et que la transmission de la valeur en litige n'a pas eu pour objet un fait de commerce.

2^o Le mineur devenu majeur est recevable à se pourvoir par requête civile pour défaut de défense, ou pour non valable défense (en ce qu'il n'aurait pas opposé devant les juges l'exception péremptoire de minorité), bien qu'il ait acquiescé au jugement contre lequel la requête civile est dirigée, et qu'il fût à l'époque de cet acquiescement, émancipé et autorisé à faire le commerce. (Cod. proc., 481.)

3^o Le délai de trois mois pour former requête civile, ne court, à l'égard du mineur émancipé et autorisé à faire le commerce, de même qu'à l'égard du mineur non émancipé et non autorisé à faire le commerce, que du jour de la signification du jugement faite après la majorité (Cod. proc., 484).

(Démousselle Clément. — C. Lézac.)

Jugement de première instance ainsi conçu : — « Attendu qu'il est reconnu, en fait, que la demoiselle Mélanie Clément était mineure à l'époque où elle a transmis, par voie d'endossement, au sieur Lézac, le billet qui a servi de base au jugement du 22 août dernier : — Que cette transmission, qui présente une véritable aliénation, n'a pu être valablement consentie par la demoiselle Clément par cela seul qu'elle était émancipée; qu'il aurait encore fallu qu'elle y eût figuré avec les assentiments et autorisations que les art. 482 et suivans du Code civil, exigent pour la validité des actes consentis par les mineurs émancipés; qu'il n'y a d'exception à l'incapacité dont un mineur est frappé que celle qui est établie par l'art. 487 du Code civil, et suivie des formalités prescrites par l'art. 2 du Code de comm.; — Attendu que, dans l'espèce, la demoiselle Clément avait bien été autorisée par son père à faire le commerce, mais que cette autorisation, qui le rendait habile à se livrer à cette profession, ne constitue pas seule le commerçant; qu'il faut encore y joindre l'exercice de fait de cette profession, ou que l'obligation ait été contractée pour faits de commerce, puisque ce n'est que pour ceux-là seulement que le mineur est réputé majeur; — Attendu qu'il est reconnu au procès que la demoiselle Clément n'a jamais été commerçante, dans le sens de la loi; que, dès lors, la seule question à examiner est celle de savoir si l'endossement qu'elle a passé en faveur du sieur Lézac peut constituer un acte de commerce; — Et sur ce, attendu que le simple transport d'un billet à ordre ne peut être considéré comme un acte de commerce que lorsqu'il a lieu entre négocians, ou qu'il résulte du contexte même de l'endossement qu'il a eu lieu pour une opération de commerce; qu'il a déjà été établi que la demoiselle Clément n'était pas commerçante; que le sieur Lézac lui-même ne l'a pas considérée

comme telle, puisque, dans le jugement du 22 août, non-seulement il ne lui a pas donné cette qualité, mais encore il l'a affranchie de la contrainte par corps; — Attendu que l'endossement valeur reçue comptant, pour mes affaires de commerce, qui a transporté au sieur Lézac la propriété du billet dont il s'agit, ne présente pas par lui-même une opération de commerce; qu'il aurait encore fallu que le sieur Lézac justifiât que la somme qui paraît avoir été par lui comptée à la demoiselle Clément, avait servi au paiement ou à l'achat de marchandises pour le commerce qu'elle était autorisée à faire; — Que le sieur Lézac ne peut pas même, pour éviter cette justification, se placer dans la catégorie d'un tiers porteur, puisqu'il tient le billet dont il s'agit directement de la demoiselle Clément, et qu'il n'a pu, en conséquence, ignorer sa qualité de mineure et les formalités auxquelles cette qualité la soumettait; — Attendu que, dans l'hypothèse, il est évident que le billet dont il s'agit n'a été souscrit que pour garantir au sieur Lézac la dette du sieur Clément père par la signature des enfans de ce dernier; que cette intention s'induit de toutes les circonstances de la cause, et notamment de la nature de l'obligation, de la qualité des tiers obligés, du délai accordé pour le paiement et de la déclaration faite à l'audience par la demoiselle Clément, qu'elle n'a rien reçu du sieur Lézac, déclaration qui est corroborée par l'absence de toute note de négociation entre le sieur Lézac et la demoiselle Clément; — Que de toutes ces présomptions, qui ont les caractères exigés par l'art. 1353 du Code civil, il résulte la preuve que l'émancipation, l'autorisation de faire le commerce et les énonciations de l'endossement du billet dont s'agit, n'ont eu pour but que d'é luder la loi, en donnant à la demoiselle Clément une capacité apparente qu'elle lui refusait;

« Attendu que, d'après les dispositions de l'art. 481 du Code de procédure, le mineur est admis à se pourvoir par requête civile envers les jugemens rendus contre lui et envers lesquels les délais de l'opposition et de l'appel sont expirés, s'il n'a pas été défendu ou s'il ne l'a pas été valablement; — Que, dans l'espèce, la demoiselle Clément, qui a comparu lors du jugement du 22 août dernier, ne s'est pas valablement défendue, puisqu'elle n'a pas opposé la seule exception péremptoire qu'elle eût à faire valoir, celle tirée de sa minorité; que la requête civile qu'elle a formée envers le susdit jugement a été précédée des formalités voulues par la loi et formée dans les délais exigés par le Code de procédure; qu'il y a lieu, en conséquence, de l'accueillir; — Le tribunal admet la demoiselle Clément en sa requête civile envers le jugement du 22 août dernier; remet les parties dans le même état où elles étaient avant le jugement; condamne le sieur Lézac aux dépens. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, — Confirme, etc.

Du 17 JANV. 1823. — Cour roy. d'Alx. — Prés., M. d'Eymet de Montmeyou. — Pl., MM. Tassy et Cresp.

ADULTÈRE. — ACTION. — APPEL. — CHAMBRE CORRECTIONNELLE. — COMPÉTENCE.

L'action en adultère appartient exclusivement au mari : en cette matière, le ministère public ne procède que comme partie jointe. — Ainsi, une Cour royale peut être saisie de la connaissance d'un délit d'adultère par l'appel du mari seul, et sans qu'il y ait ap-

pel du ministère public. (Cod. pén., 336; Cod. inst. crim., 1^{re}.) (1)

(Barbaud — C. Barbaud.)

En 1822, le sieur Barbaud rend plainte en adultère contre sa femme. — Le ministère public conclut au renvoi de la plainte.

14 oct. 1822, jugement du tribunal de police correctionnelle, qui, conformément aux conclusions du ministère public, renvoie la dame Barbaud de la plainte, attendu que les faits ne sont pas suffisamment justifiés.

Appel de la part du sieur Barbaud. — Le ministère public n'appelle point.

En cet état de choses, et devant la Cour royale, on soutient, dans l'intérêt de la dame Barbaud, que l'appel interjeté par son mari est non recevable, attendu que cet appel n'a pour but que l'application de la peine; qu'en cela il est l'exercice de l'action publique, exclusivement réservée au ministère public; qu'en vain l'on argumenterait de ce qu'en matière d'adultère, et aux termes de l'art. 336 du Code pén., le ministère public ne peut agir que sur la dénonciation du mari; que le but de cette disposition a été de laisser au mari la faculté de choisir entre l'impunité de sa femme et le silence, et l'application de la peine, jointe à la publicité; mais qu'on ne peut en induire que le mari soit chargé d'exercer la vindicte publique, et qu'il puisse, sans le concours du ministère public, provoquer l'application des peines prononcées par la loi, dans l'intérêt de la société, bien plus encore que dans l'intérêt du mari.

Le sieur Barbaud répond que l'adultère est bien plutôt un délit contre le mari que contre la société; qu'en conséquence, la loi a voulu donner au mari le droit d'exercer sa vindicte privée; qu'elle a subordonné l'action du ministère public à celle du mari, de telle sorte que le ministère public ne peut poursuivre que sur la plainte du mari, et que le mari reste toujours le maître d'arrêter les poursuites en renonçant à sa plainte; qu'ainsi, le ministère public n'est que partie jointe, tandis que le mari est partie principale, ayant qualité pour provoquer l'application de la peine.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après l'art. 336 du Code pén., l'action en adultère appartient exclusivement au mari; que le ministère public, dans cette poursuite, n'est que partie jointe; — Sans s'arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir présentée par la femme Barbaud, ordonne, etc.... — Au fond, adoptant les motifs des premiers juges, — Met l'appel au néant, etc.

Du 17 janv. 1823. — Cour roy. de Paris. — Ch. d'appel de police correct. — Prés., M. Desèze. — Concl., M. de Peyronnet, subst. — Pl., MM. Barthe et Goyer-Duplessis.

(1) La question est controversée. La doctrine consacrée par l'arrêt ci-dessus, est enseignée par Merlin, *Quat.*, v° *Adultère*, § 6, et elle a été admise par deux arrêts de la Cour de cassation des 3 septembre 1831 et 19 octobre 1837 (Volume 1837). Mais la doctrine contraire résulte d'un arrêt par lequel la Cour royale de Paris, abandonnant la jurisprudence qu'elle avait adoptée par l'arrêt ci-dessus, a jugé que l'appel du mari n'autorise les juges à prononcer que sur les intérêts civils; c'est-à-dire, dans le cas où il s'agit d'un prévenu de complicité d'adultère, sur les dommages intérêts réclamés par l'appelant, et qu'ils ne peuvent prononcer aucune peine contre le prévenu qui aurait été acquitté en première instance. V. arrêt du 8 juin 1837 (Volume 1837). — C'est aussi dans ce dernier sens

CESSION DE BIENS. — BONNE FOI.

L'individu condamné correctionnellement pour fait de courtage clandestin, est par cela même réputé en état de mauvaise foi, et par suite inadmissible au bénéfice de cession de biens. — A cet égard, l'art. 575, Cod. comm., n'est pas limitatif; il n'est qu'indicatif des cas où la mauvaise foi présumée du débiteur doit le faire exclure du bénéfice de cession. (Cod. civ., 1268; Cod. comm., 575.) (2)

(P. — C. les courtiers de commerce de la ville de Paris.)

Le sieur P. condamné correctionnellement à une amende, et à 25,000 fr. de dommages-intérêts envers les courtiers de commerce de la ville de Paris, pour fait de courtage clandestin, a formé une demande en cession de biens, afin d'arrêter l'exécution par corps qui allait être poursuivie contre lui. — Mais cette demande a été combattue par les courtiers de commerce, sur le motif que le sieur P. devant être présumé en état de mauvaise foi, le bénéfice de cession ne pouvait lui être accordé, aux termes des art. 1268 du Code civil et 575 du Code de commerce.

Le sieur P. a soutenu au contraire que le bénéfice de cession devait lui être accordé. — D'une part, a-t-il dit, l'art. 1268 du Code civil, dispose d'une manière générale, que « la cession judiciaire est un bénéfice accordé au débiteur malheureux et de bonne foi, auquel il est permis, pour avoir la liberté de sa personne, de faire en justice l'abandon de tous ses biens à ses créanciers, nonobstant toute stipulation contraire. » — Et, d'une autre part, l'art. 575 du Code de commerce a pris soin de déterminer d'une manière spéciale les cas où ce bénéfice ne pourrait être accordé à cause de la mauvaise foi présumée du débiteur : « ne pourront être admis au bénéfice de cession, porte cet article; 1^o les stellionnaires, les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour fait de vol ou d'escroquerie, ni les personnes comptables; 2^o les étrangers, les tuteurs, administrateurs ou dépositaires. » — Or, le sieur P. soutenant ne se trouver dans aucun des cas de mauvaise foi présumée, ci-dessus spécifiés par la loi; d'où il conclut que la règle générale, portée en l'art. 1268 du Code civil, lui était applicable.

23 mai 1822, jugement du tribunal civil de la Seine, qui rejette la demande du sieur P., et ordonne la continuation des poursuites. — Attendu, porte le jugement, que l'art. 1268 du Code civil n'admet le débiteur au bénéfice de cession que lorsqu'il est malheureux et de bonne foi, et qu'il lui incombe d'en faire la preuve; — Que l'art. 575 du Code de commerce est limitatif et non limitatif des cas où le débiteur doit être exclu du bénéfice de cession; — Qu'il en résulte seulement que, dans le cas prévu par ledit article, il n'y a

que se prononcent Mangin, de l'Action publ., t. 1, n. 140; Chauveau et Hélie, t. 6, p. 223, et Le Sellyer, des Act. pub. et priv., t. 2, n. 505. Au surplus, la décision ci-dessus est encore contredite par un arrêt de la Cour royale de Caen du 13 janv. 1842 (Volume 1842), qui, loin d'admettre que l'action en adultère appartienne exclusivement au mari, décide qu'en cette matière, comme en toutes autres, le ministère public est recevable à interjeter appel sans le concours du mari.

(2) V. anal. dans le même sens, Riom, 22 nov. 1803; Aix, 30 déc. 1817; Bordeaux, 30 août 1821. On sait que d'après la loi de 1807 sur le Code de comm., aucun débiteur commerçant ne peut être admis au bénéfice de cession de biens.

pas lieu à examiner s'il y a malheur ou bonne foi, et que dans les autres la solution de cette question est abandonnée à la prudence du juge; — Que P., ayant été correctionnellement condamné à 2,000 fr. d'amende et 25,000 fr. de dommages-intérêts pour courtoisie clandestine, et s'étant ainsi rendu coupable d'un délit prévu par la loi, n'est pas recevable à invoquer sa bonne foi, surtout vis-à-vis des courtiers de commerce, ses créanciers pour les dommages-intérêts adjugés; qu'au surplus, il ne justifie d'aucune perte ni d'aucun malheur, etc. »

Appel par le sieur P. devant la Cour royale de Paris.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 17 janv. 1823. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Dupaty. — Pl., MM. Berryer fils et Parquin.

1^o et 2^o ÉMIGRATION. — RENTE FONCIÈRE. — PRESCRIPTION.3^o RENTE FONCIÈRE. — ARRÉRAGES. — PRESCRIPTION.

1^o La confiscation, pour émigration, d'un immeuble grevé de rente foncière, n'a pas dérogé à l'obligation personnelle de servir la rente, encore même qu'avant son émigration, il n'eût été obligé qu'en qualité de détenteur; étant cause de la confiscation, c'est à lui d'en supporter le dommage. — La confiscation n'a pas le même effet qu'aurait eu le déguerpissement. (Cod. civ., 1907; Cont. de Paris, 90 et 101.)

2^o La demande de liquidation formée contre l'état aux droits de l'émigré débiteur d'une rente foncière, a interrompu la prescription trentenaire, comme l'a fait une citation en justice. (Cod. civ., 2244.) (1)

3^o L'art. 2177, Cod. civ., sur la prescriptibilité des arrérages de rentes, s'applique aux rentes foncières, tout aussi bien qu'aux rentes constituées. — Il s'applique à tous les arrérages échus depuis la Code; mais non à ceux échus antérieurement (2).

(Cornu de Balivière — C. Decan.)

Du 17 janv. 1823. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Séguier. — Pl., MM. Guérout et Lami.

PREUVE PAR ÉCRIT (COMM. DE). — APPROBATION D'ÉCRITURE.

Un billet, nul pour défaut de bon ou approuvé de la part du souscripteur, ne peut, quoique revêtu de sa signature, être considéré comme un commencement de preuve par écrit de l'existence de l'obligation. (Cod. civ., 1326 et 1347.) (3)

(Héritiers Morin — C. Saint-Aubin.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 1326 du Code civ.; — Considérant que le billet souscrit, le 26 octobre 1818, par les Morin, au profit de Marie-Madeleine Philippeaux, n'a point été écrit de sa main, et que le bon qui se trouve joint à sa signature,

ne porte point, en toutes lettres, la somme dont il s'est déclaré débiteur; — Qu'ainsi cet acte ne satisfait point à la formalité essentielle prescrite par l'article précité du Code civil, et doit être regardé comme nul; — Considérant d'ailleurs qu'un acte nul pour inobservation d'une formalité essentielle, ne saurait produire aucun effet; que, par conséquent, l'intime ne peut se prévaloir de la signature Morin, apposée au billet du 26 oct. 1818, comme d'un commencement de preuve par écrit; qu'enfin ce serait étudier la disposition réprobative de la loi, que de suppléer par la preuve testimoniale au vice essentiel de l'acte dont il s'agit; — Declare nulle et de nul effet l'obligation du 26 oct. 1818, et par suite, Saint-Aubin mal fondé dans sa demande, etc.

Du 17 janv. 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Mailleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

INCENDIE. — RESPONSABILITÉ. — PROPRIÉTAIRE.

Un propriétaire n'est pas responsable, envers ses voisins, de l'incendie arrivé par la faute de son locataire, quand même l'accident aurait pu être prévu, d'après la profession et l'emploi habituel que ce locataire faisait du feu de matières combustibles. — Peu importe d'ailleurs que le propriétaire habite lui-même dans la maison incendiée. (C. civ., 1733.) (4)

(Brun — C. Bagriot.)

Marie Brun possédait à Saint-Marcelin (Isère) une maison contiguë à celle du sieur Bagriot, commissaire de police. — Elle y avait introduit depuis quelques temps, à titre de locataire, le sieur Germain Pénneion, qui y exerçait l'état de chapelier. — Le 14 sept. 1821, un violent incendie réduisit cette maison en cendres, et causa même quelques dégâts à celle du sieur Bagriot. Celui-ci, convaincu que cet accident devait être attribué à la négligence de Germain Pénneion, dont la profession entretenait constamment dans la maison des préparations et un appareil qui nécessitaient l'emploi du feu et de matières les plus combustibles, intenta contre lui une action en justice. — Mais bientôt après, s'étant aperçu qu'il était dans un état d'insolvabilité, il s'adressa à Marie Brun elle-même, prétendant qu'elle était responsable du fait de son locataire.

Un jugement du tribunal de Saint-Marcelin la déboua de cette dernière demande.

Appel. — Devant la Cour, il posa en fait, et demanda même à rapporter la preuve que, lors de l'événement, Marie Brun habitait sa maison en même temps que Pénneion; supposant ce fait constant, il y voyait une raison décisive pour la frapper de la responsabilité des faits de celui-ci. — Sur tous ces points divers, il représentait que Marie Brun était grandement coupable vis-à-vis de ses voisins, en introduisant dans sa maison un individu qui, par l'état qu'il exerçait, faisait naître un danger continu d'incendie; que puisque ce danger était son ouvrage, qu'elle en était la primitive et principale cause, elle devait être tenue de ses suites; qu'ainsi, des principes évidents d'équité lui faisaient un devoir d'indemniser

voy. en sans contraindre, Cass. 2 juin 1823; 6 fév. 1839 et les arrêts indiqués aux notes.

(4) V. sur cette question et ses analogues, Turin, 8 août 1809; Poitiers, 19 juin 1819, les notes qui accompagnent ces arrêts, et les autorités qui y sont indiquées. V. encore dans le sens de la décision ci-dessus, Duvergier, du Louage, t. 1, n. 415; Troplong, op. cit., t. 2, n. 363. V. toutefois, Paris, 21 déc. 1812.

(1) V. en ce sens, Colmar, 9 prair. an 13.

(2) V. dans la même sens, Cass. 21 déc. 1812; Bruxelles, 24 déc. 1812. V. encore sur ce point et ses analogues, Cass. 24 prair. an 8; 25 avril 1820, et les notes.

(3) Question controversée. V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Cass. 22 avril 1818; Bruxelles, 28 juill. 1819; Metz, 7 fév. 1813, et les notes. — Mais

ceux qui s'en trouvaient victimes. — En ce qui concerne la circonstance que Marie Brun habitait sa maison lors de l'événement, il citait un passage de Rousseau-de-Lacombé (v^e incendie, n^o 7), en ces termes : « Le propriétaire qui ne demeure point dans sa maison, où le feu a pris et qui l'avait louée, n'est point tenu du fait de son locataire ou fermier envers les voisins dont les maisons ont été brûlées (Dargentré, coutume de Bretagne, 599, glose 1, n^o 3; Basnage, sur la coutume de Normandie, 453); ce qui s'entend, nisi culpam in inducendis admiserit, suivant la loi 11. ff. locat... » — Il tirait de là, par argument à contrario, la conséquence que, dans le cas inverse, le propriétaire qui habite la maison où le feu se manifeste doit être frappé de la responsabilité. — Il s'en servait encore pour fortifier son système, parce qu'il y trouvait l'occasion de faire remarquer que Marie Brun, en logeant un chapelier chez elle, avait commis culpam in inducendo. — Il argumentait, par analogie, de l'art. 1735 du Code civil, où il est dit que le preneur est tenu des dégradations et pertes qui arrivent par le fait de ses sous-locataires : « Il démontrerait que cette disposition est fondée sur ce que le preneur est responsable des choix qu'il a faits, parce qu'en sous-louant il devient bailleur lui-même; qu'ainsi on devait, par parité de motifs, en inférer que tout bailleur doit être frappé d'une semblable responsabilité. — Qu'au reste, un tel système ne pouvait produire que des résultats très heureux pour la société, puisqu'il tendait à rendre les propriétaires plus circonspects et plus soigneux sur le choix de ceux qu'ils reçoivent à titre de loyer chez eux.

ARRÊT.

LA COUR :—Considérant qu'il est fort indifférent que Marie Brun habitât ou n'habitât pas sa maison, des lors qu'il est convenu au procès que le feu a pris dans un appartement autre que le sien, et qu'elle avait loué à un tiers; qu'en droit, un propriétaire n'est pas responsable des faits de son locataire; — Considérant que les faits d'imprudence et de négligence articulés par Bagriot ne sont d'aucun poids, parce que la location avait été passée à un homme dont la profession n'est point défendue par la loi, même dans l'enceinte des villes; qu'aucune disposition n'obligeait Marie Brun de surveiller la manière dont cette profession était exercée, et qu'une telle surveillance concernait spécialement la police municipale, dont Bagriot lui-même était un des agents; — Par ces motifs, met l'appellation au néant, ordonne que le jugement du tribunal de Saint-Marcelin sortira son plein et entier effet, etc.

Du 17 janv. 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{er} ch. — Prés., M. Angles. — Pl., MM. Bonnard et Burdet fils.

SÉPARATION DE CORPS.—DONATION ENTRE ÉPOUX.—RÉVOCACTION. — HÉRITIERS.—INDENNITÉ.

Les héritiers d'une femme décédée dans le cours d'une instance en séparation de corps par elle formée pour sévices et injures graves, ne sont pas recevables à demander, en reprenant l'instance, la révocation d'une donation mutuelle faite entre les époux par leur contrat de mariage, lorsque cette révocation n'a pas été demandée par la femme (1).

Mais si la demande en séparation est justifiée

par les enquêtes, ils peuvent se faire définitivement adjuger les provisions qui avaient été accordées à la femme et les indemnités qu'elle avait réclamées.

(Héritiers Auxeray—C. Piequenot.)

Du 17 janv. 1823. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Prés., M. Aroux. — Pl., MM. Hébert et Daviel.

RENTE. — ACTION PERSONNELLE. — COMPÉTENCE.

L'action qui a pour objet, soit le paiement des arrérages d'une rente hypothéquée sur un immeuble, soit l'obtention d'un titre nouveau de cette rente, est personnelle. — On ne peut considérer une telle action, comme étant à la fois réelle et personnelle, ou mixte, en ce qu'elle est dirigée autant contre l'immeuble hypothéqué que contre la personne du débiteur de la rente. — En conséquence, elle doit être portée exclusivement devant le tribunal du domicile du défendeur. (C. proc., 58.) (2)

(De Polart—C. hospices de Lille.)

Une rente de 20 livres, affectée à une fondation pieuse, avait été constituée en 1740, par le sieur Pinon, au profit de la paroisse de Griey, et hypothéquée sur le domaine de Villemain.

Pendant la révolution, cette rente s'est trouvée transférée aux hospices civils de la ville de Lille. — En 1821, les administrateurs de ces hospices ont formé contre le mineur Geoffroy de Villemain, dans la personne de la dame Dumas de Polart sa mère et tutrice, et dans celle du sieur Dumas de Polart, cointeur, alors détenteurs des domaines de Villemain, une action en paiement des arrérages échus de la rente dont s'agit, et en même temps, en délivrance d'un titre nouveau de ladite rente. — Cette action était portée comme action à la fois réelle et personnelle, ou mixte, devant le tribunal de Melun, dans l'arrondissement duquel se trouve situé le domaine de Villemain, hypothéqué à la rente.

Mais les sieur et dame Dumas de Polart, au nom du mineur qu'ils représentaient, ont décliné la juridiction de ce tribunal, soutenant que l'action intentée contre eux était purement personnelle ou mobilière, puisqu'il s'agissait d'une rente déclarée meuble par la détermination de la loi (art. 529); et que toute action relative à cette rente ne pouvait par conséquent être portée que devant les juges de leur domicile.

Un jugement du tribunal de Melun a rejeté ce déclinaire sur le motif, « que la demande des hospices de Lille n'avait pas seulement pour objet d'exiger des sieur et dame Dumas de Polart ci-nommés, le paiement des arrérages de la rente de 20 fr., mais encore titre nouvel et reconnaissance de ladite rente; — Que l'action intentée à cet égard, affectait ledit domaine de Villemain, situé dans l'arrondissement de Melun, était dirigée autant contre ce domaine que contre le propriétaire; que sous ce rapport l'action était tout à la fois réelle ou personnelle, ou mixte, etc.

Appel de la part des sieur et dame de Polart.

ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que toute rente est mobilière et que toute action y relative participe de la nature de la rente; — Considérant que le domicile des tuteurs du mineur n'est pas dans l'arrondissement de Melun; — A mis et met l'appellation et ce doni est appel au néant; émettant, décharge les sieur et dame Dumas de Polart des

(1) V. conf., Paris, 6 juill. 1814, et la note; Douai, 15 juin 1828.

(2) V. en ce sens, Fœlix et Haurion, des Rentes

foncières, p. 215 et 221; Troplong, de la Prescrip., t. 2, n. 813.

condamnations contre eux prononcées, renvoie la cause et les parties devant les juges qui en doivent connaître, etc.

Du 18 janv. 1823. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. — Prés., M. Séguier, p. p. — Pl., MM. Ranté et Labrousse.

ENDOSSEMENT. — ÉCHÉANCE.

Un effet de commerce peut valablement être transmis par endossement postérieurement à son échéance. (Cod. comm., 136.) (1)

Toutefois, le souscripteur peut refuser paiement, s'il prouve qu'antérieurement à l'échéance il s'était libéré du montant de l'effet, au moyen d'arrangements particuliers pris avec l'endosseur.

(Gobron — C. Delahant-Chatenay.)

Du 18 janv. 1823. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Pyrol. — Pl., MM. Crousse et Dommangeat.

FAILLITE. — DÉCLARATION. — CONDAMNÉ.

La déclaration de faillite peut être faite par un condamné aux travaux forcés à temps : une telle déclaration ne constitue point une action en justice. (Cod. civ., 25; Cod. c., 442.) (Renet — C. Singer et autres.)

Le contraire avait été décidé par un jugement du 3 janv. 1822, rendu par le tribunal de commerce de la Seine. Volez les motifs de ce jugement : — « Considérant que, par arrêt de la Cour d'assises du 20 juin 1821, Bret avait été condamné aux travaux forcés; — Que, par suite de cette condamnation, il s'était trouvé dans un état d'interdiction légale; — Qu'aux termes de l'art. 25 du Code civ., l'interdit ne peut former aucune action en justice, ni faire aucun acte d'administration valable, que sous le nom et par le ministère d'un curateur spécial, judiciairement nommé; — Que, par une suite nécessaire, la déclaration de faillite faite par le fondé de pouvoir de Bret, postérieurement à l'interdiction de ce dernier, est un acte irrégulier; — Qu'ainsi le jugement du 3 janv. intervenu sur une pareille déclaration, doit être annulé, sauf les droits et actions du sieur Renet, pour se pourvoir plus régulièrement. »

Appel de ce jugement de la part du sieur Renet, syndic provisoire.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la déclaration faite par un condamné ou par un fondé de pouvoir, ne constitue ni une action en justice, ni un acte d'administration, mais seulement un simple renseignement donné à la justice; — Met l'appellation et le jugement dont est appel au néant; — Emendant, décharge l'appelant des condamnations contre lui prononcées; — An principal, déclare les intimés non recevables dans leur tierce opposition aux jugements des 3 janv. et 17 fév. 1822; — Ordonne, en conséquence, que lesdits jugements seront exécutés selon leur forme et teneur, etc.

Du 18 janv. 1823. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Prés., M. Dupaty. — Pl., MM. de Conflans et Ronilly.

(1) V. conf., Cass. 28 nov. 1821, et ses observations.

(2) Cela est reçu en doctrine et en jurisprudence. « Lorsque le désistement n'est fait que sous certaines conditions, dit M. Chauveau sur Carré, Loix de la proc., t. 3, quest. 1460, les tribunaux ne peuvent forcer le défendeur à l'accepter; car ils n'ont pas le droit de lui imposer des conditions auxquelles sa volonté seule pourrait le soumettre. Ce n'est que dans le cas où il n'en résulterait pour lui aucune

DÉSISTEMENT. — ACCEPTATION. — CONDITIONS. *Pour qu'une partie puisse être tenue d'accepter un désistement, cet acte doit être pur et simple, sans condition ni réserve* (2).

(Ruffel — C. Amat.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'en droit, pour qu'une partie puisse être obligée d'accepter un désistement, cet acte doit être pur et simple, sans condition et sans réserve; — Attendu, en fait, que l'acte de désistement dont il s'agit au procès, loin d'être en cette forme, renferme deux conditions que le sieur François Rey et Jeanne-Marie Ruffel ont droit de ne pas accepter; que, par la première, le sieur Antoine Ruffel déclare qu'il ne veut payer les sommes portées dans la transaction du 1^{er} août 1820, que lorsque François Rey en fera un emploi solide en biens immeubles, en quoi Ruffel impose aux mariés Rey et Ruffel une obligation gênante et à laquelle il ne dépend pas de lui de les soumettre; que par la deuxième condition, Antoine Ruffel se réserve toute l'utilité de son opposition envers le commandement fait à la requête d'Amat et de Marguerite Almont, mariés, réserve qui peut nuire à François Rey et Jeanne-Marie Ruffel, si, comme ils le soutiennent, elle dispensait Antoine Ruffel de remplir les obligations qu'il aurait contractées à leur décharge envers Marguerite Almont, veuve en premières noces du père commun; — Que les mariés Ruffel ont été d'autant plus fondés à ne pas se contenter d'un pareil désistement, qu'en l'acceptant ils auraient créé contre eux des fins de non-recevoir, relativement à des questions dans lesquelles ils peuvent être très mal fondés, mais qu'ils ont manifestement le droit de faire décider par les tribunaux; — Par ces motifs, sans s'arrêter aux conclusions tant principales que subsidiaires du sieur Antoine Ruffel, le démet de son appel du jugement rendu le 23 mai dernier, etc.

Du 18 janv. 1823. — Cour roy. de Toulouse.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — PROCÈS-VERBAL. —

ÉCRITURE. — DESIGNATION. — NULLITÉ.

En matière de saisie immobilière, le procès-verbal n'est pas nul par ce qu'il n'a pas été écrit de la main de l'huissier ni rédigé sur les lieux (3), ni, lorsque la désignation des biens a exigé plusieurs séances, parce qu'il ne mentionne pas l'ouverture et la clôture de chaque vacation (4).

(Robeis — C. N...) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu 1^o que le procès-verbal de saisie immobilière dont il s'agit en énoncé la date, mentionne le transport de l'huissier sur les lieux, et est signé de l'huissier; — 2^o Que la loi n'exige pas que les procès-verbaux de saisie immobilière soient écrits en entier de la main de l'huissier; — 3^o Qu'elle n'exige pas que les procès-verbaux de saisie immobilière soient rédigés sur les lieux mêmes; qu'elle n'exige pas non plus, lorsque l'opération a duré plusieurs semaines, qu'ils fassent mention de l'ouverture et de la clôture de chaque séance; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, — Or-

espèce d'obligation, que les tribunaux doivent imposer leur autorité pour briser un refus espiéieux. Hors de là, leur puissance s'arrête. » V. encore en ce sens, nos observations sur l'arrêt de Cass. du 12 déc. 1820; Thomine Desmazures, p. 173; Hanteville, pag. 212. V. aussi Turin, 8 juill. 1807, et la note; Paris, 21 août 1810; Rennes, 16 fév. 1820; Bordeaux, 22 août 1826.

(3) V. conf., Paris, 25 déc. 1820, et la note.

(4) Sic, Rennes, 29 fév. 1820.

donne que les poursuites commencées seront continuées, etc.

Du 20 janv. 1823. — Cour roy. de Paris.

SÉPARATION DE CORPS. — DONATION ENTRE ÉPOUX. — RÉVOCACTION.

Du 21 janv. 1823 (aff. N....). — Cour roy. d'Aix.
— Même décision que par l'arrêt de Cour d'Agén.
du 1^{er} mai 1821 (aff. Cassagne).

PÉREMPTION. — DÉLAI. — REPRISE D'INSTANCE.

Pour que l'événement qui donne lieu à reprise d'instance proroge de six mois le délai de la péremption, il n'est pas nécessaire qu'il ait été notifié (1).

(Isambert — C. héritiers Fuger.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 397 du Code de proc., après avoir fixé à trois ans le temps ordinaire requis pour l'accomplissement de la péremption d'instance, a augmenté ce temps de six mois, dans tous les cas où il y a lieu à demander en reprise d'instance, ou en constitution de nouvel avoué; — Considérant que la prorogation du délai de six mois, dans le cas où il y a lieu à reprise d'instance, a été établie, par la seconde partie dudit art. 397, dans l'intérêt de la partie ayant droit à la reprise d'instance; qu'ainsi, nonobstant le défaut de notification du décès du demandeur ou de l'appelant, les héritiers de celui-ci ayant droit à la reprise d'instance, peuvent invoquer l'augmentation du délai accordé par l'article précité; — Considérant que le dernier acte de procédure, fait dans l'instance dont il s'agit, est du 19 avril 1819, et que la demande en péremption a été formée le 24 avril 1822, à l'expiration de trois ans et cinq jours; — Mais que le 26 octobre précédent, Marie Puhu, veuve d'André Fruger, l'un des appelants, était décédée, ainsi qu'il est justifié par son acte de décès, délivré par le maire de la commune de Pont-l'Abbé; que, par conséquent, l'héritier de ladite veuve Fruger se trouve dans le cas d'invoquer l'augmentation de six mois accordée par l'art. 397; que cette augmentation profite aux autres appelants, l'instance ne pouvant être éteinte pour une partie et subsister pour l'autre; — Déclare les frères Isambert purement et simplement non recevables dans leur demande en péremption, etc.

Du 22 janv. 1823. — Cour roy. de Poitiers.

ÉMIGRÉ. — REMBOURSEMENT. — LIBÉRATION. — DÉCISION MINISTÉRIELLE.

L'annulation par le ministre de l'intérieur de l'arrêté d'une administration centrale qui avait autorisé le versement dans les caisses de l'Etat, d'une créance due à un émigré, ne fait pas obstacle à ce que le conseil de préfecture, chargé du contentieux des domaines nationaux décide, sauf recours au conseil d'Etat, si le versement est libératoire pour le débiteur (2).

(Castelnau — C. Basquiati-Toulousette.)

Le sieur Castelnau avait obtenu du ministre

(1) La jurisprudence s'est prononcée en ce sens, F. Lyon, 16 mai 1817; Metz, 12 avril 1820; Bordeaux, 11 août 1828; Paris, 28 mai 1838. — V. aussi Reynaud, de la Péremption, p. 46; Chauveau sur Carré, Lois de la proc., t. 3, quest. 1423 bis. Mais voy. en sens contraire, Caen, 17 janv. 1828.

(2) Ainsi jugé encore par ordonn. des 16 juin 1821 (aff. Teyssier); 11 août même année (aff. Lammerville). V. également dans le même sens ordonn. des 17 juill. et 14 août 1822 (aff. de Faudras et aff. de Saint-Laz).

de l'intérieur l'annulation d'un arrêté de l'administration centrale des Landes, qui avait autorisé le sieur Basquiati à rembourser dans les caisses de l'Etat une créance antérieure à l'émigration. Muni de cette décision, le sieur Castelnau demanda aux tribunaux la condamnation de sa créance contre le sieur Basquiati. — La Cour royale de Pau le renvoya devant l'autorité administrative. — Alors il s'adressa au conseil d'Etat, demandant le maintien de la décision ministérielle et l'annulation du versement. — Son adversaire a répondu que le pourvoi était non recevable, par le motif que la décision ministérielle n'était pas attaquée, et que la demande relative au paiement n'avait pas subi l'épreuve du premier degré de juridiction.

LOUIS, etc. — Vu les arrêtés du gouvernement des 22 et 29 pluviôse, 9 fructidor an 10, 22 fructidor an 13, 16 et 24 juin 1808, qui renvoient devant le conseil de préfecture, pour y être statué sur la validité des remboursements opérés dans les caisses du domaine, ou exécution des arrêtés d'autorisation pris par les administrations centrales;

« Considérant que, de l'aveu du sieur Basquiati-Toulousette, d'après les dispositions des lois, et aux termes de la jurisprudence constante du conseil d'Etat, établie par les arrêtés et décrets ci-dessus visés, l'acte du 1^{er} messidor an 3 ne peut être considéré que comme un acte d'administration, et non comme un acte de juridiction; — Qu'il s'agit de savoir, dans l'espèce, si, indépendamment dudit acte, le versement fait dans les caisses de l'Etat le 1^{er} messidor an 3, a opéré la libération du débiteur, d'après les dispositions des lois de la matière; — Que cette question rentre dans le contentieux des domaines nationaux, dont la connaissance est réservée, par la loi du 28 pluviôse an 8, aux conseils de préfecture; — Que c'est donc le cas d'y renvoyer les parties, pour y être prononcé, au premier degré, sur ladite question, sauf recours au conseil d'Etat;

Art. 1^{er}. Les parties sont renvoyées devant le conseil de préfecture des Landes, pour y faire statuer sur la validité du remboursement dont il s'agit, et sauf recours au conseil d'Etat.

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— Rapp. M. de Cormenin. — Pl., MM. Cochin et Lassus.

PÊCHE. — RIVIÈRE NAVIGABLE. — DOMAINES ENGAGÉS.

La pêche dans les rivières navigables appartient aujourd'hui exclusivement au domaine.

— Il n'y a pas d'exception en faveur des anciens engagistes ou échangistes. — La loi du 11 flor. an 10, en faisant revivre au profit de l'Etat, le droit exclusif de pêche, n'a apporté à l'égard des particuliers aucun changement aux lois de la révolution qui ont supprimé sans indemnité tout droit exclusif de pêche (3).

(Hébert.)

Par un bail à fief du 11 nov. 1789, les enfans

(3) V. dans ce sens, décr. et ordonn. des 11 avril 1810 (aff. Leuffroy Leroux); 30 juill. 1817 (aff. Boudard); 30 mai 1821 (aff. Cammis de Bailleux); 27 avril 1825 (aff. Chacanaud); 14 mai 1828 (aff. Merle); Cass. 8 mai 1826; Rouen, 27 nov. 1838 (Volme 1839). V. pareillement, David, Cours d'eau, t. 1, n. 240; Proudhon, Domaine public, tom. 3, n. 585; Cormenin, Droit adm., v^o Cours d'eau, n. 20. Malgré cette jurisprudence nombreuse, et l'opinion générale des auteurs, la question ne laisse pas que de présenter encore aujourd'hui des doutes en pré-

mineurs du sieur Hébert étaient devenus propriétaires d'un droit de pêche sous deux arches du pont de Vernon, dans la Seine.—En 1812, la veuve Hébert et ses enfants jouissaient encore de ce droit de pêche, lorsque le gouvernement s'en empara et l'affirma. La dame Hébert réclama contre cette dépossession auprès du ministre des finances.

5 janv. 1815 et 30 juillet 1817, décisions de ce ministre, qui rejettent la réclamation de la dame Hébert, sur le motif qu'aux termes des décrets des 6 et 30 juillet 1793, et d'après l'avis du conseil d'Etat des 30 mess. et 11 therm. an 12, tout droit de pêche dans les rivières navigables avait été aboli comme féodal.

Pourvoi au conseil d'Etat par la dame Hébert contre ces deux décisions. — Les lois abolitives de la féodalité, a-t-on dit, ne sont pas applicables à l'espèce. Ces lois n'ont en pour objet que d'abolir la directe seigneuriale en faveur du concessionnaire. Ici, au contraire, c'est le concessionnaire qu'on dépouille. D'un autre côté, le droit de pêche est si peu seigneurial par sa nature, que le gouvernement l'ascerce en le donnant à la ferme; mais pour exercer ce droit il faut être propriétaire. Or, le gouvernement ne l'est pas devenu. Un édit de février 1566 a déterminé ce qu'on devait entendre par domaines du roi, et a réglé les cas, les conditions, les effets et formalités des aliénations pour l'avenir. Cet édit, et les lois des 1^{er} déc. 1790 et 14 vent. an 7, sur les domaines engagés, ont respecté les droits acquis avant l'édit. Un décret du 8 mai 1812 a confirmé cette disposition. Enfin l'ordonnance de 1669 (lit. 37, art. 41), en déclarant les rivières navigables dépendances du domaine de l'Etat, a réservé les droits de pêche, acquis par des particuliers antérieurement. Le titre constitutif du droit de pêche sous le pont de Vernon remonte à 1489; le gouvernement ne peut aujourd'hui dépouiller la dame Hébert de ce droit.

L'administration des eaux et forêts a répondu que les décr. des 6 et 30 juill. 1793, avaient aboli, comme féodal, le droit de pêche sur les rivières navigables; que dès lors, il fut libre à chacun d'y pêcher; que depuis, la loi du 14 flor. an 10 avait donné au gouvernement la faculté d'affirmer le droit de pêcher dans ces rivières; qu'ainsi, elle avait mis entre les mains de l'Etat, un droit qui n'appartenait plus à personne; d'où la conséquence que la dame Hébert était sans droit pour l'affirmer.

Lois, etc.; — Vu l'édit du mois de fév. 1566, et l'ordonn. de 1669; — Vu les décr. des 6 et 30

juill. 1793, et 8 frim. an 2; — Vu la loi du 14 flor. an 10; — Vu les avis du conseil d'Etat des 11 therm. an 12 et 17 juill. 1808; — Vu notre ordonnance du 30 juill. 1817 (1);

Considérant que la demande adressée à notre ministre des finances, par les héritiers Hébert, avait pour objet de faire modifier et restreindre les hauts de pêche précédemment affermés, et qu'ainsi notre dit ministre devait examiner s'il y avait lieu ou non d'admettre la demande; — Considérant qu'en rejetant la demande, notre dit ministre a fait une juste application des décr. des 6 et 30 juill. 1793, et 8 frim. an 2, de la loi du 14 flor. an 10 et des avis du conseil d'Etat, des 11 therm. an 12 et 17 juill. 1808; — Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Leroy-Neufville.

DOTATIONS.—ÉVICTION.—INDENNITÉ.

Les bénéficiaires de dotations arising sur des propriétés anglaises situées en France, qui ont été dépouillées par suite des traités de 1814, n'ont droit à aucune indemnité (2).

(Lecordier.)

Du 22 janv. 1823. — Ord.-nn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Nicod.

CONSEIL D'ETAT.—POURVOI.—DONATION.—TRAITÉS POLITIQUES.

Les questions relatives aux effets du traité de Fontainebleau, par rapport à des particuliers, ne peuvent être l'objet d'un pourvoi devant le conseil d'Etat par la voie contentieuse (3).

(Fain et autres.—C. ministre des finances.)

L'empereur Napoléon s'étant réservé en abdiquant, par le traité de Fontainebleau, du 11 avril 1814, une somme de 2 millions, qui devait être répartie entre différentes personnes parmi lesquelles se trouvait le baron Fain. Cette clause du traité ayant reçu l'approbation du gouvernement provisoire et du gouvernement royal, des états de répartition furent dressés, mais la répartition n'eut pas lieu. — Les réclamations formées auprès du ministre des finances étant restées sans résultat, les intéressés se pourvurent au conseil d'Etat.

Lois, etc.; — Vu la lettre de notre ministre des finances du 4 août dernier, portant que l'auteur de la disposition dont il s'agit, s'étant remis, par le fait, en possession des moyens de l'exécuter, et n'en ayant point usé, avait détruit le droit d'en réclamer de nous la réalisation; — Considé-

rai aussi dans le tableau général annexé à l'ordonnance du 10 juill. 1835 que, sur la Marne, un particulier a conservé des droits de pêche en vertu d'un arrêt de la Cour de Paris du 9 mai 1823, qui a acquis l'autorité de la chose jugée. V. au surplus à cet égard, Garrier, *Régime des eaux*, t. 1, p. 285; Deviel, *ubi sup.*, n. 239. V. aussi ordonn. du 19 juin 1838 (aff. Feyer d'Argenson).

(1) V. à cette date (aff. Boudard).

(2) Dans l'espèce, il s'agissait d'une donation de 2,000 fr. accordée sur réclamation sur des propriétés confisquées sur des Anglais par suite du blocus de 1806, et restituées à leurs anciens maîtres sous la restauration. — Au surplus, les actes de cette espèce ont souvent été considérés comme des actes politiques dont le conseil d'Etat n'avait pas à connaître. V. sur ce point l'ordonn. ci-après (aff. Fain) et celle du 1^{er} mai 1822 (aff. Laflite), ainsi que les ordonn. indiquées à la note.

(3) V. dans ce sens, ordonn. des 1^{er} mai 1822 (aff. Laflite), et la note; 23 juill. 1823 (aff. Murat).

sence de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, qui tout en attribuant le droit de pêche dans les rivières navigables, exclusivement à l'Etat, dispose, art. 83, que « les droits acquis antérieurement à la loi, seront jugés, en cas de contestation, d'après les lois existant avant sa promulgation. » Cette disposition vague laisse nécessairement du doute sur le point de savoir si l'abolition du droit de pêche au profit des particuliers, prononcée par les décrets des 6 et 30 juill. 1793, et la loi du 14 flor. an 10, est générale et absolue, comme le décide l'ordonnance ci-dessus, ou si elle est au contraire inapplicable aux concessions anciennes, faites à une époque où l'aliénation des choses dépendantes du domaine public pouvait avoir lieu. Aussi un arrêt de la Cour de cassation du 9 nov. 1836 (Volume 1836) a-t-il admis implicitement qu'un particulier peut prétendre au droit de pêche dans une rivière navigable, s'il est en mesure de justifier d'une possession acquise avant l'édit de 1566, qui a consacré le principe de l'inaliénabilité du domaine de l'Etat. On

raut que les questions relatives aux effets que peut avoir le traité de Fontainebleau, du 11 avril 1814, ne sont point de nature à être portées devant nous, en votre conseil d'Etat, par la voie contentieuse; — Art. 1^{er}. La requête... est rejetée; — 2. La requête en intervention est pareillement rejetée.

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. de Crouseilles. — Pl., MM. Darrieux et Nicod.

ROULAGE. — PLAQUE. — COMPÉTENCE. — PROCS-VERBAL. — AFFIRMATION. — ASSISTANCE.
C'est aux conseils de préfecture et non aux tribunaux de police qu'il appartient de connaître de la contravention résultant du défaut de plaque aux voitures de roulage 11.

En matière de police de roulage, les procès-verbaux sont valablement affirmés devant le maire qui doit provisoirement connaître de la contravention (2).

Il n'est pas nécessaire que le préposé du pont à bascule qui dresse procès-verbal d'une contravention à la police du roulage, soit assisté d'un autre agent pour la rédaction de ce procès-verbal.

(Min. de l'Intérieur — C. contrevenants de Châteauroux.)

Le conseil de préfecture avait annulé, par plusieurs arrêtés, les procès-verbaux du préposé au pont à bascule de Châteauroux, sur le motif qu'il ne s'était pas fait assister pour leur rédaction, et qu'il les avait affirmés devant le maire. — Par d'autres arrêtés, il s'était déclaré incompétent pour prononcer sur la contravention résultant du défaut de plaque aux voitures de roulage. — Le tribunal de police correctionnelle, saisi ensuite de cette dernière contravention, s'était pareillement déclaré incompétent.

Le ministre de l'Intérieur a déféré tout ces arrêtés au conseil d'Etat, et demandé le règlement du conflit négatif.

LOUIS, etc. — Vu les lois des 10 déc. 1790 et 22 frim. an 7; — Vu l'art. 38 du décret du 23 juin 1806, qui porte que les procès-verbaux en matière de police de roulage seront portés devant le maire de la commune, pour être par lui jugés sommairement, sans frais et sans formalités; — Vu le décret du 18 août 1810, qui n'a révoqué les procès-verbaux, et le décret du 16 déc. 1811, qui les autorise à faire l'affirmation, soit devant le juge de paix, soit devant les maires ou adjoints; — Vu l'art. 17 de la loi du 28 avril 1816, qui maintient les dispositions des lois, décrets ou ordonnances auxquels il n'est pas dérogé par ladite loi; — Vu nos ordonnances des 19 août, 31 octobre et 20 nov. 1821, rendues en pareille matière;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble des réglemens concernant la police de roulage que la repression des contraventions dont il s'agit aurait dû être jugée administrativement, et qu'ainsi le tribunal a-t-il avec raison déclaré incompétent pour en connaître; — Considérant que les prétendues causes de nullité sur lesquelles reposent les arrêtés du conseil de préfecture de l'Indre ne sont pas fondées, attendu que les procès-verbaux de contravention sont valablement affirmés devant le magistrat qui doit en connaître, et atten-

du qu'il est impossible d'exiger que le préposé au pont à bascule, agent nécessairement isolé, se fasse assister pour rédiger lesdits procès-verbaux;

Art. 1^{er}. Les arrêtés du conseil de préfecture de l'Indre sont annulés; — 2. Le préfet de l'Indre continuera les poursuites commencées contre les contrevenants.

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

TRAVAUX PUBLICS. — DOMMAGES. — COMPÉTENCE.

Il n'y a pas lieu à l'application de la loi du 8 mars 1810, ni par conséquent à recourir aux tribunaux, lorsqu'il ne s'agit que d'apprécier à l'égard d'une propriété privée, les effets et les conséquences d'un travail d'utilité publique, entrepris sur un fleuve qui fait partie du domaine de l'Etat. — Dans ce cas, les dépréciations ou dommages occasionnés aux propriétés particulières, ne peuvent être constatés et évalués qu'administrativement, conformément à la loi du 16 sept. 1807 (3).

(Gourguen.)

Lors de la construction du pont de Bordeaux, une digue fut établie dans une partie du lit du fleuve, pour déverser ses eaux sur l'autre partie, et faciliter l'exécution des travaux. Les riverains séparés des eaux par la digue ne pouvaient plus aboutir à leurs propriétés avec des bateaux; d'autre part, la digue interceptait les canaux établis pour le dessèchement de leurs fouds, et, sous ce double rapport, leur causait un grave préjudice. Ils portèrent leurs plaintes devant le tribunal de Bordeaux, demandant que des dispositions fussent prescrites dans l'intérêt de leurs exploitations et qu'on leur allât des indemnités.

Le préfet éleva le conflit sur le motif que les tribunaux ne peuvent régler l'exécution des travaux ordonnés par l'administration dans l'intérêt public, et que l'administration seule est juge du dommage causé par ses travaux.

Les réclamans se sont opposés au conflit. Ils ont reconnu l'administration le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter ou accélérer l'exécution des travaux; mais ils ont prétendu que, lorsque ces mesures portent atteinte aux droits des tiers, lorsqu'elles privent d'une servitude utile, il est exclusivement réservé aux tribunaux d'apprécier le dommage.

L'administration des ponts et chaussées a répondu qu'aux termes des art. 538 et 644, on ne peut acquérir une servitude sur un fleuve; qu'en conséquence les réclamans ne sont pas fondés à dire qu'on les a dépourvus d'une portion quelconque de leurs propriétés, ni qu'on les a privés d'une servitude.

LOUIS, etc.; — Vu les lois des 16 sept. 1807 et 8 mars 1810; — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, d'apprécier les effets et les conséquences d'un travail d'utilité publique, entrepris sur un fleuve qui fait partie du domaine de l'Etat; laquelle entreprise ne nécessite pas une appropriation forcée; qu'ainsi il n'y a pas lieu d'invoquer l'application de la loi du 8 mars 1810, ni le renvoi de la demande devant l'autorité judiciaire; — Considérant qu'il s'agit seulement de dépréciation ou dommages qui ne peuvent être constatés et évalués que conformément aux dispositions

(1) V. conf., ordonn. du 20 nov. 1822 (aff. contrevenants de Châteauroux), et la note.

(2) V. conf., ordonn. du 30 mai 1821 (aff. min. de l'Intérieur), et les autorités indiquées dans la note. — Quant au pouvoir conféré aux maires pour con-

naître provisoirement de ces contraventions, voy. la note sur l'ordonnance du 12 mai 1819 (aff. Thévenin).

(3) P. sur ce point, une ordonn. du 23 juin 1819 (aff. Lecouin), et nos observations.

prescrites par la loi du 16 sept. 1807;—Art. 1^{er}. L'arrêt de conflit... est approuvé.

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé. — *Pl.*, M. Darrieus.

VOIRIE.—DEMOLITION.—PRÉFET.—COMPÉTENCE.

Un préfet est compétent, sauf recours au ministre de l'intérieur, pour ordonner la démolition de deux arceaux, comme nuisibles à une grande route. — En conséquence, l'arrêt qu'il a pris à ce sujet ne peut être déféré directement au conseil d'Etat (1).

(Dampmartin et Dangers.)

LOUIS, etc. — Vu la décision de notre ministre de l'intérieur, du 22 juin 1822, portant qu'il n'y a pas lieu d'annuler l'arrêt du préfet, mais qu'une indemnité est due au sieur de Dampmartin, qu'elle sera réglée, de gré à gré, entre lui et la ville d'Uzès, ou suivant les formes prescrites par la loi du 8 mars 1810;

Considérant que le pourvoi du sieur Dampmartin et de la demoiselle Dangers est formé contre un arrêté du préfet du Gard, pris dans les limites de sa compétence; que le pourvoi direct au conseil d'Etat n'était pas recevable; — Considérant qu'il n'y a pas de pourvoi contre la décision ministérielle relatée dans la lettre de notre ministre de l'intérieur du 22 juin 1822; qu'en cet état la requête doit être rejetée; — Art. 1^{er}. Les requêtes sont rejetées.

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Villemain. — *Pl.*, M. Joussetin.

TRAVAUX PUBLICS.—ROUTES.—EXTRACTION DE MATÉRIAUX.—COMPÉTENCE.

Aux termes des lois des 28 plu. an 8 et 16 sept. 1807, les conseils de préfecture sont seuls compétents pour connaître des contestations relatives aux indemnités dues pour terrains occupés pour prendre les matériaux nécessaires aux travaux d'entretien des routes (2).

(Guldeltreuer — C. Richard Duplessis.)

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.

— *Rapp.*, M. Tarbé.

1^{er} CHEMIN DE HALAGE.—INTERCEPTION.—SERVITUDE.—COMPÉTENCE.

2^o DOMAINES NATIONAUX.—CHEMIN DE HALAGE.—SERVITUDE.—COMPÉTENCE.

1^o Les conseils de préfecture ne sont compétents pour connaître de la contravention résultant de l'interception d'un chemin de halage, qu'en ce qu'elle porte obstacle à la navigation. — C'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de

statuer sur l'existence d'une servitude de passage à l'usage des gens de pied le long de la rivière ou du chemin de halage (3).

2^o Le conseil de préfecture n'est pas davantage compétent pour statuer à cet égard, par cela seul que la servitude serait réclamée contre l'acquéreur d'un domaine national, si elle n'est pas spécialement imposée à cet acquéreur par le procès-verbal d'adjudication (4).

(Gibeline — C. Communes de Corseul et Crehen.)
Le sieur Gibeline avait élevé une digue pour se garantir des inondations. Les communes en demandèrent la destruction, par le motif qu'elles étaient privées d'un passage à pied le long de la rivière et même d'un chemin de halage.

Deux arrêtés du conseil de préfecture adoptant ces deux motifs, et se fondant sur l'adjudication du sieur Gibeline, qui chargeait en outre ce dernier de toutes les servitudes imposées à son domaine, ont prononcé conformément à leur demande. — Pourvoi pour excès de pouvoirs.

LOUIS, etc. — Considérant que les questions de servitude et de propriété sont généralement du ressort des tribunaux ordinaires, et que le conseil de préfecture n'aurait pu statuer sur le rétablissement du passage des gens de pied qu'autant que cette servitude aurait été spécialement imposée à l'acquéreur par le procès-verbal d'adjudication, ce qui n'est pas dans l'espèce, et qu'ainsi, à cet égard, il a excédé les bornes de sa compétence;

Considérant que ledit conseil était compétent pour connaître des contraventions, relatives à l'interception du marche-pied de la navigation, et que sa décision sur ce chef est suffisamment motivée; — Considérant, néanmoins, que la servitude du marche-pied, pour les besoins de la navigation, n'est pas de même nature que la servitude d'un passage constant et habituel pour les gens de pied;

Art. 1^{er}. Les arrêtés sont approuvés et maintenus dans la disposition qui concerne le marche-pied de la rivière de Moulaison; — 2. Ils sont annulés, pour cause d'incompétence, dans la disposition relative à la servitude d'un passage à l'usage des gens de pied; — 3. Sur ce dernier chef, les parties sont renvoyées à se pourvoir, si elles n'y croient fondées, devant les tribunaux ordinaires, et sauf aux communes de Corseul et de Crehen à obtenir préalablement les autorisations nécessaires pour ester en justice.

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé. — *Pl.*, M. Bouchereau.

(1) La règle est constante. V. ordonn. du 21 mars 1819 (aff. Remond); 1^{er} nov. 1820 (Ville d'Elberuf).

(2) Le principe est constant, pourvu toutefois que l'entrepreneur ait agi par les ordres de l'administration et sur des terrains qu'elle lui avait désignés. V. ordonn. des 1^{er} nov. 1814 (aff. Faussonnet); 9 avril et 3 déc. 1817 (aff. Quessereur et aff. Oihen); 12 mai 1820 (aff. Mousseron). V. aussi ordonn. des 20 nov. 1815 (aff. Remond); 19 dec. 1839; Cass. 18 avril 1826.

(3) V. conf., ordonn. du 30 sept. 1814 (aff. Bonnet). V. aussi ordonn. du 8 mai 1822 (aff. Comte); Garnier, des Chemins, p. 49; Daviel, Cours d'eau, t. 1, n. 492. Cette jurisprudence consacre implicitement le principe que la servitude de halage n'est uniquement imposée aux riverains que dans l'intérêt de la navigation, et qu'à moins d'avoir une servitude fondée en titre (ce que les tribunaux peuvent seuls apprécier, ainsi que la décide l'ordonn.

ci-dessus), les particuliers ne peuvent prétendre à user de ce chemin pour les besoins de passage, et pour l'exploitation de leurs terres. « Il y a, dit M. Daviel, une suprà, t. 1, n. 76, un double motif de le décider ainsi: d'abord ce serait aggraver la condition du fonds asservi que d'étendre au profit de tous une servitude spéciale pour la navigation (art. 705 du Code civ.), et puis l'intérêt de la navigation exige que les chemins de halage ne soient consacrés qu'à son usage exclusivement, parce que si l'on en laissait une voie publique indistinctement, ils pourraient se nuire l'un à l'autre. » Toutefois, l'art. 181 du projet de Code rural portait : « Toute personne a le droit d'user pour son passage, du marche-pied le long des rivières navigables en ne causant aucun obstacle à la navigation, ni aucun préjudice aux propriétés riveraines » M. Daviel s'élève avec force contre cette disposition.

(4) V. conf., décret du 14 avril 1810 (aff. comm. de Landersneuf).

CONTRIBUTIONS DIRECTES.—RÉPÉTITION — COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont compétents pour statuer sur la répétition formée par un particulier du montant des contributions par lui payées à la décharge d'un autre. — Mais s'il y a contestation sur le point de savoir dans quelles proportions leurs propriétés respectives devaient être imposées, ils doivent renvoyer devant l'autorité administrative pour faire régler le montant des contributions de chacun d'eux (1).

(Peytavin — C. Peytavin.)

LOUIS, etc. ; — Vu les lois des 8 frim. an 7 et 28 pluv. an 8, et l'arrêté du 24 flor. an 8 ; — Considérant que le tribunal était bien compétent pour statuer sur les répétitions formées, par le sieur François Peytavin, du montant des contributions par lui payées à la décharge de Jean-Antoine Peytavin ; mais que, dès lors qu'il s'élevait entre les parties, des contestations sur le point de savoir dans quelle proportion leurs propriétés respectives devaient être imposées, le tribunal devait les renvoyer devant l'autorité administrative, pour faire régler le montant desdites contributions ; et qu'il a excédé ses pouvoirs lorsque, par son jugement du 1^{er} mai 1822, il a chargé un commissaire géomètre d'une opération à laquelle il ne pouvait être régulièrement procédé que par un agent de l'administration ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit, pris par le préfet de la Lozère, le 21 juin 1822, est maintenu.

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Conzeilles.

USINE.—AUTORISATION.—OPPOSITION.—COMPÉTENCE.—DÉMOLITION.—AMENUE.

Le particulier qui entreprend des travaux sur une rivière navigable, sans autorisation et nonobstant les défenses à lui faites, doit être condamné à la démolition et à l'amende, alors même qu'il serait en instance pour obtenir l'autorisation et qu'il se prévaudrait de l'avis favorable du préfet et de l'administration des ponts-et-chaussées (2).

La demande en autorisation de construire une usine ne peut être l'objet d'un chef de conclusions devant le conseil d'Etat, ni d'une intervention de la part d'une partie opposante. C'est devant le ministre de l'intérieur que les parties doivent, à cet égard, produire leurs demandes respectives (3).

(Montaubert — C. Sevenne.)

Le sieur Montaubert répondait aux poursuites dirigées contre lui, en disant, pour sa justification, qu'il n'avait commencé les travaux de son moulin que d'après l'avis favorable du préfet et de l'administration des ponts-et-chaussées, et demandait, avec l'annulation de l'arrêté du conseil de préfecture, l'autorisation de continuer ses travaux.

LOUIS, etc. ; — Vu l'édit de 1669, l'arrêté du gouvernement du 19 vent. an 6, et la loi du 29 flor. an 10 ;

Considérant, sur les conclusions du sieur Mon-

taubert, tendantes à l'annulation de l'arrêté du conseil de préfecture de la Haute-Garonne, du 4 juin 1821, que le requérant ayant entrepris, sans autorisation et nonobstant les prohibitions qui lui avaient été signifiées, des travaux sur la Garonne, le conseil de préfecture a dû en ordonner la destruction et prononcer une amende pour contravention à l'édit de 1669 et à l'arrêté du 19 vent. an 6 ;

Considérant, sur le chef de conclusions du susdit requérant, tendant à être autorisé à construire son moulin que ce n'est pas devant nous, en notre conseil d'Etat, par la voie contentieuse, qu'il doit poursuivre cette demande ; — « Considérant, sur l'intervention de la dame Sevenne, que c'est devant notre ministre de l'intérieur qu'elle doit présenter ses moyens d'opposition à la demande en autorisation du sieur Montaubert ;

Art. 1^{er}. Les requêtes.... sont rejetées ; — 2. Le sieur Montaubert et la dame Sevenne sont renvoyés devant notre ministre de l'intérieur, pour y faire valoir leurs moyens respectifs, pour obtenir ou faire rejeter l'autorisation de construire le moulin sus-mentionné.

Du 22 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — PL., MM. Nayles et Guibout.

TESTAMENT OLOGRAPHE.—VÉRIFICATION D'ÉCRITURES.

Un testament olographe n'est qu'un acte sous seing privé, sujet à vérification d'écritures comme tous les actes de cette nature. — Les héritiers du sang ne peuvent, en conséquence, en arrêter l'effet, en déclarant ne pas reconnaître l'écriture (4), surtout lorsqu'il existe de fortes présomptions en faveur de la sincérité de l'acte.

La vérification de l'écriture d'un testament olographe ne peut être mise à la charge de l'héritier légitime. C'est au légataire institué à fournir les pièces de comparaison (5).

(Héritier Dutron — C. Evêque d'Amiens.) —

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui touche la question de savoir à qui la saisine de la succession de la veuve Dutron doit appartenir, soit desdits légataires universels, soit de ses héritiers collatéraux, qui ont toujours méconnu les écritures et signature de son testament olographe ; — Considérant que, suivant l'art. 1006 du Code civil, le légataire universel institué même par un testament olographe, est saisi de plein droit, par la mort du testateur, sans être tenu de demander délivrance de son legs, lorsqu'il n'existe point d'héritier à réserve ; que l'art. 1007 prescrit les formalités à remplir pour l'exécution de ce testament ; et que, d'après l'art. 1008, le légataire universel doit se faire envoyer en possession par une ordonnance du président du tribunal civil ; qu'il suit de ces articles que la loi établit une saisine de droit en faveur de ce légataire, et que ladite ordonnance lui confère celle de fait ; que si, dans des circonstances graves, que les juges ont le droit d'ap-

(1) La jurisprudence du conseil d'Etat est fixée sur ce point d'une manière certaine. F. ordonn. des 23 janv. et 24 fév. 1820 (aff. Roussel et aff. Monnoye), et les notes. F. aussi ordonn. des 2 fév. et 31 mars 1815 (aff. Régy et aff. Larose) ; 21 juin 1826 (aff. comm. de Saint-Marcel) ; 27 avril même année (aff. Vieier).

(2) 3^e, dans ce sens, ordonn. du 1^{er} mars 1826 (aff. Bouppin). « Eo parit cas. dit M. Daviel, des Cours d'eau, t. 1, n. 354, la loi ne peut que de

l'ordonn. royale de concession. L'arrêté du préfet est purement préparatoire, et ne confère ni titre ni possession légale. »

(3) F. conf., ordonn. du 15 août 1823 (aff. Benard) ; toutefois, voy. également une ordonn. du 28 juill. 1820 (aff. Fermanet), et la note.

(4 et 5) F. conf., Colmar, 12 juill. 1807, et nos observations. F. aussi Toulouse, 1^{er} mai 1817 ; Rennes et Agen, 17 fév. et 5 juill. 1820. Toutefois, voy. aussi Cass. 13 nov. 1816, et la note.

précier, les effets d'un testament olographe peuvent être suspendus, cela ne doit point avoir lieu dans le cas de méconnaissance des écrits et signature du testament par les héritiers, quand il existe des faits, desquels résultent de fortes présomptions de la sincérité de l'acte méconnu; qu'alors l'envoi en possession accordé aux légataires doit être maintenu, et que seulement il échut de procéder à une vérification; — Considérant, dans le fait, que les héritiers de la veuve Dutron sont des collatéraux auxquels la loi n'accorde pas de réserve; que ses légataires universels ont été envoyés en possession, par une ordonnance du président du tribunal civil de Beauvais; qu'ils ont la saisine de droit et celle de fait; qu'il existe des circonstances imposantes en faveur de la sincérité du titre dont ils se prévalent, notamment: 1° celle que la veuve Dutron, dans un testament notarié, s'est référée à un précédent testament olographe, contenant des libéralités de la nature de celles faites par l'acte authentique; 2° celle que les experts qui ont vérifié le testament olographe dont il s'agit, dans une instance entre lesdits héritiers et le sieur Delbée, légataire particulier, ont reconnu la vérité des écritures et signature de la veuve Dutron; que c'est donc le cas de maintenir l'ordonnance d'envoi en possession obtenu par lesdits légataires universels;

En ce qui touche la disposition du jugement dont est appel, qui a mis à la charge des héritiers la vérification des testament et codicille de la veuve Dutron: — Considérant que ces actes ne sont que des écrits privés; que c'est à la partie qui excipe d'un écrit privé méconnu, de le faire vérifier, suivant les art. 1323, 1324 du Code civil, et 183 du Code de procéd.; — A mis et met l'appellation et le jugement dont est appel au néant, en la disposition qui a mis à la charge des appelans la vérification desdits testament et codicille de la veuve Dutron; — Emendant, — Les décharge de ladite condamnation; — Faisant droit au principal, — Ordonne que la vérification desdits testament et codicille sera faite à la diligence du représentant desdits légataires universels, etc.

Du 25 janv. 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Pres., M. de Malleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

DONATION DÉGUISEE.—VALIDITÉ.

Du 25 janv. 1823 (aff. Morazzani). — Cour roy. de Bastia. — V. est arrêté indiqué dans les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cassation du 13 août 1817, et de la Cour de Colmar, du 10 déc. 1813.

MARIAGE.—MILITAIRE.—ÉTRANGER.—CONVENTIONS MATRIMONIALES.

Du 25 janv. 1823 (aff. Oge). — Cour roy. de Colmar. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 23 août 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

ÉTRANGER.—DÉMEMBREMENT DE TERRITOIRE.—LITIGENDANCE.—COMPÉTENCE.

Lorsque dans la cours d'une instance engagée entre un étranger et un Français en matière personnelle, et devant un tribunal alors français, le lieu de ce tribunal est séparé de la France, l'instance ne peut être reprise ou continuée devant les juges de ce lieu,

devenus étrangers; elle doit être portée devant un tribunal de France (1).

(Sougeon — C. Meyer.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les conventions Passées entre Meyer et le général Sougeon, le 10 déc. 1809, ont été consenties à une époque où tous les deux étaient Français; — Considérant que l'action intentée à raison de ces conventions par Meyer contre le général Sougeon est purement personnelle; que, quoiqu'elle l'ait été régulièrement dans le principe devant le tribunal d'Annecy, alors que Sougeon, général français, n'avait d'autre domicile qu'Annecy, et que le tribunal était français, l'instance n'ayant pas été terminée avant qu'Annecy, comme faisant partie de la Savoie, ait été distraite de la France par le traité du 30 nov. 1815, cette instance ne pouvait, depuis ce traité, être reprise devant le sénat de Chambéry, qui était incomptent dès lors qu'il s'agissait de statuer sur une action personnelle, intentée par Meyer, étranger de la Savoie, contre le général Sougeon, qui, quoique Savoisien d'origine, était devenu Français depuis 1792, et était toujours resté Français, même depuis le traité du 30 nov. 1815, ainsi que ce fait résulte des lettres de déclaration de naturalité qu'il a obtenues du roi de France, le 30 janv. 1817; qu'il en aurait été de même, en supposant que le général Sougeon ne fût redevenu Français que depuis ses lettres de naturalité, dès lors que l'instance n'avait été reprise et jugée que postérieurement aux lettres de naturalité; — Considérant que le principe tiré de la loi 30, ff. de Judicis, ne peut recevoir d'application que quand il s'agit de juridiction de tribunaux d'une même souveraineté, et non de celle d'un tribunal étranger à laquelle un Français ne peut être soumis, ni même se soumettre, ensuite des obligations qu'il a contractées envers son souverain et des lois qui régissaient la France; — Considérant que l'art. 32 du traité du 24 mars 1760, intervenu entre le roi de France et le roi de Sardaigne, ne faisant un devoir aux Cours souveraines de France de déférer aux lettres rogatoires qui leur sont adressées par le sénat de Savoie, qu'autant que le sénat ait été compétent pour prononcer sur la contestation, il n'en suit que c'est le cas de faire droit à l'opposition formée par le général Sougeon envers l'ordonnance de la Cour, du 2 août dernier; — Faisant droit à l'opposition formée envers son ordonnance du 2 août dernier, et réparant ladite ordonnance, — Déclare n'y avoir lieu à permettre dans son ressort l'exécution des arrêts du sénat de Chambéry dont il s'agit, sauf à Meyer à se pourvoir devant un tribunal français compétent, etc.

Du 27 janv. 1823. — Cour roy. de Grenoble.

ABSENT (MILITAIRE). — ADMINISTRATEUR. — NOMINATION.

La loi du 11 vent. an 2, relative au mode d'administration des biens des militaires absents, est abrogée depuis la paix générale (ou du moins depuis la loi du 13 juv. 1817), et remplacée par les dispositions du Code civil sur les absents, en ce sens que lorsqu'il y a lieu de nommer un administrateur pour représenter un militaire absent; cette nomination doit être faite par le tribunal de première instance, conformément aux art. 112 et suiv., Cod. civ., et non par un conseil de famille, comme le prescrivait la loi du 11 vent., an 2 (2).

(1) V. comme analogues, Cass. 14 avril 1818. V. aussi Cass. 22 janv. 1806, et nos observations.

(2) La jurisprudence s'est prononcée en sens

contraire. V. Cass. 9 mars 1819, et les arrêts cités à la note. V. aussi Nancy, 24 janv. 1820.

(Crouzet—C. Rédarès.)

Du 28 janv. 1823. — Cour roy. de Nîmes. — 1^{re} ch. — Prés., M. Fournier Clausonne. — Pl., MM. Boyer et Espérandieu.

SÉPARATION DE PATRIMOINES.—VENTE.

La séparation de patrimoines peut être demandée par un créancier de la succession, après la vente des immeubles du défunt, tant que l'acquéreur ne s'est pas dessaisi de son prix. (Cod. civ., 880.) (1)

Tout créancier a également le droit de demander cette séparation, encore qu'il n'ait pas pris inscription dans les six mois de l'ouverture de la succession, alors surtout qu'il n'existe que des créanciers chirographaires de l'héritier. (Cod. civ., 877 et 211.)

(De Beaumont—C. Moindret.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant...

Considérant que le prix d'un immeuble vendu représente cet immeuble, tant qu'il n'est pas sorti des mains de l'acquéreur;—Considérant que, d'après ce principe, les immeubles dépendant de la succession d'un défunt, et qui ont été vendus par l'héritier, ou sur l'héritier, ne sont pas réputés sortis de ses mains, tant que l'acquéreur ne s'est pas dessaisi du prix, et que, dès lors, la disposition finale de l'art. 880 ne peut pas devenir un obstacle à la demande en séparation du patrimoine du défunt d'avec celui de l'héritier;

Considérant que de la combinaison des art. 878 et 211 du Code civ., il résulte que le législateur a eu uniquement en vue dans ce dernier article, d'assurer les droits du créancier de l'héritier qui aurait pris une inscription sur les biens immeubles du défunt, et d'empêcher que la demande en division de patrimoine ne puisse lui être opposée, toutes les fois que le créancier du défunt n'aurait pas fait inscrire sa créance, dans le délai de six mois qui lui est accordé à cet effet, mais qu'il n'a point entendu, dans ce dernier cas, priver le créancier du défunt du droit de demander la séparation des patrimoines, surtout lorsque, comme dans l'espèce, il n'existe que des créanciers chirographaires de l'héritier;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 28 janv. 1823. — Cour roy. de Poitiers. — Concl. M. Tabady, av. gén.—Pl., MM. Bonenne et Bréhard.

1^o CONSEIL D'ÉTAT.—POURVOI.—DÉLAI.—NOTIFICATION.—COMMUNES.**2^o COMMUNE.—PARCOURS.—COMPÉTENCE.**

1^o L'envoi officiel à une commune d'une décision rendue entre elle et une autre commune, ne fait pas courir les délais du pourvoi au conseil d'Etat. Ce délai ne peut courir que d'une notification légale faite par la commune adverse (2).

2^o Un préfet n'est pas compétent pour statuer entre deux communes, sur un droit de parcours qui est réclamé par l'une d'elles, en vertu d'une possession immémoriale et de titres anciens; ce litige est de la compétence exclusive des tribunaux.

(1) V. conf., Cass. 26 juin 1828. Toutelois, voy. aussi Grenoble, 21 avril 1823.

(2) V. dans ce sens, ordonn. du 30 déc. 1822 (aff. comm. de Gonis), et la note.

(3) Un conseiller municipal n'est pas un agent du gouvernement. V. dans ce sens, ordonn. du 4 dé-

(Communes de Thann—C. communes de Cernay et Steinbach.)

Louis, etc.;—Considérant que l'envoi officiel, fait à la commune, d'une décision rendue en matière contentieuse, n'équivaut pas à une notification légale de la partie adverse, qui seule peut faire courir les délais;

Considérant que la commune de Thann londe ses droits au parcours en litige sur une possession immémoriale et sur des titres anciens; que l'examen de ces questions est du ressort de l'autorité judiciaire; qu'ainsi le préfet, dans l'arrêté attaqué, a excédé sa compétence;

Art. 1^{er}. L'arrêté est annulé pour cause d'incompétence, sauf aux parties à se pourvoir devant les tribunaux, si elles s'y croient fondées.

Du 29 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière.—Pl., MM. Loiseau et Chauveau-Lagarde.

MISE EN JUGEMENT.—CONSEILLER MUNICIPAL.—ARRESTATION ARBITRAIRE.—MAIRE.

Il n'est pas besoin d'autorisation pour la mise en jugement d'un conseiller municipal prévenu de voies de fait, d'arrestation et de détention arbitraires (3).—Mais il en est autrement d'un maire prévenu des mêmes faits : il ne peut être poursuivi qu'avec l'autorisation du gouvernement. (Const. du 23 juil. an 8, art. 75.) (4)

(Wll—C. Quérin et Juny.)

Du 29 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

CONSEIL DE PRÉFECTURE.—RESSORT.—VOIRIE.—COMPÉTENCE.

Un conseil de préfecture est incompétent pour connaître des contraventions de grande voirie commises hors du département dans lequel il exerce sa juridiction.

(Hast—C. Ponts-et-chaussées.)

Louis, etc.;—Considérant qu'il résulte de la matrice des rôles des contributions ci-dessus visée, que la pièce de terre, sur laquelle la contravention reprochée aux sieurs Nast aurait été commise, est située sur le territoire de la commune de Chelles, département de Seine-et-Marne, et non sur celui du département de Seine-et-Oise;—Qu'ainsi le conseil de préfecture de Seine-et-Oise a prononcé incompétemment, en statuant; hors des limites de son territoire sur ladite contravention;

Art. 1^{er}. L'arrêté attaqué du conseil de préfecture de Seine-et-Oise, du 12 oct. 1819, est annulé, sauf à notre directeur général de l'administration des ponts-et-chaussées à poursuivre, s'il s'y croit fondé, les sieurs Nast devant le conseil de préfecture de Seine-et-Marne, à raison des contraventions qui leur sont imputées par le procès-verbal du 4 avril 1818.

Du 29 janv. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière.—Pl., M. Piel.

cemb. 1822 (aff. conseil municip. de Cassagnolles).

(4) La solution serait différente si le maire avait agi comme officier de police judiciaire : dans ce dernier cas, il n'est pas considéré comme agent du gouvernement. V. ordonn. du 13 nov. 1822 (aff. Brassin), et la note.

1^{re} ORDONNANCE ROYALE. — DÉCISION MINISTÉRIELLE.

2^o et 3^o BANNI. — RAPPEL. — RESTITUTION. — DOTATION SUR LE DOMAINE EXTRAORDINAIRE. — OPPOSITION.

4^o ÉMIGRÉ. — RESTITUTION. — DOMAINE EXTRAORDINAIRE.

1^{re} Une décision ministérielle ne peut, en aucun cas, avoir l'autorité d'une ordonnance royale; elle ne peut ni révoquer, ni modifier une telle ordonnance, fût-il dit dans la décision du ministre qu'elle n'a été rendue qu'après avoir pris préalablement les ordres du roi. — Rien ne peut suppléer la signature du roi sur les actes qui en sont susceptibles.

2^o L'ordonnance de simple rappel d'un banni n'emporte pas restitution des biens dont il avait été privé par suite de son bannissement, surtout s'il en a été légalement disposé au profit d'un tiers.

L'opposition en la forme contentieuse n'est pas recevable contre l'ordonnance du 25 mai 1816 qui a déclaré réunis au domaine de l'Etat, les biens dépendant de l'ancien domaine extraordinaire, qui avaient formé la dotation d'individus bannis depuis en vertu de la loi du 12 janv. 1816 (1).

3^o Les biens provenant de l'ancien domaine extraordinaire (notamment des actions sur le canal du midi) dont les bannis ont été dépouillés, et qui ont fait retour au domaine de l'Etat, ont dû, en vertu de la loi du 5 déc. 1814, être remis aux anciens propriétaires émigrés qui en avaient eux-mêmes été dépouillés par l'ancien gouvernement. — Ces biens, ainsi remis, n'ont pu désormais être rendus aux bannis qui ont obtenu leur rappel en France (2).

(Defermon — C. Héritiers Caraman.)

Le comte Defermon, donataire d'un majorat de vingt actions sur le canal du Midi, se trouve compris dans le nombre des individus bannis de France, en vertu de la loi du 12 janv. 1816. — Le 25 mai suivant, une ordonnance du roi déclare que les biens du domaine extraordinaire reçus en don par les bannis, et dont ils jouissaient à titre gratuit, seraient considérés comme ayant fait retour au domaine de l'Etat. — Le comte Defermon fut, en conséquence de cette mesure, dépossédé des actions qui composaient son majorat. — Les héritiers de Caraman, émigrés et anciens propriétaires de ces actions, en réclamèrent la restitution aux termes de la loi du 5 déc. 1814.

8 août 1816, arrêté du ministre de la maison du roi qui fait remise aux héritiers de Caraman des actions dont il s'agit.

Cependant, en 1818, le comte Defermon obtint du roi, la permission de rentrer en France.

25 janv. 1819, décision du ministre des finances, non signée du roi, mais rendue, y est-il dit, après avoir pris les ordres de S. M., qui ordonne la réintégration des bannis admis à rentrer en France, dans les biens qui leur avaient été concédés à titre gratuit, et qui avaient fait retour au domaine, et déclare en outre, que les choses sont remises au même état où elles étaient à l'époque du 12 janv. 1816, sous la réserve, toutefois, du droit des tiers.

En vertu de cette décision, le comte Defermon a réclamé les vingt actions sur le canal du Midi qui avaient formé son majorat, et dont il avait été dépossédé lors de son bannissement.

(1 et 2) Le conseil d'Etat est revenu plus tard sur la jurisprudence qui résultait des deux solutions ci dessus. V. ordonn. du 9 mai 1832 (M. Merlin).

Intervient sur cette réclamation les héritiers de Caraman, qui, s'appuyant de l'ordonnance du 25 mai 1816, soutiennent devoir conserver ces mêmes actions, rentrées dans les mains du domaine, et dont remise leur a été faite en vertu de la loi du 5 déc. 1814.

Le comte Defermon forme alors opposition au conseil d'Etat contre cette même ordonnance du 25 mai 1816; il soutient que la loi du 12 janvier précédent n'a point ordonné le retour des majorats au domaine, et que l'ordonnance du 25 mai n'a pu être plus rigoureuse que la loi; que, dans tous les cas, la décision ministérielle du 25 janv. 1819 a remis les choses au même état qu'au 12 janv. 1816, et qu'elle a, par conséquent, anéanti les effets de l'ordonnance. — Le comte Defermon soutient d'ailleurs que la remise faite aux héritiers de Caraman est irrégulière, et qu'elle doit être considérée comme non avenue, en ce qu'il n'appartenait pas au ministre de la maison du roi de l'ordonner, mais bien à la commission de remise instituée par la loi du 5 déc. 1814.

LOUIS, etc.; — Considérant, quant à l'opposition formée par le comte Defermon, envers l'ordonnance du 25 mai 1816, que cette ordonnance n'est pas de nature à être attaquée par la voie contentieuse;

Considérant, quant à la décision de notre ministre des finances, en date du 25 janv. 1819, que rien ne peut suppléer à notre signature, dans les actes qui sont susceptibles d'en être revêtus; — Qu'ainsi, quoiqu'il soit énoncé, dans cette décision, que le ministre qui l'a rendue avait préalablement pris nos ordres, cette énonciation ne suffit pas pour lui attribuer l'autorité d'une ordonnance émanée de nous, et n'empêche point qu'elle ne doive être uniquement considérée que comme une simple décision ministérielle;

Considérant, au fond, que la loi du 12 janv. 1816 nous déferait le pouvoir d'éloigner de la France les individus compris dans l'art. 2 de notre ordonnance du 24 juill. 1815, et de les priver en outre de tous biens et pensions à eux concédés à titre gratuit; — Que, par notre ordonnance du 17 janv. 1816, nous avons déclaré que tous les individus dénommés dans l'art. 2 de celle du 24 juillet précédent, et au nombre desquels était le sieur Defermon, seraient tenus de sortir de France; — Qu'une deuxième ordonnance, en date du 25 mai de la même année, porte expressément que les donataires du domaine extraordinaire, exceptés de l'amnistie par la loi du 12 janvier, sont privés des biens de ce domaine dont ils jouissaient à titre gratuit, et que ces biens seront considérés comme ayant fait retour; — Que le comte Defermon est spécialement mentionné dans cette ordonnance; — Qu'il résulte de l'art. 10 de la loi du 5 déc. 1814, que les actions représentant la valeur des canaux et dont l'ancien gouvernement avait disposé, doivent être rendus aux anciens propriétaires aussitôt qu'elles sont retombées dans le domaine de l'Etat, par l'effet du droit de retour; — Que, dès le jour où notre ordonnance du 25 mai a été rendue, les actions dont il s'agit sont rentrées dans le domaine de l'Etat, par l'effet du droit de retour, et ont dû être immédiatement restituées aux anciens propriétaires, conformément à la loi du 5 déc. 1814. — Que la décision par laquelle nous avons révoqué le bannissement prononcé contre le comte Defermon ne révoque point la peine pécuniaire à laquelle il avait été également soumis; — Que cette révocation ne saurait résulter d'une décision ministérielle; — Que nos ordonnances ne peuvent, dans aucun cas, être annulées ou modifiées par les décisions des mi-

nistres;—Que, par conséquent, notre ordonnance du 25 mai a conservé toute sa force, nonobstant la décision de notre ministre des finances, du 25 janv. 1819;—Que, d'ailleurs, cette décision elle-même réservait les droits des tiers; — Que cette réserve recevait, dans la contestation actuelle, son application naturelle, et même la seule dont elle fût susceptible; — Qu'en effet, quoique la peine dont il s'agit pût être considérée comme révoquée, tant que les choses auraient été entières, elle avait cessé de l'être, dans l'affaire actuelle, dès le moment où, le droit de retour ayant été exercé, nous n'aurions pu faire un acte de munificence envers le sieur Desfermon, sans dépouiller les héritiers de Carsman d'une propriété qu'ils avaient légalement recouvrée.

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 29 janv. 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. de Crouseilles.—*Pl.*, MM. Raoul et Scribe.

TRAVAUX PUBLICS.—DOMMAGES.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont seuls compétents pour statuer sur une demande en résiliation de bail formée par un fermier contre son bailleur, à raison du dommage qu'il éprouve dans sa jouissance par suite de l'exécution de travaux publics.—Mais c'est à l'autorité administrative seule à prononcer sur l'action récursoire de ce dernier contre l'administration (1).

(Destors.—C. Chapuis et Lépine.)

LOUIS, etc.;—Vu la loi du 27 floréal an 10, qui ordonne l'ouverture du canal de dérivation de la rivière de l'Oureq, ainsi que des canaux de Saint-Denis et de Saint-Martin;—Vu l'arrêté du gouvernement du 20 therm. an 2, portant art. 3, « Le préfet de la Seine est chargé de l'administration générale des travaux du canal, même pour les parties situées hors du département de la Seine; »—Vu la loi du 16 sept. 1807, titre 11, et le décret interprétatif du 18 août 1810;

Considérant, dans l'espèce, que, si les demandes en résiliation de bail, formées par le sieur Destors contre le sieur Chapuis-Lépine, étaient du ressort des Tribunaux, il n'en était pas de même de la demande récursoire en indemnité, formée contre la ville de Paris et la compagnie des canaux;—Considérant, en ce qui touche cette dernière réclamation, que, d'après les dispositions du titre 11 de la loi du 16 sept. 1807, et du décret interprétatif du 18 août 1810, c'était devant le conseil de préfecture que le sieur Chapuis devait porter sa demande en indemnité, à raison des dommages qu'il prétend avoir été causés à son moulin par l'exécution des travaux de dérivation entrepris sur la rivière du Cron, pour la construction du canal de Saint-Denis;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit est maintenu.—2. Le jugement du tribunal civil de la Seine est considéré comme non avenu, dans le chef seulement qui statue sur les indemnités dont il s'agit.

Du 29 janv. 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.—*Rapp.*, M. de Cormenin.

JOURNAUX.—COMPTES RENDUS.—APPEL.—CASSATION.

Du 30 janv. 1823 (aff. *Legracieux* et autres).

(1) V. sur le principe de divisibilité de compétence, sur lequel repose la solution ci-dessus, les observations qui accompagnent l'ordonn. du 14 mai 1817 (aff. *Grenier*). V. aussi dans la même sens, ordonn. du 8 juill. 1818 (aff. *Rossier*).—V. encore

—Cour roy. d'Amiens.—V. cet arrêt, *suprà*, an 30 déc. 1822.

TÉMOINS EN MATIÈRE CIVILE.—REPROCHES.

Les juges peuvent admettre contre les témoins, d'autres motifs de reproche que ceux spécifiés par l'art. 283, Cod. proc. civ.; les dispositions de cet article sont démonstratives et non limitatives (2).—Ainsi un témoin peut être reproché comme ayant ses intérêts liés à ceux d'une partie.

(De Querlon.—C. Cozette).—ARRÊT.

LA COUR;—En ce qui touche les reproches proposés par l'appelant contre onze des témoins qui ont été entendus à la requête de l'intimé, dans l'enquête qui a eu lieu en exécution de l'arrêt de la Cour, du 20 mars 1822;—Considérant qu'il est de principe en droit consacré par la jurisprudence, que les individus dont l'intérêt se lie à celui de l'une des parties, ne peuvent être entendus comme témoins ou sont susceptibles d'être reprochés; et que l'art. 283 du Code de proc., en désignant certaines classes de témoins reprochables, ne porte point de disposition limitative et qui déroge au principe général ci-dessus posé;—Considérant que les témoins qui ont été reprochés par l'appelant lors de l'enquête, et à l'égard desquels il se réserve de faire valoir ses reproches par ses conclusions subsidiaires, sont tous propriétaires de pièces de terre qui aboutissent à la haie dont il s'agit, ou fermiers des portions de la pièce de terre de l'intimé qui longent cette haie, ou qui y aboutissent; d'où il suit qu'ils ont, comme l'intimé, intérêt à ce que la haie de l'appelant soit réduite dans sa hauteur et son épaisseur, pour que leur jouissance en reçoive moins de préjudice;—Qu'ainsi les reproches proposés contre ces témoins sont bien fondés;—Admet les reproches proposés par l'appelant;—En conséquence,—Dit qu'elle n'a aucun égard aux dépositions de ces témoins, etc.

Du 31 janv. 1823.—Cour roy. d'Amiens.—Ch. civ.—*Prés.*, M. de Maleville, p. p.—*Concl.*, M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

GARANT.—GARANTIE.—ACQUISSEMENT.—APPEL.

Le garant condamné avec le garanti par suite de l'action en garantie, peut interjeter appel encore que le garanti, défendeur principal en première instance, ait acquiescé au jugement.

(Colin).—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'il importe peu que celui qui a obtenu son recours, et qui par cela même est désintéressé, acquiesce au jugement qui le condamne, cet acquiescement ne peut nuire au garant, qui, dans ce cas, a incontestablement le droit d'appeler lui-même de la condamnation principale, quoique non portée contre lui, afin de faire tomber la condamnation récursoire dont il est frappé; on conçoit qu'il n'en peut être autrement; l'exception portée par Jean Colin contre le mérite de l'appel à son égard doit donc être écartée;—Attendu, au fond...—Par ces motifs...—A donné acte;...—An principal, —A mis l'appellation et ce dont est appel au néant;—Emendant, etc.

suprà, ordonn. 22 janv. 1822 (aff. *Guidelleur*), et la suite.

(2) V. conf., 3 juill. 1820, et les nombreuses décisions dans le même sens, ainsi que les autorités indiquées en note.

Du 31 janv. — Cour roy. de Metz. — Ch. civ. — Prés., M. Gérard d'Hannoncourt, p. p. — Concl., M. Pyrot, av. gén. — Pl., MM. Charpentier, Crousse et Dommanget.

CONDITION. — LEGS. — BONNES MŒURS.

La condition, imposée à une fille légataire, de ne pas s'écarter d'une conduite honnête et décente, est licite et efficace : elle n'a rien de contraire aux bonnes mœurs, ni en elle-même ni à raison des débats qui pourraient s'élever sur la conduite de la légataire. — En conséquence, la jeune personne, légataire, est déchue de son legs, si elle est convaincue d'inconduite. (Cod. civ., 900.)

(Lacau-Balenel et Moustrou — C. Sentine A....)

Le 29 fév. 1812, Jean Moustrou, sur le point de partir pour remplacer au service militaire le sieur Lacau-Balenel, fit son testament par lequel il institua pour son héritier universel Sentine A...., sous la condition suivante : « Néanmoins, ladite institution ne devra sortir son effet, que dans le cas où, au jour où ma mort pourra être connue, ladite A.... ne serait point mariée ; voulant, en lui donnant mon bien, améliorer son sort, si elle n'est point mariée, et l'encourager à persévérer dans les mœurs que je lui ai connues. Mais si, ce que je ne puis croire, elle venait à changer de principes, et s'écarter de la conduite d'une honnête et décente fille, le présent testament restera comme nul et non fait. »

— En 1813, décès de Jean Moustrou. — En 1819, Sentine A.... fait enregistrer le testament et assigner le sieur Lacau-Balenel en paiement d'une partie du prix du remplacement encore due. — Celui-ci alléguait qu'il avait payé aux héritiers légitimes de Jean Moustrou tout ce qu'il restait devoir, et produisit leur quittance. — Sentine A.... prétend que cette quittance est frauduleuse, et demande à en faire la preuve. Les héritiers interviennent dans l'instance.

9 mai 1822, jugement qui admet la preuve offerte.

Appel de la part de Lacau-Balenel et des héritiers Moustrou. — Après avoir soutenu que la preuve offerte ne pouvait être admise, ils ont prétendu que l'institution faite en faveur de Sentine A...., par le testament de Jean Moustrou était conditionnelle, et que la condition n'ayant pas été remplie, cette institution devait être révoquée. Ils ont demandé, en conséquence, à prouver, tant par titres que par témoins, qu'en 1813, quatre ans avant qu'on eût connaissance du décès de Jean Moustrou, Sentine A.... devint enceinte hors mariage ; qu'elle fut chassée de la maison de C. de S...., à cause de son inconduite ; qu'elle se fit accompagner à Bax pour y trouver une accoucheuse chez qui elle put cacher sa grossesse ; que le 18 sept. 1815, elle accoucha dans cette ville de Bax, d'un enfant mâle qui fut mis à l'hospice de cette ville.

Dans l'intérêt de Sentine A.... on a répondu que la condition imposée par le testateur devait être réputée non écrite, aux termes de l'art. 900 du Code civil, qui porte : « Dans toutes dispositions entre-vifs ou testamentaires, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois et aux mœurs, seront réputées non écrites. » Cette condition, a-t-on dit, blesse les règles de la justice et de la morale ; n'est-elle pas injuste, n'est-elle pas immoral de présenter une prime pécuniaire pour observer des devoirs qu'il serait honteux de ne point remplir ! une pareille offre, avec quelque restriction qu'elle soit exprimée, est une injure faite à la personne qui en est l'ob-

jet. — Prévoir le cas où une fille cessera d'être honnête et décente, où un magistrat cessera d'être juste, n'est-ce point porter une cruelle atteinte à leur réputation ? Annoncer qu'il est nécessaire que l'intérêt les soutienne dans leurs devoirs, auxquels ils pourraient manquer un jour, c'est leur faire injure, commettre un scandale et affliger la morale. Une telle condition attachée à la validité d'une disposition, gratuite est donc réellement immorale, et doit être, dès lors, réputée non écrite, aux termes de l'art. 900 du Code civil. — Mais le scandale qui résulterait de l'admission des preuves offertes doit, dans tous les cas, faire rejeter la demande des héritiers. Permettre de prouver, par témoins, qu'une fille a manqué aux lois de la décence et de l'honnêteté, ce serait ouvrir un vaste champ à la médianité et à la malignité. Des témoins complaisants viendraient attester des faits dont le scandale troublerait les familles, alarmerait la société : des preuves de cette nature feraient bientôt revivre les désordres que les lois nouvelles ont voulu faire cesser.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, au fond, que, par le testament du 29 fév. 1812, Jean Moustrou institua Sentine A.... pour son héritier universel, dans tous ses biens disponibles, au jour de son décès : « Voulant, dit le testateur, en lui donnant mon bien, améliorer son sort, et l'encourager à persévérer dans les bonnes mœurs que je lui ai connues ; mais si, ce que je ne puis croire, elle venait à changer de principes, et à s'écarter de la conduite d'une honnête et décente fille, le présent testament restera comme nul et non fait ; » — Attendu que cette disposition ne doit avoir son effet, d'après la volonté formelle et l'intention non équivoque de son auteur, qu'autant que la condition qu'elle renferme aura été remplie ; que, valablement, on a prétendu, dans l'intérêt de la partie de Deyt (Sentine A....), qu'une pareille condition devait être regardée comme non écrite, puisqu'elle n'est ni impossible, ni contraire aux lois ou aux mœurs, et que celles-là seules sont réputées non écrites dans les donations entre-vifs et les actes de dernière volonté, aux termes de l'art. 900 du Code civil ; — Attendu, néanmoins, que la certitude du défaut d'accomplissement de la condition imposée par Jean Moustrou à sa libéralité, ne saurait résulter de la simple déclaration de la sage-femme D... ; mais que s'agissant, dans l'espèce, d'établir un fait, on est recevable à suppléer à l'insuffisance de cette production par la preuve testimoniale ; — Attendu que les faits articulés ; notamment celui de l'accouchement hors mariage, sont pertinents et admissibles, puisque si la preuve en est rapportée, il en résultera que Sentine A.... aura, par son inconduite, perdu les droits qu'une vie honnête et régulière lui avaient sur la succession de Moustrou, son bienfaiteur ; — Par ces motifs, admet la partie de Scabalg (Lacau-Balenel), du chef des parties de Lamarque (les héritiers Moustrou), à l'exercice de tous les droits et actions qu'elles auraient pu faire valoir ; ce faisant, et sans s'arrêter à la fin de non-recevoir opposée par la partie de Deyt, relativement à l'inadmissibilité des faits articulés par celle de Scabalg, dont elle demeure déboute, déclare lesdits faits pertinents et admissibles ; en conséquence, et avant faire droit, soit sur l'appel principal de ladite partie de Scabalg, soit sur l'appel incident de celle de Deyt, et des autres conclusions de toutes parties au fond ; — Ordonne que ladite partie de Scabalg prouvera, suivant son offre, tant par titres que par témoins, savoir, etc

Du 1^{er} fév. 1823.—Cour roy. de Pau.—Ch. riv.
—Prés., M. de Figarol.—Concl., M. de Lussy,
av. gén.—Pl., MM. Laborde, Lafitte et Lavieille
fis.

**ORDRE.—SOMMATION DE PRODUIRE.—DOMI-
CILE ÉLU.**

L'individu (un avoué) chez lequel un créancier a élu domicile dans son inscription hypothécaire peut, lorsqu'il poursuit lui-même la confection de l'ordre, et quoiqu'il ait des intérêts opposés à ceux de ce créancier, faire notifier à son propre domicile la sommation de produire à l'ordre. (Cod. civ., 2156; Cod. proc., 753.) (1)

(Ducroquet—C. Ancour.)

Ainsi jugé : — « Considérant que la sommation de produire a été faite ainsi que le prescrit l'art. 753 du Code de procéd., au domicile élu par Ducroquet dans son inscription, et que ce serait augmenter la rigueur de la loi que d'assujettir le poursuivant à faire une sommation particulière au domicile réel du créancier; qu'ainsi l'ordre est régulier et doit être exécuté. »

Du 1^{er} fév. 1823.—Cour roy. de Lyon.

**ARBITRE (TIERS). — ARBITRES FORCÉS. —
DÉLAI. — PROROGATION.**

Du 3 fév. 1823 (aff. Belle).—Cour roy. de Bordeaux. — V. cet arrêt avec celui de rejet, rendu le 17 mars 1824, sur le pourvoi formé dans cette affaire.

ÉVICTION.—PRESCRIPTION.—GARANTIE.
L'acquéreur évincé par l'effet de la prescription commencée avant la vente, mais accomplie depuis qu'il est propriétaire, n'a point de recours contre son vendeur, à raison de l'éviction. (Cod. civ., 1626.) (2)

(Brière—C. Dubourg.)

Il vent, an 3, la dame Dubourg vend au sieur Brière une partie de la terre d'Arz; il est déclaré expressément que dans cette vente est compris un bois nommé le Buisson de la Brosse. — En 1813, le sieur Brière cite en police correctionnelle plusieurs habitants du village de Valatte, pour s'être permis de prendre du bois dans le Buisson des Broses. — La commune intervient et excipe du droit de propriété. La cause renvoyée devant le tribunal civil, les habitants de Valatte conclurent à être maintenus dans la propriété et possession du bois communal des

Broses, connu sous le nom d'usages de Valatte. Subsidièrement, ils offrent de prouver que, plus de trente ans avant 1813, ils en avaient joui paisiblement.

Le sieur Brière forme contre la dame Dubourg, sa vendeuse, une demande en garantie, en cas d'éviction.

11 juill. 1820. Jugement du tribunal de Nevers, qui rejette la demande des habitants de Valatte.

Appel.—12 juin 1822, arrêt qui admet les habitants de Valatte à établir une possession trentenaire avant 1813. — Alors le sieur Brière a renouvelé sa demande en garantie. — Dans son intérêt, on soutient que le vendeur doit garantir son acquéreur de toutes les évictions que celui-ci éprouve. Or, disait-on, madame Dubourg a vendu positivement au sieur Brière le Buisson des Broses; s'il en est évincé, elle doit l'en garantir. Peu importe la cause de l'éviction, si elle ne provient pas du fait de l'acquéreur lui-même. La prescription invoquée par les habitants de Valatte ne peut être reprochée au sieur Brière; depuis l'époque de son acquisition jusqu'en 1813, il ne s'est écoulé que dix-huit ans; cette possession serait insuffisante pour donner lieu à la prescription. La prescription sur laquelle les habitants de Valatte basent leur droit, ne peut donc point être reprochée au sieur Brière; elle a pris naissance lorsque la dame Dubourg était propriétaire de la terre d'Arz; comme vendeuse, elle doit donc garantir tout ce qu'elle a vendu.

On objecte vainement que la prescription n'était pas accomplie lors de la vente de l'an 3, qu'elle n'était que commencée, que si le sieur Brière se fût opposé à la jouissance des habitants de Valatte, comme ses titres lui en donnoient le droit, la prescription n'aurait jamais été acquise. — Mais cette objection n'est que spécieuse. En effet, la dame Dubourg vendait purement et simplement le buisson des Broses, le sieur Brière devait croire qu'elle en était propriétaire d'une manière absolue; que sa propriété n'était altérée par aucun vice; que lui, comme acquéreur, ne pouvait en être évincé, par suite d'une possession qui lui était étrangère, et dont il n'était fait aucune mention. — Celui qui est propriétaire d'un immeuble ne peut en perdre la propriété par la possession, qu'autant que cette possession est trentenaire. L'acquéreur d'un immeuble est donc fondé à penser qu'une telle possession aura seule l'efficacité de lui enlever sa propriété. Si, lors de la vente, le vendeur a toléré quelques années de

(1) Cette décision est rigoureuse, mais elle est ardue, du moins, pour la cas où l'élection du domicile serait pure et simple, c'est-à-dire, pour le cas où aucun mandat n'aurait été accepté par la personne chez qui le domicile a été élu. Que si, au contraire, cette personne s'était engagée à sauvegarder les intérêts du mandant, à l'égard des actes qui pourraient lui être signifiés à ce domicile élu, alors nous pensons qu'il y aurait lieu à restitution, sinon à l'égard des tiers, du moins à l'égard du mandataire déloyal ou infidèle.

(2) En effet, dit M. Troplong, de la Vente, t. 1, n. 425, une prescription commencée n'est absolument rien; elle ne confère aucun droit; elle n'est que le commencement d'une espérance vague, incertaine, fugitive, fécondée en déceptions, puisque à tout moment le moindre acte d'interruption ou de poursuite peut la faire évanouir. L'acheteur doit s'imputer d'avoir laissé convertir cette espérance incertaine en un droit de propriété positif et insusceptible. Il ne tenait qu'à lui de couper le fil de cette induite possession.... » V. dans le même sens, Duvergier, de la Vente, t. 1, n. 314.—V. cepen-

dant un arrêt de la Cour de Bordeaux du 4 février 1831 (Volume 1831), qui décide que le vendeur doit garantir à l'acquéreur évincé par suite de la prescription trentenaire acquise en faveur d'un tiers, bien que la prescription ne se soit accomplie que depuis la vente, si elle avait commencé avant, et qu'il importait peu que l'acquéreur ait pu l'interrompre avant la révolution du temps nécessaire, et qu'il ne l'ait pas fait. Mais cette décision est critiquée par les auteurs que nous venons de citer. « La Cour de Bordeaux, dit M. Troplong, n'a pas fait assez d'attention qu'une prescription commencée ne forme aucun droit acquis, tellement que le législateur pourrait, sans encourir le reproche du rétroactivité, n'avoir aucun égard aux prescriptions commencées. Vainement, objecte-t-elle que, du moins, la possession du tiers détenteur contient un germe d'acquisition; je réponds que le germe était sans consistance au moment de l'aliénation; qu'il était toujours menacé d'avortement, et que s'il a été fécondé, c'est par l'incurie de l'acheteur, dont le fait ne doit pas être imputé au vendeur. »

jouissance, il doit donc en prévenir l'acquéreur. Une prescription commencée est un vice qui porte atteinte à la propriété : le vice ne peut être connu de l'acquéreur, le vendeur doit l'en avertir. S'il ne le fait pas, il trompe l'acquéreur qui, pendant trente ans, ne doit rien avoir à craindre des effets d'une possession quelconque ; si donc il est évincé avant cette époque, il peut s'en plaindre à son vendeur qui lui a cédé les vices de l'objet vendu. — Si la dame Dubourg eût averti M. Brière que depuis plusieurs années les habitants de Valatte jouissaient, quoique sans droit, du Boisson des Brosses, il se fût opposé à leur jouissance, la prescription ne se fût point accomplie. Son silence est la cause de l'éviction ; elle ne peut donc se soustraire à la garantie réclamée contre elle.

Pour la dame Dubourg, on répondait que le vendeur d'un immeuble ne peut être garant de l'éviction de son acquéreur, qu'autant qu'elle provient des droits qu'une autre personne pouvait y avoir lors de la vente. Que toute la difficulté consiste donc à savoir si madame Dubourg était réellement propriétaire en l'an 3. Or, comment en douter ? les titres les plus respectables prouvent sa propriété. Ces titres, elle les a remis à M. Brière qui pouvait de suite se mettre en possession. Quelques actes de jouissance faits par les habitants de Valatte, antérieurement à la vente, ne portaient aucune atteinte à la plénitude de son droit de propriété. Lorsque la possession s'est prolongée le temps nécessaire pour la prescription, elle a un effet rétroactif qui fait considérer celui qui a prescrit comme propriétaire, depuis le commencement de sa possession ; mais jusqu'à ce que la prescription soit acquise, la possession est sans influence sur la propriété, qui n'en reçoit aucune restriction. En l'an 3, la dame Dubourg avait donc la pleine propriété du Boisson des Brosses ; elle a transmis tous ses droits au sieur Brière. S'il se fût mis de suite en possession, s'il se fût opposé à celle des habitants de Valatte, ils n'auraient pu invoquer contre lui une prescription qu'il ne doit imputer qu'à sa négligence.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que l'action en recours est fondée sur ce que la dame Dubourg aurait vendu au sieur Brière soixante-seize boisseaux dans le même Boisson des Brosses dont il se trouve évincé ; mais que l'arrêt du 12 juin dernier reconnaît que les titres anciens produits par les Intimés, établissent cette propriété en leur faveur ; que si depuis ils l'ont perdue par la prescription, cette prescription n'est que commencée en l'an 3, époque de la vente ; qu'ainsi alors la dame Dubourg était propriétaire, et que les Intimés ne peuvent imputer qu'à eux-mêmes la perte qu'ils ont faite en n'ayant accompli le temps de la prescription ; — Maintient les habitants dans la propriété du Boisson des Brosses, et renvoie la dame Dubourg de l'action en garantie contre elle formée.

Du 4 fév. 1823. — Cour roy. de Bourges. — 4^e

(1) Question grave et des plus controversées, et sur laquelle la Cour de cassation qui avait d'abord consacré la doctrine de l'arrêt ci-dessus, a fini par se ranger à la doctrine contraire. V. Cass. 22 juin 1833. — V. aussi sur ce point, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 21 nov. 1821, et les autorités qui y sont rappelées.

(2) La question de savoir si le femme qui a négligé de prendre inscription dans les deux mois de la notification à elle faite du contrat de vente, est tellement déchue qu'elle ne puisse pas se présenter sur le prix, ou d'autres termes, si la perte du droit

ch. — Prés., M. Solié, p. p. — Pl., MM. Déséglise, Mater et Thiot-Varenne.

1^o HYPOTHÈQUE LÉGALE. — EXPROPRIATION FORCÉE.2^o et 3^o INSCRIPTION. — COLLOCATION. — NOTIFICATION.

1^o L'expropriation forcée purge l'hypothèque légale non inscrite.... — Le purgement a effet même au profit des créanciers. (Cod. civ., 2193 et suiv.) (1)

2^o La femme est non recevable à demander sa collocation à l'ordre, tant qu'il n'y a pas inscription de son hypothèque légale. — La fin de non-recevoir est indépendante de la conservation ou extinction du fond du droit hypothécaire. (Cod. proc., 752 et suiv.) (2)

3^o La notification préalable de l'adjudication est nécessaire pour qu'il y ait obligation d'inscrire l'hypothèque légale de la femme.... en ce qui touche l'acquéreur.... non en ce qui touche les créanciers. (Cod. civ., 2193 et suiv.; Cod. proc., 752 et suiv.) (3)

(Robert et Dardenne — C. Quenot et consorts.)

Les immeubles du sieur Millet ont été vendus les uns volontairement, les autres par adjudication sur saisie immobilière. — Un ordre a été ouvert pour la distribution du prix.

La dame Millet, ou quelque soit, les sieurs Robert et Dardenne, ses créanciers, subrogés à son hypothèque légale, se présentent à l'ordre et demandent à être colloqués, à la date du contrat de mariage. — Il est à remarquer que l'hypothèque légale de la dame Millet n'était pas inscrite, et, d'ailleurs, il paraît que les acquéreurs volontaires n'avaient pas rempli les formalités prescrites pour purger les hypothèques légales.

En cet état de choses, les sieurs Quenot et consorts créanciers inscrits, s'opposent à la collocation des sieurs Dardenne et Robert. Ils soutiennent d'abord, quant aux biens vendus sur saisie immobilière, que l'adjudication a suffi pour purger l'hypothèque légale non inscrite de la dame Millet ; qu'ainsi son droit étant éteint, elle ne peut être colloquée utilement ; qu'en second lieu et relativement au prix des biens vendus volontairement, l'hypothèque légale doit être réputée purgée, puisque l'ordre est ouvert, et qu'aux termes de l'art. 775 du Code de proc., l'ordre ne peut être ouvert qu'après les formalités et les délais prescrits par les art. 2194 et 2195 du Code civ. pour le purgement des hypothèques légales ; qu'en surplus et en admettant que les formalités prescrites pour purger les hypothèques légales n'eussent pas été remplies et que le fond du droit hypothécaire existât encore, la dame Millet n'étant pas inscrite, était non recevable à se présenter à l'ordre : — Attendu qu'aux termes des art. 752 et suivans du Code de proc., les créanciers inscrits sont seuls recevables à se présenter à l'ordre.

de suite entraîner la perte du rang sur le prix, est en soi l'une des plus importantes et l'une des plus controversées du régime hypothécaire. V. sur cette question, dans laquelle la Cour de cassation s'est constamment prononcée contre la femme, le résumé de doctrines et de jurisprudence, et les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1823. V. aussi Montpellier, 2 juill. 1840 et la note, et inf. Grenoble, 16 fév. 1823.

(3) V. sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt cité sous la première question, Cass. 21 nov. 1821.

Les sieurs Robert et Dardenne répondaient, que l'hypothèque légale de la femme est l'objet d'une faveur spéciale; que le mode particulier de purgation indiqué par les art. 2193 et suivans peut seul éteindre son droit; que l'adjudication par expropriation forcée ne produit pas cet effet exorbitant, puisqu'aucune disposition légale ne le dit formellement; — Que relativement aux biens vendus volontairement, en supposant que le défaut d'inscription pût faire repousser de l'ordre un créancier ordinaire, l'hypothèque légale de la femme étant dispensée de l'inscription tant que les formalités prescrites par les art. 2193 et suivans ne sont pas remplies, et ces formalités n'ayant pas eu lieu dans l'espèce, la fin de non-recevoir résultant du défaut d'inscription ne lui est pas opposable.

3 oct. 1821, jugement du tribunal de Charleville qui rejette à fin de non-recevoir opposée à la dame Millet ou à ses créanciers subrogés à son hypothèque légale, et ordonne que pour parvenir au règlement définitif de l'ordre, il sera à la requête des sieurs Dardenne et Robert, agissant du chef de la dame Millet, procédé à la liquidation des reprises et indemnités auxquelles cette dernière avait droit, pour être colloqués ensuite sur le montant de ces reprises et indemnités.

Appel de la part des sieurs Quoet et consorts, — Ils ont contesté, en fait, que la dame Millet eût des reprises à exercer; et, en droit, ils ont soutenu que relativement aux biens vendus par expropriation l'hypothèque légale avait été purgée par l'adjudication; que relativement aux biens vendus volontairement, la question de savoir si l'hypothèque était ou n'était pas purgée, était tout à fait indifférente; qu'il suffisait que la dame Millet ne fut pas inscrite pour qu'elle fût non recevable, quant à présent, pour produire à l'ordre; qu'à la vérité, tant que le tiers acquéreur n'aurait pas notifié, déposé et affiché son contrat, au la forme prescrite par les articles 2193, 2194 et 2195, il n'y avait pas nécessité pour la femme de s'inscrire, et qu'elle conservait, sans inscription, son droit, à l'égard de l'acquéreur; mais qu'on ne pouvait en conclure que la femme fût également dispensée d'inscription, à l'égard des créanciers, et qu'elle pût concourir avec eux dans l'ordre, sans avoir préalablement fait inscrire son hypothèque.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu qu'il n'y a pas la moindre apparence que la femme Millet, mariée sans contrat, ait aucunatuprise à exercer sur les biens de son mari ou de la communauté, soit à titre de dot, succession, donation ou remploi, soit à titre d'indemnité des dettes contractées en commun; — Attendu qu'on supposeait ce dernier cas, le seul dont les intimés se prévalent, comme, aux termes de l'art. 2135 du Code civ., elle n'aurait d'hypothèque non soumise à l'inscription qu'à compter du jour des obligations, il est clair qu'elle ne pourrait rien réclamer au préjudice des appelans, tous créanciers antérieurs; — Attendu, au surplus, qu'à défaut d'inscription prise, quant à présent, tous ses droits hypothécaires quelquefois sur les biens dont il s'agit doivent être considérés comme étant absolument éteints; en effet, quant aux immeubles adjugés sur saisie immobilière, cela ne peut être douteux, cette espèce de poursuite et de procédure purgeant incontestablement toutes les charges et hypothèques non inscrites, de même que le faisait autrefois le décret forcé, à l'égard des créanciers pour

lesquelles il n'y avait pas d'opposition; et quant aux biens vendus volontairement, par cela seul qu'il y a ordre ouvert pour la distribution du prix, ce qui, aux termes de l'art. 755 du Code de proc., ne peut avoir lieu qu'après l'expiration du délai de rigueur établi par l'art. 2195 du C. civ., pour l'inscription de l'hypothèque légale; — Attendu, enfin, que si, contre toute probabilité, l'ordre avait été ouvert prématurément, il résulterait bien de là que la femme Millet pourrait encore s'inscrire par la suite et poursuivre les acquéreurs en déclaration d'hypothèque, mais ce ne serait pas une raison pour que, dans l'état des choses et sans avoir pris inscription, elle pût intervenir dans l'ordre, la lui n'admettant à y figurer que les créanciers inscrits, ainsi que cela résulte évidemment des art. 752, 753, 759, 772, 773, etc. du Code de proc.; ainsi, sous tout rapport, les prétentions des créanciers qui se sont mis à ses droits doivent être rejetées, et c'est la cas de réformer le jugement dont est appel; — Par ces motifs, a donné acte aux parties de Charpentier de la déclaration par elles faite, qu'elles adhèrent aux conclusions de celle de Crousse; au principal, a mis l'appellation et ce dont est appel au néant.

Du 5 fév. 1823. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannocelles, p. p. — Pl., MM. Donnange, Charpentier et Crousse.

RENTE VIAGÈRE. — SURETÉS. — RÉSOLUTION.

Le créancier d'une rente viagère constituée pour prix d'un immeuble, auquel les suretés promises par le contrat ont été données, et qui, faute de paiement des arrérages, a fait vendre les biens du débiteur, ne peut demander la résolution du contrat pour rentrer dans la propriété de l'immeuble, encore que le prix des biens vendus ne soit pas suffisant pour assurer le paiement des arrérages et que le débiteur soit hors d'état de donner d'autres garanties : le créancier doit s'imputer de n'avoir pas exigé de plus amples garanties. (Cod. civ., 1777 et 1778.) (1)

(Carvalho — C. Lonbeau.) — ARRÊT.

LA COUR. — Vu les art. 1777 et 1778 du Code civil; — Attendu, en droit, qu'il résulte du premier de ces articles que celui au profit duquel la rente viagère a été constituée ne peut demander la résolution du contrat qu'autant que le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution; — Attendu, en fait, que, par contrat du 9 sept. 1812, Carvalho père et fils s'obligèrent de payer au Sieur Loubeau une rente viagère de 3,000 fr., pour prix d'une maison que celui-ci leur avait vendue; que, par le même acte, ils lui hypothéquèrent, pour sûreté de paiement de cette rente, cette maison et une autre maison à eux appartenant, situées à Saint-Esprit, rue Maubec; — Attendu qu'il résulte des pièces produites, et de l'aveu des parties, que les sûretés promises ont été données telles qu'elles avaient été stipulées; que, dès lors, le pacte étant parfait, il doit être exécuté, sans qu'il soit permis d'y porter aucune atteinte, sous quelque prétexte que ce puisse être; — Attendu que, des dispositions de l'art. 1778 précité, il résulte que le créancier de la rente peut, à défaut de paiement des arrérages, non pas demander le remboursement du capital, ni rentrer dans le fonds par lui aliéné, mais faire saisir et vendre les biens de son débiteur, et faire ordonner sur le produit l'emploi d'une somme suffisante pour le service des

(1) F. au en sens, Cass. 18 déc. 1842. Douai, 25 nov. 1833; Paris, 21 déc. 1836. Mais 1895, en

sens contraire, Dijon, 14 mars 1817. V. aussi les notes sur ces divers arrêts.

arrérages ; que tels sont les principes particuliers aux rentes viagères, dont on ne saurait s'écarter sans contrevenir à la loi ; que, d'après cela, le sieur Loubreau a sciemment le droit de faire vendre les biens qui lui ont été hypothéqués, et de faire placer sur le produit une somme suffisante pour le service de la rente ; — Qu'il a déjà usé de ses droits, entendus en ce sens, dès qu'il a fait vendre une des susdites maisons, du prix de laquelle il a profité, et qu'il serait, d'ailleurs, souverainement injuste qu'après avoir perçu, en rentes, le prix de sa maison, il pût encore s'en remettre en possession, en faisant résilier le contrat par lequel il s'en était dessaisi ; — Attendu que c'est par sa faute que des sûretés plus abondantes et plus étendues n'ont pas été promises, et qu'il doit s'imputer si les biens de ses débiteurs sont insuffisants pour le service de la rente dont il s'agit : d'où la conséquence que le sieur Loubreau est tout à la fois irrecevable et mal fondé dans ses prétentions, et que le jugement dont est appel doit être réformé ; — Par ces motifs, réforme le jugement ; — Et jugeant de nouveau, déclare le sieur Loubreau non recevable et mal fondé dans sa demande en résiliation du contrat de vente, à la date du 9 sept. 1812, sans préjudice à lui de faire procéder, aux formes déterminées par la loi, à la vente des immeubles qui furent affectés au service de la rente viagère par lui stipulée dans ledit acte, et de faire ordonner que, sur le produit de cette vente, il sera fait emploi à son profit d'une somme suffisante, s'il y a lieu, pour le service des arrérages de ladite rente, conformément à la loi, etc.

Du 5 fév. 1823. — Cour roy. de Pau. — Prés., M. de Figeac, p. p. — Pl., MM. Pommiès, Lavieille et Lambert.

PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENC. DE). — APPROBATION D'ÉCRITURE.

Un billet nul pour défaut de bon ou approuvé de la part du souscripteur, ne peut, quoique revêtu de sa signature, être considéré comme un commencement de preuve par écrit de l'existence de l'obligation. (Cod. civ., 1326 et 1347.) (1)

(Baumaloe — C. Rousselot). — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le cautionnement sous seing privé souscrit par la veuve Lallouette, ne présente point l'approuvé exigé par la loi, comme garantie du sérieux et de la sincérité d'une obligation de ce genre ; — Attendu que la loi ayant spécialement prescrit ce mode de garantie, il ne peut y être suppléé, qu'en tout cas, ce ne pourrait être que par d'autres écrits émanés de la personne même qui s'est obligée, ce qui ne se rencontre pas ici ; — Attendu que si l'on considérait en pareil cas la seule signature ou le simple approuvé de l'écriture, comme faisant un commencement de preuve par écrit, susceptible d'autoriser le supplément d'une preuve testimoniale, ou qu'il suffît d'ailleurs de faire résulter la preuve de l'obligation, soit de certaines présomptions, soit de telles ou telles circonstances, ce serait évidemment substituer une autre espèce de preuve à celle que la loi a positivement voulue, et éluder la garantie spéciale qu'elle a jugée néces-

saire et contrarier également son ven et sa prévoyance ; — Ainsi donc, encore qu'il s'élève dans la cause de fortes présomptions de la sincérité dudit cautionnement, elles doivent néanmoins fléchir devant la disposition rigoureuse de la loi ; — Attendu, au surplus, qu'il ne s'agit point d'une dette commerciale, du moins à l'égard de la veuve Lallouette ; — Met l'appellation en néant, etc.

Du 7 fév. 1823. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannoncelles, p. p. — Pl., MM. Dommaré et Crousse.

ORDRE. — FORCLOSURE. — PARTIE SAISIE.

Du 7 fév. 1823 (aff. Reijal). — Cour roy. de Limoges. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Caen du 22 juill. 1822 (aff. Hommaix).

1^{re} AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.

— ARRÊT.

2^o INTERDICTION. — AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.

1^o *Le défaut d'autorisation de la femme mariée peut être opposé en tout état de cause, même en cause d'appel.* (Cod. civ., 215 ; Cod. proc., 464.) (2)

2^o *La double autorisation de la justice, pour la convocation du conseil de famille, et pour la signification à faire au défendeur en interdiction, renferme virtuellement l'autorisation de l'épouse poursuivante d'ester en jugement.* (Cod. civ., 215.) (3)

(O.... — C. O....)

Le tribunal civil de Moissac avait autorisé la dame O.... à convoquer le conseil de famille, pour qu'il donnât son avis sur l'état du sieur O.... son mari, dont elle demandait l'interdiction pour cause de démence. Le conseil de famille s'était prononcé à l'unanimité pour l'interdiction. Après un interrogatoire subi par le mari, devant le tribunal, la dame O.... l'avait cité pour y voir prononcer son interdiction ; subsidiairement voir admettre la preuve des faits articulés et nommer un administrateur provisoire.

10 déc. 1822, jugement qui admet la dame O.... à la preuve des faits articulés. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'art. 173 du Code de proc. civ. n'est applicable qu'aux nullités contenues dans les exploits et actes de procédure, et que l'on conteste à la dame O.... sa capacité, faite d'autorisation préalable d'ester en jugement ; — Attendu que pour le sieur O...., on dit qu'indépendamment de l'accomplissement des formalités spéciales, imposées à tout époux comme à tout parent demandeur en interdiction, la femme qui provoque l'interdiction de son mari doit préalablement se pourvoir d'une autorisation d'ester en jugement ; — Attendu que ce n'est point par un argument tiré de l'art. 215 du Code civ. qu'on prétend justifier ce système, puisqu'on reconnaît qu'en pareil cas l'épouse ne doit pas demander à son époux la permission d'agir contre lui pour le faire interdire ; — Que ce serait, dans le système de l'appelant, directement à la justice, que l'épouse devrait s'adresser ; — Attendu que ce recours direct à la justice, qui n'aurait pas lieu sur le refus du mari, présenterait une exception au droit com-

(1) La question est controversée. Mais la jurisprudence de la Cour de cassation semble s'être définitivement fixée au sens contraire. V. Cass. 2 juin 1823, et la note. F. aussi dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 22 avril 1818 ; Bruxelles, 28 juill. 1819 ; Amiens, 17 janv. 1823, et les autres.

(2) F. en ce sens, Cass. 16 prair. an 13 ; 29 mars 1806 ; 7 août 1815 ; 5 août 1840 (Volume 1840) ;

Bordeaux, 1^{er} mars 1826. F. aussi Merlin, *Répert.*, v^o Autorisation mariée, sect. 8, n. 8 ; Carre, *Lois de la proc.*, quest. 2911 ; Duranton, t. 2, n. 464, et suiv.

(3) F. dans le même sens, Rouen, 16 flor. an 13. Mais voy. la note sur cet arrêt. F. aussi la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 8 janv. 1822.

man, suivant lequel la femme ne doit jamais s'adresser à la justice qu'après avoir mis son époux en demeure : — Attendu que les exceptions son de droit écrit, et doivent être consacrées par la loi ; — Attendu que la législation française actuelle ne déroge à la disposition générale de l'art. 215 du Code civ., que pour le cas où il s'agit d'une demande en séparation de biens, ou d'une demande en séparation de corps ; qu'elle y déroge aussi pour le cas de l'interdiction, mais de l'interdiction prononcée pour les demandes à former, ou les défenses à tenir par la femme d'un interdit, comme il résulte clairement des dispositions de l'art. 222 du Code civ., et de l'art. 864 du Code de proc. civ. ; — Attendu que la demande en interdiction qu'une épouse peut être réduite à former contre son époux, ne pouvant être régie ni par le droit commun, ni par les exceptions qui viennent d'être indiquées, il faut chercher dans la loi d'autres dispositions destinées à protéger tout à la fois l'épouse demanderesse et l'époux défendeur ; — Attendu que l'art. 490 du Code civ. donne la capacité aux époux, sans distinction, de provoquer l'interdiction de l'autre époux ; — Attendu que le tit. 2 du Code de proc. régle les formes spéciales de la procédure en interdiction ; — Attendu que la double autorisation de la justice pour la convocation du conseil de famille, et pour la signification à faire au défendeur en interdiction, ranime virtuellement l'autorisation de l'épouse poursuivante d'ester en jugement ; — Attendu qu'avant la loi abolitive du divorce, et vu aussi la spécialité de ce genre de poursuite, l'épouse n'avait nul besoin d'autorisation préalable et expresse pour demander le divorce ; elle la trouvait dans l'accomplissement des formalités prescrites par le Code civ., mais ces formalités étaient toutes imposées à l'époux, aussi bien qu'à l'épouse ; — Attendu que, dans l'espèce, la dame O..... s'étant d'abord adressée à la justice, lui ayant présenté une requête expresse de la demande et des faits justificatifs, ayant été autorisée d'abord à convoquer le conseil de famille, et ensuite à assigner son mari, a tenu de la loi et de la justice toute la capacité nécessaire pour ester en jugement ; — Attendu que si l'appel est mal fondé, la qualité des parties n'en autorise pas moins la compensation des dépens ; — Par ces motifs, vidant le renvoi au conseil, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée par la partie de Mazoyer ; ordonne que le jugement du 10 déc. 1822 sortira son plein et entier effet, et sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 8 fév. 1823. — Cour roy. de Toulouse. — Prés., M. d'Aguevives. — Concil., M. de Bastonilh, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Romaguières et Malpel.

ENQUÊTE. — ASSIGNATION.

Du 8 fév. 1823 (aff. Leblanc). — Cour roy. de Limoges. — F. la note sur l'arrêt de la Cour de Riom du 8 juin 1822 (aff. Larrard).

EXPROPRIATION FORCÉE. — INDIVISION.

La portion indivise d'un cohéritier ne peut pas

être saisie, du même qu'elle ne peut pas être vendue par ses créanciers personnels. (Cod. civ., 2205.) (1)

La nullité d'une saisie immobilière, résultant de ce qu'elle a été pratiquée sur les immeubles d'une succession, par un créancier personnel d'un cohéritier, avant partage ou licitation (Cod. civ., 2205) peut être proposée par la cohéritier débiteur. — Ce droit n'appartient pas exclusivement aux autres cohéritiers (2).

(Dardailhan — C. Berger.)

Le sieur Berger, créancier de Jean-Louis Dardailhan, a fait saisir immobilièrement les biens dépendant de la succession du sieur Dardailhan père, indivise entre ledit Louis Dardailhan et ses cohéritiers. — Déjà les placards pour parvenir à la première publication avaient été affichés, lorsque le sieur Louis Dardailhan demanda la nullité des poursuites, en se fondant sur l'art. 2205 du Code civil, qui défend la mise en vente de la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession, par ses créanciers personnels, avant le partage ou la licitation.

A cette prétention, le sieur Berger a d'abord opposé une fin de non-recevoir, tirée du défaut de qualité du sieur Dardailhan pour se prévaloir de la disposition de l'art. 2205, qui prétend n'être établie qu'en faveur des cohéritiers du débiteur. — Ensuite, il a offert d'arrêter ses poursuites à l'adjudication préparatoire, et il a soutenu qu'un moyen de cette offre, le vœu de l'art. 2205 se trouvait rempli ; puisque cet article ne prohibe pas la saisie des biens, mais seulement leur mise en vente.

Jugement du tribunal civil de Florac, qui adopte ces moyens en la forme et au fond ; en conséquence, ordonne la continuation des poursuites jusqu'à l'adjudication préparatoire exclusivement, sans à les continuer après le partage à faire entre les cohéritiers.

Appel. — L'appelant s'est attaché à établir en premier lieu, que les juges avaient erré en lui déniant qualité pour demander la nullité des poursuites de saisie, puisque l'art. 2205, ne conférant pas à telle ou telle personne, le droit exclusif d'invoquer le bénéfice d'inventaire de ses dispositions, il en résulterait que ce droit appartenait au débiteur comme à tout autre, avec d'autant plus de raison, que celui-ci peut avoir le plus grand intérêt à ce que ses biens ne soient vendus que lorsqu'on connaîtra en quoi ils consistent. — Puis, pour prouver que l'art. 2205 devait être entendu dans le sens de la prohibition absolue de toute saisie ou poursuite, il a rappelé le discours prononcé par M. Lahardy, orateur du gouvernement, en présentant le titre 20 du Code civil : « Jusqu'à ce que tous les biens possédés en commun soient licites ou partagés, il est incertain si tel ou tel immeuble, telle ou telle portion d'immeuble, écherra dans le lot d'un cohéritier débiteur ; s'il ne recueillera pas pour sa part successive une somme d'argent, au lieu d'un corps héréditaire ; si même, après le prélèvement des dettes de la succession, il restera quelque excédant sur lequel il puisse exercer son droit. Il faut donc, en pareille occurrence, que le créan-

(1) La Cour de cassation avait d'abord consacré la doctrine contraire, c'est-à-dire celle d'après laquelle la défense portée par l'art. 2205 s'appliquerait seulement à la mise en vente et non à la saisie. F. Cass. 14 déc. 1819, F. aussi Gènes, 28 juill. 1812 ; Poitiers, 20 août 1835. Mais elle a plus tard abandonné cette jurisprudence, et décide que la prohibition faite par l'art. 2205 doit s'entendre non-seulement de la vente, mais encore de toutes les

poursuites d'expropriation autres que le commandement qui précède la saisie. F. Cass. 3 juill. 1826 ; Pau, 10 déc. 1832 ; Lyon, 9 janv. 1833. Cette doctrine est aussi celle de la plupart des auteurs. F. les notes qui accompagnent les arrêts ci-dessus.

(2) F. en ce sens, Besançon, 21 juill. 1811 ; Bordeaux, 5 juill. 1832 ; Lyon, 9 janv. 1833, et les notes sous ces divers arrêts. — En sens contraire, Paris, 23 août 1816, et la note.

cier personnel attende l'événement qui doit consolider la propriété on l'exécute sur la tête de son débiteur, pour pouvoir diriger contre lui sa poursuite en expropriation.

L'intime a invoqué à l'appui de son système, l'arrêt de la Cour de cassation du 14 déc. 1819, qui a décidé que la défense portée en l'art. 2205 s'appliquait seulement à la mise en vente et non à la saisie.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la prohibition établie par l'art. 2205 du Code civil, étant générale et absolue, ne peut être reniée introduite seulement en faveur du cohéritier non débiteur; tandis que le cohéritier débiteur est l'objet direct des poursuites en expropriation, et soumis aux frais qu'il aurait pu éviter en acquittant son créancier, si celui-ci eût suspendu la saisie jusqu'au partage de la succession; — Attendu que, si l'art. 2205 porte que la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles d'une succession, ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels, avant le partage ou la licitation, cela doit s'entendre nécessairement de tout ce qui a trait à la saisie immobilière, parce que la mise en vente, en matière d'expropriation forcée, signifie l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, pour parvenir à l'adjudication des biens d'un débiteur, et non pas la seule adjudication qui consomme l'expropriation, indépendamment des poursuites qui ont dû la précéder; qu'en effet, si, par mise en vente, le législateur eût voulu indiquer exclusivement l'adjudication, au lieu du mot générique *mise en vente*, il aurait employé celui d'adjudication, pour la distinguer des poursuites, comme il a fait dans les art. 2213 et 2215; — Attendu, d'ailleurs, que l'art. 2205 n'autorise le créancier à poursuivre l'expropriation que sur les immeubles appartenant en propriété au débiteur; que jusqu'au partage entre les cohéritiers, les immeubles d'une succession n'appartiennent à aucun d'eux, puisqu'il est incertain quelle sera la portion de chacun, et qu'en outre il peut arriver que par suite des rapports, préférence et paiement des dettes, il ne reste rien à partager, ou même qu'il ne revienne au cohéritier débiteur qu'une somme d'argent; que dès lors, et en exécution de l'art. 2204, on ne saurait, avant le partage, commencer les poursuites, parce qu'elles ne peuvent être dirigées que sur un objet déterminé et certain, et que, faite de base, le poursuivant ne peut non plus satisfaire à l'art. 657 du Code de proc. civ., d'après lequel le cahier des charges doit contenir une mise à prix faite par lui, et un corps certain à vendre; — Attendu que les droits du créancier sont suffisamment garantis par la faculté à lui accordée de provoquer le partage, pour exercer ensuite régulièrement ses actions sur les biens échus à son débiteur; — Que, dans l'espèce, le créancier est intervenu dans l'instance en partage de la succession à laquelle son débiteur a druit, et que, sans en attendre le résultat, il s'est volontairement exposé à faire des actes nuls, en commençant avant le temps son expropriation; — Réforme et déclare nuls et de nul

effet tous les actes de poursuites en expropriation forcée faits par le sieur Berger, etc.

Du 10 fév. 1823. — Cour roy. de Nîmes. — 3^e ch. — Prés. M. Colonna d'Istria. — Concl. M. Gouraud-Labaume, av. gén. — Pl., MM. Gouraud-Labaume fils et Vigier.

PARTAGE D'ASCENDANT. — Lots. — COMPOSITION.

Dans les partages ou distributions de biens que la loi permet aux ascendants de faire entre leurs descendants, tous les immeubles de la succession peuvent être attribués à quelques-uns des copartageants, tandis que les autres ne reçoivent qu'une somme d'argent. — Ici on s'applique pas les règles du partage ordinaire, qui veulent, autant que faire se peut, que chaque lot se compose, en nature, de toutes les espèces de biens, meubles ou immeubles, qui se trouvent dans la succession. (Cod. civ., 1075 et suiv.) (1)

(Coulondre — C. Coulondre.)

Le 8 avril 1813, le sieur Antoine Coulondre ayant deux fils et plusieurs filles, fait entre eux le partage de ses biens par acte entre-vifs. — Il donne le quart par préciput à ses deux fils, et fait entrer tous les immeubles qu'il possédait dans la composition de leurs lots. Quant à ses filles, il leur assigne à chacune une somme d'argent; et il est dit en outre, que s'il laisse à son décès d'autres biens que ceux dont il vient de faire la distribution entre ses enfants, le partage en sera fait en la forme ordinaire. — Il est à remarquer, toutefois, que tous les enfants Coulondre interviennent à l'acte de partage ainsi fait, et qu'ils acceptèrent chacun la portion qui leur était assignée.

En 1821, Antoine Coulondre est décédé, et ses filles ont demandé la nullité de l'acte de partage de 1813, se fondant sur ce que tous les immeubles de la succession avaient été attribués à leurs frères, tandis qu'elles avaient été réduites pour leur portion héréditaire, à une simple somme d'argent; elles demandaient, en conséquence, le partage des biens en nature. Elles soutenaient d'ailleurs subsidiairement que les donations faites à leurs frères excédaient la quotité disponible, et elles en demandaient la réduction.

4 mai 1822. Jugement du tribunal civil de Nîmes, qui admet la réclamation des filles Coulondre, sur le motif que, dans les partages faits par les ascendants, on ne devait pas s'écarter de la règle générale, qui veut qu'on fasse entrer dans chaque lot une portion égale de meubles et d'immeubles; que la mise des immeubles au lot d'un seul copartageant renfermait une véritable lésation, qui ne pouvait être valablement faite qu'autant qu'il y aurait impossibilité d'une commodité division des immeubles, et que, par conséquent, la vérification de ce fait devenait indispensable avant de statuer sur la demande en nullité de l'acte, etc. — En conséquence, ordonne, avant faire droit, qu'il sera procédé à la vérification et estimation des immeubles et effets mobili-

(1) Ainsi jugé encore par la Cour royale de Grenoble, le 14 août 1820 et le 25 nov. 1823. Mais voy. en sens contraire, Cass. 16 août 1826 et 7 juin 1832; Limoges, 5 août 1836; Lyon, 20 janv. 1837. F. aussi dans ce dernier sens, Toullier, t. 5, n. 806; Meville, *Analys.* sur l'art. 1078; Merliu, *Rép.*, v^o *Partage d'ascendant*, n. 12; Favard, *Répert.*, cod. verb., n^o 12; Grenier, des *Donations*, t. 1^{er}, n^o 399; Duranton, t. 8, n. 659; Vazeille, des *Donations*, sur l'art. 1079, n. 9. — La Cour de cassa-

tion, tout en maintenant en principe la doctrine par elle consacrée dans ses deux précédents arrêts, a néanmoins décidé le 12 août 1840, que les juges peuvent se dispenser d'annuler un partage qui aurait mis toutes les héritières et rentes dans un même lot, si d'ailleurs ces rentes et héritières sont peu considérables relativement à la valeur totale de la succession. — V. encore comme consacrant une exception au principe, un arrêt de Caen du 15 juin 1835, et un arrêt d'Agén du 10 mai 1838.

liers compris dans l'acte attaqué; enjoint aux experts de rapporter si ces biens peuvent être commodément partagés, etc.

Appel de la part des frères Couloudre devant la Cour royale de Nîmes.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, s'agissant d'un partage fait par un ascendant entre ses enfants, c'est d'après l'art. 1075 et suivants du Code civil, qui régit spécialement ces sortes d'actes, qu'on doit apprécier le mérite et les effets de celui du 8 avril 1813; qu'Antoine Couloudre ayant déjà marié trois de ses filles, les ayant dotées en argent, et la plus jeune l'ayant été depuis de la même manière, il put, en cumulant leurs positions respectives et leurs vrais intérêts, conserver dans leurs lots les sommes qu'elles avaient reçues ou qu'elles avaient à recevoir, comme il peut mieux convenir à leurs maris de ne pas les rapporter à la masse, pour recevoir à leur place des portions d'immeubles et de meubles qui leur eussent été moins productives; — Qu'en procédant ainsi, non-seulement il ne blesse aucune disposition de la loi, mais que, ne l'ayant fait qu'en la présence et avec l'assentiment de sa famille entière, réunie autour de lui, il résulte de ce concert unanime de tous ses enfants, que les lots, quant à leur composition, ont été formés contre le gré de chacun, ce qui n'empêcherait pas que, si ceux qui furent déportés aux deux fils excédèrent en valeur les avantages qu'il avait été au pouvoir du père commun de leur faire, ils ne fussent susceptibles d'être attaqués; mais, en ce cas, la seule voie de la lésion étant ouverte pour faire réparer une inégalité réprochée par l'art. 1075, les premiers juges devaient se borner à ordonner la vérification, au lieu de faire dépendre la validité ou l'invalidité du partage du point de savoir si les biens compris auraient été susceptibles d'une commodité division, ce fait réel ou supposé ne devant exercer aucune influence sur la cause... etc.; — Disant droit à l'appel des frères Couloudre, réforme le jugement du 4 mai dernier, en ce seulement qu'il mande aux experts de vérifier si les biens compris au partage du 8 avril 1813, étaient ou non susceptibles de commodité division, etc.

Du 11 fév. 1823. — Cour roy. de Nîmes, — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. Fournier de Lausanne, — Concl., M. Guillot, av. gén. — Pl., MM. Es pérandieu et Monner-Taillade.

APPEL INCIDENT. — INTIMÉ.

Les parties intimées sur un appel ne peuvent appeler incidemment qu'à l'égard de l'appel principal. — Un intime ne peut appeler incidemment d'un chef qui statue entre lui et un autre intimé. (Cod. proc., 433) (1)

(Legendre. C. la dame Leclerc.)

Trois parties étaient en cause devant le tribunal de Cognac, savoir : le sieur Legendre, le sieur Petit et la dame Leclerc. — 6 déc. 1821, jugement qui, 1^o condamne Petit à restituer à Legendre les fruits d'un héritage, et aux dépens, 2^o ordonne qu'au cas d'insolvabilité de Petit, la dame Leclerc acquittera les dépens, et qui enfin, par une troisième disposition, condamne Petit à garantir la dame Leclerc des condamnations prononcées contre elle.

Appel principal de la part de Petit de tous les chefs du jugement qui le condamne soit envers Legendre, soit envers la dame Leclerc.

Appel incident, de la part de la dame Leclerc, du chef qui la condamne envers Legendre à acquitter les dépens, au cas d'insolvabilité de Petit. — Il faut remarquer que, lorsque la dame Leclerc a interjeté appel, le délai de trois mois était expiré.

Le sieur Legendre soutient que l'appel incident de la dame Leclerc est non-recevable, en ce qui le touche : attendu que l'appel incident ne peut être interjeté qu'à l'encontre de l'appel principal et ne peut être dirigé que contre l'appel principal; que l'intime ne peut incidemment appeler d'un chef qui est relatif à une autre partie aussi intimée.

La dame Leclerc répond que la qualité seule d'intimée donne le droit de prendre des conclusions contre toutes les parties en cause, même contre celles qui ne sont qu'intimées; que la droit accordé à l'intime de former un appel incident n'est aucunement limité par la loi ni spécialisé pour certains cas.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la partie qui gagne un procès sur quelques chefs et qui succombe sur d'autres, pourrait sans doute appeler des dispositions qui la lésent, mais que souvent elle ne se plaint pas dans l'espérance que son adversaire exécutera le jugement; — Que si ce dernier appelle, il serait injuste que la partie qui a fait un sacrifice à la paix en devint victime; qu'alors elle doit être restituée dans tous ses droits, et que tel a été le motif de la loi qui permet à l'intime d'interjeter incidemment appel; — Mais qu'il n'y a aucun motif pour que cet appel incident puisse être dirigé contre une partie qui ne se plaint pas du jugement; qu'ainsi tel appel ne peut être admis qu'au respect de l'appel principal, et que, hors ce cas, les parties rentrent dans le droit commun, suivant lequel tout appel doit être interjeté dans les trois mois par assignation en personne ou domicile, et que, dans l'espèce, l'appel a eu lieu par acte d'avoué et plus de trois mois après la signification du jugement. — Declare la dame Leclerc non recevable dans son appel incident.

Du 12 fév. 1823. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Sallé, — Concl., M. Pascard, av. gén. — Pl., MM. Delasalle, Mater et Deséglise.

LEGS. — ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. — AUTORISATION. — POURVOI.

Le décret qui autorise un établissement de bienfaisance, à accepter un legs, n'étant qu'un acte de pure administration, n'est pas susceptible d'être attaqué par la voie contentieuse (2).

(Bescheferi et Leblanc Duplessis—C. administration des pauvres.)

LOUIS, etc.; — Considérant, dans l'espèce, que le décret du 16 mars an 13, qui autorise l'acceptation du legs dont il s'agit, n'est qu'un acte de pure administration, et qu'ainsi il n'est pas susceptible d'être attaqué par la voie contentieuse; — Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 12 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.

AUTORISATION DE COMMUNE. — RENVOI. — APPEL. — RETRACTION.

L'ordonnance rendue entre un particulier et une commune, et qui, en décidant que la contestation existante est de la compétence de l'autorité judiciaire, renvoie les parties

(1) Sic, Toulouse, 31 mars 1828. V. à cet égard Talandier, de l'Appel, n° 418; V. aussi Cass. 13 mars 1837.

(2) Conf., ordonn. du 20 juin 1816 (aff. d'Hul-leau), et la note. V. aussi Durieu et Roche, *Repert. des établissements de bienfaisance*, n° 167.

devant les tribunaux, ne statue en rien sur l'autorisation nécessaire à la commune pour ester en jugement (1).

Lorsque le conseil de préfecture a autorisé une commune à défendre contre l'action d'un particulier, tant en première instance qu'en appel, il ne peut, après le jugement de première instance, détruire cette autorisation, et enlever à la commune condamnée le droit d'interjeter appel (2).

(Ville de Poitiers.—C. Mathé.)

LOUIS, etc. :— Considérant que notre ordonnance du 29 août 1821, en décidant que les contestations qui divisent les parties devaient être jugées par les tribunaux ordinaires, et en les y renvoyant, n'a statué que sur une question de compétence, et n'a rien prononcé sur l'autorisation nécessaire à la ville de Poitiers pour ester en jugement;— Que la ville de Poitiers l'a reconnu elle-même, puisqu'elle a demandé et obtenu du conseil de préfecture l'autorisation de plaider, par l'arrêt du 29 nov. 1821;

Considérant que, par les dispositions dudit arrêt, le conseil de préfecture a formellement autorisé la ville de Poitiers à défendre contre l'action du sieur Mathé, soit en première instance, soit en appel; que le conseil de préfecture ne peut détruire l'autorisation par lui accordée, et que la ville de Poitiers demeure conséquemment autorisée à suivre l'appel;

ART. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture de la Vienne, du 14 sept. 1822, est annulé.— 2. La ville de Poitiers demeure autorisée à suivre sur l'appel.

Du 12 fév. 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp. M. Lebeau.—Pl., M. Odilon Barrot.

ÉNIGRÉ.—COMMUNE.—BIENS CONCÈDES.

Du 12 fév. 1823 (aff. commune de Rosrenen).—Ordonnance en conseil d'Etat.—Même décision que par l'ordonn. du 17 nov. 1819 (aff. commune de Pontreux).

(1) *V. conf.*, Cass. 20 oct. 1814 (aff. Robert de Saint-Victor), et la note. 1^{re}, aussi nos ordonn. du 5 nov. 1823 (aff. comm. de la Petite-Pierre), qui, en déclarant l'autorisation administrative incomplète pour concéder d'un bien entre une commune et un particulier, exprime formellement que le requérant devant les tribunaux ne dispense pas la commune de se pourvoir de l'autorisation du conseil de préfecture. Le conseil d'Etat a encore consacré implicitement le même principe, en autorisant lui-même, en termes exprès, les communes dans un grand nombre d'affaires dont il a renvoyé la connaissance aux tribunaux. *V.* ordonn. des 7 mars 1821 (aff. comm. de Canville); 1^{er} sept. 1822 (af. Dumont); 2 août 1826 (aff. ville de Saïne), etc. Les auteurs reconnaissent de reste unanimement, comme le décide l'ordonnance ci-dessus, que le requérant est et simple devant les tribunaux ne préjuge rien à l'égard de l'autorisation ou, *V. Commenet, Droit admin.* (5^e éd.), t. 1, n. 409; Durieu et Roche, *Répert. des établissements de bienfaisance*, v^o Procès.

(2) *V. conf.*, ordonn. du 23 juill. 1823 (aff. Comm. de Pinelle).—En sens contraire, mais dans une espèce où la commune avait elle-même demandé une nouvelle autorisation; ordonn. du 2 mai 1837 (aff. commune de Nallère). (Volume 1837).—La question ne peut gueres plus aujourd'hui se présenter, du moins dans le même terme, depuis la loi du 15 juill. 1837 sur l'administration municipale qui dispense, art. 49, que les communes doivent se pourvoir d'une nouvelle autorisation pour interjeter appel de tout jugement

MAJORAT.—JUGEMENT ÉTRANGER.

L'annulation d'un majorat ne peut être demandée par un tiers, en vertu d'un arrêt émané d'un tribunal étranger qui n'a pas été rendu exécutoire par les tribunaux français (3).

(W. Stacpoole.—C. Stacpoole.)

Le sieur William Stacpoole, après de longues et de nombreuses instances, qui remontaient à 1792, obtint, de la haute Cour des pairs d'Angleterre, un arrêt définitif qui condamnait le sieur Georges Stacpoole à lui payer une somme de 86,403 liv. sterl., avec intérêts et frais.— Georges, dans la prévision peut-être de ces condamnations, s'était réfugié en France, y avait transporté sa fortune, s'y était fait naturaliser, et avait obtenu l'autorisation d'y fonder un majorat avec le titre de comte.— Porteur de l'arrêt de condamnation, le sieur William Stacpoole vint en France pour le faire exécuter. Le fonds du majorat, qui s'élevait en rentes à 50,000 fr., fixa d'abord son attention. Ce fonds était par sa nature inaliénable et insaisissable. Mais s'il parvenait à prouver que l'érection du majorat n'avait été pour son débiteur qu'un moyen de se soustraire à des poursuites immédiates, le dol, qui est une cause rescissive de tous les actes, devait entraîner l'annulation du majorat. Le sieur William Stacpoole s'adressa donc au conseil d'Etat, et présenta une requête qui tendait à cette fin et à la restitution des rentes formant le dot.

LOUIS, etc. :— Considérant que le sieur William Stacpoole demande l'annulation, à son profit, du majorat institué par le sieur Georges Stacpoole;— Considérant que le sieur William se fonde uniquement sur un arrêt de la haute Cour des pairs d'Angleterre;— Considérant que cet arrêt ne peut avoir d'autorité et d'exécution en France sans l'intervention des tribunaux français;— Qu'ainsi le requérant est sans titre et, par conséquent, non recevable, quant à présent,

rendu contre elle. Mais on peut encore se demander si, en thèse générale, l'autorisation de plaider, une fois accordée à une commune, peut ou non être révoquée? Dans le sens de l'affirmative, on pourrait dire que les autorisations de plaider n'ont qu'un caractère de tutelle administrative, ne doivent pas avoir le caractère d'irrévocabilité attaché aux actes de juridiction; que les décisions du conseil de préfecture à cet égard n'acquiescent pas l'autorité de la chose jugée, et que de même que la conseil de préfecture, par un éclair, peut revenir sur la décision par laquelle il aurait refusé l'autorisation ou (V. ordonn. des 6 sept. 1826, comm. de Blonod; 15 fév. 1828, aff. comm. de Saint-Pierre. Vol. 1824. 250), de même il doit avoir la faculté de revenir sur la décision par laquelle il a accordé une autorisation qui de même que le refus, peut n'avoir été accordée que d'après l'ignorance de faits importants dont il n'avait eu connaissance que postérieurement. Néanmoins, le système contraire a prévalu et l'on a pensé que donner aux conseils de préfecture la faculté de rétracter, pendant lite, une autorisation accordée, ce serait, dans certains cas, leur donner le droit exorbitant de toucher aux droits que les actes de procédure et le jugement de première instance peuvent constituer en faveur des communes. *V.* dans ce sens, Revue des Autorisations de plaider, p. 47; Serrigny *Compét. et proc. adm.*, t. 1, n. 106; l'arrêté. *Droit admin.*, 5^e éd., v^o Communes, § 39, et notes; Durieu et Roche, *ubi sup.*, n^o 19.

(3) *V.* sur le principe de cette solution, Cass. 19 avril 1819, et la note.

dans sa demande; — Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 12 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Cormenin. — *Pl.*, MM. Daprat et Nicod.

MISE EN JUGEMENT. — AUTORISATION.
La demande en autorisation de poursuite des fonctionnaires publics, ne peut être portée directement devant le conseil d'Etat, en la forme contentieuse, et sans l'intermédiaire du procureur général, par le particulier lésé (1).

Au surplus, une telle demande n'est recevable qu'autant que la partie lésée a préalablement formé une plainte régulière contre les fonctionnaires inculpés, et s'est constituée partie civile (2).

(Fabry—C. maréchal Soult et autres.)

Le sieur Fabry (3) demandait la mise en jugement, 1^o du maréchal Soult, qui, comme ministre de la guerre en 1815, avait ordonné de le mettre en jugement; 2^o du sieur Duhamel, chef de bureau au ministère de la guerre, qui avait rédigé le rapport au ministre; 3^o du sieur Prévost, chef de division, qui lui avait présenté ce rapport; et 4^o du général Desbureaux, qui avait prononcé sa condamnation comme président du conseil de guerre.

Louis, etc. :—Considérant que la demande en autorisation de poursuivre le maréchal duc de Dalmatie, le lieutenant-général Desbureaux, et les sieurs Prévost et Duhamel, a été formée, non par notre procureur général près la Cour royale de Paris, mais par le sieur Fabry seulement, et qu'elle a été directement portée, par ce dernier, en notre conseil d'Etat, par la voie contentieuse, qui ne peut, dans aucun cas, être employée pour les demandes de cette espèce; — Considérant, d'ailleurs, que le sieur Fabry, en ce qui concerne le maréchal duc de Dalmatie et le lieutenant-général Desbureaux, n'a point formé de plainte régulière, et qu'il ne s'est constitué partie civile ni contre les dénommés ci-dessus ni contre les sieurs Prévost et Duhamel; d'où il résulte qu'il serait, dans toutes les suppositions, sans qualité pour intervenir en notre conseil d'Etat, et prendre, devant lui, des conclusions sur la demande en autorisation d'une poursuite criminelle; — Art. 1^{er}. Les requêtes... sont rejetées.

Du 12 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Meillard. — *Pl.*, M. Sirey.

THÉÂTRE. — PRÉFET. — MISE EN JUGEMENT.
La police des théâtres appartenant aux maires, sous la surveillance des préfets, un préfet ne peut être poursuivi en dommages-intérêts, pour avoir approuvé l'arrêt du maire qui refuse à un particulier l'autorisation de donner des représentations théâtrales.

(1) V. en ce sens, ordonn. des 21 janv. 1829 (aff. Bréde), et 10 fév. 1835.

(2) C'est en effet un point constant de jurisprudence, que la mise ou jugement des fonctionnaires ne peut avoir lieu qu'après une plainte et une instruction judiciaire. V. Cass. 26 juin 1819, et la note; ordonn. des 12 mai 1820 (aff. Laurent); 2 fév. 1821 (aff. Meynard); 4 juin 1823 (aff. Langlais).

(3) V. pour les faits de cette affaire, Cass. 6 juill. 1815; ordonn. de 31 janv. 1817 et 12 mai 1819; Cass. 15 juill. même année; ordonn. du 22 fév. 1821.

(4) Il a été jugé au contraire que les gens de service auxquels l'art. 2101 accorde privilège pour le paiement de leurs salaires, ne doivent pas s'entendre seulement de ceux qui sont attachés au service

(Lorebours — C. Saint-Chamaus.)

Louis, etc.; — Vu la loi du 9 juin 1790, qui confirme les anciennes ordonnances sur la police des spectacles; — Vu le décret du 1^{er} sept. 1793; — Vu le décret du 3 juin 1806; — Considérant que la police des théâtres appartient aux maires, sous la surveillance des préfets; — Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 12 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Sennones.

PRIVILÈGE. — OUVRIER.

Un ouvrier travaillant dans un atelier, et payé à tant par mois, ne peut être assimilé aux gens de service, en ce qui touche le privilège conféré par l'art. 2101, Cod. civ., n^o 4 (4).

(Remy—C. Delvincourt et Pauthol. — *ANAT.*)

LA COUR.—Attendu qu'un ouvrier qui travaille dans un atelier, ne peut être rangé dans la classe des gens de service;—Attendu que cet ouvrier ne peut réclamer de privilège que sur les objets qu'il a confectionnés; que Remy ne prouve point qu'au moment de l'ouverture de la faillite, il se trouvât dans les magasins des objets de cette nature pour une somme plus considérable que les 293 fr. 90 c. qui lui ont été attribués avec privilège;—Condamne Delvincourt et Pauthol à payer à Remy, par privilège, 293 fr. 90 c.

Du 14 fév. 1823. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — *Prés.*, M. Delamethière. — *Pl.*, MM. Mayet-Génétry et Thiot-Varenne.

NOTAIRE. — MANDATAIRE. — INTÉRÊTS. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Le notaire chargé de faire rayer des inscriptions hypothécaires, et qui a reçu les fonds nécessaires à ce sujet, doit être considéré comme mandataire de son client; il est tenu dès lors de priver l'intérêt des sommes qu'il n'a pas employées conformément au mandat; il peut même, suivant les circonstances, être condamné en des dommages-intérêts. (Cod. civ., 1884 et 1990.)

(S...—C. Boisdennemets.)

3 mars 1806, contrat de vente du domaine de Bores, passé devant M^r S..., notaire. On fait transcrire le contrat. Il est certifié que le domaine vendu est grevé de deux cent seize inscriptions. Les sieur et dame Boisdennemets, acquéreurs, chargent M^r S... de faire rayer les inscriptions, et lui remettent, à cet effet, les sommes nécessaires. — En 1822, les sieur et dame de Boisdennemets ont vendu le domaine de Bores. On a reconnu, alors, que cent sept inscriptions, du nombre de celles que M^r S... s'était chargé de faire rayer, grevaient encore l'immeuble.

Les sieur et dame de Boisdennemets, obligés de laisser entre les mains de l'acquéreur une somme

intérieure au personnel du maître qui les emploie, et que cette expression comprend tous ceux qui font pour lui un service quelconque; tels, par exemple, que les ouvriers d'une fabrique; V. Lyon, 25 avril 1836, et 6 mai 1842; et les commis de négociants; Lyon, 1^{er} fév. 1832; et indistinctement tous ceux qui engagent leurs services, quelle qu'en soit la nature, à l'année, au mois ou à la journée; Paris, 19 août 1834. — V. cependant dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Paris, 30 juill. 1828; 1^{er} août 1834. V. au surplus nos observations sur la question en note de ce dernier arrêt, et les autorités en doctrine et en jurisprudence qui y sont citées, ainsi que celles rappelées aussi sous l'arrêt précité de Lyon du 6 mai 1842.

de 18,000 fr., sans intérêts, jusqu'à ce qu'ils aient rapporté mainlevée et radiation des inscriptions, ont traduit M^r S... devant la chambre de discipline, et devant le tribunal de première instance de Mantes. Ils ont conclu à ce que M^r S... fût condamné à leur restituer 781 francs 10 c. qu'il avait reçus pour faire la radiation des cent sept inscriptions, avec les intérêts, depuis seize ans, et à leur rembourser, à titre de dommages-intérêts, 450 fr., somme à laquelle s'élevaient les intérêts de 18,000 fr., laissés entre les mains de l'acquéreur.

M^r S... a soutenu qu'il ne pouvait être considéré comme mandataire des sieur et dame de Boisdemets, pour la radiation des inscriptions dont il s'agissait; que cette qualité impliquait avec les fonctions de notaire dont il était revêtu, que les fonds qui lui avaient été remis, l'avaient été à titre de dépôt, et qu'il offrait de les restituer; mais qu'on ne pouvait, dès lors, le condamner, comme mandataire, à payer les intérêts de cette somme, ni à des dommages-intérêts, à raison de l'exécution du prétendu mandat.

11 janv. 1823, jugement du tribunal civil de Mantes, ainsi conçu : Attendu qu'il est constant, d'après les faits de la cause, et notamment par la mainlevée des cent neuf premières inscriptions obtenues par M^r S..., que c'est, non à titre de dépôt, mais comme mandataire, à l'effet d'obtenir la mainlevée des cent sept dernières inscriptions que jedit M^r S... a reçu cette somme de 781 fr. 10 c.; — Attendu que M^r S... a reconnu lui-même le mandat é lui donné par les parties de Sobier, devant la chambre des notaires, le 24 juill. 1822, puisqu'il a dû avoir fait beaucoup de démarches pour obtenir la mainlevée des cent sept dernières inscriptions; — Attendu que cette allégation d'avoir fait des démarches n'en est pas moins une reconnaissance du mandat, quoique rien n'indique qu'elles aient réellement eu lieu, aucune mainlevée sur les cent sept inscriptions n'ayant été obtenue par M^r S...; — Attendu que M^r S... allègue bien, mais ne prouve pas qu'il ait fait aucune démarche à l'effet de faire rayer une seule de ces cent sept inscriptions; — Attendu, dès lors, qu'il doit être réputé avoir employé cette somme à son usage, dès l'instant qu'elle lui a été remise, lorsqu'on considère qu'il n'est écoulé plus de seize ans depuis le moment où a commencé son mandat, et, par conséquent, qu'aux termes de l'art. 1996 du Code civ., il en doit les intérêts depuis cette époque;

En ce qui touche la somme de 450 fr., pour perte d'intérêts d'une somme de 18,000 fr. pendant six mois : — Attendu que les parties de Sobier n'ont perdu ces intérêts que parce que M^r S... a négligé d'accomplir le mandat qui lui était confié; — Condamne M^r S... à payer aux parties de Sobier, 1^{re} les 781 fr. 10 c. reconnus; 2^e la somme de 624 fr. 80 c. de dommages-intérêts, pour seize ans et quatre mois d'intérêts de ladite somme de 781 fr. 10 cent.; 3^e 450 fr. de dommages-intérêts pour perte de six mois d'intérêts de la somme de 18,000 fr., etc. »

Appel de la part de M^r S...

(1) Cela a été également jugé de la manière la plus expresse, par la Cour de cassation le 17 mars 1831. — Il a même été jugé qu'une obligation sous seing privé portant une date antérieure à l'époque où le souscripteur a été pourvu d'un conseil judiciaire, fait foi de sa date contre lui, tant qu'il ne prouve pas qu'il y a antidote. *V. Cass.* 8 mars 1836 *Orléans*, 25 août 1837; *Paris*, 20 avril 1831. — Jugé pareillement qu'elle fait foi de sa date contre le conseil judiciaire, qui ne peut, à cet égard, être

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 14 fév. 1823. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. Prés., M. Dupuy. — Concl., M. Colomb, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Lavaux et Louvain.

CONSEIL JUDICIAIRE. — DATE CERTAINE.

Les actes souscrits par un individu auquel il a été nommé un conseil judiciaire, et qui n'ont point date certaine avant la nomination du conseil, doivent être annulés lorsqu'il n'existe dans la cause aucune circonstance qui fasse présumer que ces actes sont antérieurs à la date du conseil (1).

(Restoit — C. héritiers Fayard de Sinceny.)

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que ce serait étendre les dispositions de l'art. 502 du Code civ., que de déclarer valables des actes souscrits par un individu auquel il a été nommé un conseil judiciaire, quoique ces actes n'aient point de date certaine antérieure à l'interdiction ou à la nomination du conseil, et que l'interdit ait pu les antidater; — Considérant que, dans l'espèce, feu Fayard de Sinceny a été pourvu d'un conseil par jugement du 14 janv. 1817; que, dès cette époque il n'a plus été capable d'emprunter ni de recevoir des capitaux sans l'assistance de ce conseil; — Que les deux lettres de change dont on poursuit le paiement contre ses héritiers, n'ont été enregistrées qu'après le jugement précité, et qu'il n'existe point, dans la cause, d'actes ni de circonstances qui lui fassent présumer qu'elles lui soient antérieures; — Confirme, etc.

Du 15 fév. 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Malleville. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

SÉPARATION DE BIENS. — EXÉCUTION. —

NULLITÉ. — DÉCHÉANCE.

Est nulle ou sans effet la séparation de biens qui n'a pas été exécutée ou suivie de poursuites dans la quinzaine de la prononciation. — L'art. 872. Cod. proc. civ., n'a point dérogé à l'art. 1444. Cod. civ. (2).

La fin de non-recevoir prononcée par l'art. 873. Cod. proc., contre les créanciers du mari qui ne forment opposition au jugement de séparation de biens que plus d'un an après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 872, ne s'étend pas à l'action en nullité de la séparation pour défaut de poursuites dans la quinzaine du jugement : les deux actions sont distinctes et la déchéance encourue par les créanciers à l'égard de la première, laisse entière la seconde (3).

(Guénol — C. Billardon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les premiers juges ont écarté la demande de la dame Guénol par une fin de non-recevoir qu'avait proposée la dame Billardon, et qu'elle posait dans l'art. 873

considéré comme un tiers. *V. Orléans*, 21 mars 1838. — Mais voy. un sens contraire sur ce dernier point, *Paris*, 26 juin 1838.

(2 et 3) *V. conf.*, *Cass.* 11 juin et 13 août 1818; *Amiens*, 19 fév. 1824. *V. cependant* *Limoges*, 24 déc. 1811. *V. aussi*, sur la question de savoir si l'art. 872 du Code de proc., a dérogé à l'art. 1444 du Code civ., les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 11 dec. 1810.

du Code de proc., qui n'accorde qu'une année aux créanciers pour attaquer par la voie de tierce opposition un jugement de séparation de biens; — Attendu que l'art. 873 partie d'un jugement de séparation que les créanciers voudraient attaquer; — Attendu que la dame veuve Guénol dans un réclamoire sur les procès-verbaux d'ordre, et dans une demande principale qu'elle a fait signifier au domicile des sieur et dame Billardon, le 3 juil. 1822, sans examiner si les formalités requises pour la validité du jugement de séparation avaient été remplies, a soutenu que la séparation était nulle parce qu'elle n'avait point été exécutée dans la quinzaine qui a suivi le jugement, comme l'exige, à peine de nullité, l'art. 1444 du Code civ.; — Attendu que pour exciper de cet article, auquel n'a point dérogé l'art. 873 du Code de proc., il n'y a ni tierce opposition à former au jugement de séparation, puisqu'à défaut d'exécution dans le délai déterminé il n'existe pas de séparation, ni délai à obtempérer, l'opposition ne pouvant avoir lieu qu'au moment où on veut agir en vertu de la séparation annulée; — Attendu qu'en prononçant contre la dame veuve Guénol la fin de non-recevoir résultant de l'art. 873 du Code de proc., le premier tribunal lui a fermé une voie qu'elle ne prenait pas, la critique du jugement de séparation; — Attendu qu'il a laissé sans examen le véritable moyen qu'elle lui avait présenté dans des conclusions précises, le moyen qu'elle puisait dans l'art. 1444 du Code civ., la nullité de cette séparation, ce admettant même qu'elle eût été régulièrement prononcée, — Dit qu'il a été mal jugé; — Itemise la cause et les parties devant les premiers juges à l'effet de statuer sur la demande de la dame Guénol, etc.

Du 15 fév. 1823. — Cour roy. de Bourges.

4^e JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — RÉITERATION.

2^e et 3^e ADJUDICATION DÉFINITIVE. — ENCHÈRES. — APPEL.

1^{er} Lorsqu'il y a eu opposition extrajudiciaire à un jugement par défaut, la réitération par requête est recevable, tant qu'il n'y a pas eu exécution consommée ou commencée. — La déclaration attachée au défaut de réitération, dans la huitaine de l'opposition extrajudiciaire, ne s'entend que du cas où il y a eu commencement d'exécution du jugement, avant réitération d'opposition (Cod. proc., 158 et 162.) (1)

2^o Une adjudication définitive sur expropriation forcée, annoncée à jour fixe et commencée au jour indiqué, ne peut être renvoyée à un autre jour, sous prétexte qu'il n'apparaîtrait pas d'enchérisseurs. — Si les formalités ont été remplies, si surtout les enchères ont été ouvertes et les feux allumés, sans enchérisseurs, il y a nécessité de prononcer l'adjudication définitive au profit de l'adjudicataire provisoire. (Cod. proc., 708 et 741.) (2)

3^o Les tribunaux d'arrondissement n'ont point d'attribution tellement exclusive pour prononcer les adjudications sur expropriation forcée, que les juges d'appel ne puissent, sur le refus des premiers juges, faire ce qu'ils auraient dû faire, et prononcer l'adjudica-

tion, lorsque d'ailleurs toutes les formalités préalables ont été remplies. (Cod. proc. civ. 478 et 708.)

(Mollat — C. Minguault.)

En 1817, une maison saisie réellement sur le sieur Minguault est adjugée à la dame Minguault, son épouse, pour le prix de 4,050 fr. — Faute d'exécution des clauses du cahier des charges, la vente sur folle enchère est poursuivie par le sieur Mollat, l'un des créanciers, et l'adjudication provisoire a lieu à son profit sur une mise à prix de 600 fr. — Toutes les formalités et publications nécessaires pour arriver à l'adjudication définitive ayant eu lieu, et aucun nouvel enchérisseur ne se présentant un jour indiqué pour cette adjudication, le tribunal de Châteauneuf, saisi de la poursuite, remet la vente au 30 sept. 1818.

Nouvelles annonces de cette remise, et le 30 sept., des bougies ayant été allumées pour procéder à l'adjudication, trois feux s'éteignent sans nouvelle enchère. Mais le tribunal déterminé par la modicité du prix, et dans l'intérêt tant du saisi que des créanciers, crut ne devoir pas prononcer l'adjudication définitive de l'immeuble au profit du sieur Mollat pour les 600 fr. offerts lors de l'adjudication préparatoire. Il ordonne, en conséquence, et d'office, une nouvelle remise de la vente au 28 oct., pendant lequel temps de nouvelles affiches seraient apposées.

Le sieur Mollat a interjeté appel de ce jugement devant la Cour royale de Bourges; il y a soutenu que les premiers juges, après toutes les formalités remplies pour passer de l'adjudication préparatoire à l'adjudication définitive, après l'extinction des trois feux à l'audience et au jour indiqués, sans nouvelles enchères, n'avaient pas pu renvoyer la vente à un jour plus éloigné; qu'aux termes des art. 708 et 742 du Code de proc. civ., l'adjudication définitive de l'immeuble était acquise au dernier enchérisseur sur sa mise à prix, et que les juges n'avaient pu se dispenser de prononcer cette adjudication qu'en méconnaissant les dispositions formelles de la loi. Le sieur Mollat concluait à ce que l'immeuble lui fut en conséquence définitivement adjugé, pour le prix de 600 fr.

Arrêt de la Cour de Bourges qui prononce en effet cette adjudication: cet arrêt fut rendu contre la dame Minguault, par défaut, faute de comparaitre.

Par acte extrajudiciaire du 10 mars 1821, la dame Minguault forme opposition à cet arrêt, et ce n'est que le 23 juil. suivant, c'est-à-dire, bien après la huitaine, qu'elle recouvra cette opposition par requête.

Le sieur Mollat prétend tirer de là une fin de non-recevoir contre l'opposition de la dame Minguault, en arguant de l'art. 162 du Code de proc. civ. — Au fond, le sieur Mollat soutient que c'est à tort que les premiers juges lui ont refusé l'adjudication définitive de l'immeuble saisi, et qu'en réformant leur jugement, la Cour peut et doit prononcer immédiatement cette adjudication.

Sur le moyen de forme, par lequel on prétendait repousser son opposition, la dame Minguault répondait que l'art. 162, invoqué par le sieur Mollat, ne pourrait s'appliquer qu'aux seuls

(1) Cette question est controversée; cependant la solution ci-dessus est celle qui est le plus généralement suivie. F. a. est regardé, Colmar, 1^{er} juil. 1842 et le résumé qui l'accompagne de dernier arrêt.

(2) Il en serait autrement s'il s'agissait de vente volontaire de biens de mineur. Dans ce cas, il a été jugé que c'est le prononcé de l'adjudication par

le juge, et non l'extinction des trois feux sans nouvelle enchère qui confère au dernier enchérisseur les droits d'adjudicataire, et que, dès lors, cette dernière enchère, quoiqu'elle soit l'extinction de trois feux, n'est pas un obstacle à ce que l'adjudication soit renvoyée par le tribunal, si ce renvoi est jugé convenable. F. Lyon, 21 juil. 1838.

Jugemens par défaut dont l'exécution aurait été commencée; que, dans l'espèce, il n'y avait pas eu de commencement d'exécution; qu'ainsi, et aux termes de l'art. 158, l'opposition était recevable, et avait pu être régularisée par requête d'avoué jusqu'à l'exécution.—Au fond, la dame Mingnauld soutenait que la disposition de l'art. 742 du Code de proc. civ. était facultative, cet article portant « qu'au jour fixé par le tribunal, il sera procédé à une troisième publication (du cahier des charges), lors de laquelle les objets saisis pourront être vendus définitivement, etc. » D'où la dame Mingnauld concluait que les tribunaux avaient toujours, et dans tous les cas, la faculté de remettre l'adjudication définitive à un autre jour que celui qui avait été indiqué.—Elle ajoutait d'ailleurs que si la Cour croyait devoir, comme elle l'avait déjà fait, confirmer le jugement, elle ne devait pas prononcer elle-même l'adjudication définitive; qu'elle devait renvoyer pour la prononcer devant les premiers juges, déjà saisis de la poursuite, et qui avaient attribution spéciale à cet effet.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur la première question, que Mollat fait résulter la fin de non-recevoir qu'il oppose à la femme Mingnauld de ce qu'elle a formé opposition à l'arrêt du 26 nov. 1820, par acte extrajudiciaire du 19 mai 1821, et de ce qu'elle ne l'a pas renouvelée dans la huitaine, par requête avec constitution d'avoué, comme l'exige l'art. 162 du Code de proc.; — Attendu que cet article parle d'une opposition qui serait formée au moment où le jugement par défaut reçoit son exécution, ce qui n'a pas de rapport à l'espèce actuelle; que la femme Mingnauld a renouvelé son opposition par requête d'avoué à avoué, le 23 juill. 1821, et que l'arrêt n'ayant reçu à cette époque aucune exécution, elle y était recevable, aux termes de l'art. 158 du même Code;

Considérant, sur la deuxième question, qu'en 1817, les créanciers de Guillaume Mingnauld firent saisir et vendre sa maison; que sa femme, séparée de biens, et aussi créancière pour ses reprises, s'en rendit adjudicataire pour la somme de 4 650 fr.; que, n'ayant pu remplir les conditions de l'adjudication, Mollat, un des créanciers, poursuivit la vente de la même maison à sa folle enchère; qu'il la porta à 600 fr., somme pour laquelle elle lui fut provisoirement adjugée; qu'au jour indiqué pour l'adjudication définitive, Mollat ajouta 25 fr. à sa première mise, et qu'il ne se présenta aucun enchérisseur, que les premiers juges effrayés de la modicité de la mise comparée au prix offert en 1817, et considérant l'intérêt des créanciers et celui de la partie saisie, renvoyèrent l'adjudication au 28 oct.; qu'ils s'y crurent fondés d'après l'art. 742 du Code de proc., qui porte « qu'au jour fixé par le tribunal il sera procédé à une troisième publication, lors de laquelle les objets saisis pourront être vendus définitivement »; — Que de cette expression, pourront, ils ont conclu qu'au jour même indiqué pour l'adjudication définitive, le tribunal pouvait, déterminé par des circonstances particulières, ne pas adjuger; — Attendu qu'en supposant cette intention au législateur, les premiers juges eussent dû prononcer la remise à l'ouverture de l'audience, dès qu'ils se seraient assurés que le poursuivant était seul, qu'il ne se présentait aucun

enchérisseur; mais qu'ayant rempli les formalités exigées pour l'adjudication définitive, ayant fait allumer successivement trois bougies qui se sont éteintes sans que la mise de l'adjudication provisoire ait été couverte, il n'était plus en leur puissance de priver cet adjudicataire du droit que lui assuraient les art. 706 et 708 du Code de proc.; qu'ils devaient le déclarer adjudicataire définitif;

Sur la troisième question, considérant qu'à la vérité l'expropriation forcée est attributive de juridiction; mais attendu que cette attribution n'a d'objet que pour les différents actes de la procédure qui appartiennent exclusivement au tribunal devant lequel l'expropriation a été portée; que, dans l'espèce, tous les actes de cette procédure sont terminés; que le tribunal de Châteauneuf a consommé son droit; que renvoyer devant lui uniquement pour qu'il prononce que Mollat est adjudicataire définitif, ce qu'il ne pourrait refuser, ce qu'il devrait faire sans aucune espèce de formalité, ce serait occasionner et des lenteurs et des frais inutiles; — Sans arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir opposée par Mollat, reçoit la femme Mingnauld, opposante à l'arrêt du 26 nov. 1820; — Ordonne que ledit arrêt sera exécuté suivant sa forme et teneur, etc.

Du 15 fév. 1823. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delaméthérie. — Pl., M. Fravalon.

CAUTIONNEMENT DE TITULAIRE. — SAISIE.

Le capital du cautionnement d'un notaire peut bien être saisi par ses créanciers, mais il ne peut leur être distribué qu'à la cessation des fonctions du notaire; jusqu'à cette époque, les intérêts peuvent seuls être distribués aux créanciers (Cod. civ., 2102 et 2103; Cod. proc. civ., 557; L. du 25 vent. an 11, art. 33.) (1)

(Léon — C. Gras.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que d'après l'art. 33 de la loi du 25 vent. an 11, les notaires ont été éteints à un cautionnement spécialement affecté à la garantie des condamnations prononcées contre eux, par suite de l'exercice de leurs fonctions; — Considérant que si, par l'effet de cette garantie, le montant du cautionnement a été employé, en tout ou en partie, le notaire est suspendu de ses fonctions, jusqu'à l'entier rétablissement du cautionnement, et que, faute de le faire dans le délai de six mois, il est censé démissionnaire; que, de ces dispositions, il faut conclure que pendant tout le temps qu'un notaire exerce ses fonctions, le montant de son cautionnement ne peut être diminué, que par l'effet de la garantie, résultat des condamnations prononcées contre lui, à raison de l'exercice de ses fonctions, sauf, à la cessation de ces mêmes fonctions, à être distribué aux créanciers dans l'ordre établi par l'art. 1^{er} de la loi du 13 niv. an 13; — Par ces motifs, a mis l'appellation au néant, et par nouveau jugement, sans s'arrêter à la demande en délivrance formée par Gras, du cautionnement fourni par le sieur Léon, notaire, de laquelle il est débenté, lui réserve tous les droits résultant de son opposition, pour, par lui, être exercés à l'époque où cesseront les fonctions du sieur Léon, sauf à Gras à se prévaloir du jour de l'opposition, en la forme de droit; des intérêts dudit cautionnement etc.

Du 15 fév. 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 4^e ch. — Pl., MM. Massonnet et Sabatery.

(1) V. en ce sens, Bordeaux, 18 et 25 avril 1833. V. aussi sur ce point, la note qui accompagne un arrêt de la Cour royale de Bourges, du 21 mars 1817, et les autorités qui y sont rappelées, ainsi

que dans notre Table décenn. 4^e Cautionn. de titulaire, n^o 21 et suiv. — V. cependant en sens contraire, Cass. 11 juil. 1815, 1^{er} juil. 1816; 26 mars 1821; 4 fév. 1822.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — PURGE. — SURENCHÈRE.

A défaut d'inscription de l'hypothèque légale du mineur, dans les deux mois de l'exposition du contrat, cette hypothèque se trouve purgée même à l'égard du créancier, qui par l'effet d'une surenchère, est devenu propriétaire de l'immeuble. Cette surenchère n'a pu faire revivre l'hypothèque, ni anéantir le bénéfice des formalités accomplies par le premier acquéreur (1).

(Hérédiers Barral — C. Riondet.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, sur la question desavoir si l'hypothèque des mineurs Barral aurait été purgée de fait, que toutes les formalités exigées pour la purge de l'hypothèque légale des enfans Barral sur la maison dont il s'agit, ayant appartenu à Barral, leur père, ont été remplies, et sont suffisamment justifiées ; — Que ces formalités, remplies à la requête de Riondet, acquéreur volontaire, l'ont été par lui avant que la surenchère faite par Deslaurais fût connue, et à une époque où il avait le droit de faire ces formalités ; — Que les enfans Barral ont laissé écouler le délai de deux mois, porté par l'art. 2195 du Code civ., sans prendre inscription, et ont, par conséquent, perdu l'hypothèque à laquelle ils pouvaient avoir des droits ; — Que l'effet de la surenchère ne peut être, ni de faire revivre cette hypothèque, ni d'anéantir les formalités que Riondet avait en le droit de faire pour purger cette hypothèque, et qu'elles doivent profiter à l'acquéreur sur surenchère, puisque, aux termes de l'art. 2188 du Code civ., il est tenu de rembourser au premier acquéreur dépossédé les frais de son contrat et ceux de transcription, et par voie de conséquence, ceux qu'il aurait faits pour parvenir à la purge des hypothèques légales ou conventionnelles ; — Confirme, etc.

Du 15 fév. 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Prés., M. Dubois. — Concil., M. Marion, cons. aud. — Pl., MM. Gabourd et Lougchamp.

FAILLITE. — REVENDICATION. — ECHANGE. —

— RESOLUTION.

Calui qui a remis un billet par lui souscrit à un banquier, en recevant de lui une lettre de change, ne peut, au cas de faillite du banquier et de non-paiement de la lettre de change, revendiquer son billet, bien qu'il se trouve encore dans les mains du failli (2). On ne peut invoquer, en ce cas, les dispositions du Code civil sur la résolution des échanges. (Cod. civ., 1705; Cod. comm., 583 et 584.)

(Syndics Lousteau — C. Aventurier.)

Le 18 août 1822, le sieur Aventurier, négociant, prend chez le sieur Lousteau, banquier à Limoges, une lettre de change de 3,000 fr. tirée par ce dernier sur le sieur Nouthier, banquier à Paris, payable le 18 sept., valeur en échange. De son côté, le sieur Aventurier remet des bil-

lets signés de lui, au sieur Lousteau, dont l'un de 1047 fr., payable le 30 octobre.

21 août jugement du tribunal de commerce de Limoges, qui déclare la faillite du sieur Lousteau et la fixe au 20 août.

La maison Nouthier refusant d'accepter la lettre de change dont le sieur Aventurier était porteur, il la fit protester. Il se pourvut devant le tribunal de commerce de Limoges, en revendication de ses billets, qui se trouvaient encore dans le portefeuille du sieur Lousteau, en se fondant sur ce que son opération était un échange, et comme il se trouvait privé de l'objet à lui promis ou donné, il était fondé à réclamer celui qu'il avait donné en échange, aux termes de l'art. 1705 du Code civ.

26 sept. 1822, jugement qui accueille la demande du sieur Aventurier : « Attendu que l'opération qui avait eu lieu étant un échange, il fallait en induire que le sieur Aventurier n'avait remis ses billets au sieur Lousteau que sous la condition qu'il les garderait et les lui restitueraient, en cas de non-paiement de la lettre de change ; que cette condition était conforme aux usages du commerce, et notamment à ceux de la place de Limoges ; que la lettre de change n'ayant point été payée par la survenance de la faillite du tirur, l'échange s'était trouvé résolu, aux termes de l'art. 1705 du Code civil, et qu'il était dès lors de toute justice de remettre les parties au même état qu'auparavant, en ordonnant que le sieur Aventurier resterait en possession de ses billets, puisque le sieur Lousteau ne les avait pas encore négociés. »

Appel de la part des syndics de la faillite. — Ils ont soutenu qu'il n'y avait point eu d'échange, mais une simple opération de change et de banque, à laquelle ne pouvaient s'appliquer les règles du droit commun en matière de résolution du contrat d'échange ; et que le sieur Aventurier prétendait en vain revendiquer ses billets, puisqu'il ne se trouvait rangé dans aucune des exceptions établies par le Code de commerce au titre des revendications en cas de faillite.

Le sieur Aventurier a soutenu que l'opération par lui faite, était un échange régi par les dispositions du Code civil. Il a invoqué l'opinion de Pothier, *Traité du contrat de change*, n° 73, et celle de M. Delvincourt, *Institutes du droit commercial*, tom. 2, pag. 98 et 487.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le tribunal de commerce de Limoges, en statuant sur les contestations des parties, a fondé sa décision sur les dispositions du Code de commerce ; — Attendu que, suivant ce dernier Code, toutes les valeurs qui se trouvent dans les mains d'un failli sont légalement présumées être sa propriété, sauf les exceptions qui peuvent résulter du droit de revendication ; — Que ce droit ne peut être exercé que dans les circonstances déterminées par ledit Code de commerce, et que la partie d'Albin n'a pas

(1) F. dans ce sens, Grenoble, 11 août 1823. Ces décisions rentrent dans la question si controversée de savoir si, de ce que l'hypothèque légale de la femme ou du mineur est purgée par le défaut d'inscription dans le délai fixé par l'art. 2195 du Code civ., et ce qui touche les droits de l'acquéreur ou le sort de la propriété immobilière, on peut conclure qu'elle soit également purgée à l'égard des créanciers, et relativement au prix. Sur cette question, que la Cour de cassation a constamment résolue affirmativement, mais que la plupart des Cours royales ont décidée au contraire, voy. la résumé de doctrine et de jurisprudence qui accom-

pagne un arrêt de la Cour de cassation du 8 mai 1827, et la note sous un arrêt de Montpellier du 2 juill. 1840. — F. aussi *supra*, Metz, 5 fév. 1823.

(2) Jugé aussi que lorsqu'un particulier a confié des billets à ordre à un banquier pour lui faire de l'argent, et le garder en caisse, sous un intérêt de 5 pour 100 à titre de compte courant, s'il arrive que le banquier vienne à faillir sans avoir disposé des billets, le souscripteur de ces billets doit pouvoir à ses intérêts ou au recouvrement de ses droits, moins par voie d'action en revendication que par voie d'action en nullité des billets pour défaut de cause. F. Cass. 31 mars 1831.

établi suffisamment qu'elle se trouvait dans l'un des cas où la demande en revendication doit être admise ; — Met l'appellation et ce dont est appelé au néant ; — Emendant, réformant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Déboute la partie d'Albin de la demande en revendication par elle formée, etc.

Du 15 fév. 1823. — Cour roy. de Limoges. — *Prés.*, M. Grillot de Beuregard. — *Concl.*, M. Guillebert, av. gén. — *Pl.*, MM. Barny et Albin.

ARBITRES FORCÉS. — DERNIER RESSORT. Du 15 fév. 1823 (aff. N...) — Cour roy. de Metz. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Lyon du 21 mars 1823 (aff. Fournier).

ARBITRAGE. — AMIABLES COMPOSITEURS. — JUGEMENT. — FORMES.

De ce que les parties en nommant des arbitres leur ont donné la faculté de prononcer comme amiables compositeurs, et de s'écarter, au fond, des règles du droit, on n'en peut induire qu'elles aient, par cela même, entendu renoncer à l'observation des formes légales et ordinaires, soit relativement à la procédure, soit en ce qui concerne le jugement arbitral lui-même. (Cod. proc., 1009 et 1019.) (1)

(Poillet — C. Deplagne.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les arbitres qui ont rendu le jugement arbitral du 22 juin 1821 dont est appel, n'ont point observé les formes prescrites pour les tribunaux ; que cependant l'art. 1009 du Code de proc. leur en imposait l'obligation, les parties ne les ayant pas dispensés par le compromis qui leur conférait leurs pouvoirs ; — Que vainement on a prétendu que les arbitres étant par le compromis qui les avait nommés, autorisés à prononcer comme amiables compositeurs, ils étaient dispensés de se conformer aux formes prescrites pour les tribunaux, de même qu'ils n'étaient pas tenus de suivre rigoureusement les règles du droit dans leur décision ; que l'art. 1009 du Code de proc., qui prescrit aux arbitres de suivre dans la procédure les délais et les formes établis pour les tribunaux, à moins que les parties n'en soient autrement convenues, et l'art. 1019 qui leur enjoint de décider suivant les règles du droit à moins qu'ils n'aient puvoir de prononcer comme amiables compositeurs, ont un objet distinct et partiel ; que le premier de ces articles se rapporte à la forme et le second au fond ; qu'ainsi il ne s'ensuit pas que les parties, en donnant à leurs arbitres la faculté de prononcer comme amiables compositeurs, et de s'écarter, au fond, des règles du droit rigoureux, aient, par

cela même, entendu renoncer à l'observation des formes légales et ordinaires, soit relativement à la procédure qui précède le jugement arbitral, soit relativement à ce jugement en lui-même ; — Déclare le jugement arbitral du 22 juin 1821, dont est appel, irrégulier et nul ; — Ce faisant, remet les parties au même et semblable état où elles étaient avant ledit jugement, etc.

Du 17 fév. 1823. — Cour roy. de Limoges.

PRÊTRE DÉPORTÉ. — HÉRITIERS. — CONFISCATION. — REMISE.

La remise des biens d'un prêtre déporté, faite à ses héritiers en exécution de l'art. 3 de la loi du 22 fruct. an 3, ne leur transmettait que des droits précaires. — Le prêtre pouvait, ultérieurement, en rentrant en France et en se faisant relever de l'état de déportation et de mort civile, reprendre ses biens dans les mains de ses héritiers (2).

(Tailliet — C. Tailliet.)

Du 17 fév. 1823. — Cour roy. de Ronen.

CHAMBRE DES PAIRS. — OFFENSE. — JOURNAL. — CITATION À LA BARRE. — DÉFENSE. *La Chambre des pairs peut-elle, à raison d'une offense commise envers elle par un journal, citer à sa barre, séance tenante, l'éditeur du journal incriminé ?* (L. du 25 mars 1822, art. 15.) (3)

Le prévenu traduit à la barre de la Chambre des pairs, pour délit d'offense envers la chambre, a le droit de se faire assister d'un défenseur (4).

(Martainville et Pesson. — Aff. du Drapeau blanc.)

Du 18 fév. 1823. — Chambre des pairs.

MARCHÉS À TERME. — EFFETS PUBLICS.

Du 18 fév. 1823 (aff. Augé). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

ASSURANCE MARITIME. — RÉTICENCE.

Du 18 fév. 1823 (aff. Assureurs de Bordeaux). — Cour roy. de Bordeaux. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 7 déc. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

PRIVILÈGE. — VENDEUR. — INSCRIPTION HYPOTHECAIRE.

Le vendeur ou le bailleur de fonds inscrit pour la conservation de son privilège, prime les créanciers de l'acquéreur, quoique antérieur

le revent au lendemain, détail qui a même été prorogé à trois jours. Cauchy, *Précédents de la chambre des Pairs*, p. 629.

(4) Cette proposition résulte également des déclarations faites par M. le garde des sceaux dans le cours de la discussion de la loi du 25 mars 1822. Toutefois, il est à remarquer, que, dans l'espèce, la Chambre s'appuyait sur cette considération, que l'opinion d'un ministre ne pouvait faire loi pour elle, a pris une délibération spéciale pour autoriser le prévenu à se prévaloir assisté d'un défenseur. — V. au surplus sur ce point, Cauchy, *Précédents de la Cour des Pairs*, p. 631. — Rappelons aussi que, lors des poursuites dirigées contre le *Journal de Commerce* en 1820, la chambre des députés admit ce journal à faire présenter sa défense par un avocat, qui fut M. Barthe, depuis garde des sceaux. — V. au surplus, pour la suite de cette affaire, la décision du 22 fév. ci-après.

(1) V. contr., Colmar, 29 mai 1813, et le note. — Quant à la question de savoir si la qualité d'amiables compositeurs donnée aux arbitres emporte renonciation à l'appel, voy. Metz, 22 juin 1818, et la note.

(2) V. anal. dans le même sens, Caen, 7 mars 1812 ; Cass. 4 mars 1810 (Volume 1840). — Mais voy. anal. au sens contraire, Cass., 10 nov. et 17 déc. 1823. — V. aussi les arrêts de la Cour de cass. des 22 juill. 1811 et 6 mars 1813.

(3) Cette question paraît devoir être résolue affirmativement, d'après la déclaration faite par M. le garde des sceaux, lors de la discussion de la loi du 25 mars 1822, que les Chambres a étaient astreintes à aucune forme de procédure pour l'exercice du droit que leur confère cette loi de citer directement devant elles les prévenus du délit d'offense. Néanmoins, dans l'affaire ci-dessus, la Chambre, décidée par des considérations de fait, a prononcé

rement inscrits.—L'art. 2106, Cod. civ., doit s'entendre en ce sens, que l'effet du privilège est autre chose que le rang; que l'inscription est nécessaire pour donner effet au privilège; mais que le rang du privilège est indépendant de l'inscription. (Cod. civ., 2106 et 2108.) (1) (Colmet — C. Gu.)

Du 19 fév. 1823. — Cour roy. de Toulouse.

DÉSISTEMENT. — ACQUIESCEMENT. — APPEL. — DÉPENS.

Le désistement, par l'intime, du jugement dont est appel, (si ce désistement est donné par un simple acte), ne suffit pas pour terminer le litige; l'appelant est fondé à insister pour obtenir arrêt, en ce qu'il a eu de perte de la copie signifiée à l'appelant; le jugement passerait en force de chose jugée, sans qu'il fût possible à l'appelant d'établir le désistement — Ainsi, les frais même postérieurs au désistement, sont à la charge de l'intime. (Cod. proc., 402 et 130.) (2)

(David — C. Mallet de Mailly.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que les héritiers de Mailly ont bien fait signifier à David, le 6 janvier dernier, qu'ils acquiesçaient à son appel et qu'ils consentaient à payer les frais leur charge; mais qu'en réponse à cette signification, David leur a déclaré que leur acquiescement n'était pas suffisant; — Considérant qu'il n'en est pas: en effet, d'un acquiescement à un appel comme d'un désistement; qu'en cas de désistement les jugements attaqués par la voie d'appel passent en force de chose jugée, tandis qu'en cas d'acquiescement, le jugement attaqué par la voie d'appel conserve sa nature de titre authentique, contre l'exécution duquel l'appelant n'aurait que des pièces qui, pouvant se trouver perdues ou égarées, l'exposeraient à des contestations nouvelles dont le résultat pourrait compromettre ses intérêts: que, dès lors, les héritiers Mallet de Mailly ayant gardé le silence sur la signification du 24 janvier dernier, David a été fondé à poursuivre l'audience et à conclure à la réformation du jugement du 13 mai 1818; — Infirme, etc.

Du 19 février. 1823. — Cour roy. de Caen.

EMPRISONNEMENT. — JUGEMENT. — TRANSCRIPTION.

La transcription, sur les registres du géolier, du jugement qui autorise l'arrestation, ne doit pas nécessairement être faite par le géolier lui-même; il suffit que sa signature en garantisse l'exactitude. (Cod. proc., 790 et 794.)

(Tison — C. Nicolet.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant qu'il n'a pu entrer dans la pensée du législateur, en ordonnant la transcription sur le registre du géolier, du jugement qui autorise l'arrestation, que cette tran-

scription fût faite par le géolier à peine de nullité; qu'il suffit qu'il garantisse l'exactitude de cette transcription par sa signature; — Qu'en interprétant, comme l'a fait le tribunal de Cherbourg, l'art. 790 du Code de proc., on arriverait à ce résultat absurde que, dans le cas de maladie d'un géolier, ou de toute autre circonstance qui l'empêcherait d'écrire, la contrainte par corps ne pourrait être exercée régulièrement dans l'arrestation où se trouverait le géolier; — Infirme, etc.

Du 19 février 1823. — Cour roy. de Caen.

MISE EN JUGEMENT. — GARDE FORESTIER. — CHASSE.

L'autorisation du gouvernement n'est pas nécessaire pour la mise en jugement d'un garde forestier inculpé d'avoir commis un délit de chasse, en surveillant une coupe de bois. Ce délit ne peut être réputé avoir été commis par le garde dans l'exercice de ses fonctions (3).

(Gérard.)

LOUIS, etc.: — Vu la loi du 22 frim. an 8, les décrets des 11 juin et 9 août 1806; — Considérant que le délit de chasse imputé au sieur Georges Gérard, et qu'il aurait commis en surveillant une coupe de bois, ne constituerait pas un délit commis dans l'exercice de ses fonctions, et que, dès lors, il n'est pas besoin d'une autorisation préalable pour poursuivre ledit sieur Georges à raison de ce fait:

Art. 1^{er}. Il n'y a lieu d'autoriser la continuation des poursuites commencées contre le sieur Georges Gérard.

Du 19 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.

1^o COMPTABILITÉ. — COUR DES COMPTES.

2^o COMPÉTENCE. — COMPTABLE. — DÉROGATION.

1^o Une question de comptabilité qui était soumise au conseil général de liquidation, à l'époque de sa suppression, doit être portée à la Cour des comptes, aux termes de l'art. 8 du décret du 13 décembre 1809.

2^o Le comptable qui a procédé devant le conseil de liquidation, et qui s'est ainsi soumis à la juridiction administrative, ne peut décliner la juridiction de la Cour des comptes, en se fondant sur la clause d'un marché passé entre lui et l'administration, et portant que toutes les contestations seront jugées par arbitres (4).

(Guécard — C. Trésor.)

Du 19 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.

FABRIQUES. — HOSPICES. — RENTES. — DROITS ACQUIS.

L'arrêt du 7 therm. an 11, qui a rendu aux fabriques, par préférence aux hospices, les rentes qui étaient dues originellement aux

(1) La jurisprudence et la doctrine sont unanimes en faveur de cette solution. V. Cass. 26 janv. et 13 déc. 1813; 22 fév. 1825; Nîmes, 12 déc. 1814, les notes et les autorités qui y sont indiquées.

(2) Cela a été jugé par nombre d'arrêts. V. Bruxelles, 20 avril 1809 et 25 mai 1810; Riom, 7 juill. 1825; Toulouse, 30 janv. 1830 et 26 nov. 1834; Nancy, 15 novembre 1831; Paris, 20 mars 1841. Telle est aussi l'opinion de Favard de Langlade, Répertoire, v^o Désistement, n. 4; Carré, Lois de la proc., quest. 1459; Talandier, des Appels, n. 376. — V. cependant sans contrainte, Hautefeuille, p. 212; Coffinieres, Journ. des Avocats, t. 2, p. 235; Pigeau, Proc. civ., p. 440, et Cheveau sur Carré, loc. cit.

(3) V. en ce sens contraire, un arrêt de la Cour de cassation de 4 oct. 1823. Mais voy. la note qui accompagne cette décision et les autorités auxquelles elle renvoie. V. aussi Cass. 11 sept. 1812, et la note.

(4) En matière administrative, pas plus qu'en matière civile, on ne peut déroger aux règles de compétence. V. ordonnances des 17 nov. 1821 (aff. Ouvrard); 13 juillet et 17 août 1825 (aff. Le-sage et aff. Boyer); 2 sept. 1829 (aff. ville de Dun-kerque); 12 avril 1832 (aff. Société du Pont Henry). V. aussi Cass. 11 mars 1833; Hanriot, Autorité judiciaire, chap. 21; Carré, Compét. civ., tom. 1, n. 269; Cormenin, v^o Baux adm., n. 2; Serrigny, Compét. et proc. adm., t. 1, n. 571.

fabriques par des tiers, s'étend à des rentes originaires dues par les hospices eux-mêmes, et à l'égard desquelles le transfert n'a pas été consommé (1).

(Hospice de Saint-Etienne.)

L'hospice se prévalait de ce que l'arrêté de l'an 11 parle des rentes dues aux fabriques par des particuliers, et non de celles dues par des hospices, et que ses effets ne peuvent être étendus au delà de ses termes.

Lois, etc. :— Considérant qu'aux termes de l'arrêté du 7 therm. an 11, et de l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807, les rentes provenant des fabriques, dont l'aliénation et le transfert n'avaient pas été consommés antérieurement à la promulgation de l'arrêté du 7 thermidor an 11, retournent aux fabriques et doivent leur être restitués :— Considérant que l'hospice de Saint-Etienne ne justifie pas qu'il ait été envoyé en possession de la rente dont il s'agit, antérieurement à la promulgation de l'arrêté du 7 therm. an 11 :

Art. 1^{er}. Les requêtes..... sont rejetées.

Du 19 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — **Rapp.**, M. de Crommelles. — **Pl.**, M. Sirey.

EAU (COURS D'). — TRAVAUX. — DÉMOLITION. — RÉGLEMENT. — COMPÉTENCE.

Un conseil de préfecture est compétent, pour ordonner la destruction d'un ouvrage fait sans autorisation sur un cours d'eau, et qui est de nature à changer le régime des eaux, *sauf à la partie intéressée à se pourvoir, si elle s'y croit fondée, soit devant les tribunaux, en ce qui touche les questions de propriété et de servitude, soit devant l'administration, pour demander un nouveau règlement d'eaux (2).*

(Dupuis.)

Lois, etc. :— Considérant, sur la compétence, qu'aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 29 flor. an 10, le batardeau dont il s'agit a pour objet de changer le régime des eaux du contre-fossé ; qu'une telle entreprise ne pouvait être faite sans autorisation, et que le conseil de préfecture était compétent pour en connaître ;— Considérant, au fond, qu'en ordonnant la destruction d'un ouvrage fait sans autorisation, le conseil de préfecture a fait une juste application des lois et règlements de voirie ;

— Considérant, d'ailleurs, que les arrêtés dudit conseil de préfecture n'ont point statué sur les questions de propriété et de servitude élevées par le sieur Dupuis, et qu'ils ne font point obstacle à ce que ce propriétaire porte lesdites questions devant les tribunaux, s'il s'y croit fondé, soit pour établir que ledit contre-fossé lui appartient, sur toute sa largeur, soit pour jouir du droit d'attacher ses ouvrages à la digue ou rive extérieure du canal ;— Considé-

rant, en outre, que, si le régime actuel d'écoulement des eaux du contre-fossé peut être modifié, sans inconvénient pour le canal et les propriétés riveraines, le sieur Dupuis peut se retirer devant l'administration pour demander un nouveau règlement d'eau ;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Dupuis est rejetée, sauf à lui à se retirer, s'il s'y croit fondé, devant les tribunaux, sur les questions de propriété et de servitude, et devant l'administration, en demande d'un nouveau règlement d'eau.

Du 19 fév. 1823. — **Rapp.**, M. Tarbé. — **Pl.**, M. Huet.

VOIRIE. — PARIS. — HAUTEUR DES MAISONS.

A Paris, les règlements défendent d'élever un attique au-dessus des maisons qui ont déjà la hauteur fixée ; mais on ne peut considérer comme un attique ou étage complet, trois lucarnes séparées par le rampant du comble, encore bien que ces ouvrages semblent avoir pour objet d'étaler en partie la loi (3).

(Ministre de l'intérieur — C. Courbonne.)

Lois, etc. :— Vu le pouvoir élevé par notre ministre de l'intérieur ;— Considérant que les règlements défendent d'élever un attique au-dessus des maisons qui ont déjà la hauteur fixée par les règlements ; mais qu'on ne peut considérer comme un attique ou étage complet, trois lucarnes séparées par le rampant du comble ;— Considérant que, quoique les ouvrages faits par le sieur de Courbonne semblent avoir pour objet d'étaler, en partie, les mesures de police adoptées dans l'intérêt public, on ne peut néanmoins lui opposer aucun règlement qui ait déterminé la largeur des lucarnes, et que, sur ces deux chefs, le conseil de préfecture a fait une juste application des règles existantes ;

Art. 1^{er}. Le pouvoir formé contre l'arrêté du conseil de préfecture de la Seine, du 29 nov. 1820, est rejeté.

Du 19 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — **Rapp.**, M. Tarbé. — **Pl.**, M. Macarel.

ROULAGE. — JANTES. — VOITURES D'EXPLOITATION.

L'exemption portée par l'art. 8 du décret du 23 juin 1806, en faveur de l'agriculture, relativement à la largeur des jantes des voitures d'exploitation, n'est applicable qu'aux transports qui se font d'un point à l'autre d'une ferme et de ses dépendances, et ne peut être étendue aux transports qui ont pour but de livrer les grains, denrées ou engrais à la consommation ou au commerce. Ainsi, cette exemption ne peut être invoquée par le fermier, et raison des voitures attelées de plusieurs chevaux, qu'il occupe à transporter des grains, dans une ville, et à rapporter les engrais qu'il y achète (4).

de conseil d'Etat est assez incertain, ou du moins varie selon les espèces qu'il paraissent, au conseil, présenter ou ne pas présenter contravention à la déclaration d'avril 1789, et aux lettres patentes d'août 1784, relatives à la hauteur des maisons à Paris. V. dans le sens de la solution ci-dessus, ordonn. du 22 août 1834 (off. Pelagot). Mais voy. dans un sens contraire, ordonn. du 14 juin 1837 (aff. Aubert, loc. cit.), 2 août 1838 (off. Secrétan).

(4) La jurisprudence du conseil d'Etat est constante sur ce point. V. ordonn. des 28 juill. et 20 oct. 1819 (aff. Dutailly et aff. Pourrier), et les notes, ainsi que les nombreuses décisions dans le même sens auxquelles elles renvoient. *Ad.*, ordonn. des 24 déc. 1823 (aff. Min. de l'intér.) ; 22

(Ferté et consorts.)

Du 19 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé. — *Pl.*, M. Odilon Barrot.**CHEMIN VICINAL. — LARGEUR. — CONTRAVENTION. — PROPRIÉTÉ. — COMPÉTENCE.***Lorsqu'il s'agit de faire déterminer par l'administration la largeur d'un chemin vicinal, c'est devant le préfet et non devant le conseil de préfecture que l'affaire doit être portée.**Un arrêté du conseil de préfecture, en statuant sur des contraventions de voirie, relatives à un chemin vicinal, ne préjuge rien sur la largeur que doit avoir le chemin, ni sur la question de propriété. — La largeur du chemin reste soumise à la décision du préfet, et la question de propriété aux tribunaux (1).* (Regnédal — C. commune de Pney.)*LOUIS, etc. — Vu la loi du 9 vent. an 13, relative aux plantations des grandes routes et des chemins vicinaux; — Considérant que la vicinalité du chemin dont il s'agit n'est pas contestée; — Considérant que le renvoi fait par la Cour royale d'Amiens, de la question de largeur du chemin, à l'autorité administrative, confierait au sieur Regnédal le droit de se pourvoir devant le préfet, mais non devant le conseil de préfecture; — Considérant que les arrêtés attaqués par le sieur Regnédal n'ont statué que sur des contraventions reprochées audit sieur Regnédal on à son fermier, et qu'ils ne font point obstacle à ce que la fixation de la largeur du chemin soit prononcée par le préfet, sans préjudice de la question de propriété des contre-allées, qui demeure soumise aux tribunaux;**Art. 1^{er}. La requête est rejetée.*Du 19 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé. — *Pl.*, MM. Scribe et Lolléus.**SIGNIFICATION A AVOUÉ. — EXPLOIT. — NULLITÉ.***La notification d'un acte d'avoué à avoué, dans les instances lites, n'est pas soumise aux formalités exigées pour les exploits ordinaires. (Cod. proc., 61.) (2)* (Pellat — C. Pellat.)

Du 20 fév. 1823. — Cour roy. de Grenoble.

CHAMBRE DES PAIRS. — OFFENSE. — PEINES. — MAJORITÉ. — CUMUL.*La décision de la Chambre des Pairs, sur la culpabilité du prévenu de délit d'offense envers la Chambre, et sur l'application de la peine, doit être prise à la majorité absolue des suffrages des membres présents (3).**Le délit d'offense envers la Chambre des pairs, doit être puni cumulativement de l'amende et de l'emprisonnement, si non de l'un des**ces deux peines seulement. — L'art. 14 de la loi du 25 mars 1822, est inapplicable au délit d'offense envers les chambres, prévu par l'art. 13 de la même loi (4).*(Martainville et Pesson. — *Aff. du Drapeau blanc.*)

Du 22 fév. 1823. — Chambre des Pairs.

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. —**EMPRUNT. — MARI. — POUVOIR SPECIAL.***Le mari qui autorise sa femme à lui donner pouvoir d'emprunter telle somme qu'il lui plaira, et d'engager ses propres, sans déterminer la somme à emprunter, est suffisamment autorisé par le pouvoir que lui donne sa femme dans les mêmes termes, à emprunter, même une somme exorbitante, en égard à la fortune de la femme; il y a dans un tel pouvoir, la spécialité voulue par la loi. (Cod. civ., 223, 1838 et 1987.) (5)* (De Concéze — C. Perin.)

Du 25 fév. 1823. — Cour roy. de Poitiers.

COMMUNES. — LIMITES. — ORDONNANCE**ROYALE. — OPPOSITION.***L'ordonnance royale qui fixe les limites respectives de deux communes, en réservant à chacune ses droits d'usage et autres, n'est susceptible ni d'opposition ni de tierce opposition par la voie contentieuse (6).*

(Communes d'Ozan et de Mauziat — C. commune d'Asnières.)

*LOUIS, etc. — Considérant que notre ordonnance du 7 juill. 1819, en fixant les limites du territoire, entre les communes d'Ozan et de Mauziat, d'une part, et la commune d'Asnières, a réservé aux deux premières communes, les droits d'usage et autres qu'elles pouvaient avoir; qu'ainsi cette ordonnance ne constitue qu'un acte d'administration publique, contre lequel la pourvoi par la voie contentieuse ne peut être admis;**Art. 1^{er}. Les requêtes sont rejetées.*Du 26 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Mallard. — *Pl.*, M. Guichard.**COMPTABLE PUBLIC. — RESPONSABILITÉ.***Le préposé comptable qui, ne recevant pas un objet faisant partie d'un envoi à lui adressé, néglige de faire connaître que cet objet ne s'est pas trouvé, et met ainsi l'administration dans l'impossibilité de recourir contre le voiturier chargé de l'envoi, est responsable de la valeur de l'objet manquant.*

(Enon — C. Ministre de la guerre.)

*LOUIS, etc. — Considérant que la dette réclamée du sieur Enon se compose, 1^o d'une somme de 79 fr. 28 c., pour la valeur d'une caisse de pharmacie à lui expédiée, et dont il ne s'est pas chargé dans sa comptabilité... — Considérant que c'est en vain que le sieur Enon allègue que**d'une loi; mais souvent des membres de la chambre ont exprimé le regret que l'on ne suive pas dans ces occasions les usages de la Cour des pairs, qui veulent les cinq huitièmes des voix pour les condamnations. V. l'affaire Ney, 6 déc. 1815. V. aussi Canchy, *Président de la Cour des Pairs*, p. 636.**(4) V. également Canchy, ubi suprà. V. aussi comme analogue, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour de cassation du 2 fév. 1823 (aff. Beche).**(5) V. comme analogue, au sens contraire, un arrêt de la même Cour du 5 pluv. an 13, et les autorités indiquées par la note.**(6) V. conf., ordonn. du 3 déc. 1817 (aff. habit. de Montfaucon), et la note.*

juin 1825 (aff. Corbier); 8 juin 1826 (aff. Loiret).

*(1) Les motifs de l'ordonnance ci-dessus, déterminent parfaitement la compétence respective des préfets, des conseils de préfecture et des tribunaux en matière de chemins vicinaux; le régime est du reste constant. V. l'ordonn. du 18 janv. 1815 (aff. Noël), et le résumé de jurisprudence qui accompagne cette décision. V. aussi ordonn. des 23 ju n 1819 (aff. Chapuis); 8 mai 1822 (aff. Roulier).**(2) V. sur le point de savoir si, en général, les significations à avoué sont soumises aux formalités des exploits. Metz, 17 août 1815, et la note.**(3) V. à la date du 18 fév., le premier décret rendu dans le même affaire. — Le vote, dans ce cas, est déterminé comme s'il s'agissait du vote*

la caisse de pharmacie ne lui est pas parvenue, puisque, s'étant débité des autres objets compris dans l'envoi dont elle faisait partie, il n'a pas annoncé que cette caisse ne s'y trouvait pas, et qu'ainsi, ayant mis l'administration dans l'impossibilité de recourir, pour cet objet, contre le voiturier chargé de cet envoi, il doit en être rendu responsable ;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 26 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Beguin.

COMPTABLE. — COMPTABILITÉ MILITAIRE. — QUARTIER-MAÎTRE. — AVANCES.

Le quartier-maître qui, contre la prohibition de l'arrêt des consuls, du 8 flor. an 8, a fait des avances, sans autorisation du conseil d'administration du corps, ne peut en exiger le remboursement de l'administration de la guerre (1).

(Desaroles — C. Ministre de la guerre.)

Du 26 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Darrieux.

DOMAINES NATIONAUX. — VENTE. — INDEMNITÉ. — COMPÉTENCE. — GARANTIE.

Les contestations sur les adjudications de biens vendus par la caisse d'amortissement, sont de la compétence des conseils de préfecture (2), notamment, les demandes en indemnité pour défaut de contenance ou moins-value des biens vendus.

La règle générale usitée dans les adjudications de biens domaniaux, d'après laquelle la vente est faite sans garantie de mesure, contenance et valeur, s'applique aux adjudications de bois provenant de la caisse d'amortissement (3). — Quelle que soit la quantité d'arbres manquans, l'adjudicataire n'a pas un véritable droit à une réduction de prix. — Si la mécompte est grave, il peut y avoir lieu à une demande en indemnité, mais seulement à titre gracieux, par voie de pure administration, et sans recours par la voie contentieuse.

(Perroud — C. Caisse d'amortissement.)

Du 26 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Macarel.

DOMAINES NATIONAUX. — RENTE. — FÉODALITÉ. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

Lorsque dans une affaire de décompte, dévolue à la connaissance de l'administration, il se présente à juger une question préjudicielle, touchant la féodalité d'une rente, cette question préjudicielle doit être jugée par les tribunaux, avant que l'affaire principale soit jugée par l'administration (4).

(Crose — C. Domaines.)

Louis, etc. — Considérant qu'avant de statuer sur le décompte du prix de la rente en litige, il s'agit de savoir si ladite rente était ou non féo-

dale ; — Considérant que cette question préalable est du ressort des tribunaux ;

Art. 1^{er}. Il est suris à statuer sur la requête des héritiers Espié, ainsi qu'à l'exécution de la décision attaquée, jusqu'à ce que les tribunaux aient prononcé sur la nature de la rente dont il s'agit.

Du 26 fév. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Sirey.

1^{re} RENTE. — RECONNAISSANCE. — TITRE PRIMORDIAL.

2^o APPROBATION D'ÉCRITURE. — RENTE.

3^o PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE). — RECONNAISSANCE DE RENTE.

L'existence d'une rente ancienne peut, selon les circonstances, être déclarée par les juges d'après un acte de reconnaissance du débiteur, bien que cet acte ne relate pas la teneur du titre primordial. (Cod. civ., 1337.) (5)

2^o L'acte de reconnaissance d'une rente créée par des actes antérieurs, n'est pas soumis pour sa validité, à la formalité du bon ou approuvé exigé par l'art. 1326, Cod. civ. (6).

3^o En tout cas, un pareil acte peut servir de commencement de preuve par écrit de l'existence de la rente (Cod. civ., 1347 (7)).

(Vallée — C. Bourcy.) — ARRÊT.

LA COUR ; ... — Considérant que si, la teneur du titre primordial de la rente dont il s'agit, n'est pas spécialement relatée dans la reconnaissance du 22 août 1817, cette omission ne peut être d'aucune influence dans l'espèce particulière de la cause, puisqu'il ne s'élève aucune difficulté entre les parties ni sur la quotité, ni sur la nature, ni sur l'époque de l'exigibilité de la rente, mais seulement sur son existence ; qu'ainsi la prétention des intimés tendant au rapport du titre primordial de ladite rente n'est pas admissible ;

Considérant que les dispositions de l'art. 1326 du Code civ., qui exigent que le billet ou la promesse sous seing privé par lequel une partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, soient écrits de la main de celui qui les a souscrits, ou revêtus d'un bon ou du mot approuvé, ne peuvent s'appliquer à l'acte sous seing privé du 22 août 1817 ; Que cet acte, qui a eu pour objet la reconnaissance du service d'une rente créée et reconnue par des actes antérieurs, devrait d'ailleurs être considéré comme un commencement de preuve par écrit de l'existence et du service de la rente réclamée par l'appelant ; et que les actes et documents produits au procès complètent ce commencement de preuve et justifient pleinement l'existence de ladite rente ; — Par ces motifs, etc.

Du 28 fév. 1823. — Cour roy. de Poitiers.

BILLET À ORDRE. — VALEUR ENTENDUE. — TIERS PORTEUR.

Un billet à ordre causé valeur entendue n'est qu'une simple promesse constituant une obli-

gation. F. ordonn. du 29 déc. 1819 (aff. Tarlé), et la note.

(3) Le principe est certain ; toutefois, voy. ordonn. du 22 juill. 1818 (aff. Bourg).

(4) F. conf., ordonn. du 7 août 1816 (aff. Cheffontaine), et la note.

(5) F. des le même sens, Cass. 6 mai 1807 ; 19 déc. 1820 ; 1^{er} juill. 1829 ; Paris, 6 juill. 1810 ; Bruxelles, 26 janv. 1820 et 16 oct. 1822 ; Poitiers, 17 fév. et 16 mars 1825.

(6) F. sur cette question, Cass. 12 fruct. an 11, et la note.

(7) F. Amiens, 17 janv. 1823, et la note.

(1) C'est ce que le conseil d'Etat avait déjà jugé par ordonn. du 30 déc. 1822 (aff. Marchais).

(2) Dans cette dernière espèce, le quartier-maître prétendait exercer les droits et actions des créanciers du corps, qu'il avait payés de ses deniers. Le conseil d'Etat, sans se prononcer formellement sur cette prétention, a jugé, conformément aux règles de la comptabilité administrative, qu'elle ne pouvait faire l'objet d'un pourvoi avant d'avoir été soumise au ministre de la guerre.

(3) Mais seulement en ce qui touche les contestations élevées entre l'adjudicataire et l'administration. À l'égard des tiers, les tribunaux sont seuls

gation civile; et le vice d'un pareil billet étant apparent, peut être opposé même au tiers porteur (3).

(Elles — C. Borach.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 184 du Code de comm. exige, pour un des caractères constitutifs du billet à ordre, l'émoussion de la valeur reçue; qu'elle ne se rencontre pas dans l'effet dont l'intime réclame le paiement, puisqu'il n'énonce qu'une valeur entendue; qu'ainsi cet effet n'est qu'une simple promesse constituant une obligation purement civile; que le vice de ce billet étant apparent, il peut être opposé au tiers porteur aussi bien qu'au souscripteur; — Par ces motifs: — Met l'appellation ci-dessus en appel ou néant; — Emendant... — Renvoie les parties à se pourvoir par-devant les juges ordinaires, etc.

Du 1^{er} mars 1823. — Cour roy. de Colmar.

PARTAGE. — ÉCRIT. — PARTAGE VERBAL.
Tout partage de succession n'est définitif qu'autant qu'il est fait ou constaté par écrit; un partage verbal n'est pas un obstacle, tant qu'il n'y a pas prescription acquise, à l'action ultérieure afin de partage, de la part de l'un des héritiers (2).

(Armanjeon — C. Chevreau.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il paraît bien que vers 1807, il y a eu un partage des biens de Sylvain Chevreau et de Marie Renouard: qu'il a été articulé et non dénié que chacune des parties était imposée à la contribution foncière, pour les objets à elle échus, et que la vente d'un de ces immeubles, faite par la femme de Georges Armanjeon et avouée à la présente audience, ne laisse aucun doute à cet égard; mais que l'acte de partage n'étant pas rapporté et l'action pour en demander un, non prescrite, il doit nécessairement être ordonné en y rapportant fidèlement le prix pour lequel les biens vendus seront estimés par les experts chargés de l'opération; — Dit qu'il a été bien jugé au chef qui ordonne le partage, etc.

Du 3 mars 1823. — Cour roy. de Bourges.

SERMENT. — ACQUIESCENCEMENT. — APPEL.
Une partie peut appeler du jugement qui a déclaré le serment d'office à son adversaire, et elle n'est pas déchue de ce droit, ni parce qu'elle n'est pas assistée à la prestation du serment, elle n'a pas interjeté appel avant le jour indiqué pour le recevoir, ni parce que son avoué a assisté à la prestation du serment (3).

(Berthelot — C. Berthelot.)

Du 4 mars 1823. — Cour roy. de Poitiers.

MINEUR. — ÉMANCIPATION. — BAIL. — FERMAGES ANTICIPÉS.

La réception anticipée de fermages ne peut être

considérée comme un acte d'administration permis au mineur émancipé. (C. civ., 481.) (4)
(Joanet — C. Tompon.)

Du 3 mars 1823. — Cour roy. de Poitiers. — P. M. Brechard.

PÉREMPTION. — CONCILIATION.

La péremption qui anéantit tous les actes d'une instance, ne porte aucune atteinte à la procédure de conciliation qui a précédé l'instance. — Si d-ne la demande est reproducible, elle n'est pas assujettie de nouveau au préliminaire de conciliation. (Cod. proc., 39 et 401.) (5)

(Lattier — C. Girard et Pouzet.)

Procès-verbal de non-conciliation entre le sieur Lattier, d'une part, et les sieurs Pouzet et Girard, d'autre part. — 21 et 25 juill. 1814, exploit à la requête du sieur Lattier, contenant copie du procès-verbal de non-conciliation et assignation aux sieurs Pouzet et Girard, devant le tribunal civil de Montélimar. — Trois ans et six mois s'écoulent sans poursuites.

5 dec. 1819. demande en péremption de l'instance formée par le sieur Pouzet, tant contre le sieur Lattier, que contre la dame Girard, héritière bénéficiaire de son mari.

Sur cette demande, le sieur Lattier déclare reconnaître la péremption, se désiste de l'instance périmée, et par exploit des 10 et 14 oct. 1820, il signifie le procès-verbal de non-conciliation de 1814, et assigne de nouveau le sieur Pouzet et la dame Girard.

Le sieur Pouzet et la dame Girard soutiennent que la demande du sieur Lattier est non recevable, en ce qu'elle n'a pas été précédée du préliminaire de conciliation. Ils prétendent que la citation en conciliation donnée lors de la première demande, et le procès-verbal de non-conciliation ont été, comme tous les autres actes de l'instance, frappés de péremption; qu'ainsi, il y avait nécessité de tenter de nouveau la conciliation. — Ils invoquent l'autorité de Lepage, pag. 98, et celle de Carré, 1. 2^o. Question. Ils insistent principalement sur ce que, relativement à la dame veuve Girard, qui n'avait pas été partie dans la première instance, qui, par conséquent, n'avait pas personnellement refusé de se concilier, la tentative de conciliation était absolument indispensable.

2 août 1821, jugement ainsi conçu: — « Attendu que le sieur Lattier n'a point épuisé de conformité à la loi, le préliminaire de la conciliation, principalement envers la dame Girard, qui, succédant au fait d'autrui, pouvait avoir des motifs pour se concilier par la conviction où elle avait pu être de la garnie exercée contre elle, par Pouzet; qu'ainsi, en admettant même que le certificat de non-conciliation qui avait précédé la demande faite en 1814, pût servir contre Pouzet

(1) La question est controversée. V. dans le sens de la décision ci-dessus, Bordeaux, 14 therm. an 8; Cass., 15 juv. 1813; Bourges, 17 avril 1822. Mais voy. en sens contraire, Bourges, 6 août 1825; Paris, 6 fév. 1830; Cass., 2 mai 1836, les notes et observations qui accompagnent plusieurs de ces arrêts. V. aussi dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Paris, 13 fév. 1837.

(2) V. en ce sens, Delvincourt, tom. 2, p. 514, n. 8; Poujol, sur l'art. 816, n. 3; Merlin, Répertoire, v^o Partage, § 1^{er}, n. 2. — L'opinion de ces auteurs est toutefois contredite par Malville sur l'art. 816. Mais elle a été confirmée par la jurisprudence. V. Bastia, 29 nov. 1830, et 9 janv. 1833; ce dernier arrêt jugé en outre que la preuve testimoniale de

l'existence d'un partage verbal, allégué par quelques-uns des ayants droit, est inadmissible; Toulouse, 30 août 1837. V. encore seul, dans la même sens, Cass., 6 juill. 1836. Mais, en l'absence d'un acte de partage, les juges peuvent déclarer que ce partage a eu lieu, s'il existe à cet égard un commencement de preuve par écrit. V. Bourges, 19 avril 1830; surtout si la demande en partage paraît échappée de dol et de fraude; Cass., 27 avril 1836.

(3) V. dans le même sens, Besançon, 15 mai 1818, et la note; Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 521.

(4) Sic, Troplong, du Louage, L. 1, n^o 145.

(5) V. en ce sens, Agée, 7 mars 1808, ses observations et les autorités qui y sont rappelées.

pour celle de 1820, il n'est point suffisant contre la dame Girard, qui peut avoir d'autres motifs que son mari, dont elle est héritière, pour accueillir ou non des propositions de conciliation : sur ces motifs, le tribunal, jugeant en premier ressort, donne défaut de plaider contre Morel-Pillapra, avoué du sieur Lattier, et pour le profit déboute celui-ci de sa nouvelle demande, à laquelle il est déclaré non recevable; le condamne en tous les dépens de l'instance. »

Appel de la part du sieur Lattier. Il soutient que le préliminaire de conciliation ne fait point partie de l'instance, qu'ainsi le procès-verbal de conciliation n'est pas un acte de l'instance qui soit atteint par la péremption; qu'en conséquence, il a pu intenter une nouvelle demande sans réitérer la tentative de conciliation déjà faite. Il cite Pigeau, tome 1, page 46, et Demiau-Crouzilhac, pag. 53. — Il ajoute qu'en supposant que la tentative de conciliation fût nécessaire à l'égard de la dame Girard, qui n'était pas partie dans la première instance, d'un autre côté, comme la dame Girard était héritière bénéficiaire de son mari, et qu'en cette qualité elle ne pouvait ni transiger, ni se concilier, elle ne pouvait opposer à l'action intentée contre elle, que fin de non-recevoir prise du défaut de tentative de conciliation.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le préliminaire de la conciliation n'est pas un acte de procédure dans l'instance, qu'il est un contrat destiné à prévenir, et que, d'ailleurs, la veuve Girard, comme héritière bénéficiaire ne devait pas être citée en conciliation; — Ordonne que les parties continueront de procéder sur les fins des assignations des 10 et 14 oct. 1820, ainsi qu'il apparaîtra.

De 6 mars 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Prés. M. Dubois. — Pl. MM. Massonet, Vicille et Bardet.

SÉPARATION DE BIENS. — ACTE CONSERVATOIRE. — SAISIE GAGERIE.

La femme, demanderesse en séparation de biens, peut former une saisie-gagerie sur les meubles et effets garnissant la maison maritale. C'est un acte conservatoire autorisé par l'art. 869, Cod. proc. civ. (1).

(La dame Veyrinas — C. le sieur Veyrinas.)

En 1822, la dame Veyrinas a obtenu l'autorisation de poursuivre sa séparation de biens d'avec son mari. Elle se fonda sur le déangement des affaires de ce dernier.

Le 21 décembre, jour même de l'assignation en séparation, la dame Veyrinas obtint, sur requête, du président du tribunal de Rochecorbiat, permission de saisir-gager entre les mains de son mari, les meubles et effets garnissant sa maison d'habitation et dépendant de la communauté.

Les 23 et 24 décembre, la saisie-gagerie est effectuée. Le mari se rend opposant.

Le 8 janv. 1823, jugement qui maintient provisoirement la saisie.

Appel du sieur Veyrinas.

Il soutenait d'abord, que la dame Veyrinas avait quitté la maison maritale depuis la saisie; qu'elle était dès lors non recevable à en demander le maintien, vu que la saisie n'était qu'un incident sur la poursuite de l'action en sépara-

tion, et que toute femme qui déserte le domicile marital, sans autorisation, n'est pas reçue à se pourvoir en séparation.

Au fond, le sieur Veyrinas soutenait que l'art. 869, tout en permettant à la femme demanderesse en séparation de biens, de prendre des mesures conservatoires, ne l'autorise nullement à agir contre le mari par voie de saisie-gagerie, attendu que cette voie est établie uniquement en faveur des propriétaires envers leurs fermiers ou locataires, ou des créanciers envers leurs débiteurs forains. (Art. 819 et suiv. Cod. de proc.)

On répondait, pour la dame Veyrinas, qu'en fait, elle n'avait pas quitté la maison maritale; et que quand même elle l'aurait quittée depuis la saisie, c'était été forcément, à la suite de la mauvaise humeur du mari, qu'aurait excitée la mesure conservatoire qu'elle venait de prendre; et que loin que sa conduite à cet égard pût élever contre elle une fin de non-recevoir, il en résulterait un nouveau motif de croire que ses intérêts étaient en péril, et qu'il y aurait lieu de maintenir la saisie.

Au fond, on invoquait l'art. 869 : Il ne pourra être, sauf les mesures conservatoires, prononcé, sur la demande en séparation, aucun jugement, qu'un mois après l'observation des formalités, etc.

Qui veut la fin, disait-on, veut les moyens. Or, la disposition de la loi serait le plus souvent inutile, si en permettant à la femme des mesures conservatoires, elle ne l'avait pas autorisée à saisir-gager les meubles dépendant de la communauté, vu qu'il n'y a que deux sortes de mesures conservatoires par voie de saisie : la saisie-arrest et la saisie-gagerie. L'une n'a lieu qu'envers des tiers, l'autre frappe directement sur ce dont le débiteur est nanti lui-même. Celle-ci est la plus simple et la plus sûre; et l'art. 869 du Cod. de proc. ne distinguant pas, les embrasse, les permet l'une et l'autre. (Rép. de M. Merlin, v^o Séparation de biens, sect. 2, § 3, pag. 445.)

L'art. 270 du Cod. civ., que la jurisprudence a déclaré applicable à la séparation de corps ou de biens, autorisait la femme, durant l'instance en divorce, à requérir, pour la conservation de ses droits, l'apposition des scellés sur les effets mobiliers de la communauté, ou bien à les saisir en constituant le mari gardien judiciaire. Cette mesure est identique avec la saisie-gagerie.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le fait de désertion de la maison maritale, invoqué en cause d'appel, n'ayant point été articulé par le sieur Veyrinas, dans sa requête en forme d'opposition à M. le président du tribunal, ni pendant l'instruction du procès en première instance, la présomption de droit est que la dame Veyrinas n'a cessé d'habiter avec son mari; et que d'ailleurs ce moyen, s'il existe, pourra être invoqué, si on le croit utile, lors de la décision sur la séparation de biens; — Attendu que l'art. 869 du Cod. de proc. civ., tout en prescrivant qu'il ne pourra être prononcé, sur la demande en séparation, aucun jugement, qu'un mois après l'observation des formalités prescrites au titre des Séparations de biens, donne néanmoins à la femme le droit de faire, dans l'intervalle, les actes conservatoires qu'elle croit nécessaires dans son intérêt; — Attendu que si la faveur accordée par les art. 819 et suiv. du Cod. de proc., aux créanciers, de saisir en vertu de permission du président, ne pouvait être exercée que contre leurs locataires, fermiers ou débiteurs forains, alors le droit accordé à la femme par l'art. 869, de faire des actes conservatoires, deviendrait tout à fait illusoire, puisqu'il dépendrait d'un

(1) V. conf., Bourges, 23 mess. an 10, et sur les mesures provisoires qu'en général la jurisprudence a autorisées, à la requête de la femme, Amiens, 5 pluv. an 13, et la note. V. aussi Paris, 20 nov. 1815. et *supra*, même Cour, 9 janv. 1823, et la note.

mari de mauvaise foi de dissiper tout son mobilier pendant l'instruction de la séparation; — A l'égard de la validité de la saisie, attendu que la décision de cette question est subordonnée à celle de la séparation; — Par ces motifs, et encore ceux exprimés au jugement dont est appel, met l'appel sur son plein et entier effet, condamne, etc.

Du 7 mars 1823. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. Grellet de Beuregard. — Concl., M. Guillaud, av. gén. — Pl., MM. Baray et Dumont.

1^{er} TÉMOIN EN MAT. CIV. — REPROCHES. — COMMUNE. — HABITANS.

2^e ENQUÊTE. — DÉLAI. — ASSIGNATION.

1^{re} Les habitants ou propriétaires d'une commune ne peuvent être entendus comme témoins dans une enquête qui intéresse la commune (1).

2^{de} Il n'est pas nécessaire que le délai de trois jours prescrit pour l'assignation à la partie qui doit assister à l'enquête, soit observé pour la notification à cette partie des noms, professions et domiciles des témoins. (Cod. proc., 261.) (2)

(l'urcaud — C. commune de Vouillé.)

Du 7 mars 1823. — Cour roy. de Poitiers. — Prés., M. Bodin. — Pl., MM. Boncenne et Brécard.

SÉPARATION DE CORPS. — DONATION ENTRE ÉPOUX. — RÉVOCATION.

Du 8 mars 1823 (aff. *Maréchal*). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation, du 13 fév. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

LIBRAIRE — BREVET. — EXPLOITATION.

Du 8 mars 1823 (aff. *Fernot*). — Cour roy. d'Amiens. — V. l'arrêt de la Cour de cassation, du 15 mai 1823, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DERNIER RESSORT. — QUALITÉ.

Est en dernier ressort le jugement rendu sur une contestation inférieure à mille francs, encore bien qu'il statue sur la question de savoir si l'une des parties a la qualité de donataires universels (3).

(Savy — C. Bergère.)

Du 11 mars 1823 — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Delong, p. p. — Concl., M. Lédé, av. gén.

FOLLE ENCHÈRE. — CRÉANCIER. — POURSUITES.

Les créanciers inscrits sur un immeuble vendu par licitation ont, comme le vendeur lui-même, le droit de poursuivre contre l'adjudicataire ou ses ayants cause la vente sur folle enchère, s'ils ne sont pas payés du montant de leur collocation, alors surtout que ce droit a été réservé par le cahier des charges (4).

(1) V. conf., Angers, 16 janv. 1823, et la note.

(2) *Sic*, Poitiers, 28 nov. 1822.

(3) V. sur ce point, Cass. 24 mars 1812, et nos observations, V. aussi Bourges et Riom, 27 mars et 18 avril 1825; Amiens, 8 avril; Poitiers, 24 juil. 1826.

(4) V. conf., Cass. 8 juill. 1826. Telle est aussi l'opinion des auteurs. V. Pigeau, tom. 2, p. 151 et 251; Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, quest. 2518; Demiau-Crouilhac, p. 461; Lepage, p. 499; Favard de Langlade, t. 5, p. 80; Dalloz, *Nec. alph.*, t. 11, p. 855, n. 2; Bioche et Goujet, v^o *Folle enchère*,

(Millet — C. Hoche.)

Ainsi jugé par le tribunal civil de Paris, le 12 déc. 1822. Voici les motifs du jugement : « Attendu que par la clause 10 de l'adjudication faite à Cadres, le 30 août 1806, l'adjudicataire a été soumis à rembourser, dans les six mois de la notification du décès des rentiers, le capital laissé dans ses mains pour le service des rentes viagères; que par la clause 12, il a été stipulé que faute d'exécution d'aucune des clauses de son adjudication, il pourrait y être contraint, même par la voie de la vente à sa folle enchère; — Que par jugement du 13 août 1807, la veuve Hoche, autorisée à recevoir, après le décès des rentiers, ce qui resterait du capital laissé dans les mains de Cadres, s'est trouvée légalement subrogée dans les droits appartenant au vendeur, aux termes des articles précités de l'adjudication du 30 août 1806; — Qu'il ne s'agit pas d'un droit inhérent à la personne du vendeur, mais d'un moyen d'exécution qui peut être exercé par le créancier du vendeur, comme par le créancier lui-même; — Que le Code de procédure, ni aucune loi antérieure ne porte de disposition prohibitive d'une clause semblable à celle dont il s'agit, et dont la veuve Hoche n'a pu poursuivre l'exécution que quand son droit a été ouvert par le décès des rentiers; — Que les ventes faites par l'acquéreur, avant l'acquit du prix total de son adjudication ne peuvent contrarier l'action du vendeur ou de son ayant cause, dont les sous-acquéreurs ont pu se faire instruire avant leur acquisition. »

Appel par le sieur Millet.

ARRÊT

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont appel sortira son plein et entier effet; — Condamne l'appelant au paiement et aux dépens, etc.

Du 12 mars 1823. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Prés. M. Dupaty. — Concl., M. Vanio, cons. aud. — Pl., MM. Gaudry et Devesvres.

USURE. — PREUVE TESTIMONIALE.

Du 12 mars 1823 (aff. *Buisson*). — Cour roy. de Nîmes. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 1821 (aff. *Philippe*).

DOT. — EMPLOI.

Du 11 mars 1823 (aff. *François*). — Cour roy. d'Angers. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 4 mai 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — DÉPENS.

Les frais d'un jugement par défaut ne doivent pas rester à la charge de la partie défaillante, lorsque sur l'opposition elle obtient la réformation du jugement obtenu contre elle (5).

(Gornery — C. Toquet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les art. 436, 437 et 438 du Code de proc., au titre de la Procédure

n. 16. C'est aussi la solution qui, d'après Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, tom. 5, quest. 2498 bis, doit être admise sous l'empire de la loi du 2 juin 1841. Toutefois, cet auteur laisse aux tribunaux la faculté d'apprécier la position du demandeur en folle enchère. « Le but commun, dit-il, c'est le paiement par toutes les voies légales. La folle enchère est un des moyens les plus efficaces. Nous pencherions à étendre plutôt qu'à restreindre le cercle des intéressés. La sagesse des magistrats y pourvoira. »

(5) Question controversée. V. les observations

de commerce, qui autorise le défallant à former opposition au jugement rendu contre lui, ne l'oblige point à payer les frais de sa contumace, ainsi que cela avait lieu sous l'ancienne législation ; — Attendu que, d'après les principes actuels, c'est toujours la partie qui succombe en définitive qui doit être condamnée à tous les frais du procès ; qu'ainsi c'est à tort que le tribunal de commerce, qui a fait gagner à Garnery son procès au fond, l'a condamné aux dépens de sa contumace ; — Met l'appellation et le jugement dont est appel au néant, en ce que, par icelui, Garnery a été condamné aux frais de sa contumace ; — Emendant, quant à ce, — Le décharge de ladite condamnation ; — Au principal, — Déclare Touquet non recevable à cet égard, dans sa demande, et le condamne en tous les dépens d'appel et de demande, etc.

Du 13 mars 1823. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Agier. — MM. Lamy et Carré.

ASSURANCE MARITIME. — LIQUIDES. — COULAGE.

La clause franc de coulage stipulée dans une assurance de liquides, doit s'entendre non seulement du coulage provenant, soit du vice des futaillies, soit du vice propre de la chose, dont les assureurs sont d'ailleurs affranchis par le droit commun, mais encore du coulage, résultant d'un événement de mer et de force majeure (1).

(Sejourné — C. Rebecqui.) — ARRÊT.
LA COUR ; — Considérant que quoique par ces expressions, *franc de coulage*, on paraisse, au premier aspect, n'avoir entendu prévenir que cette déperdition plus ou moins lente, plus ou moins considérable que tous les liquides éprouvent dans les futaillies qui les contiennent, soit par le propre vice de leur nature, soit par celui des futaillies ; et qu'il soit par conséquent difficile de confondre cette déperdition progressive avec la perte subite et totale qu'occasionne l'effort d'une vague ou toute autre fortune de mer, cependant, par le droit commun, les assureurs sont affranchis de la déperdition graduelle qu'éprouvent les liquides, et quand la police d'assurance porte la clause expresse, *franc de coulage*, cette clause serait sans valeur et sans effet, si on la restreignait au coulage dont le droit commun affranchit les assureurs ; — Considérant qu'il est attesté par Emerigon (*Traité des assurances*), et par le tribunal de commerce de Marseille, que depuis longtemps l'usage a étendu l'effet de cette clause à toutes les fortunes de mer autres néan-

moins que celles qui autorisent le délaissement, ou qui nécessitent le sacrifice de quelques marchandises pour le salut commun, ou pour le sonlagement du navire ; qu'enfin on a toujours entendu par cette clause, *franc de coulage*, comme équivalant, pour les liquides, à celle, *franc de toute avarie particulière* pour les autres marchandises, ainsi qu'il a été jugé par arrêt de la Cour, du 23 nov. 1818 ; — Et adoptant au surplus les motifs des premiers juges, — Ordonne que ce dont est appel interdire et sortira son plein et entier effet, etc.

Du 14 mars 1823. — Cour roy. d'Aix. — Prés., M. d'Eymar de Montmeyan. — Pl., MM. Creps et Sémerie.

FAILLITE. — CRÉANCIERS. — REGISTRES.

La disposition de l'art. 505, Cod. comm., suivant laquelle les créanciers d'une faillite peuvent être astreints à la représentation de leurs registres, n'est point applicable au cas où les droits du créancier sont reconnus et fixés par un jugement passé en force de chose jugée (2).

(Darry — C. Carnette.)

Par suite de quelques opérations de commerce, il s'éleva une contestation entre Darry et Gandon, devant le tribunal de commerce de Bayeux. — Un jugement du 11 sept. 1820, et un arrêt confirmatif, du 3 avril 1821, reconnurent que, toute balance faite, Darry était créancier de la somme de 6,000 fr.

Gandon étant tombé en faillite, Darry se présenta lors de la vérification des créances. — Caruette, syndic de la faillite, contesta les prétentions de Darry, et demanda que, suivant l'art. 505 du Code de comm., il lui fût ordonné de produire ses livres pour établir ses comptes avec Gandon et justifier sa créance.

Jugement qui ordonne cette production.
Appel. — Darry soutient que l'art. 505 n'est pas applicable au cas où, comme dans l'espèce, il y a un jugement passé en force de chose jugée, qui reconnaît l'existence et fixe le montant des droits du créancier ; qu'alors il existe une présomption *juris et de jure* qui le dispense de toute autre preuve.

ARRÊT.
LA COUR ; — Attendu que le titre de Darry est un jugement rendu le 11 sept. 1820 ; que ce jugement est passé en force de chose jugée, et qu'il n'est attaqué par aucune voie légale... ; — Réformant, déclare Caruette, syndic de la masse Gandon, non recevable à contester la créance de

qui accompagnent un arrêt en sens contraire de la Cour de Rouen, du 9 janv. 1806, et les autorités qui y sont rappelées, F. susai Rome, 17 janv. 1811, et la note. — Adde, sous le sens de la décision ci-dessus, Carré, *Lois de la proc.*, quest. 671. Cet auteur se fonde sur ce que le Code de procédure n'a pas reproduit la nécessité de répondre les dépens dans le cas de défaut faute de plaider, qui existait sous l'empire de l'ordonn. de 1667. F. encore Chauveau sur Carré, loc. cit. Remarquons toutefois, qu'en matière criminelle, la difficulté a été prévue et tranchée par l'art. 187 du Code d'inst. crim. Aussi le Code de cassation a jugé que les frais de l'expédition et de la signification, doivent rester à la charge du prévenu, et que c'est là, d'après l'art. 187, une règle impérative, sans que dans aucun cas le défendeur puisse être dispensé de ces frais condamnatoires. F. Cass, 30 août 1821.

(1) F. conf., Aix, 23 nov. 1818, et la note.
(2) L'art. 505 du Code de comm. a été reproduit en termes plus formels par l'art. 496 de la nou-

velle loi des Faillites, qui dispose que, « dans tous les cas, le juge-commissaire pourra, même d'office, ordonner la représentation des livres du créancier, ou demander, en vertu d'un compulsoire, qu'il en soit rapporté un extrait fait par les juges du lieu. » — Mais l'arrêt ci-dessus, même avec la rédaction de l'ancien Code, dit M. Renouard, des Faillites, t. 2, p. 21, était susceptible de critique, parce qu'au lieu de se borner à présumer, en fait, la validité de la créance, il a dénié le droit de demander la représentation des registres. Le juge-commissaire ne statue pas sur la créance ; si l'on présente un titre authentique, un jugement passé en force de chose jugée, ce ne sera pas lui, ce sera le tribunal qui décidera et devra décider que le titre aura sa valeur, que le jugement aura sa force. Mais le juge-commissaire peut toujours faire représenter les livres à telle fin qu'il appartiendra ; les livres peuvent fournir la preuve que le jugement a été exécuté ; que la créance a depuis été payée.

Darry établi par le jugement du tribunal de commerce de Bayeux, du 11 sept. 1820, ainsi qu'à exiger de Darry aucune production de livres ou justification; debout Carotte du contredit apporté à l'admission au passif de la faillite de Gondou, du montant des condamnations prononcées au profit de Darry par ledit jugement et l'arrêt du 3 avril 1821.

Du 14 mars 1823. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Prés., M. Aront. — Concl., M. Brégeot, av. gén. — Pl., MM. Thil et de Mailherbe.

RENTE. — PRESCRIPTION QUINQUENNALE. — COBÉLITEUR SOLIDAIRE.

La prescription de cinq ans établie par l'art. 2277, Cod. civ., est opposable au codébiteur solidaire d'une rente, qui, après avoir payé en entier les arrérages, exerce son recours contre son codébiteur, après un laps de cinq ans. (Cod. civ., 2277 et 1251.)

(Valenot — C. les créanciers Collet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 1251 du Code civ. dispose que la subrogation a lieu de plein droit au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter, et que déjà il en était ainsi, antérieurement au Code civil, dans le ressort du Châtelet et du parlement de Paris où les obligés étaient subrogés de droit au créancier, et qu'ainsi le Code nouveau n'a fait que conserver et consacrer un droit ancien; — Attendu que cette subrogation a été expressément acquise aux créanciers, par le jugement du 8 therm. an 11, qui, en les mettant au lieu et place de la dame Durand, les a autorisés à poursuivre les sieurs Valenot, père et fils, pour les contraindre au paiement des deux tiers des arrérages de la rente qui écherraient au profit de la dame Durand, jusqu'à son décès, au fur et à mesure d'échéance et d'exigibilité; — Attendu que ce n'est même qu'en vertu de cette subrogation et de cette autorisation répétée et renouvelée dans le jugement de 1807, qu'ils agissent aujourd'hui, et que, dès lors, ils ne peuvent repousser cette subrogation qui leur est acquise, non-seulement de droit, mais encore par le fait du jugement de l'an 11 et de 1807; — Attendu que l'effet de la subrogation est de mettre le second créancier à la place du premier, mais il ne peut avoir des droits différents des siens et on peut lui opposer les mêmes exceptions: on pouvait opposer à la dame Durand la prescription de cinq ans, contre les arrérages de la rente viagère, suivant l'art. 2277, la même prescription a couru contre ceux qui ont été subrogés à ses droits. Ils étaient autorisés à poursuivre les père et fils Valenot, pour les deux tiers des arrérages, au fur et à mesure d'échéance et de l'exigibilité; ils doivent s'imputer de ne l'avoir pas fait, et d'avoir attendu près de dix-sept ans sans agir; la prescription de cinq ans a eu pour objet de punir les créanciers de leur négligence; et, d'autre part, de prévenir la ruine qui serait souvent le résultat d'une masse considérable d'arrérages accumulés; — Attendu qu'il est constant entre les parties, que la dame Durand est décédée le 10 nov. 1819: que depuis son décès jusqu'au 17 avril 1822, jour de la citation en conciliation des Intimés, il s'est écoulé deux ans cinq mois, d'où il suit que la demande

ne pouvait plus être fondée que sur les deux tiers des deux annuités et sept mois de la rente viagère échue au décès de la dame Durand, et pendant la durée des cinq ans avant la demande; — Attendu que les offres faites par les appelants en première instance de payer aux Intimés la somme de 200 fr. 96 c., pour les deux tiers des annuités de ladite rente viagère exigible avec intérêts et les frais faits jusqu'aux offres, étaient suffisantes; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, etc.

Du 15 mars 1823. — Cour roy. de Lyon. — 4^e ch. — Prés., M. Nugue. — Concl., M. Moulier, av. gén. — Pl., M. Guerre et Varenard.

EXPLOIT. — DOMICILE (CHANGEMENT DE). — NULITÉ.

Est nul l'exploit notifié à une partie dans le cours d'une instance, à un domicile que cette partie a déclaré, par acte signifié régulièrement, avoir quitté (5). — La partie qui a fait signifier l'exploit n'est pas recevable à prouver qu'au moment de cette signification, son adversaire habitait encore son ancien domicile, alors surtout que cette demande en preuve paraît avoir pour objet d'enrayer le marche de la procédure et de retarder le jugement du procès.

(Chopin — C. de Florbroy.)
Du 15 mars 1823. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delametherie. — Pl., MM. Deseglise et Mater.

ABSENT. — ADMINISTRATEUR. — MINISTÈRE PUBLIC. — PROCURATION.

*Le ministère public a la voie d'action pour faire nommer un notaire chargé de représenter les présumés absents, de pourvoir à leurs intérêts et de défendre leurs droits. (Cod. civ., 114; l. 24 août 1790, tit. 8, art. 2.) (2)
Il y a lieu de nommer un notaire, chargé de représenter un présumé absent, bien que l'absent ait laissé un fondé de pouvoir, si les intérêts de l'absent et du procureur fondé se trouvent en opposition. (Cod. civ., 114.)*

(Dame Gelinet.)

En 1817, le sieur Gelinet donne à la dame Anne Forel, son épouse, une procuration à l'effet de gérer et administrer les affaires communes. — Au mois de juin 1820, il part pour l'Amérique — Vers la fin de 1822, Anne Gelinet forme contre son mari absent une demande en séparation de biens. — Jugement par défaut qui accueille cette demande. — Une liquidation des biens de la communauté est faite en vertu de ce jugement. — La dame Gelinet en demande l'homologation au tribunal. — Le procureur du roi requiert alors qu'avant de passer outre, et même en annulant tout ce qui a été fait jusque-là, le tribunal nomme un notaire chargé de représenter le sieur Gelinet dans ses nouvelles opérations. Il se fonde sur ce que le sieur Gelinet n'a été ni représenté ni défendu, puisque sa femme n'a pu agir en même temps comme adversaire et comme mandataire de son mari.

Jugement qui, attendu que le sieur Gelinet a laissé, eu partant, une procuration, et que ce n'est pas le cas de l'application de l'art. 113 du Code civil, rejette la demande du ministère public, et homologue la liquidation.

(1) V. sur ce point et dans le même sens, Paris, 10 juin 1811, et nos observations. V. aussi Chauveau sur Carré, *Lois de la procéd.*, quest. 355.

(2) V. conf., Cass. 8 avril 1812, et la note. — V.

ou surplus sur l'action du ministère public en matière civile, Cass. 1^{er} août 1820 et 5 mars 1821; Bruxelles, 6 frim. an 14, 1^{er} août 1808, et les notes.

II. Appel de la part du procureur du roi. — M. Julien, premier avocat général, a soutenu cet appel par un réquisitoire dont voici la substance : — « L'article 112 du Code civil prévoit le cas où il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tous ou partie des biens laissés par une personne présumée absente et qui n'a point de procureur fondé; il y est dit qu'il y sera statué par le tribunal de première instance sur la demande des parties intéressées. — Le sens de cette disposition est clair et précis. Ce n'est que dans le cas où il y a nécessité, non pas seulement relative, mais absolue, indispensable, de pourvoir à l'administration des biens du présumé absent, et dans le cas encore où il n'a point de procureur fondé, qu'il n'a laissé personne pour le défendre, que la justice doit y pourvoir; la réunion de ces deux circonstances est de rigueur, et aucune considération ne saurait les séparer dans le sens vrai et dans l'esprit naturel de cet article. — C'est alors, en effet, que l'intervention des magistrats est utile, de rigueur; ils doivent statuer sur la demande des parties intéressées. — Mais qu'entend-on par parties intéressées? Ces mots présentent un double sens : ils peuvent s'entendre d'abord des personnes qui ont un intérêt direct à demander qu'il soit pourvu à l'administration des biens d'un présumé absent, pour une disposition provisoire à prendre en faveur de créanciers. Ce sens offre l'idée d'une partie isolée qui a besoin de se faire un contradicteur. Il s'entend encore de deux parties principales, dont l'une seulement a un intérêt actif. — Quelle est donc cette partie qui entre en concurrence avec la première, pour demander l'exécution de la mesure ordonnée, si ce n'est cette partie qui ne représente pas, mais qui agit pour obtenir que le présumé absent soit représenté? si ce n'est le ministère public qui est spécialement chargé de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes, ainsi que le porte formellement l'art. 114. — En confiant cette mission au ministère public, la loi n'a pu le vouloir que sous un rôle fort paisible et ridicule.

Or, ne le serait-il pas en effet, si, après avoir remarqué que les intérêts de l'absent sont compromis, ou que les formalités de la loi à leur égard n'ont pas été remplies, le ministère public n'avait le droit de demander que les erreurs fussent réparées. Être chargé de veiller aux intérêts de quelqu'un, n'est-ce pas être autorisé à faire tout ce que ces intérêts exigent? Et l'on ne peut dire que par cette obligation imposée au ministère public, le législateur ait voulu seulement que lorsqu'il s'agit des intérêts de l'absent, les gens du loi fussent entendus : car il n'aurait pas fait à cet égard une disposition particulière. — Si ces deux droits et ces devoirs de veiller aux intérêts des absents, et de se faire entendre dans les demandes qui les concernent, n'étaient point essentiellement distincts, le législateur ne les aurait pas distingués par les termes; il se serait borné à dire : le ministère public sera entendu dans toutes les demandes concernant les présumés absents. — Mais c'est ici que son intention se manifeste d'une manière toute particulière; il a envisagé deux cas : celui où le présumé absent serait représenté par un fondé de pouvoirs, et celui où il n'aurait confié à personne le soin de ses intérêts. Dans le premier cas, celui qui a une demande à former contre un absent, trouve un contradicteur; le ministère public n'a, dès lors, qu'à donner son avis sur la demande. — Dans le second cas, l'absent n'est point représenté, le ministère public est alors spécialement chargé de veiller à ses intérêts et de faire tout ce que les circonstances commandent.

Quelle sont les objections opposées à ce système? on dit : L'établissement d'une partie publique qui représente la société et qui agit dans les circonstances où cette société est intéressée, est une institution qui a pour objet l'intérêt général. Il faut donc distinguer ce qui est d'ordre public, et ce qui est relatif aux intérêts privés des particuliers. Pour ce qui est d'ordre public, le législateur a, dans les cas spécifiés au Code civil, donné au ministère public la voie d'action; mais la conservation des intérêts privés ou des fortunes particulières, quoique tenant à la chose publique, à raison des rapports généraux établis entre les individus, n'est cependant pas d'ordre public.

Rien n'est plus vrai, sans contredit, que la distinction qui est faite entre l'intérêt général ou l'ordre public, et l'intérêt privé. Mais rien moins exact que de dire que la société n'est point touchée par la discussion des intérêts individuels. Sans doute, si les droits et les intérêts privés étaient garantis par la seule force de la loi, tout serait dit; mais il n'en est point ainsi, et loin que des dispositions spéciales aient assuré les intérêts et les droits des présumés absents, ces droits seraient méconnus dans l'espèce, si le ministère public n'agissait pas. — On invoque en outre la loi du 24 août 1790 qui porte, art. 2, tit. 8 : « Au civil, les commissaires du roi exercent leur ministère, non par voie d'action, mais seulement par celle de requête dans les procès dont les juges auront été saisis. »

Le sens de cet art. 2 est, qu'en général, dans les matières qui ne sont relatives qu'à des intérêts privés, les procureurs du roi ne peuvent point agir d'office. Mais en conclure qu'ils ne le peuvent en certains cas et pour l'ordre public, lorsqu'il n'existe aucune partie privée qui puisse agir, c'est, dit M. Merlin (*Rapport*), « *Chambre des avoués*, de quoi on ne s'est jamais avisé; c'est à quoi s'opposent formellement les lois les plus précises; et il cite les art. 184 et 191 du Code civil, la loi du 16 flor. an 4, et d'autres. Il faut ajouter qu'à côté de l'art. 2 de la loi de 1790, se trouve l'art. 3 dans lequel on lit après l'obligation imposée aux procureurs du roi de porter pour les mineurs, les interdits, les femmes mariées : ils seront, en outre, chargés de veiller pour les absents indéfendus. Ce n'est pas seulement une obligation d'être entendus dans les causes qui les concernent, car il était plus facile de la comprendre dans la disposition relative aux individus que nous avons désignés; mais c'est un devoir d'un autre genre, et ce devoir est celui qu'exerce ici le ministère public.

M. Merlin, dans son réquisitoire à la suite duquel est intervenu l'arrêt de Cassation du 20 août 1807, a dit, après avoir cité les art. 184, 302 et 491 du Code civil, qui donnent au ministère public la voie d'action : « *Hors ces trois cas*, le Code civil ne déroge en rien à la règle établie par la loi de 1790. — Cette observation n'est pas exacte, il suffit de rappeler que le ministère public agit également par voie d'action en vertu des art. 50 et 53 du Code civil, ainsi qu'il résulte d'un avis du conseil d'Etat du 12 brum. an 11.

On ne peut davantage s'appuyer sur la loi du 13 janv. 1817 pour prétendre que si cette loi a constitué le ministère public partie principale, lorsqu'il s'agit de militaires absents, c'est que le Code civil lui refusait ce caractère. Le but de cette loi a été d'abréger les délais pour la déclaration d'absence et l'envoi en possession provisoire, mais le législateur n'a nullement entendu déroger aux dispositions du Code civil concernant les présumés absents.

M. l'avocat général a terminé en invoquant le discours du conseiller d'Etat Bigot-Prémaman et celui de Huguet, trib. : *l'Esprit du Code civil*, par Lozé, p. 324, 345 et 329; Proudhon, *Cours de droit français*, p. 130 et 131; l'opinion de Franchi, auteur italien, p. 53, celle de Toullier, p. 308 et 309, et enfin celle de Delvincourt, *Cours de droit civil*, p. 43.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que le ministère public n'est sans doute point chargé d'agir par lui-même pour les personnes présumées absentes, et de faire valoir leurs droits et leurs intérêts; sous ce rapport, il est vrai de dire qu'il n'a point la voie d'action; mais il l'a incontestablement pour leur faire établir, le cas échéant, des administrateurs, curateurs ou notaires, à l'effet de les représenter, et pourvoir à leurs intérêts et de défendre leurs droits. C'est dans ce sens que doivent être entendues les deux dispositions renfermées dans l'art. 114 du Code civ. Si dans la dernière, le ministère public doit seulement conclure, dans la première il peut et doit agir;—Attendu que le droit d'agir emporte celui d'appeler;—Attendu que s'il en était autrement, il pourrait arriver, dans une foule de cas, que les présumés absents demeureraient sans être représentés, ni défendus, d'où il pourrait leur résulter des préjudices irréparables en définitive;—Ainsi, dans l'espèce, l'appel interjeté par le procureur du roi est évidemment recevable;—Attendu, au fond, que Pierre Gelinet a disparu déjà depuis plusieurs années, et que l'on ne connaît pas le lieu de sa résidence actuelle; que, dès lors, il est présumé absent;—Attendu qu'il n'a point de procureur fondé, l'effet de la procuration par lui donnée à sa femme ayant cessé;—Ainsi, un notaire aurait dû être commis pour le représenter dans les inventaire, partage et liquidation ordonnés par le jugement du 9 oct.;—Attendu qu'il ne suffit pas que la confection de ces opérations ait été confiée à un notaire; il ne l'a point représenté, tellement qu'il a procédé et dû procéder par défaut contre lui;—Il faut donc reconnaître que lesdites opérations ne sont point régulières; mais comme néanmoins tout a été fait de bonne foi, c'est le cas d'accueillir les conclusions subsidiaires prises par l'une et l'autre parties;

En conséquence, — Sans s'arrêter aux fins de non-recevoir, a mis l'appellation et ce dont est appel au néant;—Emendant, avant faire droit sur la demande en homologation, commet André, notaire à Metz, à l'effet de représenter Pierre Gelinet, présumé absent, et de vérifier, dans son intérêt, les opérations auxquelles il a été procédé, en exécution du jugement du 9 oct. 1822, pour ce fait, en revenir, et être statué ce qu'au cas apparaitra.

Du 15 mars 1823.—Cour roy. de Metz.—Prés. M. Gérard d'Hannoncelles, p. p. — Concl. M. Julien, 1^{er} av. gén.—Pl., M. Charpentier.

PÈREMPTION.—CONCILIATION.

Du 16 mars 1823 (aff. Lattier).—Cour roy. de Grenoble. — V. cet arrêt *suprà*, à la date du 6 mars.

(1) V. en ce sens, Rouen, 6 août 1822; Orillard, *Comp. comm.*, p. 233. V. aussi le résumé de jurisprudence et de doctrine qui accompagne un arrêt de la Cour royale de Bourges du 15 fév. 1842. — Il a d'ailleurs été jugé qu'un meunier par le seul fait de sa profession, n'est pas commerçant; V. Colmar, 23 mars 1814. Mais il en serait autrement s'il achetait des grains pour les revendre. V. Cass.

COMPÉTENCE COMMERCIALE.—MEUNIER.—MEULE.

L'achat par un meunier d'une meule destinée au service de son moulin, ne le rend pas justiciable des tribunaux de commerce (1).

(Beaumont—C. Roger et Foillet.)—ARRÊT. LA COUR;—Attendu que la meule vendue par Roger et Foillet à Braucourt, a bien servi à ce dernier pour l'usage de son moulin, mais ne fait point partie des objets de son commerce, n'a point été livrée pour être revendue;—Déclare le jugement dont est appel nullement et incompétamment rendu, etc.

Du 17 mars 1823.—Cour roy. d'Amiens.

HYPOTHÈQUE LÉGALE.—FEMME.—SUBROGATION.

La femme qui concourt à l'obligation hypothécaire consentie par son mari, au profit d'un tiers, subroge par la même ce tiers dans l'effet de son hypothèque légale, et ce dernier doit être colloqué sur les biens hypothéqués, par préférence au créancier porteur d'une subrogation postérieure, alors même qu'elle serait expresse (2).

(Colmeir—C. Dameron.)

Du 17 mars 1823.—Cour roy. d'Amiens.

FEMME.—AUTORISATION MARITALE.

Du 17 mars 1823 (aff. Evillard).—Cour roy. de Rennes. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de cass. du 2 avril 1823 (aff. Boullanger).

SUBSTITUTION PROHIBÉE.—SUBSTITUTION RÉCIPROQUE.

Lorsqu'après avoir institué deux héritiers, par une seule et même disposition, dans l'universalité de ses biens, le testateur a ajouté que, dans le cas où l'un d'eux viendrait à décéder sans enfants, avant l'autre, il veut que l'effet de la disposition tourne au profit seul du survivant; cette clause doit être considérée comme renfermant une substitution prohibée. (Cod. civ., 896.) (3)

(Guillaumeau—C. Guillaumeau.)

Le 22 fruct. an 12, Marie Guillaumeau a fait un testament nuptial, par lequel elle a légué à Jacques et Catherine Guillaumeau, ses frère et sœur, la propriété et la totalité des biens meubles et immeubles qui se trouveraient composer sa succession à son décès, pour, par eux, s'en emparer et disposer en pleine propriété et par moitié entre eux, incontinent son décès. — Et dans le cas (est-il ajouté) où l'un ou l'autre desdits Jacques et Catherine Guillaumeau arriverait à décéder sans enfants, l'un avant l'autre, je veux et entends que l'effet du présent testament tourne au profit seul du survivant. — La testatrice est décédée le 22 avril 1822.

Le 26 mai suivant, Pierre Guillaumeau, son autre frère, a attaqué le testament comme contenant une substitution prohibée.

22 mars 1821, jugement du tribunal civil d'Angoulême qui annule le testament par les motifs qui suivent :—Attendu que, par son testament du 22 fruct. an 12, reça Clément, notaire..., la nommée Marie Guillaumeau, fille majeure, en

26 juil. 1818; Angers, 11 déc. 1822, et les notes

(2) F. conf. Paris, 29 août 1822, et la note de la note.

(3) C'est là, d'après la jurisprudence, une difficulté qui, se résolvant presque toujours dans l'appréciation des termes du testament, est plus de fait que de droit. V. Cass., 26 juil. 1808; 19 juil. 1814; 10 janv. 1821; 26 déc. 1836, et les notes.

instituant Jacques et Catherine Guillaumeau, ses frères et sœurs, ses héritiers universels, et en leur légant en pleine propriété l'universalité de ses biens meubles et immeubles, a voulu néanmoins que dans le cas où l'un ou l'autre de ces deux derniers arriverait à décéder sans enfants, l'un avant l'autre, que l'effet de son testament tournerait au profit seul du survivant d'eux;—Attendu qu'une telle disposition contient une véritable substitution prohibée par l'art. 896 du Code civ., en ce que celui qui précéderait l'autre sans enfants serait chargé de conserver et de rendre à celui qui lui survivrait; qu'alors les deux co légataires ne pourraient pas se dire propriétaires irrévocables des biens compris dans l'institution, tandis que cette propriété leur a été transmise par ledit testament; qu'en moyen d'une telle clause le testament de Marie Guillaumeau se trouvant nul, ne peut produire aucun effet.»

Appel de la part des héritiers institués.

ARRÊT.

LA COUR:—Adoptant les motifs du jugement du tribunal de première instance d'Angoulême, et qui y sont exprimés, ordonne que ce jugement sera exécuté suivant sa forme et teneur.

Du 18 mars 1823.—Cour roy. de Bordeaux. — Prés., M. de Marboin de Conteneuil, p. p.—Pl., MM. de Saget et Guillemeau.

NATURALISATION.—SERVICE MILITAIRE.

Un individu né en France d'un père étranger, mais qui a son domicile dans le royaume depuis longues années, qui a épousé une Française et formé en France un établissement de commerce, est réputé Français et est comme tel obligé de satisfaire à la loi du recrutement (1).

(Wagner - C. Préfet de la Seine.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant, en droit, que l'exercice des droits civils, en France, est indépendant de la qualité de citoyen, laquelle ne s'acquiert et ne se conserve que conformément à la loi constitutionnelle;—Considérant que la Charte ne contient point de dispositions relatives aux étrangers; que le décret d'avril 1790 répute Français tous ceux qui, nés hors du royaume de pères étrangers, sont établis en France et domiciliés dans le royaume depuis cinq ans, s'ils ont, en outre, acquis des immeubles en France ou épousé une Française, ou formé un établissement de commerce; que les autres conditions, exigées de l'étranger par cette loi, ainsi que par les constitutions de l'an 3 et de l'an 8, telles que le serment civique ou l'inscription sur les registres de l'état civil, ne sont exigées de l'étranger que pour être admis à exercer en France les droits de citoyen actif;—Considérant que les dispositions de l'article 13 du Code civ., n'ont point eu d'effet rétroactif contre les étrangers établis en France et déjà réputés Français, qui ont continué à jouir de l'exercice des droits civils et nécessaires à la conservation de leurs personnes et de leurs biens; que ces étrangers qui, réputés Français, jouissaient de ces avantages, qui pouvaient même, avant l'abo-

lition du droit d'aubaine, succéder en France à leur père, à l'exclusion du fisc, ont toujours dû contribuer et ont en effet contribué aux frais de protection et ont été soumis aux lois de police et de sûreté dont le service de la garde nationale et le recrutement de l'armée sont essentiellement partie, et sont indépendants de l'exercice des droits politiques;—Considérant que le fils de l'étranger, réputé Français, suit la condition de son père, jouit des mêmes avantages et doit être soumis aux mêmes obligations;—Considérant, en fait, que Wagner fils, né en France, en 1800, d'un père étranger, mais réputé Français par son domicile continu dans le royaume, depuis 1784, par son mariage avec une Française, et par l'établissement de commerce qu'il a formé à Paris, est Français et soumis à la loi commune; qu'ayant atteint l'âge prescrit par la loi, il a pu être appelé à faire partie du recrutement de 1821;—A mis et met l'appellation au néant;—Ordonne que ce dont est appel sortira sans peine et entier effet, etc.

Du 18 mars 1823.—Cour roy. de Paris.—Prés., M. Séguier, p. p.—Concl., M. Quéquet, av. gén.—Pl., MM. Couture et Lousuit, fils.

1^{re} FEMME NORMANDE.—DOT.—STATUT NÉEL.

2^o DOT.—INALIÉNABILITÉ.—HÉRITIERS.

3^o USUFRUIT LÉGAL.—SAMIE.

1^o La femme normande mariée à Paris, antérieurement au Code civil, n'a pu, postérieurement à ce Code, aliéner valablement, même avec l'autorisation de son mari, ses immeubles dotaux situés en Normandie (2).

(Placités, 80, 81, 82, 126, 127; Cod. civ., 1558.)

2^o Et l'inaliénabilité de la dot n'est pas seulement établie dans l'intérêt de la femme, mais encore dans celui de ses héritiers. (Cod. civ., 1554.) (3)

3^o Les intérêts des capitaux dus au mineur, n'appartenant à son père, à titre d'usufruit légal, qu'à la charge de l'entretenir et de l'élever, ne peuvent être saisis. (Cod. civ., 384.)

(Fischer — C. Dagneu.)

En l'an 3, la demoiselle Bernicot épousa le sieur Dagueu. — Le contrat de mariage fut passé à Paris, où demeurait le sieur Dagueu; les époux se soumirent au régime de la communauté établie par la coutume de Paris. — Par le même contrat de mariage, les père et mère de la demoiselle Bernicot lui constituèrent en dot le domaine de la Chabotière, situé en Normandie, à la charge de retour à leur profit, en cas de décès de leur fille, sans enfants, et sous la défense d'aliéner cet immeuble, à moins de remploi en autres biens d'une valeur des deux tiers, et avec l'agrément des sieur et dame Bernicot, père et mère.

En 1810, les époux Dagueu ont changé le domaine de la Chabotière contre une maison appartenant au sieur Bazin, et, en outre, moyennant une soule de 16,000 fr., que les parties convinrent devoir rester entre les mains du sieur Bazin, jusqu'à ce qu'il en soit fait emploi au profit de la dame Dagueu.

(1) F. dans un sens contraire, Nîmes, 22 déc. 1825; Montpellier, 22 juin 1826. Toutefois, Y. aussi, Cass., 27 avril 1819; Lyon, 10 nov. 1827; Coin-Delisle, Comment. anal., sur l'art. 2 du Code civil, n. 19.

(2) La question a fait difficulté; mais la solution ci-dessus a prévalu. V. Cass., 21 avril 1813; 27 fév. 1817; 11 janv. 1831; Caen, 13 janv. 1818. — F. en sens contraire, Cass., 12 juin 1815.

(3) La question est des plus controversées. Nom-

bre d'arrêts ont consacré l'inaliénabilité de la dot après le mariage, en faveur du créancier porteur d'obligations consenties par la femme durant son mariage. V. Paris, 13 mars 1821, et 6 déc. 1825; Toulouse, 24 nov. 1834. — Mais F. dans le sens de la décision ci-dessus, Cass., 3 mars 1832; Paris, 12 juin 1833; Caen, 8 déc. 1825, et 24 déc. 1839.

— F. encore les notes qui accompagnent plusieurs de ces arrêts, et celle qui est pécisée sous un arrêt de la Cour de Riom, du 2 fév. 1813.

En 1811, les sieur et dame Daguet ont vendu au sieur Gilbert la maison provenant de l'échange fait avec le sieur Bazin, et ce moyennant le prix de 6,000 fr., qui est également resté entre les mains de l'acquéreur. — Quelque temps après, les époux Daguet ont souscrit solidairement une obligation au profit du sieur Fischer, de la somme de 8,000 fr., pour prêt.

Après le décès de la dame Daguet, et en 1821, les héritiers Fischer se sont opposés à ce que les sieurs Bazin et Gilbert se dessaisissent des sommes qu'ils avaient garées en mains, aux termes des contrats ci-dessus.

Le sieur Marie, tuteur du mineur Daguet, seul héritier de sa mère, a demandé la mainlevée de ces oppositions, attendu que les sommes saisies représentaient un immeuble dotal, inaliénable suivant la coutume de Normandie, bien que la dame Daguet se soit mariée sous la coutume de Paris.

Les héritiers Fischer ont soutenu, 1° que le statut normand n'était pas réel, mais personnel; 2° qu'en tous cas, l'inaliénabilité de la dot ne pouvait être invoquée par les héritiers de la femme; que ce privilège n'était établi qu'en faveur de cette dernière; 3° enfin que les intérêts des sommes arrêtees étant attribués au père de l'enfant mineur (384 du Code civ.), devaient, dans l'espèce, saisisables, jusqu'à concurrence, au moins, de l'excédant des besoins de l'enfant.

Le 18 janv. 1822, jugement du tribunal civil de Paris, qui rejette les prétentions des héritiers Fischer. — Les motifs du jugement sont en substance: que la disposition de la coutume de Normandie relative à l'inaliénabilité de la dot, formait un statut réel, dont l'effet était de régler privativement le mode de transmission des biens dotaux situés dans son ressort, et encore bien que la femme eût transféré ailleurs son domicile; qu'ainsi, lors même que la même femme, en se mariant sous une coutume différente, était devenue capable de cautionner et de s'engager personnellement, les obligations qu'elle contractait ne pouvaient néanmoins recevoir aucune exécution sur les biens dotaux situés en Normandie; — Qu', d'autre part, le statut de l'inaliénabilité était établi, non-seulement dans l'intérêt des femmes elles-mêmes, mais encore dans celui de leurs enfants et de leurs héritiers, tellement que lesdits enfants ou héritiers, tout aussi bien que la femme, avaient le recours subsidiaire contre les acquéreurs des biens dotaux; — Qu'au surplus, les intérêts des capitaux dus au mineur n'appartenaient au père qu'à la charge de l'entretien et de l'éducation dudit mineur.

Appel.

ARRÊT.

LA COUR (— Adoptant les motifs des premiers juges, confirme, etc.

Du 10 mars 1823. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch. — Pres., M. Agier. — Cons., M. Jaubert, av. gén. — Pl., MM. Bazin et Molot.

VENTE. — CONTRE-LETTRE. — TIERS ACQUÉREUR. — SIMULATION.

Une contre-lettre, sous seing privé, portant déclaration d'un acquéreur que la vente est simulée, a-t-elle date certaine vis-à-vis d'un tiers acquéreur du signataire de la contre-lettre? — Ce tiers acquéreur n'est-il que

l'ayant causa de son vendeur? (Cod. civ., 1328.) (1)

Une vente simulée peut être sans effet, à l'égard de celui à qui elle fait titre d'acquéreur, et cependant avoir effet à l'égard des tiers à qui cet acquéreur revend, si le premier contrat de vente a été revêtu de toutes les formalités qui donnent publicité et aisance, si d'ailleurs les tiers acquéreurs n'ont pas eu connaissance de la simulation et ont acquis de bonne foi. (Cod. civ., 1383.) (2)

(Dumont-Durville — C. Dubois-Dubay.)

Le 10 avril 1789, la dame Fortin, veuve Croisilles, mère de six enfants, vend (ou paraît vendre) par acte public, la terre de Vey au sieur Pihan, pour la somme de 25,000 fr. reçue comptant; mais, le 28 mai 1789, Pihan souscrit une contre-lettre, par laquelle il reconnaît que l'acte du 10 avril précédent est simulé; qu'il n'a compté aucun somme; qu'en réalité, il n'est que détenteur de la terre, pour la revendre et en faire passer le prix sur la tête de l'une des filles de la vendeuse, alors mariée au sieur Manoury, beau-frère de lui Pihan.

La vente notariée reçoit toute publicité et toute exécution. — Quant à la contre-lettre sous seing privé, elle reste secrète (elle n'a été enregistrée que le 10 mars 1817).

Pihan revendit en détail la terre du Vey: M. le comte Dubois-Dubay en acheta une partie, par acte du.... — Après le décès de la dame Fortin-Croisilles, vendeuse, les héritiers, notamment la dame Dumont-Durville, ont querrelé la vente du 10 avril 1789, comme simulée, et ils ont attaqué les tiers acquéreurs, notamment M. le comte Dubois-Dubay, comme porteur d'une vente à non domino, le sieur Pihan, acquéreur simulé, ayant vendu la chose d'autrui, indépendamment du défaut de titre, ou de son invalidité. La dame Dumont-Durville soutenait que les tiers acquéreurs avaient acquis de mauvaise foi, et en connaissance de la contre-lettre.

Ce reproche n'était pas appuyé sur des preuves convaincantes. — Il a donc fallu contester principalement sur l'effet naturel et légal de la première vente publique, du 10 avril 1789, et de la contre-lettre du 28 mai suivant. — A cet égard, grands débats, d'abord de la part du sieur Pihan, qui a esquivé d'une transaction entre toutes parties. — Débats surtout de la part des tiers acquéreurs, qui ont soutenu que la contre-lettre était, relativement à eux, sans date certaine (pour une époque antérieure à leur acquisition), et, en tout cas, sans effet légal, puisque la vente publique avait eu l'effet de saisir l'acquéreur réel ou apparent.

Les tiers acquéreurs s'étaient d'nn arrêt de la Cour de Caen, du 22 déc. 1818, au profit de Fontenelle contre Buisol; maintenu par arrêt de rejet de la Cour de cassation du 18 déc. 1810. — Ils étaient aussi un arrêt de la Cour de cassation, du 21 fév. 1814, et de plus l'autorité de Merlin, *Quest. de Droit*, v° *Héritier*, p. 573; *Repet.*, v° *Succession*, t. 1^{er}, § 5, n° 2; — Planiol, tom. 1^{er}, pag. 10; Howard, v° *Héritier*; le Nouveau Démour, v° *Héritier*, § 2, n° 16.

ARRÊT.

LA COUR (— Considérant que l'action principale de la veuve Dumont-Durville a pour objet de rentrer en possession et propriété de la terre de Vey, qui n'est plus dans la main de Pihan,

(1-2) F. sur ces questions, et dans le sens de la solution ci-dessus, Cass., 18 déc. 1810; 26 avril 1826; Nîmes, 14 avril 1812. — F. encore, entre les autorités citées dans la discussion de l'arrêt que

nous rapportons ici, Toillier, t. 8, n. 102; Duranton, t. 14, n. 101; Planiol, des *Contrats-lettres*, n. 30, § 3; Troplong, des *Hyp.*, t. 2, n. 526.

mais dans celle des tiers acquéreurs qui figurent au procès, et dont la déposition est conclue, avec répétition des fruits, depuis la mort de la veuve de Croisilles; que cette déposition est conclue sur le motif que la vente de la terre de Vey est nulle, de nullité absolue; et que ce qui est essentiellement nul, ne peut produire aucun effet, d'où la veuve Dumont-Durville conclut que les ventes faites, soit par Pihan, soit par Mannoury, rétrocessionnaires de celui-ci, sont frappées de nullités radicales, tout aussi bien que le contrat du 10 avril 1789; — Que tel était le but originel de l'action instruite et jugée à Falaise, et dont l'appel est soumis à la Cour, puisqu'il est vrai que la cédula introductive d'instance, à la date du 7 niv. an 6, était dirigée contre Jacques Gomont et François Mahuet, en leur qualité de tiers acquéreurs et tiers détenteurs, de partie de la terre de Vey, et que ce n'a été que dans le cours de l'instruction que Pihan, les époux Mannoury et le comte Dubois-Dubay ont été approchés à l'état de la cause; » — Qu'il suit de la que, dans l'ordre naturel des idées, la première question qui doit fixer l'attention de la Cour est la nullité, ou la validité des contrats des tiers acquéreurs, par la raison que, « si la nullité de leurs contrats était prononcée, et que la veuve Dumont-Durville rentrât en possession et propriété de la terre de Vey, ses conclusions contre Pihan, qui ne sont en réalité que des conclusions récoires, deviendraient sans objet. » — A cet égard, considérant que le contrat de vente de la terre de Vey, en date du 10 avril 1789, est revêtu de toutes les formalités extérieures et essentielles qui constituent la validité d'un contrat de vente; que la veuve de Croisilles, propriétaire de cette terre, avait incontestablement le droit de la vendre, et même celui de disposer, à sa volonté, des deniers provenant de la vente, même en faveur de ses enfants, au préjudice des autres, sans que la tradition de ces deniers pût être critiquée; que, d'un autre côté Pihan n'étant point une personne prohibée, pouvait acquérir; que, par conséquent, ce contrat était inattaquable dans sa substance et dans sa forme, relativement aux tiers acquéreurs; — Qu'à l'égard de la publicité, la lecture en a été faite par le notaire, à l'issue de la messe paroissiale du lieu où les fonds sont situés, formalité qui était alors la seule consacrée pour garantir la notoriété des contrats, et donner ouverture à la clameur; — Que la veuve de Croisilles, qui s'était réservée le fief noble, a reçu le treizième des contrats des tiers acquéreurs; — Que, d'après les renseignements fournis au procès, rien ne prouve que la terre de Vey eût été vendue originellement à vil prix; qu'au contraire, le contrat n'ayant point été suivi de clameur par les lignagers, tout portait à croire qu'il avait été fait à sa juste valeur; — Que la fraude ne se présente point; que c'est à celui qui l'allègue à en faire la preuve; — Qu'en supposant même que le titre de vendeur originaire renfermât des vices capables d'en opérer la nullité, elle ne pourrait être prononcée contre ses tiers acquéreurs, qu'autant qu'il serait prouvé qu'ils auraient connu ces vices, à l'époque à laquelle ils ont contracté;

— Que rien de semblable de se rencontre dans le procès actuel; qu'on ne peut même raisonnablement supposer que les tiers acquéreurs aient eu, au temps de leurs contrats, connaissance de la contre-lettre, puisque les époux Mannoury, au profit desquels elle avait été faite, avaient le plus grand intérêt à la tenir cachée, et que ce n'a été que postérieurement au jugement de Falaise qu'elle a été produite; — Que toutes les

circonstances alléguées par la veuve Dumont-Durville contre le comte Dubois-Dubay, ne sont pas de nature à prouver qu'il ait été un acquéreur de mauvaise foi; — Qu'à l'égard des Mahuet, il y a, indépendamment des motifs ci-dessus exprimés, cela de particulier en leur faveur, qu'ils obtinrent des lettres de ratification, conformément aux dispositions de l'édit de 1771, qui était alors en vigueur, formalité qui donnait à leur contrat un nouveau caractère de publicité, que l'un d'eux vendit les biens de sa femme pour en faire le remploi dans l'acquisition de la terre de Vey, circonstance qui prouve, d'une part, sa bonne foi, et de l'autre, que dans l'opinion des gens du pays, la vente de la terre de Vey était sincère, par la raison que, si l'acquéreur des biens de la femme Mahuet eût conçu le plus léger doute sur la validité du remplacement, il n'aurait pas conseillé à verser ces deniers pour une acquisition de remploi, dont il demeurerait garant envers la femme normande, et même envers ses enfants, pour le cas d'éviction; — Qu'il suit de ces diverses considérations, que ce serait porter atteinte à la foi publique, que d'annuler de semblables contrats; qu'au contraire, il y a lieu de les maintenir au profit des tiers acquéreurs, et, à plus forte raison, de repousser la demande en répétition de fruits;..... — Par ces motifs, parties oues de nouveau en leurs moyens et conclusions, et M. Hubert, conseiller, en son rapport, à l'audience du 11 de ce mois de mars 1823; — Statuant sur l'appel, tous moyens de fait et de droit réservés, et sans entendre rien préjudicier sur les caractères de la contre-lettre, non plus que sur l'influence qu'on pourrait lui supposer, par rapport à la validité ou l'invalidité du contrat du 10 avril 1789, ordonne que dans le délai de trois mois, à partir de ce jour, la veuve Dumont-Durville produira la transaction qui a été faite avec ses frères et sœurs, et notamment avec les époux Mannoury, les droits qu'elle avait à prétendre et qu'elle a recueillis dans la succession de la veuve de Croisilles, mère commune, à défaut de quoi elle est, dès à présent, déclarée non recevable dans son action, et le jugement du tribunal de Falaise définitivement confirmé, à l'égard de Pihan et la veuve Mannoury et son fils, mis hors de cause; maintient, dans tous les cas, définitivement le comte Dubois-Dubay, Mahuet, Lahogue, Mahuet, Maréchal et Gomont, dans la propriété et possession des portions de la terre Duvey, par eux acquises; — Confirme en conséquence le jugement dont est appel à leur égard, etc.

Du 19 mars 1823. — Cour roy. de Caen. — 2^e ch. — Concl., M. Rousselin, av. gén.

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. — SENS.

— AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — PUBLICITÉ.

Le tribunal correctionnel, saisi d'une plainte en dénonciation calomnieuse par un maire qui a été signalé au préfet comme coupable de malversation et de concussion, doit, lorsque les faits imputés ont été dénoncés au procureur du roi par le prévenu, surseoir au jugement de la plainte, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé en justice sur la réalité ou la fausseté de ces faits. — Il ne suffirait pas que le préfet les ait déclarés faux et calomnieux par une lettre adressée au maire. (Cod. pén., 373; L. du 26 mai 1819, art. 25.) (1)

(1) F. à cet égard, Cass. 12 mai et 22 déc. 1827; 18 sept. 1830; 26 mai 1832; Nîmes, 27 nov. 1829; Mangia, Act. publ., t. 1, n. 228. F. aussi la note qui accompagne un arrêt du 24 frim. an 13.

La délit de dénonciation calomnieuse peut exister sans qu'il y ait publicité. Il n'en est pas de ce délit comme de celui de diffamation ou d'injure, qui, aux termes des lois des 17 et 26 mai 1819, n'existe qu'autant que la publicité accompagne la diffamation ou l'injure. (Cod. pén., 373.) (1)

(Jäger — C. Wolff et autres.)

Les sieurs Wolff, Schaubert et autres adressèrent, le 8 août 1821, au préfet du Bas-Rhin, une dénonciation dans laquelle ils imputaient au sieur Jäger, maire de la commune de Seiselsheim, des prévarications et des concussion. Le 18 sept. suivant, le sieur Maister et d'autres habitants de ladite commune, adressèrent au même fonctionnaire une nouvelle plainte contenant les mêmes imputations. — Par une lettre du 23 nov., le préfet déclara au sieur Jäger qu'il reconnaissait que les accusations dont il avait été l'objet étaient fausses et calomnieuses. Muni de cette lettre, le sieur Jäger fit citer en police correctionnelle les signataires des deux plaintes, comme prévenus du délit prévu par l'art. 373 du Code pén. — Ceux-ci offrirent, en se prévalant de l'art. 27 de la loi du 26 mai 1819, d'administrer la preuve des faits imputés, et demandèrent que, dans le cas où cette preuve ne serait pas admise, il leur fût donné acte de la dénonciation qu'ils en faisaient au procureur du rol.

Le 28 fév. 1822, jugement du tribunal de Strasbourg, qui leur donne acte de cette dénonciation, et en exécution de l'art. 25 de la loi du 26 mai 1819, surseoit à statuer jusqu'à ce que l'autorité judiciaire, seule compétente, ait prononcé sur leur réalité ou sur leur fausseté. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que tout citoyen a droit de dénoncer à l'autorité tout fait qui, par sa nature, porterait préjudice soit à la société, soit à lui-même, soit à autrui; — Que, pour que l'exercice de ce droit puisse devenir un délit et prenne le caractère de calomnie, il faut que la dénonciation, portant sur des faits faux ou essentiellement inexacts, soit jugée calomnieuse par l'autorité compétente; que, lorsque les faits imputés sont passibles de peines correctionnelles, il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de la déclarer telle, soit que, statuant sur la dénonciation, elle condamne ou absolve la personne inculpée, soit que, statuant sur la plainte en dénonciation calomnieuse, elle reconnaisse par elle-même qu'il y a ou non délit de calomnie; — Qu'en cas particulier, les dénonciations dont s'agit, portant sur des faits de malversations et prévarications qui, s'ils étaient vrais, seraient passibles des peines graves établies par le Code pén.; que, dès lors, le préfet du Bas-Rhin, en appréciant ces faits par sa lettre du 23 nov. 1821, n'a pu le faire que dans les limites de ses attributions, c'est-à-dire qu'il a pu, après examen, destituer ou maintenir dans ses fonctions le maire inculpé, lui retirer ou lui continuer la confiance du gouvernement; qu'il pouvait encore à son égard remplir les fonctions de police judiciaire qui sont attribuées aux préfets par l'art. 10 du Code d'inst. crim.; mais qu'il ne pouvait, dans aucun cas, ni le juger, ni le condamner, ni l'absoudre; — Que le système de l'appelant conduirait à ce résultat, que tout fonctionnaire de l'ordre

administratif, dénoncé au préfet comme coupable d'un crime quelconque, de vol ou de faux, par exemple, et déclaré par lui injustement inculpé, ne pourrait plus être poursuivi par l'autorité judiciaire; et encore que la dénonciation était ainsi irrévocablement déclarée calomnieuse, il ne resterait plus aux juges que l'appréciation morale du fait de calomnie, et la simple application de la peine édictée par l'art. 373 du Code pén. Or, il suffit d'énoncer un pareil résultat pour détruire le système qui devrait y conduire; — Que, d'ailleurs, il n'y a pas lieu d'appliquer à la cause, ainsi que l'ont fait les premiers juges, les lois des 17 et 26 mai 1819, qui n'envisagent le délit de calomnie, diffamation, injure qu'en tant qu'il serait accompagné de publicité; — Par ces motifs, met l'appellation au néant, etc.

Du 19 mars 1823. — Cour roy. de Colmar. — Ch. corr. — Prés. : M. Jaquet. — Concl. : M. Costé, av. gén. — Pl., MM. Briet et Aubry.

CONSEIL D'ÉTAT. — TIERS-OPPOSITION. — MUNITIONNAIRE GÉNÉRAL. — CREANGIERS. Les créanciers d'un munitionnaire général ne sont pas recevables à former tiers-opposition à l'ordonnance rendue contradictoirement avec leur débiteur (2).

(Fournier et Creton.)

Du 19 mars 1823. — Ordon. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Huot.

1° CONSEIL D'ÉTAT. — POUVOIR. — INTÉRÊT. — UN LA LOI.

2° ROULAGE (POLICE DU). — JANTES. — CHARGEMENT.

1° Le conseil d'Etat saisi par un ministre d'un pouvoir dans l'intérêt de la loi, ne peut statuer en ce qui concerne les parties intéressées lorsqu'elles ne réclament pas (3).

2° Les contraventions pour excès de chargement des voitures attelées de plus d'un cheval, doivent être constatées par le pesage sur le pont à bascule, lorsque leurs roues ont des jantes de onze centimètres de largeur et plus. — Mais lorsque leurs jantes n'ont pas cette largeur, il suffit de constater qu'elles sont attelées de plus d'un cheval, pour que la contravention soit régulièrement établie (4).

(Ministre de l'intérieur.)

LOUIS, etc.; — Vu la lettre de notre ministre de l'intérieur, du 31 octobre 1822, et le rapport y annexé, et tendant à l'annulation de cinq arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Aisne, et au remboursement des amendes qui ont pu être payées, en exécution desdits arrêtés pris en matière de police de roulage; — Vu l'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aisne, du 11 juil. 1821, qui condamne les sieurs Lamy, Fournier, Dion et Godard à 50 fr. d'amende, chacun, et aux frais, pour cause de contravention à la police du roulage; — Vu l'arrêté dudit conseil, etc. (Quatre autres arrêtés qui, par les mêmes motifs, condamnent dix-huit autres contrevenants à des amendes de 50 fr. et même de 100 fr.); — Vu les arrêtés dudit conseil, des 19 fév. et 5 mars 1822, qui renvoient au préfet les réclamations des sieurs Sallandre, Didier et Lemoine, et invitent lesdits sieurs à solliciter du ministre de l'intérieur le rapport des précédents arrêtés, en ce qui les

tre Table décenn., v° Tiers-opposition, n. 9 et suiv.

(3) V. dans ce sens Serrigny, *Comp. et procéd. administr.*, t. 1^{er}, n. 313. — F. aussi, ordonn. du 26 mai 1837 (aff. Rabardin).

(4) V. conf., ordonn. du 24 déc. 1823 (aff. Minist. de l'intér.).

(1) Cela nous paraît incontestable. — A l'inverse, on a prétendu que la dénonciation calomnieuse publique n'était pas punissable, mais ce système a été aussi rejeté avec raison; Cass. 29 juin 1825.

(2) V. sur ce point, la note qui accompagne l'ordonn. du 1^{er} déc. 1819 (aff. Reubell); V. aussi no-

concerne : — Vu la réclamation adressée au préfet du département de l'Aisne, le 4 mars 1822, par le sieur Fournier, l'un des voituriers condamnés ; — Vu notre ordonnance du 7 mars 1821, rendue en pareillematière ; — Vu la loi du 7 vent. an 12 (27 fév. 1804) et le décret du 23 juin 1806 ;

Considérant que le pourvoi du ministre a été fait dans l'intérêt de la loi, et que, les parties intéressées n'étant pas encore devant nous, il n'y a pas lieu de statuer en ce qui les concerne ;

Considérant, à l'égard des voitures dont les roues ont des bandes de onze centimètres de largeur, que le décret du 23 juin 1806 n'a pas proportionné leur chargement au nombre des chevaux qui les tirent, mais à la largeur de leurs jantes ; qu'aux termes dudit décret, lorsque les voitures sont attelées de plus d'un cheval et ont des jantes de onze centimètres et plus, les contraventions pour excès de chargement ne peuvent être constatées que par le pesage sur un pont à bascule, et qu'ainsi le conseil de préfecture du département de l'Aisne a mal à propos appliqué, dans certains cas, une disposition de la loi du 7 vent. an 12 (27 fév. 1804), laquelle disposition ne subsiste que pour les voitures dont les jantes ont moins de onze centimètres de largeur, et a été abrogée pour les jantes de onze centimètres et plus ;

Art. 1^{er}. Les arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Aisne, des 29 mai, 10 juill. 13 sept., 9 oct. et 27 nov. 1821, sont annulés dans la disposition qui a étendu aux voitures dont les jantes ont onze centimètres et plus de largeur, une règle que les mêmes arrêtés ont justement appliquée à d'autres voitures dont les jantes n'avaient pas cette largeur.

Du 19 mars 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX. — DÉFENSE DU TERRITOIRE. — OPPOSITION. — CONSEIL D'ÉTAT.

Les dispositions prises par le gouvernement pour la formation des établissements qui intéressent la sûreté ou la défense du territoire, ne peuvent être l'objet d'une opposition par la voie contentieuse devant le conseil d'Etat (1).

Le conseil d'Etat ne peut non plus être saisi directement de la demande d'un particulier, tendant à ce que le gouvernement fasse à son égard application des lois sur l'expropriation pour utilité publique, à l'occasion d'un établissement dangereux formé dans son voisinage par l'administration, dans l'intérêt de la sûreté du territoire (2).

(Second — C. Ministre de la Guerre.)

La construction d'une nouvelle salle d'artillerie ayant été ordonnée par le ministre de la guerre, dans un local dépendant du château de Vincennes et touchant à la maison du sieur Segond, celui-ci forma opposition et, subsidiairement, il demanda une indemnité. — Le ministre de la guerre ordonna qu'il serait passé outre, sans indemnité.

(1) V. dans la même sens, ordonn. du 20 nov. 1822 (aff. Deloitre).

(2) Quel que puisse être le droit d'un particulier à réclamer une indemnité pour le dommage que lui cause le voisinage d'un établissement dangereux créé par le gouvernement, il est évident que la demande ne pourrait être soumise au conseil d'Etat, qu'après avoir été portée devant le ministre que la matière concerne. C'est du reste, comme on le sait, un point très controversé, que celui de savoir

Pourvoi au conseil d'Etat. — Le sieur Segond reproduit sa demande principale... sa demande subsidiaire. Il rappelle que déjà deux incendies ont eu lieu à Vincennes et ont consumé les précédentes salles d'artillerie ; il soutient que le voisinage d'une salle d'artillerie est inhabitable ; que cet établissement réduit à rien la valeur de sa maison ; il demande, en conséquence, à ce que l'Etat lui achète sa maison, ou qu'il l'indemnise de toute autre manière suffisante.

Louis, etc. ; — Considérant que les dispositions prises par le gouvernement pour la formation des établissements qui intéressent la sûreté ou la défense du territoire ne peuvent devenir l'objet d'une opposition par la voie contentieuse ; — En ce qui concerne la demande en expropriation, considérant que ces sortes de demandes ne peuvent nous être adressées directement en notre conseil d'Etat ;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Segond est rejetée, sauf à lui à se pourvoir, ainsi qu'il avisera, pour obtenir, s'il y a lieu, les indemnités auxquelles il prétendrait avoir droit.

Du 19 mars 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Sirey.

PATENTE. — NÉGOCIANT.

Les commerçants qui, aux termes de l'art. 36 de la loi du 25 mars 1817, doivent être patentés comme négociants, sont ceux dont les spéculations embrassent indistinctement l'achat et la vente en gros de tous genres de marchandises, ou dont le commerce réunit, à l'achat et à la vente des marchandises, des opérations de banque qui n'ont pas assez d'étendue pour faire classer leurs auteurs parmi les banquiers.

Un commerçant qui est à la fois épicier en gros et meunier, n'est pas soumis à la patente de négociant, encore qu'il soit constaté qu'en outre de ses deux professions, il se soit occupé de quelques opérations sur les vins et eaux-de-vie et sur les fers.

(Raveau-Tambonne.)

Le sieur Raveau-Tambonne, épicier en gros et meunier, patenté comme négociant, avait formé une réclamation, qui fut rejetée 1^{re} sur des pièces émanées de la régie des contributions indirectes, constatant que le sieur Raveau-Tambonne, se livrait au commerce des vins et eaux-de-vie ; 2^o sur un jugement qui le condamnait à payer une livraison de fers, et 3^o sur une sommation d'avoir à livrer des vins qu'il s'était engagé à transporter des magasins du vendeur dans ceux de l'acheteur.

Louis, etc. ; — Vu la loi du 1^{er} brum. an 7, qui classe les commerçants de toute espèce, et détermine le taux de leurs patentes respectives ;

Vu la loi du 25 mars 1817 et la décision ministérielle du 30 sept. même année, qui explique la différence établie entre la classe des marchands en gros et celle des négociants ;

Considérant qu'aux termes mêmes de l'art. 9 de ladite décision, visé par l'arrêté du conseil de préfecture de la Vienne, les commerçants dési-

si le règlement des indemnités qui peuvent être dues aux particuliers, pour dommages causés par des travaux d'utilité publique, appartient aux tribunaux ou à l'administration. V. sur ce point, les observations qui accompagnent l'ordonn. du 23 juin 1819 (aff. Lecoursin). — V. aussi, quant à un règlement des indemnités réclamées à raison des dommages causés par le voisinage d'établissements dangereux autorisés, mais appartenant à des particuliers, Cass., 3 mai 1827 (aff. Rigaut), et la note.

gnés dans l'art. 56 de la loi du 25 mars 1817 sont ceux dont les spéculations embrassent indistinctement l'achat et la vente en gros de tous genres de marchandises, ou dont le commerce réunit, à l'achat et à la vente des marchandises, des opérations de banque, lorsque ces opérations n'ont point assez d'étendue et d'importance pour faire classer leurs auteurs parmi les banquiers;— Considérant qu'en conséquence de cette définition, il ne résulte pas des faits allégués contre le sieur Raveau-Tamboone, épiciier en gros et menier, qu'il doive être rangé dans la classe des négocians;

Art. 1^{er}. L'arrêté est annulé.—2. Le sieur Raveau-Tamboone se pourvoira, par-devant qui de droit, pour le règlement du taux de sa patente comme épiciier en gros, et pour la restitution des droits qu'il aurait indûment payés.

Du 19 mars 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. de Senones.—Pl., M. Piet.

VOIRIE.—DÉMOLITION.

Le conseil des préfeturs est compétent pour ordonner la démolition d'une maison située sur une route départementale, et dont les murs de face, surplombant de plus de la moitié de leur épaisseur, menacent la sûreté publique. (Bécl. des 18 juill. 1729 et 18 août 1730.) (1)

(Cavellier.)

LOUIS, etc.—Vu l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, et les déclarations royales des 18 juill. 1729 et 18 août 1730, et le § 5 de l'art. 471 du Code pén.; — Considérant qu'aux termes des déclarations des 18 juill. 1729 et 18 août 1730, il y a lieu d'ordonner la démolition des bâtimens, lorsque les murs de face surplombent de plus de la moitié de leur épaisseur;—Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une maison située dans une traverse qui fait partie de la route départementale de Lorient à Brest, et qu'ainsi le conseil de préfecture était compétent pour faire l'application des réglemens de grande voirie;—Considérant qu'il est constaté par les trois procès-verbaux de vaine et d'expertise, que les murs de face de la maison de la dame veuve Granier surplombent, et que notamment celui du pignon oriental est en surplomb de plus de moitié de son épaisseur; qu'il en est résulté le déplacement des trois assises supérieures d'un pilastre en maçonnerie, et la rupture de plusieurs pièces de charpente;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée;
Du 19 mars 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. Tarbé.—Pl., M. Sirey.

ARBITRAGE FORCÉ.—DERNIER RECOURS.
Les arbitres forcés, en matière de société commerciale, sont juges en dernier ressort des contestations dont l'objet n'excède pas 1000 fr. (Cod. comm., 52 et 616; Cod. proc., 1023.) (2)

(Fournier — C. Sivord et Sourd.) — ANNÉT.
LA COUR;—Attendu que l'art. 1023 du Code de proc. civ. n'a en pour but, dans ses disposi-

tions, que de fixer devant quels magistrats devaient être portés les appels émis des sentences arbitrales, et non pas de décider que l'appel de ces mêmes sentences, quelles que soient les sommes sur lesquelles elles portent, est nécessairement recevable;

Que si l'appel de ces sentences doit être porté devant les Cours royales pour les matières qui eussent été, soit en premier, soit en dernier ressort, de la compétence des tribunaux de première instance, c'est qu'il faut bien qu'une Cour supérieure, non-seulement ait seule le droit de décider en ce cas sur le bien ou le mal jugé, mais aussi de statuer sur la question de savoir si l'appel est recevable ou non recevable;

Attendu que les arbitres nommés, au désir de la loi, par les tribunaux de commerce, sur les contestations entre associés, ont, à l'égard du premier ou du dernier ressort, les mêmes règles que les tribunaux de commerce qu'ils remplacent; et qu'ainsi, dans le cas où ils jugent sur une demande qui ne va pas jusqu'à 1,000 fr., l'appel de leur jugement est non recevable, comme l'aurait été celui du tribunal de commerce, s'il eût pu juger lui-même;

Attendu que la demande formée par Sivord et Sourd, contre Fournier, devant le tribunal de commerce, ne tendait qu'à faire condamner celui-ci à leur payer et rembourser une somme de 549 fr.; que c'est sur cette demande que le tribunal de commerce, par son jugement du 1^{er} fév. 1822, vu qu'il s'agissait de contestation entre associés, a nommé les arbitres de la sentence desquels il s'agit; qu'en conséquence, ces arbitres n'ayant eu à statuer et n'ayant statué, en effet, que sur une contestation qui n'avait d'autre objet que le remboursement de cette somme de 549 fr., remboursement auquel ils ont condamné l'appelant, leur jugement est en dernier ressort, et était insusceptible d'appel; — Par ces motifs, déclare l'appelant non recevable dans son appel, etc.

Du 21 mars 1823. — Cour roy. de Lyon. — 1^{re} ch.—Prés., M. Thénod.—Concl., M. Justinien.

EXPLOIT.—PARLANT A...—ÉPOUX.
Du 21 mars 1823 (aff. Foulcaire). — Cour roy. de Bourges. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Bruxelles du 8 déc. 1814 (aff. Moruyn.)

EXPROPR. POUR CAUSE D'UTIL. PUBL.—PRIS DE POSSESSION.—INDENNITÉ PRÉALABLE.

L'administration ne peut, depuis la Charte, même en cas d'urgence, être autorisée à se mettre provisoirement en possession d'une propriété privée, avant que l'indemnité due au propriétaire ait été définitivement réglée et payée.—Les art. 19 et 20 de la loi du 8 mars 1810, qui permettaient l'expropriation, sans indemnité préalable, en certains cas, ont été virtuellement abrogés par l'art. 10 de la Charte. (Charle const., art. 10; Cod. civ., 345.) (3)

L'administration, et pour lui accorder au refusé l'envoi en possession provisoire du terrain exproprié.—D'après le loi du 3 mai 1841, art. 65 et suiv. (Volume 1841), la prise de possession des propriétés privées peut avoir lieu, en cas d'urgence, sans paiement d'indemnité préalable, et sur consignation d'un somme déterminée provisoirement par le tribunal.—Le même principe sur l'occupation temporaire en cas d'urgence, est consacré en matière de travaux de fortification, par la loi du 30 mars 1831.

(1) En cas de péril imminent, le même pouvoir appartiendrait au préfet. V. ordonn. du 2 juill. 1820 (aff. Dideron), et la note.

(2) V. conf., Metz, 15 fév. 1823, et la note.

(3) V. en ce sens. Paris, 4 mars 1824; Bourges, 27 fév. 1826; 13 fév. 1827 et 3 janv. 1828; Cass. 7 fév. 1827, et 31 déc. 1838. La Cour de cassation a néanmoins décidé par arrêt du 11 juill. 1829 que les juges ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les motifs d'urgence allégués par

(Préfet de la Somme—C. Geuse aîné, et comp.)
La direction donnée au canal du duc d'Angoulême avait exigé la destruction d'une usine située à Amiens, et appartenant à Geuse aîné et comp.; mais l'administration n'ayant pu s'accorder avec les propriétaires pour la fixation de l'indemnité, deux expertises eurent lieu. Le tribunal de première instance d'Amiens fixa cette indemnité à 50,000 fr. Les deux parties ont respectivement interjeté appel.

En attendant qu'elle fût irrévocablement réglée, M. le préfet de la Somme a demandé qu'attendu l'urgence des travaux, il fût provisoirement autorisé à prendre possession de l'usine, et à la détruire, sans à payer ensuite l'indemnité, et, pour l'obtenir, il s'est fondé sur les dispositions des articles 19 et 20 de la loi du 8 mars 1810.

Pour le sieur Geuse on a répondu, que l'art. 10 de la Charte portant : « l'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété, pour cause d'intérêt public, légalement constaté, mais avec une indemnité préalable, » a virtuellement abrogé les articles de la loi du 8 mars 1810, qui permettaient que l'expropriation précède la concession de l'indemnité. — On soutient que l'abrogation résulte, non-seulement des termes exprès de l'art. 10 de la Charte, mais encore de l'interprétation et de l'application qui en a été faite dans diverses lois ou ordonnances.

8 oct. 1822, jugement du tribunal de première instance d'Amiens, qui rejette la demande du préfet de la Somme.

Appel de la part du préfet de la Somme.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'aux termes de l'art. 345 du Code civ., nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité; — Que l'art. 7 de la Charte constitutionnelle consacre l'inséparabilité des propriétés; — Que, suivant l'art. 10, l'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété, pour cause d'intérêt public, légalement constaté, mais avec une indemnité préalable; — Qu'il suit de là qu'un propriétaire ne peut, pour quelque motif que ce soit, être, ni définitivement, ni provisoirement, dépossédé par l'administration, qu'après l'évaluation et le paiement de l'indemnité; — Considérant que la loi du 8 mars 1810, a d'abord, par son art. 19, évidemment dérogé aux dispositions du Code civil, et créé de nouvelles exceptions au principe qu'il consacrait; — Mais que ces dérogations, qui ont pu avoir leur effet avant la promulgation de la Charte, ont cessé d'exister, quels que soient les motifs qui les avaient fait admettre, par la force de l'art. 10 de cette loi fondamentale, avec lequel elles sont inconciliables; — Que cet article n'a été inséré dans le Code politique des Français, que pour rendre désormais impossibles les atteintes portées à la propriété par la législation précédente; — Que, d'ailleurs, la Charte a, par la disposition de l'art. 68, expressément abrogé toutes les lois antérieures qui lui sont contraires; — Que, par conséquent, elle ne s'est pas bornée à établir des principes pour les législateurs, mais qu'elle a aussi imposé des règles aux juges, et à tous les pouvoirs; — Que c'est pour cela que, dans tout le royaume, l'autorité judiciaire a cessé de se conformer aux dispositions du Code d'instruction criminelle; et de la loi du

20 avril 1810, relatives aux tribunaux spéciaux, quoique ces dispositions n'aient été abrogées par aucune loi, autre que la Charte, à laquelle elles sont contraires; — Qu'ainsi, c'est avec raison que les premiers juges ont écarté l'application de l'art. 19 de la loi du 8 mars 1810; — Que leur décision est fortifiée, non-seulement par l'ordonnance du roi, du 30 avril 1816, qu'ils ont citée, mais encore par l'art. 15 de la loi du 17 juill. 1819, et par l'art. 50 de l'ordonnance du Roi, du 1^{er} août 1821, relatifs aux servitudes imposées à la propriété, pour la défense de l'Etat; — Que l'abrogation spéciale des dispositions de la loi du 8 mars 1810, qui sont contraires à l'art. 10 de la Charte constitutionnelle, est même expressément déclarée dans les motifs de cette dernière ordonnance; — D'où il résulte que, si l'intérêt même de la défense de l'Etat n'a pu faire fléchir, en faveur du domaine militaire, la règle tracée par l'art. 10 de la Charte, les tribunaux ne sauraient la méconnaître, pour hâter des travaux qui sont à exécuter dans l'intérieur du royaume, quelle que soit leur utilité; — Adoptant, au surplus, les motifs énoncés dans le jugement du 8 oct.; — A mis et met l'appellation au néant; — Ordonne, etc.

Du 22 mars 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. Malleville, p. p. — Concil., M. Busquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Girardin et Després.

SAISIE-ARRÊT. — DÉCLARATION AFFIRMATIVE. — DELAI.

Le tiers saisi qui n'a pas fait sa déclaration dans le délai à lui accordé, peut être admis à la faire ultérieurement, encore bien que ce délai ait été fixé par un arrêt qui ait disposé que, faute de faire sa déclaration dans le jour déterminé, il serait réputé débiteur pur et simple des causes de la saisie. — Une telle disposition ne peut être considérée que comme comminatoire. (Cod. proc., 577 et 1029.) (1)

(Desbarrères — C. Degunny.)

Du 24 mars 1823. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Dupin jeune et Leroy.

SÉPARATION DE CORPS. — DONATION ENTRE ÉPOUX.

La séparation de corps opère, comme le divorce, au profit de l'époux qui l'a obtenue, la révocation des avantages par lui faits à son conjoint par contrat de mariage. (Cod. civ., 299 et 300.) (2)

(N... C. N...) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu... (les premiers motifs concernant la demande relative à la séparation de corps); — Attendu, sur la disposition du jugement dont est appel, qui applique à l'époux contre lequel la séparation de corps a été prononcée, l'art. 299 du Code civ., chap. 4, des *Effets du divorce*; — Que tout concourt à faire penser que les dispositions de cet article sont applicables à la séparation de corps; que d'abord les tribunaux qui, dans leurs observations sur le projet du Code civil ont demandé le rétablissement de la séparation de corps, avaient sous leurs yeux, les dispositions du chap. 4, des *effets du divorce*, et entendaient tellement les appliquer à la séparation de corps, qu'ils disaient que ce rétablissement serait l'objet d'un article ou de deux dont on pourrait faire un chapitre séparé à la fin du

(1) V. dans le même sens, Turin, 27 fév. 1808; Rennes, 26 nov. 1814, et les notes.

(2) La question a soulevé une controverse qui n'a pas encore cessé. La Cour de cassation s'est constamment prononcée en sens contraire de l'arrêt ci-

dessus; mais la plupart des Cours royales ont suivi la doctrine qui consacre cet arrêt. V. à cet égard, nos observations sous un arrêt de la Cour de cassation du 13 juill. 1813.

titre du *Divorce*, et celui qui a été fait ; — Que l'on voit que les mêmes causes motivent le divorce et la séparation de corps ; après le divorce, les époux ne pourraient se réunir ; ils le peuvent après la séparation de corps qui emporte la séparation de biens, mais qui ne peut avoir lieu par conséquent mutuel ; voilà les seules différences entre le divorce et la séparation ; — Que les art. 1452, 1463 et 1518 du Code civ., qui traitent aussi des intérêts civils des époux, assimilent le divorce à la séparation de corps, et leur donnent les mêmes effets dans les cas prévus ; — Que, depuis l'abolition du divorce, la séparation de corps resterait sans mode d'exécution, quant aux intérêts civils des époux, si on n'adoptait pas celui que prescrit le chap. 4 du *Divorce*, qui n'a point été aboli, et qui est suivi relativement à l'éducation et aux intérêts des enfans, comme il l'est aussi dans les dispositions réglementaires des formalités des enquêtes ; qu'il doit en être de même de l'art. 299 ; — Que la jurisprudence antérieure au Code civil appliquait les dispositions contenues en cet article, à l'époux séparé de corps, sur la demande de celui qui avait obtenu la séparation ; qu'il y a même raison de les lui appliquer aujourd'hui ; — Qu'on oppose l'art. 299, qui porte : « Les donations en faveur de mariage ne seront pas révoquées pour cause d'ingratitude ; » — Mais d'abord on confond les donations entre-vifs en faveur du mariage, dont parle cet article, avec les donations entre époux par contrat de mariage, tandis que la loi les distingue en traitant des premières dans le chap. 4, et des secondes dans le chap. 9 du Code civ. ; — Qu'il ne s'agit évidemment dans le chap. 4 que des donations entre-vifs faites en faveur de mariage, par des tiers, et on conçoit à cet égard le motif des dispositions de l'art. 299 ; les donations qui en sont l'objet, faites en faveur du mariage, appartiennent aux deux époux, à leurs enfans ; elles ont pu déterminer les familles à consentir au mariage ; il serait injuste que l'ingratitude de l'un des époux privât les autres intéressés d'une donation dont ils ne se seraient pas rendus indignes ; au contraire, les donations entre époux dont traitent les chap. 8 et 9 du Code civ., quoique déclarées irrévocables sous les modifications exprimées dans les art. 1093 et 1094, n'intéressent que les deux époux ; ce sont des avantages qu'ils se sont faits, et dont ils peuvent être privés dans le cas prévu par l'art. 299, parce qu'aucune disposition relative à ces avantages ne porte qu'ils ne sont pas révoqués pour cause d'ingratitude, et que, conséquemment, ces donations rentrent dans le commun des exceptions à la règle de l'irrévocabilité prescrite par les art. 953 et 955 du Code civ.

La révocation, dans ce cas, ne frappe plus ni l'un ni l'autre des époux ni les enfans communs, l'ingrat seul est privé, et le but moral de l'art. 299 est certain ; mais on objecte que la révocation, prononcée par l'art. 299, au chapitre du *Divorce*, n'est pas répétée dans le chapitre 5, qui traite de la séparation de corps ; qu'il n'est dérogé à la règle de l'irrévocabilité des donations en faveur du mariage que dans le cas de divorce et non dans celui de la séparation de corps ; d'abord, de ce que le chapitre, qui traite de la séparation de corps, n'est pas comme celui du divorce, suivi des effets du chapitre de cette séparation, doit-on conclure que la législation a entendu qu'elle n'en produirait pas ? Ou bien, au contraire, en voyant que le chapitre qui précède immédiatement celui de la séparation de corps, traite des intérêts civils des époux, n'est-il pas plus naturel de penser qu'on doit y recourir, dans

ce cas absolument semblable ; l'art. 4, tit. *Préliminaire* du Code civil, prescrit aux magistrats de juger malgré l'obscurité ou l'insuffisance de la loi ; les sages rédacteurs du projet de Code civil expliquent, dans leur discours préliminaire, les motifs de cet art. 4, qui se trouvent aussi dans leur projet ; après avoir fait sentir l'utilité, la nécessité d'une jurisprudence, ils admettent l'interprétation par voie de doctrine, qui consiste à saisir le vrai sens des lois, à les expliquer avec discernement, à les suppléer dans les cas qu'elles n'ont pas réglés ; sans pouvoir d'interprétation, ajoutent-ils, pourrait-on concevoir la possibilité de remplir l'office de juge ; c'est d'après ces principes et d'après la jurisprudence, déjà établie sur ce point par plusieurs Cours royales, que, en voyant la séparation de corps assimilée au divorce et la demande pour l'obtenir admise pour les mêmes causes déterminées que pour le divorce, on a dû en conclure que ces effets seraient les mêmes, puisqu'on n'en a pas prescrit d'autres ; parce que toutes les fois qu'il est question du divorce dans les derniers articles du Code, on y comprend la séparation de corps pour leur attribuer les mêmes effets ; parce qu'enfin les motifs de ces dispositions s'appliquent au divorce comme à la séparation. Attendu que, si malgré cette partie de motifs l'art. 299 ne devait pas être appliqué à l'époux contre lequel la séparation de corps est prononcée, du moins l'art. 299 ni aucune autre disposition du Code n'interdit aux époux, dans le cas d'exception à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs, de révoquer les avantages qu'ils se sont faits, par leur contrat de mariage ; le chap. 9 qui traite de ces donations, ne répétant pas plus l'art. 299, chap. 4, que celui de la séparation de corps ne répète l'art. 299 des effets du divorce, on ne pourrait donc aussi l'étendre d'un cas à un autre ; ainsi la distinction entre les donations faites entre-vifs en faveur de mariage, et les donations faites entre époux par leur contrat de mariage, n'est pas arbitraire ; elle est faite par la loi ; ainsi la demande du sieur S., tendant à la révocation des avantages faits à son épouse par le contrat de mariage pour cause d'inexcution des conditions de la donation, pour cause d'ingratitude et d'injures graves, doit être accueillie, puisque ce sont toutes ces causes prouvées qui ont motivé la séparation de corps qu'il a obtenue ; on n'a pas à craindre que la juste privation de ces avantages fasse obstacle à la réunion des époux ; il doit, au contraire, engager celui qui l'aura éprouvée à faire tous ses efforts pour la faire cesser par les meilleurs procédés envers l'autre époux qui peut toujours consentir au rétablissement de la communauté dissoute, aux mêmes conditions, ainsi que le prescrit l'art. 1454, Cod. civ. ; il rétablit par de nouvelles dispositions les avantages révoqués, efforts que ne ferait pas l'époux coupable si, malgré son ingratitude, il conservait les avantages à lui faits ; ainsi est écartée, sans aucun inconvénient, cette scandaleuse conséquence du prétendu silence de la loi sur les effets de la séparation de corps, qui laisserait l'époux coupable jouir des avantages que l'autre époux ne lui aurait faits qu'en contempation du mariage et pour récompenser sa fidélité à en remplir les devoirs ; — Attendu que la déclaration faite par le sieur S., de renoncer de son côté aux avantages stipulés en sa faveur par son épouse, dans leur contrat de mariage, aux conditions énoncées dans son acte signifié le 12 de ce mois, dispense d'examiner si l'art. 300, Cod. civ., eût été applicable en cas de séparation de corps ; — Par ces motifs, etc.

Du 25 mars 1823. — Cour roy. de Metz.

AUTORISATION DE COMMUNE. — DEGRÉS DE JURIDICTION. — CONSEIL D'ÉTAT.

Les autorisations de plaider accordées aux communes en conseil d'Etat, embrassent tous les degrés de juridiction (1).

(Ville de Metz.)

LOUIS, etc.; — Considérant que, sur la consultation de trois avocats près le Cour royale de Metz, désignés par notre garde des sceaux, nous avons, par notre ordonnance du 9 juin 1822, autorisé la ville de Metz à se pourvoir devant qui de droit en réclamation de la propriété dite Paille-Maille; que cette autorisation embrasse tous les degrés de juridiction; — Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture de la Moselle, du 6 déc. 1822, est annulé. — 2. La ville de Metz demeure autorisée à suivre sur l'appel du jugement contre elle rendu le 6 août 1822.

Du 26 mars 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.

DOMAINES NATIONAUX. — ÉVICTION. — GARANTIE.

Le gouvernement Français ne peut être garant envers des acquéreurs de biens vendus nationalement dans des pays momentanément placés sous la domination française et radevenus étrangers, que des troubles et évictions procédant de son propre fait ou qu'il eût été en son pouvoir d'empêcher (2).

(Brulley-Beshuillères.)

Du 26 mars 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Darrieux.

DOMAINES NATIONAUX. — INTERPRÉTATION. — BORNAGE. — COMPÉTENCE.

Le conseil de préfecture saisi d'une contestation relative à un immeuble vendu nationalement ne doit pas se déclarer incompétent, sous prétexte qu'il existe un ancien bail dont l'interprétation appartient aux tribunaux, et qu'il s'agit d'un bornage à faire entre les parties; il doit commencer par déclarer ce qui résulte de l'adjudication, et renvoyer ensuite devant les tribunaux la question de bornage (3).

(Bermont-Devant — C. commune de Volhelle.)

Du 26 mars 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Dufour d'Astafort et Sirey.

1^o DOMAINES NATIONAUX. — BORNAGE. — COMPÉTENCE.**2^o CONSEIL D'ÉTAT. — POURVOI. — DEGRÉ DE JURIDICTION.**

1^o En matière de domaines nationaux, le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur les questions d'anticipation et de

bornage. — Il doit se réduire à interpréter les actes de ventes et renvoyer les parties devant les tribunaux, alors même que le litige serait engagé entre l'acquéreur et l'Etat (4).

2^o On ne peut, devant le conseil d'Etat, ni attacher un arrêté dans lequel on n'a pas été partie, ni former une demande qui n'a pas été présentée au conseil de préfecture.

(Prévost — C. Domaines.)

Du 26 mars 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Lebeau. — Pl., MM. Lecoussier et Teste-Lebeau.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — EXPERTISE.

Lorsque le conseil de préfecture, en ordonnant une expertise, a disposé qu'au cas où les deux premiers experts ne seraient pas d'accord, il serait nommé un tiers expert, il ne peut sans se réformer lui-même, le cas de désaccord se présentant, prononcer sur le fond du litige en l'absence du rapport du tiers expert.

(Ville de Pontarlier. — C. Chambord.)

LOUIS, etc.; — Considérant que, par son arrêté du 17 avril 1820, le conseil de préfecture du Doubs a prononcé formellement que, dans le cas où les deux premiers experts ne seraient pas d'accord sur le taux de la réduction, il serait nommé un tiers expert pour être statué sur ce qu'il appartiendrait; — Considérant que le conseil de préfecture reconnaît, en fait, dans son arrêté du 10 juin 1821, que les deux premiers experts n'étaient pas d'accord; que, dans cet état, le conseil de préfecture ne pouvait, sans se réformer lui-même, prononcer sur le quantum de l'indemnité, en l'absence du rapport du tiers expert;

Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture du Doubs, du 18 juillet 1821, est annulé; — 2. Les parties sont renvoyées devant le conseil de préfecture, pour être statué au fond, après néanmoins que le préambule de la tierce expertise aura été rempli.

Du 26 mars 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Lebeau. — Pl., MM. Loiscan et Nicod.

GUERRE. — DÉFENSE DU TERRITOIRE. — DOMMAGES. — INDEMNITÉS.

Les travaux de défense ordonnés par un général en chef dans une retraite et exécutés pendant que l'armée manœuvrait en présence de l'ennemi, ayant pour objet de s'opposer à l'invasion du territoire, constituant un fait ordinaire de guerre et ne pouvant donner lieu à aucune indemnité: la loi du 13 juillet 1791, sur la défense des places fortes, est inapplicable à ce cas (5).

(2) V. conf., ordonn. du 8 mai 1822 (aff. Petit). Dans l'espèce qui a été l'objet de la solution ci-dessus, l'éviction de l'acquéreur avait été prononcée par le tribunal de la Roie, à Rome, malgré l'intervention de l'ambassadeur français.

(3) V. dans ce sens, ordonn. du 8 mai 1822 (aff. Laura), et celle qui suit.

(4) V. en ce sens, ordonn. du 17 nov. 1819 (aff. Domécourt), et la note; V. aussi la décision qui précède.

(5) C'est ce que le conseil d'Etat a encore jugé par ordonnance en date du même jour (aff. Belamy), et par ordonnance du 22 janv. 1824 (aff. Deserre). — La loi du 13 juillet 1791, invoquée dans ces espèces, n'était en effet spéciale qu'à la défense des places de guerre, et c'était en point resté douteux que celui de savoir si le principe d'indemnité qui elle consacrait à l'égard des pro-

(1) Cette solution doit-elle encore faire règle aujourd'hui, en présence de l'art. 49 de la loi du 18 juill. 1837, qui veut qu'après tout jugement intervenu les communes ne puissent se pourvoir devant un autre degré de juridiction, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation du conseil de préfecture? M. Boyerchon, des *Autorisations de plaider*, n^o 12, ne le pense pas. « Il est clair, dit cet auteur, que la décision du conseil d'Etat est limitée au degré de juridiction pour laquelle elle est intervenue, et que le conseil de préfecture peut, sans violer l'autorité légale, ni même l'autorité morale de cette décision, statuer en toute liberté sur la question de savoir s'il y a lieu de déférer à la Cour royale ou à la Cour de cassation, le jugement en l'arrêt défavorable émané des juges de première instance ou d'appel. Les motifs qui ont dicté la disposition du deuxième paragraphe de l'art. 49, s'appliquent ici dans toute leur force. »

(Glairet.—C. ministre de la guerre.)

Il s'agissait de travaux exécutés en août 1813, sur le bord de la Nivelle, par ordre du maréchal Soult. Ils avaient pour objet de couvrir l'armée pendant sa retraite d'Espagne. L'arrêté qui en prescrivait l'exécution recommandait aux officiers du génie de s'entendre avec les maires et les propriétaires, à l'effet de faire expertiser les bois avant de les abattre, et de ménager ainsi le moyen, aux parties intéressées, de recouvrer ultérieurement les indemnités auxquelles elles auraient droit. Les événements ne permirent pas l'accomplissement de ces formalités. Toutefois, les propriétaires réclamèrent des indemnités, et, sur le refus du ministre de la guerre, recoururent au conseil d'Etat.

Locis, etc. — Considérant que les travaux de défense qui donnent lieu aux réclamations des demandeurs, ont eu pour objet de s'opposer à l'envahissement du territoire français; qu'ils ont été exécutés tandis que l'armée manœuvrait en présence de l'ennemi; que, par conséquent, ils constituent un fait ordinaire de guerre qui, d'après les principes du droit commun, ne peut donner lieu à aucune indemnité; que la loi du 13 juill. 1791, sur la défense des places fortes, n'est pas applicable à l'espèce;

Art. 1^{er}. Les requêtes sont rejetées.

Du 26 mars 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— Rapp., M. Lebeau. — Pl., M. Nicod.

HYPOTHÈQUE LEGALE. — COLLOCATION. — DOT.

Du 28 mars 1823 (aff. Croy-Chanel). — Cour roy. de Rouen. — V. cet arrêt du 28 mai, même année.

FRUITS. — COHÉRIÏER. — DROIT RÉEL.

Le cohéritier à qui est due une restitution de fruits par son cohéritier, qui a joint de l'entière succession, n'a qu'une action personnelle contre celui-ci, et non un droit réel sur les biens héréditaires. — Il ne peut donc exiger des biens héréditaires jusqu'à due concurrence, par préférence aux créanciers personnels de son cohéritier. (Cud. civ., 825, 883, 2108, n° 3.) (1)

(Blanzac — C. Blanzac.)

Décès du sieur Blanzac, père. — Le sieur Antoine Blanzac, bérilier institué, délivré à ses frères et sœurs une portion héréditaire. — Il parait que la portion attribuée aux enfants Blanzac ne suffisait pas pour compléter leur légitime. En conséquence, ils forment contre leur frère une demande en supplément de légitime, et en restitution des fruits perçus sur la partie des biens qui leur revenait.

Deux experts sont nommés. — Ils reconnaissent

propriétés particulières envahies dans le rayon de ces places pour les besoins de la défense, pouvait en vertu de la loi du 8 mars 1810, être appliqué aux propriétés situées hors de leur rayon, et sur tout autre point du territoire. La loi du 30 mars 1831 est venue remplir la lacune que présentait à cet égard notre législation, et a, en étendant le principe d'indemnité à toutes les propriétés momentanément occupées ou démolies pour la défense du territoire, déterminé les formes particulières d'expropriation à suivre pour ces cas d'urgence. — La solution ci-dessus n'en conserve pas moins sa valeur, même aujourd'hui, en ce qu'elle consacrait cette règle que, hors des cas déterminés par la loi, les faits ordinaires de guerre ne donnent lieu à aucune indemnité. Ce principe a du reste été appliqué par le conseil d'Etat dans un grand nombre d'es-

sen qu'un supplément de légitime est dû; ils indiquent la restitution des fruits; et ils délivrent des biens héréditaires aux légitimaires, soit pour leur supplément de légitime, soit pour la restitution des fruits;

Le sieur Antoine Blanzac ou qu'il soit, ses héritiers, ne contestent pas la délivrance des fonds héréditaires, pour le supplément de légitime; mais ils soutiennent que les cohéritiers n'ont pas droit à obtenir des biens héréditaires, en paiement de leur créance en restitution des fruits; que c'est là une créance personnelle, contre l'héritier qui a perçu les fruits, pour laquelle il n'existe ni privilège, ni préférence.

7 déc. 1822, jugement du tribunal de première instance d'Agen, qui décide que les légitimaires n'ont pas droit à être payés, en biens héréditaires, de leur créance, en restitution des fruits. — Attendu que toutes parties consentent à l'homologation du rapport et que le seul point litigieux qui se soit élevé entre elles consiste uniquement, au principal, en ce que les experts auraient attribué des biens fonds aux demandeurs, pour la restitution des fruits, si les défendeurs ne les paient pas dans un délai déterminé. — Que, si cette disposition existe dans le jugement de défaut, contre lequel les enfants d'Antoine Blanzac se sont pourvus par opposition, et y ont été admis, comme il conste du jugement contradictoire qui a annulé le rapport des premiers experts, le tribunal ne peut pas, en définitive, consacrer une disposition qui tendrait à créer un privilège exorbitant du droit commun, et qu'on ne rencontre, ni dans la loi, ni dans la jurisprudence. — Que si, dans Lapeyrère, on trouve une décision semblable, fondée sur la maxime *fructus augent hereditatem*, et qu'il puisse que l'hypothèque du légitimaire, pour la restitution des fruits, ramène au décès des père et mère, il serait tout au moins intempestif, dans l'état de la législation actuelle, sous le régime hypothécaire, d'accueillir une telle décision seule et absolue, isolée, puisque, si les biens des héritiers d'Antoine Blanzac se trouvaient, comme on l'a plaidé, grevés depuis longtemps d'une foule de dettes hypothécaires, les créanciers pourraient attaquer le jugement actuel par la voie de la tierce opposition; qu'il peut, d'ailleurs, arriver que les biens soient suffisants pour parer à toutes les dettes, et qu'en tout état de cause, les légitimaires ne se trouvent jamais privés de faire valoir leurs droits et privilèges à l'encontre des créanciers, lesquels sont les seules parties avec qui ils devront ultérieurement les discuter.

Appel de la part des enfants Blanzac.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que les experts, en attribuant des biens fonds aux légitimaires pour

pères, et notamment à des pertes de bois destinées à l'approvisionnement de Paris, occasionnées par l'invasion; ordonn. du 23 avril 1823 (aff. Jodot); au pillage commis par les troupes ennemies; arr. des 11 fév. 1821 (aff. Moget); 27 avril 1825 (aff. Doumery); et 9 juin 1830 (aff. Pouchoy); à un envahissement de bois opéré dans les forêts d'un particulier, par ordre du maire de la commune, pour les besoins des troupes ennemies; arr. ordonn. du 16 nov. 1825 (aff. Schwaigrun), etc. — V. aussi arr. ordonn. du 30 août 1842, aff. Roux.

(1) La question est diversement résolue par la jurisprudence. V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Grenoble, 21 juill. 1826; Montpellier, 21 août 1827; Pau, 28 juill. 1828. — Mais V. en sens contraire, Toulouse, 10 mars 1821, 22 août 1822 et 2 mai 1823; Cass. 24 fév. 1829.

leur tenir lieu de la restitution des fruits, nait créa un privilège exorbitant du droit commun, et qui n'est fondé, ni sur le texte de la loi, ni sur la jurisprudence; — Attendu que la légitimité, qui a une action directe et incontestable pour revendiquer la portion des biens qu'il a droit de réclamer dans la succession, a une action d'un genre moins absolu pour la restitution des fruits; qu'il est, dans cette circonstance, le créancier de l'héritier; et ses droits ne lui peuvent être assurés que par l'observation des formes que le législateur a établies pour la conservation des droits des créanciers; — Par ces motifs, et adoptant, au surplus, les motifs du jugement dont est appel, ordonne, etc.

Du 3 avril 1823. — Cour roy. d'Agen. — Ch. civ. — Prés., M. Delong, p. p. — Concl., M. Leblé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Hugon, Cassaignau et Labouisse.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — VISA. — MAIRE.
Est nul le procès-verbal de saisie immobilière, lorsque le visa apposé sur ce procès-verbal, a été par l'adjoint, tandis que la copie avait été laissée au maire, et réciproquement. (Cod. proc., 676.) (1)

(Aléguier — C. Cause.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le procès-verbal atteste que la copie a été laissée à M. Jansin, maire, et que le visa a été fait par M. Battut, adjoint; — Attendu que ces faits constituent une violation des art. 676 et 681 du Code de proc. civ.; — Par ces motifs, réformant le jugement rendu par la tribunal de première instance de Lavaur, a annulé et annulle le procès-verbal de saisie immobilière dont s'agit, et tout l'ensuivi.

Du 4 avril 1823. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. — Prés., M. d'Ayguévives. — Concl., M. de Rastoulh, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Féral et Caseneuve.

ACTE DE COMMERCE. — CONSTRUCTIONS. — REVENTE.

Celui qui a acheté du bois pour la construction de sa maison, et qui, sa maison construite, a vendu la portion de ces bois qui était deve-

(1) Mais, en principe, le visa peut être donné par l'adjoint aussi bien que par le maire, V. Roum, 12 mai 1808. Seulement il faut, d'après l'arrêt ci-dessus, que le magistrat qui reçoit la copie soit aussi celui qui appose le visa. — On pouvait dire contre cette décision, avant la loi du 2 juin 1841, que l'art. 676 ne dit pas que le visa ne puisse être donné que par l'officier public auquel l'huissier a laissé copie du procès-verbal. La remise de la copie et le visa sont deux choses distinctes: la première formalité doit non-seulement être observée, mais il faut encore qu'elle soit mentionnée dans le procès-verbal. La seconde, au contraire, n'est pas partie du procès-verbal, et son exécution ne doit pas même être constatée par l'huissier. Si donc ces formalités sont distinctes, pourquoi faudrait-il que le magistrat qui reçoit la copie visité nécessairement l'original? Le législateur, s'il l'avait entendu ainsi, aurait certainement exigé que l'huissier, de visite ayant été remis la remise de la copie, de telle sorte que le visa fit corps pour ainsi dire avec ce procès-verbal. Loin de là, il est reconnu par la jurisprudence, que le procès-verbal de saisie n'est pas nul, en ce que le visa n'aurait été donné que le lendemain du jour où la copie aurait été remise. V. Roum, 10 mars 1818. Cependant si le maire à l'égard duquel on avait rempli cette dernière formalité était mort, ou se fût absenté, il est évident que le visa serait valablement donné par l'adjoint.

nus inutile, ne fait pas en cela un acte de commerce justiciable des tribunaux consulaire (2).

(Rollet — C. Cladière.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les bois qui ont été fournis et livrés par Cladière à Rollet, ont été employés à la construction de la maison de ce dernier; que telle était même leur destination; que si Rollet en a disposé d'une faible partie en faveur de quelques particuliers, ce n'a été que parce que ces bois, sa maison une fois construite, lui devenaient inutiles, et qu'en cela il n'a point fait un acte qui doive le constituer commerçant ni fabricant, et le soumettre à la compétence des tribunaux de commerce; que Cladière l'a si bien senti dans le principe, qu'il l'avait cité au bureau de conciliation, avant de former aucune demande contre Rollet; l'on remarque même que, dans les termes qui ont été accordés à ce dernier pour le paiement des bois dont est question, divisés en trois, ce n'est que la somme qui serait le dernier terme, qui a été déclarée devoir produire des intérêts; — Déclare nul et incompétamment rendu le jugement dont est appel; — Renvoie les parties à se pourvoir devant qui de droit, etc.

Du 8 avril 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. Dubourg. — Concl., M. Cailioné, cons. aud.

DERNIER RESSORT. — BAIL.

Une demande en paiement de loyers et en validité d'un congé du bail verbal, doit être jugée en dernier ressort, lorsque la prix annuel de la location, réuni aux sommes réclamées pour loyers échus, est au-dessus de 1000 fr. (3).

(Tranchard.)

Du 8 avril 1823. — Cour roy. d'Amiens.

COMMISSIONNAIRE. — MARCHANDISES. — REFUS.

L'acheteur peut refuser les marchandises à lui expédiées par le commissionnaire et qui ne se trouvent pas conformes à la commission, alors même qu'il n'a pas fait dresser procès-verbal de cette différence, avant de payer les

Il n'est donc pas indispensable que ce soit le magistrat qui reçoit la copie qui vise l'original du procès-verbal. — Mais la loi du 2 juin 1841, art. 676, a supprimé la formalité relative à la remise de la copie du procès-verbal de saisie aux maires; il est exigé seulement que le procès-verbal de saisie soit visé par le maire de la commune dans laquelle est situé l'immeuble saisi; et cette simplification dans les formalités ne permettant pas que la difficulté résolue par l'arrêt ci-dessus se reproduise.

(2) P. en ce sens, Pardessus, t. 1, n. 12. — Souvent, dit cet auteur, un non-commerçant achète des denrées en une quantité supérieure à sa consommation habituelle, sans aucune intention de spéculer; mais le crainte de les voir se corrompre ou se perdre, un changement arrive dans sa fortune, ou même l'espérance d'un bénéfice qu'il n'aurait pas en vue d'abord, fondé sur le renchérissement considérable de ces objets, le porte à en revendre une partie. De tels achats ne sont point réputés opération de commerce, quoique la revente les ait suivis. Le fait n'ayant point été commercial dans son origine, il n'est pas juste qu'il le devienne par des événements postérieurs. En un mot, c'est le désir ou l'espérance d'un bénéfice dans la vente de la chose achetée, qui constitue ce qu'on appelle vulgairement spéculation... » V. encore en ce sens, Vincens, *Législ. comm.*, t. 1^{er}, p. 128.

(3) P. en ce sens, Cass. 15 fév. 1819.

frais de voiture et au moment de la réception des marchandises. Ici ne s'applique pas l'art. 106, Cod. comm. (1).

(Ferrand-Comte — C. Garcin.)

Le sieur Ferrand-Comte, négociant à Grasse, avait donné à la maison Victor Garcin, de Lyon, une commission. Lors de leur arrivée à Grasse, les marchandises furent reçues par Ferrand-Comte, qui acquitta le pris de la voiture, sans aucune vérification préalable. Mais plus tard, et lorsqu'il les eut déballées, croyant reconnaître qu'elles n'étaient pas conformes à sa commission, ni aux factures qu'on lui avait adressées, il écrivit à la maison Garcin qu'il refusait et laissait à sa disposition la partie du envoi qui différait de la commission qu'il avait donnée. Cette lettre et une seconde étant restées sans réponse, un procès fut engagé, et Ferrand-Comte fit procéder à la vérification des marchandises dont l'état fut dressé par procès-verbal.

Devant le tribunal de commerce, Garcin soutint que le procès-verbal n'était pas valable, parce qu'il avait été tardivement fait.

Jugement qui accueille ce système.

Appel par Ferrand.

ARRÊT.

LA COUR : — En ce qui concerne les pièces ratines dont il s'agit : — Attendu que la commission constante entre les parties ne justifie point que les ratines commises ne fussent pas dites de Vienne, et que de la vérification qui en a été faite, il ne résulte pas non plus que les ratines expédiées soient de mauvaise qualité ; — En ce qui touche les pièces de drap bien-flore et drap sa-voyard : — Attendu que les deux pièces commises étaient en drap bleu de roi et drap maron, et qu'ainsi les pièces expédiées ne sont pas conformes à la commission ; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 9 avril 1823. — Cour roy. de Lyon. — 2^e ch. — Prés. M. de Monviol. — Pl., MM. Menoux et Saint-Pierre.

ÉTRANGER. — JUGEMENT. — PÉREMPTION. — EXÉCUTION.

Un jugement rendu par un tribunal précédemment français, mais devenu étranger par suite d'un démembrement de territoire, doit lui-même être considéré comme jugement étranger, par cela seul qu'ayant été frappé d'appel devant une Cour étrangère, cette Cour, sans statuer sur le fond, a déclaré l'appel périmé. — En conséquence, un tel jugement ne peut être exécuté en France, sans avoir été déclaré exécutoire par les tribunaux français. (Cod. proc., 516.) (2)

(Sautter — C. Perret.) — ARRÊT (3).

LA COUR : — Considérant que, quoique le tribunal de commerce d'Anvers fût français au moment où il a rendu sa décision, il est de fait qu'au moyen des appels respectifs, cette décision est restée suspendue tout le temps qu'Anvers a continué à faire partie de la France; qu'ensuite, la force de la chose jugée qu'il a acquise par les

arrêts de la Cour supérieure de Bruxelles, à une époque où cette Cour était devenue étrangère, été nécessairement son premier caractère à ce jugement, qui prend celui de la Cour qui le sanctionne et devient jugement étranger ; — Considérant que, maintenu par un moyen de forme, ledit jugement ne saurait être plus favorable que s'il avait été confirmé par la Cour supérieure de Bruxelles, ensuite de la reconnaissance du bien jugé au fond, et, qu'en ce dernier cas, la révision en étant permise, il en doit être de même, à plus forte raison dans l'autre ; que d'ailleurs, l'examen de ce jugement est dans l'intérêt de la justice, qu'il sauvegarde spécialement celui de Sautter frères et compagnie, et ne peut enlever à Perret que l'exécution en France des adjudications qui auraient été indûment obtenues, par ce dernier, en pays étranger ; — Par ces motifs, avant de permettre l'exécution du jugement rendu par le tribunal de commerce d'Anvers, le 4 sept. 1810, duquel il avait été respectivement interjeté appel, dont l'instance a été déclarée périmée par deux arrêts de la Cour de justice supérieure de Bruxelles, en date des 4 déc. 1820, et 25 avril 1821 ; — Ordonne que le susdit jugement sera par elle révisé, etc.

Du 10 avril 1823. — Cour roy. d'Alx. — Prés. M. d'Eymard de Montmigan. — Concl. M. Broi, subst. — Pl., MM. Chansand, Creps et Pascah.

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — PARTIE. — FEMME.

Les juges ne peuvent ordonner l'interrogatoire sur faits et articles, d'une personne qui n'est point partie au procès.

Spécialement, dans une instance entre le fermier des biens dotaux d'une femme et le mari qui a consenti le bail, on ne peut ordonner la mise en cause de la femme, pour être interrogée sur le fait de savoir si le fermier a obtenu une remise sur le prix du bail, alors même que le fermier soutient que la remise a été consentie par le mari et par la femme. (Cod. proc., 324.) (4)

(Lebariller — C. Lancelin.)

En 1813, le sieur Lebariller, en qualité d'administrateur des biens de sa femme, avait affermé au sieur Lancelin, une ferme appartenant à la dame Lebariller. — À l'expiration du bail, en 1822, il s'éleva une contestation entre Lebariller et Lancelin, relative au paiement des fermages : celui-ci prétendit que Lebariller et son épouse lui avaient fait remise d'une somme de 1,000 fr. sur le prix annuel de son bail, ou du moins que la dame Lebariller s'était portée caution de la remise consentie par son mari. — Le sieur Lebariller dénia le fait. Lancelin demanda qu'il lui fût permis d'appeler en cause la dame Lebariller, pour être interrogée sur la vérité de l'allégation. — Lebariller s'y opposa, en se fondant sur l'art. 324. Cod. proc. civ., qui ne permet de faire interroger sur faits et articles, que les parties en cause.

11 déc. 1822, jugement qui ordonne la mise en

accompagnement d'observations auxquelles nous renvoyons le lecteur.

(3) V. la suite de cette affaire, dans un arrêt de la Cour royale de Paris du 28 janv. 1837.

(4) V. en ce sens, Metz, 16 juin 1827. — Mais voy. en sens contraire, Bruxelles, 11 oct. 1808 et 4 fév. 1813 ; Pauzier, 13 fév. 1827. V. aussi la note qui accompagne un arrêt de la Cour d'Orléans du 10 juill. 1812, et les autorités qui y sont indiquées. — Adde, Merlin, Répert., v^o Interr. sur faits et articles ; Boncenne, Théorie de la proc., t. 4, p. 526.

(1) Sic, Cass. 24 juill. 1821.

(2) La Cour royale de Paris a jugé, d'une manière plus générale, le 29 mars 1817, que l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal précédemment français, ne peut être poursuivie en France, dès le moment où le tribunal a cessé de faire partie de la France. — V. l'arrêt à sa date, la note qui l'accompagne, ainsi que les autorités qui y sont rappelées. L'arrêt ci-dessus a déjà été recueilli par nous dans notre Vel. de 1837, où il se trouve

cause, par les motifs suivants : — « Considérant que suivant l'art. 324 du Cod. de proc., les parties peuvent, en toute matière, demander l'interrogatoire de leur partie adverse, sur faits et articles pertinents ; que la dame Lebariller est partie dans le procès ; qu'il est articulé qu'elle s'est obligée personnellement à la remise ou diminution du prix demandée par Lancelin ; qu'il n'est pas en ce moment question d'examiner si les réponses de la dame Lebariller pourront être opposées à son mari, ni quelles seront les conséquences de l'interrogatoire... »

Appel par les époux Lebariller.

ARRÊT (après partage).

LA COUR ; — Considérant que l'art. 324 du Cod. de proc. civ. permet aux parties qui sont en procès, en toutes matières et en tout état de cause, de se faire interroger respectivement sur faits et articles pertinents, concernant seulement la matière dont est question : — Que le premier juge aurait donc dû ordonner que la femme Lebariller prêterait interrogatoire sur faits et articles pertinents, s'il avait existé entre elle et Lancelin une contestation pendante devant lui, sur un objet quelconque ; mais il ne le pouvait pas, si aucune contestation n'existait entre eux ; la question se réduit donc à savoir s'il existait, ou non, une contestation quelconque entre ces deux parties ; — Or, Lancelin était bien en contestation avec Lebariller, sur la question de savoir si celui-ci avait ou n'avait pas consenti à faire la remise de mille francs par an, sur le prix du bail par lui passé à Lancelin ; et dès lors ce dernier a pu demander, et le premier juge a pu ordonner que Lebariller prêterait interrogatoire sur ce point ; mais encore bien que la terre louée à Lancelin fût la propriété de la femme Lebariller, cette contestation lui était étrangère, puisqu'aux termes de l'art. 1428 du Code civil, le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme ; aussi le procès, relativement au prix du bail, ne s'était-il engagé qu'entre Lebariller et Lancelin ; il est vrai que ce dernier a ensuite mis la femme en cause, mais pourquoi faire ? L'exploit d'approchement signalé à la femme l'apprend. Cet exploit, à la date du 6 nov. 1822, porte assignation à cette femme pour entrer partie au procès existant entre Lancelin et son mari, aux fins de répondre aux interpellations qui lui seront faites et aux demandes qu'on se réserve de former contre elle ; cette réserve n'a point eu d'exécution et aucune demande n'a été, en effet, formée contre elle par Lancelin ; elle reste donc uniquement assignée pour répondre aux interpellations qui lui seraient faites ; il n'y a donc aucune matière de procès existant entre elle et Lancelin : d'où suit qu'il est impossible de lui faire subir un interrogatoire sur faits et articles, puisque cet interrogatoire ne peut avoir lieu que sur la matière qui fait l'objet de la contestation, et qu'il n'existe, comme on l'a dit, aucune matière de cette espèce entre Lancelin et elle ; le premier juge ne pouvait donc ordonner l'interrogatoire de cette femme sur la matière qui existait entre son mari et Lancelin, mais qui n'existait pas entre elle et celui-ci ; — Qu'aurait donc voulu Lancelin par cette précaution ? Se procurer le témoignage de la femme contre le mari ? Mais d'abord la preuve testimoniale n'était point admissible, et la loi ne permet pas d'appeler en témoignage le mari contre la femme, et la femme contre le mari : en adoptant le système de Lancelin, il s'ensuivrait que ce serait donner opor-

ture à la violation de la loi prohibitive, dans certains cas, de la preuve testimoniale, puisqu'il suffirait d'appeler en cause deux ou trois témoins, et demander ensuite à les faire entendre sur faits et articles ; — Qu'en vain Lancelin prétend que la femme s'est rendue personnellement caution de la remise que le mari a dû lui faire sur le prix du bail ; car, pour que ce cautionnement fût valable, il faudrait que Lancelin apportât la preuve écrite de l'autorisation que le mari aurait donnée à sa femme, pour qu'elle pût valablement contracter une pareille obligation, et ce n'est pas en faisant interroger la femme qu'il pourrait suppléer au défaut de preuve écrite de l'autorisation de son mari, d'autant plus que si le mari niait le fait de cette autorisation, la déclaration contraire qui serait passée par la femme ne pourrait être opposée au mari, sans quoi on ouvrirait encore la porte à un autre abus, puisqu'il n'y aurait pas de femme dissipatrice qui ne s'empressât de passer une semblable déclaration ; — Enfin, quand on pourrait même admettre le contraire, ce qui n'est pas, il faudrait au moins que Lancelin eût assigné la femme Lebariller pour se voir condamner à exécuter cette prétendue obligation, tandis qu'aucune demande semblable n'a été formée contre elle par Lancelin ; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 10 avril 1823. — Cour roy. de Caen. — And. sol. — Pres., M. Lemennet, p. p. — Concl., M. Charles de Préfin, av. gén. — Pl., MM. Anceline et Georges Simon.

MANDAT. — BAIL VERBAL. — PREUVE.

Le bail verbal consenti par un mandataire général, n'est pas suffisamment constaté, au profit du preneur, et contre le mandant, par la déclaration du mandataire, lorsque cette déclaration n'est faite par le mandataire que depuis sa révocation. (Cod. civ., 1714 et 2003.) (1)

(Lévan — C. de Feumisson.)

2 fév. 1821, la dame Feumisson donna au sieur Chevalier procuration générale pour l'administration de ses biens. Entre autres pouvoirs, elle lui conféra celui « de passer tous baux à ferme et à loyer », à telles personnes, pour tel temps, pour telles clauses et conditions que le mandataire jugerait convenables. — Il parait qu'en vertu de cette procuration, le sieur Chevalier consentit verbalement le bail de la ferme de Loiselère, au sieur Lévan. Il parait même que le sieur Lévan fit quelques plantations et ensemencements de printemps.

Ultérieurement, la dame Feumisson fit notifier au sieur Chevalier la révocation de ses pouvoirs. René Lévan n'ayant pu représenter un bail de la métairie de Loiselère, la dame Feumisson lui fit signifier l'ordre de déguerpir, sans avoir égard au bail verbal qu'il prétendait lui avoir été consenti par le sieur Chevalier, ni au commencement d'exécution dont il excipait.

Une instance s'engagea entre la dame Feumisson et le sieur Lévan, sur l'exécution du bail verbal consenti par Chevalier. — Lévan a appelé le sieur Chevalier en garantie. Celui-ci a déclaré avoir, en qualité de mandataire, consenti le bail verbal à Lévan.

11 sept. 1822, jugement du tribunal du Mans, qui : — « Considérant, en droit, que le droit de consentir des baux verbaux n'est point spécialement exprimé dans le mandat, et que la clause par laquelle le mandataire est autorisé à passer

(1) Mais en principe les actes du mandataire sont réputés avoir date certaine contre le mandat. V.

Cass. 19 nov. 1834; Bordeaux, 22 janv. 1827; Paris, 7 janv. 1834.

des haut, sainelement interprétée, ne s'entend évidemment, dans l'intention des parties, comme dans ses expressions littérales, que des haut écrits, les seuls capables de lier les feudataires envers le mandant, tant sous le rapport de l'existence du bail en lui-même, que sous celui non moins important des diverses conditions que ce bail est susceptible d'entretenir. — En fait,.... que l'ensemble, des faits de la cause écarte toute idée de ratification tacite de la part de la mandante, seul moyen cependant à l'aide duquel Levan eût pu réparer le vice de son prétendu bail ; — Que Levan et Chevalier, séparément interpellés à l'audience, ont déclaré, le premier que ce bail était de neuf ans entiers et consécutifs, le second, au contraire, qu'il était de trois, six ou neuf; qu'ainsi ils ne sont pas même d'accord entre eux, sur l'une des conditions principales; que Chevalier, comme mandataire, n'a jamais affirmé que par haut écrits.... — Déclare Levan sans droit à l'exploitation de la métairie de Loisière, sous la réserve de l'indemnité qui lui est due pour ses travaux, etc. »

Appel de Levan.

ARRÊT.

LA COUR;— Considérant que l'écriture n'est pas de l'essence des contrats; qu'une vente ainsi qu'un bail à ferme pouvait exister, sans qu'il en soit rédigé acte par écrit; qu'un propriétaire peut, par lui-même, ou par un mandataire, consentir un bail verbal; mais que celui qui s'oblige de se procurer une preuve écrite, peut, en cas de dénégation, être dans l'impuissance de justifier la convention qu'il allégué; que la dame de Feumisson qui n'a pas eu connaissance du bail allégué par Levan, le dénie; que Chevalier, son mandataire, n'en a fait la déclaration que dans un temps où ses pouvoirs lui étaient retirés, et où il ne pouvait plus engager la dame de Feumisson; et que les autres circonstances relevées dans le procès ne constituent pas suffisamment l'existence de ce bail, allégué par Levan; — Confirme, etc.

Du 11 avril 1823. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Chalup, p. p. — Pl., MM. Deleuria et Bellanger.

ACQUIESCENCEMENT.—EXÉCUTION.—DÉCLINATOIRE.

La partie qui, après avoir été déboutée d'un déclinatoire, plaide sur le fond de la contestation, n'est plus recevable à former appel du jugement qui prononce sur la compétence, lorsque d'ailleurs l'incompétence ne serait que ratione personæ. (Cod. proc., 169, 424 et 425.) (1)

(Laujo—C. Dapotel.)

Du 11 avril 1823. — Cour roy. de Poitiers. — 1^{re} ch. — Prés., M. Bernard — Concl., M. Vincent Malinlère, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Pervinquières et Brébard.

HYPOTH. LÉGALE.—EFFET RETROACTIF.

Du 11 avril 1823 (aff. Lallier). — Cour roy. de Lyon. — V. cet arrêt avec celui de rejet du 23 juin 1824 rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

HÉRITIERS APPARENTS.—VENTE.—ENFANT NATUREL.

La vente de tout ou partie d'une succession consentie par l'héritier légitime, avant que

l'enfant naturel ait fait connaître son état et réclamé ses droits, est valable et doit être maintenue, si elle a eu lieu de bonne foi. (Cod. civ., 756.) (2)

(Ducasse et Simon—C. Roques.)

12 nov. 1817, décès du sieur Jean-Pierre Roques, laissant pour toute succession une créance non liquidée sur l'Etat. — Un acte de notoriété passé devant notaire constate que le sieur Roques laisse pour unique héritière Catherine Roques, sa sœur, veuve Ducasse. Celle-ci, en vertu de son titre d'unique héritière, fait un transport de la créance en question, au sieur Simon, moyennant la somme de 3,000 fr.

En cet état, opposition au paiement des sommes qui pourraient être dues par le gouvernement au sieur Roques, est faite au trésor royal, à la requête du sieur Rauch, agissant au nom et comme tuteur de Louis-César et de François-Alexandre Roques, ses enfants légitimes du sieur Roques, et par conséquent ses seuls héritiers.

La veuve Ducasse et le sieur Simon ont demandé la mainlevée de l'opposition, sur le motif que les opposants ne prouvaient pas suffisamment leur légitimité.

2 août 1822, jugement du tribunal civil de la Seine, qui, considérant que la qualité d'enfants légitimes des mineurs Roques était suffisamment établie, autorise le tuteur à retirer du trésor toutes lettres d'avis et ordonnances de paiement des créances liquidées au profit du sieur Roques.

Appel de la part de la veuve Ducasse: le sieur Simon est intervenu dans l'instance d'appel.

Devant la Cour, on a établi, dans l'intérêt de l'appelante et au moyen de pièces découvertes depuis le jugement de première instance, que les opposants n'étaient que des enfants naturels du sieur Roques; et que l'un d'eux seulement, Louis-César, avait été légalement reconnu. Dans l'intérêt de ce dernier, on a soutenu alors qu'il était fondé à demander la nullité du transport consenti par la veuve Ducasse.

L'appelante disait, au contraire, que le transport ayant été consenti de bonne foi et dans l'ignorance de l'existence de l'enfant naturel, qui n'avait point réclamé, il était valide et ne pouvait être annulé. Elle invoquait l'autorité de M. Chabot de l'Allier.

On soutenait, dans l'intérêt de l'enfant naturel, qu'il était fondé à demander la nullité du transport. On s'autorisait de l'opinion de M. Lousseau, dans son *Traité des Enfants naturels*, p. 203, et de M. Merlin, dans le *Nouveau Répertoire de jurisprudence* au mot *bâtard*, § 4.

— On ajoutait que si la Cour consacrait la validité des ventes faites par l'héritier apparent, elle rendrait illusoire la disposition de la loi, qui attribue au fils naturel reconnu, une part héréditaire dans les biens de son père; qu'une vente faite à l'insu de l'enfant naturel, n'aurait aucune garantie que le prix alloué est représenté tant du fonds vendu; que si ce prix avait été touché et dissipé par l'héritier devenu insolvable, l'enfant naturel se trouverait dépourvu, exhéredité; que la raison, l'équité et la loi se réunissent pour écarter un système qui aurait de si graves inconvénients. Qu'à la vérité, si la jouissance de l'héritier s'était prolongée pendant un temps considérable, on concevrait que sa bonne foi, jointe à celle de l'acquéreur, put, en certain cas, légitimer la vente; mais qu'on ne pouvait admettre, comme il le faudrait dans

(1) V. conf., Cass. 13 flor. an 9; Metz, 4 août 1821, et les notes.

(2) Sur cette grave question, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassa-

tion du 3 août 1815. — V. aussi, Paris, 14 fruct. an 12, et la note. — *Adde*, article de M. Rigaut, inséré dans le *Recueil étranger*, 3^e série, tom. 1, p. 1014.

l'espèce, que quelques mois après l'ouverture de la succession, l'héritier apparent ait pu disposer de tous les biens, au préjudice de celui qui était appelé à en recueillir une partie.

ARRÊT.

LA COUR : — Reçoit Simon partie intervenante, faisant droit sur l'intervention, ensemble sur l'appel interjeté par la veuve Ducasse, de la sentence rendue par le tribunal de première instance de Paris, le 2 août 1822; — Considérant qu'il est constant que Louis-César et François-César Alexandre sont nés hors mariage, et que Louis-César seul a été reconnu par Jean-Pierre Roques pour son fils naturel; — Considérant qu'au décès de Jean-Pierre Roques, aucun autre ayant droit ne s'étant présenté, la veuve Ducasse, sœur du défunt, a été saisie de toute l'hérédité; qu'en cet état, elle a pu disposer de tout ou partie de l'actif de la succession, et qu'il n'existe contre elle et Simon, son cessionnaire, aucun indice de manivaise foi; — A mis et met l'appellation et se dont est appelé au néant; émendant, décharge les parties de Gauthier des condamnations contre elles prononcées; — Au principal, fait mainlevée de l'opposition formée par Rodolphe Rauch, comme tuteur des enfans dont il s'agit, es mains du caissier du trésor royal, ordonne, en conséquence, que le transport fait par la veuve Ducasse, au profit de Simon, sera exécuté, et qu'à payer et vider leurs mains en celles de Simon, cessionnaire, tous caissiers et payeurs seront contraints, sous peine de décharges; — Réserve à Rodolphe Rauch, pour Louis-César Roques, son action contre la veuve Ducasse; défenses réservées au contraire, etc.

Du 12 avril 1823. — Cour roy. de Paris. — Aud. sol. — Prés. M. Segnier, p. p. — Concl. M. Quéval, av. gén. — Pl. MM. Gauthier, l'héréditaire et Persil.

ARBITRAGE FORCÉ. — DÉLAI. — PROROGATION.

Lorsque des arbitres forcés n'ont pas jugé dans le délai fixé, la prorogation de leurs pouvoirs ne peut être que l'ouvrage de toutes les parties. — Le tribunal ne peut l'ordonner, sur la demande d'une partie, nonobstant l'opposition de l'autre. (Cod. proc., 1012; Cod. comm., 54.) (1)

(Vignes — C. Grané)

Après la dissolution d'une société en participation formée par les sieurs Grané frères et le sieur Vignes, des contestations s'élevèrent pour sa liquidation. Un premier jugement du tribunal de commerce de Toulouse, avait nommé des arbitres pour statuer, dans le délai de trois mois, sur ces contestations. — Ce délai étant expiré sans que les arbitres eussent prononcé, le même tribunal a donné acte aux parties des nominations d'arbitres par elles respectivement faites, et a ordonné que le délai de trois mois fixé par elles pour la prononciation de la sentence arbitrale, commencerait à courir du jour de la notification de son jugement.

20 nov. 1822, notification du jugement. — Les 8 et 15 fév. 1823, le sieur Vignes somme les arbitres de rendre leur décision avant le 20 fév. jour de l'expiration du délai fixé, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts.

(1) La question est encore indécise entre les auteurs et la jurisprudence, et elle a été vivement débattue entre MM. Pardessus et Locré, dans deux consultations que nous avons reproduites sous un arrêt conforme à la décision ci-dessus, de la Cour de Bordeaux, du 28 juin 1818. — Il faut dire cepen-

Le 18 du même mois, les sieurs Grané frères, citent le sieur Vignes devant le tribunal de commerce, pour voir renouveler, avant qu'il expire, le délai fixé aux arbitres.

Le sieur Vignes s'oppose au renouvellement du délai, à moins que les sieurs Grané ne consentent à ce qu'il ne soit renouvelé que jusqu'au 10 mars suivant.

Jugement qui, sans avoir égard aux conclusions du sieur Vignes, proroge le délai jusqu'au 1^{er} mai 1823.

Appel du sieur Vignes. — 7 mars 1823, arrêté par défaut, qui, disant droit sur l'appel, annule le jugement rendu par le tribunal de commerce, et rejette les poursuites des sieurs Grané, et tout ce qui, donne acte au sieur Vignes de son consentement à ce que les pouvoirs des arbitres fussent prorogés jusqu'au 20 mars seulement.

Opposition de la part des sieurs Grané.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, sur la première question, et eu droit, que dans les cas prévus par l'art. 51 du Code de commerce, les parties ont le droit de nommer les arbitres qui doivent connaître de leurs contestations, et de fixer le délai nécessaire pour les juger; que ce n'est que sur le refus ou le désaccord des parties que les tribunaux de commerce sont autorisés à nommer d'office les arbitres, et à fixer les délais dans lesquels ils devront juger; que ces délais doivent être fixés au moment même de la nomination des arbitres; que le pouvoir conféré à ces derniers, finit avec le délai qui leur a été donné; qu'un nouveau délai qui tendrait évidemment à faire revivre un pouvoir expiré, ne peut tout au plus être accordé, par les tribunaux de commerce, que sur la demande, ou avec le consentement de toutes les parties, et que cette doctrine résulte manifestement des art. 53, 54 et 55 du Code de commerce, combinés avec l'article 1012 du Code de procédure civile; — Attendu que cette même doctrine ne lèse en rien les intérêts des parties, ne s'oppose nullement à la prompte expédition des affaires commerciales, puisqu'il en résulte qu'avec le consentement des parties, les tribunaux de commerce peuvent proroger le délai accordé aux arbitres; que même s'ils sont jaloux de procéder avec toute la régularité désirable, ces tribunaux peuvent, par une nouvelle nomination, conserver aux parties les mêmes arbitres, lorsqu'elles s'en déclarent satisfaites; en donnant de leur consentement, auxdits arbitres, le délai nécessaire pour rendre une sentence dont ils auraient préparé déjà les éléments, et qu'ainsi ce n'est pas le cas de se laisser imposer par l'opinion de quelques auteurs qui, dans l'intérêt du commerce, et pour ne pas retarder le jugement des nombreuses contestations auxquelles les sociétés commerciales donnent lieu, ont attribué aux tribunaux de commerce un pouvoir que la loi bien entendue leur refuse; — Attendu, en fait, que les parties s'étaient accordées le 15 novembre 1822, et sur la nomination des arbitres, et sur le délai qu'il convenait de leur accorder; et que le tribunal de commerce s'était borné, dans son jugement, à leur donner acte de leur convention à cet égard; que la loi que les parties s'étaient ainsi faite, n'a pu être changée que de leur exprès consentement; que dans une telle

dant que la solution contraire à l'arrêt que nous rapportons ici, est celle qui tend à prévaloir. V. l'arrêt précité de la Cour de Bordeaux, et les autorités indiquées à la suite des deux consultations insérées à la note.

position, le tribunal de commerce avait bien moins encore le pouvoir d'accorder aux mêmes arbitres, et contre les conclusions du sieur Vignes, le nouveau délai demandé par les sieurs Grané frères; que par là il imposait au sieur Vignes la nécessité d'être jugé par des arbitres dont le pouvoir était fini, et desquels il croyait avoir lieu de se plaindre, ce qui est contre l'essence d'un tribunal d'exception fondé sur la confiance, et que les parties ont le droit de composer à leur gré; qu'enfin, en supposant que le tribunal de commerce fût autorisé, par une offre subsidiaire du sieur Vignes, à proroger le pouvoir des arbitres, il devait du moins se conformer scrupuleusement à ladite offre, et ne pas accorder, ainsi qu'il l'a fait, un délai qui dépasse d'un mois neuf jours l'époque où devaient finir les fonctions des liquidateurs de la société, qui n'étaient conférées que pour un an aux sieurs Grané frères; — Attendu que de ce qui vient d'être dit, il résulte que c'est le cas de démettre les sieurs Grané frères de leur opposition envers l'arrêt du défaut, qui, disant droit sur l'appel du sieur Vignes, a réformé le jugement rendu par le tribunal de commerce de Toulouse; — Par ces motifs, etc.

Du 12 avril 1823. — Cour roy. de Toulouse. — 3^e ch. — Prés., M. d'Aldéguier. — Concl., M. Cavallé, av. gén. — Pl., MM. Desamps et Mazoyer.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — ACQUIES- CEMENT. — APPEL.

On ne peut interjeter appel d'un jugement interlocutoire, après l'avoir exécuté (1).

(Bordes — C. Larcade.)

Du 14 avril 1823. — Cour roy. d'Agen. — Concl. conf., M. Lebé, av. gén.

VOL. — FRAUDE. — CRÉANCIER.

Il n'y a pas vol. de la part du créancier qui, pour se payer, s'empare de marchandises appartenant au débiteur, au vu et au su de celui-ci, et malgré son opposition. — En ce cas, on ne peut dire que la soustraction soit frauduleuse. (Cod. proc., 379.) (2)

(Gras et Devis — C. Parent.)

La dame veuve Gras et le sieur Devis, associés, étaient créanciers de la dame veuve Parent, marchande mercière en détail, pour de l'huile à elle vendue. — Le 14 sept. 1822, les sieurs Devis et dame Gras, reçoivent, d'un agent d'affaires, une lettre, par laquelle ils sont convoqués à une assemblée des créanciers de la veuve Parent, pour le 18 du même mois, à l'effet d'entendre les propositions amiables qui doivent leur être faites, au nom de la dame Parent. — La veuve Gras ayant fait dire à la veuve Parent qu'elle n'assisterait point à cette assemblée, et qu'elle voulait être payée, celle-ci vint chez la dame Gras, le 16 sept. dans la matinée.

La dame Gras a soutenu que, dans cette entrevue, la veuve Parent avait offert de la payer en marchandises de mercerie; la veuve Parent l'a nié, et a affirmé que si elle était venue, le 16 au matin, chez la dame Gras, c'est qu'elle y avait été entraînée par force, par le sieur Devis, qui l'avait rencontrée dans la rue. Quoi qu'il en soit de la vérité de ces deux assertions, la dame Gras et le sieur Devis se rendirent, le 16 sept., à trois heures après midi, au magasin de la veuve Parent, et ne l'ayant pas trouvée, ils exposèrent à

la fille de boutique le sujet de leur venue; après quelque hésitation, cette fille leur mesura huit aunes d'une toile assez grossière; mais ayant refusé de leur livrer d'autres marchandises, ils se retirèrent, la priant d'avertir sa maîtresse, qu'ils reviendraient le lendemain.

Le lendemain, ils revinrent à midi. La veuve Parent se trouva dans son magasin. Il y eut entre les parties une scène assez vive, à la suite de laquelle la veuve Gras emporta, ostensiblement, un paquet de mouchoirs de différentes qualités, au nombre de vingt-quatre. — La dame Gras a soutenu qu'elle avait donné un reçu, tant de ce qu'elle avait emporté la veille que des mouchoirs qu'elle avait emportés le 17. — La veuve Parent l'a nié.

30 septembre, la veuve Parent rend plainte contre les associés Gras et Devis, comme coupables envers elle de vols de fait et de soustraction frauduleuse. Elle se constitue partie civile.

1^{er} mai 1822, jugement du tribunal de police correctionnelle de la Seine (8^e chambre), qui renvoie les associés Gras et Devis de la partie de la plainte relative aux excès et mauvais traitements dont la veuve Parent les avait accusés, comme n'étant pas prouvés; mais en ce qui touche l'inculpation du vol: « Attendu que de l'instruction et des débats résulte la preuve que Devis et la veuve Gras, créanciers de la veuve Parent, d'une somme de 477 fr., prévenus que cette dernière avait provoqué une réunion de ses créanciers, se sont présentés, le 16 septembre dernier, chez la dite Parent, en son absence, et ont enlevé de la boutique une pièce de toile dont ils se sont fait donner facture par ladite fille, que leur conduite avait effrayée; — Que le lendemain, 17 septembre, Devis et la veuve Gras se sont de nouveau présentés dans la boutique de la veuve Parent, où ils ont enlevé des marchandises de mercerie, notwithstanding l'opposition de ladite veuve Parent, et sans avoir préalablement fait dresser un état desdites marchandises; que la déclaration des inculpés que les marchandises soustraites ne consistent qu'en vingt-trois mouchoirs et un coupon de toile est inadmissible, d'après les débats; qu'il en résulte, au contraire, que lesdites marchandises soit celles enlevées le 16, soit celles enlevées le 17 septembre dernier, doivent être évaluées à 300 fr.; — Attendu qu'un pareil enlèvement de marchandises, excédant la créance des inculpés, présente le caractère d'une soustraction frauduleuse, prévue et punie par l'art. 404 du Code pén. ainsi conçu, etc.; mais attendu que la valeur desdites marchandises, n'excédant pas de la somme de 25 fr. la créance des inculpés, le préjudice causé n'est pas alors de 25 fr., etc.; vu les circonstances atténuantes, condamne la veuve Gras et le sieur Devis chacun à quinze jours d'emprisonnement, ensemble à 300 f. d'amende, à 25 f. de dommages et intérêts envers la dame Parent, et déclare celle-ci libérée vis-à-vis les associés Gras et Devis, en fixant à 300 fr. la valeur des marchandises par eux enlevées les 16 et 17 sept. précédent. »

Appel de la part des associés veuve Gras et Devis.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats, que la soustraction reprochée à la veuve Gras et Devis n'a point été accompagnée de fraude; mais attendu que les ap-

(1) F. sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de Trèves, du 1^{er} août 1810.

(2) F. sur ce point, la note qui accompagne un

arrêt en sens contraire de la Cour de cassation du 22 déc. 1808. — Mais voy. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Cass. 1^{er} therm. an 12, et la note.

peine se sont emparés de marchandises, gage commun des créanciers de la veuve Parent, et ce, après la convocation de ces créanciers, met les appellations et ce dont est appel au néant : procédant par jugement nouveau, décharge les appellations des condamnations prononcées contre eux ; faisant droit au principal, les renvoie de la plainte ; — Ordonne néanmoins que les marchandises, rapportées par Devis et la veuve Gras, demeurent entre leurs mains, à titre de dépôt, pour être représentées aux créanciers de la veuve Parent, sinon tenus de représenter auxdits créanciers la somme de cent francs, à laquelle la Cour évalue d'office les marchandises ; attendu que la veuve Gras et Derlent, par leur fait, donné lieu à l'instance, les condamne au dépens.

Du 15 avril 1823. — Cour roy. de Paris. — Ch. corr. — Prés., M. Desèze. — Rapp., M. de Frazaud. — Concl., M. de Glos, av. gén. — Pl., MM. Moreau (de Vaucluse) et Duez.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — JUGEMENT PRÉPARATOIRE.

Lorsqu'une personne, assignée en paiement de diverses fournitures, soutient s'être libérée et excipe d'une quittance définitive, le jugement qui, sans parler de la quittance, nomme un tiers pour faire toutes vérifications, entendre les parties et les concilier, si faire se peut, doit être réputé interlocutoire, dans le sens de l'art. 431. Cod. proc. ; il peut être attaqué par appel avant le jugement définitif. (Cod. proc., 431.) (1)

Fontaine — C. Turquet.)

Les sieurs Fontaine et Turquet s'étaient fait réciproquement diverses fournitures. — Le sieur Turquet prétendait que, par la balance de ces fournitures, il se trouvait créancier, assigna en paiement le sieur Fontaine. — Celui-ci excipe de plusieurs arrêts de compte et notamment d'une quittance définitive. — Le demandeur soutint que dans ces arrêts de compte il y avait eu erreur ; qu'il avait admis et payé des articles qui n'étaient pas dus ; et du prix desquels il avait droit de demander la restitution, aux termes de l'art. 1235 du Code civ.

Sur ce, jugement du tribunal de commerce qui renvoie les parties devant un négociant ; à l'effet par lui de réunir tous les documents relatifs à la contestation, d'entendre les parties et de les concilier, si faire se peut, sinon d'adresser son avis cacheté au tribunal pour être statué ce qu'il appartiendra.

Appel par Fontaine. — L'intimé oppose une fin de non-recevoir prise de ce que le jugement ne contient qu'une simple mesure d'instruction, tendante à éclairer la religion du tribunal ; qu'il est simplement préparatoire, que conséquemment l'appel interjeté est prématuré aux termes de l'art. 461 du Code de proc., 4^{re} alinéa, qui ne permet de former appel contre les jugements préparatoires qu'après et conjointement avec les jugements définitifs.

L'appelant répond que la fin de non-recevoir est interlocutoire, en ce que, sans s'arrêter à la quittance définitive, il ordonne des mesures pour parvenir au règlement de compte entre les parties, et par la préjuge que, nonobstant la quittance, l'intimé peut avoir des réclamations à faire. — Il en con-

clut que l'appel du jugement est recevable avant le jugement définitif, aux termes de l'art. 461 du Code de proc., 2^e alinéa.

ARRÊT.

LA COUR : — En ce qui touche la fin de non-recevoir résultant de ce que le jugement dont est appel n'est qu'un jugement préparatoire : — Considérant que Fontaine ayant opposé la quittance du 19 nov. 1822, qui lui a été donnée par le préposé du sieur Turquet, comme quittance finale et pour solde, les premiers juges, au lieu de se déterminer par cette quittance, ayant renvoyé à M. Adam avec commission pour réunir tous les documents et renseignements nécessaires, régler les parties et les concilier, ont, par cela même, déterminé et pu juger que la quittance représentée n'était pas définitive et ne devait pas leur servir de règle pour décider le fonds de la contestation, qu'il résulte de là que le jugement qu'ils ont rendu ne peut être regardé comme un jugement préparatoire ; sans s'arrêter ni avoir égard à la fin de non-recevoir opposée par Turquet, laquelle est déclarée mal fondée, etc.

Du 15 avril 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. Dubourg. — Concl., M. de Lagrèze, av. gén.

SAISIE-EXÉCUTION. — COMMANDEMENT. — TITRE.

Tout commandement aux fins de saisie-exécution doit, à peine de nullité du commandement et de la procédure qui en est la suite, être précédé ou accompagné de la signification du titre (2).

(Dumas Rembaud — C. Petinlaud.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 583 du Code de proc. civ., tout commandement aux fins de saisie-exécution doit être précédé ou accompagné de la signification du titre ; — Attendu que, bien que la nullité ne soit pas attachée à l'absence de cette formalité, par cet article, néanmoins, s'agissant d'une nullité substantielle, elle existe sans qu'il soit nécessaire qu'elle soit prononcée par une disposition expresse de la loi ; — Attendu, en fait, que le commandement du 17 déc. 1822, aux fins de saisie-exécution contre Dumas Rembaud, n'a été ni précédé ni accompagné de la signification de l'acte de vente du 9 janv. 1821, titre qui faisait le fondement des poursuites exercées contre Dumas Rembaud, par Petinlaud-Champagnac ; — Attendu que la nullité du commandement du 17 déc. 1822 entraîne la nullité de la procédure qui en a été la suite ; — Met l'appel et ce dont est appel au néant, etc.

Du 16 avril 1823. — Cour roy. de Limoges.

1^{er} EAU (Cours b') — CONTRAVENTIONS. — COMPÉTENCE.

2^{es} CHEMIN VICINAL. — DÉGRADATION. — COMPÉTENCE.

1^o Le conseil de préfecture est incompétent pour prescrire à un usinier de changer les barrages d'un ruisseau et la prise d'eau de son usine. — En matière de cours d'eau non navigables, n^{os} flottables, c'est à l'administration à faire un règlement d'eau, s'il y a lieu, et aux tribunaux à réprimer les entreprises ou contraventions qui y sont commises (3).

(1) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, *Lois du la proc.*, add. à la quest. 1616, § 3 (t. 4, p. 73).

(2) L'opinion des auteurs est unanime sur ce point. V. Carré et son annotateur Chauveau, *Lois de la proc.*, t. 4, quest. 1901 ; Thomine Desmazures, t. 2, p. 93 ; Bioche et Garjat, *1^{er} Saisie-exécution*, R. 50.

(3) Le conseil d'Etat a jugé en sens contraire par ordonnance du 19 fév. 1823 (off. Dupuis) ; mais voy. la note qui accompagne cette décision et les nombreuses ordonnances dans le sens de la solution ci-dessus, auxquelles elle renvoie.

2^e Le conseil de préfecture est également incompétent pour condamner un particulier à réparer un chemin vicinal endommagé. Ses attributions, en cette matière, sont uniquement bornées d'après la loi du 9 vent. an 13, aux plantations et aux empiétements sur la largeur des chemins. Les autres contraventions sont demeurées aux termes de l'art. 40, du titre 2 de la loi du 28 sept. 1791, à la connaissance des tribunaux de police (1).

(Luyat — C. communal de Mens.)

Du 16 avril 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— Rapp. M. Tarbé. — Pl., MM. Darrieux et Petit de Gatinnes.

1^{er} SUBROGÉ TUTEUR. — COMPTE DE TUTELLE.

2^e COMPTE DE TUTELLE. — DÉPENSES. — TUTEUR.

1^o Lorsque le subrogé tuteur s'est immiscé dans la gestion des affaires du mineur, à l'exclusion du tuteur, il est comptable de sa gestion, vis-à-vis du pupille, comme un véritable tuteur, et soumis à toutes les règles de tutelle. (Cod. civ., 420 et 469.) (2)

2^o Toutes dépenses utiles, légalement justifiées, peuvent être réclamées par le tuteur, lors du compte de tutelle, bien qu'elles excèdent les revenus du pupille et n'aient point été autorisées par le conseil de famille. — La règle du droit coutumier qui défendait au tuteur de faire aucune dépense au delà du revenu du mineur, sans une autorisation de parents, a été abrogée par le Code civil. (Cod. civ., 471.) (3)

(Manigot — C. Bezard.)

En 1808, est décédé le sieur Bezard, laissant plusieurs enfants mineurs. — Le sieur Aubry, aïeul maternel des mineurs, était leur tuteur légal, et par délibération du conseil de famille, du 18 mars 1809, le sieur Manigot, ancien notaire, fut nommé leur subrogé tuteur, et chargé de coopérer avec le sieur Aubry à toutes les opérations de la tutelle. — A dater de cette époque, le sieur Manigot s'empara exclusivement de la gestion des affaires des mineurs, et le sieur Aubry, tuteur, y resta étranger.

En 1813, l'un des enfants Bezard, devenu majeur, a formé contre les sieurs Aubry et Manigot une demande en reddition de compte de tutelle. — Plus tard, les autres enfants Bezard sont intervenus dans l'instance, et ont pris les mêmes conclusions que leur frère.

Le sieur Aubry s'est défendu en disant qu'il n'avait été tuteur que de nom; que le sieur Manigot l'ayant été de fait, et ayant géré seul toutes les affaires des mineurs, devrait et pouvait seul rendre le compte réclamé.

Le sieur Manigot a prétendu, au contraire, que la reddition du compte de tutelle ne le regardait pas, puisqu'il n'avait été que subrogé tuteur et conseil du tuteur.

Un premier jugement du tribunal d'Auxerre, à la date du 3 janv. 1821, condamna le sieur Manigot à rendre le compte demandé, et, en conséquence de ce jugement, Manigot signa le compte de sa gestion.

Plusieurs difficultés se sont élevées. — D'abord les enfants Bezard ont soutenu que le sieur Manigot était responsable de diverses sommes par

lui touchées pour eux, et qu'il avait placées sans prendre les sûretés que le conseil de famille avait prescrites; et qu'il était, de plus; passible, de plein droit, des intérêts de ces sommes, et de toutes autres dont il n'avait pas fait emploi, malgré l'obligation qui lui en était imposée par la loi (Code civ., art. 453 et 456).

Le sieur Manigot répondait que le compte par lui dû ne pouvait être considéré comme un compte de tuteur, et que; dès lors, les règles relatives à la gestion des tuteurs ne lui étaient pas applicables.

D'un autre côté, l'un des enfants Bezard refusait d'allouer des dépenses faites pour lui en particulier, au delà de ses revenus, par le motif que ces dépenses n'avaient pas été autorisées par le conseil de famille.

29 mars 1822, jugement qui décide que le sieur Manigot est soumis aux règles de la tutelle; en conséquence, accueille les prétentions des enfants Bezard, sauf toutefois le chef relatif à l'excédant des dépenses sur les revenus, lequel excédant est alloué au sieur Manigot. — Voici les motifs du jugement: « Considérant, sur la première question, qu'Aubry, simple cultivateur et hêtré, se trouvant tuteur légal de ses petits-enfants, le conseil de famille de ces derniers, du nombre desquels était le sieur Manigot, ancien notaire, ne s'est pas borné à nommer celui-ci subrogé tuteur, mais a recommandé à Aubry de se concerter avec lui, parce que, plus versé que lui dans les affaires, il voulait bien coopérer avec lui pour le plus grand avantage des mineurs; » qu'il résulte de cette circonstance et de tout ce qui a suivi, que le sieur Manigot a recherché la gestion de la fortune des demandeurs; que, leur étant étranger, il n'est entré dans la composition du conseil de famille que comme père de la marotte d'un des enfants (qualité ridicule quand on en apprécie le sens), et qu'immédiatement après sa nomination il n'a pas coopéré avec Aubry, mais s'est exclusivement emparé du maniement de tous les capitaux; au point que, dans la discussion, tout en reconnaissant le caractère de tuteur, il s'est qualifié lui-même *co-tuteur de la tutelle*; que cette qualité et les profits qui en résultent pour certaines personnes, ne lui ont pas été attribués par la délibération du conseil, qui avait seulement recommandé au tuteur de se concerter avec lui; que si celui qui, par sa parenté, est obligé de gérer une tutelle, est assailli à des règles sévères, non-seulement ces règles doivent peser sur celui qui s'y ingère de son gré et sans droit, elles doivent même lui être appliquées avec plus de rigueur encore: que ces règles, d'ailleurs, ne sont pas la conséquence de la qualité, mais celle de la nature des fonctions, qu'aïeul, sous tous les rapports, le sieur Manigot, qui n'a laissé à Aubry que la qualité de tuteur et en a usurpé les fonctions, doit subir toute responsabilité;

« Considérant, sur la deuxième question, qu'à la vérité, dans l'ancien droit coutumier, il était de règle que le tuteur ne pouvait pas, de son chef, faire dépenser au pupille au delà de son revenu, sans autorisation de parents; mais que le Code civil a substitué à cette règle un principe bien plus conforme à la raison et à l'intérêt du pupille, en statuant que toute dépense utile et légalement justifiée serait allouée au tuteur; que

(1) V. conf., décret du 15 janv. 1809 (aff. Pelletier). La question est au reste encore aujourd'hui controversée entre le conseil d'Etat et la Cour de cassation. V. Cass. 30 janv. 1817; ordonn. du 1^{er} mars 1826 (aff. Penée), et les notes.

(2) V. anal. dans le même sens, Toulouse, 10 juill. 1810. Rouen 24 avril 1827.

(3) V. en ce sens, les observations qui accompagnent un jugement du tribunal de cassation du 22 niv. an 11 et les autorités qui y sont indiquées.

si le sieur Manigot a dépensé 1,993 fr. 77 c. sur les capitans de Bizard, il y était en quelque sorte contraint par suite de l'éducation qu'il a été obligé de lui donner...; que, dès lors, le sieur Manigot a droit à l'allocation de tous les fonds par lui dépensés, et qui se trouveront également justifiés. — Appel par le sieur Manigot.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, a mis et met l'appellation au néant; — Ordonne, etc.

Du 19 avril 1823. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. — Prés., M. Séguier, p. p. — Concl., M. Quéquet, av. gén. — Pl., MM. Marie et Lavaux.

ADJUDICATAIRE. — JUGE.

L'art. 713, Cod. proc. civ., qui interdit aux magistrats de se rendre adjudicataires, peut s'appliquer au juge créancier du saisi;... surtout s'il y a eu ratification ultérieure par le saisi. (Cod. proc. civ., 713.) (1)

(V. Rochas — C. Rougier.)

Le 31 janv. 1809, une maison expropriée sur la tête du sieur Rougier fut adjugée par jugement du tribunal de Gép, à M. Rochas, juge au même tribunal, et créancier du sieur Rougier. Le 9 juil. 1810, Rougier ratifia cette adjudication.

En 1820, l'adjudication du 31 janvier 1809 a été querrelée sous le prétexte que M. Rochas, juge au tribunal civil de Gép, était incapable, par sa qualité, de se rendre adjudicataire. (Art. 713 du Code de proc.)

16 mai 1820. — Jugement du tribunal civil de Gép, qui maintient l'adjudication, par le motif

« (1) La question est controversée entre les auteurs. Ceux qui se prononcent en sens contraire de l'arrêt ci-dessus, disent que la loi ne distingue pas entre le magistrat créancier du saisi et celui qui n'est pas; que pour être créancier du saisi, il ne cesse pas d'être membre du tribunal devant lequel la vente se poursuit, que sa position ne change donc pas. V. en ce sens Poignou, l. 1, p. 175, n. 116; Perail-Gil, Comment., p. 227, n. 268; Bueche, *op. Verité d'immobilier*, n. 367. — Tel est aussi le sentiment de Thomine Desmazures, t. 2, p. 257, qui accorde au magistrat, comme un remède aux inconvénients que l'un signale dans le système qu'il combat, la faculté de faire une surenchère, ressource qui pouvait être permise avant la loi du 2 juin 1841, l'art. 713 du Code de proc., ce prononçant qu'une incapacité d'enchérir; mais qui n'est plus admissible aujourd'hui que l'art. 711, de cette même loi, a mis sur la même ligne l'enchère et la surenchère.

Dans le sens de l'arrêt ci-dessus, on peut citer Lachaise, t. 1, p. 483; Troplong, de la Vente, t. 1, p. 190; et Chauveau sur Carré, Lois de la proc. civ. t. 5, quest. 2295 bis. « Le magistrat qui poursuit la vente, dit ce dernier auteur, ne sera-t-il pas adjudicataire pour la mise à prix, s'il se soumet pas d'enchérir (art. 706, § 2)? s'il peut le devenir par le seule force de la loi, à un prix qu'on peut considérer comme le minimum, quel inconvénient y a-t-il à ce qu'il le devienne, par l'effet de sa volonté, à un prix supérieur? S'il n'est que créancier inscrit, n'a-t-il pas intérêt à ce que le prix soit porté à sa véritable valeur? Veut-on lui enlever un droit qui est essentiel à cet intérêt? sans doute, il ne cesse pas d'être membre du tribunal; mais sa position est néanmoins modifiée relativement à l'affaire, puisque, se trouvant partie intéressée, il n'y a aucune chance qu'il puisse ni qu'il doive en connaître comme juge. Nous pensons que la prohibition de l'art. 711 se regarde point le magistrat qui est créancier inscrit sur l'immobilier saisi. »

que l'art. 713 du Code de proc. n'est pas applicable au juge, créancier de l'exproprié, et qui n'a pas siégé dans la cause.

Appel de la part des mariés Rougier.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'acquiescement de Rougier le rend non recevable à attaquer le jugement d'adjudication; — Attendu que les mariés Rougier sont également non recevables, en ce qu'ils auraient dû se pourvoir contre le jugement du tribunal de Gép, par la voie de l'appel et non par action principale; — Adoptant en surplus les motifs des premiers juges, quant au fond. — Confirme, etc.

Du 19 avril 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. civ. — Prés., M. Dubois. — Concl., M. Caffarel, av. gén. — Pl., M. Gainard.

1^{re} ACTE DE COMMERCE. — COMMERÇANT. — VENTE.2^e VICIES RÉDHIBITOIRES. — USAGES LOCAUX.3^e DÉPENS. — COMPENSATION.

1^{re} Le commerçant qui vend des marchandises de son commerce à un non-commerçant, pour l'usage personnel de celui-ci, n'est pas, à raison de ce fait, justiciable des tribunaux de commerce. — Il n'y a pas là, même à l'égard du négociant, acte de commerce, attributif de juridiction. (Cod. comm., 631.) (2)

2^e L'art. 1649, Cod. civ., s'en réfère-t-il à l'usage des lieux, non-seulement au ce qui touche les délais dans lesquels doit être formée l'action en garantie, pour vices rédhibitoires,

(2) La question est controversée. Les auteurs sont généralement contraire à la solution ci-dessus, et nous l'avons nous-mêmes combattue en rapportant un arrêt conforme de la Cour d'appel de Nîmes, du 19 août 1809. Y. cet arrêt à sa date, nos observations et les autorités qui y sont indiquées. — Toutefois, à l'appui de cette solution que nous consacrons encore un second arrêt de la Cour royale de Nîmes, du 19 août 1819, il faut citer l'opinion de M. Coin-Delisle, *Comm. de la contrainte par corps, appendice*, sur l'art. 1^{er}, n. 2 (p. 76). « Tous les actes du commerce d'un négociant, dit cet auteur, ne sont pas actes de commerce; ils ne le deviennent indistinctement que lorsqu'ils ont lieu entre marchands, négociants et banquiers. Le sens des mots actes de commerce est donc plus restreint, et comprend seulement les actes que la loi soumet par leur nature à la juridiction commerciale. Or, un texte y soumet spécialement les achats, et nul n'y soumet les ventes et reventes. Est-ce on oublie? Il n'est permis à personne de combler les lacunes d'une loi except onnelle; et l'on dirait difficile à concevoir en présence de l'art. 633, qui répute acte de commerce tous achats, ventes et reventes de bâtiments pour la navigation. Le rapprochement des textes prouve que l'omission est volontaire. Il importe peu que le marchand ait acheté pour revendre; car sa vente fait sortir du commerce, pour les faire entrer dans la consommation, les marchandises qu'il avait achetées. D'ailleurs, c'est dans l'intérêt du commerce qu'a été établie la juridiction commerciale; ce serait en intervertir l'usage que de l'accorder à de simples particuliers. » M. Coin-Delisle cite ensuite à l'appui de sa doctrine l'arrêt ci-dessus, et celui de la Cour de Nîmes du 19 août 1809. Malgré ces observations et ces autorités, nous ne pouvons que persister dans l'opinion par nous émise sous l'arrêt de 1809, dans l'exposé de laquelle le lecteur trouvera la réponse au système que nous venons d'indiquer.

mais aussi pour déterminer la nature des vices rédhibitoires (1) ?

3^e Il y a lieu de compenser entre les parties les dépens faits en procédant devant un tribunal incompetent, si le défendeur a laissé procéder, à tort, avant d'opposer le déclinaire (2).

(Legende—C. Pelleport.)

Le sieur Legende, marchand de chevaux à Metz, vend un cheval au sieur Pelleport, officier de cavalerie.—Quelque temps après l'acquisition, le sieur Pelleport s'apercevant que le cheval est atteint de claudication, et soutenant que c'est un vice rédhibitoire, actionne le sieur Legende en garantie devant le tribunal de commerce de Metz.

Le défendeur, sans opposer de déclinaire, soutient, au fond, que le défaut dont le cheval est atteint ne se trouve pas au nombre des vices rédhibitoires énumérés dans l'art. 4 du tit. 4 de la coutume de Metz, ou ne pouvait, d'après l'art. 1648 du Code civ., admettre la garantie réclamée par le demandeur.

Jugement du tribunal de commerce qui, sans s'arrêter à ce moyen, ordonne une expertise pour savoir si le cheval était ou non atteint du vice qui lui était reproché.

Appel de la part du sieur Legende. Il a soutenu, pour la première fois, que le tribunal de commerce était incompetent, rationa materia, en ce que la vente du cheval ne constituait pas un acte de commerce, Pelleport ne l'ayant pas acheté pour le revendre.—Au fond, le sieur Legende reproduisait le moyen présenté devant les premiers juges.

Pour le sieur Pelleport, intimé, on répondait : « L'art. 631 du Code de comm. n'est pas limitatif, il est purement indicatif; en effet, cet article contient textuellement deux parties : dans la première, c'est la juridiction personnelle pure, indépendante de la nature du fait, lequel est toujours, à moins de preuves contraires, présumé fait de commerce, dans la deuxième partie, c'est la juridiction réelle pure, abstraction de la qualité de l'un et de l'autre des contractants.—A ces deux parties exprimées, il faut nécessairement ajouter une troisième, qui, quoique non écrite dans cet article, ressort de l'ensemble du système, de la nature des choses et de quelques disposi-

tions formelles du Code de commerce. Cette troisième partie, que l'on peut appeler juridiction mixte ou relative, est celle qui concerne certains faits qui, sans être en eux-mêmes des actes de commerce, le deviennent par la qualité de l'un des contractants, alors si celui-ci est poursuivi en justice, s'il est défendeur, comme la qualité de défendeur est d'ailleurs attributive de juridiction, les tribunaux de commerce sont juges compétents.—Ce principe ressort de la nature des choses; comment concevoir, en effet, que l'achat fait par un marchand, d'un objet de son commerce, constitue un acte commercial, et que la vente de ce même objet, n'importe à qui, c'est-à-dire le fait qui couronne, qui consomme l'opération, la spéculation, ne soit plus de sa part un fait de commerce ? Comment concevoir que dans un cas (pour l'achat) les juges-consuls soient compétents et qu'ils ne le soient pas dans l'autre (la vente) ? Dira-t-on que c'est la faveur due au commerce qui a introduit la compétence pour le premier cas ? mais n'est-il pas aussi de l'avantage d'un commerçant en cas de vente faite par lui, d'être jugé, sans retard et sans frais, par ses juges naturels ? Objectera-t-on le défaut de réciprocité, si l'acheteur n'est pas négociant ? Mais la même objection a lieu en cas d'achat, si le vendeur n'est pas commerçant. Ainsi, il n'y a pas de raison de refuser la juridiction consulaire dans un cas, lorsqu'on l'accorde dans l'autre. — La compétence résulte aussi de l'ensemble du système de la loi; ou ne voit pas dans la discussion qui a eu lieu au conseil d'Etat sur le titre 2 du livre 4 du Code de comm., un seul mot qui puisse faire pencher en faveur du système contraire; tandis que la compétence, dans le cas que nous discutons, paraît sans cesse être admise comme un point qui n'a pas besoin d'être établi. Il suffit de lire l'esprit du Code de comm. par M. Locré, tom. 8, pag. 261 et suiv., pour se convaincre de la vérité de cette assertion. — Enfin le principe que nous invoquons est prouvé jusqu'à l'évidence par le combinaison des différents articles du Code de comm.; par exemple : l'on ne voit ni dans l'art. 631, ni dans l'art. 632 que les tribunaux de commerce puissent connaître d'une demande en paiement d'un billet à ordre souscrit par un négociant, poursuivi par un non-négociant; cependant la compétence existe locuten-

(1) La négative résulte implicitement de l'arrêt que nous rapportons ici. C'est aussi la doctrine qu'adoptent MM. Troplong, *de la Vente*, t. 2, n. 590, et Duvergier, *ibid.*, t. 1, n. 395. « Les anciennes coutumes, dit ce dernier auteur, et les usages locaux offraient autrefois l'application toute faite des règles générales; ils désignaient expressément, du moins en certaines matières, différents défauts comme ayant le caractère de vices rédhibitoires. Il était sage de maintenir leur autorité, et de conserver à des habitudes consacrées par le temps et l'expérience leur force obligatoire. Telle a été l'intention des auteurs du Code civil, puisqu'ils ont voulu que la durée de l'action résultant des vices rédhibitoires fut déterminée selon la nature de ces vices, d'après l'usage des lieux (arg. d'un arrêt de la Cour de Cass. du 13 déc. 1832, Volume 1832). — Mais ce serait se méprendre sur la puissance actuelle des usages et des coutumes et l'exagérer, que de considérer leurs nomenclatures comme limitatives, et de supposer qu'il n'y a, qu'il ne peut y avoir de vices rédhibitoires que ceux qu'ils ont déclarés tels. S'il est vrai que le vendeur et l'acheteur qui ont contracté sous l'empire d'une coutume ou d'un usage, sont censés avoir voulu se soumettre aux règles qu'ils ont établies, il est incontestable que l'acheteur ne

peut être supposé avoir abdiqué le droit de se plaindre, si la chose vendue est improprie à l'usage auquel il la destine, et que le vendeur ne peut être supposé être réservé le droit de tromper l'acheteur ou du moins de réclamer le prix entier, en livrant une chose affectée de défauts qui, s'ils eussent été connus du l'acheteur, l'auraient déterminé à ne point acheter, ou à donner un prix moindre.... » V. encore dans ce sens un arrêt de la Cour de Caen du 22 nov. 1826. — Ajoutons toutefois que cette doctrine ne nous paraît plus applicable aujourd'hui qu'aux ventes de marchandises autres que celles des animaux domestiques, la loi du 20 mai 1838 ayant déterminé d'une manière limitative les vices rédhibitoires qui peuvent donner lieu à la résolution de la vente de ces animaux. V. à cet égard notre *Dictionn. du cont. commerc.*, v^o *Vices rédhibitoires*, n. 12.

(2) Cette décision ne nous paraît pas conciliable avec le principe d'après lequel le défendeur qui a une exception d'incompétence, à raison de la matière, à opposer, est recevable à la faire en tout état de cause, ni avec l'art. 130 du Code de proc., qui déclare de la manière la plus générale que « toute partie qui succombe sera condamnée aux dépens. »

tablement, et l'art. 637 en parle comme d'un principe constant, préexistant. Il est donc vrai que la juridiction commerciale s'étend à des actes qui ne sont pas expressément proclamés actes commerciaux : l'art. 638 dispose que le propriétaire qui vend les denrées provenant de sa récolte, ne fait pas un acte commercial. Cette dernière disposition deviendrait inutile, si l'on admettait le système des adversaires, d'après lequel, à moins d'attribution expresse, il n'y a pas de compétence. D'ailleurs on prétend que le marchand qui vend un objet de son commerce ne sera pas justiciable des tribunaux consulaires, par le seul effet du silence de la loi, et il aura fallu une disposition expresse pour soustraire à la juridiction commerciale le fait du propriétaire qui vend des denrées provenant de son crû. Evidemment un pareil système est inadmissible. — Que l'on ne dise pas que cet art. 638 avait été fait comme partie d'une législation qui a été modifiée; et d'abord, le premier système des législateurs n'a pas été changé; la rédaction a bien reçu quelques modifications, mais les bases et les principes n'ont éprouvé aucun changement; ensuite ce serait faire injure au législateur, que de supposer qu'un article devenu inutile et même ridicule, aura été conservé ou se sera glissé dans le Code, par oubli, par mégarde! non, cet article n'a pas été ainsi introduit dans le Code, il y a été inséré pour établir une exception à un principe antérieurement admis, et cette exception atteste l'existence de la règle. Il faut donc conclure qu'une contestation à l'occasion d'un acte qui ne devient commercial que par la qualité de l'une des parties, par exemple, la vente faite à un non-négociant, par un marchand, d'un objet de son commerce, est soumise à la juridiction consulaire, lorsque c'est le défendeur qui est commerçant, parce que, dans ce cas, la qualité de négociant fixe définitivement la juridiction dont le titre de défendeur était déjà attribué.

Au fond, le sieur Pelletier a soutenu, comme devant les premiers juges, que bien que le défaut dont le cheval était atteint ne se trouvait pas dans le nombre des vices rédhibitoires, énumérés dans l'art. 3 du tit. 4 de la coutume de Metz, on pouvait, malgré l'art. 1648 du Code civ., admettre la garantie réclmée, cet article ne devant être consulté que relativement au délai dans lequel l'action pouvait être introduite; et non relativement au vice reproché au cheval.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les tribunaux de commerce, étant d'attribution, ne peuvent connaître d'autres faits ou actes que ceux spécifiés par l'art. 632 du Code de comm.; — Attendu qu'il est évident que ce n'est ni dans l'intention de revendre ni de louer, que l'intin a acheté le cheval dont il s'agit; que dès lors le marché auquel il a donné lieu ne peut être rangé dans la classe des actes de commerce spécifiés par l'art. 632, le tribunal de commerce était donc incompétent pour connaître de cette contestation dont la décision appartient aux tribunaux ordinaires;

Attendu que la question n'est pas disposée à recevoir la décision, puisqu'il est nécessaire de la faire précéder d'une expertise;

Attendu que l'appelant en n'excipant pas du moyen d'incompétence devant les premiers juges, a donné lieu à l'augmentation des frais de la procédure continuée, il doit en supporter une partie; — Sur l'appel, met l'appellation au néant; déclare nul le jugement dont est appel; etc.

Du 19 avril 1823. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Pyrot. — Pl., MM. Doumangeat et Charpentier.

VII. — II^e PARTIE.

SÉPARATION DE PATRIMOINES. — CONFUSION. — PRESCRIPTION.

L'action en séparation de patrimoines ne peut plus s'exercer, lorsque les biens de la succession ayant été vendus par l'héritier, partie du prix a été compensée avec ce qui était dû à l'acquéreur par l'héritier vendeur, et le surplus délégué aux créanciers personnels du défunt. Les choses, dans cet état, ne sont plus entières. (Cod. civ., 880.) (1)

Les poursuites, qui n'ont d'autre objet que de faire déclarer le titre du créancier exécutoire contre l'héritier du débiteur, ne sont pas interrompues de la prescription de l'action en séparation de patrimoines. (Cod. civ., 881.)

(Allard et Mathieu. — C. Bosq.)

Par actes des 10 janv. 1766 et 26 mars 1770, Antoine Gérard se reconnut débiteur envers Bosq de divers sommes. — En 1786 et en l'an 3, Ignace Gérard, fils d'Antoine, souscrivit deux autres promesses au profit de Bosq. — En l'an 6, Bosq obtint contre Ignace Gérard un jugement qui le condamnait au paiement des sommes dues tant par lui que par son père mort, dont il était héritier.

Le 7 avril 1817, Ignace Gérard vendit à Nicolas Gérard, son fils, moyennant 2,000 fr., les immeubles qui lui étaient échus dans la succession d'Antoine. Une partie du prix de cette vente fut compensée avec ce qui était dû à Nicolas par son père, et le surplus fut délégué aux créanciers d'Ignace, vendeur. — Plus tard, Nicolas Gérard a été esproprié, et un ordre s'est ouvert pour la distribution du prix de la vente de ses immeubles.

Allard et Mathieu, créanciers hypothécaires d'Ignace Gérard, ayant été colloqués dans cet ordre avant Bosq, celui-ci a formé opposition à l'état de collocation provisoire. Il a demandé la séparation des patrimoines, et a été colloqué par privilège, comme créancier d'Antoine Gérard.

17 août 1821, jugement du tribunal d'Embrun qui le déboute de sa demande.

Appel. — Dans son acte d'appel, Bosq, ayant posé en fait qu'Antoine Gérard, son débiteur, du patrimoine duquel il demandait la séparation, était mort depuis plus de 40 ans, Allard et Mathieu ont soutenu qu'il était non recevable dans sa demande, attendu qu'elle était prescrite par ce laps de quarante ans; que vainement on opposerait à cet égard les poursuites faites en l'an 6, comme étant interruptives; que ces poursuites n'avaient point ce caractère, puisque leur seul objet était de faire déclarer les titres exécutoires contre l'héritier. — Les créanciers Allard et Mathieu ont soutenu sous un autre rapport que la demande de Bosq devait encore être rejetée, parce que les choses n'étaient plus entières pour demander la séparation de patrimoines. Le prix de vente à distribuer, ont-ils dit, est le produit de l'expropriation forcée poursuivie contre Nicolas, fils d'Ignace; Nicolas n'est devenu propriétaire des immeubles de son grand-père Antoine, qu'à titre onéreux, et en vertu de la vente qui lui en a été faite par son père. Le prix de cette vente n'est plus dû à Ignace, vendeur; il a été compensé ou délégué à ses créanciers; il y a donc eu une confusion complète des patrimoines d'Ignace et d'Antoine; et dès lors il n'est plus permis de demander leur séparation.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il ne s'agit dans la cause que de distribuer le prix de la vente

(1) F. Poitiers, 28 janv. 1823; et anal. en ce sens, Cass. 27 juill. 1812.

provenant de l'expropriation dirigée contre Nicolas Gérard, lequel n'était détenteur des biens ayant appartenu à son aïeul, qu'à titre onéreux, et en vertu de la vente qui lui en avait été passée par son père Ignace; que le prix de cette vente avait été compensé ou délégué aux créanciers du vendeur; que, sous ce rapport, les choses ne sont plus entières, puisque la confusion des patrimoines a été complètement opérée, et ensuite transmise à un acquéreur; — Considérant qu'aux termes des lois et de la jurisprudence sur la matière, la demande en séparation de patrimoines ne pouvant être admise que lorsque le patrimoine du défunt existe encore dans les mains de l'héritier, ou que le prix en provenant n'a pas encore été distribué, il en résulte que Bosq doit être déclaré non recevable;

Considérant enfin, que s'étant écoulé plus de quarante ans entre le décès d'Antoine Gérard et la demande en séparation, l'action de Bosq serait repoussée par la prescription, dès lors surtout qu'on ne peut considérer les poursuites dirigées en l'an 6 contre Ignace Gérard, comme interruptives de la prescription, puisqu'elles n'auraient eu pour objet que de faire déclarer le titre de Bosq contre le père, exécutoire contre le fils, et non de conserver l'action en séparation de patrimoines; — Confirme, etc.

Du 21 avril 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. Anglès, p. p. — 1^{er} anc., M. Marion fils, portant la parole pour le ministère public. — Pl., MM. Motte et Fluchaire.

1^{re} SOCIÉTÉ COMMERCIALE.—DISSOLUTION (DEMANDE EN).

2^o ARBITRAGE FORCÉ.—NOMINATION D'OFFICE.

3^o ARBITRAGES.—JURÉMENT ARBITRAL.—APPEL.

4^o ARBITRAGE FORCÉ.—SOCIÉTÉ COMMERCIALE.

1^{re} La demande en dissolution d'une société commerciale (ne pouvant être appréciée qu'après

(1) La décision contraire est plus généralement adoptée. V. Lyon, 18 mai 1823; 22 août 1825 et 20 juill. 1832; Bastia, 15 fév. 1827; Cass. 16 nov. 1835 et 3 août 1836. — V. aussi Lyon, 8 juill. 1840. V. encore en ce sens, Malapreyre et Jourdain, des Sociétés comm., p. 308 et suiv.

Toutefois, M. Orillard, *Compét. comm.*, n. 543, se prononce dans le sens de la décision ci-dessus. « Cette demande, dit-il, est évidemment de la compétence des arbitres; car les contestations qu'elle soulève ont lieu entre associés pour raison de la société. En effet, presque toujours il s'agit d'apprécier si l'un des associés a ou non rempli ses engagements; par exemple, s'il a ou non opéré le versement de sa mise sociale, ou s'il a manqué de toute autre manière à la foi promise. » — Ajoutons que cette doctrine trouve appui dans deux arrêts de la chambre des requêtes, des 21 août 1823 et 5 juill. 1829.

(2) C'est là un point constant en doctrine et en jurisprudence. V. Cass. 5 juill. 1816; 9 et 10 avril 1816; Lyon, 28 août 1824; Bordeaux, 25 nov. 1827; Metz, 11 juv. 1833. — V. aussi Locré, *Exposé du Code de comm.*, t. 1, p. 213, sur l'art 55; Favard, *Repert.*, v^o Arbitrage, sect. 2, n. 3; Berriat Saint-Prix, pag. 47, note 31; Carré et son annotateur (Chauveau, *Lois de la proc.*, quest. 1537; Pardeau, t. 5, n. 1415; Vatimesnil, *Encycl. du droit*, v^o Arbitrage, n. 163; Biche et Gouget, *Dict. de proc.*, v^o Arbitrage, n. 101; Marsou, *de l'Arbitrage forcé*, n. 31 et suiv. V. toutefois, en sens contraire, Rouen, 21 août 1813.

(3) C'est ce qu'enseigne M. Pardessus, t. 4, n^o 1002. « Nous serions porté à croire que si l'auteur du mineur avait eu son droit au jugement de dernier ressort,

l'examen des moyens que chaque associé puise dans les faits et les circonstances de la société), est nécessairement une contestation entre associés pour raison de la société, dans le sens de l'art. 51, *Cod. comm.*, c'est pourquoi elle doit être soumise, non à un tribunal, mais bien à des arbitres (1).

2^o L'art. 55, *Cod. comm.*, portant que les arbitres sont nommés d'office par le tribunal de commerce, doit être entendu en ce sens que chaque partie nomme son arbitre, et qu'il en est nommé un d'office par le tribunal, pour la partie qui refuse ou néglige d'en nommer (2).

L'art. 428, *Cod. proc. civ.*, portant que trois arbitres doivent être nommés par le tribunal, si les parties n'en contiennent (quoique réglant les matières commerciales), est sans application à une contestation entre associés sur demande en dissolution de leur société. — Se rapportant au cas où il s'agit d'arbitres experts, il n'est pas applicable au cas où il s'agit d'arbitres juges.

Ainsi, en matière de contestation entre associés, sur demande en dissolution de société, chaque partie doit nommer son arbitre, quand même l'autre partie refuserait ou négligerait de nommer le sien; le tribunal de commerce ne doit nommer d'office que l'arbitre de la partie qui est en défaut de le nommer. (*Cod. comm.*, 53.)

3^o Un jugement arbitral est soumis à l'appel, quoiqu'il y ait compromis excluant l'appel, si l'auteur du compromis est décédé laissant des héritiers mineurs avant que le jugement arbitral ait été rendu, et ait pu avoir un caractère de dernier ressort acquis et déterminé (*Cod. proc. civ.*, 1013); peu importe que l'arbitrage soit forcé, ou volontaire, ou mixte (3).

« les arbitres ne conserveraient pas cette autorité. » — Remarquons, toutefois, que, dans l'espèce ci-dessus, la renonciation à l'appel résultait d'une clause insérée dans l'acte de société. Et, dans cette hypothèse, il a été jugé par la Cour royale de Paris que la convention par laquelle un associé se soumet, dans son acte social, à être jugé en dernier ressort par des arbitres, ne peut être assimilée à un compromis; que c'est une convention essentielle de l'acte social, et qu'en conséquence, à la différence du compromis, qui prend fin par le décès de l'un des parties, lorsque tous ses héritiers ne sont pas mineurs, la convention a un plein effet, à l'égard des héritiers, quand même ils seraient mineurs. V. Paris, 1^{re} mai 1823. V. aussi Paris, 6 juill. 1827. « C'est à cet avis que nous nous rangeons, dit M. Orillard, *Comp. des trib. de comm.*, n. 558. L'héritier majeur ou mineur représente et continue la personne du défunt, *hæres sustinet personam defuncti*; il succède à tous les droits actifs et passifs de son auteur; il est tenu de toutes les obligations par lui contractées; par l'effet de la maxime que le mort *tenet vivum*, son *hæres* le plus proche habile à lui succéder, l'héritier occupe la place du défunt. La disposition de l'art. 1015 du Code de proc. qui dégage l'héritier mineur du compromis souscrit par son auteur, est une exception aux principes généraux. Faut-il pour l'arbitrage volontaire, ou en peut, sous excès de pouvoir, l'étendre à l'arbitrage forcé, lorsque l'art. 62 du Code de comm. surtout, rend communs aux héritiers, sans distinction d'âge, les règles sur l'arbitrage forcé, et notamment l'art. 53, qui porte qu'il y aura lieu à l'appel du jugement arbitral ou au pourvoi en cassation si la renonciation n'a pas été simple. La restriction de l'art. 63 du même

4° L'arbitrage forcé qui a lieu par l'effet de la loi dans toute contestation entre associés, pour raison de la société, devient partiellement arbitrage volontaire s'il est modifié par la convention des parties. — En ce cas il est soumis aux règles de ces deux espèces d'arbitrage, selon qu'il s'agit de dispositions légales ou de dispositions conventionnelles. (Cod. comm., 51.)

(May—C. Carron et Derozière.)

En 1821, une société de commerce est formée entre les sieurs May frères, Derozière et Carron. — Cette société était en nom collectif à l'égard des frères May, et en commandite à l'égard des sieurs Carron et Derozière. Il était convenu qu'elle durerait jusqu'au 1^{er} oct. 1836. — Il importe de remarquer, en outre, que l'acte de société portait, « toutes les contestations qui pourraient s'élever soit dans le cours de la société, soit pendant sa liquidation, seront soumises au jugement d'arbitres amiablement nommés par les parties, à la décision desquels elles s'en rapportent comme à jugement en dernier ressort, s'interdisant respectivement toutes les voies judiciaires. »

En juin 1822, le sieur Louis May, l'un des associés, meurt, laissant des enfans mineurs. La société a continué.

Le 19 août 1822, le sieur Carron demande contre tous ses coassociés la nullité de l'inventaire général des fonds de la société, dressé conformément au pacte social, et il les assigne devant le tribunal de commerce de Saint-Etienne, à fin de faire nommer des arbitres chargés de statuer sur cette demande.

Les arbitres sont nommés.

21 nov., jugement arbitral qui déclare nul l'inventaire général.

En cet état de choses, et le 23 nov. suivant, les sieurs Carron et Derozière assignent le sieur May, et les enfans de Louis May décedé, devant le tribunal de commerce de Saint-Etienne pour voir prononcer la dissolution de la société existant entre eux.

Les sieurs May soutiennent que la dissolution de la société ne doit avoir lieu qu'en 1836, conformément à l'acte de société, qu'au surplus, la contestation sur le point de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société, est une contestation pour raison de la société, dans le sens de l'article 51 du Code de comm., qu'ainsi, elle ne peut être jugée par le tribunal de commerce; qu'elle doit être renvoyée à des arbitres.

23 dec. 1822, jugement du tribunal de commerce, qui, statuant sur la demande en dissolution de la société formée par les sieurs Carron et Derozière, déclare la société dissoute, et renvoie les parties devant des arbitres pour la liquidation. — Il paraît que les sieurs May avaient désigné leur arbitre; mais comme les sieurs Carron et Derozière n'en avaient pas nommé, le tribunal en nomma d'office pour toutes les parties, sans égard à la désignation des sieurs May.

Appel de la part des sieurs May. — 1^o de la sentence arbitrale qui prononçait la nullité de l'inventaire; — 2^o du jugement du tribunal de commerce prononçant la dissolution de la société. — L'appel contre la sentence arbitrale était basé sur des moyens au fond, dont il est inutile de rendre compte.

Code vient à l'appui de cette solution. Suivant cet article, le auteur ne peut renoncer à l'appel du jugement arbitral. Si la loi se tait sur la renonciation à l'appel faite par l'auteur du abus, c'est sans

L'appel contre le jugement était fondé, que 1^o sur ce que le tribunal de commerce était incompétent pour statuer sur une demande en dissolution de la société, formée par un associé et contestée par l'autre; 2^o sur ce que le tribunal avait nommé d'office des arbitres pour toutes les parties, nonobstant la désignation faite par les sieurs May.

Les sieurs Carron et Derozière opposaient à l'appel de la sentence arbitrale une fin de non-recevoir, prise de la clause du pacte social, par laquelle les associés avaient renoncé à l'appel.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche la fin de non-recevoir, proposée contre l'appel de la sentence arbitrale du 21 nov. 1821, et résultant de ce que, par une clause de la scripture sociale, les parties s'étaient soumises à s'en rapporter à la décision des arbitres, comme à un jugement en dernier ressort, s'interdisant respectivement toutes voies judiciaires: — Attendu que postérieurement à la scripture sociale, et antérieurement à la sentence dont il s'agit, Louis May, l'un des associés est décedé, laissant pour héritiers des enfans mineurs; — Attendu que le changement survenu dans l'état des parties, a eu pour effet d'anéantir la clause du compromis qui autorisait les arbitres à prononcer en dernier ressort, puisque la prorogation de juridiction donnée aux arbitres dérivait de la seule volonté des parties et nullement de la nature de l'arbitrage forcé; que, dès lors, elle ne peut être considérée que comme une clause compromissoire, qui, participant de la nature de l'arbitrage volontaire, s'étend, aux termes de l'art. 1013 du Code de proc. civ., prendre fin par le décès de Louis May, signataire du compromis et auteur des enfans mineurs;

En ce qui touche le fond de ladite sentence, adoptant les motifs des premiers juges;

En ce qui concerne la question de savoir si le tribunal de commerce de Saint-Etienne était compétent pour prononcer la dissolution de la société: — Attendu que l'art. 18 du Code de commerce dispose que le contrat de société se règle par le droit civil et par les lois particulières au commerce, d'où il suit que le Code de comm. ne contenant aucune disposition relative à la dissolution des sociétés commerciales, il faut, à cet égard, se référer aux dispositions du Code civ.; — Attendu qu'aux termes des art. 1809 et 1871 de ce Code, la dissolution de la société par la volonté de l'une des parties, ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et que la dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges; — Attendu qu'il résulte de ce principe, que si l'un des associés s'oppose à la dissolution, il y a, dès lors, nécessité d'examiner et d'apprécier la légitimité des motifs allégués à l'appui de la demande; — Attendu que cet examen et cette appréciation ne peuvent, en matière commerciale, appartenir aux tribunaux de commerce, puisque l'article 51 du Code de comm. prescrit, en termes formels, que toute contestation entre associés et pour raison de la société, sera jugée par des arbitres; — Que cette disposition impérative est absolue et n'admet aucune distinction, d'où il suit que toutes les fois que l'existence d'une société est certaine; et qu'il ne s'agit point de statuer sur

doute qu'elle la suppose valide. On ne peut interpréter autrement le silence du législateur, ni lui prêter une autre intention. »

la validité ou invalidité de l'acte qui la constitue les tribunaux de commerce sont incompétents pour connaître des contestations qui peuvent s'élever entre les associés ; — Attendu que dès l'instant où une demande en dissolution de société est contestée, cette demande prend dès lors le caractère de contestation entre associés pour raison de la société, et tombe par là dans les attributions des arbitres ; — Attendu, en fait, qu'il s'agit au procès d'une société en commandite, dont la durée a été limitée par les parties, et que la demande en dissolution formée par les sieurs Caron et Derouzière avant le terme convenu, est contestée par les consorts May ;

En ce qui concerne la nomination des arbitres : — Attendu que l'art. 53 du Code de comm. qui détermine les différents modes de nommer les arbitres juges, en matière de société de commerce, n'exige point, pour la validité de la nomination, qu'elle soit faite d'un commun accord entre les parties, ni acceptée par elles ; — Qu'il résulte, au contraire, des termes de cet article, comme de son esprit, que la nomination peut avoir lieu individuellement et isolément de la part de chaque associé ; — Que c'est au droit appartenant à chacune des parties et indépendant de la volonté des autres associés ; — Que, dès lors, si y aurait injustice à décider que le refus de l'une des parties d'user de la faculté que la loi lui donne, peut priver l'autre partie de l'usage qu'elle aurait fait ou doit faire du droit de choisir ses arbitres ; — Que, d'ailleurs, ce système aurait l'inconvénient grave de donner à une partie le moyen d'éloigner de l'arbitrage des arbitres contre lesquels il n'y aurait aucun motif légitime de récusation ; — Attendu que, si l'art. 53 du Code de comm. dispose qu'en cas de refus de l'un ou de plusieurs des associés de nommer des arbitres, les arbitres sont nommés d'office par le tribunal de commerce, ces mots, les arbitres sont nommés, doivent s'entendre uniquement des arbitres, dont il est question dans le premier membre de la phrase, c'est-à-dire des arbitres de l'associé ou des associés qui ont refusé d'en nommer ; — Que cette interprétation conforme à l'art. 9, tit. 4 de l'ordonnance de 1673, qui en contenait la disposition expresse, est adoptée par la plupart des auteurs qui ont écrit sur le Code de commerce, et consacrée par la jurisprudence de la Cour de cassation. — Qu'en vain, on oppose la disposition de l'art. 429 du Code de proc., puisque cet article est pour un cas spécial, relatif à la nomination d'arbitres experts, mais ne s'applique aucunement à la nomination des arbitres-juges, nomination qui est régie par d'autres principes ; — Par ces motifs, en ce qui concerne l'appel émis par les consorts May de la sentence arbitrale, du 21 nov. 1821, reçoit ledit appel, et y faisant droit, dit qu'il a été bien jugé par ladite sentence, ordonne qu'elle sortira sous plein et entier effet ;

En ce qui concerne l'appel émis par les consorts May, de la sentence du tribunal de commerce, du 23 déc. 1822, a mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant ; émendant, ordonne que sur toutes les questions relatives soit à la dissolution de la société, soit aux autres contestations qui peuvent s'élever entre les parties pour raison de la société par elles contractée, les parties sont

renvoyées par-devant les arbitres éi-après nommés ; donne acte aux consorts May de la nomination par eux faite du sieur Bruguière, pour leur arbitre ; réserve néanmoins aux sieurs François May, J.-C. May et à la veuve Spire, qualité qu'elle agit, la faculté de nommer par la suite pour eux, un arbitre à part, s'il arrivait que leurs intérêts se divisassent ; — Ordonne que dans le délai de huitaine, à dater de la signification de l'arrêt, les sieurs Caron et Derouzière seront tenus de nommer leur arbitre, et qu'à défaut par eux de le faire dans le délai préfixé, le sieur Praire-Nésleuz, juge au tribunal des prud'hommes, demeurant à Saint-Etienne est, et demeure, dès à présent, nommé d'office par la Cour, pour leur arbitre ; — Ordonne, en outre, qu'en cas de partage, les deux arbitres nommeront un sur-arbitre, et qu'à défaut par eux de s'entendre sur le choix, les parties en reviendront devant la Cour pour leur être fait droit ; — Fixe à quatre mois, à compter de la signification de l'arrêt, le délai dans lequel le jugement arbitral devra être rendu, etc.

Du 21 avril 1823. — Cour roy. de Lyon. — 4^e ch. — Prés. M. Dian. — Concl. M. Monier, av. gén. — Pl. MM. Neveu, Marnas et Souret.

1^o SURENCHÈRE.—VENTE À RÉMÉRÉ.

2^o INSCRIPTION HYPOTHECAIRE.—VENTES SUCCESSIVES.

3^o HYPOTHEQUE JUDICIAIRE.—INSCRIPTION.

1^o La validité de la surenchère peut être contestée par le vendeur, quand cette surenchère porte sur une vente à réméré. — Ici on ne peut opposer au vendeur son défaut d'intérêt. (Cod. civ., 2185.) (1)

2^o Lorsqu'un immeuble a été vendu, racheté et revendu, par la même personne, l'inscription hypothécaire prise après la première vente non transcrite, conserve tout son effet, de la même manière que si l'immeuble n'était pas sorti des mains du vendeur originaire ; et elle donne au créancier qui a requis l'inscription, le droit de surenchérir sur la seconde vente. (Cod. civ., 2185; Cod. proc. civ., 831.)

3^o L'inscription prise en vertu de l'hypothèque judiciaire, sur les biens présents et à venir du débiteur, frappe sur les biens à venir, au fur et à mesure de leur acquisition, sans qu'il soit nécessaire de prendre une inscription nouvelle. (Cod. civ., 2148 et 2153.) (2)

(Thierry—C. Raison.)

En 1810, le sieur Thierry vend ses immeubles au sieur Titout ; mais cette vente n'est pas transcrite. — Le 20 janv. 1815, un sieur Raison, créancier du sieur Thierry, prend inscription sur tous ses biens présents et à venir en vertu d'un jugement du 11 flor. an 10.

En 1818, Titout revend à Thierry les mêmes immeubles qu'il en avait achetés en 1810. — Et en 1821 Thierry revend de nouveau à Titout ces mêmes immeubles, mais cette fois avec faculté de rachat.

Raison, en qualité de créancier inscrit en 1815, fait alors sommation à Titout de faire transcrire son contrat et de le notifier à tous les autres créanciers inscrits du vendeur. — La notification

(1) En effet, il importe au vendeur à pacte de rachat, de prévenir tout ce qui pourrait aggraver les conditions, d'un côté, au augmentant le prix de l'immeuble, puisque ce serait rendre pour lui l'exercice du rachat plus onéreux ; d'un autre côté, au donner lieu à tous les frais qu'entraîne

une surenchère, puisque, aux termes de l'article 1673 du Code civil, il est tenu au rachat le rachat, de les rembourser à son acquéreur.

(2) P. conf., Cass. 3 août 1819, et les autorités indiquées à la note.

a lieu en effet, et Raison forme une surenchère; Titout consent à la surenchère; mais Thierry conteste, prétendant que la surenchère est nulle en la forme; et que d'ailleurs il s'est libéré envers Raison.

27 déc. 1821, jugement du tribunal civil de Rethel, qui rejette les moyens de nullité et déclare la surenchère bonne et valable.

Appel par Thierry devant la Cour de Metz. — Thierry n'insiste plus sur les moyens de nullité qu'il avait proposés en première instance, non plus que sur la libération de la dette; mais il s'attache principalement à contester à Raison sa qualité de créancier inscrit sur les immeubles dont il s'agit.

L'inscription de Raison, a dit l'appelant, date de 1815, et les immeubles sur lesquels elle porte étaient sortis des mains du sieur Thierry, débiteur, dès 1810. L'inscription n'a donc pu les atteindre, peu importe d'ailleurs qu'ils soient rentrés dans les mains du sieur Thierry en 1818; l'inscription prise en 1815 ne pouvait encore frapper sur eux pas plus que sur tous autres biens que Thierry aurait acquis postérieurement et dont il n'aurait jamais été propriétaire; il fallait pour que ces biens fussent frappés de l'hypothèque judiciaire de Raison, que Raison prit de nouvelles inscriptions, au fur et à mesure des acquisitions. Tel est le sens, ajoutait l'appelant, dans lequel il faut entendre l'art. 2123 du Code civil lorsqu'il dit que l'hypothèque judiciaire peut s'exercer sur les immeubles actuels du débiteur et aussi sur ceux qu'il pourra acquérir. A cet égard, le sieur Thierry reproduisait tous les arguments qui ont été déjà longuement développés à l'appui du même système, lors de l'arrêt de cassation cité au commencement de cet article. Le système de publicité adopté par le Code, disait en terminant le sieur Thierry, suppose nécessairement que l'hypothèque judiciaire sur les biens à venir du débiteur ne peut avoir d'efficacité à l'égard des tiers, qu'autant qu'elle a été inscrite; or, elle ne peut l'être à l'égard des biens nouvellement acquis, que postérieurement à cette acquisition; donc l'inscription prise par Raison en 1815, n'a pu frapper les biens acquis par Thierry en 1818; donc Raison n'a pas réellement la qualité de créancier inscrit sur les immeubles dont il s'agit; donc il n'avait pas, aux termes de l'art. 2125 du Code civil, le droit de requérir la vente de ces immeubles aux enchères.

Le sieur Raison opposait ainsi de son côté une fin de non-recevoir à l'appelant. Il soutenait qu'il n'avait pas qualité pour contester la surenchère, en ce qu'il était sans intérêt, attendu qu'en sa qualité de vendeur, il ne pouvait trouver aucun avantage à repousser un créancier dont la surenchère avait pour objet de porter l'immeuble vendu à un prix supérieur à celui qu'il en avait reçu, et alors surtout que cette surenchère ne pouvait en aucune manière porter atteinte aux conditions imposées à l'acquéreur, puisque toutes conditions passaient avec l'immeuble à la charge du surenchérisseur. — Relativement au droit de surenchérir et à sa qualité de créancier inscrit sur les immeubles vendus, le sieur Raison intimé faisait aux moyens invoqués par l'appelant une double réponse. — 1^{re} Disait-il, la première vente faite en 1810 par Thierry à Titout n'a jamais été transcrite. Or, l'art. 814 du Code de procédure civile accorde aux créanciers hypothécaires et notamment au créancier porteur d'une hypothèque judiciaire, le droit de prendre inscription dans les quinze jours qui suivent la transcription du contrat de vente.

Dans l'espèce, l'inscription a été prise, en 1815, c'est-à-dire, avant toute transcription. même avant la transcription de la dernière vente de 1821; donc cette inscription a dû produire le même effet que si l'immeuble qu'elle affectait n'était jamais sorti des mains du sieur Thierry vendeur originaire; donc, sous ce premier rapport, la qualité de créancier inscrit sur l'immeuble vendu ne pouvait être contestée au sieur Raison, on ne pouvait par suite lui contester le droit d'en demander la mise aux enchères; — 2^e Aux termes de l'art. 2123 du Code civ. relatif à l'hypothèque judiciaire, le sieur Raison soutenait qu'il lui avait suffi d'une seule inscription prise en 1815, pour que cette inscription frappât sur tous les biens présents et à venir du débiteur, et par conséquent sur les immeubles dont la revente avait été consentie à ce dernier par le sieur Titout en 1818, et à cet égard, l'intimé invoquait en sa faveur la jurisprudence de la Cour de cassation établie par son arrêt du 3 août 1819.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'à la vérité l'appelant ne justifie nullement de sa libération; mais comme d'autre part il a vendu à pacis de rachat, on ne peut dire qu'il soit absolument sans intérêt pour contester la surenchère dont il s'agit; — Attendu, au fond, qu'il n'apparaît pas que la vente de 1810 ait été transcrite, de sorte que l'inscription prise en 1815 par l'intimé, créancier antérieur à cette vente, a nécessairement frappé les biens qui y sont compris, comme s'ils n'étaient pas sortis des mains de son débiteur; — Attendu qu'en supposant que cette vente aurait été transcrite, il en serait de même, puisque les biens sont rentrés dans la possession du débiteur par la revente de 1818, et que, s'agissant d'une hypothèque judiciaire, l'inscription de 1815 a également atteint les biens à venir comme les biens présents du même débiteur;

Attendu qu'il n'est pas nécessaire, en cas d'hypothèque judiciaire, de prendre des inscriptions successives et au fur et à mesure des acquisitions que le débiteur fait, la loi n'exige point cela; dès l'instant que cette hypothèque a été rendue publique par une inscription, les tiers sont suffisamment avertis de son existence, et que par sa nature elle n'affecte pas moins les biens à venir que les biens présents: cette seule inscription, suffit donc, il serait inutile de la répéter; — Ainsi pas de doute que l'inscription de 1815 n'ait frappé les biens compris dans la vente et revente de 1810 et 1818, et dès lors que l'intimé n'a eu, comme créancier inscrit, le droit de faire la surenchère dont il s'agit, qui, d'ailleurs, est parfaitement régulière dans la forme; — Par ces motifs, confirme, etc.

Du 23 avril 1825. — Conf. roy. de Metz.

EAU (COURS D') — RÉGLEMENT. — CONTRAVENTIONS. — PREFET. — COMPÉTENCE.

Le préfet est compétent pour prononcer sur les réclamations qui peuvent lui être adressées contre les dispositions d'un arrêté par lequel il a réglé la hauteur des eaux et la dimension des vannas d'une usine. — Mais il ne peut statuer ni sur les contraventions commises contre ces réglemens, ni sur les intérêts privés et les droits des usiniers: sur ces deux points, l'autorité judiciaire est seule compétente (1).

(1) V. dans ce sens, décr. et ordonn. des 28 avril 1807 (aff. *Diégo Dittier*); 17 janv. 1812 (aff. *Le rangol*); 26 fev. 1817 (aff. *Mordret*); 23 avril 1818

(Lacombe — C. Chambon.)

Par son premier arrêté du 5 mars 1812, le préfet du Gard avait réglé la hauteur des eaux du sieur Lacombe. Ce dernier n'en fut pas satisfait et le déféra au conseil d'Etat qui, par décret du 6 juin 1812, rejeta son pourvoi. — En 1816, usant de la faculté que lui avait laissée l'arrêté, il changea ses vanus; le préfet approuva le échange ment par arrêté du 23 mars 1816, toutefois en réservant au sieur Chambon et à tous autres le droit de le contester devant les tribunaux, conformément à l'arrêté de 1812. — Postérieurement, des difficultés s'élevèrent entre les sieurs Lacombe et Chambon, le préfet enjoignit aux deux parties de détruire les travaux exécutés par elles depuis 1812, et de s'en tenir à ce qui avait été réglé.

Pourvoi du sieur Lacombe pour excès de pouvoirs.

LOUIS, etc. — Considérant que le préfet du Gard était bien compétent pour prononcer sur les réclamations élevées, devant lui, contre les dispositions de son arrêté réglementaire du 23 mars 1816; mais qu'il devait se borner à statuer sur lesdites réclamations; — Considérant, quant à ce qui concerne les contraventions à l'arrêté contenant règlement du 5 mars 1812, et au décret du 6 juin 1812, que le préfet du Gard devait enjoindre, s'il y avait lieu, au maire d'Alais, de poursuivre devant le tribunal de police lesdites contraventions, l'autorité judiciaire étant seule compétente pour en connaître, en matière de petite voirie; — Considérant, enfin, quant aux contestations qui pourraient exister, entre les parties, sur des intérêts privés, que la connaissance de ces contestations appartient exclusivement à l'autorité judiciaire;

Art. 1^{er}. Les arrêts du préfet du Gard, du 23 nov. 1821 et 12 janv. 1822, sont annulés pour cause d'incompétence. — 2. Les parties sont renvoyées à se pourvoir, si elles s'y croient fondées, par-devant les tribunaux ordinaires.

Du 23 avril 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. Rapp., M. de Crouseilles. — Pl., M. Jousselin.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC. — DETTE. — JUGEMENT. — EXÉCUTION.

Le mode d'exécution des condamnations prononcées contre un établissement public, est exclusivement du ressort de l'autorité administrative. Ainsi, un erçancier qui a obtenu contre un établissement de cette nature, un jugement passé en force de chose jugée, ne peut, en cas de non-exécution, traduire les administrateurs devant les tribunaux et les poursuivre sur leurs biens personnels (1).

(Léotard — C. Administrateurs de l'école de Pharmacie de Montpellier.)

Sur des poursuites exercées par la dame Léotard, contre les administrateurs de l'école de Pharmacie de Montpellier, à raison de l'inexécution d'un jugement rendu contre cet établissement, le préfet de l'Hérault avait élevé le conflit.

Opposition de la dame Léotard qui se fondait sur ce que, faute par les professeurs de l'école de Pharmacie de s'assembler sur la réquisition du

directeur, conformément aux art. 9 et 10 du décret réglementaire du 25 therm. an 11, pour régler la mode de paiement de sa créance, elle avait pu recourir aux tribunaux.

LOUIS, etc. — Considérant que les jugements et arrêts des 9 fév. 1816 et 12 fév. 1820, qui ont acquis irrévocablement l'autorité de la chose jugée, ont prononcé définitivement au fond des condamnations contre l'école de Pharmacie de Montpellier, au profit de la dame Léotard; — Qu'il ne s'agissait plus, entre les parties, que de l'exécution de ces jugements et arrêts; — Que le mode de cette exécution était exclusivement du ressort de l'autorité administrative; qu'ainsi le conflit est bien élevé;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit est approuvé. Le jugement du tribunal de première instance de Montpellier, du 25 juin 1821, est considéré comme non avenu. — La dame Léotard est renvoyée à se pourvoir, administrativement, pour l'exécution des jugements et arrêts intervenus en sa faveur contre l'école de Pharmacie de Montpellier.

Du 23 avril 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Lebeau. — Pl., M. Odilon Barrot.

PRISE MARITIME. — ÉTRANGER. — PIRATERIE.

Le Français domicilié ou non domicilié en France, qui sans l'autorisation du gouvernement français, prend une commission en course, d'un gouvernement étranger, doit être puni comme pirate, surtout s'il a couru sur des navires qui ne sont pas en guerre avec la France, et déprévié leurs cargaisons. (Ordonn. d'août 1681, tit. 9, liv. 3, art. 3.) (2) Il doit être d'ailleurs disposé de son bâtiment, conformément aux lois du royaume, si l'on ne peut en faire remise au gouvernement sous le pavillon duquel il a été saisi (3).

(Corsaire l'Amour de la Patrie.)

LOUIS, etc. — Vu l'art. 3, tit. 9, liv. 3 de l'ordonnance du mois d'août 1681, qui défend à tout Français domicilié ou non en France, de prendre aucune commission en course d'aucune puissance ou Etat étranger, sans notre permission, sous peine d'être traité comme pirate; — Vu l'art. 51 du décret du 2 prair. an 11, qui déclare prises bonnes, valables et légales, toutes celles qui seront faites sur des pirates;

Considérant que le sieur Aimé-Alexandre Rossignol est né au Hâvre; qu'il n'a obtenu de nous la permission de prendre aucune commission en course d'aucune puissance ou l'Etat étranger, qu'il a néanmoins été arrêté, muni d'une commission délivrée par les autorités de Colombo, après avoir couru sur divers navires appartenant à des Etats avec lesquels nous ne sommes point en guerre, et en avoir déprévié les cargaisons; qu'ainsi le jugement de la commission des prises, seant à la Martinique, qui a déclaré bonne, valable et légale la saisie de son bâtiment, a fait une juste application de la disposition précitée de l'ordonnance de 1681, mais que le jugement n'a pu, sans violer la même disposition, ordonner

(aff. Aubry); P. aussi Cass. 20 janv. 1840 (et nos observations).

(1) La règle est constante et a été fréquemment appliquée par le conseil d'Etat, tant à l'égard d'établissements publics qu'à l'égard des communes. V. d'icr. et ordonn. des 11 août 1808 (aff. Schœnb.), et la note; 17 janv. 1814 (aff. comm. de Biennac); 1^{er} mars 1815 (aff. Basire); 11 dec. 1816 (aff. Négel); 19 oct. 1825 (aff. comm. de Montpéroux) —

V. au surplus, les observations qui accompagnent l'ordonnance précitée du 1^{er} mars 1815 (aff. Basire).

(2 et 3) Du même jour, d'ici-on identique (aff. du corsaire la Découverte). Les dispositions de l'ordonn. de 1681 sur lesquelles sont fondées ces solutions ont été reproduites par la loi des 10 et 11 avril 1825, art. 3, § 2.

la remise dudit bâtiment aux autorités de Colombie, au lieu d'en disposer conformément aux lois du royaume;

Art. 1^{er}. Le jugement du conseil des prises de la Martinique, du 1^{er} mai 1822, est confirmé en ce qu'il déclare bonne et valable la prise du corsaire l'*Amour-de-la-Patrie*. Il est annulé dans la disposition qui remet le corsaire l'*Amour-de-la-Patrie* aux autorités de Colombie, sous le pavillon desquelles il a été saisi, et accorde un an et un jour auxdites autorités pour en faire la réclamation. — 2. Ledit corsaire l'*Amour-de-la-Patrie* est remis à la disposition des autorités de la Martinique, pour en être disposé conformément aux lois. — 3. Toutes les autres dispositions du jugement précité sont confirmées.

Du 23 avril 1823. — Ordonn. en cens. d'Etat. — Ropp., M. Maillard.

DETTE DE L'ÉTAT. — INDEMNITÉ DE GUERRE.

Du 23 avril 1823 (aff. *Godol*). — Ordonn. en cens. d'Etat. — V. la note sur l'ordonnance du 26 mars 1823 (aff. *Glaire*).

1^{er} MOTIFS DE JUGEMENT. — OMISSION DE PRONONCER. — ORDRE PUBLIC.

2^o et 3^o ARBITRE (TIERS). — PARTAGE. — PROCÈS-VERBAL. — RENONCIATION.

4^o SERMENT. — ARBITRES. — TRIBUNAUX ORDINAIRES.

1^o L'omission de prononcer dans un jugement, ne constitue pas une nullité d'ordre public, qui puisse être invoquée par toutes les parties : la partie seule qui aurait à se plaindre de cette omission, a qualité pour l'opposer.

2^o La dispense accordée à des arbitres nommés, comme bons et amiables compositeurs, de se conformer à toutes les formalités prescrites par la loi, ne relève pas les arbitres de la nécessité de dresser, s'il y a partage entre eux, le procès-verbal qui constate, conformément aux art. 1017 et 1018, Cod. proc., afin que les motifs de leur divergence soient indiqués, et qu'il puisse être justifié que le tiers arbitre s'est conformé à l'opinion de l'un d'eux.

3^o Néanmoins, les parties auxquelles il a été donné connaissance verbalement de la divergence des arbitres, et qui ont fait choix elles-mêmes d'un tiers arbitre, et prorogé le compromis, renoncent par cela même à se prévaloir du défaut de procès-verbal de partage (1).

4^o Le serment qui devrait être prêté devant des arbitres, et qui ne l'a pas été devant eux par suite de l'expiration du compromis, peut être prêté devant les tribunaux ordinaires, lorsqu'on ne peut imputer au dol ou à la fraude de la partie qui devait prêter le serment, l'impossibilité ou elle est de le faire devant les arbitres.

(Casse.—C. Conrade). — ARRÊT.

LA COUR. — Attendu, sur le moyen de nullité centre le jugement du 8 janv. 1823, pris de ce qu'il aurait été omis de prononcer sur une fin de non-recevoir proposée par la partie de Sicabail (Conrade), que les omissions de prononcer n'appartiennent nullement à l'ordre public, et qu'elles n'ont été considérées, par aucune disposition législative, comme devant donner lieu à l'annulation des jugemens où elles existent; qu'elles sont, au contraire, purement relatives à la par-

tie qui aurait formé des demandes sur lesquelles il n'aurait pas été statué; que, dès lors, cette partie seule aurait le droit d'exprimer ses plaintes à cet égard, et de se prévaloir d'une telle irrégularité; mais qu'il n'appartient pas à toute autre partie d'attaquer une décision sur un moyen qui ne saurait la concerner, et auquel elle ne peut prendre aucun intérêt; que cette omission de prononcer n'ayant pas eu lieu à l'encontre de la partie de Petit (Casse), il n'en suit qu'elle doit être déboutée, faute d'intérêt, de la nullité par elle demandée;

Attendu, sur le moyen pris du défaut d'un procès-verbal de partage de la part des arbitres nommés par le compromis du 5 janv. 1823, et de ce que le tiers arbitre nommé par l'accord du 29 sept. suivant, n'aurait pas conféré avec les premiers, et qu'il n'était pas constaté qu'il se fût conformé à l'opinion de l'un d'eux, que quoique les arbitres aient été nommés par les parties comme bons et amiables compositeurs, et dispensés d'observer aucune des formalités prescrites par la loi, ce caractère et une telle dispense ne peuvent avoir pour objet de ne point astreindre ces arbitres à prononcer suivant les principes du droit, et à suivre toutes les formes de la procédure; qu'il ne peut en être ainsi d'une formalité qui n'appartient nullement à la forme de procéder, mais qui est constitutive de l'essence d'une décision arbitrale; que, dans le cas d'un partage de la part des arbitres auxquels a été conféré le pouvoir de nommer un tiers arbitre pour vider ce partage, il est de la nature des choses et d'une nécessité absolue, indépendamment de ce qui est prescrit par les art. 1017 et 1018 du Code de proc., que ceux-là doivent faire connaître préalablement ce en quoi ils diffèrent, et les motifs, de cette divergence, afin que celui-ci soit même de se pénétrer de leurs opinions diverses, et qu'il puisse être constaté qu'il s'est conformé à l'une d'elles; qu'ainsi, dans cette hypothèse, seulement envisagée par les premiers juges, un procès-verbal de partage étant de l'essence de la décision des arbitres, lors même que les parties leur ont conféré la qualité d'amiables compositeurs, et qu'elles les ont affranchis d'observer les formalités prescrites par les lois, il n'en suit que l'absence d'un tel procès-verbal d'une constatation dans cet objet devrait entraîner la nullité de cette décision;

Mais attendu que, dans l'espèce de la cause, les parties elles-mêmes, sur la connaissance qui leur fut donnée verbalement par les arbitres, de la diversité de leurs opinions sur certains articles, nommèrent un tiers arbitre et prorogèrent le délai du compromis; que, par là, elles se sont contentées de cette manifestation verbale, qu'elles ont adhéré à ce qu'il fût statué purement et simplement par les arbitres réunis, et qu'elles se sont accordées à soumettre leur différend à la décision de trois arbitres de leur choix;

Attendu, sur l'appel du jugement du 3 fév. dernier, qu'il a été décidé par une disposition non attaquée du susdit jugement du 8 janv. précédent, qui a acquis l'autorité de la chose jugée, que le serment supplétif imposé par les arbitres à la partie de Sicabail n'avait pu être prêté devant eux, parce qu'à cette époque leurs pouvoirs étaient expirés, et qu'ils n'avaient plus de qualité à cet effet; que la disposition qui ce serment devait être prêté devant les arbitres, n'est pas tellement rigoureuse qu'elle doive entraîner la résolution

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 5 déc. 1810; 18 mai 1814; 3 janv. 1826; Paris, 11 janv. 1806; Bordeaux, mai 1830. — V. aussi les notes qui accompagnent

plusieurs des arrêts, et les autorités qui y sont indiquées.

de la décision qui s'y rattache; que l'impossibilité actuelle d'accomplir cette disposition ne pouvant être imputée au dol et à la fraude de la partie de Sicabai, dans le but d'éviter de prêter serment devant les mêmes arbitres, on ne saurait la priver du bénéfice de la susdite sentence; que cette situation doit être assimilée, en quelque sorte, au cas où le décès de l'un des arbitres, ou tout autre motif, rendrait inexécutable une disposition pareille; et qu'alors il serait de toute injustice de rendre une partie victime d'un accident auquel elle serait étrangère, ou de toute autre circonstance dont l'origine ne saurait être attribuée au dol, ni à la fraude; — Que, dans l'impossibilité de prêter le serment devant les arbitres, la partie de Sicabai doit être admise à le

faire devant les tribunaux ordinaires; — Par ces motifs, etc.

Du 24 avril 1823. — Cour roy. de Pau. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Figeac, p. p. — Concl., M. Dufray, av. gén. — Pl., MM. Lavialle et Prat.

HYPOTHEQUE LEGALE. — FEMME. — RÉDUCTION.

Les tribunaux peuvent, sur la demande du mari, en réduction de l'hypothèque légale de sa femme, arbitrer s'il y a excès dans cette hypothèque, et ordonner qu'elle sera réduite, nonobstant le refus de la femme d'y consentir; seulement ils prennent l'avis des quatre plus proches parents de la femme, s'ils le jugent nécessaire. (Cod. civ., 2144 et 2161.) (1)

(1) Cet arrêt, qui n'est qu'un avant faire droit admettant la demande du mari en réduction de l'hypothèque légale de sa femme, a été par lui de justifier d'immuebles plus que suffisants pour répondre des reprises éventuelles de celles-ci, a été rendu dans une espèce sur laquelle nous avons déjà rapporté un arrêt de rejet de la Cour de cassation du 9 déc. 1824, qui semble juger que la demande du mari n'est recevable qu'autant qu'il rapporte le consentement de la femme; c'est ainsi, du moins, que le présente la notice que nous en avons empruntée au recueil de M. Sirey (t. 25 1. 213). Mais nous devons faire remarquer ici que, par cet arrêt, la Cour de cassation n'a fait que rejeter le pourvoi formé contre un arrêt définitif de la Cour de Paris, du 18 juill. 1823, qui, soulevé par le mari d'avoir fait les justifications que lui avait imposées son précédent arrêt interlocutoire du 25 avril 1823 (l'arrêt ci-dessus), l'a déclaré mal fondé dans sa demande; en sorte que la demande du mari, malgré l'un des motifs surabondamment donnés au droit par l'arrêt de la Cour de cassation, a été principalement rejetée, parce que, en fait, il ne présentait pas des immeubles d'une valeur plus que suffisante pour garantir les reprises de sa femme. — Comme on le voit, cet arrêt est de peu d'autorité sur la question. D'un autre côté, il se trouvait contredit par plusieurs arrêts de Cours royales, l'un de la Cour de Paris, du 16 juill. 1813; l'autre de la Cour de Nancy, du 26 août 1820, qui ont formellement jugé, comme l'arrêt ci-dessus, que l'admission de la demande du mari, en réduction de l'hypothèque légale de la femme, n'est pas subordonnée au consentement de celle-ci. Nous ne connaissons de réellement contraire à cette solution qu'un arrêt de la Cour de Rouen du 3 fév. 1834, que nous avons rapporté dans notre Vol. de 1834.

Quoi qu'il en soit, la question est des plus difficiles, car elle s'agit entre des textes insaisissables pour faire comprendre la véritable pensée du législateur, ou évidemment contradictoires. Nous croyons donc utile d'y revenir ici et de chercher à l'approfondir.

Le Code civil, après avoir posé, dans son art. 2135, la principe de l'hypothèque légale conférée aux mineurs et aux femmes sur la généralité des biens de leurs tuteurs ou maris, s'occupe dans les articles suivants, des cas où ces hypothèques paraissent excessives eu égard aux sommes ou valeurs qu'elles sont destinées à garantir, et il trace les règles à suivre pour en obtenir la réduction.

A l'égard de l'hypothèque légale des mineurs, l'art. 2143 porte : « Lorsque l'hypothèque n'aura pas été restreinte par l'acte de nomination du tuteur, celui-ci pourra, dans le cas où l'hypothèque générale sur ses immeubles excéderait notablement les sûretés suffisantes pour sa gestion, demander que cette hypothèque soit restreinte aux immeubles suffisants pour opérer une pleine garantie en faveur

du mineur. La demande sera formée contre le subrogé tuteur, et elle devra être précédée d'un avis de famille. » — Puis, l'art. 2144 ajoute, en ce qui concerne l'hypothèque légale des femmes : « Pourra pareillement le mari, du consentement de sa femme, et après avoir pris l'avis des quatre plus proches parents d'icelle, réunis en assemblée de famille, demander que l'hypothèque générale sur tous ses immeubles, pour raison de la dot, des reprises et conventions matrimoniales, soit restreinte aux immeubles suffisants pour la conservation entière des droits de la femme. »

De ces expressions : du consentement de la femme, on est tout naturellement conduit à induire par voie de raisonnement à contrario, que si la femme ne consent pas, la réduction demandée par le mari ne pourra être opérée, et que la généralité des immeubles devra rester affectée à la garantie des droits de la femme.

Mais, après ces règles spéciales, et en quelque sorte de procédure, sur les formes à suivre pour les demandes en réduction de l'hypothèque légale de la femme, on arrive au r. 2161, 5 du même titre où se trouve, dans l'art. 2161, une règle générale conçue en ces termes : « Toutes les fois que les inscriptions prises par un créancier qui, d'après la loi, aurait droit d'en prendre sur les biens présents et sur les biens à venir d'un débiteur, sans limitation renvée, seront portées sur plus de domaines différents qu'il n'est nécessaire à la sûreté des créances, l'action en réduction des inscriptions, ou en radiation d'une partie en ce qui excède la proportion convenable, est ouverte au débiteur. Or y suit les règles de comprimes établies dans l'art. 2159. » Et dans l'art. 2159 on lit : « La radiation non consentie est demandée au tribunal dans le ressort duquel l'inscription a été faite.... »

Laquelle de ces dispositions doit être réputée contenir le principe du droit de réduction en ce qui touche l'hypothèque légale de la femme ? Est-ce l'art. 2141, d'où il semble résulter que le consentement de la femme est indispensable pour que la réduction puisse avoir lieu ? Est-ce l'art. 2161, auquel il résulterait qu'à défaut du consentement de la femme, la voie judiciaire serait ouverte au mari ? Telle est la question à résoudre.

L'opinion qui exige le consentement de la femme a réuni de nombreux partisans. « La femme, dit M. Troplong, *des Hypoth.*, t. 2, n. 641, a une hypothèque légale sur tous les biens de son mari pour sa dot et ses conventions matrimoniales; voilà son droit tel que la loi le lui accorde par son contrat de mariage. Nul ne peut être forcé de renoncer à ses droits, à moins de circonstances positivement déterminées par la loi. Or, la loi n'a rien dit qui puisse forcer la femme à abandonner partiellement son hypothèque légale, lorsqu'elle n'y consent pas; au contraire, lorsque le premier conseil proposa le système qui fut depuis admis par

(Lemaire—C. Lemaire.)

Ainsi jugé par le tribunal civil de Paris, le 27 déc. 1822, par les motifs suivants : « Considérant que toute hypothèque légale ou judiciaire peut être réduite, et que la réduction de l'hypothèque

le Code civil, savoir, l'hypothèque générale du droit au profit de la femme, sauf la possibilité de réduction en cas d'opportunité, il dit : a Il me semble qu'on parviendrait à tant concilier, si on décidait que les hypothèques légales frapperont de plein droit les immeubles du mari ou du tuteur ; que cependant il est permis au mari de les restreindre à une portion suffisante de ces biens, si la femme y consent. » (Conf. du Cod. civ., l. 7, p. 117.) L'art. 2161 porte, à la vérité, que, dans le cas d'une hypothèque générale, lorsque les inscriptions portent sur plus de domaines différents qu'il n'est nécessaire à la sûreté de la créance, l'action en réduction est ouverte au débiteur ; et il faut avouer que cet article concerne l'hypothèque légale des femmes, comme toutes les autres hypothèques générales, en ce sens qu'il donne au mari l'action en réduction. Mais dire que cette action en réduction n'est soumise à aucune condition, c'est méconnaître la disposition expresse de l'art. 2144, qui veut que le mari soit muni du consentement de sa femme, et d'un avis de quatre parents. Oui, sans doute, le mari a une action en réduction d'après l'art. 2161, de même que tous les débiteurs d'hypothèque légale ; mais cette action n'est pas recevable tant que, d'après l'art. 2144, le mari n'arrive pas avec un acte d'adhésion de sa femme et un avis de parents. Voilà comme l'art. 2161 du Code civil se concilie avec l'art. 2144.... Qu'on ne s'étonne pas si la loi a voulu nécessairement la consentement de la femme pour limiter son droit hypothécaire sur la totalité de la fortune immobilière de son mari. Elle eût craint de tomber dans l'injustice, en permettant qu'on disposât des droits de la femme malgré elle ; car la femme est dans un état de dépendance pendant le mariage. C'est bien le moins qu'elle conserve sa liberté, lorsqu'il s'agit de débiter sur le sacrifice de ses droits. On objecte que lorsque le mari est plus que solvable, son épouse est sans intérêt à refuser la limitation d'hypothèque qu'il réclame, afin de pouvoir contracter avec les tiers d'une manière avantageuse. Mais si quelquefois la femme est sans intérêt actuel pour refuser son adhésion, elle peut avoir un intérêt éventuel. Son mari peut, par la suite, aliéner ses propriétés, et lui faire contracter des dettes. On sait qu'elle doit avoir hypothèque pour le remploi et l'indemnité, droits qui ne sont encore pour elle qu'éventuels. De plus, connaissant les plus secrètes pensées de son mari, elle a pu pénétrer dans les replis de son cœur, y découvrir de funestes penchans souvent ignorés des autres, et dont l'explosion n'a été contenue peut-être que par ses conseils et son ascendant. Elle doit des larmes craindre pour l'avenir, et peut-être ceux qui l'accusent de caprice, devraient rendre hommage à sa prudence et à sa sagesse. Quel spectacle ensuite que celui d'un mari qui sollicite sa femme devant les tribunaux, pour la forcer à renoncer à ses droits ! Si la loi eût voulu favoriser ces débats entre mari et femme, croit-on qu'elle se fût montrée bien morale ? N'est-il pas à supposer au contraire qu'elle a voulu les éviter, en exigeant, avant tout, la représentation du consentement de l'épouse ? »

On repousse ensuite toute assimilation, en ce qui touche la réduction de l'hypothèque légale du mineur, et celle de la femme. Le mineur, dit-on, a pour représentant dans ce cas, le subrogé tuteur ; c'est à ce dernier que le tuteur qui veut obtenir la réduction doit s'adresser, et le législateur a prévu que

légale de la femme peut avoir lieu, de son consentement, avec l'avis de ses quatre plus proches parens ; — Mais que si ce consentement n'intervient pas, le mari ne peut pas être privé de son action en réduction, puisque alors cette action

rarement le subrogé tuteur voudrait engager sa responsabilité, qu'il s'en remettrait le plus souvent aux tribunaux, et que même il pourrait arriver que pour la forme, il refuserait son adhésion par excès de précaution. L'art. 2143 a donc sagement ordonné que le subrogé tuteur serait actionné, et qu'en juge seul appartiendrait de statuer sur le débat, sans s'informer de l'opinion du subrogé tuteur auquel on n'exige ni acquiescement ni résistance. Mais la femme est dans une autre position ; elle ne représente qu'elle-même ; c'est de ses droits qu'il s'agit de disposer ; et cela explique très bien que tandis que l'art. 2143 garde le silence sur l'opinion du subrogé tuteur, l'art. 2144 au contraire s'empresse de dire, en parlant de la femme : « pourra percevoir le mari, du consentement de sa femme. » Que si l'on invoque le principe écrit dans l'art. 2161 d'après lequel le débiteur peut obtenir la restriction de l'hypothèque générale, malgré le créancier, il sera facile de répondre que ce principe n'est lui-même qu'une dérogation à cet autre principe bien plus général, que nul ne peut être contraint de renoncer malgré lui à ses droits ; que les exceptions doivent être limitées dans les cas prévus, et que le législateur a manifesté ici la volonté de ne pas soumettre la femme à cette exception, et de le laisser dans le droit commun, en faisant, de son consentement, une condition de la demande en réduction formée par le mari....

Tels sont les argumens principaux qu'on a présentés à l'appui de la doctrine que rejette l'arrêt ci-dessus, et d'après laquelle le esio de la femme mettrait un obstacle insurmontable à la demande du mari en réduction de l'hypothèque légale. V. dans le sens de cette solution, entre Troplong, loc. cit., Terrible, Répert., v° Inscrit. hypoth., § 3, n. 22 ; Grenier, des Hypoth., n. 270 ; Perail, Reg. hypoth., sur l'art. 2144, n. 2 ; Rolland de Villargues, Rép. du mot., v° Réduction des hypoth., n° 40 ; Dalloz, Rec. alph., v° Hypoth., p. 436, n. 20 ; Zachariæ, Droit civ. franc., t. 2, § 281, note 16 ; Cubain, Droits des femmes, n° 554.

Mais, dans le sens contraire, on fait remarquer d'abord qu'il est impossible de subordonner l'exercice de l'action en réduction de l'hypothèque légale de la femme au consentement de celle-ci et à l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 2144, sans confondre deux dispositions canquées dans un ordre d'idées tout à fait différent. L'art. 2144, dit-on, a été rédigé en considération de cette fragilité des femmes qui est entrée dans nos lois comme une tradition, bien affaiblie pourtant, des lois romaines. C'est par ce motif que, lorsque la femme consent à la réduction de l'hypothèque, le législateur veut que ce consentement soit soumis au contrôle d'une assemblée de famille et à l'homologation de la justice avant de lui donner effet. Mais si la femme consent quelquefois par faiblesse, quelquefois aussi elle peut refuser par caprice, et la loi ne peut vouloir, dans ce cas, consacrer sa résistance. Le mari doit pouvoir s'adresser directement aux tribunaux, conformément à l'art. 2161. Et pourquoi ne le pourrait-il pas ? Lorsqu'un débat judiciaire s'engage, le danger des surprises ne saurait exister ; la justice n'a ni haine, ni affection, ni parti pris d'avance ; c'est en parfaite connaissance de cause qu'elle statue ; et elle offre même à la femme plus de garantie, lorsqu'elle est directement et contentieusement saisie, conformément à l'art. 2161, que lorsque l'on arrive devant elle pour y demander

serait abandonnée à la discrétion de la femme, sans que l'époux eût aucun moyen d'invoquer le droit commun à tous les débiteurs frappés d'hypothèque générale : que les immeubles situés aux Champs-Élysées sont des acquêts de commu-

nauté, dont le mari est maître et administrateur ; et qu'il y aurait tout au plus lieu d'assurer à la femme le montant de ses apports et reprises matrimoniales :—Que n'étant pas dénué que la portion du terrain sur laquelle Lemaire a élevé des

l'homologation prescrite par l'art. 2144, cette homologation pouvant être surprise aux tribunaux qui se seraient reposés sur la sollicitude du conseil de famille. Ainsi donc, de ce qu'il est loisible à la femme de consentir, sous certaines conditions, à la réduction de l'hypothèque, il n'en faut pas conclure que la réduction ne peut s'opérer que de son consentement. L'hypothèque générale de la femme est établie en sa faveur, sans doute ; mais c'est un droit qu'elle tient de la loi et non de la convention ; la loi a donc pu y mettre telles conditions ; et par exemple, accorder au mari la faculté de faire restreindre l'hypothèque en cas d'exces. Or, c'est ce qu'elle a fait par l'art. 2161. Et qu'on le remarque bien, quelque serré que soit l'immortel des femmes, il ne doit pas cependant absorber tout autre intérêt (Treillard, discussion au conseil d'Etat, *P. Fenet*, t. 15, p. 308). S'il importe à la chose publique que la conservation de la dot des femmes soit assurée, il ne lui importe pas moins qu'il y ait dans la circulation le plus de biens possible. En présence de ces deux grands intérêts, la loi a bien voulu que les droits des femmes fussent suffisamment garantis ; mais elle n'a pas pu entendre qu'ils le seraient d'une manière excessive, sans mesure et de manière à entraver inutilement la transmission des biens. Ce serait donc méconnaître l'intention du législateur et se méprendre sur l'esprit et le but de notre système hypothécaire, que de voir dans l'art. 2144 un mode de réduction exclusif de tout autre.

Cet article dit que le mari pourra, du consentement de sa femme, demander la réduction ; l'on en induit qu'il ne le pourra pas, sans ce consentement. C'est l'argument à contrario toujours si peu solide, et dans tous les cas, inadmissible, quand il conduit à un résultat qui répugne à la raison et se trouve en désaccord avec d'autres dispositions de la loi. Or, ici, la raison ne s'élève-t-elle pas contre cette puissance insurmontable accordée au veto de la femme qui retiendrait sous le scellé hypothécaire et sans besoin pour le sort de sa dot, tous les biens du mari quelque considérables qu'ils fussent, relativement à l'importance de cette dot ? Et la loi elle-même ne rejette-t-elle pas cette interprétation dans l'art. 2161 du Code civ., qui, dans ses termes, accorde, sans exception, à tous débiteurs d'hypothèques générales, et par conséquent au mari, l'action en réduction, toutes les fois que les inscriptions sont portées sur plus de domaines différents qu'il n'est nécessaire à la sûreté de ces créances ? Que conclure donc du rapprochement des art. 2144 et 2161 ? Rien autre chose, si ce n'est que le législateur a prévu deux cas : l'un où la réduction de l'hypothèque légale est demandée du consentement de la femme, c'est celui de l'art. 2144 ; l'autre, où la femme résiste à la demande : c'est celui de l'art. 2161, qui est trop général pour que l'application n'en doive pas être faite à la femme aussi bien qu'à tout autre créancier à hypothèque générale. En d'autres termes, l'art. 2144 est une application spéciale du principe général posé dans l'art. 2161. Cette double prévision du législateur s'explique très bien par la position particulière de la femme, comparée à la position analogue du mineur, et l'on va voir le sens véritable de l'art. 2144 ressortir mieux encore de son rapprochement avec l'art. 2143.

Le législateur a placé sur la même ligne et considéré avec la même faveur l'hypothèque légale de la femme et celle du mineur ; il les exempte l'une et

l'autre de la publicité et de la spécialité ; il les assimile quant au mode de les établir et de les purger ; mais il s'écarte de cette similitude parfaite lorsqu'il s'agit de la réduction. Ainsi, dans l'art. 2143, le législateur s'occupe de la réduction de l'hypothèque légale du mineur, et c'est par une action judiciaire, dirigée contre le subroge tuteur, que cette réduction pourra s'opérer. Le mineur est incapable de consentir à la réduction, elle ne peut donc se faire que judiciairement : c'est le mode général établi par l'art. 2161 qui reçoit ici son application. Mais la femme est capable de consentir (art. 2140) ; le mari pourra donc arriver au même résultat que le tuteur par un moyen plus facile ; il pourra, du consentement de la femme, faire réduire son hypothèque, d'après l'art. 2144. Le mari a donc, pour faire réduire l'hypothèque légale de sa femme, un moyen que ne pourrait avoir le tuteur pour faire réduire l'hypothèque de son pupille : le consentement de la partie intéressée. Mais ce moyen, en cas de refus de la femme, n'est pas exclusif de l'autre. Et ceux qui considèrent le veto de la femme comme un obstacle insurmontable à la demande en réduction formée par le mari, saisissent mal le sens de l'art. 2144, en ce qu'ils imposent au mari comme une nécessité ce que la loi lui accorde comme une faculté, la réduction consentie par la femme ; en ce qu'ils n'accordent au mari qu'un seul moyen, la voie gracieuse, pour obtenir la réduction, tandis que, dans la pensée de la loi, il en a deux, la voie gracieuse, et à défaut, en cas de résistance, la voie contentieuse. Ce qu'a voulu le législateur dans l'art. 2144, qu'il ne faut pas séparer de l'art. 2161, c'est mettre le mari dans une position plus avantageuse que celle du tuteur. Le mari pourra, du consentement de sa femme, obtenir la réduction de l'hypothèque générale de celle-ci : il lui suffira de faire approuver ce consentement par le tribunal ; tandis que le tuteur est toujours obligé de demander la réduction de l'hypothèque générale du mineur par la voie contentieuse. Interdire au mari cette voie pour faire réduire l'hypothèque de sa femme, quand il a épuisé les moyens amiables, ce serait supposer que le législateur, en accordant au mari une faculté privilégiée par l'art. 2144, a entendu le priver de l'exercice de l'action judiciaire qu'il donnait à tout débiteur d'hypothèque générale par l'art. 2161 ; parlant, ce serait tourner contre lui une disposition introduite en sa faveur, et lui rendre onéreux le bienfait de la loi.

Telles sont, en substance les considérations qui ont été invoquées dans la question, à l'appui de la solution ci-dessus, notamment par M. Pailmentier, docteur en droit, dans une dissertation insérée dans la *Revue étrangère*, 3^e série, t. 2, p. 44 et suiv. J'en ai encore dans le sens, M. Duranton, t. 20, n. 204. F. aussi une déclaration remarquable de cette doctrine dans les motifs de l'arrêt précité de la Cour de Nancy, du 26 août 1825.

Entre ces deux systèmes, nous inclinons vers le dernier, tout en reconnaissant cependant ce qu'il y a de grave contre cette solution dans les termes de l'art. 2144. Toutefois, il nous semble difficile d'admettre que le législateur ait pu vouloir faire tomber la demande du mari, quelque légitime qu'elle pût être d'ailleurs, devant la résistance capricieuse ou irréfléchie de la femme. Sans doute il importe que les droits de la femme soient toujours complètement garantis ; mais faut-il qu'une protection exagérée, comme le disait M. Berlier au conseil d'Etat

constructions, et où il exerce son état de sellier, carrossier, est suffisante pour assurer les droits de sa femme, il paraît juste d'en affranchir le surplus. »

Appel par la dame Lemaire.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que le droit conféré par la loi au mari, de disposer seul des conquêtes de communauté, ne prive pas la femme des avantages de son hypothèque légale sur ces conquêtes à défaut d'immeubles propres du mari; que l'hypothèque légale de la femme n'est encore séparée de biens ne doit avoir d'autre effet que d'assurer la conservation d'un gage suffisant pour le capital de ses reprises; que l'extinction en réduction de l'hypothèque, accordée au mari par l'art. 2144 du Code, ne peut dépendre entièrement du consentement de la femme; qu'en cas de non-consentement de la femme, il appartient au juge d'arbitrer l'excès de l'hypothèque générale, comme de toutes inscriptions, conformément aux art. 2161, 2162, 2163 et 2164 du Code, en prenant l'avis préalable des quatre pères de la famille, s'il le juge nécessaire; — Considérant que, dans l'espèce, l'hypothèque légale de la femme Lemaire est punie par le privilège du vendeur des terrains dont il s'agit, et qu'il est de l'intérêt de l'un et l'autre des époux que cette

dette soit acquittée. — Avant faire droit sur l'appel, ordonne que quatre pères de la femme Lemaire seront assemblés devant le juge de paix de son domicile, à l'effet par eux de donner leur avis sur la réduction demandée; — Et dès à présent, autorise Lemaire à employer le prix des deux portions de terrain par lui revendues ou paiement, capital et intérêts, du prix de la vente à lui faite de la totalité dudit terrain, à faire lequel paiement les mains du vendeur primitif, les sous-acquéreurs seront contraints nonobstant l'hypothèque légale, quoi faisant, décharges; dépens réservés, etc.

Du 25 avril 1823. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. — Prés. M. Segurier. — Concl. M. Quéquet, av. gén. — Pl., M. Devesvres.

ÉTRANGER.—SÉPARATION DE CORPS.—COMPÉTENCE.

Du 26 avril 1823 (aff. Elg). — Cour roy. de Paris. — V. cet arrêt ci-après à la date du 28 avril.

APPEL.—SIGNIFICATION.—DOMICILE ÉLU. Un acte d'appel n'est pas valablement signifié au domicile élu dans l'exploit de notification du jugement, lorsque cet exploit ne contient qu'une injonction de comparaître au jugement. (Cod. proc., 458 et 584.) (1)

(V. Fenet, t. 15, p. 308), viennent nuire au mari et l'empêcher de vendre ou d'emprunter? Faut-il, lorsque l'hypothèque légale de la femme affecte tous ses biens, qu'une résistance opposée à la femme ne soit insubordonnée l'intérêt sur ses propriétés, si d'ailleurs il est certain que sa fortune immobilière dépasse de beaucoup ce qui serait nécessaire à l'entière garantie des droits de la femme? Et d'ailleurs en quoi ces droits sont-ils compromis, lorsque celle-ci résiste à une demande en réduction, le mari en appelle aux tribunaux? Il s'engage alors un débat contradictoire dans lequel il est loisible à la femme de présenter les considérations sur lesquelles M. Troplong fonde la nécessité absolue du consentement, et la justice éclairée peut dès lors se prononcer en connaissance de cause. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui a lieu pour la réduction de l'hypothèque légale du mineur? Et lorsque le législateur a trouvé, dans la sagesse des tribunaux, une garantie complète pour le mineur, doit-on admettre qu'il ait voulu écarter, dans tous les cas, ce puissant arbitrage pour la femme? Nous ne le pensons pas.

Au surplus, cette intervention des tribunaux, en cas de résistance de la part de la femme, pourrait s'expliquer, malgré la différence signalée dans la doctrine contraire, notamment par M. Troplong, entre la position particulière du mineur et celle de la femme. Que dit-on, en effet? Que le subrogé tuteur représente un incapable, la loi a pu et dû se dispenser de rechercher son acquiescement à la demande en réduction, et ordonner que la question arriverait immédiatement, *omnis medio*, si l'on peut ainsi dire, devant les tribunaux. D'accord; mais alors que signifie la disposition de l'art. 2144? Rien autre chose, si ce n'est, que s'agissant dans cet article non pas d'un incapable, mais bien de la femme qui a toute capacité, le législateur n'a plus eu raison d'en omettre à son égard, comme il l'a fait à l'égard du mineur, les moyens d'arriver amiablement à la réduction de l'hypothèque légale, et, par suite, que ce mode n'est pas exclusif de celui auquel il faut avoir immédiatement recours pour le mineur, s'il arrive que la femme oppose à la demande de son mari un refus absolu.

Telle nous paraît être la pensée de la loi. Dans tous les cas, ce qui est certainement incontestable, c'est que l'interprétation que nous lui donnons

serait aujourd'hui complètement justifiée par la tendance générale des esprits. Ainsi, à toutes parts, on proteste contre l'impossibilité où se trouverait le mari de vendre utilement aucuns de ses immeubles, impossibilité qui existerait des capitaux immenses à la circulation. Aussi, lorsque dans ces derniers temps, le gouvernement s'est occupé de la réforme de notre régime hypothécaire, tous les juriconsultes, tous les magistrats qui ont traité cette grave matière, ceux qui y ont le plus apporté des idées de conservation comme ceux qui ont proposé de radicales réformes, ont été frappés de la pensée qu'il fallait spécialiser l'hypothèque légale. C'est ainsi que M. Aihen d'Anthoine, dans son ouvrage intitulé de la Révision du régime hypothécaire, du, p. 181 et suiv., qu'on pourrait, non-seulement restreindre l'hypothèque légale sur certains immeubles, et dégrever le reste de la fortune immobilière du débiteur, mais encore autoriser la réduction de l'hypothèque légale à une somme déterminée.

— C'est ainsi encore, que dans le rapport adressé sur la question par la faculté de droit de Paris à M. le ministre de la justice (voy. Recueil étranger, 3^e série, t. 1, p. 336), on trouve en tête des principes à introduire dans une loi nouvelle, la spécialisation de l'hypothèque légale de la femme et des mineurs. Cette pensée se retrouve surtout dans les Observations si remarquables de la faculté de droit de Caen, où l'on propose de substituer au système de réduction et de spécialisation établi par le Code, un système de dégrèvement successif dont les magistrats seraient toujours les arbitres, et qui laisserait tous les biens à venir du mari soumis aux reprises éventuelles de la femme. V. p. 11 des observations et p. 17 du projet de loi. — L'atte-tendance générale ne saurait être indifférente lorsqu'il s'agit d'interpréter la loi actuelle sur un point où elle est évidemment obscure ou contradictoire. S'il est des cas où il est permis à la jurisprudence, sans faire violence au texte de la loi, d'aller au-devant des besoins du temps, c'est certainement dans la question qui nous occupe, où le vœu unanimement manifesté est de rendre à la circulation une immense quantité d'immeubles inutilement grevés de l'hypothèque légale indéfinie des femmes et des mineurs.

(1) P. conf., Poitiers, 13 niv. an 13; Montpellier, 25 juill. 1810, et les arrêts cités en note. P.

(Gros Vignand—C. Defaye)—ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que, d'après l'art. 456 du Code de proc., tout acte d'appel doit être signifié à personne ou à domicile réel à peine de nullité; que si l'art. 584 du même Code déroge à cette règle, c'est uniquement pour le cas où l'acte d'appel vient à la suite d'un commandement à fin d'exécution, contenant un domicile élu; — Attendu qu'aucun commandement semblable de la part de Gros-Vignand n'a précédé ni déterminé l'acte d'appel de Léonarde Dijon; que mal à propos cet acte a été signifié au domicile qu'avait élu Gros-Vignand dans la signification pure et simple du jugement qu'il avait obtenu contre Léonarde Dijon; — Déclare nul l'appel interjeté par Léonarde Dijon, veuve Defaye, etc.

Du 26 avril 1823. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. Greillet de Beuregard. — Pl., MM. Boudet et Delouis.

ÉTRANGER. — SÉPARATION DE CORPS. — COMPÉTENCE.

La règle générale qui défend aux juges français de connaître des contestations entre étrangers (non consentans), d'entend d'une séparation de corps, comme de toute autre contestation. (Cod. civ., 234.) (1)

La femme d'un Américain ne peut s'adresser qu'aux tribunaux américains, pour prononcer une séparation entre elle et son mari, encore qu'elle et son mari soient de fait résidans en France. (Cod. civ., 234.) (2)

Toutefois, les tribunaux français sont compétens pour autoriser la femme à quitter la maison du mari, préalablement, par mesure de sûreté, de police ou de convenances. (Cod. civ., 3 et 268.) (3)

*L'incompétence des tribunaux français pour connaître d'une demande en séparation de corps entre étrangers, peut être proposée pour la première fois en cause d'appel: ce n'est pas là une incompétence personnelle, propo-
nable seulement in limine litis. — Rés. Impl. (Cod. proc. civ., 168 et 169.) (4)*

(Ely—C. la dame Ely.)

Le 6 mars 1819, un mariage est contracté à Paris, dans l'hôtel de l'ambassadeur anglais, entre le sieur Eliza Mills Ely, Américain, et la demoiselle Adélaïde-Elisabeth Bood, Anglaise. — Depuis, les époux ont continué de résider à Paris.

Au mois d'oct. 1820, la dame Ely quitte le domicile de son mari. — 18 sept. 1821, le sieur Ely assigne sa femme devant le tribunal de première instance de Paris, pour voir ordonner qu'elle rentrerait au domicile marital.

La dame Ely répond qu'elle a quitté ce domicile parce qu'elle n'y trouvait plus des moyens d'existence conformes à son état; et parce qu'elle avait éprouvé, de la part de son mari, des injures et mauvais traitemens. — En même temps, elle forme contre son mari une demande en séparation de corps, pour cause d'exces, sévices et injures graves.

Le sieur Ely défend, au fond, c'est-à-dire il conteste les faits allégués, et, subsidiairement, il soutient que ces faits ne sont pas pertinens.

13 juill. 1822, jugement qui prononce la séparation de corps.

Appel de la part du sieur Ely. Il propose l'incompétence des tribunaux français, fondée sur

aussi comme anak dans la même sens, Cass. 21 août 1811 et nos observations.

(1, 2, 3, 4) F. sur ces divers points, un arrêt com-

la qualité des parties. — Dans son intérêt, on soutient que les tribunaux français sont incompétens pour connaître des contestations entre étrangers; que les parties ne sont placées dans aucun cas d'exception où les contestations entre étrangers puissent être soumises à la juridiction des tribunaux français; que bien loin de là, il s'agit, dans l'espèce, de statuer sur une question d'état, et, par conséquent, d'appliquer des lois personnelles; qu'ainsi c'est d'après les lois nationales des parties et devant les tribunaux de leur patrie, qu'elles doivent être jugées leurs contestations; — Qu'en second lieu, cette compétence n'est pas purement personnelle et propo-
nable seulement in limine litis, aux termes des art. 168 et 169 du Code de proc. civ.; qu'elle peut être proposée en tout état de cause, même en appel.

Pour la dame Ely, on répond que toutes les personnes résidantes dans un pays sont soumises aux lois de sûreté, de police et d'ordre public; que, réciproquement, elles ont droit à la protection de ces lois et des tribunaux qui les appliquent; que ces principes, consacrés par l'art. 3 du Code civil, confèrent, dans l'espèce, juridiction aux tribunaux français, puisqu'il s'agit d'une demande en séparation de corps fondée sur des excès, injures et sévices graves; que ces faits ont eu lieu en France, et qu'ils sont évidemment de nature à compromettre la sûreté de la femme, demanderesse en séparation; qu'au surplus, l'incompétence des tribunaux français aurait été convertie par le consentement des parties, qui ont plaidé volontairement devant le tribunal de première instance; d'autant plus que c'est le sieur Ely lui-même qui a le premier reconnu la juridiction des tribunaux français, en s'adressant à eux pour obtenir que sa femme retirât dans son domicile. Subsidiairement on conclut à ce que, dans le cas où la Cour se déclarerait incompétente, pour statuer sur la séparation de corps, du moins elle autorisât, par mesure de sûreté et de police, la dame Ely à résider hors du domicile marital.

ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que les deux époux sont étrangers, et que le mariage a été contracté dans la maison de l'ambassadeur anglais, équivalant au territoire étranger; qu'ainsi les tribunaux ne sont pas compétens sur la question d'état des époux; mais considérant qu'en les délaissant à se pourvoir devant les juges de leur pays, les tribunaux français doivent pourvoir à la sûreté personnelle de l'époux le plus faible, et qu'il résulte des présent des enquêtes et contre-enquêtes, qu'il n'y a pas sûreté actuelle pour la femme d'habiter avec son mari; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce qui a été statué définitivement sur la demande en séparation de corps; — Emettant et faisant droit au principal, délaissent les parties à se pourvoir devant leurs juges, et néanmoins ordonne que la sentence du tribunal civil de Paris, du 18 juill. dernier, sera exécutée provisoirement, quant aux dispositions qui défendent au mari de hanter et fréquenter sa femme et quant à la garde des enfans; ordonne la restitution de l'amende, dépens des causes principale et d'appel compensés.

Du 28 avril 1823. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Séguier, p. p. — Concl., M. Quequet, av. gen. — Pl., MM. Chabot d'Est-Ange et Hennequin.

forme de la Cour de cassation, du 27 nov. 1822 et les notes qui accompagnent cet arrêt. V. aussi Cass. 30 juin 1823.

ASSURANCE MARITIME. — ESTIMATION. —

POLICE. — BLANC

Le défaut d'estimation du navire dans la police d'assurance, n'entraîne pas nullité (1).

Le blanc qui existe dans les clauses d'une police, ne la rend pas non plus nulle, lorsque ce blanc ne porte pas sur une clause ou énonciation essentielle du contrat.

(Puglioni et Bompert — C. Assurances.)

ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que l'estimation d'un navire qu'on fait assurer, et dont le prix ainsi fixé est inséré dans la police d'assurance, n'est pas néanmoins d'une nécessité absolue; que, même sous l'empire de l'ancienne ordonnance de la marine, qui la prescrivait, elle n'était pas regardée comme une clause substantielle et dont l'omission emportait la nullité de la police d'assurance; à plus forte raison ne peut-on s'aviser de plus de sévérité sous la nouvelle législation, qui n'a rien statué d'oussil positif sur ce point; que tout ce qui résulte d'une pareille omission, c'est que l'assureur a le droit de faire estimer le navire assuré pour fixer la valeur de l'objet dont il doit répondre, et que la juste peine de l'assuré qui a négligé de remplir cette formalité, se borne à couvrir les risques de cette estimation, qui peut avoir pour résultat la diminution du capital de l'assurance; — Considérant que dans l'espèce actuelle les parties s'étaient réciproquement dispensées de cette formalité, ce qui est sans doute une raison de plus pour que son omission n'emporte pas une nullité qu'aucune loi d'ailleurs n'a prononcée; qu'une jurisprudence contraire est uniformément établie depuis longtemps dans les tribunaux de commerce, et qu'il n'a pas été contesté que les parties elles-mêmes n'aient déjà plusieurs fois traité entre elles de la même manière et avec le même omission;

Considérant, enfin, que le blanc laissé dans la police d'assurance, quoique toujours suspect, ne rend pas cependant la police d'assurance nulle, quand il n'emporte point l'omission d'une clause substantielle de l'acte, et qu'il vient d'être établi que l'estimation du prix du navire et de ses accessoires n'était pas une clause de cette nature: — Par ces motifs, etc.

Du 29 avril 1823. — Cour roy. d'Alx. — Prés., M. d'Eymar de Moutmeyan. — Pl., MM. Mollet et Cresp.

1° VENTE. — SIGNATURE. — ACTE PUBLIC. — EXÉCUTION.

2° APPEL. — DATE. — ERREUR.

3° NOTAIRE. — RESPONSABILITÉ. — SIGNATURE.

1° Lorsqu'une vente a été passée devant notaire, entre deux parties, dont l'une a signé, et dont l'autre a déclaré ne savoir signer, si l'arrivé que le notaire n'appose pas sa signature, l'acte est nul et non obligatoire pour la partie non signataire. — On ne peut ni voir dans l'acte un commencement de

preuve par écrit, ni argumenter, contre la partie non signataire, de prétendus actes d'exécution: l'acte de vente reste sans effet à son égard. (Cod. civ., 1338 et 1347.) (2)

2° L'erreur de date de la copie d'un acte d'appel, ne suffit pas pour entraîner la nullité de l'acte, lorsque ses énonciations mêmes indiquent nécessairement la date véritable. (Cod. proc., 59 et 456.) (3)

3° Le notaire est responsable de la nullité d'un acte, résultant de ce qu'il n'a pas signé l'acte. Il ne peut alléguer pour excuse que n'ayant pas reçu des parties les fonds pour l'enregistrement, il n'a pas signé, afin de ne pas être obligé de faire enregistrer. (L. du 25 vent. an 11, art. 68; Cod. civ., 1382.) (4)

(Raisonnier — C. Mollet et Binet.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant, sur la première question, que les présomptions qui tendent à établir que Mollet a véritablement acquis la maison Raisonnier sont très graves; mais qu'aux termes du droit, la Cour ne peut les admettre que dans le cas où la loi permet la preuve testimoniale, et que, s'agissant de plus de 4,000 fr., ce genre de preuve ne peut être admis; qu'au surplus, les parties avaient choisi la forme authentique pour la vente de la maison, que jusqu'à la perfection de l'acte, elles pouvaient changer de volonté, et que le contrat de vente n'est ni signé des notaires ni enregistré;

Considérant, sur la deuxième, que la nullité est fondée sur ce que l'acte d'appel est daté du 17 mai 1820, et cependant s'applique au jugement rendu le 11 avril 1821, c'est-à-dire postérieurement de plus de 11 mois à l'appel, mais que l'original étant du 17 mai 1821, l'oubli du mot un sur la copie n'est évidemment qu'une erreur du copiste; — Que, dans cet acte, on relate des écritures signifiées aux mois de nov. et de déc. 1820, et au mois de mai 1821, et qu'à la vue de ces mentions, Binet a nécessairement reconnu que cet acte était de 1821; — Que la loi a établi des nullités pour assurer la régularité des formes établies, et non pour favoriser l'esprit de chicane ou de mauvaise foi;

Considérant, sur la troisième, que le notaire chargé de diriger un acte, est responsable envers les contractants des vices qui sont de son fait personnel; que, dans l'espèce, toutes les parties ayant signé sur la minute de l'acte de vente, moins une d'elles, qui a déclaré ne le savoir, le notaire n'avait plus qu'à signer lui-même pour donner à l'acte toute sa perfection, et assurer ainsi le succès des conventions qui y sont exprimées; qu'en vain il allègue que sa signature l'aurait obligé à faire enregistrer, et que les parties ne lui auraient remis aucuns fonds pour cela; qu'avant la rédaction, il pouvait se faire remettre l'argent nécessaire pour l'enregistrement; mais qu'ayant rédigé l'acte, fait signer toutes les parties, indiqué même celle qui devait payer les frais d'enregistrement, il a pris sur lui l'obligation

déc. 1820. V. cet arrêt et ceux qui y sont indiqués à la note. V. encore dans ce dernier sens Pau, 17 déc. 1821.

(3) V. analogues dans ce sens, Paris, 24 août 1810; Nîmes, 29 déc. 1810; Caen, 8 avril 1813; Cass. 24 déc. 1829, et les notes.

(4) Cette décision rentre dans la jurisprudence d'après laquelle les notaires sont responsables toutes les fois que dans les actes de leur ministère, il se trouve des nullités résultant d'une faute lourde. V. Duval, 29 mai 1810 et 2 janv. 1837; Agen, 16 août 1836, et les notes.

(1) V. dans ce sens, Bordeaux, 28 août 1829.

(2) Sur le principe que l'acte entré en val pour défaut de signature est sans effet et ne vaut pas même comme commencement de preuve par écrit, V. nos observations en note d'un arrêt de la Cour de Liège du 9 juill. 1812, et les autorités au sens divers qui y sont repoussées. — Quant en point de savoir si la nullité provenant du défaut de signature peut du moins être couverte par l'exécution volontaire, question résolue négativement par l'arrêt ci-dessus, la jurisprudence des Cours royales incline vers cette solution. — Mais le Cour de cassation s'est prononcée en sens contraire par arrêt du 19

tion d'avancer l'enregistrement; qu'ainsi c'est par son fait personnel que l'acte n'a pas reçu sa perfection, et qu'il doit réparer le dommage dont il est cause; que, s'il en était autrement, les parties qui ne savent ni lire ni écrire, et qui ne restent point à la signature du notaire, par l'effet d'une confiance très naturelle, seraient exposées aux pertes les plus graves, et souvent irréparables et dévolutives, telles que dans les cas de contrat de mariage; — A mis le jugement dont est appel au néant, etc.

Du 29 avril 1823. — Cour roy. de Bourges. — Pres. M. Sallé. — Pl., MM. Mayet, Mater et Déséglise.

FRUITS.—CONSERVATOIRES.—DROIT RÉEL.

Du 30 avril 1823 (aff. Bianza). — Cour roy. d'Agen. — V. cet arrêt *supra* à la date du 3 avril.

AJOURNEMENT.—DÉLAI.—APPEL.

L'exploit d'ajournement (l'acte d'appel) portant assignation à comparaître à la première audience qui se tiendra après la date dudit acte, est nul comme ne contenant pas un délai suffisant pour comparaître, lorsqu'entre autres jour de l'exploit et celui de la première audience, il n'y a pas la date de huitaine (1). (Frayssé—C. Gourdel.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que les deux copies de l'acte d'appel qui ont été laissées aux intimés, sous la date du 18 avril 1822, contiennent assignation pour comparaître devant la Cour à la première audience qui se tiendrait après la date dudit acte; — Attendu que cependant le délai des ajournements est fixé à la huitaine par l'article 72 du Code de proc., et que, suivant l'art. 1033 du même Code, ce délai doit être augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance; que dès lors, l'appelant, par son acte d'appel, n'a pas donné aux intimés un délai suffisant pour comparaître, puisque, la Cour tenant audience tous les jours, il les assignait le 18 avril pour comparaître le lendemain; — Attendu que l'art. 456 du Code de proc. porte « que l'acte d'appel contiendra assignation dans les délais de la loi, à peine de nullité; » que l'art. 1029 du même Code, déclare qu'aucune des nullités par lui prononcées n'est comminatoire; — Attendu que la Cour doit être d'autant plus rigoureuse sur cette nullité, qu'elle emporte déchéance du droit d'interjeter tout nouvel appel à cause de l'expiration qui s'est écoulée le plus d'une année depuis la signification du jugement dont est appel, à personne ou domicile; — Déclare nul l'appel, etc.

Du 30 avril 1823. — Cour roy. de Limoges. — Pres., M. de Gaujal, p. p.—Pl., M. Larivière.

(1) V. en ce sens, Bruxelles, 11 janv. 1820. F. ansal nos observations sur un arrêt de la Cour de Trèves du 22 oct. 1812.

(2) C'est une conséquence du principe admis en jurisprudence, que la licitation est réputée déclarative et non translatrice de propriété. F. Cass. 14 mai 1833 (Volume 1833). — C'est aussi par application du même principe qu'il a été jugé par la Cour royale de Paris, le 16 avril 1821, que l'hypothèque renfermée par un des cohéritiers sur sa part indivise d'un immeuble, s'étend de plein droit dans les mains d'un autre cohéritier, auquel l'immeuble est adjugé sur licitation. F. l'arrêt à sa date et la note qui l'accompagne.

(3) Dans l'espèce, c'est un étranger qui s'était rendu adjudicataire sur licitation; et l'on admet généralement que, dans ce cas, et relativement au

COMMUNAUTÉ.—LICITATION.—RÉSOLUTION.

L'acquéreur, sur licitation d'un immeuble dépendant d'une communauté dissoute par la mort de l'un des époux, et dont le prix est tombé dans la lot de l'époux survivant, ne peut se refuser à payer ce prix sous le prétexte d'hypothèque judiciaire, obtenue et inscrite sur l'époux décédé (2). — A défaut de paiement de prix, la demande en résolution peut être formée contre l'acquéreur, bien qu'il s'agisse d'une vente par licitation; et cela encore qu'il soit dit au cahier des charges qu'en cas de non-paiement, il serait procédé à une vente par folle enchère (3). (V. Adam — C. Bellote et Chaudé.) — ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que les deux maisons dont il s'agit, ou plutôt le prix provenant de leur vente, étant tombé dans le lot de la veuve Adam, par l'événement du partage intervenu, c'est comme si elle eût été, dès le principe, seule propriétaire desdites maisons, et qu'elle les eût vendues elle-même; — Attendu que dès lors les hypothèques judiciaires obtenues et inscrites sur son mari n'ont point frappé ces deux immeubles; d'où il suit, d'une part, que les acquéreurs se sont mal à propos prévalus de ces inscriptions pour se dispenser de payer lors de la notification dudit partage; et, d'autre part, qu'à défaut de paiement, la demande en résolution formée contre eux est parfaitement fondée; — Attendu que la circonstance que la vente aurait eu lieu par licitation, sous prime de revente à folle enchère, ne peut faire obstacle à cette demande, la disposition de l'art. 1654 du Code civ. étant générale et sans exception; — Par ces motifs, a mis l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendé, déchargé l'appellante des condamnations contre elle prononcées; — Au principal, faisant droit sur la demande, déclare la vente et revente des deux maisons dont il s'agit résolues; — Autorise en conséquence Agathe Mangot (veuve Adam) à rentrer en possession et jouissance desdites maisons, avec défenses aux intimés de l'y troubler, et condamne ceux-ci, chacun en droit soi, et pour le temps qu'ils ont joui et par forme de loyers, aux intérêts du prix principal de la vente du 26 oct. 1820, etc.

Du 30 avril 1823. — Cour roy. de Metz. — Pres., M. Gérard d'Hannoncelles, p. p.—Pl., MM. Charpentier, Oulf et Woirhaye.

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.—

ALIENS.

Les obligations contractées par une femme mariée, dans l'absence du mari, et sans autorisation, peuvent être déclarées valables, lorsque la femme s'est obligée pour des som-

mes adjudicataire, la licitation est une vente véritable, dans laquelle les propriétaires figurent en qualité de covenueurs (F. Polhier, de la Vente, n° 516), ce qui rend dès lors applicable la disposition du Part. 1654 d'après lequel le vendeur peut demander la résolution de la vente, si l'acheteur ne paie pas le prix. F. Duvier, de la Vente, t. 2, n. 144 et 145; Troplong, *ibid.*, n. 876; Chabot, des Successions, sur les art. 882 et 883. — Mais il en est autrement lorsque c'est l'un des propriétaires qui s'est rendu adjudicataire: la licitation est alors un partage et non une vente, et par suite les colicitants n'ont ni le privilège de vendeur, ni l'action en résolution pour défaut de paiement de prix. F. les autorités citées. V. en outre Cass. 24 mars 1823; Paris, 23 mars 1820; Nîmes, 2 août 1836 et les notes.

mes modiques destinées à lui fournir des aliments. (Cod. civ., 217 et 227.) (1)

(Tilly C. Hamelin.)

En 1794, la dame de Tilly consent, pendant l'absence de son mari, diverses obligations au profit du sieur Hamelin, son frère. — Ces obligations ne s'élevaient qu'à la somme modique de 1546 fr., et étaient destinées à procurer des aliments à la dame Tilly.

En 1811, les héritiers Hamelin ont réclamé contre la dame Tilly, devenue veuve, le paiement de la somme de 1546 fr. La dame Tilly répond que les obligations dont s'agit sont nulles, en ce qu'elles ont été contractées sans autorisation maritale et sans autorisation de justice.

26 juill. 1822, jugement du tribunal de première instance, qui déclare nulles les obligations.

Appel de la part des héritiers Hamelin. Ils soutiennent qu'il est des cas où les obligations contractées sans autorisation, par une femme mariée, peuvent être maintenues, par exemple, lorsqu'il s'agit de fournitures pour leur maison, et que ces fournitures ne sont pas excessives; lorsque, comme dans l'espèce, les obligations ont été contractées par motif d'indispensable nécessité ou d'utilité évidente, parce qu'il est de règle que personne ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les deux titres représentés sont écrits et signés par Marie Hamelin, épouse Tilly, et contiennent de sa part l'engagement positif de rembourser sur sa légitime, ou sitôt qu'il lui sera possible, les sommes qui y sont mentionnées; que des expressions aussi positives ne permettent point de considérer ces titres comme de simples quittances ou décharges qu'on aurait données à son frère; — Considérant qu'il est constant, dans la cause, qu'à l'époque à laquelle les titres ont été souscrits, le vicomte de Tilly était absent, et que, dès lors, son épouse a pu, sans autorisation, et sans recourir à celle de la justice, s'obliger valablement pour des sommes modiques, et qui étaient évidemment destinées à lui procurer des aliments; — Infirme, etc.

Du 1^{er} mai 1823. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Agier. — Concl., M. Jaubert, av. gen. — Pl., MM. Devesvre et Fremy.

ABSENT. — QUOTITÉ DISPONIBLE.

Lorsqu'un individu dont l'existence n'est pas reconnue est appelé à une succession, la quotité disponible doit être calculée comme si l'absent n'existait pas. — Du moins, c'est aux héritiers à réserver, qui invoquent l'existence de l'absent pour faire restreindre la quotité disponible, à prouver son existence. (Cod. civ., 913 et 130.) (2)

(Lannes—C. Lauzin.)

Le sieur Lafont avait deux filles et un fils. — En mariant sa fille, Marie Lafont, au sieur Lauzin, il lui donne, par contrat de mariage le quart de ses biens, par préciput et hors part. — Ultérieurement, le sieur Lafont fit son testament, dans lequel il légua le douzième de son héritage en propriété, à Julie Lauzin, sa petite-fille, et en jouissance, à sa seconde fille, épouse Lannes; lequel douzième, porte le testament, joint au

quart déjà donné, forme le tiers des biens dont le testateur pouvait disposer, eu égard au nombre de ses enfants. — Il est à remarquer que le fils du sieur Lafont, parti en 1810 pour l'armée, n'avait plus donné de ses nouvelles; et que le sieur Lafont fondait, sur la supposition de la mort de son fils, son droit de disposer du tiers de ses biens. — En 1820, décès du sieur Lafont.

Ses deux filles ont fait nommer un notaire pour représenter l'absent dans l'inventaire et le partage, conformément à l'art. 113 du Code civ. — On procéda au partage, et la succession est divisée en trois parts, dont l'une est attribuée à l'absent, et sous-divisée immédiatement en deux portions, qui sont prises par les deux sœurs.

La dame Lannes a demandé alors l'exécution du legs fait en sa faveur, et comprenant l'usufruit du douzième de l'hérédité.

2 avril 1822, jugement de première instance, qui déclare le legs caduc, attendu que puisqu'il n'était pas prouvé que l'absent fût mort, il devait compter pour la fixation de la quotité disponible. — Ce jugement est ainsi conçu: « Considérant qu'aux termes de l'art. 913 du Code civ., les libéralités par actes entre-vifs ou testamentaires ne peuvent excéder le quart des biens, si le donateur ou testateur laisse trois enfants ou un plus grand nombre: d'où suit que cette quotité étant épuisée, toute libéralité ultérieure lui est interdite; que, dans l'espèce, Lafont laissant trois enfants, n'a pu, par conséquent, disposer que du quart de ses biens; qu'en vain, et pour étendre la faculté disponible jusqu'au tiers, l'on oppose que le troisième est absent; qu'on ne peut pas dire qu'il ne doit point compter pour la quotité disponible; que ses biens n'étant qu'un dixième entre les mains de ses héritiers présomptifs (art. 125 et 126 du Code civ.), obligés ces derniers à rendre compte à lui-même, s'il reparait, au à ses héritiers à l'époque de son décès prouve (art. 127 et 130 du Code civ.); il n'en résulte que pendant son absence il est toujours réputé vivant, à moins qu'il n'ait atteint sa centième année; en qui s'évince de l'art. 129 du Code civil et d'un arrêt de la Cour de Toulouse, du 24 juin 1820; que, dès lors, puisqu'à cette dernière période, il compte parmi les enfants légitimes existants, il doit, par conséquent, faire nombre pour calculer la quotité disponible; que quoique l'art. 136 du Code civil décide que, dans le cas où il s'ouvrirait une succession à laquelle serait appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle sera dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, on a ceux qui l'auraient recueillie à son défaut, l'on ne peut pas dire que cet article porte atteinte aux principes déjà posés, qui justifient que l'absent doit compter pour déterminer la quotité disponible; que cet article n'étant qu'une faveur pour les cohéritiers légitimes de l'absent, puisque eux seuls ont le droit de se faire envoyer en possession provisoire (art. 130 et 123 du Code civil), il suit qu'il est suffisant pour eux de reconnaître l'existence de l'absent et son habileté à recueillir, pour que cet absent augmente le nombre des enfants, compte, en un mot, pour la quotité disponible; que cette interprétation de l'art. 130 découle des expressions mêmes qu'il renferme, puisque la succession doit être dévolue exclusivement aux cohéritiers de l'absent; ce qui ne serait pas, si tout autre

(1) Cela est constant en doctrine et en jurisprudence. V. Cass., 7 nov. 1820 et 14 fév. 1826; Rennes, 11 déc. 1813, et le résumé qui accompagne ce dernier arrêt.

(2) C'est là, dit M. Coin-Delisle, *Comment. anal.*

des donations, sur l'art. 914, n. 5, une conséquence directe de l'art. 13 du Code civ., et de la nature successorale des réserves, n. 1, encore en ce sens, Goulet, des donations, n. 567; Toullier, n. 105; Duranton, t. 1, n. 801.

qu'eux-mêmes pouvait y prendre part: qu'ainsi, lorsque les cohéritiers reconnaissent l'existence de l'absent, cet absent doit faire nombre pour fixer la portion des biens dont pourrait disposer son auteur; que, dans l'espèce, les cohéritiers ayant reconnu l'existence de leur frère absent, puisqu'un jugement du tribunal, du 24 juin 1820, a commis un notaire pour le représenter; que, par lui, il a été partie dans l'inventaire; que la déclaration faite au bureau de l'enregistrement l'a été même en son nom; enfin, que, dans le partage, il lui a été expédié la portion de biens lui compétant; il suit que cet enfant a été regardé comme absent, existant lors du décès du père commun, et, par conséquent, habile à recueillir la succession de ce dernier; que, sous tous ces différents rapports, Grégoire Lafont ne pouvait disposer que du quart de ses propriétés, et qu'ayant usé de ce droit dans le contrat de mariage de sa fille, quand elle vivait épouse Lanzin, il n'a pu rien léguer postérieurement; ce qui rend caduc en entier le legs de propriété fait à la demoiselle Lanzin, et celui de jouissance fait à la femme Lannes. »

Appel de la part de la dame Lannes.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que la demande de la dame Lannes étant fondée sur un titre authentique, le testament de Grégoire Lafont, cette demande ne pourrait être repoussée par les héritiers de celui-ci qu'autant qu'ils querelleraient cet acte dans sa forme, ou qu'ils justifieraient que le testateur a dépassé les limites dans lesquelles le législateur circonscrit la faculté de disposer; — Que ceux-ci n'attaquent point cet acte sous ce premier rapport, ont néanmoins prétendu que cette disposition ne devait produire aucun effet, parce qu'elle avait pour résultat de porter la quote disponible au tiers des biens du testateur, tandis qu'elle ne devait être que du quart (quart dont il était déjà dépourvu par une disposition valable), en égard au nombre de trois enfants ou leurs représentants qu'ils disaient lui avoir survécu, mais que, dès lors, c'était à eux à prouver l'existence de ces trois enfants, à l'époque du décès dudit Grégoire Lafont;

Que vainement ont-ils prétendu que la dame Lannes étant demanderesse, c'était à elle à établir la non-existence du troisième enfant, afin d'obtenir la délivrance du legs qu'elle réclamait; — Que celle-ci ne pulsant son droit que dans le testament de Grégoire Lafont, c'était cette titre seul qui était la base de sa demande, et que dès qu'elle avait justifié de sa régularité, elle devait en obtenir son exécution, à moins que ceux contre qui elle l'avait dirigée ne prouvassent qu'elle était excessive, soit parce qu'elle dépassait la quote disponible fixée par la loi, en égard au nombre d'enfants, soit parce qu'elle avait déjà été épuisée par une précédente disposition; — Que la partie de Gasc (le notaire représentant l'absent) ayant en effet prétendu que la quote disponible avait déjà été épuisée par la donation du quart faite à une des parties de Marion (l'épouse Lanzin), c'était à elle à prouver que le

nombre des enfants existants au décès dudit Grégoire Lafont, ne permettait pas à celui-ci de lui porter un taux plus élevé. — Que son exception la constituant demanderesse, et cette exception étant basée sur l'existence d'un troisième cohéritier à l'ouverture de la succession, c'était à elle à prouver l'existence réelle de celui-ci à cette époque, *excepiendo rursus actor*; que cependant elle n'a fait aucune justification, ni offre de preuves à cet égard; — Que cette preuve ne saurait résulter du fait qu'en 1810, Grégoire Lafont était père d'un troisième enfant, puisque cet enfant devant compter pour déterminer le taux de la quotité disponible, il faudrait prouver son existence au décès de son père, et que cette preuve, ainsi qu'il a déjà été dit, devait être rapportée par ceux qui ont intérêt à l'établir; — Que, dès lors, en admettant même que des cohéritiers présumés pussent, pour faire déterminer la quote disponible, se prévaloir du droit d'un de leurs cohéritiers dont l'existence n'est pas reconnue, ce serait du moins toujours à eux d'établir l'existence de celui-ci au moment de l'ouverture de la succession, conformément à l'art. 133 du Code civil; — Que les héritiers naturels de Grégoire Lafont ont si bien senti l'équité de ces principes, que c'est seulement en deux portions qu'ils ont divisé la succession de celui-ci, faisant ainsi une sage application de l'art. 136 du même Code; — Attendu que les exceptions opposées à la demande de la partie de Barada (la dame Lannes) se trouvant mal fondées, elles devaient être rejetées; que dès lors il y a lieu de réformer le jugement qui les avait accueillies, et d'ordonner la délivrance du legs fait à la partie de Barada; — Par ces motifs, vidant le renvoi au conseil, disant droit sur l'appel des parties de Barada (la dame Lannes), réformant le jugement rendu entre les parties par le tribunal civil de Muret, et déclarant et déclarant valide le legs d'usufruit contenu dans le testament de Grégoire Lafont en faveur de la dame Lannes, partie de Barada; condamne la partie de Gasc et la partie de Marion, comme procédant en leur qualité d'héritiers détenteurs de la succession de Grégoire Lafont, à en faire la délivrance à ladite dame Lannes, et à lui payer les intérêts légitimement dus, etc.

Du 1^{er} mai 1823. — Cour roy. de Toulouse. — 2^e chambre. — Prés. M. de Raynal. — Concl. M. Chabret-Durieu, av. gén. — Pl., MM. Romiguières, Decamps et Vaquier.

USURE. — PRESCRIPTION. — RÉDUCTION.

L'action en répétition ou réduction des intérêts usuraires perçus, n'étant limitée par aucun laps de temps particulier, dans la loi du 3 sept. 1807, qui ouvre cette action au débiteur, elle doit être placée dans la catégorie générale des actions qui ne se prescrivent que par trente ans (1).

Quant à l'action en réduction des intérêts à percevoir, elle peut être toujours exercée à quelque époque que remonte la contrat (2).

(1) F. conf., Rennes, 20 juin 1817; Caen, 25 juil. 1827; Angers, 27 mars 1829; Bourges, 2 juin 1832; Montpellier, 1^{er} mars 1833. — F. aussi Vazeille, *Prescription*, t. 1, n. 112; Troplong, *ibid.*, n. 132, 3^e.

(2) « Quand la chose n'a pas été payée, dit M. Troplong, de la *Prescript.*, t. 1, n. 132, 3^e, et que le prétendu créancier s'appuie sur un titre contraire aux bonnes mœurs pour obtenir paiement, le vica radical du contrat s'oppose perpétuellement à son

exécution. La nullité, dit Dunod p. 47, qui résulte d'un acte qui emporta quelques deins ou quelques impudice, est absolue, parce que la loi résiste continuellement, et par elle-même, à l'acte qu'elle défend; elle la réduit à nul par fait qui ne peut être ni confirmé ni autorisé, et qui ne produit aucun droit, aucune action, aucune exception. » Ici l'on ne pourrait appliquer l'art. 1304 du Code civ., ni l'art. 2262 du même Code; car, il n'y a pas de prescription contre les bonnes mœurs. *Nulla prescrip-*

(Cordier — C. Héritiers Bandot.)

Ainsi jugé par le tribunal civil d'Auxerre, le 8 janv. 1823. — Voici les motifs du jugement : — « Considérant que l'action des demandeurs a pour but de faire réduire au taux légal les obligations que leur impose l'acte du 12 avril 1809 ; que cette action, instituée par la loi du 3 sept. 1807, n'ayant été limitée par aucun laps de temps particulier, se place du droit dans la catégorie générale des actions qui ne se prescrivent que par trente ans, et non celle particulière créée par l'art. 1304 du Code civ., qui n'embrasse que les actions en nullité ou en rescision ; qu'il en était du même sous l'empire des anciennes lois ; que, tandis que les ordonnances, et notamment celle de 1510, art. 46, contenaient la même disposition que l'art. 1304, les actions en conversion ou réduction des obligations usuraire étaient admises non-seulement pendant trente ans, qu'elles étaient même indéfiniment quand il s'agissait de servir à l'avenir une rente usuraire, quelque antique que fût sa constitution, ainsi que l'attestent les jurisconsultes les plus recommandables, notamment Dumoulin (*Traité des contrats usuraire*), par la raison décisive que, par quelque temps que la fraude à la loi ait eu lieu, le droit de continuer l'offense ne peut pas être acquis ; qu'ainsi, si au fond il est prouvé que, par l'acte du 12 avril 1809, Cordier a fait l'usure, il serait intolérable de prétendre que, parce qu'il l'a faite alors, et pendant plus de dix ans, il doit obtenir l'autorisation de la faire toujours... »

Appel par le sieur Cordier.

ARRÊT.

LA COUR : — Faisant droit sur l'appel interjeté par Cordier, de la sentence rendue par le tribunal de première instance d'Auxerre, le 8 janv. dernier, adoptant les motifs des premiers juges ; — A mis et met l'appellation au néant ; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 2 mai 1823. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Séguier, p. p.

ACQUIESCEMENT. — RENONCIATION. — SIGNATURE.

L'exploit par lequel un demandeur déclare acquiescer à la demande en réclamation de l'instance qu'il a introduite, et qui, par suite, emporte désistement de cette demande, n'a pas besoin, pour opérer ce désistement, d'être signé par la partie (Cod. proc., 402) (1).

(Riffault — C. Blanvillain.)

Du 2 mai 1823. — Cour roy. d'Orléans. — Pi., M. Plouman.

tio currit, dit Domoulin, etiam plus quam longissimi temporis. Notio prompta est; quo quanto magis illicitum fadus continuatur tantum peccatum grauius est, et sic nunquam purgatur. n. v. sur la question entre Table décenn., v. Usure, n. 26.

(1) La difficulté tenait, comme on le voit, du point de savoir si, dans ce cas, le désistement devait être signé de la partie, conformément à l'art. 402 du Code de proc.

(2) Cet arrêt embrasse deux questions des plus importantes et des plus controversées du régime hypothécaire : la première de savoir si l'expropriation forcée purge, *ipso facto*, l'hypothèque légale, tellement qu'après l'adjudication l'immeuble se soit affranchi entre les mains de l'adjudicataire ; la seconde de savoir si, en admettant que l'adjudication ait fait perdre au créancier, à hypothèque légale son droit de suite sur l'immeuble, il en faut conclure que ce créancier soit également déchu de toute participation au prix, en sorte qu'il ne puisse

VII. — 41^e PARTIE.

DÉPENS. — EXÉCUTOIRE. — SIGNIFICATION.

Du 2 mai 1823 (aff. Dessole). — Cour roy. de Montpellier. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Bruxelles du 17 août 1812 (aff. Steculorum).

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — EXPROPRIATION FORCÉE. — PURGE.

De ce que l'hypothèque légale des mineurs, non inscrite sur les biens de leurs tuteurs, est purgée par l'expropriation forcée, en ce qui touche les droits de l'acquéreur ou le sort de la propriété immobilière, on ne peut conclure qu'elle soit également purgée à l'égard des créanciers et relativement au prix de l'adjudication. — Les mineurs conservent toute faculté de se faire colloquer à leur rang primitif, tant que l'ordre n'est pas clos. (Cod. civ., 2135 et 2180; Cod. proc., 692.) (2)

(Barbey — C. Josselin.)

En 1786, le sieur Regnault est élu tuteur des mineurs Barbey. — Le Code civil survient avant que les enfans Barbey eussent atteint leur majorité : Ainsi ils se trouvent, par application de l'art. 2135, nantis d'une hypothèque légale, dispensés de la formalité d'inscription ; dans le fait leur hypothèque n'a pas été inscrite. — En 1821, expropriation forcée des biens du sieur Regnault, tuteur des mineurs Barbey ; l'adjudication a lieu ; l'ordre s'ouvre. Alors, et seulement alors, les mineurs Barbey réclament l'effet de leur hypothèque légale, et demandent à être colloqués au rang qu'elle leur assigne, c'est-à-dire à la date du Code civ., dont la promulgation a valu inscription pour eux.

Les créanciers postérieurs contestent cette demande. — Ils soutiennent que l'expropriation a purgé toutes les hypothèques non inscrites, même les hypothèques légales ; qu'ainsi les enfans Barbey sont non recevables dans leur demande en collocation.

18 mai 1822, jugement qui déclare qu'il n'y a pas lieu à colloquer, par voie hypothécaire, les mineurs Barbey sur le prix des immeubles de Regnault, lesquels sont purgés de l'hypothèque légale, sauf à eux à prendre part à la contribution, s'il reste des sommes après l'ordre.

Appel de la part des enfans Barbey. — Ils soutiennent que l'expropriation des biens sur lesquels porte leur hypothèque légale n'a pas purgé cette hypothèque dans un sens absolu ; qu'en supposant que l'hypothèque soit purgée relativement à l'acheteur, et que la propriété se trouve entre ses mains, libre et affranchie de toutes hypothèques ; relativement aux créanciers hypothécaires,

pas se présenter à l'ordre, et y être colloqué. Sur la première question, l'arrêt ci-dessus, ainsi qu'on le voit, ne semble pas admettre le doute : il pose en quelque sorte en principe que l'adjudication purge par elle-même l'hypothèque légale vis-à-vis de l'adjudicataire, ce qui est cependant on ne peut plus contestable, tellement que la Cour de cassation qui avait d'abord admis cette doctrine, la plus tard abandonnée en consacrant par de nombreux arrêts la doctrine contraire, s'en est sur elle sur cette question, nos observations en note d'un arrêt de la Cour de cassation du 21 novembre 1821. — Quant à la seconde question, la solution ci-dessus, favorable au créancier à hypothèque légale, trouve en doctrine et en jurisprudence autant de contradicteurs que de partisans. V. à ce sujet, nos observations sous ce arrêt de la Cour de cassation du 11 avril 1829 ; V. aussi le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour royale de Montpellier du 2 janv. 1810.

l'hypothèque conserve son effet sur le prix, tant que l'ordre n'est pas émis et que ce prix n'a pas été distribué; qu'ils conservent donc le droit d'intervenir dans l'ordre, et de demander leur collocation au rang que leur assigne leur hypothèque.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que Jean-Noël-Augustin Barbey était mineur au moment de la promulgation du Code civil, et qu'à des lors, son hypothèque légale sur les biens de son tuteur, n'avait pas besoin d'être inscrite pour être conservée, aux termes de l'art. 2135 du Code civil; — Considérant, d'un autre côté, qu'encore bien que les biens expropriés sur le tuteur aient été adjugés, et que l'adjudicataire se soit trouvé à l'abri de toute atteinte, quant aux objets immobiliers qui ont été l'objet de l'adjudication, néanmoins l'objet de cette adjudication était encore sous les mains de la justice, tant qu'il n'y avait pas de jugement d'ordre, que Jean-Noël-Augustin Barbey s'est rendu intervenant; — Considérant cependant qu'encore bien que Jean-Noël Barbey se soit rendu intervenant, tant pour lui que pour ses sœurs et cohéritiers, le motif ci-dessus n'est applicable qu'à lui seul, dont l'époque de la majorité a été évidemment connue, tandis que celle de ses cohéritiers n'est pas demeurée aussi constante; — Réformant le jugement dont est appel, reçoit Barbey seulement, et pour son compte personnel, partie intervenant sur l'ordre, aux fins par lui d'y faire valoir ses droits relativement aux sommes par lui réclamées, et ce, en vertu de l'hypothèque légale qui est déclarée lui appartenir; sauf aux sœurs Barbey ou cohéritiers à faire valoir également leurs droits particuliers, en établissant leur minorité au moment de la promulgation du Code civil, etc.

Du 5 mai 1823. — Cour roy. de Caen. — 4^e ch. — Pres., M. Daigremont-Saint-Manvieux. — Concl. M. Pigeon de Saint-Pair, av. gén. — Pl., M. Chretien.

ASSURANCE MARITIME. — COMMISSIONNAIRE. — PRIVILEGE.

Le commissionnaire qui, conformément au mandat spécial qu'il avait reçu de faire assurer un navire, a fait l'avance de la prime d'assurance, et est resté nanti du contrat d'assurance et du facis de reconnaissance de la prime par lui payée, a, en vertu de ce double titre et de l'art. 93, Cod. comm., un privilège spécial sur le produit de l'assurance, contre les tiers, devenus acquéreurs, pour la recouvrement du principal et des intérêts de la prime par lui avancée;

(Touzain — C. Dubreuil et Vidaillon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 93 du Code de comm.; — Attendu qu'il en résulte que le commissionnaire qui a fait des avances pour son commettant, a un privilège spécial sur la chose ou le produit de la chose qui en est l'objet; — Qu'ainsi, et vu qu'il n'y a aucun rapport entre le reliquat de compte dû à l'appelant, pour avances sur des marchandises dont il avait été consignataire, et le produit de l'assurance faite par lui sur le navire l'Actif, par ordre de Portelanne, de Bayonne, Touzain et compagnie n'ont, pour ce reliquat de compte, aucun privilège à réclamer sur les deniers provenant de l'assurance; mais qu'il n'en est pas de même à l'égard de la prime avancée par Touzain et compagnie; — Qu'il est constant que l'appelant a fait assurer le navire l'Actif par la compagnie royale, conformément aux ordres qui lui en avaient été donnés par son commettant de Bayonne, et qu'il a fait l'avance de la prime de

ladite assurance, montant à 600 fr.; qu'il est resté nanti du contrat d'assurance et de l'acte de reconnaissance de la prime par lui payée, et qu'il a, par conséquent, et en vertu de ce double titre et de l'art. 93 précité, un privilège spécial sur la produit de l'assurance, pour la recouvrement du principal et des intérêts de la prime par lui avancée; — Que pour l'en empêcher, on ne peut, vu le banissement du titre et la spécialité du privilège, lui opposer l'imputation qu'un prétendu faire des sommes qu'il a reçues à valoir sur le reliquat du compte courant; — Que Portelanne n'a pu transmettre à Dubreuil et Vidaillon le navire l'Actif qu'avec les droits et les charges à la fois dont il était grevé; — Emendant au chef de la prime d'assurance seulement, ordonne que Touzain sera payé par privilège, etc.

Du 5 mai 1823. — Cour roy. de Rouen. — 4^e ch. — Pres., M. Eude. — Pl., MM. Chéron et Decorme.

AVARIES. — ASSURANCES. — CONTRIBUTION.

L'assureur sur corps, quille, agrès, apparaux et toutes dépendances du navire, est tenu, au cas d'avaries grosses, de toute la portion qui, d'après l'art. 401, Cod. comm., doit être supportée par la moitié du navire et du fret; — En ce cas, l'assureur est tenu de la partie d'avaries mise à la charge du fret, quoiqu'il ne soit pas assuré; en ce que la moitié du fret jointe à la moitié du navire n'est que représentative de la valeur du navire entier. (Cod. comm., 350 et 401.) (1)

(Magon-Vieuville — C. Dupray-Formy.)

1^{er} déc. 1814, police d'assurance, par laquelle le sieur Magon-Vieuville assure une somme de 3,000 fr., sur corps, quille, agrès, apparaux et toutes dépendances du navire le Nestor, appartenant aux sieurs Dupray-Formy, frères, armateurs à Saint-Malo. — Le navire a éprouvé dans son voyage des avaries grosses. — Une contestation s'est engagée sur la question de savoir dans quelle proportion les avaries devaient être supportées par l'assureur et par l'armateur. — Des arbitres ont été nommés.

L'armateur a prétendu que les avaries communes ne pouvaient être supportées que par les objets qui les avaient éprouvés ou causés; que le corps du navire et ses accessoires d'une part, et les marchandises de l'autre, pouvaient seuls occasionner ou éprouver des avaries; qu'en conséquence, ces objets seuls devaient contribuer au paiement du dommage; que, par suite, l'assureur du navire et accessoires devait supporter seul toute la portion d'avaries qui n'était pas à la charge des marchandises. Il invoquait l'art. 350 du Code de comm., portant: « Sont aux risques des assureurs toutes pertes et dommages qui arrivent aux objets assurés, par tempête, etc. »

Pour l'assureur, on répondait: qu'il convient d'abord de préciser la portion, dans les avaries, que la loi met à la charge du navire, corps et quille, etc., objets de l'assurance; que la répartition des avaries communes ne se fait pas comme la prétend l'armateur, entre le navire et les marchandises seulement; que le fret doit aussi en supporter une partie, dans la proportion établie par les art. 401 et 417 du Code de comm.; c'est-à-dire, que dans la contribution, le navire entre pour moitié de sa valeur, le fret également pour moitié, et les marchandises pour la totalité de leur estimation; qu'en effet, l'art. 401 est ainsi

(1) F. conf., Aix, 24 juin 1829. — C'est aussi l'avis de Boulay Paty, Cours de droit comm. marit., t. 4, p. 465 et suiv.

conçu. « Les avaries communes sont supportées par les marchandises et par la moitié du navire et du fret, et au marc le franc de la valeur. » — L'art. 417 est également formel. Il dit : « La répartition, pour le paiement des pertes et dommages, est faite sur les effets jetés et sauvés, et sur la moitié du navire et du fret, à proportion de leur valeur au lieu du déchargement. » — Qu'ainsi, et par exemple, si le navire est estimé dans la police d'assurance 20,000 fr., que le fret vaille 20,000 fr., et les marchandises 40,000 fr., qu'il survienne des avaries grosses s'élevant à 10,000 fr., cette dernière somme sera répartie, au marc le franc, sur la moitié du navire valant 10,000 fr., sur la moitié du fret valant aussi 10,000 fr., et la valeur totale des marchandises; c'est-à-dire, qu'un sixième des avaries sera supporté par le navire, un sixième par le fret, et les quatre autres sixièmes par les marchandises : — Que la part, pour laquelle le navire, corps, quille et dépendances doit contribuer à la réparation des avaries, étant ainsi bien déterminée, l'obligation de l'assureur sur le corps et quille est parfaitement précisée. Il est tenu de cette part, et de cette part seulement, envers l'assuré : « Sont aux risques des assureurs, dit l'art. 356 du Code de comm., toutes pertes et dommages qui arrivent aux objets assurés par tempête, etc. » — Qu'on ne saurait mettre à la charge de l'assureur la part des avaries que doit supporter le fret, puisque le fret n'est pas assuré, et que même il ne peut pas l'être, aux termes de l'art. 347 du Code de comm.

13 nov. 1822, sentence arbitrale ainsi conçue : — « Il s'agit de savoir si, dans les vrais principes de la matière, la portion pour laquelle le fret du *Neslor* contribue dans le règlement des avaries grosses doit être, en définitive, supportée par l'assureur sur corps, ou si elle doit rester, sans reprise, à la charge des armateurs assurés : — Considérant, en principe, que toute avarie doit être supportée par la chose qui l'a soufferte ou occasionnée, et que cette règle est en effet la base de toute contribution en cette matière ; — Considérant que, dans le commerce maritime, deux choses seulement sont susceptibles d'essuyer ou d'occasionner ce genre de dommage, savoir : 1^o le navire, considéré dans son état d'armement, avec agrès, apparels, victuailles et avances payées à l'équipage; 2^o les marchandises qui en forment la cargaison; qu'ainsi le législateur n'a énoncé et envisagé que ces deux choses dans la définition qu'il a donnée de l'avarie en général (art. 397 du Cod. de comm.), et qu'on ne voit nulle part qu'il y avait des avaries communes au navire, à la marchandise et au fret ; — Que, dans l'application des règles de contribution qu'il établit, il importe de ne pas perdre de vue cette définition et le principe ci-dessus énoncé, et qu'on doit supposer dans le législateur l'intention de s'y conformer, c'est-à-dire d'être conséquent à lui-même ; — Que, si les art. 304, 401 et 417 du Cod. de comm. font participer le fret au rachat et avaries grosses, conjointement avec le navire et la marchandise, ce ne peut être en envisageant le fret de sa nature, puisqu'il ne saurait éprouver d'avaries, mais en le traitant comme accessoire et dépendance du navire; qu'en cumulant ainsi le navire et le fret, le législateur a eu soin de réduire à la moitié de leur valeur respective, la part pour laquelle ils doivent contribuer, d'où il résulte de concorder que, dans ces cas, la moitié contributive du fret n'est autre chose que la valeur représentative de cette autre moitié du navire qui, présumée déperir ou anéantie, est dispensée de la contribution; que, par suite de cette

conséquence, la moitié contributive du fret ne se présente ici que comme élément d'une évaluation toute particulière du navire, dont il est l'accessoire, évaluation qui a paru plus juste que celle dont serait susceptible le navire arrivant de voyage; qu'en effet, estimé dans cet état, sans égard au déperissement survenu, aux victuailles consommées et aux avances et mises de bord, le navire n'aurait eu qu'une partie de la valeur d'armement qu'il doit représenter, inconvénient qui disparaît, lorsque par une fiction très-juste en elle-même, on admet le fret comme signe représentatif du déperissement ; — Considérant que c'est bien ainsi que les commentateurs de l'ordonnance maritime de 1681 rendaient raison de l'article de cet ordonnance correspondant au 401^{er} de notre Code commercial; que tous s'accordaient à ne voir dans la contribution imposée au fret, qu'un mode détourné et mieux raisonné d'asseoir la contribution du navire en concourant avec la marchandise, sans porter atteinte aux principes généraux établis ci-dessus ; — Que, d'ailleurs, on avait pu préférer ce mode à l'évaluation totale donnée au navire dans une police d'assurance, d'abord parce qu'on aurait, sans raison, isolé un objet justement considéré comme accessoire inséparable du navire; ensuite, parce que le navire pouvant n'être pas assuré, cette évaluation aurait manqué dans beaucoup de cas ; — Qu'il est si vrai que l'ancienne ordonnance, laquelle est encore le type de la loi actuelle, n'entendait assujettir en définitive à la contribution que le navire et les marchandises, c'est que, nonobstant la disposition de cette ordonnance analogue à notre art. 401, l'art. 3 du titre des *Avaries*, portait que les avaries retomberaient tant sur le vaisseau que sur les marchandises, et gardait le silence sur le fret ; — Considérant, en ce qui concerne l'assureur sur le corps, qu'il est responsable, dans la proportion de son risque, de l'avarie éprouvée par le navire; que cette responsabilité existe indépendamment du mode d'évaluation qu'on établit pour régler la contribution du navire en concurrence avec la marchandise ; — Qu'en ce qui concerne l'assureur, le fret n'est point un objet à part et distinct du navire, mais simplement, comme on vient de le voir, un élément, d'évaluation de ce même navire, et qu'il ne peut se plaindre de l'adjonction d'un tel élément, puisqu'en même temps une moitié du navire est affranchie de la contribution, ce qui prévient le double emploi ; — Considérant que toute assurance sur corps a pour base une évaluation précise toujours substantielle, laquelle sert de répartiteur, et n'est réductible ni par le déperissement du navire, ni par la consommation des vivres, ni par le paiement des salaires de l'équipage ; — Qu'on ne saurait admettre que l'assureur sur le navire pût, en certain cas, rejeter une partie de ses obligations sur la portion du fret qui représente cette dépréciation du navire assuré ; que si, dans le cas d'une avarie simple du navire, l'assureur sur corps n'était pas recevable à demander que le fret y contribuât à sa décharge, il n'y a nulle raison plausible de lui accorder plus de faveur dans l'hypothèse d'une avarie commune; qu'au contraire, les avaries grosses sont nécessairement, et sans exception, pour le compte des assureurs respectifs, suivant l'expression de Valin, l. 2, p. 160 ; — Considérant que l'art. 401 précité statue sur des obligations personnelles aux chargeurs et au maître du navire; qu'étranger au titre des assurances, et basé sur des motifs qui ont sans rapport avec ce titre, on ne peut raisonnablement le considérer comme ayant pour effet ulté-

rieur de déroger au principe général qui met aux risques des assureurs toutes pertes et dommages qui arrivent aux objets assurés (art. 350 du Cod. de comm.); — Considérant que l'objection tirée de la disposition de loi qui défend de faire assurer le fret devient sans valeur dès qu'on admet les raisons ci-dessus déduites; qu'en effet, le fret, considéré dans sa nature définie par l'art. 286, n'est ni susceptible d'avaries, ni par conséquent passible en soi de contribution; que, hors les cas où la loi le déclare non exigible, et en ordonne le délaissement, il doit revenir intact à l'armateur; que si, pour le règlement d'une avarie grosse, elle le met au rang des objets qui sont réputés contributables, il est constant que ce n'est qu'en considérant comme moyen d'apprécier plus justement le navire; qu'alors même elle n'entend pas moins faire opérer le règlement sur le navire et sur la marchandise, seuls objets originellement contributables; que si, comme il est évident, cette opération ne peut aggraver le sort de l'assureur, il n'est pas recevable à s'en plaindre et il doit reconnaître que ce n'est pas à lui que l'assuré devra l'avantage d'avoir conservé son fret intact;

« Considérant que, s'il est juste, en général, de faire contribuer au sacrifice subi chacun des objets qui en ont profité, outre qu'il n'existe aucun texte qui fasse au fret l'application rigoureuse de ce principe, on pense qu'il est démontré qu'il n'entre pas dans l'esprit de la loi de faire contribuer cet objet autrement qu'à titre d'accessoire, et comme élément de l'estimation du navire; qu'elle s'est bien gardée de dire que le navire entier contribuera pour une quote part distincte et le fret pour une autre; que, dans le cas d'avaries simples du navire, elle n'impose non plus au fret aucun genre de contribution; que d'ailleurs on ne saurait prétendre qu'une avarie, à proprement parler, est un sacrifice, ni qu'il saute le nois; que le jet pourrait seul mériter cette qualification et obtenir cet effet; qu'enfin l'application même du principe dont il s'agit, aux obligations respectives du maître et du chargeur, ne peut avoir l'effet d'intervertir les obligations d'une toute autre nature que l'assureur sur corps a contractées vis-à-vis du maître; que, s'étant assujéti à garantir à ce dernier l'intégrité de ce navire, on a lui en payer le prix en cas d'abandon, il ne peut, quant aux avaries, exiger autre chose, si ce n'est qu'on le dégage de la contribution qui frappe sur la marchandise, en bornant la sienne à la part qui incombe au navire évalué suivant le mode prescrit par la loi; — Par ces considérations, nous arbitres susdénommés, faisant droit entre parties, par jugement en premier ressort, et prononçant à l'unanimité, disons, en principe, que le fret ne participe aux avaries grosses que comme représentant une moitié du navire; d'où résulte, contre l'assureur du navire, l'obligation d'indemniser l'assuré de toute la portion d'avaries qui n'incombe pas à la marchandise; condamnons, en conséquence, Magon-Vieuville à tenir compte aux demandeurs de la totalité des avaries grosses incombant au navire le *Nestor*, dans lesquelles nous déclarons comprise la portion contributive du fret, etc. »

Appel de la part du sieur Magon-Vieuville. Il soutient que les arbitres ont manifestement méconnu le vœu du législateur, exprimé sans équivoque dans les art. 304, 401 et 417 du Code de commerce; — Qu'en supposant que la moitié du fret qui contribue au paiement des avaries doit être considérée comme représentant la moitié de la valeur du navire qui est présumée anéantie par le dépérissement et la consommation des vivres

mis à bord, et des avances faites, il n'en résulterait pas que l'assureur doit supporter la part des avaries mise à la charge du fret; — Que si le navire est présumé avoir péri de moitié, il est juste qu'il ne contribue qu'au prorata de la moitié de sa valeur originale, qu'il serait même injuste de lui faire supporter une portion plus grande des avaries; qu'ainsi l'assureur, dont l'obligation se réduit à payer la part d'avaries mise à la charge de l'objet assuré, ne saurait supporter celle qui est imposée à la moitié du fret, qu'il n'a pas assuré, qu'il ne pouvait assurer, et dont l'armateur seul profite.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 3 du titre des Avaries, de l'ordonnance de la marine, portait : « Les avaries grosses ou communes tomberont tant sur le vaisseau que sur les marchandises, et seront réglées sur le tout au sou la livre; » — Considérant que la commission chargée du projet de Code de commerce s'était bornée à présenter un article analogue ainsi conçu : « Les avaries communes sont supportées par le navire et les marchandises conjointement, et sont réglées au marc le franc; » — Mais que la Cour de cassation proposa de spécifier le mode de contribution qui, disait-elle dans ses observations, doit être la même pour toutes les avaries communes, au nombre desquelles est le jet, en ajoutant : « que cette décision était d'autant plus nécessaire, que l'article présenté ne parlait que du vaisseau, et ne devait parler que de lui, pour ne pas surcharger la réfaction; que cependant le vaisseau ne contribuait pas pour sa seule valeur, ni pour elle en entier, mais pour moitié de sa valeur, et pour moitié du fret qu'il avait gagné, proportion qui a été trouvée la plus juste; » — Considérant que l'addition demandée par la Cour de cassation fut faite dans le projet révisé, et qu'elle fut partie du l'art. 401 du Code de comm.; — Considérant que le motif pour lequel les marchandises contribuent en entier, et le navire ainsi que le fret pour moitié seulement, c'est parce qu'il y aurait un double emploi si l'on faisait contribuer les propriétaires du navire pour toute la valeur et pour le fret entier; — Attendant que le fret leur est accordé en remplacement de ce que le vaisseau perd de la valeur dans le voyage, et des dépenses qu'ils sont obligés de faire; qu'ainsi le fret ne venant à contribution que comme partie constitutive du navire, comme élément de son évaluation, c'est toujours le navire qui, dans l'opération prescrite par l'art. 401, supporte la contribution, comme le voulait l'art. 3 du titre des avaries de l'ordonnance de la marine, et l'article du projet du Cod. de comm. auquel a été substitué l'art. 401; — Considérant que l'appelant ayant assuré le corps, quille, agrès, apparans et toutes dépendances du navire le *Nestor*, et l'art. 350 mettant aux risques des assureurs toutes pertes et dommages qui arrivent aux objets assurés par la tempête, etc., la portion constitutive du navire et du fret dans les avaries communes souffertes par le bâtiment en question doit être à la charge de l'appelant; — Adoptant au surplus les autres motifs contenus dans le jugement arbitral; — Faisant droit sur l'appel, déclare l'appelant sans grief, ordonne que le jugement appelé sortira son plein et entier effet, etc.

Du 7 mai 1823. — Cour roy. de Rennes.

USINE. — AUTORISATION. — TIERS OPPOSITION. — FIN DE NON-RECHVOIR.

Le tiers dont l'opposition a été visée dans l'ordonnance qui a autorisé l'établissement d'une usine sur un cours d'eau, n'est pas recevable

à former tierce opposition à cette ordonnance (1).

(Pouget—C. Didier.)

Du 7 mai 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Loiseau et Macarel.

FABRIQUE.—LEGS. — AUTORISATION. — ACTION JUDICIAIRE.

La fabrique qui n'a pas été autorisée à accepter un legs, n'a pas qualité pour soutenir devant les tribunaux la validité de ce legs; elle ne peut en conséquence être autorisée à plaider à ce sujet (2).

(Fabrique de Beaumes.)

Lois, etc.; — Considérant que la fabrique de l'église de Beaumes, n'ayant pas été autorisée par nous à accepter le legs de 1785, est sans qualité pour défendre, devant les tribunaux, la validité dudit legs; qu'ainsi, le conseil de préfecture a eu raison de lui refuser la permission de plaider;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 7 mai 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Loiseau.

COMMUNE.—PROPRIÉTAIRE FORAIN.—TIERCE OPPOSITION.—IMPOSITION EXTRAORDINAIRE.

Le propriétaire forain d'une commune est recevable, en son nom personnel et en sa qualité de forain, à former tierce opposition à l'ordonnance rendue avec la commune, sur une instance dans laquelle il n'a pas été partie (3). Mais il ne peut être dispensé de concourir à l'imposition extraordinaire établie sur tous les communiens, par addition aux contributions directes, pour solder les frais d'un procès que la commune a eu à soutenir, encore qu'en sa qualité de forain il soit exclu de la jouissance des biens qui ont été l'objet de ce procès (4).

(Lépine—C. Tronc.)

Lois, etc.; — Considérant, quant à la forme, que le sieur Lépine, en son nom personnel et en sa qualité de forain, n'était point partie dans la contestation sur laquelle intervient notre ordonnance;

(1) V. sur le point de savoir si, en général, les ordonnances qui autorisent l'établissement d'octrois sont susceptibles de tierce opposition de la part des tiers intéressés, le résumé de doctrine et de jurisprudence dont nous avons accompagné plusieurs ordonnances analogues, rapportées dans notre Vol. de 1835, 2^e partie, p. 536, où l'on trouvera d'ailleurs le texte de l'ordonnance ci-dessus. V. aussi ordonn. des 10 fév. et 18 mars 1816 (aff. Guillermain et aff. Ternaux); 4 mars 1819 (aff. Boissin) et la note, 28 juill. 1820 (aff. Ternaux); 30 mai 1821 (aff. Torcet); 23 sept. 1830 (aff. Gobst). Adds, Sarrigny, Compét. et proc. adm., t. 1, n. 253.

(2) Tant que l'autorisation d'accepter n'est pas accordée, les fabriques, de même que les communes, les hospices, et généralement tous les établissements dont l'acceptation est subordonnée à l'autorisation du gouvernement, ne peuvent faire que des actes conservatoires. Ce sont d'ailleurs les termes de l'ordonnance royale du 2 avril 1817, art. 5. — Mais que faut-il entendre par actes conservatoires? — MM. Durie et Roche, qui examinent la question dans leur Rép. des établissements de bienfaisance, v^o *Libéralités*, n. 54, pensent que la faculté accordée à ce sujet aux établissements publics s'étend à requérir la levée des scellés (art. 930 du Code de proc.); assister aux inventaires (art. 932); empêcher par des saisies-arrêts le détournement de la succession, et même à demander la délivrance des legs, parce que, disent ces auteurs, « cette de-

nance du 21 août 1816, et qu'il est recevable, en sa qualité, à former tierce opposition à notre dite ordonnance;

Considérant, en fond, que l'imposition extraordinaire que les communes de Bonnières, Reilly et autres devaient acquitter, en vertu de nos ordonnances des 24 fév. 1815 et 21 août 1816, devait, aux termes desdites ordonnances et des lois des 7 avril 1806 et 15 mai 1818, être établie par addition aux contributions directes, en marc le franc desdites contributions; — Que, dès lors, le sieur Lépine, quoique non domicilié dans lesdites communes, y étant porté au rôle des contributions directes, doit concourir en paiement de l'imposition extraordinaire dont il s'agit, proportionnellement à la cote desdites impositions par lui payées;

Art. 1^{er}. La tierce opposition du sieur Lépine est reçue, quant à la forme; — 2. Les requêtes du sieur Lépine sont rejetées; — 3. Le sieur Lépine est condamné aux dépens.

Du 7 mai 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Crouseilles. — Pl., MM. Scribe et Macarel.

ASSURANCE MARITIME. — RÉTICENCE. — PASSAGERS. — DÉCLARATION.

Il n'y a pas réticence, dans le sens de l'art. 348 Cod. comm., dans le fait de l'assuré qui se borne à déclarer aux assureurs sur le corps du navire, que ce navire prendra des passagers, sans faire connaître que ces passagers sont des soldats, alors d'ailleurs que l'assuré ne se livre à aucun commerce illicite ou prohibé. — Il n'est même pas nécessaire que l'assuré fasse connaître aux assureurs sur le navire seulement, ce que le navire est destiné à transporter.

(Compagnie royale d'assurances — C. Lafitte.

Du 9 mai 1823. — Contr. roy. de Rouen. — Prés., M. Aroux. — Concl., M. Geisbert, av. gén. — Pl., MM. Thil et de Melherbe.

mandats pour effet de faire courir les intérêts au profit du légataire, et par conséquent de les conserver au profit de l'établissement, n'a l'appui de cette dernière proposition, MM. Durie et Roche citent un jugement rendu par la 3^e chambre du tribunal civil de la Seine, le 3 mars 1832, à l'occasion de la demande en délivrance d'un legs fait en argent à la congrégation des dames du Sacré-Cœur de Jésus.

(3) V. sur ce point, une ordonnance précédemment rendue dans la même affaire, à la date du 21 août 1816, et la note qui l'accompagne.

(4) Sic, ordonn. des 13 août 1823 (aff. Petit); 21 août 1828 (aff. Declercq). — « Cette jurisprudence, dit M. de Cormenin, Droit adm., 5^e éd., v^o Communes, § 54, ad notat, est fondée sur la maxime que l'impôt frappe le fonds, et non la personne, et que le propriétaire, quel qu'il soit, ancien ou nouveau, répond de la charge dont son fonds est ou a été grevé dans sa main ou dans celle de ses successeurs. — Suivant cette maxime, une condamnation communale, dès qu'elle existe, donne naissance à une charge qui pèse moralement, et de droit, sur tout le territoire de la commune et pour chaque possesseur, dans la proportion de ce qu'il y possède. » — On voit du reste facilement la différence qui existe entre le cas de la solution ci-dessus, et celui où il s'agit d'un particulier qui a pagé un procès contre la commune, et qui est affranchi des frais de ce procès, aux termes de l'art. 58 de la loi du 18 juill. 1837.

ni leur opposer la prescription de dix ans; — Adoptant, au surplus, les motifs exprimés par les premiers juges; — Confirme, etc.

Du 9 mai 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. civ. — Prés., M. Cauvel de Beauville.

TÉMOINS EN MATIÈRE CIVILE. — REPROCHE. — COMMUNE. — HABITANS.

Du 9 mai 1823 (aff. N.). — Cour roy. de Rouen. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Poitiers, du 7 mars 1823 (aff. Pugeaud), 1^{re} quest.

SIGNIFICATION À AVOUÉ. — EXPLOIT.

Une signification à avoué peut faire courir un délai de rigueur, notamment le délai de l'appel en matière d'ordre, bien qu'elle ne contienne pas toutes les formalités des exploits; par exemple, bien qu'elle n'indique ni les professions et domicile des parties, ni l'immatricule de l'huissier. (Cod. proc., 61 et 763.) (1)

(Mouru — C. Garsau.)

20 juillet 1821. Jugement d'ordre rendu par le tribunal de première instance de Libourne.

22 août, signification à avoué, dans les termes suivants : « Signifié le 22 août 1821, à la requête de M^{rs} Gros, avoués des héritiers Marceau, Garsau et de Jeanne Célerier, à M^{rs} Ducasse, avoué du sieur Mouru, en parlant à son clerc, qui a pris la présente copie, par nous huissier audencier près le tribunal, soussigné. Signé Durand jeune. »

Les 12 et 13 avril 1822, appel par le sieur Mouru.

Le sieur Garsau soutient que l'appel est non recevable, attendu qu'il n'a pas été interjeté dans les dix jours de la signification à avoué, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 763 du Code de proc.

Alors le sieur Mouru prétend que la signification qui a été faite à son avoué le 22 août n'a pu faire courir utilement le délai de l'appel, parce que cette signification est irrégulière et nulle, en ce qu'elle ne contient pas toutes les formalités des exploits; que, notamment, elle n'indique pas les professions et domicile des parties; qu'elle n'indique pas non plus l'immatricule de l'huissier, toutes formalités que l'art. 61 du Code de proc. exige, à peine de nullité.

Pour le sieur Garsau, on répondait en invoquant un arrêt de la Cour de Bordeaux, qui a jugé qu'une signification d'avoué était régulière, quoiqu'elle ne renfermât pas la mention de la personne à laquelle la signification avait été faite. On se fondait sur l'art. 61 même, qui ne parle que d'exploit d'ajournement; enfin, sur l'absence de toute disposition législative qui interdise, à peine de nullité, telle ou telle formalité pour les significations d'avoué à avoué.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de l'art. 763 du Code de proc., l'appel des jugemens qui statuent sur des contestations a un ordre doit être interjeté dans le délai de dix jours, à compter de la signification qui en a été faite à avoué; — Attendu que le jugement du 20 juillet 1821, dont le sieur Mouru a fait appel, fut signifié à M^{rs} Ducasse, son avoué, le 22 août 1821; que cette signification est régulière; que l'appel du sieur Mouru ne fut interjeté que les 12 et 13 avril 1822: d'où il suit qu'il n'a pas été fait dans

le délai de la loi, et qu'il n'est pas recevable; — Déclare n'y avoir lieu à procéder sur l'appel du sieur Mouru.

Du 10 mai 1823. — Cour roy. de Bordeaux. 2^e ch. — Prés., M. Casimir Desèze. — Pl., MM. Barennes et Durancien.

TESTAMENT. — DETTES. — AVEU.

L'aveu d'une dette consigné dans un testament ne fait pas preuve au profit du créancier.... lorsque cet aveu a été rétracté par testament postérieur.... et lorsque, d'ailleurs, l'aveu de la dette est fait au profit d'une personne incapable de recevoir des libéralités du testateur. (Cod. civ., 1355 et 913.) (2)

(Santelli — C. Guasco.)

Anne Preia épousa en premières nocces Nicolas Santelli, qui reçut d'elle une dot de 3,000 fr. Cinq enfans naquirent de cette union. — Nicolas Santelli décéda en 1762, laissant son épouse sa légataire universelle, en usufruit, avec dispense d'inventaire. — Il parut, néanmoins, que dans l'année du décès, un inventaire fut fait de la succession du défunt, à la diligence des exécuteurs testamentaires et des tuteurs des enfans alors mineurs.

En 1768, la dame Preia passa à de secondes nocces avec Anloine Guasco. — Le 17 avril de ladite année, elle reçut des tuteurs de ses enfans le remboursement de sa dot, et déclara n'avoir plus rien à prétendre. — Plusieurs enfans furent le fruit de ce second mariage.

Le 10 brum. an 10, Guasco étant dangereusement malade, fit un testament par lequel il reconnut qu'outre les 3,000 fr. apportés en dot par son épouse, il avait reçu de celle-ci des valeurs pour une somme de 10,000 fr., énonçant qu'il faisait cette déclaration pour l'acquiesce de sa conscience. — Guasco guérit de sa maladie, et le 12 fruct. an 11, il fit un second testament par lequel il déclara avec serment que la disposition relative à son épouse, convenue dans celui de brum. an 10, n'avait d'autre objet que d'avantager celle-ci, et qu'il la rétractait comme préjudiciable à ses enfans. — 20 brum. an 12, troisième testament, dans lequel il confirme sa rétraction, par les mêmes motifs.

En 1813, décès de la dame Preia.

Les enfans du premier lit réglent avec Guasco leurs droits comme héritiers de Nicolas Santelli et de la dame Anne Preia, et donnent quittance sans réserves. — Guasco décéda en 1817.

Le 25 avril 1821, les héritiers Santelli signifièrent aux héritiers Guasco le testament de Guasco du 10 brum. an 10, et en vertu de la reconnaissance de 10,000 fr. y énoncée en faveur d'Anne Preia, ils formèrent une demande en paiement de cette somme, comme provenant de la succession de Nicolas Santelli, leur père, et qui en avait été soustraite par leur mère, en faveur de son second mari et à leur préjudice.

Les héritiers Guasco opposèrent les rétractions insérées aux testaments de l'an 11 et de l'an 12, la quittance donnée par Anne Preia, le 17 avril 1768, et celle des demandeurs, délivrée à Guasco, postérieurement au décès de leur mère.

Les héritiers Santelli demandèrent subsidiairement à prouver que la succession de Nicolas Santelli était opulente; que Guasco, second mari, était dans l'indigence quand il avait épousé la

(1) La jurisprudence semble se fixer sur ce sens. V. le résumé qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour royale de Metz du 12 fév. 1817. *Adde*, dans le sens de la décision ci-dessus, Montpellier, 23 nov. 1840, et la note.

(2) V. dans le même sens, Aix, 8 juin 1813; Paris, 7 fév. 1832; Dijon, 20 juill. 1832 joint à l'arrêt du Cass. du 27 juin 1833, et les autorités citées dans l'article ci-dessus. — V. toutefois, Poitiers, 17 mai 1839.

veuve, et qu'il avait sur elle assez d'empire alors pour la déterminer à spolier la succession de son premier mari et la fortune de ses enfans; enfin, que dans l'année du second mariage, Guasco aurait acquis une maison à Bastia, du prix de 10,000 fr., dont le testament de l'an 10 n'aurait contenu que la restitution.

27 mars 1822, jugement du tribunal civil de Bastia, qui écarte la déclaration de l'an 10 par celles de l'an 11 et de l'an 12, déclare les faits articulés non pertinens, et néanmoins ordonne que par-devant un juge commis, les demandeurs prouveront légalement qu'outre les 3,000 fr. de la dot d'Anne Prela, celle-ci avait apporté à son second mari une somme de 10,000 fr., provenant de la succession de son premier époux.

Appel de la part de toutes les parties. — Pour les héritiers Santelli on a dit : La confession d'une dette peut être faite par testament comme par tout autre acte; alors elle vaut titre pour celui au profit duquel elle est inscrite; elle ne peut cesser d'obtenir cet effet, quelques échanges qu'il arrive dans la volonté de la personne de qui elle émane. — Telle est l'opinion de Potbier, *Traité des obligations*, n. 834. Cet auteur réfute celle de Dumoulin, qui pense que la confession faite à un tiers ne fournit qu'une preuve incomplète. « Observez, dit-il, qu'il y a certains cas où elle doit faire une preuve complète : tel serait le cas auquel un débiteur en faisant cet aveu à des tiers, dit qu'il le fait pour la décharge de sa conscience; par exemple, si un malade fait venir deux personnes, auxquelles, dans la crainte où il est d'être surpris par la mort, il déclare qu'il ne doit une somme de cent livres, une telle confession, quoique faite à des tiers, ne paraît faire une preuve complète de la dette. » — Ricard, *Traité des donat.*, ch. 2, sect. 3, s'exprime ainsi : « Si un testateur, en faisant son testament, y mêle une clause qui emporte une donation entre-vifs, ou qui en ait toutes les qualités nécessaires, je dis que cet acte, à l'égard de cette clause, demeurera irrévocable, parce qu'elle contient en soi un acte séparé, et qui, pour être engagé dans le corps d'un autre, n'en emprunte point la nature; rien n'empêche que nous ne puissions mêler ensemble des actes de qualités différentes, sans que les uns détruisent les autres. Ainsi, il est hors de doute qu'un testateur, en faisant son testament, peut contracter une obligation, et reconnaître les dettes desquelles il est tenu. » — M. Malleville, sur l'art. 1355 du Code civ., ajoute que s'il s'agit d'un aveu écrit, quel que fait dans un acte étranger à la partie, comme dans un inventaire, il doit faire une preuve entière. On cite encore M. Delvincourt, t. 2, p. 837, qui pose en principe, que le testament n'est pas révocable, si l'acte, nul comme testament, était encore suffisant pour prouver une obligation. — Les héritiers Santelli observaient, en outre, qu'en supposant que la reconnaissance portée dans le testament de l'an 10 ne fût pas une preuve entière, elle devait être considérée du moins comme un commencement de preuve, pour faire admettre la preuve des faits par eux articulés.

Pour les héritiers Guasco on opposait l'opinion même de Potbier, au chapitre cité, où après avoir dit que la confession fait preuve, non-seulement contre celui qui l'a faite, mais encore contre les héritiers, il ajoute : « Néanmoins, si quelqu'un avait confessé devoir à une personne à qui les lois défendent de donner, cette confession ne fera pas entre eux preuve de la dette, à moins que les causes de la dette ne soient bien circonscrites, d'après la maxime : qui non potest dare non

potest conferri. » — Ricard, au nombre qui suit immédiatement celui cité, dit, en termes positifs, que si cette énonciation de dette n'était faite qu'en passant, elle ne peut valoir que par forme de legs et de disposition gratuite; la présomption étant, dans le doute, que la reconnaissance est de pareille qualité que l'acte principal, et que si le testateur a déguisé sa libéralité du nom de dette, ce n'a été que pour la rendre plus favorable. — Bartole, sur la loi cum quis 37, dig. de Codicillis, pose un cas absolument semblable à l'espèce, et décide que la déclaration ainsi faite par un mari en faveur de sa femme, même sous la foi du serment, est toujours révocable de sa nature; opinion adoptée par M. Toullier, et consacrée, d'ailleurs, par un arrêt de la Cour d'Aix du 8 juin 1813 (aff. Gazet). — M. Delvincourt, loco citato, finit par reconnaître que c'est, en dernière analyse, une question de fait qui doit être décidée d'après les circonstances. — Dans cet état, le testament de l'an 10, révoqué par deux autres postérieurs, n'étant point un titre, et la preuve demandée par les héritiers Santelli n'étant ni admissible ni concluante, le tribunal de première instance devait prononcer purement et simplement le rejet de leur demande.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'à l'époque où les parties de Casella ont introduit leur action, les droits qu'elles avaient à prétendre sur les successions paternelle et maternelle, avaient été réglés sans contestation ni réserves; — Que leur demande a été fondée sur la disposition du testament de Guasco père, du 10 brum. an 10, portant qu'outre les 3,000 francs reçus en dot d'Anne Prela, celle-ci lui avait apporté une somme de 10,000 francs; — Considérant que cette déclaration a été rétractée par Guasco, dans deux autres testaments postérieurs, de fruct. an 11 et de brum. an 12, dans lesquels il énonçait que la reconnaissance contenue en celui de l'an 10 n'avait d'autre objet que d'avantager son épouse; — Considérant qu'à l'époque de cette première disposition, les époux étaient régis par la loi du 3 niv. an 2, qui prohibait les donations entre eux, autrement qu'en usufruit, quand il existait des enfans du mariage; — Considérant que les auteurs sont unanimes à reconnaître comme suspects les reconnaissances de dettes faites, surtout par testament, au profit de personnes incapables de recevoir à titre gratuit; — Considérant que, dans l'espèce, cette reconnaissance ayant été formellement rétractée par Guasco, elle ne peut être, au profit des demandeurs originaires, un titre pour réclamer aujourd'hui en justice le paiement de la somme mentionnée; — Considérant que pour des faits antérieurs à la promulgation en Corse de l'ordonnance de 1667, et s'agissant d'ailleurs, suivant l'assignation des héritiers Santelli, de simulation et de fraude, la preuve par témoins pourrait être admise, à défaut de titre et même de commencement de preuve par écrit, mais que cette preuve ne peut, aux termes du droit ancien, comme d'après ceux du droit nouveau, être ordonnée que de faits pertinens et de nature à établir la vérité du fait principal; — Que ceux articulés par les parties de Casella, tant en première instance que devant la Cour, n'ont point ce caractère; — Considérant que lesdites parties de Casella ne produisant point de titres à l'appui de leur demande, et n'articulant point de faits dont la preuve puisse être ordonnée, la cause doit être jugée dans l'état; — Statuant sur les appels respectifs des parties, sans avoir égard à celui des parties de Casella, et faisant droit à celui incident des parties de Biadell, met l'appellation

et ce dont est appel au néant; émettant, déclare les parties de Casella non recevables, en l'état, dans leur demande contre celles de Biadelli; les en déboute avec amende; compense les dépens entre les parties, lesquels feront masse, hors ladite amende, qui reste à la charge des appelans; le coût de l'expédition du présent arrêt restant aux frais de celle des parties qui la requerra.

Du 10 mai 1823.—Cour roy. de Corse.—Prés., M. Desjany.—Concl., M. de Susini, cons. aud.—Pl., MM. Biadelli et Casella.

TESTAMENT. — RÉVOCATION. — ACTE NUL.

Un testament est révoqué par une donation à cause de mort faite postérieurement par le testateur, alors même que cette donation devient sans effet par le prédécès du donataire (1).

Spécialement, les dispositions testamentaires par lesquelles des époux ont avantagé un de leurs enfans sont révoquées par la donation que vingt jours après, ces mêmes époux se sont faite réciproquement, et au profit du survivant, de tous les biens composant la succession du prémortant, sauf réduction à la quotité disponible, dans le cas où il existerait des enfans.

(Fournier—C. Fournier.)

Du 13 mai 1823.—Cour roy. de Paris.—Prés., M. Séguier, p. p.—Concl., M. Quéquet, av. gén.—Pl., MM. Parquiu et Dupin aîné.

ACQUIESCEMENT. — RÉSERVES. — JUGEMENT DÉFINITIF.

Est non recevable l'appel d'un jugement définitif qui a été exécuté même avec réserve d'en appeler. (Cod. proc., 443.) (2)

(Chastaignier—C. Chastaignier.)—ARRÊT.

LA COUR;—Relativement à l'appel du jugement du 5 juill. 1820:—Attendu que ce jugement est un jugement définitif dont l'opération d'experts ordonnée est le moyen d'exécution et réellement la disposition directe et principale; qu'ainsi l'appelante, en provoquant elle-même l'exécution de ce jugement par sa requête en permission d'assigner les experts pour prêter serment et vaquer aux opérations qui leur étaient dévolues, a acquiescé à ce jugement, et que la réserve qu'elle s'est faite, en signifiant ce jugement, d'en appeler, n'a pu empêcher que son exécution, postérieure à cette réserve, n'emportât acquiescement;—Déclare l'appel du jugement du 5 juill. 1820 non recevable, etc.

Du 13 mai 1823.—Cour roy. de Limoges.—Prés., M. de Gaujal, p. p.—Pl., MM. Talabot et Dumont.

ACQUIESCEMENT. — RÉSERVES. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.

L'exécution sans réserves d'un jugement interlocutoire rend non recevable l'appel qui en serait ultérieurement interjeté (3).

(1) F., dans le même sens, Bourges, 19 déc. 1821 (aff. Moisy).

(2) F., en ce sens, Rennes, 12 janv. 1826. F., aussi Talandier, de l'Appel, p. 123.

(3) F., en ce sens, Angers, 21 août 1821; Limoges, 6 mars 1821.—Mais voy. en sens contraire, Trèves, 1^{er} août 1810, et nos observations.

(4) Jugé pareillement, que dès l'instant qu'un héritier a déclaré vouloir exercer le retrait successoral à l'égard du cessionnaire de l'un de ses cohéritiers, et a offert ce cessionnaire de rembourser le prix de la cession, il y a pour lui droit ac-

(Camus—C. Villard.)—ARRÊT.

LA COUR;—Relativement à l'appel du jugement interlocutoire du 18 juill. 1821:—Attendu que les appelans ont exécuté sans réserve ce jugement, en concourant à l'opération d'experts qu'il ordonnait; qu'ils ont par là acquiescé à ce jugement, et qu'ils sont non recevables à en interjeter appel;—Déclare l'appel du jugement du 18 juill. 1821 non recevable.

Du 13 mai 1823.—Cour roy. de Limoges.—Prés., M. de Gaujal.—Pl., MM. Dumont et Mousnier.

FEMME. — AUTORISATION MARITALE.

Du 14 mai 1823 (aff. Dorbez).—Cour roy. de Poitiers.—Même décision que par l'arrêt de la Cour de cassation du 3 avril 1822 (aff. Boulanger).

RETRAIT SUCCESSORAL. — RÉTROCESSION.

Le droit qu'a chaque cohéritier, d'exercer le retrait successoral contre le cessionnaire de son cohéritier, lui est irrévocablement acquis du moment qu'il a déclaré vouloir l'exercer.—Ce droit ne peut plus lui être enlevé par une rétrocession tardive, ou par une résolution de la cession, qui serait l'effet d'un concert entre la cohéritier cédant et le cessionnaire. (Cod. civ., 841.) (4)

(Quenedey—C. Huet et Levacher de la Fenterie.)

Le 23 janv. 1823, décès du sieur Huet, laissant un testament par lequel il institue le sieur Quenedey, son ancien ami, pour son légataire universel, à la condition de payer à la dame Huet, sa mère et sa seule héritière légitime, une pension de 6,000 fr., qui tiendrait lieu à cette dernière de sa réserve légale, qui était du quart des biens, si elle consentait à y renoncer.—Il léguait d'ailleurs à sa mère la plus grande partie de son mobilier.

Le 30 janv. 1822, acte par lequel la dame Huet transporte au sieur Levacher de la Fenterie tous les droits mobiliers et immobiliers à elle afférens dans la succession de son fils, moyennant 6,000 f. de rente viagère, avec accroissement calculé sur le pied de 40 p. 100, pour toutes les sommes recouvrées qui excéderaient 60,000 fr.

Quelques jours après, ce transport est signifié au sieur Quenedey, à la requête du sieur Levacher.

Ultérieurement, le sieur Quenedey notifie au sieur Levacher l'intention où il est d'exercer le retrait successoral autorisé par l'art. 841 du Code civil.—12 mars, citation au sieur Levacher et à la dame Huet, devant le tribunal civil pour voir dire, qu'en vertu de l'art. 841, le demandeur sera mis au lieu et place du sieur Levacher.

Le 3 mai, la dame Huet cite le sieur Levacher devant le Juge de paix, pour se concilier sur la demande qu'elle se propose de former contre lui, à fin de résolution de l'acte de cession de

quois au retrait, tellement qu'il ne peut pas lui être refusé, alors même que le cessionnaire devient à un autre titre (par exemple de donataire), part prenant nécessaire dans la succession, avant l'admission de la demande en retrait. F. Cass., 4 mai 1819.—C'est aussi ce qu'enseigne Pothier, des Retraits, n. 475, d'après lequel l'action en retrait s'éteint, lorsque avant toute demande ce retrait, l'héritage est resté dans la famille; mais aussitôt que les parties ont été prévenues par un acte, toute rétrocession devient impossible.—F. encore Damari, v^o Retrait, n. 66.

ses droits héréditaires, pour défaut de paiement d'un terme échu.

Le 10 du même mois, les parties comparaissent en personne, ou par un fondé de pouvoir. — Elles conviennent d'autoriser le juge de paix à prononcer comme arbitre souverain. — Jugement du juge de paix, qui prononce la résolution de l'acte de cession.

Opposition à ce jugement, de la part du sieur Quenedey. Il a cité de nouveau la dame Huet et le sieur Levacher, devant le tribunal civil de la Seine, pour voir déclarer que la cession faite par la dame Huet au profit du sieur Levacher sortira effet, et voir admettre sa demande à fin de retrait successoral, conformément à l'art. 841 du Code civil.

La dame Huet a répondu que la résolution de la cession de ses droits héréditaires étant prononcée, il ne pouvait plus y avoir lieu au retrait successoral demandé par le sieur Quenedey.

10 juil. 1823, jugement du tribunal civil de la Seine, ainsi conçu : — Le tribunal : — Attendu que la faculté accordée par l'art. 841 du Code civil au cohéritier contre le cessionnaire étranger à la succession, doit être entendue dans un sens restrictif, en ce qu'elle déroge au droit commun : — Attendu que, nonobstant qu'il soit qualifié de retrait successoral, son principe néanmoins diffère trop de celui de l'ancien retrait, pour comporter les mêmes règles d'application : — Attendu que l'ancien retrait, fondé sur une fiction de droit de retour au domaine du fief ou de la famille, était un moyen privilégié d'acquiescer, ou plutôt de rentrer dans son bien, de manière que le retrayant se trouvait saisi au moment de la vente, et en quelque sorte subrogé à l'acquéreur étranger par le contrat même d'aliénation : — Attendu que ce retrait étant aboli comme privilège exorbitant en son principe, ses conséquences ne peuvent convenir aux dispositions de l'art. 841 : — Attendu que le motif du législateur dans cet article est que, prévoyant l'inconvénient, souvent bien grave pour un cohéritier, de recevoir malgré lui un étranger en état d'indivision, il a trouvé juste de lui donner un moyen de s'y soustraire et de l'écarter en remboursant : d'où il suit que ce n'est pas la cession par elle-même qui donne ouverture à l'exercice de cette faculté, puisqu'elle ne cause encore aucun préjudice, mais que c'est seulement son exécution forcée; qu'ainsi, et jusqu'à ce moment, le sieur Levacher de la Feuterie a pu se désister et résoudre le contrat qu'il avait fait avec la veuve Huet : — Attendu, en fait, que le sieur Levacher n'a pas dirigé de poursuites judiciaires pour l'exécution de son contrat, et que même il eût pu s'en désister avant son jugement, ainsi que les sieur et dame Quenedey l'auraient pu pour les offres qu'ils ont faites : — Déboute les sieur et dame Quenedey de la demande à fin de retrait successoral. »

Appel de la part du sieur Quenedey.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que l'héritier qui fait cession de ses droits successifs sous l'empire de l'art. 841 du Code civil, doit connaître que le copartageant est appelé par la loi à se substituer aux droits et obligations du cessionnaire; que cette cession étant opérée et notifiée au copartageant, et celui-ci ayant déclaré vouloir exercer le droit établi par l'art. 841, il a, dès lors, un

droit acquis, que ne peut lui enlever une résolution de la cession qui paraîtrait le résultat d'un concert; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, décharge les appelans des condamnations contre eux prononcées; au principal, ordonne que la cession faite par la dame Huet, au profit de Levacher de la Feuterie, par acte notarié du 30 janv. 1823, enregistré le 1^{er} février suivant, sortira effet au profit de Quenedey, conformément à l'art. 841 du Code civil, à la charge par celui-ci de remplir les conditions de ladite cession, et de rembourser les loyaux coûts, etc.

Du 16 mai 1823. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. — Prés. M. Séguier, p. p. — Concl. M. Quequet, av. gén. — Pl. MM. Hennequin, Merilhou et Dobols.

DERNIER RESSORT. — HÉRITIER. — QUALITÉ. *La question sur la qualité d'héritier élevée incidemment à une demande principale, ne change rien à la nature de celle-ci, qui dès lors, doit être jugée en dernier ressort par le tribunal de première instance si elle n'exède pas 1,000 fr. (1).*

(Péroux et autres — C. Lejay.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que la fin de non-recevoir opposée contre l'appel est tirée de ce que la somme, sur laquelle les premiers juges ont prononcé, étant inférieure à 1,000 fr., leur décision ne peut être attaquée; — Considérant que le sieur Lejay prétend repousser cette fin de non-recevoir, à l'aide de deux moyens qu'il fait résulter, le premier de ce qu'il s'agit dans la cause de la qualité d'héritier, conséquemment, d'un objet indéterminé sur lequel les premiers tribunaux ne peuvent statuer qu'à la charge d'appel; le second...; — Considérant, sur la première objection, que le premier tribunal n'a point été saisi de la question de savoir si le sieur Péroux et ses consorts sont ou ne sont pas héritiers du débiteur du sieur Lejay; que le sieur Lejay a seulement demandé que le sieur Péroux et autres fussent condamnés à lui payer le montant d'une obligation qu'il soutient lui être due; — Considérant que la réponse faite par le sieur Péroux et consorts qu'ils ne sont point héritiers du débiteur de l'obligation n'est qu'une défense à l'action principale, un fait mis en avant et ineluctablement opposé, qui, ne changeant rien à la nature de la demande, ne peut restreindre le pouvoir du tribunal saisi; que c'est toujours et uniquement le quantum de cette demande portée devant lui, qui doit déterminer le premier ou le dernier ressort de sa décision; — Considérant, sur la deuxième objection...; — Déclare, etc.

Du 16 mai 1823. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés. M. Delaméthière. — Pl. MM. Fravalet et Turquet.

CONVENTIONS MATRIMONIALES. — INÉVOCABILITÉ.

Du 16 mai 1823 (aff. Dupontavice). — Cour roy. de Rennes. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 9 nov. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — FEMME. — RENONCIATION.

La femme qui s'oblige solidairement avec son mari, et affecte conjointement avec lui des biens de leur communauté, renonce par cela

(1) V. conf. Cass., 6 vent. an 8; 18 niv. an 12; 24 mars et 21 août 1812; 11 avril 1836; Pau, 21 août 1816; Bourges 27 mars 1825; Riom, 18 avril

1825; Poitiers, 24 juill. 1826; Limoges, 16 juin 1835; V. aussi les notes et observations qui accompagnent plusieurs de ces arrêts.

même à son hypothèque légale, au profit du tiers envers qui elle s'est engagée (1).

(Moraux et autres — C. Bertrand.)

Du 17 mai 1823. — Cour roy. de Bourges.

1^{re} SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — ARBITRES FORCÉS.

2^e SOCIÉTÉ EN NON COLLECTIF. — DISSOLUTION.

1^{re} La demande en dissolution d'une société commerciale n'est pas une contestation entre associés, dans le sens de l'art. 51, Cod. comm.; elle doit être portée devant le tribunal de commerce et non devant des arbitres. (Cod. comm., 51.) (1)

2^e La dissolution d'une société commerciale en non collectif peut être prononcée, sur la demande d'un associé, avant l'expiration du terme fixé pour sa durée;...., sauf l'action en dommages-intérêts des coassociés. (Cod. civ., 1869 et 1142.) (2)

(Ball — C. Monlong et Brissou.)

Les sieurs Ball, Monlong et Brissou avaient contracté une société de commerce, en non collectif, pour un temps déterminé. — Avant l'expiration du terme fixé pour la durée de la société, les sieurs Monlong et Brissou forment une demande en dissolution de la société. Ils portent cette demande devant le tribunal de commerce de Lyon.

Le sieur Ball soutient que la dissolution ne peut être prononcée, aux termes des art. 1869 et 1873 du Code civil; qu'au surplus, la demande en dissolution devait être portée devant des arbitres et non devant le tribunal de commerce, aux termes de l'art. 51 du Code de commerce.

Jugement du tribunal de commerce de Lyon, qui prononce la dissolution de la société.

Appel de la part du sieur Ball.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les sociétés commerciales se trouvent régies, non pas seulement par les dispositions spéciales du Code de comm. qui s'y rapportent; mais aussi par les diverses règles qu'a posées le Code civil, soit relativement aux contrats ou obligations en général, soit relativement au contrat de société en particulier, et que ce sont des règles de droit, applicables aux sociétés commerciales, suivant l'art. 1873 du Code civil, dans tous les points qui n'ont rien de contraire aux lois et usages du commerce; — Attendu qu'une des règles relatives aux contrats ou obligations en général, est celle portée en l'art. 1142 du Code civil, où il est dit que « toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur; » Que cette disposition n'est qu'une conséquence du principe si connu : *Nemo potest præstare cogi ad actum*; qu'en effet, si la personne qui s'est obligée à faire une certaine chose ne veut pas la faire, il n'y a aucune voie coercitive et légale qui puisse l'y forcer, et que tout moyen manquant pour la contraindre à agir,

son obligation ne peut plus consister qu'à la rendre passible d'une juste indemnité pour ce défaut d'exécution causé par son refus de vouloir faire la chose qu'elle a promise; — Attendu que l'espèce de société commerciale, désignée sous le nom de société en non collectif, doit bien être comprise au nom des contrats ayant le caractère qu'on vient de déterminer, puisqu'elle consiste, de la part de ceux entre qui elle se forme, à faire le commerce en commun sous une raison sociale, commerce à la gestion duquel chacun d'eux s'oblige de participer, et qu'on sent qu'il est dans l'essence d'une telle société qu'elle ne puisse subsister qu'autant que chacun des associés persévère dans la volonté de concourir personnellement, par son propre travail, à cette gestion pour laquelle tous les membres de la société ont promis de mettre en commun leur activité et leur industrie;

Attendu, dès lors, que toute société en non collectif doit nécessairement se dissoudre, ou plutôt qu'elle tombe par le fait en dissolution, dès l'instant qu'un des associés veut cesser d'agir pour ce qui concerne ladite gestion commune, et qu'une demande en dissolution, formée de sa part, a manifesté cette volonté; qu'ainsi, et comme il y a impossibilité que l'associé dissident soit contraint de participer aux opérations sociales par ce concours personnel auquel il se refuse, il est vrai de dire qu'alors la société finit par la volonté d'un seul des associés, lequel, en ce cas, demeure seulement obligé, suivant l'article du Code civil précité, pour les dommages et intérêts résultant de ce qu'il y a eu de sa part inexécution du contrat de société; — Attendu qu'on se fonde en vain sur les dispositions portées aux art. 1869 et 1870 du Code civil, pour vouloir prétendre que les sociétés commerciales en non collectif, contractées à terme, c'est-à-dire pour un temps déterminé, ne seraient pas susceptibles de finir ainsi avant l'expiration du terme convenu par la simple volonté d'un seul des associés, sans le consentement des autres; — Attendu, en effet, que ces deux articles, ainsi que tous ceux compris dans le titre du Code civil d'où ils sont tirés ne se rapportent qu'au contrat de société en général, mais qu'ils ne concernent pas spécialement les sociétés en non collectif, lesquelles participent essentiellement, comme a été dit ci-dessus, à la nature de ces contrats, qui, constituant l'obligation de faire ou de ne pas faire, sont réglés d'une manière toute particulière par l'art. 1142 du même Code, rapporté plus haut, et n'emportent tous, conformément à icelui, qu'une obligation résolue en dommages et intérêts, dans le cas d'inexécution; — Attendu, au surplus, qu'il est vrai que les dispositions portées auxdits art. 1869 et 1870 ont consisté à établir une distinction entre les sociétés, dont la durée est illimitée, et celles contractées pour un temps déterminé; qu'à l'égard des premières, l'art. 1869 dispose que la dissolution s'en opère par la seule

(1) C'est en ce sens que la jurisprudence semble se fixer. V. Lyon, 8 juill. 1810 (Volume 1810). F. aussi la note qui accompagne un arrêt au sens contraire de la Cour de Lyon du 21 avril 1823, et les autorités au sens divers qui y sont rappelés.

(2) C'est un arrêt, dit M. Duvergier, des Sociétés, n° 449, semble dire que le refus d'un associé de remplir ses obligations dissout la société, sauf les dommages-intérêts à prononcer contre lui; que c'est la conséquence du principe posé dans l'art. 1142 portant que toute obligation de faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. Cette décision donne évidemment à l'art.

1142 un sens absolu qu'il n'a pas; elle convertit en obligation ce qui est seulement une faculté pour la créancier; elle fait résulter une sorte de droit pour le débiteur de son infraction à la loi du contrat. Si les associés pensent que la cessation de la société leur causerait un préjudice tel, que les dommages-intérêts prononcés contre leur coassocié ne les indemnifient jamais complètement, ils sont les maîtres de renoncer à leur droit; ils sont bien libres de consentir à la continuation de la société en demandant seulement la réparation de la perte que leur cause la défaut de concours.... »

volonté d'une des parties, et qu'à l'égard des secondes, l'art. 1870 veut que la dissolution ne puisse être demandée par l'une des parties avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, desquels la légitimité et la gravité sont laissées, est-il dit, à l'arbitrage des juges : d'où il suit qu'alors la fin, la cessation de la société avant le terme convenu étant mise en question, deviendrait ainsi en elle-même un sujet de contestation, et que les juges appelés à en connaître auraient à décider si la société devra ou non continuer de subsister jusqu'à son terme; — Attendu qu'une telle contestation, et une telle décision sont de nature à ne pouvoir jamais concerner qu'une société relative à quelque objet dont la propriété ou les produits auraient été mis en commun, société dont la maintenance ne tient pas à un travail personnel, à une action quelconque de la part des associés, et dont tous, par conséquent, peuvent être contractuels, s'il y a lieu, de subir la continuation; mais, qu'au contraire, s'agit-il d'une société commerciale contractée à terme en nom collectif, son exercice comportant, comme on l'a expliqué, un concours de travaux, une gestion active de la part des associés, nulle contrainte n'est possible pour obliger de continuer à y participer ceux qui n'en ont plus la volonté; qu'ainsi, et comme l'ont dit les premiers juges, lorsque la dissolution anticipée en est volonte et demandée par l'un d'entre eux, cette dissolution se trouve évidemment hors de toute contestation, et qu'il ne peut exister de litige que pour les dommages et intérêts qu'aurait pu encourir l'associé demandeur en dissolution, s'il a voulu rompre la société avant son terme, sans motifs graves et légitimes;

Attendu que de là suit fort clairement la solution du point de difficulté sur lequel porte l'appel qui a été interjeté par le sieur Joseph Bail fils aîné, difficulté qui est de savoir si le tribunal de commerce est compétent pour prononcer la dissolution de société en nom collectif, qui était demandée par les sieurs Montong et Brisson, ou si cette demande devait être, comme toutes les contestations à vider entre les associés, la matière d'un renvoi devant arbitres; — Attendu qu'à la vérité l'art. 51 du Code de commerce dispose que toute contestation entre associés, et à raison de la société, sera jugée par des arbitres; mais que lorsqu'un tribunal de commerce prononce la dissolution de la société sur la demande d'un des associés, ce n'est pas la une contestation qu'il juge, que c'est seulement le fait de la dissolution qui est proclamé de sa part, fait déjà opéré en quelque sorte, et devenu inévitable par la seule volonté de l'associé demandeur; que dès lors c'est uniquement dans les indemnités à réclamer contre lui qu'on peut voir le sujet d'un litige dont les arbitres devront connaître; mais qu'il répugnerait que le fait même de la dissolution pût constituer un chef de contestation, sur lequel des arbitres auraient aussi à prononcer; — Attendu que dans l'espèce dont il s'agit la dissolution de société qui a été demandée par les intimés avant le terme convenu, ne pourra, suivant leurs conventions sociales avec l'appelant, les rendre passibles envers lui d'une indemnité de 3.000 fr., qu'autant qu'on en viendrait à reconnaître que quand ladite dissolution a eu lieu, il n'y avait pas dans la société une perte de 20,000 fr. non couverte par des bénéfices antérieurs; que, sur ce point, la perte de 20,000 francs qu'aurait éprou-

vée la société, se trouve alléguée d'un côté, mais dénie de l'autre; qu'ainsi, c'est un compte à poser, une vérification à faire, qui constitue un véritable chef de contestation que les arbitres auront à vider, mais que, suivant ce qui a été dit, le tribunal de commerce n'était pas moins compétent pour prononcer sur-le-champ, comme il l'a fait, et sur la seule demande des intimés, la dissolution de société; — Attendu que s'il en était autrement, c'est-à-dire si une société en nom collectif pouvait continuer de subsister malgré la demande en dissolution d'un des associés, et jusqu'à ce qu'une décision arbitrale y eût statué, un tel système donnerait lieu inévitablement aux inconvénients si graves qui ont été signalés par les premiers juges; qu'en effet, les affaires de la société se trouveraient dans le péril la plus imminent, tant que durerait l'arbitrage, à cause de la division et du défaut d'harmonie survenus entre les associés; que l'usage de la signature sociale pourrait alors devenir entre eux un sujet continuel d'inquiétude et d'alarmes; qu'enfin, un tel état de choses tendrait aussi ouvertement à compromettre l'intérêt des tiers qui auraient à contracter avec cette société dont l'existence et la durée devraient demeurer incertaines jusqu'à une décision définitive;

Attendu qu'on a parlé à tous ces dangers par l'usage où on est, dans le ras dont il s'agit, de faire toujours prononcer la dissolution de société par le tribunal de commerce, en même temps qu'il défère provisoirement la liquidation sous caution à celui des associés qui y a le droit le plus apparent, et qu'il renvoie les parties devant arbitres pour faire régler leurs comptes et juger toutes leurs contestations; usage qui, autrefois, fut constamment suivi par le tribunal de la conservation de Lyon, auquel, de nos jours, le tribunal de commerce n'a pas cessé de se conformer; usage enfin qui, bien loin d'être en opposition à aucune loi, se trouve en pleine harmonie avec les principes généraux du droit, et avec les lois spéciales qui concernent cette matière, non moins qu'avec la saine raison, comme aussi avec l'intérêt et la sûreté du commerce; — Par ces motifs, la Cour met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 18 mai 1823. — Cour roy. de Lyon. — 4^e ch. — Prés. M. Reyre. — Concl. M. Greppo, cons. aud. — Pl. M. Guerre.

PAIEMENT. — IMPUTATION. — INTÉRÊTS.

Au cas de paiements successifs faits par à-compte, les calculs d'imputation doivent se faire de manière à absorber les intérêts échus. (Cod. civ., 1254.) (1)

(HlId.—C. héritiers Bonn.)

Du 19 mai 1823. — Cour roy. de Colmar. — Prés. M. Poujol. — Pl. M. Raspier.

ORDRE. — INTÉRÊTS. — COLLOCATION.

Le créancier hypothécaire colloqué pour un capital et pour les intérêts de deux années et ceux de l'année courante, a encore droit aux intérêts courus depuis l'adjudication jusqu'à la délivrance des bordereaux (2).

(N...—C. N...—ARRÊT.)

LA COUR; — Attendu qu'indépendamment des deux années d'intérêts et année courante mentionnées, en l'art. 2151 du Code civ., il résulte des art. 757, 767 et 770 du Code de proc.,

(1) V. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Paris du 23 brum. an 13.

(2) V. conf., Cass. 22 nov. 1809 et 2 avril 1833;

Paris, 26 déc. 1807; Persil, *Rég. hyp.*, 2151, n° 6, et *Quest.*, 1.1^{re}, p. 256; Tarrisse, *Report.*, n° *Ordre*, p. 679; Carro, *Lois de la proc.*, n° 2601.

quels les intérêts des créances courent depuis l'adjudication jusqu'à la délivrance des bordereaux ; — Attendu que dans l'espèce il n'y a eu de manvaise contestation que de la part de l'appelant ; — A mis l'appellation au néant avec amende et dépens, etc.

Du 19 mai 1823. — Cour roy. de Metz.

NOTAIRE. — INDIVIDUALITÉ. — SUSPENSION. — DESTITUTION.

Le notaire qui ne s'est pas fait certifier l'individualité des personnes dont il ne connaissait ni le nom, ni l'état, ni la demeure, et qui ont contracté devant lui sous de faux noms, peut être poursuivi d'office par le ministère public à fin de suspension ou de destitution suivant les circonstances. (L. du 25 vent. an 11, art. 11 et 53) (1)

(Ministère public — C. D...) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'il est constant au procès que Augustin D... ne connaissait pas le nom, l'état et la demeure des parties à l'acte obligatoire qu'il a reçu le 15 nov. 1822 ; qu'ils ne lui ont point été attestés, ainsi que l'exige l'art. 11 de la loi du 25 vent. an 11 ; qu'il en convient ; qu'il convient également que depuis la procédure criminelle suivie contre ceux qui ont figuré à l'acte du 15 nov. 1822, il s'est convalescu que Marie Alberteau, femme Rousseau, est un être imaginaire, et que Marie Libault, femme de Pierre Maguigneau, s'est présentée à lui et s'est fait établir dans ledit acte sous le faux nom de Marie Alberteau, veuve Rousseau ; — Considérant que la combinaison de l'art. 53 de la loi du 25 vent. an 11, et des art. 11 et 12 du règlement du 2 niv. an 12, il résulte que cette contravention peut être poursuivie d'office par le ministère public, et qu'il est laissé au pouvoir discrétionnaire des tribunaux de prononcer, suivant les circonstances, la suspension ou la destitution du notaire contrevenant ; — Considérant qu'il est justifié que Augustin D... a été la dupe des fourberies des mariés Maguigneau et de Pierre Maguigneau, leur fils ; — Que si l'intérêt de la société exige la punition des contraventions aux sages dispositions de la loi du 25 vent. an 11, les circonstances dont il est parlé ci-dessus militent en faveur du notaire D..., et que la bonne conduite dont il jouit doit déterminer à l'indulgence ; — Déclare Augustin D... coupable de contravention à l'art. 11 de la loi du 25 vent. an 11 ; — Et pour réparation d'icelle, ordonne qu'il sera suspendu de ses fonctions de notaire pendant huit jours, etc.

Du 21 mai 1823. — Cour roy. de Poitiers. — Ch. corr. — Prés., M. Barbanin de la Motte ; — Conse., M. Daldebert, subst. — Pl., M. Bréchart.

(1) En outre, il est de jurisprudence que le notaire qui a négligé de faire certifier l'individualité des parties à lui inconnues, est responsable envers les tiers du dommage résultant de ce que ces parties ont pris de faux noms dans l'acte. V. Paris, 12 therm. an 12 et 19 mai 1806 ; Toulouse, 28 janv. 1820 ; 19 déc. 1820, et les notes. — Mais le notaire ne serait pas responsable à l'égard des tiers des fausses déclarations des parties en ce qui touche les prénommes : ce fonctionnaire n'étant nullement tenu de faire constater les prénommes comme il est tenu de faire constater les noms. Sic, Cass. 8 janv. 1823. V. aussi Favard de Langlade, *Répert.*, v° Notaire, sect. 7, n. 2 ; Gagnereaux, *Enq. des lois sur le not.*, t. 1, p. 78 ; Rolland de Villergues, *Répert. du not.*, v° Acte notarié, n°s 109 et 110.

EAU (COURS D'). — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

— AUTORITÉ JUDICIAIRE. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont seuls compétents pour statuer sur les difficultés relatives à l'exécution d'une sentence arbitrale qui a prescrit un particulier divers travaux sur un cours d'eau, ainsi que sur les dommages-intérêts réclamés de ce particulier. — Mais quel que soit le jugement à intervenir, il ne peut lier l'administration, ni faire obstacle à ce qu'il soit procédé ultérieurement par elle, dans l'intérêt public, à un règlement de cours d'eau (2).

(Vannois — C. Delon.)

LOUIS, etc. ; — Considérant que l'arrêté du préfet du Loiret, dans ses motifs, distingue le règlement du cours d'eau et les dommages et intérêts réclamés par le sieur Vannois, et autres questions y relatives ; et que, par le dispositif de l'arrêté, le conflit n'est élevé que sur ce qui concerne le règlement d'eau, sauf au tribunal à statuer, s'il le juge convenable, sur toutes actions relatives aux dommages déjà causés, et sur tous actes particuliers des parties, susceptibles de se concilier avec l'exercice de l'action administrative, pour le règlement des eaux dont il s'agit, et se réserve de pourvoir à ce règlement ; — Considérant qu'une sentence arbitrale du 5 mars 1816, revêtue de la forme d'exequatur, passée en force de chose jugée, en réglant les intérêts privés entre les sieurs Vannois et Delon, avait décidé que le dernier serait tenu de faire les ouvrages qui y étaient indiqués ; que le sieur Vannois, prétendant que les ouvrages n'avaient pas été exécutés, a, par exploit introductif d'instance, du 29 avril 1820, conclu à une condamnation en dommages et intérêts contre le sieur Delon, à être autorisé à faire faire les travaux ordonnés par la sentence arbitrale, en se réservant, dans le cas où l'exécution de ces travaux n'empêcherait pas l'inondation de ses propriétés, de se pourvoir administrativement pour faire ordonner la suppression de l'usine du sieur Delon ; — Que cette action, qui avait pour unique but l'exécution de la sentence arbitrale et l'adjudication de dommages et intérêts, était du ressort de l'autorité judiciaire ; que, quel que fût le jugement à intervenir, il ne pouvait lier l'administration et faire obstacle à ce qu'il fût procédé ultérieurement par elle, dans l'intérêt public, à un règlement de cours d'eau ; — Considérant que le jugement du tribunal de Montargis, basé sur ces principes, a prononcé seulement sur la question des dommages, a déclaré en termes formels n'entendre aucunement préjuger la question relative à la hauteur des eaux, et toutes celles de la compétence de l'autorité administrative ; qu'ainsi, n'y ayant pas eu empêchement de la part de l'autorité judiciaire, ce conflit est sans objet ; Art. 1^{er}. Le conflit est annulé.

Du 21 mai 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. —

(2) V. conf., ordonn. du 19 déc. 1821 (aff. de Combrades), et les nombreuses décisions également dans le même sens indiquées par la note. — C'est en effet un principe constant que le pouvoir de l'administration de faire les règlements qui lui paraissent nécessaires, en matière de cours d'eau, n'est arrêté, ni par des conventions particulières, ni par des jugements passés en force de chose jugée, ni même par les anciens règlements administratifs qui ont pu être édictés contradictoirement entre particuliers. V. dans ce sens, ordonnance des 17 janv. 1831 (aff. Pellet de la Harpe et aff. Warden-drie) ; 31 oct. 1832 (aff. Petit) ; 26 mars 1838 (aff. Tavernoux) ; David, des Cours d'eau, t. 2, n. 566 ; Prondhau, *Domaine public*, t. 3, n°s 1421, 1422.

1^o CHEMIN VICINAL. — ANTICIPATION. — COMPÉTENCE.2^o ALIGNEMENT. — OPPOSITION. COMPÉTENCE.

1^o Le conseil de préfecture n'est compétent pour connaître de l'anticipation commise sur un chemin, qu'autant que ce chemin a été classé comme vicinal. (L. du 9 vent. an 13, art. 6.); (1)

2^o Le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur l'opposition formée à un alignement donné par un maire sur un chemin vicinal. C'est au préfet, sous l'approbation du ministre de l'intérieur, à statuer à cet égard et à fixer définitivement l'alignement (2).

(Gréliche.)

Lotis, etc. ; — Considérant qu'il est déclaré, par le préfet, que le chemin dont il s'agit n'a pas été reconnu et classé comme chemin vicinal, aux termes de l'art. 6 de la loi du 9 vent. an 13 ; — Considérant que cette application de ladite loi aurait dû précéder l'examen de la contestation portée au conseil de préfecture sur les anticipations et empiétements reprochés au sieur Gréliche ; que, dès-lors, il y a lieu de renvoyer les parties intéressées devant l'administration pour requérir l'exécution des dispositions de l'art. 6 de la loi du 9 vent. an 13 ;

En ce qui concerne l'alignement donné au sieur Gréliche par l'adjoint de la commune de Fayet : — Considérant que c'est aux préfets, sous l'approbation du ministre de l'intérieur, à statuer sur les oppositions, et à fixer définitivement ledit alignement ; — Considérant que, pour le surplus de la contestation, le conseil de préfecture a justement renvoyé les parties devant les autorités compétentes ;

Art. 1^{er}. Les art. 1, 2, 3 et 5 du dispositif de l'arrêté du conseil de préfecture du Puy-de-Dôme, du 30 sept. 1822, maintenu par l'arrêté du 21 oct. suivant, sont annulés ; — 2. L'art. 4 dudit arrêté du 30 sept. est confirmé ; — 3. Les parties intéressées sont renvoyées devant le préfet pour requérir l'exécution de la loi du 9 vent. an 13, sauf à se retirer ensuite, et s'il y a lieu, devant le conseil de préfecture, sur les questions d'anticipation et d'empiétement, et devant l'administration, sur la direction de l'alignement donné le 15 mai 1820 au sieur Gréliche.

Du 21 mai 1823. Ordonn. en cons. d'Etat.
— Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Sirey.

VOIRIE. — SÛRETÉ PUBLIQUE. — ARRÊTÉ MUNICIPAL. — ACTION POSSESSOIRE.

L'arrêté par lequel un maire ordonne le comblement d'un fossé, pour cause de sûreté publique, est un acte de police municipale, qui ne peut être réformé que par l'autorité administrative supérieure. — Ainsi, le juge de paix, saisi par voie d'action possessoire, est incompétent pour ordonner le rétablissement de ce fossé (3).

(1) P. conf., ordonn. du 16 oct. 1813 (aff. Bonnel Dumolard) ; 3 juin 1815 (aff. Delitès) ; 14 juill. 1819 (aff. Froment), et les notes.

(2) V. dans le même sens, ordonn. des 20 nov. 1815 (aff. Viardot), 3 juin et 18 nov. 1818 (aff. Couday et aff. Androusy).

(3) F. en ce sens, Cass. 5 déc. 1842.

(4) Cette solution consiste une anomalie de la législation en matière de voirie, anomalie qui consiste en ce que tandis que les arrêtés par lesquels les préfets ordonnent la démolition de maisons menaçant ruine, et sur les routes dépendant de la grande voirie, sont susceptibles d'opposition devant les conseils de préfecture (P. ord. du 2 juill. 1820, aff. Biberon, et la note), les arrêtés par lesquels

(Commune d'Haveskerque — C. Carpentier.)

Arrêté du maire d'Haveskerque qui ordonne le comblement de trois fossés ou excavations sur la voie publique.

La dame Carpentier, se fondant sur ce qu'elle jouissait de ces fossés depuis un temps immémorial, cite le maire devant le juge de paix, pour voir ordonner sa maintenance en possession, et s'entendre condamner à des dommages-intérêts. Sentence du juge de paix qui, accueillant ces conclusions, ordonne le rétablissement des fossés. — Conflit.

Lotis, etc. ; — Considérant que le maire d'Haveskerque ne conteste pas à la dame veuve Carpentier la possession du fossé dont elle réclame la propriété ; — Considérant que ce maire n'a ordonné le comblement du fossé que pour cause de sûreté publique ; — Que cette mesure est un acte de police municipale, qui ne peut être réformé que par l'autorité administrative supérieure ; — Qu'ainsi le juge de paix de Mervillie était, sous tous les rapports, incompétent pour statuer sur les réclamations de la dame veuve Carpentier ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du Nord, le 11 sept. 1822, est confirmé.

Du 21 mai 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.
Rapp., M. de Peyronnet.

VOIRIE. — RÉGLEMENT MUNICIPAL. — DÉMOLITION. — COMPÉTENCE.

Les préfets étant compétents pour statuer sur les arrêtés pris par les maires pour l'exécution des règlements sur la voirie urbaine, c'est devant le ministre de l'intérieur, préalablement, et non directement devant le conseil d'Etat, que doit être portée la réclamation contre l'arrêté par lequel un préfet approuve un arrêté municipal qui, faute par un particulier d'avoir démolit la façade de sa maison faisant saillie sur la voie publique et menaçant ruine, ordonne qu'il y sera procédé d'office (4).

(Bordage — C. ville de Bayonne.)

Lotis, etc. ; — Vu l'arrêt du mois de décembre 1607, les ordonnances royales des 18 juillet 1729 et 18 août 1730, et les règlements de voirie maintenus par la loi du 22 juillet 1791 sur la police municipale et correctionnelle ;

Considérant qu'aux termes des règlements sur la voirie urbaine, c'est aux maires qu'il appartient de faire exécuter les règlements, sauf tout recours devant les préfets ; — Considérant que les arrêtés pris par les préfets dans les limites de leur compétence ne peuvent être déférés qu'au ministre que la matière concerne ; qu'ainsi le pourvoi élevé devant nous par la dame Bordage contre l'arrêté du préfet des Basses-Pyrénées, est non recevable ; — Art. 1^{er}. La requête.... est rejetée.

les maires prescrivent la démolition de maisons dépendant de la voirie urbaine ou peuvent être attaqués par simple recours au préfet. Suivant M. Davenne, Recueil sur la voirie, la jurisprudence de l'administration serait, il est vrai, qu'en cas d'apposition il est prononcé par le préfet en conseil de préfecture, sur le dire des parties et des experts. Mais il n'est pas moins constant, ainsi que le fait remarquer M. Serrigny, *Compét. et proc. admin.*, t. 1, n. 666, qu'aucune disposition spéciale de la loi n'existe à cet égard, et que dès lors l'intervention du conseil de préfecture, qui ne peut être exigée, est au moins superflue. Le pouvoir des maires, à cet égard, résulte d'ailleurs textuellement de la loi des 16-24 août 1790, tit. 2, art. 2.

Du 21 mai 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé. — *Pl.*, MM. Gérardin et Sirey.

MISE EN JUGEMENT. — MAIRE. — MINISTÈRE PUBLIC. — PRISE A PARTIE.

Le maire qui, sur la poursuite d'une contravention de petite voirie, a exercé les fonctions de ministère public devant le tribunal de police, ne peut, à raison de ces fonctions, être poursuivi ni pris à partie sans la permission du tribunal naissant de la contestation; dans l'un et l'autre cas, il n'est pas besoin de l'autorisation du conseil d'Etat (1).

(Roussel — C. Maire de Preissas.)

LOUIS, etc. — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une contravention en matière de petite voirie, exclusivement réservée aux tribunaux ordinaires; — Considérant, quant aux poursuites dirigées personnellement contre le maire de Preissas, que ce maire, ayant exercé les fonctions du ministère public auprès du tribunal de simple police qui a statué sur le litige dont il s'agit, ne peut être poursuivi à raison de ces fonctions, ni pris à partie, sans la permission du tribunal naissant de la contestation; que, dans aucun cas, notre autorisation n'est nécessaire pour exercer l'une des deux actions contre lui; — *Art. 1^{er}*. L'arrêté pris par le préfet de Lot-et-Garonne, le 10 janv. 1823, est annulé, et les parties sont renvoyées devant qui de droit.

Du 21 mai 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Peyronnet fils.

MISE EN JUGEMENT. — CONSEILLER MUNICIPAL.

Du 21 mai 1823 (aff. *Thiébaud et Martin*). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonn. du 4 déc. 1822 (aff. *Conseil municipal de Casagnots*).

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — LECTURE.
Un testament authentique n'est pas nul par cela seul que la lecture émane du testateur et non du notaire, surtout lorsqu'il est constaté que le testateur a demandé et que le notaire lui a donné acte de cette lecture. (Cod. civ., 972.) (2)

(V. Benoit — C. Champereux.)

Du 22 mai 1823. — Cour roy. de Besançon. — *Prés.*, M. Lebas de Bouland. — *Concl.*, M. Sermaud, av. gén. — *Pl.*, MM. Demesmay et de Merrey.

1^{re} FORMULE EXÉCUTOIRE. — RECTIFICATION.

2^{de} SAISIE IMMOBILIÈRE. — MINEUR. — DÉNONCIATION. — INDIVIS.

1^{re} La rectification de la formule exécutoire d'un acte notarié, quoiqu'irrégulière, aux termes de l'ordonnance du 30 août 1815, en ce qu'elle n'est ni datée, ni signée, suffit pour la validité des poursuites en saisie immobilière faites en vertu de l'acte rectifié. (Ordonn. du 30 août 1815, art. 1 et 2.) (3)

(1) V. dans le sens de cette solution, Merlin, *Repert.*, v^o *Prius à partie*, § 3; Toullier, t. 11, n^o 183; Chassan, *De la procédure*, t. 1^{er}, p. 106; Rauter, *Droit crim.*, p. 296.

(2) V. sur ce point, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour de cassation du 12 nov. 1823.

(3) « Nous ne pouvons approuver cette décision, dit M. Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, quest. 2196, § 4, n. 2, 1^{re} (p. 416); car on serait la garantie d'authenticité, et la signature de l'officier qui seul a le droit de faire la rectification ne venait

2^{de} La dénonciation d'une saisie immobilière de biens d'un mineur, faite au mineur lui-même, au domicile et parlant à la personne du tuteur, est nulle. — La dénonciation devait être faite au tuteur personnellement. (Cod. proc., 681.)

Lorsqu'une saisie est pratiquée sur un immeuble encore indivis entre cohéritiers, par un créancier du défunt, la nullité de la dénonciation de la saisie à l'égard d'un cohéritier, n'entraîne pas la nullité de la saisie à l'égard et pour les portions des autres. (Cod. proc., 681.) (4)

(Christiani — C. Guelfucci.)

Le sieur Christiani était créancier du sieur Guelfucci, en vertu d'une obligation notariée, consentie en 1812. — Décès du sieur Guelfucci. — En 1816, Christiani poursuit son paiement contre les héritiers de son débiteur, par voie de saisie immobilière.

Avant de procéder à la saisie, le sieur Christiani s'adressa à un notaire, pour faire rectifier la formule exécutoire de l'expédition de l'acte de 1812, conformément à l'ordonnance du 30 août 1815. — Il faut remarquer que le notaire fit la rectification, selon le vœu de l'ordonnance, mais il ne data ni ne signa cette rectification.

La saisie suivit son cours; elle fut dénoncée à tous les héritiers Guelfucci, parties saisies, aux termes de l'art. 681 du Code de proc.

Un nombre des héritiers Guelfucci, se trouvait Mathieu Guelfucci, mineur; la dénonciation lui fut faite à lui-même, au domicile de la dame Guelfucci, sa mère et tutrice, et parlant à ladite dame Guelfucci.

Demande en nullité de la saisie, de la part des héritiers Guelfucci. — Ils soutiennent, 1^o que la formule exécutoire n'a pas été rectifiée, selon le vœu de l'ordonnance du 30 août 1815, en ce que le notaire n'a ni daté, ni signé la rectification; que cette rectification irrégulière est sans effet; que, dès lors, les poursuites faites en vertu du titre non revêtu régulièrement de la formule royale étaient nulles; 2^o que toutes les significations à faire à un mineur, doivent être faites à son tuteur, personnellement; qu'elles ne peuvent être faites au mineur, au domicile et en la personne du tuteur, attendu que l'incapacité du mineur est telle, qu'il ne peut faire ni recevoir aucun acte, même avec l'assistance ou l'autorisation de son tuteur; et que tous les actes doivent être faits ou reçus par le tuteur lui-même, au nom du mineur; qu'en conséquence, la dénonciation faite au mineur Guelfucci, au domicile de sa mère, tutrice, et parlant à la personne de celle-ci, est nulle; elle aurait dû être faite à la dame Guelfucci, elle-même, au nom et comme tutrice de son fils, mineur.

Jugement du tribunal de première instance, qui, admettant les moyens présentés par les saisies, déclare la saisie nulle.

Appel de la part du sieur Christiani, saisissant. — Il soutient que la rectification de la formule exécutoire, quoique non datée et signée, suffit

pas la constater, comme l'art. 2 de l'ordonnance précitée lui en fait un devoir. Du reste, cette question n'affecte plus qu'un intérêt transitoire; car, comme le pense M. Rogron, p. 716, l'ordonn. du 30 août 1815 est tombée avec le pouvoir étincelant qui l'avait rendue l.

(4) V. en ce sens, Bruxelles, 5 mars 1816; Paris, 10 mai 1811; Lyon, 11 fév. 1841. les notes et les autorités qui y sont rapportées. *Adde*, dans la même sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, quest. 2196, § 3, n. 1, 3^o (p. 416).

pour la validité des poursuites faites en vertu du titre rectifié, attendu que l'ordonnance du 30 août 1815 ne prononce pas la nullité de la rectification, à défaut de date et de signature;—Que la dénonciation de la saisie a été valablement faite au mineur, Mathieu Guelfucci; qu'au surplus, et en admettant que cette dénonciation fût nulle, elle n'entraînerait la nullité de la saisie, que relativement au mineur, et qu'à l'égard des autres héritiers, la saisie serait valable.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'ordonnance du 30 août 1815 ne prononce la nullité des poursuites que dans le cas où elles seraient faites en vertu de titres qui porteraient la formule rappelant un pouvoir illégitime, ou ne contiendraient pas la formule royale; que si l'art. 3 de ladite ordonnance prescrivait aux fonctionnaires, auxquels elle donne le droit d'opérer la rectification sur les expéditions anciennes, de dater et signer cette même rectification, cette formalité n'est pas ordonnée, sous peine de nullité;—Que, dans l'espèce, il est constant, en fait, que la rectification a été opérée par un fonctionnaire ayant qualité, et antérieurement à la signification des titres, en vertu desquels la saisie a été établie; — Attendu qu'il résulte de l'original du procès-verbal, que les formalités prescrites par les art. 680 et 681 ont été observées; — Attendu que l'extraît de la saisie inséré au tableau de l'audition du tribunal de première instance, contenait, au dire même des intéressés, toutes les énonciations voulues par l'art. 682, et que ledit article n'impose pas l'obligation au saisi d'indiquer le nom des avoués, dans une partie, plutôt que dans une autre dudit extrait; — Attendu qu'aux termes de l'art. 450 du Code civil, le tuteur représente le mineur dans tous les actes où celui-ci figurerait s'il était majeur; — Que la dénonciation de la saisie a été faite à Mathieu Guelfucci; — Que sa minorité le met dans l'incapacité de faire ou recevoir aucun acte civil; — Que la nullité de cette notification n'est pas exclue par l'énonciation que la copie en a été laissée au domicile de sa tutrice, puisque, c'est à la tutrice même, que cette signification devait être adressée;

Attendu que, suivant les art. 2092 et 2093 du Code civil, quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous les biens mobiliers et immobiliers, et que les biens du débiteur, sont le gage commun de ses créanciers, à moins qu'il n'y ait entre eux des causes légitimes de préférence; — Que l'immeuble saisi étant la propriété de feu Guelfucci, qui avait contracté la dette, la saisie a pu être poursuivie par Christiani, créancier de la succession, bien qu'il ne lui fût pas spécialement affecté; — Qu'aucun des héritiers qui ont appréhendé ladite succession n'a payé la dette;

Attendu que si cette saisie se trouve nulle à l'égard de la dame Guelfucci les noms qu'elle procède, c'est une nullité purement relative à celle-ci, et qui ne peut affecter que la part indivise du mineur dans l'immeuble dont il s'agit; — Attendu que l'obligation imposée par l'art. 2093, au créancier qui veut exproprier son débiteur, propriétaire indivis d'un immeuble, de faire procéder au partage, n'est prescrite que dans le cas où la dette est purement personnelle à celui-ci,

et ne peut s'appliquer au cas où la poursuite a pour objet une obligation à laquelle était naturellement affecté le bien dont l'expropriation est poursuivie, et dont chaque héritier est débiteur pour sa part virile; — Met ce dont est appel au néant, en ce qu'il a été prononcé nullité de la saisie dont il s'agit, envers toutes les parties; réformant, etc.

Du 22 mai 1823. — Cour roy. de Corse. — Prés., M. Dalgny. — Concl., M. Beneditti, cons. aud. — Pl., M. Montera.

DOT MOBILIÈRE.—ALIÉNATION.

Sous le régime dotal, la dot mobilière étant inaliénable, aussi bien que la dot immobilière, même après la séparation de corps ou de biens (1), la femme séparée ne peut exiger la restitution de sa dot mobilière, qu'à la charge de faire emploi ou de donner caution pour sûreté du capital (2).

(Arnaud—C. Fraissinet.)

25 nov. 1822, jugement de séparation, obtenu par la dame Segui, femme Fraissinet. — Il est constaté que son mari a reçu d'elle, et lui redonne dot de 2,600 fr. — Son mari les lui donne à prendre sur le prix d'une maison vendue aux sieurs Arnaud.

Commandement aux sieurs Arnaud, par la dame Fraissinet... offrant de faire emploi.

Les sieurs Arnaud se refusent à payer, à moins que préalablement il n'y ait caution baillée ou emploi fait en immeubles.

9 fév. 1823, jugement du tribunal de Béziers, qui décide que l'offre d'emploi est suffisante, et ordonne de payer. — Les motifs du jugement sont pris, 1^o de ce que l'art. 1449 du Code civ. transmettant à la femme la libre administration de ses biens, lui confie la faculté de disposer de son mobilier; — 2^o De ce que, d'ailleurs, le principe de l'inaliénabilité de la dot ne s'applique qu'au fonds dotal.

Appel, de la part des sieurs Arnaud qui persistent à soutenir qu'il y a danger de payer deux fois, et qu'ils ne peuvent être tenus de payer, s'il n'y a préalablement caution baillée ou emploi fait en immeubles.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la distinction de la dot mobilière ou immobilière, quant à son inaliénabilité, n'a été faite par les lois et la jurisprudence, que pour le cas où la dot se trouve dans les mains du mari; que, dans ce cas, la dot mobilière est aliénable, parce que le mari en est véritablement propriétaire, et que l'hypothèque légale de la femme sur tous ses biens lui en garantit la conservation; mais que, lorsque la dot revient dans les mains de la femme, pendant la durée du mariage, cette dot, de quelque nature qu'elle soit, mobilière ou immobilière, est essentiellement inaliénable, parce que, destinée à fournir aux besoins de la famille, elle ne doit pas être distraite de sa destination; — Qu'il n'a pas été dérogé par le Code civil à ces principes résultant de la loi *ubi adhuc* Code *de jure dotium*, et adoptés dans les pays qui régissaient le droit écrit, ainsi qu'on le voit dans Catelan, liv. 4, ch. 26; que si le Code civil ne renferme pas de disposition expresse pour l'inaliénabilité de

(1) C'est là le point de jurisprudence qui semble aujourd'hui fixé d'une manière invariable. V. Cass. 1^{er} fév. 1819, et la note.

(2) *Ibid.*, Aix, 6 déc. 1822. — La jurisprudence a été longtemps divergente sur ce point; mais tout en admettant l'inaliénabilité de la dot mobilière, elle

semble cependant se fixer aujourd'hui en sens contraire de la décision ci-dessus. V. Cass. 13 déc. 1820, et la note; Toulouse, 26 janv. et 5 juil. 1815; Grenoble, 29 mars 1816. V. aussi sur la question, nos observations sous un arrêt de Montpellier, du 26 nov. 1806.

la dot mobilière, et si l'art. 1554 ne parle que des immeubles dotaux, c'est que le mari étant le seul maître de la dot mobilière, et la femme étant dans l'impuissance de l'aliéner, il était inutile de lui en interdire l'aliénation; que l'art. 1449, placé dans le régime de la communauté, qui autorise la femme à aliéner son mobilier, n'est applicable qu'à la femme mariée sous ce régime; que cet article peut d'autant moins être appliqué à la dot constituée sous le régime dotal, qu'il faudrait décider aussi, d'après ce même article, que les mêmes immeubles dotaux peuvent, après la séparation de biens, être aliénés par la femme avec le consentement de son mari, prétention qu'on n'a jamais osé élever, et que l'art. 1554 condamne de la manière la plus formelle; — Que la Cour de cassation a consacré, elle-même, la vérité de cette doctrine par son arrêt du 1^{er} fév. 1819: — Qu'ainsi, les sieurs Arnaud père et fils avaient droit de se refuser au paiement de la somme de 2,600 fr. formant la dot de la dame Fraissinet, à moins que cette somme ne fût solidement placée, ou qu'une caution solvable ne leur fût fournie; — Attendu que, par l'exploit du 25 fév. 1823, la dame Fraissinet, qui avait demandé sa dot entière de 2,600 fr., sommait les sieurs Arnaud père et fils à comparaître devant le notaire qu'elle indiquait, à l'effet de payer de suite la somme de 2,600 fr., au moyen de l'offre qu'elle leur faisait, de leur donner connaissance des pièces qui pouvaient justifier que les immeubles qu'elle voulait acquérir n'étaient grevés d'aucune inscription, et que, cependant, l'entière sûreté de ce paiement ne pouvait pas être acquise à cette époque, puisque, outre qu'il pouvait exister des hypothèques légales, quoique non inscrites, les créanciers qui pouvaient avoir des hypothèques conventionnelles ou judiciaires sur les biens que la femme Fraissinet se proposait d'acquérir, pouvaient, pendant la quinzaine de la transcription de l'acte, s'inscrire utilement sur lesdits biens; que, d'ailleurs, la dame Fraissinet avait des formalités à remplir pour la mainlevée de son hypothèque légale, qui grevait l'immeuble acquis par les sieurs Arnaud père et fils, et pour le transport de sa dot sur les immeubles dont elle avait projeté l'acquisition; — Que c'est donc sans fondement que le tribunal de première instance a pris prétexte, et de l'offre insuffisante de la dame Fraissinet, et du défaut de comparution des sieurs Arnaud père et fils devant le notaire, pour les débouter de leur opposition au commandement à eux signifié, et ordonner la continuation des poursuites; — Par ces motifs, etc.

Du 24 mai 1823. — Cour roy. de Montpellier. — Prés., M. de Trinquetel, p. p. — Concl., M. Castan, av. gén. — Pl., MM. Reynaud et Bedasle.

FOLLE ENCHÈRE. — BAIL. — RESILIATION. Les baux consentis, même de bonne foi, par un adjudicataire, sont résolvables, même à l'égard du preneur, en cas de vente sur folle enchère: la résolution du droit du bailleur emporte alors résolution du droit du preneur. (Cod. civ., 1718 et 1743; Cod. proc., 737.) (1)

(Martin — C. Couturier.)

Du 24 mai 1823. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés., M. Delaméthérie. — Pl., MM. Mayet-Génety et Malec.

(1) La solution contraire est admise en doctrine et en jurisprudence. V. Cass. 11 avril 1821, et la note.

(2) V. à cet égard, Cass. 25 juin 1811, et la note.

(3) V. sur ce point, Colmar, 31 août 1810, et sur-

VII. — II^e PARTIE.

1^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — JUGEMENT CONTRADICTOIRE. — CHOSE JUGÉE.

2^o et 3^o EMPRISONNEMENT. — JUGEMENT. — SIGNIFICATION. — RECOMMANDATION.

1^o Lorsqu'un jugement par défaut, frappé d'opposition, est suivi d'un jugement contradictoire portant débouté d'opposition, la chose jugée réside moins dans le jugement par défaut, que dans le jugement contradictoire (2).

2^o Ainsi, lorsque la contrainte par corps est prononcée par un jugement contradictoire, confirmatif d'un jugement par défaut, elle ne peut être valablement exercée qu'après la signification du jugement contradictoire: la signification du jugement par défaut seul, ne suffirait pas pour la validité de l'emprisonnement. (Cod. proc. civ., 780.)

3^o L'art. 780, Cod. proc. civ., qui déclare les recommandations valables, encore qu'elles aient eu lieu par suite d'un emprisonnement nul, n'est pas applicable aux recommandations faites au nom du créancier qui a fait procéder à l'emprisonnement (3).

(Lornac-Cheyroux — C. Villeneuve.)

30 août 1811, jugement par défaut du tribunal de commerce de Tulle, rendu sur les poursuites du sieur Villeneuve, et qui condamnait par corps, le sieur Lornac-Cheyroux au paiement d'une lettre de change. — Opposition de la part du débiteur. — 25 oct. 1811, jugement contradictoire qui confirme le jugement par défaut.

Le 23 oct. 1822, le sieur Villeneuve fait emprisonner son débiteur; mais il importe de remarquer qu'il ne lui avait signifié préalablement que le jugement par défaut, du 30 août 1811. — Le 24 oct. 1822, le sieur Villeneuve recommande son débiteur, en vertu de deux autres jugements du tribunal de commerce de Tulle, rendus à raison d'autres obligations.

26 nov. suivant, Lornac-Cheyroux fait assigner le sieur Villeneuve devant le tribunal de Brives, pour voir prononcer, 1^o la nullité de l'emprisonnement, attendu qu'il n'a été précédé que de la signification du jugement par défaut, bien que ce jugement n'ait d'existence et d'effet que par le jugement contradictoire qui le confirme, et qu'aux termes de l'art. 780 du Cod. de proc. civ., aucune contrainte par corps ne puisse être mise à exécution qu'un jour après la signification du jugement qui l'a prononcée; la nullité de la recommandation, comme une conséquence de la nullité de l'emprisonnement.

26 nov., jugement qui annule l'emprisonnement, mais qui déclare en même temps valable la recommandation.

Appel du débiteur quant au chef du jugement qui déclare valable la recommandation faite à la suite d'un emprisonnement nul.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en fait, que le commandement qui a précédé l'emprisonnement de Lornac-Cheyroux n'a été accompagné que d'une signification du jugement par défaut du 30 août 1811, et que le jugement contradictoire du 25 oct. suivant, qui a statué sur l'opposition formée à ce jugement, n'a pas été signifié; — Attendu, en droit, qu'un jugement par défaut frappé d'opposition, n'a d'existence et d'effet que par le jugement qui, en statuant sur l'opposition, le confirme; que ces deux jugements ne forment qu'un seul tout indivisible; qu'ainsi,

tout le acte qui accompagne un arrêt de la Cour de Riom du 3 août 1837. — *Juge*, la note sur un arrêt de la Cour de cassation du 2 avril 1822, et les autorités qui y sont citées.

Villeneuve, obligé par la disposition de l'art. 780 du Cod. de proc. civ. de signifier le jugement qui faisait son titre à l'égard de la contrainte par corps, en ne signifiant que le jugement par défaut du 30 août, n'a pas satisfait aux dispositions de l'art. 780; que, par conséquent, l'emprisonnement de Lornac-Cheyrout est nul; et que c'est à juste titre que le tribunal d'où vient l'appel l'a ainsi décidé;

Attendu qu'étant établi que l'emprisonnement de Lornac-Cheyrout, fait à la requête de Villeneuve est nul, il s'agit de savoir si Villeneuve a pu valablement recommander Lornac-Cheyrout en vertu d'un autre titre; — Attendu que, à la vérité, l'art. 796 du Cod. de proc. civ. porte que la nullité de l'emprisonnement, pour quelque cause qu'elle soit prononcée, n'emporte point la nullité des recommandations; mais qu'il est évident que la disposition de cet article n'est applicable qu'à des tiers, et que le créancier qui a lui-même fait procéder à l'emprisonnement, ne peut s'en prévaloir; que ce principe, quoiqu'il ne soit point textuellement écrit dans la loi, résulte de quelques considérations frappantes, et des conséquences absurdes qu'entraînerait le principe contraire: qu'en effet, la position du tiers créancier qui recommande son débiteur déjà emprisonné, à la requête d'un autre créancier, et la position du créancier qui recommande son débiteur, qu'il a lui-même fait incarcérer, ne se ressemblent point: dans le premier cas, le créancier n'étant pas réputé connaître les détails de la procédure qui a été faite par un autre, on ne peut le rendre responsable des fautes d'autrui, qu'il n'a pu ni prévoir ni empêcher: et il suffit, pour qu'il soit réputé avoir satisfait à la loi, qu'il remplisse les formalités qui lui sont personnellement prescrites pour la validité de sa recommandation; dans l'autre cas, au contraire, la nullité de l'emprisonnement étant le fait personnel du créancier, il doit en porter la peine; on ne peut admettre, sans arriver à des conséquences absurdes, que ce créancier puisse violer toutes les formes, pour faire emprisonner son débiteur, et profiter ensuite de cette incarcération illégale, qui serait son fait, pour priver son débiteur de sa liberté, par une recommandation qui aurait en définitive, le même effet qu'un emprisonnement; — Qu'ainsi, la recommandation faite à la requête de Villeneuve, le 34 oct., est nulle; que, dès lors, le tribunal d'où vient l'appel a bien jugé en annulant l'emprisonnement, mais qu'il a erré en déclarant la recommandation valable; — Attendu, relativement aux dommages-intérêts, qu'il est facultatif au juge de les accorder ou de les refuser, et que, dans l'espèce, il n'y a pas de motifs suffisants pour en accorder à l'appelant; — Met l'appel et le jugement dont est appel au néant, en ce qu'il a déclaré valable la recommandation faite à la requête de Villeneuve, postérieurement à l'emprisonnement; émendant, réformant, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, déclare ladite recommandation nulle; — Ordonne, en conséquence, que Lornac-Cheyrout sera de suite mis en liberté s'il n'est retenu pour autre cause; — Déclare n'y avoir lieu à accorder des dommages-intérêts; condamne Villeneuve aux dépens, etc.

Du 26 mai 1823. — Cour roy. de Limoges. — Pres., M. de Gaujal, p. p. — Pl., MM. Dumont et Barny.

(1) V. conf., Grenoble, 5 avril 1831.

(2) V. en ce sens, Cass., 10 août 1812. — V. aussi nos observations sur un arrêt de cass., du 3 pluv., an 13.

(A) Il a été toutefois jugé qu'en matière d'arbitrage

MANDAT D'AMENER. — ABSENCE. — COPIE.

— VISA.

Quand le prévenu contre lequel a été décerné un mandat d'amener, n'est pas trouvé à son domicile, et qu'il n'y a trouvé non plus aucun de ses parents ou serviteurs, il y a obligation, à peine de nullité, de remettre la copie à un voisin, qui signe l'original, ou sur son refus, comme à défaut de voisin, au maire ou à l'adjoint de la commune qui doit également, à peine de nullité, viser l'original. (Cod. proc., 68; Cod. inst. crim., 105.) (1)

(FERRAS.)

Du 26 mai 1823. — Cour roy. de Grenoble. — Ch. d'acc. — Pres., M. Paganon. — Concl., M. Lacoste, subst.

DERNIER RESSORT. — DEMANDEURS DISTINCTS.

Lorsqu'il y a plusieurs demandeurs dans une instance contre un seul défendeur, les conclusions des demandeurs doivent être cumulées pour savoir si le tribunal doit prononcer en premier ou en dernier ressort (2).

(Percheron — C. N.) — ARRÊT.

LA COUR. — Sur la fin de non recevoir: — Attendu que lorsqu'il y a plusieurs demandeurs dans une instance contre un seul défendeur, l'ou doit, à n'en pas douter, cumuler leurs conclusions pour connaître si le tribunal doit prononcer en premier ou en dernier ressort; — Attendu que les vœux et héritiers Coues et Percheron, ayant conclu cumulativement devant le tribunal de Vouziers, à une somme excédant 1,000 fr., il s'ensuit que le jugement qui a été prononcé a été rendu en premier ressort; — An fond, mais s'arrêter à la fin de non-recevoir, etc.

Du 26 mai 1823. — Cour roy. de Metz.

ARBITRAGE FORCÉ. — PROROGATION DE POUVOIRS.

En matière d'arbitrage forcé, lorsque les pouvoirs des arbitres sont épuisés suite par eux d'avoir rendu leur jugement dans le délai fixé, les diligences faites ultérieurement devant eux par les parties, ne peuvent avoir pour effet de proroger les pouvoirs de ces arbitres. — Il faut dans ce cas une nouvelle nomination faite suivant les formes établies par la loi. (Cod. proc. civ., 1007, 1012 et 1018; Cod. comm., 54.) (3)

(Ginien — C. Lagorio.)

Une société commerciale avait été formée à Marseille, entre les sieurs Jean-Louis Bethfort et Joseph Lagorio. — Ce dernier vint à décéder. — Le 2 août 1819, un compromis fut fait entre le sieur Bethfort et la dame Commandé, veuve, et se prétendant héritière du sieur Lagorio, pour la liquidation de cette société et le paiement des contestations qui en résulteraient. — Les arbitres reçurent mission de statuer, dans les six mois, en dernier ressort. — Le sieur Bethfort ayant contesté à la dame veuve Lagorio la qualité d'héritière de son mari, les arbitres, par une sentence du 22 janv. 1820, renvoyèrent les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent pour faire régler leurs qualités. — Le tribunal civil de Marseille statua sur ce point par jugement du 21 mars 1820. — Le tribunal de commerce, par jugement du 15 mai suivant, confirma les arbitres précédemment nommés, et ordonna qu'ils prononçaient

forcé, lorsque les arbitres n'ont pas prononcé dans le délai fixé, les tribunaux peuvent accorder une prorogation. V. Paris, 8 avril 1809, Lyon, 30 déc 1822, et les notes.

raient dans le délai de trois mois, à compter du jour de la signification. La dame veuve Lagorio fit faire cette signification, le 3 juin. Peu après le sieur Bethfort décéda. — Le délai de trois mois s'écoula sans que le jugement arbitral eût été prononcé.

Cependant la dame Caron, veuve Bethfort le sieur Bethfort, veuve, et le sieur Damsy, firent signifier des conclusions aux héritiers Lagorio, comme se chargeant de la liquidation des affaires du sieur Jean-Louis Bethfort; et ils remirent à ce titre leurs pièces et mémoires aux arbitres. — La veuve Lagorio fit de son côté les mêmes diligences. Le sieur Guieu avait été nommé, par arrêt de la Cour d'Aix, du 5 mars 1822, liquidateur judiciaire de la communauté précédemment existante entre le sieur Bethfort et la dame Caron; il avait de plus été autorisé à continuer la liquidation du commerce du sieur Bethfort et les opérations commencées par les précédents liquidateurs. — Il fit signifier cet arrêt, le 25 novembre, aux héritiers Lagorio, et leur déclara qu'à la prochaine séance des arbitres il demanderait un délai de deux mois pour prendre connaissance de l'affaire et préparer ses défenses. — Le 12 décembre, les parties se présentèrent devant les arbitres. — Le sieur Guieu demanda le renvoi de la cause à deux mois, les arbitres renvoyèrent pour tout délai au 9 janv. 1823. — Le 19 décembre, le sieur Guieu fit assigner les héritiers Lagorio devant le tribunal de commerce, pour voir nommer de nouveaux arbitres qui statueront en charge d'appel sur toutes les contestations relatives à la liquidation, déclarant ne plus reconnaître l'existence du tribunal arbitral composé par le jugement du 15 mai 1820.

Le 17 janv. 1823, jugement qui repousse ces prétentions: — « Attendu, eu droit, qu'on s'engage par des faits qui supposent un consentement, comme par des contrats qui expriment ce consentement en termes exprès; — Que, dans l'espèce, il résulte des diverses comparutions des parties devant les arbitres et des différents mémoires par elles produits à plusieurs époques, que le délai de trois mois fixé par le jugement du 15 mai 1820, et dans lequel les arbitres devaient rendre leur décision, a été prorogé, du consentement mutuel des parties, et que ce consentement résulte bien plus expressément encore, soit de l'existence du dossier des héritiers Lagorio entre les mains du sieur Guieu, soit de la déclaration faite par ledit sieur Guieu le 25 nov. dernier, dans l'exploit de signification de l'arrêt de la Cour royale d'Aix, soit enfin des conclusions prises par ledit sieur Guieu, devant les arbitres, dans la séance du 12 déc. dernier, tendant à ce que la cause fût renvoyée de nouveau à deux mois, dans lequel temps il promit de fournir tous les moyens de défense de la liquidation dans l'affaire dont il s'agit, afin de mettre les arbitres à portée de statuer sur les fins et conclusions de toutes les parties; — Que c'est d'après ces conclusions, sur lesquelles les héritiers Lagorio s'en rapportèrent à la prudence des arbitres, que ceux-ci ont rendu, le même jour, 12 déc., une sentence qui fixe, pour tout délai, l'audience au 9 janv. lors prochain; — Attendu que le consentement donné par le sieur Guieu à la prorogation du délai fixé par le jugement du 15 mai 1820, ayant été accepté par les héritiers Lagorio, ne peut plus être révoqué que du consentement de ceux-ci; — Que l'exception que le sieur Guieu tire de l'absence du sieur Vignolo et des époux Imbert, lors du renvoi prononcé par les arbitres le 12 déc., et de leur défaut de consentement, se trouve repoussée par la qualité de la dame veuve Lagorio, que le ju-

gement du 21 mars 1820 a reconnue habile, en l'état, à représenter la succession de son mari, et à défendre dans l'instance arbitrale dont il s'agit, et par l'adhésion que ledit sieur Vignolo et les époux Imbert ont déclaré donner aux conclusions de la dame veuve Lagorio; — Attendu, au surplus, qu'il est de l'intérêt bien entendu de toutes les parties de voir mettre fin à une instance qui dure depuis près de sept ans; que ce n'est pas par la nomination de nouveaux arbitres, alors que ceux-ci, à nommés sont instruits de l'affaire et sont à la veille de rendre leur décision, que l'on peut y parvenir; que ces arbitres, qui avaient en la confiance des sieurs Louis Bethfort et Joseph Lagorio, pendant leur vie, et qui jouissent d'ailleurs de l'estime générale, sont bien faits pour rassurer et le tribunal et les parties sur la justice de la décision qu'ils ont à rendre, le tribunal dit que les pouvoirs de MM. Roussel, Tardieu et Rostan, arbitres, confirmés d'office, en cette qualité, par le jugement du 15 mai 1820, ont été prorogés, du consentement des parties, par leurs comparutions aux divers audiences de MM. les arbitres et les conclusions par elles prises devant eux, que cette prorogation a eu lieu, le 12 déc. dernier, pour un nouveau délai de trois mois, puisque les parties ont procédé, le même jour, devant les mêmes arbitres; en conséquence, ordonne que, par les sieurs Tardieu, Roussel et Alexis Rostan, arbitres, il sera passé outre, dans le délai de trois mois, comptable du 12 décembre dernier, au jugement de toutes les contestations existant entre les parties, à raison de la société en participation qui a eu lieu entre défunt Louis Bethfort et défunt Joseph Lagorio, etc. » Appel de la part du sieur Guieu.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il résulte de la combinaison des art. 1007, 1012 et 1028 du Code de proc. civ., et 54 du Code de comm., que le délai fixé aux arbitres forcés, en matière de liquidation de sociétés de commerce, est tout aussi fatal que celui du compromis volontaire, en matière civile; — Que bien que la nécessité de l'arbitrage ne cesse pas d'exister, les mêmes arbitres commerciaux, après les délais de leur mandat, n'ont plus qualité ni pouvoirs, s'ils ne les tiennent d'une volonté nouvelle et réciproque, de la part des parties, et d'une nouvelle nomination faite suivant les formes établies par la loi dans les art. 53 du Code de comm., et 1005 du Code de proc. civ.; — Que lorsque la loi a déterminé de quelle manière des arbitres pouvaient être nommés, et par conséquent prorogés, il est impossible d'en admettre d'autres qui s'établiraient par de simples présomptions, telles, par exemple, que la prorogation tacite ou implicite, et que c'est ce qu'a décidé la Cour de cassation par son arrêt du 22 avril dernier; — Considérant que si les arbitres sont eras, jusqu'à inscription de faux, sur les faits qu'ils constatent s'être passés devant eux, ce n'est qu'autant qu'ils le font dans les délais et sur les objets du compromis, c'est-à-dire dans le cercle de leurs attributions; mais qu'ils ne peuvent être habiles à constater, seuls et sans le fait direct des parties, rien de ce qui tendrait à constituer leurs pouvoirs, à les étendre ou à proroger les délais de l'arbitrage, sans quoi ce serait leur donner le moyen d'éluder les dispositions de l'art. 1038 du Code de proc. civ.; — Considérant que les arbitres dont il s'agit au procès tenaient leurs pouvoirs du compromis du 2 août 1819 qui a été déclaré nul et de nullité, et des jugements des 21 mars 1820, rendus par le tribunal civil de Marseille, et 15 mai suiv., rendu par le tribunal de commerce de la même

ville; que ce dernier jugement n'avait accordé que trois mois aux arbitres pour prononcer, à dater de sa signification, laquelle fut faite le 3 juin même année, à la réquisition de la veuve Lagorio; qu'ainsi, les pouvoirs des arbitres étaient expirés le 3 septembre suivant, c'est-à-dire depuis plus de deux ans, lorsque, le 19 déc. 1822, le liquidateur de la succession Bethfort eût toutes les parties en nomination de nouveaux arbitres;— Considérant que l'acte du 12 déc. 1822, émané des arbitres, constatant que ce même liquidateur se serait présenté devant eux pour requérir un délai de deux mois et proroger ainsi leurs pouvoirs, serait un jugement préparatoire, s'il avait été rendu dans les délais du compromis; qu'à défaut, c'est une pièce nulle, émanée de personnes dont les pouvoirs étaient expirés et qui, par conséquent, ne pouvaient plus rien constater; que d'ailleurs elle n'est pas même revêtue d'une ordonnance d'exequatur, malgré les dispositions de l'art. 1021 du Code de proc. civ.; et que, sous tous les rapports, elle doit être rejetée du procès;— Considérant que les autres actes de prorogation, dont excipent les intimés, impuis-sans par eux-mêmes, sont tous antérieurs à la demande en nomination de nouveaux arbitres, et ont eu lieu avant que les sceux eussent rendu leur jugement au fond;— Que, d'ailleurs, il est constant, en fait, que les mineurs Lagorio et la dame Imbert y sont demeurés étrangers, et qu'ainsi, tous les intéressés n'y ayant pas concouru, il ne peut y avoir de lien pour personne, par défaut de réciprocité;— Considérant enfin que le compromis qu'on prétend avoir été prorogé par le liquidateur, portait renonciation à tous recours en appel et en cassation, ce qu'avait pu consentir le sieur Louis Bethfort, de son vivant; mais que le simple liquidateur de la succession, administrant d'ailleurs pour des mineurs, n'aurait pu proroger un compromis qu'il n'était pas dans ses pouvoirs de consentir;— Sans s'arrêter au prétendu jugement préparatoire du 12 déc. 1822 qu'elle annule et rejette du procès;— Déclare le pouvoir des arbitres expiré depuis le 3 sept. 1820;— Ordonne qu'il sera pourvu sur une nouvelle nomination d'arbitres, conformément aux art. 53, 54, 55 et suivans du Code de comm., etc.

Du 28 mai 1823. — Cour roy. d'Aix. — Prés., MM. de Montmeyan. — Pl., MM. Perrin et Cresp.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — DOT. — COLLOCATION.

La femme, dont l'immeuble dotal a été aliéné, a, concurremment avec l'action en révocation de l'aliénation, hypothèque légale sur les biens de son mari, pour le prix de l'immeuble vendu.

Si donc les biens du mari sont vendus à une époque où les reprises de la femme ne puissent être exercées (c'est-à-dire, durant le mariage et avant la séparation de biens), la femme n'en doit pas moins être colloquée à son rang, sauf aux juges à ordonner que le montant de la collocation de la femme restera dans les mains de l'acquéreur, ou qu'il en sera fait tout autre emploi, jusqu'au moment de l'exigibilité. (Cod. civ., 2135 et 2195.) (1)

(1) Ainsi jugé sur le renvoi prononcé par la Cour de cassation, le 24 juill. 1821, par un arrêt conforme à celui ci-dessus. V. cet arrêt à sa date, et les observations qui l'accompagnent.

(2) La jurisprudence tend à se fixer en sens contraire sur ce point. V. Bourges, 10 fév. 1810; Nancy,

(La dame de Croy-Chanel—C. Les créanciers de son mari.)

Du 28 mai 1823. — Cour roy. de Rouen. — Ch. réun.— Prés., M. Carel. — Concl., M. Bergasse, av. gén.— Pl., MM. Tbl et Hubert.

1^{re} COMMUNAUTÉ.—RÉGEL.

2^{re} TESTAMENT.—RATIFICATION.

1^{re} Lorsqu'un époux, légataire de l'usufruit des biens de son conjoint, diverte un effet de la communauté, il ne peut être privé que de sa portion dans l'effet diverti; il doit conserver l'usufruit de la portion de l'autre époux. (Cod. civ., 1471.) (2)

2^{re} L'héritier qui, ayant pleine connaissance du testament qui le dépouille, le laisse exécuter et garde le silence pendant onze années, peut être réputé l'avoir ratifié et déclare non recevable à proposer ultérieurement les vices de forme du testament. (Cod. civ., 1340.) (3)

3 juill. 1810, décès de la dame Nuffer, laissant pour héritière la dame Leirlitz. — Par testament authentique, en date du deuxième jour complémentaire an 11, la dame Nuffer avait légué au sieur Nuffer, son mari, l'usufruit de tous ses biens. — La dame Leirlitz prend connaissance du testament, et ne s'oppose point à ce que le sieur Nuffer jouisse des biens.

En 1820, la dame Leirlitz assigne le sieur Nuffer en restitution d'une somme de 927 fr., qu'elle l'accuse d'avoir diverti de la communauté existante entre sa femme et lui, et dont il doit la restitution, aux termes de l'art. 1477 du Code civil.

Nuffer dénie le fait du divertissement. Il soutient qu'en outre fait-il vrai, il n'aurait d'autre influence que de le priver de sa portion dans la somme diverte, et qu'il conserverait son droit d'usufruit sur la portion de sa femme, aux termes du testament.

La dame Leirlitz réplique : que le testament de la dame Nuffer est nul, en ce qu'il ne contient point la mention expresse qu'il a été dicté par la testatrice et lu en présence des témoins;— Que le sieur Nuffer ne peut donc réclamer l'usufruit que lui attribue ce testament; mais qu'en admettant la validité de ce testament, le fait de divertissement de la somme de 927 fr. le prive de tout droit sur cette somme, soit du droit de propriété de sa portion, soit du droit d'usufruit sur la portion de sa femme.

15 juin 1821, jugement du tribunal civil de Sarverne, ainsi conçu :— « Considérant qu'il est prouvé par les dépositions des trois témoins ouï, que le jour du décès de sa femme, Eve-Elisabeth Klein, femme Nuffer, le défendeur a détourné une somme de 927 fr., provenant de la communauté qui avait existé entre lui et sadite femme défunte, et en a disposé en la prêtant pour son compte personnel, sans en faire la déclaration dans l'inventaire;— Que par l'effet de ce recel le défendeur, d'après les dispositions de l'art. 1477 du Code civil, doit être privé de sa part dans la sadite somme, et ne peut, par conséquent, se dispenser de la restituer en entier; qu'en vain, pour éluder cette restitution, il invoque et produit le testament de sa femme, reçu par le notaire Dischein, le 2 complémentaire an 11; attendu que

10 déc. 1841, [et les autorités qui y sont rappelées en note,

(3) V. décisions analogues dans le même sens, Cass. 5 fév. 1829; Toulouse, 2 juill. 1807, et la note; Paris, 8 mai 1815, et 15 oct. 1829; Pau, 27 fév. 1827, etc. V. Cass. 13 mars 1816, et la note.

ce testament est radicalement nul, comme ne renfermant point la mention expresse, prescrite à peine de nullité par l'art. 973 du Code civ., qu'il a été dicté par la testatrice, et qu'il a été lu en présence des témoins; mais que fût-il valable, cela ne changerait pas la position du défendeur relativement à la somme dont il s'agit, vu que n'étant qu'usufruitier des biens de sa femme, il était toujours tenu de faire un inventaire fidèle de la communauté, et ne pouvait rien détourner sans se rendre coupable de recel, et par conséquent sans encourir la peine prononcée par l'art. 1477 précité: — Par ces motifs, le tribunal donne acte de ce qu'il a été satisfait...; sans s'arrêter au testament...; lequel est déclaré nul, a condamné le défendeur à restituer au demandeur la somme de 927 fr. qu'il avait divertie de la communauté qui avait existé entre sa femme défunte et lui, avec intérêts, à compter du 3 juillet 1810, et aux dépens.

Appel de la part d'Ulrich Nuffer.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après l'art. 1477 du Code civ., celui des époux qui a divertie ou recélé quelques objets de la communauté, est privé de sa portion dans lesdits effets; qu'ainsi la disposition pénale ne porte que sur la portion afférente à celui qui a commis le recel, que par cela même on ne peut pas l'étendre au droit d'usufruit légué par testament de la portion afférente au précedé; que ce droit d'usufruit, que le conjoint survivant tient, non de la loi, mais bien de la volonté du testateur, n'est subordonné à aucune condition; qu'il est indépendant du fait de recel, à l'égard duquel on ne peut qu'appliquer limitativement, et non étendre la peine prononcée par la loi; que, comme conséquence, les intérêts de la somme à restituer ne doivent être alloués que du jour de la demande; que par l'application de ces principes à l'espèce, le recelé portant sur une somme de 927 fr., le droit d'usufruit de l'appelant sur la moitié de cette somme, c'est-à-dire de 463 fr. 50 c., doit être maintenu, et que l'autre moitié devra seule être déclarée exigible;

Considérant, quant au testament, qu'avant d'examiner s'il est ou non régulier en la forme, il faut vérifier si l'intimé est recevable à le critiquer; que ce testament est du 2 compl. an 11; qu'il se trouve rappelé à la fin de l'inventaire du 27 août 1810, lors duquel l'appelant n'a consenti à la vente des acquêts qu'en se réservant l'usufruit de la succession mobilière et immobilière de feu sa femme, à lui accordé par testament du 2 compl. an 11; qu'il apparaît bien par le procès-verbal dressé par le juge de paix du canton de Sarre-Union, le 22 oct. 1810 que l'intimé a alors élevé des doutes et même des prétentions sur plusieurs sommes qu'elle soutenait avoir été omises dans l'inventaire, mais qu'il n'a été donné aucune suite à cette demande, et que ce n'est que le 14 déc. 1820, que l'action pendante devant la Cour a été intentée; que ce silence de onze années, en pleine connaissance du testament, est, de la part de l'intimé, un acquiescement ou une exécution volontaire, qui, d'après l'art. 1340 du Code civil, emporte renonciation à opposer, soit les vices de forme, soit toute autre exception contre le testament; — Par ces motifs, et adoptant au surplus ceux des premiers juges; — Confirme, etc.

(1) V. conf., Cass. 8 janv. 1814; 6 juin 1815; Aix, 13 janv. 1808; Bastia, 14 mars 1822, et les notes.

(2) F. dans ce sens, Cass. 20 fév. 1821; Angers, 21 mai 1822, et les notes.

Du 29 mai 1823. — Cour roy. de Colmar. — Prés., M. Millet de Chevert, p. p. — Pl., MM. Sandherr et Chausfour aîné.

1^o TESTAMENT MYSTIQUE. — TESTAMENT OLOGRAPHÉ.

2^o TESTAMENT. — RÉVOCATION. — NULLITÉ.

1^o Un testament nul comme testament mystique, peut valoir comme testament olographe. (Cod. civ., 970 et 976.) (1)

2^o La clause révocatoire contenue dans un testament nul en la forme, mais valable comme acte notarié, doit néanmoins demeurer sans effet, surtout s'il résulte des circonstances que la révocation n'était que conditionnelle, et pour le cas où la seconde disposition ne pourrait être exécutée (2).

(Javel — C. Rémond.)

Du 30 mai 1823. — Cour roy. de Nîmes.

SURENCHÈRE. — INSOLVABILITÉ.

L'art. 710, Cod. proc., portant que toute personne peut exercer la surenchère du quart, ne doit pas s'entendre en ce sens que même une personne notoirement insolvable, soit admissible à surenchérir: l'insolvabilité notoire exclut de la surenchère, comme elle exclut des enchères. (Cod. proc., 710 et 713.) (3)

Une personne est réputée insolvable, dans le sens de l'art. 713, Cod. proc., et comme telle inadmissible à enchérir ou à surenchérir, lorsque son avoir et ses ressources ne comportent pas l'espoir de paiement. — Peu importe qu'elle ne soit pas insolvable dans un sens absolu. (Cod. proc., 713.) (4)

(Georges — C. Petit.)

8 mars 1823, adjudication définitive, sur expropriation forcée, des biens du sieur Lecousturier de Courcy. La vente a lieu par lots. — Dans la huitaine, surenchère de la part du sieur Georges, sur plusieurs lots, montant ensemble à près de 240,000 fr. — Le sieur Petit, adjudicataire, a contesté cette surenchère: il a prétendu que le sieur Georges était insolvable relativement au montant de la surenchère.

22 mars, jugement qui, avant faire droit, ordonne que, dans le délai de quinzaine, le sieur Georges déposera au greffe tous les titres établissant sa solvabilité, à l'effet, par les parties, d'en prendre communication sans déplacer. — Voici les motifs de ce jugement: — a Attendu que la surenchère peut produire pour résultat que le surenchérisseur demeure adjudicataire, et que dès lors la raison veut que le surenchérisseur soit solvable (Code de procédure civile, art. 712); — Que les avoués ne peuvent se rendre adjudicataires pour des personnes notoirement insolubles (art. 713 du même Code); et que de cette défense sort nécessairement le droit de contester, avant la réception des enchères, la solvabilité de l'enchérisseur, dès lors que cet enchérisseur est connu, comme dans l'espèce d'une surenchère; — Que dans l'espèce, il est articulé que le sieur Georges est, relativement à la surenchère, notoirement insolvable; — Que ce moyen proposé à l'audience ne peut être combattu avec avantage pour le surenchérisseur; — Que la surenchère étant dans l'intérêt de la masse des créanciers, il est du devoir de la justice de faciliter par tous les moyens que la loi avoue le succès de cette

(3) V. en ce sens, Cass. 6 fév. 1816, et les autorités indiquées à la note.

(4) Sic, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 6, quest. 2396.

surenchère, et qu'un délai arrondé au surenchérisseur pendant lequel il établir sa solvabilité, peut conduire à ce résultat, qu'en tout cas il produira cet effet d'éclairer le tribunal sur le parti qu'il devra prendre en définitive. »

Le sieur Georges n'ayant pas satisfait à ce jugement et n'ayant pas même comparu pour donner les motifs de son refus, il est intervenu un second jugement qui a déclaré la surenchère nulle.

Appel par le sieur Georges. — Il a soutenu d'abord que le tribunal avait erré en droit en lui ordonnant de justifier de sa solvabilité; qu'en effet, il est de principe que celui dont l'incapacité n'est pas justifiée doit être réputé capable; que c'était donc à ceux qui alléguaient le fait d'incapacité à en fournir la preuve; que jusque là il y avait présomption contraire; qu'obliger une partie à justifier de sa solvabilité, c'était la contraindre de donner le secret de sa fortune, d'exposer l'état de ses biens, à la première réquisition qui en serait faite; que ces investigations dans les affaires d'une partie avaient toujours été prosrites par la loi; qu'il fallait pour repousser un adjudicataire ou un surenchérisseur la notoriété publique d'insolvabilité; et que cette notoriété publique ne pouvait résulter que de faits patents; qu'ainsi, dès lors qu'on ordonnait une preuve à cet égard, la notoriété n'était pas. On citait pour l'appeler, ce que dit Pigeau, t. 2, p. 140 : « Les personnes notoirement insolubles dans les faillites non réhabilités; ceux qui, sans être faillites, sont dans un état tel, que cet état suffit à l'avouer pour décider qu'ils ne pourraient payer. » — Au fond, l'appelant a prétendu que le tribunal avait également fait erreur en admettant comme motif d'incapacité pour surenchérir l'insolvabilité relative; que la loi en parlant des personnes insolubles avait en vue une insolvabilité absolue; qu'autrement rien ne serait si facile que d'écarter les adjudicataires ou surenchérisseurs; que de la doctrine établie par les premiers juges, il résulterait, par exemple, qu'un homme riche de 100,000 fr. ne pourrait pas former une surenchère pour une somme de 150,000 ou 200,000 fr., et cependant qui ne sait que le propriétaire de 100,000 fr. peut trouver à emprunter une somme égale et même plus? Comment supposer, d'ailleurs, qu'un homme déjà à l'aise, se permette de surenchérir, sans être certain de pouvoir acquitter le prix de la surenchère, alors que, d'après la loi, à défaut de paiement, le bien est revendu sur folle enchère, et que le surenchérisseur est tenu par corps de la différence du prix? On ne peut croire qu'un homme veuille ainsi risquer sa fortune, et perdre sa liberté pour la seule fantaisie de former une surenchère.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si, aux termes de l'art. 710 du Cod. de proc. civ., toute personne peut faire une surenchère dans les délais et les formes déterminés par la loi, cet article doit être saine ment entendu en le rapprochant des articles qui suivent; — Que, d'après l'art. 713, les personnes notoirement insolubles ne peuvent se rendre adjudicataires; — Qu'il répugnerait à la raison que celui qui ne peut être adjudicataire soit admis à faire une surenchère qui donne lieu à une seconde adjudication, à laquelle ne peuvent concourir que l'adjudicataire et le surenchérisseur qui, en cas de folle enchère, est, suivant l'art. 712, tenu par corps de la différence de son prix avec celui de la vente; — Que si l'art. 710 admet toute personne à surenchérir, on ne peut être évidemment que toute personne en état de payer le prix auquel l'immeuble antérieurement adjugé sera élevé par l'effet de sa surenchère; et que

ces mots, toute personne, ne sont employés dans l'art. 710 que par opposition aux art. 835 du Cod. de proc. civ., et 2185 du Code civil, qui n'admettent à surenchérir que les créanciers inscrits; — Que si toute personne indistinctement était admise à surenchérir, il n'est pas d'adjudication sur expropriation forcée qui ne pût être entravée par la collusion de l'exproprié avec un individu insolvable, lequel viendrait ainsi paralyser la distribution des deniers; porter un préjudice notable aux créanciers, en nécessitant de nouveaux frais purement frustratoires, pour parvenir à une adjudication; — Qu'à la vérité, l'art. 712, dans le cas qu'il détermine, accorde la contrainte par corps contre le surenchérisseur, mais que cette disposition, qui n'offre qu'une garantie partielle et souvent sans effet contre l'admission des personnes insolubles, dans les adjudications judiciaires, n'exclut pas l'application des dispositions de l'art. 713 relatives à leur exclusion, à la nullité de l'adjudication faite à leur profit, et aux dommages-intérêts; — Que peu importe que le surenchérisseur n'ait pas besoin du ministère d'un avoué pour faire la surenchère, et que l'on ne puisse se rendre adjudicataire que par le ministère d'un avoué, parce qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, de la forme prescrite pour être adjudicataire ou surenchérisseur, mais de la qualité, de la capacité, de l'identité de l'un et de l'autre; — Que l'adjudicataire insolvable étant évincé par la loi, la loi serait en contradiction avec elle-même si elle admettait un insolvable;

Attendu qu'à raison de sa profession, de ses modiques ressources et de la valeur des objets expropriés, Georges est hors d'état de payer le montant de la surenchère et dans l'état d'insolvabilité notoire, prévu par l'art. 713 du Cod. de proc. civ.; — Que, d'ailleurs, il n'a pu établir sa solvabilité, aux termes du jugement du 22 mars dernier...; — Confirme, etc.

Du 30 mai 1823. — Court roy. de Rouen. — 2^e ch — Prés., M. Aroux. — Concl., M. Lepetit, av. gén. — Pl., MM. Daviel, Descorde et Thil.

PARTAGE. — PACTE DE PRÉFÉRENCE. — INDIVISION.

Lorsqu'il a été convenu entre plusieurs copropriétaires d'un immeuble, qu'au cas où l'un d'eux vendrait sa portion, les autres auraient la préférence sur la nouvelle acquisition, ce pacte de préférence n'est applicable qu'au cas de vente, et n'exclut pas la suite pour chacun des copropriétaires de demander le partage de l'immeuble indivis (1).

(Roucolé — C. Raspaud et Delpech). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, que les appels ont soutenu que l'effet du pacte de préférence, tel qu'il est stipulé dans l'acte du 18 mai 1806, était d'empêcher tout partage ou toute vente de licitation des immeubles dont il s'agit; que cette prétention n'est pas mieux fondée que la première; — Que, si les premiers copropriétaires du moulin ont convenu qu'au cas où l'un d'eux vendrait sa portion, les autres copropriétaires pourraient réclamer la préférence sur le nouvel acquéreur, cette stipulation n'a eu évidemment pour objet que d'écarter les nouvelles personnes qui pourraient déplaire aux autres communiens; que cette stipulation surtout ne s'applique qu'au cas de vente; — Que demander le partage d'un objet indivis n'est pas vouloir vendre sa portion,

(1) F. anal. en sens contraire, Aix, 14 mars 1813. Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt. F. aussi Toulouse, 15 juil. 1818.

que c'est vouloir la faire déterminer, et qu'il importe peu que la demande en partage doive avoir pour résultat la licitation de l'objet indivis, puisque, d'une part, c'est un mode de partage, au lieu d'une vente partielle, et puis, que, d'autre part, le demandeur en licitation a l'espoir de rester adjudicataire de l'objet litigieux, ce qui exclut bien de son chef toute idée de vendre sa portion; — Qu'ainsi la clause relative au pacte de préférence ne saurait recevoir aucune application à l'espèce : que la demande dont les appelans voudraient être relaxés ne tend qu'à faire cesser l'indivision, et que rien ne montre que les parties aient voulu déroger au droit commun à cet égard; qu'au surplus, elles ne l'auraient pas pu : — Par ces motifs, statuant sur l'appel; réformant, quant à ce, le jugement du 13 juillet 1822, déclare que le moulin dont il s'agit et ses dépendances, ne sont pas susceptibles d'une division en nature et par lots; qu'il y a lieu, par conséquent, de procéder à la vente par licitation desdits objets, etc.

Du 30 mai 1823. — Cour roy. de Toulouse, 1^{re} ch. — Prés., M. Hocquart, p. p. — Concl., M. de Bagnath, 1^{er} av. gen. — Pl., MM. Décamp et Romiguières.

SÉPARATION DE CORPS. — SÉVICES. — TORTS RÉCIPROQUES.

La demande en séparation de corps formée par la femme contre son mari pour sévices et mauvais traitemens, peut être rejetée lorsqu'il est prouvé qu'elle s'est attiré ces mauvais traitemens par ses torts et ses exces (1).

(L... — C. L...)

Du 1^{er} juin 1823. — Cour roy. de Rennes. — Prés., M. Dupont des Loges. — Pl., MM. Bernard jeune et Noreu de Kerdanet.

ÉTRANGER. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux français sont incompétens pour statuer sur une contestation élevée entre deux étrangers, n'ayant ni domicile, ni résidence en France, relativement à l'exécution d'une convention faite et d'un jugement rendu en pays étranger (2).

(N... — C. N...) — ARRÊT.

LA COUR : Attendu que les appelans et l'intimé sont étrangers, que Challer père et encore moins le fils, n'ont acquis ni domicile, ni résidence en France; — Attendu que ces étrangers contestent en France, par suite de conventions qu'ils ont faites en pays étrangers, et demandent l'exécution d'une décision d'un tribunal étranger; — Attendu que la jurisprudence consacrée par plusieurs décisions et arrêts de la Cour de cassation refuse toute action à des étrangers devant les tribunaux français; que les tribunaux doivent se reconnaître sans caractère et sans mission légale pour prononcer sur des intérêts qu'ils n'ont pas le devoir de régler; qu'ils n'ont pas plus d'autorité pour ordonner l'exécution des jugemens rendus par les tribunaux étrangers; — Attendu que le tribunal de commerce de Charleville était incompétent pour connaître des questions que lui soumettaient les parties, vu leur qualité d'étrangers, et encore moins pour ordonner l'exécution des jugemens, ce qui, dans tous les cas, excéderait ses pouvoirs; les jugemens dont est appel doivent être

considérés comme nuls et non avenus; — Met les appellations et ce dont est appel au néant, etc. Du 3 juin 1823. — Cour roy. de Metz.

LÉGITIMITÉ. — LOI DE L'ÉPOUSE. — ACTE DE MARIAGE. — POSSESSION D'ÉTAT. — PETITS-ENFANS.

Lorsque la naissance et les actes constitutifs de la possession d'état sont antérieurs au Code civil, c'est d'après les principes de l'ancienne jurisprudence que doit être jugée la contestation sur la légitimité.

Sous l'ancienne jurisprudence, la possession d'état d'enfant légitime dispensait l'enfant, quand les père et mère étaient décidés, de prouver leur mariage (3).

L'obligation imposée aux enfans par l'art. 197, l'od. etc., de prouver que leurs père et mère ont vécu publiquement comme mari et femme, ne s'étend pas aux petits-enfans à l'égard de leurs aïeuls.

(Debierre — C. Mignon et Marellae.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que la naissance et les actes d'où l'on peut faire résulter la possession d'Anne Bernard comme femme légitime de Tournier-Labaurie, et de Marthe-Antoinette comme leur fille, étant antérieurs à la promulgation du Code civil, l'affaire doit être décidée par la jurisprudence ancienne, aux termes de laquelle l'enfant réclamant, et à qui l'on contestait, après le décès de ses père et mère, la qualité de fils légitime, y était maintenu lorsque cette qualité était établie par son acte de naissance joint à la possession publique de son état; — Qu'à la vérité, l'art. 197 du Code civ. semble exiger que les père et mère aient vécu publiquement comme mari et femme; mais que, d'une part, la cause actuelle doit se régler par la jurisprudence ancienne, qui n'exigeait pas cette condition; et que, de l'autre, la loi ne parle dans cet article que des enfans, et non des petits-enfans; et qu'ici, l'intimée est petite-fille d'Anne Bernard, dont on conteste l'état de femme légitime; — Que si on recherche les causes pour lesquelles l'art. 197 ne doit pas s'appliquer aux petits-enfans, c'est qu'à mesure qu'on s'éloigne des faits, la preuve en devient presque toujours difficile et souvent impossible; — Qu'en effet, le droit de succéder s'étend jusqu'au dixième degré, et que, si l'on prend sous le nom d'enfant tous les descendans, on pourrait, en certains cas, remonter jusqu'à deux cents ans, et par là bouleverser les familles et les réduire au désespoir, puisqu'il serait impossible de prouver qu'alors les époux vivaient publiquement comme mari et femme; qu'ainsi, en consultant l'ancienne jurisprudence et même l'art. 197 du Code civil, dans son sens sainement entendu, il faut dire, avec l'art. 322 du même Code, qu'on ne peut contester l'état de celui qui a possession conforme à son acte de naissance, et que, dans l'espèce, Marthe-Antoinette y est dénommée fille légitime de Tournier-Labaurie et d'Anne Bernard sa femme; — Que si on examine les actes de possession, etc. (sur l'énumération des faits qui constituent la possession d'état de l'intimée); — Confirme, etc.

Du 4 juin 1823. — Cour roy. de Bourges. — aud. sol. — Prés., M. Sallé de Chéne, p. p.

(1) V. sur les torts réciproques entre époux, Cass. 7 niv. an 7; Poitiers, 10 vent. an 11; Bruxelles, 27 flor. an 13; et les observations qui accompagnent ces arrêts.

(2) V. sur ce point, Cass. 8 avril 1818, et nos observations.

(3) V. conf., Cass. 8 janv. 1806; Grenoble, 5 fév. 1807. V. aussi les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 18 vent. an 11, et les autorités qui y sont rappelées. V. cependant, Paris, 29 brum. an 11 et 23 fr. 1822.

— *Concl.*, M. Pascaud, av. gén. — *Pl.*, MM. Thiot-Varennes et Maier.

CONSEIL D'ETAT. — POURVOI COLLECTIF.

Des particuliers qui ont des intérêts distincts, ne peuvent pas pourvoir collectivement au conseil d'Etat contre une décision administrative. Chacun d'eux doit former un pourvoi en son propre et privé nom (1).

(Etienne, compagnie Cheppe et autres. — C. ministre de la guerre.)

Le pourvoi était formé contre une décision prise par le ministre de la guerre relativement à des fournitures faites en 1815, dans le département de la Meuse. — Les réclamants avaient pris diverses conclusions.

Louis, etc. : — Considérant que le pourvoi dont il s'agit, a pour objet non un intérêt collectif, mais bien un grand nombre d'intérêts individuels, résultant de marchés passés avec divers particuliers; que dès lors, en l'état, ledit pourvoi n'est pas recevable :

Art. 1^{er}. Les requêtes de la compagnie Cheppe, des sieurs Etienne et consorts sont rejetées, sauf auxdits requérants à se pourvoir chacun en leur propre et privé nom, s'ils s'y croient fondés.

Du 4 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Crouselles. — *Pl.*, MM. Ducloux et Guibout.

ROUTES. — LARGEUR. — ALIGNEMENT. — TIERCE OPPOSITION.

L'acte du gouvernement qui fixe la largeur d'une route royale et règle l'alignement à observer par les riverains, n'est pas susceptible de tierce opposition par la voie contentieuse. Toute contravention aux alignements donnés en vertu de cet acte doit être poursuivie devant le conseil de préfecture (2).

(Dudot et autres.)

Les réclamants fondaient leur tierce opposition sur un décret du 24 janv. 1812 qui a fixé à 84 mètres 60 centimètres la largeur de l'avenue de la barrière du Trône à Vincennes, sur ce qu'aux termes de l'avis du conseil d'Etat du 25 prair. an 12, il n'était pas exécutoire faute d'avoir été inséré au Bulletin des Lois. — Le sieur Dudot, particulièrement, ajoutait que ce décret constituait à leur égard une expropriation, et qu'aux termes de l'art. 545 du Code civ. on ne pouvait l'obliger à son exécution et à suivre l'alignement qu'il prescrivait avant de l'avoir indemnisé. Enfin les réclamants demandaient subsidiairement qu'on achetât immédiatement leurs maisons, de gré à gré, ou d'après les formalités prescrites par la loi du 8 mars 1810.

Louis, etc. : — En ce qui concerne le tiers opposant au décret du 24 janv. 1812 : — Considérant que ce décret ne peut être attaqué par la voie de l'opposition; — En ce qui concerne personnellement le sieur Dudot : — Considérant que le décr. du 24 janv. 1812, n'ayant pas été rapporté, il

(1) V. conf., ordonn. du 22 janv. 1824 (aff. Farce); F. aussi Cormeoin, *Droit admin.*, 5^e éd., tit. 1^{er}, chap. 5 du mode de procéder devant le conseil d'Etat, § 1^{er}, ad notes.

(2) Du même jour, décision identique (aff. Champfort).

(3) Il résulte de cette solution que les attributions administratives des intendans de province ont été $\frac{2}{3}$ volées, à l'époque de leur suppression, aux nouvelles administrations qui les ont remplacés. De même, les fonctions judiciaires qu'exerçaient également ces fonctionnaires, appartenaient aujourd'hui aux tribunaux en vertu de l'art. 9 de la loi

n'était pas possible de donner à ce propriétaire un alignement autre que celui qui résulte des dispositions dudit décret; qu'ainsi le conseil de préfecture de la Seine était fondé à ne pas admettre les réclamations :

Art. 1^{er}. La requête du sieur Dudot est rejetée. — 2. La requête des... tiers opposans au décr. du 24 janv. 1812 est rejetée. — 3. Toute contravention faite, par le sieur Dudot, à l'alignement qui lui a été donné, sera poursuivie devant le conseil de préfecture de la Seine.

Du 4 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé. — *Pl.*, M. Rochelle.

CONCESSION DOMANIALE. — INTENDANT DE PROVINCE. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

L'intendant d'une généralité provinciale, en concédant une portion de chemin à un particulier, exerçait une partie de l'autorité administrative qui lui avait été déléguée; en conséquence, ce n'est pas au conseil de préfecture, mais au ministre de l'intérieur, sauf recours au conseil d'Etat, à interpréter l'arrêté de concession (3).

(Sabatier — C. Commune de la Réole.)

Du 4 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Lebeau. — *Pl.*, MM. Macarel et Naylies.

1^o ET 2^o VOIRIE (PETITE). — DÉMOLITION. — MAIRE. — CONSEIL DE PRÉFECTURE.

3^o ET 4^o MISE EN JUGEMENT. — PLAINTES. — ORDRES SUPPLÉMENTAIRES.

5^o CONSEIL D'ETAT. — MÉMOIRES (SUPPRESSION DE.)

1^o Le maire qui, sur les ordres donnés par le préfet, en exécution d'un arrêté du conseil de préfecture, a fait démolir des ouvrages exécutés sans autorisation par un particulier sur un chemin public, ne peut être condamné personnellement à les rétablir.

2^o Le conseil de préfecture qui, après avoir ordonné la démolition d'ouvrages élevés en contravention sur un chemin vicinal, reconnaît qu'il a excédé sa compétence, ne peut néanmoins ordonner le rétablissement de ces ouvrages.

3^o L'autorisation de poursuivre un maire par la voie criminelle ne peut être accordée, tant qu'il n'est pas justifié que les tribunaux aient été saisis par une plainte (4).

4^o L'autorisation de poursuivre le même fonctionnaire à fins civiles, ne peut d'ailleurs être accordée lorsqu'il n'a fait que suivre les ordres à lui donnés par le préfet (5).

5^o Le conseil d'Etat ordonne la suppression d'un mémoire injurieux publié dans une instance pendante devant lui et joint à l'avocat d'être plus circonspect à l'avenir (6).

(Langlade — C. Martinot.)

Arrêté du conseil de préfecture du Var, qui

du 6 juill. 1791. V. ordonn. du 1^{er} juin 1828 (aff. Vétain de Varennes).

(4) V. dans ce sens, ordonn. du 12 fév. 1823 (aff. Fabry), et les renvois de la note.

(5) C'est la même règle constamment appliquée par le conseil d'Etat. V. ordonn. des 17 nov. 1819 (aff. Cazeneuve); 9 juill. 1820 (aff. Cruzet); 22 fév. 1821 (aff. Lambert).

(6) F. conf., décret et ordonn. des 29 août 1807 (aff. Moreau); 14 juill. 1819 (aff. Aubry), et la note; 21 juin 1821 (aff. Lochallerie). V. aussi Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 1, n^o 360.

sur la plainte du maire d'Aubagne, et d'après le renvoi du préfet, condamne le sieur Langlade : 1° à combier un fossé ouvert par lui à travers un chemin vicinal pour conduire les eaux dans sa propriété; et 2° à supprimer deux martellières cadastrées qui fermaient le fossé. Cet arrêté fut exécuté sans trouble par deux ouvriers, à la diligence du maire et en vertu des ordres du préfet. — Opposition du sieur Langlade qui demande le rétablissement des lieux. — Deuxième arrêté du conseil de préfecture qui se déclare incompétent, et renvoie le sieur Langlade devant qui de droit pour obtenir le rétablissement des lieux.

Pourvoi au conseil d'Etat. — Le sieur Langlade demande : 1° que la disposition du dernier arrêté qui le renvoyait à se pourvoir pour le rétablissement des lieux, soit annulée; 2° que le maire soit personnellement condamné à opérer le rétablissement; et 3° qu'il lui soit accordé à lui (sieur Langlade) l'autorisation de le poursuivre criminellement ou au moins à fins civiles devant les tribunaux.

Louis, etc. — Vu l'art. 3 du décret du 9 août 1806, duquel il résulte que les informations judiciaires doivent précéder toute demande devant le conseil d'Etat, pour autorisation de mise en jugement des fonctionnaires publics en matière criminelle; — Eu ce qui concerne la démolition des martellières et le comblement des fossés par ordre du maire d'Aubagne: — Considérant que le sieur Langlade a construit et reconstruit ses martellières et autres ouvrages en dépendant, sans autorisation; que, dès lors, les mesures de police prescrites par l'ordonnance de la mairie d'Aubagne, du 24 août 1819, étaient applicables aux entreprises faites postérieurement à ladite ordonnance; — Considérant que le maire d'Aubagne n'était pas partie dans la cause portée devant le conseil de préfecture, et qu'il a dû suivre les ordres donnés par le préfet, pour l'exécution des arrêtés du conseil de préfecture;

Relativement à l'annulation de la disposition de l'arrêté du conseil de préfecture, du 9 mai 1820, qui renvoyait le sieur Langlade à se pourvoir, ainsi et devant qui il avisera, pour obtenir le rétablissement de ses ouvrages: — Considérant que cette disposition a été justement prescrite, puisque la première construction faite sans autorisation étant l'objet de la contestation, le conseil, s'il eût ordonné le rétablissement des lieux, aurait statué sur une question qu'il avait reconnue ne pas être de sa compétence, et qui restait à juger;

Sur la demande en autorisation de poursuivre personnellement, en matière criminelle, le maire d'Aubagne: — Considérant que le sieur Langlade ne justifie d'aucune plainte qui ait saisi des chefs les tribunaux;

Et sur la demande de poursuivre ledit maire à fins civiles: — Considérant qu'il n'existe aucun motif d'autoriser les poursuites;

Encore que concerne la demande du maire d'Aubagne, tendante à la suppression des injures et calomnies contenues dans les requêtes du sieur Langlade, et notamment dans son mémoire imprimé, ou à lui réserver le droit de poursuivre, devant les tribunaux, le sieur Langlade, à raison de la distribution dudit mémoire: — Considérant qu'en effet ledit mémoire imprimé contient beaucoup d'expressions injurieuses contre le maire d'Aubagne;

Art. 1^{er}. Le mémoire imprimé, signé..., commençant par ces mots, *M. le maire d'Aubagne*, et terminé par ces mots: *avec dépens contre le maire d'Aubagne*, est supprimé; il est enjoint à M. ... d'être plus circonspect à l'avenir.

Du 4 juin 1823. — Ordon. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé.

VOIRIE (PETITE). — DÉMOLITION. — COMPÉTENCE.

C'est aux tribunaux, et non aux conseils de préfecture, qu'il appartient de statuer sur les amendes encourues par suite de contraventions en matière de petite voirie, et sur les frais de démolition ordonnée d'office dans le même cas (1).

Il n'appartient d'ailleurs qu'au maire, après avoir dressé procès-verbal de l'entreprise, de prendre un arrêté à l'effet d'ordonner au contrevenant de rendre le terrain usurpé, avec injonction que faute de la faire il sera procédé d'office, à ses frais, à la démolition des travaux, sous à lui à déférer cet arrêté au préfet, et à porter la question de propriété devant les tribunaux (2).

(Decaen — C. Commune de Saint-Piat.)

Arrêté du conseil de préfecture d'Eure-et-Loir qui condamne le sieur Decaen, curé de Saint-Piat, à enlever des bornes et plantations par lui établies sur un terrain situé en avant de sa maison et contigu à la rue du village.

Pourvoi devant le conseil d'Etat pour cause d'incompétence.

Louis, etc. — Vu le n° 3 de l'art. 471 du Code pén.; — Considérant qu'il ne s'agit pas de contravention sur un chemin vicinal; que le conseil de préfecture déclare lui-même qu'il s'agit d'une contravention commise dans une rue de la commune; — Considérant que les tribunaux ordinaires sont seuls compétents pour statuer sur les amendes encourues par suite de contravention en matière de petite voirie, et sur les frais de démolition ordonnée d'office, dans le même cas; — Qu'en conséquence, le maire de Saint-Piat, après avoir dressé procès-verbal de l'entreprise du sieur Decaen, devant, en outre, prendre un arrêté, 1° pour lui enjoindre de rendre à la voie publique, dans un délai déterminé, le terrain sur lequel il a anticipé; 2° pour ordonner que, faute, par ce particulier, de retirer lui-même les constructions formant anticipation, il serait procédé, d'office et à ses frais, à leur démolition, sans le droit du sieur Decaen de déférer cet arrêté au préfet, et de porter devant les tribunaux la question de propriété s'il s'y croit fondé; — Considérant que, dans l'un et l'autre cas, le conseil de préfecture était incompétent pour statuer;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture d'Eure-et-Loir, du 12 décembre 1822, est annulé pour cause d'incompétence, sans au maire de Saint-Piat à diriger de nouvelles poursuites en contravention contre le sieur Decaen, ainsi qu'il appartenait.

Du 4 juin 1823. — Ordon. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Senones. — *Pl.*, M. Scribe.

EAU (COURS D'). — SURETÉ PUBLIQUE. — RÉPARATIONS. — COMPÉTENCE.

Les préfets étant compétents, sans recours au ministre de l'intérieur, pour statuer sur les mesures de police et de sûreté prises par les maires, en matière de cours d'eau, c'est devant le ministre de l'intérieur préalablement et non directement devant le conseil d'Etat,

(1) V. dans le même sens, ordonn. des 23 déc. 1815 (aff. Pasquier); 23 janv. 1820 (aff. Poirier et aff. Conard).

(2) V. comme analogue sur le dernier point, la note qui accompagne une ordonn. du 11 fév. 1820 (aff. Caron).

que doit être porté le pourvoi contre la décision, par laquelle un préfet homologue un arrêté municipal, qui prescrit par mesure de police et de sûreté, au propriétaire d'un moulin dont le canal de décharge, longe un chemin, de réparer à ses frais ce canal, de reconstruire le mur de soutènement du chemin et d'établir un parapet (1).

(Roussel et Hamet.)

Du 4 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.

TRAVAUX PUBLICS. — EXTRACTION DE MATÉRIAUX. — COMPÉTENCE.

C'est aux tribunaux et non à la justice administrative, qu'il appartient de connaître des contestations relatives à une extraction de matériaux faite sur la propriété d'un particulier, par un entrepreneur de travaux publics, lorsque les conditions de cette extraction, ont été réglées entre l'entrepreneur et le propriétaire par une convention particulière (2).

(Milon — C. Montaigne.)

Loris, etc. — Considérant qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, de statuer sur la réclamation d'un particulier qui se plaindrait des torts et dommages résultant du fait personnel d'un entrepreneur de travaux publics, indépendamment de toute convention; — Considérant, au contraire, que les parties ont reconnu en jugement, ainsi que le tribunal l'a déclaré, qu'un marché s'était conclu entre le sieur Milon et le sieur Montaigne, relativement à l'extraction de matériaux dans le terrain du sieur Montaigne; — Considérant que les difficultés qui peuvent s'élever entre les parties, sur la validité et l'exécution de cette convention privée, sont du ressort des tribunaux; — Arr. 1^{er}. L'arrêté de couffit pris par le préfet du Tarn, le 12 déc. 1822, est annulé.

Du 4 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. de Cormeillein.

1^o, 2^o et 3^o. TRAVAUX PUBLICS. — ROUTES. CHEMINS VICINAUX. — EXTRACTION DE MATÉRIAUX. — INDEMNITÉ PRÉALABLE. — CARRIÈRE OUVERTE

4^o MISE EN JUGEMENT. — CONSEILLERS MUNICIPAUX.

1^o Un particulier n'est pas fondé à se plaindre,

(1) V. *supra*, et comme analogues, deux ordonn. en date du 21 mai 1823 (aff. comm. d'Haveshergues et aff. Boudage). V. également, sur le principe de la solution ci-dessus, l'ordonn. du 11 août 1822 (aff. Jolly), et la note ainsi que les nombreuses décisions auxquelles elle renvoie.

(2) V. dans ce sens, ordonn. des 20 nov. 1815 (aff. Remond); 8 et 26 août 1827 (aff. Milon et aff. Prevost) — V. aussi ordonn. du 30 janv. 1828 (aff. Best); Lyon, 22 mars 1833; Caen, 24 avril 1834; Nérigny, *Compét. et proc. adm.*, t. 1, n° 612.

(3) La jurisprudence paraît d'ailleurs se fixer dans ce sens, qu'en pareil cas l'indemnité qui peut être due ne doit pas être réglée préalablement comme au cas où il s'agit d'expropriation véritable, et de dépossession de terrains ou de maison. V. ordonn. du 20 juin 1839 (aff. Gréban); Toulouse, 10 mars 1834. V. aussi Serrigny, *Compét. et proc. adm.*, tom. 1, n° 602.

(4) V. conf. ordonn. des 29 juill. 1820 (aff. Bastier); 16 janv. et 31 juill. 1822 (aff. Rougier et aff. Fugère). — Mais la question est aujourd'hui tranchée en sens contraire par l'art. 17 de la loi du 21 mai 1826. V. la note sur la première des décisions ci-dessus indiquées.

que des matériaux nécessaires à la confection d'une route ont été extraits d'un terrain à lui appartenant, sans qu'il ait reçu l'indemnité préalable, lorsque le terrain a été désigné par le devis, et qu'il a été mis en demeure par le préfet, de faire régler cette indemnité soit de gré à gré, soit à dire d'experts, sauf recours au conseil de préfecture, en cas de contestation (3).

2^o Les contestations relatives aux dommages, causés par des extractions de matériaux, qui ont eu lieu pour l'entretien des chemins vicinaux d'une commune, sont de la compétence des tribunaux et non de celle de l'autorité administrative (4).

3^o La disposition de l'arrêt du conseil du 9 sept. 1755 qui affranchit les propriétés closes de l'extraction des matériaux nécessaires à l'entretien des routes, n'est pas applicable à une propriété qui n'est pas close de toutes parts, et à laquelle il est possible d'accéder de plusieurs points, sans passer par la barrière placée à l'une de ses issues (5).

4^o Il n'est pas besoin d'autorisation du conseil d'Etat, à l'effet de pourvoir des membres d'un conseil municipal, qui ont agi sans qualité ni mandat, et qui ne peuvent des lors être considérés comme agents du gouvernement (6).

(Pellion.)

En 1812, la municipalité de Saint-Symphorien fit extraire du sable, sans aucune notification préalable, dans le domaine du sieur Pellion, pour réparer ses chemins vicinaux.

En 1816, le préfet invita par lettre le maire de Saint-Symphorien « à notifier au sieur Pellion qu'il avait été fait choix de sa carrière pour s'y procurer le gravier nécessaire au pavage de la route royale, et qu'il ne pouvait, sous aucun motif, s'opposer à cette mesure, au moyen du paiement de l'indemnité qui serait réglée de gré à gré avec l'entrepreneur ou à dire d'experts; qu'au reste, à défaut par lui d'obtempérer à cette invitation, il y serait contraint. » — Muni de cette lettre, trois membres du conseil municipal se transportent sur les lieux, et enjoignent, l'un, au fermier de ne pas s'opposer à l'extraction, à peine d'y être contraint; l'autre, à un serrurier d'ouvrir la serrure qui fermait la barrière de l'issue conduisant à la carrière du gravier, et le

(5) Le conseil d'Etat a jugé dans un sens analogue, qu'on ne peut considérer comme propriétés closes, dans le sens des arrêtés du conseil des 7 sept. 1755, et 20 mars 1780 (relatifs à l'exemption de toute extraction de matériaux), des terres labourables encloses d'un fossé, et de haies vives plantées sur le rejet de la terre du fossé, même dans les pays où il est d'usage de clore ainsi les terres. V. ordonn. du 1^{er} juill. 1810 (aff. de Champagné (Vol. 1810 2, 478)). Cette dernière solution au moins serait, si nous sommes susceptibles d'être contredits, d'après les termes mêmes de l'arrêt du conseil du 7 sept. 1755 sur lequel elle s'appuie, et qui, en autorisant (art. 1^{er}), les adjudicataires à prendre des matériaux pour les travaux publics, dans tous les lieux qui leur seront indiqués par les devis et adjudications desdits ouvrages, ajoute : sans néanmoins qu'ils puissent les prendre dans les lieux qui seront fermés de murs ou autres clôtures équivalentes, suivant l'usage du pays. — Quoi qu'il en soit, la même ordonnance du 1810 décide d'ailleurs que c'est au conseil de préfecture à juger en pareil cas si la propriété désignée pour des extractions, doit être considérée comme close ou non close.

(6) V. conf., ordonn. du 4 déc. 1823 (Cons. municip. de Castagnettes).

troisième, aux gendarmes d'enfoncer les portes, ce qui fut exécuté. Le sieur Peillon se plaignit; mais un arrêté du préfet, approuvé par le ministre de l'intérieur, ordonna de continuer l'exploitation, sauf au sieur Peillon à se pourvoir en indemnité contre l'entrepreneur et le maire, auprès du conseil de préfecture.

Pourvoi devant le conseil d'Etat par le sieur Peillon contre l'arrêté du préfet: il soutient qu'on ne pouvait faire aucune extraction dans sa carrière, sans l'avoir préalablement indemnisé conformément à l'article 545 du Code civ.; que le champ dans lequel se trouvait la carrière était clos, et qu'on ne pouvait y continuer les fouilles. — De plus, le sieur Peillon demandait l'autorisation de poursuivre les trois conseillers municipaux qui s'étaient rendus coupables de violences et d'abus de pouvoirs à son égard.

Locus, etc. — Sur la demande relative aux dommages faits, en 1816, pour les travaux de la route royale, n° 8, de Paris à Antibes: — Considérant que la sablière de la Roche avait été désignée par le devis, et que, par l'arrêté attaqué, le préfet de l'Isère a mis le sieur Peillon en demeure de faire régler l'indemnité soit de gré à gré, soit à dire d'experts, sauf à faire statuer par le conseil de préfecture, en cas de contestation, sur la quotité de ladite indemnité: — Considérant que cette décision est basée sur la juste application de l'art. 4 de la loi du 26 pluv. an 8, et qu'ainsi le pourvoi est mal introduit de ce chef: — Considérant, néanmoins, que cette disposition n'aurait pas dû être appliquée aux dommages faits en 1812, à raison de l'extraction du sable pour l'entretien des chemins de la commune, et qu'en cas de non-conciliation sur ce point, entre la commune et le sieur Peillon, cette contestation devra être portée devant les tribunaux ordinaires: — Sur le chef relatif à la nécessité de continuer l'exploitation de la sablière de la Roche, pour l'entretien de la route royale: — Considérant qu'il résulte du procès-verbal d'enquête, que le champ du sieur Peillon n'est pas clos de toutes parts; qu'il est possible d'accéder de plusieurs points à la sablière, et sans passer par la barrière; qu'ainsi ledit sieur Peillon n'est pas fondé à invoquer l'exception relative aux propriétés totalement entourées de murs ou autres clôtures équivalentes, suivant les usages du pays;

Sur la demande de prendre à partie les trois membres du conseil municipal de Saint-Symphorien d'Ozon: — Considérant que lesdits conseillers municipaux ayant agi sans qualité ni mandat, ne peuvent être considérés comme agents du gouvernement; qu'ainsi le sieur Peillon peut les traduire en justice, s'il s'y croit fondé, et sans qu'il soit nécessaire d'obtenir notre autorisation;

Art. 1^{er}. La décision ministérielle du 11 sept. 1818, en tant qu'elle confirme l'arrêté du préfet de l'Isère, du 3 nov. 1817, est annulée dans la disposition qui renvoie devant le conseil de pré-

fecture la question d'indemnité pour le fait de réparation des chemins de la commune de Saint-Symphorien d'Ozon, sauf au sieur Peillon à poursuivre le maire de cette commune devant les tribunaux, en cas de non-conciliation sur les dommages faits en 1812; — 2. Elle est approuvée en ce qui concerne le mode de régler les dommages faits pour les travaux de la route royale, n° 8; — 3. La disposition portant que, sauf indemnité, l'on continuera d'exploiter la sablière du sieur Peillon, jusqu'à épuisement de matériaux propres à la réparation de ladite route, est confirmée; — 4. Il n'y a lieu de statuer sur la demande du sieur Peillon, en autorisation de poursuivre trois membres du conseil municipal de Saint-Symphorien d'Ozon, ni sur ses conclusions aux dépens.

Du 4 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Reboul.

1^{er} INTERVENTION. — FORCLUSION.

2^o ORDRE. — FORCLUSION. — EXCEPTION DE FORME.

1^o Le créancier qui a laissé passer le délai d'un mois fixé par l'art. 756, Cod. proc., sans contredire, personnellement, l'état de collation provisoire, et sans prendre part en première instance, à la contestation née de contradits formés par d'autres créanciers, ne peut intervenir en cause d'appel dans cette même contestation. — Ce serait éluder l'effet de la forclusion acquiescée. (Cod. proc., 406 et 756.) (1)

2^o La forclusion prononcée par l'art. 756, Cod. proc. civ., n'est pas une acceptation de forme qui doive être proposée in limine litis; elle peut être opposée en tout état de cause, même en appel, à moins qu'on ne soit présumé, d'après les circonstances, y avoir renoncé. (Cod. proc., 173 et 756.) (2)

(Bernard et Audouin — C. Tixer et Duches.)
Du 5 juin 1823. — Cour roy. de Limoges. — 2^e ch. — Prés., M. Grellier de Beaurgard. — Concl., M. Guillaud, av. gén. — Pl., MM. Dumont, Duic et Barny.

1^{er} BAIL VERBAL. — PREUVE TESTIMONIALE.

2^o CAUTIONNEMENT. — PREUVE TESTIMONIALE.

1^o La preuve testimoniale n'est pas admissible, pour établir le prix et les conditions d'un bail verbal dont l'exécution est commencée (3).

2^o Il n'y a pas lieu d'admettre la preuve par témoins de l'existence d'un cautionnement, lorsqu'il n'y a pas commencement de preuve par écrit.

(Blandas — C. Cayre et Valette. — ARRÊT.)

LA COUR; — Attendu que, si l'art. 1715 paraît autoriser l'admission de la preuve testimoniale, par exception à la règle générale, lorsque le bail a reçu un commencement d'exécution, l'article suivant a réservé au fermier et au pro-

même Cour a admis la preuve testimoniale à l'effet d'établir le durée d'un bail verbal; l'arrêt du 14 juill. 1810; et à l'effet de savoir si le bail a été fait à mi-fruits ou à rente fixe, l'arrêt du 22 mai 1819. Mais il semble que la durée d'un bail, la nature du prix sont aussi des choses dont il est acte de se prouver la preuve écrite, et par conséquent que dans ces cas, comme dans celui de l'arrêt ci-dessus, la preuve testimoniale devrait être rejetée par application de l'art. 1714. C'est en ce sens que se prononce M. Truphion, du Louvre, t. 1, n° 118. — V. aussi sur ce point, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 14 janv. 1840, et les autorités citées.

(1) La jurisprudence s'est prononcée en ce sens. V. la note qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour de Grenoble du 22 juill. 1810, et les arrêts qui y sont indiqués. — V. cependant Cass. 12 dec. 1814.

(2) V. en ce sens, Grenoble, 3 mars 1821; Orléans, 29 août 1821; Grenoble, 15 août 1824 et 9 janv. 1827; Nîmes, 12 août 1829; et 18 juin 1832; Cass. 10 dec. 1834.

(3) Il s'agit dans l'espèce de la fixation d'un prix de bail, c'est-à-dire d'une chose dont il avait été facile de se procurer une preuve écrite. Par suite, la rejection de la preuve testimoniale n'était qu'une exacte application de l'art. 1341 du Code civ. — Toutefois, la

prétendre le droit d'en faire déterminer le prix et les conditions par le mode qu'il établit; — Attendu que François Cayre, l'une des parties au procès, par ses conclusions subsidiaires, en date du 13 janv. 1819, avait demandé la vérification prescrite par l'art. 1716, à l'effet de déterminer quel pouvait être le produit du pré lors du bail; — Que, dès lors, l'offre du serment de la part de la dame de Blandas, ni la preuve par elle créée, ne peuvent être accueillies; — Qu'il y a lieu de maintenir les dispositions du jugement qui les rejettent, tous les droits des parties demeurant réservés, par ledit jugement, sur le surplus de leurs conclusions, et, par conséquent, à l'effet de faire procéder à la vérification prescrite par l'art. 1716;

Attendu, en ce qui concerne l'appel incident de Valette, qu'un cautionnement ne peut s'induire d'une convention non écrite, et qui n'est qu'alléguée, et que la preuve ne peut en être admise qu'à l'aide d'un commencement de preuve par écrit; — Que, quand même il résulterait des actes de la cause, que Valette eût été associé de Cayre, on ne pourrait en conclure qu'il eût été le fermier de la dame de Blandas; — Attendu que la dame de Blandas, en faisant interroger Valette sur le fait de l'obligation qui le concerne, n'a pas en elle-même déterminé quelle qualité elle devait lui donner, ce qui permet encore moins de reconnaître en lui la qualité de caution; — Qu'enfin, dans les quittances du prix de la ferme, la

dame de Blandas a reconnu que c'était de Cayre seul qu'elle recevait les paiements, et avec lui seul qu'elle avait traité par le bail à ferme qu'elle devait passer par écrit avec lui; — Par ces motifs, sans s'arrêter aux conclusions tant principales que subsidiaires de la dame de Blandas, — La démet de son appel, etc.

Du 6 juin 1823. — Cour roy. de Nîmes. — 4^{re} ch. — Prés., M. Fournier de Clausonne.

ÉTRANGER.—COMPÉTENCE.

Du 6 juin 1823 (aff. Lonchay). — Cour roy. de Metz. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour, du 3 juin 1823 (aff. N....).

ADOPTION. — RÉSERVE. — INSTITUTION CONTRACTUELLE.

Du 8 juin 1823 (aff. Carrion Nizas). — Cour roy. de Montpellier. — V. l'arrêt de la Cour de cassation, du 29 juin 1825, rendu sur le pourvoi formé dans la même affaire.

ORDRE. — RÉGLEMENT DÉFINITIF. — APPEL. — DÉLAI.

L'ordonnance par laquelle le juge-commissaire délègue pour le règlement provisoire d'un ordre, rejette une demande formée devant lui et procède à la clôture définitive de l'ordre, est un véritable jugement; et conséquemment elle est susceptible d'appel (1).

(1) La question de savoir si l'ordonnance de clôture d'ordre est un véritable jugement, et si la loi lui autorise une voie de recours quelconque contre cette ordonnance, est restée jusqu'à présent assez incertaine. Les auteurs et la jurisprudence ont présenté sur ces deux points les solutions les plus discordantes : les uns ont soutenu que l'ordonnance du juge-commissaire qui prononce la clôture de l'ordre, est un véritable jugement, et ils en ont conclu qu'elle ne pouvait être attaquée que par voie d'appel devant la Cour royale; d'autres ont pensé au contraire que l'ordonnance du juge-commissaire n'est pas un jugement; mais ils ont tiré de cette appréciation des conclusions tout opposées : ainsi les uns en ont conclu qu'aucune voie de recours n'était ouverte contre cette ordonnance; d'autres qu'elle ne pouvait être attaquée que par voie d'action principale ou d'opposition devant le tribunal, comme surveillant naturel des opérations du juge-commissaire. (V. à cet égard le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour d'appel de Turin du 25 mars 1809.)

C'est ce dernier système que nous avons adopté, et nous en avons développé les motifs dans notre Volume de 1837, 2^e part., p. 113, en rapportant un arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier de la même année, conforme à l'arrêt ci-dessus.

Nous y avons soutenu que les pouvoirs délégués par la loi, ou par le tribunal, au juge-commissaire, pour le règlement provisoire ou définitif de l'ordre (Cod. proc. 750, 753, 759), appartiennent essentiellement à la juridiction volontaire, et non à la juridiction contentieuse, exclusivement dévolue au tribunal, et qu'il ne peut déléguer; que par conséquent les actes de juridiction volontaire délégués au juge-commissaire, ne peuvent jamais constituer de véritables jugements, mais seulement de simples actes ou décisions qui, dans le cas où ils porteraient grief à quelqu'une des parties et où la réclamation prendrait un caractère contentieux, ne peuvent être déferées qu'au tribunal expressément investi du droit de prononcer sur toutes les contestations qui peuvent s'élever dans le cours de la procédure d'ordre (Cod. proc. 756); de là nous avons induit que,

dans le silence gardé par la loi sur la voie de recours à prendre pour faire rectifier ou réformer les erreurs ou excès de pouvoir que le juge-commissaire pourrait avoir commis dans l'exercice de ses fonctions, il fallait s'adresser au tribunal par voie d'action principale ou d'opposition, et non à la Cour royale par voie d'appel, en franchissant le premier degré de la juridiction contentieuse; que d'ailleurs cet appel dont il fallait arbitrairement fixer les délais, devenait inadmissible lorsque l'importance du litige se trouvait inférieure au taux du dernier ressort qu'il fallait donc de toute nécessité en revenir dans ce cas à la juridiction du tribunal, ou décider qu'aucun recours n'est ouvert aux parties pour faire réformer les erreurs du juge-commissaire.

Mais depuis que nous avons émis cette doctrine, nous avons trouvé la question discutée de nouveau par M. Chauveau dans ses excellentes annotations sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 2575, où le savant professeur, tout en combattant notre opinion et celle de plusieurs autres auteurs, expose un système particulier de solution que nous croyons devoir examiner ici.

Après avoir analysé les sentiments divers des praticiens sur la question, et les diverses solutions de la jurisprudence, M. Chauveau s'attache surtout à démontrer, ce en quoi nos deux opinions s'accordent, mais contrairement à celle de M. Terrible et de M. Carré, que les décisions du juge-commissaire qui, dans le règlement provisoire de l'ordre, interviennent grief aux parties, ne peuvent rester sous voie de recours; il en vient à examiner ensuite, et c'est ici que nos deux opinions diffèrent, quelle doit être cette voie de recours.

Or, voici à cet égard comment raisonne M. Chauveau : « Il nous semble, dit-il, que pour apprécier quelle voie de recours est ouverte contre l'ordonnance du juge-commissaire, il faut considérer à savoir : 1^{re} quelle est la nature de ses attributions; 2^{de} de quelle manière il les a remplies. — Les fonctions de juge-commissaire sont déterminées par la loi : il liquidera les frais de radiation et de poursuite, dit l'art. 759, prononcera la déchéance du créancier non prédisant, ordonnera la dé-

Une semblable ordonnance étant de sa nature

exécutoire pour provision (Cod. proc., 771).

livresse des bordereaux de collocation : voilà des prescriptions bien formelles, une compétence ou quelque sorte spéciale. Il n'est donc pas vrai de dire d'une manière absolue que le juge-commissaire soit le délégué du tribunal, c'est-à-dire son représentant.

« Il est délégué par le tribunal, en ce sens qu'il est nommé par lui; mais dès lors sa juridiction est bien à lui, parsonne ne peut s'en emparer, et le jugement du tribunal lui-même qui liquiderait les frais de poursuites, prouverait des déchéances, serait incontestablement de nul effet. — Il résulte de ces principes que les décisions du juge-commissaire forment un premier degré de juridiction, et qu'elles ne sont pas de nature à être portées devant le tribunal, incompétent pour en connaître, soit par action nouvelle, soit surtout par voie d'opposition.

« Mais sent-il en lui-même, comme semble la décider quelques arrêts, qu'il y a toujours lieu à interjeter appel; ou, pour faire mieux comprendre les développemens qui suivent, que l'ordonnance du juge-commissaire est toujours un véritable jugement? C'est ici que nous proposerons une distinction qui doit faire disparaître presque toutes les objections faites et les inconvénients signalés par M. Devillemeuve contre notre doctrine. Cette distinction peut se réduire à ses termes : l'ordonnance occasionne-t-elle au grief sérieux aux parties? N'en confère-t-elle aucun, ou le préjudice provient-il du fait dont le règlement définitif n'est lui-même qu'une conséquence? En d'autres termes, le juge-commissaire s'est-il renfermé dans les limites de ses attributions, ou s'en est-il écarté? Car en définitive les deux questions rentrent l'une dans l'autre.

« Pour les résoudre, examinons les diverses hypothèses qui peuvent se présenter. — Ou le tribunal a rendu un jugement sur contredits, ou il n'en a pas rendu. S'il n'y a pas eu de jugement, ce ne peut être que par l'une de ces deux circonstances : le juge-commissaire a tranché lui-même la contestation élevée sur le règlement provisoire qu'il a transformé en son règlement définitif; ou bien, nulle contestation ne s'est élevée et le juge-commissaire n'a eu qu'à remplir les fonctions que lui attribue l'art. 759. — Dans la première hypothèse, il est évident que le juge a excédé ses pouvoirs, qu'il a empiété sur ceux du tribunal, qu'il a décidé un différend et inféré grief aux parties; son ordonnance est un véritable jugement susceptible d'appel, comme celui d'un tribunal civil qui aurait statué en matière commerciale, ou d'un tribunal de commerce qui aurait jugé criminellement. Si nulle contestation ne s'est élevée, le juge-commissaire n'a fait que prononcer les déchéances déjà encourues, procéder à une liquidation, conséquence de tout ce qui a été fait; donc juridiction volontaire, nulle voie de recours contre son ordonnance, à moins qu'elle n'ait pas été rendue dans les délais et suivit les formes voulues, auquel cas grief, manquement à ses devoirs, appel. — Supposons maintenant que des contredits se soient élevés sur l'ordre de collocation provisoire, et qu'ils aient été jugés à l'audience. Alors se continue la délégation du juge-commissaire, et le loi lui donne de nouveaux pouvoirs de statuer et de régler les intérêts des parties, conformément à la disposition de l'art. 759. Il faut donc voir sur quel point-ci entendement faire porter l'appel dirigé contre son ordonnance. Est-ce sur les points jugés par le tribunal et dont elles n'ont pas relevé appel ou dont l'appel n'a pas été accueilli? Il est évident que toute voie de recours leur est fermée à cet égard, et qu'elles n'ont pas lieu de se plaindre

du préjudice qui leur est causé. Est-ce d'avoir mal interprété la décision du tribunal ou excédé ses pouvoirs au quelque manière que ce soit? Il y a certainement lieu à l'appel, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Même décision, si le juge se s'ait pas conformé aux délais et formes prescrits par la loi. — En un mot, toutes les fois que le juge-commissaire reste dans le cercle de ses attributions, les décisions qu'il rend sont inattaquables; ou ne peuvent pas même qu'il puisse en être autrement. Mais s'il ne s'est pas conformé aux règles de la procédure; si surtout il a eu l'air de vouloir qu'il lui appartienne pas, sa sentence en saurait subsister : la question de savoir s'il est tombé dans l'une ou l'autre de ces fautes, sera donc valablement soumise aux juges d'appel.

Toute cette théorie, comme on le voit, revient à dire en dernière analyse, qu'il y aura ou n'y aura pas voie de recours, selon que le juge-commissaire aura ou n'aura pas excédé ses pouvoirs, et que, dans tous les cas, cette voie de recours ne pourra être que l'appel devant la Cour royale. — Mais c'est-ce pas là plutôt déplacer la question que la résoudre? De ce que le grief éprouvé par l'une des parties dans le règlement définitif de l'ordre serait le résultat d'un excès de pouvoirs du juge-commissaire plutôt que d'un simple mal jugé, d'une erreur ou d'une inadvertence, s'ensuit-il que le seule voie de recours soit l'appel devant la Cour royale, omisso medio, sans que le tribunal de première instance ait eu aucune façon connu de la difficulté, sans qu'il y ait eu aucun débat engagé, aucune conclusion prise, aucune instruction judiciaire? . . . Assurément non; ou du moins, c'est là précisément que reste la question et c'est là ce que M. Chauveau résout pour l'affirmative sans en donner aucun motif. La distinction de M. Chauveau nous semble donc laisser la question au point de départ. — D'ailleurs, l'excès de pouvoir n'est pas plus une cause d'appel que le mal jugé, et c'est le plus ordinairement par un mal jugé, par une fautive appréciation des droits des parties qui figurent dans l'ordre, par une erreur involontaire même, que le juge-commissaire peut porter grief à quelques-unes d'entre elles en arrêtant le règlement définitif, soit qu'il colloque un créancier dans ce règlement à un certain rang ou pour une certaine somme qu'il n'avait pas dans le règlement provisoire, ou qu'il l'omette tout-à-fait, soit qu'il interprète mal les dispositions des jugemens ou arrêts qui ont statué sur les contredits, etc. Or, dans ces différens cas, il y a, comme en convient M. Chauveau lui-même, grief inféré aux parties et par conséquent, voie de recours. Mais quelle sera cette voie de recours? Là est toujours la question que ne résout pas la distinction de l'excès de pouvoir et du mal jugé. — Ajoutons que ce n'est pas par l'usage ou l'abus que le juge-commissaire a pu faire de la juridiction qui lui a été déléguée, soit par le tribunal, soit par la loi, (comme on voudra) que peuvent se déterminer et la nature de cette juridiction, et les voies de recours qu'elle comporte : ce sont là toutes choses qui doivent se déterminer a priori, en considérant en eux-mêmes l'étendue des pouvoirs délégués; or, il nous semble impossible de voir dans ces pouvoirs rien qui se rattache à la juridiction contentieuse, nous n'y saurions voir qu'une émanation de la juridiction volontaire.

De ce que, dans notre opinion, nous accordons la voie de l'opposition contre les dispositions du juge-commissaire dans le règlement définitif de l'ordre, M. Chauveau en conclut que nous ne pouvons admettre, sans conséquence, que le règlement n'est pas un jugement. Nous ne saurions admettre

L'appel en est valablement interjeté dans la huitaine de sa prononciation. (Cod. proc., 449.) (1)

(Bourrel - C. Sarrazin-Cazeaux.) — ARRÊT.

LA COUR;—Attendu, sur les fins de non-recevoir opposées à l'appel, 1° qu'une ordonnance par laquelle un commissaire à l'ordre rejette une demande quelconque formée devant lui, et procède à la clôture définitive de l'ordre, est un véritable jugement contre lequel la voie de l'appel est ouverte;

Attendu 2° qu'une ordonnance de clôture d'ordre est de sa nature exécutoire par provision; que cela s'induit des dispositions combinées des articles du Code relatifs à la procédure d'ordre, et notamment de celles de l'art. 771 qui veut que, dans les dix jours après l'ordonnance du juge commissaire, le greffier délivre à chaque créancier nillement colloqué le bordereau de collocation qui est exécutoire contre l'acquéreur:

cette conclusion: les décisions de la juridiction volontaire sont en général susceptibles d'apposition, sans que pour cela on puisse dire que ces décisions sont de véritables jugements. C'est au point élémentaire et que nous croyons avoir établi dans nos observations sur l'arrêt de Paris du 11 janv. 1837, auxquelles nous nous référons. Nous avons donc très-bien pu, tout en déniant aux actes ou décisions du juge-commissaire le caractère de jugement, admettre contre ces actes la voie de recours qui leur est propre, c'est-à-dire, l'apposition: ce n'est là au aucun manière préjuger la nature de ces actes ou décisions.

« Mais, dit M. Chauveau, les fonctions du juge-commissaire sont déterminées par l'art. 750. sa juridiction est bien à lui; ses décisions forment un premier degré de juridiction; ce sont, en un mot, de véritables jugements. » — Ici encore, la conséquence ne découle pas des prémisses: sans doute, les fonctions du juge-commissaire sont déterminées par la loi; mais il tient sa délégation de tribunal, et il s'exerce qu'une juridiction que la loi lui possède lui-même: *delegatus iudicat*, qui cause committitur terminando et exequenda, vices delegati a representantia, et in iurisdictione nihil proprium habens (L. 1, ff. de Off. ejus cui mandata est jurisd.).— Aussitôt que le juge-commissaire a rempli sa mission, ses pouvoirs cessent; la juridiction volontaire qui lui avait été déléguée remonte à sa source et rentre dans les mains du tribunal; dès lors, s'il s'élève quelques difficultés sur l'exécution de ses actes, ce ne peut plus être qu'au tribunal, investi de la juridiction ordinaire, de la plénitude de la juridiction volontaire et coutumière, qu'il appartient de les décider, surtout si ces difficultés ont pris un caractère contestueux. — Les principes qui appartiennent au droit canonique, sont aussi ceux de notre procédure civile, qui y puisent son origine. — Enfin, nous en retrouvons l'application à la question qui nous occupe, dans deux arrêts récents de la Cour de Limoges des 9 et 10 avril 1810 rapportés dans notre Recueil périodique, Vol. de 1810, 2, 349, arrêts qui consacrent formellement votre opinion.

« Par l'art. 753, est-il dit dans le premier de ces arrêts, le législateur a imposé au juge-commissaire, s'il s'élève des contestations, de renvoyer les contestans à l'audience; ce n'est que lorsqu'il ne s'élève aucune contestation, ou bien, s'il y en a eu, quand elles ont été jugées, que le juge-commissaire n'ayant à statuer sur aucun différend, peut, aux termes des articles 759 et 767 du même Code, clore l'ordre, liquider les frais, prononcer la déchéance des créanciers non produisants, ordonner la délivrance des bordereaux de

d'où il suit que l'appel d'une pareille ordonnance peut être interjeté dans la huitaine de sa prononciation, et que celui que le sieur Sarrazin-Cazeaux a relevé le 1^{er} mars dernier de l'ordonnance de clôture d'ordre du 26 fev. précédent n'est pas non recevable aux termes de l'art. 449 du Code de proc. — Attendu, sur la tierce opposition....; — Par ces motifs, sans s'arrêter aux fins de non-recevoir opposées contre l'appel; — A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 9 juin 1825. — Cour roy. de Montpellier. — Pl., MM. Goudard et Coffinières.

AGENT D'AFFAIRES. — COMMERCE. — TRIBUNAL DE COMMERCE.

On ne peut considérer comme agent d'affaires, dans le sens de l'art. 632, Cod. comm., et par suite, comme justiciable des tribunaux de commerce, celui dont les occupations habituelles consistent seulement à représenter les par-

collocation aux créanciers nillement colloqués, et la radiation des inscriptions de ceux non nillement colloqués; mais en agissant ainsi, le juge-commissaire ne rend point de jugement; il fait un simple procès-verbal d'ordre, conforme à la volonté des créanciers ou à une décision déjà rendue, etc. — Puis, le second arrêt ajoute: « L'exécution des jugements, sauf en matière commerciale, appartient aux tribunaux qui les ont rendus; les contestations élevées sur un règlement définitif d'ordre effectué en vertu d'un jugement sur compromis, se rattacheront à l'exécution de ce jugement, le commissaire n'en peut appartenir qu'au tribunal qui l'a rendu; à lui seul appartient de vérifier si ce règlement s'est ou non conforme à ses prescriptions, de même que si ce jugement avait été attaqué par appel et réforme, la Cour seule pourrait connaître des contestations auxquelles donnerait lieu le règlement définitif opéré en exécution de son arrêt. Si dans ces deux cas, le règlement définitif pouvait, en présence du jugement ou de l'arrêt qui aurait statué sur les contestations, être considéré lui-même comme un jugement et devait être attaqué par voie d'appel, il en résulterait nécessairement que deux décisions définitives interviendraient sur le même litige et seraient conformes ou contraires, selon que la Cour confirmerait ou infirmerait le règlement définitif, et que ce règlement se serait lui-même conforme ou non au jugement ou à l'arrêt sur les contestations. Au contraire, en es voyant dans ce règlement que ce qu'il est réellement, un acte d'exécution de jugement ou de l'arrêt, et soumettant au tribunal ou à la Cour par la voie ordinaire, l'appréciation de ce fait d'exécution, ce tribunal ou cette Cour se feront qu'interpréter ou expliquer leur décision, reconnaître si le jugement ou l'arrêt est ou non conforme, en ordonner l'exécution et maintenir ainsi l'autorité et l'unité de la chose jugée. » — Il est impossible, ce nous semble, d'expliquer plus clairement le système que nous avons embrassé nous-même, et d'en faire mieux ressortir les motifs justificatifs. Ces considérations nous déterminent donc à persister dans notre opinion.

À la vérité, un arrêt de la Cour de cassation du 9 avril 1829 (Vol. 1829, 1, 276), a été prononcé en sens contraire; mais, comme le reconnaît M. Chauveau lui-même, cet arrêt ne donne aucun motif en droit de sa décision; on ne peut donc le regarder jusqu'ici comme suffisant pour fixer la jurisprudence.

(1) L'arrêt de la Cour de Paris du 11 janv. 1837, cité dans la note précédente, a jugé que, dans ce cas, le délai de l'appel est de trois mois. Mais voy. aussi sur ce point nos observations sur cet arrêt.

tes, comme fondé de pouvoir, devant le juge de paix, et à donner des conseils pour la conduite de ces affaires, lorsque, d'ailleurs, il ne tient ni bureau ni cabinet d'affaires (4).

(Lallemand — C. Flobert.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les fonctions et occupations de Lallemand, en la petite ville de Chauny, sont loin des entreprises d'agence dont il est question dans l'art. 632 du Code de comm.; qu'il ne tient pas de cabinet, ni de bureau, qui puissent s'appliquer à une agence du genre de celles dont entend parler l'edit arriété; que toutes ses occupations paraissent se borner à représenter devant le juge de paix, comme fondé de pouvoir, les parties qui sont élues ou qui citent devant ce tribunal et à leur donner des avis pour les diriger dans la conduite de ces affaires, ce qui ne constitue véritablement qu'un praticien; d'où il résulte que les dispositions de l'art. 632 du Code de comm. lui ont été mal à propos appliquées; — Infirme; déclare le jugement incompétent rendu, etc.

Du 10 juin 1823. Cour roy. d'Amiens. — Ch. corr. — Prés., M. Dubourg. — Concl., M. de Lagrené, av. gén.

1^o LETTRE DE CHANGE. — PROVISION.

2^o NANTISSEMENT. — PRIVILEGE. — TRADITION.

4^o La tradition de la lettre de change ne confère au porteur, ni privilège ni droit de propriété sur la provision à laquelle la lettre de change a donné lieu, si elle existe entre les mains du tiré qui n'a pas accepté (2).

2^o L'acte de nantissement ne suffit point pour conférer un privilège sur l'objet donné en nantissement, si fait de plus qu'il y ait eu à l'époque du contrat, tradition réelle de la chose (3).

(Faillasseau, Tessier et Jouveaux — C. Marabou et autres.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que quelque définition que les divers commentateurs du Code de comm. aient pu donner de la lettre de change prise sous l'acceptation générale, comme contrat de change, il n'y a lieu de s'y arrêter, alors qu'il s'agit comme ici, d'en régler les effets dans l'intérêt privé des personnes; que, considérée sous ce rapport, il demeure certain, conformément à ce qui a été déjà jugé par la Cour, qu'elle ne peut conférer sur la provision à laquelle elle aurait donné lieu, un privilège ou droit de propriété dont la loi ne parle nullement et que le jug. ne saurait créer; qu'ainsi, le preneur d'une pareille obligation, soit le premier porteur de la lettre, pour tout l'intervalle de temps qui s'écoule entre le moment qu'il la reçoit et la présentation à l'acceptation d'icelle, a suivi la seule foi du tireur, qui ne prend d'autres engagements avec lui que de faire, au moyen de ses ressources ou de son crédit, accepter de suite et payer plus tard sa traite; — Considérant que s'il ne résulte pas de la nature de cette obligation que la provision sorte de la possession du tireur pour

passer en celle du tiré, dès l'instant où la lettre de change est soumise, il est impossible d'attribuer un privilège quelconque au porteur sur une chose dont l'existence n'est pas positive au moment où le privilège commencerait; qu'enfin, en supposant même l'existence de cette provision alors, le porteur et ceux auxquels il peut endosser son titre, pendant tout le temps de sa circulation, n'ont ni droit, ni pouvoir de s'entendre sur cette provision avec le tiré et d'en disposer; que c'est le tireur seul qui en a la faculté et que la possibilité qu'il conserve, dès lors, de l'affecter à tout autre emploi, tant que la traite n'est pas payée, est exclusive de la préférence des intimés, qui n'est d'ailleurs pas plus fondée sur l'équité que sur la loi: il serait, en effet, injuste qu'un moyen des provisions qu'un débiteur affecterait au paiement de lettres de change, il pût altérer les droits de ses créanciers antérieurs et les faire primer par les postérieurs;

Considérant qu'on ne peut, en même temps, donner et retenir, mettre en gage et conserver; qu'il faut, pour que l'acte de nantissement soit parfait, que celui qui fait le nantissement se dépouille de la possession et que celui en faveur de qui cet acte est consenti en soit investi ou un tiers convenu par lui; que telles sont les dispositions impératives de la loi; que, dans l'espèce, Timon a continué à être le maître de disposer des marchandises que Marabou et consorts soumettaient aujourd'hui leur avoir été données en nantissement, puisqu'elles ont été chargées, pour son compte, sur un bâtiment notifié par lui, et dirigées à un consignataire de son choix, qui pouvait d'autant moins être considéré comme le représentant de Marabou et consorts ou le tiers convenu, que ce consignataire a déclaré à Fos, correspondant de Marabou, dans l'acte du 9 août 1822, postérieur à l'arrivée du connaissance, à Marseille, qu'il n'avait rien à faire avec ledits Marabou et consorts; qu'il ne les connaissait pas; qu'il tenait les laines de Timon seul et ne voulait s'en entendre qu'avec ce dernier qui, d'ailleurs, était son débiteur; — Emeudant. — Ordonne que le pris des laines consignées par Timon et Chaudoin sera distribué par contribution et aux formes de droit, entre les parties, en concours de leurs créances respectives, etc.

Du 12 juin 1823. — Cour roy. d'Aix.

EXPLOIT. — APPEL. — COMMUNE. — MAIRE. — ADJOINT.

Un exploit d'appel ne peut être signifié à une commune qu'en la personne du maire. — En cas d'absence du maire, la copie n'est pas valablement remise à l'adjoint. (Cod. proc., 59, n° 5.)

(Ville de Nanina — C. Lebrument.)

Du 12 juin 1823. — Cour roy. de Lyon.

EXPLOIT. — COPIE.

L'exploit signifié au mari et à la femme est nul si chacune des copies n'indique pas nominativement la personne à laquelle elle a

(1) V. en ce sens, Coin-Delisle, Comment. sur la contrainte par corps, append. sur l'art. 1^{er} n° 11, p. 80. — Mais il en serait autrement de celui qui a un établissement, qui distribue des prospectus, et qui fait des affaires commerciales. V. Cass. 18 nov. 1813, la note et les autorités qui sont rapportées. — V. aussi Paris, 6 déc. 1814; Montpellier, 26 janv. 1832; Paris, 18 août 1836; Cass. 9 juin 1832; 31 janv. 1837. V. enfin, dans le sens de la décision ci-dessus, Pardessus, t. 1, n° 42, et notre Dict. du cont. comm., v° Agent d'affaires, n° 2.

(2) La Cour d'Aix avait déjà jugé dans ce sens par un arrêt du 25 août 1822; mais la solution contraire a prévalu en doctrine et en jurisprudence. V. les autorités en sens divers citées sous un arrêt de la Cour de Toulouse du 17 avril 1821.

(3) V. en ce sens, Liège, 15 mai 1810, et la note.

(4) Cette question a été résolue en sens contraire par un arrêt ultérieur de la Cour de cassation du 8 mars 1834 (Vol. 1834. I. 161). — V. néanmoins conforme à la solution ci-dessus, Cass. 10 fév. 1817, et la note.

été remise, et cela encore qu'il soit fait mention dans l'original, qu'une copie a été laissée à chacun des assignés (1).

(N. — C. Peynet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, selon l'art. 456 du Code de proc. l'exploit d'appel est un ajournement qui doit être signifié à personne ou à domicile, à peine de nullité; — Attendu que l'art. 61 du même Code veut aussi, sous la même peine de nullité, que l'exploit, d'ajournement fasse mention de la personne à laquelle la copie sera laissée, et que cette disposition de la loi est positive et absolue; — Attendu que, dans l'espèce, l'appel dont il s'agit a été signifié à Angustin Peynet et à Marguerite Valtou sa femme, en parlant, est-il dit, à sa personne; que l'on ne voit pas, dès lors, auquel, du mari ou de la femme, l'huissier s'est adressé; que, quoiqu'il soit dit à la fin de l'exploit, qu'une copie a été laissée à chacun des assignés, en parlant comme dessus, il ne résulte pas de la première partie de l'exploit, auquel des deux époux doit s'appliquer l'expression du « parlant à sa personne », employée par l'huissier; il s'ensuit qu'il reste toujours à rechercher auquel des deux assignés l'huissier a parlé et a laissé les copies, tandis qu'aux termes de l'art. 61 du Code précité, chaque copie doit, sous peine de nullité, mentionner nominativement la personne à laquelle l'huissier avait parlé et avait remis copie de l'exploit d'appel dont il s'agit; — Qu'ainsi le vœu de la loi n'a pas été rempli; — Attendu que toute copie d'exploit tient lieu d'original pour la partie à laquelle elle est donnée, et que le vice qui se rencontre dans la copie entraîne la nullité de l'original, quelle que soit sa régularité; — Déclare l'exploit d'appel nul, etc.

Du 13 juin 1823. — Cour roy. de Riom.

ACCEPTATION DE SUCCESSION. — COMPROMIS. — BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

Des successibles, qui avant toute déclaration de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire, passent entre eux un compromis à l'effet de partager la succession, doivent être, par cela même réputés héritiers purs et simples et déchus du droit de répudier la succession ou de la n'accepter que sous bénéfice d'inventaire. (Cod. civ., 778.) (2)

(Dunogué — C. Créon.)

Du 13 juin 1823. — Cour roy. d'Agen.

NOTAIRE. — RESPONSABILITÉ. — PRIX DE VENTE.

Le notaire chargé de faire une vente immobilière avec une allocation de tant pour cent sur le prix, devient responsable du recouvrement à moins que le contraire ne soit expressément convenu (3).

(Fraugnot — C. Gerardin.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est d'un usage constant de s'accorder aux notaires ou autres fonctionnaires chargés de faire des ventes mobilières, une attribution de 10 c. pour franc, que lorsqu'ils sont garans du produit de la vente qu'ils ont opérée; — Attendu que s'il est retenu au procès-verbal de vente faite au profit des in-

timés par l'appelant qu'il percevra 10 c. par fr. du produit de cette vente, ce procès-verbal ne contenant aucune clause qui dispense l'appelant de la garantie qui est la conséquence du taux élevé de sa rétribution, il faut en conclure que tel a été la convention des parties, ce qui sera mieux assuré par l'affirmation que le premier juge a ordonnée; — Par ces motifs, met l'appellation au néant; — Ordonne, etc.

Du 14 juin 1823. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Prés. M. Pyrot. — Pl., MM. Charpen-tier et Dommanget.

ENFANT NATUREL. — SUCCESSION. — REPRÉSENTATION.

L'enfant naturel qui ne se trouve en concours qu'avec des neveux de son père, a droit aux trois quarts de la succession, et non pas seulement à la moitié comme s'il était en concours avec des frères du défunt. (Cod. civ., 757.)

En d'autres termes : la représentation n'est pas admise contre l'enfant naturel (4).

(Lille — C. Lille.)

Ainsi jugé par le tribunal civil de Mirande, le 24 janv. 1821. Voici les motifs du jugement : « Attendu que les successions irrégulières sont l'objet d'une législation particulière; qu'elles sont régies par des principes qui leur sont propres, et qui ne peuvent être suppléés que par les principes généraux en matière de succession; que, considérées comme spéciales et exceptionnelles, ces dispositions législatives doivent être littéralement exécutées, et prises dans un sens limitatif; — Faisant l'application de ce principe à la cause; — Attendu que l'art. 757 du Cod. civ., qui a déterminé le droit des enfans naturels, a gradué la quotité suivant l'occurrence des quatre cas où ils peuvent se trouver par la mort du père; que le premier cas comprend les enfans légitimes, le second, les ascendans et les frères ou sœurs du défunt; le troisième, les autres parens, et le quatrième suppose l'absence de parens au degré successible; — Attendu que les héritiers Lille sont des neveux du père naturel, qui ne sont pas compris dans le second cas, et aucune expression de la loi ne se prêtant à l'admission de la représentation en matière de succession irrégulière, par une conséquence nécessaire ils doivent appartenir au troisième cas; d'où, en outre, la conséquence, non moins nécessaire, que les droits de la fille naturelle doivent être des trois quarts; — Attendu que la réserve accordée par la loi à l'enfant naturel est une part déterminée de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, hors le seul cas d'absence absolue de parens au degré successible, cas où la réserve de l'enfant naturel, comme celle de l'enfant légitime, absorbe la totalité de la succession; qu'il suit de là que, les droits de l'enfant légitime devant servir de type et de comparaison pour la fixation de ceux de l'enfant naturel, la connaissance des droits du premier doit servir de mesure pour déterminer ceux du second; — Attendu, dans l'espèce, qu'il n'existait point, à la mort du sieur Lille, d'héritier auquel la loi réservât une portion quelconque de ses biens; d'où il suit que les neveux Lille sont sans

(1) F. en ce sens, Cass. 14 août 1813, et la note.

(2) Appréciation du fait. F. sur ce qui constitue l'acceptation tacite, Toulhier, tom. 4, n° 324, 327 et suivans.

(3) F. en ce sens, Metz, 21 juin 1822; Toulouse, 25 juill. 1835; Cass. 9 août 1836. — F. aussi Cass. 19 avril 1836.

(4) La question est des plus controversées; cependant la jurisprudence paraît fixée dans le sens de la décision ci-dessus. F. à cet égard les observations qui accompagnent un arrêt conforme de la Cour de cassation du 6 avril 1813, et les autorités qui y sont rappelées. — Adda, dans le même sens, Richerfort, Traité de l'état des familles, t. 3, n° 370 et suiv.

droit et sans qualité pour quereller le testament entrepris, à moins qu'ils ne justifient que les libéralités faites à la fille, excèdent les bornes légales; — Quant à ce, attendu, dans l'espèce, qu'on ne saurait convenir que la part de la femme Bourdillon eût pu embrasser la totalité de la succession de son père, si elle avait été légitime, soit qu'il en eût disposé ainsi, soit qu'il fût mort sans tester; que par une conséquence prise des principes ci-dessus, considérée comme fille naturelle, elle a pu recueillir les trois quarts de cette même succession dans l'une et l'autre alternatives, et suivant la proportion établie par l'art. 757 précité; que, par conséquent, en ne donnant, par testament à sa fille naturelle, que les trois quarts de cette succession, loin d'excéder les bornes fixées par la loi, le sieur Lille-Samazan s'y est, au contraire, rigoureusement conformé, et n'a fait que confirmer, par l'expression de sa volonté, une réserve légale qui aurait pu avoir son effet sans elle, que vouloir réduire aux trois quarts des trois quarts la portion de la fille naturelle, par cela seul que le testateur a disposé de l'autre quart au profit d'un étranger, ce serait faire dépendre l'obtention de l'entier bénéfice que la loi accorde, de l'impossibilité, dans les mains du testateur, de la part que la loi refuse à l'enfant naturel, et de l'admission forcée d'une réserve en faveur d'un individu que la loi n'a pas compris dans la classe des réservataires; ce qui tendrait évidemment à reconnaître la loi absurde et en contradiction avec elle-même; — Par ces motifs, etc. »

Appel par les héritiers Lille.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; Met l'appellation au néant, etc.
Du 16 juin 1823. — Cour roy. d'Agen. — Prés. M. Brognié. Conf., M. L'abbé, 1^{er} av. géu. — Pl., MM. Gladys fils et Pouychal.

PURGE. — NOTIFICATION. — OFFRES DE PAIEMENT. — VENTILATION. — HYPOTHÈQUE GÉNÉRALE. — DÉLAI.

La notification prescrite par l'art. 2184, Cod. civ., est nulle, si l'acquéreur, chargé par son contrat du paiement de diverses rentes dont les immeubles sont grevés, se borne à déclarer qu'il est prêt à payer et acquitter à l'avenir les rentes et charges qui lui sont imposées par l'acte de vente, et à se conformer à tout ce qui est de droit et à la loi. Cette déclaration ne remplit pas le vœu de la loi, qui exige l'offre d'acquitter sur-le-champ toutes les dettes et charges (1). L'obligation imposée à l'acquéreur de plusieurs immeubles, de déclarer, dans la notification, le prix de chaque immeuble (par ventilation), doit être observée à l'égard d'un créancier qui, ayant une hypothèque générale sur tous les immeubles, a aussi une hypothèque spéciale sur quelques-uns d'eux. (Cod. civ., 2192) (2).

Lorsque l'acquéreur a fait une notification nulle, il ne peut plus être admis à en faire une nouvelle, si le délai d'un mois, porté par l'art. 2183, est expiré. — Ce délai est

de rigueur, et ne peut être prorogé par les tribunaux (3).

(V. Surbled — C. le trésor royal.)

Le 4 nov. 1817, acte notarié par lequel le sieur Tirrel hypothèque à la sûreté d'un prêt de 260,000 francs que lui fait le trésor royal, divers immeubles situés dans l'arrondissement de Vire, spécialement désignés dans le contrat, déclarant en outre hypothéquer tous les autres biens qu'il possède dans le même arrondissement. — Inscription est prise en vertu de ce contrat. — 9 mai 1821, Tirrel vend à la dame Surbled trois différents immeubles, au nombre desquels se trouve une partie de ceux hypothéqués spécialement dans l'acte du 4 nov. 1817. — Le prix de la vente consiste dans l'obligation par l'acquéreur d'acquitter, à la décharge du vendeur, plusieurs rentes perpétuelles ou viagères dues par celui-ci.

30 janv. 1821, la dame Surbled notifie au trésor royal son contrat d'acquisition, « avec sommation, est-il dit, d'en tenir et garder état, et déclaration que la dame veuve Surbled, requérante, est prête à payer et acquitter à l'avenir, les rentes et charges qui lui sont imposées par l'acte de vente suscript, et à se conformer à tout ce qui est de droit et à la loi. » — D'ailleurs la notification ne contient aucune ventilation du prix de la vente.

Quoi qu'il en soit de cette notification, le trésor royal fait sommation à la veuve Surbled, le 3 avril 1822, de payer ou délaisser.

La veuve Surbled forme opposition, et assigne le trésor pour voir déclarer nulles les poursuites par lui exercées. — Attendu qu'elle, veuve Surbled, a rempli les formalités prescrites au tiers détenteur pour la purge des immeubles vendus.

Le trésor soutient alors que la notification du 30 janv. 1821 est nulle, comme ne contenant pas l'offre prescrite par l'art. 2184 d'acquitter sur-le-champ toutes les dettes et charges hypothécaires.

21 juin 1822, jugement qui adopte ce moyen.

Appel. — Devant la Cour, l'appelante a cherché à établir que les expressions « se conformer à tout ce qui est de droit et à la loi », contenues dans l'exploit de notification, remplissent suffisamment le vœu de l'art. 2184; — Et subsidiairement, elle a conclu à être admise à faire une nouvelle notification, soutenant que le délai d'un mois, accordé à l'acquéreur pour accomplir cette formalité (2183), avait été suspendu par son opposition aux poursuites du trésor.

Pour le trésor, on a répondu que la notification était nulle sous deux rapports. D'abord, parce qu'elle ne contenait pas l'offre prescrite par l'art. 2184; qu'en vain, on argumentait à cet égard d'expressions vagues, que ces expressions étaient démenties par tout le corps de l'acte, ou l'on reconnaissait seulement l'intention de se conformer au contrat, c'est-à-dire de payer les rentes dont il est fait mention dans ce contrat; que d'ailleurs, l'offre exigée par la loi doit être formelle; qu'enfin la notification était nulle, en ce qu'elle ne présentait pas la ventilation du prix de chaque immeuble vendu, et d'une partie était hypothéquée spécialement à la sûreté de la créance du trésor. — Sur la demande subsidiaire, on a soutenu pour le trésor qu'elle était non-recevable,

(2) F. en ce sens, Douai, 18 mai 1836.

(3) F. conf., Bordeaux, 11 déc. 1839 (Volume 1839). — F. aussi dans le même sens, Troplong, t. 4, n° 216; Rolland de Villargues, Rép. du mot, v° Purgé, n° 11. — Mais voy. en sens contraire, Dalloz, Rec. alph., v° Hyp., ch. 2, p. 370, n° 10.

(1) Cette décision est contredite par les auteurs qui, tous, sauf M. Gruner, des *Hypothèques*, t. 2, n° 439, pensent que la déclaration par l'acquéreur qu'il entend se conformer à la loi, remplit le vœu du législateur. F. Persil *Quest.*, p. 77, § 2; Troplong, des *Hypoth.*, t. 4, n° 920; Duranton, t. 20, n° 485. — V. aussi dans ce sens, Cass. 28 mai 1817; Turin, 2 mars 1811.

d'après la disposition expresse de l'art. 2184, qui veut que la notification soit faite dans le mois, au plus tard, à compter de la sommation adressée au tiers détenteur.

ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que, par la notification de son contrat d'acquisition, la veuve Surbled a déclaré au trésor royal qu'elle était prête à payer et acquitter à l'avenir les rentes et charges qui lui étaient imposées par ledit contrat, et à se conformer à tout ce que de droit et à la loi; —Qu'une semblable déclaration ne peut être jugée suffisante, lorsqu'aux termes de l'art. 2184 du Code civ., la veuve Surbled devait déclarer qu'elle était prête à acquitter sur-le-champ les dettes et charges hypothécaires jusqu'à concurrence du prix de son acquit, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles, que la notification de la veuve Surbled ne remplissant pas le vœu de la loi, même en termes équivalents, cette notification doit, sous ce premier rapport, être déclarée nulle;

Qu'en supposant que la veuve Surbled eût pu regarder l'inscription du trésor royal comme énonciative d'une hypothèque générale, il ne s'ensuivrait pas qu'elle eût pu se dispenser de déclarer par ventilation le prix de chaque immeuble frappé d'inscription particulière et séparée, aux termes de l'art. 2192 du même Code, lorsqu'il était constant en fait que partie des objets compris dans son contrat d'acquisition était grevée d'hypothèques spéciales, puisqu'il résulte des dispositions dudit article qu'il est loisible au créancier surenchérisseur de borner sa soumission aux seuls immeubles qui sont hypothéqués à sa créance et situés dans le même arrondissement; que des lors le trésor royal devait trouver, dans la notification qu'il lui était faite, les moyens de faire porter la surenchère, s'il le jugeait à propos, uniquement sur les immeubles hypothéqués spécialement à sa créance;

Sur les conclusions subsidiaires de la veuve Surbled, qu'en supposant qu'elle soit recevable à demander en cause d'appel qu'il lui soit accordé un délai pour faire une nouvelle notification, sous prétexte que cette demande est arriérée à ses conclusions principales, du moment où la nullité de sa notification est reconnue fondée, il ne peut appartenir aux tribunaux de proroger le délai fixé par la loi, puisque la décision à rendre est purement déclarative du vice préexistant; qu'ainsi la veuve Surbled a à s'imputer d'avoir fait une diligence irrégulière, et de n'avoir pas réparé le vice de cette diligence irrégulière en temps utile; —Confirme, etc.

Du 17 juin 1823. — Cour roy. de Caen. — 1^{re} ch. — Prés., M. Régnée. — Concl., M. Goupil de Préfont, av. gén. — Pl., MM. Delisle et Jozan.

ENCLAVE. — PASSAGE.

Le passage dû à un fonds enclavé, peut, de simple passage à pied, être converti en passage avec bœufs et charrète, si cela devient nécessaire à l'exploitation du fonds, par suite d'un nouveau mode de culture, sans indemnité due, à raison du surcroît de servitude. (Cod. civ., 682 et 702.) (1)

(Castan — C. Alezais.)

Une pièce de terre appartenant au sieur Castan, est totalement enclavée par les propriétés voisines. — Un passage à pied a été établi pour l'exploitation de la terre du sieur Castan, sur la pro-

priété du sieur Alezais, l'un des voisins. — Il paraît que ce passage à pied, d'abord suffisant pour l'exploitation, a cessé de l'être, par suite d'un nouveau mode de culture, adopté pour la terre enclavée. — Le sieur Castan a, en conséquence, réclame un passage, avec bœufs et charrète, en offrant une indemnité convenable.

Le sieur Alezais a reconnu l'existence du passage à pied, mais il a refusé le passage avec bœufs et charrète. Il a soutenu qu'il ne dépendait pas du sieur Castan de rendre la servitude plus onéreuse, et que l'article 682 du Code civ. n'autorisait d'autre réclamation que celle d'un simple passage.

21 nov. 1820. Jugement du tribunal de première instance d'Agen, qui accueille la demande du sieur Castan : — Attendu que toutes parties reconnaissent que Castan a sur la pièce d'Alezais la servitude de passage à pied seulement; que Castan, demandant une servitude avec bœufs et charrète, offre de payer une indemnité, pour ce surcroît de servitude; il faut examiner si, dans l'intérêt de l'agriculture, elle est nécessaire à Castan, et si Alezais doit la fournir. — Si on examine la pièce de terre pour laquelle Castan demande une servitude avec bœufs et charrète, il est impossible de se dissimuler que cette servitude est de nécessité; que la loi, dans l'intérêt de l'agriculture, a voulu que le propriétaire pût retirer de son héritage tout l'avantage qu'il peut lui offrir; qu'elle a voulu, par suite, que le fonds enclavé obtint, moyennant indemnité, une servitude sur les fonds voisins; que si le propriétaire du fonds dominant ne peut changer, ni aggraver la servitude à sa volonté, il n'en est pas moins vrai qu'il peut, avec indemnité, obtenir un surcroît de servitude, s'il lui devient nécessaire; sans quoi, le principe déterminé par la loi deviendrait illusoire, et l'intérêt de l'agriculture serait méconnu; si, en effet Castan n'avait aucune espèce de servitude, on ne pourrait contester qu'il eût le droit d'en obtenir une avec bœufs et charrète, avec indemnité; comment pourrait-on lui refuser l'entière servitude lorsqu'il en a déjà une portion? Il suffit donc à la justice de reconnaître la nécessité de la servitude, pour qu'elle doive être accueillie. »

Appel de la part du sieur Alezais.

ARRÊT.

LA COUR :—Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 18 juin 1823. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Berguanié. — Concl. M. Lebe, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Poujebat et Labouisse, av.

1^o AUTORISATION DE COMMUNE. — ACTE ADMINISTRATIF.2^o COMMUNE. — USAGE FORESTIER. — RÉGLEMENT. — POUVOIR.

1^o Lorsque l'acte au sujet duquel une commune demande l'autorisation de plaider renferme une mesure purement administrative, susceptible de recours, le conseil de préfecture ne commet pas un excès de pouvoir lorsqu'il au lieu d'autoriser la commune à plaider devant les tribunaux, si la renvoie préalablement à se pourvoir devant l'autorité administrative supérieure.

2^o Ainsi, lorsque l'administration forestière a déterminé le canton défensable d'une forêt soumise aux usages de la commune, et fixé le nombre des bœufs qu'elle pourra y envoyer, la commune, si elle prétend que cette décision porte atteinte à ses droits, doit avant de s'adresser aux tribunaux, se pourvoir auprès du ministre des finances, contre

(1) V. en ce sens, Cass. 8 juin 1836 (Vol. 1836, 1, 457). — V. aussi 12 août, des Serv. réelles, n° 330; Favard, Rép., v° Servitude, sect. 2, § 7, n° 3.

la décision de l'administration forestière (1).

(Commune de La Boissière.)

Un arrêt de la Cour de Rouen du 3 fév. 1821, avait reconnu à la commune de La Boissière le droit d'envoyer au pâturage, dans une forêt, soixante-quinze vaches, sept ânes et sept porcs, et avait condamné les héritiers Bouillon, propriétaires de cette forêt, à lui délivrer un canton défensable. L'administration forestière le fixa, et réduisit à trente bêtes à cornes le nombre de celles que la commune pouvait introduire dans la forêt. — La commune recourut aux tribunaux : renvoyée à se pourvoir préalablement d'une autorisation, elle s'adressa au conseil de préfecture, qui, à son tour, la renvoya au ministre des finances, pour faire réformer. S'il y avait lieu, la décision de l'administration forestière.

Pourvoi au conseil d'Etat. — La commune a dit que le conseil de préfecture avait excédé ses pouvoirs en la déboutant de ses juges naturels au lieu de statuer sur l'autorisation qui lui était demandée; ou fond, elle a ajouté qu'il était bien dans les attributions de l'administration des forêts de déterminer la quantité de bois défensables, mais qu'elle ne pouvait réduire le nombre des bestiaux à y envoyer et modifier les titres des usagers. — A ce sujet, la commune citait les art. 1^{er}, 3 et 5 du tit. 19 de l'ordonn. de 1669, le décr. du 17 niv. an 13, et l'avis du conseil d'Etat du 16 frim. an 14.

LOUIS, etc. — Vu l'avis du conseil d'Etat, du 16 frim. an 14, approuvé par le chef du gouvernement; — Considérant qu'il avait été statué, sur le fond du droit de la commune de La Boissière, par arrêt de la Cour royale de Rouen, du 3 fév. 1821, et que l'acte au sujet duquel la commune demandait l'autorisation de plaider renferme une mesure purement administrative, prise conformément aux dispositions de l'avis du conseil d'Etat, du 16 frim. an 14, par les administrateurs des forêts; que, dès lors, c'était par-devant notre ministre des finances que ladite commune devait se pourvoir contre ledit acte, sauf recours devant nous, en notre conseil d'Etat;

Art. 1^{er}. Les requêtes... sont rejetées.

Du 18 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Crouselles. — Pl., M. Macarel.

COMPTABILITÉ PUBLIQUE. — RESPONSABILITÉ. — SOLIDARITÉ.

Un directeur et un inspecteur de l'enregistrement peuvent être déclarés solidairement responsables d'une soustraction commise par un receveur au préjudice du trésor, et restée ignorée par suite d'erreur ou de négligence de leur part (2).

La concentration des poursuites sur un seul fonctionnaire ordonnée ultérieurement par le ministre des finances, ne doit pas être considérée comme ayant eu pour effet de détruire la solidarité. — Par suite, si ce fonctionnaire a payé la totalité du débit sur la contrainte délivrée contre lui, la décision du ministre ne fait pas obstacle à ce qu'il s'exerce son recours contre son coobligé solidaire ou

contre ses héritiers, pour la portion à sa charge.

(Durand — C. Moysen et domaines.)

LOUIS, etc. — Considérant que c'est avec raison qu'en exécution des réglemens généraux de la régie de l'enregistrement, les sieurs Moysen, directeur, et Durand, inspecteur, ont été, par la décision ministérielle du 13 mars 1813, déclarés conjointement responsables du débit de 6,187 fr. 50 cent., constaté dans la régie du sieur Macqueron, ex-receveur de l'enregistrement à Anvers; — Que le sieur Durand ne peut échapper à la solidarité qui résulte, contre lui, de cette décision, et qu'il a été justement contraint au paiement de la somme susmentionnée;

Considérant que la lettre du ministre des finances, du 1^{er} juin 1813, est improprement qualifiée décision: qu'elle n'a pas été écrite pour statuer sur des réclamations formées par les parties; qu'elle ne peut nuire, par conséquent, aux droits du sieur Durand, ni le dépouiller de ses actions; qu'elle n'a d'autre effet que celui d'une instruction adressée par le ministre à ses subordonnés, pour la direction qu'il lui paraissait convenable de donner aux poursuites, dans l'intérêt de l'administration; que, dès lors, c'est avec raison que notre ministre des finances a déclaré, par sa décision du 3 sept. 1819, « que les héritiers du sieur Moysen sont responsables, conjointement et solidairement avec le sieur Durand, du montant du débit, et qu'il est loisible au sieur Durand d'agir contre eux, comme il avisera, pour le remboursement de la moitié à leur charge; »

Art. 1^{er}. Les requêtes du sieur Durand et des héritiers Moysen sont rejetées, sauf au sieur Durand à agir, ainsi qu'il avisera, contre les héritiers Moysen, pour le remboursement de la portion du débit du sieur Macqueron, qu'il aurait payée pour leur auteur.

Du 18 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Dejean, Collin et Teste-Lebeau.

EAU (COURS D'). — REGLEMENT. — MINISTRE. — COMPÉTENCE. — POURVOI. — CONTENTIEUX.

Le ministre de l'intérieur est compétent pour faire un règlement d'eau sur une rivière non navigable, ni flottable (3).

Ces sortes de réglemens ne peuvent être attaqués par la voie contentieuse devant le conseil d'Etat (4).

(Muteau.)

LOUIS, etc. — Vu l'art. 16, lit. 2 de la loi du 6 oct. 1791, sur les biens et usages ruraux et la police rurale; — Considérant que notre ministre de l'intérieur était compétent pour faire un règlement d'eau sur la rivière d'Ouche, qui n'est ni navigable ni flottable; mais que ces sortes de réglemens ne peuvent être attaqués par la voie contentieuse; — Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 18 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Guibard père.

(1) V. à la date du 4 fév. 1824, la décision définitive rendue dans le même affaire, et la note.

(2) Aux termes de l'ordonnance royale sur la comptabilité publique, du 31 mai 1828, chaque comptable principal est responsable des recettes et dépenses de ses subordonnés qu'il s'attache à sa gestion personnelle (art. 273). — Le ministre des finances statue sur les questions de responsabilité, sauf l'appel au conseil d'Etat (art. 279).

(3) V. sur ce point, l'ordonn. du 14 août 1822 (off. Jolly), et nos observations. V. aussi Daviel, des Cours d'eau, t. 1, n^o 253 et suiv.

(4) Il est reconnu en effet que ces réglemens sont en général des actes d'administration et de police, dont le conseil d'Etat n'a pas à connaître. V. à cet égard, l'ordonn. du 22 déc. 1824 (off. Haingue), et la note; Daviel, des Cours d'eau, t. 1^{er}, n. 422; Serigny, Compét. et proc. adm., t. 1, n^o 251 et 262.

DOMAINES NATIONAUX. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

Lorsque l'acte de vente d'un bien national, en imposant à l'acquéreur la servitude d'un chemin public, ne contient aucune disposition relative à son entretien et à sa réparation, le conseil de préfecture ne peut, sans excéder ses pouvoirs, déclarer que les dépenses de cet entretien sont à la charge de l'acquéreur, par le motif que la commune sur le territoire de laquelle est le chemin, n'y a jamais contribué. — Si les parties invoquent des titres et d'anciens usages, le litige est du ressort des tribunaux. — A défaut de titres et d'anciens usages, c'est à l'administration et non au conseil de préfecture à régler le mode d'entretien du chemin et à en répartir la dépense (1).

(Harlé — C. commune de Lonechamp.)

Le conseil de préfecture avait décidé, dans l'espèce, que le sieur Harlé, adjudicataire d'un domaine national, était tenu à la réparation d'un chemin et d'un pont appartenant à ce domaine. — Le conseil s'était fondé à cet égard, d'une part, sur ce que la vente nationale imposait à l'acquéreur la servitude du chemin, et, d'autre part, sur ce que la commune n'avait jamais contribué aux réparations du chemin ni du pont, antérieurement à la vente. — Pourvoi pour incompetence.

LOUIS, etc. ; — Considérant que le procès-verbal de vente, du 22 août 1791, comprend un étang appelé le Grand-Etang, plus le Crassier et les Quatre-Chaussées, sur l'une desquelles est un chemin public, et qu'il n'y est pas fait mention du pont de la Pecherie ; — Considérant que l'acte de vente, en imposant cette servitude d'un chemin public, ne contient aucune disposition relative à la question d'entretien et de réparation dudit chemin et de ses dépendances ; que, dès lors, le conseil de préfecture était incompétent pour la résoudre ; — Considérant que cette question est du ressort des tribunaux ordinaires, si les parties invoquent d'anciens titres ou usages ; — Considérant que, à défaut de titres ou usages applicables à des intérêts privés, ce serait à l'administration et non au conseil de préfecture à régler le mode d'entretien et à répartir les dépenses entre les communes intéressées ;

ART. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture de l'Aube, du 15 janv. 1811, est confirmé en ce qu'il déclare que la servitude d'un chemin public a été imposée à l'acquéreur des étangs des Quatre-Chaussées ; — 2. Il est annulé en ce qu'il rejette la demande de l'acquéreur, soit à raison de cette servitude, soit par le motif que la commune de Lonechamp, antérieurement à la vente, n'a jamais contribué aux réparations ni du chemin ni du pont.

Du 18 juin 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. Tarbé. — Pl., MM. Parent-Réal, Marchand-Dubreuil et Godard-Saponay.

(1) Le conseil d'Etat a encore rendu le même jour deux ordonnances dans le même sens (s. *Marranger* et s. *Cartier*). — C'est du reste une règle constante que les conseils de préfecture doivent s'en tenir strictement à l'interprétation du procès-verbal de vente et des actes administratifs qui l'ont accompagné, et que toutes les questions qui ne peuvent être décidées que par des enquêtes ou autres moyens de droit commun, appartiennent aux tribunaux. V. ordonn. du 20 janv. 1819 (s. *Sauzet* et autres), et les nombreuses décisions dans le même

PRISE MARITIME. — PARTAGE. — MARIN. — FAUX NOM.

Le marin embarqué sous un faux nom, sur un corsaire, doit être assimilé, non au déserteur qui a quitté le bâtiment pendant le voyage ou une relâche, et que l'art. 13 du décret du 2 prair. an 11, prive de toute part dans les prises faites par le bâtiment, mais au déserteur repris et embarqué avant le départ du corsaire. Il a en conséquence, comme ce dernier, droit à moitié de part, dans les prises auxquelles il a concouru. (Arrêté du 2 prair. an 11, art. 13.) (2)

(Poulard.)

Du 18 juin 1823. Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Lebean. — Pl., M. Macarel.

MISE EN JUGEMENT. — GARDE CHAMPÊTRE ET FORESTIER.

Du 18 juin 1823 (s. *Jouvené*). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonn. du 4 août 1819 (s. *Gingibre*.)

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — RENONCIATION TACITE. — SUBROGATIONS SUCCESSIONNES. PRÉFÉRENCE.

Une femme mariée sous le régime de la communauté peut renoncer, même tacitement, à son hypothèque légale, au profit d'un tiers ; par exemple, en consentant, conjointement avec son mari, hypothèque sur les biens affectés à son hypothèque légale. (Cud. civ., 1431, 2150 et 2144.) (3)

Entre plusieurs créanciers d'une femme, tous porteurs de subrogation à son hypothèque légale, il ne doit pas y avoir concours comme pour distribution de créances mobilières. (Cod. proc., 778.) — Il doit y avoir préférence au profit de l'un d'eux, et cette préférence est due non au premier qui a inscrit la subrogation, mais au premier subroge (4).

(Baignoux — C. Desbordes.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'une femme mariée sous le régime de la communauté, peut valablement renoncer à son hypothèque légale en faveur de tiers avec qui elle contracte engagement licite ; et comme l'intention se manifeste par des actes et par des faits aussi bien que par les formules consacrées par l'usage, la renonciation doit également produire son effet, à l'égard de ces tiers, soit qu'elle s'opère par l'effet d'une subrogation expresse, soit qu'elle résulte de stipulations équivalentes, pourvu que dans ce dernier cas, elle soit la conséquence immédiate et nécessaire des dispositions d'un acte matériel et volontaire ; — Que la dame Bonlet s'étant obligée personnellement et solidairement avec son mari à la créance des intimés (les époux Desbordes), avec affectation hypothécaire des biens mêmes qui étaient grevés de son hypothèque légale, elle est censée avoir voulu garantir à ses créanciers, que son obligation produirait son effet ; elle leur a nécessairement cédé la priorité de son hypothèque

(2) V. conf., ordonnance du 29 mai 1822 (s. *Hamme*).

(3) F. sur ce point, les observations qui accompagnent un arrêt conforme de la Cour de Paris du 26 janv. 1819, et les autorités qui y sont indiquées.

(4) Cela est aujourd'hui constant en jurisprudence. V. Paris, 15 mai 1816 et 12 déc. 1817 ; Metz, 17 déc. 1822, les notes sur ces arrêts et les autorités qui y sont indiquées.

que légale, elle a enfin renoncé à rien prétendre sur l'immeuble assujéti à l'hypothèque ni sur son prix, avant que les intimés fussent remplis en totalité de la créance à laquelle elle s'était obligée ;

Attendu que la dame Bouillet ayant ainsi renoncé, en faveur des intimés, à toute préférence comme à toute concurrence hypothécaire, elle n'a pu valablement, par un acte postérieur, et à l'aide d'une stipulation de subrogation collusive, céder des droits qu'elle n'avait pas : d'où il suit que l'appelante (la dame Baignoux), qui n'a de droits que ceux qu'elle tient d'elle, ne peut prétendre à une priorité d'hypothèque qui était acquise aux intimés par un titre antérieur ; — Considérant enfin que la subrogation stipulée au profit de la veuve Baignoux, n'ayant eu pour cause ou pour objet ni la cession de la créance hypothécaire de la dame Bouillet sur son mari, ni l'acquit d'une dette passive précédemment contractée par cette femme au profit d'un tiers, on ne peut considérer cette stipulation que comme un moyen de faire indirectement ce qu'il n'était plus permis de faire directement ; qu'admettre la prétention de l'appelante, ce serait créer un système dangereux à la faveur duquel le femme pourrait impunément se jouer de ses premières obligations et les rendre illusoire par des subrogations postérieures ; — Par ces motifs, e mis l'appellation ou néant, confirme etc.

Du 19 juin 1823. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Luytard. — Concl., M. Allain-Targé, cons. aud. — Pl., MM. Chedevergne et Dubois.

DERNIER RESSORT. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE — COMPENSATION.

Est en dernier ressort le jugement rendu sur une demande inférieure à mille francs, à laquelle le défendeur se borne à opposer des compensations de sommes également au-dessous de mille francs, en ne demandant reconventionnellement une liquidation pour savoir s'il est débiteur. (L. du 24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (1)

(Carré — C. Cérède.)

Du 19 juin 1823. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. Desgogné. — Concl., M. Lebe, av. gén.

RAPPORT A SUCCESSION. — ALIMENS.

Doivent être rapportés à la succession, les sommes que la mère a été obligée de prêter à l'une de ses filles, ou de payer à son acquit par suite du dérangement de ses affaires, alors d'ailleurs que la fille s'en est reconnue débitrice envers sa mère, ou envers ses frères et ses sœurs, ces avances ne peuvent participer au bénéfice des frais de nourriture et d'alimens qui ne sont pas en général sujets à rapport (2).

(Besnier-Desforges — C. Rey.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que le traité sous seing privé du 16 mars 1815 contient, de la part de la veuve Besnier-Desforges, la reconnaissance

positive d'une dette légitime dont le rapport est dû à la succession de la dame Davenel, sa mère, conformément à la disposition de l'art. 851, Cod. civ. ; — Considérant que si les frais de nourriture ou d'alimens fournis par une mère à l'un de ses enfans, ne doivent pas être rapportés à la succession, la dame Davenel avait rempli jusqu'à sa mort l'obligation qui lui était imposée à cet égard, mais qu'en même temps elle avait dû prendre les précautions nécessaires pour établir autant que possible l'égalité entre ses enfans, en réglant le compte des différentes sommes quelle avait été obligée de prêter à l'une de ses filles, ou de payer à son acquit, par suite du dérangement de ses affaires et de celles de son mari ; — Considérant que ce motif, fondé sur la justice, est expressément consigné dans l'acte du 16 mars 1815, et qu'en conséquence, la veuve Besnier s'était obligée de tenir compte des sommes qui y sont référées, et de les solder soit à sa mère, soit à ses frères et ses sœurs, si elle était hors d'état de les acquitter en tout ou en partie du vivant de ladite dame Davenel ; — Considérant que la veuve Besnier ayant contesté devoir le rapport de ces différentes sommes à la succession de sa mère, le tribunal de première instance n'avait pu se dispenser de statuer sur cette question avant de renvoyer les parties précompter devant un notaire ; — Par ces motifs, — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 20 juin 1823. — Cour roy. de Rennes. — 2^e ch. — Prés., M. de Laforest d'Armaille. — Pl., MM. Tardivel et Grivart.

DROITS LITIGIEUX. — RETRAIT. — IMMEUBLES.

L'art. 1699, Cod. civ., qui autorise celui contre qui un droit litigieux a été réel, à s'en faire tenir quitte par la cessionnaire, en lui remboursant le prix de la cession, ne s'applique pas aux ventes de corps certains et déterminés, par exemple à la vente d'un immeuble (3).

(De Puntet — C. Dublan de Labet.)

Du 20 juin 1823. — Cour roy. de Bordeaux. — Prés., M. Desèze. — Pl., MM. Duranteau et Saget.

TUTEUR. — INCAPACITÉ.

La disposition de l'art. 442, qui détermine les causes d'incapacité en matière de tutelle, est limitative et non démonstrative (4). — Par suite, le § 4 de cet article, qui déclare incapables d'être tuteur, ceux qui ont eu dont les père et mère ont un procès avec le mineur, ne peut être appliqué au cas où il y a simplement immixtion de procès entre le tuteur et le mineur (5).

(Loubatières — C. Vigneau.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 509, Cod. civ., l'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens, et que les lois sur la tutelle des mineurs s'appliquent à la tutelle des interdits ; — Attendu que le § 4, art. 442, Cod.

(1) F. conf., Cass. 26 pluv. an 11 et la note.

(2) Jugé pareillement que, bien qu'en général, les frais de nourriture et d'instruction ne soient pas sujets à rapport, ce principe ne doit pas être étendu aux frais de même nature qu'un père a faits en faveur d'un enfant majeur, marié, pourvu d'une dot, alors surtout que ces dépenses, continuées pendant un grand nombre d'années, et embrassant les charges d'un ménage, constituent un avantage immatériel, qui dépasse les bornes de la quotité disponible. F. Nancy, 20 janv. 1830.

(3) F. conf., Cass. 24 nov. 1818, et la note.

(4) Cela est constant en doctrine et en jurispru-

dence. F. Cass. 13 oct. 1807; Bourges, 20 germ. an 13; Paris, 7 flor. an 13, et 27 juv. 1820; Besançon, 26 août 1808; Bruxelles, 30 mai 1810; Caen, 15 janv. 1811. — F. aussi Merlin, Rép. v^o Tutelle, sect. 2, § 3, art. 3, n^o 7; Favard, v^o Tutelle, § 8, n^o 2; Toullier, l. 2, n^o 1169 et 1171. — Il a été jugé par suite de ce principe, que le failli concurre, malgré sa faillite, le droit d'être tuteur ou membre d'un conseil de famille. F. Bruxelles, 14 août 1833 (Nol. 1833, 2, 683). — Mais voy. en sens contraire, Dijon, 28 mars, sur 12. F. aussi Pardessus, Droit comm., n^o 1117.

(5) F. anal. en ce sens, Paris, 5 oct. 1809.

civ., ne déclare incapables d'être tuteurs que ceux qui ont, ou dont le père et la mère ont un procès avec le mineur; que les dispositions de cet article sont limitatives, et non démonstratives; — Attendu qu'il est de principe que les prohibitions et les exceptions sont de droit étroit, et que la loi permet tout ce qu'elle ne défend pas; — Attendu que les personnes appelées à l'exercice d'un droit ou d'une charge n'en peuvent être exclues, à raison d'incapacité ou d'indignité, que par un texte formel de la loi, qui n'a rien voulu laisser, en cette matière, à l'arbitraire du juge; que, par suite, les exclusions ne peuvent s'étendre d'un cas à l'autre, et qu'il n'appartient pas aux tribunaux d'écarter de la tutelle des individus dont la loi n'a pas formellement prononcé l'exclusion; — Attendu que le tribunal de Tarbes a créé une incapacité nouvelle, qui n'est pas dans la loi, en déclarant le sieur Loubatières incapable de la tutelle de l'interdit Jean Vignau, par la raison qu'un procès paraissait imminent entre le tuteur et l'interdit, et dans l'intérêt de ce dernier; — Qu'il n'est point vrai, d'ailleurs, comme l'on dit les premiers juges, que Loubatières soit le spoliateur de la succession maternelle de celui dont il gère la tutelle, puisque c'est au moyen de conditions assez onéreuses qu'il avait acheté les biens de la veuve Dartigue-longue, mère de l'interdit; que la veuve Dartigue-longue avait, lors de la vente, la pleine propriété et la libre disposition de ses biens, et rien ne s'opposait à ce qu'elle en disposât du bonna foi et à titre onéreux; — Attendu, en outre, que, par les conditions de la vente du mois de déc. 1810, la mère avait veillé à ce que son fils restât absolument pourvu de toutes les choses nécessaires à la vie, et que l'acquéreur Loubatières, depuis tuteur de l'interdit, paraît avoir rempli scrupuleusement les conditions stipulées; qu'il a donné et qu'il continue de prodiguer à l'interdit tous les soins d'un bon et fidèle tuteur; — Attendu, enfin, que de tout ce qui précède il résulte que les intérêts de l'interdit ne paraissent point compromis, et que, surtout, il n'existe pas pour lui un danger aussi imminent que s'il existait déjà un procès entre lui et son tuteur; que, par conséquent, le tribunal a fait une fautive application de la maxime : *Ubi eadem ratio, ibi idem jus*; — Par ces motifs, — Réforme le jugement.

Du 21 juin 1823. — Cour roy. de Pau. — Prés., M. de Figarol, p. p. — Concl., M. Laporte, cons. aud. — Pl., MM. Lavieille et Castaing.

MINEUR. — PRESCRIPTION. — VENTE.

La prescription de dix ans, établie par l'art. 1304, Cod. civ., contra l'action en rescision des conventions faites par le mineur, ne s'applique pas à l'action en rescision des ventes des biens des mineurs, faites par le tuteur sans formalités. — En ce cas, l'action en nullité ne se prescrit que par 30 ans (1).

(Vireux — C. N...)

Du 22 juin 1823. — Cour roy. de Metz.

ARBITRES FORCÉS. — DÉLAI. — PROROGATION. — PRÉSCRIPTION.

L'art. 1028, n° 2, Cod. proc., qui permet l'action en nullité contre un jugement d'arbitres volontaires rendu sur compromis expiré, est applicable à un jugement d'arbitres commerciaux et forcés, rendu après l'expira-

tion du délai fixé par les juges, (Cod. comm., 54; Cod. proc. civ., 1012.)

A cet égard, il n'y a point de prorogation tacite de pouvoir, par l'effet du silence des parties ou par présomption de consentement de leur part. (L. des 16-24 août 1790, tit. 1^{er}, art. 3.) (2)

(Thomas — C. héritiers Ronxel.)

Les faits de la cause sont rapportés avec l'arrêt de la Cour de cassation, du 22 avril 1823, qui a renvoyé les parties devant la Cour d'Angers. — Sur ce renvoi a été rendu l'arrêt suivant, conforme à celui de la Cour de cassation.

AA&T.

LA COUR: — Vu les art. 54 du Code de comm., et 1007 du Code de proc. civ.; — Considérant qu'il en résulte que l'obligation imposée aux arbitres, de prononcer dans les termes d'un compromis volontaire à fin de conserver auprès des parties leur qualité de juges, n'est pas moins rigoureuse pour les arbitres, en matière de contestations entre associés, à raison de leur société; qu'en effet, la juridiction de ces derniers étant essentiellement temporaire, aussitôt qu'ils ont dépassé la limite et les conditions de leur mission telles qu'elles ont été fixées par les parties ou réglées par la loi, leur capacité, comme juges, cesse de plein droit; — Considérant que la loi du 16-24 août 1790 portant tit. 1^{er}, art. 3, que dans tous les cas les arbitres pourraient juger après le délai fixé par le compromis, pourvu qu'ils n'eussent été révoqués ni par l'une ni par l'autre partie, a été abrogée par le Code de proc.; qu'il est de principe que les dispositions dudit Code doivent s'appliquer aux tribunaux de commerce lorsque le Code commercial n'y a pas fait exception; qu'aux termes des art. 1012, n° 1, et 1028, n° 2, le compromis finit par l'expiration du délai fixé, et qu'on peut demander la nullité de jugemens rendus sur compromis expiré; — Considérant que des pouvoirs créés par écrit ne sauraient être détruits que par écrit; qu'on ne cite de la part des parties aucun acte qui ait manifesté leur intention expresse de continuer les mêmes pouvoirs aux arbitres depuis l'expiration du délai; — Considérant enfin que lesdits arbitres après avoir, à deux époques, rendu hommage à la nécessité de prévenir l'expiration du délai fatal, par une prorogation légale, n'ont néanmoins rendu leur décision que le 23 août 1818, c'est-à-dire lorsque leurs pouvoirs avaient cessé depuis le 26 du même mois; — Par ces motifs, a mis l'appellation au néant, émettant, déclare nul et de nul effet l'acte qualifié jugement arbitral du 29 mai 1818, et ce qui s'en est suivi, renvoie les parties à se pourvoir par les voies de droit devant le tribunal de commerce de Saint-Brieuc, à l'effet de nommer de nouveaux arbitres, s'il y a lieu, décharge l'appelant des condamnations, etc.

Du 23 juin 1823. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Farcy. — Concl., M. Prevôt de la Chauveillère, av. gén. — Pl., MM. Chedevergue et Dubois.

ORDRE. — DOMICILE ÉLU. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — CONCILIATION.

Du 24 juin 1823 (aff. Bralay). — Cour roy. de Rennes. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 21 déc. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

(1) La question est gravement controversée. V. à cet égard, le résumé qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour de Paris, du 2 nov. 1840 (Vol. 1841. 2. 131). V. aussi Cass. 8 déc. 1813, et la note; Metz, 1^{er} juin 1821.

(2) V. sur cette question, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour de cassation du 22 avril 1823, rendu dans la même affaire.

COURTIER. — COMMISSAIRE-PRISEUR. — SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — VENTE.

Les courtiers de commerce peuvent, après y avoir été judiciairement autorisés, procéder à la vente aux enchères publiques de marchandises qui font partie d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, lorsque ces marchandises sont comprises dans le tableau dressé par le tribunal de commerce, conformément au décret du 17 avril 1812. — Les commissaires-priseurs ne doivent pas être admis à s'y opposer (1).

(Courtiers de commerce de Marseille — C. commissaires-priseurs de cette ville.)

La succession du sieur Joseph Fabre, capitaine de marine, mort à la Guadeloupe, avait été acceptée, sous bénéfice d'inventaire, au nom de ses enfans mineurs. — Le tuteur de ses enfans présenta une requête au président du tribunal civil de Marseille, à l'effet de faire nommer un courtier de commerce, pour procéder à la vente, aux enchères publiques, de marchandises qui faisaient partie de la succession. — Ces marchandises expédiées à Marseille se trouvaient comprises dans le tableau dressé par le tribunal de commerce de cette ville, conformément au décret du 17 avril 1812. — Un courtier fut désigné par ordonnance du 27 juillet 1822, pour cette opération. — Le 30 du même mois, les commissaires-priseurs de Marseille formèrent opposition à cette ordonnance, prétendant que la vente ne pouvait être faite que par l'un d'eux. — Les syndics des courtiers intervinrent à leur tour pour repousser la prétention des commissaires-priseurs. — Le tuteur des mineurs Fabre resta étranger à cette contestation.

Le 19 août 1822, jugement du tribunal civil de Marseille qui révoque la nomination du courtier et désigne un commissaire-priseur pour procéder à la vente. — Ce jugement qui ordonne l'exécution provisoire est ainsi motivé : « Attendu qu'aux termes de l'art. 535 du Code civil, l'espece de biens meubles et celle de mobilier ou d'effets mobiliers comprennent généralement tout ce qui est censé meuble, d'après la définition qu'en donne l'art. 528 du même Code ; — Attendu que l'ordonn. roy. du 25 juin 1816 n'est que la simple exécution de l'art. 89 de la loi du 28 avril même année, laquelle autorise l'établissement, dans les principales villes du royaume, de commissaires-priseurs dont les attributions sont les mêmes que celles des commissaires-priseurs de Paris ; — Attendu que l'art. 7 de la loi du 28 vent. an 9, relative à l'établissement de bourses de commerce et des agens de change et courtiers, détermine les attributions des uns et des autres, et que ces attributions consistent dans le droit de constater le cours du change, celui des effets publics, marchandises, matières d'or et d'argent, et de justifier devant les tribunaux et arbitres, la vérité et le faux des négociations, ventes et achats. — Attendu que le Code de commerce, dans les art. 74 et suivans, confère aux courtiers les mêmes attributions que la loi précitée du 28 vent. an 9 ; — Attendu que l'art. 492 du même Code, et les décr. des 22 nov. 1811 et 17 avril 1812, autorisent, dans quelques cas, il est vrai, les courtiers à vendre certaines marchandises aux enchères publiques, en suite de l'autorisation du tribunal de commerce ; mais qu'aucun de ces cas ne se rencontre dans la cause actuelle, où il s'agit d'une succession échue à des mineurs, acceptée sous bénéfice d'inventaire,

(1) P. dans ce sens, pour la cas d'une vente sur saisie, Cass. 10 juin 1823, et la note.

et dont les biens, de quelque nature qu'ils soient, ne peuvent être vendus qu'avec l'autorisation du tribunal civil ; — Attendu que les décrets invoqués par les courtiers, ainsi que l'art. 492 du Code de comm., ne se rapportent qu'à des affaires qui sont placées dans les attributions des tribunaux de commerce ; — Attendu que s'il est vrai, comme le prétendent les courtiers, que les ventes de marchandises provenant d'une succession bénéficiaire peuvent être faites par eux, concurremment avec les commissaires-priseurs, il faudrait admettre que lorsqu'un courtier serait nommé par le tribunal civil pour faire une pareille vente, il serait nécessaire de recourir au président du tribunal de commerce pour faire sanctionner et exécuter cette disposition, ce qui répugne à toutes les idées reçues, à l'ordre et à la hiérarchie des pouvoirs déferés aux tribunaux ; — Attendu que le tribunal ne peut baser sa décision que sur les dispositions de la loi et nullement sur des considérations de localité ou de convenances ; — Que, sous tous les rapports, la vente dont il s'agit doit être faite, non par un courtier, mais par un commissaire-priseur. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'en expliquant par les art. 533 et 535 du Code civil, les expressions de la loi du 28 vent. an 9, qui a rétabli les commissaires-priseurs, il en résulterait que ceux-ci, chargés de la prise des meubles, en général, ne pourraient priser cependant des marchandises commerciales, puisque le mot meuble ne comprend pas ce qui fait l'objet d'un commerce ; tandis qu'ils pourraient vendre tous les effets mobiliers ; d'où n'aurait cette contradiction qu'ils pourraient vendre ce qu'ils n'auraient pas le caractère de pouvoir estimer ; — Qu'ainsi le législateur a-t-il reconnu la nécessité d'établir une ligne de démarcation entre les fonctions de commissaire-priseur et celles de courtier de commerce ; — Que le préambule du décret du 17 avril 1812 atteste que tel était la pensée du législateur, quand le décret du 22 nov. 1811 fut rendu, et que celui du 17 avril 1812 a, en effet, fixé cette ligne de démarcation ; — Considérant que le décret du 22 nov. 1811 avait ordonné d'abord que les ventes publiques de marchandises à la bourse et aux enchères, que l'art. 492 du Code de comm., autorise les courtiers de commerce à faire, en cas de faillite, pourront être faites par eux, dans tous les cas, même à Paris, avec l'autorisation du tribunal de commerce, donnée sur requête ; — Qu'ensuite le décret du 17 avril 1812 a établi cette ligne de démarcation par une distinction des marchandises qui seraient comprises ou non dans un tableau et dont la vente aux enchères ne pourrait être faite que par lots, pour ne point porter préjudice au commerce intérieur, qui se fait en détail ; — Considérant que l'esprit de ce décret est développé par les ordonnances postérieures du roi des 1^{er} juillet 1818 et 9 avril 1819, et notamment par l'art. 5 de ladite ordonnance ; — Qu'ainsi il résulte de l'ensemble desdits décrets et ordonnances que les courtiers de commerce ont le droit de vendre, aux enchères, toutes les marchandises comprises au tableau, parce que ces ventes n'ont été faites que pour le commerce et et non en faveur du consommateur, deviennent commerciales, et que les commissaires-priseurs ne peuvent vendre aux enchères que celles des marchandises qui, n'étant pas comprises sur le tableau, peuvent être vendues en détail, aux enchères, comme meubles ; — Qu'en un mot, c'est dans un but d'utilité pour le commerce que cette ligne de démarcation a été tracée : d'où il ré-

sulte qu'elle est fondée sur l'espèce des marchandises;

Considérant que les marchandises qui font partie de la succession d'un commerçant, acceptée par bénéfice d'inventaire, ne peuvent être exceptées de cette distinction, sans s'écarter du but principal que le législateur a eu en vue de conserver au commerce des marchandises qui y étaient destinées et de ne les faire vendre que commercialement, comme le défend en fait l'interdiction; — Que l'incapacité que les héritiers par bénéfice d'inventaire de ce commerçant aient commencé par demander au président du tribunal civil du lieu de la succession, la nomination d'officier d'un courtier, au lieu de le choisir eux-mêmes, et qu'ensuite le courtier nommé de cette manière, aille s'adresser au tribunal de commerce pour remplir les préalables prescrits par le décret du 17 avril 1812, et pour vendre commercialement, aux enchères les marchandises dont il s'agit, en tels lots et dans tel ou tel lieu plus opportun; — Que l'autorité du tribunal civil est si étroitement compromise, si le tribunal de commerce pouvait refuser cette vente sur la demande particulière du courtier nommé par l'autorité civile pour y procéder, les parties intéressées avaient la voie de l'appel; — Que d'ailleurs les lois d'exception prévoient aux règles générales; — Considérant qu'il est convenu que les marchandises pour la vente desquelles l'intéressé des mineurs l'a demandé la nomination d'un courtier, sont dans la classe de celles comprises dans le tableau pour la place de Marseille; — Considérant qu'il n'est pas justifié que le courtier nommé par l'ordonnance du président du tribunal civil se fût disposé à procéder à la vente, sans se conformer au décret du 17 avril 1812; — Emendant, déboute les commissaires-priseurs de leur opposition, etc.

Du 25 juin 1823. — Cour roy. d'Alx. — Prés., M. de Gastaud. — Pl., MM. Valles et Tassy.

ORDRE. — OUVERTURE. — JUGEMENT D'ADJUDICATION. — SIGNIFICATION.

Un jugement d'adjudication définitif est soumis, comme tous autres jugements, à la formalité de la signification préalable, avant sa mise à exécution. Ainsi, les procédures pour l'ouverture d'un ordre, doivent, à peine de nullité, être précédées de la signification au saisi du jugement d'adjudication. (Cod. proc., 148 et 149.) (1)

(Lirée-Bonheur — C. Girault-Planty et Lemolne.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la provocation de l'ouverture d'un ordre ou distribution du prix d'une adjudication faite sur une saisie immobilière, est une exécution du jugement qui a prononcé cette adjudication; — Considérant qu'il est de principe que tout jugement, avant d'en

pouvoir poursuivre l'exécution, doit avoir été signifié à la partie contre laquelle l'exécution doit être poursuivie; — D'où il résulte que dans l'espèce, le jugement d'adjudication n'ayant pas été notifié avant l'ouverture de l'ordre qui a été poursuivi par les parties de Bigeu, les procédures qui ont été faites pour parvenir à cet ordre sont intempestives et prématurées, et ne peuvent produire aucun effet; — Considérant sur la demande en garantie formée par les parties de Bigeu contre celle de Brécard, que l'art. 714 du Code de proc. civ. n'impose pas à l'adjudicataire l'obligation de faire signifier le jugement d'adjudication dans un délai déterminé; que, d'après cela, l'adjudicataire était toujours en mesure de faire cette signification; — Que l'art. 715 du même Code n'est relatif qu'aux délais dans lesquels l'adjudicataire doit justifier qu'il a satisfait aux conditions de l'enchère, pour pouvoir se faire délivrer expédition du jugement d'adjudication; qu'un nombre des justifications qu'il doit faire n'est point la signification du jugement d'adjudication à la partie saisie, d'où il suit que les articles ci-dessus sont applicables pour justifier ladite demande en garantie; — Considérant d'ailleurs que l'art. 2 du cahier des charges de l'adjudication consentie à la partie de Brécard, tout en imposant à l'adjudicataire l'obligation de signifier le jugement d'adjudication dans la huitaine, ne promettait d'autre peine contre lui que la perte au saisisant de l'enchère, aux frais de l'adjudicataire, une seconde expédition de l'adjudication et de faire faire les significations; — Que l'adjudicataire ne pouvait être passible d'aucune autre peine, et surtout des frais de poursuite provoqués d'une manière irrégulière; — Met l'appel au néant, etc.

Du 25 juin 1823. — Cour roy. de Poitiers. — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. Barbauld de la Motte. — Concl., M. Vincent Molinière, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Bigeu, Foocher et Brécard.

ABSENCE. — EFFET RÉTROACTIF. — PRÉSUMPTION D'ABSENCE. — CRÉANCIER.

Les règles prescrites par le Code civil en matière d'absence s'appliquent aux absences antérieures, lorsque les effets de l'absence ne sont poursuivis qu'après la promulgation de ce Code (2).

L'art. 136, l'od. civ., d'après lequel les héritiers présents se doivent pas tenir compte de l'héritier dont l'existence n'est pas reconnue, s'applique même au cas d'absence présumée et non encore déclarée (3).

Les créanciers de l'héritier présumé de l'absent peuvent, comme exerçant les droits de leur débiteur, poursuivre la déclaration d'absence et demander l'envoi en possession jusqu'à concurrence de leur créance, et la charge de donner caution (4).

En jurisprudence, la Cour de Colmar, de qui émane la solution ci-dessus, s'est plus tard prononcée en sens contraire. V. son arrêt du 30 août 1837 dans notre Vul. de 1837. 2. 454. V. encore sous ce dernier sens. Metz, 15 fév. 1821 et 7 août 1823; Laërré, sur l'art. 115 du Code civ.; Toullier, t. 1, n° 399; Delvieuourt, tom. 1, p. 260; Merlin, Repert., v° Absent, sur l'art. 115, n. 2; Duranton, tom. 1, n. 415; Zachariae, § 151, n. 6; Boret, des Absens, p. 20. — Mais voy. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Molé, des Absens, n° 263 et 264; Maleville, tom. 1, p. 132; Planchon, Code des Absens, t. 1, p. 178; telle est aussi la doctrine de Talandier, des Absens, p. 117; mais cet auteur admettait l'action des créanciers à l'appréciation discrétionnaire des tribunaux.

(1) Mais il n'est pas nécessaire que cette signification soit faite aux créanciers inscrits. P. Cass. 7 nov. 1826 et 13 juill. 1829; Paris, 18 déc. 1823.

(2) 1. dans le même sens, Cass. 1^{re} pair, an 13; Poitiers, 14 pluv. an 14; Limoges, 15 fév. 1836 (Vul. 1836. 2. 306; Merlin, Repert., v° Absent, sur l'art. 120, n° 1; Talandier, de l'Absence, p. 98.

(3) Jurisprudence constante. P. Cass. 16 déc. 1807 et 14 avril 1809; Douai, 15 niv. an 12; Bruxelles, 21 germ. an 13, et 20 juill. 1809; Liège, 18 prair. an 13; Poitiers, 29 avril 1807. Agen, 4 janv., Paris, 27 mai, Turin, 15 juin. Colmar, 24 déc. 1816; Rouen, 29 janv. 1817; Nancy, 20 janv. 1819.

(4) La question est controversée en doctrine et

(Frühe — C. Barzell.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que, d'après l'ancienne législation, généralement après dix ans d'absence, les héritiers présomptifs pouvaient, avec caution, obtenir la possession provisoire des biens, et après trente ans sans caution, un jugement définitif qui les leur adjugerait ; — Que la nouvelle législation offre plus de sollicitude pour les absents ; elle multiplie les précautions conservatrices de leurs droits ; l'absence ne peut être déclarée qu'après cinq ans, et ce n'est que trente ans après l'envoi provisoire, que celui définitif peut être prononcé, et que les cautions doivent être déchargées ; causes de préférence en faveur de la seconde de ces législations, qui toutes deux au reste ont été insérées dans l'intérêt des absents et non dans celui des héritiers présomptifs ; — Que François-Joseph Frühe est parti en 1788, ses père et mère vivant encore, et sans laisser aucun fortune ; que son absence a été déclarée remonter à cette époque ; que ses héritiers présomptifs étaient alors, comme ils le sont encore aujourd'hui, ses frères et sœurs, ou leurs représentés ; que le loi sur les absents est du 24 vent. an 11, tandis que les partage et liquidation des successions des père et mère sont des 19 flor. et 22 therm. suivant ; qu'on s'est conformé à cette loi, pour faire déclarer l'absence le 18 mai 1819 ; — Qu'il a été jugé, que les règles prescrites par la Code civil s'appliquaient aux absences qui l'avaient précédé, lorsqu'on n'en avait poursuivie les effets qu'après sa promulgation ; ce qui existe ici ; — Que suivant l'usage de ces règles, l'art. 1168, exécuté par un grand nombre d'arrêts, les héritiers présents ne sont pas dans le cas de tenir compte de l'absent, dont l'existence n'est pas reconnue, et quoique l'absence ne soit pas déclarée ; que suivant l'art. 120, ils sont tenus de demander l'envoi en possession provisoire, seulement pour les biens appartenant à l'absent, au jour de son départ, ou de ses dernières nouvelles, ce qui ne se rencontre pas dans l'espèce ; — Que, d'après ce qui précède, les héritiers de François-Joseph Frühe, partageant et liquidant postérieurement à la promulgation de la partie du Code relative aux absents, auraient pu se croire autorisés à user de l'art. 126, ou leurs créanciers de l'art. 788, pour attaquer leur renonciation au bénéfice du premier article comme faite à leur préjudice ; qu'eussent-ils on ne peut reprocher à la femme Barzell, pouvant plus, de demander beaucoup moins ; — Que, suivant les art. 622, 788, 1053 et 1464, les créanciers d'un usufruitier, d'un héritier, d'un parent grevé de restitution, d'une veuve commune en biens, peuvent faire annuler les renonciations qui leur nuisent ; — Que, suivant l'art. 1168, les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, hors ceux qui sont exclusivement attachés à sa personne ; — Qu'il a été jugé, 1° que les héritiers présomptifs de l'absent sont réellement saisis du droit de demander l'envoi en possession de ses biens ; que ce droit ne leur est pas personnel, mais qu'il passe à leurs héritiers, sans qu'il ait été fait d'exception ; — 2° que les biens de l'absent accordés à l'envoi en possession, sont transmissibles comme tous autres droits, soit par succession, soit par testament, aussi sans qu'il eût été établi de distinction ; qu'ainsi l'art. 120 du Code déjà cité, ne confère pas un droit exclusivement attaché à la personne ; que la première partie de l'art. 1168 est donc applicable à l'espèce ; que, d'ailleurs, suivant l'art. 1167, les créanciers peuvent, en leur nom personnel, attaquer les actes faits en fraude de leurs droits ; — Que la loi, instituée, comme on l'a dit, dans

l'intérêt de l'absent, dont elle espère le retour, a dû parler de dépôt et d'administration, surtout lorsqu'elle a considéré les premiers temps de l'absence ; mais quant aux héritiers présomptifs, l'envoi en possession provisoire ne peut être considéré ainsi, puisque cette possession est répartie également entre tous les héritiers au même degré, ce qui offre l'image d'une succession ; — Qu'en supposant une famille nombreuse, les portions atténuées ôtent jusqu'à l'idée d'un dépôt, d'une administration ; que d'après Kretzschmar et le premier président de Lamoignon, l'absent est présumé mort, surtout lorsqu'on n'en a pas reçu de nouvelles depuis trente ans ; qu'ici cinq années viennent renforcer cette présomption ; que, d'un autre côté, il a été décidé par les arrêts de la Cour de cassation des 27 avril 1807, 22 juin 1808 et 26 juillet 1814 (V. à ces dates), que les héritiers d'un absent, qui se mettaient de fait en possession de ses biens, devaient des droits de mutation ; qu'ainsi avant la loi du 28 avril 1816, les héritiers, dans ce cas, qui est celui de la cause, étaient considérés comme héritiers, et non comme dépositaires ou administrateurs ; que cette loi du 28 avril confirme le principe, car elle oblige les héritiers, les légataires et tous autres, appelés à exercer des droits subordonnés au décès d'un individu dont l'absence est déclarée, à faire dans les six mois de l'envoi en possession provisoire, la déclaration des biens, comme dans le cas de mort, et de payer les droits sur leur valeur entière ; que les deux frères Frühe, mis en possession de fait et non légalement, ont rendu hommage au principe, en acquittant les droits de mutation ; — Qu'enfin il a été jugé que si les héritiers présomptifs ne demandaient pas l'envoi en possession, le donataire ou le légataire devrait provoquer l'ouverture du testament ; ne se fondant sur ce qu'il y aurait du injuste à réduire ceux-ci à l'inection, parce qu'il conviendrait à ceux-là de garder le silence ; — Que le même motif milite naturellement en faveur des créanciers, que sous le nom de parties intéressées les art. 112 et 115 du Code civil, n'ont pas valablement autorisé à provoquer la nomination d'un curateur ou la déclaration d'absence, pour voir ensuite ces démarches pieusement neutralisées par le refus de se faire envoyer légalement en possession de la part d'héritiers présomptifs, dont les mains seraient garries par une possession de fait, non seulement contraire à la loi, mais encore spoliatrice des droits de leurs co-héritiers ; que, d'ailleurs, une bonne et suffisante caution, quel que soit celui qui la fournit, met pleinement à couvert les intérêts de l'absent, que la loi a surtout en vue, etc.

Du 26 juin 1823. — Cour roy. de Colmar. — Pres., M. Millet de Chevers.

RÉMÈRE. — PRIX. — INTÉRÊTS. }

Le vendeur a reçu ce qui a été le prix de la vente, tout en conservant l'objet vendu, ne peut se dispenser, à moins de stipulation contraire, lorsqu'il exerce le rachat, de rembourser à l'acquéreur, non-seulement le prix qu'il a reçu mais encore les intérêts de ce prix (1).

(Lémoire). — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la vendeur d'un

(1) En principe, le vendeur qui exerce la faculté de rachat ne doit pas les intérêts du prix qu'il a reçu ; mais lorsqu'en recevant le prix il a gardé la chose, les intérêts qu'il paie sont la représentation des fruits dont l'acquéreur a été privé.

Immeuble qui use de la facilité de rachat, doit rendre l'arquéreur indemne, et qu'en conséquence il ne peut se dispenser de payer à l'arquéreur, par forme de loyaux-coûts, les intérêts du prix principal de la vente, lorsqu'il l'a touché et que l'arquéreur n'a pas eu les jouissances de l'objet par lui acquies, par ce qu'il est juste que ce dernier trouve dans le paiement de ces intérêts l'indemnité de la privation des jouissances de l'immeuble vendu, et que, dans ce cas, les intérêts sont de droit, à moins d'une stipulation contraire; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 26 juin 1823. — Cour roy. de Poitiers.

DÉPENS. — CASSATION.

Lorsqu'une Cour royale, prononçant par suite de la cassation d'un arrêt d'une autre Cour, condamne le demandeur en cassation aux dépens des causes principales et d'appel, on doit comprendre dans les dépens les frais de tous les actes du procès régulièrement et légitimement faits devant la première Cour (1).

(Letondal — C. Milcent.)

Du 26 juin 1823. — Cour roy. de Rennes. — Prés., M. Dupont des Loges, p. p. — Pl., MM. Bernard et Grévari.

1^{re} SAISIE IMMOBILIÈRE. — COMMANDEMENT. — DOMICILE ÉLU.

2^o ACTE AUTHENTIQUE. — DÉPÔT. — SAISIE IMMOBILIÈRE. — ACTE SONS SEING PRIVÉ.

1^o Le commandement qui doit précéder toute saisie immobilière, peut être fait au domicile élu par le débiteur pour les poursuites à diriger contre lui. — Il ne fait point partie de la saisie, ce n'est qu'un acte préparatoire. (Coul. civ., 111; Coul. proc. civ., 673.) (2)

2^o L'acte sous seing privé, déposé chez un notaire par celui qui cet acte constitue débiteur, devient, par le fait du dépôt, authentique contre celui qui en a fait le dépôt. — Ainsi, il peut être exécuté contre lui par voie de saisie immobilière. (C. civ., 2113.) (3) (Blanchard — C. Poya.)

10 fév. 1811, acte de vente sous seing privé, par lequel le sieur Poya vend à la demoiselle Poya, sa nièce, un domaine et ses dépendances, moyennant une pension viagère de 2,500 fr. — 8 mars suivant, le dépôt de cet acte est fait par la demoiselle Poya, chez un notaire qui place l'acte au rang de ses minutes.

La demoiselle Poya étant décédée, après avoir épousé le sieur Blanchard, et celui-ci ayant cessé de payer la pension viagère, le sieur Poya lui fait signifier copie de l'acte de vente sous seing privé, et de l'acte de dépôt.

20 nov. 1815, acte sous seing privé par lequel les parties règlent le compte des arrérages, et conviennent qu'en cas de contestation, elles ne pourront plaider que devant le tribunal d'Issoudun, à l'effet de quoi le sieur Blanchard élit domicile chez le sieur Rideau.

11 sept. 1821, commandement de payer les arrérages échus, fait à la requête du sieur Poya au sieur Blanchard, à défaut de quoi on déclare qu'il sera procédé à la saisie immobilière des biens vendus par l'acte du 10 fév. 1811. — Il est à re-

marquer que ce commandement est signifié au domicile élu, chez le sieur Rideau, par le sieur Blanchard.

5 déc. suivant, le sieur Blanchard n'ayant pas payé, on procède à la saisie immobilière, en vertu de l'acte de vente sous seing privé, consenti par le sieur Poya, et déposé chez un notaire.

Demande en nullité de cette saisie de la part du sieur Blanchard.

15 avril 1823, jugement du tribunal d'Issoudun qui rejette les moyens de nullité. — Appel de la part de Blanchard.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la première question: — Attendu que le commandement qui doit être fait au débiteur dont on veut saisir la propriété, ne fait point partie de cette saisie; qu'il doit la précéder, comme le dit l'art. 673 du Code de proc.; que ce n'est qu'une mise en demeure exigée du créancier avant qu'il puisse passer à l'expropriation; que cet acte, comme tous les actes de la procédure, peut être signifié au domicile élu; que, dans l'espèce, ce commandement ne pouvait régulièrement être adressé qu'à l'ill' a été: — Attendu que dans un acte fait double entre le sieur Poya de L'Herbé et le sieur Blanchard, le 20 nov. 1815, enregistré le 11 juin 1816, il avait été formellement convenu qu'en cas de contestation, au sujet de la pension viagère (dont il s'agit aujourd'hui), les sieurs Blanchard et Poya ne pourraient plaider que devant le tribunal civil d'Issoudun, et qu'à cet effet, le sieur Blanchard élit domicile en la maison occupée par le sieur Rideau: — Attendu que le sieur Blanchard n'ayant jamais attaqué cet acte ni révoqué son élection de domicile, le sieur Poya était forcé de suivre l'indication; — Quant au visa du maire, attendu qu'il n'a pu être apposé que par celui de la commune, dans le ressort de laquelle le commandement a été signifié;

Sur la deuxième question: — Attendu que la saisie immobilière a été faite en vertu de l'acte du 10 fév. 1811, par lequel le sieur Poya vend à la demoiselle Anne-Hortense Poya, alors fille majeure, depuis femme Blanchard, diverses propriétés sous les charges exprimées, et notamment d'une pension annuelle et viagère de la somme de 2,500 fr.: Qu'à la vérité, cet acte était fait sous la signature privée des contractants, mais avec la clause qu'il en serait passé acte devant notaire: — Que, dès le 8 mars suivant, la demoiselle Poya se transporta chez le sieur Bimontferrand, notaire à Issoudun, et déposa, pour y être placé au rang de ses minutes, le sous seing dont elle rappela toutes les conditions et la pension viagère dont elle était chargée envers le sieur Poya;

Qu'en vain, le sieur Blanchard observe que le dépôt du sous seing fait par la demoiselle Poya entre les mains du notaire, pour faire partie de ses minutes, n'aurait pu donner à ce sous seing la qualité d'acte authentique et exécutoire, que s'il eût été fait par les deux parties contractantes et simultanément: — Que la demoiselle Poya ayant agi seule le sous seing n'a pas rangé de nature relativement au sieur Poya: — Attendu, d'abord, qu'on ne peut pas prétendre que le sous seing ayant acquis, par le dépôt dans les minutes du notaire, la qualité d'acte authentique pour l'une

(1) V. dans ce sens, Cass. 31 août 1826.

(2) La jurisprudence paraît fixée en ce sens, P. Cass. 5 fév. 1811 et 21 janv. 1816; Paris, 12 juin 1819; Bordeaux, 11 avril 1812; Bourges, 5 juin 1812; Rouen, 19 août 1817, et les notes.

(3) V. au ce sens, Cass. 27 mars 1821, nos obser-

vations sur cet arrêt, et les autorités qui y sont indiquées. — Addit, dans le sens de la décision ci-dessus, Grenoble, 2 août 1839 (Vol. 1840. 2. 196). V. aussi sur les diverses nuances dont la question est susceptible, la note qui accompagne cet arrêt et les décisions qui y sont rappelées.

des parties, il ne s'oit qu'un simple sous seing pour l'autre; Attendu, en second lieu, que le dépôt ayant été fait par la partie débitrice, c'est-à-dire par celle qui avait seule intérêt à ce que le titre ne pût servir de base à des poursuites juridiques, ce dépôt donne au créancier le droit d'exercer contre elle toutes celles qu'autorise l'acte authentique et exécutoire; que la jurisprudence, conforme à la raison et à l'équité, est constante sur ce point; — Attendu enfin que le sieur Poya, autorisé par le sous seing à exiger de sa débitrice qu'il fût passé à ses frais acte de leurs conventions devant notaire, ne pouvait plus demander cet acte après le dépôt fait par elle, puisque l'obligation qu'elle avait contractée se trouvait remplie; qu'il n'avait plus qu'à se faire délivrer, comme il l'a fait, exécution en forme du sous seing et de l'acte de dépôt, qui ne font plus qu'un seul et même acte, et qu'avec ce titre exécutoire, il a été légalement autorisé à faire procéder à la saisie immobilière; — Ordonne que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 27 juin 1823. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés., M. Delaméthérie. — Pl., MM. Fra-vaton et Mater.

MARCHÉS A TERME. — EFFETS PUBLICS. — AGENT DE CHANGE.

Du 27 juin 1823 (aff. Delattre). — Cour roy. de Paris. — V. la note sur l'arrêt de la même Cour, du 9 août 1823.

ASSURANCE TERRESTRE. — CRÉANCIER HYPOTHECAIRE. — STIPULATION POUR AUTRUI.

Du 27 juin 1823 (aff. Coquerille). — Cour roy. de Colmar. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 29 déc. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DONATION DE BIENS PRÉSENTS. — BIENS A VENIR. — RENONCIATION.

Le donataire universel de biens présents et à venir peut, en tout état de cause, même après avoir volontairement procédé au partage de la succession du donateur, renoncer aux biens à venir, pour s'en tenir aux biens présents. (Ordonn. de 1731, art. 17 et 36; Cod. civ. 1084.) (1)

(Poncet C. Jarries et autres.)

Benott Poncet est décédé après avoir fait donation, par contrat de mariage du 7 janv. 1789, à Claude Poncet son fils, de la moitié de tous ses biens présents et à venir, avec clause de consolidation pour l'autre moitié, en cas de non-disposition, et avec charge de payer les dettes en proportion de la donation. — Depuis lors Claude Poncet a payé des dettes de son père, et est ensuite décédé en 1807, laissant pour ses héritiers trois enfants, qui en 1815, ont demandé contre les coirsors Poncet leurs oncles, le partage de la succession de Benott Poncet; et, le 24 sept. 1815, il a été fait, volontairement, par toutes les parties, un acte contenant partage des immeubles de cette succession. — Le 2 fév. 1820, les héritiers de Claude Poncet ont fait, au greffe, une renonciation aux biens à venir, compris dans la donation de 1789, pour s'en tenir aux biens présents.

Les coirsors Poncet ont soutenu que cette renonciation était tardive et non recevable, attendu qu'elle n'était survenue que postérieurement

au partage de 1815, auquel il avait été procédé du consentement, et même sur la demande des enfans de Claude Poncet; qu'ainsi ces derniers, ayant requis ce partage, s'étaient immiscés dans la succession, comme héritiers purs et simples, et sans avoir fait préalablement une déclaration d'acceptation bénéficiaire, étaient non recevables à répudier les biens à venir; que d'ailleurs les choses n'étaient plus entières; qu'il y avait confusion de biens et de patrimoines, de laquelle résultait même une acceptation de biens à venir; car si les enfans Poncet n'eussent pas entendu accepter cette dernière espèce de biens, ils n'auraient demandé, en 1815, que le partage des biens qu'avait le donateur en 1789, et non le partage de la succession.

Les enfans de Claude Poncet répondaient : — C'est à tort qu'on prétend que notre renonciation aux biens à venir n'était plus admissible en 1820, parce qu'en demandant le partage, nous aurions fait acte d'héritiers, ou au moins accepté les biens à venir. — Nous n'avons pas pu faire acte d'héritiers, puisque nous n'avions pas la qualité d'héritiers; mais seulement celle de donataires; et quand même on pourrait induire, du partage de 1815, une acceptation des biens à venir, nous pourrions encore renoncer à cette sorte de biens; la maxime *semel haeres, semper haeres*, ne s'applique pas au donataire. — Il faut en effet distinguer entre les qualité d'héritier et de donataire : — L'héritier représente le défunt; il succède à tous ses droits, à toutes ses charges; il continue la personne du défunt; par une fiction de la loi, il ne forme avec lui qu'une seule et même personne; est una et eadem persona. — Le donataire, au contraire, n'est pas tenu des obligations du donateur directement, ni comme représentant ce dernier; il n'en est tenu qu'indirectement, à raison des biens reçus, et à concurrence seulement de ces mêmes biens. — Cette distinction est établie par Ricard, en son traité des donations, n° 1518; aussi, n'hésite-t-il pas à décider (n° 1517), que la véritable obligation dont les légataires et donataires universels sont tenus, n'étant qu'indirecte, personnelle in rem, ou plutôt ob rem, il s'ensuit qu'ils ne peuvent être tenus des dettes que jusqu'à concurrence de ce qu'ils profitent des biens du défunt; et que, sitôt qu'ils en sont évincés, ou qu'ils les ont abandonnés volontairement, l'action que les créanciers avaient contre eux cesse absolument; aussi cette doctrine ne reçoit pas de doute dans notre usage. — Furgole professe aussi les mêmes principes dans plusieurs endroits de son Traité des Donations; et notamment dans sa quest. 8, tom. 6, où il examine si le donataire est reçu à répudier la donation après l'avoir acceptée. — La jurisprudence a d'ailleurs consacré cette doctrine; un arrêt du parlement de Paris, du 28 mai 1626, rendu sur les conclusions conformes de M. Talon, avocat général, a jugé qu'il fallait distinguer entre l'héritier et le donataire; que celui-ci n'était pas considéré comme una et eadem persona; qu'il ne pouvait y avoir confusion de biens, même sans bénéfice d'inventaire; sauf l'action utile des créanciers du donateur, ob rem, et jusqu'à concurrence des biens de ce dernier. — Furgole, en sa quest. 8, cite un arrêt du parlement de Toulouse, du 10 sept. 1722, qui a admis la répudiation, même dans le cas où le donataire s'était soumis à certaines charges en faveur du donateur ou des créanciers. — Enfin, un arrêt de la Cour de cassation, du 29 fév. 1820, confirmatif d'un arrêt de la Cour de Paris, du 25 fév. 1819, a jugé que le donataire universel, à cause de mort, qui a fait acte de donataire, peut ultérieurement renoncer, afin de faire valoir

(1) V. en ce sens, Cass. 29 fév. 1820. — Mais voy. les observations qui accompagnent cet arrêt et les autorités indiquées.

les créances personnelles qu'il peut avoir contre la succession.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que, d'après l'art. 17 de l'ordonnance du mois de fév. 1731, qui fait la loi des parties, les donations, en contrat de mariage, pouvaient comprendre tant les biens à venir que les biens présents, et qu'il était au choix du donataire, de prendre les biens tels qu'ils se trouvaient au jour du décès du donateur, en payant toutes les dettes, même celles postérieures à la donation, ou bien de s'en tenir aux biens qui existaient dans le temps qu'elle avait été faite, en payant seulement les dettes et charges existantes audit temps;—Attendu que l'art. 36 de la même loi confirme cette disposition, et porte que, dans tous les cas, le donataire peut renoncer, si bon lui semble, à la donation;—Attendu que la loi de 1731 a toujours été entendue en ce sens, qu'une libéralité, à titre gratuit, ne peut, dans aucun cas, devenir onéreuse, et que le donataire, ne pouvant pas être grevé au delà des forces des biens, doit, en tout état de cause, être admis à répudier; que la question a toujours été jugée ainsi, même avant l'ordonnance de 1731; que Furgole, tom. 6, quest. 8, cite un arrêt du parlement de Toulouse, du 10 sept. 1722, qui a décidé que, quoique le donataire se fût soumis expressément à certaines charges en faveur du donateur ou des créanciers, il devait néanmoins être admis à répudier;—Attendu que la nouvelle jurisprudence est conforme à l'ancienne sur ce point, et qu'un arrêt de la Cour de cassation, rapporté par Sicry, tom. 20, a rejeté le pourvoi contre un arrêt de la Cour de Paris, du 25 fév. 1819, qui avait décidé que le donataire universel, même après avoir accepté et recueilli la donation, pouvait en tout temps s'en dessaisir, en restituant les biens donnés, et tout ce qu'il avait perçu;—Attendu que tous les droits et actions, résultant de l'hérédité de Claude Poncet, ont passé en la tête de ses héritiers, et que ces derniers peuvent par conséquent répudier la donation des biens à venir, faite par Benoît Poncet, ainsi que l'auroit pu faire Claude Poncet lui-même;—A mis l'appellation et ce dont est appel, quant à ce, au néant; et, par un nouveau jugement, déclare l'acte et valable la répudiation des biens à venir dont il s'agit, etc.

Du 28 juil. 1823.—Cour roy. de Grenoble.—2^e ch.—Prés., M. Dubois.—Concl., M. Caffarel, av. gén.—Pl., MM. Bonnard et Réal.

TÉMOINS.—REPROCHES.

Les juges peuvent admettre contre les témoins, d'autres motifs de reproche que ceux spécifiés par l'art. 283, Cod. proc. riv.; les dispositions de cet article sont démonstratives et non pas limitatives (1).—Ainsi, on peut admettre comme motif de reproche contre un témoin, la circonstance qu'avant le commencement du procès, et à la sollicitation de la partie qui le produit, il a déposé des faits y relatifs devant un fonctionnaire public.

(1) C'est dans ce sens que la jurisprudence paraît se fixer. V. le résumé qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 3 juil. 1820.

(2) Pourvu, toutefois, que la qualité d'agent du gouvernement ait été exprimée dans les obligations souscrites. V. décret et ordonn. des 12 juil. 1807 (aff. Labar); 30 juil. 1817 (aff. Ernest et aff. Perret); 3 juil. 1819 (aff. Trubert); 23 juil. 1819 (aff. Payon). V. du reste, les observations qui accom-

(Gilbert.—C. Gilbert.)

Du 28 juil. 1823.—Cour roy. d'Angers.—Pl., MM. Deleurye et Bllanger.

COMMUNAUTÉ.—RECEL.—DONATION.

Du 29 juil. 1823 (aff. Meffer).—Cour roy. de Colmar.—V. cet arrêt à la date du 29 mai 1823.

DEMANDE NOUVELLE.—PASSAGE.—ENCLAVE.

Celui qui, en première instance, a demandé à être maintenu dans un droit de servitude de passage, qu'il aurait acquis par prescription, ne peut, en appel, demander à être maintenu dans la même droit, sur le motif que son fonds est enclavé. C'est là une demande nouvelle qui doit nécessairement subir deux degrés de juridiction. (Cod. civ., 682; Cod. proc., 461.)

(Dane Frimont.—C. Antoine.)

Du 30 juil. 1823.—Cour roy. d'Amiens.—Prés., M. de Malleville.

AGENT DU GOUVERNEMENT.—RÉGISTRES MANUTENTIONNAIRES.—OBLIGATION PERSONNELLE.

Les régisseurs manutentionnaires d'un service à la charge de l'Etat, ne peuvent être déclarés personnellement responsables des obligations qu'ils ont souscrites en cette qualité. Leurs créanciers sont des créanciers de l'Etat (2).

(Dittes et Muller.—C. Ministre de la guerr.—Du 2 juil. 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rupp., M. Maillard.—Pl., M. Girardin.)

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES.—DOMMAGES INTÉRÊTS.—COMPÉTENCE.

Au cas d'exécution des conditions imposées à la création d'un établissement insalubre, les tiers auxquels cette exécution peut préjudicier, sont fondés à se pourvoir en dommages-intérêts, devant les tribunaux seuls compétents pour statuer à cet égard (3).

(De Régnier.)

LOUIS, etc.;—Vu le décret du 15 oct. 1810, et notre ordonnance du 14 janv. 1815, portant règlement sur les manufactures, établissements et ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode;—Considérant que les plomberies et lumineries de plomb sont rangées dans la seconde classe des établissements dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire; mais qu'il importe, néanmoins, de ne permettre leur formation qu'après avoir acquis la certitude que les opérations qu'on y pratique seront exercées de manière à ne pas incommode les propriétaires du voisinage, ni à leur causer des dommages;—Considérant que les conditions proposées par le conseil de salubrité ne donnaient pas une garantie suffisante, et qu'ainsi le conseil de préfecture avait été fondé à admettre les oppositions à l'établissement projeté par le sieur de Régnier;—Con-

statuant l'ordonnance précitée du 30 juillet 1817.

(3) C'est ce que le conseil d'Etat a encore jugé par ordonn. du 23 juil. 1821 (aff. Mulet et Saint-Omer);—V. du reste, sur les droits des tiers à obtenir des dommages-intérêts pour raison du préjudice causé par le voisinage d'établissements dangereux et insalubres, comme sur les règles de compétence à suivre à cet égard, Cass. 3 mai 1827, et nos observations.

sidérait que les nouvelles conditions proposées par le comité consultatif des arts et manufactures, et approuvées par notre ministre de l'intérieur, font disparaître les inconvénients redoutés par les opposants; — Considérant, néanmoins, que quelques-unes desdites conditions n'ont pas été assez explicitement déterminées;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conseil de préfecture de la Seine, du 22 nov. 1822, est réformé ainsi qu'il suit.... — 6^e. En cas de contravention à l'une des conditions ci-dessus prescrites, le préfet de police demeure autorisé à suspendre la marche de l'atelier de plomberie et laminerie de plomb du sieur Régné, sans préjudice de dommages-intérêts réclamés par les tiers, et qui seront jugés par les tribunaux. »

Du 2 juill. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Huet, Macarel et Isambert.

LEGS. — CONDITION. — NULLITÉ.

La clause d'un testament par laquelle un père de famille interdit à ses fils toute action judiciaire l'un contre l'autre, et réduit à la réserve celui qui violerait sa défense, doit être réputée non écrite et n'avoir aucun effet, lorsqu'il apparaît que cette clause avait pour objet d'empêcher l'un des enfants d'attaquer la légitimité de l'autre; peu importe que cette atteinte ayant eu lieu, ait été déclarée mal fondée (1).

(Tardy — C. Tardy.)

Du 3 juill. 1823. — Cour roy. de Lyon. — Prés., M. de Bastard, p. p. — Pl., MM. Bernard, Joremel et Sauzet.

ENDOSSEMENT EN BLANC. — PROPRIÉTÉ.

Le tiers porteur d'un billet à ordre, bien que saisi seulement par un endossement en blanc, peut être reconnu comme propriétaire de ce billet, et à le droit d'en réclamer le remboursement de son endosseur, s'il prouve qu'il a réellement fourni la valeur au souscripteur et que l'endosseur en blanc a donné sa signature comme garantie. (Cod. comm., 137.) (2)

(Boucher Toutain — C. Desroches.)

Du 3 juill. 1823. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannoncelles. — Pl., MM. Parent et Donmouget.

COMMISSIONNAIRE. — COMPÉTENCE.

Du 3 juill. 1823 (aff. Roux). — Cour roy. de Limoges. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Riom du 6 fév. 1818 (aff. Tachard).

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. —

SÉPARATION DE BIENS. — MOBILIER.

La femme séparée ne peut faire, sans autorisation, que des actes d'administration de ses revenus, ou des actes d'aliénation de son mobilier. — Tous actes qui n'ont pas ce caractère, sont nuls et sans effet, même relativement aux revenus ou au mobilier. (Cod. civ., 1449 et 217.) (3)

(Gilly — C. Charve.)

En 1793, la demoiselle Duroure contracta mariage avec le sieur Charve. Aucun acte ne régle les conventions matrimoniales. — En 1819 et 1820, la dame Charve obtint un jugement, et un arrêt

prononçant séparation de corps et de biens. — En 1822, elle consentit à l'ordre du sieur Gilly, et sans l'autorisation de son mari, deux lettres de change s'élevant à 3 000 fr. — Ces lettres de change n'étant point acquittées, le sieur Gilly a cité la dame Charve devant le tribunal de commerce, pour se voir condamner à en effectuer le paiement : le mari a été appelé en cause, à fin d'autoriser son épouse à ester en jugement.

Les époux Charve ont soutenu devant le tribunal que l'obligation consentie par la femme était nulle, aux termes de l'art. 217 et suivants du Code civ., à défaut d'autorisation maritale.

Le sieur Gilly offrit de ne poursuivre le paiement des deux lettres de change que sur le mobilier et les revenus de la dame Charve, et il soutint que l'obligation ainsi restreinte ne pouvait être annulée, pour défaut d'autorisation du mari, puisque selon l'art. 1449 du Code civ., la femme séparée de biens peut disposer de son mobilier et l'aliéner, sans l'autorisation maritale.

Jugement du tribunal de commerce qui condamne la dame Charve au paiement des lettres de change, à la charge par le sieur Gilly, de n'exécuter, en cas de non-paiement, que sur le mobilier et les revenus. Le tribunal se fonde sur ce que le sieur Gilly a offert de ne faire porter ses exécutions que sur le mobilier et les revenus de la dame Charve, et que, d'après l'art. 1449 du Code civ., la femme séparée de biens a le droit d'aliéner son mobilier, et d'en disposer.

Appel de la dame Charve. — La dame Charve a soutenu que la confection de lettres de change, ne pouvait, relativement à elle, avoir le caractère ni d'un acte d'administration de ses revenus, ni d'un acte d'aliénation de son mobilier; qu'un tel acte était d'une nature prohibée par la loi; que ces lettres de change devaient donc être déclarées absolument nulles et sans effet; qu'il n'y avait pas à examiner sur quels objets elles pourraient avoir effet: qu'il fallait se borner à les considérer comme prohibées et sans effet.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte des articles 217, 219, 220, 221, 222 et 224 du Code civ., qu'une femme mariée, quoique non commune, ou séparée de biens, ne peut aucunement contracter sans l'autorisation de son mari, ou, à son refus, de la justice; que l'art. 1449 du même Code, qui rend à la femme séparée l'administration de ses biens, ne l'affranchit de la nécessité de cette autorisation, que dans le seul cas de la disposition ou de l'aliénation de son mobilier; que cette disposition du mobilier de la part de la femme, sans l'autorisation du mari, est une suite indispensable du droit d'administrer rendu à la femme, puisque, devant reprendre et garder en son pouvoir tout ce qui constitue le mobilier, et si elle a été impossible de le soumettre à l'obligation recourir à l'autorisation de son mari dans les dispositions que cette administration pouvait exiger, c'est-à-dire, dans l'usage absolu qu'elle pouvait faire de tout ce qui n'avait point de suite dans les mains des tiers auxquels elle le transmettrait; — Attendu que la conséquence déduite des articles du Code civ., ci-dessus cités, résulte plus particulièrement, dans l'espèce, des termes de l'art. 1576 du même Code, puisque la dame Charve étant mariée en pays de droit écrit, sans contrat de mariage, avant la publication du Code civ., quoiqu'elle ait été soumise aux dispositions de

(1) V. comme anal. dans le même sens, Cass. 11 déc. 1825.

(2) V. conf., Cass. 11 juill. 1820, et la note.

(3) V. sur cette question controversée, les observations qui accompagnent un arrêt en sens contraire de la Cour de cassation, du 9 avril 1823, et les autorités qui y sont indiquées.

cette nouvelle loi. ne s'est jamais trouvée dans le cas d'une communauté légale, ni dans ceux d'une constitution de dot, qui rendit la séparation de biens nécessaire; que cet article prohibant à la femme, en termes généraux, l'aliénation de ses biens paraphernaux sans l'autorisation du mari, et ne distinguant point les biens meublés des immeubles, il faudrait en induire qu'elle ne pourrait pas même aliéner son mobilier sans cette autorisation, si on considérait la permission qui lui est donnée par l'art. 1449, autrement que comme le seul effet de son administration;—Qu'il est donc certain que ce n'est que ce qui constitue véritablement son mobilier, c'est-à-dire les meubles, fruits et revenus existants, capitaux, rentes et autres créances, que la femme a le droit d'aliéner sans l'autorisation de son mari; mais qu'elle n'acquiesce pas celui de faire des emprunts illimités, et de contracter des obligations qui pourraient nuire à sa ruine, en absorbant pour toujours les revenus de ses biens, dont une partie doit servir aux frais d'entretien et d'éducation des enfants nés du mariage; — Attendu que les deux lettres de change souscrites par la dame Charve, au profit du sieur Gilly, ne peuvent être considérées comme un acte d'administration, ni comme une aliénation d'objets mobiliers; mais qu'elles constituent une véritable obligation, ayant pour cause un emprunt que les actes du procès établissent avoir été fait à des conditions onéreuses, ou dans un temps où la dame Charve avait fait des emprunts en grand nombre, et pour des sommes considérables; — Attendu que le consentement donné par l'intime, de ne faire porter ses exécutions que sur le mobilier et les revenus de la dame Charve, ne peut changer la nature du contrat, ni valider ce qui, étant nul en soi et dans son principe, ne peut produire aucun effet dans ses conséquences; — Par ces motifs, faisant droit à l'appel, a déclaré nulles et de nul effet, les deux lettres de change souscrites par la dame Charve, au profit du sieur Gilly, etc.

Du 4 juill. 1823. — Cour roy. de Nîmes. — 3^e ch. civ. — *Prés.*, M. Fargeon, cons. — *Concl.*, M. Gouard de Laboume, av. g^{én.} — *Pl.*, MM. Monnier-Destaillades et Grenuc.

PÉREMPTION. — INTERRUPTION. — MISE AU DÔLE.

Du 4 juill. 1823 (aff. *Lyonnet*). — Cour roy. de Lyon. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Toulouse du 5 fév. 1811 (aff. *Marguier*).

FAUX INCIDENT. — FAUX PRINCIPAL. — CHOSE JUGÉE. — TESTAMENT.

Du 4 juill. 1821 (aff. *Bordeaux et consorts*). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 24 nov. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

CHOSE JUGÉE. — PROPRIÉTAIRE APPARENT. — TIERS OPOSITIV.

Du 4 juill. 1823 (aff. *Fontan*). — Cour roy. de Pau. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 7 juill. 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

ALIMENS. — SOLIDARITÉ.

L'obligation des enfants de fournir des aliments à leurs parents dans la besoin, n'est pas solidaire de la part des enfants; chacun d'eux

n'en est tenu que pour sa part, et proportionnellement à sa fortune. (Cod. civ., 205) (1)

(Muller.—C. Muller.)

La femme Muller, mère de plusieurs enfants, avait formé contre l'un d'eux une demande en aliments. Elle avait conclu à ce qu'il fût condamné à lui faire une pension alimentaire suffisante, sauf à lui à se pourvoir contre ses frères et sœurs pour le remboursement de la part qu'ils devraient fournir; elle soutenait que l'obligation imposée aux enfants de fournir des aliments à leurs parents était solidaire entre tous les enfants, et que les parents pouvaient poursuivre l'exécution de cette obligation pour la totalité contre l'un des enfants, sauf le recours de celui-ci contre ses frères et sœurs.

Jugement qui condamne le fils Muller à payer à sa mère la totalité de la pension alimentaire jugée nécessaire, sauf son recours contre ses frères et sœurs.

Appel de la part du sieur Muller. — Il soutient que par cela seul que l'obligation n'est pas déclarée solidaire par la loi, les tribunaux ne peuvent condamner solidairement chacun des enfants à fournir la totalité des aliments nécessaires à leurs parents, puisqu'aux termes de l'art. 202 du Code civ., la solidarité n'a lieu que lorsqu'elle est formellement établie par la loi, ou expressément convenue par les parties; qu'au surplus, le texte de l'art. 208 du Code civ., repousse toute idée de solidarité, puisqu'il dispose que les aliments seront fournis dans la proportion de la fortune de celui qui les doit.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si la nature et la loi imposent aux enfants le devoir de veuler à secours de leurs parents réduits au besoin, la justice a voulu que les secours à donner fussent réglés sur les besoins des parents et proportionnés à la fortune des enfants; Attendu, dans l'espèce, que la pension alimentaire demandée par l'intime a été réglée une première fois par une transaction qui oblige Muller à payer à sa mère 80 fr. annuellement; que depuis cette convention, dont il consent l'exécution, la fortune du fils ne paraît pas s'être améliorée... — Attendu que la solidarité n'est point établie par la loi nouvelle entre les enfants qui peuvent être obligés à une pension alimentaire envers leurs parents, puisque chacun n'est tenu de cette obligation qu'en proportion de ses facultés; et dans le cas de solidarité, l'un des coobligés étant forcé de payer la dette de celui qui refuserait de l'acquiescer, il pourrait en résulter la ruine de celui qui serait ainsi contraint, ce que le législateur n'a pas voulu; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, sous le mérite des offres de la partie de Donnange, de continuer à payer la rente annuelle de 80 fr. à celle de Belot, la renvoie de la demande de cette dernière, etc.

Du 5 juill. 1823. — Cour roy. de Metz. — *Prés.*, M. Pyrot. — *Pl.*, MM. Donnange et Belot.

1^o EXÉCUTOIRE DE DÉPENS. — OPPOSITION. — DÉLAI.

2^o DÉPENS. — COMPENSATION.

1^o Le délai de l'opposition à un exécutoire de dépens ne peut courir que du jour de la notification à l'avoué. Aucun délai utile au court contre la partie si l'exécutoire n'a été notifié qu'à elle. 2^o

(1) V. sur ce point, les observations qui s'accompagnent en arrêt en sens contraire de la Cour de Colmar du 23 fév. 1813. — V. aussi Amiens, 11 déc. 1821, et la note.

(2) Conformément à cette doctrine, il a été jugé qu'un exécutoire de dépens doit être, à peine de nullité, signifié à l'avoué avant l'exécution. V. Bruxelles, 13 août 1811, la note et les autorités

2° Les frais contumaciaux sont compris dans la compensation générale des dépens, lorsque la décision qui prononce la compensation n'a fait aucune exception à l'égard de ces frais.

Lorsqu'un tribunal compense les dépens, chacune des parties reste passible de ceux qu'elle a payés, et elles demeurent respectivement libres et quittes l'une envers l'autre, à moins d'une disposition spéciale et d'une décision contraire (1).

(Thévenon — C. Gras.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les délais d'opposition à une taxe de dépens ne peuvent courir que du jour de la notification à avoué, de l'exécutoire de dépens, conformément à l'art. 6 du décret du 16 fév. 1807, et que cette notification n'ayant été faite qu'à partie, aucun délai utile n'a pu courir contre elle;

Attendu que, d'après les circonstances de la cause, la Cour n'ayant point fait de précision des frais contumaciaux, ces frais se trouvent nécessairement compris dans la compensation générale des dépens;

Attendu que lorsque la Cour compense les dépens, chacune des parties reste passible des dépens qu'elle a payés, et qu'elles demeurent respectivement libres et quittes l'une envers l'autre, à moins d'une disposition spéciale et d'une décision contraire; — Par ces motifs, au moyen de l'offre des cohéritiers Gras, de payer les frais relatifs à l'expédition de l'arrêt du 4 août 1819, — Les met hors de Cour sur toutes plus amples demandes des époux Thévenon, etc.

Du 5 juill. 1823. — Cour roy. de Grenoble.

ENCHÈRES (ENTRAVÉ AUX). — TENTATIVE.

Il n'y a pas lieu à l'application des peines prononcées par l'art. 412, Cod. pén., contre celui qui, dans une adjudication, a simplement tenté par dons et promesses d'écarter les enchérisseurs. La loi ne punit pas la tentative de ce délit. (Coul. pén., 3 et 412.) (2)

qui y sont rappelées. — *Addé*, dans le sens de la décision ci-dessus, Biche et Goujet, *Dict. de proc.*, v° *Exécutoire de dépens*, n. 10. Ces auteurs enseignent cependant, par argument de l'art. 148 du Code de proc., que si l'avoué est délégué ou a cessé de postuler, la signification à partie suffirait pour faire courir le délai de l'opposition.

(1) Il s'agit, dans l'espèce, d'une compensation simple, c'est-à-dire de cette compensation par suite de laquelle chacune des parties doit payer les frais qu'elle a faits ou avancés. Dans ce cas, comme l'enseignent tous les auteurs, la compensation n'est pas, à vrai dire, une condamnation de dépens, puisqu'ils ne sont adjugés ni pour l'un ni pour l'autre des parties (V. Carré, *Lois de la proc.*, t. 1, quest. 557; Pigeau, *Proc. civ.*, liv. 2, part. 5, tit. 5, chap. 5, art. 4; Lepage, p. 136; Boncennan, t. 2, p. 538; Boissard, t. 1, p. 526; Chauveau sur Carré, loc. cit.), en sorte que personne ne subissant une condamnation, on conçoit très bien que celui qui a avancé des frais n'en puisse pas répéter le moindre partie. C'est ce qu'enseignent les auteurs déjà cités. V. notamment, Carré, quest. 560; Lepage, p. 140; Pigeau, t. 1, p. 531; Chauveau sur Carré, *ubi sup.* Et c'est aussi ce qu'on trouve dans les Commentaires de Jousse, t. 2, p. 227. — Mais s'il s'agissait d'une compensation proportionnelle, c'est-à-dire de celle par laquelle une partie est condamnée à payer une portion des frais de son adversaire, celui-ci aurait le droit de répéter au prorata de la condamnation prononcée à son profit. Sic, Carré, loc. cit.

(2) V. comme analogues, les décisions d'après les-

(Min. publ. — C. N...) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que s'il parait résulter de l'instruction de la procédure et des débats qui ont eu lieu devant la Cour, que les Intimés, depuis longtemps associés, ont, par dons et promesses, cherché à déjouer plusieurs personnes d'entreprendre la construction de la maison presbytériale de Fillières, qui leur a été adjugée le 18 déc. dernier, cependant rien ne prouve qu'ils soient parvenus, à l'aide de ces mêmes moyens, à écarter les enchérisseurs, parce qu'il est constant que beaucoup de mises ont eu lieu au rabais de la part de bon nombre de curieux, de telle sorte que la construction de cette maison a été arrêtée pour une somme de plus de 2,000 fr. au-dessous de l'estimation; ceci prouve, malgré que la conduite des Intimés soit très blâmable, elle ne constitue qu'une tentative de délit qui ne peut entraîner aucune peine, d'après la combinaison des art. 3 et 412 du Cod. pén.; — Rejette l'appel, etc.

Du 7 juill. 1823. — Cour roy. de Montpellier. — Ch. corr.

PÉREMPTION. — INTERRUPTION. — TRANSACTION. — INDIVISIBILITÉ

L'existence d'un traité qui depuis a été déchiré, n'est pas pour empêcher la péremption d'instance (3).

Toute instance est indivisible quant à la péremption; il suffit dès lors que la péremption ne puisse être demandée contre une partie, pour qu'on ne puisse pas la demander non plus contre les autres (4).

(Lacroix. — C. Rougier-Dupont.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il a été reconnu par Rougier-Dupont qu'au mois de juill. 1819 il y avait eu entre lui et Lacroix un traité, qui depuis a été déchiré; que ce dernier a soutenu que depuis l'époque où ce traité avait été déchiré jusqu'à celle de la demande en péremption, il ne s'était pas écoulé trois ans, assertion qui n'a pas

quelles les marchandes ou colitions qui ont pour but d'opérer la hausse ou la baisse d'une marchandise, se sont punissables qu'autant que la hausse ou la baisse du prix de cette marchandise a été opérée. Cass. 21 déc. 1812; 29 janv. 1813; 17 janv. 1813; 1^{er} fév. 1834; 29 mai 1840.

(3) La jurisprudence présente sur ce point des solutions assez discordantes. La décision ci-dessus a été suivie par la Cour de Montpellier le 21 janv. 1840 (Volume 1840); et c'est par suite du même principe qu'il a été souvent jugé que des tentatives réciproques d'arrangement à l'amiable, justifiées par écrit, interrompent la péremption. V. Florence, 28 juill. 1812; Limoges, 15 juill. 1817; Lyon, 29 nov. 1822; Bruxelles, 18 mars 1830; Pau, 18 mars 1836 (Volume 1836). V. aussi les notes sur plusieurs de ces arrêts, et les autorités qui y sont indiquées. — Toutefois, il existe de nombreux arrêts en sens contraire. V. Grenoble, 6 juin 1822; Besançon, 29 déc. 1827; Poitiers, 8 juill. 1828; Cass. 8 mars 1831 (Volume 1831). — Mais ces diverses décisions, qui en résultat se trouvent opposées entre elles, ne sont pas cependant absolument contraires en droit, parce que la solution de la question dépend à peu près exclusivement de l'appréciation du fait. V. en ce sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 1419; Thoisine Desmasuret, t. 1, p. 612.

(4) V. en ce sens, Cass. 27 germ. an 13; 8 juill. 1813; Bruxelles, 19 août 1814; Colmar, 20 déc. 1839, et les observations qui accompagnent ces arrêts.

été démentie par Rougier-Dupont; — Attendu, de plus, qu'il y a eu entre ce dernier et Valérie Lacoste un traité passé en 1820, et que toutes les circonstances de la cause démontrent que de la part de Rougier Dupont l'intention de traiter a été la même envers Lacoste qu'envers Valérie Lacoste, surtout lorsqu'on voit qu'il y avait déjà en un traité des 1819; et attendu que depuis 1820 jusqu'à l'époque de la demande en péremption cette péremption n'était pas acquise;

Attendu, enfin, qu'il est de principe que toute instance est indivisible quant à la péremption; que, dès lors, le traité fait entre Valérie Lacoste et Rougier-Dupont aurait interrompu, indépendamment des circonstances énumérées ci-dessus, le cours de la péremption à l'égard de Lacoste, cocontractante de Valérie, et qu'ainsi qu'on vient de le dire, depuis 1820 il n'y a pas eu de péremption; — Attendu qu'il est reconnu par toutes les parties que Valérie-Lacoste a traité avec Rougier-Dupont: que, dès lors, c'est mal à propos qu'on a aussi dirigé contre elle la demande en péremption; — Declare qu'il n'y a pas lieu de prononcer la péremption demandée, etc.

Du 8 juill. 1823. — Cour roy. de Limoges.

EXPLOIT. — DOMICILE. — MAIRE.

Est nul l'appel signifié au nom du maire d'une commune agissant en cette qualité, si le domicile de ce fonctionnaire n'est pas indiqué dans l'exploit. (Cod. proc., 61, 456.) (1)

(Piquet — C. commune de Croissist.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'acte d'appel signifié le 22 août 1822 a procédé à la requête de la commune de Croissist, pour suite et diligence du sieur de Forrand, maire, sans énonciation du domicile de ce dernier; — Attendu que l'art. 456 du Code proc., veut que l'acte d'appel contienne assignation et soit signifié à personne ou domicile, à peine de nullité; — Attendu que l'art. 61 dudit Code, dispose que l'exploit d'ajournement contienne le domicile des demandeurs, à peine de nullité; — Attendu que le § 3, art. 69, porte: « Seront assignés les communes en la personne ou au domicile du maire: » Attendu que d'après l'art. 70 ce qui est prescrit par les deux articles précédents doit être observé, à peine de nullité; — Attendu que l'ensemble des dispositions de ces articles prouve la nécessité de l'indication du domicile du maire, et que l'acte d'appel dont il s'agit ne contenant pas cette énonciation, c'est le cas de le déclarer nul, conformément à l'art. 61 ci-dessus rappelé; — Declare nul l'appel dont il s'agit du 22 août dernier, etc.

(1) Il est de jurisprudence que l'indication d'une fonction révoquée n'équivaut pas à la mention du domicile, parce que la fixation du domicile n'en est pas la suite nécessaire. V. Cass. 21 fév. 1826; Poitiers, 18 juin 1830; Nîmes, 14 janv. 1837; (Volume 1837.). Mais cette décision ne s'applique qu'au cas où le fonctionnaire est demandeur personnellement et pour son compte. Que s'il agit en qualité de fonctionnaire. L'établissement qu'il représente est alors le vrai demandeur, et dès lors il n'y a pas nécessité absolue de mentionner dans l'exploit le domicile de ce fonctionnaire. C'est ce qui a été jugé, contrairement à la décision ci-dessus, par la Cour de cassation le 12 sept. 1809, et par la Cour de Lyon elle-même le 1^{er} déc. 1823. V. aussi en ce sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 1^{er}, quest. 216 bis. Ajoutons que cette solution ne saurait être contestée aujourd'hui à l'égard d'un maire, puisque d'après l'art. 4 de la loi du 21 mars 1831,

Du 8 juill. 1823. — Cour roy. de Lyon. — 4^e ch. — Prés., M. Nugue. — Pl., MM. Duplan et Périveau.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — CLAUSE ADDITIONNELLE. LECTURE — MENTION.

Un testament n'est pas nul par cela seul qu'après la mention de la lecture, se trouve une disposition additionnelle qui se rattache à l'ensemble du testament, et elle est d'ailleurs surabondante: par exemple, une disposition qui charge chaque légataire de payer sa part des honoraires et droits du testament. (Cod. civ., 972.) (2)

La mention de la lecture est suffisamment remplacée par ces expressions par lesquelles le testament est clos: fait lu et publié (3).

(Thérme — C. Thérme.)

Du 9 juill. 1823. — Cour roy. de Grenoble. — Prés., M. Chenevaz. — Concl., M. Marion, av. gén. — Pl., MM. Louchamp, Fluchaire et Sappet.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RENOUVELLEMENT.

La notification prescrite par l'art. 9183, C. civ.

fixe irrévocablement le rang des créanciers inscrits — Les inscriptions qui sont alors régulières et valables, ne peuvent plus être primées par le défaut de renouvellement dans les dix ans — Du moins, la prescription ne pourrait être invoquée par un créancier qui aurait intérêt à prouver que sa propre inscription est antérieure, ou rayée. (Cod. civ., 2154 et 2183.) (4)

(Brousse — C. les héritiers Figarol.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu, en droit, que, par la notification de son contrat de vente aux créanciers inscrits, sans qu'un d'eux surenchérît, l'acquéreur devient propriétaire incommutable de l'objet par lui acquis, le sort des inscriptions hypothécaires, régulières et valables, demeure invariablement fixé, elles ne peuvent plus tomber en prescription faute de renouvellement, mais elles ont produit tout l'effet qu'elles pouvaient produire, et subsistent jusqu'à leur radiation, et l'acquéreur est tenu de payer à la décharge de son vendeur, jusqu'à concurrence du prix de son acquisition, les créanciers inscrits selon le rang et la priorité de leurs hypothèques, de même que les créanciers en mesure de recevoir le montant de leurs créances, sont tenus envers l'acquéreur qui les paie, comme ils l'auraient été envers le vendeur lui-même, de rapporter la radiation de leurs inscriptions pour plus grande sûreté de la libération: Qu'il suit de là, que les

sur l'organisation municipale, ce magistrat doit avoir son domicile réel dans la commune, ce qui suffirait également pour rendre inutile l'indication du domicile même dans le cas où le maire agirait personnellement et pour son compte, et cela par application du principe admis au dictionnaire en jurisprudence que la mention d'une profession qui emporte translation de domicile dans le lieu où elle s'exerce, équivaut à la mention du domicile même. V. Genes, 8 juill. 1803; Grenoble, 8 janv. 1829. — V. aussi Boncenne, t. 2, p. 122; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 296.

(2 et 3) F. sur ces deux points, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cass. du 23 sept. 1809.

(4) F. à cet égard, les observations qui accompagnent un arrêt conforme de la Cour royale de Paris du 29 août 1815, et les autorités en sens divers qui y sont rappelées.

héritiers Figarol ne peuvent exiger du sieur Brousse le paiement de 4,800 fr. délégués sur lui à leur père, qu'en rapportant, comme celui-ci s'y est obligé par l'acte du 14 mai 1822, la radiation des deux inscriptions qui y sont énoncées; qu'en leur faisant mainlevée de ladite somme, et en condamnant le sieur Brousse à la leur payer, sans les obliger en même temps à rapporter la radiation desdites inscriptions, les premiers juges ont fait ce qu'ils ne devaient pas faire, et méconnu les conventions qui lient les parties; — Faisant droit de l'appel, relaxe ledit Brousse de la demande formée contre lui par les héritiers de Louis Figarol, etc.

Du 10 juill. 1823. — Cour roy. de Bordeaux. — 2^e ch. — Prés., M. Castagnet. — Pl., MM. de Chancel et Devaulx.

INSCRIPTION HYPOTHECAIRE. — DOMICILE RLU. — DESIGNATION DES BIENS.

Une inscription hypothécaire n'est pas nulle, par cela seul qu'elle ne contient pas, de la part du créancier, élection de domicile dans un lieu de l'arrondissement du bureau. — Cette formalité n'est pas substantielle. (Cod. civ., 2118.) (1)

Lorsqu'il est dit dans une inscription hypothécaire, qu'elle embrasse tous les biens du débiteur dans l'arrondissement de N..., le vœu de la loi qui exige la désignation de l'espèce et de la situation des biens est suffisamment rempli. (Cod. civ., 2118.) (2)

(Charlot — C. Terrot et consorts.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, par l'inscription prise au bureau des hypothèques de Saint-Marcelin, le 20 déc. 1816, les mariés Charlot ont conservé leurs droits naissant de l'acte du 23 juin 1806, sur les immeubles provenant de la succession de Jean Volmat père, et dont Jean Volmat fils, cessionnaire, était détenteur, comme héritier de son père; — Considérant que, quoique cette inscription ne renferme pas une élection de domicile, de la part des mariés Charlot, dans un lieu de l'arrondissement du bureau de Saint-Marcelin, et n'indique, comme soumis à l'hypothèque ou au privilège, que tous les biens possédés par Jean Volmat dans l'étendue de cet arrondissement, sans aucune autre désignation, cette inscription n'est pas moins régulière et valable; — Considérant, en effet, que l'élection d'un domicile dans l'arrondissement du bureau, par le créancier, ne peut être regardée comme une formalité substantielle de l'inscription, dont l'omission doit en entraîner la nullité, puisque cette omission ne peut porter aucun préjudice aux tiers, mais seulement au créancier inscrivant, qui, par suite de cette omission, ne pourrait se plaindre de ce que les créanciers, ou acquéreurs de son débiteur, ne lui auraient pas fait les notifications prescrites, en certains cas, par la loi, et serait obligé, par la même, de surveiller les actes de son débiteur ou de ses créanciers, pour n'être pas exposé à perdre l'effet de son hypothèque;

Considérant d'ailleurs, que l'indication, dans une inscription, que tous les biens possédés par le débiteur dans l'arrondissement d'un bureau,

sont soumis au privilège ou à l'hypothèque, sans aucune autre désignation, remplit suffisamment le vœu de la loi, puisqu'il ne peut y avoir lieu, en ce cas, à aucune équivoque, cette dénomination générale comprenant l'universalité des biens situés dans cet arrondissement, et qu'ainsi les tiers ne peuvent être induits en erreur par les termes employés par cette indication; — Faisant droit à l'opposition des mariés Charlot envers l'état provisoire de collocation des créanciers de Jean Volmat, ordonne qu'ils seront alloués, par préférence à tous autres créanciers, pour le montant du prix, en capital et intérêts, de la vente du 11 juin 1806, etc.

Du 10 juillet 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. Chenevaz. — Pl., MM. Motte et Mallain.

SERVITUDE. — PRESCRIPTION. — ARRÊT. — DISTANCES.

Du 10 juill. 1823 (aff. Lablond). — Cour roy. d'Orléans. — F. l'arrêt de la Cour de cassation du 9 juin 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

1^{er} ORDRE. — APPEL. — AVOUÉ.

2^o FRAIS FRUSTRATOIRES. — CHOSE JUGÉE. — AVOUÉS.

1^o L'art. 760, Cod. proc., est applicable en appel comme en première instance. — Ainsi, les créanciers postérieurs en ordre d'hypothèques aux collocations contestées, sont tenus de ne constituer qu'un seul et même avoué sur l'appel d'un jugement d'ordre, à peine de supporter personnellement les frais auxquels leur contestation particulière aura donné lieu.

2^o La condamnation aux frais prononcée au profit de plusieurs parties ayant différends avoués, n'est pas une approbation tacite ou une chose jugée de la validité des constitutions frustratoirement multiples. — Il est permis, nonobstant la condamnation ainsi prononcée, de contester le mérite des frais occasionnés par la multiplicité d'avoués, alors qu'il n'en eût fallu qu'un. (Cod. proc. civ., 130.)

(Gutlin — C. les mariés Flandin.)

Les mariés Flandin et la femme Guillaud, créancière postérieure et dernière colloquée, relevèrent appel contre Gutlin, d'un jugement d'ordre. — Ils constituèrent chacun un avoué différent. — Par arrêt du 28 mai 1823, Gutlin fut condamné aux frais des instances envers les appelants.

L'avoué des mariés Flandin ayant fait liquider les dépens de sa partie et prix exécutoire, Gutlin y forma opposition. Il disait que les mariés Flandin auraient dû se servir du même avoué que la femme Guillaud, dernière créancière colloquée, et qu'ayant un avoué différent, ils étaient tenus personnellement de l'augmentation des frais dont ils avaient été la cause.

Les mariés Flandin répondirent que l'art. 760 du Cod. de proc. civ., n'était applicable qu'en première instance, et non en appel; que Gutlin aurait dû, dès le principe, les interpellier de se

puisse s'élever sur leur identité, ni aucun préjudice être causé aux tiers, il s'ensuit que le vœu de la loi est rempli. F. Cass. 25 nov. 1813; 11 juill. 1815; 1^{er} avril 1817; 6 mars 1820; 1^{er} fév. et 28 août 1821; Grenoble, 8 août 1817, les notes et les autorités qui y sont indiquées. — F. cependant au sans contraire, Cass. 23 août 1808; 20 fév. 1810; Paris, 28 niv. an 13; Aix, 30 août 1809.

(1) Les arrêts et les auteurs sont divergents sur ce point. V. le résumé de doctrine et de jurisprudence placé sous cet arrêt de la Cour de cassation du 2 mai 1816, contraire à la décision ci-dessus.

(2) C'est la décision qui a prévalu en doctrine et en jurisprudence; on admet généralement qu'une telle désignation faisait connaître les immeubles de manière à ce qu'aucun doute ne

servir de l'avoué de la femme Guillaud, et que d'ailleurs, il était non recevable dans son opposition, y ayant chose jugée, puisque l'arrêt du 26 mai l'avait condamné aux dépens envers les appelans.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'art. 760 du Cod. de proc. civ., qui porte que les créanciers postérieurs en ordre d'hypothèque seront tenus, dans la huitaine du mois accordé pour contredire, de s'accorder entre eux sur le choix d'un avoué, sinon ils seront représentés par l'avoué du dernier créancier colloqué, est applicable en appel comme en première instance, et qu'il ne saurait y avoir lieu à interpellation de la part de l'intimé lorsque la loi interpellé elle-même ;

Attendu que l'arrêt ne condamnant qu'aux frais des instances, et n'ayant fait aucune précision, n'est censé avoir condamné l'intimé que conformément aux dispositions de la loi ; — Déclare Guttin bien fondé dans son opposition ; en conséquence, le décharge des dépens frayés par les mariés Flandin, à la charge néanmoins par lui d'acquitter les dépens de la femme Guillaud, créancière postérieure et dernière colloquée, etc.

Du 11 juill. 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Prés., M. Dubois. — Conse., M. Caffarel, av. gén. — Pl., M. François.

TIERS DÉTENTEUR. — DÉLAISSEMENT. — OBLIGATION PERSONNELLE.

Le tiers détenteur ne peut être admis au délaissement, lorsque les créances inscrites ne s'élèvent pas au delà du prix stipulé dans le contrat de vente, et que le tiers détenteur est encore saisi de ce prix ; ce serait accorder à ce dernier seul la faculté de faire résilier un contrat synallagmatique. (Cod. civ., 2172.) (1)

Pour que le tiers détenteur soit considéré comme personnellement obligé, et par suite ne puisse être admis au délaissement, il n'est pas nécessaire qu'il ait contracté en la présence et avec le concours du créancier délégataire : il suffit qu'il se soit obligé envers le débiteur, son vendeur, au paiement de la dette, et à la décharge de ce dernier. (Cod. civ., 2172 et 2173.) (2)

(Baube — C. Lefèvre et Berson.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le montant des créances inscrites ne s'élève pas au delà du prix stipulé dans le contrat de vente, qu'ainsi le tiers détenteur qui n'a rien payé ne peut être admis au délaissement, puisqu'il aurait seul la faculté de faire résilier un contrat synallagmatique ;

Que par le contrat du 26 oct. 1818, Lefèvre et Berson se sont personnellement obligés, envers la veuve et les enfans Baube ; — Que pour que le tiers détenteur soit considéré comme personnellement obligé, il n'est pas nécessaire qu'il contracte en la présence et avec le concours du créancier délégataire ; qu'il suffit qu'il s'oblige envers le débiteur, son vendeur, au paiement de la dette et à la charge de ce dernier ; — Qu'ainsi, et dans l'espèce, le délaissement effectué par Le-

fevre et Berson est inadmissible ; — Réformant, déclare Lefèvre et Berson non recevables dans le délaissement par eux effectué ; ordonne que le contrat du 26 oct. 1820 sera exécuté suivant sa forme et teneur, etc.

Du 12 juill. 1823. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Prés., M. Aroux. — Conse., M. Lepetit, av. gén. — Pl., MM. Chéron et Thil.

DERNIER RESSORT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. Une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, change la compétence en ce qui touche le dernier ressort, lorsque les dommages-intérêts ont leur fondement dans un fait antérieur à la demande, mais non lorsqu'ils naissent de l'action elle-même, et par conséquent sont accessoires à la demande principale. (Cod. proc., 433 ; L. du 24 août 1790, art. 3, tit. 4.) (3)

(Sarrad — C. Severac.)

Du 12 juill. 1823. — Cour roy. de Toulouse.

PRIVILÈGE. — BAIL. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

L'art. 2102, § 2, Cod. civ., qui limite le privilège du propriétaire, dans le cas où le bail n'a pas date certaine, aux loyers d'une année à partir de l'expiration de l'année courante, n'est pas exclusif de ce privilège pour les loyers échus. — Ainsi, le propriétaire a privilège dans ce cas, non-seulement pour l'année à échoir à partir de l'année courante, mais encore pour tout ce qui est échû et pour l'année courante elle-même (4).

(Hallonin — C. syndics Monneveu.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'art. 2102 du Code civ. accorde au propriétaire un privilège pour les fermages sur les fruits de la récolte de l'année, sur le prix de tout ce qui garnit la ferme et de tout ce qui sert à son exploitation ; — Que cet article distingue entre les baux authentiques et les baux sous signatures privées, n'ayant point de date certaine ; — Que, dans le premier cas, le privilège s'étend à tout ce qui est échû et à tout ce qui est à échoir ; — Que, dans le second cas, le privilège a lieu pour une année, à partir de l'expiration de l'année courante ; — Que, dans ce second cas, le privilège du propriétaire est restreint, mais qu'il ne l'est que pour l'année qui suit l'année courante ; qu'il doit donc être étendu à tout ce qui est échû, d'après la maxime *exclusio unius est inclusio alterius* ; Qu'ainsi, le § 2, art. 2102, doit être entendu comme s'il portait : les créances privilégiées sur certains meubles, sont 1^o les fermages des immeubles sur les fruits et sur le prix pour tout ce qui est échû, et pour une année, à partir de l'expiration de l'année courante ; — Que si l'on suit judicieusement les dispositions du § 2, art. 2102, le propriétaire n'ayant qu'un bail sous signatures privées, sans date certaine, n'aurait de privilège, non pas même pour l'année courante, mais seulement pour une année à partir de l'année courante, ce qui est inadmissible, et ce que les intimés eux-mêmes reconnaissent ne pouvoir

(1) Sic, Paris, 2 mars 1833 ; Cass. 9 mai 1836 ; Daronon, t. 20, n° 252.

(2) La question a été gravement discutée ; mais elle paraît aujourd'hui devoir être décidée dans le sens de l'arrêt ci-dessus. V. Cass. 21 mai 1810 ; Paris, 12 mars 1812, et les notes. V. encore Cass. 6 mess. an 12, et nos observations.

(3) C'était la point constant en jurisprudence. V. Cass. 30 juin 1807 ; 28 fev. 1821 ; Rennes, 8

avril 1816, et les notes ; et ce point est maintenant consacré par l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux de première instance, et par l'art. 3 de la loi du 26 mai 1838 sur les justices de paix.

(4) Ce point est fort controverté. V. les observations qui accompagnent l'arrêt conforme de la Cour de cassation du 28 juill. 1824, où se trouve un résumé de la doctrine et de la jurisprudence sur cette question.

être;—Qu'ainsi, l'art. 2102 ne peut être entendu dans le sens qui priverait le propriétaire des fermages de l'année courante;—Que, dans le § 2, le législateur ne s'est nullement occupé des fermages échus; qu'il a seulement pris pour point de départ l'expiration de l'année courante, époque à partir de laquelle la propriété n'a plus de privilège que pour une année, et par le motif que le bail ne peut être étendu au delà, contrairement à l'intérêt des créanciers, inconvénient qui ne se rencontre point, quant aux termes échus, puisque la jouissance du fermier a été notoire, et que la fraude et la collusion, entre le propriétaire et le fermier, sur ce point, ne peuvent exister;—Que les inconvénients signalés ne sont pas plus à craindre pour les termes échus que pour l'année courante;—Que dès que pour l'année courante, les stipulations du bail, cessant le cas de fraude, sont la loi des parties, il doit en être de même pour les années précédentes;—Réforme, etc.

Du 12 juill. 1823. — Cour roy. de Rouen.—2^e ch.—Prés., M. Aroux, —Concl., M. Lepélt, av. gén.—Pl., MM. Thil et Chéron.

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.—INTERVENTION.—INTÉRÊTS DISTINCTS.

Une femme mariée, appelée en intervention dans une instance engagée avec son mari, est réputée suffisamment autorisée par le mari, si elle se fait défendre par le même avoué; encore que le mari et la femme aient des intérêts distincts (1).

(Ramon—C. Gené.)

Du 14 juill. 1823. — Cour roy. de Montpellier.—Pl., MM. Coffinières et Charamaule.

SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION.—CONTRAT A LA GROSSE.—PRIVILÈGE.

Du 14 juill. 1823 (aff. Jullien). — Cour roy d'Aix.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 19 juin 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

HYPOTHÈQUE LÉGALE.—INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.—PURGÉ.

La femme qui, soit dans le cas de vente volontaire, soit dans le cas de vente forcée, a négligé de s'inscrire pour conserver son droit de suite sur l'immeuble, n'en a pas moins le droit de se présenter à l'ordre et de s'y faire colloquer (2).

(Bagninet—C. créanciers Bagninet.) — ARRÊT.

LA COUR:—Attendu qu'aux termes de l'art. 2135 du Code civ., l'hypothèque légale des femmes existe indépendamment de toute inscription à l'égard des autres créanciers hypothécaires de leur mari, de sorte qu'en cas d'aliénation, soit volontaire, soit forcée, des immeubles de celui-ci, elles n'ont nul besoin d'être inscrites pour prendre dans la distribution du prix, le rang qui leur est assuré vis-à-vis des créanciers par les

dispositions de cet article; les appelants ne peuvent donc point se prévaloir du défaut d'inscription de la femme Bagninet;—Ordonne que sur le prix à distribuer, etc.

Du 16 juill. 1823.—Cour roy. de Metz.

GARDE FORESTIER.—PROCÈS-VERBAL.—AFFIRMATION.

Du 17 juill. 1823 (aff. Sartin).—Cour roy. de Bourges.—Même décision que par l'arrêt de la Cour de Metz du 1^{er} déc. 1817 (aff. Ganou).

AVOCATS.—TABLEAU.—PROCUREURS GÉNÉRAUX.—APPEL.

Un des privilèges essentiels à l'ordre des avocats, c'est d'inscrire, ou de maintenir, sur le tableau de l'ordre, tels confrères qu'ils jugent convenable, sans que l'autorité ait à s'immiscer dans cette opération. — A cet égard, l'ordonnance du 22 nov. 1822 a maintenu, ou rétabli, l'ordre des avocats dans tous ses droits, honneurs et prérogatives (3). Les procureurs généraux ne peuvent appeler des décisions des conseils de discipline de l'ordre des avocats, qui dans les cas où ces décisions statuent sur des fautes ou infractions imputées à des avocats. (Ordonn. du 20 nov. 1822, art. 15 et 25; (4))

(Les avocats de Grenoble.)

Le 6 janv. 1823, le garde des sceaux adressa à Messieurs les procureurs généraux une circulaire relative à l'exécution de l'ordonn. du 20 nov. 1822, dont il importe de reproduire les principaux passages: — « L'art. 1^{er}, disait le garde des sceaux, en prescrivant la répartition en colonnes ou sections, des avocats inscrits au tableau dressé en vertu de l'art. 29 de la loi du 13 mars 1801 (21 vent. an 12), suppose évidemment que les tableaux ont été faits conformément aux dispositions de l'art. 5, qui ne fait qu'exprimer d'une manière plus positive ce qui était déjà compris implicitement dans les dispositions générales du décret du 14 déc. 1810. — Ainsi, dans tous les lieux où les tableaux d'avocats ont été faits ou renouvelés, vous voudrez bien, préalablement à toute répartition en colonnes ou sections, vous assurer, par un examen exact et rigoureux des individus, des titres qui les représentent et des faits qui les concernent, qu'aucun avocat n'est inscrit sans avoir le droit actuel et incontestable de l'être suivant l'art. 5, et dans tous les lieux où les tableaux n'ayant point encore été faits, leur rédaction devra précéder la répartition des avocats en colonnes, vous apporterez le même soin à vérifier les droits que chacun aurait fait valoir pour obtenir l'inscription. — Ces tableaux devront être renouvelés tous les ans d'après les circonstances de faits qui pourraient nécessiter quelques changements. — En cas d'admission par le conseil de discipline ou le tribunal, dès à présent ou à l'avenir, d'individus qui vous paraîtraient n'avoir pas le droit d'être

(1) V. dans le même sens, Cass. 6 frim. an 13; 10 juill. 1811.

(2) La Cour de cassation s'est toujours prononcée en sens contraire. Mais la question est des plus graves et des plus controversées. V. la résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1829.

(3 et 4) Il a été jugé toutefois, par la Cour royale de Caen, le 11 janv. 1837 (Volume 1837), que les conseils de discipline de l'ordre des avocats ne sont passés en dernier ressort de l'admission au stage, et, par suite, de l'admission au tableau de l'ordre; et qu'en conséquence, l'avocat dont l'ad-

mission au stage a été refusée, peut en pourvoir par appel devant la Cour royale. — Mais aussi que la décision de l'arrêt ci-dessus, l'appel du procureur général a été déclaré non recevable par la jurisprudence. V. Cass. 23 juin 1828; Amiens, 28 janv. 1824; à moins qu'il ne s'agisse de la répression d'infractions ou de fautes commises par des avocats, comme la raisonnable aussi l'arrêt qui nous recueillons, et ceux qui viennent d'être cités, ou bien encore à moins qu'il ne s'agisse d'une mesure qui toucherait à l'ordre public. F. Cass. 23 juin 1835, V. aussi Bourges, 30 mai 1822, et 13 mars 1831; Grenoble, 10 déc. 1835; Agen, 17 mai 1837.

inscrits au tableau, vous devrez dénoncer au conseil de discipline ou au tribunal l'irrégularité que vous aurez reconnue; et, dans le cas où l'inscription serait maintenue, vous pourriez par appel devant la Cour.—La répartition en colonnes n'a, du reste, aucune règle précise, soit pour le mode à suivre dans son exécution, soit pour le nombre d'avocats à distribuer dans chacune des colonnes. Ces points sont abandonnés au jugement et à la prudence des anciens bâtonniers et du conseil de discipline, tant pour la première fois que pour les renouvellements qui pourraient être ordonnés par les Cours royales, sur la réquisition des procureurs généraux ou sur la demande du conseil de discipline... — L'art. 5 tend avec raison à écarter de l'ordre des avocats et à exclure du tableau des avocats, des individus qui, pourvus du grade nécessaire et admis au serment, n'exercent pas réellement la profession d'avocat et veulent, à l'aide d'un titre nul, sans se livrer habituellement et exclusivement aux exercices du barreau ou aux travaux du cabinet, jouir de prérogatives qui ne peuvent appartenir qu'aux hommes laborieux et véritablement voués à la profession qu'ils ont embrassée.—L'exercice de la profession d'avocat s'annonce principalement par l'assiduité au palais, par la plaidoirie, par la rédaction habituelle et notoire d'écrits judiciaires. Le succès et l'occupation sont pour tous le fruit des talents et du temps.—Ainsi, tout avocat qui suit les audiences, qui se livre à la plaidoirie, quand l'occasion plus ou moins fréquente lui est offerte, exerce véritablement sa profession autant qu'il est en lui de le faire.—Ainsi, tout avocat qui, sans suivre le palais, sans se livrer à la plaidoirie, s'occupe notoirement et habituellement de rédiger des consultations, des mémoires, des avis et autres écrits judiciaires, exerce encore sa profession.—Mais aussi, et par opposition, tout avocat qui n'annonce point par un de ces faits faciles à constater, que son assiduité, ses efforts et son travail le feront triompher des obstacles dont la carrière est semée, n'exerce pas réellement sa profession, et ne peut aspirer à faire partie de l'ordre.—Ainsi, des signatures isolées, apposées de loin en loin sur des écrits judiciaires, sans aucune autre démonstration de l'exercice réel de la profession, ne suffisent point pour constituer l'avocat, et lui donner le droit d'être porté au tableau; ainsi, et à plus forte raison, le gradué qui, placé dans ces dernières circonstances, se trouvera de plus en plus résider au chef-lieu de la Cour ou du tribunal, de manière qu'il ne pourrait offrir aux justiciables un accès, un recours facile, ne pourra être considéré comme avocat....

En exécution de cette circulaire, M. le procureur général près la Cour royale de Grenoble a écrit, le 22 juin 1823, à M. le bâtonnier des avocats, la lettre suivante : « Monsieur le bâtonnier, j'ai l'honneur de vous transmettre une copie certifiée de la circulaire du garde des sceaux du 6 de ce mois, concernant l'exécution de l'ordonnance du roi du 20 nov. dernier, sur la profession d'avocat.—Vous verrez dans cette circulaire, page 2, que je dois m'assurer (par un examen exact et rigoureux des individus, des titres qu'ils représentent et des faits qui les concernent) qu'aucun avocat n'est inscrit dans le tableau général des avocats, sans avoir le droit actuel et incontestable de l'être, suivant l'art. 5 de cette ordonnance. — Vous y verrez aussi, qu'en cas d'admission par le conseil de discipline, dès à présent et à l'avenir, d'individus qui me paraîtraient n'avoir pas le droit d'être inscrits au tableau, le ministère me recommande de dénon-

cer au conseil de discipline, l'irrégularité que j'aurais reconnue, sauf à me pourvoir par appel, si l'inscription est maintenue.—Si le tableau des avocats de Grenoble a déjà été fait, et s'il est tel que je l'ai vu dans l'almanach de cette année, je vous prie de dénoncer au conseil de discipline l'irrégularité qui me paraît et qui a paru à d'autres, avoir été commise à l'égard de dix avocats qui y sont portés, et qui sont MM.....—On m'a dit qu'ils n'exercent réellement pas.—Le conseil de discipline examinera de nouveau s'ils ont dû être compris dans le tableau.—Vous voudrez bien me transmettre la délibération qui aura été prise; je vous ferai part de ma résolution après que je l'aurai vue; et s'il n'y a pas appel de ma part, le tableau général pourra être arrêté; et il me sera renvoyé pour que je puisse le transmettre au garde des sceaux, conformément à cette circulaire.—En vous désignant ces dix avocats, comme n'exerçant pas, je n'ai pas entendu que tous les autres portés dans la liste, doivent être compris dans le tableau des avocats.—Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée. — Signé ACHARD. »

Le 17 fév., et sur cette lettre, est intervenue une délibération du conseil de discipline, conçue comme il suit : « Vu le décret du 14 déc. 1810, la délibération du conseil de discipline du 8 déc. 1816, l'ordonn. du 20 nov. 1822, la circulaire ministérielle du 16 janvier dernier, la lettre de M. le procureur général du 22 du même mois, les mémoires remis par quelques-uns des avocats, les notes prises sur les explications verbales des autres; — Vu, enfin, l'avis émis par les quatre doyens de l'ordre ;

« 1° Sur la question de savoir si M. le procureur général est recevable à provoquer en l'état, la révision du tableau de l'ordre, tel qu'il a été arrêté le 24 nov. 1822, avant la publication de l'ordonn. du 20 du même mois; — Considérant que le tableau a été dressé par le conseil de discipline nommé par l'arrêté de M. le procureur général, du 25 août 1822; qu'il a été dressé conformément à l'art. 29 de la loi du 22 vent. an 12, aux art. 5, 8 et 18 du décret du 14 déc. 1810, et à la délibération du conseil de discipline, du 8 déc. 1816; qu'il a été dressé enfin le 25 nov. 1822, c'est-à-dire avant la publication et même avant l'arrivée à Grenoble de l'ordonnance du même mois; — Considérant que M. le procureur général n'a pu ignorer que ce tableau avait été dressé à ladite époque; que, dans les premiers jours de décembre et sur sa propre demande, M. le bâtonnier lui en a remis une copie; que, de plus, ce tableau a été inséré dans l'almanach de la Cour de Grenoble pour 1823, qui s'imprime sous la surveillance de M. le procureur général; qu'ainsi, ce magistrat a commis une méprise involontaire, en disant, dans sa lettre du 22 janv. dernier à M. le bâtonnier : « Si le tableau des avocats de Grenoble a déjà été fait, et s'il est tel que je l'ai vu dans l'almanach de cette année, etc.; » — Considérant que ce tableau ayant été dressé antérieurement à la publication de l'ordonn. du 20 nov. 1822, il ne pourrait être soumis sans rétroactivité aux règles tracées par l'art. 3 de ladite ordonn., qui dit que « nul ne pourra être inscrit sur le tableau des avocats, s'il n'exerce réellement; » que cet article ne dispose que pour l'avenir, et que l'art. 47 de la même ordonnance, qui oblige les conseils de discipline à maintenir en exercice, comme celui-ci, à se conformer aux dispositions de l'ordonnance, ne parle également que pour l'avenir; — Considérant que ce tableau est, dès lors, régulier, par cela seul qu'il a été dressé conformément aux art. 5, 8 et 18 du

décret du 14 déc. 1820, et à l'arrêté du conseil de discipline du 8 déc. 1816, qui autorisent à y inscrire tous les individus ayant droit d'exercer la profession d'avocat, qui résident à Grenoble; qui ne remplissent pas des emplois incompatibles avec cette profession, et sur la capacité, la probité, la délicatesse, les bonnes mœurs desquels le conseil de discipline a obtenu des renseignements satisfaisants; que, par conséquent, tous les avocats portés sur ce tableau ont un droit acquis pour font le cours de l'année judiciaire actuelle, droit qui ne pourrait leur être enlevé que par des faits émanés d'eux, postérieurs à la confection du tableau;

« 2^e Sur la question de savoir si M. le procureur général aurait qualité pour provoquer la révision du tableau de l'ordre, dans la supposition où ce tableau aurait été dressé sous l'empire de l'ordonnance du 20 nov. : — Considérant que le préambule de cette ordonnance suffirait pour repousser la prétention de M. le procureur général; qu'on y voit que « l'ordre des avocats a besoin d'une organisation intérieure qui l'affranchisse du joug inutile d'une surveillance directe et habituelle » (ce qui veut dire, sans doute, que les conseils de discipline devant être désormais les surveillans habituels de l'ordre; ils seront sensés chargés des rectifications à faire au tableau qui sont un objet de surveillance habituelle); qu'on y reproche aussi au décret du 14 déc. 1810, « d'avoir confié la première formation des tableaux aux chefs des tribunaux et des Cours » (ce qui signifie évidemment qu'à l'avenir les conseils de discipline connaîtront seuls et de la première formation des tableaux et des divers changemens à y faire); — Considérant que le texte confirme aussi expressément que possibles inductions à tirer du préambule de l'ordonnance: que les art. 12 et 13 chargent les conseils de discipline de prononcer « sur les difficultés relatives à l'inscription dans le tableau de l'ordre, et sur ces divers autres objets de règlement intérieur, sans conférer en aucune manière à M. le procureur général le droit, soit de provoquer ces actes, soit d'en demander la rectification: ce qui rend les conseils de discipline juges souverains de toutes ces contestations; — Considérant qu'aux termes des art. 3, 4 et 8, les conseils de discipline sont aussi chargés de procéder, sans le concours de M. le procureur général, à la répartition des avocats en colonnes (ce qui, d'après l'art. 7, détermine la composition de la meilleure partie du conseil de discipline); et à la nomination du bâtonnier et du secrétaire: d'où la conséquence, que M. le procureur général a encore moins le droit de demander la révision du tableau, dont la formation n'est pas un acte aussi important que ceux confiés aux conseils de discipline par les articles 3, 4 et 8; — Considérant que les art. 21 et suivans donnent un nouveau poids à ces argumens, en déterminant les seuls cas dans lesquels il soit permis à M. le procureur général de prendre connaissance des décisions des conseils de discipline et d'en appeler; que, d'après ces articles, ce double droit ne lui est conféré que lorsqu'il s'agit de décisions relatives aux infractions et aux fautes commises par les avocats, et dont la répression est confiée aux conseils de discipline, aux termes de l'art. 15, décisions qui, étant de nature à intéresser la société ou à compromettre l'honneur de l'avocat inculpé, devaient être, par cela même, entourées de plus de solennités; qu'ainsi M. le procureur général doit rester étranger à tous les autres actes des conseils de discipline, quels qu'ils soient, suivant l'axiome de droit, *inclusio unius, alterius exclusio*;

« Considérant que, d'après des textes aussi formels, M. le procureur général ne serait point fondé à demander la rectification d'un tableau qui aurait été dressé sous l'empire de l'ordonnance du 20 nov., et qu'il serait encore moins fondé à annoncer que, le cas échéant, il se pourvoira par la voie de l'appel contre la décision du conseil de discipline; qu'il implique contradiction qu'il puisse avoir le droit de provoquer une décision dont il ne serait pas autorisé à requérir la communication, d'après les art. 22 et 23, et qu'il impliquerait surtout contradiction qu'il eût le droit d'appeler d'une décision dont il ne peut pas requérir la communication; — Considérant que, si la circulaire de Son Etc. le garde des sceaux, du 6 janv. dernier, relative à l'exécution de l'ordonnance du 20 nov., semble autoriser M. le procureur général à exercer sur la formation du tableau ce double droit de contrôle et d'appel, cette circulaire ne saurait prévaloir, aux yeux du conseil de discipline, sur l'esprit avoué de l'ordonnance, sur les expressions non équivoques de son préambule, et surtout sur le texte précis de ses art. 12, 13, 15, 21, 22, 23, 24, 25 et 26, qui ne permettent pas à M. le procureur général de provoquer et de faire rectifier, par la voie de l'appel, les décisions du conseil de discipline (autres que celles relatives aux infractions et autres fautes commises par les avocats); qui ne lui permettent pas de s'occuper, par conséquent, de la formation du tableau où il ne s'agit ni de fautes ni d'infractions: — Considérant que, si ce droit de contrôle et d'appel avait été conféré par l'ordonnance à M. le procureur général, pour tout ce qui est relatif à la formation du tableau, il pourrait aussi l'invoquer à l'occasion, soit de la répartition des avocats en colonnes, soit de la nomination du bâtonnier et du secrétaire; que son droit, quant à ce, n'a pas été plus limité par l'ordonnance que dans l'hypothèse de la formation du tableau; que cependant, si on droit aussi exorbitant avait été accordé à M. le procureur général, la répartition des avocats en colonnes, la composition du conseil de discipline et la nomination du bâtonnier et du secrétaire seraient confiées de fait à la Cour, au lieu d'appartenir au conseil de discipline en exercice, ce qui rendrait la condition de l'ordre des avocats beaucoup plus dépendante encore que sous l'empire du décret du 14 déc. 1810; ce qui réduirait les conseils de discipline à la nullité la plus absolue; ce qui ne pourrait se concilier avec le préambule de l'ordonnance qui reproche au décret de 1810, d'avoir dépossédé les conseils de discipline du droit d'être leurs chefs; qui insiste sur la nécessité d'assurer l'indépendance du barreau et de lui donner de hautes marques d'intérêt et de confiance; — Considérant que la circulaire ministérielle du 6 janvier s'accorde sur ce point avec le préambule de l'ordonnance; qu'elle reconnaît que la répartition des avocats en colonne (qui fixe la composition du conseil de discipline) « est abandonnée au jugement et à la prudence des conseils de discipline, tant pour la première formation que pour les renouvellemens; » ce qui exclut tout contrôle, tout appel de la part de M. le procureur général; qu'ainsi, ce serait évidemment par erreur que, dans une hypothèse beaucoup plus favorable pour les conseils de discipline (celle de la formation ou du renouvellement du tableau), la circulaire aurait attribué à ce magistrat un droit de contrôle et d'appel; — Considérant, au surplus, que l'art. 45 de l'ordonnance du 20 nov. 1819, maintient les anciens usages observés dans le barreau relativement aux droits des avocats dans l'exercice de leur profes-

sion; qu'avant la révolution, les tableaux de l'ordre étaient toujours arrêtés par le bâtonnier et par le conseil de discipline, sans être soumis au contrôle du ministère public et des tribunaux (si ce n'est dans le cas où la radiation du tableau était prononcée par le conseil de discipline comme punition); que cette ancienne jurisprudence est attestée par tous les auteurs, et qu'elle était en particulier consacrée à l'égard des avocats du parlement de Grenoble, où les fonctions du conseil de discipline étaient confiées à quatre syndics nommés directement par l'ordre lui-même;

« 3^e Sur la question de savoir si l'on peut décider, en droit et en fait, que les dix avocats dont il s'agit n'exercent pas réellement leur profession :—Considérant, en droit, qu'il résulte de la combinaison des art. 1^{er} et 5 de l'ordonnance du 20 nov., que l'obligation d'exercer réellement ne s'applique qu'aux avocats qui n'ont pas encore été inscrits sur le tableau de l'ordre; que l'art. 1^{er} dit que « les avocats inscrits sur le tableau dressé en vertu de la loi du 23 vent. an 12 seront répartis en colonnes; » ce qui s'étend à tous les avocats déjà portés sur le tableau actuel; que l'art. 5, en disant « nul ne pourra être inscrit sur le tableau des avocats, s'il n'exerce réellement, » a voulu respecter les droits acquis par les avocats antérieurement inscrits au tableau; qu'en effet, il n'aurait pas été juste de retrancher du tableau les anciens avocats qui, à la suite d'une longue et honorable postulation, auraient abandonné l'exercice habituel de leur profession, et ceux qui, après avoir été inscrits au tableau sous l'empire du décret du 14 déc. 1810, qui n'exigeait pas expressément la preuve d'une postulation réelle, auraient un peu négligé l'exercice de leur profession; que les premiers ne pourraient jamais être rejetés du sein d'un ordre auquel ils servent toujours d'ornement et d'exemple; que les autres devraient au moins, avant toute élimination, être mis en demeure d'exercer réellement;

« Considérant, d'un autre côté, que le conseil de discipline, d'après les art. 12 et suivans de l'ordonnance du 20 nov., est juge souverain de l'interprétation à donner à la partie de l'art. 5 de cette ordonnance, qui exige que l'avocat inscrit au tableau exerce réellement; que l'art. 43 de cette ordonnance maintenant les anciens usages, c'est à eux, plutôt qu'à la circulaire du 6 janv., qu'il faut recourir pour se fixer sur le véritable sens de l'art. 5; que, suivant Daguesseau, « le caractère distinctif de l'avocat, c'est d'être libre, sans être inutile à la patrie, de se consacrer au public, sans être esclave; » que, suivant le Répertoire de jurisprudence de Merlin, au mot *Avocat*, « tout avocat inscrit au tableau est présumé de plein droit exercer réellement; que, l'avocat a la liberté d'exercer sa profession quand il lui plaît; qu'on ne peut pas lui faire l'imposition d'être plus ou moins studieux, plus ou moins savant; qu'on ne peut aussi bien exercer la profession d'avocat par le conseil que par la plume et par la parole; qu'enfin, rien ne peut obliger l'avocat à rendre compte des conseils qu'il a donnés à ses clients; » qu'ainsi, un avocat est censé exercer réellement, dès lors qu'il a toujours été porté sur le tableau de l'ordre; qu'il est libre de ne plaider et de ne écrire qu'à des époques peu rapprochées, sans perdre pour cela son rang au tableau; qu'il peut même se contenter de donner des consultations verbales dans son cabinet, et que plusieurs fois en une seule séance une déclaration; qu'en effet, l'avocat qui, dans le silence du cabinet, prévient ou termine les procès, se rend

certainement aussi utile que celui qui les défend à l'audience par la plume ou par la parole, et que la discrétion requise dans sa profession l'empêchera souvent de fournir la preuve des conseils qu'il a pu donner à ses clients;—Considérant que les anciens conseils de discipline de l'ordre des avocats de Grenoble avaient pensé, comme la circulaire du 6 janv. dernier, que le décret du 14 déc. 1810 exigeait implicitement que l'avocat inscrit au tableau exerçât réellement sa profession; qu'ils avaient toujours appliqué ce principe à chaque renouvellement de tableau, et qu'ils l'avaient même consacré d'une manière expresse par leur délibération du 8 déc. 1816; mais que, pénétrés de l'impossibilité de demander compte à un avocat de son travail dans le cabinet, ils avaient rangé jusqu'ici dans la classe des avocats exerçant réellement tous ceux qui manifestaient par un ou plusieurs faits patents l'intention de postuler comme avocat; qu'ils avaient, en conséquence, maintenu ou placé sur le tableau (indépendamment des avocats plaideurs et écrivains) tous ceux qui avaient à Grenoble leur résidence de fait et de droit, qui y payaient leur contribution personnelle, qui y avaient un logement, des meubles et une bibliothèque de droit; qui assistaient régulièrement à toutes les réunions de l'ordre, qui ne remplissaient pas de fonctions incompatibles avec la profession d'avocat, et qui ne travaillaient pas dans l'étude d'un notaire ou d'un avocat; qu'ils y avaient, à plus forte raison, maintenu tous ceux qui, satisfaisant à ces premières conditions, plaidaient encore d'office aux assises; qui suivaient exactement les bureaux de consultation gratuite dont ils faisaient partie; qui, lors de la formation des conseils de discipline, avaient été honorés, soit des suffrages de leurs confrères, soit de ceux de M. le procureur général; qui, enfin, s'annonçaient comme s'occupant, dans leur cabinet, de consultations verbales, d'arbitrages et d'écritures judiciaires;

« Considérant que le conseil de discipline actuel doit suivre, sur ce point, la tradition de ses prédécesseurs et celle des anciens usages; que cette tradition respectable se concilie parfaitement avec la dignité et l'indépendance de la profession d'avocat auxquelles le préambule de l'ordonnance rend si souvent un solennel usage;—Considérant, au surplus, en droit, que la preuve de l'exercice réel de leur profession ne pourrait être exigée, dans aucun cas, des avocats que leurs infirmités ou un événement de force majeure ont éloignés momentanément du barreau;—Considérant, en fait, qu'il résulte des renseignements que le conseil de discipline s'était procurés lors de la formation du tableau, ou de ceux qui lui ont été fournis par les mémoires et les déclarations verbales des dix avocats désignés dans la lettre de M. le procureur général, 1^o que tous les dix avocats ont figuré sans interruption sur le tableau de l'ordre depuis leur première admission jusqu'à ce jour; qu'ils ont à Grenoble leur résidence de fait et de droit; qu'ils y paient leur contribution personnelle; qu'ils y ont un logement, des meubles et une bibliothèque d'avocat; que jusqu'ici ils ont assisté régulièrement à toutes les réunions de l'ordre; qu'ils ne remplissent point de fonctions incompatibles avec la profession d'avocat, et qu'aucun d'eux ne travaille dans l'étude d'un notaire ou d'un avocat; 2^o que quelques-uns d'entre eux ont été obligés d'abandonner momentanément l'exercice de leur profession par suite de leurs infirmités ou par l'effet de circonstances de force majeure; 3^o que tous les autres se livrent, dans leur cabinet, à la rédaction d'écrits judiciaires de diverses natures; 4^o que quel-

ques-uns donnent des consultations verbales, ou font des arbitrages; que d'autres ont plaidé plusieurs fois aux assises, ont plaidé également plusieurs fois au civil, en ont rempli les fonctions de membre du bureau de consultation gratuite; que d'autres, enfin, lors de la formation des conseils de discipline anciens, ont été honorés des suffrages de leurs confrères, et nommés même, par M. le procureur général, membres du conseil de discipline (honneur qu'il n'a, sans doute, accordé qu'aux avocats exerçant réellement); Par ces différents motifs, le conseil de discipline arrête ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Les noms de M.M. resteront sur le tableau de l'ordre dans le rang où ils se trouvent placés par la délibération du conseil du 24 nov. 1822; — 2. Extrait de la présente délibération et de celles des 27 janv. 2, 9 et 16 du courant, sera adressé à M. le procureur général. »

Appel de la part de M. le procureur général. — Ce magistrat a soutenu qu'il était recevable à appeler de toutes les décisions du conseil de discipline, ainsi que cela résultait de la circulaire de son excellence le garde des sceaux; — Qu'il ne serait pas moins recevable au cas particulier, en supposant que les art. 15 et 25 de l'ordonn. du 20 nov. 1822, n'accordaient aux procureurs généraux la faculté d'appeler des décisions des conseils de discipline, que dans le cas où ces décisions répriment des infractions et des fautes commises par les avocats; — Qu'en effet, dans l'espèce, les avocats désignés comme n'exerçant pas réellement leur profession, ont persisté à être maintenus sur le tableau; que cette obstination de leur part constituait une faute ou une infraction; — Que le conseil de discipline, en maintenant les avocats s'était lui-même rendu coupable de la même faute ou infraction; — Qu'au fond, les avocats sus-désignés n'exerçaient pas réellement leur profession, dans le sens de l'art. 5 de l'ordonn. du 20 nov. 1822; — Qu'ainsi il y avait lieu de recevoir l'appel de la décision du conseil de discipline, d'éliminer du tableau les dix avocats désignés, et d'indiger, soit à ces avocats, soit aux membres du conseil de discipline, la peine de l'avertissement.

M^r Duchesne, secrétaire du conseil de discipline, a soutenu que l'appel était non recevable; que la réinjection des avocats et la décision du conseil de discipline ne pouvaient être considérées comme infractions ni comme fautes; qu'il fallait, en conséquence, confirmer purement et simplement la décision du conseil de discipline.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 25 de l'ordonn. du 20 nov. 1822 ne donne au procureur général le droit d'appeler des décisions du conseil de discipline de l'ordre des avocats que dans les cas prévus par l'art. 15 de ladite ordonnance; — Attendu que cet art. 15 ne se réfère qu'aux décisions du conseil qui auraient statué sur des infractions ou des fautes commises par des avocats inscrits au tableau; d'où il faut conclure que le procureur général n'a pas qualité pour appeler des décisions du conseil qui auraient statué sur tous autres cas; — Attendu que les art. 21, 22 et 23 de ladite ordonnance spécifient les cas où les décisions du conseil doivent être transmises au procureur général, ou lui être communiquées sur sa réquisition; que ces cas sont précisément ceux où, suivant les art. 25 et 15 combinés, le droit d'appel lui est dévolu, tandis que dans celui d'admission ou de non admission d'un avocat au

tableau, on ne voit nulla part que ce tableau doive lui être transmis directement; ce qui indique clairement que l'intention du législateur n'a été de lui accorder le droit d'appeler que dans les cas limités par l'art. 15, et seulement lorsqu'il y a eu prévention de faute ou d'infraction; — Attendu que le fait du non exercice de la profession d'avocat ne constituerait ni faute ni infraction; — Attendu qu'il n'y a pareillement ni faute ni infraction de la part de l'avocat qui persiste à être maintenu au tableau, lorsqu'il croit y avoir droit par un exercice réel de sa profession; et encore moins de la part du conseil de discipline, qui a prononcé cette maintenance; — Attendu qu'en recherchant l'esprit de l'ordonnance déjà citée, on reconnaît que lorsqu'il s'agit de faute ou d'infraction, l'ordre public pouvant être intéressé à leur répression, le ministère public a dû, dans ce cas, être naturellement investi du droit d'appeler; mais lorsqu'il s'agit de la formation du tableau, l'admission ou la non admission de l'avocat dépendant uniquement du fait de l'exercice ou du non exercice de sa profession, l'ordre public n'est nullement intéressé à la décision de cette question, qu'une action ne pouvait donc être accordée au procureur général, pour appeler de cette décision, contre le principe général et dominant, qui interdit au ministère public toute action directe, à moins qu'il ne s'agisse de pénalité; — Attendu que, d'après l'art. 13 de l'ordonnance, les avocats non inscrits au tableau, faute d'exercer leur profession, pouvant toujours se présenter pour le reprendre, la faculté accordée aux conseils de discipline d'admettre ou non sur ce tableau, touche moins à l'exercice réel de cette profession qu'aux droits, prérogatives et honneurs que l'ordonnance de sa majesté déclare expressément vouloir conserver aux avocats, en leur rendant la plénitude du droit de discipline dont ils avaient toujours joui sous nos rois; — Par ces motifs, déclare non recevable l'appel émis par le procureur général de la décision du conseil de discipline de l'ordre des avocats de Grenoble, du 17 fév. dernier, etc.

Du 17 juill. 1823. — Cour roy. de Grenoble. — Ch. réun. — Concl. M. Achard, proc. gén. — Pl., M. Duchesne.

TRIBUNAL DE COMMERCE. — JUGES. — NOMINATION.

Les juges des tribunaux de commerce conservent leurs pouvoirs, non-seulement jusqu'à la nomination et à la prestation de serment de leurs successeurs, mais encore jusqu'au moment où ils acquièrent la connaissance officielle de leur remplacement. — Ainsi, est valable le jugement d'un tribunal de commerce, auquel a pris part un juge qui avait été remplacé, et dont le successeur avait même prêté serment, s'il n'est pas constant que ce juge a eu connaissance de son remplacement. (Coul. comm., 622.) (1)

(Michel et Pallasse — C. Lasnerre.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les juges des tribunaux de commerce qui exercent des fonctions temporaires, sont des mandataires qui conservent leurs pouvoirs, non-seulement jusqu'à la nomination et la prestation de serment de leurs successeurs, mais encore jusqu'au moment où ils acquièrent la connaissance officielle de leur remplacement; — Attendu que, dans la cause, il n'est pas suffisamment prouvé, soit par l'ordre de l'écriture de la feuille d'audience tenue par le gref-

(1) F. anal. en ce sens, Cass. 13 juin 1838; Colmar, 31 déc. 1830. — Mais voy. en sens contraire,

Carré, Compét. etc., 4^e éd. de M. Fouchér, t. 7, p. 63, n. 480.

échapper à ces dispositions formelles de la loi, d'autant plus sacrées pour les tribunaux, qu'elles ont été créées dans des vues d'intérêt général, le sieur Lavauden objecte, 1^o que le délai de quinzaine n'aurait dû courir que du jour de l'enregistrement de l'acte de société; 2^o qu'il n'aurait dû courir, que dès le 1^{er} janv. 1822, époque du commencement de l'exécution de la société; 3^o que, dans tous les cas, le dépôt et l'affiche exécutés par le sieur Milleret, le 15 janv., aurait couvert la nullité; — Considérant que l'art. 42 précité porte textuellement que la formalité qu'il ordonne sera remplie dans la quinzaine de la date de l'acte social, et non du jour de l'enregistrement, ce qui ne pouvait, d'ailleurs, être différencié, parce qu'il est de principe élémentaire, consacré par l'art. 1338 du Code civ., que la véritable date d'un acte sous seing privé, pour les parties qui l'ont souscrit, est celle qu'elles lui ont donné, et qu'il en fait aussi bien foi à leur égard, que de toutes ses autres clauses; — Considérant qu'en soutenant que le délai de quinzaine n'aurait dû courir que du 1^{er} janv. 1822, c'est, d'une part, interpréter l'art. 1^{er} de l'acte de société autrement que ne l'avaient fait les parties elles-mêmes, et, d'autre part, substituer encore sa volonté à celle de la loi, bien manifestement exprimée par ces mots : « Extraits des actes de société sera remis dans la quinzaine de leur date; » — Considérant que lors même que le sieur Milleret aurait fait déposer l'acte social, le 14 janv. 1822, dans l'intention d'obliger le sieur Lavauden à exécuter la société, et non pas seulement pour se mettre en mesure contre elle, à cause des tiers, et des marchés faits avec eux, cette supposition, repoussée, d'ailleurs, par la correspondance du sieur Milleret et les circonstances de la cause serait pour le sieur Lavauden, sans aucun résultat, parce que la nullité prononcée par l'art. 42 étant absolue et d'intérêt public, le sieur Milleret ne pouvait y renoncer tacitement, pas plus qu'il n'aurait pu le faire expressément; car, autrement, les associés pourraient convenir et conviendraient presque toujours, de ne pas exécuter la disposition de cet article, ou de ne l'exécuter que de telle ou telle manière, suivant l'intérêt qu'ils pourraient y avoir; ils renonceraient par l'acte même, à se prévaloir de la nullité; ils éluderaient la loi, et ils se soustrairaient, ainsi, à une disposition à l'exécution de laquelle le législateur a eu tant de raison d'attacher la plus haute importance; 2^o parce que la société étant un contrat synallagmatique dans lequel les obligations doivent être réciproques, le sieur Milleret ne pouvait pas s'engager valablement à exécuter, malgré lui, la société, quand le sieur Lavauden n'y était pas obligé lui-même, et qu'il dépendait de lui de ne pas l'exécuter, suivant qu'il y aurait à perdre ou à gagner.

« Considérant, d'ailleurs, qu'alors même que la société ne serait pas nulle, elle devrait être dissoute et annulée, soit parce qu'il résulte des pièces du procès, et notamment de la correspondance des parties, que le sieur Lavauden en avait provoqué la rupture, et que le sieur Milleret y avait acquiescé dès le 27 mars 1822, soit parce qu'aux termes de l'art. 1784 du Code civil, un associé peut demander la dissolution d'une société avant le terme, quand il en a de justes motifs, et que, dans l'espèce de la cause, ceux qui résultent contre le sieur Lavauden, de la conduite par lui tenue, et même de sa rétractation intempestive,

d'une rupture depuis longtemps acceptée, seraient plus que suffisants pour opérer la dissolution d'un contrat qui doit toujours avoir, pour première base, l'estime et la confiance réciproque entre les associés, confiance et estime qui ne sauraient plus exister entre les parties. »

Appel de la part du sieur Lavauden.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la nullité résultant du non-accomplissement des formalités prescrites par le Code de commerce et le décret de 1814, dans le délai de quinzaine, ne peut être considérée comme une de ces nullités absolues, se rattachant tellement à l'intérêt public, que les associés ne puissent la couvrir, ni par leur silence, ni par des actes d'exécution, ou de confirmation; que le défaut d'accomplissement de ces formalités ne pouvait être opposé aux tiers, mais seulement pour les intérêts-és en associés entre eux, il s'ensuit que la nullité n'est que relative, et ne peut être prononcée par les tribunaux, qu'autant qu'avant l'accomplissement de ces formalités, à quelque époque qu'elles aient été remplies, l'un des associés aurait voulu s'en prévaloir, et en aurait formé la demande en justice; — Considérant, en fait, que Lavauden, n'a jamais réclamé la nullité de l'acte de société, ni avant, ni après la transcription et insertion de cet acte dans les journaux; qu'au contraire, il l'a toujours réellement exécuté, et que s'il a proposé au sieur Milleret d'y faire quelque modification, cette demande, qu'il ne faisait encore dépendre que de la seule volonté de celui-ci, ne saurait être considérée comme une demande en nullité; que, d'ailleurs, même envisagée ainsi, elle n'aurait quelque force, qu'autant qu'elle aurait été intentée judiciairement; — Considérant, en fait pareillement, que le sieur Milleret a toujours voulu exécuter l'acte de société soit avant, soit après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois, jusqu'au jour de sa demande en nullité devant les tribunaux de commerce; qu'il entendait si bien que son acte reçut son exécution, que non-seulement ce fut lui qui dans cet objet le fit transcrire et insérer dans les journaux, le 14 janv. 1822, mais encore que le 27 mars suivant, il écrivit au sieur Lavauden qu'il tenait à son exécution pleine et entière; — Par ces motifs, déclare le sieur Milleret non recevable dans sa demande en nullité de l'acte de société du 27 oct. 1821, etc.

Du 21 juillet 1823. — Cour roy. de Grenoble. — Prés., M. Chenevaz. — Pl., MM. Gynard et Chavant.

APPEL. — DATE DU JUGEMENT.

Du 21 juill. 1823 (aff. commune de Singley). — Cour roy. de Metz. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 17 août 1821 (aff. Bauquel).

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — APPEL

L'appel d'un jugement interlocutoire est recevable, même après les trois mois de sa signification, et tant que dure le délai pour appeler du jugement définitif. Le droit d'appeler avant le jugement définitif est purement facultatif. (Cod. proc. civ., 451.) (1)

(La commune de Thizay — C. la dame Louaud.)

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la fin de non-recevoir est tirée de ce que le jugement interlocutoire, du 4 juill. 1820, a été signifié le 20 juill.,

e Trèves du 1^{er} août 1810. — F. aussi Cass. 22 mai 1822, et inf., Poitiers, 5 déc. 1823; Grenoble, 6 dec. même année.

(1) Question très-controvertée. F. à cet égard, les observations qui accompagnent les arrêts de la Cour de Colmar du 5 mai 1809, et de la Cour de

et que l'appel n'en a été interjeté que le 17 juill. 1821, avec celui du jugement définitif. — Que la loi du 2 brum. an 4 interdisait l'appel de tous les jugemens d'instruction avant celui du jugement définitif. — Que sur les difficultés élevées, à cause de certains jugemens d'instruction qui semblaient offrir des décisions définitives, le Code de procédure civile en a fait deux classes; l'une de ceux qui tendent simplement à l'instruction de la cause et qu'il appelle préparatoires; l'autre, de ceux qui, quoique tendant à l'instruction, préjugent le fond, et qu'il nomme interlocutoires. — Qu'à l'égard des premiers, l'appel n'en est permis qu'avec celui du jugement définitif; que, pour les seconds, l'appel en peut être interjeté auparavant; mais que la loi ne dit pas s'il doit l'être dans les trois mois de leur signification. — Que la régie posée dans l'art. 543 du Code de procédure, est sans doute générale sur le délai de trois mois pour l'appel; mais que l'art. 451 semble une exception pour tous les jugemens qui tiennent à l'instruction; qu'il ne dit pas, en effet, que l'appel d'un jugement interlocutoire devra être interjeté dans les trois mois, mais seulement qu'il pourra l'être avant le jugement définitif; qu'ainsi, ce n'est qu'une faculté dont on peut user, ou ne pas user; — Qu'un jugement interlocutoire n'a toujours d'autre objet que l'instruction de la cause; qu'ainsi il est, sans la faculté d'en appeler avant le jugement définitif, dans la classe de tous les jugemens qui ne terminent pas les procès, et dont l'examen peut être soumis aux Juges d'appel, avec celui du jugement définitif; — Qu'une partie peut avoir l'intime conviction qu'une vérification, qu'une preuve ordonnée ne seront pas fautes, ou que, quand elles le seraient, elles ne conduiraient pas au résultat que les Juges semblaient en attendre; — Qu'on sait, d'ailleurs, que les jugemens interlocutoires ne lient pas les Juges, parce qu'ils ne tendent qu'à les éclairer, et que jusqu'à la fin ils peuvent se décider par d'autres motifs; qu'ainsi, il n'y a pas de nullité d'en appeler; — Que s'il en était autrement, on appellerait de tous les jugemens contre le but du législateur, qui n'a pas été de multiplier les procès, mais bien plutôt d'en diminuer le nombre; — Qu'à la vérité, quelques auteurs sont partagés sur cette question; mais qu'une foule de monumens judiciaires viennent à l'appui des motifs ci-dessus développés, et consacrent la règle que les jugemens interlocutoires ne lient pas les Juges; qu'en cette matière le délai de trois mois n'établit aucune forclusion, et qu'il est loisible aux parties de n'en interjetter appel qu'après jugement définitif; — Considérant, au fond...; — Rejette la fin de non-recevoir proposée contre ledit appel; statuant au fond, met l'appellation du jugement du 27 mars 1821 au néant; ordonne que ledit jugement sera exécuté, etc.

Du 23 juillet 1823. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Sallé. — Concil., M. Pascaud, av. gén. — Pl., MM. Mayet-Génétry et Malet.

DERNIER RESSORT. — PROTÊT. — FRAIS.

Est en dernier ressort, le jugement rendu sur la demande en paiement d'un billet qui n'exécute pas la somme de 1,000 fr., alors même

que qu'il est demandé en même temps pour frais de protêt, d'enregistrement et compte de retour, une somme qui, réunie à la première, égale la demande au-dessus de 1000 fr. — Ces frais se confondant avec les frais de poursuite, ne peuvent concourir à former le taux de procéder en dernier ressort (1).

(Dorcy — C. Saillard.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le billet de Saillard n'est que de la somme de 1,000 fr. en principal; — Attendu que la somme de 40 fr. 80 c. demandée pour frais de protêt, d'enregistrement et compte de retour, se confond avec les frais de poursuite; — Qu'ainsi les premiers Juges étaient compétens pour prononcer en dernier ressort sur la demande principale qui n'excédait pas 1,000 fr., et qu'ainsi l'appel n'est pas recevable d'après la disposition de l'art. 453 du Code de proc.; — Déclare l'appelant non recevable dans son appel, etc.

Du 23 juill. 1823. — Cour roy. de Lyon.

DOT. — PROMESSE. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

Le père qui, en mourant au lit, s'est obligé par acte sous seing privé à lui payer une somme déterminée à titre de dot, ne peut ensuite s'affranchir de cette obligation, sous prétexte qu'il n'y a pas eu de contrat de mariage (2).

(Dalmé — C. N...) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il y a eu évidemment une convention anténuptiale touchant la dot de l'épouse; Attendu que cette convention sous la foi de laquelle le mariage a eu lieu, a été respectivement exécutée, autant qu'il était possible, et ce, le jour même du mariage, de la part du père, par le paiement de la somme de 600 fr., et au moyen de l'obligation de 2,400 fr. dont il s'agit, et de la part du gendre, par la quittance qu'il en a donnée et dans laquelle il s'est obligé au rapport du cas échéant; — Attendu que les époux s'étant mariés sous le régime de la communauté, et n'ayant pas trouvé à propos que la dot fût immobilisée en tout ou en partie, un contrat de mariage a pu devenir inutile; — Attendu que dans de telles circonstances, et les choses ayant été convenues et exécutées de bonne foi, il est impossible d'y rien changer aujourd'hui, ni d'admettre qu'il soit loisible à l'appelant de se refuser à l'acquiescement de ladite obligation; — A mis l'appellation au néant, avec amendes et dépens.

Du 23 juill. 1823. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannoncelles, p. p. — Pl., MM. Charpentier et Dommanget.

1^o CONSEIL D'ÉTAT. — POURVOI. — DÉLAI.

— SIGNIFICATION. — VISA.

2^o CONSEIL DE PRÉFECTURE. — RÉTRACTATION.

3^o HOSPICES. — PROPRIÉTÉ. — COMPÉTENCE.

1^{re} *L'exploit par lequel l'adversaire d'une commune, lui fait signification d'un arrêté du conseil de préfecture rendu contre elle, est nul et ne fait pas courir les délais du pourvoi au conseil d'Etat, lorsqu'il n'est pas visé par le maire ou par l'un des fonctionnaires indignes dans l'art. 69, Cod. de proc. civ. (3).*

(3) On décide dans un sens contraire à la solution ci-dessus, que l'art. 69, Cod. proc., qui exige, sous peine de nullité, le visa des fonctionnaires y dénommés, doit être restreint aux exploits d'ajournement, et le visa des significations faites en vertu de l'art. 1039, n'est pas prescrit à peine de nullité. V. Cass. 20 août 1816, et la note; Paris, 20 avril 1826.

(1) V. en ce sens, Cass. 5 mars 1807, et les arrêts indiqués à la note.

(2) Il a été jugé, dans le même sens, par la Cour de cassation, le 27 mars 1816, que l'auteur d'une promesse de garder succession, faite sous seing privé, dans la coutume de Normandie, ne pouvait plus hypothéquer ses biens au profit de tierces personnes.

2^o Un conseil de préfecture ne peut réformer ses arrêts contradictoires (1).

3^o C'est aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur la question de savoir si des biens litigieux entre des hospices et une commune, appartenant originellement à la commune, ou à un émigré, représentent d'abord par l'Etat et plus tard par les hospices à qui il en a été fait concession (2).

Hospices de Strasbourg — C. Commune de Rheinbards-Münster.)

LOUIS, etc.; — Considérant, dans la forme et sur la fin de non-recevoir, qu'aux termes de l'art. 69 du Code de proc. civ., l'exploit de signification du 31 mars 1815 devait, à peine de nullité, être visé par le maire, et, en son absence, par l'un des fonctionnaires indiqués dans ledit article; que ledit exploit, n'étant parvenu de cette formalité, n'a pu faire courir les délais du pourvoi, au préjudice de la commune de Rheinbards-Münster;

Considérant que le conseil de préfecture a excédé ses pouvoirs en rapportant implicitement, par son dernier arrêté du 26 sept. 1821, celui qu'il avait contradictoirement pris le 30 janv. 1815;

Considérant, au fond, sur ledit arrêté du 30 janv. 1815, que la question était de savoir si les biens litigieux appartenant à la commune ou au prince de Darmstadt, représentés d'abord par le domaine et ensuite par les hospices cessionnaires du domaine; — Considérant que le conseil de préfecture a excédé sa compétence en jugeant, par ledit arrêté du 30 janv. 1815, cette question de propriété, qui est du ressort des tribunaux;

Art. 1^{er}. Les arrêts du conseil de préfecture du Bas-Rhin, des 30 janv. 1815 et 26 sept. 1821, sont annulés pour cause d'incompétence et pour excès de pouvoirs, et les parties sont renvoyées devant les tribunaux.

Du 23 juill. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Béguin et Bouchereau.

TRAITÉS DIPLOMATIQUES.—CONSEIL D'ETAT.—INTERPRÉTATION.

Le conseil d'Etat n'est pas compétent pour connaître d'une contestation dont le jugement est subordonné à l'interprétation d'une convention diplomatique (3).

(V^o Mucat, comté de Lipna.)

Il s'agissait d'un traité passé, le 15 juillet 1808, entre Napoléon et le prince Murat, à son avènement au trône de Naples. Par ce traité, le prince Murat avait cédé l'hôtel de l'Elysée-Bourbon et d'autres immeubles qu'il possédait en France, en échange de terres en Italie qui lui furent cédées par Napoléon. — La veuve de Murat ayant été dépossédée de ces terres après la catastrophe de 1815, demandait à être reintégrée dans la propriété de l'Elysée-Bourbon. — Le ministre des finances lui opposait les traités de paix des 30 mai 1814 et 20 nov. 1815, et la loi du 12 janv. 1816. — Pourvoi.

LOUIS, etc.; — Considérant qu'il s'agit, quant à présent, de l'application de l'acte diplomatique

(1) V. dans ce sens, d'ér. et ordonn. des 7 fév. 1809 (aff. Marignac); 21 juin 1813 (aff. Urbain); 3 déc. 1817 (aff. Hardy); 12 août 1818 (aff. Lefebvre Lamotte); 1^{er} nov. 1820 (aff. Gauthier).

(2) C'est là un point contentieux. V. ordonn. du 1^{er} sept. 1819 (aff. commune de Fol), et la note.

(3) V. dans le même sens, ordonn. du 1^{er} mai 1822 (aff. Lafitte), et les nombreuses décisions

du 15 juillet 1808, et que les questions auxquelles peut donner lieu l'interprétation dudit acte ne peuvent être portées devant nous, en notre conseil d'Etat, par la voie contentieuse;

Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 23 juillet 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Nicod.

OCTROI. — POTEAUX. — COMPÉTENCE. C'est au préfet, sauf recours au ministre des Finances, et non au conseil de préfecture, qu'il appartient de déterminer le placement des poteaux pour la perception du droit d'octroi de navigation (4).

(Contributions indirectes—C. habitants du Petit-Quevilly.)

LOUIS, etc.; — Considérant qu'il n'appartient qu'aux préfets, sauf le recours au ministre, et non aux conseils de préfecture, de déterminer le placement des poteaux pour la perception du droit d'octroi de navigation; — Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture de la Seine-Inférieure, du 23 mai 1821, est annulé.

Du 23 juill. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Cochlin et Guichard fils.

AUTORISATION DE COMMUNE.—APPEL. La commune qui a été autorisée par le conseil de préfecture à plaider jusqu'à jugement et arrêt définitif, n'a pas besoin d'une nouvelle autorisation pour interjeter appel du jugement qui a rejeté sa demande. — Par suite, l'arrêté du conseil de préfecture qui, en pareil cas, refuse l'autorisation que la commune a cru devoir demander, doit être annulé (5).

(Commune de Primelle.)

Du 23 juill. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., M. Chauveau Lagarde.

COMMUNE. — ALIÉNATION. — SCIERIE. — COMPÉTENCE.

Lorsqu'un acte du gouvernement qui autorisant l'aliénation d'un terrain communal, n'a rien disposé sur l'emploi à faire de ce terrain, les tribunaux sont compétents pour juger la question de savoir si l'acquéreur qui y a établi une scierie sans autorisation, est ou non en contravention de l'ordonnance d'août 1669, et s'il y a lieu de lui appliquer une peine.

(Comte—C. Ministre des finances.)

LOUIS, etc.; — Vu le décret du 12 juin 1804; — Vu l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, l'arrêt de règlement du 28 janv. 1715, la loi du 29 sept. 1791, et l'art. 484 du Code pénal; — Considérant que le décret qui autorise l'aliénation d'une portion du terrain communal de Leviers ne contient aucune disposition sur l'emploi à faire dudit terrain; — Considérant qu'une scierie y a été établie sans autorisation, et qu'il s'agit de savoir si cette construction a été faite en contravention aux dispositions de l'ordonnance de 1669, et s'il y a lieu de prononcer une peine, —

analogues auxquelles la note renvoie. — V. aussi, ordonn. du 22 janv. 1823 (aff. Pain).

(4) C'est là en effet une mesure administrative qui ne peut donner lieu à un recours contentieux devant le conseil de préfecture. V. au surplus, pour les règles de compétence en cette matière, Serri-guy Compét. et proc. adm., t. 1, n^o 553 et suiv.

(5) V. conf., ordonn. du 12 fév. 1823 (aff. ville de Poitiers), et nos observations.

Considérant que notre ministre des finances a justement soumis ces questions au jugement des tribunaux; — Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 23 juill. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Tarbé. — *Pl.*, M. Loiseau.

BOIS DOMANIAUX. — COMMUNE. — USAGE
(Droit u^l. — COMPÉTENCE.)

Les tribunaux sont seuls compétents pour statuer sur l'étendue d'un droit de pâturage réclamé par une commune dans une forêt de l'Etat, et l'arrêt du conseil de préfecture qui rejette cette demande n'est qu'un simple avis qui ne fait pas obstacle au jugement (1).

(Commune de Serigny-la-Forêt.)

Du 23 juill. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Peyronnet. — *Pl.*, M. Loiseau.

COMMUNAUX. — USUCAPTION. — PROPRIÉTÉ.
— COMPÉTENCE.

Les conseils de préfecture sont compétents pour juger les contestations relatives à l'existence et à l'étendue d'une usurpation de biens communaux; mais lorsque le détenteur nie l'usurpation et se prétend propriétaire à tout autre titre qu'en vertu d'un partage, c'est aux tribunaux à juger les questions de propriété qui soulèvent ces exceptions. (L. du 9 vent. an 12; avis du cons. d'Etat du 18 juin 1809; ordonn. roy. du 23 juin 1819.) (2)

(Houssais et consorts.)

Louis, etc.; — Considérant qu'aux termes de la loi du 9 vent. an 12; de l'avis interprétatif du 18 juin 1809, et de notre ordonnance du 23 juin 1819, les conseils de préfecture sont compétents pour juger les contestations sur le fait et l'étendue de l'usurpation, sauf le cas où, le détenteur niant l'usurpation et se prétendant propriétaire à tout autre titre qu'en vertu d'un partage, il s'élèverait des questions de propriété pour lesquelles les parties auraient à se pourvoir devant les tribunaux; — Considérant que les requérants fondent leurs droits à la propriété du terrain litigieux sur un acte de l'année 1742, et prétendent que la dénoyement de ce titre, postérieure à leur soumission, en détruit l'effet; — Considérant qu'avant de faire droit sur la validité de ladite soumission, il s'agit de statuer sur le mérite et les effets du titre de 1742, et que cette question préalable est du ressort des tribunaux;

Art. 1^{er}. Il est survis à statuer sur la validité de la soumission des sieurs Houssais et consorts, jusqu'à ce que les tribunaux aient prononcé sur la question de propriété dont il s'agit.

Du 23 juill. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Corneulin. — *Pl.*, M. Odilon Barrot.

BOIS. — DÉFRICHEMENT.

Du 23 juill. 1823. aff. Bouille. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonnance du 20 fév. 1812 (aff. Havez).

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — RÉTRAC-
TATION.

Du 23 juill. 1823 (aff. Quenifey). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonnance du 1^{er} nov. 1820 (aff. Gaubert), 1^{re} quest.

ETABLISSEMENTS INSALUBRES. — DOMMA-
GES-INTÉRÊTS. — COMPÉTENCE.

Du 23 juill. 1823 (aff. Matel et Saint-Omer). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonnance du 2 juill. 1823 (aff. de Regny).

NOTAIRE. — INDIVIDUALITÉ. — RESPONSABILITÉ.

Le notaire qui a négligé de se faire certifier l'individualité d'une partie à lui inconnue, est responsable, envers l'autre partie du dommage résultant d'une supposition de personne; même dans le cas où le notaire serait étranger aux stipulations des parties, et n'aurait fait que prêter son ministère sur leur demande (L. du 25 vent. an 11, art. 11; Cod. civ., 1382.) (3)

(Fournier - C. Lyon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'aux termes de l'art. 1382 du Code civ., tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer; — Considérant que les ordonnances de Louis XII et de François 1^{er}, de 1458 et 1535, ainsi que la loi du 29 sept. 1791, défendent aux notaires de recevoir aucun contrat, s'ils ne connaissent l'état et la demeure des parties; — Que l'art. 11 de la loi du 25 vent. an 11, concernant le même principe, veut que le nom, l'état et la demeure des parties soient connus des notaires, ou leur soient attestés dans l'acte, par deux citoyens connus d'eux, ayant les mêmes qualités que celles qui sont requises pour les témoins instrumentaires; — Que l'obligation imposée aux notaires par ces lois est absolue et s'applique à toutes sortes de contrats, synallagmatiques ou unilatéraux; — Qu'elle n'est pas seulement établie dans l'intérêt des tiers; mais qu'elle est aussi destinée à garantir aux parties l'identité des individus avec lesquels elles contractent, en sorte que la responsabilité qui résulte de son inexécution par les notaires peut être invoquée par tous ceux qui en souffrent quelque dommage; — Considérant en fait, que Lyon, en recevant l'acte du 4^{er} avril 1823, a négligé de s'assurer de l'identité de l'individu qui s'est présenté faussement et y a figuré sous le nom de Bouthors de Varennes; — Que, par conséquent, il s'est rendu responsable envers Fournier du prêt de la somme de 6,500 fr., que celui-ci a fait à cet individu, et des dommages qui sont résultés pour lui de la fausse obligation souscrite à son profit; — Considérant que les faits dont les premiers juges ont autorisé Lyon à faire la preuve ne sauraient être pertinents qu'en écartant l'application des principes ci-dessus établis, d'où il suit que leur décision doit être infirmée; — A mis et met l'appellation et le jugement rendu par le tribunal de première instance d'Amiens, le 11 mai dernier, au néant, etc.

Du 24 juill. 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. civ. — *Prés.*, M. de Maleville, p. p. — *Concl.*, M.

(1) V. dans ce sens, décret du 13 mai 1809 (aff. hérit. de la Lizolle), et les autorités auxquelles la note renvoie.

(2) V. conf., ordonn. des 1^{er} sept. 1819 (aff. Tamisier), et la note; 15 août 1821 (aff. Brulé). D'autres décisions dans le même sens ont été rendues les 24 déc. 1823 (aff. Tourrand); 26 juill. et 1^{er} nov.

1826 (aff. Duroux et Chocat, aff. Baudot et aff. Gagniard); 24 déc. 1828 (aff. Ruffieux); 15 mars 1829 (aff. de Baschi et de Bertier); 25 et 31 août 1830 (aff. Brou, aff. Cadroux et aff. Lohin), etc.

(3) V. en ce sens, Cass. 17 mars 1828; Paris, 12 therm. an 12 et 19 mai 1806; Toulouse, 28 janv. et 19 déc. 1820, et les notes.

Bosquillon de Fontenay, pr. av. gén. — Pl., MM. le François et Creton.

EXÉCUTION PROVISOIRE. — CONTRAINTE PAR CORPS.

L'exécution provisoire de la contrainte par corps ne peut être ordonnée sans caution: à cet égard subsiste toujours la disposition de l'art. 2068, Cod. civ. (Cod. proc., 133.) (1)
(Limerond—C. Detchandy.)—ARRÊT.

LA COUR: — Attendu, à l'égard du sursis à l'exécution provisoire de la contrainte par corps prononcée contre cette même partie, que cette exécution provisoire a été ordonnée sans bail de caution; — Que si l'art. 196 du Code de proc. autorise les tribunaux à prononcer la contrainte par corps pour dommages-intérêts en matière civile au-dessus de 3,000 fr., cet article doit être rapproché des dispositions générales qui régissent la contrainte par corps en matière civile; — Que l'art. 2068 du Code civ. dispose que l'appel ne suspend pas la contrainte par corps prononcée par un jugement provisoirement exécutoire en donnant caution; que, dès lors, l'appel suspend la contrainte par corps, même prononcée par un jugement provisoirement exécutoire, mais sans donner caution; or, le jugement ayant dispensé les intimés de donner caution, il s'ensuit que l'appel de la partie de Sansot, doit suspendre l'exécution provisoire de la contrainte par corps qui a été prononcée à son égard; — Par ces motifs, etc.

Du 24 juill. 1823.—Cour roy. de Pau.

CHASSE. — ACTION PUBLIQUE.

Du 24 juill. 1823 (aff. N...). — Cour sup. de Bruxelles. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Liège du 3 avril 1823.

FOLLE ENCHÈRE. — LICITATION. — NOTAIRE.

Lorsque l'adjudication d'un immeuble sur licitation a eu lieu devant le notaire comme par un tribunal; c'est devant ce même notaire, et non devant le tribunal, qu'il doit être suivie la vente sur folle enchère de l'immeuble. — Peu importe que dans le cahier des charges il ait été dit qu'en cas de folle enchère, elle serait poursuivie devant le tribunal. (Cod. proc., 965.) (2)

(De la Houssaye — C. Gilson et Favien.)

Le 27 nov. 1822, le baron de la Houssaye se rend adjudicataire sur licitation, devant un notaire commis par le tribunal de la Seine, d'une ferme dépendante de la succession de la dame de la Houssaye. — Il ne satisfait pas aux conditions de l'adjudication, et la vente sur folle enchère est poursuivie contre lui par les sieurs Gilson et Favien, devant le même notaire qui avait été commis à la licitation.

Le sieur de la Houssaye forme opposition, et soutient que la folle enchère est une véritable expropriation forcée; qu'elle doit donc être poursuivie, non devant le notaire comme à la licitation, et dont les pouvoirs se sont consumés par l'adjudication qui a eue lieu, mais devant le tribunal de première instance, et à l'audience indiquée pour les ventes sur saisies immobilières.

(1) V. conf., Beanes, 6 avril 1835; Chauveau sur Carré, Lois de la proc., n° 578 ter.

(2) En effet, la folle enchère n'est que la continuation de la poursuite sur laquelle la première adjudication a eu lieu; et conséquemment la vente doit avoir lieu là où cette adjudication a été prononcée. V. Paris, 16 fév. 1816 et 26 sept. 1825.

(3) F. dans ce sens, Fioranca, 28 juin 1812, la

Le sieur de la Houssaye s'appuie d'ailleurs dans l'espèce, sur une clause du cahier des charges qui portait: qu'en cas de vente sur folle enchère, le tribunal de la Seine devait en être saisi.

11 avril 1823, jugement par lequel le tribunal de la Seine: — « Considérant qu'une poursuite de folle enchère est la continuation de la poursuite de vente sur enchères; que c'est un moyen d'exécution pour arriver à une vente effective, qui se continue jusqu'au paiement de la chose vendue; — Que dès lors qu'une vente sur enchères se poursuit devant un notaire, en vertu du jugement qui l'a nommé à l'effet d'y procéder, la vente sur folle enchère doit se poursuivre devant lui; — Que la délégation de pouvoirs que la justice lui a donnée se proroge et continue d'exister pour la vente sur folle enchère; — Qu'une clause insérée dans le cahier des charges, portant qu'en cas de folle enchère elle se poursuivrait à l'audience du tribunal, ne peut avoir l'effet de détruire la délégation de pouvoirs émanés de la justice, et qu'une telle clause devait être considérée comme non écrite; — Demele le baron de la Houssaye de son opposition, et ordonne qu'il sera procédé à la vente sur folle enchère des biens, dont celui-ci s'est rendu adjudicataire, devant le notaire Chevrier, déjà commis pour la licitation. »

Appel par le baron de la Houssaye.

ARRÊT.

LA COUR: — Adoptant les motifs des premiers juges; — A mis et met l'appellation au néant; — Ordonne, etc.

Du 29 juill. 1823.—Cour roy. de Paris.

DERNIER RESSORT. — COMPENSATION.

Du 25 juill. 1823 (aff. N...). — Cour roy. d'Orléans. — Même décision que par l'arrêt de la Cour d'Agen du 19 juin 1823 (aff. Besnier).

PÉREMPTION. — INTERRUPTION. — PAIEMENT.

— TRANSACTION.

Des paiements faits par le débiteur et des propositions d'arrangement constituent des actes d'acquiescement à l'action principale qui courent en péremption de l'instance. (Cod. proc., 392.) (3)

(Lobé — C. Nolin.)

Du 28 juill. 1823.—Cour roy. de Bourges.

MITOYENNETÉ. — RENONCIATION. — CLÔTURE.

On ne peut se dispenser de contribuer aux constructions et réparations de la clôture commune dans les villes et faubourgs, en renonçant à la mitoyenneté du mur de séparation. — La faculté générale de renoncer à la mitoyenneté, pour se dispenser de contribuer à la réédification et réparation du mur (Cod. civ., 656) est restreinte par l'obligation spéciale de contribuer à la construction ou réparation de la clôture dans les villes et faubourgs. (Cod. civ., 656 et 663.) (4)

(Vincent — C. Bardon.)

Le sieur Vincent est propriétaire d'un terrain situé à Paris, rue de Ménilmontant. — La demoiselle Bardon, mineure, est propriétaire d'un terrain contigu. — En 1822, le sieur Vincent élève sur la ligne séparative des deux héritages un mur

note et les autorités auxquelles elle renvoie; Limoges, 15 juillet 1817, et 8 juillet 1823. V. aussi Lyon, 29 novembre 1822; Bruxelles, 18 mars 1830; Pau, 18 mars 1836.

(4) La question est controversée. V. le résumé de doctrines et de jurisprudence qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour de cassation du 29 déc. 1819. V. Angers, 23 avril 1819, et la note.

de clôture, et lorsque la construction est à moitié faite, il demande que la demoiselle Bardou fasse bâtir l'autre moitié; il soutient qu'elle ne peut se soustraire à cette obligation, aux termes de l'art. 663 du Code civ.

La demoiselle Bardou déclare qu'elle n'entend en aucune façon contribuer à l'élévation ni aux réparations du mur de clôture bâti par le sieur Vincent; et qu'à cet effet elle renonce à la mitoyenneté du mur, comme elle en a le droit, aux termes de l'art. 656. — Elle soutient que les art. 663 et 656 combinés doivent s'entendre en ce sens, que le droit qu'a tout propriétaire d'obliger son voisin à se clore dans les villes et faubourgs, est subordonné à la faculté qu'a le voisin de se dispenser de contribuer à l'érection et aux réparations du mur de clôture, en abandonnant la mitoyenneté.

14 juin 1822, jugement du tribunal de première instance de Paris, ainsi conçu : — « Attendu que les art. 209 et 210 de la coutume de Paris qui, avant la promulgation du Code civ., formaient le droit commun des pays coutumiers de la France, établissaient une distinction bien précise entre les murs de clôture, dans l'intérieur des villes, et les murs de clôture hors les villes et faubourgs; — Que, suivant l'art. 209, chacun des voisins pouvait contraindre son voisin à contribuer à la construction du mur de clôture, sans que celui-ci pût être admis à se dispenser d'y contribuer, en consentant que le mur appartint, pour le tout, à son voisin; — Que l'art. 210 portait, au contraire, qu'hors les villes et faubourgs, on ne pouvait contraindre le voisin à faire de nouveaux murs, mais qu'on pouvait le contraindre à l'entretenement et refaction des murs anciens, si mieux n'aimait le voisin de quitter le droit du mur et la terre sur laquelle il était assis; — Attendu que si l'on appliquait aux murs de clôture, dans les villes et faubourgs, les dispositions des art. 655 et 656 du Code civ., il en résulterait qu'il y aurait une contradiction entre les dispositions de ces deux articles, et celle de l'art. 663; — Attendu, enfin, que lorsqu'il s'élève des doutes sur l'interprétation des lois nouvelles, elles doivent s'interpréter dans le sens le plus conforme à la législation préexistante, parce que le législateur qui veut détruire aux lois anciennes s'exprime en des termes précis et formels, le tribunal ordonne que dans la huitaine de la signification du jugement, la demoiselle Bardou sera tenue de mettre des ouvriers en nombre suffisant pour achever la construction du mur, etc. »

Appel de la part de la demoiselle Bardou.

ARRÊT.

LA COUR; — Faisant droit sur l'appel de la sentence rendue par le tribunal de première instance de Paris, le 14 juin 1822; — Considérant que l'art. 663 du Code civ. est spécial pour les murs de clôture à construire dans l'intérieur des villes, et qu'il établit une exception à l'art. 656 précédent, lequel traite des murs mitoyens en général; — A mis et met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet.

Du 29 juill. 1823. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. — Pres., M. Segnier, p. p. — Conf., M. Quéquet, av. gén. — Pl., MM. Guérault et Fremy.

(1) V. dans le même sens, Paris, 12 oct. et 25 nov. 1837 (Vol. 1837). — M. Pardessus, *Cours de droit comm.*, t. 4, n. 1115, décide au contraire que la contrainte par corps peut être exercée contre le failli pendant les opérations de la faillite, lorsqu'il s'agit de condamnations civiles, correctionnelles ou criminelles. C'est aussi ce qui a été

FAILLI. — POURSUITES. — CONTRAINTE PAR CORPS.

Un créancier du failli ne peut, durant les opérations de la faillite, poursuivre isolément le paiement de sa créance, ni exercer aucune voie d'exécution, et spécialement la voie de contrainte par corps. — On ne peut autoriser des poursuites à fin de paiement contre le failli qui, de saisis de ses biens, n'a plus la faculté de payer. (Cod. comm., 494.) (1)

(D. — C. Herault) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 442, 443, 485, 494 du Code de comm.; — Attendu qu'il en résulte manifestement qu'en dépossédant le débiteur failli de l'administration de tous ses biens, et en constituant des mandataires de la faillite avec pouvoir de vérifier les créances et d'agir pour l'intérêt commun du débiteur et de ses créanciers en nom collectif, le législateur a eu pour objet, d'une part, d'empêcher que, par des transactions particulières et frauduleuses, il ne soit porté atteinte au droit de la masse des créanciers; et de l'autre, de soustraire le failli à des poursuites rigoureuses et vexatoires qui ne serviraient le plus souvent qu'à augmenter le passif de la faillite et à contrarier les opérations de ses syndics ou mandataires; — Que, pour atteindre ce but désirable, la loi a voulu placer le débiteur failli et ses créanciers sur la même ligne, les asservir à un régime commun, et surtout paralyser d'abord toutes poursuites dispenses et inutiles et toutes actions et compositions partielles et privées; ainsi, par l'art. 445, en même temps que pour l'intérêt de la société, elle place le failli en état provisoire de dépôt, elle défend de recevoir contre lui, dans cet état, ni écu, ni recommandation, en vertu d'aucun jugement d'un tribunal de commerce; ainsi, par l'art. 494, elle veut, qu'à compter de l'entrée en fonctions des agents ou des syndics, toute action relative à la faillite ne puisse être poursuivie ou intentée que contre ceux-ci; — Considérant que la disposition de ces derniers articles, il faut nécessairement tirer la conséquence que du moment où les agents ou syndics sont institués mandataires de la faillite, la contrainte par corps devient interdite à tout créancier privé, soit qu'elle ait été prononcée par jugement antérieur à l'ouverture de la faillite, soit, à bien plus forte raison, qu'elle ne résulte que de jugemens postérieurs, car ces derniers jugemens sont inutiles et doivent être considérés comme vexatoires dans tous les cas, où, comme dans l'espèce, la créance étant fondée sur un titre non suspect ne peut manquer d'être vérifiée sans qu'il soit besoin de recourir à l'autorité des tribunaux. En effet, comme on l'a observé lors de la discussion sur l'art. 494 devant le conseil d'Etat, la contrainte par corps n'est pas une peine, elle n'est qu'un moyen coercitif donné au créancier pour lui garantir et faciliter le paiement de sa créance; or, il n'est pas possible, sans prêter à la loi la plus étrange incohérence, de supposer qu'elle ait voulu autoriser la contrainte par corps, qui n'est qu'une condition accessoire de l'obligation principale, contre un débiteur qu'elle a mis dans l'impossibilité d'acquiescer l'obligation, qu'elle a dessaisi de l'administration de tous ses biens, auquel même elle a

jogé par la Cour royale de Bourges le 27 fév. 1816, dans un cas semblable où la contrainte par corps avait été poursuivie, non pas par un créancier isolé, comme dans l'espèce ci-dessus, mais par les syndics représentant la masse des créanciers. — V. sur surplis l'arrêt à sa date et la note qui l'accompagne.

défendu de payer, puisqu'aux termes de l'art. 447 précité, le paiement de la créance, si réellement il pouvait avoir lieu, serait considéré comme nul et frauduleux, et que la somme payée serait rapportable à la messe de l'acquéreur de la faille; — D où il suit qu'en autorisant les poursuites de l'intimé et en validant sa recommandation, les premiers juges ont méconnu l'esprit des articles précités, et fait une fautive application de l'art. 792 du Code de proc.; — Par ces motifs, met l'appellation en néant, déboute les appelants des condamnations contre eux prononcées, fait au droit au principal, déboute l'intimé de ses demandes, etc.

Du 31 juill. 1823. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Puisard. — Concl., M. Gautier, av. gén. — Pl., MM. Lepage et Dénier.

1° LEGS.—ÉTABLISSEMENT PUBLIC.—ACCEP-TATION.—AUTORISATION.

2° ACQUISITION.—ÉTABLISSEMENT PUBLIC.—AUTORISATION.

3° ÉTABLISSEMENT PUBLIC.—ACTION.—AGENT SPÉCIAL.

4° LEGS UNIVERSEL.—CODICILLE.

5° INTERDIT.—CAPACITÉ.

6° FONDATION PIERRE.—LOI DE L'ÉPOQUE.

7° DISPOSITION UNIVERSELLE.—LOIS INTERMÉ-DIAIRES.

1° L'autorisation administrative donnée à un établissement public, pour l'acceptation d'un legs ou don, ne préjuge rien, soit sur la capacité de recevoir, dans la personne morale légitime, soit sur la légalité intrinsèque ou extrinsèque de la disposition. — Ces questions restent essentiellement dévolues à l'autorité judiciaire; l'administration n'ayant qu'à permettre, refuser ou restreindre, l'acceptation de l'établissement public (Cod. civ., 736.) (1)

2° L'autorisation donnée à un établissement public pour plaider sur la validité d'un legs, n'emporte pas la faculté d'acquiescer à un jugement. — En tel acquiescement, sans autorisation spéciale, ne lie pas l'établissement, et ne rend pas non recevable l'appel contre le jugement acquiescé. (Cod. civ., 937 et 1351.)

3° Lorsque les agents d'un établissement public sont empêchés, ou refusent, de suivre un procès dans l'intérêt de l'établissement, un agent spécial doit être nommé par le préfet, en sa qualité de tuteur de l'établissement; il en est ainsi notamment à l'égard du trésorier d'une fabrique ecclésiastique, refusant de suivre l'appel d'un jugement rendu contre la fabrique. (Décret du 20 déc. 1809, art. 79; Ordon. royale du 2 avril 1817.)

4° Un codicille suffit en la forme, tout aussi bien qu'un testament, pour la validité d'un legs universel... selon le droit romain et la jurisprudence établie en France. (Ordonn. de 1731, art. 1, Insl., de Codic., § 2.)

5° Les dispositions testamentaires d'un interdit sont appréciées uniquement d'après les lois du temps de l'acte et de l'interdiction, en ce qui touche la capacité du testateur. — Il ne faut pas tenir compte des lois ou des événements des temps ultérieurs.

(1) V. pour l'application des principes sur lesquels repose la décision ci-dessus, un arrêt de la Cour de cassation du 6 juin 1815.

(2) V. dans la même sens, Cass. 23 nov. 1809; Agen, 9 pluv. an 13 et 30 avril 1806; Trèves, 10

6° Est-il vrai qu'une fondation ecclésiastique, faite en 1767, par une personne décédée en 1820, doive être appréciée uniquement par la loi du temps du décès, en ce qui touche le mérite intrinsèque de la disposition; et que l'intention du testateur, de donner effet au legs, conformément aux lois du temps du testament, ne doive pas être prise en considération? — Rés. aff. (Cod. civ., 2.)

7° La disposition universelle valablement faite avant les lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, produit tout son effet, si le disposant est décédé sous l'empire du Code civil; peu importe que le disposant ait été frappé d'interdiction avant l'an 2, et soit mort en cet état d'interdiction. (Cod. civ., 920.) (2)

(Les héritiers Ettwiller — C. Munch.)

4 déc. 1767, codicille de la demoiselle Elisabeth Ettwiller, par lequel, après avoir disposé au profit des pauvres, fait un legs de 1,000 fr., en faveur de l'église de Hirsingen, et des legs particuliers à ses frères et sœurs, elle dispose du surplus de sa fortune pour l'érection d'une chapellenie à Heimersdorf, avec la clause que s'il y a un prêtre parmi ses parents, il sera de préférence appelé à remplir la place de prêtre desservant; qu'à défaut de prêtre parent, le droit de collocation appartiendra à cinq de ses parents les plus proches; et enfin, au cas où l'érection de la chapellenie ne pourrait pas avoir lieu, elle ordonne qu'il soit fait emploi de la somme à ce destinée en œuvres pies.

24 mars 1777, décret du bailli du comté de Montjoie-Hirsingen, qui, sur la demande en interdiction formée contre la demoiselle Ettwiller, par ses parents, et fondée sur sa faiblesse d'esprit, ordonne qu'elle ne pourra aliéner ses biens ni contracter des dettes; lui laissant cependant la libre administration de ses biens. 15 avril 1786, jugement d'interdiction prononcé contre Elisabeth Ettwiller, qui fait remonter la démence à 1776, et lui nomme un curateur, le sieur Antoine Jelsch. — 27 mars 1820, décès d'Elisabeth Ettwiller. — 20 juin 1821, ordonnance du roi, portant érection de la fabrique de Heimersdorf en chapelle vicariale; et le 27 du même mois, nouvelle ordonnance, qui autorise la chapelle d'Heimersdorf à accepter le legs fait par Elisabeth Ettwiller pour l'érection d'une chapellenie. — En conséquence de cette autorisation, le conseil de fabrique de l'église d'Heimersdorf, accepte le legs par délibération du 1^{er} oct. 1821. — Cependant, les héritiers d'Elisabeth Ettwiller avaient déjà demandé la nullité du codicille, contre Antoine Jelsch, son curateur, assigné en reddition de compte.

La fabrique de Heimersdorf, dûment autorisée à plaider par le conseil de préfecture du département du Haut-Rhin, intervient dans la cause.

Les héritiers Ettwiller soutiennent contre la fabrique : — 1° Que le legs universel contenu au codicille est nul, en ce que dans le pays de droit écrit, les dispositions universelles ne pouvaient être valablement faites que par testament, et que celles contenues en un codicille étaient nulles; — 2° Qu'aux termes des lois des 5 brum., 17 niv. et 22 vent. an 2, toutes dispositions universelles antérieures, par testament ou codicille, sont nulles, si elles n'ont pas été expressément renouve-

fév. 1806; Bruxelles, 25 niv. an 12 et 23 avril 1807; Turin, 7 prair. an 13; Grenoble, 6 juill. 1811. — V. aussi les notes sur ces divers arrêts, et la ressemblance de jurisprudence qui accompagne un jugement du tribunal de Cassation du 19 therm. an 12.

lées par les testateurs sous l'empire de la nouvelle législation; qu'à la vérité, la jurisprudence a consacré à cet égard une distinction, et a décidé que la nullité des dispositions universelles, antérieures à l'an 2, ne pourrait être proposée que dans le cas de mort des testateurs, sous l'empire de la législation de cette époque; que si, au contraire, les testateurs n'étaient décédés que sous l'empire du Code civil, qui a permis de nouveau les dispositions universelles, on ne pouvait invoquer la nullité prononcée par les lois de l'an 2; que cette jurisprudence est fondée sur ce que les testateurs décédés sous l'empire du Code sont présumés avoir persévéré dans leur volonté jusqu'au dernier moment de leur vie; mais que cette présomption ne peut exister à l'égard de celui qui était frappé d'interdiction sous l'empire de la législation de l'an 2, qui a continué à être en état d'interdiction, et qui, par conséquent, a été incapable de volonté, sous l'empire du Code civil; que telle était précisément la situation où avait été placée la demoiselle Eitwiler; — 3^e Qu'enfin le legs est caduc, en ce que la chapelle à laquelle il était destiné avait été supprimée, comme tous les établissements, religieux pendant la révolution, et qu'elle n'était point rétablie avant le décès de la testatrice, et qu'il est de principe que le legs est caduc, si celui en faveur de qui il est fait n'existe pas au moment de la mort du testateur, ou est incapable de recueillir. (Cud. civ., art. 1039 et 1040.) — Que le legs est caduc sous un autre rapport, en ce que le mode d'exécution prescrit par la testatrice ne peut plus avoir lieu, d'après le système de notre nouvelle législation; attendu que le bénéfice avait été destiné par la testatrice à un membre de sa famille, et que, prévoyant le cas où il n'y aurait pas d'ecclésiastique dans sa famille, capable de recueillir le bénéfice, elle avait conféré à cinq de ses parents les plus proches le droit de collation; que sous l'empire de nos lois nouvelles, la nomination à toutes fonctions ecclésiastiques appartient au roi ou à l'évêque; qu'ainsi le vœu de la testatrice, en ce qui touche la transmission et la collation du bénéfice, ne pouvant plus être accompli, on devait considérer comme non avenue la disposition par laquelle ce bénéfice était érigé.

La fabrique répondait que l'acton des héritiers Eitwiler était non recevable, en ce que l'ordonnance du roi, du 27 juin 1821, donnant à la fabrique l'autorisation d'accepter, avait reconnu la validité du legs; que cette décision de l'autorité administrative ne pouvait être méconneue ni anéantie par l'autorité judiciaire; — Qu'au fond, le droit romain autorisait les dispositions universelles par codicille; — Que les lois de l'an 2 n'ont pu avoir aucune influence sur les dispositions de la demoiselle Eitwiler, attendu qu'antérieurement à ces lois, et dès l'année 1786, la demoiselle Eitwiler a été placée en état d'interdiction, et qu'il est de principe que l'effet des dispositions testamentaires faites par un interdit doit être apprécié, non d'après la loi en vigueur au moment du décès, mais bien d'après la loi en vigueur au moment où le testament a été frappé par l'interdiction, puisque c'est de ce moment que sa capacité a cessé; qu'enfin le legs n'est point frappé de caducité, en ce que c'est la fondation religieuse, et non la chapelle, qui devait profiter de la disposition, et que cette fondation ne pouvait être établie qu'après le décès de la testatrice; qu'elle a été en effet établie par l'ordonnance du roi, du 29 juin 1821; que, d'ailleurs, si les conditions prescrites par la testatrice sont devenues impossibles par l'effet des changements survenus dans la législation, cette cir-

constance n'emporte point nullité de la disposition; que les conditions doivent seulement être réputées non écrites, aux termes de l'art. 900 du Code civil.

1^{er} juillet 1822, jugement du tribunal d'Altkirch, ainsi conçu : « Attendu, sur la fin de non-recevoir, que c'est donner une fausse interprétation à l'art. 837 du Code civil, que de soutenir que l'autorisation sollicitée du gouvernement et par lui accordée à un établissement public, d'accepter une donation faite à son profit, emporte nécessairement le maintien, soit de l'acte testamentaire, soit du contrat entre-vifs dans lequel cette donation est renfermée, car le but de cette autorisation est de relever de l'état de minorité dans lequel sont placés tous les établissements publics, et conséquemment de l'état d'incapacité d'accepter valablement une donation quelconque avant l'accomplissement de cette formalité; qu'il est donc plus exact de dire que cette autorisation a été requise par le législateur, d'abord pour empêcher l'acceptation de donations onéreuses, ou de celles qui, par fois, pourraient préjudicier à des familles indigentes; et en second lieu, pour procurer au contrat de donation le complément de la forme extrinsèque impérativement exigée en semblable matière; que ces deux considérations n'ont aucune connexité avec le fond et la juridiction des dispositions y contenues, et dont la connaissance et l'appréciation sont essentiellement et exclusivement de la compétence des tribunaux; qu'ainsi, tout en rendant hommage à la puissance du souverain et aux motifs religieux qui ont déterminé l'émission de l'ordonnance du 27 juin 1821, il est du devoir pénible et rigoureux du magistrat de porter son examen et sa décision sur la demande et les moyens produits par les héritiers présumptifs de la testatrice Elisabeth Eitwiler; — Que, relativement à l'acte de dernière volonté de cette testatrice, cet acte ne renfermant que des legs sans institution d'héritier, présente le caractère d'un codicille, lequel ayant été rédigé avec les formalités voulues par l'art. 14 de l'ordonnance du mois d'août 1735, ne peut être critiqué dans sa forme extrinsèque; qu'en vain les héritiers présumptifs en provoquent la nullité, par application des lois intermédiaires des 5 brum., 17 niv. et 22 vent. an 2. De nombreux arrêts, parmi lesquels on en remarque un de la Cour royale de Colmar, du 5 avril 1808, confirmé par arrêt de cassation du 23 nov. 1809, ont statué que ces lois n'étaient applicables qu'aux dispositions universelles qui s'étaient ouvertes, sous leur empire, par le décès des testateurs; mais que d'après le principe de la loi romaine : *statutus dicere media tempora non nocet*, ff. de *hered. inst.*, les actes de ce genre, dont les auteurs ont survécu à la promulgation de la loi du 3 mai 1803, n'ont reçu aucune atteinte par ces lois transitoires; que cette jurisprudence, qui ne saurait être controversée, est d'autant plus applicable à l'espèce, qu'il est prouvé que la testatrice Elisabeth Eitwiler a été placée, dès l'année 1786, par sentence du bailli de Hirsingen, dans les liens d'une interdiction absolue. Elle n'a point été relevée jusqu'à son décès, survenu le 27 mars 1820. Or, les lois romaines enseignent, et après elles Domat, dans son *Traité des droits civils*; Furgole, *Traité des testaments*; Richard et Grenier dans leurs *Traité des donations*, professent uniformément l'opinion, qu'ils appellent d'ailleurs de divers arrêts, que le pouvoir de tester est enlevé à un interdit le jour de la sentence qui prononce l'interdiction, et que la volonté du testateur reste fixée à ladite époque; qu'ainsi l'on peut tenir pour

consistait, en la présente instance, que la volonté d'Elisabeth Ettwiller a été fixée, non-seulement au 15 avril 1786, jour de la sentence de son interdiction, mais relativement à ses biens immeubles au 24 mars 1777, jour où fut rendue une première sentence qui lui enleva spécialement la faculté de les aliéner; que conséquemment toutes les lois postérieures sont restées sans influence sur l'acte codicillaire de ladite Ettwiller, et qu'il ne s'agit que de décider quels ont été les effets dudit acte au jour du décès de cette testatrice;

Que, pour fixer l'application des principes à cet égard, il est indispensable de supposer à ladite Ettwiller, au 4 déc. 1767, cet état de liberté, d'entendement et de volonté défini par la loi première, au Dig. qui, test. fac. pos. : *voluntatis fuisse sententia de eo quod quis post mortem suam fieri vellet*; l'on dit qu'il faut supposer cet état, car le contraire pourrait s'induire du concours d'un grand nombre de circonstances, savoir, l'âge du minorité de la testatrice, son séjour non interrompu dans un village isolé, sans projet de le quitter pour embrasser la vie monastique, une santé robuste qui a conduit sa carrière jusqu'à l'âge de 76 ans, la rédaction et les conditions du codicille comparées à l'état d'ignorance de ladite Ettwiller, les procédures intentées peu d'années après pour prouver sa démente et provoquer son interdiction, et les sentences intervenues en 1777 et 1786, sans le poids desquelles elle a vécu 43 ans : circonstances tendant simultanément à inspirer les présomptions les plus vives de suggestion et de captation fallacieuses, susceptibles d'entraîner l'annulation de cet acte; mais en les écartant pour admettre l'hypothèse d'une volonté pleine et entière, de la part de ladite Elisabeth Ettwiller; Que dans l'exécution d'un acte de dernière volonté, la première règle à suivre, c'est la recherche de l'intention de son auteur, en cas de doute, d'ambiguïté et d'impossibilité d'exécution dans quelques-unes des dispositions de cet acte, *semper vestigia voluntatis sequimur testatorum*, dit la loi 5, Cod. de her. serv. hered. inst.; qu'en cas particulier, il est d'autant plus essentiel de se conformer à ce principe, que la caducité intervenue dans la majeure partie des legs, et notamment dans le legs principal, rend le partage de cette succession plus difficileux; or, si l'on suit la testatrice dans la distribution desdits legs, on y remarque une sollicitude constante pour les membres de sa famille et l'intention manifeste de leur abandonner la totalité de sa fortune, à l'exception du legs de 1,000 fr. fait au profit de l'église de Hirsingen; que le legs à titre universel, placé immédiatement après celui fait à ladite église, ayant pour objet l'établissement d'une chapelle dans le village de Heimersdorf, décide les mêmes sentimens et les mêmes intentions; en effet, dans ce dernier legs, la testatrice accorde la propriété de l'usufruit : elle affecte la propriété à une destination d'œuvres pies; mais elle assure la jouissance perpétuelle à sa famille, en ordonnant que le bénéfice appartienne de droit, et sans nomination, au parent ecclésiastique le plus proche, et à défaut, à un prêtre choisi par un conseil composé de cinq de ses parents aussi les plus rapprochés; qu'à l'époque de la confection du codicille et à celle de l'interdiction, la législation rendait facile l'exécution simultanée de cette double disposition; mais il n'en est pas de même sous la législation nouvelle : la chapelle de Heimersdorf, co légataire des héritiers présomptifs, a été supprimée pendant la révolution, comme tous les autres édifices et établissements religieux, et n'était point réédifiée

VII.—II^e PARTIE.

sous ce titre au jour du décès de la testatrice; sous ce premier rapport, il y a caducité dans la disposition, aux termes de l'art. 1043 du Cod. civ.; mais en la supposant réédifiée, la charge d'usufruit, créée en faveur de ladite famille de la testatrice, ne peut en être séparée, sans porter une atteinte évidente à la volonté et à l'intention de cette dernière; le mode d'usufruit déterminé par le codicille paraît inconciliable avec les lois qui régissent actuellement le droit de promotion aux bénéfices ecclésiastiques; les principes cités plus haut et l'équité commandent de se rapprocher de la volonté de la testatrice, en délaissant à ses parens un legs dont l'usufruit perpétuel leur était déjà assuré par elle, et qui présentement se trouve accru de la propriété, d'après le principe de la loi 9 au Dig. de suis et legitimis heredibus : si ex pluribus legitimis heredibus quidam omiserint adire hereditatem vel morto, vel quâ plura ratione impediti fuerint quominus adeant, reliquis qui adierint aderesit illorum portio, principe confirmé par les art. 1034 et 1045 du Code civil : que lorsque dans un acte de dernière volonté les legs sont distincts, la caducité dont sont frappés quelques-uns d'eux, ne vicie point les autres dispositions; qu'ainsi le legs de 1,000 fr., en faveur de l'église de Hirsingen, doit recevoir son exécution; — Qu'enfin les demandeurs, en leur qualité d'héritiers, sont fondés à exiger un compte de la gestion dont a été chargée le défendeur Antoine Jensch; que ce compte est le résultat d'une nomination judiciaire, et d'intérêt d'ailleurs un absent, Joseph Ettwiller; il est conséquemment dans le cas d'être rendu dans les formes voulues par les art. 527 et suivans du Cod. de proc.; — Par ces motifs..., reçoit les marguilliers de la fabrique de l'église de Hirsingen intervenans...; leur donne acte de ce qu'il s'en rapporte à justice..., sans s'arrêter à la fin de non-recevoir par eux proposée contre la demande principale; statuait sur icelle, dit que les legs compris au codicille..., du 4 déc. 1767 et qui sont devenus caducs par les précédés ou empêchement des légataires y désignés, appartiendront aux demandeurs au principal..., en leur qualité d'héritiers présomptifs de la défunte, pour iceux être divisés entre eux conformément à leurs droits respectifs; ordonne que le legs de 1,000 fr., en faveur de l'église de Hirsingen, recevra son exécution à la charge y imposée; en conséquence, condamne les demandeurs à acquitter cette somme entre les mains du trésorier de ladite fabrique avant tout partage; donne acte au défendeur, Antoine Jensch, de ce qu'en sa qualité il s'en rapporte à justice, ainsi que des offres qu'il fait de rendre son compte, suivant qu'il sera prescrit; ordonne que ce compte sera rendu dans le mois, par-devant M. Borneque, président, qui est commis à cet effet; pour le reliquat actif qui en proviendra être attribué aux demandeurs et dans la même proportion de leur droit; déboute les parties du surplus de leurs demandes et conclusions, et ordonne le prélèvement de tous les dépens sur la masse, »

1^{er} août 1822, appel à la requête de la fabrique. — Sur cet appel, sont survenus des incidens étrangers au fond de la contestation, mais qui ont donné occasion aux parties d'élever différentes fins de non-recevoir, dont il importe de rendre compte.

3 août, délibération du conseil de fabrique qui désavoue l'appel, comme étant émis sans sa participation, et déclare formellement acquiescer au jugement. — Le désistement est notifié aux héritiers Ettwiller et par eux accepté.

Alors la commune de Heimersdorff, intéressée au maintien du legs, s'adresse au conseil de préfecture; elle expose que la délibération du conseil de fabrique, par laquelle elle a déclaré acquiescer au jugement est illégale, en ce que le conseil s'est réuni extraordinairement, sans l'autorisation de l'évêque ou du préfet, contrairement à l'art. 10 du décret du 30 déc. 1800; qu'en outre, le conseil de fabrique avait excédé ses pouvoirs, en acquiesçant au jugement, c'est-à-dire en transigeant sur l'objet de la contestation, ce qu'il ne pouvait faire qu'en vertu d'une autorisation spéciale.

7 août, arrêté du conseil de préfecture, qui annule la délibération du conseil de fabrique. — Le même jour, 7 août, arrêté du préfet, qui, attendu que le trésorier de la fabrique persiste dans l'acquiescement, délègue le sieur Meinrad Munch à l'effet d'interjeter appel du jugement du 1^{er} juill. 1822, au nom et dans l'intérêt de la fabrique. — 16 août, appel de la part de Meinrad Munch. — 6 octobre, nouvelle délibération du conseil de fabrique, portant de nouveau désistement de l'appel du 16 août. — En cet état de choses, la cause est portée à l'audience.

Les héritiers Ettwiller opposent à l'appel de Meinrad Munch une double fin de non-recevoir, prise de ce qu'il y a eu acquiescement par le conseil de fabrique, au jugement, qui a, par conséquent, acquis l'autorité de la chose jugée; et de ce que le sieur Meinrad Munch est sans qualité pour représenter la fabrique, nonobstant l'arrêté du préfet, attendu que le préfet ne pouvait lui-même conférer, à son gré, le caractère et les pouvoirs de représentant et de mandataire de la fabrique.

Au fond, les parties ont reproduit leurs moyens respectifs. En outre, les héritiers Ettwiller ont proposé contre la legs un nouveau moyen de nullité, pris de ce qu'aux termes de l'édit du mois d'août 1749, aucunes dispositions, et notamment aucunes dispositions testamentaires ne peuvent être faites, au profit d'établissements de main-morte sans la permission expresse du roi. Ils soutiennent que cette prohibition doit encore aujourd'hui produire son effet.

ARRÊT.

LA COUR. — Considérant, quant à la fin de non-recevoir, que les intimés veulent faire résulter, soit du défaut de qualité du sieur Meinrad Munch, soit du défaut de qualité de la fabrique elle-même, soit de son défaut d'intérêt, soit de l'acquiescement donné par le conseil de fabrique au jugement de première instance, et de son désistement du nouvel appel interjeté par ledit Meinrad Munch; — Que le sieur Meinrad Munch a été nommé en exécution d'un arrêté du conseil de préfecture, du 7 août 1823, comme agent spécial pour remplir les fonctions de trésorier de la fabrique de Hirsingen, et agir au nom des membres de cette fabrique, à l'effet de poursuivre devant les tribunaux la validité du legs universel fait à la chapelle de Heimersdorff par Elisabeth Ettwiller, dans son codicille du 4 déc. 1767; — Que cet arrêté a été provoqué par le refus fait par les membres de la fabrique de Hirsingen, de donner suite à l'appel primitivement interjeté par leur trésorier, par acte du 1^{er} août 1822, appel dont ils ont prescrit le désistement à leur trésorier, par la délibération du 3 août de la même année, qui a été annulée; — Que cet arrêté, en annulant cette délibération, et le préfet en déléguant le sieur Meinrad Munch pour interjeter de nouveau appel du jugement de première instance, n'ont fait que pourvoir à ce que les droits et les intérêts de la fabrique de Hirsingen ne soient pas méconnus;

Qu'il n'échet pas d'examiner quel est, à l'égard de la nomination d'un agent spécial, l'étendue du pouvoir administratif; que celui-ci étant le tuteur né des établissements publics, qui ne pouvaient procéder que sous l'autorisation du gouvernement un acquiescement à un jugement, qui dépouille la fabrique de ses droits à la succession d'Elisabeth Ettwiller, est une véritable transaction, une démission de propriété que la fabrique n'a pu consentir, à l'insu et contre la volonté du pouvoir, chargé spécialement de la surveillance de ses intérêts; — Que l'arrêté du conseil de préfecture n'a pas été attaqué par la fabrique d'Hirsingen devant le conseil d'Etat, seul compétent pour le réformer, et qu'il est ainsi devenu obligatoire pour elle, en ce sens qu'elle est valablement représentée par le délégué nommé en exécution de cet arrêté: ce qui entraîne la validité des procédures faites par cet agent, à l'encontre des tiers dans les attributions qui lui sont conférées;

Qu'on ne peut objecter que la fabrique soit elle-même sans qualité et sans intérêts, soit parce que le legs ne lui est pas fait directement, soit parce qu'il ne serait pas de son intérêt de l'accepter, puisque le legs étant fait pour la dotation d'une chapelle dépendante de la cure d'Hirsingen, et à l'usage des habitants de Heimersdorff, qui en sont paroissiens, elle est appelée par la loi à administrer les biens de cette nature, et qu'elle a intérêt à tout ce qui peut faciliter et assurer l'exercice du culte dans toute la paroisse qu'elle représente; qu'elle a elle-même manifesté son intérêt dans sa première délibération en date du 1^{er} oct. 1821, et que depuis il n'a pu être légitimement méconnu;

Que, dans aucun cas, la legs particulier fait à la fabrique d'Hirsingen, n'a pu, comme le prétendent les marguilliers, courir aucun danger, puisque même lors du jugement de première instance qui a rejeté les prétentions de la fabrique, les dépens ont été prélevés sur la masse; — Que quant aux actes émanés de la fabrique, on doit dire qu'ayant été valablement représentée par Meinrad Munch, elle a perdu tout droit de s'immiscer davantage dans la procédure; qu'ainsi ses délibérations des 6 août et 6 oct. 1822, le désistement qu'elle ordonne à son nouveau trésorier Huguelin de signifier aux héritiers d'Elisabeth Ettwiller, et la signification qui en a été faite, doivent être considérés comme non avenus;

Considérant, en ce qui touche les nullités qu'on oppose aux dispositions de dernière volonté d'Elisabeth Ettwiller, que celle qu'on voudrait faire résulter de ce que son legs universel est renfermé dans un codicille dans un pays régi par le droit romain, ne résulte d'aucun texte de loi; que bien qu'il paraisse par la loi au Dig. de *legatis*, que les legs particuliers ou universels n'ont pas été primitivement autorisés dans les codicilles, ils l'ont été par la suite, par les textes du même droit qui ont admis, par forme de fideicommissis, la disposition à titre universel contenue dans ces actes, et que l'état de la jurisprudence est depuis longtemps fixé à cet égard;

Considérant, en ce qui touche le moyen de nullité tiré des dispositions prohibitives de l'édit de 1749, qu'on pourrait soutenir que la fondation d'Elisabeth Ettwiller est comprise dans l'exception dans son art. 3, comme une œuvre pieuse utile au public; qu'elle l'est surtout dans la déclaration interprétative de l'édit, qui excepte de sa rigueur les fondations de vicaires ou de seconds chanoines amovibles; mais que ces édit et déclaration ont cessé d'être applicables aux établissements publics actuels, qui ne sont plus régis que par les lois nouvelles, et notamment les concordats, la

loi du 3 mess. an 11, l'art. 910 du Code civ. et la loi du 2 janv. 1817. — Qu'il est visible qu'on ne peut plus appliquer aux établissements modernes, les mesures de sagesse et de prudence que nécessitait la multiplication des établissements des gens de mainmorte, et la facilité qu'ils trouvaient à acquiescer des fonds naturellement destinés à la subsistance des familles; que les lois qui ont supprimé les corporations religieuses, ordonné la vente de leurs biens, ont anéanti en même temps toute législation qui concernait ces établissements dans ce sens qu'il n'en existe plus aujourd'hui de gens de mainmorte proprement dits, ni de première ni de seconde classe, sujets aux droits d'amortissement et aux réglemens et prohibitions des lois anciennes. — Que les biens donnés par la testatrice pour l'érection d'une chapelle dans la commune de Heimersdorff, dépendante de la paroisse canoniale de Hirsingen, le sont à la charge par le desservant de dire tous les dimanches une messe basse dans cette chapelle et d'assister le curé de Hirsingen dans l'administration des secours spirituels pour le village de Heimersdorff; que la testatrice a donc doté une véritable chapelle vicariale devant dépendre de la paroisse de Hirsingen et y rester annexée; et que l'ordonnance du 20 juin 1822, en érigeant l'église ou chapelle existante à Heimersdorff en chapelle vicariale, a rempli les intentions de la fondatrice.

Que cette fondation est d'autant plus précieuse pour la paroisse de Hirsingen, qu'il est justifié par la délibération du conseil de fabrique, en date du 1^{er} oct. 1821, que l'étendue de l'église canoniale de Hirsingen, ne suffit qu'avec peine à la population de cette seule commune, et que l'accroissement sensible de la population dans la commune de Heimersdorff, y nécessite l'établissement d'une chapelle: qu'ainsi il est naturel de penser que cette fondation dispensera la commune de Hirsingen de l'obligation d'agrandir son église, ou d'en bâtir une nouvelle;

Que le don étant ainsi fait à la cure et paroisse de Hirsingen, est fait à un établissement public, autorisé par la loi; que voulut-on, mai à propos, la considérer comme fait uniquement à la chapelle de Heimersdorff, l'art. 12 du concordat de l'an 9 a remis à la disposition des évêques toutes les églises non aliénées, au nombre desquelles se trouvait la chapelle communale de Heimersdorff; qu'ainsi, cette loi et l'ordonnance du 27 juin 1821 qui a autorisé le desservant de Hirsingen à accepter le legs fait par Elisabeth Ettwiller, concordent avec ce qu'exigent la loi du 3 messidor an 12, celle du 2 janvier 1817 et l'art. 910 du Code civ.; — Que, d'après le texte de ces lois, les dispositions au profit d'établissements publics, ne devaient avoir leur effet qu'autant qu'elles seraient autorisées par le gouvernement, il en résulte que la disposition doit précéder l'autorisation, et tomber si elle n'est pas obtenue;

Considérant que c'est vainement que les premiers juges ont envisagé le legs comme devenu caduc, soit parce qu'il sépare l'usufruit de la propriété, soit parce que l'acceptation n'est autorisée qu'à charge de services religieux exprimés dans la codicille, et que la nomination du vicaire ou chapelain sera faite par l'ordinaire: — Qu'il est évident qu'il n'y a réserve d'usufruit au profit de personne, dans une clause qui appelle de préférence un parent de la codicillante, à remplir la place de prêtre desservant, et qui, à défaut de parent, dans l'église, qui prendrait de son chef la desserte de la chapelle, confère le droit de collation à cinq de ses parents les plus proches; que, dans aucun cas, il ne peut y avoir retour à la famille, du la propriété, ni de l'usufruit, de ma-

nière à ce qu'elle puisse en user comme de chose à elle appartenante; qu'ainsi, l'alienation est consommée; qu'elle a même été constamment envisagée comme telle, dans les fondations portant clause expresse de retour aux familles; — Que la disposition d'Elisabeth Ettwiller a elle-même imposé au chapelain l'obligation de se faire agréer par l'évêque diocésain, ce qui rentre dans la collation de l'ordinaire, toujours favorable, puisqu'elle est un retour au droit commun, nos lois n'ayant pas maintenu les droits de patronage et de collation; que, dans tous les cas, il est de principe que les conditions devenues impossibles ou qui l'étaient au moment du testament, sont réputées non écrites; qu'ainsi, la disposition doit être maintenue dans tout ce qu'elle a de compatible avec la législation existante, et pour le surplus, être ramenée *ad normam legis*;

Considérant, en ce qui touche la nullité qu'on ferait résulter de l'état d'interdiction dans lequel la testatrice est décédée, que son codicille a été fait le 4 déc. 1767; que ce n'est que le 26 mars 1777, qu'il lui a été nommé un conseil, pour l'empêcher d'aliéner et de contracter des dettes passives, mais qu'elle a conservé l'entière administration de ses biens et la disposition de ses revenus; que ce n'est qu'en 1786, qu'un curateur a été légalement nommé à sa personne; qu'ainsi l'interdiction est postérieure de dix-neuf ans à son codicille, lors de la confection duquel il est reconnu qu'elle avait la jouissance de toutes ses facultés, et la capacité requise pour disposer;

Qu'il ne manque à son acte de dernière volonté aucune des solennités du droit qui présidaient à sa confection; que l'imbécillité ou la démence survenue depuis ne peut avoir l'effet d'annuler ce qu'elle a eu le droit de faire, et ce qu'elle a fait longtemps avant, en pleine liberté d'esprit et dans des vues d'utilité publique; que le seul effet qu'a pu produire l'interdiction, a été de lier, tant qu'elle ne serait pas relevée, ses dernières dispositions au profit des appelés, d'après leur propre aptitude et leur capacité personnelle au moment de son décès;

Que quant à la validité des dispositions, il est de principe que c'est à la loi en vigueur au moment du décès à la régler, et que les dispositions contraires à cette loi sont censées inexistantes: la disposition de dernière volonté ne pouvant être du domaine de la loi, que lorsque le décès de leur auteur leur a donné l'existence; — Qu'ainsi aussi, il est convenable et juste que la loi ne favorise et ne sanctionne que ce qui est conforme à son texte et à son esprit, et qu'elle rejette et abolisse tout ce qui y est contraire; qu'ainsi les formes et les solennités des testaments sont régies incontestablement par la loi du temps de leur confection, qui règle avant tout la capacité du testateur; mais ses dispositions restent soumises à la loi du temps où elles doivent recevoir leur exécution, à la loi dont les appelés réclament l'appui pour s'en faire invalider; — Qu'on ne peut argumenter des lois intermédiaires sous l'empire d'une législation qui les a révoquées et anéanties; que leur effet doit être complet si la testatrice était morte sous leur empire; mais qu'elle est morte sous celui du Code civil qui peut seul modifier ses dispositions; — Que si elle ne s'est pas soumise, pour ses dispositions, aux lois intermédiaires, ni même à celle du temps où elle disposait, soit parce qu'elle ne l'a pas voulu, soit parce qu'elle ne l'a pas pu, c'est une chance d'annulation qu'elle leur a fait courir, mais qui leur vaut d'être maintenus par le droit qui nous régit aujourd'hui;

Par ces motifs, sans s'arrêter aux fins de non-

recevoir, qui sont déclarées mal fondées, prononçant sur l'appel du jugement rendu entre les parties, au tribunal civil d'Altkirch, le 1^{er} juill. 1822, a mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; ce faisant, reçoit Meinrad Mueh, en la qualité qu'il agit, partie intervenante dans la cause, et sans s'arrêter aux prétendus moyens de nullité proposés par les intimés, contre les dispositions de dernière volonté d'Elisabeth Ellwiler, du 4 déc. 1767, les en déboute, ainsi que du surplus de leur demande; ordonne que ces dispositions seront exécutées ainsi que de droit.

Du 31 juill. 1823. — Cour roy. de Colmar. — Aud. solenn. — Prés., M. Millet de Chavers. p. p. — Concl., M. Coste, av. gén. — Pl., MM. Chauffour jeune, Antonin et Flicurent.

FACULTÉ DE DROIT. — CONCOURS. — DIFFAMATION. — PLAINTE.

Une faculté de droit n'a pas qualité pour porter plainte des diffamations commises envers les juges d'un concours, lorsque quelques uns de ces juges seulement appartiennent à la faculté, et que les autres sont des magistrats ou juriconsultes désignés par le président du conseil royal de l'université. (L. du 26 mai 1819, art. 4.) (1)

(Crivelli) — C. faculté de droit de Toulouse. — Du 31 juill. 1823. — Cour roy. de Toulouse. — Prés., M. Hocquart, p. p. — Concl., M. Cavaillé, av. gén. — Pl., MM. Tajan et Gasc.

1^{er} ARBITRES FORCÉS. — DÉLAI. — ACTION EN NULLITÉ.

2^o ARBITRAGE. — DÉLAI. — NOTIFICATION.

1^{er} Art. 1028, Cod. proc., qui permet l'action en nullité contre un jugement d'arbitres volontaires rendu sur compromis expiré, est applicable à un jugement d'arbitres forcés rendu après l'expiration du délai fixé par les juges. (Cod. comm., 54; Cod. proc., 1028, n^o 2.) (2)

2^o En règle générale, le délai d'un arbitrage, fixé par jugement contradictoire, court du jour du jugement. Lorsqu'un jugement porte que le délai courra seulement du jour de la notification, cette disposition peut opérer exception à la règle générale; mais on rentre dans le droit commun s'il y a prorogation de délai par un second jugement, sans que l'exception ait été formellement répétée. (Cod. proc. civ., 423 et 1007.)

(Dufau — C. Cleverie).

Des contestations s'élevèrent entre les sieurs Claverie et Dufau, associés en participation. — 24 fév. 1821, jugement du tribunal de commerce de Saint-Gaudens, qui donne acte aux parties de la nomination de deux arbitres. — Il importe de remarquer que le même jugement dispose que les arbitres doivent statuer dans le délai de deux mois, à compter de la notification dudit jugement. — Le délai de deux mois expire; les parties se présentent devant le tribunal, et demandent conjointement une prorogation de délai.

12 janv. 1822, jugement qui proroge le délai de deux mois accordé aux arbitres, pour rendre leur jugement arbitral. — Il n'est pas dit dans ce second jugement, comme dans le premier, que le

délai courra du jour de la notification. — Quoi qu'il en soit, le 21 mars seulement, le sieur Dufau fait signifier au sieur Claverie le jugement du 12 janvier.

30 mars 1822, jugement arbitral qui statue en faveur du sieur Dufau.

Appel de la part du sieur Claverie; il soutient que le jugement est nul, en ce qu'il a été rendu par les arbitres après l'expiration du délai de deux mois fixé par le jugement du 12 janvier; que bien qu'il s'agisse d'arbitrage forcé, il y a lieu d'appliquer l'art. 4012 du Cod. de proc., portant que le compromis finit par l'expiration du délai stipulé; qu'en vain, l'on voudrait prétendre que le délai n'a couru que du jour de la signification; car, l'art. 123 du Cod. de proc. porte expressément que le délai pour l'exécution des jugements, court du jour du jugement, s'il est contradictoire, et de celui de la signification, s'il est par défaut; Qu'inutilement on voudrait argumenter de la disposition du jugement du 24 fév. 1821, portant que le délai courra à compter de la notification, parce que cette disposition n'a pas été répétée dans le jugement du 12 janv. 1822, qui a fixé un nouveau délai.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu, en droit, qu'en matière d'arbitrage forcé, les parties ont le droit non-seulement de nommer les arbitres, mais encore de fixer le délai dans lequel ils doivent rendre leur jugement, et qu'aux termes de l'art. 54 du Code de comm., ce délai n'est réglé par les juges que dans les cas où les parties ne seraient pas d'accord à cet égard; — Attendu que, selon le dernier état de la jurisprudence de la Cour de cassation, attestée par un arrêt du 22 avril 1823, les dispositions du Code de proc. sont applicables aux tribunaux de commerce, lorsqu'il n'y a pas été déroge par le Code commercial; qu'ainsi, les articles relatifs aux arbitrages volontaires doivent être appliqués aux arbitrages forcés, et que, par conséquent, dans les uns comme dans les autres, le pouvoir des arbitres expire avec le délai qui leur a été fixé pour rendre leur décision; — Attendu, en fait, que les arbitres nommés par le jugement du 24 fév. 1821, n'ayant point rendu leur décision dans le délai qui leur avait été fixé, les parties furent d'accord d'une prorogation de délai; que le jugement du 12 janv. 1822 ne fit que sanctionner cet accord, sur la demande des parties elles-mêmes; que, dès lors, ce jugement duit être assimilé à un compromis, et que le nouveau délai qu'il a accordé aux arbitres a commencé de courir le jour même où ledit jugement fut rendu aux termes de l'art. 4007 du Code de proc. civ.; que les parties et les juges n'entendirent nullement déroger à la règle générale établie par cet article; car, tandis que le premier jugement accordait aux arbitres le délai de deux mois, à partir de sa signification, le deuxième jugement, en leur prorogeant ce délai de deux mois pour rendre la sentence arbitrale, ne renvoya pas le commencement du délai au jour de la signification; qu'ainsi, il est évident que ce nouveau délai courut du jour de la prononciation du jugement;

Attendu, d'ailleurs, qu'aux termes de l'art. 123 du Code de proc. civ. le délai accordé pour l'exé-

(1) « Attendu, dit à ce sujet la Cour dans les considérans de son arrêt, que c'était un tribunal formé d'élémens divers qui constituait évidemment une réunion autre que la faculté de droit; que les juges du concours, soit collectivement, ut universi, soit individuellement, ut singuli, ne sont point dans l'instance, et n'ont point porté plainte;

que d'ailleurs, la plainte au pouvait être portée, ut universi, que d'après une délibération prise en assemblée générale des juges du concours, et que, ut singuli, ils gardent le silence...., etc. »

(2) F. en ce sens, Cass. 22 avril 1823, et les autorités en sens divers indiquées à la note. — *Junge, Orillard, Compét. commerciale*, n^o 109.

cation d'un jugement contradictoire, eont du jour de la prononciation, et que, mal à propos, on a prétendu que cette disposition générale n'est applicable qu'à quelques cas particuliers, puisqu'elle doit s'entendre de tous les cas où un délai est accordé pour l'exécution d'un jugement, et que, dans l'espèce, l'exécution du jugement du 12 janv. était précisément la sentence à rendre par les arbitres; — Attendu que cette sentence n'ayant été rendue que le 30 mars 1822, l'a été évidemment hors du délai de deux mois accordé par le jugement du 12 janvier précédent, et, par conséquent, par des hommes sans pouvoir; que, dès lors, cette décision ne saurait être maintenue; — Attendu que la sentence étant annulée, il devient inutile de s'occuper du fond, etc. — Par ces motifs, casse et annule le prétendu jugement arbitral du 30 mars 1822, ensemble l'ordonnance d'exequatur y apposée, et tout l'ensuivi, sauf aux parties à se pourvoir devant qui de droit, ainsi qu'elles aviseront.

Du 1^{er} août 1823. — Cour roy. de Toulouse. — 3^e ch. civ. — Prés., M. d'Aldaguer, — Conse., M. Cavalie, av. gén. — Pl., MM. Decamps et Tournaille.

FAILLI. — SUFF-CONDUIT.

Du 2 août 1823 (aff. Drion.) — Cour roy. de Colmar. — V. l'arrêt de la même Cour du 17 janv. 1824, rendu sur l'opposition formée à celui-ci qui était par défaut.

ALIMENS. — SOLIDARITÉ.

Des enfants peuvent être condamnés solidairement à fournir les aliments nécessaires à leurs parents, dans le besoin (1).

(Porchet—C. Porchet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les quatre intimés ont reconnu, par leurs conclusions prises en première instance, la nécessité d'accorder à leur père des aliments, en consentant à lui payer à ce titre, conjointement avec ses autres enfants, une pension annuelle de 375 fr.; qu'ils ont répété ces offres devant la Cour; — Attendu que cette nécessité n'a été contestée devant le premier tribunal que par deux des enfants Porchet, aujourd'hui défaisants; que la fin de non-recevoir par eux proposée contre la demande de leur père, et accueillie par le jugement dont est appel, ne pourrait être reproduite aujourd'hui, d'après l'offre faite par l'appelant aux intimés, de leur abandonner tout ce qui peut lui appartenir, et à quoi il pourrait avoir le droit de prétendre; — Attendu, relativement à la qualité de la pension alimentaire... au-dessus de l'offre faite par l'appelant, d'abandonner aux intimés tous les droits qu'il peut avoir à prétendre dans la communauté existant entre lui et son épouse; — Condamne lesdits intimés solidairement à payer à l'appelant une pension alimentaire annuelle, etc.

Du 2 août 1823. — Cour roy. de Rennes. — Prés., M. Delaporte. — Pl., MM. Coatpont et Leroux.

(1) V. sur ce point, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de Colmar du 23 fév. 1813. V. aussi Amiens, 11 déc. 1821, et la note; Metz, 5 juill. 1822.

(2) V. dans ce sens, ord. des 23 fév. 1820 (aff. Ternaux), et la note; 20 avril 1822 (aff. Palmerin),

1^{er} CONFLIT. — SURSIS. — ARRÊT DÉFINITIF. — PRÉFET DE POLICE.

2^e EXHUMATION. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — AUTORITÉ JUDICIAIRE.

1^{re} Une Cour royale ne peut ordonner qu'il sera passé, outre à l'exécution de son arrêt, nonobstant le conflit élevé par l'autorité administrative (2).

Le conflit peut être élevé contre des arrêts de Cour royale, tant que les délais du pourvoi en cassation ne sont pas expirés (3).

Le préfet de police de Paris peut élever le conflit sur un arrêt de Cour royale (4), encore que l'exécution de cet arrêt doive avoir lieu hors de sa juridiction territoriale, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'actes émanés de son prédécesseur.

2^e Les tribunaux appelés à statuer sur la question de propriété des dépouilles mortelles d'un individu, doivent se borner à déclarer les droits des parties; ils ne peuvent prescrire les mesures relatives à leur exécution; ce serait empiéter sur les attributions de l'autorité administrative, exclusivement chargée de veiller au maintien de l'ordre et de la salubrité publique, en tout ce qui concerne les inhumations ou exhumations, et la police des sépultures (5).

(Héritier Grétry.—Ces Bourgmestres de Liège.)
Locut, etc.; — Vu le rapport de notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'Etat au département de la justice, enregistré au secrétariat de notre conseil d'Etat, le 29 juill. 1823, relatif à un conflit élevé par le préfet de police de Paris, contre un arrêt de la Cour royale de Paris, du 17 mai 1823, rendu au sujet d'une contestation existante entre le sieur Flamand Grétry, d'une part, et les commissaires de la ville de Liège, d'autre part, relativement à la possession du cœur de Grétry; — Vu l'arrêt de conflit pris par le préfet de police le 20 juin 1823; — Vu l'arrêt rendu, le 17 mai 1823, par la Cour royale de Paris, sur l'appel interjeté par les bourgmestres de la ville de Liège, et par lequel la Cour, considérant que l'extraction du cœur de Grétry n'a été demandée au nom de la famille, et accordée par l'autorité publique que pour en faire hommage à Liège, sa ville natale, qui l'a accepté, et fait préparer un monument pour le recevoir, ordonne que le cœur de Grétry sera retiré du jardin de l'Ermitage, en présence du maire de la commune de Montmorency et des commissaires de la ville de Liège, pour être remis à ceux-ci sur décharge qui sera insérée au procès-verbal; — Vu les arrêts des 24 juin et 14 juill. 1823, par lesquels la Cour royale de Paris ordonne, nonobstant la notification du conflit, qu'il sera passé outre à l'exécution de son précédent arrêt du 17 mai 1823; — Vu les observations fournies par le sieur Flamand-Grétry; — Vu les observations des bourgmestres de la ville de Liège; — Vu l'arrêt du gouvernement du 13 brum. an 10 (4 nov. 1804), portant que les arrêts de conflit seront notifiés au tribunal par le commissaire du gouvernement, avec déclaration qu'aux termes de l'art. 27 de la loi du 21 fruct. an 3 (7 sept. 1795), il doit être sursis à toutes procédures judiciaires, jusqu'à ce que le conseil d'Etat ait prononcé sur

(3) V. conf., ordonn. du 20 juin 1821 (aff. Lous-talet); 4 sept. 1842 (aff. Palmerin), et la note.

(4) Le conseil d'Etat s'est précédemment prononcé en sens contraire. V. ordonn. du 29 mai 1822 (aff. Lebel), et la note.

(5) V. pour la suite de cette affaire, une autre ordonnance en conseil d'Etat du 2 avril 1826.

le conflit;—Vu nos ordonnances des 20 juin 1821 (aff. Loustalet), et 20 avril 1822 (aff. Palmerin);—V. d. ces dates;—Vu les arrêtés pris par le préfet de police, les 19 nov. 1813 et 4 juill. 1816, lesquels prescrivent certaines mesures pour l'extraction et l'inhumation du cœur de Grétry;

Considérant qu'aux termes de nos ordonnances ci-dessus visées, le conflit peut être élevé contre des arrêtés de Cours royales, tant que les délais du pourvoi en cassation ne sont pas expirés; que, dans l'espèce, l'arrêt de la Cour royale de Paris a été rendu, le 17 mai 1823, et l'arrêt du préfet de police pris le 20 juin suivant; que, par conséquent, le conflit a été élevé dans le délai utile;—Considérant que, bien que l'exécution de l'arrêt du 17 mai 1823 dut avoir lieu hors de la juridiction territoriale du préfet de police, il n'en appartenait pas moins à ce magistrat d'élever le conflit dans l'espèce, puisqu'il se fonde sur l'interprétation des actes émanés de l'un de ses prédécesseurs;—Considérant qu'aux termes de l'arrêt réglementaire du 13 brum. an 10 (4 nov. 1801), inséré au bulletin des lois, il doit être sursis à toutes procédures judiciaires jusqu'à ce que le conseil d'Etat ait prononcé sur le conflit; qu'ainsi notre Cour royale de Paris n'aurait pas dû ordonner qu'il serait passé outre à l'exécution de son arrêt du 17 mai 1823;

Considérant, sur le conflit, qu'on ne peut disposer de la dépouille mortelle de l'homme que conformément aux lois qui protègent les cendres des morts, l'honneur des familles, et qui assurent le maintien de la salubrité, de la décence et de l'ordre public, et que l'exécution des lois en cette matière appartient exclusivement à l'autorité administrative;—Considérant que, si l'autorité judiciaire a le droit incontestable d'interpréter les actes ou les transactions qui peuvent intervenir à cette occasion, et de déclarer les droits qui en résultent pour chacune des parties, l'exercice de ces droits est essentiellement subordonné aux décisions de l'autorité chargée de veiller au maintien de l'ordre et de la salubrité publique, en tout ce qui concerne les inhumations ou exhumations et la police des sépultures;—Considérant, dans l'espèce, que la Cour royale de Paris ne s'est pas bornée à interpréter les actes des parties et à déterminer leurs droits relativement à l'objet de leur contestation, mais qu'elle a prescrit des mesures relatives à l'exercice de ces droits, lesquelles ne pouvaient être réglées et fixées que par l'autorité administrative, et qu'à cet égard elle a excédé ses pouvoirs;

Art. 1^{er}. L'arrêt de conflit pris par le préfet de police, le 20 juin 1823, est confirmé;—2. L'arrêt de notre Cour royale de Paris, du 17 mai 1823, est considéré comme non avenue, en ce qu'il prescrit des mesures d'exécution pour l'extraction et la remise du cœur de Grétry;—3. Les arrêtés de notre Cour royale de Paris, des 24 juin et 14 juill. 1823, portant qu'il sera passé outre à l'exécution de l'arrêt du 17 mai 1823, sont considérés comme non avenue.

Du 2 août 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Rochelle et Guéy.

HYPOTHÈQUE. — PRESCRIPTION. — ACTION EN DÉCLARATION. — FIN DE NON-RECEVOIR. L'action en déclaration d'hypothèque, à l'effet

(1 et 2) La question de savoir si l'action en déclaration d'hypothèque est admise sous le Code civil n'est pas résolue par l'arrêt ci-dessus. Mais voy. sur ce point controversé, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 6

d'interrompre la prescription, ait-elle autorisée sous le Code civil... notamment de la part d'un créancier dont la créance n'est pas exigible? (Cod. civ., 2160.) (1)

Dans tous les cas, l'action en déclaration d'hypothèque, à l'effet d'interrompre la prescription contre le tiers acquéreur, est non recevable lorsqu'il n'y a pas eu transcription par le tiers acquéreur, et que l'acquisition est récente.—L'action est frustratoire, à l'égard de la prescription de dix et vingt ans, qui n'a pas commencé à courir. — Elle est prématurée, à l'égard de la prescription trentenaire, qui ne court que depuis peu de temps. (Cod. civ., 2160.) (2)

(Nicaise — C. Remuat.)

Les propriétés des sieurs Nicaise, notamment la ferme de Bouconville, étaient grevées d'hypothèques, pour sûreté de deux rentes perpétuelles constituées en 1782 et 1785. — En 1818, vente par les sieurs Nicaise au sieur Regnault de la ferme de Bouconville. — Le contrat portait expressément que l'acquéreur n'aurait pas la faculté de faire transcrire. — Cette clause a été exécutée; la transcription n'a pas eu lieu. D'ailleurs, les arrérages des deux rentes ont été exactement payés.

Toutefois le 26 oct. 1819, le sieur Remuat, créancier des rentes, fait sommation au sieur Regnault, tiers détenteur, de faire transcrire et notifier son contrat. — Cette sommation reste sans effet.

En 1820, le sieur Remuat forme, contre le sieur Regnault, une demande tendante à ce que la ferme de Bouconville soit déclarée affectée et hypothéquée au paiement des deux rentes dont il est créancier, si mieux n'aime le sieur Regnault, acquéreur, délaisser l'immeuble.

Les sieurs Nicaise interviennent dans l'instance pour garantir le sieur Regnault; et ils soutiennent que la demande formée par le sieur Remuat est non recevable, attendu que c'est une action en déclaration d'hypothèque, autorisée dans l'ancienne jurisprudence; mais qui est repoussée par le Code civ. dont les art. 2168 et suivants donnent seulement au créancier hypothécaire la faculté de faire vendre l'immeuble sur le tiers détenteur, s'il refuse de payer ou de délaisser; — Qu'en admettant que l'action en déclaration soit admissible de la part du créancier hypothécaire, dont la créance n'est pas exigible, afin d'arrêter le cours de la prescription, dans l'espèce, l'action du sieur Remuat n'en serait pas moins non recevable, attendu, d'une part, que la prescription de dix et vingt ans ne peut courir au profit du tiers détenteur, puisqu'il n'y a pas eu transcription de son titre (Code civ., art. 2180, et que, d'un autre côté, la prescription trentenaire ne faisant que de commencer il est inutile d'élever un obstacle au moins prématuré.

16 août 1821, jugement du tribunal de Vouziers, qui accueille la défense des intervenants, déclare la demande du sieur Remuat non recevable et prématurée.

Appel de la part du sieur Remuat.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en admettant que dans notre législation actuelle il puisse être formé demande en déclaration d'hypothèque contre le tiers détenteur, notamment de la part d'un créancier à titre de constitution, c'est-à-dire d'une

mai 1811. — V. aussi Turin, 4 avril 1808; Lyon, 26 mars et 9 juin 1840; Nîmes, 16 mars 1842; Nancy, 2 juin 1842, et les nombreuses autorités rappelées dans les notes sur ces arrêts.

dette non exigible, et dans le bail d'interrompre la prescription, soit de dix ou de vingt ans, soit de trente, il n'en faut pas moins reconnaître que celle intentée par l'appelant, n'est nullement dans le cas d'être accueillie; en effet, elle est évidemment prématurée à l'égard de la prescription de trente ans, et frustratoire à l'égard de celle de dix ou de vingt, puisque l'acquéreur n'a point transcrit; et que, dès lors, cette prescription ne court point à son profit; — Attendu que l'appelant dit vainement que la transcription pouvait avoir lieu d'un moment à l'autre, et sans qu'il en soit averti, qu'il a intérêt à en prévenir les conséquences; rien n'autorise à interrompre la prescription par anticipation et avant qu'elle n'ait commencé, et d'autre part, la transcription ne peut pas être opérée clandestinement et à l'insu de qui que ce soit; c'est un acte patent et public; — Meï l'appellation au néant, etc.

Du 5 août 1823 — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannoncelles, p. p. — Pl., MM. Dommanget, Charpentier et Parant.

COMPROMIS. — LITIGE (DÉSIGNATION DU.)

La convention, dans un acte, que toutes les difficultés sur l'exécution de cet acte seront soumises à des arbitres, est valable, bien qu'elle ne désigne, ni les objets en litige, ni les noms des arbitres. (Cod. proc., 1006.) (1)

(Revel — C. Picart.)

Le sieur Picart loue à Revel une usine établie sur un bras de la Somme. — Il est dit dans le bail que toutes difficultés sur l'exécution dudit bail seront soumises à deux arbitres nommés par les parties, et qui, en cas de dissidence, s'adjoindront un tiers arbitre; la décision des arbitres et tiers arbitres sera exécutée comme jugement souverain non sujet à l'appel ni au recours en cassation. — Depuis, Picart ayant fait quelques dispositions à une usine qu'il s'était réservée sur le même cours d'eau, Revel refusa de prendre quelques précautions pour que le mouvement de cette usine ne nuisait point à celle qui lui avait été louée. — Cependant Picart mit son usine en mouvement, et celle de Revel fut entraînée.

Revel demande devant le tribunal d'Amiens, contre Picart, le rétablissement de son usine, avec dommages-intérêts.

Picart oppose qu'il a été convenu que les différends sur l'exécution du bail seraient jugés par des arbitres, et que la contestation dont il s'agit, prenant sa source dans les rapports et les faits que le bail a amenés entre le bailleur et le preneur, le tribunal est incompétent pour en connaître.

3 juill. 1823, jugement conçu en ces termes : — « Attendu que les contrats font la loi des parties, que par bail notarié des 18 et 23 fév. 1823, elles sont convenues de soumettre à des arbitres toutes les difficultés qui pourraient s'élever sur l'exécution de ce bail; — Attendu que les griefs du sieur Revel ont pour objet des obstacles qui auraient été mis par le bailleur à l'effet du bail, et que la demande au principal rentre essentiellement dans les cas prévus par cette disposition... — Le tribunal se déclare incompétentement saisi du litige, et renvoie les parties à se pourvoir, ainsi

que de droit, pour être réglées par la voie de l'arbitrage. a — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs, etc.; — Confirme, etc.

Du 5 août 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. Dubourg. — Concl., M. Lagrenée, av. gén.

CASSATION. — EFFET. — ÉMIGRÉ. — DETTES.

Du 5 août 1823 (aff. D'Espinau Saint-Luc). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 26 juill. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

CONFLIT. — SURSIS. — PRÉFET DE POLICE. —

EXÉCUTION.

Du 5 août 1823 (aff. Gretry). — Ordonn. en cons. d'Etat. — V. cette décision supra, à la date du 2 août 1823.

VOITURIER. — RESPONSABILITÉ. — LETTRE DE VOITURE.

Les accidents qui ont occasionné la destruction ou la dégradation des marchandises remises aux soins d'un voiturier, doivent être imputés à sa négligence, jusqu'à la preuve contraire qui reste à sa charge (2).

En conséquence, un voiturier est responsable de la valeur des marchandises qui se trouvaient sur un bateau incendié pendant la nuit, dans un lieu de station, lorsque la cause de l'incendie reste inconnue, et surtout lorsque les gens de l'équipage se sont bornés à une simple visite, avant de se coucher, et n'ont pas veillé à la garde du bateau.

On ne peut valablement stipuler dans une lettre de voiture que les patrons et capitaines seront affranchis de toute responsabilité, à raison de leurs faits personnels et de leur négligence.

(Gignoux — C. N....)

Du 6 août 1823. — Cour roy. d'Aix. — 1^{re} ch. — Pl., MM. Cresp et Perrin.

SURENCHÈRE. — CAUTION (RÉCEPTION DE).

La disposition de l'art. 518, Cod. proc., sur les réceptions de caution, n'est relative qu'aux cautions à donner pour l'exécution des jugemens, et ne peut être appliquée aux cautions offertes en matière de surenchère. — Les formalités à remplir dans ce cas sont exclusivement régies par les art. 2185, Cod. civ., et 832, Cod. proc. (3).

(Bage — C. Guérin.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la réquisition de mise aux enchères faite par l'appelant a été signifiée aux époux Guérin, nouveaux propriétaires, dix jours après la notification faite à la requête de ces derniers; que pareille signification a été faite le même jour à Jean Viset, précédent propriétaire; que cette signification contient soumission de la part de l'appelant de porter le prix à un dixième en sur de celui stipulé par l'acte consenti par Viset aux époux Guérin;

sens. Paris, 24 fév. et 29 avril 1820; Metz, 24 déc. 1825.

(3) Sic. Rennes, 29 mai 1812; Riom, 11 août 1821; Bordeaux, 15 fév. 1823; Carré, *Lois de la procéd.*, n. 2843. V. cependant Paillet, *féq. hypoth.*, art. 2185, n. 24, et Berriat, *Cours de proc.*, p. 653, a. 4.

(1) V. dans ce sens Turin, 4 avril 1808; Rouen, 13 déc. 1809 — Ce point qui a été longtemps admis en jurisprudence, est aujourd'hui vivement contesté. V. dans notre Vol. de 1843, deux arrêts de la Cour de Paris, des 9 et 31 janv. 1843 (aff. Leslin et Simon).

(2) V. sur ce point, et comme anal. dans le même

que l'original et les copies des exploits de signification sont signés par l'appelant, que les notifications et réquisitions ont été faites par un huissier commis à cet effet sur requête présentée au président du tribunal de Fontenay, dans l'arrondissement duquel les biens vendus sont situés; que ces notifications et réquisitions contiennent la constitution d'un avocat exerçant près le même tribunal; que l'acte de réquisition de mise aux enchères contient l'offre de Jean-Augustin Chevalier-Bage pour caution, avec assignation à trois jours devant le tribunal de Fontenay pour la réception de ladite caution; d'où il résulte que la réquisition de mise aux enchères dont il s'agit et les notifications qui en ont été la suite contiennent toutes les formalités prescrites par les art. 2185 du Code civ., et 832 du Code de proc.; — Considérant que la disposition de l'art. 518 du même Code, qui ordonne que l'acte de dépôt des titres qui constatent la solvabilité de la caution sera signifié à la partie, n'est relative qu'aux cautions à donner pour l'exécution des jugemens, et qu'elle ne peut être appliquée aux cautions offertes en matière de surenchères, pour lesquelles la loi prescrit des formalités particulières qui sont établies dans les articles qui s'y réfèrent; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 6 août 1823. — Cour roy. de Poitiers. — Pres., M. H.-lin. — Concl., M. Labady, av. gén. — Pl., MM. Bourguou, de Layre, Foucher et Bréhard.

DONATION ENTRE VIFS. — ACTE NOTARIÉ. — AUTHENTICITÉ.

Du 6 août 1823 (aff. Morcau). — Cour roy. de Douai. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 6 mars 1827, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

PRISES MARITIMES. — ÉTRANGERS. — CONVENTIONS DIPLOMATIQUES. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont incompétents pour prononcer sur les réclamations faites par des étrangers, relativement à leur part dans des prises faites par des corsaires français sur lesquels ils ont servi, lorsque le jugement de cette réclamation est subordonné à l'interprétation d'une convention diplomatique qu'oppose le ministre de la marine; il n'appartient qu'à l'autorité administrative de faire cette interprétation (1).

(Corsaire la Reproille.)

Du 6 août 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Crouseilles.

MARAIS. — DESSECHÈMENT. — COMMISSION. SPÉCIALE. — SYNDICS.

Les commissions spéciales instituées en vertu de la loi du 16 sept. 1807, sont compétentes pour juger les contestations relatives à l'exécution des travaux de dessèchement. (L. du 16 sept. 1807, art. 17 et 46.) (2)

Les syndics nommés en vertu de la même loi, n'ont pas qualité pour former, sans pouvoir spécial, contre le concessionnaire du dessèchement, des réclamations au nom des propriétaires du marais (3).

(1) Il s'agissait, dans l'espèce, du partage d'une prise faite en 1810 par le corsaire français la Reproille, et à laquelle des marins espagnols avaient concouru. Les parts des prises n'avaient pas encore été versées par l'armateur dans la caisse des invalides de la marine. Le ministre se fondait sur la convention diplomatique du 25 avril 1815, s'étant opposé à ce qu'il les remit aux réclamans. — V. au

(De l'Aubépin — C. De France et autres.)

Les syndics des propriétaires des marais de la vallée d'Anthie avaient demandé au nom et dans l'intérêt des propriétaires contre la dame de l'Aubépin, concessionnaire du dessèchement : 1° la valeur des travaux employés aux canaux et rigoles de dessèchement; 2° celle de la tourbe extraite par la concessionnaire; 3° celle des arbres abattus; 4° des indemnités pour augmentation des frais de rentrée des récoltes, augmentation causée par la non-confection des ponts de communication; 5° qu'il fût fait défense à la concessionnaire de donner aux berges des nouveaux canaux une largeur excédant celle nécessaire pour recevoir les terres extraites desdits canaux ou fossés comme aussi de les cultiver et planter; 6° qu'il fût reconnu que ces berges n'étaient pas la propriété de la concessionnaire; et 7° enfin qu'il fût fait défense de s'emparer des liti de fossés et canaux que les propriétaires avaient laissés se combler, ainsi que de s'emparer des buttes qui se trouvaient hors des limites des terrains utiles à ses travaux. — La commission spéciale accueillit toutes ces demandes.

Pourvoi de la dame de l'Aubépin au conseil d'Etat. — Ce pourvoi se fonde 1° sur ce que tous les pouvoirs accordés à la commission par la loi de 1807 sont renfermés dans l'art. 46, tit. 10, et qu'elle les a excédés; 2° sur ce que les syndics sans qualité pour agir au nom des propriétaires.

Louis, etc.; — Considérant qu'aux termes des art. 17 et 46 de la loi du 16 sept. 1807, la commission spéciale était compétente pour juger les contestations dont il s'agit, lesquelles étaient relatives à des travaux de dessèchement;

Considérant qu'aux termes des art. 7, 12 et 26 de ladite loi, les syndics n'avaient point qualité pour représenter les particuliers qui pouvaient avoir des réclamations à former contre la dame de l'Aubépin, et n'avaient aucun pouvoir spécial émané desdits particuliers; — Considérant que lesdits syndics, en leur propre et privé nom, n'ont point articulé leurs griefs personnels; que, dès lors, la commission spéciale aurait dû s'abstenir de prononcer sur les réclamations par eux formées;

Art. 1°. L'arrêt de la commission spéciale de dessèchement des marais de la vallée d'Anthie, du 15 mars 1822, est annulé, sauf à chacun des intéressés à se pourvoir en son propre et privé nom, en raison de torts qu'ils auraient eu personnellement à supporter.

Du 6 août 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. —

MARAIS. — DESSECHÈMENT. — SYNDICS. — PLUS-VALUE. — IRRIGATION. — PROPRIÉTÉ.

Les syndics des propriétaires de marais n'ont pas qualité pour demander, au nom de ces propriétaires, l'interprétation d'une ordonnance qui autorise le concessionnaire du dessèchement à faire des travaux de perfectionnement (4).

Mais ce droit leur appartient individuellement comme intéressés au dessèchement. En conséquence, la décision interprétative rendue sur leur demande, ne peut être déclarée nulle, comme rendue sur la demande de personnes sans qualité (5).

surplus, dans le sens de la solution ci-dessus, ordonn. du 17 juin 1820 (aff. Leconsant); V. aussi ordonn. du 1er mai 1822 (aff. Lafitte), et les nombreuses décisions analogues indiquées en note.

(2 et 3) V. conf., sur ces deux points, l'ordonn. du 8 sept. 1819, rendue entre les mêmes parties, V. également l'ordonnance qui suit.

(4 et 5) V. l'ordonnance qui précède.

On ne doit prendre pour base de la plus-value de terrains desséchés, que les travaux de dessèchement et non ceux faits pour rendre les irrigations plus faciles.

Le conseil d'Etat n'a pas à prononcer sur la demande d'un concessionnaire de dessèchement, tendante à faire déclarer que des travaux d'irrigation par lui exécutés sont sa propriété, lorsque cette propriété n'est pas contestée devant le conseil.

(De l'Aubépin — C. France et autres.)

Une ordonnance royale du 22 août 1821, autorisa la dame de l'Aubépin, concessionnaire du dessèchement de la vallée d'Anthie, et qui avait presque achevé les travaux, à exécuter divers travaux de perfectionnement destinés à faciliter l'irrigation des terrains desséchés. — Les propriétaires se refusant à contribuer à la dépense, leurs syndes crurent devoir s'adresser au ministre de l'intérieur, et demandèrent qu'il fût fixé par l'interprétation de l'ordonnance du 22 août 1821; que les travaux autres que ceux de dessèchement n'entraient pas dans l'évaluation de la plus-value qu'ils auraient à payer à la dame de l'Aubépin.

Le 23 juill. 1823, réponse du ministre de l'intérieur portant : « Que les travaux exécutés ou à exécuter pour l'irrigation seraient absolument sans influence dans la fixation de la plus ou moins-value des terrains et que les propriétaires auraient la faculté d'user ou de ne pas user de l'irrigation. »

Pourvoi de la dame de l'Aubépin. — Elle conteste la qualité des syndes et soutient que l'ordonnance royale, en l'autorisant à faire les travaux d'irrigation, a décidé implicitement qu'ils entreraient dans la fixation de la plus-value; — Subsidièrement, elle conclut à ce que les travaux d'irrigation soient déclarés sa propriété, sans qu'elle s'entende de gré à gré avec les propriétaires qui voudraient en user.

Louis, etc. — Considérant, sur le moyen tiré de ce que la décision doit être annulée comme rendue sur la demande des syndes, qui étaient sans qualité pour la solliciter, que si les syndes n'ont pas, comme représentant les propriétaires, le droit de réclamer l'interprétation de l'ordonnance qui a autorisé la dame de l'Aubépin à faire tous les travaux de perfectionnement; ce droit leur appartient individuellement comme intéressés au dessèchement; qu'ainsi le défaut de forme attaqué par la requérante dans la décision du ministre de l'intérieur, comme rendue sur la demande de personnes sans qualité, n'existe pas; Considérant, au fond, que la loi du 16 sept.

1807 et les décret et ordonnance rendus au profit de la dame de l'Aubépin pour le dessèchement de la vallée d'Anthie, n'indiquent, comme base de l'estimation de la plus-value, que les travaux de dessèchement et non ceux qui pourraient provenir des irrigations plus faciles;

Considérant, sur les conclusions subsidiaires, que notre ordonnance du 22 août 1821, ayant autorisé la requérante à exécuter les travaux complémentaires dont la propriété ne lui est pas contestée devant nous, il n'y a pas lieu de prononcer sur ce chef de ses conclusions;

Art. 1^{er}. Les requêtes sont rejetées.

Du 6 août 1823. — Ordonn. en cours. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — PL, M. Buchot.

TRAVAUX PUBLICS. — DOMMAGES. — COMPÉTENCE.

Le fait de l'entrepreneur qui enlève des terres dans un champ pour la construction d'un pont, constitue un simple dommage et non une expropriation. — En conséquence, les difficultés qui s'élèvent à ce sujet entre le propriétaire et l'entrepreneur doivent être jugées par le conseil de préfecture, conformément à la loi du 16 sept. 1807, et non par les tribunaux d'après la loi du 8 mars 1810 (1) (Mergier — C. Girard.)

Du 6 août 1823. — Ordonn. en cours. d'Etat. — Rapp., M. de Peyronnet.

1^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. 2^o ABSENT. — CRÉANCIER. — DROIT ATTACHÉ À LA PERSONNE.

1^o Une deuxième opposition, après une première opposition, n'est défendue, à l'égard des jugemens par défaut, qu'à l'opposant déboute d'opposition. — Si le deuxième jugement par défaut a admis l'opposition du défendeur condamné par défaut, le demandeur, à son tour, est recevable à former opposition au deuxième jugement par défaut. (Cod. proc. civ., 165.) (2)

2^o Le créancier de l'héritier d'un absent ne peut exercer comme son débiteur, les droits résultant de l'envoi en possession des biens de l'absent. — L'art. 1166, Cod. civ., n'est pas applicable à ce cas; la qualité d'administrateur ou dépositaire, est un droit attaché à la personne de l'héritier présomptif. (Cod. civ., 120 et 1166.) (3)

(Laurent — C. Thern.)

Le sieur Louis Laurent avait fait déclarer l'absent de Jean-Baptiste-Gabriel Laurent, dont il était héritier naturel. A ce titre, il avait obtenu

(1) V. conf., ordonn. du 9 avril 1817 (aff. Quésneur), et la note. — Cela est vrai quand l'entrepreneur a agi conformément à son devis ou à l'autorisation de l'autorité administrative. Mais il n'en est autrement quand il a agi en dehors du devis et sans autorisation; alors c'est à l'autorité judiciaire à connaître de la voie de fait de l'entrepreneur. V. *supra*, ordonn. du 22 janv. 1823 (aff. Guilleu), et ordonn. du 30 août 1842 (Vol. 1843.2. 43), et les décisions auxquelles il y a renvoi.

(2) La jurisprudence et la doctrine sont aujourd'hui fixées dans ce sens. V. Poitiers, 9 mars 1827; Cass. 25 juill. 1832; 3 août 1840. V. aussi Thomine Desmazures, t. 1, p. 341; Boncenne, t. 3, p. 156; Chauveau sur Carré, Lois de la proc., c. 695 bis. — V. cependant en sens contraire, Gênes, 12 déc. 1811. Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt.

(3) La question est controversée. V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Metz, 15 fév. 1821; Colmar, 30 août 1837 (Volume 1837), et la note. — Mais

voy. en sens contraire, Colmar, 26 juin 1823. — En rapportant la décision ci-dessus, M. Sirey l'accompagnait d'observations qui indiquent un terme moyen entre les deux opinions. « Il y a beaucoup de sagesse, disait M. Sirey, à ne pas permettre que le créancier d'un héritier de l'absent, exerce les fonctions de dépositaire des biens de l'absent, un lieu et place de son héritier. Mais l'héritier envoyé en possession, sur les biens dont il est dépositaire des droits qui lui sont propres; d'abord il s'attribue une portion des fruits; et de plus, il conserve le fonds, pour le cas où l'incertitude de la vie se changera en certitude ou présomption légale de décès. Or ce droit réel de l'héritier ne peut pas être détaché des fonctions de dépositaire? Si, par exemple, le créancier s'était borné à demander que les capitaux saisis fussent déposés, nous ne voyons pas qu'il en fût résulté aucun mal pour l'absent; l'héritier seul eût éprouvé une entrave; et la mesure eût été conservatoire pour le créancier. »

l'envoi en possession, comme administrateur et dépositaire. — Mais ce Louis Laurent avait un créancier, le sieur Theru. — Or ce créancier, forma saisie-arrêt sur divers capitaux dus originellement à l'absent. — Et il introduisit de suite sa demande en validité. — Il paraît que le créancier auteur de la saisie-arrêt ne se borna pas à vouloir empêcher l'héritier de l'absent de toucher les capitaux; mais qu'il voulut toucher lui-même ces capitaux au lieu et place de l'héritier; le créancier prétendait exercer, en cette matière, comme dans les matières ordinaires, tous les droits de son débiteur; il se prévalait de l'art. 1166 du Code civil.

30 juill. 1822, jugement du tribunal civil de Charleville, qui, par défaut, accorde au saisissant les conclusions de son exploit.

Opposition de la part du sieur Laurent: il cite le sieur Theru, et celui-ci à son tour faisant défaut, il est rendu un nouveau jugement, en date du 2 oct. 1822, qui reçoit l'opposition, et au principal: rapporte le premier jugement, dit à tort la saisie-arrêt et en donne mainlevée.

Le sieur Theru forme opposition à ce jugement par défaut du 2 oct. 1822, comme le sieur Laurent avait formé opposition au jugement par défaut du 30 juill. 1822.

Laurent oppose une fin de non-recevoir fondée sur l'art. 165 du Code de proc. civ.

Theru répond que le jugement auquel il forma opposition n'est pas un jugement de déboute d'opposition; que conséquemment la disposition est inapplicable.

24 dec. 1822, jugement qui écartant la fin de non-recevoir proposée par Laurent, rapporte le jugement du 2 oct. 1822; et jugeant de nouveau le mérite de l'opposition au premier jugement par défaut, maintient sa disposition.

Appel de la part de Laurent.

ARRÊT

LA COUR:—Sur la fin de non-recevoir:—Attendu que de l'art. 165 du Code de proc. civ., on doit conclure que l'opposition est recevable contre tous jugements par défaut, autres que ceux qui auraient déboute d'une première opposition; attendu d'ailleurs qu'on ne peut tenir pour contradictoire que les jugements intervenus après que les parties ont été respectivement entendues et en présence l'une de l'autre; ainsi la fin de non-recevoir contre l'opposition au jugement du 2 oct. 1822, n'est point admissible.

Au fond:—Attendu que les créanciers autorisés en général à exercer les droits de leurs débiteurs, ne le peuvent cependant pas, lorsqu'il s'agit de droits exclusivement attachés à la personne de ceux-ci; attendu que le droit accordé par la loi aux héritiers présumptifs de faire déclarer l'absence de leurs proches et de se faire envoyer en possession de leurs biens, à charge de les administrer et d'en rendre compte le cas échéant, est incontestablement un droit exclusivement attaché à la personne et à la qualité desdits héritiers;—Attendu qu'il suit de là que leurs créanciers ne peuvent point se prévaloir de l'art. 1166 du Code civil, soit pour faire déclarer l'absence et se faire envoyer en possession des biens, soit, lorsque les héritiers ont obtenu cet envoi, pour se substituer à eux, s'emparer de ces biens et se les distribuer, sauf à les représenter, s'il y a lieu;—Attendu que s'il pouvait en être ainsi, si des étrangers étaient admis à intervenir à la place des héritiers dans ces sortes de cas, le

but et la prévoyance de la loi seraient entièrement trompés: la succession de l'absent, quelque non échue, serait partagée et ses biens morcelés, de telle sorte que s'il venait à reparaitre, il lui serait la plupart du temps, sinon impossible, du moins fort difficile de récupérer sa fortune;—Attendu que le système des intimés est absolument contraire à l'économie de la loi sur cette matière, et doit dès lors être rejeté, sauf à eux à faire valoir leurs droits s'ils le jugent à propos, sur la portion de revenu qu'elle attribue aux envoyés en possession;—Par ces motifs, a mis l'appellation et ce dont est appel au néant;—Emendant, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir, au principal, déboute les intimés de leurs demandes, fins et conclusions; en renvoie l'appelant et lui fait pleine et entière mainlevée de la saisie-arrêt dont il s'agit, etc.

Du 7 août 1823.—Cour roy. de Metz.—Prés., M. Gérard d'Hannontelles.—Concl., M. Pylot, av. gén.—Pl., MM. Belot et Charpentier.

ARBITRAGE FORCÉ.—DÉLAI.—PROROGATION.

Les tribunaux peuvent, en matière d'arbitrage forcé, et lorsque les arbitres n'ont pas prononcé dans le délai fixé, accorder la prorogation de délai demandée par l'une des parties, nonobstant l'opposition de l'autre. (Cod. proc., 1012; Cod. comm., 51 et 54.) (1)

(Teston et autres—C. Milan).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que, par jugement du 5 juill. 1822, le tribunal de commerce nomma d'office un arbitre pour le sieur Louis Milan; qu'il fixa également le délai dans lequel il serait procédé à l'arbitrage; que dès lors, et s'agissant d'un arbitrage forcé, les parties n'ont dû suivre que les règles qui lui sont propres; qu'aux termes de l'art. 54 du Code de comm., les juges sont chargés de régler le délai qui est accordé aux arbitres; qu'en ne consultant que les termes mêmes de la loi, il en résulte que les juges peuvent seuls apprécier si le premier délai accordé a pu être renouvelé, qu'en se servant du mot régler, la loi a désigné suffisamment que le juge de commerce ne devait suivre, en pareil cas, d'autre loi que celle de sa conscience; qu'en règle générale et en matière d'attributions de pouvoir, le juge est toujours le maître de proroger les délais qu'il a accordés, lorsqu'aucune disposition légale ne s'oppose à cette prorogation; qu'en droit, aucun texte de la loi n'a interdit cette faculté aux juges de commerce, en matière d'arbitrage forcé; que toutes les fois que les tribunaux ordonnent des opérations qui ne sont pas de leur ressort, ils prorogent le délai qui leur est accordé, s'il leur est prouvé qu'il est devenu insuffisant. Lorsque la loi n'a pas voulu que cette prorogation pût être indéfinie, elle a formellement déclaré que le juge ne pourrait accorder un nouveau délai, comme on le voit à l'art. 280 du Code de proc. civ.; que même, si l'un veut se pénétrer de l'esprit de la loi, on doit reconnaître qu'il est impossible au tribunal de commerce de fixer le délai d'une manière préemptoire: en effet, ce tribunal ne peut connaître des contestations entre associés; il n'est d'ailleurs pas à même d'apprécier l'importance des questions et la longueur du travail qui sera soumis aux arbitres; il ne peut donc que fixer le délai par approximation, sauf à le proroger, si le besoin de la cause l'exige et si les parties réclament: c'est ce que la loi a

(1) V. dans le même sens (surtout si la demande en prorogation a été formée avant l'expiration du délai de l'arbitrage), Lyon, 20 août 1823, et 11

mars 1826; Cass. 28 mars 1837, et 14 juin 1830.—En sens contraire, Bordeaux, 28 juin 1818; Toulouse, 19 avril 1823; Colmar, 17 juill. 1822.

évidemment entendu, en disant que les juges régleront le délai ; — Attendu que valablement on invoque les dispositions de l'art 1012 du Code de proc. civ. ; cet article n'est applicable qu'à l'arbitrage volontaire, et ne saurait l'être à l'arbitrage forcé ; il est sensible que, dans le premier cas, les parties n'ayant renoncé à la juridiction ordinaire que sous la condition qu'elles seraient jugées par des hommes de leur choix, mais dans un délai déterminé, il n'appartient pas à une d'elles de changer la loi qu'elles se sont imposée ; le contrat ne saurait être étendu ni modifié qu'avec le même consentement et les mêmes formes nécessaires pour le créer ; dans l'arbitrage volontaire, il y a un compromis qui est la loi souveraine des parties ; dans l'arbitrage forcé, les parties ne sont plus rien, à moins qu'elles ne règlent, sans le concours de l'autorité judiciaire, leur discussion : le tribunal de commerce reçoit alors attribution pour nommer les arbitres, et pour régler, suivant les diverses demandes des parties, le temps durant lequel devra durer l'arbitrage ; en prorogeant, le tribunal de commerce ne fait pas revivre un pouvoir expiré, lorsque, comme dans l'espèce, la prorogation a été demandée avant l'expiration du délai ; il ne fait qu'user de son droit, et il règle, en le prorogeant, un délai que l'événement prouve être insuffisant ; décider autrement, ce serait favoriser la mauvaise foi, et rendre les arbitrages interminables ; puisque la partie qui, d'après le règlement des comptes, verrait qu'elle va être condamnée, ne manquerait pas de susciter des difficultés capables de faire expirer le délai avant que les arbitres eussent pu prononcer ; qu'ainsi l'arbitrage, loin d'être un avantage pour les négocians, deviendrait, au contraire, une juridiction inutile et ruineuse ; il est même digne de remarquer que les parties n'ayant pas, dans l'arbitrage forcé, l'option d'être jugées, à leur gré, par des tribunaux ou par des arbitres, le tribunal de commerce, en prorogeant, ne change rien à la situation des parties, et que cette prorogation, de sa part, n'est autre chose qu'une nouvelle nomination des mêmes arbitres, avec règlement du délai de l'arbitrage, ce qui est évidemment dans ses attributions ; — A rejeté l'appel du sieur Milan, etc.

Du 8 août 1823. — Cour roy. de Toulouse. — Pres., M. de Faydel. — Concl., M. Chabret-Durieu, av. gén. — Pl., M. Mazoyer.

MARCHÉS A TERME. — ACTION JUDICIAIRE. AGENT DE CHANGE.

Les marchés à terme d'effets publics ont la caractéristique du jeu et de pari, lorsque la livraison des effets vendus n'a pas été faite entre les mains de l'agent de change. — En conséquence, la loi n'accorde aucun action à l'agent de change contre son client pour l'exécution de tels marchés. — Elle défend même aux agents de change d'y prêter leur ministère. (Cod. civ., 1965.) (1)

(Perdonnet — C. le comte de Forbin-Janson.)
Au mois de nov. 1822, le comte de Forbin-Janson se présenta au sieur Perdonnet, agent de change, pour des opérations de Bourse auxquelles il avait l'habitude de se livrer. Le sieur Perdonnet résista d'abord, puis consentit enfin à se

livrer à ces opérations. Dans le mois de nov. elles présentèrent au comte de Forbin-Janson une différence en bénéfice de 22,970 fr. qu'il toucha, et ainsi se termina la liquidation. Dans le cours du mois suivant, l'agent de change et le client travaillèrent sur nouveaux frais : les opérations que voulait faire M. le comte de Forbin-Janson étaient très considérables ; il donna au sieur Perdonnet la mission d'acheter 150,000 fr. de rentes, mais celui-ci exigea, ce qu'on appelle, en termes de Bourse, une couverture. — M. le comte de Forbin-Janson remit dans ses mains 300 actions du canal de Bourgogne dont il était propriétaire, évaluées 156,000 fr. — Dans le cours du mois de janv. 1823, une baisse effrayante se manifesta ; le sieur Perdonnet écrivit au comte de Forbin-Janson, sous la date du 18 janv. 1823, pour lui exprimer ses craintes et déclarer qu'il était à découvert. M. de Forbin-Janson lui répondit qu'il s'étonne que son agent de change lui demandât un supplément de couverture ; sa lettre se termina ainsi : « Parmi toutes les sottises qu'on débite à la Bourse, jamais on n'a dit que j'aie fait attendre une différence ; ma fidélité à remplir mes engagements n'est pas une chose qui dépende de la hausse ou de la baisse. »

Cependant, malgré cette déclaration, M. de Forbin-Janson se refusa ultérieurement à payer la différence à sa charge. — De là, action devant le tribunal civil de la Seine — Jugement qui condamne M. de Forbin à rembourser les avances faites pour lui, par M. de Perdonnet. — Appel.

« Il est impossible, a dit M. l'avocat général, dans son réquisitoire, de voir autre chose dans l'opération dont il s'agit, qu'un véritable pari à la hausse et à la baisse. — Ce n'était pas, a-t-il poursuivi, un véritable achat avec transfert de 150,000 fr. de rentes sur l'Etat, que se proposait M. de Forbin-Janson ; ce n'était pas pour le rendre propriétaire de ces rentes que M. Perdonnet lui prêtait son ministère, mais pour qu'il y eût à la fin, une différence en faveur de M. de Forbin-Janson. Voilà quels étaient le sens et l'esprit de l'opération dans l'intention des parties.

L'agent de change qui ne s'est pas fait remettre par son client les fonds nécessaires pour payer les effets publics par lui achetés, et qui a payé de ses deniers, les vendeurs de ce client, a-t-il action contre celui-ci pour répéter contre lui ce qu'il a payé ? Voilà, a-t-il éjouté, l'unique question de la cause. »

Partant de ce principe que la question ne pouvait être résolue que négativement, M. l'avocat général a établi que l'agent de change ne pouvait d'ailleurs, en pareil cas, se prétendre subrogé aux droits de ceux qu'il avait payés de ses deniers, et, après avoir conclu à ce que la demande du sieur Perdonnet fût rejetée, il requit que l'arrêt à intervenir fût imprimé et affiché aux frais de la partie perdante.

ARRÊT.

LA COUR : — En ce qui touche l'appel, au fond, considérant qu'il résulte de l'ensemble des lois et réglemens sur la négociation des effets publics et sur les obligations imposées aux agents de change, que la volonté constante du législateur, depuis l'établissement de la Bourse, a été de prévenir les conséquences désastreuses qu'entraînerait pour la société le jeu ou le pari sur la variation du cours des effets publics ; que dans les marchés à

(1) Déjà, et par arrêt du 27 juin 1823 (aff. Delait), la Cour de Paris avait consacré la même principe à l'égard de marchés à terme passés entre particuliers sans l'intervention d'un agent de change. Le point jugé par la solution ci-dessus est au sur-

plus aujourd'hui constant en jurisprudence. F. l'arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1824 rendu dans la même affaire, et la suite. — F. aussi comme suite de l'arrêt ci-dessus, l'arrêt de la Cour de cassation du 29 janv. 1824.

terme, le caractère du jeu et du pari, sur les effets publics se manifeste principalement par la circonstance, que la livraison des effets vintils n'a pas été faite entre les mains de l'agent de change, et que le dépôt des mêmes effets n'a pas été régulièrement constaté au moment de la signature de l'engagement ; — Que le caractère du jeu ainsi défini, il s'ensuit que les marchés entachés de ce vice sont entièrement nuls, et que la ratification qui en aurait été postérieurement faite, ainsi que l'obligation à laquelle elle aurait donné naissance, n'ayant pour cause que des opérations illicites, ne peut servir de base à une action judiciaire ;

Considérant qu'en aucun cas, l'agent de change ne peut avoir d'action contre son client, puisqu'il est tenu d'avoir les mains garées, en opérant pour lui ; que la stricte exécution des lois et réglemens en cette matière, peut seule mettre un frein à cette ardeur immodérée de s'enrichir qui s'est emparée des pères de familles qui, au lieu de se livrer à des professions honnêtes et utiles, se précipitent dans des opérations désavouées par la morale, et toujours suivies d'une ruine complète ou d'une fortune scandaleuse ; — Considérant, en fait, que Perdonnet, contrevenant aux devoirs de sa profession, n'a jamais fait d'offres réelles de livrer au comte de Forbin-Janson, tant ou partie des 150,000 fr. de rentes, qui ne sont pas désignées par les numéros d'ordre et de série, qu'il s'est borné à faire une sommation le 30 janv. de lui fournir la somme nécessaire au paiement des 150,000 fr. de rentes, on bien la différence du prix d'achat au prix de revente : d'où il résulte la preuve que Perdonnet n'avait pas réellement acquiescé pour son client une pareille quantité de rentes ; que le dépôt des 300 actions du canal de Bourgogne, valant à titre de couverture, prouve que Perdonnet n'ignorait point que l'intention du comte de Forbin-Janson était de jouer sur des différences de Bourse ; — Considérant que la mauvaise foi du comte de Forbin-Janson, qui, après avoir touché en nov. le produit de ses spéculations illicites, refuse de rembourser la perte résultant en janv. de la continuation de ces mêmes spéculations, ne peut motiver, en faveur de Perdonnet, une action que la loi lui dénie ; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, décharge le comte de Forbin-Janson des condamnations contre lui prononcées, déclare Perdonnet non-recevable dans sa demande ; et condamne Perdonnet aux dépens des causes principale et d'appel ; — Faisant droit sur le réquisitoire du procureur général du roi, ordonne qu'à sa diligence, le présent arrêt sera imprimé et affiché ; — Et sur les autres faits et conclusions, met les parties hors de cause.

Du 9 août 1823. — Cour roy. de Paris.

(1) Ces derniers motifs de l'arrêt ont donné lieu à une autre contestation. *V. Cass.* 29 janv. 1824 et 22 fév. 1825.

(2) *V. sur ce point, Cass.* 20 août 1820 ; Limoges, 24 août 1821, et nos observations.

(3) Quel qu'arrêt on juge que la disposition de l'art. 261 du Code de proc. relative à la notification du nom des témoins n'est pas applicable en matière sommaire. *V. Bourges*, 29 fév. 1812 ; Metz, 25 fév. 1814. Toutefois, la décision contraire que consacre l'arrêt ci-dessus, a prévalu en doctrine et en jurisprudence, et avec raison puisque l'art. 413 du même Code renvoie pour les enquêtes sommaires à toutes les dispositions de l'art. 261 relatives à la copie à signifier des noms des témoins, et rend par conséquent ces dispositions communes aux enquêtes sommaires sous la sanction de la nullité qui y est prononcée. *V. Cass.* 30 déc. 1828 ; Treves, 6 juin

COMPTE DE TUTELLE. — RÉPÉTITION. — DOT (RÉTENTION DE).

La règle d'après laquelle le tuteur ne peut, avant d'avoir rendu compte, répéter les sommes par lui payées à la décharge des biens dont l'administration lui était confiée, ne s'applique pas aux sommes qui lui sont dues par ses pupilles pour des causes étrangères à l'administration de la tutelle. Ainsi, des mineurs ne peuvent retenir la dot dont leur mère tutrice est créancière, pour l'opposer en compensation avec ce dont elle pourrait être déclarée débitrice, par suite du compte de tutelle (2).

(Chevallier — C. Lambert.)

Du 9 août 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Prés., M. Dubois.

ENQUÊTE. — MATIÈRE SOMMAIRE. — TÉMOINS.

En matière sommaire, comme en matière ordinaire, une partie ne peut faire entendre des témoins dont la liste n'a pas été notifiée trois jours avant leur audition (art. 261 du Code de proc. civ.) (3).

(N. — C. N.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, dans les affaires sommaires, comme en matière ordinaire, la liste des témoins à faire entendre doit être notifiée trois jours avant leur audition (art. 261 du Code de proc. civ.) ; — Attendu que l'intimé n'ayant pas fait notifier à l'appellant, dans le délai fixé par la loi, à peine de nullité, la liste des témoins qu'il se proposait de faire entendre, leur témoignage ne peut être admis ; — Ordonne que les témoins cités par l'intimé ne seront pas entendus, etc.

Du 9 août 1823. — Cour roy. de Metz.

HYPOTHEQUE LÉGALE. — PARAPHERNAUX.

Du 10 août 1823 (aff. *Billerey*). — Cour roy. de Lyon. — *V. cet arrêt infra*, à la date du 16 août 1823.

HYPOTHEQUE LÉGALE. — PURGE.

Du 10 août 1823 (aff. *Tardif*). — Cour roy. de Rouen. — *V. l'arrêt de la Cour de cassation du 8 mai 1827, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.*

SAISIE IMMOBILIÈRE. — ADJUDICATION. —

REVENDEICATION.

L'adjudication sur poursuites de saisie immobilière, ne purge pas la propriété. — L'adjudication ne transmet à l'adjudicataire que les droits du saisi. — Peu importe que la propriété n'ait pas formé, avant l'adjudication, une demande en revendication ou distraction. (Cod. proc. civ., 731.) (4)

1812 ; *V. aussi* Pigrau, *Proc. civ.*, liv. 2, part. 2, tit. 3, ch. 1^{re}, art. 3, n. 2, et *Comm.*, t. 1, p. 703 ; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, quest. 1186 bis. — Mais il en est autrement de l'assignation à donner à la partie elle-même pour être présente à l'enquête. L'art. 413 du Code de proc. ne renvoyant pas à cet égard à l'art. 261, on en a conclu que l'intervalle de trois jours qui, d'après ce dernier article, doit exister entre l'assignation et l'enquête, ne doit pas être laissé en matière sommaire, et que l'assignation pourrait être donnée le jour même de l'audition des témoins. *V. Rouen*, 28 fév. 1815, et la note.

(4) *V. en ce sens*, Paris, 9 mars 1811, et la note. — *V. toutefois* ce qui touche l'action résolutoire qui pourrait appartenir à de précédents vendeurs non payés, les nouvelles art. 692 et 717 du Code de procédure.

La demande en revendication, par le propriétaire d'un immeuble adjugé sur non domino, doit être dirigée contre l'adjudicataire. — Ce n'est qu'avant l'adjudication, et pour une demande à fin de destruction, que l'action doit être intentée contre le saisissant, le saisi et le créancier premier inscrit. (Cod. proc. civ., 787.) (1)

(Sainfrail — C. Cabanial.)

Du 11 août 1823. — Cour roy. de Toulouse. — 2^e ch. — Prés., M. de Faydel. — Concl., M. Chairet-Darieu, av. gén. — Pl., MM. Delcay et Aulhau.

SUBSTITUTION FIDÉICOMMISSAIRE. — TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOINS. — DÉMENCE.

Du 11 août 1823 (aff. Gaborit de la Brosse). — Cour roy. d'Orléans. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 17 août 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

PÉREMPTION. — DÉLAI.

La partie qui forme une demande en péremption d'instance, avant qu'il se soit écoulé le temps suffisant pour que la péremption soit acquise, doit obtenir succès, s'il n'y a pas reprise d'instance avant l'expiration du délai. — De ce que la demande en péremption a été prématurée, il ne s'en suit pas qu'elle soit nulle. (Cod. proc. civ., 397 et suiv.) (2)

(Dutrail — C. Roffin.) ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, quoique la demande en péremption d'instance ait été formée avant l'expiration des trois ans et six mois, la péremption n'en est pas moins acquise, puisque, pendant l'intervalle de trois ans et six mois, aucun acte valable n'est intervenu, à l'effet de convoquer la péremption d'instance; — Déclare l'instance dont il s'agit éteinte et périmée.

Du 12 août 1823 — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. Chenevaz. — Rapp., M. Gonsollin, subst. du proc. gén. — Pl., MM. Gautier et Bernard.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RENOUVELLEMENT. — FAILLITE.

La survenance de la faillite du débiteur, dispense les créanciers hypothécaires du renouvellement de leurs inscriptions dans les dix ans. (Cod. civ., 2154.) (3)

(Conscience — C. Lafalaize.)

Le 14 janv. 1815, le sieur Conscience prête aux sieur et dame Duchesne une somme de 2,600 fr., pour sûreté de laquelle ces derniers hypothéquent une maison sise à la Villette. — Il est dit dans l'acte qu'il constate le prêt, que cette somme de 2,600 fr. doit être employée à payer deux années d'arrérages d'une rente viagère de 1,000 fr., due par les époux Duchesne aux sieur et dame Guyot, et que moyennant ce paiement, le sieur Conscience sera subrogé, jusqu'à due concurrence, à l'effet d'une inscription hypothécaire déjà prise, dès le 2 nov. 1808, par les sieur et dame Guyot sur la maison de la Villette pour sûreté de la rente qui leur est due.

Les sieur et dame Guyot ont reçu, en effet, les 2,600 fr. dont ils agissent, et ils ont consenti, par suite, la subrogation de leur hypothèque en faveur du sieur Conscience. — Celui-ci a pris inscription en

vertin de l'acte de prêt du 14 janvier 1815, et de plus, il a requis le renouvellement, dans son propre intérêt, de l'inscription prise par les sieur et dame Guyot le 2 nov. 1808. — Mais le conservateur des hypothèques a omis de faire sur son registre la mention de ce renouvellement.

En cet état, arrive la faillite des sieur et dame Duchesne qui est déclarée par jugement du 18 mars 1818; par suite, leur maison de la Villette est vendue en justice, pour le prix de 26,000 fr. — Un ordre s'ouvre, et le sieur Conscience y est provisoirement colloqué pour les 2,600 fr. par lui prêtés, à la date de l'inscription du 2 nov. 1808, comme subrogé aux droits des sieur et dame Guyot. — Mais les fonds venant à manquer sur un sieur Lafalaize, autre créancier des mariés Duchesne, inscrit postérieurement au 2 nov. 1808, celui-ci conteste la collocation du sieur Conscience et soutient que l'inscription à laquelle ce dernier a été subrogé, se trouve périmée, faute de renouvellement dans les dix ans de sa date, aux termes de l'art. 2154 du Code civil.

Le sieur Conscience répond que la faillite du débiteur, déclarée par jugement du 10 mars 1818, avant que l'inscription du 2 nov. 1808 fût périmée, l'a dispensé du renouvellement de cette inscription; que par l'événement de cette faillite, les droits de tous les créanciers du failli avaient été fixés d'une manière irrévocable, et que, par conséquent, le renouvellement de toute inscription hypothécaire de leur part, était devenu inutile.

1^{er} mars 1823, jugement du tribunal civil de la Seine, qui réformé l'état de collocation provisoire en ce qui concerne le sieur Conscience, et rejette sa créance de l'ordre. Le tribunal décide ainsi que l'obligation de renouvellement d'inscription hypothécaire du débiteur, n'a pas cessé par l'effet de la faillite survenue; voici les motifs de son jugement : « Qu'une hypothèque n'a de rang que du jour d'une inscription régulièrement prise sur les registres du conservateur; que cette inscription conserve sa force pendant dix ans à compter du jour de sa date; mais que son effet cesse si avant l'expiration de ce délai elle n'a pas été renouvelée; — Qu'aucune disposition du Code civil ne dispense ni ne défend de renouveler une inscription tant qu'elle n'a pas produit son effet, c'est-à-dire qu'elle n'a point été définitivement le rang dans lequel le créancier qui l'a prise doit être payé sur le prix provenant de la vente de l'immeuble hypothéqué; — Que, si la loi frappe de nullité des inscriptions prises soit après la faillite soit dans les dix jours qui précèdent son ouverture, il importe de remarquer que cette disposition rigoureuse ne s'applique qu'aux inscriptions qui confèrent un droit, et nullement à celles qui n'ont d'autre but que de conserver des droits acquis; — Que l'on ne peut soutenir que l'inscription prise, aux termes de l'art. 500 du Code de comm., par les agents ou syndics de la faillite, profite aux créanciers hypothécaires et les dispense de renouveler la leur, puisque les syndics et les agents d'une faillite n'ont pas été établis pour conserver et régler les intérêts des créanciers entre eux, mais seulement pour les assurer et les défendre contre les étrangers et le failli; d'où il suit que l'inscription par eux prise ne peut profiter qu'aux créanciers chirographaires contre le failli ou les étrangers,

(1) F. sur ce point, Pau, 7 juill. 1818, et la note. V. également le nouvel art. 725 du Code de proc.

(2) F. dans le même sens, Grenoble, 30 août 1817. — V. aussi Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 1410.

(3) La question est controversée en doctrine et en jurisprudence. Néanmoins la solution contraire à celle de l'arrêt ci-dessus est plus généralement adoptée. V. en ce sens, Cass. 17 juin 1817, et le résumé qui l'accompagne cet arrêt.

nullement aux créanciers hypothécaires, et seuls babiles à pourvoir à la conservation de leurs droits acquis antérieurement à la faillite;—Qu'il n'est pas exact de dire que l'inscription a eu son effet par la déclaration de la faillite du débiteur, et que le sort des créanciers inscrits a été irrévocablement fixé entre eux dès ce moment; qu'en effet, le seul acte produisant ce résultat est le procès-verbal d'ordre qui détermine d'une manière certaine et définitive la collocation de chaque créancier hypothécaire, d'après le certificat délivré par le conservateur des inscriptions existantes, lors de la confection du procès-verbal, sur l'immeuble dont le prix est à distribuer;—Que, d'ailleurs, la faillite, non plus que l'acceptation d'une succession par bénéficiaire d'inventaire, ne pouvant empêcher la prescription de courir contre les créanciers en faveur du failli, ou de l'héritier bénéficiaire, il en doit être de même à l'égard de la péremption, qui est aussi un mode de prescrire;—Que l'inscription de l'hypothèque des mariés Guyot, à l'effet de laquelle Conscience a été subrogé, n'a pas été renouvelée avant l'expiration des dix années fixées par la loi: qu'ainsi, son effet a cessé, conformément aux dispositions de l'art. 2154 du Code civil; etc.»

Appel par le sieur Conscience.—Il soutient que la survenance de la faillite a fait cesser l'obligation de renouveler l'inscription hypothécaire; que la faillite fixe irrévocablement l'état de tous les créanciers entre eux.

ARRÊT.

LA COUR:—Considérant qu'an 18 mars 1818, date de l'ouverture de la faillite des Duchesne, débiteurs communs, subsistait sur l'immeuble dont il s'agit, l'inscription de Guyot, prise le 2 nov. 1808, à laquelle Conscience était subrogé; qu'ainsi, l'effet de cette inscription s'est consommé dans les dix années de sa date, et frappait l'immeuble grevé au moment où la faillite en a donné la disposition aux créanciers du failli;—Considérant que le principe de l'art. 2146 du Code, d'appliquer à l'inscription en renouvellement, comme à l'inscription nouvelle, les droits des créanciers entre eux devant rester, dans la faillite, ce qu'ils étaient au moment de son ouverture;—A mis et met les appellations et ce dont est appel au néant; ennuant, décharge Conscience des condamnations contre lui prononcées; au principal, ordonne que, conformément au règlement provisoire de l'ordre, il soit et demeure colloqué avant Lafalaise, à la date du 2 nov. 1808 et par subrogation, aux Guyot, mari et femme, etc.

Du 12 août 1823.—Cour roy. de Paris.—Prés., M. Seguier, p. p.—Pl., MM. Charrier et Lamy.

APPEL.—FIN DE NON-RECEVOIR.

L'intime peut en tout état de cause, même après avoir posé des conclusions au fond, proposer contre l'appel la fin de non-recevoir résultant de ce qu'il a été interjeté après les délais (1).

(1) Jugé de même que la fin de non-recevoir résultant de ce qu'un appel a été interjeté hors du délai légal est une exception d'ordre public, que les juges doivent suppléer d'office. *F. Roges*, 25 mai 1838. *Junge*, dans le sens, *Carre, Lois de la proc.*, quest. 1595; *Mertin, Quest.*, v^o Appel, § 9; *Troplong, de la Prescription*, t. 1, n. 51. V. en outre un arrêt de la Cour de Lyon du 7 fév. 1834. Mais voy. en sens contraire. *Cass.* 30 nov. 1830. — *F. aussi Chauveau sur Carré, Lois de la proc.*, t. 2, quest. 739 bis, pag. 210; *Talandier, de l'Appel*, n^o 177 et 178.

(Martin—C. Gronet).—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que le jugement par défaut rendu contre les parties de Lenoir le 26 juill. 1822 a été signifié à l'avoué qui avait été constitué par lesdites parties de Lenoir, le 30 nov. 1822; qu'il a été signifié à domicile le 26 du même mois; que ce n'est que le 4 mars 1823 qu'elles en ont interjeté appel; qu'ainsi, il est constant en fait que cet appel n'a été interjeté qu'après les délais fixés par l'art. 443 du Code de proc.;—Considérant que la partie de Jolly, en concluant, lors de l'arrêt par défaut du 8 juill. dernier, à ce que l'appel du jugement du 26 juill. 1822 fût mis au néant, n'a aucunement renoncé à la fin de non-recevoir résultant de ce que les parties de Lenoir ont interjeté leur appel après l'expiration des délais; que, d'ailleurs, cette exception pouvait être proposée en tout état de cause ne pouvait être couverte par des conclusions prises sur le fond, puisqu'elle a pour objet de faire constater qu'à l'époque de l'appel les délais fixés par la loi étaient expirés; qu'après l'accomplissement de ces délais, la loi dénie toute action en justice pour faire réformer le jugement par la voie d'appel: d'où il suit que les juges d'appel ne peuvent jamais avoir à connaître du bien ou mal jugé de ce jugement;—Déclare nul et de nul effet l'appel interjeté par la partie de M^{re} Lenoir, etc.

Du 12 août 1823.—Cour roy. de Poitiers.—2^e ch.—Prés., M. Bodin.—Pl., MM. Calmet et Pervinquière.

ACTE ADMINISTRATIF.—ÉMIGRÉ.—COMPTENCE.

Du 12 août 1823 (aff. Tronche).—Cour roy. de Bordeaux.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 5 fév. 1827, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

1^o APPEL.—FEMME.—AUTORISATION MARITAL.2^o DOUBLE ÉCRIT.—TIERS.3^o ACCEPTATION DE SUCCESSION.—PRESCRIPTION.

1^o L'acte d'appel signifié à la femme seule, sans avoir appelé son mari pour l'autoriser, n'est pas nul, si l'omission a été réparée ensuite par une assignation particulière donnée au mari, même après l'expiration du délai de l'appel. (Cod. civ., 215.) (2)

2^o Dans un acte synallagmatique sous signature privée, le défaut de reconnaissance d'écriture et de mention qu'il a été fait double, ne peut être opposé par des tiers.—Ce droit n'appartient qu'aux parties contractantes entre elles. (Cod. civ., 1325.)

3^o L'héritier conserve encore, après 30 ans, la faculté d'accepter une succession, même celle à laquelle il aurait déjà renoncé, si pendant tout ce laps de temps, la succession n'a pas été possédée par un autre, avec les conditions nécessaires pour prescrire.—En d'autres termes, la faculté d'accepter une succession dure

(2) La doctrine contraire a été consacrée par nombre d'arrêts. *F. Cass.* 7 sept. 1808; 17 nov. 1823; 29 avril 1839 (Volume 1839); *Limoges*, 8 mai 1816; *Rennes*, 13 fév. 1818, et les notes sur ces divers arrêts.—*F.* cependant, dans le sens de l'admission ci-dessus, *Limoges*, 5 fév. 1817. *F.* aussi les notes qui accompagnent un arrêt de la Cour de Colmar du 25 avril 1817, et un de la Cour de cassation du 5 août 1812, ainsi que les autorités qui y sont citées.

indéfiniment, tant que la prescription n'est pas acquise au profit d'une autre personne. (Cod. civ., 789 et 791.) (1)

(Soufflet—C. les héritiers Colin.)

En 1750, décès du sieur Carré de Saint-Père, laissant un testament par lequel il lègue l'usufruit de ses biens au sieur Carré de Vaudhuy, son frère, avec substitution de la propriété sur la tête des enfans de celui-ci.—Le sieur Carré de Vaudhuy est lui-même décédé en 1770, laissant deux filles mineures, Marie-Henriette, morte plus tard, et Marie-Anne-Antoinette, depuis femme Denys.

Le 25 mars 1770, la mère des mineures de Vaudhuy, en qualité de tutrice de ses deux filles, renonce à la succession de leur père, dans laquelle paraissait alors se confondre celle de leur oncle, attendu l'ignorance où l'on était encore à cette époque de la substitution faite par ce dernier au profit de ses deux nièces.—Plusieurs curateurs furent successivement nommés à la succession vacante.

Cependant des créanciers du sieur Carré de Vaudhuy, qui se trouvaient en dernier lieu représentés par un sieur Colin, avaient fait saisir en majeure partie, les biens de leur débiteur, dans lesquels se trouvaient compris ceux provenant de la succession du sieur Carré de Saint-Père.—Une sentence des requêtes du palais, du 30 avril 1788, ordonna qu'il serait procédé à la vente des biens saisis sur le sieur Carré de Vaudhuy, et lui appartenant, y est-il dit, pour moitié, comme seul et unique héritier de son frère.

29 juill. 1789, autre sentence qui adjuge les biens saisis au sieur Colin, poursuivant, moyennant 61,650 fr.—Mais il est à remarquer que les objets vendus se composaient, suivant le procès-verbal d'adjudication, de 620 pièces de terre, et qu'il en existait 120 autres qui avaient échappé à la saisie. Il paraît toutefois que le sieur Colin, adjudicataire, ne s'en mit pas moins en possession du tout, et que c'est par suite de l'erreur dans laquelle étaient à cet égard les héritiers Carré Vaudhuy et leur mère, que cette dernière, en qualité de tutrice de ses enfans, avait cru devoir renoncer à la succession de leur père.—La révocation survint, et la famille Carré de Vaudhuy fut libérée de s'expatrier; rentrée en France, la dame Denys, par suite de la mort de sa sœur, se trouva seule et unique héritière de son oncle et de son père; elle eut connaissance de l'usurpation que le sieur Colin paraissait avoir commise, et entreprit de se faire restituer les biens dont il s'était emparé sans aucun droit.—La dame Denys commence en conséquence par protester contre la renonciation faite par sa mère en 1770, et déclare se porter héritière de son père et de son oncle.—De plus, et par acte sous seing-privé, du 4 avril 1817, elle cède au sieur Soufflet tous ses droits héréditaires moyennant 12,000 fr.

En cet état, et au mois de fev. 1818, le sieur Soufflet actionne les héritiers représentans du sieur Colin, notamment les époux Gaillard et Dhallot, et demande qu'ils soient condamnés à lui remettre les 120 pièces de terre dont leur auteur, le sieur Colin, s'était indûment emparé, et qui étaient entièrement distinctes et séparées de celles comprises au procès-verbal d'adjudication du 29 juill. 1789.—La dame Denys intervient

aussi dans l'instance, et prend les mêmes conclusions que son cessionnaire.

A cette attaque, les époux Gaillard et Dhallot répondent par diverses fins de non-recevoir.—D'abord, ils opposent au sieur Soufflet, cessionnaire de la dame Denys, un défaut de qualité, pris de ce que l'acte de cession, sous seing-privé, du 4 avril 1817, n'était pas fait double, que la signature n'en avait pas été reconnue, et qu'en cet état, cet acte ne pouvait valoir contre des tiers.—Ensuite, ils soutiennent que la dame Denys, ou sa mère pour elle, ayant renoncé à la succession de son père, n'a pu, après plus de trente ans (de 1770 à 1818), revenir sur cette renonciation et se porter héritière de son père et de son oncle; qu'à cet égard, la prescription est acquise contre elle. Au fond, que le sieur Soufflet ne rapporte aucun titre de propriété capable de justifier sa demande, etc.

23 août 1822, jugement du tribunal civil de Sens, qui accueille ces divers moyens en ces termes :—« En ce qui touche la fin de non-recevoir :—Attendu que l'acte du mois d'avril 1817, passé entre le sieur Soufflet et la dame Denys, ne peut être opposé à des tiers, soit par ce que l'écriture n'en a pas été judiciairement reconnue, soit parce que n'étant pas fait double, il n'a aucune validité en lui-même, soit enfin par ce que la dame Denys, ayant renoncé à la succession de son père, n'a pu renfermer au sieur Soufflet des droits qu'elle n'avait plus; et que, d'ailleurs, cet acte, ne lui transportant aucun objet certain et désigné, n'a pu lui donner des droits aux 120 pièces de terre dont il s'agit.—Au fond, attendu que le sieur Soufflet, demandeur en désistement, ne rapporte aucun titre de propriété sur les immeubles qui font l'objet de sa demande, et qu'au contraire, les héritiers Colin, défendeurs, rapportent, à l'appui de leur possession, un titre conforme, positif et consacré par une prescription plus que trentenaire;—Le tribunal déclare Soufflet non recevable et mal fondé dans sa demande, etc. »

Appel de ce jugement par le sieur Soufflet, et nouvelle intervention de la dame Denys.

Les sieur et dame Dhallot proposent contre cet appel une fin de non-recevoir, prise de ce qu'il n'a pas été signifié au mari, en temps utile, pour autoriser sa femme.

ARRÊT.

LA COUR :—En ce qui touche la nullité reprochée à l'appel de Soufflet, vis-à-vis des sieur et dame Dhallot :—Considérant que le sieur Dhallot ne figure au procès que pour autoriser sa femme, qui s'y trouve seule intéressée; que si l'acte d'appel du 4 nov. 1822, contenant assignation dans le délai de la loi, n'a été signifié qu'à la dame Dhallot, sans ajouter : et à son mari, pour la validité de la procédure; cette omission a été réparée en temps utile par l'assignation du 5 avril 1823 donnée au sieur Dhallot avant le jugement de l'appel;

En ce qui touche les diverses fins de non-recevoir opposées par les héritiers Colin à Soufflet :—Considérant, sur le défaut de reconnaissance en justice, de la signature de la dame Denys, et de mention fait double dans l'acte de cession sous seing-privé du 4 avril 1817, enregistré le 8 du même mois, que les parties contractantes pourraient seules argumenter de ce défaut de reconnaissance et de mention; que, d'ailleurs, la

(1) La question est fort controversée; elle a fait naître de nombreux systèmes que nous avons exposés sous un arrêt de la Cour royale de Rouen du 6 juin 1838. Nous y renvoyons le lecteur.—V. Cass.

24 mars 1814, et nos observations; 15 avr. 1818 et 23 janv. 1837. V. aussi dans le sens de la décision ci-dessus, un article de M. Rigaut inséré dans la *Revue étrangère*, 2^e série, t. 1, p. 1408, et la note.

dame Denys, intervenante et prenant le fait et cause de Soufflet, reconnaît sa signature et consent l'exécution de l'acte de cession ;

Considérant, sur les repudiation et acceptation, par la dame Denys, de la succession de son père, que la succession du sieur Carré de Vaudhuy, repudiée en 1770, par la mère, au nom de sa fille, alors mineure, pouvait être reprise par cette dernière, devenue majeure, tant que cette succession n'avait pas été acceptée par un autre ; qu'il résulte de l'acte du 4 avr. 1817, portant cession des droits successifs de la dame Denys, et des conclusions par elle signifiées, le 22 août 1822, et reiterées en la Cour, qu'elle entendait reprendre et qu'elle reprenait la succession jusque alors vacante du sieur Carré de Vaudhuy, son père ; que les héritiers Colin n'ont ni droit ni qualité pour lui contester l'appréciation de cette succession ; — Considérant, sur la prescription trentenaire invoquée par les héritiers Colin, que la sentence d'adjudication qui a conféré à l'auteur des héritiers Colin la propriété de 620 pièces de terre est du 29 juill. 1789 : que leur possession ne peut remonter au delà de cette époque ; que la demande de Soufflet est du 18 fev. 1818 ; que, par conséquent, la prescription trentenaire ne leur est pas acquise (relativement aux 120 pièces de terre que réclament la dame Denys et Soufflet) ;

En ce qui concerne le fond : — Considérant que la dame Denys et Soufflet, son cessionnaire, produisent des titres desquels il serait à présumer que les 120 pièces de terre qu'ils réclament aujourd'hui, et les 620 pièces de terre saisies en 1750 sur Carré de Vaudhuy, et aliénées, en 1789, à Nicolas Colin, appartenaient indivisément à Carré de Vaudhuy et Carré de Saint-Père, frères germains, comme les ayant recueillies dans les successions de leurs père et mère, Pierre Carré et Suzanne Leroux ; qu'il est articulé par Soufflet que les 120 pièces de terre qu'il revendique sont absolument distinctes des 620 pièces comprises dans l'adjudication de Nicolas Colin ; — Sans s'arrêter à l'exception de nullité proposée par les sieur et dame Dhanlot contre l'appel de Soufflet, a mis et met l'appellation et le jugement dont est appel au néant ; — Enjoint, deboute les héritiers Colin de toutes leurs exceptions et fins de non-recevoir ; et avant faire droit au principal, ordonne que, par trois experts dont les parties conviendront dans la huitaine de la signification du présent arrêt à personne ou domicile, sinon qui seront nommés d'office par le juge de paix des lieux, que la Cour commet, serment préalablement prêté par lesdits experts devant ledit juge de paix, il sera, à la diligence de Soufflet, procédé à la visite tant des 620 pièces de terre portées en la sentence d'adjudication du 29 juill. 1789, que des 120 pièces de terre réclames par Soufflet et désignées dans son exploit introductif d'instance ; lesquels experts vérifieront et constateront 1° si les héritiers Colin sont réellement en possession de 120 pièces d'héritage revendiquées à Soufflet ; 2° si les dites pièces de terre d'héritage se trouvent ou non comprises, en totalité ou en partie, dans l'adjudication faite à l'auteur des héritiers Colin, le 29 juill. 1789, à l'effet de quoi ils feront l'application des titres respectifs que les parties seront tenues de leur remettre, entendront lesdites parties dans leurs dires et observations, et prendront sur les lieux tels renseignements qu'ils jugeront nécessaires ou utiles à leur mission, et

de tout dresseront leur rapport, pour lequel déposé au greffe de la Cour, être par les parties conclu, par le ministère public requis et par la Cour ordonné ce qu'il appartiendra, tous droits moyens, au fond et dépens réservés.

Du 13 août 1823. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Pl., MM. Devesres, Lamy, Hennequin et Daubigny.

MARIAGE. — OPPOSITION. — GENDRE.

Les art. 172, 173 et 174 qui déterminent les personnes ayant qualité pour former opposition à un mariage sont limitatifs : en conséquence, un gendre ne peut former opposition au mariage de son beau-père, alors même qu'il se fonde sur l'état de démence de celui-ci (1).

(Rame — C. Prieur.)

Le sieur Rame, voulant contracter mariage avec la demoiselle Catherine Rouston, fit procéder aux publications.

Le sieur Rame, son gendre, forma opposition au mariage sur le motif que le sieur Prieur était en état de démence.

Mais celui-ci ayant demandé la mainlevée de l'opposition, le tribunal civil d'Avignon prononça cette mainlevée par les motifs suivants : « Attendu que le droit de former opposition à un mariage était déterminé par les art. 172, 173 et 174 du Code civ. ; que ce même droit était limité à certaines personnes et dans certains cas, soit d'après le texte précis de la loi, soit d'après les oracles du gouvernement, les commentateurs et les arrêts ; et que, dans l'espèce, il était constant que le sieur Rame, gendre dudit Prieur, n'était point au nombre des personnes signalées par la loi comme ayant qualité pour former opposition. »

— Appel par le sieur Rame.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Démet le sieur Rame de son appel, etc.

Du 13 août 1823. — Cour roy. de Nîmes. — 1^{re} ch. — Prés., M. Cassagnoles, p. p. — Concl., M. Enjalric, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Baragnon et Crémieux.

PAPIERS DOMESTIQUES. — HOSPICES. —

REGISTRES.

Les registres de l'administration des hospices, tenus par les trésoriers, qui n'agissaient pas pour leur compte, qui s'y sont déclarés eux-mêmes comptables, dans des actes approuvés par l'autorité administrative, ne peuvent être comparés aux papiers domestiques qui, aux termes de l'art. 1331, Code civ., ne font point un titre, pour celui qui les a écrits (2).

(L'hospice du Pont-Saint-Espirit. — C. le sieur Denuses.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte des registres tenus par les administrateurs de l'hospice du Pont-Saint-Espirit, que Denanes ou ses auteurs avaient constamment payé toutes les annuités, jusqu'en 1811 inclusivement, la somme de 40 liv. pour l'intérêt du capital de 800 liv., qu'Étienne Denanes, acquéreur du sieur Mariac, s'était obligé de payer par l'acte du 12 sept. 1750, sauf cinq annuités qui furent versées entre les mains de la régie des domaines, le 15 juiv. an 3, ainsi qu'il conste des registres de cette régie ; que les registres de l'administration des hospices, tenus par les trésoriers, qui n'agissaient pas

(1) Cela est constant en jurisprudence. V. Bruxelles, 22 avril 1806 ; Aix, 16 mars 1813 ; Toulouse, 9 juiv. 1839. V. *Vazeille, du Mariage*, t. 1, n. 165.

(2) F. dans la même sens, Toulouse, 18 juiv. 1819, et nos observations.

pour leur compte, où ils se sont déclarés comptables de ces mêmes sommes par eux reçues, dans des états apurés par l'autorité administrative, ne peuvent être comparés aux papiers domestiques dont parle l'art. 1331 du Code civil, qui ne font point foi pour celui qui les a écrits; que les livres de la régie sont des monumens publics qui ont encore un caractère d'authenticité qui ne permet pas de récuser leur témoignage; que la prescription du capital d'une obligation ne peut avoir lieu qu'à compter du jour où le débiteur a cessé d'en payer les intérêts, et qu'il est établi que Denanes a payé ceux qu'il devait jusqu'en 1811;

Par ces motifs, faisant droit à l'appel, réforme le jugement rendu par le tribunal d'Uzès, et condamne Denanes à payer à l'hospice du Pont-St-Espirit, le capital et les intérêts à lui réclamés, et ceux échus depuis la demande.

Du 13 août 1823. — Cont. roy. de Nîmes. — 2^e ch. civ. — Prés., M. Trinquelague. — Concl., M. Gouland de Labaume, av. gén. — Pl., MM. Béchard et Gouland, de Labaume fils.

USINES. — AUTOMISATION (REFUS D'). — POUVOIR.

La décision ministérielle qui refuse par des considérations d'ordre public, à un particulier, l'autorisation d'établir un moulin, n'est pas susceptible d'un pourvoi devant le conseil d'État, par la voie contentieuse (1).

(Bénard.)

Louis, etc.; — Considérant que la décision attaquée n'a pas seulement statué sur des oppositions fondées sur des intérêts privés, mais qu'elle a été encore déterminée par des considérations d'ordre public, telles que le maintien d'un gué et la conservation du pont des Princes, n° 47, de Paris à Dunkerque; — Considérant que l'examen de ces questions, purement administratives, ne peut être l'objet d'un pourvoi par la voie contentieuse; — Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 13 août 1823. — Ordonn. en cons. d'État. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Rochelle.

CONSEIL D'ÉTAT. — POUVOIR. — DÉCHÉANCE. Une partie n'est pas recevable à se pourvoir contre l'arrêt d'un conseil de préfecture qui n'a pour but que d'assurer l'exécution d'arrêts antérieurs, passés en force de chose jugée.

(Vidal — C. Fraix et Dujardin.)

Le 9 mars 1808, arrêté du conseil de préfecture qui condamne le sieur Vidal à exécuter des travaux sur des bourdigues. — 31 août 1821, autre arrêté qui prescrit l'exécution de ces ouvrages et lui accorde, sous peine de déchéance, un délai de trois mois pour faire l'option de rétablir deux anciens canaux ou d'en ouvrir un nouveau à frais communs entre lui et les sieurs Fraix et Dujardin. — 7 août 1822, troisième arrêté, qui, faute par lui de s'être conformé au précédent, le déclare déchu de l'option. — Pourvoi.

Louis, etc.; — Considérant que le sieur Vidal ne s'est pas pourvu, dans les délais du règlement, contre les arrêts du conseil de préfecture des Bouches-du-Rhône, des 9 mars 1808 et 31 août 1821, qui ont acquis l'autorité de la chose jugée;

(1) Sic, Daviel, Cours d'eau, t. 1, n° 354 et 422. — V. aussi, ordonn. 22 janv. 1823 (aff. Montaubert), et 7 mai suiv. (aff. Pougnet).

(2) V. dans la même sens, une ordonn. du 9 juill. 1820 (aff. Caruyer). Notons toutefois, que c'est un point contesté, que celui de savoir si les règles ordinaires de la mitoyenneté sont applicables aux

— Considérant que l'arrêt attaqué dudit conseil, du 8 mai 1822, n'a pour objet que d'assurer l'exécution des précédentes arrêts; — Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 13 août 1823. — Ordonn. en cons. d'État. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Odilon Barrot et Guillemin.

DOMAINES NATIONAUX. — MITOYENNETÉ. — ÉGLISE.

Les tribunaux sont seuls compétents pour prononcer sur la mitoyenneté d'un mur d'église, appartenant à des bâtimens vendus nationalement (2).

(Fabrique de l'église de Saint-Bonaventure de Lyon — C. Grandvoinet.)

Du 13 août 1823. — Ordonn. en cons. d'État. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Guillemin et Lochin.

ÉMIGRÉ. — REMBOURSEMENT. — LIBÉRATION.

Le débiteur d'une créance, indivise entre l'État représentant un émigré, et un repreneur, s'est valablement libéré, même à l'égard du repreneur, par le remboursement intégral fait dans les caisses de l'État, si la créance avait été placée sous le séquestre, et si au moment du remboursement, il n'y avait pas liquidation des droits indivis (L. du 1^{er} flor. an 3, art. 93.) (3).

(De Malet — C. les héritiers de la Chapelle.)

Louis, etc.; — Vu la loi du 1^{er} floréal an 3; — Considérant, 1^o que la dame de la Chapelle, débitrice envers le sieur de Malet et Nicole Teissier, sa femme, d'une somme de cent soixante mille fr., a demandé à l'administration centrale du département de la Seine, à rembourser cette somme dans les caisses du gouvernement, aux droits de l'émigré de Malet, comme celui-ci aurait pu les recevoir; que l'administration centrale lui a accordé cette autorisation, et que quittance a été donnée dudit remboursement; — Considérant qu'aux termes de l'art. 93 de la loi du 1^{er} floréal an 3, toute créance indivise avec les émigrés était mise sous le séquestre, et qu'au moment où le remboursement eut lieu, la liquidation de la communauté du comte de Malet, émigré, et de sa femme, décédée, n'avait pas encore été faite; qu'ainsi, le sieur comte de Malet, et le gouvernement qui le représentait, par suite de son émigration, était seul capable de recevoir les cent soixante mille francs dus à la communauté, ainsi que les intérêts de cette somme; — Art. 1^{er}. La requête du sieur de Malet fils est rejetée.

Du 13 août 1823. — Ordonn. en cons. d'État. — Rapp., M. Maillard. — Pl., MM. Granger et Guillemin.

CANAU. — CONTRIBUTIONS. — COMPÉTENCE.

Les conseils de préfecture sont compétents pour statuer sur les réclamations relatives aux contributions spéciales imposées à des membres d'une association d'arrosement, lorsque le réclamant, sans contester que sa propriété soit du nombre de celles soumises à l'association, se borne à contester la quotité de la cote mise à sa charge. (L. du 14 flor. an 11, art. 4.) (4)

murs d'un édifice public, en dehors du commerce, et spécialement d'une église. V. à cet égard, Toulouse, 18 mai 1831.

(3) V. comme analogue, Cass. 1^{er} frim. an 11.

(4) Cette solution repose sur ce principe constant en matière de contributions directes, que les conseils de préfecture sont compétents pour connaître

(Gabriac.)

LOUIS, etc.; — Considérant qu'il ne s'agit pas de déterminer si les propriétés du sieur Gabriac font partie de celles soumises à l'association des rrosans de Saint-Chamès et de Moramas; que le sieur Gabriac conteste seulement sur la quotité des contributions mises à sa charge; qu'ainsi, conformément à l'art. 4 de la loi du 14 flor. an 11, cette réclamation doit être portée devant le conseil de préfecture; — Art. 3^o. L'arrêté est approuvé.

Du 13 août 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. Lebean.

VOIRIE.—GRANDE ROUTE. — RUES DE PARIS. — COMPÉTENCE.

Toutes les rues de Paris appartiennent à la grande voirie, sans distinction entre celles qui forment le prolongement de grandes routes, et celles qui n'ont que la destination de voies urbaines. (Réglem. du 19 avril 1783; décr. du 27 oct. 1808.) (1)

Ainsi, le conseil de préfecture est seul compétent, pour connaître de la contravention commise par un propriétaire qui a exhaussé sa maison, malgré la défense du préfet, encore bien que la rue où est située cette maison, ne soit pas sur le passage d'une route (2). (Dubois — C. de la Touche.)

Du 13 août 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. Tarbé.—Pl., M. Rochelle.

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES. — AUTORISATION. — DÉROGATION.

Du 13 août 1823. (aff. Fernet). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordon. du 20 juin 1816 (aff. Milan).

COMMUNE. — PROPRIÉTAIRE FORAIN. — IMPOSITION EXTRAORDINAIRE.

Du 13 août 1823 (aff. Petit). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonn. du 7 mai 1823 (aff. Lépine).

DOMICILE. — INTENTION PRÉSENTE. — SUCCESSION.

Le Français qui a quitté le domicile conjugal pour aller remplir des fonctions temporaires et révocables, en pays étranger, et qui pendant la suspension momentanée de ces fonctions, est venu établir sa résidence en France, dans un autre lieu que celui où il avait d'abord son domicile, peut être réputé, selon les circonstances, avoir adopté un domicile nouveau, bien qu'il n'ait fait aucune déclaration expresse à cet égard. — D'une un tel cas, sa succession doit être déclarée ouverte dans le lieu où il paraît avoir eu l'intention de fixer son dernier domicile. (Cod. civ., 105, 106 et 110.)

(Marson — C. la demoiselle Aminta.)

En 1810, le sieur Marson quitte la ville de Nantes, lieu de son domicile, y laissant sa femme et son fils, pour se rendre à Besançon où l'appelaient la place de préfet du département du Doubs. — Nommé quelques années plus tard au consulat de France à Palerme, le sieur Marson se rend en Sicile. Les événements politiques le forcent à rentrer en France en 1820; il vient à Paris et y demeure pendant quelques années dans différents

hôtels garnis. Dans cet intervalle le sieur Marson fait un voyage à Nantes, mais il n'y séjourne que quelques jours, le temps nécessaire pour préparer le départ de son fils qu'il emmène à Paris pour y terminer son éducation, et qui plus tard est revenu lui-même se fixer à Nantes avec la charge de notaire. — Cependant, en 1818, les circonstances ayant permis au sieur Marson de reprendre ses fonctions de consul, il retourne à Palerme; ce n'est qu'à la fin de 1820 qu'un état de maladie grave le force à revenir à Paris, où il s'établit bientôt dans un appartement qu'il avait fait meubler. Là, le sieur Marson décède, en 1821, sans être retourné à Nantes, et sans avoir cessé d'être revêtu du titre de consul à Palerme.

Le sieur Marson avait fait un testament par lequel il légua à la demoiselle Aminta, sicilienne, diverses valeurs mobilières montant à une somme d'environ 15,000 francs; pour, y satisfait, récompenser la demoiselle Aminta des nombreux services qu'elle lui avait rendus pendant dix-sept ans, et notamment des soins qu'elle lui avait prodigués dans plusieurs maladies, la recommandant à la bienveillance de son fils, etc. — Le sieur Marson fils ayant refusé, après le décès de son père, le paiement du legs fait à la demoiselle Aminta, celle-ci s'est fait assigner en délivrance devant le tribunal civil de la Seine.

Le sieur Marson fils a déclaré la juridiction de ce tribunal, sous le prétexte que le sieur Marson père n'avait pas cessé d'avoir son domicile de droit à Nantes, et que c'était dans cette ville qu'il avait dû s'ouvrir sa succession.

18 juin 1823, jugement du tribunal civil de la Seine qui rejette le déclaratoire: — Attendu, qu'il est constant en fait, que Marson, depuis vingt ans qu'il a quitté la ville de Nantes, n'y a fait qu'une courte apparition et seulement pour aller y chercher son fils, et l'amener dans la capitale; que de tous les faits de la cause, il résulte qu'il avait renoncé à cet ancien domicile; que, fonctionnaire public, toutes les fois que les événements ou sa santé ont interrompu sa suspension l'exercice de ses fonctions, il a demeuré à Paris; — Attendu que, s'il est vrai de dire en général, que le domicile du mari, en sa qualité de chef de la communauté, fixe celui de la femme, il n'est pas vrai que le domicile de celle-ci fixe celui du mari; que feu Marson a manifesté, par tous ses actes, sa volonté prononcée de ne jamais retourner à Nantes, notamment en abandonnant à son fils, marié en cette ville, ses livres qu'il y avait laissés et la reste des meubles à son usage; que depuis un très grand nombre d'années, il ne payait plus de contribution personnelle à Nantes; que s'il est constant qu'il y a vécu d'abord pendant cinq ans, depuis 1810 jusqu'en 1815, et qu'enfin il y est mort après y avoir passé les deux dernières années de sa vie; qu'il demeurerait, non pas en hôtel garni, mais dans ses meubles, qu'enfin, à défaut de déclaration de domicile, la preuve de l'intention, aux termes du l'art. 105 du Code civil, dépend des circonstances, et que des circonstances et des faits de la cause il résulte évidemment que Marson père avait fixé son domicile à Paris, où sa succession s'est ouverte. »

Appel par le sieur Marson fils.

ARRÊT.

LA COUR; — Faisant droit sur l'appel interjeté par Marson du jugement rendu par le tribunal

de toutes les difficultés qui tiennent à la qualité de l'impôt et à sa répartition, tandis que c'est aux tribunaux à connaître des contestations qui peuvent s'élever en dehors de l'inscription au rôle. V. à cet égard, les observations qui accompagnent les or-

donnances des 16 juill. 1817 (aff. Ruffe David); 14 nov. 1811 (aff. Héraud).

(1 et 2) V. sur ce point et dans le même sens, Serrigny, *Comp. et proc. administr.*, t. 1, n. 627; Gerrier, *Traité des Chemins*, p. 26.

civil de la Seine, le 18 juin dernier, et adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation au néant, etc.

Du 14 août 1823. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Dumont et Lerol.

INTÉRÊTS. — RENTE VIAGÈRE. — ARRÉRAGES.
Les arrérages d'une rente viagère constituée pour prix de vente d'immeubles, ne produisent pas intérêt de plein droit; ils ne produisent intérêt que du jour de la demande; il y a dérogation à l'art. 1652, Cod. civ., par l'art. 1155 (1).

(Drozin de Saint-Len et Cormier — C. Destalières, etc.)

30 janv. 1822, jugement du tribunal civil de Paris, qui statue en ces termes sur la question : « Attendu que si, aux termes de l'art. 1652 du Code, l'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital, toutes les fois que la chose vendue produit des fruits, ou autres revenus, l'art. 1155 du même Code, seul applicable à l'espèce, dispose formellement que les arrérages des rentes viagères ne produisent intérêt que du jour de la demande ou de la convention. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges : — Met l'appellation au néant, etc.

Du 14 août 1823. — Cour roy. de Paris.

CONSEIL JUDICIAIRE. — EXCUSE.

Le conseil judiciaire ne peut, pas plus que les tuteurs ou curateurs, se dispenser d'exercer les fonctions que la justice lui a confiées, sans excuses légitimes, qu'il appartient aux magistrats seuls d'apprécier.

(Le Guillou, et autres — C. de Pléne et autres.

ARRÊT.

LA COUR, — Attendu que si la loi a confié aux magistrats le droit, et leur fait souvent même une obligation de donner au prodigue un conseil judiciaire, il en résulte que cette même loi, dont les dispositions ne peuvent être vaines et illusoire, leur a en même temps aussi donné le droit de faire exécuter leur décision ; — Que la dation d'un conseil judiciaire étant en quelque sorte une modification de l'interdiction ou une interdiction mitigée, le conseil judiciaire ne peut pas plus se dispenser d'exercer les fonctions que la justice lui a confiées, que ne le peuvent les tuteurs, curateurs ou autres administrateurs appelés à suppléer à l'incapacité de ceux aux intérêts desquels ils sont chargés de veiller ; — Que toute fonction conférée par la loi, telle que celle de conseil judiciaire, devant être regardée comme d'ordre public, il s'ensuit que l'on ne peut s'y soustraire arbitrairement et sans excuses légitimes, qu'il appartient aux magistrats seuls d'apprécier ; — Attendu que les excuses alléguées par les conseils judiciaires de Jean-Louis Arnaud de Pléne, quelques graves que puissent être les faits sur lesquels elles sont fondées, sont insuffisantes pour les faire décharger des fonctions qui leur ont été régulièrement déléguées ; — Dit qu'il n'y a lieu d'admettre la démission des conseils judiciaires nommés par les arrêts des 14 juin et 9 août 1819, etc.

Du 14 août 1823. — Cour roy. de Rennes. — 1^{re} ch. — Prés., Dupont des Loges, p. p. — Pl., MM. Lesbaupin et Petit.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — PARAPHERNAUX.

L'hypothèque légale de la femme existe, indépendamment de toute inscription, sur les biens du mari, même à raison des reprises résultant des deniers paraphernaux perçus par le mari. (Cod. civ., 2135.) (2)

(Billièrey — C. Demary.) — **ARRÊT.**

LA COUR : — Attendu, sur le rang assigné dans l'ordre à la dame Billièrey : que, suivant l'article 2121 du Code civ., les femmes mariées ont une hypothèque légale sur les biens de leurs maris, pour tous leurs droits et créances ; — Attendu que l'art. 2135, qui dispense cette hypothèque de la formalité de l'inscription, n'en a pas restreint l'étendue ; qu'il ne distingue, d'ailleurs, les diverses créances des femmes que sous le rapport du rang de leurs hypothèques ; en sorte que cette hypothèque existe, et se conserve, dans tous les cas, sans inscription, mais à des dates différentes ; — Attendu que les art. 2193 et 2195, en indiquant aux tiers le mode à suivre pour purger cette hypothèque, énoncent expressément que les immeubles du mari au sont grevés pour les reprises et conventions matrimoniales de la femme ; — Attendu que la loi n'excepte, nulle part, de ces droits, créances et reprises, auxquels l'hypothèque légale est attribuée, ceux des femmes, à raison de leurs biens paraphernaux ; qu'elle a dû, aux titres des hypothèques, embrasser dans ses dispositions générales, tous les droits des femmes matricés sous les divers régimes qu'elle avait réglés, dans des titres précédents ; que le même motif de prévoyance, qui ne procède pas de la nature et de l'origine de leurs droits, mais de leur qualité de femmes mariées, leur assure la même protection ; qu'il y a pour toutes femmes mariées même empêchement moral et même péril ; qu'il doit y avoir même secours et même dispense d'inscription, à l'égard de toutes leurs créances sur leurs maris, à quelque titre que ce soit ; — Attendu que ces considérations générales, et l'ensemble des dispositions du Code civ., qui ne peuvent laisser de doute sur l'intention du législateur, et sur une égale sollicitude de sa part pour toutes les femmes mariées, doivent servir à fixer le sens des termes de la loi nouvelle ; que ce serait la restreindre abusivement, que de les expliquer suivant les usages anciens, abrogés ou modifiés, tandis que dans les titres relatifs aux divers régimes sous lesquels les époux pouvaient se placer d'après le Code, ces expressions n'ont point été employées de manière à faire revivre leur ancienne acception ; qu'à l'aide de cette distinction, et en ne se laissant pas prévenir par des rapprochements inexactes et dangereux entre des législations différentes, il est facile de reconnaître que les termes de l'art. 2135 s'appliquent également dans les divers cas, et avec les divisions qu'il établit, à tous les droits, à toutes les créances, à toutes les reprises des femmes mariées, soit sous l'un ou l'autre des régimes, soit de la dot, soit de la communauté, soit sous un régime mixte, et avec toutes les modifications que permet la loi, en favorisant les époux de la plus grande latitude dans leurs conventions ; sans que cette latitude puisse nuire jamais aux droits des femmes, dont la conservation est toujours garantie, par l'hypothèque qu'elle leur accorde sur les biens de leurs maris ; — Attendu que, dès lors, la dame Narins avait une hypothèque légale, existante sans inscription, pour sûreté de ses créances paraphernales,

(1) V. conf., Toulouse, 11 août 1818.

(2) La jurisprudence est prononcée dans ce sens.

V. l'arrêt de Cassation rendu dans cette affaire, à la date du 11 juin 1822, et la note.

à dater du jour où elles ont été recouvrées par son mari, et que la dame Billerey succède à ses droits sur les biens du sieur Nartus ; — Par ces motifs, colloque la dame Billerey, par préférence à la dame Demary.

Du 16 août 1823. — Cour roy. de Lyon. — Aud. sol. — Prés., M. Bastard-d'Elang, p. p. — Concl., M. Chastelauze, 1^{er} av. gen. — Pl., MM. Vincent et Menoux.

DONATION ENTRE-VIFS. — ACTE NOTARIÉ. — AUTHENTICITÉ.

Du 16 août 1823 (aff. Moreau). — Cour roy. de Douai. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 1827, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

GREFFIER—PIÈCES.—DÉPÔT.—EXPÉDITION. Lorsque, par suite de poursuites pour crime de faux, des pièces sont restées déposées au greffe de la Cour, le greffier n'en peut délivrer aucune expédition qu'autant que la partie intéressée y consent expressément (1).
(De Cintré C. Billeust.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les faits apprpris dans la cause prouvent évidemment que la demoiselle de Cintré est propriétaire des titres qu'elle réclame ; que cela résulte particulièrement de la procédure criminelle qui a été instruite contre François Fillet, de ses interrogatoires et des dépositions de plusieurs témoins ; de celle même du René-Pierre Billeust devant le juge d'instruction et devant la Cour d'assises ; — Attendu que lesdites pièces appartenant privativement à la demoiselle de Cintré, Billeust n'a aucun droit de s'en faire délivrer expédition, qu'autant que la demoiselle de Cintré y consentirait elle-même expressément ; — Par ces motifs, etc.

Du 18 août 1823. — Cour roy. de Rennes. — 1^{re} ch. — Prés., M. Dupont des Loges, p. p. — Pl., M. Méanile.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOINS. — DOMICILE.

Du 18 août 1823 (aff. Braton). — Cour roy. de Bordeaux. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 10 mai 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

SUBROGÉ TUTEUR. — INTERVENTION.

Du 18 août 1823 (aff. Fresinet). — Cour roy. de Montpellier. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 1^{er} fév. 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire (aff. Teston).

ARBITRAGE FORCÉ. — DÉLAI. — PROROGATION.

Du 20 août 1823 (aff. Potin). — Cour roy. de Lyon. — Mémo décision que par l'arrêt de la Cour de Toulouse, du 8 août 1823.

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — FEMME MARIÉE. — PURGE.

Du 20 août 1823 (aff. Tardif). — Cour roy. de Rouen. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 8 mai 1827, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

TESTAMENT AUTHENTIQUE. — LANGUE FRANÇAISE. — TÉMOINS. — INTERPRÈTE.

Le testament public n'est pas nul par cela seul que les témoins qui y ont assisté ne connaissent pas la langue française... (2), alors surtout qu'il est constant qu'ils connaissent tous l'idiome du testateur.

La testateur peut se servir d'un interprète de son choix, pour communiquer ses intentions et les dicter au notaire.

(N... G. N...) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu sur le premier moyen de nullité...

Attendu, sur le troisième, en droit, que ni la loi de vent. an 11, qui règle la forme des actes notariés en général, ni le Code civil qui détermine les solennités et les formalités substantielles et spéciales des testaments, ne disent point que, pour pouvoir être témoin, il faille connaître la langue française, tandis qu'il est constant, en fait, que les quatre individus appelés pour être témoins au testament dont il s'agit, réunissent toutes les qualités exigées par l'un et l'autre, et ne se trouvent dans aucune des exceptions qu'ils ont prévues ; d'où il suit que ce troisième moyen de nullité n'est pas plus fondé que les deux premiers ; — Attendu qu'on peut d'autant moins s'y arrêter, au cas particulier, qu'il n'est nullement justifié que cette langue leur soit inconnue, et que, d'autre part, il est convenu et avoué qu'ils connaissent tous les quatre celle de la testatrice, et dont elle s'est servie pour dicter ses volontés ;

Attendu, sur le quatrième, que s'il n'existe pas de lois qui accordent explicitement à ceux qui, ignorant la langue française, veulent contracter ou tester par acte public, la faculté de se servir d'un interprète pour communiquer leurs intentions et volontés, elle sort néanmoins, cette faculté, comme conséquence nécessaire et immédiate de la combinaison de celles qui permettent à tous ceux qui ne sont pas frappés d'incapacité de passer ces sortes d'actes, et de celles qui, comme l'arrêt du 24 prair. an 11, imposent aux notaires l'obligation de rédiger, en français, tous les actes sans discussion aucune ; car qui veut la chose veut aussi les moyens, et certes, l'interprétation est la seule voie de communication par rapport à ceux qui ne parlent pas la même langue ; — Attendu que, par suite et application de ces principes, fondés sur la nécessité, l'usage de la jurisprudence, des arrêts, tant de Cours royales que de la Cour de cassation, l'ont constamment admise pour les provinces où la langue française est encore peu connue ; — Attendu qu'encre qu'il ne soit question dans la plupart de ces arrêts que d'interprétations faites par les notaires eux-mêmes, il ne s'ensuit point cependant qu'elles ne puissent pas être données par d'autres ; car les lois n'ont pas plus investi les notaires du droit de les faire que tout autre, et le motif qui les fait admettre dans un cas, lorsque le notaire connaît les deux langues, doit aussi les faire admettre dans l'autre lorsqu'il ne les connaît pas ; — Attendu que les lois, n'ayant rien statué par rapport aux garanties que l'interprète doit présenter, la confiance des parties intéressées est la seule qui puisse être exigée de lui ; — At-

(1) D'après Carré, Lois de la proc., quest. 949, et son annotateur Chauveau, l'art. 839 du Code de proc., est applicable aux greffiers dépositaires de pièces remises aux greffes pour servir à une inscription de faux. Ainsi, ils ne peuvent en délivrer des copies ou expéditions (dans les cas où ils y sont autorisés) qu'aux parties intéressées en nom direct,

leurs héritiers ou ayans cause. V. encore au ce sens, Sappillon, sur l'art. 69, tit. 1^{er}, ordonn. de 1737 ; Demiau, Croizilhac, p. 162, et Bouccon, tom. 4, p. 135.

(2) V. au ce sens, Bruxelles, 13 fév. et 12 décembre 1808 ; 9 janvier 1809, 4 février et 6 mai 1813 ; Douai, 1^{er} fév. 1816, Cass. 16 juill. 1819.

tendu que celle-ci paraît être d'autant plus suffisante, que l'art. 976 du Code civ. s'en contente dans un cas absolument identique, en permettant à celui qui veut faire un testament mystique de le faire écrire par un homme de confiance, sans lui imposer l'obligation de lire ou autrement contrôler ce qui est écrit;—Attendu, en surplus, que rien ne prouve que le notaire ignore absolument l'idôme dont la testatrice s'est servie, tout, au contraire, porte à penser que s'il n'en a pas l'usage pour le parler, il en sait assez pour le comprendre, puisque, depuis plusieurs années, il est établi, dans une contrée où il est beaucoup plus commun que le français; que, d'un autre côté, il est prouvé par le testament lui-même que la testatrice savait, quoique imparfaitement, la langue française; et enfin, il est convenu et avéré qu'au moins deux des quatre témoins connaissent parfaitement les deux langues; dès lors, et quand même les lois, les principes, l'usage et la jurisprudence ne seraient pas aussi formels et positifs sur la question qu'ils le sont, il faudrait, dans le doute, se décider, en faveur du testament à raison de toutes les garanties dont l'interprétation était environnée;—Par ces motifs, — A mis l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que les premiers juges ont annulé le testament de Marie Hessling, veuve Frey; ordonné le partage de ses biens, et que les frais seraient pris sur la masse;—Emendant quant à ce, et faisant droit sur les conclusions de la partie de Woishaye, — Ordonne l'exécution pure et simple du testament, et compense les dépens, etc.

Du 21 août 1823.—Cour roy. de Metz.—Prés., M. Gérard d'Honnorelles, p. p. — Concl., M. Fyrot, av. gén.—Pl., MM. Woishaye, Dommanget et Parant.

ARRÉRAGES. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RENTE VIAGÈRE.

L'art. 2151, Cod. civ., d'après lequel le créancier inscrit pour un capital produisant intérêts ou arrérages, n'a droit à être colloqué que pour deux années seulement, et pour l'année courante, n'est pas applicable au créancier inscrit d'une rente viagère; ce créancier doit être colloqué pour tous les arrérages échus de la rente, bien qu'il n'ait pas pris d'inscription particulière à chaque échéance (1).

(Deschamps — C. Guirand.) — ARRÉR.

LA COUR; — Attendu que le contrat de constitution de rente viagère emporte aliénation perpétuelle et irrévocable du capital; que, s'il y a aussi aliénation lorsque les parties stipulent un

intérêt moyennant un capital que le prêteur s'interdit d'exiger (art. 4906 du Code civ.), l'aliénation n'apas le caractère d'irrévocabilité, puisque, d'une part, la rente constituée en perpétuel est essentiellement rachetable, et que, de l'autre, le capital est exigible en cas de déconfiture du débiteur, ou même s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années, tandis que le rentier viager ne peut ni être contraint à recevoir le capital qui a servi à constituer la rente, ni l'exiger du débiteur (qui a d'ailleurs donné les sûretés stipulées), dans quelque situation que puisse se trouver ce débiteur: en cas de vente des biens hypothéqués, l'un reçoit le remboursement de son capital, l'autre ne peut que faire ordonner ou consentir sur le produit de la vente l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages (art. 1978), c'est-à-dire ordinairement le double du capital primitif: dans le premier cas, le capital existe, quoique le prêteur se soit interdit de l'exiger; il peut d'un instant à l'autre, devenir exigible; et ce capital produit intérêts ou arrérages: dans le second, le capital aliéné ne doit plus se retrouver; il ne peut produire ni intérêts ni arrérages, car il n'existe pas; le rentier n'a qu'une créance qui se renouvelle à chaque échéance de la rente convenue: c'est pour le sûreté de ces créances successives qu'il a hypothéqué à la date de son titre; les créanciers postérieurs en sont suffisamment avertis par l'inscription qui fait connaître la nature de la créance: et si après les trois premières années, il était réduit à prendre des inscriptions particulières portant hypothèque à compter de leur date, il se trouverait le plus souvent primé par des créanciers intermédiaires; mais, n'ayant pas de capital produisant intérêts ou arrérages, l'art. 2151 ne lui est pas applicable; — Attendu que les dames Guirand, qui sont au premier rang, ont le droit d'être colloquées par le seul effet de la date de l'hypothèque de leur créance, pour tous les arrérages qui leur sont dus, et qu'ainsi il est inutile d'examiner si elles sont subrogées en tout ou en partie au privilège du vendeur de la terre de Lasse;... mettent les collocations portées au procès-verbal, etc.

Du 23 août 1823. — Cour roy. de Bordeaux, — 2^e ch. — Prés., M. Delpit. — Concl., M. de Bonquier, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Bouthier et Limoges.

AVAL. — LETTRE DE CRÉDIT.

Du 23 août 1823 (aff. Imbert et Senly).—Cour roy. de Bourges. — V. l'arrêt de la même Cour du 9 avril 1824, rendu dans la même affaire.

(1) La décision est fondée sur ce que le rentier n'a qu'une créance qui se renouvelle à chaque échéance de la rente convenue; mais qu'il n'a pas de capital produisant intérêts ou arrérages, parce que par la nature du contrat de rente viagère, le capital aliéné n'existe plus, et qu'ainsi l'art. 2151 qui statue à l'égard du créancier inscrit pour un capital produisant intérêts ou arrérages, ne lui est pas applicable. — Toutefois la Cour royale de Bordeaux de qui émane l'arrêt ci-dessus, a renoncé plus tard à cette jurisprudence, V. 3 fév. 1829. V. aussi dans ce dernier sens, 13 août 1828. « C'est à ces dernières décisions, dit M. Troplong, des *Hypoth.*, t. 3, n. 700, qu'il faut s'en tenir. L'art. 14 de la loi du 9 mess. an 3 limitait expressément le rang des intérêts de rentes viagères et autres capitaux et rentes, à un an et un terme courant. L'art. 19 de la loi de brum. an 7 n'entra pas, comme la loi de l'an 3, dans l'énumération des diverses espèces de rentes et capitaux: elle se servit de ces mots génériques: « Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêts, a droit

de venir pour deux années d'arrérages, etc. » Mais il est évident que son but était de faire, ou moins de mots, ce que la loi de l'an 3 avait dit avec plus de développement. L'art. 2151 du Code civ. n'a fait que marcher sur les traces de l'art. 19 de la loi de l'an 7; il est animé du même esprit. Le mot *arrérages* dont il se sert à côté du mot *intérêts*, prouve bien haut qu'il entend comprendre, dans sa disposition, les arrérages de rentes et par conséquent de rentes viagères. Il est inexact de dire que la rente viagère n'a pas de capital, car l'art. 1977 prévoit le cas où il y a lieu à faire rentrer le capital de cette rente. Dans la rente viagère, il y a une créance prescriptible par trente ans, et essentiellement distincte des arrérages qu'elle prescrit par cinq ans, d'après l'art. 2277 du Code civ. Les arrérages ne sont que des fruits, et par cela même ils supposent un capital qui les produit. Il y a donc là un capital produisant arrérages, c'est-à-dire les deux conditions de l'art. 2151. »

DROIT HONORIFIQUE. — ÉGLISE.

Du 23 août 1823 (aff. Senot). — Cour roy. de Caen. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} fév. 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

DOT. — INALIÉNABILITÉ.

Les biens dotaux ne sont pas, après la dissolution du mariage, soumis à l'action des créanciers porteurs d'obligations consenties par la femme durant le mariage. — Les héritiers de la femme peuvent, comme la femme elle-même, invoquer l'inaliénabilité de la dot (1).

(Faye — C. Grué.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en principe de droit la dot est inaliénable pendant le mariage, parce qu'elle a pour objet, non-seulement le support des charges du mariage, mais encore l'intérêt des enfans : d'où il résulte qu'il faut qu'à la dissolution dudit mariage, la femme veuve ou les enfans la retrouvent entière, intacte, libre de toute charge, comme au jour où elle a été constituée; que, dès lors, c'est aller contre ces principes d'ordre public, de vouloir que l'inaliénabilité de la dot ne puisse être invoquée après la dissolution du mariage; — Attendu que, en fait, rien n'indique, dans l'acte d'obligation dont s'agit, que la femme Faye se soit obligée pour son commerce; que sa qualité de revendeuse de savon ne peut servir à former une présomption légale, lorsque, surtout, elle est contredite par les dispositions contraires de l'acte civil, qui, par sa forme et ses stipulations, éloignent l'idée de toute opération commerciale, ou qui ait rapport à un commerce; — Attendu que la solution de la précédente question, de savoir si la femme Faye a pu consentir une hypothèque; puisque l'annulation de l'obligation entraîne avec elle l'annulation de cette hypothèque; — Faisant droit à l'appel, — Annule l'acte d'obligation dont s'agit, etc.

Du 24 août 1823. — Cour roy. d'Als. — Prés., M. de Fahry, p. p. — Concl., M. Dufour, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Ronx fils et Allerau.

DONATION DÉGUISEE. — VALIDITÉ.

La donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux, entre personnes capables de donner et de recevoir, est valable, pourvu qu'il n'y ait pas fraude au préjudice des tiers (2).

(Morazzoni — C. Todde.)

Du 25 août 1823. — Cour roy. de Barba. — Prés., M. Dolligny. — Pl., M. Mari et Biadelli.

EMPRISONNEMENT. — INCARCÉRATION. —

TRANSLATION. — JOUR FÉRIÉ. — ALIMENS.

CONSIGNATION — ÉCROU. — NULLITÉ.

Le débiteur peut, lors de son arrestation, être conduit momentanément dans une maison de correction désignée par l'autorité administrative, bien que ce ne soit pas celle où il doit être écroué lorsque celle-ci est trop éloignée pour qu'il y puisse être conduit le même jour; et alors d'ailleurs qu'il était dans un état de maladie (3).

(1) La question est fort controversée. V. dans le sens de la décision ci-dessus, Riom, 2 fév. 1810, et les observations qui accompagnent cet arrêt; Paris, 13 mars 1821, et 19 mars 1823.

(2) V. la note sur le jugement de Cass. du 6 juv. an 11.

(3) Mais il faut que ce soit à une prison publique que le débiteur soit conduit. V. Thomin Desmazures, t. 2, n. 918. V. aussi la note qui accompa-

La translation du débiteur de la maison d'arrêt où il a été momentanément conduit, à celle où il doit être écroué peut avoir lieu un jour férié.

La consignation des alimens doit, à peine de nullité de l'emprisonnement, comprendre le laps de plusieurs jours employés à la translation du débiteur dans la maison centrale.

L'huissier qui opère la translation du débiteur d'une maison d'arrêt où celui-ci avait été momentanément déposé dans la maison centrale, un jour férié, ne doit pas se borner à dresser un écrou provisoire; il doit, à peine de nullité de l'emprisonnement, dresser un écrou régulier; et la nullité de l'écrou provisoire n'est pas couverte par un écrou régulier fait le lendemain, avant que le débiteur ait demandé son élargissement.

(Bardon — C. Pourcin-Belande et Royal.)

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur la première question, que la maison où Bardon a été déposé à Châtillon est la maison de correction désignée par l'autorité administrative; — Qu'arrêté le 6 juin, à deux heures après midi, il ne pouvait pas être conduit le même jour à Châteauroux, éloigné de cinq myriamètres et demi; qu'il n'y a été déposé que comme lieu de sûreté, pour en être extrait le lendemain et être conduit dans la prison du département; — Que si la conduite n'y a pas eu lieu le 7, ça été sur sa réclamation, parce qu'il était indisposé, et qu'il avait pris la précaution de le faire constater par un docteur-médecin, adjoint du maire de Châtillon;

Considérant, sur la deuxième question, que la loi qui défend l'arrestation d'un débiteur un jour férié, ne défend pas sa translation, lorsqu'arrêté dans un temps convenable, il a été déposé dans une maison où il ne peut rester que momentanément et comme lieu de sûreté, et qu'on ne peut ajouter à la disposition de la loi;

Considérant, sur la troisième question, que le défaut de consignation d'alimens entraîne la nullité de l'emprisonnement; que si, aux termes de l'art. 803 du Code de proc., cette nullité est couverte, lorsque le créancier en retard de consigner fait la consignation avant que le débiteur ait formé sa demande en élargissement, il faut que la consignation soit réalisée, et que, dans l'espèce, elle ne l'a jamais été pour les trois jours qui se sont écoulés depuis l'arrestation de Bardon jusqu'à son dépôt dans la prison de Châteauroux;

Considérant, sur la quatrième question, que s'il n'a pas été nécessaire de faire porter un écrou sur le registre de la geôle à Châtillon, ça été parce que Bardon n'a été déposé là que momentanément et comme lieu de sûreté, et qu'il est resté à la charge de l'huissier; Qu'il n'en est pas de même lorsque Bardon a été placé dans la prison légale de Châteauroux, dans la prison où il était fixé; qu'alors un écrou a été indispensablement nécessaire, parce que, comme l'enseignent les jurisconsultes, ce n'est pas la capture, mais l'écrou et l'enregistrement qui font le prisonnier, parce que c'est par l'écrou seul que l'huissier peut être déchargé; — Considérant que Roy l'a tellement reconnu,

que un arrêt de la Cour de Toulouse du 9 janv. 1801. — L'emprisonnement devrait être annulé si le débiteur avait été conduit dans une maison particulière: car en supposant qu'il n'y eût pas du prison dans le lieu de l'arrestation ou dans les lieux voisins, l'huissier devrait se retirer devant l'autorité locale pour faire indiquer le lieu où il pourrait déposer momentanément son prisonnier et le garder à vue, Sic, Toulouse, 1^{er} sept. 1824.

qu'arrivé à Châteauroux il a fait l'acte du 8 juin pour mettre Bardou sous la garde du sieur Michéle, geôlier de la prison; que cet acte, de quelque manière qu'il ait été conçu, ne pouvait être qu'un écart, puisque l'huissier voulait mettre le détenu sous une autre garde que la sienne, et qu'il n'avait d'autre moyen de le faire que par un écart;—Attendu, d'ailleurs, que, suivant l'art. 608 du Code d'inst. crim., tout exécuteur d'un arrêt ou d'un jugement de condamnation est tenu, avant de remettre au gardien la personne qu'il conduit, de faire inscrire sur le registre de l'acte dont il est porteur;—Qu'en vain on a fait plaider, et que Roy a déclaré dans ses conclusions que, le 8 juin, il n'avait fait qu'un écart provisoire parce qu'il était trop tard; qu'en outre, c'était un jour férié dans lequel il ne lui était pas permis de faire un acte;—Attendu qu'on était alors au 8 juin, qu'il n'était alors que huit heures du soir, et qu'aux termes de l'art 1037 du Code de proc., les significations, les exécutions peuvent être faites jusqu'à neuf heures depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 sept.;—Attendu que l'huissier a pensé avec raison que dans les circonstances où il se trouvait, le jour férié ne devait pas empêcher d'agir, puisqu'il a transféré Bardou de Châtillon à Châteauroux; qu'il en a dressé acte; qu'arrivé à Châteauroux, il a fait l'écart provisoire du 8 juin, et qu'on ne voit pas pour quel motif un écart régulier était le seul acte qu'il eût cru ne pouvoir faire le même jour;—Considérant qu'ainsi vainement on objecte que l'écart du 8 juin, fût-il irrégulier, ou que n'y en eût-il pas eu, Bardou ne pourrait demander son élargissement, parce qu'il n'a pas formé sa demande à temps; qu'il est aujourd'hui détenu en vertu de l'écart fait le 9 juin, contre lequel on ne propose aucun moyen de nullité, et que le vice du premier écart ayant été réparé avant la demande du détenu, cette demande n'est pas plus recevable qu'elle ne le serait si elle était fondée sur le défaut de consignation d'aliens dans l'écart, mais qui aurait été faite avant la réclamation;—Attendu que cette objection pêche dans toutes ses parties; d'abord parce que l'huissier s'étant déchargé, le 8 juin, de la garde de Bardou, en le plaçant sous celle du geôlier de la prison de Châteauroux, a fait un emprisonnement, mais un emprisonnement irrégulier et nul, puisque on il n'y a point eu d'écart ou celui fait est lui-même frappé d'une nullité absolue;—Que Bardou se trouvant ainsi illégalement détenu, la loi lui a donné le droit de demander la nullité de son emprisonnement; qu'actuellement tout se réduit à savoir s'il a perdu ce droit;—Attendu que l'écart du 9 juin n'a pu valider l'acte de la veille; qu'à la vérité, on procède, on peut se désister d'un acte vicieux et en faire un autre; mais que ce second acte ne prend pas la place du premier; qu'il ne vaut que du jour de sa date, et que ce qui précédemment a été fait inutilement n'en reste pas moins sans effet;—Attendu que le droit de demander la nullité de son emprisonnement étant acquis à Bardou d'après une loi, il n'a pu en être privé que par l'effet d'une autre loi ou de son consentement exprès; qu'on ne cite pas de loi qui détermine un délai au delà duquel ce droit ne pourra plus être exercé, et qu'on ne produit aucun acte dans lequel Bardou y a renoncé;—

(1) La jurisprudence a varié sur cette question. Mais la doctrine contraire à l'arrêt ci-dessus semble avoir prévalu. V. Cass. 26 nov. 1817; 10 août 1818; 28 août 1820; 8 avril 1831; 1^{er} mars 1836 et les notes sur ces divers arrêts.—F. en sens contraire, Cass. 9 fév. 1825; Bordeaux, 12 fév. 1819;

Attendu que l'argument tiré de l'art. 803 du Code de proc., relatif à la consignation des aliens, se rétorque avantageusement contre l'objection;—Qu'en effet, le législateur après avoir détaillé les diverses énonciations qu'il faut placer dans l'écart, à peine de nullité, ayant voulu qu'une de ces énonciations omise pût être réparée, en a fait une disposition expresse dans sa loi; que ne l'ayant faite que pour celle-ci, il a voulu pour le surplus maintenir son principe *inclusio unius fit exclusio alterius*;—Restituant les autres moyens de nullité, admet les deux derniers;—Met en conséquence le jugement dont est appel au néant;—Emendant, — Déclare irrégulier et nul l'emprisonnement de Bardou;—Ordonne que celui-ci sera mis en liberté, etc.

Du 28 août 1823. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Delaméthérie. — Concl., M. Corbin de Mangon, proc. gén. — Pl., MM. Mayet-Génétry, Devaux et Chenou alné.

1^{re} TRAVAUX PUBLICS. — VICE DE CONSTRUCTION. — DOMMAGES. — ENTREPRENEUR.

2^{de} AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — FRAIS. — COMPÉTENCE.

1^{er} L'entrepreneur qui par le vice de construction de travaux publics dont il a été chargé, cause du préjudice à un particulier, est personnellement passible de dommages-intérêts.
2^o Un conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur des frais faits devant le juge de paix, dans une instance dont il est ultérieurement saisi.

(Morot—C. Espérandieu.)

LOUIS, etc. — Vu l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8;—Considérant qu'il est suffisamment établi, en fait, soit par l'aveu du sieur Morot, soit par le procès verbal d'inspection des lieux, rédigé par le juge de paix d'Orgon, soit par les autres pièces produites, que les dommages soufferts par le sieur Espérandieu ont été causés par le vice de construction du pont établi par le sieur Morot, que ledit sieur Morot doit réparer le préjudice qui a eu lieu par son fait; que l'indemnité, telle qu'elle est réglée par le conseil de préfecture des Bouches-du-Rhône, n'est pas exagérée;

Considérant, en ce qui touche les frais faits devant le juge de paix d'Orgon, qu'il n'appartient pas au conseil de préfecture de statuer à cet égard; que le juge de paix seul est compétent pour prononcer sur cette demande;

Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture des Bouches-du-Rhône, du 19 juin 1821, sortira son plein et entier effet. L'arrêt du même conseil, pris le 27 nov. suivant, est annulé.

Du 27 août 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Peyronnet. — Pl., MM. Odilon Barrot et Nicod.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — Désertion.

Le remplaçant qui a déserté, peut néanmoins réclamer le prix du remplacement, lorsqu'il n'a été ni poursuivi ni condamné comme déserteur, et que des lois ou ordonnances, survenues depuis la désertion, ont assuré la libération définitive du remplacé. (Cod. civ., 1183 et 1184.) (1)

Orléans, 21 déc. 1822. — C'est aussi cette dernière opinion qui a été embrassée par M. Troplong, *du Louage*, t. 2, n. 281, comme la plus équitable et la plus conforme aux principes généraux sur les obligations. Mais voy. à cet égard, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour d'Orléans du 21 déc. 1822.

(Mouillard et Damotte—C. Tassin.)

Par contrat du 17 avril 1813, le sieur Tassin s'engage moyennant une somme de 3,500 fr., dont un sieur Damotte se rendait caution, à remplacer le sieur Mouillard, appelé au service militaire, pour la conscription de 1814. — 500 fr. furent payés d'avance au sieur Tassin; les 3,000 fr. restant devaient lui être payés après deux ans de présence au corps, légalement constatée. — Rendu sous les drapeaux, le sieur Tassin n'y resta que cinq mois et demi : blessé et conduit dans un hôpital, il déserta le 22 nov. 1813; — Survinrent bientôt après les ordonnances du roi, qui firent cesser toutes poursuites contre les déserteurs de l'ancienne armée; le sieur Tassin rentra dans ses foyers, et le sieur Mouillard ne fut en rien inquiété pour raison de la désertion de son remplaçant.

Cependant, en 1817, le sieur Tassin voulut être payé des 3,000 fr. qui lui avaient été promis par son contrat de remplacement; il assigne en référé devant le président du tribunal civil de la Seine, le sieur Mouillard et le sieur Damotte, sa caution. — Renvoyés devant le tribunal, les sieurs Mouillard et Damotte y ont soutenu qu'ils ne devaient rien au sieur Tassin; qu'ils seraient en contraire fondés à réclamer contre lui les 500 fr. qu'il avait reçus d'avance sur le prix d'un engagement qu'il n'avait pas rempli; qu'aux termes des art. 1183 et 1184 du Code civ., le contrat de remplacement avait été résolu par le fait de désertion du sieur Tassin; que cette conséquence résultait surtout des termes de l'art. 58 du déc. 8 fruct. an 13, ainsi conçu : « Toutes les fois qu'un suppléant (ou remplaçant) désertera, ou sera réformé pour des causes non provenant du service, les engagements contractés avec lui par le remplacé, seront déclarés comme non avenus, et il sera tenu à rembourser toutes les sommes par lui reçues du remplacé. »

15 déc. 1818, Jugement qui statue en ces termes : — « Attendu que la présence de Tassin au corps est suffisamment justifiée; qu'il est constant qu'il a été blessé et qu'il a été placé à l'hôpital, et que rien ne constate qu'il ait été jugé, ni condamné comme déserteur; attendu que la condition essentielle de l'acte notarié du 17 avril 1813 était que le conscrit fût libéré, et que, depuis cinq ans, il n'a pas été recherché; — Par ces motifs, le tribunal ordonne que les poursuites commencées par l'exploit de Pépin, huissier à Paris, en date du 7 mai dernier, seront continuées, et condamne les sieurs Mouillard et Damotte aux dépens. »

Appel de ce Jugement par les sieurs Mouillard et Damotte.

ARRÊT.

LA COUR : — Adoptant les motifs des premiers juges, a mis et met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet; — Condamne, etc.

Du 29 août 1823. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. — Prés., M. Séguier. — Pl., MM. Leroy et Devesvre.

(1) Cette solution est admise par la généralité des auteurs. V. Toullier, t. 3, n. 1314; Locré, *Esprit du Code civil*, t. 5, art. 489; Delvincourt, tom. 1, p. 475; Donnon, t. 2, c. 716; Proudhon, t. 2, p. 313; Favard de Langlade, *Répert.*, v^o *Interdiction*, § 1^{er}, n. 3; Magnin, *des Minorités*, tom. 1, n^{os} 823 et suiv. — Et cela résulte aussi de la discussion qui eut lieu au conseil d'Etat où l'on avait proposé d'insérer au titre de l'interdiction un arti-

1^o INTERDICTION. — MINEUR.2^o MINEUR. — ASSIGNATION. — INTERDICTION.

1^{er} Un mineur, comme un majeur, peut être interdit surtout s'il est furieux. (Cod. civ., 489.) (1)

2^o Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la demande en interdiction d'un mineur soit dirigée contre son tuteur : elle peut l'être contre le mineur seul et personnellement. (Cod. civ., 450 et 492.) (2)

(Le ministère public—C. Canier.)

François-Joseph Canier, âgé de 18 ans, fut signalé au ministère public comme étant, par intervalles, dans un état d'aliénation mentale d'une gravité telle que, durant ses accès de fureur, il attentait à la vie de ceux qui l'approchaient et à la sienne propre.

Le procureur du roi de Metz provoqua, en conséquence, son interdiction (481 du Code civ.).

Mais le tribunal de première instance rejeta la demande, par le motif que s'agissant d'un mineur, il n'y avait point lieu à l'interdiction.

Appel de la part du ministère public. — Remarquons que l'appel fut, comme l'avait été l'assignation primitive, signifié à Canier, personnellement, sans appeler en cause son tuteur.

L'intimé a demandé, par ce motif, la nullité de l'appel interjeté; il a soutenu que le principe, qui ne permet pas d'intenter une action contre un mineur, sans l'assistance de son tuteur, était absolu et sans restriction; que pour qu'il en fût autrement dans l'espèce, il faudrait que la loi contint une dérogation expresse au principe général par elle posé, et que l'on n'en trouve aucune même tacite. — Au fond, l'intimé a cherché à justifier la décision des premiers juges par les moyens suivants : L'art. 489, a-t-il dit, par les expressions qu'il emploie, démontre évidemment que l'interdiction ne peut être provoquée contre le mineur. En effet, cet article porte : « Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité doit être interdit... » Dès que la loi dispose seulement que le majeur doit être interdit, nécessairement on doit en conclure que le mineur ne peut l'être; *inclusio unius est exclusio alterius*. Si le législateur avait réellement voulu admettre l'interdiction d'un mineur, il se serait servi des mots tout individuels, l'individu qui..., celui qui..., locution qu'il a toujours employée lorsqu'il a voulu généraliser une disposition. Vainement opposerait-on l'art. 491, portant que « le ministère public peut, dans le cas de fureur, provoquer l'interdiction d'un individu... »; ces dernières expressions doivent se rapprocher et se concorder avec la disposition précédente de l'art. 489, qui restreint l'interdiction aux majeurs seuls.

— De plus, toutes les autres dispositions sur l'interdiction repoussent le système du ministère public; l'art. 497, qui ordonne la nomination d'un administrateur provisoire, l'art. 499, qui permet aux juges, en rejetant la demande en interdiction, de priver néanmoins le défendeur de la faculté de plaider, transiger, etc., et les articles suivants sont inconciliables avec l'idée de l'interdiction d'un mineur que la loi a déjà entouré des mêmes précautions. Que si le mineur

de d'après lequel le mineur n'aurait pas pu être interdit, proposition qui fut retirée sur les observations de la Cour de cassation, qui prouva que, dans plusieurs cas, il pouvait y avoir nécessité d'interdire un mineur. V. Locré, loc. cit.

(2) Il est même nécessaire que le mineur figure personnellement dans l'instance; il ne serait pas suffisamment représenté par son tuteur. Sie, Nîmes, 22 avril 1839.

était émancipé, alors il resterait pour garantie aux intéressés de se prévaloir des art. 481 et 483 du Code civ., qui autorisent la privation du bénéfice de l'émancipation, en cas d'abus. De tout ce qui précède, il résulte que l'interdiction d'un mineur serait aussi inutile qu'illégitime, puisque les lois protectrices de la minorité offrent toutes les garanties nécessaires pour la personne et les biens du mineur, et que l'interdiction ne pourrait rien y ajouter.

M. Julien, premier avocat général, a soutenu l'appel. Il a rappelé que, dans le projet du Code civil, il avait été inséré un article portant que l'interdiction ne pourrait être provoquée contre un mineur; mais que cet article fut supprimé sur les observations de la Cour de cassation, qui fit remarquer que souvent il pourrait y avoir nécessité d'interdire un individu en état de minorité. Cette suppression, a-t-il dit, explique les légères contradictions que l'inlimé prétend exister dans la loi. Les art. 174 et 175 du Code civil, viennent à l'appui du système de l'interdiction. D'après ces articles, certains pères et les tuteurs ou curateurs peuvent s'opposer au mariage de leur parent ou pupille, pour cause de démence, à la charge, est-il dit, par l'opposant de provoquer l'interdiction. Donc, le législateur a bien réellement voulu et entendu admettre l'interdiction du mineur, interdiction qui, dans l'espèce, peut d'autant moins être refusée, que l'individu à interdire est souvent dans un état de fureur dangereux pour lui et les personnes qui l'approchent. — Sur la nullité de l'appel, M. l'avocat général a fait remarquer que l'action était fondée sur des faits purement personnels à l'intime, auxquels lui seul pouvait répondre, et que, conséquemment, l'assistance de son tuteur ne serait pour lui d'aucune utilité; que, dès lors, le tuteur n'avait pas dû être mis en cause.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la demande en interdiction intentée par le ministère public ne devait être dirigée que contre François-Joseph, quoique mineur de 18 ans; qu'aux termes de l'art. 496 du Code civil, c'était lui qui devait comparaitre en personne pour subir interrogatoire; que, d'après l'art. 498, il devait être appelé à l'audience pour y être entendu de nouveau, s'il y avait lieu, et que, d'après le vœu de l'art. 804 du Code de proc., c'était contre lui que l'appel devait être interjeté; d'où il suit que l'assignation a dû lui être donnée personnellement, ainsi qu'il a été fait; qu'elle est conséquemment régulière;

Attendu que le mineur est dans le cas de l'interdiction, surtout pour cause de fureur, de même que la majeure; que cela résulte d'abord de l'esprit de la loi; qu'il y a, en effet, même raison, même prévoyance et même nécessité d'en agir ainsi pour l'un comme pour l'autre, puisque tous deux dans l'état de fureur peuvent occasionner les mêmes troubles dans la société; que cela résulte, en second lieu, du texte même de la loi; d'une part, l'art. 489 n'est évidemment pas limitatif ni exclusif; d'un autre côté il est aussi dit dans l'art. 491, que le ministère public peut provoquer l'interdiction contre un individu, à défaut, etc., expression générale qui ne permet pas de distinguer entre le majeur et le mineur: il sort enfin des termes combinés des art. 174 et 175, que le tuteur d'un mineur peut former opposition au mariage de ce dernier pour cause de dé-

mence, et, à plus forte raison, pour cause de fureur, et qu'il ne peut le faire qu'après y avoir été autorisé par le conseil de famille et qu'en provoquant son interdiction, ce qui démontre clairement que le mineur est aussi dans le cas d'être interdit; — Attendu que la tutelle à laquelle est déjà soumis un mineur, ne peut nullement faire obstacle à son interdiction, qui est une nouvelle mesure commandée par l'intérêt public dans le cas de fureur, et qui n'est point préexistante dans aucun des moyens que pourrait employer un tuteur relativement à la personne du mineur; — Attendu que s'il n'était point ainsi décidé, il arriverait qu'un mineur furieux et qui ne pourrait être qu'en tutelle, serait capable de faire certains actes, par exemple, son testament, de la portion de biens dont la loi lui permet la libre disposition, tandis que le majeur furieux et que l'on aurait pu interdire, n'aurait pas la capacité de le faire, ce qui serait rendre sans raison la position de l'un plus favorable que celle de l'autre, ce qui implique contradiction et serait une incohérence qui n'est pas et ne saurait être dans la loi; — Par ces motifs, — Sans s'arrêter aux conclusions principales ni subsidiaires de la partie de Dupin, faisant droit, au contraire, aux réquisitions du ministère public, admet ce dernier à prouver, etc.

Du 30 août 1823. — Cour roy. de Metz. — Sect. civ. — Prés., M. de Juvécourt. — Concl., M. Julien, 1^{er} av. gén. — Pl., M. Vandenberg.

1^o PRISE MARITIME. — ANNULATION. — DETTE DE L'ÉTAT.2^o CONSEIL D'ÉTAT. — CONVENTION DIPLOMATIQUE.

1^o L'ordonnance royale qui déclare une prise maritime bonne et valable, malgré la remise de la capture faite au capteur par une puissance étrangère, n'oblige pas le gouvernement français à rembourser au capteur la valeur du bâtiment capturé, encore qu'un traité de paix soit intervenu entre les deux nations (1).

2^o Le conseil d'Etat n'est point d'ailleurs compétent pour décider par la voie contentieuse, si les réclamations du capteur sont ou non du nombre de celles qui ont pu être l'objet de conventions diplomatiques entre les deux Etats (2).

(Rongement.)

Louis, etc.; — Considérant qu'en déclarant par notre ordonnance du 14 oct. 1819 les prises de l'Expectation et du Hope bonnes et valables, nous n'avons point entendu prononcer que le trésor royal serait tenu de rembourser la valeur desdits bâtiments;

Quant à la question de savoir si les répétitions du sieur Rongement sont comprises dans la catégorie de celles qui ont été l'objet de la convention diplomatique faite en 1816 avec la régence d'Alger: — Considérant que cette question n'est pas de nature à être portée devant nous en notre conseil d'Etat par la voie contentieuse:

Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 3 sept. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Crommelles. — Pl., M. Delagrangé.

(1) V. à la date du 20 oct. 1819, la précédente, décision rendue dans la même affaire.

(2) V. en ce sens, ordonn. du 6 août 1823 (aff.

du corsaire la Représant), et les renvois de la note.

1° CONSEIL D'ÉTAT. — POUVOIR. — ORDONNANCE DE SOIT COMMUNIQUÉ. — SIGNIFICATION.

2° ET 3° ÉTABLISSEMENT DANGEREUX — PRÉFET. — AUTORISATION. — OPPOSITION.

1° La signification de l'ordonnance de soit communiqué, rendue sur un pourvoi formé devant le conseil d'Etat, n'est pas nulle par cela seul qu'elle ne mentionne ni la profession, ni le domicile du demandeur. (Règlement du 22 juillet 1806, art. 12.) (1)

2° Le préfet de police à Paris n'est pas compétent pour accorder, en vertu du décret du 15 oct. 1810, l'autorisation de former un établissement dangereux ou insalubre, non classé.

3° En matière d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes, le conseil de préfecture n'a juridiction pour statuer sur les oppositions des tiers, qu'après que l'autorisation a été accordée (2).

(Guyot Walckenaer et autres — C. compagnie Pauwels.)

Louis, etc. — Vu le décret du 15 oct. 1810, et notre ordonnance du 14 janvier 1815, sur les établissements incommodes et insalubres ;

Considérant que la forme du recours des parties au conseil d'Etat est déterminé par le règlement du 22 juillet 1806 ; — Que ce règlement n'exige point l'indication de la profession des parties ; qu'il exige l'indication de leur demeure, mais ne prononce pas la nullité des actes, en cas d'omission de cette formalité ;

Considérant qu'il résulte des circonstances de la cause, et notamment de ce qu'il n'existait pas de classification légale pour les entreprises d'éclairage par le gaz hydrogène, que le préfet de police n'avait pas, dans l'espèce, la capacité nécessaire pour accorder, en vertu du décret du 15 oct. 1810, l'autorisation demandée par la compagnie Pauwels ;

Considérant que les arrêtés attaqués du conseil de préfecture ont été rendus à une époque où l'autorisation n'avait pas encore été accordée, et que, dès lors, ce conseil était dépourvu de juridiction pour statuer sur les oppositions ;

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet de police, du 15 nov. 1821, qui accorde à la compagnie Pauwels l'autorisation de former un établissement d'éclairage par le gaz hydrogène dans le faubourg Poissonnière, est annulé. — 2. Sont également annulés les arrêtés du conseil de préfecture du département de la Seine, des 19 octobre et novembre 1821.

Du 10 sept. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — MM. Darrieux et Delagrangé.

FAILLITE. — SYNDICS. — DÉPENS.

Le syndic d'une faillite qui a chargé un avoué d'occuper dans une instance intéressant la faillite, est tenu personnellement des frais dus à cet avoué. (Chod. civ., 1823.) (3)

(Sorbet — C. Chastin.)

Du 25 sept. 1823. — Cour roy. de Paris. — Ch. vac. — Prés., M. Desèze. — Pl., M. Guichard.

(1) Le conseil d'Etat s'écarte en ce point, des formalités prescrites par l'art. 61 du Code de proc. dont sa jurisprudence tend néanmoins à se rapprocher dans le plus grand nombre de cas. V. au surplus, dans le sens de la solution ci-dessus, Serrigny, *Compétence et procédure administ.*, t. 1, n. 279.

(2) V. dans ce sens, ordonn. du 22 juin 1825 (aff. Barlatier). V. aussi les observations qui accompagnent une autre ordonn. du 19 mars 1817 (aff. Roudé).

EXPERTS. — RAPPORT. — NULLITÉ.

Dans le cas où les experts ne dressent pas leur rapport sur le lieu contentieux, le défaut d'indication des lieu, jour et heure où le rapport sera rédigé n'emporte pas nullité du rapport. (Cod. proc., 317.) (4)

(Rouaix-Bellaguet — C. Hue et consorts.)

En 1817, une expertise fut ordonnée sur un point litigieux entre le sieur Rouaix et le sieur Hue et consorts. — Le 25 oct., même année, les experts procédèrent aux opérations prescrites, sur les lieux contentieux ; mais ils ne rédigèrent leur rapport que le 18 janv. 1819, et dans un lieu autre que le lieu contentieux, sans en avoir, d'ailleurs, prévenu les parties. — Le sieur Rouaix a demandé la nullité du rapport, en se fondant sur la disposition de l'art. 317 du Code de proc. ainsi conçu : « Le rapport sera rédigé sur le lieu contentieux, ou dans le lieu et au jour et heure qui seront indiqués par les experts. » — Le sieur Hue et consorts ont répondu que l'art. 317 ne prononçant point la peine de nullité, on ne pouvait la suppléer, selon la disposition de l'article 1030.

Jugement du tribunal civil de Saint-Girons, qui rejette le moyen de nullité.

Appel. — Le sieur Rouaix a soutenu que la violation de l'art. 317 emportait nullité, bien que la nullité ne fût pas prononcée par cet article, en ce que la formalité qu'il exige est le fondement d'un droit pour les parties ; que ce droit consiste à faire sur le procès-verbal des experts toutes observations qu'elles jugeront convenables ; et que l'exercice de ce droit ne pouvait avoir lieu que lorsqu'elles étaient averties du lieu, du jour et de l'heure où les experts devaient dresser leur rapport.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il résulte des faits et actes du procès, qu'Etienne Rouaix a employé toutes sortes de moyens pour se dispenser de remplir les intimés du montant de leur légitime ; que les moyens qu'il présente contre le rapport des experts sont inexactes en point de fait, ou mal fondés en point de droit ; puisqu'il est certain, d'une part, que les juges ne sont liés, ni par les interlocutoires, ni par les rapports des experts, d'après l'adage, *dictum expertorum non transit in rem judicatum* ; que dès lors, on ne peut s'en faire un motif pour demander une nouvelle expertise sur les bases déjà posées ; que, d'ailleurs, les vices reprochés à l'opération des experts ne sont pas de nature à entraîner la nullité d'un rapport fait sur des bases légales et équitables, etc. ; — Par ces motifs, sans avoir égard aux conclusions, tant principales que subsidiaires d'Etienne Rouaix, ledit arrêt de son appel, etc.

Du 10 oct. 1823. — Cour roy. de Toulouse. — 2^e ch. — Prés., M. de Cambon. — Concl., M. Chabret, av. gén. — Pl., MM. Tournamille et Amilhau.

(3) V. conf., Paris 12 août 1830 ; Bordeaux, 24 avril 1838. En sens contraire, Paris, 25 août 1838.

(4) La jurisprudence incline dans le sens de la décision ci-dessus. V. Cass. 7 déc. 1826 ; 20 août 1828, et 11 nov. 1829 ; Bourges, 20 avril 1825 ; Agen, 16 juill. 1828. V. aussi Cass. 19 juin 1838. — V. cependant en sens contraire, Nancy, 10 sept. 1814, et encore, dans ce dernier sens, Bourges, 12 mai 4, p. 484, et Chauveau sur Carré, *Lois du la proc.*, quest. 1198 *ter*.

APPEL CORRECTIONNEL. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — APPEL A MINIMA.

En matière correctionnelle, le prévenu condamné par défaut est non recevable à interjeter appel, tant que le jugement ne lui a pas été signifié, et tant qu'il est encore dans les délais de l'opposition. (Cod. inst. crim., 203.) (1)

Bien que l'appel a minima, formé avant l'expiration des mêmes délais par le ministère public, soit recevable, les juges d'appel ne peuvent néanmoins y statuer avant que la juridiction des premiers juges se trouve épuisée, soit par un nouveau jugement rendu sur l'opposition du prévenu, soit parce que celui-ci aurait laissé s'écouler les délais de l'opposition, sans attaquer le jugement par cette voie.

(Samuel Brunschweig.)

Du 24 oct. 1823. — Cour roy. de Colmar. — Ch. corr. — Prés., M. Jaquot-Doulat. — Concl., M. Pallard, av. gén.

CONCORDAT. — HOMOLOGATION. — APPEL.

La voie de l'appel n'est pas ouverte contre le jugement d'homologation d'un concordat, alors que ce concordat n'a pas été l'objet d'une opposition de la part du créancier (2).

(Groult — C. Fils) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le concordat du 25 juill. n'est pas encore attaqué par la voie de l'opposition, et que cependant cette voie est la seule par laquelle un créancier puisse faire annuler un concordat et rapporter un jugement d'homologation, que Groult n'a point eu recours à cette voie, mais qu'il a pris celle de l'appel; — Déclare Groult non recevable, etc.

Du 25 oct. 1823. — Cour roy. de Caen. — 4^e ch. — Prés., M. Régée. — Concl., M. de Préfein, av. gén.

EAU (COURS D'). — DIGUE. — ENTRETIEN — COMPÉTENCE.

C'est au préfet, sous recours au ministre de l'intérieur, et non au conseil de préfecture, qu'il appartient de pourvoir à l'exécution d'un règlement d'administration publique qui met l'entretien d'une digue à la charge de plusieurs usiniers, et de déterminer les proportions dans lesquelles chaque usine doit être imposée (3).

(1) F. sur ce point, les observations qui accompagnent le jugement du tribunal de cessation du 19 vent an 11. F. en outre et en sens contraire à la décision ci-dessus, Cass, 19 avril et 31 mai 1833.

(2) On admet en principe que le jugement qui refuse l'homologation est susceptible d'appel de la part de la partie qui l'a provoquée. F. Bouley Paty, des *Faillites*, n. 268. — Mais le jugement qui accorde cette homologation est inattaquable de la part des créanciers qui n'ont pas réclamé : en effet, ils avaient la voie de l'opposition au concordat, et s'ils ne l'ont pas prise, ils ont à se reprocher de n'avoir pas employé la seule voie qui leur fût ouverte; si au contraire ils ont formé opposition à l'homologation, et que leur prétention ait été rejetée, ils ont la voie de l'appel contre le jugement intervenu. C'est dans ce sens qu'il faut recueillir la proposition que nous avançons dans nos notes *Dict. du cont. comm.*, v° *Faillite*, n. 558. F. aussi dans ce sens, Colmar, 17 mars 1813.

(3) C'est là un point consacré par de nombreuses décisions. Mais il résulte également de cette juris-

(Syndics-Boys Fonfrède — C. propriétaires du moulin du Basacle.)

Du 29 oct. 1823. — Ordonn. en cass. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Naylies, Cochlin et Jousset.

FOURNITURES. — SOUS-TRAITANS. — TRANSPORTS MILITAIRES. — VITURIERS.

Les contestations qui peuvent s'élever entre les entrepreneurs de transports militaires et les vituriers avec lesquels ils ont sous-traité, sont de la compétence des tribunaux (4).

Les tribunaux qui, en pareil cas, autorisent les parties à appeler en cause l'administration de la guerre, contraignent aux dispositions qui défendent de citer personnellement les administrateurs devant les tribunaux pour des actes de leur administration. (L. des 24 août 1790 et 16 fruct. an 3.) (Travila et consorts — C. Bonnet et Pages.)

Du 29 oct. 1823. — Ordonn. en cass. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., MM. Marie et Darrieu.

1^o CAUTION JUDICATUM SOLVI. — CONSEIL D'ETAT.**2^o CONSEIL D'ETAT. — ORDONNANCE. — INTERPRÉTATION.**

1^o Le conseil d'Etat n'est pas compétent pour statuer sur le retrait d'une caution judicatum solvi, fournie par un étranger dans une instance suivie devant une Cour royale, bien que l'arrêt rendu par cette Cour ait été annulé administrativement sur conflit (5).

2^o Le conseil d'Etat ne peut statuer, même par voie d'interprétation d'une ordonnance de conflit, sur une affaire soumise à l'autorité judiciaire, lorsqu'à l'égard de cette dernière affaire, il n'existe ni conflit positif, ni conflit négatif (6).

(Bourgmestre de Liège — C. Héril. Grétry.)

L'ordonnance du 2 août 1823, que nous avons rapportée plus haut, à sa date, avait annulé, 1^o l'arrêt du 17 mai précédent, par lequel la Cour royale de Paris avait statué sur le fond de la contestation agitée entre la ville de Liège et les héritiers Grétry; 2^o un autre arrêt du 24 juin, par lequel la Cour avait ordonné l'exécution d'un précédent arrêt du 14 juill., par lequel la Cour avait ordonné la restitution de sommes déposées à titre de caution judicatum solvi.

Après cette ordonnance, les bourgmestres de Liège revinrent devant la Cour royale et deman-

derence, qu'en cas de contestation sur le paiement des parts contributives assignées par le préfet, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur les réclamations des intéressés. F. décr. et ordonn. des 17 janv. 1812 (aff. *Levanqu*); 5 et 6 janv. 1813 (aff. *Blanc* et aff. *Riote*); 6 mars 1816, et 3 juin 1820 (aff. *Briand*).

(4) C'est en effet un point constant de jurisprudence que toutes les contestations entre les entrepreneurs d'un service public et leurs sous-traitans, sont de la compétence des tribunaux. F. Cass, 12 pluv. an 13; 14 mess. an 12; 14 et 17 brum. an 13; ordonn. du 10 janv. 1821 (aff. *Dupin* et *Bourvalet*), et les nombreuses décisions dans le même sens auxquelles les notes renvoient.

(5) F. à la date du 2 août 1823, la précédente ordonnance rendue dans la même affaire.

(6) F. dans le même sens, ordonn. des 10 sept. 1817 (aff. de *Siran*), et la note; 20 juin 1821 (aff. *Moisant*); 26 oct. 1825 (aff. de *Cosme*); Serrigny, *Compét. et procéd. adm.*, t. 1, n. 254.

dèrent la restitution du cantonnement formé par eux. Les héritiers Grétry s'y opposèrent.

Arrêt du 26 août 1823, par lequel la Cour : « Considérant qu'il n'appartient pas à la Cour d'interpréter une ordonnance du roi, qui a statué comme jugement privé et qui comprend dans sa disposition l'arrêt du 14 juill. dernier, renvoie les parties à se pourvoir. »

Pourvoi des bourgmestres au conseil d'Etat ; ils demandent que, par interprétation de l'ordonnance du 2 août 1823, il soit déclaré que l'arrêt du 14 juill. avait été annulé uniquement parce qu'il était postérieur à l'arrêt de conflit, et que cette ordonnance n'empêchait pas de reproduire devant les tribunaux la question qu'il avait jugée.

Louise, etc., — Considérant que la question soumise à la Cour royale de Paris n'était autre que celle de savoir s'il y avait lieu d'accorder aux bourgmestres de la ville de Liège la restitution de la caution *judicatum solvi*, qui avait été fournie pour la contestation judiciaire qu'ils ont soutenue devant ladite Cour :

Considérant, d'ailleurs, qu'il n'existe, dans l'espèce, ni conflit positif, ni conflit négatif, d'où il suit que, dans l'état actuel de l'affaire, les parties ne pouvaient se pourvoir devant nous, en notre conseil d'Etat ;

Art. 1^{er}. Les requêtes des bourgmestres de la ville de Liège sont rejetées.

Du 5 nov. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Cormenin. — *Pl.*, MM. Guény et Rochelle.

AUTORISATION DE COMMUNE. — CONSEIL D'ETAT. — RENVOI.

Lorsque le conseil d'Etat, dans une instance à laquelle une commune est intéressée, renvoie sur une question de propriété les parties à se pourvoir devant les tribunaux, ce n'est qu'à la charge par la commune d'obtenir préalablement du conseil de préfecture, l'autorisation qui lui est nécessaire pour ester en justice (1).

(Commune de la Petite-Pierre — C. Domaines.)

Du 5 nov. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Cormenin. — *Pl.*, M. Guichard fils.

ROULAGE (POLICE DU). — PLAQUE.

Du 5 nov. 1823 (aff. *Pierre*). — Ordonn. en cons. d'Etat. — *V.* la note sur l'ordonn. du 20 nov. 1822 (aff. *Contrevenans de Châteauroux*).

1^{re} APPROBATION D'ÉCRITURE. — VALEUR NON APPRÉCIABLE.

2^o ENFANT NATUREL. — ALIMENTS. — CONVENTION SOUS SEING-PRIVÉ. — CAUSE LICITE.

1^{re} La promesse sous seing privé, non écrite de la main de celui qui l'a signée, n'est pas assujétie à la formalité du bon ou approuvé, lorsque l'engagement contracté n'est pas appréciable au moment de l'obligation. (Cod. civ., 1326.)

2^o Celui qui, sans se déclarer expressément le père d'un enfant naturel, s'engage par acte sous seing-privé à fournir à son entretien, est tenu d'exécuter son obligation ; elle ne contient rien de contraire aux lois ni aux mœurs. (Cod. civ., 334 et 341.) 2

(Dame S... M... — C. Rotis.)

Rotis avait pris un engagement ainsi conçu :

(1) *V.* sur ce point, une ordonn. du 12 fév. 1823 (aff. *Ville de Poitiers*), et la note.

(2) *V.* en ce sens, Cass. 10 mars 1808. *V.* aussi

« Moi François Rotis, propriétaire, habitant de Lombez, déclare m'obliger à payer ce qu'il pourra en coûter pour l'entretien et l'éducation dans un hospice, de l'enfant de la demoiselle S... M... de cette ville ; et j'exige que l'enfant soit mis le plus tôt possible dans ladite maison. Lombez, le 14 juin 1822. Signé, François Rotis. — Le billet n'était pas écrit de sa main ; il l'avait seulement signé.

Poursuivi par la demoiselle S... M..., il a prétendu que le billet était nul : 1^o parce qu'il ne contenait pas, outre la signature, un bon ou approuvé portant en toutes lettres la valeur de la chose promise (art. 1316 Cod. civ.) ; — 2^o parce qu'il n'avait pas de cause ; effectivement on n'y voit point exprimé le motif qui a pu porter le sieur Rotis à s'obliger ; — 3^o parce que, s'il en avait une, ce ne pouvait être que sa paternité ; or, ajoutait-il, un pareil aveu, fait indirectement, dans un acte sous seing privé, ne peut être d'aucune nullité à l'enfant : il ne lui confère aucun droit. L'art. 334 du Code civil porte que la reconnaissance d'un enfant naturel sera faite par un acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans son acte de naissance. Ainsi, en considérant l'acte du 14 juin 1822, comme une reconnaissance faite de sa paternité, cet acte est radicalement nul, puisqu'il est sous seing privé et ne peut, en conséquence, servir de fondement à la demande dirigée contre moi, de fournir à l'entretien de l'enfant de la demoiselle S... M... »

24 janv. 1823, jugement du tribunal civil de Lombez, qui déclare le billet valable. — Les motifs de ce jugement sont en substance : Que la promesse sous seing privé n'est soumise à la formalité du bon ou approuvé, de la partie qui l'a souscrite sans l'écrire en entier, qu'autant que la chose promise peut être évaluée au moment de l'acte ; que tel est le sens du mot *appréciable*, employé par l'art. 1326 ; que les dépenses d'entretien dont le sieur Rotis s'était chargé n'étant point connues le 14 juin 1822, il n'a dépendu ni de lui ni du créancier que l'approuvé fût joint à la signature ; qu'en outre, l'engagement qui porte sur une chose au moins déterminée, quant à son espèce, a un caractère légal, suivant l'art. 1129, et que cette condition existe dans celui du 14 juin. D'un autre côté, qu'une obligation ne cesse pas d'être valable parce que la cause qui l'a produite n'y est point exprimée ; que l'acte du 14 juin prend sa source peut-être dans un sentiment d'équité ou de bienfaisance ; qu'il est indifférent d'ailleurs, que le contrat ait pour objet d'assurer des secours à un enfant naturel, dès que la reconnaissance de paternité, seule capable d'en vicier les dispositions, ne s'y rencontre en aucune manière. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la déclaration souscrite par le sieur Rotis, le 14 juin 1822, est régulière dans la forme ; qu'elle n'a rien de contraire aux lois, et qu'il était libre de s'obliger de fournir à l'entretien de l'enfant de la demoiselle S... M... ; d'où il suit qu'il ne peut se dégager de satisfaire à l'obligation qu'il a contractée ; et bien que tous dommages et intérêts pour faits de séduction soient aujourd'hui interdits, cependant celui qui s'est engagé de nourrir un enfant naturel, est tenu d'exécuter son engagement, principe consacré par l'arrêt de la Cour de cassation du 10 mars 1808 ; — A démis de l'appel, etc.

Du 9 nov. 1823. — Cour roy. d'Agen.

sur ce point, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Montpellier du 28 janv. 1806.

PARTAGE. — MINEURS.

Le partage fait entre majeurs et mineurs, sans l'observation des formalités de justice, n'est provisionnel qu'à l'égard des mineurs : à l'égard des majeurs il est définitif. (Cod. civ., 840.) (1)

(Amoureux — C. Costes et Vidieu.)

4 sept. 1819. acte de partage de la succession de Pierre Loygues, entre tous les ayans droit. — Ces ayans droit étaient la dame veuve Loygues, la dame Vidieu et la dame Costes, filles du sieur Pierre Loygues, et les enfans du sieur Casimir Loygues, fils de Pierre Loygues. — Il faut remarquer que ces enfans étaient mineurs, que tous les autres cohéritiers étaient majeurs, et que l'acte de partage fut fait sans l'observation des formalités prescrites pour les partages auxquels des mineurs se trouvent intéressés. — Seulement, la dame Amoureux, mère et tutrice des mineurs, et la dame veuve Loygues leur aïeule, s'obligèrent, à peine de tous dommages-intérêts, à faire ratifier le partage par les mineurs, à l'époque de leur majorité.

En mars 1820, les dames Costes et Vidieu attaquent le partage du 4 sept. 1819, pour cause de dol, de fraude et de lésion; mais surtout par le motif que n'ayant pas été fait dans la forme prescrite pour les partages auxquels sont intéressés des mineurs, il doit être regardé comme seulement provisionnel, aux termes des art. 466 et 840 du Code civ.

La dame Amoureux, tutrice des mineurs, répond que les formalités prescrites n'étant établies que dans l'intérêt des mineurs, les mineurs ont seuls qualité pour exciper du défaut d'observation des formalités, et, qu'à leur égard seulement, le partage doit être réputé provisionnel; que c'est la conséquence nécessaire de la disposition de l'art. 1125, deuxième alinéa du Code civ., portant: « Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit, ou de la femme mariée avec qui ils ont contracté. »

28 nov. 1820, jugement du tribunal de Cahors qui, considérant que le partage fait sans formalité n'est que provisionnel, aux termes de l'art. 840 du Code civ., ordonne un nouveau partage. Appel de la part de la dame Amoureux tutrice de ses enfans mineurs.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que les formalités exigées par le législateur dans les actes où les mineurs peuvent être intéressés, n'ont été établies que pour assurer la conservation des droits des individus qui, par leur âge ou leur faiblesse, pouvaient être les victimes du dol et de la fraude, et que les bénéfices qui résultent de la disposition de ces lois ne peuvent être revendiqués que par ceux qui ont été l'objet de la sollicitude du législateur: d'où suit que les majeurs qui ont traité avec les mineurs ne peuvent point exciper de la violation de ces formalités. Ce principe est consacré de la manière la plus précise dans le second paragraphe de l'art. 1125 du Code civ.; — Attendu, dans l'espèce, que le partage fait le 4 sept. 1819 avait pour but de régler les intérêts des parties, de faire cesser l'indivision sur l'hérédité de l'auteur commun; que le partage porte, dans ses énonciations, tout le caractère d'un traité définitif; dès lors, la dame Loygues, épouse Vidieu, est sans qualité pour demander la nullité

d'un acte qui l'a irrévocablement liée, et que le bénéfice des mineurs ne saurait lui être applicable: — Attendu que la dame Loygues, épouse Costes, a ratifié, le 29 déc. 1821, l'acte de partage du 4 sept. 1819, et qu'elle s'est désistée de l'utilité du jugement du 28 nov. 1820; — Par ces motifs, maintient l'acte de partage passé entre parties le 4 sept. 1819, etc.

Du 12 nov. 1823. — Cour roy. d'Agen. — Ch. civ. — Prés., M. Deiong, p. p. — Concl., M. Lébé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Baradat, Capuran et Gladi.

PÉREMPTION. — DROIT ANCIEN. — CODE DE PROCÉDURE. — EFFET RÉTROACTIF.

Dans le ressort du parlement de Bordeaux, la péremption s'acquiert de plein droit par le laps de trois ans écoulés sans poursuites (2).

C'est d'après les dispositions du Code de procédure que se règle la péremption qui ne s'acquiert que sous son empire, encore qu'il s'agisse d'une instance antérieure. (Cod. proc., 397.) (3)

(Mahes — C. Deusse.)

Du 13 nov. 1823. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Deiong, p. p. — Concl., M. Lébé, av. gén. — Pl., MM. Ducros et Dayrie.

DÉMENGE. — CHAMBRE DU CONSEIL. — CHAMBRE D'ACCUSATION.

La démenge n'est pas une simple excuse, c'est une circonstance exclusive de toute criminalité, et par conséquent de toutes poursuites. En conséquence, la chambre du conseil et celle des mises en accusation sont compétentes pour examiner l'état moral de l'inculpé et déclarer qu'il n'y a pas lieu à poursuivre si elles reconnaissent qu'il était en état de démenge au moment où il a commis le fait qui lui est imputé (4).

(Laurent C.)

Réquisitoire du ministère public: « Considérant que, suivant l'art. 128 du Code d'inst. crim., si les juges sont d'avis que le fait ne présente ni crime, ni délit, il sera déclaré qu'il n'y a lieu à poursuivre; — Que, suivant l'art. 64 du Code pén., il n'y a ni crime, ni délit, lorsque le prévenu était en état de démenge au temps de l'action; — Que si C... était en démenge lorsqu'il a tenté d'assassiner son père, il n'y a ni crime ni délit, et qu'il n'y a lieu de poursuivre; — Que la chambre du conseil et celle d'accusation sont compétentes pour juger l'état moral du prévenu, puisque c'est sur son état moral qu'on peut décider s'il y a crime ou délit; — Que la démenge est exclusive de la volonté, et conséquemment de la culpabilité; — Que déjà, plusieurs fois, la Cour de cassation a décidé que la chambre d'accusation peut et doit juger si le prévenu était dans un état de démenge lors de l'action; que c'est aussi ce qui a été jugé par la chambre d'accusation de la Cour royale de Grenoble, en 1821, en la cause d'Harrel; — Que la démenge n'est pas un fait d'excuse, puisque s'excuser suppose une volonté, et que l'insensé n'en a point; — Considérant que le fait de la démenge de C... paraît certain; mais qu'il importe qu'il soit constaté d'une manière encore plus certaine si elle existait au temps de l'action; — Par ces considérations, le procureur général requiert la chambre d'accusation, avant de statuer sur le sort de l'ordonnance de la chambre du conseil, d'ordonner

(1) La jurisprudence se prononce dans le sens de cette solution. V. Colmar, 28 nov. 1816, et la note.

(2) F. conf., Cass. 25 nov. 1813.

(3) F. sur ce point, Cass. 25 nov. 1823, et la note.

(4) V. arr. en ce sens, Cass. 27 mars 1816; 8 janv. 1819, et la note.

que C... sera, de nouveau et plusieurs fois, interrogé par le juge d'instruction près le tribunal; que ledit C... sera visité par deux médecins, et qu'il sera procédé à l'audition des témoins. Le tout pour s'assurer si, à l'époque de l'action et actuellement, C... était, et s'il est dans un état de démenée. »

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs exprimés dans le réquisitoire du procureur général; — Ordonne, avant dire droit définitivement, qu'il sera procédé à de nouvelles informations envers les témoins, qui seront produits par le ministère public, sur le fait imputé à Laurent C...; comme aussi ordonne que, par deux médecins délégués à cet effet, il sera procédé à plusieurs examens successifs de la personne dudit C..., à l'effet de connaître l'état moral et physique de cet individu; pour ce fait, être ensuite statué ce qu'il appartiendra, etc.

Du 13 nov. 1823. — Cour roy. de Grenoble. — Ch. d'acc. — Concl. M. Gonsolin, subst.

ORDRE. — CRÉANCIERS. — MISE EN CAUSE.

En matière d'ordre, tous les créanciers doivent être mis en cause et intimés sur l'appel qui peut être interjeté, lorsque les difficultés qui s'élèvent touchent non pas seulement à une contestation entre certains créanciers en particulier, mais à l'ordre entier et à la collocation dans son ensemble. (Cod. proc., 667 et 669.) (1)

(Blanchard — C. Bliu.)

Du 14 nov. 1823. — Cour roy. de Bourges. — Pres., M. Delaméthérie. — Pl., MM. Mayet-Gentry et Fravaton.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — DISTRACTION. — DÉPENS. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Celui qui forme une demande en distraction d'immeubles lui appartenant, qui ont été mis mal à propos compris dans une saisie, ne peut être condamné aux frais de la saisie, à titre de dommages-intérêts, par cela seul qu'il a permis d'insérer son nom sur la matrice du rôle (ce qui a pu induire en erreur le saisissant), ou qu'il n'a formé la demande en distraction que lorsque la saisie était déjà fort avancée. — Il n'y a pas la négligence donnant lieu à responsabilité. (Cod. civ., 4882.) (2)

(Leydier — C. Spéry.)

Des immeubles appartenant aux époux Cottinet sont saisis à la requête des époux Spéry. — Il paraît que des immeubles appartenant aux époux Leydier furent mal à propos compris dans la saisie. — Demande en distraction par les époux Leydier.

Jugement qui ordonne que les immeubles réclamés par les époux Leydier seront distraits de la saisie; et qui, cependant, les condamne, à titre de dommages-intérêts, aux deux tiers des frais de la saisie, jusqu'au jour de leur demande en distraction. — Appel de la part des époux Leydier.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'un acquéreur de biens immobiliers n'est pas assujéti, pour consolider son acquisition, à faire substituer son nom à celui du vendeur sur la matrice du rôle; que cette formalité peut être utile pour la per-

ception de l'impôt, mais que la loi n'en a pas fait un accessoire obligé du contrat de vente; que l'omission de cette formalité ne peut être assimilée aux négligences prévues par l'art. 1383 du Cod. civ. et rendre l'acquéreur passible de dommages et intérêts envers des tiers; — Considérant qu'aux termes de l'art. 675 du Code de proc. civ., le procès-verbal de saisie-immobilière doit contenir l'extrait de la matrice du rôle de la contribution foncière pour que tous les articles saisis; que cet article n'exprime pas le mot transcription de cet extrait; qu'en rattachant cette disposition à la législation précédente, on peut croire qu'elle a eu plutôt pour objet de faire connaître la valeur présumée des biens saisis, que le nom de leur propriétaire; d'où il suit qu'il n'est pas au saisissant, d'avoir cet extrait avant de former la saisie; qu'il doit, dans son intérêt, s'assurer, par d'autres moyens, si l'individu inscrit sur la matrice est encore propriétaire des biens à saisir, et qu'il n'a aucune action contre l'acquéreur de ces biens qui, les ayant acquis avant la saisie, n'a pas fait substituer sur la matrice son nom à celui de cet individu; — Considérant dans le fait, que, par contrat passé le 13 avril 1818 devant Duurrel, notaire à Amiens, et transcrit au bureau des hypothèques de cette ville, le 18 du même mois, les sieur et dame Leydier ont acquis des sieur et dame Cottinet une maison et une pièce de terre situées à Pont-Neuf, que cette vente a été faite avec la faculté de rachat pendant quatre ans, et qu'entre autres conditions il a été convenu que les vendeurs conserveraient pendant ces quatre années, la jouissance de la maison et de la pièce de terre moyennant une redevance annuelle de 54 fr., et qu'ils en paieraient les contributions; — Considérant que les vendeurs n'ayant pas usé de la faculté de rachat, les sieur et dame Leydier sont devenus, le 13 avril 1822, propriétaires définitifs des biens achetés; que, jusqu'à cette dernière époque il n'y avait nul intérêt pour eux à déclarer au maire de Pont-Neuf, la mutation de leur nouvelle propriété; qu'il était plus convenable, pendant la durée de la faculté de rachat, de laisser subsister sur la matrice du rôle le nom du sieur Cottinet, puisque celui-ci avait le droit de rentrer dans ses biens; qu'on ne peut reprocher aux sieur et dame Leydier d'avoir négligé une déclaration que la loi ne leur prescrivait pas de faire, et que leur position relative leur permettait de différer; — Considérant que la demoiselle Robert, maintenant femme du sieur Spéry, a fait saisir, le 6 fév. 1822, sur les sieur et dame Cottinet, la maison et la pièce de terre vendus précédemment aux sieur et dame Leydier; que cette saisie a eu lieu, non après, mais avant l'expiration du délai du rachat dont il s'agit, que sous ce rapport, les sieur et dame Leydier n'avaient pas encore fait porter leur nom sur la matrice du rôle; — Considérant que les extraits de cette matrice que la dame Spéry a lavés et fait insérer dans le procès-verbal de saisie immobilière, n'énoncent même pas le nom d'aucun propriétaire des biens; que, suivant ces extraits, les biens étaient portés sous le nom de François Godbert et Jacques Sagez, représentés par les ayants droit de Firmin Cottinet; qu'on ne voit pas si ces ayants droit étaient les héritiers, les légataires du sieur Cottinet, ou ses successeurs à titre d'acquisition; — Que la dame Spéry, au lieu de s'arrêter à ces extraits, aurait dû chercher quels étaient les ayants droit du sieur Cottinet, qu'elle aurait pu consulter, au bureau des hypothèques d'Amiens, les registres de la transcription des actes de vente; qu'elle y aurait vu la

(1) V. sur ce point, 4 mars 1829; Riom, 29 juin et 3 août 1826, et notre Table décenn. 1821-1840, 8^e Ordon., n° 400 et suiv.

(2) F. anal. en ce sens, Grenoble, 4 fév. 1829.

vente faite aux sieur et dame Leydier, et n'aurait pas été induite, sur le véritable propriétaire des biens saisis, dans une erreur qu'elle ne peut reprocher qu'à elle-même; — Considérant que la loi ne fixe pas l'époque à laquelle un propriétaire doit former sa demande en distraction de ses biens mal à propos compris dans une saisie immobilière; qu'il est possible qu'en formant plus tôt cette demande il ait évité aux saisisans une partie des frais ou la continuation de la saisie; mais qu'on ne peut suppléer au silence de la loi et faire supporter pour ce retard une peine quelconque au demandeur en distraction; — Considérant, dans l'espèce, que, le 14 sept. 1822, les sieur et dame Leydier ont notifié aux sieur et dame Spéry leur contrat d'acquisition du 13 avril 1818, et leur ont fait défenses de poursuivre leur saisie sur les biens qu'ils avaient achetés des sieur et dame Colinet; que rien ne prouve qu'il y ait eu avant cette notification, un retard volontaire dont les sieur et dame Leydier doivent supporter la peine; — Qu'ainsi, il n'y avait lieu, sous aucun rapport, à condamner les sieur et dame Leydier aux deux tiers des frais de saisie faits antérieurement au 14 sept. 1822, ni au deux tiers du coût du jugement; — Par ces motifs, met l'appellation et le jugement rendu par le tribunal d'Amiens, le 12 nov. dernier, au néant, en ce que Leydier et sa femme ont été condamnés aux deux tiers des frais de poursuite de saisie immobilière faits par Spéry et sa femme; — Ordonne que ces frais et le coût du jugement seront supportés relativement aux époux Leydier par les intimés, sauf le recours de ceux-ci contre qui et ainsi qu'ils aviseront; — Au résidu dit que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 18 nov. 1823. — Cour roy. d'Amiens.

ALIMENS. — USUFRUIT. — SAISIE.

Du 18 nov. 1823 (aff. *Paulinier*). — Cour roy. de Toulouse. — F. l'arrêt de la Cour de cassation du 15 fév. 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

SAISIE-EXÉCUTION. — MEUNIER. — OMETS INSAISISSABLES.

Le cheval et la charrette d'un meunier, ne sont pas mis au nombre des outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles. On ne peut pas assimiler ces objets à ceux dont la conservation est nécessaire à l'existence des artisans, et indispensables à la mise en activité du moulin; en conséquence il est permis de les saisir. (Cod. proc., 592.) (1)

(N... N...)

Du 20 nov. 1823. — Cour roy. d'Orléans.

DÉLITS DE PRESSE. — ÉCRITS. — DISTRIBUTION.

La distribution d'un écrit renfermant un délit peut être poursuivie, sans que le prévenu soit recevable à excepter du défaut de poursuites de la part du ministère public contre l'auteur du écrit. (L. du 17 mai 1819, art. 1, 2 et 3.) (2)

Le fait d'avoir adressé une lettre aux électeurs

(1) Cette décision est ainsi rapportée par M. Coles de Lanque, *Jurisp. de la Cour royale d'Orléans*, v° Saisie exécution. V. aussi dans le même sens, l'arrêt de la même Cour du 11 déc. 1817, et la note. *Add.*, Cass. 27 mars 1821.

(2) V. dans ce sens, de Grattier, *Comment. sur les lois de la presse*, tom. 1, pag. 125 et 137.

(3) La jurisprudence est fort divergente sur ce

d'un arrondissement, constituée une distribution dans le sens de l'art. 1^{er} de la loi du 17 mai 1819.

(Zickel.)

Du 20 nov. 1823. — Cour roy. de Colmar. — Prés., M. Millet de Chevers — Concl., M. Palliard, av. gén. — Pl., M. Verna.

EXÉCUTION PROVISOIRE. — DEGRÉS DE RESTRICTION.

L'exécution provisoire peut être obtenue en appel, quoiqu'il n'ait pas été demandée en première instance. (Cod. proc. civ., 135 et 458.) (3)

(Dalayrac — C. les époux de Combret.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 458 du Code de proc. civ. autorise l'intimé à demander l'exécution provisoire du jugement sur l'appel, dans tous les cas où elle est autorisée; qu'elle est expressément autorisée par l'art. 135 du même Code, toutes les fois qu'il y a, comme dans l'espèce, titre authentique ou promesse reconnue, puisqu'il dispose, en termes impératifs, qu'elle sera ordonnée dans ce cas, et que l'art. 458, ne faisant aucunement dépendre le droit que la Cour a de l'ordonner du point de savoir si elle a été demandée ou non en première instance, mais uniquement de savoir si elle est autorisée pour le cas où on la demande, il ne peut pas être permis de faire une distinction qui n'est point faite par la loi, lorsqu'il s'agit, surtout, d'un droit qui, au fond, ne peut pas être contesté; — Attendu, d'ailleurs, que cette exécution provisoire avait été, expressément demandée en première instance par la veuve Portailier, et que le sieur Dalayrac se trouvant expressément subrogé à tous les droits de celle-ci par une stipulation formelle, contenue dans la quittance publique, du montant des condamnations prononcées en sa faveur contre ledit Dalayrac, celui-ci a tout aussi bien le droit de demander cette exécution provisoire, qu'elle l'aurait eu elle-même, si elle ne lui avait pas cédé ses droits; — Par ces motifs, faisant droit à la requête de Dalayrac, ordonne que le jugement rendu entre parties par le tribunal de Florac, sera exécuté, nonobstant appel, sans caution;

Du 21 nov. 1823. — Cour roy. de Limoges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Thourat. — Concl., M. Golland de Labenne, av. gén. — Pl., MM. Monnier Tailhades et Boyer, fils.

VENTE AUX ENCHÈRES. — RÉCOLTES. — GREFFIERS. — HUISSIERS.

Les greffiers et huissiers de justice du pôle ne peuvent opérer la vente de ces objets qui sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi, avant la vente et au moment de la vente. — Ils ne peuvent procéder à la vente des objets qui ne sont mobiliers que par l'effet de la vente, tels que les récoltes sur pied. (L. des 21-25 juill. 1790, art. 6, et du 17 sept. 1793, art. 1^{er}; Arrêts des 12 fruct. an 4, et 27 niv. an 5; Cod. civ., 520.) (4)

point; V. Paris, 27 sept. 1838, et la note; *Add.*, Montpellier, 27 août 1840..

(4) La Cour de cassation s'est prononcée en sens contraire sur ce point. [V. arrêts des 4 juin 1821; 11 mai 1837, et les décisions indiquées dans notre Table décennale 1831-1840. 1^{re} Vente publ. et aux enchères, n^{os} 3 et 4. — *Jange*, Cass. 1^{er} juin 1822, et la note; Jay, *Manuel des greffiers de justices de paix*, p. 100.

(Ledoux et la chambre des notaires d'Abbeville —C. Bricot et Mesnières.)

14 fév. 1823, assignation de la part du sieur Ledoux, notaire à Rue, aux sieurs Bricot et Mesnières, greffier et huissier de la justice de paix, pour se voir condamner en 1500 fr. de dommages-intérêts, par le motif qu'ils ont procédé à des ventes publiques de fruits pendans par branches et par racines, et d'arbres sur pied. —Il soutient que les lois des 21-26 juill. 1790, du 17 sept. 1793, et les arrêtés du directoire exécutif des 12 fruct. an 4 et 27 niv. an 5, en autorisant les huissiers et greffiers à procéder aux ventes de meubles, ont entendu parler seulement des ventes d'objets qui sont meubles, au moment même où la vente est faite, et non d'objets qui, comme les fruits pendans par branches ou par racines, ne deviennent meubles que par l'effet de la vente. —Il conclut en outre à ce qu'il soit fait défense auxdits greffiers et huissiers de procéder, à l'avenir, à aucune vente des récoltes pendantes ou d'arbres sur pied.

La chambre des notaires d'Abbeville intervient dans l'instance et prend les mêmes conclusions que le sieur Ledoux.

17 juin 1823, jugement du tribunal de première instance qui rejette la demande du sieur Ledoux et de la chambre des notaires. — Considérant qu'aux termes des lois des 26 juill. 1790 et 17 sept. 1793, des arrêtés du directoire exécutif des 12 fruct. an 4 et 27 niv. an 5, les notaires, greffiers et huissiers ont été subrogés aux huissiers priseurs, lors supprimés, dans le droit de procéder seuls, et à l'exclusion de tous autres, à la vente publique de tout bien meuble, soit qu'elle fût faite volontairement après inventaire, ou par autorité de justice, en quelque sorte et manière que ce pût être, et sans aucune exception, le tout conformément à l'édit de 1771; — Qu'aux termes de la loi du 22 pluvi. an 7, les meubles, effets, marchandises, bois, fruits, récoltes et tous autres objets mobiliers, ne peuvent être vendus que par le ministère d'officiers publics ayant qualité pour y procéder; que les adjudications, ventes, cessions de récolte de l'année sur pied, coupe de bois taillis et de haute futaie, sont réputées mobilières par l'art. 68, § 5 de la loi du 22 frim. an 7; — Qu'il suit de toutes les autorités précitées, que la vente aux enchères publiques, des récoltes et bois sur pied, est réputée vente d'effets mobiliers; que cette opinion généralement reçue avait été consacrée par l'arrêt de la Cour de cassation du 8 mars 1820, qui casse l'arrêt de la Cour de Douai du 7 mai 1818; qu'à la vérité, la Cour de Paris, appelée à prononcer de nouveau sur la même question, ayant professé les mêmes principes que celle de Douai, la Cour de cassation, en maintenant l'arrêt de la Cour de Paris semble avoir changé sa jurisprudence; que cette décision a d'autant plus de poids qu'elle a été prise sections réunies; que ces arrêts néanmoins n'ont pas l'autorité de la loi, ni même celle d'une jurisprudence constante et assise; — Considérant que les conclusions du ministère public, qui, sans doute, ont beaucoup contribué à ce changement, reconnaissent que les fruits pendans par racines, quoique qualifiés immeubles par l'art. 520 du Code civ., sont néanmoins réputés meubles, lorsque le point de vue sous lequel on les considère tend à les soustraire immédiatement détachés du sol; que telle est en effet la jurisprudence de la Cour; mais qu'en convenant de ce point essentiel, le ministère public a prétendu que cela ne suffisait pas pour conférer aux commissaires-priseurs le droit de vendre ces fruits; que la nature de leurs fonctions et la manière

dont ils les exercent s'opposent à ce qu'ils aient une pareille attribution; qu'étant obligés de vendre au comptant, et leur procès verbal n'ayant ni force exécutoire, ni vertu d'obliger ou de conférer hypothèque, il est de l'intérêt de la société que ce droit de vente ne leur soit pas attribué; — Considérant que ces inconvénients signalés par le ministère public ne sont pas un obstacle à la conservation d'un droit acquis, parce que des des récoltes et des arbres, quoique sur pied, peuvent bien être vendus au comptant si cela convient aux vendeurs, ce qui fait disparaître toute difficulté; que si les commissaires-priseurs vendent à crédit, c'est à leurs risques et périls, et sans danger pour les parties qui s'adressent à eux; — Considérant que la cause des notaires contre les huissiers et greffiers n'est pas en tout point semblable à celle des commissaires-priseurs; que ceux-ci prétendaient au privilège exclusif, tandis que l'huissier et le greffier ne prétendaient qu'au partage; que ce partage était, en effet, dans l'intérêt de la loi, suivant les circonstances des ventes, mais que jamais elle n'a entendu empêcher une partie de se servir, pour la vente au comptant, du ministère des officiers qu'elle appelait concurremment; — Considérant que les objets dont il s'agit sont réputés meubles pour la vente par les lois et par la jurisprudence; que la loi de pluviose précitée attribue aux notaires, huissiers et greffiers, le droit de procéder spécialement à ces ventes, ce qui constitue, en faveur de ces officiers, un double droit général et spécial; qu'ainsi s'évanouit l'objection qui prenait tant de force dans la bouche du ministère public, savoir, que toute vente mobilière n'est pas du ressort des commissaires-priseurs; — Considérant qu'il n'appartient qu'à l'autorité législative de retirer un droit que la loi a conféré.

Appel par la chambre des notaires et par le sieur Ledoux.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, par les lois de leur institution, les greffiers des justices de paix, les huissiers et les commissaires-priseurs ne peuvent procéder qu'aux prises et ventes publiques de meubles et effets mobiliers dont le prix est susceptible d'être payé comptant; — Considérant que ces dispositions ne comprennent évidemment que les choses qui sont meubles par leur nature, ou par la détermination de la loi, au moment de la vente, mais qu'elles ne doivent pas s'appliquer à celles qui ne sont mobilières que par l'effet de cette vente; — Considérant qu'aux termes des art. 518 et suivants du Code civ., les coupes ordinaires des bois taillis ou de futaies, ainsi que les récoltes pendantes par les racines, et les fruits des arbres non recueillis, sont immeubles par leur nature, et ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure qu'ils sont abattus, coupés ou détachés du sol; — Considérant que les exceptions spéciales qui peuvent avoir été portées par la loi à la règle générale tirée par le Code ne doivent pas être appliquées hors de leur espèce; que, par conséquent, c'est sans aucun droit que les intimés se sont immiscés dans la vente de bois, alors qu'ils n'étaient point encore abattus; que néanmoins des controverses qui ont existé sur la question dont il s'agit, et les variations que la jurisprudence a éprouvées dans ces derniers temps, rendent leur conduite excusable et doivent les faire exempter de dommages-intérêts autres que les dépens du procès; — Par ces motifs, à mis le jugement dont est appel au néant, etc.

Du 21 nov. 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Maleville. — Concl., M. Bosquill-

lon de Fontenay, av. gén.—Pl., MM. Girardin, Vassel et Manhart.

EXPLOIT. — DOMICILE. — NULLITÉ.

La nullité résultant de ce qu'un exploit d'ajournement ne contient pas l'indication exacte du domicile du défendeur, ne peut être écartée sous le seul prétexte que la partie assignée ne justifie pas avoir éprouvé un préjudice à raison de la fautive indication (1).

(Bernier — C. Joubert et Dubois.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, relativement à la nullité d'exploit proposée par la partie de Gaultier, en droit, que l'art. 415 du Code de proc. civ. dispose, sur la procédure devant les tribunaux de commerce, que toute demande par exploit d'ajournement doit être formée suivant les formalités prescrites au titre des *Ajournemens*; — Considérant que l'art. 61 du même Code, tit. 2, des *Ajournemens*, porte expressément que « l'exploit d'ajournement doit contenir, entre autres dispositions, l'indication de la demeure du défendeur, et ce à peine de nullité »; — Considérant que ces formalités, prescrites à peine de nullité par le législateur, ont un but manifeste d'utilité, et que l'infraction de ces formalités ne peut être tolérée sous le prétexte que la partie assignée ne justifie pas en avoir éprouvé un préjudice déterminé; — Considérant, en fait, que dans l'exploit d'ajournement, du 8 mars 1823, dit notifié à domicile à la partie de Gaultier, celle-ci est dite demeurer au Pe-de-Buzai, commune du Pellerin; — Considérant que la partie de Gaultier a constamment maintenu avoir sa demeure au village de Buzai, commune de Rouans, et non au Pe-de-Buzai, commune du Pellerin; — Considérant que ce maintien et cette dénégation se trouvent suffisamment confirmés et reconnus par l'attestation conforme du maire de la commune de Rouans; — Que, d'ailleurs, la partie de Gailiard n'a offert aucune preuve contraire; d'où il suit que l'exploit dont il s'agit ne contient pas la vraie indication du domicile de l'appelant, et qu'ainsi il y avait lieu d'en prononcer la nullité; — Considérant qu'il est juste d'accorder à la partie de Gailiard acte de ses réserves contre l'huissier chargé de cette assignation; — Par ces motifs, etc.

Du 22 nov. 1823. — Cour roy. de Rennes. — Prés., M. Denis Deporzou. — Pl., M. Méaulle, Richelot et Leroux.

DOUAIRE. — DRUIL. — HYPOTHÈQUE LÉGALE. — SUBROGATION.

Du 22 nov. 1823 (aff. Rollin et Blacque Belair). — Cour roy. de Bourges. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 31 mai 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

1^{er} APPEL. — DERNIER RESSORT. — FIN DE NON-RECEVOIR.

2nd DERNIER RESSORT. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

1^{re} La fin de non-recevoir contre un appel, prise de ce que le jugement attaqué est en dernier ressort, n'est pas une nullité, dans

le sens de l'art. 173, Cod. proc., qui doit être proposé immédiatement (2).

2^o La règle que les tribunaux de première instance ne peuvent statuer en dernier ressort, lorsqu'en défendant à une demande au-dessous de 1,000 fr., une partie conclut reconventionnellement à des dommages-intérêts ou à d'autres objets qui excèdent cette somme, n'est point applicable si la demande reconventionnelle n'a pas son fondement dans un fait antérieur à celui sur lequel porte la demande principale, mais au contraire lui est accessoire. — Dans ce cas, il y a lieu de statuer en dernier ressort (3).

(Sansot — C. Larroque.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, quoique lors de la position des qualités, le 15 juillet dernier, il n'ait point été conclu au rejet de l'appel, et que, par arrêt du 20 novembre courant, la Cour ait ordonné la comparution personnelle des parties, on ne saurait opposer aux parties Druille (Larroque) une fin de non-recevoir prise de l'art. 173 du Code de proc. civile, parce que le moyen de rejet d'appel était pris de ce que les premiers juges ont jugé et ont dû juger en dernier ressort, ce moyen n'a pu être couvert, et reste dans son entier.

Mais attendu que la demande reconventionnelle en dommages-intérêts, formée par la partie Marion (Sansot), prend sa source dans un fait antérieur à la demande principale de la partie de Druille, puisqu'elle se rattache à un projet déjà jugé en dernier ressort, par le tribunal de Montauban, dont la décision a acquis l'autorité de la chose jugée; que, dès lors, et d'après le dernier état de la jurisprudence, cette demande reconventionnelle doit être cumulée avec la demande principale, pour fixer le taux du dernier ressort; — Attendu, d'ailleurs, que ledit Sansot, soit devant le juge de paix, soit devant le tribunal de première instance, avait lui-même formé une demande principale, en validité d'une lettre de change de la somme de 950 fr.; que le tribunal de Montauban ayant été saisi de cette demande, et ayant déclaré qu'il n'y avait pas lieu de s'en occuper, il est impossible de soutenir que Sansot ne soit pas en droit de soumettre cette décision à l'examen de la Cour, puisque sa demande et celle de Larroque, réunies, excèdent le taux du dernier ressort; — Attendu, dès lors, que la demande en rejet d'appel ne saurait être accueillie, mais que la cause, au fond, devant être plaidée de suite, il convient de joindre les dépens de l'incident; — Par ces motifs, disant droit sur les conclusions subsidiaires de la partie de Marion; sans s'arrêter à la demande en rejet d'appel formée par ledit Larroque, dont l'a démis et démet, ordonne que la cause sera de suite plaidée au fond, dépens réservés.

Du 24 nov. 1823. — Cour roy. de Tonlouse. — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. Hocquart, p. p. — Concl., M. de Bastoulh, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Tournamille et Romiguières.

(1) Mais il en serait autrement si, par l'énonciation de la qualité du défendeur, le domicile se trouvait implicitement indiqué. V. Liège, 12 juin 1812. V. aussi anal. en ce sens, Metz, 27 fév. 1822; Lyon, 8 juill. 1823, et les notes. V. cependant, Cass. 24 fév. 1826.

(2) V. en ce sens, Cass. 17 niv. an 13, et les autorités citées à la note. — *Add.* Chouveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 2, quest. 739 bis, § 4, 4^o.

VII. — 1^{re} PARTIE

(3) C'était là un point constant en jurisprudence. V. Cass. 30 juin 1807, et les arrêts nombreux qui y sont cités. V. aussi 12 juill. 1823, et la note. Aujourd'hui, la règle est expressément consacrée par la loi du 11 avril 1838 sur les tribunaux de première instance (art. 29), et par celle du 25 mai 1838 sur les justices de paix (art. 7). — V. encore à cet égard, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Rennes du 5 avril 1818.

PARTAGE D'ASCENDANT. — COMPOSITION DES LOTS.

Du 25 nov. 1823 (aff. Sotie). — V. *et* arrêt au 25 nov. 1824.

DATE CERTAINE. — AYANT CAUSE. — CESSIONNAIRE. — QUITTANCE.

La cessionnaire est l'ayant cause du cédant, dans le sens de l'art. 1322, Cod. civ. — Ainsi, le débiteur d'une créance cédée peut opposer au cessionnaire une quittance sous seing privé du cédant, datée d'une époque antérieure à l'acte de cession, bien qu'elle n'ait été enregistrée que postérieurement. (Cod. civ., 1322 et 1328.) (1)

(V. Rochette—C. Sermaise.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que l'intime ne pouvait pas être fondé à provoquer l'adjudication définitive des immeubles, dont l'expropriation était par lui poursuivie, en vertu de l'obligation de 283 fr., du 30 août 1811, à lui cédée le 1^{er} mai 1822, par le nommé Mathieu Rochette, et à raison de laquelle il avait pris sur la veuve Rochette, le 4 juin suivant, inscription au bureau des hypothèques de Roanne; — Attendu qu'à la vérité, l'acte de cession sous seing privé, produit par l'intime, était en lui-même aussi efficace qu'aurait pu l'être une cession en forme authentique, et que la créance cédée étant devenue la matière d'une inscription, il y aurait eu lieu peut-être, en la supposant réellement due, d'autoriser l'intime à suivre, pour raison d'icelle, l'effet de sa procédure en expropriation, c'est-à-dire à demander l'adjudication définitive des immeubles saisis; mais que devant les premiers juges, il fut articulé expressément par la veuve Rochette, que bien longtemps avant la cession faite à l'intime, elle avait payé en majeure partie à Mathieu Rochette, son créancier primitif, cédant de l'intime, le montant de l'obligation du 30 août 1811; qu'elle offrit d'en justifier par une quittance sous seing privé dudit Mathieu Rochette; qu'elle offrit également de parfaire le modique solde qui pouvait rester dû, et que, sans avoir égard à de telles offres, sans vérifier s'il y avait ou non, avant la cession, des paiements quelconques faits au cédant de l'intime, les premiers juges décidèrent que celui-ci, comme cessionnaire, avait droit au paiement intégral de la créance cédée, en se fondant sur ce qu'il n'apparaissait pas que les paiements articulés par la veuve Rochette pussent être justifiés par des quittances ayant une date certaine, antérieure à la signification de la cession; — Attendu, sur ce point, qu'à l'appui de la décision des premiers juges, on semble pouvoir invoquer l'art. 1328 du Code civil; lequel porte « que les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés; du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans des actes dressés par des officiers publics. » Mais que l'art. 1322 du même Code dispose, d'un autre côté, « que l'acte sous seing privé reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayant cause la même foi que l'acte authentique; » — Attendu que de ces

deux articles combinés entre eux comme ils doivent l'être, il suit évidemment qu'en matière de cession, les quittances sous seing privé qu'aurait passées le cédant au débiteur, avant que la cession ait été dénoncée à celui-ci, doivent avoir toute foi à l'égard du cessionnaire, et pourront lui être opposées comme elles le seraient au cédant lui-même, parce qu'il y a lieu, en pareil cas, de regarder le cessionnaire, non point comme un tiers, mais bien comme l'ayant cause du cédant; — Attendu, en effet, qu'il est dans la nature et l'essence d'une cession ou transport de créance, qu'elle ne puisse transmettre au cessionnaire que les mêmes droits qu'avait le cédant, au moment où elle a été consentie, en sorte que prenant pleinement la place du cédant, il devient son représentant, son successeur à titre singulier, ou, en d'autres termes, son ayant cause pour tout ce qui concerne la créance à exiger, comme aussi pour les paiements qui ont déjà pu l'être en tout ou en partie; — Attendu, au surplus, que s'il peut arriver qu'un cédant du mauvais foi, usant de collusion avec le débiteur, lui fournisse, au préjudice du cessionnaire des quittances sous seing privé antidatées, le cessionnaire aura toujours, en pareil cas, une garantie contre son cédant, dont il a suivi la foi; mais qu'il répugnerait qu'un débiteur qui, payant à son créancier direct la totalité ou une partie de sa dette, se serait contenté, comme cela arrive si souvent, de quittances sous seing privé, pût être exposé, par l'effet d'une cession ultérieure que ferait ce même créancier, à payer sa dette une seconde fois; que ce serait là une doctrine contraire à la raison, à l'équité, et éversive de l'extrême faveur qui fut toujours due à la libération; — Attendu enfin qu'il suit de toutes ces explications, qu'il y avait lieu d'admettre la veuve Rochette appelante, à faire valoir contre Charles Sermaise, intime, cessionnaire de l'obligation du 30 août 1811, les quittances sous seing privé que pouvait lui avoir passées, avant la cession, Mathieu Rochette, son créancier primitif, sauf à Charles Sermaise la garantie contre ledit Rochette, son cédant, garantie qu'il était du reste fort libre d'exercer subsidiairement dans l'instance d'appel, et dont on remarque qu'il n'a pas usé; — Par ces motifs, dit et prononce qu'il a été mal jugé, etc.

Du 26 nov. 1823.—Cour roy. de Lyon.—4^e ch. — Prés., M. Reyre. — Concl., M. Rieukssec, av. gén. — Pl., MM. Varnard et Bernard.

1^{re} ADJUDICATION DÉFINITIVE. — APPEL — DÉLAI.**2^o FOLLE ENCHÈRE. — PRIX (PAIEMENT DU).**

1^{er} L'appel du jugement d'adjudication définitive est recevable pendant trois mois, conformément à l'art. 443, Coi. proc. — On ne peut appliquer à ces jugemens l'art. 736, même Code, qui fixe à cinquante le délai de l'appel pour les jugemens qui statuent sur les moyens de nullité contre la procédure postérieure à l'adjudication préparatoire (2).

2^o La voie de la folle enchère est ouverte contre l'adjudicataire, non-seulement à raison de l'exécution des conditions dont l'accomplissement est exigé pour obtenir la délivrance

(1) Question controversée. V. dans le sens de la décision ci-dessus, Bordeaux, 26 juin 1810. Mais la jurisprudence incline en sens contraire. V. Cass. 26 juill. 1832 et 23 août 1844; Bourges, 28 juill. 1819; Nîmes, 11 fév. 1822. 1^{er}, aussi nos observations sur un arrêt de Bruxelles du 15 nov. 1808.

(2) La jurisprudence était constante sur ce point

avant la promulgation de la loi du 2 juin 1841. V. Cass. 6 avril 1830; Besançon, 10 déc. 1815; Nîmes, 15 déc. 1819; Bourges, 22 fév. 1825. Mais le nouvel art. 730 du Code de proc. ayant interdit la faculté d'appel contre les jugemens qui prononcent l'adjudication, il s'ensuit que la question ci-dessus ne peut plus se reproduire.

des jugemens d'adjudication, mais encore pour défaut de paiement de prix. (Cod. proc., 737 et 738.) (1)

(Narbury — C. Roubier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, quant à la fin de non-recevoir proposée contre l'appel dont il s'agit, lequel a été émis plus de dix jours après la prononciation du jugement, qu'on entend la faire résulter de la disposition des art. 736 et 745 du Code de proc. civ.; que ces articles se lient tous deux avec la disposition portée en l'art. 734, et que, suivant celui-ci, la fin de non-recevoir, dont est question, ne peut jamais se rapporter qu'à l'appel des jugemens qui, avant l'adjudication définitive, ont statué sur des moyens de nullité proposés contre les procédures postérieures à l'adjudication provisoire; mais qu'ici l'appel porte sur le jugement même qui a prononcé l'adjudication définitive, et que la loi n'a établi aucune exception aux règles ordinaires qui concernent les délais d'appel, pour les jugemens de cette nature;

Attendu, quant au fond de l'appel, que l'art. 737 du Code de proc. civile dispose, en termes généraux, que faite par l'adjudicataire d'exécuter les clauses d'adjudication, le bien sera vendu à sa folle enchère, d'où il suit que comme l'obligation de payer aux créanciers hypothécaires, qui seront dûment colloqués, le prix pour lequel un immeuble a été adjugé, est bien nécessairement, par sa nature, la principale clause de l'adjudication, le défaut de paiement des bordereaux de collocation doit toujours emporter, en faveur des créanciers non payés, la faculté de poursuivre à la folle enchère de l'adjudication la vente des biens adjugés; — Attendu que la disposition dudit art. 737 est trop générale, trop absolue pour qu'il soit permis de vouloir restreindre l'exercice de cette faculté au seul cas particulier prévu par l'art. 715, qui est celui où l'adjudicataire n'aurait pas, dans les vingt jours de l'adjudication, rapporté au greffier quittance des frais ordinaires de poursuites, et la preuve qu'il a satisfait aux conditions de l'enchère qui doivent être exécutées avant la délivrance du jugement d'adjudication; — Attendu que c'est pour ce seul cas particulier qu'il peut être nécessaire de se faire délivrer le certificat du greffier, mentionné aux art. 738 et 739, lequel certificat devient alors la première base, le premier élément de la poursuite sur folle enchère; mais que les bordereaux de collocation, qui se trouvent délivrés à des créanciers non payés, suffisent toujours à leur égard pour qu'ils puissent indistinctement poursuivre la vente des biens adjugés, ou par voie d'expropriation nouvelle, ou par voie de folle enchère; — Attendu que cette doctrine est conforme aux principes généraux, d'après lesquels un vente volontaire ou judiciaire doit toujours devenir résoluble, faute de paiement du prix, et qu'elle a été consacrée, soit par les auteurs, soit par la jurisprudence; — Sur ces motifs, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée contre l'appel, met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet.

En 26 nov. 1823. — Cour roy. de Lyon. — 4^e ch. — Prés. M. Reyre. — Concil. M. Roussee, av. gén. — Pl., MM. Vaisois et Pericaud.

1^{er} TESTAMENT AUTHENTIQUE. — SIGNATURE.

2^o ACTE NOTARIÉ. — PREUVE TESTIMONIALE. — TESTAMENT.

1^o Est nul le testament dans lequel le testateur a déclaré ne savoir signer, tandis qu'il réellement il savait signer. (Cod. civ., 973.) (2)

2^o L'art. 1341, Cod. civ. qui défend d'admettre la preuve par témoins contre les assertions, déclarations et constatations d'un notaire dans un acte public, ne s'applique pas au cas où il s'agit de prouver contre de simples mentions ou énonciations de l'acte. — Ainsi, on peut être reçu à prouver par témoins qu'un testateur savait signer, bien que le testament dise la contraire; c'est là une énonciation et non une constatation. (Cod. civ., 973.) (3)

(Seigaud — C. Vilette.)

19 fév. 1821, testament notarié, par lequel Martial Agathe, mineur, lègue tous ses biens, meubles et immeubles, à la dame Vilette. — Ce testament se termine ainsi : « Le testateur a déclaré ne savoir écrire ni signer. » Agathe meurt quelques jours après. Les époux Seigaud, héritiers légitimes du défunt, arguent de nullité le testament, par le motif que le testateur savait écrire et signer : ils offrent la preuve de ce fait, et, pour administrer cette preuve, ils présentent quelques exemples de classe et autres fragmens d'écrits comme émanant de Martial Agathe et portant sa signature : ils concluent à ce qu'une vérification par témoins soit ordonnée de ces écritures et signatures.

16 mars 1822, jugement du tribunal de Limoges, qui déclare la preuve offerte inadmissible, et néanmoins réunit à moitié le legs universel contenu au testament, attendu la minorité du testateur. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, en droit, que d'après la disposition de l'art. 973 du Code civil, le testament authentique doit être signé par le testateur, à peine de nullité; que la déclaration fausement faite par le testateur qu'il ne sait pas signer, ne peut tenir lieu de la formalité de la signature, rigoureusement exigée par la loi pour la validité de l'acte, toutes les fois que cette formalité est possible; qu'on doit, au contraire, considérer une pareille déclaration faite par un testateur, comme une expression tacite de sa volonté de ne vouloir tester, et comme un moyen indirect d'échapper à des obsessions qui pourraient gêner sa volonté; que, d'ailleurs, on ne peut admettre qu'on puisse s'affranchir de l'accomplissement d'une formalité impérieusement exigée par la loi, par la simple déclaration d'une incapacité évidemment supposée, de satisfaire à cette formalité;

Attendu, dès lors, que le fait allégué par les appelans, que le testateur savait écrire et signer, pouvant entraîner, s'il est établi, la nullité du testament, la preuve de ce fait doit être admise; — Que c'est sans fondement qu'on a prétendu que cette preuve était inadmissible, comme étant prohibée par la disposition de l'art. 1341 du Code civil, qui défend d'admettre la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes; qu'il ne s'agit point ici de contester l'existence de la

(1) V. conf., Auliers, 18 avril 1821. V. aussi Ponsard, 4 décembre 1823, ainsi que la note.

(2) En principe, la fausse déclaration de ne savoir signer est une cause de nullité de l'acte. V. en ce sens, outre l'arrêt en-dessus, Grenoble, 25 juill. 1840; Treves, 15 nov. 1812; Montpellier, 27 jan. 1834; Bordeaux, 18 janvier 1837. V. Toullier, t.

5, n. 439; Duranton, t. 9, n. 99; Coin-Debate, Comm. anal. des donat. et test., sur l'art. 973, n. 3. F. répertoire Cass. 30 inss. an 11; 5 mai 1831.

(3) V. conf., Treves, 18 nov. 1812, et le not. V. aussi dans le même sens, Toullier, t. 8, n. 149 et 150.

déclaration énoncée dans l'acte qui est le seul fait qu'on ne puisse renverser qu'au moyen de l'inscription de faux, et que la loi défende d'attaquer par la preuve testimoniale; mais qu'il s'agit seulement d'établir que le fait énoncé dans cette déclaration est inexact, et que l'inexactitude de ce fait prouve un défaut de volonté de la part du testateur, et par conséquent une incapacité de tester, incapacité qui peut toujours s'établir par la preuve testimoniale, quelles que soient les déclarations faites par le testateur; — Attendu, au surplus, qu'il s'agit d'un fait dont il a été impossible aux appelans de se procurer des preuves littérales, et qui rentre, par conséquent, dans l'exception par l'art. 1348 du Code civil; — Attendu, enfin, qu'on représente un corps d'écritures qu'on soutient avoir été fait par le testateur, et qu'ainsi il y a commencement de preuve par écrit; — Attendu qu'il est également inexact de prétendre qu'on ne peut établir que le testateur savait signer que par des signatures apposées par lui à des actes authentiques; qu'il ne s'agit point ici d'une vérification d'écritures, mais seulement d'établir, en général, que le testateur savait signer, et que la preuve de ce fait peut être établie tant par témoins que par des signatures du testateur, représentées et reconnues pour émaner de lui, à quelque fin qu'elles aient été faites; — Attendu que des faits dont les appelans demandent à faire la preuve, les seuls qui sont pertinens sont ceux qui se rapportent à la question de savoir si le testateur savait écrire et signer; — Avant dire droit définitivement, admet les appelans à prouver, tant par titres que par témoins, etc.

Du 26 nov. 1823. — Cour roy. de Limoges. — Ch. civ. — Prés. M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Guilibert, av. gén. — Pl., MM. Dumont-Saint-Priest et Mounié.

1^o CONVENTIONS MATRIMONIALES. — IRREVOCABILITÉ.

2^o DONATION ENTRE ÉPOUX. — IRREVOCABILITÉ.

3^o CONVENTIONS MATRIMONIALES. — ACTE NUL. — RATIFICATION.

1^o Avant le Code civil, éteint-il défendu aux époux de déroger aux conventions matrimoniales stipulées dans le contrat de mariage? (Cod. civ., 1395.) — Rés. aff. impl. (1).

2^o Les donations entre époux, faites par contrat de mariage, sont-elles des conventions matrimoniales, essentiellement irrévocables? — Arg. aff. (2).

3^o Un acte entre époux, nul en ce qu'il déroge à leurs conventions matrimoniales, est-il susceptible de ratification par exécution volontaire? (Cod. civ., 1338 et 1395.) — Rés. aff. (3).

(Héritiers Gilbert — C. héritiers Alexandre.)

Par le contrat de mariage de Jean-Nicolas Gilbert avec Marie-Anne Alexandre, passé le 12 juin 1787, les futurs époux se firent don mutuel et irrévocable, au profit du survivant, en toute propriété, des biens meubles et immeubles que laisserait le prédécédé.

Le 23 vend. an 9, un acte authentique fut passé entre les deux époux, par lequel ils déclarè-

rent se donner mutuellement, au survivant d'eux, la propriété de tous les biens meubles, et l'usufruit de la moitié des immeubles, avec stipulation que ce qui pourrait rester de meubles après le décès du dernier mourant se partagerait par égales portions entre les héritiers des deux époux. — Marie-Alexandre est décédée le 26 déc. 1810.

Le 3 avril suivant, son mari fit au bureau de l'enregistrement la déclaration de la totalité des meubles et de la moitié des immeubles à lui donnés en usufruit seulement, le tout aux termes de la donation mutuelle de l'an 9. — Le 1^{er} juin, les héritiers de la femme firent une déclaration qui concordait avec celle du mari. — 8 juill. 1810, décès de Jean-Nicolas Gilbert.

Un inventaire est dressé; et du consentement de tous les héritiers, il est procédé à la vente des biens dépendant de la succession... sauf entente ultérieure sur les droits respectifs.

Les notaires chargés de la vente (Rohier et Benissein) en touchèrent le prix. Plus tard, les héritiers Gilbert, se prévalant du contrat de mariage de 1787, qui attribuait au survivant la propriété de tous les meubles et immeubles, se firent délivrer la totalité de ce prix.

En cet état, les héritiers Alexandre ont assigné les notaires, pour obtenir d'eux le paiement de leur part dans le produit des ventes, calculée d'après la donation mutuelle du 23 vend.

Les notaires ont appelé en garantie les héritiers Gilbert. — Cens-ils ont comparu et ont prétendu que l'acte du 23 vend. était nul, comme dérogeant au contrat de mariage de 1787.

Les demandeurs ont repoussé le moyen, en soutenant qu'il y avait eu ratification, par exécution volontaire, de l'acte argué de nullité.

13 fév. 1823, jugement qui rejette ce moyen de nullité, et accueille, par suite, la demande des héritiers Alexandre.

Appel des héritiers Gilbert, et de la part aussi des deux notaires.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que s'il est incontestable que l'acte du 23 vend. an 9, intervenu entre les époux Gilbert, était nul comme dérogeant à leur contrat de mariage et comme contenant une substitution, quant au mobilier qui serait délaissé par le prémourant, il ne l'est pas moins que Gilbert, après la mort de sa femme, et les héritiers dudit Gilbert, après son décès, ont été parfaitement les maîtres de ne point s'arrêter à ces nullités et d'exécuter ledit acte, si bon leur a semblé: car alors les motifs d'ordre public sur lesquels reposaient ces nullités n'existaient plus et il ne s'agissait entre les parties que d'intérêts privés.

Cette cause se réduit donc à savoir s'il y a eu exécution volontaire de l'acte du 23 vend. an 9, tant de la part de Jean-Nicolas Gilbert que de la part de ses héritiers; — Attendu qu'après la mort de sa femme, et lorsque plus de quatre mois s'étaient déjà écoulés depuis, Jean-Nicolas Gilbert qui pouvait s'en tenir à son contrat de mariage et n'avoir aucun égard audit acte, a cependant fait sa déclaration au bureau de l'enregistrement, en vertu de ce même acte, déclaration qui motiva et força même en quelque sorte celle que les héritiers de sa femme firent ensuite; — Attendu que

(1) V. sur ce point, Marlin, *Repert.*, v^o Conventions matrimoniales, 4^e éd., p. 201; Malerville, sur l'art. 1395, tom. 3, p. 214; et les *Pandectes françaises* de Delaporte, t. 6, p. 460.

(2 et 3) V. en ce sens, Cass. 27 mai 1817, *Œ.* aussi Bruxelles, 11 juin 1812, et les arrêts cités à la note.

V. encore comme anal., Cass. 9 juill. 1806, atenua une consultation de MM. Siray et Isambert, insérée dans le recueil de M. Siray, tom. 22, 2. 365. — La même doctrine a encore été consacrée par un arrêt de la Cour royale de Toulouse, du 15 avril 1812. V. dans notre Vol. 1812, 2. 385, ces arrêts et les observations qui l'accompagnaient.

Gilbert ayant depuis testé, et lorsqu'il pouvait aisément s'expliquer dans son testament touchant ledit acte, n'en a rien fait: d'où l'on doit conclure qu'il persévérerait dans la déclaration par lui faite et que jusqu'à sa mort il a eu l'intention d'exécuter l'acte de l'an 9, comme conforme à la volonté commune de sa femme et de lui;—Attendu qu'après son décès, ses héritiers ne se sont nullement opposés à ce que ceux que Marie-Anne Alexandre concourussent à l'inventaire qui fut dressé; que depuis cet inventaire qui, en mettant entre leurs mains le contrat de mariage de 1787, leur avait nécessairement fait connaître leurs droits, ils ont consenti à vendre conjointement avec lesdits héritiers Alexandre, et comme cohéritiers, les biens tant meubles qu'immeubles délaissés par leur auteur, ventes qui constituaient évidemment des actes de partage; qu'enfin ils ont ensuite fait au bureau de l'enregistrement, une déclaration conforme et semblable à celle de l'année précédente;—Attendu que, d'après ces faits, on ne peut douter que l'acte du 23 vend. an 9, n'ait été volontairement et en parfaite connaissance de cause, exécuté par tous ceux qui auraient pu se prévaloir des nullités qui le viciaient, et que par cette exécution volontaire, ils n'aient entièrement renoncé à opposer par la suite ces mêmes nullités;—Attendu aussi, qu'il n'apparaît pas que les héritiers Gilbert aient depuis élevé la moindre réclamation, qu'ils aient protesté contre ce qui s'était fait en 1810 et prétendu exclure les héritiers Alexandre, de sorte qu'il est vraiment inconcevable que Guillaume Rahier et Benissein aient cependant jugé à propos de leur délivrer le produit total des ventes, en se constituant ainsi juges des parties dont ils n'étaient que les mandataires;—Attendu que par cette faute ils ont donné lieu au procès;—Par ces motifs, sur l'appel desdits Guillaume Rahier et Benissein, met l'appellation au néant avec amende et dépens;—Sur celui des héritiers Gilbert, met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant quant à la disposition concernant la demande récursoire, et statuant par jugement nouveau, etc., condamne les héritiers Gilbert à indemniser les sieurs Guillaume et Benissein, mais seulement jusqu'à concurrence de ce que ceux-ci justifieront leur avoir payé au delà de ce qui leur revenait, et compense les dépens entre eux, etc.

Du 26 novembre 1823.—Cour roy. de Metz.—Ch. civ.—Prés., M. Gérard d'Hannocelles, p. p.—Pl., MM. Dommanget, Parantet Charpentier.

INJURES. — AGENS DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE. L'art. 224, Cod. pén., n'a pas été abrogé par la loi du 17 mai 1819 (1).—Ainsi, l'injure contre un gendarme doit être punie, non de la peine portée dans l'art. 19 de cette loi, mais de celle prononcée par l'art. 224, Cod. pén. (2).
(Chauvrat.)

Du 27 nov. 1823.—Cour roy. de Bourges.—Prés., M. Delaméthérie.—Concl., M. Mangon, av. gén.

(1 et 2) Cette solution est confirmée par un arrêt de la Cour de cassation du 13 mars 1823. V. cet arrêt à sa date, et la note qui l'accompagne.

(3) La raison de douter est qu'une transaction, puisqu'elle a tous les caractères de la spontanéité, puisqu'elle est faite à celui à qui on l'oppose, doit nier la paternité pour se mettre à couvert, la loi prohibant expressément la recherche de la paternité. C'est pourquoi les auteurs et la jurisprudence distinguent sur ce point, entre les transactions antérieures à la loi de l'an 2, et celles qui n'ont

ENFANT NATUREL.—RECONNAISSANCE.

La transaction par laquelle un individu, pour éviter les suites d'un procès, s'oblige envers la fille qui le lui a intenté, à lui payer une somme pour lui tenir lieu de dommages-intérêts, frais de couches et entretien de l'enfant dont elle est enceinte, ne peut, quoique faite après la loi du 12 brum. an 2, qui interdit la recherche de la paternité, être opposée à cet individu comme constituant de sa part la reconnaissance de l'enfant né plus tard (3).

(Lignac—C. Fenetii.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que le repos et le bonheur des familles se renouvellent pour que la reconnaissance des enfans naturels ne puisse jamais s'étendre au delà des limites qui ont été tracées par le législateur, et que ce n'est ni par des inductions, ni par des probabilités, que l'on peut parvenir à faire entrer un étranger dans une famille, et lui donner ainsi des droits que la loi lui refuse;—Que la loi du 12 brum. an 2 a interdit la recherche de la paternité: elle a, par ses art. 1^{er} et 10, déterminé, ainsi que l'a fait postérieurement le Code civil (art. 331), que la reconnaissance de l'enfant naturel devait être faite par un acte authentique, si elle n'a été faite dans l'acte de naissance;—Attendu, dans l'espèce, qu'il ne s'agit que d'apprécier l'acte du 17 pluv. an 2, pour décider s'il contient cette reconnaissance exigée par la loi;—Que cet acte, loin de renfermer une reconnaissance, n'est et ne peut être considéré que comme une transaction sur procès, par laquelle Jean Domagieux pour éviter les suites d'un procès qui lui avait été intenté par la fille Ducastaing, s'oblige à lui payer une somme de 380 fr., pour lui tenir lieu de dommages-intérêts, frais de couches; entretien de l'enfant dont elle accoucherait, et ladite Ducastaing décharge expressément Domagieux de toute nourriture et entretien dudit enfant;—Attendu que ce traité est le seul titre que Jean Fenetii ait invoqué pour établir sa filiation, et que, loin de trouver dans cet acte une reconnaissance de l'enfant qui doit naître, il résulte seulement de ces énonciations que Jean Domagieux n'avait cherché qu'à terminer la discussion qui s'était élevée entre lui et la fille Ducastaing;—A démis et démet l'appel, etc.

Du 27 nov. 1823.—Cour roy. d'Agen.—Prés. M. Deiong.—Concl., M. Lebe, 1^{er} av. gén.

TRIBUNAL DE COMMERCE.—JUGES.

Sont valables les jugemens des tribunaux de commerce auxquels ont concouru des juges postérieurement aux deux années fixées par la loi pour la durée du leur exercice, mais avant la nomination de leurs successeurs (4).

(Ferpi—C. Morand.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que la loi n'a pas voulu, en bornant la durée des fonctions des juges commerciaux, leur défendre après l'expiration de leur temps, de prendre part aux jugemens lorsqu'ils ne sont pas encore remplacés;—

en lieu qu'après, considèrent les premières comme manquant d'opportunité, et conséquemment comme insuffisantes pour constituer une reconnaissance; et, au contraire, ils attribuent aux secondes toute la valeur d'une reconnaissance. V. à cet égard, la note qui accompagne un jugement du tribunal de Cass. du 5 therm. an 5, et les autorités qui y sont indiquées.

(4) V. conf., Cass. 13 juin 1838; Colmar, 31 déc. 1830. V. aussi anal. dans le même sens, Limoges, 18 juill. 1823.

Que, dans l'espèce, le successeur du sieur Benigni à l'époque où le jugement dont est appel a été rendu, n'était pas encore nommé, et dès lors, ledit juge a pu légalement concourir à la décision dont est parlé. — Confirme, etc.

Du 27 nov. 1823. — Cour roy. de Basile. — Concl., M. Sirco, 1^{er} av. gén.

CONDAMNÉ. — PRÊT.

Le condamné à une peine afflictive et infamante étant incapable de l'administration de ses biens pendant la durée de sa peine, ne peut valablement consentir un prêt (1).

(Lannay — C. Blin.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les titres invoqués par la femme Blin n'ont aucune date certaine; qu'elle n'est devenue certaine qu'après la condamnation de Hervieu aux travaux forcés; — Que Hervieu et Blin ont été arrêtés en juin 1815, qu'ils ont été détenus dans la même maison d'arrêt; qu'ils ont été condamnés par la même Cour d'assises et à des époques rapprochées; — Que la femme Blin n'avait aucuns moyens suffisants pour prêter, le 1^{er} mai 1815, à Hervieu, une somme de 4,000 fr.; — Qu'elle n'a fait aucunes poursuites à l'époque de l'échéance des lettres de change, et que des poursuites sérieuses n'ont été dirigées contre le curateur de Hervieu qu'après le retour de Blin, qui venait de quitter ledit Hervieu aux bagues de Lorient; — Attendu que des actes aussi frauduleux que ceux souscrits par Hervieu, condamné, au profit de la femme Blin, également condamnée, ne peuvent être consacrés par la justice, sans porter atteinte à l'existence de la famille du prétendu débiteur et sans perpétuer, dans les mains du condamné que la loi en déclare incapable, l'administration de ses biens pendant tout le temps de sa peine; — Réformant, déclare la femme Blin non recevable dans son action, etc.

Du 27 nov. 1823. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Prés., M. Aroux. — Concl., M. Lepetit, av. gén. — Pl., MM. Thil et Decorde.

APPEL. — MAIRE. — DOMICILE.

L'appel signifié à la requête d'un maire, au nom de sa commune, n'est pas nul par cela seul qu'il ne mentionne pas le domicile particulier de ce fonctionnaire; il suffit que sa qualité y soit indiquée. (Cod. proc., 61, 69, §§ 5 et 70.) (2)

(Commune d'Injoux — C. Poncelet.)

Du 1^{er} déc. 1823. — Cour roy. de Lyon. — 4^e ch. — Prés., M. Regre. — Concl., M. Ricussec, av. gén. — Pl., MM. Durand et Pallidier.

DONATION ENTRE VIFS. — ACCUSÉ. — NELLITE.

Est nulle la donation faite par un accusé, quelques jours avant sa condamnation à mort,

(1) La même Cour a cependant jugé par arrêt du 25 déc. 1822, que la condamné conserve, dans ce cas, la faculté de tester. Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt. V. ce surplus, l'arrêt de la Cour de cassation du 22 mars 1825 rendu dans la même affaire.

(2) V. en sens contraire, l'arrêt de la même Cour du 8 juill. 1823.

(3) Ces dernières circonstances ont dû exercer de l'influence sur la décision; mais, en principe, la donation faite par l'homme qui ne serait encore qu'accusé ne devrait être respectée, car l'accusé n'est atteint d'aucune incapacité légale. Après sa condamnation il ou est autrement; la mort civile

en faveur de l'un de ses complices, alors qu'on ne peut assigner à un tel acte d'autre but que celui de frustrer le trésor des frais de poursuite, et les parties civiles, de leurs réclamations (3).

(Falligot — C. Martin Métairie.)

LA COUR; — Considérant que l'acte du 9 vent. an 7, a été passé par Pierre Jouin, vingt-trois jours avant sa condamnation à mort, pour crime d'assassinat, au profit de Perrine Davy, veuve Falligot, condamnée depuis, à 24 ans de réclusion, comme recéleuse des objets volés par Jouin; que cet acte, sans quelques rapports qu'on l'envisage, porte en lui-même et dans toutes les circonstances qui l'ont précédé, accompagné et suivi, les indices manifestes de simulation et de fraude; — Qu'on ne peut lui assigner que des causes honteuses et reprochées par la loi et par la morale, telles que le dessein de frustrer le trésor public des frais de poursuites, de jugement et de condamnation; celui de mettre ses biens à l'abri des réclammations légitimes des parties civiles, ou de les faire passer à la complice de ses crimes; — Confirme, etc.

Du 2 déc. 1823. — Cour roy. de Rennes.

RENTE VIAGÈRE. — RETENUE DE CONTRIBUTIONS.

La rente viagère constituée par testament, par un maître au profit de sa domestique, est réputée rémunératoire et alimentaire; en conséquence, elle n'est pas soumise à la retenue des contributions. (L. des 23 nov.-1^{er} déc. 1790; L. des 7-10 juin 1791.)

(Gabeau. — C. Rénée Drouault.)

Le 10 juin 1819, Hippolyte Gabeau fait son testament, et lègue à Rénée Drouault, sa domestique, une rente viagère de 300 livres.

Il décède le 8 février 1820.

Pendant deux années, Armand Gabeau, fils et héritier du testateur, paie la rente sans exercer aucune retenue.

Plus tard, il prétend n'avoir agi que par erreur; il offre de payer la rente avec la retenue du dixième, et demande la restitution du trop payé pendant deux années, en se fondant sur les lois des 23 nov.-1^{er} déc. 1790, tit. 2, art. 6, 7, 8 et 9, et 7-10 juin 1791, art. 2. — Ce dernier article est ainsi conçu: « Quant aux rentes ou pensions viagères non atypées exemptées de la retenue, les débiteurs la font aussi au cinquième, mais seulement sur le revenu que le capital, s'il est connu, produirait, au denier vingt; et dans le cas où le capital ne serait pas connu, la retenue ne se fera qu'au dixième du montant de la rente ou pension viagère, conformément à l'art. 8 du décret des 23 nov.-1^{er} déc. 1790, etc... »

8 mai 1823, jugement du tribunal de La Flèche, qui prononce en ces termes: — « Considérant que le legs de la fille Drouault est d'une pension fixe de 300 fr., payable annuellement jusqu'au

qui en est la conséquence, le rend incapable de tout contrat du droit civil; et conséquemment la donation qu'il aurait faite serait radicalement nulle aux termes de l'article 45 du Code civil. — Mais quid, s'il s'agissait d'une condamnation afflictive et infamante qui, sans entraîner avec elle la mort civile, rattacherait le condamné, pendant la durée de sa peine, dans les liens d'une interdiction légale? La disposition de ses biens qu'il aurait faite pendant la durée de cette interdiction, devrait-elle être maintenue? V. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt de la Cour royale de Rouen du 28 déc. 1822.

jour de son décès; qu'elle ne participe en aucune manière du contrat de constitution; que le principal n'en est point déterminé; que les lois des 7 déc. 1790 et 10 juin 1791, relatives aux retenues que les débiteurs de rentes étaient autorisés à faire, ne sont point applicables à la rente dont il s'agit; que la volonté du testateur ne serait pas remplie, si, au lieu d'une pension de 300 livres, il n'était payé que 270 fr.; le tribunal déclare les offres insuffisantes, et condamne Gabeau à payer la rente sans retenue.

Appel de la part du sieur Gabeau.

ARRÊT.

LA COUR:—Considérant qu'il ne s'agit point ici de stipulation de rente créée entre des contractants, mais d'une rente rémunératoire, établie viagèrement, par un maître en faveur des services qu'il avait reçus de sa domestique; que c'est évidemment une pension alimentaire; que l'appelant a lui-même reconnu la nature gratuite de la disposition du testateur et sa quotité fixe, puisqu'il l'a acquittée volontairement, sans retenue, pendant deux années; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges, niet l'appellation au néant, etc.

Du 3 déc. 1823.—Conr roy. d'Angers.—Prés., M. de Farey.—Pl., MM. Drieux et Lelong.

PENSIONS ET TRAITEMENS.—CARDINAL. *Aucune loi de l'Etat n'ayant attaché de traitement à la dignité de cardinal, le traitement qui a pu être accordé par la chef du gouvernement à un ecclésiastique français revêtu de cette dignité, doit être considéré comme une disposition de faveur dont la suppression ne peut donner lieu à un pourvoi par la voie contentieuse, devant le conseil d'Etat.*

(Héritiers Maury).

Un décret spécial du 16 fév. 1807, avait accordé au cardinal Maury, le traitement annuel de 30,000 fr. fixé pour les cardinaux, par l'arrêté consultatif du 7 vent. an 11, indépendamment de l'allocation de 45,000 fr. que le même arrêté leur accordait pour frais d'installation. — A l'époque de la restauration, le traitement du cardinal Maury ne fut plus porté au budget. Trois années s'écoulèrent sans qu'il en eût joui; à son décès, ses héritiers réclamaient.

Le 8 janv. 1823, décision qui rejette cette réclamation, par le motif que le traitement accordé aux cardinaux était une faveur essentiellement révocable; que depuis 1814, le cardinal Maury, avait cessé d'être compris dans le budget des dépenses ecclésiastiques, qui chaque année énoncent le nombre des cardinaux, et leur traitement; qu'ainsi et par le fait, le traitement du cardinal Maury avait été révoqué.—Pouvoi.

Louis, etc.;—Considérant qu'aucune loi de l'Etat n'a attaché de traitement à la dignité de cardinal; que s'il nous a plu, pour honorer la pourpre romaine, accorder un traitement à ceux de nos sujets revêtus de cette dignité, c'est une faveur essentiellement révocable.—Que, par conséquent, les héritiers du cardinal Maury sont non recevables à se pourvoir par la voie conten-

tieuse contre notre décision du 8 janvier 1823.

Art. 1^{er}. La requête des héritiers bénéficiaires du cardinal Maury est rejetée.

Du 3 déc. 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.—Rapp., M. de Senonnes.—Pl., M. Isambert.

MINES.—DETTES.—COMPTEUR.

La décision ministérielle qui statue sur le paiement des dettes auxquelles un concessionnaire de mines s'est obligé par l'acte de concession, ne peut porter aucune atteinte aux droits résultant de cet acte au profit des créanciers.

(Héritiers Didier — C. Domaines).

Un décret du 16 sept. 1808 concède la mine d'Allemont (Isère) au sieur Didier, et le chargea des anciennes dettes contractées par la régie intérieure.—En 1811, une décision du ministre des finances dispense le concessionnaire de cette charge.—En 1821, une autre décision du même ministre rétracte celle-ci.—Dans cet état des choses, il s'agissait de savoir si la décision de 1821 avait pu détruire les droits acquis au concessionnaire et à ses propres créanciers par celle de 1811.

Louis, etc.;—Vo le loi du 21 avril 1810 et celle du 28 juill. 1791;—Considérant qu'il est reconnu, par les héritiers Didier, que les tribunaux sont seuls compétents pour prononcer sur l'abandon ou l'aliénation dont il s'agit, et sur les questions de propriété qui s'y rattachent;—Que lesdits héritiers se bornent à demander l'annulation de la décision du 8 fév. 1821, seulement dans la disposition qui laisse à la charge des concessionnaires, les dettes antérieures à la concession;—Considérant, sur ce point, que la décision ministérielle, du 3 juin 1811, s'est bornée à dispenser les concessionnaires de faire l'avance des dettes auxquelles ils s'étaient obligés par l'acte de concession, et n'a point porté atteinte aux droits résultant, pour les créanciers, de l'acte de concession.

Art. 1^{er}. Les requêtes des héritiers bénéficiaires du sieur Paul Didier sont rejetées.

Du 3 déc. 1823.—Ordonn. en cons. d'Etat.

COMMISSAIRES-PRISEURS.—NOTAIRES.—FONDS DE COMMERCE.—ACCESSOIRES.

Du 4 déc. 1823 (aff. Lherbette).—Cour roy. de Paris.—Voy. l'arrêt de la Cour de cassation du 27 fév. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

RETRAIT SUCCESSORAL.—ENFANT NATUREL.—PREUVE.

Bien que l'enfant naturel ne soit pas héritier dans le sens de la loi, il suffit qu'il ait des droits assurés dans la succession de ses père et mère pour qu'il puisse exercer le retrait successoral autorisé par l'art. 841, Cod. civ. (1).

Celui qui exerce le retrait successoral autorisé par l'art. 841, n'est tenu que de rembourser le prix réel de la cession. En conséquence, s'il soutient que ce prix réel est inférieur à celui qu'enonce l'acte de cession, il doit être admis à prouver cette assertion (2).

(1) *V. conf.*, Cass. 8 juin 1826.—Cela est admis sans difficulté par les auteurs. *V. Toullier*, tom. 4, n° 439; *Boullod*, *Retrait successoral*, n° 7. « Bien que les enfants naturels ne soient pas héritiers, dit ce dernier auteur, on leur accorde assez généralement la faculté d'évincer le concessionnaire du partage. Les motifs de cette faveur peuvent être que l'enfant naturel a droit à une quote part de tous les biens de la succession; qu'il peut prendre, à raison de ce, connaissance de tous ceux qui la composent; qu'il peut s'immiscer dans toutes les affaires de défunt

parce qu'il est de sa famille; qu'il a un intérêt né et actuel à faire accroître l'hérédité de tous les avantages éventuels, puisqu'il y prend une part. » On décide pareillement que l'héritier bénéficiaire peut, comme l'héritier pur et simple, exercer le retrait successoral. Toutefois, c'est un point controversé. *V. à cet égard*, Cass. 1^{er} déc. 1806, et la note.

(2) *V. en ce sens*, Grenoble, 11 juill. 1806, nos observations et les autorités qui y sont rappelées. *Junge*, Bourges, 16 déc. 1833; Paris, 14 fév. 1834; Bastia, 23 mars 1836.

(Journet—C. Bachalas).

Ainsi jugé par le tribunal civil de Vigan : — « Considérant 1° que quoique aux termes de l'art. 756 du Cod. civ., l'enfant naturel ne soit pas héritier dans le sens que le législateur a attaché à cette qualité, il n'en résulte pas moins des dispositions du même Code, au titre des Successions, chap. 4, combiné avec les autres dispositions de ce titre, que l'enfant naturel a des droits successifs assurés dans la succession de ses père et mère naturels, pour l'exercice et recouvrement desquels les dispositions du chap. 6, au même titre, lui sont communes avec les autres héritiers légitimes, et, par suite, les dispositions de l'art. 841 : « Qu'il suit de tout ce dessus, que l'enfant naturel a, comme l'héritier légitime, le droit d'exercer le retrait successoral permis par ledit article; que, dès lors, le sieur Bachalas, ayant succédé en totalité aux droits de Marie Bachalas, sa fille, a droit, en cette qualité, d'exclure de la succession de Marie Fréjel, le sieur Journet, cessionnaire des héritiers, ayant droit au quart des biens auxquels ladite Marie Bachalas n'avait pas succédé;

« Considérant 2° que celui qui veut exercer le retrait successoral, permis par l'art. 841, ci-dessus cité, n'est tenu de rembourser au cessionnaire que le prix réel de la cession; que dans l'espèce, ledit Bachalas soutient que ce prix, pour ce qui concerne la cession consentie à Journet par Pierre Abrie, est inférieur à celui porté par l'acte de cession, et que la preuve par lui offerte pour l'établir est admissible; que, s'il en était autrement, ce serait rendre vaine et illusoire la disposition de l'art. 841. »

Appel par Louis Journet.

ARRÊT.

LA COUR; — Admettant en entier les motifs des premiers juges, — A mis l'appellation en néant; — Ordonne l'exécution du jugement, et renvoie devant le tribunal de première instance pour être procédé en ce qui reste, etc.

Du 4 déc. 1823. — Cour roy. de Nîmes. — 3° eh. — Pres., M. Fournier de Clissonne. — Concl., M. de Sevin, cons. aud.

FOLLE ENCHERE.—ADJUDICATAIRE.—PAIEMENT.

La voie de la folle enchère est ouverte contre l'adjudicataire, non-seulement à raison de l'inexécution des conditions dont l'accomplissement est exigé pour obtenir la délivrance du jugement d'adjudication, mais encore pour défaut de paiement du prix. (Cod. proc., 737, 738.) (1)

(De Grailly — C. Lange Comnène).

Du 4 déc. 1823. — Cour roy. de Poitiers. — Pl., MM. Bréhard et Boncenne.

(1) Malgré quelques décisions contraires (V. inf., Bruxelles, 19 déc. 1823), la jurisprudence était bien fixée dans ce sens. V. Amiens, 13 avril 1821; Bourges, 5 janv. 1822; Lyon, 26 nov. 1823; Riom, 5 avril 1824, et enfin, Cass. 12 mars 1834 (Volome 1834). — Mais aujourd'hui, sous l'empire des nouveaux art. 733, 734 et 735 du Code de proc., la question ne peut plus être soulevée, ces articles distinguant formellement deux périodes dans la poursuite de folle enchère, l'une avant la délivrance du jugement d'adjudication, et dans laquelle il s'agit des clauses ou conditions exigibles de cette adjudication, autre, que le paiement du prix; la seconde, après la délivrance du jugement d'adjudication, et dans laquelle il s'agit précisément du défaut de paiement du prix, lequel défaut de paiement donne lieu, comme l'insécution de toute

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.—APPEL.—DÉLAI.

Du 5 déc. 1823 (aff. Réau). — Cour roy. de Poitiers. — Même décision que par l'arrêt ci-après (aff. Landre), 1^{re} quest.

1° JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.—APPEL. 2° et 3° JEU (DETTA DE). — PREUVE TESTIMONIALE.—ACTION.—BILLARD.

1° NOVATION.—JEU (NETTE DE).

1° L'appel d'un jugement interlocutoire est recevable, soit après, soit avant le jugement définitif. — La disposition de l'art. 451, Cod. proc. civ., est purement facultative. (Cod. proc. civ., 451, § 2.) (2)

2° La preuve testimoniale est admissible, pour établir qu'un billet a été donné pour cause une dette de jeu. (Cod. civ., 1965 et 1341.) (3)

3° L'art. 1966, Cod. civ., donnant action pour dettes de jeu, qui tiennent à l'adresse du corps, n'est pas applicable au jeu de billard (4).

4° Sont nuls les billets souscrits pour dette de jeu. — On ne peut dire que le billet souscrit ait opéré paiement de la dette, dans le sens de l'art. 1967, Cod. civ., et que le perdant ne puisse répéter ce qu'il a volontairement payé (5).

(Landre—C. Remieux.)

Le sieur Landre avait souscrit cinq billets à ordre, pour une somme de 7,500 fr., au profit du sieur Remieux.

Quelque temps après, Landre assigna son créancier en restitution de ces cinq billets: il soutint qu'ils étaient nuls, comme ayant pour cause une dette de jeu.

Le tribunal de Valence l'admit à prouver, par témoins, les faits qu'il alléguait.

Une enquête eut lieu; des dépositions nombreuses établirent que ces billets avaient été souscrits pour paiement de sommes gagnées au jeu de billard; le tribunal les déclara nuls, et en ordonna la restitution: il est à remarquer que ce jugement fut rendu avant que les délais pour appeler du jugement qui admettait la preuve testimoniale fussent expirés.

Romieux appela, tout à la fois, de l'un et de l'autre, devant le Cour royale de Grenoble.

Il soutint, d'abord, qu'il avait pu régulièrement appeler du jugement interlocutoire, eu même temps que du jugement définitif; que, s'il est dit, dans l'art. 451 du Code de proc., que l'appel d'un pareil jugement peut être interjeté avant le jugement définitif, ce n'est là qu'une disposition facultative, qui n'impose au demandeur aucune obligation, et qui le laisse libre d'appeler quand il le juge convenable, pourvu qu'il le fasse dans le délai de la loi.

Disputant ensuite le mérite de son appel en

autre clause, à la poursuite de folle enchère par le créancier, après signification de son bordereau de collocation. V. sur surplus, Chauveau, Code de la saisie immobilière, sur l'art. 735, Cod. proc., p. 785 et 787.

(2) V. conf., Cass. 22 mai 1822. — V. aussi les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Colmar du 5 mai 1809, et de la Cour de Trèves du 1^{er} août 1810.

(3) V. conf., Limoges, 2 juin 1819. V. aussi les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour d'Angers, du 22 fév. 1809. — Add., Lyon, 21 déc. 1822.

(4) V. conf., Poitiers, 4 mai 1810, et la note.

(5) V. à cet égard, l'arrêt ci-dessus indiqué de la Cour d'Angers du 22 fév. 1809. V. aussi conf., Lyon, 21 déc. 1822.

lui-même, il s'agit d'établir que la preuve testimoniale était inadmissible en pareil cas : à cet égard, il soutenait qu'aux termes de l'art. 1322 du Code civ., un acte privé, reconnu par celui à qui on l'oppose, a, entre les parties, la même force que l'acte authentique; que, d'un autre côté, suivant l'art. 1319, l'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme; qu'ainsi, puisque les billets à ordre dont il était porteur étaient souscrits pour valeur reçue, Landre, qui n'en déniait point la signature, devait tenir pour vraie, l'énonciation qu'ils renfermaient.

Il invoquait les règles tracées par l'art. 1341, qui ne permet aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, et la maxime contra testimonium scriptum, testimonium non scriptum, non admittitur; il établissait ensuite que parmi les exceptions posées par la loi à ce principe, il n'y en avait aucune qui eût pour objet les dettes du jeu; qu'en effet, on ne pouvait ranger ces sortes de dettes, ni parmi les quasi-contrats, ni parmi les délits et quasi-délits, ni enfin, dans un des cas énumérés dans l'art. 1348; qu'ainsi, ne se trouvant, ni dans la règle, ni dans l'exception, on ne pouvait admettre à leur égard la preuve testimoniale;

Que si, dans une obligation contractée au jeu, il y avait quelque chose d'illicite, celui qui en était débiteur n'était pas recevable à s'en plaindre, d'après l'adage si connu : *Nemo auditur turpitudinem suam allegans*.

Enfin, il citait un arrêt du parlement de Grenoble du 10 mars 1664, rapporté dans Basset, t. 1^{er}, p. 162, qui avait refusé d'admettre à la preuve qu'on sollicitait, et cela dans des circonstances bien remarquables, puisque des témoins offerts, dit l'arrêtiste, le moindre était capitaine de chevan-légers.

Raisonnant ensuite dans la supposition où il serait justifié que les billets provenaient du jeu, il soutenait que le jeu de billard devait être rangé dans la classe des jeux qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps, et pour lesquels l'art. 1966 fait une exception.

Il cherchait enfin à se placer dans l'hypothèse de l'art. 1907, qui dispose que le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé; il prétendait que les billets, par lesquels il avait fait notation de sa dette, pouvaient être considérés comme une espèce de paiement.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que si, d'après l'art. 451 du Code de proc., l'appel d'un jugement interlocutoire peut être interjeté avant le jugement définitif, il peut l'être aussi dans les mêmes délais que la loi accorde pour appeler de celui-ci,

et que, par conséquent, l'appel du jugement interlocutoire du tribunal de Valence est recevable;

Attendu que, quoique l'art. 1341 du Code civ. prohibe la preuve par témoins, contre et outre le contenu aux actes, néanmoins, il résulte des dispositions combinées des art. 1131, 1965 et 1966, une exception à cette règle générale pour les dettes de jeu;

Attendu que l'admission de la preuve testimoniale, en matière de dettes de jeu, doit dépendre des circonstances, et que, dans la cause actuelle, il y avait des présomptions suffisantes pour l'admettre;

Attendu, qu'il ne résulte, ni du texte, ni de l'esprit de la loi, que le jeu de billard soit compris dans l'exception de l'art. 1966, et que d'ailleurs, la perte faite par Landre avait été excessive pour un individu de sa profession;

Attendu que des billets souscrits ne sont point réellement un paiement; mais contiennent seulement une promesse de payer; — Confirme le jugement du tribunal de Valence, etc.

Du 6 déc. 1823. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Prés., M. Dubois. — Pl., MM. Fluchaire et Massonnet.

PARTAGE.—VENTE ANTICIPÉE.

Il n'y a pas lieu d'annuler la vente avant partage, faite par l'un des cohéritiers d'une portion de la chose commune, lorsqu'il reste des objets de même nature et valeur pour former le lot de chacun des autres héritiers (1).
(Colasson.—C. Fabal.)

Ainsi jugé le 3 août 1820, par le tribunal de Villeneuve : — Attendu qu'une portion de la chose commune a pu être vendue avant partage, pourvu que la part de la femme Colasson n'ait pas été compromise; qu'elle ne prouve pas qu'il y ait insinuation dans le restant des biens de la succession pour la remplir de son lot, tous ses droits lui demeurant réservés sur ce point, la déclare, quant à présent, non recevable dans son action en déshérence. — Appel.

AURÊT.

LA COUR : — Attendu qu'un copartageant peut vendre avant partage une partie des biens auxquels il avait droit, et que cette vente ne peut être restreinte que jusqu'à concurrence de la portion qu'il avait à prétendre sur la succession commune; — Attendu que le tribunal ayant réservé à Jeanne Garrigue, épouse Colasson, la faculté de se pourvoir ainsi qu'elle l'avisait pour obtenir que la vente faite à Desbail soufrit retranchement dans le cas où les immeubles restants ne suffiraient pas pour compléter la portion qu'elle a à prétendre sur la succession de son père; — Attendu qu'il n'y a pas lieu à pro-

(1) Dans l'espèce, et pour maintenir la vente consentie avant partage par l'un des cohéritiers, on fit tomber dans son lot lorsque fut fait l'acte de partage, les objets qu'il avait vendus. Ce mode de procéder est approuvé par Chabot, Comm. des successions, sur l'art. 834, n° 5. « Si l'un des héritiers, dit cet auteur, avait vendu un bien de la succession avant partage, lui ou ses acquéreurs pourraient obtenir, si d'ailleurs il n'y avait aucune présomption de fraude, que la lot dans lequel serait compris ce bien, lui fut attribué. » Cela résulte encore d'un arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1808, qui décida que le cohéritier qui a bâti sur un terrain de la succession, peut obtenir que le lot dans lequel est compris le terrain, lui soit attribué par préférence et sans tirage au sort. V. cet arrêt à sa date. — Toutefois il faut remarquer, avec Toullier, t. 4, n° 428, que cet arrêt a été rendu à l'occa-

sion d'une succession ouverte sous l'empire des lois antérieures, qui ne prescrivaient point le tirage au sort, et que cette circonstance a dû exercer de l'influence sur la décision. — Quant à la décision elle-même, les auteurs admettent généralement qu'elle ne devrait pas être suivie sous l'empire du Code civil, en ce qu'elle aurait pour résultat de conférer à tout héritier la faculté de se servir d'avance et par son propre fait un lot d'attribution, ce qui serait contraire à la règle souveraine en matière de partage, de l'égalité dans la formation des lots, règle dont le tirage au sort est, dans la pensée des auteurs du Code, la seule garantie. V. en ce sens, Toullier, loc. cit.; Belost-Jolimont, observations sur Chabot, loc. cit.; Vazeille, sur l'art. 831, n° 3. — La Cour de cassation a au surplus elle-même consacré cette doctrine. V. 10 mai 1826; 27 fév. 1834.

noncée sur les demandes en garantie formées par Fabal; — A adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 7 déc. 1823. — Cour roy. d'Agen. — Concl. M. Lébé, 1^{er} av. gén.

TÉMOINS EN MATIÈRE CIVILE. — COMMUNE. — HABITANS.

Du 9 déc. 1823 (aff. N. J.). — Cour roy. de Rouen. — Même décision que par l'arrêt de la Cour d'Angers, du 16 janv. 1823 (aff. Dreuze-Bréze).

1^o JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — MISE EN CAUSE. — APPEL.

2^o DOUAIRE. — HYPOTHÈQUE.

2^o Un jugement qui, avant faire droit, ordonne la mise en cause d'un tiers sur le fondement d'un droit présumé lui appartenir, peut être réputé interlocutoire, et comme tel, susceptible d'appel avant le jugement définitif. (Cod. proc. civ. 451 et 452.) (1)

1^o L'hypothèque d'un douaire ancien, constitué en argent, qui n'a pas été inscrite depuis la loi du 11 brum. an 7, a été purgée par l'accomplissement des formalités prescrites pour la purge des hypothèques légales (2).

(Garnier — C. Mellé et consorts.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en ce qui touche la fin de non-recevoir, que le jugement dont est appelé est interlocutoire et non préparatoire, parce qu'il préjuge que, nonobstant la purge des hypothèques légales faite à la requête des deux derniers détenteurs, la veuve Garnier a été dans l'obligation d'appeler les donataires;

Considérant, encore qui touche le fond, que lesdites purges, dont l'existence n'est pas contestée entre les parties, affranchissent l'immeuble, et mettaient conséquemment l'acquéreur en portée de se libérer valablement; — Met l'appellation et ce dont est appelé au néant; — Emendant, décharge la dame Garnier des dispositions portées au jugement dont est appelé; — Faisant droit au principal; — Condamne Mellé, Levassaur et Lauroux de Saint-Romain, conjointement et solidairement à lui payer la somme de... etc.

Du 10 déc. 1823. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Quéquet. — Pl., MM. Persil, Tenraux et Parlatier.

1^o OFFICE. — NOTAIRE. — TRANSMISSION DE CHARGE.

2^o RAPPORT A SUCCESSION. — OFFICE.

3^o COMMUNAUTÉ. — OFFICE.

1^o Depuis la loi du 28 avril 1816 (art. 91), la faculté que les notaires ont de présenter un successeur à la nomination du roi, est devenue pour le titulaire une propriété appréciable en argent, et transmissible par lui ou par ses héritiers. (3)

2^o L'enfant en faveur duquel le père se démet gratuitement de son office de notaire, doit à ses cohéritiers le rapport de la valeur de cet office. (Cod. civ. 843 et 851.) (4)

3^o La transmission qu'un père, commun en biens, a faite à son fils de sa charge de notaire, est réputée faite en effets de la communauté, et dès lors la charge de cette commu-

nauté. La femme est non recevable à réclamer ensuite la moitié du prix de la charge comme ayant été tirée de la communauté, alors surtout qu'elle a elle-même concouru à la transmission de cette charge à son fils. (Cod. civ. 143 et 149.)

(V. Jézéquel — C. Jézéquel.)

LA COUR; — Considérant en droit, sur l'appel de la dame veuve Jézéquel fils, que la loi du 28 avril 1816 art. 91, en accordant aux titulaires des charges de notaire, la faculté de présenter à l'agrément du roi des candidats pour leur succéder, a réellement créé à leur profit, comme à celui de leurs héritiers et ayans cause, l'objet d'une transaction profitable, licite et susceptible d'être évalué à prix d'argent;

Considérant que cette faculté, bien qu'elle ne puisse ni ne doive être assimilée aux droits résultant de l'ancienne vénalité des offices, supprimée par les lois de la Révolution, est néanmoins d'une trop grande importance sous le rapport de ses résultats pécuniaires, pour qu'il ne soit pas conforme à la loi et à la justice de la considérer, aux termes l'art. 843 du Code civil, comme un avantage indirect et soumis à rapport de la part de l'héritier en faveur duquel elle aurait été exercée utilement, mais à titre gratuit; — Considérant, en fait, qu'il est constant au procès que le feu sieur Jézéquel père s'était démis de sa charge de notaire en faveur de feu Jézéquel, son fils, qu'il avait désigné pour son successeur; qu'une ordonnance du roi avait agréé cette désignation, et nommé le fils à la place du père, lorsque la mort est venue les frapper l'un et l'autre; — Qu'il n'appert d'aucune convention écrite passée entre le père et le fils à l'occasion de cette démission; — Que, depuis le décès du fils, sa veuve a usé de la faculté accordée par la loi, en désignant elle-même, pour succéder à son feu mari, un sieur Toucher, dont elle a obtenu par acte authentique, la somme de 12,000 fr. pour prix de cette désignation; — Qu'il résulte de ces faits que la démission du sieur Jézéquel père, en faveur de son fils, était relativement à leurs intérêts privés, consommée à l'époque de leurs décès respectifs, et que le bénéfice de cette démission était acquis au fils, bien qu'il ne fût pas encore admis à l'exercice de sa charge; d'où il suit qu'il a été bien jugé par les premiers juges, en déclarant que la démission donnée par le sieur Jézéquel père en faveur de son fils, constituait un avantage indirect, et en condamnant sa veuve, aux qualités qu'elle agit, à en faire rapport au profit des sieur et dame Le Court;

Considérant, en second lieu, sur l'appel de la dame Doucin, veuve Jézéquel père, en fait, que l'acte du 10 déc. 1821 (5) ne renferme pas sciemment de simples énonciations, mais bien des reconnaissances formelles et positives à l'observation desquelles la dame Doucin s'est librement obligée; — Considérant, en fait, que la dame Doucin n'établit aucun fait de dol, fraude ou violence, qui puisse fonder sa demande en restitution; — Considérant d'ailleurs, en droit, que dans la supposition même où la démission faite par le père au profit de son fils doit être considérée, relativement à sa veuve, comme une quotité de mobilier pulsée dans la communauté, pour

(1) V. conf., Cass. 1^{er} juin 1809, et la note.

(2) V. en sens contraire, Cass. 1^{er} mai 1816, et la note.

(3) Cela est aujourd'hui hors de toute contestation.

(4) V. dans ce sens, Cass. 5 juill. 1814, 21 nov. 1815, et les notes.

(5) Par cet acte du 30 déc. 1821, la dame Jézéquel mère avait reconnu la transmission de l'étude du père au fils, et l'avait approuvée; malgré cet acte, elle prétendait droit à la moitié du prix de l'étude, ce prix ayant été tiré de la communauté: elle avait été déboutée de cette prétention en première instance, comme elle le fut devant la Cour.

l'établissement du filia commun, les art. 1422 et 1439 du Code civil, en autorisant expressément cette disposition du père de famille, la mettent en totalité à la charge de la communauté et atteignent l'épouse à en supporter la moitié sans récompense ou indemnité : d'où il suit qu'il a été bien jugé par les premiers juges, en rejetant la demande du rapport formée par la dania Jézéquel mère ; — Par ces motifs, etc.

Du 10 déc. 1823. — Cour roy. de Rennes. — Prés., M. Dupont. — Pl., MM. Coatpout, Lesbaupin et Grivart.

1^o COMMERCANT. — MEUNIER.

2^o APPROBATION D'ÉCRITURE. — FEMME. — ARTISAN. — BILLET.

3^o PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE). — ACTE NUL.

1^o Un meunier qui achète habituellement des grains, pour les revendre, doit être réputé commerçant. (Cod. comm., 1, 631 et 632.) (1)

2^o Un billet souscrit conjointement par un commerçant et sa femme, est nul à l'égard de la femme, s'il n'est pas revêtu par elle, du bon ou approuvé. (Cod. civ., 1223.) (2)

3^o Un billet, nul pour défaut de bon ou approuvé, aux termes de l'art. 1226, peut avoir effet comme commencement de preuve par écrit,.... du moins, lorsqu'il est revêtu des mots vu et lu. (Cod. civ., 1347.) (3)

(Fouchard — C. Moreau et femme.)

Le 26 mai 1810, le sieur Moreau et sa femme souscrivent solidairement, au profit du sieur Fouchard, un billet à ordre de 2,000 fr., valeur reçue comptant. Le billet est écrit d'une main étrangère aux signataires : on lit au bas, de la main de la femme Moreau, vu et lu, signe femme Moreau; ensuite, de la main du sieur Moreau, bon pour 2,000 fr., signé Moreau, marchand.

A l'échéance, protégé du billet, assignation devant le tribunal de commerce.

Le sieur Moreau décline la compétence de ce tribunal, en soutenant que Fouchard et lui ne sont point marchands; que le mot marchand, à la suite de sa signature, n'est pas de son écriture; que s'il n'est marchand, en sa qualité de meunier, le billet n'a pas pour cause une opération de commerce; et, que par conséquent, le tribunal de commerce n'a pas juridiction pour connaître du litige.

La femme Moreau demande la nullité du billet à son égard, attendu qu'il n'est pas revêtu du bon exigé par l'art. 1226 du civil.

Jugement qui, rejetant la déclinaoire, condamne solidairement les époux Moreau au paiement du billet, et le sieur Moreau, même par corps, attendu qu'il a avoué à l'audience qu'il achetait des grains pour les revendre. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche l'exception de compétence : — Considérant que, de son propre aveu, indépendamment de son état de meunier, Moreau fait des achats et ventes de grains, et qu'ainsi, il exerce habituellement des actes de commerce; qu'en sa qualité de négociant, ayant souscrit un billet à ordre, il est soumis à la juridiction commerciale; qu'il l'est encore, parce que le billet par lui souscrit est censé fait

pour son négoce, puisqu'il n'enonce pas une autre cause :

En ce qui touche la femme Moreau : — Considérant que l'art. 1226 du Code civ., établit la présomption légale de surprise faite à un débiteur lorsqu'il ne joint pas à sa signature le bon ou l'approuvé de la somme pour laquelle il s'est engagé; mais qu'il n'interdit pas au créancier, porteur d'un pareil titre, le droit de le présenter à la justice, comme commencement de preuve par écrit, et de compléter la preuve de la sincérité de sa créance, soit par des présomptions, soit par la preuve testimoniale; que, dans la cause, les parties entendues à l'audience n'ont articulé contre l'existence de l'obligation aucun dol ni fraude; que la contestation du billet exclut le soupçon de l'abus du blanc-seing; que l'obligation est conjointe et solidaire entre les époux; que les mots vu et lu, par la femme signataire, rendent vraisemblable le fait allégué par l'intimé, que la femme Moreau a connu l'étendue et le terme de son engagement; que les magistrats doivent en accueillir la preuve offerte dans de telles circonstances; qu'ainsi, la loi, faite pour prévenir la fraude, la favoriserait : — Déclare le tribunal compétent, confirme le jugement, relativement à Moreau :

Quant à la femme Moreau, faisant droit aux conclusions subsidiaires, pris par l'intimé, lesquelles tendent à prouver, tant par actes que par témoins, 1^o que la femme Moreau était présente au paiement des 2,000 fr. énoncés au billet du 20 mai 1810; 2^o qu'elle a vu son mari les compter et s'en saisir; 3^o qu'elle a vu confectionner ledit billet; 4^o qu'elle a pris connaissance du billet avant de le signer, et qu'ainsi, elle en a eu la plus parfaite connaissance : — Attendu que ces faits sont pertinents et admissibles, ordoigne que Fouchard fera preuve par-devant, etc.; la preuve contraire réservée à la femme Moreau.

Du 11 déc. 1823. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Farcy. — Concl., M. Prevôt de la Chauvillière, av. gén. — Pl., MM. Bellanger et Chedevergne.

PRESCRIPTION. — INTÉRÊTS. — ARRÉRAGES. — CASSATION.

Du 12 déc. 1823 (aff. de Beaumont). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 5 déc. 1827, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

IVRESSE. — CONVENTIONS. — NULLITÉ. —

PREUVE TESTIMONIALE

L'ivresse est une cause de rescision des conventions, bien qu'il n'y ait ni dol ni fraude à reprocher à celui envers qui l'obligation est contractée (4).

La preuve de l'ivresse peut être faite par témoins. (Cod. civ., 1108 et 1109.) (5)

(Gouin et Houlbert — C. Pothier.)

A la fin du mois de mai 1820, des affiches annonçaient que le 5 juin suivant il serait procédé, dans l'auberge du Dauphin, ville de Vilaine, par le notaire de D..., notaire, à la vente au plus offrant du domaine du Grand-Haut-Bois, appartenant aux sieurs Gouin et Houlbert. — Au jour marqué, des enchérisseurs se rendent

(1) V. conf., Cass. 26 janv. 1818, et *supra*, Amiens, 17 mars 1823.

(2) V. dans le même sens, Cass. 6 mai 1816, en ses observations; id., 26 mai 1823. — Mais il a été jugé différemment dans le cas où la femme s'était obligée solidairement avec son mari. V. Liège, 29 juin 1824.

(3) V. sur ce point, Cass. 2 juin 1823.

(4 et 5) V. en ce sens, Rennes, 10 août 1812, et la note; — En sens contraire, Besançon, 5 mai 1819. — V. aussi sur cette question et ses analogues, Colmar, 27 août 1819, et la note.

dans l'anberge : l'adjudication est faite au sieur Pothier, dernier enchérisseur.

Lorsque l'exécution du contrat est réclamée par les vendeurs, Pothier s'y refuse, prétendant qu'il était ivre lors de l'adjudication, et que son consentement lui a été surpris. — 26 mai 1821. Jugement interlocutoire qui admet Pothier à prouver son ivresse.

23 juill. 1822. Jugement qui : — « Considérant que, si des témoins déposent de l'ivresse de Pothier, d'autres déclarent qu'il n'était pas ivre ; que, dans le doute, foi est due à l'acte authentique ; — Condamne celui-ci à payer. »

Appel. — Pothier soutient qu'il était ivre lors de l'adjudication ; que l'enquête est probante ; que l'état d'ivresse est exclusif de l'idée de consentement ; qu'ainsi la vente est nulle, aux termes des art. 1108 et 1109 du Code civil.

Gouin et Houbert, vendeurs, répondent que l'acte dont il s'agit ne doit point être frappé de défaveur, parce qu'il a été consenti dans un cabaret ; qu'une seule adjudication se font ainsi dans les campagnes : — Qu'en fait, Pothier n'était pas ivre : surtout qu'il n'y a point de fraude ou de dol de leur part, puisqu'il n'est pas même articulé que ce soit eux qui l'aient fait boire. Enfin, ils citent plusieurs faits pour en induire que l'ivresse n'avait point fait perdre à l'appelant l'usage de sa raison.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que la première des conditions essentielles à la validité des conventions est le consentement de la partie qui s'engage ; qu'en considérant sous ce rapport, l'acte de vente du 5 juin 1820, on remarque que Pothier était échauffé par l'eau-de-vie quand il vint dans la salle du cabaret où se tenait l'adjudication ; que bientôt il y fut excité et servit à boire de manière qu'il était perdu ivre au moment où il articula l'enchère par suite de laquelle le domaine du Grand-Haut-Bois lui fut vendu ; que cet état continua pendant les adjudications accessoires du bois et du foin, au point que bientôt après il fallut l'emporter par les pieds et par la tête et le mettre au lit ; que ces faits, attestés par un grand nombre de témoins concordans et désintéressés, établissent jusqu'à l'évidence que Pothier était alors incapable de contracter, puisqu'il était incapable de donner un consentement ; que vainement on oppose que Pothier, le soir de son acquisition, en a parlé à quelques personnes ; que c'était donc avec connaissance qu'il avait mis des enchères, puisqu'il en conserva le souvenir après l'adjudication ; mais qu'il faut considérer que sa mémoire était bien peu éclairée, même après que la crise de l'ivresse fut passée, puisque les témoins à qui il porta furent obligés de lui apprendre pourquoi il se trouvait dans une auberge qui n'était pas la sienne, et comment le nommé D..., qui avait figuré d'abord avec lui dans les enchères, s'étant retiré publiquement avant la dernière, lui Pothier, restait seul adjudicataire ; qu'en tous cas on ne doit pas confondre la mémoire qui nous

retrace des objets, avec la raison qui les compare, et nous fait discerner la nature et l'étendue de nos engagements ; qu'il est de principe que l'ivresse telle qu'elle a existé d'après l'enquête dans Pothier, est une espèce de délire avec lequel le consentement ne peut exister ; que les juges ont ici un motif de plus pour le déclarer à raison du choix du lieu de l'adjudication et du désordre qui y a régné par la profusion du vin servi aux enchérisseurs ; — Par ces motifs. — Met l'appel au néant. — Emendant ; — Décharge l'appelant des condamnations contre lui prononcées, déclare les ventes consenties du domaine du Grand-Haut-Bois et autres objets, par acte au rapport de M..., le 5 juin 1820, nulles et de nul effet.

Du 12 déc. 1823. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Farcy. — Pl., MM. Dubois et Chevergne.

DERNIER RESSORT. — CONTRAINTES PAR CORPS. — INCOMPÉTENCE. — EXCEPTION.

L'appel d'un jugement qui prononce la contrainte par corps pour une somme inférieure à 1,000 fr., n'est pas recevable, même quand au chef qui prononce la contrainte (1).

L'art. 451. Cod. proc., portant que lorsqu'il s'agit d'incompétence, l'appel est recevable, encore que le jugement ait été qualifié en dernier ressort, suppose que l'exception d'incompétence a été soumise au tribunal. — En conséquence, n'est pas recevable, même pour cause d'incompétence ratione materis, l'appel d'un jugement qui a prononcé sur une demande au-dessous de 1,000 fr., si cette exception d'incompétence, n'a pas été proposée devant les premiers juges (2).

(Bellard — C. Fuzier-Perrin.)

LA COUR : — Considérant que la condamnation principale, prononcée par le jugement dont est appel, ne s'élevait pas à la somme de 1000 fr., cette condamnation est intervenue en premier et dernier ressort ; — Considérant que la contrainte par corps, prononcée par le même jugement, se rattachant à la condamnation principale, ne présentant qu'un mode d'exécution de cette condamnation, la disposition qui renferme la contrainte par corps est également intervenue en premier et dernier ressort ; — Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'appel interjeté par Fuzier-Perrin du jugement dont il s'agit, n'est pas recevable, et que la Cour n'a pas à examiner le mérite de ce jugement ; — Considérant qu'il est indifférent que Fuzier-Perrin ait, en cause d'appel, élevé une exception d'incompétence, sous prétexte qu'il n'était pas justiciable du tribunal de commerce de Bourguin, dès que ledit Perrin n'avait point, en première instance, décliné la juridiction de ce tribunal, et que, par conséquent, il n'a point porté devant la Cour appel d'un jugement qui aurait prononcé sur cette prétendue incompétence, mais celui d'un jugement qui a prononcé, en premier et dernier ressort, sur la demande du sieur Bei-

(1) La jurisprudence était incertaine sur ce point avant la loi du 17 avril 1832. Mais cette loi a tranché la difficulté dans le sens de la décision ci-dessus. V. Nimes, 12 mai 1819, et la note.

(2) V. conf., Grenoble, 12 avril 1826. — « Cette décision, dit M. Chanteau sur Carré, *Lois de proc.*, t. 4, quest. 1635, ne serait admissible qu'autant qu'il s'agirait d'une incompétence ratione personae, laquelle peut être proposée in limine litis ; mais il paraît au contraire que, dans l'espèce soumise à la Cour de Grenoble, l'incompétence était relative à la

matière ; dès lors elle était proposée en tout état de cause, et la circonstance de la valeur du litige ne pouvait rien changer à cette règle souveraine, puisqu'en ce n'est pas cette valeur qui doit être consultée en matière d'incompétence. — En un mot, l'art. 454 ne doit pas être entendu dans ce sens qu'il reçoit l'appel contre tout jugement rendu sur une question de compétence, mais dans celui-ci, que l'appel est toujours recevable lorsqu'il se fonde sur l'incompétence, sauf à examiner si l'incompétence ratione personae n'a pas été couverte. »

luard; — Considérant enfin que, d'après la fin de non-recevoir qui s'élève contre l'appel de Fuzier-Perrin, et la circonstance qu'aucun déclinatoire n'a été élevé en première instance, qu'aucun jugement n'est intervenu sur la compétence, il s'ensuit évidemment que l'exception d'incompétence proposée pour la première fois devant la Cour par Fuzier-Perrin, ne peut pas être appréciée par elle; qu'elle ne peut pas mieux être reçue que l'appel qui en a été l'occasion; — Declare l'appel non recevable, etc.

Du 13 déc. 1823. — Cour roy. de Grenoble, — 4^e ch. — Prés., M. Paganon. — Concl., M. Bouillane-Lacoste, subst. — Pl., M. Bourdet et Gunsollin.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — JUGEMENT PAS DÉFACTO. — OPPOSITION.

La *jugement par défaut* qui statue sur les moyens de nullité présentés contra la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire, peut être attaqué par la voie de l'opposition. (Cod. proc., 733 et 734; Décret du 2 fév. 1811, art. 3 et 4.) (1)

(Blanchard — C. Deligne.)

Du 13 déc. 1823. — Cour roy. de Limoges, — 3^e ch. — Prés., M. Graillet de Beauregard. — Concl., M. Talandier, subst. — Pl., MM. Baurié et Gillier.

COMPENSATION. — DROIT PERSONNELLE. — MARI.

La mari peut opposer en compensation d'une dette qui lui est personnelle, ce qui est dû à sa femme par son créancier, alors que celui-ci s'est fait une constitution générale de ses biens présents et à venir, et qu'ainsi le mari seul pouvait exiger le paiement de ce qui était dû à sa femme, et en passer quittance valable (2).

(Bizet — C. Seignoret.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, suivant l'art. 1290 du Code civil, conforme aux anciens principes et aux lois 21, ff., et dernière du Code de Compensation, la compensation s'opère de plein

droit, même à l'insu des débiteurs, et que les deux dettes s'éteignent réciproquement à l'instant où elles se trouvent exister à la fois, jusqu'à concurrence de leurs moitiés respectives; — Attendu qu'à l'échéance de la promesse de 600 fr., souscrite en faveur des frères Seignoret par Bizet, la compensation s'opéra au même moment, jusqu'à due concurrence, avec la moitié du legs de 12,000 fr., qui avait été fait à la femme dudit Bizet, et dont ledits Seignoret étaient débiteurs; — Que, bien que le legs de 12,000 fr., n'eût pas été fait à Bizet, mais à sa femme, néanmoins celle-ci s'étant fait une constitution générale de tous ses biens présents et à venir, Bizet seul pouvait exiger le paiement du legs, et en passer quittance valable, d'autant mieux que cette portion de la dot étant mobilière, il en avait une véritable et pleine propriété; — Attendu que, suivant Roussille (*Tratado da Dot*), ce qui est dû à la femme est vraiment dû au mari, et que ce dernier peut l'opposer en compensation; — Que lorsque, le 10 fruct. an 3 les frères Seignoret payèrent 7000 fr. en assignats pour solde du legs de 12,000 fr., ce fut sans distraction des 600 fr. qu'ils étaient censés, par la force de la loi, avoir payé à compte; qu'ils payèrent donc à cette époque 600 fr. de plus qu'ils ne devaient, et qu'ils ont le droit de les répéter par l'action *condictio indebiti*, mais qu'ils ne peuvent faire revivre la dette provenant de la promesse du 19 janv. 1792, éteinte par la compensation qui s'était opérée précédemment jusqu'à due concurrence; — Met l'appellation et ce dont appel, quant à ce, au néant; — Et, par jugement nouveau. — Donne acte à Bizet de l'offre par lui faite de faire compte aux frères Seignoret de la somme de 17 liv. 8 s. tournois, et des intérêts, en procédant, pour le montant de la promesse du 19 janv. 1792; — Et, au moyen de cette offre, le met hors de Cour sur toutes plus amples demandes; — Et, pour le surplus, ordonne que le jugement du tribunal de Bourgoin sera exécuté suivant sa forme et teneur, etc.

Du 13 déc. 1823. — Cour roy. de Grenoble, — 2^e ch. — Prés., M. Dubois.

(1) La question ne peut plus se présenter aujourd'hui dans les mêmes termes, depuis les modifications apportées au titre du Cod. de proc. relatif à la saisie immobilière par la loi du 2 juin 1841, qui a fait disparaître l'adjudication préparatoire des formalités prescrites pour les poursuites de saisie. Mais la difficulté reste la même en ce qui concerne les jugements par défaut rendus sur les nullités antérieures à la publication du cahier des charges (art. 728 nouveau du Code de proc.). A l'égard de ces jugements, de même que sous l'ancien Code, à l'égard des jugements rendus sur les nullités antérieures à l'adjudication préparatoire, c'est en point resté douteux et très controversé que celui de savoir si l'opposition est ou non recevable. V. à cet égard, en ce qui concerne l'ancienne procédure de saisie, Paris, 27 sept. 1809, et nos observations, Rouen, 4 juin 1824. — En ce qui touche l'application de la loi nouvelle, voy. les observations dont nous avons accompagné le nouvel art. 730 du Code de proc. dans notre Vol. de 1841, t. 389.

(2) Pour décider si la créance qu'a une femme sur le créancier de son mari, était par voie de compensation la dette de celui-ci, on distingue sous quel régime les époux sont mariés, et l'on décide que la dette du mari est éteinte toutes les fois qu'il y a raison de la nature du régime adopté par les époux, la créance sera plutôt celle du mari que celle de la femme, tandis qu'en contre il n'y a pas de compensation possible, lorsqu'à raison du régime adopté,

c'est la femme qui demeure créancière. Ainsi, les époux sont-ils mariés sous le régime de la séparation de biens, ou bien la séparation a-t-elle été prononcée en justice, ou encore les époux étant mariés sous le régime dotal, la créance de la femme fait-elle partie de ses biens paraphernaux, la compensation ne s'opère point entre le mari et le tiers débiteur de sa femme. Au contraire, les époux sont-ils mariés en communauté, ou bien, étant mariés sous le régime dotal, la créance de la femme fait-elle partie de la dot, il y a lieu alors à la compensation, car dans le premier cas, la créance de la femme est tombée dans la communauté (Code civ., 1401) dont le mari a la libre administration, et, dans le second cas, le mari a seul le droit de poursuivre les débiteurs de la dot et de les libérer (Code civ. 1549); en sorte que, dans l'un et dans l'autre cas, c'est le mari qui est, à vrai dire, créancier plutôt que la femme. Sic, Duranton, tom. 12, n° 415. « Le motif, dit cet auteur, sur lequel la compensation est fondée, est celui d'éviter des traditions inutiles, et absolument la même force dans ces cas que dans les autres; car, si le tiers payait sa dette au mari, ainsi qu'il le devrait, on si le mari payait le sien au tiers, celui-ci aurait reçu sans être obligé de rendre aussitôt à l'autre les mêmes choses pour se libérer; or, la loi, sous peine d'inconvenance, a dû vouloir que la compensation pût s'opérer aussi dans ces cas, et même de plein droit. »

EMPRISONNEMENT. — ALIMENS. — FRANCE.

— LIVRES.

Les alimens à consigner chaque mois par le créancier qui fait emprisonner son débiteur, sont de 19 fr. 75 c., représentant 20 livres, et non de 20 francs. — A cet égard, la disposition de la loi du 15 germ. an 6 (tit. 3, art. 34), qui fixe à 20 livres tournois la consignation, n'a été ni changée ni modifiée par aucune loi postérieure. (Cod. proc., 789 et 800.) (1)

(Delettre — C. Bourgeois.)

Du 14 déc. 1823. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. corr. — Prés., M. de Beauvillé. — Concl., M. Cailloué, cons. aud.

FAILLITE. — AJOURNEMENT. — ACTE FRAUDEUX. — COMPÉTENCE.

Les syndics d'une faillite qui actionnent un tiers, en nullité d'un acte qu'ils prétendent fait en fraude des droits des créanciers, doivent l'assigner devant le tribunal de son domicile, et non devant celui du lieu de l'ouverture de la faillite. (Cod. proc., 59, § 7.) (2)

(Syndics l'hermite Hennebelle — C. Courtois et autres.)

Du 15 déc. 1823. — Cour roy. de Douai.

AVEU. — DIVISIBILITÉ. — DOL.

Un aveu judiciaire peut être divisé, s'il est constant qu'il y a eu dol et fraude de la part de celui qui l'a fait. (L. 20, §, depositi, § ubi.) (3)

(Laffitte — C. Saudel.)

Du 16 déc. 1823. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Delong, p. p. — Concl., M. Lébé, 1^{er} av. gén.

SAISIE-IMMOBILIÈRE. — FRUITS IMMOBILISÉS. — CRÉANCIERS INSCRITS. — TIÈRCE OPPOSITION.

Lorsque les fruits d'un immeuble saisi, sont immobilisés, aux termes de l'art. 689, Cod. proc. civ., par l'effet de la dénonciation à la partie saisie, les créanciers inscrits, auxquels a été faite la notification prescrite par l'art. 691, Cod. proc. civ., ont qualité pour être appelés, nominativement, à tout jugement qui prononcerait la nullité de la saisie. — En ce cas, le poursuivant ne représente pas les créanciers inscrits, en ce sens qu'il ait qualité pour faire juger, hors la présence de ces créanciers, la nullité de la saisie (4).

Le jugement qui aurait prononcé cette nullité de la saisie, avec le poursuivant, hors la présence des créanciers, n'empêcherait pas que les fruits ne restassent immobilisés, pour être distribués aux créanciers inscrits, conformément à l'article 689. (Cod. proc. civ., 689 et 696.)

Le jugement rendu entre le saisi et le poursuivant, en ce qui touche les fruits immobilisés après la dénonciation et notification de la saisie (Cod. proc. civ., 689 et 696), est tellement sans effet contre les créanciers inscrits, qu'ils n'ont pas besoin d'y former tierce opposition. (Cod. proc. civ., 674.) (5)

(1) La question est aujourd'hui sans intérêt, depuis la loi du 17 avril 1822 qui a fixé (art. 29, § 30 fr. pour Paris, et 25 francs pour les autres villes, le montant des alimens à consigner pour chaque mois. — V. toutefois en sens contraire de la décision ci-dessus, Rouen, 7 avril 1827.

(2) La raison qu'en donne l'arrêt, est que c'est là une demande principale et purement personnelle, qui doit être jugée par les règles ordinaires des

(Gobault — C. Lecomble et autres.)

22 janv. 1819, saisie par le sieur Lescaze, sur le sieur Daudrez, d'une maison sise à Paris. — Dénonciation de la saisie au sieur Daudrez, saisi. — Notification aux créanciers inscrits, du placard prescrit par l'art. 684 du Code de proc. civ., et enregistrement de cette notification. — Ultérieurement, la partie saisie demande la nullité de la saisie, sur le motif que la créance du saisissant se trouve éteinte, au moyen d'une délégation qui lui a été faite, avec novation, sous la date du 25 nov. 1818. Cette demande en nullité de la saisie est formée contre le poursuivant, sans y appeler directement les créanciers inscrits.

22 avril 1819. Jugement du tribunal civil de la Seine, qui rejette la demande en nullité.

Appel de ce jugement par le sieur Daudrez, partie saisie. — Mais comme en 1^{re} instance, il n'ultimo que le sieur Lescaze, poursuivant.

4 mai 1820, la partie saisie et le poursuivant se rapprochent; il est rendu, par la Cour royale de Paris, un arrêt d'expédient qui déclare la saisie nulle.

Plus tard il y a eu vente volontaire par le sieur Daudrez, de la maison précédemment saisie. — Un ordre est ouvert; les sommes à distribuer se composent du prix de la vente et en outre de loyers s'élevant à la somme de 30,605 fr. — Il faut remarquer que ces loyers étaient échus depuis la dénonciation de la saisie du 22 janv. 1819, et la notification du placard aux créanciers inscrits.

Les créanciers inscrits ont prétendu que ce produit des loyers devait être distribué par ordre d'hypothèque, comme étant immobilisé, par suite de la dénonciation, et de la notification, aux termes de l'art. 689 et de l'art. 690 du Code de proc. civile.

Les créanciers non inscrits soutenaient que la saisie, ayant été annulée, elle ne devait pas avoir d'effet; qu'ainsi les fruits ne devaient pas se trouver immobilisés par suite de cette saisie.

A quoi il était répondu, par les créanciers inscrits, que de sa nature l'arrêt du 4 mai 1820, ne leur était pas opposable, parce que ce n'était qu'un expédient, jugement ou convention, avec le poursuivant; que n'y ayant pas été appelés, le jugement ne pouvait avoir effet contre eux.

25 janv. 1823, jugement du tribunal civil de Paris, qui rejette la prétention des créanciers inscrits: — Attendu que la saisie faite par Lescaze, le 22 janv. 1819, et dénoncée à Daudrez, ainsi que tout ce qui l'a suivie, a été déclarée nulle et de nul effet par arrêt de la Cour royale de Paris, du 4 mai 1820; que le même arrêt ordonne la radiation de la transcription du procès-verbal de saisie, ainsi que de la notification, faite aux créanciers inscrits, du placard indicatif de l'adjudication préparatoire; que cette saisie ayant été annulée et radiée, elle n'a pu produire d'effet.

Appel par les héritiers Gobault, créanciers inscrits (signifié au sieur Lecomble). Ils forment, en tant que de besoin, tierce opposition à l'arrêt du 4 mai 1820. Cet arrêt, ont dit les héritiers Gobault, ne peut nous être opposé, puisqu'il n'a

ajournement, auxquelles n'a pas dérogé la loi des faillites.

(3) V. dans le même sens, Toulouse, 24 mars 1817; Bourges, 4 juin 1820; Paris, 6 avril 1829.

(4) V. sur le principe de cette solution, les observations qui accompagnent les arrêts de Metz, 23 mars 1817 et de Cass. 22 fév. 1819. — V. aussi, Cass. 26 dec. 1820.

(5) V. en ce sens, Chauveau sur Carré, Lois de la procédure civile, t. 6, sur l'art. 686 à la note.

pas été rendu avec nous. Malgré l'annulation de la saisie qu'il prononce, cette saisie n'en a pas moins continué d'exister à notre égard, comme à l'égard de tous les créanciers inscrits qui n'ont pas été mis en cause. Le Code de procédure, après avoir ordonné, par l'art. 695, la notification aux créanciers inscrits, du placard annonçant la vente de l'immeuble saisi, ajoute, dans l'art. 696, que cette notification doit être enregistrée en marge de la saisie; et « du jour de cet enregistrement, dit le même article, la saisie ne pourra plus être rayée que du consentement des créanciers, ou en vertu de jugemens rendus contre eux. »

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'aux termes de l'art. 681 du Code de proc. civ., les fruits d'un immeuble saisi sont immobilisés à partir de la dénonciation au saisi; qu'aux termes de l'article 696 du même Code, le jour de l'enregistrement de la notification du placard, la saisie immobilière ne peut plus être rayée que du consentement des créanciers inscrits, ou en vertu de jugemens rendus contre eux; qu'il n'a été donné par les héritiers Gobault aucun consentement à la radiation de la saisie immobilière; et qu'il n'existe aucuns jugemens rendus contre eux par lesquels cette radiation ait été ordonnée; que l'arrêt du 4 mai 1820, rendu entre Lescaze et Dandrez, est entièrement étranger aux héritiers Gobault; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur la tierce opposition proposée par les intimés, met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, décharge les appels des condamnations contre eux prononcées; au principal, ordonne que la somme de 30,000 fr., montant des loyers immobiliers, ensemble les intérêts qu'elle a pu produire, seront distraits de la contribution, pour être distribués entre les créanciers inscrits, par voie d'ordre supplémentaire.

Du 17 déc. 1823. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Quéquet. — Pl., M. M. Persil, Parquin et Coffinière.

PÉREMPTION. — DÉCÈS. — DÉLAI ADDITIONNEL.

En matière de péremption, toutes les fois qu'il y a lieu à reprise d'instance, ou à constitution de nouvel avoué, le délai additionnel de six mois peut être invoqué, non-seulement par l'héritier de la partie décédée, mais même par l'autre partie. (Cod. proc. civ., 397.) (1)

Le délai de six mois, additionnel au délai ordinaire de trois ans, fixé pour la péremption, ne doit être compté qu'à partir de l'événement qui a donné lieu à l'augmentation de délai. — Ainsi, une demande en péremption formée avant l'échéance des six mois, à compter du décès de la partie ou de la cessation des fonctions de l'avoué, est prématurée bien qu'il se soit écoulé plus de trois ans et six mois, à compter du dernier acte de la procédure. (Cod. proc., 397.) (2) (Boulliguet—C. Mandin.)

Une instance était pendante devant la Cour royale de Bordeaux, entre la dame Blandin, appelante, et la dame Verneuil, veuve Julien, intimée.—9 juill. 1807, arrêt qui ordonne la mise en cause d'un tiers. Depuis cette époque, l'instance reste impursuivie.

8 avril 1810, M. Bieyrie, avoué de la dame Ju-

lien, a cessé ses fonctions; il n'y a pas eu constitution de nouvel avoué.—4 janv. 1822, décès de la dame Julien.

En cet état de choses, et le 8 mai 1822, la dame Boulliguet, légataire universelle de la dame Julien, demande la péremption de l'instance, pour défaut de poursuites depuis 1807, aux termes de l'art. 397 du Code de proc.

La dame Blandin soutient que la demande en péremption est non recevable, attendu qu'il s'est écoulé, à la vérité, plus de trois années depuis le dernier acte de la procédure; mais que le décès de la dame Julien, arrivé le 4 janv. 1822, a donné lieu à une augmentation de six mois pour le délai de la péremption; et que ces six mois, à partir du jour du décès, n'étaient pas encore accomplis le 8 mai, jour auquel a été formée la demande en péremption.

Pour la dame Boulliguet, on répond, que l'art. 397, après avoir dit que toute instance est éteinte par la discontinuation des poursuites pendant trois ans, ajoute que ce délai sera augmenté de six mois, dans tous les cas où il y aura lieu à demande en reprise d'instance ou constitution de nouvel avoué; — Que cette disposition doit s'entendre en ce sens, que lorsqu'il y a lieu à reprise d'instance ou à constitution de nouvel avoué, le défaut de poursuites pendant trois ans ne suffit pas pour autoriser la demande en péremption; qu'il faut qu'entre la demande en péremption et le dernier acte de la procédure il y ait eu un intervalle de trois ans et six mois; mais que rien n'indique que ce délai supplémentaire de six mois doive être compté à partir du jour du décès de la partie, ou de la cessation des fonctions de l'avoué; — Qu'au surplus, il était inutile d'examiner, dans l'espèce, de quel jour devait être compté le délai supplémentaire de six mois, puisqu'il n'y avait pas lieu à cette augmentation de délai, attendu que cette augmentation ne peut être réclamée que par la partie dont l'avoué a cessé d'exercer, ou par les héritiers de la partie décédée; — Qu'ainsi, et en résumé, la dame Blandin ne pouvait exciper de la disposition de l'art. 397, en ce qui touche l'augmentation de délai; qu'en admettant qu'il y eût lieu à cette augmentation, soit à raison de la cessation des fonctions de l'avoué, soit à raison du décès de la dame Julien, il s'était écoulé de 1807 à 1822 quinze années sans poursuites; que la demande en péremption était donc parfaitement justifiée.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'il est constant, en fait, que la veuve Julien est décédée le 4 janv. 1822, et que la demande en péremption dont s'agit a été formée par la veuve Boulliguet, son héritière insulaire, le 8 mai suivant, après le décès de la veuve Boulliguet; — Attendu qu'il est également constant que M. Bieyrie, avoué de la veuve Julien, avait donné sa démission avant le décès de cette dernière, et qu'elle ne l'avait pas remplacé par une constitution nouvelle; — Attendu que le premier de ces événements, la mort de la dame Julien donnait lieu à une demande en constitution de nouvel avoué. — Vu l'art. 397 du Code de proc., qui s'exprime ainsi : « Toute instance, encore qu'il n'y ait pas eu constitution d'avoué, sera éteinte par discontinuation de poursuites pendant trois ans; — Ce délai sera augmenté de six mois dans tous les cas où il y aura lieu à reprise d'instance ou constitution de nouvel avoué » ;

(1) C'est la doctrine qui a prévalu, V. Cass. 2 avril 1823, et les autorités citées à la note.

(2) V. dans le même sens, Cass. 5 janv. 1808, et

la note; Trêves, 17 juin 1812, Grenoble, 12 mai 1817; Paris, 20 mai 1838.

Considérant que les dispositions du second paragraphe de cet article, relatives à la prorogation du délai de six mois, sont conçues en termes absolus qui excluent toute interprétation et n'admettent aucune distinction entre le demandeur et le défendeur, qui sont également appelés à jouir l'un et l'autre du bénéfice de cette disposition;

Considérant qu'en décidant, ainsi que l'ont fait quelques Cours et quelques auteurs, que la péremption est acquise de plein droit, lorsque, comme dans l'hypothèse actuelle, il s'est écoulé plus de trois ans et six mois avant que la demande en fût formée, ce serait évidemment plaquer l'effet avant la cause et méconnaître les dispositions du second paragraphe dudit art. 397; — Considérant que si la jurisprudence des différentes Cours qui ont eu à prononcer sur cette question, a éprouvé des variations, toutes les incertitudes doivent cesser à la lecture d'un arrêt récent rendu par la Cour de cassation, le 2 avril dernier; — Considérant enfin, que la demande en péremption dont s'agit, ayant été faite avant l'expiration du délai de six mois, à compter du jour du décès de la veuve Julien, et lorsqu'il y avait lieu à reprise d'instance et à une constitution de nouvel avoué, était prématurée et ne saurait être admise; — Par ces motifs, — Déclare Marie Gué, veuve de Jean Boullugnet, mal fondée dans sa demande en péremption de l'instance dont il s'agit.

Du 17 déc. 1823. — Cour roy. de Bordeaux. — 1^{re} ch. — Prés. M. de Marbotin de Conteneuil. — Pl., MM. Boublier et Loste.

BOIS DOMANIAUX. — COMMUNES. — USAGE FORESTIER. — CONSEIL DE PREFECTURE. — COMPÉTENCE.

Le conseil de préfecture, compétent pour constater le dépôt des titres, établissant les droits d'usage de deux communes dans une forêt domaniale et pour autoriser l'une d'elles à traduire l'autre devant les tribunaux, afin de faire régler leurs droits respectifs, est incompétent pour faire lui-même ce règlement, comme pour interpréter des arrêts d'un ancien conseil souverain (le conseil souverain d'Alsace), passés en force de chose jugée. Ces deux points sont de la compétence exclusive des tribunaux. (LL. des 29 germ. an 11 et 14 vent. an 12.) (1)

Par suite, aucun délai ne court pour le pourvoi contre les arrêts rendus incompétemment à ce sujet, par un conseil de préfecture (2).

(Commune de Dosenheim. — C. Commune d'Imbsheim.)

LOUIS, etc.; — En ce qui touche les arrêts des 11 mai 1805 (23 prair. an 13), et 24 mars 1806: — Considérant que le conseil de préfecture était compétent pour constater le dépôt des titres établissant les droits d'usage des deux communes, conformément aux dispositions des lois des 19 avril 1803 (29 germ. an 11), et 5 mars 1804 (14 vent. an 12), et pour autoriser, sur sa demande, la commune de Dosenheim, à traduire, devant les tribunaux, la commune d'Imbsheim, pour le règlement de ses droits; mais qu'il était incom-

pétent pour régler ces usages; — Que ces arrêts, rendus de propre mouvement, n'étant ni contradictoires, ni rendus en matière contentieuse, aucun délai n'a pu courir pour le pourvoi; — Considérant que le conseil de préfecture, sur le dépôt d'arrêts du conseil souverain d'Alsace passés en force de chose jugée et qui régissent les droits respectifs des communes, a interprété, appliqué, modifié ces arrêts; qu'en statuant sur une contestation qui était du domaine de l'autorité judiciaire, il a méconnu ses attributions, et excédé ses pouvoirs.

Art. 1^{er}. Les arrêts des 11 mai 1805 (23 prair. 1806), sont annulés. — 2. L'arrêt du conseil de préfecture, du 25 sept. 1820, qui autorise la commune d'Imbsheim à traduire devant les tribunaux celle de Dosenheim est approuvé; — 3. Les parties sont renvoyées devant les tribunaux, pour le règlement de leurs droits d'usage dans la forêt de Drietschloss.

Du 17 déc. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Lebeau. — Pl., MM. Guichard Bis, Scribe et Huard Dupare.

1^{er} CONSEIL D'ÉTAT. — POURVOI. — MINISTRE. — 2^o CHEMIN VICINAL. — RÉPARATIONS (FRAIS DE). — RÉPARTITION. — L'COMPÉTENCE.

1^o Un ministre peut se pourvoir devant le conseil d'Etat, contre l'arrêt d'un conseil de préfecture, dans l'intérêt des droits de l'administration (3).

2^o Un conseil de préfecture est incompétent pour déterminer comment il sera pourvu aux frais d'entretien et de réparation d'un pont situé sur un chemin vicinal, il n'appartient qu'à l'administration de faire un règlement à ce sujet (4).

(Ministre de l'intérieur.)

Il s'agissait de la dépense de réparation d'un pont situé sur un canal particulier qui traversait un chemin vicinal de la commune d'Amanlis. — La commune prétendait que cette dépense devait être à la charge de la dame Saint-Marc, propriétaire du canal. — Celle-ci se fondait sur ce que le pont était la continuation du chemin, soutenait que la commune devait pourvoir à son entretien de même qu'à l'entretien de ce chemin.

Arrêté du conseil de préfecture qui, se fondant sur la loi du 14 flor. an 11, relative au curage des rivières non navigables, répartit la dépense entre la commune et la dame Saint-Marc.

Pourvoi du ministre de l'intérieur.

LOUIS, etc.; — Considérant que le pourvoi ministériel a été introduit dans l'intérêt des droits de l'administration;

Considérant que le conseil de préfecture a excédé ses pouvoirs, en déterminant comment il serait pourvu aux frais de réparation et d'entretien des ponts situés sur le chemin vicinal d'Amanlis à Château-Giron et Piré, et qu'il n'appartenait qu'à l'administration de faire un règlement à ce sujet;

Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture du département de l'Ille-et-Vilaine, du 6 janv. 1823, est annulé pour cause d'incompétence.

Du 17 déc. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

vent avoir le droit de se pourvoir directement devant le conseil, chacune dans les matières qui le concernent. V. Cormeille, *Droit adm.*, 5^e éd., v^o Ministres, § 7; Serrigny, *Comp. et proc. adm.*, t. 2, n^o 928 bis.

(4) C'est-à-dire au préfet. V. décrets du 10 août 1813 (aff. *Reder*). V. également la loi du 21 mai 1836, art. 6 et 14.

(1 et 2) V. sur ces deux points, les observations qui accompagnent l'ordonn. du 22 janv. 1824 (aff. de Chastelleux).

(3) La raison en est qu'il n'y a pas, auprès du conseil d'Etat, de procureur du roi ayant pouvoir de dénoncer la violation de la loi, d'office ou sur la demande des ministres, et que dès lors ceux-ci doi-

CHEMIN VICINAL. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

Lorsque la vicinalité d'un chemin, est contestée et qu'en effet le préfet n'a encore ni recherché ni fixé ses limites, la commune et les particuliers avec lesquels elle est en litige à ce sujet, doivent être préalablement renvoyés devant ce fonctionnaire, afin qu'il soit procédé à l'exécution des dispositions prescrites par l'art. 6 de la loi du 9 vent. an 13. (1) (Pejdière — C. la commune d'Ardes.)

Locus, etc. — Vu l'art. 6 de l'arrêté du gouvernement du 23 juill. 1802 (4 therm. an 10), relatif à la réparation des chemins vicinaux; — Vu la loi du 28 fév. 1805 (9 vent. an 13), et notamment les art. 6, 7 et 8 concernant lesdits chemins :

Considérant que la vicinalité du chemin de Brion à Ardes, est contestée; — Considérant que le préfet n'a pas encore fait rechercher et reconnaître aux termes de la loi du 28 fév. 1805 (9 vent. an 13), les anciennes limites des chemins vicinaux du canton d'Ardes; — Avant faire droit :

Art. 1^{er}. — Les parties sont renvoyées devant le préfet du département du Puy-de-Dôme, pour voir procéder, en ce qui concerne le chemin dont il s'agit, à l'exécution des dispositions prescrites par l'art. 6 de la loi du 28 fév. 1805 (9 vent. an 13).

Du 17 déc. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Guéy et Nayles.

ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — RECONNAISSANCE. — EXECUTION. — VOIE PARÉE.

Un jugement qui donne acte de la reconnaissance d'une signature apposée sur un acte sous seing privé, n'est pas un titre exécutoire, autorisant à poursuivre, par voie parée, l'exécution de l'acte sous seing privé. L'exécution par voie parée ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement prononçant une condamnation. (Cod. proc. civ., 545 et 547.)

(Marmiesse — C. Garé.) — ARRÊT.

A signation par le sieur Garé au sieur Marmiesse, pour reconnaître ou dénier sa signature sur un billet sous seing privé, souscrit par lui. — Marmiesse déclare qu'il reconnaît sa signature; mais il ajoute que le billet est un abus de blanc-seing. En conséquence, et le 18 oct. 1822, jugement du tribunal civil de Figeac qui, par une première disposition, donne acte à Garé de la reconnaissance faite par Marmiesse de sa signature; mais qui ensuite réserve aux parties toutes leurs exceptions, ainsi que les dépens.

Eu vertu de ce jugement, Garé fait commandement à Marmiesse de payer le montant du billet. Opposition au commandement de la part de Marmiesse, basée sur ce que le jugement ne constitue pas un titre exécutoire contre lui et au profit de Garé, qu'ainsi celui-ci n'a pas la voie parée pour obtenir le paiement du billet; il se fonde sur ce que le jugement se borne à constater la reconnaissance de la signature, et ne prononce aucune condamnation.

10 juill. 1823, jugement qui permet de donner suite au commandement.

Appel de la part de Marmiesse.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'un acte judiciaire qui ne fait que constater acte de l'aveu de la signature apposée au bas d'une obligation, ne donne pas titre exécutoire pour en poursuivre le paie-

ment, puisque la partie pourrait avoir, ou la quittance, ou un terme pour payer; qu'il faut, outre l'aveu, une condamnation pour qu'on puisse agir par voie parée; — Attendu que, dans l'espèce, non seulement l'acte dont il s'agit ne contient pas de condamnation, mais encore en est négatif, puisqu'il réserve aux parties tous leurs droits et exceptions, et réserve même les dépens; — D'où il suit que la partie de Bourdelles a fait à celle de Lable un commandement sans titre, ce qui le rend nul ainsi que tout l'ensuivi; — Disant droit de l'appel, a cassé et casse le commandement dont il s'agit et tout l'ensuivi.

Du 18 déc. 1823. — Cour roy. d'Agen. — Ch. corr. — Prés., M. Desmolin. prés. d'âge. — Concl., M. Donnodelle, av. géu. — Pl., MM. Dayrie et Baradat.

COMMERCANT. — AUBERGISTE. — FAILLITE.

Un aubergiste est réputé commercant, et peut être constitué en faillite, quand ses dettes sont relatives à sa profession. (Cod. comm., 1.) (2) (Gilles.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le sieur Gilles soutient que, dans aucun cas, on ne pouvait le déclarer en faillite, parce qu'en sa qualité d'aubergiste, il n'était pas rangé dans la classe des commerçants; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1^{er} du Code de comm., sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle; — Attendu que l'art. 631 du Code répute actes de commerce tout achat de denrées et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvres; — Attendu qu'un aubergiste fait sa profession habituelle d'acheter des denrées pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir préparées; que peu de négociants ont plus habituellement que lui des actes de commerce; — Attendu que Gilles, traduit très fréquemment au tribunal de commerce, comme négociant, ne l'a jamais décliné, et n'a jamais réclamé contre la qualité qui lui était donnée; — Confirme.

Du 19 déc. 1823. — Cour roy. de Bourges.

FAUX INCIDENT. — DÉLAI.

Du 21 déc. 1823 (aff. Albert). — Cour roy. de Bordeaux. — V. cet arrêt infra, à la date du 31 déc. 1823.

DOT. — SÉPARATION DE BIENS. — REVENUS. — POURSUITES.

Du 24 déc. 1823 (aff. Rotallier). — Cour roy. de Grenoble. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de cassation du 9 avril 1823 (aff. Lacombe, 2^e quest.)

CHEMIN VICINAL. — ÉCHANGE. — ORDONNANCE ROYALE. — TIÈRE OPPOSITION.

L'ordonnance qui autorise une commune à échanger avec un particulier une partie de chemin contre un terrain destiné à rétablir ce chemin dans une autre direction, n'est pas susceptible de tierce opposition par la voie contentieuse devant le conseil d'Etat. — Les tiers intéressés peuvent seulement présenter requête pour être procédé s'il y a lieu, dans les formes prescrites par l'art. 40 du règlement du 21 juillet 1806.

(Lange et consorts.)

Par une ordonnance du 30 mai 1820, la com-

(1) V. conf., ordonn. du 23 juin 1819 (aff. Chapuis). V. aussi ordonn. du 18 janv. 1819 (aff. Noël), et les nombreuses décisions analogues indiquées en note.

(2) V. en ce sens, Cass. 23 avril 1813; Metz, 17 avril 1812; Rouen, 4 déc. 1818, les notes sur ces divers arrêts, et les autorités qui y sont rappelées. V. aussi Trèves, 19 avril 1809, et nos observations.

mune de Foulgogne (Calvados) avait été autorisée à céder au sieur Aveline une partie de chemin, à la charge par lui de porter à quatre mètres, au dépens de son terrain, la largeur d'un autre chemin et de l'entretenir en bon état, à perpétuité; suivant ses offres et soumissions.

Pourvoi du sieur Lange et autres propriétaires de la commune de Foulgogne devant le conseil d'Etat, sur le motif que l'instruction qui avait précédé l'ordonnance du 30 mai 1820, était irrégulière; que le nouveau chemin obligerait les habitants à un circuit de trois cents mètres; et que celui cédé était indispensable aux riverains.

Louis, etc. — Considérant que notre ordonnance du 30 mai 1820 a pour objet une mesure d'administration publique qui ne peut être attaquée par la voie contentieuse; et que, si les requérans se croient lésés dans leurs droits ou leurs propriétés, ils peuvent nous présenter requête, pour être procédé, s'il y a lieu, dans les formes prescrites par l'art. 40 du règlement du 22 juillet 1806;

Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 24 déc. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Odilon Barrot.

TRAVAUX PUBLICS. — COMMUNE. — ÉGLISE. — DOMMAGES. — COMPÉTENCE.

Des travaux de construction faits à l'église paroissiale d'une commune, et adjugés par un marché passé avec toutes les formes prescrites pour l'adjudication des travaux publics, doivent être considérés comme des travaux publics, dans le sens de la loi du 28 pluvi. an 8 (1).

Ainsi, c'est au conseil de préfecture qu'il appartient de connaître des réclamations formées contre l'entrepreneur par un particulier qui se plaint du dommage causé par ces travaux à sa propriété.

(Jullien — C. Barbe.)

Louis, etc. — Considérant qu'il s'agit de nouvelles constructions faites à une église paroissiale, et qui constituent, dans l'espèce, des travaux publics; — Considérant que lesdits travaux ont été adjugés par un marché revêtu de l'approbation du préfet, et passé avec toutes les formes prescrites pour l'adjudication des travaux publics; — Considérant que les réclamations des particuliers qui se plaindraient des torts et dommages, procédant du fait personnel des entrepreneurs de travaux publics, doivent être portés devant les conseils de préfecture, aux termes de l'art. 4 de la loi du 28 pluvi. an 8;

Art. 1^{er}. L'arrêt du préfet du département de Vaucluse, du 22 août 1823 est confirmé.

Du 24 déc. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Teste-Lébeau.

ROULAGE (POLICE DU). — VOITURES D'EXPLOITATION. — SURCHARGE.

L'exception faite en faveur des voitures d'exploitation attelées de plus d'un cheval, relativement à la largeur des jantes, n'est pas applicable aux voitures qui transportent d'une ferme à une ville voisine des fagots et de l'a-

voine pour être tirées au commerce. (L. du 7 vent. an 12, art. 8; Décret du 23 juin 1806.) (2)

En pareil cas, du moment que les voitures sont attelées de plus d'un cheval, et qu'elles ont des jantes de moins de onze centimètres de largeur, la contravention est établie, sans qu'il soit nécessaire de constater s'il y a ou non surcharge (3).

(Ministre de l'intérieur.)

Du 24 déc. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES (2^e CLASSE). — OPPOSITIONS — CONSEIL DE PRÉFECTURE. — COMPÉTENCE.

Les oppositions formées à l'autorisation d'un établissement insalubre de deuxième classe, ne doivent être portées devant le conseil de préfecture, et ce conseil ne doit y statuer qu'autant que l'autorisation a été déjà accordée par le préfet. (Décr. du 15 oct. 1810, art. 7.) (4)

(Palangier.)

Louis, etc. — Vu le décr. du 15 oct. 1810 et notre ordonn. du 14 janv. 1815; — Considérant qu'il résulte de l'art. 7 du décret précité que le conseil de préfecture ne doit donner d'avis que sur les oppositions formées aux autorisations accordées par le préfet; et que, dans le cas dont il s'agit, aucune autorisation n'ayant été accordée, il n'y avait pas lieu, par le préfet, de demander l'avis du conseil de préfecture, et par le conseil de préfecture d'admettre les oppositions;

Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture du département de l'Aveyron est annulé; — 2. Le sieur Palangier se pourvoira par-devant le préfet du département, pour obtenir, s'il y a lieu, l'autorisation d'établir à Rhodéz une fabrique de chandelles, bougies et cierges.

Du 24 déc. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Senennes. Pl., M. Odilon Barrot.

EAU (COURS D'). — CONTRAVENTIONS. — COMPÉTENCE.

Un conseil de préfecture est incompétent pour connaître entre un usinier et des riverains, d'une contestation relative à l'exhaussement d'un ancien repère d'une usine et des eaux d'un étang. (Avis du cons. d'Etat du 24 vent. an 12.) (5)

(Boisseau — C. Blanchard de la Messe et autres.)

Le 18 sept. 1821, arrêté du conseil de préfecture du département de la Loire-Inférieure qui, sur les plaintes formées par les riverains du canal et de l'étang de la Verrière contre le déversoir d'un moulin à foulon, appartenant au sieur Boisseau, lequel déversoir, disaient-ils, faisait refluer les eaux sur leurs propriétés, ordonne que ce dernier baisserait son repère, dégraderait les vannes mouloires de décharge, et les rétablirait à la hauteur d'un nouveau repère.

Pourvoi du sieur Boisseau pour incompétence.

Louis, etc. — Vu l'avis du conseil d'Etat du 13 mars 1804 (24 vent. an 12), transcrit dans un décr. du 12 avril 1812, inséré au Bulletin des

Guyot; 30 juin 1824 (aff. Rieff); 12 janv. 11 mai, 13 juill. et 16 oct. 1825 (aff. Lion, Dragon, Poncet et Tollef); 15 mars et 2 août 1826 (aff. Rouget et Curet). — V. aussi la note qui accompagne une ordonn. du 19 mars 1817 (aff. Ronde)

(3) V. dans le même sens, ordonn. du 14 août 1822 (aff. Jolly), et les nombreuses décisions analogues indiquées par la note.

(1) V. au sens contraire, ordonn. du 17 avril 1822 (aff. comm. d'Anglet), et la note.

(2) V. dans ce sens, ordonn. des 28 juill. 1819 (aff. Dutailly), 20 oct. même année (aff. Pourcier), et les notes; 20 mai 1820 (aff. Barbier); 6 janv. 1837.

(3) V. sur ce point et dans le même sens, ordonn. du 19 mars 1823 (Min. de l'Intérieur).

(4) P. conf., ordonnance des 10 sept. 1823 (aff.

Lois.—Sur la compétence, considérant que l'étang de la Verrière n'est ni navigable ni flottable; que les contraventions aux réglemens de police sur les rivières non navigables ni flottables, et autres petits cours d'eau, doivent, d'après les dispositions du Code civil et les lois existantes, être portées, suivant leur nature, devant les tribunaux de police municipale ou correctionnelle; et les contraventions qui intéressent les propriétaires, devant les tribunaux civils; qu'ainsi, dans l'espèce, le conseil de préfecture n'était pas compétent pour connaître d'une contestation relative à l'exhaussement, tant de l'ancien repère de l'usine, que des eaux de l'étang de la Verrière;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Loire-Inférieure, du 18 sept. 1821, est annulé pour cause d'incompétence;—**2.** Les parties sont renvoyées devant les tribunaux ordinaires, sur les questions de propriété ou de contravention aux réglemens.

Du 24 déc. 1823. — Ordonn. en cons. d'Etat.—**Rapp.**, M. Tarbé.—**Pl.**, MM. Godard de Saponay et Vildé.

1^o PAIEMENT.—INDICATION.—LIBÉRATION.

2^o REPRÉSENTANT.—HÉRITIERS.

1^{re} L'indication de paiement, faite en l'absence du créancier, ne libère pas le débiteur. (Cod. civ., 1275 et 1277.) (1)

2^{de} La signification légale du mot représentans, comprend les héritiers institués par testament, même eux étrangers à la famille du défunt, tout aussi bien que les héritiers naturels. (Cod. civ., 739.)

(Grapon — C. de Saint-Marceau et les héritiers Wespín.)

Par deux testamens successifs, des 18 avril et 30 mai 1777, la dame Saint-Paul, veuve de Marenne, a institué pour son héritière universelle la demoiselle Lambertine Saint-Paul sa sœur. — En outre, la testatrice a légué au sieur Saint-Paul des Mortiers, son frère, ou à ses héritiers, une somme de 10,000 liv., mais payables seulement au décès de la sœur héritière universelle. Cette dernière clause répétée dans le second testament de la dame de Saint-Paul, y est conçue en ces termes : « A la charge et condition (par l'héritière universelle) de laisser après son décès, et non avant, 10,000 liv. au sieur des Mortiers son frère, ou à ses représentans. » — La testatrice est décédée dans la même année 1777.

En 1808, le sieur des Mortiers est aussi décédé; mais du vivant de la demoiselle Lambertine sa sœur, et, par conséquent, sans avoir pu recueillir le legs de 10,000 liv., dont l'exigibilité était subordonnée au décès de cette dernière. — D'ailleurs, par un testament du 15 frim. an 13, le sieur des Mortiers avait institué pour ses légataires universels, et par égale portion, d'une part, la dame veuve de Noyelle sa fille, et, d'autre part, Marie-Anne Derick, sa cuisinière.

Le 22 août 1810, il fut procédé entre ces deux dernières, au partage de la succession du sieur des Mortiers. Le legs de 10,000 livres fait à son profit et non encore ouvert, n'entra point dans

ce partage, mais il y fut seulement stipulé que s'il se déconvoit par la suite quelques nouvelles créances, elles seraient partagées par égales portions, entre la dame de Noyelle et Marie-Anne Derick.

D'un autre côté, et le 22 janv. 1812, la demoiselle Lambertine Saint-Paul vendit à un sieur Wespín, entre autres immeubles, tous ceux qu'elle tenait de la succession de son frère, en vertu des deux testamens successifs de 1777. La vendresse imposa, en conséquence, à l'acquéreur, la charge de payer en son acquit et à l'époque de son décès, la somme de 10,000 liv., ou 9,876 fr. 50 cent., léguée au sieur des Mortiers ou à ses représentans, par le testament dont il s'agit.

En cet état, et le 11 mars 1818, arrive le décès de la demoiselle Lambertine Saint-Paul, laissant pour son héritier universel, le sieur Saint-Paul de Saint-Marceau son neveu.

Le lendemain 12, la dame de Noyelle, comme représentante le sieur des Mortiers son père, reçoit de la dame Castillon, veuve Wespín, les 10,000 livres léguées en 1777 par la dame Saint-Paul de Marenne, et que le décès de la demoiselle Lambertine venait de rendre exigibles.

Mais Marie-Anne Derick, devenue femme Grapon, ne tarda pas à élever des prétentions sur la moitié de cette somme. — Elle prétendit que les 10,000 liv. ayant été léguées au sieur des Mortiers ou à ses représentans, elle devait, en qualité d'héritière pour moitié du sieur des Mortiers, partager cette somme avec la dame de Noyelle. — Le 23 sept. 1820, les mariés Grapon assignent en conséquence le sieur Saint-Paul de Saint-Marceau, comme représentant la demoiselle Lambertine Saint-Paul, pour se voir condamner à leur payer la somme de 4,938 fr. 25 c. représentant celle de 5,000 liv. tournois, qui leur revenait pour la moitié à eux appartenant du legs de 10,000 liv. fait par la demoiselle Lambertine Saint-Paul au sieur des Mortiers son frère, ou à ses représentans.

Le sieur de Saint-Marceau dénonce cette demande aux héritiers Wespín et les appelle en garantie. — Quant aux mariés Grapon, il leur oppose d'abord leur défaut de réclamation contre l'indication de paiement faite par la demoiselle Lambertine Saint-Paul lors de la vente du 22 janv. 1812; indication de paiement qui, selon le sieur de Saint-Marceau, avait dû libérer la demoiselle Lambertine Saint-Paul, et, par suite, le libérer lui-même vis-à-vis des mariés Grapon; — En second lieu, il leur oppose une fin de non-recevoir prise de ce que le legs fait par la dame de Marenne au sieur des Mortiers son frère, était caduc à cause du prédécès de celui-ci, avant la demoiselle Lambertine Saint-Paul, c'est-à-dire avant l'époque fixée par la testatrice pour l'ouverture du legs.

De leur côté, les héritiers Wespín exigent du paiement fait à la dame de Noyelle. Ils prétendent que cette dame étant seule et unique héritière naturelle et légitime de son père, le sieur des Mortiers, a pu seul être considéré comme son représentant; qu'à elle seule par conséquent

(1) Réciproquement, cette indication de paiement ne confère au créancier aucun titre de créance, si une pareille délégation, dit Toulhier, t. 7, n° 249, ainsi restée imparfaite par défaut d'acceptation, n'établit aucun lien de droit entre le créancier indiqué pour délégataire et le débiteur délégué. Le délégué reste seul créancier de celui-ci. Cette délégation imparfaite n'est donc point un titre de créance, en faveur du créancier indiqué. Il ne pourrait pas

critiquer les paiements faits au délégué ou à d'autres personnes, du consentement de ce dernier; car le délégué peut révoquer la délégation faite dans un acte où n'était point partie le créancier indiqué pour délégataire. — V. encore sur le caractère et les effets de l'indication de paiement, les observations qui accompagnent deux arrêts de la Cour de cassation des 24 frim. an 10 et 6 mess. an 12.

a pu et dû être fait le paiement des 10,000 liv. légués par la dame Saint-Paul de Marene, à l'exclusion des mariés Grapon, qui n'ont que la qualité d'héritiers testamentaires, et qui ne peuvent invoquer en leur faveur le droit de représentation du sieur des Mortiers : d'où les héritiers Wespil concluaient qu'ils avaient bien payé en payant à la dame de Noyelle, et que la demande en garantie formée contre eux était mal fondée.

21 mai 1822. Jugement du tribunal de première instance de Rheims, qui accueille les moyens de défense proposés par le sieur de Saint-Marceau et par les héritiers Wespil, et déclare, en conséquence, les mariés Grapon mal fondés dans leur demande. Le tribunal considère, en premier lieu : « Que le legs de 10,000 liv. étant fait par la sœur à son frère où à ses héritiers, le point essentiel à examiner consistait à savoir si, sous le nom d'héritier l'on devait comprendre les légataires institués et les admettre au premier titre, à prendre part au legs ; qu'une pareille prétention serait aussi contraire à la volonté exprimée par la testatrice qu'à l'intérêt que l'on porte naturellement à sa famille de préférence à des étrangers, et tout à la fois aux règles du droit et de l'équité ; que la mort du frère, arrivée en l'an 13, avait rendu le legs caduc à son égard, et l'avait ouvert au profit de sa fille unique, sa représentante et son héritière ; que le droit de cette dernière se puisait tout entier dans la vocation secondaire de sa tante ; que ce legs n'avait jamais fait partie de la succession du sieur des Mortiers, à laquelle se bornaient tous les droits de Marie-Anne Derick, qui ne pouvait rien réclamer de plus ; — En second lieu, qu'après le décès du sieur des Mortiers, le partage de ses biens ayant été effectué sans que le legs en question y eût été compris, ni qu'il eût été fait aucune réserve à cet égard par les demandeurs, il était naturel de présumer qu'ils jugèrent ne pouvoir y étendre leurs prétentions ; que la même présomption se tirait du silence qu'ils avaient ultérieurement gardé à cet égard, et de l'absence de la notification que ceux-ci auraient dû faire faire au sieur Wespil, aux termes de l'art. 1081 du Code civil ; que les héritiers de celui-ci, ne rencontrant aucun obstacle à leur libération, avaient dû croire, en se conformant au testament de la dame de Marene et à l'acte de vente consenti à leur auteur, le 22 janv. 1812, se libérer valablement en payant le montant du legs dont il s'agit, à la fille unique du sieur des Mortiers, et son héritière légitime ; que, d'après cela, il devenait superflu de s'occuper du recours en garantie exercé par le sieur de Saint-Marceau, lequel devenait sans objet et n'avait plus d'intérêt que pour les dépens, etc. »

Appel de ce jugement par les mariés Grapon.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'obligation im-

posée à Wespil par Lambertine Saint-Paul, dans le contrat de vente d'immeubles du 22 janv. 1812, de payer, à compter du décès de la vendeuse, 9,866 fr. 60 c., représentant 10,000 livres tournois, aux représentants de Saint-Paul des Mortiers, ne constituait qu'une indication de paiement qui, n'étant pas faite contradictoirement avec ces représentants, ni par eux acceptée, n'a pu produire l'effet de libérer envers eux Lambertine Saint-Paul, ni par suite le sieur de Saint-Marceau, qui la représente aujourd'hui comme son légataire universel ; qu'ainsi, l'action des représentants de Saint-Paul des Mortiers subsiste encore aujourd'hui contre Saint-Marceau en sa dite qualité, sauf l'action en recours de celui-ci contre Wespil ou ses représentants ;

Considérant que la veuve de Marene ayant, par son testament du 18 avril 1777, chargé le legs universel fait à Lambertine de Saint-Paul, sa sœur, de la condition de laisser après son décès, 10,000 liv. à leur frère Saint-Paul des Mortiers ou ses représentants, il ne s'agit, dans la cause, pour apprécier les droits de la femme Grapon, que de déterminer le sens du mot *représentants* ; que le sens de cette expression non défini par la tutrice, ne peut, à défaut de manifestation d'une volonté contraire, être expliqué que par l'acceptation légale du mot *représentants* ; — Considérant qu'en droit, l'héritier institué ou testamentaire est entièrement à l'instar de l'héritier du sang ; que l'un et l'autre succèdent à titre universel, et que, s'ils existent concurremment, leur réunion est nécessaire pour former la représentation complète et intégrale du défunt, activement et passivement ; — Considérant que, par son testament du 15 frim. an 13, des Mortiers a institué ses héritières universelles, mobilières et immobilières, par égale moitié, la veuve de Noyelle, sa fille, et Marie-Anne Derick, aujourd'hui femme Grapon ; que Wespil ayant été, par le contrat de la vente à lui faite, chargé de payer aux représentants de Saint-Paul des Mortiers, sa veuve n'a pas dû, sans la représentation de l'inventaire fait après le décès de des Mortiers, ou d'un acte de notoriété constatant le nombre et la qualité de ses héritiers, se constituer juge de la qualité que s'attribuait la veuve de Noyelle de seule héritière de des Mortiers ; — Met les appellations et ce dont est appel au néant, etc.

Du 30 déc. 1823. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch. — Prés., M. Quéquet. — Pl., MM. Parquin, Chais-d'Est-Auge et Lavaul.

LEGS. — MEUBLES. — TITRES DE CRÉANCE. — ARGENT COMPTANT.

Les legs de tous les meubles, effets et denrées qui se trouveront dans la maison du testateur au moment de son décès, ne comprennent ni les titres de créances, ni l'argent comptant. (Cod. civ., 535 et 536.) (1)

(1) La Cour de Paris a jugé, au contraire, le 21 juin 1806, que le legs de tous les meubles et effets est réputé comprendre les créances civiles, si, par une disposition ultérieure, le testateur a excepté du legs les billets et effets de commerce. « Mais, dit M. Hennequin, *Législation civile*, t. I, p. 93, il n'existe qu'une contradiction apparente entre cet arrêt et l'arrêt de la Cour royale d'Agen (calci ci-dessus), qui juge qu'un legs de tous les meubles, effets et denrées qui se trouveront dans la maison du testateur, ne comprend pas les dettes actives. La Cour royale de Paris a vu, dans l'exception relative aux effets de commerce, la preuve que l'auteur de la disposition avait intentionnellement compris dans le mot

meubles toutes les autres natures de créances. » — On en peut dire autant d'un arrêt de la Cour de Pau, du 27 juill. 1823, qui décide que, dans un legs de meubles, l'exclusion des titres de famille et de créances, doit faire supposer que le testateur a entendu y comprendre l'argent comptant. D'où cette conséquence, que la définition des expressions meubles, mobilier, etc., dans les art. 535 et 536. Cod. civ., n'est pas tellement absolue que leur signification ne puisse être étendue ou restreinte par interprétation de l'ensemble des clauses du testament. — C'est ce qui résulte encore de plusieurs arrêts de la Cour de cassation : voy. 28 fév. 1832 ; 3 mars 1836 ; 24 juin 1840 ; 9 mars 1841 ;

(Faget — C. Beaulieu.)

29 janv. 1812, testament du sieur Sempy, par lequel il institue héritière universelle la dame Faget, sa sœur, et fait à son autre sœur, la dame Beaulieu, un legs de toutes les meubles, effets et denrées qu'elle trouveront dans sa maison au moment de son décès. — Après le décès du sieur Sempy, la dame Beaulieu réclame son legs, et elle soutient qu'il comprend l'argent monnoyé et les titres de créances qui se trouvaient dans la maison. — La dame Faget, héritière universelle, prétend que les mots *meubles, effets et denrées*, ne peuvent s'entendre de l'argent comptant ni des créances; que cela résulte implicitement de l'art. 535 du Code civ., qui déclare que, pour embrasser dans une disposition tout ce qui est réputé *meuble*, dans le sens le plus étendu, et par opposition au mot *immeuble*, on doit employer les expressions *biens meubles, mobilier, effets mobiliers*.

22 avril 1819, jugement du tribunal civil de Gourdon qui décide que le legs fait à la dame Beaulieu embrasse les meubles meublans et les titres de créances, mais non l'argent comptant.

Appel de la part de la dame Faget.

M. Lebé, premier avocat général, a dit en substance, que la solution de la question résultait de la simple combinaison des art. 533 et 535 du Code civ.; que le sens des expressions employées par le testateur devrait être déterminé d'après leur acception légale; que d'après cette acception, les mots *meubles, effets et denrées*, pris isolément, ou rapprochés les uns des autres, n'embrassent point les titres de créances; et que le testateur n'ayant employé aucune des locutions génériques consacrées par l'art. 535 du Code, il fallait en conclure que les créances n'étaient pas contenues dans la disposition.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que Léonard Sempy ayant légué, par son testament du 29 janv. 1812, à Marguerite Sempy, plus jeune, aujourd'hui épouse Beaulieu, les meubles effets et denrées qui se trouveraient après son décès, n'a pu vouloir donner à ces expressions une extension plus grande que celle qui lui est donnée par le langage vulgaire, et qui est d'ailleurs clairement tracée par l'art. 536 du Code civ., qui veut que le don

d'une maison, avec tout ce qui s'y trouve, ne comprenne ni l'argent comptant, ni les dettes actives, et autres droits dont les titres peuvent être déposés dans ladite maison; tous les autres effets mobiliers y sont compris : d'où suit que le tribunal de Gourdon, en condamnant l'héritière instituée à délivrer à la légataire des meubles, effets et denrées, les titres de créances, a manifestement violé les principes du droit; — Donne défaut contre la femme Beaulieu; et disant droit de l'appel, relaxe la femme Faget des demandes, fins et conclusions contre elle prises, etc.

Du 30 déc. 1823. — Cour roy. d'Agen. — Ch. civ. — Prés., M. Delong, p. p. — Concl., M. Lebé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Pouydebat jeune.

APPEL. — TIERS. — MANDAT.

Est nul l'appel interjeté pour un tiers, lorsque celui-ci n'a pas donné mandat spécial d'appeler pour lui (1).

(Chauvin — C. Billardon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que Sylvain Chauvin, en interjetant appel, a déclaré faire aussi appel pour Louis Chauvin, son frère; — Attendu qu'il est de principe qu'une action judiciaire ne peut être intentée au nom d'un tiers qui peut agir lui-même, qu'en vertu d'un mandat spécial, d'après l'ancienne maxime : *Nul ne plaide par procureur*; — Déclare l'appel nul à l'égard de Louis Chauvin, etc.

Du 30 déc. 1823. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gaujal, p. p.

BAIL A FERME. — PRIVILÈGE. — FONDS DE TERRE.

Lorsque des terres sont données à ferme sans baux d'exploitation, cette circonstance altere le privilège du propriétaire, en ce que, si la fermier transporte les fruits dans les baux qu'il tient à ferme d'un autre propriétaire, les fruits sont, des lors, affectés au privilège du bailleur des baux, par préférence au privilège du bailleur des terres. — Le bailleur des terres ne peut saisir-revendiquer les fruits, comme déplacés sans son consentement, dans le sens des art. 2109, Cod. civ., et 819, Cod. proc. (2).

V. aussi Riom, 3 déc. 1816. — Meis voy. Cass. 1^{re} mai 1833; Rencq, 27 mai 1806; Paris, 21 juv. 1806 et 6 juv. 1807; Bordeaux, 28 fev. 1831. V. aussi les notes qui accompagnent quelques uns de ces arrêts. — Juge, Chauv. Traité de la propriété mobilière, t. 1, n. 114.

(1) Sic, Cass. 16 fev. 1812, et la note. V. aussi sur le sens de la maxime : *Nul en France ne plaide par procureur* d'où l'arrêt ci-dessus fait application. Lige, 15 fev. 1814, et nos observations.

(2) M. Troplong, des Priv. et Hypoth., n. 165 bis, fait une distinction entre les fruits des années précédentes et les fruits de la récolte de l'année. « S'il s'agit, dit cet auteur, des fruits des années précédentes, qui ont été déplacés et transportés hors de la ferme, comme le privilège n'a lieu sur ces objets qu'en tant qu'ils garnissent les lieux, il s'ensuit que le propriétaire devra s'empresser d'en faire la revendication dans les quatre-vingt jours, sans quoi son privilège s'évanouit. — Mais s'il s'agit des fruits de l'année, comme la même condition n'est pas prescrite, et que l'engrangement dans les bâtiments loués hors de la ferme, n'ôte pas en fermier la possession des récoltes, le privilège pourra s'exercer sans difficulté; il se sera même nécessaire d'exercer une action en revendication. Car cette action est un remède introduit pour empêcher le

privilège de s'éteindre; et ici le privilège n'est pas même compromis. » — Par suite de cette distinction, M. Troplong critique les motifs de l'arrêt ci-dessus, en ce que s'agissant des fruits de l'année, le Cour n'en considère pas moins le propriétaire comme ayant perdu son droit de suite, et le déplacement comme coëssé fait de son consentement. Toutefois, continue M. Troplong, et quant au fond, cet arrêt n'a fait aucun grief au propriétaire, et voici pourquoi : le propriétaire de la ferme se trouvait en concurrence avec le propriétaire de la grange, qui, réclamant des luyers qui lui étaient dus, avait fait saisir les objets garnissant la grange. Or, ce dernier n'était pas obligé de savoir que les fruits qu'on emmagasinait chez lui, étaient grevés du privilège du propriétaire de la ferme, non payé de ses fermages. Aucune notification ne lui avait été faite. Il avait donc dû considérer les récoltes transportées chez lui comme son gage, et le privilège lui appartenait sur le propriétaire de la ferme, avec d'autant plus de raison qu'ayant prêté ses greniers pour conserver la récolte, il avait fait chose utile à tous ceux qui avaient des droits à exercer sur elle. C'est en définitive ce qu'a jugé la Cour de Poitiers. Mais les motifs qui l'ont amenée à ce résultat me paraissent mauvais, et tout en arrivant au but elle s'est égarée en route. »

(Gabet — C. Boutaud.)

Le sieur Girard tenait à ferme, du sieur Gabet, la métairie de Sérigny. — Il tenait aussi des héritiers Boutaud différentes pièces de terre. Les terres appartenant aux héritiers Boutaud n'avaient pas de bâtimens d'exploitation. — 16 août 1823, le sieur Gabet, à qui plusieurs années d'arrérages étaient dues, fait saisir les meubles et effets garnissant la ferme de Sérigny. Il comprend aussi dans la saisie divers tas de gerbes de blé qui se sont trouvés dans les bâtimens et dans les dépendances de la ferme de Sérigny.

En cet état de choses, les héritiers Boutaud, créanciers de plusieurs années de fermage de leurs terres, ont fait saisir-revendiquer les tas de gerbes de blé, provenant de ces mêmes terres, et qui se trouvaient compris dans la saisie précédente du sieur Gabet. — Dénonciation de la saisie des héritiers Boutaud au sieur Gabet, et assignation devant le tribunal de Poitiers, pour voir déclarer cette saisie valable, et ordonner la vente des gerbes de blé saisies-revendiquées, pour le prix en être exclusivement appliqué au paiement des fermages dus aux héritiers Boutaud. — Les héritiers Boutaud se fondaient sur la disposition de l'art. 2102 du Code civ., qui affecte les fruits d'un fonds, par privilège, au paiement des fermages de ce fonds, et qui accorde au propriétaire le droit de saisir-revendiquer les objets affectés à son privilège, lorsque ces objets ont été déplacés sans son consentement.

Le sieur Gabet répond que les héritiers Boutaud ne pouvaient former une saisie-revendication, attendu que l'art. 2102 du Code civ., comme l'art. 819 du Code de proc., n'autorisent la saisie-revendication que dans le cas où les objets affectés au privilège ont été déplacés sans le consentement du propriétaire; que, dans l'espèce, loin qu'il y ait eu déplacement des objets affectés au privilège sans consentement des propriétaires, les propriétaires ont nécessairement consenti au déplacement, puisqu'en affirmant des terres sans bâtimens d'exploitation, ils ont dû penser que les fruits seraient enlevés et transportés dans des lieux convenables pour leur conservation; que la saisie-revendication n'est d'ailleurs autorisée par les art. 2102 du Code civ., et 819 du Code de proc., que pour les meubles garnissant la maison ou la ferme, que la même disposition ne peut être étendue aux fruits, qu'en effet, les meubles sont reconnaissables et peuvent, par cette raison, être revendiqués, tandis que les fruits qui ne peuvent être reconnus ne sont pas susceptibles d'être suivis dans le lieu où ils ont été transportés. Telle est l'opinion de M. Tarrible, dans le *Repertoire de jurisprudence*, v° *Privilège*, sect. 3, § 2, n° 7.

En supposant, ajoutait le sieur Gabet, que la saisie-revendication fût praticable, elle ne pouvait du moins avoir effet sur des objets déjà saisis par le propriétaire, comme affectés à son privilège. En effet, aux termes de l'art. 2102, le propriétaire des bâtimens d'exploitation a son privilège sur tout ce qui garnit sa maison, le second bailleur doit s'imputer de s'être confié à la bonne foi de son fermier; mais cette confiance ne peut en rien diminuer les droits qu'a le propriétaire des bâtimens, sur tout ce qui les garnit et qu'il doit exercer au préjudice de ceux mêmes auxquels il est dû par son fermier pour des meubles qu'il fait saisir. — Il doit être assimilé au vendeur de bœufs auquel le prix de sa marchandise n'aurait pas été donné, et qui les ferait saisir après que le propriétaire aurait lancé une saisie-gagerie sur toute la garniture de sa ferme. — Il en serait ainsi de celui qui après avoir affir-

mé des vignes voudrait faire saisir le vin en provenant, et renfermé dans des bâtimens à lui étrangers, et ce au préjudice du propriétaire des bâtimens qui voudrait exercer son privilège. — Le sieur Gabet invoquait l'autorité de Pothier, *Traité du louage*, n° 241 et 245; Grenier, *Traité des hypothèques*, tom. 2, p. 33; voy. aussi Persil, *Régime hyp.*, pag. 83 et 84; Delvincourt, art. 1753 et 2102.

Les héritiers Boutaud répliquent que les objets par eux saisis revendiqués leur appartiennent légitimement et sont bien distincts de ce qui doit être le gage de la créance du sieur Gabet; que celui-ci veut se faire payer avec le prix provenant de récoltes qu'il sait bien n'avoir jamais été prises sur les terres de sa métairie; que, lorsqu'il a affirmé son domaine, il ne pensait point avoir pour sûreté de ses prix la ferme, les récoltes de tous les champs que pourrait affermer son colon; qu'il devait donc être repoussé par cet adage si connu et si juste : *Nemo locupletior fieri potest detrimento alterius*; qu'au surplus, les termes mêmes de la loi autorisent leur saisie-revendication; qu'en effet, les blés accrus sur leurs propriétés ont été déplacés, puisque de leurs champs on les a transportés dans la cour de Gabet; que dans le bail par eux consenti à Girard, il n'est nullement question du lieu où on placera les récoltes qui avant d'être battues n'ont pas besoin d'être engrangées; que le déplacement a donc eu lieu sans leur consentement, qu'en conséquence ils pouvaient prendre la voie de la saisie-revendication; qu'au surplus l'art. 2102, Code civ., suffisait seul pour résoudre la question de savoir si le propriétaire dans la maison duquel étaient placés des fruits, devait être préféré au propriétaire des terres sur lesquelles ces fruits auraient été recueillis; que cet article accorde à tous propriétaires un privilège sur les fruits des biens ruraux qu'ils ont donnés à ferme; que la loi ne distingue pas si les biens ruraux ont été affermés avec ou sans corps de bâtimens; qu'ainsi on ne doit pas faire de distinction, et qu'il faut s'en tenir à ses termes qui, d'ailleurs, et dans tous les cas, devraient être interprétés en faveur du propriétaire du fonds, s'ils étaient douteux; qu'en effet, les blés ne peuvent être considérés comme garnissant la ferme de Gabet; c'est plutôt un dépôt mis dans sa cour par son fermier, qui ne pouvait lui faire acquérir aucun droit. — Si c'était une chose qu'on ne pût pas reconnaître ou qui fût essentiellement destinée à l'exploitation de la ferme, il y eût eu imprudence : on pourrait comparer les propriétaires du fonds sur lequel le blé a été recueilli aux marchands de vin et de bœufs; mais dans l'espèce, ils ont affirmé leurs terres sans s'inquiéter de la qualité du preneur; qu'il fût propriétaire ou fermier, que leur importait? Mais il est certain qu'il n'a pas pu rendre leur condition pire, parce qu'il lui a plu de déposer leurs blés dans une cour d'un corps de domaine qu'il tenait à ferme, et qu'ils doivent dans tous les cas exercer leur privilège, en vertu de l'art. 2102 du Code civil.

19 sept. 1823, jugement qui déclare valable la saisie-revendication des héritiers Boutaud.

Appel de la part du sieur Gabet.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que Gabet, créancier de Girard, en vertu de titre authentique pour fermages de la métairie occupée par ledit Girard, a été bien fondé à faire une saisie exécution des choses mobilières incombantes dans ladite métairie où était le domicile de son débiteur, suivant l'art. 816 du Code de proc. civile; — Considérant que si la veuve et héritiers Boutaud avaient

un privilège pour fermages des fods par eux affermé à Girard, sur les fruits de la récolte de l'année, ils ne pouvaient revendiquer ces fruits qu'autant qu'ils auraient été déplacés sans leur consentement; qu'il y a présomption suffisante contre eux de ce consentement, puisqu'ils n'ont pas usé de la faculté que la loi leur donnait de faire saisir-gager ces fruits étant sur les terres, qu'ainsi ils ne se trouvent point dans le cas prévu soit par l'art. 819 du Code de proc. civ. soit par l'art. 2102 du Code civil; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 30 déc. 1823. — Cour roy. de Poitiers. — 2^e eb. civ. — Prés., M. Pervinquier. — Pl., MM. Boncenne et Foucher.

SUCCESSION FUTURE. — PRESCRIPTION.

L'action en nullité contre un partage de succession future, se prescrit par dix ans, conformément à l'art. 1304, Cod. civ. — On ne peut dire que ce soit la une nullité absolue ou d'ordre public, et que l'action soit imprescriptible. (Cod. civ. 791 et 1130.) (1)

(Les enfans Bougaut — C. V^e Bougaut.)

Le sieur Patrice Bougaut, marié en secondes noces, avait, d'un premier mariage, trois enfans.

Pour prévenir entre sa veuve et les enfans de son premier lit, les débats d'intérêts auxquels le partage de la succession pourrait donner lieu, le sieur Patrice Bougaut fit, par acte du 27 mars 1808, entre ses enfans et sa femme, la division anticipée de ses biens. Tous signèrent ce pacte de famille. Le sieur Patrice Bougaut mourut en 1810. — Sa veuve et ses enfans continuèrent d'exécuter, sans réclamation, l'acte du 27 mars 1808. Aucun changement ne fut opéré, et l'état de choses établi par cet acte continua de subsister jusqu'en 1823. — Alors seulement les enfans Bougaut réclamèrent un nouveau partage de la succession de leur père, en protestant du nullité contre l'acte par lequel il l'avait divisée entre eux et son vivant. — La veuve opposa à cette demande la prescription de dix ans établie par l'art. 1304 du Code civ.

Jugement du tribunal de première instance, qui, vu l'exécution donnée pendant plus de dix ans par les demandeurs, à l'acte attaqué, les déboute de leur action.

Appel. — L'acte du 27 mars 1808, disait-on, est essentiellement nul. Toutes les dispositions de nos lois s'élevaient contre les stipulations immorales qui embrassent la succession d'un homme vivant. La prescription établie par l'art. 1304 peut-elle les ouvrir? C'est le système des premiers juges. Mais en cela ils ont omis de faire une distinction admissible par tous les auteurs; entre les nullités absolues qui vicient l'acte dans son essence et ne peuvent jamais être réparées, et les nullités relatives que peut effacer la ratification. L'art. 1304 ne s'applique qu'aux nullités de cette seconde espèce. Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'un contrat : la consentement de la partie qui s'oblige, sa capacité, un objet certain, une cause licite dans l'obligation; les deux premières conditions sont toujours présupposées et peuvent toujours être suppléées. Y a-t-il eu erreur, violence ou surprise dans le consentement? Une volonté éclairée ou devenue libre peut réparer ce vice. Est-ce un mineur qui a contracté? Majeur, son incapacité cesse, il peut alors valider son obligation. Mais quant aux deux autres conditions, comment en réparer le vice?

Comment faire qu'un contrat sans objet en ait un? Comment faire qu'une cause immorale et illicite soit autorisée par la morale et par la loi? Ici toute ratification est sans force, toute exécution est sans effet. Ainsi, il y a une grande distinction à faire entre les contrats qui sont nuls par défaut de consentement ou incapacité de la partie, et les contrats nuls par défaut d'objet et pour cause illicite. Les premiers ne sont pas nuls de plein droit : ils subsistent tant qu'ils ne sont pas attaqués. Mais le nullité des autres est irréparable. C'est à eux que s'applique la règle canonienne, *Quod ab initio nullum est, nullo modo convalescer potest*. S'il s'agit d'un immeuble, la propriété ne pourra en être prescrite en pareil cas que par trente ans (art. 2265 et 2267 du Code civ.). L'art. 1304 n'est donc pas applicable aux contrats de cette espèce. Il ne concerne que ceux qui sont nuls par défaut de consentement ou de capacité; les articles suivans l'indiquent suffisamment. Et, par exemple, supposons une séparation de corps ou une séparation de biens volontaire, un contrat de mariage postérieur à la célébration du mariage, une donation entre-vifs sous seing privé... Suffirait-il pour la validité de pareils actes qu'ils aient été exécutés pendant dix ans? Personne n'oserait le prétendre. Eh bien! les pactes sur la succession d'un homme vivant ne sont pas d'une nullité moins irréparable, puisqu'ils sont aussi contraires à la morale et à l'ordre public. — L'appelant était, comme autorités à l'appui de ces principes, l'opinion de M. Duranton, dans son *Traité des obligations*, celle de M. Chabot de l'Allier, dans son *Commentaire sur les Successions*, et un arrêt de la Cour de cassation, du 12 juin 1806.

Pour l'intimé ou répondant, qu'il fallait distinguer la nullité d'un traité sur une succession non ouverte, de la nullité qui vicie une séparation de corps volontaire et les autres actes cités en exemple par les appelans. La ratification de pareils actes serait nulle, parce qu'elle serait infectée des mêmes vices que l'acte ratifié. Mais il en est autrement lorsque les choses en sont venues à un point où la convention illégalement faite cesse d'être illicite. Comme en cet état elle pourrait prendre valablement naissance, elle peut valablement être ratifiée, soit expressément soit tacitement. Ainsi, avant l'ouverture de la succession de Patrice Bougaut, l'acte du 27 mars 1808 était radicalement nul, et du vivant de Bougaut il ne pouvait être ratifié. Mais aussitôt que par son décès sa succession s'est ouverte, les choses se sont trouvées telles que la convention du 27 mars 1808 pouvait légitimement avoir lieu : de ce moment elle pouvait donc être ratifiée. Elle l'a été, en effet, non-seulement par douze ans de silence, mais encore par douze ans d'exécution pleine et entière. — L'intimé s'appuyait encore sur l'exacte justice de l'acte attaqué, sur la modicité de la succession, les frais et la difficulté d'un partage à recommencer après douze ans d'une jouissance contrainte, et sur les considérations d'équité qui militaient pour le maintien d'un pacte de famille consenti en pleine connaissance de cause, et sans aucune lésion par des enfans majeurs, et exécuté par eux pendant un aussi long temps.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il existe deux sortes de nullités, les nullités absolues et les nullités relatives; — Que les nullités absolues sont celles

(1) V. sur cette question controversée, une consultation rapportée dans notre Vol. de 1834.2. 97, à la note, dans laquelle sont exposés les divers

systèmes et l'état de la jurisprudence. — V. aussi Cass. 8 nov. 1842, et le résumé de jurisprudence et de doctrine qui accompagne cet arrêt.

qui sont de droit public, et qui peuvent être opposées non-seulement par la partie directement intéressée, mais encore par la partie publique; tandis que les nullités relatives ne concernent que les personnes au profit desquelles elles sont établies, et qui seules peuvent les dénoncer aux tribunaux; qu'ainsi, la prohibition est censée faite dans l'intérêt public lorsque son premier et principal objet est le bien de la société, la conservation des choses et des biens qui appartiennent au public; — Que, quoique le but de la loi soit toujours dans l'intérêt public et de la société, la vue de cet intérêt est souvent éloignée; et la loi considère alors en premier lieu dans sa prohibition et dans les nullités qu'elle prononce, l'intérêt des particuliers. *Primario spectat utilitatem privatam, et secundario publicam*; — Que les particuliers seuls profitent de sa disposition; et que sa prohibition, en ce cas, produit une nullité qu'on appelle relative, parce qu'elle est censée intéresser particulièrement celui en faveur duquel elle est prononcée, et que lui seul peut s'en prévaloir; — Que c'est dans cette seconde catégorie qu'on doit placer la nullité résultant des stipulations sur une succession future; — Que ces stipulations sont interdites par le Code civ., et si l'on veut, contraires aux bonnes mœurs; mais que la prohibition est plus particulièrement portée dans l'intérêt des particuliers, *Primario spectat utilitatem privatam*. En telle sorte que l'action en nullité ne pourrait être intentée par la partie publique; — Que les parties lésées peuvent attaquer ces stipulations comme contraires aux bonnes mœurs, mais que pour le faire avec succès, elles doivent former leur réclamation dans les dix ans, lequel temps écoulé, leur action en nullité n'est plus recevable, d'après l'art. 1304 du Code civ. conçu en termes généraux, et qui n'admet ni exceptions, ni modifications; — Que le Code a fait disparaître toutes les subtilités dont les anciens auteurs avaient hérissé la matière des actions en nullités et des actions en rescision prescriptibles, les premières seulement par dix ans, les secondes par trente ans, en soumettant l'une et l'autre de ces actions, quant aux particuliers, à la même prescription et sans distinction aucune; — Que c'est par ce motif que l'orateur du gouvernement, chargé de présenter au corps législatif la loi sur les contrats et les obligations conventionnelles en général, dans laquelle se trouve l'art. 1304, expose qu'au nombre des manières dont les conventions s'éteignent, est leur annulation; — Qu'elle se fait toujours par l'autorité du juge qui prononce sur l'action en nullité ou en rescision; — Qu'un changement important a été fait à l'ancien ordre de choses, quant au délai seulement pendant lequel cette action, soit en nullité, soit en rescision, peut être intentée; — Que lorsqu'il s'agissait d'annuler un contrat, ce délai comprenait tout le temps pendant lequel le contrat pouvait être opposé, c'est-à-dire le long espace de trente années, à moins que la loi n'eût fixé un temps plus court; — Qu'à la vérité, dans la plupart des cas où il pouvait y avoir lieu à de pareilles actions, on avait senti la nécessité de ne pas laisser dans une pareille incertitude, le sort des contractants, et que le délai avait été limité à dix ans; — Que le temps de dix années a été considéré, par les rédacteurs du Code, comme le plus long délai dont une partie puisse avoir besoin pour recourir à la justice; — Qu'ainsi, dans tous les cas où l'action en rescision ou en nullité n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action ne peut durer que dix ans; — Que si l'art. 1304 du Code civ. ne parle dans sa seconde dis-

position que des actes, fruit de la violence, de l'erreur et du dol, ou laits par des mineurs, des interdits ou des femmes mariées, ce n'est que pour fixer de quelle époque court le temps de la prescription et nullement pour spécifier et limiter les actes qui doivent être attaqués dans les dix ans; — Que l'art. 1304, en décidant contrairement aux anciens principes que, dans tous les cas, l'action en nullité ne durera que dix ans, assujettit les actions en nullité à la même prescription que les actions rescisoires; — Qu'il n'existe pas de motifs de proroger l'action en nullité pendant trente ans, délai fixé par les ordonnances de 1510 et 1539, au lieu de la restreindre à dix ans, conformément à l'art. 1304 du Code; — Que, dans l'espèce, la prorogation du délai, ou un délai indéfini serait contraire à l'ordre public; — Qu'il en résulterait qu'après un acte arrêté de bonne foi, entre le père, la mère et les enfants, par la médiation de trois amis communs, après un partage consommé, après le paiement des dettes fait sans réclamation, après un silence gardé pendant douze années, et lorsque des aliénations pourraient être faites, on viendrait jeter le trouble dans la famille, ressusciter des dettes éteintes, raviver des quittances égarées ou perdues, partager un mobilier n'existant plus, et des propriétés qui pourraient ne plus appartenir à l'un des copartageants; — Que c'est pour empêcher d'aussi étranges résultats, que les auteurs du Code ont limité à dix ans le délai pendant lequel l'action en nullité d'un acte, intentée par des particuliers, et dans leur seul intérêt, pourrait être introduite, et que c'est par ce motif que l'action du ministère public serait écartée par les tribunaux, une pareille action n'appartenant qu'aux parties intéressées, en l'exerçant dans le délai prescrit par la loi, parce qu'il ne s'agit point d'une nullité absolue qui provoque directement et particulièrement la vigilance du ministère public; — Enfin, qu'il s'agit plutôt dans l'espèce d'un pacte de famille et d'un partage fait en présence du père, que d'une renonciation à une succession future; — Confirme, etc.

Du 30 déc. 1823. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Prés., M. Aroux. — Cons., M. Lepetit, av. gén. — Pl., MM. Lemaire et Daviel père.

FAUX INCIDENT. — DÉLAI. — DÉCHÉANCE.
Le délai de huitaine accordé par l'art. 216, Cod. proc., à l'effet de déclarer si l'on entend se servir de la pièce arguée de faux, n'est pas prescrit à peine de déchéance (1).

(Albert — C. Mothard. — ARRÊT.)

LA COUR: — Attendu que l'art. 216 prescrit que le défendeur, sommé de déclarer s'il entend se servir de la pièce arguée de faux, doit faire sa déclaration dans les huit jours, mais ne prononce pas la peine de déchéance de se servir de ladite pièce, si la déclaration n'est pas faite dans ledit délai de huitaine; — Attendu que l'art. 217 dit qu'en ce cas, le demandeur pourra se pourvoir à l'audience pour y faire ordonner le rejet de la pièce; qu'évidemment la loi édit dit: pour faire déclarer la déchéance encourue, car le tribunal n'édit rien à ordonner si la loi eût déjà prononcé la déchéance, c'est-à-dire le rejet de la pièce arguée de faux; — Attendu que l'art. 230 redit la même disposition et porte que le demandeur pourra se pourvoir à l'audience pour faire

(1) La question est généralement résolue dans ce sens. F. Rouen, 24 août 1816, et les autorités nombreuses indiquées à la note.

statuer sur le rejet de la pièce, expression qui annonce qu'il y aura lieu à juger si la pièce doit être rejetée, ce qui ne serait pas susceptible de jugement, si la déchéance était déjà prononcée par la loi;—Attendu enfin que toutes les dispositions rigoureuses ne doivent pas être étendues au delà de ce que la loi prescrit, et qu'il en est ainsi des nullités et déchéances qui ne peuvent pas être suppléées dans le silence de la loi qui ne les a pas prononcées;—Faisant droit de l'appel interjeté par Albert, met l'appel et ce dont a été appelé au néant; émendant, déclare n'y avoir

lieu à prononcer la déchéance demandée par Mothard; maintient la déclaration faite par Albert, etc.

Du 31 déc. 1823. — Cour roy. de Bordeaux. — 1^{re} ch. — Prés., M. Marbotin de Conteneuil. — Pl., MM. Bousset et de Chancel.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — EXÉCUTION. — OPPOSITION.

Du 31 déc. 1823 aff. Loison. — Cour roy. de Bourges. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 22 mai 1827, rendu dans la même affaire.

(2 JANV. 1824.)

1824.

(2 JANV. 1824.)

HYPOTHÈQUE LÉGALE. — FEMME NORMANDE. — EFFET RETROACTIF.

La femme normande a hypothèque légale sur les biens de son mari, à raison de sa dot, à partir de la publication du Code civil, en core que son contrat de mariage soit sous seing privé, si d'ailleurs la date de ce contrat était devenue certaine avant le Code. (Cod. civ., 2121 et 2135.) (1)

(Dame Bigot — C. créanciers Bigot).

Du 2 janv. 1824. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Prés., M. Aroux. — Concl., M. Lepetit. av. gén.

CAUTION. — SUBROGATION. — SOLIDARITÉ. — FAIT POSITIF.

L'art. 2037, Cod. civ., qui veut que la caution soit déchargée de son obligation envers le créancier, lorsque celui-ci s'est mis, par son fait, dans l'impossibilité de la subroger à ses droits, privilèges et hypothèques, s'applique à la caution solidaire, comme à la caution simple 2.

Pour que la caution soit déchargée, aux termes de l'art. 2037, Cod. civ., en ce que la subrogation aux droits du créancier serait devenue impossible par le fait de celui-ci, il n'est pas nécessaire que le fait du créancier soit positif, in committendo; il suffit que ce fait soit négatif, in omittendo, constituant une simple omission ou négligence (3).

(Adem — C. Casenave.)

ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR;—Vu les art. 2021 et 2037 du Cod. civ.;—Attendu que l'art. 2021 précité ne renvoie au titre de la solidarité, que pour régler les effets du cautionnement solidaire; que cette disposition étant exceptionnelle, ne peut être étendue; que les règles relatives aux effets des cautionnements diffèrent de celles relatives à leur extinction, d'une manière si essentielle, que le législateur en a fait l'objet de deux chapitres différents; et dès lors, cet article ayant limité l'exception qu'il porte aux effets des cautionnements

solidaires, il en résulte implicitement qu'il a voulu que, quant à leur extinction, on suivît les règles établies pour les cautionnements en général. — Or, l'art. 2037 précité, qui se trouve au chapitre de l'extinction du cautionnement, et qui en indique une des causes, disposant d'une manière absolue, et sans distinction, des cautionnements solidaires et des cautionnements simples, il s'ensuit qu'il s'applique aux uns comme aux autres;—Que, d'ailleurs, le vœu des art. 2121, 2126 et 2134 du Cod. civ., étant que la caution solidaire qui paie le créancier soit subrogée aux droits de ce dernier, pour exercer son recours contre le débiteur, il est toujours censé que la caution ne s'engage que sous la condition tacite de cette subrogation; et conséquemment, le créancier qui, par son fait, se met dans l'impossibilité de consentir cette subrogation, manque aux obligations du contrat, et ne peut par conséquent en réclamer l'exécution;—Que cette opinion est conforme aux principes anciennement suivis, qu'elle est professée par les auteurs qui ont écrit sur le Code civil, et consacrée par un arrêt de la Cour de cassation, sous la date du 13 fév. 1816;

Qu'enfin, dans l'espèce, il est dit, dans le contrat de cautionnement, que le débiteur consent à ce que le créancier fasse toutes les oppositions nécessaires pour la conservation de son privilège; qu'en interprétant cette clause dans le sens qui peut lui faire produire un effet, il est évident que ce consentement suppose la convention que le cautionnement lui consenti; — Or, étant certain que le sieur Casenave a négligé de prendre cette mesure conservatoire; que, depuis l'extinction de la dette, le sieur Pondicq s'est liquidé sa créance sur le gouvernement; qu'il a dépendu du sieur Casenave d'être payé; — Que ses relations avec le sieur Pondicq ne permettent pas de douter qu'il ne fût instruit de l'état de ses affaires; — Que, cependant, ce n'est que plus de dix ans après, et lorsque Pondicq était depuis longtemps notoirement insolvable, qu'il a fait connaître, pour la première fois, aux héritiers

(1) V. dans ce sens, Cass. 1^{re} fév. 1816; 16 juill. 1817; 13 nov. 1820; Caen, 4 mai 1814 et 25 nov. 1821.

(2) La question est controversée. Toutefois, la solution ci-dessus est celle qui semble prévaloir. F. Cass. 17 août 1836; 29 mai 1838; 14 juin 1841; Bordeaux, 19 août 1822; Caen, 18 mars 1828; — En sens contraire, Rouen, 7 mars 1818; Limoges, 21 mars 1836; Caen, 30 mars 1833, où se trouve l'arrêt de rejet; Agen, 10 juill. 1837. — V. aussi les notes qui accompagnent la plupart de ces arrêts et les autorités qui y sont indiquées.

(3) La question est des plus controversées. V. sur ce point les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 25 nov. 1812, et les autorités en sens divers qui y sont rappelées. — Adde, un arrêt du 14 juin 1841 (Volume 1841), par lequel la Cour de cassation qui, jusque là, semblait avoir voulu éviter de résoudre la question en principe général, s'est expressément prononcée dans le sens de la décision ci-dessus. V. aussi nos observations sur cet arrêt, et deux autres arrêts, l'un de Caen, du 3 juill. 1811, l'autre d'Agen du 9 juin 1842, qui adoptent la doctrine contraire.

Lausne, les engagements de leur père; et qu'enfin de l'ensemble de toutes les circonstances de la cause, il résulte que c'est par son fait que le sieur Casenave s'est mis dans l'impossibilité de subroger la caution en ses droits; il s'ensuit, d'après les principes du droit, la lettre du contrat, et les règles de l'équité, qu'il y a lieu, en déclarant le cautionnement éteint, d'infirmer la décision des premiers juges, et, par voie de suite, d'accueillir les conclusions de la dame Adema;—Reforme le jugement dont est appel; et jugeant de nouveau, relaxe ladite dame des demandes, fins et conclusions contre elle prises, etc.

Du 3 janv. 1824.—Cour roy. de Pau. — 1^{re} ch.

LIEU PUBLIC.—OFFENSE.—BAIN.

Pour savoir si un lieu est public dans le sens de la loi du 17 mai 1819, il faut s'attacher plutôt à la nature du lieu qu'au nombre des personnes qui s'y trouvent, ou qu'il peut contenir; en d'autres termes: tout ce qui n'est pas domicile privé, résidence particulière, est de droit réputé lieu public (1).

Spécialement, la salle de bain d'un hôpital est un lieu public dans le sens de la loi du 17 mai 1819, indépendamment du nombre de personnes qu'elle peut contenir. (L. du 17 mai 1819, art. 1^{er}.)

(Boulay).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, en fait, qu'il paraît suffisamment établi que Joseph Boulay a dit en présence de plusieurs personnes, dans la salle de bain de l'hôpital civil et militaire d'Angers, que...;—Attendu, en droit, que les cris et propos séditieux étant dangereux dans quelque lieu qu'ils soient proférés, l'attention du législateur a dû être de les atteindre toutes les fois qu'un intérêt plus grand ne s'y oppose pas:—Attendu que l'art. 1^{er} de la loi du 17 mai 1819, en punissant les propos de cette nature, ténus dans les lieux et réunions publics, n'exécute par là des peines qu'il prononce que ceux tenus dans les lieux privés;—Attendu que tout ce qui n'est pas domicile privé, résidence particulière, est nécessairement lieu public;—Qu'ainsi, il y a deux espèces de lieux publics: ceux dont l'accès est ouvert indistinctement et à toute heure à tout le monde, tels que les rues, chemins, places, etc.; et ceux qui ne sont accessibles qu'à certaines personnes ou sous certaines conditions, tels que les spectacles, les écoles, les auberges, etc.;—Attendu qu'un hôpital doit être évidemment rangé dans cette seconde catégorie, puisqu'il est ouvert au public dans les cas et sous les conditions déterminées par des réglemens administratifs:—Attendu qu'il se compose non point de tout ce qui est compris dans l'enceinte de ses bâtimens, parce qu'il peut exister dans cette enceinte des lieux privés, tels que les logemens particuliers des chefs et employés de l'établissement, mais bien de tout ce qui est affecté au service général et public dudit établissement;—Attendu que la salle de bain participe évidemment de ce dernier caractère; que pour le repousser on ne peut invoquer le petit nombre de baignoires qui s'y trouvent et de malades qui peuvent s'y rencontrer, parce que d'abord ce n'est pas le nombre des personnes présentes qui

attribue à un lieu quelconque la qualité de public, et qu'ensuite toutes les personnes attachées à l'hôpital, ou qui y sont admises à quelque titre que ce soit, peuvent s'y trouver en nombre plus ou moins grand; que si l'on distinguait par ce motif la salle ou chambre de bain, des parties publiques de l'hôpital, il faudrait en distraire aussi certaines autres salles affectées à telle ou telle maladie, parce que les malades ne sont pas ordinairement en très grand nombre; que par là on tomberait dans l'arbitraire;—Faisant droit sur l'opposition du procureur du roi d'Angers contre l'ordonnance rendue par la chambre du conseil, annule ladite ordonnance, et renvoie ledit Joseph Boulay devant le tribunal de police correctionnelle d'Angers, pour y être jugé sur les faits à lui imputés par d'autres juges que ceux qui ont rendu ladite ordonnance d'absolution.

Du 4 janv. 1824.—Cour roy. d'Angers.—Ch. d'acc.—Prés., M. Monnier.—Concl., M. Béraud, subst.

LEGS.—PERSONNE INCERTAINE.—AYEU.—DIVISIBILITÉ.

La déclaration volontaire faite par un légataire que, d'après les intentions du testateur, il doit faire emploi d'une partie de la somme léguée conformément à ses intentions, ne peut être séparée de la déclaration faite en même temps que la partie du legs qui n'est pas à son profit na doit pas être remise à des personnes incapables de recevoir.—Le légataire, dans ce cas, n'est pas tenu de faire connaître ces personnes (2).

(De Saint-Chelcur.—C. Foré).—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que la disposition du testament de la demoiselle Jeanne Foré, en date du 28 nov. 1817, par laquelle elle lègue à l'appelante, sa sœur, une somme de 14,000 fr., est faite sans aucune condition, en faveur d'une personne certaine et déterminée; qu'il importe donc peu que la légataire ait avoué que, d'après les intentions de la testatrice, elle devait faire emploi d'une partie de la somme léguée conformément à ses intentions;—Que, d'ailleurs, cet aveu non obligé et volontaire de la part de l'appelante, ne pouvait être séparé de la déclaration expresse, faite en même temps par elle, que la partie du legs qui n'est pas à son profit ne devait pas être remise à des personnes incapables de recevoir; que cet aveu devrait être pris en son entier, et ne saurait être divisé contre elle;—Qu'il s'ensuit que la disposition testamentaire qui la constitue légataire étant précise, sans aucune restriction, elle n'est pas tenue conséquemment, non-seulement de faire connaître les personnes à qui elle doit remettre partie de la somme léguée, mais même d'affirmer que ces personnes ne sont pas incapables de recevoir; qu'elle doit y être tenue d'autant moins, qu'elle offre qu'elle a consentie de faire cette affirmation n'a pas été acceptée par les intimes;—Par ces motifs, etc.

Du 5 janv. 1824.—Cour roy. de Rennes.—1^{re} ch.

(1) V. en ce sens, Cass. 2 juill. 1812; 26 mars 1813, et les notes. V. aussi la note qui accompagnait un arrêt de la Cour de cassation du 10 janv. 1824.—Sur ce qu'il faut entendre par un lieu public, voy. encore de Grâthier, *Comment. des lois de la presse*, t. 1, p. 120.

(2) Il a toutefois été jugé qu'un legs fait à un

exécuteur testamentaire pour être remis à des personnes inconnues selon les instructions secrètes du testateur, est essentiellement nul, et que, dans ce cas, il y a présomption de fraude aux prohibitions de la loi, par destination à quelque incapable. V. Cass. 8 août 1826.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — LIQUIDATION.— **COMPÉTENCE. — FIN DE NON-RECEVOIR.**

Les contestations relatives à la liquidation d'une société commerciale doivent être jugées par des arbitres, et non par le tribunal de commerce. (Cod. comm., 51.) (1)

L'incompétence du tribunal de commerce pour connaître des contestations entre associés pour raison de la société étant matérielle, il s'ensuit qu'elle peut être proposée même en appel par une partie qui aurait plaidé devant le tribunal de commerce (2).

(Milbet — C. Campanari.) — **ARRÊT.**

LA COUR : — Attendu que la compétence des arbitres forcés est fixée d'une manière absolue par l'art. 51 du Code de comm. ; que les arbitres sont seuls juges compétents pour toutes les contestations entre associés, pour raison de la société ; que, si une jurisprudence constante a établi la compétence des tribunaux de commerce pour statuer sur l'existence des sociétés et sur la validité des actes de société, cela s'explique facilement ; car, avant de s'occuper des contestations entre associés, il fallait savoir s'il y avait des associés. D'un autre côté, les auteurs qui ont écrit sur cette matière, et notamment M. Pardessus, ont établi une distinction de laquelle on ne peut s'écarter : il faut distinguer entre l'existence et l'exécution d'une société. Tout ce qui touche à l'existence est soumis à la juridiction des tribunaux de commerce ; mais ce qui touche à l'exécution rentre dans la compétence des arbitres forcés. Enfin, on ne peut pas opposer au sieur Campanari une fin de non-recevoir prise de ce que, devant les premiers juges, il a reconnu la compétence du tribunal de commerce, pour faire la proportion d'intérêt des associés. Il s'agit de la compétence ratione materiei, qui peut être proposée en tout état de cause, et qui doit même être suppléée d'office par le juge. D'ailleurs, on ne peut pas assimiler le présent cas à celui où une partie aurait concédé en matière commerciale devant un tribunal civil, parce que le tribunal civil est investi de sa plénitude de juridiction, tandis que les tribunaux de commerce sont des tribunaux d'exception qui ne sont taxativement compétents que pour les matières qui leur sont spécialement attribuées. Sous tous ces rapports, le tribunal de commerce de St-Gaudens a dépassé les bornes de sa compétence, et la Cour, tout en réformant sa décision sur ce point, doit renvoyer devant des arbitres, pour être par eux statué sur la proportion d'intérêt des associés dans la société, en même temps que sur toutes les autres contestations entre les associés ; — Par ces motifs, réformant quant à ce le jugement de première instance, renvoie la cause et les parties devant les arbitres qui seront convenus entre elles, ou nommés d'office par le tribunal de commerce de Saint-Gaudens ; — Et pour tout le surplus, ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur, etc.

Du 5 janv. 1824. — Cour roy. de Toulouse. — 3^e ch. — Prés., M. de Faydel. — Concl., M. Cavalier, av. géu. — Pl., MM. Romiguières et Ducos.

(1) C'est là en effet une contestation entre associés et résultant de l'acte de société. — Mais il en serait autrement de la demande en dissolution de la société : ce ne serait pas là une contestation entre associés dans le sens de l'art. 51 du Code de comm., et dès lors elle devrait être portée devant le tribunal de commerce, et non devant les arbitres. Sic, Lyon, 18 mai 1823 ; Bastia, 15 fév. 1827. — V. cependant en sens contraire, Lyon, 21 avril 1823. — V. aussi notre table décenn. 1831-1840, v^o Société Commerciale, n. 47 et suiv., 56.

ORDRE. — FAILLITE. — ADJUDICATAIRE. — OFFRES RÉELLES. — CREANCIERS CHIROGRAPHAIRES.

Du 5 janv. 1824 (aff. Dyverande). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 11 mai 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

TUTEUR. — BAIL A FERME — CARRIÈRE.

Un bail à ferme ne peut être considéré comme un acte d'aliénation interdit au tuteur, par cela seul qu'il comprend la faculté d'ouvrir et d'exploiter une carrière sur les terres affermées.

(Simonet — C. Quintin.) — **ARRÊT.**

LA COUR : — Considérant qu'un bail à ferme ne peut être considéré comme un acte d'aliénation interdit au tuteur, parce qu'il comprend la faculté d'ouvrir et d'exploiter une carrière sur les terres affermées ; — Que les juges du tribunal de Châteauleu, en déclarant nul, pour cette cause, le bail du 4 nov. 1811, ont tiré une induction forcée de l'art. 598 du Code civ. ; — Que cet art. n'a point d'application directe à l'espèce ; — Qu'autres sont les principes qui déterminent la jouissance de l'usufruitier, autres ceux qui régissent l'administration d'un tuteur ; — Que le tuteur des mineurs Quintin, en affermant la carrière d'ardolais qu'ils possédaient indivis avec des propriétaires majeurs, s'est conformé à l'usage des lieux, dans la jouissance de l'administration de cette sorte de biens, a agi de concert avec les majeurs, et, de l'aveu de toutes les parties, a fait le bien de ses mineurs ; — Que la loi du 21 avril 1810, concernant l'exploitation des mines, minières et carrières est la loi spéciale et en même temps la loi la plus récente sur la matière ; qu'elle a fait deux classes distinctes des mines et des carrières qui, dans l'art. 598 du Code civ., sont réunies et soumises à un même droit ; qu'elle a expressément déclaré que les mines étaient immobilières, et exposé des règles analogues à leur nature immobilière : qu'à l'égard des carrières, elle n'a rien dit ni rien établi de semblable ; — Que la destination et l'objet du bail d'une carrière, est l'extraction des matériaux qu'elle renferme, matériaux qui sont meubles par leur nature, quand ils sont extraits, et avant de l'être, peuvent devenir meubles par destination ; — Que l'exploitation n'enlève point le fonds au propriétaire : que, loin de le détériorer, nécessairement elle lui donne le plus souvent la seule valeur dont il soit susceptible, et quelquefois est un moyen de le rendre à la culture ; — Par ces motifs, corroborant et réformant, ordonne que le bail du 4 nov. 1811 aura son exécution suivant sa teneur, etc.

Du 6 janv. 1824. — Cour roy. de Rennes. — 2^e ch. — Prés., M. Duplessis de Grénedon. — Pl., MM. Coatponi, Morel et Fenigan.

COMPÉTENCE. — VENTE DE MARCHANDISES. — FACTURE.

La demande en résiliation d'une vente de marchandises fondée sur leur mauvaise qualité,

(2) V. en ce sens, Cass. 7 janv. 1818 ; Bordeaux, 21 mars 1832 (Volume 1832). V. aussi Carré, Lois de la proc., quest. 724 ; Pardessus, n. 1370 ; Chauveau sur Carré, loc. cit. ; Orillard, Comp. comm., p. 530. — V. cependant, Cass. 14 juil. 1815, et 9 avril 1827. — Dans tous les cas, le moyen d'incompétence ne peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation. V. arrêts des 5 juil. 1837, et 21 juil. 1842.

doit être portée devant le tribunal du domicile de l'acheteur lorsque c'est dans ce domicile que les offres lui ont été faites : à cet égard, l'énoncé en tête de la facture que les marchandises seraient payables au domicile du vendeur, ne change point la compétence (1).

(Paguette — C. Boyer et Chalmel.)

LA COUR; — Considérant que, s'il est de principe que le défendeur doit être actionné devant le tribunal de son domicile, l'art. 423 du Code de proc. admet diverses exceptions dont l'application peut se faire à l'espèce soumise : — Que, d'une part, il est impossible de méconnaître que c'est à Louviers qu'il a été proposé à la maison Paguette-Morauville, de faire des affaires avec la maison Boyer et Chalmel, de Lyon; que des échantillons ont été remis à cet effet; que c'est d'après ces ouvertures que des demandes d'envoi ont été faites : — Que, d'autre part, toutes créances sont querables, si les parties n'y dérogent formellement; — Que l'énoncé en tête de la facture Boyer et Chalmel ne saurait isolément produire cet effet d'obliger les appelés de payer à Lyon; — Qu'enfin, dans l'espèce, c'est d'après le fait positif de la maison Boyer-Chalmel elle-même que les marchandises renvoyées comme non acceptables s'y retrouvent aujourd'hui, et doivent subir confrontation contre les échantillons; — Qu'ainsi, sous ces divers rapports, c'est à Louviers et non ailleurs que l'affaire doit être discutée et entendue; — Réforme, etc.

Du 6 janv. 1824. — Cour roy. de Rouen. — 1^{re} ch. — Prés. M. Asselin de Villequier, p. p. — Concl. M. Bergasse, av. gén. — Pl., MM. Thil et Fercoq.

ACTES RESPECTUEUX. — LIBERTÉ.

Les actes respectueux adressés à son père par une fille qui s'est retirée dans la maison de celui qu'elle veut épouser, ne doivent pas être réputés l'effet d'une volonté libre; — Par suite, ils doivent être annulés. (Cod. civ., 151.) (2)

(D. L., — C. D. L.,) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les actes qualifiés respectueux ne sauraient être d'aucun poids pour la justice, parce qu'elle ne peut les envisager comme les actes respectueux de la loi, l'intimée s'étant déjà, lorsqu'elle les a fait notifier, révoltée contre l'autorité de son père en allant se placer au pouvoir de l'homme qu'il lui refusait pour époux, et habiller avec lui; et que ces actes perdent par la même ce caractère de soumission et de déférence que la loi doit nécessairement leur supposer pour leur donner un effet; — Considérant que le même domicile que s'était choisi l'intimée suffit à lui seul pour laisser des doutes

sur la volonté qu'elle exprime à son père, puisqu'elle y était placée sous la dépendance d'un homme qui avait déjà prouvé son ascendant sur elle en obtenant par deux fois qu'elle abandonnât pour lui le toit paternel; qu'il y a alors lieu de croire que c'est plutôt la manifestation de la volonté de cet homme que la sienne qui est exprimée dans les actes dont s'agit; — Considérant enfin qu'une demande de conseils, et c'est précisément ainsi que la loi définit les actes respectueux, trus par les enfans à leur père, suppose la possibilité de la part de celui à qui on l'adresse, de venir auprès de son enfant lui porter les avis que ce dernier sollicite; et qu'ici la délicatesse et l'honneur devaient empêcher D. L., père d'aller chez l'homme dont la cohabitation déshonorait sa fille, pour y chercher celle-ci, et qu'il n'avait d'autre part aucun moyen coercitif pour forcer cette dernière à venir chez lui recevoir ces mêmes avis que cependant elle réclamait, ce dont la loi qui l'obligeait à les demander lui supposait naturellement le besoin; qu'ainsi, ces actes étant illusoires, puisqu'ils ne devaient avoir aucun résultat, il y a lieu de les considérer comme nuls et non avenus; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, faisant droit à l'opposition de D. L. père, déclare nuls les actes respectueux dont il s'agit, etc.

Du 6 janv. 1824. — Cour roy. d'Aix. — Prés., M. Verger. — Pl., MM. Carle et Vallot.

JEU (DIRE DE) — PREUVE TESTIMONIALE. — NOVATION.

La preuve testimoniale est admissible pour établir qu'une obligation contractée pour prêt antérieur, a eu réalité pour cause une dette de jeu. (Cod. civ., 1965 et 1341.) (3)

Est nulle l'obligation souscrite pour dette de jeu. — Vainement on dirait qu'elle a une cause valable, dans l'obligation naturelle résultant du jeu, et à laquelle elle a été substituée par novation. (Cod. civ., 1967 et 1371.) (4)

(Boudet — C. Ramboz, Bardenat et Descourrières.)
13 avril 1819, contrat notarié, par lequel le sieur Boudet consent, au profit du sieur Ramboz, une obligation de 22,000 fr., pour le montant d'effets de commerce souscrits par le sieur Boudet, et retirés par lui des mains du sieur Ramboz, en présence du notaire. — Demande en nullité de cette obligation, de la part du sieur Boudet. — Il soutient que les billets par lui souscrits, et auxquels avait été substituée l'obligation du 13 avril 1819, avaient pour cause des dettes contractées en jouant à l'écarté et au billard avec les sieurs Ramboz, Bardenat et Descourrières; et que l'obligation, quoique en apparence, au profit du sieur Ramboz seul, intéressait également les sieurs Bardenat et Descourrières. Il demandait qu'elle fût également déclarée nulle à leur égard.

respectueux, § 13, quest. 14, dit qu'il n'aurait pas échappé à la cassation s'il n'avait été dénoncé à la Cour suprême. La Cour de cassation a eu effet jugé que les tribunaux ne peuvent ordonner que la fille qui s'est retirée dans la maison de celui qu'elle veut épouser, sera tenue de se rendre, sous prétexte que sa volonté ne serait pas libre, chez une parente, pendant un certain temps, pour ensuite émettre son vœu en présence de son père. V. Cass. 21 mars 1809, la note et les autorités en sens divers qui y sont rappelées. V. aussi anal. dans ce dernier sens, Bruxelles. 18 juill. 1808.

(3 et 4) V. sur ces deux points, les observations qui accompagnent un arrêt d'Angers du 22 fév. 1809. — V. aussi supra, Lyon, 21 déc. 1822.

(1) V. en ce sens, Lyon, 5 fév. 1821, 2 déc. 1823, et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence. — Mais si la facture portant la condition du paiement au domicile du vendeur avait été expressément acceptée par l'acheteur, il y aurait consentement mutuel sur ce point, et dès lors la juridiction du vendeur deviendrait compétente. V. en ce sens, Lyon, 17 fév. 1824. — V. aussi, dans le même sens, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., quest. 1508 bis. où il est cité comme ayant consacré cette doctrine, trois arrêts de la Cour royale de Lyon des 14 déc. 1831, 17 janv. 1832, et 23 janv. 1833. — Juge à ces arrêts, ceux indiqués dans notre Table décenn. 1831-1840, v^o Compétence, n. 39 et suiv.

(2) V. dans le même sens, Montpellier, 31 déc. 1821, arrêt dont Merlin dans ses *Quest.*, v^o Actes

—Il offrait de prouver par témoins les faits propres à constater l'origine de la dette.

19 mars 1822, jugement du tribunal de première instance de Limoges qui rejette la demande du sieur Boudet, attendu que l'art. 1341 du Code civ., prohibe la preuve contre le contenu aux actes, et attendu, d'ailleurs, qu'en supposant que la dette eût originellement pour cause le jeu, il y avait eu novation par l'obligation du 13 avril 1819.

Appel de la part du sieur Boudet. — On soutient dans son intérêt, que l'art. 1963 du Code civ., en déniant toute action pour dette de jeu, frappe de nullité toute obligation consentie pour une semblable dette; que refuser la preuve testimoniale à l'effet d'établir l'origine de l'obligation, ce serait rendre impuissantes les dispositions de la loi, et fournir aux joueurs le moyen facile de se faire payer des sommes gagnées par une voie illicite; qu'on ne pouvait maintenir l'obligation sous prétexte qu'elle avait opéré novation; car la novation suppose la substitution d'une créance à une créance valable, tandis que dans l'espèce, il y a seulement une obligation simulée, consentie pour couvrir la nullité de la créance originaire, qu'enfin, la simulation et la fraude pouvaient être dénoncées par celui même qui avait été partie dans le contrat, attendu qu'elles devaient être réprimées dans l'intérêt même de la loi.

Pour le sieur Rambou, on répond que l'article 1967, en déclarant que la dette de jeu une fois payée ne peut être répétée, suppose nécessairement que le jeu produit une obligation naturelle, d'où il suit que les contrats consentis par les joueurs devaient, comme les paiements, avoir leur effet; qu'au surplus, l'obligation du 13 avril 1819, avait pour cause non une dette de jeu, mais un véritable prêt...; qu'on ne pouvait admettre la preuve contraire sans violer l'art. 1341; qu'en vain, pour autoriser l'admission de la preuve, on alléguait qu'il y avait fraude, simulation dans l'acte; que le sieur Boudet, qui y avait été partie, serait non recevable à les proposer, suivant la règle: *nemo auditur turpitudinem suam allegans*.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'aux termes de l'art. 1131 du Code civ., l'obligation fondée sur une cause illicite ne peut produire aucun effet;—Attendu que la loi n'accordant, aux termes de l'art. 1963 du même Code, aucune action pour une dette de jeu, il s'ensuit que l'obligation consentie pour une dette de jeu, a une cause illicite;—Attendu que Boudet demande à prouver que l'obligation par lui consentie au profit de Rambou, le 13 avril 1819, a pour cause des dettes du jeu;—Attendu que la preuve qu'une obligation, quelle que soit son apparence, a été consentie pour une dette de jeu, est toujours admissible, même quand elle émane d'une des parties contractantes, 1^o parce qu'il s'agit d'une fraude envers la loi; 2^o parce que si cette preuve n'était point admise, l'art. 1963 du Code civ. ne pourrait jamais recevoir d'exécution, par la raison que prennent les joueurs de déguiser, dans les obligations qu'ils se font consentir pour dettes du jeu, la cause illicite de ces obligations;—Attendu que vainement on dit, dans l'intérêt de Bardenat et Descourrières, qu'il y a eu novation à leur égard de la part de Boudet, par la raison que les lettres de change que leur avait consenties ledit Boudet ont été acquittées par Rambou,

et que c'est en faveur de celui-ci seul qu'a été consentie l'obligation du 13 avril 1819, tant pour ce qui lui était dû par Boudet, que pour ce qui leur était dû antérieurement par ledit Boudet à eux-mêmes; ce raisonnement n'a point de fondement solide. Si, en effet, Boudet prouve, suivant son offre, que les lettres de change dont Bardenat et Descourrières étaient porteurs, avaient été consenties pour dettes du jeu, de cette preuve résulteraient deux conséquences: la première, que ces lettres de change ayant une cause illicite, n'avaient pas produit à la charge de Boudet une obligation civile; la seconde, que, même en considérant les lettres de change susdites comme une obligation naturelle de Boudet, cette obligation n'était pas susceptible de novation, puisqu'elle avait une cause répréhensible par la loi;—Attendu, même sur la novation, que Boudet demande à prouver que Bardenat et Descourrières n'ont pas été désintéressés par Rambou, et que s'il fait cette preuve, il s'ensuivra que cette prétendue novation qui, en droit ne pourrait exister, en fait, serait simulée;—Attendu que les faits dont Boudet demande à faire preuve, et qui sont articulés dans ses conclusions, sont pertinents;—Met l'appel et ce dont est appel au néant; et avant faire droit définitivement, admet Boudet à la preuve des faits par lui articulés; la preuve contraire dûment réservée aux intimés.

Du 8 janv. 1824. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Guilibert, av. gén. — Pl., MM. Descourrières, Dulac et Talabot.

DEMANDE NOUVELLE. — RAPPORT A SUCCESSION.

Dans une instance en partage, les copartageants pouvant former, en appel, une demande en rapport qu'ils n'ont pas formée en première instance. — Ce n'est pas là une demande nouvelle, dans le sens de l'art. 464, Cod. proc. (1).

(Cazanève—C. Cazanève.)

Une contestation s'élève entre les enfans Cazanève pour le partage la succession de leur auteur commun.

9 janv. 1822, jugement qui règle les droits respectifs des parties, d'après les demandes par eux formées. — Appel de la part de plusieurs héritiers. Devant la Cour, les appels forment contre les cohéritiers des demandes en rapport qu'ils n'avaient pas formées en première instance. — Les Intimés prétendent que ce sont des demandes nouvelles non recevables en cause d'appel, aux termes de l'art. 464 du Code de proc.

Les appelants répondent que les demandes en rapport ne sont pas des demandes nouvelles; qu'en effet, la demande principale tendant à la liquidation et au partage de la succession, et les demandes en rapport ayant pour objet de composer la masse partageable, elles sont des éléments de la demande principale, et non pas des demandes distinctes et nouvelles; qu'elles pourraient d'ailleurs être considérées comme des compensations, ou une défense contre les prétentions des autres cohéritiers; qu'à ce titre, elles échapperaient encore à la prohibition de l'art. 464, d'après les termes mêmes de cet article.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que la fixation du patrimoine de l'auteur commun étant le seul point du litige, ce serait mal comprendre le sens de l'art. 464 du Code de proc. civ., que de renvoyer

(1) V. en ce sens, Bourges, 3 mai 1821; Bordeaux, 14 mars 1831; Bastia, 14 avril 1831.—V.

encore anal. Toulouse, 22 mars 1821; Cass. 24 janv. 1822, et les autres.

devant les premiers juges des demandes en rapport, sous le prétexte que ces demandes n'ont pas été soumises au premier degré de juridiction : d'où suit que la fin de non-recevoir, prise de ce que certaines demandes en rapport sont des demandes nouvelles, ne saurait être admise, puisqu'elles ne tendent qu'à déterminer la consistance du patrimoine, etc. : sans avoir égard à la fin de non-recevoir articulée par les intimés, etc.

Du 8 janv. 1824. — Cour roy. d'Agen. — Ch. civ. — Prés., M. Delong, p. p. — Concl., M. Lébé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Ducos et Ladrix.

CITATION. — MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — COPIE — ÉPOUX.

Le mari et la femme qui sont cités en police correctionnelle, doivent, à peine de nullité, recevoir chacun une copie de la citation, lorsque leurs intérêts sont distincts (Cod. inst. crim., 145 et 182.) (1)

(Tissier — C. Cochet.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que Tissier et sa femme, en interjetant appel du jugement de Saint-Amand, qui avait condamné les mariés Cochet à 6 fr. d'amende et aux deux tiers des dépens, ont renouvelé devant la Cour les conclusions en dommages-intérêts qu'ils avaient prises en première instance; — Qu'il est évident que les intimés ayant à défendre à une demande formée à l'occasion de deux rixes, où le mari et la femme étaient prévenus d'avoir successivement porté des coups à la femme Tissier, ils pouvaient avoir des moyens de défense différents; qu'en effet, l'un pouvait être renvoyé et l'autre condamné, de même que l'un pourrait n'être pas jugé aussi coupable que l'autre, ce qui apporterait une différence dans la condamnation; — Attendu que toutes les fois qu'un mari et une femme ont des intérêts différents, ils doivent recevoir chacun une copie de l'assignation; d'où il résulte que l'assignation en la Cour, donnée aux mariés Cochet par une seule et même copie, est nulle; — Déclare l'assignation nulle, etc.

Du 8 janv. 1824. — Cour roy. de Bourges. — Ch. correct. — Prés., M. Delaméthérie. — Concl., M. Legoubé, substit. — Pl., MM. Frayton et Thiot-Varennes.

TRANSCRIPTION DE VENTE. — EFFET RÉTROACTIF.

La vente faite sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, et qui, à défaut de transcription, ne pouvait être opposée aux tiers, doit avoir effet contra eam, depuis la survenance du Code civil, qui repète la propriété acquise, même à l'égard des tiers, indépendamment de toute transcription. Ce n'est pas la donner un effet rétroactif au Code civil. (L. du 11 brum. an 7, art. 26; Cod. civ., 1583.) (2)

(Baube — C. Roussel.)

Le 10 flor. an 9, Roussel achète au sieur Sellier un immeuble, que Sellier lui-même tenait d'un sieur Baude. Il paraît que l'immeuble vendu resta entre les mains de Sellier, à titre de locataire. — D'ailleurs le contrat de vente ne fut pas

transcrit comme le prescrivait l'art. 26 de la loi du 11 brum. an 7, alors en vigueur. — Cependant Baude qui n'était pas payé de son prix par Sellier, fait prononcer la résolution de la vente, par jugement du 24 mai 1810; il rentre en possession, et le 11 juill. 1811, il vend l'immeuble au sieur Richebraque; le 16 du même mois, transcription du contrat.

En cet état de choses, et le 20 nov. 1813, le sieur Roussel fait transcrire son contrat du 10 flor. an 9, et se fonde sur la priorité de date de son titre, il assigne le sieur Richebraque en délaissement de l'immeuble. — Richebraque appelle Baude, son vendeur, en garantie.

Baude soutient que Roussel est sans droit pour réclamer l'immeuble, attendu que par jugement du 24 mai 1810, la résolution de la vente a été prononcée contre Sellier; que ce jugement acquiescé et exécuté par Sellier, a acquis l'autorité de la chose jugée; qu'antérieurement à cette époque du 24 mai 1810, Sellier avait à la vérité, revendu l'immeuble à Roussel, mais que cette vente n'ayant pas été transcrite, n'avait pu produire aucun effet à l'égard des tiers; qu'ainsi Sellier était toujours censé, à l'égard des tiers, propriétaire de l'immeuble; que le jugement rendu contre lui et prononçant la résolution de la vente, avait donc fait rentrer la propriété dans les mains du premier vendeur, sans que Roussel, dont les droits n'existaient pas à l'égard des tiers, pût exercer aucune réclamation.

24 janv. 1817, jugement du tribunal d'Amiens qui accueille la demande de Roussel : — « Attendu que sous la loi du 11 brum. an 7, la transcription du contrat de vente n'était nécessaire que pour obvier au concours de deux acquisitions du même bien, et seulement à l'égard des tiers; que le titre de la vente du Code civil a été promulgué dans ce département, le 28 vent. an 7, et qu'à dater de ce jour, l'acquisition de Roussel, en date du 11 flor. an 9, a été consolidée, à l'égard des tiers, quoique non transcrite; — Que depuis la promulgation de ce Code, les poursuites faites par Baube ou ses héritiers, soit en paiement de la vente, soit en réintégration par l'effet du pactu commissaire, devaient être exercées contre Roussel, détenteur réel de l'immeuble, d'où il suit que le jugement rendu contre Sellier, le 24 mai 1810, sous l'empire du Code civil, ne peut être opposé à Roussel; attendu que Roussel était seul capable de répondre à la demande en résiliation, faite de paiement de trois années de rente, et qu'il n'a pas été constitué en demeure de le servir... »

Appel. — 20 août 1817, arrêt de la Cour d'Amiens qui confirme. — Pourvoi en cassation de la part de Baube. — 11 juill. 1820, arrêt qui casse pour fausse application de l'art. 1583 du Code civ., et violation de l'art. 26 de la loi du 11 brum. an 7, et renvoie devant la Cour de Rouen.

ARRÊT.

LA COUR; — Sistant d'après le renvoi de la Cour de cassation, sur l'appel du jugement du 24 janv. 1817, rendu entre les parties par le tribunal de première instance d'Amiens, par les motifs consignés audit jugement; — Confirme, etc.

(1) Il est admis néanmoins qu'en matière correctionnelle, les exploits ne sont pas soumis aux formalités des exploits en matière civile. V. Cass. 5 mai 1809; 18 nov. 1813; 2 avril 1819, 30 dec. 1825; 25 janv. 1828. — Toutefois, voy. la note qui accompagne un arrêt analogue de la Cour de Limoges du 14 nov. 1812.

(2) La question a été gravement controversée; la Cour de cassation a consacré la doctrine contraire par son arrêt du 11 juill. 1820, qui prononce

le renvoi par suite duquel est intervenu l'arrêt que nous rapportons ici. — V. encore dans ce dernier sens, Cass. 19 nov. 1817; 9 fév. 1818; 4 janv. 1820; Angers, 23 avril 1809; Bordeaux, 11 avril 1810; Turin, 2 oct. 1811; Rouen, 24 fév. 1812. — Mais voy. dans le sens de la décision ci-dessus, Cass. 8 mai et 16 oct. 1810, et les observations qui accompagnent ce dernier arrêt; Turin, 11 dec. 1812; Paris, 9 fév. 1811.

Du 8 janv. 1824.—Cour roy. de Rouen.—And. sol. — Prés., M. Asselin de Villequier.—Concl., M. Bergasse, av. gén. — Pl., MM. Decorde et David père.

1^{er} APPEL.—COPIE.—DATE.

2^o ORDRE.—SIGNIFICATION.—DÉLAI.—APPEL.—DISTANCE.—JOUR FÉRIÉ.

3^o DÉLAI.—DISTANCE.—FRACTION.

1^{er} Est nul l'acte d'appel dont la copie porte la date en blanc, s'il ne renferme aucune énonciation qui puisse suppléer à l'omission, et cela encore que l'original porte la date (1).

2^o La maxime qu'on ne se forcleit pas soi-même, n'est pas applicable en matière d'ordre. La signification du jugement fait courir les délais de l'appel, même à l'égard du créancier auteur de la signification (2).

L'art. 1033, Cod. proc., d'après lequel le jour de la signification n'est celui de l'échéance ne doivent pas être compris dans les délais, ne s'applique pas au délai de dix jours dans lequel doit être interjeté l'appel d'un jugement d'ordre d'après l'art. 763 (3).

L'augmentation des délais à raison des distances dont est susceptible le délai d'appel d'un jugement d'ordre, doit être calculée du domicile de l'appelant à celui de l'intimé le plus éloigné, sans égard aux distances qui existent entre les domiciles diversintimes (4).

Lorsque le terme de dix jours fixé pour l'appel d'un jugement d'ordre, se trouve être un jour férié, la signification ne peut être valablement renvoyée au lendemain (5).

3^o Le délai augmenté d'un jour à raison d'une distance de trois myriamètres, ne doit pas être augmenté d'un jour pour une fraction de moins de trois myriamètres qui se trouve en sus d'un nombre de fois trois myriamètres (6).

(Montell.—C. Broquin et autres.)

LA COUR;—En ce qui touche l'appel contre Antoine Broquin, et dont celui-ci rapporte la copie à lui signifiée, de laquelle il induit qu'il y a eu violation de l'une des formalités prescrites par l'art. 61 du Code de proc. civ., à peine de nullité:—Considérant, en effet, que, dans cette copie, la date du mois est en blanc; que rien, dans la copie de l'acte, n'énonce ou ne fait connaître, d'une manière quelconque, le mois dans lequel est interjeté l'appel du jugement rendu à Murat le 9 mars 1822; qu'en vain Montell excepte-t-il, de sa part, d'un original d'exploit, portant la date du 19 août 1822, ledit original d'exploit contenant un appel commun à diverses parties; qu'en effet, la copie de l'exploit signifiée tient lieu d'original à celui à qui la signification est faite; que cette pièce est la chose qu'il doit consulter, et par laquelle il doit se déterminer à agir selon que son intérêt et ses droits le demandent; qu'il ne doit point aller rechercher ailleurs ce

qu'il a intérêt de connaître; qu'ainsi, la nullité prononcée par l'art. 61 du Code de proc. civ., est encourue par Montell, partie d'Allemant;

En ce qui touche ledit exploit d'appel, attaqué sous un autre rapport (celui de son émission, hors le délai donné par la loi), et contre lequel, en conséquence, est élevée une fin de non-recevoir, tant de la part dudit Antoine Broquin que de la part de la dame Contamine, femme Bouguen, des représentants Besson et de Pierre Estieux;—Considérant que le jugement d'ordre dont il s'agit, rendu par le tribunal de Murat, le 9 mars 1822, a été signifié le 3 août suivant, à la diligence de Montell, partie d'Allemant, et d'avoué à avoué, comme le prescrit l'art. 763 du Code de proc. civ.;—Considérant qu'il n'y a point lieu, en cette matière, à admettre la maxime que nul ne se forcleit soi-même, et à distinguer entre le cas où s'est celui qui veut appeler qui signifie le jugement, et le cas où il est signifié par toute autre partie en cause; qu'il y a, à cet égard, une règle spéciale et uniforme tracée en matière d'ordre, par l'art. 763 du Code de proc. civ., et que ce fut, dès lors, du 7 août expiré, que commençait à courir le délai ou espace de dix jours, durant lequel tout appel de jugement d'ordre doit intervenir, sauf une augmentation de délai à raison des distances;

Considérant que, hors ce cas d'exception résultant des distances, la journée du 17 août eût été le terme fatal passé lequel il n'y avait plus possibilité légale d'appeler;—Considérant en fait, et au cas particulier, que si Montell était domicilié au village de la Grisonie, commune de Lagarde;—Que si Broquin l'était au village de Fasiras, commune de Marchastel, et les mariés Bouguen et Contamine, au village de Chanreya, commune de Condat, et tous enfin domiciliés à peu de distance les uns des autres, et dans le même canton (celui de Marcanet, arrondissement de Murat), Pierre Estieux était également un des intimés, et était domicilié en la ville de Murat; que de ce domicile à celui de Montell, appelant (la commune de Lagarde), le tableau des distances dressé par l'autorité administrative indique que de Lagarde à Murat la distance est de trois myriamètres, cinq kilomètres;

Considérant, en droit, que l'art. 763 prélié du Code de proc., est le seul à consulter ici; qu'il forme une législation spéciale et particulière aux ordres, ce qui rend inapplicable l'art. 1033 dudit Code, qui se régit aux matières restées sous la règle commune et générale;

Considérant que l'art. 763, disposant en termes absolus que l'appel en matière d'ordre n'est pas recevable, s'il n'est interjeté dans les dix jours de la signification du jugement, outre un jour par trois myriamètres de distance du domicile réel de chaque partie, le sens et l'esprit de cette loi comportent et veulent, non pas un délai variable, calculé inégalement, et selon la distance qu'il y a de l'appelant à l'intimé et à tel

—C'est la solution généralement adoptée par les auteurs et par la jurisprudence, lorsque le délai accordé par la loi doit être compté par nombre de jours. V. Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 651 bis et 990 ter. — V. cependant en sens contraire, Nacy, 23 juill. 1812.

(6) La question est des plus controversées, et a reçu des solutions diverses que nous avons exposées dans les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Pau du 3 sept. 1835. Aux arrêts qui y sont cités, adds, Limoges, 15 fév. 1837; Cass. 14 août 1840.

(1) V. conf., Colmar, 28 août 1812, la note et les autorités qui y sont rappelées.

(2) V. conf., Cass. 28 dec. 1808; 13 nov. 1821, et les renvois qui y sont faits en note.

(3) V. conf., Limoges, 15 nov. 1811; Aix, 22 nov. 1825.—Neaumes, la Cour royale de Bion a jugé, le 31 août 1816, qu'un appel en matière d'ordre est valable, lorsqu'il est interjeté dans les dix jours qui ens suivent celui de la signification.

(4) Sur ce point, qui a été jugé diversément, voy. Bourges, 13 juill. 1841, et les décisions qui y sont rappelées.

(5) Sic, Bordeaux, 4 juil. 1835 (Voluma 1835).

les faits mentionnés dans la contre-enquête, fussent-ils avoués, seraient sans influence dans la contestation, le sieur B... n'ayant demandé, ni obtenu d'en faire la preuve lors du jugement interlocutoire (rien d'ailleurs ne les constata), les dépositions des témoins produits par le sieur L..., à l'exception d'un seul, et la déclaration duquel le tribunal déclare d'avoir aucun égard, vu qu'elle est suspecte à plus d'un titre, portent sur des faits vagues, et rappellent des oui-dires qui ne formeraient jamais une preuve judiciaire; qu'au surplus, l'enquête de la dame L... fait assez connaître la véritable cause des mauvais procédés de son mari, qui, voulant s'approprier la fortune de sa femme, et contraire par la résistance qu'il éprouvait, se portait pour lors aux excès les plus condamnables; — Par ces motifs, le tribunal prononce la séparation de corps.

Appel de la part du sieur B...

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la loi admet la séparation de corps pour excès, sévices et injures graves; — Qu'il paraît bien constant, dans l'espèce, que depuis vingt ans de l'union entre les époux, le mari s'est porté à diverses époques à des injures et excès condamnables envers sa femme; que, surtout, à une époque très rapprochée, ces sévices ont pris un caractère de violence très répréhensible; qu'il paraîtrait même suffisant pour faire prononcer la séparation, si, d'ailleurs, il n'était prouvé, soit par des enquêtes, soit par des lettres de la dame L... elle-même, qui ont été produites au procès, que celle-ci était tombée dans quelques égarements que le mari ne pouvait révoquer en doute; que ces égarements valaient dû nécessairement produire sur l'esprit du mari une certaine irritation, à laquelle on ne peut s'empêcher d'attribuer les violences auxquelles il s'est livré vis-à-vis de sa femme, ce qui en atténue beaucoup la gravité;

Attendu qu'il n'est pas défendu aux magistrats d'examiner les causes qui ont pu porter un mari à des excès ou à des injures envers sa femme; qu'il est même de leur devoir de considérer toutes les circonstances qui s'y rattachent, pour se fixer sur le véritable caractère de ces excès ou de ces injures; qu'il résulte, dès lors, des faits qui ont été prouvés, qu'ils ne sauraient avoir le caractère de gravité voulu par la loi pour faire prononcer la séparation de corps; — Attendu, enfin, que la femme elle-même, dans une lettre qu'elle écrivait à son mari, peu de temps avant l'introduction de l'instance, le sollicitait, et reconnaissait ses torts, de veoir la défendre contre sa propre faiblesse; ce qui donne lieu d'espérer que la réunion des époux n'occasionnera plus d'excès de la part du mari, et que la femme ne lui donnera plus de sujet de plainte par sa conduite; — Par ces motifs, après en avoir délibéré dans la chambre du conseil...; — Réformant le jugement attaqué, relaxe le sieur B... de la demande en séparation de corps; — Ordonne que la dame L... sera tenue de recevoir dans le délai de trois mois, à compter de ce jour, dans la compagnie de son époux, à quel elle pourra être contrainte par toutes les voies de droit; enjoint audit époux de la traiter avec douceur, etc.

(1) V. en ce sens, Agen, 28 déc. 1806; Limoges, 14 juill. 1818; Bordeaux, 24 avril 1834. — V. aussi Toulouse, t. 5, n° 165. — Mais cette jurisprudence est combattue par la plupart des auteurs, notamment par M. Coin-Delisle, Comm. anal., sur l'art. 913, n° 6 et 7. — V. au surplus, à cet égard, la note qui accompagne l'arrêt précité de Limoges, du 14 juill. 1818, et les autorités indiquées à la note.

Du 9 juv. 1824. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. Hocquart. — Concl., M. Caubet, subst. — Pl., MM. Vacquier et Romiguères.

TESTAMENT. — IVRESSE. — PREUVE TESTIMONIALE.

Du 9 janv. 1824 (aff. *Héritiers Ruël*). — Cour roy. de Caen. — P. cet arrêt au 9 janv. 1823.

LEGS. — RÉSERVE (HÉRITIÈRE A').

Un legs fait au profit d'un héritier à réserve, est réputé fait dans l'intention qu'il soit rattaché en son de la réserve. — Dans ce cas, l'héritier légataire cumule la réserve et le legs. (Cod. civ., 857, 915 et 1157.) (1)

(Gauté — C. Morand.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte du testament de Marie Cleutat, du 28 fév. 1820, que cette femme lègue à la dame Gauté sa mère, un quart de ses biens meubles et immeubles en propriété et un quart en jouissance, sa vie durant; et qu'elle institue dans tous ses biens le sieur Morand, son mari, pour son héritier général et universel; — Attendu qu'aux termes de l'art. 913 du Code civil, la dame Gauté avait une réserve d'un quart sur la succession de sa fille; qu'elle tenait ce droit de la loi, et que ce quart n'était pas dans la disposition de la testatrice; d'où il suit que le legs ne peut pas être confondu avec la réserve légale, et qu'indépendamment de ce legs la femme Gauté doit encore prendre dans la succession de sa fille un quart, de telle manière qu'elle ait un quart en propriété en vertu de la réserve légale, [et en vertu de la disposition, un autre quart en propriété et un quart en jouissance seulement, et que le surplus de la succession est ce qui constitue l'émolument de l'institution générale et universelle faite au profit dudit Morand; — Et disant droit de l'appel: — Met ledit appel et ce dont est appel au néant; — Entendant, — Ordonne que la dame Gauté prendra sur la succession de sa fille: 1^o comme légataire, en vertu du testament, un quart de ses biens; 2^o un autre quart comme réservataire; 3^o enfin, un quart en jouissance, en vertu dudit testament; déclare que le surplus seulement constitue l'émolument de l'institution universelle faite au profit du mari.

Du 12 janv. 1824. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Bergognié. — Concl., M. Lohé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Pouydebat et Glad.

REVENDECTION. — FAILLITE. — PRIVILÈGE.

Au cas de vente entre commerçants, s'il s'agit de marchandises susceptibles d'être manufacturées, et qui peuvent se confondre avec d'autres marchandises du même genre, le vendeur n'a que l'action en revendication établie au cas de faillite par l'art. 580, Cod. comm. (576 nouv.); s'il s'agit, au contraire, d'objets mobiliers reconnaissables et qui ne changent pas de nature par l'usage, par exemple, une tondeuse, machine servant à la fabrication des draps, le vendeur peut, comme en matière civile, exercer le privilège établi par l'art. 2102, § 4, Cod. civ. (2).

(2) V. en ce sens, Caen, 1^{er} août 1837. — V. aussi sur ce point, le résumé de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour royale de Dijon, du 15 fév. 1819, et un autre de la Cour de Limoges, du 4 fév. 1837. — *Jung* Troplong, Priv., et hypoth., t. 1, n. 200.

(Collier et Sevéne — C. Lefort).

14 fév. 1822, veuve par les sieurs John Collier et Auguste Sevéne de Paris, au sieur Dumort, fabricant de draps à Elbeuf, d'une machine nommée *tondeuse*. — 3 fév. 1823, faillite du sieur Dumort. — 10 avril, les sieurs Collier et Sevéne, vendeurs, font défense, par acte extrajudiciaire, au sieur Lefort, agent de la faillite, de vendre la tondeuse sur laquelle ils prétendent avoir un privilège, aux termes de l'art. 2102, § 4 du Cod. civ.; plus tard et dans les premiers jours de mai, la tondeuse ayant été vendue et livrée au sieur N., négociant à Louviers, les sieurs Collier et Sevéne forment saisie-arrest entre ses mains, pour le montant du prix.

En cet état de choses, la question qui s'est présentée devant le tribunal de Rouen a été celle de savoir si le privilège de l'art. 2102 du Cod. civ., § 4, peut être invoqué entre commerçans, ou si le vendeur n'a, en matière de commerce, que l'action en revendication établie par l'art. 576 et suivans du Cod. de comm.

Jugement du tribunal de commerce de Rouen qui refuse l'exercice du privilège, par le motif qu'en fait, les vendeurs ont été payés en billets par l'acheteur, et qu'ainsi, il y a eu novation dans leur créance, et, par conséquent, extinction du privilège, en supposant qu'il existât.

Appel de la part des sieurs Collier et Sevéne. — Ils soutiennent qu'en fait ils n'ont pas été payés en billets par le sieur Dumort; et qu'en droit, ils peuvent réclamer le privilège établi par l'article 2102, § 4 du Cod. civ. — En matière de vente, a-t-on dit dans leur intérêt, c'est un principe général que, *res non fit emptoria, nisi soluto pretio*. Le principe est de l'essence même du contrat de vente, dont la réciprocité est la base. Or, ce principe essentiel est applicable aux ventes entre commerçans aussi bien qu'à toutes autres. — L'art. 2102 du Cod. civ., § 4, donne selon les cas, au vendeur non payé, un droit qui est la suite nécessaire du principe essentiel du contrat de vente; il porte : « Les créances privilégiées sur certains meubles sont... 4° Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme. — Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer ces effets, tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et que les effets se trouvent dans le même état dans lequel cette livraison a été faite. Il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication. » Dans cet article, il faut bien distinguer le privilège sur le prix, et le droit de revendication sur la chose même : ce sont deux droits différens, et c'est pour le dernier seulement que le Code civil renvoie aux lois et usages de commerce : de là il suit que le Code de commerce ne régle, quant aux ventes faites entre commerçans, que ce qui est spécial à la revendication et aux cas où elle peut s'exercer; mais que, quant au privilège sur le prix, c'est au Code civil qu'il faut exclusivement s'attacher, et que ses dispositions étant générales et dérivant de l'essence même du contrat de vente, elles s'appliquent aussi bien aux ventes d'effets mobiliers, faites de commerçant à commerçant, qu'à celles qui ne constituent pas des actes de commerce. C'est, en effet, ce qui résulte du discours de M. Treilhaut au corps législatif, en présentant la loi relative aux faillites. « Vous remarquerez sans doute, disait-il, que je ne m'occupe que de quelques règles particulières aux affaires de commerce : il n'entrait pas dans

le projet de la loi de tracer les principes constitutionnels des privilèges; ils sont déjà parfaitement établis dans le Code civil. » Et dans les motifs d'un arrêt de la Cour de cassation, du 18 oct. 1814, v. L. 15, 1^{re} part. p. 78, on lit que « la matière des privilèges entre créanciers, dans le cas de faillite du débiteur, a été spécialement réglée par nos lois nouvelles, notamment par le lit. 18, liv. 3 du Cod. civ., et par le titre 1^{er}, liv. 3, ch. 9 et 10 du Cod. de comm. — De là, quelques auteurs (notamment M. Persil, *Régime hypothécaire*, sur l'art. 2102, § 4, n° 23) ont conclu que le commerçant, vendeur de marchandises à un autre commerçant, qui ne se trouvait plus à portée d'exercer la revendication, pouvait prétendre privilège sur le prix de ces marchandises, lorsqu'elles se trouvaient encore en la possession de son débiteur. C'est ce qu'a jugé aussi un arrêt de Turin du 16 déc. 1806. C'est en effet la conséquence rigoureuse des termes ci-dessus cités de l'art. 2102, et surtout c'est la conséquence du discours de M. Treilhaut. — Mais en supposant que ce système soit faux dans sa généralité, et que ses conséquences soient erronées, prises dans un sens absolu : en supposant que, pour les marchandises proprement dites, pour les choses qui entrent dans le mouvement commercial, le législateur n'ait voulu donner au vendeur non payé, que la voie de la revendication dans certains cas déterminés et non dans tous les cas, un privilège sur le prix; dans cette hypothèse même, la demande des sieurs John Collier et Sevéne serait bien fondée. Car ce n'est pas une marchandise qu'ils ont vendue à Dumort; ce n'est pas une chose fongible, destinée à entrer dans le commerce; c'est une machine immuable et toujours la même, à raison de laquelle on ne peut pas craindre ce que le législateur a voulu prévenir, en restreignant le plus possible la revendication, qu'il y ait en quelque substitution opérée, quelque fraude ménagée au préjudice des autres créanciers. — Dans ce sens, et restreint à des objets de cette nature, il n'est pas douteux que le privilège du vendeur ne puisse s'exercer sur le prix de la chose vendue, même entre commerçans. — Les principes du droit civil (en matière de privilège) ne s'appliquent, dans les faillites, qu'aux meubles meublans, glaces, instrumens aratoires et autres choses que le failli n'est pas présumé avoir achetées pour revendre dans son commerce. Lorsqu'il s'agit de marchandises, on suit des règles particulières que nous frons connaître en parlant de la revendication » (M. Pardessus, *Cours de droit commercial*, n° 1204). — Il est donc vrai que si M. Pardessus repousse le système de M. Persil, en ce qui concerne les marchandises, il l'admet en ce qui concerne les effets mobiliers qui ne font pas la matière du commerce du failli. — C'est, en effet, ce qu'a jugé implicitement la Cour de cassation, dans un arrêt du 17 oct. 1814.

M. l'avocat général Boggasse a établi dans ses conclusions qu'en matière de vente de marchandises, le vendeur ne pouvait exercer que la revendication dans les cas spécifiés par la loi, mais que quand il s'agissait d'objets mobiliers, comme meubles meublans, instrumens aratoires ou mécaniques, le privilège sur le prix avait lieu au profit du vendeur non payé.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que les art. 576 et suivans du Code de commerce, ne s'appliquent pas à l'espèce présente, dans laquelle il ne s'agit nullement de matières susceptibles d'être créées, manufacturées, confondues avec d'autres du même genre, mais bien d'une tondeuse, instru-

ment toujours reconnaissable et non susceptible d'être changé de nature; — Que les dispositions de l'art. 2102 du Code civil sont donc seules applicables à la cause; — Corrigent, dit à bon droit la demande de John Collier et Sévère, ordonne qu'il seront payés par privilège sur le prix de la tondeuse par eux vendue à Dumort, et trouvée dans les ateliers de celui-ci au jour de sa faillite, mais jusqu'à concurrence seulement de 3,500 fr., prix de la vente faite de cette tondeuse....

Du 13 janv. 1824. — Cour roy. de Rouen. — 1^{re} ch. — Pres., M. de Villequier, p. p. — Concl., M. Bergasse, av. gén. — Pl., MM. Daviel fils et Hébert.

DONATION ENTRE-VIFS. — ENFANS. — NUL-LITE. — EFFET RÉTROACTIF.

Les donations faites à un enfant, sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, qui prohiboit les dispositions de cette nature, faites au préjudice des autres enfans, sont valables jusqu'à concurrence de la quotité disponible, si le donateur n'est décédé que depuis la survenance du Code civil. (Cod. civ., 913.) (1)
(Chevillon — C. Aubert.)

25 pluv. an 7, la veuve Aubert souscrivit une obligation de 3,000 fr. au profit du sieur Addon, à qui elle maria sa fille, le 10 vent. suivant. — Ultérieurement, décès du sieur Addon, laissant des enfans. — Sa veuve s'est remariée au sieur Chevillon. — En 1815, la veuve Aubert est décédée. — Ses héritiers étaient Hippolyte Aubert et la demoiselle Chevillon.

Hippolyte a provoqué le partage de la succession; il a demandé, contre sa sœur, le nullité de l'obligation de l'an 7, comme simulée, et faite pour échapper à la prohibition de la loi du 17 niv. an 2.

Les époux Chevillon ont soutenu que l'obligation était sincère, et qu'en tous cas, le considérerait-on comme donation, elle devait valoir jusqu'à concurrence de la quotité disponible.

Le tribunal de Gap, saisi de la contestation, déclara l'obligation simulée; et au surplus, considérant qu'à l'époque où l'acte avait été passé, les parties n'avaient aucune capacité pour se donner ou pour recevoir l'une de l'autre; que cette capacité, qui eût pu leur être conférée par les lois postérieures, ne pouvait point donner à l'acte une efficacité qu'il n'avait pas eue dès le principe; le tribunal le déclara sans effet, même pour la portion disponible. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'acte obligatoire du 25 pluv. an 7 n'est qu'une donation déguisée, etc.; — Considérant que la loi du 17 niv. an 2 n'établissait pas une incapacité absolue dans la personne d'un successeur, mais annuloit seulement, pour le maintien de l'égalité, les avantages faits à l'un des héritiers au préjudice des autres, en ce qui pouvait excéder la faculté de disposer, que la succession n'étant ouverte sous le Code civil, la donation doit avoir ses effets suivant les dispositions de ce Code; — Considérant que les art. 843, 853, 913, 920 et 970 du Code civil, ne font aucune distinction entre les

libéralités directes à titre gratuit et les libéralités ou avantages faits dans un contrat à titre onéreux, puisqu'ils ordonnent que le report sera fait des uns et des autres à la masse de la succession; que l'effet de ce report est déterminé par les art. 913 et 920; que l'art. 920 porte que toutes donations, soit entre-vifs, soit à cause de mort, qui excéderont la portion disponible, seront réduites à cette quotité; et l'art. 913 ajoute que l'excédant, s'il y en a, sera seul reporté à la masse; que, quoique ce dernier article ne parle que de ventes faites à charge de rente viagère ou à fonds perdu, cette espèce de contrat n'en contient pas moins une donation directe qui est imputée sur la portion disponible; — Par ces motifs; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; et, par nouveau jugement, ordonne que l'acte du 27 pluv. an 7 aura son entière exécution, au faveur de Suzanne Aubert, jusqu'à concurrence du tiers des biens délaissés par Marie Tenon, sa mère, d'après la quotité disponible fixée par le Code civil.

Du 14 janv. 1824. — Cour roy. de Grenoble.

1^{re} AUTORISATION DE COMMUNE. — REFUS. — CONSEIL D'ÉTAT.

2^{de} COMMUNAUX. — JOUISSANCE. — COMPÉTENCE.

1^o L'autorisation de plaider contre une commune, refusée par le conseil de préfet, à l'une des sections de la même commune, peut être accordée par le conseil d'Etat, lorsqu'il existe une consultation favorable de trois avocats (2).

2^o L'arrêté du préfet qui règle provisoirement entre des communes ou sections de communes, le mode de jouissance respective d'un pâturage, n'est pas une décision de juridiction contentieuse qui puisse porter atteinte aux droits de chaque localité. C'est un acte de pure administration, qui ne pourrait être déféré qu'aux ministres de l'intérieur, et qui d'ailleurs ne fait pas obstacle à ce que les parties intéressées saisissent les tribunaux du fond de leur contestation (3).

(Sections de la commune des Balmelles.)

LOIS, etc.; — En ce qui touche l'arrêté du conseil de préfecture, du 23 mai 1809: — Vu la consultation de trois avocats ci-dessus visée, portant qu'ils estiment que les habitants du village des Balmelles, section de la commune de ce nom, sont fondés à plaider relativement à la propriété du terrain qui leur est contesté;

En ce qui touche l'arrêté du préfet du 10 juin 1809: — Considérant qu'il appartenait à l'administration de régler provisoirement la portion dont chaque section de la commune des Balmelles devait jouir pour la dépaissance sur le fonds contesté; et que c'était à notre ministre de l'intérieur que cet arrêté devait être déféré, si les requérans s'y croyaient fondés; que ledit arrêté ne fait pas obstacle à ce que la question de propriété soit portée devant les tribunaux;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Lozère, du 23 mai 1809, est annulé. — 2. Les habitants du village des Balmelles sont autorisés à faire valoir leurs droits, de-

(1) V. en sens contraire, Cass. 1^{er} juin 1820. — F. aussi sur ce point, la résumé de doctrine et de jurisprudences qui accompagne deux arrêts de la Cour de cass., des 11 niv. an 9 et 19 therm. an 12.

(2) V. dans ce sens, ordonn. des 25 fev. 1815 (aff. comm. de Sainte-Moris); 23 juv. 1820 (aff. comm. de Gaudreville), et les notes.

(3) C'est, en effet, un point constant, que les tri-

bunaux sont seuls compétens pour statuer sur les droits respectifs des différentes sections de la même commune à la jouissance des biens communaux. — V. décret et ordonn. des 13 mai 1809 (aff. Aubert du Bourg); 20 sept. 1809 (aff. Chollon); 15 mai 1813 (aff. Magne); 9 avril 1817 (aff. Niom); Cormanin, Droit adm. (4^e éd.), v^o Communes, § 12.

vant les tribunaux ordinaires, à la propriété illigieuse du terrain communal appelé le *Champ des Balmelles*, qui leur est contestée par les habitants des villages d'Aldoux, de La Roche et de Péchadou, autres sections de la commune des Balmelles; — 3. La requête des habitants du village des Balmelles est rejetée, en ce qui concerne l'arrêté du préfet du département de la Lozère, du 10 juin 1809.

Du 14 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., M. Teste-Lebeau.

COMMUNAUX. — VENTE. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

Le conseil de préfecture excède ses pouvoirs, lorsque pour interpréter une adjudication de biens communaux faite en 1813, par la caisse d'amortissement, il recourt à un bail antérieur passé par la commune; en pareil cas, lorsque les actes qui ont préparé ou consommé la vente sont insuffisants pour l'interprétation, il doit renvoyer les parties devant les tribunaux (1).

(Roussel — C. Commune de Toffort.)

(Du 14 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Brière. — Pl., MM. Nicod et Guichard.)

1° CHEMIN PUBLIC. — DÉGRADATIONS.

3° RIVAGES DE LA MER. — PROPRIÉTÉ. — COMPÉTENCE.

1° Les voituriers qui parcourent les chemins publics ne peuvent être astreints à réparer le dommage qu'ils causent à ces chemins par la simple fréquentation. Cette obligation ne pourrait leur être imposée qu'on cas ou les détériorations proviendraient d'entreprises illicites (2).

2° Une plage de la mer ne peut être considérée comme la propriété d'une commune; c'est une dépendance du domaine public. (Ordonn. de 1881, ill. 7, art. 1; Cod. civ., 538.) (3)

En tous cas la question de propriété, si elle était soulevée, serait du ressort des tribunaux.

(Ministre de l'intérieur — C. ville de Marseille.)

Les sieurs Venture et Diény, entrepreneurs des travaux d'une partie de la route royale de Paris à Toulon, avaient été autorisés à prendre leurs matériaux sur le rivage de la mer, ou lieu dit la *Plage de Léon*. — La ville de Marseille, après avoir obtenu l'autorisation de puiser elle-même sur cette plage, pour l'entretien de ses chemins, a cru en être propriétaire et s'est pourvue devant le conseil de préfecture, à l'effet d'obtenir une indemnité pour l'anièvement du gravier fait par ces entrepreneurs, ainsi que la réparation des chemins par lesquels ils avaient dû passer pour effectuer le transport.

15 déc. 1821, arrêté qui accueille la demande de la ville de Marseille, en se fondant sur les considérations suivantes : — « Attendu que les chemins qui traversent le territoire de Marseille, au-

tres que les routes royales et départementales, sont et ont toujours été considérées comme chemins ruraux, principalement affectés à la communication des terres et à leur exploitation, et sous ce rapport entretenus par les habitants; que la loi veut que tout dommage occasionné à la propriété publique ou privée soit réparé au frais de celui qui l'a commis, et le propriétaire indemnisé; que la loi ne fait aucune exception en faveur des entrepreneurs du gouvernement, et que c'est mal à propos que les sieurs Venture et Diény se prévalent d'un titre pour se refuser à la réparation des dommages occasionnés par leurs voitures et qu'ils ne désavouent pas; que les graviers déposés par la mer sur la *Plage de Léon* sont devenus propriété privée, par la cession qui en a été faite, avec autorisation supérieure, à l'entrepreneur des chemins de la ville de Marseille. »

Pourvoi au conseil d'Etat, dans l'intérêt de la loi, de la part du ministre de l'intérieur, qui fait observer que « le droit déclaré par le conseil de préfecture, et dont il n'avait pas envisagé tout l'arbitraire, serait, s'il existait, plus à charge que l'impôt des barrières qu'on a supprimé, car l'impôt était exigé de tous ceux qui fréquentaient les routes, et ici il ne serait supporté que par ceux qu'on accuserait, à tort ou à raison, de les détériorer.

Louis, etc.; — Vu l'art. 538 du Code civil, qui met les rivages de la mer dans le domaine public; — Considérant que les chemins publics dont il s'agit sont entretenus par la ville de Marseille, et qu'ainsi ce sont de véritables chemins publics; — Considérant qu'aucune loi ne permet d'astreindre les voituriers qui parcourent les chemins publics, à réparer le dommage fait à ces chemins, par la simple fréquentation; qu'on ne peut imposer l'obligation de réparer les dommages causés auxdits chemins que lorsque les détériorations proviennent d'entreprises illicites; que l'obligation de réparer un chemin public proportionnellement à l'usage qu'on en aurait fait dudit chemin constituerait un véritable impôt, qui ne peut être établi que par la loi; qu'ainsi, le conseil de préfecture a fait une fautive application des règlements, en condamnant les sieurs Venture et Diény à la réparation des chemins que leurs voituriers ont parcourus;

En ce qui concerne les graviers enlevés sur la *Plage de Léon* pour l'entretien d'une route royale: — Considérant que cette plage fait partie du domaine public; que le conseil de préfecture n'aurait pas dû la considérer comme une propriété privée de la ville de Marseille; et que, si cette question de propriété était élevée, il n'appartiendrait qu'aux tribunaux ordinaires d'en connaître;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département des Bouches-du-Rhône, du 14 déc. 1821, est annulé.

Du 14 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Torbè.

pourra y avoir lieu à imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que l'exploitation ou les transports auront eu lieu pour les uns ou les autres, des subventions spéciales, dont la quotité sera proportionnée à la dégradation extraordinaire qui devra être attribuée aux exploitations.»

(3) F. pour ce qu'il faut entendre par rivages de la mer, Merlin, *Quest.*, v° *Rivages de la mer*; Daviel, *Cours d'eau*, t. 1, n. 68; Garnier, *Régime des eaux*, t. 1, n. 24, et *Traité des chemins*, p. 62; Beausant, *Code maritime*, t. 1, n. 549 et suiv., p. 644 et 645.

(1) V. conf., ordonn. du 24 mars 1819 (aff. *Jeanin*), et les nombreuses décisions dans le même sens indiquées par la note. — V. toutefois, inf. ordonn. 26 août 1824 (aff. *Muller*).

(2) La loi du 21 mai 1836 a consacré une exception à cette règle, en ce qui concerne les chemins vicinaux, par l'art. 11 qui porte : « Toutes les fois qu'un chemin vicinal entrete nu à l'état du vicinalité par une commune, sera habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts, ou de toute entreprise industrielle appartenant à des particuliers, à des établissements publics, à la couronne ou à l'Etat, il

DOT.—MINEURE.—ALIÉNABILITÉ.—CONTRAT DE MARIAGE.—ACTION EN NULLITÉ.—PRESCRIPTION.

La femme mineure, quoique d'âge assistée, ne peut pas, même en contrat de mariage, autoriser l'aliénation de sa dot (selon l'ancienne jurisprudence du parlement de Bordeaux).

La faculté d'aliéner la dot fait exception à la règle d'après laquelle la femme mineure qui peut consentir un mariage, peut, par cela même, consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible. (Cod. civ., 1398.) (1)

L'action en nullité d'une telle aliénation ne se prescrit aucunement durant le mariage. — Ce n'est pas une simple action en rescision prescrite par dix ans. (Cod. civ., 1304 et 1360.)

(La dame Bibès—C. Manecq et cons.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la faculté d'exercer les actions relatives à la répétition de la dot, ou d'attaquer de nullité des actes qui la concernent, n'existe pendant la durée du mariage, on jusqu'à la séparation des époux, que dans les mains du mari; d'où il suit que l'épouse ne pouvant agir, aucun genre de prescription ne peut lui être opposé pendant tout le temps qu'elle n'a point eu l'administration de ses biens; et les tiers détenteurs peuvent se servir avec d'autant moins de fondement de cette fin de non-recevoir qu'ils seraient eux-mêmes irrécouvrables à la présenter, puisqu'ils avaient répondu à la demande de la dame Bibès, en délaissement des biens qu'ils avaient acquis, par suite du contrat de mariage de 1781, par ce motif qu'étant engagée dans les liens du mariage, elle n'avait pas qualité pour agir; — Attendu que les magistrats ayant été partagés sur la question de savoir si Jeanne de Loustal avait pu donner, quoique mineure, à son mari, dans son contrat de mariage, faculté de vendre tous ses biens, l'affaire a été renvoyée à l'audience suivante, et les plaidoiries ont eu lieu de nouveau, après avoir appelé trois de MM. les conseillers de la chambre d'acensation, pris dans l'ordre du tableau, les autres légitimement empêchés;

Attendu, sur la question au fond, qui a été la cause du partage, que bien que les contrats de mariage soient susceptibles de renfermer toutes les clauses qui ne sont contraires ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs, on ne peut certainement en induire que la jurisprudence du parlement de Bordeaux, dans le ressort duquel les parties sont domiciliées, ait voulu que la maxime *habilis ad nuptias, habilitas ad pacta nuptialia*, fût prise dans un sens tellement rigoureux, qu'une fille mineure pût donner à son mari, dans son contrat de mariage, la faculté de

vendre tous ses biens; qu'il en résulte, au contraire, que, dans ce ressort, la mineure ne pouvait donner à son mari une faculté qu'elle n'avait pas elle-même, et cette faculté de vendre ou d'aliéner ne pouvait jamais s'élever au delà du tiers des biens que la femme s'était constitués. Cette doctrine a été professée par Salviat et Lapeyrière comme la règle de la jurisprudence du parlement de Bordeaux; — Attendu que ce ne peut être le cas d'invoquer l'art. 1398 du Code civil, qui, établissant un droit nouveau, ne peut avoir d'effet rétroactif et être appliqué à une espèce qui doit être décidée par les lois qui régissaient les parties à l'époque où elles ont contracté; — Attendu que la dame de Loustal n'a pu demander que la nullité des ventes qui avaient été consenties par son mari des biens qu'elle s'était constitués en dot, et que les tiers détenteurs ne peuvent être condamnés qu'à délaisser les biens que la dame de Loustal justifiera lui avoir appartenu lors de son contrat de mariage, etc.; — Par ces motifs, etc.

Du 15 janvier 1824. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Delong, p. p. — Concl., M. Lébé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Chaudordy et Dayrie.

DOT.—SÉPARATION DE BIENS.—ALIÉNABILITÉ.—REVENUS.

Les obligations contractées par une femme séparée de biens, avant la séparation et sous l'influence maritale, ne peuvent être exécutées sur les intérêts des sommes dotales courues depuis la séparation. (Cod. civ., 1554 et 1449.) (2)

(Girard — C. Cassassoles.)

Le 23 août 1822, la terre de Villeneuve, saisie sur la tête des sieur et dame Cassassoles, est adjugée à M. de Lamézan pour 123,000 fr. — Un ordre s'ouvre pour la distribution de cette somme. — Après la collation des créances privilégiées, s'élevant à 60,081 fr., il ne reste de disponible que 62,919 fr. La dame Cassassoles obtient cette somme. Il est à remarquer que ses reprises se portaient à 66,000 fr., savoir : 62,200 francs dotaux et 4,800 fr. paraphernaux.

Avant d'avoir obtenu la séparation de biens, la dame Cassassoles avait consenti, solidairement avec son mari, une obligation de 25,000 fr. au profit du sieur Girard. Ce dernier contredit la collation provisoire, et prétend que l'hypothèque légale de la dame Cassassoles est restreinte à une partie de la terre expropriée, tandis que cette terre est en entier hypothéquée à sa créance; en conséquence, il demande une ventilation.

16 juill. 1823, jugement du tribunal civil de Lombes, qui rejette cette demande et maintient la collation.

Sur l'appel, le sieur Girard fait remarquer

contrat na laisse d'être déclaré nul pour le regard de l'aliénation. Pour contracter mariage il n'est requis que la capacité de la nature, mais pour aliéner, est-il requis la capacité du jugement; » et par Henrys, qui dit, t. 2, p. 262 : « Étant interdit au mineur de pouvoir aliéner ses immeubles, il lui est pareillement défendu de s'associer en tous biens par contrat de mariage. » Cela a été jugé sous l'empire du Code civil. F. Riom, 19 nov. 1809. — Mais voy. les observations qui accompagnent cet arrêt. V. aussi en sens contraire de la décision ci-dessus, Cass. 7 nov. 1826; Nîmes, 26 janv. 1825.

(2) V. sur cette question fort controversée, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour de cassation du 9 avril 1823.

(1) Cette jurisprudence était attestée, pour le parlement de Bordeaux, par Lapeyrière, lettre M., n° 27, qui dit : « Fille majeure se mariant ne peut aliéner son héritage pour le tout ou partie, sans autorité de justice, » et par Salviat, p. 208, d'après lequel « quand par le contrat de mariage la femme mineure se constitue ses biens et fait son mari procureur général avec permission d'aliéner, le mari ne peut vendre les biens. — La majorité est nécessaire pour donner permission de vendre, parce que la femme mineure n'ayant pas la liberté d'aliéner elle-même, ne peut pas donner à son mari plus de droit qu'elle n'en a. » — Cela était aussi enseigné par Leprieux, *Centurie 1^{re}*, ch. 47, où on lit : « Encore que le contrat subsiste pour le mariage et que le mineur soit capable de se marier, si est-ce que le

que par le procès-verbal d'ordre, la dame Cassasoles obtint, outre sa dot, une partie des intérêts qu'elle a produits depuis la séparation. Il demande, à tout événement, d'être autorisé à faire tourner ces intérêts à son profit. De là est née la question de savoir si les intérêts de la dot sont aliénables. — Pour établir l'affirmative, le sieur Girard a soutenu que si le législateur a frappé les biens dotaux d'inaliénabilité, c'est pour les conserver aux familles et les mettre à l'abri des prodigalités du mari; qu'étendre cette espèce d'interdiction aux intérêts et revenus de la dot, ce serait renverser tous les principes; que l'art. 1540 du Code civil affectant la dot aux charges du mariage, il faut bien que les revenus reçoivent cette destination, puisqu'on ne peut pas toucher au fonds dotal; que de la combinaison des art. 1549, 1568 et 1571 du Code civil, il résulte que ces revenus appartiennent au mari; qu'il peut donc librement en disposer; c'est pourquoi il était de jurisprudence constante au Parlement de Toulouse que les créanciers personnels pouvaient les saisir; que l'effet de la séparation de biens est d'ôter au mari et de rendre à la femme l'administration des biens dotaux (art. 1449 et 1563 du Code précité); que, sans doute, cette séparation ne remet pas la dot dans le commerce; mais qu'aussi ses revenus ne changent pas non plus de nature en changeant de maîtres; qu'ils étaient libres dans la main du mari; qu'ils le sont dans la main de la femme; qu'ils deviennent donc le gage de ses créanciers, comme ils l'étaient auparavant de ceux du mari.

Pour la négative on a dit: il est reconnu aujourd'hui que l'inaliénabilité de la dot s'étend aux meubles comme aux immeubles. Ainsi, il est certain que le capital des reprises dotales ne peut pas être compromis par des obligations de la femme; mais les intérêts qui en dérivent doivent, comme accessoires, jouir de la même prérogative. En reprenant l'administration de ses biens, la femme, loin d'être affranchie des charges du mariage, est obligée de les supporter en entier, s'il n'en reste rien au mari (art. 1448 du Code civil). Que deviendrait cette obligation, quelle ressource resterait à la famille, si la femme avait la libre disposition des revenus de sa dot? — Restreindre l'inaliénabilité au capital, c'est détourner la destination que la loi donne aux intérêts, c'est autoriser la femme à dévorer par anticipation la substance de sa famille, c'est compromettre la dot elle-même et en nécessiter la vente pour fournir des aliments (art. 1558, § 2).

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'obligation dont le sieur Girard est porteur lui ayant été consentie le 20 janv. 1818, par le sieur et la dame Cassasoles, n'a pu compromettre la dot de celle-ci et ne peut, par conséquent, être exécutée que sur ses paraphernaux; que la dame Cassasoles, loin de percevoir par le fait de la collocation qu'elle a obtenue, quelque portion des sommes paraphernales que son mari a reçu d'elle, n'obtient pas même l'entier montant de sa dot et des intérêts qui en ont couru depuis la séparation, lesquels, au surplus, ayant dans ses mains la même destination de la dot, participent nécessairement à sa nature; que, dès lors, le sieur Girard n'a pas même de prétexte pour faire tourner à son profit une partie quelconque de la collocation de la dame Cassasoles; — A démis et démet le sieur Girard de son appel.

Du 15 janv. 1824. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Laffontau. — Concl., M. Donnodcvie, av. gén. — Pl., MM. Gladi et Chaudordy fils.

TESTAMENT. — SURCHARGE. — TÉMOIN. NULLITÉ.

La surcharge, dans un testament, d'un mot substantiel à l'acte, par exemple du nom d'un témoin, est une cause de nullité, alors surtout que sous ce mot, on en peut distinguer un autre qui y avait été mis d'abord (1). Et la nullité doit être prononcée, bien que le testament soit signé du témoin dont le nom est surchargé.

(Crutet.—C. Roignon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après l'art. 16 de la loi du 25 vent. an 11, il ne doit y avoir aucune surcharge dans le corps d'un acte public, et que tout mot surchargé est déclaré nul, c'est-à-dire réputé non écrit; qu'il s'ensuit que cette nullité est insignifiante par rapport à la validité entière de l'acte, lorsque le mot surchargé est lui-même indifférent; mais qu'il en est tout autrement lorsque ce mot est substantiel à l'acte, et tel que sans lui cet acte ne puisse subsister; — Que, d'après les art. 971 et 1001 du Code civil, le testament public reçu par un seul notaire doit l'être, à peine de nullité, avec l'assistance de quatre témoins; — Considérant que d'après l'art. 16 du 25 vent. an 11, le nom des témoins doit, à peine de nullité, se trouver dans le corps de l'acte, indépendamment de leurs signatures, qui ne sont apposées qu'à la fin; — Considérant, en fait, que le nom Garcin, qui est celui de l'un des témoins signataires du testament dont il s'agit, ne se trouve énoncé qu'une seule fois dans ledit testament; qu'il est entièrement surchargé dans la minute, surcharge constatée par le jugement dont est appel lui-même, et non dénie par les appelans, et tellement prononcée que l'on peut encore distinguer sous le nom de Garcin celui de Guérin qui y était auparavant; — Que cette surcharge n'est nullement approuvée dans le testament; que, dès lors, le mot est nul et censé non écrit; qu'ainsi les noms de trois témoins sur quatre se trouvent seulement dans le corps de l'acte, ce qui, d'après les dispositions ci-dessus rapportées, frappe cet acte de nullité, que la justice ne peut plus avoir la certitude que le témoin Garcin ait assisté à la confection du testament, et que son nom n'ait pas été substitué à un autre après coup et lorsqu'il s'est agi de faire signer les témoins; — Considérant que la signature de Garcin ne peut réparer le vice de la surcharge de son nom, soit parce que son nom devait se trouver dans l'acte, indépendamment de sa signature, soit parce que ladite signature n'est qu'un acte postérieur; — Considérant que la solution de la première question dispense d'examiner la seconde; — Par ces motifs. — Met l'appellation et en outre est appel au néant; — Emendant. — Déclare nul et de nul effet le testament dont il s'agit, etc.

Du 15 janv. 1824. — Cour roy. d'Alb. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Fabry, p. p. — Concl., M. Dufaur, av. gén. — Pl., MM. Perrin et Tassy.

APPEL INCIDENT. — APPEL PRINCIPAL. — DÉSESTIMENT.

Le désistement de l'appel principal, lorsqu'il a été accepté par l'intimé, ôte à ce dernier la faculté d'interjeter appel incident. (Cod. proc., 403.) (2)

(1) Mais il en serait autrement de la surcharge d'une lettre dans un mot même essentiel à la validité du testament, si d'ailleurs aucune incertitude ne pouvait exister sur le mot qui est écrit. V. Cass. 3 août 1806, et la note.

(2) F. dans ce sens, Douai, 5 juill. 1819, et la

(Lapeyrière—C. Geoffroy)

Du 16 janv. 1824. — Cour roy. de Poitiers. — 2^e ch. — Prés., M. Pervinquière. — Pl., MM. Bigue et Foucher.

ACCEPTATION DE SUCCESSION. — MUTATION (DROITS DE).

L'héritier qui a payé les droits de mutation de la succession, doit être réputé l'avoir acceptée purement et simplement. (Cod. civ., 778 et 779.) (1)

(Cardin—C. Cardin.)

François-Julien, François-Georges et Jean Cardin sont issus du mariage de Georges Cardin avec Marie Ménard. — Après le décès du père, ses immeubles furent partagés entre ses trois fils, et la jouissance du lot de Jean Cardin fut abandonnée à la mère commune, pour son douaire. — Après le décès de celle-ci, Jean Cardin a fait assigner ses deux frères pour obtenir contre eux une indemnité, à raison des dégradations qu'il prétendait que sa mère avait commises sur ses immeubles. — Les deux frères assignés déclarèrent renoncer à la succession de leur mère, mais le demandeur attaqua leur renonciation et prétendit qu'ils avaient fait acte d'héritiers. Il articulait divers faits, et surtout que le 1^{er} déc. 1815, François-Georges Cardin, tant pour lui que pour et se portant fort de François-Julien Cardin, son frère, se présenta au bureau du receveur de l'enregistrement de son canton et y déclara que, par suite du décès de Marie Ménard, veuve Georges Cardin, leur mère, sa succession leur est échue en ligne directe et se compose, etc.; en conséquence, il acquitta les droits de mutation. Jean Cardin signalait le paiement de ces droits comme une véritable acceptation de la succession maternelle, acceptation qui obligeait irrévocablement ses frères au paiement des dettes de cette succession.

Le 4 nov. 1820, jugement par défaut du tribunal d'Avranches, qui adjuge à Jean Cardin les conclusions par lui prises. — Appel de la part des deux frères Cardin.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'il peut être fait distinction entre Julien et Georges Cardin, parce que le paiement des droits de mutation de la succession de la mère commune, n'étant que de ce dernier, peut être considéré comme étranger

Julien. — En ce qui concerne Georges Cardin, considérant qu'il paya au bureau de Brecey les droits de mutation de la succession de sa mère le 1^{er} déc. 1815 : qu'on ne peut pas concevoir

noté; Rennes, 16 mai 1820; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1453.

(1) V. en sens contraire, Grenoble, 18 août 1826; Montpellier, 1^{er} juil. 1828; Lyon, 17 juil. 1829; Toulouse, 7 janv. 1830; Limoges, 19 fév. 1831; Poitiers, 4 juil. 1836. — Sic. Fajol, *des Successions*, sur l'art. 778, n° 2; Confiance, *ibid.*, n° 8.

(2) V. sur le valeur des lettres missives en ce qui touche la consuetudine nécessaire pour le relâche des ventes, la note qui accompagne le jugement du tribunal d'appel de Poitiers du 11 vent. an 10, et les autorités auxquelles elle renvoie.

(3 et 4) Ces deux questions qui, dans l'espèce, avaient été résolues en sens contraire, par un arrêt de la même Cour rendu par défaut, le 2 août 1823, et dont on trouve les motifs dans l'article ci-dessus, ont été examinées par MM. Pardessus et Lumy, dans une consultation qui fut insérée au Recueil de M. Sirey, tom. 16, 2, 36, et dont il peut être utile de reproduire ici les principaux passages. — L'art. 466, dissout ces juris-

quid que ce paiement ait été fait dans une autre qualité et avec autre intention que de se rendre héritier de sa mère; qu'en effet, ce droit est assés sur la mutation qui se fait des biens des mains du défunt dans celle de l'héritier; qu'il n'est pas dû à un autre titre; qu'on ne peut supposer que Georges Cardin ait été surpris ni qu'il ait entendu payer ce droit officieusement pour la succession, 1^o parce qu'il n'a fait ce paiement qu'après l'expiration des délais accordés pour faire inventaire et délibérer; 2^o parce que si la succession devait rester abandonnée, elle appartenait au fisc et ne devait aucun droit, et que si elle devait aller aux collatéraux, il ne payait pas un droit suffisant en ne payant que celui dû lorsque la succession est échue en ligne directe; ... — Infirme le jugement du 4 nov. 1820, au respect de Julien Cardin personnellement, ce faisant, le décharge des demandes et prétentions de Jean Cardin; — Confirme ledit jugement à l'égard de Georges Cardin.

Du 17 janv. 1824. — Cour roy. de Caen. — 2^e ch. — Prés., M. Lefollet. — Concl., M. Delaville, cons. aud. pour le proc. gén. — Pl., M. Georges, Delisle et Foucault.

VENTE. — CONSENTEMENT. — LETTRES MISSIVES.

Une vente n'est pas suffisamment établie par des lettres missives que le prétendu acquéreur aurait adressées à un tiers intéressé à la réalisation de la vente (un créancier hypothécaire du vendeur). — Dans ce cas, le prétendu vendeur, qui n'est lié par aucun écrit, n'est pas recevable à se prévaloir de ces lettres pour soutenir qu'il y a eu vente; alors surtout qu'il résulte de la correspondance produite, que les parties étaient convenues de rédiger par écrit les conditions de la vente prétendue effectuée, et que cette formalité n'a pas été remplie. (Cod. civ., 1582 et suiv.) (2)

(Fonlès—C. Pellaroque.)

Du 17 janv. 1824. — Cour roy. d'Angen.

FAILLI. — CONTRAINTE PAR CORPS. — SAUF-CONDUIT. — COMPÉTENCE.

L'effet de la contrainte par corps exercée pour dettes contre un commerçant, antérieurement à sa faillite, cesse de plein droit par l'événement postérieur de la faillite (3).

L'élargissement peut même être ordonné par le tribunal de commerce, aux termes de l'art. 466, Cod. comm. (47^e, nouv.). — Ce n'est pas le cas de s'adresser aux tribunaux civils, d'après l'art. 800, Cod. proc. civ. (4).

consultes, ne distingua point. Il dit qu'après l'examen des affaires du failli, le commissaire pourra proposer de le mettre en liberté. Or, on ne rend la liberté qu'à celui qui est détenu, et le failli, dont un créancier avait effectué l'arrestation avant la déclaration de faillite, n'est ni plus ni moins détenu que celui qui, jouissant de la liberté au moment de la déclaration, n'en a été privé que par l'effet de la mesure qu'ordonne l'art. 455. — Dira-t-on qu'en rédigeant l'art. 466, le législateur ne pouvait supposer qu'au moment où la faillite s'ouvrirait, le débiteur serait incarcéré; qu'il n'a, par conséquent, voulu parler que de la détention opérée en vertu de l'art. 455. — Ce serait faire, sur l'imprévoyance du législateur, une supposition injurieuse pour lui. — La faillite d'un commerçant est le résultat de l'impossibilité d'acquiescer ses engagements. On sait qu'en général le débiteur prêt à fuir, fait tous les efforts possibles pour ce pas avouer la perte de son crédit. Mais, tandis que, dans l'espoir de se relever, il conjure l'insolvabilité qui la presse de tous côtés,

(Drion—C. Couleaux.)

Le sieur Drion avoit été incarcéré, à la requête du sieur Couleaux, en vertu d'un jugement arbitral, rendu au profit de ce dernier.—Faillite

et s'agit dans tous les sens pour éloigner le moment fatal, des créanciers plus clairvoyans, ou moins faciles que d'autres, exercent des contraintes par corps, dont la publicité lui enlève enfin les dernières apparences du crédit, qu'il achetait peut-être au prix des plus grands sacrifices, et le forcent à déclarer sa faillite. — La législation ne peut être présumée ignorer ce qui se fait tous les jours. On voit même, par les observations des Cours et tribunaux sur le projet du Code de commerce, qu'on regardait l'emprisonnement du débiteur comme un des actes qui pourraient servir à constater son refus d'acquiescer ses engagements et à déterminer l'époque d'ouverture de la faillite.—Or, quand il est impossible de se dissimuler que le législateur ne pouvait ignorer qu'un grand nombre de faillites se trouveraient en état d'incarcération à l'instant où leur faillite serait déclarée, croira-t-on qu'il ait été assez peu prévoyant pour ne pas prendre une mesure applicable à ce cas? Croira-t-on qu'il ait voulu seulement permettre de rendre la liberté au failli dont le tribunal aurait ordonné l'arrestation dans l'intérêt de tous les créanciers, et qu'il ait voulu garder le silence sur le failli, qu'un seul créancier aurait fait arrêter préférentiellement? — Puisqu'il n'est pas présumable que le législateur ait ignoré la possibilité de ce cas, puisqu'ayant du nécessairement l'envisager dans sa prévoyance, il ne l'a point excepté; puisque le droit de sauf-conduit accordé par l'art. 466 n'est point limité, toute restriction est donc contraire au texte de la loi. — Quand le législateur a voulu faire une exception aux effets du sauf-conduit, il s'en est expliqué d'une manière formelle. L'art. 455 en offre un exemple bien remarquable. — Le second alinéa défend qu'à compter de l'arrestation du failli, ordonnée par le tribunal, il soit reçu contre lui aucun écart ni recommandation; mais il limite cette défense aux écartes et recommandations, en vertu de jugemens de tribunaux de commerce, et l'en conclut avec raison qu'il permet d'en recevoir en vertu de jugemens criminels, correctionnels, ou purement civils. — Il est d'autant plus important de remarquer cette attention du législateur à prévoir une exception, qu'elle nous apprend qu'il n'eût pas manqué d'en exprimer d'autres, s'il eût jugé à propos de les établir. — C'est vainement que, pour étayer la distinction que nous avons combattue, et pour fonder le refus d'un sauf-conduit applicable aux incarcérations antérieures à la faillite, on dira qu'il n'est pas permis d'enlever des droits acquis, et, par un jugement postérieur, d'augmenter ce qui a été fait sous la loi de jugemens antérieurs. — Sans doute ce raisonnement serait fondé, si l'exercice de la contrainte par corps faisait acquiescer quelque préférence sur les biens du débiteur; s'il en résultait un droit réel, tel qu'un nantissement, un privilège. — Mais ce n'est point ce dont il s'agit ici. La loi qui permet à un créancier d'emprisonner son débiteur, suppose de la mauvaise volonté dans ce dernier: elle présume que l'amour naturel pour la liberté sera plus puissant en lui que le sentiment de l'honneur ou de la justice. Le droit qu'elle donne au créancier n'est point un mode de paiement, un gage, un nantissement; car la personne des citoyens et leur liberté ne peuvent devenir la propriété d'un autre, c'est un moyen de coercion pour obtenir, par cette voie rigoureuse, un paiement auquel on suppose que le débiteur se refuse: voilà pourquoi même de pourcentage porte le nom de *contrainte par corps*. — Mais si l'en ne peut opposer de mauvaise volonté dans

du sieur Drion. — En cet état de choses, il présente requête au tribunal de commerce de Strasbourg, et il expose que sa faillite est déclarée; qu'il y a lieu de procéder à la levée des scellés,

on failli que l'art. 412 du Code a dessaisi de la libre disposition de ses biens; s'il n'est pas maître de choisir, entre payer et ne pas payer, entre la liberté et la prison; si tout effort de sa part, pour payer est inutile, puisque tout son actif est entre les mains de ses créanciers; si le paiement qu'il ferait est frappé de nullité, par la volonté de la loi, qui veut qu'à compter de l'ouverture de la faillite, aucun créancier ne puisse recevoir que dans la proportion des autres, n'est-il pas vrai de dire que la contrainte par corps est devenue inutile à celui qui l'a exercée; que ce moyen d'être payé périclite dans sa main, par l'effet de la faillite; que c'est la loi qui s'oppose à ce qu'à l'aide de cette voie, il recouvre plus que ceux qui n'en ont pas usé? N'est-il pas constant que le tribunal ne lui ôte rien en accordant au failli la liberté avec sauf-conduit, puisque le sort de sa créance est désormais fixé; que la mise en liberté du débiteur ne peut pas plus diminuer ses droits au dividende, que la détention ne peut en augmenter la quotité, qu'enfin, s'il prétend le failli coupable de faute ou de dol, il a droit de s'opposer à une mise en liberté que la loi n'accorde qu'au débiteur malheureux contre qui il ne s'élève point de soupçon légitime.

On ne raisonnerait pas mieux en prétendant que le tribunal de commerce ne peut, aux termes des art. 442 et 553 du Code de proc., connaître de l'exécution de ses jugemens; que l'arrestation faite du débiteur avant la déclaration, ayant eu lieu en vertu de jugemens prononcés par le tribunal, il s'immiscerait dans cette exécution s'il rendait la liberté au failli devenu par leur effet. — Il est vrai que, dans la règle générale, le tribunal de commerce ne peut statuer sur les mises en liberté des débiteurs arrêtés en vertu de ses jugemens; de même aussi, dans la règle générale consacrée par un avis du conseil d'Etat, approuvé le 30 mai 1807, le tribunal de commerce ne peut donner de sauf-conduit, fût-ce pour comparaître devant lui. — Mais il y a exception pour les faillites. Si l'on avait le droit commun, le failli incarcéré, en vertu du jugement que le tribunal de commerce a rendu conformément à l'art. 455, devrait s'adresser au tribunal civil pour obtenir son élargissement provisoire. — Si l'on suivait le droit commun, le failli qui voudrait venir, en sûreté, offrir les renseignements nécessaires aux syndics de ses créanciers, devrait s'adresser, pour avoir un sauf-conduit, au président du tribunal civil. — Mais, par exception à ces principes, l'art. 466 donne au tribunal de commerce le droit de prononcer la mise en liberté et d'accorder le sauf-conduit. — Ainsi, dans ces deux cas, et même dans un grand nombre d'autres, relatifs aux faillites, le tribunal statue sur des points d'exécution qui, de droit commun, devraient être portés au tribunal civil. — Quelle en est la raison? C'est qu'une faillite n'est pas comme une contestation ordinaire, un objet simple. Une faillite est une opération complexe, c'est plutôt une administration qu'un procès; la nature des choses commandait d'abandonner ici des principes dont la stricte exécution était dangereuse, par cela seul que la position était différente. — Nous convenons que cette exception ne doit point être étendue à d'autres cas. Mais aussi nous prétendons qu'elle s'applique à tous ceux que la généralité des expressions de la loi embrasse. Or, nous lisons dans l'art. 466 que si le commissaire ne voit rien de suspect dans la conduite du failli, il propose sa mise en liberté; et nous concluons que, la loi ne restreignant point ce droit à la seule détention qui résulte du jugement

et à la vérification des créances; que sa présence est nécessaire à ces opérations, afin de pouvoir donner aux syndics les renseignements qui leur seront utiles; qu'en conséquence, il y a lieu d'or-

donner sa mise en liberté, avec sauf-conduit, conformément à l'art. 406 du Code de comm.

15 janv. 1823, jugement du tribunal de commerce qui, attendu qu'il n'existe point de pré-

déclaratif de faillite, le commissaire peut proposer cette mise en liberté, sans distinguer l'époque de l'arrestation, pourvu qu'elle dérive des condamnations commerciales. — Ajoutons que le texte de l'art. 494 décide encore formellement la question. — A compter de l'entrée en fonctions des agens, dit-il, toute action civile intentée avant la faillite contre la personne du failli par un créancier privé, ne pourra être suivie que contre eux. Qu'est-ce qu'une action contre la personne, si ce n'est pas la contrainte par corps? — Dira-t-on que, par ces expressions, le législateur entend les actions personnelles, c'est-à-dire les demandes aux fins du paiement de dettes qui ne sont pas immobilières? La loi elle-même se refuse à cette interprétation; car elle désigne par d'autres termes ces sortes d'actions: elle ajoute aux mots *actions contre la personne*, ceux-ci, *ou contre les biens mobiliers du failli*. — D'ailleurs, toute incertitude est levée par le procès-verbal dans lequel nous lisons que plusieurs avis étaient pour que la contrainte par corps pût continuer d'être exercée contre le failli, et qu'ils furent rejetés par le motif que le débiteur étant dessaisi, toute action intentée avant la faillite ne doit plus être suivie que contre les agens ou syndics. — Ainsi, en premier lieu, on voit contre la personne signifier contrainte par corps. — Maintenant, de quelle action, de quelle contrainte entend-on parler? — Une action, dans sa définition juridique, est le moyen d'obtenir par autorité de justice ce qui nous est dû. — On peut considérer une action dans trois périodes: ou elle n'est pas encore intentée, ou elle est intentée, mais n'a pas encore produit le but qu'on se propose en agissant; ou elle a produit satisfaction à celui qui l'avait exercée. — Le Code n'avait point à s'occuper de ce dernier cas; l'action n'a plus d'existence, quand le demandeur a été satisfait. — Mais doit-on ranger dans cette classe l'action du créancier qui a fait incarcérer son débiteur? Non, sans doute, car cette incarcération n'a pas payé; elle n'a été qu'un moyen d'obtenir son paiement; c'est par ce paiement que la contrainte cessera, donc l'action du créancier qui a incarcéré son débiteur avant l'ouverture de la faillite n'est pas une action finie; donc elle n'est qu'une action intentée, qu'il faut suivre, pour obtenir paiement. — Or, cette action intentée contre la personne du débiteur, qui avait pour but de le contraindre à payer, ne peut plus, à compter de l'entrée en fonctions des agens, être suivie de la même manière qu'elle avait été commencée; elle ne peut plus être suivie contre le failli. — L'art. 442 nous en donne le motif; c'est qu'il serait impossible à ce débiteur de payer pour obtenir sa liberté; c'est que le créancier lui-même ne recevrait pas valablement. — Le failli est dessaisi dès l'instant de sa faillite. Ce dessaisissement ne permet plus qu'il paie avec son actif. S'il ne lui est plus permis de payer, y a-t-il quelque bon sens, quelque justice à ce qu'il soit permis de lui demander? Et n'est-ce pas demander à tout instant, demander de la manière la plus pressante, la plus faite pour obtenir paiement, que le débiteur soit débiteur en prison? — Concevrait-on le barbare d'une loi qui dirait au débiteur: « Tu ne pourras toucher à ta fortune pour faire un paiement qui puisse, conformément à l'art. 406 du Code de proc., le libérer de la contrainte par corps, et néanmoins tu seras détenu jusqu'à ce que tu paies. » Concevrait-on la possibilité qu'un législateur ait voulu dire au créancier: « Tu ne pourras être payé valablement, à compter du jour de l'ouverture de la

faillite; tout ce que tu recevras sera sujet à rapport, et néanmoins je te permets de continuer de garder prisonnier ton débiteur, jusqu'à ce qu'il t'ait payé ce que tu ne peux légitimement recevoir de lui... »

Après ces raisonnemens, tendant à établir que la loi n'a fait aucune distinction, MM. Pardessus et Lamy s'attachent à prouver qu'il était dans l'esprit de la loi, que la disposition de l'art. 466 fut générale; que le tribunal pût mettre en liberté provisoire, et le failli dont il avait ordonné l'arrestation conformément à l'art. 455, et le détona qu'un ou plusieurs créanciers aient fait arrêter précédemment. « La contrainte par corps, disent-ils, n'est point, en effet, une peine lorsqu'on l'applique aux créanciers commerciaux; il n'est pas comme, dans le droit civil, une sorte de punition d'une infidélité présumée; elle n'est qu'un moyen de coercion donné aux créanciers pour se faire payer. — Qu'un créancier ait usé de ce moyen de rigueur contre son débiteur, avant que le failli soit déclaré, en quo tous se trouvent détenteurs de la personne du failli, par l'effet de l'arrestation qu'ordonne l'art. 455, le résultat est le même aux yeux du législateur. Une fois que le failli a été dessaisi de l'administration de ses biens ne peut plus, en payant, se libérer de la contrainte par corps, ce n'est plus dans la vue de l'obliger à payer que sa détention peut être prolongée, ce n'est que pour qu'il n'échappe pas aux poursuites de la justice, s'il s'élève contre lui quelque présomption d'impudence ou de fraude. — Dès l'instant de la faillite, et par l'effet de son existence, toutes poursuites individuelles cessent, sauf dans un seul cas, celui des expropriations forcées, conformément à l'exception qui prononce l'art. 532. — Lorsque l'art. 466 permet au tribunal de rendre une liberté provisoire au failli, si l'examen de ses affaires ne donne lieu à aucun soupçon, le législateur n'a donc pas eu besoin de distinguer entre le cas où la détention serait à la requête d'un créancier, ou simplement ordonnée par le tribunal. — La détention du failli ne peut plus rien opérer dans l'intérêt particulier de tel ou tel créancier; elle intéresse toute la masse, et, par conséquent, c'est dans ses rapports avec cette masse qu'elle doit être considérée. — Or, qui jugera des intérêts, des besoins de la masse, si ce n'est le tribunal; et si le tribunal seul peut en juger, comment le circonstance que la détention est antérieure à la faillite, circonstance indifférente en elle-même, puisque la faillite empêche qu'elle n'atteigne son but, pourrait-elle être un obstacle à l'exercice des droits du tribunal? »

« Mais, dit-on, le Code laisse bien subsister quelques espèces de contraintes par corps dont le failli n'aura pas davantage les moyens de se libérer. — Nous en convenons. L'art. 455 laisse subsister la contrainte par corps qui naît du stellionat, des condamnations criminelles ou correctionnelles. Mais qui ne sent le motif de cette sage réserve? Qui ne voit que ces sortes d'accessories tiennent à la nature de la condamnation principale qui a eu pour objet, non pas le paiement d'une simple dette, mais la réparation d'un délit? Cette objection nous fournira, au contraire, un nouvel argument en faveur de la rigueur, le législateur est censé avoir permis tout ce qu'il ne défendait pas; dans ce cas, on applique, sans modification et sans crainte d'être accusé d'abuser des règles, la maxime si romaine, qui dit de uno negat de altero. — Une dernière observation mérite encore d'être appréciée. L'art,

somptions de banqueroute; que la présence du sieur Drion est indispensable pour la rédaction de l'inventaire et autres actes conservatoires, et que, pour sûreté de sa personne, il est offert caution, a accordé au sieur Drion, déposé en la maison d'arrêt pour dettes, en vertu de jugement du 23 mars dernier, sauf-conduit provisoire de sa personne et contre tous ses créanciers, à charge de se représenter à toutes réquisitions de justice, et qu'il fournira une caution de 12,000 fr., aux termes de l'art. 466 du Code de comm.

4 fév. 1823, le sieur Couleaux forme opposition à ce jugement, et, en tant que de besoin, tierce opposition. — L'on conçoit, dit-il, que d'après l'art. 455 du Code de comm. le failli peut être mis en liberté par l'autorité qui l'a fait incarcérer, mais on ne concevra jamais que, incarcéré, conformément aux dispositions du Code de proc., il puisse être mis en liberté autrement que dans les cas et par les moyens prévus par l'art. 800 du même Code; or, cet article ne dit pas que le débiteur légalement incarcéré puisse être élargi en déclarant sa faillite, et en demandant un sauf-conduit au tribunal de commerce; ce serait donner à ce tribunal, notamment dans l'espèce où le sieur Drion était incarcéré en vertu d'un jugement arbitral, qui n'était pas l'œuvre du juge consulaire, le droit de connaître de l'exécution d'un jugement qui lui est étranger, tandis qu'il est incompétent pour connaître de l'exécution de ses propres jugemens. — Quand on supposerait le contraire, il n'y avait pas lieu à accorder le sauf-conduit; en effet, l'élargissement provisoire du failli est un bienfait qui ne peut être accordé que lorsque les causes de son emprisonnement ont disparu. — La loi attache à la déclaration de faillite la présomption de fraude; il faut donc,

443 a pris soin de déclarer nuls les privilèges ou hypothèques acquis dans les dix jours qui précèdent l'ouverture de la faillite, quoiqu'il même la créance pour laquelle on a obtenu ces sûretés serait bien antérieure. Elle ne s'est point expliquée sur la contrainte par corps exercée dans ce délai. Quel peut être le motif de ce silence? Serait-ce qu'elle aurait permis qu'on puisse, la veille, le matin même du jour de l'ouverture de la faillite, acquiescer, par la détention de la personne, une garantie qu'il n'est pas permis d'acquiescer sur les biens? Cette supposition serait absurde. Mais n'est-ce pas plutôt parce que l'art. 466 étant général, et permettant de rendre à la liberté le failli de bonnefoi, quoique détenu avant la faillite, une disposition sur la validité des emprisonnements faits dans les dix jours devenait absolument inutile? — Il faut donc conclure de tout cela, comme l'a judicieusement remarqué M. Locré, *Esprit du Code de commerce*, tom. 6, p. 115, qu'en matière commerciale, l'un des effets du dessaisissement opéré par la faillite est de faire cesser la contrainte par corps; non pas, sans doute, en ce sens, que le débiteur qui se déclare failli, recouvrera de plein droit sa liberté, comme s'il avait payé ou fait cession; mais en ce sens que sa détention ne dépendra plus de la seule volonté du créancier arrêtant, à qui elle ne peut plus procurer son paiement particulier; qu'elle dépendra de la masse entière des créanciers, représentée par le tribunal de commerce qui décidera si elle doit continuer, ou être modérée par un sauf-conduit provisoire.....

Tels sont les principaux arguments sur lesquels MM. Pardessus et Lamy s'appuyaient pour établir, d'une part, que le sauf-conduit accordé à un failli a effet non-seulement pour le mettre à l'abri de la contrainte par corps par suite de la faillite, mais encore, pour faire cesser l'emprisonnement aut-

pour pouvoir accorder la mise en liberté provisoire, que les caractères de la faillite soient connus, ou que le juge-commissaire rende compte de son état apparent; or, dans l'espèce, ce juge-commissaire était si peu en état de rendre ce compte, qu'il a ordonné la communication de la requête aux syndics pour avoir leur avis; et il est remarquable que ceux-ci déclarèrent qu'ils n'étaient en possession d'aucun titre ni pièces relatifs à la faillite; qu'ils ne pouvaient donc avoir d'opinion, ni rendre compte de l'état, ni des caractères de cette faillite; le jugement du 15 janv. 1823, a donc évidemment été surpris par le sieur Drion; — En conséquence, le sieur Couleaux conclut à ce qu'il plaise au tribunal ordonner que le sieur Drion se réintègre en prison dans les vingt-quatre heures, passé lequel temps, la captation sera contrainte, à la diligence des syndics, et sous leur responsabilité personnelle, à verser entre leurs mains, la somme de 12,000 fr. au profit des créanciers de la masse; enjoindre aux syndics de faire procéder à l'exécution du jugement, par l'incarcération de la personne du sieur Drion, et faute de ce faire, y autoriser le sieur Couleaux, sur le vu seulement du jugement à intervenir, sans nouveau commandement; sauf si la présence du sieur Drion à quelque acte ou instruction de la faillite était jugée indispensable, s'ordonner son extradition pour son bon et sûr garde, et à charge de le reconstituer immédiatement.

7 fév. 1823, jugement du tribunal de commerce de Strasbourg ainsi conçu : « Le tribunal, attendu, en droit, que dès l'instant de la faillite, et par l'effet de son existence, le failli est dessaisi de la libre disposition de ses biens, que tout son actif est entre les mains de ses créanciers; qu'il

rirent à la faillite; at d'une autre part, qu'en cas d'emprisonnement antérieur à la requête d'un créancier, le tribunal de commerce est compétent pour prononcer l'élargissement.

Ajoutons que sous l'un et l'autre rapport, l'opinion de MM. Pardessus et Lamy a été généralement adoptée en jurisprudence. M. Pardessus lui-même l'a reproduite dans son *Cours de droit comm.*, t. 4, n. 1149, et on la retrouve dans les *Inst. de droit comm.*, de M. Delvincourt, t. 2, p. 422; dans l'*Esprit du Code de comm.*, de M. Locré, sur l'art. 467, n. 4, in fine, dans la *Comment. analyt.* de M. Coin-Delisle (de la *Contrainte par corps*), sur l'art. 2069 *Cod. civ.*, n. 103; enfin et sous l'empire de la loi nouvelle, dans le *Traité des faillites* de M. Renouard, t. 1, p. 394. — V. aussi dans le même sens, Paris, 10 fév. 1815; Rouen, 26 avril 1824; Montpellier, 27 avril 1825; et un arrêt de la Cour royale de Paris du 31 août 1839 (Volume 1839), arrêt rendu sous l'empire de la loi nouvelle sur les faillites, et qui a décidé que l'article 456. *Cod. comm. nouv.*, d'après lequel le failli ne peut être affranchi du dépôt ou de la garde de sa personne, qu'autant qu'il n'était pas déjà, au moment de la faillite, incarcéré pour dettes, ne fait point obstacle à ce que, postérieurement, le tribunal de commerce, d'après l'état apparent des affaires du failli, lui accorde un sauf-conduit, aux termes des art. 472 et 473. *Cod. comm.* — Cet arrêt se prononce dans le sens de la doctrine qui vient d'être développée, tant ou ce qui concerne les effets du sauf-conduit, que relativement à la compétence du tribunal de commerce. — Il faut dire toutefois que, sur ce dernier point, la Cour royale de Paris, elle-même, s'est prononcée plus tard en sens contraire, par un arrêt du 14 oct. 1840; mais, V. dans notre Vol. de 1841. 2.77, les observations qui accompagnent cet arrêt.

ne peut avantager l'un au préjudice de l'autre ; que, dès lors, toutes poursuites individuelles contre la personne et les biens du failli devenant inutiles doivent cesser ; — Que la détention du failli concernant toute la masse, c'est dans ses rapports avec cette masse qu'elle doit être considérée, et que le tribunal seul peut en apprécier les intérêts et les besoins ; — Que le tribunal a donc pu rendre provisoirement la liberté au sieur Drion, ainsi qu'il l'a fait par le jugement du 15 janv. dernier, et c'est à tort que le sieur Couleaux prétend qu'ayant exercé la contrainte par corps, avant la déclaration de la faillite, ledit jugement lui a enlevé des droits acquis, et qu'on aurait dû l'appeler avant de statuer sur la demande en sauf-conduit du sieur Drion ; — Que cet acte devient plus sensible, lorsque l'on considère que la contrainte par corps n'est qu'un moyen de coercion, pour obtenir un paiement auquel on suppose que le débiteur se refuse, et qu'il ne peut y avoir mauvaise volonté dans le failli dessaisi de l'administration de son avoir ; — Mais attendu que la mise en liberté est un bienfait qui ne doit être accordé qu'aux débiteurs malheureux, contre lesquels il ne s'élève point de soupçon légitime ; — Qu'au cas particulier, d'après les faits portés à la connaissance du tribunal, par le sieur Couleaux, il n'est pas prouvé jusque maintenant que le sieur Drion n'ait pas agi frauduleusement ; qu'au contraire, l'absence de tous titres ou papiers, un passif de près de 300,000 fr., chirographaire, comparé à un actif de moins de 15,000 fr., sans qu'il soit justifié par quel malheur la fortune du failli a été diminuée à ce point, sont autant d'indices qui portent à croire que sa conduite pourrait être répréhensible, et qui doivent priver le sieur Drion de sa liberté. Jusqu'à ce qu'il aura prouvé d'une manière suffisante que sa faillite est exempte de fraude ; qu'il érèbe, par conséquent, de rapporter le sauf-conduit accordé audit sieur Drion ; — Par ces motifs, donne acte aux syndics provisoires de leur déclaration de n'être rapportés à prudence ; a reçu le sieur Couleaux tiers opposant au jugement du 15 janv. dernier ; a rapporté ledit jugement ; ordonne la réintégration du défendeur Drion, dans la maison d'arrêt pour dettes, dans les vingt-quatre heures, passé lequel temps le défendeur Kammerer sera contraint, à la diligence des syndics provisoires de la faillite, et sous leur responsabilité, à verser entre leurs mains, la somme de 12,000 fr., fixée et arbitrée par ledit jugement, et à quoi il s'est soumis par acte au greffe le lendemain ; enjoint auxdits syndics de faire procéder à l'incarcération du sieur Drion, en exécution du présent jugement, et faute de ce faire, autorise le sieur Couleaux à y procéder sur la vu seulement de la grosse d'icelui, par l'huissier audienier Falier à ce commis ; ordonne que les dépens de la cause seront prélevés sur privilège sur la masse, et que le présent jugement sera exécuté par provision, etc., et sans fournir caution. »

Appel principal de la part du sieur Drion, en ce qu'il a été ordonné qu'il sera privé de sa liberté provisoire, jusqu'à ce qu'il ait prouvé d'une manière suffisante que sa faillite est exempte de fraude, et en ce qu'au lieu de l'admettre à faire preuve de ses malheurs et de sa bonne foi, on a ordonné sa réintégration dans les prisons, etc.

Appel incident de la part du sieur Couleaux, en ce que le jugement a décidé que dans le cas où le failli prouverait qu'il n'était pas coupable de fraude, il obtiendrait sa mise en liberté.

Le 2 août 1823, arrêt par défaut de la Cour royale de Colmar, dont voici la teneur : — « At-

tendu que le sieur Drion a été déclaré failli par jugement arbitral avant toute déclaration de faillite ; attendu que le tribunal de commerce, qui ne peut connaître de l'exécution de ses jugements ni de tous autres, a prononcé sur celle d'un jugement qui n'émanait pas de lui, et sans que le créancier intéressé ait été entendu ; que l'art. 435 du Code de commerce ne parle que d'écrin ou recommandation à faire contre le failli, et non pas d'écrin ou recommandation qui ont été faits avant la faillite ; que l'élargissement de Drion n'aurait pu être prononcé que par le tribunal civil, et dans l'un des cas prévus par l'art. 800 du Code de proc. ; Par ces motifs, sans s'arrêter aux appels principaux, lesquels sont mis au néant avec amende ; prononçant sur l'appel incident, a mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que toutes les conclusions prises par l'incidentant appelant n'ont pas été adjugées ; émettant, qu'au cas, dit et ordonne que si la présence de Drion à quelque acte ou instruction de la faillite était jugée indispensable, son extraction des prisons ne pourrait avoir lieu que sur bonne et sûre garde et à la charge de le reconstituer immédiatement après le jugement au résidu sortissant son plein et entier effet. »

Opposition par le sieur Drion et par sa caution, tant à l'égard du sieur Couleaux qu'à l'égard des syndics de la faillite.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'en vertu de l'art. 442 du Code comm., le failli, à compter du jour de la faillite, est dessaisi de plein droit de l'administration de tous ses biens ; — Que l'art. 435 du même Code veut que le tribunal ordonne, ou le dépôt de la personne du failli dans la maison d'arrêt pour dettes, ou la garde de sa personne par un officier de police ou de justice, ou par un gendarme ; — Que ce de-saisissement s'opère de plein droit, par la force de la loi, sans qu'il soit prononcé par les tribunaux ; que son effet est de confondre et d'anéantir tous les moyens de coercion, autres que ceux qui sont attribués à la masse des créanciers ; — Que la contrainte par corps n'est pas une peine ni un mode de paiement, mais uniquement un moyen de coercion pour forcer le débiteur à payer ; qu'elle ne donne au créancier qui l'a obtenue, ou même exécutée, aucun droit acquis sur la personne ou sur les biens du débiteur, aucune priorité envers les créanciers ; d'où il suit que ce moyen de coercion ne peut plus conserver son effet, du moment qu'il ne dépend plus du débiteur de payer un créancier préférablement aux autres ; d'où il suit encore que les condamnations par corps obtenues et même exécutées avant la faillite, se confondent et se perdent dans l'arrestation provisoire qui met la personne du failli à la disposition de la masse entière des créanciers, et que, par une conséquence nécessaire, il ne peut plus être à la disposition d'un créancier isolément ; — Que les dispositions du Code civil, et par suite celles du Code de proc., qui n'en est que la corollaire, renvoient à une législation spéciale la contrainte par corps en matière de commerce, et ne concernent que celle qui est prononcée en matière civile ; — Que l'art. 466 et suivants du Code de comm., donne au tribunal de commerce la faculté indéfinie d'accorder au failli un sauf-conduit provisoire ; que cette faculté n'est limitée, par l'art. 490 du même Code, que dans les cas exprimés par cet article ; et qu'un nombre de exceptions n'est pas comprise la contrainte par corps prononcée ou exécutée antérieurement à la faillite ; qu'on ne peut imputer ce silence à l'imprévoyance de la loi, puisqu'il est notoire que la plupart des faillites sont précédées de

condamnations par corps et souvent d'emprisonnement; mais que la cause du silence de la loi est évidemment le dessaisissement de toutes les facultés et de la personne même du failli, et que le but de la contrainte par corps serait inconciliable avec les effets de la faillite, puisqu'il a pour objet le paiement de la dette, qu'il n'est plus au pouvoir du débiteur d'effectuer; — Que ce n'est pas le tribunal de commerce de Strasbourg qui, en accordant à Drion un sauf-conduit provisoire, a levé, à son égard, l'effet de la contrainte par corps exercée précédemment contre lui, mais qu'il l'a été de plein droit par le seul fait de l'état de faillite déclaré par le tribunal, et que, dès cet instant, l'effet de la contrainte par corps a cessé par la force de la loi; que c'est en partant de ces principes, que le tribunal de commerce n'a pas accordé à Couleaux les fins de sa demande, fondée sur un prétendu droit acquis, qui fait aujourd'hui le sujet de son appel incident; — Que l'art. 494 statue, dans les termes les plus généraux, qu'à compter de l'entrée en fonctions des agents et ensuite des syndics, toute action civile intentée, avant la faillite, contre la personne et les biens mobiliers du failli, par un créancier privé, ne pourra être suivie que contre les agents et les syndics, et que l'art. 495 ajoute que, si les créanciers ont quelques motifs de se plaindre des opérations des syndics, ils en référeront au commissaire, qui statuera, s'il y a lieu, ou fera son rapport au tribunal de commerce; que d'après ces dispositions, un créancier privé ne peut quereller la mise en liberté que le commissaire et les syndics trouvent utile à la masse des créanciers; que c'est cependant sur l'opposition privée de Couleaux, que, par le jugement dont est appel, le sauf-conduit de Drion a été révoqué; en quoi on remarque une contravention formelle auxdits art. 494, 495 du Code comm., en ce que le tribunal a admis l'action directe de Couleaux contre Drion, en le recevant personnellement opposant au jugement rendu sur requête obtenue par Drion, en autorisant Couleaux, en cas d'inaction des syndics, à faire procéder à l'incarcération de Drion et à poursuivre sa caution. Cependant, par un jugement postérieur, en date du 12 avril suivant, le tribunal de commerce semble avoir entendu le juge-commissaire; il a déclaré Couleaux sans qualité et non recevable en la demande qu'il avait formée, tendante à ce qu'il soit donné acte de ce que les syndics n'ont pas exécuté le jugement du 7 février 1823; ce faisant, l'autoriser à la faire exécuter à sa requête dans toute sa forme et teneur, et particulièrement pour contraindre par corps le défendeur Kammeyer, caution, au versement de la somme portée audit jugement du 7 février, et prononçant sur les conclusions amplifiées sur le bureau, dire et déclarer, en tant que de besoin, que la somme de 12,000 fr., montant du cautionnement, est dès à présent et irrévocablement acquise à la masse de Drion; — Que ce n'est pas sur la demande du juge-commissaire, ni sur celle des syndics, que le tribunal a rapporté le sauf-conduit qu'il avait accordé à Drion; que c'est,

comme il est dit, d'après les faits portés à sa connaissance par Couleaux; mais outre que Couleaux était sans qualité à provoquer cette révocation, sans l'avis du juge-commissaire ou des syndics, c'est que ceux-ci, sur l'avis desquels le sauf-conduit avait été délivré, non-seulement ont persisté dans les motifs qui les avaient déterminés, mais, en démentant les assertions dont Couleaux inculpaient Drion, ont formellement déclaré, par un avis postérieur à la révocation du sauf-conduit, que les diverses causes des pertes par eux rappelées dans cet avis, les portent à croire que la faillite de Drion est la suite de spéculations manquées et des circonstances malheureuses dans lesquelles il s'est trouvé; ils ajoutent que, par l'opinion qu'ils ont dû se former sur le vu des pièces qui leur ont été soumises, et les informations qu'ils ont recueillies, ils n'ont aperçu aucune trace de fraude; ils terminent par dire que peut-être ils auraient obtenu plus de renseignements de Drion si le sauf-conduit ne lui eût pas été retiré; — Enfin, qu'il paraît établi que le sauf-conduit de Drion a été révoqué contre le vœu de la masse de ses créanciers, et à leur préjudice, et que les syndics intimés s'en sont rapportés à la prudence de la Cour; — Sans s'arrêter à l'appel incident, lequel est déclaré mal fondé, faisant droit sur les appels principaux du jugement rendu par le tribunal de Strasbourg, le 7 février 1823, a mis l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 17 janvier 1824. — Cour roy. de Colmar. — 3^e Ch. — Prés., M. Margnair. — Concl., M. Puthod, subst. — Pl. MM. Kœnig, Verry, Chantfouraine et Baumlén.

USURE. — INDENNITÉ.

Tout don, en sus de l'intérêt légal, alors même que le surplus, ou le don, ne serait que l'équivalent du *damnum emergens*, ou du *lucrum cessans*, reconnu si constants, n'en constitue pas moins une usure déguisée, prohibée, par la loi. (Cod. civ., 1907; L. du 3 sept. 1807.) (1)

(Maze.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, au fond, que la loi du 3 sept. 1807 fixe l'intérêt à 5 p. 100 dans les transactions civiles; que, dans l'état actuel de nos mœurs et de notre législation, tout ce que le prêteur exige ou reçoit de plus et au delà du taux est réputé et appelé usure; que, pour qu'une donation appelée rémunératoire, faite par l'emprunteur, au prêteur ne soit pas entachée du vice d'usure, il faut deux conditions : la première, que le prêt soit gratuit; la seconde, que le don soit postérieur au remboursement de la somme prêtée; et qu'il faut, de plus, que le présent ou l'objet donné soit de peu de valeur; que, quand ces conditions manquent dans un contrat, qui a cependant la forme ou la cause apparente d'un acte de bienfaisance, il peut être valablement attaqué et annulé en tout ou partie, suivant les circonstances, comme infecté d'usure palliée, parce qu'alors il est légalement et raisonnablement présumé que, placé en quelque sorte sous

(1) La doctrine contraire avait été soutenue par M. Siry, dans une consultation insérée dans le tom. 22 de son Recueil, 2^e part., p. 41. Cette doctrine a été l'objet de vives critiques de la part de M. Chardon, *Traité du Dol et de la fraude*, t. 1, p. 245 et suiv. M. Siry a persisté dans son opinion; et en rapportant l'arrêt ci-dessus, que M. Chardon reproduit à l'appui de la sienne, M. Siry l'a fait suivre d'observations dans lesquelles il combat un à un les motifs sur lesquels cet arrêt est fondé. V. t. 28, 2.

66 et suiv. — Toutefois, l'arrêt ci-dessus ayant été cassé le 27 avril 1827, mais pour vice de forme seulement, en ce qu'il avait été rendu par la chambre des appels de police correctionnelle. (V. l'arrêt de la Cour de cassation à sa date), la cause fut renvoyée devant la Cour royale de Bordeaux, qui, par arrêt du 17 déc. 1827, jugea conformément à la décision ci-dessus, et consacra ainsi la doctrine de M. Chardon. — V. cet arrêt à sa date.

la domination de son créancier, vaincu par la nécessité, le débiteur, en consentant à souscrire un titre de cette nature, n'a pas agi librement et volontairement, *debitor servus est feneratoris, agestas excludit voluntarium*; que les auteurs les plus estimés disent que l'on n'admet la donation ou les intérêts compensatoires pour les pertes éprouvées par le prêteur et les gains dont il est privé, que lorsque le gain est entièrement gratuit; qu'il est à remarquer aussi que ces intérêts n'ont lieu que dans le for de la conscience; car au for extérieur un prêteur ne serait pas recevable à demander rien au delà de son principal, sous quelque prétexte que ce fût. La raison est que, s'il était écouté, on ouvrirait la porte aux usures; que tels sont, dans toute leur pureté et leur exactitude, les principes sur la matière, enseignés par les plus doctes juristes; que chercher à les obscurcir ou à les altérer par des subtilités scolastiques, ou des distinctions de fantaisie, c'est heurter tout à la fois la saine morale et les intérêts de la société; c'est vouloir renverser par des sophismes la seule barrière que le législateur a cru pouvoir opposer jusqu'à présent à l'insatiable et criminel cupidité de certains hommes; en un mot, c'est détruire la loi du 3 sept. 1807. Ces principes posés, il est facile d'en faire l'application aux actes des 4 fév. 1806 et 6 nov. 1811, et d'en apprécier le caractère. — En ce qui concerne le premier: Considérant qu'il résulte de la correspondance que, menacé d'exécution rigoureuse par Maze, dont il était depuis longtemps débiteur, Gentieu prit la détermination, pour assurer son repos, d'emprunter 25,000 fr.; qu'il en fit la proposition à Maze, lequel, après avoir hésité quelque temps, vint bien l'accepter; que le contrat du prêt fut passé le 28 janvier 1809, et celui de la donation, le 4 février suivant; que le concours et la vicinité de ces deux actes, de même que les circonstances qui les ont précédés, accompagnés et suivis, prouvent évidemment que la donation fut la condition essentielle du prêt; qu'il est, dès lors, impossible de considérer l'acte qualifié donation, comme un pur acte de libéralité et de reconnaissance de Gentieu, pour des services qui lui auraient été rendus, puis, qu'il est établi, par cette même correspondance, que Gentieu était disposé à consentir la donation en faveur de la première personne qui voudrait lui prêter ladite somme; que, loin qu'il paraisse que Maze eût prêté quelque chose à Gentieu uniquement pour l'obliger, on voit au contraire que les prêts étaient toujours intéressés, et qu'antérieurement à 1807, l'intérêt avait été jusqu'à 15 et 16 pour cent; qu'il suit de là que la cause assignée à la donation est fautive, et en même temps illicite, puisque le montant de la donation, réuni aux intérêts légaux de l'obligation, aurait produit au sieur Maze un bénéfice énorme, qui caractérise une des plus scandaleuses usures qui depuis longtemps aient été signalées dans les annales de la justice. — En ce qui touche le second acte: Considérant que cet accord n'est que la suite et l'émanation du premier; qu'il a la même origine et la même cause; qu'il n'est autre chose que la même usure, seulement modifiée et revêtue d'une autre forme; que lorsque le sieur Gentieu consentit à ce nouvel acte, il devait encore un billet de 1850 fr.; que sa maison était grevée de l'hypothèque des 20,000 fr. de la donation, laquelle reprenait toute sa force, aux termes de l'acte dont s'agit, faute d'exécution dans les délais donnés, et qu'ainsi Gentieu était toujours dans la dépendance et les liens de son avide créancier; qu'il n'était donc pas plus libre alors qu'en 1809, que par conséquent, cet acte ayant les mêmes

vices, doit subir le même sort; — Par ces motifs, etc.

Du 17 janv. 1824. — Conf. roy. de Pan.

ALIMENS.—ENFANS.—CONTRIBUTION.

La portion, pour laquelle chacun des enfans a été condamné à contribuer personnellement à la pension alimentaire de ses père et mère, peut être augmentée ou diminuée, selon les changemens survenus dans la fortune de chacun des enfans. (Cod. civ., 213.)

(Hoffmann—C. Beyer.)

14 juin 1812, arrêt de la Cour royale de Colmar qui condamne le sieur Hoffmann fils à payer à sa mère une pension de 600 fr., en lui réservant une action récursoire contre ses frères et sœurs, pour les y faire contribuer suivant leurs facultés. En conséquence de cet arrêt, la part pour laquelle chacun des enfans devait contribuer à la pension alimentaire de la mère a été fixée par jugement du 26 fév. 1813, d'après les facultés de chacun.—Le fils Hoffmann a dû payer 500 fr., et les époux Beyer, gendre et fille de la dame Hoffmann ont été taxés à 100 fr.

Cet état de choses a duré jusqu'en 1820; à cette époque, le sieur Hoffmann fils a assigné tant la veuve Hoffmann sa mère que les époux Beyer, pour voir dire que sa part dans la pension serait réduite. Il a prétendu que ses facultés avaient diminué, que, par conséquent, il y avait lieu à réduire sa part, en augmentant d'autant la part des époux Beyer; il s'est fondé sur la disposition de l'art. 209 du Code civ., portant que s'il survient des changemens dans la position de celui qui fournit des alimens, ou de celui qui les reçoit, il doit être fait une réduction. Il a soutenu que cet article ne peut être invoqué non-seulement pour le cas de changement dans la fortune de celui qui reçoit et de celui qui donne les alimens, mais encore en cas, où plusieurs étant tenus de fournir des alimens, il survient des changemens dans leurs fortunes respectives.

Les époux Beyer invoquent l'autorité de la chose jugée, résultant du jugement du 26 février 1813, et s'opposent à tout changement dans la fixation de la part dont ils sont tenus.

1^{er} fév. 1821, jugement du trib. civil de Colmar, ainsi conçu: « En ce qui touche la demande formée contre la veuve Hoffmann: — Attendu qu'il n'est pas établi que la condition de la veuve Hoffmann soit devenue telle qu'elle n'ait plus besoin de la pension de 600 fr. qui lui a été allouée par l'arrêt du 24 juin 1812; — Que, par ledit arrêt, il a été jugé, contre le demandeur, que les enfans Hoffmann devaient être condamnés, solidairement, à servir la pension; que, dès lors, la demande est mal fondée contre la veuve. — En ce qui touche le chef de demande contre les sieur et dame Beyer: — Attendu que les enfans doivent contribuer aux pensions alimentaires dues à leurs père et mère dans la proportion de leur fortune; qu'il a été bien jugé, en 1813, que, dans la proportion des fortunes respectives des parties, les sieur et dame Beyer devaient contribuer pour 100 fr. par an à la pension allouée à leur mère, mais que cette fixation, comme celle de la pension alimentaire elle-même, peut changer lorsqu'il survient un changement notable dans la position des parties; — Qu'il est constant, en fait, que le sieur Hoffmann a éprouvé une forte réduction dans le produit de son imprimerie, par suite de la diminution du prix d'insertion des articles d'annonces judiciaires, et par la restriction de la même feuille au seul arrondissement de Colmar; — Que les sieur et dame Beyer n'ont, au contraire, éprouvé aucune réduction dans le pro-

dult de leur industrie;—Que, dès lors, il y a lieu à établir une nouvelle répartition de la pension due à la veuve Hoffmann; — l'ar. des motifs... a débouté le sieur Hoffmann de sa demande vis-à-vis de sa mère; — Et ayant aucunement égard à la demande formée contre les sieur et dame Beyer, ordonne qu'ils contribueront pour la somme de 200 fr. par an, à partir du dernier trimestre échu de la pension due à la veuve Hoffmann, et que le sieur Hoffmann continuera de payer celle de 400 fr. par an pour la même pension;—Ordonne qu'il sera fait une masse de tous les dépens de la présente cause, même de ceux de la veuve Hoffmann, ainsi que du coût du présent jugement, et que ledits dépens seront payés par moitié entre Hoffmann et les époux Beyer. »

Appel par Hoffmann, en ce que la réduction ordonnée à son profit n'est pas assez considérable.

ARRÊT.

LA COUR;—Prononçant sur l'appel du jugement rendu par le tribunal civil de Colmar, le 1^{er} fév. 1821; — A vis et met l'appellation et ce dont est appel en néant, en ce que, par ledit jugement, l'appelant a été condamné à contribuer pour la somme de 400 fr. à la pension alimentaire de la mère commune des parties;—Etendant, quant à ce, à réduit ladite condamnation à 300 fr.; les trois autres cents francs restant à la charge des intimés, eu égard aux facultés respectives des parties.

Du 19 janv. 1824. — Cour roy. de Colmar. — Pres. M. Marquar. — Pl., MM. Sandherr et Glotin.

1^o VENTE. — RÉSOLUTION. — TIERS ACQUÉREUR.

2^o PRESCRIPTION. — BONNE FOI. — TIERS ACQUÉREUR.

1^o Le tiers acquéreur, de même que l'acquéreur originaire, est soumis à l'action en résolution pour défaut de paiement du prix de la première vente (1. — l'en importe que le second contrat ait été transcrit, sans inscription de la part du vendeur primitif (2). La transcription a bien l'effet de purger les immeubles du privilège accordé au vendeur; mais elle n'annule pas l'action résolutoire, qui tient à la substance même de la vente. (Cod. civ., 1651, 2181 et 2182.)

2^o Le tiers acquéreur chargé, par son contrat, de payer au vendeur originaire le prix de la première vente à lui dû, est non recevable à se prévaloir, contre l'action en résolution intentée par ce dernier, de la prescription de dix ou vingt ans dont parle l'art. 2265, Cod. civ.; la possession du tiers acquéreur, dans ce cas, n'a pas le caractère de bonne foi exigé par la loi. (Cod. civ., 2265, § 3)

(Ribière et consorts.—C. les héritiers Aumenier.)

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu, en fait, que par acte du 4 brum. an 9, Antoine Aumenier vendit à Charles Pardoux, moyennant une rente hypothécaire de 48 fr., plusieurs héritages détaillés dans cet acte; que par acte du 11 fév. 1806, Charles Pardoux revendit à Ribière et consorts l'un de ces héritages; qu'il est formellement fait mention dans ce contrat, du titre auquel Charles Pardoux l'avait acquis d'Aumenier, vendeur pri-

mitif, et que même ledit Charles Pardoux, par ce contrat, se charge du paiement de la rente qui formait le prix de la vente primitive;

Attendu, en droit, qu'il est de principe que le vendeur ne peut transmettre à son acquéreur plus de droits sur la chose vendue qu'il n'en a lui-même; qu'ainsi les immeubles acquis par Charles Pardoux, étant, dans ses mains, soumis à l'action résolutoire à défaut de paiement de leur prix, il n'a pu les transmettre à Ribière et consorts que sous l'affectation du même droit de résolution;

Que c'est sans fondement que Ribière et consorts ont prétendu qu'ayant possédé sans trouble, pendant dix ans, l'immeuble qui fait l'objet du procès, et en ayant par conséquent, aux termes de l'art. 2265 du Code civ., prescrit la propriété à leur profit, ils n'étaient point soumis à l'action résolutoire exercée contre eux. En effet, il est constant que Ribière et consorts ont connu, par leur propre contrat d'acquisition, que le prix de la vente primitive n'était point payé; qu'ainsi l'immeuble par eux acquis demeurait soumis à l'action résolutoire du vendeur primitif; ils ont donc connu que leur vendeur n'était pas propriétaire incommutable; ils n'ont donc pas été dans la bonne foi exigée par l'art. 2265, et ils n'ont pu prescrire contre les énonciations de leur propre titre;

Que c'est également sans fondement que, pour repousser l'action dirigée contre eux, Ribière et consorts se sont prévalus de la transcription faite de leur acte de vente, sans qu'il ait été pris d'inscription de la part d'Aumenier pour conserver son privilège. En effet, il faut distinguer entre le privilège qu'a le vendeur sur la chose vendue, pour le paiement du prix, et le droit de faire prononcer la résolution de la vente pour défaut de paiement de ce prix; le premier est un droit hypothécaire qui ne se conserve, en effet, que par l'inscription, vis-à-vis du tiers acquéreur qui lui transcrit son titre; tandis que le second est un droit résolutoire qui tient à la substance même de la vente, qui suit l'objet vendu, dans quelques mains qu'il passe, sans qu'il soit besoin d'inscription, et qui ne peut être anéanti par l'effet de la transcription. Ainsi, dans l'espèce, le vendeur primitif ne formant point une demande en paiement du prix de la vente, mais demandant la résolution de la vente à défaut de paiement du prix, la transcription faite par le tiers acquéreur ne peut lui être opposée;—Donne acte aux héritiers Aumenier de ce qu'ils reprennent l'instance interrompue par la mort de leur père; sans s'arrêter aux moyens proposés contre l'action des héritiers Aumenier, tirés de la prescription décennale, et de la transcription du titre de Ribière et consorts, ordonne, etc.

Du 19 janv. 1824. — Cour roy. de Limoges. — Pres., M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Gillibert, av. gén. — Pl., MM. Bury et Tripiet.

PARTAGE.—ERREUR.—RESCISSI.

L'erreur peut être une cause de rescission, en matière de partage; notamment dans le cas où un copartageant s'est présenté comme successible seulement, et a réglé, par erreur, de faire valoir sa qualité de donataire. (Cod. civ., 887 et 1110.) (4)

V. aussi sur ce point, notre Table décenn. 1821-1840, v^o Prescription, n. 285 et suiv.

(4) L'arrêt ci-dessus contient une application souvent reproduite par la jurisprudence, et admise aujourd'hui par presque tous les auteurs, de la règle que l'erreur de droit, comme l'erreur de fait,

(1 et 2) V. en ce sens, Cass. 2 décembre 1811; 3 décembre 1817; 26 mars 1818; 16 novembre 1830; 16 mars 1840, et les arrêts qui y sont indiqués en note.

(3) V. dans le même sens, Cass. 24 août 1826; Grenoble, 24 août 1829; Paris, 28 janv. 1830. —

(Genieys — C. Genieys.)

Décès des sieur et dame Genieys, laissant cinq enfans. — L'aîné, Jean Genieys, était donataire par contrat de mariage et par préciput, d'un sixième des biens de sa mère. — Jean Genieys acquiert les droits successifs de trois de ses frères et sœurs. — Le 12 avril 1812, il est procédé au partage entre Jean Genieys, tant en son nom que comme représentant ses trois frères ou sœurs, d'une part, et Marie-Anne Genieys, sa sœur, d'autre part. — Il est dit dans l'acte, que les successions paternelle et maternelle sont divisées en cinq portions égales, eu égard au nombre des cinq enfans. — Jean Genieys, prend quatre de ces portions en son nom et au nom de trois autres héritiers, sans faire valoir sa donation préciputaire du sixième de la succession maternelle.

En 1821, Jean Genieys demande la rescision du partage, pour cause de lésion et d'erreur, en ce qu'il n'a point fait valoir la donation à lui faite du sixième des biens maternels.

Marie-Anne Genieys, répond que son frère Jean Genieys ne se trouve dans aucun des cas, où l'action en rescision est admissible; qu'au surplus l'action en rescision fut elle fondée, ne serait plus recevable, d'après l'art. 882 du Code civil, par le motif que Jean Genieys avait vendu une partie des objets compris dans son lot.

18 mars 1822, jugement du tribunal civil de Castres, qui prononce la nullité du partage: « Attendu que Jean Genieys, ayant le droit de prélever avant le partage le sixième des biens que sa mère lui avait donnés à titre de préciput, il était tombé dans une erreur de fait, dont il devait être relevé, aux termes des art. 1109 et 1110 du Code civil, qui disposent, le premier, qu'il n'y a point de consentement valable; s'il n'a été donné que par erreur; le second, que l'erreur est que cause du nullité, lorsqu'elle tombe, comme dans la cause, sur la substance même de la chose qui en est l'objet; — Que la nullité de l'acte du 12 avril 1812, étant prononcée, il devenait oiseux d'examiner si la demande en rescision pour cause de lésion était recevable et fondée; que les parties reprenant les droits qu'elles avaient avant le partage, les aliénations successives que Jean Genieys avait faites, ne pouvaient préjudicier au droit que tout partageant aurait de réclamer contre les tiers détenteurs, la portion des biens vendus qui serait échue dans son lot, surtout lorsque rien ne justifiait que Jean Genieys eût consenti des ventes, après la découverte de l'erreur qui avait été commise à son préjudice. »

Appel de la part de Marie-Anne Genieys. — Elle soutient que l'acte de partage ne peut être rescindé que dans les cas, et pour les causes spécialement déterminés par la loi; que l'art. 882 du Code civil, est la seule disposition légale, applicable, et qu'aux termes de cet article, la violence, le dol, ou la lésion de plus du quart, sont les seules causes de rescision admissibles; qu'ainsi la simple erreur ne peut être invoquée pour faire annuler le partage.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, lors du partage entre Genieys et sa sœur, le 12 avril 1812, les parties ont traité comme ayant des droits égaux, comme cohéritiers par égales parts; tandis qu'à cette époque Jean Genieys avait le droit de prélever, à titre de préciput, le sixième des biens à partager, en vertu de la donation entre-vifs que

lui en avait faite sa mère, dans son contrat de mariage du 29 frim. an 9; — Attendu que cette erreur, de la part de Jean Genieys, ne saurait lui être opposée contre la demande d'un nouveau partage, conforme à toute l'étendue de son droit, suivant la loi 36, ff. familia erciscunda, in fine, et la loi 4, Cod. de juris et facti ignorantia; la loi 7, ff. de juris et facti ignorantia, décide aussi que juris et facti ignorantia num petentibus non nocet. Le consentement donné au premier partage, était évidemment le fruit d'une erreur; et alors, il n'y a pas un véritable consentement; l. 116, ff. de reg. jur., et art. 1109 du Code civil.

D'ailleurs, depuis le Code civil, l'erreur de droit ne saurait être opposée avec fondement à celui qui ne vient réclamer que ce qu'il a abandonné, lorsque ses droits sur la chose abandonnée étaient incontestables. En effet, d'après l'art. 1110 du Code civil, l'erreur est un motif de nullité des conventions; et cet article ne distingue pas entre l'erreur de droit et l'erreur de fait; laquelle, l'erreur paraît devoir être admise, également, comme moyen de nullité dans ces deux cas; et ce qui le prouve, ce sont les art. 1356 et 2059 du même Code; d'après le premier, on ne peut révoquer un acte judiciaire par erreur de droit; d'après le second, on ne peut, non plus, revenir contre une transaction par une erreur de même nature: ces deux exceptions seraient inutiles, si, d'après l'art. 1110, la règle générale n'était que, désormais, l'erreur de droit doit être admise aussi bien que l'erreur de fait; — Ces principes ont été consacrés en matière de partage, où l'un des intéressés avait traité en une qualité moins avantageuse qu'une autre: qualité qui lui appartenait, et dont il avait omis de se prévaloir, 1^{re} par l'arrêt rendu par la Cour, le 2 juill. 1818, en faveur de Toulouse; 2^o par celui du 22 du même mois, en faveur du sieur de Brassac; et dans celui du 28 déc. 1820, en faveur de Marie-Anne Astruc; — Attendu que, dès lors, il est inutile de chercher à savoir si Jean Genieys a été lésé du tiers au quart dans le partage qu'il attaque, parce que ce n'est pas le moyen de la lésion du tiers au quart qu'il invoque; mais l'erreur intervenue dans le premier partage passé en une autre qualité que celle qui lui appartenait: il vient exorcer les droits résultés de cette qualité, négligée par erreur, et dans lesquels il demande à rentrer; que si l'art. 882 n'indique, comme moyens de rescision contre les partages, que le dol, la violence ou la lésion, il ne faut pas en conclure qu'il ait exclu le moyen pris de l'erreur sur la qualité en laquelle ou a traité, parce que ce moyen doit être admis contre toute sorte de conventions, puisqu'il est fondé sur un défaut de consentement, sans lequel il ne peut y avoir aucune espèce de traité valable: c'est donc un moyen entièrement indépendant de l'action en lésion, et du concours de laquelle il n'a pas besoin; sans quoi, ce serait confondre ces deux actions distinctes et d'une nature différente: — Par ces motifs, démet de l'appel, etc.

Du 19 janv. 1824. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. — Prés., M. Hocquart. — Concl., M. de Basteuil, 1^{er} av. gén. — Pl., M. Vacquier et Féral.

est une cause de nullité. V. Cass. 24 janv. 1827; Metz. 28 nov. 1817; Besançon, 1^{er} mars 1827; Grenoble, 24 juin 1830; Limoges, 3 déc. 1807, et les notes sur plusieurs de ces arrêts. — V. cepen-

dant comme analogue en sens contraire de la décision ci dessus, Cass. 13 germ. an 12, et les observations qui accompagnent ces arrêts.

CURÉ.—**DESTITUTION.**—**APPEL COMME D'ABUS.** La destitution d'un curé, ou sa révocation, ainsi que la suppression ou réunion de sa cure, ne comportent pas une action judiciaire de la part du cure contre son évêque. — *L'appel comme d'abus en un tel cas, doit être porté, non à la Cour royale, mais au conseil d'Etat en la forme administrative.* (L. du 18 germ. an 10, art. 8; décr. 25 mars 1813, art. 5.) (1) (M. Chastres, curé de Chartres.)

M. Chastres, curé de Notre-Dame de Chartres, a présenté à la Cour royale de Paris la requête suivante. — « Plaise à M. le premier président autoriser l'exposant à faire citer Mgr. l'évêque de Chartres, sur l'appel comme d'abus qu'il entend interjeter contre ce prélat, et qui est motivé sur les faits suivants : — 1^o Par ordonnance donnée à Chartres, le 8 nov. 1821, monseigneur de Latil, agissant en vertu d'une bulle du pape Pie VII, en date du 27 juill. 1817, a érigé le chapitre de la cathédrale, et en appelant le cure de la paroisse Notre-Dame parmi les chanoines, il a cru en induire plus tard la renonciation de l'exposant à sa cure. — Or, non-seulement la bulle dont il s'agit n'a pas été vérifiée au conseil d'Etat ni publiée selon les formes prescrites par les lois du royaume, mais, par l'ordonnance de publication de la bulle d'instauration de Mgr. et par celle de transcription du nouvel évêché de Chartres, toutes deux en date du 19 oct. 1821, insérées au *Bulletin des lois*, S. M. a déclaré formellement qu'on ne pourrait en induire aucune approbation de la bulle de circonscription donnée à Rome, le 27 juill. 1817; laquelle, est-il dit dans cette ordonnance, n'est pas reçue dans le royaume. — En quoi Mgr. l'évêque de Chartres a violé l'une des maximes fondamentales du droit public français, notamment la loi du 8 avril 1802.

« 2^o Par une seconde ordonnance épiscopale du 19 janv. 1823, Mgr., sans avoir observé aucune des règles canoniques, et par une conséquence erronée du pouvoir qu'il croit lui avoir été concédé par la bulle du pape, a cru devoir réunir la cure de la paroisse Notre-Dame à son chapitre épiscopal, et déléguer les fonctions du premier curé du diocèse à un ecclésiastique révocable dans son titre et dans son salaire.

« Enfin, par une dernière ordonnance, rendue comme la précédente hors du diocèse de Mgr., et en l'absence de son conseil épiscopal, sans avoir entendu ni mandé l'exposant, Mgr. de Latil, au mépris du principe de l'immuabilité des cures, consacré par les saints canons, et notamment par l'ordonnance donnée à Versailles par Louis XIV, le 29 janv. 1686, enregistrée au parlement le 11 fév. a destitué le curé de Notre-Dame de sa cure, et l'a interdit arbitrairement d'une manière illimitée, des fonctions curiales, en lui retirant même le pouvoir d'entendre les confessions et d'annoncer la parole sainte, pouvoir qu'en vertu de son institution, il tient de Dieu, et non de Mgr. l'évêque. — En quoi ledit prélat a évidemment violé les saints canons, toutes les règles de la discipline ecclésiastique, et abusé de ses pouvoirs. — Pourquoi et attendu que, par décret du 25 mars 1813, art. 5, les appels comme d'abus ont été formellement restitués aux Cours

souveraines, et qu'en ce point, celles-ci ont succédé aux attributions des parlements : — Attendu que ce décret a été inséré au *Bulletin des lois*; qu'en vertu de l'art. 68 de la charte, il est devenu loi de l'Etat, et qu'il n'a point été abrogé. — Attendu que si, par l'art. 18 de l'ordonnance du 29 juin 1814, relative à l'organisation du conseil d'Etat, il a été dit par forme d'énonciation, que ce Conseil connaîtrait des appels comme d'abus, cette énonciation, purement accidentelle, n'a pu dessaisir les Cours royales d'une attribution dont elles étaient, par un acte devenu législatif, définitivement investies : — Que, d'ailleurs, l'ordonnance du 29 juin 1814 a été rapportée par celle du 23 août 1815, qui a réorganisé le conseil d'Etat sur de nouvelles bases, et qui ne parle plus des appels comme d'abus : — Que le gouvernement lui-même a reconnu qu'il s'était dessaisi de ce droit, puisque, dans l'ordonnance royale, du 22 nov. 1817, proposée en forme de projet de loi aux Chambres, il est dit, art. 8, que le cas d'abus serait porté directement aux Cours royales, première chambre civile, à la diligence des procureurs généraux, ou sur la poursuite des parties intéressées : — Que si le conseil d'Etat est resté en possession de fait de la connaissance de ces sortes d'affaires, il ne l'est pas de droit, puisque le décret du 25 mars 1813 n'a jamais été législativement rapporté : — Pourquoi l'exposant vous supplie, M. le premier président, de vouloir bien lui adjuger les fins de la présente requête, et ce sera justice. — *Signé* Durand, avoué à la Cour royale de Paris.

Sur cette requête est intervenu l'arrêt dont la teneur suit :

ARRÊT.

LA COUR :—Vu la requête présentée par Pierre-Claude Chastres, tendant à obtenir permission d'assigner devant la Cour, à raison d'appel comme d'abus, Jean-Baptiste-Marie-Anne-Antoine de Latil, évêque de Chartres; ladite requête signée Durand, avoué; — Vu l'ordonnance de soit communiqué au procureur général du roi, rendue par le premier président de la Cour royale de Paris, en date du 12 janvier, présent mois; — Vu les conclusions par écrit du procureur général, en date du 14 janvier, aussi présent mois; — Oui M. Sylvestre fils, conseiller, en son rapport; — Après en avoir délibéré, vu la loi du 18 germ. an 10 (8 avril 1802), et notamment l'art. 8 de ladite loi, ainsi conçu : « Le recours eût pétéra à toute personne intéressée. Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer ce recours, adressera un mémoire détaillé et signé au conseiller d'Etat, chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables, et, sur son rapport, l'affaire sera suivie, et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée suivant l'exigence des cas, aux autorités compétentes. » — Délaisse le requérant à se pourvoir. — Délibéré en Chambre du conseil de la première Chambre de la Cour.

Du 20 janv. 1824. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} cb. — *Prés.*, M. Séguier, p. p. — *Rapp.*, M. Sylvestre fils.

(1) C'est un point aujourd'hui bien constant, que le conseil d'Etat, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, est seul compétent pour connaître des appels comme d'abus, même ceux qui touchent l'application des lois canoniques à la discipline ecclésiastique, et à l'administration des biens de l'Eglise. V. Cormeille, *Droit adm.*, v^o *Appel comme d'abus*, n. 1, et *Ap-*

pendice, n. 4, p. 7; Mangin, *Action publ.*, t. 2, n. 254; Faucart, *Droit adm.*, t. 1^{er}, n. 385; F. suscit ordonn. des 23 avr. 1818 (*aff. Flemin-Dubreuil*); et 21 mars 1819 (*aff. Dideron*), ainsi que nos observations sur ces deux ordonnances. — V. encore, *inf.* Nîmes, 26 mai 1824, et la note.

TESTAMENT MYSTIQUE. — CLÔTURE. —

SCAUF.—DATE.

Il n'est pas nécessaire que l'acte de suscription d'un testament mystique, contienne la mention expresse qu'il étoit clos et scellé; il suffit que ce fait résulte de la combinaison des différentes parties de l'acte de suscription et des circonstances y relatives (1).

Le Code civil n'exige point que le testament mystique soit daté (2), ni que le papier contenant les dispositions et le papier servant d'enveloppe, soient tous deux clos et scellés.

Dans le silence de la loi sur la précaution d'y mettre pour qu'un testament mystique soit parfaitement clos, il suffit que, d'après la conduite du testateur, il ait cru avoir bien clos et scellé. L'imperfection de la clôture ne peut être une cause de nullité, lorsque les circonstances repoussent l'idée de fraude, et que, lors de l'ouverture, le testament est reconnu se trouver dans le même état que lors de la présentation.

Un testament mystique est valablement scellé avec le sceau du notaire (3).

(Bout — C. les bérilliers Bonat.)

Ces questions avoient été résolues en sens contraire par le tribunal civil d'Altkirch le 21 avril 1823. Voici les motifs du jugement : « Attendu, y est-il dit, que l'art. 976 du Code civil, calqué sur l'art. 9, ordonn. 1735, prescrit des formalités qui doivent toutes, aux termes de l'art. 1001, même Code, être remplies à peine de nullité; que cette peine, attachée à l'obligation d'aucune de ces formalités, nécessite la mention expresse de l'observation religieuse de chacune;

« Que l'art. 976 précité impose, entre autres formalités, à celui qui veut faire un testament mystique, l'obligation de présenter clos et scellé, au notaire et aux témoins, ou de faire clore et sceller en leur présence, le papier qui contient ses dispositions, ou celui qui lui sert d'enveloppe, en déclarant qu'il renferme ses dernières volontés;

« Que dans l'acte de suscription du testament impugné, on rencontre des vices de formes substantielles, 1° en ce que le notaire, qui paraît avoir apposé les trois cachets, existant lors de l'ouverture, sur l'enveloppe du testament, puisque, d'après sa propre mention ils portaient son chiffre, n'a point dit qu'il avait scellé cette enveloppe en présence des témoins ainsi que du testateur et sur sa réquisition; — 2° Le notaire, dans le même acte, qui seul, par ses termes formels et précis, pouvait assurer au testament son caractère authentique, n'a point exprimé que le testament lui était présenté clos: ce défaut de mention, qui fait douter si l'une des conditions les plus essentielles du testament mystique a été observée, est d'autant plus grave que la loi, en parlant de cette nature de testament dans l'article susallégué, répète solennellement, et par trois fois, à peu de distance, les mots *clos et scellé, clore et sceller*, comme les termes importants, et qui doivent explicitement constater l'accomplissement des formes: — Qu'on ne saurait admettre l'argumentation de la défenderesse pour atténuer la valeur du mot *clore*, en le supposant, dans son sens grammati-

cal à l'égard d'un papier, le synonyme de fermer, de piler: la clôture absolue, telle qu'elle doit s'entendre, fait toute la sûreté du testament mystique et en garantit l'identité, alors surtout qu'il repose dans une enveloppe, d'où cette précaution empêche qu'il ne puisse être retiré pour en introduire un autre; tandis qu'une fermeture imparfaite ou lâche, quoique scellée, comme dans l'espèce, laisse subsister tout le danger; ainsi, en même temps qu'il n'est pas constant, par l'acte de suscription, que l'enveloppe qui devait contenir le testament a été présentée close, et qu'il étoit dès lors impossible d'en substituer un autre, cette certitude n'est pas non plus acquise au gré de la défenderesse par l'examen de l'état où se trouvait, lors de l'ouverture, le papier servant d'enveloppe; car, quand tel aurait été son état, au moment de la présentation aux témoins, il donne accès au soupçon que, soit par la rupture de l'un des deux scellés apposés aux deux bouts à l'angle, et en le refermant avec une addition de cire empreinte du même cachet qui restait dans la possession du notaire, soit seulement en relevant et ouvrant subtilement le rebord de l'un des deux côtés de l'enveloppe, ce qui étoit praticable à raison du placement et de l'insuffisance des scellés, on pouvoit opérer la substitution;

« Qu'enfin un grand nombre d'arrêts consacrent la jurisprudence rigoureuse qui règle la matière; que notamment l'arrêt de la Cour de cassation du 28 déc. 1812. (F. cet arrêt à sa date), établit, en application de l'art. 976 du Code civil, combiné avec l'art. 1001, même Code, ce principe invariable: que l'acte de suscription d'un testament mystique doit à peine de nullité, contenir la mention formelle que le testateur l'a présenté clos et cacheté au notaire et aux témoins, ou qu'il l'a clos et cacheté en leur présence: d'où il s'ensuit que la loi ne se contente pas du fait, encore moins de la simple induction; qu'elle exige d'une manière impérative, non-seulement l'accomplissement des formalités prescrites, mais encore qu'il en soit fait une mention explicite et non équivoque; — Sans s'arrêter à l'acte testamentaire du 9 déc. 1812, lequel est déclaré nul et de nul effet, dit et ordonne qu'il sera procédé au partage et à la liquidation de la communauté, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après la 1^{re} partie, art. 976 du Code civil, le papier qui contient le testament, ou celui qui lui sert d'enveloppe, doit être clos et scellé; que le testateur doit le présenter ainsi clos et scellé au notaire et aux six témoins; que la loi ne cherche donc pas, dans ce cas, qui a clos et scellé avant la présentation; — Que, d'après la seconde partie du même article, le notaire doit dresser l'acte de suscription sur le papier du testament, ou celui qui lui sert d'enveloppe; mais sans qu'il soit prescrit de rien mentionner expressément; tandis que pour le testament public, l'art. 973, même Code, exige qu'il soit fait mention expresse de tout ce qu'il ordonne; — Qu'ainsi les mots *clos et scellé* n'étant pas sacramentels, ils ont pu être remplacés par des termes équitables qui établissent que les

(1) F. au cas, Cass. 23 juin 1824, et la note.
(2) La Cour de cassation a jugé pareillement qu'il n'est pas nécessaire pour la validité d'un testament mystique qu'il soit daté autrement que par la date de l'acte de suscription. F. Cass. 14 mars 1809. F. aussi les observations qui accompagnent cet arrêt et les autorités qui y sont rappelées.

(3) F. conf., Cass. 8 fév. 1820. Telle est aussi VII.—1^{re} PARTIE.

l'opinion des auteurs. F. Merlin, *Répert.*, v^o Testament, sect. 2, § 3, art. 3, n^o 14, 6^e; Duranton, t. 9, n^o 121; Favard, *Répert.*, v^o Testament, sect. 4, n^o 4; Coin-Delisle, *Comm. onsp.*, sur l'art. 976, n^o 29. — F. encore à l'égard de la nécessité du sceau ou de l'empreinte sur un testament mystique, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 7 août 1810.

formalités prescrites ont été remplies; qu'on a souvent jugé dans ce sens pour le mot *présentera*, même dans des espèces où celui cius, omis, n'avait donné lieu à aucune discussion;—Que, d'après l'art. 1001, les formalités voulues, pour les divers testaments doivent être observées à peine de nullité, mais que cette disposition s'applique naturellement à la 1^{re} part. de l'art. 976 du Code civ., au fait de la clôture et du scellé, et non à la mention plus ou moins expresse de ce fait dans l'acte de suscription, si d'ailleurs, en combinant les différentes parties de cet acte, et les circonstances relatives, il devient évident qu'il y a eu clôture et scellé;—Que, comme le dit la loi 21 au Code sur les testaments, *clausa est fermap, plicia*; que sceller est assurer la clôture;—Que, d'après l'acte de suscription, le testateur a présenté au notaire et aux témoins un papier scellé avec trois cachets, dont un au milieu, et deux autres aux extrémités de la bande de longueur, lequel papier, est-il dit, il leur a été déclaré contenir son testament, qu'ensuite le notaire énonce qu'il écrit l'acte de suscription sur le papier qui renferme le testament;—Que cette pièce principale était donc close et scellée; que cette vérité résulte encore de l'examen de l'enveloppe et des termes du procès-verbal d'ouverture;—Que la forme du testament mystique, préférée par les époux Bonal, qui l'employaient le même jour, indique assez qu'ils agissaient de concert pour dérober aux alliés respectifs la connaissance des dons qu'ils recevaient: réciprocité en apparence plus avantageuse à l'époux qui avait moins d'âge et de fortune;—Que l'ordonn. de 1735 voulait que le testament mystique fût daté; que le papier sur lequel il était écrit, et celui servant d'enveloppe, fussent tous deux clos et scellés, et qu'on employât, à cet égard, les précautions en tel cas requises et accoutumées;—Que, d'après le Code civil, au contraire, la date n'est pas nécessaire; qu'un seul des papiers doit être clos et scellé, et qu'il se fait sur toutes précautions à prendre;—Que la nouvelle loi, sous l'empire de laquelle a été fait le testament, est beaucoup moins sévère que l'ancienne; qu'elle s'en est rapporté au testateur pour le plus ou le moins de précautions, suivant l'intérêt plus ou moins vif qu'il aurait à voiler sa dernière volonté;—Qu'au reste, la clôture et le scellé ayant eu lieu avant la présentation, on peut présumer qu'ils sont le fait du testateur, ce que cependant la loi est loin d'exiger; qu'il ne s'agit donc pas d'examiner si, avec de la dextérité, on aurait pu, malgré les trois sceaux, soustraire le testament et en substituer un autre, opération qui pouvait laisser des traces, surtout à cause de l'épaisseur du papier timbré; qu'il suffit que, d'après la conduite du testateur, il ait cru avoir suffisamment clos et scellé;—Que cette croyance n'a été démentie par aucun fait, ni même par aucun indice;—Que la substitution d'un testament n'a pu ici avoir lieu que du consentement du testateur, à qui il était aussi facile de le revêtir des formes du premier;—Que la fraude ne se présume pas, et que rien dans la cause ne peut motiver le soupçon; que l'acte de suscription parle, 1^o du timbre du papier du testament; 2^o d'une personne de confiance qui l'a écrit; 3^o des deux pages qu'il remplit; 4^o de la date du 9 déc., si voisine du 13 du même mois, jour de la présentation; 5^o et des trois signatures du testateur, dont il est dit que l'une est au bas d'un revoil en marge de la première page;—Que le procès-verbal d'ouverture établit d'abord que les témoins, le notaire et le président du tribunal ont reconnu que les trois sceaux étaient sains et entiers, en présence du fils et du gendre

d'une héritière, qui n'ont pas réclamé; ensuite que le testament, qui s'offre qu'un usufruit en faveur de l'épouse, tire de l'enveloppe détachée, a été trouvé absolument conforme aux indications données par l'acte de suscription;—Qu'ainsi, eu droit, il a été suffisamment clos et scellé, et qu'en fait il est le même que celui renfermé sous enveloppe le 13 déc. 1813; qu'ainsi encore il n'a pas été fait abus du cachet du notaire qui a opéré les trois empreintes; cachet, au reste, qui n'était pas défendu, et dont l'emploi par le testateur attestait une confiance qui a été justifiée;—Par ces motifs, déclare mal fondées les moyens de nullité; etc.

Du 30 janv. 1824. — Cour roy. de Colmar. — *Pres.*, M. de Chevera. — *Pl.*, MM. Chauffour aîné et Chauffour jeune.

TESTAMENT OLOGRAPHE. — DATE CERTAINE. — INTERDIT. — PRÉCIPUIT.

Du 30 janv. 1824 (aff. Mondouze). — *Conf. roy.* de Riom. — *V.* l'arrêt de la Cour de cassation du 17 mars 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

TESTAMENT OLOGRAPHE. — SURCHARGES.

Des surcharges non approuvées, dans un testament olographe, ne suffisent pas pour en faire prononcer la nullité, si elles sont reconnues être de la main du testateur. — Quant aux surcharges qui ne sont pas reconnues de la main du testateur, elles n'entraînent pas non plus nullité, si elles ne consistent que dans des corrections de quelques lettres ou mots sans influence sur les dispositions du testament. (Cod. civ., 970.) (1)

(Arrault d'Herbenont — C. Arrault.) — ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'il est constant et reconnu que le testament olographe en litige est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur;—Considérant qu'il résulte de la vérification faite en première instance, que sur huit surcharges que l'on reproche à ce testament, sept sont de l'écriture du testateur, et qu'il n'y aurait doute que sur une seule surcharge;—Que, dans tous les cas, ces surcharges ne consistent qu'en corrections de quelques lettres ou fractions de lettres, de mots qui tous sont avérés de la main du testateur et absolument insignifiants, il faudrait maintenir le testament;—Considérant que la question du testament se trouvant ainsi résolue en faveur de la légataire universelle, il y a lieu d'admettre ses autres demandes, qui n'en sont que la conséquence naturelle et qui sont, d'ailleurs, fondées sur des titres reconnus par Melchior Arrault;—A mis et met l'appellation et la sentence dont est appel au néant;—Emendant, etc.

Du 22 janv. 1824. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — *Pres.*, M. Desèze. — *Pl.*, MM. Charpentier et Lavaux.

MORT CIVILE. — CONTUMACE. — CONDAMNATION A MORT.

La condamnation à mort, même lorsqu'elle était rendue par contumace, emportait mort civile, sous l'empire du Code du 3 brum. an 4, comme sous la législation antérieure. Le Code du 3 brum. an 4 n'avait rien innové sur ce point.

(P.-L. Larroque — C. J.-B. Larroque.)

Du 22 janv. 1824. — Cour roy. d'Agen. — 1^{re} ch. — *Pres.*, M. Delong, p. p. — *Concl.*, M. Le-

(1) V. en ce sens, Cass. 11 juin 1810; 5 mai 1824, et les notes.

bé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Gladi fils, et Baradai.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — ASSIGNATION. — ACTE D'AVOUE. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

Lorsque sur une poursuite correctionnelle susceptible d'entraîner la peine de l'emprisonnement, les parties ont été renvoyées à fins civiles pour faire statuer sur une question préjudicielle de propriété, le plaignant qui a obtenu gain de cause sur cette question, ne peut reprendre l'instance correctionnelle que par une citation au domicile du prévenu : il y aurait nullité de la poursuite si elle était reprise par un acte d'avoué à avoué, alors même qu'un avoué aurait été constitué par le prévenu dans l'instance correctionnelle. (Cod. inst. crim., 182 et 185.) (1)

(Raimbaud — C. Normand Fresnais.) — ARRÊT. LA COUR : — Considérant que, d'après l'art. 185 du Code d'inst. crim., ce n'est que dans les affaires relatives à des délits qui n'entraînent pas la peine d'emprisonnement que le prévenu peut se faire représenter par un avoué ; — Que si Raimbaud a donné l'exemple d'une infraction à cette loi en se faisant représenter dans le principe par un avoué, ce n'était pas une raison pour que le pte plaignant fût fondée à suivre le même marche, les parties n'ayant pas le droit d'intervertir à leur gré les règles de la procédure ; — Que, d'ailleurs, lors de la sommation d'audience faite par le ministère d'un avoué pour le pte plaignant à l'avoué du prévenu, la question de propriété était jugée, et qu'il ne s'agissait que de faire condamner Raimbaud comme délinquant, ce qui entraînait la nécessité de le sommer à domicile, puisque sa présence devenait nécessaire à l'audience (art. 100), son avoué n'ayant aucun droit ni qualité pour répondre aux questions qui pourraient lui être faites, soit par forme d'interrogatoire ou autrement : d'où suit que les poursuites faites contre Raimbaud doivent être regardées comme nulles ; — Infirme, etc.

Du 22 janv. 1824. — Cour roy. de Caen. — Ch. corr. — Prés., M. Daigremont-Saint-Manvieux. — Concil., M. Daigremont-Saint-Manvieux fils, cons. end.

1^{er} EXPLOIT. — PARLANT A...

2^o INCENDIE. — RESPONSABILITÉ. — VOISIN.

1^o Un exploit n'est pas nul par cela seul qu'il énoncé seulement avoir été signifié parlant à une fille à gages trouvée en domicile du défendeur, sans autre indication. (Cod. proc., 68.) (2)

(1) Il y a de cela deux raisons, l'une particulière et l'autre générale, et toutes deux également décisives. La première, c'est que le ministère de l'avoué n'est pas admis en matière correctionnelle, dans les affaires susceptibles d'entraîner la peine de l'emprisonnement (arg. de l'art. 185 du Code d'inst. crim.) ; c'est là le motif sur lequel est exclusivement fondée la décision ci-dessus. La seconde, c'est qu'il est de principe qu'en matière correctionnelle toute citation doit être signifiée à la personne ou au domicile du prévenu. C'est en ce sens que la Cour de Bourges a jugé le 29 août 1822 (V. à cette date), que l'opposition à un jugement par défaut de police correctionnelle doit, à peine de nullité, être signifiée à personne ou domicile, et non pas seulement par acte d'avoué à avoué, bien que le jugement ait été notifié en cette forme.

(2) V. sur ce point, le note et le résumé de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour

2^o Le propriétaire d'une maison brûlée ou dégradée par suite de l'incendie qui a éclaté dans une maison voisine, ne peut réclamer des dommages — intérêts contra son voisin, qu'en prouvant que l'incendie a eu lieu par l'imprudence ou la négligence de ce dernier. (Cod. civ., 1382 et 1733.) (3)

(Durand — C. Blanchet et consort.)

Il s'agissait d'une demande en dommages — intérêt formée contre la veuve Durand, et raison d'un incendie que les sieurs Blanchet et Consorts, propriétaires voisins, dont les maisons avaient été atteintes, attribuaient à sa négligence. — L'exploit d'assignation constatait qu'il avait été remis au domicile de la veuve Durand et parlant à une fille à gages y trouvée, ainsi qu'elle m'a dit être, et n'a voulu se nommer, quoique de ce interprétée.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le vœu de l'art. 68 du Code de proc., est suffisamment rempli par l'énunciation que l'on trouve dans l'exploit contenant l'assignation introductive de l'instance ; — Sans s'arrêter au moyen de nullité proposé par la veuve Durand, etc.

Statuant au fond : — Attendu que la présomption de faute, négligence ou imprudence au cas d'incendie, de la part de celui chez qui le feu s'est manifesté, est limitée par la loi aux seuls cas prévus par les art. 1733 et 1734 du Code civ. ; — Attendu que les seules dispositions applicables à l'espèce actuelle sont les art. 1382, 1383 et 1384 du même Code, d'après lesquels chacun est responsable des dommages qu'il est prouvé avoir été causés par lui ; — Attendu qu'il ne résulte nullement des circonstances de la cause que la veuve Durand ait volontairement occasionné l'incendie dont elle-même a été la première victime, ni qu'il y ait eu de sa part une négligence ou imprudence susceptible de donner ouverture contre elle à un recours en dommages et intérêts ; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant ; — Et, par nouveau jugement, met la veuve Durand hors de Cour et de procès sur les demandes du sieur Blanchet et Consorts, etc.

Du 22 janv. 1824. — Cour roy. de Grenoble. — 2^e ch. — Prés., M. Dubois. — Pl., MM. Royer et Fauché.

1^{er} TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — SIGNIFICATION.

2^o PRESCRIPTION. — MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — SIGNIFICATION.

1^o La signification d'un jugement du tribunal correctionnel rendu par défaut est nulle, si la

d'Agès du 17 fév. 1814. V. aussi Cass. 26 nov. 1816 ; Chauveau sur Carré, quest. 362, in fin.

(3) V. dans le même sens, Paris, 27 janv. 1824 ; Cass. 1^{er} juill. 1834 (Volome 1834) ; Limoges, 23 nov. 1838 (Volome 1838). — Cette décision est fondée sur ce que la présomption de faute établie par l'art. 1733 du Code civ., n'a lieu que contra les locataires et non entre propriétaires voisins, motif adopté aussi par la généralité des auteurs. — V. Merlin, *Repert.*, v^o Incendie, § 2, n^o 10, et une consultation insérée dans le Recueil de M. Sirey, tom. 24, 2. 265 ; Proudhon, de l'Usufruit, t. 3, n^o 1361 et 1885 ; Dalloz, *Rec. alph.*, v^o Incendie, p. 475 ; Duranton, t. 17, n^o 106 ; Duvergier, du Louage, tom. 1, n^o 411 et suiv. ; Treplung, *cod.*, n^o 266 ; Grun et Jolliet, des Ass. terr., n^o 184 ; Quénauld, des Assurances, n^o 39 — V. aussi Toullier, t. 11, n^o 172 ; Zachariae, t. 3, § 367, n^o 11.

copie a été lournée dans une maison que le défendeur avait cessé d'habiter.

2° Un jugement par défaut dont la signification est nulle, n'en a pas moins, quant à la prescription de l'action publique, le même effet qu'un jugement contradictoire; ainsi le temps écoulé sans poursuites après le jugement par défaut, ne compte pas pour la prescription de l'action publique (1).

(Blaise Jolly). — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la notification faite, le 25 janv. 1820, d'un jugement de condamnation par défaut intervenu le 20 nov. 1819 contre Blaise Jolly est irrégulière dès la qu'elle n'a pas été faite à la personne ou au domicile réel dudit Jolly ; — Attendu que, quoique ladite notification n'ait pas été renouvelée dans le délai de trois ans, c'est-à-dire depuis la date du jugement par défaut jusqu'au 13 nov. 1823, époque de la reprise des poursuites, il ne s'ensuit pas que cette notification étant irrégulière, le jugement de condamnation auquel elle se rattache ne soit plus, par l'effet de ce vice, à l'égard du prévenu, qu'un acte d'instruction et de poursuites, et que, dès lors, la prescription de l'action publique ne doive se proroger qu'à trois ans au lieu de cinq ; — Attendu qu'aux termes des art. 636 et 639 du Code d'inst. crim., qui régit la matière, et lorsqu'il existe un jugement de condamnation qui prononce des peines, il ne peut plus être question de la prescription de l'action, mais seulement des peines prononcées; que, dans ce cas, la loi proroge à cinq ans, non à trois, le délai de la prescription de l'action: que, dans l'espèce, il s'agit d'un jugement qui prononce des peines; que la précision que ce jugement est rendu en défaut, n'en établit aucune en faveur du prévenu puisque les art. 636 et 639 ne font aucune distinction entre les arrêts contradictoires et ceux qui sont rendus en défaut; que là où la loi ne distingue pas il n'est pas permis de distinguer; que le législateur l'a si bien entendu ainsi, que l'on remarque que dans l'art. 639 précité il ne parle pas de l'opposition qui peut être formée aux arrêts et jugements par défaut, en matière correctionnelle ou de police, silence qu'il n'aurait point gardé s'il avait voulu établir une distinction entre les jugements et arrêts contradictoires, et ceux par défaut ; — Que, pour établir de plus en plus ce principe, on peut s'aider encore de l'art 638 du même Code, qui, en matière criminelle, n'établit aucune distinction, quant au délai de la prescription, entre les arrêts par contumace et ceux contradictoires; qu'en raisonnant par analogie, le prévenu, régulièrement cité en police correctionnelle, et défaillant, est ou doit être assimilé au contumax : comme lui, il a été légalement arrêté, et n'a point obtenu l'effet aux sommations qui lui ont été faites; par où l'on doit conclure que le jugement intervient en défaut contre sa personne, le place incontestablement dans une hypothèse moins favorable que le prévenu contre lequel il n'existe que des poursuites, et non des peines prononcées; qu'enfin les intérêts du défendeur sont, dans ce cas, mis à couvert par la sollicitude du législateur, puisque, tant que le jugement de défaut ne lui a pas été légalement

notifié, il a la voie de l'appel ouverte en concours avec la faveur de la prescription de la peine qu'il a encourue, prescription qui est étendue à cinq ans, parce que la loi n'a pas voulu assimiler un jugement de condamnation, même en défaut, à un simple acte d'instruction : conséquences qui s'induit bien évidemment des art. 635, 636 et 639 précités : d'où il suit qu'il n'y a pas lieu à déclarer acquiesce la prescription dont excipe Blaise Jolly ; — Sans avoir égard à la demande en relata fondée sur la prescription publique par trois ans de cessation de poursuites, disant, quant à ce, droit sur l'appel envers le jugement du 20 nov. 1819, — Condamne Jolly à trois ans d'emprisonnement, etc.

Du 22 janv. 1824. — Cour roy. de Toulouse. — Ch. corr. — Prés., M. de Faydel. — Concl., M. Cavalier, av. gén. — Pl., M. Deloume.

CONSEIL D'ÉTAT. — POURVOI. — JUSTIFICATION.

La pourvoi formé sans indication de moyen, et qui dans un intervalle de six années n'a pas été suivi d'une requête ampliative, doit être déclaré non recevable (2).

(Marchal et Martin — C. le Trésor.)

Du 22 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., M. Coste.

1° CONFLIT. — SORSIS.

2° EAU (COURS D'). — AURÉTÉ ADMINISTRATIF. — ACTION POSSESSOIRE. — COMPETENCE.

1° *Le conflit élevé par un préfet entraîne suris absolu à toute décision administrative ou judiciaire, tant qu'il n'y a pas été statué par la loi en conseil d'Etat. Ainsi, jusqu'à cette époque, de même que le préfet doit s'abstenir de statuer sur la contestation revendiquée, de même les tribunaux ne peuvent ordonner l'exécution des jugements qui en sont l'objet (3).*

2° *L'autorité judiciaire saisie d'une plainte au sujet d'ouvrages exécutés sur un cours d'eau en vertu d'un arrêté de l'autorité administrative et dans l'intérêt d'une commune, doit se borner à statuer sur l'action possessoire, et ne peut ordonner la démolition des ouvrages (4).*

(Gorcement de Fontaine — C. commune de Voisines.)

Le maire de la commune de Voisines (Yonne) avait, en vertu d'un arrêté du sous-préfet de Sens, fait construire un batardeau sur un ruisseau pour employer l'eau aux besoins de la commune. La dame de Fontaine éleva par suite une action possessoire devant le juge de paix de Villeneuve, qui accueillit sa demande, et ordonna la destruction du batardeau.

Cependant, le maire de Voisines avait exécuté le jugement, et le batardeau avait été démoli, lorsque, par mesure administrative et pour cause d'utilité publique, le préfet en ordonna le rétablissement, sur le motif que la commune ne pouvait rester sans eau, surtout au moment des grandes chaleurs. Le batardeau ayant été rétabli administrativement, la dame de Fontaine cita la

(1) Le contraire a été jugé par la Cour royale de Paris le 28 déc. 1816, F. l'arrêt à sa date, et les autorités en sens divers qui sont rappelées à la note.

(2) F. sur ce point, un avis du comité de l'intérieur du 14 avril 1821, inséré à sa date dans notre volume des lois.

(3) C'est là une règle constante. V. pour l'accomplissement du préfet à prendre aucune mesure admi-

nistrative jusqu'au jugement du conflit, ordonn. des 23 fév. 1820 (aff. Ternaux), et la note; 3 juill. 1822 (aff. Chalette). — Pour la suspension des actes de l'autorité judiciaire pendant le même délai. F. ordonn. des 20 avril 1822 (aff. Palmerrini); 2 août 1823 (aff. Grétry).

(4) F. dans le même sens, ordonn. du 22 déc. 1819 (aff. Beaulieu), et la note.

commune en référé devant le président du tribunal de Sens, qui en ordonna la destruction.

Lotis, etc. — Vu l'arrêté du gouvernement, du 4 nov. 1801 (13 brum. an 10); — Considérant qu'en réglant le cours des eaux du ruisseau en litige, avant qu'il n'eût été par nous statué sur son arrêté de conflit, le préfet de l'Yonne a excédé ses pouvoirs;

Considérant qu'en ne se bornant pas à statuer sur la question possessoire qui lui était soumise, et en ordonnant la destruction d'un ouvrage construit par ordre de l'autorité administrative, le juge de paix de Villeneuve-l'Archevêque a dépassé les bornes de sa compétence; — Considérant qu'en ordonnant, nonobstant l'arrêté de conflit ci-dessus visé et dûment notifié au tribunal, l'exécution des jugemens rendus par le juge de paix du canton de Villeneuve-l'Archevêque, le président du tribunal de Sens a méconnu les dispositions de l'arrêté du gouvernement, du 4 nov. 1801 (13 brum. an 10), et a excédé ses pouvoirs;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet de l'Yonne, le 29 nov. 1822, est confirmé en ce qu'il revendique la connaissance de l'arrêté du sous-préfet de Sens, du 26 août 1822, et annulé dans ses autres dispositions. — 2. Les jugemens rendus par le juge de paix du canton de Villeneuve-l'Archevêque, ci-dessus visés, sont considérés comme non avenus, mais dans le chef seulement qui ordonne la destruction du batardeau dont il s'agit. — 3. L'ordonnance de référé du président du tribunal de Sens, rendue le 7 juin 1823, est considérée comme non avenue.

Du 22 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— *Rapp.*, M. de Peyronnet.

RIVIÈRE NAVIGABLE.—BRAS DE RIVIÈRE. ALIGNEMENT.—DÉMOLITION.

Un bras de rivière est soumis aux mêmes lois de grande voirie que la rivière elle-même. — Les constructions sur un bras de rivière sont soumises aux mêmes règles que les constructions sur la rivière même, et l'infraction de ces règles doit être réprimée par les conseils de préfecture. — Ainsi, quand un alignement a été donné pour construire sur le bras de rivière, cet alignement doit être suivi, à peine de démolition et d'amende. — Vainement le particulier constructeur dirait et prouverait que les intérêts publics ne sont pas matériellement en souffrance; qu'il n'y a de lésés que quelques intérêts particuliers. (Ord. de 1669, art. 42, tit. 27; Arr. du 19 vent. an 6; L. du 29 flor. an 10.) (1)

(Hache.—C. Saser et Quesné.)

Il s'agissait d'une usine établie sur un canal dépendant de la rivière de l'Eure, à Louviers. La rivière est navigable; mais le bras de rivière ne sert pas à la navigation. Néanmoins le sieur Hache, possesseur de l'usine établie sur le bras de rivière, ayant voulu établir deux tournans au lieu d'un, s'adressa au préfet, qui donna un alignement. Le 20 avril 1821, le sieur Hache fit ses constructions; mais il dépassa l'alignement tracé. La contravention fut constatée par le conducteur des ponts et chaussées. Deux autres particuliers, les sieurs Saxer et Quesné, manufacturiers à Louviers, se trouvant lésés par la nouvelle construction du sieur Hache, se sont plaints

de ce que la ligne tracée par l'alignement du préfet avait été dépassée.

21 août 1821, arrêté du conseil de préfecture qui, attendu que le sieur Hache ne s'est pas conformé à l'alignement tracé, lui ordonne de démolir sa construction, et le condamne à une amende de 500 fr.

Recours au conseil d'Etat par le sieur Hache. Il se plaignait d'incompétence, et de fausse application des lois de grande voirie, en ce que le bras de rivière dont il s'agit n'est pas navigable, et en ce qu'il n'y a de lésés que des intérêts particuliers. — Le sieur Hache pensait qu'en un tel cas les lois de grande voirie n'étaient pas applicables, et qu'il n'y avait pas même lieu à saisir le conseil de préfecture.

Lotis, etc.; — Vu les art. 42 et 43, tit. 27 de l'ordonnance des eaux et forêts, du mois d'août 1669; — Vu l'arrêté du gouvernement du 19 vent. an 6, et la loi du 29 flor. an 10; — Considérant, sur la compétence, que le canal de la Londe et celui de Polihomme étant des dépendances de la rivière navigable d'Eure, il appartenait au conseil de préfecture d'ordonner la destruction des ouvrages construits sur les canaux, par le sieur François Hache, hors de l'alignement qui lui avait été fixé par arrêté du préfet de ce département, du 20 avril 1821;

Considérant, au fond, que le procès-verbal du conducteur des ponts et chaussées et le rapport de l'ingénieur en chef ayant constaté la contravention du sieur Hache, le conseil de préfecture a dû prononcer la démolition des ouvrages construits sans autorisation;

En ce qui touche l'amende: — Considérant que, d'après l'ordonnance de 1669, ci-dessus visée, nul ne peut, sous peine d'amende, faire des constructions sur les rivières flottables et navigables sans en avoir obtenu la permission de l'administration; que cette amende peut être portée jusqu'à 500 fr., aux termes de l'art. 42 de ladite ordonnance, et que le conseil de préfecture n'a pas excédé cette limite; — Considérant néanmoins que, d'après les circonstances de l'affaire, il y a lieu de modérer l'amende prononcée contre le sieur Hache;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Eure, en date du 21 août 1821, est confirmé dans la disposition par laquelle il admet la démolition des constructions faites par le sieur Hache, et qui excèdent les limites qui lui avaient été fixées par l'arrêté du préfet dudit département, du 20 avril 1821; — Art. 2. L'amende prononcée par le sieur Hache est réduite à 100 fr.; — Art. 2. Le sieur Hache est condamné aux dépens.

Du 22 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat.
— *Rapp.*, M. Maillard. — Pl., MM. Macarel, Scribe et Odilon-Barrot.

CONSEIL D'ÉTAT.—POURVOI COLLECTIF.
Des acquéreurs de diverses portions d'un même domaine, qui ont des intérêts distincts, à l'égard desquels, il a d'ailleurs été statué séparément par le conseil de préfecture, ne sont pas recevables à se pourvoir collectivement contre les décisions qui leur font grief (2).
(Favre et consorts.—C. Pillon.)

Du 22 janv. 1824.—Ordonn. en cons. d'Etat.—
Rapp., M. Brière.—Pl., M. Odilon Barrot.

(1) V. en ce sens, ordonn. des 27 avr. 1825 (aff. Dénollet); 17 août 1825 (aff. Pinel); 11 janv. 1826 (aff. Girardin); 11 fév. 1836 (aff. Petot).

(2) C'est en ce que le conseil d'Etat a encore jugé

par ordonn. du 27 avril 1825 (aff. Goullier). — V. dans le même sens, ordonn. du 4 juin 1823 (aff. Etienne).

EAU (COURS D'). — RÉGLEMENT. — MOULIN. — BARRAGE.

Celui qui a construit un moulin sur un cours d'eau, avec une autorisation du ministre de l'intérieur, ne peut se permettre de construire ultérieurement un barrage sans autorisation... surtout si ce barrage doit nuire à d'autres usines. A cet égard, toutes dispositions, ordonnances, concessions, ou décisions, doivent émaner du ministre de l'intérieur (1).

(Clérissieu — C. Oberrkamp et Place.)

LOUIS, etc. : — Vu l'ordonnance de 1669, l'instruction du 6 août 1798 (19 therm. an 6), et la loi du 19 mai 1804 (29 flor. an 10) : — Considérant 1^o que le règlement des cours d'eau, l'établissement des usines, et les constructions auxquelles elles peuvent donner lieu, sont dans les attributions de notre ministre de l'intérieur; qu'en conséquence le consentement donné par le ministre de la guerre à la construction d'un barrage au moulin du sieur Clérissieu, n'a pu fournir à celui-ci un titre pour changer le régime de l'usine, fixé par le ministre de l'intérieur, le 27 mai 1796 (8 prair. an 4) : — Considérant 2^o que le ministre de l'intérieur en ordonnant la destruction dudit barrage, et le rétablissement du moulin, suivait les règles posées dans les décisions du 27 mai 1796 (8 prair. an 4), a fait une juste application de l'ordonnance de 1669 et de toutes les lois et décrets intervenus sur la matière;

Art. 1^{er}. — Les requêtes du sieur Clérissieu sont rejetées.

Du 22 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Maillard. — Pl., MM. Cotelet, Marie et Jacquemin.

COMMUNE — PONT. — RECONSTRUCTION. — ORDONNANCE ROYALE.

L'ordonnance royale qui met à la charge de plusieurs communes les travaux de reconstruction d'un pont auxquels elles sont intéressées, n'est qu'un acte administratif qui n'est pas susceptible de tierce opposition par la voie contentieuse devant le conseil d'Etat. S'il résulte de titres précédatants ou de conventions intervenues entre les communes, qu'une seule d'entre elles doit supporter la dépense, cette ordonnance ne fait nullement obstacle à ce que les autres fassent valoir leurs droits devant les tribunaux.

(Commune de la Bresse et consorts — C. Ville de Remiremont).

LOUIS, etc. : — Considérant que notre ordonnance du 25 oct. 1820 ne constitue qu'un acte

administratif, qui n'est pas susceptible d'être attaqué par la voie contentieuse; — Et qu'en surplus ledit acte ne fait pas obstacle à ce que lesdites communes fassent valoir devant l'autorité compétente, les droits qui résulteraient des conventions privées intervenues entre elles et la commune de Remiremont;

Art. 1^{er}. — Les requêtes des communes de la Bresse, Cornimont, Ventron, Saulzaux, Veguy, Basse-sur-le-Rapt, Gerbassemont, Sapols et Rochevaux, sont rejetées.

Du 22 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Collin et Teyssier.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — FRAIS. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux ordinaires sont incompétents pour statuer sur une contestation entre un percepteur et son huissier, pour raison de frais d'actes de cet huissier opérant des recouvrements à la requête du percepteur (2).

(Messon — C. Buttemblay.)

LOUIS, etc. : — Vu les lois des 1^{er} déc. 1790, 7 nov. 1796 (17 brum. an 5), 12 nov. 1797 (23 frim. an 6), 17 fév. 1800 (28 pluv. an 8), et l'arrêté du gouvernement du 4 août 1800 (16 therm. an 8) : — Considérant que, d'après toutes les lois de la matière, les contestations sur le recouvrement des contributions directes sont du ressort des conseils de préfecture; — Considérant que les frais n'étant que l'accessoire dudit recouvrement, les réclamations qui peuvent s'élever à cet égard doivent être également portées devant les conseils de préfecture;

Art. 1^{er}. — Les arrêtés du préfet et du conseil de préfecture du département de la Seine, des 28 fév. 1814, et 22 oct. 1817, sont annulés, et les parties sont renvoyées devant le conseil de préfecture dudit département.

Du 22 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Pechori, Huart-Duparc, et Teste-Lebean.

BOIS DOMANIAUX. — USAGE (DROIT D'). — DÉCISION MINISTÉRIELLE.

Une décision de préfet et de ministre qui ne fait que reconnaître, au nom du domaine, un droit d'usage acquis à des tiers dans une forêt de l'Etat, n'est en soi qu'un acte d'économie domaniale ou de gestion administrative; ce n'est point là un acte d'autorité administrative ou juridictionnelle qui lie les tribunaux (3).

bunaux, en vertu de la règle existante en matière de contributions qui leur attribue la connaissance de toutes les difficultés étrangères à la législation exceptionnelle sur le recouvrement de l'impôt. Cette distinction a, au surplus, été consacrée par le conseil d'Etat lui-même dans une ordonnance du 3 déc. 1828, rendue entre les mêmes parties que l'ordonnance ci-dessus, et qui, attendu que les parties s'opposaient respectivement des exceptions tirées du droit commun (la prescription et le serment decisoire) dont l'application appartenait aux tribunaux, a renvoyé en définitive l'affaire devant l'autorité judiciaire. — V. encore dans ce sens, Durieu, *Pourvuies en matière de contributions directes*, t. 1, p. 411.

(3) Deix et par ordonn. du 17 déc. 1823 (F. à cette date, aff. *Comm. de Dornheim*). Le conseil d'Etat avait décidé dans le même sens, que les décisions prises par les conseils de préfecture en cette matière, ne faisaient nul obstacle à ce que les parties intéressées, comme le domaine, fassent valoir

(1) V. dans ce sens, Daviel, *Cours d'eau*, t. 1, n^o 260.

(2) Il convient néanmoins de faire à cet égard une distinction entre les contestations qui peuvent s'élever sur le règlement même des frais faits à la requête du percepteur, et les contestations qui, en dehors de ce règlement, et sans toucher en quoi que ce soit à la validité et au nombre des actes de poursuites, peuvent s'élever relativement au paiement. La compétence administrative pour les premières de ces contestations résulte implicitement de la loi de finances du 15 mai 1818, qui attribue (art. 51) aux préfets la faculté de régler par un tarif les frais des poursuites relatives au recouvrement des contributions directes dans leurs départements, car il s'agit alors de faire l'application d'un acte administratif, application qui, en cette matière, est hors des attributions des tribunaux. Quant aux secondes contestations, qui ne peuvent en général être résolues que par les règles du droit commun, elles rentrent naturellement dans la compétence des tri-

(Héritiers Chestellux — C. Habitans de Busy.)

Lotis, etc.;—Considérant que la dérision du ministre des finances ne constitue qu'un acte administratif, dans lequel le ministre se borne à reconnaître, au nom du domaine, les droits d'usage acquis à des habitans du village de Busy, sur la forêt de ce nom, tels qu'ils sont énoncés aux actes de 1597, et dans les limites qui y furent déterminées;—Considérant que s'il s'élève des contestations relatives à l'étendue desdits droits, ou à la qualité de ceux qui prétendent les exercer, ces contestations sont du ressort des tribunaux,

Art. 1^{er}. La décision du ministre des finances du 24 août 1807, ne fait pas obstacle à ce que les requérans se pourvoient devant les tribunaux, pour y faire statuer sur l'étendue des droits d'usage, et sur la qualité de ceux qui y prétendent, conformément aux titres respectifs des parties:—Art. 2. Est condamnée aux dépens la partie qui succombera devant les tribunaux.

Du 23 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. de Cormenin. — Pl., MM. Mécarel et Nicod.

BOIS DOMANIAUX. — ADJUDICATION. — PROCÈS-VERBAL.

Le procès-verbal d'adjudication de bois de l'Etat, fait foi jusqu'à inscription de faux; aucune preuve n'est admise contre et outre son contenu (1).

(Morande — C. Lindor.)

Du 23 janv. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp. M. de Cormenin. — Pl., M. Compans. GUERRE. — DÉPENSE DE TERRITOIRES. — DOMMAGES. — INDEMNITÉ.

Du 23 janv. 1824 (aff. Besere). Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonn. du 26 mars 1823 (aff. Glairat).

1^o ARBITRAGE FORCÉ. — OPPOSITION. — DURÉE.

2^o COMPROMIS. — DOUBLE ÉCRIT. — 1^{er} En matière d'arbitrage forcé, le jugement ar-

leurs droits devant les tribunaux. — La question néanmoins n'a pas laissé que d'être controversée, par suite des dispositions des lois des 28 vent. an 11 et 14 vent. an 12, qui avaient prescrit aux communes et aux particuliers qui se prétendraient lésés à exercer des droits d'usage dans les bois de l'Etat, à déposer, dans un délai fixé, et à peine de déchéance, leurs titres aux secrétariats des préfetures. — Dans un grand nombre de localités, on a regardé ces dispositions comme conférant une attribution de compétence par suite de laquelle les conseils de préfecture se sont crus fondés à prononcer sur les droits des parties. Quelques-uns de leurs arrêtés ont été soumis à l'approbation du ministre des finances; d'autres ne l'ont pas été. Et cet état s'est élevée la question de savoir si de tels actes pouvaient, dans un cas comme dans l'autre, être considérés comme de véritables jugemens devenant inattaquables, soit par l'expiration du délai du recours, soit par l'acquiescement qu'y aurait donné le ministre des finances. La jurisprudence, guidée par un avis du conseil d'Etat du 11 juill. 1810, s'est fixée dans ce sens, que les arrêtés des conseils de préfecture en cette matière ne doivent être considérés que comme de simples avis, non susceptibles d'acquiescer l'autorité de la chose jugée, et par suite que l'approbation donnée à ces arrêtés par le ministre des finances n'est, comme le porte la solution ci-dessus, qu'un acte de gestion domestique, qui ne lie en rien les tribunaux, et ne préjuge nullement le fond du droit.

bitral ne peut être attaqué que par la voie de l'appel ou de cassation, et non par la voie d'opposition à l'ordonnance d'exécution (2). Il y a lieu de restreindre à trois mois, par application de l'art. 1007, Cod. proc., le délai dans lequel les arbitres, en matière d'arbitrage forcé, doivent rendre leur jugement, lorsque les parties n'ont pas fixé elles-mêmes un délai pour la durée du compromis, ou consenti une prorogation indéfinie.

2^o Un compromis sous seing privé doit, à peine de nullité, être fait en autant d'originaux qu'il y a de parties intéressées (3), d'où moins qu'un seul original ayant été fait, les arbitres en aiant été constitués dépositaires et aient dressé procès-verbal de la remise qu'il leur a été faite.

(Péra — C. Augu et Galbert). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur la première question, que la matière soumise aux arbitres était la liquidation d'un compte entre associés; que c'était un arbitrage forcé dans lequel la loi, indépendamment de la volonté des parties, attribue aux arbitres la qualité de juges, seuls compétens pour ces sortes de contestations; que le jugement qu'ils rendent est, d'après l'art. 52 du Code de comm., sujet à l'appel ou au pourvoi en cassation, et que l'appel doit être porté aux Cours royales; que la loi ayant ainsi indiqué les deux moyens de se pourvoir contre ces sortes de jugemens, écarta, par cela même, la voie d'opposition à l'ordonnance d'exécution dans les cas déterminés par l'art. 1028 du Code de proc., qui ne peut être prise que contre les décisions des arbitres volontaires;

Attendu, sur la deuxième question, qu'un compromis est un acte dans lequel les parties s'obligent les unes les autres à se soumettre à la décision qui interviendra; qu'ainsi c'est un acte synallagmatique qui, aux termes de l'art. 1325 du Code civil, doit être fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct; qu'un seul original ne pourrait suffire qu'autant qu'il aurait été dressé procès-verbal par les ar-

— V. ordonn. des 24 fév. 1825 (aff. commune de Beury); 9 mars 1836 (aff. comm. de Thorone). V. aussi Cass. 27 fév. et 17 juill. 1838 et notre Table décenn., v^o Bois domaniaux; Serrigny, Comp. et proc. adm., n^{os} 334, 385 et 779; Prondhon et Carasson, Droit d'usage, tom. 2, n^o 100. — Cette jurisprudence, dit M. Serrigny, ubi supra, n. 780, est corroborée par l'art. 61 du Code forest., qui ne maintient que les usagers dont les droits auront été reconnus fondés, soit par des actes du gouvernement, soit par des jugemens ou arrêts définitifs, ou seront reconnus tels par suite d'instruction administrative ou judiciaire. — Il résulte de là que la reconnaissance volontaire n'a pu émaner que des actes du gouvernement. Or, ajouta avec raison M. Serrigny, les conseils de préfecture, même autorisés par le ministre des finances, ne sont pas le gouvernement, surtout quand il s'agit de droits immobiliers. La loi entend parler du chef investi de la puissance suprême du royaume.

(1) F. conf., ordonn. du 10 juill. 1822 (aff. Arnould Senard), et la note.

(2) La question est gravement controversée. V. Cass. 21 mess. an 9; 12 prair. an 10; 7 mars 1822; 17 fév. 1851; Paris, 16 août 1832, et 9 mai 1833; Aix, 30 mai 1833, et nos observations sur ces arrêts.

(3) Le principe a été maintes fois consacré par la jurisprudence. V. Turin, 12 mess. an 13; Bruxelles, 2 déc. 1807; Cass. 12 fév. 1812; 15 fév. 1814, et les observations qui accompagnent ces arrêts.

bitres de la remise qui leur en aurait été faite, puisque les arbitres ayant été rendus dépositaires de ce seul original, il n'aurait pas été au pouvoir de l'une des parties de le supprimer et de se soustraire aux obligations qu'elle aurait contractées; — Attendu que l'acte du 26 juill. 1822 a été fait en un seul original dont la remise aux arbitres n'a point été constatée par eux;

Attendu, sur la troisième question, que l'art. 54 du Code de comm. exige que le délai soit fixé par les parties elles-mêmes si elles en conviennent, sinon par le tribunal; mais qu'il faut nécessairement que les pouvoirs des arbitres soient circonscrits dans un délai déterminé, au-delà duquel les arbitres cessent d'avoir le caractère de juges; que la question de savoir si le pouvoir des arbitres forcés durait au-delà du terme fixé par le compromis a été fortement controversée; mais qu'un arrêt récent de la Cour de cassation, du 23 avril dernier, a décidé que les dispositions du Code de proc. étaient applicables aux arbitres forcés lorsqu'il n'y a pas été dérogé par le Code de comm.; — Attendu que, par l'acte du 26 juill. 1822, les parties ont prorogé indéfiniment le délai dans lequel les arbitres devaient rendre leur jugement; qu'elles pouvaient bien sans doute leur en accorder un aussi étendu qu'elles l'auraient jugé convenable, mais en déterminant le terme au-delà duquel le pouvoir de leurs mêmes arbitres cesserait; que donner un délai indéfini n'est pas en fixer un, ainsi que le veut la loi; qu'alors il faut rentrer dans la disposition de l'art. 1007 du Code de proc., qui porte: « que, lorsque le compromis ne fixe pas le délai, la mission des arbitres ne dure que trois mois; » que le jugement arbitral ayant pour date le 23 mars 1823, a été rendu longtemps après le délai légal, qui n'était que de trois mois à compter du jour du compromis; en conséquence, cette sentence arbitrale doit être déclarée nulle; — Déclare nul le jugement arbitral du 23 mars 1823, sauf aux parties à se pourvoir pour la nomination de nouveaux arbitres, etc.

Du 23 janv. 1824. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Rapin. — Pl., MM. Mayet Géméty, Déséglise et Fravalon.

1° PREUVE TESTIMONIALE. — MATIÈRE COMMERCIALE. — TRIBUNAL CIVIL.

2° FAILLITE. — REVENDICATION. — MARCHANDISES.

1° Des commerçans qui saisissent un tribunal civil d'une affaire commerciale, conservent le droit d'invoquer devant cette juridiction les preuves ordinaires en matière commerciale.

2° Il n'y a plus lieu à l'exercice de la revendication de marchandises, lorsque la quantité qui a été vendue n'est plus entière, encore que la partie qui reste n'ait subi aucune altération et soit facilement reconnaissable (1).

(Bréte—C. Monnot.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant 1° que les parties, quoique commerçantes, et qu'il s'agisse d'une affaire de commerce, ont choisi le tribunal civil pour régler leur différend, et que l'intérêt s'élève à plus de 150 fr.; — Que la création des tribunaux d'exception ne porte pas atteinte au caractère

des tribunaux civils; que leur nature, leurs pouvoirs s'étendent à tous les justiciables du ressort, à tous les genres d'affaires qui peuvent y naître; qu'aussi toutes les fois que les parties, au lieu de recourir aux tribunaux d'exception créés pour elles, saisissent de concert, comme dans l'espèce, le tribunal civil, sa compétence ne peut être l'objet d'un doute, mais à la charge, en ce cas, de se conformer aux règles établies pour la matière sur laquelle ils ont à prononcer; que, dans l'espèce, deux négocians plaident pour une affaire de commerce, et qu'en cette matière la loi permet aux juges d'admettre la preuve testimoniale, à quelque somme que l'intérêt puisse monter; — Que, dans l'affaire présente, les lattes étaient sur le port depuis le 26 avril au nom de Hardi; que Brère a payé au garde-port 12 fr. pour garde de quarante-un milliers de lattes à lui vendues par Hardi, porte la quittance, ce qui forme une présomption en faveur de l'appelant; — Que, d'un autre côté, il articule que le 15 mai il avait acheté ces lattes de Hardi, et lui avait donné en paiement du sel dont ses bateaux étaient chargés; que ce même sel avait ensuite été vendu par Hardi à Tourrier, et qu'il importe de vérifier ces faits;

Considérant 2° que la revendication n'a lieu qu'en cas de faillite, et qu'on ne rapporte aucune preuve de la faillite de Hardi; — Qu'elle ne peut s'exercer qu'autant que les choses vendues sont entières, et qu'il est établi que des quarante-huit milliers cinq cents lattes vendues par Monnot, il ne s'en trouvait plus que quarante-un milliers quand il les a reprises; — Que enfin la loi a établi des formes pour la saisie revendication, et que Monnot, sans en observer aucune, s'est borné à enlever les marchandises; — A mis le jugement dont est appel au néant, etc.

Du 23 janv. 1824. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Sallé. — Pl., MM. Mayet-Géméty et Déséglise.

LÉGITIMITÉ. — FIN DE NON-RECEVOIR.

Du 24 janv. 1824 (aff. Calmet). — Cour roy. de Montpellier. — V. cet arrêt, à la date du 4 fév. 1824.

1° ACTE SYNALLAGMATIQUE. — LETTRES MISSIVES.

2° BAIL. — RÉSILIATION. — PREUVE.

1° En matière d'engagemens synallagmatiques, la preuve qui résulte d'une lettre missive ne peut être opposée à celui qui l'a écrite, lorsque, de son côté, il n'a pas entre ses mains la preuve écrite de l'acceptation des propositions par lui faites. (Cod. civ., 1134.)

2° Ainsi, le fermier qui, dans une lettre écrite à son propriétaire, déclare avoir pris la résolution de quitter sa jouissance avant le terme, conserve néanmoins le droit de continuer cette jouissance..., si le propriétaire n'a point de son côté, et par écrit, déclaré qu'il acceptait le congé donné. Vainement il alléguerait avoir, sur la foi de ce congé, affermé les biens à un autre individu, et prétendrait que ce fait doit être considéré comme acceptation. (Cod. civ., 1134 et 1737.) (2)

(1) Conf. Cass. 1^{er} mai 1832

(2) M. Duvorgier, du Louage, t. 1, n° 493, s'exprime ainsi sur la question. « Pourquoi faudrait-il, dit-il, dire, que le congé verbal ou donné par lettre fut accepté, lorsqu'il n'est pas nécessaire que celui qui est signifié par huissier le soit? Si, dans ce dernier cas, la simple déclaration de l'intention de l'une des parties suffit, je ne vois aucune raison

pour exiger, dans le premier, le concours de deux volontés. Il résulte de la position même dans laquelle se trouvent les contractans, que par cela seul que l'un ou l'autre déclare qu'il veut faire cesser le bail, il doit cesser en effet, soit que l'autre consente, soit qu'il résiste, soit enfin qu'il garde le silence. Sans doute, si le congé donné verbalement ou par acte sous seing privé, n'est pas ac-

(Mézaize—C. Dupont.)

Dupont était fermier, en vertu d'un bail sous seing privé, de biens appartenans à la dame Mézaize. Le 12 sept. 1823, les parties convinrent de résilier le bail sous quelques conditions.

Le 31 du même mois, Dupont écrivit à la dame Mézaize, pour lui confirmer sa résolution de quitter la ferme : dans la lettre il engageait cette dame à lui répondre positivement et par écrit, pour sa gouverne. La dame Mézaize garda le silence. Mais il paraît que, quelque temps après, elle loua les biens dont il s'agit au sieur Couronne.

De son côté, Dupont, n'ayant reçu aucune réponse à sa lettre, regarda son bail comme toujours existant. En conséquence, il sous-loua les mêmes biens au même sieur Couronne, mais pour un prix plus élevé que celui fixé par la dame Mézaize. Question de savoir si ce dernier bail était valable.

La dame Mézaize a soutenu que Dupont n'avait pu le consentir, attendu la résiliation de celui existant entre lui, Dupont et elle, dame Mézaize.

Dupont a répondu qu'il n'avait pas cessé d'un seul instant d'être fermier : que pour que la lettre par lui écrite eût l'effet d'une résiliation, il aurait fallu que la dame Mézaize eût répondu qu'elle consentait à cette résiliation ; et que le silence par elle gardé ne pouvait être considéré comme une acceptation de l'offre contenue dans la lettre, avec d'autant plus de raison que, si la dame Mézaize n'eût pas voulu prodire cette lettre, lui Dupont n'aurait eu aucun moyen de prouver l'existence de la convention, ce qui est contraire aux principes qui régissent les contrats synallagmatiques.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que les parties étaient liées par un acte synallagmatique, en forme de bail arrêté double sous seing privé, le 30 nov. 1820, enregistré en forme ; que s'il est vrai, ainsi que le soutient la dame Mézaize, que ce bail ait été résilié entre Dupont et elle le 12 sept. dernier, cette résiliation ne pouvait avoir d'effet qu'autant que chacune des parties aurait eu un moyen égal de contraindre l'autre à l'exécuter ; — Qu'à la vérité, Dupont avait suffisamment reconnu la résiliation par la lettre qu'il adressa à la dame Mézaize, le 21 sept., mais que

cepté, celui qui l'a donné doit s'attendre à des difficultés ; il doit même craindre que le congé ne soit dénié, et dès lors il agira prudemment en le faisant signifier par huissier, afin d'avoir une preuve qui prévienne toute discussion ; mais si cette précaution n'a pas été prise, et si l'on parvient à démontrer (Caqui, je l'avoue, sera souvent difficile,) que réellement le congé a été donné, celui qui l'en a reçu ne pourra en contester la validité, en se fondant sur ce qu'il ne l'aurait pas accepté. » *V. encore Troplong, du Louage, t. 1. n. 105, et la note.* — Un voit en quoi cette opinion diffère de celle que consacrer l'arrêt ci-dessus, qui n'admet la validité du congé que tout autant qu'il a été accepté, de telle sorte que l'obligation étant réciproque, chacune des parties ait un moyen d'exécution forcée contre l'autre. — M. Duvergier, toutefois, adopte aussi cette doctrine, dans le cas où le congé est donné par acte sous seing privé ; il pense alors que le congé ne peut être déclaré valable, s'il a été fait en un seul original, coiffé à l'un des parties, puisqu'alors l'existence du congé dépendrait de la volonté du dépositaire du titre. C'est au ce sens que M. Duvergier, loc. cit., n° 492, cite l'arrêt ci-dessus et en approuve la décision. — Au surplus, et en ce qui touche le consentement donné par

pour que cette lettre eût établi un engagement parfait, il eût fallu que la dame Mézaize eût de sa part déclaré par écrit, sur la demande qu'il en était faite par Dupont, qu'elle consentait constamment la remise de l'effet du bail sur les deux doubles dudit bail ; qu'à cet égard, ladite dame Mézaize devait faire la réponse que lui demandait Dupont, par le porteur de la lettre, pour, disait-il, lui servir de gouverne ; qu'alors, l'obligation eût été réciproque, et chacune des parties aurait en un moyen d'exécution forcée contre l'autre ; tandis que la dame Mézaize, tenant secrète la lettre de Dupont, celui-ci n'avait aucun moyen en son pouvoir pour contraindre la dame Mézaize à résilier le bail dont il s'agit ; — Que l'argument tiré par la dame Mézaize de la connaissance qu'avait Dupont du prétendu bail arrêté entre elle et un sieur Couronne, ne peut être d'aucune influence dans la cause, puisqu'entre Couronne et la dame Mézaize il n'existait également aucun acte écrit ; que, dès lors, ni Couronne, ni Dupont n'avaient aucun moyen en leur pouvoir pour contraindre la dame Mézaize à exécuter les prétendues conventions arrêtées avec Couronne ; que dans cet état de choses, la dame Mézaize ayant gardé le silence sur la lettre de Dupont, ce dernier a pu se croire légalement autorisé à contracter directement avec Couronne ; — Confirme, etc.

Du 26 janv. 1824. — Cour roy. de Caen, — 1^{re} ch. — Prés., M. Régne.

DOT. — FEMME NORMANDE. — ALIÉNATION. — PAIEMENT.

L'adjudicataire d'un immeuble dotal peut, lorsque l'aliénation de cet immeuble a été autorisée hors des cas prévus par la coutume de Normandie, ou que du moins plusieurs de dettes auxquelles le prix de l'adjudication devait faire face n'étaient pas du nombre de celles pour l'acquiescement desquelles l'aliénation était permise, suspendre, aux termes de l'art. 1653, Cod. civ., le paiement du prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le danger d'éviction, sans que l'obligation qu'il avait prise de payer conformément au cahier des charges de l'adjudication, puisse faire obstacle à cette suspension de paiement (1).

lettres missives, voy. Poiniers, 11 vent. an 10, et nos observations.

(1) Il a été jugé toutefois que l'acquéreur d'un immeuble appartenant à une femme normande, séparée de biens, qui a connu, lors de la vente, la nature de l'immeuble, est non recevable à proposer la nullité de la vente, résultant de ce qu'elle n'a pas été précédée de l'autorisation de justice et du avis de parents, conformément à l'art. 127 des Placités, l'acquéreur étant réputé, dans ce cas, avoir voulu courir les chances de l'action en nullité. *V. Cass.* 25 juin 1822. Mais, comme on le voit, la position de l'acquéreur n'était pas la même dans l'espèce de l'arrêt ci-dessus, car l'aliénation avait été autorisée, et c'est seulement après qu'il fut devenu acquéreur qu'il s'aperçut que les créances qu'il s'agissait d'acquiescer ne se rattachaient à aucune des hypothèses dans lesquelles la coutume de Normandie autorisait l'aliénation de l'immeuble dotal. L'acquéreur s'est donc trouvé dans la position d'un acheteur surpris par des hypothèses non déclarées, et il est incontestable que celui-ci peut, profitant du bénéfice de l'art. 1653 du Code civil, retenir le prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait disparaître la cause du trouble. *V. Troplong, de la Vente, t. 2. n. 610.* — *V. aussi* Bourges, 21 déc. 1825, et la note.

(Lerebour—C. Dupucé).—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que d'après les dispositions des art. 539 et 540 de la coutume de Normandie, la femme dont la dot a été aliénée en tout ou partie, et dont les deniers n'ont point été convertis à son profit, a droit d'en obtenir récompense sur les biens de son mari; que subsidiairement, en cas d'insolvabilité de celui-ci, elle peut s'adresser contre les détenteurs du bien dotal, qui n'ont alors que l'option de le lui abandonner ou de lui en payer le juste prix;—Que l'art. 544 autorise cependant la femme à alléner ses biens dotaux dans certains cas prévus; que lorsque l'aliénation a été faite dans les circonstances qu'il détermine et après les formalités exigées, la femme ne peut plus exercer le recours subsidiaire contre les acquéreurs, de sorte que la propriété leur en est irrévocablement acquise, mais que cet article est une exception aux art. 539 et 540: d'où suit que les personnes qui ont acquis hors des cas prévus par ledit art. 542, peuvent dans la suite être inquiétées par la femme;—Qu'il est constant que l'aliénation de l'immeuble dotal dont le sieur Dupucé s'est rendu adjudicataire au nom de ses mineurs, a été autorisée hors des cas prévus par la coutume, ou du moins que plusieurs dettes auxquelles le prix de l'adjudication devait faire face, n'étaient pas du nombre de celles pour l'acquiescement desquelles cette aliénation est permise;—Que dans ces circonstances, le sieur Dupucé a un juste sujet de craindre d'être troublé par la suite dans son acquisition, soit par la femme Lerebour, soit par ses héritiers; que cette crainte suffit, d'après les dispositions de l'art. 1653 du Code civil, pour l'autoriser à suspendre le paiement du prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le danger de l'éviction;—Que le tribunal a eu tort de déclarer l'appelant non recevable dans son exception, sur le motif qu'il a pris l'obligation de payer son prix conformément à ce qui est énoncé au cahier des charges, que cet acte est devenu un contrat irrévocable qu'il ne peut se dispenser d'exécuter; qu'au contraire, rien au procès ne tend à établir que celui-ci eût voulu courir les hasards d'une dépossession ou d'un second paiement; que ce qu'on peut dire de plus défavorable contre lui est que, rassuré par les formalités qui avaient précédé l'aliénation, il a pensé qu'elle était valable et faite dans les circonstances prévues par la coutume; que dans ce cas il n'y aurait qu'une négligence à lui imputer; que les seules conséquences qui pourraient en résulter consisteraient dans le danger de perdre les sommes qu'il aurait déjà payées, mais ne pourraient entraîner l'obligation de verser le surplus du prix de la vente;—Reforme, etc.

Du 26 janv. 1824.—Cour roy. de Caen.—1^{re} ch.—Pres., M. Rénée.—Concl., M. Pigeon de Saint-Pair, av. gén.—Pl., M. Simon.

COMMUNES. — COMMUNAUX. — ACTION. — USURPATION. — COMPÉTENCE.

Les habitants d'une commune, ou section de commune, peuvent être actionnés individuellement pour leurs faits personnels, relativement à une propriété communale; il n'est pas nécessaire, dans ce cas, de diriger l'action contre le maire, représentant légal de la commune ou section de commune, ni d'obtenir une autorisation de l'autorité administrative. (L. du 29 vend. an 7, art. 1^{er}.)

Les tribunaux ordinaires sont compétents pour connaître des usurpations prétendues commises sur des biens communaux. Il n'en est pas de ce cas, comme de celui où il s'agit d'un

changement du mode de jouissance entre les communistes, dont la connaissance est expressément attribuée à l'autorité administrative. (Décr. du 9 brum. an 13; Avis du cons. d'Etat, du 29 mai 1808.) (1)

(Comm. de Chassaneguiloux—C. La Chapelle.)
31 mars 1591. bail emphytéotique par le sieur Delignières aux habitants du village de Chassaneguiloux. — Les habitants s'obligent de souffrir, de la part du sieur Delignières, propriétaire d'un domaine appelé du *Bazonois*, l'exercice d'un droit de pacage dans les communaux dudit village. — 11 fev. 1624, acte par lequel le propriétaire du *Bazonois* affranchit de son droit de pacage 60 septentrées desdits communaux. — Des bornes sont plantées.

En l'an 9, le sieur de La Chapelle, représentant le sieur Delignières, actionne les habitants de Chassaneguiloux, individuellement, à l'effet de faire cesser et réprimer les défrichements auxquels ils se livrent dans les communaux de ce village, qu'il prétend être grévés, en sa faveur, d'un droit de pacage, à titre singulier, et comme possesseur de propriétés rurales dans ledit village. — L'instance demeure impoursuivie pendant plusieurs années; elle est reprise en 1821.

Les défendeurs soutiennent que les titres dont excipe le demandeur ont été anéantis par les lois abolitives de la féodalité; subsidiairement, que ce dernier outrepassé les limites dans lesquelles doit être circonscrit l'exercice du droit de pacage résultant de ces titres.

14 août 1822, jugement du tribunal d'Ussel, qui reconnaît au sieur de La Chapelle le droit de pacage dans les communaux du village de Chassaneguiloux, sauf toutefois, les 60 septentrées qui en avaient été affranchies par l'acte de 1624; prohibe tous défrichements dans les parties des communaux grévées de ce droit de pacage; et au surplus ordonne une expertise à l'effet de reconnaître et limiter les 60 septentrées affranchies, et de déterminer la quantité de bestiaux que le sieur de La Chapelle avait droit de faire pacager, d'après les actes constitutifs de ce droit.

Appel de la part des habitants de Chassaneguiloux. — Devant la Cour, ils prétendent que la procédure instruite par l'intime, est irrégulière et nulle, parce que s'agissant, à leur égard, d'une section de commune, le sieur de La Chapelle aurait dû, avant d'agir contre eux, les faire autoriser à défendre, par l'autorité administrative, et, d'une autre part, que l'action du sieur de La Chapelle n'était pas du ressort des tribunaux. Ils invoquent, sur ce dernier point, le décret du 9 brum. an 13; et l'avis du conseil d'Etat, du 29 mai 1808.

ARRÊT.

LA COUR;—Sur le moyen des appels tiré de l'irrégularité de la forme de procéder:—Attendu qu'il est de principe que les habitants d'une commune, ou section de commune, peuvent être actionnés individuellement relativement à une propriété communale, pour un fait personnel à ceux qu'on attaque, sans que le demandeur soit obligé de mettre en cause la commune ou la section de commune entière, dans la personne de son représentant légal, et d'obtenir une autorisation de l'administration; et que, dans ce cas, le procès et la décision qu'il peut recevoir, sont purement personnels aux parties en cause, et ne peuvent être opposés à la commune, qui, prise en cette qualité, peut toujours faire valoir ses

(1) F. anal. dans le même sens, Cass. 18 mars 1816, et la note; ordonn. des 10 fev. 1816 (aff. Guinier), et 22 juill. 1818 (aff. Caston).

droits, nonobstant ce qui aurait été jugé avec ses membres agissant individuellement; — Attendu que l'intime a attaqué les appels individuellement et *ut singuli*, à raison de défrichements par lui prétendus faits à son préjudice, et qu'il n'a point agi contre eux comme formant la masse entière de la section de commune et *ut universi*; qu'ainsi il n'était obligé ni d'actionner la section de commune dans la personne du maire, ni d'obtenir l'autorisation de l'autorité administrative;

Sur le moyen d'incompétence tiré du décret du 9 brum. an 13, et de l'avis du conseil d'Etat, du 29 mai 1808: — Attendu qu'il ne s'agit point, dans la cause, du changement d'un mode de jouissance adopté par les communistes, mais d'une usurpation prétendue commise par une partie de ces mêmes communistes, au préjudice d'un de leurs coayans droits; ce qui constitue une question qui est évidemment du ressort des tribunaux; — Au fond, et sur tout le surplus, par les motifs énoncés au jugement dont est appel, qui sont adoptés par la Cour; — Sans s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées, met l'appel au néant; Ordonne, etc.

Du 26 janv. 1824. — Cour roy. de Limoges. — Ch. civ. — Prés. M. de Gaujal, p. p. — Concl. M. Guilibert, av. gén. — Pl., MM. Dumont Saint-Pris et Talabot.

1^o RENVOI D'UN TRIB. A UN AUTRE. — EXPLOIT.

2^o JUG. — ABSTENTION. — CONSTATATION.

1^o Une demande tendante à obtenir d'une Cour royale la désignation d'un tribunal pour prononcer sur une contestation, lorsque le tribunal premier saisi n'a pu se composer, à raison de l'abstention ou de la récusation de plusieurs de ses membres, peut être formée directement par exploit. A ce cas ne s'appliquent pas les règles ordinaires relatives aux demandes au règlement de juges. (Cod. proc. 384 et 390.) (1)

2^o Le fait qu'un tribunal n'a pu se composer, en ce que plusieurs membres se sont abstenus, ne peut être légalement constaté par de simples certificats du président; à cet égard, une délibération du tribunal entier est indispensable. (Cod. proc., 380.)

(Mingonnet — C. Bedy.) — ANUËT.

LA COUR: — Relativement à la nullité proposée contre la forme de procéder devant la Cour; Attendu qu'aucune disposition de la loi ne détermine dans quelle forme et par quels actes les parties se pourvoient devant une Cour royale pour faire désigner le tribunal de première instance qui doit connaître d'une contestation, lorsque le tribunal auquel cette contestation a été primitivement portée n'a pu se composer pour la juger, à raison de l'abstention ou de la récusation de ses membres; que, dans ce silence de la loi, les parties sont dans le droit commun, et peuvent procéder comme dans les cas ordinaires; qu'ainsi Mingonnet, en portant devant la Cour, par une assignation donnée à sa partie adverse, sa demande en désignation d'un tribunal pour juger leur contestation, n'a pas procédé irrégulièrement;

Au fond: — Attendu que, d'après les dispositions de l'art. 380, Code de proc. civ., tout juge qui sait cause de récusation en sa personne, est tenu de la déclarer à la chambre, qui décide s'il

doit s'abstenir; que, d'après la disposition de cet article, il ne peut être légalement constaté qu'un tribunal n'a pu se composer pour statuer sur une contestation, à raison de l'abstention de ses membres appelés à connaître de la contestation, qu'autant que les motifs d'abstention de ces membres ont été soumis au tribunal entier, appréciés et admis par lui; rien n'empêchant, d'ailleurs, dans ce cas, que les mêmes membres qui seraient dans le cas de s'abstenir de connaître de la contestation, jurent l'abstention de leurs collègues, les deux questions étant tout à fait différentes: — Qu'il soit de la qua les certificats donnés par le président du tribunal d'Aubusson, constatant que le tribunal n'a pu se composer à raison de l'abstention de plusieurs de ses membres, sont insuffisants pour constater légalement que ce tribunal n'a pu se composer; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée, avant dire droit aux parties, dit que les motifs d'abstention que pourraient avoir les membres du tribunal... seront soumis au tribunal entier, qui, sur l'appréciation qui en sera par lui faite, décidera, par une délibération assemblée, si ces membres peuvent connaître de l'affaire... pour le procès-verbal de la délibération rapporté être par la Cour statué ce qu'il appartiendra, dépens réservés.

Du 26 janv. 1824. — Cour roy. de Limoges. — Ch. civ. — Prés. M. de Gaujal, p. p.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — SIGNIFICATION. — MOTIFS. Est nulle la signification d'un jugement par défaut rendu en matière correctionnelle, lorsque la copie ne contient ni les motifs du jugement ni le texte de la loi appliquée (2).

(Moïse Cahen.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que dans la copie de la signification l'huissier n'a point relaté les motifs du jugement, ni les articles de la loi sur lesquels les premiers juges avaient motivé leur décision; que cette manière de synopser la signification d'un jugement ne répond pas au vœu formel de la loi, ni à la prévoyance du législateur qui a nécessairement voulu que, par la notification du jugement, le prévenu fût en situation de s'assurer s'il n'avait point à se plaindre du jugement sous quelque rapport, afin que dans le cas contraire il pût le faire considérer comme non venu et en obtenir la réformation par son opposition dans les cinq jours à partir de la signification; ainsi, sous ce rapport, on doit considérer comme nulle la signification dont s'agit et émettre sous ce point de vue la décision des premiers juges, conséquemment admettre l'opposition de Moïse Cahen du 6 du présent mois, qu'il a en connaissance parfaite de ce jugement par l'exhibition de la minute qu'en a fait l'huissier lorsqu'il l'a arrêté et écopé en vertu de ce même jugement; — Attendu, au fond...: — Par ces motifs, sans s'arrêter aux réquisitions de l'avocat général, met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que le tribunal de première instance a déclaré Moïse Cahen non recevable dans son opposition au jugement du 8 fév. 1824; — Emendant quant à ce, reçoit l'opposition; — Ordonne en conséquence le rapport de ce dernier jugement; — Statuant au principal, etc.

Du 26 janv. 1824. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Prés. M. Cahen. — Concl. M. Pirot, av. gén. — Pl., M. Banquet.

(1) P. en ce sens, Chantreau sur Carré, Lois de la proc., quest. 1227.

(2) P. sur ce point, les observations qui accom-

paguent un arrêt conformes de la Cour royale d'Orléans du 14 fév. 1816.

(Porcher—C. Brunet et autres.)

1^{er} avril 1816, acte notarié portant partage de succession entre Sylvain Brunet, d'une part, et autre Sylvain Brunet, Marie Brunet et François Brunet, d'autre part.

20 du même mois, autre acte notarié par lequel les trois derniers, frères et sœur, se subdivisent le lot à eux échu par l'effet du partage ci-dessus. — Il est exprimé dans ces actes que l'état de division qui en résulte, ne pouvant être que provisionnel, à cause de la minorité de François Brunet, deviendra définitif par la seule ratification de celui-ci lors de sa majorité, ses cohéritiers s'interdisant expressément la faculté de provoquer un nouveau partage.

7 juill. 1817, Sylvain Porcher devient cessionnaire des droits de Sylvain Brunet, frère de François et Marie.

6 sept. 1821, sommation par Porcher à François Brunet, devenu majeur, tendant à la ratification du partage. — François Brunet ne répond pas.

Alors Porcher l'assigne devant le tribunal de Guéret, et l'interpelle de nouveau pour savoir s'il veut ratifier le partage déjà opéré, ou en venir à un nouveau. — Il met en même temps en cause les autres héritiers pour le cas où ce nouveau partage deviendrait nécessaire.

François Brunet répond qu'il ne peut être contraint à s'expliquer dès à présent; que l'art. 1304 lui accorde dix ans à dater de sa majorité pour attaquer les actes faits pendant sa minorité.

28 fév. 1822, jugement qui déboute Porcher de son action alternative contre François Brunet. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu qu'aux termes de l'art. 840 du Code civ., les partages faits avec des mineurs, sans observer les formes prescrites par la loi pour ces sortes de partages, ne sont que provisionnels; que, dès lors, les copartageants s'étant pas liés par un partage régulier, sont réputés être encore dans l'indivision, du moins vis-à-vis du mineur. — Attendu que François Brunet étant mineur à l'époque où ont eu lieu les partages des 1^{er} et 20 avril 1816, ces partages n'étaient que provisionnels; qu'ainsi Porcher, représentant un des copartageants a eu incontestablement le droit de sommer François Brunet, devenu majeur, d'avoir à déclarer s'il voulait ratifier les partages des 1^{er} et 20 avril 1816; et que ledit Porcher a pu déclarer former une action en partage dans le cas où ledit Brunet refuserait de confirmer, par sa ratification, le partage provisionnel qui avait eu lieu; — Que, vainement, on a prétendu que le mineur, devenu majeur, n'était pas tenu de s'expliquer sur la ratification demandée, pendant le temps qui lui est accordé par la loi pour attaquer les actes faits en minorité: que c'est ici une erreur évidente: en effet, il ne s'agit pas d'un acte à l'égard duquel le mineur ait besoin d'exercer une action en rescision, il s'agit d'un partage réputé par la loi purement provisoire, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'il n'y a point de partage à l'égard du mineur, et que ses cohéritiers sont, vis-à-vis de lui, dans l'indivision; que, par conséquent, comme le mineur peut, de prime abord et sans demander la nullité du premier partage, en provoquer un nouveau, ses cohéritiers majeurs peuvent aussi demander contre lui de faire cesser par un partage régulier et définitif, l'indivision résultant de ce

que le premier partage n'est que provisionnel, et il ne peut refuser de répondre à cette action sans se mettre en opposition avec la disposition de l'art. 815 du Code civ., portant que nul ne peut être contraint de demeurer dans l'indivision; que si on lui donne, comme dans l'espèce, l'option de ratifier le partage provisionnel, ou d'en faire un nouveau, ou lui fait reste de droit, et il ne peut différer cette option sans forcer, contre le vœu de la loi, ses cohéritiers à rester dans l'indivision; — Que vainement encore, on a prétendu que la faculté de provoquer un nouveau partage, en provoquant une explication de la part du mineur, était interdite aux copartageants par la loi qui ne permet pas aux contractants majeurs de se prévaloir de la circonstance de la minorité, pour attaquer un acte fait avec un mineur, et par la convention des parties qui se sont interdit la faculté d'attaquer les partages dont s'agit: les considérations qui viennent d'être exposées relativement au partage provisionnel répondent au premier moyen, puisque n'existant pas de partage qui lie, aux yeux de la loi, les parties majeures, d'une manière définitive vis-à-vis du mineur, elles peuvent toujours demander un nouveau partage. — Le second moyen n'est pas mieux fondé; car les parties majeures en s'interdisant la faculté d'attaquer le partage, ont expressément reconnu, dans l'acte même, que ce partage, par sa nature, était essentiellement provisoire, et que la loi qu'elles se faisaient de ne point l'attaquer était soumise à l'événement de la ratification du mineur. Ainsi, on pourrait, tout au plus, conclure de cette clause, que, dans le cas où le mineur devenu majeur ratifierait le partage provisionnel, il serait de plein droit définitif à l'égard du mineur, en provoquant la ratification, on en demandant qu'il fût fait un second partage régulier, dans le cas où le refus de la ratification de la part du mineur anéantirait complètement le premier; — Met l'appel et ce dont est appelé au néant; — Emendant, ordonne que dans le délai d'un mois à compter de la signification du présent arrêt, François Brunet sera tenu de déclarer s'il entend maintenir et approuver les actes de partage dont il s'agit. Dans le cas où ledit Brunet déclarerait qu'il n'entend point approuver lesdits actes de partage, ou dans le cas où il laisserait passer le délai ci-dessus déterminé sans s'expliquer, renvoie les parties devant le tribunal de Bourges pour leur être fait droit relativement au partage demandé.

Du 27 janv. 1824. — Cour roy. de Limoges. — Ch. civ. — Prés., M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Garand, cona. aud. — Pl., MM. Dumont Saint-Friest et Dulac.

FAILLITE. — FRAUDE. — REVENDEICATION.

Du 27 janv. 1824 (aff. Joly). — Cour royale de Caen. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 31 janv. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

USURE. — CESSION DE CRÉANCE. — PREUVE.

Bien qu'aux termes de l'art. 1694, Cod. civ., les créances puissent être cédées pour une somme moindre que le montant de la créance, cependant il ne s'ensuit pas qu'une telle cession soit nécessairement exclusive d'usure. — Ainsi, il y a usure de la part de celui qui, en acceptant la cession d'une créance pour un prix inférieur à la somme cédée, se fait ga-

1839), arrêt duquel il résulte que, lorsqu'un partage aura majeurs et mineurs est réputé provisionnel à raison de l'omission de formalités pres-

crises dans l'intérêt des mineurs, les majeurs comme les mineurs sont recevables à demander un partage définitif.

ranter le paiement intégral de la créance ; il est tenu alors de restituer ou céder ce qu'il a reçu du débiteur cédé au delà du prix réel de la cession.

Dans ce cas, la preuve testimoniale est admissible, pour établir l'existence de l'usure, nonobstant les énonciations de l'acte (1).

(Garrigues — C. Lachoux.)

Ainsi jugé par le tribunal civil d'Agen le 2 juill. 1823. Voici les motifs du jugement : « Attendu que l'art. 1694 du Code civ. définit le contrat aléatoire une convention réciproque dont les effets dépendent d'un événement incertain ; que, dans l'espèce, il n'y aurait rien d'incertain pour Garrigues puisqu'il recevait un bordereau d'une somme de 3,378 fr. sur le prix d'une maison que Sarrai avait achetée 5,000 fr. ; que, d'ailleurs, l'acte de cession portait garantie de la part de Lachoux en faveur de Garrigues, ce qui doublait pour Garrigues la certitude d'être payé du montant du bordereau ; — Qu'à la vérité, il résulte de l'art. 1694 du Code civ., que les créances peuvent être cédées pour une somme moindre que le somme cédée, et qu'ainsi il y aurait peu de difficulté si le contrat portait que la cession a été faite pour le prix seulement de 1950 fr., ainsi que l'a prétendu Lachoux ; — Mais attendu que le contrat de cession porte : « Outre la somme de 1600 fr. portée dans l'acte, Lachoux déclare avoir reçu avant ces présentes, le somme de 1778 fr. ; » qu'il est à remarquer que la stipulation de la cession avait été faite pour la somme de 1600 fr. seulement, la garantie que Lachoux donnait à Garrigues ne se serait pas étendue d'après le même art. 1694 au delà de la somme de 1600 fr. ; tandis que d'après la stipulation portée par l'acte, la garantie s'est étendue jusqu'à la somme de 3,378 fr., c'est-à-dire que d'après Lachoux, 1600 fr. auraient produit à Garrigues dans un temps plus ou moins long une somme de 1778 fr., outre l'intérêt légal de la somme de 3,378 fr. portée dans le bordereau ;

« Et au fond en ce qui concerne la preuve : — Attendu que Lachoux articule, en général, qu'il eût été usuré dans cette transaction par Garrigues ; que bien que l'art. 1341 du Code civ., défende la preuve par témoins, lorsqu'il s'agit d'une somme de 150 fr., cette règle reçoit cependant exception d'après l'art. 1348, lorsqu'il s'agit de débits ou quasi-débits, comme serait l'usure ; qu'en outre, le sieur Lachoux argue l'acte de fraude et de dol, et que de l'art. 1333 il s'induit que dans ces matières, la preuve testimoniale doit être admise ; que le preuve demandée par Lachoux est donc admissible sous ces deux points de vue. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR : — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Démet le sieur Garrigues de son appel, et le condamne en l'amende et aux dépens, etc.

Du 24 janv. 1824. — Cour roy. d'Agen. — Concl., M. Donnodovic, av. gén. — Pl., MM. Chaudordy et Dayries.

COMMERÇANT. — SALPÊTRIER. — AGENT DE L'ADMINISTRATION — FAILLITE.

Les salpêtriers, porteurs de commission pour fabriquer ou compte du gouvernement, doivent être plutôt réputés agents de l'administration, que commerçants : il n'en est pas comme du fabricant libre, porteur d'une simple licence (2). — La règle a effet, du moins, quand il s'agit de déterminer si le défaut de paiement de ses billets le constituera en état de faillite, ou en état de déconfiture. (Cod. comm., 1 et 632 ; L. du 10 mars 1819.)

(Carayon — C. les syndics de sa faillite.)

Le sieur Jean Carayon, salpêtrier commissionné par le gouvernement, à Saumur (chef-lieu d'un arrondissement de salpêtrière royale), contracte un grand nombre d'obligations et souscrit plusieurs effets de commerce.

A défaut de paiement, il est poursuivi devant le tribunal de commerce de Saumur.

4 lev. 1823, jugement du tribunal de commerce, qui déclare le sieur Carayon en état de faillite.

Appel de ce jugement. — Le sieur Carayon soutient que n'ayant travaillé que pour le gouvernement, il ne pouvait être considéré comme commerçant, et que, par conséquent, c'était à tort qu'un jugement lui avait attribué la qualité de failli.

Dans une consultation délibérée par MM. Mérilhou, Mauguin et Coffinières, dans l'intérêt du sieur Carayon, on soutient que les salpêtriers commissionnés du gouvernement ne pouvaient être réputés commerçants. — Dans l'état actuel de notre législation, disait-on, la fabrication du salpêtre n'est pas un travail libre, auquel il soit permis à tout le monde de se livrer pour en tirer un profit légitime. Des motifs d'intérêt public ont depuis plusieurs siècles fixé l'attention publique sur la reproduction du salpêtre... Aujourd'hui cette fabrication eût lieu soit par des agents de l'Etat, soit par des fabricants libres, munis d'une licence. (Loi du 10 mars 1819, art. 3, 4 et 5.) — Les agents de l'Etat employés dans cette partie sont porteurs d'une commission de salpêtrier, délivrée par le roi, soumise à des obligations, et investis de droits précisés par la loi déjà citée et par d'autres règlements. Ainsi, eux seuls, dans l'arrondissement des salpêtrières royales, peuvent fabriquer le salpêtre avec les matériaux de démolition réservés à l'Etat par la loi du 13 fruct. an 3 ; ils sont tenus de livrer à la direction générale des poudres le produit brut et intégral de ladite fabrication, jusqu'à ce que chacun d'eux ait entièrement rempli les demandes qui en auraient été faites par le gouvernement. Enfin la commission royale délivrée à chaque salpêtrier détermine l'arrondissement où il pourra exercer le privilège de l'Etat, le temps de la concession, les limites dans lesquelles il sera tenu de tenir la fabrication, le prix du salpêtre, etc. (Loi de 1819, art. 5, 6.) — Que l'on puisse soutenir que le fabricant libre, porteur d'une licence, est un véritable commerçant, c'est ce qui est concevable, puisqu'il achète des matières premières pour les revendre après les avoir converties en salpêtre. (Code comm., 632 ; Loi de 1819, art. 3.) — Mais le salpêtrier commissionné n'est pas un commer-

(1) La jurisprudence est fixée dans ce sens, et la doctrine des auteurs y est conforme. V. Boançon, 24 mess. an 9. la note et les autorités qui y sont rappelées. Adda, Agen, 31 juill. 1812; Cass. 2 déc. 1812, et 28 juill. 1821 ; Riom, 20 mars 1822, et les notes.

(2) Sur le point de savoir dans quels cas les

achats et ventes faits par les artisans, fabricants, entrepreneurs, d'objets nécessaires à leur industrie, doivent être considérés comme des actes de commerce, P. Trévère, 19 avril 1809 (aff. Schuster) ; Rennes, 20 juill. 1814 ; Bruxelles, 26 nov. 1815 ; 23 juill. 1819 ; 3 janv. 1820, et les notes.

çant ; c'est le gouvernement qui fait le commerce par son intermédiaire. La combinaison des conditions de sa commission lui enlève la chance de tout profit ; c'est le gouvernement qui fait le profit et supporte la perte, puisque c'est lui seul qui détermine dans la commission le prix auquel le salpêtre devra être livré. Il est évident que recueillir pour l'Etat le salpêtre dans les démolitions que l'Etat seul a le droit d'exploiter, et remettre ensuite à l'Etat le salpêtre fabriqué, au prix fixé par l'Etat lui-même, c'est tout autre chose que d'acheter à un prix amiablement convenu, pour revendre à un prix convenu amiablement aussi. — Le salpêtrier commissionné, qui recueille et manipule le salpêtre pour le livrer aux agents de l'Etat, n'est pas plus commerçant que l'agent de l'administration des poudres qui le reçoit, le convertit en poudre et le livre aux directeurs des arsenaux. A la vérité, le salpêtrier commissionné peut livrer au commerce le salpêtre qu'il a fabriqué après qu'il a rempli les demandes du gouvernement ; mais outre que ces demandes sont telles que rarement il peut y suffire, il est reconnu dans l'espèce, que le sieur Carayon n'a jamais pu les remplir intégralement. Il n'avait donc jamais eu de salpêtre à livrer au commerce, et dès lors, l'intention ou l'habitude d'acheter pour revendre n'a jamais pu être la sienne. — Carayon n'a donc jamais fait la profession de commerçant... Il s'est trouvé l'instrument du monopole de l'Etat, et placé par conséquent hors de la sphère des chances commerciales... »

On répondait, d'abord, que le sieur Carayon avait reconnu lui-même sa qualité de failli, par l'acceptation d'un sauf-conduit et de secours mensuels, par la confection d'un inventaire, et par un traité fait avec ses syndics. — Au fond, on soutenait que pour fabriquer son salpêtre, il avait été obligé d'acheter des potasses et autres denrées ; que ces achats continus avaient constitué de sa part une habitude d'actes de commerce ; — que sa commission l'établissait entrepreneur de fournitures, ou même de manufactures, ce qui devait, aux termes de l'art. 632 du Code de comm., lui donner la qualité de commerçant.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que Saumur se trouve placé dans la circonscription des salpêtriers royaux ; que Jean Carayon était commissionné à l'effet de délivrer à la direction du Ripant le salpêtre qu'il retirait des matériaux de démolition, dont la propriété appartient au gouvernement ; qu'il n'a jamais été muni d'une patente spéciale pour l'exercice d'une fabrication libre de salpêtre ; qu'il n'en a point versé dans le commerce ; qu'ainsi, l'achat fait par lui de denrées nécessaires pour remplir l'objet de sa commission, ne saurait être réputé acte de commerce ; que la livraison du produit de sa fabrication dans les magasins de l'Etat ne constitue pas non plus une vente ; — Considérant que des emprunts faits pour acquitter les causes d'obligations civiles sous la forme de billets à ordre ou valeurs commerciales, consenties par cet individu, ne sont point des actes de commerce ; — Considérant que l'usage plus ou moins régulier d'un sauf-conduit, des démarches plus ou moins hasardées pour parvenir à un règlement avec des créanciers dans les formes usitées envers un négociant failli, n'ont pu attribuer à Carayon un caractère qu'il n'avait pas d'après la loi ; — Considérant que d'après l'art. 2013 du Code civil, le

consentement donné à l'exercice de la contrainte par corps était nul dans la situation où se trouvait ledit Carayon ; — Considérant, enfin, qu'il faut se garder de confondre la déconfiture avec la faillite ; qu'à l'égard du commerçant, pour le déclarer failli, il ne s'agit que de savoir s'il paie ou non ; qu'à l'égard de celui qui se trouve en état de déconfiture, tout demeure dans le droit commun, quant à sa personne et à ses biens ; et qu'ainsi, en supposant que Carayon soit en déconfiture, ses créanciers ont, par les fins civiles, les moyens d'exercer tous leurs droits ; — Mais considérant que l'appelant, faute par lui d'avoir justifié qu'il n'était pas négociant, a nécessité deux jugemens contraires à sa véritable qualité ; que les syndics ont été obligés de se défendre en nom qu'ils procèdent sur l'appel ; qu'ainsi, ledit Carayon est passible des frais faits en première instance et de partie de ceux d'appel ; — Par ces motifs, a mis l'appel au néant ; écartant, déclare nul et comme non avenue le jugement du 3 février 1822, et les poursuites qui en ont été la conséquence.

Du 28 janvier 1824. — Cour roy. d'Angers. — Prés., M. de Farcy. — Pl., MM. Jauvier et Lebourg.

1^o DERNIER RESSORT. — BAIL.2^o TUTEUR. — BAIL. — PAIEMENT PAR ANTICIPATION.

1^o La demande en résiliation d'un bail est de sa nature, indéterminée ; elle ne peut être jugée en dernier ressort par un tribunal de première instance, bien que le prix accumulé du bail pour toute sa durée, ne s'élève pas à 1000 fr. L'importance d'un tel litige se compose moins du prix du bail que des gains probables. (Cod. proc., 443 : 1)

2^o La faculté qu'a la tutrice de consentir des baux, dont la durée se prolonge au delà de la majorité, ne lui donne pas le droit de recevoir, par anticipation, le prix des baux pour les années postérieures à la majorité. (Cod. civ., 1718.)

(Lefèvre — C. Chardin.)

La demoiselle Gochereau, tutrice de la demoiselle Gochereau sa fille, issue d'un premier mariage, consent au sieur Dazat le bail d'une prairie appartenant à la mineure. — Il faut remarquer que le bail est consenti pour six années, au prix de 100 fr. par an, que le prix entier du bail fut payé sur-le-champ, ou du moins il fut convenu que le sieur Dazat, créancier de la dame Chardin, retiendrait les 600 fr. prix entier du bail, en compensation de sa créance. — Au moment où ce bail fut consenti, la mineure était âgée de 18 ans, par conséquent devait rester encore trois années en état de tutelle. — Le bail fut cédé par le sieur Dazat au sieur Chanteau, aubergiste.

La demoiselle Gochereau, devenue majeure, épouse le sieur Lefèvre. — Alors elle forme contre le sieur Chanteau une demande en résiliation du bail, en se fondant sur ce que sa mère n'avait pas qualité pour le causer, puisqu'elle avait perdu sa qualité de tutrice, en convolant, sans autorisation ; sur ce que d'ailleurs le prix du bail, pour toute sa durée, ayant été payé par anticipation, il était évident qu'il avait été fait en fraude de ses droits ; qu'enfin, en supposant que le bail dût être maintenu, et que le paiement anticipé pût être déclaré valable pour les années qui devaient s'écouler pendant l'état de minorité, il fallait reconnaître qu'à l'égard des années postérieures à

(1) V. en ce sens, Cass. 9 niv. an 2 ; Bruxelles, 15 niv. an 13 ; Pau, 23 juill. 1831. — Mais voy. au

sens contraire, Cass. 15 Ev. 1819 ; Limoges, 22 juill. 1839. V. aussi les notes sur ces divers arrêts.

la cessation de l'état de minorité, le tuteur n'avait point qualité pour recevoir le prix de ferme par anticipation.

Le sieur Chanteau appelle en garantie le sieur Dazat, qui, lui-même, exerce son recours contre la dame Chardin.

Jugement du tribunal de 1^{re} instance, qui, statuant en dernier ressort, déclare le bail nul, condamne Chanteau à rapporter les prix de ferme échus, et fait droit sur les divers recours en garantie.

Appel de la part de la dame Chardin. La première question qui s'est présentée devant la Cour, a été de savoir si le jugement avait pu statuer en dernier ressort sur la demande en résiliation d'un bail, dont le prix, pour toutes les années de sa durée, ne s'élevait pas à 1000 fr. Au fond, la dame Chardin a justifié de sa qualité de tutrice, en produisant la délibération du conseil de famille, antérieure au convol qui l'autorisait à conserver la tutelle. — Ainsi, il s'agissait seulement de décider, en fait, si le bail devait être annulé comme frauduleux, et en droit, si la tutrice avait pu recevoir, par anticipation, le prix du bail pour les années qui suivaient la majorité de la pupille.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le bail, dont on demande la nullité, ne s'élève, pour les six années, pour lesquelles il a été consenti, qu'à la somme de 600 fr. ; mais que, pour déterminer s'il a été jugé en premier ou dernier ressort, il faut, outre cette somme, avoir égard aux gains que les preneurs pouvaient espérer, lesquels sont nécessairement indéterminés ;

Attendu, au fond, que l'épouse Chardin, après son convol, fut maintenue dans la tutelle de sa fille ; que sa qualité de tutrice lui donnait le droit de consentir des baux dont la durée pouvait se prolonger jusqu'à neuf ans, et que les tiers qui ont traité de bonne foi avec elle-ci, dans des actes qui ressortaient de ses attributions, ne peuvent être inquiétés sous le prétexte qu'elle n'aurait eu en vue que son intérêt personnel ; — Attendu que rien ne prouve que la femme Chardin ait consenti le bail dont s'agit, en considération des projets de la famille, de provoquer l'émancipation de la mineure, qu'elle était capable de percevoir les revenus de sa fille et placer l'excédent de la dépense, de la manière dont elle le jugerait convenable, sauf à elle à rendre compte ; qu'il est impossible de voir une fraude contre la pupille, dans un contrat de bail où l'on n'a rien cherché à soustraire, et contre lequel un n'allègue même pas la vileté du prix ; — Attendu que si la tutrice a pu, dans l'intérêt de sa mineure, passer un bail qui se prolongeait au delà de la tutelle, elle n'a pu recevoir, par anticipation, les termes qui ne devaient venir à échéance qu'à sa majorité, surtout lorsque, comme dans l'espèce, l'intérêt de la mineure ne le commandait pas ; que Dazat ayant reçu quittance d'une personne incapable de toucher les revenus à échoir pendant la majorité de l'épouse Lefèvre, à nul payé, quant à ce, et ne peut obtenir que répétition contre la femme Chardin qui lui doit garantie ; — Emendant, ordonne que les baux consentis par la femme Chardin à Dazat, et par celui-ci à Chanteau, seront exécutés, à la charge par eux de payer à la femme Lefèvre les termes du bail consenti à Dazat et échus depuis la majorité d'elle ; — Faisant droit sur les demandes en garantie, condamne Dazat à garantir Chanteau des condamnations prononcées contre lui, et la femme Chardin à indemniser Dazat des suites de la garantie à laquelle il a été condamné à l'égard de Chanteau.

Du 28 janv. 1824. — Cour roy. de Limoges. — Prés., M. Grellet de Beauregard. — Concl., M. Talandier, av. gén. — Pl., MM. Dulac, Talandier et Barny.

AVOCAT. — CONSEIL DE DISCIPLINE. — TIERS-OPPOSITION. — TABLEAU. — PROCUREURS GÉNÉRAUX. — APPEL.

Les conseils de discipline des avocats ne doivent point être considérés, à raison des droits et prérogatives de leur ordre, comme des parties ayant qualité pour former tierce opposition aux arrêts qui contiennent des préjugés contraires à ces droits, et lors desquels ils n'ont été ni entendus ni appelés. (Cod. proc., 474.) (1)

Les procureurs généraux ne peuvent appeler des décisions des conseils de discipline, que dans le cas où ces décisions statuent sur des fautes ou infractions imputées à des avocats ; ils sont non recevables, lorsque ces décisions prononcent seulement sur des difficultés relatives au maintien, à l'admission ou à la non admission de quelques avocats au tableau. (Ordonn. du 20 nov. 1822, art. 15 et 25.) (2)

Le procureur général près la Cour d'Amiens. — C. les Avocats de la même Cour.)

ARRÊT.

LA COUR : — Vu, 1^{re} la lettre écrite le 26 janv. 1823, par M. le procureur général, au bâtonnier de l'ordre des avocats, pour l'inviter à convoquer le conseil de discipline, à l'effet d'arrêter le tableau de l'ordre, en n'y comprenant que les seuls avocats qui auraient droit d'y être inscrits, suivant les dispositions de l'ordonnance du roi, du 20 nov. 1822 ; 2^e l'arrêt du conseil de discipline, du 30 du même mois, par lequel il déclare n'avoir pas le droit de former le tableau dont il s'agit, et que tout ce qu'il peut faire, c'est de présenter celui qui avait été arrêté d'après le décret du 14 déc. 1810 ; 3^e le réquisitoire de M. le procureur général, du 14 fev. suivant, par lequel, en déclarant se rendre appellant de cet arrêt, il conclut à ce qu'il plaise à la Cour, ordonner que les sieurs Boitel de Bellay, Delaporte, Marotte, Mathon de Halloy, Mouchard de Saint-Amant, Petit et Radiguet, ne soient point portés au tableau, les six premiers comme n'exerçant pas réellement la profession d'avocat, et le dernier, comme remplissant les fonctions d'agréé au tribunal de commerce, lesquelles sont incompatibles avec cette profession ; 4^e la délibération de la Cour, du 19 du même mois, portant qu'il n'y a lieu, quant à présent, d'admettre le réquisitoire du procureur général, sauf à lui à désigner au conseil de discipline, les avocats qu'il pense devoir être retranchés du tableau, et à provoquer une décision sur laquelle, en cas d'appel, il sera statué par la Cour, ainsi qu'il appartiendra ; 5^e la lettre écrite le 6 mars suivant, par M. le procureur général, à M. le bâtonnier de l'ordre, par laquelle ce magistrat lui désigne les sept avocats qui lui paraissent devoir être retranchés du tableau, et l'autorise à convoquer le conseil de discipline, pour délibérer sur cet objet, après avoir entendu lesdits avocats dans leur défense ; 6^e l'arrêt du conseil de discipline, du 30 août 1823, par lequel il déclare former, en tant que de besoin, tierce opposition à la délibération de la Cour, du 19 fev. précédent, en ce qu'elle préjuge que le procureur général peut être recevable à appeler des décisions du

(1 et 2) P. Cass. 23 juin 1828 ; Bourges, 30 mai 1822 ; Grenoble, 17 juill. 1823 ; Caen, 11 janv. 1837, et les notes.

conseil de discipline, qui prononcent sur des questions de maintien d'admission ou de non-admission d'un avocat au tableau, persistant, au surplus, ledit conseil, à maintenir sur ce tableau, les sept avocats désignés par le procureur général, comme ne pouvant y être compris; 7^e le réquisitoire de M. le procureur général, du 13 janv., présent mois, lequel est ainsi conçu : « Attendu que les conseils de discipline de l'ordre des avocats, quand ils statuent sur les difficultés qui s'élèvent, relativement à l'inscription au tableau, comme sur les plaintes auxquelles peuvent donner lieu les membres de l'ordre, doivent être considérés comme de véritables juges; et que lorsque leurs décisions se trouvent attaquées par la voie de l'appel, ils n'ont pas le droit d'intervenir devant la Cour, pour en soutenir le bien jugé;—Qu'ainsi, l'appel par nous interjeté de la décision du 30 janv. 1823, n'a pas dû être notifié au conseil de discipline qui l'a rendue; que ce conseil n'a pas dû être appelé lors de la délibération de la Cour du 19 fév., intervenue sur cet appel, et que, sous aucun rapport, il ne peut être admis à y former tierce opposition;—Attendu, au surplus, que la disposition de la Cour, du 19 fév., qui préjuge que nous sommes recevables à nous pourvoir par la voie d'appel, contre les décisions des conseils de discipline relatives à l'inscription au tableau de l'ordre, est parfaitement conforme au texte comme à l'esprit de l'ordonnance du roi, du 20 nov. 1822, qu'en effet, lorsqu'un conseil de discipline persiste à maintenir sur le tableau des personnes qui n'exercent point la profession d'avocat, ou qui remplissent des fonctions incompatibles avec elle, le procureur général a nécessairement le droit d'appeler de sa décision; que ce droit est une conséquence de celui qui lui est attribué par l'art. 25 de l'ordonnance du roi, et qu'on ne pourrait le lui refuser sans paralyser l'exécution des art. 5 et 42 de cette ordonnance; »

« Attendu, au fond, que les considérations exprimées dans la décision du 30 août dernier, ne détruisent pas les motifs sur lesquels nous nous sommes fondés, pour demander l'élimination des avocats dénommés dans notre lettre du 6 mars précédent;—Qu'il est dérisoire et contraire à l'esprit de l'ordonnance précitée, que des avocats qui ne se livrent point à l'exercice de la profession, soient inscrits sur le tableau;—Que ce serait tromper la confiance des justiciables d'assimiler, en quelque sorte, une inaction habituelle, à un travail assidu;—Qu'il ne s'agit point d'enlever aux licenciés en droit le titre qu'ils ont obtenu; mais seulement d'établir une juste et équitable différence entre ceux qui n'exercent pas et les avocats qui exercent;—Que c'est évidemment ainsi qu'il faut entendre l'ordonnance;—Attendu que les sept avocats dont il s'agit ont été prévenus par nous, le 7 de ce mois, que notre intention était de demander la réformation de la décision du 30 août 1823, qui les a maintenus sur le tableau, et qu'ils ont été invités à se rendre aujourd'hui, heure de midi, devant la Cour, pour être entendus dans leurs observations et moyens de défense; que cette invitation est constatée par les accusés de réception joints à notre réquisitoire;—Que, cependant, lesdits avocats ne se sont pas présentés, et que deux d'entre eux, les sieurs Boitel de Belloy et Mouchard de Saint-Amant, nous ont mandé formellement qu'ils renonçaient à l'exercice de la profession d'avocat;—Requérons qu'il plaise à la Cour, sans s'arrêter ni avoir égard à la tierce opposition du conseil de discipline, laquelle sera déclarée non recevable; faisant droit sur l'appel que nous déclarons

interjeter de la décision dudit conseil, en date du 30 août dernier, en ce que les sieurs Boitel de Belloy, Delaporte, Marotte, Mathon de Halloy, Mouchard de Saint-Amant, Petit et Radiguet ont été maintenus au tableau de l'ordre des avocats, en contravention aux dispositions des art. 5 et 42 de l'ordonnance royale du 20 nov. 1822, précitée; en réformant, quant à ce, ladite décision, ordonner que les susnommés seront retranchés dudit tableau, les premiers comme n'exerçant pas réellement la profession d'avocat, et le dernier comme étant agréé au tribunal de commerce d'Amiens.—Au parquet de la Cour royale d'Amiens, le 13 janv. 1824, signé pour M. le procureur général indisposé, le premier avocat général, Bosquilloa de Fontenay; » — 8^e La délibération de la Cour, dudit jour, 13 janvier, portant que, pour faire droit, sa délibération sera continuée à ce jourd'hui; — 9^e Le nouvel arrêté du conseil de discipline du 23 de ce mois, tendant à ce que, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée par M. le procureur général contre la tierce opposition formée par le conseil de discipline, par son arrêté du 30 août dernier, à la délibération prise par la Cour, le 19 février précédent, dans laquelle fin de non-recevoir, M. le procureur général sera lui-même déclaré non recevable, on des fins de laquelle il sera subsidiairement débouté, il plaise à la Cour remettre les parties au même état qu'elles étaient avant la délibération dudit jour, 19 février, et sistant au fond, déclarer le procureur général non recevable dans les appels par lui émis des arrêtés du conseil de discipline de l'ordre, des 30 janvier et 30 août derniers; — 10^e Diverses lettres et mémoires adressés, tant à M. le premier président qu'à M. le procureur général, par maîtres Radiguet, Boitel de Belloy, Marotte, Mouchard de Saint-Amant, Mathon de Halloy et Delaporte-Fontaine, à l'effet d'établir leurs droits particuliers pour être maintenus sur le tableau de l'ordre des avocats; — 11^e Enfin, le réquisitoire de M. le procureur général, en date de ce jourd'hui, par lequel il déclare ne plus s'opposer à ce que les sieurs Boitel de Belloy et Radiguet soient maintenus sur le tableau de l'ordre des avocats; — Après en avoir délibéré, conformément à la loi, hors de la présence de MM. les gens du roi et du greffier en chef, la décision suivante a été prise et prononcée, après qu'ils ont été rappelés à la séance:

En ce qui touche la tierce opposition formée par le conseil de discipline à la délibération de la Cour, du 19 février 1823:—Considérant qu'on ne peut être tout à la fois juge et partie;—Que le conseil de discipline de l'ordre des avocats, ayant reçu de l'ordonnance du roi, du 20 nov. 1822, une juridiction et des attributions spéciales, est juge des matières sur lesquelles il est appelé à prononcer; que, dès lors, il n'a point qualité, pour former tierce opposition aux décisions supérieures qui porteraient préjudice aux droits individuels de quelques avocats, ou même qui contrediraient des préjugés contraires à ses attributions;—Que de pareilles décisions ne sauraient être attaquées que par les individus qui s'y trouvent intéressés, n'y auraient été néanmoins ni entendus ni appelés;

Considérant que cette fin de non-recevoir a été proposée et définitive dans la séance du 13 de ce mois, tant par M. le premier avocat général, dans ses conclusions verbales, que dans le réquisitoire écrit de M. le procureur général;—Que, d'ailleurs, elle est d'ordre public, et que lors même que les gens du roi ne l'auraient pas opposée, la Cour devrait la prononcer d'office;

En ce qui touche l'appel Interjeté par M. le procureur général, de la décision du conseil de discipline du 30 août dernier, en ce qu'elle maintient sur le tableau des avocats qui en devraient être retranchés;—Considérant que le but de l'ordonnance du Roi du 20 nov. 1822, énoncé dans son préambule, a été de rendre aux avocats exerçant dans les tribunaux, la plénitude du droit de discipline dont ils avaient joui sous les rois pré-décesseurs de Sa Majesté, et d'attacher une autorité et une confiance toutes particulières à la juridiction que l'ordre doit exercer sur ses membres;—Considérant que l'art. 12 de cette ordonnance attribue aux conseils de discipline le pouvoir de prononcer sur les difficultés relatives à l'inscription dans le tableau de l'ordre, d'exercer la surveillance que l'honneur et les intérêts de cet ordre rendent nécessaires, et d'appliquer, lorsqu'il y a lieu, les mesures de discipline autorisées par les réglemens;—Que, dans le cas d'interdiction à temps, ou de radiation, l'art. 24 accorde à l'avocat condamné la faculté d'interjeter appel devant la Cour du ressort;—Que l'art. 25 réserve pareillement aux procureurs généraux le droit d'appeler des décisions rendues par les conseils de discipline, dans le cas prévu par l'art. 15, c'est-à-dire lorsque les décisions auront prononcé sur des plaintes portées contre des avocats inscrits au tableau, pour des infractions et fautes qui leur seront reprochées;—Considérant que l'ordonnance royale, en indiquant ainsi les cas où l'appel pourrait être interjeté, soit par l'avocat condamné, soit par le ministère public, a manifestement exclu tous les autres, et attribué généralement aux décisions des conseils de discipline une autorité souveraine;—Considérant que la décision prise par le conseil de discipline de l'ordre des avocats d'Amiens, le 30 août dernier, et dont M. le procureur général interjette appel, ne prononce que sur la formation du tableau de l'ordre, et sur des difficultés relatives au maintien de quelques avocats dans ce tableau;—Que la juridiction que M. le procureur général voudrait attribuer à la Cour pour réformer cette décision, n'est établie ni reconnue par aucune loi;—Qu'enfin, ou ne peut opposer régulièrement aux avocats intéressés, ni les motifs, ni les réserves insérés dans la délibération de la Cour, du 19 fév. 1823, qui n'a été ni contradictoire, ni définitive;—Sans s'arrêter ni avoir égard à la tierce opposition formée par le conseil de discipline de l'ordre des avocats, dans laquelle il est déclaré non recevable, déclare pareillement le procureur général du roi non recevable dans son appel, etc.

Du 28 janv. 1824.—Cour roy. d'Amiens.—Ch. réun.—Prés., M. Malville, p. p.—Concl., M. Bosquillon de Foutenay, av. gén.

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.—OPPOSITION.

La voie de l'opposition est ouverte contre un jugement sur requête, qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles. (Cod. proc. civ., 324 et 325.) (1)

(Bouillé — C. Liesching.) — ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 324 et 325 du Cod. de proc. civ.;—Attendu que si l'art. 324 veut qu'en toutes matières et en tout état de cause les parties puissent demander de se faire interroger respectivement sur faits et articles, il veut en même temps que l'interrogatoire ne puisse por-

ter que sur faits et articles qui soient pertinens, c'est-à-dire qui soient propres à éclairer la matière du différend;—Attendu, d'un autre côté, que l'art. 325 voulant qu'un tel interrogatoire ne puisse être ordonné que sur requête contenant les faits, et par jugement rendu à l'audience, il est essentiellement juste que la partie contre qui l'interrogatoire a été ainsi ordonné, puisse être reçue à former opposition au jugement ou à l'arrêt sur requête rendu en pareil cas. C'est-à-dire qu'elle soit admise à discuter si les faits sont ou ne sont pas pertinens : car la voie du recours par opposition est de droit commun contre tout jugement ou arrêt rendu, sans que la partie intéressée ait été entendue ni appelée, et l'art. 325 précise, qui règle la forme à suivre pour faire ordonner un interrogatoire sur faits et articles, n'emporte aucune dérogation à cette règle générale, d'où il suit qu'il y a lieu de déclarer recevable l'opposition des sieurs Bouillé et comp. à l'arrêt sur requête, du 31 déc. dernier, qui a ordonné l'interrogatoire dont il s'agit;—Attendu, cependant, que les faits sur lesquels a été demandé et ordonné ledit interrogatoire, sont bien de nature à devoir être répétés pertinens; puis-que considérés en masse, ils tendent à établir que ce serait au sujet du propre consentement des sieurs Bouillé fils et comp., que les sieurs Liesching et comp. auraient fait fabriquer pour eux par Guirand et Favier, des pièces d'effets conformes au dessin dont les sieurs Bouillé et comp. s'attribuent l'invention et la propriété, et que, dès lors, ceux-ci n'auraient été nullement fondés à s'en plaindre;—Par ces motifs, etc.

Du 28 janv. 1824.—Cour roy. de Lyon.—4^e ch.—Prés., M. Reyre.—Pl., MM. Duplan et Menoux.

RENOI D'UN TRIBUNAL A UN AUTRE.—JUGE.—ARRÊTATION.

Du 28 janv. 1824 (aff. Mingonhar).—Cour roy. de Limoges.—V. cet arrêt supra, à la date du 26 janv. 1824.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE.—TESTAMENT OLOGRAPHE.—HÉRITIER.—LEGATAIRE.

Du 28 janv. 1824 (aff. N....)—Cour roy. de Poitiers.—Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 1^{er} avril 1824 (aff. Thoreau).

NOTAIRE.—CHOSE JUGÉE.—FAUX.—DESTITUTION.

Du 28 janv. 1824 (aff. Vidal).—Cour roy. de Pau.—V. l'arrêt de la Cour de cass. du 29 juin 1824, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

QUOTITÉ DISPONIBLE.—ÉPOUX.

Du 29 janv. 1824 (aff. Tardif).—Cour roy. de Lyon.—V. cet arrêt joint à celui de rejet du 3 janv. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

CONTRIBUTIONS DIRECTES.—REMBOURSEMENT.—COMPÉTENCE.

C'est devant l'autorité administrative et non devant les tribunaux que doit être portée la demande en remboursement formée contre un ancien percepteur par un contribuable qui prétend avoir payé plus qu'il ne devait. (L. du 24 août 1790, tit. 2, art. 13; L. du 16 fruct. an 3.) (2)

(1) La question est controversée. V. Paris, 28 mai 1808, et nos observations.

(2) C'est qu'en effet, comme la dit l'a Cour dans

son arrêt, « pour jurer le fond de la contestation, il fallait soumettre à l'examen du tribunal civil une pièce administrative, c'est-à-dire, le reçu fourni

(Laude — C. Possé.)

Du 30 janv. 1824 (aff. Sauter). — Cour roy. de Toulouse.
— Concl., M. Chalret Durlieu, av. gén. — Pl.,
MM. Romiguières fils et Ducos.

ADOPTION. — ÉTRANGER.

Du 31 janv. 1824 (aff. Sauter). — Cour roy. de Dijon. — V. l'arrêt de la Cour de cass., du 22 nov. 1823, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — APPEL. — ACQUIESCENCE.

L'appel d'un jugement interlocutoire est recevable, tant qu'il n'y a pas de jugement définitif; peu importe que trois mois se soient écoulés depuis sa signification. (Cod. proc. civ., 451.) (1)

L'appel d'un jugement interlocutoire peut être recevable, encore que ce jugement ait été exécuté sans réserves. (C. proc. civ., 450.) (2)

(Detré — C. syndics Chocas.)

Une instance était pendante au tribunal de Château-Chalon entre le sieur Detré, les syndics de la faillite du sieur Chocas père, et le sieur Chocas fils, relativement à la validité d'une obligation dont le sieur Detré réclamait l'exécution.

25 mai 1822, jugement qui, avant faire droit, ordonne au sieur Detré de signifier un compte détaillé des avances par lui faites aux sieurs Chocas père et fils, et des sommes qu'ils lui devaient, pour faire connaître les clauses de son obligation, arguée de dol et de fraude.

2 juillet 1822, signification de ce jugement au sieur Detré.

Le 6 nov. 1822, celui-ci a signifié, en exécution de ce jugement, un état de plusieurs arrêts de compte dont le résultat aurait donné naissance à son obligation. Chocas fils et les syndics ont demandé le rejet de cet état comme remplissant pas le but du jugement du 25 mai.

7 janv. 1823, jugement qui accueille cette prétention, et qui a de nouveau ordonné l'exécution du premier. Il faut remarquer que ce jugement n'était pas définitif.

Le 19 mars 1823, le sieur Detré s'est rendu appelant des deux jugements.

Les intimés lui ont opposé deux fins de non recevoir, résultant de ce que plus de trois mois s'étaient écoulés depuis la signification du jugement interlocutoire; et de ce que ce jugement avait été exécuté sans appel par l'appelant.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur la première question, qu'aux termes de droit, l'appel d'un jugement interlocutoire peut être interjeté avant le jugement définitif; que la loi ne fixe pas le délai; qu'ainsi il peut l'être même après les trois mois de la signification, pourvu que ce soit avant la décision définitive;

Considérant, sur la deuxième question, que l'appel des jugements préparatoires est permis, quoiqu'ils aient été exécutés sans réserves; qu'il

y a bien, dans l'espèce, cette circonstance que l'appelant, en exécutant celui dont il s'agit, a réservé tous ses droits: — Qu'en surplus, la règle établie pour les préparatoires s'applique aux interlocutoires, soit parce que la partie peut espérer que la preuve ordonnée ne sera pas faite, et que, dans cette attente, il est inutile de s'exposer au hasard d'un appel, soit parce qu'elle sait que les jugements interlocutoires ne lient que les juges; — Sans avoir égard aux fins de non-recevoir alléguées, reçoit l'appel des deux jugements des 25 mai 1822 et 7 janv. 1823, etc.

Du 2 fév. 1824. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Sallé, p. p. — Concl., M. Pascaud, av. gén. — Pl., MM. Mayet, Mater et Fravaton.

DONATION DÉGUISÉE. — RAPPORT.

Une donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux, n'entraîne pas nécessairement dispense de rapport. (Cod. civ., 918.) (3)

(Albouy — C. Albouy.)

Du 2 fév. 1824. — Cour roy. de Toulouse. — 2^e ch. — Prés., M. de Cambon. — Concl., M. Chalret, av. gén. — Pl., MM. Gasc et Amilbau.

RETOUR LÉGAL. — ASCENDANT.

Du 2 fév. 1824 (aff. V^e Saint-Massat). — Cour roy. de Riom. — V. cet arrêt au 12 du même mois.

LÉGITIMITÉ. — FIN DE NON-RECEVOIR. — ENFANT. — MÈRE.

Celui qui a concouru aux actes de famille faits au profit d'un enfant, considéré comme légitime, peut être déclaré non recevable à lui contester sa légitimité. (Cod. civ., 322.) (4)

On ne peut contester l'état de l'enfant dont le père et la mère sont décédés, s'il a pour lui acte de naissance et possession d'état, encore qu'il existe une déclaration de sa mère reconnaissant qu'il n'y a pas eu célébration de mariage. (Cod. civ., 197 et 322.) (5)

(Calmel — C. Picou.)

Le 24 therm. an 8, acte notarié, renfermant les conventions matrimoniales de Pierre Picou et Anne Calmel. — Celle-ci, reçoit de son père une donation de 3,600 fr. dont une partie seulement lui est payée. — Anne Calmel donne le jour à Joseph-Pierre Picou, l'acte de naissance de cet enfant le désigne comme né du mariage de Pierre Picou et d'Anne Calmel.

En l'an 10, Picou décède. — La femme Calmel, voyant approcher sa fin, se dépouille en faveur de son fils, de la totalité de ses biens. — Il faut remarquer ici que pour prémunir cet enfant contre toute attaque future, Anne Calmel s'était présentée le 5 prair. an 10, devant le maire de la commune pour y faire la reconnaissance authentique de son fils, et que là elle avait déclaré que son mariage n'avait pu être célébré, attendu que Pleou était réquisitionnaire.

disertations en sens contraire qui accompagnent, l'une un arrêt de la Cour de Colmar du 10 déc. 1813, l'autre un arrêt de la Cour de cassation du 13 août 1817.

(4) V. anal. dans la même sens, Cass. 13 et 18 avril 1820; 27 déc. 1831, et l'arrêt, conforme d'appel rendu par la Cour de Bordeaux, le 20 mars 1830 et qui est rapporté *ibid.* — V. toutefois, Bruxelles, 7 juin 1806. — *Junge*, dans le sens de la décision ci-dessus, Grenoble, 3 fév. 1807.

(5) Sic, Richelot, *Etat des familles*, t. 1, p. 77 et 356.

par le percepteur à un contribuable et aussi à vérification des comptes de ce percepteur. — V. du reste, comme anal. dans le sens de cette décision, Cass. 24 août, an 7, et ordonn. du 23 fév. 1820 (aff. Monnoye), et les notes.

(1) Question controversée, V. Cass. 23 mai 1822; Colmar, 6 mai 1809; Trèves, 1^{er} août 1810, et nos observations sur les derniers arrêts.

(2) V. en ce sens, Trèves, 1^{er} août 1810, et nos observations. — V. en sens contraire, Angers, 21 août 1821; Cass. 17 nov. 1829.

(3) V. sur cette question controversée, les deux

Demeuré orphelin, Joseph-Pierre Picon se trouve placé sous la tutelle de son aïeul paternel. Celui-ci convoque un conseil de famille et demande la fixation régulière de l'avoir du mineur. Pierre Calmei, aïeul maternel et membre de droit du conseil de famille prend part à la délibération. — Il y est convenu, entre autres choses, que Pierre Calmei doit à sa fille le restant de la donation ci-dessus mentionnée et les intérêts qui ont couru depuis le 24 therm. an 8; et il est ordonné que cette somme sera versée entre les mains du tuteur. — Cette délibération reste longtemps sans effet; à sa majorité, Joseph-Pierre Picon actionne Pierre Calmei son aïeul maternel.

Mais celui-ci soutient : 1° que la donation faite à la fille est devenue caduque par la fait de la non-célébration du mariage; — 2° qu'en s'arrogeant le titre d'enfant légitime, Joseph-Pierre Picon commet une usurpation; sa condition véritable étant celle d'enfant naturel. — Calmei se fonde sur l'impossibilité de représenter l'acte de célébration du mariage; et de plus sur la déclaration de sa fille Anne Calmei, recueillie par l'officier de l'état civil.

Le tribunal de Saint-Pons, n'accueille aucun de ces moyens et alloue à Picon la somme demandée; — Attendu que, les père et mère du demandeur étant décédés antérieurement au Code civ., l'espèce doit être régie par les principes en vigueur avant ledit Code; or, d'après ces principes il est certain que l'enfant qui réunissait en sa faveur la possession d'état à l'acte de naissance, n'était pas tenu de représenter la preuve de la célébration du mariage de ses père et mère; attendu que, sous l'empire même du Code, Pierre Picon ne serait pas indispensablement tenu de rapporter l'acte de célébration du mariage de ses père et mère, puisque l'art. 197 admet, moyennant certaines conditions, des preuves équivalentes; que ledit Pierre Picon est exactement dans le cas de l'application de cet article, puisque les conditions qu'il exige existent toutes en sa faveur, et que cela est établi tant par le procès-verbal de l'assemblée de famille du 1^{er} fév. 1806 que par l'interrogatoire sur faits et articles subi par Calmei, le 23 décembre dernier; qu'on ne peut point, pour écarter la réclamation de Pierre Picon, argumenter d'une déclaration qu'aurait faite sa mère Anne Calmei devant l'officier de l'état civil, le 3 prair. an 10, pour assurer l'état de son fils, de laquelle il résulterait que son mariage n'aurait pas pu être célébré, parce que, en tant qu'on viendrait l'opposer à l'enfant, cette déclaration doit être réputée nulle et de nul effet d'après le principe fondamental, en matière d'état, que les aveux des père et mère ne peuvent pas nuire à l'état de leurs enfants, principe formellement consacré par l'ancienne jurisprudence, comme on peut le voir dans *Demoultier*, v^o *Quest. d'état*, etc., etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les actes de naissance sont les titres les plus respectables et les plus certains de l'état des hommes, et que l'acte de naissance de Joseph-Pierre Picon, en énonçant qu'il était né de Pierre Picou et d'Anne Calmei, mariés, le déclare, par cela même, leur enfant légitime; — Qu'il a été constamment reconnu pour tel tant par la famille de son père que par celle de sa mère, que cela résulte notamment de la délibération de l'assemblée de famille du 1^{er} fév. 1806, où ses parents paternels et maternels lui nomment un subrogé tuteur, donnent à son aïeul paternel la qualité de tuteur légal, à sa seule mère le titre d'épouse de Pierre Picou, et à chacun des membres de l'assemblée les titres de

parenté propres à chacun; — Que Pierre Calmei faisait lui-même partie de cette assemblée; que l'on s'y occupa des conventions stipulées dans le contrat de mariage des père et mère de Joseph-Pierre Picou; que Pierre Calmei, qui avait jusqu'alors exécuté en partie celles qui le concernaient, reconnut de plus fort leur validité, en réglant, conjointement avec les autres membres des deux familles, la manière dont la surplus devait être exécuté, et qu'en effet, il en continua l'exécution jusqu'en 1820 par le paiement des intérêts des sommes qu'il restait devoir; — Attendu qu'il résulte de tous ces faits, en faveur de l'état de Joseph-Pierre Picou, son concours de titres et de possession que le sieur Pierre Calmei est non recevable à attaquer; — Que si, dans l'acte fait par sa fille le 3 prair. an 10, celle-ci, en déclarant qu'elle avait été jusqu'alors reconnue dans la société comme l'épouse de Pierre Picon, ajoute que son mariage n'avait pas été célébré devant l'officier de l'état civil, cette dernière assertion ne saurait autoriser la prétention de Pierre Calmei, soit parce que l'état d'un enfant, établi par son acte de naissance et par sa possession, ne peut être détruit par la déclaration de sa mère, soit parce que, postérieurement à cette déclaration, Pierre Calmei a reconnu la filiation légitime de Joseph-Pierre Picou; — Enfin, que, d'après les anciens principes, comme d'après les dispositions du Code civ., la légitimité des enfants dont les père et mère ont vécu publiquement comme mari et femme, et sont décédés, ne peut être contestée sur le seul prétexte du défaut de représentation de l'acte de célébration de mariage, quand cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par l'acte de naissance; et qu'ici l'acte de naissance de Pierre Picou confirme, au contraire, sa possession d'état; — Qu'il suit de tout ce que dessus que, la légitimité de Pierre Picon ne pouvant être contestée, Pierre Calmei ne peut se refuser à l'exécution de la donation faite dans le contrat de mariage de sa fille; — Par ces motifs et ceux exprimés dans le jugement dont est appel, met l'appellation au néant;

Du 4 fév. 1824. — Cour roy. de Montpellier. — Pl., MM. Boize et Coffinière.

GARANTIE. — MISE EN CAUSE. — DÉLAI.

Le garant qui n'a pas été appelé en cause dans le délai de huitaine de la demande originaire, ne peut exciper de ce retard pour demander son renvoi. — Le délai de huitaine n'a été fixé que dans l'intérêt du demandeur principal, et pour que le jugement de son action ne soit pas retardé. (Cod. proc., 175.) (1)

(Glonmand. — C. Baret de Beauvais.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, quel que soit le laps de temps qui s'est écoulé depuis la demande, le défendeur originaire peut toujours appeler son garant devant le tribunal saisi de la demande originaire, sans le droit qu'a le garanti de faire déclarer la demande en garantie mal fondée, si le garanti s'est laissé condamner d'une manière irrévocable sans l'appeler en cause, soit de demander que le garanti supporte personnellement les frais qu'il a faits en son absence; qu'ainsi Glonmand a pu, en 1822, appeler les héritiers Baret de Beauvais, en garantie, quoique la demande originaire remontât à 1809; — Que le tribunal de Guéret, en se fondant, pour décider le contraire, sur les dispositions des art. 175 et 186 du

(1) V. dans le même sens, Bruxelles, 10 juill. 1809, et les autorités indiquées à la note.

Code de proc. civ., a fait une fautive application de ces articles. En effet, l'art. 175 accorde un délai de huitaine au défendeur originaire pour appeler son garant, et l'art. 186 veut que les exceptions dilatoires soient proposées conjointement et avant toutes défenses au fond : mais qu'il est évident, d'après l'initiale et l'ensemble du paragraphe du Code où se trouvent ces articles, que les dispositions de ces articles ne reçoivent d'application qu'entre le demandeur et le défendeur originaux seulement, et que le garant ne peut, en aucune manière, s'en prévaloir. D'après la disposition de l'art. 175, le demandeur originaire ne peut forcer le défendeur originaire, qui a droit d'appeler un garant, de s'expliquer personnellement sur la demande formée contre lui pendant le délai de huitaine qui lui est accordé pour appeler son garant ; et si le garant laisse expirer ce délai sans user de la faculté qui lui est accordée par la loi, ou s'il défend au fond, le demandeur originaire peut bien se prévaloir de l'une ou de l'autre de ces circonstances pour s'opposer à ce que la demande en garantie ne retarde plus l'instruction de la demande principale ; mais le garant qui n'est point en cause, et auquel la disposition des articles précités ne s'applique nullement, n'en peut tirer aucune conséquence dans son intérêt ; — Met l'appel et ce dont est appel au néant ; émettant, déclare la demande en garantie formée par Groumeau contre les héritiers Baret de Beauvais recevable, etc.

Du 4 fév. 1824. — Cour roy. de Limoges. — Ch. civ. — Prés., M. de Gaujal, p. p. — Concl., M. Guillaud, av. gén. — Pl., MM. Barny et Dumont Saint-Priest.

CONTRAINTE ADMINISTRATIVE. — INTERPRÉTATION. — COMPÉTENCE.

C'est devant le ministre des finances, par voie de demande en interprétation, et non devant le conseil d'Etat, par la voie contentieuse, que doit être portée la question de savoir en quelles valeurs doit être acquittée une somme pour laquelle le ministre des finances a décerné une contrainte contre un redevable du trésor public (1).

(Swan. — C. Lubbert et Dumas.)

Du 4 février 1824. — Ordonn. en Cons. d'Etat. — Rapp. M. de Cormenin. — Pl., M. M. Delagrè et Bégulin.

DETTES DE L'ÉTAT. — PRINCES FRANÇAIS. — AVÈNEMENT AU TRÔNE.

C'est devant l'autorité administrative, seule compétente pour connaître des questions relatives à la liquidation de la dette publique, et non devant les tribunaux, que doit être portée la demande des créanciers d'un prince français, qui réclament leur paiement de l'Etat comme détenteur des biens de leur débiteur en vertu des lois de confiscation, ou par suite de l'avènement de ce prince au trône (2).

(Bourbon-Conti.)

Le marquis et le chevalier de Bourbon-Conti réclamaient devant le tribunal de première instance de la Seine, contre la régie des domaines, agissant au nom de l'Etat, détenteur du domaine de l'Isle Adam, le paiement d'une somme de 2,783,733 fr. pour principal et intérêts d'une

rente de 80,000 fr., originairement donnée par Louis XIV au prince Armand de Bourbon-Conti, aux droits desquels ils étaient en vertu d'actes des 26 mars 1777 et 14 janvier 1787.

Le 19 mars 1821, jugement qui rejette le déclinatoire proposé par la régie : — « Attendu qu'en thèse générale, le domaine de l'Etat est, comme les particuliers, justiciable des tribunaux ordinaires ; que le principe consacré par l'art. 69 du Code de proc. ne reçoit d'exception que dans les cas déterminés par la loi ; — Attendu qu'il s'agit, dans la cause, d'une action réelle, intentée par le marquis et le chevalier de Bourbon-Conti, contre le domaine de l'Etat, et qui a pour objet l'exercice des droits d'hypothèque que le marquis et le chevalier de Conti prétendent être en droit d'exercer sur des immeubles que le feu prince de Conty a vendus à Monsieur, aujourd'hui roi de France, qui en a passé déclaration de command au profit de sa majesté Louis XVI ; — Attendu que ces immeubles avaient été frappés de confiscation par la loi du 16 juin 1793, mais que l'effet de cette confiscation a cessé par la loi du 5 décembre 1814, qui a ordonné la remise des biens confisqués dont l'Etat se trouvait en possession au moment où cette loi a été rendue ; — Attendu que si la restitution des immeubles dont il s'agit n'a pas été faite au prince qui s'en était réservé l'usufruit, c'est que, par son avènement au trône, ils ont été dévolus au domaine de l'Etat ; qu'ainsi ce n'est pas en vertu de la loi du 16 juin 1793 que le domaine est en ce moment détenteur des immeubles, mais comme les tenant à titre de dévolution, à cause de l'avènement au trône du prince acquéreur ; — Que, dans cet état, la question principale du procès consiste à savoir si, par l'effet de la dévolution, les immeubles dont il s'agit sont passés dans les mains du domaine, affranchis des hypothèques dont ils étaient grevés à l'époque de la vente faite par le feu prince de Conty ; ou si, au contraire, les créanciers en faveur desquels ces hypothèques ont été constituées, peuvent exercer contre le domaine les droits qu'ils auraient exercés contre le prince, si son avènement au trône n'eût pas formé obstacle à la remise ordonnée par la loi du 5 décembre 1814, et qu'une pareille question rentre nécessairement dans les attributions des tribunaux, etc. »

Conflit motivé sur ce que la demande ayant pour objet d'obtenir de l'Etat soit un remboursement effectif, soit le délaissement de biens nationaux, devait être dirigée contre le préfet, conformément aux art. 69 et 70 du Code de proc. civ., et sur ce qu'aux termes des lois rendues sur la matière, les 23 déc. 1790, 3 vend. et 23 mess. an 11, 23 prair. an 3, 9 frim. an 7, et de l'arrêté du gouvernement du 13 prair. an 10, le règlement, la vérification et la reconnaissance des créances sur l'Etat ont été spécialement attribués à l'autorité administrative.

Louis, etc. : — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, du remboursement d'une créance que le chevalier et le marquis de Bourbon-Conti prétendent être à la charge de l'Etat, et que les tribunaux ne peuvent connaître des questions relatives à la liquidation de la dette publique ;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département de la Seine, le 10 avril 1823, est confirmé.

Du 4 fév. 1824. — Ordonn. en Cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Teysseyre.

ci dessus, l'Ordonnance, *Droit adm.* (5^e éd.), et *De l'Etat* de l'Etat, § 2.

(2) V. comme anal. dans la même sens, ordonn. du 4 mars 1819 (aff. Desgravières).

(1) F. à la date des 6 sept. 1820 et 4 mars 1823, une ordonn. en conseil d'Etat, et un arrêt de la Cour de cassation rendus dans la même affaire. — V. au surplus, sur le principe posé par la solution

1^o ÉMIGRÉ.—RESTITUTION.—ÉTRANGERS.2^o DETTES DE L'ÉTAT. — ÉTRANGERS.

1^o Le bénéfice de la loi du 5 déc. 1814 ne s'applique pas aux anciens propriétaires émigrés qui ne sont pas Français, ou à des biens qui, par l'effet de la réduction du territoire, ont cessé de faire partie de la France (1).

2^o La convention du 25 avril 1814 a libéré la France de toutes les dettes contractées par elle jusqu'à cette époque envers les sujets des puissances étrangères (2).

(Lompret.)

Des biens situés dans le canton de Chimay avaient été confisqués sur le sieur Lompret, émigré. En 1813, ces biens sont vendus; mais pris n'en a été payé que postérieurement au 5 déc. 1814.

En 1823, les héritiers Lompret, se fondant sur la loi du 5 déc. 1814, réclament les sommes payées postérieurement à cette loi. Il faut remarquer qu'à cette époque le canton de Chimay ne faisait plus partie de la France, et que les héritiers Lompret étaient devenus étrangers.

23 sept. 1823, décision du ministre des finances qui rejette la demande, attendu que les biens vendus sont placés hors de France, et que les réclamants sont étrangers.

Pourvoi au conseil d'Etat de la part des héritiers Lompret.

Louis, etc.; — Considérant que le sieur Lompret était étranger; que, dès lors, la loi du 5 déc. 1814 ne lui est pas applicable; — Considérant que la convention du 25 avril 1814 a libéré la France de toutes dettes quelconques contractées par elle, envers les sujets des puissances étrangères;

Art. 1^{er}. — La requête des héritiers Jacques Lompret est rejetée.

Du 4 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat.

BOIS PARTICULIER. — DÉFENSABILITÉ. —

USAGES. — COMPÉTENCE.

Le fait de défensabilité d'un bois doit être constaté exclusivement par l'administration forestière, quand il s'agit de bois particuliers, tout aussi bien que lorsqu'il s'agit de bois domaniaux. (Ordonn. de 1689, art. 1^{er}, tit. 19; Décr. du 17 niv. an 13; Avis du cons. d'Etat des 18 brum. - 16 frim. an 14.) (3)

Bien que l'administration forestière ait attribution exclusive pour constater la défensabilité d'un bois soumis à un usage, ce n'est pas à elle qu'il appartient de déclarer la possibilité de ce bois pour servir telle étendue du droit d'usage, pour suffire au pacage d'un tel nombre de bestiaux; en un mot, c'est aux tribunaux seuls à déterminer la quantité des bestiaux que des usagers peuvent introduire dans un bois, en vertu leur droit d'usage..., du moins quand il s'agit de bois particulier (4).

(Les héritiers de Bouillon — C. la commune de Laboisière.)

Par arrêt de la Cour royale de Rouen, du 3 fév.

(1) Il a été jugé, dans un sens analogue, par la Cour royale de Paris, que les étrangers, même naturalisés, n'avaient pas droit à l'indemnité accordée aux émigrés par la loi du 27 avril 1825. V. arrêt du 2 juill. 1833.

(2) Ce point a été nombre de fois jugé, notamment par ordonn. du 15 déc. 1824 (aff. D'Arneou), dans laquelle il s'agissait d'un créancier espagnol dont la réclamation contre le trésor a été rejetée, bien qu'une décision ministérielle et une ordonnance royale confirmative, eussent antérieurement déclaré qu'il y avait lieu à liquidation de la créance,

1821, les héritiers de Bouillon furent condamnés à délivrer aux habitants de plusieurs communes, notamment de la commune de Laboisière, un canton de bois indivisible, à prendre dans la forêt de Mercy appartenant à la famille de Bouillon, ledit canton de bois défensable, pour servir au pacage et pâturage des bestiaux de la commune de Laboisière et autres. — La désignation du canton de bois défensable fut faite par l'administration forestière. — Restait à savoir quelle quantité de bestiaux seraient envoyés au pacage par les usagers. — La commune de Laboisière prétendit avoir le droit d'envoyer au pâturage soixante-quinze vaches, sept ânes et sept porcs.

Le 28 sept. 1824, l'administration forestière décida, ou constata, que la portion de bois défensable ne comportait que trente bêtes à cornes, pour la commune de Laboisière.

La commune de Laboisière, mécontente de cette décision sur la possibilité du bois défensable, qui dégénérait en réduction de l'étendue du droit d'usage, assigna les héritiers de Bouillon, pour avoir à délivrer aux usagers un canton suffisant pour le nombre de bestiaux fixé par les titres de la commune.

Sursis du tribunal jusqu'à autorisation de la commune par le conseil de préfecture.

Le conseil de préfecture, requis d'accorder autorisation, fut d'avis qu'un procès n'était pas nécessaire, en l'état; qu'il suffisait de s'adresser au ministre des finances, pour faire réformer la décision de l'administration forestière, qui faisait grief à la commune de Laboisière. La commune fut donc renvoyée à se pourvoir devant le ministre des finances, et provisoirement il fut sursis à statuer sur la demande en autorisation.

Cet arrêt du conseil de préfecture fut dénoncé au conseil d'Etat, comme un déni de justice. — Le conseil d'Etat jugea comme le conseil de préfecture, qu'il suffisait de s'adresser au ministre des finances.

La commune de Laboisière se plaignit donc au ministre des finances de la décision de l'administration qui réduisait à trente bêtes à laine, le nombre de bestiaux à envoyer par elle, dans le canton défensable de la forêt de Mercy, en vertu de son droit d'usage. — Que l'administration forestière, disait la commune, soit compétente pour déterminer la quantité de bois défensable, c'est ce qu'on ne lui conteste pas; — Mais de ce qu'elle a attribution pour déclarer le bois défensable, il ne s'en suit pas qu'elle ait attribution pour déterminer le nombre de bestiaux à envoyer dans les cantons défensables, ce serait l'autoriser à réduire le droit d'usage, à rendre les titres nuls, ou moins efficaces, à juger des questions de propriété.

On répondait pour les héritiers de Bouillon, et touchant l'administration forestière, en faisant une distinction. Non sans doute, l'administration forestière n'a pas attribution pour déterminer le nombre de bestiaux à envoyer dans un canton défensable, d'après l'étendue du droit

(3) Ce point a été de nouveau consacré par l'art. 119 du Code forestier.

(4) Cette solution est encore aujourd'hui susceptible de faire règle, les particuliers ne jouissant pas pour leurs bois de la faculté que l'art. 65 du Code forestier, donne à l'administration forestière en ce qui concerne les bois domaniaux, de réduire les droits d'usage selon l'état de la possibilité des forêts, sauf recours au conseil de préfecture. D'ailleurs, l'art. 121 du même Code attribue formellement aux tribunaux la connaissance de toute contestation entre le propriétaire et l'usager.

d'usage, ou d'après les dispositions du titre institutif de l'usage; mais elle a attribution pour déterminer le nombre de bestiaux à envoyer dans un bois défensable, eu égard à la possibilité du bois. — L'administration forestière soutenait donc que l'attribution pour déclarer la défensabilité, emportait attribution pour déterminer la possibilité du bois. Elle soutenait que c'était une nécessité de conservation pour les bois; que tel était l'esprit de la législation forestière: elle invoquait les art. 2 et 5, tit. 49 de l'ordonn. de 1669.

Le 5 nov. 1823, décision du ministre des finances, qui annule l'acte forestier du 8 sept. 1821: — « Considérant que si l'administration forestière a incontestablement le droit exclusif de déterminer, dans les bois particuliers, quelles sont les parties défensables, aucune loi ni aucun autre acte de gouvernement ne lui attribue le droit de limiter le nombre de bestiaux que les usagers doivent ensuite envoyer, en pâturage et pacage, dans les cantons déclarés défensables; — (Qu'en effet le titre 49 de l'ordonn. de 1669, dont les art. 2 et 5, font seule mention de la fixation du nombre des bestiaux des usagers dans les bois et forêts du domaine, ne contient aucune disposition qui en fasse l'application aux bois des particuliers; — Que, lorsque l'administration des forêts a constaté dans les bois des particuliers, quelles sont les parties défensables, elle a consommé son ministère; et que, du moment où elle a ainsi reconnu et déclaré que les bois n'ont plus rien à craindre de la dent des bestiaux, s'il s'élève des contestations entre les particuliers et les usagers, sur le nombre des bestiaux, c'est à ces tribunaux seuls à statuer à cet égard, d'après les titres et droits des parties; décide ce qui suit: la décision de l'administration des forêts du 8 sept. 1821, est inutiles en ce qu'elle détermine le nombre d'hectares de bois déclarés défensables dans la forêt de Mercy. Cette décision est annulée dans la disposition qui fixe le nombre des bestiaux à y envoyer au pacage, et en fait la répartition entre les trois communes usagères, sauf à la commune de Laboisière à se pourvoir, en cas de contestation, devant les tribunaux, pour faire statuer à cet égard. »

Les héritiers de Bouillon se sont pourvus au conseil d'Etat contre la décision du ministre des finances, à la date du 5 nov. 1823; ils ont soutenu que la question de possibilité des bois était essentiellement forestière, et conséquemment administrative; qu'elle ne devait pas être renvoyée aux tribunaux.

Louis, etc.; — Considérant que, lorsque l'administration des forêts a constaté, dans les bois des particuliers, quelles sont les parties défensables, elle a consommé son ministère; que si, après qu'elle a reconnu et déclaré que lesdits bois sont défensables, il s'élève des contestations entre les propriétaires et les usagers, sur le nombre des animaux que ceux-ci peuvent envoyer dans la forêt, c'est aux tribunaux seuls à statuer, à cet égard, d'après les titres et droits des parties; que, par conséquent, notre ministre des finances a décidé avec raison que l'administration forestière a excédé ses pouvoirs, en déterminant la quotité des bestiaux que les trois communes devaient envoyer dans la forêt de Mercy;

Art. 1^{er}. La requête des héritiers de Bouillon est rejetée.

Du 4 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Odilon Barrot.

RIVIÈRES NAVIGABLES. — CHANVRE (Dépôt de). — COMPÉTENCE.

Les dépôts de chanvre faits par un particulier dans une rivière navigable, constituent une contravention de grande voirie, dont les conseils de préfecture peuvent seuls connaître, à l'exclusion des tribunaux de la compétence exclusive des conseils de préfecture. (L. du 29 flor. an 40, art. 1^{er}; Décr. du 16 déc. 1811, art. 412.) (1)

(Braard et Pierre Noire.)

Louis, etc.; — Considérant que le dépôt dont il s'agit constitue un délit de grande voirie, qui, d'après les dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 29 flor. an 40 et de l'art. 412 du décret du 16 déc. 1811, ne peut être poursuivi et jugé que par voie administrative; — Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du Puy-de-Dôme, le 2 oct. 1823, est confirmé.

Du 4 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin.

APPROVISIONNEMENT DE PARIS. — FLOT-TAGE DES BOIS. — COMPÉTENCE.

L'autorité administrative est exclusivement compétente pour statuer sur les contestations qui s'élèvent entre les floteurs des bois destinés à l'approvisionnement de Paris, et les propriétaires riverains des cours d'eau flottables, au sujet des dépôts de bois faits sur les terrains de ces propriétaires. (Ordonn. de 1672, chap. 17, art. 14.) (2)

(D'Artbel et C. Boudron.)

Le sieur Boudron, floteur pour l'approvisionnement de Paris, avait disposé d'un terrain sur les bords de l'Yonne, pour y établir un atelier de flottage. Plainte par la dame d'Artbel, propriétaire de ce terrain, devant le juge de paix de Clamecy (Nièvre), et jugement du 31 août 1822, qui condamne Boudron à 10 fr. de dommages-intérêts. — Conflit.

Louis, etc.; — Vu l'art. 14 du chap. 17 de l'ordonnance du mois de déc. 1672; — Considérant qu'il est établi, en fait, qu'Edme Boudron a agi comme floteur, pour l'approvisionnement de Paris; — Qu'aux termes de l'ordonnance de 1672, ci-dessus visée, les contestations qui s'élèvent en pareil cas entre les floteurs et les propriétaires riverains, sont dans les attributions de l'autorité administrative; — Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit, du 14 avril 1823, ci-dessus visé, est approuvé.

Du 4 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Peyronnet.

ALIGNEMENT. — LIMITE.

Il n'y a pas contravention de la part du propriétaire qui élève un bâtiment en arrière de l'alignement déterminé par une ordonnance royale. (Arrêt du cons. du 27 fév. 1765.) (3)

(Legros.)

Louis, etc.; — En ce qui concerne la contravention de grande voirie: — Considérant que l'alignement à suivre était déterminé par une

(1) Sic, ordonn. du 4 nov. 1823 (aff. Faucher). F. a cet égard, les observations qui accompagnent une ordonn. du 16 janv. 1822 (aff. Bonacru). —

(2) F. conf., ordonn. du 9 juil. 1820 (aff. Devaux). Toutefois, voy. également une ordonn. du 26 juil. 1822 (aff. Sallé), et la note.

(3) Une ordonn. du 17 juin 1818 (aff. Fumery), semble se prononcer dans un sens contraire. Mais voy. dans le sens de la solution ci-dessus, Garrier, *Traité des chemins*, p. 151; Proudhon, *Domaine public*, n° 246.

ordonnance royale, et que le sieur Legros ayant bâti en arrière de cet alignement, il n'y avait pas lieu de lui appliquer les réglemens de la grande voirie; — Considérant, d'ailleurs, que le sieur Legros a demandé, le 4 janvier 1822, l'autorisation d'enclore sa propriété le long de la grande route, et que, par arrêté du 12 juin 1823, le préfet a accordé cette autorisation et déterminé l'alignement à suivre.

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Seine-inférieure, du 1^{er} avril 1822 est annulé, en ce qu'il a prononcé une amende contre le sieur Legros, et le paiement de ladite amende lui sera restitué.

Du 4 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Scribe.

COMMUNAUX. — VENTE. — RÉSILIATION. — INDEMNITÉ. — COMPÉTENCE.

C'est à la juridiction administrative et non aux tribunaux, qu'il appartient de statuer sur le règlement de l'indemnité due par l'Etat à un particulier à raison de la résiliation partielle d'une vente de biens communaux, dans laquelle on avait compris à tort des parties de bâtimens affectés à un service public. Il n'en est pas de ce cas, comme s'il s'agissait d'expropriation pour utilité publique (1).

(Duquesne.)

Dans le courant de 1813, et en vertu de la loi du 20 mars de cette année, vente au sieur Duquesne, au nom de la caisse d'amortissement, d'un terrain avec bâtimens appartenant à la ville de Lille. — La vente réservait une chambre servant de corps-de-corps; mais les termes de cette réserve ne comprenaient pas une autre chambre, servant de logement à l'officier de garde, et les greniers au-dessus des deux pièces. Ces objets furent repris, en vertu d'un arrêté du conseil de préfecture, qui résilia la vente à leur égard. L'indemnité due au sieur Duquesne fut fixée à 400 fr., par le préfet et le ministre des finances. Le sieur Duquesne l'a trouvée insuffisante, et s'est pourvu au conseil d'Etat.

LOUIS, etc.; — Considérant que l'arrêté du conseil de préfecture du département du Nord, du 19 déc. 1814, n'a pas prononcé l'éviction du sieur Duquesne pour cause d'utilité publique, mais seulement la résiliation partielle de la vente pour cause d'inaliénabilité d'une portion des bâtimens dont il s'agit; — Que, par suite dudit arrêté, le ministre des finances a, le 24 déc. 1819, décidé que l'indemnité due au sieur Duquesne, à raison de cette résiliation, demeurerait fixée à 400 fr., et que cette somme serait admise en déduction de celle dont le sieur Duquesne était redevable, pour solde du prix de son adjudication; — Qu'ainsi, le ministre des finances ne peut plus être aujourd'hui admis à demander l'annulation dudit arrêté, et à prétendre que ladite indemnité doit être seulement accordée pour cause d'utilité publique, et fixée, en cas de contestation, par les tribunaux; — Considérant que les parties n'étant pas d'accord sur le règlement de l'indemnité de résiliation, il y a lieu de les renvoyer, pour y être fait droit, devant le conseil de préfecture, sauf recours à notre conseil d'Etat;

Art. 1^{er}. La décision de notre ministre des fi-

naances, du 24 déc. 1819, est annulée, et les parties sont renvoyées devant le conseil de préfecture du Nord, pour y faire statuer sur le règlement de l'indemnité dont il s'agit.

Du 4 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., M. Rochelle.

LETTRE DE CHANGE. — FAUX. — PAIEMENT. — RÉPÉTITION.

Le tiré ou l'intervenant qui a payé une lettre de change ultérieurement reconnue fautive, peut en répéter la montant contre le porteur. — Ici s'applique l'art. 1377, Cod. civ., qui veut que celui qui acquitte une dette dont par erreur il se croyait débiteur, ait le droit de répétition contre le créancier (2).

(Perrier frères et consorts — C. Vassel et comp.)

En 1822, une lettre de change de 8,000 fr. est tirée de Lyon par un sieur Brunet, à l'ordre du sieur Martin, sur les sieurs Rougemont de Lowemberg, à Paris; elle est payable, au besoin, chez les sieurs Vassel et compagnie, chez le sieur Davilliers, et chez le sieur Aboury-Fournier, banquiers à Paris. Le sieur Martin transmet cette lettre de change, par la voie de l'endossement, au sieur Vassins; le sieur Vassins, au sieur Rostain, le sieur Rostain paraît l'avoir transmise au sieur Charles Durand fils, ou plutôt, on lit sur la lettre de change un endossement au profit du sieur Liebert, portant la signature Charles Durand fils. Le sieur Liebert transmet la traite aux sieurs Paillasson, Tellé et Juvenel; ces derniers au sieur Carlofella, piémontais, ou du moins, et comme on l'a dit pour les sieurs Durand, la traite est endossée par une signature imitant celle des sieurs Paillasson, Tellé et Juvenel; Carlofella la passe à l'ordre des sieurs Foutés et Fourt, banquiers à Toulouse, qui à leur tour la négocient aux sieurs Cibiel; ceux-ci au sieur Leverdier; le sieur Leverdier au sieur Berard fils, enfin et en dernier lieu, le sieur Berard, au sieur Perrier frères et compagnie, banquiers à Paris.

A l'échéance, la lettre de change est protestée faute de paiement de la part du tiré, qui déclare n'avoir, ni fond, ni avis du tireur; mais présentée par les sieurs Perrier, au domicile des sieurs Vassel et compagnie, indiqués comme devant payer, au besoin, elle est acquittée par ces derniers, par intervention et pour l'honneur de la signature des sieurs Charles Durand fils et compagnie, l'un des endosseurs.

Les sieurs Vassel, ayant informé les sieurs Durand et compagnie, du paiement qu'ils avaient fait pour eux, ceux-ci leur répondirent qu'ils étaient étrangers à la lettre de change et que leurs signatures y avaient été contrefaites. Les sieurs Vassel ont alors assigné les sieurs Perrier frères, devant le tribunal de commerce de Paris, en restitution de la somme de 8,000 fr. qu'ils ne leur avaient payée que dans la croyance qu'ils étaient que la lettre de change dont il s'agit était véritablement revêtue de l'endossement et de la signature des sieurs Charles Durand. — Ils assignèrent en même temps ces derniers pour qu'ils eussent à intervenir dans l'instance et à y prendre leur fait et cause.

biens vendus. V. à cet égard, Cormenin, *Droit adm.* (5^e éd.), n° Communes, § 32. V. aussi la loi du 20 mars 1813, art. 2.

(2) V. sur cette question et ses analogues, la note qui accompagne un arrêt conforme à la décision ci-dessus de la Cour royale de Lyon du 26 fév. 1822. V. également, Cass. 3 janv. 1842.

(1) La véritable raison de cette solution, que les motifs sur lesquels s'est appuyé le conseil d'Etat n'expliquent pas suffisamment, est que le conseil de préfecture, compétent pour interpréter les ventes de biens communaux faites par la caisse d'amortissement, a par suite également compétence pour prononcer sur l'inaliénabilité ou l'inaliénabilité des

Les sieurs Durand ayant comparu devant le tribunal de commerce, pour dénier leur signature, et les sieurs Perrier ayant seulement demandé remise, il intervint un premier jugement qui mit hors de cause, quant à présent, les sieurs Durand et qui condamna, par défaut, les frères Perrier, à rembourser la somme de 8,000 fr. — Opposition de la part de ces derniers.

25 fév. 1823, jugement qui les déboute de leur opposition. Les motifs de ce jugement portent en substance : que celui qui paie une lettre de change par intervention est subrogé aux droits du porteur ; qu'il s'agit de la, implicitement, que le porteur, en recevant son remboursement de l'intervenant, doit lui remettre un titre contre la personne pour laquelle l'intervention a eu lieu, et que cette remise d'un titre valable est une des conditions de l'intervention ; — Que les sieurs Perrier frères n'avaient aucun droit contre les sieurs Charles Durand, en vertu du titre faux dont ils étaient porteurs ; que, dès lors, ils n'avaient pu subroger les sieurs Vassal dans des droits qu'ils n'avaient pas eux-mêmes ; — Que le seul cas où le porteur serait recevable à refuser le remboursement de la somme reçue de l'intervenant en semblable circonstance serait celui où, par le fait de l'intervenant, il se trouverait privé de pouvoir exercer utilement son recours contre les endosseurs précédents, faute de diligences faites en temps utile ; et que les sieurs Vassal avaient fait les diligences nécessaires pour conserver les droits de tous.

Appel de ces deux jugemens, de la part des sieurs Perrier frères. Ils ont, en même temps, assigné en garantie, devant le tribunal de commerce, le sieur Berard fils, de qui ils tenaient la lettre de change, celui-ci a appelé en garantie le sieur Leverdier, Leverdier a exercé son recours contre le sieur Cibiel, qui a appelé les sieurs Fontès et Fourtelle. Ceux-ci ont bien cité en garantie le sieur Cariofella, et les sieurs Paillisson, Tellié et Juvenel ; mais ces derniers ont dénié leur signature, et Cariofella a fait défaut. En conséquence, les sieurs Fontès et Fourtelle, paraissent avoir été directement trompés par l'auteur du faux.

26 nov. 1823, le tribunal de commerce, joignant toutes ces demandes, et statuant par un seul et même jugement, a condamné Berard à rembourser aux frères Perrier ; Leverdier à Berard ; Cibiel à Leverdier ; Fontès et Fourtelle à Cibiel ; en outre Cariofella, qui a constamment fait défaut, a été condamné par défaut à rembourser aux sieurs Fontès et Fourtelle ; le tribunal a donné acte aux sieurs Paillisson, Tellié et Juvenel, de la dénégation par eux faite de leur signature.

Toutes les parties, à l'exception de Cariofella, ont appelé de ce jugement. Leurs appels ont été joints à celui des sieurs Perrier frères. D'abord tous les appels ont soutenu, dans leur intérêt commun, que les sieurs Vassal n'étaient pas recevables à demander le remboursement de la lettre de change ; qu'eux seuls devaient supporter la perte qui résulterait du non-paiement ; parce qu'il y avait eu imprudence de leur part à payer par intervention, sans avis des sieurs Durand ; qu'ils se trouvaient dans la même position que celui qui accepterait une lettre de change sans avoir reçu avis des tireurs, ou sans s'être assuré de la vérité de la signature ; que, dans ce cas, si la lettre de change était reconnue fautive, l'accepteur ne devait pas moins la payer au porteur de bonne foi, et que par suite il serait non

recevable à exiger la restitution après le paiement ; — Que, de même, celui qui paie par intervention, une lettre de change qui ensuite est reconnue fautive, ne peut exciper contre le porteur de bonne foi de l'imprudence de son intervention, pour en obtenir la restitution de la somme qu'il aurait été payé ; qu'il a seulement son recours contre celui qui a commis le faux, et qu'à cet effet, il lui est permis de sommer celui à qui il a payé la lettre de change, de lui justifier l'existence et l'individualité de celui de qui il la tient lui-même ; et de remonter ainsi successivement d'endosseur en endosseur pour parvenir à la découverte de l'auteur du faux. (V. M. Pardessus, *Cours de droit comm.*, part. 2, tit. 4, ch. 9, sect. 2.) — L'art. 1377 du Cod. civil accorde, il est vrai, ajoutant les appellans, à celui qui a acquitté une dette dont par erreur il s'était cru débiteur, le droit de répétition contre le créancier ; mais on voit dans l'art. 1376 que le créancier n'est obligé à la restitution, que lorsqu'il a reçu ce qui ne lui était pas dû ; et dans l'art. 1378, que l'obligation de rendre ne peut naître que d'un fait personnel au créancier. Mais, dans l'espèce, les sieurs Perrier ont reçu ce qui leur était véritablement dû, et il ne peut leur être rien imputé.

AUJOURD'HUI.

LA COUR ; — En ce qui touche l'appel interjeté par les frères Perrier, vis-à-vis de Vassal et compagnie, des deux jugemens rendus par le tribunal de commerce de Paris, les 10 janv. et 25 fév. 1823 : — Considérant que le paiement que Vassal et compagnie ont fait par erreur n'a changé en rien la condition des obligés au titre ; et adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges ; — Met l'appellation au néant ; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc. ; — En ce qui touche les appels interjetés des jugemens rendus par ce même tribunal, le 26 nov. 1823, par Berard fils contre les frères Perrier, par Cibiel fils, aîné et jeune, etc. ; — Adoptant les motifs des premiers juges, — Met l'appellation au néant, etc.

Du 5 fév. 1824. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Prés., M. Quéquet — Pl., MM. Lamy, Berrier fils, Chail-d'Est-Ange et Gautier.

SUBSTITUTION PROHIBÉE.—CARACTÈRES.

—TESTAMENT.

Lorsqu'un mari, après avoir institué son épouse héritière universelle, pour par elle jouir et disposer des biens de la succession, en toute propriété et comme bon lui semblera, lui impose l'obligation de faire un testament tel, que la succession soit réversible aux héritiers collatéraux, cette clause ne renferme pas une substitution prohibée : il n'y a pas la charge de rendre, il y a seulement obligation morale de disposer de la manière indiquée. (Cod. civ., 896.) (1)

(Gœpfert — C. Gœpfert.)

Le 20 avril 1807, testament du sieur Gœpfert, par lequel il institue sa femme, héritière universelle de tous les biens qu'il laissera à son décès, pour par elle en jouir, user et disposer à son décès, en toute propriété et à l'exclusion de son aîné, ainsi et comme elle avisera bon être. — Le testament est terminé par la clause suivante : — « Je veux et entends que ma femme, héritière instituée, soit saisie, par ma mort, de plein droit, de tous les biens, sans exception, qui composent ma succession, sans être tenue d'en demander la

(1) V. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt anal. en sens contraire de la Cour d'appel de

Bruxelles du 24 fév. 1807, et les autorités en sens divers qui sont rappelées.

délivrance, attendu que la loi ne réserve rien à mes héritiers collatéraux, si ce n'est que le dernier vivant de nous, soit tenu par son testament, que cette même succession soit réversible à nos mêmes héritiers collatéraux d'où sont provenus les biens de chacun de nous deux conjoints, et partageables par égale part et portion entre eux. — Il paraît que la femme fit un testament semblable au profit de son mari.

Après le décès du sieur Gœpfert, les héritiers ont attaqué le testament par divers motifs, notamment en ce que la clause finale contenait une substitution prohibée.

11 juill. 1820, jugement du tribunal civil d'Alt-kirk, qui prononce la nullité du testament, « attendu qu'il porte une substitution prohibée par la loi, puisqu'il y est question, que l'instituée doit conserver pour rendre après son décès, aux héritiers collatéraux de l'instituant. »

Appel par la veuve Gœpfert. — Après avoir rappelé que le caractère distinctif d'une substitution est la charge de conserver pour rendre à un tiers, on a soutenu dans l'intérêt de l'appelante, que le testament dont il s'agit ne renfermait pas cette condition; qu'en effet, dans une clause qui précède la disposition finale attaquée, on voit que le mari donne à sa femme l'universalité de ses biens, pour par elle en user et disposer en toute propriété et comme bon lui semblera; que cette clause démontre évidemment que l'intention de l'instituant a été de donner à titre de propriété libre et affranchie de toute condition; que si, par une disposition ultérieure, il a dit que l'instituée serait tenue de laisser par son testament la succession aux héritiers collatéraux, ce n'était là qu'une obligation purement morale, qui ne devait recevoir d'application qu'aux biens restans, si l'instituée ne jugeait pas à propos de les aliener en totalité.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que Jean Gœpfert par son testament, paraît bien avoir eu le désir et l'intention que, tant sa succession, que celle de sa femme, fassent retour à leurs héritiers légitimes en ligne collatérale; que cela résulte des mots: « Si ce n'est que le dernier vivant de nous, soit tenu par son testament de dernière volonté, que cette même succession soit réversible à nos mêmes héritiers collatéraux; » lesquels mots, malgré le défaut de ponctuation, ne se lient pas dans la saine intelligence du texte, avec les mots qui précèdent, mais forment une clause à part et séparée, renfermant une sorte de restriction à la liberté; mais par cette clause, le testateur n'impose à sa femme, comme il est probable que celle-ci ne lui imposait à lui-même en cas de survie, qu'une obligation morale, encore aujourd'hui subsistante, de disposer de cette manière par un futur testament; que cette disposition rapprochée de la clause de donation absolue de l'universalité de la succession du testateur à sa femme, pour par elle en jouir, user et disposer à son décès, en toute propriété et à l'exclusion de tous autres, ainsi et comme elle averti bon être, prouve que les époux entendaient se donner une latitude indéfinie, de disposer propriétairement pour leurs besoins à venir, et que l'obligation morale de transmettre par testament à leurs collatéraux, ne pouvait s'entendre que des biens restans et dont le survivant n'aurait pas disposé; qu'une telle clause, ne renfermant pas di-

rectement ni indirectement l'obligation de conserver et de rendre à un tiers, ne peut être envisagée comme une substitution prohibée par l'art. 896 du Code civ.; qu'ainsi, le testament du 20 avril 1817, doit être maintenu; — Par ces motifs, infirme, etc.

Du 6 fév. 1824. — Cour roy. de Colmar. — Pres., M. Millet de Chevers, p. p. — Concl., M. Paillet, av. gén. — Pl., MM. Baublin et Rapiérier.

MANDAT. — INTÉRÊTS USUAIRES. — PLACEMENT DE FONDS.

La mandant a pas d'action pour réclamer de son mandataire les intérêts usagers que celui-ci a tirés de sommes dont il a fait le placement en vertu de son mandat.

Le mandataire, chargé de faire le placement des capitaux qu'il reçoit pour le mandant, doit avoir, pour opérer le placement de ces capitaux, un délai quelconque avant l'expiration duquel on ne peut mettre l'intérêt à sa charge.

(N., — C. N.,) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il n'y a point d'action pour répéter des intérêts perçus au sus du taux légal, car on ne peut faire une telle répétition sans se rendre complice de l'usure, la prétention des appelans, à cet égard, a été justement rejetée; Attendu qu'en imposant à un mandataire l'obligation de placer des fonds à intérêt, on ne peut cependant point exiger de lui qu'il en fasse état sans aucune interruption, il faut bien lui accorder un délai quelconque pour opérer les placements; ainsi les premiers juges ont également bien jugé sur ce point; — Par ces motifs, met l'appellation et ce dont est appelé au néant, avec amende et dépens, etc.

Du 6 fév. 1824. — Cour roy. de Metz. — Sect. civ. — Pres., M. Gérard d'Hannocelles, p. p. — Pl., MM. Parant et Dommange.

RENONCIATION A SUCCESSION. — RÉTRACTATION.

La renonciation à succession faite par un successible donataire, pour s'en tenir à son don, ne peut être considérée comme conditionnelle, en ce sens qu'elle puisse ultérieurement être rétractée, si la donation reste sans effet, à cause d'une donation antérieure. (Cod. civ., 785 et 790.) (1)

(Bousquet — C. Bousquet.)

Le 40 germ. an 4, Daniel Bousquet père, fait donation à Daniel Bousquet fils, par contrat de mariage, du quart de ses biens. — En l'an 12, Daniel Bousquet fils, devenu veuf, se remarie. — Par le second contrat de mariage, le père confirme la donation faite par le premier. — En 1811, mariage de Guillaume Bousquet, fils puîné. — Le sieur Bousquet, père, lui donne le quart de ses biens, par préciput. — Décès du sieur Bousquet père.

Guillaume Bousquet, donataire du quart en préciput, renonce à la succession, pour s'en tenir à son don. — Sa renonciation est ainsi conçue: « A déclare qu'il ne s'y est jamais immiscé, ni qu'il n'entend point s'y immiscer d'aucune manière, déclarant, au surplus, vouloir s'en tenir uniquement à la donation qui lui fut faite par préciput, à raison de laquelle donation il se réserve tous ses droits et actions, pour les faire

(1) C'est ce que la Cour de cassation a elle-même jugé, le 2 fév. 1830, en rejetant le pourvoi formé contre l'arrêt ci-dessus. — F. encore dans la même sens, Grenoble, 20 juill. 1832; Poitiers, 7 août 1832;

Riom, 3 fév. 1820; Nîmes, 20 janv. 1827; Montpellier, 13 fév. 1827; Limoges, 14 déc. 1831; Paris, 22 avril 1816, et les notes qui accompagnent plusieurs de ces arrêts.

valoir et exercer ainsi et comme il videra, a —
Les autres enfants ont accepté la succession sous bénéfice d'inventaire.

En cet état de choses, Daniel et Guillaume Bousquet prétendent chacun au quart des biens, l'un comme ayant une donation antérieure, le second, comme donataire précipuaire, et d'ailleurs, en soutenant que la donation faite à Daniel Bousquet est nulle, en ce qu'elle a eu lieu sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, et que nulle dans l'origine, elle n'a pu être valablement ratifiée.

Arrêt définitif qui décide que la donation faite le 10 germ. an 4, au profit de Daniel Bousquet doit avoir son plein et entier effet.

Alors, Guillaume Bousquet se trouvant ainsi déchu du bénéfice de sa donation, demande sa part d'héritier dans la succession.

Ses cohéritiers lui opposent sa renonciation.

Il répond que sa renonciation a été évidemment faite pour le cas et sous la condition qu'il recueillerait le bénéfice de la donation; que se trouvant privé de l'objet donné, la renonciation devait être considérée comme non avenue; qu'en d'autres termes, il n'avait renoncé à la qualité d'héritier que pour recevoir une part des biens, à titre de donataire; qu'il ne pouvait donc être écarté de la succession d'une manière absolue, comme donataire et comme héritier; que ce serait s'arrêter aux mots, et méconnaître l'intention qui avait dicté la renonciation.

Jugement du tribunal d'Alais, qui décide que la renonciation de Guillaume doit être considérée comme non avenue. — Attendu que par son acte d'option fait au greffe du tribunal, Guillaume Bousquet, en renonçant à la succession de son père pour retenir le don qu'il lui avait fait, avait manifesté, avant tout, l'intention de retenir l'objet donné, soit à titre de préciput, soit comme portion héréditaire; qu'un pareil acte ne pouvait être considéré comme une renonciation pure et simple de la succession, puisque le renonçant aurait déclaré vouloir retenir une portion des biens qui la composent, ce qui constituait plutôt une acceptation qu'une répudiation; qu'il était de principe que la renonciation à une succession ne peut être conditionnelle; mais que celle de Guillaume Bousquet ayant eu lieu pour retenir le don à lui fait par son père, serait faite, nécessairement, sous la condition tacite que l'objet donné lui serait livré; que, dès qu'il était constant que la donation à laquelle il avait déclaré vouloir s'en tenir ne pouvait plus sortir à effet, sa renonciation, faite sous la condition de sa validité, ne pouvait plus avoir aucun effet.

Appel de la part des héritiers Bousquet.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'acte de renonciation de Guillaume Bousquet ne renferme aucune condition exprimée, qui fasse dépendre l'effet de cette renonciation du sort de la dona-

tion précipuaire dont il entendait se prévaloir; que la déclaration par lui faite, à l'égard des droits qui lui étaient conférés par cette donation, ne peut être considérée comme une condition tacite, inhérente à un acte qui, de sa nature, ne peut être conditionnel; et qu'elle n'est, dans la fait, qu'une simple réserve de droits autres que les droits successifs auxquels il renonce. — Que si les cohéritiers de Guillaume Bousquet prétendaient le faire déclarer héritier pur et simple, sous prétexte que sa renonciation était nulle, comme faite sans condition, ils seraient invinciblement repoussés par les motifs ci-dessus; qu'ainsi, Guillaume doit être repoussé par les mêmes motifs; — Attendu que cette renonciation étant reconnue pure et simple, et indépendante de tout événement postérieur, il faut reconnaître, d'après l'art. 790 du Code civil, qu'elle devient irrévocable par l'acceptation des cohéritiers de Guillaume; d'où suit, que, dès lors, et aux termes de l'art. 785 du même Code, il est censé n'avoir jamais été héritier, et que l'annulation de la libéralité à lui faite n'a pu faire revivre des droits antérieurement éteints; — Par ces motifs, faisant droit à l'appel, rejette la demande formée par Guillaume Bousquet.

Du 6 fév. 1824. — Cour roy. de Nîmes. — 1^{re} ch.

— Prés., M. de Cassagnoles. — Concl., M. Goussier de Labaume, av. gén. — Pl., MM. Crémieux et Boyer.

1^o et 2^o DÉSAYEU D'OFFICIER MINIST. —

AGRÉE. — HUISSIER. — DÉPENS.

3^o SOCIÉTÉ. — ABUS DE BLANC SEING. — RESPONSABILITÉ.

4^o GARANTIE. — APPEL. — DEMANDE NOUVELLE.

1^o Il y a lieu à désaveu contra un agréé du tribunal de commerce qui, sans pouvoir spécial, requiert à l'audience terme et délai pour une partie déjà condamnée par défaut, et qui acquiesce ainsi, au nom de cette partie, à la condamnation (1); dans ce cas, l'agréé désavoué peut être condamné aux dépens, notwithstanding sa bonne foi. (Cod. proc. civ., 332 et 421; Cod. comm., 627.) (2)

2^o Il y a lieu à désaveu contre l'huissier qui, sans pouvoir spécial, forme opposition à l'exécution d'un jugement, au nom d'une partie condamnée, en demandant pour elle terme et délai, et en acquiesçant ainsi à la condamnation. L'huissier désavoué peut, dans ce cas, être condamné aux dépens de l'instance, notwithstanding sa bonne foi. (Cod. proc. civ., 332.) (3)

3^o Lorsqu'un acte sous seing privé, déposé chez un notaire, a l'apparence extérieure et intrinsèque d'un acte de société, s'il se trouve que la société n'a pas été réellement contractée, et que l'apparence d'acte social soit le résultat d'un faux (pratique par addition et fabrication de conventions écrites après coup

contraire fondées sur ce que les agréés sont de simples mandataires ad negotia. F. Bruxelles, 7 dec. 1812; Mais, 23 août 1822 (motifs); Lyon, 9 janv. 1822.

(2 et 3) Ce la rentre dans la principe admis en jurisprudence, que lorsqu'un désaveu est déclaré valable, il n'y a lieu de condamner l'officier ministériel désavoué en dommages intérêts, qu'autant que les juges reconnaissent qu'il y a eu faute de sa part, et, qu'à cet égard, la disposition de l'art. 360 du Code de proc. n'est pas absolue, mais seulement facultative. F. Lyon, 1^{er} avril 1821; Cass. 27 août 1825. F. aussi Chauveau sur Carré, Lois de la procéd., quest. 1307 bis.

(1) Cet arrêt reconnaît ainsi que l'action en désaveu, quoiqu'elle ne soit formellement accordée que contre les avoués, par les art. 334 et 335 du Code de proc., et contre les avocats à la Cour de cassation, par le règlement du 28 juin 1733 et le décret du 22 juill. 1806, est cependant admissible contre les agréés au tribunal de commerce. Cette décision, qui est assez généralement suivie aujourd'hui en doctrine et en jurisprudence, est fondée sur ce que les agréés près le tribunal de commerce sont des mandataires ad lites aussi bien que les avoués. F. Rouen, 1^{er} mars 1811, et les autorités indiquées à la note. Addé, dans le même sens, Toulouse 21 avril 1841. — Mais il existe des décisions en sens

sur un blanc existant au-dessus d'un sous-seing privé), les tiers qui ont contracté sur la foi d'un tel acte, ne peuvent rendre le signataire responsable des suites de leur erreur, surtout, si l'acte de société interposé ne constitue qu'une société léonine et hors de toute vraisemblance. (Cod. civ., 1109, 1382 et 1383.)

4° Une demande en garantie est une demande nouvelle, qui ne peut être formée pour la première fois en appel, surtout contre une personne qui a été partie en première instance. (Cod. proc. civ., 464.) (1)

(Marchais-Dussablon — C. Delassaigne et autres.)

Le 14 août 1820, par un acte sous signature privée, le sieur Marchais-Dussablon, alors à Paris, s'engage à aider de ses fonds un sieur Delassaigne, dans une prétendue entreprise, ayant pour objet la publication d'un ouvrage intitulé le *Conservateur nobiliaire*, destiné à recueillir les titres de gloire et d'illustration de la noblesse française. Par cet acte, le sieur Dussablon se charge de distribuer des prospectus de l'ouvrage dans le département de la Charente, et notamment à Angoulême, lieu de sa résidence habituelle; de recueillir des notices sur des familles nobles, de recevoir des souscriptions, etc., le tout sous la condition d'un prélèvement de 20 pour cent sur les sommes qu'il parviendrait à recouvrer.

Le même jour, 14 août 1820, le sieur Delassaigne présente à signer au sieur Dussablon, a-t-on dit, un récépissé d'un certain nombre d'exemplaires de deux brochures que le sieur Delassaigne avait reçu en dépôt; mais le sieur Dussablon appose en effet sa signature sur le bas du verso d'une demi-feuille de papier timbré plié en deux, sur laquelle avait été écrit le récépissé, et dont toute la partie supérieure avait été conservée en blanc. — Le sieur Dussablon part aussitôt après pour Angoulême.

Au moyen de l'aprice de blanc seing que le sieur Delassaigne avait ainsi surpris, il fabrique un acte de société au nom collectif, entre le sieur Dussablon, sous la date du 16 août 1820, et avec fiction de domicile à Paris. Cet acte de société a encore pour objet l'exploitation de l'entreprise du *Conservateur nobiliaire*, dont le sieur Delassaigne se réserve d'être le gérant ou le directeur; mais il y impose au sieur Dussablon les obligations les plus onéreuses, telles entre autres que celles d'acquiescer à tous les emprunts que le sieur Delassaigne pourra faire et tous les effets qu'il pourra souscrire, etc.

Delassaigne fait le même jour le dépôt de cet acte dans l'étude d'un notaire, en lève une expédition et le fait publier au tribunal de comm.

Bientôt après, cinq lettres de change fictives, de chacune 40,000 fr., sont tirées de Versailles, au profit d'un sieur Dreux-Nancré, qui ne fournit aucune valeur sur le sieur Delassaigne, qui les accepte au nom et comme directeur de l'entreprise du *Conservateur nobiliaire*.

A l'échéance, point de paiement. — Protêt. — Assignation par Dreux-Nancré aux sieurs Delassaigne et Dussablon, devant le tribunal de commerce de la Seine.

24 nov. 1820, jugement de ce tribunal, qui condamne Delassaigne, contradictoirement, et Dussablon, par défaut, tous les deux, solidairement et par corps, au paiement des 50,000 fr., montant des cinq lettres de change tirées de Versailles. — Ce jugement accorde toutefois au sieur

Delassaigne, pour payer, un terme et délai de six mois qu'il avait demandé.

Le 11 déc. suivant, un simulacre de saisie a lieu au domicile du sieur Delassaigne, qui acquiesce au jugement au nom du sieur Dussablon, mais toutefois en formant opposition à l'exécution immédiate de ce même jugement, se fondant sur ce qu'il n'a pas accordé au sieur Dussablon le délai de six mois qu'il lui avait accordé à lui-même.

Le surlendemain, 13 déc., Delassaigne fait renouveler cette opposition, toujours avec acquiescement au jugement du 24 nov., à la requête du sieur Dussablon, par un exploit de l'huissier V... — Le 19, devant le tribunal de commerce, l'agréé Q... se présente au nom du sieur Dussablon, sur l'invitation du sieur Delassaigne, et prend des conclusions déduites de l'exploit du 13.

Jugement qui, en conséquence, condamne de nouveau Dussablon, contradictoirement et par corps, au profit de Dreux-Nancré, au paiement des 50,000 fr.; mais qui accorde au sieur Dussablon la faculté de payer par tiers de deux mois en deux mois.

Dès le lendemain, une inscription hypothécaire est prise à Angoulême, en vertu des condamnations précédentes sur tous les biens du sieur Dussablon.

En mars 1821, le sieur Dussablon revient à Paris. — Un sieur Delavigne lui signifie aussitôt son arrivée, le transporte que lui a fait par acte notarié le sieur Dreux-Nancré de sa créance de 50,000 fr. — Une heure après, un garde du commerce vient procéder à l'arrestation du sieur Dussablon et le conduit à Sainte-Pélagie.

Ainsi jeté en prison, le sieur Dussablon commence par protester contre tout ce qui s'est fait contre lui à son insu. — Il forme d'abord action en désaveu contre l'huissier V... devant le tribunal civil, et contre l'agréé Q... devant le tribunal de commerce, en ce qu'ils ont reconnu, en son nom et sans aucun pouvoir de lui, la prétendue dette de 50,000 fr., pour laquelle il a été condamné. — Il interjette en conséquence appel des jugements des 24 nov. et 19 déc. 1820, rendus par le tribunal de commerce. — Enfin, il porte plainte contre le sieur Delassaigne, déjà en fuite, à raison de la fabrication du prétendu acte de société du 16 août 1820.

Quoiqu'il en soit, le sieur Delavigne, cessionnaire de Dreux-Nancré, n'en continue pas moins ses poursuites. Deux jugements du tribunal de commerce de Paris, des 23 mars et 17 août 1821, déclarent les sieurs Delassaigne et Dussablon en état de faillite. — Le sieur Dussablon en interjette appel.

Deux autres jugements des 16 avril 1821 et 28 juin 1822, l'un du tribunal civil, l'autre du tribunal de commerce, rejettent les actions en désaveu de Dussablon contre l'huissier V... et l'agréé Q..., sur le vu de l'acte de société du 16 août 1820 qui, à l'époque où ils avaient occupé, n'était pas encore attaqué, et sur le motif que ces officiers ministériels paraissent avoir agi de bonne foi. — Le sieur Dussablon interjette encore appel de ces deux jugements.

Tous ces appels sont joints devant la Cour royale de Paris, tandis qu'une plainte en banqueroute frauduleuse est portée par le sieur Delavigne contre Dussablon et Delassaigne; et que, d'un autre côté, le même Delavigne poursuit contre Dussablon l'exploitation forcée de ses immeubles, qui sont vendues à vil prix, et sur le produit desquels une somme de 32,633 fr. 79 c. est payée à un sieur Poiré, cessionnaire partiel du sieur Delavigne.

(1) Cela est constant en jurisprudence. V. sur la question et ses nuances, Cass. 20 germ. an 12, et la note.

Les plaintes du sieur Dussablon et Delavigne ont donné lieu à une instruction criminelle, d'après laquelle une ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de la Seine, confirmée par arrêt de la chambre d'accusation de la Cour royale de Paris, a déclaré : 1^o Qu'il n'y a pas lieu à suivre contre Dussablon sur la plainte en banqueroute frauduleuse portée contre lui; 2^o qu'il existait contre Delassaigne des charges suffisantes de faux et de banqueroute, à raison desquelles il a été renvoyé en état d'accusation devant la Cour d'assises. — 8 sept. 1823. un arrêt de cette Cour condamne en effet Delassaigne, par contumace, à 10 ans de travaux forcés, comme faussaire et comme banqueroutier.

C'est en cet état que s'est engagée, en civil, devant la Cour royale de Paris, la discussion des différens appels interjetés par Dussablon des condamnations prononcées contre lui par le tribunal de commerce et le tribunal civil de la Seine, tant à l'égard des 50,000 fr., montant des prétendues lettres de change tirées de Versailles, qu'à l'égard des actions en désaveu formées contre l'huissier V... et l'agréé Q... qui avaient instrumenté ou occupé sans pouvoir pour Dussablon.

En fait, le sieur Dussablon a soutenu que l'acte du 15 août était faux; que les lettres de change tirées de Versailles étaient simulées et frauduleuses; enfin que les sieurs Dreux-Nancré, Delavigne et Duchemin avaient sciemment participé à la fraude du sieur Delassaigne. — L'appelant concluait de ces faits, en droit, que l'acte du 16 août 1820 devait être annulé; que les jugemens du tribunal de commerce qui avaient prononcé contre lui la condamnation au paiement des 50,000 fr. et la contrainte par corps, et qui l'avaient déclaré en état de faillite, devaient être annulés; que la restitution des 32,633 fr. 69 cent., touchés sur le prix de ses immeubles vendus, par le sieur Delavigne ou son cessionnaire, devait être ordonnée; ainsi que la restitution du produit de la vente de son mobilier encaissé par un sieur Duchemin nommé syndic de sa faillite; qu'enfin les sieurs Delassaigne, Dreux-Nancré, Delavigne et Duchemin devaient être condamnés envers lui Dussablon, en tout dommages-intérêts.

À l'égard des actions en désaveu dirigées par l'appelant contre l'huissier V... et l'agréé Q..., il a soutenu que ce désaveu devait être reçu contre l'acquiescement qu'ils avaient donné en son nom et sans pouvoir de sa part, à la demande et à la condamnation des 50,000 fr. dont il s'agissait au procès; qu'en outre, l'huissier V... et l'agréé Q... devaient être condamnés aux dépens des désaveux et à des dommages-intérêts.

Pour le sieur Dreux-Nancré, Delavigne et Duchemin on répondait, après avoir essayé de prouver, en fait, la validité et la sincérité de l'acte du 16 août 1820 et des lettres de change qui en avaient été la suite, qu'en droit et dans l'hypothèse même de la fausseté de l'acte du 16 août 1820, le sieur Dussablon n'en devait pas moins être tenu au paiement des 50,000 fr. montant des lettres de change, à raison desquelles il avait déjà été condamné; que, dans l'espèce, la fabrication du l'acte du 16 août 1820, par le sieur Delassaigne, n'était autre chose qu'un abus de blanc seing dont le sieur Dussablon devait seul supporter le dommage, en ce que ce dommage n'était que la conséquence de l'imprudence qu'il avait commise en donnant en laissant ce blanc seing entre les mains du sieur Delassaigne : que, quant aux tiers qui avaient contracté sur la foi d'un acte qui leur présentait tous les caractères

d'un acte légal, ils ne pouvaient être tenus à aucune restitution, ni à aucuns dommages-intérêts; que l'abus de blanc seing ne dispensait pas celui envers qui il avait été commis, de remplir vis-à-vis des tiers les engagements qu'il avait pris dans l'acte où cet abus avait eu lieu; qu'aux termes des art. 1382 et 1383 du Code civil, chacun était responsable des dommages qu'il avait pu causer, non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence.

Pour les sieurs V... et Q..., aussi intimés, et relativement à la demande en désaveu formée contre eux, on répondait, qu'ils avaient agi de bonne foi, sur la représentation de l'expédition authentique d'un acte de société qui n'était pas alors attaqué, et qui donnait le pouvoir au sieur Delassaigne d'obliger le sieur Dussablon; que quant à l'huissier V..., il n'avait fait que reproduire dans son exploit du 13 déc. 1820, un acquiescement déjà consigné dans le procès-verbal de saisie du 11 du même mois; et quant à l'agréé Q..., qu'il n'avait fait que lire à l'audience des conclusions prises dans un exploit qui lui avait été remis. On concluait de ces circonstances que le désaveu du sieur Dussablon n'était pas recevable; qu'enfin il devait, en définitive, supporter les frais du procès auquel il avait donné lieu par son fait ou pour son imprudence. — A tout événement, le sieur Delavigne avait formé devant la Cour royale, une demande en garantie contre le sieur Dreux-Nancré, son cédant, et contre les sieurs Q... et V..., pour raison des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui; mais ce dernier a soutenu que cette demande n'était pas recevable, en ce qu'elle était une demande nouvelle formée pour la première fois en cause d'appel, et n'ayant pas subi le premier degré de juridiction.

ANALYSE.

LA COUR :—En ce qui touche l'appel du jugement du tribunal de commerce de Paris, en date du 16 avril 1821, qui rejette le désaveu de Marchais-Dussablon contre l'agréé Q... : — Considérant que, contrairement à l'art. 352 du Code de proc., l'agréé Q... a requis terme et délai, au nom de Marchais-Dussablon, sans pouvoir spécial de sa part, pour payer les 50,000 fr. montant des cinq acceptations de Delassaigne au profit de Dreux-Nancré, et qu'il aurait par la acquiescé pour Marchais-Dussablon à la condamnation prononcée; — Mais considérant que Q... n'aurait alors agi que sur la foi d'un acte que Delassaigne lui présentait sous une forme régulière, et qui n'était point encore attaqué par Marchais-Dussablon; — Met l'appellation et le jugement du 16 avril 1821 au néant; émettant, décharge Marchais-Dussablon des condamnations contre lui prononcées; au principal, déclare valable le désaveu formé par Marchais-Dussablon contre Q... le 16 mars 1821; en conséquence, annule les dispositions du jugement du tribunal de commerce du 19 déc. 1820, sur lesquelles porte le désaveu; — Ordonne la restitution de l'amende; — Sur la demande de Marchais-Dussablon en dommages-intérêts contre Q... met les parties hors de Cour; condamne Q... aux dépens des causes principales et d'appel.

En ce qui touche l'appel du jugement du tribunal civil de Paris, du 28 juin 1822, qui rejette le désaveu de Marchais-Dussablon contre l'huissier V... : — Considérant que cet huissier, en formant opposition au jugement du 21 nov. 1820, a fait les mêmes réquisitions et acquiescements pour Marchais-Dussablon, et sans pouvoir spécial; — Mais considérant aussi que V... a de même été induit en erreur et qu'il a la même

bonne foi en sa faveur; — Met l'appellation et le jugement du 28 juin 1822 au néant; émettant, décharge Marchais-Dussablon des condamnations contre lui prononcées, au principal, admet le désaveu par lui formé contre V...., le 1^{er} août 1821, au greffe du tribunal civil de la Seine, en conséquence, déclare nulles et comme non avenues les dispositions du jugement du 19 déc. 1822, qui ont donné lieu au désaveu, ordonne la restitution de l'amende; — Sur la demande en dommages-intérêts de Dussablon contre V.... met les parties hors de Cour, condamne ledit V.... aux dépens des causes principales et l'appel.

En ce qui touche l'appel des jugemens des 24 nov. et 18 déc. 1820, qui ont condamné Dussablon solidairement avec Delassaigne au paiement des 30,000 fr. montant des cinq lettres de change tirées de Versailles par Dreux-Nancré sur Delassaigne et acceptées par ce dernier: — Considérant que cette condamnation n'est fondée que sur le prétendu acte de société en nom collectif entre Delassaigne et Dussablon, en date du 16 août 1820; que la preuve de la fraude et même de la fausseté de cet acte, se tire principalement 1^o de son état matériel; 2^o des conditions étranges et préjudiciables à Marchais-Dussablon qu'il renferme; 3^o de l'impossibilité de concilier l'existence reconnue de l'espèce de société en participation, du 16 août 1820, avec l'idée d'une société en nom collectif formée le surlendemain, 16 du même mois d'août; 4^o de la différence des deux prospectus respectivement produits et des explications données à l'audience sur cette différence; — Considérant que Marchais-Dussablon n'a ni donné ni pu donner son consentement à un acte qui n'aurait été pour lui qu'une société léonine; — Considérant que les pièces, faits et documents du procès constatent que les cinq lettres de change, ensemble de 50,000 fr., sont le résultat de la connivence coupable qui a existé entre Delassaigne et Dreux-Nancré, et que ce dernier n'en a jamais fourni la valeur; qu'en surplus ces lettres de change doivent, à l'égard de Marchais-Dussablon, avoir le même sort que l'acte du 16 août qui leur sert de base; — Considérant que Delavigne, cessionnaire de Dreux-Nancré, ne peut avoir plus de droit que son cédant; qu'en vain il exciperait de sa bonne foi comme tiers porteur, puisque dans l'espèce il ne s'agit point d'un abus de blanc seing, mais bien d'un faux par addition et fabrication de conventions;

En ce qui touche l'appel des jugemens des 23 mars et 17 août 1821, qui ont déclaré Dussablon en faillite: — Considérant que cette déclaration de la prétendue faillite de Dussablon doit être déduite sur l'acte du 16 août 1820 et sur les jugemens de condamnation au paiement des 50,000 fr. de lettres de change;

En ce qui touche l'intervention de Dussablon-Duchemin et la demande en dommages-intérêts formée contre lui en son nom personnel par Marchais-Dussablon: — Considérant que Duchemin a été nommé d'office syndic provisoire de la faillite de Delassaigne et Marchais-Dussablon; qu'il n'a agi que par ordonnance de la justice;

(1) F. conf., Paris, 12 janv. 1813; Grenoble, 20 juill. 1825; Orléans, 26 nov. 1827. — Mais la jurisprudence a changé sur ce point, et dans le but d'éviter les frais considérables d'une signification à faire à tous les créanciers inscrits, on a admis en principe qu'il suffisait de signifier le jugement aux parties ou cause, c'est-à-dire au poursuivant et au résis. V. Cass. 7 nov. 1825; 13 juill. 1829; Metz,

que l'en a aucun reproche à lui faire; que, dans tous les cas, il doit conserver la qualité de syndic de la faillite Delassaigne; qu'il n'est personnellement passible d'aucuns dommages et intérêts et qu'il doit seulement rendre à Dussablon tout ce qu'il peut avoir de deniers à ce dernier;

Considérant, sur la demande de Marchais-Dussablon en dommages et intérêts contre Delavigne, qu'il n'est pas suffisamment justifié que Delavigne ait participé aux manœuvres de Delassaigne et de Dreux-Nancré;

Considérant, sur la demande de Marchais-Dussablon en dommages et intérêts contre Delassaigne et Dreux-Nancré, que, par l'effet des manœuvres frauduleuses pratiquées par Delassaigne et Dreux-Nancré, Marchais-Dussablon a éprouvé un préjudice notable dans sa personne et dans sa fortune;

Considérant, sur la demande de Dussablon à fin de remise en liberté, qu'une pareille demande ne peut, dans ces circonstances, souffrir aucune difficulté;

En ce qui touche l'intervention de Delavigne et ses demandes en garantie, tant contre Dreux-Nancré que contre l'agréé Q.... et l'huissier Y.... considérant que ces demandes n'ont point subi le premier degré de juridiction; — Par ces différents motifs, met les appellations et les jugemens des 24 nov. et 19 déc. 1820, 23 mars et 17 août 1821, au néant; émettant, décharge l'appelant des condamnations contre lui prononcées; au principal, déclare nul le prétendu acte de société du 16 août 1820, etc.

Du 7 fév. 1824. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Prés. M. Destès. — Pl. MM. Leroy, Thévenin, Gauthier-Ménard, Colmet d'Age, Méthou et Charpentier.

TESTAMENT. — TÉMOINS.

Du 7 fév. 1821 (aff. Morétti). — Cour roy. de Bastia. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Limoges du 8 août 1821 (aff. Nissau).

ADJUDICATION DÉFINITIVE. — CRÉANCIERS INSCRITS. — SIGNIFICATION.

Tant que le jugement d'adjudication définitive n'a pas été signifié aux créanciers inscrits, ces créanciers peuvent s'opposer à l'ouverture de l'ordre. (Cod. proc. civ., 740 et 750.) (1) (Davin — G. Doucet-Silvain.)

Du 7 fév. 1824. — Cour roy. de Grenoble.

SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION. — SOLIDARITÉ.

Du 9 fév. 1824 (aff. N...). — Cour roy. de Caen. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Metz du 7 fév. 1822 (aff. Huvellet-Delecroix), 1^{re} quest.).

1^o ÉTRANGER. — JUGEMENT. — FAILLITE.

2^o LETTRES DE CHANGE. — FAILLITE. — PROVISION.

1^o Les jugemens rendus en pays étranger sont loi, en France, des faits qu'ils constatent, jusqu'à preuve contraire. — Ainsi, le fait de faillite et l'époque de l'ouverture, constatés

22 mars 1817; Grenoble, 25 juill. 1827; Limoges, 27 déc. 1827; Paris, 14 nov. 1833. — C'est aussi dans ce sens qu'il a été statué par le législateur en 1841; l'art. 716 de la loi du 2 juin 1841 dispose en effet que « le jugement d'adjudication ne sera signifié qu'à la personne ou au domicile de la partie saisie, »

par un jugement rendu en pays étranger. doivent être tenus pour constants, par les tribunaux français, jusqu'à la preuve contraire. (Cod. civ., 212; Cod. proc. civ., 546.) (1)

2° La faillite du tireur, avant l'échéance, détruit la provision qui existait auparavant; dans ce cas, le porteur conserve son recours contre le tireur, nonobstant la tardiveté du protêt. (Cod. comm., 117, 170 et 442.) (2)

(Charvet et C. Monmécian.)

LA COUR.—Attendu que l'époque de l'ouverture d'une faillite ne peut être mieux constatée que par un jugement rendu à cet effet par le tribunal de commerce, dans l'arrondissement duquel la faillite a eu lieu, à quelque époque que le jugement de déclaration de faillite ait été prononcé, et quelque soit le créancier qui l'ait provoqué, lorsque d'ailleurs, on ne s'est pas pourvu contre ce jugement; qu'il est vrai qu'un jugement rendu par le tribunal de commerce de Rotterdam, n'a aucune autorité judiciaire en France, d'où il résulte que le fait qu'il constate en Hollande, peut être débattu et contredit en France par des preuves contraires; mais qu'à défaut de preuves certaines, ce fait doit être tenu constant par les tribunaux français, et que, dans l'espèce, on n'oppose à ce document, sur l'époque de l'ouverture de la faillite, aucune espèce de preuve;

Attendu que la faillite de l'accepteur ne dispense pas de faire protester le lendemain de l'échéance, que ce protêt est nécessaire dans tous les cas, à cause des endosseurs, qu'il peut même être à l'égard du tireur, qui justifierait avoir pris des mesures pour effectuer le paiement au lieu indiqué, nonobstant la faillite; mais que la déchéance n'a lieu à l'égard du tireur que lorsque celui-ci justifie qu'il y avait provision à l'échéance de la lettre de change art. 170 Code de comm.; qu'en admettant dans l'espèce, que l'accepteur fût redevable au tireur, au moment de l'acceptation, d'une somme au moins égale au montant de la lettre de change (art. 115), il ne s'agit pas à l'échéance, en ce sens qu'il eût la faculté de faire servir la provision au paiement de la lettre de change, ou qu'il fût possible de l'y contraindre, puisque sa faillite survenue l'avait dessaisi, de plein droit, de l'administration de tous ses biens art. 442; que la provision est naturellement aux risques du tireur jusqu'au jour de l'échéance, puisque c'est ce jour-là qu'il a promis de faire payer; qu'il n'a lui-même pas, pour remplir son obligation, de prouver que ce jour-là l'accepteur lui était nominativement redevable, lorsqu'il est évident que la dette n'était ni disponible, ni exigible, et que l'accepteur dessaisi de toutes ses actions actives et passives était relativement au porteur de la traite comme s'il n'avait pas été redevable. Faisant droit de l'appel du sieur Charvet, emendant, condamne Monmécian et comp., par les voies de droit et par corps, à payer à Charvet la somme de 2,100 florins courans de Hollande, pour le montant de la lettre de change dont il s'agit, etc.

Du 10 fév. 1824.—Cour roy. de Bordeaux.—4^e ch.—Prés., M. Delpit.—Pl., MM. Loe et Durandieu.

1^o et 2^o BOIS DOMANIAUX.—USAGE (DROIT D').—TIÈRES (DÉPÔT DE).—DÉCHÉANCE.—COMPÉTENCE.

3^o AUTORISATION DE COMMUNE.—HABITANS.—USAGE (DROIT D').

4^o ACTION DOMANIALE.—PRÉFET.—AUTORISATION.

1^o Le préfet est incompétent pour prononcer la maintenance des habitants d'une commune dans des droits d'usage par eux prétendus sur une forêt domaniale (3).

2^o C'est d'ailleurs au conseil de préfecture et non aux tribunaux qu'il appartient de juger si les prétendus usagers ont ou non déposé leurs titres dans les délais, et s'ils ont par conséquent encouru ou non la déchéance, la question du fond du droit restant réservée aux tribunaux (4).

3^o Les habitants d'une commune n'ont pas besoin de l'autorisation du conseil de préfecture pour réclamer, au singulier, des droits d'usage dans une forêt domaniale (5).

4^o Le préfet n'a pas non plus besoin de cette autorisation, ni même de l'avis du conseil de préfecture, pour exercer les actions qui intéressent le domaine. (L. du 28 pluvi. an 8, art. 3 et 4.) (6)

(Habitans d'Allogny—C. ministre des finances.)

LOUIS, etc.—Vu l'arrêt de notre conseil d'Etat du 28 août 1823;—Vu notre ordonnance royale du 23 oct. 1823, au profit de la commune de la Petite-Pierre.

En ce qui touche l'arrêt du préfet du département du Cher, du 14 juin 1810:—Considérant que le préfet a excédé les bornes de sa compétence, en prononçant la maintenance des habitants d'Allogny dans leurs droits d'usage, mais que le conseil de préfecture a pu prendre en considération les énonciations de fait qui se trouvent audit arrêt;

En ce qui touche l'arrêt du conseil de préfecture du même département, du 23 janv. 1823:—Sur la disposition qui prononce que les habitants et propriétaires d'Allogny n'ont pas encouru la déchéance prononcée par l'art. 1^{er} de la loi du 19 mars 1808 (28 vent. an 11);—En la forme, considérant qu'il s'agit de juger si les habitants d'Allogny ont fait, dans les bureaux de la préfecture, le dépôt de leurs titres dans les délais fixés par la loi susdite; qu'ils prétendent faire résulter la preuve de ce fait, d'actes administratifs, dont il faut apprécier le sens et la forme; que les tribunaux ordinaires sont incompétens pour prononcer sur les questions de ce genre; que, par conséquent, le conseil de préfecture était seul compétent pour juger la question de déchéance:—Au fond, considérant qu'il résulte des énonciations de faits insérées en l'arrêt du préfet, et des documens de l'affaire, que les requérans ont dé-

(1) F. en ce sens, Cass. 12 déc. 1826; Douai, 5 mai 1836; Rouen, 16 fév. 1841.—V. aussi Bioche et Goujet, *Diet. de proc.*, v° *Exéc. de jugement*, n. 57, et un article de M. Faillit inséré dans la *Revue étrangère*, n° de déc. 1812, 9^e année, 3^e série t. 1, p. 983 et suiv.—F. néanmoins, en sens contraire, Cass. 29 août 1826.

(2) La jurisprudence paraît fixée en ce sens, F. Cass. 7 fév. 1816; 30 juill. 1823; 30 mars 1841; Paris, 18 nov. 1813 et 12 août 1837. F. aussi Pardessus, t. 2, n. 393; Vincens, tom. 2, p. 326.—

F. cependant nos observations au sens contraire, placées sous l'arrêt cité de la Cour de cassation du 30 mars 1841.

(3 et 4) F. sur ces deux points, les observations qui accompagnent l'ordonn. du 22 janv. 1824 (aff. Chastellux).

(5) Sic, Reverchon, *des Autorisations de plaider*, n° 84.

(6) F. dans ce sens, ordonn. du 8 mai 1822 (aff. Paufferi et Magné), et la note, ainsi que les autorités auxquelles elle renvoie.

posé leurs titres dans les bureaux de la préfecture, en temps utile;

Sur la disposition du même arrêté, qui autorise les habitants d'Allogny à se pourvoir devant les juges compétents, et, dans le cas de contestation, autorise le préfet du département du Cher à y intervenir, dans l'intérêt du gouvernement, soit en demandant, soit en défendant. — Considérant, 1^o que les habitants se présentent, non pas en corps de commune, mais *ut singuli*, chacun dans son intérêt privé, et que l'autorisation du conseil de préfecture ne leur est pas nécessaire pour ester en justice;

2^o Que l'art. 3 de la loi du 28 pluv. an 8, qui prononce que le préfet est chargé seul de l'administration, statue, par cela même, qu'il peut, sans le concours d'une autorité secondaire, exercer les actions judiciaires qui le concernent, en sa qualité d'administrateur, et que l'art. 4 de la même loi ne soumet pas à l'autorisation, à l'examen, ni à l'avis des conseils de préfecture les procès que les préfets doivent intenter ou soulever;

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet est annulé en ce qu'il prononce la maintenance du droit d'usage; — 2. L'arrêté du conseil de préfecture est maintenu dans la disposition qui déclare que les habitants d'Allogny n'ont pas encouru la déchéance; — 3. Il est annulé dans les deux autres dispositions; — 4. Les parties sont renvoyées devant les tribunaux pour être statué, s'il y a lieu, sur les droits d'usage et autres questions de propriété.

Du 11 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Lebeau. — *Pl.*, M. Guillemin.

BOIS DOMANIAUX. — Usage (droit d'). — CONSEIL DE PRÉFECTURE.

Les arrêtés des conseils de préfecture qui prononcent le maintien de communes ou de particuliers dans des droits d'usage sur des forêts de l'Etat, sont de simples avis qui doivent être soumis à l'approbation du ministre des finances, et qui d'ailleurs ne font pas obstacle à ce que la question de propriété du droit d'usage soit portée devant les tribunaux (1).

(Ministre des finances — C. commune de Réaumont.)

Locus, etc.; — Vu l'avis du conseil d'Etat, du 11 juill. 1810, duquel il résulte que les arrêtés des conseils de préfecture qui prononcent le maintien des communes ou des particuliers, dans des droits d'usage sur les forêts de l'Etat, doivent être soumis à l'approbation du ministre des finances;

Considérant que le conseil de préfecture n'a statué, dans l'espèce, que d'après le renvoi qui lui a été fait de l'affaire par le ministre des finances, le 29 janv. 1817; — Considérant que son arrêté ne doit être regardé que comme un simple avis qui, aux termes de l'avis du conseil d'Etat du 11 juill. 1810, devait être soumis à l'approbation du ministre des finances; — Considérant qu'il s'agit, au fond, d'une question de propriété qui est du ressort des tribunaux;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de Gers, du 19 juin 1822, ne fait pas obstacle à ce que les parties portent devant les tribunaux la contestation dont il s'agit.

(1) V. dees ce sens, ordonn. du 17 déc. 1823 (aff. comm. de Dornheim). V. aussi l'ordonn. qui précède celle ci-dessus, et les observations qui accompagnent l'ordonn. du 22 janv. 1821 (aff. Chastellux).

(2) Sic, ordonn. des 27 avril 1825 (aff. Doumerre); 9 juin 1830 (aff. Pouchof). V. au surplus, sur le

Du 11 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. de Cormenin.

GUERRE. — PILLAGE. — INDEMNITÉ.

Le pillage commis par des troupes ennemies au préjudice d'un particulier, constitue un fait de guerre, qui ne donne lieu à aucune réclamation, soit contre la commune où le pillage a eu lieu, soit contre l'Etat (2).

(Moget.)

Locus, etc.; — Considérant que le pillage dont le sieur Moget prétend avoir été victime, dans les journées des 16 et 17 juill. 1815, de la part des troupes prussiennes campées au Champ-de-Mars, constitue un fait de guerre qui ne peut donner lieu à aucune réclamation, soit contre la ville de Paris, soit contre l'Etat; — Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 11 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — *Rapp.*, M. Lebeau.

RETOUR LÉGAL. — ASCENDANT. — TESTAMENT.

Le retour légal établi par l'art. 747. Cod. civ., au profit de l'ascendant donateur, ne peut avoir lieu lorsque le donataire a disposé par testament des biens donnés (3).

(La V. Saint-Massal — C. Chardon.) — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche le moyen pris de ce que la partie des biens valablement donnée par la dame Malange, femme Saint-Massal, lui aurait fait retour, en vertu de l'art. 747 du Code civil, comme ayant survenu à la dame Bravard sa fille, décédée sans postérité en janv. 1820: — Considérant qu'au lieu de stipuler un retour conventionnel susceptible d'être à la donataire la faculté de disposer au préjudice du droit de retour, les parties contractantes, n'ont rien prévu, quant à ce, lors de la donation, et s'en sont par conséquent remises à l'œuvre de la loi; — Considérant que, si le Code civil, sous l'empire duquel est décédée la donataire, établit, dans son art. 747, un droit de retour légal en faveur de tout donateur, il est à remarquer que ce droit n'y est consacré qu'à titre successif, et pour être exercé à seulement où l'objet (ou bien le prix qui en est dû, si l'objet a été aliéné) se trouve dans la succession du donataire; — Considérant que cette disposition particulière du Code civil est placée au titre qui régit les successions ab intestat, ou les transmissions de successions, opérées après décès par la loi seule; — Considérant que, d'après un testament du 8 oct. 1817, la donataire, femme Bravard, n'est pas morte ab intestat; qu'elle a disposé, au contraire, de l'universalité de ses biens en faveur de son mari, et n'a voulu, par les termes de son testament, d'autre réduction ou atténuation de ses dispositions universelles que celle résultante des réserves légales ou sortes de légitimes assurées aux ascendants survivants dans les successions de leurs enfants; — Que, dès lors, le sieur et dame Saint-Massal, père et mère de la donataire, ont eu un droit égal dans la succession de leur fille, celui de prendre chacun un quart de ladite succession; que ce droit a été reconnu tel par l'appelante elle-même, la dame Saint-Massal, puisqu'en ac-

ception de ces solutions et sur son application dans des espèces diverses, la note qui accompagne l'ordonn. du 26 mars 1823 (aff. Glaire).

(3) C'est la décision la plus généralement admise en doctrine et au jurisprudence. V. Cass. 17 déc. 1812, la note et les autorités indiquées.

quittement de partie de ses droits et reprises contre son mari, en vertu de sa séparation de biens, elle n'est fait céder, et après les à-compte ou paiements de ses droits et reprises, la portion revenant à son mari dans la succession de leur fille,.... etc.

Du 12 fév. 1824.—Cour roy. de Riom.—2^e ch. — Prés., M. Deval de Guymont. — Concl., M. Archon-Despérouses, av. gén. — Pl., MM. Alloumand et Foulboux.

CITOYEN FRANÇAIS. — ÉTRANGER. — DROIT ACQUIRÉ.

L'étranger qui avait acquis la qualité de citoyen français, selon les lois antérieures à la constitution de l'an 8, n'a pas perdu cette qualité, pour n'avoir pas obtenu les lettres de naturalisation exigées par la législation postérieure. (Cod. civ., 2 et 7.) (1)

(Flaton—C. le préfet de la Somme.) — ARRÊT.

LA COUR;—Vu la requête présentée par le sieur Abraham Fatton, négociant, demeurant à Amiens, en date du 9 fév., présent mois, signée de lui et de Belin, avoué, contenant pourvoi contre l'arrêt de M. le préfet du département de la Somme, du 5 dudit mois, qui a ordonné que le nom dudit sieur Fatton serait rayé de la liste provisoire des électeurs devant former le 2^e collège d'arrondissement électoral dudit département;—Où le rapport fait à l'audience par M. Hanocq, conseiller, commis par ordonnance de M. le premier président, du 10 du présent mois, enregistrée ledit jour par Lenglier, qui a reçu les droits;—Où aussi M. Bosquillon de Foutenay, premier avocat général, en ses conclusions (qui ont été conformes à l'arrêt);—Après qu'il en a été délibéré, conformément à la loi;—Sur la question de savoir si le sieur Fatton, Suisse d'origine, ne peut être réputé citoyen français, parce qu'il n'a pas obtenu de lettres de naturalisation;—Considérant que la loi du 2 mai 1790, sanctionnée par le roi, dispose que, « tous ceux qui, nés hors du royaume, de parents étrangers, sont établis en France, sont réputés Français, et admis en prêtant le serment civique, à l'exercice des droits de citoyens actifs, après cinq ans de domicile continu dans le royaume, s'ils ont, en outre, acquis des immeubles ou épousé une Française, ou formé un établissement de commerce; »—Que ces dispositions sont reproduites dans l'art. 3, titre 2 de la constitution du 14 sept. 1791;—Que l'art. 10, tit. 2 de la constitution du 3 fruct. an 3, ou 22 août 1795, porte : « L'étranger devient citoyen français, lorsque après avoir atteint l'âge de vingt ans accomplis, et avoir déclaré l'intention de se fixer en France, il y a résidé sept années consécutives, pourvu qu'il paie une contribution directe, et qu'en outre, il y possède une propriété foncière ou un établissement d'agriculture ou de commerce, ou qu'il ait épousé une Française; »—Considérant, en fait, qu'il résulte des pièces produites par Fatton, que ce particulier, né Suisse, s'est établi à Amiens avant 1788, et y a, depuis, fait sa résidence;—Qu'à cette époque, il y a formé une société de commerce;—Que, pendant les années subséquentes, il a acquis, dans le royaume, des propriétés foncières;—Qu'il y a payé des contributions directes;—Que, le 5 janv. 1794, il y a épousé une Française;—Que, dans l'exercice

des fonctions publiques qui lui ont été conférées avant la promulgation de la constitution de l'an 8, il a prêté le serment civique exigé par les lois du temps;—Considérant que Fatton avait ainsi rempli, dès lors, toutes les conditions prescrites pour acquérir le titre de citoyen français;—Que les lois n'ayant point d'effet rétroactif, les formalités que la constitution de l'an 8, les lois, décrets et ordonnances postérieures ont pu exiger, pour l'acquisition du titre dont il s'agit, n'ont point été obligatoires pour Fatton, et que le défaut de leur accomplissement n'a pu le priver d'un droit qui lui appartenait antérieurement;—Considérant, enfin, que ni la qualité de bourgeois de Neufchâtel et de Valengin, qu'il a prise dernièrement dans le contrat de mariage de sa fille, ni aucun acte à lui imputé, ne lui a fait perdre le titre de Français dont il jouit depuis plus de trente ans;—Statuant, en vertu des dispositions de la loi du 5 fév. 1817, sur le pourvoi de Fatton contre l'arrêt du préfet du département de la Somme, susdité, dit que ledit Fatton continuera de jouir des droits civils et politiques appartenant aux citoyens français; et, qu'en conséquence, il sera, à ce titre, inscrit sur la liste des électeurs du son arrondissement, si, d'ailleurs, il remplit toutes les autres conditions exigées par les lois.

Du 12 fév. 1824 — Cour roy. d'Amiens. — Prés., M. de Malicville, p. p. — Rapp., M. Hanocq. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén.

1^o CITOYEN FRANÇAIS. — ÉTRANGER.

2^o ÉTAT POLITIQUE. — ABANDON. — TRANSAC-TION.

1^o L'enfant né en France d'un étranger qui a acquis la qualité de Français, n'est pas seulement Français; il est citoyen Français, et, comme tel, apte à exercer les droits politiques. (L. du 5 fév. 1817, art. 5 et 6; Cod. civ., 7 et 8.) (2)

2^o En matière d'état, et notamment d'état politique, nul n'est présumé abandonner celui qu'il tient de la loi, ni admis à transiger à cet égard. (Cod. civ., 2045.)

(Haentjens. — C. le préfet de la Loire-Inférieure.) — ARRÊT.

LA COUR;—Attendu, premièrement, que Haentjens père doit être réputé Français, lors même qu'il n'aurait pas la qualité de citoyen français, et qu'il ne serait pas admissible à l'exercice des droits politiques, question qu'il est inutile d'examiner dans l'espèce; que le titre de Français lui est acquis, aux termes de la loi du 2 mai 1790; qu'en effet, cette loi fait une distinction entre les étrangers qui doivent être considérés comme Français, et ceux qui sont aptes à être admis à exercer des droits politiques; qu'elle impose à ceux qui veulent acquérir la simple qualité de Français, les deux seules conditions suivantes:—Premièrement, d'avoir dans le royaume un domicile continu de cinq années; secondement, d'avoir acquis des immeubles en France, ou épousé une Française, ou formé un établissement de commerce;—Que, quant à ceux qui veulent exercer des droits politiques, outre les deux conditions ci-dessus, la même loi exige qu'ils aient prêté le serment civique; que cette distinction, qui résulte des termes de la loi du 2 mai, est justifiée par la différence des droits civils attachés à la qualité de Français, et des

(1) V. conf., même Cour 14 fév. 1824. V. aussi Coin-Delisle, Comm. analyt. sur l'art. 8 du Code civ., n^o 19.—V. encore dans le même sens, Cass. 27 avril 1819, et la note.

VII.—1^{er} PARTIE.

(2) V. sur ce point, un arrêt de Paris du 13 nov. 1841, et la note.

droits politiques inhérents au titre de citoyen français; que cette même distinction, établie d'ailleurs par les art. 7 et 8 du Code civil, a été reconnue et consacrée par la Cour de cassation, dans un arrêt du 27 avril 1819; — Attendu, secondement, qu'il est suffisamment appris que Haentjens père avait fixé sa résidence à Nantes, dès 1780, et qu'il l'a conservée depuis; qu'il y avait fondé une société de commerce en 1784; qu'il avait épousé une Française en 1785; qu'il avait conséquemment rempli les conditions voulues par la loi du 2 mai 1790, pour obtenir la qualité de Français; — Attendu, troisièmement, que cette seule qualité de Français, conférée à Haentjens père, a fait acquérir, aux termes du § 2 de l'art. 2 de la loi du 14 septembre 1794, le titre et les droits de citoyens français à ses deux fils réclamans, qui sont nés en France; — Attendu, enfin, que l'on ne peut opposer à Haentjens père, et encore moins à ses enfans les actes ou acquiescemens émanés dudit Haentjens, desquels on prétendrait induire qu'il aurait, par erreur ou autrement, paru renoncer à la qualité de Français qui lui était acquise; nui, en matière d'état, n'étant présumé abandonner celui qu'il tient de la loi, ni admettre à transiger à cet égard; — Par ces motifs : — Vu la décision rendue en conseil de préfecture, le 3 du présent mois, par le préfet du département de la Loire-Inférieure; — Vu aussi les art. 5 et 6 de la loi du 5 février 1817; — Après avoir entendu à son audience d'hier l'avocat et l'avoué de Girard Guillaume-Henri et de Chrétien-Charles Haentjens, et l'avocat général dans ses conclusions, et avoir renvoyé la cause à celle de ce jour; — Juge et déclare que lesdits Haentjens frères sont citoyens français, et comme tels, aptes à exercer les droits civils et politiques attachés à ce titre, et qu'ils doivent être inscrits sur la liste du collège électoral de leur arrondissement, si toutefois ils réunissent les autres conditions exigées par la loi; et, attendu l'urgence, ordonne que le présent arrêt sera exécuté sur la minute.

Du 12 février 1824. — Cour roy. de Rennes. — Pl., M. Gallard de Kerbertin.

ORDRE. — RESTITUTIONS. — CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE.

Lorsqu'après la clôture d'un ordre et la radiation des inscriptions, un des créanciers colloqués restitue une somme portée par erreur dans son bordereau, le montant en appartient à tous les créanciers indistinctement, et non pas seulement au créancier hypothécaire sur lequel les fonds ont manqué.

(Grandfêco et autres—C. Audrielle).—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'après la délivrance des bordereaux de collocation, le juge-commissaire fait la clôture de l'ordre; qu'il ordonne la radiation des inscriptions; qu'alors, il ne reste plus ni hypothèques, ni inscriptions; qu'il n'y a plus de créanciers à préférer, puisque la distribution du prix de l'immeuble affecté particulièrement à quelques-uns d'eux a été faite; — Attendu qu'il en a été ainsi dans l'espèce actuelle; que la dame Andrielle, créancière, a produit ses titres et demandé sa collocation; qu'il y a été fait droit; que son inscription a été radiée; que tout est consommé; que les sommes appartenant au débiteur commun, s'il s'en trouvait depuis la

confection de l'ordre, n'ont plus rien de commun avec cet ordre qui n'existe plus; — Qu'à la vérité, la somme dont les sieurs de Grandmaul et Despreaux offrent la remise provient de l'immeuble vendu; — Mais attendu qu'elle a changé de nature; qu'elle est en ce moment purement mobilière; qu'il serait impossible de la distribuer aujourd'hui comme on l'a fait pour le prix de l'immeuble, puisque aucun créancier n'a hypothèque, ni inscription; qu'il n'y a plus d'ordre à suivre; que tous ont un intérêt égal; — Attendu que c'est ici un recouvrement fait pour le compte du débiteur; que cette nouvelle ressource doit tourner à l'avantage de tous ses créanciers, quelle qu'ait été l'origine de la somme recouvrée; — A l'égard des sieurs Grandmaul et Despreaux, les condamne, suivant leurs offres, à remettre la somme de 7,756 fr. 22 cent. dont ils ont été dépositaires, sans qu'ils soient tenus d'en payer l'intérêt; — Ordonne que cette somme sera distribuée à tous les créanciers du sieur Andrielle, au marc le franc, etc.

Du 13 fév. 1821. — Cour roy. de Bourges.

ADOPTION. — ENFANT NATUREL.

Sous l'empire du Code civil, on peut adopter son enfant naturel reconnu (1).

(La dame Desplechin.)

Le 13 déc. 1790, la dame Angélique-Joseph Desplechin, accoucha d'un enfant mâle, auquel elle donna les noms d'Auguste-Hippolyte-Joseph; elle éleva cet enfant chez elle; il demeura pendant toute sa minorité.

Après avoir contracté mariage avec le sieur Thiberghien, étant devenue veuve sans enfant légitime, la dame Desplechin désira adopter son fils naturel. Le 23 oct. 1823, se trouvant âgée de plus de cinquante ans, elle comparut devant le juge de paix de son canton, et y déclara, conformément à l'art. 453 du Code civil, vouloir adopter le sieur Auguste-Hippolyte-Joseph Desplechin, son fils naturel reconnu; ce dernier déclara consentir à l'adoption; le juge-de-paix leur donna acte de leur déclaration et consentement.

La dame Desplechin s'est pourvue, dans le délai prescrit par l'art. 353 du Code civil, pour faire homologuer l'adoption, et a produit devant le tribunal de Lille les pièces exigées par la loi.

17 nov. 1823, jugement du tribunal civil de Lille, qui, après avoir visé les pièces produites, desquelles il résulte que la dame Desplechin, veuve Thiberghien, voulait adopter son enfant naturel, déclare qu'il n'y a pas lieu à adoption.

Appel de la part de la veuve Thiberghien et du sieur Desplechin, son fils naturel.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu la requête présentée en la Cour par Angélique-Joseph Desplechin, veuve sans enfans de Jean Thiberghien, ladite requête tendant à la réformation du jugement en adoption, rendu par le tribunal de première instance de Lille, le 17 nov. 1823; — Vu ledit jugement, portant qu'il n'y a pas lieu à adoption, par la requérante, d'Auguste-Hippolyte-Joseph Desplechin, son fils naturel, et autres pièces jointes, ensemble les art. 345 et suivans du Code civil relatifs à l'adoption; — Après en avoir délibéré, conformément à la loi, déclare que ledit jugement est réformé; qu'en conséquence il y a lieu à l'adoption.

(1. V. sur cette question, qui divise les tribunaux et les auteurs, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un jugement du tribunal d'appel de Paris du 15 germ. an 12.—Par un ar-

rêt du 28 avril 1841, rendu sur les conclusions conformes de M. le procureur général Dupin, la Cour de cassation s'est prononcée en faveur de l'adoption. V. cet arrêt dans notre Vol. de 1841.

Du 13 février 1824. — Cour roy. de Douai. — Prés., M. Defoort de Quartdeville, p. p.

DOT. — ALIÉNATION. — MARI. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — ACTION EN RÉVOCATION.

L'art 1560, Cod. civ., qui (autorisant le mari à poursuivre la nullité de l'aliénation des biens dotaux de sa femme, quand même il aurait concouru à la vente), ajouta que le mari sera passible de dommages-intérêts, s'il n'a pas déclaré dans le contrat que le bien était dotal, autorise aussi la condamnation du mari en des dommages-intérêts, quand même il aurait indiqué la dotalité, s'il a déclaré à tort, au contrat, qu'il vendait en vertu de pouvoirs à lui conférés par le contrat de mariage. (Cod. civ., 1382 et 1560.)

L'action en dommages-intérêts ouverte à l'acquéreur contre le mari vendeur, ne fait pas obstacle à ce que le mari vendeur soit recevable à intenter action en nullité de la vente des biens dotaux de sa femme. (C. c., 1560.) (1)
(Guillemet — C. Lépine.) — ARRÊT.

Le 9 avril 1808, Anne Lépine en contractant un mariage avec Jean Guillemet, se constitua en dot tous ses biens présents et à venir, se réservant la faculté de liciter, vendre et aliéner, ainsi que bon lui semblerait, les immeubles qui pourraient lui échoir par la suite, à titre de succession ou autrement. Le mari crut qu'il pouvait exercer par lui-même une faculté qui ne pouvait lui être dévolue par mandat de sa femme, la faculté de vendre les biens stipulés dotaux. Il vendit donc les biens dotaux de sa femme. Il eut soin de dire dans le contrat que ces biens étaient dotaux ; mais il ajouta qu'il les vendait en vertu de pouvoirs à lui donnés par contrat de mariage.

La vente par Guillemet, fut faite le 17 mars 1813 en profit d'un frère de son épouse.

Nouf ans après, c'est-à-dire le 25 janv. 1821, Guillemet attaqua cette même vente, que lui-même avait consentie le 17 mars 1812. L'action fut intentée en son nom, et au nom de son épouse.

16 juill. 1822, jugement du tribunal civil de Valenciennes qui déclare les mariés Guillemet non recevables : le mari parce qu'il aurait été tenu à des dommages-intérêts envers Lépine ; et sa femme, parce qu'elle ne pouvait, aux termes de l'art. 1560 du Code civil, attaquer l'aliénation faite par son mari, qu'après la dissolution du mariage ou la séparation de biens. Ce jugement lui réserva, du reste, tous ses droits pour l'avenir.

Appel. — Guillemet soutint, que la loi ne lui défendait aucunement d'attaquer une vente faite par lui-même, que si en faisant la vente il y avait eu quelque tort, ou apparence de tort, il y aurait lieu à le condamner en quelques dommages-intérêts ; que la loi ne lui défendait la conséquence de ses torts ; qu'il n'en résultait point du tout une prohibition de quereller la vente. — Au surplus Guillemet soutenait qu'il n'était point passible de dommages-intérêts, puisqu'il avait rempli l'obligation imposée par l'art. 1560, d'indiquer la dotalité des biens vendus ; que s'il était trompé en croyant que le contrat de mariage l'autorisait à vendre, c'était une erreur que la loi ne punissait pas ; que c'était à l'acquéreur à s'assurer de la réalité de ce pouvoir, à la vue du contrat de mariage.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'Anne Lépine, eu

(1) V. aussi, dans le même sens, un arrêt de la Cour de Cass. 15 juin 1837.

contractant mariage avec Jean Guillemet, le 9 avril 1808, sous le régime dotal, se constitua tous ses biens présents et à venir, en se réservant la faculté de liciter, vendre et aliéner, ainsi que bon lui semblerait, les immeubles qui pourraient lui échoir par la suite, à titre de succession ou autrement ; — Attendu que ledit Guillemet, ayant ensuite, par acte du 17 mars 1812, passé vente à L. Lépine, des droits compétents à son épouse dans les biens de ses père et mère, parmi lesquels se trouvaient des immeubles, moyennant la somme de 3,100 fr., a vendu ce qu'il n'avait pas le droit de vendre lui-même, d'après la réserve que s'était fait Anne Lépine dans son contrat de mariage ; — Attendu que les maris Guillemet sont recevables à faire révoquer l'aliénation du fond dotal pendant le mariage (art. 1560 du Code civil), et surtout, dans l'espèce, où par une clause spéciale du contrat, la femme s'était réservée à elle seule la faculté de vendre ; — Attendu que quelque dans ledit acte de vente de 1812, le mari ait déclaré que partie des biens vendus étaient dotaux, néanmoins la femme qualifiée qu'a prise, dans cette circonstance, ledit Guillemet, en supposant un droit qu'il n'avait pas, la rend passible de dommages et intérêts envers ledit Lépine, tout comme au cas où il n'aurait pas déclaré la dotalité des mêmes biens ; — Attendu que la quotité desdits dommages peut être fixée par la Cour, comme arbitre de droit ; — A mis l'appellation et ce dont est appel au néant, et, par nouveau jugement, sans s'arrêter à la demande principale, fins et exceptions de Lépine, a condamné Guillemet à lui payer la somme de 400 fr., pour les dommages et intérêts qui lui sont dus, à raison de l'inexécution de l'acte de vente du 17 mars 1812, etc.

Du 13 fév. 1824. — Cour roy. de Grenoble.

CITOYEN FRANÇAIS. — ÉTRANGER. — DROIT ACQUIS.

Du 14 fév. 1824 (aff. Thiébaud). — Cour roy. d'Amiens. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour, du 12 fév. 1824 (aff. Flotton).

BOIS DOMANIAUX. — PROPRIÉTAIRES VOISINS.

Du 16 fév. 1824 (aff. Paris). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 31 juillet 1827, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

VENTE. — MARCHANDISES. — COMPÉTENCE.

L'acheteur de marchandises qui a accepté sans aucune réclamation une facture portant que le prix des marchandises était payable au domicile du vendeur, ne peut ensuite proposer l'incompétence du tribunal de ce domicile, encore même que le vendeur ait tiré des traites pour le paiement de la facture, et que l'une de ces traites ait été payée par l'acheteur (2).

(Pras-Jardin — C. Astruc.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, le 19 oct. 1821, la demoiselle Astruc a commis à Toulouse diverses marchandises au commis voyageur de la maison veuve Pras-Jardin, de Lyon ; — Attendu que la facture des marchandises expédiées le 17 nov. suivant, arrivant à une somme de 1,338 fr., énonce que le paiement sera fait à Lyon ; — Attendu que, le 27 du même mois, la demoiselle

(2) F. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Rouen du 6 janv. 1821, et les autorités citées.

Astruc, en accusant la réception de la marchandise, annonce qu'elle n'en garde que jusqu'à concurrence de 659 fr. 80 c., et n'éleve aucune plainte contre la stipulation de la facture; — Attendu qu'en acceptant une partie de la marchandise expédée, sans se plaindre de la stipulation de la facture, la demoiselle Astruc s'est soumise, sous le rapport de la compétence des tribunaux, à toutes les conditions exprimées dans ce contrat; — Que la circonstance que la veuve Pras-Jandin et comp. ont tiré deux traites sur la demoiselle Astruc pour le paiement de la totalité de la facture, dont l'une de 650 fr. a été payée et l'autre de 688 fr. refusée, ne saurait être considérée comme un nouveau contrat qui seul doit lier les parties, parce que la demoiselle Astruc, en refusant le paiement ou l'acceptation de l'une de ces traites, ne pouvait être poursuivie qu'en vertu de la facture et non en vertu d'un titre que se créait la veuve Pras-Jandin et comp.; Attendu qu'il résulte des circonstances de la cause que la demoiselle Astruc a accepté la facture portant que le paiement sera fait à Lyon, sans réclamer contre cette énonciation; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Ordonne que, sous le rapport de la compétence, ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 17 fév. 1824. — Cour roy. de Lyon. — 4^e ch.

TESTAMENT OLOGRAPHE. — ENVOI EN POSSESSION. — INSCRIPTION DE FAUX.

Les héritiers légitimes ne peuvent faire rétracter l'envoi en possession obtenu par le légataire universel en vertu d'un testament olographe, sous prétexte qu'ils entendent s'inscrire en faux contre le testament (1).

(HÉRIT. ARRAU. — C. Chanavas.)

Du 17 fév. 1824. — Cour roy. de Nîmes.

REQUÊTE CIVILE. — CASSATION.

Un arrêt attaqué sans succès devant la Cour de cassation peut être encore attaqué par requête civile (2).

(LASSAVER — C. Alex.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les mineurs ayant deux voies pour attaquer l'arrêt dont il s'agit, celle de la cassation et celle de la requête civile, l'exercice de l'une n'empêchait pas l'exercice de l'autre; — Par ces motifs, etc.

Du 18 fév. 1824. — Cour roy. de Lyon.

EAU (COURS D'). — RÈGLEMENT. — DOMAINES NATIONAUX. — COMPÉTENCE.

Lorsqu'un domaine national a été vendu avec réserve d'une prise d'eau en faveur d'un tiers, le conseil de préfecture est bien compétent pour déterminer, au cas de contestation, quelle est l'étendue de cette prise d'eau, d'après l'acte de vente; mais il doit se borner à donner l'interprétation de la vente d'après les actes qui l'ont préparée et consommée, et il excède ses pouvoirs en faisant à ce sujet un règlement d'eau entre les parties (3).

(Cayla. — C. Guidon.)

Le moulin de Saint-Front, appartenant à la ville de Périgueux, fut vendu aux sieurs Cayla, par suite de la loi du 20 mars 1813. — Précé-

demment, et par délibération du 22 frimaire an 4, le conseil municipal avait concédé au sieur Guidon une prise d'eau, pour le mouvement d'une filature dont la fondation intéressait le département; — Cette prise d'eau fut expressément réservée dans l'acte de prise de possession du moulin, au nom de la caisse d'amortissement.

En 1820, les sieurs Cayla troublèrent le sieur Guidon dans sa possession de la prise d'eau. La contestation fut portée devant le conseil de préfecture, qui condamna les sieurs Cayla à rendre au sieur Guidon l'eau nécessaire pour le mouvement de son usine, et ordonna une expertise pour la fixation de cette quantité d'eau.

Pourvoi par les frères Cayla.

LOUS, etc.; — Considérant que le conseil de préfecture aurait dû se borner à donner l'interprétation de la vente, d'après les actes qui l'ont préparée et consommée; — Considérant qu'il résulte de l'adjudication et du procès-verbal de prise de possession auquel l'adjudication se réfère, que, pour prévenir toute discussion entre l'acquéreur du moulin de Saint-Front et le sieur Guidon, il a été réservé la quantité d'eau nécessaire pour le mouvement des machines du sieur Guidon; — Considérant que, s'il y avait lieu de procéder à un règlement d'eau, ce règlement est une mesure d'administration, qu'il n'appartenait pas au conseil de préfecture de prescrire;

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Dordogne, du 9 octobre 1821, est annulé; — 2. Il est déclaré que le moulin de Saint-Front a été vendu aux frères Cayla, avec réserve de la quantité d'eau nécessaire pour le mouvement des machines de la manufacture du sieur Guidon.

Du 18 février 1824. — Ordonn. en Cons. d'Etat. — Rapp. M. de Cormenin. — Pl., MM. Péchart et Delagrèze.

VOIRIE (PETITE). — DÉMOLITION. — PROPRIÉTÉ. — COMPÉTENCE.

L'arrêté par lequel un maire ordonne le rétablissement du passage dans une rue, qu'un particulier avait été autorisé à tenir fermée, est une mesure de sûreté, susceptible seulement d'être déférée au ministre de l'intérieur, et qui ne peut être l'objet d'un recours par la voie contentieuse devant le conseil d'Etat. (L. des 16-24 août 1790, tit. 11, art. 1^{er}.) (4)

C'est d'ailleurs aux tribunaux seuls qu'il appartient de décider si le particulier peut conserver un arceau élevé par lui sur cette rue (5).

(Ribes. — C. ville de Limoux.)

Le sieur Delmas, habitant de Limoux, avait obtenu, en 1720, l'autorisation de fumer de potées, à ses frais, une petite rue, dite de la Bladerie, avec réserve pour la ville de faire rouvrir cette rue, quand elle le jugerait à propos. La rue demeura fermée jusqu'en 1813; à cette époque, le maire en ordonna la réouverture. Son arrêté fut approuvé par le ministre de l'intérieur, qui, en outre, ordonna la démolition d'un arceau établi sur cette rue, entre deux corps de bâtiments. — Comme le sieur Ribes, propriétaire dudit arceau, avait prétendu être en droit de le conserver, le ministre avait renvoyé la question de pro-

(1) V. anal. Cass. 2 fév. 1816; Bruxelles, 3 janv. 1823.

(2) V. dans ce sens, Cass. 13 vend. an 3, et la note.

(3) V. comme anal., dans le même sens, ordonn. du 26 mars 1823 (aff. Prevost), et la note.

(4) V. d'après le même principe, en matière de grande voirie, ordonn. du 22 janv. 1823 (aff. Dampmartin et Deugers).

(5) C'est aussi aux tribunaux qu'il appartient de connaître des contraventions aux arrêtés administratifs, relatifs à la voirie urbaine. V. Cass. 22 mars 1822, et les renvois de la note.

prété devant les tribunaux, et prononcé le sursis aux démolitions jusqu'à ce qu'il eût été par eux statué.

Pourvoi par le sieur Ribes contre la décision ministérielle.

LOUIS, etc. — Sur la compétence, considérant qu'en interdisant ou rétablissant le passage dans la rue de la Bladerie, les maires de Limoux ont usé du pouvoir qui leur est attribué par l'art. 1^{er}, titre 11 de la loi des 16-24 août 1790, et qu'en statuant sur un recours devant lui porté à ce sujet, notre ministre de l'intérieur a prononcé dans les limites de ses attributions; — Considérant que le pourvoi contre la décision ministérielle attaquée, ne peut pas être introduit par la voie contentieuse, puisqu'il s'agit d'une mesure de police et de sûreté; — Considérant d'ailleurs, que, par cette décision, notredit ministre a renvoyé les questions de propriété devant les tribunaux ordinaires, et que même il a prononcé le sursis aux démolitions, jusqu'à ce qu'il eût été par eux statué; qu'ainsi les intérêts privés ont été justement garantis; — Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 18 fév. 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

VOIRIE. — ACTION POSSESSOIRE.

Le Juge de paix est compétent pour statuer sur une action en complainte, relative à la possession d'un terrain dont la propriété est contestée entre une commune et un particulier (1). — Mais il excède ses pouvoirs en ordonnant l'interruption des travaux que l'autorité administrative a fait commencer sur le même emplacement (2).

(Graillet. — C. commune de Saint-Vellier.)

LOUIS, etc. — Considérant, en ce qui concerne la demande sur laquelle il a été statué par le jugement du 3 août 1823, qu'elle avait pour objet la possession d'un emplacement dont le sieur et dame Graillet prétendent être propriétaires; — Que ces sortes de demande sont de la compétence de l'autorité judiciaire, et que, par conséquent, le conflit élevé par le préfet du département de la Drôme est, à cet égard, mal fondé; — Considérant, en ce qui concerne l'ordonnance du 7 août 1823, qu'en prescrivant que les travaux dont il s'agissait fussent interrompus, le juge de paix de Saint-Vallier a mis obstacle à l'exécution des divers actes de l'autorité administrative, en vertu desquels ils avaient été entrepris; d'où il suit, qu'à cet égard, le conflit a été élevé régulièrement;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet du département de la Drôme, le 11 août 1823, est annulé relativement à la demande sur laquelle il a été statué par le jugement du 3 du même mois; — 2. Cet arrêté est confirmé relativement à la demande sur laquelle il a été statué par l'or-

donnance du 7 du même mois; — 3. Ladite ordonnance est considérée comme non avenue.

Du 18 fév. 1824. — Ordonn. en Cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé.

1^o COMPTE DE TUTELLE. — Mineur émancipé.

2^o CONCILIATION. — EXCEPTION.

1^o *Le compte de tutelle rendu par le tuteur au mineur émancipé, assisté de son curateur, doit, à peine de nullité, être rendu au justice.* (Cod. civ., 480.) (3)

2^o *La fin de non recevoir résultant du défaut de citation en conciliation, n'est pas d'ordre public; elle ne peut être suppléée d'office par les juges.* (Cod. proc., 48 et 173.) (4)

(Serres — C. Serres.)

En l'an 10, Pierre Serres fut nommé tuteur de Pierre et Jean Serres, ses petits-neveux. — Le 23 mai 1815, il rendit son compte de tutelle à Pierre, devenu majeur; le reliquat en fut fixé à 600 fr. — Le 22 oct. même année, Jean ayant été émancipé, traité avec son tuteur, sous l'assistance de son curateur; le résultat de ce traité constitue le tuteur débiteur seulement de 129 fr. 75 c., en faveur du mineur émancipé.

Le 22 fév. 1821, Jean Serres a fait citer son ex-tuteur en reddition de compte intérieur, soutenant que le traité du 22 oct. 1815 devait être considéré comme non avenue, n'ayant pas été rendu en justice.

L'ex-tuteur a répondu que le compte avait été valablement rendu; que l'art. 450 du Cod. civ. n'exigeait que l'assistance du curateur pour la reddition du compte au mineur émancipé; qu'ainsi on ne pouvait prétendre qu'il devait être fait en justice; que si l'on pouvait exiger l'observation de quelque autre formalité, ce serait la remise des pièces justificatives, dix jours avant tout traité, conformément à l'art. 472 du Cod. civ.; que, dans l'espèce, cette remise avait eu lieu.

A l'audience, le ministère public déposa sur le bureau du tribunal des conclusions par lesquelles il requit, d'office, que la demande introduite fût déclarée non recevable, quant à présent, pour avoir été formée sans préliminaire de conciliation.

23 août 1821, jugement du tribunal civil de Marmande, qui rejette la fin de non-recevoir, et ordonne la reddition d'un nouveau compte. Voici les motifs du jugement: — « En ce qui touche la fin de non recevoir, relevée par le ministère public seulement, ainsi que cela résulte des conclusions déposées, et prise de ce que les demandes de la partie de Lacombe n'ont pas été préalablement soumises à l'essai de la conciliation: — Attendu en point de fait, que quoique ladite partie de Lacombe ait assigné, en même temps et par le même exploit, trois personnes

(1 et 2) Cette solution contre dans la jurisprudence qui tend à attribuer à l'autorité administrative le droit de conserver au public la jouissance provisoire des parties de la voie publique dont la propriété est contestée. V. à cet égard, l'ordonn. du 18 juill. 1821 (aff. *Peterinck*), et la note, ainsi que les nombreuses décisions dans le même sens, et les autorités auxquelles elle renvoie. V. aussi *supra*, ordonn. des 21 mai 1823 (aff. *commune d'Haversbergus*), et la note; 16 fév. 1825 (aff. *Presson*).

(3) Quelques auteurs et arrêts se sont prononcés en ce sens. V. notamment Limoges, 3 avril 1838 (Volma 1838). V. aussi Toullier, tom. 2, n. 1250. — Mais il est plus généralement admis en doctrine et en jurisprudence que depuis

la promulgation du Code civil, la reddition du compte de tutelle ne doit pas nécessairement avoir lieu en justice. V. Cass. 23 août 1837 (Volma 1837); Rennes, 24 août 1819. V. aussi *Minion, Rept.*, v. *Compte*, n° 2; Froudhon, des *Personnes*, t. 2, p. 241; Duranton, t. 3, n° 610; Maguin, des *Minorités*, t. 1, n° 758.

(4) C'est ce qui a été jugé par un grand nombre d'arrêts. V. Cass. 9 mess. an 9; 22 therm. an 11; 19 janv. 1825; 16 fév. 1826; 22 juin 1835; 29 janv. 1838; 10 fév. 1840, etc. — Mais il existe aussi plusieurs arrêts en sens contraire. V. Cass. 13 therm. an 8; Bruxelles, 27 flor. an 9; Toulouse, 8 juill. 1820; Nîmes, 10 fév. 1841. V. aussi les notes qui accompagnent plusieurs de ces arrêts.

différentes, il n'est pas moins vrai que son exploit contient trois demandes bien distinctes : — Que chacune de ces demandes est dirigée contre chacun des individus assignés; qu'elles pouvaient conséquemment être introduites par trois exploits différents; — Attendu, en droit, qu'il n'y a que la demande formée contre plus de deux parties qui soit dispensée du préliminaire de la conciliation; d'où il suit que si l'on ne considérait ce défaut de citation préalable en bureau de paix, qu'abstraction faite de toute autre circonstance, l'on ne pouvait s'empêcher d'annuler l'exploit introductif d'instance, et par suite déclarer non recevable, quant à présent, les diverses demandes de la partie de Lacombe. — Mais s'il est vrai que la Cour de cassation ait plusieurs fois jugé que le défaut de conciliation emportait une fin de non-recevoir tellement absolue, tellement liée à l'ordre public, que le juge devait la suppléer d'office, et qu'elle ait, en conséquence, cassé divers jugemens qui, quoique aucune des parties n'eût proposé cette fin de non-recevoir, ni en première instance, ni en cause d'appel, ne l'avaient pas prononcée, il n'en est pas moins certain que cette Cour depuis sa réorganisation, en vertu de la loi du 27 vent. an 8, n'a plus regardé cette formalité comme absolue et d'ordre public; depuis lors, en effet, elle a rendu trois jugemens en sens contraire, les 22 therm., 11 fruct. an 14, et 26 flor. an 13. D'où il suit que le ministère public n'est plus admissible à relever cette fin de non-recevoir : — Que les juges ne peuvent plus la prononcer d'office; — Que les parties seules peuvent s'en faire un moyen d'exception, et que lors même qu'elles emploient ce moyen, elles doivent le faire, à peine de déchéance, avant toutes autres défenses ou exceptions autres que l'exception d'incompétence (art. 173 du Code judiciaire); — Que la circonstance, que nous sommes régis aujourd'hui par le Cod. de proc. de 1807, tandis que les arrêts précités ont été rendus sous l'empire de la loi du 24 août 1790, ne saurait porter aucune atteinte à ces décisions. Notre Code de procédure est conçu en des termes qui ne peuvent avoir d'autre signification, qui ne peuvent recevoir d'autre interprétation que la loi précitée. — Aussi la Cour de Rennes a-t-elle jugé, le 11 déc. 1815, que le défaut de conciliation n'était qu'une nullité relative, qui se convertait par la procédure volontaire.

« En ce qui touche la demande en reddition du compte tutélaire: — Attendu, d'une part, qu'il résulte de l'art. 472 du Code civil, que ce n'est que lorsque le mineur est devenu majeur, qu'il peut traiter sur son compte tutélaire, dans la forme prescrite par cet article; qu'il peut, après avoir observé ces formalités, faire en faveur de son tuteur tels sacrifices qu'il jugera à propos; — Attendu, d'autre part, que si l'art. 480 du même Code, permet au tuteur de rendre son compte au mineur émancipé assisté d'un curateur, sans néanmoins prescrire en quelle forme sera rendu ce compte, ou plutôt sans autoriser expressément à suivre aussi pour ce compte les formalités prescrites par l'art. 472 précité, il s'en suit que l'on ne peut agir et compter dans ce cas que devant les tribunaux; qu'il peut y avoir d'autant moins de difficulté, que toutes les affaires concernant les tutelles et les mineurs sont sous la surveillance du ministère public, et qu'elles ne peuvent être terminées qu'après qu'il a été entendu; — Que, d'ailleurs, le tuteur ne pouvant transiger pour son mineur que conformément à l'art. 477 du Code civil, à plus forte raison ces mêmes formalités devraient-elles être observées lorsqu'il s'agit d'un traité entre le tu-

teur et son mineur; — Qu'ainsi, lors même que le mineur n'aurait pas été légué dans la reddition de compte dont excepte la partie de Ducasse, il n'en est pas moins fondé à faire prononcer la nullité de ce traité, à raison de la seule absence, la seule violation des formalités qui auraient dû être observées. »

Appel de la part de l'ex-tuteur.

ARRÊT.

LA COUR : — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appel au néant, etc.

Du 19 fév. 1824. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Bergognie. — Concl., M. Lébé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Pouydebat, jeune, et Ladrix.

SÉPARATION DE BIENS. — EXÉCUTION. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — NULLITÉ.

La séparation de biens, non exécutée dans la quinzaine du jugement, est sans effet, aux termes de l'art. 1444 Cod. civ., lorsque le jugement qui la prononce est par défaut, tout aussi bien que lorsque la séparation est prononcée par jugement contradictoire. (Cod. civ., 1444; Cod. proc., 155.) (1)

La nullité de la séparation de biens, résultant du défaut d'exécution dans le délai de quinzaine, n'est pas établie dans l'intérêt exclusif des tiers; elle peut être proposée par le mari. (Cod. civ., 1444.) (2)

(Delaite — C. Delaite et Rabint.) — ARRÊT.

LA COUR : — En ce qui touche la question de savoir si la séparation de biens, obtenue par la femme Delaite, doit être déclarée nulle : — Considérant, en droit, qu'aux termes de l'art. 1444 du Code civ., la séparation de biens prononcée en justice, est nulle, si elle n'a pas été exécutée par le paiement réel des droits et reprises de la femme, ou au moins par des poursuites commencées dans la quinzaine qui a suivi le jugement; — Que cette disposition s'applique aux jugemens ou arrêts par défaut, comme aux jugemens ou arrêts contradictoires qui ont prononcé des séparations de biens, sans qu'on puisse opposer celle de l'art. 155 du Code de proc. civ., qui n'est d'aucune influence dans les causes de séparation de biens, matières régies par les lois spéciales;

Considérant que, bien que la disposition dont il s'agit ait été faite principalement dans l'intérêt des créanciers du mari, rien n'empêche qu'elle ne puisse être invoquée par le mari lui-même, d'autant que les termes en sont généraux, et n'établissent aucune distinction; — Reçoit la partie de Marchal (Rabint), intervenante dans l'instance pendante entre les parties de Vivien et de Girardin (Delaite et sa femme), afin de nullité de la séparation de biens prononcée par l'arrêt du 14 mai 1823; — Reçoit pareillement la partie de Vivien (Delaite), opposante à l'exécution de l'arrêt précité; — Et statuant par arrêt nouveau, sans s'arrêter ni avoir égard aux moyens, faits et conclusions de la partie de Girardin dont elle est déboutée, déclare nulle et nul effet la séparation de biens prononcée au profit de la partie de Girardin, par ledit arrêt du 14 mai 1823, ainsi que toute la procédure, tant de première instance que d'appel, sur laquelle elle est intervenue, etc.

Du 19 fév. 1824. — Cour roy. d'Amiens. — Ch.

(1-2) V. sur ces questions et les distinctions dont elles sont susceptibles, Cass. 11 juin et 12 août 1818; Colmar, 8 août 1820; Bordeaux, 11 août 1840, et les notes.

civ. — *Prés., M. de Malleville, p. p. — Concl. M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Vivieu, Girardin et Marchat.*

TESTAMENT MYSTIQUE. — CLÔTURE. — SCÉLÉ.

Un testament mystique mal clos, n'est pas, pour cela, réputé non clos, dans le sens de l'art. 976, Cod. civ.; il suffit que le testament ait été clos et scellé de manière à en assurer le secret et l'identité (1).

Un testament mystique est suffisamment clos et scellé, lorsqu'on ne peut ouvrir le testament, ou y arriver par l'ouverture de l'enveloppe qui le renferme, sans laisser de traces d'altération sur le papier qui sert à le clore, et lorsqu'en outre, l'identité de l'empreinte placée sur l'enveloppe et sur le testament, prouve qu'il n'y a eu ni déplacement, ni substitution. (Cod. civ., 976.) (2)

(Poulet — C. Martin et consorts.) — ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 976 et 1004 du Code civ.; — Considérant qu'il en résulte qu'on ne saurait, sans en courir la peine de nullité, se soustraire à l'exécution d'aucune des formalités prescrites pour assurer la validité du testament mystique, mais aussi qu'on ne doit pas arbitrairement aggraver les conditions du mode d'exécution desdites formalités; qu'ainsi, par exemple, le concours du scel et de la clôture doit exister au testament, de manière à en assurer le secret et l'identité, sans que, néanmoins, il soit permis de prononcer que le scel et la clôture sont vains et illusoire, parce que le testateur ne s'est pas astreint, à cet égard, à telle forme ou telle précaution, à telle place ou nombre d'empreintes et cachets; — Qu'il est évident que la loi s'en est rapportée à la prudence et à l'intérêt du disposant, puisqu'elle n'a rien spécialisé sous ce double rapport; — Que la clôture est suffisante quand on ne peut ouvrir en testament ou y arriver par l'ouverture de l'enveloppe qui le renferme, sans laisser de traces visibles de l'altération du papier qui servait à clore; — Que le scel est le complément de la clôture, lorsque, comme dans l'acte du 2 août 1817, l'empreinte qui se trouve placée sur l'enveloppe du testament et celle existante sur la minute, attestée par son identité qu'il n'y a eu ni déplacement ni substitution; — Qu'il est constant, même d'après les premiers juges, que la clôture de ce testament a été rompue aux deux angles des replis de l'enveloppe, et qu'on n'y est parvenu qu'en faisant deux déchirures remarquables au papier par la cire qui s'y trouve adhérente, et deux trous qu'elle y a laissés; — Que, dès lors, on ne devait pas être porté à penser qu'il pouvait être possible d'extraire ledit testament du papier, à l'aide d'expériences tentées sur d'autres feuillets, qui n'étaient plus sains ni entiers, et qu'étaient devenus impraticables de les recomposer à leur état primitif, aucun résultat positif ne pouvant être supplétement obtenu pour ou contre la validité de la clôture et du scel dudit testament; — Considérant que la justice trouve dans le procès-verbal du président, investi par la loi du droit de constater le dépôt et l'ouverture du testament, la preuve qu'à la présentation et à l'inspection du paquet, lors du décès du sieur Poulet, le notaire qui l'avait gardé et les témoins qui avaient signé

l'acte de suscription ont reconnu qu'ils voyaient ce qu'ils avaient vu auparavant; que l'enveloppe du testament portait sur son revers un cachet en cire rouge, ayant pour empreinte un chevron et trois points; que le cachet était intact; qu'il est constant que l'empreinte du cachet sur l'enveloppe, et la qualité de la cire, sont identiques avec l'empreinte du cachet intérieur apposé audit testament; qu'il résulte de cet état de choses que la magistrat a jugé suffisamment vérifié, qu'on ne saurait induire qu'il y a eu violation de l'art. 976 précité; — Considérant enfin qu'aucune circonstance du procès ne rend présumable la substitution d'une volonté étrangère à celle du sieur Poulet, qu'au contraire, si l'on se reporte à des dispositions antérieures du testateur, il y a juste raison de croire à son intention prononcée de favoriser les légataires actuels, au préjudice des héritiers du sang; que le testament dont il s'agit contient un tel nombre de dispositions, une telle série de détails minutieux sur les choses et les personnes, qu'il ne peut rester du doute qu'il ne soit émané du sieur Poulet; — Par ces motifs, — Met l'appellation au néant; — Emendant, etc.; — Déclare bon et valable le testament du 2 août 1817, etc.

Du 19 fév. 1824. — Cour roy. d'Angers — *Prés., M. de Farcy — Concl. M. Gautier, subst. — Pl., MM. Chedevergne et Delecurie.*

DOMAINE DE L'ÉTAT. — DETTES DE PRINCE. — AVÈNEMENT AU TRÔNE.

L'avènement au trône opère une dévolution entière et forcée de tous les droits actifs et passifs du roi en faveur de l'Etat. En conséquence, la personne du roi est affranchie de toutes les actions qu'on aurait pu avoir contre lui, avant son avènement au trône, et ses créanciers deviennent créanciers de l'Etat (3).

(V^o Desgraviars — C. la liste civile.)

Nous avons rendu compte des faits de cette affaire, en rapportant l'arrêt de Cassation du 31 janv. 1823, qui a renvoyé le jugement du foud, devant la Cour royale d'Orléans. — Depuis cet arrêt le sieur Desgraviars, étant décédé, la dame Desgraviars, sa veuve et légataire universelle, a poursuivi l'instance devant la Cour de renvoi, qui a statué en ces termes :

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que le ministre de la maison du roi est sans qualité pour opposer à la veuve Desgraviars une fin de non-recevoir dont les héritiers du sang auraient seuls le droit de se prévaloir; — Considérant, au surplus, que le chevalier Desgraviars ayant été mis en possession du legs qui lui a été fait par le prince de Conti, par juste application et dans les formes voulues par les art. 1008 et 1009 du Code civil, et ayant par suite recueilli le bénéfice de ce legs par la restitution qu'il a obtenue, en vertu de la loi du 5 déc. 1814, des biens inventés sur le prince de Conti, à transmis en force de la loi, ses droits à ses représentants, d'où il suit que l'exception proposée par la liste civile est à la fois non recevable et mal fondée; — Au principal, considérant en fait que l'acte passé le 7 oct. 1783, entre S. A. R. Monsieur, et le prince de Conti, sans aucune réserve de command, a tous les caractères d'un contrat de vente absolue dont l'effet a été d'assujettir Monsieur à toutes les obliga-

(1 et 2) Sur cette question et ses analogues, voy. les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 7 août 1810, F. aussi *supra* Colmar, 20 janv. 1824.

(3) F. sur la question, nos observations jointes

à l'arrêt de Cass. du 20 janv. 1822, et, pour la suite de l'affaire, l'ordonnance en conseil d'Etat du 15 juin 1823, qui déclare la créance réclamée par le sieur Desgraviars, frappée de déchéance, comme étant antérieure à l'an 9.

Cour de cassation du 13 avril 1824 (aff. Deroy) 1^{re} quest.

MOULIN.—**APPARTENANCES ET DÉPENDANCES.**
Du 21 fév. 1824 (aff. Manneville).—Cour roy. de Rouen.—V. la note sur l'arrêt de la Cour de cassation du 18 juill. 1822 (aff. Dagros.)

PARTAGE.—FRAUDE.—CRÉANCIER.

Le partage consommé d'une succession est-il querellable pour fraude, même par un créancier négligent, dans le sens de l'art. 882?

—Rés. aff. (1)

(Vignaux.—C. Pouydebat.)

6 août 1814, jugement qui détermine les parts respectives du sieur François Laporte, et de la dame Vignaux, dans la succession de Laporte leur auteur commun.—Un jardin et une maison qui se trouvent compris dans le lot de la dame Vignaux, avaient été précédemment donnés à antichrèse, par François Laporte au sieur Pouydebat.

En conséquence, le sieur Pouydebat qui, par l'effet du partage, se trouvait dépouillé des deux immeubles, forme tierce opposition au jugement du 6 août 1814, et demande la nullité du partage pour cause de dol et de fraude.

La dame Vignaux répond que le sieur Pouydebat, n'ayant pas formé opposition au partage, sa demande est non recevable, aux termes de l'art. 882 du Code civ.

14 juill. 1820, jugement du tribunal de Lectoure, qui, considérant qu'aux termes de l'art. 882 du Code civ., Antoine Pouydebat est non recevable à attaquer un partage, auquel il n'a pas demandé à intervenir; que, d'ailleurs, la fraude n'est pas suffisamment prouvée, le démet de son opposition.

Appel.—Le sieur Pouydebat soutient que l'art. 882 n'oppose une fin de non-recevoir au créancier d'un copartageant que lorsqu'il n'y a eu ni dol ni fraude : que le dol et la fraude font exception à toutes les règles; qu'ainsi, lorsqu'il est établi qu'un partage est fait en fraude des droits des créanciers d'un copartageant, ceux-ci peuvent faire déclarer le partage nul, bien qu'ils n'y aient pas formé opposition. — Il invoque l'autorité de M. Treilhard dans l'exposé des motifs de l'art. 882; et un arrêt de la Cour d'Agen, du 17 déc. 1822.

M. Lebé, avocat général, a conclu à la confirmation du jugement de première instance : ce magistrat a dit en substance « que le droit d'intervention a été ouvert au créancier pour le mettre à l'abri de la fraude; qu'en conséquence, la loi ne permet d'attaquer le partage consommé, que dans le cas où ce partage a eu lieu au mépris d'une intervention;

Que la disposition générale de l'art. 1167 est modifiée par la disposition finale de ce même article, qui se réfère aux dispositions spéciales de l'art. 882; que c'est donc à ce dernier qu'il faut recourir : que cet article est sévère sans doute; mais qu'il est cependant conforme aux principes généraux du droit;—Que le créancier n'a pas dû ignorer la condition de son débiteur, et les droits qu'il avait à exercer dans un partage. (Vcl est vel debet esse non ignarus conditionis ejus; L. 19, ff. de Reg. jur.); que s'il a dû savoir, il doit

être jugé comme s'il l'avait su. (*Idem* est acire et debuisse. Arg. ex. L. 9, ff. de Jur. et fac. ignorantia; et L. 2, Cod. de In jus vocando); qu'il devait intervenir; et que si son défaut d'intervention lui a causé quelque préjudice, il ne peut s'en prendre qu'à lui (*Vigilantibus jura subveniunt... qui damnum culpâ suo sentit, damnum sentire non intelligitur*; L. 213, de Reg. jur.);—Que le législateur a pensé qu'il fallait appliquer ces principes rigoureux pour arrêter un créancier qui voudrait détruire l'effet d'un partage consommé, et annuler le règlement des intérêts de tous les membres d'une famille;—Qu'à l'opinion de M. Treilhard, sur l'art. 882, on peut opposer celle de M. Bigot de Préameneu, sur l'art. 1167 du Code civ. (V. *Motifs*, tome 5, p. 26);—Qu'enfin, si le dol et la fraude font exception à toutes les règles, ils ne peuvent du moins faire exception aux règles qui ont été faites pour le cas de dol et de fraude. Or, les art. 882 et 1167 rentrent évidemment dans ce cas.

ARRÊT.

LA COUR.—Attendu que si, aux termes de l'art. 882 du Code civ., les créanciers d'un copartageant ont le droit de s'opposer au partage, et d'y intervenir pour qu'il ne soit rien fait en fraude de leurs droits; et si, faute de cette intervention et de cette opposition, ils ne peuvent plus attaquer un partage consommé, on ne peut pas nécessairement induire de cette disposition, que si le partage eût été fait à l'insu du créancier, et qu'il fut prouvé qu'il n'est que le résultat d'un concert frauduleux entre les cohéritiers, qui, par un dol coupable, auraient voulu frauder les créanciers, ceux-ci dussent être repoussés du droit de faire valoir les moyens de dol et de fraude pratiqués à leur détriment, quoiqu'ils ne se fussent pas opposés au partage, parce que le dol et la fraude sont des délits qui violent tous les actes, et sont hors de toutes règles;—Attendu néanmoins que, dans la cause, le partage dont s'agit ne présente aucun caractère de dol et de fraude pratiqués par les cohéritiers pour tromper ledit Pouydebat, puisque ce partage est fait d'autorité de justice, avec les solennités requises dans les actes de ce genre, et les délais qui ils comportent, et au vu et su dudit Pouydebat, que la procédure a été, il est vrai, faite et poursuivie en dénom de François Laporte; mais qu'outre que cela ne prouverait pas évidemment une collusion entre lui et les demandeurs, ceux-ci du moins ne pourraient pas être accusés d'avoir agi frauduleusement, puisque ledit Pouydebat a eu pendant toute la procédure une connaissance parfaite de tous ces actes, et que, dès lors, il ne peut imputer qu'à lui-même d'avoir négligé d'intervenir pour défendre ses droits, en défendant ceux de François Laporte;—Met l'appel au néant; ordonne, en conséquence, que ce dont est appel sortira à effet, etc., etc.

Du 24 fév. 1824.—Cour roy. d'Agen.—Prés., M. Bergognie.—Concl., M. Lebé, 1^{er} av. gen.—Pl., MM. Ducos et Pouydebat, jeune.

MINEUR.—VENTE.—IMMEUBLES.

Les dispositions des art. 459 et 460, Cod. civ., et 970, Cod. proc., d'après lesquels la vente d'immeubles appartenant à un mineur doit être faite aux enchères publiques, soit devant un

jurisprudence qui accompagne l'arrêt de la Cour royale de Grenoble du 15 mai 1824; V. aussi Meta, 5 janv. 1820, et la note.—Add., en sens contraire de la décision ci-dessus, Angers, 22 mai 1817.—V. encore Duvier, de la Vente, tom. 2, n° 151.

(1) Cette question, qui n'est pas décidée expressément par le dispositif de l'arrêt ci-dessus, puisqu'il a été reconnu qu'en fait, il n'y avait pas eu de fraude, mais qui est formellement résolue pour l'affirmative dans les motifs de l'arrêt, est fort controversée, V. à cet égard, le résumé de doctrine et de

membre du tribunal, soit devant un notaire commis, ne conférant aucune attribution spéciale, c'est l'intérêt des parties que les tribunaux doivent à cet égard considérer. — Ainsi la vente devant un notaire doit être ordonnée lorsqu'aucune des parties ne réclame contre la demande qui est faite de ce mode de vente (1).

(Rabion — C. Rabion.)

Du 24 fév. 1824. — Cour roy. de Paris. — 1^{re} ch. Prés., M. Séguier, p. p.

SAISIE-ARRÊT. — NAVIRE. — PAPIERS DE BOUE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

On ne peut saisir-arrêter entre les mains d'un receveur des douanes, les expéditions d'un navire prêt à partir. (Cod. proc., 557.) (2)

L'auteur de la saisie est passible de dommages-intérêts s'il a ainsi empêché le navire de partir à temps pour sa destination. (Cod. civ., 1382.)

(Haranchipy — C. Ficher Desmaison.)

Du 28 fév. 1824. — Cour roy. de Rennes. — 2^e ch. — Prés., M. Denis du Parzon. — Pl., MM. Gaillard et Hombl.

DÉPENS. — FRAIS DE PORT. — MATIÈRE SOMMAIRE.

Il est dû aux avoués un droit pour frais de port de pièces par chaque jugement définitif, sans distinction de matière ordinaire ou sommaire (3).

(N. — C. N.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que, d'après l'art. 145 du tarif des frais de 1807, il est dû un droit pour frais de port de pièces par chaque jugement définitif sans distinction de matière ordinaire ou sommaire, etc.

Du 1^{er} mars 1824. — Cour roy. de Bastia.

EXPROPR. POUR CAUSE D'UTILITÉ PUB. — INDENNITÉ.

Le paiement d'une juste et préalable indemnité peut seule opérer la dépossession du propriétaire exproprié pour cause d'utilité publique. — L'ordonnance royale qui autorise l'expropriation et les estimations faites pour parvenir à la fixation amiable de l'indemnité n'ont pas l'effet de déposséder le propriétaire, et n'autorisent pas l'administration à s'opposer à l'adjudication de l'immeuble procé-

demment mis en vente. (Cod. civ., 545; Chart. const., art. 10.) (4)

(Préfet de la Seine — C. Héritiers Bouché.)

Une maison, placée sur l'alignement du canal St-Martin, et appartenant aux héritiers de la dame Bouché, devait être vendue par licitation à l'audience des criées du tribunal civil de la Seine. Avant l'adjudication préparatoire, M. le préfet de la Seine intervint dans la poursuite et demanda qu'il fût fait défense aux parties de passer outre à l'adjudication, attendu que l'ordonnance du roi du 15 août 1821 avait ordonné, en vertu de la loi du 5 août de la même année, l'expropriation de tous les terrains qui se trouvaient sur l'alignement du canal projeté; qu'un plan figuré des terrains et édifices dont les travaux du canal devaient entraîner la cession, avait été dressé et publié, et que la maison des héritiers Bouché s'y trouvait comprise sans qu'ils aient réclamé; qu'ainsi, par l'effet de la loi du 5 août 1821, de l'ordonnance et des actes qui l'avaient suivie, les héritiers Bouché avaient été dépossédés de leur propriété, comme aussi ils avaient, par leur silence reconnu la légalité de l'expropriation: d'où il résultait qu'ils ne pouvaient vendre un immeuble qui ne leur appartenait plus. Quant à l'indemnité qui restait à fixer, M. le préfet offrait de la faire régler, dans la forme légale; et il soutenait que le défaut de règlement préliminaire n'avait pas empêché que la dépossession fût irrévocable, puisque d'une part, les héritiers avaient reconnu la légalité de l'expropriation et que, d'autre part, les parties pouvaient recourir, au cas de désaccord, à l'autorité judiciaire pour fixer le montant de l'indemnité.

Les héritiers Bouché répondaient que l'opposition de M. le préfet était, quant à présent, mal fondée, attendu que la dépossession du propriétaire, pour cause d'utilité publique, ne pouvant résulter, aux termes des art. 545 du Code civil et 10 de la Charte, que du paiement préalable de l'indemnité, ils étaient encore propriétaires de leur maison et pouvaient en disposer à leur gré, sauf à M. le préfet à réclamer contre l'adjudicataire le bénéfice de l'expropriation et le règlement de l'indemnité, conformément à la loi.

22 nov. 1823, jugement du tribunal civil de la Seine, qui déclare M. le préfet mal fondé dans son intervention, et ordonne qu'il sera passé outre à l'adjudication, en se fondant, sur ce que la publication de l'ordonnance royale qui autorise l'expropriation et même les estimations qui pen-

(1) V. dans le même sens, Donsi, 1^{er} août 1838, V. aussi Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 5, p. 901, sur l'art. 954 (nouveau) du Code du procédure.

(2) V. conf., Caen, 2 fév. 1841.

(3) D'après un arrêt de la Cour royale de Limoges, du 20 mai 1817 (V. à cette date) il ne doit être alloué, pour frais de port de pièces et de correspondance dans les matières sommaires, que les déboursés qui sont justifiés, et M. Sarrault-Deslises, *Tarif des frais*, 2^e part., n° 352, enseigne que le droit de correspondance qu'il considère comme un emolument, ne doit pas être alloué à l'avocat en matière sommaire. Mais la doctrine de l'arrêt ci-dessus a été plus généralement admise; elle a été consacrée par la Cour royale de Bourges, les 30 août 1827 24 août 1829, et par celle de Douai le 16 juill. 1829, et elle est suivie par les auteurs. « Le droit alloué par l'art. 145 du tarif, dit M. le président Carré, de la *Taxe en matière civile*, p. 45, n° 38, est un abonnement qui tantôt peut être en dessous, tantôt au-dessus des véritables déboursés... Le but de la fixation du droit a été d'éviter, entre les magistrats

taxateurs et les avoués, des discussions sur la fixation des déboursés dans la justification n'est pas toujours possible, puisque cette justification se pourrait quelquefois avoir lieu que par la représentation de lettres toutes confidentielles, et ces motifs se rencontrent dans les matières sommaires comme dans les matières ordinaires. On n'aperçoit donc aucune raison solide pour appliquer en ce point, aux matières sommaires, une règle différente de celle suivie en matière ordinaire; l'économie des frais que les auteurs du tarif ont eue en vue dans les causes sommaires ne serait pas même toujours favorisée par ce système, puisque les déboursés justifiés pourraient s'élever bien au-delà de la fixation du tarif, et qu'une masse énorme de ports de pièces et de correspondances pourrait ainsi se trouver mise à la charge de l'adversaire. » V. encore dans ce sens, Chauveau, *Commentaire du tarif*, t. 1, p. 444 et suiv.

(4) V. en ce sens, Amiens, 22 mars 1823, et le note. — V. aussi, pour le droit actuel, la loi du 3 mai 1841 (Vol. 1842.3.374), et les notes et commentaires qui l'accompagnent.

vent avoir pour but de parvenir à la fixation amiable de la propriété dont la disposition est autorisée ne peuvent empêcher le propriétaire de disposer de sa chose, ni le copropriétaire d'en provoquer la vente par licitation, et que, d'ailleurs l'adjudication ne peut mettre aucun obstacle à l'exercice de l'action que l'autorité peut poursuivre, dans l'intérêt public, puisque l'adjudicataire ne peut acquérir d'autres droits que ceux des propriétaires actuels.

Appel de la part de M. le préfet de la Seine.

ARRÊT.

LA COUR; — Faisant droit sur l'appel Interféré par le préfet du département de la Seine, du jugement rendu par le tribunal civil de Paris, le 22 nov. 1823; — Considérant qu'aux termes de l'art. 10 de la Charte constitutionnelle et de l'art. 545 du Code civil, nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'intérêt public légalement constaté, et moyennant une juste et préalable indemnité; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges; — A mis et met l'appellation au néant; ordonne que la jugement dont est appel sortira son plein et entier effet; condamne le préfet de la Seine, en noms, à l'amende et aux dépens.

Du 4 mars 1824. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — *Pres.*, M. Lepoittevin. — *Concl.*, M. de Peyronnet, av. gén. — *Pl.*, MM. Louault, Parquin et Dubois.

SUBSTITUTION PROHIBÉE. — RETOUR.

Lorsqu'une donation est faite avec stipulation de retour au profit du donateur et au profit d'un tiers, il faut se borner à considérer comme non écrits la stipulation de retour ou profit du tiers, aux termes de l'art. 900, Cod. civ. Il n'y a pas lieu d'annuler aussi la disposition principale, par application de l'art. 896, Cod. civ. (1).

(Les frères Saint-Arroman.)

Le 9 janv. 1806, le sieur Arroman père fait à son fils Symphorien Saint-Arroman, et par son contrat de mariage, une donation ainsi conçue : « Pour le support et charge dudit mariage, ledit Saint-Arroman père donne par préciput, avantage et hors part, audit Saint-Arroman son fils, futur époux, le quart de tous et un rharun de ses biens présents et à venir... — Réserve ledit sieur Saint-Arroman père, par expès, le droit de retour dudit quart donné, tant en sa faveur qu'en celle du sieur Paul Saint-Arroman, son autre fils, au cas que le futur époux n'ait point d'enfants, ou que ceux-ci décèdent dans leur minorité. » — Décès du sieur Saint-Arroman père.

Symphorien demande, aux termes de son contrat de mariage, le prélèvement du quart de la succession paternelle et un partage égal du surplus. Ses cohéritiers lui répondent que la clause en vertu de laquelle il agit, renferme une substitution prohibée, qui entraîne la nullité de la donation.

10 août 1820, arrêt de la Cour royale de Toulouse, qui annule la donation.

Pourvoi en cassation. — On sentent que la

clause du contrat de mariage, en vertu de laquelle le sieur Symphorien Saint-Arroman demandait le prélèvement du quart par préciput, contenait, non une substitution prohibée, mais seulement une extension non autorisée du droit de retour, qui ne violait point la disposition principale.

3 juin 1823, arrêt de la Cour de cassation, qui casse et renvoie devant la Cour de Bordeaux. (V. cet arrêt à sa date).

Devant cette Cour, les enfans Saint-Arroman ont cherché à établir, comme devant la Cour de cassation, et par les mêmes raisons, que la clause du contrat de mariage présentait tous les caractères d'une substitution prohibée.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs du jugement du tribunal de première instance de Saint-Gaudens, du 31 août 1819, et déterminée par ceux de l'arrêt de la Cour de cassation du 3 juin 1823, qui a cassé l'arrêt de la Cour roy. de Toulouse, du 10 août 1820, a mis au néant l'appel interjeté par les sieur et dame Saint-Arroman.

Du 3 mars 1824. — Cour roy. de Bordeaux. — *Pres.*, M. de Marboin de Conteneuil, p. p. — *Concl.*, M. Degrange-Bonnet, 1^{er} av. gén. — *Pl.*, MM. Duranteau et de Saget.

DOUBLE ÉCRIT. — CAUTION.

L'acte par lequel un individu intervient dans un acte sous seing privé pour l'engager conjointement et solidairement avec celui qui contracte une obligation, doit être considéré comme un cautionnement. — Par suite, la convention n'est pas nulle pour n'avoir pas été rédigée en triple original. (Cod. civ., 1325.) (2).

(Amenant — C. Cardon.)

Du 5 mars 1824. — Cour roy. de Rennes. — 2^e ch. — *Pres.*, M. Aroux. — *Concl.*, M. Lévêque, av. gén. — *Pl.*, MM. Pottier et Chéron.

1^o, 2^o et 3^o ARBITRAGE FORCÉ. — ODDONNANCE D'EXÉCUTIF. — OPPOSITION. — COMPÉTENCE. — CONCLUSIONS ACFUND. — APPEL.

4^o CONTRAINTE PAR CORPS. — ASSOCIÉS.

5^o HONORAIRES. — ARBITRES. — SOLIDARITÉ.

1^o C'est devant le tribunal dont le président a rendu l'ordonnance d'exécution d'une sentence arbitrale, et non devant la Cour royale, que doit être portée l'opposition à cette ordonnance.

2^o Lorsque toutes les parties ont appelé d'une sentence arbitrale et qu'elles ont conclu au fond, l'une d'elles ne peut pas ensuite former opposition à l'ordonnance d'exécution.

3^o C'est par la voie d'appel et non par celle d'opposition à l'ordonnance d'exécution, que doit être attaquée la sentence rendue par des arbitres forcés (3).

4^o La contrainte par corps peut être prononcée entre associés pour paiement d'une somme dont l'un d'eux est reconnu débiteur envers la société (4).

5^o Les associés qui ont nommé des arbitres for-

(1) V. conf., l'arrêt de la Cour de cassation du 3 juin 1823, rendu dans la même affaire, et les observations qui accompagnent cet arrêt.

(2) La raison en est, ainsi que l'a considéré la Cour, dans l'espèce, que la caution solidaire ne forme qu'un avec le débiteur.

(3) V. *supra*, Bourges, 23 janv. 1824, et les renvois qui y sont faits à la jurisprudence.

(4) V. *en ce sens*, par application de la loi du 15 germ. an 6, Cass. 25 prair. an 10; 24 brum. an 12;

22 mars 1813; 22 janv. 1824; Colmar, 21 juill. 1810; Toulouse, 17 mai 1825; Paris, 8 août 1825; Lyon, 28 déc. 1826. Mais le contraire a été jugé par application de l'ordonn. de 1678. V. Cass. 1^{er} avril 1817. — Aujourd'hui rien ne s'oppose à ce que la contrainte par corps ait lieu entre associés. V. le rapport de M. Parant, à la Chambre des Députés, sur la loi du 17 avril 1832. V. aussi le comm. de cette loi par M. Coin-Delisle, sur l'art. 1^{er}, n^o 20.

cés, sont solidairement responsables de la taxe de ces arbitres, sauf à ceux qui seraient contraints au paiement pour la portion à la charge de leurs coassociés, leur action contre ceux-ci (1).

(Royanez. C. — N...)

LA COUR; — Considérant, en ce qui concerne l'opposition à l'ordonnance d'exécution formée devant la Cour, par Félix Royanez, que cette opposition, pour être régulière, aurait dû, d'après la disposition formelle de l'art. 1028, Code de procéd., être formée devant le tribunal d'où est émanée l'ordonnance, qui seul était compétent pour connaître des motifs sur lesquels cette opposition pouvait être fondée;

Considérant, d'ailleurs, que, malgré la disposition de cet article sous implicative, les parties ayant, par leurs appels respectifs, valablement investi la Cour du droit de prononcer sur les divers griefs qu'elles prétendaient faire résulter de la sentence arbitrale, ni l'une ni l'autre des parties n'a plus eu le pouvoir, en instruisant la contestation au fond, d'en provoquer le renvoi par voie d'opposition à l'ordonnance mise au bas de la décision des premiers juges;

Considérant que, s'agissant de dire droit sur une contestation entre associés, les arbitres ont en non-seulement à remplir une mission de confiance, mais encore à porter une décision comme tribunal formant le premier degré de juridiction; que, sous ce rapport, la voie de nullité ne peut être ouverte contre leur jugement, mais seulement celle de l'appel, dont le résultat est, en définitive, de faire prononcer sur tous les griefs qu'auraient pu souffrir les parties, même sur les irrégularités ou vices de forme dont leur sentence pouvait être infectée; que, sous ce rapport, comme sous les précédents, l'opposition formée par Royanez doit encore être rejetée;

Considérant que la contrainte par corps peut être prononcée entre associés, et qu'elle avait été demandée par les consorts Chaix, dans l'instance devant les arbitres, dans deux comparutions successives; que, ne l'eût-elle pas été, elle pourrait l'être devant la Cour, puisqu'elle ne doit être considérée que comme un moyen d'exécution, et non comme une demande nouvelle; que Félix Royanez ne présente d'ailleurs aucune garantie de solvabilité, puisqu'il n'est propriétaire d'aucun immeuble; et enfin que rien n'établit que le cautionnement souscrit par son frère, en sa faveur, puisse répondre des adjudications prononcées contre lui, tant par le jugement arbitral que par le présent arrêt;

Considérant, en ce qui concerne les honoraires des arbitres, que s'agissant d'arbitrage forcé, la formation du tribunal d'arbitres est devenue par là le fait de tous les contestans, qui deviennent ainsi, par la nature de la chose, solidairement responsables de la taxe accordée aux ma-

gistrats établis par la loi, pour statuer sur leurs différends, sauf à ceux qui seraient contraints au paiement, leur action à raison des précisions qui seraient faites plus tard, en statuant sur les dépens de l'instance et des paiements qu'ils effectueraient à raison de la solidarité; — Déclare irrégulière, nulle et de nul effet, l'opposition formée devant la Cour, par Félix Royanez, à l'ordonnance d'exécution mise au bas du jugement arbitral du 20 avril 1811; — Condamne Félix Royanez à payer aux consorts Chaix les sommes... au paiement desquelles il pourra être contraint par toutes les voies de droit, même par celles de la contrainte par corps; — Condamne les consorts Chaix et Royanez à payer solidairement aux arbitres la somme de etc.

Du 8 mars 1824. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés. M. de Noailles, p. p. — Pl., MM. Crépu et Dupérou.

ÉVICTION. — GARANTIE. — VENDEUR.

Du 9 mars 1824 (aff. N...). — Cour roy. de Paris. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Bruxelles du 6 janv. 1808 (aff. Hems).

1^{er} ORDRE. — JUGEMENT. — APPEL.

2^e APPEL. — ACQUISITION. — DÉPENS (EXÉCUTOIRE DE).

1^{re} La disposition de l'art. 763, Cod. proc., qui n'accorde que dix jours, à compter de la signification à avoué pour appeler d'un jugement qui a statué sur les contestations incidentes à l'ordre, ne s'applique pas à un jugement qui, après une instruction ordonnée pour connaître l'importance d'une créance dont la quotité seulement et non le rang était contesté dans une instance d'ordre, en a fixé le montant (2).

2^e Une partie peut, même après signification d'un exécutoire de dépens avec commandement de payer et acceptation de paiement, le tout, sans aucune réserve de la part de l'avoué, interjeter appel des dispositions principales du jugement (3).

(De Saint-Paër — C. d'Arincourt et autres.)

ARRÊT.

LA COUR; — Sur la fin de non-recevoir déduite des dispositions de l'art. 763 du Code de proc.: — Considérant que le jugement du 18 juin 1823 ne statue point sur la collocation et distribution de la somme de 25,000 fr., faite par le jugement du 21 avril 1818; qu'au contraire, ce jugement fixe la valeur de la succession mobilière du sieur de Flanconrt, et la part que la dame de Saint-Paër a le droit de réclamer sur cette succession; que ce dernier jugement est intervenu par suite d'une procédure ordinaire, et qu'on ne peut appliquer les articles du Code de procédure relatifs à l'ordre;

Sur la seconde exception: — Considérant que

jours, conformément à l'art. 763 du Code de proc.; que cet article ne comporte pas de distinction, et qu'il s'applique aux jugements intervenus sur une contestation relative au droit et à la qualité du pour-suisant, comme aux jugements rendus sur le rang et la préférence des créances. V. Cass. 1^{re} avril 1816, et la note. V. cependant un arrêt de la Cour royale de Rennes, du 29 janv. 1817, qui a décidé, dans le sens de l'arrêt ci-dessus, que le délai pour appeler d'un jugement qui statue à la fois sur un ordre et sur une demande principale en nullité du contrat de vente, est de trois mois, et non de dix jours.

(3) V. anal. Cass. 6 prair. an 9, et la note.

(1) Le principe est admis sans difficulté en ce qui concerne le remboursement des avances faites par les arbitres. V. Cass. 17 nov. 1830 (Vol. 1821, 1. 28). Mais ce même arrêt décide aux arbitres forcés le droit d'exiger des honoraires, parce que les arbitres forcés participent au caractère de juges, et que la justice est essentiellement gratuite en France. V. dans le même sens, Cass. 26 avril 1842 (Vol. 1842, 1. 534). C'est là cependant un point controversé. V. à cet égard, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de Montpellier du 21 août 1821, et les autorités en sens divers qui y sont rappelées.

(2) Il a été jugé toutefois qu'il n'est nul qu'un jugement soit rendu dans une instance d'ordre pour que l'appel en devienne recevable dans les dix

tout acquiescement tacite doit résulter de faits ou d'actes qui ne laissent aucun doute; que, dans l'espèce, on ne peut tirer la conséquence rigoureuse que la dame de Saint-Paër ait acquiescé au jugement dont est appel, en faisant signifier l'exécutoire de dépeux obtenus contre les créanciers contestans; que son avoué a pu poursuivre les fins de cet exécutoire, sans préjudicier aux droits de la dame de Saint-Paër, pour interjeter appel du jugement, si elle s'y croyait fondée; — Déboute l'intimé des exceptions et fins de non-recevoir, etc.

Du 10 mars 1824. — Cour roy. du Rouen. — 1^{re} ch. — Prés., M. Asselin du Villequier, p. p. — Pl., MM. Thil et Malherbe.

PÊCHE. — RIVIÈRE FLOTTANTE.

L'art. 14 de la loi du 14 flor. an 10, qui prohibe la pêche dans les rivières navigables, ne doit pas être étendue aux rivières flottantes (1). Est-il vrai, en d'autres termes, que l'assimilation des rivières navigables et des rivières flottantes, faite par l'art. 538, Cod. civ., soit restreinte aux matières civiles, pour la détermination du droit, et ne doive pas être étendue aux matières criminelles, pour l'application de la peine ? — Réa. off. (2)

(Salomon et consorts — C. l'administration des eaux et forêts.)

Il s'agissait de pêche dans l'Adour, déclaré flottante. — Est-il flottante à radeau, ou seulement à bâches perdues? — Ce point n'a pas été discuté. Mais il est constant que l'administration des domaines a affirmé la pêche.

Salomon et consorts ont été poursuivis sur procès-verbal constatant le fait du pêche, autrement qu'à la ligne flottante et à la main.

10 déc. 1823, jugement du tribunal civil de Tarbes qui relaxe les prévenus, en déclarant le fait non constant.

Appel. — Sur l'appel, les prévenus soutiennent en droit que, quand le fait serait constant, il n'y aurait pas lieu à poursuite, en ce que la prohibition de pêche s'appliquant textuellement aux rivières navigables ne doit pas être étendue aux rivières seulement flottantes.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 14 de la loi du 14 flor. an 10; — Attendu que cet article prononce bien des peines contre ceux qui, sans être fermiers de la pêche, ou munis d'une licence, ont pêché dans les fleuves ou les rivières navigables autrement qu'à la ligne flottante et à la main, mais qu'il n'en prononce aucune contre ceux qui ont pêché dans les rivières flottantes; qu'ainsi, bien que ces sortes de rivières soient, comme les rivières et fleuves navigables, une dépendance du domaine de l'Etat, suivant l'art. 538 du Code civ., les lois pénales devant être interprétées dans leurs termes précis, et ne pouvant jamais être étendues d'un cas à un autre, par voie d'analogie ou d'assimilation, on ne peut appliquer à la pêche dans les rivières flottantes les dispositions de la loi du 14 flor. an 10; et, par suite, que fût-il constant que l'Adour, dans la partie où la pêche a lieu, appartient à cette classe de rivières, comme le prétend l'administration des forêts, et que les prévenus y ont pêché, l'action qui leur est reprochée ne constituerait point un délit, n'ayant eu lieu, d'ailleurs, ni en temps prohibé, ni avec des engins défendus; — Attendu, au surplus, que, quoique les rivières flottantes rentrent dans le domaine de l'Etat, les propriétaires rive-

reins ont sens droit à la pêche dans ces sortes de rivières, ainsi que le conseil d'Etat l'a reconnu et déclaré, dans un avis du 27 pluv. an 13, approuvé le 30 du même mois; dès que ces propriétaires ne se plaignent pas, l'administration des eaux et forêts est, dans les circonstances de la cause, sans qualité pour poursuivre les prévenus à raison des faits de pêche qu'elle leur impute; — Disant droit du l'appel, — Confirme le jugement entrepris, etc.

Du 11 mars 1824. — Cour roy. de Pau. — Ch. des appels de police corr. — Prés., M. de Chorette. — Rapp., M. Croharet. — Concl., M. Dufau, av. gén. — Pl., M. Labitte.

EXÉCUTION PROVISoire. — TITRE AUTHENTIQUE.

Du 11 mars 1824 (aff. Fourmy). — Cour roy. de Metz. — V. cet arrêt rapporté inf. avec celui de la même Cour du 27 avril même année.

ORDRE. — CRÉANCIER. — RESTITUTION.

Lorsqu'un immeuble grevé d'inscription est vendu en détail, le créancier qui, en exécution de l'ordre, a reçu un bordereau sur l'un des acquéreurs et n'a pu en être payé en entier par suite de la revente poursuivie sur cet acquéreur, n'a pas cessé de primer les créanciers colloqués après lui dans l'ordre et qui sont passibles envers lui de restitution s'ils ont touché des autres acquéreurs le montant de leurs bordereaux. (Cod. civ., 2166.)

(Chaboisseau — C. Rousseau et autres.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'ordre cios le 15 avril 1819 a fixé d'une manière irrévocable l'ordre et le rang entre tous les créanciers de Métayer et sa femme; — Attendu que ce rang et cet ordre doivent être suivis d'une distribution des deniers provenant des ventes, à quelque époque qu'elles se fassent; — Attendu que le créancier qui a privilégié ou hypothéqué inscrit sur un immeuble le suit en quelque main qu'il passe, pour être payé suivant l'ordre de ses créances et inscription (art. 2166 du Cod. civ.); — Attendu que tous les créanciers ayant consenti à distribuer par un seul ordre, le prix des douze contrats du vente, se sont soumis à tous les événements qui pourraient en résulter; — Attendu que l'acquéreur qui a payé par autorité de justice et entre les mains de celui qui était porteur et possesseur du titre de créance, s'est valablement libéré (art. 1240 du Cod. civ.); — Attendu que les créanciers postérieurs en ordre à Chaboisseau, reconnus tels par l'ordre du 15 avril 1819, et sans réclamation alors de leur part, et qui, malgré le rang assigné irrévocablement à chacun d'eux, ont reçu des sommes provenant des ventes faites sur Métayer, sont passibles de restitution envers ledit Chaboisseau, qui n'a pu cesser de primer, soit sur le prix des premières ventes, soit sur celui des reventes qui ont amené des événements qu'il lui était aussi impossible du prévoir que d'empêcher; — Dit bien jugé, etc.

Du 11 mars 1824. — Cour roy. de Poitiers. — 2^e ch. — Prés., M. Leiong. — Pl., MM. Brécard et Boucenne.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — MINEUR. — PÈRE. — PRÉCIPUT. — USUFRUIT.

Lorsqu'un mineur de dix-huit ans est décédé laissant pour héritiers son père et un oncle maternel, et que, par testament, il a légué à son père par préciput et hors part, la pleine propriété et jouissance de toute la portion de ses biens dont la loi lui permettait de disposer,

(1 et 2) F. Cass. 22 août 1823, et les observations qui accompagnent cet arrêt.

le père a droit aux trois quarts de la succession (1).
Le père n'a pas droit, en outre, à l'usufruit du tiers de la quotité de biens revenant à l'oncle (2).

(Groene—C. Figulères.)

Du 15 mars 1824.—Cour roy. de Riom.

1^o LEGS.—INTERPRÉTATION.—PARTAGE PAR SOUCHE.

2^o PARTAGE.—ERREUR DE DROIT.—LÉSION.—RESCINDON.

1^o Lorsqu'une femme a institué pour ses légataires universels les plus proches enfans de trois sœurs décédées de son premier mari, le legs doit être entendu en ce sens, non que tous les appelés aient droit à y prendre une part égale, mais qu'il a été dans l'intention de la testatrice que le partage fût opéré par souche.—Par suite, lorsque des trois sœurs décédées deux ont laissé un enfant chacune, et la troisième des petits-enfans au nombre de dix, ceux-ci n'ont droit, à eux tous, qu'à un tiers des biens légués.

2^o Celui qui a légalement opéré un partage par souche ne peut ensuite demander qu'il soit refait

par tête. Il y a eu de sa part une erreur de droit qui le rend non recevable à demander la rescision (3).

La lésion dont parlent les art. 887 et 888, Cod. civ., n'est point une lésion de quotité, mais une lésion de quantité; elle ne peut s'entendre que de l'erreur sur le prix ou la valeur d'un objet et non sur le fond du droit; ainsi, celui qui, par suite d'un partage opéré par souche, aurait reçu une quotité moindre que celle qui lui aurait été attribuée si le partage eût été fait par tête, n'est pas fondé à dire qu'il y a lésion dans le sens des art. 887 et 888.

(Héritiers Lavardac.)

Ainsi jugé le 22 mai 1821 par le tribunal civil d'Agen. Voici les motifs du jugement :—« Attendu qu'il résulte du testament mystique de la dame Jeanne-Marie de Lavardac, qu'elle institua pour ses héritiers les enfans les plus proches des trois sœurs de son Jean Magné, son premier mari; qu'il est avoué par les défendeurs que la dame de Lavardac tenait ses biens de la libéralité du sieur Magné, et du décès de son fils, auquel elle avait succédé; que, dès lors, il est impossible de se refuser à l'idée que cette dame, en faisant cette disposition, a eu pour le moins autant en vue de se libérer envers ses belles-sœurs que de faire

(1) Cette décision est ainsi rapportée par Grenier, *Traité des donations* (5^e éd.), t. 2, n^o 583 quater.—« Le tribunal de première instance, dont le jugement fut infirmé, avait décidé d'abord que d'après l'état de minorité du testateur, et en conséquence des art. 904 et 915 du Code, qu'il combinait ensemble, le legs fait au père devait être réduit à la moitié de ce dont le fils aurait pu disposer s'il eût été majeur, par conséquent, à la moitié de six huitièmes, ou aux trois huitièmes de la succession. Quant aux cinq huitièmes restans, le tribunal les soumettait au partage par moitié entre le père et l'oncle, suivant le mode déterminé par l'art. 753 du Code civ. Le tribunal songeait en même temps à la réserve du quart établie au faveur du père par l'art. 915, mais, disoit-il, suivant la seconde partie de ce même article, le père ne devait avoir droit à cette réserve que dans le cas où un partage au concours avec des collatéraux ne lui donnerait pas la quotité de biens à laquelle elle est fixée. Si les droits que le tribunal décidait devoir revenir au père, et qui étaient fixés à cinq huitièmes et demi, excédaient la réserve, le tribunal en conclut que le père n'y avait point de droit. Nous sommes forcés de dire que le tribunal s'écarteroit entièrement des principes sur lesquels la solution devait être établie. Il ne devait pas être question de réserve: le père n'était pas dans le cas de la demander. Le tribunal ne faisoit pas attention que ce père se présentait comme héritier et comme légataire, et qu'il en avoit le droit; que la loi lui attribuoit comme héritier quatre huitièmes; que le fils, bien loin de vouloir le priver, les lui assurait, puisqu'il lui léguait, et en précipit, tout ce que la loi lui permettait de lui donner. Majeur, il pouvoit lui donner la totalité des quatre huitièmes; mineur, il ne pouvoit lui en donner que deux, et les deux autres huitièmes formaient seuls la portion revenant à l'oncle. Les principes relatifs à la réserve établie dans les cas déterminés par la loi ne pouvaient se rétorquer contre le père, qui ne venait pas précisément comme tel, mais bien comme héritier et comme légataire précipitaire. » Tel était le véritable état de la question.

(2) Voici, sur ce second point, comment s'explique encore M. Grenier, *ibid.* sup., n^o 583 quinquies.—« Le tribunal de première instance, dit-il, entre les cinq huitièmes et demi auxquels il avait fixé les

droits du père, lui avait encore accordé l'usufruit d'un tiers de la quotité de biens qui revenait à l'oncle maternel, d'après la fixation que le jugement en avait faite. Il fondait cette disposition sur l'art. 754 du Code civ. La Cour royale décida que ce n'était pas le cas d'adjuger au père cet usufruit. Son avis fut motivé à cet égard sur ce que, de la combinaison des art. 753 et 754 du Code, il résulte que cet usufruit n'est accordé à l'ascendant que dans le seul cas énoncé dans l'art. 753, c'est-à-dire lorsque le père ou la mère survivant prend simplement une portion comme successible et sous le titre unique d'héritier, et que cette portion est seulement de la moitié des biens; mais que cet usufruit n'a plus lieu lorsque, comme dans la position actuelle, l'ascendant réunit le titre de légataire en précipit et celui d'héritier, et que par l'effet de cette réunion, il prend plus de la moitié des biens; que la concession de cet usufruit, dans l'espèce, serait une extension donnée à la loi, qui deviendrait une violation. Mais, malgré la grande déférence que nous avons pour les arrêts de cette Cour, nous ne saurions personnellement adopter cette disposition particulière. Nous pensons qu'elle est fondée sur une mauvaise interprétation de l'art. 754 du Code civ. Les mots de cet article, dans le sens de l'article précédent, n'expriment qu'un seul cas, qui est celui du concours du père avec des collatéraux autres que les frères ou sœurs du défunt. Le mode du partage est déterminé pour ce cas. La moitié est accordée au père; mais il ne résulte pas de là que parce que le père aurait, par l'effet du partage, plus que la moitié, il ne doit pas avoir l'usufruit du tiers des biens qui seraient échus aux héritiers collatéraux qui ne seraient ni frères, ni sœurs du défunt. Ce qui, d'après l'art. 754, attribue cet usufruit au père ou à la mère, c'est la circonstance du concours avec des collatéraux autres que des frères ou sœurs; car, en cas de concours de ceux-ci auxquels la loi accorde plus de la moitié, cet usufruit cesseroit.

(3) C'est en ce sens qu'il est jugé que celui qui a transigé en exécution d'un titre nul ne peut se pourvoir en rescision de la transaction sous prétexte qu'il n'a pas été expressément traité de la nullité, s'il a connu la nullité en transigeant, ou s'il ne l'a ignorée que par une erreur de droit. F. Cass, 25 mars 1807; 3 déc. 1813, et les notes.

une libéralité; que cette idée se fortifie encore, si l'on réfléchit que la dame de Lavardac était très pieuse, ce qui est prouvé par les autres dispositions du testament, qui sont presque toutes au profit des pauvres ou de l'église; que, dès lors, il est naturel de penser qu'elle se serait fait un scrupule de garder des biens qui, naturellement, ne devaient pas lui appartenir, et qu'elle croyait ne pouvoir se dispenser de les rendre à ceux qu'elle en avait privés; — Qu'il suit de là qu'elle n'entendait pas appeler ses héritiers à recueillir sa succession autrement qu'ils l'auraient été après à recueillir celle du sieur Magné, s'il était décédé *ab intestat*; mais que, dans cette supposition, les trois sœurs Magné, ou leurs représentants, auraient partagé cette succession par souche, conformément aux art. 762 et 763 du Code civ.; d'où suit que le partage de la succession de la dame de Lavardac a été fait conformément à ses intentions :

« Attendu que les demandeurs ont eu l'entendu exécuter dans ce sens les dispositions de la dame de Lavardac; et lors même qu'ils auraient erré dans cette exécution, ils auraient commis une erreur purement de droit, de laquelle ils ne pourraient jamais être relevés, aux termes de l'art. 2052 du Code civ.;

« Attendu que la lésion alléguée par les demandeurs n'est pas une lésion de quantité, mais de qualité; que la lésion, dans le sens de la loi, ne peut s'entendre que sur le prix ou la valeur d'un objet, sur l'estimation ou l'évaluation qui peuvent en avoir été faites, mais non sur le fond du droit; que, s'il y a eu erreur à cet égard, ce ne peut être qu'une erreur de droit, connue dans la cause, erreur qui ne peut jamais être réparée; qu'il suit de là que les demandeurs sont non recevables et mal fondés, etc. »

Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Dénie les appels de leur appel, etc.

Du 15 mars 1824. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Delong, p. p. — Concl., M. Lébé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Bouet et Pouydebat.

DÉPENS. — MATIÈRE SOMMAIRE. — TAXE.

Du 16 mars 1824 (aff. *Pistoulx*). — Cour roy. de Lyon. — Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 17 août 1821 (aff. *Longière*).

INTÉRÊTS JUDICIAIRES. — PRESCRIPTION. Les intérêts dus en vertu d'une condamnation judiciaire ne sont pas soumis à la prescription de cinq ans (1).

(Devès — C. Lacoste.)

20 avril 1806, jugement par défaut, du tribunal de commerce de Bordeaux, qui condamne les sieurs Lacoste et Devès, tireur et accepteur d'une lettre de change, à en payer au porteur le capital, les frais, et les intérêts du jour de la demande. Le 5 août 1806, Lacoste paie les frais, les intérêts échus, et 1000 fr. à compte sur le

capital. Plus tard, Devès paye la somme de 1500 fr. qui restait due, et les intérêts échus.

18 nov. 1822, Devès assigne Lacoste en paiement de la somme de 1500 fr. et de tous les intérêts échus. Lacoste demande son relai avec dépens; subsidiairement il oppose la prescription quinquennale pour les intérêts.

2 août 1823, jugement qui condamne Lacoste à rembourser à Devès la somme de 1500 fr. avec les intérêts, mais seulement depuis le 18 nov. 1822, époque de la demande.

Appel des deux parties. — Sur cet appel, le sieur Devès disait : Aux termes de l'art. 1251, n. 3, du Code civil, j'ai été subrogé de plein droit aux droits du porteur que j'ai payé. Il pouvait demander les intérêts depuis le 5 août 1806, je le puis donc aussi. On m'oppose la prescription de 5 ans; mais je ne suis dans aucun des cas prévus par l'art. 2277 du Code civil. Il ne s'agit pas ici d'intérêts payables par année, ou à des termes périodiques plus courts. Les intérêts résultant d'un jugement ne doivent pas être payés à des termes périodiques, mais tous à la fois et lorsque l'on paie le capital; ce sont plutôt des dommages-intérêts que des intérêts.

Pour l'intime on répondait : en supposant que les intérêts puissent être exigés, du moins peut-on opposer au sieur Devès la prescription de cinq ans. Il est clair que l'art. 2277 a voulu comprendre tous les intérêts de quelque nature qu'ils fussent. En vain veut-on établir une distinction subtile, en se fondant sur le sens rigoureux des termes de l'article, l'intention du législateur ne peut pas être contestée, et cela nous suffit. Car pourquoi les intérêts moratoires auraient-ils paru plus favorables au législateur que les intérêts conventionnels? Pourquoi les premiers n'auraient-ils été prescrits que par 30 ans, tandis que les seconds l'auraient été par cinq?

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par le jugement du 2 avril 1806, Lacoste était condamné solidairement avec l'intime, à payer au porteur la somme de 2,500 fr. portée en la lettre de change du 1^{er} frimaire an 14, avec intérêts et contrainte par corps; que du moment que Devès a solde le porteur de cette condamnation, il a acquis le droit de repéter contre Lacoste le montant de ce qu'il a payé avec les intérêts du jour du paiement, et par les mêmes voies... Disant d'ruit sur l'appel de Devès, énonçant, condamne Lacoste, à peine et par corps, à payer à Devès, ou de lui ou en quittance, la somme de 1500 fr. avec les intérêts légitimes, à partir du jour que Devès l'a payé à Moncontour, etc.

Du 18 mars 1824. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Lafontan. — Concl., M. Donnodivie, av. gén. — Pl., MM. Devès et Despans.

ENCLAVE. — PASSAGE. — PRESCRIPTION. Au cas d'enclave, le droit de passer sur tel point de la propriété du voisin plutôt que sur tel autre, peut s'acquiescer par la prescription de trente ans (Cod. civ., 686.) (2)

ratinois développées qui accompagnent l'arrêt précité de la Cour de Bordeaux du 18 mars 1820; enfin, sur le question analogue et également controversée, de savoir si la prescription de cinq ans est applicable aux intérêts d'un prix de vente, voy. nos observations sur un arrêt de la Cour de Paris du 31 janv. 1818.

(2) F. au cas sens, Toulouse, 5 et 29 janv. 1820; Pau, 14 mars 1831 (Volume 1831). — Cet arrêt, comme on le voit, admet en principe que la servitude de passage ou cas d'enclave, est une servitude

(1) Cette question est des plus controversées. Un grand nombre d'arrêts se sont prononcés dans le sens de la décision ci-dessus. F. Paris, 2 mai 1816 et 21 déc. 1819; Lyon, 4 fév. 1825; Reims, 22 déc. 1824. — Cependant le système contraire auquel la Cour de cassation s'est arrêtée, est celui qui semble prévaloir aujourd'hui. F. Cass. 12 mars 1823; 12 mai 1825; 29 janv. 1828; Bordeaux, 13 mars 1820; Amiens, 21 déc. 1824 et 21 juill. 1823; Bourges, 16 mars 1825; Limoges, 26 janv. 1828; Nîmes, 5 mai 1830. — F. en outre, sur la question, les obser-

(Pappin et Mercher. — C. Gayet.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'aux termes des art. 690 et 2262 du Code civil, toutes les actions tant personnelles que réelles, même les servitudes, se prescrivent par trente ans, sans que celui qui allègue la prescription soit obligé d'en rapporter un titre; — Que l'exception apportée à ce principe par l'art. 691, ne concerne que les servitudes de certaine espèce, établies par le fait de l'homme; — Qu'à l'égard des servitudes établies par la loi, telles que le passage sur les fonds de ses voisins, qui peut réclamer, conformément à l'art. 682, le propriétaire dont les fonds sont enclavés, elles rentrent évidemment dans la règle générale relative à la prescription; — Qu'un passage de cette nature pouvant se prescrire aux termes de l'art. 685, quant à l'action en indemnité, rien n'empêche qu'il ne le puisse également, quant à l'endroi où il doit être exercé; — Considérant que les dispositions de la coutume de Ponthieu, portant comme celle de Paris et beaucoup d'autres, que les servitudes ne pouvaient s'acquiescer sans titre, ne s'appliquaient point à celles qui étaient établies par la loi ou par la nécessité, telles que le passage nécessaire au propriétaire d'un fonds enclavé; — Que les distinctions consacrées à cet égard par le Code civil ont moins établi un droit nouveau que fixe la jurisprudence; — Considérant en fait que la pièce de pré appartenant à Gayet est enclavée de tous côtés; que ce fait, articulé en première instance, n'y a pas été dénié; — Que le canal par lequel Pappin et Mercher prétendent que Gayet a issue sur la voie publique, n'empêche point la pièce de pré dont il s'agit d'être enclavée; que ce canal n'est point un passage de la nature de celui que l'art. 682 autorise à réclamer; — Que par conséquent les premiers juges n'ont fait que se conformer aux principes du droit, en autorisant Gayet à prouver par témoins que le passage qui lui est nécessaire s'exerce depuis plus de trente ans sur le terrain dit le Voyer de la Cense; — A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 19 mars 1824. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. civ. — Prés., M. de Malleville, p. p. — Pl., MM. Machart et Girardin.

CONSTITUTION D'AVOUÉ.—APPEL.

Un acte d'appel peut être déclaré valable, bien que l'avoué constitué dans cet acte eût cessé d'exercer ses fonctions au moment de l'appel..., lorsque l'appelant était de bonne foi, et qu'il ignorait la cessation des fonctions de l'avoué par lui constitué. (Cod. proc. civ., 456 et 61.) (1)

(Taffard — C. Robert.)

Le 5 nov. 1823, Taffard, vigneron, demeurant commune de la Teste, fait appel d'un jugement rendu par le tribunal de 1^{re} instance de Bordeaux; il constitue pour son avoué M^r Jagou, qui s'était démis de ses fonctions depuis le 7 mai précédent, c'est-à-dire depuis six mois deux jours. — On fait connaître à Taffard l'erreur qu'il a commise en constituant M^r Jagou qui avait

cessé de postuler; aussitôt il adresse au sieur Robert, sa partie adverse, un acte par lequel il lui déclare que c'est par erreur qu'il a constitué M^r Jagou sur son appel, et qu'à son lieu et place il constitue M^r Nadaud, avoué en la même Cour. — Alors était expiré le délai utile pour interjeter appel.

Le sieur Robert a demandé la nullité de l'appel du sieur Taffard, en se fondant sur ce que l'avoué constitué avait, à la date de l'appel, cessé ses fonctions devant la Cour, et qu'alors c'était comme s'il n'y eût pas eu de constitution d'avoué, circonstance qui, aux termes de l'art. 61 du Code de proc., devait faire prononcer la nullité de l'appel.

Lesieur Taffard a répondu, qu'éloigné de Bordeaux, il n'avait pas pu connaître la mutation qui s'était opérée par la démission de M^r Jagou; que lorsqu'il a déclaré son appel, le nom de ce dernier était encore sur le tableau des avoués exerçant près la Cour et inséré au calendrier de la Gironde pour l'année 1823; que c'était là ce qui avait occasionné son erreur, erreur en fait qui ne pouvait lui nuire; qu'au surplus, instruit de cette erreur, il l'avait réparée autant qu'il avait été en lui, en constituant un avoué exerçant.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que plusieurs circonstances concourent à faire croire que Jean Taffard a agi de bonne foi en constituant pour avoué en la Cour M^r Jagou, dans l'acte contenant l'appel qu'il a interjeté le 5 nov. 1823, du jugement rendu par le tribunal de 1^{re} instance de Bordeaux, le 13 juin précédent, entre Taffard et Robert; qu'en effet Taffard est un vigneron domicilié dans la commune de la Teste, distante de la ville de Bordeaux de près de 7 myriamètres; que le nom de M^r Jagou était, à la date dudit acte d'appel, porté sur le calendrier de la Cour parmi les noms des avoués exerçant près ladite Cour; — Que, dès que ledit Taffard a été averti de son erreur il s'est empressé de la reconnaître et a renouvelé son appel avec constitution de M^r Nadaud, successeur dudit M^r Jagou; — Qu'il est certain d'ailleurs qu'il n'y avait pas plus de 6 mois que ledit Jagou avait donné sa démission, lorsque l'acte d'appel du 5 nov. 1823 fut signifié; — Que ces circonstances en prouvant la bonne foi dudit Jean-Taffard, prouvent aussi que c'est par une simple erreur de fait qu'il a constitué M^r Jagou pour son avoué, d'où il suit qu'il doit être relevé de cette erreur; — Sans s'arrêter au moyen de nullité, proposé par Robert, ordonne que les parties viendront plaider au fond.

Du 20 mars 1824. — Cour roy. de Bordeaux. — 2^e ch. — Prés., M. Castaignet. — Pl., MM. Thonnens et Cazemaïeur.

TUTEUR. — MINEUR. — EDUCATION. —

RÈGLE.

Un tuteur n'a le droit de retirer sa pupille de pension, nonobstant l'opposition de l'un des membres du conseil de famille; et alors sur-

legale qui peut, à la différence des autres servitudes discontinues, être acquise par la prescription. Sur ce point, maintenant consacré par la jurisprudence, voy. Cass. 10 juil. 1821, et la note.

(1) La jurisprudence s'est prononcée en ce sens. F. Cassation 16 mai 1836 (Volume 1836); Trèves, 4 déc. 1809; Nîmes, 24 août 1810; Colmar, 17 mars 1826 (Volume 1826), et les notes. — F. ce-

pendant en sens contraire, Metz, 12 juin 1816; Riom, 17 avril 1818, et les notes. — V. encore un arrêt de la Cour de Turin, du 17 juin 1807, qui décide que l'acte d'appel est nul, si le nom de l'avoué est laissé en blanc dans l'exploit de signification. — Un arrêt de la Cour de Rennes du 18 mai 1824 (aff. Kourten), a aussi jugé que l'acte d'appel était nul, lorsque l'appelant avait constitué un avoué au lieu d'un avoué. Sic, Cass. 4 sept. 1809.

tout que tous les autres membres de ce conseil sont de l'avis du tuteur (1).

Dans un tel cas, le juge, en état de référé, ne peut suspendre l'exécution de la délibération du conseil de famille et ordonner que la mineure restera provisoirement dans la maison dont son tuteur veut la faire sortir, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le tribunal compétent. (Cod. civ., 450.) (2)

(Devillers. — C. de Buisseret.)

Le sieur Devillers, tuteur de la demoiselle Delapallu, a jugé à propos de retirer sa pupille d'une pension où elle avait été placée, chez la demoiselle de Mortange, à Versailles. — Refus de la demoiselle de Mortange de laisser sortir mademoiselle Delapallu. — 10 février 1824, sommation par le sieur Devillers à la demoiselle de Mortange pour qu'elle ait à lui remettre sa pupille. — Nouveau refus de la demoiselle de Mortange, soutenu par le sieur de Buisseret, beau-frère de la demoiselle Delapallu, qui demande qu'il en soit référé.

13 février 1824, ordonnance du président de première instance de Versailles qui renvoie les parties devant le conseil de famille. — L'avis de ce conseil, réuni à Paris, devant le juge de paix, a été, à l'unanimité, à l'exception du sieur de Buisseret, que la demoiselle Delapallu devait être retirée de pension. — Néanmoins, le sieur de Buisseret s'oppose à l'exécution de cette délibération, et sur cette opposition, un nouveau référé a lieu le 2 mars, devant le président du tribunal de Versailles, lequel : « Attendu que la délibération du conseil de famille de la mineure est attaquée par l'un des membres qui l'ont composé, le sieur de Buisseret, qui s'est rendu opposant par exploit du 1^{er} mars, et a de plus fait citer les membres dudit conseil au tribunal civil du département de la Seine, seul compétent pour statuer sur ces oppositions et demande; attendu que l'avis du conseil de famille n'est pas exécutoire de sa nature; vu d'ailleurs les deux nouvelles consultations des docteurs Lafosse et Récamier; — Au principal, renvoie les parties devant les juges qui doivent en connaître, et, par provision, ordonne que la demoiselle Delapallu restera, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par le tribunal de la Seine, dans la maison et aux soins de la demoiselle de Mortange. »

Appel de cette ordonnance par le sieur Devillers. — Il soutient que, comme tuteur, il est chargé de prendre soin de la personne de la mineure qui lui est confiée (Cod. civ., art. 450); qu'étant investi du droit de diriger l'éducation de sa pupille, il est le maître absolu de la confier à une personne de son choix, tant qu'il conserve la qualité de tuteur; que la loi autorise le conseil de famille, lorsqu'il a de graves sujets de plainte contre le tuteur, à provoquer sa destitution, mais jamais à s'arroger l'administration de la personne du mineur; qu'en supposant même que le conseil de famille n'eût pas été d'avis de retirer la demoiselle Delapallu de chez la demoiselle de Mortange, cet avis n'aurait pu être exécuté par provision, sans porter atteinte à l'autorité du tuteur; mais que, au contraire, l'avis de la famille, à l'exception du sieur de Buisseret, avait été, en approuvant les vues et la conduite du tuteur, de faire sortir la demoiselle Delapallu de pension; qu'il y avait donc, dans l'espèce, un double motif pour que le juge n'eût pas dû or-

donner que la demoiselle Delapallu resterait provisoirement chez la demoiselle de Mortange, lorsque son tuteur jugeait à propos de l'en retirer, et qu'il était d'ailleurs impossible d'admettre qu'un seul membre de la famille pût ainsi, par son opposition, paralyser la volonté de tous les autres.

Pour la sieur de Buisseret, on répond que, dans une telle matière, l'intérêt de la pupille est la seule loi qu'il faille suivre; que la tutelle est instituée pour protéger l'enfance, et que le tuteur n'a de droits et de pouvoir que pour atténuer de ce but; que les tribunaux doivent donc, de leur côté, avoir le droit d'interposer leur autorité, et de prescrire toute mesure provisoire, même en état de référé, dans tous les cas où le tuteur pourrait agir contrairement aux intérêts du mineur; qu'il importe peu d'ailleurs que leur sollicitude soit éveillée par un ou plusieurs membres du conseil de famille, si, comme dans l'espèce, ce membre n'a voulu agir que dans l'intérêt du mineur.

ARRÊT.

LA COUR; — Donne défaut contre la fille de Mortange, non comparante, ni avoué pour elle, quoique d'abord appelée, et pour le profit, statuant vis-à-vis de toutes les parties; faisant droit sur l'appel interjeté par Devillers. — En nom, de l'ordonnance sur référé rendue par le tribunal de première instance de Versailles, le 2 mars présent mois; — Considérant que l'avis demandé par le juge à la famille de la mineure en état de référé, et pour y statuer, n'est pas de la nature des délibérations de conseils de famille dont un membre dissident puisse empêcher l'effet par son opposition; — Considérant, au fond, qu'au tuteur seul appartient l'administration de la personne de sa pupille; que, dans l'espèce, sa volonté de retirer la mineure Mathilde Delapallu de la pension de la fille de Mortange est conforme à l'opinion de tous les parents assemblés, moins un; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, débarge l'appelant, en nom, des condamnations contre lui prononcées; — Au principal, autorise Prudent Devillers, tuteur de Mathilde Delapallu, à retirer la mineure de la pension de la demoiselle de Mortange, et à la placer dans telle autre maison ou chez telle parente qu'il avisera convenable, etc.

Du 22 mars 1824. — Cour roy. de Paris, — 1^{re} ch. — Prés., M. Ségulier, p. p.

ACCOUCHEMENT. — DÉCLARATION DE NAISSANCE.

L'officier de santé ou la sage-femme qui a fait un accouchement, n'est obligé de déclarer à l'état civil la naissance de l'enfant, et à défaut de ce faire, n'est passible des peines portées par l'art. 346, Code pén., qu'autant que le père est absent, ou dans l'impossibilité d'agir. (1^{re} espèce.) (3)

De même, les personnes autres que l'accoucheur ou la sage femme, qui sont présentes à un accouchement, ne sont passibles qu'à défaut de ceux-ci, de l'application de l'article précité du Code pén. (2^e espèce.) (4)

Ainsi jugé dans deux espèces différentes, qui se présentaient le même jour devant la Cour royale de Metz (aff. Boudoin-Poinsignon et aff. Cabailhot).

Du 22 mars 1824. — Cour roy. de Metz.

(1 et 2) V. en ce sens, Angers, 13 frim. an 14; Turin, 9 déc. 1808. — V. aussi sur ces points, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour d'Angers, et les autorités en sens divers qui y sont rappelées.

VII. — II^e PARTIE.

(3 et 4) V. en ce sens, Cass. 7 sept. 1823; Lyon² 19 juill. 1827.

1^o JUGE SUPPLÉANT. — AVOCÉ.2^o EVOCATION. — COMPOSITION IRRÉGULIÈRE.

1^o Un jugement auquel a concouru un avoué, à défaut de juges et d'avocats, doit, à peine de nullité, constater que tous les juges et avocats « devaient siéger avant l'avoué ou être après, et que l'avoué n'a siégé qu'à leur défaut. (Docr. du 30 mars 1808, art. 49, loi du 22 vent. an 12, art. 30.) (1)

2^o Lorsqu'un jugement est annulé par le motif que le tribunal duquel il émane était irrégulièrement composé, la Cour d'appel ne peut évoquer le fond. Le jugement étant nul de nullité radicale, il n'y a pas de jugement : évoquer, ce serait priver les parties du premier degré de juridiction. (Ced. proc. 473.) (2)

(Bastide — C. Lagarrigue.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 30 de la loi du 22 vent. an 12, et l'art. 49 du règlement de 1808, n'appellent les avoués à siéger comme juges, pour compléter un tribunal, qu'en l'absence ou empêchement des avocats; que les avocats ne peuvent être appelés aussi qu'en l'absence ou empêchement des juges suppléants, lesquels ne peuvent concourir eux-mêmes aux jugements qu'en l'absence ou empêchement des juges, et les uns et les autres suivant l'ordre du tableau; — Qu'en cela, le législateur a eu pour objet de prévenir tout arbitraire, et d'établir des règles fixes pour la composition des tribunaux en cas d'absence ou empêchement des magistrats; — Que les articles précités ont été rédigés dans le même esprit, et dans le même but que les art. 118 et 468 du Code de proc. civil; que ces derniers articles désignent d'une manière précise ceux qui peuvent être appelés pour vider un partage; et l'art. 118, comme le loi du 22 vent. an 12, et l'art. 49 du règlement de 1808, n'admet les avoués qu'à défaut des avocats, des suppléants et des juges;

Attendu qu'un jugement doit porter en lui la preuve qu'il émane d'un tribunal légalement composé; que d'ailleurs, dans l'espèce, l'acte qualifié jugement, énonce que M^r Lalo, avoué, aurait été appelé pour remplacer le juge d'instruction occupé à d'autres fonctions, sans faire aucune mention des avocats ni des suppléants, ce qui doit faire supposer qu'ils ne furent pas appelés;

Attendu que la composition des tribunaux est d'ordre public; qu'on ne saurait voir un jugement dans l'acte auquel a concouru toute autre personne que celle désignée par la loi; que ce vice constitue une nullité radicale; — Attendu que n'y ayant pas de jugement, il ne peut pas y avoir lieu d'évoquer; que la cause n'étant pas

cessée avoir subi le premier degré de juridiction, il faut renvoyer les parties devant un autre tribunal, avec connaissance des dépens, sauf les frais de l'arrêt, qu'il convient de mettre à la charge des intimés; — Vu l'art. 30 de la loi du 22 vent. an 12, et l'art. 49 du règlement de 1808; — Disant, quant à ce, droit à l'appel, casse et annule l'acte qualifié jugement du 16 avril 1821 : renvoie la cause et les parties devant le tribunal de Rodez, avec connaissance des dépens; condamne néanmoins les intimés aux frais de l'arrêt, et ordonne la restitution de l'amende.

Du 22 mars 1824. — Cour roy. de Montpellier. — 1^{re} ch. — Pres., M. de Trinquetagou. — Pl., MM. Albert et Durand.

1^o FAILLITE. — CRÉANCIER. — INTERVENTION.2^o SÉPARATION DE PATRIMOINES. — NOUATION.

— FAILLITE. — INSCRIPTION. — PREFERENCE.

1^o Le créancier d'une faillite représente par la syndie dans un procès qui intéresse la masse, peut bien requérir et sommer le syndie de faire valoir les droits des créanciers; mais il ne peut intervenir lorsque ces droits ne sont pas négligés par le syndie.

2^o Le créancier d'une succession n'est pas réputé avoir fait novation, et renonce au bénéfice de la séparation des patrimoines, en donnant à l'héritier une quittance pure et simple des intérêts de sa créance et en produisant son titre à la faillite de cet héritier (3).

L'inscription destinée à conserver l'effet de la séparation des patrimoines peut être prise après la faillite de l'héritier (4).

Le créancier du défunt, qui n'a pris inscription qu'après les six mois de l'ouverture de la succession, n'a pas le droit de se prévaloir de cette inscription contre les créanciers hypothécaires inscrits avant lui; mais il n'en conserve pas moins celui de demander la séparation des patrimoines, tant contre les créanciers hypothécaires inscrits après lui que contre les créanciers chirographaires (5).

(Remy et Biale — C. Denon.)

Ainsi jugé, le 12 juil. 1823, par le tribunal civil de la Seine, dont voici le jugement: — « En ce qui touche la demande en intervention du sieur Biale: — Attendu que le sieur Biale, déjà représenté comme la masse, par le sieur Remy, syndie de la faillite, pouvait bien requérir et sommer ledit syndie, s'il eût négligé les droits des créanciers, de les faire valoir, et, en cas de silence ou de refus, demander à intervenir, mais non agir de son chef, et d'autant moins que ledit sieur Remy, en sa qualité, a contesté la demande du sieur Vivant, baron Denon, la seule que conteste le

(1) C'est là un point constant en jurisprudence. F. Cass. 16 juil. 1824; 27 janv. 1841 (Volume 1841); Colmar, 21 avril 1825; Riom, 20 juil. 1825. — Il en est de même au cas où c'est un avocat qui est appelé en remplacement. F. Cass. 19 janv. 1825; 11 avril 1826; 4 juil. 1828. — F. toutefois, Cass. 12 juil. an 9 et 22 juil. 1826.

(2) F. en ce sens, Bourges, 26 fév. 1820; Riom, 20 août 1825. — Toutefois, l'opinion contraire qui était admise avant le Code de proc. (F. Cass. 30 vent. an 11), a plus généralement été adoptée depuis la publication de ce Code. F. Cass. 5 oct. 1808; 25 fév. 1828; 27 juil. 1829; 20 dec. 1836 (Volume 1837); Aix, 16 nov. 1824; Colmar, 21 avril 1825; Riom, 31 janv. 1828. — F. encore sur la question analogue de savoir si le tribunal d'appel peut évoquer le fond en annulant le jugement de première instance pour incompétence. Cass. 26 vend. an 8; 24 août 1819, et nos observations.

(3) F. à cet égard, les autorités citées dans notre Table décenn. 1831-1840, v^o Séparation des patrimoines, n^o 17 et suiv.

(4) A ce cas ne s'applique pas la disposition de l'art. 2146, Code civ., d'après laquelle les inscriptions ne produisent aucun effet si elles sont prises dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture de la faillite sont déclarés nuls. Comme l'établit M. Troplong, des Hyp., t. 3, n^o 651, la prohibition de s'inscrire n'a lieu qu'entre créanciers de la faillite; or, ici il s'agit de légataires et de créanciers du défunt qui ne touchent pas leurs droits du failli, et qui demandent à ne pas de renier ses créanciers.

(5) Sur cette question et ses analogues, voy. un arrêt de Grenoble du 21 juil. 1841, et les observations dont nous l'avons accompagné dans notre Volume de 1842, ainsi que les nombreuses autorités qui y sont citées. Jange, Troplong, des Prix, et Hyp., t. 1, n. 325.

sieur Biale, de sorte que l'intervention du sieur Biale et sa défense font double emploi et doubles frais avec celle du sieur Remy ;

« En ce qui touche la demande du sieur Vivant, baron Denon : — Attendu que les moyens à l'aide desquels le sieur Remy, syndie provisoire de la faillite du sieur Montigny fils, le conteste, sont destitués de fondement ; que ledit sieur baron Denon, créancier des sieur et dame Montigny, père et mère, d'une rente de 1500 fr., au principal de 30,000 fr., qu'ils ont constituée solidairement, et au service et au remboursement de laquelle, s'il y avait lieu, ils ont affecté par hypothèque la maison dont il s'agit, suivant le contrat passé devant l'vies et son collègue, notaires à Paris, le 6 pluv. an 11, se présente dans la distribution du prix de ladite maison, en cette qualité de créancier des sieur et dame Montigny, père et mère, comme créancier du sieur Montigny fils ; que, le sieur Montigny fils, en acceptant seul, purement et simplement, l'hérédité de son père, ayant fait entrer et confondre les biens de ce patrimoine, et notamment cette maison, dans son propre patrimoine, le sieur baron Denon a pu, d'après l'art. 878 du Code civ., demander la séparation de ces deux patrimoines ; qu'à la vérité ce droit, aux termes de l'art. 879, ne peut plus être exercé lorsqu'il y a novation dans la créance contre la dette, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur ; mais que, dans l'espèce, il n'y a pas de novation ; que les faits dont ledit sieur Remy prétend l'induire sont insuffisants pour prouver qu'elle existe ; qu'en effet le sieur baron Denon, qui avait chargé le sieur Montigny père, receveur de rentes, de recevoir ses rentes ; qui a eu la facilité d'en laisser accumuler entre ses mains les arrérages, au point de former les 30,000 fr. capital de la rente de 1500 fr. dont il s'agit ; qui a bien voulu, du vivant même du sieur Montigny père, et à sa demande, confier la même recette au sieur Montigny fils, acquéreur de son cabinet, lui laissant toucher pour lui, outre ses autres rentes, les 1500 fr. de rente constituée, au profit du sieur baron Denon, par son père, a bien pu aussi, après le décès du sieur Montigny père, continuer la même confiance au sieur Montigny fils, ne point distinguer, dans la rente du sieur Montigny fils, la rente de 1500 fr. due par le père et sa succession, des autres parties de rente que touchait pour lui le sieur Montigny fils ; recevoir, à diverses époques, ses comptes, où il portait cette rente de 1500 fr. ; les apurer, en laisser encore le reliquat entre ses mains ; et, après la faillite du sieur Montigny, qui était incontestablement son débiteur personnel des arrérages qu'il avait touchés pour lui, comme il l'était hypothécairement sur la maison dont il était détenteur, se présenter à cette faillite, déclarer les droits qu'il avait à faire valoir contre le sieur Montigny fils et s'en référer à ses livres, sans que d'aucune de ces circonstances puisse résulter la preuve acquiesce que le sieur baron Denon ait entendu renoncer à ses droits et hypothèques contre le sieur Montigny père, et ait voulu accepter le sieur Montigny fils pour débiteur, et dès que chacun de ces faits reçoit une application naturelle et n'entraîne pas nécessairement la volonté de faire novation, on doit reconnaître qu'il n'existe pas de novation : des réserves explicatives étaient dès lors inutiles ;

« Vainement le syndie provisoire de la faillite oppose-t-il que le sieur baron Denon, qui avait pris une première inscription contre les sieur et dame Montigny, père et mère, a négligé de la renouveler en temps utile, et n'en a pris une nouvelle, celle en vertu de laquelle il se présente

dans la distribution dont il s'agit, que le 11 nov. 1821, plusieurs mois après l'ouverture de la faillite du sieur Montigny fils, et soutient-il que cette inscription prise sur un failli est nulle ; car cette inscription a été prise non pas sur le failli, mais sur la succession du sieur Montigny père, en vertu du contrat de la rente constituée par lui, et pour la conservation de l'hypothèque résultant de ce contrat, et la seule conséquence qui puisse résulter, au préjudice du sieur baron Denon, du retard par lui apporté à prendre cette nouvelle inscription dans les six mois de la succession du sieur Montigny père, c'est qu'il ne peut s'en prévaloir contre les créanciers personnels et hypothécaires du sieur Montigny fils, inscrits avant lui ; il ne peut faire valoir contre eux le privilège appartenant au créancier hypothécaire demandant la séparation des patrimoines, parce que ce privilège n'est accordé qu'à la condition, par celui qui doit en user, de prendre inscription dans les six mois de l'ouverture de la succession ; aussi le baron Denon ne conteste-t-il pas les demandes du sieur Denouvilliers et de la dame Grandjean du Montigny, créanciers personnels du sieur Montigny fils, et qui sont inscrits avant lui ; mais il peut toujours faire valoir son hypothèque, et réclamer le rang que lui donne la date de son inscription à l'égard de tous les créanciers personnels du sieur Montigny fils non inscrits avant lui, et à plus forte raison contre ceux qui n'ont pris aucune inscription : c'est ce qu'établissent le rapprochement et la combinaison des art. 875, 879, 1571, 1572, 2111 et 2113 du Code civ. : — Par ces motifs, le tribunal déclare le sieur Biale non recevable dans son intervention ;... ; ordonne que le surplus du prix, prélevement fait des créances du sieur Denouvilliers et de la dame Grandjean de Montigny, en principal, intérêts et frais, sera payé et délivré au sieur Vivant, baron Denon ;... ; condamne le sieur Biale aux dépens de son intervention, et en son nom personnel ; condamne le sieur Remy, ses noms, en ceux de sa demande, qu'il pourra employer en frais de syndicat. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR : — Faisant droit sur les appels interjetés par Remy et noms, et par Biale, de la sentence rendue par le tribunal de première instance de Paris, le 12 juill. 1823, et joints par arrêt du 13 fév. dernier : — Considérant que le principe général consacré par l'art. 878 du Code n'a été modifié par l'art. 2111, au profit des créanciers hypothécaires de l'héritier, qu'en cas où le créancier de l'hérédité n'a pas pris inscription pour le privilège de la séparation des patrimoines ; — Que Denon, par le prélevement des créances hypothécaires inscrites sur Montigny fils, failli, a subi la peine de son omission d'inscription dans les six mois du décès de Montigny père ; — Et adoptant, au surplus, comme à l'égard de Biale, les motifs des premiers juges ; — A mis et met les appellations au néant ; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 23 mars 1824. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Seguier, p. p. — Conf., M. Briout de Barneville, subst. — Pl., MM. Lamy, Mollet et Lavauz.

CONCUBINAGE.—LEGS.

Sous l'empire du Code civil, le concubinage, même adultérin, ne rend pas les concubins incapables de recevoir les dons ou legs respectifs (1).

(1) V. sur cette question, les observations qu'

sont pas susceptibles de pourvoi devant le conseil d'Etat (1).

2^e L'entrepreneur d'un service public n'est pas recevable à réclamer par la voie contentieuse, une indemnité pour des causes non prévues par son marché (2).

(Moreau.)

Louis, etc. — En ce qui touche la confirmation de l'arrêté du conseil de préfecture du 14 janv. 1822 : — Considérant que le conseil n'a émis qu'un simple avis; qu'ainsi la demande du sieur Moreau est sans objet;

En ce qui touche la décision de notre ministre de l'intérieur du 31 mars 1822, confirmative de l'arrêté du préfet du département de la Marne du 23 oct. 1821 : — Considérant que l'indemnité réclamée par le sieur Moreau ne résulte pas des termes de son marché; qu'elle ne pourrait être accordée que par une mesure d'équité; et que, par conséquent, le requérant est non recevable à la réclamer par voie contentieuse; — Art. 1^{er}. La requête est rejetée.

Du 24 mars 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Lebeau. — Pl., M. Maucoré.

TRAVAUX PUBLICS. — DOMMAGES. — COMPÉTENCE.

C'est à l'autorité administrative et non aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur la demande d'usagers tendant à la discontinuation de travaux publics qu'ils prétendent leur être préjudiciables, et sur le règlement de l'indemnité qui peut leur être due à raison du dommage réel à eux causé. (L. du 16 sept. 1807; L. du 8 mars 1810.) (3)

(Lefebvre et consort.)

Il s'agissait d'une réclamation formée par plusieurs propriétaires d'usines sur la Somme, à Amiens, qui se plaignaient que les travaux faits pour l'établissement du canal d'Angoulême nuisaient au mouvement de leurs usines. — Les tribunaux avaient été saisis par les réclamants. — Le préfet éleva le conflit.

Louis, etc. — Vu la loi du 16 sept. 1807 et celle du 8 mars 1810; — Considérant que le demandeur, les sieurs Crigier-Lefebvre, Lefebvre-Maillard, Boulanger-Maillard et Remy, ont portée devant les tribunaux, avait pour objet : 1^{er} de s'opposer à des travaux entrepris en vertu d'une loi, pour cause d'utilité publique; 2^e d'être indemnisés des dommages qu'ils disaient leur avoir été causés par ces travaux; — Que la contestation relative au premier objet était, d'après le titre 2 de la loi du 8 mars 1810, de la compétence de l'administration, et que, conformément à la loi du 16 septembre 1807, l'administration était également compétente pour prononcer sur le second objet; — Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit ci-dessus visé est approuvé.

Du 24 mars 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Peyronnet.

CONSEIL DE PRÉFECTURE. — ARRÊTÉ PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — POURVOI.

Du 24 mars 1824 (eff. Bancel). — Ordonn. en conseil d'Etat. — Même décision que par l'ordonnance du 16 août 1820 (eff. Beauclerc).

(1) Sic. Cormenin, *Droit adm.* (5^e éd.), v^o Conseil de préfecture, § 23.

(2) V. en ce sens, ordonn. des 1^{er} déc. 1819 (aff. Collas et aff. Jacotot); 18 avril et 30 mai 1821 (aff. Bonbec, aff. Lefeu et aff. Cousin). — Toutefois, voy. aussi ordonn. du 2 juin 1819 (aff. Moes et aff. Casançois).

CANTONNEMENT. — QUOTITÉ.

La portion qui doit être attribuée à une commune usagère dans les bois ou marais où elle obtient le cantonnement, n'est pas nécessairement du tiers; elle doit être proportionnée à ses besoins combinés avec l'importance du bois ou marais. (L. du 19 sept. 1790.) (4)

(Commune de Vaux-sous-Corbie — C. le préfet de la Somme.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la loi du 19 sept. 1790, en ouvrant aux usagers, comme aux propriétaires, l'action en cantonnement sur les bois et marais dans lesquels s'exerce le droit d'usage, ne fixe point la portion que les usagers devront obtenir en toute propriété; que, d'après la jurisprudence antérieure et postérieure à cette loi, cette portion doit être déterminée, suivant les circonstances, eu égard aux besoins des usagers; que, dans l'espèce, la Cour ne possède point les documents et lumières locales qui sont nécessaires pour apprécier les besoins de la commune usagère et l'importance de la portion du marais qui doit lui être abandonnée pour subvenir à ses besoins; — Avant faire droit sur le cantonnement incidemment demandé par la commune de Vaux, ordonne que, par experts, il sera procédé à la visite du grand marais de Vaux, à l'effet d'en constater l'étendue en superficie, comme aussi à l'effet de déterminer la portion qui en devra être attribuée à ladite commune, en raison du nombre de ses habitants et de ses bestiaux, etc.

Du 25 mars 1824. — Cour roy. d'Amiens. — Cb. civ. — Prés. M. de Maleville, p. p. — Concl., M. Bosquillon de Fontenay, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Girardin et Le François.

INCENDIE. — RESPONSABILITÉ.

Lorsque plusieurs maisons sont consumées par un incendie, le propriétaire de celle où le feu a commencé est responsable du dommage causé aux maisons voisines, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure; surtout s'il y a toute apparence de faute légère de sa part. (Cod. civ., 1382, 1383, 1733, 1734.) (5)

(Joubert — C. Brunet et Andrau.)

En 1821, un incendie se manifesta durant la nuit dans le village de Saint-Papoul: trois maisons appartenant aux sieurs Joubert, Brunet et Andrau, furent brûlées. Il résulta du procès-verbal dressé le lendemain par le maire du lieu, que le feu avait commencé dans la maison du sieur Joubert. Les sieurs Brunet et Andrau formèrent une action en dommages-intérêts contre ce dernier. Le tribunal ordonna d'abord un interrogatoire.

Revenus devant le tribunal, les sieurs Brunet et Andrau soutinrent qu'il résultait de leur enquête que l'incendie ne pouvait être attribué qu'à la faute ou à la négligence du sieur Joubert, qui avait allumé un feu violent et continu dans une cheminée dont il ne se servait pas habituellement, et au-dessous de laquelle se trouvaient entassés des pailles et fourrages; ils ajoutaient qu'en admettant qu'on ne pût pas trouver dans l'enquête des preuves suffisantes pour établir la

(3) V. dans ce sens, ordonn. du 22 janv. 1823 (aff. de Gourques), et le renvoi de la note.

(4) V. conf., Amiens, 2 juill. 1822, à la note.

(5) V. sur ce point, outre les autorités citées dans l'article ci-dessus, les observations qui accompagnent un arrêt conforme de la Cour d'Amiens du 24 mars, an 11, et les arrêts auxquels il est renvoyé.

faute reprochée au sieur Joubert, cette enquête établissait, tout au moins, que c'était dans la maison de ce dernier que l'incendie avait commencé, et que, dès lors, il était tenu des dommages causés par l'incendie, à moins qu'il ne prouvât, aux termes de l'art. 1733 du Code civ., que l'incendie était arrivé par cas fortuit ou force majeure.

Le sieur Joubert contestait, en point de fait, qu'il résultât de l'enquête que l'incendie dût être attribué à sa faute ou à sa négligence. Il soutenait, en point de droit, que les adversaires étaient tenus de prouver sa négligence. — Il invoquait, à l'appui de son système, l'opinion d'Henry, tom. 2. Question 163, qui établit que le propriétaire dans la maison duquel le feu a pris naissance, n'est pas responsable de la perte des maisons voisines, si les voisins ne prouvent pas que le feu a pris par sa faute; et celle de Voët, liv. 9, tit. 2, § 20, qui soutient que, dans le doute, il y a bien plutôt lieu de rejeter la preuve sur le propriétaire ou les voisins demandeurs en indemnité, que sur celui contre lequel la demande est dirigée: d'abord, parce qu'en principe, c'est au demandeur à justifier sa demande, le défendeur devant être relaxé à défaut de cette justification; en second lieu, parce que c'est à celui qui affirme un fait, et non pas à celui qui le nie à le prouver; en troisième lieu, parce que, jusqu'à preuve contraire, tout homme doit être présumé soigneux et diligent.

Ces principes, disait-il, ont été consacrés par le Code civ. La règle générale, qui s'applique aux incendies, comme à toutes les autres hypothèses où un dommage a été causé, est écrite dans les art. 1382 et 1383 du Code civ.; mais dans l'application que ces articles reçoivent, c'est toujours au demandeur en dommages à prouver le fait. En vain allègue-t-on une exception à la règle générale tirée de l'art. 1733 du Code civ.: cet article, qui est dans le titre du Louage, n'a voulu régler autre chose que les intérêts et les droits respectifs du locataire et du propriétaire: le législateur a répété le locataire en faute par le seul fait de l'incendie, et plusieurs motifs devaient l'amener à cette exception particulière. Le locataire occupe la maison d'autrui, et il est assez dans la nature de l'homme d'être peu soigneux des choses qui ne lui appartiennent pas. D'ailleurs, un propriétaire n'occupant pas sa maison ne peut y exercer aucune surveillance. Il en est bien autrement du propriétaire qui habite sa propre maison: ce propriétaire ayant un intérêt direct et personnel à la conservation de sa propriété, on ne peut supposer chez lui cette négligence qu'on supposera facilement dans le locataire; et ces motifs, qui de tout temps ont fait établir une différence entre l'un et l'autre cas, ont déterminé l'exception que les art. 1733 et 1734 n'ont introduite qu'en faveur du propriétaire contre le locataire.

Enfin il est de principe qu'une exception se résout toujours dans le cas particulier pour lequel elle a été faite; et on ne peut contester que la règle posée aux articles 1733 et 1734 ne soit une exception à la règle générale posée dans les art. 1382 et 1383.

Pour les sieurs Brunet et Andrau on répondait: Il y a une présomption légale en matière d'incendie; c'est qu'il y a eu dans la faute de celui qui habitait la maison dans laquelle il s'est d'abord manifesté: *periculum incendii culpa praeinhabitantium*: leg. 3, § 1, ff. de *Officio praefecti vigilum*; *incendium sine culpa fieri non potest*: leg. 11, ff. de *Periculo et commodo rei venditae*.

Sous toutes les législations, cette présomption légale a dispensé de toute autre preuve, et c'est toujours à celui qui prétend se placer dans l'exception à la justifier (art. 1352 du Code civil).

— Les principes des lois romaines sur cette matière furent admis dans l'ancienne jurisprudence; et l'on tenait en matière d'incendie, que la faute se présomait contre celui qui occupait la maison où le feu avait commencé, et que c'était à lui à prouver le cas fortuit. — Il y avait eu, sans doute, quelque variation dans les opinions et la jurisprudence; mais toutes les idées étaient depuis longtemps fixées, comme nous l'apprennent les auteurs; et, depuis longtemps, l'opinion d'Henry et de Voët avait été condamnée. On peut consulter à ce sujet Denizart, au mot *Incendia*, où il cite plusieurs arrêts, et, entre autres, un arrêt du parlement de Paris, du 12 août 1743, qui avait condamné M. Louis, notaire, aux dommages éprouvés par ses voisins, sur le seul motif qu'il était prouvé que c'était dans sa maison que l'incendie avait pris naissance. Serres et Boutaric, dans leurs *Institutes*, tit. 25, § 5, professent la même doctrine.

Deux articles du Code s'occupent de l'incendie, l'art. 1733, qui porte: « Le locataire répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit, ou force majeure;... » l'art. 1734, qui ajoute: « S'il y a plusieurs locataires, tous sont solidairement responsables de l'incendie, à moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul en est tenu. » — Ces deux articles contiennent l'application exacte du principe posé dans les lois romaines. C'est dans le fait de l'habitation ou de l'occupation que réside la présomption de la loi; ainsi, le locataire qui habite la maison incendiée, entre plusieurs locataires celui qui occupe la partie de maison où l'incendie a pris naissance, doit répondre de l'incendie.

Mais, dit-on, ces articles ne règlent que les droits du propriétaire; dans toutes les autres hypothèses, ce sont les art. 1382 et 1383 qui doivent être appliqués; et, dans ce cas, c'est à celui qui se plaint d'une faute ou d'une négligence à la justifier. — D'abord, pour faire sentir tout le vice de cette objection, admettons, pour un instant, que les art. 1733 et 1734 ne fussent pas dans notre Code, nous n'aurions plus alors, pour les questions d'incendie, comme pour toutes celles relatives à des actions en dommages-intérêts, que les art. 1382 et 1383; et, dans ce cas, l'adversaire ne s'en irait pas plus avancé. — En règle générale, sans doute, c'est à celui qui se plaint d'une faute à la justifier; mais parmi les modes de preuve que notre Code a recueillis, nous trouvons à l'art. 1350 la présomption légale, qui est celle attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits; et, d'après l'art. 1352, la présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe. — Or, dans l'espèce, la loi 3, § 1, au ff. de *Officio praefecti vigilum*, comme la loi 11, au ff. de *Periculo et commodo rei venditae*, attachent au seul fait de l'habitation, pour le cas de l'incendie, une présomption légale de faute contre l'occupant; et comme les dispositions des lois romaines ont force de loi pour tous les cas dans lesquels nos lois nouvelles n'ont pas porté de dérogation, et que, par le fait, aucune dérogation n'a jamais existé contre le principe des lois citées, il faut en conclure que les sieurs Brunet et Andrau, qui ont pour eux une présomption légale, justifient, par cette seule présomption, qui les dispense de toute autre preuve, la faute ou la négligence qu'ils imputent à l'adver-

saire, et qu'ils remplissent, ainsi, par le fait, l'obligation à laquelle on veut les soumettre.

Cependant, est-il vrai que l'application de la règle admise dans les art. 1733 et 1734 ait été restreinte au propriétaire seul contre le locataire ? Ne résulte-t-il pas, au contraire, des mêmes articles, que cette règle doit s'étendre à tous les cas possibles, en matière d'incendie ? — L'art. 1734, sainement entendu, doit détruire, à lui seul, tout le système de défense de l'adversaire.

Les différens locataires d'une même maison n'ont entre eux d'autres relations que celles du voisinage ; ils ne sont liés entre eux par d'autres obligations que par celles qui, dans l'ordre social sont imposées aux membres d'une même société ; de sorte que les décisions de la loi, relativement aux locataires entre eux, devront s'appliquer également aux voisins. — L'art. 1734 déclare que, dans le cas où l'incendie aura commencé dans l'habitation de l'un des locataires, celui-ci seul en est tenu : supposons une maison occupée par plusieurs locataires ; le feu se manifeste dans l'appartement du premier étage, et ses ravages sont si prompts, que rien ne peut être sauvé ; tout devient la proie des flammes. La maison s'écroule, et avec elle la fortune mobilière des différens locataires qui occupaient la même maison. Dans ces circonstances, n'accordera-t-on d'action qu'au propriétaire, pour la refuser aux autres locataires, dont les pertes auront pu être plus considérables ? ou bien, le même fait de l'habitation, qui, vis-à-vis du propriétaire, suffit pour faire déclarer le locataire du premier étage responsable de l'incendie, ne suffira-t-il plus vis-à-vis des autres locataires de la même maison ? Les tribunaux, enfin, après avoir accordé des dommages au propriétaire, en refuseront-ils au locataire, sur le seul motif que celui-ci ne pourra pas fournir la preuve de la faute qu'on présumera dans l'intérêt du propriétaire, par le seul fait de l'habitation ? Il est impossible d'admettre des contradictions aussi choquantes : la justice est égale pour tous ; et le propriétaire, comme les divers locataires de la même maison, inviqueront, avec le même succès, l'art. 1734 contre le locataire dans l'appartement duquel l'incendie aura commencé, et qui, par le seul fait de son habitation, sera présumé en faute, vis-à-vis de tous, et responsable, vis-à-vis de tous, des dommages causés par l'incendie. Mais, dès lors, la règle invoquée s'appliquant naturellement aux locataires entre eux, on ne peut pas se refuser de l'appliquer aux voisins.

Du reste, les auteurs qui ont écrit depuis le Code ont adopté et professé cette doctrine ; on peut consulter M. de Maleville, sur l'art. 1733 ; M. Fournel, dans son *Traité du Voisinage*, tom. 2, pag. 156, et M. Toullier, tom. 11, pag. 230, n° 160.

Le 23 avril 1823, Jugement du tribunal de Castelnau d'Arriège ainsi conçu : — « Considérant qu'il était de principe, sous l'ancien droit, que celui dans la maison duquel avait éclaté l'incendie était présumé y avoir donné lieu par sa négligence, ou par son imprudence, et qu'il était obligé à des dommages-intérêts envers ses voisins incendiés, s'il ne prouvait que l'incendie était arrivé par force majeure ou cas fortuit ; — Considérant qu'il n'a été rien innové à ces principes, et que, sous l'empire du Code, comme autrefois, la présomption de faute s'élève contre celui chez qui l'incendie a pris naissance ; — Considérant que le cas fortuit ne se présume pas, et que les circonstances signalées par Joubert n'offrent même aucune vraisemblance ; car on ne peut sérieuse-

ment prétendre, comme le dit Joubert, qu'une étincelle, échappée d'une lumière que Falcou aurait pu porter dans sa cave, s'attachant au plancher, l'ait embrasé, ainsi que le fourrage qui se trouvait encore dans cette partie de maison ; que c'est là une supposition bien étrange, lors, surtout, qu'il n'est pas établi que Falcou ait porté de la lumière dans sa cave, et que, d'autre part, il est prouvé que le feu a pris naissance au fourrage qui se trouvait dans l'écurie de Joubert, et qu'il s'est communiqué presque aussitôt à une partie des fourrages qui étaient dans la maison acquise par Joubert de Jouy, par la porte de communication qui se trouvait dans l'écurie même, ainsi que cela est établi par la déposition de plusieurs témoins : — Considérant qu'il a suffi, dès lors, à Andrau et Brunet de prouver que l'incendie a pris naissance chez Joubert ; que la preuve, sur ce point, est des plus positives ; que la majeure partie des témoins s'accordent sur ce fait ; que, d'ailleurs, les circonstances viennent encore l'établir : qu'en effet, c'est Joubert qui a crié au feu ; c'est le seul du quartier qui s'est aperçu de l'incendie ; c'est lui qu'on a trouvé en chemise devant sa porte, qui dit aux premiers arrivés : « Le mal est sans remède, tout est perdu ; » que ces diverses circonstances amènent à penser que le feu a pris dans l'intérieur de la maison de Joubert, et viennent appuyer le bruit, généralement répandu, que Joubert avait d'abord cherché à étouffer le feu, et qu'il ne cria au secours que lorsqu'il vit qu'il ne pouvait y parvenir ; — Considérant, enfin, que le droit et la preuve rapportée doivent amener au même résultat, et nécessitent une même décision ; que le droit ou la preuve, pris ensemble ou isolément assurent à Andrau et Brunet le succès de leur demande ; — Considérant, néanmoins, que les dommages réclamés par Andrau doivent être modérés, vu la perte que Joubert a éprouvée lui-même : — Par ces motifs, le tribunal condamne Joubert à payer à Andrau une somme de 800 fr., et à Brunet une somme de 400 fr., à titre de dommages, si mieux n'aime ledit Joubert faire évaluer les dommages par experts. »

Appel de la pari du sieur Joubert.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par M. le maire de Saint-Papoul, le 16 oct. 1821, et des enquêtes et contraires enquêtes qui ont été faites d'autorité du tribunal, d'abord que l'incendie a pris naissance dans la maison de Joubert, et, en second lieu, que cet incendie résulte de faits qui constituent, de la part dudit Joubert, si ce n'est une faute lourde, tout au moins une faute légère ; — Attendu qu'il suit de là que Pierre Joubert demeure obligé d'indemniser les propriétaires des maisons voisines, des dommages occasionnés par le fait de l'incendie ; — Par ces motifs, et ceux insérés dans le jugement dont est appel, met l'appellation au néant ; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet.

Du 25 mars 1824. — Cour roy. de Montpellier. — *Concl.*, M. Castau, av. géu. — *Pl.*, MM. Cofguères et Rigaud.

CONCUBINAGE. — Legs.

Du 25 mars 1824 (*aff. Marie*). — Cour roy. de Montpellier. — *V.* cet arrêt *supra*, à la date du 23 mars 1824.

SCELLÉS. — OPPOSITION. — CRÉANCIERS.

L'opposition formée par les créanciers personnels d'un héritier aux scellés apposés sur les effets de la succession, leur donne bien le

droit d'assister au partage; mais elle ne leur donne pas le droit d'assister à la levée des scellés. (L. proc. civ., 834; Cod. civ., 882.) (1) (Platol — C. Becq.)

14 nov. 1823, décès du sieur Becq père, laissant pour héritiers ses deux fils, Philibert et Saturnin Becq. — Les scellés sont apposés sur les biens de la succession à la requête de Philibert Becq. — Immédiatement après et le 19 novembre, le sieur Platol, créancier personnel du Philibert Becq, forme opposition à ce qu'il soit procédé, hors de sa présence, au partage et liquidation de la succession. — Enfin, le 10 décembre suivant, le sieur Platol déclare, par un nouvel acte, s'opposer à ce que les scellés soient levés hors de sa présence. — Au jour fixé, pour la levée des scellés, il s'élève une contestation entre le sieur Platol et le sieur Saturnin Becq, agissant tant en son nom comme héritier, que comme cessionnaire des droits successifs de son frère Philibert. — Le sieur Platol prétend avoir le droit d'assister à la levée des scellés; le sieur Saturnin soutient, au contraire, qu'aucun créancier personnel des héritiers n'a le droit d'assister à cette opération; que cela résulte de la disposition de l'art. 834 du Code de proc. civ. — Le juge de paix renvoie les parties devant le président du tribunal de 1^{re} instance de Douai.

Ordonnance ainsi conçue : — « Considérant qu'on peut induire de l'art. 834 du Code de proc. civ. que le créancier d'un héritier a le droit de former opposition à la levée des scellés, on doit aussi en induire qu'il n'a pas plus celui d'être présent à cette levée qu'à l'inventaire qui doit s'ensuivre; que tout l'effet de cette opposition est de faire connaître aux héritiers les prétentions de l'opposant sur la part de son débiteur, et de les empêcher de procéder au partage, hors de sa présence, ainsi que l'y autorise l'art. 882 du Code civ.; déclare que le sieur Platol est sans droit et sans qualité pour assister à la levée des scellés et à l'inventaire. »

Appel de la part du sieur Platol.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'appelant n'a aucun titre de créancier envers la succession du sieur Becq père; que conséquemment il ne peut employer aucune voie quelconque d'exécution sur la masse de cette succession, ni d'autres droits que ceux que le sieur Philibert Becq, son débiteur, l'un des héritiers dudit Becq père, a pu lui transférer tacitement d'atteindre un jour la part seulement du sieur Philibert Becq à cette masse; attendu que de la combinaison des art. 841, 882 et 2305 du Code civ., avec les art. 909, 930, 934, 941 et 942 du Code de proc. civ. (lequel est conforme à l'ancienne jurisprudence du ci-devant ébéniste de Paris), il résulte que le créancier, de l'héritier, ou du créancier direct de la succession, n'a pas le droit d'assister à la levée des scellés apposés chez le défunt, et que toute opposition par lui formée à sujet se convertit naturellement en opposition prévue par l'art. 882 du Code civ.; attendu que c'est ainsi que les auteurs anciens et modernes l'ont pensé et établi, et qu'un arrêt de la Cour de Nancy du 9 janv. 1817

l'a jugé; adoptant au surplus les motifs de l'ordonnance de M. le président du tribunal de Douai; met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira effet, etc.

Du 26 mars 1824. — Cour roy. de Douai. — 2^e ch. — Prés., M. Dubreucq, cons., — Concl., M. d'Haubersart. 1^{er} av. gén., — Pl., MM. Leroy (du Béthune) et Billiet oncle.

1^o et 2^o MARIAGE. — PUBLICITÉ. — DÉMENCE.

3^o ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — SIGNATURE.

4^o TUTRICE. — QUALITÉ. — ACTION.

5^o TESTAMENT OLOGRAPHE. — VÉRIFICATION.

1^o Un mariage célébré dans le domicile des époux, peut être réputé avoir été célébré publiquement; alors même que l'acte n'énonce pas que les portes du domicile étaient ouvertes. (Cod. civ., 165 et 191.) (2)

2^o La nullité d'un mariage fondée sur ce que l'un des époux n'a pu y consentir, en ce qu'il avait perdu l'intelligence, la mémoire et la parole au moment du mariage, n'est pas proposable après le décès de l'époux décédé. Intégral statu. — Ce serait, contrairement à l'art. 504, Cod. civ., demander la nullité d'un acte, pour cause d'imbécillité ou de démence, après le décès de celui de qui il émane. (Cod. civ., 180 et 504.)

3^o Un acte de mariage et la reconnaissance d'un enfant contenus dans cet acte, ne peuvent être annulés pour défaut de signature des époux, lorsque l'impuissance de signer est attestée par l'officier public. — Peu importe, dans ce cas, que l'officier n'ait pas mentionné expressément sa réquisition de signer, conformément à l'art. 14 de la loi du 25 vent. an 11. (L. du 25 vent. an 11, art. 14; Cod. civ., 76.) (3)

4^o Une femme veuve, partie dans une contestation qui intéresse essentiellement ses enfants mineurs, peut être réputée d'après les circonstances avoir agi en qualité de tutrice, bien qu'elle n'ait pas pris expressément cette qualité dans l'exploit introductif... Notamment si elle a déclaré en bureau de paix repousser la prétention de ses adversaires, tant dans son intérêt que dans l'intérêt de ses mineurs, et si dans le cours de l'instance elle a pris la qualité de tutrice dans une sommation d'audience. (Cod. proc. civ., 61 et 112.) (4)

5^o Lorsque la quotité disponible est réclamée de l'héritier à réserve, par un légataire, et que l'héritier repousse la demande en exceptant d'un testament olographe postérieur à celui qui sert de titre au légataire, il ne suffit pas au légataire de méconnaître l'écriture du testament olographe pour obtenir la déchéance de son legs : l'héritier doit être maintenu en possession, jusqu'après la vérification. (Cod. civ., 1323.) (5)

(Caubère — C. Boy et Fillons.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu 1^o, que l'action intentée par les parties de Desquerre, contre la dame Paul Roy, veuve Caubère, avait pour objet le délaissement de la succession de feu M. Caubère, que cette dame ne détenait que comme lu-

(1) V. en ce sens, Cass. 9 juill. 1838. — V. aussi Nancy, 9 janv. 1847, et la note.

(2) V. en ce sens, Cass. 13 fruct. an 10, et nos observations; 24 juill. 1807; 21 juin 1814; 31 août 1824; Grenoble, 23 fév. 1815; Riom, 10 juin 1829, et les notes.

(3) M. Coin-Delisle, *Comm. analyt.*, sur l'art. 29, n^o 1, cite cette décision et l'approuve. « Prétendre que l'officier de l'état civil, dit cet auteur, doit re-

quérir les parties de signer, et faire mention de cette réquisition, quand il a constaté l'impossibilité physique, serait outrepasser l'exigence de la loi. »

(4) Sic, Chauveau sur Carré. *Lois de la proc.*, t. 1, quest. 292. — V. aussi les additions faites par le même auteur à la quest. 285.

(5) V. anal., Cass. 2 fév. 1818, et la note.

trice légale de sa fille mineure; qu'ainsi, au fond, et quoi qu'il en fût dans la forme, cette action était beaucoup moins dirigée contre la mère que contre la fille, et que cette dernière, attaquée dans son état et dans sa fortune, ne pouvait être défendue que par celle que la nature et la loi constituaient sa protectrice; qu'ainsi dans les réponses qu'elle fit au bureau de paix, la dame veuve Caubère déclara formellement qu'elle insisterait devant les tribunaux compétents par toutes les exceptions et par tous les moyens dans la religion, la morale et la législation lui prescriraient simultanément l'usage, soit dans son propre intérêt, soit dans celui de la demoiselle Jeanne-Marie Caubère, fille mineure d'elle et du sieur feu Caubère son légitime époux, dont elle était de plein droit tutrice, et que par là ladite dame annonça ouvertement l'intention où elle était de défendre les droits de sa fille, qu'elle jugeait autant et plus attaqués que les siens par l'action des parties de Desquerre; qu'à la vérité, la dame veuve Caubère ne prit pas explicitement la qualité de tutrice de sa fille, dans l'exploit introductif d'instance qu'elle fit signifier aux parties de Desquerre, mais qu'elle y eût lesdites parties à comparaître devant le tribunal de Saint-Girons, pour y voir rejeter l'action intentée par elles, ainsi, est-il dit, que l'exprime le procès-verbal de non-conciliation, duquel une copie était insérée dans ledit exploit; qu'il résulte manifestement de ces expressions, que la dame veuve Caubère se référant à ses dires devant le juge de paix, qui étaient consignés dans le procès-verbal qu'elle notifiât, déclarait implicitement qu'elle entendait agir dans l'instance, soit en son propre nom, soit comme tutrice légale de sa fille mineure; qu'ainsi l'omission de la qualité de tutrice que l'on remarque dans l'acte susdit, se trouve suppléée de manière à bannir toute incertitude sur les qualités en lesquelles ladite dame entendait procéder;

Que le tribunal de Saint-Girons ayant, le 23 juill. 1823, et en défaut des parties de Desquerre, renvoyé la dame Caubère de l'action intentée contre elle, lesdites parties formèrent opposition au jugement; que sur cette opposition, qui introduisait en quelque sorte une nouvelle instance, la dame veuve Caubère fit signifier, le 9 août suivant, aux parties de Desquerre, une sommation d'audience, et que dans cet acte elle prit la qualité de tutrice légitime de Jeanne-Marie Caubère, fille mineure d'elle et du feu sieur Caubère; que cet acte doit produire l'effet de réparer pleinement le vice qui pourrait résulter de l'omission matérielle et apparente qui existe dans l'exploit introductif d'instance, et qui doit au moins équivaloir à une intervention dans l'instance, en qualité de tutrice légale de sa fille, que la dame veuve Caubère pouvait demander et devait obtenir en tout état de cause;

Que les parties de Desquerre ont avoué et reconnu manifestement elles-mêmes, la double qualité en laquelle procéda la dame veuve Caubère; que cela résulte des conclusions prises par lesdites parties lors du jugement contradictoire; qu'elles ont conclu, en effet, tant contre la fille que contre la mère, en demandant l'annulation de l'acte de reconnaissance par lequel la demoiselle Caubère a été reconnue et légitimée par son père, en contestant la filiation de ladite demoiselle, et jusqu'à son identité avec la fille reconnue par le feu sieur Caubère; que ces chefs de demandes n'ont pu être formés et soumis aux premiers juges, que d'après l'intime conviction où étaient les parties de Desquerre, que la demoiselle Caubère, contre laquelle ils étaient di-

rigés, était dans l'instance, et qu'elle y était représentée et défendue par sa tutrice légale, ne pouvant, à raison de sa minorité, y figurer autrement, et que par une reconnaissance aussi formelle de la double qualité en laquelle procéda la dame veuve Caubère, les parties de Desquerre, ont créé elles-mêmes une fin de non-recevoir insurmontable contre la prétention qu'elles élevent aujourd'hui, en voulant, après coup, faire déclarer irrégulières et nulles les poursuites faites par ladite dame dans l'intérêt de sa fille;

Qu'il résulte de tout ce qui précède, qu'il y a lieu de réformer le jugement du 30 août 1823, en ce qu'il s'est refusé à statuer sur la reconnaissance et la légitimation de la demoiselle Caubère, sous prétexte qu'elle n'était pas en cause; que cette disposition dudit jugement est d'autant plus viciée, que les intérêts et les droits de la dame et de la demoiselle Caubère sont intimement et inséparablement liés, comme étant fondés sur le même acte qui renferme tout à la fois la célébration du mariage du feu sieur Caubère et de la dame Paule Boy, et la reconnaissance par eux faite de la demoiselle Caubère, en qualité de leur fille; qu'il est bien extraordinaire que les premiers juges aient imaginé de séparer deux intérêts si étroitement unis, et que par là ils aient exposé la demoiselle Caubère à voir un jour ses droits méconnus, tandis que l'auteur de son père et de sa mère, de laquelle ils procédaient, était déclarée légitime; que dans un tel état de choses, il était du devoir des premiers juges de faire intervenir dans l'instance la demoiselle Caubère, puisqu'ils pensaient qu'elle n'y était pas; que la cause ne pouvait être bien connue, ni bien jugée sans elle, et qu'il est heureux que ce désordre ait pu être réparé par la Cour, en reconnaissant, après un examen attentif, que la demoiselle Caubère était véritablement, et en la seule manière qu'elle pouvait l'être, partie au procès sur lequel les premiers juges ont en à statuer;

Attendu 2°, que le mariage du feu sieur Caubère et la dame Paule Boy a été précédé de publications prescrites par la loi, soit à Saint-Girons où était leur domicile depuis six mois, soit à Toulouse, lieu de leur dernier domicile; que ce mariage a été célébré devant l'officier de l'état civil compétent, savoir celui dudit Saint-Girons, et en la présence de quatre témoins commis, qui en ont signé l'acte avec l'officier de l'état civil, et que cet acte attestait l'observation des formalités ci-dessus, aussi bien que le consentement libre et formel des époux, a été inscrit sur le registre de l'état civil de la susdite commune de Saint-Girons, d'où il suit que ledit acte est au moins, quant à la forme, à l'abri de toute critique; qu'à la vérité, le mariage dont s'agit, au lieu d'être célébré à la maison commune, l'a été dans la maison d'habitation du sieur Caubère, à raison des infirmités graves et habituelles qui l'empêchaient d'en sortir; mais que cette circonstance, relevée par les parties de Desquerre, n'empêche pas que le mariage n'ait en toute la publicité voulue par l'art. 165 du Code civil, lequel prévoyait sagement l'impossibilité où les époux pourraient être de se transporter à la maison commune, ne leur a pas imposé l'obligation d'y faire célébrer leur mariage; qu'ainsi, et lorsque dans l'art. 191 du même Code, le législateur confère à diverses personnes la faculté d'attaquer un mariage pour défaut de publicité, il ne dit nullement qu'un mariage célébré hors de la maison commune sera censé non public; qu'il faut donc tenir que la publicité voulue par la loi en matière de mariage, consiste essentiellement dans les publications prescrites, dans le minis-

lère de l'officier de l'état civil compétent, dans l'assistance de témoins au nombre exigé, et enfin, dans l'inscription de l'acte de mariage sur le registre public destiné à le recevoir; que d'après ces principes conformes à la saine raison, à la doctrine des meilleurs auteurs et à la jurisprudence, c'est encore moins le cas d'avoir égard à un second moyen, que les parties de Desquerre tirent de ce que les portes de la maison du sieur Caubère n'auraient pas été tenues ouvertes pour la libre introduction du public pendant la célébration du mariage; que ce moyen manque même en fait, puisque l'acte du mariage est entièrement muet sur cette circonstance, et qu'on peut supposer que les portes de la maison étaient ouvertes, au désir des adversaires, puisque le contraire n'est pas dit; et qu'enfin, lorsque, pour de justes causes, un mariage est célébré dans une maison particulière avec toutes les formalités voulues par la loi, il est ridicule de prétendre que sa validité puisse dépendre d'une mention d'ouverture des portes qu'aucune loi, aucun motif raisonnable ne prescrit; qu'ensui, il n'est pas soutenable de prétendre que les actes de l'état civil soient sujets aux formalités prescrites par l'art. 14 de la loi sur le notariat, et qu'en conséquence l'acte de mariage renferme une nullité, parce que l'officier de l'état civil s'est contenté de dire que le sieur Caubère n'avait pas signé à cause d'un mal qu'il avait à la main, au lieu de faire mention de la réquisition qu'il lui aurait faite de signer et de la réponse qu'il en aurait reçue; et qu'il est trop évident que les actes de l'état civil sont dans une catégorie particulière, étant, quant à la signature des comparans et des témoins, régis par l'art. 39 du Code civil, qui se borne à enjoindre à l'officier de l'état civil de faire mention de la cause qui empêchera les comparans et témoins de signer, ce qui a été religieusement observé dans l'espèce;

Attendu 3°, que le sieur Caubère et la dame Paule Boy ont reconnu la demoiselle Jeanne-Marie Caubère pour leur fille, dans l'acte même de leur mariage; qu'en procédant ainsi, ils n'ont fait qu'usur d'une faculté qui leur était formellement accordée par l'art. 351 du Code civil, et que par l'effet de cette reconnaissance, la demoiselle Caubère, née, avant le mariage, d'un commerce, à la vérité illicite, mais qui ne fut ni adultère, ni incesteux, a acquis la qualité et les droits de fille légitime, aussi bien que naturelle du sieur Caubère et la dame Paule Boy; que devant les premiers juges, et dans leurs conclusions sur l'appel, les parties de Desquerre ont bien contesté l'identité de la demoiselle Caubère, partie au procès avec la fille reconnue par le sieur Caubère; mais qu'entre qu'elles ont paru se départir elles-mêmes de ce moyen, en n'y insistant pas dans leur plaidoirie, toutes les circonstances de la cause concourent à en démontrer la frivolité; qu'en effet, la demoiselle Caubère vivait depuis longues années dans la maison, et sous la protection du sieur Caubère, qui, sans lui donner le nom de fille, avait pour elle toute la tendresse et la sollicitude d'un père; qu'il entretenait et l'élevait d'une manière évidemment supérieure à sa condition apparente, et comme il eût pu le faire, si elle eût été, dès lors, reconnue pour sa fille; que sa conduite avec elle allait aisément se dériver aux amis et aux confrères du sieur Caubère, une vérité que ce dernier, géré par les bien-séances de l'état grave et honoré de magistrat supérieur, n'osait encore avouer; que néanmoins, un ami respectable, sous tous les rapports les plus intimes, comme aussi un ecclésiastique vénérable, étaient entrés dans

sa confiance, et l'avaient excité à surmonter sa répugnance pour faire jouir son enfant de l'état et de la fortune que la nature et la tendresse réclamaient en sa faveur; que le sieur Caubère, voulant sans doute concilier ce qu'il croyait de voir à son état, avec ses obligations envers sa fille, fit, le 15 juill. 1820, un testament olographe, par lequel, révoquant toutes les dispositions antérieures, il fit l'insinuation suivante: « Je reconnais mon héritière générale et universelle, Jeanne-Marie Boy, habituellement surnommée Poupoune, et demeurant chez moi »; que la personne dénommée dans cette insinuation est évidemment la même que celle que le sieur Caubère et la dame Paule Boy ont reconnue pour leur fille, et qu'elle n'est et ne peut être autre que la demoiselle Caubère, qui n'a pas depuis longues années quitté la maison du sieur Caubère, qui a été l'objet constant de sa tendre sollicitude, qui a été instituée son héritière universelle, qui était présente lors de la célébration du mariage de ses père et mère, et en la seule considération de laquelle ce mariage, d'ailleurs si disproportionné, a eu lieu;

Attendu 4°, que d'après l'art. 504 du Code civil, les actes faits par un individu d'écrit ne peuvent être attaqués pour cause de démence qu'autant que son interdiction aurait été sinon prononcée, au moins provoquée avant la mort, à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué; que, d'ailleurs, l'imbécillité complète a toujours été assimilée à la démence, parce que l'effet de l'une, comme de l'autre, est de priver celui qui en est atteint de l'usage de la raison, et de le rendre incapable d'agir avec connaissance et discernement, d'où il suit que ce qui est dit de la démence doit être entendu de l'imbécillité;

Que l'acte du 27 mars 1822 est bien loin de fournir la moindre preuve de démence; que les parties de Desquerre, qui prétendent qu'à cette époque, et par suite d'attaques d'apoplexie successives, le sieur Caubère était devenu entièrement incapable de donner un consentement libre et éclairé, ne se sont pas, cependant, servies du moyen que leur donnait l'art. 174 du Code civil pour s'opposer au mariage du sieur Caubère, dont elles étaient averties par les publications légales dont il fut précédé, et qui eurent dans la commune ou l'une d'entre elles est domiciliée, et dans le voisinage du domicile de l'autre; qu'elles gardèrent un silence absolu pendant l'année presque entière qui s'écoula depuis le mariage du sieur Caubère jusqu'à son décès, sans poursuivre son interdiction, malgré la faculté que leur en conférait l'art. 490 du Code civil, laissant ainsi paisiblement jouir la dame et la demoiselle Caubère de l'état que l'acte du 27 mars 1822 leur avait donné, et que ce n'est qu'après la mort du sieur Caubère que lesdites parties ont commencé leurs attaques contre sa venue et sa fille; que cette conduite des parties de Desquerre prouve le peu de confiance qu'elles avaient originellement dans le moyen qu'elles font valoir aujourd'hui, puisqu'elles se sont volontairement privées des ressources que leur offrait l'avis du conseil de famille et l'interrogatoire du sieur Caubère, pour provoquer et obtenir son interdiction, et que cette même conduite rend extrêmement défavorables et suspectes les poursuites faites par lesdites parties dans un temps où l'état des choses est absolument changé, et où la preuve testimoniale devait tenir lieu des autres moyens introduits en cette matière par la sagesse du législateur; que, d'ailleurs, aux termes de l'art. 304 du Code civil précité, il suffit que l'acte de mariage du sieur

Caubère et la dame Paule Boy, et la reconnaissance qu'ils y ont faite de leur fille, respectés du vivant du sieur Caubère, ne soient attaqués pour cause de démente que depuis son décès, pour que cette attaque tardive soit repoussée, et qu'il résulte de cet art. et des circonstances de la cause une fin de non-recevoir invincible contre les parties de Desquerre; que si les parties de Desquerre n'étaient pas repoussées par une fin de non-recevoir, il faudrait encore rejeter la preuve par elles offerte comme inadmissible ou frustratoire; qu'en effet, lors même qu'il serait établi qu'à l'époque du 27 mars 1822, M. Caubère était paralysé de tout le côté droit de son corps, il n'en résulterait nullement qu'il eût perdu ses facultés intellectuelles, et qu'il fût incapable de discernement et de volonté; qu'à l'égard de la perte totale de l'intelligence et de la mémoire à la même époque, qu'on offre, en second lieu de prouver, on ne peut y être admis, parce qu'un tel état tombe dans la démente ou l'imbecillité, et qu'on est empêché par l'art. 504 du Code civil, d'attaquer, pour cette cause, l'acte d'un individu décédé, dont l'interdiction n'a pas même été provoquée, lorsque cet acte ne fait pas, d'ailleurs, preuve de la démente; que la perte de la parole, qui fait le troisième chef de preuve, ne mènerait à aucun résultat concluant, puisque cet organe peut être suppléé par des signes au moyen desquels il est très-possible de manifester une volonté, et de donner un consentement libre et éclairé, ce qui fait qu'un muet n'est nullement empêché de se marier; qu'enfin, sur le quatrième chef de preuve, il est contradictoire de prétendre, d'un côté que le sieur Caubère avait entièrement perdu l'usage de la parole, et, de l'autre, qu'un homme venu de Foix à Saint-Girons lui avait appris à prononcer en patois le mot oui; qu'indépendamment de cette contradiction palpable, le chef qui tendrait à prouver la grande difficulté que le sieur Caubère avait à parler, ne prouve rien contre son intelligence, qui lui était nécessaire pour apprendre ce oui, et pour le prononcer à propos; qu'il est donc vrai de dire que des quatre chefs dont se compose la preuve offerte, l'un ne pouvant être admis, et que les autres n'amèneraient aucun résultat décisif; qu'au surplus, il est notoire et à la connaissance de la Cour, que le sieur Caubère, à la suite de plusieurs attaques, était paralysé de la moitié de son corps, s'il était hors d'état d'écrire, et s'il éprouvait une difficulté à parler, il ne lui fut jamais privé de son intelligence, ni mis hors d'état d'agir avec connaissance et discernement, et, par conséquent, de donner un consentement libre et éclairé;

Attendu 5°, que les parties de Desquerre rapportent un testament mystique, en date du 26 sept. 1818, par lequel le sieur Caubère les a institués ses héritiers généraux et universels, en laissant d'ailleurs subsister des dispositions antérieures qui ne sont pas bien connues; que, quoique la demoiselle Caubère soit héritière de droit de son père, en vertu d'un acte de mariage et de reconnaissance à l'abri de toute attaque, ledit testament n'en doit pas moins produire son effet à concurrence de la moitié des biens dont le sieur Caubère avait la libre disposition, à moins qu'il ne soit révoqué par des dispositions postérieures et valables; que cette révocation est, à la vérité, expressément énoncée dans le testament olographe du 15 juill. 1820, où la demoiselle Caubère est instituée héritière générale et universelle de son père, mais que les parties de Desquerre demandent le rejet de ce dernier testament, comme n'étant pas l'ouvrage du sieur

Caubère, et que, quoique d'après toutes les circonstances de la cause, cette demande puisse être hasardée, si n'en est pas moins nécessaire d'assurer que le testament attaqué a été écrit, daté et signé par le sieur Caubère, ce qui ne peut se faire qu'au moyen d'une vérification d'experts;

Attendu 6°, que la demoiselle Caubère possède la succession du feu sieur Caubère par le plus saint et le plus respectable des titres, c'est-à-dire comme étant sa fille unique, naturelle et légitime; qu'elle en a été saisie de plein droit par le décès de son père; que la loi lui attribue, à titre de réserve, une moitié de ladite succession dont ce dernier n'a pu disposer, et qu'elle a de plus en sa faveur une institution générale et universelle, qui, bien que contestée, lui donne un droit au moins éventuel et probable à l'autre moitié de la même succession; que d'ailleurs les parties de Desquerre ne pouvant démontrer, et même seulement dans une simple hypothèse, se prévaloir du testament mystique de 1818, qu'à concurrence de la portion disponible seulement, devaient, aux termes de l'art. 1011 du Code civil, demander la délivrance de leur legs à l'héritière à réserve légale, c'est-à-dire à la demoiselle Caubère; qu'un lieu de procéder de cette manière, qui était la seule régulière, lesdites parties ont demandé et constamment poursuivi le délaissement de l'entière succession du sieur Caubère, comme ayant été usurpée par la dame Paule Boy, affectant ainsi de méconnaître la filiation, la légitimité et les droits de la demoiselle Caubère sa fille, au nom de laquelle ladite dame détenait la succession; qu'ainsi, et sous un double rapport, il est juste de maintenir provisoirement la dame Caubère en la possession de l'entière hérédité de son mari, en sa qualité de tutrice légale de sa fille;

Attendu 7°, et enfin, que les parties de Desquerre, succombant dans leur appel incident, et sur tous les points de la cause, c'est le cas de les condamner à l'amende envers l'Etat, et en tous les dépens, et qu'il y a lieu, au contraire, d'ordonner la restitution de l'amende consignée par la partie de Carles, puisqu'elle obtient la réformation du jugement attaqué;

Par ces motifs, vidant le renvoi au conseil, disant droit sur l'appel principal de la dame Paule Boy, veuve Caubère, comme procédée, réformant le jugement rendu entre parties par le tribunal civil de Saint-Girons, déclare que ladite dame a été et est partie au procès, soit dans son intérêt personnel, soit comme tutrice légale de la demoiselle Jeanne-Marie Caubère sa fille mineure; déclare en conséquence régulières et valables les poursuites par elles faites en cette qualité, et sans avoir égard à l'appel incident des parties de Desquerre, et les en démettant, rejetant tant par fins de non-recevoir que comme inadmissible et frustratoire, la preuve offerte par lesdites parties, déclare régulier, conforme aux lois et valable, le mariage contracté le 27 mars 1822, entre le sieur Caubère, conseiller en la Cour, et la dame Paule Boy, devant l'officier de l'état civil de la commune de Saint-Girons; déclare également régulière, conforme aux lois et valable, la reconnaissance faite par lesdits époux, dans l'acte de leur mariage, de la demoiselle Jeanne-Marie Boy en qualité de leur fille; reconnaît et déclare en conséquence ladite demoiselle, fille naturelle et légitime desdits sieur feu Caubère et dame Paule Boy; et statuant sur la demande des parties de Desquerre, en rejet du testament olographe en date du 15 juill. 1820, attribué audit sieur Caubère, ordonne que, par experts, il sera procédé aux frais avancés de la partie de Carles et aux

formes de droit, à la vérification du corps d'écriture, de la date et signature dudit testament, à l'effet de s'assurer et de rapporter, si le tout est écrit de la main dudit feu sieur Caubère; renvoie les parties devant le tribunal civil de Toulouse, pour y être procédé à ladite vérification; maintient provisoirement ladite dame veuve Canière, comme procède, en la possession et jouissance des entiers biens composant la succession du feu sieur Caubère; condamne les parties de Desquerre à l'amende de l'appel et aux entiers dépens, tant de première instance que d'appel, et sera restituée à la partie de Carles l'aumône par elle consignée.

Du 26 mars 1824. — Cour roy. de Toulouse. — Aud. sol. — Prés. M. d'Aldeguer. — Concl. M. d'Aldeguer fils, sous. aud. — Pl., MM. Ducos et Deloume.

1° MARIAGE. — CÉLÉBRATION.

2° TIERCE OPPOSITION. — CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE. — AYANT CAUSE.

1° Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, une célébration légale de mariage a pu résulter, de la déclaration faite devant un officier de l'état civil, par deux individus, homme et femme, qu'ils se sont déjà volontairement mariés (en vertu d'un simple acte sous signature privée), ensuite de laquelle déclaration, cet officier prononce, au nom de la loi, que les conjoints sont réellement et légalement unis en mariage. (L. du 20 sept. 1792, sect. 4, art. 9.)

2° Des créanciers hypothécaires sont recevables à former tierce opposition contre un jugement qui, sans qu'ils y aient été ni parties ni appelés, déclare que leur débiteur n'a pas été propriétaire de l'immeuble qu'il leur avait hypothéqué. On ne peut soutenir en pareil cas qu'ils aient été représentés dans l'instance par leur débiteur. (Cod. civ., 1166; Cod. proc. civ., 474.) (1)

(Noël et consorts.—C. Decroix.)

31 mai 1792, acte sous seing privé, par lequel le sieur Soulavie et la demoiselle Mayaud, mineure, assistée de ses père et mère, déclarent s'engager en légitime mariage (Celle union était ainsi contractée sous l'empire de la constitution de 1791, qui déclarait le mariage un contrat purement civil, et alors que les officiers de l'état civil que la loi créa ensuite pour recevoir les mariages, n'existaient pas encore.) — Toutefois, le même jour, les époux Soulavie reçurent la bénédiction nuptiale de l'un des vicaires de l'évêque du Calvados, sur le refus de leur cure, motivé sur ce que le sieur Soulavie était engagé dans les ordres. — Aucune acte d'ailleurs ne régla les conventions civiles de ce mariage : les époux restèrent à cet égard dans le droit commun, c'est-à-dire sous le régime de la communauté, d'après la coutume de Paris, dans le ressort de laquelle ils étaient alors domiciliés.

La dame Soulavie a depuis accompagné en Suisse, son mari, nommé aux fonctions de résident de France à Genève; elle a été partout présente et reçue comme l'épouse légitime du sieur Soulavie; elle est devenue mère, et son enfant a été inscrit et baptisé comme ne du légitime mari.

risge de Jean-Louis Soulavie et de Marie-Madeleine Mayaud.

Entre-temps est rendue la loi du 20 sept. 1792; elle portait, art. 9, sect. 4 : « Si antérieurement à la publication de la présente loi, quelques personnes s'étaient mariées devant des officiers civils, elles seront tenues de venir dans la huitaine, déclarer leur mariage devant l'officier public de la municipalité de leur domicile, lequel en dressera acte sur les registres, aux termes ci-dessus prescrites. » — Pour satisfaire aux dispositions de cette loi, les époux Soulavie se transportent, le 1^{er} brum. an 2, devant l'officier public de la commune de Carrouge (département du Mont-Blanc), comme au lieu le plus voisin de leur résidence, et là, ils représentent : 1^o leur acte de mariage sous seing privé, du 31 mai 1792; 2^o l'acte du même jour constatant la bénédiction nuptiale; 3^o un nouveau consentement des père et mère de la demoiselle Mayaud; 4^o divers certificats attestant que les différentes missions dont le sieur Soulavie a été chargé, ont retardé jusqu'à ce jour l'accomplissement des formes prescrites par la loi du 20 sept. 1792.

L'officier public de Carrouge reçoit la déclaration des époux; il leur fait répéter à haute voix qu'ils se sont volontairement mariés, et il prononce au nom de la loi, que lesdits conjoints sont réellement et légalement unis en mariage; — Il dresse acte du tout le même jour, 1^{er} brum. an 2, à la municipalité de Carrouge.

De retour à Paris, les époux Soulavie ont conçu des inquiétudes sur la légalité du lien qu'ils unissait et ont voulu réitérer leur mariage. — Le 5 germ. an 4, ils ont d'abord passé un contrat par lequel ils ont réglé leurs conventions matrimoniales. Cet acte porte qu'il n'y aura pas de communauté entre les époux et que chacun d'eux jouira séparément des biens qui lui appartiennent et lui appartiendront par la suite.

Le lendemain de ce contrat, 6 germ. an 4, une nouvelle célébration de mariage a lieu entre le sieur Soulavie et la demoiselle Mayaud, devant l'officier de l'état civil du onzième arrondissement de Paris, où les époux avaient leur domicile.

Le 24 mess., suivant, la dame Soulavie accouche d'une fille, depuis mariée au sieur Desrois.

En l'an 6, le sieur Soulavie achète une maison sise à Paris rue de Vernueil, moyennant 40,000 fr.

Le 11 mars 1813, décès du sieur Soulavie, laissant pour unique héritière sa fille encore mineure — Un inventaire a lieu, et la dame veuve Soulavie, sans avoir égard à son contrat de mariage, du 5 germ. an 4, y procède en qualité de commune, aux termes de la coutume de Paris.

19 oct. 1816, mariage en secondes noces de la dame Soulavie avec le sieur Brunel.

9 déc. 1817, les époux Brunel se reconnaissent conjointement débiteurs envers un sieur Noël, d'une somme de 5,000 fr., pour prêts. — La dame Brunel hypothèque à cette dette sa moitié indivise avec sa fille, de la maison sise rue de Vernueil, et même la totalité pour le cas où cette maison viendrait à lui échoir en partage, et en conséquence elle subroge jusqu'à due concurrence le sieur Noël, en tous ses droits de femme commune.

Les 12 et 20 nov. 1818, deux obligations sem-

(1) Il est au contraire plus généralement admis que les créanciers sont réputés avoir été représentés par leur débiteur, sauf le cas de fraude : voy. Cass. 12 fruct. an 9, et la note; 21 août 1826; 3 juill. 1831; Rouges, 27 mess. an 12; Paris, 2 fév. 1832, et sauf aussi le cas où les créanciers ont des moyens qui leur sont propres, et que le deb-

teur n'avait pas le droit de faire valoir : Cass. 9 déc. 1835; Paris, 16 août 1832. — V. encore Proudhon, de l'usufruit, t. 3, n. 1340; Carré, n. 1715, et son annotateur M. Chauveau, *ibid*; Berriat, p. 412; Thomine, n. 528. — V. cependant, Caen, 30 mai 1827; Paris, 24 mars 1834.

blables sont souscrites par la dame Brunel au profit des sieurs Deblée et Malcolin.

3 déc. 1819, acte de règlement et liquidation de leurs droits respectifs, entre la dame Brunel et sa fille. — La dame Brunel y est encore considérée, comme ayant été commune en biens avec le sieur Soulavie, son premier mari.

C'est après cet acte que la demoiselle Soulavie épouse le sieur Decroos. Dans leur contrat de mariage, du 4 déc. 1819, la dame Brunel intervient, et en sa qualité de propriétaire de la moitié de la maison sise rue de Verneuil, elle fait don de cette moitié à sa fille déjà propriétaire de l'autre moitié, comme unique héritière de son père, pour en jouir, est-il dit, par la future, en toute propriété, à compter du jour de la célébration du mariage; mais à la charge de payer en l'acquit de la donatrice, les dettes qui lui sont personnelles, inscrites sur ladite maison, et qui s'élevaient en principal à 60,000 fr.

C'est en cet état que le sieur Noël, l'un des créanciers inscrits sur la maison de la rue de Verneuil, dirige, faute de paiement, des poursuites de saisie immobilière contre la dame Brunel. — Aussitôt, dénonciation de ces poursuites aux sieur et dame Decroos, pour qu'ils aient à les faire cesser, comme chargés de payer les dettes hypothéquées sur la maison de la rue de Verneuil, objet de la saisie.

Alors les sieur et dame Decroos imaginent de prétendre que la donation qui leur a été faite dans leur contrat de mariage du 4 déc. 1819, est nulle, ainsi que la condition à laquelle elle a été subordonnée; ils fondent cette prétention sur ce que la dame Brunel n'aurait été légalement mariée au sieur Soulavie qu'en l'an 4, lors de la réitération de son mariage à Paris; qu'à cette époque, le 5 germ. an 3, il avait été passé entre eux un contrat de mariage exclusif de toute communauté entre les époux; qu'ainsi la maison achetée en l'an 8, par le sieur Soulavie appartenait à lui seul, et par suite, à la dame Decroos sa fille et son unique héritière, que la dame Brunel n'y avait jamais en aucun droit de propriété; que par conséquent elle n'avait pu donner ce qui ne lui appartenait pas, ni par suite de cette donation imposer aux sieur et dame Decroos la charge de payer ses dettes personnelles.

31 août 1820, jugement du tribunal civil de la Seine qui accorde à la prétention des époux Decroos. — Sur l'appel, et le 26 décembre suivant, arrêt confirmatif de la Cour royale de Paris.

Mais les sieurs Noël, Deblée et Malcolin, créanciers inscrits sur la maison de la rue de Verneuil, et qui n'avaient été ni parties ni appelés lors de ces jugements et arrêts, y ont formé tierce opposition. — Ils ont soutenu qu'en la forme, leur tierce opposition était recevable, par cela seul que, d'une part, les jugements et arrêts des 31 août et 26 déc. 1820, préjudiciaient évidemment à leurs droits, et que, d'autre part, ils n'y avaient été ni parties ni appelés (art. 474 du Code de proc. civ.). — Au fond, ils soutiennent que leur tierce opposition est fondée, c'est-à-dire que le mariage contracté par les époux Soulavie en 1792 ou en l'an 2, est valable, et par suite, que la donation faite par la dame Soulavie en faveur de sa fille, dans le contrat de mariage du 4 déc. 1819, ainsi que l'obligation à elle imposée de payer les dettes de sa mère, sont aussi valables, et doivent recevoir leur exécution.

ANALYSE.

LA COUR; — Donne acte à la veuve Soulavie,

femme Brunel, de ce qu'elle s'en rapporte à la prudence de la Cour; — Considérant que l'acte dressé par l'officier civil de la commune de Carrouge le 1^{er} brum. an 2 (22 oct. 1793) constitue un véritable mariage entre Jean-Louis Soulavie et Marie-Madeleine Mayaud; que, d'après la législation d'alors, ce mariage était valable, et a produit tous les effets civils;

Considérant que la coutume de Paris, où les époux avaient leur domicile, a établi entre eux la communauté légale, et qu'ils n'ont pu déroger à cette disposition de la coutume par un nouveau mariage, et par un contrat postérieur contenant exclusion de communauté;

Considérant que les créanciers de la veuve Soulavie, femme Brunel, ayant contracté avec cette dernière, et sur la foi de la communauté qui avait existé entre elle et son premier mari, sont recevables et fondés dans leur tierce opposition aux jugements et arrêts des 31 août et 26 déc. 1820, lors desquels ils n'ont pas été appelés, et qui préjudiciaient à leurs droits; — Sans s'arrêter aux fins du non-recevoir respectivement opposés, reçoit Malcolin, Noël et Deblée, parties de Dupuy, tiers opposants à l'exécution des jugements et arrêts susdits; faisant droit sur leur tierce opposition et demande en validité de la donation faite par la femme Brunel à sa fille, sans s'arrêter au contrat du mariage du 5 germ. an 4 (25 mars 1796), le quel est déclaré nul et de nul effet, ordonne que les obligations notariées et enregistrées, souscrites au profit de Malcolin, Noël et Deblée, les 9 déc. 1817, 12 et 20 nov. 1818, ensemble la délégation contenue au contrat de mariage de Decroos et sa femme, par lequel ils se sont obligés de payer les dettes de la dame Brunel, leur mère et belle-mère, continueront d'être exécutées, selon leur forme et teneur, contre lesdites parties de Tripiet, en leur qualité de donataires, si mieux elles n'aiment répudier la donation, etc.

Du 27 mars 1824. — Cour roy. de Paris. — Aud. sol. — Prés., M. Séguier. — Pl., MM. Dupin aîné et Tripiet.

FRAIS.—SCELLÉS.—PRIVILÈGE.

Dans une contribution, les frais de scellés doivent être colloqués avant les frais de garde des scellés, et les frais de garde, avant les frais d'inventaire. (Cod. civ., 2101; Cod. proc. civ., 661 et 682.) (1)

(Rabier — C. Delahaye et Ratel.)

8 août 1820, décès de lord Spencer-Stanley Chichester, dans l'hotel du sieur Rabier, à Paris. — Le sieur Rabier fait apposer les scellés sur les effets du défunt. — Un inventaire est dressé et suivi bientôt après de la vente du mobilier. — Le produit de cette vente a donné lieu à une contribution dans laquelle se sont présentes, comme réclamant chacun la priorité du rang : 1^o le sieur Rabier, pour loyers de plusieurs pièces ou cabinets dans lesquels avaient été renfermés les effets du défunt, et pour frais de garde et de poursuites; — 2^o M^r Ratel, greffier de la justice de paix, pour ses frais d'apposition et de levée des scellés; — 3^o M^r Delahaye, pour le montant de ses frais d'inventaire avec les intérêts.

19 juill. 1822; jugement du tribunal civil de la Seine, qui en reformant le règlement provisoire arrêté par le juge-commissaire, statue sur la contestation des parties, en ces termes : — « En ce qui touche le privilège réclamé par Delahaye et Ratel, attendu que l'art. 2101 du Code civil accorde un privilège sur l'universalité des

(1) Y. sur ce point, la note qui accompagne un arrêt en sens contraire, de la Cour de Paris, du 25

nov. 1814. — V. aussi dans le sens de la décision ci-dessus, Troplong, des Priv. et hyp., t. 1, n^o 124.

membres pour les frais de justice, conséquemment pour les frais de scellés et d'inventaire ; que ce privilège doit, par sa nature, primer tous les autres, parce que lesdits frais ont pour objet de conserver le gage commun des créanciers ; que c'est par cette raison que le législateur l'a placé en première ligne lorsqu'il énumère les différents privilèges ; que l'on ne peut rien conclure, dans l'intérêt du propriétaire, de l'art. 662 du Code de proc. civ., qui accorde au propriétaire la préférence sur les frais de poursuite de contribution ; que l'art. 661 du même Code permettant au propriétaire de réclamer son paiement sans attendre la contribution, il était conséquent de ne pas préférer aux loyers les frais de poursuite de contribution ; qu'il existe, sous ce rapport, une différence notable entre ces frais et ceux des scellés et d'inventaire ; mais que ce n'est qu'après que les scellés ont été apposés et l'inventaire terminé que les créanciers peuvent exercer leurs droits ; — En ce qui touche les intérêts réclamés par Delahaye, du jour de la demande en collocation, attendu que sa production à la contribution ne peut être assimilée à la demande qui, d'après l'art. 1153 du Code civ., doit être fournie contre le débiteur pour faire courir les intérêts ; — En ce qui touche la contestation relative au montant de loyers réclamés par Rabier, attendu que la sûreté des objets confiés à la garde de Rabier, exigeait qu'il ne disposât pas de la chambre attenante aux cabinets où les scellés étaient apposés ; que, dès lors, le prix de 45 fr. par mois n'a rien d'exorbitant ; — En ce qui touche les frais de garde, montant à 434 fr., attendu que le salaire accordé au gardien est le prix de la responsabilité qui pèse sur lui ; que, dès lors, les loyers accordés au sieur Rabier ne peuvent empêcher de lui payer ses frais de garde ; — Le tribunal ordonne que le règlement provisoire sera réformé ; qu'en conséquence, seront colloqués concurremment entre eux : art. 1^{er}, M^{rs} Delahaye, notaire, et M^r Ratel, pour les frais d'inventaire et de scellés à eux dus, et le sieur Rabier, pour ses frais de garde ; art. 2, le sieur Rabier, pour ses frais de loyer, tels qu'il les demande et qu'ils lui ont été accordés par le règlement provisoire ; art. 3, le sieur Rabier, pour ses frais de poursuite de contribution ; déclare M^{rs} Delahaye non recevable en sa demande en paiement d'intérêts. »

Appel par le sieur Rabier, en ce qu'il n'a été colloqué pour loyers et frais de poursuite de contribution qu'après les frais d'inventaire et de scellés.

Appel par M^r Delahaye, en ce que le jugement refuse de le comprendre pour les intérêts de sa créance, depuis le jour de sa production, et en ce que le même jugement cumule l'allocation, au profit du sieur Rabier, des loyers et des frais de garde.

ARRÊT.

LA COUR ; — Joint les appels ; et, statuant sur le tout : — Attendu que l'apposition des scellés, après le décès de Spencer, a eu pour effet de saisir et de conserver son mobilier pour ses créanciers et pour le propriétaire lui-même ; que Rabier, qui a requis cette mesure conservatoire, en a profité le premier ; qu'ainsi les frais de scellés, auxquels il convient de joindre les frais de garde dus à Rabier, doivent être colloqués en première ligne ; — Attendu qu'il n'est rien dû à Rabier pour loyer d'une chambre qui n'a point été occupée par lui Spencer, et dont le propriétaire a pu disposer ; que la somme de 434 fr., qui lui est allouée, est une indemnité suffisante pour ses soins et pour la portion de

cette chambre dont il aurait été privé ; — A mis et met les appellations et la sentence dont est appel au néant, en ce qu'elle n'a pas colloqué les frais de garde immédiatement après les frais de scellés, et en ce qu'elle a admis la demande de Rabier en collocation pour loyers ; émettant quant à ce, ordonne que le règlement provisoire sera réformé ; qu'en conséquence, les colloctions auront lieu dans l'ordre suivant : — 1^{er} Ratel, pour frais de scellés ; — 2^o Rabier, pour frais de garde desdits scellés ; — 3^o Delahaye, notaire, pour frais d'inventaire ; — Dans lesquels frais de scellés et d'inventaire ne sera allouée aucune vacation pour présence à la traduction des papiers trouvés chez le défunt ; — Déclare Rabier non recevable dans sa demande en collocation pour prétendus loyers ; la sentence au résidu, et par les motifs y exprimés, sortissant effet.

Du 27 mars 1824. — Cour roy. de Paris

L'USUFRUIT. — INVENTAIRE.

L'usufruitier qui, contrairement à la disposition de l'art. 600, Cod. civ., se met en jouissance des biens sujets à son usufruit, avant d'avoir fait dresser un inventaire des meubles et un état des immeubles, n'est pas, pour cela seul, privé des fruits produits par les biens. Les juges doivent seulement, dans ce cas, ordonner le séquestre de ces mêmes biens, jusqu'à la confection de l'inventaire. (Cod. civ., 600.) (1)

(Martinet — C. Martinet.)

La veuve Martinet, instituée par son mari son héritière en usufruit, était entrée en possession des biens soumis à cet usufruit, sans faire dresser l'inventaire et l'état prescrit, dans ce cas, à l'usufruitier, par l'art. 600 du Code civil.

Les héritiers Martinet ont prétendu que ce défaut d'inventaire et d'état préalable emportait, pour la veuve Martinet, privation de tous les fruits par elle perçus ou qu'elle percevait jusqu'à la confection de l'inventaire ; ils l'ont, en conséquence, assignée en restitution des fruits perçus.

Un jugement a accueilli cette demande. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'on ne peut pas induire de l'art. 600 du Code civil, que l'usufruitier qui entre en jouissance des meubles et immeubles sujets à l'usufruit, avant d'avoir fait procéder à l'inventaire, est tenu de rendre compte à l'héritier de la nue propriété des fruits par lui perçus antérieurement à l'inventaire, ou que tant qu'il n'a pas fait procéder à l'inventaire, il est privé de son usufruit, et que cette privation tourne au profit de la nue propriété ; — Considérant qu'admettre un pareil système ce serait évidemment ajouter à la loi, dès que l'art. 600 précité (qui n'appartient pas à la section sur les causes qui peuvent faire cesser l'usufruit) ne dispose absolument rien de semblable ; et que, d'ailleurs, il résulte de divers autres articles du Code, que l'usufruitier a droit aux fruits du moment de l'ouverture de l'usufruit ; — Considérant que l'héritier de la nue propriété peut provoquer l'inventaire, faire fixer un délai à l'usufruitier pour y faire procéder et demander, qu'à défaut de ce faire, les biens soient mis en séquestre, tout comme dans le cas du défaut de caution ; qu'il peut ainsi exercer telle action que de droit, si l'usufruitier a commis des détournements ou

(1) V. conf., Bastia, 15 juin 1835; Nîmes, 5 janv. 1838. V. cependant Toulouse, 18 août 1820, et la note.

des malversations; — Considérant que le but du législateur, en prescrivant un inventaire, a été que tout ce qui était sujet à l'usufruit fût constaté et décrit, a été de rendre efficace la charge imposée à l'usufruitier par l'art. 578 du Code civ., de conserver la substance de la chose léguée, c'est-à-dire, à l'effet qu'à la fin de l'usufruit, la conduite ou l'administration de l'usufruitier pût être appréciée et jugée d'après le résultat de l'inventaire, et que l'héritier de la nue propriété pût, selon les circonstances, réclamer des dommages-intérêts; — Considérant, dans l'espèce, qu'il y avait lieu d'ordonner le séquestre, à défaut par la veuve Martinet d'avoir, dans un délai donné, fait procéder à l'inventaire des biens dont l'usufruit lui a été donné par son mari, mais non pas de la soumettre à compter des fruits par elle perçus, et à percevoir jusqu'à la perfection de l'inventaire, et d'adjuger ces mêmes fruits aux héritiers de la nue propriété, alors surtout que, depuis l'immixtion de la veuve Martinet, plusieurs années s'étaient écoulées avant aucune réclamation de la part des héritiers de son mari; — Considérant que, dans aucune hypothèse, la veuve Martinet n'était tenue de demander la délivrance des biens sur lesquels portait l'usufruit à elle donné par son mari, dans leur contrat de mariage, cette mesure n'étant pas prescrite à l'usufruitière dans les dispositions du Code civil relatives à l'usufruit; — A mis la veuve Martinet hors de Cour, sur la demande en restitution de fruits formée contre elle; et, avant faire droit sur les autres fins et conclusions des parties; — Ordonne, etc.

Du 27 mars 1824. — Cour roy. de Grenoble. — Prés., M. Paganon. — Concl., M. Berlioz, av. gén. — Pl., MM. Sabatery et Bertrand.

DERNIER RESSORT. — REVENDICATION. — NULLITÉ. — Valeur indéterminée.

Lorsque, sur la demande en revendication d'objets saisis, le saisissant argue de fraude et de simulation l'acte qui sert de base à la revendication, les juges ne peuvent statuer qu'en premier ressort sur la contestation. — Peu importe que la créance, objet de la saisie, soit inférieure à 1000 fr. (L. du 24 août 1793, tit. 4, art. 5; Cod. proc., 453.) (1)

(Hergel — C. Runacher.)

Hergel, créancier de Schirmann, pour une somme de 300 fr., fait saisir brandonner les récoltes de son débiteur. — Runacher se prétendant propriétaire de ces récoltes, par suite de l'acquisition qu'il en a faite de Schirmann, s'oppose à leur vente, et forme une demande en revendication. — Hergel attaque en nullité l'acte de vente produit par Runacher, comme entaché de fraude et de simulation. — Jugement du tribunal de Colmar, qui rejette la demande en nullité de la vente et annule, au contraire, la saisie brandon. — Appel par Hergel. — On lui oppose que le saisie n'ayant pour objet que le paiement d'une somme de 300 fr., le jugement est en dernier ressort.

(1) Cela semble aujourd'hui hors de toute controverse. V. Cass. 24 prair. an 13 (aff. Sarrus); 22 juill. 1839; Metz, 19 juill. 1819; Toulouse, 5 juill. 1827; Bordeaux, 27 nov. 1828 et 29 janv. 1839; Aix, 1^{er} fév. 1831; Bastia, 26 mai 1834; Caen, 7 mars 1836; Paris, 31 août 1836; Limoges, 17 dec. 1836 et 9 janv. 1840; Montpellier, 4 mai 1842. — V. cependant, Nécot, 21 mars 1826; Limoges, 25 janv. 1826.

(2) Dans l'espèce, dit l'arrêt, ces offres ne pouvaient être prises en considération, parce qu'il

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche la fin de non-recevoir opposée à l'appel: — Considérant que Runacher a fondé son opposition à la saisie brandon sur le contrat de vente passé à son profit, et que le saisissant, pour faire rejeter cette opposition, a argué ce contrat de fraude et de simulation; que s'agissant, dès lors, de la validité d'un contrat de vente, l'objet reste indéterminé et la connaissance de la cause susceptible d'un appel; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir et jugeant au fond, etc.

Du 29 mars 1824. — Cour roy. de Colmar.

MITOYENNETÉ. — EXHAUSSEMENT. — VOIES DE FAIT. — DÉPENS.

Celui qui veut exhausser un mur mitoyen doit préalablement prendre le consentement de son voisin, ou faire régler par expertise point de savoir si le mur à exhausser peut supporter la charge nouvelle. — A défaut de ce préalable, l'exhaussement doit être considéré comme une voie de fait, qui rend son auteur passible de tous les frais du procès que son entreprise lui a suscités, et cela bien que, dans le cours de ce procès, il ait fait des offres réelles pour le prix du surhaussement du mur (2).

(Gourline — C. Yéron.)

Du 29 mars 1824. — Cour roy. de Riom. — Concl., M. Ducreux, subst. — Pl., M. Tailhand et Bernet Rollande.

AJOURNEMENT. — DÉLAI. — DISTANCE.

Est nulle une assignation à comparaître dans un délai déterminé, qui n'embrasse pas le délai de distance (3).

(Mariton — C. Denis.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les parties habitent à Montelimar, département de la Drôme, bien au delà de trois myriamètres du siège de la Cour; que l'appel signifié au nom des appelants aux intimés, le 13 dec. 1823, contient assignation à comparaître dans le délai de huitaine; que l'art. 72 du Code de proc. fixe le délai des ajournemens à huitaine; que l'art. 1033 prescrit un supplément de délai d'un jour à raison de trois myriamètres de distance; que l'article 51 du même Code porte que l'exploit d'ajournement contiendra la mention du délai pour comparaître, à peine de nullité; que l'art. 456 veut que l'acte d'appel contienne assignation dans les délais de la loi; que les appelants, en assignant à huitaine, sans délai suppléel, ont encouru la peine de nullité de leur appel; — Par ces motifs, déclare nul l'acte d'appel dont il s'agit.

Du 29 mars 1824. — Cour roy. de Grenoble.

RENTE FONCIÈRE. — SUBROGATION. — CRÉANCIER.

La subrogation consentie par le créancier d'une rente foncière, en faveur d'un créancier inscrit, qui le paie des arrérages à lui dus, profite à tous les autres créanciers inscrits, sauf

s'agissant d'une cause intéressant des mineurs et une succession bénéficiaire, et que d'ailleurs la voie de fait reprochée à celui qui avait bâti, restait toujours la véritable cause de procès, qui ne peut être évité si les préalables nécessaires n'ont été remplis.

(3) V. en ce sens, Bruxelles, 12 juill. 1810; Toulouse, 22 août 1810; Nîmes, 18 mars 1819; Poitiers, 30 nov. 1820; Bourges, 15 mars 1821, et les notes. — V. néanmoins, Trèves, 22 oct. 1812; mais voy. nos observations sur cet arrêt.

remboursement des sommes payées. Le créancier subrogé n'est pas fondé à prétendre que la subrogation lui donne le droit, comme au créancier même de la rente, de se mettre en possession des biens affectés à la rente, sans tenir compte des hypothèques qui les grevent. (Cod. civ., 1255.) (1)

(Bertolieux — C. Mauger.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, suivant l'avis des auteurs les plus instruits, un créancier hypothécaire, en payant ceux qui le précèdent, ne peut avoir d'autre objet, d'autre intention que de conserver le gage commun, et d'empêcher qu'il ne se consume en frais; — Que, dans le fait particulier, l'hospice des Andelys était le créancier foucier et aurait pu, en cette qualité, jour du bénéfice du jugement du 19 février 1816, et se mettre en possession de l'immeuble grevé de la rente foncière de 1185 fr.; mais que ledit hospice, en consentant à recevoir les arrérages échus et la subrogation au profit du sieur Mauger, qui le désintéressait, n'a pu lui concéder les mêmes droits que lui, hospice, avait sur le fonds, parce que ledit sieur Mauger n'était pas le créancier de l'hospice; qu'il n'était que le créancier hypothécaire de Lelan, détenteur du fonds, et sur lequel divers créanciers de ce dernier avaient pris des inscriptions; que, conséquemment, c'est en usant du droit du débiteur commun, et non d'un droit qui lui était personnel et particulier, que ledit sieur Mauger a empêché l'hospice de prendre possession, droit dont le sieur Heliot et le sieur Julienne, représentant le sieur Desloges, et tous autres créanciers inscrits, auraient pu se prévaloir dans le délai imparti : d'où il suit que le droit exercé par ledit sieur Mauger doit profiter à tous, en le rendant toutefois indemne de tous detours et avances qu'il a pu faire dans l'intérêt commun; — Declare que la subrogation obtenue par Mauger et Maillât ne protège à tous les créanciers inscrits, et qu'elle a eu lieu dans l'intérêt commun, sauf l'exercice des droits de chacun dans son rang d'hypothèque, etc.

Du 29 mars 1824. — Cour roy. de Rouen, — 1^{re} ch. — Pres., M. de Villequier, p. p. — Concl., M. Bergasse, av. gen.

GARANTIE DES MAT. D'OR ET D'ARGENT.

— MARQUE DÉFECTUEUSE. — ESCROQUERIE.

La vente d'objets d'or ou d'argent non marqués du poinçon de garantie et d'un titre inférieur à celui de la loi, ne constitue pas une escroquerie passible des peines de l'art. 423, Code pénal, lorsque les objets n'ont été vendus qu'à leur véritable valeur, et que le vendeur n'a pas cherché à induire l'acheteur en erreur (2).

(NORROY.)

Du 30 mars 1824. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Pres., M. Colchin. — Concl., M. Pyrot,

(1) Il a été jugé dans le même sens, que l'envoi en possession, à défaut de paiement des arrérages, des biens affectés au service d'une rente foncière, est un droit qui appartient au créancier de la rente, et non au codébiteur solidaire qui a payé la totalité des arrérages; et, par suite, que s'il arrive que ce codébiteur, subrogé aux droits du créancier en ce qui touche les arrérages, fasse prononcer à son profit l'envoi en possession, cet envoi en possession n'osi obtenu, ne préjudicie aucunement aux créanciers du cobligé. V. Rouen, 25 fév. 1827; Caen, 30 mai 1827.

(2) Les motifs en droit de la Cour royale ont été émis que par l'art. 423 du Code pén., le législateur n'a

CHEMIN VICINAL. — ACTION PRIVÉE. —

NECESSITÉ.

Tout propriétaire voisin a le droit de réclamer contre un autre voisin l'usage d'un chemin communal, du moins au cas de nécessité (3). (Talazac et consorts — C. Darnaud.)

Le 14 nov. 1820, le sieur Darnaud assigna devant le tribunal civil de Lombez, les sieurs Talazac, Danflos et Saint-Cricq, pour se voir interdire de passer à l'avenir sur une pièce de terre lui appartenant. Talazac et consorts répondirent qu'en exerçant ce passage, ils ne faisaient qu'user d'un chemin vicinal.

28 nov. 1821, jugement qui, sans avoir égard à cette exception, fait inhibition aux défendeurs de passer sur la pièce du demandeur; le motif est pris de ce qu'il s'agissait d'une servitude discontinue non prouvée par titres, et que l'autorité administrative pouvait seule faire déclarer l'existence d'un chemin public.

Talazac et consorts ont appelé de ce jugement. Depuis l'appel, la commune de Sausimont a engagé contre Darnaud une instance en rétablissement du chemin en litige; mais le premier procès n'en a pas moins été plaidé. La première chose à examiner, disaient les appelants, était de savoir si le lieu où ils passent est réellement la propriété de l'adversaire. Cette question étant subordonnée à la publicité du chemin, il fallait nécessairement aborder cette difficulté. Décider, comme les premiers juges, que de simples particuliers sont inhabiles à réclamer l'usage d'un chemin public, ce serait leur enlever le seul moyen de repousser une attaque injuste, ou de vaincre une résistance sans fondement. Ce système aurait les conséquences les plus désastreuses: l'espoir de l'impunité ou d'une réparation tardive, encouragerait les entreprises sur les chemins publics, et gênerait l'agriculture. — Il est vrai, sans doute, que l'administration a seule le droit d'agir dans l'intérêt de tous, et de faire rentrer dans le domaine public un chemin qui lui a été enlevé. Mais si l'intérêt est la mesure des actions, pour quel chaque intéressé ne pourrait-il point réclamer pour lui l'usage d'un chemin injustement usurpé ou supprimé? Il peut bien, s'il n'a pas d'autre issue, exiger un passage de son voisin; ne serait-il pas étonnant qu'il fût sans qualité pour se plaindre des entreprises qui l'empêchent de passer sur la voie publique? Il a action contre un légitime propriétaire, et il n'en aurait pas contre un usurpateur! Dirait-on qu'il faut provoquer l'intervention de l'autorité? Mais si l'autorité ne veut pas agir, où sera le moyen d'obtenir justice? — Les lois romaines ne frappaient pas ainsi les propriétaires d'incapacité; elles leur accordaient une action pour revendiquer l'usage de la voie publique. La loi 1^{re}, ff. de Locis et itinibus publicis, s'exprime ainsi : *Cuiuslibet in publicum potest permittendum est, id quod ad*

volu attingere que ceux qui, en attribuant à des matières d'or ou d'argent un titre supérieur à celui qu'elles ont réellement, les font payer à la valeur de ce titre suppose; que cela résulte de ce qu'après avoir prononcé contre eux la peine d'emprisonnement, il y ajoute une amende qui ne peut excéder le quart des résistances et dommages-intérêts; que cet article suppose donc non-seulement qu'on a induit en erreur l'acheteur sur le titre des marchandises, mais encore qu'en lui a porté préjudice en le lui faisant payer au delà de leur vraie valeur.

(3) V. cependant, Cass. 16 juill. 1823 (aff. Maréchal), et la note.

uum omnium pertineat : veluti vias publicas, itinera publica.—On peut encore voir la loi 1^{re}, § 3, ff. de *vid publicis*, qui en donnant, pour le même objet, une action à chacun et contre tous, la renferme néanmoins dans la mesure de l'intérêt du demandeur. Cette sage limite vient de ce qu'un simple citoyen ne peut agir que pour lui, et doit laisser aux magistrats le soin de discuter les intérêts de tous. Ainsi, un simple particulier n'est admis à exciper de la publicité d'un chemin, que dans ses rapports avec son intérêt privé. Il est sans mandat, sans caractère, pour étendre ses réclamations plus loin. Pourvu qu'il obtienne un passage libre et commodé pour l'exploitation de son champ, le reste lui est étranger. Tels sont les principes que la Cour a souvent consacrés.—Si nos recueils de jurisprudence ne nous fournissent pas un grand nombre de décisions sur ce point, c'est qu'on n'a presque jamais opposé aux particuliers un défaut de qualité. Une foule de difficultés se sont élevées entre particuliers sur la publicité des chemins; presque toutes ont eu pour objet la compétence de l'autorité judiciaire; on demandait le renvoi à l'autorité administrative, sans exciper d'aucune fin de non-valoir. On a donc universellement reconnu aux simples citoyens le droit d'agir dans leur intérêt.

Pour l'intime on répond, que ce système est erroné dans son principe, et intolérable dans ses résultats. Si chaque particulier pouvait exciper de la publicité, il pourrait y avoir autant de procès que d'intéressés, et il ne serait pas étonnant de voir des jugemens contradictoires : mais on ne peut agir individuellement que pour revendiquer un droit individuel. Ici, il s'agit d'un droit collectif, indivisible, qui ne peut être réclamé que par le mandataire commun, par l'administration qui représente tous les intéressés : c'est pour cela que la loi a donné des agents à l'Etat et aux communes. On tomberait dans une effrayante anarchie, s'il était permis à chacun de substituer son action à celle de l'autorité. En vain objecte-t-on qu'il agit alors dans son intérêt. Il ne peut s'isoler de la masse sans réclamer une chose qui n'est pas à lui, et à laquelle il n'a droit que parce que les autres y ont droit aussi. En effet, un chemin est public pour tout le monde, ou il ne l'est pour personne. Cette qualité est indivisible; elle ne peut être jugée qu'avec celui qui agit pour tous les intéressés. Un individu privé ne peut point la faire déclarer pour lui seul; et il n'est pas le mandataire des autres. Enfin, le propriétaire dépouillé est le seul qui puisse se plaindre de l'usurpation. Or, l'entièrement fait sur un chemin est commis au préjudice de l'Etat ou de la commune, selon que ce chemin est public ou vicinal. L'autorité administrative peut donc seule agir contre l'usurpateur.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que chacun a le droit de réclamer l'usage d'un chemin public; que si ce droit appartenait exclusivement au fonctionnaire chargé de l'administration de la commune, il s'ensuivrait que celui qui aboutirait à un chemin public pourrait être enclavé dans sa propriété par le fait de son voisin, sans avoir une action directe

pour faire réprimer une semblable entreprise; ce qui est évidemment contraire au droit inviolable et sacré de la jouissance de la propriété.—Sans avoir égard à la fin de non-valoir articulée par le sieur Darnaud et la rejetant, sursoit à prononcer sur l'appel jusqu'à ce que le tribunal de Lombez ait statué sur la demande formée par le maire de Sauvignont, etc.

Du 30 mars 1824.—Cour roy. d'Agen.—Prés., M. Delong, p. p.—Concl., M. Lébé, p. av. gén.—Pl., MM. Ducos et Gladi.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.—APPEL.—DELAI.

L'appel d'un jugement interlocutoire n'est plus recevable lorsque trois mois se sont écoulés depuis sa signification. (Cod. proc., 443 et 451.) (1)

(Nicollie—C. Pedrouno.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant, sur la fin de non-recevoir, que le jugement du 11 mai est définitif quant au chef qui décide que l'affaire doit être instruite comme en matière sommaire;—Que d'ailleurs, l'art. 443 du Code de proc. civ., qui oblige de relever appel dans les trois mois, ne porte aucune exception pour les jugemens interlocutoires;—Considérant au fond, etc.;—Déclare l'appel non recevable, etc.

Du 30 mars 1824.—Cour roy. de Rennes, 2^e ch.—Pres., d'Age, M. Boulay-Paty.

CONCILIATION.—DEMANDE RECONVENTIONNELLE.

La demande reconventionnelle qui n'a pas été soumise au préliminaire de conciliation est non recevable, lorsqu'elle ne sert pas de défense à l'action principale. (Cod. proc., 48 et 49.) (2)

(Dallot—C. Maronati et autres.)

Du 31 mars 1824.—Cour roy. d'Agen.—Prés., M. Delong, p. p.—Concl., M. Lébé, p. av. gén.—Pl., MM. Baradat et Dayries.

DOMAINES NATIONAUX.—VENTES SUCCESSIVES.—PRÉFÉRENCE.—INDÉMNITÉ.—DÉCHÈANCE.

Du 31 mars 1824 (aff. Bickert).—Ordonn. en cons. d'Etat.—Mêmes décisions que par l'ordonn. du 17 nov. 1819 (aff. Maimonade-Montmillant).

DÉSAYEU D'OFFICIER MINISTÉRIEL.—

FRAUDE.—AVOUE.—BONNE FOI.

Lorsqu'un arrêt est rendu contre une partie, du consentement de l'avoué constitué pour elle, si l'avoué a agi sans mandat réel, et par l'effet d'une supercherie de l'adversaire, la bonne foi de l'avoué ne suffit pas pour exclure l'action en désaveu.—Vainement l'avoué soutiendrait que le dol peut être réparé par la voie de requête civile : il suffit qu'il y ait eu postulation sans mandat réel, pour qu'il y ait lieu à désaveu (3).—En un tel cas cependant, il peut y avoir lieu de ne prononcer de dommages-intérêts que contre l'auteur du dol. (Cod. proc., 352 et 360.) (4)

lui-même, d'après l'art. 360 du Code de proc., sujet à tous les dommages qu'il appartient vis-à-vis du désavoué, et des autres parties, par exemple aux frais de tous les actes, et à la garantie des condamnations qu'il a occasionnées à son client. Mais il est admis en jurisprudence que cette disposition de l'art. 360 est facultative, et que les tribunaux peuvent se dispenser d'en faire l'application, tout en admettant le désaveu, s'il leur est prouvé qu'il

(1) Question controversée. F. les observations qui accompagnent les arrêts de Colmar du 5 mai 1809, et de Trèves, du 1^{er} août 1810.

(2) V. dans ce sens, Cass. 17 août 1814, et la note.

(3) F. anal. en ce sens, Paris, 31 janv. 1815; Nîmes, 29 janv. 1822.—V. aussi Chauveau sur Carré, Lois de la proc., t. 3, quest. 1301.

(4) En principe, c'est l'avoué désavoué qui est

(Descombes — C. Burtier et M....) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la remise faite à M. M...., sous le nom de Benoît Descombes, de différentes pièces, a eu pour objet de l'autoriser à se constituer, en qualité d'avoué sur un acte d'appel signifié à la requête de Burtier, par exploit de Bretonville le jeune du 29 janv. 1819, audit Descombes, en parlant à sa personne trouvée casuellement dans une auberge à Villefranche, et que, par suite de cette remise, M. M.... s'est en effet constitué pour lui ; — Attendu que la remise de ces pièces est le fruit d'une supposition frauduleuse et d'une coupable machination ; qu'elles résultent des actes du procès et des faits qui ont été plaidés, notamment d'un acte de vente faite au nommé Chénard le 22 janv. 1819, d'une procuration générale donnée par Benoît Descombes à son fils le 14 mai même année, des autres documents fournis à la Cour, constatant que, depuis le 18 août 1818, Benoît Descombes est atteint d'une maladie qui le met dans l'impuissance de marcher et de signer ; — Attendu que cette supposition et cette machination sont encore démontrées par la singularité des instructions données à M. M.... dans plusieurs lettres qui lui ont été écrites sous le nom de Benoît Descombes, qui, par l'effet de cette manœuvre, a ignoré et la remise des pièces et les lettres écrites en son nom ; — Attendu, dès-lors, que Descombes n'a point donné de mandat à M. M.... pour se présenter sur l'acte d'appel frauduleusement remis ; d'où il suit que le désaveu tranché le 4 juillet 1823 est recevable et fondé ; — Attendu, néanmoins, qu'en se présentant sur la copie de l'appel qui lui avait été remise, et en occupant pour Descombes, M. M...., victime de la même machination pratiquée contre ledit Descombes, a dû croire qu'il avait un véritable mandat ; que, d'ailleurs, soit sa correspondance, soit sa conduite, prouvent qu'il est exempt de reproches ; — Prononce défaut contre Burtier ; — Admet et déclare valable le désaveu tranché par Descombes ; — Condamne ledit Burtier aux dépens envers toutes les parties, etc.

Du 1^{er} avril 1824. — Cour roy. de Lyon. — 1^{re} ch. — Prés., M. Bastard d'Estang, p. p. — Concl. M. Verne de Bachelard, cons. aud. — Pl., MM. Vernay-Girardet et Bernard.

ABANDON DE BIENS. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — DONATION.

Un acte par lequel des enfans font abandon de leur mère des revenus de tous les biens de leur père prédécédé, peut être déclaré valable encore bien qu'il soit sous signature privée, et qu'il ne mentionne aucune condition onéreuse, comme faisant le prix de cet abandon. — Un acte de cette nature n'a pas le caractère d'une donation. (Cod. civ., 531.) (1)

n'y a eu ni faute grave, ni fraude de la part de l'avoue désavoué, qui aurait été seulement la victime d'une erreur qu'il n'était pas en son pouvoir de démentir. V. Cass. 27 août 1835 (Volume 1835) ; Paris, 7 fév. 1824. — L'arrêt ci-dessus rentre également dans cette jurisprudence. V. encore en ce sens, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, quest. 1317 bis.

(1) V. en ce sens, Agen, 4 août 1824 ; Cass. 20 nov. 1832.

(2) Cela est aussi généralement admis lorsqu'il s'agit d'un légataire à titre universel ou particulier, ou même d'un légataire universel, qui est obligé de demander la délivrance à des héritiers à réserve. Mais la question est controversée lorsque le testament a reçu en quelque sorte son exécution par

(Veuve François — C. François.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'acte du 1^{er} sept. 1808 ne peut être considéré comme une donation entre-vifs, les termes dans lesquels il est rédigé n'en présentant point le caractère ; — Attendu que si les choses qui y ont donné lieu, n'y sont point exprimées, il est facile de les présumer ; les héritiers, en effet, n'auraient pu partager la communauté sans rapporter ce qu'ils en avaient tiré ; d'autre part, ce partage aurait probablement occasionné des frais qu'il était important d'éviter ; enfin, il est assez naturel de penser que l'abandon fait par les enfans, d'une modique portion de revenus, a eu pour objet de procurer à leur mère un supplément nécessaire à sa subsistance ; — C'est donc mal à-propos que les premiers juges ont annulé cet acte, sous le prétexte qu'il constituait une donation entre-vifs. — Par ces motifs, a mis l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 1^{er} avril 1824. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gerard d'Hanoncelles. — Pl., MM. Charpentier et Parant.

TESTAMENT OLOGRAPHE. — VÉRIFICATION NÉCESSAIRE.

C'est au légataire à titre particulier, qui invoque un testament olographe, qu'incombe la charge de faire vérifier l'écriture, lorsqu'elle est méconnue par l'héritier (2).

(Thoreau — C. Sicard.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que les écritures et signature du testament olographe dont il s'agit, étant méconnues par l'appelant, il y a lieu de procéder à leur vérification, et que le testament formant le titre du légataire, c'est à lui de compléter son titre, en le faisant vérifier dans les formes du droit ; — Considérant que la cause n'étant pas en état de recevoir actuellement règlement définitif sur le fond des conclusions respectives des parties, il y a lieu, aux termes des art. 472 et 473 du Code de proc., de renvoyer devant un autre tribunal, tant pour les opérations de la vérification, que sur toutes autres conclusions des parties ; — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, en ce qu'il a ordonné que la vérification du testament dont il s'agit serait faite à la diligence de l'héritier ; — Et émettant, etc. — Ordonne que ladite vérification sera faite à la poursuite et diligence du légataire, à l'effet de quoi, etc.

Du 1^{er} avril 1824. — Cour roy. de Poitiers. — 1^{re} ch. — Pl., MM. Bonneau et Bréhard.

DOMAINES NATIONAUX. — SOUMISSION. — DÉCHÉANCE.

Du 1^{er} avril 1824 (aff. de la Poype). — Ordonn. en cons. d'Etat. — V. cette ordonn. *infra*, à la date du 7 avril 1824.

l'annul en possession du légataire. Toutefois, la doctrine et la jurisprudence inclinent en ce sens, que c'est aux héritiers, dans ce cas, qu'incombe la charge de la vérification, parce qu'ils sont réellement demandeurs, tandis que les légataires étant en possession ne demandent rien, et n'ont par conséquent rien à justifier ou à prouver. (V. Cass. 2 fév. 1818 ; Bruxelles, 3 janv. 1823 et 17 fév. 1824.) Au surplus, voy. à cet égard, le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de Colmar du 12 juill. 1807. *Add.* dans ce dernier sens, Coin-Delisle, *Comment. analyt.*, sur l'art. 1008, n. 17 ; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 799 ; et en sens contraire, Besançon, 23 mars 1842, et la suite ; Bonneau, *Théorie de la proc.*, t. 3, p. 455 et suiv.

PROTÉT. — Nullité.

Le protêt d'un billet d'ordre fait le jour même de l'échéance est nul, aux termes de l'art. 162, Cod. comm., qui veut que si le refus de paiement soit constaté le lendemain du jour de l'échéance, par un acte que l'on nomme protêt faute de paiement. » (1)

(Carrière-Lagarrière — C. Salmerat et Rouquette.)

Le 16 juill. 1820, le sieur Rouquette souscrivit, en faveur des frères Salmerat, un billet à ordre de la somme de 3,000 fr., payable à deux ans de terme. Le même jour, cet effet fut passé à l'ordre du sieur Carrière-Lagarrière. — Le jour même de l'échéance, c'est-à-dire, le 16 juill. 1822, le sieur Carrière fit protester le billet, faute de paiement ; et le 23 du même mois, il assigna le tireur et les endosseurs en paiement de ladite somme de 3,000 fr. et accessoires.

Les assignés demandèrent la nullité du protêt, sur le fondement que, d'après l'art. 162 du Code de comm., le billet à ordre est assimilé à la lettre de change, et que, suivant l'art. 162 du même Code, la lettre de change ne peut être protestée que le lendemain de l'échéance.

19 déc. 1823, jugement du tribunal civil de Lectoure, jugeant en séance de commerce, qui accueille ce moyen et annule le protêt avec tout l'ensuivi : — « Considérant, portent les motifs, que le protêt dont s'agit, fait le jour même de l'échéance du billet à ordre, doit être annulé comme contraire aux dispositions de l'art. 162 du Code de comm. ; et que, par conséquent, tous les actes qui ont suivi et qui ont été faits en exécution d'icelui, doivent évanouir le même sort que celui dont ils sont une émanation, et sans lequel ils ne peuvent exister. »

Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges, démet le sieur Carrière-Lagarrière de son appel ; ordonne que le jugement entrepris soit mis à exécution ; et condamne l'appelant en l'amende et aux dépens.

Du 2 avril 1824. — Cour roy. d'Agen. — Ch. corr. — Prés. M. Lassouan. — Concl., M. Donnadeville, av. gén. — Pl., MM. Pouydebat et Ducos.

TRAITÉS POLITIQUES. — GUERRE. — SUCCESSION.

Les traités d'Etat à Etat, même ceux qui régissent l'état des personnes, ne sont pas avantis ou rendus sans effet par le seul fait de guerre survenue : ils ne sont que suspendus (2).

Ainsi, les sujets autrichiens ont pu, depuis la paix, succéder en France en exécution de l'édit de 1760 qui, intervenu entre la France

et l'Autriche, avait aboli non-seulement le droit d'aubaine, mais encore celui de déséchéance et de destruction.

(Zwickert—C. héritiers Mayer.)—ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'édit de 1760, fait pour étendre entre la France et les pays soumis à la domination autrichienne, les rapports de bon voisinage, de commerce et de la vie civile, a non-seulement aboli le droit d'aubaine, qui ne profitait qu'au fisc, et ne frappait que ceux qui allaient mourir en pays étrangers, mais qu'il a aussi aboli le droit de déséchéance et de destruction, et admis, à titre de réciprocité, les sujets des deux nations à prendre part aux successions auxquelles les liens du sang, ou les dispositions testamentaires, pourraient les appeler : ce qui résulte de l'art. 2 du traité, qui ne contient aucune restriction ; — Que les traités existant entre les Etats, et qui régissent l'état des personnes, ne sont pas anéantis par l'état de guerre, mais seulement suspendus ; que même la conquête n'altère pas le droit des parties belligérantes, chacune d'elles conservant ses droits de propriété et de souveraineté, même sur les pays occupés, jusqu'à ce que les traités nouveaux en aient autrement décidé, en maintenant ou modifiant l'état préexistant des choses ; — Qu'ainsi, à titre de sujets autrichiens, les mineurs Zwickert ont droit de recueillir une succession ouverte en France à leur profit : que ce droit a été reconnu dès l'ouverture de la succession, ou leurs parents collatéraux les ont fait figurer sous leurs noms et prénoms dans l'inventaire, ont partagé tant le mobilier que les immeubles avec le tuteur qu'ils leur ont fait nommer ; — Emendant, etc.

Du 2 avril 1824. — Cour roy. de Colmar. — Aud. sol. — Concl., M. Paillart, av. gén. — Pl., MM. Sandherr et Antonin.

BATIFICATION. — MINEUR. — EFFET RÉTRO-ACTIF.

Le principe d'après lequel l'effet de la ratification remonte au jour de l'acte ratifié n'a lieu, lorsqu'il s'agit de la ratification d'un mineur devenu majeur, que pour les actes consentis par lui personnellement, tels qu'un emprunt, une vente, une hypothèque, actes qui ne sont pas radicalement nuls et par lesquels le mineur s'oblige véritablement. Mais la règle ne s'applique pas aux actes consentis par le tuteur sans l'accomplissement des formalités légales. Ces actes étant radicalement nuls, tellement que le mineur n'est même pas obligé de s'en faire relever dans les dix ans qui suivent sa majorité, et qu'il peut exciper en tout temps de la nullité, il s'ensuit que s'ils ont été ratifiés par le mineur devenu majeur, l'obligation de celui-ci ne date que de la ratification (3).

(1) Il en était autrement avant le Code de commerce. On demandait que la lettre de change payable à jour fixe devait être protestée le jour même de son échéance. V. Cass. 7 niv. an 7, et 6 oct. 1806, et la note ; et même que le protêt pouvait être fait la veille lorsque le jour de l'échéance était en jour férié. V. en ce sens, un jugement du tribunal de commerce de Paris. — Mais depuis le Code de commerce, la décision de l'arrêt ci-dessus est celle qui a prévalu. V. en ce sens, Florence 18 déc. 1811, et ses observations ; Bordeaux, 10 déc. 1832. — Adde, Pardessus, du Contrat et des lettres de change, t. 1, n. 358, et Droit comm., n. 420 ; Rouquier, de la Lettre de change, t. 1, p. 429, n. 2.

(2) La même doctrine a été consacrée par la Cour de Peitiers le 2 juin 1824, et le pourvoi formé

contre cet arrêt a été rejeté le 9 juin 1825 par la Cour de cassation, qui a jugé que les anciens traités entre la France et la ville libre de Francfort, ont repris tout leur effet à la paix. V. encore en ce sens, Cass. 6 avril 1819. — D'autres arrêts ont jugé que dans l'état de guerre comme dans l'état de paix, un traité intervenu entre deux Etats produisait toujours son effet jusqu'à une révocation positive. V. Turin, 10 janv. 1810. F. dans le même sens, Cass. 3 brum. an 10, et, sur ce dernier arrêt, Merlin, Répert., v^o Succession, sect. 1^{re}, § 2, art. 4, n. 3.

(3) La distinction qu'établit cet arrêt, n'est pas généralement admise. La Cour de cass. a jugé le 16 janv. 1837 (Volume 1837), que la ratification, par un individu majeur d'une vente d'immeubles, qu'il avait personnellement consentie pendant

(Rousseau de Givonne.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que lorsqu'un mineur contracte lui-même, emprunte, vend, ou souscrit une hypothèque, il s'oblige véritablement; le contrat n'est point nul, tellement que pour se soustraire ses conséquences, lorsqu'il est devenu majeur, il faut qu'il le fasse rescinder dans le délai de dix ans; et s'il le juge à propos de ratifier, la ratification, dans ce cas, a nécessairement un effet rétroactif, puisqu'elle confirme une obligation qui existait réellement; — Attendu qu'il n'en est pas de même, lorsque c'est un tuteur ou un curateur non autorisé, ou une tierce personne, qui a contracté pour le mineur, emprunté, aliéné, ou hypothéqué en son nom; le contrat dans ce cas est absolument nul, et susceptible d'aucun effet à l'égard du mineur; aussi n'est-il point obligé de s'en faire relever dans le délai de dix ans, du jour de sa majorité. Il peut en tout temps exciper de la nullité de l'acte, et opposer cette nullité à celui qui voudrait s'en prévaloir contre lui, et s'il le ratifie, la ratification dans ce cas n'a point d'effet rétroactif, parce qu'il n'existait pas d'obligation jusque-là; — Attendu qu'il résulte de la qu'au cas particulier, le titre des Intimés contre Rousseau de Givonne fils ne peut pas remonter au delà du 23 avril 1820, jour de la ratification, et qu'à défaut d'avoir pris inscription en vertu de ce titre, ils sont absolument sans droit vis-à-vis de l'appelant, et ne peuvent le rechercher; — Par ces motifs, — A mis l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 2 avril 1824. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannoncelles, p. p. — Concl., M. Julien, av. gén. — Pl., MM. Charpentier et Dommanget.

COMMIS-VOYAGEUR. — MARCHÉ. — COMPÉTENCE.

Du 2 avril 1824 (aff. Mothion). — Cour roy. de Toulouse. — F. cet arrêt inféré, à la date du 12 avril 1824.

INTÉRÊT. — RETENUE. — LOI DE L'ÉPOQUE. Il y a cette différence entre l'intérêt moratoire, et l'intérêt conventionnel, que la *première* est régie par la loi sous laquelle a eu lieu le retard du paiement, tandis que l'intérêt conventionnel est régie par la loi sous laquelle le contrat s'est formé.

Ainsi, il n'y a pas lieu à retenue sur des intérêts courus depuis la loi du 3 sept. 1807, bien que ces intérêts aient été conventionnels dans le principe, si plus tard, et par de nouvelles conventions ou de nouveaux événements, ils ont pris le caractère d'intérêts moratoires. (De Loucy — C. Mezerac et l'Etat.)

Du 8 avril 1824. — Cour roy. de Caen. — 4^e ch. — Prés., M. Lefollet. — Concl., M. Charles de Préfeln, av. gén. — Pl., MM. Marc et Delisle.

1^{re} HYPOTHÈQUE. — PÊCHERIES. — CONCESSIONS.

2^{re} CONCESSION. — RÉVOCATION.

4^{re} Bien que les parcs ou établissements de pêche-

sa minorité, sans l'observation des formalités prescrites, est sans effet à l'égard des tiers auxquels la vendue a précédemment, et depuis sa majorité, consenti une seconde vente du même bien; ce qui est bien exclusif de l'effet rétroactif, accorda par l'arrêt ci-dessus, la ratification donne par la mineur devenu majeur. C'est ainsi dans ce sens que s'est prononcée la Cour royale de Paris, le 23 juill. 1835 (Volume 1835), et celle de Douai, le 18 mars 1840 (Volume 1840). — Au surplus, la question est des plus délicates et divisa profond-

ries, formés par des particuliers, sur le rivage de la mer, par tolérance du gouvernement, ne soient à l'égard du gouvernement que des concessions personnelles et révocables, ils peuvent être considérés, à l'égard des tiers, comme propriété immobilière, et sont par conséquent susceptibles d'hypothèque. (Cod. civ., 518 et suiv., et 2119.) (1)

2^o Lorsque des particuliers ont acquis un droit de propriété, par concession du gouvernement, la concession peut-elle être révoquée, discrétionnairement, pour raison d'intérêt public supérieur à celui qui avait déterminé la concession? — Rés. aff. impl. (2)

(Dangin. — C. Dauve.)

Le gouvernement tolère que des particuliers forment sur les rivages de la mer, dépendances du domaine public, des parcs ou établissements de pêche. — Un sieur Dauve, marin, possédait par héritage de ses parents, une pareille pêche; il la vend par acte notarié à un sieur Jamet. — Celui-ci fait transcrire son contrat, mais ne remplit pas les autres formalités prescrites pour purger les hypothèques.

Après le décès du sieur Dauve, sa veuve a voulu exercer sur la pêche vendue à Jamet, son hypothèque légale à raison de ses reprises matrimoniales;

En première instance, la contestation entre la veuve Dauve et le sieur Jamet, n'a roulé que sur la quotité des reprises, le sieur Jamet ne contestant pas le droit de les exercer sur l'objet à lui vendu; — Mais, en appel, le sieur Jamet, ou plutôt le sieur Langin, son héritier, a prétendu que l'établissement de pêche fondé par la tolérance du gouvernement ne pouvait être considéré comme immeuble, que, par conséquent, il n'était pas susceptible d'hypothèque. En effet, disait-il, les rivages de la mer, sur lesquels se trouve la pêche, faisant partie du domaine public, personne ne peut y exercer un droit de propriété foncière, à moins que ce droit ne lui ait été concédé par l'Etat. Si le gouvernement accorde aux habitants des rivages de la mer, qui exercent la profession de pêcheurs, la faculté de former de petits établissements sur ces rivages, c'est un droit personnel, plutôt qu'un droit réel, un brevet industriel, plutôt qu'une concession de fonds: ainsi il existe entre les mains des propriétaires de ces établissements, un objet qu'ils peuvent posséder et transmettre; mais cet objet n'est pas immeuble, et par conséquent n'est pas susceptible de suite par hypothèque.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il est vrai que les rivages de la mer font partie du domaine de l'Etat, et que nul ne peut s'en attribuer la jouissance exclusive d'aucune partie, qu'en vertu d'une concession expresse, ou au moins de tolérance du gouvernement; que l'intérêt public, d'accord avec l'intérêt particulier, rend utile et détermine ce genre de tolérance, sans lequel ne pourraient subsister beaucoup d'établissements dont le public profite, tels que les pêcheries, les

déclament les auteurs, non-seulement ceux qui sont en apposition sur la solution de la question, mais encore ceux qui la décident dans la même sens, parce qu'ils fondeur leur décision sur des principes tous différents. F. à cet égard, nos observations sur l'arrêt précité de la Cour de Paris, du 23 juill. 1838.

(1-2) F. sur ces questions, et dans la même sens, Troplong, de la Prescription, t. 1, p. 150, in fine. — F. aussi arrêt de la Cour de Paris, du 9 mai 1812, et ordon. en cons. d'Etat, du 11 déc 1814.

salines où l'on fait le sel par ébullition avec les sables ramassés sur la grève, etc.; — Qu'on ne peut raisonnablement contester que de pareils établissements lorsqu'ils sont formés, et lors même qu'ils n'ont que la tolérance du gouvernement, n'attribuent un droit particulier à celui qui les a formés; — Qu'ainsi, il ne serait pas possible de prétendre qu'un étranger pût tordre ses engins et filets dans une pêcherie possédée depuis plusieurs siècles par une famille, ou aller lever des sables dans les grèves qu'un autre a applanies et appropriées à cet usage; — Que s'il est vrai que le possesseur de ces objets y ait un droit particulier, ce droit ne peut être que de la nature de l'objet auquel il s'applique, c'est-à-dire un droit immobilier; — Que ni l'ordre public, ni les mœurs ne s'opposent à ce que ce droit entre dans le commerce; qu'à la vérité, il n'est pas incommutable, puisqu'il peut cesser par la volonté du gouvernement et pour cause d'un intérêt public supérieur à celui qui l'a fait tolérer; mais que l'incommutabilité d'un droit n'est pas une condition indispensable pour qu'il puisse entrer dans le commerce, puisqu'une propriété résoluble sous condition et en général tous les droits aléatoires peuvent être l'objet de contrats légitimes; — Que l'usage pratiqué relativement au genre de biens dont il s'agit est conforme à la doctrine ci-dessus exposée; que le contrat même fait à Jamet par Deuve, en contient un exemple et une preuve, puisque Jamet a acquis comme immeuble la pêcherie dont il s'agit, et a cru devoir revêtir son contrat de toutes les formalités dont on a coutume de revêtir la vente d'un immeuble; — Qu'il était encore dans l'opinion qu'il avait acquis un véritable immeuble lorsqu'il a consenti qu'il fût passible du douaire de la femme Deuve, et que ce n'est que par une réflexion tardive, sur une théorie plus subtile que raisonnable dans l'application, qu'il a prétendu, pour la première fois sur l'appel, soustraire son acquit aux droits de cette veuve; qu'on pareil système qui tend à renverser un usage établi, à tromper la foi publique, qui repose sur cet usage, ne peut être accueilli...; — Déclare mal fondés les prétentions de Jamet...

Du 3 avril 1824. — Cour roy. de Caen. — 2^e ch. — Prés., M. Lefebvre. — Concl., M. Ch. Préfein.

PÉREMPTION. — CASSATION.

Du 3 avril 1824 (aff. Quenel). — Cour roy. d'Amiens. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 18 fév. 1828, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

TESTAMENT OLOGRAPHE. — LETTRE MIS-SIVE. — RÉVOCATION.

Une lettre missive contenant entre autres dispositions relatives à l'économie domestique, des dispositions pour la temps où l'auteur de la lettre n'existera plus, peut valoir comme testament olographe lorsqu'elle en contient toutes les formalités (1).

(1) V. en ce sens, nos observations sous un arrêt en sens contraire de la Cour de Bruxelles du 16 août 1807, et les autorités nombreuses qui y sont rappelées. Add., Coin-Delisle, *Comment. analyt.*, sur l'art. 970, n. 24.

(2) Cet arrêt pose en principe la validité de la révocation faite en la forme d'un testament olographe, et énonçant la simple déclaration d'un changement de volonté. Sous ce rapport, la décision nous paraît à l'abri de la critique, et elle est généralement adoptée par les auteurs, sauf M. Delvincourt,

Un testament fait en la forme d'une lettre missive, est valablement révoqué par un acte pareil qui ne contient aucune autre disposition, et alors même que cet acte n'est pas daté, s'il récite le précédent testament (2).

(Klein — C. Burckenwald.)

Le 29 juillet, 1822, Joseph Klein a présenté à M. le président du tribunal civil de Saverne un papier qu'il lui a dit être un acte en forme de lettre à lui adressée de Florence, sous la date du 9 mars 1813, par la dame de Burckenwald, demeurant autrefois à Florence, et en dernier lieu au château de Burckenwald, où elle est décédée; cet acte contenant, selon l'exposé de Klein, des dispositions testamentaires en sa faveur, timbré au type impérial, ayant pour exergue ces mots : *département au delà des Alpes*.

Après avoir vérifié l'état de cette pièce, M. le président en a ordonné le dépôt en l'étude d'un notaire.

Cette lettre, dans laquelle la dame de Burckenwald témoigne à Klein toute sa satisfaction pour ses bons et loyaux services, porte ce qui suit : « Le sieur Fellrath, mon receveur et forestier, vous remettra, pour mon compte, un louis chaque premier du mois, à commencer du premier mai prochain, pour vos émoluments, et c'est à vous, mon cher Joseph, à vous fournir sur cette somme tout votre nécessaire à l'exception de votre habillement, pour lequel je soignerai comme j'ai fait jusqu'ici. A ma mort, ces appointements d'un louis par mois vous seront conservés votre vie durant, ainsi que votre demeure au château; et si vous aimez à cultiver quelques végétaux ou fleurs, il vous sera désigné un petit terrain à portée du château, comme l'avait votre prédécesseur Sutzmann, avant la révolution... »

En vertu de ces dispositions, le sieur Klein a actionné les héritiers de la dame de Burckenwald devant le tribunal de Saverne en reconnaissance de la signature de cette dame, et en paiement des arrérages échus de la pension d'un louis par mois, depuis le 1^{er} oct. 1815; plus de la somme de 300 fr. pour son habillement depuis 1813, etc.

Les héritiers de la dame de Burckenwald ont soutenu que l'écrit dont il s'agit ne pouvait produire d'effet, et que la demande était mal fondée. 31 mai 1823, jugement du tribunal de Saverne, qui statue en ces termes :

« Considérant que l'écrit du 9 mars 1813 n'est point un testament, parce que, d'après l'art. 895 du Code civ., le testament est un acte par lequel le testateur ne dispose que pour le temps où il n'existera plus de tout ou partie de ses biens; or cet écrit dispose à la fois pour le présent et l'avenir; la dame de Burckenwald charge son receveur de remettre au demandeur un louis par mois, à commencer du 1^{er} mai 1813; plus bas, elle dit qu'à sa mort ces appointements lui seront continués sa vie durant; l'écrit, renfermant donc des dispositions qui doivent être exécutées avant et après la mort, ne peut point être qua-

l. 2, p. 377 (notes), qui s'est prononcé en sens contraire. V. à cet égard, la note qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 17 mai 1814. — Mais il est douteux que la décision puisse être étendue en cas où l'écrit sous seing privé manquerait de l'une des formes imposées par l'art. 970 au testament olographe; car alors cet écrit ne serait ni un testament régulier ni un acte notarié, et l'on ne devrait pas dès lors lui attribuer la force rétroactive. Sic, Dallos, *Rec. alph.*, 1^{er} Disp. *entraîne* et *lex*, ch. 9, sect. 1^{re}, art. 1^{er}, n. 13; Coin-Delisle, *Comm. analyt.*, sur l'art. 1035, n. 7.

libé de testament; que, comme donation entre-vifs, ledit écrit serait également nul, parce qu'aux termes des art. 894 et 931 du Code précité, ces sortes de contrat doivent, à peine de nullité, être passés par-devant notaires, et acceptés par le donataire; or, l'acte dont il s'agit est sous seing privé, l'acceptation n'a pas eu lieu du vivant de la dame de Burckenwald: il est donc nul sous ce double rapport; — Qu'on ne peut également pas le considérer comme un don rémunératoire, parce que cette espèce de donation est faite pour récompenser des services rendus; or l'écrit, conçu en forme de lettre, n'a nullement eu lieu pour récompenser des services passés, mais seulement pour fixer les gages pour l'avenir, à raison des fonctions que le demandeur avait à remplir en qualité de *Hausshofmeister* et de surveillant de Burckenwald; aussi le louis par mois ne devait-il commencer à courir qu'à compter du 1^{er} mai suivant; qu'ainsi donc cet écrit ne renferme point une donation rémunératoire; — Qu'au reste, la forme de disposer par lettre missive n'est nullement autorisée par le Code civil: au contraire, l'orateur du gouvernement, M. Bigot de Préameneu, l'un des rédacteurs de ce Code, en présentant au Corps législatif le titre des *Donations et des Testaments*, a dit, en termes exprès, que les dispositions faites par lettres missives ne seraient pas admises; ainsi la seule qualification que l'on pourrait donner à l'écrit en question serait celle d'une donation à titre onéreux, *do ut facias*, par laquelle la dame de Burckenwald a voulu assurer ou demander la solde d'un louis par mois et le logement, sous la charge de surveiller ses intérêts à Burckenwald; or, celui-ci ayant quitté le poste qui lui avait été confié, précisément à l'époque où ladite dame de Burckenwald y fut arrivée de Florence, et n'y ayant plus reparu qu'après son décès en 1822, il s'ensuit que la disposition se trouve résolue par le fait même du demandeur, qui n'a point accompli les charges qui lui avaient été imposées; qu'en outre, l'acte du 9 mars 1813, contenant des obligations réciproques, serait encore nul pour n'avoir pas été fait double; d'ailleurs, ayant été formellement révoqué par la dame de Burckenwald, sous ce rapport, il se trouverait également sans effet, d'après la règle: *Nihil tam naturale est quam eodem genere quidque dissolvitur quo colligatum est*; que c'est en vain que l'on soutiendra que cette révocation est nulle, faute d'avoir été dé-lée; qu'il suffit que cet acte, entièrement écrit et signé par la dame de Burckenwald, mentionne expressément celui du 9 mars 1813 pour se convaincre qu'il lui est postérieur; sous quelque point de vue qu'on envisage donc cet écrit, il ne peut point se soutenir: par ces motifs, sans s'arrêter à l'écrit du 9 mars 1813, lequel est déclaré nul, a débouté le demandeur de sa demande, et l'a condamné aux dépens.

Appel par le sieur Klein.

ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que bien que l'écrit du 9 mars 1813 renferme des dispositions

d'économie domestique, que la dame de Burckenwald entend être suivies de son vivant, son caractère principal et distinctif n'est pas moins de disposer pour le temps où elle n'existera plus; — Qu'aucune forme spéciale n'est assignée par la loi aux testaments olographes; que l'acte du 9 mars 1813 est signé et écrit en entier par la dame de Burckenwald; que, bien qu'il soit adressé à Joseph Klein en forme de lettre, il est qualifié acte de déclaration, et écrit sur papier timbré; qu'ainsi cet acte doit conserver son caractère essentiel, et ne peut être envisagé ni comme un traité ni comme une donation entre vifs, et qu'il n'a pas été nécessaire qu'il fût fait double; — Que cet acte a pu être révoqué de la manière dont il a été confectionné; qu'il existe un dossier au acte sous seing-privé, enregistré, qui contient une révocation des avantages faits à Klein, lui ôte le droit de réclamer son poste en Alsace; — Que cet acte, à la vérité, n'est pas daté, mais qu'il mentionne celui du 9 mars 1813, et le dernier départ de Klein pour son pays natal; qu'ainsi il est postérieur à ces faits; qu'il est en entier de la main de la dame de Burckenwald; que, si sa signature ne contient que ce seul nom, d'autres lettres sont signées de même, et on voit que le défaut de papier a empêché qu'elle n'y joignit ses qualités; — Que cette révocation, jointe à l'absence prolongée de Klein pendant tout le temps que sa maltresse a passé à Burckenwald, prouve qu'il s'est éloigné sans sa permission; qu'il est resté dans sa disgrâce, et n'a pas osé entreprendre de se justifier auprès d'elle; — Par ces motifs, a mis l'appellation au néant; — Ordonne, etc.

Du 5 avril 1824. — Cour roy. de Colmar. — Prés., M. Millet de Chevert, p. p. — Pl., MM. Koppin et Chauffour, élus.

FABRIQUES. — BIENS RESTITUÉS. — ENVOI EN POSSESSION.

Les fabriques ne sont réellement investies des biens à elles restitués par l'arrêt du 7 therm. an 11, qu'après s'en être fait envoyer en possession, conformément à l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807 (1).

En conséquence, une fabrique ne peut défendre devant les tribunaux d'une action relative aux mêmes biens, avant d'avoir obtenu cet envoi en possession. Jusque-là, elle ne peut faire que des actes conservatoires. (Kerouartz — C. Fabrique de Pesthler.)

Du 5 avril 1824. — Cour roy. de Rennes. — 1^{re} ch. — Prés., M. Dupont des Loges, p. p. — Pl., MM. Joilivet et Coatpoul.

1^o MARIAGE. — SIGNATURE. — OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL.

2^o NULLITÉ. — PEINE. — ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Un acte de mariage peut n'être pas nul, encore qu'il y manque la signature de l'officier de l'état civil, si d'ailleurs le fait de la célébration du mariage est constant. (Cod. civ., 39, 50, 75 et 165.) (2)

2^o Quand la loi punit par une amende l'omis-

sion de la signature de l'officier de l'état civil, les mariages sont formés dès l'instant de la prononciation par l'officier public, et ne peuvent plus dépendre de la volonté ou de la négligence des parties, des témoins, ni de l'officier chargé de les recevoir. C'était l'ancienne jurisprudence. » (V. arrêt du 13 juin 1804. *Journal des audiences*, t. 4; Denisart, v^o Mariage, n. 44; arrêt du Parlement de Toulouse du 16 août 1705, cité par Rodier, sur l'art. 10 du tit. 20 de l'ordonn. de 1667.) — Sic, Biret, des Nullités, t. 1, p. 74.

(1) V. dans ce sens, Colmar, 25 mars 1828. — P., aussi Cass. 13 août 1839, et la note; 23 janv. 1843; Bastia, 2 mai 1837; Bourges, 7 mai 1838; orléans, conseil d'Etat, 8 sept. 1819 (aff. *Fabrique de Saint-Etienne*).

(2) « En thèse générale, dit M. Coin-Delisle, dans son *Comment. analyt.* sur l'art. 39, Cod. civ., l'omission d'une ou de plusieurs signatures, ne suffirait pas en soi pour faire annuler un acte de l'état civil, même un acte de mariage, parce que les ma-

sion d'une formalité, est-elle présumée n'avoir pas voulu que l'acte vicie d'irrégularité soit frappé de nullité ? — Rés. aff. (1)
(Juge père — C. Juge fils.)

Le 3 avril 1808, un enfant du sexe féminin est inscrit sur le registre des actes de l'état civil, sous les prénoms de Marie-Louise.

Le 12 fév. 1812, Pierre Juge et Thérèse Merle, contractent mariage et reconnaissent expressément dans l'acte de célébration Marie-Louise pour leur fille. — Il importe de remarquer que l'acte de célébration est dressé par l'officier de l'état civil et qu'il se termine par ces mots : « Nous avons dressé acte, en présence de Pierre Juge, père de l'époux, lequel a signé avec nous. » — Cependant l'acte n'est revêtu ni de la signature de Juge père, ni de la signature de l'officier de l'état civil, et on lit dans une note marginale ce qui suit : « Le présent acte est resté imparfait à défaut de la signature de Pierre Juge père. » — Cette note est signée par l'officier de l'état civil.

12 juin 1812, décès de Juge fils. — Thérèse Merle, sa veuve, et tutrice légale de sa fille, Marie-Louise, convoque un conseil de famille à l'effet de faire nommer un subrogé tuteur. — Les parents paternels refusent de prendre part à la délibération. — Les parents maternels se forment en conseil de famille, et procèdent à la nomination du subrogé tuteur. — Ils autorisent en outre Thérèse Merle à faire l'inventaire estimatif du mobilier délaissé par Pierre Juge, son mari, et à conserver le tout en nature.

En cet état de choses, Juge père forme contre Thérèse Merle, veuve de Juge fils, une demande tendante à ce que l'acte de mariage du 12 février 1812 soit déclaré nul. — Il soutient que l'acte est nul, en ce qu'il n'est pas revêtu de sa signature, et surtout en ce qu'il n'est pas revêtu de la signature de l'officier de l'état civil. — Il ajoute que la déclaration marginale faite par l'officier de l'état civil annonce suffisamment que dans la pensée de ce fonctionnaire l'acte est resté incomplet et privé d'une des formalités essentielles.

27 janv. 1815, jugement du tribunal civil de Valence qui déclare valable l'acte de mariage. Appel de la part de Juge père.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'officier civil a été présent à l'acte de mariage, entre Pierre Juge, second du nom, et l'intimée, du 12 fév. 1812; que cet acte contient toutes les formalités exigées par la loi; que la présence de l'officier civil est constatée par sa signature en marge de l'acte; que le motif qu'il donne, de ne pas signer l'acte si l'un des deux, et qu'il ont signé les parties contractantes, ne saurait faire déclarer cet acte non valide, aux termes de l'art. 194 du Code civ., puisque l'acte existe réellement; que l'officier de l'état civil n'est pas le juge du mariage; que, d'ailleurs, les art. 156 et 157 du Code civ. n'imposant qu'une peine à l'officier de l'état civil, n'annulent pas l'acte; — Confirme, etc.

Du 5 avril 1824. — Cour roy. de Grenoble. — Prés. M. de Noailles, p. p. — Concl. M. Achard et Germaux. — Pl., MM. Sabatieri et Gossolin.

(1) Ce principe a été appliqué par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, V. 11 mars 1812, et 9 mai 1823. (Motifs de l'arrêt dans l'aff. *Boucou Lestang*.)

(2) V. sur ce point, Cass. 20 juill. 1822; 18 août 1823; Paris, 23 juill. 1821. — V. encore, Cass. 17 mai 1809, et 15 avril 1828.

(3) V. conf., Metz, 28 avril 1819. — Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt et les autorités qui y sont indiquées.

1^{re} ÉMIGRÉ. — CRÉANCIER. — LIQUIDATION.

2^o RENTE VIAGÈRE. — CAPITAL. — ARRÉRAGES. — PRÉSCRIPTION.

1^o Pour qu'un créancier d'émigré (qui a demandé sa liquidation au gouvernement) ait perdu le droit de faire des poursuites directes et personnelles contre l'émigré son débiteur, il ne suffit pas qu'il y ait eu liquidation obtenue; il faut encore qu'il se soit fait inscrire sur le grand-livre des créanciers de l'Etat. (Cod. civ., 1236 et 2092.) (2)

2^o Les rentes viagères ne sont pas prescriptibles en ce qui touche le capital (3).

Quant aux arrérages, ils sont prescriptibles par cinq ans, selon le Code; mais auparavant ils n'étaient prescriptibles que par trente ans. (Cod. civ., 1968 et 2177.)

(De Sarron — C. Trémoliér.)

Du 5 avril 1824. — Cour roy. de Lyon. — 2^e ch. — Prés., M. Nugue. — Concl., M. Greppo, cons. aud. — Pl., MM. Journe et Ferré.

DÉSISTEMENT. — FORME.

La faculté laissée aux parties par l'art. 402, Cod. proc., de faire et d'accepter un désistement par un simple acte d'avoué d'avoué, n'exclut pas le droit pour l'intime de demander qu'il lui soit donné acte du désistement fait par l'appelant, et aux frais de celui-ci (4).

(Bodin — C. Vignier.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que si l'art. 402, C. pr., permet aux parties de faire et d'accepter un désistement, par un simple acte d'avoué d'avoué, il ne leur interdit pas la faculté de le faire ou de l'accepter sous toute autre forme juridique, et qu'il peut être de l'intérêt de celle-ci que ce désistement est fait, d'en obtenir un dont la minute repose dans un dépôt public.

Du 5 avril 1824. — Cour roy. de Rennes. — 1^{re} ch.

1^{re} FOLLE ENCHÈRE. — PAIEMENT DU PRIX.

2^o DEMANDE NOUVELLE. — APPEL. — SAISIE IMMOBILIÈRE.

1^o Pour être à l'abri de la folle enchère, il ne suffit pas que l'adjudicataire ait rempli toutes les conditions préalables au jugement d'adjudication; il est nécessaire que, de plus, il ait payé le prix de l'adjudication. (Cod. proc., 715, 737.) (5)

2^o Le moyen de nullité pris de ce qu'un créancier n'a pu prendre la voie de la folle enchère, mais seulement la voie de la saisie immobilière, n'est pas proposable sur l'appel du jugement d'adjudication définitive. (Cod. proc., 736, 464.)

(Morin — C. Dupin.)

Du 5 avril 1824. — Cour roy. de Riom. — Prés., M. Groulier, p. p. — Concl., M. Archon-Bérousses, av. gén. — Pl., MM. Telland et Garron.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS. — RESPONSABILITÉ.

Du 5 avril 1824 (aff. *Gaillard*). — Cour roy. de Lyon. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 29 mai 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

(4) V. conf., Limoges, 17 juill. 1816. — V. aussi nos observations sur un arrêt de la Cour de cassation du 12 déc. 1820.

(5) V. sur cette question, résolue par les nouveaux art. 732, 734 et 735 du Code de procédure, la note qui accompagne l'arrêt de Poitiers du 4 déc. 1823.

ENQUÊTE. — SIGNIFICATION.

Du 5 avril 1824 (inf. Audouin). — Cour roy. d'Agen. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 5 fév. 1828, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — ACQUÉREUR. — RENOUVELLEMENT.

C'est seulement après l'ouverture de l'ordre que l'inscription hypothécaire a produit son effet de manière à n'avoir plus besoin de renouvellement (1).

(Leprevost.—C. V. Leriche.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que la veuve Leriche prétend à tort que l'inscription du 5 juin ne devait pas être renouvelée, sous prétexte qu'au moyen de ce que l'adjudication préparatoire des biens affectés à sa créance, qui en était l'objet, avait eu lieu avant l'expiration des dix ans, cette inscription avait produit l'effet qui lui était attribué, parce qu'en droit l'inscription doit être renouvelée jusqu'à l'époque de l'ouverture du procès-verbal d'ordre et distribution du prix des biens grevés de l'hypothèque inscrite, puisque, jusqu'à cette époque, les biens peuvent passer en plusieurs mains, même être expropriés de nouveau; qu'ainsi on ne peut dire que jusqu'au moment de l'état d'ordre il n'y a véritablement point de prix en distribution, mais bien un immeuble grevé d'hypothèque, dont l'effet est entier et doit être maintenu. — Confirme, etc.

Du 6 avril 1824. — Cour roy. de Caen. 1^{re} ch. — Pres., M. Régée. — Concl., M. de Saint-Pair, av. gén.

VENTE. — RÉSOLUTION. — HYPOTHÈQUE.

La nullité ou résolution d'une vente d'immeuble, pour défaut de paiement, entraîne la nullité des hypothèques créées par l'acquéreur sur cet immeuble, bien que la cause de la résolution soit occulte, que le créancier ait été de bonne foi, et autorisé par le fait du vendeur, à croire qu'il y avait eu paiement. (Cod. civ., 2125 et 1381.) (2)

(Oudin.—C. la veuve Liège et consorts.)

13 mai 1823. Jugement du tribunal d'Auxerre, qui statue en ces termes : « Le tribunal, statuant sur les deux questions qui s'élèvent dans la cause, et qui sont de savoir, 1^o si la vente étant résolue pour cause dont les tiers n'ont pas pu avoir connaissance, le vendeur peut utilement revendiquer l'immeuble, au préjudice de ceux qui, de bonne foi et dans l'ignorance de cette cause occulte, ont traité avec l'acquéreur qui le leur a hypothéqué; 2^o si, en supposant l'affirmative de cette première question, il doit y avoir exception dans l'espèce actuelle, les défendeurs n'ayant délivré leurs fonds à Haussmann qu'après la restriction consentie par les sieur et demoiselle Oudin de l'inscription d'office prise sur l'immeuble sur lequel Haussmann venait d'hypothéquer les prêts qui lui étaient faits; — Considérant, sur la première question, qu'en principe général, quand la vente d'un immeuble est résolue, même pour cause non susceptible d'être aperçue par les tiers, la vente n'existe plus, et est réputée n'avoir jamais existé avec l'acquéreur qui a laissé débayer les droits qu'il leur a conférés : comme l'effet tombe, la cause a cessé; — Sur la deuxième question, considérant, en droit, que l'équité réclame une exception à l'application d'un prin-

cipe, toutes les fois que la sécurité et la bonne foi des tiers traitans avec l'acquéreur, n'ont été déterminées que par le fait volontaire du vendeur, soit que ce soit l'effet de son imprudence ou de sa négligence; que cette juste exception est autorisée par l'art. 1383 du Code civil; — Considérant, en fait, 1^o que les sieur et demoiselle Oudin, vendant, le 29 juin 1819, la ferme d'Haute-rine, moyennant 80,000 fr., ont reçu, comme espèces, les actions désignées dans l'acte pour 35,000 fr.; qu'ils en ont d'autant donné décharge à l'acquéreur, sans rien conserver pour la garantie des actions, comme une sage prévoyance aurait dû le leur suggérer, et n'ont réservé leur privilège sur la ferme vendue que pour les 25,000 fr. restans; — 2^o Qu'une année après, le 22 juin 1820, les sieur et demoiselle Oudin ayant eu tout le temps raisonnablement convenable pour connaître le mérite des actions qu'ils avaient reçues pour 35,000 fr., ont spontanément et sans y avoir été contraints restitué à cette somme de 35,000 fr. l'inscription d'office prise pour eux par le conservateur des hypothèques, et dans laquelle il avait compris la totalité du prix primitif; que, si l'on considère que, lors de ses obligations passées par le sieur Haussmann au profit des parties de Cheret (les défendeurs), il s'était obligé de leur fournir, dans la quinzaine, cette restriction, que c'est dans ce court délai qu'elle a été donnée, et qu'elle l'a été devant le même notaire, il est difficile de ne pas croire qu'elle n'a été donnée que pour déterminer les prêts faits aux parties de Cheret; — Déclare les sieur et demoiselle Oudin mal fondés dans leur demande, et les condamne aux dépens. »

Les sieur et demoiselle Oudin ont interjeté appel de ce jugement, et en ont fait prononcer la réformation par un premier arrêt par défaut du 18 nov. 1821, auquel la veuve Liège et consorts ont ensuite formé opposition.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que l'action en résolution de la vente pour non-paiement du prix est une action personnelle qui s'exerce du vendeur à l'acquéreur, mais dont toutefois les conséquences réfléchissent nécessairement contre les tiers avec lesquels l'acquéreur peut avoir traité; — Que, par le jugement du 26 août 1820, confirmé par arrêt du 17 juill. 1821, ont été prononcées, non-seulement la nullité de la vente pour cause de dol et de fraude, mais encore la résolution de cette même vente pour non-paiement de l'intégralité dudit prix; — Considérant qu'aux termes de l'art. 2125 du Code civil, ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise à la même condition ou à la même rescision; — Qu'en consentant la restriction à 25,000 francs de leur inscription d'office, uniquement conservatrice du privilège de vendeur, les vendeurs Oudin n'ont, en aucune manière, dérogé à l'exercice qu'ils ont fait depuis de leur action résolutoire; — Déboute les intimés de leur opposition à l'arrêt par défaut, dudit jour 18 novembre dernier, lequel continuera d'être exécuté selon sa forme et teneur, etc.

Du 7 avril 1824. — Cour roy. de Paris. — 2^e ch. — Pres., M. Quénot. — Pl., MM. Martin d'Ansay et Persil.

(1) C'est là une question des plus graves et des plus controversées de la jurisprudence, et qui a fait naître les opinions les plus divergentes. V. à cet égard, la dissertation et le résumé qui accompagnent

l'arrêt de la Cour de cassation du 5 avril 1808, (2) V. en ce sens, Rouen, 7 dec. 1809, et 13 juill. 1815. — F. aussi Troplong, des Hyp., t. 2, n^o 466 et 480 bis.

SURENCHÈRE.—CAHIER DES CHARGES — RÉMÈRE.

La vendeur, dans le cas de surenchère sur vente volontaire, a qualité pour proposer l'insertion de nouvelles clauses dans le cahier des charges. (Cod. proc., 838.) (1)

La surenchère sur aliénation volontaire anéantit entièrement la vente, tellement que la clause de rémère stipulée dans le contrat original, devient caduque par l'effet de la surenchère. (Cod. civ., 2185, 2187; Cod. proc., 838.) (2)

(Lesbros — C. Argud.) — ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que la surenchère n'est point un obstacle à ce que le vendeur soit partie dans l'inst. nec, l'art. 2185 du Code civ. portant que « la surenchère sera notifiée tant à l'acquéreur qu'au vendeur; » que si l'art. 837 du Code de proc. civ. indique que le procès-verbal d'apposition des placards sera notifié au nouveau propriétaire, si c'est le créancier qui poursuit, et au créancier enchérissant, si c'est l'acquéreur, cet article n'interdit pas que cette notification doive être faite conformément à l'art. 835 du même Code; que l'art. 2187 du Code civ., en prescrivant que la procédure de surenchère se fera dans les formes établies pour les expropriations forcées, on doit considérer que l'art. 837 du Code de proc. civ. n'est qu'une addition à l'art. 695 du même Code, et dans ce dernier article, il n'est pas non plus question du saisi; il a suffi, d'après l'art. 684 qui précède, de lui notifier la saisie immobilière, afin que, prévenu par cette notification, il puisse veiller à ses intérêts dans les poursuites dont il est l'objet; — Attendu que l'appel du jugement du 7 juin 1823 contient implicitement l'appel du jugement d'adjudication provisoire, qui n'a été rendu que d'après les dispositions du jugement du 7 juin; — Attendu que si l'art. 838 du Code de proc. ordonne que l'acte d'aliénation tiendra lieu de minute d'enchère, il n'exclut pas la formation d'un cahier des charges, d'après le principe résultant de l'art. 2187 du Code civ.;

Attendu que l'offre de l'enchérisseur de supporter les charges insérées dans la vente, ne peut se rapporter qu'aux charges supportées par l'acquéreur, et dont il doit être remboursé, mais ne forme pas un acquiescement aux conditions insérées dans ladite vente; — Attendu que tout inséré au moment de la transcription qui constate et règle la vente, a droit au prix de cet immeuble qui est devenu son gage, tant en principal qu'intérêts; que toutes stipulations du propriétaire vendeur qui tendraient à diminuer ce gage, et par suite à mettre en péril tout ou partie des créances, au paiement desquelles l'immeuble est affecté, doivent être regardées comme non avenues, quant à ces mêmes créanciers, comme

étant faites à leur préjudice; que la vente à rémère porte préjudice aux créanciers, en ce qu'elle les prive: 1° de la portion d'intérêts de la somme à laquelle l'immeuble se serait élevé s'il avait été porté à son prix réel; 2° de pouvoir retirer l'immeuble vendu, parce qu'un seul créancier pourrait faire ce retrait, et qu'une masse de créanciers ne peut jamais faire cette opération, attendu les intérêts divers; 3° enfin d'être payé de suite de la plus-value même des biens qui demeurent en suspens par la clause du rémère; que la surenchère sur vente volontaire d'un immeuble n'a été instituée qu'en faveur de créanciers, et pour leur donner la facilité, en cas de vileté du prix, de le porter à une somme telle qu'elle suffise, autant que possible, à les remplir de la totalité, ou au moins de la plus forte partie de leurs créances; d'où il résulte qu'ils ne sont nullement obligés par les stipulations de l'acte de vente, ou qu'au moins la surenchère, qui est une protestation formelle contre ce qui, dans le contrat, tend à diminuer le prix qui leur appartient, les en affranchit entièrement et les rétablit dans l'intégralité de leurs droits; que le cahier des charges porte que l'adjudicataire entrera en jouissance du jour de l'adjudication définitive, nonobstant la clause de rémère stipulée dans la vente volontaire, qui était devenue caduque par l'effet de la surenchère; que cette clause a dû être insérée d'après les principes émis ci-dessus; en effet, la surenchère efface le prix stipulé dans le contrat volontaire pour en substituer un nouveau. C'est même l'unique objet de la surenchère, puisqu'elle est établie pour annuler un prix nuisible aux créanciers; elle fait donc disparaître toutes les conventions qui tendent à amoindrir le prix de l'objet vendu, et certes la vente à rémère, dans son objet et dans ses conséquences, tend bien à amoindrir le prix intégral de l'immeuble qui est le gage des créanciers; — Par ces motifs, confirme, etc.

Du 7 avril 1824. — Cour roy. de Grenoble. — Pres., M. de Noailles, p. p. — Pl., MM. Pellet et Roibet.

ENFANT ADULTÉRIN. — RECONNAISSANCE. — TIERCE OPPOSITION.

Du 7 avril 1824 (aff. Pellerin). — Cour roy. de Poitiers. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} août 1827, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

CONSEIL D'ÉTAT. — ORDONNANCE DE SOIT COMMUNE. — NOTIFICATION. — COMMUNE. — VISA.

La signification de l'ordonnance de soit commune, faite à une commune, est nulle et comme non avenue, si l'original n'est pas visé par le maire (3). — En conséquence, si à

(1) Cela supposait résolu pour la négative la question controversée, sous l'empire du Code de 1807, de savoir si, de ce que l'art. 838 portait que l'acte d'aliénation tiendrait lieu de minute d'enchère, on devait conclure que le surenchérisseur ne pouvait en outre déposer un cahier des charges. « Aujourd'hui, dit M. Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 5, quest. 2438 octies, nous devons admettre une solution contraire en présence des dispositions nouvelles de la loi du 2 juin 1841. L'art. 837 porte textuellement, § 2, que l'acte d'aliénation sera déposé au greffe pour y servir de minute d'enchère, c'est-à-dire de cahier de charges. Si telle n'eût pas été l'intention du législateur, il s'en serait formellement expliqué, comme il l'a fait dans l'art. 699, destiné à remplacer l'ancien art. 697, au titre de la

saisie immobilière. Cette différence dans la rédaction de la loi, ne permet aucun doute sur la justesse de notre interprétation... A quoi bon, en effet, cette superfluité du cahier des charges, utile seulement, dit-on, comme appendice explicatif au contrat de vente? Le surenchérisseur est-il compétent pour fournir ces explications; et ne doit-on pas craindre au contraire qu'il ne dénature les clauses du contrat bien plus souvent qu'il ne sera propre à les éclaircir?... » — Ce principe une fois admis, il ne peut plus y avoir lieu d'examiner si, au non, le vendeur est recevable à faire insérer des clauses nouvelles dans le cahier des charges.

(2) *Sic*, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 5, quest. 2500 *sexties*.

(3) *V.* dans la même sens, ordonn. du 23 juill.

dépass d'une autre signification régulière dans le délai de trois mois, (il y a déchéance du pouvoir. (Rèlem. du 22 juill. 1806, art. 12.) (Gauthier et Bonvalot — C. Commune de Pontallier.)

LOUIS, etc. : — Vu les art. 68, 69 et 70 du Code de procédure civile; — Vu l'art. 12 du règlement du 22 juill. 1806, etc. : — Considérant que l'exploit de signification du 29 oct. 1822, rapporté par les sieurs Gauthier et Bonvalot, ne porte aucun visa, et qu'aux termes de l'art. 70 du Code de proc. civ., rapproché du n° 3 de l'art. 69 du même Code, cet exploit est frappé de nullité; — Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'appliquer la déchéance prononcée par l'art. 12 du règlement, faite, par les réclamans, de rapporter une signification régulière de l'ordonnance de soit communiqué, faite dans le délai de trois mois, prescrit par ledit article; — Art. 1^{er}. Les requêtes... sont rejetées.

Du 7 avril 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Bréte.

1^o CONFLIT. — RÉTRACTATION.

2^o SÉCÉSSION. — DÉMURANCE. — COMPÉTENCE.

1^o Un préfet ne peut rapporter un arrêté de conflit notifié à une Cour royale (1).

2^o Les tribunaux sont seuls compétens pour statuer sur la qualité des prétendans droit à une succession en déshérence (2).

(Leroy et Duhamel.)

LOUIS, etc. : — Considérant que le conflit élevé ayant été notifié à la Cour royale, il ne pouvait plus être statué que par nous, en notre conseil d'Etat, sur ledit conflit, et que le préfet a excédé ses pouvoirs, en rapportant son arrêté de conflit;

Considérant, au fond, qu'il s'agit de décider si les sieurs Leroy et Duhamel sont héritiers de la demoiselle Sibert de Saint-Hilaire, et que cette question est du ressort des tribunaux ordinaires;

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet de la Seine, du 30 août 1822, est annulé en ce qu'il se désiste du conflit élevé par l'arrêté du 20 août 1823; — 2. Ledit arrêté de conflit du 20 août 1823 est annulé; — 3. Les parties sont renvoyées devant les tribunaux ordinaires.

Du 7 avril 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Peyronnel.

EAU (Cours d') — CONTRAVENTIONS. — COMPÉTENCE.

En matière de cours d'eau non navigables ni flottables, les tribunaux sont seuls compétens, à l'exclusion des conseils de préfecture, pour connaître des contraventions commises par des voisins aux réglemens sur la police des eaux (3).

(Kornsprecht.)

Du 7 avril 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., M. Granger.

1823 (aff. *Aspices de Strasbourg*). Mais vny, la note qui accompagne cette décision.

(1) Sie. Cormenin, *Droit admin.* (5^e éd.), v^o *Conflit*, § 9; Serrigny, *Compét. et proc. admin.*, t. II n^o 137.

(2) V. dans le même sens, ordonn. des 24 mai 1817 (aff. *Régie des domaines*); 13 nov. 1822 (aff. *Pillet*).

(3) C'est là un point constant de jurisprudence. V. ordonn. des 14 août 1822 (aff. *Jolly*); 16 et 23 avril 1823 (aff. *Luyot* et aff. *Lacombe*), et les nombreuses décisions dans le même sens auxquelles il

DOMAINES NATIONAUX. — SOUMISSIONS.

— DÉCHÉANCE.

Les soumissions des domaines nationaux, faites en vertu de la loi du 28 vent. an 4, ne confèrent pas immédiatement la propriété. — Elles n'attribuent au soumissionnaire que le droit de requérir cette transmission, après l'accomplissement des formalités et des conditions établies par la loi; tellement que, au cas de survenance d'une loi ou d'un événement qui rend cet accomplissement impossible, le soumissionnaire se trouve sans droit à la propriété (1).

Ainsi, le soumissionnaire qui a laissé passer les délais accordés par les lois des 13 thermidor an 4 et 11 frim. an 8, sans acquitter la totalité du prix de la soumission, a encouru la déchéance prononcée par ces lois, surtout si les biens soumissionnés ont été l'objet d'un partage administratif et réunis au domaine de l'Etat.

Par suite, le gouvernement a pu, en vertu de la loi du 5 déc. 1814, faire remiser à l'ancien propriétaire émigré, ou à ses représentans, des biens sur lesquels avait porté la soumission. Ici ne peut s'appliquer l'art. 1^{er} de la loi précitée qui réserve les droits acquis à des tiers. (De la Poype — C. De Serezin.)

LOUIS, etc. : — Vu les requêtes à nous présentées au nom du comte de la Poype, et tendant à l'annulation d'un arrêté du Conseil de préfecture du département de l'Ain du 12 mai 1821, lequel, après avoir déclaré nulle et de nul effet, la soumission faite par le requérant, le 18 août 1796 (1^{er} fructidor an 4) des biens du sieur Marc de la Poype, renvoie en conséquence les ayens cause du sieur Gabriel de la Poype, fils du sieur Marc de la Poype, à se pourvoir devant qui de droit pour obtenir la remise des biens compris dans ladite soumission;

Considérant que les biens dont il s'agit ont été soumissionnés en vertu de la loi du 28 vent. an 4 (18 mars 1796) et depuis la promulgation de la loi du 15 therm. de la même année (13 juill. 1796); — Que les soumissions ne transfèrent pas immédiatement la propriété, mais confèrent à ceux qui les avaient faites, le droit de requérir cette transmission après l'accomplissement des formalités et des conditions que les lois avaient établies; — Que les soumissionnaires étaient déchu, selon la loi du 13 therm. an 4 (31 juill. 1793), lorsqu'ils avaient laissé écouler les délais fixés par elle, sans acquitter la totalité du prix de leur soumission; — Que la loi du 4 frim. an 8 (2 déc. 1799), accorda de nouveaux délais, et déclara ceux qui n'en profiteraient pas pour se libérer, déchus de plein droit et dépossédés, sans qu'il fût besoin d'aucune formalité; — Que le requérant n'a rempli ces conditions ni avant ni depuis le partage des biens indivis qui étaient l'objet de sa soumission; — Que l'arrêté du préfet du département de l'Isère, du 3 avril 1807, renda contradictoirement avec le requérant, a

y a renvoi. — Il ne peut se présenter de difficulté que lorsqu'il y a doute sur le point où un cours d'eau commence à devenir navigable ou flottable, et où, par conséquent, les contraventions peuvent rentrer dans la juridiction des conseils de préfecture, comme contraventions de grande voirie. V. à cet égard, ordonn. du 31 mars 1825 (aff. *Harvier*). V. aussi Serrigny, *Compét. et proc. admin.*, t. 2, n. 725.

(4) V. dans le même sens, Cass. 24 janv. 1815; ord. en cons. d'Etat du 31 mars 1825 (aff. *Brugier*). — V. aussi, Cass. 18 mai 1841.

réuni au domaine de l'Etat la portion des biens soumissionnés qui ne lui étaient pas attribués par cet arrêté pour représenter sa légitime dans la succession de son père; — Qu'ainsi, à l'époque où fut promulguée la loi du 5 déc. 1814, le requérant n'était plus investi du droit que la législation antérieure fait résulter des soumissions dont les conditions ont été remplies: — D'où il suit que l'art. 1^{er} de la loi du 5 déc. 1814, qui maintient les droits acquis et les excepte de la restitution prescrite par l'art. 5 de la même loi, n'est pas applicable au requérant;

Art. 4^{er}. La requête du comte de la Poype est rejetée.

Du 7 avril 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Cormenin. — Pl., MM. Chauveau-Lagarde et Sirey.

EXPROPRIATION POUR UTILITÉ PUBL.

— ABAISSÉMENT DU SOL. — PERRON. — COMPÉTENCE.

Lorsque par suite de l'abaissement, anciennement opéré, d'une place publique, un terre-plein ou perron a été laissé devant une maison pour n'en pas compromettre la solidité, ou pour n'avoir pas alors d'indemnité à payer au propriétaire de la maison, la ville n'en a pas moins conservé le droit de niveler plus tard le sol de la place, en ne nuisant pas à la maison, ou en indemnisant le propriétaire.

Dans ce cas, le préfet et le ministre de l'intérieur sont bien compétents pour approuver l'arrêté municipal qui décide que l'abaissement du terre-plein nuro lieu à l'époque de la reconstruction de la maison; mais ils doivent se borner à reconnaître l'utilité, la convenance et le mérite du projet, et ils excellent leurs pouvoirs en prononçant sur la question d'expropriation et d'indemnité, qui reste du ressort des tribunaux.

(Ville de Mantes—C. Duval.)

Louis, etc.; — Considérant que le perron ou terre-plein dont il s'agit est situé sur la place de l'hôtel-de-ville de Mantes, et n'anticipe pas sur la route royale à laquelle cette place aboutit; qu'ainsi il n'y a pas lieu d'appliquer les règlements de la grande voirie;—Considérant qu'en abaissant le sol de cette place on avait conservé, devant la maison présentement occupée par la dame Duval, un terre-plein de dimensions suffisantes pour ne pas déchanseur cette maison, ou pour dispenser la ville de Mantes du paiement des indemnités qui auraient été dues pour cette cause; que cet état de choses dure depuis près de soixante ans; mais que cette existence, ainsi prolongée, n'a pu priver la ville du droit de com-

pléter l'abaissement du sol de la place, à l'époque où elle pourra la faire, sans nuire à la propriété de la dame Duval, ou à la charge de l'indemniser convenablement, à raison des changements qui diminueront la solidité de sa maison; — Considérant qu'en effet, la dame Duval n'élève pas la question de propriété du terre-plein, et qu'elle se borne à demander, soit le maintien de l'état des lieux, soit les dommages-intérêts auxquels leur changement pourrait donner lieu; — Considérant que le préfet de Seine-et-Oise était compétent pour approuver l'arrêté du maire de Mantes, du 4 janv. 1817, modifié par la délibération du conseil municipal de cette ville du 7 fév. 1822, mais seulement en ce qui concerne l'utilité, la convenance, et le mérite du projet, et qu'il aurait dû s'abstenir de déclarer s'il y avait lieu ou non à indemnité; — Considérant que notre ministre de l'intérieur était compétent pour s'expliquer sur le projet, sous le rapport administratif; mais que la question d'indemnité et d'expropriation était étrangère à ses attributions;—Considérant qu'il n'a pas été statué par l'administration sur l'utilité des mesures proposées par le maire, ni les préjudices ou dommages qui peuvent résulter de leur exécution;

Art. 1^{er}. Les arrêtés du préfet de Seine-et-Oise, des 9 mai 1822 et 13 mars, et la déc. ministérielle du 4 mars 1823, sont annulés, en tant qu'ils prononcent sur une question de propriété;—2. Les parties sont délaissées à se pourvoir, devant l'autorité administrative, sur l'utilité, la convenance et le mérite des dispositions ordonnées par le maire, sauf ensuite à se pourvoir devant les tribunaux, s'il y a lieu de procéder à un règlement d'indemnité.

Du 7 avril 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé. — Pl., MM. Isambert et Mandaroux-Vertamy.

TRAVAUX PUBLICS. — DOMMAGES. — INGENI- NITÉ. — COMPÉTENCE.

Du 7 avril 1824 (aff. Leroy). — Ordonn. en cons. d'Etat. — Même décision que par l'ordonn. du 24 mars 1824 (aff. Lefebvre).

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ART.

— OPPOSITION.

La voie de l'opposition n'est pas ouverte contre un jugement sur requête qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles. (Cod. proc. civ., 321 et suiv.) (1)

(Dobremelle—C. Operon.)—ANNOT.

I. A COUR R. — Considérant que le Code de procédure civile n'autorise la voie de l'opposition que contre les jugements par défaut, c'est-à-dire

accorder le droit de l'attaquer par opposition? N'est-ce pas aller contre sa propre volonté, en un mot se contredire? Et d'ailleurs il ne faut pas perdre de vue les motifs qui ont déterminé le législateur à écarter du débat celui qui doit être interrogé: tant que l'interrogatoire n'a pas été ordonné, il a considéré que si les faits sur lesquels doit porter l'interrogatoire étaient, entre les parties, l'objet d'une discussion préalable, tout l'avantage qu'il est permis d'attendre de cet interrogatoire serait manqué; en effet, connaissant à l'avance toute la portée des questions qui doivent lui être faites, le défendeur aurait aussi la possibilité de préparer et de coordonner ses réponses; or, c'est la précisément ce que la loi a voulu empêcher, comme le prouve l'art. 325. En résumé, pour être reçu opposant, il faut avoir fait défaut; or, on ne fait pas défaut quand on n'a pas été et qu'on n'a pas dû être appelé, n

(1) La question est fort controversée, et la jurisprudence est encore incertaine. V. à cet égard, la resumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 28 mai 1808. — Aux autorités qui y sont citées, adds, dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Amies, 26 juill. 1822; Grenoble, 26 fév. 1831 (Volume 1831); Boncompagni, *Théorie de la proc.*, t. 4, p. 536; Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, quest. 1211, et Comment. du tarif, tom. 1, p. 319, n. 8. — Qu'est-ce que l'opposition, dit cet auteur? C'est en moyen que la loi donne à la partie défaillante pour faire tomber la décision qui a été rendue en son absence, et à laquelle elle devait cependant assister. Mais qui ne voit que celui dont on a requis l'interrogatoire n'est pas dans la même position? En effet, la loi n'a pas voulu qu'il fut appelé au jugement qui ordonne l'interrogatoire (Code de proc., 329, tarif 79, § 2). Comment alors pourrait-elle

contre les jugemens rendus contre une partie appelée et qui ne se défend pas : — Considérant qu'un jugement qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles ne peut être rangé dans cette catégorie ; — Qu'en effet, aux termes du même Code, les parties peuvent, à toute matière et en tout état de cause, demander cet interrogatoire ; — Que la décision du tribunal qui l'ordonne, est rendue à l'audience sur simple requête ; — Que loin de permettre à la partie qu'il s'agit d'interroger, de contester, avant son interrogatoire, la pertinence et l'admissibilité des faits, l'art. 229 dudit Code et l'art. 79 du tarif qui s'y trouve annexé, défendent de lui faire signifier la requête tendant à l'interrogatoire, avant le jugement qui l'ordonne ; — Considérant qu'il résulte de ces dispositions et de toutes celles qui sont contenues au titre 15 du livre second, que cette loi a établi un mode spécial de procéder en cette matière ; qu'elle a voulu que ce mode fut simple, rapide, et ne retardât en aucune manière le jugement définitif ; — Que si la loi eût entendu autoriser la voie de l'apposition, elle l'aurait formellement exprimé ; — Considérant d'ailleurs que la partie assignée pour être interrogée, ne peut pas se plaindre qu'on la prive des moyens de se défendre, mais que c'est devant le juge-commissaire qu'elle doit s'expliquer ; qu'elle peut faire, devant ce magistrat, tels dires, réponses et observations qu'elle juge à propos, sur chacun des faits et articles compris dans l'interrogatoire ; qu'elle peut refuser de répondre si les faits ne lui paraissent pas pertinents, et que ses dires, observations, réponses ou refus de répondre consignés dans le procès-verbal du juge-commissaire, sont ensuite appréciés par le tribunal ; — A mis et met l'appellation et le jugement dont est appel au néant, etc.

Du 8 avril 1824. — Cour roy. d'Amiens. — Ch. civ. — Pres., M. de Maleville, p. p. — Pl., MM. Vivien et Girardin.

ORDRE. — DÉPENS. — MATIÈRE SOMMAIRE.

Les appels de jugemens d'ordre ne sont pas matière sommaire. — Les dépens doivent en être liquidés comme en matière ordinaire. (Cod. proc., 404, 767.) (1)

(Boileau de Castelnau — C. Deltienne et Goupy.)

— ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la procédure d'ordre n'est pas comprise dans la nomenclature des causes sommaires faite par l'art. 404 du Code de proc. civ. ; que l'art. 761, en disposant que l'audience sera poursuivie sur un simple acte d'avoué à avoué, ne rend pas pour cela cette procédure sommaire ; — Attendu qu'il peut y avoir telle pro-

cédure d'ordre, compliquée par un grand nombre de parties, et de questions, qui exige des conclusions motivées et des mémoires à l'appui ; que c'est ainsi que l'a toujours envisagé la Cour, lorsque de pareilles difficultés se sont élevées ;

Attendu qu'il y avait d'autant plus lieu de décider ainsi dans l'espèce, que la cause avait fait naître une foule de difficultés et de questions aussi compliquées qu'importantes ; que les débats exigèrent plusieurs jours de plaidoiries, et que la Cour fut encore obligée d'ordonner à la suite de ces plaidoiries un délibéré ; — Par ces motifs, démet de l'opposition ; ordonne de plus fort l'exécution de l'exécutoire délivré au sieur de Castelnau, etc.

Du 8 avril 1824. — Cour roy. de Nîmes. — 3^e ch. civ. — Pres., M. Fournier de Clausonne. — Pl., MM. Teulon, Salles et David.

TESTAMENT OLOGRAPHE. — DATE CERTAINE — INTERDICTION.

Un testament olographe ne fait pas foi de sa date, au même degré qu'un acte authentique. La preuve de l'antériorité peut être faite sans recourir à l'inscription de faux ; surtout lorsque le testateur est mort en état d'interdiction. (Cod. civ., 970 et 1419.) (2)

Noël — C. Dufort. — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'un testament ne peut être valable, aux termes de l'art. 901 du Code civil, qu'autant que le testateur était sain d'esprit au moment de sa confection ; — Que d'après l'art. 503 du même Code, les actes faits par un interdit peuvent être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ils ont été faits ; — Que Dufort, auteur du testament en contestation, est décédé en état d'interdiction, et que ce testament étant olographe et n'ayant été enregistré qu'après le décès du testateur, rien n'établit qu'il ait été fait dans un temps où ledit Dufort jouissait de ses facultés intellectuelles, si ce n'est la date qui lui a été donnée ; — Que si, en général, la date d'un acte sous seing fait foi contre celui qui l'a souscrit et ses héritiers, que l'acte a été réellement rédigé à l'époque indiquée, cet effet cesse toutes les fois qu'on demande à prouver que cette date est fautive et n'a été apposée que par le dol et la fraude de l'individu au profit duquel l'acte a été souscrit ; — Considérant que s'il en était autrement en matière de testaments olographes, les biens de l'individu tombe dans le cas de l'interdiction, deviendraient la proie facile de l'intrigue, puisqu'il suffirait, pour se les approprier, de faire souscrire à un homme privé de sa raison un testament antidaté ; — Considérant que, dans l'espèce de la cause, les

nombreuses autorités ex jurisprudence et ex doctrine qui y sont rappelées.

(2) V. en ce sens, Cass. 16 déc. 1829. — Mais il a été plus généralement admis en doctrine et en jurisprudence, que la date d'un testament olographe est certaine plus que la date d'un acte ordinaire sous seing privé, bien que le testateur soit mort en état de démence, V. Cass. 8 juill. 1823 ; 29 avril 1821 ; 15 avril 1825 ; Riom, 20 janv. 1824 ; Toulouse, 11 juill. 1830 (Volume 1830). — V. encore dans le même sens, une consultation que nous avons reproduite sous l'arrêt précité de la Cour de cassation du 29 avril 1824 ; Toullier, t. 5, n. 58 ; Duranton, t. 3, n. 773, et t. 8, n. 166 ; Poujol, art. 970, n. 14. — Sur la question de savoir à qui incombe la vérification de l'écriture du testament olographe, quand cette écriture est déniée, voy. Colmar, 12 juill. 1807, et nos observations.

(1) V. en ce sens, Paris, 13 décembre 1809, et le nota. — Toutefois, il a été jugé que les matières d'ordre sont matières sommaires ou requérant célérité, qu'ainsi la procédure ne peut être suspendue pendant les vacances (Cass. 10 janvier 1815) ; et que les chambres d'appel de police correctionnelle sont autorisées à en connaître : (Cass. 9 déc. 1821, et 25 août 1828). V. aussi les notes qui accompagnent ces arrêts. Chauveau, Comment. du tarif, liv. 5, tit. 11, n. 16, adoptant sur ce point un terme moyen, propose qu'en matière d'ordre comme en matière de contribution, et par application de l'art. 101, § 3 du tarif, qui lui semble s'adapter à un et à l'autre cas, la cause peut être considérée comme ordinaire ou comme sommaire, suivant la nature des contestations. — V. au reste, l'exposé des divers systèmes relevés sur la question, dont nous avons accompagné, dans notre Volume de 1812, en arrêt du Bourges du 20 fév. 1811, et les

héritiers Dufort demandent à établir qu'encore bien que le testament en question porte une date bien antérieure à l'époque où Dufort avait perdu l'usage de ses facultés intellectuelles, le fait est cependant qu'il n'a été rédigé que depuis, et que la fausse date qu'il s'y trouve, est le résultat des manœuvres de la légataire, laquelle abusant de l'empire qu'elle avait sur son maître, privé de raison, lui a fait croire ce qu'elle a voulu :— Que de pareilles circonstances caractérisent évidemment la fraude et le dol, et que la justice doit accueillir toute preuve tendant à les constater :— Considérant que les présomptions les plus fortes se réunissent pour démontrer que le testament dont il s'agit porte une date fautive, laquelle n'a été substituée à la véritable que pour éviter l'application des art. 901 et 503 du Code civ. :— Considérant, en effet, qu'il n'est d'abord nullement vraisemblable que Dufort ayant un frère, une sœur et des neveux, dont il n'avait jamais eu à se plaindre, ait donné sciemment toute sa fortune à une servante à laquelle il tenait si peu qu'il l'aurait renvoyée après plusieurs années de service, si elle n'avait consenti à une réduction de dix francs sur ses gages, ainsi qu'elle l'a déclaré dans ses premiers interrogatoires :— Considérant que cette vraisemblance devient surtout équivoque, lorsqu'on se reporte à la date donnée au testament, puisqu'il en résulterait que ce serait précisément vers le temps où Dufort manifestait si peu d'intérêt pour sa servante, qu'il l'aurait constituée sa légataire universelle :— Considérant que les experts écrivains qui ont procédé à la vérification dudit testament, ont déclaré que l'écriture tremblée de cet acte différait sensiblement de l'écriture hardie des pièces de comparaison, somcrites à une époque très rapprochée de sa date, tandis qu'elle se rapportait parfaitement à celle d'une procuration donnée par le testateur, à une époque très voisine de son interdiction :— Considérant qu'il est facile de se convaincre, à l'inspection des pièces soumises aux experts, que leur observation, à cet égard, est parfaitement juste :— Considérant que la donation, en forme de transport qu'on avait fait souscrire à Dufort, au profit de l'huissier Hémel, dans un temps où il ne jouissait évidemment plus de ses facultés morales, indique à suffire que les personnes qui l'entouraient n'auraient pas été plus scrupuleuses pour lui faire faire, à la même époque, un testament olographe :— Considérant qu'inutilement un argumenterait de la difficulté qu'on aurait éprouvée à faire écrire à Dufort un testament dans l'état où il était alors, puisqu'il est constant qu'il a écrit, à cette époque, plusieurs lignes au bas du transport susmentionné, et que le testament dont il s'agit ne contient lui-même que quelques lignes ;

Considérant qu'il résulte, d'ailleurs, de l'enquête des héritiers Dufort, 1° que Dufort était attaché à sa famille, et qu'il a manifesté dans

mauvaises circonstances, avant et depuis la date donnée au testament, l'intention de lui laisser sa succession, faits attestés par les 4^e, 6^e, etc., témoins de l'enquête des héritiers et par le 6^e de l'enquête des époux Noël ; 2° que la femme Noël traitait son maître de la manière la plus grossière, et que celui-ci avait pour elle si peu d'attachement, que plusieurs fois il a voulu la mettre à la porte, faits attestés par les 8^e, 10^e et 14^e témoins de l'enquête des héritiers ; 3° que cette femme, depuis la date du testament, a fait solliciter son maître de lui faire des donations et a tenu, ainsi que son mari, d'autres propos qui ne permettent pas de croire qu'un testament eût été fait en sa faveur, faits attestés par les 4^e, 10^e, etc., témoins de l'enquête des héritiers ; 4° qu'en 1818, la femme Noël avait pris à loyer une chambre dans laquelle elle avait fait transporter ses effets, afin, disait-elle, de les mettre en sûreté si son maître venait à mourir ; précaution qui eût été bien inutile si, à cette époque, elle eût été, comme elle le prétend, sa légataire universelle : faits attestés par les 6^e, 10^e et 12^e témoins de l'enquête des héritiers ; 5° que les époux Noël ont nié plusieurs fois depuis la date du testament que Dufort leur eût fait aucune donation, assurant qu'il était trop aveugle pour cela, fait attesté par les 5^e, 8^e et 17^e témoins de l'enquête des héritiers ; 6° enfin que Dufort lui-même, toujours depuis ladite époque, a positivement affirmé à ses voisins et à ses amis qu'il n'avait fait aucune disposition de ses biens au profit des époux Noël, fait attesté par les 5^e, 8^e et 9^e témoins de l'enquête des héritiers et par le 6^e de l'enquête des légataires :— Considérant que de toutes ces circonstances naît la conviction que le testament porte une fautive date, et que la véritable n'a été dissimulée qu'enfin de ne pas indiquer l'état d'incapacité morale où se trouvait notoirement Dufort lors de la confection de ce testament :— Considérant que cette conviction ne saurait être ébranlée par l'enquête des époux Noël, parce que les témoignages qui la constituent sont ou suspects ou insignifiants, ou favorables aux héritiers Dufort :— Reforme, etc.

Du 8 avril 1824. — Cour roy. de Caen. — 1^{re} ch. Prés., M. Régée. — Concl. M. Pigeau de Saint-Pair, av. gén. — Pl. MM. Simon père et Delisle.

PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE)

— INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

Un interrogatoire sur faits et articles peut être considéré comme commencement de preuve par écrit, dans le sens de l'art. 1347. Cod. civ. (1) ; et à cet égard, un refus de répondre, peut constituer le commencement de preuve par écrit, aussi bien qu'une réponse. — Ainsi, la preuve testimoniale est admissible pour établir que la véritable obligation est autre que celle désignée dans l'acte, lorsque l'interrogatoire subi par celui qu'on prétend le véritable ob-

des réponses consignées dans un interrogatoire sur faits et articles, mais encore d'un refus de répondre. Cette doctrine qui est, comme on le voit, une extension de la jurisprudence que nous venons d'indiquer, a été au surplus consacrée par la Cour de Bourges le 30 avril 1828 (aff. Fauconneau-Dufresne) ; et elle est adoptée par Toullier, tom. 9, n. 117, qui se fonde sur l'art. 320 du Code de proc., aux termes duquel si l'assigné ne compare pas ou refuse de répondre après avoir comparé, les faits pourront être tenus pour avérés. Or, dit Toullier, si le refus de répondre peut faire preuve complète, à plus forte raison peut-il servir de commencement de preuve.

(1) Cela est constant en jurisprudence et en doctrine. V. Cass. 6 nov. 1818 ; 15 juin 1824 ; 11 janv. 1827 ; 18 juill. 1827 ; 22 août 1832 (Volome 1832) ; 19 mars 1835 ; 6 avril 1836 ; 19 juin 1839 ; Pigeau, t. 1, p. 238 ; Favard de Langlade, t. 3, p. 118, n. 12 ; Deloz, Rec. alph., tom. 9, p. 577, n. 20 ; Thomine Desmazures, t. 1, p. 538 et 538 (cet auteur avait d'abord admis l'opinion contraire) ; Boncenne, tom. 6, p. 551 ; Carré et son annotateur Cheuven, Lois de la proc., t. 3, quest. 1262. — Mais on doit remarquer que l'arrêt ci-dessus applique la règle dans un cas où la partie avait refusé de répondre, en sorte que le commencement de preuve résulterait, d'après cet arrêt, non-seulement

ligé, rend ce fait vraisemblable. (Cod. civ., 1341 et 1347.)

(Juvés — C. Bellot et Duchaussoy.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si l'art. 1341 du Code civil défend la preuve par témoins de toutes conventions excédant la valeur de 150 fr. l'art. 1347 fait exception à cette règle toutes les fois qu'il existe un commencement de preuve par écrit; — Que cette exception est aussi générale que la loi à laquelle elle se réfère; que, des lors, elle reçoit son application, aussi bien lorsqu'il s'agit de connaître le véritable emprunteur, que lorsqu'il est question de s'assurer de la quotité de la sincérité de l'obligation; — Que la loi s'en réfère, sur l'appréciation du commencement de preuve par écrit, lequel n'est point défini par la loi, aux lumières et à la conscience des magistrats, comme sur la force des présomptions; — Qu'il suffit que le commencement de preuve par écrit soit puisé dans un acte émané de la partie qui rend vraisemblable le fait allégué, sans, néanmoins, en contrecarrer la preuve entièrement formelle; qu'un interrogatoire sur les faits et articles peut fournir non-seulement un commencement de preuve par écrit, mais même une preuve complète; qu'un commencement de preuve par écrit ne doit pas surtout être rigoureusement écarté, lorsqu'il existe des présomptions graves et concordantes qui dévoilent la mauvaise foi; que c'est par ce motif qu'il a été jugé 1° qu'un commencement de preuve par écrit peut résulter d'actes non signés; 2° que le défaut de réponse à une interpellation faite en forme d'interrogatoire sur faits et articles, devant le bureau de conciliation, peut être considéré comme un commencement de preuve par écrit; 3° qu'il peut résulter d'un acte privé non reconnu par la partie, ni vérifié par experts; 4° d'un acte qui ne porte aucune énonciation de somme prêtée; 5° enfin que, lorsque la preuve testimoniale n'est pas complète, le juge peut déférer au demandeur le serment supplétoire (arrêts des 29 prair. an 13, 9 frim. an 14, 9 fév. 1808, 3 déc. 1818 et 2 juin 1823); — Attendu qu'il résulte de l'interrogatoire de Juvés, et, en outre, de son refus de répondre à plusieurs interpellations importantes, non-seulement de graves présomptions contre lui, mais un commencement de preuve par écrit, qui rend vraisemblable l'emprunt des frères Duchaussoy par Juvés, sous le nom de veuve Bellot, sa belle-mère; — Par ces motifs, etc.

Du 8 avril 1824. — Cour roy. de Rouen. — 1^{re} ch.

LETTRES DE CACHET. — PACTE DE FAMILLE. — SEPARATION DE CORPS.

Du 8 avril 1824 (aff. Cafron). — Cour roy. de Rouen. — V. l'arrêt de la Cour de cassation du 16 nov. 1825, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

1^{er} AVAL. — LETTRE DE CRÉDIT.

2^o CAUTIONNEMENT. — LETTRE DE CRÉDIT.

1^{re} Une lettre de crédit donnée à un négociant sur un autre négociant, peut être considérée comme un aval anticipé des effets commerciaux qui seront souscrits ultérieurement par le crédité... et cela, bien que le donneur de la lettre de crédit ne soit pas un négociant, et qu'il n'ait pas déclaré vouloir que son aval s'étende à tous les billets à ordre ou à toutes lettres de change. (Cod. comm., 142.) (1)

En conséquence, celui qui a souscrit un tal en-

gagement est par cela même justiciable du tribunal de commerce, et contraignable par corps, de même que les tireurs et endosseurs des lettres de change (2).

2^o Une lettre de crédit donnée à un négociant sur un autre négociant, peut être considérée comme un cautionnement, non-seulement des sommes qui seront fournies ultérieurement au crédité, mais même des sommes antérieurement dues par le crédité à celui sur qui la lettre est fournie. — Tout git en interprétation de l'ensemble des clauses et des circonstances. (Cod. civ., 2015.)

(Imbert et Senly. — C. Lyons et Breton.)

20 mai 1820, une lettre de crédit est donnée au sieur Imbert-Senly fils, sur les sieurs Lyons et Breton, banquiers à Nèvers, par les sieurs Imbert et Senly, père et beau-père d'Imbert-Senly fils. — La lettre est ainsi conçue : — « A MM. Lyons aîné et Breton, à Nèvers. — Ainsi que nous en sommes convenus, nous vous autorisons, pour ouvrir un crédit à notre fils et gendre, le sieur Imbert-Senly, jusqu'à concurrence de 30,000 fr. pendant un an, à compter de ce jour, savoir : M. Imbert père, pour la somme de 15,000 fr., et moi, Senly père, pour pareille somme, etc. » — Le sieur Imbert-Senly fils a reçu des sieurs Lyons et Breton, tout ou partie de la somme portée en la lettre de crédit. Il paraît qu'elle lui a été fournie sur des billets ou lettres de change tirés par lui.

13 juin 1820, faillite d'Imbert-Senly fils. — Les sieurs Lyons et Breton assignent les sieurs Imbert et Senly père devant le tribunal de commerce, pour se voir condamner par corps, à payer le montant des sommes fournies à Imbert-Senly fils.

Les sieurs Imbert et Senly déclinent la juridiction du tribunal de commerce, en se fondant sur ce que, d'une part, ils ne sont pas commerçants, et que d'autre, la lettre de crédit ne constitue pas un acte de commerce.

20 juin, jugement du tribunal de commerce qui rejette le déclinatoire et ordonne que les parties plaideront au fond. — Appel de la part des sieurs Imbert et Senly père.

Le 23 août 1823, arrêt de la Cour de Bourges qui statue en ces termes :

« LA COUR; — Attendu que le sieur Imbert-Senly est négociant; que le sieur Imbert, son père, qui l'a été longtemps, s'il ne l'est encore; que le sieur Senly, son beau-père, aussi négociant, lui ont ouvert un crédit de chacun 15,000 fr. sur les sieurs Lyons et Breton, négociants banquiers; — Attendu que, sous le bénéfice de ce crédit, le sieur Imbert-Senly a été autorisé à tirer des lettres de change sur les banquiers, à leur adresser des mandats, à prendre dans leur portefeuille du papier sur les différentes places de commerce; — Attendu que la lettre de crédit étant dans la main des banquiers un aval donné par acte séparé, comme le permet l'art. 142 du Code de comm., les banquiers, confians dans sa signature, ont livré leurs fonds; — Attendu que, suivant le même art. 142, le donneur d'aval est tenu solidairement et par les mêmes voies que les tireurs et endosseurs, et que les uns et les autres ont pu être traduits au tribunal de commerce; — Qu'en vain les sieurs Imbert père et Senly, qui ne peuvent méconnaître le principe que la lettre de crédit est un véritable aval, pour les lettres de change et les autres effets de commerce auxquels elle se rattache, observent qu'il n'est pas applicable à l'espèce actuelle, parce qu'ils n'ont point exprimé, dans leur lettre de crédit, qu'ils garantissent le paiement de ces

(1) et 2^o F. dans le même sens, Toulouse, 28 mars 1823; Riom, 26 juill. même année.

divers effets; qu'ils n'ont donné qu'un simple cautionnement pour une somme de 30,000 fr., à prendre par le sieur Imbert-Senly dans la caisse des banquiers; que ce cautionnement ne devant point recevoir d'extension aux termes de l'art. 2015 du Code, on ne peut employer la voie rigoureuse de la contrainte par corps, à laquelle ils ne sont pas soumis; — Attendu que le crédit a été accordé à un négociant; que la lettre qui l'ouvre est adressée à des négociants; que dans cette lettre, on ne détermine pas de quelle manière ces fonds seront livrés; qu'ainsi les moyens d'engagements ont été laissés à la disposition de l'emprunteur et des banquiers; que ces derniers ont dû prendre ceux qui étaient les plus propres à assurer la rentrée des fonds dont ils se mettaient à découvrir, c'est-à-dire des effets de commerce qui leur donnaient la contrainte par corps contre leurs débiteurs solidaires; attendu d'ailleurs qu'on n'en use pas autrement dans les négociations commerciales; qu'on ne peut supposer que les sieurs Imbert père et Senly, qui savent plus particulièrement comment on traite dans le commerce, n'ont pas entendu, en ouvrant leur crédit, que les négociants emprunteurs et prêteurs en useraient suivant l'usage ordinaire; — Attendu enfin que si, luttant contre l'évidence, ils soutiennent qu'ils voulaient réellement que le crédit accordé fût rempli d'une manière tout à fait étrangère au commerce, ce n'était point assez de leur intention; qu'il fallait l'exprimer, et dans les termes les plus formels, comme on fait pour une clause très insolite; que dans cette hypothèse, tellement invraisemblable qu'on répugne à s'y prêter, ils auraient dû s'imputer de n'avoir pas fait connaître aux banquiers envers qui ils s'engageaient et qui n'ont pu être trompés, les bornes particulières qu'ils entendaient assigner à leur crédit; — Confirme, etc. »

Par suite de cet arrêt, les parties revinrent devant le tribunal de commerce de Nevers. — Les sieurs Lyons et Breton réclamèrent alors des sieurs Imbert et Senly, non-seulement le montant du crédit de 30,000 fr. qu'ils prétendent avoir rempli, mais encore de plus et personnellement contre Senly père la somme de 8,807 fr. qu'ils avaient fournie, en sus du crédit, et sur la promesse de Senly père de rembourser en valeurs.

Sur cette demande, les sieurs Imbert et Senly père ont fait remarquer que les sieurs Lyons et Breton n'avaient point fourni à Imbert-Senly fils la somme de 30,000 fr.; que pour compléter cette somme, ils faisaient figurer celle de 23,000 fr. qu'Imbert-Senly leur devait avant l'ouverture du crédit; qu'évidemment et d'après les termes de la lettre, toutes dettes antérieures de Imbert-Senly fils ne pouvaient être réclamées contre Imbert et Senly père, qu'en effet, ils n'avaient pas eu l'intention de cautionner leurs fils et gendre pour ce qu'il devait déjà aux sieurs Lyons et Breton; que, désirant l'aider dans son commerce, ils avaient voulu lui procurer une somme de 30,000 fr.; qu'ainsi, leur responsabilité ne s'étendait qu'aux valeurs fournies pour parfaire cette somme; et qu'ils devaient rester étrangers à tout ce qui était antérieur.

28 nov. 1823, jugement qui condamne les sieurs Imbert et Senly père à payer aux sieurs Lyons et Breton la somme de 30,000 fr. par eux fournie à Imbert-Senly fils; savoir 23,000 fr. environ, antérieurement à la lettre de crédit, et le surplus depuis cette époque. — Les motifs portent en substance : qu'à l'époque de la lettre de crédit la déconfiture d'Imbert-Senly s'annonçait publiquement; qu'il en résulte qu'il est impos-

sible, dans un moment où tout présageait la chute d'Imbert-Senly, que les sieurs Lyons et Breton aient consenti à lui ouvrir un crédit de 30,000 fr., quoique cautionné, sans être assurés du remboursement des sommes qu'ils avaient déjà avancées, et dont les événements présents leur faisaient craindre la perte; qu'encore bien que la lettre de crédit porte que le crédit est ouvert à compter du 30 mai 1823, les sieurs Imbert et Senly père ne peuvent se prévaloir de cet énoncé, parce qu'il est en contradiction avec les faits et avec la justice; que, par leur lettre de crédit, les sieurs Imbert et Senly père ont alloué la durée de leur garantie et la somme pour la quelle ils la donnaient, sans faire aucune réserve sur la manière dont Imbert-Senly pourrait employer cette somme; que dès lors ce dernier pouvait dans le courant de l'année en user ainsi qu'il le jugerait convenable; que cette somme étant destinée à l'aider dans ses affaires, il devait d'abord l'employer à acquitter les dettes exigibles, dont celle des sieurs Lyons et Breton faisait partie, ce que ceux-ci ne pouvaient manquer d'exiger, vu la position précaire d'Imbert-Senly.

Appel de la part des sieurs Imbert et Senly père; ils soutiennent que leur lettre de crédit ne constituait un cautionnement que pour l'avenir.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les sieurs Imbert et Senly, qui refusent aux sieurs Lyons et Breton le droit d'imputer sur la lettre de crédit les dettes antérieures d'Imbert-Senly, soutiennent que le cautionnement qu'ils offraient avait pour objet unique de garantir les sieurs Lyons et Breton des sommes qu'ils pourraient fournir au sieur Imbert fils; que cette garantie ne s'appliquait qu'aux valeurs que ce dernier recevrait à l'avenir, et non aux sommes qu'il pouvait devoir; qu'ils sont étrangers au compte courant dont il n'est fait aucune mention dans leur lettre du 30 mai; que leur intention était d'aider le sieur Senly fils dans la position difficile où il se trouvait alors; que s'ils eussent entendu garantir le compte courant, dont le résultat, suivant les sieurs Lyons et Breton, constituait le sieur Senly fils débiteur de 23,758 fr. 42 cent., ils ne se fussent pas bornés à lui ouvrir un crédit d'environ 7,000 fr. seulement, somme qui ne pouvait pas remplir le but qu'ils se proposaient; qu'enfin ce qui prouve que les sieurs Lyons et Breton ne regardaient comme eux, la lettre de crédit que comme la garantie des avances qu'ils feraient au sieur Senly fils, à partir du 30 mai, c'est qu'effectivement en joignant leur créance, résultant du compte courant, ils auraient dépassé la borne de ce crédit; — Mais attendu que la lettre de crédit donnée aux sieurs Lyons et Breton leur cautionnait la somme de 30,000 fr., dont ils seraient à découvert avec le sieur Senly fils; que l'intention des créanciers, de ne point faire porter le cautionnement sur les avances qu'ils lui avaient déjà faites, était tellement extraordinaire, qu'elle eût dû être énoncée dans les termes les plus précis, et que la lettre n'en parle pas. — Attendu que cette lettre ne prescrivait point au sieur Senly fils l'emploi qu'il devait faire des 30,000 fr. pour lesquels il était cautionné, s'il lui eût convenu de demander aux sieurs Lyons et Breton 5,242 f., et que voulant se libérer avec eux des 23,758 fr. qu'il leur devait, il eût reconnu avoir touché les 30,000 fr. qu'il était autorisé à prendre dans leur caisse, on conçoit difficilement comment les sieurs Imbert et Senly auraient pu se soustraire à l'obligation de rendre aux banquiers ce que Senly fils aurait déclaré en avoir reçu, en exécu-

tion de cette lettre de crédit. — Attendu que l'intention des pères de Senly fils ayant été, ainsi qu'ils l'annoncent, de l'aider dans la position difficile où il se trouvait, on doit croire que ça été pour arrêter l'action que les sieurs Lyons et Breton pouvaient diriger contre lui, qu'ils lui ont offert leur cautionnement; — Attendu qu'il est impossible de supposer que les sieurs Lyons et Breton eussent consenti à ouvrir au sieur Senly fils un crédit de 30,000 fr. lorsque déjà ils étaient à découvert avec lui de plus de 24,000 fr., et que, loin de leur offrir aucune garantie, sa solvabilité commençait à être fort douteuse dans le commerce; — Lorsque, par le crédit qu'ils auraient accordé pour un an, ils se seraient interdit le droit de faire aucune poursuite contre lui pendant cet intervalle; — Lorsque la lettre de crédit, si elle eût été limitée, comme le prétendent les sieurs Imbert et Senly, les eût forcés à ouvrir deux comptes avec Senly fils, l'un pour l'ancien dont le reliquat eût toujours produit des intérêts, sans que les créanciers eussent rien pu imputer sur le principal pendant la durée du crédit, et un autre pour les 30,000 fr.; — Attendu que si, postérieurement à la lettre du crédit, les sieurs Lyons et Breton ont avancé quelques sommes qui, réunies à la créance du compte courant, excédaient les 30,000 fr. cautionnés, c'était, suivant ce qu'ils avancent, par suite d'un arrangement fait entre eux et les pères du sieur Senly fils, par lequel ces derniers auraient promis de fournir de nouvelles garanties; dans le cas où le sieur Senly fils aurait besoin de plus de 30,000 fr.; — Qu'en effet, ce qui confirme la réalité de cette convention, c'est que, dès le 28 mai, huit jours seulement après la lettre de crédit, ayant fourni au sieur Senly, soit en argent, soit en traite, 6,500 fr. qui, avec les 23,758 fr. 42 cent. a eux dus d'après le compte courant, élevèrent leur créance à plus de 30,000 fr., ils écrivirent au sieur Senly fils, et lui rappellèrent: « Qu'il avait été convenu avec le sieur Senly père que si lui Imbert-Senly fils avait besoin de sommes au-dessus du crédit, que lui et son père garantiraient ces sommes en billets à ordre qu'il endosserait, et demanderait que ces billets leur fussent fournis; » — Que le même jour 28, Imbert-Senly répondit: « Ainsi que nous en sommes convenus avec mes pères, ils vont me souscrire ces jours-ci 40,000 fr. de papier que je vous endosserai, et ils continueront ainsi suivant ce que vous me remettrez; » — Attendu que l'on trouve la même nouvelle preuve évidente que la lettre de crédit n'était pas seulement la garantie des sommes à fournir par les banquiers, à compter du 20 mai, puisque, dès le 28, n'ayant encore avancé que 6,500 fr., et conséquemment une somme bien inférieure aux 30,000 fr. promis, leur demande, pour obtenir les nouvelles signatures des sieurs Imbert et Senly père, a été accueillie, lorsqu'elle eût été repoussée comme inconvenante et ridicule, si le crédit n'eût été accordé que pour les sommes à fournir à partir de la lettre; — Confirme, etc.

Du 9 avril 1824. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Pres., M. de Lamethière. — Pl., MM. Thibot Varenne et Mater.

RÉCIDIVE. — TRAVAUX PUBLICS.

Les peines de récidive ne sont pas applicables à

(1) V. l'arrêt en sens contraire de la Cour de cassation, du 3 janv. 1814, qui prononce le renvoi sur lequel a été rendue la décision ci-dessus. Mais voy. la note qui accompagne cet arrêt.

(2) V. en ce sens, Cass. 13 nov. 1811; Angers,

un individu précédemment condamné seulement aux travaux publics pour désertion. — Les travaux publics n'étant pas une peine infamante, on ne peut considérer la première condamnation comme condamnation pour crime. (Arrêté du 19 vend. an 12, art. 72 et 83; Cod. pén., 56 et 28.) (1)

(Prévost.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 56 du Code pén. condamne aux peines prononcées pour la récidive tout coupable condamné précédemment pour crime, sans distinguer si la condamnation a été prononcée par un tribunal ordinaire, ou par un conseil de guerre; que, par conséquent, cet article doit être appliqué à Prévost, si la désertion pour laquelle il a été condamné par le conseil de guerre est un crime; — Attendu que les peines infamantes sont seules appliquées aux crimes; — Attendu que les lois militaires ne rangent pas dans cette classe la peine des travaux publics, puisque les militaires, après avoir subi une condamnation de ce genre, rentrent dans les corps de l'armée, aux termes de l'art. 83 de l'arrêté du 19 vend. an 12, tandis que les condamnés pour crime sont, d'après l'art. 28 du Code pén., privés de cet honneur; — Dit qu'il n'y a lieu à statuer sur la requête du ministère public, tendant à l'application de l'art. 56 du Code pénal.

Du 10 avril 1824. — Cour d'assises de la Somme.

COMMIS-VOYAGEUR. — MARCÉ. — COMPETENCE.

Le commis-voyageur qui vend et promet de livrer ou faire livrer une partie de marchandises, est réputé avoir repris la maison de commerce dont il est l'émisnaire. — Le morché est réputé fait, non au lieu où était la marchandise, ou au lieu où est établie la maison de commerce qui doit fournir, mais au lieu où la convention a été formée par le commis-voyageur. — Si donc il n'y a pas stipulation d'express du lieu de la livraison ou du paiement, tout litige pour exécution du morché doit être porté devant les juges du lieu où le commis-voyageur a formé la convention. (Cod. civ., 1247 et 1651; Cod. proc. civ., 420.) (2)

(Mathon — C. Clergue.)

En 1822, un commis-voyageur de la maison Mathon, de Lille, passant à Alby, traite avec Clergue, négociant, d'une certaine quantité de toiles. Le commis-voyageur écrit lui-même sur le livre-carnet de Clergue, la quantité et la qualité des toiles que ce dernier désirait. — A son retour à Lille, le commis-voyageur fait part de la demande de Clergue à sa maison, qui expédie les toiles. Clergue les reçoit; mais ne les trouvant pas conformes à celles qu'il avait demandées, il assigne la maison Mathon, devant le tribunal de commerce d'Albi, pour se voir condamner à les reprendre.

La maison Mathon décline la compétence de ce tribunal; elle invoque la règle générale, posée dans l'art. 59 du Code de procédure, suivant laquelle le défendeur doit être assigné devant le tribunal de son domicile. Elle soutient de plus qu'elle ne se trouve dans aucune des exceptions prévues par l'art. 420 du même Code. Pour le démontrer, elle dit: 1^o que la promesse a été et

3 janv. 1810, et les notes; Grenoble, 16 fév. 1816; Bordeaux, 22 avril 1828. — V. encore Cass. 22 avril 1830; 3 mars 1835. — En sens contraire, Lyon, 28 mars 1827; Montpellier, 21 déc. 1826 et 24 déc. 1841.

n'a pu être faite qu'à Lille, parce que s'il était vrai que la demande avait été reçue à Albi par son commis-voyageur, cette demande ne lui avait été transmise qu'au retour de ce commis-voyageur à Lille; 2° que les toiles ont été livrées à Lille; que c'est là qu'elle s'en est dessaisie, et que c'est pour le compte de Clergue et à ses risques qu'elles ont ensuite voyagé. — Elle prétend en outre que c'est à Lille que le paiement de ces toiles devait être effectué.

Clergue, de son côté, soutient que la vente a été faite à Albi, que c'est là que les toiles ont dû être livrées, et que c'est le cas d'appliquer l'art. 420 du Code de procédure. En effet, selon lui, un commis-voyageur est le représentant, le mandataire de la maison de commerce pour laquelle il voyage. Il vend, il achète, il consomme lui-même les marchandises; s'il transmet ses traités à ses commettants, c'est pour qu'ils les exécutent et non pour qu'ils les ratifient: ils les ont ratifiées d'avance, par le mandat exprès ou tacite qu'ils ont donné. — Dans l'espèce, c'est donc bien à Albi que le marché a été conclu. — Du reste, il a été fait sans condition, aucune stipulation n'a été arrêtée sur le lieu où le paiement des toiles devait se faire, cela est d'autant moins douteux qu'aucune mention ne s'en trouve sur le livre-carnet de Clergue, où le commis voyageur de la maison Mathon, a écrit lui-même la quantité et la qualité des toiles demandées. D'autre part, les toiles ont dû être livrées à Albi, et c'est une erreur de prétendre qu'elles n'ont pas voyagé, aux risques de la maison Mathon. Des toiles évidemment ne peuvent être vendues qu'à la mesure, le contrat ne pouvait donc devenir parfait que lorsqu'elles auraient été vérifiées et mesurées. (Art. 1583 du Code civ.)

Jugement du tribunal de commerce d'Albi, qui se déclare compétent.

Appel de la part de la maison Mathon. — Les parties reproduisant les mêmes moyens, seulement Clergue ajoute que, soit d'après la loi (art. 1247 du Code civ.), soit d'après les usages du commerce, le paiement des toiles devait être fait au domicile du débiteur, c'est-à-dire à Albi; nouveau rapport sous lequel le tribunal de commerce de cette ville était compétent, aux termes de l'art. 420 du Code de proc.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que dans le traité, contenant vente, intervenu entre le sieur Philippe Clergue et les sieurs Henry et Edouard Mathon, il n'était rien stipulé sur le lieu où le paiement devait être fait; que, dès lors, et aux termes de l'art. 1247 du Code civil, et l'usage constant du commerce, il devait l'être au domicile du débiteur; que, par conséquent, le tribunal dans l'arrondissement duquel ce dernier est domicilié pouvait connaître de la contestation; que, dès lors, c'est avec juste raison que les sieurs Henry et Edouard Mathon ont été cités devant le tribunal d'Albi, domicile du sieur Philippe Clergue, débiteur; — Attendu, d'ailleurs, que la promesse a été faite à Albi; que, d'après le traité et la nature des marchandises, la livraison devait avoir lieu à Albi; que, sous cet autre rapport, et aux termes de l'art. 420 du Code de proc. civ., le tribunal de commerce d'Albi était compétent; — Par ces motifs, démet de l'appel, etc.

Du 12 avril 1824. — Cour roy. de Toulouse. — 3^e ch. — Prés., M. de Faydet. — Concl., M. Cavalié, av. gén. — Pl., MM. Décamp et Féral.

1^o RENTE FONCIÈRE. — ARRÉRAGES. — RACHAT.

2^o RENTE. — HYPOTHEQUE. — DIVISIBILITÉ.

1^o Le débiteur d'une rente foncière, à la différence du débiteur d'une rente constituée, ne peut être contraint au rachat pour défaut de paiement des arrérages pendant deux ans. — Les dispositions de l'art. 1912, Cod. civ., ne lui sont pas applicables (1).

2^o L'hypothèque d'une rente qui pèse sur tous et chacun des biens qui y sont affectés, peut néanmoins se trouver divisée par suite d'un partage de cette même rente entre cohéritiers, en telle sorte que si le débiteur de la rente a aliéné ensuite la portion des biens affectés à l'une des parties de cette rente, il ne puisse cependant être contraint au rachat par le propriétaire de l'autre partie, sous le prétexte qu'il aurait ainsi diminué les sûretés promises par le contrat original. (Cod. civ., 1912.)

(Rouet — C. Moreau Bouchage.)

7 déc. 1809. cession de différents immeubles par les époux Freneau au sieur Rouet, moyennant une rente foncière de 200 fr., au capital de 4,000 fr., avec affectation hypothécaire des immeubles cédés, au paiement des arrérages et du capital de la rente dont il s'agit.

Les époux Freneau décèdent, et la rente de 200 fr. due par le sieur Rouet se trouve à partager entre leurs héritiers. — Mais déjà le sieur Rouet avait, de son côté, cédé à titre d'arrêtement diverses parties des immeubles qu'il tenait des époux Freneau au même titre, savoir deux arpens de vignes, moyennant 60 fr. de rente foncière au capital de 1200 fr., et trois quartiers de vignes moyennant 20 fr. de rente également foncière et remboursable par 400 fr. — En résultat du partage qui fut fait entre les héritiers Freneau, les 20 fr. et les 60 fr. de rente créés en dernier lieu par le sieur Rouet, faisant en total une rente de 80 fr. au capital de 1600 fr., furent attribués à l'une des branches de la succession Freneau. Les autres 120 fr. de rente restant dus par le sieur Rouet lui-même furent attribués à l'autre branche de la même succession, représentée par Jean Freneau et son épouse.

Le 21 déc. 1812, Jean Freneau et son épouse vendent à un sieur Moreau Bouchage la portion de rente de 120 fr. qui leur avait été ainsi attribuée par le partage. — Cette rente est servie par le sieur Rouet, au sieur Moreau Bouchage, jusqu'en 1818. — Mais il paraît que plus tard, le sieur Rouet aliène une portion nouvelle des immeubles qu'il tenait originellement des époux Freneau, moyennant 4,000 fr., et qu'il imposa en même temps à l'acquéreur la charge de servir en diminution de son prix la rente de 120 fr., au principal de 2,400 fr., qui restait due aux héritiers Freneau, ou à leur cessionnaire, le sieur Moreau Bouchage. — Il paraît également que plusieurs années s'écoulèrent ensuite, sans que les arrérages de cette rente de 120 fr. eussent été payés.

Le 14 oct. 1822, le sieur Rouet fait faire au sieur Moreau des offres réelles de tous les arrérages qu'il pouvait lui devoir. — Refus de la part de Moreau de recevoir ces offres, et assignation à Rouet, devant le tribunal d'Issoudun, pour se voir condamner au remboursement du capital de la rente, à défaut de paiement de deux années d'arrérages, et comme ayant, par divers améliorations des immeubles sur lesquels la rente

(1) V. conf., Cass. 5 mars 1817; 28 juill. 1824; Caen, 13 mars 1815; Paris, 8 janv. 1825.

était assise, diminué ou dénaturé le gage du créancier. (Code civ., art. 1912).

18 mars 1823, jugement qui accueille cette demande par les motifs suivans : — Considérant qu'il est constant que la rente dont s'agit, a été transportée au demandeur par les nommés Freneau et sa femme, par acte authentique, et que le transport a été également notifié au défendeur, qui en est débiteur comme l'étant de plus forte rente fixée à 200 fr. stipulée rachetable de 4,000 fr., représentant le prix d'une succession d'immeubles ; que cette rente est requérable de sa nature, puisque l'acte constitutif ne déterminant pas le lieu où doit s'effectuer le paiement, il doit se faire, suivant la règle de droit, au domicile du débiteur ; mais qu'il est également constant que le débiteur a été plus de deux ans sans payer les arrérages de ladite rente, ainsi qu'il résulte même de ses offres, et qu'il a été également mis en demeure de payer ; que les parties sont d'accord sur la liquidation des arrérages échus ; — Considérant en droit, qu'en vain on a voulu écarter l'application de l'art. 1912 du Code civil à l'espèce, sous le prétexte que la disposition devait être restreinte aux rentes constituées pour un capital en argent, et par conséquent ne pouvait s'étendre aux rentes établies pour le prix d'immeubles, connues sous le nom de rentes foncières, classée à laquelle appartenait celle dont il s'agit ; que par la nature de ces rentes le débiteur ne pouvait être contraint au rachat, mais qu'il pouvait être poursuivi en déguerpissement ; — Considérant que ce système, qui pouvait être fondé dans l'ancien droit, ne peut plus l'être aujourd'hui que les rentes ci-devant qualifiées de foncières ont été mobilisées, d'abord par la loi du 11 brum. an 7 sur le régime hypothécaire, et ensuite définitivement par les art. 529 et 530 du Code civil ; — Que si l'intention du législateur, pour la mobilisation de cette espèce de rente, ne résultait pas assez positivement des dispositions de l'art. 529 du Code civil, on la trouverait formellement exprimée dans les discussions qui ont eu lieu au conseil d'Etat, sur la rédaction de l'art. 530 du même Code ; car on y voit qu'il s'est agi dans les séances des 15 et 19 vent., an 12, de la question de savoir si on rétablirait les rentes foncières telles qu'elles existaient dans l'ancien droit, et qu'après une très longue discussion, cette question a été résolue négativement ; — Qu'ainsi, le système de mobilisation qui prévaut, il faut donc reconnaître pour constant aujourd'hui, que le rachat de toute espèce de rente constituée, soit pour un capital en argent, soit pour le prix d'un immeuble, peut être exigé contre le débiteur, aux termes de l'art. 1912 du Code civil, s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années. »

Appel par le sieur Ronel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant sur la première question, qu'à la vérité, toute espèce de rentes sont meubles, et qu'elles peuvent être rachetées à la volonté du débiteur ; — Que d'un autre côté, l'aliénation d'un immeuble, comme le prêt d'argent, n'a toujours pour le créancier, d'autre objet que de se procurer un revenu ; — Qu'enfin, la convention a été de payer annuellement les arrérages ; que si le débiteur ne remplit pas ses engagements, le contrat est résoluble, et que toutes les rentes étant semblables sous ces différens rapports, le remboursement du capital à défaut de paiement des arrérages, doit avoir lieu pour toutes ; — Mais que la mobilisation des rentes n'a la faculté accordée au débiteur de les rembourser à volonté n'en changeant pas l'origine, et que

le but pour le créancier de se procurer un revenu, l'obligation pour le débiteur de remplir ses engagements sont nécessairement soumis dans leur exécution aux règles établies par la loi pour chacun d'eux ; — Que la règle générale en cette matière, est que si le débiteur ne remplit pas ses obligations, le contrat est résoluble ; mais que le mode de cette résolution n'est pas toujours le même ; — Qu'il faut distinguer les ventes ou rentes appartenant à la réalité, des engagements attachés seulement à la personne ; que pour les premières, c'est-à-dire, en cas de senus ou d'arrentement d'un immeuble, le mode de résolution consiste pour le vendeur ou le bailleur à tenter en certains cas dans les biens, et, en d'autres, à les faire vendre par appropriation ; — Qu'il en est autrement pour la rente constituée à prix d'argent, qui ne tient point à la chose ; mais seulement à la personne du débiteur ; que pour celle-là, il se peut être question de rentrer dans du fonds, puis qu'il n'en a point aliéné ; mais de ravoir son argent qui a été la cause du contrat, et que la loi a établi en sa faveur un second mode de résolution ; — Que cette rente est classée dans le Code civil sous le titre du prêt à intérêt, lequel peut être remboursable à la volonté du créancier ou à celle du débiteur, et prend dans ce dernier cas, disent les art. 1909 et 1910, le nom de constitution de rente perpétuelle, et devient remboursable à défaut de paiement des arrérages pendant deux ans ; mais que cette mesure étant pour le cas de rente pour prêt d'argent, il est impossible d'étendre la loi du cas qu'elle exprime au cas qu'elle ne dit pas ; — Qu'une foule de monuments judiciaires, postérieurs à l'émission du Code, attestent la différence établie entre les rentes qui ont pour objet la concession d'un immeuble et celles pour argent prêté, et que c'est à ces dernières seulement que la jurisprudence attache l'obligation pour le débiteur de rembourser, à défaut de paiement des arrérages pendant deux ans ; qu'en vain on voudrait établir une différence entre les rentes pour concession de fonds, antérieures au Code civil, et celles postérieures, comme la rente dont il s'agit dans la cause ; qu'il n'est pas possible de distinguer là où la loi ne distingue pas, et que les règles sur les différens modes de résolution pour les rentes créées *in concessione fundi*, et celles constituées à prix d'argent, reçoivent nécessairement leur application, soit qu'il s'agisse d'une rente ancienne ou nouvelle ;

Considérant, sur la deuxième question, qu'il y a en cette matière deux règles principales, l'une que le créancier ne peut être contraint de recevoir son capital partiellement, l'autre que la rente est remboursable si le débiteur manque à fournir les sûretés promises par le contrat, ou, ce qui est la même chose, s'il les diminue ; — Que si l'acquéreur ou le preneur aliène une partie de l'héritage au profit d'autres personnes, le second acquéreur a le droit de purger sa propriété, et n'est tenu qu'à payer le prix porté dans son contrat, ou établi par que purgatoire ; qu'alors le vendeur originaire étant obligé de recevoir la prix, sa créance est morcelée ; — Que, d'un autre côté, son hypothèque sur le bien revendu n'existe plus ; en sorte que si les autres parties de l'immeuble qu'il avait aliéné viennent à déprimer ou perdre de leur valeur, il ne peut plus recourir sur le bien vendu, et ne retrouve plus les sûretés que lui assurait l'indivisibilité de son hypothèque originaire ; — Qu'ainsi, dans l'un ou l'autre cas, la rente est remboursable ; mais que ces principes et les conséquences qui en dérivent ne peuvent recevoir d'application à la cause présente ; —

Qu'en effet, la rente était originellement de 200 fr. par an, au principal de 4,000 fr., remboursable par quart; — Qu'un premier démembrement des héritages a eu lieu moyennant 20 fr. de rente, remboursable de 400 fr., au second moyennant 60 fr. de rente, remboursable de 1,200 fr.; — Qu'au décès du créancier de la rente, la rente de 200 fr. appartenant aux héritiers dans des proportions différentes, le partage de la succession a attribué à l'un des branches ces deux rentes, montant ensemble à 80 fr. par an, au principal de 1,600 fr., et à l'autre branche, les 120 fr. restant au principal de 2,400 fr.; que toutes les parties s'en sont contentées; — Qu'ainsi, les uns et les autres ont restreint leurs hypothèques sur les héritages grevés de rhaeon des deux parties de la rente; — Que, par acte du 21 déc. 1812, celui des héritiers auquel était échue celle de 120 fr., au principal de 2,400 fr., la vendue à Moreau Bouchage; que le cessionnaire ne peut avoir plus de droits que son cédant; qu'ainsi son hypothèque n'est trouvée réduite aux héritages non vendus; — Que depuis, l'appelant, acquéreur original, a aliéné partie des héritages à lui restant, moyennant 4,000 fr., à la charge de servir, en diminution, la rente de 120 fr., au principal de 2,400 fr.; due aux héritiers de son vendeur; — Que les sûretés du cessionnaire ou de son cédant ne sont pas diminuées, puisque leur hypothèque reste entière sur cette partie de biens nouvellement vendue, et sur celle qui reste encore entre les mains du preneur ou acquéreur original; — Que, d'un autre côté, celui qui a acquis en dernier lieu est obligé de servir la rente de 120 fr. par an, et ne peut la rembourser que moyennant les 2,400 fr. qui en sont le capital, sans autre morcellement que celui exprimé au contrat original; — Qu'ainsi, il n'existe aucun motif pour ordonner le remboursement; — Dit qu'il a été mal jugé; émendant, déclare bonnes et valables les offres faites le 14 oct. 1822, etc.

Du 12 avril 1824. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Sallé. — Pl., MM. Frayton et Miter.

RENTE CONSTITUÉE. — REMBOURSEMENT.
Le défaut de paiement, pendant deux années, des arrérages d'une rente constituée, n'autorise pas le créancier à demander le remboursement du capital, lorsque la cessation du paiement ne peut être attribuée à la négligence ou à la mauvaise volonté du débiteur, notamment lorsque le débiteur ignorait quel était celui des représentants du créancier qui avait droit aux arrérages de la rente. (Cod. civ., 1912.) (1)

(De Vanborel et de Lossendière — C. V. Boivin.)

Du 13 avril 1824. — Cour roy. de Caen. — 1^{re} ch. — Prés., M. Regnée. — Concl., M. Pigeon de Saint-Pair, av. gen. — Pl., M. Mare.

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES. — TANNERIE. — AUTONISATION.

Les tanneries sont placées dans la classe des établissements incommodes et insalubres, dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire, mais dont l'établissement ne doit être autorisé qu'à la charge d'observer les dispositions prescrites de ma-

nère à ne pas incommode les propriétaires du voisinage, ni à leur causer de dommage, et sous peine, à défaut d'observation de ces dispositions, de la révocation de l'autorisation. (Décr. du 13 oct. 1810; Ordonn. du 14 janv. 1815.) (2)

(Lapairie et consorts — C. Sarreau.)

Du 14 avril 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Tarbé de Vauxclair. — Pl., MM. Teste-Lebeau et Bertin.

MANDATAIRE. — RESPONSABILITÉ. — EFFETS PUBLICS. — NÉGOCIATION.

Le mandataire salarié, qui transfère, au nom de son mandant, une rente sur l'Etat à un agent de change, et qui néglige de se faire payer du prix dans les trois jours qui suivent le transfert, commet une faute, et devient responsable de l'insolvabilité de cet agent de change, survenue le quatrième jour. (Cod. civ., 1992.)

(Ricordeau — C. Dumarest.)

Le contrat avait été jugé le 21 fév. 1824 par le tribunal de première instance de la Seine. Voici les termes du jugement : — Attendu que la perte totale ou partielle des 4,140 fr., prix de la rente de 225 fr. vendue le 29 juillet 1823, en vertu de procuration et dû par la faillite de Cléret, ex-agent de change, est un événement dont le mandataire ne peut être garant, soit à raison du peu de jours écoulés entre la vente de la rente et la disparition de Cléret, maintenue jusqu'à sa fuite, qui a eu lieu quatre jours après le transfert de la rente; — Attendu que Dumarest offre de remettre sur décharge, les pièces justificatives du débit de Cléret.

Appel par le sieur et demoiselle Ricordeau.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que Dumarest, mandataire salarié des sieur et demoiselle Ricordeau, ayant vendu à Cléret les inscriptions dont il s'agit, pouvait et devait toucher le prix de la vente dans les trois jours qui ont suivi le transfert et précédé la disparition de Cléret; — Qu'il y a de sa part une faute dont il doit la réparation; — A mis et met l'appellation et le jugement dont est appel au néant; — Émendant, décharge les appelants des condamnations contre eux prononcées; — Au principal, condamne Dumarest à rembourser aux sieur et demoiselle Ricordeau la somme de 4,140 fr., montant, au cours de la place, du transfert fait le 29 juillet 1823, par Dumarest à Cléret, de la rente de 225 fr. dont il s'agit; au moyen duquel remboursement, subroge, en tant que de besoin, ledit Dumarest dans tous les droits et actions des sieur et demoiselle Ricordeau.

Du 22 avril 1824. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Prés., M. Desèze. — Pl., MM. Mollet et Delangle.

COMPENSATION. — VENTE. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — NULLITÉ. — EFFET.

Des inscriptions hypothécaires déclarées nulles, n'ont opéré absolument aucun effet. — Si donc il arrive qu'entre le vendeur et l'acquéreur d'une maison grevée de telles inscriptions, le contrat de vente porte consentement à compensation entre le prix de vente et une créance due par le vendeur à l'acquéreur, rien ne

borner dans ce cas, à imposer de nouvelles conditions, et ne devrait supprimer l'établissement qu'autant qu'il refuserait de les exécuter. V. à cet égard, ordonn. du 31 mars 1819 (aff. Riondel), et la note.

s'opposait à ce que la compensation consentie ait tout son effet. — On auroit tort de prétendre que la prix d'une maison fût insusceptible de compensation, soit parce qu'il y aurait au lieu d'introduire un ordre pour sa distribution, soit parce que des inscriptions annulées devraient avoir au moins l'effet d'opposition ou de saisie-arrêt. (C. civ., 1296, 2092 et 2093.)

(Lenormand — C. l'agent du trésor.)

Le sieur Brion Marolles était propriétaire d'une maison et manufacture, situées à Paris, et sur lesquelles existait, au profit de l'Etat, une inscription hypothécaire à la date du 27 vent. an 7. — Le 8 therm. an 9, Brion Marolles vend, par acte devant notaire, cette même maison et manufacture aux sieurs Lenormand et compagnie, moyennant 16,000 fr. — Il est dit dans l'acte, que cette somme, faisant le prix de la vente, se compensera avec une créance de 29 mille et tant de cent francs que les sieurs Lenormand et compagnie avaient sur le sieur Brion Marolles, en vertu d'un contrat notarié du 4 therm. an 6, et que, moyennant cette compensation, le vendeur et les acquéreurs se tiendront respectivement quittes; mais à la charge toutefois, par le vendeur, de rapporter mainlevée de différentes inscriptions hypothécaires qui grevaient la propriété vendue.

Les sieurs Lenormand et compagnie ont fait transcrire ce contrat. — Le 24 brum. an 10, un ordre est ouvert à la diligence d'un sieur Droz, l'un des créanciers inscrits; mais cet ordre reste impoursuivi jusqu'à la fin de 1821. — A cette époque l'agent du trésor, aux droits de l'Etat, s'étant fait subroger à la poursuite commencée, demande à être colloqué sur le prix de l'immeuble vendu, à la date de son inscription du 27 vent. an 7.

Mais les héritiers Lenormand aux droits du sieur Lenormand, alors décédé, soutiennent: 1° que l'ordre a été irrégulièrement ouvert et que la nullité doit en être prononcée; 2° que l'inscription prise le 27 vent. an 7, par l'Etat, est nulle, par le non-accomplissement de certaines formalités prescrites par la loi du 11 brum. de la même année; 3° que la compensation stipulée dans leur contrat d'acquisition, du 8 therm. an 9, doit avoir son effet, et qu'ainsi il n'y a point de prix à distribuer.

A ces moyens ou exceptions, l'agent du trésor oppose principalement, que la compensation stipulée par le contrat du 8 therm. an 9, n'a pu s'accomplir au préjudice d'inscriptions hypothécaires qui existaient antérieurement, ni avoir l'effet de faire disparaître le prix de l'immeuble grevé de ces inscriptions; qu'ainsi même que l'inscription du 27 vent. an 7 pourrait être déclarée nulle, à défaut d'accomplissement de quelques-unes des formalités prescrites par la loi du 11 brum. an 7, cette inscription devrait du moins valoir comme opposition sur le prix des immeubles vendus, et empêcher la compensation de ce prix avec les sommes que le vendeur pouvait devoir à l'acquéreur.

23 juin 1823, jugement du tribunal civil de la Seine, qui déclare nulle l'inscription du 27 vent. an 7, prise au profit de l'Etat; ordonne la radiation des inscriptions des créanciers non produisant, et décide en conséquence qu'il n'y a pas lieu de distribuer le prix de la maison par la voie de l'ordre; et, relativement à la question de compensation, déclare les héritiers Lenormand non recevables dans leur demande à cet égard: — Attendu, porte le jugement, qu'à la transcription du contrat du 8 therm. an 9, il s'est trouvé une multitude de créanciers inscrits; que

ceux-ci avaient un droit acquis sur le prix de la maison vendue; que, dès lors, les parties contractantes, Brion Marolles et les héritiers Lenormand, n'ont pu disposer de ce prix au préjudice des droits acquis à ces tiers; qu'en principe, la compensation ne s'opère qu'entre les individus qui se trouvent en même temps et réciproquement créanciers et débiteurs; que, dans l'espèce, au moyen de la vente, ce n'était pas Brion Marolles qui se trouvait créancier de Lenormand et compagnie, mais bien les créanciers du sieur Brion Marolles, puisque tout le prix n'appartenait qu'à eux, et que Brion Marolles n'avait rien à y prétendre; — Attendu qu'en outre bien que les inscriptions alors existantes se trouvent aujourd'hui ne produire aucun effet, soit à raison de nullité, soit par suite de non-production de ces mêmes créanciers, et qu'ainsi il n'y ait plus d'inscription hypothécaire, tous les biens d'un débiteur étant affectés à sa libération envers ses créanciers, dès qu'il existe un créancier même chirographaire, le prix en provenant doit lui appartenir; que conséquemment la compensation stipulée par ledit acte de vente ne pouvait et ne peut avoir son effet, puisque, vu le nombre de créanciers inscrits, le montant du prix ne pouvait être distribué que par la voie de l'ordre.

Appel de ce jugement de la part des héritiers Lenormand. — Le 25 octobre 1823, saisie-arrêt entre leurs mains à la requête de l'agent du trésor, sur le prix de la maison vendue par le sieur Brion Marolles.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que par contrat notarié, du 8 therm. an 9 (27 juill. 1799), dûment enregistré et transcrit le 13 fruct. (30 août 1801), Lenormand et compagnie, créanciers de Brion Marolles, ont acquis de lui une propriété, dont le prix est stipulé compensé avec leur créance, résultant d'un titre authentique antérieur, et dont le montant, quoiqu'un supérieur au prix de la vente, est réduit à forfait et à titre de transaction, pour que les parties se trouvent respectivement quittes et déchargées l'une envers l'autre; — Que cette compensation ainsi opérée, l'effet en aurait été bientôt suspendu par l'existence d'inscriptions; mais que la suspension en aurait été levée tant par la forclusion prononcée contre la majeure partie des créanciers inscrits, que par la mainlevée ou nullité des inscriptions des autres créanciers; — Considérant que l'inscription du trésor, du 27 vent. an 7, déclarée nulle et ne pouvant produire aucun effet, ne saurait valoir comme opposition; — Que l'agent du trésor l'a si bien reconnu, que, le 25 oct. 1823, depuis le jugement du 23 juin précédent, il a formé opposition entre les mains des héritiers Lenormand, qu'il a supposé être encore débiteurs du prix de la maison vendue à leur aïeul; mais que cette opposition tardive ne peut faire obstacle à la compensation consommée; qu'ainsi, il n'y a lien à distribuer par ordre ni par contribution un prix qui n'existe plus; — A mis et met l'appellation et le jugement susdaté au néant, quant au chef qui déclare les héritiers Lenormand non recevables dans leur demande en compensation; — Emendant, les décharge de ladite compensation; — Au principal, déclare les héritiers Lenormand définitivement libérés par la compensation, etc.

Du 23 avril 1824. — Cour roy. de Paris. — 3^e ch. — Prés., M. Desèze. — Concl., M. de Peyronnet. — Pl., M. Gautier-Biauzat et Bonnet fils, av. gén.

**ACQUIESCEMENT.—OFFRES D'EXÉCUTION.—
APPEL.—GARANTIE.**

On ne peut opposer comme fin de non-recevoir contre un appel, des lettres écrites par la partie condamnée avant l'exécution et la signification du jugement, et contenant des offres d'exécution de ce jugement. De telles lettres ne sauraient être considérées que comme énonçant un simple projet et non comme un acquiescement de la part de la partie condamnée, alors surtout qu'elle a obtenu une garantie et que le garant a lui-même interjeté appel (1).

(Roquefeuille.—C. Manier et Dupuy.)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que les lettres dans lesquelles le sieur de Roquefeuille veut trouver l'acquiescement qu'il invoque contre le sieur Massier, lui ont été écrites par ce dernier, avant que le jugement eût été signifié ni expédié; que dès lors, on ne doit considérer la correspondance invoquée que comme énonçant un simple projet; que, d'ailleurs, cette correspondance est étrangère au sieur Dupuy, qui, ayant été condamné à une garantie vis-à-vis du sieur Massier, prononcée par le tribunal d'Albi en faveur du sieur de Roquefeuille, est appelant; que l'appel de ce garant fait revivre toute la cause devant la Cour, dans l'intérêt du garant et du garanti: d'où il suit que la demande en rejet formée contre Massier ne peut être accueillie;—Sans avoir égard à la demande en rejet d'appel formée par la partie de Petit; disant, au contraire, quant à ce, droit sur l'appel des parties de Derrouch, etc.

Du 24 avril 1824.—Cour roy. de Toulouse.—Prés. M. de Foydel.—Concl., M. d'Aldiguiers fils, cons. aud.—Pl., M. Tourmanille, Génie et Martin.

**EXÉCUTION.—INFORMATION.—COMPÉTENCE.
—INDIVISIBILITÉ.**

Lorsqu'un jugement est infirmé sur un chef et confirmé sur d'autres chefs, l'exécution de l'arrêt appartient en entier à la Cour.—On ne peut prétendre que l'exécution des dispositions confirmées appartienne au tribunal: si y a indivisibilité. (Cod. proc., 472.) (2)

(Garnier.—C. Rime.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que l'incompétence est tirée de ce que le jugement de Sancerre du 26 déc. dernier ayant été confirmé, l'exécution appartient au tribunal et non à la Cour; que ce jugement avait condamné Rime: 1° aux dommages et intérêts de Garnier: 2° à prendre possession dans la huitaine des forges d'Yvoi et de tout le matériel; 3° et, en cas de retard, à payer 40,000 fr. pour le roulement de l'usine;—Que sur l'appel, l'arrêt du 12 fév. a infirmé la première disposition et même la seconde, en ce sens, que la prise de possession ne devait avoir lieu qu'après le recouvrement du matériel; que la

troisième seule a été confirmée;—Qu'aux termes de l'art. 472 du Code de proc. civ., si le jugement est confirmé, l'exécution appartient au tribunal dont est appel, et, s'il est infirmé, à la Cour elle-même; qu'ici il y a confirmation en un chef, infirmation sur deux, et qu'il est impossible de charger concurremment la Cour et un tribunal de l'exécution du même arrêt;—Que, d'un autre côté, la Cour a fait exécuter son arrêt par le recouvrement ordonné; qu'ainsi, sous tous les rapports, la Cour seule est compétente pour assurer l'exécution de cet arrêt;—Sans avoir égard à l'incompétence alléguée, etc.

Du 26 avril 1824.—Cour roy. de Bourges.—1^{re} ch.—Prés., M. Sallé, p. p.—Pl., MM. Thiot-Varenne et Moyet-Génétry.

FAILLITE.—SAUF-CONDUIT.—ÉLARGISSEMENT.

Le sauf-conduit accordé à un failli par le tribunal de commerce, a effet non-seulement pour le mettre à l'abri de la contrainte par corps par suite de la faillite, mais encore pour faire cesser l'emprisonnement antérieur à la faillite. (Cod. comm., 466.) (3)

(Adam.—C. Désormaux.)

Le 18 mars 1824, le sieur Désormaux avait été emprisonné à la requête du sieur Adam, son créancier, pour dettes de commerce, et le 26 du même mois, il avait déclaré sa faillite.—Le 2 avril suivant, le tribunal de commerce de Rouen lui accorda un sauf-conduit.

Le sieur Adam s'opposa à l'exécution de ce jugement, se fondant sur la détention du sieur Désormaux, antérieure à la déclaration de sa faillite, détention qui ne pouvait, disait-il, être anéantie par l'effet du sauf-conduit.—Il offrait de laisser au failli la liberté de se rendre auprès des agents et syndics de sa faillite, toutes les fois qu'ils auraient besoin de ses renseignements personnels, mais à condition qu'il se reconstituerait immédiatement en prison.

Jugement du tribunal civil de Rouen qui, vu l'art. 466 du Code de commerce; vu le jugement du 2 avril, par lequel le tribunal de commerce a accordé à Désormaux un sauf-conduit par et simple, ordonne qu'Adam donnera dans les 24 heures mainlevée de l'érou et de son opposition à la mise en liberté de Désormaux.

Appel de la part du sieur Adam.

ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que le sieur Désormaux a été constitué en état de faillite, qu'un agent et un syndic provisoires ont été nommés;—Considérant qu'aux termes de la loi, un créancier ne peut être préféré à aucun autre des créanciers d'un failli, et que dès lors la règle est générale pour tous les créanciers chirographaires;—Et vu les art. 455, 466 et 494 du Code de comm.;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 26 avril 1824.—Cour roy. de Rouen.—1^{re}

(1) Sur la dernière partie de la décision, voy. anal. dans le même sens, Grenoble, 22 mars 1811; Toulouse, 6 nov. 1825, arrêts qui décident que l'appel relevé en temps utile par le garant profite au garanti.—V. toutefois, Chauveau sur Carré, Lois de la proc., tom. 4, quest. 1581 quater (p. 7).

(2) La question est controversée en doctrine et en jurisprudence. V. le résumé qui accompagne un arrêt conforme de la Cour royale de Rennes du 7 octobre 1815.—Add., Cass. 21 mars 1842 (Vol. 1842, t. 294), et Chauveau sur Carré, Lois de la proc., t. 4, quest. 1607. Cet auteur pense que, sauf le cas où les divers chefs confirmés et infirmés sont connexes, l'exécution des chefs confirmés doit appartenir au tribunal dont est appel, et celle des

chefs infirmés à la Cour ou au tribunal qu'elle aura désigné.—Que si les divers chefs confirmés et infirmés sont pour ainsi dire connexes, continue le même auteur, il faut dire avec MM. Pigeau, Comment., t. 2, p. 54; Thomine Desmazures, tom. 1, p. 715 et 716; Talandier, p. 476, que le législateur s'en rapporte à la sagesse des magistrats pour retenir ou renvoyer la connaissance de l'exécution, selon que les chefs infirmés seront ou principaux ou accessoires, ou bien en ayant égard encore à d'autres circonstances.

(3) V. en ce sens, Colmar, 17 janv. 1824; Montpellier, 27 avril 1825; Paris, 31 août 1839.—V. les observations qui accompagnent le premier de ces arrêts, et les autorités qui y sont indiquées.

ch.—Prés., M. de Villequier, p. p.—Concl., M. Bergasse, av. gén.—Pl., MM. Senard et Chéron.

1^o EXÉCUTION PROVISOIRE.—TITRE AUTHENTIQUE.

2^o TUTELLE.—DONATION.—ACCEPTION.

1^{er} Un titre, quoiqu'il soit en forme authentique, n'autorise pas les juges à ordonner l'exécution provisoire d'un jugement, lorsque la validité du titre est contestée. (Cod. proc., 153 et 155.) (1)

2^o Lorsqu'un tuteur a accepté une donation pour un mineur, sans autorisation du conseil de famille, ce défaut d'autorisation ne peut être opposé ni par le donateur, ni par ses héritiers; dans ce cas, la nullité est relative et n'est opposable que par le mineur, après sa majorité. (Cod. civ., 463, 935 et 1125.) (2)

(Destable — C. Fourmy.)

Les 4 janv. et 5 mars 1814, par deux actes différents, les mariés Delarue donnent à Virginie Fourmy, fille majeure, chacun une somme de 1000 fr., payable après leur mort. Henri Fourmy, tuteur de Virginie, comparait à ces deux actes, et déclare accepter les donations faites à sa pupille.

En 1817, les époux Delarue instituent le sieur Destable leur légataire universel.

Leur décès arrivé, le tuteur de Virginie fait commandement à Destable de payer le montant du legs de 1814. Celui-ci forme opposition aux poursuites, et prétend que les actes des 4 janv. et 5 mars 1814 sont nuls, l'acceptation des donations n'ayant pas été autorisée par le conseil de famille.

10 fév. 1824, jugement du tribunal de Rétbel, qui rejette la demande en nullité, et ordonne la continuation des poursuites, avec exécution provisoire, nonobstant appel, et sans donner caution.

Destable interjette appel de ce jugement, et présente requête à M. le premier président de la Cour, pour obtenir prompt audience, à l'effet de prévenir l'exécution provisoire, soutenant que cette exécution n'aurait pas dû être ordonnée, puisque le titre ou les titres, fondement des poursuites, étaient attaqués.

Le 14 mars 1824, arrêt, par lequel la Cour : — « Attendu qu'à la vérité l'intimé est porteur d'un titre notarié, mais que ce titre est attaqué de nullité, l'appelant prétendant qu'il manque d'une des formalités rigoureusement prescrites par la loi pour la validité de ces sortes d'actes ; — Que, dès lors donc, on ne peut se prévaloir de l'art. 135 du Code de proc. civ., pour insister sur l'exécution provisoire du jugement dont est appel, continue la cause à la quinzaine, toutes choses demeurant en état. »

A l'expiration de ce délai, la cause s'étant con-

(1) La question est très controversée, et a fait naître trois opinions qui toutes s'appuient sur des arrêts. — F. à cet égard, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Nîmes du 16 nov. 1807. *Adde*, un arrêt de la Cour de Bordeaux du 1^{er} sept. 1810.

(2) F. sur ce point, qui est également controversé, les observations qui accompagnent un arrêt conforme de la Cour d'Appel de Colmar du 13 déc. 1808, et les autorités qui y sont indiquées. — *Adde*, en sens contraire, Coin-Delisle, *Comment. analyt.*, sur l'art. 935, n^o 22.

(3) Les auteurs sont généralement d'un avis contraire. « Une conséquence, dit M. Duvergier, de la Vente, t. 2, n. 204, de la règle qui subordonne la saisine du concessionnaire à l'égard des tiers, à la signification du transport, c'est que, tant que la si-

gnification sur le fond, les parties reproduisent leurs moyens de première instance.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le conseil de famille a été régulièrement composé et tel qu'il pouvait l'être, de sorte qu'il est impossible de contester au tuteur sa qualité ; — Attendu qu'il a accepté la donation dont il s'agit ; que s'il n'a pas été spécialement autorisé pour cette acceptation, il ne résulte de la qu'une nullité relative, dont le mineur seul, devenu majeur, pourrait se prévaloir ; la combinaison des art. 463, 935 et 1125 du Code civ., ne laisse aucun doute sur ce point ; — Attendu qu'il s'agit contre toute justice de faire tourner au préjudice des mineurs, les dispositions que la loi n'a prescrites qu'en leur faveur ; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 27 avril 1824. — Cour roy. de Metz. — Prés., M. Gérard d'Hannoucelles, p. p. — Concl., M. Julien, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Charpentier et Parant.

CESSION. — SIGNIFICATION. — POURSUITES. — CÉDANT.

Le défaut de signification du transport d'une créance dont le titre a été remis, ne conserve pas au cédant le droit de faire directement lui-même des poursuites contre son débiteur. (Cod. civ., 1680 et 1690.) (3)

Le cédant qui allègue que son cessionnaire lui a imposé l'obligation de faire toutes poursuites à raison de la créance cédée, s'il déclare d'ailleurs être sans intérêt, se trouve par cela même dépourvu du droit de faire des poursuites. (Cod. civ., 1680.)

(Mairan — C. Walgenwitz et consorts.)

Un jugement rendu le 13 août 1807, par le tribunal de Belfort, et passé en force de chose jugée, avait prononcé pour défaut de paiement du prix, la résolution d'une vente d'immeubles faite par Mairan à Walgenwitz et autres. Ce jugement avait en outre condamné les acquéreurs à payer une somme de 12,000 fr. pour indue jouissance pendant huit années. — Il paraît que de son vivant Mairan avait cédé cette créance de 12,000 fr. à un nommé Meyer Brunswick d'Ustholtz, qui ne fit aux débiteurs aucune signification de ce transport.

Mairan étant mort, ses héritiers ont fait, le 29 mars 1819, commandement à Walgenwitz et autres d'exécuter le jugement de 1807, en d'autres termes, de payer la somme de 12,000 fr.

Ceux-ci ont formé opposition au commandement, et ils ont soutenu que les héritiers Mairan étaient sans intérêt et dès lors non recevables à agir contre eux, parce que leur auteur avait fait cession de sa créance.

Les héritiers Mairan tout en persistant dans

signification n'a pas eu lieu, le cédant a seul qualité pour faire, soit des actes conservatoires, soit des poursuites tendantes à l'exécution contre le débiteur; que, réciproquement, le cessionnaire est inhabile à faire des actes conservatoires ou des actes d'exécution. » C'est aussi ce qu'enseignent M. Troplong, de la Vente, t. 2, n. 887, et le cédant non dessaisi par la signification, dit cet auteur, peut faire tous les actes conservatoires quelconques, même interjeter appel en son nom personnel (V. Bordeaux, 29 avril 1829, consigner les aliments pour le débiteur inconnu (V. Paris, 15 oct. 1829), prendre et renouvelez les inscriptions hypothécaires, en un mot agir en véritable propriétaire. » — C'est aussi en ce sens que s'est prononcée la Cour d'Agen, par arrêt du 12 août 1821.

leurs poursuites, ont demandé subsidiairement acte de la déclaration qu'ils faisaient : « Qu'ils avaient en connaissance que leur auteur avait, de son vivant, pris des arrangemens avec une tierce personne, pour lui céder ses prétentions, relativement au prix des jouissances accordées à Mairan par le jugement du 13 août 1807, à charge par Mairan de continuer les poursuites en son nom. »

Dans cet état, le 28 fév. 1822, jugement du tribunal civil de Belfort qui : — Attendu qu'il est reconnu que déjà, du vivant de Mairan, celui-ci avait cessé d'être intéressé à la poursuite dirigée à l'encontre des demandeurs ; — Attendu que par leurs conclusions subsidiaires les défendeurs ont confessé leur défaut d'intérêt ; — Donne acte à ces derniers de la déclaration qu'ils ont faite qu'ils ont en connaissance que leur auteur avait, de son vivant, pris des arrangemens avec Meyer Brunswick d'Usholtz, pour lui céder ses prétentions relativement au prix des jouissances accordées au sieur Mairan, par le jugement du 13 août 1807, à charge par ledit sieur Mairan de continuer les poursuites en son nom ; et fait, reçoit les demandeurs opposans au commandement du 29 mars 1819, ayant égard à leur opposition et y faisant droit, déclare les défendeurs sans qualité et sans intérêt dans lesdites poursuites. »

Appel de la part des héritiers Mairan. Ils ont d'abord soutenu que d'après les art. 1690 et 1691 du Code civ., le cédant n'était dessaisi de sa créance envers le débiteur, qu'après la signification ou l'acceptation du transport dans un acte authentique ; qu'ainsi peu importait qu'on reconnût l'existence de la cession, puisque par le défaut de signification du transport dans l'espèce, le créancier originaire avait toujours conservé sa qualité et ses droits contre son débiteur qui, aux termes de l'art. 1691 pouvait valablement se libérer entre les mains du cédant, tant que le cessionnaire ne lui avait pas fait signifier le transport. — Ils soutenaient en second lieu et d'après l'art. 1256 du Code civ., que l'aveu judiciaire étant indivisible, il résultait de celui qu'ils avaient fait, qu'ils étaient dans l'obligation de continuer les poursuites, qu'une pareille condition n'ayant rien de contraire ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, avait pu être imposée par le cessionnaire, et qu'ayant intérêt à la faire exécuter, celui-ci pouvait revenir contre eux, par voie de dommages-intérêts ; que par conséquent le tribunal de Belfort avait divisé leur aveu, et avait en tort de dire qu'ils étaient sans intérêt à exécuter une condition licite et volontairement consentie.

ARRÊT.

LA COUR : — Adoptant les motifs des premiers juges ; met l'appellation au néant avec amende et dépens.

Du 27 avril 1824. — Cour roy. de Colmar. — Prés., M. Millet de Chevers, p. p. — Pl., MM. Antonin et Rossée.

(1) V. conf., Cass. 13 juill. 1813, et nos observations sur cette question encore aujourd'hui fort controversée.

(2) M. Coltas Delaunoy, en analysant cet arrêt dans son *Recueil de la jurisprudence de la Cour royale d'Orléans*, t. 2, n° 1332, l'accompagne des observations suivantes : « A la vérité, dit-il, au moment du contrat, la chose vendue n'existe pas encore ; mais la vente dépend de la condition de sa future existence, car dit Pothier, *Traité de la vente*, a. 5, « si la chose vient à ne pas exister, et si l'on ne recueille pas de vin, il n'y aura pas de vente, »

SÉPARATION DE CORPS. — DONATION EN TROIS ÉPOUX.

La séparation de corps prononcée, pour cause d'adultère, contra l'un des époux, n'emporte pas, comme le divorce, révocation des avantages à lui faits par son conjoint. (Cod. civ., 299 et 358.) (1)

(Mollé — C. Mollé.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que si l'ancienne jurisprudence du royaume avait irrévocablement fixé les effets de la séparation de corps entre époux, et faisait perdre à celui des conjoints qui, par son inculpation, avait fait prononcer cette séparation, l'utilité des avantages nuptiaux, cette jurisprudence dut éprouver des modifications notables lorsque les lois nouvelles, en admettant le divorce, établissent nécessairement une distinction entre les effets du divorce et ceux de la séparation de corps. Aussi l'épouse contre laquelle le divorce était prononcé pour fait d'adultère, perdait les avantages nuptiaux, et pouvait être condamnée à une détention temporaire, tandis que la séparation de corps, bien qu'elle pût, dans certaines circonstances, faire condamner la femme séparée à une détention, ne la privait pas des avantages qui lui avaient été faits par son époux ; — Attendu que la loi du 8 mai 1816, en abolissant le divorce, a laissé la législation incomplète sur cette matière, puisque, d'une part, elle autorise la séparation de corps et les dispositions pécuniaires qui peuvent en être la suite, aux termes de l'art. 308 du Code civil, et que néanmoins elle reste muette sur la perte des avantages nuptiaux ; de la autre diversité dans les arrêts des Cours royales dont certaines ont décidé nettement que la séparation de corps prononcée, pour cause d'adultère, faisait perdre à l'époux contre lequel elle avait été demandée, les avantages qui lui avaient été faits dans le contrat de mariage, tandis que d'autres prenant droit de l'absence d'une disposition précise dans le chap. 5 du tit. 6 du Code civil, ont maintenu tous les dons qui étaient renfermés dans le contrat de mariage ; — Attendu que, dans l'incertitude de cette législation, il peut être prudent de suivre le système qui a été embrassé par la Cour de cassation, dans ses arrêts des 17 juin 1822 et 19 août 1823, et de conserver à l'époux contre lequel la séparation a été prononcée, l'utilité des donations dont il a été gratifié en se mariant ; — A démis le sieur Mollé de son appel, etc.

Du 28 avril 1824. — Cour roy. d'Agen. — Ch. civ. — Prés., M. Delong, p. p. — Concl., M. Rivière, proc. gén. — Pl., MM. Baradat et Marquet.

VENTE. — COMMERCE. — CONTRAT ALÉATOIRE.

En matière de commerce, il y a des ventes qu'on peut appeler aléatoires. Telle est, par exemple, celle d'une récolte prochaine de vin jusqu'à concurrence d'une certaine quantité de pions, d'un prix déterminé pour chaque pions (2).

— On soutient qu'il avait été impossible de stipuler le prix à l'avance avant que le vin eût pu être goûté (art. 1587 du Code civ.) ; ce qui est conforme à la loi romaine : *Gustus ad hoc sufficit ut improbare liceat* (L. 34, § 5, ff. de Contr. empt.). Cette objection n'est pas fondée, dans l'espèce, la valeur du vin est une chose incertaine, qui ne peut influer sur l'existence de la vente, et la perfection du contrat ne dépend point d'une dégustation impossible au moment où la convention a été conclue. — Ajoutons qu'en matière de commerce, la dégustation à la règle de l'art. 1587, est facilement pré-

(Sallier — C. Chatain.)

Du 28 avril 1824. — Cour roy. d'Orléans. —
Prés., M. Arthuis de Charras. — Pl., MM.
Baudry et Jallon.

EAU (Cours d'). — FONDS INFÉRIEUR. — OUVRA-
GES. — SERVITUDE. — PRESCRIPTION.

Le propriétaire d'un fonds dans lequel une source prend naissance, a le droit d'empêcher le propriétaire du fonds inférieur de construire sur son propre terrain des ouvrages apparemment destinés à conduire l'eau sur ce terrain, et qui pourraient devenir par la suite le principe de l'acquisition d'un droit par prescription (Cod. civ. 642); alors surtout que ces ouvrages s'appuient sur le fonds du propriétaire supérieur (1).

(Hallex. — C. Houchard.)

Nicolas Faber, possesseur, à titre de bail emphytéotique, de l'étang et du moulin de Ramstein, dessécha cet étang, vers l'année 1792, pour le convertir en pré. A cet effet il détourna le ruisseau qui l'alimentait; et quant aux eaux de filtration, comme à celles provenant de plusieurs sources qui existaient dans l'étang même, il les réunit dans un petit canal pour les déverser dans le ruisseau, par l'ancien canal de la bonde de l'étang. La propriété ayant été vendue en 1808, et le sieur Hallex, adjudicataire, ayant pris possession en 1819 seulement, époque de la fin du bail emphytéotique, ce nouveau possesseur trouva, sur le canal de la bonde de l'étang, une écluse que l'emphytéote avait laissé établir, 18 ans auparavant, par le sieur Houchard, pour l'irrigation de ses prés.

Demande en suppression de cette écluse ou barrage; et le 5 décembre 1821, jugement du tribunal de Sarreguemines qui déclare le sieur Hallex non recevable et mal fondé.

Appel de la part de ce dernier. Il soutint devant la Cour que le dessèchement de l'étang ne pouvait priver le propriétaire du droit de le re-

mettre sous l'eau, lorsqu'il le jugerait convenable à ses intérêts: que le canal pratiqué dans le lit de l'étang, à l'effet de réunir les eaux de source et de les déverser dans le ruisseau, par l'ancien canal de la bonde, était sa propriété, aussi bien que ces mêmes eaux qui sortaient de son propre fonds; que, dès lors, le sieur Houchard ne pouvait en disposer en aucune manière au préjudice de lui, Hallex; qu'en fait, le barrage lui préjudiciait et qu'il devait y avoir d'autant moins de difficulté à en ordonner la suppression, que le sieur Houchard n'était propriétaire que sur l'une des rives qui servaient de point d'appui à l'ouvrage.

L'intimé se défendit, comme il l'avait fait devant le tribunal de première instance, en disant que sa propriété bordait une eau courante, il avait le droit de se servir de cette eau, lors de son passage, pour l'irrigation de ses prés; que ce droit comportait virtuellement celui de faire ce qui était indispensable pour en user, c'est-à-dire de conserver son écluse. Il ajouta: à la vérité, la propriété est une chose des plus respectables, et sous ce rapport la demande en suppression de l'écluse pourrait paraître fondée, puisque les ouvrages reposent aussi bien sur la rive qui appartient à l'appellant, que sur celle qui tient au pré de Houchard; mais le principe de la propriété et toutes les conséquences qui en dérivent, souffrent, dans l'espèce, une modification dictée par l'intérêt de l'agriculture: ou sait qu'il faut, dans ces sortes de contestations, suivre les usages locaux, et qu'en leur absence les tribunaux sont appelés à prononcer suivant l'exigence des cas, et à concilier les droits de ceux qui peuvent avoir quelque utilité à retirer des eaux. — En fait, l'intimé prétendit qu'il n'y avait pas le moindre préjudice pour son adversaire.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est évident que l'appellant a le droit de disposer de l'eau dont il s'agit. S'il la laisse maintenant sortir de son

somée, ce qui du reste, à notre avis, doit être laissé à l'appréciation des juges. V. Cass. 29 mars 1836 et 5 déc. 1847.

(1) Cette dernière circonstance était décisive dans l'espèce. — Mais que faudrait-il décider si le propriétaire du fonds inférieur n'avait fait des ouvrages que sur son propre fonds? M. Pardessus (*Traité des servitudes*, n° 100, pense, et nous partageons son opinion, bien que l'arrêt ci-dessus y paraisse jusqu'à un certain point contraire, que le propriétaire supérieur ne serait pas fondé à exiger la destruction de ces ouvrages, et qu'il ne pourrait se préserver de la prescription, que par un acte extrajudiciaire de défenses ou protestations, signifiées au propriétaire inférieur. — Mais une telle signification serait-elle réellement interruptive? Ou en pourrait douter, selon M. Toullier, qui dit, en parlant de l'acquisition des servitudes négatives (t. 3, n° 638), que de tels actes ne sont d'aucun effet lorsqu'ils ne sont pas fondés sur un titre ou sur la loi. Toutefois, il faut remarquer qu'il ne s'agit pas d'acquiescer, mais, tout au contraire, d'empêcher d'acquiescer une servitude, et que, d'un autre côté, le droit exclusif du propriétaire du terrain supérieur, à user de la source qui naît dans son fonds, trouve son fondement dans un texte précis de la loi, l'art. 641 du Code civ. — C'est aussi dans ce sens que se prononce M. Marcadé, dans ses nouveaux *Éléments de droit civil*, t. 3, p. 347: « lorsque le propriétaire du fonds dans lequel naît la source, dit cet auteur, veut empêcher un propriétaire inférieur d'acquiescer la prescription du cours d'eau, il doit interrompre avant les trente ans, depuis la confection

des travaux apparemment, la prescription de celui-ci, soit naturellement, eu lui élevant le cours d'eau pendant quelque temps, soit civilement en l'assignant pour voir dire que ses ouvrages ne pourront être pour lui la base d'une prescription. » — Notons, toutefois, que cette manière de procéder par voie d'assignation pour voir dire, etc., ne serait pas régulière: il ne s'agit pas en effet ici, dans le sens de l'art. 2244 du Code civ., d'interrompre une prescription commencée, qui pourrait reprendre son cours à dater de l'acte interruptif; il s'agit d'empêcher toute prescription de courir, en changeant la nature de la possession du propriétaire du fonds inférieur, et de possible qu'elle eût été, de la rendre contestée; or, pour cela, un simple acte de protestation suffit. — A l'inverse, on peut se demander si la défense que ferait le propriétaire du fonds inférieur, par acte extrajudiciaire, au propriétaire du fonds supérieur, pour lui interdire de changer le cours de la source, pourrait servir au propriétaire inférieur pour acquiescer l'usage de cette source par prescription, dans le cas où cette défense aurait été suivie d'une adhésion muette? M. Troplou, du *domaine public*, n° 1371 enseigne l'affirmative; mais la négative est soutenue et avec raison selon nous, par Toullier, loc. sup. cit. et par MM. Pardessus, *ubi sup.*, n° 95, et Daviel, *des Cours d'eau*, t. 2, n° 777. — Quant au point de savoir sur quel fonds doivent être faits les ouvrages apparemment pour qu'ils puissent servir de base à la prescription, question fort controversée, voy. la note sur Cass. 6 juill. 1825.

étang, c'est parce qu'il l'a mis à sec et pour qu'il reste à sec; il peut le retenir s'il juge à propos de remettre l'étang sous eau; — Attendu qu'il a, dès lors, intérêt et qualité pour s'opposer à ce qu'un tiers use de cette eau de manière à la faire refluer dans l'étang, et qu'il peut aussi l'empêcher de s'attribuer sur cette eau des droits tels que, s'ils étaient consacrés par une possession suffisante, ils pourraient, par la suite, faire obstacle au rétablissement dudit étang, et conséquemment causer un préjudice notable à la propriété de l'appelant; — Attendu, au surplus, que celui qui n'est propriétaire que sur une rive, n'a nullement le droit d'établir à demeure, comme l'a fait l'intimé, un barrage, ou tout autre ouvrage d'art, appuyé sur les deux rives, et de constituer ainsi à son profit un signe permanent de propriété exclusive: le propriétaire de l'autre rive ne peut, sous aucun rapport, être tenu de le souffrir; — En conséquence, met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, faisant droit sur la demande, condamnons l'intimé à faire enlever, dans la quinzaine de la signification du présent arrêt, l'écluse ou barrage existant sur la rive gauche du canal dont il s'agit; sinon et faute de ce faire, autorise, etc.

Du 28 avril 1824. — Cour roy. de Metz. — Sect. civ. — Prés., M. Gérard d'Hannocelles, p. p. — Pl., MM. Charpentier et Dommanget.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — BAIL FRAUDEUX.

Les baux antérieurs à une saisie immobilière peuvent être annulés au cas de fraude présumée, nonobstant l'offre du preneur de réduire la durée du bail et d'en modifier les dispositions. (C. pr. civ., 601; C. civ., 1167.) (1)

(Lecellier — C. Meurger.)

En 1810, la dame Meurger avait vendu au sieur Frichet des immeubles pour le prix de 400 francs de rente viagère. — Elle s'était inscrite à raison de cette créance sur les immeubles vendus.

En 1821, plusieurs saisies furent dirigées sur les meubles et sur les immeubles du sieur Frichet.

Le 26 juin de la même année, acte authentique par lequel le sieur Lecellier prend à loyer du sieur Frichet les immeubles vendus par la dame Meurger, pour 36 ans, moyennant 175 fr. par an; des réparations et reconstructions assez importantes furent mises à la charge du bailleur.

En 1823, les arrérages de la rente viagère de la dame Meurger s'étant accumulés, elle fit saisir les immeubles qu'elle avait vendus.

Avant l'adjudication définitive, le sieur Lecellier fit signifier son bail aux créanciers inscrits, et à la dame Meurger, et se rendit intervenant dans l'instance en expropriation; il concluait à ce qu'on ajoutât au cahier des charges que l'adjudicataire serait tenu d'entretenir son bail, et de faire sur la chose louée les travaux que Frichet s'était obligé de faire à ses frais.

La dame Meurger prétendait que le bail devait être annulé comme nul et frauduleux à son égard.

23 mai 1823, jugement du tribunal d'Evreux, qui: — Attendu qu'un bail à long terme est une sorte d'aliénation; — Que le débiteur hypothécaire ne peut diminuer la valeur du gage hypothéqué; — Que, dans le fait de la location que-

relle, Frichet aurait diminué sensiblement la valeur de l'immeuble par lui hypothéqué, par cela seul que le bail est fait pour 36 ans, et encore par rapport aux charges que le bailleur a contractées; — Qu'il y a d'autant plus lieu de rejeter le bail opposé, que l'expropriation est poursuivie par le vendeur de l'immeuble exproprié et pour le paiement de la rente viagère, prix de la vente; — Sans s'arrêter au bail opposé par le sieur Lecellier, lequel, au respect de la défenderesse est déclaré nul, déclare ledit Lecellier non recevable dans son intervention. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs du jugement de première instance, et attendu, en outre, que lors du bail du 26 juin 1821, le bailleur Frichet était dans le dérangement complet de ses affaires; que ses meubles avaient été vendus; qu'une partie de ses immeubles était déjà expropriée et le surplus menacé de l'expropriation qui s'en est ensuivie; — Que de ces circonstances et de celles relevées dans les motifs du jugement de première instance, relativement à la durée extraordinaire du bail, aux charges onéreuses qui y ont été prises par le bailleur, il résulte évidemment que le bail dont il s'agit a été fait et consenti réciproquement en fraude des droits des créanciers inscrits du bailleur; — Que la renonciation passée à cette audience par Lecellier, preneur, à la répétition des sommes par lui déboursées et à déboursier pour réparations, est une reconnaissance de sa part du vice de la stipulation à la charge du bailleur, et du tort qu'elle apportait à l'exercice du droit des tiers; — Que le bail étant frauduleux, il ne peut être maintenu plus pour une partie de sa durée stipulée, que pour le tout; — Que la dame Meurger, en sa qualité de créancière poursuivante, a, comme les autres créanciers inscrits, un intérêt réel dans ses poursuites, fondé sur ce que la durée du bail portée à 36 ans, et les stipulations du bail à la charge du bailleur ont eu nécessairement à la concurrence des enchérisseurs; — Confirme, etc.

Du 28 avril 1824. — Cour roy. de Rouen. — 4^e ch. — Prés., M. Ende. — Concl., M. Lepetit.

USINE. — AUTORISATION. — DOMMAGES. — CONDITIONS NOUVELLES.

Lorsqu'une usine dont l'établissement a été autorisé, cause du dommage aux propriétés riveraines ou à une usine préexistante, le conseil d'Etat, saisi de la contestation, par voie de tierce opposition à l'ordonnance d'autorisation, peut ordonner au propriétaire de faire des changements reconnus nécessaires pour prévenir le dommage (2).

(De Montant — C. Torcat.)

Du 28 avril 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat.

COMPTABLES PUBLICS. — CONTRIBUTIONS DIRECTES. — COMPÉTENCE.

Les conseils de préfecture sont incompétents pour prononcer sur les contestations qui peuvent s'élever entre des percepteurs et des receveurs des finances, au sujet des comptes de la perception. — C'est au préfet seul, sauf recours au ministre des finances, qu'il appartient à cet égard de statuer (3).

ordonnance rendue entre les mêmes parties, et qui avait admis la tierce opposition par suite de laquelle, et après des enquêtes administratives, a été rendue la décision ci-dessus.

(3) Principe constant. — F. ordonn. du 24 mars 1820 (aff. Pujols), et la note.

(1) F. en ce sens, Dijon, 26 nov. 1816 et l'observation qui l'accompagne cet arrêt. — V. aussi les observations dont nous avons accompagné l'art. 664 (nouveau) du Code de procédure (loi du 2 juin 1841), et l'ouvrage sur Carré, *Lois de la proc.*, t. 5, quest. 2281, p. 491.

(2) V. à la date du 30 mai 1821, la précédente

(Landu.)

Louis, etc.; — Considérant que le conseil de préfecture a prononcé, par l'arrêt attaqué, sur des difficultés survenues entre le receveur général et les anciens percepteurs de la commune de Rabastens, relativement aux comptes de leur perception; que cette contestation n'était pas de sa compétence, et qu'elle devait être portée devant le préfet, sans recourir à notre ministre des finances;

Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil de préfecture du département des Hautes Pyrénées, du 23 déc. 1823, est annulé; — 2. Les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le préfet dudit département.

Du 28 avril 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Bréte. — PL., M. Nicod.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — INCIDENT. — SIGNIFICATION. — APPEL.

L'appel des jugemens intervenus sur les nullités de la procédure en saisie immobilière, est valablement signifié au domicile élu chez l'avoué (1).

(Lévesque — C. V. Paris.) — ARRÊT.

LA COUR, — Attendu que le Code a établi, en matière de saisie immobilière et de saisie immobilière, un mode spécial de procédure qui écarte les art. 63 et 226, relatifs à la signification des exploits et des actes d'appel; — Attendu que l'art. 584 du Code de proc. civ., au titre de la Saisie-exécution, veut que le commandement contienne une élection de domicile, jusqu'à la fin de la poursuite, et autorise même explicitement la signification de l'appel à ce domicile; — Attendu que c'est dans le même but que les art. 673 et 675, au titre de la Saisie immobilière, prescrivent : le premier, qu'il soit fait une élection de domicile dans le commandement, et le second, que le domicile élu dans le procès-verbal de saisie soit, de droit, celui de l'avoué que le saisissant est tenu de constituer par ce procès-verbal; — Attendu qu'ainsi et de la combinaison de ces divers articles avec l'art. 734, contenant abréviation des délais de l'appel, il résulte que l'appel des jugemens intervenus sur les nullités de la procédure, est valablement signifié au domicile élu, pourvu qu'il ait été notifié en outre au greffier et visé par lui, conformément à l'art. 734; — Et vu qu'il n'est pas contesté que ces formalités ont été remplies; — Sans avoir égard à la nullité proposée; — Ordonne que les parties plaideront au fond, etc.

Du 29 avril 1824. — Cour roy. de Rouen. — 3^e ch. — Prés., M. Fede. — Concl., M. Lepetit, av. gén. — PL., MM. Hugot et Hébert.

DÉLAISSEMENT D'IMMEUBLES. — ACTION MIXTE. — ACTION RÉELLE.

L'action qui tend à obtenir tout à la fois, 1^{re} le délaissement d'un immeuble, 2^e la restitution des fruits, et 3^e des dommages-intérêts à raison de l'indue possession de cet immeuble, n'est pas une action réelle qui doive être portée devant le tribunal de la situation des biens; c'est une action mixte, qui peut être portée devant le tribunal du domicile du défendeur. (Cod. proc., 59, §§ 3 et 4.) (2)

(1) La question n'est pas encore nettement résolue par la jurisprudence. F. Cass, 23 mai 1815; Aogers, 20 janv. 1809; Trévès, 7 avril 1809, et les notes sur ces arrêts.

(2) La Cour d'Amiens a jugé au contraire le 13 nov. 1824, qu'une telle action est réelle à cause de

(Gatel et consorts — C. Clerc.)

En 1819, Clerc fit assigner Gatel et consorts devant le tribunal de Saint-Marcellin, aux fins de les faire condamner à lui délaisser, avec restitution de fruits, et 6,000 fr. de dommages-intérêts la portion lui revenant, tant comme héritier que comme légataire précipuaire de son père, d'une pièce de terre dépendant de la succession de ce dernier.

Les défendeurs opposèrent à cette demande, entre autres moyens, un déclatoire fondé sur ce que l'immeuble revendiqué étant situé dans l'arrondissement de Vienne, le tribunal de Saint-Marcellin était incompétent.

22 déc. 1823, intervint jugement qui rejeta ce déclatoire.

Appel par Gatel et consorts. — On soutenait, pour eux, que la demande de Clerc était une action purement réelle, puisqu'il s'agissait principalement de la revendication d'un immeuble; que l'addition à cette demande, de restitution de fruits, et de dommages-intérêts, n'en changeait pas la nature, cette addition n'étant qu'un accessoire à la demande principale.

L'admettait, de son côté, que l'action par lui intentée était mixte, et par suite que le tribunal de Saint-Marcellin était compétent pour en connaître, en ce que, à la demande en revendication ou délaissement de l'immeuble, avait été jointe une réclamation de fruits et de dommages-intérêts; que si, sous le premier rapport, l'action était réelle, sous le second, elle était personnelle; qu'elle était encore personnelle sous un autre point de vue; qu'en effet, son objet étant d'obtenir l'immeuble, la restitution de fruits et des dommages-intérêts, ou d'obliger les défendeurs (les appelants) d'exhiber les titres qu'ils pourraient avoir entre les mains; cette alternative faisait porter en définitive, toute la discussion sur la validité de titres.

ARRÊT.

LA COUR, — Attendu que la demande formée par Clerc contre les appelants, ne consiste pas seulement au délaissement d'un fonds, mais encore en la restitution des fruits et en dommages-intérêts à cause de l'indue jouissance; que cette demande n'est pas seulement réelle, mais qu'elle est mixte, à raison de la restitution des fruits, ainsi principalement à raison des dommages-intérêts; qu'ainsi, le demandeur a été autorisé, d'après les dispositions de l'art. 69 du Code de proc. civ., de citer les défendeurs devant le tribunal de leur domicile; — Par ces motifs, et sans adopter ceux du tribunal de première instance de Saint-Marcellin, énoncés dans le jugement du 22 déc. 1823; — Confirme le jugement dont est appel.

Du 29 avril 1824. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Noaille. — Concl., M. Marion fils, cons. aud. — PL., MM. Gauthier et Chavaud.

ACTES RESPECTUEUX. — COPIE. — REMISE.

— SIGNATURE.

Un acte respectueux n'est pas nul par cela seul qu'il n'a pas été remis à la personne même de l'ascendant, alors surtout que celui-ci a refusé de recevoir la copie (3).

Il ne résulte pas non plus nullité de ce que la

réalité de son objet principal, et qu'ainsi elle doit être portée devant le tribunal de la situation des biens.

(3) F. dans le même sens, Toulouse, 27 juin 1821, et les diverses décisions analogues auxquelles la note renvoie.

copie de l'acte respectueux n'a pas été signée des deux notaires (1).

(N... — C. N...)

Du 1^{er} mai 1824. — Courroy. de Pau.

DEMANDE NOUVELLE. — PARTAGE. — RAPPORT.

Dans une instance relative à la liquidation d'une succession, l'un des prenants peut demander, pour la première fois en appel, que certains objets soient rapportés à la masse; ce n'est pas là une demande nouvelle dans le sens de l'art. 464, Cod. proc. (2).

(Pirou — G. Bedeau et Charbonnier.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que la demande de Pirou est une défense à celle formée contre lui par les héritiers de son épouse; que c'est une compensation qu'il oppose à cette demande; qu'il s'agit d'un compte et d'une liquidation à faire entre les parties, dont les articles doivent se compenser réciproquement; qu'ainsi, suivant l'art. 464 du Code de proc., Pirou a pu opposer cette demande en la Cour saisi par l'appel du règlement de ce compte et de cette liquidation; — Par ces motifs, etc.

Du 3 mai 1824. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Salé. — Pl., MM. Mater et Mayet-Généry.

1^{er} EMPRISONNEMENT. — HEURE. — PROCÈS-VERBAL. — EXQUÊTE.

2^o CONTRAINTES PAR CORPS. — ÉLECTION DE DOMICILE. — GREFFIER.

1^o Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le procès-verbal d'emprisonnement mentionne l'heure à laquelle a été faite la capture du débiteur par l'huissier.

Dans le doute, si l'heure mentionnée dans un procès-verbal d'emprisonnement, se rapporte à la capture du débiteur ou à sa remise dans la maison d'arrêt, les juges peuvent, sans aller contre et outre le contenu au procès-verbal, ordonner une enquête à l'effet d'établir si la capture a été faite avant ou après le coucher du soleil.

2^o Lorsque le jugement qui prononce la contrainte par corps, émane d'un tribunal de commerce, il suffit que, conformément à l'art. 780, Cod. proc., l'élection de domicile dans le commandement préalable, soit faite dans la commune où siège le tribunal (3).

L'ordonnance du président du tribunal civil qui commet un huissier pour exécuter un jugement du tribunal de commerce portant contrainte par corps, peut, en cas d'urgence, être rendue dans la demeure du juge, sans l'assistance du greffier (4).

(1) Ainsi décidé à l'égard du défaut de signature des témoins, qui ont assisté le notaire. V. Montpellier, 31 déc. 1821; Toulouse, 7 juin 1830. Tonleite, voy. aussi Paris, 12 fév. 1811.

(2) V. conf., Agen, 3 janv. 1824, et la note.

(3) Les auteurs enseignent généralement que lorsque le jugement a été rendu par un tribunal de commerce placé dans une autre ville que le tribunal de première instance, c'est dans la ville où siège le tribunal civil d'arrondissement qui doit être faite l'élection de domicile, parce que les tribunaux de commerce ne sont pas juges de l'exécution, et que cette élection de domicile paraît exigée pour les difficultés du fond, et concordantes avec la dernière disposition de l'art. 794. Sic, Delvincourt, Inst. du droit comm., 2^e éd., t. 2, p. 497; Pigeau, Proc. etc., liv. 2, part. 5, tit. 4, ch. 1^{re}, sect. 4, divis. 11, n. 2, 4^o; Carré, Lois de la proc., quest. 2633; Fœ-

(Verdilhian — C. Sihol)

Sihol obtient au tribunal de commerce d'Alais, un jugement qui condamne Verdilhian par corps. — Par suite il présente requête au président du tribunal civil de Florac, à fin de commission d'un huissier pour signifier ce jugement. — L'ordonnance du président n'est point contresignée par le greffier. — Le jugement est signifié avec commandement, portant élection de domicile à Alais. — L'arrestation de Verdilhian est effectuée le 29 déc. 1823, dans la commune de Collet. Le procès-verbal de capture porte: « L'en 1823, et les 29 et 30 déc., à cinq heures du soir, nous huissier, etc. »

Verdilhian demande la nullité de l'emprisonnement, parce que 1^o le procès-verbal prouve qu'il a été arrêté après le coucher du soleil; 2^o le commandement préparatoire ne contient pas élection de domicile dans le lieu de l'arrestation, mais seulement à Alais; 3^o l'ordonnance du président, qui commet un huissier, n'est pas contresignée par le greffier.

Le 26 janv. 1824, un jugement déclare l'ordonnance régulière, ordonne une enquête sur le point de savoir à quelle heure a été faite l'arrestation. — Le 17 fév. suivant, jugement définitif, qui démet Verdilhian de sa demande, en s'appuyant sur le résultat de l'enquête.

Appel des jugements interlocutoire et définitif.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu qu'aucune disposition de la loi n'oblige l'huissier qui procède à l'exécution de la contrainte par corps, à faire mention dans son procès-verbal, de l'heure à laquelle il a fait la capture;

Que, dans l'espèce, et d'après le procès-verbal de l'huissier, il reste incertain si l'heure de cinq de l'après-midi, qui y est exprimée, se rapporte à la capture, ou à la remise dans la prison de Florac; — Que, dans cette incertitude, le tribunal a pu, sans aller outre le contenu au procès-verbal et sans violer aucune loi, chercher par la voie d'une enquête, si la capture avait été faite avant ou après le coucher du soleil; — Attendu que de l'enquête il résulte que la capture avait été faite entre trois heures et trois heures et demie, par conséquent avant le coucher du soleil; — Attendu qu'il est établi, par le même procès-verbal, que l'appelant fut détenu dans la prison publique de Collet pendant la nuit, et conduit ensuite dans celle de Florac; que l'enquête n'établit nullement qu'il ait été détenu dans un autre lieu; — Attendu que la consignation de 20 fr. était suffisante, pourvu qu'elle fût renouvelée avant l'expiration de trente jours;

Attendu qu'il résulte du commandement préalable qu'on s'y est conformé à la disposition de

verd. Répert., v^o Contrainte par corps, § 4, n. 3 Dalloz, eod., t. 3, p. 702. Nous pensons aussi, dit M. Coin-Delisle, Comm. analyt. sur l'art. 2069, n. 16, qu'on devrait maintenir le commandement contenant une élection de domicile dans le lieu seulement où siège le tribunal civil. Cependant, le plus sûr est de suivre le texte de la loi, car on ne pourrait annuler un acte qui s'y serait exécuté conformément. Le tribunal civil de l'arrondissement où siège le tribunal de commerce, n'est pas toujours le tribunal d'exécution: c'est souvent aussi le tribunal du domicile du débiteur incarcéré..... V. encore, dans le sens de la décision ci-dessus, Montpellier, 22 août 1827.

(4) V. conf., Riom, 3 août 1837. V. aussi Thomine Desmazures, t. 2, n. 801. Mais, hors les cas d'urgence, cette ordonnance doit être signée par le greffier sur la minute, à peine de nullité.

l'art. 780 du Code de proc., relativement à l'éllection du domicile ;

Attendu que l'ordonnance, attaquée pour n'avoir pas été rendue avec l'assistance du greffier, était rendue dans un cas d'urgence, et qu'ainsi, d'après la dernière disposition de l'art. 1040, elle pouvait être valablement rendue dans la demeure du juge, sans l'assistance du greffier ; — Par ces motifs. — Ordonne que le jugement dont est appel sortira effet, etc.

Du 4 mai 1824. — Cour roy. du Nîmes. — 1^{re} ch. — Prés., M. Cassagnolles. — Pl., MM. Vigée et Crémieux.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — CONFIRMATION. — APPEL.

Après un jugement contradictoire qui confirme un jugement par défaut en déboutant de l'opposition, l'appel du jugement par défaut est recevable, encore qu'on n'appelle pas du jugement qui a débouté de l'opposition (1).

(Lauradour — C. Râteau.)

Un jugement par défaut est rendu en faveur du sieur Lauradour contre le sieur Râteau, et condamne celui-ci sur tous les chefs de demande et à des dommages-intérêts. — Opposition. — Jugement contradictoire qui rabat les dommages-intérêts et déboute, pour le surplus, Râteau de son opposition.

Appel du jugement par défaut. — Devant la Cour, Lauradour conclut à ce que l'appel soit déclaré non recevable : — Attendu qu'il ne porte que sur un jugement par défaut, lequel a été suivi sur une opposition d'un jugement contradictoire et est devenu un simple acte de la procédure. — On ne peut accueillir cet appel, a-t-il dit, parce que, quand bien même il interviendrait un arrêt favorable à l'appelant, cet arrêt, postérieur au jugement contradictoire, ne pourrait le détruire, puisque celui-ci aurait acquis l'autorité de la chose jugée.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que c'est le jugement par défaut du 22 mai 1823, qui a statué sur le fond des contestations élevées entre les parties, et prononcé la condamnation intervenue contre celle de M. Bigeu, dont elle demande l'annulation ; — Considérant que l'appel qu'elle en a interjeté a eu lieu en temps utile ; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée par la partie de M. Bréhard, — Ordonne que les parties plaident sur le fond, les dépens de l'incident réservés en définitive, etc.

Du 4 mai 1824. — Cour roy. de Poitiers. — 2^e ch. — Prés., M. Perviquière. — Pl., MM. Bigeu et Bréhard.

ORDRE. — SIGNIFICATION. — COPIE.

Quel que soit le nombre des parties pour lesquelles un avoué occupe dans un ordre, et encore que ces parties aient des intérêts opposés, il suffit qu'il soit signifié à l'avoué une seule copie du jugement qui statue sur les condamnations.

(Carivene — C. Dupuis.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, quoiqu'il soit vrai que M. Cambon occupât dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix des biens de Balthazard Dejean, pour divers créanciers ayant un intérêt opposé, néanmoins la loi ne dit pas que, dans ce cas, il faut donner à l'avoué occupant autant de

copies du jugement intervenu sur condamnations, qu'il y a de parties produisant dans l'ordre, ou tout au moins autant de copies qu'il y a d'intérêts opposés : qu'en effet, l'art. 763, C. proc., qui dispose du délai dans lequel l'appel de ce jugement devra être relevé, dit expressément que ce délai courra du jour de la signification à avoué : d'où suit que le législateur a entendu que cette signification fût unique pour chaque avoué, quel que fût le nombre de ses parties ; que, du reste, s'il y avait quelques doutes à cet égard, des raisons d'économie devraient faire interpréter ainsi le silence de la loi, et faire supposer que puisqu'elle n'a rien disposé sur ce point, c'est qu'elle avait reconnu l'inutilité d'une signification multipliée à laquelle l'avoué intimé peut facilement suppléer, en donnant par lui-même copie ou analyse du jugement dont on ne lui a laissé qu'une copie, à chacune de ses parties, etc.

Du 4 mai 1824. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. — Prés., M. d'Aldeguier. — Pl., MM. Romiguères et Decamps.

SERVITUDE. — TITRE ÉNONCIATIF.

La clause d'un acte de partage, portant : « que les fonds sont divisés et partagés, respectivement avec leurs droits d'entrées, issues, etc. », ne peut être considérée comme titre suffisant pour établir une servitude de passage d'un fonds sur l'autre, quand les entrées et issues, prétendues existantes lors du partage, ne sont pas constatées par ce titre ou par un autre. — Peu importe que, depuis le partage, l'un des copartageants ait souffert que l'autre passât sur son fonds. (Cod. civ., 681.) (2)

(Rolland — C. Breton.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, suivant la jurisprudence du parlement de Grenoble, confirmée par l'art. 681, Code civ., les servitudes discontinues, apparentes, ou non apparentes, ne peuvent s'établir sans titre ; — Que les termes de l'acte de partage du 29 mars 1686, lesdits fonds et bâtiments susdivisés et partagés par lesdites parties, respectivement avec leurs droits d'entrées, issues et autres appartenances quelconques, « placés à la fin de cet acte, se rapportent à tous les objets partagés en général, et à aucun en particulier, et ne sont qu'une des clauses de style dans les actes de ce genre ; — Que dans tout le contenu dudit acte de 1686, aucun fonds des parties n'est soumis à une servitude envers l'autre ; que, dès lors, la clause générale ne peut recevoir d'application que pour le cas où la servitude se trouverait ou établir ou nécessaire ; — Qu'on ne peut prétendre que les servitudes de passage réclamées fussent établies lors du passage, puisque les fonds étaient joints en commun, et qu'on ne peut se servir de servitude à soi-même ; — Qu'on ne peut invoquer la destination du père de famille, puisque d'après l'art. 692 du Code civ., conforme aux anciens principes, elle ne vaut titre que pour les servitudes continues et apparentes ; et lorsqu'il existe des ouvrages apparents prouvant cette destination ; qu'il est constant en fait qu'il n'y a jamais eu de chemin battu sur les fonds de Rolland, et que ce n'était que par tolérance de sa part, que Breton passait à travers ses propriétés, pour parvenir à celle qui lui appartenait ; — Que les servitudes réclamées ne sont nullement nécessaires, puisqu'il est constaté, dans l'acte de 1686, que le grand pré de Breton

(1) V. sur ce point, Cass. 25 juin 1811 ; Bourges, 3 août 1811 ; Metz, 6 mai 1822, et les observations qui accompagnent ces différents arrêts.

(2) V. Capolla, de Servit. itin. seu. act., cap. 38,

p. 114 ; et en général, sur l'établissement des servitudes par titres simplement énonciatifs, Solon, des servitudes, p. 300, n° 336 et suiv.

confine à un chemin public, par lequel il peut le garnir et le dégarnir, et qu'il est évident que si pour ce fonds on avait entendu, lors de l'acte de partage, donner un autre passage, on l'eût exprimé;—Attendu que la preuve ordonnée sur ce chef, par le jugement du 7 juillet 1821, est inutile et frustratoire, puisque les Rolland ne contestent pas que Breyton, par tolérance et bon voisinage, avait l'habitude de traverser leurs propriétés pour parvenir soit au grand pré, soit à l'aire; que le tribunal n'avait qu'à juger si l'acte de 1686 et cette tolérance de passage donnaient un droit à Breyton d'y passer contre la volonté des Rolland, et si la servitude était fondée sur un titre; que la possession est inutile pour les servitudes qui ne peuvent être établies que par un titre formel; que les fonds sont et doivent toujours être présumés libres; que l'intérêt de l'agriculture veut qu'on n'établisse sur des fonds en produit, que des servitudes absolument nécessaires; que ce serait accorder à Breyton le droit indéfini de passer sur le fonds des Rolland, partout et toutes les fois qu'il le voudrait, que de conclure de la cause générale de l'acte de 1686, qu'elle est attributive des droits de passage, alors même qu'ils ne sont pas nécessaires, mais que la tolérance avouée par les Rolland, est un obstacle à ce qu'il leur soit accordé des dommages dans l'instance actuelle;—Par ces motifs, a mis l'appellation et ce dont est appel au néant; et par nouveau jugement, déclare Breyton non recevable et mal fondé dans ses demandes relatives au droit de passer sur le sol et les fonds des Rolland.

Du 4 mai 1824.—Cour roy. de Grenoble.—Prés., M. de Noailles, p. p.—Pl., MM. Boyer et Bonnard.

ORDRE. — FORCLUSION. — ACTE D'AVOUÉ. — SIGNIFICATION.

Du 4 mai 1824 (aff. Rolland).—Cour roy. de Grenoble.—V. l'arrêt de la Cour de cassation du 31 août 1825, rendu sur le pourvoi formé dans la même affaire.

EXPERT. — RAPPORT. — ÉCRITURE.

Un rapport d'experts n'est pas nul par cela seul qu'il n'est pas écrit en entier de la main d'un expert. Bien que l'art. 317 du Code de proc. contienne à cet égard une disposition impérative, cependant la formalité n'est pas tellement substantielle que son omission doive entraîner la nullité du procès-verbal d'expertise (1).

(Rotté — C. Rotté.)

Du 6 mai 1824. — Cour roy. d'Orléans. — Pl., MM. Gaudry et Baudry.

COMPTE. — COMPÉTENCE.

Une demande en reddition de compte formée contre le mandataire-gérant d'un établissement de commerce, doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur, suivant la règle générale posée par l'art. 527, Cod. proc.—On ne pourrait en saisir le tribunal du lieu où est placé l'établissement, sous

prétexte que c'est dans ce lieu que doit être faite la remise du fonds de commerce, et que cette remise est un paiement attributif de juridiction, aux termes de l'art. 420, § 3, Cod. proc. (2).

(Les mariés Bru — C. Lafont.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'action que les parties de Capuran ont dirigée contre Lafont, appelant, et qui fait le sujet de l'instance, a pour objet la reddition du compte de la gestion qu'elles lui avaient confiée, pendant plusieurs années, d'un établissement de pharmacie à Figeac, dépendant de leur commerce; que l'art. 527 du Code de proc. civ. veut impérativement que tous les comptables, autres que ceux commis par justice, et les tuteurs, soient poursuivis devant les juges de leur domicile; qu'ainsi, dès qu'il n'est pas contesté que Lafont est domicilié dans la ville de Toulouse, le tribunal de Toulouse était seul compétent pour connaître de l'action formée contre lui par les intimés;

Attendu que les dispositions du Code de proc. civ. doivent être exécutées, même dans les contestations survenues entre négociants, pour raison de leurs relations commerciales, dans tous les cas où il n'y a pas été dérogé par une disposition expresse de la loi; — Attendu que l'on ne trouve rien dans nos Codes qui puisse faire présumer une dérogation à la règle générale posée en l'art. 527 du Code de proc. civ. ci-dessus rappelé; que quelque latitude que puisse recevoir, dans le droit, l'expression paiement, on ne pourrait décider, avec le premier juge, qu'elle ait été employée au troisième alinéa de l'art. 420 du Code de procédure civile, dans un sens attributif de juridiction, pour signifier l'exercice d'un mandat, la gestion d'un établissement de pharmacie, et les opérations auxquelles le gérant s'est successivement livré pendant plusieurs années; — D'où la conséquence ultérieure que le tribunal de Figeac a mal jugé en retenant la cause nonobstant le déclinaire qui avait été formellement proposé par Lafont; — Disant droit sur l'appel, émendant, statuant sur le déclinaire proposé par la partie de Gladi, déclare qu'il a été incompétemment procédé et jugé par le tribunal de Figeac; ce faisant, renvoie les parties à se pourvoir ainsi et devant qui il appartiendra, etc.

Du 6 mai 1824. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Lafontan. — Concl., M. Donnodévie, av. gén. — Pl., MM. Chandordy et Beradat.

DOT MARIÉE. — INALIÉNABILITÉ.

La dot mobilière est inaliénable comme la dot immobilière. (Cod. civ., 1541, 1554.) (3)

(Auscenc — C. Beleran.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, au fond, que la question de savoir si la femme séparée de biens peut aliéner son mobilier dotal, a été dans l'origine diversement jugée par les tribunaux et Cours du royaume; mais que depuis longtemps il s'est formé une jurisprudence invariable, attestée par une foule d'arrêts rendus par les Cours de Montpellier, d'Aix, de Rouen, de Nîmes, et enfin par la Cour de cassation, qui ont étendu au mobilier dotal le principe de l'inaliénabilité de la dot; que

quest, 1508; Orillard, *Comp. comm.*, p. 569. — F. dépendant Bordeaux, 9 janv. 1836.

(3) V. sur cette question, dont la solution que nous recueillons ici tend de plus en plus à prévaloir, Cass. 2 janv. 1837; 23 déc. 1839, et le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne le premier de ces arrêts. — V. aussi Montpellier, 22 juil. 1819, où se trouvent indiqués plusieurs arrêts en sens contraire.

(1) V. dans ce sens, Cass. 20 juin 1826; Paris, 21 juin 1814; Amiens, 6 janv. 1825; Rouen, 6 juil. 1826. Toutefois, voy. aussi sur cette jurisprudence, Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1196, 1198 bis, et 1199.

(2) V. en ce sens, Paris, 5 août 1811; Bordeaux, 18 avril 1832. — V. aussi Pardessus, t. 6, n. 1346; Thomassin Desmazures, tom. 1, n. 467; Carré et son annotateur Chauveau, *Lois de la proc.*, tom. 3,

les objections que l'on peut faire contre cette doctrine, qui est attestée, notamment par l'arrêt de la Cour de cassation du 4^{er} fév. 1819, rapporté par M. Sirey, t. 19, 1^{re} part., p. 146, et par un autre de la même Cour du 19 août de la même année, rapporté par le même auteur, tom. 20, 1^{re} part., p. 19 (1). résulte uniquement de la confusion qu'on veut faire de plusieurs dispositions qui se trouvent éparées dans le Code civil, au titre du contrat de mariage;—D'abord l'inaliénabilité de la dot, pendant le mariage, est incontestablement établie par les art. 1549 et suiv. de la sect. 2, qui s'occupe de la restitution de la dot établie, sans distinguer le cas de séparation des biens ou de non-séparation; que la dot constituée en argent ne peut être exigée qu'un an après la dissolution du mariage. Il est vrai que l'art. 1563 renvoie aux art. 1443 et suiv., pour le cas où la dot étant mise en péril, la femme veut poursuivre la séparation de biens, et l'art. 1449 se trouve au chapitre du régime de la communauté, et qu'il renferme, ainsi que le porte la section 3 de ce chapitre, les effets qui suivent la dissolution de la communauté, et l'art. 1441 dispose que la communauté se dissout par la séparation de biens.

Il fallait donc que, dans ce chapitre, le législateur traçât le mode de poursuites à faire par la femme pour obtenir cette séparation; et c'est là ce qu'il a fait par les dispositions des art. 1443 et suiv. Voilà pourquoi l'art. 1563, chapitre du régime dotal, renvoie à ces mêmes articles, ce qui doit s'entendre du mode et de la forme des poursuites à exercer par la femme qui demande la séparation de biens. Ainsi, dans le chapitre où se trouve consigné l'art. 1449, on ne doit prendre pour règle que les dispositions applicables au régime dotal, et quant aux autres qui sont incompatibles avec ce régime, elles ne doivent être appliquées qu'au régime de la communauté.

—Enfin, il résulte de l'ensemble et de l'esprit des dispositions du Code que le législateur français a voulu consacrer les principes de la loi Julia et de la loi au Code de rétrocession actionne, ainsi que les maximes invariablement suivies dans les pays de droit écrit, et qui étaient aussi fondées sur les mêmes lois, puisque dans le désordre des affaires du mari, la dot est la ressource de la famille, et cette ressource serait anéantie si le mobilier dotal pouvait être aliéné. Ainsi, sous tous ces rapports, les premiers juges ont fait une fautive application de l'art. 1449 du Code civil, et des principes qui régissent la matière; conséquemment, c'est le cas de réformer leur décision, d'accueillir l'opposition faite par le sieur Aussencac au commandement du 1^{er} fév. 1822, et en annulant ce commandement, d'ordonner que la dame Balaran fournira un emploi sûr et responsable ou baillera caution pour les sommes par elle réclamées; — Par ces motifs, réforme le jugement rendu le 28 nov. 1822 par le tribunal civil de Gailiac; ce faisant, et disant droit sur l'opposition faite le 4 fév. par le sieur Aussencac envers le commandement du 1^{er} fév. 1822, faite par la dame Balaran d'avoir offert un emploi sûr et responsable, ou bail de caution, pour les sommes par elle réclamées; — A cassé et annulé le susdit commandement du 1^{er} fév. 1822, et demeurant l'offre du sieur Aussencac de payer les sommes dues à la partie de Castets, lorsque celle-ci four-

nira l'emploi où la caution demandée, etc. Du 7 mai 1824. — Cour roy. de Toulouse.

COMMUNE. — FOURNITURES. — ADJOINT AU MAIRE. — OBLIGATION PERSONNELLE.

Celui qui a contracté avec l'adjoint au maire d'une commune, pour des fournitures à faire à la commune, peut, lorsqu'il n'a consenti à faire cette fourniture qu'au moyen de l'obligation personnelle de l'adjoint, poursuivre personnellement celui-ci, sans s'adresser à la commune, encore bien qu'il ait campis le prix des fournitures au nombre de ses créances contre la commune et qu'il en ait obtenu la liquidation partielle (2).

(Brivot — C. Sangléferrière et ville de Clamecy.)
Du 7 mai 1824. — Cour roy. de Bourges. — Pres. M. Delaméthérie. — Pl. MM. Mayet-Genéty, Mater et Thist-Varennes.

ARBITRES. — DEMISSION.

De ce qu'il est dit dans un compromis, qu'en cas de démission de l'un des arbitres, il sera pourvu à son remplacement, il ne s'ensuit pas que la démission et le remplacement puissent avoir lieu après que les opérations de l'arbitrage sont commencées; après les opérations commencées, l'arbitre démissionnaire doit continuer l'arbitrage, ou sur son refus, le compromis doit être annulé pour tout effet ultérieur à la démission. (Cod. proc. civ., 1014. (3) (Gaisson et consorts — C. Duveyrier.)

Le 19 fév. 1822, un compromis fut passé entre les membres de la compagnie Mannier, le sieur Gaisson et le baron Duveyrier, pour la liquidation d'une société qui avait existé entre eux. — L'art. 8 de ce compromis portait, qu'en cas de retraite ou de refus pour une cause quelconque, de l'un des arbitres nommés, il serait procédé à son remplacement. — Après différentes prorogations du compromis, les arbitres commencèrent enfin leurs opérations; ils avaient même déjà rendu une décision définitive, sur quelques-unes des difficultés qui leur avaient été soumises, lorsque le sieur Gorneau, l'un de ces arbitres, vint à se démettre, et cela au moment où les délais du compromis allaient expirer.

Le sieur Duveyrier protesta contre cette démission; il demande que nonobstant il soit passé outre avec le sieur Gorneau à la décision définitive, ou que, sur son refus, le compromis soit déclaré nul pour tout effet ultérieur; il se fonde sur l'art. 1014 du Code de proc. civ., qui porte que « les arbitres ne pourront se départir si leurs opérations sont commencées. »

Les membres de la compagnie Mannier et le sieur Gaisson, se fondant sur l'art. 8 du compromis, prétendent au contraire, qu'il y a lieu seulement à remplacement de l'arbitre démissionnaire.

Mais le sieur Duveyrier répond que le cas de démission, prévu par cet article, ne peut s'entendre que d'une démission donnée avant le commencement des opérations de l'arbitrage; qu'à cet égard, le compromis n'a aucunement eu pour objet de déroger implicitement ni explicitement à la disposition de l'art. 1014 du Code de proc. civ.

Renvoyées par les arbitres, d'ant le tribunal

(1) V. ces arrêts dans notre Collection, à leur date.

(2) V. sur ce point, la note qui accompagne une ordonnance au conseil d'Etat du 4 août 1819 (aff. Audran).

(3) La décision se rattache à la question grave

de savoir si les arbitres peuvent se départir, même après que leurs opérations sont commencées. V. sur cette question, nos observations sur un arrêt de Rouen du 4 janv. 1820.

de la Seine, les parties y reproduisent leurs prétentions respectives. — Les adversaires du sieur Duceyrier, nomment un nouvel arbitre en remplacement du sieur Gorneau; ils demandent acte de cette nomination au tribunal, et ils concluent à ce qu'il soit ordonné qu'avec ce nouvel arbitre il sera procédé au jugement définitif des points restant encore soumis à l'arbitrage.

Le 18 juillet, 1823, jugement par lequel le tribunal : — Considérant que si le compromis du 19 fév. 1822, porté en son art. 8, qu'en cas de retraite ou refus, pour une cause quelconque, de l'un des arbitres, il sera pourvu à son remplacement par les parties qui l'ont nommé, c'était seulement pour le cas prévu par l'art. 1012 du Code de proc. civ., c'est-à-dire autant que les opérations ne seraient pas commencées; mais que, dans le cas contraire, et d'après l'art. 1014, les arbitres ne pouvaient plus se départir; — Que, dans l'espèce, lorsque le sieur Gorneau déclara donner sa démission, non-seulement les opérations étaient commencées, mais encore déjà un jugement définitif était intervenu sur les points principaux de la contestation mise en arbitrage, et l'instruction écrite et orale était achevée, en telle sorte que les arbitres n'avaient plus qu'à délibérer et à statuer pour le surplus; qu'ainsi le sieur Gorneau s'était mis en opposition avec les dispositions de l'art. 1014 du Code de proc. civ.; d'où il résultait que cette circonstance non prévue par le compromis, loin d'attribuer aux parties qui avaient nommé cet arbitre le droit de le remplacer par un autre arbitre de leur choix, devait au contraire entraîner l'inefficacité de cet acte, quant aux points indécidés de la contestation, si le sieur Gorneau ne se déterminait pas à se réunir à ses trois coarbitres, pour faire droit aux parties dans les délais fixés; — Par ces motifs, déclare illégale et comme non avenue, la démission du sieur Gorneau; ordonne qu'il sera procédé par lui, conjointement avec les autres arbitres, au complément de l'arbitrage, dans six semaines, à compter de la signification du jugement; sinon, et faute de ce faire dans ledit délai, déclare, dès à présent, le compromis expiré et de nul effet, sans aux parties à se pourvoir, comme elles avisent, pour faire statuer sur les points de difficultés indécidés. »

Appel de ce jugement, par Golsion et consorts.

ARRÊT.

LA COUR; — Faisant droit sur les appels interjetés par Golsion, etc.; — Adoptant les motifs des premiers juges; — A mis et met l'appelation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 8 mai 1824. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Séguier, p. p. — PL. MM. Parquin et Bonnet pere.

CITATION. — MATIÈRE CORRECTIONNELLE.

En citation, en matière correctionnelle, peut être déclaré valable, bien que l'individu cité n'y soit pas désigné par ses nom et prénoms. Il suffit qu'il n'y ait pas incertitude sur la personne citée. (Cod. proc. civ., 61.) (1)

(Humbert — C. Forêts.)

Humbert et son berger, ont été traduits à la police correctionnelle, pour délit rural.

La citation donnée au berger est qualifiée, pour inobservation de quelques-unes des formalités prescrites par l'art. 61 du Code de proc. civ., notamment en ce que l'individu cité n'est désigné ni par son nom ni par ses prénoms. Le tribunal ordonna un avant faire droit, et réserva de statuer sur la nullité de la citation. — Appel. Devant la Cour, où la demande en nullité a été produite.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les formalités des exploits en matière civile ne sont pas applicables en tout point, en matière correctionnelle; que c'est ainsi que la Cour de cassation l'a décidé par arrêt du 2 avril 1819; — Considérant que l'assignation donnée au berger d'Antoine Humbert devant le tribunal correctionnel de Grenoble, sans désignation de nom ni de prénoms, l'a été régulièrement; — Considérant, d'ailleurs, que cette assignation se réfère à un procès-verbal du 6 oct. 1822, dans lequel il était exprimé, qu'il avait été rapporté aux gardes verbalisants, que le berger d'Humbert s'appelait Jean Pilait, et que copie dudit procès-verbal avait été donnée, tant au berger d'Humbert qu'à Humbert lui-même; — Considérant, dès lors, que l'assignation donnée au berger d'Humbert, à fin de condamnation à amende et dommages par la voie correctionnelle, a incontestablement autorisé l'administration des forêts à assigner Humbert devant le même tribunal, pour le voir déclarer civilement responsable des condamnations prononcées contre son berger; — Déclare la citation valable, etc.

Du 8 mai 1824. — Cour roy. de Grenoble. — Prés., M. Paganon. — Concl., M. Berlioz, av. gén. — PL. M. Sapey, jeune.

1^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION.

RÉTÉRATION. — DÉLAI. — EXÉCUTION.

2^o DERNIER DÉSIST. — COMPÉTENCE.

3^o COMMERCE. — CHARBON.

1^o L'opposition à un jugement par défaut, faite de comparaitre, rendu par un tribunal de commerce, est recevable jusqu'à l'exécution, bien que la partie condamnée ait déjà formé opposition sur un procès-verbal de saisie, si cette opposition était nulle pour n'avoir pas été renouvelée par un acte exprès dans les trois jours. (Cod. proc., 158, 162, 458.) (2)

(1) Il est de jurisprudence, en effet, que les dispositions du Code de proc. civ. qui déterminent les formalités des exploits en matière civile, ne sont point applicables aux citations en matière correctionnelle. F. Cass. 5 mars 1809; 18 nov. 1813; 2 avril 1819; 30 déc. 1825; 25 janv. 1826; 15 janv. 1830; 19 déc. 1831.

(2) Deux choses sont à remarquer dans cette décision: l'une que, même à l'égard des jugements par défaut faits de comparaitre, rendus par les tribunaux de commerce, l'art. 455 du Code de proc., qui exige la réitération dans les trois jours de l'opposition faite à l'insu de l'exécution sur les procès-verbaux de l'huissier subsiste, et, qu'à cet égard, on ne peut appliquer l'art. 162 du même Code qui, relativement aux tribunaux civils, ad-

corde huit jours pour la réitération de l'opposition faite sur les procès-verbaux à ces sortes de jugements; l'autre, que le défaut de réitération dans le délai de trois jours ne rend pas le défendeur irrecevable à former une nouvelle opposition s'il est encore dans les délais. — Remarquons, sur la première de ces solutions, qu'elle se concilie très bien avec la doctrine d'après laquelle il faut faire, pour les tribunaux de commerce, la distinction établie pour les tribunaux civils, entre le défaut fait de plaider, et le défaut fait de comparaitre, doctrine fort controversée comme on sait, mais qui a été toujours admise par la Cour de cassation (F. Cass. 22 nov. 1822, et nos observations), et que si l'arrêt ci-dessus n'applique pas à un jugement par défaut fait de comparaitre, rendu par un tribunal de

L'opposition à un jugement par défaut faite de comparaitre, rendu par le tribunal de commerce, est recevable après le procès-verbal de saisie, et tant que les meubles saisis n'ont pas été vendus (1).

2° L'appel est recevable en matière de compétence, alors même que l'objet de la contestation n'exécute pas le taux du dernier ressort. (Cod. proc. 454.) (2)

3° Un marchand charron est-il un commerçant justiciable des tribunaux de commerce? — Rés. aff. imp. (3).

(Péroche—C. Taton-Hénon).—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'art. 436 du Code de proc., lit. 25, sur la procédure devant les tribunaux de commerce, portait que « l'opposition aux jugemens par défaut ne serait plus recevable après le huitaine du jour de la signification » ; mais qu'il a été dérogé à cette règle par l'art. 643 du Code de comm., en statuant que les art. 458 et 459 du Code de proc., relatifs aux jugemens par défaut rendus par les tribunaux inférieurs, seraient applicables aux jugemens par défaut rendus par les tribunaux de commerce ; qu'en effet, cet art. 458 porte que « si le jugement est rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué, l'opposition sera recevable jusqu'à l'exécution du jugement » ; que l'art. 459 ne considère pas comme exécuté un jugement en vertu duquel on se serait borné à faire un commandement et à imposer une saisie mobilière ; mais qu'il exige, pour le faire réputer tel, que les meubles saisis aient été vendus, ou qu'il existe tel autre acte auquel il résulte nécessairement, non pas seulement que le jugement mais encore son exécution, a été connue de la partie défaillante ;

Attendu que, dès lors, on ne peut considérer comme exécuté le jugement du 19 juin 1823, en raison du commandement que le sieur Taton-Hé-

non a fait faire au sieur Péroche par exploit du 26 sept., et de la saisie qu'il a fait interposer, le 26 nov. suivant, sur les meubles dudit Péroche ; qu'on le peut d'autant moins, que celui-ci a déclaré, dans l'un et l'autre de ses exploits, qu'il se rendait opposant audit jugement et à toutes les poursuites faites en vertu d'icelui ; que peu importe que cette opposition n'ait été mentionnée qu'à la fin de l'exploit de saisie ; que l'art. 162 du Code de proc. autorise les défaillans à former leur opposition par déclaration sur les commandemens, procès-verbaux de saisie, sans exiger d'eux que cette déclaration soit mentionnée plutôt en tête qu'à la fin des actes dont il s'agit ;

Attendu néanmoins que, d'après les termes de l'art. 438 du Code de proc., l'opposition du Péroche, mentionnée dans le procès-verbal de saisie doit être envisagée comme non avenue, faute par lui de l'avoir réitérée dans les trois jours par exploit contenant assignation ; mais que, d'après les dispositions des art. 158 et 159 de ce même Code, Péroche était encore à temps, le 2 déc. dernier, pour renouveler cette opposition, puisque le jugement ne peut être réputé exécuté que par la vente des meubles saisis ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 454 du Code de proc., l'appel est recevable lorsqu'il s'agit d'incompétence, encore que le jugement ait été qualifié en dernier ressort ; que cette disposition est générale et s'étend au cas où l'objet de la contestation n'exécute pas le taux du dernier ressort ; que l'opposition de Péroche étant fondée sur l'incompétence par lui prétendue du tribunal de commerce, et son appel du jugement qui l'en a débouté présentant la même question d'incompétence, il n'y a pas lieu de le déclarer non recevable, fondé sur ce que le jugement était rendu en dernier ressort ;

Attendu, sur le fond, que Péroche a souscrit

commerce, la disposition de l'art. 162 du Code de proc. d'après laquelle il y aurait, dans ce cas, devant les tribunaux civils, un délai de huit jours pour la réitération de l'opposition faite à l'instance de l'exécution sur les procès-verbaux, il n'en faut pas conclure que cela soit contraire à la distinction dont nous venons de parler. En effet, l'art. 643 du Code de comm., en déclarant les art. 458, 459, applicables aux jugemens rendus par les tribunaux de commerce, n'a changé que le délai d'opposition aux jugemens faits de comparaitre, délai qui depuis a dû s'étendre jusqu'au premier acte d'exécution. Mais, comme le dit fort bien M. Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1546 bis, puisque l'art. 643 n'a pas rappelé aussi l'art. 162 du Code de proc., qui accorde huitaine pour renouveler l'opposition faite sur les procès-verbaux, il faut en conclure qu'il a laissé subsister, même à l'égard du jugement fait de comparaitre, la règle de l'art. 438, et, qu'en un mot, l'opposition faite sur le procès-verbal cesse de produire ses effets, si elle n'est pas réitérée dans les trois jours, soit qu'elle provienne d'une partie qui avait comparu, soit qu'il s'agisse de celle qui ne s'était point présentée. Et cela devait être, car, au matière commerciale, la célérité est de principe ; déjà nous avons vu que l'exécution du jugement n'est suspendue que pendant un jour dans l'attente de l'opposition (art. 435) ; il ne fallait pas que l'annonce d'une opposition à former le suspendît pendant huitaine ; tout ici doit être plus prompt. La partie condamnée n'ignore d'ailleurs plus le jugement puisqu'elle s'est personnellement opposée à son exécution. — Cette doctrine est ainsi enseignée par Thome Desmoutiers, t. 1, p. 659, et elle résulte d'un arrêt de la Cour royale de Paris du 24 août 1831,

Mais le défaut de réitération de l'opposition dans les trois jours, rend-il la partie non recevable à former une opposition nouvelle, si elle se trouve encore dans les délais ? C'est la seconde des questions que nous avons indiquées comme résultant de l'arrêt ci-dessus, qui l'a résolue pour la négative. C'est aussi dans ce sens que se prononce M. Chauveau sur Carré, loc. cit. et il résulte seulement du défaut de réitération, dit cet auteur, que l'exécution, interrompue par la déclaration sur le procès-verbal, peut légitimement reprendre son cours. Mais l'opposition sera encore recevable, soit qu'on le forme par exploit dans le cas d'un défaut fait de plaider, la huitaine n'étant pas encore expirée, soit qu'on la forme plus tard sur un nouveau procès-verbal, dans le cas d'un défaut fait de comparaitre, l'exécution n'étant pas encore commencée. — F. en ce sens, Rennes, 10 janv. 1816, arrêt cité sous un autre du même jour de la Cour de Colmar. — Cette seconde question, au surplus, se présente aussi en matière civile, et elle est avec controverse. F. deux arrêts opposés de la Cour de cassation, l'un du 18 avril 1814, l'autre du 3 déc. 1822.

(1) La raison en est que le jugement n'est réputé exécuté que par la vente des meubles saisis. Mais voy. sur les actes qui constituent, en général, l'exécution d'un jugement par défaut, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Trèves du 10 août 1810.

(2) Le point est aujourd'hui constant. F. Cass. 16 juin 1810; 22 avril 1811; 22 juin 1812; Rennes, 19 août 1819, et les notes. — Il en était autrement avant le Code de procédure. F. Cass. 18 mars 1806, et le note.

(3) F. conf. Amiens, 4 avril 1826; Orillard, *Comp. comm.*, p. 129.

un billet à ordre; mais qu'il prétend qu'alors il n'était pas négociant, que ce billet n'avait pas pour objet une opération de commerce, et qu'il demande son renvoi pardevant les tribunaux civils, en exécution de l'art. 636 du Code de comm.; que Taton-Hénon soutient au contraire que Perroche était marchand charbon, et en exerçait la commerce et profession lorsqu'il a souscrit l'effet dont il s'agit, qu'en cet état, il est nécessaire, pour pouvoir statuer sur la compétence, d'admettre ledit Taton-Hénon à la preuve du fait par lui posé; — Par ces motifs, etc.

Du 8 mai 1824. — Cour roy. de Metz. — Ch. corr. — Concl., M. Pyrot, av. gén.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.—TRIBUNAL DE COMMERCE.

L'opposition à un jugement par défaut faute de plaider, rendu par un tribunal de commerce, contre une partie qui a comparu par un agréé ou fonde de pouvoir, mais qui n'a pas défendu au fond, doit être formée, à peine de déchéance, dans la huitaine du jour de la signification à la partie, bien qu'il n'y ait pas eu de signification à l'agréé. (Cod. proc. civ., 436; Cod. comm., 643.) (1)

(Plante et comp. — C. Vignes.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après l'art. 436 du Code de proc. civ., l'opposition envers les jugemens par défaut rendus par les tribunaux de commerce, n'est pas recevable après la huitaine du jour de la signification; — Qu'en point de fait, le jugement de défaut du 29 mars 1822, fut signifié au sieur Vignes le 30 mai suivant, et qu'il n'y forma opposition que le 17 juin aussi suivant; et que par conséquent le délai pour faire opposition était expiré; — Que valablement on objecte que l'art. 643 du Code de comm. a déclaré applicables aux jugemens par défaut rendus par les tribunaux de commerce, les art. 156, 158 et 159 du Code de proc.; que ces articles ne s'appliquent, en matière civile, qu'aux jugemens par défaut rendus contre une partie qui n'a point constitué avoué, ne doivent en matière commerciale, s'appliquer qu'aux jugemens par défaut rendus contre une partie qui n'a point comparu; — Qu'il faut en effet distinguer, en matière commerciale, comme en matière civile, deux sortes de jugemens par défaut, ceux rendus faute de plaider, et ceux rendus faute de comparaître; — Que cette distinction a dû être admise depuis la publication de l'art. 643 du Code de comm., qui, en déclarant applicables les art. 156, 158 et 159 du Code de proc., aux jugemens par défaut émanés des tribunaux, n'a pas néanmoins abrogé l'art. 436 du Code de proc.; que l'exécution en est même plutôt ordonnée par l'art. 642 du Code de comm., qui veut que l'on continue de suivre devant les tribunaux de commerce la procédure tracée dans le tit. 25 du 1^{er} liv. du Code de

proc., et dont l'art. 436 fait partie; — Que ce dernier article deviendrait tout à fait inutile, et ne recevrait jamais d'application si l'on ne distinguait point, en matière commerciale, les jugemens par défaut faute de plaider, des jugemens par défaut faute de comparaître, puisque ces deux derniers jugemens sont soumis aux dispositions des art. 156, 158 et 159 du Code de proc.; — Que la distinction des jugemens par défaut faute de plaider, des jugemens par défaut faute de comparaître, a été reconnue fondée depuis la publication de l'art. 643 du Code de comm., par deux arrêts de la Cour de cassation, qui ont décidé que la péremption de six mois établie par l'art. 156 du Code de proc., ne courait point contre les jugemens rendus faute de plaider en matière commerciale, mais seulement contre les jugemens par défaut rendus faute de comparaître; — Que c'est sans fondement qu'on alléguait qu'au moins dans l'espèce, le jugement de défaut du 29 mars 1822 aurait dû être signifié à l'agréé, ou fonde de pouvoir, qui avait représenté la partie de Delhom, parce que l'art. 157 du Code de proc. ne faisait courir le délai de l'opposition envers les jugemens par défaut contre une partie qui avait constitué avoué, que du jour de la signification à un avoué; — Qu'on ne pouvait tirer aucune induction de l'art. 157, dont on ne faisait aucune application; que le délai de l'opposition envers les jugemens par défaut faute de plaider, était fixé par l'art. 436, et qu'on ne peut établir non plus aucune parité entre l'avoué dont les fonctions sont nécessaires et réglées par la loi, et un agréé qui, quelle que soit la dénomination qu'il porte, n'est jamais que le procureur fondé spécial de la partie qu'il représente; — Que d'après ces considérations, on ne pouvait s'empêcher de rejeter, comme faite hors du délai fixé par la loi, l'opposition du sieur Vignes envers le jugement de défaut du 29 mars 1822; — Par ces motifs, après en avoir délibéré, disant droit sur l'appel incident des parties de Laurens envers le jugement du 2 sept. 1822, et réformant, quant à ce, a rejeté et rejette l'opposition formée par la partie de Delhom le 17 juin 1822, envers le jugement du 29 mars précédent, et elle signifié le 30 mai de la même année.

Du 8 mai 1824. — Cour roy. de Toulouse. — Prés., M. de Faydel. — Concl., M. Cavalie, av. gén. — Pl., MM. Romiguières fils, Séran et Feral.

FAILLITE.—OUVERTURE.—SYNDICS.

La fixation de l'époque de l'ouverture d'une faillite, n'est pas un des objets pour lesquels la masse des créanciers est représentée par les syndics.—L'intérêt individuel peut ici différer de l'intérêt général; et dans ce cas, il n'y a pas représentation. (Cod. comm., 457 et 504.) (2)

que le jugement rendu entre le syndic d'une faillite et l'un des créanciers, relativement à l'époque de l'ouverture de la faillite, a effet vis-à-vis de tous, sauf le droit de chaque créancier d'y former opposition, en vertu de l'art. 157 du Code de proc. (F. 27 août 1822), ce qui revient à dire, comme l'arrêt ci-dessus, que les syndics ne représentent pas la masse. C'est, au surplus, en ce sens que la question est aujourd'hui résolue par la nouvelle loi sur les faillites, dont l'art. 580 accorde un mois à toute partie intéressée, et huitaine ou failli pour former opposition au jugement déclaratif de la faillite, et à celui qui en fixe l'ouverture. F. le *Traité des faillites*, de M. Renouard, t. 2, p. 409.

(1) Cette décision appliquée aux tribunaux de commerce la distinction établie dans les tribunaux ordinaires, entre les jugemens par défaut faute de comparaître, et les jugemens de défaut faute de plaider. C'est dans ce sens que la Cour de cassation s'est constamment prononcée. F. Cass. 18 janv. 1820; 26 déc. 1821; 22 nov. 1822; 5 mai 1824; 7 nov. 1827; 11 déc. 1838; 1^{er} fév. 1841. — Toutefois, cette distinction n'a pas été unanimement admise : plusieurs Cours royales, et quelques auteurs l'ont inutilement repoussée; en sorte que la question est encore, en théorie, à l'état de controverse. F. à cet égard nos observations sur l'arrêt précité de la Cour de cassation du 23 nov. 1822.

(2) La Cour supérieure de Bruxelles avait décidé
VII. — 1^{re} PARTIE.

(Degennes et comp. — C. Ditrans et comp.) —
ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les sieurs Degennes et Prevot ont, de l'aveu de leurs adversaires, été créanciers de tout le bien sur lequel ils sont portés, que les syndics de la faillite de ce dernier ne contestent pas leurs titres, quoiqu'ils en enregistrent le droit; que les sieurs Viallet et Ditrans, qui les contestent, n'ont aucun droit de le faire, puisque leurs propres créances n'ont été vérifiées ni affirmées; — Qu'on leur oppose en vain que leur attaque aurait dû être dirigée contre le jugement du 9 juin 1821, et non contre celui du 20 août 1819; que cela serait vrai si le tribunal de commerce, annulant le jugement du 24 juillet 1820 avant même temps fixé l'époque de l'ouverture de la faillite, en telle sorte que son jugement se soit à lui-même, et n'eût pas besoin d'auxiliaire; mais qu'il n'en est pas ainsi, puisque de la manière dont il est rédigé, le jugement du 9 juin 1821, au lieu de fixer l'ouverture de la faillite, confirme et fait revivre à cet égard le jugement du 20 août 1819; que l'époque de l'ouverture de la faillite étant l'objet véritable de la contestation, c'est le jugement qui l'a fixée d'une manière contraire aux intérêts des sieurs Degennes et Prevot, c'est-à-dire celui du 20 août 1819, qui a dû être attaqué par eux, et que, puisqu'ils sont encore dans les délais établis par l'art. 437 du Code de commerce, leur opposition envers ce jugement est recevable; — Qu'il importe peu que, postérieurement au jugement du 9 juin 1821, le sieur Prevot ait produit dans l'ordre ouvert pour la distribution du prix des immeubles de S..., qu'en cela il n'a fait que pourvoir à la conservation de ses droits, selon la faculté que lui confère sa qualité de créancier; mais qu'on ne peut pas dire qu'en agissant ainsi il ait acquiescé au jugement, puisqu'il n'avait pas commencé de l'exécuter pour produire; que n'ayant pu être payé de cette manière, rien ne s'oppose à ce qu'il assure la rentrée de ses fonds, par l'accroissement de l'actif de la faillite, qui serait le résultat de la fixation de son ouverture à l'époque qu'il indique; — Que, d'ailleurs, le sieur Degennes n'a pas produit dans l'ordre, ce qui même il a fait déclarer débû, mais que cette débû, qui est relative au prix distribué dans l'ordre susdit, est absolument étrangère à ses titres de créance, qui conservent toute leur force; — Que la présence des syndics de la faillite S..., dans le jugement du 9 juin 1821, et dans ceux qui l'ont précédé, ne peut être non plus un motif de déclarer les sieurs Degennes et Prevot irrecevables dans leur opposition envers le jugement du 20 août 1819, sous prétexte qu'ils y étaient parties dans la personne des syndics; que, s'il en était ainsi, les sieurs Ditrans et Viallet, créanciers non vérifiés, quoique hypothécaires, n'auraient pu eux-mêmes s'exposer au jugement du 24 juillet 1820, dans lequel les syndics étaient parties, et qu'ils ont cependant fait renverser; — Mais qu'il en faut revenir aux principes d'après lesquels les syndics d'une faillite représentent, à la vérité, tous les créanciers quand il s'agit d'intérêts généraux et communs à la masse entière; par exemple, quand ils défendent aux procès dirigés contre le failli,

on qu'ils font entrer des dettes actives; qu'il en est tout autrement lorsqu'il s'agit d'intérêts où les créanciers sont en opposition les uns contre les autres, et que, dans ce cas, les créanciers ne sont ni ne peuvent être tous représentés par les syndics; que cette distinction résulte notamment de l'art. 504 du Code de comm., en vertu duquel les créanciers dont les titres ont été vérifiés et affirmés, ont ébauché le droit de contredire à la vérification des autres créances, quoique cette vérification se fasse avec le concours des syndics, ce qui suppose évidemment dans le créancier un droit individuel, entièrement indépendant des fonctions des syndics; qu'il faut surtout reconnaître ce droit individuel, eu ce qui concerne l'époque de l'ouverture d'une faillite; que, comme dans l'espèce, certains créanciers peuvent avoir intérêt à recueillir, tandis que d'autres ont un intérêt contraire; qu'ainsi, par l'art. 437 du Code de comm., le législateur a voulu que chaque créancier pût s'opposer au jugement qui prononce l'ouverture de la faillite, et qu'il a en conséquence, pour l'exercice de ce droit, fixé les délais plus ou moins longs, selon que les créanciers seront présents ou représentés, ou bien qu'ils seraient en demeure; qu'on ne peut donc, en aucune manière, rejeter l'opposition des sieurs Degennes et Prevot, sous prétexte qu'ils ont été représentés par les syndics de la faillite dans les jugements qu'ils attaquent; — Attendu qu'il suit des principes établis, et de l'application qui en a été faite, qu'il faut réformer le jugement du 30 déc. 1822, dont est appel, en ce qu'il a déclaré que l'opposition des sieurs Degennes et Prevot envers le jugement du 20 août 1819, qui a fixé à ce jour l'ouverture de la faillite, était irrecevable; — Par ces motifs, etc.

Du 8 mai 1834. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. d'Aldeguier. p. p. — Concl., M. Chabert, subst. du pr. gen. — Pl., MM. Feral, Cazeneuve, Romiguières fils, Decamps (d'Anagny) et Tournauville.

1^{re} DEMANDE NOUVELLE. — PREUVE TESTIMONIALE

2^o COMPTE DE TUTELLE. — REMPLACEMENT DU TUTEUR. — RESPONSABILITÉ.

1^o On peut, en appel, proposer une preuve par témoins que l'on n'a pas demandée en première instance (1).

2^o Le tuteur qui remplace un précédent tuteur, est obligé de faire rendre compte à ce dernier, surtout si le conseil de famille le lui a formellement prescrit (2).

(Laguette — C. Lefloch et autres.)

Du 10 mai 1834. — Cour roy. de Rennes. — Prés., M. Dupont-Desloges. — Pl., MM. Morel et Goutpoul.

INTÉRÊTS. — PRESCRIPTION. — PRIX DE VENTE.

Les intérêts du prix d'une vente d'immeuble n'étant que la représentation des fruits, ne sont pas compris dans la règle générale qui soumet à la prescription de cinq ans tout ce qui est payable par annes ou à des termes périodiques plus courts. (Cod. civ., 2277.) (3).

(3) La question est des plus controversées. V. le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour royale de Paris du 31 janv. 1818, conforme à la décision ci-dessus. — V. aussi sur la question analogie, et également fort controversée, de savoir si les intérêts moratoires sont ou non soumis à la prescription quinquennale, les ob-

(1) V. dans ce sens, Carré, Loix de la proc. civ., quest. 1677. P. aussi Orléans, 31 déc. 1835.

(2) Il a pareillement été jugé, que le tuteur appelé en remplacement d'un autre, est responsable de la précédente gestion, et que c'est à lui à se faire rendre compte par le tuteur précédent. V. Bordeaux, 1^{er} fév. 1828.

(Laporte—C. Lebail.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il était convenu entre les parties, devant le tribunal, que la vente dont s'agit avait eu lieu il y a environ douze ans pour la somme de 600 fr.; que les acquéreurs avaient payé 300 fr. et qu'ils étaient encore débiteurs des autres 300 fr.; que dans cet état le tribunal ne pouvait se refuser de prononcer le délaissement demandé en vertu de l'art. 1651 du Code civ., et que la condamnation à la restitution des fruits était une suite nécessaire du délaissement.

Attendu néanmoins que le tribunal ayant donné l'option aux intimés de garder le bien en payant, aucun grief, et que dans ce cas il a dû condamner à payer la somme de 300 fr. avec les intérêts, conformément à l'art. 1652;

Attendu que si l'appelant eût opté pour le délaissement, il aurait dû restituer les fruits depuis son indue occupation; que son option pour le paiement de la somme de 300 fr. ne doit pas rendre sa condition meilleure au préjudice du vendeur; que les intérêts ne sont que la représentation des fruits dont il profite et qu'il aurait dû restituer dans le cas de délaissement; qu'il suit de là qu'il n'y a pas lieu, dans l'hypothèse, à l'application de l'art. 2277 du Code civil; — A mis et met l'appel au néant, ordonne en conséquence que le jugement rendu par le tribunal civil de Mirande, le 15 nov. 1821, sorte à effet, etc.

servations qui accompagnent un arrêt de la Cour royale de Bordeaux du 13 mars 1820.

Voici un jugement du tribunal de Saint-Mihiel qui prononce dans le même sens que l'arrêt ci-dessus; nous croyons devoir le rapporter, parce qu'il nous a paru motivé avec beaucoup de soin : — Attendu que, sous l'empire du Code civil, l'article 1652 qui fait cours de plein droit les intérêts du prix des ventes, quand la chose vendue produit des fruits ou autres revenus, dit formellement et généralement que l'acheteur doit ces intérêts jusqu'au paiement du capital (principe de haute équité); — Que pour détruire ou modifier un texte aussi formel, il faudrait une disposition non moins précise dans la nouvelle législation ou une jurisprudence positive; — Que si le législateur avait entendu introduire dans le Code un droit nouveau, un droit aussi exorbitant que la prescription de cinq ans pour la pris de vente d'immeubles, il l'eût dit expressément dans l'énumération portée en l'art. 2277, des choses prescriptibles par ce laps de temps; — Que cette mention devenait d'autant plus indispensable qu'elle sût été une exception posée au principe général énoncé en l'art. 1652; — Qu'on ne peut présumer que ce n'est que par oubli que le législateur a fait cette omission, car parlant des rentes perpétuelles, viagères, des pensions alimentaires, qui presque toujours sont la conséquence des ventes d'immeubles, de stipulations assez rares, il n'aurait certainement pas omis les ventes d'immeubles qui font l'objet des conventions de tous les instans de la société; — Attendu que le paiement par l'exception de prescription est un moyen peu moral de se libérer, moyen introduit par la nécessité, et qu'on ne doit jamais étendre; — Attendu que la prescription de cinq ans pour les intérêts de vente d'immeubles ne peut s'induire de l'expression généralement de l'art. 2277, expression qui se trouve dans le même nombre de phrase que les intérêts des sommes prêtées, qui n'est séparée de ces mots que par une simple virgule, tandis que les autres membres qui précèdent sont à la ligne, et séparés par un point et une virgule; ce qui doit porter à croire que généralement ne doit

Du 10 mai 1824. — Cour roy. d'Agen. — Prés., M. Bergognié. — Concl., M. Lebé, 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Baradat et Gladi fils.

FEMME NORMANDE. — AVANTAGES STATUTAIRES. — MÊMES.

Du 10 mai 1824 (aff. Juhel-Metta). — Cour roy. de Caen. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de Rouen du 30 août 1824 (aff. de Saint-Paer).

APPROBATION D'ÉCRITURE. — BILLET. — PROCURATION.

Une procuration sous seing privé donnée à l'effet de reconnaître devant notaire un billet qui ne contient point l'approbation de la somme y portée, ne couvre pas la nullité de ce billet, si la procuration ne contient pas non plus un approuvé de la somme. (Cod. civ., 1326.)

(Petit—C. Lecomte.)

Du 11 mai 1824. — Cour roy. de Rouen. — Prés., M. Asselin de Villequier, p. p. — Concl., M. Bergasse, av. gén. — Pl., MM. Senard et Thil.

PÉREMPTION. — HÉRITIERS. — REPRISE D'INSTANCES.

Une demande en péremption d'instances ne peut être formée par les héritiers d'une partie décédée, qu'après qu'ils ont repris l'instance. (Cod. proc., 389.) (1)

étre que les conséquences des obligations pécuniaires, des conventions sur l'argent; — Attendu que si la jurisprudence des Cours est très controversée sur cette question importante, la Cour royale de Paris a constamment et tout récemment encore jugé la négative; — Attendu que les arrêts contraires ne sont intervenus que sur contestations entre des acquéreurs et des vendeurs, qu'ils sont basés sur les motifs pour lesquels la prescription de l'art. 2277 a été admise, c'est-à-dire la négligence des vendeurs à se faire payer les intérêts, la crainte de l'obération, de la ruine des acquéreurs débiteurs de leur prix, par l'accumulation et l'énormité de ces intérêts, et l'absorption que cela occasionnerait du prix des ventes au détriment des autres créanciers; — Attendu que ces motifs ne pourraient dans aucun cas s'appliquer avec les mêmes raisons aux acquéreurs d'immeubles hypothéqués dont les prix doivent être distribués à des créanciers : d'abord parce que ceux de ces arrêts qui ont été rendus sur des contredits élevés dans des ordres, sont motivés surtout sur l'intérêt des tiers, de préférence à celui des acquéreurs; ensuite parce que les acquéreurs ont pu se libérer sans échéances en consignat, ce dont la loi leur fait même une obligation; qu'ils ne peuvent imputer qu'à eux seuls le défaut d'accomplissement de cette formalité et les conséquences qui peuvent en être la suite. — Enfin, parce qu'on ne peut imputer à une masse de créanciers qui sont obligés d'attendre l'issue des distributions, selon leurs droits pour se faire payer, la même négligence qu'à un vendeur qui n'a pas jugé à propos de suivre annuellement le recouvrement de ses intérêts; — Statuant sur les contredits; maintenant la formation de la masse telle qu'elle a été faite par monsieur le juge-commissaire, ordonne qu'elle se compose du prix principal de la vente, et de tous les intérêts échus et à échoir jusqu'au 1^{er} sept. prochain, etc., etc.

Du 24 août 1824. — Tribunal de Saint-Mihiel.

(1) C'est la seule décision en ce sens : la jurisprudence est constante en sens contraire. V. Metz, 25 fév. 1826; Rouen, 20 mai 1826; Montpellier, 17 janv. 1831, Cass. 3 fév. 1835; 19 janv. 1837. La

(Lamerat — C. Imbaud.)

Une instance pendante devant la Cour royale de Bordeaux, entre le sieur Lamerat et le sieur Imbaud, était restée impoursuivie pendant quatre ans environ. — Décès du sieur Imbaud. — Plus de six mois après sa mort, sa veuve et ses héritiers firent signifier à l'avoué de Lamerat une requête par laquelle, agissant en leur qualité d'héritiers, ils déclaraient constituer M. Guillemeteau pour leur avoué, et demandaient en même temps la péremption de l'instance, qui était liée entre leur auteur et Lamerat.

Ils prétendaient qu'ils avaient qualité pour former la demande en péremption, bien qu'ils n'eussent pas repris l'instance, en se fondant sur ce qu'ayant trouvé dans la succession de leur auteur le droit de demander la péremption, ils pouvaient la faire prononcer sans reprendre l'instance en leur nom; ils ajoutaient qu'ils y étaient d'autant plus fondés, qu'ils auraient converti la péremption, en reprenant l'instance.

Lamerat répondait que pour pouvoir demander une péremption, il fallait être partie dans l'instance; qu'il fallait donc, au préalable, que les héritiers Imbaud l'eussent reprise; que jusque-là ils étaient non recevables: qu'ils ne devaient pas craindre, en reprenant l'instance, de couvrir la péremption, parce que tous leurs droits étaient conservés par la déclaration qu'ils auraient faite, dans leur acte de reprise, qu'ils ne reprenaient que dans l'unique objet de faire prononcer la péremption.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que pour être admis à demander la péremption d'une instance, il est de principe qu'il faut être partie dans cette instance;

— Attendu que si, après le décès de la partie instance, l'héritier veut se prévaloir de tous les moyens et exceptions qui étaient acquis à son ayant cause, ce n'est qu'autant qu'il aura repris l'instance, en son nom personnel, parce que, sans cela, il est sans qualité, et que d'après les règles de la procédure, nul ne peut obtenir en justice une utilité quelconque, s'il n'est pas légalement en cause; — Attendu, dans le fait, que la veuve et les héritiers Imbaud n'ont repris ni demandé à reprendre l'instance pendante en la Cour entre Lamerat et leur auteur; d'où il suit qu'ils ne sont pas recevables à demander la péremption; — Déclare la veuve et les héritiers Imbaud non recevables dans leur demande en péremption, etc.

Du 12 mai 1824. — Cour roy. de Bordeaux. — 2^e ch. — Prés., M. Desèze. — Pl., MM. Chancel et Lorie.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RENOUVELLEMENT. — SURENCHÈRE.

La surenchère faite par un créancier, ne proroge pas son inscription hypothécaire; la péremption de l'inscription, en ce cas, est acquise, selon la règle générale, à défaut de renouvellement dans les dix ans, et par suite la surenchère doit être réputée non avenue. (Cod. civ., 2154 et 2185.) (1)

Cour royale de Bordeaux, de qui émane l'arrêt ci-dessus, s'est elle-même prononcée dans ce dernier sens, le 22 août 1823. — V. encore Chauveau sur Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1424 bis.

(1) V. conf. Bordeaux, 47 mars 1828, Cass. 21 juill. 1828. — Mais la jurisprudence semble reconnaître que l'inscription a produit son effet de moment où l'acquéreur a notifié son contrat aux créanciers inscrits. V. Paris, 29 août 1815 et 16 janv. 1840 (Volume 1840), ainsi que les observations qui accompagnent ces arrêts et les autorités qui y sont indiquées. — Il existe toutefois des auteurs qui ont

(Quinon — C. Latour.)

1^{er} décembre 1806, acquisition de différents immeubles par le sieur Quinon. Lors de la notification du contrat aux fins de purge hypothécaire, Latour, créancier inscrit, exerce la surenchère.

9 avril 1807, jugement du tribunal civil de Vienne qui admet la caution présentée, et déclare la surenchère valable. — Il faut remarquer que l'inscription de Latour, surenchérisseur, était du 17 avril 1805; que la surenchère était restée impoursuivie; qu'en 1818 seulement les poursuites furent reprises, et que les premières affiches furent apposées; qu'enfin, l'inscription de Latour, surenchérisseur, n'avait pas été renouvelée à l'époque de la reprise des poursuites. — Quinon, acquéreur, forme opposition aux poursuites. Il soutient que le défaut de renouvellement de l'inscription de Latour, dans les dix ans, a emporté péremption: que, dès lors, Latour, n'ayant plus le titre et les droits de créancier inscrit, a été déchu de la surenchère.

18 mai 1820, jugement du tribunal civil de Vienne, ainsi conçu: — « Considérant que, d'après l'art. 2185 du Code civil, il n'appartient qu'à un créancier inscrit de faire non-seulement la déclaration de surenchère, mais encore toute réquisition de mise aux enchères et adjudication publique; que l'inscription hypothécaire de Latour a été périmée, dès l'instant qu'il a été en demeure de la renouveler; que l'effet de cette inscription a dès lors cessé, et que, par conséquent, la procédure de surenchère a dû, comme cette inscription elle-même, être réputée nulle et non avenue; — Considérant qu'on ne pourrait décider autrement qu'autant que l'hypothèque aurait produit son effet légal avant l'expiration des dix années; mais que l'art. 2186 du Code civ. s'autorise à considérer l'hypothèque comme ayant produit cet effet, que lorsque les créanciers, sur la notification qui leur a été faite du contrat, n'ont point requis la mise aux enchères; qu'en l'espèce, il y avait surenchère déclarée; — Par ces motifs, le tribunal, faisant droit à l'opposition, déclare la surenchère nulle et de nul effet... » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'art. 2154 du Code civ. porte que les inscriptions conservent l'hypothèque et le privilège durant dix années, à compter du jour de leur date, et que leur effet cesse si elles ne sont pas renouvelées avant ce délai; que cette disposition générale n'est limitée que par l'exception du cas où l'inscription a produit son effet légal, par la mobilisation du prix représentant les fonds hypothéqués; qu'elle peut, dès lors, être invoquée par les tiers acquéreurs, pour les soustraire à l'action hypothécaire et à ses effets; — Que l'inscription de l'appelant n'avait pas produit son effet avant l'expiration du délai de dix ans, par cela seul qu'il avait fait la réquisition de surenchère, puisqu'il n'y avait eu ni déguerpissement de la part de l'intimé, ni commencement de poursuite en expropriation de la part de l'appelant; — Attendu que le droit

soutenu que la simple transcription du contrat faisait cesser la nécessité du renouvellement, et d'autres, que les inscriptions ne sont dispensées du renouvellement qu'à partir de l'ouverture de l'ordre. V. Merlin, *Rep.*, ^v *Inscript. hyp.*, § 8 bis, n^{os} 5 et 6. — Ces divergences qui se rencontrent dans l'opinion des auteurs lorsqu'il s'agit de vente volontaire, se reproduisent également en cas d'expropriation forcée. V. sur ce dernier point, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation du 5 avril 1805.

de suite, établi par l'art. 2166 du Code civ., en faveur du créancier hypothécaire, est subordonné à la condition absolue du renouvellement par lui de l'inscription dans les dix ans; — Qu'il résulte de là que l'inscription de l'appelant est périmée et nulle, faute du renouvellement dans les dix ans de la date; qu'à la reprise des poursuites, en 1818, il était déchu de l'action hypothécaire contre l'intimé; — Par ces motifs, et adoptant, d'ailleurs, ceux exprimés par les premiers juges; — Confirme le jugement dont est appel.

Du 12 mai 1824. — Cour roy. de Grenoble. — Prés., M. de Noailhé, p. p. — Concl., M. Merlou, av. gén. — Pl., MM. Motte et Desayes, fils.

1^o EAU (COURS D'). — COMPÉTENCE.

2^o CONFLIT. — RÉFÈRE. — CHOSE JUGÉE.

1^o Toutes les entreprises faites sans autorisation sur un cours d'eau qui, n'est ni navigable ni flottable, sont du ressort des tribunaux (1).

Et en cette matière, on ne peut, sous la prétence d'une demande nouvelle en autorisation, arrêter la marche de la justice, relativement à des faits antérieurs.

2^o Il n'y a pas lieu d'élever le conflit sur l'appel d'une ordonnance de référé qui ne fait que régler le mode d'exécution d'un jugement passé en force de chose jugée (2).

(Mosselman. — C. Lemarrais.)

Le sieur Mosselman, propriétaire d'une usine, sur la rivière de Cères (Mouche), voulait redresser le lit de ce cours d'eau, en lui creusant un canal à travers sa propriété. Les sieurs Lemarrais, riverains de la partie du lit que le nouvel ouvrage mettait à sec, l'assignèrent au possesseur devant le juge de paix, et le firent condamner à rétablir les liens dans leur premier état.

Le sieur Mosselman demanda alors au préfet l'autorisation d'établir son usine sur le nouveau canal, espérant que l'autorisation lui permettrait d'échapper à la condamnation qu'il avait encourue. D'autre part, il se pourvit en référé devant le président du tribunal de Valognes, contre les actes à fin d'exécution de la sentence. Il obtint ainsi des défenses à l'exécution, et les sieurs Lemarrais interjetèrent appel devant la Cour royale de Caen.

Dans cet état de choses, le préfet éleva le conflit, sur le motif qu'à l'administration seule appartenait le droit de prononcer sur les changements faits par le sieur Mosselman à son usine.

LOUIS, etc.; — Considérant que la rivière de Cères n'étant ni navigable ni flottable, les entreprises faites sans autorisation sur ce cours d'eau sont du ressort des tribunaux ordinaires;

Considérant que, sous le prétexte d'une demande nouvelle en autorisation, on ne peut arrêter la marche de la justice relativement à des faits antérieurs;

Considérant, d'ailleurs, que le conflit est élevé sur l'appel porté devant notre Cour royale de Caen, d'une ordonnance sur référé qui n'a fait que régler l'étendue, les effets et le mode d'exécution d'un jugement passé en force de chose jugée;

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris, le 28 décembre 1823, par le préfet du département de la Manche, est annulé.

Du 12 mai 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat.

(1) Principe constant V. ordonn. des 8 mai et 14 août 1822 (aff. Pigelet et aff. Jolly); 16 avril 1823 (aff. Luyas); 7 avril 1824 (aff. Kornprobst), et les notes.

(2) V. à cet égard, les observations qui accompagnent l'ordonn. du 4 août 1819 (aff. Audran).

THÉÂTRE. — RECOURS. — AUTORISATION. — FAILLITE.

Les mesures relatives à l'ouverture, à la clôture et à la police des théâtres, sont des actes administratifs, qui ne peuvent donner lieu à aucun recours par la voie contentieuse (3).

Ainsi, le directeur dont le théâtre a été fermé par suite de faillite, n'est pas recevable à se pourvoir devant le conseil d'Etat contre la décision ministérielle qui refuse de l'autoriser à reprendre son entreprise.

(Allaux.)

LOUIS, etc.; — Vu l'art. 13 du décret du 8 juin 1806, qui dit formellement : « que tout entrepreneur de théâtre qui aura fait faillite ne pourra pas rouvrir de théâtre; » — Considérant que les mesures relatives à l'ouverture, à la clôture et à la police des théâtres sont des actes purement administratifs, qui ne peuvent donner lieu à aucun recours par la voie contentieuse; — Art. 1^{er}. La requête... est rejetée.

Du 12 mai 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat.

ACTE ADMINISTRATIF. — PAPIERS (SAISIE DE). — RESTITUTION. — INDENNITÉ. — COMPÉTENCE.

Du 12 mai 1824 (aff. Pfaffenhoffen). — Ordonn. en cons. d'Etat. — V. la note sur l'ordonn. du 30 juin 1824 (aff. Cambacérés).

SUBROGATION. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

La subrogation consentie par le créancier au profit d'une tierce personne qui la paie, n'a pu avoir lieu par acte sous seing privé : elle doit être faite par acte authentique... du moins à l'égard des tiers. (Cod. civ., 1250, n^o 1^{er}.) (4)

LA COUR; — Considérant que les coteritiers Formet excipent, tout à la fois, de l'hypothèque dérivant de l'acte du 21 août 1790, de la cession du 13 sept. 1792, et d'une quittance passée sous seing privé, le 8 fruct. an 8; mais que cette quittance, d'après l'ancienne jurisprudence, fondée sur l'édit de 1609, et l'arrêt de règlement du 8 juill. 1690, que l'art. 1250 du Code civ. n'a fait que confirmer, ne peut leur avoir transmis les droits d'hypothèque résultant des actes ci-dessus rappelés, parce que n'ayant pas été faite par acte authentique, elle ne saurait être envisagée comme une subrogation suffisante; — Par ces motifs, — Met l'appellation au néant, et ordonne que le jugement du tribunal de Die recevra son plein et entier effet, etc.

Du 13 mai 1824. — Cour roy. de Grenoble.

CONVOL. — EFFET RÉTROACTIF. — LOIS ROMAINES.

La femme qui convoie, sous le Code civil, comme la femme qui a convolé avant le Code civil, doit garder aux enfants du premier lit les libéralités qu'elle a reçues de son premier mari, sous l'empire des lois romaines. — Vainement la femme opposerait que le fait de convol ne peut être puni par une loi antérieure : si s'agit moins de peine à appliquer, que d'une convention à exécuter. — Les dons anciens faits en ce cas par un mari à sa femme, sont réputés faits sous la condition de réserves au profit des enfants, dans le cas de convol (5).

(3) V. conf., ordonn. du 6 sept. 1820 (aff. Théâtres de Paris).

(4) V. en ce sens, Toullier, t. 6, n. 133. F. sous Metz, 24 mars 1819, et Cass. 16 nov. 1833.

(5) V. Cass. 6 juill. 1836.

(Dussert—C. Roux.)

En 1793, est décédé le sieur Dussert, après avoir fait une donation à cause de mort, par laquelle il laissait à ses enfants leur légitime, et instituait pour héritière universelle, Elisabeth Magnin, son épouse.—Le 26 juill. 1803, celle-ci épousa en seconde nocces le sieur Roux.

Le 12 juill. 1814, la dame Roux, autorisée par son mari, fit avec ses enfants du premier lit, un traité par lequel elle déclara leur abandonner tous ses droits dans la succession de leur père, moyennant une pension viagère de 300 fr.—Cette convention fut exécutée de part et d'autre jusqu'au 22 mars 1816, époque à laquelle les mariés Roux ont formé une demande contre les enfants Dussert, en délaissement de tous les biens dépendant de la succession de leur père.

Les enfants Dussert ont soutenu la demande de leur mère non recevable et mal fondée, en ce qu'elle avait perdu, par son convol, les libéralités de son premier mari. Ils invoquaient à cet effet les lois au Code de *Secundis nuptiis*; l'Art. *eidem pendis* extraite du ch. 40 de la nov. 22, et l'édit de François I^{er}, du mois de juill. 1560.

La femme Roux a répondu que n'ayant convolé que postérieurement au Code civil, abolitif des peines de secondes nocces, les libéralités de son premier mari n'avaient pu lui être enlevées.

20 juin 1821, jugement du tribunal de Grenoble, qui accueilli les prétentions de la femme Roux.—Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il était de principe dans l'ancien droit, que la femme mariée perdait, à l'instant même du convol, la propriété de tous les dons qui lui avaient été faits par son mari, soit par donation à cause de mort, soit par testament, ce qui résulte clairement de la loi *feminar* 3, Code de *Secundis nuptiis*, et de la nouvelle 22^e, chap. 3; — Attendu que, suivant ces lois, bien que la femme mariée fût privée, par le convol, des avantages à elle faits, c'était principalement la faveur, l'intérêt qu'inspirent les enfants qu'elle avaient en vue, et qu'ainsi les peines des secondes nocces étaient bien moins de véritables peines contre les femmes remariées, que des réserves établies en faveur des enfants du premier lit, lesquelles prenaient leur source dans la donation faite au profit de leur mère qui devenait soumise à une condition tacite de rendre aux enfants du premier lit, dans le cas où elle passerait à de secondes nocces; condition qui devait avoir son effet tout comme s'il y avait eu stipulation expresse à cet égard; — Attendu que, dans ce cas, les enfants succèdent directement à leur père, *jure suo*, d'après cette stipulation tacite; — Attendu que le Code civil, quoique la veuve Magnin se soit remariée depuis sa publication, ne peut atteindre un acte régi par les lois romaines, en tant qu'il réserve que celles-ci avaient consacré, d'après un principe admis par le Code civil lui-même, qui décide (art. 1479), que la condition accomplie a un effet rétroactif au jour où l'engagement a été contracté; — Attendu, sur la deuxième question, qu'il résulte des circonstances de la cause et des palemens intervenus au procès, qu'il est intervenu, entre la veuve Magnin et les cohéritiers Dussert, un traité verbal qui a converti les droits revenant à ladite Magnin, en une pension annuelle et viagère

de 300 fr.; — A mis l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 13 mai 1824. — Cour roy. de Grenoble. — Prés., M. Dubois — Concl., M. Marion fils, cons. aud. — Pl., MM. Blanchet et Rayolin.

ASSURANCE MARITIME — PRIX. — PRÊT À LA GROSSE.

L'assureur n'est pas tenu envers l'assuré de la somme totale portée en la police d'assurance, lorsqu'au moment de l'assurance, le navire était grevé de créances privilégiées, qui en diminuaient la valeur.—Sic donc, il a été fait un emprunt à la grosse pour payer ces créances privilégiées, l'assureur a droit, au cas de délaquement, de défalquer, sur la somme portée dans la police, le montant de la somme empruntée à la grosse.—Il importe peu dans ce cas que l'emprunt soit postérieur à l'assurance; il suffit que les causes de l'emprunt soient antérieures. (Cod. comm., 347, 357 et 379.)

(Tardif—C. Levassieur.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si les assureurs ne peuvent défalquer de la valeur assurée les sommes empruntées à la grosse, c'est lorsque cet emprunt a été nécessaire par les événements survenus pendant le voyage qui a donné lieu à l'assurance, et que telle était l'espèce de l'arrêt rendu le 6 fév. 1817, opposé par l'appelant; — Qu'il n'en est pas de même lorsque l'emprunt, quoique postérieur à l'assurance, est fait pour des causes antérieures au voyage assuré; — Que si, lorsque l'emprunt est fait pendant et à raison du voyage, il n'y a pas lieu à défalcation, c'est par le motif que l'emprunt a été contracté pour la conservation de la chose, et conséquemment dans l'intérêt des assureurs eux-mêmes; — Mais qu'il en est autrement lorsque l'emprunt, ce qui se rencontre dans l'espèce, a été contracté, soit pour payer des sommes dues, soit pour faire des réparations occasionnées par un précédent voyage terminé; — Que dans ce cas, ces créances privilégiées grevent et affectent le navire, en diminuant la valeur et s'opposent à ce que les assureurs ne puissent réclamer celle qui est énoncée dans la police; — Que l'assurance ne peut être, pour l'assuré, un moyen d'acquiescer; qu'il ne peut bénéficier par suite de ce contrat; que seulement il doit être indemnisé par les assureurs; — Que si l'on admettait que les assurés, à raison d'emprunts faits pour des causes antérieures au voyage, pussent réclamer contre les assureurs la somme intégrale portée dans la police, il en résulterait qu'indépendamment de cette somme, ils auraient encore fait servir, à leur décharge, pour l'acquit des dettes privilégiées et antérieures au voyage, la somme énoncée dans le contrat à la grosse, ce qui est contraire aux principes de la matière; — Adoptant au surplus les motifs qui ont déterminé les premiers juges; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 14 mai 1824. — Cour roy. de Rouen. — 2^e ch. — Prés., M. Aroux. — Concl., M. Lebourgeois, cons. aud. — Pl., MM. Thil et Aroux fils.

PARTAGE. — CREANCIERS. — FRAUDE.

Le créancier qui a négligé d'intervenir au partage ou de s'opposer à ce qu'il soit fait hors de sa présence, est-il recevable à l'attaquer pour cause de fraude? (Cod. civ., 882.) — Res. aff. (1)

(1) La question est controversée. La doctrine consacrée par l'arrêt ci-dessus a été admise également par les Cours royales de Metz, 5 janv. 1820; d'Agen, 24 fév. 1821; de Toulouse, 21 mai 1827; d'Aix, 30 nov. 1833; de Bordeaux, 11 juill. 1834,

et 25 nov. même année; de Montpellier, 11 juin 1839; enfin, par celle de Paris, le 10 juillet 1839. — Cette doctrine, en faveur de laquelle il existe un si grand nombre d'arrêts, repose sur des considérations qui ne manquent pas de force. L'art.

(Lagier et Eyraud — C. Telmon et Lombard.)
ARRÊT.

LA COUR :— Considérant que, d'après les lois romaines et la jurisprudence suivie avant le Code

882 du Code civ., après avoir donné aux créanciers des copartageans, le droit de s'opposer à ce que le partage soit fait hors de leur présence, ou d'y intervenir, afin qu'il ne soit pas fait en fraude de leurs droits, ajoute dans sa disposition finale : « Mais ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux, et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée. » Or, dit-on, à l'appui de la décision ci-dessus, et c'est le raisonnement que l'on retrouve dans la plupart des arrêts que nous venons de citer, cette disposition qui oblige les créanciers à respecter les partages consommés sans eux, ne s'applique qu'aux partages consommés de bonne foi, et non aux partages frauduleux. En effet, en examinant attentivement l'art. 882, on reconnaît que la loi a eu pour but d'accorder aux créanciers la faculté d'assister au partage, et de prévenir ainsi une action en rescision pour fraude ; mais elle n'a pas voulu interdire cette action en rescision pour fraude aux créanciers sans opposans : c'est le résultat de la fin de l'article qui, en interdisant aux créanciers non opposans le droit d'attaquer un partage consommé, ne s'exprime pas les mots *fait en fraude*. Il faut donc entendre l'article 882 en ce sens que les créanciers non opposans ne peuvent attaquer un partage consommé de bonne foi, quel que soit le préjudice qu'il leur cause ; mais que si ce partage est frauduleux, ces mêmes créanciers sont recevables à l'attaquer, parce qu'un acte quelconque et particulièrement un acte de partage, ne peut pas subsister au préjudice de ceux dont il a eu pour but de frustrer les droits, quand il est possible de prouver le dol, et parce que d'ailleurs telle est la volonté de la loi, clairement exprimée dans l'art. 1167 du Code civ., d'après lequel les créanciers peuvent, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits. A l'appui de cette doctrine, qui était adoptée dans l'ancienne jurisprudence (V. Lebrun, des Successions, liv. 2, ch. 6, sect. 4, c. 3 ; et ch. 3, sect. 2, n° 27 et suiv., liv. 4, ch. 1^{re}, n. 65) ; on peut citer les explications données par M. Trailhard lors de la présentation de la loi au Corps législatif. « Les créanciers, disait-il, dont l'intérêt ne peut être révoqué en doute, peuvent s'opposer, pour la conservation de leurs droits, à ce que le partage soit fait hors de leur présence ; mais ils ne peuvent pas attaquer un partage fait sans fraude en leur absence, à moins qu'il n'y ait été procédé au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée. » Les mots sans fraude imprimés en italique dans le texte, indiquent que, dans la pensée de l'orateur de gouvernement, l'art. 882 doit être entendu comme l'interprète l'arrêt que nous recueillons ici ; et s'est aussi l'opinion que paraît adopter Toullier, t. 4, n° 412 et 563.

Toutefois, cette doctrine a été généralement critiquée par les auteurs sous l'empire du Code civil. « Si le créancier négligent, avait dit M. Siroy, en rapportant l'arrêt ci-dessus, n'est pas déchu de son action pour fraude, nous ne voyons pas à quoi s'appliquera la fin de non-recourir créée par l'art. 882 ; car, de sa nature, un partage de succession, consenti entre les cohéritiers, ne peut être querrelé par les tiers, s'il ne leur a pas été fait fraude..... Nous concevons que la fraude doit être odieuse, et que des juges désirent la exprimer ; mais le grand intérêt des familles doit être prédominant ; or, le repos des familles exige que les partages de succession soient maintenus autant que possible : la fin de non-recourir appliquée même au cas de fraude, est

civil, les créanciers avaient le droit de faire révoquer tous les actes à titre onéreux, sans aucune distinction, qui étaient consentis par leur débiteur, en fraude de leurs droits, lorsque les tiers

dont un grand acte de sagesse, si elle n'est que la punition d'un créancier négligent. » Telle est aussi la doctrine enseignée par M. M. Malpel, des Success., n. 253 ; Duranton, t. 7, n. 509 ; Chabot, des Success., sur l'art. 882, n. 3, Ponsjol, eod., n° 1, et Belost-Jolimont sur Chabot, loc. cit., note 1^{re}. Encore dans le même sens, les arrêts des Cours royales de Bordeaux, 3 mai 1833, et 29 nov. 1836 ; de Pau, 28 mai 1834, et de Riom, 23 juill. 1838.

Enfin, un troisième système se place comme intermédiaire entre les deux que nous venons d'exposer, et il appartient à la Cour royale de Toulouse. Cette Cour qui avait d'abord adopté la doctrine consacrée par l'arrêt ci-dessus (F. l'arrêt déjà cité du 21 mai 1827), a fait plus tard une distinction entre le cas où il y a eu fraude entre tous les cohéritiers copartageans d'une même succession au préjudice des créanciers de l'un d'eux, et celui où le débiteur seul aurait usé de fraude envers ses créanciers dans l'acte de partage. D'après un arrêt rendu par cette Cour le 8 déc. 1830 (Volume 1831) la fin de non-recourir créée par l'art. 882 contre le créancier négligent, serait applicable seulement dans ce dernier cas : dans le premier, au contraire, les créanciers pourraient attaquer le partage, bien qu'aucune opposition de leur part n'eût été formée à ce qu'il y ait été procédé hors de leur présence. M. Vazille, des Successions, sur l'art. 882, n° 4, s'est rangé à cette doctrine intermédiaire. « La distinction, dit-il, n'est pas dans la lettre de la loi ; mais elle est bien dans son esprit. Ce n'est, en effet, qu'en considération des copartageans de bonne foi, que l'art. 882 établit sa règle d'exception. Quand tous ont agi frauduleusement, ne doit-on pas rentrer dans la règle générale de l'art. 1167 ?... Nos regrets de ne pas trouver dans le texte de l'art. 882, la distinction faite par l'arrêt de Toulouse ; mais comme elle est dans le droit commun, elle fut dans l'intention des auteurs de cet article ; et l'on peut aisément suppléer à sa lettre par son esprit. »

Entre ces trois systèmes, il nous semble que le second doit être préféré. Selon nous, le texte même de l'art. 1167 et celui de l'art. 882, se refusent à toute idée que les créanciers puissent encore avoir une action personnelle en nullité pour cause de fraude, lorsqu'ils ont laissé consommé le partage sans opposition ni demande en intervention. L'art. 1167 d'abord : car cet article reconnaît, en règle générale, le droit qu'a tout créancier d'attaquer, en son nom personnel, les actes faits par son débiteur en fraude de ses droits, il ajoute aussitôt, par une dérogation à ce principe, que les créanciers doivent néanmoins quand à leurs droits choisis au titre des successions, se conformer aux règles qui y sont prescrites ; et ces règles auxquelles il est renvoyé sont incontestablement celles que trace l'art. 882 : d'où la conséquence que le principe général posé dans l'art. 1167, ne peut plus être invoqué par le créancier qui se trouve dans le cas prévu par l'art. 882, sans qu'il le renvoi fait par le premier de ces articles serait un non sens. Quant à l'art. 882, sa rédaction conduit à la même pensée ; car il résulte du texte même, que c'est précisément pour empêcher que le partage ne soit fait en fraude des droits des créanciers, qu'il accorde à ceux-ci le droit de former opposition au partage ou d'y intervenir. Or, lorsque cet article ajoute aussitôt : mais les créanciers ne peuvent attaquer un partage consommé, que dit-il autre chose, si ce n'est que l'action fondée sur la fraude n'appartient plus aux créanciers dès qu'ils ont laissé consommé le partage sans

avec lesquels ces actes étaient intervenus avaient eux-mêmes participé à la fraude; — Considérant que le Code civil n'a pas introduit un droit nouveau, même à l'égard de partages qui seraient faits en fraude des droits des créanciers de l'un ou de plusieurs des copartageants; que si les art. 865 et 882 du Code, donnent aux créanciers des copartageants la faculté d'intervenir aux partages, pour empêcher qu'ils ne soient faits en fraude de leurs droits, ces articles ne disent pas qu'à défaut par les créanciers d'intervenir, ils seront non recevables à attaquer les partages, alors même que ces partages seraient le résultat d'un concert frauduleux; qu'il résulte, au contraire, du discours de M. Treilhaut, lorsque il présente au corps législatif la loi sur les successions, que les partages non susceptibles d'être attaqués par les créanciers des copartageants, sont les partages faits sans fraude; — Considérant que si la loi nouvelle présentait quelques doutes dans sa rédaction, il faudrait en interpréter les dispositions par la loi ancienne et par le discours de M. Treilhaut; d'où il suit que MM. Lagier et Eyraud sont recevables à attaquer en leur nom le partage du 22 juin 1820; — Considérant que les diverses circonstances de la cause démontrent d'une manière certaine, que cet acte a été fait pour constituer en perte les créanciers de Jean-Mathieu Lagier, qu'ainsi ce partage doit être annulé; — Ordonne que le jugement du tribunal de Gap, du 13 fév. 1822, sera exécuté quant à la disposition qui déclare nul et de nul effet le partage du 22 juin 1820.

user de la faculté qui leur est accordée?... Il faut donc le reconnaître, les textes ne permettent pas de douter que l'art. 882 ne contienne, en faveur des partages, une dérogation au droit commun; et cette dérogation s'explique facilement. « Un partage, dit M. Belloz Joliment, loc. cit., est l'un des actes les plus compliqués et les plus dispendieux de la vie civile; on ne doit pas se prêter légèrement à le remettre en question tout ce qui est décidé par un acte de cette importance. C'est pour cela que, par exception aux règles ordinaires, la loi a admis l'intervention des créanciers dans les opérations de partage; c'est par une précaution salutaire qu'elle les a mis en demeure de surveiller eux-mêmes leurs propres intérêts, afin que plus tard ils ne puissent pas revenir contre un partage entièrement consommé, et remettre en question les nombreuses difficultés de fait et de droit qui s'y rencontrent souvent. Sans doute, la fraude fait exception à toutes les règles; mais la loi, ainsi entendue, ne porte point atteinte à ce principe; loin de là, elle leur est bien plus favorable que si elle les eût laissés dans le droit commun; car, il est plus facile de déjouer les fraudes qui peuvent se pratiquer sous ses yeux, que d'en administrer la preuve quand elles ont été concertées hors de sa présence... » Cela nous semble évident; et de ces considérations puisées dans l'esprit de la loi, ainsi que des textes mêmes, qui d'ailleurs peuvent être opposés avec la même force, soit à la doctrine intermédiaire consacrée par la Cour de Toulouse le 8 déc. 1830, soit au système absolu de l'arrêt ci-dessus, nous concluons que la créancier qui a laissé se consommer le partage sans faire opposition à ce qu'il y fut procédé hors de sa présence, ne saurait être admis à invoquer le principe général consacré par l'art. 1167 du Code civil.

Remarquons toutefois que c'est là seulement que se bornera la déchéance qu'il aura encourue par sa négligence. Mais on ne peut aller jusqu'à dire, ce nous semble, bien que cela ait été jugé par la Cour d'Angers le 22 mai 1817 (V. à cette date), que le défaut d'opposition de la part d'un créancier le rend non recevable à attaquer le partage sous pré-

Texte de lésion de plus du quart au préjudice de son débiteur. En cela la Cour d'Angers a évidemment confondu les droits résultant pour tout créancier de l'art. 1166, et ceux qu'il puise dans l'art. 1167. Si le créancier ne peut rien de son chef, ainsi que nous venons de l'établir, contre le partage fait sans intervention ni opposition de sa part, rien ne s'oppose du moins à ce qu'il puisse attaquer ce même partage, du chef de son débiteur, dans la cas où celui-ci pourrait la faire lui-même, parce que l'art. 1166 lui permet l'exercice de tous les droits de son débiteur qui ne sont pas exclusivement attachés à sa personne, et qu'il en ne trouve pas dans l'art. 1166 la restriction qui est faite par l'art. 1167 relativement aux droits énoncés au titre des successions. Ainsi, il n'y aurait aucune difficulté à ce qu'un créancier qui n'aurait pas fait opposition à ce qu'il fût procédé au partage hors de sa présence, attaquât ce même partage et en demandât la nullité du chef de son débiteur, comme aurait pu le faire ce débiteur lui-même, si les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées, un bien le rescision pour cause de dol, ou de violence, ou de lésion de plus du quart. Telle est aussi l'opinion assez générale des auteurs. F. Chabot, loc. cit.; Belloz Joliment, *ibid.*, note 2; Vazeille, *ibid.* sup., n° 6.

Texte de lésion de plus du quart au préjudice de son débiteur. En cela la Cour d'Angers a évidemment confondu les droits résultant pour tout créancier de l'art. 1166, et ceux qu'il puise dans l'art. 1167. Si le créancier ne peut rien de son chef, ainsi que nous venons de l'établir, contre le partage fait sans intervention ni opposition de sa part, rien ne s'oppose du moins à ce qu'il puisse attaquer ce même partage, du chef de son débiteur, dans la cas où celui-ci pourrait la faire lui-même, parce que l'art. 1166 lui permet l'exercice de tous les droits de son débiteur qui ne sont pas exclusivement attachés à sa personne, et qu'il en ne trouve pas dans l'art. 1166 la restriction qui est faite par l'art. 1167 relativement aux droits énoncés au titre des successions. Ainsi, il n'y aurait aucune difficulté à ce qu'un créancier qui n'aurait pas fait opposition à ce qu'il fût procédé au partage hors de sa présence, attaquât ce même partage et en demandât la nullité du chef de son débiteur, comme aurait pu le faire ce débiteur lui-même, si les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées, un bien le rescision pour cause de dol, ou de violence, ou de lésion de plus du quart. Telle est aussi l'opinion assez générale des auteurs. F. Chabot, loc. cit.; Belloz Joliment, *ibid.*, note 2; Vazeille, *ibid.* sup., n° 6.

Texte de lésion de plus du quart au préjudice de son débiteur. En cela la Cour d'Angers a évidemment confondu les droits résultant pour tout créancier de l'art. 1166, et ceux qu'il puise dans l'art. 1167. Si le créancier ne peut rien de son chef, ainsi que nous venons de l'établir, contre le partage fait sans intervention ni opposition de sa part, rien ne s'oppose du moins à ce qu'il puisse attaquer ce même partage, du chef de son débiteur, dans la cas où celui-ci pourrait la faire lui-même, parce que l'art. 1166 lui permet l'exercice de tous les droits de son débiteur qui ne sont pas exclusivement attachés à sa personne, et qu'il en ne trouve pas dans l'art. 1166 la restriction qui est faite par l'art. 1167 relativement aux droits énoncés au titre des successions. Ainsi, il n'y aurait aucune difficulté à ce qu'un créancier qui n'aurait pas fait opposition à ce qu'il fût procédé au partage hors de sa présence, attaquât ce même partage et en demandât la nullité du chef de son débiteur, comme aurait pu le faire ce débiteur lui-même, si les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées, un bien le rescision pour cause de dol, ou de violence, ou de lésion de plus du quart. Telle est aussi l'opinion assez générale des auteurs. F. Chabot, loc. cit.; Belloz Joliment, *ibid.*, note 2; Vazeille, *ibid.* sup., n° 6.

Texte de lésion de plus du quart au préjudice de son débiteur. En cela la Cour d'Angers a évidemment confondu les droits résultant pour tout créancier de l'art. 1166, et ceux qu'il puise dans l'art. 1167. Si le créancier ne peut rien de son chef, ainsi que nous venons de l'établir, contre le partage fait sans intervention ni opposition de sa part, rien ne s'oppose du moins à ce qu'il puisse attaquer ce même partage, du chef de son débiteur, dans la cas où celui-ci pourrait la faire lui-même, parce que l'art. 1166 lui permet l'exercice de tous les droits de son débiteur qui ne sont pas exclusivement attachés à sa personne, et qu'il en ne trouve pas dans l'art. 1166 la restriction qui est faite par l'art. 1167 relativement aux droits énoncés au titre des successions. Ainsi, il n'y aurait aucune difficulté à ce qu'un créancier qui n'aurait pas fait opposition à ce qu'il fût procédé au partage hors de sa présence, attaquât ce même partage et en demandât la nullité du chef de son débiteur, comme aurait pu le faire ce débiteur lui-même, si les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées, un bien le rescision pour cause de dol, ou de violence, ou de lésion de plus du quart. Telle est aussi l'opinion assez générale des auteurs. F. Chabot, loc. cit.; Belloz Joliment, *ibid.*, note 2; Vazeille, *ibid.* sup., n° 6.

Texte de lésion de plus du quart au préjudice de son débiteur. En cela la Cour d'Angers a évidemment confondu les droits résultant pour tout créancier de l'art. 1166, et ceux qu'il puise dans l'art. 1167. Si le créancier ne peut rien de son chef, ainsi que nous venons de l'établir, contre le partage fait sans intervention ni opposition de sa part, rien ne s'oppose du moins à ce qu'il puisse attaquer ce même partage, du chef de son débiteur, dans la cas où celui-ci pourrait la faire lui-même, parce que l'art. 1166 lui permet l'exercice de tous les droits de son débiteur qui ne sont pas exclusivement attachés à sa personne, et qu'il en ne trouve pas dans l'art. 1166 la restriction qui est faite par l'art. 1167 relativement aux droits énoncés au titre des successions. Ainsi, il n'y aurait aucune difficulté à ce qu'un créancier qui n'aurait pas fait opposition à ce qu'il fût procédé au partage hors de sa présence, attaquât ce même partage et en demandât la nullité du chef de son débiteur, comme aurait pu le faire ce débiteur lui-même, si les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées, un bien le rescision pour cause de dol, ou de violence, ou de lésion de plus du quart. Telle est aussi l'opinion assez générale des auteurs. F. Chabot, loc. cit.; Belloz Joliment, *ibid.*, note 2; Vazeille, *ibid.* sup., n° 6.

Texte de lésion de plus du quart au préjudice de son débiteur. En cela la Cour d'Angers a évidemment confondu les droits résultant pour tout créancier de l'art. 1166, et ceux qu'il puise dans l'art. 1167. Si le créancier ne peut rien de son chef, ainsi que nous venons de l'établir, contre le partage fait sans intervention ni opposition de sa part, rien ne s'oppose du moins à ce qu'il puisse attaquer ce même partage, du chef de son débiteur, dans la cas où celui-ci pourrait la faire lui-même, parce que l'art. 1166 lui permet l'exercice de tous les droits de son débiteur qui ne sont pas exclusivement attachés à sa personne, et qu'il en ne trouve pas dans l'art. 1166 la restriction qui est faite par l'art. 1167 relativement aux droits énoncés au titre des successions. Ainsi, il n'y aurait aucune difficulté à ce qu'un créancier qui n'aurait pas fait opposition à ce qu'il fût procédé au partage hors de sa présence, attaquât ce même partage et en demandât la nullité du chef de son débiteur, comme aurait pu le faire ce débiteur lui-même, si les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées, un bien le rescision pour cause de dol, ou de violence, ou de lésion de plus du quart. Telle est aussi l'opinion assez générale des auteurs. F. Chabot, loc. cit.; Belloz Joliment, *ibid.*, note 2; Vazeille, *ibid.* sup., n° 6.

Texte de lésion de plus du quart au préjudice de son débiteur. En cela la Cour d'Angers a évidemment confondu les droits résultant pour tout créancier de l'art. 1166, et ceux qu'il puise dans l'art. 1167. Si le créancier ne peut rien de son chef, ainsi que nous venons de l'établir, contre le partage fait sans intervention ni opposition de sa part, rien ne s'oppose du moins à ce qu'il puisse attaquer ce même partage, du chef de son débiteur, dans la cas où celui-ci pourrait la faire lui-même, parce que l'art. 1166 lui permet l'exercice de tous les droits de son débiteur qui ne sont pas exclusivement attachés à sa personne, et qu'il en ne trouve pas dans l'art. 1166 la restriction qui est faite par l'art. 1167 relativement aux droits énoncés au titre des successions. Ainsi, il n'y aurait aucune difficulté à ce qu'un créancier qui n'aurait pas fait opposition à ce qu'il fût procédé au partage hors de sa présence, attaquât ce même partage et en demandât la nullité du chef de son débiteur, comme aurait pu le faire ce débiteur lui-même, si les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées, un bien le rescision pour cause de dol, ou de violence, ou de lésion de plus du quart. Telle est aussi l'opinion assez générale des auteurs. F. Chabot, loc. cit.; Belloz Joliment, *ibid.*, note 2; Vazeille, *ibid.* sup., n° 6.

Texte de lésion de plus du quart au préjudice de son débiteur. En cela la Cour d'Angers a évidemment confondu les droits résultant pour tout créancier de l'art. 1166, et ceux qu'il puise dans l'art. 1167. Si le créancier ne peut rien de son chef, ainsi que nous venons de l'établir, contre le partage fait sans intervention ni opposition de sa part, rien ne s'oppose du moins à ce qu'il puisse attaquer ce même partage, du chef de son débiteur, dans la cas où celui-ci pourrait la faire lui-même, parce que l'art. 1166 lui permet l'exercice de tous les droits de son débiteur qui ne sont pas exclusivement attachés à sa personne, et qu'il en ne trouve pas dans l'art. 1166 la restriction qui est faite par l'art. 1167 relativement aux droits énoncés au titre des successions. Ainsi, il n'y aurait aucune difficulté à ce qu'un créancier qui n'aurait pas fait opposition à ce qu'il fût procédé au partage hors de sa présence, attaquât ce même partage et en demandât la nullité du chef de son débiteur, comme aurait pu le faire ce débiteur lui-même, si les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées, un bien le rescision pour cause de dol, ou de violence, ou de lésion de plus du quart. Telle est aussi l'opinion assez générale des auteurs. F. Chabot, loc. cit.; Belloz Joliment, *ibid.*, note 2; Vazeille, *ibid.* sup., n° 6.

Texte de lésion de plus du quart au préjudice de son débiteur. En cela la Cour d'Angers a évidemment confondu les droits résultant pour tout créancier de l'art. 1166, et ceux qu'il puise dans l'art. 1167. Si le créancier ne peut rien de son chef, ainsi que nous venons de l'établir, contre le partage fait sans intervention ni opposition de sa part, rien ne s'oppose du moins à ce qu'il puisse attaquer ce même partage, du chef de son débiteur, dans la cas où celui-ci pourrait la faire lui-même, parce que l'art. 1166 lui permet l'exercice de tous les droits de son débiteur qui ne sont pas exclusivement attachés à sa personne, et qu'il en ne trouve pas dans l'art. 1166 la restriction qui est faite par l'art. 1167 relativement aux droits énoncés au titre des successions. Ainsi, il n'y aurait aucune difficulté à ce qu'un créancier qui n'aurait pas fait opposition à ce qu'il fût procédé au partage hors de sa présence, attaquât ce même partage et en demandât la nullité du chef de son débiteur, comme aurait pu le faire ce débiteur lui-même, si les formes prescrites par la loi n'avaient pas été observées, un bien le rescision pour cause de dol, ou de violence, ou de lésion de plus du quart. Telle est aussi l'opinion assez générale des auteurs. F. Chabot, loc. cit.; Belloz Joliment, *ibid.*, note 2; Vazeille, *ibid.* sup., n° 6.

CONSTITUTION D'AVOUE.—AVOCAT.

Du 18 mai 1824 (aff. Koweten).—COUR ROY. de Rennes.—V. la note sur l'arrêt de la Cour de Bourdeaux du 30 mars 1824 (aff. Taffarr).

1^{re} SUBSTITUTION PROHIBÉE.—FIDUCIE.

2^o TESTAMENT.—EXÉCUTION.—RENONCIATION.
1^o Qu'est-ce qu'une fiducie? La législation actuelle admet-elle ce mode de disposer (1)?

La question de savoir si une disposition testamentaire offre une fiducie, ou si elle présente une substitution, est-elle une simple question de volonté?—Non rés. (2).

La disposition par laquelle un père, ayant des enfans en bas âge, a institué son frère pour héritier, en le chargeant de rendre l'hérédité à celui desdits enfans qu'il voudrait choisir, présente (en soi, et à part la question d'intention) les caractères d'une substitution plutôt que d'une fiducie.

3^o Lorsqu'une fille à qui son père a légué sa légitime ou réserve, à titre d'institution particulière, se constitue en dot le montant de ce legs, en déclarant qu'il lui est dû par l'héritier institué de son père, il y a là tout à la fois exécution du testament et renonciation de la part de la fille à demander autre chose dans la succession paternelle, ... surtout si l'héritier institué, présent à l'acte, fait en faveur de la fille une donation, moyennant laquelle celle-ci renonce à tout supplément de légitime et autres droits quelconques sur la succession de son père.

(Anglais.—C. Angl.)

Jean-Pierre Anglas, père de quatre filles en bas âge, a fait, le 2 mai 1791, un testament public par lequel il a légué d'abord à chacune d'elles une légitime, en les instituant ses héritières particulières; puis, après avoir fait à son épouse une pension viagère exigible dans le cas seulement où ladite épouse ne pourrait pas vivre avec son héritier institué, il a institué pour son héritier général et universel le sieur Barthélemi Anglas, son frère, à la charge par lui de rendre son hérédité à celle de ses quatre filles qu'il jugerait à propos. — Le testateur est mort en 1791. Son héritier institué est entré en possession des biens de la succession. — Bientôt après sont intervenues les lois abolitives des substitutions. — Plus tard, les quatre filles Anglas se sont mariées. Dans leur contrat de mariage figure le sieur Barthélemi Anglas, leur oncle, en qualité d'héritier institué de Jean-Pierre Anglas. Il paie à chacune de ses nièces le legs qui leur a été fait par leur père; il leur fait même des libéralités particulières, moyennant lesquelles elles déclarent, avec l'assistance de leurs époux, qu'elles renoncent à tout supplément de légitime, et

autres droits quelconques, sur la succession de leur père.

Quoi qu'il en soit, en 1821, deux des filles Anglas, autorisées de leurs maris, ont prétendu que leur oncle n'avait été institué par leur père qu'à titre de fiducie, et pour la forme; que n'ayant pas usé du droit d'élection en temps utile, la succession de leur père devait être partagée entre ses quatre filles, en quatre portions égales.

Jugement du tribunal d'Alby, qui déclare les demandereses non recevables, soit parce qu'elles ont exécuté le testament en recevant les legs qui leur avaient été faits, soit parce qu'elles avaient formellement renoncé à tous autres droits sur la succession de leur père.

Appel.—Les appelantes ont d'abord établi en principe que, dans les testaments, l'on doit rechercher l'intention du testateur plutôt que de s'en tenir au sens littéral des termes, parce qu'ici c'est la volonté du testateur qui fait la loi : *Dixit testator, et erit lex voluntas ejus*. D'où elles concluaient que, dans certains cas, l'on doit convertir en simple institution fiduciaire l'institution d'héritier faite sous la charge de rendre. A la vérité, les lois romaines n'offrent sur ce point que des exemples, sans déterminer d'une manière fixe et absolue quelle était la rémission des différentes conditions absolument nécessaires pour convertir en simple fiducie l'institution grevée de substitution. Toutefois lorsque, comme dans l'espèce, un père ayant des enfans en bas âge, institue un proche parent des enfans, à la charge de leur rendre, ou à l'un d'eux, son hérédité, la loi déclare que, dans ce cas, il y a fiducie, parce que l'intention du père n'a pas été de déshériter ses enfans; qu'il a seulement voulu, en instituant héritier un proche parent, créer un administrateur avec un titre honorable pour l'utilité de ses enfans; qu'ainsi, les enfans eux-mêmes sont alors véritablement l'objet de la disposition du testateur; qu'eux seuls sont saisis directement de la propriété, comme héritiers de leur père. Cette doctrine, enseignée par Mouvillon, *Traité des successions*, t. 1^{er}, p. 232, a été consacrée par deux arrêts du parlement de Toulouse, des 1^{er} juillet 1773 et 9 juillet 1774. Elle a été consacrée plus récemment par un arrêt très remarquable de la Cour de cassation du 23 nov. 1807.

A l'égard des fins de non-recevoir accueillies par les premiers juges, les appelantes ont cherché à les écarter, en soutenant que les contrats de mariage invoqués n'établissent point, soit l'exécution du testament, soit leur renonciation aux droits qui pouvaient en résulter pour elles.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est constant, en fait, que dans leurs contrats de mariage, des 17

(1) « Le grevé est héritier fiduciaire, dit Thévenot, des Substitutions, n^o 541, quand il paraît que la restitution des fidéicommissaires n'a été décernée par le testateur, que pour l'avantage du substitué, ... en telle sorte que le testateur ait entendu confier l'administration au grevé dans l'intervalle, pour ainsi dire à titre de tutelle. » On trouve la même définition dans la *Répert. de Merlin*, v^o *Fiduciaire* (héritier). « Dans l'usage, dit cet auteur, les mots *héritier fiduciaire* désignent la personne que le testateur a chargée, en l'instituant héritière pour la forme, d'administrer la succession, et de la tenir en dépôt jusqu'au moment où elle doit être remise au véritable héritier. » V. encore *Rolland de Villargues*, des Substitutions, n^o 101. « Ce genre de disposition, ajoute ce dernier auteur, qui était connu et pratiqué dans notre ancienne jurisprudence (P. Périgrin, art. 3, n. 19;

Richard, ch. 17, n. 183; Furgole, *Comment. sur l'ordonn. de 1747*, p. 364; Thévenot, ch. 29, § 4; *Répert.*, v^o *Fiduciaire* (héritier), n'a point été prohibé par le Code civil; c'est ce qu'enseignent M. Merlin, *Répert.*, v^o *Fiduciaire* (héritier). Qu'y a-t-il, en effet, de plus licite, de plus conforme aux principes que de charger un tiers, pendant un certain temps, de l'administration de biens dont on dispose en faveur de quelqu'un? Et qu'importe la manière dont la disposition sera conçue, si l'intention du testateur a été telle? N'est-ce pas à cette intention qu'il faut s'attacher de préférence? »

(2) Le résultat de la jurisprudence que c'est là une question d'interprétation de volonté plutôt que de droit, P. Cass. 18 frim. an 5; 23 nov. 1807; 22 mai 1808; Agen, 9 pluv. an 13; Nîmes, 17 août 1808; Limoges, 27 mai 1812.

brum, au 14 et 8 nov. 1809, Marie-Anne Anglas et Mouton, mariés, ainsi que Jeanne Marie Anglas et Rolland, mariés, tous parties de Bressolles, reconnurent Barthélemi Anglas, leur oncle, comme héritier de Jean-Pierre Anglas, en vertu du testament du 2 mai 1791. Cette reconnaissance ne résulte pas seulement de la qualité donnée audit Barthélemi dans lesdits contrats, mais encore des stipulations par lesquelles les futures épouses, en se constituant en dot le legs que leur père leur avait fait, dans son testament du 2 mai 1791, à titre d'institution héréditaire, déclarent que le montant dudit legs leur est dû par Barthélemi Anglas, leur oncle, héritier de Jean-Pierre Anglas, leur père; qu'elles font une semblable déclaration, en se constituant une autre somme provenant de la succession de Catherine Monesté, leur grand mère; qu'enfin cette reconnaissance est confirmée par les accords stipulés entre les époux et ledit Barthélemi, sur les époques des paiements des constitutions dotales; — Qu'il résulte de ces faits une approbation et une exécution réelle du testament du 2 mai 1791, et que, dès lors, lesdites parties de Bressolles ne sont point recevables à contester que ledit Barthélemi Anglas n'ait été le véritable héritier de Jean-Pierre Anglas, son frère; Attendu qu'indépendamment de cette reconnaissance, il est également constant, en fait, que dans lesdits contrats de mariage, Barthélemi Anglas fit des donations en faveur des futures épouses, ses nièces; et que, moyennant lesdites donations, il fut expressément convenu que les futures épouses n'auraient aucun droit de supplément de légitime, ni autres droits généralement quelconques à prétendre sur la succession de feu leur père, ledit Barthélemi Anglas n'ayant fait lesdites donations qu'à cette condition: que les parties stipulèrent même, à l'égard de ces donations, une clause pénale; — Que, dès lors, lesdits contrats de mariage renferment, non-seulement un véritable traité sur les difficultés qui pourraient s'élever à l'avenir, à raison dudit testament, mais encore un premier acte entre cohéritiers équipollent à partage; que cet acte a irrévocablement fixé tous les droits; car en supposant que les parties de Bressolles eussent été lésées, elles auraient négligé de faire dans les délais accordés pour les actions rescisoires, puisqu'en point de fait, la plus jeune desdites parties de Bressolles avait plus de trente-deux ans à l'époque de l'introduction de l'instance;

Qu'ainsi, les fins de non-recevoir opposées par les parties de Derroux sont évidemment bien fondées;

Attendu au fond, qu'on lit, dans le testament de Jean-Pierre Anglas, la clause suivante: « En tous et chacun ses autres biens meubles, immeubles, noms, droits, raisons et actions, et hypothèques en général, en quoi que le tout consiste puisse consister, de présent et à l'avenir, ledit testateur a fait, institué, et, de sa propre bouche, nommé pour son héritier universel et général Barthélemi Anglas, son frère, à la charge par lui de rendre ladite hérédité à telle de ses quatre filles qu'il jugera à propos; et, dans le cas, que ledit Barthélemi Anglas, sondit héritier, vienne à se marier, il sera tenu de faire, de suite, ladite élection et nomination; et, dans ce cas seulement, ledit testateur donne à sondit frère Barthélemi la somme de 350 fr., pour le dédommager des soins qu'il pourra s'être donnés pour travailler et entretenir ses biens; pour, par ledit Barthélemi Anglas, héritier ci-dessus nommé, jouir, faire et disposer de ses entiers biens et hérédité à ses plaisirs et volontés, aux

conditions ci-dessus, tant en la vie qu'en la mort, cassant, révoquant, etc.; » que les parties de Bressolles soutiennent que cette clause renferme, non un fidéicommiss conditionnel, mais une simple fiducie, qui n'aurait point été abolie par la loi du 14 septembre 1792, puisque ce n'était point une substitution; — Attendu que, d'après tous les auteurs, et notamment d'après M. Merlin, en son Répertoire, v° *Fidéicommis*, on entend, par héritier fiduciaire, celui que le testateur a chargé, en l'instituant pour la forme, d'administrer sa succession, et de la tenir en dépôt jusqu'au moment où il doit la remettre au véritable héritier: qu'ainsi, l'héritier fiduciaire n'est héritier que de nom, qu'il n'est pas assés de la succession; que ce n'est pas sur sa tête que repose la propriété des biens du défunt: qu'il n'est que l'administrateur; — Attendu, d'après ces principes, qu'il est impossible de ne voir, dans Barthélemi Anglas, qu'un simple héritier fiduciaire, puisque, non-seulement l'institution faite en sa faveur est formelle et directe, mais que rien, dans le testament, ne fait supposer que l'intention du testateur fût de ne nommer en son frère qu'un dépositaire et un simple administrateur de ses biens; — Que Barthélemi Anglas fut évidemment saisi de la succession par la mort de son frère, et que la propriété en reposa sur sa tête, puisque, non-seulement le testateur lui avait conféré le droit d'élection, mais qu'il lui avait imposé des charges réelles, avec obligation de les remplir à ses dépens, telles que la charge de faire célébrer un certain nombre de messes, indépendamment de ses honneurs funéraires; de payer une pension annuelle à la femme du défunt, et de faire réparer pour elle un logement convenable; — Attendu que si, d'après Henrys, liv. 2, quest. 22, l'institution fiduciaire est toute conjecturale, et dépend des termes du testament, il est impossible, même en prenant cette opinion pour règle, de reconnaître une simple fiducie dans le testament dont il s'agit, puisque les termes de ce testament sont précis et clairs, et qu'ils ne permettent point de douter de l'intention du testateur;

Attendu, d'ailleurs, que, dans l'espèce, Barthélemi Anglas n'avait pas été chargé de rendre à une époque fixe et déterminée, et que le testateur lui avait conféré le droit d'élection; que l'absence d'un délai fixé pour la remise de l'hérédité, ainsi que la faculté d'être, étaient regardées comme des caractères exclusifs de la fiducie, d'après la jurisprudence du parlement de Toulouse, attestée par plusieurs auteurs recommandables et par plusieurs arrêts, notamment par celui du 18 avril 1731, rapporté par M. de Julia, au *Journal du Palais*, chap. 108, où il fut formellement jugé qu'une institution d'était pas fiduciaire, parce que la mère et le frère du testateur, qui étaient institués, étaient chargés de rendre à deux enfants du testateur, tels qu'ils voudraient choisir: ce droit d'élection fit conclure que c'était un fidéicommiss et non une fiducie, parce que ce droit d'être faisait que l'hérédité était véritablement sur la tête des héritiers nommés, et que les enfants n'étaient que des substitués; — Attendu que la Cour de cassation elle-même l'a ainsi jugé, le 18 frim. an 5, par arrêt rapporté par M. Sirey, tom. 1, part. 1^{re}, p. 39, sans qu'on puisse dire qu'elle a jugé le contraire par son arrêt du 23 nov. 1807, également rapporté par M. Sirey, tom. 8, part. 1^{re}, p. 105, puisque, dans l'espèce de ce dernier arrêt, le testateur avait clairement manifesté l'intention de ne faire qu'une simple fiducie et non une institution d'héritier, dans la personne de

son frère :— Attendu que, puisqu'il est établi que la clause testamentaire dont il s'agit ne renferme olat une simple fiducie, il faut nécessairement en conclure qu'elle contient un fidéicommiss conditionnel, une véritable substitution, auéantie par les lois abolitives de 1792 et suivantes : que, dès lors, la décision du tribunal de première instance d'Albi doit être maintenue ; — Par ces motifs, etc.

Du 18 mai 1824. — Cour roy. de Toulouse. — 2^e ch. — Prés., M. de Cambou. — Concl., M. Chalret-Durieu, av. gén. — Pl., MM. Decamps et Tournamille.

DEMANDE NOUVELLE. — PARTAGE. — RESCISION.

On ne peut, sur l'appel d'un jugement qui prononce sur la demande en partage d'une succession, demander pour la première fois la rescision, pour cause de lésion de plus du quart, d'un partage antérieur de cette même succession. C'est là une demande nouvelle interdite par l'art. 464, Cod. proc.

(Guyot — C. Chasle.)

Du 19 mai 1824. — Cour roy. de Bourges. — Prés., M. Trottier. — Pl., MM. Fravaton et Mayet-Géntry.

HYPOTHEQUE LÉGALE. — EXPROPRIATION FORCÉE. — PERGE.

L'hypothèque légale de la femme est purgée par l'expropriation forcée, en ce qui touche les droits de l'acquéreur ou le sort de la propriété immobilière (1). — Mais, en ce qui touche le droit des créanciers ou le prix de l'adjudication, la femme conserve toute faculté de se faire colloquer à son rang primitif, tant que l'ordre n'est pas clos. (Cod. civ., 2186; Cod. proc. riv., 682 et 759.) (2)

(F. Vivarier — C. Thibaut.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu, sur l'appel de la dame Vivarier, née Bouuol, que l'hypothèque de la femme sur les biens de son mari existe indépendamment de toute inscription : — Attendu que l'art. 2194 du Code civil, qui indique à l'acquéreur de ces biens le mode à suivre pour les purger de cette hypothèque, n'a pour objet que l'intérêt de cet acquéreur lui-même, et la consolidation de sa propriété : — Que c'est ce qui résulte suffisamment de l'art. 2195, qui ajoute que, si dans le cours des deux mois de l'exposition du contrat de vente, il n'a pas été fait d'inscription du chef de la femme, sur les immeubles vendus, ils passent à l'acquéreur, sans aucune charge à raison des fois, reprises et conventions matrimoniales : — Mais que de ce que ces immeubles se trouvent affranchis de l'hypothèque légale de la femme, dans les mains de l'acquéreur, il ne s'ensuit pas que la femme soit sans droit sur leur prix : — Que l'intérêt de la société, qui ne permet pas que la circulation des objets qui sont dans le commerce, puisse être arrêtée par des hypothèques inextinguibles, a exigé que l'on fournit aux acquéreurs les moyens de se décharger des hypothèques légales, mais que ce motif ne peut être d'aucune considération quand il s'agit de la distribution du prix d'une vente : — Que le droit à ce prix n'est pas essentiellement lié à la continuation d'existence de l'hypothèque ; qu'il est ac-

quis au créancier au moment de la vente, et peut subsister encore, quoique l'hypothèque n'existe plus : — Que l'art. 2186 du Code civil, et les art. 692 et 693 du Code de proc. civ., en fournissent une preuve sensible : — Que l'on voit en effet dans le premier, qu'à défaut par les créanciers d'avoir requis la mise aux enchères dans les délais et les formes prescrites, le nouveau propriétaire est libéré de tout privilège et hypothèque, et les créanciers n'en sont pas moins admis, selon l'art. 693, à la distribution du prix de la vente, et qu'il résulte des dispositions des deux autres, que, quoiqu'un débiteur saisi ne puisse pas, à compter du jour de la dénonciation à lui faite de la saisie, aliéner les immeubles qui en sont l'objet, l'aliénation ainsi faite aura son exécution, si, avant l'adjudication, l'acquéreur consigne une somme suffisante pour acquitter en principal, intérêts et frais. les créances inscrites, et signifie l'acte de consignation aux créanciers inscrits : d'où il suit bien évidemment que du moment de la consignation faite et signifiée, l'aliénation est maintenue, les droits des créanciers hypothécaires sur l'immeuble aliéné sont éteints, et cependant leurs droits sur la somme consignée restent entiers, et sont réglés d'après l'ordre que leur assignent leurs hypothèques éteintes : — Qu'il faut donc distinguer, à l'égard de l'hypothèque légale de la femme, l'intérêt de l'acquéreur des biens soumis à cette hypothèque, et l'intérêt des créanciers qui ont aussi des hypothèques sur ces biens : — Que par rapport à l'acquéreur, tout est consommé, et il ne lui reste rien à démêler avec la femme, si du chef de celle-ci il n'a été pris aucune inscription, durant les formalités prescrites par l'art. 2194 du Code civil dans le cas d'une vente volontaire, ou durant celles qu'exige la saisie immobilière dans le cas d'une expropriation forcée ;

Mais qu'il ne peut pas en être ainsi, entre la femme et les autres créanciers hypothécaires : — Qu'à leur égard, il n'y a d'autre règle que celle établie par les art. 2134 et 2135 du Code civ. : que ces articles ont précisément pour objet de régler les droits respectifs des créanciers entre eux, et que si, pour les créanciers ordinaires, l'art. 2134 exige une inscription, et ne leur donne rang que du jour de cette inscription même, l'art. 2135 dispense de toute inscription l'hypothèque légale de la femme, et veut qu'elle prenne rang en vertu de la nature seule de la créance, et du jour où elle a pris naissance : — Que cette disposition de la loi est générale, absolue ; que si, dans l'intérêt des créanciers en concurrence avec la femme, la loi eût voulu y mettre une limite, y faire une exception, elle l'aurait dit ; elle aurait indiqué le cas où la dispense d'inscription devait cesser, l'époque où, pour être admise dans l'ordre, la femme devait la faire, et que rien de semblable n'existant dans la loi, il est impossible de la repousser de l'ordre, sur le prétexte de l'omission d'une formalité dont le législateur l'a formellement exemptée : — Qu'il faut sans doute, pour qu'elle y soit admise, qu'elle fasse connaître ses droits ; car si elle garde le silence, et qu'elle laisse clore l'ordre, elle devra comme tout autre créancier non produisant, encourir la déchéance prononcée par l'art. 759 du Code de proc. civ. ; mais que si elle s'y présente, son hy-

(1) C'est là un point qui fait encore difficulté, cependant la doctrine contraire à la solution ci-dessus paraît aujourd'hui prévaloir. V. nos observations sous un arrêt de la Cour de cassation du 21 nov. 1821.

(2) La Cour de cassation s'est constamment pro-

noncée en sens contraire. Mais la plupart des Cours royales suivent, sur cette question, l'une des plus importantes et des plus controversées du régime hypothécaire, la doctrine de l'arrêt ci-dessus. V. à cet égard, nos observations sous un arrêt de la Cour de cassation du 11 août 1820.

pothèque, recevant de sa nature et de la loi tout ce qu'il faut pour l'utiliser, ne doit pas y être méconvenue : — Que l'arrêt de la Cour de cassation que l'on oppose, en date du 21 nov. 1821, ne décide rien de contraire : — Que dans l'hypothèse de cet arrêt, la femme n'était point intervenue dans l'ordre, et l'attribution par la voie de la tierce opposition : on lui répondait que, faite par elle d'avoir produit en temps utile, elle était déchue du droit d'être colloquée ; de son côté, elle combattait cette objection, en soutenant que quoique l'adjudication des biens eût eu lieu à la suite d'une saisie immobilière, l'adjudicataire n'en avait pas moins été tenu de lui faire les notifications prescrites par l'article 2194 du Code civil, et que le défaut de ces notifications avait laissé ses droits intacts, en sorte que la seule difficulté à résoudre, le seul point de droit à décider, était de savoir si le grand nombre, la longue durée et l'extrême publicité des formalités à observer dans la procédure sur saisie immobilière avant d'arriver à l'adjudication définitive, ne devaient pas tenir lieu, par rapport à la femme, des notifications exigées par l'art. 2194 du Code : — Que la Cour de cassation, en rejetant le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour royale qui avait jugé affirmativement cette question, ne jugea pas elle-même autre chose, et qu'il n'est aucun des motifs de son arrêt qui n'ait pour unique objet d'établir que cet article est totalement inapplicable à l'expropriation forcée : — Qu'ainsi la seule conséquence à tirer de cet arrêt, c'est que le silence de la femme pendant la durée des poursuites en expropriation forcée, suffit pour dispenser de l'appeler dans l'ordre ; que l'adjudicataire n'a à lui faire aucune des notifications, à remplir aucune des formalités indiquées par l'art. 2194, et que, l'ordre closuré, tout est fini pour elle : — Attendu que telle n'est point l'espèce de la cause, que la dame Vivarié a été sommée d'intervenir dans l'ordre ; qu'elle y est intervenue, et y a justifié de ses droits en temps utile ; que si le défaut d'inscription de sa part pendant la durée de la procédure en expropriation, eût pu autoriser à ne pas l'appeler dans cet ordre, et l'eût rendue irrecevable à requérir des opérations auxquelles rien n'avait annoncé qu'elle dût participer, ce défaut d'inscription n'a pu lui être opposé, alors qu'appelée dans l'ordre, elle y a produit ses titres, et qu'il ne s'est plus agi que de statuer sur une hypothèque expressément déclarée par la loi exister indépendamment de toute inscription : — Qu'il y a donc lieu, en réformant le chef du jugement de première instance attaqué par la dame Vivarié, d'ordonner sa collocation dans l'ordre pour les sommes dotales à elle dues, au rang qui leur appartient, à la charge néanmoins que ces sommes seront placées pour produire intérêt au profit des créanciers de son mari non utilement colloqués, et ce, pendant le temps de droit ; — Par ces motifs, etc.

Du 19 mai 1824. — Cour roy. de Montpellier. — Prés., M. de Trinquet, p. p. — PL., MM. Goudard, Paris et Balaguer.

DOT. — SÉPARATION DE BIENS. — EMPLOI. — CHOSE JUGÉE. — RENTES SUR L'ÉTAT.
La disposition du jugement de séparation de

(1) Jugé dans la même sens que le emploi des immeubles dotaux dont l'aliénation était permise par le contrat de mariage, ne peut être effectué au moyen d'une simple constitution d'hypothèque, et que l'acquéreur des biens dotaux est par conséquent fondé à se refuser de payer son prix tant

biens qui détermine la nature de l'emploi des deniers dotaux de la femme, ne peut être modifiée par un autre jugement. Il y a à cet égard chose jugée. (Cod. civ., 1351 et 1450.)

L'emploi des deniers dotaux de la femme séparée doit être fait en immeubles, et non en rentes sur l'Etat. Le placement en rentes n'offre pas les garanties suffisantes, en ce que, dans la cas d'aliénation par la femme, malgré l'immobilisation, les tiers qui auraient acheté, seraient à l'abri de toute recherche, et en ce que l'intégralité du capital n'est pas assurée. (Cod. civ., 1450.) (1)

(Boyer-Fonfrède — C. la dame Boyer-Fonfrède.)
24 janv. 1816, jugement du tribunal de Toulouse qui prononce la séparation de biens entre le sieur et la dame Fonfrède.

Il importe de remarquer que le jugement, après avoir liquidé les reprises de la dame Fonfrède, et après avoir condamné le sieur Fonfrède à effectuer le paiement, ajoute, « à la charge par la dame Boyer-Fonfrède de fournir un emploi sûr et responsable de sa dot et de son augment, et d'employer les intérêts et revenus de la dot aux charges et entretiens du mariage. » — Ce jugement n'est pas attaqué.

28 déc. 1821, la dame Fonfrède assigne son mari devant le tribunal de première instance de Toulouse pour voir ordonner qu'elle serait autorisée à faire emploi de sa dot en achat de rentes sur l'Etat.

Le sieur Fonfrède soutient que cet emploi ne serait pas sûr et responsable, dans le sens du jugement de séparation, en ce que les rentes pourraient être aliénées par la femme, comme meubles, en ce que d'ailleurs la variation continuelle du cours des effets publics ne donnerait pas la certitude de retrouver intégralement le capital.

23 juill. 1823, jugement qui démet la dame Fonfrède de la demande en collocation de ses reprises dotales en rentes sur l'Etat, et ordonne que les fonds dotaux seront employés en achat d'immeubles.

Appel de la part de la dame Fonfrède. Elle soutient qu'en supposant que les expressions du jugement qui prononce la séparation de biens, ne permettent pas de faire le placement des deniers dotaux en rentes sur l'Etat, le jugement pouvait être modifié à cet égard ; qu'on objecterait vainement qu'il a acquis l'autorité de la chose jugée, parce qu'il n'a pu être attaqué que lorsque la nature du placement a été contestée ; — Qu'au surplus les deux qualités exigées par le jugement sont réunies dans un placement de rentes sur l'Etat, que la loyauté du gouvernement, et l'état prospère des finances ne permettent pas de concevoir de doutes sur la sûreté ; que pour prévenir le danger de l'aliénation il suffirait d'insérer dans le titre que les rentes sont achetées des deniers dotaux, et qu'elles ne pourraient être aliénées sans la permission du mari ; que moyennant ces précautions, il était impossible de trouver un placement plus sûr et plus avantageux.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que, conformément aux dispositions du jugement en date du 24 janvier, qui a séparé de biens le sieur et la dame Boyer

qu'il n'a pas été fait un emploi en immeubles, surtout si elle paraît avoir eu l'intention des époux exprimée dans leur contrat de mariage. F. Toulouse, 7 août 1833. F. encore dans le même sens, Paris, 26 fév. 1833.

Fonfrède, et qui est devenu inattaquable; comme aussi, d'après la nature des choses, les reprises dotales de ladite dame doivent être placées en fonds sûr et responsable, ce qui veut dire, d'une manière capable à la fois d'assurer l'inaliénabilité des capitaux, et de représenter à peu près la valeur, non-seulement au moment de leur placement, mais encore à l'époque où il deviendra nécessaire de les réaliser; — Attendu que les rentes sur l'Etat sont meubles selon le droit actuel, et encore plus d'après leur nature; qu'elles se négocient et se transfèrent avec une extrême facilité, et par le seul ministère des agens de change; — Que si, par exception, elles peuvent être immobilières, ce n'est que pour la création des majorats, et avec des précautions particulières, en vertu d'une loi toute spéciale qui ne peut s'étendre à d'autres cas, ni servir en aucune manière à préserver de péril les dots des femmes mariées;

Que les précautions indiquées par la dame Boyer-Fonfrède, pour garantir la sûreté du placement en rentes qu'elle demande à pouvoir effectuer, sont insuffisantes, pour ne pas dire illusoire; qu'en effet, lors même que dans les inscriptions on encastrerait que les rentes achetées par ladite dame sont la représentation de ses reprises dotales, et qu'elles ne peuvent être aliénées que du consentement de son mari, et avec l'autorisation des tribunaux, elles ne seraient pas pour cela hors du commerce; que le tiers qui les aurait acquises, en se conformant aux lois qui régissent la matière, ne pourrait en être dépossédé sous prétexte d'énormités que ces mêmes lois ne comportent pas, et qui par suite seraient sans force et sans autorité devant les tribunaux; qu'ainsi la dame Boyer-Fonfrède pourrait, en négociant ces rentes, aliéner ses fonds dotaux à l'insu de son mari que la loi et la justice en ont établi le surveillant, sans que ce dernier eût aucun moyen solide pour empêcher ce mal, ni pour en obtenir la réparation; — Qu'il est donc évident que le placement en rentes, demandé par ladite dame, n'offre pas de sûreté pour la conservation de ses reprises dotales, et qu'il ne remplit pas la première condition imposée par le jugement de séparation; — Attendu que quelque grande que soit la confiance que doit inspirer la stabilité du gouvernement royal, son extrême fidélité à remplir tous ses engagements, et l'état prospère de ses finances, il n'en résulte pas que l'intégralité des capitaux de la dame Fonfrède fût garantie par leur placement en rentes sur l'Etat; qu'en effet, l'obligation contractée par le gouvernement, en matière de rentes, se borne à en servir exactement les intérêts au taux déterminé par la loi, mais qu'elle ne s'étend nullement à leurs capitaux, dont il ne garantit ni le remboursement, ni la valeur; que ces capitaux sont essentiellement variables, soumis; comme ils le sont, au cours de la place sur lequel tant de circonstances diverses et possibles exercent et peuvent exercer une si grande influence; que de là il suit manifestement que les capitaux de la dame Boyer-Fonfrède, s'ils étaient placés en rentes, seraient exposés à éprouver une diminution considérable au jour où il deviendrait nécessaire de les réaliser en tout ou en partie, et

que cet événement est sortant à craindre à présent que le capital des rentes s'étant élevé au pair, elles devraient être achetées sur ce pied par la dame Boyer-Fonfrède, qui aurait pour perspective la décroissance presque certaine des capitaux qu'elle veut placer ainsi: d'où il suit que le placement en rentes sur l'Etat ne garantit nullement l'intégralité des fonds dotaux de la dame Boyer-Fonfrède; — Attendu que le tribunal civil de Toulouse s'est conformé aux lois de la matière et à la chose jugée, en refusant à la dame Boyer-Fonfrède un placement de ses reprises dotales, qui n'offre aucune des deux conditions exigées par le jugement du 24 janv. 1816, et qu'il a pourvu régulièrement à l'inaliénabilité comme à l'intégralité de ces mêmes reprises, en assujettissant ladite dame à les placer sur des immeubles; qu'ainsi il y a lieu de confirmer ce jugement, en démettant ladite dame de son appel; — Par ces motifs, faisant droit sur les conclusions du sieur Boyer-Fonfrède, a démis et démet la dame Barrère, son épouse, de son appel.

Du 19 mai 1824. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. civ. — Prés., M. d'Aldéguier. — Concl., M. Caubet, subst. du proc. gén. — Pl., MM. Decamps (d'Aurillac) et Ducois.

ORDRE.—APPEL.—DOMICILE ÉLU.

Du 19 mai 1824 (aff. Cosson). — Cour roy. de Grenoble. — Même décision que par l'arrêt de la Cour de cassation du 29 avril 1818 (aff. Mayer).

TESTAMENT.—CONCUBINAGE.—CAPTATION.—NULLITÉ.

Le testament fait en faveur d'une concubine peut être annulé comme entaché de captation (1); et dans ce cas, ce n'est pas seulement la disposition faite en faveur de la concubine, mais le testament en entier qui doit être annulé, si toutes ses dispositions participent du même vice.

Lorsque des deux testaments faits en faveur de la même personne, le second seulement a été annulé pour cause de captation, il y a lieu à l'exécution du premier s'il n'est pas attaqué.

(Truchet — C. Donand.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt de la Cour du 15 juin 1822, en rejetant la demande en preuve des faits de concubinage, a admis la preuve des faits de suggestion et de captation, articulés par les héritiers Truchet, comme concubins et fortifiés, surtout (disent les motifs de cet arrêt) par les indices graves qui résultent des dispositions de l'acte du 6 mai 1816; — Qu'en effet cet acte, suspect aux bonnes mœurs, indique combien Truchet était subjugué par la femme Donand; — Que c'est par suite de l'empire que ladite Donand avait pris sur Pierre Truchet, qu'elle est parvenue à substituer sa volonté à celle de Truchet mourant, en se faisant attribuer tous les biens de sa succession, au préjudice de ses héritiers légitimes; — Que l'enquête faite en exécution de l'arrêt du 15 juin 1822 a établi la preuve que la femme Donand s'était rendue la maîtresse de la personne et des volontés de Pierre Truchet, au lit de mort, en s'entourant des créatures qu'elle s'était faites, et en écartant de la maison les parents et amis du moribond, en lui extorquant,

(1) Mais le concubinage ne constitue pas par lui-même une preuve de captation. V. un premier arrêt rendu par la même Cour dans cette affaire, le 15 juin 1822. — Toutefois, la concubine peut, selon les circonstances, être considérée comme concourant à établir des présomptions graves sur ce point. V. à cet égard, nos observations sur un arrêt de la

Cour de cassation du 13 août 1816. — En ce qui touche particulièrement la question de savoir si la suggestion ou captation est une cause de nullité des testaments, question résolue par l'arrêt ci-dessus et par la jurisprudence dans le sens de l'affirmative, voy. Cass. 6 janv. 1814, et nos observations.

contre son intention, le testament du 22 nov. 1819; — Que l'on voit, dans cette enquête, par les antécédents au testament, que Pierre Truchet avait dit qu'il avait assez fait pour la Dunand (suit l'énonciation de plusieurs faits de captation);... Attendu que l'interlocutoire ayant été rempli de la part des appelans, la conséquence en est l'annulation du testament du 22 nov. 1819, comme étant le fruit de la suggestion et de la captation; que cette annulation doit porter sur toutes les dispositions, puisqu'elles participent au même vice; que, d-s lors, les conclusions des consorts Truchet, qui demandent seulement l'annulation de la disposition en faveur de la femme Dunand, contrarient les motifs qui ont déterminé la Cour à annuler cet acte; qu'il existe un testament antérieur de Pierre Truchet qui assure à la femme Dunand l'usufruit de ses biens, sous la date du 1^{er} mars 1815; que ce testament, qui a été produit au procès, n'a été l'objet d'aucune conclusion des parties, et qu'en l'état il doit être exécuté, puisque l'annulation du testament postérieur le fait revivre; — A annulé le testament de Pierre Truchet du 22 nov. 1819, pour cause de captation et de suggestion; — Ordonne, en faveur des frères Truchet, héritiers légitimes dudit Pierre Truchet, le délaissement de la propriété des biens ayant appartenu audit Pierre Truchet, etc.

Du 21 mai 1824. — Cour roy. de Grenoble. — 1^{re} ch. — Prés., M. de Noailles. — Concl., M. Marion, av. gén. — Pl., MM. Fluchaire et Burdet fils.

NOTAIRE. — INDIVIDUALITÉ. — DISCIPLINE.

Les notaires qui ne se font pas attester l'individualité des personnes qui comparaissent devant lui, peut, dans le cas où elles prennent de faux noms, être puni de la peine de la suspension de fonctions. (L. du 25 vent. an 11, art. 11 et 53; Régl. du 9 niv. an 12, art. 11 et 12.) (1)

(D...)

Du 21 mai 1824. — Cour roy. de Poitiers. — Prés., M. Barbault de Lamoignon. — Concl., M. Daldebert, av. gén. — Pl., M. Bréhard.

EMPRISONNEMENT. — HUISSIER COMMIS. — COMMANDEMENT. — ACTE D'ÉCROU.

L'huisier commis par un tribunal de commerce pour signifier un jugement, ne peut valablement faire le commandement tendant à la contrainte par corps, sans nouvelle commission du président du tribunal de première instance (2).

L'huisier qui a procédé à l'arrestation du débiteur doit, à peine de nullité de l'emprisonnement, notifier au débiteur le procès-verbal d'écrou; il ne suffit pas que ce procès-verbal contienne la mention que copie en a été remise au débiteur. (Cod. civ., 789.) (3) (Clavé et Vielajous — C. Longe.)

Un jugement contradictoire du tribunal de

commerce de Saint-Gaudens, en date du 3 sept. 1823, condamne Louge à payer une somme réclamée par Clavé et Vielajous. Ce jugement commit un huissier pour en faire la signification. L'huissier le signifié avec commandement, et arrête Louge; celui-ci demande la nullité de l'emprisonnement, par les motifs, 1^o que le commandement tendant à la contrainte par corps aurait dû être signifié par un huissier commis par le tribunal civil; 2^o qu'il ne lui a pas été laissé copie du procès-verbal d'écrou.

26 mars 1824, jugement qui prononce l'annulation de l'emprisonnement.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur le premier moyen de nullité pris de la contravention à l'art. 789 du Code de proc., qu'il faut distinguer la signification d'un jugement emportant contrainte personnelle, et le commandement à fin de contrainte; — Que si l'art. 435 du Code de proc. autorise les tribunaux de commerce à commettre un huissier pour la signification des jugemens de défaut, aucune disposition spéciale ne semble les autoriser à en commettre pour faire le commandement prescrit par l'art. 789; — Que le tit. 23, 1^{re} partie du Code de proc., embrassant tout ce qui est relatif à la procédure et aux attributions du tribunal de commerce; d'autre part, le commandement en contrainte se rattachant à l'exécution des jugemens, et l'art. 442 interdisant aux tribunaux de commerce de connaître de cette exécution, il y a lieu de croire que, malgré la disposition générale de son second alinéa, l'art. 789 n'a pas entendu conférer à ces tribunaux un droit qu'aucune disposition particulière ne leur attribuait déjà; — Qu'en surplus, dans l'espèce, l'huissier avait mandat pour signifier, non pour faire le commandement; qu'alloi, et si l'on en était réduit à ce moyen, ce serait peut-être le cas de décider que l'exploit du 27 sept. 1823 n'a pu être immédiatement suivi de l'exécution de la contrainte personnelle;

Attendu, sur le second moyen, pris de la contravention à l'art. 789, que cet article exige qu'il soit remis par l'huissier au débiteur, copie du procès-verbal d'écrou; que l'accomplissement de cette formalité n'est justifié, dans l'espèce, que par un acte essentiellement nul, puisqu'il n'est point enregistré, ainsi que doivent l'être tous les actes signifiés par l'huissier; que ce second moyen de nullité est, dès lors, manifeste, et qu'il suffit, indépendamment du premier, à l'égard duquel il pourrait s'élever quelque doute, pour justifier et faire maintenir le jugement attaqué; — Rejette l'appel des sieurs Clavé et Vielajous, etc.

Du 21 mai 1824. — Cour roy. de Toulouse. — 1^{re} ch. — Prés., M. d'Aldéguler. — Pl., MM. Romigalières et Deloume.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — TRIBUNAL DE COMMERCE.

L'opposition à un jugement par défaut fait

le droit de commettre un huissier pour la signification des jugemens par défaut. « Mais, répond Coin-Delisle, Comment. analyt., sur l'art. 2069, n^o 10, l'art. 435 ayant pour objet de fixer le point de départ pour l'opposition, il ne suit pas du pouvoir qu'il donne, une exclusion pour un autre cas. Quant à la règle que les tribunaux d'exception ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugemens, elle signifie seulement qu'ils sont incompétens pour connaître des contestations qui peuvent s'élever sur cette exécution. » V. encore dans la même sens, Thomassin Desmatures, n^o 901.

(3) V. anal, dans ce sens, Paris, 13 juv. 1842.

(1) F. sur ce point, Cass. 13 déc. 1810; Paris, 12 therm. an 12 et 19 mai 1806; Toulouse, 28 janv. et 19 déc. 1820, et les notes.

(2) La question est controversée. V. à cet égard, Nancy, 23 juillet 1813, et les autorités en sens divers qui sont indiquées à la note. — Jungs, dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Delaporte, Pandectes françaises, t. 18, p. 362; Carré, Lois de la procédure civile, quest. 2631; Hautesauille, p. 431. Ces auteurs se fondent sur ce que les tribunaux d'exception ne peuvent pas connaître de l'exécution de leurs jugemens, et que l'art. 436 du Code de proc. ne donne aux tribunaux de commerce que

de plaider, rendu en tribunal de commerce, contre une partie qui a comparu par un agréé ou fondé de pouvoir, mais qui n'a pas défendu au fond, doit-elle être formée, a peine de déchéance, dans la huitaine du jour de la signification à la partie, encore qu'il n'y ait pas eu de signification à l'agréé. (Cod. proc., 436; Cod. comm., 643.) — Rés. nég. (1)

(Grown — C. Martin.)

En 1823, le sieur Grown, assigné devant le tribunal de commerce de la Seine, à la requête du sieur Martin, en paiement d'une somme de 70,925 fr., y comparait par le ministère d'un agréé, et decline la juridiction du tribunal.

24 janv. 1823, jugement qui rejette le déclinaire et ordonne aux parties de plaider au fond. L'agréé du sieur Grown n'ayant pas de pouvoir à cet effet, se retire. Le même jour, jugement par défaut, au fond, qui condamne le sieur Grown au paiement de la somme réclamée par le sieur Martin. — 22 fév. suivant, signification de ces deux jugemens au sieur Grown.

Appel de la part du sieur Grown du jugement qui rejetait son déclinaire.

13 mars 1823, arrêt qui le démet de son appel. 22 avril suivant, opposition de la part du sieur Grown, au jugement par défaut qui le condamnait au paiement de la somme de 70,925 fr.

20 sept. 1823, jugement qui déclare l'opposition non recevable : — A Attendu que le sieur Grown avait comparu et plaidé, par un agréé fondé de ses pouvoirs à l'audience du 24 janvier; que ce n'était qu'après avoir été débouté du déclinaire qu'il avait refusé de plaider au fond : d'où il résultait que, si, par une seconde disposition du même jugement, une condamnation avait été prononcée par défaut contre le sieur Grown, elle l'aurait été évidemment par défaut faute de plaider; que le sieur Grown n'avait, aux termes des art. 436 et 157 du Code de proc. civ., que huitaine pour former opposition à ce jugement, à compter de la signification qui lui en fut faite le 22 fév. 1823, et qui ne la forma cependant que le 22 avril 1823 : d'où il résulte qu'elle est tardive et non recevable, d'après les articles cités du Code de proc. civ., et qu'un arrêt de la Cour de cassation du 19 nov. 1822, rendu dans un sens identique, avait fixé d'une manière invariable le point de jurisprudence commerciale controversé par le sieur Grown. »

Appel de la part du sieur Grown, tant du jugement par défaut du 24 janv. 1823, que du dernier jugement qui déclarait son opposition non recevable.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'aux termes de l'art. 414 du Code de proc. civ., la procédure devant les tribunaux de commerce se fait sans le ministère d'avoués; d'où suit que toutes les dispositions du même Code qui supposent le ministère d'avoué ne sont pas applicables devant les tribunaux de commerce, où les parties peuvent se présenter seules et en personne, ou par de simples mandataires spéciaux, limités et connus sous le nom d'agréés; que, dans cet esprit, le Code de comm., statuant, art. 643, pour le cas des sentences rendues par défaut, renvoie seulement aux art. 156, 158 et 159 du Code de proc. ce qui excite l'application de l'art. 157, intermédiaire; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, etc.

Du 22 mai 1824. — Cour roy. de Paris. — Prés., M. Séguier, p. p. — Consol., M. Jeubert, av. gén. Pl. M. Lamy et Gauthier.

VENTE. — Paiement du prix. — Incriptions. — Radiation.

L'acquéreur d'un immeuble grevé d'hypothèques inscrites, peut différer de payer son prix, encore que le vendeur lui procure un certificat de radiation, s'il lui paraît que la radiation n'a pas été valablement faite; si, par exemple, le conservateur a, sur la demande de quelques cohéritiers, se portant fort pour les autres, rayé une inscription hypothécaire prise au nom d'une nuée de cohéritiers. (Cod. civ., 1653 et 2157.)

(Perrin. — C. Michonnet.)

Le sieur Michonnet avait vendu un immeuble au sieur Perrin, lequel souscrivit, au profit du vendeur, un billet à ordre du montant du prix. — Lors de la transcription, le bien vendu était grevé d'une inscription hypothécaire prise au profit des héritiers du sieur de Bienvennat, précédent propriétaire de ce bien, avec dénomination connue étant du nombre de ces héritiers, de François Magnard de Drulon, Catherine Bienvennat, Dumouliet et Cissaigne, mineur émancipé. — Postérieurement, cette inscription fut radiée en totalité sur un consentement donné par François Magnard de Drulon, en son nom et comme se portant fort pour dame Marie-Madeleine Magnard, épouse de M. Antoine Peyronnet et autres héritiers de la dame Catherine Bienvennat, veuve Magnard, et par le sieur Etienne-François Dumouliet, tant en son nom que comme se portant fort pour François-Marie-Léon Cissaigne, son neveu.

A l'échéance du billet à ordre, et nonobstant le certificat de radiation délivré par le conservateur, le sieur Perrin refusa de payer; il prétendit qu'il y avait pour lui juste sujet de craindre d'être troublé, en ce que deux des héritiers, au nom desquels l'inscription avait été prise, en ayant seuls consenti la radiation, cette radiation était incomplète, aux termes de l'art. 2157 du Code civ., et que rien n'empêcherait les autres héritiers d'exercer leur action hypothécaire sur le bien vendu; que, par suite, lui Perrin, devait être autorisé à suspendre tout paiement du prix de son acquisition, enouffement à l'art. 1653, jusqu'à ce que le vendeur ait obtenu de tous les intéressés la mainlevée de l'inscription.

Le sieur Michonnet s'est pourvu devant le tribunal de première instance; il a prétendu, que l'inscription avait été radiée utilement; que, d'ailleurs, si le sieur Perrin était inquiet, il aurait son recours contre le conservateur des hypothèques, aux termes de l'art. 2198 du Code. Au reste, il a allégué que les héritiers Bienvennat avaient été payés.

Jugement qui condamne Perrin à payer de suite le montant du billet. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'état des inscriptions à l'expiration de la quinzaine, détermine les obligations de l'acquéreur, qui est tenu, par suite de l'hypothèque, d'acquiescer les créances ainsi inscrites jusqu'à concurrence du prix; qu'il ne peut être déchargé de cette obligation que par la mainlevée des inscriptions régulièrement consenties, et par la radiation qui en est

payement l'arrêt de la Cour de cassation du 19 nov. 1822.

(1) La Cour de cassation s'est constamment prononcée en sens contraire. Toutefois, la question est fort controversée. V. les observations qui accom-

la suite ; que la radiation ne peut avoir lieu que du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet ; que l'inscription des héritiers Bienvennat est prise au nom, entre autres, de dame Catherine Bienvennat, veuve Magnard de Drulon, et de François-Marie Cissaigne fils, mineur émancipé ; que la mainlevée a été donnée, ainsi qu'il résulte du certificat du conservateur, par M. François Magnard de Drulon, en son nom et comme se portant fort pour dame Marie-Madeleine Magnard, épouse de M. Antoine Peyronnet, et autres héritiers de la dame Catherine Bienvennat, veuve Magnard, et par le sieur Etienne-François Dumoutier, tant en son nom que comme se portant fort pour François-Marie-Léon Cissaigne, son neveu, actuellement majeur, que, quoique en vertu de cette mainlevée, le conservateur ait eu pouvoir rayer l'inscription, l'acquéreur Perrin a juste sujet de craindre d'être inquiété par ceux des héritiers Bienvennat, qui n'ont point consenti la mainlevée, et que, dans cette position, le vendeur ne peut le contraindre à payer son prix, sans lui rapporter mainlevée de tous les héritiers Bienvennat. — Met le jugement dont est appel au néant ; émendant, etc.

Du 25 mai 1824. — Cour roy. de Bourges.

COMMUNAUTÉ. — VEUVE. — RENONCIATION. — COMPTE (REDDITION DE).

Du 25 mai 1824 (aff. Labru). — COUR ROY. DE COLMAR. — V. la note sur l'arrêt de la Cour de Metz, du 24 juill. 1824 (aff. Noiset).

ENCLAVE. — PASSAGE. — VENDEUR. — INDENNITÉ.

Avant le Code civil et sous l'empire de la coutume de Normandie, lorsque l'enclave d'un fonds était la suite d'une vente, le passage devait, bien que le contrat de vente fût muet, être fourni par le vendeur plutôt que par tout autre propriétaire ; mais il avait droit à une indemnité (1).

(Baudreville — C. Duvaljouest.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que le titre de 1706 prouve à suffire que la prairie Baudreville et les prés aliénés étaient en même main en 1706... ; que le principe d'acquiescer le vendeur d'un fonds enclavé à fournir le passage à la portion vendue était consacré par la jurisprudence normande, attestée par Godefroy, Basnage, Haust, conforme en cela au droit commun de la France ; que le Code civ. ne pourrait régler le sort d'un contrat de 1706 ; que l'art. 683 ne prescrit même pas une disposition absolue ; que l'arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} mai 1811 a décidé, dans une espèce identique à celle soumise dans ce moment, que l'enclave d'un fonds étant la suite d'une vente ou échange, le passage doit être fourni par le vendeur, fût-il même plus long et plus incommode ; que ces diverses considérations suffisent pour justifier le jugement qui a accordé le passage aux héritiers Duvaljouest sur la prairie Baudreville ; — Que la coutume doit régler le sort d'un contrat de 1706 ; que cette coutume conforme au droit coutumier général de la France ne reconnaît point de servitude sans titre ; qu'un cohéritier même ne pouvait réclamer passage, dans

le silence des lois, sur son cohéritier, qu'en offrant une indemnité ; qu'il en était de même et à plus forte raison d'un vendeur contre son acquéreur ; que ce principe de justice vis-à-vis d'un acquéreur ne recevait, selon les interprètes du droit, d'exception que dans le cas de vente ou legs d'un usufruit qui était concédé à l'usufruitier *jure quodam commoditatis potius quam servitutis* ; que le juge de première instance a mal appliqué cette règle d'équité vis-à-vis d'un simple usufruitier, au contrat de vente de 1706, qui n'a constitué aucune servitude au profit du fonds vendin, pourquoi le jugement doit être réformé sur ce point seulement... ; — Dit à tort l'appel de la dame veuve de Baudreville, en ce qui concerne le passage par dessus la prairie, adjugé aux sieurs Duvaljouest et joints, lequel passage est confirmé... ; — Émendant le jugement, condamne les héritiers Duvaljouest à lui payer l'indemnité, etc.

Du 25 mai 1824. — Cour roy. de Caen.

QUOTITÉ DISPONIBLE. — PARTAGE. — ESTIMATION. — LICITATION.

Lorsqu'un des enfans cohéritiers a été avantage d'un préciput à prendre en un immeuble déterminé, et que prenant cet immeuble il doit payer un excédant à ses cohéritiers, d'après l'estimation qui sera faite de ses immeubles ; s'il se trouve dans la succession un autre immeuble, les juges peuvent faire procéder à l'estimation de cet autre immeuble, comme du premier, pour la fixation de la quotité disponible. — Si le second immeuble est impartageable, il pourra y avoir lieu à licitation pour faire les parts ; mais il n'est pas nécessaire de procéder à cette licitation, avant de déterminer la quotité disponible. (Cod. civ., 913.)

(Les héritiers Bordenave.)

Le sieur Bordenave est décédé laissant quatre enfans. — Sa succession se composait d'une maison et d'un domaine. — Le partage en fut demandé. — Pierre Bordenave, l'un des enfans, à qui son père avait légué par préciput la quotité disponible (le quart), qu'il avait assignée sur la maison, conclut à ce que cette maison lui fût attribuée en propriété, sauf à lui, à rapporter l'excédant de sa valeur, après estimation.

15 mars 1823. Jugement du tribunal de Tarbes, qui accueille cette prétention, et ordonne qu'il sera procédé à l'estimation tant de la maison que du domaine. — Deux expertises successives ont lieu ; la maison est définitivement évaluée 14,24 fr., et le domaine 39,784 fr. — Du reste, les experts déclarent que la maison est impartageable et qu'il y a lieu à licitation.

Pierre Bordenave soutient que le quart à lui légué en préciput doit être calculé sur le montant de l'estimation des biens, c'est-à-dire sur un total de 54,308 fr., que que soit, d'ailleurs, le résultat de la licitation.

Les cohéritiers Bordenave se plaignent de l'évaluation des biens, et prétendent que la quotité disponible doit être fixée, non d'après la seule estimation des biens, mais d'après le produit de la licitation à laquelle il y a nécessité de procé-

(1) Le même principe a été appliqué, sous l'empire du Code civil, et dans une espèce analogue, par un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} mai 1811 que cite l'arrêt ci-dessus : il a été jugé, que dans le cas où l'extinction d'une servitude légale est réclamée par le propriétaire d'un fonds enclavé, l'article 683 du Code civil, qui veut que le passage soit régulièrement pris du côté où le trajet est

le plus court des fonds enclavés à la voie publique, ne présente pas une disposition absolue, dont les juges ne puissent s'écarter, si cela leur paraît convenable ; que, par suite, lorsque l'enclave résulte d'un échange, le passage peut être accordé de préférence sur le fonds du copropriétaire. V. cet arrêt à sa date, les notes qui l'accompagnent et les autorités qui y sont rappelées.

der, ce produit représentant, à l'égard des héritiers et du légataire, la valeur réelle des biens. Si l'estimation, ont-ils dit, était prise seule pour base de la fixation de la quotité disponible, il arriverait que le légataire obtiendrait plus ou moins que la quotité disponible, selon que le prix de la licitation serait supérieur ou inférieur au prix de l'estimation, et c'est ce que la loi n'a pu vouloir.

16 déc. 1823, jugement qui, sans égard à ces moyens, fixe la quotité disponible sur l'estimation : — Ordonne, en conséquence, que Pierre Bordenave rapportera ou imputera sur sa part héréditaire, et quel que soit le prix de la licitation, la somme de 949 fr., formant l'excédant de la valeur de la maison sur le quart de la totalité des biens. — Appel

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que les parties de de Capdepon (les cohéritiers Bordenave) demandaient le partage de la succession dont il s'agit, et que Pierre Bordenave, en sa qualité de légataire du quart, demanda qu'on le déclare propriétaire de la maison à lui léguée par préciput et hors part, par le testament de son père, du 16 juin 1821, sauf à rapporter le surplus de la valeur dans la masse de la succession à partager ; — Que, par son jugement du 15 mars, le tribunal, vu ce qui résulte du testament de feu Bordenave père, a déclaré son fils, Pierre Bordenave, propriétaire de cet immeuble comme donataire du préciput, et en même temps ordonné qu'il serait procédé soit à l'estimation de ladite maison, soit à celle du bien d'Aurelian, pour savoir si la valeur excède ou ne forme pas le quart de ladite succession : que non-seulement il a été procédé à cette estimation d'accord avec les parties, mais que celles-ci ont encore, en vertu du jugement du 9 juillet, fait procéder à une nouvelle estimation desdits immeubles ; — Que, par ces deux estimations, les premiers juges ont été légalement mis à même de prononcer avec toute l'équité possible, sur la valeur de ladite maison formant le legs préciputaire distinct de la masse à partager, ainsi que sur celle du domaine situé à Aurelian ; — Considérant que le jugement dont est appel a ordonné que Pierre Bordenave serait tenu de rapporter à la masse la somme de 949 fr. sur la valeur de ladite maison, eu égard au quart légué,

(1) L'opinion contraire est enseignée par Pothier, du Louage, n. 189. D'après lui, celui qui a loué une auberge, doit entretenir la maison comme auberge pendant la bail. « Le locataire, dit-il, en n'entretenant pas la maison comme auberge, donne occasion à ceux qui y avaient coutume d'y loger, de se pourvoir d'une autre auberge, et l'auberge n'étant plus fréquentée, est par là dépréciée, et ne peut plus se louer à l'avenir pour un prix aussi considérable. » Cette doctrine qui est adoptée par M. Davargier, du Louage, t. 1, n. 403, a été consacrée par la Cour de Paris le 28 avril 1810. V. l'arrêt à sa date, et la note qui l'accompagne. M. Troplong, du Louage, t. 2, n. 309, adopte également ces principes ; mais il fait remarquer que l'arrêt ci-dessus ne leur est pas absolument contraire. A en y réfléchissant, dit-il, on voit que cet arrêt est rendu dans une espèce où des circonstances du fait tendaient à établir que l'achalandage n'était pas attaché à la boutique. C'est en partie sur cet aperçu que se fonda la Cour, et il faut convenir que son observation est vraie dans un grand nombre de cas. Ainsi je possède, dans un quartier populeux de Paris, une boutique propre à tous les genres de commerce, et n'ayant aucun achalandage qui lui soit particulier. Le locataire sortant y avait établi un magasin de nou-

pour être ensuite procédé au partage de la succession avec les cohéritiers ; — Que cette disposition doit être maintenue, puisque ledit Bordenave, en sa qualité de légataire hors part de la quotité disponible, laquelle doit être prélevée sur la maison de Tarbes, est étranger aux opérations du partage, et ne peut être assujéti, pour la fixation et la délivrance de son legs, à attendre le résultat de la licitation ordonnée entre les héritiers ; — Par ces motifs, confirme le jugement, etc.

Du 26 mai 1824. — Cour roy. de Pan. — Ch. civ. — Prés., M. Dombidaud de Crouseilles. — Concl., M. Dufau, av. gén. — Pl., MM. Blandin et Perrin jeune.

BAIL. — ACHALANDAGE. — RÉSILIATION.

Le propriétaire d'un magasin, loué par un épicer, ne peut exiger (s'il n'y a convention expresse) que le locataire tienne le magasin ouvert, et destiné à son commerce d'épicerie. — Finalement il objecterait que le local fut, de tout temps, consacré à cette espèce de commerce ; que la clôture du magasin changerait les habitudes des chaland, et serait en résultat dommageable au propriétaire. A cet égard, il n'y a à réclamer ni indemnité, ni résiliation de bail. (Cod. civ., 1798.) (1)

(Vindry — C. Perrey.)

Le sieur Vindry était locataire au rez-de-chaussée d'une maison appartenant au sieur Perrey, d'un magasin où il faisait un commerce d'épicerie. Il paraît que les locataires qui l'avaient précédé exerçaient la même profession, et que depuis fort longtemps cet emplacement y était consacré. Le sieur Vindry se procura d'une autre location ; il y transporta une partie de ses marchandises, y établit son débit, et ferma le magasin qu'il tenait du sieur Perrey.

Le sieur Perrey a prétendu que la clôture du magasin était une infraction au bail qu'il avait passé ; que cette circonstance diminuait la valeur du local, parce qu'elle lui enlevait la destination qu'il avait eue jusqu'alors, et qu'un nouvel épicer entrant dans un fonds depuis longtemps abandonné, n'y trouverait plus les mêmes avantages que s'il avait été exploité sans interruption. Il concluait à la résiliation du bail ou à ce que le locataire fût condamné à tenir le magasin ou-

vertant, et la locataire entrant y ouvre un magasin de cristaux. Le public qui venait chez son prédécesseur n'est pas le même que la public qui vient chez lui. Les chaland qui y attire sont le fruit de son industrie, et non des clients appartenant à la boutique qui ne retire sa valeur que de sa situation favorable. Si donc le marchand de cristaux vient à s'apercevoir que la boutique ne lui est pas favorable, parce que l'industrie qu'il exploite ailleurs son centre d'activité, il sera maître de transporter ailleurs son magasin, et de ne pas vendre dans sa boutique ; pourvu qu'il ne paie mes loyers je n'aurai pas à me plaindre. Car il ne change pas l'état des lieux ; il ne fait que renoncer à l'achalandage qui ne m'appartenait pas. Quand la bail sera fini, rien ne m'empêchera de louer au premier négociant qui se présentera ; et ce sera à celui-ci à faire son achalandage dans son genre d'industrie, comme ses prédécesseurs avaient fait le leur dans leur branche de commerce. Ainsi, quand la difficulté se présentera, il faudra examiner si l'achalandage est un attribut inhérent de la chose louée, et s'il forme une partie de sa valeur comme dans l'espèce donnée par Pothier. Ce n'est qu'alors qu'on suivra la doctrine de ce jurisconsulte.

vert, en se fondant sur l'art. 1728 du Code civ. Il était à l'appui de sa demande, Pothier, *Traité du contrat de Louage*, n° 189.

Le sieur Vindry invoquait pour sa défense le droit qu'il avait d'user à sa volonté de la chose louée : il opposait au propriétaire que l'affluence des acheteurs dans son magasin était entièrement son ouvrage et le résultat de ses soins ; que, par conséquent, nul autre que lui ne pouvait en réclamer le bénéfice, qu'ainsi il avait été le maître de transporter ailleurs son établissement.

17 avril 1824. Jugement du tribunal civil de Lyon ainsi conçu : — « Attendu que le sieur Vindry, en louant la boutique et les appartemens dont il s'agit, ne s'est pas assujéti à y faire exclusivement le commerce des épiceries, ni à les tenir ouverts jusqu'à l'expiration de son bail ; — Attendu qu'ainsi, le sieur Vindry a eu le droit de fermer sa boutique pour aller exercer son commerce ailleurs, s'il le juge conforme à ses intérêts ; — Attendu que le prétendu achalandage dont le sieur Perry se plaint que la clôture de la boutique le prive, appartient au commerce et non à la boutique ou au commerce s'exerce ; que, dès lors, Vindry a pu et peut en disposer à son gré : — Dit et prononce que Vindry est renvoyé de la demande du sieur Perry. » — Appel.

ARRÊT

LA COUR : — Adoptant, etc. : met à néant, etc. Du 26 mai 1824. Cour roy. de Lyon. — 4^e ch. — Prés., M. Reyre. — Pl., MM. Varnard père et Desprez.

CURÉ. — NOMINATION. — BÉNÉFICE ECCLÉSIASTIQUE. — ACTION POSSESSOIRE. — CONSEIL D'ÉTAT.

Les tribunaux sont incompétents pour connaître de l'action en complainte possessoire formée par un ecclésiastique qui se prétend titulaire d'une cure, depuis un et jour, et qui se plaint d'être dépouillé par la nomination d'un autre curé faite par l'évêque, et agréée par ordonnance royale. — En ce cas le titulaire dépouillé n'a que le recours au roi en conseil d'Etat, contre l'ordonnance royale. (Concordat de 1801, art. 6; Charte const., art. 6.) (1)

(Simil. — C. Reynard.)

En 1812, l'église de Sainte Perpétue de Nîmes fut érigée en chapellenie : M. Simil en fut nommé recteur par l'ordinaire. En 1821, cette chapellenie fut érigée en succursale ; M. Simil lui fut donné pour desservant. L'année suivante, cette succursale fut érigée en cure de seconde classe, par ordonnance royale du 1^{er} mai 1822. M. Simil crut qu'il était devenu, de plein droit, curé de

la paroisse qu'il desservait, et il en remplit les fonctions ; mais M. Reynard fut nommé à cette cure : il reçut l'agrément du roi, et fut installé le 25 mai 1823, plus d'un an et un jour après l'érection de la succursale en cure.

M. Simil s'adressa alors aux tribunaux ; il interjeta d'abord un appel comme d'abus devant la Cour royale de Nîmes ; ensuite, sans renoncer à cet appel, il prit la voie du possessoire, et saisit directement de sa demande le tribunal de première instance de la même ville.

M. Reynard opposa une fin de non-procéder, prise de ce qu'il avait été agréé par le roi, et de ce que les tribunaux ne peuvent connaître du mérite d'une ordonnance.

Le 7 janv. 1824, jugement ainsi conçu : — « Attendu, qu'en admettant que le concordat de 1801 et la Charte constitutionnelle aient fait revivre les anciens principes qui attribuaient aux juges royaux, ressortissant immédiatement aux parlements, la connaissance des actions possessoires, en matière bénéficiale, et qu'en conséquence le tribunal, comme étant à la place de ces anciens juges, soit compétent pour statuer sur ces sortes de demandes, il est certain, dans l'espèce, que l'ordonnance royale du 7 avril 1823, par laquelle Sa Majesté a agréé la nomination du sieur Reynard à la cure dont il s'agit, forme un obstacle à ce que le tribunal puisse statuer sur la demande en complainte formée par le sieur Simil, puisque cette demande n'a d'autre objet que d'obtenir la possession de cette cure, lorsque l'ordonnance royale précitée reconnaît, néanmoins, ledit sieur Reynard comme devant en être le possesseur ; que le tribunal ne peut pas entrer dans l'examen d'une question qui, en l'état, se trouve ainsi résolue par une ordonnance royale ; et que, si le sieur Simil croit avoir des réclamations à former contre cette ordonnance, c'est devant l'autorité qui a droit d'en connaître qu'il doit se pourvoir : par ces motifs, le tribunal, faisant droit à la fin de non-procéder opposée par le sieur Reynard, rejette la demande du sieur Simil, sauf à lui à se pourvoir ainsi et devant qui de droit. »

Appel de ce jugement. — Dans l'intérêt de M. Simil, on soutint d'abord que l'érection de la succursale en cure avait donné de plein droit à M. Simil le titre de curé ; que selon Loloan, liv. 5 des offices ; Lange, nouveau Praticien, 2^e part., pag. 145 ; Rousseau de Lacombe ; Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale, verb. *Bénéfices* ; d'Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, 2^e part., des *Bénéfices*, chap. 1^{re}, n. 18, une cure constituait un véritable bénéfice ; que, dès lors, M. Simil, en réclamant la possession de sa cure, exerçait l'action possessoire en matière béné-

ficielle et le titre n'appartient qu'au gouvernement seul.

— L'action possessoire pour des biens ecclésiastiques, pourrait seulement être admise de la part du titulaire à l'égard des tiers, comme de la part de tous autres particuliers, pour prévenir les usurpations de ses biens ; dans ce cas le curé ou autre titulaire poserait son droit dans l'art. 6 du décret du 6 nov. 1813, qui l'assimile à l'usultier. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de cassation du 8 fév. 1837 (Volume de 1837). — Quant aux titulaires qui auraient à se plaindre de destitution, d'interdiction ou de tous autres abus de leurs supérieurs ecclésiastiques, s'en au conseil d'Etat, en la forme administrative, qu'ils doivent porter leur recours, *V. suprà*, Paris, 20 janv. 1824, et la note sur l'ordonn. du 24 mars 1819 (*aff. Didier*). — V. aussi, pour la suite de l'affaire ci-dessus, l'ordonn. du 16 fév. 1826.

(1) Cela n'est guère susceptible de difficulté. Aujourd'hui, qu'a proprement parler il n'y a plus de bénéfices ecclésiastiques dont la collation puisse être un objet de concours entre plusieurs prétendants (*V. Fleury, Inst. au droit ecclésiastique*, 2^e part., ch. 15 et 16), qu'il n'y a que des biens d'église dont la jouissance est attachée à certaines fonctions ecclésiastiques, conférées par le gouvernement de concert avec la puissance spirituelle, telles que celle de curé, d'évêque, etc. (*V. le décret du 6 nov. 1813*), il s'ensuit que celui-là seul qui est revêtu de la fonction en vertu d'une ordonnance royale, a seul droit aux biens qui s'y trouvent attachés, et qu'il ne peut se trouver en concours avec d'autres titulaires qui n'auraient pas pour eux la nomination royale ; de la impossibilité entre deux prétendants au même titre, d'agir par voie d'action possessoire devant les tribunaux, puisque la possession des biens est attachée au titre, et que le droit de décider

giale;—Que, sous l'ancien droit canonique, la demande du sieur Simil aurait dû être portée devant les juges royaux, ressortissant immédiatement aux parliemens, c'est-à-dire, devant les juges remplacés aujourd'hui par les tribunaux de première instance; et que l'ancien droit canonique devait régir la cause, 1° parce qu'il n'existait aujourd'hui aucune loi abrogatoire de ce droit; 2° parce qu'il avait été remis en vigueur, et par le concordat de 1801, qui avait implicitement fait revivre l'ancien droit canonique, abrogé par la constitution civile du clergé du 24 août 1790.

M. le procureur général a fait d'abord remarquer que l'appelant avait raisonné comme s'il eût été en possession de la cure de Sainte-Péreuse, au moment de la nomination de M. Reynard, quoique cependant il ne pût justifier d'aucun titre de desservant qu'il était, disait M. le procureur général, M. Simil n'a pas pu devenir curé sans la nomination de son évêque, agréée par le roi; et cette nomination, c'est M. Reynard qui la rapporte; et cet agrément du roi, c'est M. Reynard qui le produit M. Simil n'eût donc pas en possession, comme curé, depuis plus d'un an et un jour, au moment de l'installation de M. Reynard; il ne peut donc pas intenter l'action possessoire. — Fût-il vrai que M. Simil fût devenu curé de plein droit, par l'extinction de sa succursale en cure, il ne pourrait pas intenter son action devant les tribunaux. Sans doute, il était vrai autrefois que les actions possessoires, en matière de bénéfices, étaient de la compétence des tribunaux ordinaires; mais ce principe ne peut plus aujourd'hui recevoir d'application; l'action possessoire avait lien en considération du domaine utile du bénéfice; aujourd'hui plus de bénéficier de cette nature: dans la réalité, un curé n'est plus qu'une sorte de fonctionnaire religieux; il ne peut donc se faire maintenir en la possession de sa cure par l'autorité des tribunaux. Cela est tellement vrai, que les tribunaux ne sont pas même compétens pour connaître des difficultés relatives aux revenus d'une cure vacante: s'il s'élève à cet égard des difficultés entre le nouveau titulaire et les héritiers de l'ancien, ces difficultés doivent être décidées par le conseil de préfecture (art. 26 du décret du 6 nov. 1813). Mais pour le cas particulier, l'incompétence résulte évidemment des dispositions de l'art 6 des articles organiques du concordat. Cet article range parmi les cas d'abus l'excès de pouvoir, et il porte que, dans tous les cas d'abus, il y a recours au conseil d'Etat; or, M. Simil se plaint d'un excès de pouvoir; donc s'il a des justes sujets de plainte, s'il est réellement curé, s'il n'a pu être remplacé, c'est au conseil d'Etat qu'il doit s'adresser.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, démet M. Simil de son appel, avec amende et dépens.

Du 26 mai 1824. — Cour roy. de Nîmes. — Prés., M. de Casagnoles, p. p. — Concl., M. Guillel, proc. gén. — Pl., M. Simil.

(1) La question ne peut plus se présenter aujourd'hui, depuis les dispositions de la loi du 18 juil. 1837 (art. 66), et de l'ordonnance sur la comptabilité générale, du 31 mai 1838 (art. 483), qui attribuent au contraire aux conseils de préfecture exclusivement, le jugement des comptes municipaux qui ne sont pas des notes à être soumis à la Cour des comptes. La solution ci-dessus a son intérêt néanmoins en ce qu'elle consacre ce principe, qui

COMPTABLES PUBLICS. — RECEVEURS MUNICIPAUX. — MAIRES.

Les comptes des percepteurs municipaux et par suite ceux des maires qui se sont immiscés dans le maniement des deniers de leurs communes, doivent être réglés par le préfet en conseil de préfecture et non par le conseil de préfecture seul, ou même perçus par le préfet. (Ordonn. du 28 janv. 1815, art. 10.) (1)

(Aldéving)

Du 26 mai 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. de Peyronnet.

USINES. — AUTORISATION. — OPPOSITION. — COMPÉTENCE.

C'est devant le ministre de l'intérieur et non devant le conseil de préfecture que doivent être portées les oppositions formées à l'établissement d'usines sur une rivière navigable, autorisées provisoirement par le préfet. — Ici ne peuvent s'appliquer les dispositions du décret du 15 oct. 1810, concernant les établissements insalubres.

(Galvaing—C. Rodde.)

Le sieur Rodde de la Marge, propriétaire dans la commune de la Bort, sollicitait d'établir, sur la Dordogne, des moulins et autres usines hydrauliques. — Le sieur Galvaing, propriétaire dans la même commune, forma opposition à sa demande.

Le 25 nov. 1822, arrêté du préfet qui rejette l'opposition de Galvaing, et autorise provisoirement le sieur Rodde à établir ses usines, conformément aux plans dressés et aux autres conditions à lui imposées.

Pourvoi du sieur Galvaing devant le conseil d'Etat. Il soutient que l'arrêté du préfet doit être annulé pour cause d'incompétence, attendu qu'aux termes du décret du 15 oct. 1810, relatif aux établissements et manufactures, insalubres ou insalubres, c'est aux conseils de préfecture qu'il appartient de statuer sur les oppositions des tiers; et que, d'ailleurs, les préfets ne connaissent jamais du contentieux de l'administration.

Louis, etc.; — Sur l'incompétence: — Considérant qu'il s'agissait de l'établissement de moulins sur la Dordogne: qu'aux termes de la loi du 6 oct. 1791, et du décret du 9 mars 1798 (19 vent. an 6), l'autorisation demandée était dans les attributions du préfet, et que le décret du 15 oct. 1810, relatif aux manufactures et établissements insalubres, ne peut recevoir d'application à l'espèce; — Au fond: considérant que si le sieur Galvaing se croit fondé à soutenir que l'établissement des moulins lui porte préjudice, c'est devant notre ministre de l'intérieur qu'il doit se pourvoir;

Art. 1^{er}. La requête du sieur Galvaing est rejetée, sauf à lui à se pourvoir, s'il s'y croit fondé devant notre ministre de l'intérieur.

Du 26 mai 1824. — Ordonn. en cons. d'Etat. — Rapp., M. Lobeau.

alors n'avait été formulé par aucune disposition légale, à savoir que toute personne, autre que le receveur municipal, qui, sans autorisation légale, se serait ingérée dans le maniement des deniers de la commune, est, par ce seul fait, considérée comptable. L'est là aujourd'hui la disposition formelle de l'art. 66 de la loi du 18 juil. 1837 et de l'art. 466 de l'ordonnance réglementaire précitée, sur la comptabilité publique.

DOMAINES NATIONAUX. — RENTES. — PRESCRIPTION.

Les biens que les lois de la révolution ont attribués au gouvernement sous le nom de nationaux, n'ont pas été imprescriptibles pendant la mainmise du gouvernement. — Ainsi, lorsque le propriétaire d'une rente a émigré, que l'Etat a joui de cette rente, et qu'elle a été depuis cédée à un particulier, le débiteur doit être déchargé, si le créancier a pendant trente ans négligé de le poursuivre. On ne peut retrancher de ce temps celui où le gouvernement était propriétaire de la rente. (Cod. civ., 2227.) (1)

(Desmond — C. Bahier et comp.)

Du 28 mai 1824. — Cour roy. de Bourges. — 1^{re} ch. — Prés., M. Rapin. — Concl., M. Corbin-Mengou, av. gén. — Pl., MM. Mayet-Génétry, Fravaton et Mater.

1^o TESTAMENT MYSTIQUE. — TESTAMENT OLOGRAPHE. — NULLITÉ. — EFFET.**2^o TESTAMENT MYSTIQUE. — PRÉSENTATION.**

1^o *Un testament mystique, nul comme tel, peut-il valoir comme testament olographe, lorsqu'il est écrit, signé, et daté de la main du testateur ? (Cod. civ., 969 et 1001.) — Rés. nég. (2)*

2^o *Un testament mystique, dont la suscription ne dit pas expressément qu'il a été présenté au notaire et aux témoins, est-il nul par cela même ; quand même on pourrait conjecturer la présentation, en ce que le testateur aurait déclaré au notaire en présence des témoins, que le papier contenu sous cette enveloppe contenait son testament ? (Cod. civ., 976.) — Rés. aff. (3)*

(Valentin — C. Belorde Beaupréau.)

Le 23 août 1821, le sieur Belorde Beaupréau fit un testament entièrement écrit, daté et signé de sa main, par lequel il institua cinq enfants naturels ses légataires universels. — Le même jour, il fit appeler un notaire, qui dressa sur l'enveloppe du testament, en présence de six témoins, un acte de suscription, conçu dans les termes suivants : « L'an 1821, etc. » fut présent M. Pierre-René Belorde Beaupréau, propriétaire, demeurant à la Grenôlière, lequel nous a, en présence desdits témoins, déclaré que le papier contenu sous cette enveloppe, contient son testament écrit et signé par lui-même ; qu'il a ensuite clos et cacheté ladite enveloppe, conformément à la loi, et qu'il désire que le présent soit incessamment enregistré ; de tout quoi, etc. »

Après le décès du sieur Belorde Beaupréau, la veuve Valentin, sa sœur, a contesté la validité du testament. Elle a soutenu d'abord que ce testament était un testament mystique ; ensuite,

que ce testament mystique était nul, attendu que l'acte de suscription ne contenait pas la mention de la présentation du testament au notaire et aux témoins ; enfin que le testament nul comme mystique, ne pouvait valoir comme olographe.

Les légataires ont cherché à établir la validité du testament comme mystique, et prétendu ensuite, que l'acte de suscription fut-il nul, le testament devrait valoir du moins comme olographe. Le 24 juin 1823, le tribunal de Bourbon Vendée a prononcé la nullité du testament. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'art. 969 du Code civ. reconnaît trois espèces principales de testament, dont le Code civil indique la forme par les art. 970, 971 et 976 ; — Considérant que si tout individu peut faire telle espèce de testament qu'il lui plaît de choisir, il ne peut en cumuler deux ensemble pour donner effet à l'un à défaut de l'autre, aucune loi n'ayant établi cette forme de disposition ; — Considérant que Belorde Beaupréau ayant fait, le 23 août 1821, des dispositions écrites, datées et signées de sa main, les ayant closes et scellées sous une enveloppe, et ayant appelé le même jour un notaire et six témoins pour les revêtir d'un acte de suscription, il a voulu faire un testament mystique ; ces formes ne convenant qu'à cette espèce de testament, et non à aucune des deux autres ; — Considérant que de ce qu'il a entièrement écrit, daté et signé de sa main ses dispositions testamentaires, on ne peut pas prétendre qu'il a fait un testament olographe, puisque les dispositions écrites et signées de la main du testateur sont, d'après l'art. 976, une des parties constitutives du testament mystique ; — Considérant que ce qui ne peut laisser aucun doute sur l'intention qu'a eue Belorde Beaupréau d'adopter la forme du testament mystique, c'est qu'il a déclaré lui-même au notaire et aux témoins, dans l'acte de suscription, qu'il avait clos et cacheté l'enveloppe de son testament conformément à la loi, n'y ayant que pour le testament mystique que le Code civil, art. 976, exige que l'enveloppe du testament soit close et cachetée ; l'art. 970 disant d'ailleurs, *en fin*, que « le testament olographe n'est assujéti à aucune autre forme ; » l'addition d'une nouvelle forme est une présomption que le testateur n'a pas voulu choisir celle du testament olographe ; — Considérant que l'art. 976 dispose que « le testateur qui voudra faire un testament mystique, présentera le papier qui contiendra ses dispositions, ou le papier qui servira d'enveloppe, au notaire et à six témoins au moins, qu'il déclarera que le contenu en ce papier est son testament, que le notaire en dressera l'acte de suscription ; » qu'il suit de ces dispositions que le testateur est tenu de remplir deux formalités : celle de présenter son testament au notaire et aux témoins, et celle de déclarer que le papier qu'il présente

(1) Les motifs, en droit, de cette décision ont été que le principe d'imprescriptibilité du domaine de la couronne n'était pas applicable aux biens connus sous le nom de biens nationaux, attribués au gouvernement par suite des décrets de la révolution ; qu'on en trouve la preuve dans les lois des 30 mars et 12 sept. 1791, qui enjoignent aux employés de la régie, de prévenir et d'arrêter la prescription des biens nationaux : en s'emparant de ces biens, l'Etat n'a pu nuire aux débiteurs ; que cette maxime a été proclamée dans un décret du 17 janv. 1811, où il est dit que les débiteurs des émigrés peuvent opposer au gouvernement les moyens de libération qui auraient été valables contre les émigrés que l'Etat représente. »

(2) La doctrine contraire a été admise par la généralité des auteurs, et alla être consacrée par la jurisprudence. F. Cass. 6 janv. 1814 ; Aix, 15 janv. 1808, et les notes. Junge, Coin-Delisle, Comment. analyt., sur l'art. 976, n^{os} 8 et suiv.

(3) On admet généralement en doctrine et en jurisprudence la nécessité de la mention de la présentation du testament au notaire. Mais on est divisé sur le point de savoir si la mention de cette formalité doit être expresse, à peine de nullité, ou s'il suffit qu'elle puisse s'induire, par équipollence, du contexte de l'acte de suscription. F. à cet égard, Cass. 28 déc. 1812, et la note.

est son testament; qu'il suit encore que le notaire est tenu de constater dans l'acte de suscription que ces deux formalités ont été remplies; — Que le testament mystique a été environné ainsi du plus grand appareil, parce qu'il s'agit non-seulement de garantir la liberté des testateurs, mais encore de constater l'identité de l'héritier contenant leurs dispositions et de celui sur lequel on dresse l'acte de suscription; — Considérant que l'art. 1001 a prononcé la peine de nullité, si les formalités auxquelles les divers testaments étaient assujettis n'étaient pas observées; — Que cependant il était de jurisprudence constante que les termes du Code, pour constater la présentation faite au notaire et aux témoins, n'étaient point sacramentels; mais qu'il fallait au moins que le fait de la présentation pût s'induire clairement du contexte de l'acte de suscription, et qu'il ne peut rester aucun doute qu'elle avait eu lieu; — Considérant que de l'acte de suscription du testament de Belorde Beupréan, il ne résulte point que l'enveloppe contenant son testament ait été par lui présentée au notaire et aux témoins, et ait passé de sa possession dans celle du notaire; — Considérant que de ce que l'acte de suscription porte que Belorde a déclaré au notaire, en présence des témoins, que le papier contenu sous cette enveloppe contenait son testament, on ne peut pas induire du pronom *cette*, que la présentation exigée par la loi ait été faite par le testateur au notaire et aux témoins; qu'ainsi l'on peut admettre la possibilité de la substitution d'un autre testament à celui que le testateur voulait faire revêtir de la forme mystique;

Que la formalité de la présentation a en pour objet, dans l'esprit du législateur, d'empêcher cette possibilité; que c'est dans ces vues qu'il a prononcé la peine de nullité, que les magistrats sont tenus d'appliquer; lorsque cette formalité de la présentation n'est pas légalement constatée; — Considérant qu'il est de principe admis dans toutes les législations qu'un testament doit être parfait dans la forme choisie par le testateur; — Que Belorde ayant manifesté clairement qu'il adoptait la forme mystique, il a dû se conformer aux règles prescrites pour cette espèce de testament; — Qu'un testament mystique se composant de l'écrit contenant les dispositions du testateur et de l'acte de suscription fait par le notaire, l'on ne peut pas séparer ces deux actes l'un de l'autre; qu'ils forment un tout indivisible, puisqu'ils sont deux éléments essentiels du testament mystique; que les dispositions écrites, datées et signées de la main du testateur ne sont plus un testament olographe, dès qu'elles sont revêtues d'un acte de suscription, mais qu'elles contractent la nature du testament mystique; que, dès lors, le sort de ces dispositions est régi par le sort de l'acte de suscription, de sorte que la nullité de celui-ci entraîne nécessairement la nullité de celui-là, attendu qu'ils ne sont qu'un seul et même acte; — Considérant d'ailleurs que Belorde n'a point eu l'intention de faire exécuter ses dispositions isolément et comme testament olographe, puisqu'il ne l'a fait entendre d'aucune manière, et qu'il les a subordonnées au contraire à la validité de l'acte de suscription, en voulant que cet acte devint le

complément de ses dispositions; — Qu'ainsi ces dispositions ne pouvant recevoir aucun effet comme testament olographe, forment un testament mystique, et deviennent nulles par la nullité de l'acte de suscription dont elles étaient inséparables; — Par ces motifs, etc.

Du 28 mai 1824. — Cour roy. de Poitiers. — Aud. sol. — Prés., M. de Bernard, p. p. — Concl., M. Mangin, proc. gén. — Pl., MM. Bigeu jeune et Boucenne.

DERNIER RESSORT. — DEMANDES RESPECTIVES. — COMPTE.

Lorsque chacun des deux parties en cause conclut à ce que son adversaire soit condamné à lui payer une somme fixe, et que les deux sommes réunies n'atteignent pas le taux du dernier ressort, le jugement rendu sur une telle contestation n'est pas susceptible d'appel, encore que les deux créances aient pour cause le résultat d'un compte à faire (1).

(Bavouzet — C. Girault et Bottin.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que la compétence pour le dernier ressort est déterminée par les conclusions des parties sur la valeur de l'objet contentieux sur lequel le premier tribunal doit prononcer; — Attendu que, lors du jugement qui est attaqué, le sieur Bavouzet a conclu à ce que le sieur Girault fût déclaré son débiteur de la somme de 491 fr. 7 c. et condamné à la lui payer; que les conclusions prises par le sieur Girault tendaient à ce que le sieur Bavouzet fût débiteur de sa demande et condamné à lui payer une somme de 220 fr. 7 c.; en sorte que les deux sommes sur lesquelles les parties étaient en contestation n'atteignaient pas à beaucoup près celle jusqu'à laquelle les premiers juges prononcent en dernier ressort, et que n'ayant à statuer que sur des conclusions précises, ils n'eussent pu accéder à l'une des parties plus qu'elle demandait; — Qu'en vain on objecte qu'elles se fondaient mutuellement sur un compte; que se prétendant l'une et l'autre créancière, le tribunal devait examiner tous les actes produits, et que, quelle que fût la somme dont il eût prononcé la condamnation, son jugement ne pouvait être rendu en dernier ressort, puisque la valeur de l'objet soumis à son examen était indéterminée; — Considérant que l'objection serait fondée si on avait présenté aux premiers juges des débats à régler sur les différents articles d'un compte; qu'en ce cas sans doute quelque modique qu'eût été la somme à laquelle ils auraient condamné une des parties, elle aurait été recevable à se plaindre de leur décision, par le motif justement opposé que la valeur de la demande originaire n'eût pas été connue; mais que, dans l'espèce, les sieurs Girault et Bavouzet concluaient chacun au paiement d'une somme fixe, bien inférieure à celle pour laquelle la loi n'admet pas d'appel; — Declare l'appel non recevable, etc.

Du 28 mai 1824. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Prés., M. Delamétherie. — Pl., MM. Fravaton, Mayet-Génétty et Mater.

(1) V. en ce sens, Amiens, 30 déc. 1823. — Mais il en serait autrement si au lieu de conclusions tendant au paiement d'une somme fixe, il se fût agi de débats à régler sur les différents articles d'un compte. Le jugement admet, dans ce cas, susceptible d'appel, car c'est été là une demande en reddition de compte, c'est-à-dire une demande indéterminée, et par conséquent susceptible des deux

degrés de juridiction. C'est au surplus ce qui est expressément reconnu dans les motifs de l'arrêt ci-dessus; et cela est conforme à la jurisprudence. V. Cass. 9 germ. an 11; Bourges, 3 janv. 1814; Orléans, 17 mai 1822. V. aussi Carré, *Lois de la compétence*, t. 2, art. 288, n^o 331 et 332. — V. enfin, comme analogue dans la même sens, Cass. 17 brum. an 11.

1^{er} CONTRAT DE MARIAGE. — TÉMOINS. — NULLITÉ.**2^e NOTAIRE. — ACTE NUL. — TÉMOINS. — RESPONSABILITÉ.**

1^{er} Est nul, ainsi que les donations qu'il contient, le contrat de mariage, reçu sous l'empire du Code civil, par un seul notaire qui n'était assisté que de témoins parens des parties au degré prohibé. — La nullité n'est pas couverte par cette circonstance que, depuis, il y a eu entre les parties partage verbal du mobilier, conformément aux donations : un tel partage ne pouvant prouver qu'il y a eu exécution en connaissance de cause. (L. du 25 vent. an 11, art. 8 et 9; Cod. civ., 1394 et 1398.) (1)

2^e Le notaire qui a reçu un contrat de mariage nul, à raison de ce qu'il s'est fait assister de témoins parens au degré prohibé des parties contractantes, peut, néanmoins, être déchargé de toute responsabilité, si le contrat remonte à une époque rapprochée de l'émission du Code civil; en ce qu'alors il existait, sur la nécessité de l'assistance de deux témoins aux contrats de mariage, diversité d'opinion et de jurisprudence. (Cod. civ., 1383.) (2)

(Granet — C. Granet et Jausenot.)

2 vent. an 13, contrat de mariage entre Catherine Granet et François Portanier. Les père et mère de la future lui font donation, à titre de préciput, du huitième de leurs biens. — Ce contrat est reçu par un seul notaire (Jausenot) et passé en présence d'un frère du futur, et d'un oncle et d'un cousin de la future.

En 1820, demande en partage égal de la succession des père et mère communs par les frères et sœurs de Catherine Granet. — Celle-ci excepte de son contrat de mariage, et demande le prélèvement du huitième.

Ses frères et sœurs soutiennent que le contrat de mariage est nul, parce qu'il n'a été reçu que par un seul notaire assisté de témoins parens des parties au degré prohibé.

La défenderesse réplique en invoquant une fin de non-recevoir puisée dans le fait d'un partage verbal du mobilier, déjà effectué entre elle et ses cohéritiers, et lors duquel ces derniers avaient consenti à lui accorder un huitième en préciput. Elle offre la preuve par témoins de ce partage et du prélèvement du huitième; elle offre de prouver de plus qu'il avait été dressé un projet de partage des immeubles, dans lequel il était fait mention du partage des meubles. — Subsidiairement, et pour le cas où la nullité du contrat serait prononcée, elle appelle en cause le notaire Jausenot, et demande contre lui une garantie pleine et entière des suites de la nullité.

14 mai 1822, jugement du tribunal civil d'Issoire qui déclare nul le contrat de mariage, et condamne le notaire Jausenot aux dommages-intérêts ou l'on fait le tel par ébullition avec les sables ramassés sur la grève, etc.; — Qu'on ne peut raisonnablement contester que de pareils établissemens lorsqu'ils sont formés, et lors même qu'ils n'ont que la tolérance du gouvernement, n'attribuent un droit particulier à celui qui les a formés; — Qu'ainsi, il ne serait pas possible de prétendre qu'un étranger pût tendre ses engins et filets dans une pêcherie possédée depuis plusieurs siècles par une famille, ou aller lever des sables dans les grèves qu'un autre a

applanies et appropriées à cet usage; — Que s'il est vrai que le possesseur de ces objets y ait un droit particulier, ce droit ne peut être que de la nature de l'objet auquel il s'applique, c'est-à-dire un droit immobilier; — Que si l'ordre public, ni les mœurs ne s'opposent à ce que ce droit entre dans le commerce; qu'à la vérité, il n'est pas incommutable, puisqu'il peut cesser par la volonté du gouvernement et pour cause d'un intérêt public supérieur à celui qui l'a fait tolérer; mais que l'incommutabilité d'un droit n'est pas une condition indispensable pour qu'il puisse entrer dans le commerce, puisqu'une propriété résoluble sous condition, en général tous les droits aléatoires peuvent être l'objet de contrats d'ore n'est pas comprise dans la nomenclature des causes sommaires faite par l'art. 404 du Code de proc. civ.; que l'art. 761, en disposant que l'adjudication sera poursuivie sur un simple acte d'avoué à avoué, ne rend pas pour cela cette procédure sommaire; — Attendu qu'il peut y avoir telle procédure d'ordre, compliquée par un grand nombre de parties et de questions, qui exige des conclusions motivées et des mémoires à l'appui; que c'est ainsi que l'a toujours envisagé la Cour, lorsque de pareilles difficultés se sont élevées;

Attendu qu'il y avait d'antant plus lieu de décider ainsi dans l'espèce, que la cause avait fait naître une foule de difficultés et de questions aussi compliquées qu'importantes; que les débats exigèrent plusieurs jours de plaidoiries; et que la Cour fut encore obligée d'ordonner à la suite des plaidoiries un délibéré; — Par ces motifs, démet de l'opposition; ordonne de plus fort l'exécution de l'exécutoire délivré au sieur de Castel-intérêts envers Catherine Granet et en tous les dépens — Le jugement est ainsi conçu : — Attendu, sur la question de nullité, que l'art. 1394 du Code civil veut que toutes conventions matrimoniales soient rédigées, avant le mariage, par acte devant notaire; que l'art. 9 de la loi du 25 vent. an 11, veut que tous les actes soient reçus par deux notaires, ou par un notaire, assisté de deux témoins sachant signer; que les art. 8 et 10 de la même loi, portent que les parens ou alliés, soit du notaire, soit des parties contractantes, en ligne collatérale jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement, ne pourront être témoins; qu'il n'existe aucune loi qui fasse exception en faveur des contrats de mariage, lesquels, dès lors, sont nécessairement assujettis à la règle générale des actes par devant notaires; — Que l'art. 68 de cette loi déclare nuls tous actes faits en contravention aux art. 8, 9 et 10, sauf, s'il y a lieu, les dommages-intérêts contre le notaire contrevenant; — Attendu, sur la question d'approbation de la donation, que la preuve offerte par Catherine Granet de l'exécution du contrat de mariage, quant à la clause de la donation en préciput, résultant d'un prétendu partage du mobilier du père commun, dans lequel il aurait été délaissé à Catherine Granet le huitième dont le père avait disposé en sa faveur, n'est point admissible, soit parce que la loi ne reconnaît que les partages écrits, soit parce qu'en prouvant le commencement du partage, on ne pourrait en tirer la conséquence que les cohéritiers de Catherine Granet ont exercé, en connaissance de cause, la donation en préciput; que du fait avancé par Catherine Granet, qu'un acte de partage des immeubles de la même succession, contenant mention du partage du mobilier, aurait été

(1) P. en ce sens, Riom, 20 nov. 1818. — Mais voy. en sens contraire, Riom, 12 fév. 1818, et la note.

(2) Le principe a reçu des applications fréquentes. P. Riom, 20 nov. 1818; Agen, 16 août 1836; Limoges, 11 juill. 1839, et les notes.

dressé et serait resté en projet à défaut de signature, il résulte une grave présomption que François Granet et consors, ayant reconnu la nullité du contrat de mariage, ont entendu suspendre tout partage. »

Sur la demande en garantie contre le notaire, le tribunal considère qu'aux termes de l'art. 1383 du Code civil, chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

Appel par Catherine Granet et Jausenet. — L'appelante prétend que la nullité de son contrat de mariage n'aurait pas dû être prononcée. Le Code civil, d'après elle, est la seule règle à suivre pour la forme des contrats de mariage. Il a dérogé à la loi du 25 vent. an 11, à laquelle il est postérieur. Aussi se contente-t-il pour toutes conditions d'authenticité des contrats de mariage, de dire qu'ils doivent être passés devant notaire (au singulier) ; s'il avait voulu les soumettre aux règles générales des contrats ordinaires, il n'aurait pas manqué de le dire. Du reste, elle insiste sur la preuve de l'exécution de sa donation qu'elle tirait du partage verbal du mobilier fait entre elle et ses cohéritiers. — Elle invoque, au surplus, contre le notaire Jausenet, qui demandait à être déchargé de la condamnation prononcée contre lui, les dispositions de l'art. 68 de la loi du 25 vent. an 11 et celles de l'art. 1383 du Code civil, en soutenant que sa faute n'était pas excusable.

ARRÊT.

LA COUR ; — En ce qui touche le chef du jugement dont est appel, qui déclare nul le contrat de mariage dont il s'agit, du 2 vent. an 13, ensemble les dispositions d'icelui ; déterminée par les motifs exprimés dans ledit jugement, dit qu'il a été bien jugé ;

En ce qui touche le chef du même jugement qui condamne Jausenet aux dommages-intérêts résultant de la nullité du contrat de mariage ; — Attendu qu'à l'époque dudit contrat de mariage, il s'était élevé, d'après la combinaison des différents articles du Code civil et de la loi sur le notariat du 25 vent. an 11, la question de savoir si, pour les contrats de mariage, la présence de deux témoins idoines était ou non nécessaire, comme pour tous autres actes notariés, et qu'il y a eu, à cet égard, diversité d'opinion et d'arrêts ; — Attendu que, dans cette circonstance, l'erreur dans laquelle est tombé le notaire, est excusable ; — Portée à l'indulgence, uniquement à raison de cette circonstance, dit qu'il a été mal jugé sur ce chef ; — Emendant, sur la demande en garantie et en dommages-intérêts, — Met les parties hors de Cour, compense les dépens sur cette demande en garantie.

Du 28 mai 1824. — Cour roy. de Riom. — 1^{re} ch. — Pres., M. Grenier. — Concl., M. Archon-Despérours. 1^{er} av. gén. — Pl., MM. Bernet-Rolande, Allemand et Rouillon.

APPEL. — ASSIGNATION. — DÉLAI. — DISTANCE.

Du 28 mai 1824 (aff. N...). — Cour roy. de Nîmes. — Même déviation que par l'arrêt de la Cour de Grenoble du 29 mars 1824 (aff. Mariton).

(1) La jurisprudence semble se prononcer en ce sens. V. Douai, 11 juill. 1821, et les arrêts en sens divers indiqués à la note. — V. aussi dans ce sens, Coin Delisle, Comm. analyt. de la contrainte par corps, appendice, sur l'art. 1^{er} de la loi du 17 avril 1822, n^o 4.

ACTE DE COMMERCE. — COMMERÇANT. — PRÊT.

Les sommes empruntées par un commerçant, sont, jusqu'à preuve contraire, censées empruntées pour son commerce, lors même que le prêt est purement verbal. — Ainsi, la tribunal de commerce est compétent pour connaître de l'action en paiement. (Cod. comm., 638.) (1)

(Cointe — C. Marchand.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les frères Cointe sont évidemment et habituellement le commerce ; que ce fait est de notoriété publique, ainsi que l'ont déclaré les premiers juges ; — Que la Cour l'avait déjà reconnu dans un arrêt du 28 juill. 1822 ; — Qu'en vain ils objectent que cette qualité ne suffirait pas pour les faire condamner commercialement, qu'il faudrait encore établir que la somme qu'on prétend leur avoir été prêtée était pour leur commerce ; — Attendu qu'aux termes du droit, les sommes fournies à un commerçant sont censées l'être pour son commerce ; — Que s'ils prétendent que c'a été pour leurs affaires particulières, la preuve est à leur charge, et les frères Cointe ne prouvent, ne présentent aucun fait, aucune circonstance qui puisse faire présumer que la somme réclamée par le sieur Marchand n'a pas été versée dans leur commerce, etc.

Du 29 mai 1824. — Cour roy. de Bourges. — 2^e ch. — Pres., M. Delaméthrie. — Concl., M. Corbin de Mangon, subst. du proc. gén. — Pl., MM. Delaisalle et Mayet-Généry.

ENQUÊTE. — ASSIGNATION. — DÉLAI. — DISTANCE. — ASSIGNATION. — COPIE.

Du 29 mai 1824 (aff. Duboye). — Cour roy. de Paris. — V. l'arrêt de la Cour de cass. du 28 janv. 1826, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

ARBITRE (TIERS). — ARBITRAGE FORCÉ. — NULLITÉ.

L'art. 1018 du Code de proc. d'après lequel le tiers arbitre, après avoir conféré avec les arbitres divisés, doit, si ceux-ci ne se réunissent pas à lui, prononcer seul et adopter l'avis de l'un des arbitres, est applicable aux arbitrages forcés en matière de sociétés commerciales. — Ainsi doit être annulée la décision d'un tiers arbitre qui n'a pas conféré avec l'un des arbitres, qui a procédé avec le concours de l'autre et enfin n'a adopté l'avis d'aucun des deux (2).

La nullité de la décision du tiers arbitre entraîne la nullité de la décision des premiers arbitres divisés d'opinion ; et il y a lieu de procéder à un nouvel arbitrage.

(Bresson — C. Garonne.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, d'après l'art. 1018 du Code de proc., le tiers arbitre ne doit prononcer qu'après que les arbitres, divisés d'opinion, ont été sommés de se réunir à lui pour délibérer, et que, dans le cas où ces deux arbitres ne se réunissent pas au tiers arbitre, ce dernier doit prononcer seul et adopter l'avis de

(2) La question est controversée. F. le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt en sens contraire de la Cour de Paris du 22 mai 1813.

l'un des arbitres divisés ;—Attendu que les dispositions de cet article sont applicables aux arbitrages forcés, en matière de société commerciale, puisque le Code de commerce n'ayant pas tracé les formalités à observer dans ces sortes d'arbitrages, il s'est par là même référé aux règles ordinaires prescrites par le Code de procédure ;—Attendu, dans le fait, que le jugement arbitral dont il s'agit ne constate pas que le sieur Romeu, l'un des arbitres, ait été sommé de se réunir au tiers arbitre ;—Qu'il résulte du même jugement que le tiers arbitre, qui aurait dû, dans ce cas, procéder seul, a procédé avec le concours du sieur Gasquet, autre arbitre ;—Qu'enfin ce tiers arbitre, au lieu d'adopter l'un des deux premiers avis, a rendu une décision différente de l'un et de l'autre avis émis par les premiers arbitres ;—Que ces diverses irrégularités vicient essentiellement le jugement arbitral, et doivent en faire prononcer l'annulation ;

Attendu que cette annulation entraîne nécessairement avec elle celle de l'arbitrage que le jugement annulé termine, et qu'il devient d'autant plus nécessaire de procéder à un nouvel arbitrage, que l'un des arbitres avait concouru à ce jugement ;—Attendu que la cause n'étant pas prête à être jugée au fond, la Cour ne doit, ni en retenir la connaissance, ni statuer sur les dépens, dont la disposition doit dépendre de la décision définitive ; mais qu'il y a lieu de faire supporter les frais du présent arrêt par l'intimé, qui a soutenu le jugement annulé ; — Annule l'acte qualifié jugement arbitral, — Et renvoie les parties devant le tribunal de première instance de Cette, pour procéder à la nomination de nouveaux arbitres, etc.

Du 31 mai 1824.—Cour roy. de Montpellier.
—Prés., M. Trinquelagne.—Pl., MM. Beliebéze et Guillobot.

FIN DU SEPTIÈME VOLUME DE LA DEUXIÈME PARTIE.

23432 12)

56 33811

Z 697

PASICRISIE.--PARTIE PUBLIÉE.

PREMIÈRE SÉRIE.—1791-1814.— (FORME 11 VOLUMES.)

Cours de Cassation, volumes I à VII.

Cours d'Appel, volumes I à IV.

CETTE SÉRIE EST ENTièrement PUBLIÉE.

DEUXIÈME SÉRIE.—1814-1840.— (FORMERA 30 VOLUMES.)

Partie de France.—20 vol.

SAVOIR :

Cours de Cassation, volumes VIII à XIX.

Cours d'Appel, volumes V à XII.

Partie de Belgique.—10 volumes.

SAVOIR :

Cours diverses, volumes I à X.

VOLUMES PUBLIÉS DE CETTE 2^{me} SÉRIE.

PARTIE DE BELGIQUE.

Cours diverses. — VOLUME I^{er}. — 1814. — 1815.

— VOLUME II. — 1816. — 1817.

— VOLUME III. — 1818. —

PARTIE DE FRANCE.

Cours de Cassation, VOLUMES VIII à XI, années 1816 à 1824.

Cours d'Appel, VOLUMES V à VII, années 1815 à 1821.

Il paraît régulièrement un tome par mois.

TROISIÈME SÉRIE, 1841, ET ANNÉES SUIVANTES.

Années 1841 et 1842 entièrement publiées.

Année 1843 en publication.

Il paraît régulièrement un cahier par mois.

LA PASICRISIE, à partir de 1841, se publie par abonnement annuel : elle est divisée en deux parties distinctes contenant : l'une la *Jurisprudence de France*, l'autre la *Jurisprudence de Belgique*.

La *Jurisprudence de France* contient le Recueil Sirey-Devilleneuve en entier, elle est divisée en 2 parties, savoir : 1^o les *Arrêts de Cassation*, 2^o les *Arrêts des Cours diverses*, elle forme 2 gros volumes par année.

La *Jurisprudence de Belgique* est également divisée en 2 parties, savoir : 1^o les *Arrêts de la Cour de Cassation*, et 2^o les *Arrêts des Cours diverses*, elle forme 2 gros volumes in-8^o par année.

